

CORPS UNIVERSEL
DIPLOMATIQUE
DU
DROIT DES GENS;
CONTENANT UN
RECUEIL
DES
TRAITEZ
D'ALLIANCE, DE PAIX, DE TREVE,

DE NEUTRALITÉ, DE COMMERCE, D'ÉCHANGE, de Protection & de Garantie, de toutes les Conventions, Transactions, Pactes, Concordats, & autres Contrats, qui ont été faits en EUROPE, depuis le Regne de l'Empereur CHARLEMAGNE jusques à présent;

AVEC

LES CAPITULATIONS IMPERIALES ET ROYALES;

les Sentences Arbitrales & Souveraines dans les Causes importantes; les Déclarations de Guerre, les Contrats de Mariage des Grands Princes, leurs Testamens, Donations, Renonciations, & Protestations; les Investitures des grands Fiefs; les Erections des grandes Dignités, celles des grandes Compagnies de Commerce, & en général de tous les Titres, sous quelque nom qu'on les désigne, qui peuvent servir à fonder, établir, ou justifier

LES DROITS ET LES INTERETS DES PRINCES ET ETATS DE L'EUROPE;

Le tout tiré en partie des Archives de la TRES-AUGUSTE MAISON D'AUTRICHE, *& en partie de celles de quelques autres Princes & Etats; comme aussi des Protocolles de quelques Grands Ministres; des Manuscrits de la Bibliotheque Royale de* BERLIN; *des meilleures Collections, qui ont déja paru tant en* ALLEMAGNE, *qu'en* FRANCE, *en* ANGLETERRE, *en* HOLLANDE, *& ailleurs; sur tout, des Actes de* RYMER; *& enfin les plus estimés, soit en Histoire, en Politique, ou en Droit;*

PAR

MR. J. DU MONT, *BARON DE CARELS-CROON,*

ECUIER, CONSEILLER, ET HISTORIOGRAPHE DE SA MAJESTE IMPERIALE ET CATHOLIQUE.

TOME VII. PARTIE I.





A AMSTERDAM,

Chez P. BRUNEL, R. ET J. WETSTEIN, ET G. SMITH, HENRI WAESBERGE, ET Z. CHATELAIN.

A LA HAYE,

Chez P. HUSSON ET CHARLES LEVIER.

MDCCXXXI.

AVERTISSEMENT

DES LIBRAIRES

Sur l'Edition du

SUPLEMENT AU CORPS DIPLOMATIQUE DU DROIT DES GENS.



LA Justice que le Public a rendu au *Corps Universel Diplomatique du Droit des Gens*, nous dispense d'en faire l'éloge. Son utilité est généralement reconnuë de tous les Ministres, de tous les Ambassadeurs, & de tous ceux qui sont employez dans les Affaires Politiques.

Nous avons déjà fourni aux Souscripteurs les six premiers Volumes de ce grand Ouvrage, & nous publions à présent les deux derniers, qui vont jusqu'en 1730, en sorte que par-là tous nos engagemens sont entiérement accomplis.

Nous espérons que les Négociateurs nous sauront gré de leur avoir procuré un si précieux Trésor, & qu'ils seront bien aises d'apprendre que nous leur en preparons encore un autre non moins utile. Voici ce que c'est.

Feu Mr. Du Mont avoit divisé le *Corps Diplomatique* en deux Collections, dont nous donnons aujourd'hui la premiere en huit Tomes *in folio*; la seconde, qu'il devoit nous envoyer après que la premiere seroit achevée d'imprimer, & que ses Héritiers nous ont remise selon le Contract que nous avions fait avec lui, est celle que nous annonçons maintenant. Elle consiste en deux Parties, dont la premiere sera un Supplément au *Corps Diplomatique*, & la seconde un *Corps Cérémonial Diplomatique* Ce Corps Cérémonial contiendra une infinité de Diplomes, de Priviléges, de Traitez, de Réglemens, & d'Actes publics, concernant les Dignitez Titulaires, & les Préeminences des Rois, & des Princes, les Traitemens accordez dans les Cours aux Ambassadeurs, aux Envoyez, & aux autres Ministres Publics, les Immunitez qui leur appartiennent, les Différens survenus entre eux au sujet du Cérémonial, & la manière dont ces Différens ont été quelquefois accommodez. Il contiendra pareillement les Diplomes d'Erection, & les Statuts de la plûpart des Ordres de Chevalerie, qui ont été, ou qui sont encore aujourd'hui en *Europe*, tout ce qui regarde les Disputes qu'ont eu quelques Puissances depuis un Siècle touchant les Saluts de Mer; & enfin tout ce qui appartient aux Affaires d'Honneur, de Dignité, & de Cérémonie. Nous insérerons dans ce Ceremonial Diplomatique le Traité du *Cérémonial* de la Cour de France dressé par feu Monsieur de Sainctot Introducteur des Ambassadeurs, piéce precieuse, qui n'a jamais été imprimée.

Cette seconde Collection sera encore enrichie d'un Ouvrage du célébre Mr. Barbeyrac, auquel il travaille depuis long-tems, & qui est presque achevé. Il a pour titre: *Introduction & Supplément au Corps Diplomatique du Droit des Gens*, & il sera divisé en trois Parties.

La *Premiere* traitera de l'antiquité & de l'origine des Traitez Publics, de leurs differentes sortes, de la maniere dont on les faisoit, de leur necessité & de leurs usages; de leur interpretation, de leur observation & d'autres choses semblables. On y parlera aussi des Traitez, dont il est fait mention dans les Auteurs sacrez.

La *Seconde*, la plus longue & la plus considerable, sera un Recueil de Traitez, tel

que

que personne que l'on sache, n'avoit encore pensé seulement à entreprendre rien de semblable; mais qui sera parfaitement bien assorti avec le *Corps Diplomatique*, qu'il accompagnera. Cette vaste Collection commence au tems de CHARLEMAGNE, & ainsi il n'y a que des Traitez du *Moyen Age*, & du *Dernier*. On n'y voit rien de ce qu'on appelle par excellence *l'Antiquité*. Une partie des tems, si longue, & si considerable, ne devoit pas être negligée, & peut-être ne l'a-t-elle été qu'à cause de la difficulté d'une telle entreprise. On n'a pas ici à beaucoup près les mêmes secours & les mêmes ressources qu'en rassemblant les Pièces des tems posterieurs qui sont repanduës dans les Archives, & dans les Bibliotheques, ou dans des Recueils deja tout faits. Il faut parcourir un grand nombre de Livres, où quelquefois, après avoir bien cherché, on ne trouve que peu de choses & très-souvent hors de leur place, ou dites seulement par occasion. Toutes ces difficultez capables d'effrayer tout autre que Mr. BARBEYRAC, ne l'ont point rebuté. Son zèle pour le bien public les lui ont fait surmonter avec un courage héroïque, & il en est venu si loin que le plus difficile est déja fait, & que le reste sera achevé dans peu de tems, ainsi qu'il nous le fait esperer.

Il a donc ramassé de toutes parts tous les Traitez tant soit peu importans, qui se trouvent ou entiers, ou en partie, ou rapportez seulement en substance dans tous les Anciens Auteurs, *Grecs & Latins*, qui nous restent, & dans les Auteurs Modernes qui ont publié les *Inscriptions* originales des Marbres de l'Antiquité, dont le tems a épargné quelques-uns jusqu'à nos jours. Il seroit à souhaiter qu'il n'en eût pas détruit autant qu'il a fait, & que l'on pût en déterrer beaucoup plus qu'il n'y a lieu de l'espérer. Ce seroient-là les Monumens les plus authentiques, & les plus curieux d'une Antiquité reculée, où les Marbres étoient comme les Archives Publiques. Cet usage des anciens tems est cause, du moins en partie, que la plûpart des Historiens ne se mettoient guères en peine d'insérer dans leurs Ouvrages ce que chacun pouvoit aller voir, quand il vouloit; & qu'ils croyoient devoir durer jusqu'à la derniére Postérité. On trouve seulement dans quelques Historiens, comme THUCYDIDE, POLYBE &c. un petit nombre de Traitez, que l'on peut regarder comme *Originaux*. Mr. BARBEYRAC n'a laissé échapper aucun des Traitez de cette sorte, en quelqu'endroit qu'ils se trouvent, soit entiers ou mutilez. A l'égard des autres, il a été obligé quelquefois, pour ne pas laisser de grands vuides, de mettre en ligne de compte des Traitez dont on ne sait presque rien, sinon qu'ils ont été faits, ou que ce sont des *Traitez de Paix*, *d'Alliance* &c. Il en a usé ainsi, afin de montrer, autant que cela se pouvoit, par la suite & par la liaison des Traitez, la suite des Affaires ou générales, ou particulieres, entre les Peuples célèbres de l'Antiquité, ce qui, comme on voit, ne sert pas peu à l'intelligence des Traitez mêmes.

Au reste, il n'a rien négligé de ce qui étoit nécessaire pour mettre au fait les Lecteurs, & principalement ceux qui n'ont pas toûjours le tems ou les moïens de s'éclaircir de bien des choses qu'il importe de savoir, comme, par exemple, ce qui regarde les personnes, les tems, les lieux, les Coûtumes &c. Pour cet effet il a parsemé son Ouvrage de Notes, où l'on trouvera d'ailleurs quantité de choses, qui n'auroient pû entrer commodément dans le Texte, de la manière qu'il est tourné.

Il est remonté, aussi loin qu'il a pû, dans l'Antiquité, même jusqu'à ces tems obscurs où la Fable est mêlée avec l'Histoire, & il poussera le Recueil jusqu'à CHARLEMAGNE, où commence le *Corps Diplomatique du Droit des Gens.*

Cha-

AVERTISSEMENT.

Chaque Traité fait ordinairement un Article à part. Mr. BARBEYRAC en indique, autant qu'il le peut, l'occasion & les suites. Les Traitez, ou entiers ou mutilez, qu'on a lieu de tenir pour originaux, seront mis sur deux colomnes, dont l'une contiendra l'Original, & l'autre la Traduction. Pour les autres, il se contente de rapporter les Passages mêmes des Anciens Auteurs *Grecs* & *Latins*, où se trouve ce qui y a du rapport, & il indique exactement les endroits où chacun pourra trouver ce dont il souhaitera de s'instruire plus amplement. Tout cela lui donne lieu de faire quelques remarques en passant, qui pourront avoir leur utilité à divers égards. Il ne s'est pas même borné aux Historiens, à prendre ce terme dans sa plus grande généralité. Il a fouillé dans d'autres sortes d'Auteurs de l'Antiquité, & il a cherché dans leurs Ecrits tout ce qui pourroit s'y trouver, dont il y avoit lieu de faire usage.

Ce n'étoit pas une petite difficulté, de ranger les Traitez en ordre Chronologique. Mr. BARBEYRAC l'a pourtant fait, autant qu'il lui a été possible, en suivant les meilleurs Chronologistes, qui indiquent ou l'année même des Traitez, ou ce qui arrive le plus souvent, celle des événemens antérieurs ou posterieurs, par lesquels il lui a fallu ensuite déterminer la date qu'il cherchoit. Au fond, la derniere précision n'étoit pas absolument nécessaire, pour le but de cet Ouvrage. Il suffisoit d'éviter les Anachronismes dans l'ordre des Traitez dont on parle, & de ne pas mettre un Traité postérieur avant celui qui l'a précédé. Cependant Mr. BARBEYRAC a fait beaucoup plus. Il a consulté avec soin tous les Auteurs Modernes, qu'il a pû trouver, & qui pouvoient lui fournir des lumières, pour fixer au plus juste, la Chronologie des Traitez, aussi bien que pour tout le reste. Mais il n'en a rien emprunté, sans l'examiner, & sans avoir recours aux Originaux, de l'autorité desquels ils se servent. Il marque aussi les diversitez qui se trouvent entre les Anciens Auteurs qui parlent du même Traité, & il supplée quelquefois ce qui manquoit aux uns, par d'autres qui circonstancient mieux certaines choses. A l'égard de quelques Traitez, ~~& même des plus originaux~~, dont le temps ne sauroit être en aucune façon déterminé, il a été contraint de les placer au hazard, & de les laisser sans datte.

La *Troisième* & derniere *Partie* roulera sur le *Corps Diplomatique*, qui a donné occasion aux deux premières. Monsieur BARBEYRAC rapportera à certaines Classes en général toutes les Pièces qui composent ce grand Recueil. Il fera voir l'usage qu'on en peut tirer, il indiquera les secours dont on doit se munir pour les bien entendre, il y joindra des remarques sur quelques endroits. En un mot, il n'oubliera rien de ce qu'il jugera capable de contribuer à l'intelligence du *Corps Diplomatique du Droit des Gens*, & à le faire lire avec fruit.

Tel est en gros le Plan de Mr. BARBEYRAC. Comme il rendra lui-même exactement compte en son tems, de la manière qu'il s'est conduit dans cet Ouvrage, & de la méthode qu'il a suivie, nous ne nous étendrons point davantage là-dessus. Ce que nous en avons dit suffit pour en donner une idée générale. Au reste le mérite, & la Réputation de l'Auteur sont de sûrs garands qu'il ne promet rien qui soit au-dessus de ses forces.

Tous ces Ouvrages que nous annonçons, seront six gros volumes *in folio*, à la fin desquels nous mettrons une ample & exacte Table Alphabétique des Matieres contenuës tant dans le Corps Diplomatique que dans le Supplément. La Presse roule déja & nous esperons les pouvoir imprimer avec beaucoup plus de promptitude que nous n'a-

* 2 vons

vons fait les huit premiers, parce que nous ne ferons point exposez aux incidens, qui ont accompagné la précedente Collection. Nous avons remis le soin de cette Edition à Mr. Rousset connu par son *Recueil Historique des Traitez, Mémoires, Actes* &c. Ouvrage dans le goût de ceux de Mrs. Du Mont & Lamberti, auxquels il semble avoir succédé dans cette sorte d'étude.

Les Conditions de la Souscription étoient, que l'on payeroit pour 1600. feuilles, *f* 68, & qu'au cas que le nombre des feuilles excédât celui de 1600, on payeroit pour chaque feuille du surplus 1. sou, & s'il y en avoit moins on rabattroit de même un sou par feuille.

Or tout l'Ouvrage faisant 2031. feuilles, sans compter les figures, Titre-Planche, les Médailles, les Titres, il s'ensuit qu'il y a 431. feuilles par dessus les 1600, lesquelles 431. feuilles font *f* 21: 11.

A quoi il faut ajoûter les deux florins dont les Souscripteurs restent redevables, n'ayant payé pour les VI. premiers Volumes que *f* 66: au lieu de 68	*f* 2:
Ainsi il leur resteroit à payer	*f* 23: 11:
Mais on leur délivrera les Tomes VII. & VIII. en payant	*f* 22: 10: pour le petit papier.
Et pour le grand	*f* 33: 10:
Ceux qui n'ont point souscrit payeront pour les VIII. Volumes la somme de	*f* 125:



TABLE
CHRONOLOGIQUE
DES PIECES
CONTENUES
Dans la I. Partie du Tome VII.

celle

Diplo-

Traité

FIN DE LA TABLE DE LA I. PARTIE DU TOME VII.



CORPS



CORPS DIPLOMATIQUE
DU
DROIT DES GENS;
OU
RECUEIL
DES
TRAITÉS D'ALLIANCE,
DE PAIX, DE TREVE, DE NEUTRALITÉ, DE COMMERCE, D'ÉCHANGE, &c.

Faits entre les Empereurs, Rois, Princes, & Etats de l'Europe, depuis CHARLEMAGNE jusques à présent.

I.

ANNO 1667. 14. Janv. Recess, welcher zwischen Pfaltz-Graf Adolph Johann zu Zweybrucken / und Graffen Philipsen zu Leiningen / wegen Verkauffung der Graffschafft Rixingen und Herrschafft Mörsberg getroffen worden. Geschehen Bergzabern den 14. Januar. 1667. [LONDORPII, *Acta publica* Tom. IX. pag. 681. d'ou l'on a tiré cette Piéce, qui se trouve aussi dans Gräfflich Leiningische Widerlegung der von Pfaltz-Graff Adolph Johann publicirten beantwortung / den überfall des Schlosses und Fleckens Oberbronn belangend / inter Docum. sub Lit. A. in Append. Diarii Europ. Contin. XIX. & dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. IV. Absatz I. pag. 726.]

C'est-à-dire,

Recès entre ADOLPHE JEAN *Duc des* DEUX-PONTS, & PHILIPPE *Comte de* LINANGE *pour la Vente du Comté de* Rixingen, & *de la Seigneurie de* Moersberg. *A Saverne en Alsace le 14. Janvier 1667.*

ANNO 1667.

Kund und zu wissen sey hiemit / daß heut zu End-benannten dato zwischen dem Durchleuchtigsten Fürsten und Herrn / Herrn Adolph Johann / Pfaltzgrafen bey Rhein / in Beyern / zu Gülch / Cleve und Berg / Hertzogen / Grafen zu Veldentz / Spanheim / in der Marck und Ravensperg / Herrn zu Ravenstein / rc. an einem; So dann dem Hochgebornen Grafen und Herrn / Herrn Philipsen / Grafen zu Leiningen und Rixingen / Herrn zu Westerburg / Schaumburg / Forbach und Mörsberg / deß Heil. Röm. Reichs Semper-Freyen / rc. andern theils / ein auffrichtiger / redlicher Kauff geschlossen worden / nemlich über die vom Bisthum Metz lehenrührige / sonsten aber dem H. R. Reich unmittelbar unterworffene Graffschafft Rixingen und Herrschafft Mörsberg / welche beneben allen zugehörigen Schlössern / Häusern / Flecken / Dorffern / Unterthanen / hoch- und niedern Gerechtigkeit / Weyer / Waldungen / Renthen / und Gefällen / gesucht und ungesucht / nichts davon außgenommen / vor höchstgedachter J. Fürstl. Durchl. gleich Hochermeldter Herr Graf Philips zu Leiningen / rc. nunmehro eigenthümlich und wie derselbe berührte Graf- und Herrschafft selbsten besessen und eingehabt / übergibt / und ist solcher Kauff geschehen vor und umb Einhundert ein und zwantzig tausend und Fünffhundert Reichsthaler / guter gangbarer Reichs-Müntz / also und dergestalt / daß mehr höchstermeldte seine Fürstl. Durchl. gleich bey würcklicher Einnehmung der Possession (welche ehister Tagen erfolgen solle) zur Angab entweder zu Oberbronn oder Rixingen / zwölfftausend Reichsthaler / so dann in der nechstkünfftigen Franckfurter Ostermeß Neun und viertzig tausend und Fünffhundert Reichsthaler. Item in der Ostermeß deß mit Gott herzunahenden sechtzehenhundert acht und sechtzigsten Jahrs / Zwantzig tausend Reichsthaler; Ferner um gleichmässig bestimmte Zeit deß sechtzehen hundert neun und sechtzigsten Jahrs / und dann endlich in der Ostermeß 1670. bis

ANNO 1667.

die letzte Summ von zwantzig tausend Reichsthaler bezahlen sollen.

Es übergeben und cediren auch seine Hoch-Fürstl. Durchl. deß Herrn Grafen zu Lein. H. Gräfl. Gn. zugleich in diesem Kauff unterschiedliche an die Cron Franckreich habende ansehentliche Schuldforderungen/ gestalten bey Liefer- und Abstattung der ersten 12000 Reichsthaler/ alsobalden die Hauptverschreibungen und Originalia zu Oberbronn sollen außgehändiget werden, dagegen J. Hoch-Fürstl Durchl. noch eine absonderliche discretion (welche gleichwollen zu dero selbst belieben gestellet ist) zu geben verwilliget. Man verzeihet sich hiernechst an H. Gräfl. Leining. Seiten aller Rechtlichen Exceptionen, wie die Namen haben mögen/ sonderlich enormissimæ læsionis, verspricht hingegen gewöhnliche und in Rechten zugelassene eviction und Wehrschafft.

Endlich ist von beyden Theilen abgeredet und bedungen worden/ daß weilen wegen Enge der Zeit dißmal kein förmlicher Kauffbrieff können verfertiget werden/ dieser gleich nach folgender würcklich respective Abtrettung und Besitznehmung dicht angeregter Grafschafft Rixingen und Herrschafft Mörßberg auffgerichtet/ und in demselben alle sonst übliche Clausulen eingerückt werden sollen: Unterdessen dieser nur generaliter abgefaßte Receß zu beeder Theilen besser Versicherung und steiffer Haltung deß geschlossenen und unabstößlichen Kauffs in dupla außgefertiget/ auch so wol von offt höchstgedacht J. F. D. als hochermelten Herrn Graf Philippsen Herrn Sohn dem gleich Hochgebornen Grafen und Herrn/ Herrn Ludwig Eberharden Grafen zu Leining. und Rixingen/ Herrn zu Westerburg/ Schauenburg/ Forbach und Mörßberg/ deß H. Röm. Reichs semper-Freyen/ auch Röm. Kaif. Maj. Rath/ und dero hochlöbl. Cammergerichts zu Speyer Præsidenten, vermög deß extradirten Gewalts unterschrieben und gesiegelt worden/ so geschehen Bergzabern den 14. Januar. deß jetztlauffenden 1667sten Jahrs.

(L. S.) Adolph Johann Pfaltzgraf.
(L. S.) Ludwig Eberhard Graf zu Lein. und R.

Obligatio Reciproca, so Pfaltzgraf Adolph zu Zweybrucken an Graf Philips zu Leiningen wegen der von diesem erkaufften Grafschaft Rixingen und Herrschaft Mörßberg außgestellt. Geben den 14. Febr. 1667. [LONDORPII *Acta publica* Tom. IX. pag. 683. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans Gräflich Leiningische Widerlegung sub Lit. D. in Appendice Diarii Europ. Continuat. XIX pag 26 & dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. IV. Absatz I. pag. 730.]

C'est-à-dire,

*Obligation reciproque d'*ADOLPHE JEAN *Duc des Deux-Ponts à* PHILIPPE *Comte de Linange sur l'Achat du Comté de* Rixingen, *& de la Seigneurie* de Moersberg. *Donnée le* 14. *Fevrier* 1667.

VOn Gottes Gnaden Wir Adolph Johann Pfaltzgraf bey Rhein/ in Bayern/ zu Gülich/ Cleve und Berg/ Graf zu Veldentz/ Spanheim/ der Marck und Ravenspurg/ Herr zu Ravenstein rc. Bekennen und thun kund allermänniglich hiemit/ und in Krafft dieses Brieffs; Demnach wir ohnlängsthin von dem Hochwohlgebornen unserm Fr. lieben Vettern/ Philipsen Grafen zu Leiningen und Rixingen/ Herrn zu Westerburg/ Schaumburg/ Forbach und Mörßberg/ deß H. Röm. Reichs Semper-Freyen/ die von dem Bißthum Metz lehenrührige Grafschafft Rixingen und Herrschafft Mörßberg/ mit allen ihren appertinentiis und anhangenden Recht und Gerechtigkeiten/ wie solche Hochwolgedachter unser lieber Vetter und seine Vorfahren ingehabt/ genutzt und genossen/ oder von Rechtswegen nutzen und niessen hätten können/ sollen und mögen/ eines beständigen Kauffs an uns erkaufft/ und dafür zu einem pretio und gemässen Kauffschilling/ 121500. oder Einhundert ein und zwantzig Tausend fünffhundert Reichsthaler/ den Reichsthaler zu anderthalb Gulden oder 90. Creutzer gerechnet auff drey gewisse Termin und Fristen; Nemlich nach erfolgt- und bezahlter verglichener Angab der 12000. Reichsthaler auff Ostern dieses instehenden 1667. Jahrs/ das erste Ziel mit 99500 Reichsthaler an guten gangbaren Sorten/ und dann auff Ostern in anno 1668. das letztere Ziel mit 10000. Reichsthaler zu bezahlen/ Uns vermög darüber auffgericht- und verfertigter Kauffverschreibung/ kräfftiglich obligirt und verbunden haben; Damit dann nun Hochwolermeldter Herr Verkauffer und dessen Erben der pactirt und erscheinenden Zielgelder/ desto gewisser habhafft und mächtig werden/ und ermandten Kauffschillings vorbesagter massen desto besser versichert seyn/ so wollen wir darauff offt Hochermeldtem Herrn Verkauffer das Jus hypothecæ generalis & specialis auff bemeldte Grafschafft Rixingen und Herrschafft Mörßberg/ Krafft dessen sie sich biß auf den letzten Heller daran zu halten/ hiemit eingeraumt/ und reservirt haben/ also und dergestalt/ daß im Fall der unversehen retardirter exsolution und verglichenen richtigen Bezahlung/ dem Herrn Verkauffer/ dessen Erben/ Lehens-Erben und Nachkommen/ freye Recht und Gewalt gegeben seyn solle/ Ihr Unterpfand die Grafschafft Rixingen und Herrschafft Mörßberg/ ohne unsern Vorwand ad executione non esse incipiendum, durch executions-Mittel/ mit oder ohne Recht/ anzugreiffen/ und damit als ihrem wahren verhafften Unterpfand zuverfahren/ so lange und viel/ biß der Herr Verkauffer/ oder seine Erben und Inhaber dieses Brieffs alleinige deß Kauffschillings und Interesse auch verursachten Kosten und Schaden wol vergnügt und bezahlt seynd. Getreulich und ohne Gefährde; Dessen alles zu wahrer Urkund Stet- und Vesthaltung/ haben wir Hertzog Adolph Johann/ als künfftiger Possessor der erkaufften Grafschafft Rixingen und Mörßberg diese obligationem reciprocam an statt einer assecuration, deren wir paratissimam executionem hiemit tribuiren, mit eigenen Händen unterschrieben/ und mit Unserm angebornen fürgetruckten Fürstl. Secret confirmirt und bestättiget. So gegeben und geschehen den 14. Tag Monats Febr. im Jahr nach Christi Geburt 1667.

(L. S.)

Receß, welcher zwischen Pfaltzgraff Adolph Johann zu Zweybrücken und dem Grafen Philips von Leiningen wegen der Grafschaft Rixingen und Herrschaft Mörßberg anderweit aufgericht worden. Geschehen Straßburg den 22. Junii 1667. [LONDORPII *Acta publica* Tom. IX. pag. 684. d'où l'on a tiré cette Piece, qui se trouve aussi dans Gräfflich Leiningische Widerlegung sub Lit. D. in Appendice Diarii Europ. Continuat. XIX. pag. 27. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Abtheil. IV. Absatz I. pag 731.]

C'est-à-dire,

Recès ulterieur conclu entre ADOLPHE JEAN *Duc des Deux-Ponts, &* PHILIPPE *Comte de Linange, au sujet de la Comté de* Rixingen, *& de la Seigneurie de* Moersberg. *A Strasbourg le* 22. *Juin* 1667.

ZUwissen sey hiemit/ demnach zwischen dem Durchleuchtigsten Fürsten und Herrn Herrn Adolph Johann/ Pfaltzgrafen bey Rhein/ in Bayern/ zu Gülich/ Cleve und Berg Hertzogen/ Grafen zu Veldentz und Spanheim/ der Marck/ Ravenspurg und Rixingen/ Herrn zu Ravenstein und Mörßberg an einem; So dann dem Hochgebornen Grafen und Herrn Herrn Philipsen/ Grafen zu Leiningen/ Herrn zu Westerburg/ Schaumburg und Forbach/ deß H. Röm. Reichs Semper-Freyen/ Röm. Kayserl. Maj. Rath/ rc. Andern Theils am verwichenen 14. Jan. dieses lauffenden Jahrs über die Grafschafft Rixingen und Herrschafft Mörßberg/ benebens aller darzu Gehörde/ ein auffrichtiger und redlicher Kauff geschlossen worden/ vor und umb einhundert ein und zwantzig tausend und fünffhundert Reichsthaler/ une dieser Bedingnuß/ daß erst Höchstgedachte Fürstl. Durchl. bey einnehmung der Possession in vorberürten Graf- und Herrschafften alsbalden zwölfftausend Reichsthaler/ anfolgends bey letzter Franckfurter Ostermeß neun und viertzig tausend und fünffhundert/ und endlichen in den dreyen nechstfolgenden Ostermessen/ jedesmals zwantzig tausend Reichsthaler und damit die gantze Summa abstatten und zahlen soll/ wie ein solches auß dem ersten Receß klärlich zu ersehen.

Alldieweil aber seine Hochfürstl. Durchl. nachgehends bey Verfertigung deß ordentlichen Kauffbrieffs sothane conditionen freywillig geändert/ und nach erfolgter Bezahlung der ersten zwölfftausend Reichsthaler nicht nur in Schweden vier und fünfftzig tausend achthundert vier und dreissig Reichsthaler angewiesen/ sondern auch bey deß Herrn Hertzogen in Lottringen Hochf. Durchl. zehentausend Reichsthaler und bey der Universitet Giessen zwey und fünfftzig tausend Gülden Rheinis. Währung zubezahlen übernommen/ also nicht mehr als zehentausend Reichsthaler im Rest verblieben/ deren Erlegung gegen die Ostermeß künfftigen Jahrs beliebt worden/ hingegen so wol Ihro Hochf. Durchl. in Lottringen als erwehnte Universitet Giessen auff die ehiste Abstattung jetzt angeregter Summen eifrig getrungen; Als haben deß Herrn Kauffers Hochf. Durchl. mit dem Herrn Verkauffer sich auff das neue dahin verglichen/ daß seine Hochgr. Gnaden/ von denen Schwedischen Güldern vier und funfftzig tausend acht hundert vier und dreissig Reichsthaler beede Posten entrichten sollen/ dagegen jme versprochen/ die mehrbedeute Giessische 52000. fl. denebenst 1600. fl. als eine Jahrs pension, nicht weniger die über-

ge

ANNO 1667.

ge 20000. Reichsthaler als die letzte Summ deß Kauffschillings in der Franckfurter Herbstmeß / oder im Herbst künfftigen 1668 Jahrs baar gut zuthun / so ferne der Herr Verkäuffer alsdann mit einem schrifftlichen schein vorzeigen kan / daß Ihro Durchl. von Darmstatt / wegen der Universitet Giessen contentiret und zu frieden gestellet seyn. Fals aber dieselbe um erstbestimpte Zeit entweder nur einen Theil / oder gar nichts an dem Hauptgeld / sondern nur die 2600. fl. pension entrichten würden / ist verabschiedet worden / daß die Summa / so alsdann unbezahlet bliebe / so fort mit vier pro cento jährlich verzinset werde / unterdessen die Graffschafft Rixingen und Herrschafft Mörßberg auff die noch restirende Summ verhypotheciret seyn und verbleiben solle / biß so lang und viel der gantze Kauffschilling und letztere Heller bezahlt.

Dannoch aber haben sich Ihr Hoch-Gräfl. Gnad. vorbehalten wollen / daß wann sie nach Verfliessung deß 1668. Jahrs J. Hoch-Fürstl. Durchl. ein halb Jahr vorher anzeigten / daß sie einige Gelder von nöhten hätten / dieselbe sich auch nicht entgegen seyn lassen würden / nach verflossenem halben Jahr seiner Hoch-Gräfl. Gnad. eine Summ von 10. oder 12000. Reichsthaler auff Abschlag deß Kauffschillings zu erlegen und zubezahlen: Dagegen haben sein Hoch-Gräfliche Gnad. der Herr Verkäuffer versprochen / J. Hfl. Durchl. als Herrn Käuffer Votum & Sessionem in Imperio, so wie es Ihra ratione der Graffschafft Rixingen vormals und jetzunder gebüret / abzutretten / und würcklich einzuraumen / wie sie dann auch ein absonderlich Schreiben nacher Regenspurg an den Gräflichen Wetterawischen Syndicum deßwegen haben außfertigen lassen / und übrigens sein Hfl. Durchl. von aller Anspruch wegen der zehentausend Reichsthaler / so Ihr. Hfl. D. in Lotringen zuerlegen versprochen / wie auch / was deß Herrn Landgrafen von Darmstatt Fürstl. Durchl. wegen der Universitat Giessen zugesagt ist worden / zu guarantiren. Dessen zu Urkund und mehrer Versicherung ist dieser Recess, so wol von deß Herrn Käuffers Hfl. D. als an statt deß Herrn Verkäuffern von seiner Hgr. Gnad. Herrn Sohn / dem auch Hochgebornen Grafen und Herrn / Herrn Ludwig Eberharden / Grafen zu Leiningen / Herrn zu Westerburg / Schaumburg und Forbach / deß H. R. Reichs Semper-Freyen / Röm. Kais. Maj. Rath / und deß Hochlöbl. Cammergerichts zu Speyer Præsidenten eigenhändig unterschrieben und gesiegelt / auch in duplo außgefertiget / und jedem Theil ein Exemplar zugestellet worden; So geschehen Straßburg den 22. Junii An. 1667.

Adolph Johann Pfaltzgraf.
(L. S.)

Ludwig Eberhard Graf zu Leiningen
(L. S.)

Kauffbrief / so Herr Philips / Graff zu Leiningen Pfaltz-Graf Adolph Johann zu Zweybrücken / über die Graffschafft Rixingen und Herrschafft Mörtzberg ausgestellt. Geben Oberbronn den 4. Febr. 1667. [LONDORPII *Acta publica* Tom. IX. pag. 687. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans Gräflich Leiningische Widerlegung sub Lit. B. pag. 20. in Appendice Diarii Europ. LUNIGS, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Abth. IV. Absatz I. pag. 727.]

C'est-à-dire,

Contract par lequel PHILIPPE *Comte de Linange vend le Comté de* Rixingen, *& la Seigneurie de* Moersberg, *à* ADOLPHE JEAN *Duc des Deux-Ponts. A Oberbrun le 4. Fevrier* 1667.

WIr Philips / Graf zu Leiningen und Rixingen / Herr zu Westerburg / Schaumburg / Forbach und Mörßberg / des H. R. Reichs / semper-Frey / Röm. Kays. Maj. Rath. Bekennen und thun kund Männiglichen hiemit und in Krafft dieses Brieffs / daß wir vor uns / all unsere Erben / Lehens-Erben und Nachkommen / mit freyem Wissen und Willen / wolbedachtem Muth / zeitigem vorgehabten Rath und Gutachten und Consens unserer Angehörigen und Agnaten / unsern mercklichen und scheinbaren Nutzen dadurch zubefordern / dagegen unsern Schaden vorzukommen und in wehrender sonder Arglist oder Gefährde / betrogen / verführt oder hintergangen / eines steten / aufrichtigen ohnwiderruflichen Kauffs verkaufft und zu kauffen geben haben / geben auch zu kauffen in aller beständigster und kräfftigster Form / Maß und Gestalt / wie ein immer wehrender Erdkauff in Geist- und Weltlichen Gerichten / Rechten und Gewonheiten bestehen / Krafft / Macht und Bestand hat / haben soll / oder versehen werden mag / dem Durchlauchtigsten Fürsten und Herrn / Herrn Adolph Johann / Pfaltzgr. bey Rhein / in Bayern / zu Gülich / Cleve und Bergen Hertzogen / Grafen zu Veldentz und Spanh. der Marck und Ravenspurg / Herrn zu Ravenstein / unserm gnädigsten Fürsten und Herrn / seiner Hochf. Durchl. Erben / Erbnehmen und Nachkommen / unsere gantze Graffschafft Rixingen / und Herrschafft Mörßberg / als nemlich unser Behausung / Schloß und Statt zu Rixingen / und denen darzu gehörigen Gütern / auch allen andern Dörffern / mit Namen Güntringen / Maidern / Eiberingen / Volckringen / Mitsch / Mörßberg / mit allen Zugehörungen / Rechten und Gerechtigkeiten / Wolffskirchen / Eckersweyler / Jeßinger und Bersinger Bann / Berensdorff und einige leibeigene Underthanen in der Herrschafft Vinstingen. Wie auch alle hohe und Nidere Gerechtigkeiten auf dem Closter Rentingen / auch Höfen / Meyereyen / Landen / Leuten / Mannen / Fischwassern / Jagden / Weyhern / Wäldern / Büschen / Mühlen / Wasserläuffen / Aeckern / Wiesen / Gärten / Weyden / Weydgangen / Zwingen / Bannen / Frevel / Bethen / Atzen / Ungelden / Zöllen / Zinsen / Schatzungen / Gülten / Zehenden / Korn / Waitzen / Habern / und andern Früchten / Weingefällen / Gänsen / Cappen / Hünern / Hanen / Mühlschweinen / hoch- und nieder-Obrigkeiten / Gebotten / Verbotten / sampt allen andern pertinentien und Zugehörungen / Inn- und Außgängen / in Wassern / auff dem Land / ob und unter der Erden / auch alle Losungen / Wiederkauff und Wiederfällen / Rechten / Nutzungen / Niessungen / Actionen und Forderungen / Gerechtigkeiten / Kirchen-Satz / und was sonsten darzu gehören möchte / benand und ohnbenand / gesucht und ungesucht / gantz und gar nichts davon / (wie auch solches Namen haben möchte und zu obberührter Graffschafft und Herrschafft gehörig ist) außgenommen oder abgeschieden / wie wir dieselbe biß dato innen gehabt / besessen / genutzt / und gebraucht / oder jetzo nun haben / besitzen / nutzen / geniessen und gebrauchen sollen und mögen / in keinem Weg sonsten beschwert / (außerhalb der Lehens-Beschwerden) gantz frey und ledig. Gestalten wir vor allen Dingen von dem empfangenen Kauffschilling alle und jede darauff hafftende Schulden abzutragen uns verobligiren; Nächst deme cediren und überlassen wir auch hochgedachtem Herrn Käuffers Fürstl. Durchl. mit in diesem Kauff die an die Cron Franckreich habende prætensiones und darüber originaliter in Handen habende Obligationes.

Und ist also solcher Kauff zugangen und beschehen vor und um einhundert ein und Zwantzig Tausend fünffhundert Reichsthal. jeden zu anderhalb Gülden Rheinisch. Wehrung / und den Gülden zu fünffzehen Batzen oder sechtzig Creutzer gerechnet / oder dessen Fuß und Taxe nach / an Gülden oder sonsten guten unbenamten / aller Orten / gültigen / ohnverschreiten Reichs- und Silber-Sorten / wie solche diese jetzige Contracts-Zeit eingenommen und außgeben werden / davon uns bereits zwölfftausend Reichsthaler baar erlegt sind / wegen der übrigen Summ aber ist bedungen und verabschiedet worden / daß J. F. D. von dem ersten Ziel / so auff Ostern dieses Jahrs fällig / zuforderst der Universitet Giessen / um 52000. fl. so sie vermog deß jüngst mit derselben getroffenen Accords ... und Herrschafft Rixingen und Mörsperg hatten / an uns zu fordern / wie auch J. D. dem Herrn Hertzog in Lottringen / wegen der jüngst zu Widereinlösung gedachter Herrschafft Mörßberg / uns vorgeliehenen 10000. Reichsthalern contentiren, und dann über dieses / uns 54834. Reichsthaler / so sich zusammen auf neun und neuntzig tausend / und fünffhundert Reichsthaler belauffen / assigniren und bezahlen lassen sollen. Die übrige annoch im Rest verbleibende 10000. Reichsthaler sollen über ein Jahr / auf eben solche bestimte Zeit / vollends bezahlt und gut gethan werden.

Sagen hierauf vor uns / unsere Erbnehmen oder Erben J. D. und deren Erben / berürter zu guten Genügen gelieferter und in unsern Nutzen verwendeter 12000. Reichsthaler wegen / quitt ledig und loß. Haben auch hierauff mehr hochgedachten Herrn Käuffers F. D. vorangeregte Frantzösische Obligationes in originali zugestelt / nicht weniger Eingangs gedachte Graffschafft Rixingen und Herrschafft Mörßberg / mit aller derselben specificirten Stücken und Zugehörden würcklich abgetretten und eingeraumet / auch unsere darinn befindlich sämmtliche Unterthanen und Leibeigene an dieselbe gewiesen / und unsers Theils aller Pflicht / Subjection oder Gehorsams ledig gezehlt / engleichem alle Güter / Renten / Gülten / Zinß / Zehenden / und alles andere / wie es genahmt oder genutzt werden mag / so sie zureichen und zugeben schuldig sind / so viel uns belanget / frey gesprochen / daß nunmehr / und fürterhin solche Unterthanen und leibeigene Zugehört / und wie sie sonsten sind / ihrer obligation, Pflicht und Schuld halben seine Hfl. D. und derselben Erben tradiret und an die Hand gewiesen seyn sollen. Und wir der Verkauffer / wie vorstehet / haben den Hrn. Kauffer / und seiner Hfl. D. Erben dessen alles / wie ob specificirt, in solche redliche und leibliche / nützliche / würckliche / ruhige Possession, Gewehr und Gewalt gesetzt / gestellet und gelassen / hingegen uns und unsere Erben / mit unserem guten Wissen und freyen Willen / ohne alle Vervortheilung / darauff gesetzt / daß wir / nach völlig bezahltem Kauffschilling / der einhundert ein und zwantzig tausend fünff hundert Reichsthaler) nimmermehr und zu ewigen Tagen / Forderung / Anspruch noch Gerechtigkeit zu haben noch zu gewinnen / sondern der Hr. Kauffer und seiner Hfl D. Erben sollen und mögen diese ermeldte Graffschafft Rixingen samt allen denen dazugehörigen Stücken / nichts zumalen außgenommen / fürterhin haben / nutzen / niessen / gebrauchen / besitzen / und damit thun und lassen / als mit andern J. Hfl. D. eigenen Gütern / ohngehindert unser / unserer Erben / Erbnehmen und Männiglichen von unsertwegen / dann wir uns und unsere Erben / dem Hn. Käuffer und

ANNO 1667.

und seiner Durchl. Erben/ zu rechtmässiger/ und redlicher guter Wehrschafft hiemit zum allerkräfftigsten obligiret und verschrieben/ also und der Gestalt/ da dem Hn. Käuffer oder seiner Hfl. D. Erben sothaner verkaufften Graf- und Herrschafft/ über kurtz oder lang von jemand/ wer der wäre/ hohes oder nidrigen Standes/ einiger Eintrag oder Verhinderung geschehen/ oder zugefüget werden wolte/ oder/ auff den Fall sich einige verfesserte oder hinderständige Zinse/ Gülten/ Verpfändungen oder anders/ wie das Namen haben möchte/ befinden solte/ so dem Hn. Käuffer nicht namhafft gemacht worden/ daß wir oder unsere Erben jederzeit/ gegen männiglichen wo/ wann/ wie offt das von nöthen seyn wird/ vor allen Leuten/ Gericht/ Geist- und Weltlichen vertretten/ und in alle Weg schadloß halten sollen und wollen. Solches alles versprechen wir bey unseren Gräflichen Worten/ Treuen und Ehren/ auch bey Verpfändung unserer andern Graf- und Herrschafften/ und sonst aller anderer beweg- und unbeweglichen Güter/ so viel hierzu vermöchen.

Darauf haben wir dem Herrn Käuffern zugestellt die Schlüssel zu solchem Schloß und Hauß zu Rixingen und desselben Gebäuen/ auch alle Brieff und Schrifften/ so über gemelte Graf- und Herrschafft und ihre Gerechtigkeit besagend/ in unserer Gewalt gewesen; Ob auch von uns oder unsern Erben/ in künfftigen Zeiten/ einige Brieff/ Register/ Vidimus, Transumpts, Rouel oder Urkunden/ über obbestimbte Graf- und Herrschafften/ oder deroselbigen zugehörigen Gütern samt und sonders wissend in unsern Archivis zu Alten Leiningen/ oder hier zu Oberbronn gefunden würden/ die sollen und wollen wir offtermelten Herrn Käuffern und seiner Hfl. Dl. Erben/ ohne alle Um- oder Widerrede/ gleichfals zu sicheren Handen geben und überantworten/ und ob die nummermehr gefunden würden/ noch vorhanden wären/ sollen sie uns oder unsern Erben/ doch zu keinem Vortheil/ Nutzen oder Gerechtigkeiten/ auch dem Hrn. Käuffern/ und seiner Hochfl. Durchl. Erben zu keinem Nachtheil oder Schaden kommen oder dienen; Da aber briefliche Urkunden/ welche nicht allein über vielberürte Graf- und Herrschafft/ sondern auch zugleich über unsere anderer Oerter gelegene Güter oder Gerechtigkeiten/ sagen und weisen thäten/ erfunden und vorhanden wären/ dieselbe sollen in eine Truhen verwarlich zusammen gelegt/ und an den Ort/ wohin wir begehren/ gebracht werden.

Wir haben auch vor uns und unsere Erben/ bey unseren wahren Worten/ Treuen/ Gräfl. Ehren und Glauben versprochen und sagen zu/ in Krafft deß Briefs/ diesen erblichen ohnwiderruflichen Kauff/ auch alles in diesem vor und nachgeschrieben/ stet/ vest und unverbrüchlich zu halten/ und dawider nimmer zu reden/ in keinem Weg/ weder mit oder ohne Recht/ heimlich noch öffentlich/ oder sonsten auf ander weiß/ sonder den Herrn Käuffer und seiner Hochfl. Durchl. Erben ruhig darbey lassen und zuvertretten/ vor allen Leuten/ Richtern/ und Gerichten/ Geist- oder Weltlichen/ also alles das zuthun/ was zu einer erbarn und redlichen/ ohngefährlichen auffrichtigen Wehrschafft gehöret und sich gebüret/ so lang und viel/ biß der Hr. Käuffer und seiner Hochfl. Durchl. Erben zu ruhiger/ vollkommener und ohnangefochtener Besitzung zu recht genug daran erlangt. Hierwider solle uns und unsere Erben auch Gebrauchen nit schirmen künfftige Veränderungen der Läufften in Glaubens- oder andern weltlichen Sachen so sich zutragen möchten/ auch kein Geistlich oder Weltlich/ Kaiserlich Chur- oder Fürstlich noch anderer Obrigkeiten/ Freyheiten/ Gnad/ Gericht oder Recht/ geschriebenes oder ungeschriebenes Verbott/ Burgrecht/ noch das Kaiserliche Cammer- oder Hofgericht/ Bündnüß/ Satzung/ Statuten/ Ordnungen/ noch Gewonheiten/ Tröstungen/ noch Glaub/ von wem das wäre/ noch sonsten andere Einreden/ Exceptionen, Fund/ List/ oder Gefährde/ die wir oder unsere Erben erdencken/ und nemlich sprechen möchten:

Als wären wir über den halben Theil eines rechten Werths vervortheilet/ verführet/ oder sonsten betrüglich hintergangen/ oder wir hätten die Sach nicht verstanden/ und daß der Nutzung mehr als deß Hauptgelds/ oder daß wir nicht Macht gehabt diesen Verkauff zuthun/ oder daß es ein Anlehen; Dann wir uns aller solcher Behulf und einrede/ wie die erdacht/ oder fürder immer erdacht werden möchten/ auch deß Rechtens (so gemeiner Verzeihung ohne vorhergehende Sonderung widerspricht) samt allen andern Freyheiten/ Privilegien und Beneficien, so hierwider dienlich seynd/ oder auffgebracht werden mochten/ auch oberzehlten alles wissentlich und wolbedächtlich verziehen und begeben haben/ vor uns und alle unsere Erben/ alle Gefahr und Argelist hierinnen gäntzlich vermitten und außgeschieden/ jedoch mit dieser außtrücklichen condition, Beding und Vorbehalt/ daß offtangezogene Graffschafft Rixingen/ und Herrschafft Mörsberg/ mit allen ihren Obrigkeitlich- und Gerechtigkeiten/ Ein- und Zugehörungen/ nichts davon außgenommen/ omni meliori jure & modo, uns/ unsern Erben/ Lehens-Erben und Nachkommen/ vor obbestimmten Kauffschilling/ vom ersten biß auff den letzten Pfenning/ und biß wir denselben/ samt ohnverhofftem/ à solutionis cessatione causirtem Interesse, Kosten und Schaden allerdings und vollkommentlich befriediget/ und klag-loß gestellet worden/ specialiter expressè (wie dann wir/ auch alle unsere Erben und Nachkommen anderer Gestalt unsere gerechtsame an denen vielberührten Graf- und Herrschafften und dero appertinentien, nicht cedirt, sondern bester und beständigster massen reservirt haben wollen/) hypothecirt und verhafft seyn und bleiben sollen/ also und dergestalt/ daß wir in dem ohnversehenden Fall/ der außbleibenden und nicht erfolgenden Bezahlung/ Krafft dieser Obligation und Kauffverschreibung/ ohne einige gerichtliche Solennitäten und Processen, befreyt seyn und ein bereits erlangtes Recht haben sollen/ sothane Graf- und Herrschafften als unser Unterpfand anzugreiffen und anderwerts zu verkauffen/ so lang und viel/ biß wir wegen des völligen Kauffschillings/ sampt dannenhero verursachten Kosten und Schaden/ allerdings content und zu frieden gestellt seyn.

Dessen alles zu wahrer Urkund/ stet/ vest/ und Gehaltung/ haben wir eingangs benandter Verkauffer/ und unser Freundl. geliebter Sohn/ Ludwig Eberhard Graf zu Leiningen und Rixingen/ etc. etc. Deß Kais. Cammergerichts zu Speyer President, diesen Kauff- und Gewähr-Brieff/ mit eigenen Handen unterschrieben/ und unser Gräfl. angebornes Secret und Insiegel wissentlich daran hencken lassen. So geben und geschehen Oberbronn den 4. Februarii in dem Jahr nach Christi unsers lieben Herrn und Seligmachers Geburt 1667.

(L. S.) Philips/ Graf zu Leining. und Rixingen.
(L. S.) Ludwig Eberhard/ Graf zu Lein. und Rixing.

II.

Induciæ ad XIII. *Annos initæ inter* JOANNEM CASIMIRUM *Regem Poloniæ, &* ALEXIUM MICHAYLOWITZ *Czarum & Magnum Ducem totius Russiæ, quibus controversiæ circa Limites aliasque res quamplurimas, componuntur, &* Smolensko *ac Principatus* Severiæ *Czareæ Majestati relinquuntur. Actum Denewnæ Andrusoviæ die 30. Januarii 1667.* [CHWALKOWSKI *Jus Publicum Regni Poloniæ.* pag. 354. d'où l'on a tiré cette Piece, qui se trouve aussi dans LONDORPII, *Acta publica.* Part. IX. Lib. X. Cap. CCXXVIII. pag. 489. par extrait en Allemand, & dans GASTELIUS *de Statu publico Europæ noviss.* Cap. V. pag. 96. aussi par extrait, & en Allemand.] 30. Janv.

SErenissimi & Magni Domini, Joannis Casimiri, Dei gratia Regis Poloniæ & Sueciæ, Magni Ducis Lithuaniæ, Russiæ & aliorum Suæ Majestati subjectorum, atque omnium Statuum Reipublicæ, utriusque Gentis Regni Poloniæ, ac Magni Ducatus Lithuaniæ tam Ecclesiasticorum, quàm Secularium, Nos Magni & cum plena Potestate Legati ac Commissarii Georgius Carolus Hlebowicz in Dubrowna, Generalis Ducatus Samogitiæ & Borissoviensis Capitaneus, &c. &c.

Ex Mandato Serenissimæ Majestatis Domini Nostri Clementissimi, & ex Commissione totius Reipublicæ, una cum Dei gratia Magni Domini Czari & Magni Ducis Alexii Michaylowitz, totius magnæ, parvæ & Albæ Russiæ Autocratoris, atque multorum Dominiorum ac Terrarum Orientalium, Occidentalium, Septemtrionalium, Hæredis & Successoris, & Domini ac Dominatoris, ejusque Czareæ Majestatis, magnis ac cum plena Potestate Legatis, cum Illustrissimo & Illustrissimis Castellano & Locumtenenti: Athanasio Laurentide Ardinu Naszczokin, &c. &c. congregati: Inter Smolenscum & Mscislaviam propè Fluvium Hlarodna, in Pago Andrusovia cum magna & singulari cura ab utrinque proposuimus, ut tam inter Serenissimum Magnum Dominum nostrum, ejusque Regiam Majestatem, interque Regnum Poloniæ ac magnum Ducatum Lithuaniæ ac universam Rempublicam, quam inter Dominum ejusque Czaream Majestatem ac Ducatum Moschoviæ, omnes simultates & differentiæ (quæ præteritis annis exortæ, demum in publicam hostilitatem, bellum & sanguinis effusionem eruperant) componerentur, & Amicitia stabiliretur. Et quamvis nunc propter multas utrinque occurrentes mutuas difficultates æterna Pax inter hos Magnos Dominos nostros concludi non potuerit: tamen intuentes eorundem Magnorum Dominorum nostrorum inclinationem, atque iis subjectorum Dominiorum ab utrinque Sanctæ Pacis desiderium; quemadmodum initio hujus nostræ Commissionis de armorum silentio constitutionem mutua fide stabilimus, solicitam & non interruptam æternæ vel temporaneæ Pacis curam polliciti: ita etiam plena à Magnis Dominis pro Sancta Pace firmanda in Nos collata, potestate usi, respiciendo in feliciora tempora, in quibus supra nominata Amicitia in effectum deduci, atque inter Magnos Dominos, eorumque Dominia firma Pax evalescere posset, in hæc Puncta in trigesimo primo Congressu, hoc est 30. Januarii juxta Calen-

ANNO 1667.

Calendarium nostrum convenimus, eaque ab utrinque constituimus.

I. Ut Induciæ ab anno currenti, à Nativitate Filii Dei computando, hoc est, ab Anno 1667. à condito verò Mundo 7175. à Mense Junio per annos tredecim sine interruptione sibi succedentes usque ad Annum à Nativitate Filii Dei 1680. à condito verò Mundo 7188. similiter ad mensem Junium firmæ sint. Atque per hos Induciarum ab initio nostri Tractatus & Conventionis annos, usque (quod Deus præstet.) ad perpetuam eliminationem omnium discordiarum (quæ ad hoc tempus & diem, ad conclusionem præsentium Induciarum, ab initio præteriti Belli, per arma & quascunque alias simultates intervenerunt) utraque Pars plene pacificata, ab omni vindiciarum & injuriarum memoria abstinere: & præsenti firma Induciarum constitutione inter Serenissimum Magnum Dominum ejusque Regiam ac Magni Domini Czaream Majestates, interque Magna eorum Dominia, Terras, & Arces, tam inter illas quæ antiquitus ad quamcunque partem pertinebant; quam inter Bello acquisitas, quæ in præsenti induciarum Tractatu cuicumque obtigerunt, interque Subditos & homines utriusque Partis renovata, stabilita & confirmata inviolabilis Amicitia, juxta præsens Compromissum & Statutum, integrè absque ulla imminutione per hos omnes Induciarum Annos superius expressos firmiter & constanter conservari: & sicut Sacra Regia, ita & Czarea Majestas inter se in omnibus modis mutuum bonum velle & Frater Fratri meliora quærere, atque in omnibus sincere secum agere & procedere debent.

II. Serenissimæ verò ac Sacræ Regiæ Majestatis, sicut & Magni Ducis Czareæ Majestatis personales Dignitatis & Jurisdictionis Tituli, ad utrumque in eorum propriis Litteris ac quibuscunque Scripturis scribi debent juxta formam ab initio hujus Instrumenti & Cautionis exaratam, sine imminutione & immutatione tamdiu donec, auxiliante Deo, perpetua Pax stabiliatur. Similiter Senatores Palatini, Duces Exercituum, & cujuscumque Magistratûs, ac Conditionis homines, in limitaneis Dominiis & Arcibus habitantes, quorum, & ubi scire intererit. Ex alia quoque parte Nobiles & Palatini & Judices ex Mandato suorum Magnorum Principum personales eorundem titulos in quibuscunque Scripturis, juxta præsentem Constitutionem, uti ab initio expressum est, scribere debent; id caventes, ne ulla inimicitiarum præbeatur occasio. Singulæ quoque expeditiones ex Cancellaria S. R. Majestatis & aliorum in Confiniis Regni Poloniæ & Magni Duc. Lithuaniæ habitantium non Ruthenico, uti fiebat ante Bellum, sed Polonico Idiomate, uti hactenus per moderni Belli tempus observabatur, prodire debent.

III. Quæ porro Arces, Terræ hoc proximo Bello à Regno Poloniæ & Magno Ducatu Lithuaniæ sunt avulsæ, & remanent in possessione & sub Jurisdictione Czareæ Majestatis, hoc est Smolenscum cum universo Severiensi Ducatu, cum Arcibus & particularibus locorum attinentiis, quæ sunt ex hac parte a Vitepscensibus, Polocensibus, ex parte vero Livoniæ à Lucinensi localibus attinentiis, Smolenscum usque uti Dohornbuzium, Biala, Nevelium, Sebezia, Krasno, etiam Wielizia (quamvis antiquitus ad Palatinatum Vitepscensem pertinuerit) cum suis item particularibus locis ac attinentiis: ex alia vero parte, in qua sunt Arces Severienses, circa Czernihoviam omnes Arces & Terræ quibuscunque nominibus nuncupatæ, omnes relinqui debent in sorte Czareæ Majestatis. Ad sortem vero S. Regiæ Majestatis a Borysthene sub Kijovia, & per omnem Regionem ad limites Putiulenses, nulla Arx, nec Civitas nec Latifundium pertinebit. Non prætergrediendo tamen limites Palatinatuum Vitepscensis, Polocensis, & Mscislaviensis; Similiter Districtuum, Orsensis, Mozyrensis, Rzeczycensis, Braclaviensis, uti & limites Livoniæ, cum ea, qua ab antiquo continebantur, circumferentià cum omnibus particularibus attinentiis, Pagis, fundis ex utraque ripa Borysthenis ac Dunæ & aliorum sitis; ad Palatinatus & Districtus in possessione S. Regiæ Majestatis remanentes pertinentibus; excepta Wittià, quæ Pacis Sanctæ causa à Palatinatu Vitepscensi avulsa, in sorte Czareæ Majestatis præsenti Tractatu ad annos induciarum collocata est. In superiori verò parte Borysthenis, quæ comprehenditur titulo Zaporohorum seu liminum Borysthenis, & ejus loci Cosaci, in quibuscunque eo loco præsidiis, munitionibus, sepimentis, & sedibus degant, pertinere debent ad obedientiam & protectionem utriusque Magni Principis nostri ad commune illorum obsequium contra imminentem (quam Deus avertat) Bisurmanicam potentiam. Omnibus tamen cujuscunque conditionis Indigenis in sorte Czareæ Majestatis & in locis, quibus per hos Tractatus ad certum tempus cessimus, mansuris, liberum ubique debet esse Religionis Catholicæ exercitium, sine ulla, de peracta in domibus propriis devotione, molestia. Similiter omnibus, cujuscunque conditionis hominibus, in sorte Sac. Reg. Majestatis in locis per præsentes Tractatus concessis, mansuris, liberum debet esse Religionis Græcæ Exercitium, sine ulla expediendorum Pietatis officiorum præpeditione.

IV. Cavemus & hoc, ne ulla de Cosacis Ukrainensibus ex hac parte Borysthenis à Percaslavia habitantibus, vindicta sumatur, ea de causa: quia aliqui in partem S. Regiæ Majestatis & Reipublicæ transire soliti erant. Cosacos vero omnes ex altera ripa Borysthenis à Kiovia habitantes, Czarea Majestas à juramento fidelitatis absolvit: neque eos in suam protectionem recipiet, neque ad Civitates & Arces suæ Jurisdictionis admittet aut admitti permittet per totum tempus Induciarum. Similiter S. R. Majestas Cosacos ex altera ripa Borysthenis a Percaslavia degentes in protectionem suam non recipiet, neque ad Civitates & Arces suæ Jurisdictiones per hoc Induciarum tempus admittet, aut admittere jubebit.

V. Civitas Kiovia cum Monasterio, dicto Pieczary, cum sua circumferentia ac circumjacentibus & viciniorībus Monasteriis & cum pascuis, quæ Incolæ Monasteriorum in campis habent, & cum ingressu pro omni domestica necessitate, in eam Borysthenis, ripam in qua situata est Kiovia, non ultra milliare, ut integre cum satisfactione in Latifundiis & Sylvis, pro Arcis & Monasteriorum habitatoribus, tam à circumjacentibus, quam à pauperibus conservetur per tempus inferius de deducendo Præsidio Czareæ Majestatis ex eadem Arce Kioviensi; & de restitutione ejusdem cum iisdem locis expressis in sortem S. R. Majestatis, condictum & descriptum.

VI. Ex occupatis verò Bello Arcibus & Terris restituendæ sunt in sortem S. R. Majestatis Arces & Civitates, Polocia, Vitepscum, Duneburgum, Lucinum, Rzeczyca, Margenhausum, cum tota Livonia Meridionali; cum omnibus omnium Arcium prænominatarum Attinentiis, antiquitus ad easdem spectantibus: excepta Wielizia, ab antiquo Vitepscum pertinente: Ex his autem Arcibus, in quas recenter post earum occupationem, Græcarum Ecclesiarum Apparamenta, Imagines, Libri & alia, item Tormenta, Ammunitiones, varii generis Arma, item homines Aulici, Incolæ ex Russia adventitii; item pecuniarum Thesaurus, Victualia ex Moschovia invecta fuerunt; ad Arces Czareæ Majestatis, in vicinia sitas, per vecturas publicas, ad Confinia harum attinentiarum deportari debent. Antiqua vero harum Arcium Tormenta, Instrumenta munitionum seu Ammunitiones, Arma, quæ nunc sunt in iisdem, similiter & earum Indigenæ ac Nobiles in suis sedibus, tempore cessionis & traditionis harum Arcium relinqui debent. Hæ supra nominatæ ac restituendæ Arces, Polocia, Vitepscum, Duneburgum cum Livonia & aliis superius expressæ, cum aliis locis & attinentiis Usviata, Surazià Jeziersciâ, debent tradi in sortem S. R. Majestatis & Reipublicæ, in Anno à Nativitate Christi currenti 1667. mensis Maji 10. die juxta novum Kalendarium, per Commissarios tam a S. Regia quam à Czarea Majestate deputatos. Hujusmodi verò hominibus, qui publicas vecturas facturi sunt, aut eorum jumentis, nulla vis & injuria à Subditis Czareæ Majestatis fiet. Nobilibus in his restituendis Attinentiis, statim post conclusionem Tractatuum præsentium, sua bona occupare liberum erit: in quibus pacificam habere habitationem debent, sine præpeditione à Subditis Czareæ Majestatis in Fortalitiis usque ad earum evacuationem, relictis. Similiter Subditi Czareæ Majestatis relicti in Fortalitiis, quoad omnis à Subditis S. Reg. Majestatis donec ex iisdem deducantur Fortalitiis, in pacifica & secura possessione permanebunt.

VII. Ipsa Kiovia Arx cum iisdem Monasteriis, Pieczarii dictis, & cum aliis penes Kioviam relictis adjacentiis, similiter cum omni veteri armatura, cum qua olim Kiovia in partem Czareæ Maj. accepta; cum provisione tum temporis ibidem inventa, in sortem S. R. Majestatis & Reipublicæ restitui & evacuari mundarique debet, ante primam de perpetua Pace commissionem, in his Induciarum annis, hoc est, post duos annos à præsenti Tractatu computando in Anno Deo dante 1669. in mense Aprili die 15. juxta novum Calendarium occurrente; tandem ante hanc emundationem & evacuationem

tionem Kioviæ, ejusque restitutionem in sortem S. Regiæ Majestatis & Reipublicæ debet fieri à Magnis Dominis Nostris mutua per Internuncios, per Confidentiales Literas denunciatio; ut uni Parti de traditione, alteri vero de receptione constet. Et quamvis hæc denunciatio non fieret: tamen Arx Kiovia in sortem S. Regiæ Majestatis & Reipublicæ in termino nunc designato restitui, ejusque cessio fieri debet. Quæ quidem Arx Kiovia per hos duos Annos, per quos in possessione Czareæ Majestatis permanebit, debet habere robustum ex Exercitu Czareæ Majestatis Præsidium tam contra Paganos, quam contra discolos Cosacos: quo tempore necessaria, tam in commeatu quam in ammunitione, Czarea Majestas, ministrari præcipiet. Et pro hoc, restituendo & cedendo Kioviam, nullam compensationem à S. Regia Majestate & à Republica requiret. Quod verò attinet ad armorum genera ex diversis Arcibus, & Civitatibus, tam S. Reg. Majestatis, & Reipublicæ, quam privatorum Indigenarum Regni Poloniæ & Magni Ducatus Lithuaniæ per hoc Bellum & in variis conflictibus ab utrinque occupatorum, hanc materiam ad Tractatum de perpetua Pace differimus.

VIII. Omnia Scripta publica, sicuti & Libri Castrenses, Tribunalitii & Magdeburgenses, eorumque Acta; præterea Munimenta, Privilegia, Metricæ Bibliothecæ, & libri Ecclesiarum tam Romanæ quàm Græcæ; Vilnæ & in aliis Civitatibus & in variis Locis Regni Poloniæ & Magni Ducatus Lithuaniæ per hoc Bellum accepti, quidquid eorum inveniri poterit tam privatorum quam publicorum, præsertim à Districtibus & Palatinatibus tempore Belli ad suam Czaream Majestatem cum promissione subjectionis & fidelitatis expeditorum (qui per præsentes Tractatus cassantur, & annihilantur in perpetuum) nullos penes se retinendo restituere ac omnes collectos, summum intra sex menses, vel quam primùm colligi possunt, in Confinia sua Czarea Majestas retinere mandabit: præmonita S. Regia Majestate, per proprias Literas, ut pro his omnibus recipiendis suum expediat Commissarium. Monumenta verò & libri omnes Palatinatuum Smolenscensis, Czerniihoviensis, & Districtus Starodubensis, non expectando tempus Induciarum, intra 12. septimanas post jurata Pacta, quicunque inveniri poterunt, collecti, Deputatis à S. Regia Majestate Commissariis, in Confiniis, sicut & Palatinatus Kioviensis Munimenta & Libri, præmissis à S. Regia Majestate Monitoriis Literis, restitui & tradi debent.

IX. Quod autem spectat supellectilem, & res Ecclesiarum, tam Romanæ quam Græcæ, Deo ad honorem consecratas & dicatas, uti sunt varii generis Vasa, Reliquiæ, præcipue partes Ligni S. Crucis Lublini acceptæ, diversæ imagines, ac Ornamenta Ecclesiastica: hæc omnia quidquid eorum in Dominiis Czareæ Majestatis colligi poterit, summum intra unum annum præmissâ mutuâ Magnorum Dominorum nostrorum denunciatione restituentur. De Campanis externis S Regiæ Majestatis & Reipublicæ. in Moschoviam & Terras Czareæ Majestatis erectis, in prima Commissione per Magnos utrinque & cum plena Potestate Legatos agetur.

X. Et quia inter nos, S. Regiæ Majestatis & Reipublicæ ac Czareæ Majestatis Magnos Legatos non exigua intercedebat difficultas de eliberatione Captivorum; & hanc tali modo facilitavimus & constituimus. Imprimis omnes Agricolas ac homines utriusque sexus, agrestibus laboribus addictos, ex Terris S. R. Majestatis tam Regno Poloniæ, quam M. D. Lithuaniæ in captivitatem abductos manere debere sub Dominio & in partibus Czareæ Majestatis per omnes annos Induciarum aut viciniores, si maturius, auxiliante Deo, perpetua Pax in quacunque ex inferius nominatis Commissione, conclusa non fuerit. Quod verò alios captivos attinet, scilicet omnis generis Cives, qui recenseri inter homines Aulicos non possunt, ex diversis Civitatibus ac Oppidis S. R. Majestatis, similiter Judæos qui Religionem Græcam susceperunt. per hoc Bellum ab ejusdem initio in Moschoviam abductos: ita inter nos convenit: Quandoquidem Czareæ Majestatis Magni Legati non poterant modo de eliberandis ejusmodi hominibus quidquam nobiscum concludere. Nobis etiam S. Regiæ Majestatis Legatis & Commissariis difficile fuit concedere, ut hæc difficultas juxta requisitionem Czareæ Majestatis Magnorum Legatorum nunc complanaretur. Igitur Magni & cum plena Potestate Legati S. Regiæ Majestatis, pro confirmatione præsentium Tractatuum ad annos Induciarum per nos conclusorum, ad Czaream Majestatem juxta Conventionem nostram expediendi, id negotium in Metropoli Moschoviæ, in præsentiâ & coram Czarea Majestate perfectè component, & uti oportet, pacificentur.

XI. Omnes verò alii captivi, ab initio præsentis Belli abducti, tam Ecclesiastici quam Seculares, Equestris ac Militaris conditionis, seniores ac juniores, iisæ militates, omnis conditionis, sexus & Religionis homines, similiter Cosaci Ukrainenses, Tartari S. Regiæ Majestatis Subditi, Nobiles privati, & omnes alii Aulici, etiam in Magno Ducatu Lithuaniæ in Bonis vel domibus seu in conflictu, in Arcibus, Civitatibus, & ubicunque captivati; (quamvis nunc carceribus hæreant inclusi, aut in obsequio Czareæ Majestatis ac D. D. Nobilium hæreant: quamvis in Terris Czareæ Majestatis cum Ruthenicis personis Matrimonia contraxerint, vel Religionem Græcam receperint; aut in Aulis Ducum ac Principum sub Jurisdictione Czareæ Majestatis degentium, aut apud Cives in Civitatibus operas suas locaverint: Similiter Judæi, qui fidem suam Religioni Ruthenicæ non addixerunt) omnes cum Uxoribus ac Liberis, cum rebus eorum mobilibus, nemine celato, neque ad manendum coacto, bona fide in Terras S. Reg. Majestatis liberari & dimitti à Czarea Majestate jubebuntur. Qui verò ultrò in sorte Czareæ Majestatis manere vellent, liberum eis erit. Quæ autem Polonicæ & Lithuanicæ Nationis fœmina & Judæa copulata est Matrimonio Viro Rutheno, omnes penes suos Maritos manere debent in Terris Czareæ Majestatis. Similiter omnes captivos ex partibus Czareæ Majestatis, omnis conditionis & sexus homines qui in Regnum Poloniæ & Magnum Ducatum Lithuaniæ ex vario conflictu sunt abducti, & in Arcibus Regni Poloniæ & Magni Ducatus Lithuaniæ hærent, item eos, qui tempore Belli Turcici transibant in Poloniam, & nunc in Regno Poloniæ in obsequio S. R. Majestatis; vel in domibus aut Bonis Senatorum Nobilium, & in Civitatibus apud Cives laboribus exercentur: hos omnes S. R. Majestas in Terras Czareæ Majestatis in Moschoviam neminem celando, aut ad remanendum adigendo, bona fide liberos abire, & dimitti præcipiet. Qui verò sub Jurisdictione S. Reg. Majestatis ultro manere cuperent, liberum eis debet esse. Hæc eliberatio & manumissio utrinque præstari debet vicinioribus captivis, non exspectando remotiores ex Civitatibus Regni Poloniæ, & Magni Ducatus Lithuaniæ, scilicet ex vicinioribus Civitatibus expedientur ad conterminas Arces Czareæ Majestatis intra duas Septimanas: ex remotioribus intra Mensem vel duos; longius & remotius adhuc abducti intra medium annum à conclusione præsentium Tractatuum. Similiter ex Ducatu Moschoviæ ex Arcibus Smolensco, Vitepsco, Polociâ, Duneburgo, & aliis proximioribus, etiam Ukrainensibus intra duas septimanas: & Metropoli Moschoviæ intra mensem; ex ultra Moschoviticis propioribus Arcibus, intra duos Menses, & remotioribus Arcibus intra quatuor menses: ex Astracania intra medium annum, à conclusione horum Tractatuum computando. Ex Sibiria verò, & remotissimis Sibiriæ Arcibus colligi ad dimittendum debent intra annum vel quam primum fieri poterit. Per fines autem præmissa ad conterminos Palatinos & Præfectos denunciatione, omnibus sine detentione liber præstari transitus debet. Eodem modo si captivi Moschoviticæ Nationis in Regno Poloniæ, vel M. Ducatu Lithuaniæ Fidem Catholicam recepissent, & Matrimonia contraxissent; nihilominus vellent in Moschoviam redire; tunc Illis liber sicut ad Patriam Terram reditus absque ulla difficultate cum Uxoribus & Liberis, & cum omnibus mobilibus concedetur.

XII. Et in his Induciarum annis, juxta inclinationem Magnorum Dominorum nostrorum, eorumque fraternam charitatem ac utriusque Nationis perpetuæ Pacis desiderium convenimus & conclusimus: ut utrinque ad mutuos Congressus mittantur Magni & cum plena Potestate Legati & Commissarii cum Instructionibus plenam Potestatem continentibus, numerando à Mense Junio præsentis anni in futuro, Deo dante à Nativitate Christi 1669 Mense Junio: juxta vero vetus Calendarium Anno 7177. Quod si in hoc primo Conventu & Commissione perpetua Pax propter occurrentes difficultates concludi non posset, tunc altera Commissio & Conventus institui debebit intra quinquennium: scilicet Anno à Nativitate Christi 1674. in Mense Junio, & juxta vetus Calendarium Anno 7182. Si vero neque in hac secunda Commissione perpetua Pax concludi posset: tunc non desperando de perpetua Pace, ambo Magni Domini per suos Legatos, Principes Christianos invitare pro Mediatoribus debent

ANNO 1667.

debent qui tunc utrique Magno Domino videbuntur necessarii: idque vel ex mutuo consensu; vel si alicui ex illis ex sua parte ab iisdem Christianis Principibus videretur, Magni Legati ad discernendam & sopiendam perpetuo controversiam, pro tertia Commissione, scilicet in anno 1678. juxta novum Kalendarium in Mense Junio, juxta verò vetus in Anno 7186. impetrandi. Quod si (quod Deus avertat) & tertia Commissio cum Mediatoribus in conclusione perpetuæ Pacis suum non consequeretur effectum; & ex occurrentibus difficultatibus videretur Dominis Mediatoribus differendus Tractatus: tunc utrique Magni & cum plena potestate Legati, Mediatores cum omni honore expedient: ipsi verò cum bona spe different Commissionem ad Annum 1680. juxta novum Calendarium & juxta vetus ad Annum 7188. Mensem Junium, & in his ultimis duobus annis Magnis Principibus & Dominis nostris liberum erit studium & conatus circa renovandam per Legatos, aut etiam protogandam ad ulteriores annos temporaneam Pacem. Bellum vero & effusio sanguinis, & devastatio terrarum utriusque Monarchæ, adhibita omni tacitâ industriâ, permitti non debet: imo Pax omni Christiano conatu & diligentia teneri; Bellum verò, adhibitis Internunciis ad ullas Limitaneorum querelas, quas componi oportet, nullatenus excitari.

XIII. Conventum etiam est, quia per prolongatum præsentis Belli tempus, limitanearum Arcium Incolæ, antiquos transgressi limites, in Attinentiis earundem Sylvas exciderunt, earumque terminos deleverunt: ut huic incommodo provideatur, utrinque in præsenti anno confirmatarum ab utroque Monarcha Induciarum, bini & bini Limitum Judices & Commissarii, nimirum Smolensco & Vitepsco aliisque Arcibus & Terris, cum Literis plenæ Potestatis mittentur: atque in Mense Septembri, post mutuam de loco Conventus denunciationem congregati, viros provectæ ætatis, Limitumque peritos, ex quibus Civitatum, Pagorum, Terrarum, Sylvarum antiquos terminos destructos intelligant, advocabunt. Quosque illi assignaverint læsos terminos iidem Commissarii jubebunt emendari & novos erigi, imperabuntque severe loci illius Incolis, ne ulla ex parte limites & termini amplius violentur.

XIV. Quacumque autem ex parte discoli & inobedientes inventi fuerint, ii ad proximos Limitum Palatinos, vel vices eorum gerentes, deferantur, quibus post factam inquisitionem absque ulla dilatione pœna infligi debet. Id ipsum altera ex parte, nimirum Kioviam inter & Czernikoviam, & Percastaviam, in altera ripa Danubii, facient: delegabunt Commissarios mutuòque hac de re Incolis certioribus, Limites & terminos constituent, quoad usque vi Pactorum Magnus Dux his Terris imperabit; cum hac tamen cautela, ne supra unum milliare Kiovia de Terra quidquam usurpent.

XV. Id quoque constitutum est, ut secuta Pactorum confirmatione in spem & majus robur Pacis (quod etiam in ordine ad perpetuam Pacem inviolabiliter observari debet) per publicos vel privatos Delegatos, Principibus externis, cum quibus æterna, vel ad tempus sancita sunt Fœdera, hujus Pacis Confirmatio denuncietur ad publicam notitiam; ut in posterum inter Mercatores cum extraneis Regionibus Mercatura incrementum accipiat.

XVI. Licebit quoque Mercatoribus, tam Magnæ Russiæ, quàm Regni Poloniæ & Magni Ducatus Lithuaniæ, in limitaneis Arcibus, Civitatibus, Locis, in quibus & ante præsens Bellum licebat, Merces exponere cum Literis passus: iis Mercibus exceptis, quæ in utraque Regione prohibitæ sunt; persoluto tamen, juxta utriusque Gentis Statuta, vectigali. Molestiæ verò, exactiones & damna nulli Mercatorum inferri debent, neque his impedimentis alienari. Eadem libertas Mercatoribus Smolensco per Dunam Fluvium cum non prohibitis Mercibus Rigam navigantibus concedi debet. Vectigal tamen consuetum in loco consueto ab hujusmodi Mercibus ad Thesaurum S. Reg. Majestatis & Reipublicæ penderur, tantum ad tempus ultimæ, quæ cum Mediatoribus celebrabitur, Commissionis, scilicet ad annum 1678. Mensem Junium.

XVII. Debita, quæ adhuc ante Bellum certis obligationibus & conditionibus, etiam per Contractus Mercatorios, promiscue inter homines cujuscunque conditionis, tam Regni Poloniæ & Magni Ducatus Lithuaniæ, quam Moschoviticæ Nationis, etiam inter eos, qui sub Belli tempus in partes Magni Ducis transiverunt, contracta sunt utrinque, exhiberi & justis argumentis probari debent: atque cuilibet injuriam passo secundum Cautiones, Chirographa, Contractus Mercatorios ex utraque parte sine ulla dilatione, juxta leges, & rei exigentiam justitia administrabitur, & fiet satisfactio.

ANNO 1667.

XVIII. Et id decrevimus, ut tam S. R. Majestas, quam Dux Moschoviæ, Hanum Crimensem de hac confirmata Pace per Literas certificent: ut vicinitatis motivo Hanus Crimensis cum suis populis, tam S. Reg. Majestati quam Magno Duci mutuam conservet amicitiam & confidentialem correspondentiam, & à Bello penitus abstineat, quandoquidem tam S. Reg. Majestas quam Magnus Dux jam secum in fraternam convenerint unionem. Quod si Hanus Crimensis id & communem in vicinitate amicitiam spreverit, neque à Bello efficaciter destiterit, utrique Genti communis erit hostis. Quare Ukraina Kioviæ, in Zaporovia, aliisque in Ukrainæ munitionibus, ex utraque ripa Borysthenis, Exercitus tam Regni Poloniæ & Magni Ducatus Lithuaniæ, quam Magni Ducis cum Incolis Ukrainæ contra Tartarorum & Hani potentiam in excubiis parati esse debebunt, eumque tanquam communem hostem unitis viribus repellent. Eædem quoque communes & mutuæ excubiæ in Zaporovia, & in Dono contra Turcas vigilabunt. Quod si Hanus Crimensis de Nostra instructus amicitia, eidem tertius uniri voluerit: tunc de mediis Pacificationis in occurrentibus differentiis, tam S. Reg. Majestas quam Magnus Dux inter se mutuo conferent; & communem amicitiam seria diligentia promovebunt: ut Imperator Turcarum, confirmata communi amicitiâ Hano Crimensi imponat mandatum, quatenus ab omni Belli occasione abstineat. Quod si data à Tartaris occasione, res inter Hanum Tartarosque, atque inter S. Reg. & Czaream Majestatem ad Bellum spectaret; atque Porta Ottomanica in detentionem Tartarorum contra Sac. Reg. & Czaream Majestatem vim pararet, vel contra illorum alterutrum, tunc communibus viribus ac Exercitibus utrinque tam Sac. Regia, quam Czarea Majestas in omni occasione vim Bissurmanicam repellent.

XIX. Ad meliorem autem horum Factorum notitiam tam à S. Reg. quàm à Czarea Majestate expedientur ad Imperatorem Turcarum Legati, qui ei tanquam limitaneo vicino conclusam Pacem denuncient. Id quoque utrinque cautum & constitutum est, ut Magni & Minores Legati, atque privati Internuncii, utrinque acceptentur & recipiantur cum debito honore juxta cujusque dignitatem: quibus tam ingressus, quam reditus libere, sine ulla impedimento & detentione permitti debebit. Porro Majorum Legatorum adventus constabit centum virorum & 150 equorum comitatu: Minorum Legatorum adventus habebit in comitatu viros 30. equos 50. Internuncios comitabuntur 10. homines, equi 14 Pro hoc universo comitatu, currus, & victui necessaria subministrabuntur. Cum vero Legatos & Internuncium ad S. Regiam & Czaream Majestatem ire continget, & post præmissam denunciationem, juxta morem Legationum, expedientur obviam, qui eos cum commeatu & omni satisfactione excipiant: Legatus Parastatæ, seu Deductori, vulgo Przystawowi tradet tam virorum quàm Equorum Regestrum, & quidquid supra præscriptum, tam in hominibus, quam in Equis numerum abundabit, horum omnium sicut nomina, ita & computus colligetur, ac à finibus suis impensis proficiscentur, & transibunt. A Parastatis autem, seu Deductoribus, vulgo Przystanow, quotquot illi fuerint, juxta morem Legatorum, sua præstabitur observatio: neque fas erit in minimo eos, tam in adventu, quam in reditu, ad ipsos usque limites lædere.

XX. Licitum verò erit Mercatoribus Legatos comitantibus Merces suas invehere tam in Regnum Poloniæ & M. Ducatum Lithuaniæ, quam in Moschoviam, in Civitates earum Varsaviam & Moscuam Merces verò eas invehent, quæ Statutis Regionum non prohibentur: easque palam, non clandestine distrahent & permutabunt. Qui Mercatores tamdiu morabuntur, quamdiu Legati illorum suo munere fungentur; quo expedito, illi quoque nulla interpositâ morâ una cum Legatis excedent. Nullius autem ex iis, qui sunt in Legatorum comitatu, cujuscunque Nationis hominem sollicitare & clandestine secum evehere audebit. In quo si aliquis deliquisse fuerit deprehensus, ex eo efficax satisfactio, tam pro hac, quàm pro quacunque alia culpâ, præstari debet.

XXI. Decretum etiam est, & cautum utrinque, ut in limitaneis Arcibus Palatini, & Administratores, rem & commoda utriusque vicinitatis solicite procurent, in Latrones Pacisque publicæ turbatores serio animadvertant, eosque inquirant; & secundum utriusque Natio-

nis

ANNO 1667. nis Statuta ac criminis exigentiam puniant: ne eorum culpâ Pax publica lædatur. Si verò aliqua damna fuerint illata, in rebus præsertim mobilibus, & divisione distrahentur: ad restitutionem secundum posse tenebuntur: sociique criminis arguentur: & ut in posterum sim lia non attentent, admonebuntur.

XXII. Quod si Parte ex utraque suscitabuntur aliquæ differentiæ & diffidia, Pars læsa in Palatinis, in finibus autem eorum Substitutis denunciabit, ubi & in qua Terra id continget. Cumque conventum fuerit, ii ad quos pertinet, sine ulla dilatione de excessu judicabunt, & fraterne decernent: atque ita horum occasione, conclusa Pacta nullo modo violabuntur.

XXIII. Si verò Magni Ducis Subditi, petulanti collecta manu, S. Reg. Majestatis Terris & Subditis damna intulerint, Czareæ Majestati incumbet, armata eos quærere manu ac captivare; & parem criminii pœnam, sine ullo respectu, infligere, atque pro damnis illatis restitutionem juxta vires imperare. Similiter si S. Reg. Majestatis Subditi seditiose congregati, Czareæ Majestatis Terras ac Subditos in aliquo violaverint; culpæ illorum par pœna respondere debebit, damnis juxta debitum satisfieri, ac omnis exhiberi quàm primùm satisfactio. In ultionem verò damnorum, armare Exercitus, Bellum auspicari, aut quacunque ex causa præsentem turbare & evertere Pacem non licebit.

XXIV. Quod si casus aliqui contigerint, qui à confinium Palatinis componi non poterunt, eos tam S. Regia quàm Czarea Majestas Legatorum Congressui reservabit. Quos autem utraque ex parte supremi ambo Principes ad hanc Legationem deputabunt, hi in limitibus collatis Consiliis, remotis omnibus controversiis ac prolongationibus, Justitiam decernent: Neque ideo Pactis contravenire licebit.

XXV. Per idem tempus Induciarum, tam S. Regiæ, quàm Czareæ Majestatis, Dominia, Terræ, Arces, Subditi, eo nexu Pacis inter se mutuo connectentur, at nullus Magnatum, neque Civis contra Civem tam publicè quàm privatim & occultè inimicitiam præ se ferre audeat: nemoque tam per se quam per alios, quicquam mali alteri inferet aut procurabit.

XXVI. Singulariter verò, Serenissimus Poloniarum Rex, ejusque in Regno & Magno Ducatu Lithuaniæ Successores, publicos & occultos Czareæ Majestatis, & ejus Dominiorum hostes non recipient: neque illis tam pecuniis quam copiis ullum præbebunt auxilium: nec ullam tam ad inimicitias, quam ad Bellum tum per se ipsi, tum per subordinatas personas, occasionem offerent; neque illam præcipient. Similiter Czarea Majestas, ejusque in Magno Ducatu Successores, Magni Duces Moschoviæ invigilabunt, ut nec per sese neque per alias instructas personas, publicos vel privatos Regni Poloniæ & Magni Ducatus Lithuaniæ hostes sub suo foveant patrocinio, aut eis consilium, ferrum, thesaurum per hos omnes initorum Pactorum annos ministrent, aut ministrare præcipiant, vel aliquod malum inferre. Imo utrinque tanquam Frater Fratri, omnia bona & quidquid fraternam unionem decet præstabit, ne novæ gliscant inimicitiæ & causa Bello præbeatur.

XXVII. Id etiam stabilitum est; ut tam à S. Reg. quàm à Czarea Majestate Magni & cum plena Potestate Legati, ad utrumque Monarcham pro Induciarum conclusione cum Confirmationis Literis expediantur. Qui quidem Legati à præsenti tempore confirmationis nostræ intra sex menses convenire debent, facta prius utrique Monarchæ per Internuntium denunciatione de loco Conventus. Ac imprimis hi magni utrinque Legati, missi cum Confirmatione, ubi ad limitaneas Arces pervenerint, de Adventu suo certos se invicem reddent: deinde ubi convenerint, tanquam Frater Fratri exhibebunt suorum Monarcharum Confirmationis Literas quæ concordare debebunt præsenti Tractatui, verbumque verbo correspondere, munitæ suorum Principum Sigillis. Illis verò perlectis tradent sibi utrinque mutuo quaternas copias, ex quibus constet prædictas Confirmationis Literas per omnia præsenti Tractatui esse conformes: cum iisque Magni utrinque Legati ad designatos Monarchas proficiscentur. Quas tam S. R. quàm Czarea Majestas personaliter coram Sancto Evangelio juramento confirmabit. Rotam verò Juramenti Literis Confirmationis adscriptam, tam in Regno Poloniæ, quam in Magno Ducatu Lithuaniæ utriusque Gentis Cancellarii subscribent nominibus propriis: uti & in Metropoli Moschoviæ Magnus Legationis Cancellarius, ad perpetuam memoriam & stabilitatem. ANNO 1667.

XXVIII. In hoc etiam inter nos conventum est: ut post nostrum ad utrumque Monarcham nostrum cum præsenti Pacis conclusione reditum, iidem Magni Legati, qui cum Confirmationis Literis utrinque ad supremos Monarchas nostros deputabuntur, habeant plenam Potestatem ad tractandum de conservanda utraque Ukraina, & Zaporovia & constituendarum rationum media mutui Subsidii, tam contra Hanum Tartarorum, ejusque populos, quam contra Imperatorem Turcarum, si forte Ukrainenses Cossacos communibus Exercitibus suis ad suam obedientiam & subjectionem cogere deberent: sicuti & de aliis agendis, quæ ad omnimodam securitatem, fortunam utriusque Gentis & ad augmentum fraternæ inter S. Regiam & Czaream Majestatem charitatis pertinerent.

XXIX. Punctum verò, quod S. Reg. Majestatis Magni Legati Magnis Czareæ Majestatis Legatis de numeranda aliqua convenienti Summa contentandæ Nobilitati, ex his Palatinatibus, Districtibus, & ex parte Ukrainæ quam in sortem Czareæ Majestatis concessimus, exulanti, proposuimus: nimirum, ut dignaretur Czarea Majestas ex fraterna erga S. Reg. Majestatem charitate, ad alliciendos in constantem amicitiam utriusque Nationis populos ejus quantitatem determinare; in hunc modum à Magnis Legatis Czareæ Majestatis nomine resolutum est: De hac satisfactione exulibus Nobilibus tam Regni Poloniæ, quàm M. Duc. Lithuaniæ præstanda, in prima Legatione, quæ cum Literis Confirmationis ad S. Reg. Majestatem instituetur, futuram conferentiam & mutuum consilium. Atque ita hoc negotium Czarea Majestas in adventum differt Legatorum.

XXX. Quod si, juvantibus Superis, alterutri horum duorum Monarcharum placuerit, causâ firmiter conservandi aut stabiliendi hujus Induciarum Tractatûs, alterum Monarcham per suos Legatos reddere certiorem, & de sua amicabili propensione significare: id invicem postea alter Monarcha eidem præstare debebit: atque hunc Induciarum Tractatum ambo Monarchæ suis Literis confirmare erunt obligati, ut ita omnia ad magis firmandam Pacem ordinentur.

XXXI. Ad extremum si aliquo insperato infortunio hunc Induciarum Tractatum, ratum & scripto confirmatum in aliqua horum Populorum Cancellaria contingat interire, aut ante traditionem ad Cancellariam amitti: tunc eadem firmitas hujus Tractatus in uno Dominio conservati, ad utrumque Monarcham, eorumque Populos pertinebit: & æqualiter utrumque ad conservandam præsentem Pacem obligabit.

Ut autem majori & solidæ securitati consulatur; hæc omnia, quæcunque à nobis S. Regiæ & Czareæ Majestatis Magnis & cum plena Potestate Legatis & Commissariis facta, conventa, constituta & definita sunt; à Serenissimo & Magno Domino nostro Joanne Casimiro, Dei gratia Rege Poloniæ & Sueciæ, Magno Duce Lithuaniæ, Russiæ, Prussiæ, Masoviæ & ab omnibus S. Reg. Majestati subjectis Terris, & à tota Republica, tam Regno Poloniæ, quam Magno Ducatu Lithuaniæ, pariter à Magno Domino Czaro & Magno Duce Alexio Michaylowicz, totius Magnæ & Parvæ Albæ Russiæ Autocratore & multorum Dominiorum ac Terrarum, Orientalium, Occidentalium, & Severiensium Hærede, Successore Domino & Dominatore in omnibus Punctis observabuntur: & nunc conclusa, rata, & fixa erunt. Quem Tractatum & Cautionem nos S. R. Majestatis Magni & cum plena Potestate Legati & Commissarii manu nostra subscripsimus & Sigillis munivimus. Demum communi nostro Juramento utrinque stabilivimus, atque his Induciarum munimentis ac Cautionibus, cum Czareæ Majestatis Magnis ac cum plena Potestate Legatis egimus. Scripta est hæc Confirmatio in loco Conventûs Derewnæ Andrusoviæ Anno à Nativitate Christi Domini 1667. mense Januario, die trigesima, à condito Mundo 7175.

III. Ar-

ANNO 1667.

III.

14. Fev.

LES PROVINCES-UNIES ET COLOGNE.

Accord tusschen syne Keurvorstelijcke Doorluchtigheyts van CEULEN,*ende Haer Ho. Mog. de Heeren Staten Generael der* VEREENIGDE NEDERLANDEN, *raeckende de Stadt* Rhynberck. *Gedaen in s'Gravenhage, die* 14. *Febr.* 1667. [AITZEMA, *Saacken van Staat en van Oorlogh.* Tom. XIII. pag. 723. d'où l'on a tiré cette Pièce, qu'on trouve aussi dans le *Diarium Europ.* in Append. Cont. XX. pag. 166. en Allem. dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Cont. I. Abtheil. III. Absatz III. pag. 108. en Holland. & dans GASTELIUS *de Statu publico Europæ Novissimo.* pag. 407. en Allemand.]

EErstelijck, dat de Parochiale *Kercke tot Rhynberck* voornoemdt, met de appendentien van die, sal gelaten worden aen haer Ho. Mog. gevende daer voor eens tot Recognitie *drie duysent* Rijxdaelders ofte *seven duysent vyf hondert* Guldens Hollandts geldt, om in de selve Kercke den *Gereformeerde* Godts-dienst geoeffent te worden, gelijck tegenwoordigh geschiet, ende sal aen de *Roomsgesinden* vry staen haere Doden in de selve Kercke, ofte op 't Kerckhof, indien sy luyden daer eenige Graven souden mogen hebben, te begraven, de welcke oock met geen meerdere onkosten van luyden, ofte andersints sullen beswaert ofte belast worden, als die van de *Gereformeerde* Religie werden gedaen.

De Capelle van *Kampen*, tegenwoordig geapproprieert tot de wooninge van de Commandeur, sal tot ghebruyck van de tegenwoordigen Commandeur ghelaten worden, ende in 't toekomende aen syne Successeurs, tot dat de Stadt den succederenden Commandeur, met een ander bequaem Huys ende Logement sal hebben voorsien.

Dat aen den *Roomsgesinden Pastoor* sullen verblyven alle soodanige inkomsten, als hy sal konnen bewysen tot de *Pastorie* aldaer te behooren, des sal den *Gereformeerden* Predicant het Pastorie-huys syn leven lang gedurende gebruycken.

Gelijck den Abt van *Kampen* sal blyven ontlast van soodanige *Subsidie*, als hy tot noch toe aen de *Gereformeerde* Predicanten heeft betaelt.

Ende dewyle het Huys dat men seyt den *Vicarius* toe te komen, in het Jaer *sestienhondert ses en dertich* door den Blixem verbrandt, ende naderhant op hare Ho. Mog. kosten weder van de grondt af is opgetimmert, so wert tot optie van sijn Keur-Vorstel. Doorluchtigheyt gestelt, het Huys te laten aen hare Ho. Mog. of wel de aengewende kosten te refunderen.

De *Parochie* Kercke van *Issum*, met de annexe Prebenden, gelaten werdende aen de *Roomsgesinden* Pastoor, sal het aen de Heeren van *Issum*, als oock de opgesetenen daer ontrent vry staen, op, by, ofte omtrent het Huys van *Issum* te maken, ende te gebruycken, een bequaeme plaetse tot exercitie van de Gereformeerde Religie, sulex die selve tegenwoordigh in de voorschreve Kercke ghepleecht werdt.

De Electie van de *Magistraet*, *Schepen ende Raden*, sal geschieden volgens de Privilegien, Handvesten, Gewoonten, ende Usantien, daer van zijnde, en sal die geene de welcke de Electie competeert, ende daer toe gequalificeert is, syne Stem vry gelaten werden, sonder dat yemandt anders sich daer mede sal hebben te bemoeyen, directelijck ofte indirectelijck; Soo nochtans, dat altijdt de Magistraet, Schepenen ende Raed, sal bestaen half uyt Luyden van de voorsz. *Gereformeerde* Religie, ende half uyt de *Roomsche* gesinden.

Hare Ho. Mog. sullen geen belet doen aen syne Keur-Vorstelijcke Doorluchtigheyts Tol-bedienden, in het ontfangen van des selfs *Landt-Tol*, sullende tot dien eynde de Tolberden by hare Ho. Mog. bedienden in het Ampt *Rhynberck* opgerecht, weghgenomen werden.

De Markt-Schipper op *Wesel*, *Lucas Vonck*, sal voor syn leven in het bedienen van het voornoemde Ampt wer-

ANNO 1667.

III.

14. Fev.

LES PROVINCES-UNIES ET COLOGNE.

Accord entre l'Electeur de Cologne, & les Seigneurs Estats Generaux des PROVINCES-UNIES des Païs-Bas, touchant *Rhynberg. A la Haye le* 14. *Fevrier* 1667.

PRemierement que l'Eglise Paroissiale de Rhinberg, avec ses dependances sera laissée à leurs Hautes Puissances, donnant une seule fois, pour recognoissance la Somme de trois mil Risdalers, ou sept mil cinq cens Livres de Monoye de Hollande, pour pouvoir exercer la Religion Reformée dans ladite Eglise, comme cela se fait à present, & il sera loisible aux Catholiques Romains d'enterrer leurs morts dans ladite Eglise, ou dans le Cimetiere, s'ils y ont des fosses, lesquels ne seront chargez de plus grands frais de sonnerie ou autrement que ceux de la Religion Reformée le sont.

La Chapelle de Campen apropriée presentement pour la demeure du Commandeur sera laissée à l'usage dudit Commandeur, & à l'avenir de ses Successeurs, jusques à ce que la Ville ait pourvû le Commandeur qui lui succedera d'une autre Maison ou Logement propre.

Qu'il sera laissé au Pasteur des Catholiques Romains tous & tels revenus qu'il prouvera apartenir à la Pastorie de ce Lieu, & le Ministre des Reformez jouira sa vie durant de la Maison Pastorale.

Semblablement l'Abbé de Campen demeurera dechargé du Subside qu'il a payé jusques icy aux Ministres des Reformez.

Et comme la Maison qu'on dit apartenir au Vicaire a été embrasée en l'année mil six cens trente six par le tonnerre, & réedifiée depuis jusques au fondement aux depens de L. H. P. il est remis au choix de sa Serenité Electorale de laisser ladite Maison à leursd. H. P. ou de rembourser les depenses.

L'Eglise Paroissiale d'Issum avec les Prebendes y annexées étant laissée au Pasteur des Catholiques Rom. il sera libre au Seigneur d'Issum, comme aussi aux Habitans, de faire auprés ou és environs de la Maison d'Issum un lieu propre, & s'en servir pour l'exercice de la Religion Reformée, comme elle est exercée presentement dans ladite Eglise.

L'Election des Magistrats, Eschevins & Conseillers se fera suivant les Privileges, Coutumes & Usances qui en sont, & celui à qui l'Election apartiendra & qui sera qualifié pour cela donnera sa voix librement sans que personne s'en mêle directement ou indirectement. En sorte neanmoins que les Magistrats, Eschevins ou Conseillers seront choisis la moitié d'entre les Reformez & la moitié d'entre les Catholiques Romains.

Leurs H. P. ne donneront aucun empêchement aux Officiers de la Douane de sa Ser. El. dans la recette des Droits du Païs, & seront à cet effect les Bureaux etablis par les Officiers de L. H. P. dans l'Officialité de Rhinberg.

Lucas Vonck Battelier du Batteau Marchand sera continué dans sa charge sa vie durant, & la

ANNO 1667.

werden gecontinueert; Sullende naer syn overlyden, de dispositie daer van gelaten werden aen syne Keur-Vorstel. Doorluchtigheyt.

Soo wanneer de Haven, de welcke syne Keur-Vorstelijcke Doorluchtigheyt van meeninge is te maecken, sal zijn voltrocken, ende volcomen tot het ghebruyck geappliceert, sullen de Schippers hare Ho. Mog Onderdanen, het Havengelt gehouden zijn, nevens andere, soo wel syn Keur-Vorstelijcke Doorluchtigheyts Onderdanen, als andere, doch hooger niet, te betaelen.

Ende sal voortaen niemandt sonder behoorlijck daer toe van syne Keurvorstelijcke Doorluchtigheyt ghequalificeert te zijn, in het Ampt van *Rhijnberck* mogen jagen, veel min de *Bosschen* aldaer met houwen of anderlindts mogen beschadigen.

Eyndelijck, verclaren haer Ho. Mog. niet te sullen gedoogen, dat door die van het Guarnisoen van *Rhynberck*, ofte eenige andere, 't zy politijck ofte Militaire Persoonen, van wat staet die zijn, Syne Keur-Vorstelijcke Doorluchtigheyt eenige indracht geschiede in des selfs *Regalien*, *Hoocheden*, *Jurisdictien*, *Recht ofte Gerechtigheden*, *Domeynen*, *Tollen*, *Goederen*, *Revennes*, *Bosschen*, *Wiltbanen*, ofte oock syne Keur-Vorstelijcke Doorluchtigheyts Beampren ende Jullicieren in de executie van haere Ampten eenige hindernisse aengedaen, veel min dat des selfs Onderdanen met eenige exactien, ofte extorsien souden gequelt worden.

Alle welcke Poincten aen den Commandeur van de Stadt Rhynberck tot des selfs naerichtinge sullen werden bekent gemaeckt:

Gelijck oock dit alles mede wegens syne Keur-Vorstelijcke Doorluchtigheyt sal werden bekent gemaeckt aen den Amptman . . . ende de Magistraet van de meergenoemde Stadt *Rhijnberck*, om insgelijcx te strecken tot haere naerichtinge.

Dese Pointen ende Articulen sullen niet prejudicieren, nochte oock derogeren aen de *Capitulatien*, ende Conventien, die voor date deses, souden mogen syn opgericht, anders ofte verder dan voor soo veel die selve hier mede uytdruckelijck souden mogen verandert zyn.

De voorsz. Pointen ende Articulen, hier vooren verhaelt, sullen ten wedersyden ter goeder trouwe ende onverbreeckelijck onderhouden worden, ende tot meerder vastigheyt van dien, syn hier van gemaeckt twee gelijckluydende Instrumenten, ende by de Heeren Gedeputeerden van haer Ho. Mog. ter eenre, ende den voornoemden *Agent* van syne Keur-Vorstelijcke Doorluchtigheyt ter andere zyde, met handt ende Zegel bevestigt, ende sullen de Ratificatien daer op binnen den tijt van een maendt naer dato deses, ofte wel eerder, is doenlijck, in bestendige ende behoorlijcke forme werden uytgewisselt. Aldus gedaen in 's Gravenhage den *veertienden* February *sestienhonderd seven en sestich*.

(L.S.) *J. Braeckel.*
(L.S.) *B. de Asperen.*
(L.S.) *Johan de Wit.*
(L.S.) *M. van Crommon.*
(L.S.) *Johan van Reede.*
(L.S.) *E. van Botsma.*
(L.S.) *Jan van Yssel-muyden.*
(L.S.) *H. Gokinga.*
(L.S.) *Henrick van Lochteren.*
(L.S.) *J. van Borssele van der Hooge.*
(L.S.) *C. Burgh.*

la disposition en sera laissée après sa mort à sa Ser. Elect.

Quand les Ports que S. Ser. El. est dans le dessein de faire seront achevez & qu'on s'en pourra servir; les Bateliers Sujets de L. H. P. seront obligez de payer le Havengelt *à sa Ser. El. comme les autres, mais pas davantage.*

Et personne à l'avenir ne pourra chasser dans l'Officialité de Rhinberg, sans être convenablement à ce qualifié de S. Ser. El. & encore moins couper ou autrement endomager les Bois.

Enfin L. H. P. declarent, qu'ils ne consentiront point que ceux de la Garnison de Rhinberg ou quelques autres, soit Politique ou Militaire, de quelque condition qu'ils soient, donnent aucune atteinte aux Regales, Prerogatives, Jurisdictions, Droits, ou Justices, Domaines, Peages, Biens, Revenus, Bois, Parcs, de sa Ser. El. ni d'aporter aucun empeschement à l'execution des Charges de ses Officiers & Justiciers, & beaucoup moins que ses Sujets soient molestez par aucune exaction ou extorsion.

Tous lesquels Points seront notifiez au Commandeur de Rhinberck pour son instruction.

Comme aussi ils seront notifiez de la part de sa Ser. El. à l'Official . . . & Magistrat de la susdite Ville de Rhinberg, pour leur servir aussi d'instruction.

Les Points & Articles ne prejudicieront ni ne derogeront aux Capitulations & Conventions qui peuvent avoir été faites avant la datte des presentes, si non entant qu'il pourroit y être changé quelque chose par cesdites presentes.

Lesdits Points & Articles cy-dessus seront de part & d'autre inviolablement & de bonne foy observez, & pour plus grande fermeté de ce, en a été fait deux Instruments de même teneur, & ont été signés & confirmez du Sceau des Deputez de leurs Hautes Puissances d'une part, & de l'Agent de sa Serenité Electorale, d'autre part, & en seront les Ratifications en bonne & deuë forme échangées dans le temps d'un mois ou plutôt si faire se peut. Ainsi fait à la Haye le quatorziéme Fevrier mil six cens soixante sept.

(L.S.) J. Brackel.
(L.S.) B. d'Asperen.
(L.S.) Jean de Wit.
(L.S.) M. de Crommon.
(L.S.) Jean de Reede.
(L.S.) E. de Botsma.
(L.S.) Jean d'Yssel-muyden.
(L.S.) H. Gockinga.
(L.S.) Henri de Lochteren.
(L.S.) J. de Borsele van der Hooge.
(L.S.) C. Burgh.

IV.

17. Fevr. MAYENCE ET PALATIN.

Sentence Arbitrale des Deputez de France & de Suéde dans le Différent entre l'Electeur de MAYENCE *& ses Alliez d'une part, & l'Electeur* PALATIN *d'autre, au sujet de divers Droits & prétentions. A Heilbron, le 17. Février, 1667.* [Theatrum Pacis. Tom. II. pag. 323. d'où l'on a tiré cette Piéce, qui se trouve aussi dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. II. Absatz I. pag. 424. en Latin & en Allemand; dans LONDORPII (1) *Acta Publica* Tom. IX. pag. 480. en Latin; & dans GASTELIUS *de Statu publico Europæ noviss.* Cap. IX. pag. 447.]

POstquam Serenissimi ac Potentissimi Reges, atpote in controversiis circa Wildfangiatum, Conductum & Telonia, indeque dependentia Jura, inter Eminentissimos Principes, Joannem Philippum Moguntinum, tanquam Episcopum Herbipolensem, & Wormatiensem, Carolum Casparum, Trevirensem, Maximilianum

(1) La Copie de *Londorpius* differe assez des autres dans les termes, quoi qu'elle ne s'en éloigne pas dans le sens. Il semble que ce ne soit qu'une Traduction de quelque autre Traduction. Celle-ci est tirée du *Theatrum Pacis*. La même Piece se trouve aussi dans le *Theatrum Europæum*, Tom. X. pag. 454. [DUM.]

ANNO 1667. num Henricum, Coloniensem, Archi-Episcopos Sacri Romani Imperii per Germaniam, Galliam, Regnum Arelatense, & Italiam, Archi-Cancellarios & Electores, Serenissimum Carolum, Lotharingiæ Ducem, & Barri Marchionem, ut & Reverendissimos Principes, Lotharium Fridericum & Franciscum Egonem, Spirensem & Argentinensem Episcopos, similiter Comites Rheingravios, & Immediatam Sacri Romani Imperii Nobilitatem in Tractu Rheni, Sueviæ, Franconiæ, & appertinentibus locis, ex unâ; Tum Serenissimum Principem, Dominum Carolum Ludovicum, Comitem Palatinum Rheni, Sacri Romani Imperii Archi-Thesaurarium & Electorem, ex alterâ parte, nunc per aliquot annos durantibus controversiis electi ac recepti Arbitri, vigore delati, receptique Arbitrii, suos propterea delegatos & specialibus Mandatis instructos Ministros & Consiliarios, Honoratum Courtin, Serenissimi ac Potentissimi Principis ac Domini, Domini Ludovici XIV. Galliarum & Navarræ Regis Christianissimi à secretioribus Consiliis, nec non Libellorum supplicum Magistrum, per Circulos Superioris & Inferioris Rheni Legatum Extraordinarium; Davidem Mevium, Serenissimi ac Potentissimi Principis ac Domini, Domini Caroli XI. Sueciæ, Gothorum & Vandalorum Regis à Consiliis secretioribus, & Supremi Tribunalis quod Wismariæ est Vice-Præsidem, ut & Martinum Böckel, ejusdem Regiæ Majestatis Consiliarium Aulicum, tanquam ad hanc causam Legatos Extraordinarios, Heilbronnam (qui locus ad hosce Tractatus aptissimus visus fuit) miserant, coram quibus etiam deinde vi Compromissi, die I. (XI.) Novembris, Anno MDCLXVI. ab utrisque controvertentium Partium Plenipotentiariis subscripti & subsignati, postea quoque à Principalibus ipsis ratificati, intra præfixos in eodem Compromisso terminos, gravamina, exceptiones, Replicæ, una cum adjunctis Documentis Literariis exhibita, Documenta hinc inde bonâ fide, partim recognita, partim pro recognitis acceptata fuerant, tandemque Partes concluserant, atque Processus ad Laudi promulgationem usque deductus fuisset, perpensis deinde eâ quâ decet diligentiâ Actis, ponderatisque causarum circumstantiis & momentis, de prædictis controversiis, vi compromissorialis hujus Laudi, arbitrantur & pronuntiant.

Primò quoad Wildfangiatum. Quod omnes Personæ peregrinæ, mares & fœminæ, [illegible] Dominium [illegible] : nemine excepto, tanquam Wildfangii, si quando in Palatinatu non solum, sed etiam in adjacentibus Episcopatibus, Dominiis, Oppidis, Pagis, & Ditionibus, de quibus præsens controversia vertebatur, Domicilium constituerint, Domûs Electoralis Palatinæ, juxta tenorem Privilegii, & in eo memoratam antiquiorem consuetudinem facti sunto, & inposterum fient, & quod sub hoc indefinito nomine peregrinorum, non tantùm ii peregrini, qui planè extra Germaniam existunt, sed omnes adventitii homines, undecunque venerint, qui in Ditione illa, ad quam veniunt, indigenæ non sunt, secundum proprietatem vocis (Peregrini) prout illa respectu Ditionum accipitur, & ex usu anteriorum temporum comprehendentur; ad illos verò extendi non possit, qui, cum jam ante alicujus Episcopatûs, vel Ditionis Subditi, & liberi homines sunt, ab uno loco ad alium, aut ex Oppido vel Pago quopiam ad alium Pagum ejusdem Ditionis migrare, & Domicilium suum mutare voluerint; nec etiam ad illa loca, in quibus speciatim Wildfangiatus ab Imperatoribus Romanis aliis concessus est, præsertim in Comitatibus Wildt- & Rheingraviorum, Dauni & Kührburgi, nec minus Steinii, usque dum antiquius Jus & usus ejusdem hoc illorum Privilegio, illic locorum planum reddetur.

Quoad Jus in ejusmodi proprios homines & Wildfangios exercendum, quòd discrimen fieri debeat inter Jura personalia, quæ ipsi personæ seu corpori adhærent, atque Territorialia Jura, quæ à Superioritate & Jure Territoriali derivantur; ut illa unà cum mancipatione (Electoratui Palatino) vi Privilegii competant, at quod juxtà antiquiora Jura & Consuetudines proprios homines concernentia, sit de iis statuendum. Proindeque facultas istiusmodi homines adventitios, & ex his descendentes, in numerum propriorum hominum recipiendi & constituendi censum corporalis, in pecunia vel gallinis, operæ præstari solitæ, sic tamen ut operæ illæ tolerabiles sint, & debitis Subditorum præstationibus non officiant, census de defunctis, Mortuarium dictus, pecunia pro introitu, census pro receptione, redemptio à proprietate hominis, Jus succedendi in bona vacantia, Jus Detractionis, nisi Dominus Territorii id speciali ex Privilegio vel ex usu acquisiverit, Homagium & Juramentum Fidelitatis & Obedientiæ (sine præjudicio tamen Homagii illius, quod Domino Territoriali debetur,) Constitutio Officialium, vulgò *Ausfauthe* dictorum, qui ista observent & exigant, Jus mandandi & vetandi, in quantum hoc illorum debita officia, servitia & quicquid eos præstare convenit, juxta consuetudinem, quà hactenus in singulis locis id exercitum fuit, Palatinis Comitibus relinquentur. Cætera verò Territorialia Jura, quorum Domini Fœderati in Libello mentionem faciunt, non solum ea, quæ Serenissimus Elector Palatinus sibi Jure Wildfangiatûs attribuisse diffitetur, nempe Collecta, Census, Gabellæ, pecunia pro itinerantibus Principibus Junioribus, & elocatione Filiarum Principum, Citationes, Evocationes, Cognitiones, Executiones, Appellationes in Ecclesiasticis & Secularibus, Criminalibus pariterque Civilibus, realibus nec non personalibus Causis, Confirmationes Contractuum, Transactionum, Testamentorum, Pactorum sponsalitiorum & Matrimonialium, divisiones Hæreditatum, Jus Venandi feras majores minoresque, Forestale, Piscandi; Hospitatura, Albergaria tàm quoad personas quam quoad canes equosque, melioramenta, Advocatia Ecclesiastica, affixio & publicatio Palatinorum Edictorum, Mandatorum, Rescriptorum, Jussorum, Citationum, Jus Metatorum & hospitatio Militum, ut & expensæ bellicæ, præstatio curruum & equorum pro impedimentis militaribus, Judæorum receptio, æstimatio bonorum, finium & limitum descriptio, pariterque alia hujusmodi Jura, quæ adhuc prætenduntur, veluti præter servitia personalia, Jus Angariarum, itineris & sequelæ, armorum distributio, lustratio Militum, Jus ordinariè & extraordinariè collectandi, dandi Tutores, eorumque rationes examinandi, Inventaria (extra casum bonorum vacantium) conficiendi, juxta tenorem Privilegii Wildfangiatum concernentis, in Territoriis Confœderatorum eidem haud competent, sic ut inposterum sub hoc titulo ea exercere abstineat; Exceptis tamen iis locis, in quibus per Transactiones tale quid concessum est, sicuti quoad prætensa hæc Jura eorumque exercitium id observatur, quod Transactiones & Pacta Conventa inter Serenissimos Comites Palatinos Electores, & Reverendissimum Episcopum Spirensem, diversis [illegible] Anno [illegible] & Anno MDXX. inita continent; similiter quoque inter altememoratam Domum Palatinam & Comitem Falckensteinium Conventa anno MDXXXVIII. vigorem suum obtineant & serventur; Sic tamen ut in casu aperti Feudi & consolidationis Dominii utilis cum directo, (restitutis antea omnibus in Pagis & Locis, ad dictum Feudum pertinentibus, cum in statum, in quo tempore Investituræ ipsis Comitibus Falckensteiniis factæ erant) Domino Feudi Transactio illa nullatenus nocere aut præjudicare possit; Eodem modo in Pagis Cr.ichoviæ quoque Centenæ obnoxiis Pagis cum Nobilitate, ratione collectationis propriorum hominum Palatinorum Transactiones inter illos tantum observentur, nec ulterius extendentur. Quicquid autem in Actis de aliis Conventionibus, nominatimque cum quibusdam Nobilibus, allegatur, quandoquidem eæ productæ non fuerunt, id in medio relinquitur.

Præterea, etsi Serenissimus Comes Palatinus Elector ex certo quodam Jure Superioritatis Territorialis sibi plura arroget, attamen quoad hæc nihil ei attribui potest, priusquam speciatim ea in Locis vel Pagis exercita fuisse demonstretur; Quod ad præsens Compromissum non pertinet, sed ordinario Judicio reservatum, cui etiam prætensum Jus Territoriale in Pago *Bluckenloch*, ut & quod de quibusdam Nobilium locis asseritur, relictum esto.

Omnia verò Jura, quæ prædicto modo Serenissimo Electori Palatino ex causâ Wildfangiatûs competunt, æquitate ipsâ id postulante, sic conserventur & exercebuntur, ut Dominorum Territorialium sua Superioritas, Regalia, Jurisdictio, & cætera Territorialia Jura in Ditiones & Subditos, quæ per Investituras & Privilegia Cæsarum acquisivêre, vel longo usu obtinuêre, in cæteris illæsa sint, nec impediantur, aut perturbentur.

Propterea cum his pugnantes evocationes, interdicta, protectio, præscriptio formularum Homagii Provincialis, ut & Mandatorum vel Interdictorum Domini Territorialis, Religionis & Jurisdictionis interpellatio, intermittentur. Et si imposterum controversiæ quædam exsistent-

existent, eæ non vi, sed amicabiliter vel Jure sopientur: è contrario Serenissimus Elector Palatinus ejusque Officiales circa Mandata & exactionem ejus, quod Electori Palatino tanquam hominum propriorum Domino debetur, nulla remora injicietur. Et si Jurisdictionis Territorialis auxilio ad executionem eorum opus fuerit, id ad instantiam, à cujusvis loci Sculteto promptè, eo verò denegato, aut ad octiduum à tempore Requisitionis protracto, ipsismet permissum esto exequi.

Et cùm deprehendatur ea, quæ nunc in controversiam deducta sunt, non adeò ex Juribus, eorumque competente exercitio, quàm ex Officialium excessibus provenisse, & quod Pacis & bonæ vicinitatis gratiâ expediat non parum, ut inposterum si in- & cohibeantur ipsi. Ideò conducere visum fuit, ut ad evitandam personalium & Territorialium Jurium collisionem & præveniendas ob eam metuendas difficultates & contentiones tàm ratione officii, quàm quoad modum in exercitatione eorum Jurium servandum, & Instructiones huic Laudo convenientes concipiantur, & has nunquam, sine condigna pœna transgredi fas sit.

Quoad secundum Compromissi Articulum Jus conducendi, & quæ de eo dependent, concernentem, Juri congruit, ut Transactiones & Conventiones desuper initæ, inter utrasque Partes inprimis juxta ipsarum tenorem, servarentur. Quandoquidem verò vi Conventionis, Præfectura Lauda, quæ Episcopatui Herbipolensi cum omnibus Juribus, cum iis & Jus quoque conducendi, quemadmodum ea Ludovico ab Hutten vendita erat, cessa fuit, & nil quicquam ex eo reservabatur, propterea illud jam dicto Episcopatui sine impedimento relinquetur imperturbatum, nec Electori Palatino integrum sit, sibi ratione ejusdem quicquam arrogare.

Similiter ea quæ inter Serenissimos Electores & Reverendissimos Episcopos Spirenses, diversis vicibus de Jure conducendi transacta sunt, obtinebunt, & serventur, & ea, quæ contra illa facta sunt, emendentur. Inter quæ etiam, quæ Edickhovensis Recessus definivit, in usu maneant, & valeant; quod si verò nihilominus Reverendissimus Episcopus putaverit, sibi, non obstante Antecessorum suorum factâ approbatione, ab hoc recedere, Jus fasque esse, liberum ipsi esto, per viam Juris in locis competentibus id planum faciendi, ut tamen dictus *Recessus*, *prout in aliis punctis*, ita quoque, in specie quantum Salvum Conductum & aperturam Deidesheimensem concernit, usque ad aliam Judicialem decisionem, porrò observetur. Et relinquetur ipsi etiam Jus conducendi, quod per Privilegia & Investituras obtinuit, & hactenus exercuit. Cætera quod attinet, quibus in Conventionibus certus modus haud præscriptus aut definitus, & à Dominis Confœderatis gravaminis loco prolatum est, & in controversiam deductum fuit, Juri atque Consuetudinibus Imperii conveniens censebatur:

Primò, ut Serenissimus Elector Palatinus in Ditionibus Confœderatorum Jure conducendi non aliter utatur, quàm in transitu Principum, aut simili aliarum dignitate illustrium Personarum, Copiarum equestrium vel pedestrium, Mercatorum ad solemnes Nundinas proficiscentium, aut etiam Judæorum, Zingarorum & similium personarum, quibus juxta Leges & Consuetudines absque conductu securitas non competit.

Secundò, ut nec exigatur aut exerceatur Jus conducendi, siquando Domini Territoriorum & Viarum ipsarum, nec non ipsorum Officiales, Milites & Subditi per eas vias commeant; sed innoxio & Constitutionibus Imperii congruenti, libero & non impedito transitu in Ditionibus suis utentur, quemadmodum & Electores Palatini, eorum Ministri, Milites & Subditi vicissim eâdem libertate sine conductu alio, simili modo gaudeant.

Tertiò, Processiones Religiosæ liberæ, & conductui nulli adstrictæ sunto.

Quartò, ut non in aliis quàm Viis Regiis conducendi Jus exerceatur; Cùm autem nondum omninò in propatulo sit; quæ pro talibus habendæ erunt, interim verò tàm æquitati, quàm tranquillitati atque concordiæ non parum conferet, si illæ denominentur & describantur exactè, ut & terminus à quo, per quas Ditiones, & quo usque Salvus Conductus se exerat, designetur. Ipsa necessitas postulat, ut ab utraque parte tales periti locorum nominentur, à quibus designatio Viarum, quæ pro publicis hactenus habitæ vel in futurum habendæ sint, expediatur, secundùm quam in posterum Palatini Jus illud exerceant, eâ tamen lege, ut Domini Territoriales coadunatis viribus sedulò curent, ne transeuntes, qui conducendi erunt, aliâ viâ, nisi quâ ad unum alterumve locum veniri possit, incedent, aut denuum deflectens, si aliâ viâ incedere necessitas exiget.

Quintò, ut Jus conducendi intra ea se contineat, quæ eidem in alienis Ditionibus per Leges & Consuetudines Imperii, præsertim sui illorum, conveniunt; si quando autem ex Privilegiis apparet ad securitatem & custodiam viarum Jus conducendi Electoratui Palatino concessum esse, virtute ejusdem competet eidem insimul ad id commodius exercendum, inspectio viarum & exploratio securitatis earundem, constitutio & sustentatio Equitum Conductorum, indagatio & persecutio Latronum, Prædonum & similium hominum, per quos Viæ publicæ infestantur, (das Recht des Ausstreiffens/ ut vocant,) talium qui in ejusmodi Viis inveniuntur abductio & punitio, ut tamen quicquid eo nomine fit intra terminos Viæ Regalis consistat, & ut ab iis custodiæ Viarum præpositi non deflectant, multò minùs vicinis Provincialibus molesti vel prægraves sint, sed suis sumptibus sine horum damno & onere, ista omnia expediant. Quod si in persecutione facinorosi à publica Via ad vicinus vel alia loca adjacentium Territoriorum profugerint, persecutoribus quidem permissum sit, eos prosequi, & etiam in fuga sistere & apprehendere, non verò abducere, quin potiùs iis, in quorum locis capiuntur, extradendi erunt, ut ab iis puniantur.

Sextò, ut Animadversio in delinquentes & eorum pœna tàm quoad illos, qui conducuntur, & qui in eorum comitatu sunt, quàm Equitum conducentium ipsos, penes Serenissimum Electorem sit; quicquid autem aliàs Jurisdictionis seu Civilis seu Criminalis erit, ex titulo Salvi Conductûs non competet, sed ad hos pertinebit, quorum vel Jus Viæ publicæ, vel huic adjacens Territorium est, quibus & in via delinquentium punitio, ut & cadaverum sublatio, sine impedimento, relinquatur, & oportet, ut Literis Investiturarum & Privilegiorum, per quæ illud obtentum, quoad id insistetur, hisque non existentibus, consuetudo & possessio, quæ hactenus viguit, observabitur, donec super ea aliquid plenius in Foro competente deductum & Sententiâ definitum erit.

Septimò, ut, quando captivi ob crimen ab ipsis commissum ad carceres, vel damnati ad locum supplicii ex una Præfectura in aliam, vel ex uno Pago in alium per Viam publicam deducuntur, conductu opus non esto, sed quibus Jus Viæ publicæ aut ratione vicinitatis ejusdem liber usus competit, cùm velint, illûc deducere eos, liberum relinquetur.

Tertium Compromissi Caput, nempè Telonia quod attinet, æquitas postulat, ut quæ antehac eorum gratiâ conventa fuerunt, in posterum quoque observentur, proindè ex usu sit & firmiter teneantur, quæ inter Serenissimum Electorem Palatinum & Reverendissimum Episcopum Spirensem in Anno MDXXI. ut & inter illum, & Comitem Falckensteinium Anno MDXXX. desuper transacta sunt, ut nihilominus quoad hæc etiam Domino Feudi in Comitatu Falckensteinensi, ratione Feudalium Bonorum in casum caducitatis Feudi, Jus suum, quod tempore Investituræ ipsi competiit, reservatum sit.

Porrò incumbit quoque Serenissimo Electori Palatino, vi tenoris Tractatuum cum Reverendissimo Episcopo Wormatiensi, Anno MCCCCLXXXV. initorum, ratione Telonii in Heimbsbach, vias, sine onere Subditorum, nisi ab antiquo inde ita observatum fuerit, quod Subditi operas ad hoc præstare debeant, reficere, bonaque & res Episcopales, haud verò perindè Subditos & Merces in Præfectura existentes & quæ in illam asportantur vel exinde exportantur, cùm vel maximè de iis Pacta expressam mentionem non faciant, immunes dimittere. Si verò à parte Episcopatûs Jus hoc ab alio capite porrò prætenderetur, desuper in Judicio ordinario contendere ipsi integrum sit; ut tamen interim præsens possessio continuetur, & eò usque non inhibeatur, ut illîc cippus Telonarius erectus habeatur.

Ratione partitionis Telonii in *Ladenburg*, *Lampertheim*, *Hofheim*, *Weinsheim*, *Dirmstein*, sicut & in *Landeck*, quandoquidem Conventiones de communione ejusdem nullam mentionem faciunt, id quod à parte Palatinâ tanquam præcipuum nomine illorum prætenditur, & hactenus perceptum est, porrò obtinebit, donec a Parte adversâ evincetur, quod tempore translationis Dominii Telonia in iis locis communia, & translationem in Electoratum Palatinum non aliter

factam

ANNO 1667.

factam fuisse, vel quod temporibus his durantibus, in quibus Juri Vectigalia exigendi præscribitur, injustè percepta fuerint, de quo ordinarium Judicium cognoscet.

Querelas de introductis novis Vectigalibus quod attinet, cùm Partes in merè contradictoriis versentur, atque una quòd nova, altera verò quòd antiqua & longissimis inde temporibus introducta sint, firmiter asserat, reperiri tamen hucusque hujusmodi talis non potuit probatio, ex quâ liquidò & verè appareret, illa in tantum contra Leges Imperii noviter introducta esse, ut statim abrogari debeant, sed quòd ulteriori inquisitione, probatione, & discussione opus habeant, antequam inprimis in re tanti momenti certi aliquid statuetur. Quandoquidem autem in Capitulatione Cæsarea quoad nova Vectigalia, & ratione illorum existentium gravaminum, procedendi & judicandi modus præscriptus est, oportet ut propterea omnia in statu, in quo hactenus fuerunt, relinquantur, & controversiæ ulteriori inquisitioni & determinationi eò remittantur, cui similiter querela de Teloniis Subsidiariis (*Wehr-Zoeli*) jungetur. Ut nihilominus interim hæc declaratio locum habeat, tanquam appendix Vectigalium, quòd per hæc Vectigalis quantitas quæ in consueto Telonii loco solvenda est, nequaquam multiplicetur, aut onus ejusdem ullo modo augeatur, nec in posterum talia sine præscitu & voluntate Dominorum Territorialium introducantur, sed solummodò quando iis opus fuerit, cum illorum voluntate secundum Privilegium Cæsareum ad hæc procedatur. Quod si etiam Territoriorum Domini adversus peregrinantium defraudationes tales cautiones interponere vellent & possent, ut Telonium, quod alibi solvitur, per has fartum tectumque maneat, ob eas meritò ab onere Teloniorum subsidialium liberabuntur, cùm vel maximè hoc modo finis erectionis eorundem è medio tollatur. Ubi & usque quò Electoratus Palatinus Vectigalium possessionem retinet, eidem liberum esto, Cippos Telonarios tanquam eorum signa in locis iis, in quibus Telonia exiguntur, in aliis verò locis eo nomine minimè, erigere.

Telonarii quotquot illorum Serenissimo Electori Palatino in Ditionibus Dominorum Confœderatorum in Vectigalibus exigendis operas suas præstant, ratione officii meritò à Jurisdictione, ut & ab oneribus personalibus, exemptionem suam retineant, de cætero verò, ubi Domicilium suum collocaverint, Domino Territorii Homagium consuetum ratione causarum, actionum & delictorum, quæ effectum illorum non concernunt, præstent, & ad instar aliorum Incolarum eorum Forum sortiantur, nec non realia & mixta onera subeant. Telonium in alterius cujusdam Territorio sic exigetur, ut præter illud alia Jurisdictio sibi non arrogetur, & quòd ea extra locum, in quo ordinariè Vectigal penditur, vi haud invadatur, sed si contingit, ut ab aliquo Subdito aut Peregrino fraus committatur, eum in flagranti delicto persequi, sistere & solvendam ab eo solutionem exigere permissum sit, eum tamen, si non solverit, invitum non abducent, sed vel tunc vel posteà illum coràm Judice loci de defraudatione convenient, & ejus Judiciale auxilium implorent. Id quod sine mora intra octiduum tàm ratione Vectigalis, quàm pœnæ commissæ defraudationis, impertietur, aut si diutius protrahetur, delinquentem ut & Bona sua, si ad locum Vectigalis reverteretur, vel si quando sub Jurisdictione Palatina deprehendetur, arrestare, detinere, & coërcere in potestate illorum situm esto.

Quantum immunitatem à Teloniis attinet, censetur, quod omnia, quæ Episcopi & Clerus, ut & Rheingravii, nec non immediata Imperii Nobilitas ex Proventibus, reditibus & fructibus suorum Dominiorum percipiunt, si ea usus sui & consumptionis gratiâ in loca ubi degunt, devehant, exempta sunto, ut tamen cura adhibeatur, ne vectigalibus fraus fiat.

De cætero, autem, ut exemptio ipsis, secundùm ipsorum Privilegia, sic restituatur & relinquatur, quatenus vel notorium vel probabile est, olim eâ per longum usum gavisos fuisse, quod tamen, cùm ex Actis nihil certi de eo apparet, hâc vice determinari non potuit, præterquam quod id, quod ratione exemptionis Nobilium in allegata Confœderatione Dominorum Electorum Rhenentium definitum reperiretur, inviolabiliter servandum fore videtur.

Quicquid priori observatione, ut & secundùm mentem vel usum Privilegiorum incertum & controversum, specialim etiam id quod cum Episcopatu Spirensi, in causa Mantari, in Aula Cæsarea sub lite pendet, decisioni Judiciali in loco competente relictum esto.

Quoad Vectigal Udenheimense, quod Reverendissimus Episcopus Spirensis vi Privilegii & Decreti Cæsarei, cum concessione, illud, quo velit, erigere, obtinuit, ut id ad alia loca transferat, non impediatur, sed in ejusdem libero arbitrio sine interturbatione ullâ sit, illud in Territorio, ubicunque ipsi placebit, exigere, consequenter eidem loca certa præfigere, dummodò exactio non multiplicetur, sed semel tantùm juxta tenorem Privilegii fiat.

Quamvis præter hæc in superiori Laudo determinata, alia plura gravamina & inconvenientiæ in Libello atque Actis fuerint prolata, attamen cum ad Compromissum, quod tribus memoratis Capitibus, eorumque dependentiis adstrictum, ea non pertineant, idcircò nihil de iis statui potuit, sed Foro competenti relicta sunto.

Præsens hoc Laudum S.S.R.R. Majestatum nomine & ex Mandato Earundem Regii ad hanc causam missi Legati Extraordinarii & Ablegati, prout in Compromisso concordatum & conventum fuit, manibus & Sigillis nostris subscripsimus & subsignavimus. Actum Heilbronnæ XVII. (Novi,) & VII. Februarii Styli Veteris Anno MDCLXVII.

(L.S.) HONORATUS COURTIN, *Regis Christianissimi Legatus Extraordinarius.*

(L.S.) DAVID MEVIUS, *S. Reg. Maj. Sueciæ Ablegatus Extraord.*

(L.S.) MARTINUS BOECKEL, *Sac. Reg. Maj. Sueciæ Ablegatus Extraord.*

V.

Traité entre LOUIS XIV. *Roi de France, &* *l'Electeur de* MAYENCE, *fait à Wirtzbourg le* 28. *Février* 1667. [FREDER. LEONARD. Tom. III.]

28. Fevr. FRANCE ET MAYENCE.

LE ROI Tres-Chrestien aiant témoigné jusques ici dans toutes les occasions qui s'en sont presentées, combien il avoit à cœur l'exacte observation du Traité de Munster & le repos de l'Empire, & voulant aller au devant de tout ce qui pourroit alterer l'un & l'autre, s'il arrivoit quelque rupture entre les Couronnes de France, & d'Espagne, Sa Majesté a jugé à propos de demander d'aucuns des Electeurs & Princes du Rhin ses Alliez, quelle resolution ils pretendroient de prendre en cas d'une pareille rupture, & si on venoit à leur demander des quartiers ou des passages dans leurs Etats, contraires aux Constitutions de l'Empire & à l'Instrument de la Paix, afin qu'elle pust prendre des mesures certaines pour le bien & la seureté de ses affaires.

Monsieur l'Electeur de Mayence a fait entendre à Sadite Majesté qu'estant persuadé que le maintien dudit Traité de Munster en toutes ses Parties, estoit le veritable moien de conserver le repos & la tranquillité dont sa Patrie jouïssoit depuis sa conclusion, il vouloit nonseulement l'observer ponctuellement de son costé, mais s'opposer de tout son pouvoir à ceux qui voudroient y contrevenir, de quelque maniere & sous quelque pretexte que ce pût estre; que quelques differens qui pussent arriver entre les Couronnes de France & d'Espagne, son intention estoit de demeurer neutre, & de faire ensorte que l'Empire ne se meslast point des Guerres Etrangeres: que pour cet effet il estoit sur le point de convenir avec quelques autres Electeurs & Princes déja ses Confederez par l'Alliance du Rhin, d'une nouvelle declaration pour une plus étroite observation de la mesme Alliance, en vertu de laquelle ils veulent empescher dans leurs Etats toutes sortes de levées, de quartiers & de passages contraires aux Constitutions de l'Empire, afin que par ce moien ils puissent non-seulement se conserver dans une parfaite Neutralité, & détourner de leurs Etats les maux qu'ils pourroient y attirer en favorisans les uns ou les autres des Princes leurs voisins qui seroient en Guerre, mais encore se mettre par cette Neutralité en estat eux mesmes de pouvoir estre Mediateurs de leurs differens.

Sadite Majesté aprés avoir meurement consideré la fin que se proposent ledit Sieur Electeur, & les autres Electeurs & Princes dans cette plus étroite Alliance qu'ils pretendent contracter ensemble, n'a pû s'empescher de louër leur sage conduite, & le zele qu'ils témoignent pour le bien de leur Patrie; & quoi qu'elle ait jugé qu'il pourroit se presenter diverses occasions, où cette pensée & resolution dudit Sieur Electeur & des

ANNO 1667. autres Princes, de ne permettre aucunes levées de Gens de Guerre dans leurs Etats, comme estant contraire à ce qui est porté par l'Alliance du Rhin, seroit de grand prejudice aux affaires de Sa Majesté; neanmoins comme elle a toûjours eu autant à cœur les Interests des Princes ses Amis & Alliez que les siens propres, & que d'ailleurs elle trouve cette Union non moins utile & avantageuse au reste de la Chrestienté qu'à leur Patrie, Sadite Majesté a pris aussi de sa part la resolution, non seulement d'y concourir & de s'y conformer, mais encore de s'unir pour la mesme fin avec ledit Sieur Electeur, qui a agréé d'autant plus volontiers l'honneur qu'il plaist au Roi vouloir lui faire; qu'il a sceu que quoi qu'il pût arriver des Guerres qui pourroient se faire entre la France & l'Espagne, à l'occasion du Cercle de Bourgogne, lequel doit en vertu du Traité de Munster demeurer Membre de l'Empire, Sa Majesté Tres-Chrestienne declare, que son intention est que l'Empire n'en reçoive aucune diminution, prejudice ni dommage, & que toutes choses, sans y rien innover ni alterer, demeurent en la disposition où elles ont esté mises par l'Instrument de la Paix.

Surquoi le Sieur Abbé de Gravel, muni d'un plein Pouvoir de Sa Majesté, aiant eu plusieurs Conferences avec Monsieur l'Electeur de Mayence en personne, ils sont enfin convenus du present Acte aux conditions qui ensuivent.

I. Que l'Alliance du Rhin au terme de son expiration, sera prorogée encore pour trois années consecutives, avec les mesmes Princes qui la composent aujourd'hui & qui y voudront demeurer, si non avec les autres & aux mesmes conditions des Instrumens precedens.

II. Sa Majesté promet & s'engage audit Sieur Electeur, & aux autres Princes, de ne leur demander à l'avenir aucunes levées, quartiers ni passages pour ses Troupes dans leurs Etats, à moins qu'elle ne se trouve obligée de le faire pour proteger & assister quelqu'un d'entr'eux, en conformité de ladite Alliance du Rhin.

III. Ledit Sieur Electeur s'engage reciproquement & promet à Sadite Majesté, de n'accorder aucunes levées, quartiers ni passages de Troupes dans ses Etats & Païs, sous quelque pretexte que ce puisse estre, à aucun Potentat ou Prince, de quelque dignité qu'il puisse estre, soit de l'Empire ou Etranger, à moins que lesdits passages se fassent exactement selon les Constitutions dudit Empire, & pour servir & assister quelqu'un de leurs Alliez compris dans ladite Confederation du Rhin.

IV. Afin d'estre toûjours en estat d'effectuer, autant qu'il dependra d'un chacun desdits Alliez, la resolution qu'on a prise de s'opposer ausdits quartiers, levées, & autres violences qui pourroient leur estre faites, ledit Sieur Electeur mettra en vertu de cette nouvelle Alliance de bonnes Troupes sur pied, lesquelles ne pourront estre moindres en tout tems de deux mille fantassins & de trois cens Chevaux que Son Altesse Electorale promet & s'engage d'entretenir en bon estat durant trois années, qui commenceront du jour que lui & les autres Princes auront conclu ensemble le Traité de leur Union, pour ne permettre aucun passage sur le Rhin.

V. En cas que quelque Potentat ou Prince voulut prendre lesdits passages par force, & que ledit Electeur ne se trouvast pas assez fort avec quelques autres Princes Alliez pour l'en empêcher, Sa Majesté s'engage aussi & s'oblige de joindre de ses Troupes à celles dudit Sieur Electeur & des autres Princes, en nombre suffisant pour les soûtenir & s'opposer conjointement ausdits passages, & d'entretenir à ses frais & dépens lesdites Troupes, aussi long tems qu'elles sejourneront dans les Etats de son Altesse Electorale & desdits Princes Alliez.

VI. Le present Traité sera obligatoire de part & d'autre jusqu'à la fin de l'année 1670 qui sera le terme de sa durée, aprés quoi il sera permis à un chacun des Alliez, ou de le renouveller, ou de s'en retirer tout à fait.

Tous lesquels Points & Articles ci-dessus énoncez, ont esté ainsi convenus & accordez de part & d'autre, entre Monsieur l'Electeur de Mayence en personne, & le Sieur Abbé de Gravel au nom du Roi, qui a promis d'en fournir dans un mois la Ratification de Sa Majesté Tres-Chrestienne à Son Altesse Electorale, qui s'engage aussi de donner au même tems une Declaration qui confirme la signature qu'elle aura faite des mêmes Points & Articles avec ledit Sieur Abbé. En foi de quoi ils ont signé le present Traité de leurs propres mains, & à celui fait apposer les Cachets de leurs Armes. Fait à Wurtzbourg le 28. jour de Fevrier 1667. *Ainsi Signé*, JEAN PHILIPPES, Electeur. L'ABBE' DE GRAVEL.

ANNO 1667.

VI.

Acceptatio FERDINANDI CAROLI *Ducis Mantuæ Bonorum quorundam ab Imperatore* LEOPOLDO *ad Dies vitæ ipsi & Matri suæ concessorum; cum, ea de causa, Remissione 58500 Florenorum, quos Camera Oenipontana prædictæ Dominæ Matri ejus, vi delegatæ Dotis, debebat. Datum Mantuæ die ultima Februarii 1667.* [Tiré de la Registratute d'Estat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale. Fasc. 43.] 28. Fevr.

NOs FERD. CAROLUS, Dei gratia, Dux Mantuæ, & Montisferrati, &c. Hisce notum facimus, Postquàm Sacra Cæsarea Majestas Leopoldus &c. ad nostram, & dilectissimæ Dominæ Matris nostræ Claræ Isabellæ, natæ Archiducissæ Austriæ &c. instantiam clementissimè concessit, ut nos illis Bonis stabilibus, & mobilibus, quæ laudatissima Sua Majestas velut Hæres & Successor Universalis defunctæ Serenissimæ Annæ Archiducissæ Austriæ, natæ Principissæ Hetruriæ, in Territorio Ducatus nostri Mantuani, Titulo locationis mentionatæ nostræ Dominæ Matri concessit, post obitum dictæ Dominæ Matris nostræ, toto vitæ nostræ tempore uti, frui possimus, quod nos non solùm submisso & grato animo, omne debitum obsequium & devotionem Augustissimo Imperatori spondentes, hanc Concessionem acceptemus, & remissionem, quam memorata Domina Mater nostra, pro Capitali Florenorum quinquaginta octo millium, & quingentorum, quæ ipsi Camera Oenipontana debet, fecit, omni meliori modo approbemus, salva substantia, sine ulla deterioratione, dictis bonis, in memoratum casum uti, frui promittamus, sed & insuper Hæredes nostros ad restitutionem dictorum Bonorum post mortem nostram obligemus, concedendo, ut Sua Majestas Cæsarea, vel Ejusdem Successores, memorata Bona post obitum nostrum propria Authoritate apprehendant, nec nostris Successoribus, aut Hæredibus, subsequentique prætextu aut ratione, aliquod Jus retentionis competat, aut dictorum Bonorum restitutionem impedire, aut tardare liceat, obligantes Hæredes, aut Successores nostros, sub generali Hypotheca nostrorum, & suorum Bonorum specificè ad restitutionem omnium illorum tam stabilium, quàm mobilium, quæ in Inventario cum Domina Matre nostra, tanquam moderna Conductrice continebantur. Cujus in rei fidem & chyrographum, & Sigillum nostrum subjunximus. Datæ in Civitate Mantuæ, ultimo Februarii, Anni millesimi, sexcentesimi, sexagesimi septimi.

FERD. CAROLUS,

(L. S.)

VII.

Anderweiter Brüderlicher Vergleich zwischen denen Hertzogen zu Sachsen-Weymar, Johann Ernst, Adolph Wilhelm, Johann Georg, und Bernhard; Wodurch sie ferners der Criminal- und Civil-Sachen, ingleichen auch der maleficanten und wideranNehmung der Relegirten halber übereinkommen, und anbey auch einige in denen vorigen Verträgen abgehandelte Puncten theils erläutern, theils auch verändern, wie nicht weniger den modum procedendi so wohl in criminalibus quàm civilibus verschlagen. Geschehen Weymar zur Wilhelmsburg den 3. Martii anno 1667. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Abs. II pag 571.] 3. Mars.

C'est-

C'est-à-dire,

Ulterieure Convention Fraternelle entre JEAN ERNEST, ADOLPHE GUILLAUME, JEAN GEORGE, *&* BERNARD *Ducs de Saxe-Weimar sur la maniere de proceder dans les Causes Criminelles & Civiles, sur la reception des Relegués, & sur divers autres Points qui n'avoient pas été suffisamment reglés par les précedents Accords, & qui par celui-ci, sont ou éclaircis, ou changés. A Weimar dans le Château de Wilhelmsbourg le 3. Mars 1667.*

VOn GOttes Gnaden Wir Johann Ernst / Adolph / Wilhelm / Johann George / und Bernhard / Gebrüdere / Hertzoge zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / Land-Grafen in Thüringen / Marggrafen zu Meissen / Gefürstete Grafen zu Henneberg / Grafen zu der Marck und Ravensberg / Herren zum Ravenstein / &c. uhrkunden und bekennen hierdurch: Obwohl durch die Fürst-väterliche Disposition, auch darauff gegründete / und der Nothdurfft nach weiter hinzugebrachte Fürst-brüderliche Verträge / zwischen uns Fürstl. Gebrüdern allerseits eine solche Verfassung / der Lands-Fürstl. Regiments-Administration halber / Zeit währender Landes-Gemeinschafft / biß anhero gemacht / daß man der gäntzlichen Hoffnung gelebet / es würde unser gesambtes und eines jeden sonderbares Befugniß in eine beständige Richtigkeit und Gewißheit gesetzet worden seyn.

Nachdeme aber / bey Ereignung der so unterschiedenen Fälle und Umstände / zu verspühren / daß zu desto mehrerer Befestigung Fürst-brüderlichen guten Vertrauens und Vernehmens / auch möglichster Vorsorge auff alle künfftige Haupt-Fälle bey der Posterität / theils derer bißherigen Verträge respectivè Erläuter- und in gewissen dingen Aenderung / theils noch ferner hinzuthuung neuer Verträge / von nöthen seyn wolle / daß wir Hertzog Johann Ernst uns mit Hochgedachten unseren Herren Brüdern / Ld. Ld. Ld. auff derselben vorhergangene anderweite erinnerung und wiederhohltes freund-brüderliches Ansuchen / darüber noch ernstlich mit einander vertraulich vernommen / unterredet / und nach reiffer der Sachen erwegung / ferner vereinbaret und verglichen.

Und zwar vor allen dingen geloben und versprechen wir Fürstl. Gebrüdere allerseits / bey unsern wahren Worten und Treuen / und verpflichten uns gegen einander: Ob wohl wir von ein- und dem andern / was vorhin auch zwischen uns allerseits verpacisirt und verglichen gewesen / nunmehro gewichen / und hiermit nachfolgender massen ein anders beliebet / und vor gut befunden / daß es doch hinkünfftig / so lange bey ietziger Landes-Gemeinschafft gegenwärtige im Fürstl. Haupt-Vergleich de Anno 1629. und angeregter Fürst-Väterl. Disposition fundirte Regiments-Form und Verfassung bestehet / bey uns und unsern Fürstl. Nachkommen / allerdings bey deme was anitzo ufs neue veraccordiret / und an dem vorigen nicht geändert worden / beständig und unveränderlich verbleiben / auch darwieder von uns den jüngern Herren Brüdern allerseits / oder einem unter denselben / nicht das geringste / auff keinerley Weg oder Weise / (es wäre dann / daß wir vier Fürstl. Gebrüdere allerseits / oder unsere Nachkommen ins künfftige / aus höchst tringender unvermeidlichen Noth / um gemeinen Nutzens und Wohlfarth unsers gesamten Fürstl. Hauses / auch Land und Leuthe willen / unumgänglich / und mit einmüthigen Willen / ein anders vergleichen müssen /) weiter moviret / gesucht gehandelt werden soll. Worauff wir uns also / wie schon erwehnet / sämtlich und einhellig / nachfolgender Massen vereiniget und vertragen:

Anfänglich und zum Ersten erinnern wir uns guter massen / welcher gestalt / vermöge Fürst-Väterlicher Disposition, jedem Herrn seine Portion mit denen Gerichten / Hoch und Niedrig / so viel zur ersten Instanz gehörig / nebens andern zukommen. Und damit solche so wohl in Criminalibus, als Civilibus, dergestalt itzt und künfftig administriret werden möchten / daß eins theils Recht und Gerechtigkeit / wie es gegen GOtt und der erbaren Welt / und im eigenen Gewissen zu verantworten / gehandhabet / die Frommen geschützet / die Bösen gestrafft / auch Land und Leuthe auff keinen Fall zur Ungebühr beschweret; andern Theils aber dem Directorio sein gezimender Respect conserviret / und die höhere Instanz denen jenigen / so sich graviret oder beschwert zu seyn erachten / zu ihrer Nothdurfft iederzeit offen seyn und erhalten werde / ist in deme darauff Ao. 1662. getroffenen Fürst-Brüderlichen Haupt-Vertrag / §. Damit aber zum Sechsten vers. in mehrer Kundmachung des Exercitii halber / und zwar / so viel zuförderst die Criminalia betrifft / ein gewisser Modus dergestalt verglichen worden / daß nemlich der Proceß von der Fürstl. gesamten Regierung allhier und zu Eisenach dirigiret / auch die Befehle / wiewohl in jedes Herrn der Portion Nahmen / daselbst auffgesetzt und abgefast werden solten; Dieweil aber solches uns jüngern Gebrüdern nicht allein wegen des Hin- und Wiederschickens / Verzögerung der Processen und mehrern Auffwands der Kosten / etwas beschwerlich fallen / sondern auch an unserm Fürstl. Respect fast nachtheilig scheinen / und denen / so unsers gesambten Hauses Verfassung und Zustand nicht inne haben / in die länge verkleinerlich vorkommen wollen; so seynd wir doch dahero bewogen worden / diese Inconvenientien unsers ältesten und regierenden Hn. Bruders Ld. nochmahls freund-brüderlich vorzustellen / auch nebenst derselben auf Mittel und Wege zu dencken / wie zwar hierinnen eine aenderung / ohne Abbruch des ferner Ldd. oder aber des künfftigen regierenden Herrn Bruders oder Vetters zuständigen Landes-Fürstl. Directorii, billigen dingen nach / getroffen / gleichwohl oder dabey vorbedeuteter gemein-nütziger hoch-nothwendiger Zweck nicht ausser Acht gelassen / sondern einen Weg als den andern beständig fortgesetzt / bleiben und erhalten werden möchte.

Und seynd demnach nunmehro wir vier Fürstliche Herren Gebrüdere solchergestalt dißfalls mit einander einig und schlüssig worden / daß hinführo / an statt dessen / was biß anhero mit auffsetzung derer Befehle in Criminalibus nicht gedachter unserer gesambten Weimarischen Regierung und Cantzeley zu Eisenach obgelegen / solche Direction des peinlichen Inquisition Processus uns jüngern Fürstl. Gebrüdern / durch die unsrige hierzu Qualificirte zu verrichten / überlassen seyn solte. Jedoch behalten wir Hertzog Johann Ernst uns hierbey nicht unbillig ausdrücklich vor / wenn etwa / Zeit währender Inquisition, einiger Inquisit, beedes in Peinlichen / als andern Verbrechungs-Sachen / in seinen obliegenden beschwerden an uns / als itzigen in gemeinem Nahmen regierenden Landes-Fürsten suppliciren / oder auch von uns ausser dem zuweilen vor nöthig befunden würde / den Zustand der in denen Aemtern angestellten Inquisition ex officio zu erkundigen / und deswegen nechst einsendung der Acten / der Beamten Bericht zu erfordern / daß uns in beeden Fällen / unsers Landes-Fürstl. Directorii hierunter zu gebrauchen / auch die Nothdurfft durch unsere gesamte Regierung alhier und zu Eisenach deßfals zu beobachten / allerdings unbenommen verbleibe. Welches nicht allein wir / die übrigen Fürstl. jüngere Herren Gebrüdere / unserm obangezogenen Fürst-Brüderlichen Haupt-Vertrag allerdings gemäß zu seyn erachtet / sondern wir seind auch noch hierüber des Erbietens / die in Criminal-Sachen ergangene Acten vor der Verschickung um end Urtel / zumahln in schweren Fällen / welches wir / es betreffe gleich Leibes- und Lebens oder andere Straffen an / nach wichtigkeit der Umstände / oder da sich sonsten Difficultäten darbey ereignen / vernünfftig zu judiciren / unserer gesambten Regierung oder dem Ober-Auffseher nacher Eisenach zu übersenden / und darüber ihr pflichtmäßiges bedencken zu vernehmen. Da sich auch alsdenn / oder sonst nachgehends befinden würde / daß im Proceß verstossen / und sonst etwas unrechtes vorgangen wäre / wollen wir ohne einzige Widerrede geschehen lassen / und gerne nachgeben / daß deswegen nothwendige Reformation fürgenommen / der Beambte / befundenen dingen und Umständen nach / so ex Actis und sonst [illegible] Directorii, in deme jemanden von dem Herrn der Portion, um beobachtung dessen Particular Interesse, dem Beampten Articuls-weiß vorzuhalten / wenn er zuförderst mit seiner vermeynten Defension gehöret / dem verbrechen gemäß / jedoch mit vorbewust des Herrn der Portion, ernstlich gestraffet werde.

Zum andern / ob wohl in unserm Fürst-brüderlichen Haupt-Receß, de dato den 20. Septembris Anno 1662. §. Damit aber zum sechsten / vers. Es ist auch weiter &c. so wohl dem darauff erfolgten Nach-Receß, de dato den 17. Maji Anno 1663. §. Ob zwar hierüber und zum vierten &c. klar versehen / wie es mit begnadigung der Malesicanten zu halten / so seynd doch wir Fürstl. Gebrüdere allerseits nunmehro schlüßig / und des einhelligen sinnes worden / daß hinführo in Leib- und Lebens-Straffen / wie auch insonderheit in Casu adulterii und Gotteslästerungen / was gleich vor Straffen deswegen zuerkandt werden möchten / über begnadigung / wenn sie von dem armen Sünder nach eingelangtem Urthel gesucht wird / von dem Herrn der Portion mit dem regierenden Herrn communiciret werden / und da sie statt findet / die ankündigung derselben auch in seinem Nahmen allein / jedoch mit vermeldung der fürgangenen freund-brüderlichen Communication geschehen soll. Wenn aber die begnadigung vor einholung des Urthels geberen / oder aber mit zugleich einverleibter eigentlicher benennung einer mildern Straffe / und wie hoch sich dieselbe noch endlichen erstrecken soll / durch die Urtelsfasser ultro, und in specie ungefragt in der Sentenz gesetzt würde / ist deswegen die Communication nicht von nöthen / sondern es wird die Urthels-Frage ersten falls nur in genere, ob / und wie weit die begnadigung von Rechts und Gewissens wegen statt haben könne / eingerichtet. Da nun das einkommende Urthel / ohne / oder auff dergestaltige Befragung / einige gäntzliche Remission, oder auch nur Linderung der Straffe / jedoch mit gewisser derselben Determination, in sich hält und bringet / wird solche bloß im Nahmen des Herrn der Portion, ohne Meldung einiger Communication, publiciret / und dem Missethäter angedeutet / wiedrigen falls aber / und wenn dem Urthel dergleichen Special-Determination nicht einverleibt / soll solche Communication einen Weg als den andern mit dem Directorio annoch gepflogen werden.

Ingleichen haben wir sämbtliche Fürstl. Gebrüdere / der Relegirten oder des Lands Verwiesenen wiederannehmung halber / uns nicht minder dahin verglichen / daß zwar solche in geringern verbrechungen jedem Herrn in seiner Portion alleine zu überlassen / jedoch daß er dabey behutsam und nicht ohne Rath verfahre.

ANNO 1667.

fahre. Wenn aber die Delinquenten das Leben bereits verwürcket hätten/ und solche Todes-Straffe nachgehends in die Relegation verwandelt worden/ als dann in Casu Adulterii und andern geschehen kan/ solchenfalls soll der Herr der Portion die Wahl haben/ und in dessen Willkühr stehen/ sich deßfalls entweder rechtlich informieren zu lassen/ oder aber ohne einholung dergleichen Urtels/ es mit dem Fürstl. Directorio zu communiciren/ und mit demselben/ ob und welcher gestalt der Verwiesene/ mit zulassung der Rechte/ wieder eingenommen werden könne/ sich zu vergleichen/ welches letztere auch gleichfalls in acht zu nehmen/ wenn in dem eingelangten Urthel kein Gewisses vor die Reception determiniret worden.

Wie nun dieses alles/ was in diesem andern und vorhergehenden ersten Punct begriffen ist/ von uns allerseits Fürstl. Gebrüdern beliebet und acceptiret worden; also wollen wir auch/ in Krafft dieser Verpflichtung/ und zwar jeder an seinem Orth/ uns darnach/ auch deme/ was sonst im hierauff folgenden dritten Punct/ wegen der ersten Instanz in Civil-Sachen/ zwischen uns allerseits einmüthig verglichen/ darbey erinnert und bedinget worden/ jederzeit zu richten/ und es treulich in acht zu nehmen/ schuldig und verbunden seyn.

Was denn hernechst zum dritten die erste Instanz in denen Aemtern/ ratione Civilium, anbelanget/ bleibet uns allerseits Fürstl. Herren Gebrüdern/ auch unsern Fürstl. Erben und Nachkommen/ so lange diese Landes-Gemeinschafft währet/ dieselbe nochmahls nicht unbillig.

Und obwohl hergegen die höhere Instanz durchgehend zum Directorio gehörig/ und dahero dem jenigen/ so sich über einen Amts-bescheid/ oder sonsten eine andere von denen Beamten gethane verordnung/ oder auch über ein in dem Aemtern eingeholtes Urtel/ es möge gleich interlocutoriè oder definitivè seyn erkandt worden/ beschweret/ oder sonsten seine Nothdurfft bey unserer gesamten Regierung alhier/ oder der Cantzley zu Eisenach/ nachdeme die Sach ein oder andern Orts hingehörig/ zu suchen befugt ist/ von daraus dann jedesmahl/ so offt es nöthig/ Directorii nomine gebührende und rechtmäßige Verordnung weiter gethan werden soll; So können wir/ der älteste regierende Bruder/ doch geschehen lassen/ wenn künfftig ein Unterthan oder Parthey nicht alsobald an das Directorium, (welches doch ihme jederzeit frey und allerdings ungewehret seyn soll/) sondern lieber Anfangs/ in denen in die erste Instanz gehörigen Civil- und Klag-Sachen/ an den Herrn der Portion seine Supplication einreichen/ und sich darin über den Beamten/ wegen verzögerter oder verweigerter Justiz, erwiesener Partheylichkeit/ begangener übereylung und sonsten/ beschweren wolte/ daß solchenfalls einem jeden Herrn in seiner Portion frey stehen möge/ entweder den Supplicanten mit seinem suchen so balden zur gesamten Regierung oder Cantzley zu weisen/ oder vor sich/ und durch die seinigen/ in- und oder schrifftlich dem Beamten zu befehlen/ sein Amt/ bey Administration der Justiz in dem beklagten Handel/ dermassen gebührend zu beobachten/ damit es keines ernsten ansehens wider ihn bedürffen möge.

Gleiche Meinung soll es auch haben/ wann ein Beamter von dem Herrn der Portion, oder den seinigen/ etwa vor ertheilung eines gewöhnlichen Amts-Abschieds/ wie er sich bey dessen Abfassung zu verhalten/ damit derselbe im Stand Rechtens passiren könne/ sich informiren lassen wolte/ daß nemlich alsdann solches ebenmäßig ohngehindert geschehen möge: Jedoch/ daß in beeden diesen Fällen die Resolution und Verordnung/ aus gewissen erheblichen Ursachen/ keines weges zu den Acten gebracht werde. Und wiewohl sich nicht fügen wil/ die Güthliche Handlung erst nach ertheiltem Amts-bescheid/ oder publicirten Urtel/ in alsdann geendigter ersten Instanz, aufs neue wieder zu versuchen; So ist doch jedem Herrn in seiner Fürstl. Portion, nach Inhalt des Fürstbrüderlichen Haupt-Vertrags de Anno 1662. §. Zum siebenden vers. Do auch überdiß &c. ungewehret/ ehe es zum bescheid kommet/ oder auch vor dem Rechtlichen Verfahren/ und zwar alleine in casu leuterationis, solche gütliche Handlung nach Befindung/ und wenn sich zumahlen die Partheyen gutwillig darzu verstehen wollen/ selbsten zu vermitteln/ und durch die seinigen pflegen zu lassen. Im übrigen bleibet die andere oder höhere Instanz, es versire gleich eine Sach im Process oder nicht/ dem Landes-Fürstl. Directorio nochmahls nicht unbillig/ und sollen dahero die in erster Instanz vor denen Aemtern und Gerichten ergangene bescheide und andere Verordnungen/ wann die gesamte Regierung oder Cantzeley einen Irrthum und unrechtmäßige Procedur aus denen eingeschickten Actis und Berichten befinden wird/ des Directorii Reformation und contrari Verfügung unhinderlich unterworffen/ denen Partheyen auch vorher die gewöhnlichen remedia supplicationis & appellationis nochmahls vorbehalten seyn und bleiben. Damit auch die Beamten heut oder morgen desto weniger mit der Unwissenheit/ als wenn sie von dieser unser neuen einmüthigen Fürstl-brüderlichen Vergleichung keine Nachricht erlanget/ sich zu entschuldigen haben mögen; So sollen dieselben beedes alhier zur gesamten Regierung/ als auch draussen zur Eisenachischen gemeinen Cantzeley/ förderlich erfordert/ ihnen in beyseyn jedes Herrn der Portion habenden Particular-Raths/ oder wen der sonsten darzu verordnen wil/ der eigentliche Inhalt deutlich erkläret/ jeder aber darbey ausdrücklich verwarnet werden/ sich nach demselben in allen stricte zu reguliren/ und in Administration der Justiz dermassen zu bezeigen/ damit der Regierende Herr nicht Ursach nehmen müsse/ genaue Visitation und erkundigung in denen Aemtern disfals anzustellen/ und auf vorbegangene freund-brüderliche Communication, wider der Beamten befundene Mißbräuche und Ubeefahrung ernstliche und nachdrückliche Animadversion in gesamten Nahmen anzuordnen.

ANNO 1667.

Hierauf thun wir Jüngere Fürstl. Gebrüdere/ vor uns/ unsere Erben und Nachkommen/ wie auch wir Hertzog Johann Ernst/ gleichfals vor unsere Erben/ uns hiermit und in Krafft dieses dahin einmüthig verpflichten und verbinden/ daß/ da Zeit währender unserer jetzigen gesamten Regiments-Verfassung/ die hierinnen begriffene Modification und Aenderung von ein- oder dem andern Fürstlichen Interessenten/ beydes in Criminalibus, als Civilibus, mißbrauchet/ und die Unterthanen oder Klagenden wider zuversicht mit ihrer Nothdurfft nicht gnugsam gehöret/ sondern übereilt/ verkürtzet/ oder sonsten auf einigerley Weise und Wege über Gebühr/ und unsern Verträgen zu entgegen/ beschweret werden solten/ wir die jüngere Brüdere unsers ältesten Herrn Bruders Ld. oder künfftigen Directorn, um dergleichen Unheil nachdrücklich vorzubauen/ und dasselbe abzuwenden/ gegen den überfahrenden Theil/ da der Excess ausfündig zu machen/ getreuliche Assistenz leisten wollen.

Sonsten hat es auch hierbey sein bewenden/ daß/ denen Verträgen zuwider/ hernächst keine Policey- Consistorial- Innungs- und andere dem Directorio überlassene und zukommende Sachen/ sie mögen unsere Intraden und absonderliche Jura zugleich mit berühren oder nicht/ (da zwar jenenfalls vor der Decision und entschliessung aus dem Directorio mit dem Herrn der Portion nicht unbillich Communication zu pflegen/) von uns jüngern Fürstl. Gebrüdern angenommen/ sondern da dergleichen einkommen/ selbige an mehr gemeldtes Directorium allerdings remittiret werden sollen. Und zwar dieses und alles vorige mit dem fernern Anhange/ daß der jenige/ so darwider handeln wird/ nach befindung/ und da es die übrige Fürstl. Herren Gebrüdere oder Vettere/ auf erfolgte Freund-Brüder- oder Vetterliche Communication, und der Sachen ernste erwegung/ also erkennen werden/ dieses vergleichs verlustiget/ und zu vorigem in diesem Passu wieder verbunden seyn solle.

Nachdeme auch zum vierten/ wegen belangung der Beamten/ Zweifel vorfallen wollen/ wo solche geschehen solte/ so hat man hierinnen sich etwas eigentlicher zu bereden und zu vergleichen/ vor rathsam erachtet.

Da nun über einen Beamten seines Amts/ der verwaltung halber/ beschwerung geführet würde/ und solche betreffe Intraden oder andere jedem Herrn absonderlich zukommende Jura, so verbleibet es nochmahls bey dem Fürst-brüderlichen Haupt-Recess. §. 7. welcher klare Masse giebt. Und da die beschwerung ob non vel malè administratam aut protractam Justitiam, oder wegen verdächtiger Partheylichkeit wäre/ so ist deswegen bereits im vorhergehenden andern Punct gemessene versehung geschehen/ wobey es denn billig nicht weniger sein bewenden.

Wenn aber ein Beamter/ nicht wegen seines Amts und dessen Administration, sondern seiner Privat Händel halber/ belanget würde/ geschehen solches pro ratione circumstantiarum, nach Verordnung der Rechte/ in foro Domicilii, und also nicht unbillig vor dem Herrn/ in dessen Portion er in diensten und sesshafft ist/ welchenfals derselbe eine unpartheyische Commission vor sich anzuordnen befugt seyn soll/ oder aber in foro Delicti rei sitæ & Contractus, und bleiben hierunter einem jeden die ihnen in Rechten gegönnete Beneficia und Competentia fori unbenommen/ und da/ zumahl auch in dergleichen Commission, nicht legitimè solte procediret werden/ soll dem Gravato allerdings freystehen/ sich entweder per modum supplicationis vel appellationis bey dem Directorio darwider zu beschweren/ und selbiges darauff gemessene Verordnung communi nomine zu machen haben.

Ferner und zum Fünfften ist zwar wegen Annehmung der Beamten in offt angezogenem Haupt-Recess bereits gute Versehung geschehen/ jedoch omitho noch diese Erläuterung hinzu zu thun/ vor gut befunden worden: Daß nemlich/ so viel die jenige Beamte betrifft/ welche zugleich mit gemeinschafftlichen Sachen und der Justiz zu thun haben/ deren Denomination bey dem Domino Portionis bestehen/ und Ihm daran vom Herrn Directore, ohne erhebliche Ursachen/ keine hinderung gethan/ sondern zwischen ihnen beeden/ solcher der Beamten annehmung halber/ Freund-Brüder- oder Vetterliche Communication gepflogen werden/ nach gemachtem Schluß aber der Dominus Portionis alleine die bestallungen zu unterschreiben haben/ sonst aber es bey der bißherigen Eydes-Notul und andern ungeändert bleiben/ und solche gesamte Pflicht auf Verordnung des Directorii, in unserer gesamten Regierung zu Weimar oder Cantzelen zu Eisenach/ in gegenwart des Herrn der Portion Particular-Raths/ oder eines andern darzu Deputirten/ von dem neuen Beamten abgeleget/ auch eine beständige bestallungs-Formul abgefast und begriffen/ und dann die Installir- und einführung des gesamten Beamten/ beedes in des regierenden/ als des andern jüngern Herrn Nahmen/ welcher/ nach belieben/ auch jemand von den seinigen mit beyzuordnen hat/ zu werck gerichtet werden solle.

Im übrigen und zum sechsten ist/ wegen derer in denen Portionen gelegenen/ und mit gewissen Juribus verwandten/ oder sich aber Schrifftsässigen Städte/ nicht geringer Zweiffel vorgefallen/ wie weit denenselben so wohl schrifft- als mündlich von jedem Herrn der Portion, respectu solcher Jurium und daher rührenden Præstationen/ befohlen werden könne/ in deme die jüngere

ANNO 1667.

gere Herrn Brüdere darauf bestanden / daß ratione deroselben / und so weit sich solche Jura erstrecken / nicht allein blosse Monitoria, welche gerne gestanden werden / sondern auch / bey verspührtem Ungehorsam / Nachläßigkeit in Ausserung der Gefälle / und Leistung ihrer schuldigkeit / Pœnalia Mandata ertheilet / und endlich gar die Execution vollstrecket werden könte / und dahero solches in gegenwärtigen Vergleich mit zu bringen / urgiret / dargwieder aber ein und andere wichtige Consideration vorkommen / daß wir der älteste und jetzt regierende Herr / darein zu willigen / uns noch zur Zeit nicht resolviren können.

Und wenn nun hochgedachte unsere frl. geliebten Brüder Ld. Ld. Ld. bey denen ersten beruhen möchten / sol ihnen auf dero blosses anmelden / so weit sich ihre befugniß erstrecket / solche Assistentz geleistet werden / daß dero Respect gnugsam gerettet / und wider die Ungehorsamen behauptet werden könne.

Weilen auch hierüber und zum siebenden von nöthen seyn wil / daß in Zeiten auf künfftige Fälle gedacht und Verordnung gemacht werde; Als haben wir eingangs benannte Fürstl. Gebrüdere uns einhellig beredet und verglichen / daß nach unserm oder der Unsrigen tödtlichem hintritt / im Fall unmündige junge Herren / und deren mehr denn einer / aber nicht alle beysammen wären / der älteste von denen anwesenden das Votum nomine communi, ohne Communication mit denen abwesenden / führen / und damit derer andern Herren Gebrüdere Interesse desto besser beobachtet / auch mißtrauen und streit verhütet werde / der gesammten Räthe treuen Raths sich hierunter gebrauchen / wären sie aber beysammen und alle zugegen / die Communication nach denen alten und neuen Verträgen geschehen solte.

Da auch unmündige junge Herren vorhanden / soll dem Herrn Vater zwar / wegen bestellung der Vormundschafft / so weit freye hand gelassen seyn / daß er solche entweder einem Herrn Bruder und Herrn von diesem Hause / oder aber / nach belieben / einem frembden auftragen möge / jedoch / daß er bey dem letzten solche Verordnung mache / daß derselbe allein bey Administration derer Intraden und gemeinen Jurium verbleibe / nicht aber er / sondern ein ander vom Hause / in Publicis & Secretis Domus, das Votum, auch da hierdurch die Majora auf dessen Person kommen solten / dasselbige die gesamte Regierung zu führen hätte; Wären auch theils mündige / theils unmündige / soll es mit beyden auf bishero gemeldete weise gehalten werden.

Nicht weniger und zum achten hat auch / wegen der nach unserm oder der Unserigen tödtlichem Abgang hinterbleibenden Fräulein Fürstl. Unterhalts und ausstattung / die Nothdurfft zu bedencken seyn wollen. Was nun erstlichen dero Alimentation und Unterhalt betrifft / stehet solche / auf dem Fall / wenn nebenst denenselben zugleich Junge Herrn vorhanden sind / auf Väterliche Disposition, oder / da solche ermangelt / auf derer Herren Brüder ehrlicher und standmässiger versorgung / worbey man sich nach dem Lauff der Zeiten / zustand des Landes und der einkünfften / auch der anzahl der Personen zu achten / und das werck / der billigkeit nach / absonderlich darauf einzurichten haben wird. Wären aber keine Junge Herren oder Gebrüdere vorhanden / sollen denen Fürstl. Fräulinnen insgesamt / bey jeder Linie oder Portion, auf eines biß drey inclusive Jährlich — Gülden / und auf vier biß sechs inclusivè — Gülden / da auch derer noch mehr / auf jedes Jährlich — Gülden gereichet / und gewisse einkünfften darzu angewiesen und præstiret werden. Was denn dero ausstattung anbelanget / haben wir uns gesamt / diesen Passum annoch unerörtert / und auf die Zeit und zustand / wenn sich Casus ereignen möchten / gestellet bleiben zu lassen / im weitern nachsinnen vor rathsamer befunden. Damit aber / auf begebende Fälle / desto weniger zweiffel entstehen möge / ob unsere Hertzog Johann Ernsts Fürstliche Kinder und Nachkommen dessen / was unserer freundlich geliebten Brüdere Ld. Ld. Ld. und dero Nachkommen / durch diese respective erläuter- und aenderung voriger Verträge erlanget / gleicher gestalt theilhafftig / und dabey ruhig zu lassen; Als haben wir solches zum Überfluß expresse hiermit erinnern und bedingen wollen.

Überdiß und zum neunten lassen wir Hertzog Johann Ernst zu Sachsen / rc. uns nicht zu entgegen seyn / daß unsere fr. geliebten Brüder / Ld. Ld. Ld. so offt es die gemeine angelegenheiten und der gesamtschafftlichen Sachen und Geschäffte Nothdurfft erfordert / zur mündlichen unterredung und Deliberation anhero kommen / wie denn solches / Vermöge Fürstl. Väterlichen Testaments und getroffener Verträge / ohne das Ihren Ld. Ld. Ld. frey und bevor stehet. Und obwohl letzthin verglichen / daß in solchen fällen jeder Herr die anstalt zu seinem Unterhalt vor sich auf seine eigene absonderliche Kosten und Privat-Mittel machen soll; So können wir doch / widrige gedancken zu vermeiden / geschehen lassen / daß in fällen / da Ihre Ld. Ld. Ld. sich zu obbedeuteten ende allhier befinden / die ausrichtung aus unserer gesamten Cammer / und auf gesamte Kosten / gethan / und hierzu unser gesamter Cammer-Verwalter / oder ein ander qualificirter Cammer- oder Rentherey-bedienter / wie auch unsere oder künfftigen Directoris Leute / oder aber unsere Particular-bediente / wie wir es jedes mahl vor thunlich und nöthig befinden werden; Jedoch daß die Kosten jährlich zum höchsten über — fl. sich nicht belauffen / und deswegen Ihre Ld. Ld. Ld. jedes mahl mit gar wenigen Comitat, als dero eigenen anerklärung nach / jeder zum meisten mit 8. Personen und 10. Pferden einlangen / auch die Kutscher und Pferde vor sich verpflegen / oder da einer von denen Herren Gebrüdern dißfalls absonderliche Unkosten verursachen würde / denen andern / jedem eben so viel aus gesamter Cammer an Gelde gereichet werden / solches auch mit / wie schon gemeldet / bey denen zur gemeinen Deliberation angesehenen Conferentzen / sonsten aber bey Privat-Anherokünfften nicht statt haben solle.

Endlich und zum zehenden / obwohl im Fürstl. Väterlichen Testament, und darauf geschlossenen Verträgen / unter andern versehen / daß unsers weiland hochgeehrten / in GOtt ruhenden Herrn Vaters Gnd. Cabinet, wie auch die Drechselstuben / und was zu beyden gehöret / aus sonderbahren Ursachen unvertheilet bleiben / und bey hiesiger Residentz beysammen gehalten werden solte / wir auch der älteste Bruder / solches nachzukommen / und hierinnen keine aenderung zu treffen / vor uns jederzeit gesonnen gewesen / wie jüngere Fürstl. Gebrüdere auch allerseits ebenmäßig anfangs und eine Zeithero in solcher meinung gestanden; So ist doch aus allerhand wichtigen Considerationen endlich vor gut befunden / und durch einhellig von uns allerseits gemachten schluß beliebet worden / daß solche Sachen / als welche ohne das in die Länge nicht zu erhalten / sondern nach und nach Schaden nehmen / und dergestalt vergehen würden / daß sie hernach gar nicht mehr nutzen / noch zu gebrauchen seyn dörfften / sonderlich aber die Bücher / kostbahre Uhrwercke / Mathematische Instrumenta, Musicalische Sachen / schöne Gemählde und dergleichen / vertheilet / und von einem jedwedern / zu Hochged. unsers allerseits weiland Hochgeehrten Herrn Vaters Gnd. Christ-Löbl. andenckens sonderbahren Ehren / wohl in acht genommen / und unvermindert erhalten / das jenige aber / was an verfertigter Helffenbeiner und anderer künstlichen arbeit verhanden / in ein absonderlich zimmer ordentlich gestellet werden / und in gedachter hiesigen Residentz der gesamtschafft verbleiben / jedoch die Drechsel-Banck und darzu gehörige Instrumenta, weilen sie nicht füglich von einander zu separiren / auch in deren Conservation je länger je mehr Unkosten aufgehen möchten / entweder ein oder andern von uns Gebrüdern / so darzu belieben trüge / oder einer andern Fürstl. Hohen Person / um billigmäßigen werth überlassen / und zugeschlagen werden soll.

Uhrkundlich / auch zu steter / vester und unverbrüchlicher haltung willen / haben wir eingangs ernennte vier Fürstliche Herren Gebrüder diesen anderweit verabhandelten Freund-Brüderlichen Vertrag eigenhändig unterschrieben / und mit unsern Fürstlichen hand-Secreten besiegeln lassen. So geschehen Weymar zur Wilhelms-Burg / den 3. Martii, im Jahr 1667.

VIII.

31. Mars. FRANCE ET PORTUGAL.

Traité de Ligue Offensive & Defensive entre les Sérénissimes & Puissans Princes le Roi LOUÏS XIV. & ALFONSE VI. *Roi de Portugal, contre le Roi de Castille: Fait à Lisbonne le dernier Mars* 1667. [FREDER. LEONARD. Tom. IV. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LONDORPII *Acta Publica*, Tom. IX. pag. 528. en Latin; dans les Memoires d'ABLANCOURT, pag. 304. dans les Memoires de LIONNE. pag. 59. dans le Recueil des Traitez de Confédération & d'Alliance entre la Couronne de France & les Princes & Etats Etrangers, pag. 505. & dans GASTELIUS, *de Statu publico Europæ noviss.* pag. 290. en Allemand.]

APRE'S que le Roy Tres-Chrestien d'une part, usant des moyens doux & amiables, n'a pû reduire le Roi de Castille à ce que par la Justice de sa cause, il lui rendit les Places & Estats qui appartiennent par Succession à la Reine Tres-Chrestienne son Epouse, ni d'autre part le Roi de Portugal aprés plusieurs Victoires, & avec l'intervention du Roi de la Grande Bretagne, n'a pû obtenir du Roi de Castille une honorable & seure Paix, comme finalement il se connoist par infinies experiences, que la seule force des Armes peut obliger les Castillans à ce qu'ils consentent que chacun jouisse de ce qui lui appartient, Nous Melchior de Heron, Baron de S. Romain, Chevalier de l'Ordre de S. Lazare, Abbé de Saint Leonard de Corbinace, Commissaire ayant pouvoir, Deputé pour le present Traité pour Sa Majesté Tres-Chrestienne d'une part; & de l'autre Don Vasquez Louïs d'Agomes, Marquis de Nisse, Comte de Laridiquiere, & Admiral des Mers des Indes Orientales, & Don Juan de Sylve, Marquis de Gouve, Comte de Portalegre, &c. Grand Maistre de la Maison du Roi, & Don Antoine Louis de Meneses, Marquis de Marialve, Comte de Castagñede, &c. & Francisco de Mello de Torres, Marquis de Sande, Comte de Ponte, &c. Louïs de Vasconcellos, de Sousa, Chastelmelhor,

ANNO 1667.

melhor, &c. Antoine de Sousé, Maqueda Sieur de Lisle Grande, Secretaire d'Estat, tous Deputez de la part de Sa Majesté de Portugal, avec pouvoir pour faire ledit Traité : aprés l'examen fait des Pouvoirs, & Procurations de l'un & de l'autre desdits Seigneurs Rois, & avoir meurement examiné tous les Points d'icelui, avoit fait & contracté par ordre desdits Seigneurs Rois, en vertu desdits Pouvoirs, la suivante Ligue Offensive & Defensive, & les Articles d'icelle, afin que par son moyen on oblige les Castillans à une juste, seure & honorable Paix.

I. Au même instant que la Paix qui se traite presentement entre la Couronne de France, ses Alliez & l'Angleterre sera concluë, le Roi Tres-Chrestien declarera la Guerre à la Castille, & la fera par Mer & par Terre.

II. Si contre l'esperance & les desirs des deux Rois, la Paix d'Angleterre ne se concluoit pas presentement, ni dans l'espace de 30. mois d'aujourd'huy, lesdits 30. mois passez, nonobstant la Guerre d'Angleterre, le Roi Tres-Chrestien declarera la Guerre à Castille, & s'observera religieusement le present Traité pour dix ans entiers, à compter de ce jour; & si pour quelque raison importante Sa Majesté ne declaroit pas la Guerre à Castille, aprés l'espace desdits trente mois passez, neanmoins se gardera encor ce present Traité jusques à la fin desdits dix ans exactement en toutes choses, comme aussi la continuation de la subvention de neuf cens mille Crusados, en la forme convenue en l'Article suivant, jusques au jour que le Roi Tres-Chrestien declarera la Guerre au Roi de Castille.

III. Du jour auquel le present Traité sera signé, jusques au jour que la France declarera la Guerre, soit que pendant l'espace de 30. mois, ou moins, la Paix d'Angleterre se fasse ou non, le Roi de Portugal fera la Guerre avec toutes ses forces, & ne fera Paix ou Treves aucune de peu ou de long-tems avec la Couronne de Castille, & afin que le Roi de Portugal puisse plus commodement soûtenir les frais de la Guerre jusques à ce que le Roi Tres-Chrestien la declare à Castille, Sadite Majesté Tres-Chrestienne accorde à Sa Majesté de Portugal par chacun an, un million & huit cens mille Livres, Monnoye de France, laquelle reduitte en Monnoye de Portugal fait la Somme de neuf cens mille Crusados, de laquelle Somme six cens mille *Livres* seront employez à l'entretien des Troupes Françoises, par l'ordre de Noble Homme Pierre Gravé, ou son Successeur, comme il s'est pratiqué jusques à cette heure, & les douze cens mille restantes, qui font six cens mille Crusados, se payeront à Lisbonne au Roi de Portugal en trois payemens de 400000. Livres chacun, le premier dans deux mois aprés la Ratification du present Traité, le second quatre mois aprés, & le même se fera tous les ans, de quatre en quatre mois.

IV. Dés l'instant que la Guerre sera declarée par le Roi Tres-Chrestien, à celui de Castille, Sa Majesté Tres-Chrestienne demeurera delivrée du payement d'un million huit cens mille Livres : & seulement payera pour subsistance un million de Livres, desquels en sera employé six cens mille Livres, comme il est dit ci-dessus, pour l'entretien des Troupes Françoises, & le superflu à l'ordre de Sa Majesté de Portugal : comme aussi il a esté dit, declarant que si Leurs Majestez de France, & de Portugal, font retirer les Troupes Françoises, ladite Somme se delivrera entierement au Roi de Portugal, pour les frais de la Guerre.

V. Et afin que ladite Somme se paye en Lisbonne, le Roi de Portugal fera mettre sa marque à deux cens soixante mille Patacons, sans aucuns frais & dépens, tant pour la solde des Troupes Françoises, que pour les salaires que le Roi Tres-Chrestien donne aux Chefs & Conducteurs de Guerre qui servent en Portugal par son ordre, le surplus de la Somme promise avant ou depuis la Guerre declarée se payera en Lisbonne, & le Roi de Portugal recevra la moitié en Monnoye d'Argent Françoise, appellées Ecus blancs, en Espagnol vulgairement dits Patacons, pour la valeur de six cens Rez chacun, & l'autre partie en Pistoles d'Espagne, ou Louïs d'Or François, pour la valeur de deux mille Rez chacun.

VI. Le present Traité s'observera le temps de dix ans, & pendant les trente premiers mois dudit temps, & avant qu'ils soient passez, s'il est possible, le Roi Tres-Chrestien declarera la Guerre au Roi de Castille, comme il est dit au deuziéme & troisiéme Article; & cependant il y aura Alliance & Ligue Offensive & Defensive, contre les Rois & Roiaumes de Castille, & ses Alliez, exceptez les Rois d'Angleterre, & de Suede, jusques à ce qu'il se puisse conclure une bonne & commune Paix, par laquelle demeurent respectivement satisfaits les Rois Confederez; Sçavoir, le Roi Tres-Chrestien sur les Places & Estats qui appartiennent à la Reine son Epouse par Droit de Succession, & le Roi de Portugal sur la reconnoissance & rétablissement de sa Couronne Royale, sous la declaration que la Paix se traite directement, & par écrit entre les Rois de Portugal & de Castille, nommément comme il est accoûtumé de se faire entre Roys égaux, de bonne foi, & hors de toutes doutes & surprises, & que le Roi de Portugal reçoive toutes les Places de Portugal & Algarves que les Armes Castillanes auront occupées, & de la même maniere le Roi Tres Chrestien les siennes en France.

VII. Durant l'espace desdits dix ans, il ne sera licite à aucun des Rois de traiter de Paix ou Treves, & moins de les conclure sans un commun, exprés & mutuel consentement, & agiront en cecy l'un & l'autre Roi, tellement de concert & union, qu'on oste à l'Ennemy toute l'esperance que les affaires des Confederez se puissent accommoder par Traitez differens, ni se diviser, ni se separer par aucun artifice, & promettent mutuellement lesdits Rois de le declarer en temps & lieux aux Ministres du Roi de Castille, & accordent entr'eux, qu'ils ne traiteront ni concluront aucune chose, sinon conjointement reciproque.

VIII. Et afin que l'Ennemi commun soit obligé de faire la Paix, le Roi Tres-Chrestien lui fera tous les ans la Guerre avec toutes ses forces par tous les endroits par où il pourra, nommement en Espagne, par Catalogne ou Biscaye : & le Roi de Portugal lui fera la Guerre qu'il lui sera possible, aussi avec toutes ses forces, & avec une Armée Royale de douze mil Hommes d'Infanterie, & cinq mil Chevaux; & en chaque année fera deux Campagnes, l'une avant, & l'autre aprés la rigueur des chaleurs, & si pour quelque difficulté irreparable, il ne se pourroit faire une desdites Campagnes, se fera au lieu d'icelle au moins quatre invasions dans le Pais Ennemi, chacune d'elle avec 4000. Hommes.

IX. Le Roi de Portugal donnera, comme il a fait jusqu'à present aux Troupes Françoises, Chevaux, Pain, Orge, & Paille, & leur payera ponctuellement le vert [illegible]ume; & le Corps de Milice Françoise sera commandé & gouverné, comme il a esté jusqu'à present, par l'Excellentissime Comte de Schomberg ou autre General experimenté & agreable au Roi de Portugal, qu'envoyera Sa Majesté Tres-Chrestienne, s'il estoit necessaire d'en mettre un autre en son lieu, lequel ainsi comme ledit Comte de Schomberg ou son Successeur, obeïront au Gouverneur des Armes de la Province, en laquelle ils feront la Guerre aux Mestres de Camp Generaux, & de la même sorte aux Generaux de la Cavallerie, & Generaux d'Artillerie, & aux Gouverneurs des Places où il y a Garnison: Et afin que la Guerre se fasse plus commodement, il a esté arresté qu'entre les François & Portugais de même Poste, les plus modernes, suivant les Patentes, obeïront aux plus anciens: & que les Mestres de Camp & de Cavalerie Françoise seront estimez égaux aux Lieutenans Generaux de Cavallerie Portugaise, & aura Sa Majesté Tres-Chrestienne Droit de pourvoir les postes qui vaqueront au Corps de la Milice Françoise.

X. Le Roi de Portugal confirmera les Privileges & Immunitez accordez par ses Predecesseurs à la Nation Françoise, & de la même sorte le Roi Tres-Chrestien aux Portugais. Les Sujets du Roi Tres-Chrestien, principalement les Marchands de Portugal, de deça & delà la Ligne jouïront de toutes les commodités, Libertés & Privileges, Droits, Exemptions & Prerogatives, qui par les derniers Traitez ont esté concedez aux Nations Angloises & Hollandoises, que nous tenons par expresses declarées au present Traité, comme si elles estoient inserées en icelui, & de la même sorte, que les Portugais jouïront dans les Lieux sujets de la Couronne de France, des mêmes Privileges, commodités & Prerogatives, qui par ce present Traité se concedent aux François.

XI. Les Consuls de la Nation Françoise jouïront en tous les Lieux sujets à la Couronne de Portugal, principalement à Lisbonne, de tous les Privileges, Droits & Honneurs dont jouïssent les Consuls des Nations

Anno 1667. tions Angloises & Hollandoises, & de même chose jouïront les Consuls Portugais en tous Lieux dépendans de la Couronne de France.

XII. Sa Majesté Portugaise ordonnera qu'on reçoive en tous les Ports & Costes les Navires François, & particulierement ceux qui sont aux Compagnies d'Orient & d'Occident, favorisera autant qu'il pourra le Commerce desdites Compagnies, & de la même sorte se recevront en tous les Ports sujets de France les Navires Portugais: mais pour éviter les tumultes qui peuvent arriver, est accordé qu'il ne se recevra plus grand nombre de Navires de Guerre, que celui qu'on a accoutumé d'admettre des Anglois, suivant le Traité fait avec eux.

XIII. En ce Traité seront admis tous les Rois & Princes qui voudront y entrer, avec des conditions utiles aux deux Païs, principalement au Roi de la Grande Bretagne, le desir du Roi de Portugal estant non seulement de garder les Accords & Amitiez fraternelles qu'il a avec Sa Majesté Britannique, mais s'il est possible les accroistre par les deux Rois en faveur du Roi de Suede.

XIV. Quand & aprés la conclusion de la Paix avec l'Angleterre, le Roi Tres-Chrestien procurera par toutes sortes de bons offices d'accommoder les differens qui sont entre le Portugal & les Estats Generaux d'Hollande, afin que les Villes Cochin & Cananor soient restituées, & sur cette matiere se fera un Article special dans le Traité de la Paix d'Angleterre & de Hollande; & de la même sorte le Roi Tres-Chrestien intercedera envers le Souverain Pontife, afin que non-seulement il confirme les Evêques de Portugal, comme avoient accoûtumé de faire les Pontifes envers les Rois ses Predecesseurs.

XV. Sera permis au Roi de Portugal de lever Gens de Pied & de Cheval, s'il lui est necessaire en France & Alsace à ses depens, conduire Ingenieurs & Mariniers acheter Chevaux & toutes sortes d'Armes pour sa deffense, & offense de ses Ennemis, Munitions & Vivres pour le même prix, pour lequel l'acheteroit le Roi Tres-Chrestien, moyennant que les Commissaires qui seront commis à cela donnent un estat du nombre des Soldats, & des Mariniers, & autres choses à l'Illustre Seigneur du Terron à la Rochelle, & aux autres Ministres des autres Places & Villes.

XVI. Toutes les susdites choses ainsi arrestées, & concluës entre les susdites Rois de France & de Portugal se remettront par Traité ratifié à Paris dans 15. jours, aprés l'arrivée à la Cour du Roi Tres-Chrestien, de celui qui portera la Ratification de la part du Roi de Portugal, & le present Traité ne sera manifesté en aucune sorte, jusques à ce que le Roi Tres-Chrestien ait declaré la Guerre à Castille; & en foy de quoy & force de cedit Traité nous avons signé de nos mains & seings à Lisbonne le dernier Mars 1667. *Signé*, Melchior de Heron, Deputé du Roi Tres-Chrestien, le Marquis de Nisse, Admiral des Indes, le Marquis Grand Maistre, le Marquis Marialve, le Marquis de Sande, le Comte de Chastelmelhor, Antoine de Souse de Maqoeda.

IX.

28. Avril. Reichs-Conclusum über das Müntzwesen / erklährend was für Guldene und Silberne Müntzen und in was für Preis solche zu nehmen / ferner / wie den falschen Müntzen und schlechten zu wehren / die Guten aber zu erhalten seyen / mit denen darzu gehörigen Beylagen. Regenspurg den 19-29. April 1667. [Londorpii *Acta Publica*, Part. IX. Lib. X. Cap. CLIX. pag. 540.]

C'est-à-dire,

Conclusion de l'Empire touchant les Monnoyes d'Or & d'Argent, *le titre & valeur dont elles doivent être, & le prix auquel on doit les recevoir; comme aussi touchant la suppression des Monnoyes fausses ou legeres; & la conservation de celles qui sont de bon poids & de bon alloi, avec quelques Documents appartenants à la même Conclusion. A Ratisbonne le* 19-29. *d'Avril* 1667.

Der Röm. Käys. Maj. unsers allergnädigsten Herrn / zu gegenwärtigem Reichs-Tag bevollmächtigtem hochst ansehnlichem Commissario, dem Hochwürdigsten Fürsten und Herrn / Herrn Guidobaldo, der Heil. Röm. Kirchen Cardinalen / Ertz-Bischoffen zu Saltzburg / Legaten deß Stuls zu Rom / und Bischoffen zu Regenspurg / geben deß Heil. Römischen Reiches Churfürsten und Ständen anwesende Räthe / Bottschafften und Gesandte hiermit gebührend zu vernehmen / demnach auff allerhöchstgedachter Ihr. Käys. Maj. vermög Seiner Hochfürstl. Eminentz / unterm 11. Maji deß verwichenen Jahrs / ertheilter Resolution, erfolgte allergnädigste Approbation, das Müntzwesen in allen dreyen Reichs-Ständen vorgenommen / in sieben Puncten abgetheilt / und Deliberation gezogen worden / als nemlichen. Anno 1667.

I. Was für silberne Inn- und Außländische sorten / und in was Valor und Gehalt sie vor Wehrschafft anzunehmen.

II. Wie dem verbottenen Nachschlagen / Beschneiden / und unnothwendigem Verschmöltzen der silbernen Müntz-sorten vorzukommen und zu begegnen.

III. Was für Fürsehung zu thun / damit die gute Reichs-Müntz im Reich behalten und keine Außländische schlechte und zugeringhaltende herein geführet werde.

IV. Was für Schied-Müntz und in was vor einem Werth und Gehalt der Wehrschafft sie anzunehmen.

V. Wie dem allzuhäuffigen Gepräg der Schied-Müntz zu begegnen.

VI. Welche Inn- und Außländische güldene Müntzen / und in was Valor und Gehalt vor Wehrschafft anzunehmen.

VII. Wie das Verschmöltzen der güldenen Müntzen zu verhüten. Gleich wie man nun auch die General-Guardein der drey benachbarten correspondirenden / als der Fränckischen / Bayrund Schwäbischen Crayßen mit ihrem Gutbefinden / vermöge deren den 5/15. und 16/26. Junii, auch 21/31. Julii deß verwichenen Jahrs dictirten Beylagen sub lit. A. B. und C. darüber zu vernehmen / vor eine Nothdurfft befunden / auch solches alles / nach und nach reifflichen erwogen; Also hat man geschlossen / daß es forderist durchgehendes bey den vorigen Reichs-Constitutionen und Ordnungen / so weit denenselben durch gegenwärtigen Reichs-Schluß nichts derogirt oder dieselbe nach jetzigen Läufften eingerichtet und geändert werden / zulassen:

Deme zu Folge und zwar so viel den ersten Punct anbelangt / nemlich / was für silberne Inn- und Außländische grobe Sorten / und in was Valor und Gehalt für Wehrschafft anzunehmen / in specie vermög der Müntz-Ordnung Ferdinandi I. de Anno 1559. und des R. A. de Anno 1566. der Reichs-Gulden und Reichs-Thaler für eine allgemeine Reichs-Müntz zu halten / und solle auf eine Cöllnische Marck der Reichs-Gülden gehen 9. und ein halb Stuck / und fein halten / 14. Loth / 16. Gran / bey welchem es nochmahls / wie auch bey dem alten Halt deß Reichs-Thalers / deren nach Laut bemeldten R. A. de An. 1566. auf eine Cöllnische Marck / acht Stuck gehen / und fein halten sollen / 14. Loth / 4. Gran / zu verbleiben. Die ringhaltige Außländische grobe Sorten anbetreffend / und wie es damit zu machen / haben die beyde höhere Collegia solches an die Creyse zu remittiren / doch daß in den Crayßschlüssen die Reichs-Constitutiones möglich st beobachtet werden / vor gut angesehen / das Reichs-Städtische aber / solche Remittirung vor bedencklich / und dafür gehalten / daß der Außländische Thaler dermahlen mit zu devalviren / sondern der Reichs-Thaler entwedres in bonitate intrinseca zu ringern oder in valore extrinseco zu steigern sey. Im übrigen und gleich wie man befunden / daß denen bißher eingerissenen Müntzgebrechen und Unordnungen anderer Gestalt nicht vorgebauet / noch gesteuret werden kan / es sey dann vorhero durchgehend ingemein und überall ein gewisser Fuß / wornach die Inn- und Außländische grobe Sorten so wol / als auch die Schied-Müntz gepräget und valvirt werde / gestellet und verglichen; Also würde derselbige / nach Meynung aller dreyen Reichs-Collegien, nicht füglicher / als nach dem Reichs-Thaler vorgenommen werden können / und insonderheit dahin zu sehen seyn / damit der Silberkauff auff einen gewissen Werth regulirt, und wofern derselbe so wol / als auch die Wehrung deß Reichs-Thalers / dermahlen nicht in perpetuum und beständig gemacht werden könne / dennoch wenigst provisionaliter darüber statuirt werden möge / und sollt man auch mit den angräntzenden frembden Cronen und Republiquen, so wol wegen angemeldtem Silberkauffs / als Gleichheit der Müntzen communiciren, massen mit Theils deren / auff höchstgedachten Käyserl. Commissarii erfolgten Consens, allbereits geschehen.

So viel den II. und VII. Puncten / als welche beyde wegen ihrer Connexität in eine Deliberation gezogen / betrifft / wie nemlich dem verbottenen Nachschlagen / Beschneiden / und unnothwendigem Verschmöltzen der guldenen und silbernen Müntz-sorten vorzukommen und zu begegnen: Hat man sich hierin dergestalt entschlossen: Als:

Erstens und demnach in der peinlichen Halßgerichts-Ordnung Käysers Caroli deß V. Art. 5. deut- und heylsamblich vorgesehen / wie die Müntzfälscher / auch die jenige / so ohne habende Freyheit müntzen / zu bestraffen: Als solle besagte Ordnung von neuem confirmirt und erholet / und wider die Verbrechere ernstlich exequirt und vollstreckt werden.

II. Dieweil auch in viel andere Wege unziemlicher Gewinn in den Müntzen gesucht / Falschheit und Betrug darinnen getrieben wird / und dahero in der Müntz-Ordnung Käysers Ferdinandi deß I. d. Anno 1559. §. 162. Hierauff setzen / ordnen und

C 2 wollen

ANNO 1667.

wollen Wir/ rc. Und in den darauf folgenden dreyen §. §. §. (ständlich) geordnet/ daß die Granalirer/ Körner/ Seiger/ Ringerer/ Beschneider/ Schwächer/ Wäscher/ Schmölzer/ Außkührer/ Abzüpffer/ Außwieger/ Außzieher/ Außwechsler und Fälscher/ an Gut/ Leib und Leben/ nach Gelegenheit und Gestalt deß Verbrechens/ zu straffen/ und hierinnen niemanden zu verschonen/ auch dem Ansager an der verwirckten Pöen ein Drittheil; Die andere zwey Theil aber der Obrigkeit/ darunter die Überfahrung geschehen/ abzufolgen/ und so diese säumig wären/ die Straff durch die Müntz-genossen selbigen Crayses/ und wann auch diese nachlässig/ durch den Kayserl. Fiscal fleissig einzufordern/ und so gar der jenige/ so diese und andere verbottene Mißbräuche/ Betrug und Fälsche der Müntz gewust/ selbe aber der Obrigkeit/ allwo das delictum vorgangen/ oder allwo der Verbrecher zu betretten/ nicht angezeigt/ mit gewisser Geldstraff/ als zwey Marck löthiges Goldes zu belegen sey: Als wird solches alles/ wie auch/ was wegen deß Körners und Seigerers in gedachter Müntz-Ordnung §. 171. Wir ordnen/ setzen und wollen auch ferner/ rc. auch der Granalirer und Seigerer/ zugleich der säumigen oder sich selbsten der Sachen theilhafftig machenden Obrigkeiten/ Craysen und Ständen halber/ in dem R. A. zu Augspurg d. Anno 1566. §. 168. Was dann der Müntz halber/ rc. und wiederumb §. 169. Wir ordnen und wollen auch/ rc. der Länge nach enthkommen/ anhero deutlich und außdrücklich wiederholet und von neuem bestättigt/ so dann auch darob zu halten seyn/ daß vermöge mehrgedachten Müntz-Edicts die Jahrzahl/ auch auf den Silbernen Müntzen/ so unter dem Reichs-Thaler seyn/ der Valor jedesmahls mit auffgeprägt werde/ und insonderheit die grobe Sorten/ in behöriger Breite/ circul und circumferentz außgehen/ keine Kappen-Schnitt oder Eck nicht haben/ zu welchem Ende denen special- und General-Guardeinen zu injungiren/ da sie dergleichen Mängel gleich Anfangs bey Auffzieh- und Probirung deß Wercks befinden/ selbige nicht zu passiren/ sondern mit Zuziehung und Implorirung der Obrigkeit/ den Müntzmeister dahin anzuweisen und anzuhalten/ und dergleichen Sorten hinwieder zu verschmöltzen und in behöriger Form außgehen zu lassen.

III. Damit auch ferneres umb so viel weniger die in dem Müntzwesen gemachte ersprießliche Ordnungen überschritten werden/ und die Obrigkeiten wider die jenige so etwan verdächtig/ mit geziemender Inquisition zeitlich verfahren mögen/ Als solle nicht allein auff die jenige/ so mit verdächtigen/ und ihrer Nahrung nicht gemässen Zusammenkünften umbgehen/ fleissig acht gegeben/ sondern auch die Handwercker in Stätten und Gerichten/ welche die zum Müntz-Gepräge absonderlich erforderlichste Instrumenta und Materialia verfertigen/ bey schwerer unnachläßiger arbitrari Straff gehalten seyn/ ohne Vorwissen ihrer Obrigkeit/ solche/ als in specie die Stöck-Schneid- und Druckwerck sambt den Prägstöcken nicht zu machen noch außzubessern/ weniger damit einige Handlung treiben/ sondern wann dergleichen an sie gesinnet wird/ es alsobald ihrer Obrigkeit zu referiren und deme/ was sie hierunter befehlen/ nachzukommen. So sollen auch gedachte Stöckschneid- und Druckwerck zusammt denen Prägstöcken nicht in der Müntzmeister freyen Händen gelassen/ sondern entweders in Obrigkeitliche Verwahrung hinterlegt/ oder doch wenigst unter Obrigkeitlicher Besiegelung denen verpflichteten Crayß-Guardeinen anvertrauet/ oder wie sonsten/ zu Vorkommung alles Mißbrauchs/ jeden Orts Obrigkeit vor gut befinden wird/ die Gebühr in acht genommen werden.

IV. Dann und nach deme die Erfahrenüß bezeuget/ daß sonderlich die Juden sich an der Müntz auff eine und andere Weg offtmal vergreiffen/ und wider die Reichs-Constitutiones freventlich handlen; So seynd demnach die Stände/ in deren Gebieth sich diese auffhalten/ ernstlich zu erinnern/ auf dieses Jahr gutes und emsiges Auffmercken zu tragen/ und ihnen/ wann sie auffgenommen werden/ der formul deß Eyds oder Pflicht/ so sie abzulegen haben/ außdrücklich einzuverleiben/ daß sie sich aller Ungebühr hierinnen entmüssigen wollen: Den jenigen aber/ so sich bereits in der Ständen Territoriis befinden/ solches der erstgedachter Ihrer Pflicht vorzuhalten/ wie es dann in dem R. A. zu Regenspurg d. ann. 1532. Tit. 7. löblich geordnet/ daß Herrschafften/ allwo die Juden gesessen/ einsehen tragen/ und Ordnung machen sollen/ damit niemand beschweret werde.

V. Alsdann auch die Müntz-Gerechtigkeit kein Mercantz sondern ein Kayserl. Regal, dessen sich die Stände nicht zu ihrem selbst gesuchten Vortheil/ sondern dem Reich zu Ehren und Wohlfahrt/ bedienen sollen/ und darumb in dem R. A. d. ann. 1570. §. 132. Alsdann auch/ rc. heiter statuiret, daß keiner seine Müntz-Gerechtigkeiten oder Müntzstadt verkauffen/ verleihen/ verpfänden oder verlegen lassen/ vielweniger mit dem Müntzmeister/ wegen Theilung deß Gewinns/ einiges Geding oder pact treffen solle; Als wird es bey solcher heilsamen und in mehr andern Reichs-Abschieden/ sonderlich aber in ann. 1594. §. 102. wir ordnen/ wollen und gebieten/ rc. beschlossenen und bestättigten Reichssatzungen gelassen/ und alle Pacta de quota lucri, sie betreffen gleich einen kleinen oder grossen Gewinn/ gäntzlich verboten/ und mehr nicht/ als dem Müntz-Meister eine gebührende Besoldung/ aber nicht per modum quotæ zu bestimmen erlaubet/ auch der Verkäuffer/ Verleiher/ Verpfänder/ oder der/ so seine quotam deß Gewinns versprochen/ oder das Müntzen verlegen läst/ seiner Müntzfreyheit verlustiget seyn/ und noch darzu den Kauff- oder Pfandschilling was er mittels solchen verbottenen Contracts an sich gebracht/ verfallen/ und hierinnen mit Fiscalischen Processen dergestalten/ als wie im gemeldten R. A. de Anno 1594. §. 102. wir ordnen/ wollen/ rc. vorgesehen/ verfahren werden solle: dafern aber der jenige/ so sich obgemeldter massen vergreifft/ dem Reich ohne Mittel nicht unterworffen wäre; So solle deß Lands- oder selben Orts Obrigkeit/ allwo das delictum begangen wird/ gebührende Bestraffung/ wider dergleichen Übertretter vorzunehmen ernstlich aufferlegt seyn. Gleich wie nicht weniger die Käuffer/ Conductores, und alle/ so da mit jenen/ so Müntz-Freyheiten haben/ wider das Verboth der Reichs-Satzungen contrahiren und handeln/ nicht allein/ so viel das Kauffgeld oder Pfandschilling/ oder den zugesagten Bestand-Zinß anbetrifft/ verwirckt/ sondern noch darzu mit einer arbitrari pœn, so der Übertretter/ wann er ohne Mittel dem Reich unterworffen/ dem Kayserlichen Fisco, sonsten aber dem Domino Territorii, oder/ wann dieser sich deß Verbrechens auch theilhafftig gemacht/ berührtem Kayserlichen Fisco zu bezahlen/ angesehen werden/ welches dann auch in specie von den Müntz-Meistern zu verstehen/ so nach Gelegenheit ihres unziemlichen Verfahrens auch untüchtig und unredlich erkläret und zu keinen Ehren zugelassen werden sollen. Massen und damit diese umb so viel mehr scheuen tragen/ sich hierunter auf einerley Weise zu vergreiffen; So ist ihr der Müntz-Meister Aydes Formul, davon hernach mehrere Meldung geschicht/ beyzusetzen: daß sie in keiner verliehenen/ verkaufften oder verpachten Müntzstadt arbeiten/ oder müntzen/ oder auch durch ihre Gesellen daselbst nicht arbeiten oder müntzen lassen/ auch dessentwegen vor Annehmung der Arbeit/ sich angelegentlich erkündigen wollen: Gestalten auch sie die Gesellen/ so wissentlich in dergleichen Müntz-Städten sich gebrauchen lassen/ ebenmässig/ nach Beschaffenheit ihres Übertrettens/ zu bestraffen/ und die Obrigkeiten und Craysen hierunter ihr fleissiges Auffsehen haben/ und nach besage verschiedener R. Abschiede/ darob/ und daran seyn sollen/ damit in allwege in diesem Werck mit Ernst und ohne Verschonung wider die Delinquenten verfahren werde.

VI. Nach dem ferners mit grossem Schaden der Ständen und ihrer Unterthanen/ das Reich mit beschnittenen Müntz-Sorten/ sonderlich mit den beschnittenen Genueser Silber-Cronen gantze und halbe Philips Thaler auch Kopffstück beschweret werden: Als solle erstens niemand solche beschnittene Müntz-Sorten ohne Abzug deß an dem Gewicht erscheinenden Abgangs/ anzunehmen schuldig seyn/ zu dem Ende man in dem Werck begriffen/ was nach proportion des befindlichen Abganges/ abzuziehen/ ein gewisses/ noch bey gegenwärtigem Reichstag/ zu determiniren/ noch über das solle jedem Crayß bevorstehen/ da er nöthig oder nützlich zu seyn befindet/ dergleichen beschnittene Müntzen bey Straffe zu verbieten/ doch daß hingegen in selbigem Crayß die Anstalt gemacht werde/ daß ein jeder die habende beschnittene Müntz-Sorten gegen Leidung deß Abgangs und Müntzkostens/ auffwechseln könne/ welche hernach der jenige Müntzstand/ so diese an sich löset in gute und meistentheils grobe Reichs-Müntz zu verwenden schuldig seyn solle.

VII. Sintemahlen die gute Reichs-Müntz umbzuprägen/ oder wiederumb in Tiegel zu bringen/ und darauß Scheidmüntzen zu machen/ in verschiedenen/ und das letzte mahl in dem Anno 1603. gemachtem R. A. §. So setzen/ ordnen und wollen wir/ rc. verbothen werden; Als sey auch solcher Ordnung zu inhæriren und die wider die Müntz-Herren/ Müntz-Meister und Gesellen in casum transgressionis gesetzte pœn in allewege zu wiederholen.

VIII. Hat man gleichfals eine hohe Nothdurfft zu seyn ermessen/ daß dem R. A. zu Speyer de Anno 1570. §. 134. darumb zu weiterer/ rc. fleissig nachgelebt und mit den Müntzmeistern/ als wie alldort geordnet/ es in den Craysen gehalten und darüber hin sie die Müntzmeister von ihnen den Crayß-Ständen und ihren Müntz-Herren der Reichs-Müntz-Ordnung und Abschieden/ bey Verpfändung ihrer Haab und Güter nachzukommen verpflichtet werden sollen/ auch sich selbsten/ auf jedes Erfordern/ einzustellen und Red und Antwort zu geben/ zu welchem Ende/ eine ordentliche Special Instruction, wie sich die Müntzmeister zu verhalten/ von Reichswegen abzufassen und derselben in specie, daß sie keine gangbare Müntz verbrechen sollen/ beyzusetzen/ dem künfftigen R. A. einzutragen/ worauf dann ein jeder Müntzmeister zu schweren/ massen die vorhandene alte Instructionen revidirt und ad præsentem statum, auch denen dermahlen fürkommenden Satzungen applicirt werden solle/ welche Meynung es dann auch

IX. Mit Gnädeinen hat/ daß nämlich diese/ nach Innhalt gedachten Speyerischen R. A. de Anno 1520. §. 135. was dann aber von Annehmung/ rc. auch deß Abschieds de Anno 1594. §. 101. wir ordnen/ wollen/ und gebieten/ rc. angenommen und verglichen/ und ihnen so wohl/ als den Müntzmeistern/ ein special Instruction verfasset werden solle.

X. Obwohlen auch/ in vor allegirter Müntz-Ordnung de Anno 1559. §. dergleichen/ ob die Goldschmied/ rc. erlaubt wird den Goldschmieden/ die Gold- und Silberne Müntz/ wann sie das Gold und Silber zu Nothdurfft ihres Handwercks nicht bekommen mögen/ so weit zu verbrechen/ so viel sie zum Verlag gedachten ihres Handwercks bedürfftig/ doch/ daß sie es nicht verkauffen oder verführen/ auch/ daß solches mit Vorwissen ihrer ordentlichen Obrigkeit beschehen solle. Nachdem aber gleichwohln die Erfahrenüß zeugt/ daß gehörte Satzung mit ihren Limitationen und einschränckungen/ wenig beobachtet/ sondern die güldene und

silber-

ANNO 1667.

silberne Sorten von besagten Goldschmieden/ allerdings nach gefallen gebrochen werden; Als hält man/ daß ihnen/ wie auch denen Goldschlägern/ bloß und allein die Außländische Müntz-Sorten/ auch anderster nicht als mit Vorwissen der Obrigkeit einzuwechseln und zu ihrem Gebrauch zubrechen/ verstattet werden solle/ wie dann die Obrigkeit zu mehrerer Nachgelebung dieser neuen Ordnung die Anstalt und Verfügung zu thun/ daß sie die Goldschmiede und Goldschläger/ (wann sie in die Zunfft/ oder da keine am selben Ort sich befindete/ zu Bürgern oder Innwohnern auff und angenommen werden) schweren und geloben lassen/ wider solche Ordnung und Gesetze nichts vorzunehmen/ bey Verlust der Zunfft- und respective Bürgerlichen Gerechtigkeit/ auch ihres ehrlichen Namens/ darauff dann gedachte Obrigkeiten zuhalten und nach Gelegenheit deß Verfahrens/ wider die Ubertretter ernstliches einsehen vorzukehren haben: Gleich wie auch die Gesellen/ wann sie bey einem Meister arbeiten wollen/ mittelst deß Handschlags sich gegen die Obrigkeit verbinden sollen/ dieser Ordnung nachzuleben/ auch so ihre Meister darwider handelten/ es gedachter Obrigkeit alsobald anzuzeigen/ bey pœn der Gefängniß oder anderer arbitrari Straff/ und solle obige wider die Goldschmiede und Goldschläger gesetzte pœn auch statt haben/ wann ihnen inländische güldene und silberne/ gute und gerechte Sorten/ von andern zum brechen und verschmöltzen zugestellet und eingehändiget werden/ und diejenige/ die solches thun/ angedeutete Müntz güldene und silberne Sorten verwürckt haben/ und die Obrigkeit selbigen Orts befugt seyn/ diese/ als verfallen und confiscirt, zur Hand zu nehmen/ und einzuziehen/ nicht weniger und ob schon etwan einige das Handwerck nicht treiben/ doch aber ermeltes innländisches gemüntzte Gold und Silber verschmöltzen und hernach die Massam den Goldschmieden und Goldschlägern zustelleten: So solle doch so wol der Verschmöltzer/ als der Goldschmied oder Goldschläger/ der hierumb Wissenschafft gehabt/ derentwegen dann genaue Nachfrag zu halten/ gestrafft/ und auch angedeute massa in commissum, wie oben gemeldet/ verfallen seyn. Damit auch in der mit Vorbewust und Zulassung der Obrigkeit verstatteter Verbrechung der außländischen Sorten/ nicht excedirt werde/ haben die Chur- und Fürstliche Collegia vor dienstsamb erachtet/ daß jeder Stande/ von halben zu halben Jahren/ eine ordentliche Specification, wie viel von dergleichen Außländischen Müntzen in seinem Gebieth/ vorgedachter massen gebrochen worden/ denen Crayß-außschreibenden Fürsten einschicken und hernach solche Specification von ermeltem Crayß-außschreibenden Fürsten neben den Ihrigen auf den Müntz-Probations-Tägen producirt, und allda/ nach befinden den excessen, remedirt werden solle. Ex parte der Reichs-Städte aber hat man solche specificationes vor bedencklich/ und davor gehalten/ daß die Aufsicht über die etwann in Verbrechung dergleichen Sorten/ befahrende excessen der Sorgfalt und Vigilantz eines jeglichen Ortes Obrigkeit anzuvertrauen. Und als ferners vorkommen/ daß an theils Orten sich eine allzugrosse Menge der Goldschmied und Goldschläger befinden thäten/ und daß es allerdings eine Nothdurfft wäre/ die Anzahl zu restringiren: so sind die Obrigkeiten zu erinnern/ darauff bedacht zu seyn/ wie solcher Orten/ allwo gedachtes Handwerck übersetzt/ die Restriction entweder durch unterlassende Annehmung neuer Meister/ an statt der absterbenden/ oder auff andere füglich- und billiche Wege möchte zur Wircklichkeit gebracht werden. Nachdem auch hie und da an geringen Orten sich Goldschmied und Gold-Arbeiter niedersetzen/ und daselbsten ihres freyen Willens pflegen: Als wären dergleichen Goldschmied und Gold-Arbeiter nicht zu gedulden/ sie seynd dann auf sonderbare den Reichs-Satzungen ähnliche Ordnung an und durch gedachte Obrigkeiten verbunden.

So viel aber XI. die Gold- und Silberdratzieher und Posamentirer anbetrifft/ sey denenselben das einwechseln und Verbrechen der gangbaren Müntz-Sorten wie auch der Silberkauff/ ihnen und allen andern Privatis ins gemein/ insonderheit aber den Juden/ gäntzlich zu verbieten/ auch sie die Dratzieher und Posamentirer/ daß sie darwider nicht handlen wollen/ absonderlich zu beeydigen. So dann berührter Silberkauff anderster nicht/ als mit Bewilligung eines jeden Orts Obrigkeit/ welche dabey in acht nehmen solle/ daß derselbe über den Preiß/ wie das rohe und Bruch-Silber/ den Reichs-Satzungen und diesem Concluso nach/ vermüntzt werden kan/ nicht gesteigert werde/ zu verstatten/ und zu jeglicher Obrigkeit disposition zustellen/ wenn sie solchen Silberkauff publica authoritate committiren wolle.

XII. Sintemahl auch man befunden/ zu Vorkomm- und Abwendung aller in dem Müntzwesen einschleichender Unordnung/ sehr verträglich zu seyn/ daß jedes Jahrs die in der Müntz-Ordnung bestimmte Probations-Täge/ als 1. May und 1. Octobris; oder wenigst einer/ unfehlbarlich gehalten werde; Als seynd die außschreibende Chur- und Fürsten ihrer Obliegenheit in allewegen zu erinnern/ massen alles jenes/ so derentwegen in verschiedenen Reichs-Abschieden einkommen/ erholet wird.

XIII. Und nachdeme in denen Reichs-Abschieden de annis 1570. 1571. 1576. und 1594. auß wichtigen Ursachen verordnet worden/ in jedem Crayß eine gewisse Anzahl der Müntz-Städte/ in welchen und keinen andern zu müntzen/ zu benennen; hingegen alle hin und wieder eingerissene Hecken-Müntzen abzuschaffen: Als seynd solche Reichs-Constitutiones, doch mit dem Unterschied/ so darinnen und in specie dem Dep. Abschied zu Franckfurt d. ann. 1571. §. und wiewohlen in mehrangeregtem unsern Speyerischen Abschied &c. wegen der jenigen so Bergwerck haben/ berührt wird/ zu wiederholen/ und so viel es immer möglich/ zur Execution zu bringen/ oder/ da je in einigen Crayssen vorfallende difficultæt nicht zu überwinden/ auff ein ander Expediens zugedencken und auf allen Fall dahin zu sehen/ damit wider die Gebühr und das herkommen das Müntz-Geld nicht erstleigert werde. Worbey jedoch das Churfürstl. Collegium, das jenige so in der güldenen Bull Tit. 10. enthalten/ anhero wiederholet und bedinget/ dahingegen aber das Fürstliche Collegium in solchen Zusatz nicht willigen wollen/ sondern es bey vorangezogenen Reichs-Constitutionibus allerdings verbleiben lassen.

XIV. Solle auch bey vermeidung derjenigen Straffe/ die in den Rechten und Reichs-Satzungen/ wider die Außwechsler und verschmöltzer statuirt/ niemand sich vermessen/ die schwere Groschen/ halbe Batzen und andere gute Scheidmüntz außzuwiegen/ zuverbrechen/ oder zu Legirung der groben Sorten zu gebrauchen.

XV. Hält man auch vor dienlich/ daß die gesammte Goldschmied und Silberarbeiter/ dahin zu halten/ daß das Silber/ so verarbeitet wird/ wenigst 13. Loth sein nach dem Cöllnischen Gewicht/ und das Gold 18. carat halten/ auch alle solche Arbeit mit den Wapen und Zeichen/ so wohl deß Ortes/ da sie gemacht/ als deß Goldschmieds der sie verfertigt/ gemerckt/ und die zu solchem Ende nothwendige Beschau in loco publico & à personis publico nomine deputatis vorgenommen/ ingleichen zu verhütung allerhand Gefährlichkeiten von den Goldschmieden keine Silberarbeit geringer/ als sie seyn solle/ wann ihnen auch schon dergleichen/ von weme es immer seyn möchte/ angemuthet und auffgetragen würde/ verarbeitet werden solle/ und dieses bey denjenigen Straffen/ so hieroben wider sie die Goldschmied und Silberarbeiter bestimpt seyn.

So solle auch XVI. bey schwerer arbitrari-Straff den Jubelierern/ Dratziehern/ Kauff- und Handelsleuten/ auch allen und jeden/ jedoch die Guardein und verpflicht Goldschmied außgenommen/ eigene Schmeltz- und Probier-Oefen zu haben oder zu gebrauchen verbotten seyn.

XVII. Werden auch die Obrigkeiten erinnert/ wann Gold- und Silberarbeiter/ oder auch Kauff- und Handelsleute Gold- und Silbergeschirr/ so ohne Probe gemacht/ auf die Märckte bringen/ die Beschau gebührlich zu beobachten und die Probe ordentlich zu nehmen und darauf zu notiren; Allwo aber schon/ die notæ publicæ probationis darauf befindlich seyn/ dieselbe/ doch mit Vorbehalt jedes Orts Probe/ mit der Nadel zu berühren/ doch dabey die Behutsamkeit zu gebrauchen/ damit die Obrigkeitliche ordentliche Proben/ ohne sonderbare Noth/ oder augenscheinlich befundene Fähler/ nicht verworffen/ oder doppelte Proben/ ohne sonderbare Noth/ oder Augenschein/ zu mercklicher Beschwerde oder Ungelegenheit der Handelhierenden/ eingeführt werde/ dagegen aber die Obrigkeiten desto behutsamer/ mit außdrückung ihrer Wappen und Zeichen zu verfahren/ und wann die Probe darauff gezeichnete sich nit gerecht befindet/ gegen diejenige/ so ihre Zeichen und Wappen mißbrauchen/ eine ernstliche remonstration vorzukehren.

III. Berührend den dritten Haupt-Puncten/ nemlich/ was für Vorsehung zu thun/ damit die gute Reichs-Müntz im Reich behalten und keine Außländische schlechte und zu gering-haltige herein geführt werden/ da erinnert man sich/ so viel das erste Membrum dieses Punctens anbelangt/ was gestalt in den Reichs-Abschieden/ insonderheit aber de An. 1570. §. 146. und zu fernern/ &c. und §. 117. und aus sondern nothwendigen/ &c. & seqq. wie auch dem Depur. Abschied/ de anno 1571. §. sonsten/ da diese nochmahln/ &c. heilsamlich vorgesehen/ daß keine Reichs-güldene oder silberne Müntz oder rohe und ungearbeitetes Silber auß dem Reich geführt werde/ und daß darauff die Churfürsten/ und Stände ins gemein/ wie auch die Churfürsten am Rhein neben den Kayserl. Commissarien zu Franckfurt: Sachsen und Brandenburg aber in ihren Städten auf den Messen und Jahrmarckten/ gantz achtung geben/ und inquiriren lassen sollen/ wie dann auch das Kayserl. Mandat, so dem Franckfurtischen Deput. Abschied de anno 1571. beygesetzt/ klar außweisset/ daß die Außwechslung der Reichs-Müntz bey Verlust Leib und Guts verbotten/ und Chur-Fürsten/ und Ständen aufferlegt und befohlen worden/ in deren Chur- und Fürstenthumen/ Gebieten und Obrigkeiten/ auff solche dinge/ sonderlich aber bey den Jahrmärckten und andern Versammlungen der Kauffleute und Handthierer/ fleissige Auffsicht zu halten und bey denen fürnehmen Land-Pässen/ Zollstädten/ Stapeln und Häfen/ damit/ wie gehört/ keine Reichsgüldene oder silberne Müntz/ noch auch rohe und ungemüntztes Silber/ auß dem Reich zu Wasser oder zu Land verführet werde/ mit allem Ernst aufzumercken oder nachfragen zu lassen/ und da jemand/ wer der auch seyn möchte/ darob betretten würde/ denselben ohne allen Respect der Person/ auch ungeachtet einigen Geleits/ oder anderer Verwendung/ zu gebührlicher Straff anzunehmen/ und gegen ihme/ seinen Leib/ Haab und Güter/ neben fürnehmender wircklichen Confiscation solcher/ wider das Verbot verführender Gelder und Silber/ innhalts viel berührter Ordnungen/ zu verfahren/ worbey es dann/ der Reichs-Müntz halber sein Verbleibens hat.

Was aber die Außländische Sorten betrifft/ wird dafür gehalten/ daß in Fällen/ da es die Nothdurfft der Commercien fordert/ die Außführung derselben zu gestatten: Damit aber auch aller Betrug umb so viel mehrers verhütet bleibe: So solten die jenige/ welche dergleichen Müntzen auß dem Reich verführen/

ANNO 1667.

führen/ von deß Orts Obrigkeit gewisse Urkunden/ daß sie dessen benöthiget/ sonsten aber die/ so Waaren und Güter ausser Reichs verführen/ daß denenselben kein Geld eingepackt oder imballiret sey/ beybringen/ welchen Urkunden dann auch/ wann anderster selbige von des Orts ordentlicher Obrigkeit erhalt/ und die Ballen darinnen specificiret und bezeichnet seyn/ ohne anderwärtige Visitation zwar zu glauben/ dafern aber ein vernünfftiger verdacht eines Betrugs wäre/ haben die beyde höhere Collegia beschlossen/ und vorbehalten/ daß solchen Falls die Visitation, ohnerachtet besagter Urkunden/ ohnbenommen seyn solle. Reichs-Städtischen Theils aber/ hat man mehr gedachte Urkunde/ und Attestata vor sufficient halten/ und zu erwehnter Visitation nicht willigen wollen; Im übrigen aber/ und so viel die jenige/ welche nur ad captandum lucrum und Gold mit Gold auß;uwechslen/ die Müntzen zu verführen sich unterstehen/ anbelangt/ hat es bey obgedachten Reichs-Satzungen/ sein ohngeändertes Verbleiben/ zu welchem Ende auch/ dieselbe Kayserliche Mandat hierüber zu publiciren und außzufertigen und die neue verfassende Müntz-Ordnung/ zu männigliches Wissen/ wenigst jährlich zu verlesen; Massen und damit dergleichen Satzungen ihren gebührenden Vollzug desto besser erreichen; So solle dem Anzeigern oder dem Denuncianten/ neben deme/ daß er unvermelder verbleiben solle/ ein dritter Theil/ nach laut der Müntz-Ordnung Ferdinandi I. folgen/ und wann die Obrigkeit hierunter wie nachläßig/ gegen ihnen auch mit Straff/ wie sich gebühret/ verfahren werde/ und dann zu mehrer Versicherung/ die Kauffleute ihren Obrigkeiten angeloben/ wider gedachte Ordnung auff einige Weiß und Wege nicht zu handeln/ noch ihren Dienern daß sie solches thun/ zu gestatten/ welche Kauffmanns-Diener dann auch/ wann sie in Dienst eintretten/ gegen deß Orts Obrigkeit sich verpflichten sollen/ deme allen/ so in solcher Ordnung begriffen/ nachzuleben/ auch wenn sie ein solche Ubertrettung erfahren/ der Obrigkeit/ bey Verlust ihres ehrlichen Namens/ und anderer arbitrari Straff/ anzuzeigen. Was auch hieoben und in dem Reichs-Abschied wider die Außwechsler geordnet/ das solle auch absonderlich wider die jenige verstanden seyn/ so da die gute Reichs-Müntz gegen einen Gewinn und Auffgab/ er sey gleich klein oder groß/ inn- oder ausser Lands/ andern und frembde Müntz vertauschen/ jedoch/ daß hierunter die Kauffmanns-Wechsel und Cambia, worunter man Reichs-Städtischen Theils auch andere nothwendige Gewerbs-Fäll wollen verstanden haben/ außgenommen seyn sollen.

Was aber das 2. Membrum dieses dritten Haupt-Puncten betrifft/ weilen von den beeden höhern Collegiis die Valvirung der schlechter oder geringhaltiger außländischer Müntzen/ obgedachter massen an die Crayse verwiesen worden; So läst man es auch dabey bewenden/ und werden gedachte Crayse/ auch dißfalls die Nothdurfft zu entschliessen/ darob zu halten/ und die Gebühr jedesmahl bey den Müntz-Probations-Tägen zu beobachten wissen: Jedoch entzwischen unbenommen der durch die Reichs-Satzungen einem jeden Stand in particulari zukommender Devalvir- und Verbietung: Hingegen aber/ bleibt man Reichs-Städtischen Theils/ bey der ad primum Punctum dißfalls eröffneter Meynung/ daß nemlich dermahlige Devalvirung der Außländischen Thaler/ bey jetzigen Zeiten/ man nicht vor thunlich ermessen könne: Ferners und demnach dem Römischen Reich hauptsächlich an dem gelegen/ daß alle guldene und silberne Müntzen/ sie seyn inn- oder außländisch/ in dem Reich/ so viel es immer möglich/ verbleiben: Als sollen die güldene und silberne Spitzen und Borten/ wie auch die güldene und silberne Knöpff/ wie nicht weniger die güldene und silberne Tücher/ auch die mit Gold und Silber gestickte Kleider/ jedoch mit Vorbehalt dessen/ was bey Abhandlung der Policey-Ordnung dißfalls etwan weiters möchte verordnet werden/ zu tragen und das unnöthige Vergulden/ in Krafft dieses/ verboten seyn/ auch alle Chur-Fürsten und Stände strenglich darauff halten/ daß der Kleider-Pracht in ihren Gebieten abgeschafft/ frembde kostbare Zeuch und Tücher und ad luxum dienende Manufacturen/ nicht zugelassen und zu dem Ende durch Chur-Fürsten und Stände in ihrem Gebieth/ eine gewisse Policey-Ordnung begriffen/ und annebenst auch die Handelschafften in ihren Landen/ da es anderst seyn kan/ dahin eingerichtet werden/ daß die jenige nothwendige Waaren/ welche im Reich nicht zu bekommen/ die Innländische Kaufleute nicht mit baarem Geld/ sondern gegen Innländische Waaren/ Tauschweiß an sich erhandeln/ nicht weniger sollen sich Chur-Fürsten und Stände befleissen/ in ihren Landen solche Meister und Arbeiter zu halten/ welche die im Reich nothwendige Manufacturen/ auch deutsche Waaren und Materialia/ als Woll/ Leder/ Kupffer/ und dergleichen/ selbsten verfertigen und verarbeiten/ denen sie dann gewisse Privilegia und Freyheiten in ihren Landen ertheilen könten/ auch solche Meister oder Arbeiter und ihre Gesellen und Jungen wider andere Handwercker/ so diese ihnen einige Hinderung und Eintrag zufügen/ oder sie wider die klare Reichs-Constitutionen auffzutreiben/ sich unterfangen würden/ schirmen und schützen/ auch die Widersetzliche in solchen und dergleichen Fällen/ keines Orts hegen/ noch anderwerts befördern/ wol aber dahin sehen sollen/ damit solche Künstler und Arbeiter/ umb selbe desto besser zur Hand zu bringen/ nicht dergestalten/ wie an vielen Orten im schwang und mißbrauch ist/ mit denen Schrifft- oder auffnahms-Kosten/ und andern Excessen übernommen/ zurück gehalten und gehindert/ sondern die Ubertretter mit Exemplarischer Straff angesehen werden; Allermassen alle das jenige so wider ihr/ der Handwercker Mißbrauch und deren Auffheb- und Bestraffung halber in der Policey-Ordnung zu Augspurg An. 1548. Art. 36? zugleich in dem Recess zu Franckfurt de an. 1594. auch letzten R. Abschied geordnet/ allhero erholet/ und in genere auf alles unzuläßige Aufftreiben/ Auffstand und Widersetzlichkeit der Handwercks-Genossen gezogen und benebenst angehengt wird/ daß zu Abthuund Wendung gehörter straffbarer Mißbräuch und Muthwillens/ ein Stand dem andern die hülffliche Hand zu bieten/ schuldig seyn solle.

IV. Bey dem IVten Haupt-Puncten/ was nemlich vor Schied-Müntz/ in was vor einem Werth und Gehalt für Wehrschafft anzunehmen.

V. Item bey dem Vten betreffend wie dem allzuhäuffigen Gepräg der Schied-Müntz zu begegnen? Hat man sich also entschlossen. I. Daß so viel erstens/ die Sorten und Gattung der Schied-Müntzen anberührt/ den Craysen es zu überlassen/ welche passirt und angenommen werden sollen. II. Den Halt der schlagenden Schied-Müntzen betreffend/ solle die Proportion der Güte/ von dem Reichs-Thaler genommen/ und in genere das Absehen dahin getragen werden/ daß die Müntz-Herren über Abzug des nothigen Kostens so wenig im Gewinn bey Schlagung der Schied-Müntzen/ als bey Außmüntzung der Reichs-Thaler haben. III. Wird das zulänglichste Mittel zu seyn gehalten/ dem überflüssigen Gepräg der Schied-Müntzen vorzukommen/ daß hierinnen den Reichs-Abschieden nachgelebet werde/ und ohne deß Crayses oder der Craysen/ wie es biß hero ratione modi herkommens gewesen/ gebenden erlaubnüß/ welche aber behutsamlich/ und mit der in gemeldten Reichs-Abschieden enthaltenen Bescheidenheit zu ertheilen/ selbe niemand führo hin schlagen zu lassen befugt seyn/ auch da einem Stand ein gewisses Quantum der Schied-Müntzen zu schlagen erlaubet wird/ derselbe nach Proportion solcher Summen und Determinirung deß Crayses oder der Craysen gleichfalls grobe silberne Sorten müntzen lassen/ sonsten aber jeglicher Obrigkeit die ringhaltige und überhäuffte Schied- und Land-Müntzen nach Gut-befinden zu verruffen befreyt stehen sollen.

VI. Anlangend den VIten Haupt-Puncten/ nemlich/ welche Inn- und Außländische guldene Müntz/ und in was Valor und Gehalt für Wehrschafft anzunehmen/ ist man der Meynung/ daß 1. in der Müntz-Ordnung Ferdinandi I. d. ann. 1559. auch in andern Reichs-Abschieden benannt- und passirte Gulden-Sorten/ noch fürohin/ wie auch andere Außländische güldene Müntzen anzunehmen; 2. Und so viel den Halt/ oder die innerliche Güte der Goldgulden/ Ducaten und Cronen anberühret/ läst mans bey vorgedachter Müntz-Ordnung Ferdinandi I. gäntzlich verbleiben/ daß nemlich gedachter Goldgulden 72. Stück eine Cöllnisch Marck wiegen und an fein halten sollen 18. Carat 6. Gran/ das ist 12. Loth. 6. Gran/ der Ducaten aber sollen 67. stück außbereiteter Stück/ eine Cöllnisch Marck wiegen/ und fein lauter halten 23. Carat. 8. Gran: An Cronen aber/ solle ein Cöllnisch Marck 70. Stück halten/ wie solches alles auß gedachter Müntz-Ordnung §. 64. Ferner die guldene Müntzen belangend/ rc. §. 146. Ferner das Außländische frembde Gold/ rc. zu ersehen/ so viel nun aber die zu geringhaltige Ducaten anbetrifft/ da ist das Churfürstliche Collegium der Meynung/ daß selbige ohne Unterscheid/ mit defalcation des an dem Gewicht befindlichen Mangels ebenmässig für gute Wehrung zu passiren. Die Fürstliche und Reichs-Städten Collegia aber halten dafür/ das nur die jenige Ducaten/ so das Cronen-Gewicht haben/ jedoch ebenmässig mit Nachtrag des Abgangs/ für Wehrung anzunehmen: Die übrige aber/ so darunter wiegen/ nach verflossenen acht Monaten gäntzlich zu verbieten seyn. 3. Ob man zwar ein etwas angestanden/ ob dem Ducaten ein durchgehender Valor, im Römischen Reich/ noch dermahlen zu bestimmen/ hat man jedoch geschlossen/ daß selbiger/ biß auf weitere Verordnung/ möge umb 3. Gulden/ aber höher nicht/ genommen werden/ wie dann auch den andern guldenen Müntzen ihre Wehrung nach Valor des Ducatens/ so hierunter als eine Richt-Schnur zu beobachten/ laut vorberührter sub lit. B. und C. angezogener Beylagen/ angesetzt und in specie wegen der Goldgulden auch die von obbesagten Crayß Guardeinen dißfalls ebenmässig erstattete und am 25. Martii und 19. April. dictirten sub lit. D. E. und F. beygelegten Gutachten verglichen worden/ daß die jenige/ welche der Reichs-Müntz-Ordnung d. ann. 1559. an Schrot und Korn gemäß seyn/ 2. Gulden 10. Kr. so lang der Ducaten bey den 3. Gulden verbleibt/ gelten sollen.

VII. Der siebende Haupt-Punct wie das Verschmöltzen der güldenen Müntzen zu verhindern/ ist allbereit bey den andern Puncten/ wie hieroben gemeldet/ erlediget und resolviret. Damit nun aber das jenige/ was in dem Müntzwesen also abgehandelt und verglichen/ zur Execution gebracht/ und in unveränderter Observantz gehalten werde/ hat man geschlossen/ daß vorberührten in der Müntz-Ordnung de anno 1559. und folgenden Reichs-Abschieden und Müntz-Edicten, auch dieser neuen Müntz-Ordnung gegen die Ubertrettere angesetzten Straffen/ festiglich zu inhæriren/ und bevorab den Denuncianten oder Anzeigern/ wo bey dem Müntzwesen einiger Betrug verspühret wird/ wie allbereit bey unterschiedlichen Special-Fällen gedacht worden/ der dritte Theil von dem Pön-Fall zu zueignen und hingegen die Bestraffung auf die jenige/ welche wissentlich zu dergleichen Verbrechen/ stillschweigen/ und dieselbige nicht gehöriger Orten anmelden

ANNO 1667.

melden zu extendiren, auch da etwan einiger Stand sich zu dergleichen Mißbrauch verleiten lassen solte/ gegen denselben nicht wenigers/ das gebührliche Einsehen fürzuwenden und zu solchem Ende/ denen Reichs-Fiscalen wol zu injungiren und bey ihren Pflichten aufzuladen/ daß sie pro interesse Imperii ihres Amptes bey dergleichen Fällen/ sich obliegender Schuldigkeit nach gebrauchen/ insonderheit aber wären die Müntz Probations-Täge/ nach Befugt ermeldter Reichs-Satzungen/ unausgestellt jährlichen in allen und jeden Crayssen und Probations-Conventen, auf fürgangener unpartheyischer Probier- und Examinirung der Werck/ ablassende Annahmungen und Zuschreiben/ von andern Crayssen nachdrücklichen zu secundiren und pro communi interesse zu verfolgen/ auch sonsten von den Crayssen insgemein/ vermittelst deren hochnöthigen unter sich haltender guter Correspondentz und Exequirung deß ihnen in den Reichs-Constitutionen/ sonderlich in dem Müntz-Edict de anno 1559. und in dem Deput. Abschied de Anno 1571. anbefohlenen ernstlichen Auff- und Einsehens/ die Obliegenheit gebührenden Fleisses und Eyfers zu beobachten; So dann ferners all das jenige/ was zu Handhabung deß Müntzwesens/ und Abstell- Vorkomm- und Verhütung aller etwan einreissender Gebrechen/ Mängel und Betrugs/ wie auch Erhaltung einer durchgehenden Gleichheit in allen Crayssen/ in dieser und vorigen Reichs-Satzung versehen/ fleissig zu halten.

Schließlichen/ so viel die anfangs befindliche Worte: Der Heiligen Römischen Kirchen/ betrifft/ wollen der Augspurgischen Confession-Verwandten Churfürsten und Ständen hier anwesende Gesandten sich zu dem Zusatz deß Worts (Heiligen) nicht verstanden/ sondern ihren dissensum hierinne contestirt haben. Wormit höchstgedachten Käyserl. Herren Commissarii Hochfl. Eminentz eingangs H. R. Reichs Churfl. und Ständen dieses Ortes anwesende Räthe Bottschafften und Gesandte sich besten Fleisses unterthänigst empfehlen. Signatum Regenspurg den 19/29. April. 1667.

(L.S.)

Churfl. Mayntzisch. Cantzley.

(Hierauff folgen nun die in diesem Reichs-Concluso angezogene Beylagen/ als:)

Lit. A. Der im Müntz-Wesen correspondirender dreyen Ober-Crayssen/ des Fränck- Bayer- und Schwäbischen beeydigter General-Müntz-Wardeinen unvorgreiffliches Gutachten/ auf die vorgelegte/ und in dem vorhergehenden Concluso enthaltene 7. Haupt-Puncten. Deß H. Röm. Reichs/ etc.

Gnädige/ Hochgeneigte und Hochgeehrte Herren.

Demnach durch das Hochlöbliche Chur-Mayntz. Reichs-Directorium, uns denen im Müntzwesen correspondirenden dreyen Obern/ als Fränckischen/ Bayerischen und Schwäbischen Reichs-Crayssen beeydigten Müntz-Wardeinen sieben Fragstück übergeben worden/ mit dieser außführlicher Erinnerung/ auf bedeutete sieben Puncta, in Krafft derjenigen Pflicht/ welche ein jeder von uns denen correspondirenden Crayssen abgeleget/ unser außführlich Bedencken und Gutachten/ nach genugsamer und reiffischer Uberlegung der Sachen unvorgreifflich hochermeldtem Chur-Mayntzischem Reichs-Directorio in Schrifften zu überreichen; Als geschicht dasselbige hiermit gehorsamlichst/ auf Form und Weise/ wie hernach folget:

Der Erste Punct.

Was vor Silberne Inn- und Außländische grobe Sorten/ in was Valor und Gehalt/ vor Wehrschafft anzunehmen.

Diesen Punct verstehen wir also: wegen der groben Silber-Sorten/ als Genueser, gehen deren auf ein Marck Cöllnisch $6\frac{1}{4}$. Theil Stück/ halten auf 1. funffzehen Loth 2. Gran/ ist also dem guten Reichs-Thaler nach/ zu anderthalben fl. ein Stück werth 2. fl. 5. und ein halben Kr.

Venetianische Silberkronen wiegen $7\frac{7}{8}$. Theil Stück ein Cöllnische Marck/ halten auf 1. funffzehen Loth/ 1. in 2. Gran/ ist also ein Stück/ dem guten Reichs-Thaler nach/ zu anderthalben fl. werth 1. fl. 44. Kr.

Frantzösische Louis Reichs-Thaler wiegen derer neuntehalben Stück eine Cöllnische Marck/ halten auf 1. viertzehen Loth 9. Gran/ ist einer werth gegen dem guten Reichs-Thaler. 1. fl. 26. Kr.

Die Cöllnische/ Bisantzer/ Burgunder/ Schweitzer und Holländische Thaler/ darinnen am Schrot und Korn/ durch einander ein schlechter Unterscheid zu finden/ gehen derer $8\frac{3}{4}$. Theil Stück auf eine rauhe Marck Cöllnisch/ halten auf ein 13. Loth 14. Gran/ ist ein Stück dem guten Reichs-Thaler nach/ zu anderhalb fl. gerechnet werth 1. fl. 24. Kr.

Auf gnädiges Begehren/ der gewichtigen Philips-Thaler auch zu gedencken/ gehen derselben auf die rauhe Marck Cölnisch/ 6. und zwey drittheil Stück/ halten auf ein 13. Loth 4. Gran/ ist ein Stück gegen einem Reichs-Thaler zu anderthalben fl. werth 1. fl. 40. Kr. der aber wenig gefunden werden.

Der ungewichtigen und beschnittenen zu gedencken/ als zum Exempel: Es gehen 9. Stück auf die Marck Cöllnisch/ ist ein Stück werth 1. fl. 14. und ein viertel Kr. gehen dann 8. Stück auf eine Cöllnische Marck/ ist einer werth 1. fl. 23. und ein halben Kr. Solten dann 7. und ein halb Stück auf ein Marck Cöllnisch gehen/ so wäre einer würdig zu nehmen: 1. fl. 29. und ein viertel Kr. Der 5. Theil und 10. Theil ingleichen zu ahnden/ welche noch sehrer beschnitten/ und in grosser Menge in Bezahlung gehen/ können nach dem Silber Gewicht gewogen/ und das Loth pro 40. im Brauch angenommen werden.

Weiln nun hieroben bemeldte 8. grobe Sorten/ sich ziemlich am Schrot und Korn zu gering befinden/ wie dann deßwegen von vielen Jahren hero wir verpflichtete Müntz-Wardeinen vielfältige unterthänige Warnungsberichte übergeben/ aber bißhero alles für voll gehen lassen/ dadurch seynd die guten Silber-Sorten mit ziemlichen Lagio außgewechselt/ und an solche üble Müntzstädte verführet worden.

Der Ander Punct.

Wie dem verbottenen Nachschlagen/ Beschneiden/ und unnothwendigen Verschmeltzen der Silbernen Müntz-Sorten vorzukommen und zu begegnen:

Dem verbottenen Nachschlagen/ dadurch verstehen wir die Hecken-Müntzer/ die wider die Reichs-Ordnungen müntzen/ welches durch hohen Obrigkeit. Befehlich wohl kan verwehret werden. Das Beschneiden belangend/ seynd Juden und Judensgenossen/ welche solches thun/ schwerlich zu erwischen.

Wegen deß unnothwendigen Schmeltzens der silbernen Müntz-Sorten/ etc. rühret der Schaden vermuthlich daher/ daß die Silber-Dratzieher und Goldschläger/ immer einer nach dem andern sich erhebt und vermehret/ und endlich auß Mangel Silbers/ die gute Reichs-Müntz brechen/ und in Tiegel werffen/ weil der Dratzieher gesponnen Gold und Silber/ so in höhern Preiß ist/ welche weder Probe noch Satz haben/ hin und wieder in die Länder verschicken/ als sie sich/ wie auch andere/ denen es nicht gebühret/ heimlich der Probir-Waage bedienet/ und alle gute silberne Sorten außgewogen und probirt/ was ihnen nutz und verträglich gewesen/ zu ihrer Arbeit täglich verbrauchet; Die hergegen zu gering befundene Sorten unter den gemeinen Mann verschoben/ Ja auch gar das gute Gold und Silber zu dem Leonischen Guth verarbeitet wird/ thun also die Dratzieher den Müntz-Wesen einen unwiederbringlichen Schaden/ wie auch dem gantzen Römischen Reich. Dann jedem gnug bekannt/ daß die jenige Spitzen und Porten sich so verschleissen und abnutzen/ daß der dritte Theil Silber nicht wol wieder zu Nutzen kommet/ ingleichen thun auch die Juwelirer/ Kauff- und Handelsleute/ welche sich ebenmässig/ wie die Dratzieher der Schmeltz- und Probier-Oefen nicht wenig bedienen/ welches dann billich abzuschaffen ist/ dann das Probiren absonderlich den Müntz-Wardeinen anvertrauet und befohlen ist/ durch das jenige Mittel werden alle gute Müntz-Sorten außgewogen/ und durch die jenige in Tiegel geworffen/ und geschmeltzet/ sonderlich in den grossen Handels-Städten/ da viel Goldschmiede wohnen/ als Augspurg/ Nürnberg/ Leipzig/ und Franckfurt/ und dergleichen Oerther mehr/ ja/ es werden auch von den gedachten Juwelirern/ Kauff- und Handelsleuten die halbe Batzen und Groschen außgewogen/ die schwere zu der Legirung der groben Sorten gebrauchet/ welches hernacher den Reichs-Ständen zu grossem Nachtheil gereichet. Weiln dann auch hoch vonnöthen/ daß die gesampte Goldschmiede und Silber-Arbeiter dahin gehalten werden/ daß dieselbe durchauß bey der Reichs-Probe/ als nemlich dreyzehen löthigen Silber solten gewiesen werden/ und nicht davon weichen/ oder geringer Macht haben zu arbeiten/ weiln es dem Reich hoch schädlich/ und mancher Müntzstand dadurch im Einkauffen zu kurtz kompt/ und würden auch die grobe Müntz-Sorten vielfältig ungebrochen verbleiben.

Der Dritte Punct.

Was vor Fürsehung zu thun/ damit die gute Reichs-Müntz im Reich behalten/ und keine Außländische schlechte und zu geringhaltige eingeführt werden.

Wann das von Kauff- und Handelsleuten/ mit Außwechslung der guten Reichs-Sorten von einer Stadt in die andere/ oder Hecken-Müntzen hinauß geführet wird/ hingegen geringe Sorten an dee Stelle gebracht/ wäre für gut angesehen/ daß Fürsten und Stände deß Reichs durch die Waag/ Mauth und Zoll fleissig nachsehen/ im Auß- und Einführen der Güter/ wo dergleichen vermuthlich/ eröffnen/ nach befindung straffen und confisciren, oder dasjenige Geld verschmeltzen/ und wieder zustellen; So wird er alsdann den Gewinn schon finden. Ingleichen ist gnugsam bekannt/ wie daß der Zeit hero/ die Außländische Krämer sehr überhand genommen/ und allen Orten und Ständen mit ihren allerhand unnöthigen Waaren/ so sie verkauffen/ und die darauß gelösete Gelder allein in guten Reichs-Sorten/ als Ducaten und Reichs-Thalern einwechseln/ und auß dem Reich führen/ und hergegen ihre Waaren an dessen Stell lassen/ wäre aber gut/ wann solche frembde Nationen konten dahin gehalten werden/

ANNO 1667.

werden / was sie vor Silber erkauffen / und eintauschen / nicht Macht hätten auß dem Reich zu führen.

Der Vierdte Punct.

Was vor Schied-Müntzen / in was vor einem Werth und Gehalt / vor Wehrschafft anzunehmen?

Die Schied-Müntzen betreffend / wegen dero Werths / und wie solche anzunehmen / wissen wir: (Ausser was in den Hochlöbl. dreyen als Fränckischen / Bäyer- und Schwäbischen Crayssen gangbar:) nicht bescheid zu geben / als belegen wir solchen vierten Punct mit diesem löblichen Mandat, welches Anno 1659. den 11. Maji publicirt und verglichen / wie auch Anno 1665. den 11. Maji wiederumb zu Augspurg auf dem gehaltenen Müntz-Probations-Tag ist wiederholet und bestättiget worden / daß deren hoch obgedachten dreyer Crayssen ihrer halben Batzen nicht mehr auff die rauhe Marck Töllnisch gehen sollen / als 200. Stück / und fein halten 7. Loth / wird demnach die feine Marck sampt allen Unkosten hinauß vermüntzt / per 21. fl. 14. Kr. Die alte Kayserliche Groschen aber / welche mit der Jahrzahl von Anno 1623. an biß Anno 1659. seynd durchgangen und probirt worden / welche durch und durch fein gehalten 7. Loth 9. Gran / und 142. Stück auf die rauhe Marck Cöllnisch gangen ist / die feine Marck hinaus vermüntzt worden / pro 15. fl. 8. und ein halben Kr. und ein Stück in Bezahlung für gut befunden worden pro 3. Kr. bey welchem Valor man auch nebenst gedachten halben Batzen deß dato in Bezahlungen verblieben / und weiter keine andere Sorten unsers Wissen zu gedencken.

Der Fünffte Punct.

Wie dem allzuhäuffigen Gepräg der Schied-Müntzen zu begegnen?

Daß sich der Zeithero die Schied-Müntzen ziemlicher massen gehäufft / ist die Ursach / daß keine grobe Sorten ohne Schaden wegen des theuren Silber-kauffs hat können gemüntzt werden / dann gesetzt / wann die Marck fein Silber pro 14. fl. 20. Kr. welches allbereit der gemeine Kauff ist / und bezahlet wird / wie kan ein Reichs-Stand solche wieder hinauß vermüntzen ohne alle Unkosten pro 13. fl. 30. Kr. Also ist in der Schied-Müntz nicht wol Aenderung zu verschaffen / wie aus dem vierdten Punct mit mehrern zu ersehen / es werde dann die Marck fein Silber auf 13. und ein halben fl. wiederumb herab gebracht / daran das meiste gelegen.

Der Sechste Punct.

Welche Inn- und Außländische güldene Müntzen und in was Valor und Gehalt vor Wehrschafft anzunehmen.

Weilen nun vor vielen Jahren hero der gute Ducaten im Reich ist auf drithalb fl. gesetzet worden / und endlich durch das üble Kriegs-Wesen / biß dato auf 3 fl. und anderer Orten nunmehr auf 3. und einfünfftheil fl. hinauf gesteigert worden / und zu besorgen / in Pohlen / zu Venedig und mehr Orten / möchten aus Mangel Gelds / noch höher steigen / ist von andern guldenen Sorten noch zur Zeit bey so gestalten Sachen nicht wohl zu æstimiren / oder zu gedencken / indem sie sich auch in Schrot und Korn sehr ungleich befinden / zumahlen / weiln es auch mehrentheils keine Reichs-Sorten / sondern lauter Italiänische / Frantzösische / Englische und Holländische Sorten seynd / biß einmahls gegen den guten Ducaten / ein anderer Satz beschehen.

Der Siebende und letzte Punct.

Wie das Verschmeltzen der güldenen Müntzen zu verhüten?

Daß die guldene Müntz-Sorten mochten unverschmeltzt bleiben / das geschichet viel durch die Gold und Drat-Arbeiter / welche an vielen Orten so schlecht Gold verarbeiten / manchmahl und meistens 15. oder 16. Grad / da doch die Probe aller Orten 18 Grad seyn solte / dahero werden die Goldmüntzen von ihnen viel gebrochen / als wäre hochnothwendig und vor gut gehalten / daß man solche Gold- und Drat-Arbeit mit schweren Pflichten belegte / und ohnfehlbar dahin halten solte / daß sie nicht geringer als 18. Grad verarbeiten dürfften / damit die Leute für ihre gute Bezahlung nicht so angeführet werden. So werden durch dieses Mittel die guldene Sorten viel ungebrochen verbleiben.

Neben-Bedencken.

Wegen des hohen Silberkauffs über etliche Inn- und Außländische grobe Silber-Sorten / wie auch wegen Groschen und halben Batzen.

Weilen dann nun auch die gesampte Chur- und Fürstlichen Stände verlanget zu vernehmen wegen des hochgestiegerten Silberkauffs / als nemlich die feine Marck pro 14. Gulden 15. in 20. Kr. darauf der Reichs-Thaler soll wie auch andere Müntzen gerechnet werden / als kompt der gute Reichs-Thaler obbemeldten hohen Silberkauff nach pro 1. fl. 36. Kr.

Eine Genueser Kron / so sein Gewicht völlig hat / 2. fl. und ein halben Kr.

Eine Silberkron / so dergleichen sein Gewicht / 1. fl. 50. Kr.

Die Frantzösische Louis-Thaler / 1. fl. 31 1/2. Kr.

Deßgleichen die gewichtige Philips-Thaler / 1. fl. 46. Kr.

Die im Anfang gesetzte fünfferley Sorten Thaler / als neue Cöllnische / Brabanter / Burgunder / Schweitzer und Holländische Thaler / ist das Stück werth / wie obbemeldt / obigem Kauff nach / ohne dem Müntzkasten 1. fl. 29. und ein viertheil Kr.

Ingleichen die alte Kayserliche Groschen nach obigem Kauff / sampt dem Müntzkosten ist ein Stück werth / 3 Kr.

Wie auch die halbe Batzen / so bey denen dreyen correspondirenden Crayssen / verglichener massen / seynd vermüntzt worden / ist ein Stück werth / 2. Kr.

Es ist auch noch ferner zu beobachten / wenn der Silberkauff so hoch gestiegen / und schwerlich wieder herunter zu bringen seyn möchte / dann man von Anfang deß Müntzwesens her genugsamen Bericht hat / daß Gold und Silber immer in einen höhern Preiß kommen; Als werden wir bey diesen Zeiten / da der Geld-Mangel so groß / als jemahlen gewesen ist / es schwerlich dahin bringen / dann es ist zu besorgen / wann man die grobe Sorten wird auf den Werth des guten Reichs-Thaler setzen / daß auß übel noch ärgers möchte erfolgen; Als haben wir verpflichtete Müntz-Wardeinen unsere einfältige Meynung wollen herbey setzen / daß weilen die Marck fein Silber nunmehr kostet 14. fl. 20 Kr. wenn man will Reichs-Thaler davon müntzen / die Schrot und Korn behalten / als nemlich 14. Loth 4. Gran / und 8. Stück auf die rauhe Marck Cöllnisch gehen / kompt das Stück pro 1. fl. 36. Kr. dadurch würden alle andere grobe Sorten in ihrem Werth nebenst dem guten Reichs-Thaler ungebrochen verbleiben.

Daß dieses alles obgeschriebener massen / unseren geleisteten Eyds-Pflichten / und darauf gerichten Chur-Mayntz-Erinnerung gemäß beschehen / urkunden und bekennen wir hiemit und in Krafft dieser unserer eigenen Hand und Unterschrifften und vorgedruckten Petschafften. Geschehen Regenspurg den 1. 11. Junii 1666.

Ew Excell. Hochw. und Gn. und unserer Hochgeehrten Herren.

Gehorsame und Dienstfertigste.

Deß Hochlöblichen Fränckischen Crayßes verpflichteter General Müntz-Wardein.
Leonhard Rholeder. (L.S.)

Deß Hochlöblichen Bayerischen Crayßes verpflichteter General Müntz-Wardein.
Friederich Hunger. (L.S.)

Deß Hochlöblich. Schwäbischen Crayßes verpflichteter General Müntz-Wardein.
Jeremias Pfeffenhausen. (L.S.)

Lit. B. Der Fränck-Bayer- und Schwäbischen Crayße General Müntz-Guardeinen Gutachten.

Erstlich folgen die Außländische Guldene Müntz-Sorten / dero Schrot / Korn und Werth / dem Ducaten nach zu 3. fl. gerechnet / wie hernacher mit mehrern zu ersehen ist.

N. 1 Portugaleser / so einer am Gewicht 10. Ducaten wigt / hält die Marck fein 23. Carat. 10. Gran / ist ein Stück werth 30. fl. 12. und ein halben Kr.

N. 2. Rosenobel gehen der 30. und drey viertheil Stück auf ein Cöllnisch Marck / halten fein 23. Carat 10. Gran / ist ein Stück werth 6. fl. 34. und ein halben Kr.

N. 3. Schiffnobel / gehen 35. und ein halb Stück auf die Cöllnische Marck / halten an fein 22. Carat 10. Gran / ist ein Stück werth 5. fl. 27. und drey viertheil Kr.

N. 4. Englischer Jacobiner gehen derer auf eine Cöllnische Marck 26. und ein siebender theil Stück / halten an fein 22. Carat / ist ein Stück werth / 7. fl. 8. und drey viertheil Kr.

N. 5. Dergleichen seynd auch die Englische Caroliner denen Jacobinern am Schrot / Korn und werth gleich.

N. 6. Genuesische doppelte Duplonen / gehen auf die Cöllnische Marck 17 1/5. Stück / halten an fein 22. Carat / ist ein Stück werth / 10. fl. 48. und ein viertheil Kreutzer.

N. 7. Ingleichen seynd die Genuesische einfache Duplonen denen hienebenst gedachten Doppelten am werth gleich 5. fl. 24. und ein achtzehenthail Kr.

N. 8. Frantzösische Duplonen unter deß Königs Ludovici deß XIV. Gepräg / gehen auf die Cöllnische Marck Stück / halten an fein - - Carat / Gran / ist ein Stück werth - -

N. 9. Spanische einfache Duplonen / gehen 35 1/2. Stück auf die Cöllnische Marck / halten fein 22. Carat / ist ein Stück werth / 5 fl. 23. und ein halben Kr.

N. 10.

Anno 1667.

N. 10. Brabandische Gold-Müntzen Salverin genannt/ gehen derer 21. und ein 3theil Stuck auff die Cöllnische Marck/ halten an fein 22. Carat/ 2. Gran/ ist ein Stuck werth/ 8. fl. 50. Kr.

N. 11. Dergleichen dito halbe/ ist ein Stuck werth/ 4. fl. 25. Kr.

N. 12. Engelotten/ welche für einen Doppelten Gold-Gulden außgegeben werden/ gehen derer 46. Stuck auf eine Cöllnische Marck/ halten an fein 23. Carat 8. Gran/ ist ein Stuck werth/ 4 fl. 22. Kr.

N. 13. Holländische Guldene Müntz/ unter der Stadt Zwoll Gepräg/ ist auf einer Seiten ein Reuter mit dem Schwerdt/ und auf der andern ein Löw/ in einem Schild/ mehr dergleichen Holländische Müntz unter der sieben Provintzien Gepräg/ ist auf einer Seiten auch ein Reuter mit dem Schwerdt/ und auf der andern Seiten ein Löw in einem Schild/ welcher hält sieben Pfeil/ dieser beeden Sorten gehen 48. Stuck auf die Cöllnische Marck/ halten insgesampt an fein 22. Carat/ ist ein solches Stuck werth/ 3. fl. 53. und ein halben Kr.

NB. Dieser Stuck eines/ wird für vier und ein halben Gulden außgegeben.

N. 14. Creutz-Ducaten/ gehen auf die Cöllnische Marck 67. Stuck/ halten 22. Carat 3. Gran/ ist ein Stuck werth/ 2. fl. 49. und drey 4theil Kr.

N. 15. Frantzösische Cronen/ wiegen eine Cöllnische Marck 70. Stuck/ halten 22. Carat 3. Gran/ ist ein Stuck werth/ 2. fl. 41. und drey 4theil Kr.

N. 16 Neue Polnische Doppelte Ducaten/ mit der Jahrzahl 1661. gehen auf die Marck Cöllnisch 33. und ein halb Stuck/ halten an fein 23. Carat 4. Gran/ ist das Stuck werth/ 5. fl. 54. und ein halben Kr.

N. 17. Jngleichen Doppelte Ducaten der Königl. Maj. in Polen/ und unter der Stadt Thoren Gepräg/ mit der Jahrzahl 1665. seynd denen oben gedachten mit N. 16. an Schrot/ Korn und Werth gleich.

N. 18 Einfache Ducaten/ unter der Stadt Zürch Gepräg/ mit der Jahrzahl 1662. gehen auf die Cöllnische Marck 69. Stuck/ halten an fein 23. Carat 6. Gran/ ist ein Stuck werth/ 2. fl. 51. Kr.

Nun folget der groben Silbern-Müntz-Sorten Schrot/ Korn und Werth/ welche auf gnädiges Begehren unterschiedlicher Jahrzahl und Gepräg seynd zusammen gezogen/ und dem guten Rthlr. nach/ zu halben Gulden calculirt worden.

Als: N. 1. Gantze Thaler/ unter Jhrer Königlichen Maj. in Dänemarck Gepräg/ mit der Jahrzahl 1647. wiegen 8. Stuck nach dem Cöllnischen Gewicht 15. Loth 2. Gran/ halten fein 14. Loth 3. Gran/ ist ein Stuck werth/ 1 fl. 28½. Kr.

N. 2. Polnische Thaler/ unter Jhrer Königl. Maj. Sigismundi Gepräg/ mit der Jahrzahl 1630. wiegen 8. Stuck 15. Loth/ 2. Gran/ 1. Heller/ halten an fein 13. Loth/ 17. Gran/ ist ein Stuck werth/ 1 fl. 26. und ein 4theil Kr.

N. 3. Wiederumb dergleichen Polnische Thaler mit der Jahrzahl 1629. wiegen 8. Stuck 15. und ein halb Loth/ halten an fein 13 Loth/ 13 Gran/ ist ein Stuck werth/ 1. fl. 24. Kr.

N. 4. Frantzösische Louis Thaler/ mit der Jahrzahl 1662. wiegen neunthalbe Stuck eine Cöllnische Marck/ halten an fein 14. Loth/ 10. Gran/ ist ein Stuck werth/ 1. fl. 26. und ein halben Kr.

N 5. Churfürstl. Cöllnische Reichs-Thaler mit der Jahrzahl 1662. gehen auf die Marck Cöllnisch neunthalbe Stuck/ halten an fein 13. Loth/ 15. Gran/ ist einer werth/ 1. fl. 22. und ein 4theil Kr.

N. 6. Jnspruckische Thaler mit der Jahrzahl 1665. wiegen 8 Stuck 15. und drey 4theil Loth/ halten an fein 14. Loth/ ist ein Stuck werth/ 1. 27. und drey 4theil Kr.

N 7. Siebenbürgische Thaler/ mit der Jahrzahl 1660. wiegen 8 Stuck 15 und ein halb Loth/ halten an fein 12. Loth/ 9. Gran/ ist ein Stuck werth/ 1 fl. 17 und ein halben Kr.

N. 8. Jngleichen solche Siebenbürgische Thaler/ mit der Jahrzahl 1663. wiegen 8. Stuck/ nach dem Cöllnischen Gewicht 15. und ein halb Loth/ halten fein/ 13. Loth/ 2. Gran/ ist ein Stuck werth/ 1. fl. 20. und ein 4theil Kr.

N 9. Der Stadt Bisantz gantze Thaler/ mit der Jahrzahl 1661. gehen auf die Cöllnische Marck 8. und ein 4theil Stuck/ halten an fein 14. Loth/ ist ein Stuck werth/ 1. fl. 25. und ein halben Kr.

N. 10. Burgundische Thaler mit der Jahrzahl 1639. wiegen 8. Stuck 15. und ein 4theil Loth/ halten fein 13. Loth/ 15. Gran/ ist ein Stuck werth/ 1. fl. 23. und ein halben Kr.

N. 11. Mehr dergleichen Sorten mit der Jahrzahl 1651. 53. und 56. wiegen 8. Stuck 15. Loth/ 1. Gran/ 2. Pf. halten fein 13. Loth 12. Gran/ ist ein Stuck werth/ 1 fl. 23. Kr.

N. 12. Wiederum dergleichen Burgundische Thaler/ mit der Jahrzahl 1657. wiegen 8 Stuck 15. und ein halb Loth/ halten an fein 13. Loth/ 13. Gran/ ist ein Stuck werth/ 1. fl. 24. Kr.

N. 13 Der Stadt Zürch Thaler/ mit der Jahrzahl 1646. wie auch 1663. wiegen 8. Stuck 15. und ein halb Loth/ halten an fein 14. Loth/ ist ein Stuck werth/ 1. fl. 26. und drey 4theil Kr.

N. 14. Cosmische Thaler mit der Jahrzahl 1618 gehen auf die Cosmische Marck 8. Stuck/ halten an fein 13 Loth/ 15. Gran/ ist ein Stuck werth/ 1. fl. 27 und ein halben Kr.

N. 15. Der Stadt Basel Thaler/ mit der Jahrzahl 1638. 39. 40. seyn alle drey im Schrot und Korn gleich/ wiegen demnach 8. Stuck 15. und ein halb Loth/ halten an fein 13. Loth/ 16. Gran/ ist ein Stuck werth/ 1 fl 25. und ein halben Kr.

N. 16. Der Stadt Genff Thaler/ mit der Jahrzahl 1640. wie auch der Stadt Schaffhausen Thaler/ mit der Jahrzahl 1623. diese beede Sorten seynd denen Baßler Thaler an Schrot/ Korn und Werth gleich.

N. 17. Geldersche Thaler/ mit der Jahrzahl 1662. wiegen 8. Stuck 15. Loth/ 1. Gran/ 3. Pf. halten an fein 13. Loth/ 14. Gran/ ist ein Stuck werth/ 1 fl 23 und ein 4theil Kr.

N. 18. Holländische Thaler mit der Jahrzahl 1664. gehen auf die Cöllnische Marck 8. und ein 4theil Stuck halten 13. Loth/ 14. Gran fein/ ist einer werth/ 1 fl. 24. und ein 4theil Kr.

N. 19. Seeländische Thaler/ mit der Jahrzahl 1649. Holländische Thaler/ mit der Jahrzahl 1650. Geldersche Thaler mit der Jahrzahl 1650 Westfrießländische Thaler/ mit der Jahrzahl 1652. Diese vierley Sorten/ welche auf der einen Seiten einen Mann mit dem halben Brust-Bild/ und auf der andern Seiten ein Löw in einem Schild führet/ wiegen 8. Stuck 15. und drey 4theil Loth/ und halten an fein 14 Loth/ ist demnach ein solcher Thaler werth/ 1 fl. 27. Kr

N. 20. Holländische/ Geldersche und Camper Thaler/ alle mit der Jahrzahl 1664 gehen dieser Sorten auf die rauhe Marck Cöllnisch 8. und ein 4theil Stuck/ und seynd gleiches Halts/ nemlich 13. Loth/ 15. Gran/ ist jeder solcher Thaler werth/ 1. fl. 24. Kr.

N. 21. Genueser Kronen/ gehen auf ein Marck Cöllnisch/ 6. zwey und 3theil Stuck/ halten an fein 15. Loth/ 2. Gran/ ist ein Stuck werth/ 2 fl. 5 und ein halben Kr

N. 22. Niederländische Ducaton mit der Jahrzahl 1649. unter deß Königs in Spanien Philipp des IV Gepräg/ welches Stuck für fünff 4theil Thaler außgegeben wird/ wiegen 7⅞. Stuck/ eine Cöllnische Marck/ halten an fein 14. Loth/ 17. Gran/ ist ein Stuck werth/ 1. fl. 40. und ein halben Kr.

N. 23. Wiederumb dergleichen Sorten/ mit der Jahrzahl 1659. seynd denen mit N. 22. an Schrott/ Korn und Werth gleich.

N. 24. Mayländische Silberkronen ohne Jahrzahl/ gehen derer auff Cöllnisch Marck 7¾. Stuck/ halten an fein 15. Loth/ 3 Gran/ ist eine würdig/ 1. fl. 45. Kr.

N. 25. Venetianische Silberkronen/ wiegen 7⅞. Stuck eine Cöllnische Marck/ halten an fein 15. Loth/ 1. in 2. Gran/ ist ein Stuck werth/ 1. fl. 44. Kr

N. 26. Romanische Silberkronen/ gehen 7⅜. Stuck auf eine Cöllnische Marck/ halten 15. Loth fein/ ist eine werth/ 1. fl. 40 und drey 4theil Kr.

N. 27. Romanische Silberkronen mit der Jahrzahl 1643 gehet auf die Cöllnische Marck 7¾ Stuck/ halten an fein 14. Loth/ 7. Gran/ ist ein Stuck werth/ 1. fl. 39. und drey 4theil Kr.

N. 28. Savoysche Silberkronen/ mit der Jahrzahl 1632. seynd denen Venetianischen Silberkronen am Schrot/ Korn und Werth gleich.

N. 29. Spanische Matten gehen auff die Cöllnische Marck - - Stuck/ halten - - Loth/ - - Gran fein/ ist ein Stuck werth - - -

N. 30. Frantzösische halbe Thaler/ mit der Jahrzahl 1662. wiegen 17. Stuck eine Cöllnische Marck/ halten fein 14. Loth/ 8. Gran/ ist ein Stuck werth/ 43. Kr.

N. 31. Der Stadt Basel halbe Thaler/ mit der Jahrzahl 1638. wiegen 16. Stuck 15. und ein halbe Loth/ halten an fein 14. Loth/ ist einer werth/ 42. und sieben 8theil Kr.

N. 32. Der Stadt Genff halbe Thaler/ mit der Jahrzahl 1638. wiegen 16. Stuck 15. und ein halb Loth/ halten fein 13. Loth/ 13 Gran/ ist ein Stuck werth/ 41. und sieben 8theil Kr.

N. 33. Der gewichtigen Philypsthaler noch einmal zu gedencken/ welche aber schwerlich zu finden seyn/ gehen derer auff die Marck Cöllnisch 6. und sieben 3theil Stuck/ halten an fein 13. Loth/ 4. Gran/ ist das Stuck werth/ 1. fl. 40. Kr.

N. 34. Der ungewichtigen Philypsthaler ferner zu melden/ weil dieselbige sehr ungleich im Gewicht/ können nicht anders als gewogen und dem Loth nach für 40. Kr. angenommen werden.

N. 35. Englische gewichtige Kopffstück ohne Jahrzahl/ gehen auff die Marck Cöllnisch 40. Stuck/ halten an fein 14. Loth/ 12. Gran/ ist ein Stuck werth 18. und ein halben Kr deßgleichen ist ein 10. Kreutzerer werth/ 9. und ein 4theil Kr.

N. 36. Spanische Kopffstück der gewichtigen/ gehen 39 Stuck auff die Cöllnische Marck/ halten fein 13. Loth/ 4 Gran/ ist ein Stuck werth/ 17. Kr. und ein halbes dito/ so dergleichen sein Gewicht hat/ ist werth/ 8. und ein halben Kr.

Weiln nun der gantzen und halben Kopffstück sehr wenig gefunden werden/ die ihr völliges Gewicht haben/ seynd solche auch nicht anders anzunehmen als dem Loth/ nach für 40. Kr

Endlich und zum Beschluß/ ist ferner gnädig anbefohlen worden/ der Kreutzer zu gedencken/ berichten hiermit unterthänig/ daß in Augspurg Anno 1625. den 18/28. Junii von denen dreyen Correspondirenden/ als Fränckisch-Bayerisch und Schwäbischen

ANNO 1667. Craysen verglichen und geschlossen worden/ daß nemlich auf der rauhe Marck Cöllnisch 287. Stück gehen/ und an fein 5. Loth halten sollen/ daran ist die feine Marck gleich denen halben Batzen für 15. fl. hinauß vermüntzt worden/ welche also biß dato darbey verblieben/ und also keiner bessern Kreutzer unsers Wissens zu gedencken ist. Wenn dann Anno 1559. unter Ihrer Kayserlichen Maj. Ferdinando I. der Reichs-Thaler auf 68. Kr. gesetzt worden/ als seynd damahlen 243. und ein halb Stück der Kreutzer auf die rauhe Marck Cöllnisch gangen/ und haben an fein gehalten 6. Loth/ 4. Gran/ ist die feine Marck hinauß vermüntzt worden/ pro 10. fl. 26. Kr. ist also dieser gute Kreutzer gegen dem neben gedachten Kr. werth/ 1. Kr. 1. und ein 16theil Pf. und der neue gangbare Kr. gegen dem Alten 3. und ein 6theil Pf.

Daß dieses alle obbeschriebener massen unseren geleisteten Eydspflichten/ und darauf gerichteten Chur-Mäyntz. Erinnerung gemäß beschehen/ urkunden und bekennen Wir hiermit und in Krafft dieser unserer eigenen Hand und Unterschrifften. Geschehen Regenspurg den 15/25. Junii 1666.

Euer Excell. Hochw. und Gnad. und unserer Hochgeehrten Herren/

gehorsame und Dienstfertigste

Der drey im Müntz-Wesen correspondirenden/ als Fränck-Bayer- und Schwäbischer Craysen verpflichte General-Müntz-Wardeinen.

Leonhard Rohleder.
Friederich Hunger.
Jeremias Pfeffenhauser.

Lit. C. Demnach durch das Hochlöbl. Chur-Mäyntzische Directorium denen Müntz-Guardeinen ist gnädigst anbefohlen worden/ allerhand güldene und silberne Müntz-Sorten zu calculiren/ und bey ihren Pflicht- und Eyden/ den Halt und Werth eines jeden/ anzuzeigen/ weiln aber deren mehrer Theil Außländische Müntzen seyn/ und wir Unterschriebene nit von allen/ wegen deß Halts/ Bericht gehabt. Als haben wir 14. güldene Müntz-Sorten von neuem aufgezogen und probirt; Ingleichen 12. silberne Sorten. Dieweiln aber solches nicht kan geschehen ohne Zergäntzung und Abgang; Als ist an jeder güldenen Sorten wegen Abgang zu rechnen 36. Kr. und an den silbernen 18. Kr. Thut an güldenen Sorten/ 8. Gülden 24. Kr.
Und an silbernen 3. fl. 36. Kr.
Also in allem 12. fl.
Datum Regenspurg den 21/31. Julii An. 1666.

Friederich Hunger/ Müntz-Guardein.
Jeremias Pfeffenhausen/ Müntz-Guardein.

Lit. D. Demnach durch das Hochlöbl. Chur-Mäyntzische Directorium uns deren im Müntz-Wesen zweyen Crayß-Wardeinen/ als Bayerisch- und Schwäbischen/ mehrmalen wegen unterschiedlicher güldenen Müntz-Sorten ist gnädigst anbefohlen worden/ solche/ nach unsern Pflicht- und Eyden/ den Ducaten zu 3. fl. gerechnet/ aufzuziehen/ zu probiren und zu calculiren/ und dann anzuzeigen/ wie ein jedes sich in Schrot und Korn befinde: Als wird solches hierbey aus sechserley sorten nur mehreren zu vernehmen seyn.

N. 1. Päbstische Duplonen gehen $35\frac{1}{25}$. Theil stück auf eine Cöllnische Marck/ halten fein 22. Carat/ ist ein stück werth/ 5. fl. $13\frac{1}{2}$. Kr.

N. 2. Mayländische Duplonen seynd den obigen just gleich.

N. 3. Venetianische Duplonen gehen $34\frac{1}{77}$. Theil stück auf eine Cöllnische Marck/ halten fein 22. Carat/ ist eine stück werth/ 5. fl. 21. und ein halben Kr.

N. 4. Parmesanische Duplonen gehen $35\frac{1}{77}$. Theil stück auf eine Cöllnische Marck/ halten fein 21. Carat/ 10. Gran/ ist ein stück werth/ 5. fl. 12. und ein 4theil Kr.

N. 5. Mantuanische Duplonen/ gehen auch $35\frac{1}{77}$. Theil stück auf eine Cöllnische Marck/ halten fein 21. Carat/ 9. Gran/ ist ein stück werth/ 5. fl. 11. und ein 6theil Kr.

N. 6. Venetianische Zekin gehen 67. stück auf die Cöllnische Marck/ halten fein 23. Carat/ 10. Gran/ ist ein stück werth/ 3. fl. $13\frac{1}{2}$. Kr.

Daß dieses alles obbeschriebener massen/ unserm geleisteten Eyd/ und darauf gerichteten Chur-Mayntzischen Erinnerung gemäß/ beschehen/ urkunden und bekennen wir hiermit und in Krafft dieser unser eigenen Hand und Unterschrifft. Geschehen Regenspurg den 21/31. Julii 1666.

Euer Excell. Hochw. und Gnad. und unserer Hochgeehrten Herren/

gehorsame und Dienstfertigste

Der Hochlöbl. Bäyerisch- und Schwäbischen Craysen verpflichtete General-Müntz-Guardeinen.

Friederich Hunger.
Jeremias Pfeffenhäuser.

Lit. E. Demnach durch das Hochlöbl. Chur-Mäyntz. Reichs-Directorium mir zu End-Unterschriebenen/ als deß Hochlöbl. Bayerischen Crayses verpflichten Müntz-Wardein anbefohlen worden/ Bericht zu geben/ was der gerechte gute Goldgülden gegen den Ducaten zu 3. fl. gerechnet/ werth seyn möchte/ wie hernach folgend zu vernehmen: Der gerechten Goldfl. sollen auf die Cöllnische Marck 72. stück gehen und an fein halten 18. Carat/ 6. Gran/ an silber 3. Carat/ 8. Gran/ an kupffer 1. Carat/ 10. Gran/ ist also der Goldfl. gegen den Ducaten zu 3. fl. gerechnet/ würdig ohne Zusatz deß silbers: 2. fl. 11. Kr. 3. und ein halben Pfen. ANNO 1667.

Der Zusatz deß silbers thut auf ein stück 1. Kr. 2. und ein halben Pfen.

Ist also der Goldfl. werth/ 2. fl. 12. und ein halben Kr.

Es ist aber bewust/ daß Anno 1623. der Ducaten auf 2. und ein halben Gulden gewürdigt worden/ und eine geraume Zeit darbey verblieben/ Also ist der Goldfl. gegen denen Ducaten zu 2. und ein halben fl. gerechnet/ nichts nicht werth/ dann 1. fl. 50. und dreyviertheils Kr. ohne Müntzschlag und Kupfferzusatz.

Welchen Bericht auf Begehren ich in Unterthänigkeit/ meinen Pflichten nach ubergeben wollen/ den 14/24. Mart. Anno 1667.

Friederich Hunger/ Müntz-Guardein.

Lit. F. Unsers Gnädigsten Fürsten und Herrn/ rc. auch löbl. Schwäbischen Crayses verpflichteten Müntz-Guardein Jeremiä Pfeffenhausen wird hiermit gnädigst anbefohlen/ unverlängt/ und noch vor Ablauff nechst bevorstehender Ordinari/ seinen unterthänigsten begründeten Bericht/ zum Fürstl. Geheimen Regiments-Rath zu erstatten/ daß darauff sicherlich zu fussen/ und es an höhere Ort gelangen zu lassen/ den Stich halten möge/ was der gerechte gute Goldfl. gegen dem Ducaten/ in itzigem Werth zu 3. fl. gerechnet/ eigentlich werth seyn möchte/ dessen wollen sich Ihre Fürstl. Durchleucht zu geschehen/ zu verläßlich versehen. Decretum Kirchbach den 26. Martii Anno 1667.

Eberhard H. zu Würtenberg.

Auf oben angeregten gnädigsten Fürstl. Befehlich/ berichte ich in Unterthänigkeit/ daß der guten Goldgülden der Reichs-Wehrung gemäß/ 72. stück/ auf Cöllnische Marck gehen/ und fein halten 18. Carat/ 6. Gran/ gegen den Ducaten/ deren 67. stück auff ein Cöllnisch Marck/ und fein halten 23. Carat/ und 8. Gran/ werth ist/ nemlichen 2. fl. 10. Kr. 2. und ein sieben 9theil Pf.

Lit. F. Unterthänigster und kürtzlicher Bericht/ was der gerechte/ nach Käysers Ferdinandi I. in Anno 1559. zu Augspurg publicirten Müntz-Ordnung regulirte Goldfl. gegen dem jetzigen Valor deß Ducatens zu 3. fl. und dann gegen der feinen Marck Goldes/ darunter das Silber auch mit hinein gerechnet ist/ nach dem Schrot und Korn (welches das rechte Fundament im Müntz-Wesen ist/ und bestehet) werth seyn möchte.

I. Der guten Ducaten gehen auf die rauhe Marck Cöllnisch 67. stück/ halten an fein 23. Carat/ 8. Gran Gold/ und gilt das stück 3. fl. darauß wird die rauhe Marck hinauß gebracht pro 201. fl. ist ein solcher gerechter Goldfl. gegen den Ducaten calculirt, mehr nit werth als 2. fl. 10. Kr. 3. und ein 3theil Pfen.

II. Wann man die gute Goldfl. der feinen Marck-Goldes nach (welche an denen Ducaten umb 203. fl. 49. Kr. $3\frac{1}{2}$. Pf. hinauß vermüntzt wird) rechnet. So befindet sich/ daß in einer Marck der 72. Goldfl. (welche 18. Carat/ 6. Gran Gold/ und 3. Carat/ 8. Gran fein Silber halten) lauter Gold/ 12. Loth/ 1. Gran/ 1. und ein 3theil Pf. sey/ thut an Müntz 157. fl. 7. Kr. $0\frac{2}{3}$. Pf. so ist auch 2. Loth/ 1. Gran/ 3 und ein 9theil Pf fein Silber darinnen/ die feine Marck à 9. Thaler oder 13. und ein halben fl. gerechnet/ thut 2. fl. 3. Kr. 3. Pf. Summa/ so viel ist das Gold und Silber/ so in den 72. stücken Goldfl. ist/ zusammen werth/ 159. fl. 10. Kr. $3\frac{5}{9}$. Pf.

Ist also ein solcher gerechneter Goldfl. nach der feinen Marck Golds werth/ 2. fl. 12. Kr. $2\frac{2}{3}$. Pf.

III. Wird die feine Marck Golds an dem Goldfl. samme dem Silber umb 204. fl. 26. Kr. $3\frac{2}{3}$. Pfen. hinauß gebracht/ ist demnach ein solcher Goldfl. dem Schrot und Korn nach calculirt, werth 2. fl. 11. Kr. 2. und ein sieben 8theil Pf.

NB. Dabey ist zu wissen/ daß diese Goldfl. welche nach der Müntz-Ordnung Anno 1559. ihr Schrot und Korn haben/ und die zuvor benannte dreyerley Valor anzunehmen seyn/ und werden hierbey die Metzer/ Schaffhäuser/ Churer/ Erffurter und andere Goldfl. welche sich an Schrot und Korn/ unterschiedlich zu gering befinden/ nicht damit verstanden/ sondern muß ein Unterscheid gemacht/ geprobirt und außgerechnet werden.

Deß Hochlöbl. Fränckischen Creysses General-Müntz-Guardein

Leonhard Wilibard Hofmann.

X. Quit-

Anno 1667.

X.

3. Mai. Quittung Hertzog Fridrich Wilhelms zu Sachsen-Altenburg/ an die Stadt Erfurt/ wegen abgeführten Erb-Schutz-geldern der 7500. gulden/ mit verzeihung der Exception non numeratæ pecuniæ. Geschehen zu Altenburg den 3. Maii 1667. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Abs. II. pag 576.]

C'est-à-dire,

Quitance de FRIDERIC GUILLAUME *Duc de Saxe-Altenbourg, pour la Somme de 7500 Florins que la Ville d'*Erford *lui devoit à titre de Protection; Il y renonce à l'Exception* de non numerata pecunia. *A Altenbourg le 3. Mai* 1667.

VOn GOttes Gnaden Wir Friedrich Wilhelm/ Hertzog zu Sachsen/ tot. tit. hiermit thun kund und bekennen: Demnach vermöge des/ durch Vermittelung des Herrn Churfürsten zu Sachsen und Burggraffen zu Magdeburg Ebd. zwischen dem Hochwürdigsten Herrn Johann Philippen/ Ertz-Bischoffen zu Mäyntz/ tot. tit. unsern besonders geliebten Herrn und Freund/ auch Herrn Gevatter/ und seiner Ebden Ertz-Stifft/ an einem/ und unserm Fürstl. Hause/ am andern Theil/ zu Leipzig am 20/30. Dec. 1665. aufgerichteten Haupt-Vergleichs/ unter andern verabhandelt worden/ daß der vor langen Jahren mit der Stadt Erfurth errichtete Erb-Schutz gezimender Massen loßgekündiget/ solche Loßkündigung auch an Seiten unsers Hauses angenommen/ und die Schutz-Gelder durch Compensation oder anderweitige Versicherung gut gethan werden solten; Und aber der Rath zu Erfurth durch ein am 3/13. Martii 1666. datirtes Schreiben angeregte Loßkündigung des Erb-Schutzes werckstellig gemachet/ auch darneben um gnädigste Gegen-Loßsagung unterthänigst gebethen; Darauff wir am 20. Martii dieses Jahres sie mit Antwort versehen/ und die gebethene Gegen-Loßsagung ihnen wiederfahren lassen/ da sie dann hiernechst/ so viel die Schutz-Gelder betrifft/ des unserm Fürstl. Hause insonderheit zukommenden Antheils der 7500. fl. Haupt-Summa halber/ vermittelst ihrer bey unser Altenburgisch- und Coburgischen Cammer habenden Schuld-Foderung/ Richtigkeit getroffen/ und bewegte Cession und Quittung ausgestellet/ dergestalt dann nichts mehr übrig ist/ als daß ebenfalls unsers Theils hierüber behörige Quittung erfolge: Als wollen wir erwehnten Rath zu Erfurth wegen nunmehr abgeführeter Schutz-Gelder der 7500. fl. mit Verzeihung der Exception non numeratæ vel acceptæ pecuniæ, hiermit Rechts-beständig quittiret haben/ mit Versprechung/ daß weder von uns noch unsern Nachkommen sie solchen Erb-Schutzes und Erb-Schutz-Gelder halber in einigen fernern Anspruch nicht genommen werden sollen/ treulich ohne Gefährde. Uhrkundlich haben wir diese Quittung mit Unterdrückung unsers Fürstlichen Secrets eigenhändig unterschrieben. So geschehen zu Altenburg/ den 3. Maji, Anno 1667.

XI.

5. Mai.

FRANCE ET PROVINCES-UNIES.

Convention faite entre LOUIS XIV. *Roi de France, & les* PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas, pour la jonction de leurs Flotes. Faite à la Haye, le 5. Mai,* 1667. [AITZEMA, *Affaires d'Etat & de Guerre.* Tom. XIII. pag. 232. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans les Lettres & Memoires du Comte d'ESTRADES. Tom. IV. pag. 178. & dans le *Diar. Europ.* Contin. XX. Append. pag. 23. en François & en Allemand.]

I. QUe de costé & d'autre l'on fera un dernier effort pour mettre en Mer une Flotte aussi considerable ou plus puissante que celle que l'on y a mis l'année passée.

II. Que pour prevenir l'Ennemy les Estats Generaux feront tous debvoirs possibles à mettre leur Flotte en Mer environ le 25. de ce mois, ou plutost s'il se pourra faire.

III. Que pareillement le Roy de France aura devant ou en ce temps-là sa Flotte en estat d'entrer dans la Manche au moment qu'elle aura appris que la Flotte des Estats sera en Mer & approchera la Riviere de *Londres* ou le Pas de Calais.

IV. Que la Flotte des Estats estant en Mer devant celle de l'Ennemy, le vent estant au Ouest elle se postera vers le Pas de Calais, ou bien entre la Riviere de *Londres* & le Pas, & celle de Sa Majesté s'avancera à la faveur du mesme vent dans la Manche, pour joindre celle des Estats.

V. Mais si en mesme cas le vent se met à l'Est, au moment que la Flotte des Estats aura advis, que celle de Sa Majesté sera sortie du Port de Brest, elle entrera plus avant dans la Manche, & ira au devant de la Flotte de Sa Majesté jusques à la hauteur de Pontericux, ou environ, jusqu'où Sa Majesté en ce cas fera avancer la sienne, afin que la jonction estant ainsi faite, par la grace de Dieu, l'on puisse conjoinctement aller chercher l'Ennemy & le combattre.

VI. Et seront toutes les actions desdites Flottes, estant jointes, dirigées & conduites de concert entre les deux Admiraux, ou ceux à qui Sa Majesté & leurs Hautes Puissances respectivement auront confié la direction supreme de leurs Armées navales, lesquels de part & d'autre seront pleinement autorisés pour cela & particulierement aussi pour aider à asseurer, le cas escheant, par tous les moyens possibles & raisonnables, le retour de la Flotte de France jusques dans les Havres de Sa Majesté, afin d'éviter tous les dangers qu'elle pourroit apprehender alors dans la Manche, ou ailleurs, autant que la constitution du temps & des affaires le pourra aucunement permettre.

VII. Mais si la Flotte Angloise est en Mer plustost que celle des Estats, quoy qu'il sera bien difficile d'esquiver alors le combat devant la jonction, neanmoins l'on l'evitera autant que l'honneur & la reputation de l'Estat le pourra permettre, & en ce cas-là l'on advertira fort soigneusement les uns les autres, tant par Mer que par Terre, de tout ce qui se passera de temps en temps, & de ce que les uns & les autres pourront faire & entreprendre pour tascher de faciliter la jonction.

VIII. Si en l'un ou l'autre cas il se presente quelque occasion favorable au Roy ou aux Estats pour attacquer la Flotte Angloise, ou une partie d'icelle, ou incommoder l'Ennemy commun en aucune maniere notablement & sensiblement, l'on ne manquera pas de s'en servir & de le faire vigoureusement. Fait à la Haye en Hollande le 7. May 1667.

XII.

13/23. Mai.

L'ESPAGNE ET L'ANGLETERRE.

(1) *Traité pour la continuation & renouvellement de la Paix entre* CHARLES II. *Roi d'Espagne, &* CHARLES II. *Roi d'Angleterre. Fait à Madrid, le 23. Mai,* 1667. Avec la RATIFICATION *de la Reine d'Espagne donnée à Madrid le 21. Septembre* 1667. Et les POUVOIRS *des deux Parties; celui du Roi d'Espagne daté de Madrid le 15. Juin 1667. & celui du Roi d'Angleterre de Westmunster le 16. Fevrier* 1665. [Copie Manuscrite d'où cette Pièce est tirée. Elle se trouve aussi dans HENR. BREWER *Tractatuum Historico-Politicorum* Part. V. pag. 225. en Latin; dans LONDORPII *Acta publica* Tom. IX. pag. 529. en Allemand; dans le *Theatrum Europæum* Tom. X. pag. 707. par extrait en Allemand, & daté du 13/23 Mai; & dans AITZEMA, *Affaires d'Etat & de Guerre.* Tom. XIII. pag. 636. en Flamand.]

DOm Charles second par la grace de Dieu Roi d'Espagne, &c. & Marie Anne d'Autriche aussi Reine d'Espagne, &c. sçavoir faisons par ces presentes nos Lettres d'aprobation, Ratification & Confirmation que le 23. May de la presente année mil six cens soixante sept, a été fait, accordé & conclu en nôtre Palais à Madrid, le Traité de Paix, Commerce & de plus ferme

(1) On a vû & lû toutes les Copies imprimées que l'on cite ici, & après les avoir attentivement conferées, on a été obligé d'en revenir à la Copie manuscrite qu'on avoit, comme à la plus entiere & la plus correcte, quoi que ce ne soit, aussi bien que les autres, qu'une simple Traduction. [DUM.]

ANNO 1667. ferme amitié entre nous susdits Serenissimes & Puissants Roi & Reyne d'Espagne, d'une part, & le Serenissime & Puissant Prince Charles second Roi de la Grand' Bretagne, &c. nôtre Frere, Neveu, & digne ami, d'autre part, dont la teneur s'ensuit.

Comme il a plu à Dieu que par la mort du Serenissime & Tres-Puissant Prince Philippes quatriéme d'heureuse memoire Roi Catholique des Espagnes, Dom Charles second son Fils lui ait succedé és Royaumes, Etats & Domaines de sa Royale Monarchie, la Serenissime Dame Marie Anne d'Autriche Reine Catholique demeurant pour sa Tutrice & Curatrice, pendant sa Minorité pour le Gouvernement d'iceux, lesdits Serenissimes & Tres-Puissants Roi & Reine Catholique & le Serenissime & Tres-Puissant Prince Charles second Roi de la Grand' Bretagne ont par une egale & reciproque inclination renouvellé & confirmé avec nouvelle augmentation la bonne correspondance & l'amitié reciproque, qui d'ancienneté ont été entre les Couronnes d'Espagne, & de la Grand' Bretagne, jusques à ce que les revolutions des choses terrestres ont troublé l'amitié & le repos qui étoient entre ces deux Nations; & comme la frequentation, & la communauté de Commerce, aussi bien que l'affection des deux Nations, demande un parfait raport de sentimens & d'interêt, le susdit Roy de la Grand' Bretagne a deputé à cette fin l'excellent Seigneur Dom Edouard Comte de Sandwich, Burgrave de Hinckinbrock, Baron Montagu de St. Neote, Vice-Amiral d'Angleterre, Maître de la grande Garderobe du Roi, Conseiller du Conseil d'Etat & Chevalier du Tres-Excellent & Noble Ordre de la Jarretiere, & son Ambassadeur Extraordinaire auprés de Leurs Majestés Catholiques, pour non seulement renouveller les anciens liens d'amitié qui ont été rompus par l'iniquité des tems, mais aussi la renouër par des neuds d'une nouvelle force & qui puisse durer de longues années, & a le susdit Ambassadeur, pourvû d'un tres-ample Plein pouvoir, dont Copie est icy inserée, été receu favorablement & avec affection à la Cour Catholique, aussi bien que sa negociation, c'est pourquoy la Serenissime Reyne Tutrice & Gouvernante du Roy Catholique, a trouvé bon de nommer les Tres-Excellents Seigneurs Jean Everard Nidhard son Confesseur & Inquisiteur General, Conseiller au Conseil d'Etat, Don Ramire Philippe Nunnes de Gusman Duc de St. Lucar la Majeure, & de Medina de las Torres, Conseiller au Conseil d'Etat, & President d'Italie, & Don Gaspar de Bracamonte & Gusman, Comte de Peñaranda Conseiller au Conseil d'Etat & President des Indes, pour ajuster & conclure un Traitté avec lui, auxquels a été accordé Plein-pouvoir & Commission dont la teneur sera inserée ci-aprés.

I. Premierement, il a esté accordé & conclu qu'à l'avenir à commencer du jour & datte des presentes, il y aura entre les deux Couronnes de la Grand' Bretagne & d'Espagne une generale, bonne, sincere, veritable, ferme & parfaite Amitié, Confederation & Paix, qui durera à jamais, & sera inviolablement observée, tant par Terre, que par Mer & Eaux douces: comme aussi entre les Terres, Païs, Royaumes, Seigneuries & Territoires appartenans à l'une ou à l'autre d'icelles, ou qui seront sous leur obeïssance, & que leurs Sujets, Peuples, & Habitans respectivement, de quelque qualité & condition qu'ils soient, aideront, assisteront, & tesmoigneront doresnavant l'un à l'autre, toute sorte d'affection, de bons offices & d'amitié.

II. Que ny l'un ny l'autre desdits Roys, ni leurs Peuples, Sujets, ou Habitans respectifs dans l'étenduë de leurs Domaines ne pourront sous quelque pretexte que ce soit, en public, ni en particulier, faire ni procurer estre faite aucune chose contre l'autre, en aucun lieu, par Terre ou par Mer, ni dans les Ports, & Rivieres l'un de l'autre, mais se traiteront l'un l'autre avec toute sorte d'amitié & d'affection: & qu'ils pourront librement & seurement passer par Eau, & par Terre, aux Confins, Païs, Terres, Royaumes, Isles, Seigneuries, Citez, Villes, Villages fermez de murailles, fortifiez ou non fortifiez, leurs Havres & Ports, où on a accoûtumé jusqu'ici de negocier, & trafiquer, & y trafiquer & vendre aux Habitans des lieux respectifs & acheter d'eux comme ceux de leur propre Nation, ou de quelque autre Nation que ce soit qui y sera, ou qui y viendra.

III. Que lesdits Roys de la Grande Bretagne & d'Espagne, prendront soin que les Peuples & Sujets respectifs s'abstiennent doresnavant d'user d'aucune force ny violence & de faire aucun tort, & s'il arrive qu'il y ait quelque injure faite par l'un ou l'autre desdits Roys, ou par leurs Peuples, ou Sujets de l'un ou l'autre d'iceux aux Peuples ou Sujets de l'autre, contre les Articles de la presente Alliance, ou contre le Droit commun, il ne sera pas pour cela donné des Lettres de represailles, de marque ou de contremarque, par aucun des Confederez jusqu'à ce qu'on ait eu recours à la Justice ordinaire; mais au cas que la Justice fust retardée, ou déniée, alors le Roi dont les Peuples, ou Habitans auront receu du dommage, la demandera à l'autre par qui, comme dit est, la Justice aura esté deniée ou dilayée, ou aux Commissaires qui seront Deputez par l'un ou l'autre Roi, pour recevoir & ouïr les demandes, afin que tous les differens puissent estre accommodez à l'amiable ou suivant la Loy, mais arrivant qu'il y eust encore du délay, ou que Justice ne fust pas faite, ni satisfaction donnée dans six mois apres l'avoir ainsi demandée, en ce cas-là on pourra donner des Lettres de represailles, de marque, ou de contremarque. ANNO 1667.

IV. Qu'il y aura, entre le Roy de la Grande Bretagne, & le Roy d'Espagne, & leurs Peuples, Sujets ou Habitans respectifs tant par Terre que par Mer, & Eaux douces en tous & chacuns leurs Royaumes, Terres, Païs, Seigneuries, Confins, Territoires, Provinces, Isles, Colonies, Citez, Villages, Villes, Ports, Rivieres, Cales, Bayes, Detroits & Courans où on a accoûtumé d'exercer jusqu'ici le Trafic & Commerce, pleine & entiere liberté de Trafic & de Commerce, de telle sorte & maniere que sans Passeport, & sans permission generale ou particuliere les Peuples & Sujets l'un de l'autre puissent librement naviger & aller tant par Terre que par Mer, & Eaux douces dans leursdits Païs, Royaumes, Seigneuries, & dans toutes les Citez, Ports, Courans, Bayes, Détroits, & autres lieux d'iceux; & puissent entrer dans quelque Port que ce soit, avec leurs Navires chargez ou vuides, chartoy ou charrois, pour y apporter leurs Marchandises & y vendre & acheter tout ce qu'il leur plaira, comme aussi se pourvoir à justes & raisonnables prix de Vivres & autres choses necessaires pour la substentation de la vie, & pour leurs voyages, comme pareillement qu'ils puissent reparer leurs Navires & Chartois, Denrées, Marchandises & Biens pour retourner en leurs Païs, ou en quelqu'autre lieu qu'ils adviseront bon estre, sans aucune molestation, ny empeschement, en payant les Droits & Doüanes qui seront deuës & en conservant l'un à l'autre les Loix & Ordonnances de leurs Païs.

V. Item il est pareillement accordé, que pour les Marchandises que les Sujets du Roy de la Grande Bretagne acheteront en Espagne, ou en d'autres Royaumes, & Seigneuries du Roy d'Espagne, & les porteront sur leurs propres Navires ou sur des Navires qu'ils auront loüé, ou qu'on leur aura presté, on ne prendra pas de nouvelles Doüanes, Tolles, Dixmes, Subsides ou autres Droits ou Peages quelconques, que ceux que les natifs du Païs en payent, & que tous les autres étrangers sont obligez de payer en pareil cas: & les Sujets susdits, en achetant, vendant, & contractant pour leurs Marchandises tant à l'égard des prix, que de tous les Droits qui seront à payer, jouïront des mémes Privileges qui sont accordez aux Sujets naturels d'Espagne; & ils pourront acheter, & charger leurs Navires avec de pareilles Denrées & Marchandises, lesquels Navires estant chargez & les Doüanes payées, pour les Marchandises ne pourront estre detenus dans le Port, sous quelque pretexte que ce soit, & les chargeurs Marchands ou Facteurs, qui auront acheté & chargé les Marchandises susdites, ne pourront estre recherchez aprés le départ desdits Navires pour quelque cause ou sujet que ce soit touchant cela.

VI. Et afin que les Officiers & Ministres, de toutes les Citez, Villes & Villages appartenants à l'un ou à l'autre ne puissent, ny demander, ny prendre des Marchands & Peuples respectifs de plus grandes Taxes, Droits, Salaires, Recompenses, dons ni frais, que ce qu'ils en doivent prendre, en vertu du present Traité: & que lesdits Peuples & Marchands puissent connoître & entendre avec certitude, ce qui est ordonné en toutes choses touchant cela: il a esté accordé & conclu, qu'il y aura des Pancartes & Listes attachées aux Portes des Bureaux de la Doüane, & Barrieres de toutes les Citez, Villes & Villages appartenans à l'un ou à l'autre Roy, où ces Droits, Peages ou Doüanes sont ordinairement payez, dans lesquelles on mettra en écrit,

com-

ANNO 1667.

combien on doit payer de Droits de Doüanes, de Subsides & d'Impositions, soit aux Rois ou ausdits Officiers, declarant les especes de ce qui sera apporté, ou transporté; Et si quelque Officier ou quelqu'autre personne en son nom sous quelque pretexte que ce soit, en public, ou en particulier, directement ou indirectement, demande ou reçoit d'aucun Marchand ou autre personne respectivement quelque Somme d'Argent, ou autre chose sous le nom de droit, redevance, salaire, frais ou recompence, quoique ce soit par voye de don gratuit, outre & par dessus ce que dit est, ledit Officier, ou son Deputé, se trouvant coupable du fait & convaincu devant un Juge competant du Païs, où le crime aura esté commis, sera mis en prison pour trois mois & payera trois fois la valeur de la chose ainsi receuë, moitié de laquelle Somme appartiendra au Roy du Païs, où le crime aura esté commis, & autre moitié au Denonciateur, pour laquelle il lui sera permis de poursuivre son droit pardevant un Juge competant du Païs où cela arrivera.

VII. Qu'il sera permis aux Sujets du Roy de la Grand'Bretagne d'apporter, & voiturer en Espagne, & en toutes les Terres & Seigneuries du Roi d'Espagne, où jusqu'icy ils auront exercé le Traffic, & Commerce, & y trafiquer avec toute sorte de Marchandises, Draps, Manufactures & Denrées du Royaume de la Grand' Bretagne, & avec les Manufactures, Biens, Fruits & Denrées des Isles, Villes & Colonies qui lui appartiennent, & ce qui aura esté acheté par les Facteurs Anglois en deça ou par delà le Cap de Bonne Esperance, sans être contraints de declarer à qui, & pour quel prix ils vendront lesdites Marchandises & Provisions, ny être molestez pour les Erreurs des Maîtres de Navires ou autres en la declaration des Marchandises, & pourront partir quand bon leur semblera des Etats du Roi d'Espagne, avec le tout ou partie de leurs Biens, Denrées & Marchandises, pour retourner en quelques Territoires, Isles, Etats, & Païs que ce soit du Roi d'Angleterre ou tel autre Lieu que ce soit, en payant les Droits & Tributs mentionnés aux Chapitres precedents: & à l'égard du reste de toute leur Cargaison qu'ils n'auront pas débarqué à Terre, ils pourront le retenir, garder, & remporter sur leurdit Navire ou Navires, Vaisseau, ou Vaisseaux, sans pour ce payer aucun Droit, ou Imposition quelconque, comme s'ils n'avoient jamais été avec cela dans aucune Baye, ny Port du Roy Catholique, & toutes les Denrées, Biens, Marchandises, Navires, ou autres Vaisseaux, avec quelques choses que ce soit, qu'on aura fait entrer dans les Domaines ou Places de la Couronne de la Grande Bretagne, comme prises & adjugées pour telles, dans lesdits Domaines, & Places, seront prises & reputées, pour Biens & Marchandises de la Grande Bretagne, ainsi comprises par l'intention & disposition du present Article.

VIII. Que les Sujets & Vaisseaux du Serenissime Roy de la Grande Bretagne, pourront porter & voiturer en tous & chacuns les Etats du Roi d'Espagne, tous Fruits & Denrées des Indes Orientales, en faisant apparoir par le témoignage des Deputez de la Compagnie des Indes Orientales à Londres, qu'elles sont des Conquestes, Colonies, ou Factoreries Angloises ou qu'elles en sont venues, avec le même Privilege & conformement à ce qui est permis aux Sujets des Provinces-Unies par les cédules Royales de contrebande dattées des 27. Juin & 3. Juillet 1663. & publiées les 30. Juin & 4. Juillet de la même année, & à l'égard de ce qui peut concerner, tant les Indes qu'aucuns autres endroits que ce soit, la Couronne d'Espagne accorda & octroye au Roi de la Grand' Bretagne, & à ses Sujets, tout ce qui a été accordé & octroyé aux Etats Unis des Pays-Bas, & à leurs Sujets par le Traité de Munster de l'année 1648. point pour point, en aussi pleine & ample maniere, que s'ils étoient inserez en particulier en ces presentes; les mêmes regles que celles auxquelles les Sujets desdits Etats Unis sont obligez devant être observées, & les offices reciproques d'amitié rendus de part & d'autre.

IX. Que les Sujets du Roi de la Grand' Bretagne trafiquant, acheptant, & vendant, dans les Royaumes, Gouvernemens, Isles, Ports, ou Territoires, dudit Roi d'Espagne, auront, useront & joüiront de tous les Privileges & Immunitez que ledit Roy a accordez aux Marchands Anglois, qui demeurent en Andalousie par ses Cedules Royales, ou Ordonnances dattées du * 19. jour de Mars du 26. jour de Juin, & du 9. jour de Novembre 1645. Sa Majesté Catholique les confirmant, comme une partie du present Traité entre les deux Couronnes: & afin que ce soit une chose notoire à toutes personnes, il a été consenti, que lesdites Cedules, à l'égard de toute la substance d'icelles soient inserées dans le corps des presens Articles, au nom & en faveur de tous & chacuns les Sujets du Roy de la Grand' Bretagne, demeurant & trafiquants en quelques Lieux que ce soit de l'étendue des Etats de Sa Majesté Catholique.

* Le Privilege du 19. Mars dont il est ici parlé se peut voir ci devant sous sa propre date.

X. Que les Navires, ou autres Vaisseaux appartenans au Roy de la Grand' Bretagne, ou à ses Sujets navigeans dans les Etats du Roy d'Espagne, ou en aucuns de ses Ports, ne seront point visitez par les Juges de contrebande, ou par quelque autre Officier, ou personne que ce soit par son authorité ou quelqu'autre authorité que ce soit, & on ne pourra mettre à bord d'aucun desdits Navires ou Vaisseaux, aucuns Soldats, Hommes, Armes, aucuns Officiers, ny autres personnes, ny les Officiers du Bureau de la Doüane, de l'une ou l'autre Partie, ne pourront visiter aucuns Vaisseaux ou Navires appartenans aux Sujets de l'une ou de l'autre, qui entreront dans leurs Païs, Etats ou Ports respectifs, jusqu'à ce que leursdits Navires, ou Vaisseaux ayent été déchargez, ou jusqu'à ce qu'on ait porté à Terre toute la charge, & toutes les Marchandises qu'ils declareront avoir resolu de debarquer dans lesdits Ports, & le Capitaine, le Maître, ny aucun autre des Hommes de l'Equipage desdits Navires ne pourront être emprisonnez, ny eux, ny leurs Chaloupes retenues à Terre, mais cependant des Officiers du Bureau de la Doüane, pourront être mis à bord desdits Vaisseaux, ou Navires, de telle sorte qu'ils n'excedent pas le nombre de trois pour chaque Navire pour voir & prendre garde qu'il ny ait point de Denrées, ny de Marchandises débarquées desdits Navires ou Vaisseaux sans avoir payé les Droits que chaque Partie est obligée par les presens Articles de payer: Lesquels Officiers ne pourront pretendre, ny demander aucuns frais au Navire ou Navires, Vaisseau ou Vaisseaux, leurs Commandans, Mariniers, Equipages, Marchands, Facteurs, ou Proprietaires, & arrivant que le Maître, ou le Proprietaire de quelque Navire declare que toute la Cargaison de sondit Navire doit être debarquée en quelque Port, la declaration de ladite Cargaison sera faite au Bureau de la Doüane en la maniere accoutumée, & si apres que la declaration aura été faite, on trouve quelques autres Marchandises de plus que ce qui sera contenu en ladite declaration, on leur accordera huit jours ouvrables durant lesquels ils puissent travailler, qui seront contez du jour qu'on aura commencé à decharger, afin qu'on puisse declarer les Marchandises qui auront été recelées. & qu'on en puisse prevenir la Confiscation, & au cas que dans le tems limité, la declaration ou exhibition, n'en soit pas faite, alors il n'y aura que les Marchandises seulement, qui se trouveront n'avoir pas esté declarées comme dit est, qui seront confisquées quoyque la décharge de celles qui auront esté declarées, ne soit pas achevée, & non pas les autres, & le Marchand ny le Proprietaire du Navire, n'encourront point d'autre trouble ni punition: & apres que les Navires, ou Vaisseaux auront été déchargez, ils auront toute liberté de s'en retourner.

XI. Que le Navire, ou Navires appartenans à l'un ou l'autre Roi, ou à leurs Peuples & Sujets respectifs, qui entreront en quelques Ports, Terres, & Etats de l'un ou de l'autre & déchargeront quelque partie de leurs Denrées & Marchandises dans quelque Port ou Havre que ce soit qui soient destinées avec le reste d'icelles, pour d'autres Lieux du dedans ou dehors desdits Etats, ne seront point obligez de faire enregistrer, ny de payer les Droits d'autres Denrées & Marchandises que celles qu'ils déchargeront dans lesdits Ports ou Havres; & ne seront point contraints de donner des obligations pour les Marchandises qu'ils transporteront en d'autres lieux, ny aucune caution, à moins que ce ne soit en cas de félonie, debte, trahison, ou de quelqu'autre crime capital.

XII. Comme la moitié de la Doüane de toutes Denrées & Marchandises étrangeres qu'on apporte en Angleterre doit être renduë à ceux qui les apportent, au cas que lesdites Marchandises soient transportées hors dudit Royaume, dans l'espace de douze mois aprés qu'elles auront été descenduës à Terre la premiere fois, en prêtant Serment que ce sont les mêmes Marchandises qui auront payé la Doüane en entrant; & qu'au cas qu'elles ne soient pas rechargées dans l'espace desdits

 douze

ANNO 1667.

douze mois elles pourront neantmoins être transportées dehors sans payer aucune Doüane, ni Droit de sortie: pour cette cause, il a esté accordé, que si quelques Sujets du Roi de la Grand' Bretagne déchargent ci-aprés quelques Denrées & Marchandises de quelque creû, ou de quelque nature qu'elles soient, dans les Ports de Sa Majesté Catholique, & qu'aprés les avoir declarées, & avoir payé les Droits qui doivent être payez conformement au present Traité, & desirent aprés les transporter ou quelque partie d'icelles, en quelqu'autre lieu que ce soit, pour les mieux vendre, il leur sera permis de le faire librement, sans payer, ou qu'on leur puisse demander aucuns autres Droits, ny Doüanes pour icelles, en quelque maniere que ce soit, en prestant Serment s'ils en sont requis que ce sont les mêmes Marchandises, pour lesquelles on a payé la Doüane en les debarquant: & au cas que les Peuples, Sujets & Habitans des Etats de l'une ou l'autre partie dechargeat ou ayent en aucune Cité, Ville, ou Village respectivement quelques Denrées, Marchandises Fruits ou Biens, & qu'ils en ayent payé les Doüanes qui en étoient deües, conformement à ce qui a été declaré, & qu'aprés cela, n'ayant pas pû en disposer, ils prennent resolution de les envoyer en quelqu'autre Cité, Ville, ou Village desdits Etats, ils le pourront non seulement faire sans difficulté, ny empéchement & sans payer d'autres Droits que ceux qui étoient deubs lors qu'ils les ont fait entrer, mais encore lesdites Marchandises ne payeront plus derechef ni Doüanes, ni autres droits, en quelqu'endroit que ce soit desdits Etats, en representant des Certificats des Officiers du Bureau de la Doüane, qu'ils ont été payez en bonne & deuë forme, & les principaux Fermiers & Commissaires des Revenus du Roi d'Espagne en tous Lieux, ou quelqu'autre Officier ou Officiers qui devront être établis pour cet effet permettront & souffriront en tout tems le Transport de toutes lesdites Denrées & Marchandises d'un lieu à l'autre, & donneront un Certificat valable aux proprietaires d'icelles, ou à leurs ayans cause, portant qu'elles ont payé la Doüane à leur premier debarquement, par le moyen duquel elles pourront être transportées & dechargées en quelqu'autre Port ou lieu de ladite Jurisdiction que ce soit, exemptes & affranchies de tous droits, ou empêchemens quelconques, ainsi que dit est, sauf toûjours le droit de quelque tierce personne que ce soit.

XIII. Qu'il sera permis à tous Navires apartenans aux Sujets de l'un ou de l'autre Roi, de mouiller l'anchre dans les Rades ou Bayes de l'autre, sans être contraints d'entrer dans le Port, & au cas qu'ils soient necessitez d'y entrer à cause du mauvais tems, ou par la crainte des Ennemis, Pirates, ou par quelqu'autre accident que ce soit, au cas que lesdits Navires ne soient pas destinez pour quelque Port des Ennemis pour y porter des Marchandises de contrebande, dont ils ne seront point recherchez, sans une preuve certaine, il sera permis ausdits Sujets de retourner librement en Mer quand bon leur semblera, avec leurs Navires & Marchandises de telle sorte qu'ils n'entament pas la Cargaison, ou qu'ils n'en exposent pas aucune chose en vente; & qu'aprés qu'ils auront jetté l'anchre, ou qu'ils seront entrez dans les Ports susdits, ils ne pourront être molestez, ni visitez, & il suffira qu'en ce cas-là, ils representent leurs Passeports, ou Lettres de Mer, lesquelles ayant été veues par les Officiers respectifs de l'un ou l'autre Roi, lesdits Navires pourront retourner librement en Mer sans aucune molestation.

XIV. Et au cas que quelques Navires appartenans aux Sujets, & Marchands de l'un ou de l'autre, en entrant dans les Bayes, ou estant en pleine Mer soient rencontrez par les Navires desdits Rois, ou d'Armateurs particuliers qui soient leurs Sujets, lesdits Navires ne viendront pas à la portée du Canon, afin de prevenir tous les desordres, mais ils envoyeront leurs Barques longues, ou Pinnaces à bord du Navire marchand avec deux ou trois Hommes seulement, ausquels le Maître, ou Proprietaire du Navire representera son Passeport, & Lettre de Mer suivant le Formulaire qui sera inseré à la fin du present Traité: par laquelle on puisse faire apparoir non seulement de la Cargaison, mais encore du Lieu d'où le Navire est, comme aussi du nom du Vaisseau & de ceux qui en sont le Maître & les Proprietaires, & par ce moyen la qualité du Navire, & le Maître & les Proprietaires en seront suffisamment connus, comme aussi les Marchandises dont il sera chargé, soit qu'elles soient de contrebande, ou non: ausquels Passeports, & Lettres de Mer on adjoustera d'autant plus de foi & de croyance, que tant de la part du Roi d'Angleterre que de celui d'Espagne, on donnera de certains contre seings, au cas que cela se trouve necessaire, par lesquels on puisse d'autant plus connoître qu'ils sont authentiques & qu'ils ne peuvent pas être en aucune maniere falsifiez.

ANNO 1667.

XV. Arrivant que des Marchandises defenduës soient transportées des Royaumes, Etats, & Territoires de l'un ou de l'autre desdits Rois, par les Peuples ou Sujets respectifs de l'un ou de l'autre, en ce cas-là, il n'y aura que les Marchandises defenduës qui seront confisquées, & non pas les autres Biens: & le Delinquant n'encourra point d'autre punition, à moins que ledit Delinquant ne transporte des Royaumes ou Etats respectifs du Roi de la Grand' Bretagne, de l'argent monnoyé & fabriqué au coin desdits Royaumes, ou des Laines & de la Terre à Foulon: & des Royaumes & Etats respectifs dudit Roi d'Espagne, de l'Or, & de l'Argent fabriqué, ou non fabriqué, en l'un ou l'autre desquels cas, les Loix des Pais respectifs seront executées.

XVI. Qu'il sera permis aux Peuples & Sujets des deux Rois d'avoir accés dans les Ports respectifs l'un de l'autre, & d'y demeurer, & en partir avec la même liberté, non seulement avec leurs Navires & autres Vaisseaux pour le Commerce, & Traffic, mais encore avec leurs autres Navires équipez en Guerre, armez & disposez pour resister aux Ennemis, & les engager au combat, & y arrivant par necessité de la Tempeste, pour y reparer & radouber leurs Navires, ou se pourvoir de Vivres de telle sorte qu'ils ne donnent point de juste sujet de soupçon, & pour cette fin, ils ne pourront exceder le nombre de huit, ni demeurer plus longtems dans & autour de leurs Havres & Ports qu'ils en auront juste cause, pour y reparer leurs Navires & pour y prendre des Vivres, & autres choses necessaires, & bien moins encores, qu'ils fussent cause de l'interruption du libre Commerce, & de l'arrivée d'autres Navires de Nations qui seroient en amitié, avec l'un ou l'autre Roi, & si par accident un nombre extraordinaire de Navires de Guerre entroit en quelque Port, il ne leur sera pas permis d'entrer dans lesdits Ports ou Havres, sans en avoir obtenu auparavant la permission du Roi auquel lesdits Ports appartiendront, ou des Gouverneurs desdits Ports, au cas qu'ils ne soient pas contraints d'y relacher par necessité de Tempeste, pour éviter le peril de la Mer; auquel cas ils feront incontinent sçavoir au Gouverneur ou principal Magistrat du Lieu, le sujet de leur venuë: & ils ne pourront pas y demeurer plus longtems que ledit Gouverneur ou Magistrat jugera convenable, ny commettre dans lesdits Ports, aucun Acte d'hostilité qui pût porter prejudice à l'un ou l'autre desdits Rois.

XVII. Que le susdit Roi de la Grand' Bretagne, ni le Roi d'Espagne, ne pourront par aucun Mandement general ni particulier, ni pour quelqu'autre cause que ce soit, arrester, ni retenir, empécher, ni prendre pour leurs services respectifs aucun Marchand, Maître de Navire, Pilote, ni Mariniers, leurs Navires, Marchandises, Habits, ou autres Biens appartenans à l'un ou à l'autre, dans leurs Ports, ni Rivieres, à moins qu'ils n'en ayent esté advertis auparavant, soit par lesdits Roys ou par les personnes à qui les Navires appartiendront & qu'ils en soient demeurez d'accord, pourveu que cela ne se fasse pas pour interrompre le cours ordinaire de Justice, & des Loix dans leurs Païs

XVIII. Que les Marchands & Sujets de l'un & de l'autre Roy, leurs Facteurs, & Serviteurs, comme aussi leurs Navires ou Maîtres, ou Mariniers, pourront porter & se servir de toute sortes d'Armes offensives & deffensives tant en allant qu'en venant, sur Mer, ou sur les Eaux douces, que dans les Havres & Ports de l'un & l'autre respectivement, sans être obligez de les faire enregistrer, comme aussi, d'en porter, & de s'en servir par Terre, pour leur defence suivant la coûtume du lieu.

XIX. Que les Capitaines, Officiers & Mariniers des Navires appartenans aux Peuples & Sujets de l'une ou l'autre Partie, ne pourront intenter Procés ni empêcher, ou apporter du trouble à leurs propres Navires, leurs Capitaines, Officiers ou Mariniers dans les Royaumes, Etats, Terres, Païs, ou Places de l'autre pour leurs gages, ou salaires, ou sous quelqu'autre pre-

ANNO 1667. pretexte que ce soit, & ils ne pourront pas se mettre, ni être reçûs au service, ni sous la protection du Roy d'Angleterre, ou du Roy d'Espagne, ou sous leurs Bannieres, ou Armes sous quelque pretexte, ou occasion que ce soit, mais au cas qu'il arrive quelques differens entre Marchands & Maitres de Navires ou entre des Maitres & Mariniers, l'accommodement de ces differens sera laissé au Consul de la Nation, & neanmoins de telle sorte qu'au cas qu'il ne veuille pas se soumettre à la Sentence arbitralle du Consul, il n'en puisse pas appeller au Juge ordinaire du lieu, auquel il est sujet.

XX. Et afin qu'on puisse lever & ôter tous empêchemens & que les Marchands & Avanturiers des Royaumes de la Grande Bretagne puissent avoir permission de retourner en Brabant, Flandres, & dans les autres Provinces des Pays-Bas de l'obéissance du Roy d'Espagne, autant qu'il a esté jugé à propos que toutes & chacunes les Loix, Edicts & Actes par l'entrée de Draps ou de quelque sorte que ce soit de Draps, ou de quelque autre sorte de Manufactures de Laines que ce soit, teintes ou non teintes, faites au Moulin ou non, a esté defenduë, sera revoquée & annullée; & que s'il y a quelques Droits, Tributs, Impositions, ou Sommes d'argent imposées par permission ou autrement sur les Draps ou sur aucune desdites Manufactures de Laines susdites, ainsi apportées, à l'exception des anciens Tributs, sur chaque piece de Draps, & ainsi à proportion, sur chaque autre Manufacture de Laine conformement aux anciens Traitez & Conventions, entre les Rois d'Angleterre & les Ducs de Bourgogne, & les Gouverneurs des Pays-Bas, ces mêmes Droits demeureront entierement éteints & abolis, & on n'imposera plus à l'avenir aucuns Droits ni Tributs sur lesdits Draps ou Manufactures, pour quelque cause ou occasion que ce soit, & que tous les Marchands Anglois trafiquans dans lesdites Provinces, leurs Facteurs, Serviteurs ou Commis jouïront à l'avenir de tous les Privileges, Exemptions, Immunitez & Benefices qui ont été ci-devant donnez & octroyez par lesdits anciens Traitez, & Conventions entre les Roys d'Angleterre & les Ducs de Bourgogne, & Gouverneurs des Pays-Bas, il a été en outre accordé & convenu qu'il y aura des Députez nommés par le Roy de la Grande Bretagne, qui s'assembleront avec le Marquis de Castel-Rodrigo, ou avec le Gouverneur des Pays-Bas, qui sera en charge, ou avec d'autres Ministres du Roy d'Espagne, à ce faire dûement authorisez, qui confereront & traiteront à l'amiable là dessus, & on accordera en outre tels autres Privileges, Immunitez & Exemptions necessaires, & convenables à l'Etat present des affaires pour avancer le Commerce desdits Marchands & Avanturiers & pour la sureté de leur Traffic & Commerce, dont on conviendra par un Traité particulier, qui sera fait entre les deux Roys touchant cette affaire.

XXI. Les Sujets & Habitans des Royaumes & Etats des Serenissimes Roys de la Grand' Bretagne & d'Espagne, respectivement pourront en toute liberté & seureté, naviger & trafiquer dans tous les Royaumes, Etats, ou Pays, qui sont ou seront en Paix, Amitié, ou Neutralité, l'un à l'autre.

XXII. Et ils ne seront point troublez ny inquietez en cette liberté par les Navires, ou Sujets desdits Roys, respectivement, à raison des hostilités qui sont ou pourront arriver ci-apres entre l'un ou l'autre desdits Roys, ou desdits Royaumes, Pays & Etats ou aucuns d'iceux qui seront en amitié ou neutralité avec l'autre.

XXIII. Et au cas que par les moyens susdits, on trouve sur lesdits Navires respectivement, des Marchandises de contrebande & deffenduës ci-apres nommées, elles en seront tirées & confisquées par l'Amiranté ou des Juges competans, mais le Navire, ni les autres Marchandises libres & afranchies, qui se trouveront à bord du même Navire, ne seront pas pour cela saisies ni confisquées en quelque maniere que ce soit.

XXIV. Il a esté en outre declaré & accordé que pour mieux prevenir les differens, qui pourroient arriver touchant la qualité des Marchandises deffenduës, & de contrebande, que sous ce nom là seront comprises toute sorte d'Armes à feu, comme d'Artillerie, Mousquets, Mortiers, Petards, Bombes, Grénades, Saucisses, boulets à feu, Fourchettes, Bandolieres, Poudres, Mêche, Salpêtre, Balles, comme aussi que sous le nom de Marchandises deffenduës, seront comprises, & entenduës toutes autres sortes d'Armes, comme Pieques, Espées, Morions, Casques, Cuirasses, Hallebardes, Javelines, & toutes autres sortes d'Armes; & que sous ce nom, on deffend encore le transport de Soldats, de Chevaux, leurs Harnois, Pistolets, Fourreaux, Baudriers, & autres assortissemens servans à l'usage de la Guerre. ANNO 1667.

XXV. Il a été pareillement convenu, & accordé que pour prevenir toute sorte de disputes & de contestations sous le nom de Marchandises deffenduës & de contrebande, ne seront point compris les Fromens, Bleds, Orges & autres Grains ou Legumes, Sel, Vinaigre, Huile, & generallement tout ce qui appartient à la nourriture & sustentation de la vie, mais qu'ils demeureront libres; comme pareillement, toutes autres Marchandises non comprises en l'Article precedent & le transport en sera libre & permis, mêmes aux Villes & Places Ennemies, à l'exception des Villes & Places assiegées, blocquées, ou investies.

XXVI. Il a été aussi accordé que tout ce qui se trouvera chargé par les Sujets ou Habitans des Royaumes & Etats de l'un ou l'autre desdits Roys d'Angleterre, & d'Espagne, à bord des Navires des Ennemis de l'autre, quoique ce ne fût pas Marchandise deffenduë, sera confisqué avec tout ce qui se trouvera sur lesdits Navires, sans aucune exception ni reserve.

XXVII. Que le Consul qui demeurera à l'avenir dans les Etats du Roy d'Espagne, pour le secours & protection des Sujets du Roy de la Grand' Bretagne, sera nommé par le Roy de la Grand' Bretagne, & qu'apres qu'il aura été ainsi nommé, il aura & jouïra du même pouvoir & authorité, en l'exercice de sa charge, qu'aucun autre Consul ait eû auparavant dans les Domaines dudit Roy d'Espagne: Et le Consul Espagnol qui demeurera en Angleterre, jouïra d'autant d'Authorité & de pouvoir, qu'aucun Consul de quelque autre Nation que ce soit ait eû jusqu'icy en ce Royaume là.

XXVIII. Et afin que les Loix de Commerce qui ont été obtenuës par la Paix ne puissent demeurer infructueuses, comme il arriveroit si les Sujets du Roy de la Grand' Bretagne étoient molestez pour le cas de Conscience quand ils vont & viennent ou demeurent dans les Etats ou Seigneuries du Roy d'Espagne pour y exercer le Commerce ou autrement: Pour cette cause afin que le Commerce soit seur & sans danger, tant par Mer que par Terre, ledit Roy d'Espagne donnera les ordres necessaires pour faire que les Sujets dudit Roy de la Grand' Bretagne, ne soient pas molestez, contre & au prejudice des Loix du Commerce, & que pas un d'eux soit inquieté ni troublé pour sa conscience, aussi long-tems qu'ils ne donneront point de scandale, & ne commettront point d'offence publique. Et ledit Roy de la Grand' Bretagne fera pareillement en sorte que pour les mêmes raisons les Sujets du Roy d'Espagne ne soient pas troublez ni molestes pour raison de leurs consciences contre les Loix du Commerce, tant & si longuement qu'ils ne donneront point de scandale, & ne commettront point d'offence publique.

XXIX. Que les Peuples & Sujets des Royaumes respectifs ne seront point contraints, sur les Etats, Territoires, Païs ou Colonies de l'autre, de vendre leurs Marchandises pour de l'argent monnoyé de cuivre, ni de les trocquer pour d'autres Monnoyes, ou autres choses contre leur gré: ou apres les avoir venduës d'en recevoir le payement en d'autres especes que celles dont on est convenu en les marchandant, nonobstant toutes Loix, & Coutumes contraires au present Article.

XXX. Que les Marchands des deux Nations, & leurs Facteurs, Serviteurs, & Familles, Commis, ou autres personnes par eux employées: Comme aussi les Maîtres de Navires, Pilotes & Mariniers pourront demeurer librement & seurement dans lesdits Etats, Royaumes & Territoires de l'un & l'autre desdits Roys, comme aussi dans leurs Ports & Rivieres, & que les Peuples & Sujets d'un Roi pourront avoir, & en toute liberté & seureté jouïr sur les Terres & Etats de l'autre de leurs propres Maisons pour y demeurer; de leurs Magasins, & Celiers, pour leurs Denrées & Marchandises qu'ils possederont durant le tems qu'ils les auront pris & qu'ils en devront jouïr, & qu'ils en seront convenus sans aucun empêchement.

XXXI. Les Sujets & Habitans desdits Roys Alliez, pourront se servir & employer tels Advocats, Procureurs,

reurs, Escrivains, Agens, & Solsciteurs, qu'ils adviseront bon être dans toutes les Terres & Lieux de l'obeïssance de l'autre, ce qui sera laissé à leur choix, & à quoi les Juges ordinaires consentiront toutes fois & quantes qu'il sera besoin, & ils ne seront point contraints de montrer ni representer leurs Regiltres & Livres de Comptes à qui que ce soit, si ce n'est pour faire preuve, pour eviter les Procés & contestations, & ils ne pourront être embarques, retenus ou pris d'entre leurs mains, sous quelque pretexte que ce soit, & il sera permis aux Peuples & Sujets de l'un & l'autre Roy, dans les Lieux respectifs, où ils demeureront, de tenir leurs Livres de Comptes, de Traffic & correspondance en telle Langue qu'il leur plaira soit en Anglois, Espagnol ou Flamand, ou telle autre Langue que ce soit, pour raison dequoi ils ne seront point molestez ni sujets à l'Inquisition. Et quelqu'autre chose que ce soit, qui ait été accordé par l'une ou l'autre des Parties, à aucune autre Nation, concernant ce point là sera entendu pareillement avoir été accordé ici.

XXXII. Arrivant que le bien de quelque personne ou de quelques personnes que ce soit fût sequestré, ou saisi par quelque Cour ou Tribunal de Justice que ce soit, de l'étenduë des Royaumes & Etats de l'une ou l'autre Partie, & qu'il arrive que quelques Debtes ou Biens soient entre les mains des Delinquans appartenans de bonne foi aux Peuples & Sujets de l'autre, lesdits Debtes ou Biens ne seront pas confisqués par aucun desdits Tribunaux, mais ils seront rendus, & restituez en especes aux veritables Proprietaires, s'ils y sont encore en especes, sinon la valeur d'iceux conformement au Contract & Accord, qui aura été fait entre les Parties, sera renduë & restituée trois mois aprés ladite sequestration.

XXXIII. Que les Biens & Marchandises des Peuples & Sujets de l'un ou l'autre des deux Rois, qui decedera dans les Païs, Terres & Etats de l'autre seront conserves pour les Heritiers & Successeurs legitimes du deffunt, sauf le Droit de quelque autre Personne Tierce que ce soit.

XXXIV. Que les Biens & Marchandises des Sujets du Roi de la Grand' Bretagne, qui decederont sur les Terres du Roi d'Espagne, seront inventoriés avec leurs Papiers, Ecritures & Livres de Comptes, par le Consul ou autre Ministre public du Roi de la Grand' Bretagne, & deposez entre les mains de deux ou trois Marchands qui seront nommez par ledit Consul ou Ministre public, pour être gardez & conservez, pour les Proprietaires & Creanciers: & ni le Cruzada ni quelque autre Juge que ce soit n'en pourra prendre aucune connoissance, ce qui sera pareillement observé en pareil cas en l'Angleterre, à l'égard des Sujets du Roi d'Espagne.

XXXV. Qu'on accordera, & assignera un lieu convenable pour enterrer les corps des Sujets du Roi de la Grand' Bretagne qui decederont dans les Etats du Roi d'Espagne.

XXXVI. Si quelque differend arrivoit ci-aprés (ce qu'à Dieu ne plaise) entre le Roi de la Grand' Bretagne, & le Roi d'Espagne par lequel le Commerce reciproque, & la bonne correspondance pussent être en danger de cesser, les Sujets & Peuples respectifs de chaque Partie en auront advis en tems & lieu, c'est-à-dire qu'on leur donnera six mois de tems pour transporter leurs Marchandises & effets sans que pendant ce tems-là on leur puisse donner aucun Trouble, ou molestation, ni detenir & arrêter leurs Personnes, ou Biens.

XXXVII. Tous Biens & Droits cachez, ou arrêtez, Meubles, Immeubles, Rentes, Faits, Debtes, Credits, & autres choses semblables qui n'auront pas esté portez à la Tresorerie, au tems de la conclusion du present Traité, demeureront en la pleine & libre disposition des Proprietaires, leurs Heritiers ou ayant cause, avec tous les Fruits, Rentes, & Emolumens d'iceus, & ceux qui auront caché lesdits Biens, ni leurs Heritiers ne pourront être molestez pour ce sujet, par les Chambres des Comptes respectivement, & les Proprietaires, leurs Heritiers, ou ayans cause, auront liberté de se pourvoir par les voyes de la Loy & de la Justice pour le recouvrement de leursdits Biens & Droits comme pour leurs propres Biens & effects.

XXXVIII. Il a été accordé & conclu, que les Peuples & Sujets du Roi de la Grand' Bretagne, & du Roi d'Espagne auront & jouïront dans les Terres, Mers, Ports, Havres, Rades, & Territoires l'un de l'autre, & en quelques autres Lieux que ce soit, des mêmes Privileges, Seuretez, Libertez & Immunitez soit à l'égard de leurs Personnes ou Biens, avec toutes les Clauses & Circonstances avantageuses, qui ont été ou seront ci-aprés accordées au Roi Tres-Chrétien, & aux Etats Generaux des Provinces Unies, aux Villes Hanseatiques, ou à quelqu'autre Royaume ou Etats que ce soit d'une maniere aussi ample, entiere, & utile comme si elles avoient été particulierement specifiées & inserées dans le present Traité.

XXXIX. Au cas qu'il arrivât quelque different de part ou d'autre touchant les presens Articles de Traffic & de Commerce, soit de la part des Officiers de l'Admirauté, ou d'autres Personnes en l'un ou l'autre Royaume, aprés que la plainte en aura été faite par la Partie interessée à Leurs Majestez, ou à quelques Personnes de leurs Conseils, Leursdites Majestez en feront incontinent reparer les dommages, & executer toutes choses, ainsi qu'elles ont été cy-dessus accordées, & au cas que par la suite du tems on découvrît quelques fraudes, & inconveniens dans la Navigation & Commerce, entre les deux Royaumes contre lesquels on n'auroit pas suffisamment pourveu par les presens Articles, on pourra ci-aprés convenir d'autres remedes tels qu'on les jugera convenables, le present Traité demeurant en sa pleine force & vertu.

XL. Il a esté pareillement accordé & conclu que les Serenissimes & tres-renommez Roys de la Grand' Bretagne & d'Espagne, garderont & observeront sincerement, & fidelement & feront garder & observer par leurs Sujets & Habitans respectivement toutes & chacunes les Capitulations accordées & concluës par le present Traité, & qu'ils ne le violeront point directement ny indirectement, ny ne consentiront point qu'il soit violé par aucuns de leurs Sujets, ou Habitans, & qu'ils ratifieront & confirmeront toutes & chacunes les Conventions ci-dessus accordées par des Lettres Patentes reciproquement, en plaine, suffisante, & efficace forme, & qu'estant faites, & expediées ainsi, elles seront reciproquement delivrées, ou faites delivrer fidelement & réellement dans l'espace de quatre mois, à compter du jour & datte de ces presentes, & qu'aprés cela ils feront publier le present Traité de Paix, le plutôt que faire se pourra, en tous Lieux & en la maniere accoûtumée.

Pour assurance de toutes & chacune des choses ci-dessus nous Commissaires des Serenissimes Roi & Reine d'Espagne & Ambassadeur Extraordinaire du Serenissime Roi de la Grand' Bretagne soussignez avons signé ce present Traité de nos mains & l'avons scellé de nos Sceaux. Fait à Madrid le 23. Mai stile nouveau, & le 13. stile ancien mil six cens soixante & sept, *Signé*, Jean Everard Nithard, le Duc & Comte d'Oñate, le Comte de Peñeranda, Sandwick.

Lequel Traité ici écrit & inseré, comme il est dit ci-dessus, nous ayant été presenté par mon susdit Commissaire & aprés l'avoir vû & qu'il a été murement examiné mot pour mot dans mon Conseil. Moi, pour moi-même & pour le Serenissime Roi d'Espagne Charles second, nôtre tres bien aimé Fils & pour ses Heritiers & Successeurs, comme aussi pour les Vassaux Sujets & Habitans de nos Royaumes, Païs & Seigneuries, aprouvons & tout le contenu en icelui & en tous ses Points & par ces presentes les tiens pour bons & vallables; promettant en foi & parolle de Reine & au nom & place du Serenissime Roi mon Fils & ses Heritiers & Successeurs de l'observer, & ensuivre tout de même & de la même maniere que si je l'avois fait moi-même, sans rien faire aucunement ni permettre être rien fait allencontre & en quelque maniere que ce soit, & s'il se faisoit quelque contravention au contenu du susdit Traité je la ferai reparer effectivement sans difficulté ni delay, punissant & faisant punir les contrevenants, obligeant à l'effect susdit pour ledit Roi Catholique mon Fils & pour ses Heritiers & Successeurs tous & un chacun leurs Royaumes, Païs & Seigneuries, & tous nos autres Biens presens & avenir, sans en rien excepter, & pour sureté de cette obligation je renonce à toutes Loix, Coûtumes & autres Conventions à ce contraires; En témoin de tout ce que dessus j'ai fait expedier ces presentes signées de ma main, scellées de mon Seau privé, & contre-signées par mon Secretaire d'Etat: donné à Madrid le vingt & uniéme Septembre mil six cens soixante & sept, *signé* MOI LA REINE, & contre-signé P. Pedro Fernandez del Campo y Angulo.

For-

ANNO 1667.

Formulaire des Lettres, qui doivent estre données par les Villes, Ports de Mer, aux Navires & Vaisseaux qui en sortiront.

A Tous ceux à qui ces presentes viendront, nous Gouverneurs, Consuls, ou principal Magistrat, ou Commissaires des Doüanes de la Cité, Ville, ou Province de N. certifions & sçavoir faisons que N. N. Maitre du Navire N. a declaré sous Serment solemnel, que le Navire N. de - - - (Tonneaux plus ou moins) duquel il est à present le Maître appartient aux Habitans de N dans les Etats du Serenissime Roy de la Grand' Bretagne: & nous requerons que ledit Maître puisse estre aydé en son voyage & affaires. Prions toutes personnes en general & en particulier qui le rencontreront & ceux de tous les Lieux ou ledit Maître arrivera avec sondit Navire, & la Marchandise qui est dessus, de l'admettre favorablement, le traiter amiablement & recevoir ledit Navire dans leurs Ports, Bayes, Havres, Rivieres, & Domaines, lui permettant d'y naviger, passer, frequenter, & negocier paisiblement ou en tels autres lieux que bon semblera audit Maître, en payant toûjours la Tolle, & Doüane qui sera deuë de Droit, ce que nous reconnoîtrons avec gratitude: en témoin dequoi nous avons signé ces presentes & y avons fait apposer le Sceau de nôtre Ville. *Signé*, GUILLAUME GODOLPHIN, DON PETRO FERNANDEZ DEL CAMPO Y ANGULO.

Plein-pouvoir de Sa Majesté Catholique.

DOM CHARLES par la grace de Dieu, Roy de Castille, de Leon, d'Aragon, des deux Siciles, de Jerusalem, de Portugal, de Navarre, de Grenade, de Tolede, de Valence, de Galice, de Majorque, de Sevile, de Sardagne, de Cordouë, de Corcége, de Murcie, de Jaen, des Algarves, d'Algecire, de Gibraltar, des Iles Canaries, des Indes Orientales & Occidentales, des Iles & Terre ferme de l'Ocean, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne; de Brabant, de Milan, Comte de Habsbourg, Flandres, Tirol, & Barcelone, Seigneur de Biscaye & de Molin, &c. & la Reine Dame Marie sa Mere Tutrice & Curatrice de sa personne Royale & Regente des susdits Royaumes & Seigneuries; comme il est necessaire d'assoupir les differens des affaires communes d'entre les deux Couronnes d'Espagne & de la Grand' Bretagne qui par quelques accidens survenus par tant de tems, se sont trouvez s'être éloignez de l'observation des Capitulations accordées dans les anciens Traitez de Paix d'entre lesdites Couronnes; Nous avons trouvé bon de donner Plein-pouvoir à Jean Everard Nitard mon Confesseur, Conseiller au Conseil d'Etat & Inquisiteur General, Dom Ramire Philippe Nunnez de Gusman Duc de St. Lucar la Majeure, & de Medina de las Torres, Conseiller au Conseil d'Etat & President d'Italie, & Don Gaspar de Bracamonte, & Gusman Comte de Peneranda, Conseiller au Conseil d'Etat, President des Indes, à cause des Prerogatives & grandes qualitez qui se rencontrent en leurs personnes, & de leur prudence, experience, zele, & affection qu'ils ont à mon service & particulierement pour la confiance & le plaisir avec lesquels ils m'assistent & font tout ce qui peut être avantageux au public, c'est pourquoy en vertu de ce Plein-pouvoir je les authorise, & leur donne pleine faculté, comme l'équité le requiert, pour au nom du Serenissime Roy mon tres-cher & bien-aimé Fils, & en son nom Royal representant ma propre personne, de pouvoir entendre, conferer, traitter, ajuster & conclure avec le Comte de Sandwick, Conseiller au Conseil d'Etat du Serenissime Prince Charles second Roy d'Angleterre mon bon Frere & Neveu & son Ambassadeur extraordinaire à cette Cour, en vertu de son Plein-pouvoir lequel il a fait voir du Roi d'Angleterre, de faire un Traité de renouvellement de Paix, & leur donne aussi Plein-pouvoir de faire un Traité d'Union & d'Alliance avec le susdit Roy de la Grand' Bretagne, & une Treve avec la Couronne de Portugal, pour tout le tems qu'on jugera à propos, avec toute la plus grande authorité & le Pouvoir qui reside en ma personne Royale, m'obligeant, comme je m'oblige, & pour le susdit Roy mon Fils en foy & parole Royale, d'aprouver & ratifier le tout par Serment, & autres solemnitez requises, & qui seroient trouvées necessaires en tel cas, dans le terme qui sera convenu, sans en rien diminuer. Pour sureté dequoy j'ay fait depêcher ces presentes, signées de ma main, & scellées du Sceau privé, & contresignées par mon Secretaire d'Etat. Donné à Madrid le quinziéme Juin, mil six cens soixante sept. *Etoit signé*, MOY LA REINE *& contresigné*, DON PEDRO FERNANDEZ DEL CAMPO Y ANGULO.

ANNO 1667.

Plein-pouvoir de Sa Majesté Britannique.

CHARLES second par la grace de Dieu Roy de la Grand' Bretagne, France & Irlande, Deffenseur de la Foy, &c. A tous & un chacun qui ces presentes Lettres verront, Salut; comme le malheur de ce siecle, semble consister principalement en ce que plusieurs Princes & Etats ne pensant qu'à leurs passions, profit & interêt, foulent au pied toute amitié & droits de voisinance, voulant même detruire toutes les affaires quand elles ne sont pas conformes à leur opinion, & à ce qu'ils se sont proposez par leur legereté & injustice, d'autant plus doivent travailler le peu de Rois que le Seigneur Dieu a uni par amitié & bonne affection, à faire des Alliances pour l'entretenir, afin que ceux qui ont des inclinations contraires puissent par cet exemple se porter à la concorde; Vû donc que l'humeur des Anglois & des Espagnols a toûjours été si conforme qu'aussi-tost qu'il y a eu quelque dissention entre eux ils se sont aussitôt reconciliez, & que quand ceux qui tenoient le Gouvernement cherchant la Paix l'ont affermie de part & d'autre, & l'ont saintement observée, on a vû les deux Royaumes fleurir; le tout bien consideré, & étant sollicité par la Serenissime Reine Dame Marie Anne d'Autriche, Mere, Tutrice & Curatrice du Serenissime & puissant Roi d'Espagne, &c. & Gouvernante de ses Royaumes & Païs, de renouveller, non-seulement les anciens Traitez d'entre nos Couronnes, mais de les resserrer encore par de plus forts & plus fermes liens que ceux de cy-devant, il nous a semblé que pour executer un si saint ouvrage, nous devions choisir une personne digne & proportionnée à l'importance de la chose, & qui étant revêtus de la qualité d'Ambassadeur Extraordinaire prés de la susditte Serenissime Reine Regente d'Espagne, ornât ce caractere de ses vertus; c'est pourquoy nous avons jugé à propos de nommer entre autres personnes, nôtre cher & tres-fidele Cousin Edouard, Comte de Sandwick, Burggrave de Hinckingbroocke, Baron Montagu de St. Neote, Vice-Amiral d'Angleterre, Maître de notre grande Garderobe, Conseiller privé & Chevalier du fameux & ancien Ordre de la Jarretiere: c'est pourquoy sçachent tous que nous confians en sa fidelité, diligence, jugement, & prudence avons icelui établi, ordonné, & deputé pour nôtre veritable Commissaire & Plenipotentiaire ayant charge & pouvoir suffisant de dresser, communiquer, traiter, accorder & conclure entre les deux Couronnes de la Grand' Bretagne & d'Espagne une plus forte Alliance, comme aussi touchant la liberté du Commerce & Navigation, & cy-aprés d'une Alliance deffencive & offencive entre les susdittes Couronnes & Royaumes, de la maniere la plus utile & convenable, faire tout ce qui pourra amener les choses à une bonne fin, en dresser Articles, Lettres & autres Instruments necessaires, & enfin de demander & recevoir de l'autre Partie tout ce qui pourra être utile & convenable à ce sujet, promettant en bonne foy & Parole de Roy de tenir pour agreable, & valable tout ce qui aura été fait, accordé & conclu entre ladite Serenissime Reine Regente d'Espagne, ses Deputez Plenipotentiaires, & Commissaires, & nôtre susdit Ambassadeur extraordinaire, & de n'aller jamais au contraire en quelque maniere que ce soit, mais plutôt d'observer & faire inviolablement observer tout ce qui aura été promis en nôtre nom; en témoin dequoy nous avons signé ces presentes de nôtre main & y avons fait attacher nôtre grand Sceau d'Angleterre Donné en nôtre Palais de Westmunster le seiziéme Février mil six cens soixante cinq. Et le dix-huitiéme de nôtre Regne *Signé*, CHARLES R.

XIII.

Vergleich zwischen Chur-Mayntz und dem Churfürstl. Hause Sachsen/ wodurch der zu Leipzig sub dato den 20-30. Decembr. 1666. Zwischen ihnen wegen der Stadt Erffurd getroffene Vergleich mehrers erör- 18. Mai.

tert

ANNO 1667.

tert und vollzogen werden. Geschehen den 16-26. May 1667. in Erffurd. LUNIGS Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Abth. III. Absatz I. pag. 418.]

C'est-à-dire,

Transaction entre l'Archevêque Electeur de MAYENCE, *& le Maison Ducale de* SAXE, *pour l'élucidation & l'execution du Traité conclu entre les mémes le 20-30 Decemb. 1666. touchant* Erford. *A Erford le 16-26. May 1667.*

Zu wissen; Als zwischen dem Hochwürdigsten Fürsten und Herrn/ Herrn Johann Philipsen/ Ertzbischoffen zu Mayntz/ des Heiligen Röm. Reichs durch Germanien Ertz-Cantzlern und Churfürsten/ Bischoffen zu Würtzburg und Wormbs und Hertzogen zu Francken/ ꝛc. ꝛc. und seiner Churfürstl. Gnaden Ertz-Stifft Mayntz an einem; So dann dem Fürstl. Hause Sachsen/ am andern Theil/ die bey der Stadt Erffurth und sonsten von geraumer Zeit hero obgeschwebte Irrungen/ durch gütliche Vermittelung des Durchlauchtigsten Fürsten und Herrn/ Herrn Johann George des Andern/ Hertzogen zu Sachsen/ Jülich/ Cleve und Berg/ des heil. Röm. Reichs Ertz-Marschallen und Churfürsten/ Landgraffen in Thüringen/ Marggraffen zu Meissen/ auch Ober- und Nieder-Laußnitz/ Burggraffen zu Magdeburg/ Graffen zu der Marck und Ravensberg/ Herrn zum Ravenstein/ ꝛc. mit allerseits Interessenten Belieben und Genehmhaltung/ besage des in Leipzig den 20. (30.) Decembr. Anno 1665. aufgerichteten und ratificirten Recesses/ hin und beygeleget/ etliche darinne begriffene Puncten aber zu mehrer Untersuch- und würcklichen Vollziehung ausgestellet/ und zu solchem Ende eine Zusammenschickung allerseits gevollmächtigter Räthe und Gesandten veranlasset worden/ die dann auch bestimmten Tages in Erffurth erschienen/ das Werck unter die Hand genommen/ allerseits vorbrachte Erinnerungen gegen oberwehnten Leipzigschen Recess gehalten/ überleget und reifflich erwogen/ daß darauf nachbenandte praestanda praestiret/ dasjenige/ so weiterer Handlung bedürfft/ erörtert/ und darüber gegenwärtiger Executions-Recess abgefasset und vollzogen worden.

Und zwar (1) hat es bey dem vormals abgehandelten Territorial-Punct über die Stadt Erffurth/ dero eigene und dem Fürstl. Hause Sachsen lehnbar gewesene/ auch eigenthümliche Chur-Mayntzische Oerter/ Schlösser/ Dörffer und Güther/ Inhalts obgemelten Leipzigischen Recesses/ allerdings sein bewenden.

2. Nachdem auch die Fürstl. Sächs. Praetensiones der Nothhülffe/ Nothsteuer/ Evocation vor das Hoffgerichte zu Jehna/ Annehmung der Appellationen von Erffurthl. Gerichten/ Erforderung zu Land-Tägen/ Insinuation der Patenten und deroselben Anschläge/ Bescheidungen zu Auffwartungen/ Haltung der Landes-Trauer/ und alles andere/ was vom Territorial-Recht/ und Landes-Fürstl. Hohheit dependiret/ hinweggefallen; Als hat das Fürstl. Hauß Sachsen nicht allein an dero gesamtes Hoff-Gericht zu Jehna/ sondern zu forderst auch an dero Regierungen und Canceleyen/ daß ins künfftige in allen dergleichen Fällen u. Begebenheiten sie sich in ihren Expeditionen darnach achten sollen/ bereits gehörige Verfügung ergehen lassen.

3. So ist ferner auf des Raths zu Erffurth/ besage Lit. A. geziemend geschehene Loßkündigung des Erbschutzes/ auch denen Fürstl. Sächs. Altenburg-Coburg und Weimarl. Rent-Cammer Lit. B. erthelte Cessiones, derselbe und gemeine Stadt samt aller Zugehör/ von der Erbschutz-Verbündnüß und Lehns-Pflicht entlediget/ quittiret/ und daß hinführo kein Schutz-Geld gefordert werden solle/ versichert worden/ wie Lit. C. und D. ausweisen.

Hertzog Ernstens zu Sachsen-Gotha Fürstl. Durchl. aber sind wegen 5270. fl. Schutz-Geld/ und 1714. fl. 6. gr. der Stadt geliehenen Geldes/ also zusammen 6964 fl. 6. gr. Capitals auff die Gefälle der Dorffer klein Rettbach und Mörschburg dergestalt versichert/ daß deroselben jährlichen 348. fl. 4. gr. 6. pf. als der Zinß von berührter Summa, von denen Unterthanen/ so hierzu würcklich angewiesen werden sollen/ geliefert/ und vermöge Leipzigschen Recesses hierzu/ durch die Voigtey ohnfehlbar angehalten/ zuforderst aber der 3 jährige Zinß-Nachstand von der Cammerey befriediget/ und deshalben/ wie auch gegen vorgedachter Anweisung so wohl/ als erstmogliche Abführung des Capitals und Eventual-Assignation in die Fürstl. Weimarische Cammer/ ferner special-Vergleich getroffen werden solle; Darbeneben hat das Fürstl. Hauß Sachsen in einem Schreiben an Ihre Kayserliche Majest. gehorsamst gebethen/ daß in künfftigen Lehnbrieffen dasjenige/ so in den vorigen/ der Stadt Erffurth Erbschutzes halber/ enthalten gewesen/ aussengelassen werden möchte.

4. Obwohl in des Güther-Geleits halben/ soweit sich der Erffurtische District erstrecket/ zwischen dem Ertz-Stifft Mayntz/ und denen Fürstl. Hause Sachsen auf gewisse masse/ laut Leipziger Recesses Handlung zu pflegen verglichen werden; So hat man dennoch verschiedener vorkommender difficultäten halber/ darzu nicht gelangen mögen. Derowegen solches Güther-Geleit dem Fürstl. Hause Sachsen verbleibet/ damit aber/ weil das Strassen-Recht und Leib-Geleit jedem Chur- und Fürstl. Theil in seinem Territorio zukommet/ gleichwohl bey Verfahrung desselben/ und in andern Fällen/ zwischen den Chur-Mayntzischen Gerichten und Fürstl. Sächs. Geleits-Bedienten kein Streit entstehe/ auch die Fuhrleute/ der Handlung und Commercien zu Schaden/ nicht übernommen noch auffgehalten werden; So hat man sich der Straff-Taffel verglichen/ und solche der Geleits-Taffel beygefüget/ die wider Chur-Mayntzl. Zoll-Ordnung de anno 1521. und Churfürstl. Sächs. Geleits-Taffel de anno 1441. eingeloffene Mißbräuche abgeschaffet/ und/ daß es bey solchen beyderseits Ordnungen/ weil sie besage der durchsehenen Register im Jahr 1618. also in Observantz gewesen/ bleiben solle/ beschlossen/ auch wer von beyderseits wurcklichen Bedienten Zoll- und Geleits-frey seyn soll/ den Schläge-Schatz ausgenommen/ abgeredet/ benennet/ und der Zoll- und Geleits-Taffel beygefüget/ jedoch darbey beyderseits beliebet/ da künfftig ein- oder andern theils mehr fürnehme würckliche Bediente angenommen werden möchten/ daß dieselben so wohl im Geleit als Zoll dieser Befreyung geniessen sollen. Ob auch schon wegen des Fürstl. Sächs. Wapens am Geleits-Hause allhier im Leipziger Recess, einige Veränderung beliebet; So sind jedoch Ihr. Churfürstl. Gn. zu Mayntz gutwillig davon abgestanden/ und verbleibet demnach solches Sächsische Geleits-Schild/ wie es bißhero gewesen ist/ auch hinführo.

Die Cession des Dominii directi derer Dörffer und Güther/ so die Stadt Erffurt vom Fürstl. Hause Sachsen/ entweder zu Lehn/ oder Affter-Lehn/ bißhero getragen/ ist Ihro Churfürstl. Gn. zu Mayntz/ besage Ubertrages-Brieffes sub Lit. E. würcklich geschehen: Und erklären sich Ihr Churfürstl. Gnaden zu Mayntz samt dero Thum-Capitul/ daß sie das Gräffliche Hauß Schwartzburg mit denenjenigen Lehnen/ so von demselben der Rath zu Erffurt/ und der Graffen zu Schwartzburg von dem Fürstl. Hause Sachsen bißhero recognosciret/ beliehen wollen/ und von ihnen gemeldeter Rath solche Stücke/ mit dem Praedicat: Liebe Getreue/ zu Lehn empfangen solle/ es möchte dann ins künfftige mit beyderseits Belieben ein und ander Vergleich getroffen werden. Es hat sich auch das Fürstl. Sächs. Weimarl. Theil erbothen/ wann sich jemand zur Erhandlung ihres Rappischen Ritter-Guthes im Erffurtischen Territorio zu Werlstedt gelegen/ angeben würde/ demselben solches erblich zu überlassen.

6. Gleichergestalt haben Ihro Churfürstliche Gnaden zu Mayntz und dero Ertz-Stifft nicht allein uf alle die im Leipziger Recess angegebene Lehns-Gerechtigkeit an Gotha/ Schloß und Stadt Apolda/ Amt Tanneberg/ Waltershausen/ Altenburg und den Hoff Allendorff/ deren zwar das Fürstl. Hauß Sachsen sich nicht erinnern wollen/ sondern sich auf Käyserl. Belehnung beruffen/ auch da sich künfftig deren andere/ so das Hauß Sachsen vom Ertz-Stifft Mayntz vormals zu Lehn getragen hätte/ oder tragen sollen/ finden würden/ besage Beylage Lit. F. und G. sonbahre schrifftliche Renunciation gethan/ sondern auch sich der Wieder-Kauffs-Aemter Lichtenberg und halb Saltzungen samt aller Zugehörung/ besage Lit. H. dergestalt begeben/ daß hinführo ersterwehntes Hauß Sachsen dieselbe Erb- und eigenthümlich/ ohne einige Einlösung behalte/ und Ihro Churfürstl. Gnaden zu Mayntz und dero Ertz-Stifft dasselbe dabey vertreten/ auch sie beyderseits vor einen Mann stehen sollen/ mit Versprechen/ woferne sich bey dem Chur-Mayntzischen Lehn-Hofe noch ein und andere briefliche Uhrkunden von vorberührten Lehns- und Wiederkauffs-Contracten finden würden/ solche gegen Quittung auszuantworten/ auch/ was dieser wegen denen Lager- und Lehn-Büchern eingetragen/ als mortificiret notiren/ und deswegen aus der Chur-Mayntzischen Registratur einen beglaubten Schein aushändigen zu lassen/ gestalt dann selbige hiermit und Krafft dieses gäntzlich mortificiret seyn und bleiben sollen. Inmassen auch wegen des Amts Capellendorff/ und derer vom Hauß Sachsen bißhero dabey eingehabter Dörffer/ sie mögen Mayntz. Lehn seyn oder nicht/ so wohl wegen der Wüstungen Wiegelau und Jagau der Rath zu Erffurt/ wie weniger nicht derselbe und das Stifft Beatae Mariae Virginis, wegen des Dorffs Grosen-Rudstedt solchergestalt/ wie die Beylagen Lit. I. K. und L. ausweisen/ Verzicht gethan/ und alle Documenta, so sich jetzo finden/ ausgeantwortet/ auch da sich deren mehr finden möchten/ gegen Quittung extradiret werden/ und hiermit ebenmäßig abgethan und mortificiret seyn sollen.

7. Wegen derer auff dem verpfändet-gewesenen Chur-Mayntzl. Amt Mühlberg gehaffteten 12155. fl. haben Ihro Churfürstl. Gn. zu Mayntz nach Empfang der Fürstl. Sächs. Altenburgischen Cession Lit. M. sich sowohl mit denen Herren Graffen zu Schwartzburg/ als jetzigen Inhabern gemeldeten Amtes/ denen Gebrüdern von Witzleben/ uf gewisse Maaß verglichen/ auch darneben dem Fürstl. Hause Sachsen die 1325. fl. 7. gr. 6. pf. so vermöge Melchior Franckens/ damahligen Fürstl. Sächs. Rentmeisters zu Weymar/ in originali vorgelegter Cammer-Rechnungen für unterschiedliche zu dem Amt Mühlberg erkauffte Zinsen und liegende Gründe bezahlet worden/ wieder erstattet. Und weil man auch der Fürstl. Sächs. Gothaischen Cammer/ wegen deren auf dem verpfändet-gewesenen Amt Tonndorff gestandener 5177. fl. 16. gr. 4. pf. denebenst 100. fl. für den Egelsen ausgezahlten Kauff-schillings baaren Erstattung/ wie nicht weniger/ was wegen der von Ihr. Fürstl. Durchl. zu Gotha geforderter Bau-Kosten zu Tonndorff/ sowohl wegen

ANNO 1667.

des

ANNO 1667.

des Hetingischen heimgefallenen Lehn-Guths zu Mühlberg durch des Inhalt Leipzigischen Recesses verwilligte engere Compromiss erkant werden möchte / zusamt dem / was der Jahres-Früchte halben verglichen wird / Abtrag zu thun erböthig ist: So soll alsdann von dem Fürstl. Hause Sachsen / sowohl dieses Amt / als Mühlberg / Ihro Churfürstl. Gnaden zu Mayntz cum omnibus Juribus, durch hierzu deputirte Commissarios gäntzlich wieder eingeräumet / auch die Pfand-Verschreibung samt der Kayserl. Confirmation zurück gegeben werden / wie auch dem Chur-Fürstl. Hause Dresden der Revers, welchen Hertzog Friedrich Wilhelm der Chur-Sachsen Administrator, und Hertzog Johannes zu Sachsen / beyderseits Christlöblichen Andenckens / bey Auffrichtung dieser Wiederkauffs-Handlung von sich gestellet / wiederum ausgeantwortet werden solle. Würde er sich aber nicht finden / so soll er Krafft dieses mortificiret und abgetilget seyn. Und demnach Ihro Fürstl. Durchlauchtigkeit zu Sachsen-Gotha aus dero eigenen Mitteln etlichen Pfarrern und Schuldienern in denen Pfands-Aemtern / um deswillen / damit sie bey Information der Alten und Jungen schuldigen Fleiss anwenden / und dem ihnen hierinne vorgeschriebenen Methodo nachgehen solten / mit gewissen Additionibus versehen / und ungeachtet der erfolgten Einlösung / woferne anders die Pfarrer und Schuldiener der Stifftung Genügen thun / es nochmahln darbey zu lassen gemeynet; So hat es hierbey sein Bewenden / jedoch mit der ausdrücklichen Bedingung / daß / wo ein- und anderer Pfarrer und Schuldiener solches Information-Werck nicht dergestalt beobachten würde / als es von Ihro Fürstl. Durchl. hiebevor angeordnet worden / Derselben / solche Additiones wieder zu sich zu nehmen / und anderswohin GOTT zu Ehren anzulegen / vorbehalten seyn solle.

8. Als man auch wegen der hohen Jagden in dem Erffurtischen District alles zu guter Richtigkeit stellen wollen / und sich befunden / daß auf solche Maße / wie in dem Haupt-Recess enthalten / künfftigen Mißverständen nicht gründlich würde abgeholffen werden; So haben beyde hierunter absonderlich interessirte Chur- und Fürstl. Theile / einen andern weitern Vergleich beliebet / und zwar dergestalt / daß Ihro Churfürstl. Gnaden zu Mayntz auf dem Steiger-Berge und der Waage-Weide samt denen daran stossenden Closter-Juncker- auch Walterslebe- Mörschburger- und Röder-Holtzern und Feldern / und was darinnen angeflogen / biß an den Weg / welcher in dem Grunde des Zeisig-Thales sich anfänget / und biß auf Egstedt gehet / die Hohen- und Nieder-Jagden alleine; Ihro Fürstliche Durchl. zu Weimar / dero Erben und Nachkommen aber von diesem Wege an / welcher auf beyder Theile Kosten versteinet werden soll / in allen andern auch der Will-Röder Geholtze / mit allen / was in der Schell-Röder-Holtzhäuser- und Egestedter Fluhren angeflogen ist / auch denen Feldern die hohen Jagden alleine haben / und / wie dißanhero / also auch ins künfftige / exerciren. Hierdurch aber werden Ihro Churfürstl. Gnaden an dero Jure Territoriali und Forestali, noch ihrem und dero Unterthanen Eigenthum / Viehe-Trifften / Holtzungen und andern Gerechtigkeiten / wie sie bißhero in Übung gewesen / nichts benommen / so auch die Nieder-Jagd einem jeden / wie und wo er solche herbracht / fordershin also bleiben soll; Auch haben Ihro Churfürstl. Gnaden zu Mayntz dem Fürstl. Hause Sachsen zu freundlichem Gefallen sich erkläret / nicht allein den wegen des Dominii directi der hohen Jagden im Erffurtischen District, dessen sie samt dero Ertz-Stifft sich hierdurch in hoc passu gäntzlich begeben / vom Hause Sachsen verwilligten Lehn-Revers sowohl die jährlichen vier Stück Wildes / und die Lust-Jagden fallen / sondern auch Ihro Fürstl. Durchl. zu Weimar dero Erben und Nachkommen neben der hohen Jagd in Holtz und Feldern / auch die Nieder-Jagden in dem Espig-Peter- und Wechsel-Holtz / also / daß biß auff 300. Schritte um diese Holtzer niemand als Fürstl. Sächs. Jäger oder Schützen / Hasen oder Füchse zu schiessen befugt seyn sollen / alleine zu lassen und zu übergeben. Wie denn der Herr Prælat des Klosters S. Petri gegen ein von Ihro Churfürstl. Gnaden ihm versprochenes Æquivalent seine gehabte Nieder-Jagd-Gerechtigkeit / dem Fürstl. Hause Sachsen cediret und abgetreten. Worbey auch abgeredet / daß die Rehe unter das hohe Wild zu rechnen / und die Folge beyderntheils auf 24. Stunden solcher gestalt zu erstatten / daß derjenige / so etwas geschossen / seinem Grätz-Nachbar bey der Folge den Anschuß anzuzeigen schuldig seyn solle.

9. Wiewohln Ihr. Churfürstl. Gn. zu Mayntz noch zur Zeit von dem Zeller-Georgthaler und Reinhardsbrunner-Hofe zur Fortification keinen gebrauchen / so ist denenselben dennoch die bedingte Austauschung / in dem im Leipzigischen Recess benennten Fall ferner vorbehalten; Entzwischen aber der jetzige Besitzer des Reinhardsbrunner-Hoffes zur schuldigkeit / jedoch ohne Nachtheil der darauff hafftenden Chur-Mayntzischen Frey-Zinß-Gerechtigkeit / angewiesen worden.

10. Wegen des Landes-Fürstl. und Lehnsherrl. Rechten / auch Ober- und Nieder-Gerichten zu Ißeroda / hat das Fürstl. Hauß Sachsen so viel Documenta, als sich gefunden / ausgeantwortet. Alldieweiln aber wegen bekanten grossen Unvermögens der Chur-Maintzl. Unterthanen daselbst / in Abführung der dem Fürstlichen Hause Sachsen für die bißhero genossene Ordinar- wie auch Extraordinar-Land- und Tranck-Steuer verwilligten jährliche einhundert Gulden sich besorgliche Beschwerungen intragen möchten / ist verglichen / daß ein- vor allemahl 2000. fl. Capital der Fürstlichen Sächs. Weimarischen Cammer an Erffurthischer Activ-Schuld cediret werden soll; Immassen auch Inhalts Lit. N. beschehen ist.

in Bey-Gleichen / Blanckenhayn und Nieder-Crannichfeld bleibet das Fürstliche Hauß Sachsen in possessione vel quasi Juris Territorialis, cum omnibus commodis & emolumentis, so weit es solche bißhero exerciret und im Brauch gehabt. Ingleichen wird auch der Graff von Hatzfeld bey der Gewehr seiner Gerechtsame / so weit dieselbe hergebracht / und sonst habenden Gräfl. Reichs-Stande gelassen. Es ist aber Ihro Churfürstl. Durchl. zu Sachsen / Inhalts Leipzigis. Recesses gebührend ersuchet worden / das Exercitium actuum superioritatis, biß zu Austrag der Haupt-Sache / uff Maaß und Weise in letztermeldtem Recess enthalten / zuführen / und wiewohl / so viel solche Haupt-Sache betrifft / daß selbige uf gütliche Wege hingeleget werden möchte / vorgefallen; So hat es doch wegen Kürtze der Zeit vor dißmahl nicht geschehen können / sondern wird man dessentwegen ehisten zusammen schicken / und fernere Handlung pflegen. Und hat wegen der 500. fl. davon Sachsen-Gotha 117. fl. 17. gl. 11. pf. und Sachsen Weimar 382. fl. 2. gl. 1. pf. zugehörig / die der Graff von Hatzfeld dem Fürstl. Hause Sachsen interims-weise zur recognition durch die Unterthanen jährlich zu liefern gewilliget; bey dem / was hiervon im Leipziger Recess abgehandelt worden / sein bewenden. Weil auch eventualiter die bey der Fürstlichen Sächsischen Weimarischen Cammer der Stadt Erffurt gehörige Schuld dafür hafftet / hat gemelter Rath deswegen sub Lit. O. eine schrifftliche Versicherung von sich gestellet; Und nachdem von Zeit des Leipziger Recesses das Fürstliche Hauß Sachsen-Weimar an Steuren gedachter Orthen nichts erheben / sondern dieselben an 600. fl. 7. gl. 1. pf. annoch zurück stehen. So erwartet dasselbe zuförderst deren Bezahlung. Könte aber jetzgedachtem Fürstlichen Hause wegen obiger 500. fl. andere annehmliche Versicherung gemacht werden / stünde es auf fernere Vergleichung. Es sind auch Ihro Fürstliche Durchlauchtigkeit zu Sachsen-Gotha und die Herren Graffen zu Schwartzburg / vermöge beygefügten Scheins sub Lit. P. daß ihnen die Dörffer Günthersleben / Ingersleben und Sültzenbrück verbleiben / und die Unterthanen deren Oerther keine Frohnen zu Wandersleben hinfuhro zu thun schuldig bleiben sollen / gnugsam versichert worden; Und bleiben demnach solche Frohnen denen Herren Graffen zu Schwartzburg alleine zu gebrauchen / wohin sie wollen.

Hingegen haben Ihro Fürstliche Durchl. zu Sachsen-Gotha nicht allein auf das Jus Feudalitatis dero Lehnstücke zu Wandersleben und Freudenthal / krafft dieses / Verzicht gethan / sondern auch die aus Wandersleben gefallene und auf beschehene Fürstliche Anordnung / verwahrte Nutzungen dem Herrn Graffen von Schwartzburg die Erb- und Heb-Register / auch andere Documenta, so viel deren vorhanden / extradiret / die Unterthanen zu Wollersleben der Pflicht erlassen / selbige hingegen Herr Graff von Hatzfeld / nechst Versicherung sie bey ihren Rechten und Gerechtigkeiten verbleiben zu lassen / uffgenommen; Und nachdem nunmehr vermöge Leipzigl. Recesses die Taxation des Vorwergs zu Wandersleben mercklich gemacht worden / so stehet dem Herrn Graffen von Hatzfeld frey / zwischen dato und Michaëlis des 1669. Jahres die Zahlung des durch die taxation bestimten pretii an 16682. fl. 10. gl. 6. pf. dergestalt baar zu leisten / daß / da vor der Heu-Erndte die Ablösung erfolgte / der Herr Graff von Hatzfeld die fructus naturales, und die Herren Graffen zu Schwartzburg die fructus industriales samt der Viehe-Nutzungen biß Michaëlis haben / sonsten aber / und da auff Michaëlis, und also nach verrichteter Heu-Erndte die Einlösung erginge / die Herren Graffen zu Schwartzburg / nebenst denen industrialibus ebenfals die fructus naturales behalten / und hierüber den Saamen und das Artlohn derer auf das künfftige Jahr bestellten Äcker / so weit solche Bestellung nicht mit des Dorffs Wandersleben hergekommenen Frohnen verrichtet worden / vom Herrn Graffen von Hatzfeld erstattet werden solle; Und soll nach erfolgter Einlösung der Graff von Hatzfeld angeregtes Vorwerg gleich dem Dorff Wandersleben vom Ertz-Stifft Mayntz zu Mann-Lehn zu erkennen schuldig seyn. Trüge sichs dann zu / daß der Herr Graff von Hatzfeld die auf Michaëlis 1669. gesetzte Frist vorbey gehen liesse / und also des Vorwergs zu Wandersleben und das taxirte pretium mit derer Zahlung nicht an sich bringen würde; So wäre alsdann derselbe hiezu weiter nicht zu zulassen / sondern die Herren Graffen zu Schwartzburg behielten solches Vorwerg erb- und eigenthümlichen; Jedoch daß sie dasselbe von Ihro Chur-Fürstl. Gnaden zu Mayntz gleichfals zu rechten Mann-Lehn trügen / es würde aber solchen fals die Frohne derer Unterthanen im Dorff Wandersleben / welche biß dahin zum Vorwerck zu leisten ist / dem Herren Graffen von Hatzfeld verbleiben: damit auch / woferne binnen solcher zur Einlösung gesetzten Zeit sich casus fortuiti ereignete / aller besorglicher Streit und Mißverstand verhütet werde / so ist dahin verglichen / daß solche casus fortuiti, wenn sie nicht aus beweißlicher culpa derer Herren Graffen zu Schwartzburg und der Ihrigen sich begeben / der Herr Graff von Hatzfeld gestehen / und derer ungeachtet das vollständige pretium derer 16682. fl. ablegen und entrichten solle. Was auch die Frohnen betrifft / welche die Unterthanen des Dorffs Wandersleben interim zum Vorwerck leisten / haben die Gräfliche Schwartzburgische Bediente solche von den Leuten zu erfodern: Im fall aber dieselbe ungehorsamlich aussenbliebe / und sich dessen weigern würden / denen Hatzfeldl. Bedienten / oder in deren Abwesenheit den Schultzen des Orthes um Hülffe anzulangen / da denn die Hatzfeldischen Befehlgshaber denen Schwartzburgischen unverzügliche Hand bieten / oder auf weitern vorgehenden Ungehorsam die Herren

ANNO 1667.

ANNO 1667.

ten Graffen zu Schwartzburg propria authoritate durch Gehorsams-Zwang die Unterthanen zur Gebühr anhalten mögen. Im übrigen sollen die Unterthanen des Orths der Religions-Assecuration halber alles dessen zugeniessen haben / was dießfals andern zum besten im Leipzigischen Recess Art. 17. verglichen und disponiret ist / und darwieder von niemanden beeinträchtiget werden / gestalt dann auch der Pfarrer daselbst die Besoldung / wie seine Vorfahren zur Zeit der Graffen von Gleichen solche gehabt / nochmahls behalten / und dessen hiedurch versichert seyn soll.

Ubrige Gleichl. Lehn und Afterlehn im Erffurtischen Gebiete in und um Erffurt hat das Fürstl. Hauß Sachsen / und zwar Sachsen-Gotha / als jetziger Innhaber des Oberlehn-Rechtes / vermittelst Scheins sub Lit. Q. Ihro Churfl. Gnaden zu Mayntz abgetretten / welche dann diejenige / so der Singuli inne haben / den Herrn Graffen von Hatzfeld zur After-Belehnung ferner conferiren. Und sollen von den Herren Graffen zu Schwartzburg die Lehn-Leute ihrer dießfals getragenen Pflicht erlassen / und darinne resp. an Ihro Churfürstl. Gnaden und Herrn Graffen von Hatzfeld gewiesen werden. Ob auch wohl das Dorff Stäten vermöge des Leipziger Recesses gegen ein gleichmässiges Lehn / Ihro Churfl. Gnaden zu Mayntz cum omni Jure bleiben solte; so seynd sie jedoch Ihrer Fürstl. Durchl. zu Sachsen-Gotha zu freundlichem Gefallen hiervon gutwillig abgestanden / und werden nicht weniger die Herren Graffen zu Schwartzburg bey ihren biß dato daselbst gehabten Rechten allerdings gelassen.

So wirds auch bey dem von Ihro Churfürstl. Gnaden zu Mayntz / ratione der Mayntzischen Lehnstücke / so Hertzog Friedrich Wilhelm zu Sachsen Administrator, Christlöbl. Andenckens Anno 1591. von Graff Carln von Gleichen seel. erkaufft / Krafft des Leipziger Recesses in solche Alienation und des gemelten Jahres darüber auffgerichteten Kauffbrieffes albereit gegebenen Consens nochmahls beständig gelassen; und deswegen ein absonderlicher Consens-Brieff sub Lit. R. ausgeantwortet; Und weil die fernere Handlung wegen der Tranniafelder See-Teiche und Mühlstädten / Wießwachs / auch Blanckenhayn / und Nieder-Tranniafelder Hohen-Jagden / wozu das Fürstl. Hauß Sachsen-Gotha und Weimar / sich freywillig erkläret hat / annoch nicht vorgangen; So soll solche auf des Herrn Graffens von Hatzfeld erwartendes Nachsuchen und Vorschlagen unter die Hand genommen werden.

Hiernechst hat dem Fürstl. Hause Sachsen der Herr Graff von Hatzfeld gegen Empfahung seines Pfandschillings / welcher sich auff 27000. fl. befunden / das Dorff Mückeroda abzutreten sich erkläret; und soll auch das Fürstl. Hauß in possessione vel quasi des Dorffs Neuendorff verbleiben / biß an Chur-Mayntzl. seiten das Dominium Directum erwiesen werden wird; Jedoch daß solches binnen 4. Jahren geschehe / in Verbleibung dessen aber das Fürstliche Hauß Sachsen seinern Anspruchs enthoben seyn solle.

Das Gräfliche Gleichl. Archiv. betreffend / hat sich dasselbe beym Fürstl. Hause Sachsen nicht finden wollen; Jedoch wird man Fürstlicher Sächs. seiten dero Regierungen und Hoff Gerichte anbefehlen / daß die von Mörseburg contra Hohenlon ventilirte Acta dem Hrn. Grafen von Hatzfeld auf ansuchen wegen vorgelegt / und / so viel daraus vonnöthen / in copia abgefolget werden.

12. Weil vom Fürstl. Hauß Sachsen-Weimar dero Beamten in der Voigtey Brembach und Grossen-Obringen gewisser Immissions-Befehl ertheilet / und die Carthauß in ihre daselbst habende Güter und Zinsen würcklichen immittiret werden: so hat dieselbe ratione fructuum perceptorum & expensarum sub Lit. S. schrifftliche Verzichte ausgehändiget.

13. Die von denen im Fürstl. Sächs. Territorio gelegenen / Mayntzischer Geistligkeit eigenthümlich zustehenden Erbzinsen und Güthern zu fordern habende ordinar-Steuer / ist auf Ihro Churfürstl. Gnaden zu Mayntz bewegliches Zureden / und in Ansehung dessen / daß die Besitzer der Aecker und Zinß-Güther ohne das die Steuern / wie bißhero zu entrichten / von gesamtem Fürstl. Hause Sachsen / gleich vorhin von Sachsen-Altenburg geschehen / dergestalt moderiret / daß sie ins künfftige den 6ten Theil aller gangbaren Erbzinsen und Gefällen / an statt solcher Steuern zurück lassen; Jedoch die Fürstl. Bediente diesen für die Steuer bestimmten Antheil Zinsen nicht an einem Ort vor den andern / sondern jedes Orts absonderlich erheben und abziehen / und darneben / daß annehmliche Frucht geliefert werde / beobachten / auch jedesmahl die Stifft-Bediente / daß solcher Zinß Antheil an statt der Steuer verglichener massen abgetragen worden / quittiren / der Geistlichkeit auch zu denen noch ungangbaren Zinsen / ehister Möglichkeit nach / verhelffen / selbige biß zu erlangter Richtigkeit auch nicht beygeleget / und so wohl gangbare als ungangbare Zinsen / von allen extraordinar Anlagen / Inhalts des Haupt-Recesses / freygelassen werden sollen.

14. Bey dem 14. Articul ist kein præstandum vor / sondern es bey dem Vertrag de Anno 1553. gelassen worden.

15. Wie auch so viel den 15. Articul betrifft / es bey dem Leipzigisch. Receß sein Bewenden hat.

16 Seynd die zwischen der Walschleber und Ringleber / dann Sprötau und Wipracher / wie auch klein Brembacher Fluhren vorgewesene Streittigkeiten / vermittelst zusammengeschickter Beamten und Bedienten auf vorhero genommenen Augenschein / auch eingezogene Kundschafft meistentheils gütlich hin- und beygeleget worden / und soll auch das übrige gleichergestalt ehistens vorgenommen / und erörtert werden.

17. Und ob zwar durch den Westphälischen Friedenschluß die Stadt Erffurth / und alle dazugehörige / ihrer Religions-Freyheit vorhin genugsam versichert; so haben dennoch Ihre Churfl. Gnaden zu Mayntz und dero Ertzstifft / zu allem Uberfluß / auff Begehren des Fürstl. Hauses Sachsen / die Unterthanen / Adel- und Unadeliche / Geist- und Weltliche in dem Erffurtischen District, wie auch denen Pfands-Aemtern Tonndorff und Mühlberg / ebenergestalt Isteroda / auch Gleichischen und allen andern in diesem Vergleich berühreten und abgetretenen Oerthern / da das Exercitium Augspurgischer Confession in Kirchen und Schulen jetzo üblich / und was in dem 17. Articul des Leipzigischen Recesses weiter enthalten / darbey ohnhinderlich und ohne Eintrag zu lassen / beygehende Versicherung mit Consens des Thum-Capituls sub Lit. T. gnädigst ertheilet.

ANNO 1667.

18. 19. 20. Wegen verglichener Administration der Justitz in künfftigen Irrungen zwischen Chur-Mayntzis. und Fürstl. Sächs. Unterthanen / beyderseits Renunciation auf alle Prætensiones, und gegen den Leipziger Receß lauffender Ausreden / auch beständiger stetswährender ewiger Freundschafft / hat es allerdings bey ersterwehntem Receß und den darinne beschriebenem modo procedendi sein Bewenden; Und soll die Kayserl. Maj. ebenfals zu mehrer Bekräfftigung dieses Recesses umb allergnädigste Confirmation gebührend ersuchet werden.

Zu Uhrkund dessen ist gegenwärtiger Receß auffgerichtet / und biß zu Erfolgung deren sämtlichen Chur- und Fürstlichen Herren Principalen und Interessenten Subscription und Besiegelung / welche innerhalb Monatsfrist / von dato an / von einem jeden Ihro Churfürstl. Durchl. zu Sachsen als Mediatorn ohnfehlbar eingeschicket werden soll / von denen anwesenden Räthen und Abgesandten Krafft habender Vollmachten vollzogen worden / alles treulich und sonder Gefehrde. So geschehen den 26. (16.) May / Anno 1667.

Friedrich Greiffenclau von Vollrath wegen Chur-Mayntz.

Gerton Molitoris D. Chur-Mayntzischer Rath.

Wolff Conrad von Thumbshirn / wegen Sachsen-Altenburg.

Hanß Dietrich von Schönberg / wegen Sachsen-Altenburg.

Rudolph Wilhelmus Krauß / wegen Sachsen-Weimar.

XIV.

Protestation und Contradiction Hertzogs Joachim Ernst zu Holstein-Plön / wider die von Graff Antonio zu Altenburg vor und im Namen Ihro Königl. Majest. in Dännemarck und des Herrn Hertzogs zu Holstein-Gottorff Durchl. ergriffene possession der Graffschafften Oldenburg und Delmenhorst. Geschehen Plön den 2. July 1667. [Vorstell. des nähern Succeßions-Rechts Hertzogs Joach. Ernsts zu Schleswig-Holstein zu den Graffschafften Oldenburg und Delmenhorst vor Ihro Königl. Majest. zu Dännemarck &c. sub Num. III. in Append. *Diar. Europ.* Contin. XIX. pag. 117.] 2. Juill.

C'est-à-dire,

Protestation de JOACHIM *Duc de Holstein-Ploen contre la prise de Possession, des Comtés d'Oldenburg & Delmenhorst, faite par* ANTHOINE *Comte d'Altenbourg au nom du Roi de Dannemarc, & du Duc de Holstein-Gottorp. A Ploen le 2. Juillet 1667.*

VOn GOttes Gnaden Wir Joachim Ernst / Erbe zu Norwegen / Hertzog zu Schleßwig / Holstein / Stormarn und der Ditmarschen / Graffe zu Oldenburg und Delmenhorst / &c. Thun vor Uns und Unsere Nachkommen hiemit kund an männiglich / tragen auch keinen zweiffel / es werde allen denen jenigen / welchen voh des Heil. Röm. Reichs Actis publicis einige wissenschafft beywohnet / allbereit zur genüge kund seyn / was gestalt von J. J. Weyl. Kays. Kays. Maj. Maximiliano II. und Ferdinando III. glorwürdigsten andenckens / denen Hertzogen zu Schleßwig-Holstein / allerseits Linien und Häusern die Anwartung auf die Graffschafften Oldenburg und Delmenhorst / als unstreitigen Agnatis allergnädigst ertheilet / und in denen darüber ausgefertigten Kayserl. Expectantz-Brieffen es also verordnet worden / daß bey abgehender Gräffl. Oldenburgischen Linien von denen Hertzogen zu Schleßwig-Holstein der proximior gradus, oder wann sie dessfals pares wären / der Senior vor allen andern / in beyde obgenannte Graffschafften succediren solte.

Wann es nun dem Allerhöchsten gefallen / uns biß zu dem tödtlichen Hintrit des am 19. des verwichenen Monaths seel. verschie-

Anno 1667.

schiedenen letzten Herrn Grafen zu Oldenburg das Leben zu fristen/ und wir demnach unter allen/ jetziger Zeit lebenden Hertzogen zu Schleßwig-Holstein/ rc. an erlebten Jahren/ nicht allein der älteste/ sondern auch noch umb einen Grad des vor hocherwehnten letzten Herrn Grafen zu Oldenburg seel. Gedächtnus/ nechster Vetter sind/ so hätten wir verhoffet/ man würde der/ ex proximitate sanguinis uns allein zukommender/ und in denen Kayserl. Expectantz-Brieffen vest fundirter Successions-Gerechtigkeit/ ihren vigor gelassen/ und in keinem wege eingegriffen/ und bevorab die sämbtliche Gräfl. Oldenburg- und Delmenhorstische Land-Stände (zumahl sie unsere notorische und im gantzen Reich kundbahre Jura, als höchst interessirte Personen/ unmüglich ignoriren können) sich keiner andern Herrschafft verpflichtet/ und unterthänig gemacht haben. Wir sind aber wider alle solche gute Zuversicht/ mit nicht weniger verwunderung in Erfahrenheit kommen/ daß also fort deß andern Tages/ nach obbeklagten Gräfl. Todesfall/ Herr Graff Anthonius zu Altenburg vor und im Namen Ihrer Königl. Majest. zu Dennemarck/ rc. und des Herrn Hertzogen zu Schleßwig-Holstein-Gottorff/ rc. Ld. eine vermeintliche possession derer Graffschafften sich angemasset/ und die Huldigung von denen Unterthanen bey geschlossenen Pforten gefordert und eingenommen. Gleich wie nun solches thätliche vornehmen/ nicht allein denen klaren Kayserl. Verordnungen/ und Befelch unverantwortlich zuwider lauffet/ wie auch uns und alle unsere Erben und Nachkommen/ als ein jeder verständiger leicht zu ermessen hat/ hierdurch an unsern wohlhergebrachten Rechten/ mit unersetzlichen schaden gefähret worden; Also müssen wir billich/ vor Uns und unsere Nachkommen/ allen solchen attentatis feyerlich contradiciren/ wie wir denenselben hiemit nochmahls in optima forma widersprechen/ und sie vor eigenmächtig und nichtig halten/ auch darwider Uns und Unsern Nachkommen alle rechtliche Hülffs-mittel und competirende Jura wollen reservirt/ und dabey expresse protestirt haben/ daß unser bißheriges Stillschweigen (indeme wir wegen Entlegenheit des Orthes von der Sachen gründliche nachricht nicht eher erlangen können) auch alles andern was in diesem Successions-fall/ vom hohen Gegentheil biß anhero de facto geschehen/ oder noch hinkünfftig vorgenommen möchte werden/ niemanden zu Erlangung oder Beweiß einigen Rechtens dienen/ noch irgend zu einem Behelff wider Uns/ und unsere Nachkommen/ angezogen werden solle. Zu mehrern Urkund und kräfftigen Valor haben wir diese offenbahre Protestation eigenhändig unterschrieben und mit unserm Fürstl. Secret besiegeln lassen. So geschehen auf unserm Hauß Ploen/ den 2. July Anno 1667.

XV.

18. Juill. *Pacta prævia inter* CAROLUM XI. *Regem Suecorum & Ordines Generales Fœderatarum* BELGII PROVINCIARUM *conventa, super Designatione Mercium quæ pro vetitis sive Contrabandis habendæ sunt. Dat. Hagæ Comitum die 18. Julii 1667.* [Copie tirée des Archives de l'Ambassade d'Espagne à la Haye, du tems de *Charles II.* & meilleure que celle de la premiere Edition, de ce Grand Recueil de Hollande. Tom. IV. pag. 203.]

Pacta prævia inter Serenissimum ac Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum Carolum *Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regem & Principem Hæreditarium, Magnum Principem Finlandiæ, Ducem Scaniæ, Estoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Cassubiæ & Vandaliæ, Principem Rugiæ, Dominum Ingriæ & Wismariæ; Nec non Comitem Palatinum Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ & Montium Ducem, & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales* Fœderati Belgii, *super Mercium quæ pro vetitis sive* Contrabandis *habendæ designatione aliisque eo pertinentibus negotiis, communi consensu placita, protenus quidem ad amussim præstanda atque adimplenda, dehinc autem solemni de re maritima Tractatui inter Sereniss. Regiam Majest.* Sueciæ, *& Celsitudinem D. D. Ordinum sanciendo, inserenda.*

I. SUbditis ac Incolis *Sueciæ*, simul ac *Fœderati Belgii*, plena Commerciorum atque Navigationis hinc inde libertas erit per Regna, Status, Ditiones & Provincias, quæ cum Seren. Regia Majest. Sueciæ, aut cum Celsitudine D. D. Ordinum Generalium *Fœderati Belgii*, Pacis, Amicitiæ aut Neutralitatis jus sive jam nunc exercent, sive exercebunt inposterum. Eaque libertas nequaquam interpellenda aut turbanda per alterutrius Partis ejusve Subditorum navigia ex occasione inimicitiarum, quæ illi ejusve Successoribus intercedant fortè, vel de futuro sint intercessuræ, cum Regnis, Statu, Ditionibus, quibuscum Parti alteri jus Fœderum aut Neutralitatis intercedat, intercessurumve sit.

II. Nec propterea liceat tamen aut fas sit, Subditis, Incolisvè Ditionis alterutrius Fœderatorum prohibitas Merces (quas *Contrabandas* vocant) importare in Regna vel Regiones, quibuscum quidem ipse ex sua parte aut Amicitiam, aut Neutralitatem colat, sed adversum quos alter Fœderatorum Bello vel jam implicetur, vel implicandus sit de futuro.

III. Ut verò evitentur penitus atque amoveantur Controversiæ & disceptationes, quæ ob designandam jam dictam Mercem de *Contrabanda* oriri aliquando possent, convenit utrimque ac pro re rata habitum est, hoc in numero duci & censeri oportere Arma quævis ad vim tam propulsandam quam inferendam apta, præsertim quæ ignem concipiunt pulvere tormentario, quem dicunt, admoto, aliaque eodem pertinentia, ejus verò generis intelligantur *Tormenta Bellica majora & minora* omnis generis, quæ *Canones* & *Sclopeta* vulgo dicuntur, *Mortaria, Petardæ, Bombæ, Granata, Saucisæ, Coronæ Piceæ, affustæ, Furcæ Sclopetariæ, Bandeleriæ, Pulvis Tormentarius, Fomites sive Lonten, Glandes Tormentariæ tam ferreæ quam plumbeæ, Nitrum sive Salpetra, Enses, Lanceæ, Hastæ, Helebardæ, Bipennes, Flagella armata, Cuspides*, & reliqua id genus Arma ad vim inferendam apta. Tum *Cassides, Galeæ, Loricæ, Thoraces ænei ferreique, Clipei*, aliaque arma ad vim arcendam idonea, præterea ad Bellum instruendum utilia quæcumque, nempe *Equi, Ephippia, Sclopetorum Equestrium reconditoria*, & quicquid denique utile aut necessarium ad instruendos equos tam Turmarum equestrium, quam rei tormentariæ, nisi numero sint admodum exiguo, ut inde conjectura probabilis elici possit, eadem non ad Bellum sed ad alios usus esse destinata.

IV. Merci prohibitæ nequaquam accensebuntur, *Pecunia, Frumenti ac leguminis* genus omne, *Sal, Vinum, Oleum*, nec quicquid ad *victum* aut *alimentum* refertur, sed nec *Ferrum, Cuprum, Æs*, nec quidquid ad Naves construendas, instruendasvè, necessarium est, cujus notæ sunt *Cannabis, Linteamen velis nauticis* aptum, *Picis tam liquidæ quam aridæ* omne genus, *Mali, Trabes, lignum incurvum, Tabulæ navales, rudentes, anchoræ*, vel *anchorarum partes qualibet*, hoc in numero habebuntur, nec alias Merces, quæ pro terrestri vel maritimo [illegible], multò minus hæ, quæ ad alium quemvis usum jam apparatæ ac conformatæ sunt, nec aliud Mercimonii genus quodcumque, quod præcedenti paragrapho designatum non sit. Sed id omne transportari huc illuc licebit, etiam ad illas Nationes quibuscum Fœderatorum alter Bello jam nunc involutus est, aut postmodum involvi posset.

V. Attamen nec *Pecuniam* nec *Commeatum* aut quicquid vitæ per *alimentum* sustentandæ conducit, quod jam supra paragrapho *quarto* inter licitam Mercem sit numeratum, nec Militem nec quid aliud ex hisce rebus, quæ Hosti in commodum vel adjumentum modo quocumque cedant, submitti hinc inde fas esto ad Munimenta, Oppida vel loca præsidio militari instructa, quamdiu ea ipsa per Militem Fœderati alterutrius, respectu locorum in Oris maritimis sitorum, tam Terra quam Mari, obsidione cingi vel manu armata assideri continget, animo eadem in potestatem suam redigendi.

VI. Porrò ut impediatur, ne Merces in illicitis jam designatæ ad Hostem Fœderati alterutrius subvehantur, vel etiam ne, sub hoc ipso subvectionis impediendæ prætextu, libertas securitasque Navigationis & Commerciorum detrimenti quid capiat, ab Incolis, Subditisque Ditionis alterutrius ubivis locorum, tam in Portu atque Statione navali alterutrius Fœderati, quam in aperto Mari, nihil omninò requiri aut exigi jus esto, præter exhibitionem talis Diplomatis, quale utrimque usus hactenus confirmavit, aut quale deinceps per Pacta rei maritimæ utrimque ineunda ratum habebitur; Exhiberi ad hæc necessum erit Literas *Passeportus*, in quibus quantitas qualitasque Mercis, quâ Navis onerata est, designetur, & eas quidem indultas ab Officialibus publicâ auctoritate constitutis illic locorum, unde Merx ipsa transportatur, & juxta quas Jura, quæ pro Mercimoniis transportandis debebantur, persoluta sunt; quod si Navis hæc non nihil Mercium vetitarum, quas de *Contrabanda* vocant, vehit, oportebit in Literis *Passeportus* exprimi, atque designari ea loca, ad quæ id genus

ANNO 1667.

nus Merces devehendæ sunt; post quam exhibitionem scrutationi aut visitationi Naves, Mercesque non subjicientur, nec quicquam damni, moræ aut molestiæ iisdem, quocumque sub prætexto objicientur.

VII. Quod si constiterit Naves ad Subditos alterutrius Fœderati pertinentes, quæ ex toto vel ex parte Merce interdicta hujuscemodi oneratæ sint, ad Portum quem hostilem aut ad loca inimicæ Ditioni subjecta destinari, Merx omnis ejuscemodi prohibita per Judicem competentem Fisco addicetur. Naves ipsæ & quod reliquum Mercimonii haud vetiti in iis erit, tutum à Fisco illibatumque permanebit.

VIII. Bona sive Merx quæcumque pertinens ad Subditos Fœderatorum alterutri, etiam illa, quam ex superiorum Paragraphorum Auctoritate permissam ac neutiquam prohibitam esse constabit, in Navibus *inimicis* fortè deprehensa, in prædam occupanti cedat, ac Fisco addicatur, ulla sine exceptione; Contra tutum omninò & immune à Fisco habeatur quicquid Navigiis ad Fœderati alterutrius Subditos pertinentibus concredetur, utcumque sit Parti alterutri inimicorum, excepta solummodo Merce de *Contrabanda* ad Portum hostilem destinata, adversus quam procedatur per modos jam supra designatos, sed & *vectores* quoscumque quamvis Subditos inimicos Partis alterutrius, tutos navigare conveniet, dum devehuntur aliquo in Navi Partis Fœderatæ hujus vel illius, nec eos inde avelli aut auferri licebit, exceptis tantum *Ducibus* sive Officialibus hostilibus.

IX. Denique D. D. Ordines statim post subscriptionem harum Tabularum mandabunt, ut Naves Merxque omnis ad Subditos *Suecanæ* Ditionis pertinentes, atque ex auctoritate Paragraphorum superiorum pro licitis habendæ, quas in potestate occupantium, aut in Custodia *Admiralitatis* Belgicæ liquebit etiamnum detineri, nec Fisco hactenus addictas esse, quasve occupari, postquam Pactis hisce jam subscriptum erit, continget, quantocius Proprietariis restituantur.

X. Quantum verò attinet ad restitutionem Navium Merciumque quarundam *Suecanarum*, quas per Sententiam solemnem Collegiorum rei maritimæ sive Admiralitatis per *Fœderatum Belgium* pro Jure captis habitas, ac proinde Fisco addictas esse constabit, cum nomine Regiæ Majestatis Sueciæ contendatur, urgeaturque solemnes hasce Sententias sub fundamento minus stabili solidoque ac parum validis de causis, quæ per Patronos Fisci Admiralitatis in rem suam fint allegatæ, latas fuisse, curæ erit D. D. Ordinibus ut ejuscemodi Sententiæ secundum Leges & Statuta Fœderati Belgii per *Revisionis*, quam vocant, formam, altiori, attentiorique indagini permittantur, Judicibusque *Admiralitatis* Ordinariis, alii extra ordinem, ut fieri consuevit, Judices periti, quique in partibus non sint, adjungantur. Quod si rationes nonnullas solidas in causam continget proferri, quæ conducant ad revocandos *fatalium revisionis*, aliorumvè defectuum neglectuumvè decursus; post elapsum jam liti persequendæ tempus præscriptum, iis locum haud quaquam defore D. D. Ordines pollicentur.

Hisce Pactis subscriptum est per nos Legatum & Ablegatum Extraordinarios S. Reg. Majestatis *Sueciæ* ab una parte, à parte verò altera per nos Commissarios Celsitudinis D. D. Ordinum *Fœderati Belgii* Generalium, & de Pactis iisdem utrimque debitum in modum convenit. Promittentes nos hinc inde hæc ipsa Pacta per Regiam Majestatem *Sueciæ*, ac Celsitudinem Dominorum Ordinum Generalium ratihabenda, ratihabitionemque hinc inde exhibendam ac tradendam fore intra spatium *trium mensium*. Cujus in rei fidem majorem manu nostra, nostroque Sigillo hoc Diploma sancivimus. Actum Hagæ-Comitum Anno 1667. die 16. Julii.

(L.S.) *Christoph. Delphicus B. ac Comes à Dhona.*
(L.S.) *Haraldus Appelboom.*

(L.S.) *J. van Gent,*
(L.S.) *B. d'Asperen.*
(L.S.) *Johan de Witt.*
(L.S.) *M. van Crommon.*
(L.S.) *J. Hoolck.*
(L.S.) *E. van Bootsma.*
(L.S.) *W. Royer.*
(L.S.) *J. Ysbrandts.*

Articuli separati.

QUandoquidem Paragrapho *quarto* Conventionis præviæ, hodie inter Dominos Legatum & Ablegatum Reg. Majest. *Sueciæ* extraordinarios, Celsitudinisque D. D. Ordinum Generalium *Fœderati Belgii* Commissarios conclusæ generatim statutum sit, in vetitarum Mercium, quas *Contrabandas* vocant, numerum referendum non esse, quicquid ad Naves construendas instruendasve conducit, cujus sunt notæ, *Cannabis, linteamen velis nauticis aptum, Picis, tam liquidæ quam aridæ* omne genus, *Mali, Trabes, lignum incurvum, tabulæ navales, rudentes, anchoræ* earumque partes quælibet, sed ea omnia à Fœderati alterutrius Subditis liberè transportari posse, etiam ad eas Nationes quibuscum Fœderatorum alter Bello jam implicitus est, vel cui posthac Bello implicari forte continget. At verò quando R. Majest. *Sueciæ* plena jam nunc gaudet Pace, nec ulla omnino depræliatur cum Gente, contraque *Fœderati Belgii* Respublica cum *Britanniarum* Rege Bello decertat navali, atque hanc ob causam D. D. Ord. declarant durante hoc rerum statu permitti aut indulgeri abs sese nequaquam posse, ut ne inter Mercem *illicitam* habeatur, ac proinde Fisco prædæque non sit obnoxium omne id, quod ad construendas instruendasve Naves bellicas referri potest, ut sunt *Cannabis, linteamen velis nauticis aptum, Picis tam liquidæ quam aridæ omne genus, Mali majores, Trabes majores, lignum incurvum, Tabulæ navales querneæ, rudentes majoris generis, majores anchoræ*, earumque partes quælibet, quotiescumque hæc omnia aut singula devehentur in loca Ditionis *Britannicæ*, utpote Instrumenta præcipua, per quæ à *Britannis Fœderato Belgio* damnum vel maximè infertur. Itaque ut de vero ac genuino istius Paragraphi *quarti* sensu constet, invicem placuit atque decretum est, licitum nullatenus fore, modo designatas Merces, quæ ad Naves Bellicas construendas instruendasve requiruntur, in Portus aliave loca sub imperio Magnæ *Britanniæ* Regis constituta per omne Belli hujusce Britannici tempus subvehere, ac D. D. Ordinibus Jus potestatemque manere, earum quamlibet, quandocunque illuc devehi deprehendetur, intercipiendi ac Fisco addicendi. Ad quascunque autem alias Gentes, quibuscum *Fœderatorum* uterque Pacis, Amicitiæ vel Neutralitatis jura exercet, Merces hasce ipsas & Navale Instrumentum omne libere ac tuto devehere permissum erit.

II. Cum autem nomine S. Reg. Majest. *Sueciæ* expositum sit, hac præsentis Belli Anglo-Belgici occasione evenire frequenter, Naves *Suecanas* in *Fœderati Belgii* Ditionem appulsas Sociis Navalibus privari, qui muneribus forte aut stipendiis menstruis aliquanto largioribus invitati alibi operam suam addicant, unde incommodi non parum ad *Suecanarum* Navium Magistros, discessum molientes redundet, cum haud liceat illis per edicta D. D. Ordinum, novos ex *Fœderati Belgii* incolis Socios Navales loco elabentium deligere, sibique adsciscere; Ea propter D. D. Ordines, quo palam faciant R. S. M. affectum suum *Suecanæ* Navigationis commoda promovendi, promittunt, si quando Navium *Suecanarum* Magistri ostenderint, Socium Sociosve suos Navales fugitivos operam suam *Fœderato Belgio* addixisse, ac sub hujus vel illius Navis Belgicæ Præfecto reipsa stipendia mereri, de rigore Edictorum suorum remissuros, Naviumque *Suecanarum* Magistris potestatem facturos, Socios Navales alios pari numero in locum fugitivorum horum deligendi, obsequiisque suis addicendi.

III. Præterea ne impensæ Judicii *Revisorii*, quod beneficio Paragraphi decimi modo dictæ *Conventionis præviæ* institui poterit, eorum, quorum interest singulis nimis graves sint, vel quemquam à persequendo Jure suo deterreant, promittunt itidem D. D. Ordines sese Causas eorum omnes, quibus Diplomata *Revisionis* indulserunt, iisdem Judicibus extra ordinem deligendis Judicibusque Admiralitatis Ordinariis adjungendis, junctim decidendas commissuros.

Pacta hæc ejusdem roboris fore cum reliquis modo dicta Conventione prævia comprehensis, eademque fide præstanda, ac eodem tempore à Dominis Superioribus respective nostris ratihabenda spondemus. Cujus in rei fidem majorem manu nostra, nostroque Sigillo Tabulas hasce sancivimus. Actum Hagæ Comitum die 16. Julii 1667.

(L.S.) *Christoph. Delphicus B. ac Comes à Dona.*
(L.S.) *Haraldus Appelboom.*

(L.S.) *J. van Gent.*
(L.S.) *B. d'Asperen.*
(L.S.) *Johan de Witt.*
(L.S.) *M. van Crommon.*
(L.S.) *G. Hoolck.*
(L.S.) *E. van Bootsma.*
(L.S.) *W. Royer.*
(L.S.) *J. Ysbrants.*

ANNO 1667.

XVI.

18. Juill.

SUEDE ET LES PROVINCES-UNIES.

Traité de continuation de Paix entre CHARLES XI. *Roi de Suède, & les Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES, *Fait à la Haye, le* 18. *Juillet*, 1667. [AITZEMA, Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. XIII. pag. 485. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le *Diarium Europæum*. Contin. XX. Append. pag. 39.]

SErenissimi ac Potentissimi Principis ac Domini, Domini *Caroli*, Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regis & Principis Hæreditarii, Magni Principis Finlandiæ, Ducis Scaniæ, Ethoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Cassubiæ & Vandaliæ, Principis Rugiæ, Domini Ingriæ & Wismariæ, nec non Comitis Palatini Rheni, Bavariæ, Juliaei, Cliviæ & Montium Ducis, Legatus extraordinarius, Campi Mareschallus, Consiliarius Bellicus *Christophorus Delphicus*, Burggravius & Comes in *Dhona*, Hæreditarius Dominus in Carwinden, Schlobitten, Borgdorf, Stockenfelts, & Fischbach, S. R. M. Sueciæ Ablegatus extraordinarius; & Consiliarius Aulicus *Haraldus Appelboom*, Hæreditarius de Soderbii; Nec non Celsorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii ad hunc actum specialiter Deputati Commissarii *Johan Baro de Gent*, *Philippus Jacobus van den Boetselaer*, *Baro d'Asperen*, *Johan de Witt*, Consiliarius & Pensionarius Hollandiæ & West-Frisiæ, *Joannes Kien*, *Gysbertus vander Hoolck*, Senator atque Exconsul Ultrajectinus, *Epæus Bootsma*, *Everwyn van Bentheim* J. U. D. & *Johan Ysbrants* Senator Groninganus, respective Deputati Ordinarii ad Consessum Ordinum Generalium Fœderati Belgii nomine Provinciarum Gelriæ, Hollandiæ, Westfrisiæque, Zelandiæ, Ultrajecti, Frisiæ, Transisulaniæ, & Groningæ Omlandiæque. Notum testatumque facimus, quod sicuti S. Reg. M. Prædecessoribus Regibus *Sueciæ*, & Celsitudini Dominorum *Ordinum Generalium* Fœderati Belgii constans semper fuit propositum, ac propensissima voluntas stabiliendi atque promovendi veterem illam amicitiam atque necessitudinem quæ à multis retro annis inter eos viguit, ac magno utriusque Subditorum commodo arctioribus aliquot Fœderum vinculis firmata fuit; Nec non in herba opprimendi atque componendi omnes difficultates atque controversias, quæ prout variæ sunt rerum humanarum vicissitudines, subinde enatæ fuerunt, quo suus in perpetuum dictæ Amicitiæ, Fœderibusque vigor constaret atque conservaretur, ita etiam impræsentiarum Domini ac Superiores respective nostri laudabili majorum atque Prædecessorum suorum instituto insistere decreverint, nobisque in mandatis dederint, ut examinatis probeque perpensis omnibus iis, quæ S. R. M. *Sueciæ* ac Celsitudo D. D. Ordinum Generalium *Fœderati Belgii*, pro Jure Amicitiæ ac vigore Fœderum à sese invicem desiderare profitentur, eò consilia nostra dirigeremus, quò dictis Dominorum atque Superiorum nostrorum votis satisfieret, atque ut statueremus & decerneremus omne id, quod in turbato hocce rerum statu bono communi conducere judicaremus. In eum itaque finem congressi, matura instituta deliberatione, & exhibitis Procuratoriis vigore Potestatis nobis per ea concessæ, in sequentia Capita consensimus & convenimus.

I. Inprimis quidem sit ac maneat in perpetuum inter Serenissimum ac Potentissimum Regem Sueciæ, & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii, eorumque respective Regna, Ditiones, Provincias, ac Subditos, sublatis & abolitis omnibus controversiis & simultatibus, pristina, vera, fida, ac constans amicitia & necessitudo arctissima, sint itidem ac maneant in plenissimo vigore antiqua Fœdera & Pacta inter S. R. M. Sueciæ & Celsitudinem Dominorum Ordinum Generalium *Fœderati Belgii* annis respective 1640. *Holmiæ*, 1645. Suderocæ, & 1665. *Elbingæ* in Borussia conclusa, cum omnibus eorundem Articulis, tanquam præcipuum & immotum istius amicitiæ & necessitudinis arctioris fundamentum & vinculum.

II. Quo autem de fidæ istius amicitiæ, & confidentiæ sincere serioque servandæ cultu, deque effectu & reali præstatione eorum, quæ in supradictis Fœderibus invicem promissa sunt, Serenissimus ac Potentissimus Rex Sueciæ, & Celsi ac Præpotentes D. D. Ordines Generales *Fœderati Belgii* omnino certi esse possint, declarant, nulla sese habere cum quoquam Fœdera, aliasve Conventiones, quæ supradictis Fœderibus, Pactisve præsentibus adversentur, vel quoquo modo impedimento sint, quo minus ea in omnibus suis Articulis & Capitibus bona fide adimplere possint.

III. Quandoquidem vero super dicto Fœdere inter S. R. M. Sueciæ & Celsitudinem Dominorum Ordinum Generalium *Fœderati Belgii*, die 1. Septembris Anni 1656. *Elbingæ* in Borussia sancito, Tractatus vulgo dictus *Elucidationum* Helsingoræ die 29. *Novemb.* Anni 1659. conclusus fuerit, ejusque abrogationem dicta S. R. M. postea mutuo consensu decerni petierit, Celsisque ac Præpotentibus D. D. Ord. jam Anno 1666. proxime elapso placuerit desideriis Regiis annuere, adeoque inter Suæ Majest. Commissarios ac Fœderati Belgii eo tempore in Sueciam extra ordinem Deputatum, eâ de re jam tum convenerit; idcirco quo isthæc Fœderatorum utriusque Consilia scopum quo collimaverant, omnino assequantur, placuit Conventione hacce mutua eadem sancire, istumque Tractatum *Elucidationum* Fœderis *Elbingensis*, die 29. *Novemb.* Anni 1659. conclusum, *abrogare, dissolvere, vimque & effectum ejusdem plane & in perpetuum rescindere, extinguere, irritumque & omnino nullum declarare*, quemadmodum idem vi ac vigore præsentium abrogatur, dissolvitur, visque & effectus ejusdem plane & in perpetuum rescinditur, extinguitur, irritusque & omnino nullus declaratur. Ita tamen ut ipsimet Tractatui *Elbingensi* nihilominus vigor suus in omnibus illæsus atque illibatus constet atque conservetur, prout verus ac genuinus verborum ejus sensus dictat atque præscribit.

IV. Vigeat præterea liber Navigationis ac Commerciorum usus, juxta priorum Fœderum tenorem Pactaque nupera de *vetitarum Mercium*, quas *Contrabandas* vocant, designatione, aliisque eò pertinentibus negotiis die 6 *Julii* st. vet. proximè elapsi conclusa, eaque de quibus pleniori de re maritima Tractatu quam primum sanciendo specialius convenietur.

V. Controversiæ autem quæ inter S. Reg. Majest. *Sueciæ* ejusque Privilegio Instructam Societatem *Sueco-Africanam* & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales *Fœderati Belgii*, eorumque itidem Privilegio munitam Societatem Generalem *Indiæ Occidentalis* ejusque Fœderati Belgii obortæ fuerunt de proprietate quorundam locorum & nominatim Fortalitii *Cabo Corso in Guinea* Africæ Littore siti, & de Commerciis quæ iisdem in Locis exercentur, nec non de Navi quadam *Christina* nuncupata, in dictis Oris capta ac subhastata, compositæ atque sopitæ sunt modo & conditionibus sequentibus.

Ac *primo* quidem Serenissimus ac Potentissimus Rex *Sueciæ*, ejusdemque Societas *Sueco-Africana* suo quisque nomine renunciabunt, quemadmodum hisce præsentibus renunciant omnibus omnino actionibus & prætensionibus, quæ ab iis in hunc usque diem in Societatem *Indiæ Occidentalis* Fœderati Belgii, circa dictum Fortalitium *Cabo Corso*, & dictam Navim *Christinam* institutæ vel motæ sunt, qualescunque illæ sint aut quo nomine institutæ fuerint, vel institui possint; sicut ab altera quoque parte Celsi ac Præpotentes Domini Ordines Generales *Fœderati Belgii*, & eorum Privilegio munita Societas *Indiæ Occidentalis* renunciant etiam omnibus actionibus & prætensionibus, quæ ab iis aut ab ea in dictam Societatem *Africanam* motæ sunt aut moveri possent, qualescunque eæ sint, sine ulla exceptione.

Secundo summè memoratus Rex *Sueciæ* dictaque ejusdem Societas *Sueco-Africana* altememoratis D. D. Ordinibus Generalibus, dictæque Societati *Indiæ Occidentali* Fœderati Belgii cedunt, & in eos transferunt omne Jus, possessionem, actiones & Prætensiones, quas S. Reg. Maj. *Sueciæ* aut ejusdem Societas *Sueco-Africana* aut re vera habuerunt, aut se habere putaverunt in Fortalitium, situm in Promontorio *Cabo Corso* nominato, ut & omne Jus ab eo dependens, nec non omnia reliqua Fortalitia & receptacula in *Guinea* in Africæ Littore sita, cum omnibus Juribus ab iis dependentibus, cum hac renunciatione speciali, quod nec altissimè memorato Regi, nec ejusdem Societati *Africanæ*, nec etiam reliquis ejusdem Coronæ Subditis ad dictum Fortalitium dictaque receptacula, locaque ab iis dependentia, navigare, aut ibidem Commerciorum gratia appellere licebit, directè vel indirectè, & quod S. Reg. Majest. dictaque Societas *Sueco-Africana* nemini omnino nec Subditis nec advenis, ut ad dicta Loca navi-

ANNO 1667.

navigent, neque auctores erunt, neque permittent, neque etiam eos protegent.

Tertiò, quod Navis dicta *Christina* cum suo onere, & cum suis Dependentiis cedet dictæ Societati Indiæ Occidentalis *Fœderati Belgii*, & eum in finem dicta S. Reg. Majest. renunciat tam suo nomine, quam nomine dictæ Societatis *Sueco-Africanæ*, & reliquorum omnium quorum interest, & quibus in dictam Navem, & in Merces, quibus onerata erat, cum omnibus Dependentiis, aliquod Jus erat, commodo & usui dictæ Societatis *Indiæ Occidentalis* Fœderati Belgii.

Quartò & postremò hac de causa persolventur *Amstelodami* ei vel iis, quos dicta Regia Majest. ad id constituet, *centum & quadraginta millia Imperialium in specie*, vulgo *de Banca* dictorum, simul ac hisce Tabulis subscriptum, & earum Ratihabitiones in debita forma exhibitæ & commutatæ erunt.

VI. Controversias autem, quæ inter Societatem *Sueco-Africanam* & Indiæ Occidentalis Fœderati Belgii intercedunt, ratione damnorum quæ sibi à sese invicem in *America* illata esse prætendunt, secundum Justitiæ & æquitatis regulas cum dictæ S. R. M. Ablegato *Hagæ Comitis* quantocius examinandas, desuper transigendum, Partique læsæ confestim & sine mora satisfaciendum esse, statutum atque decretum est.

VII. Quod attinet *Subsidia* quæ Serenissimus ac Potentissimus Rex *Sueciæ* tenore Pactorum superioribus temporibus initorum hactenus à *Fœderato Belgio* postulavit, aliasque prætensiones quascunque quæ eodem vel quocunque alio sub titulo aut prætextu moveri vel institui possent, S. R. M. evidenti signo testari desiderans, quanti faciat amicitiæ antiquæ cum *Fœderato Belgio* restaurationem & coalitionem, obinde declaravit, sicuti & hoc ipso declarat sese dictis postulatis & prætensionibus omnibus renuntiaturam, quemadmodum iis omnibus vigore præsentium pro se & Successoribus suis, penitus & in perpetuum renunciat, ita ut nullo modo in posterum à parte Regis Regnique *Sueciæ* urgeri possint vel debeant.

VIII. Vicissim quod attinet *auxilia*, quæ Celsi ac Præpotentes *Domini Ordines* Generales Fœderati Belgii à Serenissimo ac Potentissimo Rege Sueciæ hactenus efflagitaverunt, aliasque prætensiones quascunque, quæ eodem vel alio quocunque sub titulo aut prætextu moveri vel institui possent, Domini Ordines consimili evidentia testari desiderantes, quanti faciant amicitiæ antiquæ & necessitudinis arctioris, cum S. R. M. Regnoque Sueciæ nexum, obinde declaraverunt, sicuti & hoc ipso declarant, sese dictis postulatis & prætensionibus omnibus renunciaturos, quemadmodum iis omnibus vi ac vigore præsentium penitus & in perpetuum renunciant, ita ut nullo modo in posterum à parte *Fœderati Belgii* urgeri possint vel debeant.

IX. Quamvis autem, ut omnem omnino in futurum diffidentiæ ansam præciderent, amoverentque omne id quod pristinæ confidentiæ reducendæ, quoquo modo obesse posset, Serenissimo ac Potentissimo Regi Sueciæ, Celsisque ac Præpotentibus D. D. Ordinibus Generalibus Fœderati Belgii, proxime præcedentibus Paragraphis renunciare placuerit omnibus in universum prætensionibus, quæ quocunque sub titulo aut prætextu utrinque moveri vel institui possent, mentem tamen suam neutiquam esse declarant generali ista hac renunciatione præjudicium ullo modo facere privatis Subditorum utrinque suorum actionibus, Juribusque, iisve, quæ nomine publico vel privato iisdem legitime debentur, at vero promittunt, iisdem quam primum sese satisfacturos, & ut à Subditis suis satisfiat curaturos: Jus quoque iisdem secundum Leges & Pacta sine ambagibus, ullove respectu integre ut reddatur, redditumque sine ulla procrastinatione aut mora executioni ut mandetur, operam daturos. In negotio autem inter *Groot Joannem & Crivitsion* controverso terminando, observabitur id, de quo partim jam convenit, & posthac conveniet ulterius.

Pacta hæc bona fide præstanda, atque à S R. M. Sueciæ, & Celsitudine Dominorum Ordinum Generalium *Fœderati Belgii* rata habenda, ratihabitionesque hinc inde intra spacium *trium* mensium exhibendas atque tradendas fore promittimus. In cujus rei fidem majorem nos supranominati Serenissimi ac Potentissimi Regis Sueciæ Legatus & Ablegatus extraordinarius; Nosque Celsorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii Commissarii manu nostra, nostroque Sigillo Tabulas hasce sancivimus. Actum Hagæ Comitum Anno 1667. die 18. *Junii*.

(L. S.) *Christophorus Delphicus B. ac Comes in Dhona.*	(L. S.) *J. van Gent.*
(L. S.) *Haraldus Appelboom.*	(L. S.) *B. d'Asperen.*
	(L. S.) *Johan de Witt.*
	(L. S.) *Johan Kien.*
	(L. S.) *G. Hoolck.*
	(L. S.) *E. van Bootsma.*
	(L. S.) *E. van Bentheim.*
	(L. S.) *J. Tibrants.*

XVII.

Traité (1) *de Paix entre* LOUÏS XIV. *Roi de France &* CHARLES II. *Roi d'Angleterre, par lequel Sa Majesté T. C. restitue aux Anglois, la partie de l'Isle de* St. Christophle *qu'ils possedoient avant l'année 1665; comme aussi les Isles* d'Antigoa *&* Montsarat, *& toutes les autres Isles & Terres, prises & occupées pendant la Guerre; en échange dequoi Sa Majesté Britannique restitue au Roi T. C. l'*Acadie, *& toutes les Isles & Forteresses qu'il possedoit avant l'année 1665. Fait à Breda le* $\frac{21}{31}$ *Juillet 1667. Avec le* POUVOIR *du Roi T C donné à Versailles le 15. Avril 1667. Celui du Roi Britannique donné à Westmunster le 15. Avril 1667. La* RATIFICATION *du Roi T. C. donnée à Audenarde le* 8. *jour d'Aoust 1667. Et l'Acte de la Publication de la Paix, fait à Breda le* $\frac{14}{24}$ *d'Aoust* 1667. [Recueil de LEONARD Tom. V. d'où l'on a tiré cette Piéce, qui se trouve aussi dans les Lettres & Memoires du Comte d'ESTRADES. Tom. IV. pag 395. dans AITZEMA, *Saaken van Staat en Oorlogh.* Tom. XIII. pag. 155. en Latin, dans le *Theatrum Pacis.* Tom. II. pag. 452. en Latin & en Allemand; dans le *Diarium Europæum* Continuat. XX. in Append. pag 62. en Latin; & dans LONDORPII *Acta publica* Tom. IX. pag. 518. en Allemand.] $\frac{21}{31}$ Juill.

A TOUS ceux en general, & à chacun en particulier, qui sont interessez, ou qui le pourront être en quelque façon que ce soit. L'on fait à sçavoir; Qu'aprés que la Guerre s'est allumée entre le Serenissime & Tres-Puissant Prince LOUÏS XIV. Roi de France & de Navarre, d'une part; & le Serenissime & Tres-Puissant Prince CHARLES II. Roi de la Grande Bretagne, d'autre, à l'occasion de la Guerre qui estoit entre lui Seigneur Roi de la Grande Bretagne, & Hauts & Puissants Seigneurs les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays Bas, les affaires ont esté enfin reduites à ce point par la Bonté divine, que l'on a conceu des pensées de faire la Paix, le Serenissime & Tres-puissant Prince Charles Roi de Suede, des Goths & Vandales ayant interposé les bons & sinceres offices de sa Mediation, porté d'un amour & affection particuliere qu'il a pour les Rois susnommez qui se faisoient la Guerre & pour leurs Royaumes, & aussi poussé du zele qu'il a pour le salut de la Chrétienté, & pour y rétablir & conserver le repos & la tranquillité: Et que pour parvenir à cette fin, les Parties d'un mutuel consentement & accord, ont pris & nommé la Ville de Breda pour le lieu de l'Assemblée des Ambassadeurs & Plenipotentiaires. Pour l'avancement de laquelle affaire & negociation, & pour la conduire à la perfection tant

(1) Ce Traité fut fait en Latin, mais deux raisons ont fait préferer la Copie Françoise qu'on en donne aux Copies Latines du *Theatrum Pacis* & d'*Aitzema*; l'une qu'ayant été publiée à Paris par ordre du Roi, & imprimée avec Privilege chez son Imprimeur ordinaire, elle est par consequent authentique; & l'autre qu'aprés l'avoir conferée à une Copie manuscrite, qui se garde dans les Archives de l'Ambassade d'Espagne à la Haye, on l'a trouvée entierement semblable. [DUM.]

ANNO 1667. tant souhaitée, les Ambassadeurs extraordinaires de sa Sacrée Royale Majesté de Suede, le Sr. GEORGE FLEMMINGH, libre Baron de Lichelits, Seigneur de Nornaas & Lydinge, Senateur de sa Sacrée Royale Majesté & du Royaume de Suede, & Conseiller de la Chancelerie; & le Sr. CHRISTOPHE DELPHIQUE, Burgrave & Comte de Dhona, Seigneur Hereditaire de Carwinden, Schlobitten, Bourgsdorf, Stockenfelts, & Fitenbach, Maréchal de Camp dans les Affaires de la Guerre; & encore le Seigneur PIERRE-JULES COYET, Seigneur Hereditaire de Bengtsboda & Lyangebygard, Chevalier, Conseiller d'Etat Aulique de sa Sacrée Royale Majesté & de sa Chancelerie (qui toutefois peu de tems aprés son arrivée en ce lieu a esté prévenu de mort inopinée, lors qu'il estoit occupé & qu'il travailloit à un ouvrage si saint) ont employé avec promptitude & sincerité toute leur industrie, adresse & prudence. Et pareillement les Rois ci-dessus nommez tendant à une si bonne fin, ont commis & deputé pour traiter l'accommodement & la Paix leurs Ambassadeurs extraordinaires & Plenipotentiaires; à sçavoir le Roi Tres-Chrêtien, le Sr. GODEFROY D'ESTRADES, Lieutenant Général dans les Armées de Sa Majesté, Gouverneur de Dunkerke, Maire perpetuel de Bordeaux, Vice Roi de l'Amerique, Chevalier des Ordres de sa Sacrée Royale Majesté; & le Sr. HONORE' COURTIN, Conseiller d'Etat de sa Sacrée Royale Majesté, & Maitre des Requestes: Et le Roi de la Grande Bretagne, le Sr. DENZEL HOLLES, Baron d'Ifeild, Conseiller de sa Sacrée Royale Majesté & le Sr. HENRY COVENTRYE, Fils de Tres-honoré Seigneur Thomas Coventrye, vivant Garde du Grand Sceau d'Angleterre, Gentilhomme Privé de la Chambre de sa Sacrée Royale Majesté, Senateur dans le Conseil supréme ou Parlement d'Angleterre, & Commissaire pour l'adjudication des Terres du Royaume d'Irlande. Lesquels aprés avoir échangé & communiqué entre eux les Lettres de leurs Plein-Pouvoirs, dont les Copies sont inserées de mot à mot à la fin du present Traité, ont d'un commun accord & consentement fait le Traité d'Amitié & Confederation aux conditions suivantes.

PREMIEREMENT. Il y aura Paix universelle, perpetuelle, vraye & sincere amitié entre le Serenissime & Tres-Puissant Prince le Roi Tres-Chrestien, & le Serenissime & Tres-Puissant Prince le Roi de la Grande Bretagne, leurs Heritiers & Successeurs, & aussi entre leurs Royaumes, Estats & Sujets; laquelle Paix sera sincerement & inviolablement gardée & observée, en sorte que l'un fasse ce qui sera pour l'utilité, honneur & bien de l'autre; & que de part & d'autre l'on vive comme voisins qui ont confiance reciproque; & qu'enfin l'ancienne amitié reprenne force & vigueur.

II. Toutes les inimitiez, hostilitez, discordes, & Guerres entre les susnommez le Roi Tres-Chrestien, & le Roi de la Grande Bretagne, cesseront & demeureront abolies: en sorte que l'un & l'autre s'abstiendront à l'avenir de se piller, dépreder, de se faire tort ou injure, de se molester & inquieter en quelque maniere que ce soit, par Terre ou par Mer, ou dans les Rivieres en quelque part du Monde que ce puisse être, & principalement dans l'étenduë & détroit de leurs Royaumes, Terres, Seigneuries, & Lieux quels qu'ils puissent être.

III. Seront oubliées toutes les offenses, injures & dommages que le susnommé Seigneur Roi Tres-Chrêtien, ses Sujets, ou le susnommé Seigneur Roi de la Grande Bretagne & ses Sujets, auront receus & soufferts l'un de l'autre pendant cette Guerre. De façon que pour quelque cause que ce soit, l'un ou l'autre & leurs Sujets ne se feront à l'avenir, ni ne commanderont ou souffriront qu'il se fasse aucuns Actes d'hostilité & d'inimitié, & qu'on se donne de l'empéchement ou du trouble.

IV. La Navigation & le Commerce seront libres entre les Sujets des deux Seigneurs Rois, comme auparavant durant la Paix, & avant la declaration de la derniere Guerre: en sorte que tous puissent librement & sans aucun trouble, aller avec leurs Marchandises dans les Royaumes de l'un ou de l'autre, leurs Provinces, Places de Commerce, Ports & Rivieres, & y demeurer & negocier.

V. Les Prisonniers de part & d'autre, nul excepté, de quelque dignité ou qualité qu'ils soient, seront sans aucun retardement delivrez, sans payer aucune rançon en argent ou autrement; à la charge qu'ils payeront ce qu'ils pourront devoir legitimement pour leur nourriture ou pour autre chose.

VI. Tous les Edits & Arrests que l'une des Parties aura publiez contre la liberté de la Navigation ou du Commerce, au prejudice de l'autre, à raison de la presente Guerre, seront abrogez de part & d'autre.

VII. Le Roi Tres-Chrestien rendra au Roi de la Grande Bretagne, ou à ceux qui auront pouvoir & mandement de lui, deuëment scellé du grand Sceau d'Angleterre, la partie de l'Isle S. Christophe, que les Anglois possedoient le premier jour de Janvier 1665. avant la declaration de la derniere Guerre, & la restitution s'en fera le plutost qu'il sera possible, ou au plus tard dans six mois, à compter du jour de la signature du present Traité: Et pour cet effet le susnommé Roi Tres-Chrestien, incontinent aprés qu'il l'aura ratifié, donnera ou fera donner au susnommé Seigneur Roi de la Grande Bretagne, ou à ses Officiers qu'il commettra pour cela tous les Actes & Mandemens necessaires, expediez en bonne & deuë forme.

VIII. Si toutefois quelqu'un des Sujets dudit Seigneur Roi de la Grande Bretagne a vendu les Biens qu'il possedoit en cette Isle, & qu'il ait receu le prix de la vente, il ne rentrera point en possession en vertu du present Traité, & ils ne lui seront restituez, qu'aprés qu'il aura réellement & de fait remboursé & rendu l'argent qu'il aura receu pour le prix.

IX. Que s'il estoit arrivé (ce qui toutefois n'a point esté sceu jusques ici) que les Sujets du Roi Tres-Chrêtien eussent esté chassez de cette Isle de S. Christophe par les Sujets du ci-dessus nommé Roi de la Grande Bretagne, avant la signature du present Traité, ou depuis; les choses toutefois seront rétablies au même estat qu'elles estoient au commencement de l'année 1665. (c'est-à-dire avant la declaration de la presente Guerre qui se termine) & le Roi de la Grande Bretagne, à l'instant que la chose sera venuë à sa connoissance, mettra sans differer ni retarder, ou commandera que l'on mette entre les mains du Roi Tres-Chrestien, ou de ses Officiers qui seront par lui commis, tous les Actes & Mandemens expediez en bonne & deuë forme, necessaires pour faire executer la restitution.

X. Le ci-devant nommé Seigneur le Roi de la Grande Bretagne, restituera aussi & rendra au ci dessus nommé Seigneur le Roi Tres-Chrestien, ou à ceux qui auront charge & Mandement de sa part, scellé en bonne forme du grand Sceau de France, le Pays appellé l'Acadie, situé dans l'Amerique Septentrionale, dont le Roi Tres-Chrêtien a autrefois joui. Et pour executer cette restitution, le susnommé Roi de la Grande Bretagne, incontinent aprés la Ratification de la presente Alliance, fournira au susnommé Roi Tres-Chrêtien, tous les Actes & Mandemens expediez deuëment & en bonne forme, necessaire à cet effet, ou les fera fournir à ceux de ses Ministres & Officiers, qui seront par lui deleguez.

XI. Si quelques-uns des Habitans du Pays appellé l'Acadie, preferent de se soumettre pour l'avenir à la domination du Roi d'Angleterre, ils auront la liberté d'en sortir pendant l'espace d'un an, à compter du jour que la restitution de ce Pays sera faite; & de vendre & aliener leurs Fonds, Champs & Terres, Esclaves & en general tous leurs Biens, meublés & immeubles, ou en disposer autrement à leur discretion & volonté: Et ceux qui auront contracté avec eux seront tenus & obligez par l'autorité du Serenissime Roi Tres-Chrestien, d'accomplir & executer leurs Pactions & Conventions. Que s'ils aiment mieux emporter avec eux leur Argent comptant, Meubles, Ustanciles & emmener leurs Esclaves, & generalement tous leurs Biens meubles, ils le pourront faire entierement sans aucun empêchement ou trouble.

XII. Le Roi Tres-Chrêtien restituera aussi au Roi de la Grande Bretagne, en la forme ci-dessus declarée, les Isles appellées Antigoa & Monsarat, si elles sont encore à present entre ses mains; & encore toutes les Isles, Pays, Forteresses, & Colonies, qui peuvent avoir esté conquises par les Armes du Roy Tres-Chrestien, devant ou aprés la signature du present Traité, & qui estoient possedées par le Roi de la Grande Bretagne, avant qu'il eût commencé la Guerre (qui se termine par ce Traité) contre les Estats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas. Et reciproquement le Roi de la Grande Bretagne restituera & rendra au Roi Tres-Chrêtien, en la forme ci-dessus exprimée, toutes les Isles,

ANNO 1667.

Iſles, Païs, Fortereſſes & Colonies, en quelque part du Monde qu'elles ſoient ſituées, qu'il poſſedoit avant le premier jour de Janvier de l'an 1665. & qui auront pû eſtre priſes par les Armes du Roi de la Grande Bretagne devant ou aprés le preſent Traité ſigné.

XIII. Si quelques uns des Eſclaves, qui ſervoient aux Anglois, Habitans de la partie de l'Iſle S. Chriſtophe, qui appartenoit au Roi de la Grande Bretagne, & auſſi des Iſles d'Antigoa & Monſarat, qui ont eſté priſes par les Armes du Roi Tres-Chreſtien, veulent retourner une autre fois ſous la domination des Anglois (ſans toutefois qu'ils y ſoient forcez ou contraints) il leur ſera permis de le faire dans le tems de ſix mois, à compter du jour que ces Iſles ſeront renduës. Que ſi les Anglois avant que d'en ſortir avoient vendu quelques Eſclaves, & qu'ils euſſent receu le prix de la vente; ils ne ſeront point rendus & remis entre leurs mains, ſi ce n'eſt en rembourſant & rendant le prix qu'ils en auroient receu.

XIV. Semblablement, ſi quelques uns des Sujets du Roi de la Grande Bretagne (qui ne ſont point de la condition d'Eſclaves) s'étoient obligez comme Mercenaires à ſervir de Soldats, ou de Colons & Laboureurs, ou en quelque autre qualité, ſoit au Roi Tres-Chrétien, ſoit à quelqu'un de ſes Sujets demeurans dans ces Iſles, moyennant des gages payables par années ou par mois, ou à la journée: Telles Pactions & Conventions d'obligation & de loüage cesſeront aprés la reſtitution des Iſles, en payant les gages à ceux qui ſe ſeroient engagez de la ſorte, à proportion de leur peine & travail. Et ils auront la liberté de retourner avec ceux de leur Nation, & de vivre ſous la domination du Sereniſſime Roi de la Grande Bretagne.

XV. Tout ce qui a eſté concu & arreſté touchant les Iſles ci-deſſus nommées, & les Sujets qui les habitent, eſt auſſi entendu pour conclu & arreſté touchant toutes les Iſles, Forteresſes, Pays, Colonies, Sujets & Eſclaves qui y ſont leur demeure, que le Roi Tres-Chreſtien aura pris & conquis, ou dont il ſe rendra le Maiſtre par ſes Armes, avant ou aprés que le preſent Traité aura eſté ſigné, pourveu que le Roi de la Grande Bretagne en ait eſté le Poſſeſſeur, avant qu'il commençaſt la preſente Guerre (qui finiſt par le preſent Traité) contre les Seigneurs les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas. Et reciproquement le même eſt entendu au regard des Iſles, Païs, Forteresſes, Colonies, Sujets & Eſclaves qui y demeurent, qui auront eſté en la poſſeſſion du Roi Tres-Chreſtien avant le premier Janvier 1665. & dont le Roi de la Grande Bretagne ſe ſera rendu Maître, ou ſe rendra avant ou aprés la ſignature du Traité.

XVI. Toutes Lettres, tant de repreſſailles, que de marque ou contremarque, qui juſques ici, pour quelque cauſe & ſujet que ce puiſſe être, ont été delivrées de part & d'autre, demeurent nulles, caſſées & ſans effet, & ſeront tenues pour telles; & à l'avenir nul des deux Seigneurs Rois n'en delivrera de ſemblables contre les Sujets de l'autre, ſi au prealable il n'apparoit manifeſtement du deni de Juſtice: Ce qui ne pourra apparoiſtre & eſtre tenu pour conſtant & indubitable, ſi la Requeſte & ſupplication de celui qui demande telles Lettres de repreſſailles n'a eſté montrée & preſentée au Miniſtre ou Officier, qui ſe trouve ſur le lieu de la part du Roi, contre les Sujets duquel il en pourſuit l'obtention, afin que dans le tems de quatre mois, ou plutoſt, celui-ci puiſſe informer au contraire, ou faire en ſorte que le Defendeur ſatisfaſſe au Demandeur & pourſuivant. Que ſi en ce lieu-là il ne ſe trouve aucun Miniſtre ou Officier du Roi, contre les Sujets duquel on demande Lettres de repreſſailles, l'on n'en donnera point qu'aprés les quatre mois expirez, à compter du jour que la Requeſte tres-humble aura eſté preſentée & montrée au Roi, contre les Sujets duquel on les demande, ou à ſon Conſeil Privé.

XVII. Et pour retrancher toute matiere de contention, Procez, & debats qui pourroient eſtre meûs à cauſe de la reſtitution des Vaiſſeaux, Marchandiſes, & autres choſes qui tiennent nature de meubles, qui aprés la Paix concluë & ſignée & avant qu'elle puiſſe parvenir à la connoiſſance de ceux qui ſont en des Pays & Coſtes de Mer tres-éloignées ſeront priſes & enlevées ſur l'une des Parties par l'autre, & dont elle pourroit faire plainte: Tous Navires, Marchandiſes & autres Biens meubles, qui aprés la ſignature & Publication du preſent Traité pourront eſtre pris de part & d'autre, demeureront à ceux qui s'en ſeront ſaiſis dans le tems de douze jours, dans les Mers proches & voiſines; & dans les prochaines Mers juſques au Cap S. Vincent; & dans l'eſpace de dix Semaines au delà de ce Cap, & au deçà de la Ligne Equinoxiale, ou Equateur, tant dans l'Ocean, Mer Mediterranée qu'ailleurs: & finalement dans l'eſpace de ſix mois au delà des limites de la même Ligne par toute la Terre, ſans aucune exception, ou plus ample diſtinction de temps & de lieu, & ſans que l'on ait égard à aucune reſtitution ou compenſation.

XVIII. Que s'il arrivoit (ce qu'à Dieu ne plaiſe) que les meſintelligences & inimitiez ſe renouvellaſſent entre les deux Rois, & qu'ils en vinſſent à une Guerre ouverte, les Vaiſſeaux, Marchandiſes, & tous les Biens meubles de l'une des Parties qui ſe trouveront dans les Ports & Lieux de la domination de la Partie adverſe, ne ſeront point confiſquez ni endommagez; mais l'on donnera aux Sujets de l'un & l'autre des Seigneurs Rois ci-deſſus nommez, le terme de ſix mois entiers, pendant leſquels ils pourront, ſans qu'il leur ſoit donné aucun trouble & empêchement, enlever ou tranſporter où bon leur ſemblera leurs Biens de la nature ci-deſſus exprimée, & tous leurs autres effets.

XIX. Seront compris dans le preſent Traité, ceux qui avant l'échange des Ratifications d'icelui, ou ſix mois aprés, ſeront nommez du commun conſentement de l'une & de l'autre des Parties. Cependant, comme celles qui traittent enſemble, reconnoiſſent avec gratitude, les offices ſinceres & le zele continuel du Sereniſſime Roi de Suede, qui a par ſa Mediation, aſſiſté de l'aide Divine, avancé cet ouvrage ſalutaire de la Paix, & l'a conduit à l'iſſuë ſouhaitée & deſirée, ainſi pour lui témoigner une pareille affection, toutes enſemble d'un commun conſentement ont reſolu & arreſté, que ſa Sacrée & Royale Majeſté de Suede ci-deſſus nommée ſoit compriſe dans le preſent Traité de Paix, en la meilleure forme qu'il ſe peut, avec tous ſes Royaumes, Seigneuries, Provinces, & tous les Droits qui lui appartiennent.

XX. Et pour la concluſion finale du preſent Traité & Alliance, les Ratifications ſolemnelles expediées en bonne & dûe forme, ſeront repreſentées de part & d'autre en cette Ville de Breda, & reciproquement & de bonne foi échangées dans le terme de quatre Semaines, à compter du jour que le Traité aura eſté ſigné, ou plûtôt, s'il eſt poſſible.

En foi de toutes & chacune des choſes ci-deſſus, & pour leur donner plus de force & d'autorité, Nous Ambaſſadeurs extraordinaires & Plenipotentiaires conjointement avec les Illuſtriſſimes & Excellentiſſimes Ambaſſadeurs extraordinaires & Mediateurs avons ſouſſigné le preſent Acte, & y avons appoſé les Cachets de nos Armes. Fait à Breda, le trente-un du mois de Juillet nouveau ſtile, & le vingt-un ſtile ancien, l'an 1667.

(L.S.) *Flemmingh.* (L.S.) *d'Eſtrades.* (L.S.) *Holles.*
(L.S.) *Ch. Delphique.* (L.S.) *Courtin.* (L.S.) *Henry Coventrye.*

Pouvoir des Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires de France.

LOUÏS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: à tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Entre tous les Biens temporels dont l'immenſe Bonté divine beniſt les Hommes & les Eſtats, celui de la Paix eſtant ſans doute le plus precieux, Nous nous ſentons non moins conviez par noſtre Amour envers nos Peuples, qu'obligez par noſtre devoir à pratiquer tous les moyens qui peuvent dependre de Nous, pour faire ceſſer les malheurs d'une Guerre, dans laquelle nous ne ſommes entrez qu'avec un extrême regret, & par le ſeul motif de l'aſſiſtance que nous avons crûs être obligez en vertu de nos Traitez de donner au ſoûtien de nos Alliez, ſans que dans cette reſolution nous ayons eu aucun autre intereſt particulier qui nous fuſt plus propre. Et comme il a plû à cette même Bonté divine, de toucher également dans un même temps les cœurs de toutes les Parties intereſſées en ladite Guerre, pour leur faire ſouhaiter ardemment d'en voir finir les maux, & que par l'entremiſe, & les dignes ſoins des Miniſtres de nôtre tres-cher & tres-amé Frere le Roi de Suede, leſdites Parties ont convenu d'envoyer inceſſamment leurs Ambaſſadeurs ou Miniſtres, avec Plein-Pouvoir, dans la Ville de Breda,

Breda, pour y traiter des moyens de parvenir à une bonne Paix & la conclure; Il est necessaire de députer de nostre part des Personnages de la suffisance, zele & fidelité desquels nous puissions nous reposer d'une si grande affaire, qui embrasse les interests de tant de Potentats. SÇAVOIR FAISONS; Que pour les bonnes & grandes qualitez qui se rencontrent dans les personnes de nos tres-chers & bien amez, le Sieur Comte d'ESTRADES, Chevalier de nos Ordres, Conseiller en nos Conseils d'Estat & Privé, nôtre Lieutenant Général dans nos Armées, nôtre Vice-Roi en Amerique, Maire de nôtre Ville de Bordeaux, & Gouverneur de Dunquerque; & du Sieur COURTIN, aussi Conseiller en nos Conseils d'Estat & Privé, & Maître des Requestes ordinaire de nôtre Hostel, en qui nous avons une pleine & entiere confiance, pour les importans services qu'ils nous ont rendus en divers emplois considerables, tant au dedans qu'au dehors du Roiaume; POUR CES CAUSES, & autres bonnes considerations à ce nous mouvans, Nous avons de l'avis de nôtre tres-cher & tres-amé Frere unique le Duc d'Orleans, & de plusieurs Princes, Ducs, Pairs & Officiers de nôtre Couronne, & autres grands & notables Personnages de nôtre Conseil, lesdits Sieurs Comte d'ESTRADES & COURTIN commis, ordonné & deputé, commettons, ordonnons, & deputons par ces presentes signées de nôtre main, & leurs avons donné & donnons Plein-Pouvoir, commission, authorité & Mandement special d'aller dans ladite Ville de Breda en qualité de nos Ambassadeurs extraordinaires, & nos Plenipotentiaires pour la Paix, & y conferer avec les Ambassadeurs aussi & Plenipotentiaires de nôtre tres-cher & tres-amé Frere & Cousin le Roi de la Grande Bretagne, munis d'un pareil Pouvoir, des moyens de terminer & pacifier les differens qui ont causé la Guerre, en traiter & convenir ensemble, & sur iceux conclure & signer une bonne & seure Paix. Comme aussi avons doné & donnons à nos Ambassadeurs, pouvoir de donner tels Passeports & Saut-conduits qui seront necessaires, pour la seureté des personnes qui iront & viendront pour le fait dudit Traité, & generalement faire, negocier, promettre & accorder, par le moyen de nosdits Ambassadeurs & Plenipotentiaires, ou l'un d'entre eux en l'absence, maladie, ou autre empêchement de l'autre, tout ce qu'ils estimeront necessaire pour le susdit effet de la Paix, avec la même authorité que nous ferions & pourrions faire nous-mêmes, si nous y estions presens en personne, encore qu'il y eust quelque chose qui requist un Mandement plus special, non contenu en lesdites Presentes, promettant en foi & parole de Roi, sous l'obligation & hypotheque de tous nos Biens presens & à venir, de tenir ferme & d'accomplir tout ce que par eux aura esté ainsi stipulé, promis & accordé, CAR TEL EST NOSTRE PLAISIR. En témoin de quoi Nous avons fait mettre nostre Scel à cesdites Presentes. Données à Versailles le 15. jour d'Avril l'an de grace 1667. & de nostre Regne le 24. *Signé*, LOUIS. *Et sur le repli:* Par le Roi, DE LIONNE, *& scellé du grand Seeau de cire jaune.*

Pouvoir des Ambassadeurs & Plenipotentiaires d'Angleterre.

CHARLES II. par la grace de Dieu, Roi de la Grande Bretagne, d'Ecosse & d'Irlande, &c. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. S'étant élevez depuis certains temps quelques differends entre Nous & les Hauts & Puissans Seigneurs les Estats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, d'où s'est ensuivi une Guerre qui depuis plus de deux ans s'est fort échauffée au grand dommage & prejudice de l'une & de l'autre Partie: Sur quoi estant arrivé que le Serenissime & Tres-puissant Roi de Suede, Ami commun, eut offert sa Mediation, qui Nous est tres-recommandable, & en même temps lesdits Estats Généraux nous ayant enfin requis de vouloir envoyer des Plenipotentiaires de nostre part en quelque lieu commode qui pussent traiter avec leurs Commissaires & Deputez, en y joignant les Ambassadeurs des Serenissimes & Tres-puissans Princes les Rois Tres-Chrétien & de Danemarc; pour travailler ensemble à appaiser ces differends, éteindre cette Guerre, & enfin rétablir la Paix: Nous qui avons esté obligez & comme contraints, malgré Nous, de prendre les Armes, avons toujours mieux aimé terminer ces differends par la voye d'Arbitrage, que par celle de la Guerre; ce qui fait que nous avons volontiers consenti au desir de la proposition des Estats Généraux pour le Traité de Paix. A cette fin Nous avons choisi pour nos Ambassadeurs extraordinaires, les Gens les plus excellens & les plus capables de nous servir en cette affaire; Sçavoir, nostre tres-fidele & tres-aimé Conseiller DENZEL HOLLES, Baron de Ifeild; & nostre amé & fidele HENRY COVENTRYE, Fils de tres-honorable Thomas Baron de Coventrye, autrefois Garde du Grand Sceau d'Angleterre, l'un de nos Chambellans, Senateur dans le Souverain Conseil ou Parlement d'Angleterre, & Commissaire destiné pour l'adjudication des Terres dans le Royaume d'Irlande, lesquels nous nommons pour pouvoir conferer, traiter & conclure ladite Paix, avec les Commissaires & Deputez des susdits Rois & Estats Généraux.

NOUS faisons donc à sçavoir qu'ayant souvent experimenté la prudence, integrité, fidelité & industrie de nos susdits Ambassadeurs extraordinaires, & Nous confians entierement en eux, Nous les avons ordonnez & deputez, & par ces presentes ordonnons & deputons nos veritables & indubitables Commissaires, Procureurs & Plenipotentiaires, leur donnans pleine puissance & autorité, & Mandement general & special en nostre Nom, de communiquer, traiter, convenir & conclure, & faire generalement toutes les autres choses necessaires, pour avec les Commissaires respectifs des Rois & Estats sus-mentionnez, ayans suffisant Pouvoir pour ce sujet, travailler à oster tous les differends susdits, sous les Articles & conditions reciproques de restituer & rétablir de part & d'autre les choses dont on sera convenu: & enfin de dresser sur le tout les Articles, Lettres & Instrumens necessaires, & de faire toutes les choses qui seront à propos pour la conclusion de ce Traité, promettans de bonne foi & en parole de Roi, d'avoir agreables, fermes & stables, & de n'aller jamais à l'encontre des choses qui seront resoluës entre nosdits Ambassadeurs extraordinaires & ceux desdits Estats Généraux, mais au contraire d'executer & observer inviolablement & religieusement, tout ce qui sera promis en nostre Nom sur ce sujet. En témoignage de quoi Nous avons signé les presentes Lettres, & à icelles fait apposer le grand Sceau d'Angleterre. Données à Westmunster le quinziéme du mois d'Avril l'an 1667. le dix-neuviéme de nostre Regne. *Aussi signé*, CHARLES, Roi.

Ratification du Traité donné par le Roi Tres-Chrestien.

LOUÏS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme les Sieurs Comte D'ESTRADES & COURTIN; & les Sieurs Baron HOLLES & COVENTRYE, dés le trente-un Juillet nouveau stile, & le vingt un selon l'ancien, en vertu des Pouvoirs & Mandemens donnez de part & d'autre, par Nous & par le Serenissime & Tres-Puissant Prince le Roi de la Grande Bretagne, nostre tres-cher & tres-aimé Frere & Cousin, auroient conclu, le Traité de Paix & de Reconciliation dans la Ville de Breda, & l'auroient soussigné dont la teneur s'ensuit, &c. . .

. . . .

AYant agreable le present Traité & Alliance, & tous les Articles qui y sont compris, Nous les avons tant en nostre Nom, que de nos Heritiers, Successeurs de nos Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries & Sujets, approuvez, confirmez & ratifiez, les approuvons, confirmons & ratifions, & Nous promettons en foi & Serment de Roi, sous l'obligation & hypotheque de tous & chacuns nos Biens, tant presens qu'à venir, que nous les garderons & accomplirons, & que jamais nous ne ferons rien au contraire, ni n'attenterons directement ou indirectement, en quelque maniere que ce soit. En foi de quoi Nous avons signé les presentes de nostre main, & avons commandé qu'elles fussent scellées de nostre grand Sceau. Donné à Audenarde le huitiéme jour d'Aoust mil six cens soixante-sept, & de nostre Regne le vingt-cinq. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas:* Par le Roi. DE LIONNE.

Acte de la Publication faite à Breda. De par les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de France.

ON fait à sçavoir que Paix, Alliance & bonne Confédération a esté concluë & signée le trente-un

Anno 1667.

un du mois de Juillet dernier selon le nouveau stile, & le vingt un du même mois selon le stile ancien: Entre Tres-Haut, Tres-Excellent, & Tres-Puissant Prince LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, nostre Souverain Seigneur; & Tres-Haut, Tres-Excellent, & Tres-Puissant Prince CHARLES, par la même grace de Dieu, Roi de la Grande Bretagne, leurs Roiaumes, Pays & Terres de leur obeïssance: la liberté du Commerce rétablie entre les Sujets desdits Royaumes, ainsi qu'elle estoit avant la declaration de la derniere Guerre. Et que la publication faite d'un commun consentement, servira de regle à l'avenir pour commencer les termes, pendant lesquels, suivant la disposition du dix-septiéme Article dudit Traité de Paix, il n'y aura point de reparation pour les Vaisseaux qui auront esté pris. Desquels termes le premier écherra le cinquiéme Septembre suivant le nouveau stile, & le vingt sixiéme Aoust selon le stile ancien de l'année presente, dans les Mers prochaines; ce qui s'entend du Canal de la Mer entre l'Angleterre & l'Irlande, & de la Mer Septentrionale & Balthique: Le quatriéme Octobre du nouveau stile & le vingt quatriéme Septembre du vieux, depuis lesdites Mers prochaines jusques au Cap de S. Vincent: Le premier Novembre du nouveau, & le vingt-deusiéme Octobre de l'ancien stile, depuis ledit Cap de S. Vincent jusques à la Ligne Equinoxiale, tant dans la Mer Oceane que dans la Mediterranée: Et le 24. Fevrier, selon le nouveau stile, ou le quatorziéme selon l'ancien, au delà de ladite Ligne Equinoxiale, & dans tout le reste du Monde. Fait à Breda le vingt-quatriéme Aoust suivant le stile nouveau, & le quatorziéme selon le stile ancien de l'année 1667. *Signé*, D'ESTRADES & COURTIN, & scellé du Cachet de leurs Armes.

XVIII.

21/31 Juill.

ANGLETERRE ET LES PROVINCES-UNIES.

Traité de Paix & d'Alliance entre CHARLES II. *Roi de la Grand Bretagne, & les* PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas. Fait à Breda, le 21/31 Juillet*, 1667. [Recueil des Traitez faits entre les Provinces-Unies des Pays-Bas & divers Princes. *Theatrum Pacis* Tom. II. pag. 343. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans AITZEMA, *Affaires d'Etat & de Guerre.* Tom. XIII. pag. 108. dans LONDORPII *Acta publica*, Tom. IX. pag. 506. & dans GASTELIUS, *de Statu publico Europæ noviss.* Cap. XXVI. pag. 417. en Allemand; dans les Lettres & Memoires du Comte d'ESTRADES, Tom. IV. pag. 407. en François sans annexes.]

NOtum sit universis & singulis quorum interest, aut quomodolibet interesse potest. Cum annis proximè elapsis orta sint quædam diffidia inter Serenissimum ac Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum *Carolum*, ejus nominis secundum Magnæ Britanniæ Regem ab una: & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum ab altera parte, quæ eo usque increverunt, ut non modo in apertum & acre Bellum exarserint, sed & Serenissimum & Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum *Ludovicum* 14um. Galliarum & Navarræ Regem Christianissimum, ut & Serenissimum & Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum *Fredericum* 3um. Daniæ & Norvegiæ Regem, ratione Fœderum, quæ iis cum præfatis Dominis Ordinibus intercedebant, in partes traxerint, unde multa Christiani sanguinis effusio cum ingenti utriusque Partis dispendio secuta est, tandem Divinâ bonitate factum esse, ut Serenissimo ac Potentissimo Principe ac Domino, Domino *Carolo*, Suecorum, Gothorum ac Vandalorum Rege, pro singulari suo amore & affectu, quo belligerentes hosce Reges & Dominos Ordines Generales, eorumque respective Regna & Status complectitur, tum etiam publicæ salutis & quietis in Christiano Orbe redintegrandæ ac conservandæ studio, Mediationis suæ amica & sincera officia interponente, de Pace sit suscepta cogitatio, in eumque finem ex mutua Partium Conventione Bredæ Congressui Legatorum & Plenipotentiariorum locus constitutus sit, quo in negotio ad finem optatum provehendo, eum altissimæ memoriæ Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ Legati Extraordinarii, Illustrissimi atque Excellentissimi Domini, Dominus *Georgius Flemmingh*, liber Baro in Libelith, Dominus in Norusis & Lydinge, Sacræ Regiæ Majestatis Regnique Sueciæ Senator, & Consiliarius Cancellariæ, ut & Dominus *Christoph. Delphicus*, Burggravius & Comes in Dona, Hæreditarius Dominus in Carwinden, Schlovitten, Burghsdorf, Stokenfels & Fischbach, Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ Campi Marefchallus & Consiliarius Bellicus; Nec non Dominus *Petrus Julius Coyet*, Hæreditarius in Bengsboda & Liungebygard, Eques Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ Cancellariæ & Status Consiliarius Aulicus, (qui tamen haud diu post suum ad hunc locum adventum, dum pio huic negotio simul insudat, inopina morte præventus est) nomine Clementissimi Regis ac Domini sui omnem industriam, dexteritatem atque prudentiam sincerè, & absque tædio impenderint, pariterque altissimè memoratus Magnæ Britanniæ Rex, altéque memorati Domini Ordines Generales ad tam bonam metam collimantes ad pacificationem hancce pertractandam commiserint & deputarint Legatos suos Extraordinarios & Plenipotentiarios Dominum *Denzel Holles*, Baronem de Ifeild, &c. Consiliarium Regium, & Dominum *Henricum Conventrye*, Honoratissimi Thomæ Baronis Conventrye, Magni Angliæ Sigilli quondam Custodis Filium, à Cubiculis Regis intimis, in supremo Angliæ Consilio sive Parlamento Senatorem, & in Hiberniæ Regno ad res agrarias adjudicandas Commissarium, ab una, & in Consessu Dominorum Ordinum Generalium à parte Provinciarum Gelriæ, Hollandiæ, Zelandiæ, Frisiæ, Groningæ & Omlandiæ Deputatos, prius quidem Dominum *Hieronymum van Beverningk*, &c. Dominum *Petrum de Huybert*, Dominum de Rengherskerke, Everswaert, &c. Consiliarium & Syndicum Dominorum Ordinum Zelandiæ, & Dominum *Allardum Petrum Jongestal*, Supremæ Frisiorum Curiæ Consiliarium Primarium, & Præsidem, vigore earum Plenipotentiarum, quæ quinto die Maii proximè elapsi expeditæ, in ipso Tractatuum ingressu extraditæ fuerunt: Et postea itidem Dominum *Adolphum Henricum de Ripperda a Beurse*, Dominum de Heer-Jans-Dam; & Dominum *Ludolphum Tiarda de Sterckenborgh*, Dominum de Weede, Surdijck, Nyenclooster, ad solemniorem eorundem Tractatuum subsignationem secundis Plenipotentiarum Tabulis vigesimo octavo hujus mensis Deputatos, ab altera parte, post mutuas Plenipotentiarum Tabulas (quarum Apographa sub finem hujus Instrumenti de verbo ad verbum inserta sunt) ritè commutatas in mutuas Pacis, Amicitiæ & Confœderationis Leges consensum & conventum est, tenore sequenti.

I. Imprimis, quod ab hoc die sit vera, firma & inviolabilis Pax, Amicitia sincerior, intimior atque arctior Confœderatio & Unio inter Serenissimum Magnæ Britanniæ Regem, atque Celsos & Præpotentes Ordines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum, Terrasque, Regiones Civitatesque sub utriusque Ditione sine distinctione locorum positas, earumque Subditos & Incolas cujuscunque demum gradus fuerint.

II. Item, ut in futurum omnes inimicitiæ, hostilitates, discordiæ & Bella inter dictum Dominum Regem, & prædictos Dominos Ordines Generales eorumque Subditos & Incolas cessent & aboleantur: Et utraque Pars ab omni direptione, deprædatione, læsione injuriisque ac infestatione qualicunque tam Terra, quam Mari & Aquis dulcibus, ubivis gentium, ac maximè per omnes alterutrius Ditionis tractus, Dominia, loca & Præfecturas, cujuscunque demum illæ sint conditionis, temperet abstineatque prorsus.

III. Item, uti omnes offensæ, injuriæ, damna, dispendia, quæ dictus Dominus Rex ejusque Subditi, vel prædicti Domini Ordines Generales eorumque Subditi altrinsecus, durante hoc Bello, vel antehac, quibuscunque retrò temporibus, qualicunque de causa aut quocunque sub prætextu alter ab altero pertulerunt, ea oblivioni tradantur, & è memoria eradantur planè, ac si nullæ unquam intercessissent; Sed & ut prædicta Pax, Amicitia & Confœderatio firmis atque inconcussis fundamentis innitantur, utque ab ipso hoc die omnes novi diffidii & altercationis ansæ præcidantur; Conventum præterea est, ut utraque jam designatarum Partium cum plenario Jure summi Imperii, proprietatis & possessionis, omnes ejusmodi Terras, Insulas, Urbes, Munimenta, Loca & Colonias, teneat & possideat in posterum, quotquot durante hoc Bello aut ante hoc Bellum

ANNO 1667.

Bellum ullis retro temporibus vi & armis aut quoquo modo ab altera Parte occupavit aut retinuit, eum prorsus in modum, quo ea 31. die Maii proximè elapsi occupaverat & possedit, (nullis eorundem locorum exceptis.)

IV. Quin etiam Naves omnes cum suis armamentis, Mercimoniisque & bona cuncta mobilia, quæ durante hoc Bello, vel antehac ullis retro temporibus in potestatem unius vel alterius altè memoratarum Partium vel ad earum Subditos pervenerunt, sine ulla compensatione vel restitutione occupantium sint & maneant; sic ut quisquis horum, ejus quod ita occupatum fuit, sine ulla controversia, locive aut temporis aut rerum exceptione,fiat, maneatque Proprietarius & possessor in perpetuum.

V. Tum, uti ad hæc omnes actiones & prætensiones, qualescunque demum illæ sint, aut quocunque modo ullis jam ante Pacis aut Fœderum Tabulis, specialiter etiam Articulo 15 earum, quæ anno 1662. subsignatæ sint, restrictæ, circumscriptæ, definitæ aut reservatæ fuerint, quas dictus Dominus Rex & dicti Domini Ordines Generales eorumve Subditi sibi invicem ultro citrove intentare, instituere, aut movere possent aut vellent, de ejusmodi negociis aut rebus, quæ durante hoc Bello aut ullis retro temporibus, tam ante quam post prædictum Anni 1662. Tractatum, ad diem usque hujus præsentis Confœderationis initæ acciderunt, irritæ, obliteratæ, cassæ nullæque sint & maneant; Quemadmodum dictus Dominus Rex, dictique Domini Ordines Generales declarabunt, sicuti & hoc ipso declarant se omnibus ejusmodi actionibus & prætensionibus, pro se & Successoribus suis, vigore præsentium, in perpetuum & penitus renunciaturos, quemadmodum & hoc ipso renunciant, ita ut earum nomine nihil unquam amplius hinc inde urgeri, nihilque controversiarum in posterum moveri possit aut debeat.

VI. Sin autem post diem 31. Maii Articulo tertio superiore expressum, vel post instauratam Pacem aut subsignatas hujus Confœderationis Tabulas Pars alterutra, Terrarum, Insularum, Urbium, Munimentorum, Coloniarum, aliorumve Locorum quodcunque alterutri Parti interceperit & occupaverit, omnia & singula horum absque ulla loci temporisve distinctione, bona fide in eodem plane statu confestim restituantur, quo tum temporis reperientur, quandocunque de instaurata Pace in iisdem locis constabit.

VII. Sed ad evitandam porrò omnem litis & contentionum materiam, quæ oriri interdum solet ex causâ restitutionis aut liquidationis ejusmodi Navium, Mercium aliarumque rerum mobilium, quas in locis & oris longè dissitis, post conclusam Pacem & priusquam ea ipsa Pax ibidem innotuerit, captas aut occupatas fuisse, utraque Pars aut alterutra causari possit. Conventum est, uti omnes ejusmodi Naves, Merces aliaque bona mobilia, quæ fortè post conclusionem & publicationem præsentis Instrumenti occupari possent, intra spatium duodecim dierum in Freto Britannico, atque in Mari Boreali; intra spatium sex septimanarum ab Ostio dicti Freti Britannici usque ad Promontorium Sancti Vincentii, ut & intra spatium decem hebdomadum ultra prædictum Promontorium & cis Lineam Æquinoctialem vel Æquatorem, tam in Oceano & Mari Mediterraneo, quam alibi: tum inde intra spatium octimestre trans terminos prædictæ Lineæ per universum Orbem, sine aliqua exceptione vel ulteriore temporis locive distinctione, ullave restitutionis aut compensationis ratione habitâ, occupantium sint & maneant.

VIII. Item, conventum est quod in prædictæ renunciationis & stipulationis partem venire quoque debeant quæcunque Represaliarum, Marcæ ac Contramarcæ, quas vocant, tam generales & particulares aliæque ejus generis Litteræ, quarum vi & tenore hostile quid in futurum exerceri queat, eæque publicâ utrinque hujus Fœderis auctoritate inhibeantur ac revocentur; Quod si qui nihilominus ex alterutra Gente post talem revocationem sub prætextu vel auctoritate talium Litterarum vel Diplomatum jam revocatorum, post confectam jam Pacem & elapsa tempora Articulo septimo superiore definita, res novas machinabuntur, & hostile quid agent, eris, tanquam Pacis publicæ perturbatores, secundum Jura Gentium plectendos esse, præter integram direptæ rei restitutionem, aut plenum damni illati resarcimentum, quo tenebuntur, non obstante clausula qualicunque etiam contraria, quæ prædictis Litteris revocatis inserta fuerit.

ANNO 1667.

IX. Cumque in Regionibus longè dissitis, ut in Africâ & Americâ, præcipuè in Guinea, Protestationes & Declarationes quædam aliaque ejus generis Scripta à Gubernatoribus & Officialibus, nomine Superiorum suorum, hinc inde emissa & promulgata sint, Commercii & Navigationis libertati adversa; itidem conventum est, ut omnes & singulæ ejusmodi Protestationes & Declarationes, Scriptaque prædicta aboleantur, & pro nullis & irritis in posterum habeantur, eâdemque Commercii & Navigationis libertate, tam in Africâ, quam in Americâ, utraque ante memoratarum Partium, eorumque Incolæ & Subditi gaudeant & fruantur, quâ gaudebant & fruebantur, aut de Jure gaudere & frui poterant id temporis, quo Tractatui Anni 1662. subscriptum est.

X. Item, ut Captivi utrimque ad unum omnes, cujuscunque demum dignitatis aut sortis sint, absque Lytris aut alio ullo redemptionis pretio in libertatem asserantur, dum persolvatur ab iis id æris alieni, quod pro victu aut alia de causa legitima debebunt.

XI. Item, uti dictus Dominus Rex, dictique Domini Ordines Generales maneant amici, Confœderati, necessitudine & amicitiâ conjuncti & adstricti, ad Jura atque Immunitates Subditorum alterutrius contra quoscunque demum tuendas, qui utriusve Status Pacem, Terrâ Marive disturbare conabuntur, vel qui infra alterutra Dominia degentes, publici utriusque Status Hostes denunciabuntur.

XII. Item, quod dictus Dominus Rex, dictique Domini Ordines Generales, nihil agent, facient, molientur, tractabunt aut attentabunt adversus alterutrum vel Subditos alterutrius quocunque in loco, sive Terrâ, Mari, Portibus, Districtibus, Sinubus & Aquis dulcibus quâcunque occasione, nec eorum alter vel Subditi alterutrius, dabit, præstabit vel subministrabit ullum auxilium, consilium seu favorem, nec quicquam agi, tractari vel attentari ab alio quoviscunque assentiet in damnum aut præjudicium alterius, vel Subditorum alterutrius, sed omnibus & singulis degentibus vel commorantibus, vel existentibus intra alterutrius Dominia, qui contra alterutrum quicquam agent, facient, tractabunt vel attentabunt, uterque expressè & cum effectu contradicet, renitetur atque impedimentum realiter præstabit.

XIII. Item, quod neque dictus Dominus Rex, vel dicta Respublica, neve ullus ex Subditis alterutrius, Incolis, aliisve in eorum Ditione commorantibus alterutrius Rebelles, quocunque subsidio, consilio, studio fovebit & adjuvabit, sed expressè contradicet atque efficaciter obstabit, ne quid auxilii aut adjumenti ab ullo, qui aut ex Subditis, Incolis aut commorantibus in alterutrius Dominiis fuerit, ullis istiusmodi Rebellibus prædictis, seu sint Viri, Naves, Arma, bellicus apparatus, aliave bona interdicta, neque etiam pecuniæ aut commeatus seu Victualia, Mari vel Terrâ submittantur aut suppeditentur, atque omnes Naves, Arma, bellicus apparatus, aliave bona interdicta, etiam pecuniæ & commeatus ad quamcunque personam vel personas pertinentia, quæ contra sensum hujus Articuli submittentur aut suppeditabuntur, eidem Parti (ubi personæ contravenientes fuerint) addicentur & in Fiscum cedent, quin & ii, qui scientes & volentes quicquam contra sensum hujus Articuli fecerint, commiserint, attentaverint, consiliumque dederint, utriusque Partis Hostes judicabuntur, atque ibi perduellionis pœnas luent, ubi id commissum aut perpetratum fuerit: De specificatione autem earum Mercium, quæ prohibitæ aut Contrabandæ censebuntur, postea provisum erit.

XIV. Item, quod dictus Dominus Rex, dictique Domini Ordines Generales sibi mutuo, sincerè & fideliter (prout opus fuerit) contra alterutrius Rebelles, Terra, Marique opem ferent, Viris & Navibus, eâ proportione, eoque modo, iisque conditionibus, de quibus postmodum convenerint, prout necessitas & rerum alterutrius ratio tulerit, sumptibus tamen & expensis illius Partis, quæ auxilium rogaverit.

XV. Item, quod neque dictus Dominus Rex, neque dicta Respublica, Subditive alterutrius Rebellem vel Rebelles, Profugum vel Profugos alterius vel declaratos vel declarandos, in ejus Dominia, Terras, Regiones, Portus, Sinus aut Districtus, eorumve aliquod recipiet, neque iis vel eorum ulicui in prædictis locis, vel alio quocunque etiam extra sua Dominia, Patrias, Regiones, Terras, Portus, Sinus aut Districtus, Auxilium, Consilium, Hospitium, Milites, Naves, Pecunias, Arma, Apparatum bellicum vel Commeatum concedet, præstabit aut mittet, neve alteruter illius-

modi Rebelles, Profugos à quacunque Persona vel Personis recipi permittet in sua Dominia, Patrias, Regiones, Terras, Portus, Sinus, Districtus, nec istiusmodi Rebellibus, Profugis ullum Auxilium, Consilium, Hospitium, Favorem, Arma, Apparatum, Milites, Pecunias aut Commeatum præstari, ministrari aut concedi permittet, sed expresse & cum effectu contradicet, obstabit atque impedimentum realiter præstabit.

XVI. Item, quod si alterutter aliquem vel aliquos suum vel suos fuisse vel esse Rebellem vel Rebelles, Profugum vel Profugos, & in sua Dominia, Territoria, Patrias, Portus, Districtus, vel eorum aliquid receptum vel receptos esse, vel ibidem commorari, latitare vel perfugium sibi quærere per Literas suas publicas & authenticas significaverit & declaraverit. Tunc illa Pars quæ ejusmodi Literas receperit, vel cui taliter significatum vel declaratum fuerit, intra spatium viginti octo dierum à die prædictæ significationis proxime & continuè numerandum tenebitur, dicto Rebelli vel Rebellibus, Profugo vel Profugis præcipere & mandare, ut extra sua Dominia, Patrias, Regiones, Terras, Districtus & eorum quodlibet singuli exeant & recedant: Et si quis prædictorum Rebellium aut Profugorum intra decimum quintum diem à die hujusmodi præcepti & mandati non recesserit & exiverit, singuli morte & amissione prædiorum & bonorum mulctabuntur.

XVII. Item, quod nullus Rebellis dicti Domini Regis Magnæ Britanniæ in aliqua Castra, Oppida, Villas, Portus, Districtus vel alia Loca, seu Privilegio donata, vel non donata, quæ aliqua persona cujuscunque status & Dignitatis existat vel existet, infra Dominia & Territoria Fœderatarum Provinciarum quocunque Jure vel titulo tenet vel possidet, vel deinceps tenebit vel possidebit, recipietur, nec in ea per aliquam personam cujuscunque status & Dignitatis fuerit, recipi vel in iisdem commorari permittetur aut tolerabitur; Neque dicti Domini Ordines Generales alicui hujusmodi Rebelli in locis prædictis in Navibus, Militibus, Pecuniis, Commeatu, aut alio quocunque modo Auxilium, Consilium vel favorem per aliquam personam, cujuscunque status aut Dignitatis fuerit, de cætero dari aut præstari permittent aut tolerabunt, verum id publicè & disertè prohibebunt atque efficaciter impedient: Et si aliqua Persona vel Personæ cujuscunque status aut Dignitatis fuerint, manens vel degens, manentes vel degentes infra Dominia Fœderatarum Provinciarum earumve Potestates, contra hujusmodi Conventionem aliquid fecerit seu fecerint, quod tunc omnes & singulæ personæ taliter facientes, omnibus hujusmodi Castris, Oppidis, Villis, Prædiis, cæterisque locis, quæ illi vel eorum alter eo tempore habent aut habet, vel quocunque Jure aut titulo se habere prætendent vel prætendet, pro termino vitæ suæ exuentur & privabuntur; Pariter nullus Rebellis dictorum Dominorum Ordinum Fœderatarum Provinciarum in Castra, Oppida, Portus cæteraque loca, eorumve aliquod, sive Privilegio donatum, sive non donatum, quod quælibet Persona vel Personæ cujuscunque status aut Dignitatis existat aut existant, quocunque Jure aut titulo tenet aut tenent, possidebit aut possidebant, infra Regna vel Dominia dicti Domini Regis Magnæ Britanniæ recipietur vel à quacunque Persona vel Personis recipi, inibique versari permittetur; Neque dictus Dominus Rex Magnæ Britanniæ alicui hujusmodi Rebelli in locis prædictis, in Navibus, Militibus, Pecuniis, Commeatu, aut alio quocunque modo Auxilium, Consilium aut favorem per aliquam ejusmodi Personam vel Personas cujuscunque gradus sit, de cætero dari aut præstari permittet aut tolerabit, sed publicè & disertè prohibebit, & efficaciter impediet. Et si quis è dicti Domini Regis Subditis vel degentibus infra illius Dominia contra hujusmodi Conventionem quicquam fecerit vel attentaverit, omnes & singulæ personæ taliter facientes, omnibus istiusmodi Castris, Oppidis, Villis, Prædiis, cæterisque locis, quæ illi vel eorum alter id temporis habent aut habet vel quocunque Jure aut titulo se habere prætendent aut prætendet, pari modo pro termino vitæ suæ exuentur & privabuntur.

XVIII. Item, quod dictus Dominus Rex Magnæ Britanniæ, Subditique ejus omnesque Majestatis suæ Dominiorum Incolæ, Item prædictæ Fœderatæ Provinciæ earumque Subditi & Incolæ, cujuscunque ordinis & conditionis fuerint, ad sese mutuo rebus omnibus humaniter atque amicè tractandum obligabuntur, uti Terrâ vel Aquâ alterutrius Regiones, Oppida, Pagos, sive muro cincta, sive non cincta, sive munita sive non munita, Portus etiam & universam Partis utriusque Ditionem in Europa liberè & securè adire possint, in iisque versari & commorari quamdiu voluerint, ibique sine ullo impedimento Commeatum suis usibus, quantum necesse erit, coëmere, atque etiam negociari & Mercaturam facere, quocunque Mercium genere ipsis videbitur, easque advehere suo arbitratu aut exportare, dummodo quæ statuta sunt, Portoria solvant, salvis etiam alterutrius Dominii Legibus ac Statutis omnibus; ita tamen, ut Subditi & Incolæ utriusque Partis, Commercium suum exercentes, in alterutrius Regionibus & Ditionibus non obligentur inposterum plus Portorii, Census, Vectigalium aut aliorum Tributorum solvere, quam pro rata proportione, quàm alii extranei solvunt, in iisdem locis Mercaturam exercentes.

XIX. Item, quod Naves & Navigia dictarum Fœderatarum Provinciarum tam bellica & ad Hostium vim propulsandam instructa, quàm alia, quæ alicui è Navibus bellicis dicti Domini Regis Magnæ Britanniæ in Maribus Britannicis obviam dederint, Vexillum suum è mali vertice detrahent & supremum velum demittent, eo modo, quo ullis retrò temporibus unquam observatum fuit.

XX. Item, in majorem Commercii & Navigationis libertatem conventum & conclusum est, quod dictus Dominus Rex Magnæ Britanniæ, dictique Domini Ordines Generales in Portus suos, Urbes & Oppida non recipient neque sinent, ut ullus ex Subditis alterutrius recipiat Piratas aut Prædones, iisve Hospitium, Auxilium aut Commeatum præbeant, verum operam dabunt, ut prædicti Piratæ & Prædones, eorumve piraticè participes, conscii & adjutores in aliorum terrorem investigentur, capiantur & merito supplicio puniantur; Omnesque Naves, Bona & Merces piraticè ab iis captæ atque in Portus alterutrius Dominii advectæ, quæ quidem inveniri poterunt, imò etiam si venditæ sint, justis Dominis restituentur, aut satisfactio dabitur vel earum Dominis, vel iis, qui per Literas Procurationis eas res vindicaverint, modo Jus Dominii debitis ex lege probationibus in Curia causarum maritimarum appareat.

XXI. Item non permissum erit Subditis Regiæ Majestatis & Incolis Regnorum aut Terrarum, illi obedientium, aut Incolis & Subditis Fœderati Belgii hostile aliquid aut violentum invicem moliri aut facere, sive Mari, sive Terra, nullo prætextu aut colore, & per consequens non licitum erit dictis Subditis aut Incolis ab aliquo Principe aut Statu, quibus cum alterutro Fœderatorum discordia aliqua aut Bellum apertum est, Literas patentes, (quas Commissiones vocant) aut Represalias impetrare, & multo minus vi istarum Literarum Subditos alterutrius Fœderatorum aliqua molestia aut damno afficere; Neque etiam permissum erit, Armatoribus extraneis non Subditis uni aut alteri Confœderatorum, habentibus Commissiones ab aliquo alio Principe aut Statu, ut in Portubus unius aut alterius Partium prædictarum Naves suas instruant, ea, quæ ceperunt, vendant, redimere faciant, aut alio modo quocunque mutent tam Naves, Mercimonia, quam alia onera quæcunque, & ne quidem Victualia coëmere illis licitum erit, nisi quæ necessaria erunt ad perveniendum ad Portum proximum illius Principis, à quo Commissiones obtinuerunt: Et si fortè aliquis Subditorum Regiæ Majestatis aut dictorum Dominorum Ordinum Generalium emerit, mutatione aut alio quocunque modo sibi acquisiverit ejusmodi Navem aut Mercimonia, quæ à Subditis unius aut alterius capta fuerunt, eo casu dictus Subditus tenebitur dictam Navem, Bona aut Mercimonia restituere Proprietariis sine ulla dilatione & sine ulla compensatione aut refusione pecuniæ, pro dictis rebus solutæ aut promissæ, modo coram Consilio Regiæ Majestatis aut dictis Dominis Ordinibus Generalibus probaverint sese earum rerum Proprietarios esse.

XXII. Item, si dictus Dominus Rex Magnæ Britanniæ, dictive Domini Ordines Generales Fœderati Belgii, ullum Fœdus, Amicitiam, Confœderationem aut necessitudinem cum aliis quibuscunque Regibus, Rebus-publicis, Principibus aut Statubus contrahent, aut paciscentur, alter una alterum ejusque Dominia in iis eorumve quolibet comprehendet, si comprehendi voluerit, atque de omnibus istiusmodi Amicitiæ & Confœderationis Tractatibus alterum certiorem reddet.

XXIII. Item, quod si acciderit, ut quamdiu Fœdus, Amicitia & Societas hæc duraverit, ab ullo ex Subditis aut Incolis alterutrius Partis contra hoc Fœdus aut ullum ejus Membrum, Mari, Terrâ aut Aquis dulcibus quicquam fiat aut tentetur, Amicitia hæc, Fœdus

& So-

Anno 1667.

& Societas inter has Nationes non idcirco interrumpentur aut infringentur, verùm integra nihilominus perstabunt, vimque suam plenariam obtinebunt, tantummodo illi ipsi, qui contra Fœdus prædictum commiserint, singuli punientur & nemo alius, justitiaque reddetur, & satisfactio dabitur illis omnibus, quorum id interest, ab iis omnibus qui Terra, Mari aut aliis Aquis contra hoc Fœdus quidquam commiserint, ulla in parte Europæ aut ubivis locorum intra Fretum Gaditanum, sive in Americâ, vel per Africæ Littora ullisve in Terris, Insulis, Æquoribus, Æstuariis, Sinubus, Fluminibus, ullisve in locis cis Caput Bonæ Spei intra anni spatium, quam Justitia postulabitur, in omnibus autem (uti supra dictum est) ultra prædictum Caput, locis intra menses octodecim, quam Justitia prædicto modo poscetur. Quod si vero Fœderis ruptores non comparuerint, neque se judicandos submiserint, neque satisfactionem dederint intra hoc vel illud temporis spatium pro loci longinquitate modo constitutum, prædicti illi utriusque Partis Hostes judicabuntur, eorumque bona, facultates & quicunque reditus publicabuntur plenæque ac justæ satisfactioni impendenda erunt earum injuriarum, quæ ab ipsis illatæ sunt, ipsique præterea, cum in alterutrius Partis potestate fuerint, iis pœnis obnoxii erunt, quas suo quisque crimine commeruerit.

XXIV. Item, quod dicti Domini Regis Subditi, quicunque sub ejus Ditione fuerint, possint libere, tutò ac securè in Fœderati Belgii Provinciis, & singulis suis Ditionibus in Europa, perque eas Terrâ vel Aqua ad ulla in iis loca vel ultra eas iter facere, perque ulla earum Oppida, Præsidia, Munimenta transire, quæ ullis in locis Fœderatarum Belgii Provinciarum aut alibi in earum Ditionibus in Europa sunt vel erunt, Mercaturam in omnibus illis locis facientes, eorumque Negociatores, Institores Famulive, armati sive inermes (armati autem non amplius quadraginta simul) tam sine bonis suis & Mercimoniis, quam cum iis quocunque ire voluerint: Poterit item populus & Incolæ Fœderatarum Belgii Provinciarum eâdem libertate frui in omnibus dicti Domini Regis Ditionibus in Europa, dummodo in hujusmodi Commercio & Mercatura singuli alterutrius Dominii Legibus & Statutis utrimque pareant moremque gerant.

XXV. Item, si Naves Mercatoriæ unius aut alterius Subditorum per tempestatem vel Piratas, vel aliam quamcunque necessitatem Portum unius aut alterius Dominii subeant, inde securè & liberè recedant cum Navibus & Mercimoniis absque aliqua Vectigalium aut aliorum Jurium solutione, ita tamen, ut onus non distrahant aut divendant aut venale quicquam proponant, nec molestiæ qualicumque aut visitationi subjicientur, modo nec personas aliquas, nec Merces in Navem receperint aut quicquam egerint contra Leges, Statuta aut Consuetudines ejus loci, ubi Portus (uti præmissum est) intraverint.

XXVI. Item, quod Mercatores, Naucleri, Gubernatores & Nautæ alterutrius Partis, eorumque Naves, bona aut Mercimonia in Terris, Portubus, Navium Stationibus aut Fluminibus alterius non prehendentur, vel sub arresto detinebuntur ex Edicto quovis generali aut speciali, sive ad Bellum, sive ad alium quemlibet usum, nisi summa necessitate id cogente, justâ etiam satisfactione ob id data, ita tamen, ut detentionibus & arrestationibus quæ ex Jure & Legibus alterutrius Dominii rectè atque ordine fiant, nihil hinc derogatum sit.

XXVII. Item, uti Mercatores utrinque, eorumque Institores & Famuli, atque etiam Naucleri, aliique Nautæ tam eundo quam redeundo Navibus per Maria aliasque Aquas, quam in Portubus alterutrius aut in Terra egressi sui suorumque bonorum defendendi causa, omne genus arma, tam offensiva quam defensiva, gestant, utanturque, verum ubi ad sua quisque hospitia ac diversoria pervenerit, ibi arma sua deponet ac relinquet, donec rursus ad Navem se receperit aut eo commeare velit.

XXVIII. Item, quod Naves Præsidiariæ seu Bellicæ alterutrius Partis quamcunque in Mari Navem aut Naves Mercatorias quæ ad alterum vel alterius Subditos aut Incolas pertinuerint, quæ eundem cursum tenuerint, idemve iter fecerint, obviam habentes aut assequentes iis præsidio esse, easque defendere tenebuntur, quamdiu eundem cursum tenuerint, contra omnes & singulos qui eas vi adorientur.

XXIX. Item, si qua Navis aut Naves quæ Subditorum aut Incolarum alterutrius Partis aut neutralis alicujus fuerint in alterutrius Portubus à quovis tertio capiantur qui ex Subditis & Incolis alterutrius Partis non sit, illi quorum in Portu aut ex Portu aut quacunque Ditione prædictæ Naves captæ fuerint, pariter cum altera Parte dare operam tenebuntur in prædictis Nave vel Navibus insequendis & reducendis, suisque Dominis reddendis, verum hoc totum fiet Dominorum impensis aut eorum quorum id interest.

XXX. Item, quod Scrutatores, cæterique id genus Officiales ex utraque parte ad normam Legum alterutrius Dominii sese dirigent, neque plus imponent exigentve quam per authoritatem sibi commissam & accepta mandata licuerit.

XXXI. Item, si qua injuria ab alterutro Dominio ejusve Subditis aut Incolis alterius Subditis aut Incolis illata sit, sive contra ullos hujus Fœderis Articulos, sive contra Jus commune, uti nullæ Literæ represaliæ, Mercæ aut Contra-Mercæ ab alterutro concedantur, donec Justitia prius juxta Leges ordinarias postuletur, sin autem illic Justitia vel denegetur vel in longum detrahatur, tum uti dictus Dominus Rex dictique Domini Ordines Generales aut Delegati ejus Dominii, cujus Subditi & Incolæ injuria affecti sunt, ab altero in quo Justitia, (uti prædictum est) denegatur aut differtur, aut ab illa potestate quæ hujusmodi postulatis audiendis constituta erit, publicè Justitiam postulent, ut omnes hujusmodi lites, vel amicè componantur vel ordinario Legum processu terminentur; Sin autem mora adhuc interposita erit, neque Jus reddetur neque satisfactio dabitur intra tres menses quam hujusmodi postulatio lata fuerit, tum demum uti Literæ represaliæ, Mercæ vel Contra-Mercæ concedantur.

XXXII. Item, conventum est: si aliquando, quod omen Deus Optimus Maximus clementer aversum velit, sopitas simultates inter dictum Dominum Regem dictosque Dominos Ordines Generales recrudescere, atque in apertum Bellum denuo erumpere contingat, ut eæ Naves, Merces ac Bona quævis mobilia Partis alterutrius quæ in Portubus atque in Ditione Partis adversæ hinc inde hærere atque extare deprehendentur, Fisco nihilominus haud quaquam addicantur, aut ullo incommodo afficiantur: Sed Subditis Civibusque alterutrius, spatium semestre integrum hinc inde concedatur, quo res jam dictas ac aliud quidvis ex facultatibus suis quo visum libitumque fuerit omni sine molestia inde translatum eant.

XXXIII. Item, quod illi qui specialia Diplomata aut Commissiones ab alterutra Parte obtinuerint priusquam illa Diplomata accipiant coram eo judice qui ea ipsis exhibebit, sufficientem fiduciarum cautionem interponent per ejusmodi homines, qui respondendo pares sunt, & non ejus Navis Socii aut participes, se nullum damnum aut injuriam alterutrius Subditis aut Incolis illaturos.

XXXIV. Item, conventum & concordatum est, quod utriusque Partis Subditis & Incolis ad Portus utriusque liber semper sit accessus, in iisque commorari, ac inde rursus recedere liberum eis licitumque erit non solum cum Navibus Mercatoriis & oneratis, sed & cum Navibus Bellicis sive ad dictum Dominum Regem dictosve Dominos Ordines Generales spectent, sive eorum sint qui specialia Diplomata obtinuerint, sive tempestatis vi, aut Maris periculo intraverint, sive ut Naves reparent aut Commeatum coemant, modo octonarium Navium Bellicarum numerum non excedant, si sua sponte intraverint, nec diutius in Portubus aut circa Portus hæreant quam ad Navium reparationem, coëmenda Victualia aliasve necessitates fuerit necesse; Et si major Navium Bellicarum numerus data occasione ad ejusmodi Portus velit accedere, eas intrare nequaquam erit licitum nisi prius impetrata ab iis venia ad quos Portus illi pertinuerint, nisi tempestate aut vi aliqua aut necessitate compulsæ fuerint, quo Maris pericula effugerent. Quod cum acciderit Præfectum ejus loci aut summum Magistratum statim de causa sui adventus certiorem facient, nec diutius ibi hærebunt quam illis à Præfecto aut summo Magistratu permissum erit, nec in iis Portubus commorantes hostile aliquid aut quicquam in præjudicium eorum molientur.

XXXV. Item, conventum & conclusum est, quod utraque Pars verè & firmiter observabit atque executioni mandabit præsentem Tractatum, omniaque & singula in eo contenta & comprehensa, atque eadem ab alterius Subditis & Incolis observari & præstari efficaciter curabit.

XXXVI. Item, ad majorem cautelam & securitatem

ANNO 1667. tem Tractatus hujus & Confœderationis à parte dictorum Dominorum Ordinum Generalium Fœderatarum Provinciarum eorumque Populi sincere & bona fide præstanda, conventum & conclusum est, sicut & dicti Domini Ordines Generales his præsentibus conveniunt seque firmiter obligant & devinciunt, quod omnes & singuli, quos aut quem vel ipsi vel Ordines Provinciarum quæcunque demum tempore eligent, constituent aut præficient Capitaneum Generalem, Gubernatorem seu Præsidem primarium sive Stadtholder, Imperatorem Exercituum seu Militiæ in Terra vel Admirallum seu Prætorem Classium, Navium, Copiarumve Marinarum obligabuntur & devincientur hunc Tractatum & omnia ejus Capitula, Juramento confirmare, itaque sanctè & cum Juramento spondere, se quantum possint, omnia ea religiosè observaturos & executioni, quoad eos spectat, mandaturos, & curaturos ut ab aliis observentur & executioni mandentur.

XXXVII. Sub hoc præsenti Pacis Tractatu comprehendentur illi qui ante Ratihabitionum permutationem vel intra sex menses postea ab una alterâque Parte ex communi consensu nominabuntur, interim tamen quemadmodum Partes paciscentes gratè agnoscunt sincera officia & indefessa studia, quibus Serenissimus Rex Sueciæ, Interpositâ suâ mediatione, hoc salutare Pacificationis opus, Divino adjuvante auxilio, ad exitum optatum promovit, ita ad testandum parem affectum communi Partium omnium consensu sancitum & conventum est, ut altissime memorata Sacra Regia Majestas Sueciæ cum omnibus suis Regnis, Ditionibus, Provinciis ac Juribus huic Tractatui sit inclusa, & præsenti Pacificatione omni meliori modo comprehensa.

XXXVIII. Item conventum, conclusum & concordatum est, quod præsens Tractatus atque omnia & singula in eo contenta & conclusa à dicto Domino Rege Magnæ Britanniæ, dictisque Dominis Ordinibus Generalibus Fœderatarum Provinciarum, per patentes utriusque Partis Literas Sigillo magno munitas debita & authentica forma intra quatuor septimanas proximè insequentes (aut citius si fieri poterit) confirmabuntur & ratihabebuntur, mutuaque Instrumenta intra prædictum tempus hinc inde Bredæ extradentur, nec non & Tractatus hic & Confœderatio statim à traditis & permutatis Instrumentis forma & loco solitis publicabitur. In quorum omnium & singulorum fidem, majusque robur, Nos prædicti sacræ Regiæ Majestatis Magnæ Britanniæ Legati, & Plenipotentiarii, cum Illustrissimis & Excellentissimis Dominis Legatis Extraordinariis & Mediatoribus huic Pacis Instrumento subscripsimus illudque Sigillis nostris signavimus.

Actum Bredæ tricesimo primo Julii, anno millesimo sexcentesimo sexagesimo septimo.

(L. S.) *Georgius Flemmingh.* (L. S.) *Holles.*
(L. S.) *Christophorus Delphicus in Dhona.* (L. S.) *Henricus Conventry.*

Articulus separatus.

SI forte aliqua tapeta, peristromata, aulæa, picturæ vel supellectiles cujuscunque generis vel Lapides pretiosi, Clenodia, Monilia, Gemmæ, vel alia quæcunque Bona mobilia, ad Regem Magnæ Britanniæ spectantia penes dictos Ordines Generales aut aliquem Subditorum suorum jam nunc sunt aut de futuro reperientur, dicti Domini Ordines promittunt sese nullo modo protecturos Possessores aliquorum mobilium ad dictum Dominum Regem pertinentium, quæ iis auferri poterunt eo modo, ut nulla iniquitate aut injustitia afficiantur illi, qui gravabuntur illa sua sponte restituere, dictique Ordines promittunt sese modo quam efficacissimo operam daturos, ut de plano & summarie in isto negotio procedatur sine ordinaria forma & modo procedendi in Curiis usitato & ut Justitia administretur, quâ satisfiat dictæ Regiæ Majestati, quantum fieri poterit, absque læsione alicujus.

Item, quod si qui eorum, qui rei sunt illius nefandi parricidii in Regem Carolum primum beatissimæ memoriæ admissi ac legitime de eodem scelere attincti, condemnati aut convicti vel jam sunt in Dominiis dictorum Ordinum Generalium, vel postea illuc advenient, statim, quamprimum dictis Ordinibus Generalibus, vel aliquibus Officialibus suis innotuerit, vel relatum fuerit, prehensi in custodiam dentur, & vincti in Angliam remittantur, vel in eorum manus tradantur, quos dictus Dominus Rex Magnæ Britanniæ iis custodiendis domumque revehendis præfecerit. In quorum fidem, & quod præsens Articulus separatus de verbo ad verbum ejusdem tenoris est cum eo, qui 14 die mensis Septemb. 1662. apud Whitehal conclusus est eodemque vigore observandus cum iis, qui Tractatui principali inserti sunt. Nos prædicti Sacræ Regiæ Majestatis Magnæ Britanniæ Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii illi subscripsimus & Sigilla nostra apposuimus: Actum Bredæ trigesimo primo Julii anno millesimo sexcentesimo sexagesimo septimo. ANNO 1667.

(L. S.) *Georgius Flemmingh.* (L. S.) *Holles.*
(L. S.) *Christophorus Delphicus in Dhona.* (L. S.) *Henricus Coventry.*

CUm iis Pacis, Unionis & Confœderationis Articulis, qui hodie inter Serenissimum Magnæ Britanniæ Regem, & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii, conclusi sunt, præcipue cautum & provisum sit, ut quanto ocius funesti omnes & calamitosi Bellorum effectus cessent, desiderata autem & omnium votis expetita Pax in omnibus utriusque Partis Regnis & Ditionibus omnibusque earum Subditis & Incolis restituatur, & proinde temporis, & negotiorum ratio non permiserit, æqua lance & ad amussim omnia & singula ponderare & adæquare, quæ circa prædictos Articulos animadvertenda & considerandа fuerint, circa eos præsertim, qui ad liberæ Navigationis liberique Commercii Statuta pertinent; Et verendum tamen sit, ne in novas altercationes, novaque dissidia utriusque Partis Incolæ & Subditi reincidant & inde simultates jam sopitæ recrudescant, si non certis quibusdam Legibus circa ea quæ Navigationem & Commercii usum concernunt coërceantur; Ita inter prædictas alte memoratas Partes, mediantibus, annitentibus, & operam suam conferentibus iisdem, qui in Tractatu principali Dominis Serenissimæ Regiæ Majestatis Sueciæ extra ordinem Legatis, & ad Tractatus Pacis Mediatoribus, separatis hisce Articulis porro conventum & sancitum est.

I. Imprimis, ut omnia ejusmodi Edicta ac Senatus consulta quæ ratione hujus Belli una pars in præjudicium alterius, contra libertatem Navigationis & Commercii promulgavit, hinc inde abrogentur.

II. Secundò ut ad elucidationem ejus Edicti quod à parte Magnæ Britanniæ Regis, Anno millesimo sexcentesimo sexagesimo promulgatum fuit, ei Genti excitandæ & invitandæ ad rem Navalem promovendam, quo Peregrini alias in Angliam Merces invehere prohibentur, quam quæ in propriis unius cujusque Terris enatæ aut manuum opera elaboratæ sunt, licitum sit Dominis Ordinibus Generalibus eorumque Subditis suis Navigiis in Angliam prætera etiam inferre omnia ejusmodi Mercimonia, quæ in Germania interiore vel superiore producta, enata, aut manibus elaborata, non nisi per Territoria ac Ditiones Uniti Belgii vel per Terram vel per Flumina ad Portus maritimos plerumque commodius & usitatius subvehi solent, ut inde per Mare transportentur.

III. Tertiò, cum jam pridem instituerit Magnæ Britanniæ Rex, ut in certam commodamque normam Merces & Mercaturæ hinc inde redigantur, Domini autem Ordines Generales in eum etiam scopum semper collimarint; Ut certis quibusque perpetuoque observandis Legibus eædem circumscribantur, & tamen ea res prolixioris videatur esse laboris, quam ut confestim ad utriusque Partis nutum absolvatur, in opportuniorem occasionem hoc negotium ita differre utrimque placuit, ut Commissarii quanto ocius fieri poterit, post conclusam hanc Pacem, utrimque conveniant, qui super designandis & certo limite circumscribendis Mercimoniorum speciebus, Navigationisque Legibus aliquid certi statuant, novisque & mutuis Conventionis Tabulis designent; Ne tamen interea in suspenso hæreant, & in ambiguo teneantur utriusque Partis Incolæ & Subditi, incerti quas Mercimonii species in modum aut formam Bellici Apparatus vel suppetiarum, aut sub titulo, aut prætextu Commerciorum Hosti Partis alterutrius subvehere aut subministrare aut licitum aut vetitum sit: Itidem conventum & sancitum est, ut ille Navigationis & Commerciorum Tractatus, qui Dominis Ordinibus Generalibus cum Rege Christianissimo intercedit, incipiendo ab Articulo vigesimo sexto ad Articulum usque quadragesimum secundum inclusive, eo modo & tenore, quo Gallico Idiomate inserti sequuntur, provisionaliter pro regula & norma sit, & ad uberiorem de Commerciis maritimis Tracta-

tum,

Anno 1667.

tum, intra alte præmemoratas Partes perficiendum viam sternat.

Sequuntur prædicti Articuli.

XXVI. Tous les Sujets & Habitans de France pourront en toute seureté & liberté naviger & trafiquer dans tous les Royaumes, Païs & Estats, qui sont ou seront en Paix, Amitié ou Neutralité avec la France, sans qu'ils puissent estre troublez ou inquietez dans cette liberté par les Navires, Galleres, Fregates, Barques ou autres Batimens de Mer, appartenants auxdits Seigneurs Estats ou aucun de leurs Sujets, à l'occasion des hostilitez, qui pourroient se rencontrer cy-apres entre lesdits Seigneurs Estats Generaux, & les susdits Royaumes, Païs & Estats, ou aucun d'iceux qui sont ou seront en Paix, Amitié ou Neutralité avec la France.

XXVII. Ce Transport & ce Trafic s'estendra à toutes sortes de Marchandises, à l'exception de celles de Contrebande.

XXVIII. En ce genre de Marchandises de Contrebande, s'entend seulement estre compris toute sorte d'Armes à feu & autres assortimens d'icelles, comme Canons, Mousquets, Mortiers, Petards, Bombes, Grenades, Saucisses, Cercles poissez, Affuts, Fourchettes, Bandolieres, Poudre, Mesche, Salpetre, Balles, Picques, Espées, Morions, Casques, Cuirasses, Hallebardes, Javelines, Chevaux, Selles de Cheval, Fourreaux de Pistolets, Baudriers & autres assortissemens servans à l'usage de la Guerre.

XXIX. Ne seront compris dans ce genre de Marchandises de Contrebande, les Fromens, Bleds & autres Grains, Legumes, Huilles, Vins, Sel, ny generalement tout ce qui appartient à la nourriture & sustentation de la vie, mais demeureront libres, comme autres Marchandises & Denrées non comprises en l'Article precedent, & en sera le Transport permis, mesmes aux Lieux Ennemis desdits Seigneurs Estats, sauf aux Villes & Places assiegées, blocquées ou investies.

XXX. Pour l'execution de ce que dessus, il a esté accordé qu'elle se fera en la maniere suivante, que les Navires & Barques avec les Marchandises des Sujets de Sa Majesté estans entrées en quelques Havres desdits Seigneurs Estats, & voulants de là passer en ceux desdits Ennemis, seront obligez seulement de monstrer aux Officiers du Havre desdits Seigneurs Estats d'où ils partiront leurs Passeports, contenants la specification de la charge de leurs Navires, attestez & marquez du Seel & Seing ordinaire & reconnu des Officiers de l'Admirauté des Lieux, d'où ils seront premierement partis, avec la declaration du Lieu où ils seront destinez, le tout en forme ordinaire & accoustumée, apres laquelle exhibition de leurs Passeports en la forme susdite, ils ne pourront estre inquietez ny recherchez, detenus ny retardez en leurs voyages, soubz quelque pretexte que ce soit.

XXXI. Il en sera usé de mesme à l'égard des Navires & Barques Françoises, qui iront dans quelques Rades des Terres de l'obeissance desdits Seigneurs Estats, sans vouloir entrer dans les Havres, ou y entrans sans toutefois vouloir debarquer & rompre leurs charges, lesquels ne pourront estre obligez de rendre compte de leur cargaison, qu'au cas qu'il y eust soubçon qu'ils portassent aux Ennemis desdits Seigneurs Estats des Marchandises de Contrebande, comme il a esté dit cy-dessus.

XXXII. Et audit cas de soubçon apparant, lesdits Sujets de Sa Majesté seront obligez de monstrer dans les Ports leurs Passeports, en la forme cy-dessus specifiée.

XXXIII. Que s'ils estoient entrez dedans les Rades, ou estoient rencontrez en pleine Mer par quelques Navires desdits Seigneurs Estats, ou d'Armateurs particuliers leurs Sujets, lesdits Navires des Provinces-Unies pour eviter tout desordre, n'approcheront pas plus prez des François que de la portée du Canon, & pourront envoyer leur petite Barque ou Chaloupe au bord des Navires ou Barques Françoises, & faire entrer dedans deux ou trois hommes seulement, à qui seront monstrez les Passeports & Lettres de Mer par le Maistre ou Patron du Navire François, en la maniere cy-dessus specifiée selon le Formulaire desdites Lettres de Mer, qui sera inseré à la fin de ce Traité, par lesquels Passeports & Lettres de Mer il puisse apparoir non seulement de sa charge, mais aussi du lieu de sa demeure & residence, tant du Maistre & Patron, que du Navire mesme, afin que par ces deux moyens on puisse connoistre, s'ils portent des Marchandises de Contrebande, & qu'il s'apparoisse suffisamment tant de la qualité dudit Navire, que de son Maistre & Patron, ausquels Passeports & Lettres de Mer se devra donner entiere foy & creance; & à fin que l'on connoisse mieux leur validité, & qu'elles ne puissent en aucune maniere estre falsifiées & contrefaites, seront données certaines marques & contreseins de Sadite Majesté & desdits Seigneurs Estats Generaux.

XXXIV. Et au cas que dans lesdits Vaisseaux & Barques Françoises destinées vers les Havres des Ennemis desdits Seigneurs Estats, se trouve par les moyens susdits quelques Marchandises & Denrées de celles qui sont cy-dessus declarées de Contrebande & deffendues, elles seront dechargées, denoncées & confisquées par devant les Juges de l'Admirauté des Provinces-Unies, ou autres competents, sans que pour cela le Navire & Barque ou autres Biens, Marchandises & Denrées libres & permises, retrouvées au mesme Navire, puissent estre en aucune façon saisies ny confisquées.

XXXV. Il a esté en outre accordé & convenu, que tout ce qui se trouvera chargé par les Sujets de Sa Majesté en un Navire des Ennemis desdits Seigneurs Estats, bien que ce ne fust Marchandise de Contrebande, sera confisqué, avec tout ce qui se trouvera audit Navire, sans exception ny reserve, mais d'ailleurs aussi sera libre & affranchi tout ce qui sera & se trouvera dans les Navires appartenants aux Sujets du Roy Tres-Chrestien, encor que la charge ou partie d'icelle fust aux Ennemis desdits Seigneurs Estats, sauf les Marchandises de Contrebande, au regard desquelles on se reglera selon ce qui a esté disposé aux Articles precedents.

XXXVI. Tous les Sujets & Habitans desdites Provinces-Unies jouiront reciproquement des mesmes Droits, Libertez & exceptions en leurs Trafics & Commerces dans les Ports, Rades, Mers & Estats de Sadite Majesté, ce qui vient d'estre dit que les Sujets de Sadite Majesté jouiront en ceux desdits Seigneurs Estats, & en haute Mer, se devant entendre que l'égalité sera reciproque en toute maniere de part & d'autre, & mesme en cas que ci apres lesdits Seigneurs Estats fussent en Paix, Amitié & Neutralité avec aucuns Roys, Princes & Estats, qui devinssent Ennemis de Sadite Majesté, chacun des deux Partis devant user reciproquement des mesmes conditions & restrictions exprimées aux Articles du present Traité, qui regardent le Trafic & le Commerce.

XXXVII. Et pour asseurer davantage les Sujets desdits Seigneurs Estats qu'il ne leur sera fait aucune violence par lesdits Vaisseaux de Guerre, sera fait deffense à tous Capitaines des Vaisseaux du Roy & autres Sujets de Sa Majesté, de ne les molester ny endommager en aucune chose que ce soit, soubs peine d'estre punis & tenus en leurs personnes & Biens des dommages & interests soufferts & à souffrir jusqu'à la deue restitution & reparation.

XXXVIII. Et pour cette cause seront doresnavant les Capitaines & Armateurs obligez chacun d'eux avant leur partement, de bailler caution bonne & solvable par devant les Juges competens de la Somme de quinze mille Livres Tournois, pour respondre chacun d'eux solidairement des malversations qu'ils pourroient commettre en leurs courses, & pour les contraventions de leurs Capitaines & Officiers au present Traité, & aux Ordonnances & Edicts de Sa Majesté, qui seront publiez en vertu & conformement à la disposition d'iceluy, à peine de descheance & nullité desdites Commissions & Congez, ce qui sera pareillement pratiqué par les Sujets desdits Seigneurs Estats Generaux.

XXXIX. S'il arrivoit qu'aucun desdits Capitaines François fist prise d'un Vaisseau, chargé desdites Marchandises de Contrebande, comme dit est, ne pourront lesdits Capitaines faire ouvrir ny rompre les Coffres, Malles, Balles, Bougettes, Tonneaux, ou autres Caisses, ou les transporter, vendre, ou eschanger & autrement alliéner, qu'elles n'ayent esté descendues en Terre en la presence des Juges de l'Admirauté, & apres Inventaire par eux fait desdites Marchandises, trouvées dans lesdits Vaisseaux, si ce n'est que les Marchandises de Contrebande ne faisant qu'une partie de la charge, le Maistre ou Patron du Navire trouvast bon & aggreast de livrer lesdites Marchandises de Contrebandes audit Capitaine, & de poursuivre son voyage, auquel cas ledit Maistre ou Patron ne pourra nullement estre empesché de poursuivre sa route & le dessein de son voyage.

XL. Sa Majesté voulant que les Sujets desdits Seigneurs

ANNO 1667.

gneurs Estats Generaux soient traitez dans tous les Pays de son obeissance, aussi favorablement que ses propres Sujets, donnera tous les ordres necessaires, pour faire que les Jugemens & Arrests, qui seront rendus sur les prises qui auront esté faites à la Mer, soient donnez avec toute Justice & equité, par personnes non suspectes ny interessées au fait dont sera question, & donnera Sa Majesté des ordres precis & efficaces à fin que tous les Arrests, Jugemens & ordres de Justice desja donnez & à donner soient promptement & deuement executez selon leurs formes.

XLI. Et lors que les Ambassadeurs desdits Seigneurs Estats Generaux, ou quelqu'autre de leurs Ministres publics qui seront à la Cour de Sa Majesté, feront plaintes desdits Jugemens qui auront esté rendus, Sa Majesté fera revoir lesdits Jugemens en son Conseil, pour examiner si les ordres & precautions contenuës au present Traité auront esté suivies & observées, & pour y faire pourvoir selon la raison, ce qui sera fait dans le temps de trois mois au plus, & neantmoins avant le premier Jugement ny apres iceluy pendant la Revision, les Biens & effects qui seront reclamez ne pourront estre vendus ny dechargés, si ce n'est du consentement des Parties interessées pour eviter le deperissement desdites Marchandises.

XLII. Quand Proces sera esmeu en premiere ou seconde instance entre ceux qui auront fait des Prises en Mer & les interessez en icelles, & que lesdits interessez viendront à obtenir un Jugement ou Arrest favorable, ledit Jugement ou Arrest aura son execution sous Caution, nonobstant l'Appel de celuy qui aura fait la Prise, mais non au contraire, & ce qui est dit au present Article & aux precedents pour faire rendre bonne & brieve Justice aux Sujets des Provinces-Unies sur les Prises faites à la Mer, par les Sujets de Sa Majesté, sera entendu & pratiqué par les Seigneurs Estats Generaux à l'égard des Prises faites par leurs Sujets sur ceux de Sa Majesté.

XLIII. Item, conventum est, quod suprascripti separati Articuli & omnia & singula in iis contenta & conclusa à dicto Domino Rege Magnæ Britanniæ, dictisque Dominis Ordinibus Generalibus Fœderatarum Provinciarum per Patentes utriusque Partis Literas, Sigillo magno munitas debitâ & authenticâ formâ intra quatuor septimanas proximè sequentes, (aut citius, si fieri poterit) confirmabuntur & ratihabebuntur, mutuaque Instrumenta intra prædictum tempus hinc inde Bredæ extradentur nec non à traditis & permutatis Instrumentis, formâ & loco solitis publicabuntur. In quorum omnium & singulorum fidem majusque robur, nos prædicti Sacræ Regiæ Majestatis Magnæ Britanniæ Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii cum Illustrissimis & Excellentissimis Dominis Legatis Extraordinariis & Mediatoribus hisce separatis Articulis subscripsimus, illosque Sigillis nostris signavimus. Actum Bredæ, 31. Julii Anno 1667.

(L.S.) *Georgius Flemming.*
(L.S.) *Christophorus Delphicus in Dhona.*
(L.S.) *Holles.*
(L.S.) *Henricus Coventry.*

S'ensuivent les Passeports de Mer.

Formulaire des Passeports & Lettres qui se doivent donner dans l'Admirauté de France, aux Navires & Barques qui en sortiront suivant l'Article du present Traité.

CÆSAR, Duc de Vendosme, Pair & Grand-Maistre, Chef & Sur-Intendant de la Navigation & Commerce de France, A tous ceux, qui ces presentes Lettres verront, Salut. Sçavoir faisons, que nous avons donné congé & permission à . . . . Maistre & Conducteur de Navire, nommé . . . . de la Ville de . . . . du Port de . . . . Tonneaux ou environ estant de present au Port & Havre de . . . . . . de s'en aller à . . . . charge de . . . . . apres que visitation aura esté faite de son Navire, avant que partir fera Serment devant les Officiers, qui exercent la Jurisdiction de causes maritimes, comme ledit Vaisseau appartient à un ou plusieurs des Sujects de Sa Majesté dont il sera mis Acte au bas des presentes comme aussi de garder & faire garder par ceux de son Equipage les Ordonnances & Reglement de la Marine, & mettra au Greffe le Roole signé & certifié, contenants les noms & surnoms, la naissance & demeure des hommes de son Equipage & de tous ceux qui s'embarqueront, lesquels il ne pourra embarquer sans le sçeu & permission des Officiers de la Marine, & en chacun Port ou Havre où il entrera avec son Navire fera apparoir aux Officiers & Juges de la Marine du present congé, & leur fera fidele rapport de ce qui se sera fait & passé durant son voyage, & portera les Pavillons, Armes & Enseigne du Roy & les nostres durant son voyage; en tesmoin dequoy nous avons fait apposer nostre seing & le Seel de nos Armes à ces presentes, & icelles fait contresigner par nostre Secretaire de la Marine . . . . le jour de . . . . mil six cent . . . . *Signé*, CÆSAR DE VENDOSME. *Et plus bas*, Par Monsieur MARTHEL. Et cacheté du Seel des Armes dudit Seigneur Admiral.

Formulaire de l'Acte contenant le Serment.

NOus . . . . de l'Admirauté de . . . . Certifions que . . . . Maistre du Navire, nommé au Passeport cy-dessus, a presté le Serment mentionné en iceluy. Fait à la . . . . le jour de . . . . . mil six cent . . . . &c.

L'autre Formulaire des Lettres qui se doivent donner par les Villes & Ports de Mer des Provinces-Unies aux Navires & Barques qui en sortiront suivant l'Article susdit.

AUx Serenissimes, Tres-Illustres, Tres-Puissants, Tres-Nobles, Honorables & Prudents Seigneurs, Empereurs, Roys, Republiques, Princes, Ducs, Comtes, Barons, Seigneurs, Bourguemaistres, Eschevins, Conseillers, Juges, Officiers, Justiciers & Regents de toutes bonnes Villes & Places tant Ecclesiastiques, que Seculiers, lesquels ces presentes verront, ou liront, Nous Bourguemaistres & Regens de la Ville de . . . . . . sçavoir faisons, que . . . . . Maistre de Navire . . . . . comparant devant nous, a declaré le Serment solemnel, que le Navire nommé . . . . . grand environ . . . . . lastes, sur lequel maintenant il est le Maistre, appartient aux inhabitants des Provinces-Unies, *Ainsi Dieu le vouloit ayder.* Et comme volontiers nous verrions ledit Maistre de Navire aydé dans ses justes affaires. Nous vous requerons tous en general & en particulier, ou le susdit Maistre avec son Navire & Denrées arrivera, qu'il leur plaise de recevoir benignement, & traiter deuement, le souffrant sur les Droicts accoustumés des Peages & frais dans, par, & aupres vos Ports, Rivieres & Domaines, le laissant naviguer, passer, fréquenter & négotier là ou il trouvera à propos. Ce que volontiers Nous reconnoistrons. En témoing dequoy, nous y avons fait apposer le Sçeau de nostre Ville, &c.

Sequitur tenor Commissionis ex parte Serenissimi Domini Regis Magnæ Britanniæ.

CAROLUS Secundus, Dei gratia Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defensor, &c. Omnibus & singulis hasce Literas inspecturis, Salutem. Cum differentiis quibusdam inter Nos, & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii pridem exortis, Bellum inde exarserit, quod jam ultra biennium acribus animis & magno utrinque dispendio gestum est, Cumque Serenissimus ac Potentissimus Rex Sueciæ communis amicus, suam in hac parte mediationem obtulerit (quæ plurimum apud nos valuit) ac dicti etiam Ordines Generales à nobis tandem petierint, ut idoneos ex parte nostra Ministros ad locum aliquem commodum & opportunum mitteremus, qui cum ipsorum Commissariis ac Deputatis (Adjunctis etiam Serenissimorum ac Potentissimorum Principum Regis Christianissimi Regisque Daniæ Ministris) Congressu habito iisdem differentiis componendis, Bello extinguendo ac Paci demum restituendæ operam darent. Nos qui ad arma capessenda invitè admodum pertracti sumus & controversias quascunque rationis arbitrio, quàm hostili contentione terminare semper maluimus, huic Ordinum Generalium desiderio & propositioni de Pacis Tractatu protinus ineundo libenter annuimus, eumque in finem viros præstantes & ad hujusmodi negotium aptos perquam fidelem ac dilectum Consiliarium nostrum *Denzel Holles*, Baronem de Ifeild, Et dilectum nobis ac fidelem *Henricum Coventrye*, Honoratissimi Thomæ Baronis Coventrye, Magni Angliæ Sigilli quondam Custodis, Filium, nobis à Cubiculis intimis, in supremo Angliæ Consilio

sive

ANNO 1667.

ſive Parlamento Senatorem, & in Hiberniæ Regno ad res agrarias adjudicandas Commiſſarium, Legatos noſtros Extraordinarios elegimus. Qui eum prædictorum Regum atque Ordinum Generalium Commiſſariis ac Deputatis congreſſi de prædicta Pace tractent, conveniant & concludant.

Sciatis igitur quod nos prudentiam, integritatem, fidem & induſtriam dictorum Legatorum noſtrorum extraordinariorum ſæpius experti, iiſdemque ipſorum virtutibus plurimum confiſi, ipſos veros & indubitatos Commiſſarios, Procuratores ac Plenipotentiarios noſtros fecimus, ordinavimus ac deputavimus, ac per præſentes facimus, ordinamus, deputamus: Dantes iiſdem & committentes plenam & omnimodam Poteſtatem atque authoritatem, pariter & mandatum generale & ſpeciale, nomine noſtro cum præfatis Ordinibus Generalibus ipſorumque ac præfatorum Regum reſpectivè Commiſſariis, Deputatis ac Procuratoribus ad hoc ſufficientem Poteſtatem habentibus de & ſuper differentiis prædictis tollendis, & Pace inter Nos & Partes reſpectivè, utiliſſimis & maximè convenientibus Articulis & Conditionibus reſtituenda ac ſtabilienda, communicandi, conveniendi & concludendi, cæteraque omnia faciendi, quæ ad prædictum finem faciant & conducant, atque ſuper iis Articulos, Literas & Inſtrumenta neceſſaria conficiendi, & ab alteris reſpectivè Partibus petendi & recipiendi; denique omnia ea, quæ ad præmiſſa vel circa eadem erunt neceſſaria & opportuna expediendi; Promittentes bonâ fide & in verbo Regio Nos omnia & ſingula, quæ inter dictos Legatos noſtros extraordinarios atque Ordines Generales, ipſorumque ac præfatorum Regum Procuratores, Deputatos aut Commiſſarios reſpectivè in præmiſſis ſeu præmiſſorum aliquo erunt facta, pacta & concluſa, rata, grata, & firma habituros, nec unquam contra ipſorum aliquid aut aliqua contraventuros. Quin potius quicquid nomine noſtro promiſſum fuerit, ſanctè & inviolabiliter obſervaturos & obſervari curaturos. In cujus rei teſtimonium, haſce Literas fieri, manuque noſtra ſignatas Magno Angliæ Sigillo communiri fecimus. Quæ dabantur apud Weſt-Monaſterium, decimo quinto die menſis Aprilis, Anno Domini milleſimo ſexcenteſimo ſexageſimo ſeptimo, Regnique noſtri decimo nono. Signatum erat,

CAROLUS R.

Sequitur tenor Commiſſionum ex parte Dominorum Ordinum Generalium.

LEs Eſtats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, A tous ceux, qui ces preſentes Lettres verront Salut. Comme devant la Guerre qui ſe fait depuis quelque temps entre l'Angleterre, & cet Eſtat, Nous avons toûjours teſmoigné, que nous n'y eſtions entraînés, qu'avec repugnance; auſſi deſirons Nous faire connoiſtre à toute la Chreſtienté le Zele ardant, avec lequel Nous Nous portons à la Paix dés que l'occaſion s'en preſente: C'eſt pourquoy le Sereniſſime Roy de la Grande Bretagne Nous ayant fait ſçavoir, qu'il envoyeroit au premier jour dans la Ville de Breda ſes Ambaſſadeurs Plenipotentiaires, pour y traitter la Paix avec cet Eſtat, & avec ſes Alliés: Nous avons bien voulu de noſtre coſté répondre à une ſi ſaine reſolution, voulans bien apporter tout ce que l'on peut deſirer de Nous en cette occurrence. Nous avons jugé neceſſaire, de commettre pour la Negociation de ce Traitté de Paix des Perſonnes du Corps de noſtre Aſſemblée; dont la ſuffiſance & le merite auſſi bien que l'affection pour le bien de l'Eſtat, ſont à la derniere épreuve, & que Nous ne pouvions pas faire un plus digne choix, que des Perſonnes des Sieurs *Hieroſme de Beverningk*, &c. *Pierre de Hubert*, Seigneur de Rengerskerek, Everswaert, à Burg, & Haemſtede, Conſeiller Penſionnaire de la Province de Zelande, & *Alard Pierre de Jongſtal*, Premier Conſeiller Preſident en la Cour de Juſtice de Friſe, Deputés en noſtre Aſſemblée de la part des Provinces de Hollande, Zelande & Friſe, qui en pluſieurs autres emplois tres importants ont donné des preuves de leur fidelité, & de leur addreſſe au maniement des Affaires publiques. A ces cauſes & autres à ce nous mouvantes, Nous avons donné & donnons par ces preſentes auxdits Sieurs *de Beverningk*, *de Hubert*, & *de Jongſtal*, & à aucuns de entr'eux ſi par maladie ou par d'autres empêchements ils ne pouvoyent tous eſtre preſens audit Traitté, Plein-pouvoir, Authorité, Pouvoir, & Mandement ſpecial de conferer, negotier & traitter en noſtre nom, en qualité de Deputés Plenipotentiaires, conjoinctement & de concert avec les Miniſtres des Roys Alliez de cet Eſtat, avec les Ambaſſadeurs Extraordinaires dudit Seigneur Roy de la Grande Bretagne, munis de Pouvoirs ſuffiſants, ladite Paix, aux conditions les plus utiles, & avantageuſes au bien de cet Eſtat, d'en convenir, les reſoudre, arreſter, conclure, & ſigner le Traitté, & d'en paſſer les Actes & Inſtrumens en bonne & deuë forme, & de faire generalement tout ce que nous pourrions faire, ſi nous y eſtions preſens, quand meſme pour cela il ſeroit beſoing de Mandement plus ſpecial. Promettans en ſincerité & de bonne foy d'avoir pour agreable, ferme & ſtable tout ce que par leſdits Sieurs Nos Deputez Plenipotentiaires aura ainſi eſté negotié, promis, accordé & ſigné en ladite qualité, pour l'obſerver, accomplir & executer inviolablement en tous ſes Poincts, ſans jamais aller au contraire directement ou indirectement en quelque maniere que ce puiſſe eſtre, de l'agréer, & ratifier en la meilleure forme, que faire ſe pourra, & d'en faire expedier & delivrer nos Lettres de Ratification dans le temps & en la forme, qui ſe trouveront exprimés par ledit Traitté.

Donné à la Haye en noſtre Aſſemblée, ſous noſtre grand Seau & ſous le Seing & Paraphe ordinaire de noſtre Greffier, le cinquieſme jour de May, l'an 1667. *I. v. Reigersberg*, vt. Par Ordonnance deſdits Seigneurs Eſtats Generaux. *N. Ruyſch.*

LEs Eſtats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, A tous ceux, qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Pour repondre au deſir, que le Sereniſſime Roy de la Grande Bretagne Nous teſmoigna il y a quelque temps, de vouloir faire ceſſer l'effuſion de tant de ſang Chreſtien, qui ſe repand depuis quelques années, & de finir cette Guerre par une bonne Paix. Nous afin de ne retarder point une œuvre ſi ſaincte & Chreſtienne nommaſmes dés le premier jour du mois de May dernier, les Sieurs *de Beverningk*, *de Hubert*, & *de Jongeſtal*, pour en noſtre nom en qualité de Deputez Plenipotentiaires, aller dans la Ville de Breda, y conferer, negocier, & traitter conjoinctement, & de concert avec les Miniſtres, des Roys Alliés de cet Eſtat, avec les Ambaſſadeurs Extraordinaires dudit Seigneur Roy de la Grande Bretagne, en attendant, que Nous puiſſions nommer à loiſir un plus grand nombre de Deputez pour ſe trouver à l'Aſſemblée de ladite Ville de Breda, Et d'autant que par la bonté de Dieu, & par la prudente & ſage conduite de noſdits Deputés Plenipotentiaires & deſdits Miniſtres des Rois Alliés de cet Eſtat, leur Negociation ſe trouve tellement avancée, que nous ne pouvons plus douter de la concluſion du Traitté.

Nous pour rendre la ſignature plus ſolemnelle, & pour faciliter entant qu'en nous eſt ce qui peut-eſtre n'eſt pas encores adjuſté, avons nommés & deputés, nommons & deputons par les preſentes les Sieurs *Adolph Henry de Ripperda a Buurſe*, Seigneur de Heer-Jans-Dam, ... *Jean de Schrieck*, Bourguemaiſtre de la Ville de Deventer, & *Ludolphe Tiarda de Sterckenburgh*, Sieur de Weede, Surdijck, & Nyencloſter, tous Deputés Ordinaires en noſtre Aſſemblée de la part de Gueldre, ... & de la Ville de Groningue, & Païs Circonvoiſins reſpectivement, auxquels & à aucuns d'entr'eux, ſi par la maladie ou par d'autres empeſchements ils ne pouvoyent pas tous eſtre preſents. Nous avons donné & donnons Plein-pouvoir, Authorité, & Mandement ſpecial de traitter en noſtre nom en qualité de Deputés Plenipotentiaires conjoinctement avec leſdits Sieurs *Beverningk*, *de Hubert*, & *de Jongeſtal*, & avec les Miniſtres deſdits Seigneurs Roys Alliés de cet Eſtat, ladite Paix, aux conditions les plus utiles & avantageuſes, au bien de cet Eſtat, avec les Ambaſſadeurs Extraordinaires dudit Seigneur Roy de la Grande Bretagne d'adjuſter, regler, reſoudre, arreſter, conclurre, & ſigner le Traitté, & d'en paſſer les Actes & Inſtruments en deuë forme, & de faire generalement tout ce que nous pourrions faire, ſi nous y eſtions preſents, quand meſme ſur cela il ſeroit beſoing un Mandement plus ſpecial; Promettans en ſincerité, & de bonne foy, d'avoir pour agreable, ferme & ſtable, tout ce que par leſdits Sieurs *Ripperda a Buurſe*, & *de Sterckenburgh*, conjoinctement avec leſdits Sieurs *de Beverningh*, *de Hubert*, & *de Jongeſtal*, aura eſté ainſy negotié, promis, accordé, & ſigné en ladite qualité, pour l'obſerver, accomplir & executer inviolablement & ponctuellement en tous ſes Poincts,

ANNO 1667.

Poincts, sans jamais aller au contraire, directement ny indirectement, en quelque maniere, que ca puisse estre, de l'agréer, & ratifier en la meilleure forme, que faire se pourra, & d'en faire expedier & delivrer nos Lettres de Ratification dans le temps & en la forme, qui se trouveront exprimés par ledit Traitté.

Donné à la Haye en nostre Assemblée, sous nostre grand Seau, & sous le Seing & Paraphe ordinaire de nostre Greffier, le vingt-huictiesme jour de Juillet, l'An mille six cent soixante sept. *J. van Gent*, *v.* Par Ordonnance desdits Seigneurs Estats Generaux. *N. Ruysch.*

Sequuntur Instrumenta Ratificationis Domini Regis Magnæ Britanniæ.

CAROLUS Dei gratia Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defensor, &c. Omnibus præsentes Litteras Inspecturis, Salutem. Cum in vim Facultatum & Mandatorum respectivè datorum tam à Nobis, quam à Dominis Ordinibus Generalibus Fœderati Belgii, Legatis nostris Extraordinariis Dominis Baroni *Holles* & *Conventrye*, & Deputatis Plenipotentiariis dictorum Ordinum Generalium Dominis *Adolpho Henrico de Ripperda*, *Hieronymo van Beverningh*, *Petro de Huybert*, *Alardo Petro Jongestal*, & *Ludolpho Tiarda de Sterckenborgh*, ipsi vigesima prima die mensis Julii stylo veteri, stylo autem novo trigesima prima ejusdem mensis Anni præsentis, Tractatum Pacis & Reconciliationis Bredæ concluserint & subscripserint modo & tenore præcedenti.

Nos Pactum Fœdusque illud, singulosque Articulos in eo comprehensos gratos, acceptosque habentes, eos tam nostro, quam Heredum, Successorum Regnorum, Regionum, Terrarum, Ditionum, Subditorum nostrorum nomine approbavimus, confirmavimus, acceptos ratosque habemus, totumque fide & Jurejurando Regio sub obligatione & hypotheca omnium & singulorum nostrorum Bonorum tam præsentium, quam futurorum. Nos servaturos & impleturos pollicemur, nec unquam quidquam contra facturos nec attentaturos directè nec indirectè, aut alio quovis modo. In cujus rei fidem præsentes propria manu subscripsimus, easque Magno Angliæ Sigillo muniri jussimus. Datum apud Westmonasterium vigesimo nono die mensis Julii stylo veteri, stylo autem novo octavo die mensis Augusti, anno reparatæ Salutis millesimo sexcentesimo sexagesimo septimo; Nostri vero Regni decimo nono. Signatum,

CAROLUS R.

Guil. Morice.

CAROLUS Dei gratia Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defensor, &c. Omnibus præsentes Literas inspecturis, Salutem. Cum in vim Facultatum & Mandatorum respectivè datorum tam à Nobis, quam à Dominis Ordinibus Generalibus Fœderati Belgii, Legatis nostris Extraordinariis Dominis Baroni *Holles* & *Conventrye*, & Deputatis Plenipotentiariis dictorum Ordinum Generalium Dominis *Adolpho Henrico de Ripperda*, *Hieronymo van Beverningh*, *Petro de Huybert*, *Alardo Petro Jungestal*, & *Ludolpho Tiarda de Sterkhenborgh*, ipsi vigesima prima die mensis Julii stylo veteri, stylo autem novo trigesimâ primâ die ejusdem mensis Anni præsentis, præcedentem Articulum separatum Bredæ concluserint & subscripserint.

Nos dictum Articulum separatum gratum acceptumque habentes, eum tum Nostro, quam Hæredum, Successorum, Regnorum, Regionum, Terrarum, Ditionum, Subditorum nostrorum nomine approbavimus, confirmavimus, acceptum ratumque habemus. In cujus rei fidem præsentes manu subscripsimus, easque Magno Angliæ Sigillo muniri jussimus. Datum apud Westmonasterium vigesimo nono die mensis Julii stylo veteri, stylo autem novo octavo die mensis Augusti, anno reparatæ Salutis millesimo sexcentesimo sexagesimo septimo. Nostri vero Regni decimo nono. Signatum,

CAROLUS R.

Guil. Morice.

Sequitur Instrumentum Ratificationis Dominorum Ordinum Generalium.

ORdines Generales Fœderati Belgii, Constare volumus omnibus & singulis, quorum interest, aut quomodolibet interesse poterit. Quoniam post Belli adeo cruenti incendium, quod aliquot retrò annis inter Coronam Angliæ, atque hunc Statum tantoperè flagravit, justo desiderio ac propensa voluntate moti fuimus ad extinguendum illud Bellum, cum Serenissimo ac Potentissimo Principe ac Domino, Domino CAROLO, Magnæ Britanniæ & Hiberniæ Rege, contrahere sinceram Pacem & inire strictam, firmam mutuamque Amicitiam, Unionem & Confœderationem, pro defendenda & conservanda libertate ac Jure utriusque Nationis & Commercii; Et desiderantes hujus salutaris operis progressum, necessariam duximus Bredam, locum ad Pacis Tractatum destinatum, deputare atque eo ablegare Extraordinarios Deputatos & Plenipotentiarios nostros, ut cum summæ memoratæ Majestatis suæ Legatis & Plenipotentiariis, ibidem convenirent de strictâ, firmâ, sincerâ & mutuâ Amicitiâ, Unione & Confœderatione utrimque colenda & observanda; Illi igitur cunctis accurate deliberatis, ventilatis & discussis, nomine utriusque Partis, Fœdus mutuum pepigerunt & concluserunt, nec non de peculiaribus Articulis invicem convenerunt, quorum tenor is est, qui hic & infra verbotenus sequitur insertus.

Proinde prædictum ac supra hic insertum Pacti Fœderis atque Articulorum conventorum Instrumentum, cum Serenissimæ Majestatis suæ Legatis & Plenipotentiariis, per dictos Deputatos & Plenipotentiarios nostros in ordinem redactum in omnibus Punctis & Clausulis approbavimus & ratum habuimus, prout tenore ac vigore præsentium, illud approbamus & ratum habemus, spondentes Nos dictum Instrumentum in omnibus Punctis & Articulis suis inviolabiliter servaturos, ac impleturos, neque passuros esse ut à quoquam ullo modo infringatur, lædatur vel violetur. In quorum fidem & robur hasce per nostri Consessus Præsidem signari, à Graphiario subscribi, & majori Sigillo Nostro muniri fecimus. Dabantur Hagæ-Comitum die 20. Augusti 1667. *Ex van Glinstra*, *v.* Ad Mandatum altememoratorum Dominorum Ordinum Generalium. *N. Ruysch.*

COmme ainsi soit, que durant la Negotiation de la Paix entre le Seigneur Roi de la Grande Bretagne, & Messieurs les Estats Généraux des Provinces-Unies du Païs-Bas, il y ait eu question & debat sur l'application des Articles 6, 7, & 8 de leur Traité de l'An 1662. touchant les Rebelles & Fugitifs qui se pourroient retirer dans les Royaumes & Terres reciproquement de l'un ou de l'autre.

Nous soubsignez Ambassadeurs Extraordinaires de Sa Majesté de Suede, & Mediateurs pour les Affaires de cette Negotiation, declarons que l'on est convenu que lesdits Articles 6, 7, & 8 dudit Traité de l'An 1662 seront mis dans le Traité conclu ce jourdhuy sans aucune alteration ou addition, ainsi qu'ils ont esté inserez dans celui de l'An 1662. Et asseurons en outre les Sieurs Deputez des Seigneurs Estats Généraux de par les Sieurs Ambassadeurs d'Angleterre, que ce n'est ni sera jamais l'intention du Roi de la Grande Bretagne de se vouloir servir du contenu desdits trois Articles au prejudice d'aucuns Officiers ou Soldats ou de quelques autres Personnes de quelque qualité & condition qu'ils soient, pour avoir suivi la partie contraire, durant cette Guerre, ou de les appliquer contre aucun Ministre de la Parole de Dieu ou des autres Gens qui au regard de la Religion, du Culte Divin, ou de la non-conformité dans les ceremonies d'icelui se sont deja retirés ou se pourroient retirer encore dans les Terres & Domaines de l'obeïssance de Messieurs les Estats, pourveu qu'ils s'y comportent en des autres choses moderément & paisiblement, & qu'ils ne soient pas coupables de quelque crime contre l'Etat qui les rende sujets à la peine que portent ces Articles.

En foi dequoi nous avons signé le present Acte à Breda ce trente uniéme Juillet 1667.

(L.S.) *George Flemmingh.* (L.S.) *Christophe Delphique de Dhona.*

COmme ainsi soit que sur l'extension de l'Article deuxiéme de l'Acte separé, contenant un interim & une provision sur le fait des Placarts du Commerce dont Messieurs les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Roi de la Grande Bretagne, & Messieurs les Deputés & Plenipotentiaires des Seigneurs

ANNO 1667.

gneurs Estats Généraux des Provinces-Unies sont convenus ce jourdhui, il y ait eu difficulté sur les mots suivants : *inferre omnia ejusmodi Mercimonia quæ in Germania inferiore vel superiore producta, enata aut manibus elaborata, non nisi per Territoria ac Ditiones Uniti Belgii vel per Terras vel per Flumina ad Portus Maritimos subvehi solent, ut inde per Mare transportentur* : A sçavoir si ceux de *non nisi* y seroient inserez ou non : Messieurs les Ambassadeurs d'Angleterre ayants soûtenu qu'ils ne pouvoient consentir qu'ils fussent rayez, parce qu'ils sont conformes au texte du Placart de l'encouragement de l'an 1660. publié de par Sa Majesté de la Grande Bretagne avec connoissance de son Parlement.

Et Messieurs les Deputés & Plenipotentiaires des Seigneurs les Estats Généraux des Provinces-Unies apprehendants que l'on pourroit donner telle aplication à cette periode, que par là on renverseroit toute la vigueur dudit Article, sous pretexte que les Marchandises venantes & descendantes de l'Allemagne haute & basse le long des Rivieres ou par la voye de Terre jusques aux Pays des Provinces-Unies peuvent aussi commodement estre transferées par des autres endroits ou par des autres Ports.

Nous soussignez Ambassadeurs Extraordinaires de Sa Majesté de Suede & Mediateurs pour les Affaires de cette Negotiation, attestons & declarons pour plus grande seureté des Seigneurs les Estats susdits, que ce n'a nullement esté l'intention de Messieurs les Ambassadeurs d'Angleterre de tirer cette consequence de cette Clause ou desdits mots *non nisi*, mais qu'au contraire ils se sont declarés iterativement en nostre presence de bouche & en effect aussi dans le Project d'un Acte qu'ils avoient minuté pour cette fin, qu'ils ne pretendent pas, que les Sujets desdits Seigneurs Estats Généraux puissent être inquietez par aucune dispute de cette nature, mais qu'au contraire ils auront la faculté & la liberté toute entiere pour le transport de toutes les Marchandises venantes & descendantes comme dessus pour les porter & debiter dans leurs Vaisseaux en Angleterre, & afin qu'il y eust moins d'obscurité ou de contradiction dans ladite periode, qu'aprés les mots *ad Portus Maritimos* on a fait inserer de commun accord & concert les mots *plerumque commodius & usitatius*, & qu'ainsi l'Article est demeuré dans les termes suivants : *licitum sit Dominis Ordinibus Generalibus eorumque Subditis suis Navigiis in Angliam praeterea etiam inferre omnia ejusmodi Mercimonia, quæ in Germania inferiore vel superiore producta, enata aut manibus elaborata, non nisi per Territoria ac Ditiones Uniti Belgii, vel per Terram vel per Flumina ad Portus Maritimos, plerumque commodius & usitatius subvehi solent, ut inde per Mare transportentur.* En témoin de quoi nous avons signé la presente Declaration. Fait à Breda le trente uniéme Juillet 1667.

(L.S.) *Georgius Flemmingh* (L.S.) *Christophorus Delphicus B. ac C. in Dhona.*

XIX.

31 Juill. *Traité de Paix entre* FREDERIC III. *Roi de Danemarc & CHARLES II. Roi d'Angleterre.* Avec *les* DECLARATIONS *des Ambassadeurs de France sur quelques Articles dudit Traité. Conclu à Breda le* 31. *Juillet*, 1667. [FREDERIC LEONARD. Tom. V. En Latin, mais plus abregé dans AITZEMA, *Affaires d'Etat & de Guerre*, Tom. XIII. pag. 402. *Theatrum Pacis.* Tom. II. pag. 467. LONDORPII *Acta publica* Tom. IX. pag. 520. en Allemand. GASTELIUS, *de Statu publico Europæ noviss.* pag. 270. en Allemand.]

DANEMARC ET ANGLETERRE.

A TOUS en general, & à chacun en particulier, qui y ont interest, ou qui peuvent y en avoir. L'on fait à sçavoir & l'on certifie; Qu'aprés la Guerre survenuë entre le Serenissime & Tres-Puissant Prince Frederic III. Roi de Danemarc, de Norwegue, des Vandales & des Goths; & le Serenissime & Tres-Puissant Prince Charles II. Roi de la Grand' Bretagne & d'Irlande, à l'occasion de celle qui depuis quelques années s'étoit allumée entre lui Roi de la Grand' Bretagne, & Hauts & Puissans Seigneurs les Estats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, par la grace de Dieu qui a beni l'ouvrage, & par la Mediation du Serenissime & Tres-Puissant Prince Charles XI. Roi de Suede, des Vandales, & des Goths, qui excité par l'amour & affection singuliere qu'il porte aux deux Rois qui se faisoient entr'eux la Guerre, & aussi à leurs Royaumes, & de plus poussé par le zele & le desir qu'il a de travailler au salut de la Chrestienté, & à y rétablir & conserver le repos, s'est interposé comme Mediateur, & a employé les offices de sincere ami, l'on a pensé de part & d'autre au rétablissement de la Paix, & que pour y parvenir l'on est convenu de la Ville de Breda, pour le lieu de l'Assemblée & des Conferences des Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires entr'eux. Et afin de conduire cette affaire à sa perfection desirée; Que les Ambassadeurs Extraordinaires de sa Royale Majesté Serenissime de Suede, les Tres-Illustres & Tres-Excellens Seigneurs, le Seigneur George Flemmingh libre Baron de Liebelitz, Seigneur de Nornaas & Liding, Conseiller de sa Royale Majesté Serenissime de Suede, Senateur du Royaume & Conseiller de la Chancelerie; le Seigneur Christophle van Delft Comte de Dhona, Seigneur Hereditaire de Corwinden, Schobiffen, Borgdorff, Slakels & Siselbach, Mareschal de Camp de sa Royale Majesté Serenissime de Suede, Conseiller en son Conseil de Guerre; & le Seigneur Pierre Jules Coyet Seigneur Hereditaire de Bengsboda, & Llengebigord, Chevalier, Conseiller de la Chancellerie de sa Royale Majesté Serenissime de Suede, & de son Conseil Aulique, prevenu toutesfois de mort inopinée peu de tems aprés son arrivée en ce lieu, pendant qu'il contribuoit par ses Travaux à l'accomplissement d'une œuvre si sainte, ont avec sincerité & promptitude, au nom de leur tres-clement Roi & Seigneur, employé toute leur industrie, dexterité & prudence. Comme aussi que les Rois, ci-dessus nommez, se portant à une fin si salutaire, ont commis & deputé, pour travailler au Traité de la Pacification presente, leurs Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires : c'est à sçavoir le Serenissime & Tres-Puissant Roi de Danemarc & de Norwegue, &c. le Seigneur Paul Klingenberg Seigneur Hereditaire de Bustrug, Hauroro, & Tostrup, Conseiller de sa Royale Majesté Serenissime en son Amirauté, & Maistre Général des Postes, & le Seigneur Pierre Carissus son Conseiller en ses Conseils; & le Serenissime & Tres-Puissant Prince Roi de la Grand' Bretagne, &c. le Seigneur Denzel Holles Baron d'Yfeild, Conseiller de Sa Royale Majesté Serenissime en ses Conseils, & le Seigneur Henri Coventrye, Fils du défunt tres-honoré Thomas Coventrye Garde du grand Sceau d'Angleterre, Gentilhomme Privé de sa Chambre, Senateur dans l'Assemblée ou Parlement Souverain d'Angleterre, & Commissaire pour l'adjudication des Terres dans le Royaume d'Irlande, qui aprés avoir mutuellement & de bonne foi communiqué entr'eux les Lettres de leurs Pleins-Pouvoirs, (dont les Copies sont inserées de mot à mot à la fin du present Traité) sont convenus des Articles de Paix & d'amitié ci-aprés declarez.

I. L'on est convenu, & il a esté conclu & accordé, qu'à l'avenir, à commencer de ce jour, il y aura Paix perpetuelle, ferme, & inviolable entre le Serenissime & Tres-Puissant Prince Frederic III. Roi de Danemarc, de Norwegue, &c. Et le Serenissime & Tres-Puissant Prince Charles II. Roi de la Grand' Bretagne, entre leurs Heritiers & Successeurs; comme aussi entre leurs Royaumes, Principautez, Comtez, Isles, Villes, Forteresses, leurs Sujets, & les Habitans, de quelque qualité & condition qu'ils soient. En telle sorte que l'un conserve & procure le bien & l'avantage de l'autre, comme le sien propre; & aussi que l'un empêche & detourne avec toute son industrie, le dommage & la ruine de l'autre. En consideration dequoi, la liberté de la Navigation & du Commerce demeure mutuelle & reciproque aux Sujets de l'un & de l'autre Roi; comme aussi d'entrer, sejourner, & negotier avec leurs Marchandises dans les Places de Commerce, Havres & Rivieres de l'un & de l'autre.

II. Tous Actes d'inimitié, de Guerre & d'hostilité cesseront en vertu du present Traité, tant par Mer que par Terre, entre les Rois ci-dessus nommez, leurs Royaumes, Principautez, Sujets, & Habitans : c'est à

Anno 1667.

sçavoir dans la Mer Boreale ou du Septentrion, dans la Mer Baltique, comme aussi dans le Canal (ou Manche) d'Angleterre, dans le vingt-uniéme jour; & depuis l'entrée du Canal ou Detroit jusques au Cap de S. Vincent, dans le terme de six semaines. Et cesseront pareillement dans l'espace de dix semaines, depuis ce même Cap, jusques à la Ligne Equinoxiale, ou Equateur, tant à la Mer Oceane, qu'en la Mer Mediterranée. Et finalement dans l'espace de huit mois ils cesseront au delà de l'Equateur par toute la Terre sans aucune exception, ou distinction plus étenduë de tems ou de lieu. Tous les jours, les semaines, & les mois exprimez se comptant du jour de la signature du present Traité, & de la Publication qui en sera faite en cette Ville de Breda. Et les jours ci-dessus prefix étant passez, tout ce qui aura esté pris & occupé par l'un ou l'autre des Rois, ou par ceux qui sont à leur service, à qui l'on aura donné des Commissions pour aller en cours, sera rendu le même, & entier à icelui, ou à ceux à qui il aura esté pris; qui seront pleinement dédommagez des pertes, dépenses & frais qu'ils auront faits pour ce sujet. Et ceux qui commettront quelque attentat en cette partie, seront punis chacun d'eux selon le merite ou délit.

III. Il a esté aussi accordé & conclu, que de part & d'autre toutes les discordes, soupçons, defiances & mauvaises intentions, tant de la part du Serenissime Roi de Dannemarc, que de celle du Serenissime Roi de la Grand' Bretagne, comme aussi en ce qui touche leurs Ministres, Officiers & Sujets, demeureront supprimées & ensevelies dans un oubli, ou amnistie perpetuelle. Mais en outre par le present Traité la memoire sera pour jamais abolie & effacée de tous les dommages, offenses & injures qu'ils ont faites l'un à l'autre tant de fait que de paroles, ou par écrit, incontinent aprés la Guerre commencée jusques à ce jour, & terme de tems prescrit & limité: auquel toutes dissentions, discordes, differents, mesintelligences, & inimitiez, cesseront & demeureront assoupies; nommement l'attaque & défense qui furent faites dans le Port de la Ville de Berghes en Norwegue, & generalement tout ce qui s'y passa, ou qui peut dependre de cet evenement. En sorte que l'une des Parties ne cause aucun trouble ou empéchement à l'autre sous quelque pretexte que ce soit, tant s'en faut qu'elle attente ou entreprenne de faire aucun Acte d'hostilité, pour raison de quelque perte, offense, ou dépense soufferte en suite de cet accident.

IV. Tous les Prisonniers de part & d'autre, de quelque qualité & condition qu'ils soient, seront mis en liberté sans payer aucune rançon.

V. Tous les Navires, Biens & autres choses semblables, qui ont esté prises reciproquement par l'un sur l'autre pendant l'embrasement & les troubles de la Guerre faite entre les deux Rois susmentionnez & leurs Sujets, ou les Biens & pretentions qui ont esté confisquées par l'une des Nations sur les Sujets de l'autre, ou qui ont esté prises & enlevées; comme encore tous les frais de la Guerre faits de part & d'autre, demeureront également compensez, sans que l'on en fasse jamais question ou demande. Comme aussi sont comprises dans cette compensation les Dettes actives des Sujets du Roi de la Grand' Bretagne qui ont été confisquées par le Roi de Danemarc. S'entend, que toutes les Dettes de cette nature, qui depuis le dixiéme Mai vieil-stile, & vingtiéme du nouveau, auront esté payées par ses Sujets, & par lui reçuës en vertu de la confiscation & des Lettres de represailles, demeureront eteintes, comme ayant esté acquittées. Et qu'à l'avenir il ne soit point permis aux Creanciers de telles Dettes, de pretendre de s'en faire payer en cette qualité, ou de contraindre au payement; moins encore par autre raison sous quelque pretexte que ce soit. Mais il sera licite & permis aux Sujets du Roi de la Grand' Bretagne de demander & poursuivre par les voyes de Droit & ordinaires de la Justice, le payement de telles Dettes confisquées qui n'auront point encore esté payées & reçuës au jour ci-dessus declaré. Excepté toutefois la Somme de six-vingt mille Risdales plus ou moins, qui provient de certains differens survenus entre le Roi de Danemarc & de Norwegue Christian IV. de glorieuse memoire, & le Parlement d'Angleterre, à cause du secours qu'il envoya au défunt de glorieuse memoire Charles I. Roi de la Grand' Bretagne; pour laquelle Somme le Serenissime Roi de Danemarc & de Norwegue, s'est obligé, & en a donné son obligation à la Compagnie de certains Marchands Anglois, qui negocient à Hambourg, & qui presentement y font leur demeure, ou l'y ont ci-devant faite. Laquelle pretention de six-vingts mille Risdales, plus ou moins, estant détruite par la confiscation, demeurera par le present Traité annullée, éteinte & abolie, en sorte, que les Creanciers de telle Dette ne pourront en cette qualité, presentement ni à l'avenir, demander ou pretendre quoi que ce soit. Comme aussi l'on est convenu & demeuré d'accord par paroles tres expresses, que l'on ne fera point revivre, ni l'on ne renouvellera aucune pretention pour raison des Navires & Biens pris & enlevez de la sorte, & pour les Dettes deuës aux Creanciers, abolies & supprimées par la confiscation, selon qu'il vient d'estre declaré ci-dessus. Mais que toutes soient reputées & tenuës pour annullées, éteintes & abolies de part & d'autre au moyen de la compensation solemnelle qui s'en fait. S'entendant toutefois, que les Terres & Biens Immeubles ne sont point compris dans cette annullation & extinction, mais qu'ils soient sans difficulté & empéchement quelconque restituez à ceux qui en estoient Possesseurs & Proprietaires avant la Declaration de la presente Guerre.

VI. Il a esté aussi accordé, & l'on est convenu, que sous la compensation ci-dessus, l'on n'a point entendu y comprendre les Pais, Villes, Forteresses, ou les Ports, ni autres Lieux de cette nature. Et au cas qu'il se trouvast que l'une des Parties durant le cours de la Guerre se fust emparé de quelqu'un de cette qualité, soit au dedans de l'Europe ou au dehors, ou qu'il s'en rendist le maistre dans le tems limité par le second Article; il sera incontinent, sans aucun delai, tergiversation, ni allegation d'aucun pretexte, restitué tel qu'il soit à qui il appartenoit auparavant, avec toutes les plus petites choses qui en dépendent, & au même état qu'il étoit, lors qu'il a esté pris, sans qu'il puisse être retenu par forme de compensation ou de dédommagement.

VII. Seront compris dans le present Traité ceux qui devant l'échange des Ratifications, ou aprés dans les six mois suivans, seront nommez du consentement de l'une & de l'autre des Parties. Et comme elles, qui traitent ensemble, reconnoissent avec gratitude les sinceres offices, & continuel zele & affection, avec lesquels le Roi Serenissime de Suede, assisté du secours & aide divine, a avancé ce salutaire ouvrage de Pacification; pour lui témoigner reciproquement une pareille affection, il a esté ordonné par le consentement commun de toutes les Parties, que sa Royale Majesté Serenissime, ci-dessus nommée, soit comprise & incluse dans le present Traité de Paix, en la meilleure forme qu'il se peut, avec tous ses Royaumes, Seigneuries, Provinces, & tous les Droits qui lui appartiennent.

VIII. Il a esté finalement conclu, arresté, & accordé, que les ci-dessus nommez, Serenissimes & Tres-puissans Rois, garderont & observeront avec sincerité & de bonne foi, le contenu du present Traité, & qu'ils le feront inviolablement garder & entretenir par leurs Sujets & Habitans de leurs Pais, & qu'ils n'y contreviendront directement ni indirectement; & ne permettront qu'il y soit contrevenu en aucune maniere par leurs Sujets, ou par ceux qui font leur demeure dans leurs Royaumes: & qu'ils en ratifieront & confirmeront tous les Points & Articles, comme ils sont ci-dessus accordez, par Lettres Patentes souscrites de leurs propres mains, & scellées de leurs grands Sceaux, conçuës & écrites en forme suffisante pour leur donner autorité, & faire sortir effet. Lesquelles Lettres Patentes seront reciproquement echangées dans le tems de quatre semaines prochaines, ou plûtôt si faire se peut, aprés la date des Presentes, & les donneront dans cette Ville de Breda, ou les y feront donner de bonne foi, réellement, & de fait.

Et pour faire foi de toutes les choses ci-dessus & de chacunes d'elles, & pour leur donner plus de force & d'autorité: Nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, avons sousigné de nos mains le present Traité & Acte, avec les Illustrissimes & Excellentissimes Seigneurs les Ambassadeurs Extraordinaires Mediateurs à Breda, le trente-uniéme Juillet mil six cens soixante-sept.

(L.S.) *George Flemmingh.* *Paul Klingenberg.*
Hollet. *Pierre Carisius.*
(L.S.) *Henry Coventrye.*
Christophe Delphique de Dhona.

Com-

ANNO 1667.

Commission des Plenipotentiaires du Serenissime Roi de Danemarc.

FREDERIC III. par la grace de Dieu Roi de Danemarc, de Norwegue, des Goths, & Vandales, Duc de Sleswick, de Holstein, de Stotmar & de Dithmarse, Comte d'Oldembourg, & Delmenhorst. Nostre intention est que tous en general & chacun en particulier, sçachent que la Guerre s'étant émûë entre Nous, le Serenissime Tres-Puissant, Tres-Chrestien Prince LOUIS XIV. Roi de France & de Navarre; & les Hautr & Puissans Seigneurs, les Estats Généraux der Provinces-Unies des Païs-Bas, d'une part; & le Serenissime & Tres-Puissant Prince Charles II. Roi de la Grand' Bretagne, &c. d'autre part; & que des Traitez solemnels ayant esté commencez dans la Ville de Breda; pour accommoder les differens qui ont esté jusques ici entre les Parties: Nous avons constitué, deputé & commis, comme par ces Presentes Nous constituons, deputons & commettons pour y assister, Nobles & honnestes nos sinctrement & fidelement bien-aimez Paul Klingenberg Conseiller de nostre Amirauté, & Maitre General des Postes; & Pierre Carisius nostre Conseiller & Resident prés les susnommez Seigneurs Estats Généraux; ausquels Nous donnons plein & entier Pouvoir de negocier & traiter en nostre nom avec le Commissaire deputé ou Commissaires deputez pat le ci-dessus nommé Roi de la Grand' Bretagne, garnis de Pouvoirs suffisans pour le même effet, de tous les differens que nous avons avec lui; de les accorder, terminer & conclure, & de faire en outre toutes les choses qui peuvent contribuer à assoupir & éteindre les mesintelligences & inimitiez secretes qui pourroient être entre Nous & le susmentionné Roi de la Grand' Bretagne; & qui sembleront pouvoir retablir l'ancienne amitié & concorde. Nous obligeant & promettant en parole de Roi, de confirmer & ratifier tout ce que les dénommez ci-dessus, nos Plenipotentiaires auront traité, negocié & conclu; & de ne rien faire de nostre part, & de ne souffrir qu'il soit fait aucune chose, qui en quelque maniere que ce puisse estre y repugne, & puisse y estre contraire: en foi dequoi Nous avons signé les Presentes de nôtre main, & pour les autoriser avons commandé, qu'elles fussent seellées de nôtre Seeau Royal. Donné en nôtre Château de Coppenhaguen, le sixiéme jour d'Avril mil six cens soixante sept. *Signé*, FREDERIC. *Et plus bas*, BIERMAN.

Les soussignez Plenipotentiaires de sa Royale Majesté Serenissime de Danemarc & de Norwegue, aprés avoir exactement collationné, certifient que les Lettres de Procuration & Pouvoir ci-dessus transcrites, conviennent avec l'Original en tous les Points & toutes les periodes. Fait à Breda le 21. Mai 1667. PAUL KLINGENBERG. P. CARISIUS.

Procuration de la part du Serenissime Roi de la Grand' Bretagne.

CHARLES II. par la grace de Dieu, Roi de la Grand' Bretagne, d'Ecosse & d'Irlande, &c. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront; Salut. S'étant élevé depuis certains temps quelques differens entre Nous & les Hauts & Puissans Seigneurs les Estats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, d'où s'est ensuivi une Guerre qui depuis plus de deux ans s'est fort échauffée au grand dommage & prejudice de l'une & de l'autre Partie: sur quoi estant arrivé que le Serenissime & Tres-Puissant Roi de Suede, ami commun, eut offert sa Mediation qui Nous est tres-recommandable, & en même-tems lesdits Etats Généraux nous ayant enfin requis de vouloir envoyer des Plenipotentiaires de nôtre part en quelque lieu commode qui pussent traiter avec leurs Commissaires & Députez, en y joignant les Ambassadeurs des Serenissimes & Tres-Puissans Princes les Roys Tres-Chrestien & de Danemarc, pour travailler ensemble à appaiser ces differens, éteindre cette Guerre, & enfin rétablir la Paix: Nous qui avons esté obligez, & comme contraints malgré Nous de prendre les Armes, avons toûjours mieux aimé terminer ces differens par la voye d'Arbitrage, que par celle de la Guerre; ce qui fait que nous avons volontiers consenti au desir & à la proposition des Estats Généraux pour le Traité de Paix: A cette fin Nous avons choisi pour nos Ambassadeurs Extraordinaires, les Gens les plus excellens & les plus capables de nous servir en cette affaire, sçavoir nostre tres-fidele & tres-amé Conseiller *Denzel Hollies*, Baron de Ifeild, & nôtre amé & fidele *Henry Coventrye*, fils du tres-honorable Thomas Baron de Coventrye, autrefois Garde du grand Seeau d'Angleterre, l'un de nos Chambellans, Senateur dans le Souverain Conseil ou Parlement d'Angleterre, & Commissaire destiné pour l'adjudication des Terres dans le Royaume d'Irlande, lesquels nous nommons pour pouvoir conferer, traiter & conclure ladite Paix avec les Commissaires & Députez des susdits Roys, & Estats Généraux.

Nous faisons donc à sçavoir qu'ayant souvent experimenté la prudence, integrité, fidelité & industrie de nos susdits Ambassadeurs Extraordinaires, & Nous confians entierement en eux, Nous les avons ordonnez & députez, & par ces Presentes ordonnons & députons nos veritables & indubitables Commissaires, Procureurs & Plenipotentiaires, leur donnans pleine puissance & autorité, & Mandement général & special en nostre nom, de communiquer, traiter, convenir & conclure, & faire generalement toutes les autres choses necessaires, pour avec les Commissaires respectifs des Roys & Estats susmentionnez, ayant suffisant Pouvoir pour ce sujet, travailler à oster tous les differens susdits sous les Articles & conditions reciproques de restituer & rétablir de part & d'autre les choses dont on sera convenu, & enfin de dresser sur le tout les Articles, Lettres & Instrumens necessaires, & de faire toutes les choses qui seront à propos pour la conclusion de ce Traité, promettans de bonne foi & en parole de Roi, d'avoir agreables, fermes & stables, & de n'aller jamais à l'encontre des choses qui seront resoluës entre nosdits Ambassadeurs Extraordinaires & ceux des Estats Généraux, mais au contraire d'executer & observer inviolablement & religieusement tout ce qui sera promis en nostre nom sur ce sujet. En témoignage dequoi nous avons signé les presentes Lettres, & à icelles fait apposer le grand Seeau d'Angleterre. Donné à Westmonster le quinziéme du mois d'Avril l'an 1667. le dix-neufiéme de nostre Regne. *Ainsi signé*, CHARLES, Roy.

Ratification du Roi de Danemarc du Traité de Paix conclu à Breda le 31. Juillet stile nouveau 1667. entre luy & le Roy de la Grand' Bretagne.

FREDERIC III, par la grace de Dieu, Roi de Danemarc & de Norwegue, des Goths & des Vandales, Duc de Sleswik, de Holstein, Stormarn & de Dithmarse, Comte d'Oldembourg & de Delmenhorst: A tous ceux qu'il appartient, ou pourra appartenir pour leur interest, & chacun en particulier. Nous desirons par ces Presentes donner à connoistre, témoigner & certifier, que s'estant tenuë depuis peu dans la Ville de Breda une Assemblée solemnelle, pour éteindre l'embrazement de la funeste Guerre qui avoit esté allumée entre Nous, le Serenissime, Tres-Puissant & Tres-Chrestien Prince Louis XIV. Roy de France & de Navarre, & les Hauts & Puissants Seigneurs les Estats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, d'une part; Et le Serenissime & Tres-Puissant Prince Charles II. Roi de la Grand' Bretagne, d'autre part: Nous avons envoyé à cette même Assemblée Nobles & honnestes nos chers & bien-aimez Paul Klingenberg Conseiller en nostre Admirauté, & Maitre Général des Postes, & Pierre Carisius aussi nostre Conseiller, afin qu'ils entrassent en Conference avec les Ambassadeurs Plenipotentiaires du ci-dessus nommé Roi de la Grand' Bretagne, & qu'ils traitassent pour accommoder & accorder les differents & dissentions qui étoient entre Nous. Ce qui par la benediction de Dieu a reussi, de sorte que l'Accord s'en est ensuivi, & l'on a consenti à la Paix de part & d'autre, & sour certaines conditions, dont l'Acte est conçû de mot à mot, comme il ensuit, &c.

Declaration de Messieurs les Ambassadeurs de France sur le cinquiéme Article du Traité entre l'Angleterre & le Danemarc.

NOUS Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de France, declarons que dans l'Article V. du Traité fait & conclu ce jourd'huy entre le Roi de la Grand' Bretagne, & le Roi de Danemarc, on n'a entendu parler que de l'abolition de la Dette de six vingts mille Richedales, plus ou moins, pour lesquelles

ANNO 1667.

quelles ledit Seigneur Roi de Danemarc s'est obligé envers la Compagnie des Marchands Anglois, établie à Hambourg, sans prejudice des autres Dettes pour lesquelles ledit Seigneur Roi se pourroit être obligé envers d'autres Sujets de Sa Majesté Britannique, lesquelles on n'a point entendu étendre & abolir par le present Traité. En témoin dequoy nous avons signé la presente Declaration. Fait & passé à Breda le 31. Juillet 1667.

(L.S.) *d'Estrades.* (L.S.) *Courtin.*

Declaration de Messieurs les Ambassadeurs de France touchant le Droit du Sund.

NOus ci-dessous denommez, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Tres-Chrétien Roy de France, Godefroy, Comte d'Estrades, Lieutenant General dans les Armées de Sa Majesté, & Chevalier de ses Ordres, Gouverneur de Dunkerque, Maire perpetuel de Bordeaux, Vice-Roi de l'Amerique, & Honoré Courtin Conseiller d'Etat & Maitre des Requestes : & conjointement Nous les Députez, Plenipotentiaires des Provinces-Unies des País-Bas, pour les presens Traitez de Paix, Jerôme-Van-Beverning, Pierre de Huybert Seigneur de Regersberch, Everwerdt, &c. Conseiller & Syndic de Messieurs les Estats de Zelande, & Allard Pierre Jongstal premier Conseiller & President de la Cour Souveraine de la Province de Frise, faisons à sçavoir, certifions & attestons qu'à cause du different & contestation survenu dans ces Traitez de Paix; qui déja ont esté conclus en ce lieu entre le Serenissime & Tres-Puissant Roi de Danemarc, & le Serenissime & Tres-Puissant Roi de la Grand' Bretagne; pour raison du payement du Peage & Droit d'Entrée que les Sujets de l'un des deux Rois seront à l'avenir tenus de payer pour raison de leurs Navires & Marchandises, dans les Ports & Rivieres de l'autre; & à cause aussi que de la part du Roy de Dannemarc dans le Projet donné par ses Plenipotentiaires aux Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires d'Angleterre, la periode suivante avoit esté inserée à la fin du premier Article en ces termes.

„ Et comme l'un & l'autre Roi a le Pouvoir Souverain & le Droit entier sans qu'on le puisse mettre en „ controverse ou le disputer, de disposer & ordonner „ des Impositions & Peages dans leurs propres Sei„gneuries & Terres de leur Domination; pareillement „ aussi les Sujets de l'un payeront autant de Peages & „ d'Impositions dans les Royaumes, Principautez, Is„les, Villes, Havres & Rivieres de l'autre, que cha„cune des Parties pour son regard trouvera à propos „ qu'il se peut faire pour son service, utilité & profit; „ & en la même maniere que les autres Nations Es„trangeres avec lesquelles il n'y a point de Conven„tions particulieres pour ce sujet, sont obligées de „ payer. Toutefois au passage du Sund l'on n'exigera „ point des Vaisseaux Anglois, & des Marchandises „ dont ils seront chargez, & ils ne payeront point de „ Peage & d'Imposition plus grande que celle qui estoit „ exigée d'eux, & qu'ils payoient en l'an mil six cens „ cinquante."

Mais que de la part d'Angleterre l'on n'a pas voulu mettre cette clause, sinon avec cette condition: Qu'au regard du Peage qui se paye au passage du Sund, au lieu de l'année mil six cens cinquante l'on apposast l'an mil six cens cinquante-deux. Ce que toutefois l'on n'a pû persuader aux Plenipotentiaires de Danemarc, quelque raison qu'on leur ait apportée, assurant & affirmant que dans leurs Instructions il n'y avoit rien qui touchast ce point. C'est pourquoy on leur a proposé cet expedient pour temperament; Que l'on retranchast entierement de cet Article la periode qui feroit quelque mention des Peages & Imposts; à quoy enfin les ci-dessus nommez Plenipotentiaires Danois ont consenti, principalement induits par le desir de rétablir la Paix tant souhaitée. A condition toutefois, que Nous susnommez Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires rendissions témoignage que la Negociation s'est faite & passée de la sorte, comme nous l'attestons & certifions par le present Acte souscrit de nos mains, avec l'apposition du Cachet de nos Armes pour l'autoriser d'autant plus. Fait à Breda le trente uniéme Juillet mil six cens soixante-sept.

(L.S.) *d'Estrades.* (L.S.) *Courtin*

Declaration de Messieurs les Ambassadeurs de France touchant les Orcades.

ANNO 1667.

NOus ci-dessous dénommez Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Tres-Chrétien Roi de France, Godefroy Comte d'Estrades, Lieutenant Général dans les Armées de Sa Majesté, & Chevalier des Ordres de Sa Majesté, Gouverneur de Dunkerque, Maire perpetuel de Bordeaux, Vice-Roi de l'Amerique; & Honoré Courtin Conseiller d'Etat & Maitre des Requestes: & conjointement Nous les Députez Plenipotentiaires des Provinces-Unies des País-Bas pour les presens Traitez de Paix, Jerôme-Van-Beverning, Pierre de Huybert Seigneur de Regersberch, Everswerd; &c. Conseiller & Syndic de Messieurs les Estats de Zelande, & Allard Pierre Jongstal premier Conseiller & President de la Cour Souveraine de la Province de Frise; Faisons à sçavoir, certifions, & attestons, que dans les presens Traitez de Paix faits & conclus en ce lieu, entre le Serenissime & Tres-Puissant Roy de Danemarc & de Norwegue Frederic III. & le Serenissime & Tres Puissant Roi de la Grand' Bretagne Charles II. l'on a demandé de la part de Danemarc avec des instances tres-pressantes la restitution des Isles appellées Orcades & de Hitland; pour laquelle fin Messieurs les Plenipotentiaires de Danemarc ont inseré l'Article suivant dans le Projet de leur Traité, qu'ils ont communiqué à Messieurs les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires d'Angleterre.

„ Dautant que l'on a prouvé suffisamment par des „ Titres, que depuis plusieurs siecles les Isles Orcades „ ont appartenu au Royaume de Norwegue par une „ subjection inseparable & inalienable, & luy appartien„nent encore; & qu'elles ont esté engagées & hypote„quées au Roy d'Escosse pour une certaine Somme „ d'argent, à condition qu'elles seroient renduës & „ restituées, en remboursant & payant la mesme Som„me, & qu'elles retourneroient & seroient reunies au „ Royaume de Norwegue: & bien que de la part de „ Danemarc le remboursement de cette mesme Som„me ait esté souventesfois offert, & que nonobstant „ cela la restitution n'en ait point esté faite; l'on est „ demeuré d'accord ensemble, & l'on est convenu, „ par desir & affection principalement, que l'on a „ d'obvier aux troubles & dissentions & de les empé„cher, qui à l'occasion de ce different pourroient „ naître entre les Serenissimes Rois de Danemarc & „ d'Angleterre, que les susnommées Isles appellées „ les Orcades & Hitland, soient restituées & ren„duës au Roi de Danemarc: ou à tel autre à qui „ il donnera Pouvoir de les recevoir, en l'estat qu'el„les se trouvent à present sans en rien retenir, & sans „ retardement."

A laquelle proposition Messieurs les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires d'Angleterre ont répondu de leur part: Qu'ils n'avoient aucune Instruction sur cette affaire, & qu'ils desiroient que cet Article fust rayé & effacé du Projet, veu principalement qu'il ne touchoit en rien le present Traité de Paix, & que l'on ne pouvoit pas l'inserer, ni lui donner place entre les autres.

Ce que Nous soussignez avons pareillement reconnu. C'est pourquoi les Seigneurs Plenipotentiaires du Serenissime Roi de Danemarc & de Norwegue, portez sur tout d'affection pour la Paix si ardemment souhaittée, & afin que cette affaire si salutaire ne souffrist de retardement de ce côté là, ont finalement consenti, que cet Article touchant les Orcades & Hitland fust rayé & effacé de leur Projet. A condition toutesfois que la suspension & surseance de la demande de restitution de ces Isles soit entenduë, sans qu'elle porte prejudice aux Droits de leur Seigneur Roi Serenissime, & sans qu'elle déroge en quoy que ce soit à ses pretentions; qui subsistent entieres & manifestes, jusques à une plus favorable occasion, soit qu'elle se presente plûtôt ou plus tard, afin d'en demander la restitution, suivant telles pretentions.

Surquoy l'on est demeuré d'accord, & l'on a promis que Nous ci-dessus denommez Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, conjointement avec Messieurs les Ambassadeurs Extraordinaires du Serenissime Roi de Suede, donnerions attestation de ce que dessus pour certitude plus ample de la verité du fait, comme la donnons de bonne foy par le present Acte signé de nos mains, auquel pour donner plus d'autorité

Nous

ANNO 1667. Nous avons apposé le Cachet de nos Armes. Fait à Breda le trente-uniéme jour de Juillet l'an mil six cent soixante sept.

(L.S.) D'ESTRADES. (L.S.) COURTIN.

Acte de la Publication de la Paix de la part des Plenipotentiaires de Danemarc.

NOus Paul Klingenberg & Pierre Carisius Plenipotentiaires de Sa Majesté Serenissime le Roi de Danemarc, faisons à sçavoir à tous qu'il appartiendra, & attestons qu'en vertu du Traité conclu & arresté en cette Ville de Breda le trente-uniéme jour de Juillet passé, stile nouveau, & le vingt-uniéme stile ancien, la Paix plus stable & ferme qu'auparavant, & l'amitié sincere ont esté renouvellées entre le Serenissime & Tres-Puissant Prince Frederic III. Roi de Danemarc & de Norwegue, des Vandales & des Goths, &c. Et le Serenissime & Tres-Puissant Prince Charles II. Roi de la Grand' Bretagne; pareillement entre leurs Royaumes, Principautez, Comtez, Isles & Seigneuries. Et qu'aujourd'huy, datte des Presentes, les Ratifications données par les deux Rois susnommez ont été échangées mutuellement; & partant que le libre exercice du Commerce est entierement & sans reserve ni restriction restabli en sa premiere vigueur. Et la Publication qui a déja esté faite ici d'un consentement mutuel, servira de regle, & sera le terme, suivant lequel tous Actes d'inimitié & d'hostilité doivent cesser, & la Paix commencer, comme cela se peut voir plus particulierement dans le second Article du present Traité. En cette maniere toutefois, que le premier terme & jour de la cessation des hostilitez commence dans la Mer Septentrionnale, dans la Mer Baltique, & le Canal, le quatriéme de Septembre selon l'ancien stile. Le second jusques au Cap Saint Vincent commence le vingt-deuxiéme Septembre stile ancien. Et le troisiéme terme pour ce qui regarde les Mers au delà du Cap Saint Vincent jusques à la Ligne Equinoxiale, tant dans l'Ocean que dans la Mer Mediterranée, commencera le vingt-troisiéme Octobre pareillement selon l'ancien stile. Et finalement le quatriéme terme, auquel doivent cesser les hostilitez au delà de la Ligne Equinoxiale par toute la Terre, le quatorziéme Avril ancien stile de l'année mil six cent soixante huit. Et pour d'autant plus authoriser ce que dessus, Nous avons signé les Presentes de nos mains, & les avons fait publier à haute voix & son de trompe dans la Ville de Breda, ce jourd'huy vingt-quatriéme Août selon le stile nouveau, & le quatorziéme selon l'ancien.

(L.S.) PAUL KLINGENBERG.

(L.S.) PIERRE CARISIUS.

XX.

22. Août. COLOGNE, BRANDEBOURG, &c.

(1) *Traité d'Alliance deffensive entre divers Princes du Cercle de* WESTPHALIE, *& autres de l'Empire, comme entr'autres l'Electeur de* COLOGNE, *l'Electeur de* BRANDEBOURG, *les Princes de* BRUNSWICK *&* LUNEBOURG *&c. Fait à Brunswick, le 22. Août, 1667.* [AITZEMA, *Affaires d'Etat & de Guerre.* Tom. XIII. pag. 746. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. I. Fortsetzung II. Abtheil II. pag. 342. en François comme ici, & comme il paroît, tiré de la même source.]

LEs Seigneurs Electeurs de Cologne & de Brandebourg, ensemble les Seigneurs Evêque d'Osnabrug & George Guillaume, comme aussi Rodolphe Auguste Ducs de Brunswick & Lunebourg, avec la Dame Lantgravinne & Regente de Hesse-Cassel, ayant ci-devant & dans cette presente conjoncture de tems diligemment consideré & deliberé sur les moyens de conserver & maintenir les Païs & Peuples que Dieu leur a confiés & les deffendra avec l'assistance divine contre toute violence, afin qu'ils soient maintenus dans une bonne Union, & l'experience ayant apris que les Constitutions, & Ordonnances faites avec grande peine par le Saint Empire & tous les autres semblables moyens ont été de peu d'effect, ils ont pour l'amour paternelle qu'ils ont pour leursdits Païs jugé trés à propos, de persister non seulement dans la confiance & amitié de bons voisins ci-devant établies entr'eux, mais aussi de faire entre eux une Alliance deffensive plus ferme & plus étroite. C'est pourquoi lesdits Princes & Electeurs ont deputé & envoyé leurs Conseillers icy à Brunswick qui ont au nom de leurs Seigneurs Principaux, & sous leurs Ratification & approbation traité & conclu une Alliance deffensive de la maniere suivante.

I. Il y aura entre lesdits Alliez de part & d'autre une sincere & unanime amitié & voisinance, ensorte qu'ils tâcheront de procurer le bien & utilité l'un de l'autre, & s'il leur arrive quelque chose qui les mette en quelque danger, celui que cela regardera en avertira à tems, afin d'eviter les troubles qui en pourroient suivre, & qu'on puisse communiquer à tems sur le secours promis & qui sera desiré.

II. Cette Alliance deffensive, ne sera point offensive à l'égard de personne & encore moins à l'égard de Sa Majesté Imperiale & de l'Empire, mais seulement pour la deffence & manutention des Païs, Peuples, Droits & Prerogatives d'iceux.

III. Tous & un chacun Païs des Alliez, qu'ils possedent maintenant dans le St. Empire seront compris dans la presente Alliance, en telle maniere, que si quelques-uns desdits Païs & Peuples desdits Confederez venoient à être assaillis, ou qu'on vint à commettre contre iceux quelque violence, & entreprises, même en y voulant mettre les Troupes en quartier ou les y faire passer contre les Constitutions de l'Empire & Instrumens de Paix, (sur lesquels est fondée la presente Alliance) & qu'on voulut donner atteinte à ladite presente Alliance, ceux des Alliez à qui telle violence sera faite, en donnant avis & notification preallable & à tems à ses Alliez seront assistés des Troupes de Cavalerie & d'Infanterie sans perdre de tems, selon qu'il est accordé & convenu par les Articles suivans.

IV. Mais afin qu'on puisse sçavoir ce que chacun sera obligé de fournir à celui qui sera attaqué ou lezé lors qu'il demandera du secours, il est accordé que son Altesse Electorale de Cologne fournira deux mille quarante Hommes de Cavalerie & seize cens fantassins; sa Sereniré Electorale de Brandebourg, mil Hommes de Cavallerie, & deux mil Hommes de Pied, le Prince Serenissime d'Osnabrug mil Chevaux & deux mil Fantassins, le Serenissime Prince George Guillaume deux cens quarente Chevaux, & six cens quarente quatre Fantassins, sa Sereniré le Duc Rodolphe Auguste deux cens Chevaux & quatre cens Fantassins, la Serenissime Landgravinne de Hesse-Cassel deux cens Chevaux & quatre cens Fantassins, lesquels ils tiendront prêts, & les envoyeront sans perdre de tems, comme il a été dit, quand l'occasion le requerra. Les Alliez tiendront prête aussi la moitié de plus que leurdite cotte part, qui même sera augmentée si on le juge convenable.

V. Chacun des Alliez étant averti par celui qui sera molesté, du danger ou il sera, sera obligé de lui envoyer le secours promis en Cavallerie & Infanterie dans quatorze jours, à compter du jour que la requisition en aura été faite & ce sans delai. Et qu'il ne le pourra rapeller & faire revenir, à moins que le requerant, n'en eût plus besoin lui-même, ou que l'assistant étant attaqué ou molesté n'en eut besoin pour lui-même.

VI. Mais si plus d'un des Confederez venoit à être attaqué & à essuyer quelque danger, en ce cas les autres Alliez envoyeront une partie du secours à l'un des attaquez, & l'autre partie à l'autre de la maniere que dessus, & parce qu'il se pourroit faire que semblable secours ne seroit pas suffisant, en ce cas les Alliez seront tenus de prendre des resolutions proportionnées au danger, & de convenir d'un tel secours qu'il soit suffisant pour assister à bon escient celui qui sera attaqué

VII. Quand le secours effectif aura été envoyé, & qu'il sera arrivé auprés des Troupes & dans le Païs de celui qui l'aura requis, celui à qui ledit secours sera envoyé en aura aussi-tôt le commandement en Chef, & la direction dans toutes les affaires Militaires, soit qu'il

(1) Ce Traité a été traduit du Flamand; mais comme ce n'est pas l'original, on ne l'a mis ici qu'en François.

ANNO 1667.

qu'il vienne à agir dans son Païs ou dans un autre hors de celui des Confederez, mais quand il s'agira d'entreprendre quelque chose, il sera toutes les fois tenu un Conseil de Guerre, comme c'est la coûtume

VIII. Chaque assistant fournira autant d'Artillerie & autres choses necessaires avec les Troupes que les cas de la Guerre le requerront, mais si l'on a besoin de grosses pieces de Canon, on les fournira à proportion du besoin du requerant, en cas que ce soit pour agir dans son Païs, ou dans ceux qui seront le plus prés des Alliez, mais en l'un & en l'autre cas, ils seront fournis, & les dommages & reparations en seront payez à frais commun des Alliez.

IX. Chaque Officier des Alliez aura Jurisdiction sur les Troupes qu'ils envoyeront au requerant, mais s'il arrivoit quelque chose qui requit un Conseil General de Guerre, on y joindra tous ceux qui y doivent assister, & le President en sera celui qui suivant le septiéme Article aura le Directoire, & s'il n'y veut ou ne peut pas y assister, ce sera celui qui sera le premier en charge.

X. Pour l'entretien des Troupes de chaque Allié le requerant sera obligé quand elles seront dans son Païs ou prés des siennes & pendant tout le tems qu'elles seront sous sa direction, de leur fournir des Quartiers & de les traitter comme les siennes propres.

XI. Et afin qu'il n'arrive aucune confusion par la conjonction desdites Troupes tous les Alliez dresseront ensemblement une Ordonnance de Discipline, suivant laquelle toutes les Troupes conjointes seront traittées. Et parce aussi que toutes les Troupes Auxiliaires ne sçauroient porter avec eux toutes leurs Provisions à la fois, le requerant sera obligé de leur fournir les provisions necessaires pendant qu'elles seront dans son Païs, & le prix lui en sera restitué par les Alliez à proportion du secours qu'ils sont obligez de fournir.

XII. En outre cette Alliance deffensive durera trois ans consecutifs, à compter de la datte des presentes, pendant lequel tems elle sera observée & subsistera inviolablement. Et il sera en la liberté des Alliez de se confederer encore pendant lesdits trois ans pour prolonger encore cette ditte Alliance.

XIII. Et si quelques-uns des Confederez étoient encore outre cette Alliance compris dans quelque autre en vertu de laquelle ils seroient tenus de donner quelque secours à d'autres, le secours ne sera fourni qu'en vertu de l'une ou de l'autre Alliance, & il sera libre au requerant de declarer à laquelle des deux Alliances il s'en voudra tenir. Et quand un secours aura été une fois envoyé, il sera soustrait du *quantum*, de ce que les Confederez devront fournir.

XIV. Et si dans le voisinage il venoit à se faire quelque mouvement dont l'Empire pût recevoir quelque desavantage, les Alliez veullent bien autant qu'en eux sera, apporter tout le soin & la diligence possible, afin que le point de la sureté de l'Empire y soit menagé & qu'il ne soit rien negligé à cet égard.

XV. Et comme dans la Negociation de cette Alliance les Deputez du Seigneur Duc Jean Frederic de Bronswick-Lunebourg qui y ont assisté n'ont pû la signer faute de Mandement special dudit Prince, & que s'en étant exemté ils ont desiré qu'ils la pussent signer dans la suite, cela leur a été accordé, pourvû qu'ils se declarent là dessus avant l'expiration du tems limité pour la Ratification des presentes, comme il est contenu dans l'Article suivant.

XVI. Il est accordé & convenu que les Seigneurs Principaux feront échanger leurs Ratifications icy à Bronswick dans le quatriéme d'Octobre prochain, vieux stile. En témoin dequoy ont les Deputez Conseillers desdits Seigneurs Princes & Electeurs signé & scellé ces presentes, dont a été dressé un instrument pour chacun. Ainsi fait à Bronswick le 22. Août 1667 *Signé*

(L.S.) *Henri François Nicolas.*
(L.S.) *Frederic de Jena.*
(L.S.) *G. Christ. de Hamerstein.*
(L.S.) *Paul Joachim de Bulaw.*
(L.S.) *Hierome de Grapendorp.*
(L.S.) *Regnier Badenhausen.*

ANNO 1667.

XXI.

Vergleich zwischen Beeden Churfürsten / Sachsen und Brandenburg / wegen Ausmüntzung der Schiede-Müntzen getroffen. Geben zu Zinnen den 27. Augusti 1667. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Theil. II. Abtheil. IV. Abs. II. pag. 200.] 27. Août

C'est-à-dire,

Accord entre les Electeurs de SAXE *&* *de* BRANDEBOURG, *au sujet de la Fabrication de la petite Monnoye appellée* Schiede-Muntz. *A Zinnen le 27. d'Août 1667.*

Zwischen beyderseits Churfl. Durchleucht zu Sachsen und Brandenburg / ist bey jetziger Anwesenheit abgeredet und beschlossen worden: Nachdem beym hochstangestiegenen Silber-Kauff und des also genanten rothen / unmöglich fallen will / die Schiede-Müntze nach der Reichs-Valvation de Anno 1559. zu beschlagen / unterdessen aus benachbarten Landen Böhmen / Schlesien und Polen viele unrichtige Müntze in ihrer Churfl. Durchleucht. Lande tringet / das / wegen conformitæt in der Müntze / vertröstete Reichs-Conclusum ins Stecken geräth / auch bey neulichsten Ober-Sächsl. Probations-Tags-Convent die interessirten Stände zu keinem Schluß / wie weit man besagter Ordnung auf eine zeitlang abzugehen / gelangen können. Als wollen Ihro Churfürstl. Durchleucht. dero Müntz-Guardeinen / nach Anleitung eines verglichenen Notuls, anbefehlen / hinführo mit der Groschen- und kleinern Müntz-Sorten Beschickung dergestalt zu verfahren / daß die feine Marck auf 10½. Thl. so lange ausgemüntzet werde / bis künfftig in diesem Müntz-Punct ein allgemeines Reichs-Conclusum erfolget / Ihr Churfürstl. Durchl. hierunter ein anders zu verordnen Ursache haben würden / Jedoch / daß der Fuß des Reichs-Thalers verbleibe / wie er in der obbemeldten Valvation gesetzet ist. Sigl. unter Ihr. Churfl. Durchleucht. Unterschrifften und fürgedruckten Insiegeln zur Zinnen am 27. Aug. 1667.

XXII.

Vergleich zwischen Ihro Königl. Mayest. zu Dennemarck FRIDRICH III. eines / und Ihro Hochfürstl. Durchl. CHRISTIAN ALBRECHT, Hertzogen zu Schleswig-Holstein andern theils / über die zwischen Ihnen geführten Forderungen und Beschwehrden ratione der Bischöffl. Wahl zu Lübeck / der Regierung zu Sunderburg / der Vestung Fridrichs-Ort rc. Glückstadt den 12. Octobr. 1667. Mit der RATIFICATION von Seiten Ihro Königl. Mayest. in Dennemarck / Glückstadt den 23. Octobr. 1667. [Imprimé de la part du Duc de Holstein en 1696. On le trouve aussi dans LONDORPII *Acta publica* Part. XII. Lib. XIII. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Continuat. II. Fortsetzung II. Abtheil. IV. Absatz VII. Num. LXXXVII. pag. 180. On en a une une Traduction Françoise dans mon petit Recueil. Tom. I. pag. 149.] 12. Oct.

C'est-à-dire,

Traité d'Accommodement entre FREDERIC III. *Roi de Dannemarck*, *&* CHRISTIAN ALBERT *Duc de Holstein-Gottorp*, *sur leurs anciens diferents au sujet de l'Election à l'Evêché de* Lubeck, *de la Regence commune de* Sunderbourg, *& de la Forteresse de* Friderichsorth. *A Gluckstadt le 12. Octobre 1667.* Avec *la* RATIFICATION *du Roi de Dannemark*, *à Gluckstadt le 23. Octobre 1667.*

Wir Friederich der Dritte von Gottes Gnaden zu Dennemarck / Norwegen der Wenden und Gothen König / Hertzog zu Schleswig / Hollstein / Stormarn und der Dittmarschen / Graf

ANNO 1667.

Graf zu Oldenburg und Delmenhorst/ ꝛc. Thun kund und fügen hiemit Männiglichen zu wissen/ als zu Beylegung einiger zwischen Uns/ und dem Hochwürdigen/ Durchlauchtigen Fürsten/ Unserm lieben Vettern und Sohn/ Herrn Christiano Albrechten, postulirten Coadjutorn des Stiffts Lübeck/ Erbe zu Norwegen/ Hertzogen zu Schleßwig/ Hollstein/ Stormarn und der Ditmarschen/ Grafen zu Oldenburg und Delmenhorst/ ꝛc. obhandenen Irrungen und Mißhelligkeiten beyderseits einige Gevollmächtigte Rähte deputirt und verordnet worden/ welche sich darüber zusammen gethan/ und nach gehaltenen verschiedenen Conferentzen/ und reiffer Erwegung aller Sachen/ endlich einen gewissen Vergleich getroffen und auffgerichtet/ des Wörtlichen Inhalts/ wie folgt: Demnach zwischen dem Durchlauchtigsten/ Großmächtigsten Fürsten und Herrn/ Hn. Friederichen dem Dritten/ zu Dennemarck/ Norwegen/ der Wenden und Gohten König/ und dem weiland auch Durchlauchtigen Fürsten und Herrn Friederichen/ Erben zu Norwegen/ beyden Hertzogen zu Schleßwig-Hollstein/ Stormarn und der Ditmarschen/ Grafen zu Oldenburg und Delmenhorst/ ꝛc. eines und andern Theils vor Jahren verschiedene Irrungen und Mißhelligkeiten sich eräuget/ die zum Theil bey dem zu Rotschild Anno 1658. zwischen der Cron Dennemarck und Schweden auffgerichteten Frieden bereits abgethan/ und völlig in damahls beliebten Termino zur Richtigkeit hätten sollen gebracht werden/ aber wegen kurtz darauff unter höchstged. beyden Königen entstandener neuen Unruhe darzu nicht können gelangen/ sondern bißhero unverglichen geblieben/ dazu auch inzwischen noch weitere Beschwerungen sich auff beyden Seiten lassen mercken/ und dannenhero/ nachdem vor weniger Zeit höchstged. die zu Dennem. Norwegen Königl. Maj. ꝛc. im Fürstenthum Hollstein und der Vestung Glückstade glücklich angelanget/ bey Deroselben der Hochw. Durchl. Fürst und Herr/ Herr Christian Albrecht/ postulirter Coadjutor des Stiffts Lübeck/ Erbe zu Norwegen/ Hertzog zu Schleßwig/ Holstein/ Stormarn und der Ditmarschen/ Graff zu Oldenburg und Delmenhorst/ ꝛc. durch seine gevollmächtigte Abgesandte und einige Deputation höchstgemeldter Ihrer Kön. Majest. Rähte zu Erledigung obangezogener gravaminum anhalten lassen; Als seynd dazu von Seiten Ihr. Königl. Majest. dero geheimer Estats- und Land-Rath/ Statthalter in den Fürstenthümern Schleßwig/ Hollstein/ Gouverneur und Amptman zu Steinburg in Ditmarschen/ und auff Langeland/ Herr Friederich von Ahlefeld/ auff Seegarten und Gravenstein Erb-Herr/ Ritter/ so dann allerhöchstgedachter Ihrer Königl. Majest. Land-Rath/ Amtmann zu Hadersleben/ Herr Cay von Ahlefeld/ auff Mehlbeck ꝛc. Ritter/ und Herr Conradus Wasmer der Rechten Licentiatus, und bey der Königl. Regierungs-Cantzeley in hiesigen Fürstenthümern bestellter Rath/ allergnäd. committiret, welche mit Ih. Hoch-Fürstl. Durchl. Abgesandten/ als Herrn Johann Adolph Kielman von Kielmanseck/ auf Satrupholm/ Obdorff und Weddelsbull/ ꝛc. Thum-Probst in Hamburg/ Ihr. Hochfürstl. Durchl. Hochbetrauten geheimen Rathe/ Regierungs- und Cammer Präsidenten, Hoff-Cantzlern und Amtmann zu Trittow/ Reinbeck und Mohrkirchen/ wie auch Herr Friederich Christian Kielman von Kielmanseck auff Satrupholm und Obdorff/ ꝛc. Canonico des Stiffts Lübeck/ und vor höchstgedachter Ihr. Fürstl. Durchl. hochbetrauten geheimen und Ober-Cammer-Rath/ sammt Herrn Andreas Cramern/ auff Heversworth/ höchstgemeldter Ihrer Hochfürstl. Durchl. wolbetrauten Cammer- und Regierungs-Rath/ in Conference getreten/ und durch Gottes gnädige Verleihung nach praemittirter nöhtigen disquisition und Erörterung der postulatorum und gravaminum, auch darüber abgestatteten Relationen einen gütlichen Vergleich glücklich getroffen und auffgerichtet/ welcher in nachgesetzten Puncten bestehet:

I. Soll zur restabilirung und Erhaltung des respectivè Freund- Vetter- und Söhnlichen guten Vernehmens zwischen Ihrer Königl. Majest. und Hochfürstl. Durchl. alles dasselbe/ was den Unionen und alten Verträgen mit dem Königreich Dennemarck/ Fürstenthümben Schleßwich/ Hollstein/ ꝛc. und incorporirten Landen zuwider bißher per directum vel indirectum vorgegangen und gehandelt/ zu beyden Theilen gäntzlich vergessen/ auffgehoben und getilget seyn/ und obbesagte Union, ausser was Anno 1658. und 1660. durch obig besagte Tractaten gäntzlich und zu ewigen Zeiten abgethan/ bey ihrem Valeur zu Fried- und Kriegeszeiten/ ohne einige Hülffrede und Mißdeutung bleiben/ und beständigst observiret/ auch keiner von dem andern dawieder de facto es habe Nahmen wie es wolle/ prægraviret und beschweret werden.

II. Was von Ihr. Hochfürstl. Durchl. Herrn Vatters Christmildester Gedächtniß Seiten/ „mit dem Capitulo zu Lübeck „wegen der Anwaltung der Bischöfflichen Wahl auff gewisse „Fürstliche Persohnen Gottorffischer Linien Anno 1647. den 7. „Julii geschlossen/ dabey lassen Ihr. Königl. Maj. es bewenden/ es versprechen aber Ihr. Hochfürstl. Durchl. bey dem „Capitulo möglichst bey ersehender Gelegenheit zu cooperiren/ „auff daß selbiges mit der Wahl dergestalt bey dem König- „Fürstl. Hause Hollstein zu verbleiben sich anheischig mache/ daß „hinführo/ wann besagte Fürstl. Persohnen und Generationen „vorbey/ von Ihr. Königl. Majest. und Fürstl. Durchl. Nach- „kommen/ so durch GOttes Gnade alsdann verhanden/ alter- „nativè einer dazu gelange."

III. In dem Fürstl. Ampte Sunderburg wird abseiten Ihrer Königl. Majest. Ihrer Fürstl. Durchl. die gemeine Regierung in den zugekaufften Adelichen Allodial-Gütern zugestanden/ also daß auch/ was dieser halben bey vorstehender Commission noch zu expediren, von beyderseits Herrschafft Commissarien soll verrichtet werden. In den Lehn-Gütern aber behalten Ihre Königl. Majest. Ihr die Ober-Lehens-Herrligkeit und Gerechtigkeit mit allen deren dependirenden Juribus zuvor.

IV. Die Länder/ so vorhin aus der Landes-Matricul wegen der inundation gezogen/ bereits aber wieder bedeichet/ oder bedeichet werden/ sollen von Ihr. Hoch-Fürstl. Durchl./ wann Sie zum sichern und guten Stande gebracht/ der Landes-Matricul wieder inseriret werden.

V. „Weil auch biß anhero/ wann die Reichs- und Creyß- „Hülffe von dem Fürstenthum Hollstein an Manschafft er- „fordert/ Ihr. Hochfürstl. Durchl. den Halbscheid desselben „gestellet/ die aus Ihr. Königl. Majest. Aemptern mit müssen „unterhalten werden/ zumahlen das Contingent, so dazu von „Fürstl. Gottorffischen Antheil in den Lege-Cassen wird ge- „liefferet/ so viel wie daß Königl. nicht austräget/ als ist be- „liebet/ daß hinführo eine jede Herrschafft so viel Mann- „schafft soll befugt seyn zu stellen/ als derselben pro rata der „Pflugzahl/ die Sie im Fürstenthum Hollstein hat/ kan bey- „kommen."

VI. Sollen so wohl Ihr. Königl. Mayt./ als Hoch-Fürstl. Durchl. sansahme Ordre stellen/ daß die Ihrige auff des andern Grund und Gütern/ wo Sie nicht befugt/ aller Jagt sich gäntzlich enthalten/ und damit solches desto besser könne zu Werck gerichtet werden/ sollen/ gleich von Ihre Hoch-Fürstl. Durchl. selbst vorhin desideriret, die Mang-Güter vermittelst dazu von beyden Theilen erwehlender Commissarien/ so viel thunlich/ umbgesetzet/ und nach der Billigkeit ausgewechselt werden.

VII. Alldieweil auch aus der Rendesburgischen Zoll-Rechnung befindlich/ daß die Fürstl. Unterthanen aus der Stadt und Ampt Husum/ auch Eyderstätt/ von Ann. 1658. biß 1665. inclusivè 1667. Stücke Viehes/ ohne Erlegung des grossen Zolls durchgehen lassen; Ihro Hochfürstl. Durchl. aber/ weil Sie keine Zoll-Freyheit besagten ihren Unterthanen verliehen/ den Abgang/ so Ihre Königl. Majest. daher in Ihrem Antheil erlitten/ zu erstatten sich entleget; So wollen Sie dennoch/ so wohl dero Beampten/ so die certificationes ausgehoben/ als die Leute/ von welchen sie bey den Zöllnern eingelieffert/ wann sie dessen überwiesen/ dahin ernstlich anhalten/ daß sie den biß dato nicht entrichteten Zoll sollen nachlegen und abtragen/ damit Ihro Königl. Majestät ihr Contingent davon könne erheben.

VIII. Wegen der prætension auff die Insul Wuldhövet/ Beeinträchtigung in finibus & Jure compascui der Löver und Nickelshäfer beyder Heyde/ der dreyer Krügen Landes bey Henningstät/ des prætendirten Herren Geldes von den 40. Morgen Landes zu Fodderung/ Abtragung der extraordinari Beschwerde von dem/ was das Fürstliche Antheil Ditmarschen grösser ist/ als das Königliche/ Wiederauffrichtung der alten Grentz-Pfähle im Ampt Segeberg/ und was von dergleichen Irrungen in den Aemptern oder sonsten mehr entstanden/ oder noch zu besorgen/ sollen von Ihro Königl. Majest. und Hochfürstl. Durchl. gewisse Commissarii ehist verordnet werden/ welche die Sachen sollen in Augenschein nehmen/ beyde Theile nach Nohtdurfft darüber hören/ und dieselbe gütlich vergleichen/ oder in Entstehung dessen/ durch Rechtlichen Spruch entscheiden.

IX. Betreffend das Kloster Uetersen/ so Ihre Hochfürstl. Durchl. mit unter die gemeine Regierung zu ziehen begehret/ ist verglichen/ daß der Conventus Cœnobialis sampt dem Kloster-Gebäude darunter werde gezogen/ die dazu gehörige Dörffer aber/ und gesambte Unterthanen sollen unter den Königl. Aemtern/ wohin sie gehören/ beständig gelassen werden.

X. Der einseitigen Visitation halber etlicher Adelicher Kirchen/ soll von beyderseits General Superintendenten eine Designation der Kirchen/ warumb ein oder ander Theil vermeynet/ daß ihm die simultanea visitatio gebühre/ eingesandt/ und darauff die Sach nach befinden remediret werden.

XI. Uber die prætension wegen vormahls von Hertzog Friederichen Christseeligsten Andenckens promittirter Beförderung zum Coadjutorat am Ertz-Stifft Bremen hat man sich dieser Gestalt verglichen/ daß/ biß Ihrer Hochfürstl. oder dero Erben oder Nachfolgern an der Regierung die 55000. Rthl. völlig vergnüget/ zu Gottorff an statt der drey Schilling/ welche vor jedem Stück Vieh so durchgetrieben wird/ bißher erleget werden/ hinführo 1. Marck Lübisch entrichtet/ und denn auch zu Vinizier vor Rendesburg auff Königl. Seiten/ eine Zollstätte angeleget werde/ woselbst an statt der drey Schilling so in Rendesburg/ wann sie nicht vorhin in Schleßwig abgetreten/ pflegen bezahlet zu werden/ gleichfalls 1. Marck Lübisch abzugeben/ davon die Helffte dessen/ so an beyden Orten gehoben/ Ihrer Königl. Mayt. die übrige Helffte aber Ihrer Hochfürstl. Durchl. jährlich zu erheben/ dahingegen alle Foderung auff die von Ihr Königl. Mayt. Herrn Vater Christiano IV. Glorwürdigster Gedächtnüs ausgegebene Verschreibung de dato 13. July Anno 1621. soll cessiren, und diese so fort bey Vollenziehung dieses Vergleichs in originali ausgereichet und cassiret werden.

XII. Was wegen der Vestung Friedrichs-Ort/ ab Seiten Ihrer Hochfürstl. Durchl. bißher wollen controvertiret werden/ weil dieselbe solches alles aus besonderer Freund-Vetterlichen confidence zu Ihrer Königl. Mayt. bonté gestellet/ als ver-

ANNO 1667.

sprechen hingegen Hochstgedachte Ihr. Königl. Mayt. zu Bezeugung Ihres Freund-Vetter- und Väterlichen Wolwollens hiemit/ daß Ihrer Hochfürstl. Durchl./ dero Posterität/ wie auch Landen/ Aempter und Städten aus besagter Festung Friedrichs-Ort kein Nachtheil oder Schaden/ einige Unsicherheit oder Gefahr/ es sey zu Friedens- und Kriegs-Zeiten/ zugekehret werden soll. „Und da je über dessen Wissen und Vermuthen/ welches der allerhöchste Gott in Gnaden abwenden wolle/ sich einige Krieges-Veranlassung oder öffentliche Fehde in diesen Fürstenthümern anspinnen solte/ daß alsdann Ihrer Hochfürstl. Durchl. daherum liegende Unterthanen mit keiner absonderlichen Verpflegung oder dergleichen anmuthen/ sollen oneriret noch beschweret werden/ da dergleichen aber de facto beschehen zu seyn/ erwiesen würde/ daß solches/ was sie mehr dann andere hergegeben/ und erlitten/ von den übrigen beyder Fürstenthümen sämtlichen Eingesessenen soll gut gethan werden/ und soll auch hiedurch dem Commercio in Ihrer Hochfürstl. Durchl. Stadt Kiel nichtes derogiret/ noch die dahin segelnde Schiffer bey mehrbesagter Festung Friedrichs-Ort anzulegen/ und die einhabenden Wahren zum Verkauff allda auszulieffern/ angehalten/ noch genöthiget werden.

XIII. Weil auch die also genandte peræquations-Sache durch hinc inde beschehene remonstrationen nicht können abgethan oder beygeleget werden/ so ist doch derenthalben beliebet/ dieselbe nach Anweisung der Union intra annum & diem ohnfehlbar entscheiden zu lassen.

XIV. Wie dann auch von beyden Herren ehisten einige Commissarii zu verordnen/ welche mit Zuziehung der Deputirten von den vier Städten sich dahin zu bearbeiten/ daß durch gütlichen Vergleich das Stadt-Gericht und Syndicat wieder auff vorigen Fuß werde gerichtet.

XV. Uber der von Ihr. Hochfürstl. Durchl. desiderirten Anstellung des Zolls zu Itzeburg/ hat man abseiten Ihrer Königl. Mayt. vor eingezogener gnugsamer Nachricht sich nicht völlig gewiß zu resolviren/ es wird aber Ihr. Kön. Maj. dennoch/ wann die vorgeschlagene Verpachtung der Zölle hiernechst solte werden beliebet/ sich dieser Posse halber gar leichte mit Ihrer Hochfürstl. Durchl. vergleichen.

XVI. Sonsten wollen Ihr. Königl. Majest. die Oldeschloer durch ernstliche Mandata zu Reparirung dessen was ihnen an Mühlen-Dämmen daselbst zu machen gebühret/ so fort anweisen/ damit der bißherige Abgang verhindert werde.

XVII. Wie sie dann gleichfals das von Ihrer Fürstl. Durchl. Herrn Vatters Hochseel. Andenckens ausgegebenes Diploma wegen der Stadt Hamburg/ wann selbiges wieder solte an Hand gebracht werden/ Ihrer Hochfürstl. Durchl. so fort wollen wieder lassen ausantworten/ und sich dessen weiter als sie befüge/ niemahls bedienen/ massen es dann in übrigen auch hiemit wird mortificiret und abgethan.

XVIII. Des Osterfanges bey Wiedinghard und Wasserlösung zwischen Ripen und Tundern halber sollen von Ihr. Kön. Majest. und Hochfürstl. Durchl. foderfahmst nicht interessirte Commissarii benennet werden/ die besagte Oerther in Augenschein nehmen/ gewisse Ausslogs-Leute dazu fodern und darüber definitivè erkennen lassen sollen.

XIX. Dann wollen auch Ihr. Kön Maj. wann die von den Fürstlichen Unterthanen eingezogene Privilegia, so Ihnen auff den Handel im Königreich Norwegen verliehen/ solten zum Vorschein gebracht werden/ sich darüber allergnädigst gegen sie auslassen.

XX. Weil aber auch von Ihr Hochfürstl. Durchl. Herrn Vatter Lobwürdigster Gedächtnüs bey den zu Copenhagen Anno 1658. gepflogenen Tractaten desideriret/ daß die Abolition der bißhero geführten gemeinen Regierung über Prælaten, Ritterschaffe und Städte möge vorgenommen werden/ solchen passus halber aber von Ihr. Hochfürstl. Durchl. Abgesandten eingewandt/ daß sie darüber nicht wären instruiret/ als bleibt selbiger biß zu Ihrer Königl. Mayt. und Hochfürstl. Durchl. künfftigen Vereinbahrung ausgestellet/ und weil also die bißhero unter Ihr. Kön. Majest. und Hochfürstl. Durchl. auch dero Herrn Vater Ruhmwürdigsten Andenckens vorgefallene Irrungen und Beschwerungen/ so viel deren specificiret/ obgesetzter massen/ doch auff beyderseits hoher Herren Principalen erfolgende Ratification, von denen dazu Eingangs genanten Herrn Deputirten beygeleget und abgethan. Als haben dieselbe zu dessen Bezeugung diesen Vergleich eigenhändig unterschrieben/ und Ihre Pittschafften beygedruckt. So geschehen in der Kön. Stadt und Veste Glückstadt den 12. Octobr. Anno 1667.

Kay. V. Ahlefeldt. (L. S.)	F. E. Kielmann. (L. S.)
F. V. Alefeldt. (L. S.)	Joh. Ad. Kielmann. (L. S.)
Conrad Waßmer. (L. S.)	A. Cramer. (L. S.)

Daß wir vorgesetzten Vergleich in allen seinen Puncten und Clausulis approbiret/ ratificiret und für genehm gehalten/ approbiren ratificiren und halten auch denselben hiemit für genehm/ und versprechen bey Königl. wahren Worten für Uns/ und Unsere Erb-Successores an der Regierung weder directè noch indirectè dawider zu handeln/ noch handeln zu lassen/ sondern demselben aller massen beständig nach zu kommen/ und zu geleben/ Uhrkunde Unser eigenhändigen Unterschreibung und vorgedruckten Secret-Insiegels. Gegeben in Unser Veste Glückstadt den 23. Octobr. Anno 1667.

ANNO 1667.

Friederich.

(L. S. R.)

XXIII.

18. Oct.

Friedens-Puncta zwischen dem Herrn Sobiesky Polnischen Cron-Marschalln und Feld-Herrn/ Nahmens des Königs und der Republic Pohlen eines/ und dem Sultan Galga nahmens des Tartar-Chams und der gantzen Crymmischen Gemeinde andern theils/ vermittelst des lauts/ daß des Königs und der Republic Feinde auch des Chams Feinde seyn sollen; wo gegen jene diesem die gewöhnliche jährliche Pension versprechen. Geschlossen unter Podjahee am 18. Octobr. 1667. Mit den 4. Punctis welche zwischen der Cron Pohlen, und den Zaporouischen Cosacquen und dero Feldherrn Doroſczencko abgehandelt worden/ unter Podjahee den 19. Octobr. 1667. [*Theatrum Europæum* Tom. X. pag. 552.]

C'est-à-dire,

Articles de Paix concluë entre le Maréchal de la Couronne & le General SOBIESKI *Maréchal de l'Armée, au nom du Roi & de la Republique de* POLOGNE *d'une part, & le Sultan* GALGA, *au nom du Cham & de tous les* TARTARES *de la* CRIMÉE *d'autre part, portant que le Cham devra regarder les Ennemis du Roi & de la Republique comme les siens propres; en consideration dequoi on lui devra payer la Pension accoutumée. A Podjabee le 18. Octobre 1667. Avec* QUATRE *autres* ARTICLES *conclus entre la Couronne de Pologne, & les Cosaques de Zaporow, & le General Doroszenko. A Podjabee le 19. Octobre 1667.*

I. Alles daß jenige/ so vergangenen Winter passiret/ und biß auff gegenwärtige zeit vorgangen/ soll alles mit einander vergessen/ und Gott anheim gestellet seyn/ welcher demjenigen/ der ursach darzu gegeben hat/ wird zu richten wissen.

II. Dafern ins künfftige sich einige Mißverständnisse eräugnen möchten/ sollen darumb nicht also bald die Waffen ergriffen/ sondern es soll durch gewisse Abgesandte wieder geschlichtet und componirt werden.

III. Sultan Galga verspricht im Namen deß Chams und seiner Nachkommen/ wie auch der gantzen Crymmischen Gemeinde/ aller derer jenigen Feind zu seyn/ welche seine Kön. Majest. samt der Republic für Feinde verklären und halten werden/ und daß er sich mit seinen Horden/ auf was weiß/ und wohin seine Kön. Majest. werden wollen/ zu dienste der Republic einstellen werde: Hingegen verspricht man ihm und allen seinen Horden/ hinführo die gewöhnliche jährliche Pension dergestalt richtig zu geben: wie man sich denn hierüber auch verglichen/ daß von Pohlnischer Seiten einige Gesandten/ als Geisel nach Crymm sollen geschickt werden/ welche sich allda so lang auffhalten sollen/ biß der Tartarische Abgesandte/ so auff den Reichs-Tag geschickt werden soll/ sich wieder bey den seinigen mit der Pension wird eingefunden haben.

IV. Der Cham soll führohin keine Horden in der Ukraine und seine Königl. Majest. Länder/ es seye dann/ daß seine Königl. Majest. solches wissen und consentiren/ zu schicken befugt seyn.

V. Und demnach etliche Horden bey des Chams Armee sich auffhalten/ die unter dessen Commando nicht gehören/ als erbeut er sich/ im Fall sie hinführo sich unterstehen solten/ mit starcken Trouppen seiner Kön. Majest. Lande zu attaquiren und zu überfallen/ er ihnen keinen Secours zuschicken/ viel weniger sie unter seinen Protection nehmen wolle.

VI. Endlich soll auch der Cham schuldig seyn/ alle Gefangnen/ so vorm jahr unter Cracau genommen worden/ bald und unge-

ANNO 1667.

ungesaumet loß zu lassen/ zu gleich auch den Hn. Machowsky auff freyen Fuß zu stellen; Deßgleichen seiner Königl. Majest. thun wird. So versichert auch der Sultan Galga/ daß er auff der Rukraise keine Parthey auff Raub ausschicken/ sondern viel mehr solches zu hindern/ ihm hochst angelegen seyn lassen wolle.

19. Oct. Pacta, welche gleichfalls zwischen dem Herrn Sobiesky/ als Cron-Marschallen/ und dem Dorosienko/ als Zaporovischen Feld-Herren/ unter Podhavec am 19. Octobr. 1667. auffgerichtet und geschlossen worden. [*Theatrum Europæum* Tom. X. pag. 552.]

I. Eine general Amnistie.

II. Daß die Cosacken keine andere Protection, als des Königs von Polen suchen wollen/ auch ferner gestatten/ daß alle und jede der Cron Polen Einsassen/ so wol ihre Erb- als Kön. Güter in Friede und Ruhe besitzen und geniessen möchten/ jedoch daß man reciproce ihnen auch ihre Vorwercke/und sie insgesamt vor frey erkennen solte.

III. Wird die Zaporovische Armee ihre Deputirte auff den künfftigen Reichs-Tag schicken/ und die Republic einer Commission halben zu ersuchen. Dabenebenst versichert der Herr Feld-Herr dieselben/ daß er keine Cron-Völcker in die Städt und Dörffer/ so der Zaporovischen Armee zugehörig sind/ einlegen werde.

IV. An den Commendanten in Vialcierkiev werde der Herr Marschall ernstlichen befehl ergehen lassen/ daß er hinfort keine Beschwärnuß einigen Cosacken enthue/ und zugleich auch die Geistlichen Güter/ und den Herren Obristen Pawolowsky außantworte.

XXIV.

18.Nov. *Tractaet ende Accord tusschen* PADUCCA SIRI *Sultan* HASSAN-OUDIN, *Coningh van Macassar, ende* CORNELIS SPELMAN, *Oude Gouverneur der Kusten van Coromandel &c. van wegen* JEAN MAETZUYKER, *Gouverneur Generael van India, als Geauthoriseert van de* OOST-INDISCHE COMPAGNIE *der Vereenighde Nederlanden. Gedaen den* 18. *Novembr.* 1667. [Mercure Hollandois Tom. XX. de l'an 1670. pag. 84. *Theatrum Europæum.* Tom. X. pag. 330. de l'an. 1670.]

LES PROVINCES-UNIES ET MACASSAR.

I. WOrden geconfirmeert voor goet, vast en van waerden gehouden de Contracten, in dato 19. Augusti 1660. op Batavia in 't Casteel, tusschen den Koningh van Poepoe, Volmachtighde van hooggemelde Regeeringe op Macassar, en de Heer Gouverneur Generael en de Heeren Raden van India, item in dato 2. December 1660. tusschen de voorseyde Regeeringhe, ende Jacob Cauw als Commissaris, van gedachte hun Ed. gemaeckt en geslooten, sullende de selve in alle haere deelen en Poincten sodanig nagevolgt werden, voor so veel die in desen niet en werden wedersproken.

II. Sonder eenigh uytstel zullen aen handen van den Admirael overgegeven en getransporteert werden alle Europiaense Dienaren ende Onderdanen van de Compagnie, die haer present of in Macassar bevinden, soo die nu nieuwelijcks zijn overgeloopen, als die noch van voortijden hier moehten ghevonden werden, geene uyt-gesondert.

III. Dat aen handen van de Compagnie sullen overgelevert ende gerestitueert werden alle Scheeps gereetschappen, Canonnen, Contanten en andere Goederen, geene uytgesondert, welck uyt 't Schip de Walvisch op Zaleyer ende 't Jacht de Leeuwinne op Poulo Don Douange verongeluckt, gebergt ende tot noch toe aen de Compagnie bevonden komt te werden niet weder gegeven te wesen, blyvende niettemin eygen aen de hoogst gemelde Regeeringe van Macassar soodanige 8. stucken yser Canon als van de Walvisch hier berusten, indien blijcke dat de Compagnie daer van met 4000. Rijders, ten jongsten aenwesen van den Commissaris Caeuw is voldaen.

IV. Dat als noch geschiede prompte en rechtvaerdige Justitie, ten aenschou en overstaen van de Nederl. Resident, over soodanige Persoonen, als men bevinden sal schuldigh en noch in 't leven te wesen aen verscheyde moorden, aen diversche Nederlanders op verscheyde Plaetsen gedaen, en de welcke door die hoogstgemelde Regeeringe met alle neerstigheyt sullen moeten werden opghesocht, tot afschrick van soodanige boosdaden in 't toekomende.

V. Den Koningh en vordere Grooten van Macassar, sullen besorgen dat nu ten eersten des Compagnies Debiteuren komen te voldoen, en te betalen alle 't geene aen de Compagnie schuldigh zijn, en ten achteren staen, en voor soo veel daer aen mochte komen te ontbreken, dat zelve oprechtelijck aen de E. Compagnie te vergoeden, ist niet dit saysoen, dan ten langsten 't naest-

XXIV.

Traité & Accord entre PADUCCA SIRI Sultan HASSAN-OUDIN, Roi de Macassar, & CORNEILLE SPELMAN, Ancien Gouverneur des Côtes de Coromandel &c. au nom de JEAN MAETZUYKER, Gouverneur Général des Indes, comme ayant Pouvoir de la COMPAGNIE DES INDES ORIENTALES des Provinces-Unies. Fait le 18. Novembr. 1667. 18.Nov.

LES PROVINCES-UNIES ET MACASSAR.

I. SOnt confirmez & tenus pour bons, fermes & vallables les Contracts en datte du 19. Août 1660., faits au Château de Batavia, entre le Roi de Poepoe, Plenipotentiaire de la Regence de Macassar & le Seigneur Gouverneur General & les Seigneurs du Conseil des Indes, item en datte du 2. Decembre 1660. entre la susdite Regence & Jacob Caeuw comme Commissaire de L. N. & devront iceux être suivis dans tous leurs Points, à moins qu'il n'y soit deregé par ces presentes.

II. On remettra sans delai au pouvoir de l'Amiral tous les Serviteurs & Sujets Européens de la Compagnie qui se trouvent presentement à Macassar, tant ceux qui ont deserté depuis peu que ceux qui y ont été dès long-temps auparavant, nuls exceptez.

III. Qu'on delivrera & restituera à la Compagnie toutes les choses servant à un Vaisseau, Canons, Argent comptant, & autres Marchandises, nulles exceptées, qui ont été sauvez à Zaleyer du Vaisseau nommé la Baleine & du Jacht nommé la Lionne qui a peri à Paul Don Douange, demeurant pourtant propre à la susdite Regence de Macassar, tels huit Canons de fer de la Baleine qui sont icy, s'il aparoit que la Compagnie en a été satisfaite par 4000. Ecus payez depuis peu au Commissaire Caeuw presentement en Commission.

IV. Qu'il sera encore fait prompte & bonne Justice en presence du Resident Hollandois à l'égard de quelques personnes que l'on trouvera encore en vie & coupables de plusieurs meurtres commis en divers Lieux contre plusieurs Hollandois, & dont la susdite Regence informera avec toute la diligence possible, pour prevenir à l'avenir & detourner telles méchantes actions.

V. Le Roi & autres Grands de Macassar, feront en sorte que les Debiteurs de la Compagnie satisferont & payeront au plutôt tout ce qu'ils doivent à la Compagnie & les arrerages, & au cas qu'ils y manquassent ils feront lesdites Dettes bonnes, à la Compagnie, & l'en indemniseront, si ce n'est en cette saison, ce sera pour

Anno 1667.

't naestkomende, sonder eenig vorder dilay of uytstel, waer toe hun hooghst-gemelte Regeeringe door den desen specialijck verbint.

VI. Sullen als noch doen vertrecken, in conformiteyt van de laetst gemaeckte Contracten, alle Portugesen met haren aenhangh, geene uytgesondert, waer die onder de Regeeringhe van den Macassar werden gevonden: En dewijle de Engelze gehouden moeten werden voor groote aenstookers en veroorsakers van 't breken der voorsz. Contracten, soo sal de Regeering die met al haer aenhang met de aldereerste occasie mede van onder haer Jurisdictie doen wegh gaen, sonder dat yemant van de voorsz. Natien of hare Creaturen oyt of oyt met desen in eenige Plaetze, onder der Macassaren Gebiet weder ter Negotie of anders geadmineert zullen mogen werden; oock nu niet langer mogen verblijven als uytterlijck tot ultimo   toe: Soo en zal hooghstgemelde Regeeringe oock nimmermeer ergens onder haer Gebiet nu of na desen ter Negotie of anders mogen inlaten, admineren of vergunnen eenige andere Europiaensche Natie, of yemant van harentwegen, 't zy wiese oock zijn, of hoe se genoemt werden, geen uytgesondert.

VII. En wert de Compagnie alleen met uytsluytinghe van alle andere voorsz. Europiaensche Natien, onder 't Gebiet van Macassar overgegeven, de vrye Handel en Negotie, sonder dat oock eenige andere Indiaenze Natien, 't zy Moren, Javanen, Maleyers, Aerchinders, Siammers, geen uytgesondert, hier ter Merckt of te koop zullen mogen brengen eenige Cormandelse, Suratse, Persiaensche, Bengaelsche Kleeden of Koopmanschappen, noch oock geen Chinese Waren, daer van het aenbrenghen de Compagnie alleen wort toe-gelaten, en soo bevooden wierde dat contrarie desen echter quame te geschieden, dan sullen sulcke Kleeden en Waren ten profijte van de Compagnie geconfisqueert, en de Overtreders daer en boven gestraft worden, waer onder nochtans niet zijn begrepen soodanige slechte Kleeden als op de Oost-kust van Java self werden geweven.

VIII. De Compagnie wert by desen vry gekent en ontslagen van alle Tollen en Gerechtigheden, so van de Goederen diese komt aen te brenghen: of wegh te voeren, geen uytgesondert.

IX. De Regeeringe of Onderdanen van Macassar, en sullen naer desen haere Vaerten nergens anders mogen maken, als op Baly, Javaensse Kust, Jaccatra, Bantam, Jamby, Palembang, Johor, Borneo, en gehouden wesen daer toe van den Commandant van wegen de Compagnie hier residerende, te vorderen Pascedullen, op poene dat wie sonder de selve in Zee ofte elders komen te vinden, voor Vyanden aengesien, en wegh ghenomen sullen worden, sonder dat voortaen op Biema, Solor, Timor, &c. eenighe Vaertuyghen senden, of oock beoosten den hoeck van Lassen, zijnde de Oost-kant van de Straet, Zaleyer, komen mogen, oock niet aen d'ander zijde benoorden of beoosten Borneo, na Mingdanan of d'Eylanden daer omtrent, op verbeurte van Lijf en Goet der geener die daer elders komt gevonden te worden.

X. Ende dewijle alle de Fortificatien langs den Zee-Oever van Macassar meest reflecteren, om te dienen tot versterckinghe teghen de Compagnie, soo is geaccordeert, dat de selve in alle promptitude zullen geslecht en weghgenomen worden, als Borrambon, Pannekoecke, Gresse, Marisson, Borrebos of andere: Sullende alleen mogen staen blyven 't groote Fort Samboupo, voor de Kooingh, sonder dat na desen eenige nieuwe daer ter Plaetse of elders, weder mogen gemaeckt werden, ten ware met het gemeen goet vinden van de Compagnie.

XI. 't Noorder Fort genaemt d'Jonpandam, sal aenstonts na de solemneele be-eedinge van desen Contracte van Macassers Guarnisoen werden geledigt, ende aen de Compagnie in bequame en behoorlijcke ordre overgegheven, om door haer Guarnisoen beset te worden, blyvende het Dorp en Lant daer onder behoorende, gelijck voor desen, sonder dat de Regeringhe van Macassar sich met de Inwoonders van dien zal hebben te bemoeyen, des sullen de Koopluyden voor hare Negotie aen de Koningh soodanigen Tol en Gerechtigheyt

Anno 1667.

pour le plus tard la prochaine, sans aucun plus long delay, à quoy la susdite Regence s'oblige specialement.

VI. Ils feront derechef retirer en conformité du dernier Contract qui a été fait tous les Portugais avec leurs adherents, nuls exceptez, par tout où ils se trouveront sous l'obeissance de la Regence de Macassar, & comme les Anglois sont reputez donner lieu & insister à l'infraction des susdits Contracts, la Regence les fera aussi sortir au plûtost & à la premiere occasion de sa Jurisdiction, avec leurs adherents, sans qu'aucun des susdites Nations puisse à jamais être reçû ni admis à negocier dans aucune Place de l'obeissance de ceux de Macassar, & ne pourront y rester plus long tems que jusques au dernier   la susdite Regence n'admettra, non plus cy-apres dans les Lieux de leur Jurisdiction aucune autre Nation Européene à y negocier, ni personne de leur part, quel qu'il soit, & de quel nom on les puisse nommer, nuls exceptez.

VII. Et est accordé à laditte Compagnie le libre Negoce & Commerce sous l'obeissance de Macassar, à l'exclusion de toute autre Nation Européene, sans non plus qu'aucune autre Nation Indiene, soit Maures, Javanois, de Maleys, Aerchynds, Siamois, nuls exceptez, puissent venir aporter icy ni vendre sur le Marché aucunes Marchandises ni habillements de Coromandel, de Surate, de Perse, de Bengale, ni Marchandises Chinoises, qu'il est permis à la Compagnie seule d'aporter, & s'il se trouve qu'il y soit contrevenu, lesdits habillements & Marchandises, seront confisquez au proffit de la Compagnie, & les contrevenans outre ce punis, n'y seront néanmoins pas compris tels simples habillements que l'on fabrique sur les Côtes Orientales de Java.

VIII. La Compagnie est reconnuë par ces presentes exemte de tous Peages & Droits, tant des Marchandises qu'elle aportera que de celles qu'elle en transportera, nulles exceptées.

IX. La Regence ou les Sujets de Macassar ne feront dorenavant leur Navigation, que sur les Côtes de Bali & de Javan, qu'à Jacattra, Bantan, Jamby, Palembang, Johor, Borneo, & seront tenus pour cet effect d'obtenir un Passeport du Commandant qui reside icy de la part de la Compagnie, sur peine, étant rencontrez sans cela en Mer, ou ailleurs, d'être pris & emmenez comme Ennemis, sans que cy-apres on puisse envoyer aucune Barque à Biema, Soloor, Timor, &c. ni non plus qu'ils puissent venir au Cap de Lassen, du côté de l'Est & du Nord de Borneo, à Mingdanao ou aux Iles es environs, sur peine de confiscation de Corps & de Biens de ceux que l'on y trouvera y être venus.

X. Et comme toutes les Fortifications qui sont le long des Côtes de Macassar ne servent principalement qu'à se fortifier contre la Compagnie, il est accordé qu'elles seront demolies en toute promptitude, comme Borranbon, Pannekoeke, Gresse, Murisson, Borrebos, ou autres; Et ne devra demeurer en état que le grand Fort Samboupo, pour le Roy, sans qu'on en puisse à l'avenir redresser de nouvelles aux mêmes Lieux ou ailleurs, à moins que ce ne fut du consentement de la Compagnie.

XI. Le Fort du Nord nommé le Jonpandam, aussitôt que ce Contract aura été juré solemnellement, sera evacué par la Garnison des Macassariens & remis en bon & convenable ordre entre les mains de la Compagnie, pour être occupé par la Garnison d'icelle, le Village & le Païs és environs en dependant restant comme ci-devant, sans que la Regence de Macassar ait à se mêler des Habitans d'icelui, moyennant quoi les Marchands payeront au Roy pour leur Negoce tel

Tel

ANNO 1667.

tigheyt betalen, als tusschen hoogst-gemelde Regeeringe en de Compagnie noch bedongen staen te werden, maer en sal de Compagnie onder 't voorschreve ressort niet vermoghen aen te nemen of te admittesen eenige misdadigers, of soodanige als aen den Koningh of de Grooten eenigh gelt schuldigh zijn, ten ware alvoorens voldeden, en sal Compagnies Logie oock ten eersten in soodanige ordre als die gelaten is door den Koopman Verspreet, 't zy binnen of buyten 't Fort, ter keure van de Compagnie weder werden opgerecht.

XII. De Hollantze Munte soodanigh als die op Batavia in Rijckxdaelders, Schellingen, dubbele Stuyvers en Pitjens gangbaer is; sal hier op Macassar in eygener waerden mede cours hebben, en voor soo veel mochte bevonden werden, dat het de gemeente teghen stont, neemt de Regeeringhe aen, met alle vermogen de selve Munte onder het gemeene Volck op de Basaar mede aengenaem te maken.

XIII. Tot een breucke van de laetst varbrokene Vrede, belooven de Koningh en de Grooten aen de Compagnie op te brengen duysent Slaven en Slavinnen, jonge gesonde volwasse menschen, behoudens dat haer vry sal staen, de betalinghe of met Slaven selve, of met Canon, Goudt of met Silver te doen, werdende in conformiteyt van de Massacaarse gewoonte in sulcken geval gereekent op twee en een half Teyl, of 40. Massacaarse goude Masen yder, mits dat hier van ten minsten de helft met de te doene besendingh in Junii aenstaende na Batavis, ende de gantse reste ten langsten 't volgende saysoen voldaen werde.

XIV. Dat den Koningh en Grooten van Macassar voortaen hun niet sullen vermoghen te bemoeyen met 't Landt van Biema ende 't resort, maer de Compagnie daer met laten gewerden naer hun wel gevallen, sonder de selve nu of oyt naer desen, op d'een of d'andere wijse, directelijck of indirectelijck met raet of met daet te hulpe te komen tegens de Compagnie.

XV. De hoogst-gemelde Regeeringhe bekent ghedaen wesende, de grouwlijcke Moort ende Schelmstuck, waer aen sich de Koningh van Biema, zijn Schoon-Soon, Crain Dompu, Radja Tamborro, Radja Sangarre, en hun volgers, sterck te samen 25. Personen, meest Bimanesen, in haer fugie tegens de Compagnien hebben vergrepen, nemen aen den selven Radja Biema, ende soo veel van zijn Consoorten als 'er gevonden worden, in handen van de Compagnie over te leveren, om rechtvaerdige straffe te ontfangen, insgelijckx Crain Montemarano, op dat hy van zijne misdaet in alle ootmoedt vergiffenis versoecke.

XVI. Sullen aen den Koningh van Bonton ten eersten vergoeden en restitueren alle soodanighe menschen, als met den laetsten in een overval der Macassaren in dat Lant gerooft en wegh gevoert zijn, voor soo veel de selve noch in 't leven werden bevonden, geene uytgesondert, en sullen oock aen den Koningh van Bonton uytkeeren het Gelt, ontfangen voor soodanighe Bontonners, als zedert den verkoop gestorven zijn, en dienvolgende niet weder gegeven konnen werden, sonder nu of oyt nimmermeer naer desen te houden of te hebben, eenige de alderminste pretensie op eenige van de Landen van Bouton, daer van by desen wel expres renuncierende.

XVII. Oock sullen aen den Koningh van Ternaten restitueren in eyghener wijse als in het 16. Poinct, de geroofde menschen van Xulas, ende daer benevens 10. Stucken yser Canon, 2. metalle prinse Stucken, en 3. Bassen, 't zy met de selve die van daer ghehaelt zijn, of andere in de plaetse, verklarende op de selve Eylanden geene pretensien te hebben of te houden, nevens die oprechtelijck renuncierende, ten behoeve van gemelte Koningh, van alle gepretendeerde eygendom op de Eylanden Zaleyer, ende Pantsiano, als mede op de gantse Oost-kust van Celebes, te reeckenen van Manado af tot ach Pantsiano toe, d'Eylanden Bangay en Gapy als andere op de selve Kust gelegen, daer onder mede begrepen, item tusschen Mandhaer Manado de Landen van Lambagy, Caydiepa, Booltoly, Dampellas, Baloyssingh, Silensa en Cayely, van outs de Kroone van Ternaten in eygendom competerende, en de welcke de hoogh gemelte Regeeringe van Macassar oprechtelijck af-staet, beloovende nimmermeer

Tol & Droits dont il sera encore convenu entre ladite Regence & la Compagnie, mais ne pourra la Compagnie recevoir dans le ressort susdit ni admettre aucuns malfaiteurs, ni telles autres personnes qui pourroient devoir quelque argent au Roy, ou aux Grands à moins qu'ils n'y eussent satisfait auparavant, & la Loge de la Compagnie sera remise, soit au dedans ou dehors du Fort au même ordre auquel le Marchand Verspreet l'avoit laissé, & ce au choix de la Compagnie.

XII. La Monoye Hollandoise, telle qu'elle se trouve d'alloy à Batavia en Risdales, Chellins, doubles Sous & Pities, aura la même valeur & le même cours à Macassar, & s'il arrivoit que le Peuple s'y opposât, la Regence se charge de la faire recevoir parmi le Peuple sur le Basar.

XIII. Pour l'infraction de la derniere Paix le Roy & les Grands promettent à la Compagnie de lui amener mil Esclaves de l'un & l'autre sexe, gens tout formés de corps, & en bonne santé, excepté qu'il lui sera loisible d'en faire le payement en Esclaves même ou en Canons, Or ou Argent, chacun étant compté, en conformité de la coûtume de Macassar en telle occasion, à deux & demi Teyl *ou 40.* Mases *d'or de Macassar, pourvû que la moitié en soit envoyée à Batavia dans le mois de Juin prochain, & tout le reste au plus tard la saison suivante.*

XIV. Que dorénavant le Roy & les Grands de Macassar, ne se méleront plus du Païs de Biema & de son ressort, mais en laisseront user la Compagnie selon son bon plaisir, sans que presentement ni à jamais dans la suite, d'une ou d'autre maniere, directement ou indirectement ils puissent lui donner secours contre la Compagnie.

XV. Le detestable Meurtre & la Friponnerie dont sont coupables le Roi de Biema, son Gendre, Crain Dompo, Radja Tamborro, Radja Sangarro & ceux de leur suite, forts de 25. Personnes, la plus part Bimanesiens, étant connus de la Regence & des Grands, ils s'engagent de remettre au pouvoir de ladite Compagnie ledit Radia Biema & autant de ses complices qu'il s'en pourra trouver pour recevoir la punition qu'ils meritent, ensemble Crain Montemarano, afin qu'il demande sa grace en toute soumission.

XVI. Ils indemniseront au plutost le Roy de Bonton & lui restitueront tous & tels Hommes, qui ont été enlevez dans le Païs de Macassar, dans la derniere irruption qui y a été faite, au cas qu'ils soient encore en vie, nuls exceptez, & rendront aussi au Roy de Bonton, l'Argent reçû, pour les Bontonners qui sont morts depuis, & qui par consequent ne peuvent être rendus, sans avoir presentement ni à jamais cy-aprés la moindre pretension sur aucun des Païs de Bouton, à quoi est expressement renoncé par ces presentes.

XVII. Restitueront aussi de la maniere exprimée en l'Article 16. au Roy des Ternates les hommes enlevés de Xulas, & outre cela dix pieces de Canon de fer, 2. pieces de metal, & 3. Basses, *soit par les mêmes qui en ont été enlevez, ou d'autres en la place, declarant de ne pretendre rien auxdittes Iles, & y renonceant sincerement au proffit dudit Roy à toute proprieté & aux Iles de Zaleyer, Pansiano, comme aussi à toute la Côte Orientale de Celebes, à compter depuis Manado jusques à Pantsiano, aux Iles de Bangay & Capy, comme à toutes autres scituées sur la même Côte qui y sont aussi comprises, item entre Mandhaer Manado, les Païs de Lambagy, Caydiapa, Booltoely, Dampellas, Balayssing, Silensa & Cayely, apartenantes d'ancienneté, en proprieté à la Couronne des Ternates, dont ladite Regence se de-*

-siste

ANNO 1667.

ANNO 1667.

meer na desen de Koning van Ternata daer inne te turberen.

XVIII. Voorts renunceert de hoogh-gemelte Regeeringe van alle Heerschappye der Bougis & Loeboe, de selve Lant-Heeren erkennende voor vry gebooren Koningen, Princen en Heeren, daer sy geen de aldermiuste pretentie op is hebbende, belovende mitsdien, sonder eenigh uytstel, den ouden Koning van Sopingh, met alle zijne Landen, Vrouwen, Kinderen, Huysgenooten, Goederen, niet uytgesondert, in volle vrydom te stellen, en aen onse handen over te geven, beneffens oock soodanige andere Heeren Bougis als elders onder het Macassers Gebiedt in gevangenis en ballingschap op heden mochten zijn: Item alle Vrouwen en Kinderen der Bougis, welcke noch onder macht van hoog gedachte Majesteyt mochten gevonden worden, geene uyt-gesondert, op dat alsoo de gront geleght werden, tot een oprechte Vreede en Vriendschap.

XIX. Soo verklaren oock de Koningen van Layo en Bancala, met het gantze Lant van Turata ende Badjingh en al wat daer onder hoort, staende den Oorlogh tot de Compagnie overgekomen te erkennen voor vrye Koningen, Heeren en Landen, daerse niet ter Wereldt op en hebben noch en houden te pretenderen, deselve ontslaende van alle voorgaende Heerschappye en Gebiedt, nu en altoos.

XX. Alle Landen door de Compagnie en hare Bontgenooten, staende den Oorlogh gewonnen ende verovert, gerekent van Boeloe-Boeloe af, tot aen de Landen van Turata toe, voorts weder van ginder tot hier aen Bongaya, sullen zijn en blijven als eygen gewonnen Landen, van de Compagnie en hare Bontgenooten, volgens Recht van Oorloge, waer op mits dien de Koningh niet meer en behoudt eenigh Recht of Eygendom, noch oock niet op de Inwoonderen van dien, blijvende alleen ter dispositie van de Compagnie, omme daer met te handelen naer welgevallen, sullende by overkomste van de Koningen van Panna en Bacca konnen aengewesen werden, wat ons in krachte voorsz. benoorden Macassar is competerende.

XXI. De Landen van Wadjo, Boeloe-Boeloe en Mandhaer, als zijnde misdadigh aen de Compagnie en hare Bontgenooten, verklaert de hooft-gemelte Regeeringhe te abandonneren ende ons daer met te laten gewerden, sonder de selve directelijck of indirectelijck nu of oyt na desen, te sullen secondeeren, Volck, Wapenen, Kruyt, Loot, Spijse, Raet, daer of andersints, hoe het oock genoemt mochte werden ter goeder trouwe.

XXII. Zijnde onderlingh verstaen ende over een gekomen, dat de Bougis en Touraters die Macassersse, en weder Macassaren die Bougis of Touratse Vrouwen hebben, elck de zijne sal vermogen na zich te nemen, 't zijnen believe, ghelijck als dat betaemt, en voorts dat nu voortaen de Macassaren, sich begevende onder de Bougis en Touraters, oock weder de Bougis en Touraters onder de Macassaren, niet sullen vermogen aengehouden of in gelaten werden, als met toestemminge en licentie van yegelijcx wettigh Heer en Koningh, ende sonder die moeten werden afgewesen, en weder na Huys gesonden.

XXIII. De hooghst-gemelte Regeeringhe belooft in conformiteyt van 't seste Articul, hare Landen voor alle andere Natien gesllooten te houden, en in cas eenige van de selve tegens hunnen danck daer in sich begeerden ter neder te slaen, de selve met alle vermogen en macht te sullen afweeren volghens haere behoudenisse in kracht van desen Contracte, doch in gevalle zy daer toe niet vermogens waren, ende onder de hant te swack vielen, als dan de Compagnie als haren Schut en Scherm-Heer tot assistentie souden versoecken, alsoo zy verklaren de selve Compagnie in dier qualiteyt te erkennen, des sullen zy oock gehouden wesen, daer toe geroepen wesende, d'Ed. Compagnie te assisteren met alle vermogen, tegen soodanige Vyanden als hun hier by of omtrent Macassar teghen de Compagnie mochten openbaren, met verbintenisse, dat zy in geen onderhandelinghe van Vreede of andersints treden sullen met eenige Natie, daer niet de Compagnie is in Oorlogh.

XXIV. Op alle welcke voorgeciteerde Contracten en van nieuws gheraemde Poincten, tusschen hooghgedachten Koningh en Grooten van Macassar is besllooten ende gemaeckt een altoos duyrende Vrede, Vriendt en

siste sincerement, promettant de ne jamais troubler en cela le Roi de Ternate.

XVIII. De plus la susdite Regence renonce à toute Souveraineté des Bougis & Luboe, reconnoissant les Seigneurs de ces Païs pour Roys, Princes & Seigneurs nez libres, comme n'y ayant pas la moindre pretension, promettant par ces presentes de remettre sans delai aucun, le vieux Roi Sopingh en pleine liberté avec ses Païs, Femmes, Enfans, Menage, Biens, & de les remettre en nos mains, ensemble tels autres Seigneurs Bougis qui pourroient être ailleurs tenus prisonniers & bannis sous la Jurisdiction de Macassar. Item toutes Femmes & les Enfans des Bougis qui pourroient encore être au pouvoir de Sadite Majesté, nul excepté, afin qu'ainsi soit établie une bonne & sincere Paix & Amitié.

XIX. Declarent aussi de reconnoître les Rois de Layo & Bancula avec tout le Païs de Turata & Bading & tout ce qui en depend, & qui sont passez à la Compagnie pendant la Guerre, pour Rois Seigneurs & Païs libres, ausquels ils n'ont rien du Monde à pretendre, les degageant de toute precedente Domination & Commandement.

XX Tous les Païs conquis par la Compagnie pendant la Guerre, à compter depuis Boeloe-Boeloe jusques au Païs de Turata, & depuis là jusques ici à Bongaya, seront & demeureront comme Païs conquis & propres à la Compagnie & à ses Alliez, suivant le Droit de la Guerre, sur lesquels le Roi ne retient aucun Droit & proprieté, non plus que sur les Habitans d'iceux, demeurants seulement à la disposition de la Compagnie pour en traiter selon leur bon plaisir, & pourra par l'arrivée des Rois de Pannu & Bucca être indiqué, ce qui nous apartient du côté du Nord de Macassar en vertu de ce que dessus.

XXI. Ladite Regence declare qu'elle nous abandonne les Païs de Wadio, Boeloe-Boeloe, comme étant coupables envers la Compagnie & ses Alliez, sans presentement ni jamais ci-aprés les secourir directement ni indirectement de Troupes, Armes, Poudre, Plomb, Vivres, Conseil ni autrement, quelque nom qu'on leur puisse donner, & ce de bonne foy.

XXII. Etant particulierement convenu que les Bougis & Turatiens pourront avoir des Femmes Macassariennes & les Macassariens des Femmes des Bougis & Turateanes, & chacun pourra prendre la sienne à sa volonté, comme il est convenable, & qu'en outre que dès à present comme pour lors les Macassariens se donnant aux Bougis, & les Turatiens aux Macassariens ne pourront point être reçus que du consentement & par la permission de chacun des Seigneurs Rois legitimes, & sans qu'ils puissent être renvoyez chez eux.

XXIII. Ladite Regence promet en conformité du sixiéme Article de tenir leur Païs fermé à toute autre Nation & que si quelqu'une vouloit s'y établir contre son gré, elle l'empêchera de tout son pouvoir, suivant leur obligation en vertu de ce Contract; Mais si cela n'étoit point en leur pouvoir, & qu'ils fussent les plus foibles, elle priera la Compagnie comme sa Protectrice de l'assister. Et comme elle declare qu'elle reconnoit la Compagnie en cette qualité, elle sera aussi obligée, en étant requise, d'assister ladite Compagnie de tout son pouvoir, contre tous les Ennemis qui pourroient se manifester contre la Compagnie dans Macassar ou és environs, avec cet engagement qu'elle n'entrera en aucune negociation de Paix ou autrement avec aucune Nation contre laquelle la Compagnie sera en Guerre.

XXIV. En vertu de tous lesquels Contracts & nouveaux Points dont on est convenu entre le susdit Roi & les Grands de Macassar a été fait & conclu une Paix, Amitié & Alliance perpetuelle, dans laquelle

ANNO 1667. en Bontgenootschap, in de welcke oock werden begrepen de Grootmoghende Koningen van Tarnata, Tidor, Barchian, Bouton, de Koningen van Bougis, Sopingh, Loehoe, Tourata, Laays, Badjingh, met alle hare Landen en Onderdanen, item oock Biema, ende noch soodanighe andere Landt-Heeren en Vorsten, als naer desen sullen versoecken mede in dit Bondtgenootschap te mogen treden.

XXV. Of het gevіele dat tusschen de Bondtgenooten en de respective Koningen door het een of ander misverstant eenige differentie quamen te onstaen, soo sullen Partyen niet strackx malkanderen daerom eenigh ongemack of Oorloge aen doen, maer haer questie den Kapitain der Hollanders bekent maecken, omme (soo het mogelijck is) door bemiddelinghe van de selve, de oneenigheden uyt den wegh te leggen, ende goede Broederschap te conserveren, maer indien een van de Partyen na gheen bemiddelinghe luysteren ende hartneckigh blijven wilde, sonder sich na de reden te voegen, als dan sullen de gemeene Bontgenooten de andere, naer vereysch ende recht van de sake te hulpe komen.

XXVI. Wanneer nu dit Vreede-Verbont onderteekent, be-eedigt en verzegelt sal wesen, sal den Koningh en Grooten van Macassar ghehouden zijn, nevens den Admirael, naer Batavia te committeren twee voorname Koninghen uyt het midden van den Raedt, 't zy Crain Telln, Linques, Poppoe, Cronton, Greisse, Cattapan, of ten minsten twee uyt de selve, ter keure van hoogh-gemelde Regeeringe, om desen Contracte van Vreede aen d'Ed. Heer Gouverneur Generael, ende de Heeren Raden van India te presenteren, ende hun Edele aggreatie daer op te versoecken, onder verseeckeringhe dat ghemelde Heeren met contentement weder sullen nae huys treeken, duch sal het den Heer Generael vry staen, wanneer het hem goet dunckt, twee voorname Konings Soonen te vorderen, omme soo lange daer als Ostagieren te resideren, als zijn Ed. meynt noodigh te zijn, doch sal oock weder den Koningh van Macassar 't zynen believe, by langer verblijf van een Jaer, de selve door andere mogen doen vervangen, en de Compagnie gehouden zijn soodanige Princen te conserveren in compatibel respect ende eere, sonder van yemant de alderminste overlast te lijden.

XXVII. Tot ampliatie van 't seste Artijckel wert vergunt dat de Compagnie de Engelssen ende hare Goederen alhier sullen vermogen te lichten, ende naer Batavia te voeren, sonder dat het den Koningh sal vermogen tegen te staen.

XXVIII. Item tot ampliatie van 't vijfthiende Articul is beloost, dat indien de Koningen van Biema en Montemarano, levende of doot in 10. dagen niet werden ghevonden, als dan tot Borge in handen van de Compagnie te sullen stellen de Soone van Biema en de Soone van Montemarano.

XXIX, De Regeeringhe belooft aen de Compagnie uyt te keeren, in vergoedinge van hare Onkoste ten Oorloge twee hondert vijftigh duysent Rijcksdaelders, in vijf Moussons naest aen een volghende, 't zy in Canon, 't zy in Koopmanschappen, 't zy in Gout, Silver of Juweelen, elck naer sijn waerde.

XXX. Ende op dat alle de bovenstaende Poincten des te religieuser mogen worden onderhouden, soo zijn de selve door den Koningh van Macassar en zijn hier onder geschreven Grooten, en by wegen van de Compagnie door den Admirael nevens oock alle de Koningen en Princen in dit Verbont begrepen, na aenroepinge van des Heeren Heyligen Name be-eedigt, geteken en verzegelt elk op zijn wijse, in een Velt-Tent op Vrijdagh den 18. November 1667. omtrent Borrombon op s' Compagnies eygen Gront.

quelle sont aussi compris les grands & puissans Rois de Tarnata, Tidor, Barchian, Bouton, les Rois de Bougis, Soping, Loeboe, Tourata, Laays, Badjing avec tous leurs Pais & Sujets, ensemble aussi Biema, & tels autres Seigneurs & Princes qui ci-aprés demanderont d'entrer dans cette Alliance. ANNO 1667.

XXV. S'il survenoit quelque different ou mesintelligence entre les Alliez & les Rois respectifs, les Parties ne se feront pas pour cela aussi-tôt la Guerre, ni aucun déplaisir, mais ils feront sçavoir leur different au Capitaine des Hollandois, pour, s'il est possible, être terminé par sa mediation, & être conservé la bonne Fraternité; mais si l'une des Parties ne veut point entendre à aucun accommodement & veut demeurer opiniâtre, sans vouloir entendre raison, pour lors les communs Alliez l'assisteront selon l'exigence du droit & des cas, contre l'autre.

XXVI. Quand cette presente Alliance de Paix sera signée, jurée & scellée, le Roi & les Grands de Macassar seront tenus avec l'Amiral de deputer à Batavia deux principaux Rois d'entre le Conseil, soit Craia Tello, Linques, Poppoe, Cronton, Gresse, Catsapan, ou du moins deux d'entre eux au choix de ladite Regence, pour presenter ce present Traité de Paix au Seigneur Gouverneur Général & aux Seigneurs du Conseil des Indes, & pour requerir son approbation & ratification, sous l'assurance que les susdits Seigneurs s'en retourneront chez eux avec contentement. Mais il sera libre audit Seigneur Général s'il le trouve bon de demander deux Fils de deux des principaux Rois pour demeurer en Otage, aussi long tems qu'il le jugera necessaire; mais il sera aussi en la liberté du Roi de Macassar, & au cas qu'ils restent plus d'un an d'en envoyer d'autres, & la Compagnie sera obligée de maintenir lesdits Princes en respect & honneur convenable, sans qu'ils souffrent aucune moleste.

XXVII. Pour donner plus d'etenduë au sixiéme Article, est accordé que la Compagnie & les Anglois pourront transporter d'ici leurs effects à Batavia, sans que le Roi puisse s'y opposer.

XXVIII. Item pour amplification du quinziéme Article il est promis que si les Rois de Biema & Montemarano ne peuvent pas se trouver morts ou vifs dans dix jours, ils remettront entre les mains de la Compagnie les Fils de Biema, & ceux de Montemarano pour cautions.

XXIX. La Regence promet de donner à la Compagnie pour l'indemniser des frais de la Guerre deux cens cinquante mil Risdales, en cinq Moissons consecutives, soit en Coton, en Marchandises, en Or, Argent ou Joyaux, chacun suivant sa valeur.

XXX. Et afin que tous les Points susdits soient d'autant plus religieusement observez ont iceux été jurez, signez & scellés aprés l'invocation du nom de Dieu, par le Roi de Macassar & par ses Grands, & de la part de la Compagnie par l'Amiral, ensemble par tous les Rois & Princes compris en cette Alliance chacun à sa maniere, dans une Tente au Camp le Vendredi 18. Novembre 1667., environ Borrombon propre Terre de la Compagnie.

ANNO 1668.

XXV.

13/23 Janv. *Fœdus inter* CAROLUM II. *Magnæ Britanniæ Regem & Ordines Generales* FOEDERATARUM BELGII PROVINCIARUM, *quo in securitatem mutuam, Pacificatio Bredæ inter eosdem die 31. Julii 1667. facta, Legesque Navigationis & Commercii, eò spectantes confirmantur, atque specialis fit auxiliorum mutuo præstandorum designatio; Hagæ Comitum die 13/23 Januarii 1668.* Cum MANDATIS *seu Procurationibus hinc inde datis, nempe Westmonasterii die 2. Januarii 1667/8. & Hagæ Comitum die 19. Januarii 1668.* AITZEMA, *Affaires d'Etat & de Guerre.* Tom. XIV. pag. 6. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LONDORPII *Acta publica*, Tom. IX. pag. 647. en Allemand; dans CHRIST. GASTELIUS *de Statu publ. Europ. noviss.* Cap. XXVI. pag. 827. en Allemand; & dans le *Theatrum Europeum*, Tom. X. Ann. 1668. pag. 843. aussi en Allemand.]

QUandoquidem Pactis non ita pridem Bredæ inter Serenissimum & Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum Carolum Magnæ Britanniæ Regem ab una, & Celsos ac Præpotentes Dominos Fœderati Belgii Ordines Generales ab altera parte conclusis, pristina inter utramque Nationem amicitia ac bona correspondentia, annuente Divina gratia, restituta, adeoque ad præcidendam omnem omnino in posterum novis dissidiis ansam atque ad præveniendа nova inter utriusque Partis Subditos accidentia, quæ dictam amicitiam & bonam correspondentiam turbare aliquando possent, in Articulos quosdam Legesque Navigationis ac Commerciorum ibidem consensum ac speciatim undecimo dicti Tractatus Articulo statutum sit, uti dictus Dominus Rex dictique Domini Ordines Generales maneant Amici, Confœderati, necessitudine & amicitiâ conjuncti & adstricti ad Jura & Immunitates Subditorum alterius contra quoscunque demum tuendas, qui utriusvis Status Pacem Terra Marique disturbare conabuntur, vel qui intra alterutra Dominia degentes publici utriusque Status Hostes denunciabuntur, neque tamen specificè definita reperiantur media auxiliave, quibus Fœderatorum pars una alteri tali casu succurrere debeat, dicto autem Magnæ Britanniæ Regi dictisque Ordinibus Generalibus fiet sententia ista Pacta corroborandi, magis magisque perficiendi, placuit in primis atque ante omnia dictum Tractatum Bredæ conclusum dictasque Leges Navigationis, & Commerciorum eo spectantes confirmare, quemadmodum per præsentia confirmantur obligatione mutua, atque indissolubili eas bona fide observandi atque adimplendi, jubendique ut à Subditis utrinque exactè atque religiosè observentur atque adimpleantur, juxta genuinum dicti Tractatus dictorumque Articulorum sensum ac tenorem.

Ut autem præterea de specialiori auxiliorum mutuo præstandorum designatione prioribus Pactis omissa, pro amicitiæ inter dictum Dominum *Regem*, dictosque Dominos *Ordines Generales* incremento majori conster, utque securitati & defensioni mutuæ utriusque Status contra infestos conatus vel insultus hostiles à quoquam fortè quocunque sub prætextu instituendos, arctiori Fœdere atque unione plenè prospiciatur; Nos infra scripti, virtute mandati plenæque Potestatis nobis concessæ atque inferius inserendæ, convenimus atque statuimus, dictum Dominum *Magnæ Britanniæ Regem*, dictosque Dominos *Fœderati Belgii Ordines generales* invicem obstrictos, unitos, atque Confœderatos fore, quemadmodum vi ac vigore præsentium invicem obstricti, uniti atque Confœderati sunt *Fœdere defensiva perpetuo*, modo atque conditionibus sequentibus.

I. Quod si Principum Statuumve aliquis aut quilibet alius, qualiscunque ille tandem fuerit, *nemine excepto*, sub quocunque prætextu invaserit vel invadere tentaverit, Territoria, Regionesque, aut Loca quælibet sub Ditione dicti Magnæ *Britanniæ Regis* sita, aliumve quemcunque actum hostilem, Terra Marive contra dictum Dominum *Regem*, ejusve Subditos exercuerit, dicti Domini *Ordines Generales* tenebuntur, quemadmodum virtute præsentium tenentur, dicto Domino Regi ad insultus eos, actusque hostiles arcendos, supprimendos, atque repellendos, debitamque damni dati reparationem obtinendam, auxilio adesse *quadraginta Navibus Bellicis* probè instructis, quarum *quatuordecim à sexaginta* ad *octuaginta Tormenta Bellica* majora hominesque *quadringentos* ferant singulæ, facta justa compensatione aut retributione inter eas, quæ numerosiore & eas quæ minus numeroso Milite Nautaque instructæ erunt, *quatuordecim* aliæ à *quadraginta* ad *sexaginta tormentis*, hominibusque ad minimum *trecentis*, facta compensatione, ut supra, instructæ sint quælibet, & nulla reliquarum minus ferat quam *triginta sex tormenta*, hominesque *centum & quinquaginta*, atque insuper *sex millia peditibus & equitibus quadringentis*, vel valore justo ejusmodi auxilii in pecunia numerando, prout dicto Domino *Regi* eligere placuerit, vel parte tali prædicti auxilii aut dicti valoris in pecunia quæ à dicto Domino *Rege* expetetur; Præstabuntur dicta auxilia intra *sex septimanarum* spatium, postquam postulata fuerint, dictisque Dominis *Ordinibus* à dicto Domino *Rege* refundentur impensæ omnes intra *triennium* à finito atque extincto Bello numerandum.

II. Quod si Principum Statuumve aliquis aut quilibet alius, qualiscunque ille tandem fuerit, *nemine excepto*, sub quocunque prætextu, invaserit, vel invadere tentaverit *Provincias Confœderatas*, aut Loca quælibet sub Ditione dictorum Dominorum *Ordinum Generalium* sita, vel in quibus ipsorum Miles præsidio positus est, aliumve quemcunque actum hostilem Terra Marive contra dictos Dominos Ordines Generales eorumve Subditos exercuerit, dictus Dominus *Rex* tenebitur, quemadmodum virtute præsentium tenetur, dictis Dominis Ordinibus Generalibus ad insultus eos actusque hostiles arcendos, supprimendos atque repellendos debitamque damni dati reparationem obtinendam, auxilio adesse *quadraginta Navibus Bellicis* probè instructis, quarum *quatuordecim* a *sexaginta* ad *octuaginta tormenta bellica* majora hominesque *quadringentos* singulæ ferant, facta justa compensatione aut retributione inter eas, quæ numerosiore, & eas, quæ minus numeroso Milite Nautaque instructæ erunt, *quatuordecim* aliæ à *quadraginta* ad *sexaginta* tormenta, hominibusque ad minimum *trecentis*, facta compensatione ut supra, instructæ sint quælibet, & nulla reliquarum minus ferat quam *triginta sex* tormenta hominesque *centum quinquaginta*; atque insuper *sex mille* Peditibus & Equitibus *quadringentis*, vel valore justo ejusmodi auxilii in pecunia numerando, prout dictis Dominis *Ordinibus* eligere placuerit, vel parte tali prædicti auxilii aut dicti valoris in pecunia quæ ab iisdem expetetur. Præstabuntur autem dicta auxilia intra *sex septimanarum* spatium, postquam postulata fuerint, dictoque Domino Regi à dictis Ordinibus refundentur impensæ omnes intra *triennium* à finito atque extincto Bello numerandum.

III. Dictæ Naves Bellicæ ac dictæ Equitum Peditumque Copiæ auxiliares, Navium & Copiarum Præfecti cæterique Officiales Bellici minores, vim atque injuriam passo submissi, ejus voluntatem respicere tenebuntur atque obsequi mandatis ejus eorumve, quos summâ potestate exercitui suo Terrâ Marive præficere voluerit.

IV. Quo autem exacta computatio institui possit *impensarum*, intra *trium* annorum spatium, postquam Bello finis impositus fuerit, restituendarum, vel etiam justi earundem valoris in pecunia numeratâ, quam vim hosticam passo loco dictarum Navium, Equitum, Peditumque vel omnium vel pro parte eligere fortè placuerit, visum fuit, impensas quatuordecim Navium à *sexaginta* ad *octoginta* tormenta instructarum, æstimare pretio *octodecim millium sexcentorum & sexaginta sex librarum Sterlings*, sive Monetæ Anglicanæ, earumque quatuordecim, quæ a *quadraginta* ad *sexaginta* tormenta ferunt, *quatuordecim millibus libris Sterlings*, reliquarum autem *duodecim*, *sex millibus* ejusdem *Monetæ libris*, *sex mille* autem *Pedites*, *septem millibus & quingentis libris Sterlings*, *quadringentos vero Equites*, *mille quadraginta ejusdem Monetæ libris*, pro *quolibet mense* computandis; omniaque a dicto quidem D. Rege *Magnæ Britanniæ Londini*, à Dominis vero *Ordinibus Generalibus Amstelodami* solventur juxta cursum Cambii eo tempore, quo solutio præstanda erit; pro primo autem mense respectu *Peditum* supradictorum, insuper persolventur *sex mille libræ Sterlings*, pretium nimirum ad eos conscribendos instruendosque necessarium.

V. Fœ-

ANNO 1668.

V. Fœdus hoc omniaque & singula eo contenta a dicto Domino Rege *Magnæ Britanniæ* dictisque Dominis *Ordinibus* Generalibus Fœderatarum Provinciarum per patentes utriusque Partis Literas Sigillo magno munitas debitâ & authenticâ formâ intra *quatuor septimanas* proximè sequentes, aut citius, si fieri poterit, confirmabitur & ratihabebitur, mutuaque Ratihabitionum Instrumenta intra prædictum tempus hinc inde extradentur.

Sequitur tenor Mandati à Serenissimo D. Rege Magnæ Britanniæ dati.

CAROLUS, Dei gratiâ, Angliæ, Scotiæ, Franciæ, & Hiberniæ Rex, Fidei Defensor, &c. Omnibus, ad quos præsens scriptum pervenerit, Salutem: quandoquidem is sit præsens apud Vicinos nostros Europæ Principes, ut plurimum, rerum status, ut meritò metuatur ne flamma illa, quæ inter Serenissimos Vicinos Reges bonos Fratres nostros circa *Successionem Brabanticam*, quæque exinde pendent, nuper eruperit, ni communi ope quantocius occurratur, finitima quæque corripiendo totum tandem Christianorum Orbem invadat, non nisi multo sanguine restinguenda; nos pro innato illo, quo in Principum Statuumque Vicinorum nobis & Confœderatorum Pacem & tranquillitatem sumus animo, seriò cupientes ut Bellum istud, in proximos quosque mox sæviturum, & (quod Principem Sanctum Christi nomen purè profitentem imprimis dolere debet) ipsi tandem Religioni Reformatæ funestum futurum, omni meliori modo illi queat & sopiri, bonos nostros Amicos & Confœderatos Ordines Generales Fœderati Belgii commonuimus, rogavimusque, uti amicitia, quæ Nobis cum illis jam intercedit, arctiore Fœderis Ligæque nexu constringatur, quo aut vicini illi motus, si Deus ita voluerit, feliciter possint componi, aut nostri ipsorum saluti communique Populorum bono tempestivius prospiciatur, in quo dicti *Ordines Generales* eam prorsus esse in hoc negotio mentem suam ostenderunt, quam & communis inter nos utilitas & tam pii in Christianum Orbem operis sensus vindicare poterat; sciatis ideo, quod Nos fidelis & dilecti Nostri *Gulielmi Temple* Equitis Baronnetti fide, industria, judicio, & prudentia plurimum confisi, eundem verum, certum, & indubitatum Nostrum Deputatum, Commissarium, Procuratorem, & Factorem nominavimus, constituimus, & assignavimus, dantes ei & concedentes, sicut & per præsentes ei damus & concedimus omnem & omnimodam facultatem, potestatem, authoritatemque, nec non Mandatum generale pariter ac speciale, nostro nomine cum dictis *Ordinibus Generalibus*, vel cum eorum Commissariis, Deputatis, aut Procuratoribus, aliisve quibuscunque, authoritate sufficienti ad id instructis, super omnia & singula, quæ vel ad prædictum Bellum consopiendum, vel ad communem utriusque nostri Subditorumque nostrorum Pacem & salutem penitus conservandam facere videbuntur, tractandi, consulendi, consentiendi, & concludendi; quæque ita conclusa erunt & conventa nostro nomine subsignandi mutuoque extradendi, reliquaque omnia factu necessaria præstandi perficiendique tam amplis modo & formâ ac nosmet ipsi si interessemus facere & præstare possemus, spondentes & promittentes, sicut & per præsentes manu nostra signatas spondemus & in verbo Regio promittimus, nos quæcunque à dicto nostro Deputato Commissarioque nostro nomine transigentur concludenturque, rata, firma, grata, & accepta omni meliori modo, habituros, neque passuros unquam, ut in toto vel in parte à quopiam violentur aut contraveniantur: In quorum omnium majorem fidem præsens hoc scriptum propriâ manu signatum, magno nostro Angliæ Sigillo communiri jussimus; Dabantur in Palatio nostro *Westmonasteriensi* die Januarii secundo ineuntis Anni supra 1667/1668. Regni verò nostri *decimo octavo*, signatum erat.

CAROLUS Rex.

Sequitur tenor Mandati a Celsis ac Præpotentibus Dominis Ordinibus Generalibus Fœderati Belgii dati.

LEs Estats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Le Seigneur *Guillaume Temple*, Chevalier, &c. Envoyé Extraordinaire du Roi de la Grande Bretagne, nous ayant fait entendre, en suite de ses Lettres de Creance, datées à *Whitehal* le *deuxiéme* jour du present mois Janvier, *stilo loci*, qu'il avoit ordre de S. M. de proposer & concerter icy des choses avantageuses pour le Bien commun de ses Royaumes & de cet Estat, & ayant demandé pour cest effect que Commissaires luy fussent donnés, à qui il ne put pas seulement ouvrir les intentions du Roi son Maistre, mais aussi avec qui il put traiter, negotier, & conclurre ce qui seroit jugé bon & utile de part & d'autre. Nous voulant bien correspondre aux bonnes intentions dudit Seigneur Roi de la Grande Bretagne, & d'ailleurs sachants, que pour cela nous ne pourrons pas faire un meilleur choix que des personnes des Sieurs de *Gelicom*, *d'Asperen*, Conseiller Pensionnaire *de Witb*, *Crommon*, *Amerongen*, *Unckel*, *Coeverden*, & *Ysbrants*, Deputés en nostre Assemblée de la part de toutes les Provinces-Unies respectivement, tant pour la parfaite connoissance d'affaires, qu'ils se sont acquise, dans les premiers employs des mêmes Provinces & de l'Estat en general, que pour celle, que nous avons de leur prudence, zele au Bien de la Patrie, diligence, capacité & fidelité. Ainsi Nous pour ces causes & pour d'autres, qui nous y convient, avons donné, & donnons par ces presentes Plein-pouvoir, autorité, commission, & Mandement special ausdits Sieurs *de Gellicom*, *d'Asperen*, *Conseiller Pensionnaire de Witb*, *Crommon*, *Amerongen*, *Unkel*, *Coeverden*, & *Ysbrants*, ou à quelques uns d'entre eux, en cas d'absence ou de maladie des autres, pour de nostre part, & en nostre nom, en qualité de nos Deputés entrer en Conference avec ledit Sieur Chevalier *Temple*, ouir les propositions, qu'il voudra faire de la part du Roy de la Grande Bretaigne, negotier, convenir, & conclure avec lui tel Traité qu'ils jugeront à propos pour l'interest commun, aussi de promettre, resoudre & arrester ensemble tout ce qui sera jugé bon & necessaire pour le Bien commun du Royaume d'*Angleterre* & de cet Estat, & mêmes d'en conclure & signer un Traité, faire & passer tous les Instruments, Actes & promesses necessaires en bonne & deuë forme, & faire generalement tout ce que nous pourrions faire, si nous y estions presents, quand mêmes pour cela il seroit requis un Pouvoir plus special. Promettant sincerement & de bonne foi, avoir agreable & tenir ferme & stable tout ce que lesdits Sieurs Deputés promettront, accorderont, agiront, conviendront & signeront en ladite qualité, pour l'observer, accomplir & executer inviolablement & de n'aller jamais au contraire, directement ni indirectement, en quelque maniere que ce puisse être, mais d'en faire expedier nos Lettres & Ratifications en la forme la plus authentique que faire se pourra & quand il sera besoin. Donné à la *Haye*, en nôtre Assemblée soubs nôtre grand Sçeau & soubs le President. Paraphé en seing ordinaire de nôtre Greffier le 19. *Janvier* 1668. *étoit Paraphé* B. DE PALLANT, *plus bas estoit escrit.* Par Ordonnance desdits Seigneurs Estats Generaux, & *signé*

N. RUYSCH.

In quorum omnium & singulorum fidem majusque robur hisce Tabulis subscripsimus, illasque Sigillis nostris subsignavimus. Hagæ Comitum in Hollandia, die *vigesimo tertio* Januarii anni *millesimo sexcentesimo sexagesimo octavo*, Signatum erat,

(L.S.) *W. TEMPLE.*

Articuli separati, qui ejusdem erunt virtutis, atque Autoritatis, ac si inserti forent Tractatui, hodierno die inter Regem Magnæ Britanniæ, & Ordines Generales Fœderati Belgii concluso. Id est 23. Januarii 1668. [AITZEMA, *Saken van Staet en Oorlog*, in Fol. Tom. VI. Boeck 48. pag. 755]

SI in procuranda Pace inter Galliam & Hispaniam se offerat aliqua difficultas, super Puncto Renunciationis ea ineunda est ratio, ut vel nulla ejus in Pactis fiat mentio, vel ut ejusmodi verbis concipiatur Formula, ut neutris duarum Coronarum, quoad prædictam Renunciationem, eo quicquam accedat, aut etiam inde crescat aliquid Juris aut detrimenti; quod si vero Rex Hispaniarum, vel etiam Rex Christianissimus, in id consentire nolint, adversus recusantes Rex Magnæ Britanniæ & Fœderati Ordines procedent ut conventum est Articulo 3. & 4. dicti Tractatus, & ultimo horum Articulorum respective, ea tamen conditione, ut in

ANNO 1668. casu recusationis Regis Hispaniæ, Rex Christianissimus se reciprocè obstringat, se nullatenus arma moturum in Belgica.

II. Quod Rex Magnæ Britanniæ & Ordines Generales Fœderati Belgii, ut prolixius ab omni parte satisfiat, se obligabunt omnem sedulo operam daturos, ut Pax inter Reges Hispaniæ & Lusitaniæ eodem tempore sanciri possit, ea tamen lege, ut vicissim Gallia se obstringat, si tam cito id negotium non possit perduci ad finem, ut Pax inter se & Hispaniam nihilominus ineatur, hoc excepto, Regi Christianissimo liberum fore, suppetias ferre Regi Lusitaniæ Fœderato suo, ut aliunde detrahat hostes, sive alio quocunque modo, quem sibi commodissimum, atque maxime ex usu fore existimabit, & si Hispani adduci poterunt, ut consentiant in Pacem sub dicta conditione, atque ea proinde concludatur, Rex Christianissimus tenebitur Belgica ut pacata, atque neutrarum partium rebus implicata omnino abstinere, neque ei jus fasque erit quicquam adversus eam moliri, neque palam virtute bellica, neque clandestinis artibus, ut neque petere ullam satisfactionem sub obtentu impensarum erogationumque, quæ in Bello Lusitanico erunt faciendæ, tam ob delectum Militum, quam alia belli onera; quod si contingat, manente dicto Bello, per Auxiliares Regis Christianissimi Copias occupari loca quædam in Hispania Italiave, Rex Christianissimus, simulatque Pax cum Lusitania facta fuerit, eadem restituet Hispaniæ, sed si præter & contra expectationem Hispania recuset Pacem cum Rege Lusitaniæ ut & cum Rege Christianissimo, ea cum exceptione, ut Fœderato suo liberum sit ei auxiliari, quemadmodum jam dictum, hoc inopinato casu Rex Magnæ Britanniæ & Fœderati Ordines tenebuntur reipsa id efficere, ut Hispani omnino in id assentiant, ita tamen ut reciproce Rex Christianissimus se obstringat quemadmodum casu primo, quod non sit moturus arma in Belgica.

III. Si præter omnem expectationem Rex Christianissimus inducat in animum, ut promittere nolit quod Tractatum Pacis signaturus sit, simulatque Hispani cessuri sunt omnia loca ab eo occupata in novissima expeditione, vel aliud tantundem valens, de quo mutuo consensu convenietur, aut promissorum fidem non impleat, aut detractet respuatque cautiones & præmunimenta, in dicto Tractatu expressa, quæ necessaria sunt, ut obviam eatur metui justissime concepto, ne Rex Christianissimus arma sua victricia in sæpius memorata Belgica ulterius proferat, quod omnibus istis casibus, aut si per alia subterfugia, aut obliquas artes conetur Pacis conclusionem impedire aut illudere, Anglia Fœderatumque Belgium tenebuntur accedere Partibus Hispaniæ, omnibusque & junctis viribus Terra Marique adversus Galliam Bellum gerere, ut compellatur, non in Leges duntaxat sæpius jam memoratas Pacem facere, sed si arma in eum finem sumta Deum habeant faventem & propitium, atque de communi consensu id expedire visum fuerit, etiam Bellum continuare, donec res in eum statum fuerint restitutæ, quo fuerunt tempore Fœderis in collimitio Regnorum in Montibus Pyrenæis sanciti. Actum Hagæ-Comitis in Hollandia, die 23. Januarii 1668. Signatum erat

W. TEMPLE.

XXVI.

13/23 Janv. *Triplex Fœdus, sive Tractatus Fœderis inter* CAROLUM II. *Magnæ Britanniæ Regem & Ordines Generales* FOEDERATARUM BELGII PROVINCIARUM, *accedente* CAROLO XI. *Sueciæ Rege, pro Pace inter Reges Christianissimum & Catholicum, communibus Officiis promovendâ initus. Datum Hagæ Comitum die 13/23 Januarii* 1668. Cum *Articulis* (1) *secretis, circa difficultates ex* RENUNCIATIONE *Reginæ Christianissimæ ortas, uti & circa Pacem inter Reges Galliæ & Lusitaniæ fiendam. Hagæ Comitum die 23. Januarii 1668.* [AITZEMA, *Saaken van Staet en Oorlogh*, Tom. XIV. Cette Piéce se trouve aussi dans LONDORPII *Acta publica* Tom. IX. Lib. X. Cap. CLXXIX. pag. 148. en Allemand, dans le *Theatrum Europæum.* Tom. X. ann. 1668. pag. 844. en Allemand; & dans GASTELIUS, *de Statu publico Europæ novissi.* Cap. XXVI. pag. 829. aussi en Allemand.] ANNO 1668.

(1) Vous les trouverez ci-dessus à la page precedente, col. 1.

SErenissimus & Potentissimus Princeps ac Dominus *Carolus* ejus nominis secundus *Magnæ Britanniæ Rex*, ac Celsi & Præpotentes Domini *Ordines Generales Fœderati Belgii*, reputantes atque apud animum expendentes summo dolore miserias, calamitatesque Belli, quod nuper inter *duas Coronas* in finibus exarsit, quodque necessitate quadam ineluctabili maximam partem Principum Statuumve *Christiani* Orbis iisdem involvit malis, serpente incendii istius flammâ ad Vicinos, nisi tempestivè & in principiis extinguatur, existimarunt se nullatenus functuros partibus officii munerisque sibi à Deo mandati, si post feliciter instauratam amicitiam sub auspicio Divini Numinis & reductam veterem necessitudinem inter *Magnam Britanniam* & Fœderatum Belgium, eodemque tempore stabilitam Pacem inter *quatuor* Potentes Status, qui cruenti istius Belli partes fuerunt, animum non applicent sedulo omnique industriâ ad componenda dissidia, quæ oborta sunt inter prædictas duas Coronas, præsertim ut memorati incendii Belli flamma sopiatur. Proinde cum Serenissimus *Magnæ Britanniæ Rex* & Celsi Præpotentesque *Ordines Fœderati Belgii*, post multum operæ insumptum variasque obtestationes, obtinuerunt à Christianissimo Rege, ut protestus sit Ordinibus Generalibus, *se ex hoc tempore arma depositurum*, dummodo *Hispani* parati sint, illi ritè atque solenniter cedere per Tractatum Pacis omnia Loca & Munimenta, ut & Castellanias cum annexis, quæ armis in expeditione præcedentis anni occupavit aut munivit, vel ut Hispani permoveantur, in eum transcribere omne Jus, quod illis restat in *Ducatu Luxemburgico* (sive in *Ducatu Burgundiæ*) Præterea *Cameracum*, cum *Cameracesio*, *Duacum*, *Fanum sancti Audomari*, *Bergas St. Vinoci*, *Furnas* & *Lincinum* cum *Baillivatibus*, *Castelaniis*, cæterisque quæ inde pendent, Regemque Christianissimum, posteriori casu restituturum Regi Hispaniæ omnia Loca Ditionesque, quæ Galli Armis, ex quo Flandriam ingressi sunt, occupavere, ea Lege ut Celsi & Præpotentes D. Ordines Generales reciproce caveant, Regemque Christianissimum securum reddant, se effecturos apud Hispanos rationibus aliisque momentis, ut in easdem consentiant Leges; arbitrati sunt se hac tempestate atque hoc rerum Articulo optimam navaturos operam, non modo utrique præfatorum Regum, sed & aliis Principibus & Statibus vicinis, si conjunctim communicatis consiliis collatisque operis adhortentur & quantum suarum virium est, permoveant sæpius dictas duas Coronas ad ineundam Pacem Legibus atque conditionibus supra memoratis; in quem finem facta nobis, qui has Tabulas subsignavimus, potestate libera, ex præscripto Mandatorum nostrorum convenimus de Articulis & Capitibus sequentibus.

I. Quod *Rex Magnæ Britanniæ & Ordines Generales* Fœderati Belgii conjunctim vel separatim, communicatis tamen omnino consiliis, & secundum ea, de quibus mutuò convenerit, omnem operam, omnemque industriam adhibebunt apud Regem Christianissimum, ut in optima legitimaque forma solenni Tractatu spondeat & promittat Regi Mag. Britanniæ & Fœderati Belgii Ordinibus Generalibus, se Pacis Fœdus facturum cum Rege Hispaniæ citra omnem quacunque de causa exceptionem vel dispensationem, si Hispaniæ Rex induci & permoveri queat per Regem Magnæ Britanniæ & Ordines Fœderatos, ut cedat Regi Christianissimo aut loca anno præterito in Belgica armis occupata, aut aliud tantundem valens per traditionem locorum superius memoratorum, aliorumve in compensationem, de quibus mutuo consensu Partes inter se convenire poterunt.

II. Ut Rex Christianissimus consentire velit in *prorogationem vacationis armorum in Belgica* ad finem mensis Maii, ut interea temporis Rex Magnæ Britanniæ & Fœderati Ordines sedulo omnique industria & diligentia operam dare possint apud Regem aut Reginam Hispaniæ, ejusque Consiliarios, uti Legibus conditionibusque præfatis consensum adhibere velint.

III. Ut vero Rex Christianissimus nulla justa ratione dictam Armistitii prorogationem recusare queat, Rex Magnæ Britanniæ Ordinesque Fœderati se eodem Tractatu obstringent id se effecturos, ut reapse Galliæ ceda-

ANNO 1668.

cedatur ab Hispanis omne quod Gallorum Armis anno præterito occupatum fuit, aut aliud *tantundem valens*, de quo mutuo Partium consensu convenict.

IV. Quod Rex Christianissimus inducetur & permovebitur, ut prædicto promisso plenam adhibere fidem atque in eo fiduciam ponere velit, & ut proinde ejus Arma inposterum quiescant in Belgica, ita quidem ut si præter omnem spem & expectationem Rex Magnæ Britanniæ Fœderatique Ordines nequeant per exhortationes obtestationesque permovere Hispanos ante finem mensis Maii proximi, ut consensum adhibeant conditionibus sæpius memoratis, ac proinde ad media majoris efficaciæ venire necesse sit, nihilominus Galli intra fines & in finibus dictæ Belgicæ sua arma non movebunt aut introducent, sed Rex Magnæ Britanniæ, & Fœderati Ordines se adstringent atque in se recipient id se suppleturos, quod necessarium erit, *ut Hispani reipsa obstringantur*, ubi Pacem Legibus supradictis accipiant, adeoque Regi Christianissimo *integrum non erit illos exercere Actus hostiles* in dictis Regionibus, neque ullum occupare *Oppidum*, licet sponte sua se dedere velit, nisi Rex Magnæ Britanniæ & Fœderati Ordines cessent atque omittant efficere id quod jam dictum est.

V. Quod sancita inter duas Coronas Pace, ejus servandæ *Sponsores Vindicesque* erunt in forma omnium optima, amplissima, & securissima non modo Rex *Magnæ Britanniæ & Fœderati Ordines*, sed & *Imperator omnesque Reges & Principes Vicini*, qui existimabunt sua interesse, ut Orbi Christiano inconcussa maneat quies & Belgicæ sua reddatur constetque tranquillitas; in quem finem definiatur Copiarum militarium numerus aliaque media, quibus utendum erit adversus alterutram Partium, quæ temeraverit vel violaverit Pacem, ut injuriam demat ac Parti læsæ resarciat.

VI. Pacta hæc conventa omniaque & singula iis contenta a dicto Domino *Rege Magnæ Britanniæ* dictisque Dominis *Ordinibus Generalibus Fœderatarum Provinciarum* per patentes utriusque Partis Literas Sigillo Magno munitas debita & authentica forma *intra quatuor septimanas* proxime sequentes aut citius, si fieri poterit, confirmabuntur & ratihabebuntur, mutuaque Ratihabitionum Instrumenta intra prædictum tempus hinc inde extradentur.

In quorum omnium & singulorum fidem majusque robur hisce Tabulis subscripsimus, illasque Sigillis nostris subsignavimus. Hagæ Comitum in Hollandia die $\frac{13}{23}$. Januarii 1668. Signatum

(L.S.) *W. TEMPLE.*

Voyez l'ACCESSION du Roi de Suede, après la Traduction Françoise de ce Traité. Le même Traité en François. Avec un Acte provisionel concernant l'ACCESSION future du Roi de Suede à ce Traité, laquelle Accession fut cause qu'on l'appella depuis la Triple-Alliance. A la Haye le même jour 23. Janvier 1668. [Tiré des Archives de l'Ambassade d'Espagne en Hollande, du tems du Roi CHARLES II.]

LE Roi de la Grande Bretagne, & les Estats Generaux des Provinces-Unies du Païs-Bas, considerant avec beaucoup de douleur, les maux & les calamités de la Guerre, nouvellement allumée dans le voisinage, par la rupture arrivée entre les deux Couronnes voisines, & voyant que par une suite quasi inévitable, la plus part des Princes & Estats de la Chrestienté seront envelopés dans les mêmes incommodités, & que ce feu nouvellement allumé, passeroit bien en suite aux voisins, s'il ne fust éteint & étousé dans sa naissance, ont jugé ne satisfaire point au devoir que Dieu leur a imposé, si aprés avoir receu cette Benediction de la bonté Divine, de voir heureusement retablie l'amitié, & la bonne intelligence entr'eux, & en même tems remis en Paix quatre puissants Estats, qui se trouvoient engagés dans une sanglante Guerre, ils ne s'appliquassent aussi avec tout le soin & le zele imaginable, à composer les differens ressucités entre les deux Couronnes, & particulierement à éteindre le feu allumé dans leur voisinage. C'est pourquoi Sa Majesté & Leurs Hautes Puissances, ayant enfin par leurs Offices & Intercessions disposé le Roi T. C. à se declarer auxdits Estats, qu'il consentira à poser des à present les Armes, pourvû que les Espagnols veuillent lui ceder en bonne forme, par un Traité de Paix, toutes les Places fortes, ou Postes, & leurs Châtelenies, ou dependances que ses Armes ont conquises & occupées, ou fortifiées pendant la Campagne de l'année passée, ou bien que l'Espagne puisse estre portée à lui ceder ce qui reste dans le Luxembourg, (* ou bien la Franche Comté) Cambray & Cambresis, Douay, Aire, St. Omer, Bergue, Furne & Linck, avec leurs Bailliages, Châtelenies, & Dependances, & de rendre en ce dernier cas au Roi d'Espagne, toutes les autres Places & Païs que ses Armes ont conquises depuis leur entrée en Flandres, moyennant que L. H. P. donnent à Sa Maj. T. C. asseurance reciproque, de disposer, ou d'obliger réellement l'Espagne à condescendre aux mêmes conditions, ont crû que dans la conjoncture presente d'affaire, ils rendroient un tres bon office, aussi bien à l'un & à l'autre desdits deux Roix, qu'aux autres Princes & Estats voisins; s'ils entreprenoient conjointement, & d'un commun concert, d'exhorter, & autant qu'en eux est d'obliger lesdites deux Couronnes, à conclure la Paix sur les fondements & les conditions cy-dessus mentionnées. Et à cette fin ayant donné Plein-pouvoir & Commission à nous soussignés, nous avons chacun en vertu du notre, negocié, traité & conclu les Points & Articles suivants.

I. Que le Roi de la Grande Bretagne, & les Estats Generaux des Provinces-Unies du Païs-Bas, feront conjointement & separément, mais toujours suivant ce qui sera preallablement concerté entr'eux, des offices & instances au Roy Tres-Chrestien, à ce que ledit Roy s'oblige en bonne & duë forme par un Traité solemnel au Roi de la Grande Bretagne, & aux Estats Generaux des Provinces-Unies, de conclure la Paix avec l'Espagne, sans s'en pouvoir dispenser, sous quelque pretexte & cause que ce soit, si l'Espagne peut estre disposée ou obligée, par ledit Roi de la Grande Bretagne, & lesdits Estats Generaux, d'accorder & de laisser, à Sa Majesté T. C. ou les Places qu'elle a conquises en la Campagne derniere dans le Païs-Bas, ou un Equivalent, par la cession des Places cy-dessus exprimées, ou par d'autres échanges, qui pourront estre faites du consentement commun des Parties.

II. Que Sadite Majesté Tres-Chrêtienne veuille prolonger son consentement à une cessation d'armes audit Païs-Bas, jusqu'à la fin du mois de May, afin que pendant le même tems, ledit Roi de la Grande Bretagne, & lesdits Estats Generaux puissent faire les diligences & les offices necessaires, pour disposer le Roi, ou la Reine d'Espagne, & son Conseil à donner les mains, aux conditions cy-dessus mentionnées.

III. Et afin que le Roi Tres-Chrêtien n'aye aucune raison fondée pour refuser ladite prolongation de la suspension d'armes, ledit Roi de la Grande Bretagne, & lesdits Estats s'obligeront reciproquement dans le même Traité à faire avoir effectivement à la France par cession de l'Espagne, lesdites Conquestes de l'année passée, ou ce qui lui pourra estre accordé par échange, du consentement des Parties.

IV. Que l'on disposera le Roi Tres-Chrêtien de se vouloir reposer sur la promesse susdite, & de ne porter plus ses Armes audit Païs-Bas; en sorte que si contre toute esperance, ledit Roi de la Grande Bretagne, & lesdits Estats Generaux, ne peussent pas par leurs intercessions, & exhortations disposer l'Espagne avant la fin du mois de May suivant, à accorder les conditions cy-dessus exprimées, & qu'il fallût par consequent venir à des moyens plus efficaces, neantmoins les Armes de France, ne pourront pas estre portées audit Païs-Bas, mais que ledit Roi de la Grande Bretagne, & lesdits Estats Generaux, s'engageront à suppléer ce qu'il faudra, pour obliger réellement l'Espagne, à accepter les conditions susmentionnées, & que le Roi T. C. ne pourra plus user d'aucune hostilité dans lesdits Païs, ni aussi s'y rendre Maistre d'aucune Ville, quand même quelques-uns se voudroient volontairement donner à lui, si ce n'est que l'Angleterre & l'Estat des Provin-ces-

* *Ou bien la Franche Comté.* C'est ainsi qu'il faut lire, & non pas comme dans la Copie Latine qui precede, *sive in Ducatu Burgundiæ*. Cela se prouve par la nature de la chose, par l'Article III. des Propositions du Roi de France, données à Paris le 15. Novembre 1667 auquel celuy-cy se rapotte, & par le Preambule du Traité de St. Germain en Laye, qui se peut voir ci aprés en date du 15. Avril 1668.

ANNO 1668. ees-Unies manquassent à effectuer réellement ce que dessus.

V. Que la Paix étant concluë entre les deux Couronnes, elle sera garantie en la forme la plus ample, la plus forte que faire se pourra, tant par le Roi de la Grande Bretagne, & les Estats susdits, que par l'Empereur, & par tous les autres Roix & Princes voisins, qui se trouveront interessez à la conservation du repos de la Chrêtienté, & particulierement des Pais susdits, avec un denombrement des forces, que l'on sera obligé de faire agir, vigoureusement, en cas que l'une ou l'autre des deux Parties vienne à l'enfreindre, pour lui faire reparer le tort, & le dommage, que l'autre aura soufferte par sa contravention.

VI. Ces Accords & Conventions, avec toutes & chacunes les choses y contenues seront confirmés & ratifiés par ledit Seigneur Roi de la Grande Bretagne, & par lesdits Seigneurs Estats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, par des Lettres patentes de part & d'autre, munies de leur Grand Sceau en bonne & due forme, dans quatre semaines prochain venans, ou plutost, si faire se peut, & les Actes de Ratification seront échangés de part & d'autre dans ledit tems.

Icy doivent estre inserés les Pouvoirs du Serenissime Roi de la Grande Bretagne, & des Seigneurs Estats Generaux des Provinces-Unies.

En temoin de toutes lesquelles choses, & chacune d'icelles, & pour leur donner plus de force, nous avons signé les presentes, & y avons ajouté nos Cachets. A la Haye en Hollande le 23. Janvier 1668.

Accessio Regis Sueciæ CAROLI XI. *ad Fœdus inter Magnæ Britanniæ, & Ordines Generales Uniti Belgii, ut mediantibus eorum officiis, Pax inter Reges Galliæ & Hispaniæ promoveatur. Hagæ Comitum die* 13/23 *Januarii* 1668.

CUm Magnæ Britanniæ Rex ac Ordines Fœderatarum Belgii Provinciarum valde desiderarint, Regem Sueciæ una cum ipsis in partem principalem adsisci illius Fœderis quod hodierno die per Deputatos ac Plenipotentiarios suos conclusum signaturnque est, quo prompta atque tuta Pax inter Reges duos vicinos promoveatur, quoque divina aspirante gratia per Orbem Christianum publica tranquillitas instauretur: Præterea cum Rex ipse Sueciæ, jam ab initio eorum motuum, qui inter duos designatos Reges eruperant, tam Magnæ Britanniæ Regi, quam Fœderatorum Belgarum Ordinibus sit testatus bonum sincerumque suum propositum ac studium, quo tenebatur, sese cum iis in hoc negotio, modo supra dicto, sociandi ac jungendi, idque respectu arctissimæ necessitudinis, & horum Fœderum, per quæ communibus cum iisdem commodis adstringi se agnoscit, ut per hunc interventum perque modos utiles quoscunque ac honestos, Paci inter binos Reges stabiliendæ insudetur, nec per ullam difficultatem se hactenus cohibitum, mentem suam super re tota aperiendi, nisi quod præstolatus sit, dum certo resciretur, quid deliberati atque firmi consilii Rex Magnæ Britanniæ & Fœderatorum Belgarum Ordines super omni hoc negotio essent capturi; tum quo usque promoveri subsidia aliaque id genus nonnulla possent, per quæ dictus Sueciæ Rex sibi satisfieri exoptat, ut pari & æquato cum Magnæ Britanniæ Rege ac Fœderati Belgii Ordinibus passu in hac re procedat; ea propter ex commodo communi visum est fore, si hoc Instrumentum inter Ministros Deputatos, ac Plenipotentiarios dictorum Regum Magnæ Britanniæ Sueciæque, nec non dictorum Fœderati Belgii Ordinum scripto consignaretur, quo una ex parte obligaretur Rex Sueciæ, mediante satisfactione prædicta ad amplectendum designatum Fœdus, & ad eandem navandam operam eodemque passu procedendum, quo dictus Magnæ Britanniæ Rex dictique Fœderatorum Belgarum Ordines, procedendum sibi esse existiment, ut negotium tam salutare promoveatur, nec non parte ex altera dictus Rex Sueciæ certus ita fieret locum sibi vacuum ac integrum relinqui Fœderis hujusce inter Partes principales amplectendi, quemadmodum id ut faciat à Magnæ Britanniæ Rege & ab Ordinibus Fœderati Belgii per hasce præsentes maximè amicum in modum rogatur, qui & ipsi libenter apud Cæsarem & Hispaniarum Regem omne Officii genus eo convertent, ut controversiæ nonnullæ, quæ dicto Sueciæ Regi cum iis possint intercedere, quamprimum componantur, & secundum jus fasque è medio tollantur. Quantum verò ad subsidia, quæ à dicto Rege prætenduntur, Ordines Fœderati Belgii non defuturi sunt Mandatis necessariis confestim ad Legatos suos in aulam Britannicam mittendis, ut hosce inter & Commissarios, quos dictus Magnæ Britanniæ Rex eam in rem designabit, interque Legatum Regis Sueciæ Extraordinarium, qui iter jam nunc eò meditatur ex Belgio, aliosque illic degentes Ministros Principum Statuumve, quos id negotium quoque tangit atque concernit, consilia ineantur super necessariis ac requisitis omnibus constituendis; Sic ut Fœdus jam dictum consequatur quamprimum substantiam atque formam Pacti tripliciter conventi, ad quod invitandis amicis & Fœderatis, si qui ejus in partem admitti volent, omni ex parte opera quam diligentissima dabitur. Actum Hagæ-Comitum die 13/23. Januarii 1668. ANNO 1668.

Christophorus Delphicus,	*Gellicum.*
B. ac Comes in Dhona.	*B. d'Asperen.*
Haraldus Appelboom.	*Johan de Wit.*
	M. van Crommon.
	Adolph van Onkel.
	Johan Schrieck.

XXVII.

Tratado de Paz ajustado entre el muy alto Serenissimo Principe Don CARLOS II. *Rey Catholico, y el muy alto y Serenissimo Prencipe Don* ALONSO SEXTO *Rey de Portugal, por mediacion de el muy alto y Serenissimo Prencipe* CARLOS II. *Rey de la Gran Bretaña. Firmado en Lisboa, a los* 13. *de el mes de Febrero de* 1668. Con *los* PODERES *de los Señores Reyes en fecha de los* 5. *de Enero,* 4 *y* 6 *de Febrero* 1668. Y la RATIFICATION *de el Serenissimo Rey Catholico. Dada en Madrid a* 23. *de Febrero* 1668. [Sur l'Imprimé à Madrid *con licencia de los Señores del Consejo de Estado.* En la Imprenta de Domingo Garcia Morras ann. 1668. in 4. On trouve aussi cette Piéce dans le *Theatrum Pacis.* Tom. II. en Latin; dans les Memoires d'ABLANCOURT, pag. 253. & 361. en Latin & en François; dans CHRIST. GASTELIUS, *de Statu publico Europæ.* Cap. VI. pag. 243. en Allemand; dans le *Theatrum Europæum* Tom. X. pag. 199 aussi en Allemand; & dans AITZEMA, *Saaken van Staat en van Oorlogh.* Tom. XIV. pag. 1044. en Hollandois. 13. Fevr.

DON CARLOS Segundo, por la gracia de Dios, Rey de las Españas, de las dos Sicilias, de Gerusalen, de las Indias, &c. Archiduque de Austria, Duque de Borgoña, de Milan, Conde de Absburg, y de Tirol, &c. Y la Reyna Doña Mariana de Austria su Madre, Tutora, y Curadora de su Real Persona, y Governadora de todos sus Reynos, y Señorios. Por quanto D. Gaspar de Haro Guzman y Aragon, Marques del Carpio, &c. en virtud del Poder que le concedi, ha ajustado, concluido, y firmado en trece de este presente mes, un Tratado de Paz con los Ministros Comissarios infrascriptos, Diputados para este efecto, por el muy Alto, y Serenissimo Principe D. Alto, y Serenissimo Principe D. Alonso Sexto, Rey de Portugal, &c. Interviniendo tambien, como Medianero, y Fiador, en nombre del muy Alto, y Serenissimo Principe Carlos Segundo, Rey de la Gran Bretaña, &c. el Conde de Sandwich, su Embaxador Extraordinario, con Poder que para ello tuvo suyo, el qual dicho Tratado và aqui inserto, reducido a trece Articulos, cuyo tenor, traducido de Lengua Portuguesa en Castellana, es como se sigue.

ARticulos de Paz, entre el muy Alto, y Serenissimo Principe Don Carlos Segundo, Rey Catolico, sus Sucessores, y sus Reynos. Y el muy Alto, y Serenissimo

ANNO 1668. nissimo Principe Don Alonso Sexto, Rey de Portugal, sus Sucessores, y sus Reynos, por mediacion de el muy Alto, y Serenissimo Principe Carlos Segundo, Rey de la Gran Bretaña, Hermano de el uno, y Aliado muy antiguo de ambos, ajustados por Don Gaspar de Haro Guzman y Aragon, Marques del Carpio, como Plenipotenciario de Su Magestad Catolica: y Don Nuño Alvarez Pereira, Duque de Cadaval, Don Basco Luis de Gama Marques de Niza, Don Juan de Silva Marques de Goubea, Don Antonio Luis de Meneses Marques de Marialva, Henrique de Sousa Tavares de Silva Conde de Miranda, y Pedro de Vieira de Silva, como Plenipotenciarios de Su Magestad de Portugal: y Duarte Conde de Sandwich, Plenipotenciario de Su Magestad de la Gran Bretaña, Medianero, y Fiador de la dicha Paz, en virtud de los Poderes siguientes.

Copia de el Poder de Su Magestad Catolica.

DON CARLOS Segundo, por la gracia de Dios, Rey de las Españas, de las dos Sicilias, de Gerusalen, de las Indias, &c. Archiduque de Austria, Duque de Borgoña, de Milan, Conde de Aspurg, y de Tirol, &c. Y la Reyna Doña Mariana de Austria su Madre, Tutora, y Curadora de su Real Persona, y Governadora de todos sus Reynos, y Señorios. Por quanto el Serenissimo Principe Carlos Segundo, Rey de la Gran Bretaña, movido del celo del bien, y reposo comun de la Christiandad, y deseo de que se terminen las diferencias entre esta Corona, y la de Portugal, ha interpuesto en diferentes tiempos repetidas instancias, ofreciendo su mediacion, y amigables oficios al fin referido; y ultimamente embiado a esta Corte a Eduardo Conde de Sandwich, y Vizconde de Hinchingbroeg, Baron de Montagù de San Neote, Vice Almirante de Inglaterra, Maestro de la Gran Guardaropa, y de los Consejos Secretos, y Cavallero de la Orden de la Jarreta, por su Embaxador Extraordinario, para tratar algun ajustamiento de reciproca satisfacion entre ambas Coronas con los Poderes necessarios para ello. Y aviendome insinuado el dicho Conde de Sandwich, que podria ser el mejor medio para conseguir este intento el de una buena Paz con el hermano de su Rey Don Alfonso Sexto, Rey de Portugal, se han superado las dificultades que han ocurrido, y finalmente por lo mucho que deseo complacer al dicho Serenissimo Rey de la Gran Bretaña, se han ajustado los trece Capitulos de Paz, que van puestos en un Proyecto aparte, para cuya mas prompta execucion se ha ofrecido el dicho Conde de Sandwich a ir en Persona a Lisboa a participar al dicho Don Alfonso Sexto, Rey de Portugal todo lo dispuesto, y tratado por su mediacion, y a procurar en nombre de su Rey, que se llegue a la conclusion: Y porque para que esto se consiga con la brevedad que se requiere, es necessario que aya en aquella Ciudad Persona de autoridad, calidad, prudencia, y celo, que tenga Poder mio para ajustar en forma debida los dichos Articulos de Paz. Por tanto concurriendo (como concurren) las dichas, y otras buenas partes, y calidades en vos Don Gaspar de Haro Guzman y Aragon, Marques del Carpio, Duque de Montoro, Conde Duque de Olivares, Conde de Morente, Marques de Helicha, Señor del Estado de Sorbas, y de la Villa de Lucches, Alcayde perpetuo de los Alcaçares de la Ciudad de Cordoua, y Cavallerizo Mayor de sus Reales Cavallerizas, Alguacil Mayor perpetuo de la misma Ciudad, y de la santa Inquisicion della, Alcayde perpetuo de los Reales Alcaçares, y Ataraçanas de Sevilla, Gran Chanciller de las Indias, Comendador Mayor de la Orden de Alcantara, Gentil-Hombre de la Camera, Montero Mayor, y Alcaide de los Reales Sitios del Pardo, Balsain, y Zarçuela. Os doy, y concedo en virtud de la presente, tan cumplido, y bastante Poder, comission, y facultad, como es necessario, y se requiere, para que por el Serenissimo Rey, mi muy Caro, y muy Amado Hijo, y en su Real nombre, y en el mio, podais tratar, ajustar, capitular, y concluir con el Diputado, y Comissario, ò los Diputados, ò Comissarios de el sobredicho Don Alfonso Sexto, Rey de Portugal, en virtud de el Poder que presentaren de el dicho Rey Lusitano, una Paz perpetua, conforme al tenor de dichos Capitulos, ò en la forma que mas bien pareciere, y obligar al Rey mi Hijo, y a mi al cumplimiento de lo que assi ajustareis, y firmareis. Y declaro, de mi palabra Real, que todo lo que fuere hecho, tratado, y concertado por vos el dicho Marques del Carpio, desde aora para entonces lo consiento, y apruebo, y lo tendrè siempre por firme, y valedero, y passare por ello, como por cosa hecha en nombre de el Rey mi Hijo, y mio, y por mi voluntad, y autoridad, y lo cumplirè entera, y puntualmente. Y assimismo ratificarè, y aprobarè en especial, y conveniente forma, con todas las fuerças, y de mas requisitos necessarios, que en semejantes casos se acostumbra, todo lo que en razon de ello concluyereis, assentareis, y firmareis, para que todo ello sea firme, valido, y estable, con precisa condicion, que se aya de fenecer, y firmar dicho Tratado de Paz dentro de quarenta dias desde el dia de la fecha desta Poder, demanera, que si este plaço se passare, sin quedar concluido, y firmado dicho Tratado, doy desde aora para entonces por nulo este Poder, y todas las clausulas que en èl se contienen, y quanto en su virtud se huviere propuesto, ò començado a tratar, en cuya declaracion he mandado despachar la presente firmada de mi mano, y sellada con el sello secreto, y refrendada de mi infrascripto Secretario de Estado. Dada en Madrid a cinco de Enero mil y seiscientos sesenta y ocho. YO LA REYNA. Don Pedro Fernandez del Campo y Angulo.

Copia de el Poder de el Rey de Portugal.

DON ALONSO, por la gracia de Dios, Rey de Portugal, y de los Algarves, y Daquein, y Ladem, Mar en Africa. Señor de Guinea, y de la Conquista, Navegacion, y Comercio de Ethiopia, Arabia, Persia, y de la India, &c. Por la presente doy todo el Poder, y facultad necessaria a Don Nuño Alvarez Pereira, Duque de Cadaval, Marques de Ferreira, Conde Tentugal, Señor de las Villas de la Poboa, de Santa Christina, Villanueva, Dansos, Rabacal, Arega, Albayacere, Buarcos, Anobra, Catapito, Mortagna, Penacoba, Villalva, Villarosba, Albergaria, Agua de los Peces, Operal, Abermalla, Cercal, Comendador de Grandola, de la Orden de Santiago, de mi Consejo de Estado, y mi muy amado, y estimado Sobrino. A Don Basco Luis de Gama, Marques de Niza, Conde de Vidigueira, Almirante de la India, Señor de las Villas de Trades, y Trobies, Comendador de la Encomienda de Santiago de Beya, de la Orden de Christo, de mi Consejo de Estado, y Veedor de mi Hazienda. A Don Juan de Silva, Marques de Goubea, Conde de Portalegre, Señor de las Villas de Celorico, San Roman, Muxmenta, Vinhò, Nespereyra, Naboinhos, Riotorto, Valesira, Villacoba, a Coelheyra, y de las Islas de San Nicolas, y San Vicente, Comendador de la Encomienda de Santa Maria de Almada, de la Orden de Santiago, de mi Consejo de Estado, Presidente de la Mesa del Desembargo do Palacio, mi Mayordomo Mayor, y mi muy estimado Sobrino. A Don Antonio Luis Meneses, Marques de Marialva, Conde de Cantanhede, Señor de las Villas de Melres, Mondim, Cerba, Atim, Hermellu, Bilhò, Villar de Ferreira, Avellans de Caminho, Leomil, Penella, Poboa, y Vallongo, Señor del Mayorazgo de Medelo, y San Silvestre, Comendador de la Encomienda de Santa Maria de Almonda, de la Orden de Christo, de mi Consejo de Estado, Veedor de mi Hazienda, Governador de las Armas de Lisboa, y Plaça de Cascaes, y de la Provincia de Estremadura, y Capitan General de el Exercito, y Provincia de Alentejo. A Henrique de Sousa Tavares de Silva, Conde de Miranda, Señor de las Villas de Podentes, Bouga, Folgosinhos, Oliveira del Barrio, Germelo, Soza, Arancada, Alcaide Mayor de Arronches, y Alpalhao, Comendador de las Encomiendas de Alvalade, Villanueva de Alvito, Proença, Alpalhao, de las Islas Terceras, San Miguel, y Madeyra, de mi Consejo de Estado, Governador de la Relacion, y Casa del Puerto, y de las Armas de la misma Ciudad, y su districto. Y a Pedro Vieyra de Silva, de mi Consejo, y mi Secretario de Estado, para que por mi, y en mi nombre traten, confieran, y ajusten una Paz perpetua entre mis Sucessores, y mis Reynos, y la muy Alta, y Serenissima Reyna D. Mariana de Austria, como Tutora, y Curadora de la Real Persona de el muy Alto, y muy Poderoso Principe Don Carlos Segundo su Hijo, Rey Catolico de las Españas, de las dos Sicilias, de Gerusalem, y de las Indias Occidentales, Archiduque de Austria, Duque de Borgoña, y de Milan, Conde de Aspurg, y de Tirol, y Governadora de sus Reynos, y Seño-

ANNO 1668.

Señorios, y antra sus Sucessores, y Reynos, por medio de Don Gaspar de Haro Guzman y Aragon, Marques del Carpio, Duque de Montoro, Conde Duque de Olivares, Conde de Morente, Marques de Heliche, Señor del Estadn de Sorbas, y de la Villa de Lueches, Alcayde perpetuo de los Alcaçares da la Ciudad de Cordoya, Cavalleriço Mayor da sus Reales Cavallerizas, Alguacil Mayor perpetuo de la misma Ciudad, y de la santa Inquisicion de ella, Alcayde perpetuo de los Reales Alcaçares, y Ataraçanas de Sevilla, Gran Chanciller de las Indias, Comendador Mayor de la Orden de Alcantara, Gentil Hombre de la Camara, Montero-Mayor, y Alcayde de los Reales Sitios, del Pardo, Ballan, y Zarçuela, como Plenipotenciario Diputado para este caso por el dicho Serenissimo Principe Don Carlos, y con intervencion, mediacion, y seguridad de Duarte Conde de Sandwich, Vizconda de Hinchingbroch, Baron de Montagù da San Neote, Vice-Almiraute da Inglaterra, de los Consejos mas secretos de el muy Alto, y Sereuissimo Peincipe Carlos, Rey de la Gran Bretaña, mi buen hermano, en su nombre, y como su Embaxador Extraordinario; destinado para este mismo negocio, todo en la forma, y con las condiciones, declaraciones, y clausulas que les parecieren convenientes al sossiego, bien comun, amistad, y union entre ambas Coronas, y Vassallos de ellas, y lo por ellos hecho, y ajustado en esta parte, me obligo en mi nombre, an el da mis Sucessores, y mis Reynos, a lo cumplir, mantener, y guardar, debaxo de fee, y palabra de Principe, y lo tendrè por bueno, firme, y valedero, como si por mi fuesse hecho, y acordado, y esto sin embargo de qualesquiera leyes, derechos, Capitulos de Cortes, y costumbres que aya en contrario, porque todos tengo por derogadas para este caso, como si se hiziera dellos aqui particular, y expressa mencion, todo de mi motu proprio, cierta ciencia, Poder Real, y absoluto, an el mejor modo, y forma que derecho puedo, y debo: Y por firmeza de todo lo que queda dicho mandè passar este Poder firmado por mi, y sellado con el sello grande de mis Armas. Dado en la Ciudad de Lisboa a los quatro dias de al mes de Febrero. Luis Feixeira de Carballo la hizo año del Nacimiento de nuestro Señor Jesu Christo mil y seiscientos y sesenta y ocho. Pedro Vieyra de Silva le hizo escrivir. *EL PRINCIPE.*

Poder que otorgò Carlos Segundo, Rey de la Gran Bretaña, al Conde de Sandwich, su Embaxador Extraordinario en España, traducido da Latin en Lengua Castellana.

CARLOS Segundo, por la gracia de Dios, Rey de la Gran Bretaña, y de Francia, &c. A todos, y a cada uno da los qua vieren estas, Letras, Salud Siendo assi, que nada ay mas Real, y Christiano, que componer diferencias, y enemistades, y quitar tan de el todo las raizes antiguas de los odios, que depuestes las armas, y reintegrada la Paz, se restituya la tranquilidad a los Pueblos, la seguridad al Comercio, la autoridad a las Leyes, y finalmenta los Vassallos bendiciones a sus Principes con aplauso, y aclamacion. Nosotros (que con un mismo afecto, y volontad miramos los Reynos de España, y Portugal) no sin grande dolor hemos podido tener la mira en la Guerra, que por tantos años se ha trabado entra Naciones vezinas, ensangrentandose con tantas muertes; y deseando, que tan illustres exemplares de valor se muestren en otras Regiones, y contra otros enemigos, (aviendo sido Dios servido de oir nuestros deseos, y suspiros, de tal manera, que los Principes de ambas partes pareee que se inclinan, como de su voluntad misma, a los Tratados prevenidos) juzgamos, que con nuestra mediacion se debe dar calor, y poner todo cuidado en un Principio tan piadoso, y deseado de nosotros; no solamente reconciliando los animos de una, y otra parte, sino es tambien estableciendo union en ellos. Y para que esta obra felizmente se empiece, y mas brevemente tenga fin, embiamos nuestro Embaxador Extraordinario a los Principes de ambas Partes, Persona de nuestra primer nuestra primer nobleza, igualmente aficionado a entrambas Coronas, para que assi con mas felicidad pueda en ellas exercer esta nuestra pacifica Legacia; es a saber, al muy amado, y fidelissimo Pariente nuestro Eduardo Conde de Sandwich, Vizconde de Hinching broch, Baron de Montagù da Sante Neote, Vice-Almirante de Inglaterra, Prefecto de nuestra Gran Guardaropa, nuestro Consejero de el Secreto Consejo, Cavallero da la Antiquissima, y Nobilissima Orden da la Jarretera. Sabed, pues, que fiados nosotros de la fidelidad, industria, juizio, y prudencia de el dicho Conde de Sandwich, nuestro Embaxador Extraordinario, le hizimos verdadero, y cierto Comissario, y Procurador, y la establecimos, y constituimos por tal; y aora por las presentes Letras le hazemos, establecemos, y constituimos, dandole, y cometiendole plena, y omnimoda potestad, y juntamente autoridad, y Poder general, y especial en nuestro nombre, de congregarse con los dichos Principes da ambas partes, ò con sus Ministros, y conferir con ellos, y de comunicar, tratar, concertar, y concluir con sus Comissarios, Diputados, y Procuradores (que tuvieren bastante Poder para esto) ora sea junta, ora separadamente en los confines de los Reynos, ò en otro lugar donde pareciere mas conveniente de, y sobre establecer la Paz perpetua entre las Coronas, y Reynos de España, y Portugal, ò de, y sobre hazer treguas da muchos años entre las dichas Coronas, y Reynos, y efectuarlas con los mas utiles, mejores, y mas convenientes Capitulos; y da, y sobre ajustar Confederacion, y Liga entre nosotros, y los dichos Principes de ambas partes, para la comun, y mutua defensa de nuestros Reynos, estendiendose esta autoridad, y Poder que le damos, para hazer todas aquellas cosas que a los dichos fines, y a qualquiera de ellos pertenezcan, y conduzgan, y para efectuar sobre todo esto los Articulos, Letras, è Instrumentos necessarios; y para pedirlos, y recibirlos de las otras Partes, ò en comun, ò separadamenta de ellas. Y prometemos en buena fee, debajo de la palabra Real, que nosotros tendremos por ratas, gratas, y firmes todas las cosas, y cada una de por si, que fueren hechas, pactadas, y concluidas entre los Principes de ambas Partes, ò sus Procuradores, Diputados, ò Comissarios, y al sobredicho nuestro Embaxador Extraordinario, assi junta, como separadamente en lo arriba referido, en general, ò particular, y que jamas contravendremos a cosa alguna della, antes bien de nuestra parte, no solo observarèmos santa, y inviolablamante todo lo que en nuestro nombre se huviere prometido, ò concluido an qualquiera de las materias arriba dichas; pero tambien prometemos, y salimos por Fiadores, que por las dos Partes, y por cada una de por si se observarà santa, y inviolablemente. E testimonio de lo qual mandamos dar estas Letras, firmadas de nuestra mano, y corroboradas con al gran Sello de Inglaterra. Fechas en nuestro Palacio Westmonasteriense a diez y seis de el mes de Febraro, Año de el Señor de mil y seiscientos y sesenta y cinco, y al diez y ocho de nuestro Reynado. CARLOS Rey.

En nombre de la Santissima Trinidad, Padre, Hijo, y Espiritu Santo, tres Personas, y un solo Dios verdadero.

I. PRIMERAMENTE declaran los Señores Reyes Catolico, y de Portugal, que por el presente Tratado hazen, y establecen en sus nombres, de sus Coronas, y de sus Vassallos, una Paz perpetua, buena, firme, è inviolable, que començarà desde el dia de la Publicacion de este Tratado, que se harà en el termino de quinze dias, cessando desde luego todos los actos de hostilidad, de qualquier manera que sean, entre sus Coronas, por Tierra, y por Mar, en todos sus Reynos, Señorios, y Vassallos, de qualquiera calidad, y condicion que sean, sin exempcion de lugares, ni de Personas. Y se declara, que han de ser quinze dias para ratificar el Tratado, y quinze para publicarse.

II. Y porque la buena fee con que se haze este Tratado de Paz perpetua, no permite que se piense en Guerra para lo futuro, ni en querer cada una de las Partes hallarse para esta caso con mejor partido, se acordò en restituirse a Portugal las Plaças, que durando la Guerra le ocuparon las Armas de el Rey Catolico; y al Rey Catolico las que durando la Guerra le ocuparon las Armas de Portugal, con todos sus terminos, assi, y de la manera, y por los limites, y confrontaciones que tenian antes de la Guerra, y todas las haziendas de raiz se restituiran a sus antiguos possessores, ò a sus Herederos, pagando ellos las mejoras utiles, y necessarias, sinque por esso podran pedir los daños

ANNO 1668. daños que ſe atribuyen a la Guerra; y quedarà en las Plaças la Artilleria que tenian quando ſe ocuparon. Y los Moradores que no quiſieren quedar, podràn llevar todos lo mueble, y quedaràn dueños de los frutos de lo que huvieren ſembrado al tiempo de la publicacion de la Paz. Y eſta reſtitucion de las Plaças ſe harà en termino de dos meſes, que empeçaran desde el dia de la publicacion de la Paz. Pero declaran, que en eſta reſtitucion de las Plaças no entra la Ciudad de Ceuta, que ha de quedar en Poder de el Rey Catolico, por las razones que para ello ſe conſideraron. Y ſe declara, que las haziendas que ſe poſſeyeren con otro titulo, que no ſea el de la Guerra, podràn diſponer dellas ſus dueños libremente.

III. Los Vaſſallos, y Moradores de las Tierras poſſeidos de uno, ò de otro Rey, tendran todabuena correſpondencia, y amiſtad, ſin moſtrar ſentimiento de las ofenſas, y daños paſſados, y podran comunicar, entrar, y frequentar los limites de uno, ò de otro, y uſar, y exercitar Comercio con toda ſeguridad por Tierra, ò por Mar, y aſſi, y de la manera que ſe uſava en tiempo de el Rey Don Sebaſtian.

IV. Los dichos Vaſſallos, y Moradores de una, y otra parte tendran reciprocamente la miſma ſeguridad, Libertades, y Privilegios, que eſtan acordados con los Subditos de el Sereniſſimo Rey de la Gran Bretaña por el Tratado de veinte y tres de Mayo del año de ſeiscientos y ſeſenta y ſiete, y de otro de el año de ſeiscientos y treinta, en lo que en eſte Tratado eſtà todavia en pie, aſſi, y de la manera, como ſi todos aquellos Articulos en razon del Comercio, è Inmunidades tocantes a èl ſe eſtuvieſſen aqui expreſſamente declarados, ſin excepcion de Articulo alguno, mudando ſolamente el nombre en favor de Portugal: A de eſtos miſmos Privilegios uſarà la Nacion Portugueſa en los Reynos de Su Mageſtad Catolica, aſſi, y de la manera que lo uſaron en tiempo del Rey Don Sebaſtian

V. Y porque es neceſſario un largo tiempo para poderſe publicar eſte Tratado en las partes mas diſtantes de los Señorios de uno, y otro Rey, para ceſſar entre ellos todos los actos de hoſtilidad, ſe acordò, que eſta Paz començarà en las dichas partes desde la publicacion, que de ellas ſe hizieren en Eſpaña a un año ſiguiente: pero ſi el aviſo de la Paz pudiere llegar antes a aquellos Lugares, ceſſaràn desde entonces todos los actos de hoſtilidad. Y ſi paſſado dicho año ſe cometiere por qualquiera de las Partes algun acto de hoſtilidad, ſe ſatisfarà a todo el daño que del naciere.

VI. Todos los priſioneros de Guerra, ò en odio della, de qualquiera Nacion que ſean, ſin dilacion, ò embargo alguno, ſeràn pueſtos en ſu libertad, aſſi de una, como de otra parte, ſin excepcion de perſona alguna, y de razon, ò pretexto que ſe quiera tomar en contrario; y eſta libertad començarà del dia de la publicacion en adelante.

VII. Y para que eſta Paz ſea mejor guardada, prometen reſpetivamente los dichos Reyes Catolico, y de Portugal de dar libre, y ſeguro paſſage por Mar, ò por Rios navegables, contre la invaſion de qualesquiera Piratas, ò otros Enemigos, que procuraràn tomar, y caſtigar con rigor, dando toda libertad al Comercio.

VIII. Todas las privaciones de herencias, è diſpoſiciones hechas con odio de la Guerra, ſon declaradas por ningunas, y como no acontecidas, y los dos Reyes perdonan la culpa a unos, y a otros Vaſſallos en virtud de eſte Tratado, aviendoſe de reſtituir las haziendas que eſtovieren en al Fisco, y Corona a las perſonas, a las quales ſin aver ſobrevenido eſta Guerra avian de tocar, ò pertenecer para Poder libremente gozar de ellas; pero los frutos, y lo que huvieren rentado los dichos bienes haſta el dia de la publicacion de la Paz, quedaràn a los que los huvieren poſſeido durante la Guerra. Y porque ſe pueden ofrecer ſobre eſto algunas demandas, que conviene abreviar para el ſoſſiego de la Republicà, ſerà obligado cada uno de los pretendientes a intentar las demandas dentro de un año, ſe determinaràn breve, y ſumariamente dentro de otro.

IX. Y ſi contra lo diſpueſto en eſte Tratado algunos Mercaderes, ſin orden, ni Mandado de los Reyes reſpetivamente hizieren algun daño, ſe repararà, y caſtigarà el daño que hizieren, ſiendo apreſados los delinquentes; pero no ſerà licito por eſta cauſa tomar las armas, y romper la Paz. Y en caſo de no hazerſe Juſticia, ſe podran dar Cartas de marca, ò repreſallas contra los delinquentes en la forma que ſe acoſtumbra. ANNO 1668.

X. La Corona de Portugal, por los intereſſes, que reciproca, y inſeparablemente tiene con la de Ingalaterra, podrà entrar a parte de qualquier Liga, y Ligas ofenſiva, y defenſiva, que las dichas Coronas de Ingalaterra, y Catolica hizieren entre ſi, juntamente con qualesquiera Confederados ſuyos: y las condiciones, y obligaciones reciprocas, que en tal caſo ſe ajuſtaren, ò adelante ſe añadieren, ſe tendran, y guardaràn inviolablemente en virtu de eſte Tratado, aſſi, y de la manera como ſe eſtuvieran particularmente expreſſadas en èl, y eſtuvieran ya nombrados los colligados.

XI. Prometen los ſobredichos Señores Reyes Catolico, y de Portugal de no hazer nada contra, ni en perjuizio de eſta Paz, ni conſentir ſe haga directa, ni indirectamente; y ſi acaſo ſe hiziere, de repararlos ſin ninguna dilacion; y para obſervancia de todo lo arriba contenido ſe obligan con el Señor Rey de la Gran Bretaña, como Medianero, y Fiador de eſta Paz; y para firmeza de todo renunciatn de todas las Leyes, Coſtumbres, ò coſa alguna que haga en contrario.

XII. Eſta Paz ſerà publicada en todas las partes donde conveniere, lo mas brevemente que ſe pueda deſpues de la Ratificacion de eſtos Articulos por los Señores Reyes Catolico, y de Portugal, y entregados reciprocamente en la forma acoſtumbrada.

XIII. Finalmente ſeràn los preſentes Articulos, y Paz en ellos contenida ratificados tambien, y reconocidos por el Sereniſſimo Rey de la Gran Bretaña, como Medianero, y Fiador della, por cada una de las partes, dentro de quatro meſes deſpues de ſu Ratificacion.

Todas las quales coſas en Articulos referidas fueron acordados, eſtablecidas, y concluidas por noſotros Don Gaspar de Haro Guzman y Aragon, Marques de el Carpio, Duarte Conde de Sandwich; y Don Noño Alvarez Pereira, Duque de Cadaval; Don Baſco Luis de Gama, Marques de Niza; Don Juan de Silva, Marques de Gobea; Don Antonio Luis de Meneſes, Marques de Marialva, Henrique de Souſa Tavares de Silva, Conde de Miranda; y Pedro de Vieira de Silva, Comiſſarios Diputados para eſte efecto, en virtud de Plenipotencias que quedan declaradas en nombre de Sus Mageſtades, Catolica, de la Gran Bretaña, y de Portugal, en cuya fee, firmeza, y teſtimonio de verdad hizimos el preſente Tratado, firmado de nueſtras manos, y ſellado con el Sello de nueſtras Armas. En Lisboa en el Convento de Santo Eloy a los treze dias de el mes de Febrero de mil y ſeiscientos y ſeſenta y ocho. Don Gaspar de Haro y Guzma. El Conde de Sandwich. El Duques Marques de Ferreira. El Marques de Niza, Almirante de la India. El Marques de Gobea, Mayordomo Mayor. Marques de Marialva. El Conde da Miranda. Pedro Vieyra de Silva.

POr Tanto, aviendo viſto, conſiderado, y examinado en mi Conſejo maduramente dicho Tratado, y o por mi, y por el muy Alto, y Sereniſſimo Principe D. Carlos Segundo, Rey de las Eſpañas, &c. nueſtro muy caro, y muy amado Hijo, hemos reſuelto aprobarle, y ratificarle, como en general, y cada punto en particular le aprobamos, y ratificamos por Nos, y nueſtros Herederos, y Subceſſores, como aſſimiſmo por los Vaſſallos, Subditos, y Habitantes de todos nueſtros Reynos, Paiſes, y Señorios, aſſi en Europa, como fuera della, ſin exceptuar ninguno, recibiendo el dicho Tratado, y todo lo que contiene, y cada Punto dello en particular en todas ſus partes por bueno, firme, y valedero, prometiendo en fee, y palabra Real por Nos, y nueſtros Suceſſores Reyes, Principes, y Herederos ſinceramente, y con buena fee ſeguir, obſervar, y cumplirle inviolable, y puntualmente, ſegun ſu forma, y tenor, y hazerle ſeguir, obſervar, y cumplir de la miſma manera como ſi le huvieramos Tratado por nueſtra propia perſona, ſin hazer, ni permitir, que en ninguna manera ſe haga coſa en contrario directa, ni indirectamente en qualquier modo que ſer pueda; y ſi ſe huviera hecho, ò ſe hiziere contravencion en alguna manera, hazerla reparar ſin difficultad, ni dilacion alguna, caſtigar, y mandar caſtigar a los que huvieren contravenido con todo rigor, ſin gracia, ni perdon, obligando para el efecto de lo inſodicho todos, y cada uno de nueſtros Reynos, Paiſes, y Señorios, como tambien todos nueſtros otros bienes

ANNO 1668. presentes, y venideros, sin exceptuar nada. Y para la firmeza de esta obligacion renunciamos todas las Leyes, y Costumbres, y todas otras cosas contrarios a ello. En fee de lo qual mandamos despachar la presente, firmada de mi mano, sellada con nuestro Sello secreto, y refrendada del infrascripto Secretario de Estado. Dada en Madrid a veinte y tres de Febrero de mil y seiscientos y sesenta y ocho. YO LA REYNA. D. Pedro Fernandez del Campo y Angulo.

XXVIII.

17.Fevr. L'ANGLETERRE, ET LES PROVINCES-UNIES. (1) *Traité de Commerce entre* CHARLES II. *Roi d'Angleterre & les* PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas, fait à la Haye, le 17. Février,* 1668. [AITZEMA, *Affaires d'Etat & de Guerre.* Tom. XIV. pag. 194. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans GASTELIUS, *de Statu publ. Europæ noviss.* Cap. XXVI. pag. 825. en Allemand; & dans le *Theatrum Europæum*, Tom. X. pag. 851. aussi en Allemand.]

QUandoquidem annuente Divina gratia & conspirante mutuarum rerum salute æque ac Christiani Orbis jam temporis necessitate *vigesimo tertio* die Januarii proximè elapsi, inter Serenissimum & Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum *Carolum* ejus nominis *secundum Magnæ Britanniæ* Regem, & Celsos, ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum conclusum & signatum sit Fœdus perpetuum defensivum, fortissimis tam Mari quam Terra præstandis auxiliis communitum, eodemque die alioque Instrumento de rerum vicinarum tranquillitate paceque Orbi Christiano restituenda, inter prædictum Regem ac prædictos Ordines pronis animis consultum & conventum fuerit, adeoque nihil aliud protinus superesse videatur, quod tam mutua voluntate restauratam amicitiam & necessitudinem ullo unquam tempore interpellare poterit, præter controversias de Mercimoniorum speciebus hinc inde redigendis, forsitan orituras & es incerta aut ambigua earumdem utrimque adjudicatione forsitan etiam promovendas, idcircò quo omnibus innotescat, quam sincera sanctaque fide prædictus Rex ac prædicti Ordines nuper contractæ amicitiæ non modo in præsens sed & ad posteros colendæ cavere voluerint, jam demum ad divellenda quæcunque non modo dissensionum, sed vel altercationum semina præcidendamque penitus eorum spem aut expectationem, quotumcunque demum prædictam amicitiam novis litibus concussum aut labefactatum iri, interesse poterit, in subsequentes Articulos utrimque conventum est, qui pro norma & regula ejusmodi rerum Maritimarum & Mercaturæ hinc inde redigendæ mutuò & perpetuo observabuntur, aut quousque saltem ex utriusque Partis arbitrio & consensu Commissarii inducentur & conveniant ad uberiorem iis de rebus omnibus Navigationisque Legibus, Tractatum, ex communi utrimque commodo & ulteriore experientia digerendum.

I. Subditis atque Incolis *Magnæ Britanniæ* jus fasque esto, omnimoda cum libertate ac securitate navigare atque Mercaturam exercere in omnibus Regnis, Ditionibus, Statibus, quibus cum *Magna Britannia* Pax, Amicitia, vel Neutralitas intercedit, vel inposterum intercedet, neque illa libertate turbentur aut impediantur per Naves Bellicas, Triremes, Celoces, aliaque Navigia Ordinum Fœderati Belgii aut iis subditorum, si forte Bellum oriri contingat inter præfatos Ordines ab una, & dicta Regna, Ditiones & Status ab altera parte, quæ sunt *Magnæ Britanniæ* fœderata, sive Amicitiam aut Neutralitatem cum eo colant & observent.

II. Quæ navigandi commercandique libertas se extendet ad omnes omnino Mercimoniorum species, iis duntaxat exceptis, quæ Contrabandæ indigitantur.

III. Quo in numero solummodo comprehendentur omne genus arma igniaria & quæ eo spectant, ut Machinæ seu Tormenta Bellica, Bombardæ, Mortariæ, Pilociastia vulgo Petardæ, Bombæ, mala Punica, vulgo Granadæ, Saucisæ, Coronæ piceæ, Machinarum vehicula vulgo Affutæ, Thecæ Sclopetariæ, Balthea, Pulvis pyrius, funes Igniarii, Nitrum, Globi, Hastæ, Gladii, Galeæ, Cassides, Loricæ, Bipennes, Lanceæ, Equi, Ephippia, minorum Tuborum sive Sclopetorum Equestrium Vaginæ aut reconditoria, Cinguli, cæteraque Instrumenta, quæ formam acceperunt, ut in Bello usui esse possint, Gallicè dicta, *Assortiments servans a l'usage de la Guerre.*

IV. Sub Mercibus prohibitis non comprehendentur frumentum, triticum aliave grana & legumina, Oleum, Vinum, Sal, nec generatim annona, nec quidquam eorum quæ ad victum aut alimentum pertinent, sed erunt, uti & aliæ Merces qualibet præcedenti Articulo non enumeratæ, plane liberæ, integrumque erit, quaslibet earundem species vehere ad loca hostilia Fœderatorum Ordinum, exceptis duntaxat Oppidis, locisque obsidione cinctis, circumscriptis vel investitis, Gallicè, *blocquées ou investies.*

V. Ut vero prædicta rite atque ordine observentur, pactum atque conventum est, quod Naves aut Navigia Anglorum, quæ Mercibus onerata Portum aliquem Fœderatorum Ordinum intrabunt, animo autem ac consilio exinde discedendi ad loca iisdem hostilia, tenebuntur Officiariis Portuum præfatorum Ordinum, ex quibus solvent exhibere, solummodo Literas commeatus, vulgo Passeportus dictas, quæ contineant Indicem sive notitiam Mercium quarumque Navibus impositorum probatum atque signatum Sigillo ordinario Officiariorum Curiæ Maritimæ sive Admiralitatis ejus loci, unde vela fecerunt, cum designatione loci quo destinata sunt, idque in forma ordinaria & consueta, postque Literarum commeatus sive Passeportus exhibitionem Naves non molestabuntur, excutientur, detinebuntur, aut impedientur ab instituto itinere, quocunque sub obtentu.

VI. Similiter Naves atque Navigia Anglorum, quæ sese sistent, in Navium stationibus sub Oris Maritimis Imperio præfatorum Ordinum subjectis, quibus tamen propositum non est aut subire Portus, aut cum ingressa sunt, exonerare Merces easque deponere, non tenebuntur reddere rationes onerum suorum, nisi suspecta sint, quod vehant Merces vetitas sive Contrabandas ad Hostes Ordinum, ut jam dictum est.

VII. Quo quidem legitimæ suspicionis casu tenebuntur Subditi Regis Magnæ Britanniæ in Portubus exhibere Literas commeatus, sive Passeportus in forma modo designata.

VIII. Quod si verò accesserint ad Oras Maritimas & in alto obvia sint facta Navibus Ordinum aut ejus Subditorum, qui privatis sumptibus & cum Diplomate tamen publico eas Naves instruxerunt, ut evitentur omnia incommoda, dictæ Naves Fœderatorum Ordinum ilsve subditorum non appropinquabunt Anglis intra Tormenti Bellici jactum, sed scapham expedient, integrumque iis erit cum duobus tribusque hominibus duntaxat conscendere Naves aut Navigia Anglorum, ut sibi a Magistro vel Præfecto Navis Anglicanæ exhibeantur Literæ Passeportus supra memoratæ, nec non Literæ Maritimæ sive testimoniales de proprietate Navium ex præscripto formulæ quæ huic Tractatui subjungetur, ut exinde constet non modo de onere, sed & de domicilio Magistri sive Præfecti, quemadmodum & de nomine ipsius Navis, ut duobus hisce mediis deprehendi queat prohibitasne Hostes vehant Merces, & ut abunde appareat de conditione Navis ut & Præfecti sive Magistri ejusdem. Erit vero prædictis Passeportus Diplomatibus Maritimisque Literis adhibenda omnimoda fides, ut vero ut de eorum integritate certius constare possit & ne falsa supponantur, adhibebuntur certa quædam Regis & Ordinum Indicia, signa atque notæ.

IX. Quod si in Navibus vel Navigiis Anglorum, quæ cursum instituerunt versus Portus Ordinibus hostiles, deprehendantur modis supradictis Merces prohibitæ sive Contrabandæ, sumentur eæ ex Navibus, deinde Judicio adversus eas agetur, publicabunturque coram & à Judicibus rerum Maritimarum vel aliis competentibus, neque tamen propterea vel Navis aut Navigium vel cæteræ Merces non prohibitæ sive Contrabandæ in dicta Navi repertæ publicabuntur aut in prædam cedent.

X. Conventum præterea est, ut quicquid deprehendetur immissum à Subditis Regis *Magnæ Britanniæ* in Navem ad Ordinum Fœderatorum Hostes pertinentem, quamvis id de genere vetitarum Mercium non sit, in prædam tamen cedet & Fisco addicetur una cum reliquis, quæ in dicta Navi reperientur citra ullam exceptio-

(1) Ce qui avoit été reglé touchant le Commerce à Breda l'année precedente n'etoit que provisionel; ce qui donna lieu à ce second Traité de Commerce.

ANNO 1668.

ceptionem. Cæterum & contra immune atque liberum erit quicquid deprehenditur in Navibus Subditorum Regis *Magnæ Britanniæ*, quantumvis onus aut pars ejus pertineat ad Hostes Ordinum Fœderatorum, exceptis Mercibus prohibitis, quarum intuitu observabitur id, quod antecedentibus Paragraphis cautum est.

XI. Subditi atque Incolæ Fœderatarum Provinciarum reciprocè iisdem fruentur Juribus, Libertatibus atque Exemptionibus circa Navigationem & Commercia in Oris, in Portubus, Naviumque stationibus in Maribus & Ditionibus Regis *Magnæ Britanniæ*, quemadmodum jam dictum est, fruituros Subditos dicti Regis in illis, quæ imperio Fœderatorum Ordinum parent, ut & in aperto Mari; subintelligenda enim est in omnibus & singulis mutua & reciproca æqualitas, etiam eo casu quo Ordines Fœderati posthac Pacem Amicitiamque colent, vel Neutralitatem observabunt cum Regibus, Principibus, & Statibus, qui Bellum gerent cum *Magnæ Britanniæ* Rege, adeo ut utraque Pars iisdem planè fruantur conditionibus & limitationibus quæ Pactis hisce conventis continentur & Commercium spectant.

XII. Utque securitati Subditorum Ordinum Fœderatorum abundè cautum sit, quod nulla iis injuria inferetur aut vis fiet, per Bellicas Naves ad dictum *Magnæ Britanniæ* Regem ejusve Subditos pertinentes, interdicetur Præfectis Regiis ut & Subditis, qui suis impensis Naves instruunt, eorumque constitutis Officialibus & Magistris, ne ullam Subditis aut Incolis Fœderatarum Provinciarum faciant injuriam damnumve dent, sin secus faxint, pœnas luent & propterea obstricti erunt de damno cum omni causa & eo quod interest satisfacere per reparationem & restitutionem sub obligatione & nexu Personæ Bonorumque.

XIII. Atque ob hanc causam in posterum tenebuntur Præfecti sive Capitanei, & qui Bellicas Naves armant singuli, priusquam Mari se committant, exponere cautionem idoneam coram Judicibus competentibus, ad summam *mille quingentarum librarum Sterlingi*, sive *quindecim mille librarum Turonensium*, ut eo melius ab iis in solidum repetantur damna & injuriæ quas dum Mari vagantur, fortassis inferre possent, ut & ea quæ committentur à Capitaneis eisque quorum ministerio utuntur, adversus hunc Tractatum Legesque & Edicta Regis, quæ vi ac vigore, & secundum dispositionem hujus Tractatus publicabuntur sub pœna, irrita fore Diplomata & revocatam fore permissionem prædarum ex Hoste agendarum.

XIV. Quod si Præfectus aliquis Navis Anglicæ deprehendat atque capiat Navem oneratam dictis Mercibus prohibitis, fas illi non erit aperire aut cistas, scrinia, sarcinas, vasa, cave vendere, permutare aut alio modo alienare, priusquam exposita sint in Terram præsentibus Judicibus sive Officialibus Admiralitatis, factoque ab iis Inventario Mercium in dicta Navi repertarum, nisi si Merx prohibita partem duntaxat oneris faciat, ut confestim ejusmodi Merx exoneretur auferaturque, quo minorem in instituto itinere moram patiatur, quo quidem casu nulla amplius molestia afficiendus vel ab itinere proposito avertendus erit.

XV. Rex *Magnæ Britanniæ* Subditos Fœderatorum Ordinum eodem favore prosequi volens in omnibus sui Imperii Ditionibus ac proprios Subditos, id effectum dabit, ut super prædis, quæ in Mari factæ sunt fientque, Jus administretur secundum Justitiæ regulas, æquitatisque normam, per Judices non suspectos, & quorum non intererit in causa quæ disceptatur, utque Sententiæ jam latæ & quæ deinceps ferentur, rectè atque ordine executioni mandentur suumque sortiantur effectum prout earum tenor exigit.

XVI. Quandocunque Legati Ordinum, aliive Ministri publica authoritate instructi in Aula Regiæ Majestatis *Magnæ Britanniæ* commorantes, querentur de iniquitate Sententiarum, quæ latæ fuerunt, jubebit Rex easdem Sententias in Consilio suo revideri atque ad examen revocari, ut constet an Leges formulæque hujus Tractatus in iis observatæ sint, ut huic rei provideatur, quemadmodum Juris æquique norma exigit, quod intra trimestre spatium expediri oportebit, interim neque ante neque post latam Sententiam pendente revisione bona controversa vendere aut distrahere licebit, nisi ex consensu eorum, quorum interest, si forte Bona servando servari nequeant vel nequid detrimenti iis accidat.

XVII. Lite mota in prima vel in ulteriore instantia inter eos, qui in Mari prædam fecerunt ab una & eos quorum interest, quique intercedunt confiscationi, ab altera parte, atque continget hasce Sententia Judicis vincere & absolvi, Sententia cautione interposita, mandabitur executioni, licet ab ea provocatum sit ad superiorem Judicem, at non contra si pronunciatum fuerit contra intercedentes. Porro quæ hoc atque antecedentibus Articulis sancita sunt de reddendo Jure ex præscripto Justitiæ sanctè ac remotis ambagibus in causis Subditorum Fœderatorum Ordinum, quando eorum Naves vel Merces captæ fuerunt per Subditos Regis *Magnæ Britanniæ* in Mari itidem observanda erunt ab Ordinibus Generalibus in causis Subditorum Regiæ Majest. quorum Naves Mercesque in Mari à Subditis Incolisve Fœderatarum Provinciarum interceptæ fuerint.

XVIII. Cum autem rerum omnium & Conventionum commoda aut incommoda non nisi tractu temporis mutuæque experientiæ documentis penitus indagari possint, conventum itaque est inter prædictum Dominum Regem *Magnæ Britanniæ*, & dictos Dominos Ordines Fœderati Belgii: ut quocunque demum tempore utrique Parti id visum fuerit, ex communi consensu indici & conveniri poterunt delegati Commissarii, quorum curæ erit & operis, quodcunque in supramemoratis Articulis defecisse reperietur supplere, quodcunque autem incongruum aut utrinque incommodum fuisse, mutare aut circumscribere, & uberiorem demum hisce de rebus omnibus Navigationisque Legibus Tractatum absolvere prorsus & perlimare.

XIX. Pacta hæc conventa omniaque & singula iis contenta à dicto Domino Rege *Magnæ Britanniæ* dictisque Dominis Ordinibus Generalibus Fœderatarum Provinciarum per patentes utriusque Partis Literas Sigillo Magno munitas debita & authentica forma intra quatuor septimanas proximè sequentes, aut citius si fieri poterit, confirmabuntur & ratihabebuntur, mutuaque Ratihabitionum Instrumenta intra prædictum tempus hinc inde extradentur.

Sequuntur formulæ, quarum superius Articulo octavo mentio facta fuit.

Formula Literarum Testimonialium petendarum dandarumque ab iis, quibus rerum Maritimarum Jurisdictio Jure Ordinario in Magnæ Britanniæ Regno mandata est, omnibus Navibus Navigiisque inde vela facientibus, secundum dispositionem Articuli octavi hujus Tractatus.

. . . . Architalassus. Omnibus, quibus hoc Diploma exhibebitur, Salutem. Notum sit N. N. Magistrum seu Præpositum Navis, cui nomen est . . . . . Civitatis . . . . . Vaturum plus minus . . . . . stantis hoc tempore in Portu . . . . . . à nobis obtinuisse veniam cum prædictâ Nave onerata . . . . . . navigandi . . . . posquam ab iis quibus hoc instructum est, quid eam invectum illatum sit exploratum fuerit.

Oportebit autem eundem Magistrum aut Præpositum dictæ Navis coram iis quibus Rerum Maritimarum Jurisdictio Jure ordinario mandata est, Jurejurando affirmare, dictam Navem pertinere ad Subditum Subditosque Regiæ Majestatis Magnæ Britanniæ (de quo Jurejurando præstito sub fine hujus Diplomatis apparere necesse erit) seque eosque qui Navis navigandæ causa in Nave sunt, Leges atque Conventiones, quæ ad res Maritimas spectant sanctè fideliter observaturum, ac observaturos, & apud Acta Curiæ Rerum Maritimarum edere indicem signatum probatumque, sigillatim continentem nomina & cognomina, Locum originis & domicilii tam eorum qui Navem navigant, quam qui vehuntur, quos in Navem recipere, absque consensu eorum, qui rei Maritimæ præsunt, jus fas ei non erit: Tenebitur porro Judicibus aliisque, ad quos de rebus Maritimis cognitio pertinet, in singulis Portubus, ubi Navem appellet, Diploma hoc exhibere, ac peracto itinere ex fide referre ea, quæ toto Navigationis suæ tempore acta facta fuerunt, eodemque Navigationis suæ tempore non aliis quam memoratæ Regiæ Majestatis vexillis aplustribus aliisque signis aut insignibus uti licebit poteritque.

In quorum fidem hæc manu propria subscripsimus Sigilloque nostro munivimus & à nostro Rerum Maritimarum Secretario subscribi curavimus. Signatum erat . . . Et paulo inferius, Sigilloque præfati Domini Architalassi signatum.

K 2 Fer-

ANNO 1668.

Formula Instrumenti continentis Jusjurandum a Magistro, seu Præposito Navis præstandum.

NOs, quibus in Ditione & Territorio . . . . . Rerum Maritimarum Jurisdictio Jure ordinario mandata est, affirmamus N. N. Magistrum seu Præpositum Navis hoc Diplomate nominatæ præstitisse Jusjurandum inibi expressum. In quorum fidem hæc signari curavimus.

Formula Literarum Testimonialium petendarum dandarumque a Consulibus, Civitatum & Portuum Uniti Belgii omnibus Navibus Navigiisque inde vela facientibus secundum dispositionem præfati Articuli octavi.

SErenissimis, Illustrissimis, Potentissimis, Nobilissimis, Spectatissimis, Prudentissimis Dominis Imperatoribus, Regibus, Rerumpublicarum Moderatoribus, Principibus, Ducibus, Comitibus, Baronibus, Dominis Consulibus, Scabinis, Senatoribus, Judicibus, Officialibus, Justiciariis & Rectoribus omnium Civitatum & Locorum tam Ecclesiasticorum quam Secularium, quibus hæ exhibebuntur. Consules & Rectores Civitatis, ... notum facimus N. N Magistrum seu Præpositum Navis . . . . . se nobis stitisse & solemni Jurejurando affirmasse dictam Navem cui nomen est . . . . . mensurarum quas vulgo lastas vocant plus minus . . . . . cujus ille hoc tempore Magister sive Præpositus est, pertinere ad Incolas Provinciarum Uniti Belgii, ita eum Deus adjuvet; cum autem acceptissimum nobis esset, prædictum Magistrum seu Præpositum Navis in iis quæ probè justeque ab eo agenda erunt adjuvari, rogamus vos universos & singulos, ubicunque dictus Magister seu Præpositus Navem Mercesque in eam invectas illatas appeller, velitis & jubeatis eum benigne recipi, humaniter tractari, sub legitimorum consuetorumque Vectigalium ac aliorum onerum solutione admitti, ingredi, manere, egredi Portus, Flumina & Dominia vestra & omnimodo Navigationis, Mercatus, Commerciorum ac promercalium Jure specieque uti, omnibus quibus hoc ei melius rectius visum fuerit, grato animo id rependere vobis paratissimi semper promptissimique. In quorum fidem hanc Civitatis nostræ Sigillo signari curavimus.

In quorum omnium & singulorum fidem & robur nos dicti Domini Regis Magnæ Britanniæ & dictorum Dominorum Ordinum Generalium Mandatarii facta nobis ad id potestate sufficienti hisce Tabulis subscripsimus illasque Sigillis nostris signavimus. Hagæ-Comitum in Hollandia die 17. Februarii anni 1668. Signatum erat.

W. TEMPLE.

XXIX.

Le 9. & 13. Mars.

Traité d'Alliance & de Protection entre les Seigneurs de la COMPAGNIE ORIENTALE HOLLANDOISE, *&* PADUCCA SIRI, *Sultan* HAROUNARRA CHIT, *Roi de Tello dans le Royaume de Macassar, par lequel ce Prince Indien se range sous la protection de ladite Compagnie, avec ses Freres, ses Sœurs, ses Enfans & ses Sujets, promettans de lui estre fidelle, &c. Fait au Fort Tello le 9. Mars* 1668. Avec les LETTRES *de* MAMALYANG, *Roi de Chiurana Linques, Frere du Roi de Tello, par lesquelles il accede au même Traité, & se range sous la même Protection, lui, ses Enfans, ses Sujets, & son Païs. Fait le* 13. *Mars* 1668. S'ensuivent *les* ARTICLES NOUVEAUX, *auxquels le Roi de Tello, & le Roi de Linques, ont été derechef admis à l'Alliance de la Compagnie du* 15. *Juillet* 1669. Et enfin l'ACCESSION *des Rois & des Peuples de Goa, & de Sadrebonne au même Traité. Fait au Logis de l'Amiral Hollandois le* 27. *Juillet* 1669. [Tiré de la Relation de tout ce qui s'est passé de plus memorable dans la Guerre que les Hollandois de la Compagnie des Indes Orientales ont eu contre le Roy & les autres Regens de Macassar, depuis l'an 1666. jusqu'à l'an 1669. à Paris chez Fr. Leonard 1670. in 12.]

ANNO 1668.

JE soussigné Paducca Siri Sultan Harounarra Chit, Roi de Tello, étant devenu Ami & Allié de la Compagnie, dans la derniere Paix faite avec le Royaume de Macassar, comme il est plus amplement porté par le Traité que nous en avons fait & confirmé par Serment, me représentant la fidelité & le soin paternel dont la Compagnie a toûjours usé & use continuellement envers ses Amis & Alliez, DECLARE par ces presentes, que j'ai resolu, de l'avis des Seigneurs de mes Etats, de mes Freres & de mes Sujets, que j'ai au préalable consultez sur cela, de m'allier & m'engager encore plus étroitement à la même Compagnie, moi & les miens, avec tout mon Royaume, & toutes les Terres de ma Jurisdiction, & de la prier aussi de me recevoir en sa protection, non seulement moi en particulier, mais aussi tous mes Enfans, afin que tant durant ma vie qu'après ma mort, ils puissent être considerez avec moi, comme Amis & Alliez de la Noble Compagnie des Indes Orientales, & qu'elle nous prenne & maintienne en sa protection paternelle, afin que qui que ce soit au monde, ne nous puisse faire le moindre tort ou injure: Surquoi le Sieur Corneille Speelman, Amiral & Général des Forces que la Compagnie a ici, représentant par la vertu de sa Commission, la Souveraineté du Gouvernement Général & du Conseil des Indes établi à Batavia, m'a fait la grace d'accepter amiablement, & d'un franc-cœur, les demandes susdites, que je lui ai fait faire & porter par Paducca Siri Sultan Mandarsaha Roi de Ternate, & Mamalyang Roi de Linques; Et c'est pour ce sujet que je m'engage à toute sorte de fidelité à ladite Compagnie, Moi, mes Enfans, mes Freres & mes Sœurs, & les Seigneurs de mon Royaume, avec tous mes Sujets; & me donne & remets entierement avec eux tous, à ses soins & sous sa conduite. Et parce que leurs Amis sont les nôtres, de même que leurs Ennemis; nous serons toûjours prêts d'aller à la Guerre avec elle ou ses Troupes, par tout où elle nous voudra employer. Et en cas que je vienne à mourir, mes Enfans & les Enfans de mes Enfans demeureront sous sa tutelle & protection paternelle: Et si lors de ma mort il n'y en avoit aucun en vie, ou qu'ils n'en laissassent aucun après leur mort, les Seigneurs de mon Royaume, mes Freres & autres Parens ne pourront élire aucun Roi à ma place, que de l'avis & du consentement de ladite Compagnie: Et même si mes Enfans ne se comportoient pas comme ils doivent, ladite Compagnie en pourra élire quelqu'autre des plus proches à leur place, pour le bien de mes Etats & celui de mes Sujets, confiant le tout de bon cœur, & avec toute sorte de sincerité à la conduite de ladite Compagnie: Et afin que ceci soit d'autant plus notoire à tout le monde, j'ai seellé les presentes du Sceau de mon Royaume, & les ai fait signer par mon Frere Dain Mangappa, & par Carre Motulle, & Galeran Carre Pato, & juré sur l'Alcoran à nôtre maniere, d'observer fidelement tout ce qui y est contenu, en presence de Messieurs Danker van der Straten, premier Marchand, Pierre Dupon, Capitaine, & Abraham Gabbema, Fiscal, promettant de les faire publier & proclamer à haute voix & son de Tambour dans ma Capitale, quand il plaira à Monf. l'Amiral. Ainsi fait, juré & seellé dans mon Fort de Tello, le 25. du mois de Ramelan de l'année 1078. qui est selon le stile des Hollandois, le 9. Mars 1668. en presence de l'Illustre & puissant Mandarsaha Roi de Ternate, & de Mamalyang Roi de Linques mon proche parent, qui ont ci-dessous apposé leur Sceau pour confirmation de ceci.

Nous soussignez Commissaires à ce deputez du Sieur Amiral Corneille Speelman, declarons que le Roi & les Témoins susnommez, ont seellé & juré solemnellement ce Traité en nôtre presence, au lieu & en la forme que dessus, après l'avoir auparavant bien compris, & entendu jusqu'au fond, comme nous l'avons aussi rapporté de même audit Sieur, & sur cela ordonné d'y apposer le Sceau de la Compagnie, & le sein du Secretaire, le jour & an que dessus, fait au Château de Rotterdam en Macassar. *Signé* D. VAN DER STRATEN. PIERRE DUPON. A. GABBEMA: *le Sceau de la Compagnie étoit à côté imprimé sur de la cire rouge, & au dessous,* Par Ordonnance de Mr. l'Amiral, au lieu & jour susdit: *Signé* HENRI LOUF Secretaire.

Je

Anno 1668.

Je soussigné Mamalyang, Roi Hereditaire de Chinrana Linques, & Seigneur Baron dans le Royaume de Macassar, ayant mûrement lû, compris & medité le Traité ci-attaché, par lequel le Roi de Tello mon Frere s'est allié & engagé à la Compagnie des Indes en ma propre presence; Je déclare pour moi & pour tous mes Fils & Filles, Domestiques, Païs, & Peuples, non seulement, que je m'engage de même à ladite Compagnie; Mais que je me mets aussi entiérement sous son obeïssance & sa protection, promettant de lui être dès maintenant & à jamais fidelle, dans tous ses commandemens, son service & ses ordonnances, surquoi pour marque de verité, & de la sincerité de mes intentions, moi & mon Fils Tartara Cranivan Patena, avons signé, scellé & juré les presentes, où nous tenons pour inseré le Traité de Tello, entre les mains dudit Amiral, & en presence desdits Sieurs Danker van der Straten, Pierre Dupon, & Abraham Gabbems, & de tous les Rois Alliés qui ont signé les presentes, & fait apposer leur Seau ci-dessous, lesquels sont témoins de ceci, assavoir le puissant Roi de Ternate, le Roi de Palacca, le Prince Calematta, & le Roi de Laya, le 23. du mois de Mars 1668. qui est selon nôtre compte le 29. du mois de Ramelan de l'année 1078. au Château de Rotterdam en Macassar: Les Seaux des Rois de Ternate & Palacca étoient au dessous en cire rouge: & plus bas il y avoit *Nota*, le Seau & les seings de cidessus ont été apposez en plein Conseil le 31. Mars seulement. *Signé*, Danker van der Straten, Pierre Dupon, Abraham Gabbema. *Le Seau de la Compagnie est à la marge sur de la cire rouge, & plus bas*, Par Ordonnance de Monsieur l'Amiral, le jour & lieu susdits. *Signé*, Henri Louf Secretaire.

AUTRES ARTICLES.

Sur quoi le Roi, les Galerans & les Ministres d'Etat de Tello; Comme aussi le Crain Linques, après avoir fait les soumissions en tel cas requises, ont été derechef reçus & admis dans l'Alliance de la Compagnie par le Sieur Speelman Surintendant & Commissaire Général sur les Provinces Orientales, Amiral & Generalissime tant par Mer que par Terre au Païs de Macassar & aux environs, au nom du Sieur Jean Maetsuycker Gouverneur Général & de Mess. du Conseil des Indes, sous les conditions suivantes.

I. Que lesdits Seigneurs, Rois & Regens garderont saintement, & observeront fidelement & immuablement, dès maintenant à perpetuité, le Traité de Paix & d'Alliance qui fut fait entre le Royaume de Macassar & la Compagnie Hollandoise des Indes Orientales, scellé & solemnellement juré de part & d'autre à Bonaye le 18. Novembre 1667. qu'ils garderont & observeront de même un autre Traité fait entre le Roi & la Regence de Tello & le Crain Linques d'une part, & ladite Compagnie d'autre, qui fut conclu, juré & scellé le 9. Mars de l'année suivante 1668. Déclarant qu'ils ne l'ont violé que par leur mauvais Conseil, qu'ils en sont extrémement fâchez, & que pour ce sujet ils se reconnoissent fort obligez à le bonté de la Compagnie, de ce qu'elle a daigné encore leur faire grace à leur instante & très-humble priere, & que par ces presentes ils se donnent entiérement à sa bonté, la priant cependant qu'à l'égard des sommes qui lui ont été promises par le Traité de Bonaye, il lui plaise de ne permettre pas qu'ils soient surchargés au delà de leurs forces en ce qui regarde leur cotte, protestant qu'ils sont fort impuissans & n'ont pas dequoi la payer; surquoi on les a assurez que Messieurs du supréme Conseil des Indes auront indubitablement égard à leurs rémontrances & les traiteront avec toute sorte de douceur sur ce point-là.

II. Ils ont aussi declaré qu'ils reputent à grande grace & bienfait, de ce qu'il plait à le Compagnie de leur vouloir laisser leurs armes de main avec leurs Mousquets, en considération de ce qu'ils étoient les premiers qui avoient abandonné les interêts du Roi & du Royaume de Macassar, & étoient venus s'humilier & se mettre sous l'obeïssance de la Compagnie, avec promesse que sans delai ni tergiversation aucune ils exhiberont & livreront incontinent, tout le petit Canon & les Basses, car ils n'en avoient plus de gros que le Roi & la Regence de Tello. & le Crain Linques ont encore, tant celui qu'il y a à Tello, à Goa & à Sadrebone, qu'ailleurs, sans en pretendre aucune chose, & remercians bien fort ladite Compagnie, de ce qu'il lui plaît les accepter en deduction de la susdite dette, chaque chose selon son prix.

III. Et en repetition & pour plus d'assurance du Traité fait à Bonaye, ils promettent de demanteler Tello & en démolir les remparts quand il plaira à la Compagnie, & de n'y faire jamais aucune autre fortification, directement ni indirectement, si ce n'est du consentement & par permission de ladite Compagnie.

IV. Et en cas que le Roi & la Regence de Goa, ne viennent pas faire leurs soumissions à la Compagnie sur l'Acte de pardon qu'elle leur envorra, alors lesdits Seigneurs Roys & Regens du Royaume de Tello, comme bons & fidelles Alliés de la Compagnie, les tiendront pour Ennemis ouverts & declarée, & contribueront à leur faire le plus de mal qu'il se pourra; mais quoi que ledit Roi de Goa persiste dans sa rebellion, cela n'empêchera pas que les autres Rois, & Fils de Rois de Macassar, ni aucun de leurs Sujets qui viendront s'humilier & demander grace, ne soient agreablement reçûs, pourvû que le Roi & la Regence de Tello ne reçoivent ou n'admettent personne, particulierement de gens de condition, sans en donner avis chaque fois à la Compagnie, avec toute la promptitude possible.

V. Qu'en cas que Cronron, qui a été le pur auteur de la rupture du Traité de Bonaye, ne mette pas les armes bas, & ne se vienne jetter aux pieds de la Compagnie, lui demander grace, & se rendre à la discretion du suprême Conseil seant à Batavia, & se mettre entiérement à sa disposition, les assûrant néanmoins; même sans qu'on l'ait demandé, qu'il ne sera rien attenté ni sur son corps ni sur sa vie, qu'alors ils aideront à le poursuivre, le prendre, ou le tuer, selon que l'occasion s'en presentera, & à mettre entre les mains de la Compagnie tous les effets qu'on pourra trouver à lui appartenant, en deduction de ce qui lui doit être payé en vertu du Traité susmentionné.

VI. Que pour plus de sûreté de ce nouveau Traité d'Alliance, toutefois & quantes que la Compagnie le voudra, ledit Roi ou quelqu'un des Grands de son Royaume, tel que la Compagnie demandera, sera tenu de venir demeurer parmi nous en un lieu commode, & d'y rester tant qu'il plaira à la Compagnie.

VII. Enfin la susdite Regence & le Crain Linques promettent, que pour ôter tout sujet de méfiance, & selon la coûtume que les Hollandois observent parmi eux, ils ne viendront jamais dans aucune Place de la Compagnie qu'avec peu de monde, lequel même sera desarmé, le reste de leur suite étant obligé de demeurer hors la Place, à moins qu'il ne fût permis autrement par des raisons particulieres qu'on en pourroit avoir.

Et pour assûrance plus solennelle de tout ceci, Daayen Mangappa demi-Frere du Roi de Tello, les Galerans ou les Conseillers du Royaume de la part dudit Roi en vertu de leurs Lettres de Créance ci-annexées, comme aussi Crain Linques, pour lui-même, & derechef le susdit Daayen Mangappa, Manehie-Love & Patto Conseillers du Royaume, chacun pour soi-même, ont juré solennellement les presentes sur leur Alcoran, & pour plus grand affermissement & force d'icelles, ils ont bû de l'eau versée sur leurs Krisses, pour marquer par cette coûtume ositée en leur Païs, qu'en cas qu'ils vinssent à rompre & violer cette Alliance, ils consentent d'être defaits de leurs propres poignards. Ainsi fait & juré au quartier de Jaccatra au bord des rampars de Château de Samboupo que nous avons conquis, en presence des Alliés ci-joints, qui ont signé & scellé les presentes aussi-bien que ceux qui en qualité de Membres du Conseil ont été presens à cette Negotiation, le 25. Juillet 1669. dans le Logement de l'Admiral.

Les Points & Articles ci-dessus couchés sont écrits d'un côté en Flaman, & de l'autre en Langue Malese; sous le Flaman il y a signé Maximilian de Jongh, Pierre Marchand, Jean d'Oppynen, Jean Fransen, Lennard Rus; & sous le Males le Seau de Crain Linques avec son sein, Daayen Mangappa, Galeran Mantsiloe. Galeran Carre Pano, & Daayen Telolo: les suivans sont les Alliés qui y étoient presens, le Seau du Roi de Ternate, & au dessous Majuda Jurotulles; le Seau & le seing du Roi de Sopingh, Radja Palacca Arou Vaecque, Passa Poja, Radja Cajo, Palimpae Daayen Shabe. Arou Pite Tousawa, & Arou Pite Laompo

Anno 1668.

AUTRES ARTICLES.

LE Roi de Tello aiant aujourd'hui comparu au même lieu, accompagné de Crain Linques, Daayen Mangappa, Galeran de Patto, Daayen Telolo, & autres, il a lui-même en personne juré solennellement sur l'Alcoran l'observation de tout ce que dessus, & fait ci-dessous apposer son Seau pour donner plus de force aux presentes, avec celui du Crain Linques, & les Seings des autres Grands de son Royaume, le 21. Juillet suivant, en presence des Alliés ci-joints; Ensuite dequoi, pour la satisfaction du Roi de Tello, son Excellence Calamatta, de la part de son Frere le Roi de Ternate, & Sa Majesté le Roi de Palacca, ont de même recité sur l'Alcoran le Serment ci-dessus fait, sur le Traité de Bonaye. Il y avoit signé en Flaman Maximilian de Jongh, Pierre Marchand, Jean Fransen, Leonard Rus; & en Malés le Seau & le seing du Roi de Tello, Daayen Mangappa, Galeran Manthloe, Galeran Carre de Pano, Daayen Telolo; les suivans sont les Alliés qui y étoient presens, le Seau du Roi de Ternate, & au dessous Majuda Jurotulles; le Seau du Roi de Sopingh, Radja Palacca, Passa Poja, Radja Caja, Palimpoe Daayen Sitabe, Aron Pite Laompo.

AUTRES ARTICLES.

CE jourd'hui étant encore comparus Daayen en Macoule Sabanhaer, Crain Mamoet, & Crain Rapahim, accompagnés de Daayen Mingaliqui, Daayen Telolo; Cinq Sourotians, savoir Carre Ilesa Imama, Carre Tacca, Isema, Carre Tadjan Imaxi, Carre Telolo Innanro; les Interpretes Carra Roupa Hatou, Carra Gappa Ijono, & le Secretaire Amien, ils ont exhibé une demie feuille de papier blanc, ou leurs noms étoient dessus en Lettres Macassariennes, écrits de la main propre du Roi avec le grand Seau, leur servant de Lettre de Créance; & ont livré même le Seau du Roi pour plus d'assûrance, déclarant que le Roi n'ayant pû venir pour cause de maladie, il les avoit envoyés eux pour représenter ici sa propre personne, & ayant posé les armes demander grace de sa part à la Compagnie, la priant très-humblement de le recevoir de même qu'elle a fait le Roi de Tello, & de le rétablir dans son Alliance. Sur quoi le Traité d'Alliance susmentioné leur aiant été lû & traduit en Macassarien pour le leur faire mieux entendre, ils l'ont accepté en tout & par tout sans la moindre contradiction, & specialement le Traité fait en particulier avec le Roi de Tello le 9. Mars 1668. auquel ils ont encore ajoûté:

I Que conformément à ce qui a été dit ci-dessus de Tello, les Rois & les Peuples de Goa & Sadrebonne raseront & demoliront, quand il plaira à la Compagnie, tous les rempars, murailles & fortifications des Villes de Goa & Sadrebonne, sans pouvoir jamais les relever ni en bâtir des nouvelles, que du consentement de ladite Compagnie.

II. Que lesdits Rois ne se mêleront en aucune maniere des Maletiens, Mores, ou autres étrangers, comment qu'ils se puissent appeller, qui sont à présent à Tello, Goa ou Sadrebonne, ou autre part sous leur Jurisdiction, où qu'ils puissent être trouvés, mais qu'ils en laisseront faire la Compagnie comme elle verra bon être, & particulierement envers Mapalle; & qu'à l'avenir ils ne pourront plus recevoir dans leurs Colonies aucun des susdites, ou des semblables Nations, si ce n'est du consentement de la Compagnie, & en lui permettant de tenir à Tello, Goa & Sadrebonne, tout autant de monde que bon lui semblera pour prendre garde à leur conduite, sans que pour cela lesdits Rois puissent recevoir aucunes Barques dans les Rivieres de Tello, & Sadrebonne, & autres situées entre-deux, en cas que ces étrangers vinssent à quitter le parti de la Compagnie, si ce n'est celles qui auront Passeport de ladite Compagnie.

Surquoi les Deputez susdits, premierement pour & de la part de leur Roi, & puis pour eux-mêmes, ont prêté Serment d'une fidelle Alliance, tant sur l'Alcoran, que sur l'eau qu'ils ont bûe sur leurs Krisses, avec la même solemnité qui est exprimée par le Traité de Tello, en presence des Alliés sousmentionnez, & du Conseil ordinaire de l'Amiral, au susdit lieu, le 27. Juillet 1669. signé en Flaman, Dauker van der Straten, Pierre Marchand; Jean Fransen, Jean d'Oppynen, Leonard Rus: Et en Malés, Dain Macoule Sabander, Manoudjingan, Crain Mamou, Crain Rapoutchine, & Radja Palacca comme Allié, n'y en aiant pas eu davantage de presens.

Anno 1668.

AUTRES ARTICLES.

ETANT aujourd'hui comparus au lieu susdit dans le Logis de l'Amiral, le Vieux Roi de Goa, parce que le Jeune Roi Mapa Somba étoit malade, Cronton, Crain Oedion, Crain Rapotchini, Crain Tempo Ballang, Carra Mamoet, Crain Baboan & Daayen Mangeliquien, ils ont aussi en personne prêté le même Serment de fidelité sur l'Alcoran, pour plus d'assûrance de tout ceci, & ci-dessous apposé leur Seau, avec la souscription des autres Grands sousnommés, en presence des Alliés y joints, & des Membres du Conseil. Signé en Flaman Maximilian de Jongh, D. vander Straten, L. Rus; & au dessous du Malés, le Seau du Vieux Roi de Goa, & tout contre Crain Richoa, Abdul Hami Cronron, Daayen Mamou, Crain Hoedjou, Crain Rapoutchine, Himaligongan, Crain Tampoballan, Daayen Menawing, Crain Bobahan, Carre Mamou, Menou d'longang, Daayen, Menalyly; & comme Alliés Majuda Jurotulles, Quisil Calamatta avec leur Seau. Le Seau du Roi de Sopingh avec son nom, Radja Palacca; le Seau du Roi de Tello; & son nom écrit de la main propre, Crainrl Tello.

XXX.

16. Mars. PORTUGAL ET SAVOYE.

Bref de Dispense accordé par Monsieur le Cardinal de Vendosme *Legat à Latere de* CLEMENT IX. *en France, pour le Mariage du Prince* DOM PEDRO *de Portugal, avec la Princesse* MARIE FRANÇOISE ELISABETH *de Savoie. Donné à Paris, le* 16. *Mars* 1668. [FREDER. LEONARD, Tom. IV. d'ou l'on a tiré cette Piéce, qui se trouve aussi dans la *Relation des Troubles de Portugal* en 1667. & 1668. pag. 240. en François.]

LUDOVICUS miseratione divina S. Mariæ in Porticu Diaconus Cardinalis de Vendosmo nuncupatus ad Serenissimum D. D. Ludovicum Franciæ & Navarræ Regem Christianissimum, & universum illius Regnum, illiusque Provincias, Dominia, Civitates, Oppida, Terras & Loca eidem Regi subjecta, dictoque Regno adjacentia, ceteraque alia loca ad quæ nos declarare contigerit, S. D. N. Domini Clementis divina Providentia Papæ IX. & Sanctæ Sedis Apostolicæ, de latere Legatus, dilectis nobis in Christo Officiali seu Vicariis Generalibus Ecclesiæ Ulyssiponensis ab illius Capitulo, Sede Archiepiscopali vacante, Deputatis, & vestrûm cuilibet in solidum, Salutem in Domino sempiternam. Oblatæ nobis pro parte Serenissimi Principis Domini Petri Infantis Portugalliæ & Regni Regentis Laici, & Serenissimæ Principissæ Mariæ Franciscæ Elizabethæ de Sabaudia petitionis series continebat, quod cum pro bono generali Regni Portugalliæ, & summoperè desiderantibus universis illius Populis, necessarium sit, ut dicti Serenissimi Princeps & Principissa invicem matrimonialiter copulentur, dubitant Matrimonium hujusmodi contrahere posse absque dispensatione Apostolica, eo quòd dicta Principissa cum Serenissimo & Potentissimo Domino Alfonso Rege Portugalliæ, Fratre germano dicti Serenissimi Principis Petri, aliàs Matrimonium contraxit, & in facie Ecclesiæ solemnisavit, non tamen propter illius impotentiam consummavit, ita ut nullum & invalidum via Juris declaratum fuerit; ex quo Matrimonio, & sponsalibus præcedentibus forsan supervenit impedimentum publicæ honestatis & Justitiæ. Quare iidem nobis humiliter supplicari fecerant, quatenus eis in præmissis opportunè providere benignè dignaremur. Nos igitur sufficienti ad infrascripta per Literas dictæ Sedis, ad quarum insertionem non tenemur, facultate muniti, quique ex commisso nobis Apostolicæ Legationis officio, omnibus ad nos undecunque confluentibus, ubicunque domicilium habeant, & undequaque originem trahant, opportunè consulere possumus,

ANNO 1668.

sumus, Volentes erga illos, præsertim Regiæ stirpis nobilitate illustres gratiosum & benignum exhibere, Ipsos & eorum quemlibet, à quibusvis excommunicationis & suspentionis & interdicti, alijsque Ecclesiasticis Sententiis, Censuris & pœnis, à Jure vel ab homine quavis occasione vel causa latis, si quibus quomodolibet enodati existunt, nummodo in illis per annum non Insorduerint, ad effectum præsentium dumtaxat consequendum, harum serie absolventes & absoluros fore censentes, ac certam de præmissis notitiam non habentes, hujusmodi supplicationibus inclinati, discretioni tuæ, de qua in his specialem in Domino fiduciam obtinemus, Apostolica authoritate, qua fungimur in hac parte, per præsentes committimus, & mandamus, quatenus deposita per te omni spe cujuscumque muneris aut præmii etiam sponte oblati, à quo te omninò abstinere debere monemus, de præmissis te diligenter informes, & si per informationem eamdem repereris, quòd preces veritate nitantur, super quo conscientiam tuam oneramus cum eisdem, dummodo illa propter hoc rapta non fuerit, quod impedimento publicæ honestati & Justitiæ hujusmodi, & Apostolicis ac in Provincialibus & Synodalibus Conciliis editis specialibus vel generalibus Constitutionibus & Ordinationibus, cæterisque contrariis nequaquam obstantibus, Matrimonium inter se publicè, servata forma Concilii Tridentini, contrahere, illudque in facie Ecclesiæ solemnisare, ac in eo postmodum remanere liberè & licitè valeant, dicta authoritate dispenses, prolem suscipiendam exinde legitimam nunciando. Volumus autem, quòd si tu spreta monitione hujusmodi aliquid præmii vel muneris occasione præmissorum exigere, aut oblatum recipere, temerè præsumpseris, excommunicationis latæ Sententiæ pœnam incurras, à qua nonnisi à Romano Pontifice, vel à nobis, aut alio à Sede prædicta specialiter facultatem habente, absolutionis beneficium valeas obtinere. Datum Parisiis anno Incarnationis Dominicæ 1668. 17. Kal. Aprilis, Pontificatus S. D. N. Papæ anno I.

L. Cardinalis de VENDOSME Legatus.

C. DE LIONNE Protonotarius Apost. Datarius.

I. IMONIER Secretarius.

XXXI.

16. Mars.

LES PROVINCES-UNIES ET LA MAISON DE LUNEBOURG.

Tractaet tusschen de Heeren Staten Generael der VEREENIGDE PROVINTIEN *en de Vorsten van* BRONSWYCK LUNENBURG, *Gesloten in den Hage, den* 16. *Maars* 1668. [AITZEMA, *Saaken van Staat en van Oorlog.* Tom. VI. pag. 879. Edition in Folio.]

DAt de Heeren Vorsten van *Bronswijck* en *Lunenburgh*, sullen overgeven in dienst van de Ho. Mog. Heeren Staten Generael der Vereenighde Nederlanden de nombre van *drie duysent* man te Voet, gerengeert onder *drie* Regimenten, met de Officieren daer toe gerequireert, op den voet en volgens d'ordre van dese Landen, mitsgaders *drie* Regimenten te Paerdt, maeckende te samen de nombre van *sesthien hondert veerthien* Ruyteren, gheecomposeert yeder van die uyt *ses* Compagnien, de gerequireerde Officieren daer onder gereeckent, in dien staet als deselve jegenwoordigh zijn, en namentlijck de Lieutenant Collonels daer onder begreepen, alle gemonteert ende gewapent na behooren.

II. Dat de voorsz. Militie te Voet ende te Paerdt in vasten dienst van haer Hoogh Mog. sal overgaen ende continueren den tijdt van *ses* maenden, en na expiratie van deselve in dienst van haer F. F. D. D. wederkeeren in soodanigen staet, als deselve tegenwoordigh sal worden gelevert.

III. Voorts is mede verdragen, en hebben haer F. F. D. D. belooft, ingevalle de gemeene saecke soude vereyschen, dat binnen den tijdt van de voorsz. *ses* maenden, of soo lange de voorsz. Troupen in haer Ho. Mog. diensten mochten continueren, de Militie behoorde versterckt te worden, dat alsdan haer F. F. D. D. wederom van nieus sullen werven, ende hare Militie versterckten met een soodanig getal, als sich alsdan haer Hoogh Mog. met haru Doorluchtigheden alvooren sullen vergelijcken, ende over 't gerequireerde aenrits-geld vereenigen, onverminderd nochtans ende sonder prejudicie van de quadruple Alliantie den *vijf en twintigsten* October *sesthien-hondert ses en sestigh* gesloten.

IV. Ingeval, gedurende de voorsz. *ses* maenden, of wel nae date van dien, in tijde dat de voorsz. of andere Troupes van haer F. F. D. D. overgenomen, in dienst van haer Ho. Mog. souden mogen zijn, het casus moghte komen voor te vallen, dat haer Ho. Mog. geobligeert waren in krachte van de voorsz. Alliantie secours aen haer F. F. D. D. toe te senden, soo sullen haer Hoogh Mog. de voorsz. Troupen in minderinghe van 't voorsz. secours haer F. F. D. D. laten toekomen.

V. Dat de meergemelde Militie te Voet ende te Paerd sal afgehaelt ende herwaerts geconduiseert worden tot lasta

XXXI.

16. Mars.

LES PROVINCES-UNIES ET LA MAISON DE LUNEBOURG.

Traité entre les PROVINCES-UNIES & les Princes de la Maison de LUNEBOURG, par lequel lesdits Princes s'engagent de fournir des Troupes ausdites Provinces-Unies à certaines conditions. Fait à la Haye, le 16. Mars 1668. [AITZEMA, Affaires d'État & de Guerre. Tom. XIV. pag. 1073.]

QUe les Seigneurs Princes de Bronswijck & Lunebourg donneront au service de leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies le nombre de trois mil hommes de Pied divisez en trois Regimens, avec les Officiers y requis, sur le pied & conformement à l'ordre de ces Païs, ensemble trois Regimens de Cavalerie, faisant ensemble le nombre de seize cens quatorze Cavaliers composez chacun de six Compagnies, compris les Officiers y requis, en l'état où ils sont à present & nommément y compris les Lieutenants Colonels, tous montez & armez comme il appartient.

II. Que les susdites Troupes d'Infanterie & de Cavalerie passeront au service de leurs Hautes Puissances & continueront le tems de six mois, apres l'expiration duquel elles retourneront au service de leurs Serenitez en tel & pareil état qu'elles seront presentement données.

III. De plus il est aussi convenu, & ont leurs Serenitez promis, que si pendant le susdit tems de six mois, ou pendant le tems que les susdittes Troupes continueront au service de leurs Hautes Puissances il étoit necessaire de les renforcer, qu'alors leurs Serenitez en leverons de nouvelles, & renforceront leurs Troupes de tel nombre qu'ils conviendront auparavant avec leurs Serenitez & les joindront aux autres sous la paye requise & ce néanmoins sans prejudice de la quadruple Alliance concluë le vingt cinquiéme Octobre mil six cens soixante six.

IV. Au cas que durant les susdits six mois ou bien aprés la datte des presentes, dans le temps que les susdites & autres Troupes de leurs Serenitez seront au service de leurs Hautes Puissances le cas arrivât que leurs Hautes Puissances fussent obligées en vertu de la susdite Alliance d'envoyer du secours à leurs Serenitez, leurs Hautes Puissances envoyeront lesdites Troupes à leurs Serenitez en diminution du susdit secours.

V. Que les susdites Troupes tant d'Infanterie que de Cavalerie seront envoyées querir & conduites icy à la

ANNO 1668.

laste van haer Hoogh Mog., tot welcken eynde deselve een ghequalificeert Officier sullen authoriseren of afsenden, om de voorsz. Militie op ofte omtreot de grensen van haer F. F. D. D. behoorlick t'ontfangen, ende na de Frontieren van haer Ho. Mog. te geleyden, welcken voorsz. Officier binnen den tijdt van *tien* dagen nae d'uytwisselingh van de Ratificatien sal moeten daer wesen, gelijck oock de voorsz. Militie tegen deselve tijdt aldaer sal moeten ghereedt staen, in staet om te konnen marcheren ende behoorlick overgenomen te wordeo, ende sal de soldie van deselve tot laste van haer Hoog Mog. beginnen io te gaen van den dagh af dat der voorsz. Militie tot d'afleveringe gereedt sal zijn, in cas haer Hoog Mog. buyten vermoedeo, na expiratie van de voorsz. *thien* dagen *in mora* moghten wesen, om deselve t'ontfangen, ende dat de Passen over den bodem van andere Princen sal versocht ende geobtineert worden, *conjunctim* by haer Hoogh Mog. en meerwelgemelde Vorsten.

VI. Dat met en nevens d'overleveringe van de Militie aen haer F. F D. D betaelt sallen worden alle d'arrierages tot voldoeninghe ende executie van 't voorgaende Tractaet van Alliantie ende dat boven dien ten selven dage van wegen haer Hoogh Mog. in banckgeld gefourneert sal worden de somme van *seventig duysent* Rijcksdaelders.

VII. De bovenstaende Conventie sal ten wederzijden geratificeert, ende de Ratificatien daer over uytgewisselt werden binnen den tijdt van *veerthien* dagen, of eerder, soo 't doenlick is, ende sal de voorsz Militie daer op vervolghens aenstondts sonder eenigh dilay, van wegen haer Ho. Mog. afgehaelt worden.

Hage den sesthienden Maert sesthienhondert achs en sestigh.

SEPARAET ARTIKEL.

DAt de voorsz. Militie te Voet ende te Paerde in vatten dienst van haer Ho. Mog. sal overgaen ende continueren den tijdt van *ses* maenden, ende na expiratie van deselve in dienst van haer F. F. D D. wederkeeren in soodanigen staet als deselve tegenwoordigh sal worden gelevert; soo is noehtans by dit separaet ende secreet Articul, 't welck van deselve kracht ende van 't selve effect sal zijn, of in de originale Conventie van woorde te woorde ware geinsereert, veraccordeert ende verdragen, dat de voorsz. Militie, in dienst van haer Hoogh Mog. overgegaen zijnde, oock na den tijdt van de voorsz. *ses* maenden, haer Ho. Mog. sulcks begeerende, daerinne sal continueren, soo lange tot dat haer F. F. D. D. sullen oordeelen eode verklaren deselve in haer eygen dienst vao nooden te hebben, welcke verklaringe het deselve vry sal staen 't allen tijdeo naer expiratie van de voorsz. *ses* maenden te doen, ende of dan saecke ware, dat de voorsz. Militie invoegen als vooren, nae expiratie van de voorsz. *ses* maenden tot haer F. F. D D. moehten te rugge gaen, omme die voor eenighen tijdt in haer eygen dienst t'employeren, soo langh de tegenwoordige ongelegenheyt sulcks mochte komen te vereysschen, ende dat meer Hoogh-gemelde Heeren Vorsten, na dat de voorsz. Militie tot haer wederom te rugh gekomen souden mogen zyn, wederom quamen te resolveren sich van de voornoemde Militie te willen ontlasten by licentieringe, overgevinge aen eenige andere Princen ende Potentateo, ofte andersints, dat deselve in sulcken kas, sonder eenige vordere Capitulatie daer over te maken, ofte eenige Penningen daer voor te bedingen, eerst ende alvoorens haer Ho. Mog. aengepresenteert worden, ende haer Ho. Mog. sulcks begeerende, oock wederom in haeren dienst effectivelijck overkomen sullen, daer tegens oock by reciprocatie goedtgevonden eode veraccordeert is, dat by soo verre t'eenigen tijde eenige van haer Ho. Mog. Troupes in gelijcker wijse aen haer F. F. D. D. overghelaten moghteo worden, mede voor een gelimiteerden tijdt, dat in sulcken cas de voorsz. Troupes, alhoewel nae expiratie van de voorsz. tijdt, wederom in dienst van haer Ho. Mog. overgegaen zijnde, indien haer Hog. Mog. naderhandt resolveren moghten de voorsz. Troupes te licentieren; of aen eenige andere Princen ende Potentaten, ofte andersints over te laten, deselve mede, sonder eenige naedere Capitulatie daer over te maecken, ofte eenige naedere Penningen daer vooren te bedingen, eerst ende alvoorens haer F. F D. D. aengepresenteert worden, ende deselve sulcks begeerende, oock wederom in haren dienst effectivelijck overgaen sulleo.

la charge de L. Hautes Puissances, auxquelles fins ils authoriseront & envoyeront un Officier qui aura les qualitez requises pour recevoir lesdites Troupes sur ou aux environs des frontieres de L. Ser. pour les conduire sur celles de leurs Hautes Puissances; lequel Officier susdit devra être là dans le tems de dix jours aprés l'échange des Ratifications, comme pareillement lesdites Troupes devront être prêtes dans ledit tems, & en état de se mettre en marche & d'être receuës; & la solde desdites Troupes commencera d'être à la charge de L. Hautes Puissances du jour qu'elles seront livrées, ou bien du jour qu'elles seront prêtes pour être livrées, & au cas que L. Hautes Puissances, contre esperance, fussent aprés l'expiration desdits jours en demeure de les recevoir; & que le passage par les Terres d'autres Princes sera demandé & obtenu conjointement par L. Hautes Puissances & par leurs Serenitez.

VI. Que pareillement lors que lesdites Troupes seront livrées, seront payez à L. Ser. tous les arrerages en accomplissement & execution du précédent Traitté d'Alliance, & qu'outre cela sera fournie de la part de leurs Hautes Puissances en Argent de banque la Somme de soixante & dix mil Risdales.

VII. La Convention cy-dessus sera ratifiée de part & d'autre, & les Ratifications d'icelles échangées dans le tems de quinze jours, ou plûtost si faire se peut, & leurs Hautes Puissances envoyeront querir lesdites Troupes aussitôt & sans delay.

Fait à la Haye le 16. Mars, mil six cens soixante huit.

ARTICLE SEPARE'.

QUe les susdites Troupes d'Infanterie & de Cavalerie entreront & continueront au service de leurs Hautes Puissances le tems de six mois & aprés l'expiration d'icelui, elles retourneront au service de leurs Serenitez au même état qu'elles seront livrées. Il est néanmoins accordé & convenu par cet Article separé & secret qui sera de même force & de même effect que s'il étoit inseré de mot à mot dans la Convention originale, que lesdites Troupes étant passées au service de leurs Hautes Puissances, même aprés le tems desdits six mois elles y continueront si leurs Hautes Puissances le desirent, jusques à ce que leurs Serenitez jugeront & declareront en avoir besoin pour leur propre service, laquelle declaration il leur sera libre de faire en quelque tems que ce soit aprés l'expiration desdits six mois; Et si le cas arrivoit que les susdites Troupes dussent en la maniere que dessus retourner à leurs Serenitez aprés l'expiration desdits six mois, pour les employer pour quelque tems à leur service, aussi long tems que la disposition des affaires presentes le demanderoit, & que leurs susdites Ser. aprés que leursdites Troupes leur auront été renvoyées, vinssent à se resoudre de s'en decharger en les congediant, ou en les donnant à quelque autre Prince, ou Potentat, ou autrement; en ce cas, sans faire à cet égard aucune autre Capitulation ni stipuler aucuns Deniers, ils les offriront auparavant à leurs Hautes Puissances & leur Hautes Puissances le souhaitant elles retourneront à leur service; Et il a été d'ailleurs reciproquement trouvé bon & accordé, que si quelque jour les Troupes de leurs Hautes Puissances venoient semblablement à être laissées à leurs Serenitez pour un tems borné, qu'en ce cas lesdites Troupes, quoy qu'aprés l'expiration du susdit tems elles fussent retournées au service de L. Hautes Puissances, si L. Hautes Puissances venoient à se resoudre en aprés à les licentier, ou autrement à les donner à quelque autre Prince ou Potentat, elles seront aussi offertes preallablement à leurs Serenitez sans faire là dessus aucune autre Capitulation, ni sans stipuler à cet égard aucuns autres Deniers; Et si leurs Serenitez le desirent elles retourneront aussi effectivement à leur service.

XXXII.

ANNO 1668.

XXXII.

27. Mars.

PORTUGAL ET SAVOYE.

Capitulation & Contract de Mariage, entre le Serenissime Dom PEDRO *Prince de Portugal, & la Serenissime Princesse* MARIE-FRANÇOISE-ELIZABETH *de Savoie, Duchesse de Nemours & d'Aumale; conclu par le Marquis de* Niza, *Comte de Vidigueira, Amiral des Indes, Conseiller d'Etat, & Directeur des Finances, & Dom* Rodrigue de Menezes, *Gentilhomme de la Chambre de Son Altesse, & son Grand Ecuier: & par le Duc de* Cadaval, *Marquis de Ferreira, Comte de Tentugal, Conseiller d'Etat, & le Marquis de* Marialva, *Comte de Cantagnede, aussi Conseiller d'Etat & Directeur des Finances, comme Procureurs de ladite Serenissime Princesse.* Sans datte, mais les Pouvoirs sont du 27. Mars, 1668. [FREDER. LEONARD. Tom. IV.]

PREMIEREMENT. En consideration de l'utilité qu'on espere qui en reviendra à la Chrêtienté, & du repos & bien commun de ce Royaume, on a trouvé à propos des deux côtés de marier le Serenissime Prince de Portugal Dom Pedro, avec la Serenissime Princesse Marie-Françoise-Elizabeth de Savoie: Et pour effectuer & celebrer ce Mariage, par paroles de present dans la forme prescrite par l'Eglise Romaine & par le S. Concile de Trente, les Procureurs nommés ci-dessus ont arresté respectivement, que chacun desdits Princes nommera son Procureur special, auquel il donnera tous les Pouvoirs necessaires pour stipuler en son nom, jusques à la conclusion du present Contract.

II. Et le Serenissime Prince Dom Pedro se constituë en Dot avec la prochaine esperance (si Dieu lui donne la vie) de la Succession legitime de ce Royaume de Portugal, & avec tous les Etats & Revenus que son Pere tres-Haut & tres-Puissant Prince le Roi Dom Jean IV. de glorieuse Memoire, lui a laissés par son decés, lesquels se tiennent pour duëment declarés & énoncés dans cet Article.

III. Que ladite Serenissime Princesse se constitué en Dot un million de Croisades ou Ducats, Monnoie courante de ce Roiaume, afin que le Serenissime Prince Dom Pedro, aprés la consommation du Mariage, ait & gagne ladite Dot, & en dispose à sa volonté.

IV. Et parce que, quand la Serenissime Princesse vint de France, elle apporta avec soi une Somme qui se montoit à la valeur d'un million, laquelle a esté effectivement remise entre les mains des Ministres de ce Roiaume, & que par consequent ce Roiaume lui doit, on est convenu que ledit Serenissime Prince, parmi les autres Biens dudit Roiaume, qui est obligé à la restitution de ladite Somme, se contente de la même Dot, comme s'il l'avoit reçûë lui-même, & tient la Serenissime Princesse pour bien & duement déchargée de la paier une autre fois, de même que si elle la lui paioit réellement & actuellement à cette heure.

V. Et le Serenissime Prince Dom Pedro, pour montrer en quelque maniere la grande estime qu'il fait de la personne & du merite de la Serenissime Princesse sa future Epouse, lui donne en Dot tous les Etats, Villes, Revenus, Jurisdictions, Patronages, & tous les autres Biens, que possedoit en son vivant la Serenissime Reine Dona Luisa sa Mere, & que les Reines de Portugal ont toûjours eûs pour appanage; afin qu'elle en ait la jouissance & l'administration, avec toutes les Franchises, Privileges, Prérogatives & Emolumens, que lesdites Reines ont accoûtumé d'avoir.

VI. Pour les mêmes raisons le Serenissime Prince Dom Pedro, considerant que les vingt mille Croisades qu'on avoit assignées par an à ladite Serenissime Princesse pour l'entretien de sa Maison, & qu'on lui assigne de nouveau par ce present Contract, sçavoir quinze mille Croisades sur les Revenus du Bois de Bresil, & cinq mille sur les Rentes de la Maison de Bragance, ne sont pas suffisans, lesdits Marquis de Niza & Dom Rodrigue de Menezes promettent, au nom du même Prince leur Committant, vingt mille Croisades par an, qui seront prises sur les Doüanes, afin que ladite Serenissime Princesse jouisse de ces quarante mille Croisades durant sa vie, ainsi que de tous les Revenus affectés aux Reines de Portugal, qui lui appartiennent déja en vertu de ce Contract.

ANNO 1668.

VII. On a declaré qu'au cas que ladite Serenissime Princesse survive le Serenissime Prince, ou que pour quelque autre cause le Mariage vienne à estre dissous, aprés avoir esté consommé, qu'il y ait ou qu'il n'y ait point d'Enfans, il sera au choix de ladite Serenissime Princesse de demeurer dans le Roiaume, ou d'en sortir; & que tant qu'elle y voudra demeurer elle conservera tous les Etats & Revenus qui lui ont esté accordés par les Articles précedens, sans aucune diminution, & tels qu'elle les aura tenus, & qu'elle avoit droit de les tenir pendant la vie dudit Serenissime Prince.

VIII. Mais au cas qu'elle veüille se retirer en France, ou en quelque autre lieu hors de ce Roiaume, on lui donnera par tout où elle fera sa residence, cinquante mille Croisades par an, tant qu'elle vivra, dans laquelle Somme seront comprises les quarante mille Croisades qui lui sont assignées par ce Contract, & dix mille autres qu'on lui assignera sur les Droits de la Doüanne: & au cas qu'elle n'ait point d'Enfans, on lui restituera sa Dot, avec laquelle il lui sera permis d'emporter tous les Joiaux, Bijous, Or, Argent, & tous autres Meubles, qui se trouveront alors entre ses mains, excepté ceux qui appartiennent à cette Couronne. Et de plus les Procureurs dudit Serenissime Prince lui promettent, au nom de son Altesse, soixante mille Croisades une fois paiées, pour tenir lieu d'Arres. Et si elle se retire de ce Roiaume, elle n'aura rien ni sur les Estats & Revenus des Reines, ni sur les quarante mille Croisades dont Son Altesse la dote, parce qu'en échange on convient de lui donner lesdites cinquante mille Croisades tous les ans, & les soixante mille autres paiables une seule fois, sans qu'on puisse dire de part ni d'autre, que cette recompense est plus ou moins que le tiers de la Dot, à quoi se doivent monter les Arres; attendu que de part & d'autre on renonce à cette allegation, & que l'on se contente de l'observation & de l'accomplissement du contenu de ce Contract.

IX. Mais s'il arrive qu'il y ait des Enfans de ce Mariage, & que la Serenissime Princesse veüille sortir de ce Roiaume; en ce cas elle ne pourra emporter que le tiers de sa Dot, parce que les deux autres parts appartiennent de droit & doivent venir à ses Enfans.

X. Et en cas que ladite Serenissime Princesse vienne à mourir avant Son Altesse, sans laisser d'Enfans, sa Dot retournera à ses Heritiers, & de plus elle pourra disposer par Testament, non seulement de tous ses Joyaux, Bijoux, & Meubles qu'elle aura pour lors, de même qu'elle auroit pû les emporter en se retirant de Portugal; mais encore de tous les autres Biens qu'elle aura acquis, soit par Donation, par Succession, ou par tout autre titre que ce puisse être, parce que n'aiant point d'Enfans, tous ses Biens pourront aller à ses Heritiers, à moins qu'elle n'en ordonne autrement: au lieu que si elle laisse des Enfans, ces Biens leur appartiendront, & à leurs Successeurs, excepté le tiers, dont elle pourra disposer ou tester. Et par ce moien lesdits Serenissimes Princes, & au nom de chacun d'eux, leurs Procureurs demeurent d'accord & contens touchant ce qui peut appartenir par la mort de l'un ou de l'autre au survivant, sans qu'on puisse demander ni pretendre autre chose de part ni d'autre.

Les Pouvoirs, en vertu desquels le present Contract s'est fait, sont de la teneur suivante.

DOM Pedro Prince de Portugal, &c. je fais & constituë mes Procureurs Dom Vasco Luis de Gama, Marquis de Niza, Comte de Vidigueira, Amiral des Indes, Conseiller d'Etat & Directeur des Finances, & Dom Rodrigue de Menezes, Gentilhomme de ma Chambre & mon Grand Ecuier: pour en mon nom & pour moi traiter, conclure, & signer le Traité ou Contract de Mariage, Dot & Arres, en la meilleure forme que faire se pourra, entre moi & la Serenissime Princesse Marie-Françoise-Elizabeth de Savoie, Duchesse de Nemours & d'Aumale, en la maniere, forme, conditions, obligations, & clauses qu'ils trouveront à propos. Et pour cet effet je leur donne

Anno 1668. tout Pouvoir general & special, en la meilleure forme & maniere que je puis: & je m'oblige d'agréer pour bon, ferme & valable tout ce qu'ils feront à cet égard, sous l'obligation de mes Biens, comme si le tout eût esté fait & signé par moi-même: En foi dequoi j'ai passé la presente Procuration, signée par moi & scellée du Sceau de mes armes. Donné à Lisbonne le 27. Mars 1668.

Ecrite, par moi Pero Vieira da Silva.

La Princesse Marie-Françoise-Elisabeth de Savoie, Duchesse de Nemours & d'Aumale, &c. je fais & constitue mes Procureurs Dom Nuno Alvares Pereira, Duc de Cadaval, Marquis de Ferreira, Comte de Tentogal, & Dom Antoine Loüis de Menezes, Marquis de Manalvo, Comte de Cantagnede: pour en mon nom conclure & signer le Traité ou Contract de Mariage, Dot & Arres, en la meilleure forme qu'il se pourra, entre moi & le Serenissime Prince Dom Pedro, Prince de Portogal, en la maniere, forme, & aux conditions, obligations & clauses qu'ils trouveront à propos. Et pour cet effet je leur donne Pouvoir general & special, & m'oblige à tenir pour bon, ferme & valable tout ce qui sera fait par eux à cet égard, sous l'obligation de tous mes Biens, & comme s'il étoit fait & conclu par moi même: En foi dequoi je leur ai ordonné de passer la presente Procuration, signée de ma main, & scellée du Sceau de mes armes. A Lisbonne le 27. Mars 1668. Anno 1668.

Ecrite par moi Pero Vieira da Silva, *par l'ordre exprès de la Serenissime Princesse Marie.*

Donné en la Ville de Lisbonne le 27. jour du mois de Mars. Louïs Texeira de Carvalho l'a dressée l'année de la Nativité de N. S. J. C. 1668. Et moi Pero Vieira da Silva je l'ai fait écrire & souscrire, par l'ordre & consentement desdits Serenissimes Princes.

Le Marquis de Niza.	Le Marquis Duc.
D. Rodrigue de Menezes.	Le Marquis de Marialva.

Du Mandement de leurs Altesses Serenissimes.

Dom Pedro Prince de Portogal, &c. je jure sur les Saints Evangiles de recevoir pour ma legitime Femme la Serenissime Princesse Marie-Françoise-Elizabeth de Savoye, Duchesse de Nemours & d'Aumale, en la forme prescrite par la sainte Eglise Romaine, & de ne recevoir jamais d'autre Femme, tant qu'elle vivra. A Lisbonne le 27. Mars 1668.

Pero Vieira da Silva *a dressé cet Ecrit.*

LE PRINCE.

XXXIII.

9. Avril. L'Espagne et les Provinces-Unies.

Tractaet (1) *tusschen Syne Majesteyt* Carel den II *Koning van Spagnien ende haer Ho. Mogende de Heeren Staeten Generael der* Vereenigde Nederlanden, *voor een verstreckt van* 2000000. *Ponden ten behoeve van den hooghst-gemelten Koningh, op Interest tegen vyf ten hondert, en verpandt van verscheidene Plaetsen, Steeden ende Forten; Te weeten* Argenteau, Navaigne, Stevenswaert, Venloo met het Fort aen de andere zyde van de Maese gelegen, Gelder, Isabelle, ende St. Donaes, *&c. Aldus gedaen in 's Gravenhage den 9. April* 1668. Met 't Separaet Articul *door het welke haer Ho. Mog. caveeren en verklaeren niet verobligeert sullen zyn, de Penningen te demanneeren, ofte lâten demanneeren, voor en aleer seeker andere Contract daer inne gemeld, door, of van wegens den Gouverneur en Capiteyn Generael der Spaensche Neederlanden onderteekent sal werden.* [Aitzema, *Saaken van Staat en Oorlogh.* Tom. XIV. pag. 902.]

Kennelijck zy eenen yegelijck die 't aengaen magh, dat tusschen ons ondergeschreven *Don Estevan de Gamarra*, &c. Ambassadeur ordinaris van den Koningh van *Spagnien*, ende by den Heer Marquis de *Castelrodrigo*, Gouverneur ende Capiteyn Generael van wegen den hooghstgedachte Koning in sijn Majesteyts Nederlanden, specialijck geauthoriseert ende gevolmaghtigt tot het navolgende ter eenre; en de Gedeputeerden van de Heeren Staten Generael der Vereenighde *Nederlanden*, van wegen haer Hoog Mog. hier toe insgelijcks met behoorlicke authorisatie ende Pouvoirs voorsien, ter andere zyde, veraccordeert ende vastgestelt worden by desen de Poincten en Articulen hier na volgende.

I. Dat haer Ho. Mog. haer credit verstrecken, ende in der bester forme interponeren sullen, ten eynde door N. N. aen ofte ten behoeve van den hooghst-gemelten Koningh van *Spagnien* genegotieert, ende vervolgens ten behoeve van sijn Majesteyt verstreckt moogen worden alhier in *'s Gravenhage*, of binnen *Amsterdam*, aen den genen, die den gemelten Heer *Marquis* daer

(1) Il est nécessaire d'avertir que ce Traité ne fut ni executé, ni ratifié, & que ceci n'en est qu'une Traduction assez mauvaise. Ce n'est point en Hollandois, que les Rois d'Espagne font leurs Traitez avec Messieurs les Etats. [Dum.]

XXXIII.

9. Avril. L'Espagne et les Provinces-Unies.

Traité entre Charles II. Roi d'Espagne, & les Seigneurs Estats Généraux des Provinces-Unies, pour un Prest de 2000000. de Livres que leurs Hautes Puissances feront à Sa Majesté ou lui feront faire, à cinq pour cent d'Interest sur l'engagement de diverses Places, Villes, & Forts, sçavoir *Argenteau, Navaigne, Stevenswaert, Venloo, avec le Fort situé de l'autre côté de la Meuse, Gueldres, Isabelle, St. Donas,* &c. À la Haye le 9. Avril 1668. *Avec l'*Article Separé par lequel leurs Haut. Puiss. declarent par précaution, qu'elles ne feront pas obligées à fournir cet Argent, à Sa Majesté ni à le faire fournir, avant que certain Contract, dont il est fait mention, ait été signé par le Gouverneur & Capitaine Général des Païs-Bas Espagnols, ou par quelqu'un de sa part.

Soit notoire à tous & un chacun qu'il apartiendra, qu'entre nous sousfignez Don Estevan de Gamarra, &c. Ambassadeur ordinaire du Roi d'Espagne, & par le Seigneur Marquis de Castelrodrigo Gouverneur & Capitaine Général de la part dudit Roi aux Païs-Bas de Sa Majesté, specialement authorisé pour ce qui suit d'une part; Et les Deputez des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies de la part de leurs Hautes Puissances pourvûs semblablement de Pouvoir & authorité convenable, d'autre part, ont été accordés & arrêtez, comme sont accordez & arrêtez par ces presentes, les Points & Articles qui suivent.

I. Que leurs Hautes Puissances interposeront leur credit & authorité en la meilleure forme, afin de negocier par N. N. au proffit dudit Roi d'Espagne une Som-

ANNO 1668.

daer toe sal authoriseeren en een Somme van *twee Millioenen* Ponden, te *veertigh* grooten 't Pont, *Hollandts* geldt, op Interest tegen *vijf een hondert* in 't Jaer, sonder dat tot laste van Sijne Koninghlijcke Majesteyt wegens *opgeldt*, *Maeckelaerdygelat*, ofte andere diergelijcke onkosten yets sal worden gebracht; tot verseeckeringh van welck Capitael ende Interesse aen N. N. by provisie Obligatie in de beste en bondighste forme sal werden gepasseert door den gemelden Heer Ambassadeur *Gamarra*, ende vervolgens geratificeert, soo by den gemelden Heer Marquis de *Castelrodrigo* in qualité voorsz, als mede by den meer hooghst-gemelden Koningh of Koninginne Regente in den Naem van Sijn Majesteyt.

II. Dat den hooghst-gemelden Koningh jaerlijcks de betalinge van de Interesten op 't voorsz. Capitael verscheenen aen den voornoemden N. N sal doen, ofte besorgen gedaen te worden door den gemelden Heer *Gamarra*, ofte soodanigh ander Minister in der tydt, als Sijn Majesteyt daer toe alhier sal gelieven t'authoriseeren.

III. Ende by soo verre de tegenwoordighe ongelegentheydt van den hoogh-gemelden Koningh ofte andere opkomende swarigheden, eenigh onvermogen causeeren mochten om den voorsz. Interest aen den voornoemden N. N. op te leggen ende te betalen, met soodanigen punctualiteyt als tot conservatie van 't credit, ende naer 't publicq gebruyckt in dese Landen is gerequireert, dat haer Hoogh Mog. tot facilitatie van de voorsz. lichtinge, ende tot securiteyt van de geene die hare Penningen ten fine voorsz. aen den voornoemden N N. crediteeren sullen, tegen soodanigen onverhoopten geval haer van nu af aen verbinderl, gelijck deselve haer *in eum eventum*, van nu af aen verbinden by desen, oock wederom haer credit te sullen interponeren voor de lichtingen van soodanige Capitalen, als den gemelden geauthoriseerden van den hooghst-gemelden Koningh tot voldoeninghe van de verscheenen Interessen van nooden hebben sal, ende dat even ende in sulcker voegen, mitsgaders tot gelijcke securiteyt van den geenen die de Penningen sal ofte sullen verstrecken over 't Capitael ende Interessen, als ten aensien van de voorsz. *twee Millioenen* Guldens, ende 't verloop van dien, hier boven breeder uytgedruckt staet.

IV. Ende dewijle tegenwoordig tot vorderingh van de gemeene saecke, met Gemachtighden van den Koningh van *Sweeden* werdt gehandelt, om den selven Koningh nevens die van *Groot Brittaignen* ende Haer Hoogh Mog. tot bekominge van een goede uytkomste, ten besten te doen coöpereren, ende dat mogelick aen den hoogh-gemelden Koningh, mitsgaders oock aen de andere Princen ende Potentaten, die haer insgelijcks tot bevorderingh van de gemeene ruste souden believen te voegen, eenige Geldt-subsidien tot krachtiger uytvoeringe van 't goedt voornemen souden moeten worden uytgelooft; dat over sulcks voor soo veel Haer Hoogh Mog. mer goedt vinden van de geanthoriseerden van *Spaignen* daer toe yets soude mogen belooven 't selve noch boven de voorsz. *twee Millioenen* by haer Hoogh Mog. als by maniere van interpositie van haer credit ende op Interesse als boven, voor reeckeninge van den Koningh van *Spaignen* verstreckt sal worden, gelijck mede Haer Hoogh Mog. door interpositie van haer credit en op Interesse als boven aen den ghemelden Heer *Gamarra*, of soodanigh ander Minister in der tydt, als den hooghst-gemelden Koningh alhier hebben, ende dien aengaende behoorlijck geauthoriseert laten sal, sullen doen machtigh worden soodanige Sommen van Penningen, als waer van Sijn Majesteyt hier te Lande sal hebben gedisponeert, of noch gelieven te disponeren tot betalinge van ingekochten Amonitien van Oorloge, ofte andere Waeren, ende andersints, mits dat Haer Hoogh Mog. niet gehouden sullen zyn soo over de Subsidien, als over Amonitien ende anders, sonder nader bewilliging 't excederen de Somme van noch *twee Millioenen* aen Capitael, met 't gene successivelijck tot betalinge van den Interest van dien als vooren, sal wesen gerequireert.

V. Tot den ontfangh van alle welcke voorsz. Penningen, mitsgaders om daer voor behoorlijcke Obligatie ende Quitantie te passeren, als mede om 't gerequireerde tot betalinge van de Interessen, die t'elckens op de gelichte Capitalen sullen wesen verscheenen, mitsgaders van ingekochte Waeren ende andersints, nae behooten weder te mogen uytkeeren mitsdesen, ende in krachte van de Ratificatie hier op als boven te volgen,

Somme de deux Millions de Livres, à quarante gros la livre Monneye de Hollande à cinq pour cent d'Interêt annuel, pour être comptée ici à la Haye ou à Amsterdam à celui que le susdit Marquis authorisera pour cet effect, sans que pour la levée de ces Deniers, pour le droit de Courtier ou autres semblables frais on puisse rien mettre en compte à Sa Majesté. Pour sureté duquel Capital & Interêt d'icelui sera passée à N. N. par provision une Obligation en la meilleure & plus sure forme, par le susdit Seigneur Ambassadeur Gamarra, & ensuite sera ratifiée tant par le susdit Seigneur Marquis de Castelrodrigue en la qualité susdite, qu'aussi par le susdit Roi ou par ladite Reine au Nom de Sa Majesté.

II. Que le susdit Roi fera annuellement le payement des Interêts écheus dudit Capital audit N. N. ou fera en sorte qu'ils soient payez par le susdit Seigneur Gamarra ou par tel autre Ministre qui sera alors en employ, que Sa Majesté voudra authoriser.

III. Et si la presente indisposition du susdits Roi ou quelque autre difficulté qui surviendroit venoient à causer de l'impossibilité pour faire le payement desdits Interêts au susdit N. N. avec la ponctualité qui est requise pour la conservation du credit de ces Pais & selon qu'il y est d'usage; Que leurs Hautes Puissances pour faciliter ladite levée & pour la sureté de ceux qui aux fins susdites confieront leurs Deniers au susdit N. N. en ce cas non attendu, ils s'engagent dès à present comme pour lors, comme de fait ils s'engagent audit cas par ces presentes, d'interposer derechef leur credit pour la levée du Capital dont celui qui sera authorisé par le susdit Roi aura besoin, pour le payement des Interêts écheus, & ce aussi de telle maniere qu'il y aura semblablement sureté pour ceux qui prêteront leurs Deniers tant pour le Capital & les Interêts que pour les susdits deux Millions de Livres, & les Interêts d'iceux ci-dessus plus amplement exprimés.

IV. Et comme pour l'avancement des affaires communes, on est presentement en negociation avec les Plenipotentiaires du Roi de Suede, pour faire en sorte que ledit Roi & celui de la Grand' Bretagne & leurs Hautes Puissances cooperent à ce qu'on parvienne à une bonne issue, & que peut-être il faudra avouer quelques Subsides au susdit Roi, ensemble à d'autres Princes & Potentats pour l'avancement de la tranquillité publique, qu'à cet égard, si leurs Hautes Puissances, de l'aprobation des Plenipotentiaires d'Espagne, viennent à promettre quelque chose, ils le feront encore outre les deux Millions sur le compte de Sa Majesté le Roi d'Espagne, par maniere d'interposition de leur credit & à pareil Interêt que dessus, comme de fait ils feront toucher au susdit Sr. Gamarra ou tel autre Ministre qui sera en charge & lequel ledit Roi d'Espagne authorisera convenablement, par l'interposition de leur credit, telle Somme de Deniers dont Sa Majesté aura à disposer pour le payement des Munitions de Guerre & autres Denrées; pourvû que leurs Hautes Puissances, ne soient pas plus obligez à l'égard des Subsides qu'à l'égard des Munitions, sans un consentement plus exprès, d'exceder la Somme de deux autres Millions en Capital, avec ce qui sera requis successivement pour le payement des Interêts comme dessus.

V. Pour recevoir lesquels Deniers, comme pour en passer Obligation & Quittance convenable, ensemble pour ce qui est requis pour le payement des Interêts, qui écherront à chaque fois sur lesdits Capitaux, qu'on levera ensemble pour les Marchandises, qui seront achettées, & en vertu de la Ratification qui

ANNO 1668.

van nu af als dan geauthoriseert woedt de *Minister* in der tydt, die den hooghst-gemelten Koningh by haer Ho. Mog. bebben ende houden sal.

VI. Ende ten eynde Haer Hoogh Mog., mitsgaders de particulieren, die de voorsz. Capitalen, ende 't gunt tot betalinge van 't verloop van tydt tot tydt weder soude mogen verstreckt worden, sullen hebben gefourneert van haer *geinterponeert credit* met genoeghsame seeckerheyt gelibereert, mitsgaders van 't *rembourssement* van hun uyt-geschooten *Hooft-sommen*, met de *Interessen* van dien behoorlijck verseeckert mogen zyn ende blijven, dat over sulcks de *Castelen*, *Steden*, *Forten*, en de Plaetsen van *Argentean*, *Navaigne*, *Stevenswaert*, *Venloo*, met het Fort aen de andere zyde van de *Mase* gelegen, *Gelder*, *Isabella* ende *St. Donaes*, binnen *thien* dagen na d'onderteeckeninge van dit Contract, of eerder, soo doenlick, tot onderpandt aen Haer Hoog Mog. sullen worden ingeruymt; welcke voorsz. Plaetsen dienvolgens met *Gouverneurs*, *Commandeurs* ende *Guarnisoenen* van haer Ho. Mo. beset sullen worden, met alle Prærogativen die de *Pandt-Heeren* na Reghten volgen moeten; Wel-verstaende, dat Haer Ho. Mog noch oock der selver *Gouverneurs* ofte *Commandeurs* in deselve Plaetsen onder pretext van dien, sich geensints sullen bemoeyen met het bestellen van de Magistraet, of eenige andere Politique bedienden, noch oock met eenige andere saecken, de *Politie* ofte *Borgerlijcke Regeeringe* ende *Jurisdictie* van de voorsz. ende andere Steden ofte Plaetsen ten platten Lande concerneerende, maer sullen daer mede laten geworden den Stadthouder ende Capiteyn Generael van Sijn Majesteyt, de Officieren ende Magistraten respective, ende sal deselve *Pandschap* duren ter tijden ende wijlen toe de Penningen, invoegen voorsz. successivelijck te verschieten met de verloopen Interessen, als boven *gerembourseert*, ende Haer Hoogh Mog. van 't voorsz *geinterponeerde credit* gelibereert sullen zyn, oock voorts in gelijcker voegen restitutie sullen hebben ontfangen van de Penningen, die tot versterckinge ende defensie der voorsz. *Plaetsen*, *Steeden*, ende *Forten*, soo in 't betalen van nieuwe, of 't repareren van oude *wercken*, als wegens 's *Canon*, *Amonitie*, of andere Oorloghs-behoeften, dewelcke tot defensie van de verpande Plaetsen geemployeert ofte verlooren sullen worden, ende dergelijcke sullen weesen te koste geleydt, in maniere als hier nae breeder sal werden verklaert; ende voor soo veel de *Guarnisoenen* belangt, de in de voorsz. Steden ende Plaetsen sullen worden onderhouden, dat deselve by de *Vereenighde Provintien* betaelt, ende daer van niet meer aen den hooghstgemelden Coningh van *Spagnien* in reeckeninge gebracht sal worden dan *sesthien* Compagnien Voetknechten in alles, yeder van *ses-en-tnegentigh* Koppen, volghens d'ordinaris soldie van de *Vereenighde Provintien*, te weten, tegens *derthienhondert een-en-seventigh* Guldens ten *twee-en-veertigh* dagen, gedurende ten Oorlogh; ende by soo verre de voorsz. Verpandinge oock na 't eyndigen van den Oorlog voor eenigen tijdt soude mogen dueren, dat als dan, gedurende den Vreede, niet meer dan *acht* gelijcke Compagnien in alles tot laste van Sijn Majesteyt gebracht sullen worden, blijvende alle het vordere Guarnisoen alleenlijck ende privaetelick tot laste van Hare Hoogh Mog.

VII. Dat de voorsz. *Steeden*, *Forten* ende *Plaetsen*, aen Haer Hoogh Mog. in Pandschap te leeveren, sullen blijven voorsien ende gesterckt met soodanig *Geschut*, *Buspoeder*, en andere *Amonitie* van Oorlogh, als tegenwoordigh in deselve wordt gevonden, daer van *Inventaris* gemaeckt, ende t'sijner tydt perfecte verantwoordinge gedaen sal worden

VIII. Dat alle het Krijgs-volck van wegen den Coningh van *Spagnien*, jegenwoordigh in de voorsz. *Steeden*, *Forten*, ende *Plaetsen* bevonden wordende, uyt deselve gelight sal worden, ten eynde de *Gouverneurs*, *Commandeurs*, ende andere *Bevelhebberen*, van desen Stadt aldaer gebieden mogen, ten aensien van 't *sluyten ende openen der Poorten*, *'t bestellen der Wachten*, *'s doen van de Ronden*, *'t geven van 't Woordt*, *'t exerceeren van Militaire Jurisdictie*, *ende Krijgs-discipline*, ende generaliick in alle het geene de bewaeringe ende verseeckeringe derselver *Steeden*, *Forten* ende *Plaetsen* aengaet, met den gevolghe ende aenkleven van dien; Wel verstaende, dat de voorsz Gouverneurs, Commandeurs ende andere Bevelhebberen van haer Hoog. Mog. haer niet en sullen steecken in 't stuck van de Politie ende Burgerlijcke Regeeringe, dan alleen voor soo

s'en ensuivra, des à present comme pour lors est authorisé le Ministre qui sera en fonction & que Sadite Majesté aura prés de leurs Hautes Puissances.

VI. Et afin que leurs Hautes Puissances, ensemble les particuliers qui sur le credit de leurs Hautes Puissances auront fourni pour les susdits Capitaux & le payement des écheances, ayent leur fureté, & qu'ils soient assurez du remboursement desdits Capitaux & du payement des Interêts d'iceux, que les Châteaux, Villes, Forts & Places d'Argenteau, Navaigne, Steevenswaert, Venloo, avec le Fort scitué de l'autre côte de la Meuse, Geldre, Isabelle, & St. Donaes, seront mis au pouvoir de leurs Hautes Puissances, dix jours aprés la signature de ce Contract, ou plûtôt si faire se peut; lesquelles susdites Places seront occupées consequemment par les Gouverneurs, Commandeurs & Garnisons de leurs Hautes Puissances avec toutes les Prerogatives qui appartiennent de droit aux Seigneurs engagistes. Bien entendu que leurs Hautes Puissances ni leurs Gouverneurs ou Commandeurs desdites Places sous ce pretexte ne se mêleront en aucune maniere de créer les Magistrats ou aucun Officier de Police, ni d'aucune autre chose qui concernera ladite Police ni le Gouvernement civil & de la Justice dans les susdites Villes & autres Places du plat-Païs, mais laisseront faire en cela le Stadthouder & Capitaine Général de Sa Majesté, & les Officiers & Magistrats respectifs; & durera ledit gage jusques à ce que lesdits Deniers avec les Interêts échûs & courans soient remboursez & que L. H. P. soient dechargées de l'interposition de leur credit, & qu'ils ayent de plus reçû de même moyen les Deniers qui auront été deboursez pour le renfort & deffence desdites Places, & Forts, soit pour les vieux ouvrages reparez & pour de nouveaux qu'on auroit construit, comme aussi tant pour le Canon, Munitions, & autres besoins Militaires qui pour la deffense des Places engagées auroient été employez ou perdus, & qui seront mis en depence comme il sera plus amplement dit cy-aprés. Et pour ce qui regarde les Garnisons qui seront entretenuës dans lesdites Places, cela sera payé par les Provinces-Unies, & qu'il n'en sera pas compté davantage à Sadite Majesté le Roi d'Espagne que seize Compagnies d'Infanterie en tout, chacune de quatre vingt seize Hommes, suivant la solde ordinaire des Provinces-Unies, sçavoir à raison de treize cent soixante & onze Livres pour quarante deux jours durant la Guerre; Et s'il arrivoit que ledit gage continuat encore pour quelque tems aprés la fin de cette Guerre, qu'alors durant la Paix, on ne comptera que huit semblables Compagnies à la charge de Sa Majesté, demeurant le surplus de la Garnison à la charge de leurs Hautes Puissances.

VII. Que les susdites Villes, Forts & Places qui seront mis pour gage entre les mains de leurs Hautes Puissances seront pourvûës & munies de tel Canon, Poudre & autres Munitions de Guerre, qui s'y trouvent presentement, dont il sera fait Inventaire, pour en repondre en son tems.

VIII. Que toutes les Troupes du Roi d'Espagne qui se trouvent presentement dans lesdites Villes, Forts & Places en vuideront, afin que les Gouverneurs & Commandeurs, & autres Officiers de cet Etat y puissent commander pour ce qui est de fermer & ouvrir ces Portes, poser les Sentinelles, faire la Ronde, donner l'Ordre, & exercer la Justice & la Discipline Militaire, & generalement en tout ce qui regarde la garde & la sureté desdites Villes, Forts & Places & tout ce qui en depend. Bien entendu que lesdits Gouverneurs, Commandeurs, & autres Officiers de leurs Hautes Puissances ne se mêleront point des affaires de la Police ni du Gouvernement

ANNO 1668.

ANNO 1668.

soo veel particulierlick aengaet die geene die aldaer in Guarnisoen leggen; ende sullen deselve *Gouverneurs* ende *Commandeurs* gehouden wesen goede correspondentie te houden met den *Stadthouder* van Sijn Majesteyt in 't Over-quartier van *Gelderlandt*, die tot *Ruremonde* sijne ordinaris residentie sal houden; ende sullen oock de voorschreve *Gouverneurs* ende *Commandeurs*, des versocht zijnde, alle noodige hulpe geven aen de *Ontfangers* van Sijn Majesteyt, dewelcke sullen woonen in de verpande Plaetsen, om alle desselfs *Domainen*, *Licenten* ende *Inkomen* te mogen invorderen.

IX. Dat Haer Hoogh Mog. haer in de beste ende krachtighste forme sullen obligeeren en verbinden, gelijck deselve haer ter goeder trouwe obligeeren ende verbinden by desen, de voorsz. *Steeden*, *Forten*, ende *Plaetsen* wel te sullen defenderen, ende tegens een yegelijck, wie 't oock soude mogen wesen, die daer op yet soude willen attenteeren, vigoreuselick te sullen beschermen, met gelijcken yver ende kracht als se eenighe van de Plaetsen ofte Frontieren van haer Hoogh Mog. ofte van de Vereenighde Nederlantsche Provintien selfs souden konnen ofte mogen doen, oock tot dien eynde de voorsz. *Steeden*, *Forten*, ende *Plaetsen* altoos met een competent ende suffisant Guarnisoen beset laten; ten welcken eynde oock van weegen den hooghst-gedachten Coningh de passagie ende repassagie voor 't Krijghs-volck uyt haer Hoogh Mog. Frontieren naer de *Steeden*, *Forten* ende *Plaetsen* & *vice versâ* over den bodem van Sijn Majesteyt soo veel doenlick gefacilkeert sal worden, ende sal daer van, des noot zijnde, tydelick advertentie worden gegeven aen den Stadthouder van Sijn Majesteyt, om op de giftes van de passagie ofte repassagie, door een Commissaris ordre te konnen stellen.

X. Indien nu of naemaels met communicatie ende overlegh van de Gecommitteerde van den Stadthouder ofte Gevolmachtigde van hooghst-gemelden Coningh in de voorsz. Plaetsen, goedt en geraden gevonden mocht worden, tot meerder verseeckering van de voorsz. *Steeden* ende *Plaetsen*, eenige nieuwe wercken te maecken, ofte oude te vernieuwen, eenige *Magasijnen*, te bouwen, ofte de gebouwde met meerder provisie te voorsien, endè diergelijcke, sullen Haer Hoogh Mog. de wercken met communicatie, en ten overstaen van den voorsz. Stadthouder ofte Gecommitteerde van Sijn Majesteyt publiquelick aen de minst-eyschende besteeden, oock voorts in gelijcker voegen allerhande noodige inkoop te doen; ende in 't opnemen van de besteede wercken, mitsgaders by de leverantie ofte den invoer van gekochte Waeren, den voorsz. Stadthonder ofte Gecommitteerde versoecken aldaer mede present te willen zyn, op dat alsoo de opneminge, oock t'sijnen overstaen, ende met behoorlicke kennisse geschieden moge.

XI. Ende ten eynde de voorsz. bewaeringe ende beschermingе des te seeckerder ende met des te beter ordre geeffectueert, mitsgaders de noodige correspondentie ende eenigheyt tusschen de Gouverneurs ende Commandeurs, met het Guarnisoen ter eenre, ende de Magistraten met de Borgerye ter andere zyde in de voorschreeve *Steeden*, *Forten* ende *Plaetsen* des te beter onderhouden worde, dat over sulcks soo wel de voorsz. Magistraet voor haer selven, ende in naeme van de gantsche Borgerye, als voorsz. Gouverneurs ende Commandeurs mede voor haer selven, ende in den name van 't gantsche Guarnisoen, boven den Eedt, daer mede deselve respective aen den hooghst-gemelden Koningh ende aen de hooghstgedachte Haer Hoog Mog. albereydts zyn verplicht, in handen van Commissarisen ten wederzyden daer toe te verkiesen, by solemnelen Eede sullen belooven, de *Rechten van Syn Majesteyt als waren Eygenaer*, ende van Haer Hoogh Mog. als Pands-Heeren te sullen voorstaen, ende mainteneren nae hun vermoghen, oock de voorsz. Steeden te sullen bewaeren, ende soo veel hun aengaet, helpen bewaeren, ten behoeve van den hooghst-ghemelden Koningh, voor soo veel deselve by restitutie van 't voorgementioneerde verschot, met den Interesse van dien, daer van den eenigen ende onbeswaerden Eygenaer moet zyn, ende voor Haer Ho. Mog. ten regnarde deselve tot die tydt toe de voorsz. *Steeden*, *Forten* ende *Plaetsen* als wettige Pands-Heeren in maniere voorsz. met recht mogen blijven besitten, ende voorts in alles haer nae het tegenwoordigh Contract te sullen reguleeren,

nement civil, qu'entant seulement que cela pourroit concerner particulierement ceux de la Garnison; & seront lesdits Gouverneurs & Commandeurs tenus de tenir bonne correspondance avec le Stadthouder de Sa Majesté dans le Quartier de Gueldre de delà; qui tiendra sa Residence ordinaire à Ruremonde; & donneront aussi lesdits Gouverneurs & Commandeurs en étant requis, toute l'assistance necessaire aux Receveurs de Sa Majesté, pour lever les Droits Domaniaux, Licentes, & Revenus.

IX. Que L.H.P. s'engageront & s'obligeront en la meilleure forme, comme ils s'engagent & s'obligent par ces presentes, de bien deffendre les susd. Villes, Forts & Places, & d'agir vigoureusement contre tous & un chacun, quels qu'ils soient qui y voudroient attenter quelque chose, avec la même vigueur & la même ardeur qu'ils pourroient faire à l'égard des Places, Frontieres, ou autres apartenanses à leurs Hautes Puissances, & de faire en sorte que lesdites Villes, Forts & Places soient toûjours pourvuës d'une bonne & suffisante Garnison, ausquelles fins Sa Majesté facilitera autant que faire se pourra le passage des Troupes de leurs Hautes Puissances soit en allant ou en venant, sur le Territoire de Sadite Majesté pour se rendre dans lesdites Villes, Forts & Places; & si besoin est en sera donné avis à temps au Stadshouder de Sa Majesté pour qu'un Commissaire puisse regler les Logemens dudis passage ou repassage.

X. Que si avec la communication & deliberation du Deputé, du Stadshouder ou Plenipotentiaire dudit Roi, il étoit trouvé à propos pour plus grande seureté des susdites Villes & Places de faire quelques nouveaux ouvrages, ou de renouveller les anciens, de construire quelques Magasins, ou de pourvoir ceux qui seront déja bâtis de nouvelles Munitions, leurs Hautes Puissances donneront avec la communication, & en presence du Stadthouder ou Commissaire de Sa Majesté lesdites choses publiquement au rabais, au moins demandant, & ils en useront de même à l'égard de tous les achapts necessaires, & sera le Stadshouder ou Commissaire deputé requis de vouloir être present quand on donnera lesdits ouvrages au rabais, ou qu'on delivrera & transportera les Denrées, afin que le tout se fasse en sa presence & avec sa connoissance.

XI. Et afin que la susdite garde & deffence se puisse faire d'autant mieux & d'autant plus surement, & que la correspondance & union necessaire entre les Gouverneurs & Commandeurs, & la Garnison & le Magistras & la Bourgeoisie desdites Villes, Forts & Places soit d'autant mieux entretenuë; le susdit Magistrat tant pour lui qu'au nom de toute la Bourgeoisie, comme aussi les Gouverneurs & Commandeurs aussi tant pour eux mêmes qu'au nom de toute la Garnison outre le Serment auquel ils sont obligez au susdit Roi & à leurs Hautes Puissances promettront par Serment solemnel qu'ils feront entre les mains des Commissaires qui seront choisis de part & d'autre, de maintenir de tout leur possible les Droits de Sa Majesté comme vrai Proprietaire, & ceux de leurs Hautes Puissances comme Engagistes, & de garder les susdites Villes, & d'aider à les garder chacun endroit soy, au proffit de sa susdite Majesté comme en devant redevenir le Maître incontestable par la restitution des deboursements susmentionnez & des Interêts d'iceux; & pour leurs Hautes Puissances à qui lesdites Villes, Forts, & Places étant laissez pour gages, les doivent posseder jusques audit rembourfement, & en outre de se regler selon le contenu de ce present Contract, sans rien faire, faire

ANNO 1668.

ren, fonder daer tegens yet te doen, ofte gedooghen gedaen te worden, directelick of indirectelick in eeniger manieren.

XII. De Gouverneurs ofte Commandeurs met de voorfz. Guarnifoenen fullen in de voornoemde *Steeden*, *Forten* ende *Plaetfen* vryelick ende fonder eenigh belet ofte befchimpinge, den Gereformeerden Godts-dienft oeffenen, dewelcke in de Geunieerde Provintien wordt geexerceert, ende dat in hunne Huyfen, foo die daer toe bequaem zyn, ende in cas van onbequaemheydt, fullen hun daer toe andere bequame plaetfen, in de voorfz *Steeden*, *Forten* ende *Plaetfen* vergunt worden, by ofte van weghen den Koningh door Gedeputeerden van den Stadhouder.

Ende fullen daer tegens de voorfz. Gouverneurs ende Commandeurs exactelijck hebben te beforgen, dat haer onderhebbende Soldaten geene befpottinge, befchimpinge of fchandael, veel min eenigh belet komen toe te brenghen aen de Roomfche Catholijcke Geeftelijckheyd, of oock aen de Borgeren ende Inwoonderen der voorfz. Steeden ende Plaetfen in de oeffeninghen ende ceremonien ofte Godts-dienft, ende in cas t'eenigen tijde daer tegens by yemandt, wie 't oock foude mogen wefen, moghte worden gepecceert, dat foodanigen daer over door den Politicquen ofte Militairen Rechter, naer dat het cafus komt te vereyffchen, tot verhoedinghe van ghelijck exceffen voor 't toekomende wel ftrengelijck gecorrigeert ofte geftraft fal worden, na dat de circumftantien van fijne begaene misdaet fullen komen te vereysfchen.

XIII. Dat de voorfz. *Gouverneurs*, *Commandeurs*, *Majoors*, *Auditeurs*, *Provooften*, ende voorts de geheele Guarnifoenen in de voorfz. Steeden, Forten ende Plaetfen, met behoorlicke Logementen, Baracquen, ofte anderfints, buyten koften ende lafte van Haer Ho. Mog. voorfien fullen worden.

XIV. Dat van wegen den hooghft-gemelden Koningh de noodige voorfieninge gedaen fal moeten worden, ten eynde de voorfz. Garnifoenen hare ordinaris Victualien ofte Levens-middelen foo wel als de Burgeren ende Inwoonderen der voorfz. Steden ende Plaetfen, ten redelicken prijfe bekomen moge, ende dat voorts aldaer behoorlicke Magafijnen voor Granen, Turf ende andere noodige provifie aengewefen, ofte in maniere voorfz. gebouwt mogen worden

XV. Dat, foo wanneer Haer Hoogh Mog. van hare verfchooten Penningen met den Intereffe van dien fullen hebben ontfangen behoorlick rembourfement, ende voor haer gheinterponeert credit volkomentlijck geliberéert zyn, als dan aenftondts ende fonder eenige tergiverfatien, de voorfz. Steden, Forten ende Plaetfen, met alle 't geene volgens Inventaris als boven, nevens defelve overgelevert fal zyn, ofte het equivalent van dien ter goeder trouwe wederom ontruymt, ende aen ofte ten behoeve van den hooghft-gedachte Koningh weder overgelevert fullen worden, ende tot meerder verfeeckeringe van de nakominge van dit Articul, van dat de Pandt-penningen, met het verloop van dien gereftitueert zynde, de verpande Plaetfen oock geevacueert ende ghereftitueert fullen worden, fullen Sijne Keyferlijcke Majefteyt, den Koningh van Groot Britaignen ende den Koningh van Sweden verfocht worden haer Guarand, defen Articul aengaende t'interponeren.

XVI. Dat het voorfz. rembourffement ende bevrijdinge van 't geinterponeerde credit van wegen den hooghft-gemelden Koningh fal mogen gefchieden in een Somme, ofte in . . . . . terminen gedaen ende geeffectueert fal moeten worden, ten minften binnen den tydt van . . . . . Jaren, fullende middelerwijle voor de betalinge van de jaerlickfe Intereffen verbonden zyn, ende door de Bedienden van den hooghft-gemelden Koningh op ordre van Sijn Majefteyt effectivelick uytgekeert worden het provenu van Sijn Majefteyts Tollen ende Licenten op de Mafe, mitsgaders van des felfs andere Domeynen, Beden, Subfidien ende Inkomften, onder 't reffort van de voorfz. Steden ende Plaetfen vallende, voor foo veel de voorfz. Intereften uyt de voorfz. Tollen ende Licenten niet vervallen fouden konnen worden.

Ende in cas buyten verwachten ofte vermoeden, den voorfz. tydt moght komen t'expireren, fonder dat het felve ten vollen gepræfteert moghte wefen; dat als dan de voorfz. Tollen, Domaynen, ende alle andere publie-

faire, ou permettre être fait au contraire, directement ou indirectement.

XII. Les Gouverneurs ou Commandeurs avec la fusdite Garnison, pourront dans lesdites Villes, Forts & Places, faire l'exercice de la Religion Reformée sans aucun trouble ni insulte, comme elle est exercée dans les Provinces-Unies, & ce dans leurs Maisons si elles y sont propres; Et en cas qu'elles n'y soient pas propres, les Deputez du Stadhouder leur accorderont de la part dudit Roi d'autres places commodes dans les fusdites Villes, Forts & Places.

Et lesdits Gouverneurs & Commandans auront un soin tres exact que leurs Soldats, ne feront aucune raillerie ni scandale, & encore moins aucun empêchement aux Ecclesiastiques des Catholiques Romains, non plus qu'aux Bourgeois & Habitans des fusdites Villes & Places dans l'exercice & dans les ceremonies de leur Religion, & s'il arrivoit que quelqu'un le fit il sera corrigé & châtié par le Juge de Police ou Militaire selon que le cas échoira & l'exigera, pour prevenir à l'avenir de semblables excez.

XIII. Que les fusdits Gouverneurs, Commandeurs, Majors, Auditeurs, Prevôts & en outre toute la Garnison seront pourvûs dans lesdites Villes, Forts & Places de Logemens & Baraques convenables, ou autrement, sans frais pour leurs Hautes Puissances.

XIV. Que de la part dudit Roi seront fournies les provisions dont ils auront besoin afin que la fusdite Garnison puisse avoir les Vivres qui leur seront necessaires comme les Bourgeois & Habitans desdites Villes & Places, & ce à un prix raisonnable, & en outre qu'il soit construit des Magasins convenables, pour les Grains, Tourbes & autres provisions necessaires.

XV. Que lors que leurs Hautes Puissances auront reçû le juste remboursement des Deniers avancez & des Interêts d'iceux, & qu'ils seront entierement liberez de l'interposition de leur credit, lesdites Places, Forts, & Villes, avec tout ce qui paroîtra par l'Inventaire leur avoir été delivré, seront rendus & restituez audit Roi. Et pour plus grande sureté de l'observation de cet Article, sçavoir que les Deniers fournis & les arrerages restituez, les Places données en gage seront evacuées & restituées, Sa Majesté Imperiale, le Roi de la Grand' Bretagne & le Roi de Suede seront suppliez d'être Garands dudit Article.

XVI. Que le fusdit remboursement sera fait de la part du fusdit Roi en une Somme, ou en . . . . . termes, du moins dans le tems de . . . . . années, & cependant pour le payement des Interêts seront engagez & payez par les Officiers du fusdit Roi & par l'ordre de Sa Majesté les Revenus de ses Doüanes & Peages de la Meuse, ensemble ceux de ses autres Domaines, Tailles & Subsides dependants du ressort desdites Villes & Places.

Et en cas que contre toute attente ledit tems vienne à expirer sans que ledit remboursement ait été fait, qu'alors les fusdites Doüanes, Domaines & autres

Anno 1668. publicque Middelen ende Inkomsten onder 't ressort van de voorsz. verpande Steeden ende Plaetsen vallende, voor de jaerlickse voldoeninge der gestipuleerde Interessen, van 't geene den hooghst-gemelden Koningh als dan noch in 't geheel sal wesen verschuldight, als mede in verminderingh van 't selve Capitael, voor soo veel de voorsz. Inkomsten daer toe wijders sullen konnen strecken, by Haer Hoogh Mog. selfs onder hare administratie genomen, ende ten fine voorsz. effectivelijck bekeert sullen worden, mits daer van doende behoorlicke reeckeninghe, bewijs ende reliqua, op dat by faute van dien, die schulde niet oneyndigh en excreslere, en metter tydt onlosbaer worde.

XVII. Ende hebben wy ondergeschreven wederzijdts Geauthoriseerden ende Gevolmaghtighden belooft, ghelijck wy belooven by desen, het jegenwoordighe Contract by de Heeren onse respective Committenten ende Principaelen te sullen doen ratificeeren, te weten, door Haer Hoogh Mog. ende den gemelden Heer Marquis de *Castelrodrigo* in qualité voorsz. binnen den tijdt van *veerthien* dagen; ende voorts by de hooghst-gemelde Koninginne Regente in name van Sijn Majesteyt binnen den tijdt van *drie* maenden.

XVIII. Ende nademael Haer Hoogh Mog. al noch oprechtelick geintentioneert zyn, met ende nevens den Koningh van Groot Britannien alle doenlicke Officien aen te wenden, ten eynde den Koningh van *Vranckrijck* oock van sijne zyde in den continuatie van den geaccordeerden stilstant van Wapenen geheven t'accorderen, ende vervolgens daer op de geprojecteerde Vreede, volgens d'acceptatie van 't eene Lit der bewuste Alternative by den Heer Marquis de *Castelrodrigo* albereydts gedoen, finaliek te voltrecken: Soo is gheslipuleert, ende gepreacautioneert, dat by soo verre den hooghst-gedachten Koningh van *Vranckrijck*, soo als verhoopt wordt, by provisie mede in de voorsz. prolongatie komt te consenteren, ende deselve oock effectivelick t'observeren, eer ende bevoorens hier op d'executie van 't fournissement van Penningen sal wesen ghevolght, als dan den gemelden Heer Marquis de *Castelrodrigo* ende Haer Hoogh Mog. vry sal staen, de saecke voor eerst te laten in termen gelijck deselve jegenwoordigh is; ende in cas den Vreede daer op voor d'executie deses voltrocken wordt, dat als dan een yegelijck desen aengaende, sal wesen in sijn geheel.

Aldus gedaen ende geslooten in 's Graven-haghe den *negenden* April *sestien hondert achs en festigh*.

(L.S.) *Gamarra*. (L.S.) *W. Huygens*.
(L.S.) *d'Asperen*.
(L.S.) *Johan de Wit*.
(L.S.) *Johan de Rede*.
(L.S.) *E. v. Bootsma*.
(L.S.) *Jan van Ysselmuyden*.
(L.S.) *Gockinga*.

BY dit *separaet Articul*, 't welck van de selve kracht sal zyn, als of 't meede ingelijft waere in 't Contract van Verpandinge tusschen ons ondergeschreven op heeden gesloten, is verklaert, gecaveert ende vast gestelt gelijck verklaert, gecaveert ende vast gestelt wordt by desen, dat de Heeren Staten Generael der Vereenighde Nederlanden niet verobligeert sullen zyn de Penningen, by 't selve Contract belooft, of eenigh gedeelte van dien te demanueren, ofte door N. N. te laten demanueren, voor en aleer d'Heer Marquis de *Castelrodrigo*, Gouverneur en Capitgyn Generael der Spaense Nederlanden, het Contract by Gecommitteerden van den Koningh van *Vranckrijck*, met concert van de Heeren van *Beuningen* ende *Trevor*, extraordinaris Ambassadeur en extraordinaris Gedeputeerden van den Koningh van *Groot Brittaignen* ende van Haer Hoogh Mogende respective onlanghs op Papier ghebracht, of selfs sal hebben onderteeckent, of andersints pouvoir gesonden aen de gemelde Heeren van *Beuningen* ende *Trevor*, om 't gemelte Tractaet in sijnen name met Geauthoriseerden van den hooghst-ghemelden Koningh van *Vranckrijck* te perfectioneren ende te sluyten.

Aldus

tres Revenus publics dependants du ressort desdites Villes & Places données en gage, seront administrez par leurs Hautes Puissances, pour le payement des Interêts stipulez & annuels de tout ce que ledit Roi restera encore redevable ensemble en deduction du Capital, au cas que lesdits Revenus puissent s'étendre jusques-là, & sera dressé un compte & reliqua, le tout afin que faute de payement la dette ne vienne point tellement à s'augmenter qu'avec le tems elle ne puisse plus être rachetable. Anno 1668.

XVII. Et avons nous Plenipotentiaires soubsignez promis, comme nous promettons par ces presentes, de les faire respectivement ratifier par nos Seigneurs Principaux, sçavoir par leurs Hautes Puissances, & par ledit Seigneur Marquis de Castelrodrigue en la qualité susdite dans le tems de quatorze jours, & en outre par la susdite Dame Reine Regente au nom de Sa Majesté dans le tems de trois mois.

XVIII. Et comme leurs Hautes Puissances sont encore dans la sincere intention de faire avec le Roi de la Grand' Bretagne tout ce qu'ils pourront, afin que le Roi de France continue aussi de son coté d'accorder la suspension d'Armes dont on est convenu, & en consequence d'accomplir le projet de la Paix suivant l'acceptation d'un Membre d'alternative déja faite par le Sieur Marquis de Castelrodrigue: Il est stipulé qu'au cas que le susdit Roi de France vienne à consentir aussi par provision à ladite prolongation, & qu'en effect elle soit observée avant que l'execution du fournissement des Deniers s'en ensuive, il sera alors libre au susdit Sieur Marquis de Castelrodrigue & à leurs Hautes Puissances, de laisser les choses dans l'etat qu'elles sont à present. Et en cas que la Paix se fasse avant que ces presentes soient executées, chacun demeurera alors à cet égard en son entier.

Ainsi fait & conclu à la Haye le neufiéme Avril mil six cent soixante huit. *Signé.*

(*L.S.*) Gamarra. (*L.S.*) W. Huygens.
(*L.S.*) d'Asperen.
(*L.S.*) Jean de Wit.
(*L.S.*) Jean de Rede.
(*L.S.*) E. v. Bootsma.
(*L.S.*) Jean de Ysselmuyde.
(*L.S.*) H. Gockinga.

P*Ar cet Article separé, lequel aura la même force que s'il étoit incorporé dans le Contract d'engagement signé & conclu cejourdhui entre nous, il est declaré & arrêté, comme il est declaré & arrêté par ces presentes, que les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies ne seront pas obligez de se desaisir des Deniers promis par le susdit Contract, ou d'en laisser desaisir N. N. qu'au préallable ledit Sieur Marquis de Castelrodrigo Gouverneur & Capitaine Général des Pais-Bas Espagnols n'ait signé lui même le Contract couché depuis peu par écrit par les Deputez du Roi de France de concert avec les Sieurs de Beuningue & Trevor, Ambassadeur extraordinaire & Deputé extraordinaire du Roi de la Grand' Bretaigne & de leurs Hautes Puissances; ou autrement qu'il n'ait envoyé pouvoir aux susdits Sieurs de Beuningue & Trevor de perfectionner & conclure le susdit Traité en son nom avec les Plenipotentiaires du susdit Roi de France.*

Ainsi

ANNO 1668.

Aldus gedaen ende gesllooten in 's Graven-haghe den negenden April sestien honderd acht en sestigh.

(L.S.) *Gamarra*

(L.S.) *Hr. Huygens.*
(L.S.) *d'Asperen.*
(L.S.) *Johan de Wit.*
(L.S.) *Johan de Rede.*
(L.S.) *E. v. Bootsma.*
(L.S.) *Jan van Ysselmuyden.*
(L.S.) *Gockinga.*

Ainsi fait & conclu à la Haye le neuviéme Avril mil six cens soixante huit. Signé.

(*L.S.*) Gamarra.

(*L.S.*) W. Huygens.
(*L.S.*) d'Asperen.
(*L.S.*) Jean de Wit.
(*L.S.*) Jean de Rede.
(*L.S.*) E. v. Bootsma.
(*L.S.*) Jean de Ysselmuyde.
(*L.S.*) H. Gockinga.

ANNO 1668.

XXXIV.

15. Avril.

FRANCE, ANGLETERRE, ET PROVINCES-UNIES.

Traité entre LOUIS XIV. *Roi de France,* CHARLES II. *Roi d'Angleterre & les* PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas, pour procurer la Paix entre les Couronnes de France & d'Espagne. Fait à S. Germain en Laye, le 15. Avril,* 1668. [AITZEMA, Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. XIV. pag. 703.]

LE Roi de la *Grande Bretaigne*, & Messieurs les *Etats Généraux* des Provinces-Unies des Pays-Bas ayant envoyé à la fin du mois de Fevrier les Srs. van *Benningen* & *Trevor*, respectivement leur Ambassadeur & Envoyé extraordinaires au Roi *Tres-Chrétien*, lui offrir d'employer leurs soins & leurs offices, pour le prompt rétablissement du repos publicq, par la conclusion d'un bon Accommodement, entre luy & le Roi *Catholique*. & ledit Roi *Tres-Chrétien*, ayant dès lors agreablement reçeu les offres dudit Roi de la *Grande Bretaigne*, & desdits Seigneurs *Etats*, declarat aux dits Seigneurs van *Benningen*, & *Trevor*, qu'en consideration de leurs Maistres, il persisteroit à se contenter encore de faire la Paix, sur le même fondement de l'une des deux *Alternatives* dont il s'étoit expliqué dés la fin de la Campaigne, de l'Année passée, à sçavoir, ou de la Cession que les Espaignols lui feroient des Places, Forts & Postes, que ses Armes avoient occupées, pendant ladite Campaigne, & de leurs Dependances, ou bien d'un équivalent consistant en la Cession de la *Franche Comté* (ou en sa place du Duché de *Luxenbourg*) *Cambrai & Cambresis*, *Doway*, compris le Fort de *Scarpe*, *Aire*, *St. Omer*, *Berg*, *Furne & Linck* avec leurs Dependances; Il seroit depuis arrivé, que par les soins & offices dudit Roi de la *Grande Bretaigne* & desdits Seigneurs *Etats*, le Marquis de *Castelrodrigo*, Gouverneur de Flandres, en vertu de son Plein-pouvoit de traiter la Paix, auroit accepté au nom dudit Roi *Catholique*, le premier Membre des deux *Alternatives*, ci-dessusdites, & declaré d'être prest de signer, ou faire signer par ses Subdeleguez, un Traité de Paix, conforme au Project, qui luy auroit esté presenté par les Ministres du Roi de la *Grande Bretaigne*, & desdits Seigneurs *Estats*, qui sont à *Bruxelles*, en suite de quoi lesdits Ambassadeur & Envoyé extraordinaires, voyant l'affaire si bien acheminée, auroient fait de vives instances à Sa Majesté *Tres-Chrétienne* de vouloir bien consentir à une suspension d'armes, jusqu'au *dernier jour de May* prochain, afin de donner un tems convenable pour achever ledit Traité, selon les formes accoûtumées. Et Sadite Majesté ayant declaré sur lesdites instances, que dans l'état present des affaires, elle ne pouvoit accorder, sans se faire des prejudices extremes, à moins que ledit Roi de la *Grande Bretaigne*, & lesdits Seigneurs *Etats* lui donnassent toutes les seuretés, qu'il jugeroit lui être necessaires, *pour l'infaillible succés de la Paix* auxdites conditions, & dans le tems susdit, & lesdits Ambassadeur & Envoyé extraordinaires, ayant là-dessus offert à Sa Majesté *Tres-Chrétienne*, que le Roi de la Grande *Bretaigne*, & Messieurs les *Etats* lui feroient Garants de parolles, qu'ils lui avoient portées de la part du Marquis de *Castelrodrigo*, sur l'acceptation du premier Membre de *l'Alternative*, & dit que par cette *Garantie*, qu'ils avoient Pouvoir de promettre, ils se trouvoient pleinement authorisés, & en état de donner à ladite Majesté *Tres-Chrétienne* toutes les satisfactions & *seuretés* requises, & qu'elle pouvoit desirer, de l'infaillibilité dudit succés. Le Roi *Tres-Chrétien* auroit là-dessus nommé & deputé le Sr. le *Tellier*, Conseiller en tous ses Conseils, Commandeur de ses Ordres, & Secretaire d'Etat & des Commandements de Sa Majesté, le Seigneur de *Lionne*, aussi Conseiller en tous ses Conseils, Commandeur de ses Ordres, Ministre & Secretaire d'Estat & des Commandements de Sa Majesté, & le Sr. *Colbert*, Conseiller en tous ses Conseils, Controlleur General de ses Finances, Tresorier de ses Ordres, & Surintendant de ses Bastimens, munis d'un Plein-pouvoir suffisant pour traiter avec lesdits Seigneurs van *Benningen*, & *Trevor*, munis aussi d'un même Pouvoir, & convenir ensemble desdites seuretés, ainsi que des moyens plus seurs & plus prompts pour parvenir à la Paix. Et aprés plusieurs Conferences, que lesdits Plenipotentiaires ont euës ensemble, ils ont enfin accordé, établi, & arresté les Articles, qui en suivent.

I. Le Traité de Paix entre la *France* & *l'Espaigne*, sera fait conformement au Project susdit qui a esté presentement remis entre les mains desdits Seigneurs van *Benningen* & *Trevor*, & la Ratification de *l'Espaigne* sera envoyée à *St. Germain en Laye*, à Sa Majesté *Tres-Chrétienne*, dans le *dernier jour de May* prochain inclusivement, comme pareillement le Roi *Tres-Chrétien* fera remettre la Ratification dudit Traité, dans le même jour *dernier May*, entre les mains du *Gouverneur de Flandres*, & plûtôt si faire se peut.

II. Le Roi *Tres-Chrétien* accorde de sa part une *Cessation* de toute sorte d'entreprises & attacques sur les Places fortes des Espaignols, à condition du reciproque du costé de *l'Espaigne*, & ce jusqu'au dernier jour de *May* inclusivement.

III. En cas que contre toute attente, *l'Espaigne* manque à faire la Paix selon ledit Project, ou que la *Ratification d'Espaigne* n'ait pas esté remise au Roy *Tres-Chrétien* dans ledit jour dernier May inclusivement; ledit Roy *Tres-Chrétien* n'estant pas plus alors tenu de faire la Paix aux Conditions des susdites *Alternatives*, Sa Majesté declare qu'elle se contentera de faire encore la Paix, pendant les mois de *Juin* & de *Juillet*, aux Conditions des deux *nouvelles Alternatives* suivantes, dont le choix sera laissé à *l'Espaigne*, à sçavoir, *la premiere* à la Cession des Conquestes de la Campaigne de l'Esté dernier, en y adjoustant par l'Espaigne la Cession de la *Franche Comté*, & *Cambray*, & *Cambresis*; la seconde, de la Cession de l'équivalent cy-dessus dit, en y adjoustant par l'Espaigne la Cession du *Luxenburgh* ou en sa place celle de *l'Isle* & *Tournay*.

IV. Cependant dans le mesme cas, qui vient d'estre dit, que la Paix ne soit pas faite, & les Ratifications fournies dans le terme susdit par la faute de *l'Espaigne*; Le Roy *Tres-Chrétien* attacquant alors, apres le terme de ladite suspention expirée, les Espaignols, pour tâcher de les necessiter à la Paix aux Conditions de l'une des deux nouvelles alternatives, le Roy de la *Grande Bretaigne* & lesdits Seigneurs *Estats* seront obligés de mettre en effect la promesse contenuë dans leur Garantie susmentionnée, & consequemment employeront incessamment toutes leurs Forces par Mer & par Terre, pour obliger *l'Espaigne* à faire la Paix, aux Conditions, qui viennent d'estre dittes.

V. En cas que la Paix n'ait pû estre encore faite, pendant lesdits mois de *Juin* & de *Juillet*, auxdites Conditions, par faute de *l'Espaigne*, leurs Majestés, & lesdits Seigneurs Estats conviendront alors ensemble de nouveau, de ce qu'ils trouveront estre plus expedient pour terminer la Guerre.

VI. Mais afin que dans l'employ des armes de leurs dites Majestés, & desdits Estats, au cas susdit, on puisse éviter les inconveniens qui pourroyent naistre par

ANNO 1668.

par la concurrence des entreprises, dont chacque partie pourroit vouloir choisir les mesmes desseins, il a esté convenu que les Armes de Sa Majesté *Tres-Chrétienne* se contiendront à agir du costé de deça des *Rivieres & Canaux*, qui passent par les Villes & Places, ou le long des Villes & Places suivantes, à sçavoir, *Argenteau*, *Malines*, *Rupelmonde*, *Dendremonde*, *Gand*, *Plassendael & Ostende*, & n'attaqueront aucune desdites Villes ou Places, & que les Armes du Roy de la *Grande Bretagne*, & desdits Seigneurs *Estats*, se contiendront à agir au de-là des mesmes Rivieres & Canaux, & n'attacqueront aucunes Villes, ou Places du costé de deça.

Tous lesquels Points & Articles cy-dessus énoncés, ont esté ainsi convenus, arrestés, & accordés, de part & d'autre, entre les Seigneurs le *Tellier*, de *Lionne* & *Colbert* au nom dudit Roy *Tres-Chrétien*, & lesdits Seigneurs van *Benningen* & *Trevor* respectivement au nom du Roy de la *Grande Bretagne*, & de Messieurs les *Estats Generaux*, lesquels ont promis d'en fournir les Ratifications de leurs Majestés & desdits Seigneurs Estats, dans le dernier jour du present mois *d'Avril* inclusivement, & plûtost si faire se peut. En foy de quoy ils ont signé le present Traité de leur propre main, & à iceluy fait apposer les cachets de leurs Armes. Fait à St. Germain en Laye le 15. d'Avril, 1668.

Signé,

(L.S.) *Le Tellier*. (L.S.) *Van Benningen*.
(L.S.) *De Lionne*. (L.S.) *Trevor*.
(L.S.) *Colbert*.

XXXV.

2. Mai.

FRANCE ET ESPAGNE,

Traité de Paix entre les Couronnes de FRANCE *&* d'ESPAGNE. *Conclu à Aix-la-Chapelle le 2. jour de May* 1668. [FREDER. LEONARD. Tom. XIV. d'où l'on a tiré cette Piéce, qu'on trouve aussi dans le *Theatrum Pacis*, Tom. II. en Latin, en Allemand, & en François; dans les *Lettres & Memoires* du Comte d'Estrades, Tom. IV. pag. 351; dans le *Theatrum Europ.* Tom. X. pag. 762. en Allemand; & dans GASTELIUS, *de Statu publico Europæ Novissimo*. pag. 164. en Allemand.]

LOUïS par la grace de Dieu, Roy de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme en vertu des Pouvoirs respectivement donnez par Nous à nostre cher & bien-amé Conseiller en nos Conseils d'Estat & Privé, Maistre des Requestes ordinaire de nostre Hostel, & nostre Ambassadeur extraordinaire, le Sieur Colbert: Et par tres-haut, tres-excellent, & tres-puissant Prince le Roy Catholique des Espagnes, nostre tres-cher & tres-amé bon Frere, Beau-Frere & Cousin; & par tres-haute, tres-excellente, & tres-puissante Princesse la Reine Catholique des Espagnes, nôtre tres-chere & tres-amée Sœur & Cousine, comme Tutrice, & Curatrice & Gouvernante des Royaumes & Estats dudit Roy nostre Frere, au Marquis de Castelrodrigo, Capitaine & Gouverneur General pour nostredit Frere aux Payx-Bas; & par ledit Marquis de Castelrodrigo au Baron de Bergeik, qu'il auroit subdelegué en son lieu & place pour traiter la Paix: Lesdits Sieurs Colbert, & Baron de Bergeik, ayant dans la Ville Imperiale d'Aix-la-Chapelle, le deuziéme du present mois de May, conclu, arresté, & signé le Traité de Paix & de reconciliation, dont la teneur s'ensuit.

AU NOM DE DIEU LE CREATEUR: A tous presens & à venir soit notoire, Comme par l'autorité & les soins paternels de nostre Tres-Saint Pere le Pape Clement neuviéme du nom, seant heureusement dans le Saint Siege pour le bon regime de nostre Mere Sainte Eglise, & par les continuelles exhortations & tres-vives instances de sa Beatitude, tant par plusieurs & diverses Lettres écrites de sa main, qu'envois & Negociations de son propre Neveu, aujourd'huy Cardinal Rospigliosi, & de ses Nonces extraordinaires, tres-haut, tres-excellent, & tres-puissant Prince LOUIS par la grace de Dieu, Roy Tres-Chrestien de France & de Navarre: Et tres-haut, tres-excellent, & tres-puissant Prince CHARLES second, par la grace de Dieu Roy Catholique des Espagnes: & tres-haute, tres-excellente, & tres-puissante Princesse Marie Anne d'Austriche, Reine Catholique des Espagnes, sa Mere, comme Tutrice, Curatrice, & Gouvernante de ses Royaumes & Estats, seroient convenus & tombez d'accord de choisir la Ville Imperiale d'Aix la-Chapelle, pour y traiter de Paix, par l'entremise du Plenipotentiaire de sa Sainteté; comme aussi des Ministres d'autres plusieurs Roys, Potentats, Electeurs, & Princes du Saint Empire, qui ont si loüablement employé leurs soins & leurs offices pour acheminer cette grande affaire. Et comme pour y parvenir ledit Seigneur Roy Tres-Chrestien auroit donné son plein-Pouvoir au Sieur Colbert, Conseiller en tous ses Conseils, Maistre des Requestes ordinaire de son Hostel, & son Ambassadeur Extraordinaire, & ledit Seigneur Roy Catholique auroit donné son plein-Pouvoir au Sieur Marquis de Castelrodrigo, Capitaine & Gouverneur General des Pays-Bas, lequel en vertu de sondit Pouvoir auroit subdelegué le Sieur Baron de Bergeik, Chevalier de l'Ordre de Saint Jacques, Conseiller au Conseil Suprême de Flandres, & de ses Conseils d'Estat & Finances, lesquels Sieurs Colbert & Bergeik, en vertu de leursdits Pouvoirs & subdelegation, reconnus de part & d'autre pour suffisans, ont accordé, establi & arresté les Articles qui ensuivent.

PREMIEREMENT. Il est convenu & accordé, qu'à l'avenir il y aura bonne, ferme, & durable Paix, Confederation, & perpetuelle Alliance & amitié entre les Roys Tres-Chrestien & Catholique, leurs Enfans nais & à naistre, leurs Hoirs, Successeurs & Heritiers, leurs Royaumes, Estats, Pays & Sujets; qu'ils s'entre-aimeront comme bons Freres, procurant de tout leur pouvoir le bien, l'honneur & reputation l'un de l'autre, & évitant de bonne foi tant qu'il leur sera possible le dommage l'un de l'autre.

II. Ensuite de cette bonne reünion, aussitôt que les Ratifications du present Traité auront esté échangées, la Paix entre lesdits Seigneurs Rois sera publiée, & dés l'instant de ladite Publication il y aura Cessation de toutes entreprises de Guerre, & de tous actes d'hostilité, tant par Mer & autres Eaux que par Terre, & generalement en tous Lieux que la Guerre se fait par les Armes de Leurs Majestez tant entre leurs Troupes & Armées, qu'entre les Garnisons de leurs Places: & que s'il étoit contrevenu à ladite Cessation par prise de Place, ou Places, soit par attaque, ou par surprise, ou par intelligence secrette, & même s'il se failoit des Prisonniers, ou autres actes d'hostilité par quelque accident impreveu, ou de ceux qui ne se peuvent prevenir, contraires à ladite Cessation d'Armes, la contravention sera reparée de part & d'autre de bonne foi, sans longueur ni difficulté, restituant sans aucune diminution ce qui auroit esté occupé, & delivrant les Prisonniers sans rançon, ni payement de depense.

III. En contemplation de la Paix, le Roi Tres-Chrêtien retiendra, demeurera saisi, & jouira effectivement de toutes les Places, Forts & Postes, que ses Armes ont occupées ou fortifiées pendant la Campagne de l'année passée: A sçavoir, de la Forteresse de Charleroy, des Villes de Binch, & d'Atthe, des Places de Doüay, le Fort de Scarpe compris, Tournay, Oudenarde, Lille, Armentieres, Courtray, Bergues & Furnes, & toute l'étendue de leurs Bailliages, Chastellenies, Territoires, Gouvernances, Prevostez, appartenances, dépendances & annexes, de quelque nom qu'elles puissent être appellées.

IV. Lesdits Lieux, Villes & Places de Charleroy, Binch, Atthe, Doüay, Fort de Scarpe, Tournay, Oudenarde, Lille, Armentieres, Courtray, Bergues & Furnes, leurs Bailliages, Châtellenies, Gouvernances, Prevôtez, Territoires, Domaines, Seigneuries, appartenances, dépendances & annexes, de quelque nom qu'elles puissent être appellées, demeureront par le present Traité de Paix audit Seigneur Roi Tres-Chrétien, & à ses Successeurs & ayans cause, irrevocablement & à toûjours; avec les mêmes Droits de Souveraineté, Proprieté, Droits de Regale, Patronnage, Gardienneté, Jurisdiction, Nomination, Prerogatives & Préeminences sur les Evêchez, Eglises Cathedrales, & autres, Abbayes, Prieurez, Dignitez, Cures, & autres quelconques Benefices estans dans l'étendue desdits Pais, Places, & Bailliages cedez, de quelques Abbayes que lesdits

ANNO 1668. Prieurez soient mouvans & dépendans, & tous autres Droits qui ont ci-devant appartenu au Roi Catholique, encore qu'ils ne soient ici particulierement énoncez; sans que Sa Majesté Tres-Chrêtienne puisse être à l'avenir troublée ni inquietée par quelque voye que ce soit, de Droit ni de fait, par ledit Seigneur Roi Catholique, ses Successeurs, ou aucun Prince de sa Maison, ou par qui que ce soit, ou sous quelque pretexte ou occasion qui puisse arriver en ladite Souveraineté, Proprieté, Jurisdiction, Ressort, possession & jouïssance de tous lesdits Païs, Villes, Places, Châteaux, Terres, Seigneuries, Prevostez, Domaines, Chastellenies & Bailliages; ensemble de tous les Lieux & autres choses qui en dependent. Et pour cet effet ledit Seigneur Roi Catholique, tant pour lui que pour ses Hoirs, Successeurs & ayans cause, renonce, quitte, cede & transporte, comme son Plenipotentiaire en son nom par le present Traité de Paix irrevocable, a renoncé, quitté, cedé & transporté perpetuellement & à toûjours, en faveur & au profit dudit Seigneur Roi Tres-Chrêtien, ses Hoirs, Successeurs & ayans cause, tous les Droits, Actions, Pretentions, Droits de Regale, Patronnage, Gardienneté, Jurisdiction, Nomination, Prerogatives, & Prééminences sur les Evêchez, Eglises Cathedrales, & autres, Abbayes, Prieurez, Dignitez, Cures, & autres quelconques Benefices estans dans l'étendue desdits Païs, Places, & Bailliages cedez, de quelques Abbayes que lesdits Prieurez soient mouvans & dépendans, & generalement sans rien retenir ni reserver, tous autres Droits que ledit Seigneur Roi Catholique, ou ses Hoirs & Successeurs ont & pretendent, ou pourroient avoir & pretendre, pour quelque cause & occasion que ce soit, sur lesdits Pays, Places, Chasteaux, Forts, Terres, Seigneuries, Domaines, Chastellenies & Bailliages, & sur tous les Lieux en dépendans, comme dit est, nonobstant toutes Loix, Coûtumes, Statuts, & Constitutions faites au contraire, même qui auroient esté confirmées par Serment, ausquelles & aux clauses dérogatoires des derogatoires, il est expressément dérogé par le present Traité, pour l'effet desdites Renonciations & Cessions, lesquelles vaudront & auront lieu, sans que l'expression ou specification particuliere déroge à la generale, ni la generale à la particuliere, & excluant à perpetuité toutes exceptions, sous quelque droit, titre, cause, ou pretexte qu'elles puissent être fondées. Declare, consent, veut & entend ledit Seigneur Roy Catholique, que les Hommes, Vassaux, & Sujets desdits Païs, Villes & Terres cedées à la Couronne de France, comme il est dit ci-dessus, soient & demeurent quittes & absous dés à present & pour toûjours, des Foy, Hommage, Service, & Serment de fidelité qu'ils pourroient tous & chacun d'eux luy avoir fait, & à ses Predecesseurs Roys Catholiques, ensemble de toute l'obeïssance, Sujetion & Vassalage, que pour raison de ce ils pourroient luy devoir; Voulant ledit Seigneur Roy Catholique que lesdits Foy, Hommage, & Serment de fidelité demeurent nuls & de nulle valeur, comme si jamais ils n'avoient esté faits ni prestez.

V. Ledit Seigneur Roi Tres-Chrêtien aussi-tôt aprés la Publication de la Paix, retirera ses Troupes des Garnisons de toutes les Places, Villes, Châteaux, & Forts du Comté de Bourgogne vulgairement appellé la Franche Comté, & restituera réellement, effectivement & de bonne foy à Sa Majesté Catholique, toute ladite Comté de Bourgogne, sans y rien reserver ni retenir.

VI. Ledit Seigneur Roi Tres-Chrêtien fera aussi restituer audit Seigneur Roi Catholique, toutes les Places, Forts, Châteaux, & Postes que ses Armes ont ou pourroient avoir occupé jusques au jour de la Publication de la Paix, en quelque lieu qu'elles soient situées, à la reserve des Places & Forts qui doivent demeurer par le present Traité à Sa Majesté Tres-Chrêtienne, ainsi qu'il a esté ci-dessus dit. Comme pareillement Sa Majesté Catholique fera restituer à Sa Majesté Tres-Chrêtienne, toutes les Places, Forts, Châteaux, & Postes que ses Armes pourroient avoir occupé jusqu'au jour de la Publication de la Paix, en quelque lieu qu'elles soient situées.

VII. Leurs Majestez consentent que tous les Rois, Potentats, & Princes qui voudront bien entrer dans un pareil engagement, puissent donner à leurs Majestez leurs promesses & obligations de garantie, de l'execution de tout le contenu au present Traité.

VIII. Il a esté convenu, accordé & declaré, qu'on n'entend rien revoquer du Traité des Pyrenées, (à l'exception de ce qui regarde le Portugal, avec lequel ledit Seigneur Roi Catholique a depuis fait la Paix) qu'entant qu'il en aura esté autrement disposé en celui-ci par la Cession des Places susdites, sans que les Parties y ayent acquis aucun nouveau Droit, ou puissent recevoir aucun prejudice sur leurs pretentions respectives, en toutes les choses dont il n'est point fait mention expresse par le present Traité. ANNO 1668.

IX. Et pour plus grande seureté de ce Traité de Paix, & de tous les Points & Articles y contenus, sera ledit present Traité publié, verifié, & enregistré en la Cour de Parlement de Paris, & en tous autres Parlemens du Royaume de France, & Chambre des Comptes dudit Paris: Comme semblablement ledit Traité sera verifié, publié & enregistré tant au Grand Conseil, & autres Conseils & Chambres des Comptes dudit Seigneur Roi Catholique aux Païs-Bas, qu'aux autres Conseils des Couronnes de Castille & d'Arragon; le tout suivant & en la forme contenuë au Traité des Pyrenées de l'an 1659. dont seront baillées les expeditions de part & d'autre dans trois mois aprés la Publication du present Traité.

Lesquels Points & Articles cy-dessus énoncez, ensemble tout le contenu en chacun d'iceux, ont esté traitez, accordez, passez & stipulez entre les susdits Plenipotentiaires desdits Seigneurs Roys Tres-Chrestien & Catholique, au nom de leurs Majestez: Lesquels Plenipotentiaires en vertu de leurs Pouvoirs respectifs, ont promis & promettent sous l'obligation de tous & chacuns les Biens & Estats presens & à venir des Roys leurs Maistres, qu'ils seront par leurs Majestez inviolablement observez & accomplis, & de leur faire ratifier purement & simplement sans y rien ajoûter, & d'en fournir les Ratifications par Lettres autentiques & seellées, où tout le present Traité sera inseré de mot à autre dans le dernier jour du mois de May prochain inclusivement: A sçavoir, Sa Majesté Tres-Chrestienne à Bruxelles, entre les mains du Gouverneur de Flandres; & Sa Majesté Catholique à S. Germain en Laye, entre les mains dudit Seigneur Roi Tres-Chrestien, & plutost si faire se peut. En outre ont promis & promettent lesdits Plenipotentiaires ausdits noms, que lesdites Lettres de Ratification ayant esté fournies, ledit Seigneur Roy Tres-Chrestien le plutost qu'il se pourra, & en presence de telle personne ou personnes qu'il plaira audit Seigneur Roy Catholique deputer, jurera solennellement sur la Croix, Saints Evangiles, Canons de la Messe, & sur son honneur, d'observer & accomplir pleinement, réellement & de bonne foy, tout le contenu aux Articles du présent Traité. Et le semblable sera fait aussi le plutost qu'il sera possible par ledit Seigneur Roy Catholique, & la Reine Regente sa Mere, en presence de telle personne ou personnes qu'il plaira audit Seigneur Roy Tres-Chrestien deputer. En témoin desquelles choses, lesd. Plenipotentiaires ont souscrit le present Traité de leurs noms, & fait apposer le Cachet de leurs Armes. Fait dans la Ville Imperiale d'Aix-la-Chapelle, le deuxiéme jour du mois de May de l'année 1668. *Signé*, CHARLES COLBERT.

Et au nom de sa Sainteté & desdits Electeurs & Princes du S. Empire, ont pareillement souscrit le present Traité de leurs noms, & fait apposer le Cachet de leurs Armes: *Signé*, AUGUSTIN FRANCIOTTI, Archevêque de Trebisonde, Plenipotentiaire de sa Sainteté. LE BARON DE SCHENEBORN, au nom de son Altesse Electorale de Mayence. FRANÇOIS EGON DE FURSTENBERG, au nom de son Altesse Electorale de Cologne. Et le CHEVALIER SEMISING, au nom de son Altesse de Munster.

NOUS, ayant le Traité susdit agreable en tous & chacun les Points & Articles qui y sont contenus & declarez, avons iceux tant pour Nous que pour nos Heritiers, Successeurs, Royaumes, Païs, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foy & parole de Roy, & sous l'obligation & hypotheque de tous & chacun nos Biens presens & à venir, garder, observer inviolablement, sans jamais aller ny venir au contraire, directement ou indirectement en quelque sorte & maniere que ce soit. En témoin dequoy Nous avons signé ces presentes de nostre main, & à icelles fait apposer nostre Scel. Donné à S. Germain en Laye le 26. jour de May l'an de grace 1668. & de nostre Regne le vingt-sixiéme. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*. DE LIONNE.

XXXVI.

ANNO 1668.

XXXVI.

25. Avril. 5. Mai.

Fœdus Triplex, sive Accessio Regis SUECIÆ *ad illud, die 23. Januarii proxime præteriti inter Regem* MAGNÆ BRITANNIÆ *& Ordines Generales* FOEDERATI BELGIS *initum, de Pace promovenda inter Reges Galliarum & Hispaniarum; Adjectis certis Articulis de mutuâ Guarantia invicem suppeditanda, in casu quod, eorum amico proposito in sinistram partem accepto, Bellum cupiam ex iis fuerit motum. Actum Westmonasterii die 25. Aprilis 1668.* [AITZEMA, *Saaken van Staet en Oorlog.* Tom. VI. Boeck 48. pag. 909. in fol.]

CUm favente & annuente Divina gratiâ tum Serenissimus & Potentissimus Princeps ac Dominus, Dominus *Carolus Secundus*, Magnæ Brittanniæ, Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defensor, &c. Tum Celsi & Præpotentes Domini Ordines Generales *Fœderati Belgii* piis & ardentibus votis, laboribusque indefessis hactenus incubuerint, ut simultates & dissidia inter Serenissimos *Galliarum* & *Hispaniarum* Reges orta, quæque nunc in funestum & acerrimum Bellum eruperunt, componerentur, & ab ipsis primordiis semina & radices mali serpentis præciderent & suffocarent, ne fortasse totus Christianus Orbis in partes & studia diversus abiret scinderetturque incendiumque, longe latéque totam Europam pervagaret; Eaque de causâ memoratus Dominus Rex, Dominique Ordines per Deputatus suos & Mandatarios Hagæ Comitis die decimo tertio veteris, & vigesimo tertio Januarii novi stili, proximè præterito, in mutuum Pactum consenserint, & quidem conditionibus in hoc rerum statu toti Europæ procul dubio placituris, quod postmodum etiam solemni Ratihabitione confirmarunt, quo complexi sunt rationes & media, quibus alma Pax inter dissidentes Reges, cito tutoque promoveri & redintegrari posset: Cumque insuper supra memoratæ Partes amicum valdè in modum Serenissimum ac Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum *Carolum*, Dei gratiâ Succorum, Gothorum, Vandalorumque Regem ac Principem Hæreditarium, Magnum Principem Finlandiæ, Ducem Scaniæ, Elthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Cassubiæ, & Vandaliæ, Principem Rugiæ, Dominum Ingriæ, & Wismariæ, nec non Comitem Palatinum Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ, & Montium Ducem, rogarint atque invitarint, ut tanquam Pars Principalis operam suam in eundem finem collocare, Tractatuique Pactoque prædicto etiam ipse subscribere dignaretur; Factum equidem est ut tunc temporis Illustrissimus atque Excellentissimus Dominus *Christophorus Delphicus*, Burggravius, &c. Comes in Dhona, Hæreditarius Dominus in Carwinden, Selobitten, Borckersdorff, Stockenfelt & Fisbach, Campi Marescallus & Consiliarius Bellicus ac Extraordinarius Serenissimæ Regiæ Majestatis Sueciæ Legatus; ut & Dominus *Heraldus Appelbomius* Hæreditarius de *Suaerby*, Ejusdem Sueciæ Regiæ Majestatis Consiliarius Aulicus, atque Ablegatus Extraordinarius, dicto Tractatui Hagæ Comitis solemniter subscribere vix potuerint, priusquam jam dictus Dominus Legatus Extraordinarius *Sueciæ* in *Anglia*, quâ versus iter suum destinabat, de paucis quibusdam rebus, ad prædictum negotium pertinentibus, cum summè dicto Magnæ Britanniæ Rege contulisset: Iidem tamen Domini Ministri Sueciæ, quo de optima & sincera mente ac intentione Serenissimi Sueciæ Regis constaret, eodem tempore ac die, Instrumento ea de re confecto, subscribendo deesse noluerunt, vacuumque locum Clementissimo suo Regi ac Domino, in principali Tractatu relinqui haud ægrè consenserunt: Cumque dictus Sueciæ Rex, medio tempore, quamvis huic Tractatui nec dum subscribere curavisset, nihilominus operam & officia sua, ubicunque hoc ex re communi fore creditum fuit, ad obtinendum sæpe memoratum finem, cum dicto Magnæ Brittanniæ Rege & dictis Dominis Ordinibus, pro virili, conferre non cessaverit, & per hoc non exiguum momentum ad eandem Pacem, cujus jam ex iis, quæ nunc accidêre, multo major quam antea spes affulgere videtur, maturandam attulerit; tandem expedire judicatum fuit, ultimam manum huic operi imponere: Quapropter dicti Serenissimi ac Potentissimi Magnæ Brittanniæ Regis Deputati ac Commissarii, Celsissimus ac Serenissimus Princeps, Dominus *Rupert.* Dei gratiâ Comes Palatinus ad Rhenum, Dux Bavariæ, Cumbriæque, &c. præclari Ordinis Garterii Eques Sociusque; nec non Illust. & Excell. Domini, *Orlandus Bridgeman*, Eques Auratus & Baronettus, Magni Angliæ Sigilli Custos, *Johannes Baro Roberts de Truro*. Privati Sigilli supradicti Seren. Magnæ Brittanniæ Regis Custos, *Georgius Dux Buckingamiæ*, *Georgius Albemarliæ*, Exercituum suprememorati Serenissimi Regis Magnæ Brittanniæ, Dux & Capitaneus Generalis, nec non Equitum Præfectus; Uterque pariter dicti Præclari Ordinis Garterii Equites Sociique; *Henricus Baro Arlington*, & *Guilielmus Morice*, Eques auratus & Baronettus dicto Serenissimo Magnæ Brittanniæ Regi Primarii Status Secretarii; ut & supra memoratus Dominus Legatus *Sueciæ* Extraordinarius, Dominus *Christophorus Delphicus*, Burggravius & Comes in *Dhona*; Nec non Excellentissimi Domini, Dominus *Johannes Meerman*, Civitatis Leydensis Exconsul ac Ordinarius ad Conventum Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii Deputatus, & Dominus *Johannes Boreel*, Civitatis Medioburgensis Exconsul atque Extraordinarius ad præfatum Conventum Deputatus, Ambo dictorum Dominorum Ordinum Legati Extraordinarii, vi Mandatorum suorum, quorum Apographa sub finem hujus Instrumenti de verbo ad verbum inserta sunt, sequentem in modum convenerunt & consenserunt.

Quod Serenissimus *Sueciæ* Rex, tanquam *Pars Principalis* in supradicto Tractatu ac Pacto adsciscetur & recipietur, quemadmodum, virtute præsentium, adsciscitur, qui proinde etiam ad omnia in eodem Tractatu contenta, nullâ re omnino exceptâ, sese astringit, perinde ac si sæpius memoratum Tractatum ab initio per Ablegatos suos concludi ac signari curasset, & sic dictus Tractatus, à primo momento, formam ac substantiam Pacti tripliciter conventi habuisset, qua etiam de causa sæpe dictum Tractatum de verbo ad verbum hic inseri necesse judicatum est.

Serenissimus ac Potentissimus Princeps, ac Dominus, Dominus *Carolus*, ejus nominis secundus, Magnæ *Britanniæ* Rex, ac Celsi & Præpotentes Domini Ordines Generales Fœderati Belgii, reputantes atque apud animum expendentes summo cum dolore miserias calamitatesque Belli, quod nuper inter duas Coronas in finibus exarsit, quodque necessitate quadam ineluctabili maximam partem Principum atque Statuum Christiani Orbis iisdem involvet malis, serpente incendii istius flamma ad vicinos, nisi tempestivè, & in principio extinguatur, existimarunt se nullatenus functuros partibus officii munerisque sibi a Deo mandati, si post feliciter instauratam Amicitiam, sub auspiciis Divini Numinis, & reductam veterem necessitudinem inter Magnam Britanniam & Fœderatum Belgium, eodemque tempore stabilitam Pacem inter quatuor Potentes Status, qui cruenti istius Belli Partes fuerunt, animum non applicent sedulo, omnique industria, ad componenda dissidia quæ oborta sunt inter prædictas duas Coronas, præsertim ut memorati in finibus Belli flamma sopiatur. Proinde cum Serenissimus Magnæ Britanniæ Rex, & Celsi Præpotentesque Ordines Fœderati Belgii, post multum operæ insumptum, variasque obtestationes, obtinuerint à Christianissimo Rege, ut professus sit dictis Ordinibus Generalibus se ex hoc tempore arma depositurum, dummodo Hispani parati sint illi ritè atque solemniter cedere per Tractatum Pacis omnia loca & munimenta ut & Castellanias cum annexis, quæ armis in expeditione præcedentis Anni occupavit, aut munivit, vel ut Hispani permoveantur in eum transcribere omne quod illis restat in Ducatu *Luxenburgico* (sive in Comitatu *Burgundiæ*) præterea *Cameracum* cum *Cameracesio Ducatum Artam*, *Fanum Sancti Audamari*, *Bergas Sancti Vinoci*, *Furnas*, & *Linkum*, cum Baillivatibus, Castelaniis, cæterisque, quæ inde pendent: Regemque Christianissimum, posteriori casu restituturum Regi Hispaniæ omnia Loca, Ditionesque, quæ Galli armis, ex quo Flandriam ingressi sunt, occupavere, ea Lege, ut Celsi & Præpotentes Domini Ordines Generales reciprocè caveant, Regemque Christianissimum securum reddant, se effecturos apud Hispanos rationibus, aliisque momentis, ut in easdem consentiant Leges, arbitrati sunt se hac tempestate atque hoc rerum Articulo optimam navaturos operam, non modo utrique præfatorum Regum, sed & aliis Principibus & Statibus vicinis, si conjunctim communicatis Consiliis, collatisque operis adhortentur, & quantum suarum virium est, permoveant

ANNO 1668.

veant sæpius dictas duas Coronas ad ineundam Pacem Legibus atque conditionibus supra memoratis; in quem finem facta nobis, qui has Tabulas subsignavimus, potestate cum libera, ex præscripto Mandatorum nostrorum convenimus, de Articulis & Capitibus sequentibus.

I. Quod Rex Magnæ Britanniæ & Ordines Generales Fœderati Belgii conjunctim vel separatim, communicatis tamen omnino Consiliis, & secundum ea de quibus mutuo convenerit, omnem operam, omnemque industriam adhibebunt, apud Regem Christianissimum ut in optimâ legitimaque formâ, solemni Tractatu spondeat & promittat Regi Magnæ *Britanniæ & Fœderati Belgii* Ordinibus Generalibus, se Pacis Fœdus facturum cum Rege Hispaniæ citra omnem quocunque sub prætextu, vel quacunque de causa, exceptionem vel dispensationem, si Hispaniæ Rex induci aut permoveri queat per Regem Magnæ Britanniæ & Ordines Fœderatos, ut cedat Regi Christianissimo aut Loca anno præterito in Belgica Armis occupata, aut aliud tantundem valens, per traditionem locorum superius memoratorum, aliorumve in compensationem, de quibus mutuo consensu Partes inter se convenire poterunt.

II. Ut Rex Christianissimus consentire velit in prorogationem vacationis armorum in Belgica ad finem mensis Maji, ut interea temporis Rex Magnæ Britanniæ & Fœderati Ordines sedulo omnique industriâ & diligentiâ operam dare possint apud Regem aut Reginam Hispaniæ, Ejusdemque Consiliarios, uti Legibus conditionibusque præfatis consensum adhibere velint.

III. Ut vero Rex Christianissimus nullâ juxtâ ratione dictam Armistitii prorogationem recusare queat, Rex Magnæ *Britanniæ Ordinesque Fœderati* se eodem Tractatu obstringent, id se effecturos, ut reâpse Galliæ cedatur ab Hispanis omne quod Gallorum Armis anno præterito occupatum fuit aut aliud tantundem valens, de quo mutuo Partium consensu conveniet.

IV. Quod Rex Christianissimus inducetur aut permovebitur, ut prædicto promisso plenam adhibere fidem atque in eo fiduciam ponere velit, & ut proinde ejus arma in posterum quiescant in Belgica. Ita quidem ut si præter omnem spem & exspectationem Rex *Magnæ Britanniæ, Fœderatique Ordines* nequeant per exhortationes obtestationesque permovere Hispanos ante finem mensis Maji proximi, ut consensum adhibeant conditionibus sæpius memoratis & proinde ad media majoris efficaciæ venire necesse sit, nihilominus Galli intra fines & in finibus dictæ Belgicæ sua arma non movebunt aut introducent, sed Rex Magnæ *Britanniæ & Fœderati Ordines* se obstringent, atque in se recipient id sese suppleturos quod necessum erit, ut Hispani reapse astringantur, uti Pacem Legibus supradictis accipiant, adeoque Regi Christianissimo integrum non erit ullos exercere actus hostiles, in dictis Regionibus, neque ullum occupare Oppidum, licet sponte sua se dedere velit, nisi Rex *Magnæ Britanniæ & Fœderati Ordines* cessent atque omittant efficere id quod jam dictum est.

V. Quod sancita inter duas Coronas Pace, ejus servandæ sponsores vindicesque erunt in formâ amplissimâ & securissimâ, non modo Rex Magnæ Britanniæ & *Fœderati Ordines*, sed & *Imperator*, omnesque Reges & Principes vicini, qui existimabunt sua interesse, ut Orbi Christiano inconcussa maneat quies, & Belgicæ sua reddatur conflerque tranquillitas; in quem finem definietur copiarum militarium numerus, aliaque media, quibus utendum erit adversus alterutram Partium, quæ temeraverit vel violaverit Pacem, ut injuriam demat, ac Parti læsæ resarciat.

VI. Pacta hæc conventa, omniaque & singula in iis contenta a dicto Domino Rege *Magnæ Britanniæ*, dictisque D. D. *Ordinibus Generalibus Fœderatarum Provinciarum* per patentes utriusque Partis Literas Sigillo Magno munitas, debita & authentica forma intra *quatuor* septimanas proximè sequentes, aut citius, si fieri poterit, confirmabuntur & ratihabebuntur, mutuaque Ratihabitionum Instrumenta intra prædictum tempus hinc inde extradentur.

In quorum omnium & singulorum fidem, majusque robur, hisce Pactis subscripsimus, eaque Sigillis nostris subsignavimus, *Hagæ Comitum* in Hollandia die *vigesimo tertio Januarii*, anni *millesimi sexcentesimi sexagesimi octavi.*

(L. S.) *Tengnagel de Gellicum.*
(L. S.) *D. Asperen.*
(L. S.) *Johan de Wit.*
(L. S.) *M. van Crommon.*
(L. S.) *Adolph van Vinckel.*
(L. S.) *Johan de Schrieck.*
(L. S.) *J. Tibrants.*

II. Quo autem Pactum hoc *tripliciter conventum* solidioribus fundamentis niteretur, expresse conventum & sancitum est, ut inter Serenissimos & Potentissimos *Magnæ Britanniæ* ac *Sueciæ* Reges, Celsosque ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii firma ac sincera semper sit, maneatque Amicitia & Confœderatio, eaque ita seriò ac sincerè colatur & continuetur, ut unaquæque Partium contrahentium alterius emolumenta, commoda, ac dignitates, ex animo bonaque fide promovere, quicquid verò ei contrarium est, quovis meliori modo avertere enixe studeat.

III. Quem in finem, & pro præstanda defensione suorum respective Regnorum, Provinciarum & Subditorum, & pro conservandis Dominiis, Juribus, Libertatibus, Immunitatibus, Commerciis, Pactis, & receptis consuetudinibus tam Terra quam Mari, firma quoque, & inviolabilia permanebunt antiquiora Fœdera, & Tractatus, quorum vi & efficacia dicti Reges ac Regina, dictique Ordines sibi invicem ante hac respective adstricti & devincti sunt.

IV. Sicut etiam supra memoratæ Partes non modo obligatæ erunt omnem in id operam impendere ut Pax inter Vicinos belligerantes Reges quantocius concludatur inviolataque postmodum conservetur, verum etiam officia sua, quantum fieri poterit, adhibebunt, ut universa Europa Pace, tot votis exoptatâ, longo tempore frui, & gaudere possit, & ut omnia quietè remaneant in eo statu, quo per solemnia Pacificationum Fœdera posita sunt, atque ea sincerè & bona fide colantur & observentur.

V. Si vero contigerit, ut amicum hoc Fœderatorum propositum in frustram (quod Deus avertat:) & iniquam partem fuerit acceptum, atque intempestivâ forsan vindictâ vel Bellum etiam ab aliquo modernorum belligerantium vel eo iisve, qui eorum partibus accesserint, aliisque Statibus cuipiam Fœderatorum propterea subnascatur, teneantur Fœderati sibi esse devinctissimi, ad sustinendam vim omnem, seque mutuo & Regna Provinciasque & Ditiones, Juraque & Libertatem suam Mari & Terrâ acerrimè defendendum, nec ab hac mutui auxilii Fide & *Guarantia communi*, cuipiam liceat prius desistere, quam sese invicem à periculo vindicarint, mutuumque satisfactionis & securitatis eventum præstiterint.

VI. Pacta hæc Conventa, omniaque & singula iis contenta, à dictis Dominis Regibus *Magnæ Britanniæ* ac *Sueciæ*, dictisque Dominis Ordinibus Generalibus Fœderatarum Provinciarum, per patentes Literas, Sigillo Magno munitas, debitâ & authenticâ forma intra *tres menses* proxime sequentes (aut citius si fieri poterit) confirmabuntur & ratihabebuntur, mutuaque Ratihabitionum Instrumenta intra prædictum tempus extradentur.

Sequuntur Mandata Procuratoria.

CAROLUS secundus, Dei gratiâ Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defensor, &c. Omnibus ad quos præsentes Literæ pervenerint, Salutem. Quandoquidem in Fœdere isto nupero inter nos, & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderatarum *Belgii Provinciarum* pro efficaciori Pacis inter vicinos Reges mediatione die *decimo tertio* Veteris, & *vigesimo tertio* Januarii proximè elapsi Hagæ Comitum ineundo. Illustrissimus & Excellentissimus Vir *Christophorus Delphicus* Comes de *Dhona*, à bono Fratre nostro Serenissimo *Sueciæ* Rege, Legatus Extraordinarius seriò tam à nobis quam à dictis D. D. Ordinibus rogatus suam nobis vellet operam in communem Orbis Christiani Pacem conferre, seque Confœderationi isti adjungere nomine Domini sui Regis Serenissimi quem imprimis ex Europæ Principibus, tum ob alia illa singularia inter nos Amicitiæ Fœderumque vincula in tam pio opere socium nobis exoptabamus, per solemne quoddam Instrumentum manu sua eodem die subscriptum nomine & ex parte dicti Domini sui *Sueciæ* Regis Serenissimi, se jam ad id promptum paratumque solem-

niter

Anno 1668.

niter declaraverit pollicitus insuper spondensque quam primum *Londini* esset, quo tanquam Legatus Extraordin. supra memorati boni Fratris nostri statim erat profecturus, velle se declarationem istam suam, concurrentibus una dictorum D. D. *Ordinum Generalium* Legatis, Commissariisque pariter à nobis sufficienti Potestate ad id muniendis effectam absolutamque dare, cumque ex quo huc advenerit, declarationi suæ priori inhærens, se, Regis sui nomine, in dicti Fœderis partem Principalem obtulerit, certis sub Legibus & conditionibus prius definiendis: In quem finem cum necesse sit ut aliqui constituantur, qui tanquam Commissarii nostri super hâc re cum supradicto Comite de *Dhona*, nec non cum Legatis Extraordinariis dictorum D. D. Ordinum Generalium ex parte nostra transigant & concludant; sciatis igitur, quod nos de prudentia, fide & integritate præcharissimi nostri Cognati Domini *Ruperti Principis Palatini* ad Rhenum, nec non prædilectorum & Fidelium nostrorum *Orlandi Bridgeman*, Equitis aurati & Baronnetti Magni nostri Angliæ Sigilli Custodis, *Joannis Baronis Roberts* de *Truro* privati nostri Sigilli Custodis, Præcharissimorum consanguineorum nostrorum *Georgii Ducis Buckinghamiæ*, *Georgii Ducis Albemarlæ* Exercituum nostrorum Ducis & Capitanei Generalis, nec non Equitum Præfecti, utrique pariter Ordinis nostri Garterii dicti Equites Sociique; nec non Prædilectorum & fidelium nostrorum *Henrici Baronis Arlington*, & *Guilielmi Morice*, Equitis aurati, Primariorum nostrorum Status Secretariorum plurimum confisi, eosdem (à sanctiori nostro Consilio omnes) constituimus, facimus, & ordinavimus. & per præsentes manu nostrâ Regiâ signatas constituimus, facimus, & ordinamus nostros veros, certos & indubitatos Deputatos Commissarios & Procuratores, dantes & concedentes eis, vel quibusvis eorum sex, quinque, quatuor, vel tribus plenam Potestatem authoritatemque pro nobis & nostro nomine, una cum Excellentissimis Viris Domino *Johanne Meerman* & Domino *Johanne Boreel*, dictorum D. D. Ordinum Generalium Legatis Extraordinariis prædictum Illustrissimum & Excellentissimum. Virum Dominum *Christophorum Delphicum* Comitem de *Dhona*, præfati Serenissimi *Sueciæ* Regis Legatum Extraordinarium conveniendi, & cum eodem de & super conditionibus, quibus præfatus Serenissimus *Sueciæ* Rex dictæ Confœderationi inter nos dictosque D. D. Ordines Generales, uti dictum est, initæ, se tanquam Partem principalem societ & adjunget, communicandi, tractandi & concludendi, nec non super ea quæ concludentur Instrumenta, quibus expediet modo & forma, faciendi signandique, reliquaque omnia & singula præstandi quæ hac in re factu erunt necessaria, spondentes & in verbo Regio nostro promittentes, nos quæcunque à dictis nostris Commissariis vi præsentium concludi contigerint, rata ea omnia, grata, & accepta, ea qua convenerit Forma & solemnitate, habituros. In quorum fidem & testimonium has Literas nostras manu nostra Regia signatas Magno Angliæ Sigillo communiri fecimus. Dabantur apud *Palatium* nostrum Westmonasteriense, *Aprilis die secundo* Anni Æræ Christianæ *millesimo sexcentesimo sexagesimo octavo*, Regni nostri vigesimo.

CAROLUS Rex.

NOs CAROLUS, Dei gratia Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Rex, & Princeps Hæreditarius Magnus Princeps Finlandiæ, Dux Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Cassubiæ & Vandaliæ, Princeps Rugiæ, Dominus Ingriæ & Wismariæ, nec non Comes Palatinus Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ & Montium Dux, notum testatumque facimus omnibus & singulis quorum interest, aut quomodocumque interesse poterit. Quandoquidem Orbi Christiano eæ imminere videntur turbæ, præsertim in occasione motuum, qui in Belgio *Hispanico* non ita pridem suborti sunt, ut summo discrimine publica tranquillitas absque dubio omni versetur, nisi maturis curis ac studiis eidem tempestive prospectum fuerit; nos insuper ad animum expendimus, quanto publicæ ac Christianæ rei bono ac commodo semper fuit, quæ nos inter & Serenissimum ac Potentissimum Principem Fratrem, Consanguineum Amicum & Fœderatum nostrum Charissimum Dominum *Carolum*, ejus nominis *secundum* eadem gratia *Magnæ Britanniæ*, Franciæ & Hiberniæ Regem, Fidei Defensorem, jamdiu sincera ac fida Amicitia viget, idcirco cum vel hoc tempore ad conservandam periclitantem communem salutem publicamque quietem & incolumitatem mutuam tuendam maxime pertinere videatur, si pro bono publico ac communi securitatis stabilimento, intimiori Confœderationis nexu, curæ ac consilia hinc inde mutuæ jungantur, nobis etiam cum alias, tum Documento ut recenti, tam glorioso ac percelebri satis superque constet, quantopere altememorato Serenissimo Regi publica salus ac tranquillitas curæ cordique sit; Propterea in mandatis dedimus ac commisimus, sicuti & vigore harum in mandatis damus & committimus Nostro Legato Extraordinario Campi Mareschallo & Consiliario Bellico, Illustri nobis sincerè fideli Domino *Christophoro Delphico* Burggravio & Comiti in *Dhona* Hæreditario Domino in Carwinden, Schlowitten, Burgsdorf, Stockenfels & Fisbach, eique plenam & sufficientem Potestatem tribuimus, ut cum iis illove, quos quemve Serenissimus ac Potentissimus Rex *Magnæ Britanniæ* ad id itidem legitimis ac sufficientibus mandatis instructos aut instructum constituerit, congrediatur, tractet, agat, statuat ac concludat, super iis modis ac conditionibus, quibus interiorem Confœderationis nexum sanciri, publicæ quietis ac tranquillitatis conservationem obtineri, adeoque mutuam securitatem ac incolumitatem stabiliri, præsentes denique motus componi, sisti ac sopiri posse, visum fuerit. Quicquid autem dictus noster Legatus Extraordinarius ad hunc scopum spectans tractaverit, statuerit ac concluserit, id nos omni meliori modo ratum gratumque habituros harum vigore, Regia ac inviolabili fide promittimus. In quorum fidem & majus robur husce Sigillo nostro Regio & honoratissimæ & charissimæ Matris nostræ, nec non cæterorum nostrorum Tutorum, Regnique nostri Administratorum manibus subscriptas, communiri jussimus. Dedimus in Arce nostra *Holmensi*, die *decimo nono* Octobris Anni *millesimi sexcentesimi sexagesimi octavi.*

HEDEWIG ELEONORA. (L.S.)

Petrus Brahe Comes in Wessingsbergh R.S Drotzetus.	*Lorens de Lind loco R.S. Marsch.*
Gustaff Otto Steenbock, R. S. Archithalassus.	*Magnus Gabriel de la Gardie, R.S. Cancellarius.*

Gustavus Banier, loco R.S. Thesaurarii.

NOs CAROLUS, Dei gratia Suecorum, Gothorum Vandalorumque Rex, & Princeps Hæreditarius, Magnus Princeps Finlandiæ, Dux Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Cassubiæ & Vandaliæ, Princeps Rugiæ, Dominus Ingriæ & Wismariæ nec non Comes Palatinus Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ & Montium Dux, notum testatumque facimus, omnibus & singulis quorum interest aut quomodocumque interesse poterit. Quandoquidem enati in Belgio Hispanico armorum motus toti Orbi Christiano magnas turbas cum publicæ securitatis eversione haud obscure minantur, nobis vero nihil curæ magis cordique sit, quam ut communi tranquillitati suus conster vigor illæsus omnino ac inconcussus, inque eum finem quæ à subortis motibus Christianæ rei metuenda discrimina videntur, tempestive avertantur, idcirco cum Celsi ac Præpotentes Domini Ordines Generales Fœderati Belgii suam quoque testati sunt propensionem & promtitudinem prospiciendi in tempore communi quieti bonoque publico omnibus curis ac modis consulendi; nos Legato Extraordinario Campi Mareschallo, Consiliario Bellico, Illustri nobis sincere fideli Domino *Christophoro Delphico* Burggravio & Comiti in *Dhona*, Hæreditario Domino in Corwinden, Schlobitten, Bockersdorf, Stockenfelts, & Fischbach, ut & Ablegato nostro Extraordinario & Consiliario Aulico generoso & Nobili nobis sincere fideli *Heraldo Appelboom* Hæreditario de *Saderby* Mandatum ac plenam Potestatem eis damus, & concedimus, ut cum illis, quos Celsi ac Præpotentes Domini Ordines Generales uniti Belgii sufficienti itidem ac legitimo Mandato ad id instructos denominaverint, Consilia, ac rationes, quæ ad componendos, sistendos ac sopiendos dictos præsentis Belli motus, adeoque ad publicæ tranquillitatis securitatisque illibatam conservationem spectare poterint, in commune conferant superque iis communicent, tractent, agant & concludant; Promittentes bonâ fide & Regio verbo nos omnia & singula quæ ad dictum scopum pertinentia nostro nomine communicaverint,

Anno 1668.

verint, tractaverint, egerint, & concluserint, grata & rata habituros, ac re ipsa impleturos: in quorum fidem majorem has Sigillo nostro Regio, & honoratissimæ ac Charissimæ Matris nostræ, nec non cæterorum nostrorum Tutorum, Regnique nostri Administratorum manibus subscriptas, communire jussimus. Dedimus in Arce nostra Holmensi die *secundo* Octobris Anno *millesimo sexcentesimo sexagesimo octavo.*

HEDEWIG ELEONORA. (L. S.)

Petrus Brahe Comes in Wisingsborgh R. S. Drotzetus. — *Lorens de Lind loco R. S. Marsch.*

Gustaff Otto Steenbock, R. S. Archithalassus. — *Sten. Bielke loco Cancellarii Regni.*

Gustaf. C. Banier, loco R. S. Thesaurarii.

LEs Estats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas; A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Toute la Chrestienté est tesmoin du zele, avec lequel nous nous appliquons à esteindre le feu qui s'est allumé dans les Provinces voisines, & de la peine que nous avons prise & prenons encore tous les jours à y faire aussi accourir d'autres Roys, Princes & Estats, qui pour n'en estre si voisins ne laissent pas d'y estre aussi notablement interessez; Entre les preuves que nous en avons données, est l'Ambassade Extraordinaire, qui est presentement de la part de cet Estat, auprés de la *Grande Bretagne*, principalement pour y mettre la derniere main à cette grande œuvre; Et d'autant qu'elle ne se peut pas seurement achever, que l'on ne fasse entrer dans les mesmes sentimens plusieurs autres Roys & Potentats, & voulant profiter de l'inclination que le Roy de *Suede* Nous a fait tesmoigner avoir à cela, par son Ambassadeur Extraordinaire, qui a negocié quelque tems icy, & qui se trouve presentement *à Londres*; Nous avons jugé devoir ordonner à nos Ambassadeurs de menager cette occasion: Et afin de le pouvoir faire avec succes, Nous avons pour ces Causes, & autres à ce nous mouvantes, donné & donnons par ces Presentes, plein-Pouvoir, Authorité, Commission & Mandement special aux Sieurs *Jean Meerman* Conseiller & Bourguemaistre de la Villa de Leyde, & *Jean Boreel* Bourguemaistre de la Villa de Middelbourg, Deputez en nostre Assemblée de la part des Provinces d'Hollande & West-Frise, & Zelande, (dont nostredite Ambassade est composée:) Pour de nostre part & de nostre Nom, faire & conclure avec les Sieurs Commissaires & Ambassadeurs Extraordinaires des Rois de la Grande Bretagne & de Suede, respectivement un Acte de Triple Convention, pour l'avancement & la perfection de l'Accommodement entre les deux Rois de France & d'Espagne; Pour cet effect de conferer, comme aussi de convenir, promettre, resoudre, conclure & arrester avec eux ensemblement ou separement, tout ce qui sera jugé necessaire pour cela; mesmes d'en conclurre & signer un ou plusieurs Traitez, faire & passer tous les Instrumens, Actes & Promesses necessaires en bonne & duë forme; & faire comme si nous y estions presens, quand mesme pour cela il seroit besoin de Mandement plus special: Promettant sincerement & de bonne foy, avoir agreable & tenir ferme & stable tout ce que lesdits Ambassadeurs Extraordinaires prometteront, accorderont, agiront, convlendront, & signeront, en ladite qualité pour ce que dessus, pour l'observer, accomplir & executer inviolablement, & de n'aller jamais au contraire, directement ny indirectement, en quelque maniere que ce puisse estre; mais d'en faire expedier nos Lettres & Ratifications en la forme la plus authentique que faire se pourra, & quand il sera besoin. Donné à la *Haye* en nostre Assemblée, sous nostre grand Seeau, sous le Paraphe du President, & signatore de nostre Greffier, *le vingtiesme jour de May mil six cens soixante huit.*

Signé,

A. TENGNAGEL DE GELLICUM.

Par Ordonnance desdits Seigneurs Estats Generaux, & contre-signé,

N. RUYSCH.

IN quorum omnium fidem majusque robur, Nos Domini Deputati & Commissarii S. R. Majestatis *Magnæ Britanniæ* ut & Dominus Legatus Extraordinarius Sacræ Regiæ Majestatis *Sueciæ*, nec non Domini Legati Extraordinarii Celsorum ac Præpotentium D. D. Ordinum Generalium Fœderatarum Belgii Provinciarum, huic Instrumento subscripsimus illudque Sigillis nostris signavimus.

Actum *Westmonasterii* in Palatio Regio die *vigesimo quinto, Aprilis stilo veteri, Anno millesimo sexcentesimo sexagesimo octavo.*

Anno 1668.

Signatum erat,

Rupert. (L. S.)
Orl. Bridgeman. (L. S.)
Buckingam. (L. S.)
Arlington. (L. S.)
Albemarle. (L. S.)
J. Meerman. (L. S.)
Joh. Boreel. (L. S.)

Accessio Regis SUECIÆ *ad Articulos separatos, die 23. Januarii proximè præteriti conclusos, de mediis ad Pacem conciliandam inter Reges Galliarum & Hispaniarum efficacioribus adhibendis. Actum Westmonasterii die 25. Aprilis* 1668. [Tiré des Archives de l'Ambassade d'Espagne en Hollande, du tems du Roi CHARLES II.]

CUm die $\frac{13}{23}$. Januarii proxime præteriti ex Mandatis Serenissimi Magnæ Britanniæ Regis & Celsorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Fœderatarum Belgii Provinciarum Tractatus quidam Hagæ Comitum initus sit atque conclusus, super mediis quæ ex re omnium quam maxime utilia & commoda visa fuêre ad Pacem inter duos jam belligerantes Galliarum & Hispaniarum Reges conciliandam, eodemque tempore super separatis aliquibus Articulis dictum Tractatum concernentibus conventum & transactum fuerit, prætereaque Serenissimo Sueciæ Regi placuerit ad requisitionem & imitationem tam dicti Regis Magnæ Britanniæ, quam Dominorum Ordinum dicto Tractatui ut Partem Principalem semet adjungere, sicut in hodierno quodam principali Tractatu, & præcipue in primo ejus Articulo latius declaratum est, non tantum Tractatus iste exhinc vim & naturam Pacti tripliciter conventi consecutus est, sed & cum dicti Separati Articuli pars sint essentialis, & integralis dicti Tractatus Hagæ-Comitum initus, Conventum est inter Dominum Extraordinarium, Serenissimi Regis Sueciæ Legatum, Dominos Commissarios Serenissimi Regis Magnæ Britanniæ, ut & Celsorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii Provinciarum Legatos Extraordinarios, in dicto principali hodierno Tractatu nominatos vi Mandatorum, etiam ibidem expressorum quæ hic pro specialiter insertis habentur, ut Articuli isti Separati dicti Tractatus Hagæ-Comitum etiam pro insertis in dicto hodierno principali Tractatu habeantur, ejosdemque obligationis sint ac efficaciæ respectu dictorum Dominorum Regum & Dominorum Ordinum, ac si de verbo ad verbum in eo inserti & expressi fuissent, sicut hic infra inseruntur.

Articuli Separati.

QUi ejusdem erunt virtutis atque authoritatis, ac si inserti forent Tractatui hodierno die intra Regem Magnæ Britanniæ & Ordines Generales Fœderati Belgii concluso.

I. Si in procuranda Pace inter Galliam & Hispaniam se offerat aliqua difficultas super Puncto Renuntiationis, ea ineunda est ratio, ut vel nulla ejus in Pactis fiat mentio, vel ut ejusmodi verbis concipiatur formola, ut neutri duarum Coronarum quoad prædictam Renuntiationem eo quicquam accedat aut etiam inde creetur aliquod Juris detrimentum; quod si vero Rex Hispaniarum, vel etiam Rex Christianissimus in id consentire nolint, adversus recusantem Rex Magnæ Britanniæ & Fœderati Ordines procedent ut conventum est Articulo III. & IV. dicti Tractatus & ultimo horum Articulorum respective, ea tamen conditione, ut in casu recusationis Regis Hispaniæ Rex Christianissimus se reciproce obstringat quemadmodum dicto Articulo IV. se nullatenus arma moturum in Belgica.

II. Quod

Anno 1668.

II. Quod Rex Magnæ Britanniæ & Ordines Generales Fœderati Belgii, ut prolixius ab omni parte satisfaciat, se obligabunt omnem sedulo operam daturos ut Pax inter Reges Hispaniæ & Lusitaniæ eodem tempore sanciri possit, ea tamen Lege, ut vicissim Gallia se obstringat, si tam cito non possit id negotium perduci ad exitum, uti Pax inter se & Hispaniam nihilominus ineatur, hoc excepto, ut liberum sit Regi Christianissimo suppetias ferre Regi Lusitaniæ Fœderato suo eique auxilio esse, sive inferendo arma sua ut aliunde detrahat hostem, sive alio quocumque modo quem sibi commodissimum atque maxime ex usu fore existimabit; & si Hispani adduci poterunt ut consentiant in Pacem sub dictis conditione, atque ea proinde concludatur, Rex Christianissimus tenebitur a Belgica omnino abstinere, ut pacata & neutrarum Partium rebus implicata, neque ei jus fasque erit quidquam adversus eam moliri, neque palam virtute Bellica, neque clandestinis artibus, ut neque petere ullam satisfactionem sub obtentu impensarum, erogationumque quæ in Bello Lusitanico erunt faciendæ, tam ob delectum Militum quam alia Belli onera; Quod si contingat manente dicto Bello, per auxiliares Regis Christianissimi Copias occupari loca quædam in Hispania Italiave, Rex Christianissimus simulatque Pax cum Lusitania facta fuerit, eadem restituet Hispaniæ, sed si præter & contra expectationem Hispania recuset Pacem cum Rege Lusitaniæ, ut & cum Rege Christianissimo, ea cum exceptione ut Fœderato suo liberum sit ei auxiliari, quemadmodum jam dictum est, hoc inopinato casu, Rex Magnæ Britanniæ & Fœderati Ordines tenebuntur reapse id efficere, ut Hispani omni modo in id consentiant, ita tamen ut reciprocè Rex Christianissimus se obstringat, quemadmodum casu primo, quod non sit moturus arma in Belgica.

III. Si præter omnem expectationem Rex Christianissimus indueat in animum, ut promittere nolit quod Tractatum Pacis signaturus sit, simulatque Hispani cessuri sint omnia loca ab eo occupata in novissimâ expeditione, vel aliud tantundem valens, de quo mutuo consensu convenietur, aut promissorum fidem non impleat, aut detrectet respuatve Cautiones & præmunimenta in dicto Tractatu expressa quæ necessaria sunt, ut obviam eatur metui justissime concepto, ne Rex Christianissimus arma sua victricia in sæpius memorata Belgica ulterius proferat, quod omnibus istis casibus, ut & si per alia subterfugia aut obliquas artes conetur Pacis conclusionem impedire aut eludere, Anglia Fœderatumque Belgium tenebuntur accedere partibus Regis Hispaniæ omnibusque & junctis viribus Terra Marique adversus Galliam Bellum gerere, ut compellatur non in Leges dumtaxat sæpius memoratas Pacem facere, sed si arma in eum finem sumpta Deum habeant faventem & propitium atque de communi consensu id expedire visum fuerit, etiam Bellum continuare, donec res in eum statum fuerint restitutæ, quo fuerunt tempore Fœderis in collimitio Regnorum in Montibus Pyreneis sanciti.

IV. Articuli hi separati omniaque & singula iis contenta a dicto Domino Rege Magnæ Britanniæ dictisque D. D. Ordinibus Generalibus Fœderatarum Provinciarum per patentes utriusque Partis Literas Sigillo Magno munita debita & authentica forma intra quatuor septimanas proxime sequentes, aut citius si fieri poterit, confirmabuntur & ratihabebuntur, mutuaque Ratihabitionum Instrumenta intra prædictum tempus hinc inde extradentur. Actum Hagæ-Comitum in Hollandia die 23. Januarii anno 1668.

(L. S.) *Tengnagel de Gellicum.*
(L. S.) *B. D'Asperen.*
(L. S.) *Johan de Witt.*
(L. S.) *M. V. Cromom.*
(L. S.) *A. V. Unckel.*
(L. S.) *S. V. Coeverden.*
(L. S.) *Isbrants.*

Instrumentum hoc separatum omniaque & singula in eo contenta, a dictis Dominis Ordinibus Generalibus Fœderatarum Belgii Provinciarum per patentes Literas Sigillo Magno munitas debitâ & authentica formâ intra tres menses proxime sequentes, aut citius si fieri poterit, confirmabuntur & ratihabebuntur, mutuaque Ratihabitionum instrumenta intra prædictum tempus hinc inde extradentur.

In quorum omnium & singulorum fidem majusque robur, Nos Dominus Legatus Extraordinarius Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ, ut & Domini Deputati & Commissarii Sacræ Regiæ Majestatis Magnæ Britanniæ, nec non Domini Legati Extraordinarii Celsorum ac Præpotentium D. D. Ordinum Generalium Fœderatarum Belgii Provinciarum huic separato instrumento subscripsimus, illudque Sigillis nostris signavimus. Actum Westmonasterii in Palatio Regio die vigesimo quinto Aprilis, Anno millesimo sexentesimo sexagesimo octavo,

Christophorus Delphicus B. ac Co. in Dhona. (L. S.)

Meerman. (L. S.)
Joh. Boreel. (L. S.)

Conventio ad interim facta inter Reges SUECIÆ *&* MAGNÆ BRITANNIÆ, *Ordinesque Generales* FOEDERATARUM PROVINCIARUM, *Legato Hispanico consentiente, de Subsidio Regi Sueciæ solvendo, ut pari passu cum Rege Britannico & Ordinibus Generalibus in Negotio Pacificationis procedere, atque Guarantiam conventam præbere possit. Actum Westmonasterii 25. Aprilis anno 1668.* [AITZEMA, *Saken van Staet en Oorlog.* Tom. VI. Boeck 48. pag. 920. in fol.]

QUoniam juxta tenorem Instrumenti die 13. Januarii proxime præterito Hagæ-Comitis subscripti ab illustrissimo Dom. D. Christophoro Delphico Comite de Dhona Serenissimæ Regiæ Majestatis Sueciæ Legato Extraordinario, hic in Anglia per aliquot tempus jam allaboratum fuit ad conveniendum super subsidiaria pecuniæ summa Coronæ Sueciæ exsolvenda; Ut dicta Corona Sueciæ pari passu cum Serenissimo Magnæ Britanniæ Rege Dominisque Ordinibus Generalibus Fœderati Belgii in Pacificationis Negotio, quod inter duas Galliæ & Hispaniæ Coronas tractatur, & in quo, non obstante, quod super Negotio subsidiario nec dum transactum sit, dicta Corona Sueciæ insigne adjumentum contulit, procedere possit, cumque dictus Dominus Legatus Extraordinarius Suecicus semper institerit, ut dicta promissio directe ab Anglia & Fœderato Belgio dictæ Coronæ Sueciæ fieret, nec unquam dictus Dominus Legatus persuaderi potuerit, ut à Corona Hispanica pecunia subsidiaria directe stipularetur, libertate tamen salva Angliæ & Fœderato Belgio sibi per stipulationem indemnitatis, aliosque assecurationis modos à Corona Hispanica eodem tempore plenissime prospiciendi, sine qua indemnitatis promissione nec Anglia, nec Fœderatum Belgium ad dictam pecuniam promittendam etiam induci potuere.

Nec tamen propter aliquas difficultates usque adhuc negotium illud ad ultimum suum & optatum finem perduci, sed solummodo quantitatis subsidiariæ pecuniæ cum consensu Domini Legati Hispanici in Anglia commorantis exprimi & determinari potuerit, nempe ut Coronæ Sueciæ, pro tempore, quo per aliquot jam elapsos menses Copias suas militares in Germania, boni & Pacis publicæ causa, detinuit, exsolverentur trecenta millia thalerorum imperialium in specie, vulgo de Bancka, & initio cujusvis trimestris spatii centum & octuaginta millia dictorum thalerorum pro toto subsequenti trimestri, usque quoad Pax inter Coronas Galliæ & Hispaniæ sancita & ratihabita foret, computando initio primi trimestris à primo die mensis Maji, stilo novo, ita ut ab illo primo die Maji totum tempus primi trimestris jam cessisse, terminusque solutionis pro integro illo trimestri jam advenisse reputaretur, quod & in subsequentibus observandum esset spatiis, nimirum ut quamtumvis statim post initium novi cujusque trimestris, Pax per subscriptionem Tractatus & Ratihabitionum commutationem certa stabilisque reddatur, tamen pro omni isto spatio summa jam nominata esset solvenda; Et tamen ex re communi, gravissimas ob rationes, visum fuerit subscriptionem Triplicis Fœderis non ulterius differre, justum & æquum etiam judicatum fuit, ut infrascripti Domini Deputati ac Commissarii Serenissimi Magnæ Britanniæ Regis Legatique extraordinarii Celsorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii sese obligarent, sicut vigore hujus Instrumenti se efficacissimè obligant, omne studium operamque, quæ ullo modo excogitari possit, ex nunc à dicto Magnæ Britanniæ Rege, dictisque Dominis Ordinibus apud Coronam Hispanicam adhibitum iri, ut negotium illud pecuniæ subsidiariæ, quod pro tempore

Anno 1668.

Anno 1668.

pore prætetito, uti dictum est, est trecentorum millium thalerorum, & pro quovis trimestri spatio usque quoad Pax sancita & ratihabita erit, centum & octuaginta millium thalerorum: quod tamen, si Pax ante exitum mensis Julii signetur, & ratihabeatur, non pertinget ad majorem summam quam ad quarto centesimo octogesimo thalerorum Imperialium millia, quæ modica solummodo portio est earum impensarum quam ad procurandam Pacem dictus Magnæ Britanniæ Rex, dictique Domini Ordines de suo tam liberaliter impenderunt, eo modo dictæ Coronæ Hispaniæ cordi sit, sieque in ea re dicta Corona Hispanica prospiciat, ut dictus Magnæ Britanniæ Rex dictique Domini Ordines primo quoque tempore & quidem pro ultimo dilationis termino intra octiduum, postquam Serenissimi Regis Sueciæ Ratihabitionum Instrumenta advenisse, & ad extradendum parata esse, significatum fuerit, dictæ Coronæ Sueciæ plenariè, absque tamen ullo dicti Magnæ Britanniæ Regis Dominorumque Ordinum onere aut dispendio, dictam summam pecuniariam Hamburgi esfolvere queant; Et si hoc contra omnem espectationem intra præfixam tempus à Corona Hispanica impetrari non possit, nulla se tunc & in posterum ulteriora amicorum officia ulterioremvè opem aut assecurationem in favorem aut utilitatem dictæ Coronæ Hispanicæ in Negotio, quod Hispaniæ cum Gallia intercedit, promissuros aut ullo modo præstituros, neque quieturos in hoc zelo suo, quoad sæpius memoratæ Coronæ Sueciæ plenaria satisfactio uti supra dictum est, facta fuerit.

Promissio hæc eodem modo ac tempore, æquè ac ipsum triplex Fœdus à dicto Magnæ Britanniæ Rege dictisque Dominis Ordinibus ratihabebitur & confirmabitur.

In quorum omnium fidem majusque robur, nos infrascripti Deputati ac Commissarii, ut & Legati extraordinarii huic Instrumento manibus nostris subscripsimus illudque Sigillis nostris confirmavimus. Actum Westmonasterii in Palatio Regio die *vigesimo quinto* Aprilis, Anno *millesimo sexcentesimo sexagesimo octavo.*

Signatum erat,

(L. S.) *Rupert.*
(L. S.) *Orl. Bridgeman.*
(L. S.) *Buckingam.*
(L. S.) *Arlington.*
(L. S.) *Albemarle.*
(L. S.) *J. Meerman.*
(L. S.) *Joh. Boreel.*

XXXVII.

6. Mai. (1) *Tractatus Fœderis inter Sacram Cæsaream Majestatem* LEOPOLDUM *& Sacram Regiam Majestatem Sueciæ* CAROLUM XI. *pro mutua Provinciarum & Ditionum utriusque Partis in Imperio Romano sitarum defensione ad Quinquennium initi, in Arce Holmiensi die 6. Maii S. V. Anno* 1668. [Tiré de la Registrature d'Etat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

NOtum sit universis & singulis, quorum interest aut quomodolibet interesse poterit, quod cum inter Serenissimum & Potentissimum Principem ac Dominum Dominum Leopoldum, Electum Romanorum Imperatorem, semper Augustum, Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ & Selavoniæ Regem, Archiducem Austriæ, Ducem Burgundiæ, Brabantiæ, Styriæ, Carinthiæ & Carniolæ, Marchionem Moraviæ, Ducem Lucemburgiæ, ac superioris & inferioris Silesiæ, Wirtembergæ & Teckæ, Principem Sueviæ, Comitem Habspurgi, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi & Goritiæ, Landgravium Alsatiæ, Marchionem Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, ac superioris & inferioris Lusatiæ, Dominum Marchiæ, Sclavoniæ, Portus Naonis & Salinarum ex una, & Serenissimum ac Potentissimum Principem, ac Dominum, Dominum, Carolum Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regem, Principem Hæreditarium, Magnum Principem Finlandiæ, Ducem Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stettini, Pomeraniæ, Cassubiæ & Vandaliæ, Principem Rugiæ, Dominum Ingriæ & Vismariæ, nec non Comitem Palatinum Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ & Montium Ducem ex altera parte, de artiore Amicitia, Correspondentia & Fœdere intra se pro mutua Ditionum suarum, in Sacro Romano Imperio sitarum, defensione & securitate ineundo ab aliquot retro annis actum sit, & interea tam intra Imperii fines quam undique extra eos partim bellicis apparatibus, partim armorum conflictu omnia perstrepant, metuendumque sit, ne vicina ejusmodi mala longius serpant, & cumprimis altissime memoratarum suarum Majestatum Ditiones huic Fœderi insertas, corripiant: Ideo utrinque placuit, inceptum tam salutare negotium per certos & ad talem actum concludendum specialiter deputatos Ministros redordiri, maturare & perficere: Congressi ergo cum Sacræ Cæsareæ Majestatis ad hunc Actum constituto Plenipotentiario Nos Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ pariter Deputati Plenipotentiarii, utpote Sacræ Regiæ Majestatis Regnique Sueciæ Senator & Cancellariæ Consiliarius Steno Bielcke, Liber Baro in Korpo, Dominus in Gerdeholm, Grollön & Tungæ, & Sacræ Regiæ Majestatis Regnique Sueciæ Senator & Cancellariæ Consiliarius Matthias Biorcklou, Hæreditarius Dominus in Elmshof, Wannesback, & Seungshamba, ut & Sacræ Regiæ Majestatis Consiliarius Aulicus Joannes Gyllenstierna, Liber Baro in Lundholm, Dominus in Siek, & Biockesund, ut & Sacræ Regiæ Majestatis Consiliarius Aulicus, & Secretarius Status Eduardus Ehrensteen, Hæreditarius in Forsbygard; & Borcstorp, nec non Sacræ Regiæ Majestatis Secretarius Status Franciscus Joël Ornsted, Hæreditarius in Schuttorp, & Hoffgärdens, atque post Plenipotentiarum Tabulas, utrimque rite commutatas, in mutuas Fœderis arctioris Conditiones & Leges consensimus, & de Articulis prout sequuntur, convenimus.

I. Sit utrimque vigore Transactionis & Pacis Westphalicæ Anno 1648. die $\frac{14}{24}$. mensis Octobris initæ, vera, sincera & perpetua Amicitia inter Sacram Cæsaream Majestatem, & Domum Austriacam ab una & Sacram Regiam Majestatem Regnumque Sueciæ ab altera parte, eaque utrinque posthac mutuis officiis, studiis & sincera Correspondentia serio & quidem ita colatur, ut Pars altera alterius honorem & commoda provehat, pericula vero, & damna, quæ Regnis & Provinciis alterius imminere videbantur, amica & mutua communicatione, vel quovis alio possibili modo avertere studeat.

II Confœderati etiam sollicita opera, & indefessa cura quantum in ipsis est, procurabunt, ut Pax Westphalica, quoad omnia requisita sancte & religiose ab omnibus observetur.

III. Qualibet ergo Pars pro viribus, & officii ratione allaborabit, ut dictæ Paci in omnibus & singulis suis Punctis plene satisfiat, contra illos vero, qui aut eidem jam facto ipso contravenerunt; aut in futurum contraventuri sint, sociatis Consiliis, usque ad restitutionem & præstationem cum pleno effectu, pro modo, in Instrumento Pacis & hoc Fœdere præscripto procedatur.

IV. Tollantur autem juxta ejusdem Instrumenti Pacis præscriptum, debito modo, Statuum Imperii Gravamina, & permittatur cuilibet rerum illarum possessio, ac fruitio, quas vigore ejusdem in tempore conclusæ Pacis debuisset, aut deberet adhuc possidere.

V. Quod si aliquid in Imperio, vel alienum, vel plane contrarium Fœderi Westphalico agatur, tum utraque Pars sociatis Consiliis eo collaboret, ut illud secundum genuinum Instrumenti Pacis tenorem in ordinem redigatur.

VI. Ut vero Imperii Status, antiquis suis Juribus Art. VIII. Instrumenti Pacis enumeratis, gaudere possint, Imperator Authoritate sua Cæsarea promovebit, quantum fieri poterit, ut non tantum libere jura illa, quæ jam legitime possident, exerceant; sed etiam omnia illa promissa, quæ neque in sequentibus Comitiis, neque ad præsens hoc tempus determinata sunt, quantocyus executioni mandentur.

VII. Quo itaque majori cum fructu & securitate hæc a Confœderatis præstari possint, e re visum, Fœdus hoc Defensivum pangere, quo reciproco tenebuntur Confœderati, alter alterutrius Provincias, Ditiones & Terras, prouti infra describuntur, si contingat eas armis inimicorum infestari, uti propria sua tueri, ac defendere, nempe a parte Sacræ Cæsareæ Majestatis omnes Ditiones & Provincias, quas Ferdinandi I. Successores

(1) Ce même Traité se trouve dans ma petite Collection. Tom. I. pag. 175 sur une Copie tirée des Archives de l'Ambassade d'Espagne à la Haye. Elles s'accordent en tout; mais celle-ci est plus correcte. (Dum.)

Anno 1668. cessores post Pacem Westphalicam, in Imperio Romano realiter possederunt, & adhuc quiete possident (Regnum Bohemiæ, cum incorporatis Provinciis in specie sub hac dispositione comprehendendo) pari ratione a parte Sacræ Regiæ Majestatis omnes Provinciæ ac Ditiones, quæ vigore ejusdem Pacis Instrumenti Sacra Regia Majestas ac Regnum Sueciæ possidet, comprehenduntur.

VIII. Quod ut eo tutius fieri possit, tenebitur in Regnis & Provinciis Confœderatorum Exercitus quatuordecim millium paratus ad defendendas supradictas Ditiones.

IX. Ad hunc numerum Sacra Cæsarea Majestas decem, quatuor vero millia Serenissimus Rex & Regnum Sueciæ submittet, eo in loco congreganda, quem Pars requirens, pro necessitate temporis, duxerit commodiorem.

X. Conventum insuper, ut dicti Exercitus tertia pars in Equitatu, reliqua vero in Peditatu consistat.

XI. Cum constiterit ullum Bellum parari Fœderato, tum alter Fœderatorum, primo per Literas & Ministros suos summa cura eundem ab omni vi, & via facti dehortetur, contra eos vero, qui alterutrum Confœderatorum de facto vi armata aggredi ausi fuerint, alter alteri prædefinitum numerum statim post factam requisitionem transmittat, junctisque Consiliis & armis usque ad plenariam satisfactionem contra lædentem procedatur.

XII. Fiat autem requisitio & denominatio Loci, in quo dictus Exercitus congregandus, tribus mensibus, ante quam Copiæ cujusque debeant uniri, ut cuilibet spatium detur, suum numerum dicto loco & tempore sistendi, ita tamen ut Sacra Cæsarea Majestas, quando per aliorum Territoria, & fines Exercitus Suecicus sit ducendus, procuret innoxium & liberum transitum prout 17. I. P. Artic. *Quoties autem* &c. indigitatur.

XIII. De tormentis minoribus, vulgo *Feldstucken*, sive Campestribus, dictis, quælibet Pars juxta proportionem suis provideat, majoribus a Parte requirente procurandis.

XIV. Quando itaque ad requisitionem Sacræ Cæsareæ Majestatis vigore Fœderis prædictas Auxiliares Copias Sacra Regia Majestas miserit, conventum est, ut auspiciis Sacræ Cæsareæ Majestatis militent, & Duci, qui suprema cum potestate Militiæ Cæsareæ præerit, pareant, hac tamen conditione, ut Dux Suedicarum Copiarum adhibeatur Consiliis bellicis, & quantum fieri possit Expeditiones Bellicæ communicatis Consiliis peragantur. Pari etiam modo cum Copiis Auxiliaribus, quas Sacra Cæsarea Majestas Sacræ Regiæ Majestati submittit, procedatur.

XV. Supradictum numerum una cum Tormentis minoribus quælibet Pars requisita, licet aliis esset Bellis isto tempore distracta, convento modo præstabit, & suis quæque sumptibus & stipendiis tam intra quam extra Expeditionem sustentabit, exceptis tamen hospitationibus & servitiis, vulgo Servis, aliisque juxta Consuetudinem loci, propriis Militibus dari consuetis.

XVI. Quamdiu in hostico Confœderatorum Exercitus subsistit, omne illud, quod ad sustentationem & subsistentiam Militum illis in prædam cedit, æqualiter secundum Copiarum proportionem dividatur.

XVII. Quamdiu vero in Provinciis Confœderatorum manserit, ne dum necessariis requisitis destituantur Milites, habeant occasionem deserendi signa, procurabunt Confœderati, ut in Civitatibus, Oppidis, Locisque aliis opportunis necessaria ad Militum sustentationem sint in promptu, ut pro æquo pretio haberi possint.

XVIII. Disciplina Militaris & Justitiæ summe cura conservetur, & si qui ex Officialibus, vel gregariis Militibus licentia Militari Subditos Confœderati vexaverint, vel alio aliquo modo damno affecerint, cum summo vigore secundum Leges Militares in illos advertendum. Anno 1668.

XIX. Quæ quisque Confœderatorum loca armis in hostico separatim occupaverit, ea durante Bello retineat, nec hosti nisi communi consensu restituat; Captivi vero Illustriores in usum permutationis, aut aliam Belli necessitatem asserventur.

XX. Si quæ Provinciæ, Civitates, Fortalitia, Arces aut Oppida Augustanæ Confessioni addicta, durante Bello in potestatem Sacræ Cæsareæ Majestatis ventura sint, fruantur sine omni impedimento, perturbatione, aut imminutione integro suæ Religionis, & in Ecclesiasticis statu, relicto tamen Copiis Militaribus libero suæ Religionis Exercitio; idemque vice versa observetur in locis Catholicæ Religioni deditis, per Serenissimam Regiam Majestatem durante Bello occupandis.

XXI. Liceat utrique Parti Militem in alterius Provinciis in Imperio Romano sitis, citra ullum tamen alterius Partis ejusque Subditorum gravamen conducere, ut & omne armorum genus equosque coëmere, caretque Imperator, quantum in Ipso est, ut Sacræ Regiæ Majestati Sueciæ ubivis in Imperio eadem libertas juxta Leges Imperii concedatur, Inimicis vero utriusque Fœderati in Provinciis, hoc Fœdere comprehensis, illud denegetur.

XXII. Neuter Confœderatorum ab hoc Fœdere recedat, nec Pacem, Fœdus, aut Armistitium aliquod ullo modo huic Amicitiæ & Fœderi contrarium tractet, vel ineat, nisi cum utriusque Partis notitia & consensu.

XXIII. Præsens Fœdus utriusque Partis Hæredes & Successores comprehendat, & ad quinquennium a die commutatarum Ratihabitionum duret, quo finito cuilibet Partium licitum esto, de eodem prorogando mentionem injicere, ut iterum in Quinquennium, vel ultra, aut aliud communi consensu definiendum tempus extendatur.

XXIV. Invitentur etiam alii Principes ad hoc Fœdus, quorum conjunctio pro securitate Imperii communi consensu expedire censebitur, ita tamen, ut de Personis ipsis, modo & ratione receptionis primo conveniatur; Serenissimo & Potentissimo vero Hispaniarum Regi Catholico Libera semper maneat huic Fœderi accedendi facultas.

XXV. Quo autem imposterum magis firma sint, maneantque hæc Pacta tum a Sacra Cæsarea Majestate, tum a Sacra Regia Majestate Sueciæ Domino nostro Clementissimo intra duorum mensium spatium a die subscriptionis firmabuntur, & ratihabita hic Holmiæ commutabuntur. In majorem omnium præmissorum certitudinem & robur hoc Fœdus nos Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ Commissarii & Plenipotentiarii subscripsimus, ac Sigillorum nostrorum impressione munivimus, illudque cum Domini Plenipotentiarii Cæsarei itidem subscripto, ejusque Sigillo firmato Exemplari commutavimus. Dabantur in Arce Holmensi die 6. Maji, S. V. Anno 1668.

Sten. Bielcke. (L.S.)	Matthias Biörnklow. (L.S.)
Joannes Gyllenstierna. (L.S.)	Eduardus Ehrenstein. (L.S.)
	Fr. Joel Ornstein. (L.S.)

XXXVIII.

21. Juill. *Accoord tusschen* Zuyd-*en*-Noord-Holland, *over de Verdeeling der Lasten. Gedaen*

La Sud-Hollande et la Nord-Hollande.

XXXVIII.

Accord & Convention entre les deux Quartiers de la Province de Hollande, appellés Sud-Hollande, & Nord-Hollande, au sujet des Depenses publiques & communes du Païs; portant en general, qu'à l'égard des Consentemens, & Depenses ordinaires, & communes de l'état de Guerre, la Portion du Sud-Hollande sera de quatre-vingt un & trois quarts par cent, & celle de Nord-Hollande seulement de dix-huit & un quart; on y convient aussi 21. Juill.

La Sud-Hollande et la Nord-Hollande.

ANNO 1668.

doen in 't Graven-hage den 21. *July* 1668. [AITZEMA, *Saaken van Staat en Oorlogh.* Tom. VI. pag. 572. Edition in Folio.

aussi de certains soulagemens en faveur du Quartier de Nord-Hollande, dans les cas extraordinaires, & qu'au surplus chaque Quartier portera seul, ses propres & particulieres Depenses. Fait à la Haye 21. Juillet 1668.

ANNO 1668.

KEnnelijck zy eenen yegelijcken die 't aengaen magh by delen jeghenwoordighen Instrumente, dat op huyden den *een en twintighsten* July *sestien honderts acht en sestigh*, na menighvuldighe Conferentien volgens iterative Bevelen van de Heeren Staten van *Hollandt* ende *West-Vrieslandt*, tusschen derselver Gecommitteerde Raden in 't een ende 't ander Quartier gehouden, op 't beramen van eene verdeelinge ende esgualisatie over beyde deselve Posten, begrepen in den Staet van Oorloge, ende andere Lasten by gemeen consent van de Ridderschap, Edelen, ende Steden van den voornoemden Lande successivelijck ingewillight wordende, ende te dragen staende, eyndelijck tusschen de Gecommitteerden alhier uyt den naem, ende van weghen de Steden van den *Zuyder-Quartiere* ter eenre, mitsgaders de Gedeputeerde ende Gecommitteerde Raden van *West-Vrieslandt* ende den *Noorder-Quartiere*, uyt den naem, ende van weghen de Steden van den selven Quartiere ter andere zijde, op Approbatie ende Ratificatie van de Ridderschap, Edelen ende Steden van den voornoemde Lande by minnelijcke vergelijckinge zijn veraccordeert ende vastgestelt, oock volgens resolatie van Haer Ed. Groot Mogende van gisteren in geschriste geextendeert ende besloonen de saecken in de navolgende Poincten ende Articulen vervat.

I. Dat alle de Posten, Lasten ende Petitien de Provintie van *Hollandt* ende *West-Vrieslandt* in 't gemeen concernerende soo extraordinaris als ordinaris by ghemeen consent van de Ridderschap, Edelen ende Steden van den voornoemden Lande opgenomen ende ingewilligh wordende; geene uytgesondert, voort aen over beyde de voornoemde Quartieren gedragen sullen worden nae een vaste quote ende repartitie, te weten, dat in de voorsz. Posten, Lasten ende Petitien gesupporteert ende betaelt sal worden by die van den *Zuyder-Quartier een en tachtigh ende drie vierendeel*, mitsgaders by die van *West-Vrieslandt* ende den *Noorder-Quartiere achtien ende een quart in 't hondert*, ende dat ter tijden ende wijlen toe an openinge ende examinatie van wederzijdts Boecken, ende de rechte gestaltenis van wederzijdts Finantien in de grondt ingesien zijnde by eenparige resolutien van Ridderschap, Edelen ende Steden van den voornoemde Lande anders sal wesen geordonneert: Tot præstatie ende prompt fournissement van welcke voorsz. respective quotes de Gecommitteerde Raden in 't een ende 't ander Quartier elck in haer regardt haer in der bester forme verbinden by desen.

II. Dat alle de particulier ende Domestique Lasten van 't een ende 't ander Quartier, mitsgaders de los Lijf-renten ende Interessen op de respective Comptoiren, loopende buyten de voorsz. verdeelinge, ofte repartitie gelaten, ende voortaen by 't een ende 't ander Quartier apart gedragen, ende betaelt sullen worden, sonder dat men daer over den anderen eenighe reeckenschap schuldigh sal zijn, dat over sulcks oock in specie mede by die van *West-Vrieslandt* ende den *Noorder-Quartiere* alleen gedragen ende betaelt sullen worden de *Hoofden*, *Rys-Pael* ende andere *Wercken*, aen ende ontrent *Huysduynen* ende den *Helder* successivelijck gemaeckt wordende, voor soo veel de lasten van deselve niet en excederen de Somma van *vijf en twintigh duysent* Guldens 's jaers, het eene jaer door 't andere gereeckent, maer by soo verre, ende voor soo veel t'eenigen tijde noodigh bevonden soude mogen werden aen de voorsz. Wercken meerder dan *vijf en twintigh duysent* Guldens in een jaer te kosten te leggen, dat sulcks by Haer Ed. Groot Mogende met kennisse van saecken gedecreteert, ende by de Gecommitteerde Raden in *West-Vrieslandt* ende den *Noorder-Quartiere* geexecuteert sal worden, ende dat alle 't geene als dan bevonden sal worden aen de voorsz. Wercken boven de Somme van *vijf en twintigh duysent* Carolus Guldens jaerlijcks ('t eene jaer als boven door 't andere gereeckent) te koste geleydt te zijn, als een ghemeene last van de Provintie gereputeert, ende sulcks in de voorsz. verdeelinge of repartitie mede ghebracht sal werden ten

SOit à un chacun à qui il apartient notoire par le present Instrument, que cejourdhui vingt & uniéme Juillet mil six cens soixante huit, apres plusieurs Conferences tenuës en consequence des Mandemens iteratifs des Seigneurs Etats de Hollande & de West-Frise, entre les Conseillers Deputez de l'un & l'autre Quartier pour deliberer sur le partage & égalisation des deux Articles contenus dans l'état de Guerre, & autres charges qui par le commun consentement du College des Nobles, & des Villes, doivent être consenties & portées par les susdits Païs, ont été enfin accordées & arrêtées, par amiable composition entre les Deputez & de la part des Villes du Quartier du Zud d'une part, & les Conseillers Deputez de West-Frise & du Quartier du Nord au nom & de la part des Villes dudit Quartier d'autre part, sous l'approbation & Ratification du College des Nobles, & des Villes, & en consequence de la Resolution de L. N. Grandes Puissances du jour d'hier, les choses contenues dans les Points & Articles suivants.

I. Que tous les Articles, Charges & Petitions concernantes la Province de Hollande & West-Frise en général, & ce tant extraordinaires qu'ordinaires qui seront consenties par la Noblesse, les Nobles, & par les Villes du susdit Païs, nulles exceptées, seront portées à l'avenir par les deux susdits Quartiers après une ferme quotisation & repartition, sçavoir que dans les susdits Articles, Charges & Pesitions seront portés & payez par le Quartier du Zud quatre vings & trois quarts de cent, & par ceux des Quartiers de West-Frise & du Nord dixhuit & un quart, jusques à ce que par l'ouverture & examen des livres de part & d'autre, & suivant la juste disposition & état des Finances reciproques il en ait été ordonné autrement par resolution unanime de la Noblesse, des Nobles, & des Villes. A quoi faire & promptement fournir les cottes parts respectives les Conseillers Deputez de l'un & de l'autre Quartier s'obligent chacun à leur égard en la meilleure forme.

II. Que toutes les Charges particulieres & Domestiques de l'un & de l'autre Quartier, ensemble les Rentes à vie rachetables & Interêts des Comptoirs respectifs, & qui ne seront pas compris dans le partage & repartition ci-aprés seront portez & payez par l'un & l'autre Quartier, sans qu'un soit obligé de s'en rendre compte l'un à l'autre; Que ceux des Quartiers de West-Frise & du Nord porteront & payeront seuls les Ouvrages des Ports de Mers comme Pilotis & autres en dependant qui seront faits de tems en tems à Huysdune & à Helder, pourvû que les Charges n'en excedent point annuellement la Somme de vingt cinq mil Livres, comptant les années l'une parmi l'autre; Et s'il arrivoit que dans quelque tems il fut trouvé necessaire de faire pour lesdits ouvrages une depence excedante lesdits vingt cinq mil Livres en un an, cela sera decreté par leurs Nobles grandes Puissances avec connoissance de cause, & executé par les Conseillers Deputez des Quartiers de West-Frise & du Nord, & que tout ce qui se trouvera exceder pour lesdits Ouvrages ladite Somme de vingt cinq mil Livres Carolus par an, l'un compté comme dit est parmi les autres, sera reputé une charge commune des Provinces, & sera raportée dans la susdite division & repartition, auxquelles fins il sera fait tous les dix ans une ouverture

ANNO 1668.

ten welcken eynde vao de onkosten aen de voorsz. Wercken gesupponeert jaerlijcks openinge gedaen, ende ter executie van eleke *thien* jaeren daer over geliquideert sal werden, ende by soo verre als dan bevonden soude mogen worden in de verloopene *thien* jaren daer aen meerder dao *twee hondert en vijftigh duysent* Guldens te koste geleydt te zijn, dat de voorsz. hoogere onkosten, als een gemeene last van de Provintie over beyde de Quartieren nae de boven geexpresseerde quote gerepartieert, of andersints de Penningen daer toe noodigh over de respective Comptoiren van *Hollandt* ende *West-Vrieslandt* na de gewoonelijcke proportie genegotieert sullen worden, doch by soo verre bevonden mochte werden in deselve *thien* jaren daer aen minder dan *twee hondert en vijftigh duysent* Guldens te wesen gespendeert, dat als dan tot de volgende *thien* jaren gerefereert ende in de liquidatie die t'eynde deselve *thien* jaren wederom staet te geschieden, gebracht sal werden.

III. Ende nademael 't Collegie ter Admiraliteyt in *West-Vrieslandt* ende den *Noorder-Quartiere* buyten extraordinaris consenten, ende Subsidien van Staet van seer weynigh vermogen is, dat mitsdien van nu af aen sal werden vast gestelt, gelijck vast gestelt wordt by desen dat soo wanneer gene extraordinaris Subsidien ten behoeve van de Collegien ter Admiraliteyt werden ingewillight, of oock de ingewilligde Subsidien voor 't contingent van 't gemelte Collegie geen *tachentigh duysent* Caroli Guldens in een jaer mochten komen te bedraghen, als dan 't gemelte Collegie om 't selve mede eeniger maten tot behoorlijcke Equipagie bequaem te maecken, met de Somme van *tachentig duysent* Guldens, of met soodanige Somme als d'ingewillighde extraordinaris consenten voor 't contingent van 't gemelte Collegie minder dan *tachentig duysent* Guldens in een jaer mochte komen te bedraghen, tot laste van de gemeene Provintie van *Hollandt* ende *West-Vrieslandt* gesubsidieert, ende mitsdien de voorsz. Somme by de masse van de lasten over beyde de Quartieren als boven te verdeelen gevoeght, oock vervolgens effective in de voorsz. verdeelinge ofte repartitie gebracht sal worden: Alles ter tijden ende wijlen toe by eenparige Resolutien van de Ridderschap, Edelen ende Steden van *Hollandt* ende *West-Vrieslandt* anders sal wesen verstaen: des werdt mede van nu af aen vast gestelt, dat by soo verre, door Godes Zegen, het innekomen van 't voorsz. Collegie tot *vijf hondert duysent* Guldens jaerlicks ofte daer boven moghte komen t'exeresseren, of oock wel dat het selve innekomen door verloop, ofte veranderinge van saecken t'eenigen tijde moghte komen te esgaleren, ofte te surmonteren, het innekomen 't welck het Collegie ter Admiraliteyt op de *Mase* ten selven tijde bevonden sal werden te hebben, in beyde de voorsz. gevallen het voorgheroerde extraordinaris Subsidie sal komen op te houden, immers dat alsdan uyt krachte van dit Verdragh daer toe geene Actie meer gebooren sal zyn.

IV. Wijders gemerckt ghedurende den jonghsten Oorlogh tegens *Engelandt* het ghemelte Collegie ter Admiraliteyt tot verscheyden tijden, ende doorgaens uyt d'extraordinaris Consenten of negotieerde Penningen soo veel te weynigh getoucheert heeft als het beloop der voorsz. consenten, of de contingente portie in de voorsz. Negotiatien over *West-Vrieslandt*, ende den *Noorder-Quartiere* minder bedraegt dan een gerecht *vierde part* in 't geene ten behoeve van de drie Collegien ter Admiraliteyt binnen dese Provintie residerende successivelick is geaccordeert, 't welck in alle den tijd van den voorsz. Engelschen Oorlogh komt te bedragen ter Somme van *negen hondert duysent* Caroli Guldens, dat over sulcks om 't voorsz. aen 't gemelte Collegie ordentlick te rembourseren de gerechte helft van dien by de Gecommitteerde Raden in *West-Vrieslandt* ende den *Noorder-Quartiere* aen 't gemelte Collegie uytgereyckt sal worden; tot het uytvinden van welcke respective helften deselve Gecommitteerde Raden, voor soo veel des noodts zy, by de Heeren Staten in krachte van de approbatie, ende Ratificatie van desen Accoorde geauthoriseert sullen wesen, de gerequireerde Negotiatien over de Comptoiren in 't een ende 't ander Quartier te mogen uytschrijven, ende dat voorts

ture & liquidation des depences faites pour lesdits Ouvrages, & au cas qu'au bout desdits dix ans il se trouve qu'on ait depensé plus de deux cens cinquante mil Livres, l'excedant sera reparti sur lesdits deux Quartiers comme une charge commune des Provinces, suivant la cottisation exprimée ci-dessus, ou autrement que les Deniers à ce necessaires seront negotiez sur les Comptoirs de Hollande & de West-Frise suivant la proportion accoutumée; Mais s'il se trouve que dans les susdits dix ans il ait été moins depencé que deux cens cinquante mil livres, ce moins sera raporté dans la liquidation des dix autres années suivantes & à la fin d'icelles.

*III. Et comme le College de l'Amirauté des Quartiers de West-Frise & du Nord sans les * Consentes & Subsides extraordinaires de l'Etat n'est pas de grand pouvoir, il sera dès à present comme pour lors arrêté, comme il est arrêté par ces presentes, que quand aucuns Subsides extraordinaires ne seront consentis au proffit du College de l'Amirauté, ou que ce consentement de Subside ne viendra pas à monter en un an à quatre vingt mil Livres pour le contingent du susdit College, alors pour rendre le susdit College en quelque maniere capable d'un équipage convenable, il sera subsidié de la Somme de quatre vingt mil Livres, ou de quelque autre Somme, si l'extraordinaire consentemens pour le contingent dudit College, vient à monter en un an à moins qu'à quatre vingt mille Livres, & ce à la charge des Provinces de Hollande & de West-Frise; & comme la susdite Somme sera jointe à la masse des charges qui devront être divisées entre les deux Quartiers comme dessus, elle sera consequemment effectivement raportée dans la susdite repartition. Le tout jusques à ce que par une Resolution unanime de la Noblesse, des Nobles, & des Villes de Hollande & West-Frise il en soit ordonné autrement. C'est pourquoi il est dès à present comme pour lors arrêté, que si par la benediction de Dieu, le revenu du susdit College vient à augmenter annuellement jusques a cinq cent mil Livres, ou à plus, ou que ledit revenu par laps de tems ou par le changement des affaires, vienne quelque jour à égaler ou surmonter le revenu que le College de l'Amirauté se trouvera alors avoir sur la Meuse, en l'un & l'autre des susdits cas les Subsides extraordinaires susmentionnez viendront à cesser, du moins ne naitra-t-il aucune Action à cet égard en vertu de ce Contract.*

* Charges ou Impositions ausquelles l'Etat donne son consentement.

IV. En outre, vû que durant la derniere Guerre contre l'Angleterre le susdit College de l'Amirauté a touché en differens tems, des Consentemens extraordinaires ou Deniers negociez, beaucoup moins que le montant des susdits Consentemens ou la portion contingente dans les Negociations de West-Frise, & que le Quartier du Nord porte moins que la quatriéme part de ce qui est accordé successivement au proffit des trois Colleges de l'Amirauté residens dans ces Provinces, ce qui dans tout le tems de la susdite Guerre Angloise vient à monter à la Somme de neuf cens mille Livres Carolus, pour à cet égard rembourser au susdit College ce qui lui manque, la juste moitié en sera comptée au susdit College par les Conseillers Deputez de West-Frise & du Quartier du Nord; pour trouver lesquelles moitiés respectives, lesdits Conseillers Deputez au cas que besoin soit, par les Seigneurs Etats, en vertu de l'aprobation & Ratification de cet Accord, seront authorisez de pouvoir ordonner les Negociations requises sur les Comptoirs de l'un & de l'autre Quartier, & qu'en outre

ANNO 1668.

voorts alle d'achterstallige, ofte onbetaelde Schulden van de verloopene jaren in 't een ende het ander Quartier respectivelick betaelt sullen, werden sonder dien aengaende eenige gemeenschap te maecken, of repartitie te introduceren.

V. Dat door de voorsz. veraccordeerde quote, ofte repartitie gene de minste veranderinge gemaeckt sal worden in de gewoonelijcke ende van oudts gebruyckelijcke quote ontrent de Negotiatien op los-Lijfrenten of Interessen, maer dat alle de Capitalen die voorts aen tot voldoeninge van eenige lasten, of gedraege Consenten, of oock wel tot een *fonds de reserve* of andersints sullen werden genegotieert, over de respective Quartieren uytgeschreven, ende by deselve ghefurneert sullen werden, als voor henen nae de ghebruyckelijcke quote van *negen en seventigh ende een half* over 't Zuyder Quartier, ende *twintigh ende een half* van 't Noorder-Quartier.

VI. Ende by soo verre het mochte komen te gebeuren, 't gundt Godt Almachtigh genadelijck gelieve te verhoeden, dat West-Vrieslandt door het inbreecken van den bekenden West-Vriesschen Zeedijck moghte komen gheinundeert te werden, dat alsdan mits het gepresupponeert onvermogen van 't gemelte Quartier dese Conventie sal komen te cesseren, ende een yeder van de Parthyen contrahenten wederom wesen in sijn geheel, even ende in sulcker voegen als of het jegenwoordige Verdragh noyt aengenomen ware geweest.

VII. Dat de Penningen procederende van het middel van 't Dennezout in den Noorder-Quartiere gheheven werdende, alhoewel deselve voor henen directelijck ende immediatelijck ten Comptoire van den Ontfanger Generael gebracht zijn, echter voortaen by adveu ende executie van desen Contracte in de respective Comptoiren van West-Vrieslandt ende den Noorder-Quartiere gefurneert werden, ende aldaer verblijven sullen ter dispositie van de Gecommitteerde Raden in den selven Quartiere, om nevens anderen tot voldoeninghe van de voorsz. Lasten ofte Petitien voor haer geemployeert te mogen worden.

VIII. Dat het profijt geresulteert, ofte noch te resulteren oyt te gedaene, ofte noch te doene reductie van Renten ende Interessen over de Comptoiren van de Domeynen by goede ende vreedsame tijden, als voor henen ghe-employeert sal worden tot aflossinge van Capitalen over deselve Comptoiren genegotieert, ende in kas by tijden van Oorlogh of andere gelegentheyt Haer Ed. Gr. Mog. gheraden souden mogen vinden deselve Penningen elders dan tot aflossinge als boven te laten employeren, dat als dan daer mede niet anders dan gemeene Lasten tot verlichtinge van beyde de Quartieren betaelt of andersins deselve Penningen by 't een ende 't ander Quartier na de voorsz. beraemde *quote* geprofiteert sullen worden; ende voor soo veel nu of namaels eenige Middelen over de gantsche Provintie geheven of ingewilligt ende verpacht soude mogen werden, dat het provenu van dien insgelijcks niet anders dan in maniere voorsz. tot gemeene verrightinge gebruyckt, of by 't een ende 't ander Quartier na deselve *quote* geprofiteert sal worden.

IX. Dat soo lange deselve beraemde *quote* of soodanige andere als by eenparige Resolutie als boven, in plaetse van dien soude mogen wesen gearresteert, by die van *West-Vrieslandt* ende den *Noorder-Quartiere* werdt ghedraghen ende voldaen, 't voorsz. Collegie ter Admiraliteyt in den selven Quartiere sal trecken en genieten het volle *vierde part* van de *quote* deser Provintie, in alle consenten tot Subsidie van de respective Collegien ter Admiraliteyt gedragen werdende, ende dat mitsdien het selve Collegie van de Middelen tot de saecken van de Zee geconsenteert, geaffecteert, of wel genegotieert, uyt het Zuyder-Quartier sal ontfangen 't gene de voorsz. beraemde *quote* van *achtien ende een quart*, ten aensien van geconsenteerde Middelen, ende het ordinaris van *twintigh en een half*, ten aensien van genegotieerde Penningen minder dan 't voorsz. volle *vierde part* komt te bedragen.

X. Dat de Gecommitteerde Raden in 't eene ende 't andere Quartier, in krachte van Haer Ed. Gro. Mo. approbatie, die op desen Accoorde verwacht ende te ghe-

outre tous les Arrerages & les Dettes, non payées, des années échues dans l'un & dans l'autre Quartier seront payées respectivement, sans qu'à cet égard, il y ait rien de commun, ni qu'on introduise aucune repartition.

V. Que par la susdite cottisation accordée, ou repartition il ne sera fait le moindre changement dans les anciennes cottes & qui sont d'usage à l'égard des Negotiations sur les Rentes rachettables, ou Interêts, mais que tous les Capitaux qui seront ci-aprés negociés pour satisfaire à quelques charges ou consentemens, ou même pour un fond de reserve ou autrement, seront fournis par les Quartiers respectifs, comme ci-devant, suivant la cotte accoûtumée de soixante & dixneuf & un demi, pour le Quartier du Zud, & de vingt un demi pour le Quartier du Nord.

VI. Et s'il arrivoit, ce qu'à Dieu tout-puissant ne plaise par sa grace, que la West-Frise vint à être inondée par la rupture de sa Digue, alors à cause de l'impossibilité que l'on suppose dudit Quartier, cette Convention cessera d'avoir lieu, & chacune des Parties contractantes reviendront en leur entier, comme & tout ainsi que si ce present Contract n'eût jamais été agréé.

VII. Que les Deniers procedant du revenu de Dennezout venant à rehausser dans le Quartier du Nord, quoi qu'ils ayent ci-devant été portez directement & immediatement au Comptoir du Receveur general. Cependant, en execution de ce Contract, ils seront cy-aprés fournis dans les Comptoirs respectifs des Quartiers de West-Frise & du Nord & demeureront à la disposition des Conseillers Deputez desdits Quartiers, pour être employez avec les autres à satisfaire aux susdites Charges & Petitions.

VIII. Que le proffit qui est revenu ou qui reviendra encore de la reduction déja faite ou à faire des Rentes & Interêts dans les Comptoirs des Domaines en bon tems & de paix sera, comme ci-devant, employé au remboursement des Capitaux negotiez par lesdits Bureaux; Et au cas que dans un tems de Guerre ou autre conjoncture fâcheuse L. N. Gr. Puissances jugeassent à propos d'employer lesdits Deniers en autre chose qu'au remboursement susdit, qu'alors on n'en payera que les Charges communes pour le soulagement des deux Quartiers, ou qu'autrement on fera proffiter lesdits Deniers par l'un & l'autre Quartier suivant la cotte susdite. Et si à present ou ci-aprés étoient levez ou consentis quelques revenus sur toute la Province, & donnez à ferme, qu'on usera semblablement du provenu comme dit est à l'avantage commun, ou que l'un & l'autre Quartier fera proffiter suivant ladite cotte.

IX. Et jusques à ce que la susdite cotte ou telle autre qui par une Resolution unanime comme dessus, pourroit être arrêtée, soit portée & satisfaite par ceux des Quartiers du West & du Nord, le susdit College de l'Amirauté desdits Quartiers tirera & jouira de la quatrieme partie entiere de la cotte de ces Provinces dans tous les consentemens de Subsides qui sont portez par les Colleges respectifs de l'Amirauté. Et que moyennant ce le susdit College recevra du Quartier du Zud des revenus, consentis, affectez & negotiez pour les affaires Maritimes, ce à quoi la susdite cotte de dix huit & un quart à l'égard des revenus consentis, & l'ordinaire de vingt & demi à l'égard des Deniers negociez, viendra à monter, moins que la susdite quatriême partie entiere.

X. Que les Conseillers Deputez de l'un & de l'autre Quartier en vertu de l'approbation qu'on attend que L. N. Gr. Puissances donneront à cet Accord,

ANNO 1668.

ghemoet gesien werdt, geauthoriseert ende gelast sullen zijn, om tot voltreckinghe ende executie van den selven Accoorde, ten spoedighsten eene particuliere verdeelinghe ende repartitie over beyde de Quartieren te maken, soo van alle de Posten in den Staet van Oorloge begrepen, als van alle andere Lasten, de gemeene Provintie concernerende, ende voorts van jaer tot jaer, of t'elckens als dienthalven eenige veranderinge voorvalt, of eenige nieuwe Lasten of Petitien ingewilligt zijn, wederom van gelijcke te doen, oock jaerlijcks te liquideren ende vereffenen 't gunt van de gerepartieerde Lasten op 't een of 't ander Quartier onbetaelt gebleven, ende *caduc* gevallen, of andersins by d'een of d'andere toeval geprofiteert soude mogen zijn.

Aldus gedaen, veraccordeert ende gesloten in 's *Gravenhage*, op den voorsz. *een en twintighsten* July, *sestbien hondert acht en festigh.* Ende ten oirconde der waerheyt by ons ondergeschreven, met onse respective Onderteeckeningen en Signaturen bevestight.

Was geteeckent;

Zuyder-Quartier.	Noorder-Quartier.
A. V. Bouckhorst.	*Lucas van Neck.*
J. Van Beveren.	*Nicolaes Teengs.*
C. Gravesteyn.	*Pieter Bording.*
A. van der Goes.	*Adriaen Sevenhuysen.*
P. V. Swanenburg.	*Claes Admirael.*
Gerard Hasselaer.	*R. de Brouwer.*
Johan Pesser.	*D. V. Foreest.*
Adriaen Boxel.	*J. V. Foreest.*
H. V. Arckel.	
Heebert van Beaumont.	
Simon van Beaumont.	

Johan de Wit.

sestien hondert acht en festigh.

cord, seront authorisez & chargez pour une execution & accomplissement de cet Accord, de faire au plûtôt une particuliere division & repartition sur les deux Quartiers taut de tous les Articles compris dans l'état de Guerre, que de toutes les autres Charges qui concerneront les Provinces communes, & ainsi sera fait d'année en année, ou chaque fois qu'il écherra quelque changement, ou qu'il faudra consentir à quelque nouvelle Charge, ou Petitions, & l'on liquidera & égualisera aussi annuellement ce qui restera à payer des Charges reparties sur chaque Quartier, ou qui aura été proffisé dans l'une ou l'autre rencontre.

Ainsi fait, accordé & conclu à la Haye le susdit vingt & uniéme Juillet mil six cens soixante huit. En témoin de la verité nous soussignez avons confirmé ces presentes de nos signatures respectives.

Etoit signé:

Quartier du Zud.	*Quartier du Nord.*
A. V. Bouckhorst.	Lucas van Neck.
J. van Beveren.	Nicolas Teengs.
C. Gravesteyn.	Pierre Bording.
A. van der Goes.	Adrien Sevenhuysen.
P. V. Swanenburgh.	Claes Admirael.
Gerard Hasselaer.	R. de Brouwer.
Jean Pesser.	D. V. Foreest.
Adrian Boxel.	J. V. Foreest.
H. V. Arckel.	
Herbert van Beaumont.	
Simon van Beaumont.	

Jean de Wit.

mil six cens soixante huit.

XXXIX.

5. Oct. *Articles convenus* sub spe ratificationis, *entre les Ministres du Roi de la* GRANDE BRETAGNE, *du Roi de* SUEDE, *& des Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES, *pour assurer l'Affaire de la Triple-Alliance, en assurant le payement des Subsides promis à la Suede. A la Haye le 5. Octobre* 1668. Avec l'APROBATION *de Leurs Hautes Puissances par Resolution du* 20. *Decembre* 1668. [AITZEMA, *Saken van Staet en Oorlog.* Tom. VI. Boeck 48. pag. 862. in fol. & derechef pag. 931.]

Extract uyt de Resolutien van de Heeren Staten van Hollandt ende West-Vrieslandt, in Haer Ed. Groot Mog. Vergaderingh genomen op Donderdagh den twintichsten December.

BY resumptie gedelibereert zijnde op 't Advijs van de Heeren Haer Ed. Groot Mog. Gecommitteerden tot de saeken van *Engelant*, hebbende inghevolghe en tot voldoeninge van der selver Resolutie Commissoriael in date den *seven en twintichsten* der voorlede maent geexamineert ende overwogen, 't gerapporteerde van 't gunt by absentie van Haer Ed. Gro. Mog. was gepasseert en voorgevallen, ontrent het subject van de *Triple*-Alliantie den *vijf en twintichsten* April laestleden, tusschen *Engelant*, *Sweden*, ende desen Staet ghesloten, en in specie ten aensien van de Subsidien ter contemplatie van dien, door *Spangien* aen *Sweden* te betalen, met het gene daer ontrent is in voorgaende Notulen, onder date den vijfden deses breeder gementioneert, hebben Haer Ed. Gro. Mog. haer wel laten gevallen, het resultat van seeckere Conferentie tusschen den Heere Ambassadeur *Temple*, en de Gedeputeerden van Haer Ho. Mog. met den Heere Extraordinaris Envoyé *Appelboom*, over 't voorschreve subject gehouden, sulcx ende in dier voegen als 't selve is vervat, in 't geschrifte hier naer geinsereert.

L'Ambassadeur du Roy de la *Grande Bretagne*, & les Deputez des Estats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, ayant esté aujourd'huy en Conference avec le Sieur Envoyé Extraordinaire du Roy de *Suede*, au sujet de la derniere Réponse donnée au nom & de la part de la Reine Regente *d'Espagne*, sur les Lettres reiterées, & instances nouvelles escrites & faites par & de la part dudit Seigneur Roy de la *Grande Bretagne* & desdits Seigneurs Estats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas à ladite Reine; A ce qu'il plust à Sa Majesté payer au Roy de *Suede* les Subsides, plus amplement exprimés dans l'Acte separé, arresté conjointement avec la *Triple-Alliance*, à Londres le *vingt cincquiesme* Avril dernier, stile du lieu, & voyant d'un costé avec regret les difficultés que ladite Reine & le Conseil *d'Espagne* continuent de faire à l'égard de la satisfaction desdits Subsides, & faisant reflexion de l'autre costé sur l'inclination sincere & sur le zele ardent desdits Sieurs leurs Maistres, d'executer & de satisfaire, avec la derniere punctualité tout ce à quoy ils se sont obligés, tant par ladite Triple-Alliance, que par l'Article separé qui en depend; sçavoir à faire tous les devoirs & offices imaginables auprès de la Couronne *d'Espagne*, afin que lesdits Subsides puissent estre payés audit Seigneur Roy de *Suede* & faute de cela à s'abstenir de tous offices d'amitié envers *l'Espagne*, aux affaires, que cette Couronne a à demesler avec la France, ont pour plus grande satisfaction de la promesse faite par les Seigneurs leurs Maistres, & pour faire reüssir l'intention de la Couronne de Suede, aussi bien que le repos public, proposé de leur mouvement les points suivans, lesquels ils tâcheront par toute sorte de bons offices de faire agréer par lesdits Seigneurs leurs Maistres.

I. Que

ANNO 1668.

I. Que pour induire la Couronne *d'Espagne* par une plus grande asseurance de sa seureté à fournir lesdits Subsides, l'un pourroit faire à la Reine Regente une offre particuliere de la part des Rois de la *Grande Bretagne* & de *Suede*, comme aussi de la part des Estats Generaux des Provinces-Unies, qu'en eschange de sa promesse, de payer lesdits Subsides, ils prometront reciproquement, & ainsi par une obligation mutuelle de garantir la Couronne *d'Espagne*, à l'égard de tous ses Royaumes, Provinces, Pais & Places, en la paisible jouissance de la Paix dernierement faite à Aix la Chapelle; & ce sans exception d'aucuns Pais, ou Places, quelque nom qu'ils puissent avoir, ou en quelque lieu qu'ils puissent estre situés.

II. Que pour cet effect, & pour une plus grande asseurance de ladite Paix, les trois Estats susnommés arresteront dés à present les forces & les moyens qu'ils employeront, en cas d'infraction par l'infracteur, comme aussi la forme & la maniere, autant que cela se pourra faire, en laquelle chacun d'eux agira, le cas escheant.

III. Et afin que lesdits Subsides puissent estre d'autant plus aisement payés, & avec moins d'incommodités pour la Couronne *d'Espagne*, que la Couronne de *Suede* veuille trouver bon, que le payement s'en fasse une bonne partie comptant, & le surplus à des termes raisonnables, & qu'en eschange aussi, pour plus grande satisfaction de la Couronne de *Suede*, & pour en cas d'Infraction de ladite Paix, ce qu'à Dieu ne plaise, la rendre d'autant plus capable d'une vigoureuse execution de sa Guarantie, on arrestera aussi semblablement dés à present que ladite rupture escheant l'on subsidiera ladite Couronne de *soixante mille* Ryadalers par mois, dont la moitié sera fournie par celuy, au profit & à l'avantage duquel la Garantie se fait & execute, & l'autre moitié sera payée & acquittée par provision, par le Roy de la *Grande Bretagne* & par les Estats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, également: en recevant bonne asseurance, qu'aprés que la Paix sera restablie, ils en seront remboursés par ceux, en faveur & à l'avantage duquel la Guarantie aura esté fournie & executée.

IV. Et d'autant que l'on a sujet de croire, & que l'on prévoit, que l'on ne pourra pas faire regler cette affaire, avec la diligence requise, par des Lettres que l'on pourroit escrire & rescrire en *Espagne* & en *Suede*, il sera à propos, que de tous costés l'on fasse en sorte, que non seulement le Roy de la *Grande Bretagne* & les Estats Generaux des Provinces-Unies du Païs-Bas qualifient leurs Ambassadeurs & Deputés respectivement, à ce que dessus, mais aussi principalement que les Ministres *d'Espagne* & de *Suede*, qui resident presentement icy, ou bien tels autres que leurs Maistres respectivement trouveront bon de nommer, pour cela, soyent pourveus d'Instruction suffisante, authorité & pouvoir, de regler, arrester & conclurre lesdits Points, sans que pour cela il soit besoin d'autres ordre, instruction ou autorité de leurs Committents.

Ainsi fait à la Haye le *cinquiesme* Octobre *mil six cens soixante huit*.

XL.

30. Nov. *Fœdus Defensivum inter Romanorum Imperatorem* LEOPOLDUM, *& Electorem Saxoniæ* JOHANNEM GEORGIUM, *ad Decennium initum. Viennæ die* 30. *Novembris anno* 1668. Cum RATIFICATIONE *ejusdem Fœderis defensivi ex parte Electoris. Data Dresdæ die* 4. *Decembris* 1668. [Tiré de la Registrature d'Estat de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

NOS JOANNES GEORGIUS Dei gratia, Dux Saxoniæ, Juliæ, Cliviæ & Montium, Sacri Romani Imperii Archi-Mareschallus & Princeps Elector, Landgravius Thuringiæ, Marchio Misniæ, Superioris & Inferioris Lusatiæ, Burggravius Magdenburgensis, Comes Marchiæ & Ravenspurgi, Dominus in Ravenstein. Notum facimus universis ac singulis, quorum scire interest pro nobis, Hæredibus ac Successoribus nostris, quod cum inter Serenissimi, Potentissimi & Invictissimi Domini Domini Leopoldi, Divina favente Clementia Electi Romanorum Imperatoris semper Augusti, Hungariæ atque Bohemiæ Regis & nostrum Plenipotentiarium sufficienti utrimque Mandato instructos de Fœdere Defensivo vigesimo styli veteris Anno millesimo sexcentesimo sexagesimo octavo sequentem in modum actum & conclusum sit.

ANNO 1668.

In Nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis, Dei Patris, & Filii & Spiritus Sancti. Amen.

CUm Serenissimus, Potentissimus & Invictissimus Dominus, Dominus Leopoldus Divina favente Clementia Electus Romanorum Imperator semper Augustus &c. &c. &c. Ex una: & Serenitas sua Electoralis, Serenissimus Dominus, Dominus Joannes Georgius Dux Saxoniæ, Sacri Romani Imperii Archi Mareschallus & Princeps Elector &c. &c. &c. moderni temporis & circumstantiarum rationem perpenderint, & uterque sibi proficuum fore judicaverint, ut invicem de matura defensione ad mutuam securitatem necessaria, tam arcte obligentur; ut alter in alterius auxiliis certam fiduciam ac fundamentum collocare queat. Idcirco inter Sacræ Cæsareæ Majestatis & Serenitatis suæ Electoralis Deputatos idonea instructos Plenipotentia, nempe ex parte Sacræ Cæsareæ Majestatis Celsissimum Principem Dominum, Wenceslaum Ducem Saganensem, Principem & Gubernatorem Domus Lobkowitz, Principem Sternsteinensem, Dominum in Chlumnitz ad Albim, Equitem Aurei Velleris, dictæ Sacræ Cæsareæ Majestatis Consiliarium Arcanum & supremum Aulæ Præfectum, ex parte vero Serenissimi Electoris Celsissimum Dominum, Dominum & Principem Joannem Adolphum Sleswigii & Holsatiæ Ducem, dictorum suorum Principalium nomine, sequens Fœdus reciproce defensivum factum & conclusum fuerit.

I. Primo, sit & maneat constans, vera, sincera inter Sacram Cæsaream Majestatem & Serenissimum Electorem Saxoniæ, & amborum Hæredes & Successores Amicitia, ita ut utraque Pars alterius honorem, utilitatem commodumve promoveat, securitati studeat satagatque ut Pax Westphalica sancte custodiatur, & nulli ambarum Partium quicquam hostilitatis, inimicitiæ aut molestiæ contra ejus tenorem inferatur.

II. Secundo, unde si contingeret Sacram Cæsaream Majestatem in suis Regnis, scilicet in Regno Hungariæ & Bohemiæ, aut aliis suis Statibus & Provinciis Hæreditariis ab aliquo vel aliquibus, quiscumque aut quicunque illi sint, hostiliter & Bello impeti, teneatur sua Electoralis Serenitas post factam requisitionem quam citissime, vel saltem intra trimestre Suæ Majestati submittere in auxilium mille Pedites & quingentos Equites instructos armis, & apparatu Militari, nec non re tormentaria Campestri minori, quæ modo dicto numero conveniat. Quod si etiam gravior urgeret necessitas, & Sua Majestas ultra priorem numerum Militum alios mille Pedites & quingentos Equites pariter, uti modo dictum, omni apparatu instructos in auxilium desideraret, teneatur & hos sua Serenitas Electoralis post factam novam requisitionem quantocius & saltem intra duos menses submittere.

III. Tertio, quod si suæ Serenitatis Electoralis Provinciæ ab uno vel pluribus, quisque ille aut quicunque sint, Bello invaderentur, pariter Sua Majestas velocissime & saltem intra duos menses a facta requisitione suæ Serenitati suppetias ferat, cum pari numero Militum, nempe mille Peditibus & quingentis Equitibus, vel si gravior incumberet necessitas in vicissitudinem promissionis a sua Electorali Serenitate factæ, & in præcedenti Articulo comprehensæ, cum bis mille Peditibus & mille Equitibus, omni apparatu necessario ut ante dictum, ad proportionem hujus numeri provisis.

IV. Quarto, militabunt & egregiam in defensionem navabunt operam, utriusque Partis auxiliares Copiæ, quamdiu periculi ingruentis ratio hoc postulaverit, & usque dum Pax luita fuerit.

V. Quinto, subministrabit ille, cui in suis Provinciis ab altero subvenitur. Militi auxiliario eodem modo omnia victualia, sicuti suis propriis Copiis, & quidem gratis & toto illo tempore, quamdiu in suo Statu durabit illa Expeditio: Stipendium vero militare quisque Fœderatorum suis Copiis dependat: quibus etiam suis expensis de apparatu dictæ rei tormentariæ Campestris minoris provideat; Quod si vero aliquis locus vel oppugnandus vel propugnandus foret, Tormenta majora cum debito apparatu Pars illa in cujus Defensionem missum est auxilium, suo ære & sumptu subministret.

VI.

Anno 1668. VI. Sexto, si eodem tempore uterque ex Fœderatis ab uno vel pluribus vim pateretur, neuter in hunc eventum alteri ad ferendum auxilium obstringitur.

VII. Septimo, quod si etiam alterutra Pars in diversis locis, ab uno vel pluribus invaderetur, non teneretur tamen ultra prædictum numerum adaugere suppetias.

VIII. Octavo, Armorum Directio illi ex Fœderatis competat, in cujus Statu ac Territorio Bellum geritur: Omnia vero majoris momenti negotia, quæ circa Belli gerendi rationem occurrunt, communicatis Consiliis expediantur.

IX. Nono, nullus hostibus alterius transitum, Commeatum, stativa, receptum aut recessum concedat, sed omni conatu & viribus impediat, permittat vero Copiis Auxiliaribus, ita ut & his, si ratio necessitatis exigat, detur receptus, sub mœnibus & tormentis locorum munitorum, præmonito tamen Gubernatore illius Castri, vel Urbis, & communicato cum hoc Consilio, & ut inde cessante periculo, iterum recedatur.

X. Decimo, neuter Pacem, aut Armistitium sine alterius consensu & præscientia tractet, multo minus concludat, sed hæc omnia mutuo peragantur & absolvantur placito, studeatque unusquisque in ejusmodi Congressibus & Pacificationibus alterius securitati & commodo.

XI. Undecimo, pangitur hoc Fœdus ad decem annos integros & completos, includendo, & obligando amborum Hæredes & Successores, porrigendum etiam & prorogandum ante lapsum interstitium dicti temporis, si ita res exigere videbitur.

XII. Duodecimo, cum nulla sit alia in hoc Fœdere intentio, nisi mutuæ securitati prospicere & ne alterutra Partium contra tenorem memoratæ Pacis Westphalicæ, violentiis & hostilitatibus impetatur, liber proinde est aditus aliis Statibus mutuo Partium consensu admittendis.

Conclusa fuerunt hæc omnia inter præmemoratos Sacræ Cæsareæ Majestatis & Serenitatis suæ Electoralis Plenipotentiarios vigore plenæ facultatis ac Mandatorum a suis Principalibus ipsis concessorum, & reciproce commutatorum, quorum tenor infra sequitur, sub Ratihabitione suæ Cæsareæ Majestatis & Serenitatis suæ Electoralis, quas utriusque Partis Plenipotentiarii intra spatium quatuor hebdomadarum, extradendas & commutandas promittunt. In quorum fidem præsens hoc Instrumentum a prænominatis Dominis Principibus & Plenipotentiariis subsignatum & Sigillis munitum est. Actum Viennæ die ultima Novembris. Anno millesimo sexcentesimo sexagesimo octavo.

(L. S.) *Venceslaus Dux Saganensis* (L. S.) *Joannes Adolphus Dux Slesvigii & Holsatiæ.*

CUm vero simul etiam convenerit, ut hujus Fœderis Ratihabitio intra terminum quatuor hebdomadarum a dicta Sacra Cæsarea Majestate & a nobis sequi, & utrinque commutari debeat, nos huic Conventioni satisfacientes, hoc memoratum Fœdus defensivum per omnia & singula approbamus, confirmamus & ratum habemus pro nobis Hæredibus & Successoribus nostris verbo nostro Electorali promittentes, nos omnia & singula in præfato Fœdere contenta, quantum ea nos concernunt, Divina favente gratia bona fide præstituros & adimpleturos, omnique ratione impedituros, ne a nostris vel aliis ullo modo violentur. In cujus rei fidem hasce manu nostra subscriptas Sigilli nostri Electoralis appressione muniri jussimus. Dabantur in Urbe nostra Dresda die quarta mensis Decembris stylo veteri, Anno millesimo sexcentesimo sexagesimo octavo

XLI.

1669. 16. Fevr. France et Cologne. *Traité d'Alliance, entre* LOUÏS XIV. *Roi de France, &* MAXIMILIEN HENRY DE BAVIERE, *Prince Electeur de Cologne. Conclu à Paris le 16. Février,* 1669. [FREDERIC LEONARD. Tom. III.]

SA Majesté Tres-Chrestienne ayant éprouvé les avantages qui provenoient de l'Alliance du Rhin pour le bien & le repos de toute l'Allemagne, & la prosperité & le profit de ses propres Estats, aprés avoir fait connoître au Serenissime Electeur de Cologne, le desir qu'elle avoit de rester dans cette Alliance, avec les mesmes Princes avec lesquels elle avoit esté concluë & mesme de la proroger encore pour quelques années, & avoit témoigné qu'attendu qu'il se trouvoit de la part de quelques-uns des difficultés que Sa Majesté ne pouvoit surmonter, Elle estoit encore preste de la renouveller avec ceux à qui elle seroit agreable. Et d'autre part son Altesse Electorale n'ayant pas moins reconnu les avantages que cette Alliance avoit apporté pour le bien de toute la Chrestienté, pour la sureté de l'Empire, & pour le profit particulier de tous les Princes qui la composoient; & ainsi souhaitant de la maintenir & de la conserver, tant pour ces raisons que pour donner au Roi des marques de son amitié & de sa reconnoissance. Sa Majesté Tres-Chrestienne a donné au Sieur de Lionne, Ministre & Secretaire d'Estat; Et son Altesse Electorale de Cologne au Prince Guillaume de Furstemberg, Ordre & plein-Pouvoir de s'assembler, & les ont establis leurs Plenipotentiaires, lesquels sont convenus des Articles suivans. Anno 1669.

PREMIEREMENT. Son Altesse Electorale sera toûjours preste de renouveller ladite Confederation, toutes les fois que les autres Princes qui en sont les Membres, ou tous, ou quelques-uns d'entr'eux y donneront leur consentement, Elle promet de plus à Sa Majesté que quand trois, ou du moins deux Princes d'Allemagne voudront faire une nouvelle Alliance avec Sa Majesté, à peu prés de même nature que celle-cy, son Altesse Electorale y donnera les mains aux mêmes conditions.

II. Sa Majesté aussi pour donner de sa part au Serenissime Electeur des marques de sa bienveillance & de son amitié, luy fournira du secours contre tous les Princes, qui sous quelque cause & pretexte que ce soit l'attaqueront.

III. A cet effet Sa Majesté n'estant presentement embarassée d'aucune Guerre, envoyera au susdit Electeur, pour s'en servir en quelle maniere, qu'il luy plaira, huit Compagnies du Regiment de Furstemberg, comme il est porté par le Traité fait avec le Prince Guillaume de Furstemberg.

IV. Et en cas que le susdit Electeur eût un juste sujet de craindre que ses Estats ne fussent envahis par un ou plusieurs Princes ou Estats ses Ennemis, Sa Majesté en estant requise, luy envoyera jusqu'à cinq mil Hommes de Pied & deux mil Chevaux, selon le nombre que son Altesse Electorale jugera luy estre necessaire, lesquels Sa Majesté entretiendra à sa solde, sans que le susdit Electeur soit obligé de leur fournir autre chose que le couvert: & Sa Majesté aura soin que la Discipline Militaire soit exactement observée parmi eux dans les Lieux de leur sejour, afin qu'ils ne soient point à charge aux Sujets de son Altesse. Sa Majesté ne consentira & ne permettra point qu'ils soient les premiers à commencer la Guerre, & à commettre les premiers Actes d'hostilité contre qui que ce soit, même qu'elle les rappellera en France à la premiere requisition de son Altesse Electorale. Sa Majesté de plus donnera ordre, que tant les simples Soldats que les Officiers & Commandans soient soumis à son Altesse, & à ses ordres en tout & par tout, & pour plus grande seureté qu'ils presteront Serment de fidelité entre les mains de son Altesse Electorale & de son Chapitre Metropolitain, pour le temps qu'ils resteront à son service; de maniere que Monsieur l'Electeur ne sera obligé que de leur fournir le couvert, s'obligeant néanmoins d'avertir Sa Majesté de leur retour en France, six semaines avant leur depart, & de leur fournir le necessaire pour leur voyage, & de leur procurer de tout son pouvoir la seureté de leur passage en France.

V. Que s'il arrivoit par hazard qu'on envahit les Estats du susdit Electeur, & qu'il eût besoin d'un plus grand nombre de Troupes que des deux mil Chevaux & des cinq mil Hommes de Pied cy dessus mentionnés, Sa Majesté luy en fournira volontiers encore pareil nombre, c'est-à-dire, deux mil Chevaux & cinq mil Fantassins, que son Altesse entretiendra à sa solde, moyennant un Subside de 10000. Ecus de France, que Sa Majesté luy fera payer exactement à la fin de chaque mois, & Sa Majesté ne rappellera point les susdites Troupes, ni ne retranchera point le susd. Subside, que son Altesse Electorale n'ait conclu une Paix ferme & entiere avec ses Ennemis.

VI. Le Cardinal Mazarin, d'heureuse memoire, ayant promis à son Altesse Electorale d'obtenir du Roy pour Elle douze pieces de Canon, & ladite Altesse ne

les

Anno 1669.

les ayant pas encore reçû, Sa Majesté luy promet comme Elle s'y oblige par un Ecrit à part de sa main, de les remettre à Metz ou à Brisac, au Commissaire ou autre Officier qui y sera envoyé par son Altesse Electorale, pour les y recevoir quand il luy plaira.

VII. En cas qu'on renouvellat le Traité de l'Alliance du Rhin, ou que Sa Majesté en fit une semblable avec quelques Princes d'Allemagne, ou mesme avec son Altesse Electorale, Sa Majesté ne sera plus obligée d'observer les conditions cy-dessus mentionnées, & tout ce present Traité sera censé nul, exceptez les troisiéme & quatriéme Articles qui concernent les huit Compagnies du Regiment de Furstemberg, & les douze pieces de Canon, que Sa Majesté sera obligée de fournir en tout cas à Son Altesse Electorale, en la forme & maniere cy-dessusdite. Ces presens Articles ont esté arrestez par le Sieur de Lionne, en vertu du plein Pouvoir qu'il en a reçû de Sa M. & par le Prince Guillaume de Furstemberg, en vertu du plein-Pouvoir de son A. E. dont ils se sont reciproquement promis de fournir les Ratifications dans le terme de quinze jours, à compter du jour de la datte des presentes. En foy de quoy ils ont signé ledit Traité, & y ont mis le Cachet de leurs Armes. Fait à Paris le seiziéme Février 1669.

XLII.

16. Fevr. Vereinigung zwischen Churfürst Johann Georg den Andern und dero Herren Brüdern August/ Christian/ und Moritz allerseits Hertzogen zu Sachsen/ in puncto der Steuern/ und übernehmung derer an denen Erb-Landen hafftenden Steuer-Schulden aufgerichtet. Krafft welcher dieselbe die besagte Steuer-Schulden pro rata ihres Landes-antheils über sich nehmen. Geschehen Dreßden den 16. Februarij 1669. [Lunig, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Absatz II. pag. 798.]

C'est-à-dire,

Accord entre Jean George II. *Electeur de Saxe, & ses Freres* Auguste, Christian, & Maurice *Ducs de Saxe au sujet des* Steures *de leurs Estats & Domaines. Ils en font le partage entr'eux, & s'engagent à payer aussi chacun sa part & portion des Dettes dont elles sont chargées. A Dresde le 16. Février 1669.*

Von GOttes Gnaden/ Wir Johann Georg der Andere/ des Heiligen Römischen Reichs Ertz-Marschall und Churfürst/ etc. Und von desselben Gnaden/ Wir Augustus, postulirter Administrator des Primat und Ertz-Stiffts Magdeburg/ dann Wir Christian/ und Wir Moritz/ allerseits Gebrüdere und Hertzoge zu Sachsen/ Jülich/ Cleve und Berg/ respectivè postulirte Administratores der Stiffter Merseburg und Naumburg/ Land-Grafen in Thüringen/ vor Uns und Unsere Nachkommen hiermit uhrkunden und bekennen,

Nachdem in des Durchlauchtigsten/ Hochgebohrnen Fürsten/ Herrn Johann Georgen des Ersten/ Hertzogen zu Sachsen/ Jülich/ Cleve und Berg (tot. tit.) Unsers Gnädigen und Hochgeehrten Herrn Vaters und Gevatters Hochseeligen Andenckens hinterlassenen Testament und letzten Willen/ Uns auff die darinnen beschriebene massen sambt andern Nutzungen und Gerechtsamen/ auch in specie und mit ausgedruckten Worten die Steuer geeignet/ und in dem zwischen Uns auffgerichteten Brüderlichen Vergleichungs-Recess unter andern abgeredet worden/ daß die Steuer zwar beysammen bleiben solte/ daferne aber Wir ins künfftige deßwegen eine Aenderung zu treffen nöthig befinden würden/ man sich nach Verfliessung der damahls gegenwärtigen Landes-Verwilligung/ darüber mit Zuthuung der Landschafft weiter vernehmen und gütlich vergleichen wolte/ in dessen Entstehung aber solte keinem Theil an seinen uns dem väterlichen Testament und sonsten zustehenden Rechten etwas vergeben oder benommen seyn/ so haben wir solches alles und insonderheit dieses bey uns reifflich betrachtet und erwogen/ daß nehmlich Wir Unsers in GOtt ruhenden Herrn Vaters letzten Willen/ in denen übrigen Stücken schuldigster massen erfüllet/ und dahero umb so viel mehr pflichtig und gehalten seyn/ solcher väterlichen Disposition und Meynung auch in puncto der Steuer und Ubernehmung derer auff Unsers Hochseeligen Herrn Vaters hinterlassenen Erb-Landen hafftenden Steuer-Schulden gebührend nachzuleben/ alles zu dem Ende/ damit Wir dem von Seiner Hochseeligen Gnaden in angeregtem Testament auff den kindlichen Gehorsam und schuldigen Respect, wie auch auff die Erhaltung der brüderlichen Eintracht gerichteten Seegen GOttes reichlichen erlangen/ und den auff dem Gegenfall gelegten Fluch und Unsegen von Uns/ und Unsern Nachkommen abwenden und verhüten/ zumahl wir bißhero nicht ohne unseren und unser Unterthanen Schaden verspühret/ daß viel difficultäten/ Mißbräuche und Ungleichheiten bey der jetzigen Steuer-Verfassung entstanden/ auch Innhalts der Rechte niemands wider seinen Willen in dergleichen Communion und Gemeinschafft zu stehen verbunden ist. Und ob wohl in unserm freund-brüderlichen Vergleich enthalten/ daß man sich Ausgangs der jetzigen Verwilligung mit Zuthuung der Landschafft wegen dieses Puncts vernehmen wolte; So haben wir doch in weiterer Uberlegung der Sachen und sonsten nunmehro so viel befunden/ daß an einem Theil unverantwortlich fallen würde/ wann wir obbesagter Unsers in GOtt ruhenden hochseeligen Herrn Vaters aus Christlicher Intention und treuer Vorsorge hergeflossener klahrer Verordnung/ dem Väter-ernstlichen Verboth zu wider/ dißfalls in dispute und Zweiffel ziehen/ und dadurch mit Häuffung derer bey künfftiger Landes-Versammlung auffgehenden hohen Spesen zur ungleichen Nach-Rede und Verzögerung Anlaß geben liessen; Am andern Theil auch/ weiln bey nunmehro sich ereigneten Umbständen und nach vielfältig ergangenen Cessionen der Steuer-Schulden/ die meisten von denen Landt-Ständen bey dem Steuer-Wesen als Creditores interessiret seynd/ in dieser sie tanquam singulos angehende Sache kein richtiger und gleichmässiger Schluß zu hoffen/ sondern solche deliberation nur in beschwerliche Weiterung gerathen und hierdurch dieses vorhabende höchst nothwendige Werck/ auch Unsers hochseeligsten Herrn Vaters Gnaden letzter Wille an seinem völligen effect ferner gehindert und retardiret werden dürffte/ da doch/ über letzterzehlte Uhrsache/ uns sonderlich auch oblieget/ dahin möglichst zu trachten/ damit einsten Unsere Unterthanen der grossen Schulden-Last erlediget/ bey diesen gefährlichen Zeiten und Läufften/ in welchen zur Landes-Defension ergäbige Mittel und schleuniger Beytrag höchstnöthig/ hierdurch nicht in weiteres Unvermögen gesetzet/ die wüst und unbewohnten Güther wieder angebauet/ das die sämbtlichen Lande hart drückende Onus nach und nach erleichtert/ und Unsers hochseeligen Herrn Vaters versetzte Chur-Fürstliche Brieff und Siegel (worinnen sie sich vor sich und ihre Nachkommen verschrieben/ und alle Summen auff dero Renth-Cammer versichert/) einmahl wieder eingelöset werden mögen/ in fernerer Anmerckung/ daß unserer in GOtt ruhenden höchlöblichen Vorfahren/ und anderer lobwürdigen Fürsten Exempel nach/ auff das bonum publicum, den allgemeinen Nutzen/ auch unser und der Nachkommen Bestes und Wohlfarth mehr/ als auff das interesse privatorum zu sehen seyn will. Massen denn nach Ausweisung unsers freundbrüderlichen Vergleichs/ und dero zuvorhero abgefasten und der getreuen Landschafft communicirten Punctation ohne diß lediglichen in unsern Willen beruhet/ ob wir uns wegen dieses Steuer-Puncts mit der Landschafft Zuthuung weiter unter einander vergleichen/ oder widriges Falls bey dem Uns aus der väterlichen Disposition und sonsten zustehenden Rechten verbleiben wollen/ auch die getreuen Land-Stände mit ihrem Rath und Bedencken allbereit an dem 1657. angesetzten Landtag sattsam über dem passu der Steuer vernommen worden.

I. Haben uns zuvorhero 1.) auff zuvorhero gehaltenen reiffen Rath Krafft dieses wohlbedächtig beredet/ auch verbindlich und unwiederrufflich vereiniget/ daß nach Verfliessung der jetzigen Landes-Verwilligung/ welche Bartholomæi dieses 1669sten Jahres zu Ende gehet/ die grosen Unkosten/ so auff die Ober- und andere Steuer-Einnehmere und sonsten bißhero auffgewendet werden müssen/ der Steuer und denen sämbtlichen Creditoren zu gut künfftig erspahret/ solche Ober- und Creyß-Expedition Krafft dieses auffgehaben/ und die jetzigen Ober- und Creyß-Steuer-Einnehmer in Gnaden erlassen werden sollen. Und mag hingegen ein jedweder unter uns sich seines aus dem väterlichen Testament und sonsten zustehenden Rechtens gebührend gebrauchen: Die Land-Tranck- und Baarschaffts-Steuern/ so die Stände auff allgemeinen von uns dem Chur-Fürsten ausgeschriebenen Land- oder Außschuß-Tägen/ sowohl zu Bezahlung der Schulden/ als zu andern unsern bedürffnüß aus treuer Devotion jedesmahl verwilligen/ in seinen Landen und Landes-Theilen vor voll einnehmen/ und alles/ was hierzu nöthig/ und der Zustand sonsten erfordern wird/ expediren/ disponiren und verfügen lassen/ Gestalt dann wir der Churfürst vor uns zweene qualificirte in dem Lande begütherte/ mit keinen andern sonderlichen Ambts-Verrichtungen belegte/ und zu diesem Werck verordnete Landes-Kinder verordnen/ und ihnen noch zweene wegen der getreuen Landschafft von Ritterschafft/ Städten und andern Ständen (darzu wir zwey von denen anitzo wegen der Landschafft befindlichen ältisten Ober-Einnehmern/ wann sie solches annehmen/ und absonderliche Pflicht leisten werden/ ferner zu gebrauchen entschlossen/) adjungiren/ auch hierzu einen Secretarium neben andern deßfalls benöthigten und des Steuer-Wesens kundigen Bedienten bestellen/ und sie allerseits mit gnugsamer Instruction versehen wollen/ da aber einer von denen wegen der Landschafft Verordneten mit Tode abgehen würde/ wollen wir jedesmahl aus drey oder vier Subjectis, so die Landschafft an des abgegangenen

Stelle

Anno 1669.

ANNO 1669.

Stelle gebührend denominiren und vorschlagen wird / einen wieder verordnen und bestätigen. Es sollen auch jährlich die in solcher Steuer-Expedition gehaltene Rechnungen / vor uns und denenjenigen / so der Landschafft hierzu deputiren wird / abgenommen und justificiret werden. Inmassen dann wir übrigen drey Fürstl. Gebrüdere das Steuer-Wesen in Unsern Landes-Portionen mit ebenmäßiger Zuziehung von der uns zukommenden treuen Ritterschafft bester und möglichster massen in gehörige Verfassung zu setzen gemeynet seynd / und damit der hierunter intendirte Zweck brüderlicher eintracht und allgemeiner Lande wohlfarth nicht allein umb so viel mehr erreichet / sondern auch bey Unsern Nachkommen stabiliret / und immerwährend erhalten werden möge / so versprechen wir unter uns / und einer dem andern reciproce, daß in solcher Steuer-Theilung / deren expedition, Einhebung / Anstellung und Verfassung / keiner unter uns und Unsern Nachkommen / den andern und dessen Nachkommen / durch Geboth oder Verboth / noch durch einige andere Maaße noch Weise einigen Einhalt thun sollen noch wollen.

II. Demnach vors 2.) Uns dem Chur-Fürsten aber / vermöge des Brüderlichen Erb-Vergleichs / auch in Unser freundlich geliebten Brüdern Liebden / Liebden / Liebden Landes-Portion das Jus Belli & Pacis, nebenst andern reservatis auff Maaß und Weise / wie angeregter Unser Freundbrüderlicher Vergleich mit mehrern besaget / zustehen thut; So wird dasselbige sambt allen darzugehörigen Contributionen / und was die Stände zur Landes-Defension für die Soldatesca, Vestungs-reparatur und dergleichen am jüngst ergangenen Landtage gewilliget / oder auch in Zukunfft weiter verwilligen möchten / von der Steuer-Theilung Krafft diß ausdrücklichen ausgezogen / und uns dem Chur-Fürsten und allen Unsern Nachkommen vorbehalten / dergestalt und also / daß uns und Unsern Nachkommen an der Chur dergleichen Verwilligung auch aus Ihrer Liebden / Liebden / Liebden Landes-portionen (erwehnter Steuer-Separation ungeachtet /) iederzeit unauffhältlich gefolget / auch es sonsten bey den uns dem Chur-Fürsten zugehörigen Jure Belli & Pacis und andern reservatis, nach Innhalt Unsers Brüderlichen Vergleichs / ohne einige novation und Aenderung allerdings gelassen werden solle.

III. Dargegen vors 3.) haben wir Hertzog Augustus, Hertzog Christian und Hertzog Moritz / wie auch alle Unsere Nachkommen / alle Land-Tranck- und andere / vermöge des väterlichen Testaments und freundbrüderlichen Vergleichs uns zustehende Steuer / welche die uns zukommende Unterthanen bey vorher erwehnten Land- oder Ausschuß-Tagen in Zukunfft willigen mögen / in Unsern Landes-Portionibus vor voll einzunehmen / jedoch auch mit dieser beschiedenen Maaß und Weise / daß wir und Unsere Nachkommen neben denen unsere Landes-Portiones betreffende Steuer-Schulden / dasjenige was zu denen Reichs- und Creyß-Steuern / Römer-Zügen / wie auch Cammer-Gerichts Unterhaltung / und zu denen wichtigen die gesambte Lande angehende Gesandschafften / nöthig / nach proportion der Landes-Theilung uffn Fall hierzu von der Landschafft die Nothdurfft nicht absonderlich bewilliget wird / solcher gestalt mit tragen und abstatten wollen / als dißfalls unter uns absonderlich verglichen / und deßwegen jüngsthin allhier zu Dreßden durch unsere niedergesetzte Räthe eine richtige Abtheilung nach denen völligen Steuer-Schocken de anno 1628, gemachet worden.

IV. Was denn anbelanget 4.) die Steuer-Schulden an sich selbst / gleichwie zuförderst iedes Capital an sich selbsten ipso jure theilbaar / also / daß ieder unter uns den Steuer-Creditoren mehrer nicht / als was seine rata nach der proportion beträgt / und so viel ihm Innhalts der väterlichen Verordnung proportionabiliter betrifft / nach und nach / und so viel möglich / abzustatten / oder sich deßwegen mit den Gläubigern zu vergleichen schuldig ist; Also bleibet es auch nicht unbillig dabey / und haben wir uns Krafft dieses dergestalt vereiniget / daß der alte Anschlag de Anno 1628. hierinnen pro norma & fundamento stehen / gelten und mehrgedachte Steuer-Schulden nach denselben ohne Unterschied / ob die obligationes von unsern in GOtt hochseeligsten ruhenden Vorfahren / oder uns dem ietzigen Chur-Fürsten / unterschrieben / hiermit von uns vertheilet und übernommen seyn / auch selbige gehöriger massen abgetragen / und der aus ietzt angezogenen Anschlag de Anno 1628 herrührende Portion und eintheilung bey künfftiger Abstattung der Steuer-Capitalien in acht genommen / keines weges aber ein oder der anderer Steuer-Creditor wieder mit / noch wider seinen willen / an einen unter uns verwiesen werden soll / sondern nachdem eines iedweden Landes Antheil viel oder wenig Steuer-Schocke / Innhalts des erwehnten Anschlags auff sich hat / nach solchen nimmet er auch viel oder wenig nach den Steuer-Schulden über sich / Als zum Exempel / wann 5000. Gülden Capital Meißnischer Wehrung abgetragen werden solte / kommen davon der Proportion nach zu

3956. fl. 1. gr. 6. pf. Uns dem Chur-Fürsten / wegen des Chur-Fürstenthumbs und andern Landen.

568. fl. 20. gr. — Uns Hertzog Augusto, wegen unser Landes-Portion in Thüringen / und des Ambtes Sachsenburg.

132. fl. 20. gr. 6. pf. Uns Hertzog Christiano, wegen der Aembter Delitzsch / Zörbig / Bitterfeld und Finsterwalda.

342. fl. 10. gr. — Uns Hertzog Moritzen wegen der im Voigtlande habenden Städte und Aembter / auch wegen der Aembter Weyda / Arnshaugk und Ziegenrück / ingleichen der Herrschafft Lautenberg / Frauen-Prießnitz und Nieder-Trebra.

ANNO 1669.

Im Fall auch gleich einer unter uns mehr Steuer-Capitalia, als seine schuldige rata austrägt / und Ihm zu bezahlen oblieget / an sich gebracht hätte / oder noch an sich bringen würde / soll er doch ein mehrers / als sonsten seinen Cedenten / ietzigen Landes Zustande nach / gebühret / oder zu bezahlen gewesen / von uns andern zu fordern nicht berechtiget seyn / sondern deßwegen mit Ihme / gleichwie mit andern Steuer-Creditoren / besage des väterlichen Testaments, billigmäßige Vergleichung getroffen / oder das Capital, so viel möglich / nach und nach abgestattet werden. Wie nicht weniger einen iedweden Steuer-Gläubiger seine Capitalia einem andern / Innhalts der beschriebenen Rechte / gebührend zu cediren und zu überlassen unbenommen seyn.

V. Ob auch wohl 5.) zuvor das Absehen uff eine allgemeine Landes-Revision gerichtet gewesen; So haben wir dennoch bey uns betrachtet und erwogen / daß man eines Theils zu dergleichen Revision zeithero nicht gelangen mögen / anderer gestalt auch / und wann schon endlich darzu geschritten würde / nichts destoweniger zu besorgen wäre / daß hierunter entweder der Landmann oder die Steuer mit vergeblichen Unkosten beschweret / und doch die desiderirte Gleichheit nicht erreichet werden dürffte / dahero soll es bey dem alten Anschlag de Anno 1628. wie schon oben erwehnet / allerdings bewenden / und die vorgehabte allgemeine Revision eingestellet bleiben. Gleichwohl aber mag ein iedweder in seinen Landes-Theilen eine Local-Revision vornehmen / an die Oerther / da die Anschlag allzuhoch geschehen / Commissarien verordnen / und dießfalls verfahren / wie es der Verarmbten Zustand und Oerther Beschaffenheit mit sich bringet und erfordert / auch an sich selbsten Rechtens und billig seyn wird. Jedoch allezeit dergestalt und also / daß mehr gemelter Anschlag de Anno 1628. unverrückt verbleiben / und so viel eines ieden unter uns auff seines Landes-Antheil hafftendes Quotum betrifft / nicht verringert noch verändert / vielweniger der Steuer / und den dabey interessirenden / einiger Abgang / præjudiz oder Nachtheil zugezogen werde.

VI. So viel vors 6.) die alten zurückstehenden / und biß auff 1653. auffgeschwollenen Zinsen belanget / erinnern wir uns des im letztgemeldten Jahre publicirten Land-Tages-Schlusses / vermöge dessen dieselbe suspendiret seyn / lassen es auch darbey nicht allein allerdings bewenden / sondern versehen Uns auch zu denen Steuer-Creditoren in Gnaden / sie werden sich hierunter der Billigkeit selbst bescheiden / und wegen derer in vorigen Jahren bey denen Unterthanen vorgegangenen Landes-verderblichen Kriegs-Pressuren von solchen alten Zinsen / und deren prætensionen / gutwillig abstehen: Allermassen wir denn auch bey dieser Separation und sonderung der Steuer dieselben nicht mit an / sondern Krafft dieses ausgesetzet haben / jedoch werden die piæ causæ hiervon nicht unbillig eximiret / und soll von uns mit Fleiß dahin gesehen werden / wie denenselben dießfalls billigmäßige Satisfaction geschehe. Wir wollen auch unsern Unterthanen zu gute / und in Ansehung ihres grossen unvermögens / förderlichst durch gehörige Ausschreiben / alle biß auff 1653. befindliche Land- und Tranck-Steuer-Reste gänzlich remittiren und erlassen / worunter aber diejenigen Einnehmer und Gerichts-Herren / so die Steuer eingehoben / und nicht an gehörige Orthe geliefert / nicht begriffen / noch sie sich mit dieser Remission zu behelffen haben.

Was auch allbereit dißhero an einem oder dem andern Orth auff die gesambten Steuern angewiesen / solches soll alles auch nochmahls unverrückt in vorigem Stande verbleiben / und die assignirten Posten gebührend davon bezahlet werden.

VII. Sonsten sollen vors 7.) die seider Anno 1653. biß dato auffs neue betagte Zinsen / wie auch die Haupt-Summe, so weit sie richtig / in guten schweren Gelde und in liquido bestehen / (die übrigen aber / so entweder von leichter Müntze herrühren / oder dabey sich sonsten etwas anders bedenckliches ereignet / seynd billig der schon bißhero gewöhnlichen reduction und rechtlichen examination unterworffen / und sollen ehe und bevor solches geschehen / von uns sambt und sonders nicht agnosciret werden /) von iedweden unter uns nach der obangedeuteten Proportion und Maaße ohne ferner Zinß-Reichung (ausser was unsere und unserer Aembter Capitalia, pias causas, auch arme Wittwen und Wäysen betrifft / wie bey nachfolgenden Punct mit mehrern gedacht wird /) abgeführet / auch hinführo die compensation nicht auff die Zinsen / sondern nur auff die Capitalia verstattet / und die Stände / so dißhero von ihren Unterthanen auff ihre rechtmäßige Forderung eingenommen / nochmahls unter denjenigen Herrn / darunter sie gesessen / biß ihre zu Recht beständige Haupt-Summe abgelauffen / dabey ohne Hinderniß gelassen / und ein ieder unter uns nach proportion derer auff seine Lande und Landes-Portion zukommenden Steuer-Schulden / die Abtheilung gemachet und zugerechnet werden / da aber ein und der andere Creditor selbsten die proportionirte eintheilung des Capitals bey uns sämbtlich begehrte / die compensation fahren lassen / und darauff der gehörigen bezahlung gewarten wolte / soll ihm dasselbe zu thun frey stehen. Und seynd wir hierbey der gewissen Gedancken und Zuversicht / daß sich niemand mit Fug über die Aussetzung der künfftigen Steuer-Zinsen zu beklagen haben werde /

ANNO 1669.

werde/ indem der erschöpfften Unterthanen unvermögen am Tage/ und wir neben diesen Landen sonsten aus der grossen Schuld-Beschwerung nicht gelangen/ und die unter unsers Hochseeligen Herrn Vaters Chur-Fürstlichen Hand und Siegel ausgestellte Obligationes, uns und unserm hohen Hause zum Nachtheil/ bey In- und Ausweregen noch länger zurück gelassen werden dürffen. Belangende aber die Steuer-Capitalia, welche zu Geistlichen Stifftungen/ Kirchen/ Schulen und andern milden Sachen geordnet/ wie auch unsere allerseits eigene/ und unserer sämbtlichen Aembter Capitalia, so bißhero aus der Steuer verzinset worden/ weilen solche daher von langen Zeiten her gewiedmet/ und meistentheils zu milden Sachen verordnet worden/ auch ein und anders bedencken mehr dißfalls hierbey sich ereignet/ ist es demnach dergestalt verglichen worden/ daß dieselben unzertheilet daselbst verbleiben/ und jedes Amtes oder Stadt einkommende Steuern jederzeit verzinset/ einem jedweden unter uns/ zu deren auff seine Landes-Portion zukommende Schulden zugerechnet/ und jedes hundert mit Fünffen richtig verzinset werden soll/ biß mit der Interessenten guten Willen das Capital abgeleget werde.

VIII. Obwohl auch 8.) zwischen unser des Chur-Fürsten Renth-Cammer/ und der Steuer/ bißhero keine Abrechnung fürgangen; Gleichwohl aber an dem/ daß die Haupt-Summe an alter guter Müntze/ Inhalts der vorhandenen Verschreibungen/ auff eilffmahl hundert und Fünff tausend Gülden/ und die Ubermasse von denen reducirten Steuer-Posten annoch auff eine ansehnliche Summa sich belauffen/ so soll diese Abrechnung/ zu Verhütung weitläufftigkeit/ gantz eingestellet seyn. Und erklähren wir Hertzog Augustus/ Hertzog Christian und Hertzog Moritz/ uns allerseits verbindlich dahin/ daß seine des Herrn Chur-Fürsten Liebden vor solche in dem Titel der Steuer habende Anforderung/ dreyzehenmahl hundert tausend/ oder dreyzehen tonnen Goldes Gülden Capital Meißnischer Wehrung/ den Gülden zu ein und zwantzig Groschen gerechnet/ gut schweres Geld passiret/ und dieses Capital nach der obbeschriebenen uns zukommenden Proportion, und so viel eines jeden Landes Antheil betriffen wird/ von uns sämbtlichen Chur- und Fürstlichen Brüdern von denen Landt-Tranck- und Baarschaffts-Steuern richtig und völlig der Chur-Fürstlichen Renth-Cammer abgetreten/ oder biß dahin jährlich mit 5. pro Cento verzinset werden soll/ Jedoch daß mit den sämbtlichen zinßbaar bleibenden Capitalien die obige proportion der eintheilung nach denen zum Exempel gesetzten 5000. Gülden ebener massen observiret/ und keiner vor dem andern diesfalls beschweret werde.

IX. Da auch 9.) inskünfftige von uns samdt oder sonders nöthig befunden würde/ wegen derer ferner vorfallenden und allhier nicht enthaltenen Puncten/ sich Freund-Brüderlich zu vernehmen/ oder eines und das andere zu erleutern/ soll solches unverzüglich durch Zusammenschickung unserer Räthe und Deputirte/ zu Werck gerichtet/ nothdürfftig darüber conferiret/ und darumb billige Vermittelung zu treffen/ möglichster Fleiß angewendet werden: Inmassen denn sonderlich die Nothdurfft erfordert/ daß künfftig zu gewissen Zeiten/ Unsere Räthe in Leipzig zusammen kommen/ und wie es mit Einlieferung der Steuer-Obligationen/ wenn nehmlich ein oder der andere unter uns seine ratam gebührend abgeführet/ und dennoch wegen des residui bey denen übrigen die Verschreibung zurück bliebe/ wie auch sonsten in andern Fällen mehr gehalten werden soll/ berathschlagen/ und biß auff Unsere gnädigste Ratification sich vereinigen.

X. Und damit vors 10.) zu obangedeuteter Ablegung der Steuer-Capitalien umb so viel desto eher und mehr zu gelangen sey/ und offtangeregter allhier zum fundament gesetzter Steuer-Anschlag de Anno 1628. durch Befehlige und sonsten/ entweder umbsonst/ oder auch gegen Abtretung eines gewissen Steuer-Capitals, abgeschrieben werden/ hinführo nicht gelten/ noch beybehalten/ sondern weil solches alles per sub & obreptitionem erfolget/ auch zur Schmählerung des Juris collectandi, als eines hohen Regal-Stücks/ wie nicht weniger zur mercklicher Beschwerung der übrigen verarmbten Unterthanen gereichet/ Krafft dieses allenthalben abgethan/ und in vorigen Standt gesetzet/ auch in Zukunfft von unser keinen dergleichen Rescripta, so zur Abschreib- und Verminderung der alten Steuer-Schocke/ oder zu einigen andern Abbruch der Steuer gedichen/ weiter ertheilet. Und ob gleich solche auff eines oder des andern Sollicitanten/ wer der auch seyn könte/ importunes Anhalten erfolgen möchte/ von unsern zu dem Steuer-Wesen verordneten Räthen nicht attendiret/ wie auch den Steuer-Creditoren zum besten/ alle von den Einnehmern und Gerichts-Herren eingehobenen und zurückgehaltenen Steuern fleissig eingetrieben/ und sowohl in diesen als in andern denen hiebevor ergangenen ausschreiben gemäß/ verfahren werde; Und wollen wir gedachten unsern Räthen/ wann sie mit Vollziehung und exequirung solcher Befehlige anstehen/ und deßwegen unterthänigste erinnerung thun/ (gestalt ihnen denn diese jederzeit in acht zu nehmen/ hiermit ernstlich eingebunden seyn soll/) keine verantwortung zumessen/ noch sie deßwegen mit keiner Ungnade ansehen/ sondern bey ihren Instructionen allezeit wider männiglich schützen und handhaben.

XI. Schlüßlichen und zum 11.) soll diese Unsere Brüderliche Vergleichung einer getreuen Landschafft an ihren erlangten Gerechtigkeiten/ Privilegien und wohlhergebrachten Gewohnheiten gantz unschädlich seyn. Und gleichwie dieses alles/ so hierinnen begriffen/ auff das väterliche Testament, unsern freund-brüderlichen Haupt- und andere darauff erfolgte Vergleiche sich gründen und fundiren thut;

ANNO 1669.

Also wollen wir auch dieselbigen bey völligen Vigor und Kräfften in allen Clausulen/ Puncten/ Innhalt und Meynungen/ sonder einige Veränderung nochmahls erhalten/ was darinnen sowohl wegen Anstellung der Landt- und Außschuß-Täge/ als sonsten in andern mehr verglichen ist/ unverbrüchlich observiren/ und solchen Verträgen hierdurch in keinerley Wege/ (ausser was die unsere brüderliche hiebevor beliebte fernere Handlung über die Steuer-Sonderung betrifft/ darüber wir als sämbtliche Paciscenten uns aus erheblichen und Land und Leuten zum besten gemeynten ursachen nunmehro allbereit hiermit endlich vereiniget/) derogiret wissen/ oder anderen es dahin auszudeuten gestatten und nachgeben. Alles treulich und sonder Gefehrde.

Zu Uhrkund haben wir uns eigenhändig unterschrieben/ und unsere Chur- und Fürstliche Daumen-Secreta wissentlichen auffdrucken lassen/ auch neben renunciation und begebung aller exceptionen/ einander Freund-Brüderlichen hiermit versprochen/

Allen und jeden was obstehet/ vor uns und unsere Nachkommen festiglich nachzuleben/ und darwider in keinerley Weise durch uns oder andere zu thun/ noch zu handeln.

So geschehen in Dreßden den sechzehenden Februarii im Jahr ein tausend sechs hundert und neun und sechzig.

Johann George/ Chur-Fürst. (L. S.)	Augustus/ Hertzog zu Sachsen. (L.S.)
Christian/ Hertzog zu Sachsen. (L.S.)	Moritz/ Hertzog zu Sachsen. (L.S)

XLIII.

Declaracion de la Reyna Governadora de España para que los Sujettos del Rey de Francia en conformidad de los Trattados de Paz, ayan de gozar los Privilegios, Franquécias, y Immunidades, que gozavan los Inglefes, y Olandefes, y los Habitantes de las Ciudades Anfeaticas, que traffican en los Puertos y Villas de España. Dado en Madrid a 6 de Marzo 1669. [Tiré des Archives de l'Ambaſſade d'Espagne à la Haye.] 6. Mars.

La Reyna Governadora.

POr quanto por parte del Marques de Villars Embiado del Rey Chriſtianiſſimo a eſta Corte ſe me ha repreſentado que entre los Privilegios dados a los Subditos de las Ciudades Anſeaticas a los de Ingalaterra y tambien a los de Francia, ſe los concedieran los Capitulos cuya Copia de verbo ad verbum & del tenor ſiguiente.

Articulo 28. de Privilegios Anſeaticos.

Item aprobamos, queremos y concedemos que quantos naturales de las Ciudades Anſeaticas, habitaren en nueſtro Reyno de Caſtilla, ſean libros y de todo eſemptos de todas las Conceſſiones aſſi patrimoniales como perſonales y del cargo de la tutela y de toda penſion y tributo aſſi ordinario como extraordinario, y tambien de todo ſervicio de Milicia, aſſi en Mar como en Tierra.

Articulo 29. de los mismos Privilegios.

Contiene la miſma coſſa como el precedente.

Articulo 22. de los mismos Privilegios.

Item que a las Naves de los Anſeaticos de aqui adelante las perſonas Miniſtros, y otros qualeſquier Offeciales que fueren a hazer la viſita, no los tomen ny pidan coſa alguna por ella, y ſi a caſo los Adminieſtradores lo Arendaderes de nueſtra Hazienda quiſieren embiar a las Naves algunas Guardas les embien y pongan los dichos Arendadores a ſu coſta, y los Adminiſtradores a la de mi hazienda y no los concientan que pedan o tomen coſa alguna a los Anſeaticos.

Articulo 10. de la Paz entre España y Ingalaterra del año 1667.

Que los Navios y otros qualeſquier Vazelos, que pertenecieren al Rey de la Gran Bretaña, y a ſus Subditos

Anno 1669.

ditos y Habitantios navigando en los Dominios del Rey de España, o en qualquier de nos Puertos no sean visitados por los Ministros o Juezes de contravengo, o por otra persona alguna, por su propria authoridad, o de alguna otra, ny se poudran algunos Soldadus, o Hombres armados, a otros Officiales o personas a bordo de ninguno de los dichos Navios o Vaxeles, ni los Officiales de la Aduana de la una o otra parte hazer perquisa en ninguno de los Vaxeles o Navios pertenetiendo a los Pueblos del uno o del otro, que entraren en las Regiones, Dominios o respectivos Puertos, hasta qui sus dichos Navios o Vaxeles esten descargados o hasta que hayen puesto en Tierra toda aquella parte de la carga de la Mercancia, que declaran resuelven desembarcar en el dicho Puerto, ny sera el Capitan Maestro, ny ninguno otro del Navio o Navios encarcelados, ny ella ny sus Barcos detenidos en Tierra, por en el interim los Officiales Reales y de la Aduana pueden estar en dichos Vaxeles o Navios no esodiendo el numero de tres en cada Navio, para reconocer que ningunos Bienes o Mercancia, se desembarquen de dichos Navios o Vaseles sinque paguen los drechos, que por estos Articulos cada parte esta obligado a pagar; los quales dichos Officialet han de estar sin costa ninguna del Navio o Navios, Vaxel o Vaxeles, sus Officiales Marineros, Compania, Mercaderes, Factores o propietarios, y quandu el Maestro o Patron huviere declarado que se ha de descargar toda la carga de su Navio en algun Puerto, la declaration y entrada de la dicha carga se haya de hazer en la Aduana, en la forma acostumbrada y se despues de hecha se hallaren algunos otros Bienes en el dicho Navio o Navios mai de los contenidos en dicha entrada o declaration se concedera ocho dias del termino, dias en que se podra trabajon sin contar las siestas, que se contaran desde el dia en que se commensare a hazer la descarga a fin de poder entrar y manifestar los Bienes no declarados y salvar la confiscation dellos, y en caso, que en dicho tiempo, no se hoviera hecho la entrada o manifestacion, entonces los Bienes particulares, que se hallaren, como queda dicho, aunque la descarga no esté acabada seran confiscados, solamento, y no otros, ny se dara otra molestia, o castigo alguno al Mercader o dueno del Navio, y siendo dichos Navios o Vaxeles cargados tendran libertad otra vexa salvi.

Articulo 18. de Privilegios Ansfeaticos.

Item aprobamos, queremos y concedemos que ningun Juez o Magistrado de qualquier qualidad, eminencia que sea, pueda visitar y reconocer las casas y losyus de los Anciaticos, si no solo su Conservador y Juéz propio, salvo en caso que algun mal hechor escapando del tragante delito sea buscado, en el qual caso sea solo permitido al Juéz que le va siguiendo por razon de Justicia.

Articulo 19. de los mismos Privilegios.

Contiene la misma cosa como el precedente.

Articulo 6. de la Paz entre España y Francia del año 1659.

Las Villas, Subditos, Mercaderes, Estantes, y Habitantes de los Reynos, Estados, Provincias y Paizes, pertenecientes al Señor Rey Catholico, gozaran de los mismos Privilegios, Franquisas, Libertades y seguridades, en el Reyno de Francia, y otros lugares de la obediencia del Rey Christianissimo, que gozan los Subditos de Ingalaterra, sin que se pueda en Francia, y otros lugares, de la obediencia del Rey Christianissimo, de mandar ny sacar de los Españoles, y otros Subditos del Rey Catholico, mayores drechos, y Impositiones de los que seran pagados por los Naturales de Ingalaterra, y de los Estados Generales de las Provincias Unidas, o otros Estrangeros que fueren alli tratados mas favorablemente, el mismo tratamiento, se hara en todos los Estados de la obediencia del Señor Rey Catholico, a todos los Subditos del dicho Señor Rey Christianissimo de qualquier Pays o Naçion que sean.

Y por que dicho Marques de Villars ha alegado que en vez de gozar lo referido los Subditos del Rey Christianissimo se dexa de observar con ellos y reciben muchas vexaciones, suplicandome mando aplicar a esto el remedio conveniente, yo attendiendo a la Justificacion de la Causa, y a que en dicho Articulo 6. de la Paz con Francia, se estipulo hazer a sus Subditos, el mas favorable tratamiento que a los de Ingalaterra, Estados Generales de las Provincias Unidas, e otros Estrangeros, siendo (como es) mi real animo que se cumpla religiotsmente, para que todos respectivamente gozen el beneficio, y felicidad del Commercio, y floresca mas con la amigable y sincera correspondencia de los Vassallos de parte y otra: Por tanto en virtud de la presente, mando a todos mes Virsoyes y Capitanes Generales, Audiencias, Chancillerias, Corregidores, Alcandes Mayores y ordinarios, y a todos, y qualesquier Ministros a quien tocare el cumplimiento de dichos Capitulos preinsertos, segun su tenor en general, y cada uno en particular, que los hagan observar y guardar, sin ir, ny contravenir a ellos en todo, ni en parte, que assi es mi voluntad y conviene al Real servicio. Dado en Madrid a seis dias del mes de Març̧o 1669.

Anno 1669.

YO LA REYNA.

D. P. FERNANDES

DEL CAMPO Y ANGULO.

Collationné à l'Original envoyé de la Cour, & demeuré en nos mains par nous MICHEL LE PELETIER *Conseiller du Roy en son Conseil d'Estat & en sa Cour du Parlement de Paris, Intendant de la Justice, Police & Finances en Flandres.*

XLIV.

7. & 9. Mai.

Convention faite entre les Ministres Plenipotentiaires des Rois de la GRANDE BRETAGNE, *& de* SUEDE, *& ceux des Seigneurs Estats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *pour la* GUARANTIE *de tous les Estats de Sa Majesté Catholique en quelque partie du Monde qu'ils soient situés, conformement au Traité de la Triple-Alliance, & au septieme Article de la Paix concluë à Aix la Chapelle le 2. Mai 1668. A la Haye le 7. Mai 1669. Avec l'*ACCEPTATION *de l'Ambassadeur d'Espagne au nom de la Reine Regente, & promesse de payer à la Couronne de Suede une Somme de 480. mille Rixdalers. A la Haye le 9. Mai 1669.* [Copie imprimée, tirée des Archives de l'Ambassade d'Espagne à la Haye.]

Acte de Guarantie conclu le 7. May à la Haye 1669.

LES Rois de la Grande Bretagne & de Suede, comme aussi les Estats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, estans dez le 23. Janvier stile nouveau, & le 25. Avril, stile vieil, l'un & l'autre de l'année passée entrez ensemble dans un concert, & une liaison estroite, tant pour aider à faire finir par leur intervention la Guerre qui s'estoit alors allumée entre les deux Couronnes voisines, & particulierement dans les Provinces des Pays-Bas de l'obeissance du Roy d'Espagne, que pour guarantir aussi le plus fortement & efficacement que faire se pourroit la Paix, qui par la benediction de Dieu s'en pourroit en suivre, afin de prevenir par là de semblables inconveniens à l'advenir, & les suites qui en pourroient naistre tant funestes à toute la Chrestienté, & leurs salutaires intentions & bons offices qui ont esté emploiez auprés de l'une & de l'autre desdites Couronnes, ayant esté tellement benis par sa Divine Majesté, que le 2 May de la même année, ladite Paix tant desirée s'en est effectivement ensuivie, par l'instrument de laquelle conclu le même jour en la Ville d'Aix la Chapelle, lesdites Couronnes ont expressement consenty au 7. Article, que tous les Rois, Potentats, & Princes qui voudront bien entrer dans un pareil engagement, puissent donner à Leurs Majestez leurs promesses & obligations de Guarantie de l'execution de tout le contenu dudit Traité.

Lesdits Rois de la Grande Bretagne & de Suede, comme aussi lesdits Seigneurs Estats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas perseverans en leurs bons & pacifiques desseins, & aussi voulant appuyer efficace-

ANNO 1669. efficacement l'intention lollable & Chrestienne desdits deux Rois exprimée audit septiéme Article, ont accordé & consenti à la requisition du Roy Catholique & promis irrevocablement en la maniere la plus forte & plus solemnele qu'il se peut, ainsi que lesdits Rois de la Grande Bretagne & de Suede, comme aussi lesdits Seigneurs Estats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas tous ensemble, & chacun d'eux en particulier, accordent & promettent irrevocablement par ces presentes, de guarantir ledit Traité, & par consequent en cas qu'il arrive (ce qu'à Dieu ne plaise) que le Roy Tres-Chrestien viene un jour à manquer à l'execution ou observation ponctuele de ce que par luy ou de sa part a esté promis audit Traité, & principalement, si au prejudice & par infraction du 4. Article de ladite Paix, il viene à attaquer ou incommoder à force d'Armes, ou par voye de fait, sous quelque pretexte que ce soit, aucun des Roiaumes, Estats, Pays, ou Sujets du Roy Catholique en quelque lieu, ou en quelque Partie du Monde, que cette attaque ou trouble de fait puisse estre fait ou arriver, par Mer, ou par Terre sans aucune exception de Pays ou personnes, quelque nom qu'ils puissent avoir, ou en quelque lieu qu'ils puissent estre situez, qu'en tel cas inesperé & impreveu, ils emploieront toutes leurs forces, ou telle partie qu'il sera necessaire, par Mer, & par Terre, & les feront agir avec la derniere vigueur, non seulement pour ayder à s'opposer à ladite attaque ou trouble, & pour la detourner, mais aussi pour faire deuement reparer la contravention qui aura esté faite, & en cas que ladite attaque se fit en des Quartiers éloignez, en sorte que la distance ou autres inconveniens les puissent empêcher à faire sur le lieu la deffence necessaire, qu'alors ils tascheront de tout leur pouvoir par le moien de leurs Armes qu'ils emploieront ailleurs, tant par Mer que par Terre, là où ils pourront le plus sensiblement incommoder l'attaquant ou aggresseur, de l'obliger à desister de son aggression & insulte, ainsi qu'à reparer deuëment la contravention qu'il aura faite: & lesdits Roys Confederez entreront aussi-tost aprés telle aggression ou insulte dans un concert particulier avec l'attaqué sur les moyens & les forces qu'ils employeront actuellement, & en effet tant pour detourner que pour faire reparer pareille infraction selon les proportions & les expens, qui par un commun accord seront trouvez les plus necessaires à la deffence de l'attaqué & le plus utiles au bon succez de la cause, qui en tel cas deviendra commune; & de ce que dessus seront fait trois originaux dont l'un sera signé par le Roy de la Grande Bretagne ou de sa part, l'autre par le Roy de Suede ou de sa part, & le troisiéme par les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas ou de leur part, ce que nous soubsignez leurs Plenipotentiaires nous sommes chargez & avons promis de procurer & de faire effectuer en bonne & deuë forme dans l'espace de deux mois ou plustost si faire se pourra. Fait à la Haye le 7. de May 1669.

Acte donné par Don ESTEVAN DE GAMARRA *Ambassadeur d'*Espagne *prometant de payer à la* Suede, *le Subside de* 480. *mille Ecus promis à cette Couronne, par la Convention ad interim signé à Westmunster le* 25. *Avril* 1668 *V. St. Donné à la Haye le* 9. *Mai* 1669. [Tiré des Archives de l'Ambassade d'Espagne à la Haye du tems du Roi CHARLES II.]

Nous Messire Don ESTEVAN DE GAMARRA *&* CONTRERAS *Chevalier de l'Ordre Militaire de S. Jaques, Conseiller du Roy en ses Conseils Supremes de Guerre és Pays-Bas & Bourgoigne, auprés de sa Royale personne, Maistre de Camp General, Gouverneur de la Citadelle de Gand, & Ambassadeur auprés des Seigneurs Estats Generaux des Provinces-Unies.* ANNO 1669.

SA Majesté la Reyne ayant veu & meurement examiné le Traité de Triple Alliance conclu à Westmunster en Angleterre le 25. d'Avril style vieus de l'année passée, par les Serenissimes Roys de la Grande Bretagne & de Suede conjoinctement avec les Estats Generaus des Provinces-Unies des Pays-Bas, tendant principalement à la Guarantie du Traité de Pais dernierement arresté avec le Roy Tres-Chrestien à la Ville Imperiale d'Aix la Chapelle le 2. jour de May de la mesme année, comme aussi un certain Acte separé & passé à Westmunster ledit jour de 25. Avril par lequel Sa Majesté Britannique & lesdits Seigneurs Estats Generaus des Provinces Unies des Pays-Bas s'obligent au Serenissime Roy de Suede d'employer tous les offices & devoirs imaginables pour luy faire toucher au plustost dans la Ville de Hambourg par ordre de Sadite Majesté la Reyne la Somme de quatre cent quatre vingt mil Rixdaldres exprimez audit Acte pour les raisons plus amplement deduites par iceluy, & nous ayant esté montré depuis l'Acte de Guarantie que les Plenipotentiaires desdits trois Estats ont signé en la meilleure & plus forte maniere, pour la seureté de tous les Royaumes, Estats, Pays & Sujets de la Monarchie de Sa Majesté le Roy son Fils contre toutes les aggressions & insultes qu'on luy pourroit faire en violant ou contrevenant au Traité d'Ais la Chapelle (ce qu'à Dieu ne plaise) Sadite Majesté la Reyne aprés une meure deliberation de son Conseil aggreant & approuvant ladite Triple Alliance, & voulant aussi tesmoigner l'estime qu'elle a de contribuer de tout son pouvoir à l'affermissement de la Pais, a trouvé bon pour donner tant plus de force à la Guarantie & audit Serenissime Roy de Suede toute sorte de satisfaction autant qu'il peut desirer & qui dépend de Sa Majesté comme aussi afin de rendre ledit Roy d'autant plus capable d'executer plus fortement & vigoureusement ladite Guarantie, ainsi qu'il a dé-jà promis pour repousser tout ce qui pourroit estre un jour entrepris contre & au prejudice de ladite Pais & la Tranquillité publique, & pour faire tout ce que Sa Majesté la Reine feroit ou pourroit faire en vertu dudit Pouvoir, nous avons promis, ainsi que nous promettons par cette, de faire payer & compter effectivement & de bonne foy lesdits Subsides au profit de la Couronne de Suede en la Ville d'Amsterdam ou Hambourg, à sçavoir la Somme de deus cent mil Rixdaldres contant incontinent aprés que les Actes de Guarantie auront esté mis entre nos mains ratifiez des deux Roys & de cet Estat, & les deus autres cent quatre vingt mil Rixdaldres restans en deus termes esgaus pour la moitié de ladite Somme, dont le premier eschéera aprés huit mois expirez à compter du jour de ladite extradition; & l'autre terme de l'autre moitié aprés l'expiration des autres huit mois à compter du jour de l'escheance dudit premier terme, & à payer & compter au profit & au lieu que dessus, & nous avons promis de bonne foy ainsi que nous promettons par ces presentes de faire executer tout ce que dessus precisement & ponctuellement, comme aussi de faire ratifier par Sa Majesté la Reyne ces presentes dans l'espace de deus mois, dont nous avons fait & signé trois originaux à la Haye le 9. de May 1669.

(✱ L. S.)

Estoit signé

GAMARRA.

XLV.

ANNO 1669.

7. Juin.

HOLLANDE ET ZELANDE.

XLV.

Accoort tusschen de Heeren Staten van HOLLAND *en* WEST-VRIESLAND *ter eenre, en de Heeren Staten van* ZEELAND *ter andere zyde, wegens de Justitie. Geslosen in s'Graven-Hage den 7. Juny 1669.* [Mercure Hollandois de 1669. pag. 63. d'où cette Piéce est tirée Elle se trouve aussi dans le *Theatrum Europæum.* Tom. X. pag. 77. en Allemand.]

I. IN den eersten, is tusschen de Hoog-gemelte Heeren Staten van d'eene en d'andere Provintie, na verscheyde gehoudene Conferentien en Communicatie, veraccordeert en vast gestelt, gelijck vast ghestelt wort by desen, dat de Jurisdictie die den President en Raden van den Hove tot noch toe mede over de Provintie, Steden en Ingesetenen van Zeelant hebben gehad en geexerceert, volgens de originele Instructie, mitsgaders de Accoorden en Verdragen daer op gemaeckt, voortaen geheellijck sal cesseren en ophouden; en dat dien volgende de Staten, Steden, en Ingesetenen van Zeelant, in het toekomende voor de voorsz. Hoven in geenderhande wijse betreckelijck, aensprekelijck of causabel sullen wesen, maer dat het voorsz. Hof soo in Jurisdictie als in 't aenstellen van den President, Raden en Ministers, met den gevolge en aenkleven van dien, alleen sal staen onder 't gesagh en de dispositie van de Heeren Staten van Hollant en West-Vrieslant.

II. Dat de Onderdanen en Ingesetenen van Zeelant by provisie, en ter tijt toe anders sal wesen geordonneert, sullen blijven, en voor soo veel des noot zy, op niens gestelt worden, gelijck de selve gestelt worden by desen, onder 't Ressort en de Judicatuyre van den Hoogen Raet, onder de Conditien, restrictien ende limitatien vervat in de voorgaende Verdragen van de Jaren 1587. en 1596. mitsgaders in het provisioneel Accoord van den Jare 1607. voor soo veel het selve op den voorsz. Hoogen Raet geappliceert kan werden; en dat dien volgende in specie van alle Sententien, gewesen by de Heeren Geeommitteerde Raden van Zeelant, als representerende Burch Grave en Leenmannen van de selve Provintie, mitsgaders by de Gerechten van de Steden, en van het platte Lant van Zeelant, daer van voor desen aen het Hof is geappelleert geweest, directelijck ende immediatelijck sal werden gereformeert ofte geappelleert aen den voorschreven Hoogen Raet alleen.

III Ende nademael de Staten, Steden en Quartieren van Hollant en West Vrieslant jegenwoordig ter eerster instantie voor het Hof van de selve Provintie mogen werden geconvenieert, en dat van de Sententien by 't voornoemde Hof daer over ghewesen, aen den Hoogen Raet mach werden geappelleert: Dat derhalven oock die Staten, Steden en Quartieren van Zeelant ter eerster instantie sullen moghen werden betrocken voor den Hoogen Raet, of wel soodanghen Rechter als de Heeren Staten van Zeelant daer toe namaels mochten goet vinden in de eerste instantie te ordonneren: Des dat in 't voorsz. laetste cas van de Sententien by soodanighen Rechter gewesen, mede aen den Hoogen Raet in maniere voorsz. sal mogen werden geappelleert; ende is hier op expresselijck verklaert, dat, voor soo veel hier boven van de Staten van d'eene en d'andere Provintie wert gesproocken, 't selve niet anders te verstaen is, of geduyt sal werden, dan ten respecte van saken, in de welcke de selve *privatorum loco* geacht en gehouden moeten werden.

IV. Den President en Raden van den voorsz. Hoogen Raet sullen geen besoignes hebben of houden, dan ter presentie van alle de Raden, soo uyt d'eene als d'andere Provintie *in loco* present zijnde, of immers daer toe behoorlijck bescheyden wesende, volgens en in conformité van der selver Instructie, sonder dat aen de Raden uyt d'eene Provintie apart en met seclusie van die van d'andere Provintie, eenighe saken gedefereert, veel min by deselve verhandelt of getermineert sullen mogen werden, uytgenomen alleen, dat de criminele saecken, die van den Hove by Appel ofte reformatie

XLV.

Traité & Accord entre les Etats des Provinces de HOLLANDE & de WEST-FRISE, d'une part, & les Etats de la Province de ZELANDE, d'autre, au sujet de la Justice; avec l'enregitrement d'icelui Fait a la Haye le 7. Juin 1669. *Mercure Hollandois de 1669. pag. 63.*

I. PRemierement a été, entre les susdits Seigneurs Estats de l'une & de l'autre Province accordé & arrêté, comme il est arrêté par ces presentes, après plusieurs Conferences & Communications que la Jurisdiction, que les Presidens & Conseillers ont eu jusques à present sur les Provinces, Villes & Habitans de Zelande, suivant l'Instruction originele, ensemble les Accords & Traitez faits à cet égard cesseront dorennavant entierement, & qu'en consequence les Etats, Villes & Habitans de Zelande, ne seront point appellables ni ne pourront être tirez en cause en aucune maniere pardevant ladite Cour; mais que ladite Cour tant à l'égard de la Jurisdiction, comme à l'égard de l'installation des President, Conseillers & Ministres & tout ce qui en depend, demeurera seulement à la disposition, & authorité des Seigneurs Etats de Hollande & de West-Frise.

II. Que les Sujets & Habitans de Zelande, demeureront par provision, & jusques à ce qu'il en soit autrement ordonné, & si besoin est seront remis de nouveau, comme ils le sont par ces presentes, sous le Ressors & Juridiction du Grand Conseil, sous les Conditions, restrictions, & reserves contenus dans l'Accord precedent des années 1587. & 1596., & dans l'Accord provisionel, de l'an 1607. entant qu'il peut être applicable au susdit Grand Conseil; & qu'en consequence on appellera au susdit Grand Conseil directement & immediatement de toutes les Sentences rendues par les Seigneurs Conseillers Deputez de Zelande, comme representans le Burggrave & Seigneurs Feodaux de ladite Province, ensemble par les Juges des Villes & du plat-Pays de Zelande, dont on a cy-devans appellé à la Cour.

III. Et comme les Etats, Villes & Quartiers de Hollande & West-Frise, sont appellez présentement en premiere instance pardevant la Cour de ladite Province, & qu'on peut appeller des Sentences sur ce rendues par ladite Cour au Grand Conseil, que pour cette cause aussi les Estats, Villes, & Quartiers de Zelande pourront être tirez en premiere instance pardevant le Grand Conseil, ou pardevant tels Juges que les Seigneurs Etats de Zelande trouveront bon d'ordonner à ce sujet en premiere instance: C'est pourquoi en cedit dernier cas on pourra aussi appeller au Grand Conseil, en la maniere que dessus, des Sentences rendues par de tels Juges; Et est à cet égard expressément declaré, que ce qui est dit ci-dessus, des Etats de l'une & de l'autre Province, ne s'entend autrement qu'à l'égard des affaires dans lesquelles ils ne doivent être reputez & tenus que privatorum loco.

IV. Les President & Conseillers du susdit Grand Conseil ne feront aucune affaire qu'en presence de tous les Conseillers, qui de l'une & de l'autre Province seront presens in loco, *ou du moins appellés suivant & en conformité de leur Instruction sans qu'il puisse être deferé aucune affaire aux Conseillers de l'une des Provinces à l'exclusion de ceux de l'autre, & encore moins qu'il puisse par eux être rien traité ni terminé, excepté seulement que les affaires criminelles qui seront aportées par Appel ou refor-*

ANNO 1669. matie aen den Hoogen Raet fouden mogen werden gebracht, fullen ftaen ter kennifse en judicatuere van den Prefident en Hollantfe Raden, gelijck mede de Heeren Staten van Zeelant de vrijheyt fullen hebben, om de kenniffe en judicature van het Crimineel in haer Provintie vallende, dat appellabel of provocabel is, te defereeren aen den voorfz. Prefident en Zeeuwfe Raden, mitsgaders den Griffier *Yman Cauw*, en foodanige andere, die fy fouden mogen goet vinden, daer by te voegen: Sullende alle andere faecken, die tot noch toe van wederfijden aen den Hoogen Raet appellabel of provocabel fijn geweeft, foo wel in Hollant en Weft-Vrieslant, als in Zeelant voorvallende, geene uyt-gefondert, gelijck oock de Dominiale faeken, by Appel of reformatie aen den Hoogen Raet werden gebracht: En voor foo veele de Heeren Staten van Zeelant eenige faken, 't zy in de eerfte inftantie, 't zy in cas d'Appel, van de judicature van den vollen Hoogen Raet jegenwoordig, volgens de voorfz. Verdragen onthouden, of namaels noch fouden mogen af-raecken, dat het aen de Heeren Staten van Hollant en Weft-Vrieslant vry fal blijven, de felve faken in haren reguarde door den Prefident en Hollantfe Raden aldaer te laten berechtenen ende termineren.

V. Dat in alle faken, in de welcke gefchil is tusfchen Partyen, waer van d'eene, het zy *Actor* of *Reus*, is Hollants, ende de andere Zeeus, noch de Heeren Staten van d'eene, noch de Heeren Staten van d'andere Provintie, yets affondetlijck aen den Hoogen Raet fullen mogen gebieden of verbieden, maer dat de twee Provintien ten aenfien van foodanige faken, alleenlijck fullen hebben en mogen exerceren een gemeene en concurrerende difpofitie, en dat dienvolgende oock *illis cafibus* den voornoemden Hoogen Raet niet fal hebben te pareren eenigh bevel of verbodt, dan by beyde de Provincien te famen gegeven werdende.

VI. Dat de Heeren Staten van Zeelant, ten aenfien van twee Zeeufe Partyen, foo wel als de Heeren Staten van Hollant ende Weft-Vrieslant, ten aenfien van twee Hollandtfche Partyen, fullen hebben en mogen exerceeren de vrye faculteyt, om dien aengaende fodanigh te difponeren, gebieden en verbieden, felfs oock met aftreckinge of verminderinge van Jurisdictie, als de felve ten meeften dienfte van hare Provintie oorbaerlijck achten fullen.

VII. Dat 't getal van de Hollantfche en Zeeufche Raeden in den Hoogen Raet fal werden gebracht en gehouden in de felve proportie, als het Hof is geeompoteert geweeft, namelijck, dat de Heeren Staten van Hollant en Weft-Vrieslant in den voorfz. Hoogen Raet voortaen fullen mogen ftellen de nombre van acht Raden, en de Heeren Staten van Zeelant daerinne behouden 't getal van drie Raden, den Prefident in het een of 't ander getal niet gerekent, als zijnde en fullende werden verkooren by beyde Provintien gelijckelijck, in manieren hier na breeder verklaert, fonder dat het voorfz. getal van Raden van de eene of van de andere fijde verder fal moghen werden geaugmenteert, noch oock aen d'eene of d'andere Provintie eenige diminutie tegens haer wille gevergt: Sullende de Tractamenten van die drie Zeeufche Raden voortaen werden verforght ende betaelt by de Heeren Staten van Hollant ende Weft-Vrieslant, ter Somme van feven duyfent Gulden jaerlickx, volgens foodanige diftributie, als by de Heeren Staten van Zeelant fal werden geordonneert; en de Raden by d'eene en d'andere Provintie verkoren, na dat yder van de felve in fijn reguard goet duncken fal, fonder dat het van nooden fal weefen eenige verklaringe van aengenaemheyt daer over by den Hoogen Raet te doen, die niet te min de vryheyt gelaten wert, om by afsterven van yemandt van de Raden, eenige bequame en gequalificeerde Perfoonen voor te ftaen, daer op de refpective Provintien, yder in den fijnen de noodige reflexie fullen kounen nemen.

VIII. Dat, fo wanneer de Prefidents of Griffiers-Plaetfe van den Hoogen Raet fal komen te vaceren, een nieuwe Prefident of Griffier fal werden gekooren by beyde Provintien, volgens het Verdrach dienthalven den jare 1596 ghemaeckt, op den voet en maniere als het felve jongft den 15. Mey 1655. ten regarde van den jegenwoordigen Prefident is gepractifeert, namentlijck, dat

ANNO 1669. *reformation de la Cour au Grand Confeil feront de la connoiffance & Jurisdiction des Prefident & Confeillers Hollandois; Comme pareillement les Etats de Zelande auront la liberté de deferer aux fusdits Prefident & Gonfeillers de Zelande, enfemble au Greffier* Yman Cauwe *& tels autres qu'ils trouveront à propos de s'adjoindre la connoiffance & Jugement au Criminel qui écherra dans leur Province, & dont il pourra être appellé; toutes les autres affaires dont on a pû appeller jusques à prefent de part & d'autre au Grand Confeil, & qui écheent tant en Hollande & Weft-Frife qu'en Zelande, nulles exceptées, comme auffi les affaires concernant les Domaines, feront évoquées par Appel ou reformation au Grand Gonfeil; Et fi les Seigneurs Etats de Zelande venoient a retenir prefentement quelques affaires de la Jurisdiction du Grand Gonfeil, foit en premiere inftance fort en cas d'Appel fuivant les fusdits Traitez, il fera libre aun Etats de Hollande & de Weft-Frife de faire juger & terminer lesdites affaires à leur égard par les Prefident & Gonfeillers de Hollande.*

V. Que dans toutes les affaires où il y aura different entre des Parties, dont l'une, foit Demandeur ou Deffendeur, fera de Hollande & l'autre de Zelande, les Seigneurs Etats de l'une ni de l'autre Province ne pourront ordonner ou deffendre aucune chofe au Grand Confeil. Mais que les deux Provinces à l'égard de telles affaires, en auront feulement une difpofition commune, & qu'en confequence auffi dans ces cas le fusdit Grand Confeil deferera aux ordres & deffences qui feront donnez par les deux Provinces conjointement.

VI. Que les Seigneurs Etats de Zelande à l'égard de deux Parties Zelandoifes, auffi bien que les Etats de Hollande & de Weft-Frife, à l'égard de deux Parties Hollandoifes, auront & exerceront la libre faculté pour en difpofer tellement à cet égard, ordonner & deffendre, même avec diftraction & diminution de Jurisdiction, qu'ils jugeront être le plus utile à leurs Provinces.

VII. Que le nombre de Gonfeillers Hollandois & Zelandois dans le Grand Confeil fera reduit & tenu, en la même proportion dont la Cour a été compofée; fçavoir que les Seigneurs Etats de Hollande & de Weft-Frife pourront dorenavant mettre le nombre de huit Confeillers, & les Seigneurs Etats de Zelande le nombre de trois, le Prefident en l'un ou l'autre nombre non compris, comme étant & devant être élu par les deux Provinces également, en la maniere ciaprés plus amplement declarée, fans que le nombre desdits Confeillers puiffe être augmenté d'un ou d'autre côté, ni qu'il en puiffe être faite aucune diminution à l'égard de l'une ou l'autre Province contre fa volonté, & les gages des trois Confeillers Zelandois feront dorenavant payez par les Seigneurs Etats de Hollande & de Weft-Frife, moyennant la Somme de fept mil Livres annuellement, fuivant la distribution qui fera ordonnée par les Seigneurs Etats de Zelande; Et les Gonfeillers feront élûs par l'une & l'autre Province, comme chacune à fon égard le jugera à propos, fans qu'il foit befoin d'avoir làdeffus l'agrément du Grand Gonfeil qui néantmoins, en cas de decés de l'un desdits Confeillers, aura la liberté de propofer une perfonne de qualité requife, furquoi les Provinces refpectives feront les reflexions qu'elles jugeront neceffaires.

VIII. Que quand la charge de Prefident ou de Greffier du Grand Confeil viendra à vaquer, le Prefident ou Greffier fera élu par les deux Provinces, fuivant l'Accord fait à ce fujet en l'an 1596. fur le pied & fuivant la maniere qu'il a depuis été pratiqué, fçavoir le 15. Mai 1655. à l'égard du Prefident

ANNO 1669.

dat de Heeren Staten van Zeelant na ontfangen notificatie van het overlijden van den President ofte Griffier voornoemt, door de Heeren Staten van Hollant ende West-Vrieslant by Missive versocht sijnde, haer in 's Gravenhage te willen vervoegen, om gesamentlijck tot d'Electie van een nieuwen President of Griffier te procederen, sich ten dien fine aldaer sullen laten vinden teghans den dagh in de voorsz. Missive te exprimeren, ofte by ongelegentheyt en empechement, op soodanigen anderen dagh, als sulckx met haer commoditeyt best en gevoeghlickst sal konnen geschieden, die in allen gevalle sal moeten werden ghenomen binnen den tijdt van drie maenden, te rekenen van den dagh af dat de voorsz. Notificatie by haer sal wesen ontfangen; welcke voorsz. tijt soo by d'eene als by d'andere Provintie sal moeten werden waer genomen, op pœne dat by gebreecke van dien, en de voorsz. drie maenden verstrecken zijnde, den President ofte Griffier sal werden verkoren by de Heeren Staten van de Provintie alleen, die haer daer toe binnen den selven tijt als boven sal hebben ingestelt, ende dat by dienvolgende oock op Commissie van de selve Provintie alleen in de possessie van sijnen Staet gestelt en ontfangen sal werden: En sullen de Hoog-gedachte Heeren Staten in de voorsz. actie haer Sessie nemen aen een langhe Tafel, ten dien fine in de Vergader-Plaetze van de Heeren Staten van Hollant en West-Vrieslant te approprieren, daer van de Hoog-gem. Heeren Staten van Hollant en West-Vrieslant tot haer keure nemen en occuperen sullen de eene zijde, en de Heeren Staten van Zeelandt d'andere zijde, en vervolgens procederen tot de voorsz. Electie, by versamelinge van Billetten, in sulcker voegen, dat yder Lidt op een Billet sal stellen sijn eygen naem of qualificatie, en daer onder de Persoon, die het selve Lidt tot bekleedinge van het vaceerende Ampt sal willen stemmen: Sullende de voorsz. Billetten van de Leden van de eene en d'andere Provintie by der selver respective Ministers, yder in sijn regaard in een Back of Comme apart gecolleceert, en sulckx gedaen sijnde, de Billetten, soo van d'eene als d'andere, door de voorsz. Ministers te samen gebracht en onder den anderen gemengt werden; en voorts de voorsz. Billetten op de voorsz. Tafel gelegt, en get-lt sijnde, of oock het juste getal van Billetten behoorlijck by den anderen gevonden wert, sal den Minister van Hollant Billet voor Billet opnemen, openen, ende vervolgens leveren in handen van den Minister van Zeelant, om by de selve opgelesen en de ingeschreven naem gepronuncieert te werden; gednyrende welcke oplesinge, den Secretaris van de Heeren Staten van Hollant ende West-Vrieslandt, als mede den Secretaris van de Heeren Staten van Zeelant, indien de selve oock present is, aenteyckeninge doen, en vervolgens verklaren sal, in wat voegen de Stemmen sullen sijn gegaen, en op wat Persoon dienvolgende de Electie sal wesen gevallen, alles onder soodanigen actie van non prejudicie, als voor desen, en noch jongst in den voorsz. Jare 1655. aen de Heeren Staten van Zeelant is gegeven geweest.

IX. Alle voorgaende Accoorden en Verdragen, de Justitie concernerende, voor soo veel daer aen by desen niet en wert gederogeert, sullen blijven in haer geheel, doch alleenlick applicabel wesen op den Hoogen Raet, die sich vervolgens nae den inhoude van de voorsz. Accoorden en Verdragen sal hebben te reguleren.

X. Alles by provisie en met conditie, dat by soo verre d'eene of d'andere Provintie haer in rijden en wijlen by desen Accoorde in 't generael of particulier bevonden beswaert, men deshalven met den anderen sal kumen in communicatie, ende in cas de voornoemde Provintien, wedersijds redenen gehoort en ingenomen sijnde, met den anderen niet konden accorderen, dat alsdan de respective Provintien daer van sullen mogen scheyden, ende blijven op haer geheel, ghelijck waren voor dato van 't provisioneel Accoord van den jare 1607.

XI. Aldus veraccordeert ende gesloten tusschen Gedeputeerden van de Heeren Staten van Hollant en West-Vrieslant ter eenre, en de Gedeputeerden van de Heeren Staten van Zeelant ter andere sijde, met wedersijts belofte, dese, elck by de Hoogh-gemelde Heeren Staten haer Committenten te sullen doen aggreeren, en daer op behoorlijcke Ratificatie uytwisselen, bin-

ANNO 1669.

dent d'apresent; sçavoir que les Seigneurs Etats de Zelande aprés qu'on leur aura notifié la mort du President ou Greffier susdit, & qu'ils auront été requis par Lettres des Etats de Hollande & de West-Frise de se rendre à la Haye pour proceder ensemblement à l'Election d'un nouveau President ou Greffier, ils s'y rendront au jour qu'on aura exprimé dans la Lettre, ou en cas d'incommodité ou empêchement à tel autre jour qu'ils trouveront le pouvoir faire pour le mieux, lequel jour en tout cas se devra prendre dans le tems de trois mois, à compter du jour qu'ils auront reçu ladite Notification, lequel tems devra être observé par l'une & l'autre des Provinces, à peine, au deffaut de ce & lesdits trois mois étant passez, que ledit President ou Greffier sera élû par les Seigneurs Etats de la Province seule qui se seront rendus dans ledit tems, & qu'aussi il sera reçu & installé dans sa Charge sur la Commission de ladite Province seule. Et lesdits Seigneurs Etats pour ledit Acte prendront leur Seance allentour d'une Table longue qu'on appropriera dans le lieu de l'Assemblée des Seigneurs Etats de Hollande & de West-Frise dont les Seigneurs Etats de Hollande & de West-Frise occuperont un côté à leur choix & les Seigneurs Etats de Zelande l'autre, & ensuite procederont à ladite Election par Billets, en sorte que chaque Membre mettra sur un Billet son propre nom ou qualité & au dessous la personne à qui ledit Membre donnera sa voix pour être revêtu de ladite Charge. Et les susdits Billets des Membres de l'une & l'autre Province seront par les Ministres respectifs d'icelles recueillis chacun à son égard dans un vase ou écuelle à part, ce qui étant fait les Billets des uns & des autres seront mis & mêlez ensemble par les susdits Ministres; & ensuite les susdits Billets étant mis sur la Table, & le nombre convenable se trouvant juste, le Ministre de Hollande prendra lesdits Billets l'un aprés l'autre, les ouvrira & ensuite les mettra entre les mains du Ministre de Zelande pour être par lui lû & prononcé le nom de celui qui y sera écrit, pendant laquelle Lecture le Secretaire des Seigneurs Etats de Hollande & de West-Frise, comme aussi le Secretaire des Seigneurs Etats de Zelande, s'il est aussi present, écriront & declareront de quelle maniere les voix se seront données, & sur quelle personne l'Election sera tombée le tout sous tel Acte de non prejudice que ci-devant & notamment a été donné aux Seigneurs Etats de Zelande en la susdite année 1655.

IX. Tous les Accords & Traitez precedens concernant la Justice, pourvû qu'il n'y soit point derogé par ces presentes, demeureront en leur entier. Mais seront seullement applicables au Grand Conseil qui aura à se régler suivant le contenu desdits Accords & Traitez.

X. Le tout par provision & à condition que si l'une ou l'autre des Provinces se trouve ci-aprés en general ou en particulier lesée par cet Accord, on se communiquera de part & d'autre les raisons qu'on aura, & au cas que lesdites Provinces, raisons ouïes de part & d'autre, ne se puissent accorder, qu'alors lesdites Provinces respectives pourront se separer, & demeureront en leur entier, comme elles étoient avant l'Accord provisionel de l'an 1607.

XI. Ainsi accordé & conclu entre les Deputez des Seigneurs Etats de Hollande & de West-Frise d'une part, & les Deputez des Seigneurs Etats de Zelande d'autre, avec promesse reciproque de faire chacun agréer ces presentes par les Seigneurs Etats qui les ont commis, & d'en échanger les Ratifications con-

ANNO 1669.

binnen den tijdt van ses weecken oft twee maenden uytterlijck, t'Oirkonde deses sijn hier van gemaeckt en ten wedersijden behoorlick onderteeckent, twee eensluydende Instrumenten, in 's Gravenhage den sevenden Junii Anno sestien hondert negen en 't sestig.

In den naem ende van wegen de gesamentlijcke Heeren Gedeputeerden van Hollant ende West Vrieslant, daer toe by deselve specialijck geauthoriseert. Ende was onderteyckent,

JOHAN DE WIT.
(L.S.)

In den naem ende van wegen de gesamentlijcke Heeren Gedeputeerden van Zeelant, daer toe by de selve specialijck geauthoriseert. Ende was onderteyckent,

PR. DE HUYBERT.
(L.S.)

NAdemael door 't Verdrach tusschen de Heeren Staten van Hollant ende West-Vrieslant ter eenre, en de Heeren Staten van Zeelant ter andere zijde, huyden geslooten, van difficilder executie schijnt gemaeckt te werden de genegentheyt, die d'eene of d'andere Provintie voor heenen gehadt heeft, jegenwoordig noch soude mogen hebben, ofte oock naemaels konnen krijgen, tot combinatie van beyde de Hoven van Justitie; ende dat nochtans de meyninge niet en is door het tegenwoordige Verdrach de selve combinatie of te advanceren of te rueh te setten, soo wert by desen wel expresselijck verklaert, dat beyde de Provintien onaengesien desen Accoorde, dienthalven blijven behouden, gelijcke vryheydt van deliberatie en naerder Verdrach, als haer voor dato deses heeft gecompetereert, sonder dat uyt dit Accoord oyt of oyt eenige illatie gemaeckt, of argumentatie geformeert sal mogen werden, om de voorsz. combinatie te promoveren, of te reculeren. Aldus gedaen ende gepasseert tusschen Gedeputeerden van d'eene of d'andere Provintie, in 's Gravenhage, met belofte van Ratificatie, als in de voorsz. Accoorde, den 7. Juny 1669.

In den naem ende van wegen de gesamentlijcke Heeren Gedeputeerden van Hollant ende West-Vrieslant, daer toe by de selve specialijck geauthoriseert. Was gheteykent,

JOHAN DE WIT.
(L.S.)

In den naem ende van wegen de gesamentlijcke Heeren Gedeputeerden van Zeelant, daer toe by de selve specialijck geauthoriseert. Was gheteykent,

PR. DE HUYBERT.
(L.S.)

Ratificatie van de Heeren Staten van Hollant ende West-Vrieslant.

DE Staten van Hollant ende West-Vrieslant, *Doen te weten*, Dat wy gesien, rijpelijck geexamineert ende geconsidereert hebbende het Verdragh, op den 7. Juny deses loopende Jaers 1669. getroffen tusschen Gecommitteerden uyt het midden van den Onsen, en de Heeren Staten van Zeelant met seeckere Acte van non prejudice, reflecterende op de combinatie van beyde de Hoven van Justitie, soo als het selve hier nae van woort tot woort staet geinsereert.

Fiat insertio.

Ende nademael Wy bevinden den inhoude van dien conform onse goede meeninge ende intentie, en oordeelende dat al het selve sal strecken voor den dienst, ruste ende luyster van beyde de Provintien, als mede tot handhavinge ende vorderinge van de oude ende vertroude Vrientschap ende goede correspondentie tusschen de selve en wedersijts Interessen. *SOO IST*, dat wy het voorseyde Verdrach in allen deelen, Poincten en Articulen, hebben goet gevonden, geapprobeert en geratificeert, vinden goet, approberen en ratificeren het selve mits desen; Beloovende allen den Innehoude van dien onverbrekelijck te sullen naekomen, en observeren, doen naekomen en observeren, sonder eenigh belet, of infractie ter contrarie; en tot meerder versterckeringe van dien, hebben wy desen met onsen Grooten Zegel hier aengehangen, doen

convenables, dans le tems de six semaines ou deux mois au plus; En temoin dequoi ont des presentes été faits deux Instrumens de même teneur, à la Haye le 7. Juin 1669.

Au nom & de la part des Seigneurs Deputez de Hollande & de West-Frise à ce specialement par eux authorisez. Etoit signé,

JEAN DE WIT.
(L.S.)

Au nom & de la part des Seigneurs Deputez de Zelande à ce specialement authorisez par eux. Etoit signé,

PR. DE HUYBERT.
(L.S.)

COmme le Contract conclu ce jourdhui entre les Seigneurs Etats de Hollande & West-Frise d'une part, & les Seigneurs Etats de Zelande d'autre part, semble rendre plus difficile l'execution du penchant que l'une & l'autre des Provinces ont eu ci-devant, qu'ils auroient encore à present, & qu'ils pourroient avoir ci-aprés pour la combinaison des deux Cours de Justice; Et que neautmoins l'intention n'est pas, que par le present Traité ladite jonction soit avancée ni reculée, il est expressément declaré par ces presentes, que les deux Provinces, sans avoir égard à cet Accord, demeureront en la liberté de pouvoir déliberer & convenir plus expressément, qu'ils ont eu ci-devant, sans qu'on puisse rien inferer de cet Accord, ou tirer aucun argument, qui puisse avancer ou reculer ladite jonction. Ainsi fait & passé à la Haye entre les Deputez de l'une & de l'autre Province, avec promesse de Ratification comme dans le susdit Accord, le 7. Juin 1669.

Au nom & de la part des Seigneurs Deputez de Hollande & West-Frise, specialement par eux authorisez. Etoit signé,

JEAN DE WIT.
(L.S.)

Au nom & de la part des Seigneurs Deputez de Zelande à ce par eux specialement authorisez. Etoit signé,

PR. DE HUYBERT.
(L.S.)

Ratification des Seigneurs Etats de Hollande & de West-Frise.

LEs Etats de Hollande & de West-Frise, faisons sçavoir, qu'ayant vû, examiné & consideré murement le Traité fait & conclu le 7. Juin de cette presente année 1669. entre les Deputez d'entre nous & des Seigneurs Etats de Zelande, avec certain Acte de non-prejudice, concernant la jonction des deux Cours de Justice, comme il est inseré de mot à mot dans la suite.

Fiat insertio.

Et comme nous trouvons le contenu en icelui conforme à nôtre bonne intention, & considerant qu'il tendra au service, & splendeur des deux Provinces, comme aussi au maintien & à l'avancement de l'ancienne & fidelle amitié & bonne correspondence d'entre elles & pour leur Interêt reciproque, Nous avons ledit Traité trouvé bon dans toutes ses Parties, ses Points & Articles, & l'avons aprouvé & ratifié, le trouvons bon, l'approuvons & ratifions par ces presentes. Promettant d'en ensuivre & observer le contenu inviolablement, & de le faire ensuivre & observer sans aucun empêchement ni infraction au contraire; & pour plus grande sureté de ce que dessus, nous avons fait apposer nôtre Grand Sceau à ces presentes, & icel-

ANNO 1669. doen zegelen, en door onsen Secretaris doen teekenen op den 20. July des Jaers onses Heeren en Saligmakers 1669. *Was geparapheert*,

JOHAN DE WIT. vt.

Lager stont, Ter Ordonnantie van de Staten,
En geteeckent,

HERBT. VAN BEAUMONT.

Ratificatie van de Heeren Staten van Zeelant.

DE Staten van den Lande ende Graefflickheyt van Zeelant, Allen den geenen die desen sullen sien of hooren lesen, Saluyt *Doen te weten*, Dat Wy gesien, rijpelick geexamineert en geconsidereert hebbende het Nader-Accoord op den 7. Juny deses loopenden Jaers getroffen, tusschen Gedeputeerden uyt het midden van de Provintien van Hollant en Zeelant, daer toe specialick geauthoriseert, rakende het faict van de Justitie, met den gevolgen en aenkleven van dien, mitsgaders sekere Acte van non-prejudice, mede ten selven dage wederzijts onderteeckent, soo als het een ende het andere hier na volgende van woorde tot woorde geinsereert staet.

Inseratur.

Ende nademael Wy bevinden den Inhoude van het voorsz Accoord ende Acte van non-præjudicie te wesen conform onse goede meeninge ende intentie, en oordeelende dat al het selve sal strecken tot beter en prompter administratie van Justitie, en onderhoudinge van alle goede en vertroude correspondentie tusschen de twee Provintien, tot bevorderinge van wedersijts Interessen. Soo ist, dat wy het voornoemde nader Accoord in alle sijn deelen, Poincten, en Articulen, mitsgaders de Acte van non prejudice hebben goet gevonden, geapprobeert en geratificeert, gelijck wy het eene en het andere goet vinden, approberen en ratificeren by desen: Beloovende alle den Inhoude van dien onverbreeckelijck te sullen nakomen en observeren, en door andere die het behoort te doen nakomen en observeren, sonder eenigh belet of infractie ter contrarie: en tot meerder versekeringe van dien, hebben Wy desen met onsen Grooten Zegel, hier aengehangen, doen zegelen, en door onsen Secretaris doen ondertekenen: In 't Hof van Zeelant, binnen Middelburgh, op den 11. July 1669. *Onderstont*, Ter Ordonnantie van Hoog-gem. Heeren Staten.

Ende was geteyckent,

JUSTUS DE HUYBERT.

icelles fait signer par nôtre Secretaire le vingtiéme Juillet de l'an de nôtre Seigneur & Sauveur 1669. Etoit paraphé: ANNO 1669.

JEAN DE WIT.

Et plus bas étoit, *par Ordonnance des Etats*, & signé,

HERBT. DE BEAUMONT.

Ratification des Seigneurs Etats de Zelande.

L*Es Etats des Pays & Comté de Zelande, à tous ceux qui ces presentes verront ou orront, Salut. Savoir faisons, qu'ayant vû & examiné murement l'Accord posterieur du 7. Juin de l'année courante 1669. conclu entre les Deputez des Provinces de Hollande & Zelande, avec les suittes & dependances d'icelui, ensemble certain Acte de non prejudice, signé de part & d'autre le même jour, en la maniere que l'un & l'autre sont ci aprés inserez de mot à mot.*

Inseratur.

Et comme nous trouvons le contenu des susdits Accord & Acte de non prejudice être conforme à notre bonne intention, & jugeant que l'un & l'autre tend à une meilleure & plus prompte administration de la Justice, & à l'entretenement de toute bonne & fidelle correspondance entre les deux Provinces & l'avancement des Interêts reciproques, Nous avons icelui Traité plus exprés, trouvé bon en tous ses Points & Articles, ensemble ledit Acte de non prejudice, & avons iceux approuvé & ratifié, comme nous les approuvons & ratifions l'un & l'autre par ces presentes; Promettant d'en ensuivre & observer le contenu inviolablement, & de les faire ensuivre & observer comme il appartient par les autres, sans aucun empêchement ni infraction au contraire; Et pour plus grande sureté de ce nous avons fait apposer nôtre Grand Sceau à ces presentes, & icelles fait signer par notre Greffier. En la Cour de Zelande a Middelbourg le 11. Juillet 1669. Au dessous etoit écrit, *par Ordonnance des susdits Seigneurs Etats.*

Et étoit signé,

JUSTUS DE HUYBERT.

XLVI.

14. Juin. Kaysers LEOPOLDI Lehen-Brieff Hertzog JULIO FRANTZ. zu Sachsen-Lauenburg über das Hertzogthum gleiches namens und dessen benannten Zugehorungen und Herrschafften ertheilt. Wien den 14. Juny 1669. [Tiré d'une Information de Droit presentée à l'Empereur de la part de LOUÏS GUILLAUME, Marck-Grave de Baden sous le Titre de Darthuung wolbefuegter Weiblicher Successions Prætension in und zu dem Erb-Lehenbahren Hertzogthum Nider-Sachsen/ sous Lit. C.]

C'est-à-dire,

Lettres d'Investitures accordées par l'Empereur LEOPOLD, *à* JULES FRANÇOIS *Duc de Saxe-Lavembourg pour le Duché de ce nom, avec ses Dependances & Appartenances; & pour les Seigneuries y denommées. A Vienne le 14. Juin 1669.*

WIr Leopoldt von GOttes Gnaden / erwöhlter Römischer Keyser / zu allen zeiten Mehrerer des Reichs / in Germanien / zu Hungarn / Bekennen offentlich mit diesem Brieff / undt thun kundt jedermänniglich. Nachdem der Hochgebohrne Julius Frantz Hertzog zu Sachsen Lauenburg / unser lieber Oheim undt Fürst / uns durch seiner Gvl. Befelchhabere demüthiglich angeruffen undt gebetten / daß wir ihme seine Regalia undt Lehen / mit allen undt jeden Fürstlichen Würden / Ehren / Graffschafften / Herrschafften / Rechten / hohen unde niedern Gerichten / Zöllen / Gleiten / Manschafften / Eigenschafften / Schlossern / Landen / Leuthen / Güttern / Wildbahnen / Bergwercken / Fischereyen / Waiden / Saltzwercken / unde allen andern Gerechtigkeiten / darzu gehörig / so von uns unde dem heyligen Reich zu Lehen ruhren / undt ihme zustundeten / als jetzt regierender Römischer Keyser zu Lehen zu verleihen gnädiglich geruheten / inmaissen wir jüngst hievor gegen seiner Gvl. Vattern Hertzogen Julium Heinrichen zu Sachsen-Lauenburg gleichfalls gethan hetten. Das haben wir angesehen solch sein Hertzog Julii Frantzen demüthigste ziembliche bitte auch die angeneme / getreü- unde nutzliche dienste / die seine Vorderen weylandt Unsern Vorfahren am Reich Römischen Keysern undt Königen / unde dem heyligen Reich vielfältig gethan haben / unde er Uns unde dem Reich hin-

ANNO 1669.

führo zuthun erbietig ist/ auch wohl thun mag unde soll; unde haben darumb mit wohlbedachtem muth/ gutem Rath unde rechtem wissen/ dem vorgenanten Unserm Oheimb unde Fürsten Hertzog Julio Frantzen die vorbestimbte seine Regalien unde Lehen mit allen unde jeden Fürstlichen Würden/ Ehren/ Graffschafften/ Herrschafften/ Rechten/ hohen unde nider-gerichten/ Zöllen/ Gleiten/ Mannschafften/ Eigenschafften/ Stäiten/ Schlössern/ Landen/ Leuthen/ Gütern/ Wiltbahnen/ Bergwercken/ Fischereyen/ Waiden/ Saltzwercken/ unde allen andern Gerechtigkeiten darzu gehörig/ wie die nahmen haben unde er jetzunde der zeit innen hat unde besitzt/ versetzt unde unversetzt/ als nemblich die Statt Möllen unde die Zölle daselbst mit ihrer Zubehörung/ Item in dem Lande unde Stadt Lünenburg Zölle unde Güter/ als seine Eltern auf ihne in derselben Statt unde Lande geerbet haben/ Item in dem Lande Westphalen unde Engern/ Schlossere/ Gerichte/ Herrschafften/ Lande unde Leuthe/ als sein Vatter auf ihn geerbet hat/ Item das Landt zu Hadeln unde West-Frieslande/ mit der Herrschafft Brederina/ unde das Schloß Ritzebuttel/ Item das Landt Darpingen/ das Schloß Lauenburg/ Item die Graffschafft Ratzeburg/ Item die Schlösser Ertenburg/ Reppenburg/ Bergerdorff/ Item den Kirchwerder/ Item die Elbe mit solchen Zöllen/ als er darauf hat zu Lauenburg/ zu Ertlenburg/ Eßlingen/ unde auf der Dellnenau/ unde zu Herenburg/ als dann die so von besagten seinem Vatern Hertzogen Julio Heinrichen auf ihn geerbet seynde unde anderst darzu gehörig/ nichts ausgenommen zu Lehen gnädiglich verliehen/ unde verleyhen ihme die von Römischer Keyserlicher Macht in Krafft diesen Briefs/ was wir ihme von Rechts oder gewohnheit wegen daran verleihen sollen unde mögen/ also daß er die fürbasshin von uns unde dem Heyligen Reich zu rechten Fürstlichen Lehen innen haben/ nutzen unde gebrauchen möge/ als derselben Lehen Recht/ unde Herkommen ist/ von allermänniglich an seinen Rechten unvergreiflich unde unschädlich; Uns hat auch der vorgenante Hertzog Julius Frantz durch gedachter seiner Ldl. Vollmächtige Anwalt unde Gewaltshabere/ Unsere unde des Reichs liebe getreüe Michael Albrecht/ Frantzen von Schwaan/ unde Franciscum von Meyersheimb/ seiner Ldl. Rath unde Respective Agenten an Unseren Keyserlichen Hoff gewöhnliche Huldigung/ Glübt unde Ayde gethan/ Uns unde Reiche gehorsamb/ getreü unde gewärtig zu sein/ zu dienen unde zuthun/ als des Reichs getreüer Fürst seinem Lehen-Herrn unde Römischen Keyser zuthun pflichtig ist/ ohne geferde; die weil auch vorgedachter Hertzog Julius Frantz neben dem angezeiget/ daß er von seiner Vordern hero ein Hertzog zu Sachsen seyn/ unde also an uns unterthanig gesinnen lassen/ daß wir ihme den Titul Hertzog zu Sachsen/ Engern unde Westphalen gnädig zugeben/ unde darzu auch die Lehen/ allermassen wie die weilande seinen Vorforderen von weylande unsern Vorfahren am Reich Keyser Carl dem Vierten/ unde Keyser Sigismunden verliehen worden sein/ zu verleihen geruheten/ als nemblich das Lande zu Sachsen/ unde Pfaltz-Graffschafft zu Sachsen/ die Graffschafft zu Hollstein/ unde das Landt zu Stormarn/ Item die Herrschafft zu Lauenburg/ Item die Herrschafft von der Hoya/ nemblichen Werbenau/ Bruckhausen/ unde den Haaberstingen/ Wurstorff unde Norde/ mit allen ihren Ein- unde Zugehörungen/ unde wir aber dasselbe also diese zeit auß etlichen bewegenden Ursachen anstehen lassen/ haben wir ihme doch solches seines Gesinnens unde Anruffens hiermit auch meldung unde anzeig thun wollen/ also daß solcher Stillstande gedachtem Hertzogen Julio Frantzen/ unde sonst manniglichen an seinen Rechten unde Gerechtigkeiten unschädlich sein solle; mit Urkundt dieses Briefs/ besigelt mit Unserem Keyserlichen anhangenden Insigell/ der geben ist zu Wienn den 14. Juny, Anno 1669.

XLVII.

15. Juill. *Articles nouveaux, ausquels le Roi de* TELLO, *& le Roi de* LINQUES, *ont été derechef admis à l'Alliance de la* COMPAGNIE ORIENTALE *Hollandoise, & du Roi de* Tello *dans le Royaume de Macassar, faite le 9. Mars 1668. Donnés le 15. Juillet.* [Voyez-les ci-devant sous le 9. Mars 1668.]

XLVIII.

27. Juill. *Accession des Rois & des Peuples de* GOA *&* SADREBONNE, *à l'Alliance conclue le 9. Mars* 1668. *entre la* COMPAGNIE ORIENTALE *Hollandoise, & le Roi de* Tello *dans le Royaume de Macassar. Faite le 27. Juillet* 1669. [Voyez-la ci-devant sous le 9. Mars 1668.]

ANNO 1669.

XLIX.

30. Juill. PORTUGAL ET LES PROVINCES-UNIES.

Traité d'Alliance & de Commerce entre le PORTUGAL *& les* PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas, fait à la Haye le 30. Juillet, 1669. Theatrum Pacis.* Tom. II. pag. 87.

QUandoquidem à Conclusione & Ratificatione inde postremi Tractatûs Pacis, inter Regnum Portugalliæ ex una, & Ordines Provinciarum Unitarum ex altera parte, die VI. Augusti Anno MDCLXI. sancitæ, certæ quædam Controversiæ super expugnatione locorum Cochin & Cananor, quæ Societas Indiæ Occidentalis dictarum Provinciarum in India armis in potestatem suam redegit, intervenerint, ob quas & interea dum de Jure dictorum locorum disceptatur, à parte Coronæ Portugalliæ plurimis promissis, neque quoad argentum, neque quoad valorem argenti, neque quoad Commerciorum frequentiam in Regionibus à Portugallia acquisitis & alibi, satisfactum fuerit, hocque occasionem præbuerit timendi, ne harum contentionum continuatio inter ambas Nationes denuò Bellum excitet, quod antevertere tàm una quàm altera Natio toto corde desiderat; Propterea inter Dominum Don Franciscum de Mello, Equitem Ordinis Christi, Commendatorem ad S. Petrum de Verga de Lilla, & S. Martinum de Ranhados, Dominum in Sylves, Gubernatorem Civitatis Lamego, Serenissimi Principis Portugalliæ Summum & Nobilem Ciborum Sectorem & mensæ Diribitorem, ipsius Consiliarium, & Legatum Extraordinarium ad Generales Ordines Fœderatarum Provinciarum, virtute Mandati cum libera à dicta sua Celsitudine Regia, Serenissimo Principe Don Petro, Successore, Gubernatore & Regente Regni Portugalliæ, ipsi dati, cujus Copia sub finem præsentis Tractatûs, inseretur, ab una parte, & Dominos, Guilielmum de Heuckelom, Consulem Civitatis Noviomagensis, Joannem à Nieuborgh, Consulem Civitatis Alckmariensis, Joannem de Witt, Consiliarium & Syndicum Hollandiæ atque Frisiæ-Occidentalis, Hadrianum Pieterson, Syndicum Civitatis Zierksceensis, Joannem, Baronem de Reede, Dominum in Renswoude, Emmickhuysen &c. Equitem Ordinis Regis Daniæ, Everwynum de Bentheim, Juris Doctorem, & Consulem Civitatis Campensis, ut & Egbertum Horencken, Dominum de Wierhuysen &c. omnes Deputatos & Plenipotentiarios, Celsorum & Præpotentium Ordinum Generalium Provinciarum Unitarum Belgii, similiter vi Mandatorum per Superiores illorum ipsis datorum, quorum Copia sub finem hujus Tractatus adscripta quoque extat, ex altera parte conventum & conclusum fuit. Quemadmodum ad præveniendas majores Turbas, vigore præsentium conventum & conclusum est.

I. Quod ad interim Civitates & Loca Cochin & Cananor, quorum jamjam mentio facta est, dictorum Dominorum Ordinum potestati (sub qua nunc sunt) subjecta, & in manibus Societatis Indiæ Occidentalis maneant, atque in securitatem vi hypothecæ eas ipsi teneant, usque dum solutio sex terminorum in Tractatu Anni MDCLXI. expressorum & promissorum, quæ mense Aprilis Anno MDCLXVIII. fieri debebat, tresque milliones Hollandici valoris efficit, nec non refusio sumptuum quos in instructionem Classis, & in belligerationem, quò dicta loca expugnarentur, impendi oportebat, quorum æstimatio ad justum pretium redigenda erit, fiat. Adeò ut Corona Portugalliæ restitutionem dictorum locorum à Præpotentibus Celsitudinibus suis prætendere nequeat, antequam reapse cessi termini iis soluti sint, & refusio expensarum & sumptuum memoratorum fiat. Nec quoad Ordines Generales, in illorum potestate siet à Corona Portugalliæ dictam Summam trium millionum exigere, quamdiu hæcce loca retinuerint.

II. Jus Proprietatis dictarum Civitatum & Locorum quod concernit, de quo hucusque in unum convenire partes nequivêre, omni opere adnitetur ad informationem pleniorem de eo capiendam, & amicabiliter desuper paciscendum, antequam Præpotentes suæ Celsitudines dictam summam trium millionum, & refusionem sumptuum & expensarum, ut supra memoratum, accipiant.

III. Præterea Præpotentes Celsitudines Suæ ex una parte renuntiabunt, quemadmodum vi præsentium quoque renuntiant, tàm pro se, quàm pro Societate sua Indiæ Occidentalis, & aliis Provinciarum Belgii Incolis

Juri

ANNO 1669.

Juri per Articulum XXV. ipsiusmet Tractatûs Pacis quæsito, atque ex altera parte Regnum Portugalliæ bona fide se obligabit, sicuti vigore præsentis Tractatûs se adstringit, ad solvendum Præpotentibus suis Celsitudinibus, aut Mandatariis illorum, exactè & efficaciter, summam quingentorum millium Crusatorum, aut millionem unum librarum, & id quidem mediante Sale, quod in Civitate Setuval suppeditabitur & extradetur, ad onerandum eo Navigia, ex Mandato Ordinum Generalium, ad hoc illuc transmissa.

IV. Et id ipsum Sal Portugalli sumptibus suis & sine onere tradent & convehent, in Scaphis aut Navigiolis, ad Litora Maris; quod deinde hi hinc avehent, pro more hucusque Subditis & Incolis Provinciarum Unitarum, si quando illi in Setuval Sal coëmerunt, consueto & usitato, ad rationem mille quadringentorum & octuaginta Reis (qui reducti ad monetam Crusatorum, juxta valorem eorundem nunc temporis in Portugallia receptum duos Crusatos, & viginti quatuor partes, quarum viginti quinque totum Crusatum conficiunt, valent) pro modio, sic ut pro septuaginta quatuor Crusatis, viginti modii Salis tradantur. Proinde conclusum constitutumque fuit, & firmiter obtinebit, ut pro quingentis Crusatorum millibus centum sexaginta octo millia, centum & novendecim modii Salis exhibeantur.

V. Quoad tempus memoratum Sal exhibebitur & extradetur, statim atque destinata ad id transportandum Navigia appulerint, idque duobus aut tribus vicibus, aut pluribus, si ita res postulet, & dictis Dominis Ordinibus id conducere visum fuerit.

VI. Intercedente hoc, & ad evitandum ne ullo tempore dicti Subditi & Incolæ prætensiones suas iterare, & denuo à Corona Portugalliæ aliam quàm vigore præsentis Tractatus stipulatam satisfactionem exigere queant, Præpotentes suæ Celsitudines curabunt, ut in manus memorati Domini Legati Portugalliæ, post realem solutionem dictorum centum mille Crusatorum omnia Instrumenta, Scripta, Documenta, & Pacta, de prætensionibus illis, tam liquidis, quàm illiquidis, quæ contra Coronam Portugalliæ pro Interessatis ratione XXV. Articuli producta fuisse deprehendentur, tradentur.

VII. Alias Summas, quod attinet, quas Regnum Portugalliæ, statis terminis, vigore dicti Tractatûs Pacis solvere obstrictum est, ducentos scilicet quinquaginta mille Crusatos per annum, & dein decem insequentibus annis, illæ sequenti modo expedientur: Quantumcunque Corona Portugalliæ de quolibet modio Salis, qui Setuvaliæ venditur & tollitur, pro jure suæ Gabellæ recipit, septingentos nempe Reis, qui secundùm valorem præsentem Crusatorum, unum Crusatum de quinque modiis Salis & pro proportione majorem quantitatem efficiunt, totum id Jus unicè destinatum sit, & reapse convertetur in solutionem deficientium terminorum ad utilitatem Præpotentium suarum Celsitudinum.

VIII. Verùm cum subductâ ratione illâ, necesse est, ut ad realem satisfactionem cujusque Termini extradantur, & singulis annis in Naves plus quàm centum septuaginta octo mille, quingenti septuaginta cum uno modiorum Salis inferantur, & cum nullo modo cogitatione assequi queat, tantam quantitatem uno anno suppeditari posse, ad hoc experientia docuerit, ipso tempore Pacis, & cùm coactio illa nullo incommodo aut inconvenientia, nec Mari, nec Terrâ, turbata fuisset, quod singulis annis plusquam (circa) nonaginta millia modiorum Salis, plusve minusve, Navibus immissum fuerit, conventum est ad evitanda plura detrimenta, quæ præcavere Portugallia haud potis erit, si obstricta foret, tam ingentem Summam pecuniæ per singulos annos exactè præstare, concordatum fuit, quod tempus Solutionis illius prolongetur, eo respectu verò, sicuti etiam quò alio quoque modo damnum cessantium usurarum, & incertitudo solutionis quæ ex prolongatione illa terminorum resultat, compensetur, solutio intra viginti annos fiet, quorum primus initium ex eo sumet, ex quo Præpotentes suæ Celsitudines cessarunt mittere, conquirendum pretium unius millionis librarum in Sale, ut supra dictum, & quod intermedio tempore illorum viginti annorum ipsis cum effectu valor centum quingentorum millium Crusatorum exhibitus sit. Mediante quo omnia dissidia & tricæ computorum, quæ ob usuras Summarum in terminis in Tractatu Pacis memorato præfixis non exsolutarum, & ob id quoque quod eadem de re in quæstionem vocabatur, suboriri poterunt, cessabunt.

IX. Quod in exactam satisfactionem dictæ Summæ centum quingentorum mille Crusatorum annuorum, Corona Portugalliæ, modo superius expresso cedet, prout etiam illa irrevocabiliter Præpotentibus suis Celsitudinibus cedit, Gabellas quas Corona illa, sicut supra memoratum, ex omni Sale, quod venditur & ex Setuval exportatur, capit; videlicet septingentos Reis, sive unum Crusatum & quinquagesimam de quolibet modio, & de septingentis millibus centum quadraginta tribus modiis, dictam integram Summam, centum quingentorum millium Crusatorum.

X. Sub hac tamen expressa conditione & reservatione, ut casu quo dicta quantitas septingentorum millium centum & quadraginta trium modiorum Salis uno in anno suppeditari nequeant, insuperve Jus quod Corona recipit, totam Summam, centum quingentorum millium Crusatorum in argento exæquare haud valeat, laudata Corona Portugalliæ supplebit istum defectum, solvendo sequentibus annis ante omnia in commodum suarum Præpotentium Celsitudinum, tot modios Salis, quot ad supplementum defectûs præteriti anni requirentur, sic ut quilibet modius supra dicto modo extraditi Salis, quadringentis & octuaginta Reis, id est, duobus Crusatis & viginti quatuor partibus, quarum viginti quinque totum Crusatum conficiunt, cum inclusione Jurium Coronæ, & sumptuum, sine dictis Juribus autem modius ipse, ad rationem septingentorum octuaginta Reis, aut unius Crusati cum quatuordecim partibus, quarum viginti quinque totum conficiunt, æstimetur, taliter ut viginti quatuor modiorum, supra dicto modo traditorum, defectus, triginta novem Crusatis & in majori quantitate pro portione resarciatur, dummodò memoratus defectus singulis annis triginta mille Crusatorum valorem non excedat, eò quòd Corona Portugalliæ expressissime vi præsentium Tractatuum stipulata sit, quòd Sale supplere haud obstricta fiet id, quod singulis annis dictam Summam triginta millia Crusatorum excedit. Quemadmodum etiam in casu cujuscunque alterius defectûs, omnia media & cautiones necessariæ atque possibiles adhibeantur, per quas Præpotentes suæ Celsitudines securè reddantur, & ipsis solutione allegatæ summæ centum quinquaginta millium Crusatorum annuatim satisfiat, idque sine retardatione aut frustratione quacunque, & quocunque etiam modo id fiat.

XI. Quo minùs etiam, in omnem eventum, dictus defectus, à Præpotentibus suis Celsitudinibus, aut Incolarum & Subditorum Provinciarum Unitarum culpâ augeatur, promiserunt eæ & sese obligarunt, prout per præsentes promittunt & sese obligant, curaturos semet, ut Subditi & Incolæ dictarum Provinciarum Unitarum quotannis tantum Salis tollant & avehant, quantum ejusdem sustulerunt & avexêre proximis præcedentibus annis, iis, qui præ aliis hoc Naves onerarunt.

XII. Et quod si contingat defectum aliquem, vel ob Bella, vel contentiones maritimas, vel alias ob incommoditates, aliquando supervenire posse, sic ut Subditi & Incolæ dictarum Provinciarum Unitarum ad tollendam quantitatem Salis, ad quam avehendam vi præcedentis Articuli, adstricti sint, illuc commeare haud valeant, quòd tunc Corona Portugalliæ defectum illum supplere non teneatur, priusquam dicti viginti anni plenariè finem suum nacti fuerint, ut tamen ea propter Usuras aliquas pendere, obligata haud fiet; Nec Præpotentes suæ Celsitudines sine liberrimo consensu Coronæ Portugalliæ aliquam aliam satisfactionem debitorum suorum prætendere poterunt, quamdiu respse Juribus ad Sal Setuvalense gaudebunt.

XIII. Nihilominus si fortè Coronæ Portugalliæ aliud quodpiam medium sese citiùs expediendi, sive argento, aut aliis effectibus, quàm dictis Juribus, ratione Salis, occurrerit, illud arripiendi & in actum deducendi in electione illius erit, & eo casu id de memoratis terminis pro proportione deducetur.

XIV. Insuper in specie conventum & concordatum est, non secus ac in præsentibus Tractatibus paciscitur & convenitur, ut ad præveniendas varii generis incommoditates, Sal, durante termino ad dictam solutionem, nec majori pretio Incolis Unitarum Provinciarum, nec minori alii cuicunque Nationi, pretio, Sal vendetur, quàm ut quadringentis & octingentis Reis, qui ut superius hîc dictum est, juxta valorem communem & præsentem Crusatorum, duos Crusatos & viginti quatuor partes, de viginti quinque partibus Crusati efficiunt, modius valeat, idque tantò minùs sine præcedente Præpotentum Celsitudinum suarum consensu.

ANNO 1669.

XV. Quemadmodum quoque, casu quo reperiatur, Dominos Ordines, ex tam ingenti Salis quantitate, quam ex Setuval avehere poterunt, ante elapsum terminum viginti annorum, integri debiti sui solutionem recepisse, non obstante assignatione dicti termini, quocunque tempore reperietur æs alienum expeditum fore, memorata assignatio cesset, & Jura illa Corona Portugalliæ libera retineat.

XVI. Quo verò omnia superius conventa ad præscriptum & necessariâ cum securitate Præpotentum suarum Celsitudinum exequantur, præponent ex sua parte & autorent in dicto loco Setuval, personam huic negotio aptam authoritate publicâ munitam, qui inprimis nomine ipsorum apocham omnis in solutionem dicti millionis præstiti Salis det, & dehinc vice Celsitudinis Suæ Regalis, Principis Portugalliæ, nec non vice Præpotentum suarum Celsitudinum integrum pretium omnis in Naves illati & avehendi Salis, ab Incolis Unitarum Provinciarum, ut & ab aliis Nationibus, recipiet, ut exinde proventus, quantum Jura Coronæ attinet, & id quod requiritur ad supplendum annuum defectum, modo supra dicto, Præpotentibus suis Celsitudinibus aut ad ipsorum Mandatum solvat, & reliqua quoque in manus Mercatorum Salis in Setuval, ad quos ea pertinent, det. Pro integritate & fide ejus personæ, ut & exacta executione & implemento omnium superiorum, prædes sese Præpotentes Suæ Celsitudines constituent & obligent, quemadmodum vi horum sese pro his obligant & prædes constituunt. Adjungeturque eidem, à Celsitudine sua Regali pro sua parte persona, quæ supputet cum ipsa rationes, & adversas conscribet, omnium tàm pro Juribus, quàm pro Sale recepturam, & quæ extradentur apochæ dictorum receptorum, à duabus istis personis conjunctim subsignentur.

XVII. Nec etiam cursus dictæ suppeditationis Salis aut solutionis, ullo modo aut ullâ ratione, quæcunque illa sit, interrumpi aut turbari poterit, nec etiam permittetur, ut per arresta aut manuum injectiones incommoderur, verum solutio dicta, aut satisfactio memorata semper continuetur, quicunque etiam casus aut diffidia supervenire queant, aut quæ actiones aut prætensiones inposterum nascantur, sic ut propterea aut illa de causa, nulla retentio, compensatio, aut detractio prætendi, multò minus executio in actum deduci queat.

XVIII. Eo fine & ut nullum obstaculum, nec ullum præpedimentum, qui executionem omnium supra scriptorum remorari in Portugallia valeat, sed Navigis illarum Provinciarum illic appellentia, parata eorum onera inveniant, Præpotentes suæ Celsitudines, Officialem, qui vice Coronæ Portugalliæ, apud Ordines illos residebit, mense uno ante illorum discessum, de eo certiorem reddent.

XIX. Et quoniam Serenissimus Portugalliæ Princeps se obstringit, quòd secundum superiora, Domini Ordines, pro Juribus illius Coronæ septingentos Reis ex quolibet modio Salis perpetuò lucrifacient, etiamsi fortè in Portugallia moneta inposterum mutetur, & consequenter Crusati in majorem aut minorem numerum Reis, quàm quo in præsenti sunt, reducantur, & sic citatum Jus septingentorum Reis, plures vel pauciores Crusatos, quàm nunc temporis, efficiant; Conventum fuit, ut si inposterum talis mutatio contingat, eoque ipso Jus Coronæ ad plures aut pauciores, quàm unum Crusatum & duas quinquagesimas pertingat, prædicta Jura quoque in eadem proportione dictis Ordinibus imputentur, id est, tot Crusati cum talibus partibus, quot reapse pro memoratis Juribus solventur.

XX. Et quamvis Præpotentes suæ Celsitudines, in superioribus, Juri, privatis per Articulum XXV. dicti Tractatûs Pacis quæsito, renuntiarunt, nihilominus executio & citum complementum formalium Contractuum, quos Comes de Miranda nomine Regis & Coronæ Portugalliæ, cum quibusdam privatis, super legitimis suorum prætensionibus, & nominatim cum Domino Guilelmo Doncker, Consule Hagiensi, Gisberto de Wit, & Abrahamo Azevedo, qui Contractus hic de verbo ad verbum inserentur, non intermittetur.

XXI. Proindeque ut per hæc totaliter omnes causæ & prætextus, qui executionem dicti Tractatûs Pacis impedire vel differre poterunt, sublati sint, sese declararunt & promiserunt, tam Corona Portugalliæ ex una, sicut Præpotentes suæ Celsitudines ex altera parte, quemadmodum vigore præsentium, bonâ fide semet declarant & promittunt, quod ille progressu temporis, tàm ab una quam ab altera parte, in omnibus Articulis, Clausulis, & Punctis, sine omni dilatione, contentione, aut præpedimento, & in specie quoad trigesimum & quadragesimum Articulum ejusdem, executioni mandetur & adimpleatur, sic ut Naves Incolarum Provinciarum Unitarum, quæ vi dispositionis dictorum Articulorum, quampiam Regionem Regni Portugalliæ adire volunt, aut quæ exinde venientes, aliorsum cursum suum dirigunt, nullatenus in itineribus suis retardari, aut arresto constringi, aut aliter sive directè sive indirectè impediri in Portubus aut Litoribus Portugalliæ, aut dictis Regionibus, sub prætextu quòd Classis universalis, aut Naves Salvi Conductûs paratæ non sint, aut nulla alia de causa sive prætextu, qualis qualis etiam is sit, poterunt. Sub hac tamen conditione, ut omnes Subditi & Incolæ dictarum Unitarum Provinciarum qui cupient versùs Brasiliam negotiari & ibidem mercaturam exercere, hoc rectâ viâ illuc facere nequeant, sed quod hàc euntes & illâc redeuntes in Portus Portugalliæ appellere & eadem onera, propter exitum, ratione illarum, quæ versùs Brasiliam abeunt, & propter introitum, quæ inde veniunt, quæ proprii Regni Subditi in tali casu solvunt, dependant. Spondentque dicti Domini Ordines Generales in Subditos & Incolas harum Provinciarum Unitarum severè sese animadversuros, qui aliquando his superius contentis contravenisse deprehendentur, & curare ut in emolumentum Regni Portugalliæ pœnâ quadruplo majori, eâ quam sustinere obstricti fuissent in Portugallia, si illuc venissent, afficiantur. Ad quam virtute supra memorati Tractatûs & præsentis Articuli tenebuntur.

XXII. Et casu quo ex parte Portugalliæ omnibus supra scriptis aut etiam aliis quibuscunque Capitulis dicti Tractatûs, aut prætensæ Conventioni satisfactum non fuerit, Præpotentes suæ Celsitudines, juxta dispositionem memorati Articuli IV. redibunt ad pristina sua Jura omnia, quæ ante citati Tractatûs conclusionem adversus Coronam Portugalliæ ipsis acquisita fuerunt, ut tamen propterea Portugalli pecuniarum ab ipsis, vigore ejusdem ipsius Tractatûs, aut præsentis Conventionis, jam solutarum restitutionem sibi fieri, prætendere nequeant. Quemadmodum quoque, si ex parte Dominorum Ordinum, dicto Tractatui aut præsentibus Pactis Conventis, contravenietur, Celsitudo sua Regalis & Corona Portugalliæ ad omnia, ipsi ante hos Tractatus virtute ipsius illius IV. Articuli, competentia Jura redibit.

XXIII. Et quoniam jam ante conquerebatur de interruptione & turbatione Commerciorum, ex dissensione & dissidio, quæ inter duas Nationes hactenus intercessit, tàm in Europa quàm in Indiis subortâ; Amicitia, quæ per præsentes hos Tractatus restauratur, hoc effectui dabit, quòd vi Conventionis hujus & mediante exactâ executione superius contentorum, unius alteriusve bonum & conditio omnibus rationibus, & omnibus convenientibus modis promovebitur, & inprimis Navigationi & Commerciis Subditorum & Incolarum unius alteriusve omnimodè, in specie verò versùs Indiam Orientalem, secundùm Jus Gentium, favebitur, in tantùm ut nullum omninò ratione illius perferatur, minus ab uno alteri inferatur impedimentum, nec permittetur, ut hoc ab unius aut alterius Subditis perpetretur, quin potiùs ex adverso, si fortè fortuna quid simile ex una aut altera parte contingat, (quod DEUS avertat,) id statim emendetur, & Parti læsæ debita satisfactio præstetur.

XXIV. Ante omnia verò, quemadmodum Regia sua Celsitudo se pro se & omnes suos Subditos obstringit, quod omnia superiora observet, & ut sanctè per omnia observentur, efficiet; Sic quoque pro parte suâ Præpotentes suæ Celsitudines pro se, & pro omnibus suis Subditis, & nominatim pro Societatis Orientalis & Occidentalis Indiæ hominibus, sese obstringunt, curaturos semet ut in omnibus præsens Tractatus observetur, & Pax ubique tàm in Europa, quàm alibi conservetur, prout in præcedenti Articulo pleniùs & longiùs comprehensum est.

XXV. Tandem conventum est ab utrisque Partium, quòd Tractatus hic, & contenta in præsentibus Articulis, in optima & forma legitima, tàm ex parte Serenissimi Principis Portugalliæ, quàm ex parte Dominorum Statuum Generalium Unitarum Provinciarum, & quidem per Literas Patentes unius alteriusve Statuum majori Sigillo roboratas, confirmentur & ratihabeantur, & quod Instrumenta Ratihabitionis, intra spatium trium mensium, à subsignatis præsentibus Tractatibus numerandorum, vel etiam citiùs, si id

fieri

fieri queat, mutuò extradentur, & quod omnia in hoc Tractatu comprehensa, statim post mutationem memoratarum Ratihabitionum in forma, & modo consueto publicentur.

Sequitur Tenor Mandati Domini Extraordinarii Legati Portugalliæ.

DOn Petrus, Dei gratiâ Princeps Portugalliæ & Algarbiæ, citra & ultra Mare Africanum, Dominus Guineæ, Conquestuum, Navigationis & Commerciorum in Æthiopia, Arabia, Persia & Indiis &c. uti Successor, Gubernator & Regens illorum Regnorum & Dominiorum Portugalliæ, vi præsentium, plenariam potestatem & facultatem necessariam impertior Don Francisco de Mello, Equiti Ordinis Christi, Commendatori ad St. Petrum de Verga de Lilla ad St. Martinum de Ranhados, Gubernatori Civitatis Lamego summo meo Ciborum Nobili Sectori & mensæ Diribitori, meo Extraordinario ad Ordines Generales Unitarum Provinciarum Belgii Legato, tractandi & paciscendi, cum dictis Ordinibus, & Officialibus Societatum Orientalis & Occidentalis Indiæ, aut unaquaque dictarum Societatum, de restitutione locorum Cochin & Cananor in India Orientali, & de difficultatibus, quæ circa Pacem cum dictis Ordinibus VI. die mensis Augusti Anno M DC LXI. initam, se produnt, & de omnibus quæ occurrant, quò reciprocè inter nos dicta Pax in omnibus Mundi locis, Terrâ Marique sine limitatione conservata, & magis stabilis perduret. Hoc fine de Articulis, de Instrumentis publicis, & de secretis, quæ reperientur ad hoc fore necessaria, cum omnibus suis clausulis mediis, & obligationibus, de quibus convenerit, transiget, & omnia, quæ ab ipso inita erunt, ratihabebuntur, non secus ac si ea Ego ipse inissem. Sub fide & verbo Regio, motu proprio & potestate Regali & absoluta, non obstantibus Legibus quibuscunque, Capitulis Statuum, aut dispositionibus contrariis. Inque fidem omnium superius expressorum curavi, ut ipsi præsentes manu meâ subscriptæ, & Magno Sigillo insignium meorum firmatæ expedirentur. Datum Ulyssipponi VII. die mensis Novembris, Anno à Nativitate Domini JESU CHRISTI M DC LXVIII.

Martinus de Brito Corito has scripsit.
Petrus Sanchez Farinha eas scribere curavit.
Subsignavit
Princeps,
& sigillavit Magno Sigillo in cera rubra.

Sequitur Tenor allegati Mandati Dominorum Deputatorum Ordinum Generalium.

ORdines Generales Provinciarum Unitarum Belgii, omnibus præsentes Literas visuris, Salutem. Cùm nos perpetuò & sollicitè nullam non observaverimus occasionem, quæ sese obtulerat, cum Regibus & Statibus Vicinis, & inter illos cum Corona Portugalliæ, mutuam exercendi amicitiam. Cujus propositi Documenta in omnibus cum illa, triginta & quod excedit jam inde per annos, initis Pactis, dedimus. Quandoquidem verò Tractatus isti successibus, qui de Jure sperari poterant, caruerint, & plurimi casus, qui inciderunt, executionem remorati sint, & quòd denuò Serenissimus Princeps Don Petrus, Princeps & Gubernator Regni Portugalliæ, Nos per Dominum Don Franciscum de Mello, Equitem Ordinis Christi, Commendatorem ad Sanctum Petrum de Verga de Lilla, & ad St. Martinum de Ranhados, Gubernatorem Civitatis Lamego, suum Summum & Nobilem Ciborum Sectorem & mensæ Diribitorem, & Extraordinarium suum Legatum ad hunc Statum, de desiderio suo quo ardet, removendi pro sua parte obstacula cuncta, quæ hactenus executionem præteritorum Tractatuum intercluserunt, & curandi ut omnia dissidia, quæ sincerum animum ambarum Nationum alterare invicem queant, terminentur, certiores reddiderit; Quòd nos, ex parte nostra intentioni huic respondere cupientes, eò magis voluerimus denominare Dominos, Guilielmum de Heuckelum, Consulem Civitatis Noviomagensis, Joannem à Nieuborgh, Consulem Civitatis Alcmariensis, Joannem de Witt, Consiliarium & Syndicum Hollandiæ atque Frisiæ Occidentalis &c. Hadrianum Pieterson, Syndicum Civitatis Zirckseensis, Joannem, Baronem de Reede, Dominum de Reuswoude, Emminckhuysen &c. Equitem Ordinis Regis Daniæ &c. Everwynum de Beuthem, Doctorem Juris & Consulem Civitatis Campensis, ut & Egbertum Horencken, Dominum de Wierhuysen &c. Omnes Delegatos Concilii ex parte Unitarum respectivè Provinciarum, atque dedimus, prout vi præsentium plenissimum Mandatum, authoritatem, Commissionem, & specialem jussum ipsis, & unicuique illorum, in casum morbi aut absentiæ alterius, impertimur, pro nostra parte, ut nomine & in qualitate nostrorum Delegatorum quantocius in congressum laudati Domini Legati Extraordinarii Portugalliæ veniendi, proposita audiendi & alia in medium adferendi, ea expediendi, ineundi & concludendi cum illo Pacta, quæ ad boni communis Coronæ dictæ & hujus Status normam directa sint, & hoc fine loco nostri promittendi, nostroque nomine conficiendi, acceptandi & signandi in optima & debita forma, talia instrumenta & Acta, qualia id de necessitate requiri, ipsis videbitur, & generaliter omnia ea faciendi & peragendi, quæ nos faceremus & poteramus facere & peragere, si nos ibidem præsentes adessemus & si quoque ad id jussus & Mandatum specialius requisita forent; promittentes sincere & bonâ fide, habere grata, nec non firmiter, inconcussè, & inviolatè stare omnibus, quæ laudati Domini nostri Delegati, promittent, peragent, & in dicta qualitate concludent, ut ea à nobis observentur, impleantur, & exactè atque sanctè exequantur, sic ut eadem nunquam, vel directè vel indirectè, quacunque ratione aut modo id fieri queat, infringentur. Sed curaturos, ut Literæ nostræ Ratificationis & Ratihabitionis eorum omnium in ampliori & authentica forma, quæ fieri potest, & si id à Nobis requiretur, aut opus erit, conficiantur & extradentur. Datum Hagæ sub tessera chirographaria Præsidis nostri, & signatura nostri Actuarii, nostrove Sigillo majori, XXX. Julii M DC LXIX.

Tessera
G. de Nassau.

In plica,
Ad Mandatum dictorum Dominorum Ordinum Generalium.
N Ruysch.
Et sigillata erat majori Sigillo.

In fidem & testimonium eorum, Nos Legatus Extraordinarius memorati Serenissimi Principis Portugalliæ, & Nos Commissarii Delegati dictorum Dominorum Ordinum, virtute Mandatorum, à Superioribus nostris nobis datorum & jamjam transcriptorum, Articulos istos manu nostra propria subsignavimus, iisque Sigilla nostra impressimus. Hagæ XXX. Julii Anno M DC LXIX.

(L.S.) *Don Francisco de Mello.*

(L.S.) *W. van Heuckelom.*
(L.S.) *Johan de Wit.*
(L.S.) *A. Pieterson.*
(L.S.) *Johan Baron van Reede.*
(L.S.) *E. van Beuthem.*
(L.S.) *Egb. Horenken.*

Articulus Separatus.

QUandoquidem Domini Ordines Generales Provinciarum Unitarum Belgii, in Articulo XI. hodie conclusi & invicem subscripti Tractatûs sese obstrinxerunt, curaturos Præpotentes suas Celsitudines id ipsum, ut Subditi & Incolæ dictarum Provinciarum Unitarum quotannis tantum Salis tollant & avehant, quantum ejusdem sustulêre & avexêre proximis præcedentibus annis ii, qui præ aliis Naves suas oneraruns. Et in Articulo sequenti XII. conventum fuit, quod si contingat, defectum aliquem vel ob Bella, vel contentiones Maritimas, vel alias ob incommoditates, aliquando supervenire posse, sic ut Subditi & Incolæ dictarum Provinciarum Unitarum ad tollendam quantitatem Salis, ad quam avehendam vi præcedentis Articuli XI. adstricti sunt, illuc commeare haud valeant, quod tunc Corona Portugalliæ defectum illum supplere non teneatur, nisi prius memorati in præcedenti Articulo integri viginti anni plenariè finem suum nacti fuerint, ut tamen ea propter Usuras aliquas pendere obligata haud fiet &c. Plenioris declarationis ergo, & præveniendorum dissidiorum gratiâ, quæ oppoterant sive ratione justæ quantitatis Salis, quâ Incolæ dictarum Unitarum Provinciarum, qui præ aliis maximam

ANNO 1669.

mam partem avesêre de Setuval, Naves suas oneraruni, sive etiam ob incommoditates alias, quæ sufficere putabantur, et ipsi illi Incolæ à tollenda & avehenda tota dicta quantitate Salis abstineant, exoriri poterunt; per præsentem Articulum separatum conventum & concordatum est, quemadmodum Nos per præsentes convenimus & concordamus, quòd ex parte Portugalliæ, unà cum Ratihabitione citati Tractatûs insimul extractus authenticus Registrorum super receptis Juribus de importatione & exportatione, & aliorum Registrorum publicorum laudati Regni Portugalliæ, super omni Sale, quo Incolæ memoratarum Provinciarum in Setuval in Annis M DC LIX. M DC LX. M DC LXI. M DC LXII. M DC LXIII. M DC LXIV. M DC LXV. M DC LXVI. Naves onerarunt, cum nomine & cognomine Navarchorum & Navium, à quibus & in quas dicta quantitas Salis recepta est, extradeutur, quò mediante hoc, & ope aliarum informationum à Præpotentibus suis Celsitudinibus desuper in hisce Regionibus interim caprandarum, ante permutationem Ratihabitionum per mutuam Conventionem definiri & in specie determinari justa quantitas modiorum, quos Incolæ dictarum Unitarum Provinciarum quotannis tollere & avehere tenebuntur, queat, & ut contentis in memorato Articulo XI. satisfiat, in reliquis verò penes Principem Portugalliæ electio & optio maneat, conditionem in dicto Articulo XI. expressam in suo vigore relinquendi, eamque generaliter & sine exceptione exequendi, id est, sine disceptatione dictum defectum ante decursum viginti annorum supplendi, aut potiùs circa finem & ante exspirationem cujuscunque anni promptè & in parata pecunia, tertiam partem justi valoris Salis, quod Subditi & Incolæ Unitarum Provinciarum in dicto anno intra quantitatem in memorato Articulo stipulatam tollere intermiserunt, solvendi; Dummodò laudatus Dominus Princeps ante permutationem Ratihabitionum, ratione hujus alternativæ definitè se declararet; & si quando posterius membrum ipsius ejusdem alternativæ acceperit, nempè promptè in parata pecunia tertiam partem dicti defectûs exsolvendi, Ipse reapse, cum effectu, & sine dilatione eidem satisfaciet; & si id non præstiterit, Præpotentes suæ Celsitudines anno insequenti, integrum defectûs pretium in Sale, secundum in stipulationem deductum, & in X. Articulo ejusdem Tractatûs, quoad supplementum defectûs, qui sine culpa alte-memoratarum suarum Celsitudinum, aut Subditorum & Incolarum Provinciarum Unitarum & ratione quantitatis Salis, quæ ex causa ibidem contenta Art. X. stipulata fuerat contigerit, plenius expressum modum accipient. Actum Hagæ die XXXI. Julii M DC LXIX.

(L.S.) *Don Francisco de Mello.*	(L.S.) *W. van Heucke-lom.*
	(L.S.) *Johan de Wit.*
	(L.S.) *A. Pieterson.*
	(L.S.) *Johan Baron van Reede.*
	(L.S.) *E. van Benthem.*
	(L.S.) *E. Horenken.*

*Ratification * dudit Traité par le Serenissime Prince de Portugal.*

DOm Pedro par la grace de Dieu Prince de Portugal &c. Comme Successeur, Gouverneur, & Regent desdits Royaumes & Estats. Nous faisons sçavoir à tous ceux qui verront ces presentes Lettres d'Approbation, Ratification & Confirmation, Que sur quelques difficultez & différens qui sont survenus pour l'execution du dernier Traité de Paix, fait à la Haye, le 6 d'Aoust 1661. Après avoir esté par nous, & par lesdits Estats Generaux des Provinces-Unies, approuvé, ratifié, & confirmé: A esté fait, accordé, conclu & signé un Traité d'Accommodement, audit lieu de la Haye, le 31. jour du mois de Juillet 1669. Entre Dom Francisco de Mello, &c. nostre Procureur capable d'une part; & les Illustres & Magnifiques &c. en vertu du Pouvoir, & Procuration à eux donnée le 30. Juillet de ladite année, audit lieu de la Haye d'autre part. Duquel Traité accordé par lesd. Dom Francisco de Mello, & Commissaires, comme aussi des Pouvoirs, & Procurations reciproques, la forme, & teneur ensuit.

* C'est de la feuille volante imprimée en François, que l'on a tiré ces Ratifications. Elles manquent aux Copies Latines. (Dum.)

D'autant que depuis la Conclusion &c.

LEquel Traité cy-dessus, ayant esté par nous veu, consideré, & meurement examiné, avons trouvé bon de recevoir, approuver, ratifier & confirmer: Comme effectivement nous le recevons, approuvons, ratifions & confirmons par ces presentes; Promettans tant pour nous, que pour nos Successeurs, & pour nos Royaumes, d'observer, garder & accomplir inviolablement tout ce qui est contenu; sans souffrir qu'il y soit contrevenu en quelque cas, ni maniere que ce soit, ni à present, ni à l'avenir, directement ni indirectement. Et promettons, & nous obligeons observer tout ce que dessus, sur nostre foy, & Parole Royale, tant en nostre nom, qu'en celuy de nos Successeurs & de nos Royaumes: Soubs l'obligation, & Hypothecque de tous nos biens, & revenus, tant en general, qu'en particulier, presens & avenir. En foy, & tesmoignage de quoy nous avons fait expedier ces presentes signées de nostre main, & seellées du grand Sceau de nos armes. A Lisbonne le 10. Octobre. Antonio Freire de Sequeira l'a escrit. L'année susdite de la naissance de nostre Seigneur Jesus-Christ mil six cents soixante neuf. Francisco Correa de la Cerda Secretaire d'Estat l'a fait escrire. *Signé*, o Principe.

Ratification de l'Article Separé par le Serenissime Prince de Portugal.

DOm Pedro par la grace de Dieu, Prince de Portugal &c. Comme Successeur, Gouverneur, & Regent desdits Royaumes, & Estats. Nous faisons sçavoir à tous ceux qui verront ces presentes Lettres d'Approbation, Ratification & Confirmation, Que le 31. jour de Juillet 1669. A esté fait, accordé, conclu & signé, à la Haye. entre Dom Francisco de Mello &c. nostre Procureur capable, d'une part, & les Illustres & Magnifiques &c. en vertu du Pouvoir, & Procuration à eux données le 30. Juillet de ladite année, audit lieu de la Haye d'autre part: l'Article dont la teneur ensuit.

D'autant que les Seigneurs Estats Generaux &c.

LEquel Article Separé ayant esté par nous veu, consideré, & meurement examiné, avons trouvé bon le recevoir, approuver, ratifier & confirmer. Comme effectivement nous le recevons, approuvons, ratifions & confirmons par ces presentes; Prometrans tant pour nous, que pour nos Successeurs, & pour nos Royaumes d'observer, garder, & accomplir inviolablement tout ce qui y est contenu; sans souffrir qu'il y soit contrevenu en quelque cas, ni maniere que ce soit, ni à present, ni à l'avenir, directement, ni indirectement. Avec cette Declaration, que le cas avenant que les Sujets, & Habitans desdites Provinces-Unies ne peussent pas tirer chaque année la quantité de Sel qui sera determinée, & definie de commun accord dans le temps de l'Eschange des Ratifications: Nous ne serons pas tenus de suppléer à ce defaut, sinon aprés l'expiration desdites vingt années. Et cette condition (qui est le premier des Membres de l'Alternative qui nous a esté proposée par ledit Article separé) est celle que nous choisissons.

Et promettons, & nous obligeons &c.

Ratification dudit Traité par les Seigneurs Estats Generaux.

LEs Estats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas; A tous ceux qui ces presentes verront, ou lire orront, Salut. Comme ainsi soit que le 31. Juillet de la presente année 1669. il ait esté fait, conclu, & arresté un Traité entre le Serenissime Prince Dom Pedro Successeur, Gouverneur, & Regent du Royaume de Portugal, d'une part. Par Monsieur Dom Francisco de Mello &c. en vertu du plein-Pouvoir à luy donné par Son Altesse Royale, & nos Commissaires, en vertu de leurs Pouvoirs; Dont la teneur ensuit de mot en mot.

D'an-

ANNO 1669.

D'autant que depuis la Conclusion &c.

NOus avons agreé, approuvé, ratifié, & confirmé ledit Traité, ainsi que nous l'agreons, approuvons, ratifions & confirmons par ces presentes; Promettans de bonne foy, & sincerement, garder, observer & executer inviolablement tout ce que dessus; Engageans tous les biens, & revenus desdites Provinces-Unies des Pays Bas, presens & avenir, en general & en particulier: sans y contrevenir directement, ni indirectement, ni souffrir qu'il y soit contrevenu en quelque sorte, ou maniere que ce soit. En foy dequoy nous avons fait confirmer les presentes par nostre grand Sceau, & les avons fait figner par le President de nostre Assemblée, & contresigner par nostre Greffier. Fait en nostre Assemblée, à la Haye le 13. Decembre 1699. *Signé*, VAN GENT. *Et plus bas*, Par Ordonnance desdits Seigneurs Estats Generaux. En l'absence du Greffier I. SPRONSSEN.

Ratification de l'Article Separé par les Seigneurs Estats Generaux.

LEs Estats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas; A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, ou lire orront, Salut. D'autant qu'outre le Traité conclu, & signé le 31. jour de Juillet dernier, entre le Serenissime Prince Successeur, Gouverneur & Regent du Royaume de Portugal, & nous: Par Monsieur Dom Francisco de Mello &c. ayant plein-Pouvoir d'une part; Et nos Commissaires ayans aussi plein-Pouvoir d'autre. Il a esté convenu d'un Article separé, servant d'esclaircissement aux Articles XI. & XII. du Traité principal, ainsi qu'il se trouve ici inseré de mot en mot.

D'autant que les Seigneurs &c.

LEquel Article separé ayant esté par nous veu, & examiné, nous l'avons agreé, approuvé, & ratifié; Promettans de bonne foy, & sincerement le tout garder, & observer, sans y contrevenir directement, ni indirectement, ni souffrir que de nostre part il y soit contrevenu, en quelque sorte, ou maniere que ce soit. En tesmoignage dequoy nous avons fait seeller les presentes de nostre grand Sceau, figner du President de nostre Assemblée, & contresigner de nostre Greffier. Fait en nostre &c.

L.

5. Sept. *Traité de Paix entre le Sultan* MAHOMET IV. *& la Republique de* VENISE, *fait le 5. Septembre*, 1669. [*Theatrum Pacis.* Tom. II. pag. 533.]

LE TURC ET VENISE.

I. CApitaneus Generalis teneatur tradere in manus Supremi Vezirii Civitatem Candiam, ut de ea absolutè ad beneplacitum suum, tanquam de loco Imperio Magni Sultani subjecto, disponat; Venetique obstricti sunto, se intra dies duodecim Standiam versus conferre, si modo tempus ad hoc conveniens erit, atque Copiæ universæ excedent ex Standia intra spatium dierum XL. si tempus ad hoc opportunum fuerit.

II. Omnia Munimenta, Portus, Insulæ adjacentes & alia loca quæ sub Ditione Reipublicæ in Regno Candiæ sunt, eodem modo quo ante Bellum, sub Dominatione Ejusdem fuerunt, porrò manebunt. In quorum numero sunt, Suda, Spina longa, Carabuse & Tini: omnesque dependentiæ Spinæ longæ à Regno Candiæ separentur.

III. Omnis res tormentaria, & instructus qui in loco erit, sub hac conditione illic in totum relinquetur, ut tamen Supremus Vezirius Capitaneo Generali XL. Tormenta majora dono det.

IV. Omnes Insulæ in Archipelago & aliæ, quæ ad ipsam Rempublicam pertinebunt, sub potestate ejusdem maneant eodem modo, quo Ipsi ante Bellum subjectæ fuerunt; Fortalitiumque Clissa, & omnia quæ Veneti eripuerunt Turcis in Dalmatia & in Albania absolutæ suimmæque Potestati Serenissimæ Reipublicæ subdita relinquentur.

V. Respublica contributiones graviores haud solvet, quàm quas ratione Insularum in Archipelago & Græcia pendere consuevit, ratione Zante verò & Cephaloniæ & nil quicquam intuitu Commerciorum illarum solvet.

VI. Neutra Partium teneatur aliquid pecuniarum, sub prætextu Compensationis cujusdam, Impensarum, Pensionum, donorum, Belli, aut alterius cujuspiam tituli, quisquis is fuerit, conferre.

VII. Supremus Vezirius concedet omninò sufficiens temporis spatium Capitaneo Generali ad avehendum commeatum & Instructum Bellicum; abscedentque præsidiarii Milites Vexillis explicatis, & cum omnibus suis impedimentis, permissumque esto omnibus Urbis Incolis, qui ibidem subsistere nolunt, discedere cum universa eorundem familia & substantia; Integrumque esto Capitaneo Generali secum avehere omnes Reliquias Sanctorum, sacra Vasa, & Ecclesiarum ornamenta.

VIII. Mittet Serenissima Respublica Legatum quempiam Constantinopolim, qui curet, ut ratihabeatur hic Tractatus, & perfectius Commercia stabiliantur, ut ea libera & sine impeditione ulla sint, prout ea ante Bellum erant.

IX. Libertati donentur omnes Captivi & mancipia ambarum Partium, statim atque Legatus Serenissimæ Reipublicæ Constantinopolim venerit.

X. Omnes conventi superius Articuli, fideliter & inviolabiliter adimpleantur, & firmetur denique Juramento inter Partes utrasque Pax æterna & perpetuum Commercium.

LI.

19. Sept. *Traité d'Amitié & de Commerce entre* CHARLES II. *Roi de la Grand' Bretagne, &c. & le Serenissime Prince* CHARLES EMANUEL II. *Duc de Savoye. Conclu à Florence le 19. jour de Septembre*, 1669. [Manuscrit.]

ANGLETERRE ET SAVOYE.

LA situation convenable du Port de Villefranche sur la Mediterranée, & l'estenduë d'icelui, conjoinctement avec la seureté en toutes manieres, ont esté les motifs efficaces, qui ont porté Son Altesse Serenissime le Duc de Savoye, à le produire, & declarer libre à tout le monde, avec croyance qu'il pourroit avec le temps se trouver avantageux au public; & à son Altesse Royale en particulier. Mais arrivant ainsi que la vigueur des choses qui sont establies par les meilleurs Conseils, dans la suite du temps, est renduë languissante, & sujette au changement: Pour cette cause, il a plû à Son Altesse Royale, non seulement de confirmer le libre Estat & qualité de son Port; Mais encore plus, de l'offrir à Sa Majesté de la Grand' Bretagne &c. avec une addition de nouveaux Privileges, & augmentation du Capitulations inviolables. Une tres-puissante & reciproque incitation s'est joincte à ces motifs, sçavoir la fertilité abondante du terroir, qui est commune dans les Royaumes & autres Colonies, qui sont sous la domination de Sa Majesté de la Grand' Bretagne, &c. de mesme que dans les Etats de Sadite Altesse Royale, laquelle superfluité, puis qu'elle est si proprement, & si naturellement transferée, & versée dans des Territoires mutuels, par des fruicts reciproques, à l'advantage du Sujet, il étoit aisé aux deux Princes entre lesquels il y a eû depuis long-temps des liens d'une ancienne amitié, confirmée par des Alliances reiterées & par la derniere conjonction de consanguinité, d'entretenir ses sentimens, d'y adjouster encore de nouveaux liens de Commerce reciproque, par lequel ils puissent, par la consideration de faire du bien à leurs Sujets, s'obliger, & s'engager davantage, & reciproquement l'un envers l'autre: Pour cette fin, & pour cet effect, il a plû à sa tres-excellente Majesté, par ses Lettres Patentes, seellées du grand Sceau d'Angleterre, de constituer le Chevalier Jean Finch, à present Resident pour Sa Majesté de la Grande Bretagne, aupres du Grand Duc de Toscane, son vray & legitime Procureur, avec un Pouvoir Plenipotentiaire, ainsi qu'il appert par lesdites Lettres Patentes: & pour le mesme dessein & intention, Son Altesse Royale a trouvé bon, de munir du mesme Pouvoir & authorité le Seigneur Joseph Maurice Philippone, son Conseiller, Auditeur, & Procureur General de ses revenus, ainsi qu'il appert pareil-

ANNO 1669. pareillement par les Lettres Patentes de Son Altesse Royale, lesquels deux Plenipotentiaires apres plusieurs Cooferences out finalement conclu ce qui ensuit.

Articles dont on est convenu.

I. PRemierement, comme le Commerce a toûjours esté le Compagnon de la Paix, cette Paix qui n'a jamais esté luterrompuë, par la Guerre, durant plusieurs années, est à present ratifiée, establie & confirmée, entre le tres-puissant Monarque Charles second Roi de la Grande Bretagne &c & Son Altesse Royale Charles Emanuel second du nom, Duc de Savoye, &c. les Sujets desquels sont obligez en toutes occasions, de faire les uns aux autres, toute sorte d'actions de civilité, & affection reciproque.

II. Secondement, il sera permis, & libre, pour toutes sortes & especes de Navires & Vaisseaux, appartenans à Sa Majesté le Roi de la Grand Bretagne &c. ou à ses Sujets, de conduire & d'amener dans les Ports, de Ville-Franche, Nice, ou de saint Hospice, toutes choses quelconques, ou toutes sortes de Marchandises, soit qu'elles soient produites par nature, ou faites par art, en quelque partie que ce soit du Monde; toutes lesquelles choses ou Marchandises ainsi apportées, seront librement & franchement debarquées, & portées par les Capitaines, ou Maistres, ou par quelques autres personnes qui dependent d'eux, ou par les Marchands, ou Facteurs Sujets de Sa Majesté, dans les Maisons desdits Marchands, ou Facteurs, ou en des Magasins, ou Celiers, hors de leurs Maisons dans lesdits Ports, pour y estre conservées & gardées par eux autant de temps qu'il leur plaira, sans confiscation, Imposition de Douane, ou exaction de quelques Droits que ce soit, & en outre, au cas que toutes lesdites choses, ou aucune partie d'Icelles, ne soit pas venduë dans lesdits Ports, il est & sera permis ausdits Capitaines, Maistres, Marchands, ou Facteurs, Sujets de Sa Majesté, d'envoyer librement toutes lesdites choses, ou aucune partie d'icelles, par Mer, en quelque lieu que ce soit qu'il leur plaira, sans payer aucune Douane, Peage, ou quelque sorte d'Imposition que ce soit.

III. Tiercement, que toutes & chacunes sortes & especes de choses, & de Marchandises, qui seront renduës à Nice, Ville-Franche, ou saint Hospice, & aprés que la vente en aura esté faite, seront envoyées ou transportées, par Mer, dans les Territoires de quelque Prince que ce soit, seront toûjours tant à l'égard du Vendeur, que de l'Acheteur, quittes & affranchies de toutes Douanes, Droits, ou Impositions quelconques, mais à l'égard de toutes les choses, & Marchandises qui aprés que la vente en aura esté faite dans lesdits Lieux seront transportées par Terre, dans les Territoires de quelqu'autre Prince, il a esté aussi convenu & accordé que durant l'espace de dix ans à commencer du jour de la publication du present Traité tous lesdits Biens, seront quittes, & affranchis de toutes Douanes, Droits ou Impositions quelconques, pour leur passage par Terre, & de toutes autres peines que ce soit, tant à l'égard du Vendeur, que de l'Acheteur, lesquelles dix années estant expirées, si Son Altesse Royale, ne veut pas confirmer cette liberté de passage, pour un plus long espace de tems, en la forme & maniere susdite, en ce cas-là, on ne payera seulement pour toutes & chacunes lesdites choses, qui aprés que la vente en aura esté faite, passeront par Terre comme dit est, que la moitié du Droit, ou Impost, qui se leve pour le passage suivant le Tarif imprimé, à la fin de l'Ordonnance publiée le 30. Octobre 1633.

IV. Quatriémement, toutes & chacunes sortes de choses, ou Marchandises, qui seront produites par nature, ou faites par art, en aucun des Royaumes de Sa Majesté, ou en aucunes Colonies des Indes Occidentales, ou Orientales, ou en aucuns autres Territoires, qui sont presentement, ou seront cy-aprés sous l'obeissance de Sa Majesté, peuvent & pourtout estre venduës librement, par les Sujets de Sa Majesté dans l'estenduë de tous les Estats de Son Altesse Royale, & en quelque endroit que ce soit de ses Territoires, ou Lieux de son obeissance, sans aucune prohibition ni amende, nonobstant toutes Loix, ou Edits contraires, à l'exception toûjours, & seulement, du Sel, du Tabac, de la Poudre à Canon, de la Méche, du Plomb à giboyer, Balles à Mousquet, de la Balaine, & des Cartes de toutes sortes, parce que c'est la coutume, d'affermer la permission de vendre les choses cy-dessus mentionnées, à des particuliers, privativement à toutes autres personnes: & neanmoins, il sera permis aux Sujets de Sa Majesté, conformement à ce qui est exprimé, au second Article, de recevoir & de garder, en leur Maison ou Magasins, toutes les susdites Marchandises deffenduës, sans payer aucune Douane, Peage, ni encourir aucune peine ou amende. De plus mesmes, il sera permis aux Sujets de Sa Majesté de vendre les susdites Marchandises deffenduës aux Fermiers qui auront pris à ferme la permission de les vendre à l'exclusion de toutes autres personnes. Mais à l'égard de toutes sortes de Marchandises (à l'exception de celles qui sont deffenduës, cy-dessus specifiées) qu'on sera entrer, & conduire dans les Ports de Ville-Franche, Nice, ou de S. Hospice, quand elles seront tirées desdits Ports pour en procurer la vente, & le debit, dans l'estenduë des Domaines de Son Altesse Royale, il n'y aura que celuy qui les tirera desdits Ports, soit le Vendeur, ou l'Acheteur, qui payera seulement la moitié de la Douane, ou Peage specifié dans le Tarif, la Copie imprimée duquel signée du Procureur de S. A. R. a esté par luy delivrée au Chevalier Jean Finch: aprés le payement duquel Droit, ou Douane, une fois fait, il ne sera payé aucune chose de plus, dans les Domaines de S. A. R. soit par le Vendeur, ou l'Acheteur, pour lesdites Denrées ou Marchandises, avec declaration expresse, que pour toutes Manufactures de Laines ou quelques autres Marchandises susdites que ce soit, qui comme il appert, ne sont pas specifiées dans lesdits Tarifs, il sera payé un & demi pour cent, c'est à dire, seulement la moitié de trois pour cent, imposées, sur toutes les Marchandises qui ne sont pas specifiées dans le susdit Tarif, par le dernier Article, ou les dernieres lignes d'icelui. Lequel Droit ou Impost, estant une fois payé, il ne sera payé rien de plus, ni par le Vendeur, ni par l'Acheteur, dans l'estenduë des Terres de Son Altesse Royale.

V. Cinquiémement, il a été convenu, & accordé que toutes sortes de Navires, ou Vaisseaux appartenans à Sa Majesté de la Grand' Bretagne, ou à ses Sujets, qui navigueront d'Angleterre ou de quelqu'autre Port, de l'obeissance de Sa Majesté, ou des Etats de Sa Majesté, qui ne seront pas infectez de Contagion, & arriveront dans les Ports de Nice, de Ville-Franche, ou de St. Hospice, avec des Certificats & Attestations de bonne santé, n'ayant point eu de Commerce en leur Voyage avec aucuns Lieux ou personnes soupçonnées d'être infectées du mal contagieux, sont & doivent être exempts de faire quarantaine ou quelques jours que ce soit de purgation: & il sera incontinent accordé aux personnes qui seront sur lesdits Navires, toute liberté de Commerce & de Traffic dans lesdits Ports; & on permettra sans aucun delai de mettre à Terre toutes choses, & toutes les Marchandises que lesdits Navires auront apportées, pour être portées dans les Maisons, ou Magasins des Marchands, Sujets de Sa Majesté, à Nice, Ville-Franche, ou S. Hospice: Mais si lesdits Navires arrivent sans Certificat, ni Attestation de bonne santé, ou si dans leur Voyage, ils ont conversé avec des personnes, ou eu Commerce dans des Lieux soupçonnez d'être infectez du mal contagieux, en ce cas-là, les Personnes, & Biens seront sujets à la quarantaine, ou purgation, mais les jours de quarantaine ou de purgation, seront abregez à l'égard des Personnes & Biens autant que le soin de preserver la santé du public le pourra permettre; Et pour la qualité des Marchandises qui seront sujettes au Lazard, ou à faire purgation, comme aussi pour les droits du Lazard, ou frais, pour les Biens qui seront purgation, cela est contenu avec d'autres particularitez en un Papier des Taux des droits du Lazard, transcrit à la fin du present Instrument, qui ne peuvent jamais être changez ni alterez, sans le consentement du Consul, ou de la plus grande partie des Marchands demeurans dans lesdits Ports.

VI. Sixiémement, à cause que les Ports qu'on appelle Francs, ont accoûtumé de donner protection & refuge aux Banqueroutiers, ou personnes qui font faillite, & Banqueroute, avec les Biens d'autrui, la même pieté de Sa Majesté, qui protege les Gens de Bien, punir ceux qui ne le sont pas, c'est pourquoi en ce qui regarde les Sujets de Sa Majesté, il a été convenu & accordé, que sans avoir égard à quelques Edits que ce soit, qui ayent été publiez, les Sujets de Sa Majesté seront entierement privez, & tout à fait décheus, de jouir de cette protection, qu'on nomme communément Sauf-conduit, reservant à chaque Sujet de Sa Majesté,

Majesté, son propre Droit; comme pareillement tous les Sujets de Sa Majesté seront privez du benefice de protection, ou Sauf-conduit, qui commettront quelques crimes que ce soit contre Sa Majesté, comme aussi, tous les Sujets de Sa Majesté, soit qu'ils soient Maîtres de Navires, Mariniers, ou autres qui seront coupables de Baratrie, ausquels, ainsi qu'à tous Pirates, & Ecumeurs de Mer, qui seront Sujets de Sa Majesté, toute permission de vendre des Biens, ou Marchandises, ou de passer des Contracts pour icelles, dans lesdits Ports sera déniée: Mais à l'égard de tout ce qui est stipulé dans la precedente partie du present Article, qui ne regarde seulement que les Sujets de Sa Majesté; il a été pareillement convenu & accordé en faveur desdits Sujets qu'ils jouiront pleinement & entierement du Privilege & Sauf-conduit, ou protection contre tous Etrangers, promise & publiée en l'Edit d'un Port-Franc, par Son Altesse Royale ainsi que tous Etrangers en jouiront à l'encontre d'eux.

VII. Septiémement tous les Sujets de Sa Majesté, qui demeureront à Nice, Ville-Franche, ou St. Hospice, pour y exercer le Commerce, ou autrement, sont declarez exempts, & affranchis de tous Tributs, Taxes ou levées d'argent, qui sont ou seront imposées par Son Altesse Royale

VIII. Huitiémement il est pareillement declaré que les personnes des Sujets de Sa Majesté, qui demeureront à Nice, Ville-Franche, ou Saint Hospice, ne seront point exposées ni sujettes à arrest, ni emprisonnement, ni leurs Biens sujets à saisie, ou sequestration, pour quelques causes civiles que ce soit, à moins qu'il n'y ait eu un Procés intenté en Justice auparavant, mais à l'égard des causes criminelles, qui sont punies de mort, ou de quelque peine corporelle, ils seront sujets à l'emprisonnement, sans aucun adjournement, ou citation en Justice.

IX. Neufiémement, il sera libre & permis à tous & chacuns les Sujets de Sa Majesté de la Grand' Bretagne &c. demeurans dans lesdits Ports de vivre dans leur propre Religion de la maniere qu'il est permis, soit à Genes ou à Ligorne, & on ordonnera, ou assignera un sepulchre convenable pour y enterrer les Sujets de Sa Majesté qui decederont dans lesdits Lieux.

X. Dixiémement, comme il n'y a rien qui tourmente davantage les Hommes, que les Procés devant des Tribunaux de Justice, eu égard à la grande consommation du temps & d'argent, mais encore plus particulierement, un étranger, qui n'a aucune connoissance des Coûtumes, & des Loix du Pays, pour cette cause, il a été convenu & accordé entre Sa Majesté de la Grand' Bretagne &c. & Son Altesse Royale, que tous les differens, & démeslez qui arriveront, entre Sujet & Sujet de Sa Majesté, ou entre lesdits Sujets, & quelqu'autre personne qui ne sera pas Sujet de Sa Majesté, seront seulement plaidés devant un Juge qui sera appellé le Delegué de la Nation Angloise, par lequel seul ils seront decidez, lequel Delegué sera tousjours choisi par les Sujets de Sa Majesté, qui demeureront à Nice, Ville-Franche, ou Saint Hospice, à la charge tousjours, que l'élection sera faite, du nombre des Ministres de Son Altesse Royale, qui constituent les Consuls de la Mer, lequel Delegué, ainsi choisi, sera continué durant le plaisir des Electeurs Nationaux, pourvû que cette continuation ne soit pas pour plus de tems, que celui qui est limité par Son Altesse Royale pour la fonction de l'Office du reste des Consuls de la Mer. Aprés que ce Delegué aura été élû, la Nation le presentera à Son Altesse Royale, avec une Requeste tendante à ce que par son authorité il puisse être établi pour exercer cette Charge, & aprés qu'il aura été ainsi constitué par cette Authorité, il decidera, & terminera avec briéveté & expedition, tous les differens susdits, sans formalité de Procés en Justice, conformement au poids & validité de la raison, n'ayant égard seulement qu'à la verité du fait, & tout cela se fera sans aucuns frais, depens, ni autre depense, que du simple payement de l'Ecriture. On ne pourra appeller de la Sentence donnée par ce Delegué, si ce n'est au Tribunal des Consuls de la Mer, demeurans à Nice, l'un desquels devra être le Delegué, qui prendra seeance comme un des Juges, duquel Tribunal, il n'y aura plus d'appel à pretendre: Mais arrivant que par la suite du temps, les Sujets de Sa Majesté devinssent si nombreux dans lesdits Ports (ce qu'il y a lieu d'esperer de la bonne disposition des Loix) si on trouve quelque inconvenient en la decision des differens, conformement à la maniere prescrite, en ce cas, à l'égard de quelque démeslé qui arrive, ou survienne seulement entre Sujet & Sujet de Sa Majesté, le Reglement suivant pour la decision definitive du Different, de laquelle on ne pourra se porter pour Appellant, sera établi & confirmé entre Sa Majesté, & Son Altesse Royale, lequel Reglement sera & devra être en sa pleine force & vertu, à commencer du temps que Sa Majesté le requerra de Son Altesse Royale. Voici la forme de ce Reglement. Les Sujets de Sa Majesté choisiront trois Hommes parmi la Nation Angloise qui pour leur vie & mœurs seront estimez des Hommes de la plus grande integrité parmi eux, ces trois Hommes suplieront tres-humblement Son Altesse Royale, qu'il lui plaise de nommer l'un d'eux, qui sous le titre de Delegué de S. A. R. en puisse exercer la Charge, lequel sera incontinent declaré; & aprés qu'il aura été ainsi constitué par son authorité & que pour cet effect, il aura obtenu de Lettres de S. A. R. il ne sera pas neanmoins capable d'exercer sa Charge, à moins que d'avoir auparavant presté Serment devant le susdit Delegué National, ou en son absence, par devant quelque autre des Consuls de Mer, demeurans à Nice, pour son Altesse Royale. Ces choses étant faites, lors qu'un different ou démeslé arrivera ou surviendra, le Demandeur, & le Deffendeur choisiront chacun deux Arbitres, & les declareront & constitueront pour tels, devant le Delegué de Son Altesse Royale, à chacun desquels le Delegué fera prester Serment sur les Saints Evangiles, en ces termes, qu'autant qu'il sera en leur pouvoir, sans avoir aucuns égards pour les personnes, en bonne conscience, & conformement aux meilleures regles de Justice ils rendront leur Sentence arbitrale justement & fidelement. Aprés lequel Serment, ils pourront s'assembler, quand l'occasion s'en presentera, mais tousjours en presence dudit Delegué, lequel Delegué n'aura point de voix, au cas que la plus grand' partie des quatre Arbitres s'accordent, en leur arbitrage, & si cela arrive, la decision qui sera ainsi faite, sera ferme & stable, mais si les Arbitres ne s'accordent pas, par raison de leur égalité de voix, alors le Delegué de Son Altesse Royale, aprés avoir presté le même Serment que les Arbitres auront fait, devant un des Consuls de Mer, à Nice, aura voix deliberative parmi les autres quatre Arbitres, & la décision qui interviendra, du côté qu'il y aura majorité de voix, sera ferme & valable en toutes les choses dont aura été question en ces deux cas, la decision ainsi faite amiablement, sera envoyée à Son Altesse Royale, dans l'espace d'un mois, afin que par son authorité, elle puisse avoir sa pleine force, & être mise à execution. Ce Delegué sera en outre obligé de faire des Ecritures, ou tenir des Registres, comme Delegué de Son Altesse Royale & le devoir de sa Charge sera, de les garder, & conserver soigneusement, il sera continué trois ans en la fonction de sa Charge, & obligé de rendre compte au Delegué, qui lui succedera, de toutes les Affaires qui se seront passées durant ce temps-là.

XI. Onziémement, arrivant que quelque Sujet de Sa Majesté vienne à deceder dans lesdits Ports, sans faire son Testament, ou que par son Testament il ait institué un Heritier ou Executeur, qui ne demeure pas en aucun desdits Ports, toute la Nation sera tenuë de s'assembler, & de choisir quelques personnes, qui soient de bonne vie, renommée, & credit, qui avec le Delegué de Son Altesse Royale Sujet de Sa Majesté, & le Consul de la Nation prendront soin des Biens du deffunct, de sorte qu'ils ne puissent pas être dérobez, mais plûtôt conservez pour ceux à qui de droit ils devront appartenir; lesquels Anglois ainsi élûs par la Nation, seront devant le Tribunal des Consuls de la Mer, demeurans à Nice, constitués & établis Administrateurs pour les fins susdites, des Biens du deffunct, & pour cet effect, ils auront plein-Pouvoir de demander & de garder toutes choses quelconques, qui de droit auront appartenu à la personne decedée, comme aussi de payer, & acquiter tout ce qui se trouvera legitimement deub, par le decedé, à quelques personnes que ce soit.

XII. Douziémement, tous Mariniers, Sujets de Sa Majesté, qui se retireront, sans l'aveu de leur Capitaine, ou Maitre, & entreront à bord de quelqu'autre Navire, ou Vaisseau, sur la plainte qui en sera faite à l'Officier de Son Altesse Royale à Nice, Ville-Franche, ou Saint Hospice, seront tirés du Vaisseau, qui les aura reçûs, & rendus à leur premier Capitaine ou Maitre: Si quelque Marinier abandonne son Capitaine ou Maître, & se retire en quelque Maison publique, ou

Anno 1669

ou particuliere, d'aucun des Habitans desdits Ports, & soit recelé par l'Habitant, il sera tiré de la Maison par force, & le Maître de la Maison sera condamné en vingt Ecus d'amende pour chaque offence de cette nature. Si quelque Marinier couche à Terre toute la nuit en quelque Maison publique, ou particuliere, sans le Congé par escrit, signé de son Officier, le Maître de la Maison, qui l'aura logé, payera dix Ecus d'amende. Si quelque Marinier contracte une Debte avec un Habitant desdits Ports, ou s'endebte envers lui au dessus d'un Ecu, sans le Congé par écrit, de son Capitaine ou Maître, son Creancier perdra son deub. Mais si le Marinier fait en sorte de trouver quelqu'un qui s'engage pour le payement de la Debte, qui ne soit pas Marinier, on laissera aller le Marinier, mais celui qui aura respondu pour lui, pourra être retenu pour la Debte.

XIII. Treiziémement, il a été convenu & accordé que toutes fois & quantes que des Navires de Guerre appartenans à Sa Majesté entreront dans lesdits Ports, ils y seront reçûs de tous points avec les mêmes honneurs qu'aucuns autres Navires, ou Vaisseaux appartenans à quelque Monarque ou Prince que ce soit; durant le temps que les Navires de Sa Majesté demeureront dans lesdits Ports, on ne leur refusera rien qui leur soit necessaire, ou convenable, en payant un prix competent pour ce qu'ils prendront, & à l'égard de leurs Vivres, il est permis à tous ceux qui sont deputez, pour fournir des Vivres aux Navires, dans l'estendue de tous les Domaines de Son Altesse Royale, de contracter pour acheter toutes choses necessaires & convenables pour la sustentation de la vie, & de faire porter toutes lesdites choses, ainsi achetées dans lesdits Ports, sans payer aucuns Droits de Douane ni autres Impositions, en payant seulement pour icelles, ce qu'elles ont cousté la premiere fois. Et il est en outre convenu, que lesdits Navires de Guerre de Sa Majesté, durant le temps qu'ils seront dans lesdits Ports, y seront protegez & deffendus contre qui que ce soit, qui voudroit entreprendre de commettre quelque violence, ou exercer des hostilitez contr'eux.

XIV. Quatorziémement; comme dans le present Instrument de Commerce, on a fait mention de certaines Ordonnances Fiscales, ou Traffics, qu'on nomme communement Livre de Taux, ou de Droicts publics, l'un desquels, imprimé le dixiéme jour de Decembre mil six cent cinquante un, contient les Peages, ou Droits de Douane, qui doivent estre payez pour toutes sortes de Marchandises, qui sont vendues dans l'estendue des Domaines de Son Altesse Royale, le second contient à la fin du general ordre du Port franc, (du 30 Octobre 1633.) les Droits qui doivent estre payez pour le passage par Terre à travers des Etats de Son Altesse Royale. Et le troisiéme & dernier, signé par le Procureur de Son Altesse Royale contient les Droicts du Lazaret, ou les frais & Droits qui doivent estre payez, pour purger les Denrées qui font Quarantaine, tous lesquels trois Livres de Taux, & de Droicts, doivent estre reglez, conformement aux limitations, & restrictions contenuës dans les Articles precedens: il a esté convenu que lesdits Tarifs ou Taux & Droicts, ne seront jamais changez, ni alterez sans le consentement du Consul, & de la plus grande partie des Marchands & Facteurs Anglois, demeurans dans lesdits Ports. Il est en outre convenu, que les Marchands & Facteurs de Sa Majesté seront expediez en toute diligence, dans les Lieux où les Droits de Douane, & de Peage doivent estre payés, & qu'aucun desdits Sujets, ne sera en aucun temps sujet à la revision de comptes, sous pretexte de fraude. Et si quelque Officier de Son Altesse Royale exige, ou reçoit quelque Somme ou valeur outre & pardessus ce qui est reglé dans les susdits Tarifs ou Taux, & limité ainsi que dans les susdits Articles, par voye de recompense, don gratuit, ou de quelque autre pretexte que ce soit, celui qui aura commis cette exaction, sera emprisonné l'espace de trois mois, ou plus long-temps, si Son Altesse Royale le juge à propos, & payera trois fois la valeur entiere de ce qu'il aura ainsi demandé ou receu, moitié de laquelle Somme, appartiendra à S. A. R. & l'autre moitié au Denonciateur, ou Accusateur.

XV. Quinziémement & finalement, il a été convenu, & accordé, que toutes les Immunités, Privileges & Concessions contenuës en la Publication generale qui a esté faite d'un Port franc, par Son Altesse Royale, & ne sont pas mentionnées, ni specifiées dans les Articles precedens, seront entenduës être expressément mentionnées & contenues dans la teneur du present Instrument, pour le plein & entier advantage des Sujets de Sa Majesté, en toutes les dispositions & intentions, & toutes Immunitez, Privileges, ou advantages, qui à l'avenir seront accordez à quelqu'autre Royaume ou Etat que ce soit, tous & chacuns lesdits Privileges, Immunitez & advantages sont & seront aussi pleinement en toutes leurs circonstances accordez aux Sujets de Sa Majesté, comme s'ils avoient esté expressement accordez & octroyez par le present Instrument pour la pleine & indubitable confirmation duquel, & de tous les Articles précédens, les susnommez Procureurs de Sa Majesté de la Grand' Bretagne, &c. & de Son Altesse Royale ayant diligemment leû & consideré tous les susdits quinze Articles, ils les ont signez de leurs seings, & y ont apposé le cachet de leurs Armes à Florence le 19. jour de Septembre de l'an de grace 1669.

(L.S.) Jean Finch.

(L.S.) Joseph Maurice Filippone.

LII.

9. Oct.

Traité Provisionel entre le Serenissime Electeur de Cologne Prince & Evéque de Liege, *autorisé de Sa Majesté Imperiale, tant pour l'Empire que pour l'Evêché, & la Principauté de Liege d'une part, & les Etats Generaux des* Provinces-Unies, *des Pais-Bas d'autre, au sujet de la suprême Jurisdiction sur la Seigneurie de la Rochette. A la Haye le 9. Octobre 1669.* [Copie Manuscrite & sûre.]

Que (sans préjudice du Droit de Souveraineté laquelle l'Empire, & notamment le Païs de Liege, ou Leurs Hautes Puissances prétendent avoir sur la Rochette avec ses Appartenances, & Dépendances:) les Appointemens, & Sentences que le Conseil de Brabant, residant ici à la Haye, a déja donnés & rendus, en Jugement contradictoire, & non par contumace, ou qu'il donnera & rendra encore ci-aprés, touchant ladite Rochette ses Appartenances, & Dépendances, soit pour ou contre le Procureur Général de Brabant ici à la Haye, le Seigneur de Helmont ou la Dame Marie Sibille de Plettenberg Veuve du feu Sr. Jean Ruyffchenberg, en son vivant Seigneur de la Rochette respectivement à la requisition expresse, faite par ces presentes de la part de L. H P. & du consentement formel que son Altesse Serenissime donne par ces presentes, seront executés sans consequence par des Huissiers dudit Conseil de Brabant ici à la Haye, suivant l'Instruction & le stile ordinaire dudit Conseil; & promettent L. H. P. de n'y envoyer point de Troupes Militaires avant que le Jugement par les Arbitres, dont on parlera ci-aprés, soit rendu: Mais si cependant son Altesse Serenissime est requise de prêter main forte pour faciliter lesdites executions, elle ne manquera pas de le faire incessamment, & sans aucun delai; Bien entendu que ladite Dame Marie Sibille de Plettenberg, pour prévenir ladite execution, se pourra servir par devant ledit Conseil de Brabant ici à la Haye, de tous les Benefices de droit qu'elle jugera les plus propres pour la conservation de son Droit à la Rochette, ses Appartenances & Dépendances, sans qu'elle ait besoin de se faire relever de la contumace accordée contre elle par ledit Conseil, & sans que l'on puisse avoir égard aux Sentences, Decrets & Appointemens donnés, ou prononcés, faute d'avoir comparu; ladite contumace, & lesdites Sentences, Decrets, & Appointemens étant levés & annullés par ces presentes: Et s'il arrive quelque contestation, si les Parties ont été en Jugement, ou non, elles seront encore ouïes sur ce different, & ledit Conseil de Brabant en appointera, prononcera, ou jugera, avant qu'il se fasse aucune execution, sans que L. H. P. par cet Acte se veuillent entremettre des autres Biens, sur lesquels ladite Dame de Plettenberg prétend être fondée outre ladite Rochette, ses Appartenances & Dépendances ne relevant point de L. H. P. & n'étant pas de leur Territoire.

Que tant que ledit different subsistera ni de la part des

ANNO 1669.

des Possesseurs de ladite Rochette, ses Appartenances & Dependances, ni de la part de l'Empire & notamment dudit Païs de Liege, ou de L. H. P. on ne pourra rien entreprendre directement, ni indirectement dudit Lieu de la Rochette, ses Appartenances, & Dependances qui puisse en aucune maniere endommager, préjudicier, ni incommoder l'Empire, & notamment le Païs de Liege, & ses Sujets d'un côté, ni L. H. P. & leurs Sujets d'autre.

Que sadite Altesse Serenissime demeurera en possession des Droits des Mineraux, & tous autres, entant qu'elle est en possession paisible d'iceux audit lieu, jusques à ce que ledit different de Souveraineté soit terminé.

Que dans deux mois après la Ratification des presentes les Parties conviendront des voyes, & moyens d'ajuster à l'amiable ledit different touchant ladite Souveraineté, ou que faute de cela lesdites Parties nommeront dans un mois après l'expiration desdits deux mois des Juges ou Arbitres, qui termineront & décideront ledit different.

Que tout ce qui est exprimé ci-dessus n'a été convenu & accordé que sous l'agreation & approbation de son Altesse Serenissime, & L. H. P. respectivement, laquelle l'on fournira dans deux mois du jour de la date des presentes, sans laquelle agreation & approbation il n'y aura rien de fait, mais que néanmoins son Altesse Serenissime donnera ordre à ce que ladite Rochette avec ses Appartenances & Dépendances soit vuidée & delivrée des Gens de Guerre, & de la Garnison qui y est presentement, devant l'expiration d'un mois, à compter du jour de la Signature de ce present Acte, sans que l'on y puisse mettre d'autres Gens de Guerre, sur les assûrances que L. H. P. donnent, qu'après que ladite évacuation aura été faite L. H. P. n'attenteront ni ne permettront d'attenter à occuper ladite Rochette ni à y mettre Garnison, soit par voye de fait, ou pour executer quelques Sentences ou Appointemens du Conseil de Brabant ici à la Haye, si ce n'est après la Ratification de la presente Convention, & cela sur le pied, & en la maniere exprimée ci-dessus.

En foi de quoi nous soussignés avons mis nos seings & Seaux à ces presentes. A la Haye le 9 d'Octobre 1669. *Etoit signé & cacheté*,

G. F. RENESSE *Baron d'Elderen*, (L. S.) FR. DE SELYS. (L. S.)

LIII.

24. Oct. *Traité de Commerce & de bonne Correspondance entre le Prince Evêque de* MUNSTER, *& la Ville d'*EMBDEN. *A Assendorp le 24. Octobr. 1669.* [Simple Copie, traduite du Hollandois.]

QU'IL soit notoire à tous par ces presentes, Qu'attendu que le Haut & très-Digne Prince & Seigneur Christophle Bernard Evêque de Munster, Bourg-Grave de Stromberg, Prince du Saint Empire Romain, & Seigneur de Borculoo, auroit reçu diverses Informations & Plaintes de ses Sujets, portant que l'on contrevenoit en plusieurs manieres aux anciens Accords entre l'Evêché & Principauté de Munster & le Païs d'Oost-Frise, particulierement à celui de l'an 1497; Et que de l'autre part on se plaignoit aussi de diverses vexations, il a été trouvé bon pour abolir entierement toutes ces Plaintes reciproques, & prévenir les mesintelligences qui en pourroient sourdre à l'avenir, d'établir des Conferences amiables avec les Seigneurs Bourguemaîtres & Conseillers de la Ville d'Embden, dans lesquelles après plusieurs Negociations on s'est enfin accordé de la maniere qui suit.

I. Il y aura entre sa Haute Grace Principale, & la Ville d'Embden, ses Bourgeois & Habitans, une sincere, veritable & bonne amitié, intelligence & Correspondance, Elle sera en toute maniere entretenuë & cultivée, & par conséquent les Represailles seront absolument bannies de part & d'autre.

II. Toutes les fois que les Bâtimens de sadite Haute Grace Principale, ou de ses Sujets descendront la Riviere d'Ems allant vers la Mer, ou la remonteront en venant de la Mer, ils pourront entrer à Embden dans l'Estacade & y demeurer trois jours, tellement comptés que le premier y soit compris, en cas que lesdits Bâtimens soient arrivés avant midi.

III. Aussi-tôt que lesdits Bâtimens seront entrés, il sera donné au President Bourguemaitre, une exacte & particuliere specification de toutes les Marchandises qui y seront chargées, avec une Declaration sous Serment (si cela est jugé necessaire) de celles qui appartiendront aux Sujets de la Principauté de Munster; & de celles qui appartiendront à d'autres

IV. Pendant ledit tems il y aura de part & d'autre une entiere liberté de converser, negotier, vendre & acheter, c'est-à-dire entre les Sujets de Munster & les Bourgeois de la Ville d'Embden seulement, & le prix des Marchandises sera laissé en sa propre valeur à la liberté des Contractans, sans aucune contrainte de la part du Magistrat, & en échange les Bourgeois de la Ville d'Embden jouiront d'une liberté semblable, dans l'Evêché de Munster.

V. Les Marchandises qui se trouveront dans ces Bâtimens, & qui appartiendront à d'autres qu'à des Sujets de Munster, seront debarquées & traitées selon l'ancienne coûtume, & les Privileges de la Ville.

VI. Le Peage sera payé comme à l'ordinaire, & ne pourra être haussé, non plus que le Tonnage, ni l'Impôt du Back, & il ne sera mis aucune nouvelle charge sur les Marchandises, Bâtimens, ou personnes qui en dépendent; ce qui est aussi reciproquement promis de la part de Munster.

VII. De même l'argent que l'on paye pour la Gruë, & pour les Halles, ne sera exigé que lors que les Marchandises seront effectivement venduës ou achetées, & en toutes choses les Bourgeois de la Ville d'Embden seront traités dans tout l'Evêché de Munster, comme les Sujets de Munster dans la Ville d'Embden.

VIII. Le Peage & autres exactions ci-dessus nommées, demeureront *hinc inde* sur le même pied où elles sont à present, & ne pourront être rehaussées.

IX. La Ville d'Embden ne pourra visiter les Bâtimens Munsteriens, quand même cette visite se feroit en bon ordre, sans décharger les Marchandises & sans les remuer, mais en cas de fraude, & que les Maîtres des Bâtimens fussent ouvertement poursuivis en Justice, pour n'avoir pas fidelement declaré les Marchandises de leur charge, & qu'on ne pût autrement éclaircir le fait; En ce cas-là, & non autrement, la Ville pourra visiter les Bâtimens & remuer les Marchandises, toutesfois sans frais ni dépense pour les Marchands; & de telle maniere que les seules Marchandises non déclarées seront tirées des Bâtimens, & que les autres n'en souffriront en aucune maniere. La même regle sera aussi observée dans l'Evêché de Munster à l'égard des Marchands d'Embden, & pour d'autant mieux prévenir toute sorte de fraude, il sera donné reciproquement de la part d'Embden à Munster, & de la part de Munster à Embden des Extraits des Livres de Peage, contenant la specification des Marchandises qui y auront été déclarées au depart, & cela toutes les fois qu'il en sera fait requisition.

X. Les Vaisseaux aiant demeuré, comme il a été dit trois jours dans la Ville, en dedans de l'Estacade, seront obligés de partir sans retardement le soir à six heures avec leurs charges, tant celle qu'ils auront aportée & non venduë, que celle qu'ils auront prise à Embden, pour après cela remonter la Riviere, ou descendre vers la Mer, selon la volonté des Marchands, & sans qu'ils puissent y être empêchés.

XI. Touchant les Pierres de Taille des Carrieres de sa Haute Grace Principale, & les autres moindres Pierres qui en proviennent, en quelque quantité & de quelque forme qu'elles soient, il a été convenu que lors qu'elles appartiendront immédiatement à la Chambre de sadite Haute Grace Principale, les Bâteaux qui en seront chargés, & qui se tiendront sur leurs Ancres hors de l'Estacade en tel lieu qu'il leur plaira, passeront sans rien payer, après qu'ils auront été préalablement visités, & qu'ils auront produit des Passeports signés de la main de sa Haute Grace Principale; mais si les Carrieres viennent à être affermées, alors chaque Bâteau chargé de Pierres payera trente six Rixdales d'Embden, moyennant quoi ils pourront continuer leur Navigation sans aucun retardement.

XII. Toutes lesquelles choses ont été convenuës sans préjudice des Droits & Privileges Imperiaux de la Ville d'Embden, lesquels demeureront inviolables dans tous leurs Points & Clauses, avec renoncement sur ce sujet à toutes sortes d'exception, & sera le présent Traité ratifié dans le tems de trois semaines par les Seigneurs Principaux de l'une & l'autre part, & les Ratifications échangées à certain jour & heure dont on conviendra. Fait & signé de la main des

ANNO 1669.

Deputez & féellé de leur cachet à Affendorp le 24. Octobre 1669.

HERMAN MATHIAS *Baron d'Eveelen.*
JOOST HERMAN RAVELANDT.
JEAN GASPAR BISPSNO.
HENRI MARTELS.
AD. SALLE' Dr.
D. GONDREE D.
WOUTER DIRCKS.

LIV.

24. Oct. *Articles & Conditions accordées pour le Port & Transport des Lettres, Depêches & Paquets écrits, tant des Villes de tout le Royaume de France que de celles cedées au Roy par les Traittés des Pirenées & d'Aix la Chapelle, dans les Villes des Provinces-Unies des Pays-Bas, que des Villes desdites Provinces-Unies dans celles de France & desdites Villes cedées, entre* THOMAS CARPATRY, *Conseiller du Roy en son Conseil d'Estat, Commis de Monseigneur le Marquis de* LOUVOIS *& de Courtanvaux Secretaire d'Estat & des Commandemens de Sa Majesté, Grand Maître des Couriers, & Sur-Intendant General des Postes de France,* LEON PAJOT *&* LOUIS ROUILLE' *Directeurs du Bureau General de la Poste de Paris, fondés de Pouvoir dudit Seigneur Marquis de Louvois pour l'effet des Presentes d'une part, &* CHRISTIAN CONSTANTIN RUMPF, *Secretaire de l'Ambassade des Messieurs les Estats d'Hollande ayant charge & pouvoir en bonne forme de Messieurs les Bourguemaîtres & Regens de la Ville d'*AMSTERDAM, *& des autres Villes d'*HOLLANDE *d'autre part; lesquels Pouvoirs seront transcrits à la fin des presens Articles. A Paris le 24 d'Octobre 1669.* [Simple Copie, mais sûre.]

I. PREMIEREMENT qu'il sera entretenu une bonne, ferme & mutuelle correspondance de part & d'autre pour l'envoy, reception & distribution des Lettres, Depêches & Paquets.

II. Que les Lettres de Paris, Rouen, Bourdeaux, la Rochelle & Nantes partiront de Paris & Rouen pour les Villes d'Hollande tous les Vendredis à huit heures du matin, pour, passant par l'Ille, Deinse ou Pelegueu & Anvers, se rendre à Cuypersveer sur la minuit du Lundi au Mardi de chacune semaine, où la Malle & Depêches seront delivrées par un Commis, que ledit Seigneur Marquis de Louvois preposera, si bon lui semble, audit Cuypersveer aux Couriers de la Ville d'Amsterdam, & des Villes de Sud-Hollande, pour l'apporter en diligence le Mardi au matin, en ladite Ville d'Amsterdam.

III. Que des Villes de l'Ille, Douai, Tournai, Courtrai, Oudenarde & Ath il partira des Couriers pour le trouver au passage de celui pour la Hollande, & lui delivrer les Lettres, Depêches & Pacquets, dont ils seront chargés dans la même Malle avec les Lettres de France & recevoir de même les Lettres de Hollande pour lesdites Villes.

IV. Que les Lettres de la Ville d'Amsterdam & de Sud-Hollande pour les Villes de Flandres cedées à Sadite Majesté, & pour Paris, Rouen, Bourdeaux, la Rochelle, Nantes & autres Villes de France, partiront les Jeudis au soir à la porte fermante, pour être portées à Cuypersveer au Commis ou Courier dudit Seigneur Marquis de Louvois pour être ensuite portées & delivrées dans toutes les Villes de l'obeïssance de Sa Majesté.

V. Que les Lundis de chaque semaine jour du depart des Couriers d'Amsterdam pour la Ville d'Anvers, les Negocians dudit Amsterdam écriront à Lille & lesdites Lettres & Depêches seront mises dans un Pacquet clos & cacheté qui sera delivré à Cuypersveer aux Commis ou Couriers dudit Seigneur Marquis de Louvois, pour être par eux transportés dans ladite Ville de Lille, sans que lesdits Commis d'Amsterdam soient obligés d'y mettre les Lettres, qui s'addresseroient directement à Paris, lesquels Commis recevront reciproquement les Pacquets de Lille, qui leur seront addressées, sans être obligés de delivrer les Lettres, qui pourroient venir directement de Paris, sans qu'aucuns Negocians de Paris & d'Amsterdam puissent se servir de leurs Correspondances d'Anvers pour écrire dans lesdites Villes d'Amsterdam & Paris, à peine de repéter contre les contrevenans le Port entier de Paris à Amsterdam & d'Amsterdam à Paris, & pour l'éviter se pourront lesdits Negocians de Paris & d'Amsterdam, servir de leurs Correspondans de Lille, pour écrire ausdites Villes & ledit Pacquet de Lille arrivera à Anvers le Jeudi à midi, afin qu'il puisse partir avec le Courier dudit Anvers pour Amsterdam.

ANNO 1669.

VI. Que les frais & depens pour les Couriers & Chevaux emploiés pour le transport desdites Lettres tant d'aller que de venir, seront faits par ledit Seigneur Marquis de Louvois, depuis Paris & les Villes de l'obeïssance de Sadite Majesté jusques à Cuypersveer.

VII. Que pareillement les Officiers des Postes d'Amsterdam feront les frais & depens des Couriers & Chevaux depuis Cuypersveer jusqu'au dit Amsterdam, tant en allant qu'en retournant.

VIII. Que ledit Seigneur Marquis de Louvois ou ses Commis recevront le Provenu de tous les Ports de Lettres qui partiront de ladite Ville d'Amsterdam, dans toutes les Villes & Places de France & des autres, estant sous l'obeïssance de Sadite Majesté.

IX. Que ledit Seigneur Marquis de Louvois recevra en outre le Port de toutes les Lettres qui seront affranchies de ladite Ville d'Amsterdam jusques à Paris & Rouen, sçavoir d'une simple Lettre pour Bourdeaux, Bayonne, la Rochelle, Nantes, St. Malo, & autres Places par delà Paris & Rouen dis sols, d'une Lettre double au delà de demi once onze sols, d'une Lettre pesant trois quarts d'once & au delà douze sols, & de l'once seize sols, le tout Monnoye d'Hollande, & ledit affranchissement n'aura lieu qu'autant de tems que ledit Seigneur Marquis de Louvois le desirera, en avertissant toutefois quinze jours auparavant lesdits Sieurs Bourguemaitres ou les Commis des Postes de ladite Ville d'Amsterdam.

X. Que les Officiers des Postes d'Amsterdam recevront tout le provenu du Port des Lettres venans tant des Villes & Places de France que de celles cedées à Sadite Majesté pour la Ville d'Amsterdam, en payant audit Seigneur Marquis de Louvois, sçavoir de chacune Lettre simple de Bourdeaux, Bayonne, la Rochelle, Nantes, St. Malo, & autres Villes par delà Paris & Rouen onze sols, dont cinq sols apartiendront au Bureau de la Poste de Paris, pour le port desdites Lettres depuis lesdites Villes jusques à Paris, & les six sols restans seront audit Seigneur Marquis de Louvois pour le Port depuis Paris jusques à Cuypersveer; des Lettres doubles sçavoir de celles d'au delà demi once, un gros, treize sols, celles d'au delà demi once deux gros, quatorze sols, & de l'once dix huit sols, le tout Monnoie d'Hollande.

XI. Que les Officiers des Postes d'Amsterdam recevront pareillement le provenu des Ports des Lettres, venans de Paris, Rouen, Calais, Abbeville, Amiens & autres Villes de pareille distance, en payant audit Seigneur Marquis de Louvois, sçavoir pour une Lettre simple six sols, pour une Lettre double au delà de la demi once sept sols, & pour l'once neuf sols, le tout Monnoye d'Hollande.

XII. Et pour chaque Letre simple écrite de Lille, Tournai, Courtrai, Douai, Ath, Oudenarde & autres Villes, cedées à Sa Majesté, quatre sols, & pour l'once six sols, Monnoye d'Hollande, qui sont les prix ainsi que ceux marqués aux Articles IX. X. & XI. que ledit Sieur Rumpf a affirmé avoir toûjours été payés au Sieur Comte de Tassis, & s'il se trouve qu'il en ait payé plus grande Somme, il en sera fait raison audit Seigneur Marquis de Louvois tant du passé que de l'avenir.

XIII. Qu'il a esté arrêté & convenu qu'à l'égard des Lettres, qui viendront des Places cedées à Sadite Majesté pour ladite Ville d'Amsterdam, qui ne pourrons pas être delivrées & dont les Ports ne pourront pas être reçûs par les Officiers des Postes d'Amsterdam, lesdits Officiers ne seront point tenus d'en payer les Ports ci-dessus specifiés audit Seigneur Marquis de Louvois ou à ses Commis, mais en seront quittes en renvoiant lesdites Lettres de rebut tous les quinze jours, ainsi qu'il en estoit usé avec Monsieur le Comte de Tassis, & pourra ledit Seigneur Marquis de Louvois

ANNO 1669.

vois pour éviter l'abus faire parafer toutes les Lettres pour Amsterdam.

XIV. Qu'il sera deduit par chacune semaine sur ce qui appartiendra audit Seigneur Marquis de Louvois la somme de douze Livres pour indemniser lesdits Officiers des Postes d'Amsterdam des frais de la distribution des Lettres & de la Taxe sur les espéces provenans des Ports d'icelles.

XV. Que les Deniers qui reviendront audit Seigneur Marquis de Louvois pour les Ports des Lettres & Pacquets seront payés tous les mois à celui qui en aura pouvoir de lui à Amsterdam.

XVI. Que pour la seureté & conservation des Lettres & Depêches elles seront mises dans des Valises bonnes & bien conditionnées.

XVII. Il a encore été convenu, que ledit Seigneur Marquis de Louvois accorde tout ce que dessus & aux mêmes conditions aus Villes de Sud-Hollande, principalement Dordrecht, Haerlem, Leyden, Rotterdam & la Haye, lesquelles Villes de Sud-Hollande sont aussi comprises dans ce Traité, aiant été expressement accordé que les Lettres appartenantes à Amsterdam & aux Villes desdits environs, seront mises à part dans une Valize fermée, hormis le Pacquet de la Ville de Haerlem qui viendra dans la Valize d'Amsterdam avec une Liste. Mais pour les Villes de Dordrecht, Leyden, Rotterdam & la Haye leurs Lettres viendront ensemble dans une même Valize fermée, neantmoins les Lettres de chaque Ville mises dans un sac ou pacquet particulier, & a chacun une Liste des Lettres dont le Port sera payé à Amsterdam à ceux ou celui que ledit Seigneur Marquis ou ses Commis authoriseront, dont ledit Sieur Rumpf, és noms qu'il procede, demeurera responsable, sans que lesdites Villes puissent pretendre aucun dedommagement pour la Taxe des especes & de la distribution.

XVIII. Qu'il faudra soigneusement prendre garde de quel lieu les Lettres & Pacquets viendront, afin qu'on fasse bon audit Seigneur Marquis de Louvois les Ports qui lui sont accordez par ce present Traité. Et pour cet effet les Lettres venans de par delà Paris & Rouen seront mises apart, & celles de Paris, Rouen, Amiens, Calais, Abbeville & autres de semblables distances, doivent aussi être separées, comme aussi les Lettres des Villes des Pays-Bas, d'autant qu'il faut qu'elles payent des Ports particuliers.

XIX. Qu'au cas que les Lettres de France n'arrivent pas à Cuypersveer, excepté que ce ne soit par le mauvais tems ou passages de Rivieres, au même tems que celles de Brabant, ainsi qu'il a esté stipulé au deuxiéme Article du present Traité, desorte qu'on soit obligé de les envoyer quérir separement, ledit Seigneur Marquis de Louvois ou ses Commis seront en ce cas obligez de payer aux Officiers des Postes d'Amsterdam la somme de trente Livres argent d'Hollande, & reciproquement si les Lettres d'Hollande n'arrivent pas aussi assés à tems à Cuypersveer, & qu'on soit obligé de les aller quérir separement, les Officiers des Postes d'Amsterdam payeront audit Seigneur Marquis de Louvois la somme de trente Livres.

XX. Qu'avec les Lettres de France qui arriveront à Amsterdam, & dans les autres Villes d'Hollande on envoyera une Liste exacte de toutes les Lettres simples, doubles & onces, laquelle liste sera examinée au Comptoir d'Amsterdam, & la trouvant conforme, on payera les Lettres sur ce pied, sinon, les Officiers des Comptoirs d'Hollande feront bon à ceux des Comptoirs de France de ce qui se trouvera, soit qu'il y en ait plus ou moins que la Liste ne portera.

XXI. A esté expressement stipulé que l'on sera obligé de part & d'autre de faire delivrer trés-fidellement les Lettres & Pacquets & particulierement ceux des Ministres, qui seront taxez suivant les reglemens & delivrés trois ou quatre heures aprés leur arrivée ou plustost si faire se peut.

XXII. Ce que nous ci-dessus nommez promettons de faire ratifier, savoir nous dits Carpatry, Pajot & Rouillé, par ledit Seigneur Marquis de Louvois, & moi dit Rumpf, par mesdits Seigneurs les Bourguemaîtres & Regens de la Ville d'Amsterdam, le tout dans trois semaines, auquel tems nous nous obligeons de faire l'échange reciproque des Ratifications en bonne forme signées & seellées, fait double à Paris le vingthuitiéme Septembre mil six cens soixante neuf. *Signé*, CARPATRY, PAJOT, C. C. RUMPF, ROUILLE'.

FRANÇOIS MICHEL LE TELLIER Marquis de Louvois & de Courtanvaux Conseiller du Roy en ses Conseils, Secretaire d'Estat & des Commandemens de Sa Majesté, Grand Maître des Couriers & Sur-Intendant General des Relais, Postes, & Chevaux de Louage de France. Aiant estimé à propos pour l'avantage du service du Roy & de celui du publicq, & pour faciliter le Commerce par le moien du libre transport des Lettres & Pacquets de France en Hollande & d'Hollande en France, d'entendre aux propositions qui nous ont été faites de la part de Messieurs les Bourguemaîtres d'Amsterdam sur ce sujet, nous avons commis, ordonné & deputé, commettons, ordonnons & deputons les Sieurs Carpatry, Pajot & Rouillé pour avec le Sieur Rumpf, authorisé du Pouvoir desdits Sieurs Bourguemaitres convenir en notre nom des conditions reciproques pour ledit transport & libre passage desdits Pacquets & Lettres, en arrester, conclure & signer le Traité de notre part, leur en donnant tout Pouvoir, & promettant de ratifier & d'entretenir & de faire entretenir & garder, tout ce qui aura été par eux conclu & arresté à cette occasion; en foi de quoi nous avons signé la presente de notre main & fait contresigner par l'un de nos Commis à la Sur-Intendance Generale desdites Postes & à icelles fait apposer le cachet de nos Armes, à Chambor le vingt un Septembre mil six cens soixante neuf. *Signé*, DE LOUVOIS, *& plus bas*, Par mon dit Seigneur COLBERT.

NOUS Bourguemaîtres Regens de la Ville d'Amsterdam, aians été requis de la part de Monsieur le Marquis de Louvois en qualité de Sur-Intendant General des Postes de France, & des Villes cedées à Sa Majesté Tres-Chrestienne par le Traité d'Aix la Chapelle, à établir avec lui une correspondance pour le port & rapport des Lettres de France, & desdites Villes cedées vers Amsterdam, & d'Amsterdam vers la France, & lesdites Villes cedées reciproquement, & desirans que cet établissement se fasse au plûtôt en la meilleure forme, avons commis & commettons a celle fin le Sieur Christian Constantin Rumpf, Secretaire de l'Ambassade de Messieurs les Estats Generaux des Provinces-Unies en France, comme nous lui donnons par ces presentes plein-Pouvoir, ordre & commission de conferer negocier & traitter en notre nom avec ledit Monsieur le Marquis de Louvois, ou avec ses Commis munis de Pouvoir à ce suffisant des conditions d'un Traité touchant ledit port & rapport des Lettres, telles qu'il jugera les plus utiles & sortables au bien du Commerce mutuel en convenir, les resoudre, arrêter & conclure, & en signer les Articles, prometrans d'avoir pour agreable, ferme & stable tout ce que par ledit Sieur Rumpf aura été accordé & signé, de le ratifier & d'en faire délivrer les Lettres de Ratification aux termes, & en la maniere qui aura été prescrite & reglée par ledit Traité. En temoignage dequoi nous avons mis à ces presentes le Seel, & les avons fait signer d'un Secretaire de cette Ville le trente & uniéme d'Aoust l'An 1669. *Signé*, WIGBOLD SLICHER & seellé du grand Seeau de la Ville. *Signé*, CARPATRY, PAJOT, RUMPF & ROUILLE'.

NOUS THOMAS CARPATRY, Conseiller du Roy en son Conseil d'Estat, Commis de Monseigneur le Marquis de Louvois, & de Courtenvaux Secretaire d'Estat & des Commandemens de Sa Majesté, Grand Maistre des Couriers & Sur-Intendant General des Postes de France, Leon Pajot & Loüis Rouillé Directeurs du Bureau General de la Poste de Paris, fondés de Pouvoir dudit Seigneur Marquis de Louvois, & Michel Michelson Conseiller de la Ville de Flessingue, aussi fondé de Pouvoir de Messieurs les Bailli, Bourguemaitres, Eschevins & Conseillers de ladite Ville, transcrits à la fin des presentes pour le libre passage & reglement du port des Lettres tant des Villes de France, & de celles cedées par les Traités des Pyrenées & d'Aix la Chapelle, aux Villes & Lieux de Zelande, que desdites Villes & Lieux de Zelande en celles de France & lesdites Villes cedées, nous dits Carpatry, Pajot & Rouillé aurions pour y parvenir leu audit Sr. Michelson le Traité fait à Paris le vingt & huitiéme Septembre dernier, entre nous au nom dudit Seigneur Marquis de Louvois, & le Sr Christian Constantin Rumpf, Secretaire de l'Ambassade de Messieurs les Estats Generaux des Provinces-Unies [illegible]s

Anno 1669.

Pays-Bas, pareillement au nom de Messieurs les Bourguemaîtres & Regens de la Ville d'Amsterdam, pour le port des Lettres de France en Hollande & d'Hollande en France, & moi dit Michielzon aprés l'avoir entendu attentivement & meurement consideré, ai agréé ce qu'il contient, & promets tant en mon propre & privé nom qu'en celui de mesdits Sieurs les Bourguemaîtres de ladite Ville de Flessingue de le faire executer pour toute la Zelande, à quoi nous dits Carpatry, Pajot & Rouillé avons consenti, & à cette fin nous sommes tous convenus que d'orenavant toutes les Lettres & Pacquets des Villes de France, & Villes cedées pour toutes celles de Zelande partiront de Paris & Rouen tous les Vendredis à huit heures du matin, pour passant par Lille, Deinse ou Pelegen se rendre au Sas de Gand tous les Lundis, ou plutôt si faire se peut, ou les Depêches pour toutes les Villes de Zelande, qui seront enfermées dans un seul Pacquet, seront delivrées par les Commis ou Couriers dudit Seigneur Marquis de Louvois, aux Commis ou Couriers qui seront envoiés par lesdits Srs. Bailli, Bourguemaîtres, Echevins & Conseillers de ladite Ville de Flessingue, qui delivreront toutes les Depêches des Villes de Zelande le Vendredi, ou à tel autre jour qu'il conviendra pour faire quadrer à Deinse, aux Couriers qui viendront d'Amsterdam à Paris.

A été convenu que s'il est jugé à propos d'établir un second Courier de Zelande sur Lille, pour sous couverte de Lille écrire une seconde fois par semaine de Zelande en France, & de France en Zelande, ledit établissement se fera de concert ensemble.

Lesdits Sieurs Bailli, Bourguemaîtres, Eschevins & Conseillers de ladite Ville de Flessingue, s'obligent de faire payer audit Seigneur Marquis de Louvois, ou à ses Commis dans ladite Ville de Flessingue ou celle de Middelbourg, tous les mois, le montant du port desdites Lettres & Pacquets conformement aux Articles dudit Traité, deduction faite de quatre Livres par semaine pour indemniser les Officiers des Postes de Flessingue des frais de la distribution & de la Taxe sur les especes provenans du port desdites Lettres, bien entendu, comme il est dit par le susdit Traité, que le port entier des Lettres, Depêches & Pacquets desdites Villes de Zelande, pour les Villes de France & les Villes cedées, appartiendra audit Seigneur Marquis de Louvois, qui fera les frais depuis Paris & Rouen & Villes cedées, jusqu'au dit Sas de Gand tant en allant qu'en revenant, & lesdits Sieurs Bailli, Bourguemaîtres, Eschevins & Conseillers de Flessingue, desdites Villes de Zelande jusqu'au Sas de Gand, tant aussi en allant qu'en retournant, ce que nous promettons de faire notifier & d'en échanger les Actes en bonne forme de part & d'autre dans un mois, fait double à Paris le vingtquatriéme jour d'Octobre mil six cens soixante neuf. *Signé*, CARPATRY, PAJOT, ROUILLE', M. MICHIELZON.

LV.

29. Nov.

Fœdus (1) inter CAROLUM II. *Magnæ Britanniæ Regem, & FREDERICUM III. Daniæ Regem, ad majorem securitatem Regnorum suorum, & libertatem Commercii Subditis, per Terram, Mare, Flumina & Aquas dulces, tàm in Europâ quam extra Europam conservandam. Apud Westmonasterium die 29. Novembris 1669* [Tiré de la Registrature d'Etat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale, Fasc. 52. On trouve aussi ce Traité dans les Archives de l'Ambassade d'Espagne à la Haye du tems de CHARLES II.]

SErenissimis ac Potentissimis Principibus ac Dominis, Domino Carolo secundo Dei gratia Britanniæ & Hiberniæ Regi, Fidei Defensori ab una, & Domino Frederico Tertio eadem gratia Regi Hæreditario Daniæ, Norwegiæ, Vandalorum Gothorumque, Duci Sleswici, ab altera parte, e re præsenti, quam maxime necessarium fuit pro majore Regnorum suorum securitate, & promovendis ab utraque parte Commerciis non solum vetustissima illa consanguinitatis & Amicitiæ vincula a Majoribus ad se derivata, redintegrare, sed novis etiam arctioribus incrementis corroborare, quem in finem summe memoratus Rex Daniæ & Norwegiæ ad declarandam reciprocam suam intentionem, de qua ex parte Serenissimi Magnæ Britanniæ Regis certior factus fuerat, Legatum suum Extraordinarium Illustrissimum Dominum Ulricum Fredericum de Guldenleeuw, Ordinis Elephanti Equitem, Consiliarium suum intimum & Status, Proregem Norwegiæ Militiæque ibidem Generalem, Gubernatorem in Aggershus & circumjacentes Districtus, in Angliam transmisit, & constitutis a summe memorato Rege Magnæ Britanniæ & Commissariis, Dominis, charo Consanguineo suo Ruperto Principe Palatino Bavariæ & Cumbriæ Duce, Castelli Windesoræ Constabulario perquam fideli & perdilecto Consiliario suo intimo, Orlando Bridgeman Equite aurato & Baronetto Magni Angliæ Sigilli Custode, perquam fidelibus, & perdilectis suis Consanguineis & Consiliariis Georgio Duce Buckinghamiæ equorum suorum Magistro, Jacobo Ormondiæ Hospitii sui summo Marechalio & Joanne Comite Lauderdaliæ Regni sui Scotiæ Secretario Status unico, perquam fidelibus & perdilectis Consiliariis suis intimis Henrico Barone Arlington Primariorum Secretariorum uno, Densilio Barone Hollis, Antonio Barone Asley Cancellario, Thoma Lifford Equite aurato Hospitii sui Thesaurario, Joanne Trevor Equite aurato, Primariorum Secretariorum suorum altero, vigore plenariarum Potestatum utrinque exhibitarum, tandem habitis quam plurimis Consultationibus in sequentes Articulos conventum est.

I. Sit inter ambos Serenissimos Reges eorumque Hæredes & Successores, nec non Regna, Principatus, Provincias, Ditiones, Comitatus, Insulas, Civitates, Subditos & Vasallos, cujuscumque Conditionis, Dignitatis & gradus illi fuerint, Terra Marique in Fluminibus, Aquis dulcibus, & ubivis locorum tam in Europa quam extra Europam, nunc & in futurum sincera, vera, ac perfecta Amicitia, Pax, & Confœderatio, ita ut neque alter alterius Regnis, Principatibus, Provinciis & Ditionibus, hominibusque & Subditis ullum detrimentum, damnum, vel incommodum inferat neque hoc ab aliis, quantum in se erit, fieri permittat, sed potius se invicem sincera amicitia & amore prosequantur, & alter alterius ut & Subditorum ejus utilitatem & rationes tanquam proprias omni tempore promoveat, damna autem, læsiones & injurias facto & consiliis, cunctis viribus prohibeat & avertat.

II. Neuter prædictorum Regum eorumque Hæredum in ullam rem quæ suo Confœderato præjudicio aut damno esse possit, consentiet, sed si alteruter Regum resciverit aliquid proponi, agi vel tractari aut propositum, actum vel tractatum iri, quod in alterius detrimentum vergere queat, id alteri sine mora significare, atque interea illud omnibus viribus avertere & impedire tenebitur.

III. Prædicti iidem Reges pro se, Hæredibus & Successoribus utrinque suis sancte pollicentur, se alterutrius hostibus, qui aggressores fuerint, nihil Subsidii Bellici, veluti Milites, Arma, Machinas, Bombardas, Naves, & alia Bello gerendo apta & necessaria subministraturos, aut suis Subditis subministrare passuros, si vero alterutrius Regis Subditi hisce contravenire audeant, tum ille Rex, cujus Subditi id fecerint, obstrictus erit in eos acerbissimis pœnis, tanquam seditiosos & fœdifragos animadvertere.

IV. Conventum præterea & concordatum est, quod si ullo unquam tempore aliquis Princeps vel Status Serenissimi Regis Daniæ & Norwegiæ &c. Regna Hæreditaria, Provincias, Comitatus, Oppida, Insulas, Territoria, aut Dominia quæ jam possidet invaserit, vel quovismodo hostiliter aggressus fuerit, tunc Serenissimus Rex Magnæ Britanniæ talem terrestrium Copiarum atque Bellicarum Navium numerum Serenissimo Regi Daniæ & Norwegiæ &c. contra ejusmodi Aggressorem auxilio in tempore suppeditabit, qualis ad pellendam vim suffecerit, ejusdemque rerum status postulaverit, qua ratione Serenissimus Rex Magnæ Britanniæ omnibus suis viribus impeditum ibit, ne per ejusmodi invasionem vel turbationem Serenissimo Regi Daniæ & Norwegiæ, quicquam de Regnis, Dominiis aut Juribus

(1) Il y a une Traduction Françoise de ce Traité dans la premiere Edition de ce Grand Recueil de Hollande Tom. IV. pag. 279. mais la principale moitié de l'Article XI. y manque, & l'on n'y voit ni Preambule, ni Signatures, ni Date. L'Editeur marque seulement au Titre que le Traité a été fait à Coppenhague le 11 Juillet 1670; ensuite dequoi, il declare par une Note marginale, que la Copie s'étoit trouvée fort defectueuse, que l'Article XIII. y manquoit tout entier, & qu'il avoit été obligé de le tirer d'un autre Manuscrit Latin. (Dum.)

Anno 1669.

bus suis decedat, & si dictus Serenissimus Rex Daniæ ullum Fœdus, Amicitiam, Confœderationem, necessitudinem, cum aliis quibuscumque Regibus, Principibus, Rebuspublicis aut Statibus contrahet, aut paciscetur, alter unà alterum ejusque Dominia in iis (quantum in ipso fuerit) comprehendere tenebitur, si comprehendi voluerit.

V. Utriusque Regis Subditis liberum erit alterius Regna & Provincias, Emporia, Portus & Flumina cum Mercibus suis, tam Terra quam Mari, tempore Pacis absque licentia, aut Salvo Conductu generali vel speciali adire, ubique versari, ac negotiari, dummodo Vectigalia consueta solvant, salvâ tamen utriusque Regis superioritate ac Jure in Regnis, Provinciis, Principatibus atque Territoriis respective suis.

VI. Conventum tamen & conclusum est quod Subditi Serenissimi Magnæ Britanniæ Regis ad Portus prohibitos, quorum in præcedentibus Fœderibus mentio fit, neque Colonias absque speciali licentia Regis Daniæ & Norwegiæ, petita & obtenta, nullatenus accedant, nisi evidens Maris periculum aut tempestatum impulsus, vel Piratæ insequantur, accedere vel intrare coëgerint, ubi tunc omnino ipsis mercandisare licebit, quemadmodum invicem nec Subditi Serenissimi Regis Daniæ & Norwegiæ ad Colonias Britannicas accedere debent, nisi speciali licentia Serenissimi Regis Britanniæ petita & obtenta.

VII. Serenissimi Regis Daniæ & Norwegiæ Subditis in cellas & reconditoria sua in Angliâ, Scotiâ &c. Hiberniâ & reliquos Magnæ Britanniæ Regis Portus in Europa tales Merces importare licebit, quas Regiones, Ditiones, & Dominia, Serenissimo Regi Daniæ & Norwegiæ subjecta, nunc vel in posterum ferre aut producere poterunt, & quæ ibi fabricata erunt, itemque ex universo Fluvio Albi provenientes, Subditis etiam Magnæ Britanniæ Regis vicissim liberum fuerit, in Daniam, Norwegiam, omnesque alios Portus & Colonias non prohibitas Serenissimi Regis Daniæ & Norwegiæ omnis generis Mercimonia importare & afferre, quæ nunc vel in posterum in Regnis, Ditionibus & Dominiis Serenissimo Regi Magnæ Britanniæ subjectis producta & fabricata erunt, si verò deinceps aliis peregrinis Nationibus permittatur omnis generis Merces absque exceptione in Angliam, Scotiam, & Hiberniam aliosque Serenissimi Magnæ Britanniæ Regis Portus ferre & adducere, tunc illud ipsum Serenissimæ Regiæ Majestatis Daniæ & Norwegiæ Subditis, etiam licitum erit, quod vicissim etiam Serenissimi Magnæ Britanniæ Regis Subditis in Serenissimi Regis Daniæ & Norwegiæ, Portus & Coloniis prohibetur, pariter concessum erit.

VIII. Conventum etiam & conclusum est, quod Populus & Subditi Domini Regis Magnæ Britanniæ quæcumque Hæreditaria Regna, Ditiones aut Dominia Regis Daniæ & Norwegiæ ad Navigantes vel in iisdem Mercaturam facientes, nec plura nec majora Vectigalia, Tributa, Portoria, aliaque Jura, neque alio modo solvent, quam quæ Populi Fœderatarum Belgii Provinciarum aliique (Suecis solummodo exceptis) eo negotiantes & minora Vectigalia pendentes solvunt aut solvent, atque redeundo & commorando nec non piscando & negotiando, cæterisque iisdem Libertatibus, Immunitatibus & Privilegiis gaudebunt, quibus Populi cujuscumque exteræ Gentis in dictis Regnis & Dominiis Regis Daniæ & Norwegiæ, quæcunque Regna, Ditiones aut Dominia Regis Magnæ Britanniæ ad Navigantes, vel in iisdem Mercaturam facientes, nec plura nec majora Vectigalia, Tributa, Portoria, aliave Jura neque alio modo solvent, quam quæ Populi Fœderatarum Belgii Provinciarum aliive exteri eo negotiantes & minora Vectigalia pendentes solvunt, aut solvent, atque eundo, redeundo, & commorando nec non piscando, & negotiando, cæterisque iisdem Libertatibus, Immunitatibus & Privilegiis gaudebunt quibus Populi cujuscumque exteræ Gentis, in dictis Regnis & Dominiis Regis Angliæ commorantes gaudent vel gaudebunt, ita tamen utriusque Regis summa Potestas in eorum respective Regnis, Ditionibus, Dominiis atque Portubus Vectigalia & alia quævis pro re nata statuendi vel immutandi salva & illæsa maneat, modo memorata æqualitas ab utraque Parte prædicto modo strictè observetur.

IX. Item conventum est, quod si Subditi utriusque Regis Merces suas in alterius Dominia invexerint, Vectigalia consueta pro iis solverint, & visitationem subierint, licitum liberumque erit dictas Merces suas, in reconditoria & cellas sibi proprias vel loca quæ ipsi maxima commoda atque opportuna existimaverint, inferre, ibique reponere, nec ullus alterutrius Civitatum, Portuumve Magistratus, vel Officiales repositoria, cellas, aut loca recondendis Mercibus absque eorum licentia iis imponet.

X. Subditi utriusque Coronæ per Mare Commercia exercentes, & Littora alterutrius Regni legentes, non tenebuntur quemcumque intrare Portum, si ipsorum cursus eo non fuerit directus, sed libertatem habeant, iter suum absque impedimento vel ulla detentione quocumque voluerint, prosequendi, neque in Portum vi tempestatis compulsi, ibidemque subsistentes, cogantur Merces suas exonerare, commutare, vel vendere, sed licitum illis sit, de illis pro libitu disponere, & aliud quidvis, prout rebus suis conducere arbitrabuntur, agere, modo nihil fiat quod alterius Regis Juribus vel Vectigalibus fraudi esse possit.

XI. Concordatum etiam est, quod abietes, mali cæteraque lignorum genera, ubi semel in Subditorum vel Incolatum Domini Regis Magnæ Britanniæ Naves illata fuerint, nulli amplius visitationi subjecta erunt, verum omnis visitatio vel scrutatio antea fiet. Si tum vel quercus vel alia ligna prohibita inveniantur, ea statim in loco antequam inferantur in Naves, detinebuntur, neque Populorum dicti Domini Regis Magnæ Britanniæ, ejusve Subditorum sive personæ, sive Bona ob hanc rem vel arresto vel alio quovis detentionis genere ullo modo molestabuntur, verum solummodo Subditi Regis Daniæ, qui ejusmodi ligna prohibita divendere, vel abalienare ausi fuerint, ob delictum debito more punientur, eaque omnia & singula in hoc Articulo contenta & concessa habebunt, possidebunt, & fruentur Populi & Subditi Domini Regis Magnæ Britanniæ; absque quod aliqui de Populo Fœderatarum Provinciarum Belgicarum eadem talia vel consimilia quocumque Fœdere inito vel ineundo, Conventione, Pacto, vel permissione habeant, possideant, fruantur, vel habere possidere vel frui debeant aut possint.

XII. Conventum quoque & concordatum est, quod omnes Subditorum Regis Magnæ Britanniæ Naves & Mercatores in passagio suo per Oresundt, cum Serenissimo Daniæ & Norwegiæ Regis eodem beneficio & Privilegio de differenda solutione Vectigalium usque ad reditum suum fruantur, quo superioribus annis proximè elapsis ante ortum Bellum gavisi sunt & fruebantur, ita tamen ut dictæ Naves & Mercatores secum portent Litteras testimoniales sub Sigillo Officiariorum dicti Regis Magnæ Britanniæ ad hoc deputatorum, testificantes easdem Naves ad Subditos Domini Regis Magnæ Britanniæ pertinere, nec non ante transitum suum sufficientem & satis idoneam cautionem de dicta solutione debito loco Domini Regis Daniæ & Norwegiæ Vectigalium exactoribus in earum reditu, aut si non redierint ut plurimum intra tres menses facienda præstent, si in dicto eorum primo transitu eadem non solvant.

XIII. Et præterea conventum est, quod quascunque Merces suas Serenissimi Magnæ Britanniæ Regis Subditi Elsignoræ in Terram exponent ibique recondent, non alio fine, quam ut rursus in Naves integrè reponantur alio transvehenda, eadem omnino Vectigalia pro illis Mercibus solvere tenebuntur, & non amplius quam quæ Natio Belgica aliive exteri hoc in casu solvere solent, quod vicissim cum Subditis Serenissimi Daniæ Regis eundem in modum in Anglia observabitur.

XIV. Item conventum est, quod Naves & Subditi Domini Regis Magnæ Britanniæ transactionem & expeditionem suam apud Elsingoram, quam citò appulerint, recipient, absque dilatione nullis omnino Navibus cujuscumque Gentis præ se prælationem in ea parte habentibus, exceptis Incolis quorumdam locorum, qui tale Privilegium in hoc casu ab antiquo obtinuerunt, eodemque hucusque fruuntur.

XV. Si quem alterutrius Subditorum in alterius Dominiis aut Territoriis mori contigerit, ei licitum erit pecunias, res & bona quæcumque sua, quocumque modo disponere, & si quis intra alterius Regna aut Provincias absque tali dispositione prius facta, moriatur tunc bona ab eo relicta, mobilia vel immobilia, cujuscumque generis aut conditionis fuerint, fideliter conservabuntur, in usum Legitimi Hæredis & in satisfactionem ejusmodi debitorum ad quæ solvenda defunctus revera tenebatur, atque eum in finem ut primum ullus alterutrius Subditus in alterius Dominiis morietur, Consul vel publicus Minister qui tunc temporis ibi reside-

ANNO 1669.

residebit, Jus habebit ejusmodi pecunias & bona possidere, & eorum aliquo illius Magistratus earumdem rerum Inventaria faciet, quæ res & bona postea apud ipsum remanebunt, quo Hæredibus, ac Creditoribus, ut supradictum est, respondeatur; si autem nullus ejusmodi Consul aut publicus Minister ibi fuerit, tunc licebit duobus Mercatoribus defuncti Conterraneis, bona ejus relicta possidere, conservare, parique modo Hæredibus & Creditoribus respondere, quod tamen ita debet intelligi, quod nulla Carta aut Rationum libri per hunc Articulum dicti Magistratus inspectioni exponentur, sed tantum bona defuncti realia & Merces, quodque dictus Magistratus inter spatium 48 horarum post notitiam & requisitionem factam adesse tenebitur, aliter quod dicta Inventaria absque ejus interventu fient.

XVI. Alterutri Confœderatorum ejusque Subditis Populove cum alterius hostibus Commercium habere, atque Merces quascumque (prohibitis solummodo quas Contrabandas vocant exceptis) advehere & subministrare absque ullo impedimento licebit, nisi in Portubus locisque ab altero obsessis, quod si fecerint, liberum tamen ipsis erit, vel obsidentibus bona sua divendere, vel ad alium quemvis Portum, locumvè non obsessum sese conferre.

XVII. Item conventum est, quod alterutrius Regis Subditis in alterius Dominiis, Portubusvè Mercaturam facientibus, liberum, licitumque erit ibidem commorari ac residere, ad Merces tum alienas emendum tum vendendum suas, absque ulla temporis restrictione, vel limitatione, ab ullis Officialibus aut Magistratibus dictorum Dominiorum, Portuumve iis imponenda, dummodo consueta Vectigalia pro omnibus quas importaverint, vel exportaverint Mercibus, ibi solvant, præterea quod Mercaturam cum nemine exerceant, nisi qui sit Civis, vel Burgensis alicujus Urbis, vel Oppidi intra Regna Daniæ aut Norwegiæ, idque solummodo integris Mercium quantitatibus, sicut primitus importantur, non autem minutim aut frustatim sicut in Officinis fieri solet.

XVIII. Item ut Commercium utrinque majori celeritate & incremento promoveatur, atque ut omnes quæ inter Portuum Officiales & Mercatores exoriri poterunt fraudes disputationesque prorsus evitentur, conventum & concordatum est; quod omnia & singula Vectigalia secundum publicam Tariffam exigenda & solvenda erunt, in qua delineabuntur omnia Vectigalia & Portoria solvenda, tam pro Mercibus in Portubus respectivis, quam pro transitu per Fretum Oresundicum, atque ut hoc eo strictius observetur, uterque Rex suis Officialibus & Vectigalium exactoribus, non solum sub gravissimâ pœnâ injunget, ne quidquam committant, quod huic Conventioni fraudi aut detrimento esse possit; sed etiam nec ulla molestia aut exactione ultra quam ipsis debetur alterutrius Regis Subditis negotium facessant aut damno illos afficiant.

XIX. Insuper conventum est quod Serenissimus Rex Daniæ telonïorum suorum inspectores, aut alios quosdam Commissarios constituat ad remensurandas Naves omnes Serenissimi Regis Magnæ Britanniæ Subditorum in Norwegiâ Mercaturam facientium, secundum magnitudinem & proportionem ipsarum, ita ut quæ vel in excessu vel in defectu hactenus non rite observata sunt, in meliorem postbac ordinem redigantur.

XX. Ne verò libera ejusmodi Navigatio aut Transitus Fœderati unius cujusque Subditorum ac Incolarum, durante Bello alterius Fœderati, Terrâ Marive cum aliis Gentibus fraudi sit alteri Confœderato, Mercesque & Bona hostilia occultari possint dolis prætendendo amici nomen, & ratio amovendæ fraudis suspicionisque placuit, quod Naves, Merces, hominesque ad alterum Confœderatorum pertinentes in itineribus ac Navigationibus suis muniti omnino esse debeant, Salvi Conductus vulgo & Certificationum Litteris, quarum tales ut infra scriptæ sunt formulæ observentur.

Carolus Secundus Dei gratia Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defensor &c.

Fredericus Tertius Dei gratia, Daniæ Norwegiæ, Vandalorum Gothorumque Rex, Dux Slesvici, Holsatiæ, Stormariæ, atque Ditmarsiæ, Comes in Oldenburg & Delmenhorst &c.

Fiat insertio Passeportus & Certificationis.

UBi igitur Merces, Bona, Navigia, homines alterutrius Confœderatorum ejusque Subditorum & Incolarum in aperto Mari, Fretis, Portubus, Stationibus, Terris, ac Locis quibuscumque obviæ aut obvii fuerint Navibus Bellicis publicis, aut privatis, vel hominibus, Subditis ac Incolis alterius Confœderati, exhibitis duntaxat prædicti Salvi Conductus Litteris, nihil ulterius ab iis exigatur, in Bona, Navigia, aut homines nequaquam inquiratur, multo minus injuria, damnô aut molestia ulla afficiantur, sed prosequendo itineri ac instituto suo liberrime dimittantur. Quod si verò solemnis hæc & stata Salvi Conductus & Certificationis formula non exibeatur, aut alia aliqua justa atque urgens suspicionis causa sit, tum Navis visitari debet, quod tamen hoc solum casu & non aliter permissum intelligi debet. Si ab utraque parte adversus hujus Articuli genuinum sensum quicquam commissum fuerit contra alterutrum Confœderatorum, contravenientibus Subditis ac Incolis suis pœnam severam uterque Confœderatorum infligi: Læso autem alteri Confœderato ejusve Subditis ac Incolis de jactura omni ac impensis plenaria ac protinus sine ulla mora satisfieri curabit.

XXI. Conventum etiam & concordatum est, quod omnes Domini Regis Magnæ Britanniæ, Subditorum & Incolarum Naves, una cum oneribus & Mercimoniis suis, quæ Munimentorum Glueckstadiense vel reliqua sub Regis Daniæ Dominio ad ripam Fluvii Albis, sita Loca & Oppida prænavigent, sive sit eundo, sive redeundo, liberæ & immunes erunt ab omni Vectigali, Portorio, scrutatione, detentione, atque molestia, excepto tantummodo casu scrutationis tempore Belli, quando Rex Daniæ Bellum habet cum alio quocumque Rege vel Statu.

XXII. Si alterutrius Regis Subditi, in alterius Territorio lædantur, vel injuria sive detrimento afficiantur, tum Rex illius Loci ubi injuria illata est, curabit ut secundum Jura & consuetas Regionis Leges prompta Justitia administretur, iisque qui delictum vel injuriam commiserunt, debita pœna cum reparatione, damnum passis facienda infligatur.

XXIII. Item conventum est, quod nulla omnino Navigia, Naves, Merces, vel Mercimonia, in Navibus onerata cujuscumque naturæ, generis vel qualitatis, utcumque capta vel ad Subditos quoscumque unius vel alterius Regis prædicti spectantia, sub aliquo quocumque colore seu prætextu pro præda adjudicentur, nisi per Judicialem examinationem & processum in forma Juris, in Curia Admiralitatis pro talibus prædis maritimis in ea parte legitime constituta.

XXIV. Utraque Pars Subditis & Populo alterius æquitatem secundum unius cujusque Regionis Leges, & Statuta celeriter & absque prolixis & non necessariis ambagibus ac impensis administrari faciet in omnibus causis & litibus, etiamnum pendentibus, quæve deinceps exoriri possent.

XXV. Si circa alterius partis Littora alterutrius Confœderatorum ejusque Subditorum & Incolarum Naves, sive illæ Bellicæ sive Mercatoriæ fuerint, vadis hærere, vel scopulis allidi, jacturamque facere, aut quocumque casu (quod Deus avertat) frangi contingat, prædictæ Naves cum omni apparatu, Bonis, & Mercibus, vel quicquam ex illis superfuerit, Dominis & Proprietariis suis restituentur, dummodo ipsi vel ipsorum Plenipotentiarii aut Procuratores intra unius anni & diei spatium, ex quo naufragium factum fuerit, Naves, & Bona sibi vindicarint, salvis semper Juribus & Consuetudinibus; cujuscumque Nationis Subditi etiam & Incolæ ad ejusmodi Littora, ac oras habitantes periclitantibus subvenire, & quantum in se erit auxilio adesse tenebuntur, omnemque operam conferent, vel ad Navem liberandam, vel ad Bona, Mercimonia, Navisque apparatum cæteraque quæ poterunt a naufragio eripienda, & quæ Dominis restituentur in tutum Locum convehenda, solvendo tamen expensas & præmia quæ meruerint, Illis quorum opera & diligentia res & bona recuperata & custodita fuissent, & denique utraque Pars hoc in Passu illud observari curabit, quod ab altera observari præstarique vellet.

XXVI. Navium Præfecti earumque Gubernatores, Milites, Nautæ Sociique Navales, ipsæ etiam Naves, Mercesque & Bona quibus onustæ erunt, nullius omnino Mandato sive generali, sive speciali, nullamque ob causam nisi Regnorum defensionis & conservationis causâ, vadimonio sive arresto detineri poterunt, quod tamen de arrestis Legum authoritate, ob contractum alienum legitimis, aliis quibuscumque de causis impositis non intelli-

ANNO 1669.

telligetur, in quibus secundum Justitiæ Legumque præscriptum omnino procedetur.

XXVII. Mercatoribus utrinque, eorum Institoribus & Famulis atque etiam Naucleris, Nautisque per Maria, aliasque Aquas, tum etiam in Portubus, Littoribus & Terris alterutrius Fœderatorum, liberum erit euntibus, redeuntibus, & ambulantibus sui suorumque bonorum defendendi causâ omne genus arma portatilia, tam offensiva quam defensiva, gestare, modo nequaquam præbeat Præfectis & Magistratibus omniuscujusque loci justam suspicionem de machinationibus adversus Pacem publicam vel privatam.

XXVIII. Naves præsidiariæ sive Bellicæ alterutrius Partis, quascumque Naves Mercatorias vel alias quæ ad alterum Fœderatum, vel ejus Subditos pertinuerint, idemque iter fecerint in Mari intra vel extra Europam obviam habentes, aut assequentes, iis præsidio esse easque defendere tenebuntur, quamdiu eundem cursum tenuerint.

XXIX. In majorem Commerciorum securitatem & Navigationis libertatem, conventum atque concordatum est, quod neutra Pars, quantum fieri possit, & in suis fuerit viribus, permittet, ut Piratæ publici, vel alii hujus generis prædones in alterius Regni vel Regionis Portubus receptacula sua habeant; aut sinent, ut ullus ex Incolis aut Populo alterutrius illos tecto vel commeatu excipiat, aut aliquo modo juvet, verum e contra operam dabit, ut prædicti Piratæ vel Prædones eorumque participes & adjutores prehendantur, ac pro merito puniantur, Navesque & Mercimonia quantum eorum repetiri poterit legitimis suis Dominis vel eorum Procuratoribus restituantur, modo eorum Jus debitis ex Lege probationibus in Curia Admiralitatis causarum Maritimarum appareat.

XXX. Conventum & concordatum est, quod utriusque Partis Subditis & Populo ad alterius Confœderati Portus ac Oras liber semper erit accessus, licitumque illis erit in iis commorari & inde rursus recedere ac etiam per Maria ac Territoria quæcumque utriusque Regis respective transire (non faciendo damnum nec præjudicium) non solum cum Navibus Mercatoriis & onerariis, sed etiam cum Navibus Bellicis, sive publicæ fuerint, sive eorum qui specialia Diplomata obtinuerint, sive tempestatis vi, aut Maris periculo evitando intraverint, sive ut Naves reparent, aut commeatum coëmant, modo sex Navium Bellicarum numerum non excedant, si sua sponte intraverint, nec diutius in Portubus aut circa Portus hærebunt quam ad Naviam reparationem, coëmenda Victualia, aliaque necessaria opus fuerit, & si majori Navium Bellicarum numero data occasione ad ejusmodi Portus velint accedere, iis intrare nequaquam erit licitum, nisi data primum tempestiva per Litteras notitia de illarum adventu, & prius impetrata ab iis venia, ad quos Portus prædicti pertinuerint. Si vero vi tempestatis vel alia urgente necessitate ad Portum quærendum compulsæ fuerint, in tali casu absque ullo indicio vel notitia præcedente, Naves ad certum numerum restringendæ non erunt, hac tamen conditione, quod illarum Præfectus statim ab ipsarum appulsu summum Magistratum, vel istius loci, Portus aut Oræ ad quem appulerint Præfectum de sui adventus causâ certiorem faciat, nec diutius ibi hærebit, quam ipsi a summo Magistratu vel Præfecto permissum erit, nihilque hostile in Portubus in quos se receperit, aut quicquam in præjudicium istius ad quem pertinuerint Confœderati faciet aut molietur.

XXXI. Subditis amborum Regum Incolisve Regnorum aut Terrarum illis obedientium licitum non erit ab aliquo Principe vel Statu, cui cum alterutro Fœderatorum discordia aut Bellum apertum erit, Litteras Patentes, quas Commissiones vocant, aut Repressalia impetrare multo minus vi istarum Litterarum Subditos alterutrius aliqua molestia aut damno afficere, uterque dictorum Magnæ Britanniæ & Daniæ Regum Subditos quisque suos stricte prohibebit ullas ejusmodi Commissiones ab aliis Principibus, aut Statibus obtinere vel accipere, sed quantum in ipsis erit, deprædationes omnes virtute talium Commissionum fieri omnino vetabit.

XXXII. Si quæ Navis aut Naves, quæ Subditorum alterutrius Regni fuerint, in alterius Portubus à quovis tertio capiantur, illi quorum in Portu aut quacumque Ditione prædictæ Naves captæ fuerint, pariter cum altera parte dare operam tenebuntur in prædictis Nave vel Navibus insequendis & reducendis, suisque Dominis reddendis, quod tamen fiet Dominorum impensis, aut eorum quorum id interest.

XXXIII. Quod si etiam in Navibus ab alterutrius Confœderati Subditis captis & in Portum aliquem alterius adductis, aliqui Nautæ vel aliæ personæ reperiantur, quæ illius Confœderati, in cujus Portus, vel Flumina præda adduceretur, Subditi fuerint, ab illis qui ipsas ceperint humaniter tractabuntur, & libertati protinus absque ullo redemptionis pretio restituentur.

XXXIV. Quod si alterius Coronæ Navem Bellicam vel aliam quamdam Mercibus prohibitis onustam capere contingat, Præfectis qui illam ceperant liberum non erit, cistas, tonnas, fasciculasque in ea contentas aperire vel rescindere, neque etiam Merciam quid transportare vel aliquovis modo alienare, nisi illæ prius in Terram expositæ fuerint earumque coram Judicibus rerum Maritimarum confectum inventarium.

XXXV. Utque amborum Regum Subditorum securitati eo uberius prospiciatur adhibeaturque cautio, ne ulla ipsis violentia à prædictis Navibus Bellicis inferatur, omnibus Serenissimi Magnæ Britanniæ Regis Navium Bellicarum Præfectis, & aliis quibuscumque ejus Subditis, severe injungetur, & mandabitur, ne molestia aut detrimento ullo Subditos Serenissimi Regis Daniæ afficiant, secus si fecerint, in personis & bonis omnibus tenebuntur, donec de detrimento ab ipsis illato & in commodis omnibus exinde perceptis & percipiendis debita ac justa consecuta fuerit satisfactio & compensatio, similiter omnibus Serenissimi Regis Daniæ, Navium Bellicarum Præfectis & aliis quibuscumque ejus Subditis severe sub iisdem pœnis injungetur, & mandabitur, ne molestia aut detrimento dictos Regis Magnæ Britanniæ Subditos afficiant, præviso tamen quod omnes prædictæ actiones justo & legitimo Processu in Curia Admiralitatis utriusque Regis examinari & judicari debeant, sive si Partium alterutri qui extraneus fuerit in isto loco ubi controversia fuerit peragenda, potius visum fuerit, coram certis quibusdam Commissariis, quos uterque Rex, statim atque implorati fuerint, hunc in finem constituent, examinabuntur, ita ut Processus hac ratione non solum absque plurimis sumptibus pertractari, sed etiam ad summum intra 3. menses finiri possit.

XXXVI. Ambobus Regibus curæ erit, ut Judicia & Sententiæ de rebus in Mari captis ad Justitiæ & æquitatis præceptum ab hominibus non suspectis & non interessatis ferantur, latæque a Judicibus hujusmodi Sententiæ secundum formam & tenorem suum, ut legitimæ Executioni dentur, ambo quoque Reges suis locis mandabunt atque præcipient.

XXXVII. Si alterutrius Regis Legatos sive quosvis alios Ministros publicos apud alterum Regem commorantes de ejusmodi Sententiis conqueri contigerit, Rex apud quem conquestio fiet, dicta Judicia & Sententias in Consilio suo revideri & examinari curabit, ut appareat, utrumne secundum Leges hujus Fœderis, adhibitis cautionibus peracta sint omnia, necessariaque, si contrarium contigerit, adhibeantur remedia, quod intra trium ad summum mensium tempus fieri debet; neque tamen vel ante prolatam primam Sententiam, vel postea durante revisionis tempore, bona de quibus quæstio erit, è Navibus exponere aut vendere & distrahere licebit, nisi id forte Mercium corruptionis causâ fieri contingat.

XXXVIII. Memoratorum Regum alter in alterius Aula suos habeat Ministros, in certis verò Portubus Consules, ut tanto facilius per eos invicem communicari & proponi possint res, quas tam publico quam privato uniuscujusque commodo inservire posse putaverint.

XXXIX. Nulla privata injuria Fœdus hoc ullo modo infirmabit, neque odium aut diffidia inter prædictas Nationes suscitabit, sed quilibet de facto suo proprio respondebit, deque eo tenebitur, neque per repressalia, aut alios ejusmodi odiosos Processus aliter id luet, in quo alter aliquid deliquerit, nisi Justitia denegabitur, aut plus justo differetur, in quo casu Regi illi, cujus Subditus damnum & injuriam passus est, licitum erit, justa Juris gentium Leges & præscripta omni modo procedere, donec facta fuerit læso reparatio, modo tamen alterum ante Regem debito modo admonuerit.

XL. Item concordatum est, quod si Gens Belgica, vel alia quæcumque Gens, Suedica Gente tantummodo excepta, aliqua meliora Pacta, Conventiones sive Privilegia, quam ea quæ in hoc Tractatu continentur, a Domino Rege Daniæ hactenus obtinuit, vel in futurum obtinebit, quod eadem talia & consimilia Domino Regi Magnæ Britanniæ & Subditis suis communicentur,

Anno 1669.

tur, & cum effectu concedantur liberè & cum omni plenitudine, & è contra si Gens Belgica vel alia quæcumque Gens aliqua meliora Pacta, Conventiones, exemptiones sive Privilegia, quam ea quæ in hoc Tractatu continentur, a Domino Rege Magnæ Britanniæ obtinebit, quod eadem talia & consimilia Domino Regi Daniæ & Norwegiæ & Subditis suis communicentur liberè & cum omni plenitudine concedantur.

XLI. Concordatum etiam est, quod per nulla Pacta, Conventiones, Articulos, sive Capita, in præsenti Fœderis Tractatu contenta ullo modo præcedentes Tractatus aut Fœdera inter prædictos Confœderatos aut suos Prædecessores Reges, tam pro Regnis Magnæ Britanniæ quam pro Hæreditariis Regnis Daniæ & Norwegiæ, respectivè antehac sancita, censeantur sublata & antiquata, sed ut ea perpetua maneant in pristino suo robore, firmitate & vigore, quatenus non sunt contraria aut repugnantia præsenti Fœderi aut Articulorum alicui in eo contento.

XLII. Denique conventum, concordatum & conclusum est, quod prædicti Serenissimi Principes & Reges omnia & singula Capita in præsenti Tractatu contenta & stabilita sincerè & bonâ fide observabunt, perque suos Subditos & Incolas observari facient neque illis directè vel indirectè contravenient, aut a suis Subditis vel Incolis contraveniri permittent, omniaque & singula ut supra conventa per Litteras Patentes manibus suis subscriptas, Magnis Sigillis ratihabebunt & confirmabunt in sufficienti, validâ & efficaci formâ conceptas & exaratas, easdemque reciprocè intra tres menses post datum præsentium tradent, seu tradere facient bona fide, realiter & cum effectu. In quorum omnium fidem omnia & singula ut supra sunt contenta manibus nostris subscripsimus Sigillisque munivimus. Dabantur apud Westmonasterium 29. die mensis Novembris Anno Domini 1669.

(L.S.) RUPERT.
(L.S.) ORMOND.
(L.S.) ARLINGTON.
(L.S.) HOLLIS.
(L.S.) ASHLEY.
(L.S.) TH. CLIFFORD.
(L.S.) G. J. TREVOR.

LVI.

1670. 1. Mars.

Revers donné par les Deputés des Estats Generaux des PROVINCES-UNIES, *à Don* ESTEVAN DE GAMARRA, *Ambassadeur d'*ESPAGNE, *au sujet d'une Obligation de 500. mille Livres, qui devoit servir au payement des* Subsides *promis à la* SUEDE. *Fait à la Haye le 1. Mars* 1670. [Tiré des Archives de l'Ambassade d'Espagne en Hollande, du tems du Roi CHARLES II.]

NOUS soussignés Deputés des Estats Generaux des Provinces-Unies du Pais-Bas, confessons avoir reçû des mains de Monsieur Don Estevan de Gamarra, Ambassadeur du Roy d'Espagne, une Obligation du Sr. Nicolas Rochus Van Capelle, datée à Amsterdam le 16 jour de Septembre de l'année passée, contenant confession qu'il a en son nom à la Banque d'Amsterdam, la Somme de cinq cents mille Livres à la disposition de Monsieur le Connestable de Castille, & puis que ledit Sr. Van Capelle ne debourfera par provision, que la Somme de quatre cents, quatre vingts mille Livres en la même Banque, suivant l'ordre passé aujourd'hui pour cet effet par ledit Sieur Ambassadeur de Gamarra, en suite d'une Lettre escrite par ledit Sieur Connestable de Castille, audit Van Capelle en date du premier Fevrier passé, & deux Quitances Notariales de même teneur, passées par lui le 12. du même mois, nous avons promis, comme nous promettons par ces presentes, de faire tenir audit Sieur Ambassadeur de Gamarra, une autre Obligation dudit Sieur Van Capelle du surplus, sçavoir de vingt mille Livres en la même Banque, couchée au reste en mêmes termes que la premiere qui nous a esté mise en main. Fait à la Haye le premier jour de Mars 1670.

Anno 1670.

LVII.

17. Mars.

Puncta Approbatæ Pacificationis Andrusoviensis de Anno 1667. inter Regnum POLONIÆ, *&* *Imperium* MOSCHOVITICUM *per utriusque Magnos cum plenaria Potestate Legatos & Commissarios conclusa. Actum Radziai 17. Martii Anno 1670* [CHWALKOWSKY, *Jus Public. Regni Poloniæ* pag. 384.]

P*ost Titulos.* Significamus, quod cum vigore Pacificationis pro debito suo uterque Magnus noster Princeps satisfacturi Pactis Andrusoviensibus, fide reciproca corroboratis, ac declaraturi immutabilem suam firmandæ perpetuæ Pacis propensionem, ad locum hujus Congressus nos suos Magnos cum plenaria facultate Legatos & Commissarios cum Literis suis Plenipotentiarum misissent.

Nihilominus quamvis ex Mandato utriusque nostri Magni Principis multis Congressibus Andrusoviæ institutis studia nostra impendissemus, quomodo inter utrumque Magnum Principem, eorundem Dominia & Nationes, perpetuus amor & amicitia renovaretur, atque Sancta Pax temporibus perpetuis duratura probe fundata constitueretur;

Attamen mutuæ nostræ perpetuæ Pacis stabiliendæ cura consummationem nostram in præsenti Commissione, propter incidentes magnas difficultates, obtinere nequierint. Ut vero toti Orbi ostenderemus, quod magna in cordibus utriusque nostri Magni Principis de pacificanda Christianitate & renovanda fraterna charitate pronitas radicata sit, quidquid ad roborationem firmorum & juratorum Pactorum & ad induendam executionem illorum pertinuit, in præsentia constituimus.

Et primo, Pacta Androszoviensia Anno 1667. inita, primitusque ab utrinque Magnorum Plenipotentiariorum Legatorum ac Commissariorum, & postmodum Ipsimet utriusque Magni nostri Principis reciprocis juramentis firmata, tum quoque Ordinationes Legatorum post jurata Pacta Andrusoviensia in Urbe Moscua transactæ, & jurejurando Legatorum ab utrinque roboratæ, in omnibus Punctis, Clausulis, & Paragraphis, prout in se sonant, sine ulla mutilatione, aut sinistra interpretatione, firmiter & inconcusse per omne tempus Annorum Induciis præfinitorum, vigore confecti desuper Instrumenti conservari debent.

Et quandoquidem conjunctio virium mutuarum, utriusque nostri Magni Principis principaliter in Tractatu Androszoviensi, & post etiam Transactione Legatorum in Urbe Moscua sufficienter descripta est, atque mutuo jurejurando Legatorum & Literis Principum ratihabita est: proinde nequicquam ab hoc Sancto & Christiano opere recedendum, & nihil immutandum, uterque noster Magnus Princeps vigore Transactionis Legatorum eandem se observaturos ab hoc tempore spondent.

Quæ conjunctio consensu placita, & in Transactione Legatorum descripta, ne aliquam dubitationem habeat; proinde illam uterque noster Magnus Princeps assistentibus Magnis Legatis qui ab utrinque, vigore Pacificationis Andrusoviensis cum fraternis congratulationibus de felici regimine Gentium suarum, cumque confirmationibus Sanctæ hujus Pacis & Pactorum juratorum, intra ses menses, à tempore præsenti computandos, missi fuerint, juramentis suis Reglis ratihabebunt, & roborabunt. De iis verò Magnis Legatis mittendis ab utrinque servata consuetudine per Internuncios mutuos requisitio fiet.

Isti verò nostri utriusque Principis Magni Legati, cum ad locum convenientem limitaneum pervenerint, prævisa salutis nunciatione convenient, invicem monstrabuntque mutuò Principum confirmatorias Litteras, ut sint in omnibus de verbo ad verbum vigore anteriorum & præsentium Transactionum conformes, Sigillis Principum munitæ, lectis his Literis, conformibusque adinventis, Frater Fratri Copias illarum communicabit, atque tum demum ad Principes Magnos ambo Legati iter suum dirigent.

Quibuscunque verò Punctis Andrusoviensis & Commissorialis Transactionis jurejurando firmatis hucusque intra præstitum diem satisfactum non est, & effectu suo destituuntur, & quorum etiam in præsenti Commissione

Paci-

ANNO 1670. Pacificatio & executio non ftetit: proinde proclives exiftentes ad media S. R. Majeftatis & Reipublicæ Magnis Legatis & Commiffariis erga ipfius Mofchoviæ Majeftatis Magnum Plenipotentiarium Legatum, in congreffibus, in fcriptis, & ablegationibus declarata hoc eft, ut difficultates iftas, aut ad Legationem proximam, aut ad aliud aliquod tempus differremus. Ideoque omnia ifta non adimpleta Andrufovienfis & Commifforialis Tranfactionis Puncta circa Legationem illam Deo dante futuram fuperiusque memoratam tranfigi, pacificari & ad effectum, & ad executionem deduci debebunt. Illic quoque modus quàm efficaciffimus de eripienda ex manibus Mahometarum omni Ukraina, impedienda protectione, vindicandoque utriusque noftrum Dominio ab illorum incurfionibus, tum quoque reducendis ad debitum obfequium Cofacis, & cogendis ad fubjectionem rebellibus adinvenietur. Eoque vigore conjunctionis juratæ ad effectum deducetur. His itidem remedia de alliciendis Mahometanis ad vicinalem amicitiam remedia adinveniri debebunt.

Juramentum Principum.

NOs Sereniffimus & Magnus Rex Michael Dei gratia, Rex Poloniæ, Magnus Dux Lithuaniæ, Ruffiæ & aliorum. Juramus Deo in Trinitate uni in hoc, quod omnia, quæcunque fraternæ conjunctionis cum Fratre noftro Dei gratia Magno Principe Czaro & Magno Duce Alexio Michaylowica, totius Magnæ, Parvæ & Albæ Ruffiæ, unico Domino, latiffimorumque Principatuum & Terrarum Orientalium, Occidentalium, Severiæque Succeffore, Hærede, Principe & Domino, cum Czarea Majeftate, in Commiffiorialibus ad Urbem Mofcuam Tranfactionibus Anno 1667. initis per Magnos Legatos ab utrinque delegatos & miffos ordinata, confcripta & Juramentis firmata funt, ea omnia vigore Andrufovienfis & Anno præfenti 1670. conclufæ & juratæ Pacificationis per nos Magnum Regem, & Succeffores noftros & Rempublicam in omnibus Punctis adimplebuntur & realiter obfervabuntur. In quo quam fideliter juramus, ita nos Deus adjuvet & Sancta ejus Paffio.

Ex præfcripto hujus Rotæ Juramenti uterque Princeps jurabit.

LVIII.

4. Avril. *Teftamentum Sereniffimi Electoris Palatini* CAROLI LUDOVICI, *quo Sereniff. Duciffa* AURELIANENSIS, *Sereniffimo Electori* CAROLO *Fratri in univerfa Bona Allodialia, fi fine liberis deceſſerit, fubftituitur. Actum, lectum & approbatum 4. April* 1670. [LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil IV. Abfatz I. pag. 732. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui fe trouve auffi dans THUCELIUS, in *Actis Publicis* Tom. III. pag. 189. Continuation des *Actes & Memoires* de la Paix de *Ryswick* pag. 81. en François. Il fe trouve auffi en François dans mon petit Recueil Tom. I. pag. 190. fur une Copie qui m'avoit été communiquée de main fûre.]

NOs CAROLUS LUDOVICUS &c. (tot. tit.) agnofcimus & notum facimus per præfentes. Quod cum ferio & maturè perpenderimus, Nos per fpecialem Dei gratiam ac confervationem in optima adhuc valetudine, pro qua maximas divinæ bonitati gratias agimus, ad ætatem iftam perveniffe, in qua præcipue etiam debeamus, una cum reliquis curis ac follicitudinibus, quas pro felicitate, incolumitate ac optimo Regimine noftrarum Provinciarum, ac Subditorum, quibus præfumus, fufcepimus, de adornanda Domo cogitare, ut fiquidem Deo placuerit, nos hac vita decedere, & Filius nofter Hæres Electoralis, & Filia noftra Elifabetha Carola, non folum, quid de illis noftris per benedictionem divinam partis & acquifitis Bonis Allodialibus unicuique pro fua rata, fine contradictione debeatur, & quibus gaudeant, fed & Illuftris noftra dilectiffima Raugravia, noftrique ex ea progeniti liberi adhuc dum viventes, quid pro ratione ftatus, in fubfidium eis ordinaverimus, quo decenter vitam agere queant, de iftis Allodialibus Bonis, fciant pro certo, & ut adeò omnes omninò impofterum rixæ ac disceptationes, quæ horum caufa oriri folent, tollantur, ac ceffent. Quare hoc animo paterno fumus in eos, ut ordinationem hanc de Bonis Allodialibus confecerimus, confulto, ac maturo judicio pro facultate ac poteftate Principis ac Patris in optima forma, qua id fieri poffit, ficuti fequitur. Volumus igitur, ANNO 1670.

Primò, ut omnia Clenodia noftra, Picturas, Statuas, Equos, Arma & Armaturam, Bibliothecam, cæteraque omnia alia mobilia, quæ nobis vel per Parentes relicta, vel alias acquifita, cujuscunque etiam generis, & nominis fint, excepto quod ex illis alibi donavimus, vel legavimus, aut etiam donabimus & legabimus inpofterum, ea omnia per fucceffionem habebit nofter Filius & Hæres Electoralis, ejusque Hæredes, & hisce omnibus mortuis *Filia noftra Elifabetha Carola, ejusque Hæredes habebunt & poffidebunt perpetuò*, excepta Bibliotheca, Armis, & ad Armaturam pertinentibus, quæ apud Domum Electoralem manfura funt.

Secundò, activa debita, quæ nobis debentur extra Germaniam, quod concernit, penfiones ex Anglia perhibentur reftare ad annum usque 1660. inclufive in Summa 125960. Flor. & reftantes pecuniæ fubfidiariæ ex Francia 30000. Flor. dividentur æqualiter inter Filium noftrum Hæredem Electoralem, & ejus Sororem Germanam Filiam noftram Elifabetham Carolam, ac poft eorum obitum pervenient ad eorum legitimos Hæredes, æqualiterque inter eos dividentur; fi vero fine legitimis Hæredibus deceſſerint, revertentur hæc omnia ad Filios noftros naturales, & poft eorum obitum ad Filios eorum legitimos.

Tertiò, pecuniam quod attinet, quam commodavimus Cameræ noftræ ac Ditionibus noftris univerfis, quæ tamen neque ex reditibus noftris, aut Dominiis fuit percepta, fed aliunde acquifita; quia nobis facultas femper fuit non folum ejusmodi pecunias noftris liberis donandi, antequam in rem & utilitatem noftrarum Regionum verterentur, eorumque in futurum commodum de iisdem providendi, fed etiam cum jam in utilitatem publicam verfæ funt, eas redhibere ac efficere, ut temporibus paulò melioribus nobis refunderentur; inconveniens fiquidem effet noftros liberos iisdem pecuniis nobis aliunde acquifitis privari: quare ante omnia Filia noftra Elifabetha Carola ex paraphernalibus Electricis, quæ 24375. Flor. erant, eandem Summam accipiet.

Nempe - - - - - - - - - - - -	24375. Flor.
Per Donum gratuitum ex Helvetiis	9000.
De Pecuniis Suecicis ratione Satisfactionis datis.	14822.
Quæ pro redimenda Commiffariatus vexatione expendimus - - - - - - - - - - - - -	7658.
	55855. Flor.

Quam fummam quinquaginta quinque millium octingentorum & quinquaginta quinque Florenorum, ut proprium quid habebit ac poffidebit.

Ultra quam fummam per anticipationem expendimus tenore extractus noftræ Cameræ de Ære Anglicano	36000 Flor.
Item in annis 1652 & 1653. in Comitiis Ratisbonenfibus Præfecturæ Cæfareæ dedimus	37862. Flor.
Subfidiarias ex Gallia pecunias commodavimus	285000.
Item ex penfionibus Hollandicis	48000.
Ac tandem quæ dedit Generalatus Norimb.	24000.
Quæ addita efficiunt.	430862. Flor.
De hac vero Summa detrahantur	
Primo - - - - - - - - - - -	90000. Flor.
Secundo - - - - - - - - - - -	6000.
Tertio - - - - - - - - - - - - -	12000.
Quæ addita efficiunt - - - - - - - - -	108000. Flor.

quos fupra dicta noftra dilectiffima Raugravia jam dudum accepit, illique ad fubfiftentiam neceffario debitam, tenore Pacti defuper initi, tum etiam, quodcunque illa alias, vel pecuniæ, vel mobilium acceperit, manebunt, quibus debet effe contenta, acquiescere, nec unquam impofterum prætenfionem habere in Electoratu Palatino, quemadmodum illa nobis etiam per Reverfales, de 30. Decembr. 1667. affecurationem hac de re extradidit.

Deductis verò de prædicta Summa 430862. Floren. prædictis 108000. Flor. reftant 322862. Flor. inter liberos, quos ex dicta Raugravia fufcepimus, dividendi, ita tamen, ut, quia dilecto Filio noftro Carolo Ludovico in Feudum dederamus Arcem Streichemberg, & Pagum Steppach, deducantur quindecies mille Floreni ad

ANNO 1670.

ad Filium nostrum Hæredem Electoralem reversuri. De reliquis 307861. Flor. prædictus Filius noster Carolus Ludovicus centies mille Flor. & Filius noster Carolus Edwardus 107862. Florenos accipient.

E Filiabus autem nostris Carolina, Ludovica, Amelia Elisabetha, & Friderica quæque viginti quinque millia Florenorum accipiet, ut verum bonum proprium & irrevocabile, ejusque ad solutionem usque sortis integras usuras percipient ad quatuor centesimas.

Sexaginta duos autem menses Romanos à Cæsarea Majestate anno 1653. Augustæ Vindelicorum nobis concessos, qui efficiunt 58156. Flor. quos tamen hactenus à Subditis sive Clericis sive Laicis ad eos solvendos obligatis nondum recepimus, & similiter 1224426. Flor. pecuniarum Suecicarum ratione præstandæ satisfactionis, quos anno 1650. Corona Suecica nobis assignavit & donavit, nec tamen hucusque à Subditis nostris fuêre soluti. Item quos prætendimus 37432. Florenos ratione expensarum ad obtinendam Summam istam à Corona Suecica factarum, ac à nobis præsenti pecunia commodatarum, ut & illas pecunias & reditus pecuniarios, qui ex Domanialibus Cameræ solum, non autem de Tributo ac Subsidiis dependent ac proveniunt, & à nobis in utilitatem publicam nostrorum Subditorum exsoluti sunt, nec dum tempore nostri decessus ex reditibus Cameralibus nobis refusi; quos inter præcipue etiam numerari debent magnæ quantitates frumenti, vini, fœni, &c. quas tam in præcedentibus, quam in præsentibus Belli motibus Militibus tradidimus nec hucusque tamen nobis fuerunt restitutæ; hæc omnia sicut & cætera alia nostra bona & Allodialia, & debita, nisi de his aliter disposuerimus, cum Hæreditate nostra Filius noster & Hæres Electoralis ea omnia obtinebit, cum Jure ac potestate ea exigendi. *Ea autem sine Hæredibus masculis decedente ad ejus Allodiales Hæredes devolventur.* Supplemus autem de Superioritatis nostræ Territorialis plenitudine, ac paterna inter liberos potestate, si huic forte dispositioni defuerint quædam solennitates ad talem dispositionem requisitæ, omni meliori modo ac forma, qua fieri potest. In quorum fidem præsentes manu propria subscripsimus, & Sigillo nostro majori sigillari fecimus. Actum, lectum, & approbatum die 4. Aprilis, Anno Christi 1670.

LIX.

Juill.

LA MOSCOVIE ET LA TARTARIE.

Traité de Paix entre le CHAM *de la Petite Tartarie &* ALEXIS MICHALEWICZ *Grand Duc de Moscovie, fait au mois de Juillet* 1670. [*Theatrum Pacis*, Tom. II. pag. 540.]

I. COlatur inter Chamum Crimensem Successoresve ejusdem, atque inter Moscoviæ Czarum & Regem Poloniæ firma & inviolabilis Pax.

II. Nullæ Turmæ Militares prædatriciæ (prout Chamus juratoriè cavit) Ukrainiæ molestæ sint.

III. Russiam nec Tartari nec Poloni, sub ullo prætextu hostiliter invadent.

IV. Literæ ad Magnum Ducem perscriptæ omnes ejus Titulos comprehendent.

V. Si Moscis aut Polonis Bellum quispiam indicet, ejusdem Authoribus auxilium nullum præstetur.

VI. Casu quo Tartari denuo erga Polonos hostiliter se gerent, declarat Chamus, quod eos propterea condignis pœnis afficere, & prædas captas sine impensis Polonis restituere velit.

VII. Stipulatur Czarus quod Chamo Tartarorum quotannis munera mittet.

VIII. Tartaris à Domino Zeremeth centum sexaginta mille Imperiales, dimidietasque eorum in Ducatis solventur.

IX. Abstinet Chamus prætensione Donativorum à tredecim annis abhinc exactorum.

X. Casu quo aliqua adhuc Puncta in controversiam vocata essent aut dubia sint, de his Chamus ad Czarum scribet.

XI. Legatis aut Commissariis, quos Magnus Dux ad Chamum, Crimam versus mittet, de victu, & Domiciliis convenientibus providentur.

XII. Si Tartarus ad Moscum Legationem dederit, ea, præter Legationis Principes, duodecim solummodo personis constet.

XIII. Legatis aut Mercatoribus peregrinantibus liberum sit, venire & abire ad beneplacitum. Et si quando à quibusdam in itinere injuria aut vis illata iis fuerit, violatores hujusmodi pœna corporali & capitali plectentur.

XIV. Post hos conclusos Articulos Mosci Tartaris sexaginta mille Imperiales dono annuatim pendent.

XV. Pax hæc in Tartaria Crimensi publicetur, & omnes illuc delatæ prædæ restituentur.

XVI. Tam Czarus, quàm Chamus, hanc Juramento firmatam Pacem suis manibus & Sigillis corroborent.

XVII. Moscus Ratificationem hujus Juramento firmati Tractatûs cum donis quibusdam Sultano Galgæ mittet.

XVIII. Quò Articuli hi Pacis innotescant & palàm fiant, Czarus in Mandatis dedit, ut Regi Poloniæ transmittantur.

Sequitur Juramentum, quod Legati Tartarici super Alcoranum præstiterant.

EGo *Sefer Aga*, & Ego *Aickmissa Athalig* juro per Creatorem Cœli & Terræ, quod omnia & singula ea, quæ ex Mandato *Chami* nostri, ut & *Sultani Galgæ & Narradini* cum aliis conclusimus, & manu nostra, Sigillis & Juramento firmavimus, inter Chamum Tartariæ Crimmensis, Czarum Moscoviæ, & Regem Poloniæ constanter & inviolabiliter serventur. In fidem ejus Ego *Sefer Aga* in Moscovia tam diu subsistam donec exspectata Confirmatio Articulorum à Tartaria Crimmensi adveniet: Et Ego *Athalig* summâ ope in id enitar, ut Moscovici Legati Ratificationem Crimmensem quàm citissimè nanciscantur. Ita nos adjuvet DEUS, qui est manetque semper & in æternum in præceptis suis verax, quod hæc omnia fideliter & sine fraude ulla adimpleantur, DEUSQUE veritatem tuebitur, quæ super Alcoranum hunc jurata fuit.

LX.

11. Juill.

ANGLETERRE ET DANEMARC.

Articles d'Alliance & de Commerce entre le Serenissime & tres-puissant Prince CHARLES SECOND, *par la grace de Dieu, Roi d'Angleterre, d'Ecosse, France, & Irlande, Deffenseur de la Foy, &c. Et le Serenissime & tres-puissant Prince,* CHRISTIAN CINQUIEME, *par la grace de Dieu Roy de Danemarc, Norwege, &c. Conclu à Copenhague le 11. jour de Juillet,* 1670. [Manuscrit.]

I. (1) QU'il y aura entre les deux Roys, leurs Heritiers & Successeurs, comme aussi leurs Royaumes, Principautes, Provinces, Estats, Pays, Isles, Villes, Sujets & Vassaux de quelque qualité, & condition, qu'ils soient, par Terre & par Mer, Rivieres, Eaus douces, & en tous Lieux quelconques, tant en Europe, que hors l'Europe dès à present & à l'avenir, une sincere, veritable & parfaite Amitié, Paix, & Alliance, de sorte que l'une ni l'autre Partie ne fasse aucun tort, dommage, ou prejudice, aux Royaumes, Principautes, Provinces, & Estats, ou aux Habitans, & Sujets de l'autre, ni ne souffre qu'il en soit fait aucuns, autant qu'il sera en son pouvoir, mais plutost qu'ils vivront ensemble comme amis se traitans l'un l'autre avec bienveillance & respect, & avançant en toutes occasions les interests & advantages l'un de l'autre, & de leurs Sujets, comme si c'estoient les leurs propres, & en prevenant & empêchant de tout leur pouvoir par leur advis, & assistance, qu'il leur soit fait aucun tort, dommage, & injure.

II. L'un, ni l'autre desdits Rois, ni de leurs Heritiers, ne consentira à aucune chose, qui puisse estre au prejudice ou dommage de son Allié: Mais si l'un ou l'autre desdits Roys, sçait qu'aucune chose soit proposée, agitée ou projectée, qui puisse apporter du dommage à l'autre il sera obligé de lui en donner advis, sans aucun

(1) Cette Copie n'est pas sûre, & il paroît que ce n'est qu'un Extrait du Traité conclu à *Westminster* le 29. Novembre 1669, entre *Charles* II. Roi d'Angleterre & *Frideric* III. Roi de Dannemarc, qu'on a inseré ci-dessus dans sa propre place. Mais il pourroit bien être que le même Traité fut renouvellé cette année 1670. par le nouveau Roi *Christian* V. C'est aussi pour cela que nous avons jugé à propos de le remettre en cet endroit.

Anno 1670.

aucun delay, & cependant l'empêcher & prevenir par toutes voyes possibles.

III. Lesdits Roys, tant pour eux que pour leurs Heritiers, & Successeurs, s'engagent, & promettent reciproquement qu'ils n'assisteront, ni ne fourniront aux Ennemis de l'une ou l'autre Partie, qui seront Aggresseurs, aucunes provisions de Guerre, comme Soldats, Armes, Machines, Canons, Navires, ou autres choses necessaires pour l'usage de la Guerre, ni ne souffriront, que leurs Sujets en fournissent aucuns. Mais si les Sujets de l'un ou l'autre Prince, osent agir, au contraire de ces presentes, alors le Roy dont les Sujets en auront agi ainsi, sera obligé de faire proceder contr'eux avec toute severité, comme contre des seditieux & infracteurs de l'Alliance.

IV. Il est en outre convenu & accordé, que si en quelque temps que ce soit cy-aprés, aucun Prince, ou Estat, envahit, ou par aucune voye ennemie entreprend sur les Royaumes Hereditaires, Provinces, Pays, Villes, Isles, Terres ou Seigneuries du Roy de Danemarc, qu'il possede à present, le Roy de la Grand Bretagne assistera ledit Roy de Dannemarc, en temps & lieu, de tel nombre de Troupes par Terre, & de Navires de Guerre contre un tel Aggresseur, qu'ils suffisent pour repousser la force & selon que l'estat des Affaires dudit Roy le demandera, & ledit Roy de la Grand Bretagne entreprendra, pour cet effect d'empêcher de tout son pouvoir, que par une telle invasion, & violence le Roy de Danemarc ne soit en aucune maniere molesté en ses Royaumes, Seigneuries, ou Droits. Et si ledit Roy de la Grand Bretagne ou ledit Roy de Danemarc, contracte, ou fait aucune Ligue, Alliance, ou Union avec aucun autre Roy, Prince, Republique, ou Estat; ils tâcheront respectivement d'y faire comprendre l'un l'autre & leurs Estats, autant qu'il leur sera possible s'ils desirent y estre compris.

V. Il sera permis aux Sujets des deux Roys, venir dans les Royaumes, Provinces, Villes, où l'on tient Foires & Marchez, Ports, & Rivieres l'un de l'autre avec leurs Denrées & Marchandises tant par Mer que par Terre en temps de Paix sans Congé ni Passeport general ou particulier, & d'y sejourner, & trafiquer en payant les Douanes & Peages accoustumes, reservant toutes fois à l'un & l'autre Prince sa Souveraineté & Jurisdiction Royale en ses Royaumes, Provinces, Principautez & Terres respectivement.

VI. Il est néanmoins convenu & conclu, que les Sujets du Roy de la Grand' Bretagne ne viendront en aucune maniere dans les Ports deffendus, dont on a fait mention dans les Traitez precedens, ni dans les Colonies sans avoir auparavant demandé & obtenu, le Congé particulier du Roy de Danemarc, à moins qu'ils ne fussent contraints d'y relâcher, & entrer par necessité de tempeste ou par la poursuite des Pirates, auquel cas il ne leur sera pas permis de rien vendre, ni acheter, de mesme que les Sujets du Roy de Danemarc ne viendront pas dans les Colonies Angloises, à moins que ce ne soit par un Congé particulier qu'ils ayent auparavant demandé & obtenu.

VII. Il sera permis aux Sujets du Serenissime Roy de Danemarc, d'apporter dans leurs Magasins, en Angleterre, Ecosse & Irlande, & dans les Ports du Roy de la Grande Bretagne, en Europe, les Denrées qui sont à present, ou qui seront cy-aprés du creu, & production, de leurs Estats, Pays & Seigneuries, sujettes au Roy de Danemarc, ou des Manufactures d'icelles, comme aussi celles, qui viendront d'aucun endroit de la Riviere d'Elbe.

Il sera permis de la mesme maniere, aux Sujets du Roy de la Grand' Bretagne, de faire venir, & de porter dans le Danemarc, la Norwegue, & dans les autres Ports, & Colonies du Roy de Danemarc, qui ne sont pas deffendues, toutes sortes de Marchandises, qui sont, & seront produites & fabriquées, cy-aprés dans les Royaumes, Pays, & Estats de l'obeïssance du Roy de la Grand' Bretagne, & s'il arrive qu'en quelque temps que ce soit, cy-aprés, il soit permis à aucunes Nations estrangeres, d'apporter toutes sortes de Denrées sans exception, en Angleterre, en Ecosse, & en Irlande, & dans les autres Ports qui appartiennent au Roy de la Grand' Bretagne, la mesme chose sera aussi permise aux Sujets du Roy de Danemarc: ce qui sera permis de la mesme maniere aux Sujets du Roy de la Grand' Bretagne en pareille occasion, dans les Ports & Colonies dependans du Roy de Danemarc.

VIII. Il est aussi convenu & accordé que les Peuples & Sujets du Roy de la Grand' Bretagne, venans à naviger en aucun des Royaumes Hereditaires, Pays ou Seigneuries du Roy de Danemarc, & y trafiquer, ils ne payeront pas plus de Douane, de Coustume, de Tolle, ni autres Droits, ni en aucune autre maniere, que les Habitans des Provinces-Unies des Pays-Bas, & autres Estrangers (à l'exception de la Suede seulement) qui ont liberté d'y trafiquer en payant de moindres Droits de Coustume, payent ou payeront cy-aprés, & en y allant, y retournant, ou y sejournant, comme aussi en y peschant & trafiquant, & en toutes autres choses, ils jouïront des mesmes Libertez, Immunitez & Privileges, que les Peuples d'aucuns Pays estrangers, qui demeurent & trafiquent dans lesdits Royaumes, & Estats du Roy de Danemarc, jouïssent ou jouïront cy-aprés, & d'autre costé les Peuples & Sujets du Roy de Danemarc auront & jouïront des mesmes Privileges dans les Pays & Terres du Roy de la Grand' Bretagne, c'est-à-dire, que les Peuples & Sujets du Roy de Danemarc qui navigeront ou trafiqueront en aucun des Royaumes, Pays, ou Seigneuries du Roy de la Grand' Bretagne, ne payeront pas plus de Douane, de Coustume, de Tolle, ny autres Droits ny en aucune autre maniere, que les Habitans des Provinces-Unies, ou autres estrangers qui y trafiquent en payant de moindres Droits de Coustume, en payent ou payeront en y allant, retournant & y sejournant, comme aussi en y peschant & trafiquant, & en toutes autres choses, ils jouïront des mesmes Libertez, Immunitez & Privileges dont jouïssent, & jouïront dans lesdits Royaumes & Estats du Roy de la Grand' Bretagne, les Peuples d'aucun autre Pays estranger. Mais de telle sorte que le Pouvoir de chaque Roy d'establir, ou de faire quelque changement dans les Douanes, ou autres Droits ainsi qu'ils en verront l'occasion, dans leurs Royaumes, Pays, Estats, & Ports, demeure plein & entier, & en sa force & vertu, pourvû que ladite égalité soit exactement observée de part & d'autre.

IX. Il est aussi accordé qu'aprés que les Sujets de l'un & l'autre Roy, auront fait entrer leurs Marchandises, dans les Estats de l'autre, qu'ils en auront payé les Douanes accoustumées & en auront souffert la visitation, il leur sera libre & permis de faire porter lesdites Marchandises, dans leurs propres Magasins, ou Celliers, ou dans les Lieux qu'ils jugeront le plus à propos, & les plus commodes, & les y garder, & aucun Magistrat, ni autre Officier, ne pourra pas les obliger à se servir d'aucuns autres Magasins, ou Celliers, si ce n'est de leur consentement.

X. Les Sujets de l'une & l'autre Couronne, trafiquans sur les Mers, & navigeans prés des Costes de l'un ou de l'autre Royaume, ne seront pas obligez d'entrer dans aucun Port, vers lequel ils ne feront pas leur route, mais auront la liberté de poursuivre leur voyage, où il leur plaira, sans aucune detention, ni empêchement, & s'ils sont contraints de relâcher dans les Ports, par la tempeste, & qu'ils y demeurent, ils ne seront point obligez d'y décharger leurs Marchandises, ou d'y échanger, ou debiter aucune partie d'icelles, mais il leur sera permis d'en disposer, ainsi qu'ils adviseront bon estre, & de faire telle autre chose, qu'ils jugeront estre le plus à leur advantage: pourveu qu'il ne se fasse rien qui tende à frauder les Droits & Douanes de l'un ou l'autre Prince.

XI. Il a esté aussi accordé qu'aprés que les Planches, Masts & autres sortes de Bois de Charpente, auront esté une fois embarquées sur les Navires des Sujets, ou Peuples du Roy de la Grand' Bretagne, elles ne seront plus exposées à aucune autre visitation, mais toutes les visites, & recherches seront faites auparavant; & si alors, on y trouve aucun Bois de Chesne, ou autre Bois de Charpente deffendu, il sera incontinent saisi & arresté sur les Lieux; avant qu'il puisse estre mis à bord des Navires, & les Sujets, ni Peuples du Roi de la Grande Bretagne, ne pourront pour ce sujet estre molestez en leurs Personnes ou Biens, par arrest, ou autre detention quelconque, mais il n'y aura seulement, que les Sujets du Roy de Danemarc, qui se seront mêlez de vendre & aliéner de tel Bois defendu qui seront duëment punis.

XII. Il a esté aussi conclu & accordé, que tous Navires appartenans aux Sujets du Roy de la Grand' Bretagne, & aux Marchands, en passant par le Sond dependant du Serenissime Roy de Danemarc, & de Norwege; &c. jouïront du Benefice & Privilege, de differer le payement de leurs Peages, jusqu'à leur retour

Anno 1670.

Anno 1670.

de la mesme maniere qu'ils en ont joui par le passé avant la derniere Guerre, à la charge toutes fois que lesdits Navires, & Marchands, apporteront avec eux des Certificats scellez du Seel des Officiers du Roy de la Grande Bretagne, à ce deputez, par lesquels il apparoisse que lesdits Navires appartiennent aux Sujets du Roi de la Grande Bretagne comme aussi qu'avant leur passage, ils donneront bonne & suffisante caution, pour le payement desdits Droits de Doüane en un lieu convenable pour les Receveurs desdites Droits à leur retour, ou dans l'espace de trois mois au plus tard, au cas qu'ils ne retournent pas : Si mieux ils n'aiment de payer comptant lesdits Droits, au temps de leur premier passage.

XIII. Item, on est convenu à l'égard de toutes les Marchandises, que les Sujets du Roi de la Grand' Bretagne mettront à Terre à Elseneur, dans la seule vuë d'être de nouveau transportées en leur entier dans les Vaisseaux, qu'ils payeront les mêmes Droits, & non plus, qu'ont accoutumé de payer les Hollandois, & autres Etrangers en pareil cas ; ce qui reciproquement sera observé de la même maniere en Angleterre envers les Sujets du Roi de Danemare & de Norwegue.

XIV. Il a esté aussi accordé, que les Navires & Sujets du Roy de la Grande Bretagne, auront leurs Dépesches à Elseneur, aussi-tost qu'ils y arriveront, sans aucun delay, & sans qu'aucuns autres Navires de quelque Nation qu'ils soient puissent estre expediez devant eux par preference, à l'exception toutes fois des Habitans de certains Lieux, qui en ont anciennement obtenu le Privilege dont ils jouissent encor à present.

XV. S'il arrive qu'aucun Sujet de l'un ou l'autre Prince vienne à décéder, dans les Estats, ou Terres de l'autre, il lui sera permis de disposer de ses Biens, soit en argent, ou Marchandises, de telle maniere qu'il lui plaira : Et si aucun Sujet vient à mourir dans les Royaumes, ou Provinces de l'autre Prince, sans en avoir fait aucune disposition, les Biens Meubles & Immeubles qu'il aura laissez de quelque nature & espece qu'ils soient, seront fidelement conservez aux Heritiers pour leur usage & pour le payement des Debtes que le deffunct aura esté justement obligé de payer, & pour cette fin, aussitost qu'aucun Sujet de l'un ou l'autre Prince, sera décedé, dans les Estats de l'autre Prince, le Consul ou Ministre public, qui y sera resident en ce temps-là, aura Droit de prendre possession dudit Argent & Biens, & en fera un Inventaire devant quelque Magistrat du Lieu : Lesquels Biens demeureront par aprés en ses mains, pour en rendre compte aux Heritiers & aux Créanciers comme dit est, mais s'il n'y a pas là de Consul, ou de Ministre public, il sera permis à deux Marchands du mesme Pays que celuy du deffunct, de se mettre en possession des Biens par luy delaissez, pour les conserver & en rendre compte, de la mesme maniere, aux Heritiers & Créanciers ; ce qui doit estre toutes fois entendu de telle sorte qu'aucuns Papiers, ni Livres de comptes, ne doivent pas estre representez au Magistrat, mais seulement les Biens, & Marchandises réelles du décedé : & que ledit Magistrat sera obligé dans l'espace de quarante huit heures, aprés la Notification & Requeste qui luy en sera faite, d'estre present à l'Inventaire qui sera fait, si non, à faute de ce faire, ledit Inventaire sera fait sans luy.

XVI. Il sera permis à l'un ou à l'autre des Alliez & leurs Sujets, ou Peuples de trafiquer avec les Ennemis de l'autre, & de leur porter, ou fournir toute sorte de Marchandises (à l'exception seulement, de celles qui sont deffenduës qu'on appelle de Contrebande) sans aucun empeschement, à moins que ce ne soit dans des Ports, ou Places assiegées par l'autre : ce que toutes fois s'ils faisoient, il leur sera permis de vendre leurs Marchandises aux assiégeans, ou de se retirer en quelqu'autre Port, ou Place qui ne sera pas assiegée.

XVII. Il a esté aussi accordé qu'il sera libre, & permis aux Sujets de l'un, ou l'autre Prince, trafiquans dans les Etats ou Ports de l'autre, d'y demeurer, & sejourner, pour y acheter, & vendre des Marchandises sans aucune prescripcion, ou limitation de temps, qui pourroit leur estre ordonnée par aucun Officier ou Magistrat desdites Seigneuries, ou Ports, en payant les Droits accoustumés pour toutes les Denrées & Marchandises qu'ils y porteront, ou en remporteront, & il a esté en outre stipulé, qu'on ne trafiquera point avec d'autres personnes que des Citoyens ou Bourgeois de quelque Cité, ou Ville, de l'estenduë des Royaumes de Danemare, ou de Norwege, & que ce ne sera qu'en gros, & non pas en détail, ou par parcelles.

Anno 1670.

XVIII. Il a été en outre convenu & conclu, que pour un plus grand avancement du Trafic & Commerce, & pour éviter entierement toutes fraudes & disputes, qui pourroient arriver entre les Officiers des Ports, & les Marchands, que tous & chacuns les Droits seront demandez & payez conformément au Tarif imprimé, dans lequel seront compris tous les Droits & Impositions, qui doivent estre payées tant pour les Marchandises dans les Ports respectifs, que pour le passage par le Sond. Et afin que cela puisse estre observé plus exactement, les deux Roys ne deffendront pas seulement à leurs Officiers & Collecteurs, de leurs Doüanes, sous des peines les plus severes, de faire aucune chose, qui puisse éluder l'effect de cette Convention, mais encore, de causer aucun trouble, ni de faire aucun tort aux Sujets de l'un & l'autre Roy, par aucune molestation ou exaction.

XIX. Il a esté en outre conclu & accordé que le Roy de Dannemarc ordonnera que les Controlleurs de ses Doüanes, ou d'autres Officiers, soient établis Commissaires, pour remesurer tous les Navires appartenans aux Sujets du Roy de la Grande Bretagne, trafiquans en Norwege suivant leur port, & leur grandeur, de sorte que ce qui n'a pas esté jusqu'icy deuëment observé, puisse estre à l'avenir remis en meilleur ordre.

XX. Mais de peur que cette liberté de Navigation, ou de passage, d'un Allié, & de ses Sujets, & Habitans, durant la Guerre, que l'autre pourroit avoir par Mer ou par Terre, contre aucun autre Pays, ne porte pas prejudice à l'autre Allié, & que les Denrées & Marchandises appartenantes à l'Ennemi ne puissent estre frauduleusement recelées, sous pretexte d'estre en amitié, afin d'empêcher les fraudes, & ôter tout soupçon, on a trouvé à propos, que les Navires, Marchandises, & les Hommes de l'Equipage appartenans à l'autre Allié, soient munis de Lettres, de Passeports, & de Certificats en leur passage, & Voyages, les Formulaires desquelles doivent estre ainsi qu'il ensuit.

Charles Second par la grace de Dieu, Roy de la Grand Bretagne, &c. Christian Cinquiéme par la grace de Dieu, Roi de Dannemarc & de Norwege, &c.

Soit notoire à tous & chacuns qui nos presentes Lettres de Passeport verront, que . . . . . nostre Sujet & Citoyen de nostre Cité de . . . . . nous a humblement representé que le Navire nommé . . . . . du port de . . . . . Tonneaux . . . . . luy appartient, & à quelques autres de nos Sujets, & qu'ils en sont les seuls Proprietaires, & qu'il est de present chargé de Denrées, qui sont contenuës en un Billet des Officiers de nos Doüanes, que le Navire a à bord, & qu'il appartient à nos Sujets, ou à d'autres interessez, qui sont en Neutralité & est prest à partir du Port de . . . . . pour aller en tel autre lieu, ou Lieux, où il pourra commodement trafiquer avec lesdites Marchandises qui ne sont pas deffenduës, ni appartenantes à l'une ou l'autre des Parties en Guerre, ou bien trouver son fret, ce que nostredit Sujet ayant attesté par escrit signé de son seing, & affirmé par Serment estre veritable sous peine de confiscation desdites Denrées, nous avons jugé à propos de luy accorder nos presentes Lettres de Passeport : & partant Nous prions & requerons tous Gouverneurs de Pays, & Commandans sur Mer, Roys, Princes, Republiques, & Villes libres, & particulierement les Parties qui sont presentement en Guerre, & leurs Commandans, Admiraux, Généraux, Officiers, Maistres de Ports, Commandans de Navires, Capitaines, Fréteurs & tous autres qui ont quelque Jurisdiction par Mer, ou la garde d'aucun Port, qu'il luy arrivera de rencontrer, ou parmi la Flotte, ou Navires desquels il luy arrivera de tomber, ou demeurer dans leurs Ports, qu'en vertu de l'Alliance & Amitié que nous avons avec aucun Roy ou Estat, ils souffrent ledit Maistre, avec le Navire . . . . . Personnes, Biens & toutes les Marchandises qui sont sur son bord, poursuivre son Voyage, vers quelque lieu que ce soit, non seulement avec liberté, & sans aucune molestation, detension ou empêchement, mais encore qu'ils luy rendent tous offices de civilité ; comme à nostre Sujet s'il y a occasion, ce que nous & les nostres serons prêts à reconnoistre en pareille ou autre occasion. Donné le . . . . jour de . . . . de l'année . . . .

Nous

ANNO 1670.

Nous le President Consuls & Senateurs de la Ville de . . . . . attestons & certifions que N. N. . . . . . le . . . . . jour de . . . . . de l'année . . . . . est venu & comparu en personne devant nous . . . . . N. N. . . . . . Citoyen & Habitant de la Cité ou Ville de . . . . . . & sous le Serment qu'il est obligé envers le Roi nostre Souverain Seigneur, nous a declaré que le Navire ou Vaisseau, nommé . . . . . du Port de . . . . . Tonneaux appartient au Port, Cité, ou Ville de . . . . . en la Province de . . . . . & que ledit Navire luy appartient justement, & est de present prés à partir directement du Port de . . . . . chargé des Denrées mentionnées au Billet qu'il a receu des Officiers des Douanes, & qu'il a affirmé par le Serment susdit, que le Vaisseau cy dessus nommé avec les Denrées & Marchandises, dont il est chargé, appartient seulement aux Sujets de Sa Majesté, & ne porte point de Marchandises deffenduës qui appartiennent à l'une ou à l'autre des Parties, qui sont à present en Guerre.

En temoignage dequoy nous avons fait signer le present Certificat par le Sindic de nostre Ville, & y avons fait apposer nostre Sceau.

Donné, &c.

C'est pourquoy lors que les Marchandises, Denrées, Navires ou Hommes de l'Equipage de l'un, ou l'autre des Alliez, & de leurs Sujets & Habitans, rencontreront en pleine Mer, dans les Détroits, Ports, Havres, Terres, Places quelconques les Navires de Guerre, soit publics, ou particuliers, ou les Hommes de l'Equipage, Sujets & Habitans de l'autre Allié, en representant seulement lesdits Passeports, & Certificats, on ne leur demandera rien de plus, & on ne fera aucune visitation des Marchandises, Navires, ou Hommes, & ils ne seront en aucune autre maniere que ce soit, molestez ni troublez, & on souffrira qu'ils poursuivent leur Voyage en toute seureté; Mais si on ne represente pas les Passeports & Certificats expediez en cette forme solemnelle & établie, & qu'il y ait quelqu'autre sujet de soupçon juste & apparent, le Navire sera visité, ce qui neanmoins est entendu, n'estre permis seulement qu'en ce cas là. S'il se commet aucune chose contraire au veritable sens de cet Article, par l'une ou l'autre Partie, contre l'un ou l'autre des Alliez, chacun desdits Alliez fera punir severement ses Sujets & Habitans, qui y auront contrevenu, & fera donner une pleine & entiere satisfaction, incontinent & sans delay, à la Partie qui aura esté molestée, & à ses Sujets & Habitans pour tous leurs dommages & interests, & depens.

XXI. Il a esté aussi conclu & accordé, que tous Navires des Sujets & Habitans du Roy de la Grand' Bretagne, ensemble leurs Cargaisons & Marchandises, passans par le Port de Gluckstadt, ou autres Places, & Villes de l'obeissance du Roy de Danemarc scituées sur la Riviere d'Elbe, tant en allant qu'en retournant, seront exempts & affranchis de toutes Douanes, imposts, visitation, saisie & molestation, excepté seulement le cas de visitation en temps de Guerre, quand le Roy de Danemarc aura Guerre contre aucun autre Roy, ou Estat.

XXII. Si les Sujets de l'un, ou l'autre Prince sont molestez, ou endommagez sur les Terres de l'autre, alors le Roy du lieu où l'injure aura esté faite, prendra soin que Justice luy soit faite, suivant les Loix & Coustumes du Pays, & que les coupables soient deuëment punis, & que la satisfaction soit donnée à la Partie molestée.

XXIII. Il a été aussi accordé qu'aucuns Navires, Vaisseaux, ou Marchandises chargées sur lesdits Navires de quelque espece, nature ou qualité qu'ils soient qui auront été pris, appartenans à aucuns des Sujets de l'un ou l'autre desdits Roys, sous quelque cause, ou pretexte que ce soit, ne sera jugé de bonne prise, à moins que ce ne soit par un examen judiciaire, & par un Procés intenté legitimement pour ce sujet, dans une Cour d'Amirauté establie pour les prises faites sur Mer.

XXIV. Les deux Parties feront rendre Justice avec toute équité, aux Sujets & Habitans l'un de l'autre, suivant les Loix & Statuts de l'un ou l'autre Pays, promptement & sans aucunes longues formalitez de Justice, & depenses qui ne sont pas necessaires, en tous Procés & differens, tant survenus dés à present, qu'en ceux qui pourront survenir cy-aprés.

XXV. Arrivant que des Navires de l'un ou l'autre des Alliez & de leurs Sujets & Habitans, soit de Marchans ou de Guerre, échouent, ou soient portez sur des écueils, ou soient contraints de se décharger, ou autrement fassent naufrage, sur les Costes de l'un ou l'autre Roy (ce qu'à Dieu ne plaise) lesdits Navires, avec leurs Agrez, Biens, & Marchandises, ou tout ce qui sera sauvé, sera restitué aux Proprietaires & interessez, pourvû qu'eux, ou leurs Agents, & Procureurs, reclament lesdits Navires, & Biens, dans l'espace d'un an, & un jour, aprés le naufrage arrivé, sauf toûjours les Droits & Douanes des deux Nations. Depuis les Sujets & Habitans demeurans sur leurs Costes, & Rivages, seront obligez de venir à leur aide, en cas de peril, & de donner leur assistance autant qu'il sera en leur pouvoir, & ils feront tous leurs efforts, soit pour delivrer le Navire, ou pour en sauver les Biens, Marchandises & Agrez, & toute autre chose qui leur sera possible, ou pour transporter en quelque lieu de seureté ce qui en sera sauvé, pour estre restitué aux Proprietaires, en payant le Droit de sauvement, & en donnant telle recompense aux personnes par l'aide & diligence desquelles lesdits Biens, & Marchandises auront été sauvées & preservées, qu'elles le meriteront. Et finalement, les deux Parties, en cas de tel accident, feront observer de leur part, ce qu'elles voudroient être fait, & observé de l'autre part.

XXVI Les Maistres de Navires, leurs Pilotes, Soldats, Matelots, & autres Gens de Mer, comme aussi les Navires mêmes ni les Denrées, & Marchandises dont ils seront chargés, ne pourront estre saisis, ni arrestez, en vertu d'aucun ordre general, ou particulier, ou pour quelque cause que ce soit, à moins que ce ne sût pour la deffense, & conservation du Royaume, en quoy toutes fois n'est entendu de comprendre les saisies & arrests faits par authorité de Justice, pour de loyalles Debtes contractées, ou pour aucunes autres causes legitimes, pour raison desquelles, il sera procedé par voye de Droit selon la forme de Justice.

XXVII. Il sera permis aux Marchands des deux Royaumes, leurs Facteurs, & Serviteurs, comme aussi aux Maistres, & Mariniers de Navires, de porter toute sorte d'Armes portatives, tant offensives, que deffensives, tant sur Mer, que sur autres Eaux, comme aussi dans les Ports, & sur les Costes, & Terres de l'un ou l'autre Allié, en allant, retournant, & cheminant, pour la deffense de leurs Personnes, & Biens, de telle sorte qu'ils ne donnent pas juste cause de soupçon aux Commandans & Magistrats d'aucune Place, d'aucuns complots, ni cabales, contre le repos public, ou particulier.

XXVIII. Les Convois, ou Navires de Guerre, de l'une ou l'autre Partie rencontrans, ou atteignans en leurs Voyages, aucuns Navires Marchands, ou autres appartenans à l'autre Allié, ou à ses Sujets, & faisans la même route sur, dans, ou hors l'Europe, seront obligez de les proteger & deffendre aussi longtemps qu'ils continueront la mesme route ensemble

XXIX. Pour plus grande seureté de Commerce, & liberté de Navigation, il a été conclu & accordé, que l'une ni l'autre Partie, autant que faire se pourra, & qu'il sera en son pouvoir, ne souffrira qu'aucuns Pirates & Forbans publics ayent leur retraite, en aucun des Ports de l'autre, ni qu'aucuns des Habitans, & Sujets de l'un ou l'autre Prince les reçoivent en leurs Maisons, leur fournissent aucuns Vivres, ou leur donnent aucune assistance; mais au contraire, qu'ils feront leurs efforts, pour faire en sorte que lesdits Pirates & Forbans, leurs partisans & complices, soient pris, apprehendez & punis, selon leur merite, & que les Navires & Biens, autant qu'on en pourra trouver, soient restituez aux Proprietaires legitimes d'iceux, ou leurs Agens, en faisant deuëment apparoir du Droit qu'ils y auront, par une preuve certaine de Justice, en la Cour de l'Admirauté.

XXX. Il a été conclu & accordé qu'il y aura en tout temps libre accés, pour les Sujets & Habitans de l'une & l'autre Partie, dans les Ports & sur les Costes des deux Princes, & qu'il leur sera permis d'y demeurer, & d'en partir, comme aussi de passer dans toutes les Mers & Territoires de l'un & l'autre Roy respectivement (sans commettre aucun desordre ni violence) non seulement avec des Navires Marchands, & de charge, mais encore avec des Navires de Guerre, équipez pour le compte public, ou pour les Commissions d'Armateurs particuliers, soit qu'ils entrent dans lesdits Ports par la necessité de la tempeste, pour éviter le peril de la Mer, ou pour se radouber & acheter des Vivres, de telle sorte qu'ils n'excedent pas le nombre de

ANNO 1670.

de six Navires de Guerre, lors qu'ils y entreront de commun accord, & qu'ils ne demeurent pas dans les Havres, ou environs des Ports, plus longtemps qu'il ne leur sera necessaire pour radouber leurs Navires, & pour y acheter des Vivres ou autres choses necessaires, & s'ils ont besoin d'entrer dans lesdits Ports avec un plus grand nombre de Vaisseaux de Guerre, il ne leur sera pas permis de le faire sans avoir donné avis de leur venuë auparavant par une Lettre, & sans en avoir obtenu la permission de ceux à qui lesdits Ports appartiennent: Mais si par la violence de la tempeste, ou quelque autre urgente necessité, ils sont contraints de relâcher dans un Port, en ce cas là, les Navires ne seront pas restraints à un certain nombre, quoy qu'ils n'ayent fait sçavoir leur venuë auparavant: Mais neanmoins, à condition que leur Admiral, ou Commandant en Chef, Incontinent aprés son arrivée en fera sçavoir la cause au principal Magistrat, ou Commandant de la Place du Havre, ou de la Coste sur laquelle il sera, & il n'y demeurera pas plus longtemps, que celuy qui luy sera accordé, par ledit principal Magistrat ou Commandant, & il n'y commettra aucun acte d'hostilité, ni aucune autre chose prejudiciable à celui des deux Alliez à qui ils appartiendront.

XXXI. Il ne sera permis aux Sujets de l'un & l'autre Roy ni aux Habitans des Royaumes & Terres de leur obeïssance, de se charger d'aucunes Lettres Patentes, appellées Commissions de represailles, d'aucun Prince ou Etat, qui aura des differens ou Guerre ouverte, contre l'un ou l'autre des Alliez, bien moins encore de s'en servir, pour troubler, ni molester les Sujets de l'un ou de l'autre desdits Alliez, lesdits deux Rois feront de trés-expresses inhibitions & deffenses à leurs Sujets respectivement, d'obtenir ni accepter, d'aucuns Princes ou Estats, de telles Commissions, & deffendront & empêcheront, autant qu'il sera en leur pouvoir, qu'ils commettent aucunes depredations en vertû desdites Commissions.

XXXII. S'il arive qu'aucun Navire, ou Navires appartenans aux Sujets de l'un, ou de l'autre Roy, soient pris, dans les Ports, de l'un ou de l'autre, par une tierce Partie, l'un ou l'autre dans lesdits Ports ou Jurisdiction duquel lesdits Navires auront été pris, sera reciproquement obligé de faire ses efforts conjointement avec l'autre, pour trouver & reprendre ledit Navire, ou Navires, & les rendre aux Proprietaires, ce qui sera neanmoins fait aux depens des Proprietaires, ou Parties Interessées.

XXXIII. Comme pareillement, si sur les Navires pris par les Sujets de l'un ou l'autre Allié, & amené en aucun Port appartenant à l'autre on trouve aucuns Matelots, ou autres personnes qui soient Sujets de l'Allié dans les Ports ou Rivieres duquel la prise sera amenée, ils seront traitez civilement, par ceux qui les auront pris, & remis Incontinent en liberté, sans payer aucune rançon.

XXXIV. Mais s'il arrive qu'un Navire de Guerre, ou quelqu'autre Vaisseau, chargé de Marchandises de Contrebande, & appartenant à l'autre Couronne soit pris, il ne sera pas permis aux Capitaines, ou Commandans qui l'auront pris, d'ouvrir, ni rompre les Coffres, Tonneaux, ou Bales, qui seront sur ledit Navire, ni aussi de les transporter, ou autrement aliener aucunes Marchandises qui y seront, qu'elles n'ayent été descenduës à Terre, & qu'il n'en ait été fait Inventaire en la presence des Juges de l'Amirauté.

XXXV. Et pour plus grande seureté des Sujets des deux Roys, & pour prevenir toute violence, qui pourroit leur être faite, par lesdits Navires de Guerre, il sera fait de trés expresses inhibitions & deffences à tous Commandans de Navires de Guerre appartenans au Roi de la Grande Bretagne, & à tous ses autres Sujets, de troubler, ni molester les Sujets du Roi de Danemarc: s'ils en usent autrement, ils seront tenus en leurs Personnes & Biens des dommages & interêts soufferts, & à souffrir, jusqu'à la restitution & reparation. Les mêmes deffenses seront pareillement faites à tous Commandans des Navires de Guerre apparrenans au Roi de Danemarc, & à tous ses autres Sujets, de troubler, ni molester les Sujets du Roi de la Grand' Bretagne, pourvû toutes fois que toutes lesdites actions soient examinées & jugées par voye de Droit selon la forme de la Justice, dans les Cours d'Amirauté des deux Rois, ou si l'une ou l'autre Partie se trouvant étrangere, dans le lieu, où l'affaire doit être decidée, le trouve plus à propos, le fait sera examiné devant des Commissaires que les deux Rois deputeront à cette fin, aussitôt qu'ils en seront requis, afin que par ce moyen, les Procedures n'en soient pas seulement faites sans beaucoup de depense, mais encore qu'elles soient terminées en trois mois de temps, tout au plus.

XXXVI. Les deux Roys donneront tous les ordres necessaires pour faire que les Jugemens, & Sentences, qui seront renduës sur les Prises qui seront faites à la Mer, soient données avec toute justice, & equité, par des personnes non suspectes, ni interessées au faict dont sera question, & qu'aprés qu'elles seront données par de tels Juges, ainsi qu'il est dit cy-dessus, ils enjoindront & ordonneront à leurs Officiers, & autres qu'il appartiendra de les faire deuëment & promptement executer selon leur forme & teneur.

XXXVII. Lors que les Ambassadeurs de l'un & de l'autre Roy, ou quelques autres de leurs Ministres publics qui seront à la Cour de l'autre Roy feront plainte desdites Sentences, le Roy auquel la plainte sera faite, fera revoir & examiner ledit Jugement & Sentence en son Conseil, pour connoître si toutes les choses requises, & necessaires, ont été executées, suivant les regles du present Traité, & avec les precautions qui y sont contenues, & s'il se trouve que le contraire ait été fait, il y sera pourvû, ce qui sera fait dans le temps de trois mois au plus. Et il ne sera pas permis, avant que le premier Jugement ait été donné, ni aprés icelui pendant la revision, de decharger, vendre, & aliener les Biens & effects qui seront reclamez, si cela ne se fait du consentement des Parties pour éviter le deperissement desdits Biens & Marchandises.

XXXVIII. Lesdits Rois auront dans les Cours l'un de l'autre, leurs Ministres, & dans de certains Ports, leurs Consuls, pour mieux & plus aisément communiquer & proposer les choses qu'ils jugeront avantageuses, pour l'interêt public, ou celui des personnes particulieres.

XXXIX. Les offenses particulieres n'empêcheront en aucune façon, l'execution du present Traité, & ne feront naître aucune haine, ni dissension entre lesdites Nations, mais chacun repondra de son propre fait, & en demeurera responsable, & l'un ne souffrira pas, pour l'offence qu'un autre aura commise par un recours à des Lettres de represailles, ou de telles autres voyes rigoureuses, si ce n'est, en cas de déni de Justice, & de delais plus longs qu'un ne doit, auquel cas, il sera permis au Roi dont le Sujet aura reçû du dommage, d'avoir recours aux Regles que prescrit la Loy des Nations, jusqu'à ce que reparation ait été faite à la Partie qui aura souffert le dommage, pourvû toutes fois qu'il en ait deuëment adverti l'autre Roy auparavant.

XL. Il a été aussi accordé que si les Hollandois ou quelqu'autre Nation que ce soit (à l'exception de la Nation Suedoise seulement) ont déja obtenu ou obtiennent cy-aprés du Roy de Danemarc, quelques Articles, Conventions, Exemptions, ou Privileges plus avantageux, que ceux qui sont contenus, au present Traité, les mêmes & semblables Privileges seront pareillement accordez au Roy de la Grand' Bretagne, & à ses Sujets pleinement & efficacement en toutes manieres & dispositions, & d'autre côté, si les Hollandois ou quelque autre Nation, que ce soit, a déja obtenu, ou obtient cy-aprés de Sa Majesté de la Grand' Bretagne, quelques Articles, Conventions, Exemptions, ou Privileges plus avantageux, que ceux qui sont contenus au present Traité, les mesmes & semblables Privileges, seront pareillement accordez au Roi de Danemarc, & à ses Sujets, & d'une maniere aussi ample & aussi efficace.

XLI. Il a été pareillement conclu que les precedens Traitez qui en quelque temps que ce soit ont été faits jusqu'icy, entre lesdits Alliez ou leurs Predecesseurs Rois, tant pour les Royaumes de la Grand' Bretagne &c. que pour les Royaumes Hereditaires de Danemarc, de Norwege &c. respectivement, ne seront pas en la moindre chose reputez être rompus, ni abolis par aucun Accord, Convention, ou Article, contenus en ce present Traité: Mais qu'ils demeureront en leur pleine force, effect, & vertu, entant qu'ils ne seront point contraires, & ne repugneront point audit Traité, ni à aucun Article y contenu.

XLII. Finalement, il a été convenu, conclu & accordé que lesdits Rois observeront sincerement & de bonne foi tous & chacuns les Articles contenus & inserez

ANNO 1670. inferez au present Traité, & les feront obferver par leurs Peuples & Sujets qu'ils n'y contreviendront point, ni ne fouffriront point que leurs Peuples & Sujets y contreviennent, directement ni indirectement, & qu'ils en confirmeront & ratifieront tous & chacuns les Articles, ainfi qu'ils font ci-deffus accordez, par des Lettres Patentes fignées de leurs feings, & fcellées de leurs grands Sceaux, en bonne, fuffifante, & efficace forme, & les delivreront ou les feront delivrer de bonne foi, & réellement avec effect, dans trois mois, à compter de la datte de ces prefentes.

LXI.

18. Juill. *Tractatus* (1) *& Amica Compofitio inter* CAROLUM II. *Regem Magnæ Britanniæ, &* CAROLUM II. *Regem Hifpaniæ, ad bonam correspondentiam in America interruptam rurfus inftaurandam, & Deprædationes, injuriasque omnes coërcendas. Actum Matriti die* 18. *Julii* 1670. Cum RATIFICATIONE *Regis ac Reginæ Hifpaniarum, nec non utriusque Partis Procurationibus.* [Sur l'Imprimé à Madrid, en cafa de *Domingo Garcia Morras* Impreffor de l'Eftado Ecclefiaftico de laz Coronas de Caftilla y Leon; con Licencia de los Señores del Confejo de Eftado in 4. ann. 1670.]

CAROLUS Secundus, Dei gratia Hifpaniarum, &c. Rex, & Sereniffima Regina Maria Anna Auftriaca, &c. Notum facimus per præfentes noftras Litteras, Approbationis, Ratihabitionis, & Confirmationis, quòd decimo octavo die menfis Julii, anni præfentis millefimi fexcentefimi feptuagefimi, Matriti, Tractatus de componendis Controverfiis, Deprædationibus coërcendis, & Pace concilianda in America inter Nos, præfatum Sereniffimum, ac Potentiffimum Regem, atque Reginam Hifpaniarum, ab una, & Sereniffimum, ac Potentiffimum Carolum Secundum Magnæ Britanniæ Regem, &c. Fratrem, Confanguineum, & Amicum noftrum chariffimum, ab altera parte factus, initus, & conclufus fuit tenore fequenti.

CUm pluribus retro annis bona intelligentia, & amica Gentes inter Hifpanam, Anglicanamque correspondentia in America interruptæ fuiffent, & ad utramque ecftaurandam, certisque pro futuro regulis ftabiliendam Sereniffimus, ac Potentiffimus Dominus Carolus Magnæ Britanniæ &c. Rex miliffet in Hifpaniam Ablegatum fuum Extraordinarium Dominum Guilielmum Godolphin, Equitem Auratum Ærarii, Reddituumque Regiorum Auditorem, & in Parlamento Angliæ Senatorem, ipfique plenam, & omnimodam dediffet Poteftatem ineundi quemcumque Tractatum in hunc finem neceffarium: Necnon Sereniffimi, Potentiffimique Dominus Carolus Rex Hifpaniarum, &c. Et Regina Domina Maria Anna Auftriaca ipfius Parens, Tutrix, & Curatrix, Regnorumque ejus, ac Ditionum Gubernatrix, ut tam fanctum opus promoveretur, Plenipotentiarium quoque fuum deputaffet Excellentiffimum Virum Dominum Gasparem de Bracamonte & Guzman, Comitem Peñarandæ, Confiliarium Status, & Præfidem Indiarum, qui cum fupradicto Domino Guilielmo Godolphin Ablegato Extraordinario de iis ageret, tractaret, & concluderet: Tandem ab utraque parte in fubfequentis Tractatus Articulos conventum eft, virtute fuarum refpectivè Commiffionum, quarum Copiæ hic inferuntur.

Sequitur tenor Commiffionis, feu Plenæ Poteftatis à Majeftate Sua Catholica Domino Comiti de Peñaranda conceffæ.

DON CARLOS, por la gracia de Dios, Rey de Caftilla, de Leon, de Aragon, de ambas Sicilias, de Jerufalen, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Seville, de Cerdeña, de Cordoua, de Corcega, de Murcia, de Jaen, de los Algarves, de Algezira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, de las Indias Orientales, y Occidentales, Islas, y Tierra firme, del Mar Oceano, Archiduque de Auftria, Duque de Borgoña, de Brabante, y Milan, Conde de Abspurg, de Flandes, Tirol, y Barcelona, Señor de Vizcaya, y de Molina, &c. Y la Reyna Doña Maria Ana fu Madre, Tutora, y Curadora de fu Real perfona, y Governadora de dichos Reynos, y Señorios. Por quanto para affentar, y eftrechar mas la buena correspondencia, y amiftad entre las Sereniffimas dos Coronas de España, y la Gran Bretaña, y especialmente para apartar todo motivo de mala inteligencia, que la pueda turbar, conviene, que fe haga nueva explicacion, y declaracion de algunos puntos contenidos en los Articulos del Tratado de Paz, ajuftado entre las dichas dos Coronas el año de mil feiscientos y fefenta y fiete, pertenecientes a entrambas Indias, he tenido por bien de dar Poder, como en virtud de la prefente le doy a Don Gaspar de Bracamonte y Guzman, Conde de Peñeranda, del Confejo de Eftado, y Prefidente del de Indias, por concurrir en fu perfona las prerrogativas de gran calidad, prudencia, y experiencias, zelo, y amor de mi fervicio, y particularmente por la gran confiança, y fatisfacion que me affifte, de lo que procura, y defea todo lo que pueda conducir al beneficio, y bien publico. Por tanto, en virtud del prefente Poder la autoriço, y doy tan cumplida facultad, qual de derecho fe requiere, para que por el Sereniffimo Rey mi muy caro, y muy amado Hijo, y en fu Real nombre, reprefentando mi propia perfona, pueda dir, conferir, tratar, ajuftar, y concluir con D. Guilielmo Godolphin, Embiado Extraordinario en efta Corte del Sereniffimo Rey de la Gran Bretaña Carlos Segundo, mi buen Hermano, y Primo, en virtud del Poder que prefenta fuyo, qualesquier Tratados de Union, y Aliança con el dicho Sereniffimo Rey de la Gran Bretaña, y hazer todas las explicaciones, y declaraciones que fueren neceffarias para la mejor inteligencia de los Articulos de el dicho Tratado del año de mil feiscientos y fefenta y fiete, especialmente de los que traran de entrambas Indias, el qual Poder, y facultad le concedo con toda la mayor autoridad, y poteftad, y la misme que refide en mi Real perfona, obligandome, como me obligo, y al dicho Rey mi Hijo, en fee, y palabra Real, a eftar, y paffar por ello, a probarlo, y ratificarlo, con el Juramento, y mas requifitos, y folemnidades, que en tal cafo fuere neceffario, dentro del termino que para ello fe feñalare, fin diminucion alguna. En fee de lo qual mandè despachar la prefente, firmada de mi mano, fellada con el fello fecreto, y refrendada del mi Infrafcripto Secretario de Eftado. Dada en Madrid a doze de Julio de mil feiscientos y fetenta YO LA REYNA. Don DIEGO DE LA TORRE.

Sequitur tenor Commiffionis, feu Plenæ Poteftatis à Sereniffimo Rege Magnæ Britanniæ, Domino Guilielmo Godolphin conceffæ.

CAROLUS Secundus, Dei gratia Magnæ Britanniæ, Franciæ, & Hiberniæ Rex, Fidei Defenfor, &c. Omnibus, & fingulis, ad quos præfentes Litteræ pervenerint, falutem. Cum nihil, vel ingenii animi noftri propenfioni, vel fundatiffimis Coronæ noftræ rationibus, vel prudentiffimis Anteceſſorum noftrorum exemplis, magis congruum, & confentaneum effe poffit, quam ut neceffitudinem, & Confœderationem intimam, firmiffimamque cum Corona Catholica indeficientes colamus, undè jam longa experientia compertum eft Gentes utrobique Britannicam, & Hispanicam nullis non temporibus mirificè floruiffe, tàm in Commercio & rei quæftuariæ commodis, quibus fe invicem ditarunt, quàm in fama, & exiftimatione virium, quibus terrorem hoftibus, vel propriis, vel communibus femper incufferunt; cumque hodierna rerum, temporumque conftitutio eximiam quandam & conjunctionem, tùm Confiliorum, tum affectuum unionem poftulare videatur, cùm denique ad meliorem inter Subditos utrimque noftros intelligentiam fovendam; & confervandam liquidior explanatio quorundam Articulorum ad utrasque Indias fpectantium neceffario defideretur, eo magis, quod in illis remoti Orbis Regionibus nonnullæ controverfiarum occafiones proruperunt, quibus dirimendis, componendisque per Tractatus hucusque con-

(1) J'ai un autre Exemplaire de ce Traité en Anglois, imprimé, par commandement du Roi, *in the Savoy, by the affigns of* John Bill *and* Christopher Barker *in* 4. ann 1670. On y marque que les Ratifications furent échangées à Madrid le 10-20. Octobre 1670. On en a auffi une Traduction Françoife dans la I. Edition de ce Grand Recueil de Hollande Tom. IV. pag. 284. (Dum.)

ANNO 1670.

conclusos, haud satis provisum, cautumque esse videtur; Ad singulos fines prædictos, & ad alia etiam de novo tractanda, ac finaliter concludenda, quæ vel ad majorem Commercii frequentiam, & securitatem, vel ad amiciorem inter Regna, ac Populos Magnæ Britanniæ, Hispaniæque correspondentiam, Fœdusque strictissimum conducere poterunt, visum est, dilectum Nobis & fidelem Guilielmum Godolphin Equitem Auratum, Rationum Ærarii nostri, Redituumque Regiorum Auditorem, & in Supremo Angliæ Consilio, sivè Parlamento Senatorem, Virum tanto muneri dignè obeundo parem, atque idoneum ad Serenissimos, & Potentissimos Regem Catholicum, & Reginam Dominam Mariam Annam Austriacam ipsius Parentem, Tutricem, & Curatricem, necnon Regnorum ejus, ac Ditionum Gubernatricem extra ordinem ablegare.

Sciatis igitur, quod Nos prudentia, integritate, fide, & industria prædicti Guilielmi Godolphin plurimum confisi, ipsum Ablegatum nostrum Extraordinarium ad prædictos Serenissimos Regem, & Reginam Hispaniarum fecimus, ordinavimus, & deputavimus, ac per præsentes facimus, ordinamus, & deputamus, dantes eidem, & committentes plenam, & omnimodam Potestatem, atque authoritatem pariter, & Mandatum generale, ac speciale Nomine nostro cum prædictis Serenissimis Rege, & Regina, ipsorum Commissariis, Deputatis, & Procuratoribus ad hoc sufficientem Potestatem habentibus de, & super arctiori Confœderatione inter Nos, & Coronam Catholicam, sicut etiam de, & super explanandis, & ampliandis quibusvis Articulis jam dudum conclusis de novis item Tractatibus, Fœderibusque condendis, utilissimis, & maximè convenientibus Articulis, & conditionibus communicandi, tractandi, conveniendi, & concludendi, cæteraque omnia, & singula faciendi, quæ ad dictos fines, vel quoslibet eorum faciant, & conducant, atque super iis Articulos, Litteras, & Instrumenta necessaria conficiendi, & ab altera parte petendi, & recipiendi: denique omnia ea, quæ ad præmissa, vel circa eadem erunt necessaria, & opportuna expediendi; Promittentes bona fide, & in verbo Regio, Nos omnia, & singula, quæ inter supra-memoratos Serenissimos Regem & Reginam Hispaniarum, eorumvè Procuratores, Deputatos, & Commissarios, atque prænominatum Guilielmum Godolphin Ablegatum nostrum Extraordinarium in præmissis, seu præmissorum aliquo erunt facta, pacta, & conclusa, rata, grata, & firma habituros, & quicquid Nomine nostro promissum fuerit, sanctè, & inviolabiliter observaturos, & observari curaturos. In cujus rei testimonium hasce Litteras fieri, manuque nostra signatas Magno Regni nostri Angliæ Sigillo, muniri fecimus. Quæ dabantur in Palatio nostro Westmonasteriensi, vigesimo quarto die Februarii anno Domini supra millesimum sexcentesimum (stylo quidem veteri) sexagesimo octavo, (stylo autem novo) sexagesimo nono, Regnique nostri vigesimo primo.

CAROLUS Rex.

I. CONcordatum imprimis est inter altè memoratos Plenipotentiarios Dominum Comitem de Peñaranda, & Dominum Guilielmum Godolphin, Nominibus Serenissimorum respectivè Regum Dominorum suorum, uti Tractatus Pacis, & Amicitiæ inter Coronas Hispaniæ, & Magnæ Britanniæ Matriti initus $\frac{decimo}{vigesimo}$ tertio die Maii anno Domini millesimo sexcentesimo sexagesimo septimo, ullivè ejus Capita per præsentes Articulos, & Conventiones, nequaquam sublata censeantur, vel antiquata, sed ut ea perpetuò maneant in pristino suo robore, firmitate, ac vigore, quatenus non sint contraria, aut repugnantia præsenti Tractatui, aut Articulorum alicui in eodem contento.

II. Pax sit universalis, sincera, atque vera Amicitia, tàm in America, quàm in cæteris Mundi partibus inter Serenissimos Hispaniarum, & Magnæ Britanniæ Reges, eorumque Hæredes, & Successores, necnon inter Regna, Status, Colonias, Fortalicia, Civitates, Præfecturas, Insulas, sine distinctione locorum sub utriusque Ditione positas, earumque Populos, & Incolas, quæ ab hoc die in perpetuum durabit, & tàm Terra, quàm Mari, atque ubivis Aquarum sanctè observabitur, ita ut alter alterius commoda, ac utilitates promoveat, Populique sibi invicem studiis mutuis, ac honesto affectu auxilio sint, & faveant, omnique ex parte in remotis illis Regionibus (uti in propinquioribus) fida vicinitas, & secura Pacis, atque Amicitiæ cultura crescat in dies, & augeatur.

ANNO 1670.

III. Item uti in futurum omnes inimicitiæ, hostilitates, & discordiæ inter prædictos Dominos Reges, eorumque Subditos, & Incolas cessent, & aboleantur: & utraque Pars ab omni direptione, deprædatione, læsione, injuriisque ac infestatione qualicunque tam Terra, quam Mari, & Aquis dulcibus ubivis gentium temperet prorsus, & abstineat.

IV. Item ut iidem Serenissimi Reges Subditos suos ab omni vi, & injuria abstinere curent, revocentque quascunque Commissiones, ac Litteras, tàm Repressaliarum, seu de Marca, quàm facultatem prædandi in Occidentali India continentes, cujuscunque generis, aut conditionis sint, in præjudicium alterius, aut Subditorum ejus, Subditis suis, aut Incolis, sivè extraneis datas, & concessas, easque nullas, cassas, & irritas declarent, ut hoc Pacis Tractatu nullæ, cassæ, & irritæ declarantur, & quicunque contravenerint, puniantur, ac præter inflictam criminalem pœnam, Subditis læsis, & id requirentibus illata damna resarcire compellantur.

V. Renuntiabuntque præterea, prout tenore præsentium dicti Reges, ac quilibet eorum renuntiabit, & renuntiat cuicumque Ligæ, Confœderationi, Capitulationi, & Intelligentiæ in præjudicium unius, vel alterius quomodolibet factæ, quæ præsenti Paci, & Concordiæ, omnibusque, & singulis in ea contentis repugnat, vel repugnare possit, easque omnes, & singulas quoad effectum prædictum cassabunt, & annullabunt, nulliusque momenti declarabunt.

VI. Captivi utrinque ad unum omnes cujuscumque ordinis, aut sortis sint, qui ratione hostilitatis cujusvis in America dudum commissæ, detinentur, absque Lytro, aut alio ullo redemptionis pretio, sine mora dimittantur.

VII. Omnes offensæ, dispendia, damna, injuriæ, quæ Gentes Hispana, & Anglicana altrinsecus quibuscunque retro temporibus, qualicunque de causa, aut prætextu, alia ab altera pertulerunt in America, ea oblivioni tradantur, & è memoria eradantur planè, ac si nullæ unquam intercessissent. Conventum præterea est quod Serenissimus Magnæ Britanniæ Rex, Hæredes, & Successores ejus cum plenario jure summi Imperii, Proprietatis, & Possessionis, Terras omnes, Regiones, Insulas, Colonias, ac Dominia in Occidentali Indis aut quavis parte Americæ sita habebunt, tenebunt, & possidebunt in perpetuum, quæcunque dictus Magnæ Britanniæ Rex, & Subditi ejus impræsentiarum tenent, ac possident, ita ut eo nomine, aut quacunque sub prætensione nihil unquam amplius urgeri, nihilque controversiarum in posterum moveri possit, aut debeat.

VIII. Subditi, & Incolæ, Mercatores, Navarchæ, Nauclerii, Nautæ, Regnorum, Provinciarum, Terrarumque utriusque Regis respectivè abstinebunt, cavebuntque sibi à Commerciis, & Navigatione in Portus, ac Loca Fortalitiis, stabulis Mercimoniorum, vel Castellis instructa, aliaque omnia, quæ ab una, vel ab altera parte occupantur in Occidentali India: Nimirum Regis Magnæ Britanniæ Subditi Negotiationem non dirigent, Navigationem non instituent, Mercaturam non facient in Portubus, Locisvè, quæ Rex Catholicus in dicta India tenet, neque vicissim Regis Hispaniarum Subditi in ea loca Navigationes instituent, aut Commercia exercebunt, quæ ibidem à Rege Magnæ Britanniæ possidentur.

IX. Si verò tractu temporis visum fuerit alterutri Regum licentiam aliquam generalem, vel specialem, aut Privilegia concedere alterius Subditis Navigationem instituendi, & Commercium habendi in quibusvis locis suæ Ditionis, qui dictas Licentias, & Privilegia concesserit, dicta Navigatio, & Commercium exercebuntur, & manu tenebuntur justa, ac secundum formam, tenorem, & effectum Permissionum, aut Privilegiorum, quæ indulgeri poterint, quorum securitati præsens Tractatus, ejusdemque Ratihabitio inserviat.

X. Item concordatum est, quod si alterutrius Confœderatorum Subditi, & Incolæ cum Navibus suis, sivè bellicæ sint, & publicæ; sivè onerariæ, ac privatæ, procellis abrepti fuerint, vel persequentibus Pyratis inimicis, ac hostibus, aut alio quovis incommodo cogantur se ad Portum quærendum in alterius Fœderati Flumina, Sinus, Æstuaria, ac Stationes recipere, vel ad Littora quæcumque in America appellere, benignè, omnique humanitate ibidem excipiantur, amica gaudeant protectione, & benevolentia tractentur. Nullo autem modo impediantur, quò minus integrum omninò habeant reficere se, victualia etiam & omne genus commeatum, sivè vitæ sustinendæ, sivè Navibus reparandis,

ANNO 1670. randis, & itineri faciendo necessarium, æquo, & consueto pretio comparare. Nulla quoque ratione prohibeantur ex Portu, & statione vicissim solvere, ac egredi, quin ipsis licitum sit, pro libito migrare loco, liberèque discedere quandocunque, & quocunque visum fuerit, absque ulla molestatione, aut impedimento.

XI. Pari ratione si Naves alterutrius Confœderati, ejusdemque Subditorum, ac Incolarum ad oras, aut in Ditionibus quibuscunque alterius impegerint, jactum fecerint, vel (quod Deus avertat) naufragium, aut damnum quodcunque passæ fuerint, ejectos, aut detrimenta passos, in vincula, aut servitutem abducere nefas esto, quin periclitantibus, aut naufragis benevolè, ac amicissimè subveniatur, atque auxilium feratur, Literæque illis Salvi Conductus exhibeantur, quibus inde tutò, & absque molestiâ exire, & ad suam quisque Patriam redire valeat.

XII. Quando autem alterutrius Naves (uti supradictum est) Maris periculo, aliave cogente ratione compulsæ in alterius Portus adigantur, si tres, quatuorvè fuerint, justamque suspicionis occasionem præbere poterint adventus istiusmodi causa, Gubernatori, vel primario loci Magistratui, statim exponetur, nec diutius ibi mora trahetur, quam quæ illis à dicto Gubernatore, aut Præfecto permissa, & victui comparando, Navibusque tum resarciendis, tum instruendis commoda, atque æqua fuerit, cautum verò semper erit, ut onus non distrahant, neque Mercium, aut sarcinarum aliquid è Navibus efferant, & venum exponant, nec etiam Mercimonia ab altera parte in Naves receperint, aut quicquam egerint contra hoc Fœdus.

XIII. Utraque pars verè, ac firmiter observabit, atque executioni mandabit præsentem Tractatum, omniaque, & singula in eodem contenta, & comprehensa, atque eadem à suis quæque Subditis, ac Incolis observari, & præstari efficaciter curabit.

XIV. Nulla privata injuria Amicitiam hanc, Pactumque ullo modo infirmabit, neque odium, aut dissidia inter prædictas Nationes suscitabit, sed quilibet de facto suo proprio respondebit deque eo tenebitur, neque per repressalias, aut alios hujusmodi odiosos Processus alter id luet, in quo alter deliquit, nisi Justitia denegabitur, aut plus justo deferetur; in quo casu Regi illi, cujus Subditus damnum, & injuriam passus est, licitum erit juxta Juris Gentium Leges, & præscripta omni modo procedere, donec facta fuerit læso reparatio.

XV. Præsens Tractatus nihil derogabit præeminentiæ, Juri, ac Dominio cuicunque alterutrius Confœderatorum in Maribus Americanis, Fretis, atque Aquis quibuscunque, sed habeant, retineantque sibi eadem pari amplitudine, quæ illis Jure competit; intellectum autem semper esto libertatem navigandi neutiquam interrumpi debere, modo nihil adversus genuinum horum Articulorum sensum committatur, vel peccetur.

XVI. Denique Pacti hujus, ac Fœderis solemnes, ac ritè confectæ Ratihabitiones intra quatuor menses ab hoc die utrinque exhibeantur, & reciprocè commutentur, atque intra octo mensium spatium à dicta commutatione Instrumentorum computandum, aut citius, si fieri poterit, per omnia utriusque Confœderati Regna, Status, Dominia, & Insulas, ubi convenerit, tam in Occidentali India, quam alibi publicentur.

In quorum omnium & singulorum fidem Nos supra memorati Plenipotentiarii præsentem Tractatum manibus nostris, & Sigillis mutuis subsignavimus, & munivimus. Matriti decimo octavo die mensis Julii, anno Domini millesimo sexcentesimo septuagesimo. Conde de PENARANDA. GUILLELMO GODOLPHIN.

QUem Tractatum superius exaratum, & insertum nobis à præfato Commissario, ac Plenipotentiario nostro exhibitum, postquàm visus, & in Consilio nostro maturè examinatus esset pro Nobis, & Serenissimo Hispaniarum, &c. Rege Carolo Secundo, Filio nostro charissimo, proque Hæredibus, & Successoribus ejus, necnon Vassallis, Subditis, & Incolis Regnorum, Ditionum, ac Dominiorum nostrorum & totum ejus contentum, & quodcunque ejus punctum separatim, ut bonum, firmum, & stabilem acceptavimus, approbavimus & ratificavimus, & per præsentes acceptamus, approbamus, & ratificamus, spondentes verbo, ac fide Regia, & dicti Serenissimi Regis Filii nostri nomine, locoque, necnon Hæredum, ac Successorum ejus, dictum Nos Tractatum juxta formam, & tenorem suum constanter, ac inviolabiliter observaturos, & perfecturos, atque, ut observetur, & perficiatur, curaturos esse, eo modo ac si eundem in propria persona nostra tractassemus, neque ulla quacunque tandem ratione, sivè directa, sivè indirecta, contraventuros, neque ut ab aliis contraveniatur permissuros esse: Cum obstrictione in eum finem, atque obligatione dicti Serenissimi Regis Catholici Filii nostri charissimi, atque Hæredum, Successorum, posterorumque ejus, quin etiam omnium, & singulorum Regnorum, Regionum, & Dominiorum nostrorum, nullis exceptis, ut & omnium aliorum Bonorum nostrorum præsentium, & futurorum. Quo autem supradicta Obligatio eo magis confirmetur, Legibus, consuetudinibus, & exceptionibus quibuscunque contra facientibus, vel adversantibus renuntiamus. In eorum autem omnium, quæ supra dicta sunt, fidem, & testimonium jussimus expediri præsentes Literas propria nostra manu subscriptas, ac Sigillo nostro secreto munitas, manuque Secretarii nostri Status subsignatas. Dabantur Matriti octavo die mensis Octobris, anno Domini millesimo sexcentesimo septuagesimo. YO LA REYNA. DON DIEGO DE LA TORRE.

LXII.

Vergleich- und Einigkeits-Recess zwischen denen Hoch-Gräfflichen Häusern Hanau-Lichtenberg und Hanau-Müntzenberg sowohl unter sich selbst/ als dero Reformirten Unterthanen/ auf verschiedener Chur- und Fürsten angewandten Fleiß/ über Religions- und Geistliche/ als auch Weltliche Sachen aufgericht. Hanau den 15/25 Augusti Anno 1670. Mit Ihro Kayserl. Mayest. Leopoldi des I. Confirmation und Ratification, Geben zu Wien den 23. December 1671. [GASTELIUS de Statu Publ. Europ. Noviss. Cap. XXXI. pag. 866. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LONDORPII Acta Publica Part. IX. Libr. X. Cap. CCVIII. pag. 716. dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Contin. II. Abtheil. VI. Absatz IV. pag. 45.] 15/25 Août.

C'est-à-dire,

Traité d'Accommodement & de bonne intelligence entre les Illustres Maisons de HANAU-LICHTENBERG, *&* de HANAU-MUNTZENBERG, *y compris leurs Sujets de la Religion Reformée, par lequel ils conviennent de leurs reciproques interêts & differents, tant au sujet des affaires de la Religion que des autres. Fait & conclu par l'interposition de quelques Electeurs & Princes de l'Empire à Hanau le 15/25 d'Août 1670.* Avec *la* CONFIRMATION *de l'Empereur* LEOPOLD I. *Donnée à Vienne le 23. Decembre 1671.*

WIr Leopold von GOttes Gnaden/ erwehlter Römischer Kayser/ zu allen Zeiten Mehrer des Reichs/ in Germanien/ zu Hungarn/ Böheim/ Dalmatien/ Croatien und Sclavonien/ König/ Ertz-Hertzog zu Oesterreich/ Hertzog zu Burgund/ zu Steyer/ zu Kärndten/ zu Crayn/ zu Lutzemburg/ zu Würtemberg/ Ober- und Nieder-Schlesien/ Fürst zu Schwaben/ Marggraff des Heil. Röm. Reichs/ zu Burgaw/ zu Mähren/ Ober- und Nieder-Laußnitz/ Gefürsteter Graffe zu Habspurg/ zu Tyrol/ zu Pfird/ zu Kyburg und Görtz/ Landgraff im Elsaß/ Herr auf der Windischen Marck/ zu Portenau und zu Salins/ rc.

Bekennen offentlich mit diesem Brieff/ und thun kund allermänniglich/ daß uns der Hochgebohrne Anna Magdalena/ Pfaltzgräffin bey Rhein/ Hertzogin in Bayern/ Gräffin zu Veldentz und Sponheim/ verwittibte Gräffin zu Hanau/ Unsere Liebe Muhm und Fürstin/ und neben Ihrer Ld. der auch Hochgebohrne Christian/ Pfaltzgraff bey Rhein/ Hertzog in Bayern/ Graff zu Veldentz und Sponheim/ rc. Unser lieber Oheim und Fürst/ als weyland Johann Reinharden/ Graffen zu Hanau hinterlassenen unmündigen Kindern und Pupillen Vormündern und consti-

ANNO 1670.

constituirter Mit-Vormunder / so dann der auch Wolgeborne Unser Raht / und des Reichs lieber Getreuer Friederich Casimir / Graff zu Hanau / Herz zu Müntzenberg und Liechtenberg / in Unterthänigkeit zu vernehmen geben / was massen sie durch vornehme Cooperation Unserer lieben Neven und Oheimen / der Churfürsten zu Mayntz / Sachsen / Brandenburg und Pfaltz / wie auch der Fürsten zu Pfaltz-Simmern / Hessen-Cassel und Hessen-Darmstatt L. L. L. L. L. L. Liebden und deren Räthen und Deputirten fleissige Bemühung die jetzige Mißverstände und Irrungen / so sich zwischen Augspurgischer Confessions-Verwandten / und den Reformirten in der Graffschafft Hanau-Müntzenberg wohnend / annoch enthalten / völlig hin- und beygelegt / und darüber ein Religion-Vergleichs-Recess mit denen Unterthanen aufgerichtet worden / welchen sie uns in originali eingeschicket / so von Wort zu Worten hernach geschrieben stehet / und also lautet:

Zu wissen / Nachdem zu Hinlegung deren zwischen dem Hochgebornen Grafen und Herzn / Herzn Friederich Casimirn / Grafen zu Hanau / Rieneck und Zweybrücken / Herzn zu Müntzenberg / Liechtenberg und Ochsenstein / Erb-Marschallen und Ober-Voigten zu Straßburg. Und desselben Reformirten Unterthanen / oder in ihrem Namen denen also genannten Corporibus, oder vielmehr engern und weitern Außschuß in der Graffschafft Hanau-Müntzenberg eine Zeithero wegen der in Ecclesiasticis so wol als Politicis sich enthaltener Beschwernissen und Differentien eine gütliche Conferentz beliebet worden / und dann die Durchleuchtige Fürstin und Frau / Frau Anna Magdalena / Pfaltzgräffin bey Rhein / Hertzogin in Bayern / Gräffin zu Veldentz und Sponheimb / verwittibte Gräfin zu Hanau / Rieneck und Zweybrücken / Frau zu Müntzenberg / Liechtenberg und Ochsenstein / &c. Und der Durchleuchtige Fürst und Herz / Herz Christian / Pfaltzgraff bey Rhein / Hertzog in Bayern / Graff zu Veldentz und Sponheimb in Vormundschaffts Namen / der von weyland dem auch Hochgebohrnen Graffen und Herzn / Herzn Johann Reinhardten / Graffen zu Hanau / Rieneck und Zweybrücken / Herzn zu Müntzenberg / Liechtenberg und Ochsenstein / Erb-Marschallen und Ober-Voigten zu Straßburg / dero gewesenen respectivè Eheherrn und Schwagers Christseel. Andenckens hinterlassener Kinder / Herzn Philips Reinhards / und Herzn Johann Reinhards / beeder Graffen zu Hanau / &c. nicht allein zu gleichen Zweck und Aufhebung der / zwischen Herzschafft und Unterthanen / sondern auch zwischen beederseits Religions-Verwandten Unterthanen unter sich selbst / so dann zu verhütung aller / auf etwa künfftigen Successions-Fall besorgter Differentien / und zu desto mehrer Beruhigung Land und Leute / wie nicht weniger zu Stifft- und Erhaltung beständigen guten Vertrauens zwischen Herzschafft und Unterthanen / und dieser unter sich selbsten / in gütliche Handlung mit einzutretten bewogen worden / daß auf vielfältige Bemühung und gepflogene Unterredung die Sach endlich / vermittelst Göttlichen Beystands / nachfolgender Gestalt verglichen / und aus dem Grund gehoben worden.

Und zwar ist / Anfänglichen und zuvorderst / daß zwischen der Gräffl. Hanau-Liechtenberg und Hanau-Müntzenbergischen Linien aufgerichte Pactum de An. 1610. zum Fundament gesetzt / auch jetzo und künfftig dergestalt bestättiget und vest gestellet worden / daß in Krafft dessen die jetztbemeldte Reformirte bey allen / aus demselben erlangten Rechten / Privilegien und Freyheiten gelassen / geschützt und gehandhabt / dargegen aber nichts zu thun oder vorzunehmen jemals verstattet werden solle / und versprechen solchem nach / vorgemeldter regierender Herz Graff und Fürstl. Vormundschafft vor sich und respectivè Ihre Pflegbefohlene / wie auch vor Ihre Nachkommene / Graffen und Successores der Graffschafft Hanau-Müntzenberg / &c. wer die seyn möchten / hiemit kräfftiglich /

Daß / Zweytens / nun und zu ewigen Zeiten obgedachtes Pactum de An. 1610. wie auch sonst alle und jede mit denen Unterthanen Reformirter Religion in denen Städten und auf dem Lande aufgerichtete Capitulation, Transfix, Rahts-Ordnungen / Rechtsgegründete und beständig-herbrachte Observantz und Gewohnheiten / Versicherungen / Indulten / Renthen / Zinsen / und andere rechtmässig erlangte Privilegia, sie haben Namen wie sie wollen / in allen ihren Puncten und Clausulen, steiff und unverbrüchlich gehalten / und darwider keines wegs / sive directè sive per indirectum, unter keinerley Schein und Vorwand einigen Rechtens sive Juris Territorialis sive Episcopalis, weder vor sich nach durch andere gehandelt / dieselbe in den geringsten Zweiffel nicht gezogen / oder aus einigem Dinge / wie dasselbe jetzo immer Namen haben / oder nochmals durch Menschen-Sinn und Witz erdacht werden könnte oder möchte / impugniret oder angefochten werden solle / außgenommen / was in diesem gegenwärtigen Vergleich mit klaren und deutlichen Worten anders versehen oder abgehandelt.

Solchem nach / und vors Dritte / stehet bey dieser Graffschafft Hanau-Müntzenberg der Status Ecclesiasticus Reformirter Religion unbeweglich / dergestalt / daß ein jeweilig regierender Herz Graff zu Hanau / in was Wege oder Weiß bemeldte Graffschafft an ihn gelangen und kommen möchte / jetzo und zu ewigen Zeiten nicht Macht / Fug oder Recht haben solle / etwas in der Religion / Kirchen-Gebräuchen / und anderm / was die Anstellung der Geistlichkeit und Kirchen-Wesen anlangt / dem Innhalt der Augspurgischen Confession und Apologie in massen dieselbe in der Chur-Fürstl. Pfaltz Kirchen-Ordnung und Catechismo erkläret und außgeführet / auch jetziger Zeit in Chur-Fürstl. Pfaltz in übung ist / zu verändern / abzuthun / und in andere Form / Weiß und Wege anzustellen / sondern alles in dem Stand / weil es zu Zeit aufgerichteter und beschlossener Erb-Verein gewesen / unverruckt bleiben zu lassen / pflichtig und verbunden seyn / alles mehrern Inhalts vorerwehnten Erb-Pacti, de Anno 1610.

Und weilen also / Vierdtens / die Reformirte fort wie fort ein eigen Consistorium bis auf gegenwärtige Stunde gehabt / welches jedesmals mit niemand anders / dann allein mit tüchtigen der Reformirten Religion zugethanen Subjectis Geist- und Weltlichen Standes besetzet; Als bleibet es auch dabey unverruckt und allerdings / und gehören vor dieses Consistorium alle Reformirter Religion / Kirchen-Schulen- und Rechnungs-Sachen / alle Reformirte Pfarrherrn in personalibus, und so viel ihr Ambt / Lehr und Leben betrifft / deroselben Vocation, Bestell-Annehm- und Erlassung / wann sie von jemand besprochen / belanget oder verklagt werden solten / alle andere Personen / welche bey Kirchen / Gymnasiis und Schulen / aufwarten und bedienet seynd / alle Kirchen-Gymnasii- und Schul-Renthen und Einkunfften / und in Summa alle Ecclesiastica und Consistorialia der Reformirten / sie haben Namen wie sie wollen / also und dergestalt / daß bemeldtes Consistorium in solchen zu denen Reformirten Kirchen / Schulen und Gymnasiis gehörigen Sachen / alles im Namen des jeweilig regierenden Herzn Graffen verrichte und außfertige / worbey dennoch demselben auch unbenommen / in berührtes Consistorium nach belieben in eigener Person zu gehen / innmassen nicht weniger die Annehm- und Erlassung der Geistlichen in des regierenden Herzn Namen / und mit dessen Vorwissen / doch auch alles obige dergestalt beschehen solle / daß er dabey nichts behindere noch ändere.

Uber dem soll / Fünfftens / den Reformirten Kirchen und Schulen auch Pfarrern und Schul-bedienten / so aus der Hoch-Gräffl. Renth-Kammer ihre Besoldung haben / die Lauffende so wol / als auch das Interesse dessen / was die Herzschafft denenselben / und andern Geistlichen Collegiis in Capitali schuldig ist / von Jahr zu Jahr jedesmals richtig und ohnfehlbarlich abgetragen werden / und weilen bey bemeldter Gräffl. Kammer von vorigen Jahren an besagter Besoldung und Interesse sich ein starcker Rückstand befindet / als soll derhalben förderlichst Liquidation gepflogen / mit der Kammer Abrechnung gepflogen / und das alsdann sich befindende Quantum an richtigen und ohnaußbleiblichen Gefällen angewiesen und abgeführet werden.

Sechstens / Nachdem die Reformirte darvor halten wollen / daß auch / vermög offtgedachten Erb-Pacti de An. 1610. neben dem Reformirten Exercitio kein anders in gedachter Graffschafft Hanau-Müntzenberg eingeführet werden könnte / an Seiten der Lutherischen Religions-Verwandten aber / hinwieder darauf bestanden worden / daß das freye Exercitium ihrer Religion / Krafft vorerwehnten Erb-Pacti inclusivè & cumulativè zugleich auch stehen geblieben / so ist dieses fast schweren Puncts halben / durch Gottes Gnad / es doch endlich dahin verglichen / und solle denen Lutherischen bey dieser Graffschafft Hanau-Müntzenberg und zugehörigen Orten das Coëxercitium Religionis liberum indefinitum & illimitatum cum annexis, (als da seynd die Auffricht- und Bestellung absonderlicher Consistorien / Kirchen und Schulen / wie auch Annehmung derselben Bedienten / neben denen darzu gehörigen Juribus Patronatus und andern Rechten) ohne einige Dependentz von der andern Religion nun und hinführo zu ewigen Zeiten mit gleichmässigen Rechten und Freyheiten / als bey denen Reformirten / ungekräncket und unverrückt verbleiben / also / daß dasselbe von dato erfolgter Ratification und Kayserl. allergnädigsten Confirmation an / in beyden Städten Alt Hanau und Windecken / und sonsten an allen Orten dieser Graffschafft (doch die Neu-Stadt Hanau von Erbauung einer Lutherischen Kirchen und Administration des Lutherischen Gottesdiensts / auch Anrichtung der Schulen eximirt, die Krancken aber zu besuchen / und die Sterbende mit dem H. Abendmahl zu versehen / wie auch die Kinder in Nohtfällen zu Tauffen / und privat Information für die Kinder zu halten / dem Herkommen gemäß / denen Lutherischen Pfarrern ohnbenommen) offentlich / frey und ohnbeeinträchtigt von einer Gemein allein / oder mehr zusammen geschlagenen Gemeinen / mit Administration des völligen Gottesdiensts und zugehörigen Stücken / auch in Ermanglung eigener Kirchen und Schulen / (deren Erbauung und Auffrichtung ihnen allenthalben frey stehen solle) in absonderlichen und privat Häusern / ihrer Bequemligkeit nach / eingeführet / und auch frey und ohnbeeinträchtiget geübet / privat-Praeceptores ihren Kindern gehalten / frembde und außwertige Prediger / oder Ministerii Candidati ihrer Religion / doch ins künfftig mit Vorwissen und Gutbefinden des Consistorii und Superintendenten ins gesambt / oder von einem jeden vor sich insonderheit / im Mangel eigener Seelsorger / beruffen / die Kinder in ihrer Religion frey aufferzogen und informirt, und in Summa / alles und jedes / was zu übung eines freyen und ohnbeschränckten Religions-Exercitii gehörig ist / vorgenommen und gethan / auch darwider weder jetzo noch künfftig zu ewigen Zeiten auf einige Weiß / wie die erdacht werden möchte / ihnen keine Beschwerde oder Beirrung zugezogen werden solle / könne oder möge.

Worbey / Siebendens / dieses absonderlich / und zu Verhütung allerhand Unordnung / beliebt und verglichen worden / daß von denen Lutherischen keine Kirche an denen jenigen Orten soll erbauet

ANNO 1670.

ANNO 1670.

bauet werden/ wo nicht achte Haußgesessene dieser Religion zugethane Unterthanen vorhanden/ es wäre dann/ daß wegen Bequemligkeit der umligenden Orten die Nohtdurfft erforderte/ an solchen Orten/ wo gleich nicht acht Haußgesessene befindlich/ eine Kirch aufzurichten/ auf welchen Fall es ihnen gleichfalls frey stehen/ jedoch nicht ad æmulationem oder zu Nachtheil der Reformirten geschehen/ und darneben/ wann keine Kirch erbauet würde/ denen in wenigerer Anzahl sich befindenden Unterthanen Schulen anzurichten/ privat-Præceptores zu halten/ die Kinder in ihrer Religion frey aufzuziehen/ und Frembde von andern Orten/ ausser der Graffschafft/ wie obgemeldt/ zu sich kommen zu lassen/ unbenommen und ohngewehrt seyn solle.

Wie dann auch/ Achtens/ mehrbemeldtes Coëxercitium Lutherischer Religion in der Stadt Schlüchtern (jedoch auf einem Dorff in der Nähe/ ob eben nicht acht Familien allda vorhanden/ voriger Clausul gemäß/ eine Kirche zu setzen ohnbenommen) weder jetzo noch ins künfftig auch nicht in der Stadt Steinau/ sondern nur in einer oder andern Vor-Stadt zu bemeldtem Steinau/ als auf dem Steinweg/ oder vor dem Oberthor/ und zwar erst nach Exspiration des/ der jetzigen Hoch-Gräffl. Gemahlin/ gebohrner Fürstin zu Anhalt/ zustehenden Wittumbs eingeführet werden möge/ und wird über das zu Steinau und Schlüchter in jeder Stadt eine Schule anzurichten/ und privat-Præceptores zu halten/ auch frembde Prädiger/ doch absque Publico Exercitio privatim zu sich kommen zu lassen/ beneben freyer Education der Kinder den Lutherischen vorbehalten.

Es sollen auch/ Neundtens/ die Kirchen und Schulen/ welche zu diesem Coëxercitio etwa aufgebauet werden möchten/ ohne einige Hülffe/ zu thun/ Aufbüedung einiger dahin angesehener Collecten/ gezwungener Frohndienste/ Beschwer und Nachtheil der Reformirten/ auf der Lutherischen eigene Kosten aufgeführet/ ingleichen dieselbe und die darzu bestellende Pfarrherren/ Schulmeister/ Küster und andere Personen/ wie die Nahmen haben mögen/ von ihren/ der Lutherischen eigenen Mitteln dotirt und erhalten/ und besoldet/ auch sonsten alles also eingerichtet und gehalten werden/ daß denen Reformirten an ihren Kirchen/ Schulen/ Geist- und Weltlichen Stifftungen/ Hospitaln/ Siechenhäusern/ Allmosen-Kasten/ Kirchen-bauen und Praesentzen/ Renthen und Einkommen/ wie sie dieselbe bis anhero gehabt/ genossen haben und geniessen/ oder künfftig unter sich haben und geniessen werden/ sollen oder können/ es habe Nahmen wie es wolle/ nichts überall davon außgeschlossen/ und zwar ohne einiges Absehen/ ob zu Erhaltung alles obigen von gedachten Gefällen und Einkommen/ was übrig seyn wurde oder nicht/ und sonst an deroselben freyen unbeschränckten Exercitio ihrer Religion in denen Städten und Dörffern/ auch in specie zu Bilbel/ nicht das allergeringste abgehe/ und alle ihre in Religions- und darzu gehörigen Sachen habende Jura, Privilegia, Possession, Gymnasia und Schul-Recht/ Observantz, und wie es sonsten seyn und heissen mag/ auch so viel seyn solle/ als wären alle solche Jura, Gerechtsame und Befugnisse allhier specificè ausgetruckt/ und jedes mit Namen genennet/ ohnbeschränckt und ohnbeeinträchtigt vor jedermann/ der Herrschafft so wol als anderer/ nun und zu ewigen Zeiten immer während/ und zwar ohne einige Dependentz von der andern Religion seyn und bleiben.

Nachdem ferner/ und zum Zehenden/ wegen Grünau und Selters absonderliche Beschwerung geführt worden/ so hat man sich dießfalls dahin beständig verglichen/ daß es zu Grünau bey der Lutherischen Pfarr-Bestellung/ wie es jetzo befindlich/ auch ins künfftig bewenden/ und denen Lutherischen solche Kirch sambt denen Reditibus hinführo und allezeit verbleiben/ die Kirche zu Selters aber denen Lutherischen von Zeit der Confirmation dieses Vergleichs an/ gleichfalls eigenthümlich nebst denen Reditibus, (wovon die zur Competentz der Pfarr zu Bleichenbach gehörige Stück/ als jährlich 25. Gulden an Geld/ sambt zugehörigen Wießwachs zum Genuß allein außgenommen seyn/ und selbigem Pfarrer und seinen Successoren in officio, wie bishero auch inskünfftig jederzeit gelassen werden sollen) zustehen soll; Hingegen versprechen vorgedachte regierender Herr Graff und Fürstl. Vormundschafft nicht weniger vor sich und respectivè dero Hoch-Gräffl. Pupillen und ihre Successores, daß sie die in dem Flecken Bockenheim denen Reformirten Teutschen/ Niederländischen und Frantzösischen Gemeinden zu Franckfurt in Anno 1638. so dann von jetzo regierenden Herrn Graffen/ vor etlichen Jahren zu Wolffsheim in der Obern-Graffschafft Liechtenberg/ ohnweit Straßburg/ verwilligte Reformirte völlige Exercitia und respectivè deßwegen in Anno 1656. zu bemeldtem Wolffsheim aufgebauete Kirche/ wie bishero/ also hinfüro zu ewigen Zeiten denen Reformirten lassen/ selbiges nicht abstellen/ noch gestatten wollen/ daß sie in diesem ihrem Exercitio in einige Wege gehemmet werden.

So hat es auch/ Eilfftens/ bey denen Kirchen zu Bieber/ Lohrhaupten/ Bartenstein/ Steinbach und andern (da deren noch etwa einige vorhanden seyn solten) in An. 1610. unter dem Lutherischen Exercitio gestandenen und noch stehenden Orten/ und derselben Exercitio sein ungeändertes verbleiben/ und wird Assenheim in statu, quo est, gelassen.

Was nun/ Zwölfftens/ ferner Vermög erwehnten Coëxercitii Religionis die Lutherischen an Kirchen/ Schulen/ Exercitiis privatis & publicis, entweder bereits respectivè erbauet und aufgerichtet haben/ oder ins künfftig erbauen/ aufrichten und anstellen möchten/ alles solches/ und was zu berührtem Exercitio ihrer Religion gehörig/ soll ohne einige Dependentz von jemand anders/ ausser deme aufzurichten stehenden Consistorio, wovon unten gedacht wird/ in eigener Freyheit also hierunter mit denen Reformirten in gleichen Rechten stehen/ dergestalt/ daß weder die neu-erbauete Kirch zu Hanau hinführo nicht schuldig seyn soll/ ihre Quartal extractus der Proclamationen/ Copulationen, Kindtauffen/ Begräbnissen zur Reformirten Kirchen einzuliefern/ noch sonsten im geringsten etwas/ wodurch einige Dependentz inferirt werden möchte/ von denen Reformirten vorgenommen werden solle.

Damit aber/ Dreyzehendens/ alles obige in gewisser Ordnung und Disciplin erhalten werden möge/ so soll jederzeit ein Consistorium von Lutherischen Religions-Verwandten/ doch ohne der Reformirten Beschwerde/ bey dieser Graffschafft bestellet seyn/ welches ebenmässige Privilegia, hiemit und in Krafft dieses haben solle/ als der Reformirten Consistorium bishero gehabt hat/ und noch hat/ und sollen zu diesem Lutherischen Consistorio Kirchen-Schul- und Rechnungs-Sachen/ alle dieser Religion zugethane Pfarrer in personalibus, und so viel ihr Ambt/ Lehr und Leben betrifft/ deroselben Vocation, Bestell- und Annehmen- auch Erlassung/ wann sie von jemand besprochen/ belangt oder verklagt werden sollten/ sodann alle andere Personen/ welche bey Kirchen und Schulen aufwarten und bediener seyn/ alle Kirchen- und Schul-Renthen und Einkünfften/ und in Summa alle Ecclesiastica und Consistorialia, sie haben Namen wie sie wollen/ gehörig seyn/ und alles was in bemeldtem Consistorio vorgehet/ im Namen und mit Vorwissen des jeweiligen regierenden Landherrn verrichtet werden.

Solche beyderseits Consistoria sollen/ Vierzehendens/ im Namen der jeweils regierenden Herrschafft ob diesem Vergleich nicht allein selbst halten/ sondern auch bey Annehmung der Geistlichen jedweder Religion dieselbe jedesmals erinnern/ und ihnen ernstlich auflegen/ darwider nichts vorzunehmen noch zu tentiren.

Fünffzehendens/ sollen alle Kirchen- und Schul-Bediente in den Städten und auf dem Land von beyderley Religionen gleiche Freyheit geniessen/ auch keinerley Religions-Verwandte von den andern/ oder um der andern willen beschwert werden.

So sollen auch/ Sechzehendens/ die auf dem Gottes-Acker fallende Allmosen der Religion/ welcher der Verstorbene zugethan gewesen/ verbleiben. Was aber von Allmosen und sonsten bey den Zünfften gefället/ nach Proportion jeder Religion Zunfft-Bruder/ nachdem nemlich von dieser oder jener Religion mehr oder weniger seynd/ außgetheilet/ und die bedürfftige Lutherische Bürger oder Einwohner in die Spindler mit-auf- und eingenommen werden/ doch soll es mit dem Hospital in der Neustadt also gehalten werden/ daß/ wann die in solcher Stadt wohnende Lutherische/ sich dessen mit bedienen wollten/ darüber sie sich zu erklären/ auch zu ihren Leichbegängnüssen sich der Neustadt Glocken gebrauchen/ und gleich denen Reformirten die Gebühr-nüß darvor zu bemeldten Hospitals Behuff bezahlen sollen. Die Einsammlung des Festhellers bleibet vor den Glöckner jeder Religion.

Damit auch/ Siebenzehendens/ in beyderseits Kirchen alle Unordnungen um so viel mehr verhütet werden/ so sollen/ wann beyderley Religions-Verwandten zusammen heyrathen/ die Proclamationes in beyderley Kirchen verrichtet/ und in die jenige Kirch/ wo die Copulation geschicht/ aus der andern Kirch eine Attestation der daselbst auch mit beschehenen Proclamation gebracht werden/ die Proclamations-Gebühr aber denen Pfarrern jeder Kirche verbleiben.

Und sollen/ Achtzehendens/ die Copulationes und Kindtauffen in denen Kirchen verrichtet werden/ deren Religion der Bräutigam und Vatter des Kinds zugethan.

Zum Neunzehenden/ soll bey den Leichbegängnüssen der jenige/ so sich bey den Glöcknern am ersten anmelden wird/ ohne Unterscheid der Religion/ den Vorzug haben/ die Leichpredigt auch von dem jenigen Pfarrer beschehen/ dessen Religion der Verstorbene zugethan gewesen.

Uber dieses/ und zum Zwantzigsten/ sollen die jeweilige Herrschafften/ Successores und Nachkommen der Graffschafft Hanau-Müntzenberg/ jetzo und zu ewigen Zeiten nicht Macht/ Fug noch Recht haben/ in besagter Graffschafft und deren zugehörigen Orten/ etwas in den Lutherischen Religions-Freyheiten/ deren Kirchen-Gebräuchen/ oder andern/ so zu Bestellung der Geistligkeit und Kirchenwesen gehörig/ zu ändern/ abzuthun/ oder in andere Form/ Weiß und Weg anzurichten/ sondern alles in dem Stand/ wie es jetzo verglichen und beschlossen/ unverruckt verbleiben zu lassen/ hiermit und in Krafft dieses pflichtig und verbunden seyn.

Als auch/ zum ein und zwantzigsten/ über obgedachte Ecclesiastica und deren Dependentien ferner die Bestellung der weltlichen Diener vorgekommen/ hat man sich/ so viel die Cantzley betrifft/ dahin verglichen/ daß beederley Religions-Verwandte qualificirte Räthe an der Zahl gleich seyn/ das Directorium an Seiten der Lutherischen Religions-Verwandten verbleiben/ der Secretarius der Reformirten/ der Registrator aber der Lutherischen Religion beygethan/ und darneben einem oder anderen Reformirten Cantzley-Raht gleich den Lutherischen Räthen/ auf gesinnen/ die Archiv jedesmals zu eröffnen und einzulassen schuldig seyn/ so dann der Cantzelisten wegen die parität gehalten werden solle.

ANNO 1670.

Worbey dann/ zum zwey und zwantzigsten/ auch allerseits beliebet worden/ daß so wol die Reformirte als Lutherische Räthe/ in Lands-Justiz- und Regiments-Sachen/ die Hanau-Müntzenbergische Graffschafft betreffend/ mit zugezogen/ und also die Nothdurfft communicato consilio deliberirt und resolvirt werden/ auch die Außfertigung dem Concluso gemäß in der Cantzley geschehen solle.

Allermassen dann auch/ zum drey und zwantzigsten/ wann die Räthe einer oder der andern Religion/ dem regierenden Herrn Graffen in Sachen/ diesen Vergleich/ oder sonsten ihre Aembter betreffend/ bey erheischender Nohtdurfft etwas mit geziemender Bescheidenheit erinnern/ oder absonderlich zu Vorstand einer oder der andern Religion schrifft- oder mündlich respectivè aufsetzen und vortragen möchte/ ihnen solches zu keinen Ungnaden gewendet/ sondern zugelassen seyn solle.

Zum vier und zwantzigsten/ ist bey Bestellung der Kammer beliebt/ daß ein Lutherischer und ein Reformirter Kammer-Raht beständig seyn/ und der Kammerschreiber und Registrator so lang diese Officia conjungirt bleiben/ in der Religion alterniren/ oder auch dafern diese beyde Officia separirt werden solten/ dieselbe von beyden Religions-subjectis besetzt werden/ wann oder zu einer Zeit nur einem Reformirten/ und keinen Kammer-Raht mehr zu bestellen gut befunden würde/ alsdann soll der Kammerschreiber und Registrator, wann nur ein Subjectum darzu gebraucht wird/ Lutherischer Religion zugethan seyn/ und pro paritate votandi ein Votum mitführen. Wann dann endlich bemeldte Paritas auch an Seiten der Reformirten Religions-Verwandten durch Bestellung eines Reformirten Raths bey ged. Kammer nicht erhalten würde/ so soll in vorfallenden Sachen/ durch Beysetzung einiger Reformirten Cantzley-Räthe oder Beambten sothane Paritat gemacht werden.

Zum fünff und zwantzigsten/ sollen die beyde Groffschofften in der Alt- und Neuen Stadt Hanau/ so dann die sämbtliche Herrschafftl. Bediente in den Aemtern Steinau an der Strassen sambt Schlüchtern und Brandenstein/ wie auch Windecken und Bucherthal (bis auf zweene der Lutherischen Religion zugethane Schultheissen oder Centgreven/ nemlich zu Rüdigheim und Bruchköbel) und dem Amt Dorheim (bis auf einen Schultheissen/ nemlich zu Nauheim/ welcher Lutherisch seyn soll/) der Reformirten Religion/ hingegen die samptlich Herrschafftliche Bediente im Bornheimer Berg/ bis auf den Keller und fünff Centgrefen/ als zu Bergen/ Bockenheim/ Preungesheim/ Bischoffsheim und Filbel/ so reformirt seyn soll/ wie auch in dem Amt Ortenberg und Gericht alten Hasselau/ der Lutherischen Religion zugethan seyn/ bey dem Amt Rodtheim aber der Oberschultheissen und Kellerey-Dienst durch eine Person versehen/ und unter beyden Religionen dieß Orts alternirt werden/ so dann der Schultheiß zu Steinbach und Ober-Eschbach in selbigem Amt Lutherischer/ die übrige zwey Schultheissen aber/ als zu Rodtheim und Nieder-Eschbach Reformirter Religion seyn.

Zum sechs und zwantzigsten/ hat es mit der Amtmanschafft des Freygerichts/ Welmitheim vor dem Berg/ zu Lohrhaupten und Partenstein/ wie auch zu Rieneck zu samt der Kellerey Müntzenberg und Assenheim/ wie sie ohne dieß mit Lutherischen Beamten und Bedienten bisher versehen gewesen/ so dann nicht weniger mit der allhiesigen Hoffkellerey dergestalt sein verbleiben/ daß solche so wol als die Kriegs- Hof- Forst- Jagt- und Zoll-Dienste nach Belieben des Landsherrn mit Personen/ so der Lutherischen Religion zugethan/ bestellet werden mögen/ jedoch solle dem regierenden Herrn frey stehen/ die Reformirte nach deren qualitäten und erheischender Nothdurfft/ darzu auch zu befördern/ desselben gleichen ist auch abgeredt/ daß die jetzige Bediente beyder Religionen/ wie sie sich vor dißmal an einem oder andern Ort befinden/ so lang sie leben/ ohne gnugsame Ursach ihrer Dienste nicht erlassen/ nach deren Tod aber auf den verglichenen Fuß die Dienerschafft eingerichtet werden solle/ und erkläret sich mehrgemeldter regierender Herr Graff und die Fürstl. Vormundschafft aus Landsväterlicher Affection, und Liebe zu dieser Graffschafft Unterthanen vor sich/ ihre Pflegbefohlene/ und obgedachte ihre Successores dahin/ daß sie zu den Raths- und andern Politischen und Militarischen Bedienungen/ so viel möglich/ eingebohrene und begüterte qualificirte Unterthanen/ wenigstens/ so fern sie bessere oder gleiche Qualitäten haben/ und sonsten dabey kein Bedencken vorhanden/ vor andern Frembden und Außländischen gebrauchen wollen/ inmassen sie auch über dem ihre Räthe und Bediente/ so lang sie sich ihrer Instruction und Pflichten in Beobachtung ihrer Bestallung gemäß bezeigen/ nicht abschaffen/ sondern ihnen vielmehr mit Gnaden zugethan seyn und verbleiben wollen.

Belangend ferner/ zum sieben und zwantzigsten/ die Bestellung des Stadt-Magistrats bleibt es deßfalls in der Neustadt Hanau bey ihrer Capitulation und Tractat, wie auch nicht weniger in der Altstadt Hanau darbey/ daß wie sie jetzo mit reformirten subjectis besetzet/ also weder jetzo noch künfftig in ihrem Rathstühlen Lutherische auf- und anzunehmen verbunden/ jedoch ged. Stadt-Rath auch die freye Wahl Lutherische mit einzunehmen ohnbenommen seyn solle. Wegen der Städte auf dem Land aber ist verglichen/ daß in dem Stadt-Rath ein Viertel Lutherische Rathsherrn/ doch auch ehender nicht/ als wann durch Absterben reformirter Rathsherrn so viel Stellen vacant werden/ auf- und angenommen werden sollen/ aber auch also/ daß wider ihren Willen/ durch Decreta, Befehle/ oder auf andere Weiß ihnen keiner aufgedrungen/ sondern wie bisher/ bey ihrer unstreitigen Wahl/ Nomination und Praesentation ohnperturbirt gelassen werden: Es sollen auch Burgermeister und Rath in beyden Städten Hanau bey Erwehl- Bestell- und Annehmung ihrer Bedienten/ welche von den Stadtgefällen allein besoldet werden/ ohne einiges Menschen behinderung ruhig und ohnbeeinträchtigt verbleiben/ so viel aber die Bestellung der Burger-Officirer und anderer bürgerlicher Aemter betrifft/ sollen die Lutherische davon nicht außgeschlossen/ und obgemeldte Diener und Officirer/ wie Herkommens/ dem jeweiligen regierenden Herrn Graffen praesentirt/ und nach abgelegten gewöhnlichen Eydespflichten von demselben confirmirt werden.

Zum acht und zwantzigsten/ soll der Unterrath zu Windecken zur Helffe mit Lutherischen subjectis bestellet/ gleicher Gestalt in dem also genannten Blutgericht zu Steinau und Schlüchtern/ zu Blutschöffen auch Lutherische admittirt/ die Untergerichte aber auf den Dorffschafften/ wie auch Landscheide in den Städten und auf dem Land der gantzen Graffschafft nach Proportion der von beyderley Religionen am jeden Ort befindlicher Unterthanen/ mit Reformirten und Lutherischen vermengt werden/ und soll darbey der Gemeynd dem Herkommen gemäß/ die freye Wahl/ Nomination und Praesentation, wann solches nur nach jetztgemeldter Proportion respectu Religionis geschicht/ gelassen werden.

Es soll auch/ zum neun und zwantzigsten/ mit Annehmung der Burger und Unterthanen in Städten und auf dem Land im geringsten kein Unterschied unter diesen beyden Religionen gemacht/ und allein in der Neustadt Hanau dieses absonderlich beobachtet werden/ daß ein jeder/ so der Lutherischen Religion zugethan/ und daselbst zum Burger angenommen zu werden begehret/ neben den 10. Rht. Einzugsgeld/ dem Stadt Rath zu seiner disposition abzurichten/ auch 200. fl. im Vermögen haben/ hingegen der doppelten quartal Collecten befreyet/ und hierüber auch schuldig seyn soll/ gleich den Reformirten seine ehrliche Geburt/ Herkommen und Wandel der Gebühr beyzubringen.

Zum dreyssigsten/ läßt man an Seiten der Herrschafft geschehen/ daß die so genannte Reformirte Corpora, oder vielmehr engerer und weiterer Außschuß von Städten und Land in ihren Angelegenheiten und Sachen/ so diesen Vergleich betreffen/ wie bishero ohnbehindert zusammen kommen/ dergleichen dann denen Lutherischen Unterthanen bey vorfallender Nothdurfft ebenmässig ohnverwehret seyn/ die auf bemeldten Zusammenkunfften und sonst benöthiger Unkosten aber/ mit Vorwissen der Herrschafft unter ihnen aufgebracht/ und kein Theil mit des andern Anlagen beschwert werden möge/ inmassen auch ratione praeteriti vorgemeldten Reformirten die ihnen in Ann. 1664. wegen der damahligen Conferentz Costen bewilligte und assignirte Gelder/ so viel deren noch ohnbezahlt außstehen/ bey denen zwey ersten nechsten Anlagen eingetheilt/ und ihnen abgetragen werden sollen.

Wann auch/ zum ein und dreyssigsten/ aus einem und andern Ursachen bishero einige Flecken dieser Graffschafft Hanau Müntzenberg versetzt seyn/ und zwar die regierende Herrschafft/ deren hinfüro keine mehr zu versetzen festiglich resolvirt hat/ jedoch sich solche Zeiten über Verhoffen begeben könnten/ daß mit Vorwissen und Consens deren/ so dabey interessirt seyn/ noch einiges oder anderes versetzt werden müste/ so wird doch allen Falls an Seiten der jeweilig regierenden Herrschafft sorge getragen werden/ immassen ein solches auch versprochen wird/ Krafft dieses/ daß die Creditores antichretici so gegenwärtige als zukünfftige/ die ihnen untergebene Unterthanen beeder Religionen in Ecclesiasticis & Politicis wider diesen Vergleich/ Privilegia und altes Herkommen nicht beschweren sollen/ können noch mögen.

Damit nun/ zum zwey und dreyssigsten/ dieses und obiges alles desto steiffer und vester gehalten werde/ so renunciiren/ verzeihen und begeben allerseits so Herrschafft/ als Unterthanen vor sich/ und respectivè ihre Pflegbefohlene und dero künfftige Successores und Nachkömlinge sich plenissimo effectu, und zum kräfftigsten nicht allein aller und jeder hinc inde bey dem Kays. Reichshof-Rath und Cammergericht zu Speyer nach und nach angewürckten Processen/ und erlangten Decreten vollkommenlich und gäntzlich/ dergestalt daß selbige zu Behauptung einiger Sachen in Ewigkeit nicht mehr angezogen/ sondern hinführo für aufgehoben und abgethan gehalten seyn/ auch solches ohnverzüglich an gehörige Oerter notificiret werden soll/ sondern auch sie renunciiren und begeben sich gleicher Gestalt aller und jeder jetzigen und künfftigen Beneficien/ Privilegien und Gutthaten gemeiner beschriebener Rechten/ auch Statuten/ Gewonheiten und Special-Verordnungen/ wie solche nicht allein wider diesen Vergleich/ sondern auch die hierinnen begriffene Renunciationes selbsten/ durch Menschen-sinne erdacht werden können/ sonderlich aber renunciiren allerseits mit gutem Wissen und Willen auch reiffen vorbedacht Exceptioni doli, metus, coactæ voluntatis, ignorantiæ, rei aliter gestæ, juris tertii non citati, non satis auditi nec defensi, læsionis, restitutionis in integrum, sive sit ex minorennitatis sive ex alio capite nullitatis fidei commissi, juris ex Investituris quæsiti, dispositionis Testamentariæ und aller anderer/ wie sie immer Namen haben mögen/ zumaln nichts außgeschieden/ in massen sie sich deren allen dergestalt begeben/ als wann solche mit Namen allhier außgedruckt wären.

Es sollen daneben/ drey und dreyssigstens/ zu desto mehrer Versicherung und dessen allen Vesthaltung beyder Religionen Räthe

ANNO 1670.

Räthe und Bediente der Cantzley und Cammer/ auch Beampte und Bediente in den Städten und auf dem Lande bey ihrer Annehmung in ihren Eydpflichten/ auf diesen Vergleich gewiesen werden/ und sich dann aller Gebühr gegen einander ohn alle diffidentz, æmulation, und Widerwillen bezeigen.

Solte dann ferner zum vier und dreyssigsten/ wider Verhoffen über den Sinn und Verstand gegenwärtigen Vergleichs sich ein oder anderer Zweiffel ereignen/ solchen Falls wird mit nichten alsobald de facto verfahren / sondern was zweiffelhafft hinc inde bekannt gemacht/ und hingelegt/ sonst aber und wofern diesem zu wider nichts desto weniger was vorgenommen werden wolte/ dem gravirten Theil ohne das frey und bevor stehen/ Krafft und Inhalt des Pacti de Anno 1610. Kayserl. Mandata pœnalia Executorialia & Inhibitorialia S. C. bey dem Kayserl. und des H. Reichs Cammergericht zu Speyer auszuwürcken

So soll es auch zum fünff und dreyssigsten/ wegen der jeweiligen Erbhuldigung bey dem offtgemelten Pacto de Anno 1610. allerdings sein Verbleiben haben.

Und damit endlich zum sechs und dreyssigsten/ dieser Vergleich in allen seinen Puncten und Clausulen unverbrüchlich gehalten/ und demselben der Gebühr nach gelebet werde/ so soll dieser Recess zu desto mehrer Befestigung nicht allein nach vorgangener allerseits Interessenten auch durch ihre Gesandschafften allhier beysammen stehender Chur- und Fürsten Ratification (welche innerhalb 3. Monats-Frist à dato einzubringen beliebet worden/) darauf allerforderlichst Ihro Kayserl. Mayst. zu allergnädigster Confirmation und Manutenentz allerunterthänigst vorgetragen/ und dieselbe dießfalls allergehorsamst angelanget werden/ auch immittelst und bis solche allergnädigst ertheilt wird/ jeder Theil in statu quo gelassen/ und in vorigen seinen habenden Rechten ohngekränckt und ohnverruckt verbleiben/ à dato bemeldter Kayserl. Confirmation aber/ dieser Vergleich in allen und jeden Puncten nun und zu ewigen Tagen seine Würcklichkeit erreichen/ und beständig behalten/ sondern es werden auch Ihro Chur- und Fürstl. Gnad. und Durchl. Durchl. Durchl. Durchl. Durchl. Durchl. zu Maintz/ Sachsen/ Brandenburg/ Pfaltz/ Pfaltz-Simmern/ Hessen-Cassel/ und Hessen-Darmstadt von allerseits Principal-Interessenten hiermit respective freund-dienstl. unterthänigst auch gehorsamst ersucht/ gegenwärtigen Vergleich conserviren zu helffen/ und nicht zu verstatten/ daß dawider etwas vorgenommen oder gehandelt werden möchte: Wozu auch Fürstlicher Vormundschafftlicher Seiten wegen dero Gräfflicher Pupillen annoch zwey hohe Reichsstände/ Lutherischer Religion zugethan/ mit zu erbitten/ vorbehalten wird.

Dessen zu wahrer Urkund haben nechst denen Interessirten Theilen vor Höchstgedacht. Ihro Chur- und Fürstl. Gn. Durchl. Durchl. Durchl. Durchl. Durchl. Durchl. Anwesende Herrn Abgesandte/ benantlich wegen Chur-Maintz Herr Ludwig Gustav/ Graff zu Hohenlohe/ geheimer Rath 2c. wegen Chur-Sachsen Herr Nicol von Gerßdorff geheimer Raht und Cammerherr/ wegen Chur-Brandenburg/ Herr Johann de Bayer, geheimbder Clev- und Marckischer Regierungs-Rath/ und Hoffgerichts Director, wegen Chur-Pfaltz/ und Pfaltz-Simmern/ Herr Georg Wilhelm von Brunnen Hoffgerichts-Rath und Oberamptmann zu Bocksberg/ und Herr Daniel Velinx Regierungs-Rath/ wegen Hessen-Cassel Herr Regnerus Badenhausen Geheimer- und Regierungs-Rath 2c. wegen Hessen-Darmstadt Herr Georg Ludwig/ Burggraff von Kirchberg 2c. Geheimer-Rath/ Regierungs- und Cammer-Præsident, diesen Recess eigen-händig unterschrieben und gesiegelt. So geschehen in Hanau den 16. (26.) Tag Augusti im Jahr nach Christi Geburt 1670.

(L.S.) Ludwig Gustav Graff zu Hohenloh.

(L.S.) Nicol. von Gersdorff.

(L.S.) Johan de Bayer.

(L.S.) Georg Wilhelm von Brunnen.

(L.S.) Daniel Velina.

(L.S.) Regnerus Badenhausen.

(L.S.) Georg Ludwig Burggraff von Kirchberg.

(L.S.) Friederich Casimir Graff zu Hanau.

Hochgräffl. Hanau Vormundschafftl. Abgesandte Räthe.

(L.S.) Hans Reinhard von Hornberg.

(L.S.) Joh. Wolffg. Pfeil.

(L.S.) Wolffg. Rehm.

(L.S.) Joh. Ernst Varnbüler.

Der Hanauischen Corporum Siegelung.

(L.S.) (L.S.) (L.S.) (L.S.)

UNd uns darauf Eingangs-gemeldte Fürsten und Graffen/ wie auch der Reformirten Religion zugethane Unterthanen demüthiglich angeruffen und gebetten/ daß wir solchen ihren aufgerichten Vergleichs-Recess alles seines Innhalts gnädiglich zu confirmiren und zu bestätigen geruheten; Das haben Wir gnädiglich angesehen solche ihre gehorsamdste Bitt/ und darum mit wolbedachtem Muth/ gutem Rath/ und rechtem Wissen/ den ob-inserirten Religion-Vergleichs-Recess so weit derselbe dem Münsterisch- und Oßnabrückischen Friedenschluß nicht zuwider/ sondern demselben gemäß ist/ alles seines Innhalts/ aus Römischer Kays. Macht Vollkommenheit gnädigst confirmirt/ approbirt/ ratificirt/ und bestättigt/ thun das auch/ confirmiren/ approbiren/ ratificiren/ und bestättigen solchen auch hiemit/ so weit es obgedachtem Friedenschluß gemäß/ und nicht zu wider ist/ und was Wir daran zu confirmiren haben/ von Röm. Kayserl. Macht wissentlich in Krafft dieses Brieffs/ und meynen/ setzen und wollen/ daß obeinverleibter Religions-Recess, in allen seinen Puncten/ Clausulen/ Articuln/ Innhalt/ Meynung und Begreiffungen stät/ vest/ und unverbrüchlich gehalten und vollnzogen/ und von niemanden darwider gehandelt und verfahren werden/ sondern beede verglichene Theil sich derselben geruhiglich freuen/ gebrauchen/ und geniessen mögen/ und sollen/ von allermänniglich unverhindert/ jedoch Uns/ dem H. Reich und sonst männiglich an seinen Rechten und Gerechtigkeit unnachtheilig und unschädlich. Und gebiethen darauf allen und jeden Chur-Fürsten/ Fürsten/ Geist- und Weltlichen/ Prälaten/ Graffen/ Freyen/ Herren/ Rittern/ Knechten/ Landvögten/ Hauptleuten/ Vitzdomben/ Vögten/ Pflegern/ Verwesern/ Amptleuten/ Landrichtern/ Schultheissen/ Burgermeistern/ Richtern/ Räthen/ Burgern/ Gemeinden/ und sonsten allen andern Unsern/ und des Reichs Unterthanen und Getreuen/ in was Würden/ Stand oder Wesen die seynd/ ernst- und vestiglich mit diesem Brieff/ und wollen/ daß sie obberührten Religions-Recess alles seines Innhalts/ und diese Unsere Kays. darüber ertheilte Confirmation bey ihren Würden und Kräfften verbleiben/ und mehrgedachte ANNAM MAGDALENAM, und Christian/ Pfaltzgräfin und Pfaltzgraffen bey Rhein/ als Vormünderin und Mitvormündern/ Graff Johann Rheinharden zu Hanau/ hinterlassenen Kindern/ und Ihne Graff Friederich Casimirn zu Hanau und deren Unterthanen/ derselben ruhiglich erfreuen/ gebrauchen und geniessen lassen/ sie darwider nicht beschweren/ hindern noch irren/ insonderheit befehlen wir denen Hanauischen Vormündern/ und Mitvormündern/ und ihne Graff Friederich Casimirn zu Hanau/ und denen so dabey interessirt seynd/ genädigst/ daß sie auch ihrer Seits solchen Vergleichs-Recess, so weit derselbe einen jeden bindet/ in allen Puncten/ Articulen/ Clausuln/ Innhalt/ Meyn- und Begreiffungen/ wie obstehet/ gestracks nachkommen/ und geleben/ darwider nicht thun/ handlen/ oder furnehmen/ noch das jemands andern zu thun gestatten/ in keine Weiß noch Weg/ als lieb einem jeden ist Unser/ und des Reichs schwere Ungnad und Straff/ und darzu ein Pœn/ nemlich zehen Marck löthiges Goldes/ zu vermeiden/ die ein jeder/ so offt er freventlich hierwider thäte/ Uns halb in Unser und des Reichs-Cammer/ und den andern halben Theil mehrgedachtem verglichenen/ und dem haltenden Theil so hierwider beleidigt würde/ unnachläßlich zu bezahlen/ verfallen seyn solle.

Mit Urkund dieß Briefs besiegelt mit Unserm Kayserl. anhangendem Insiegel/ der geben ist in Unserer Stadt Wien den 23. des Monats Decembris, nach Christi unsers lieben Herrn und Seeligmachers Gnadenreichen Geburt/ im 1671. Unserer Reiche/ des Römischen im 14. des Hungarischen im 17. und des Böhmischen im 16. Jahre.

LEOPOLD.

Vid. Leopold Wilhelm Graff zu Königsegg.

Ad Mandatum Sac. Cæs. Majestatis proprium.

Wilhelm Schröder.

LXIII.

Recess durch derer dazu ersuchter Reichs-Commissarien subdelegirte zwischen Ihro Fürstl. Durchl. zu Lothringen und dem Gräfflichen Hause Nassau-Sarbrücken aufgerichtet/ wodurch dieses in die possession der Vestung Homburg/ der Graffschafft Sarwerden und dero Appertinentien immittirt wird. Geschehen zu Sarbrücken den 18 Octobr. 1670. [GASTELIUS *de Statu Publ. Europ. Noviss.* Cap. XXXI. pag. 861. d'où l'on a tiré cette Piéce, qui se trouve aussi dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. II. Abtheil. IV. Absatz XIV. pag. 337.] 18. Oct.

C'est-

ANNO 1670.

C'est-à-dire,

Recès conclu par les Subdelegués des Commissaires Imperiaux à ce requis, entre le Serenissime Duc de LORRAINE *d'une part, & les Comtes de* NASSAU-SAARBRUG *d'autre part, par lequel lesdits Comtes sont mis en possession de la Forteresse de* Hombourg *& du Comté de* Sarwerden *& de ses Appartenances & Dependances. A Saarbrugh le* 16. *Octob.* 1670.

Zu wissen / als wegen der im Instrum. Pacis Art. 4. Comitibus Nassau Saræpontanis berührten Nassau-Sarbrückischen Restitutions-Sach / nach vielfältiger beschehener Bemühung / endlich zwischen Ihrer Fürstl. Durchl. zu Lothringen und Hochgedachten Gräffl. Haus Nassau / auf noch stehenden Reichstag zu Regenspurg / und durch Vermittelung einiger Reichs-Deputirten ein Vergleich getroffen / solcher in einen Recess de dato 9. (19.) Decembris An. 1669 gebracht / und von beyden Theilen vollzogen / zu dessen Exequirung durch ein Reichs-Gutachten de dato den 11. Julii jüngsthin der Hochwürdigste Fürst und Herr / Herr Carol Caspar / Ertz-Bischoff zu Trier / des Heil. Röm. Reichs durch Gallien und des Königreichs Arelatm Ertz-Cantzler und Chur-Fürst / etc. wie auch der Durchl. Fürst und Herr / Herr Georg Wilhelm / Hertzog zu Braunschweig und Lüneburg / etc. zu Commissarien ersucht / sie auch solches willig unternommen / und in dero Namen / und zwar an Seiten Ihrer Chur-Fürst. Durchl. zu Trier der Wolgebohrne Joh. Eberhard / Freyherr von Kesselstadt / Herr zu Ulmen und Führen / Chur-Fürstl. Trierischer Raht / Stadthalter zu Trier / und Ambtmann zu Pfaltzen / etc. auch der Wol-Edle und Hochgelehrte Herr Damian Heinrich Anetanus, Chur-Fürstl. Trierischer Hof-Raht / an Seiten Ihrer Fürstl. Durchl. zu Braunschweig und Lüneburg aber / der Hoch-Edle und Gestrenge Herr Lorentz Müller / Ihrer Fürstl. Durchl. Geheimer Raht zu Subdelegirten constituirt, diese auch / nach dem die Zusammenkunfft auf begehren Hochged. Ihrer Fürstl. Durchl. zu Lothringen von dem Anfangs vor genehm gehaltenen Städtlein Sarbrücken als loco partis, Zweybrücken mit allerseits belieben verlegt worden / an jetzt gedachten Ort sich eingefunden / und bey Eröffnung obhabender Commission, durch producirung ihrer Subdelegations-Gewalt / zu legitimirung ihrer Personen / denen Partheyen / als den Wolgebornen Herrn Maronis de Hatencourt, General de la Bataille, und Gubernator des Teutschen Beftsthumbs Ihr. Durchl. zu Lothringen / wie auch dero Raht und Procureur General zu Wolderfang Herr Ernst Cöller / als Deputirte von Ihro Durchl. und dann in Person gegenwärtig gewesen / die Hochgeborne Herren / Herr Johann / Herr Johann Ludwig / Herr Gustav Adolff / Herr Walrath / und Herr Friedrich / alle Graffen zu Nassau / Sarbrücken und Sarwerden / Herren zu Lohr / Wißbaden und Idstein angezeigt / wie es endlich in dieser lang geschriebenen Sach so weit gekommen / daß man jetzo zur Execution obged. Regenspurgischen Recess würcklich schreiten / und von den Partheyen nur lediglich vernehmen wollte / an welchem Ort mit der Immission der Anfang zu machen / und zum füglichsten ohne Weitläufftigkeit oder Beschwerde der Interessenten / und deren Unterthanen / bis zum Ende verfahren werden könne; Und als sich Anfangs wegen der Ordnung / nach welcher die Restitution vorzunehmen / einige Discrepantz herfür gethan / so doch endlich durch Repræsentation guter Rationen / die von einem der Herrn Subdelegirten Höchstgemeldter Ihrer Fürstl. Durchl. zu Lothringen auf der Vestung Homburg persönlich geschehen / nach Wunsch superiret / und dann endlich der Herren Lothringischen Deputirten Vollmachten examinirt und gefunden worden / daß man zwar bey denselben ein und anders zu erinnern hätte / gleichwol solches nicht sehr anden wollte / wann nur zum effect, man etwan von offt ermeldter Ihrer Fürstl. Durchl. zu Lothringen einen immediaten Befehl unter dero Hand an die Guberneurs / und Beambten / um die Restitution geschehen zu lassen / wie auch die noch ermangelte Subscription der bey der Hand habender drey Original Regenspurgischer Recessen erlangen und habhafft werden könnte / und dann solches alles zu vollen Vergnügen erfolget / daß darauf zur würcklichen Execution geschritten / und mit dem Ambt und Vestung Homburg dergestalt der Anfang gemacht / daß in Gegenwart mehrgemeldter Lothringischer Deputirten / und deren Interess. Herren Reichs-subdelegirten Commissarien den Fürstl. Lothringischen Gouverneur daselbsten / und Obristen Johann Steantern / wie auch der in Ordnung rangirter Guarnison / mit Vorlesen mehr erwehnten Regenspurgischen Recess, in passibus concernentibus angedeutet worden / daß man / vermög desselben / die zu gegen sich befindete Graffen zu Nassau-Sarbrücken in die Possession der Vestung und Ambt Homburg hiemit wieder würcklich immittirte, und gedachten Gouverneur und Guarnison in derselben gesambten Pflichten zu nehmen begehrete / solches auch darauf nach einigen beschehenen Erinnerung und wiedergegebenen Erklärungen / zu erst von dem Commendanten / und hernach von allen Officiern und gemeinen Knechten respectivè en Teutscher und Frantzösischer Sprach würcklich effectuiret, auch die wenige restituirende Unterthanen dieses Ambts / in allen Stücken / nach Disposition offtged. Recess vollführet worden / hat man nach überlifferter / auf höchsterwehnter Ihro Fürstl. Durchl. eigenhändigen Ordre an den Commendanten zu Bitsch / bisherigen Ambtmann der Graffschafft Sarwerden / die Unterthanen jetzged Graffschafft / ins Chur-Fürstl. Trierische Lehen-Dorff St. Lorentz zusammen kommen lassen / denenselben mit Vorweisung der an die Lothringischen Herren Deputirte gegebenen Commission, und derselben Ordre / so an die Beambten ergangen / anzeigend / daß / weil von Lothringischer Seiten niemand zugegen / man sie / Krafft obhabender Commission der Pflichten / worinnen sie bishero gestanden / erlasse / auch Hochged. Herren Graffen hiemit in Possession der Graffschafft Sarwerden / nach Innhalt des Regenspurgischen Recess, wieder immittire / sie die Unterthanen an dieselbe / als Ihre Land- und Erb-Herren wieder anweise / und von ihnen den Huldigungs-Eyd abnehmen würde / solches auch darauf würcklich geschehen / nicht minder auch die Herren Graffen in die zu Sarbrückenheim und Sarwerden in dem Recess zugestandenen Reichs-Lehen / als Zoll und Gelevt / durch einen gewöhnlichen Durchzug und Aufrichtung der Zollstöcke / restituirt, endlich und zum letzten auch die Immission in die Vogtey Herbitzheim / durch Erlassung der vorigen / und Wiederannehmung gewöhnlicher Nassauischer Huldigungs-Eyd / würcklich geschehen / und also offtgemeldter Regenspurgischer Recess in allen seinen Stücken / zu Vergnügung mehrmals gedachter Herren Graffen zu Nassau-Sarbrücken / zur Execution gebracht worden sey. Urkündlich der Herren Subdelegirten eigenhändigen Subscription und hervorgedruckten Pettschafften.

Geschehen zu Sarbrücken / den 6. (16.) Octobr. Anno 1670.

Johann Eberhard / Freyherr von Kesselstadt. (L. S.)

Damian Heinrich Anetanus. (L. S.)

Lorentz Müller. (L. S.)

LXIV.

7. Nov.

Assignatio Regis Poloniæ MICHAELIS ELEONORÆ *Reginæ Consorti suæ*, LEOPOLDI *Imperatoris Sorori, facta, quâ in Assecurationem Contra-Dotis, seu Donationis propter Nuptias certi denominati Loci, Dominia, Civitates, Oppida, Arces & Terræ Regni Poloniæ de consensu Ordinum, eidem Serenissimæ Reginæ delegantur, &c. Varsaviæ 7. die Novembris* 1670. [Tiré de la Registrature d'Estat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

MICHAEL Dei gratia Rex Poloniæ, Magnus Dux Lituaniæ, Russiæ, Prussiæ, Masoviæ, Samogit. Kijoviæ, Volhin. Podol. Podlach. Livoniæ, Smolen. Sever. Czerniechque. Ad perpetuam rei memoriam, notum testatumque facimus, ad quos præsentes Literæ nostræ devenerint, hujus & futuri temporis universis & singulis; Connubialis amicitiæ conditionem, non ad animorum duntaxat, voluntatumque inter se devinctarum individuum nexum, verum etiam ad externorum bonorum communionem, mutuumque usum referri, certum habetur: quæ tunc demum solido consedisse fundamento existimanda est, cum & affectus invicem, & conjugales fortunæ pari sorte in præsidium & decus utrinque miscentur. Quod equidem sacer Maritalis amor, tantò ampliori merito exigit, quantò plura, in delecta ad perpetuitatem omnis fortunæ consorte, charitatis illicia & quædam innocentium flammarum alimenta aspiciuntur. Isto nomine Divinæ bonitati supplices sumus, reddimusque immortales gratias, quæ sicuti Nos magnarum Gentium Regem esse jussit, ita ad firmandas per Connubium Imperii & duraturæ felicitatis spes animum flexit, quo Regia Posteritas in felicem Votorum materiam Electori Populo nascatur, neque funesta amplissimi Regni Orbitas, gravi & metuendo externorum ambitu, deinceps laceretur. Rependimus gratum affectum Serenissimæ Domui Austriacæ, quod deliberatio Matrimonii nostri, nec difficilis nec ambigua diu fluctuavit, quæ Regum thalamis condigna Vota, Cæsarum Filias, Neptesque parere & educare tot Sæculis assueta, nostri desiderii cursum facilem & plenis velis ventisque in se vertit, impulitque Majestas illa & splendor Austriacus, quâ Sol utrumque recurrens aspicit Oceanum, diffusus, stimulo fuit, ut minime dubitantem animum in eligenda Serenissima Eleonora determinare voluerimus. Commendarunt Nobis Augustam Principem non solum inclytæ Origines, & per tot

Cæsa-

ANNO 1670.

Cæsares & Sceptra deductus sanguis, sed non minus magnæ stirpi par & digna Regno mens, quæ divisas in aliis Dotes, in se unam adeò collegit, ut pietas modestiæ, prudentia candori, forma pudicitiæ, gravitas bonitati in hac Principe optimè jungantur, respondeantque, & in Augusta facie, oculisque habitantes Gratiæ, magnæ virtuti reconditæ fidem non ambiguam faciant. Itaque cum de Consilio Senatus nostri per Legatum nostrum, Cæsaream Majestatem de Nuptiis nostris appellaverimus, & obtentum Cæsareæ Domus pignus Serenissimam Principem Eleonoram Archi-Ducissam Austriæ Throno, Thoroque Regali sociam junxerimus, reliquum est, ut amorem nostrum, quo eandem Serenissimam Reginam consortem nostram dilectissimam complectimur, in argumenta eximia & publica provocemus, quatenus Orbi Christiano constet, quo apud nos Serenissimæ Austriacæ Domus conjunctionem, quo item Regias Serenissimæ Consortis Virtutes loco habeamus. Quod igitur ex obligatione Pactorum Matrimonialium præstare tenebamur jam feliciter in Comitiis Regni Generalibus, sedulâ diligentique operâ nostrâ perfecimus, ut juxta eadem Pacta pro Dote centum millium Florenorum Rhenensium statim & realiter Czenstochoviæ post Nuptias celebratas nobis numerata, alia Summa, centum millium Florenorum ratione Contra-Dotis, seu Donationis propter Nuptias, in certis idoneis locis, Dominiis, Civitatibus, Oppidis, Arcibus & Terris Regni Poloniæ & Magni Ducatûs Lituaniæ de consensu omnium Ordinum assignaretur, constitueretur, & Reformatio sufficiens secundum Constitutiones Regni, & consuetudinem alias observatam, super iisdem bonis approbaretur & ratificaretur. Quæ Loca, Civitates, Oppida, & Arces in Regno nimirum Usele cum Pita, Krzeczow, Tucholia, Novitargum, Dolinia, Gmudltum, Ostroteka, Zaruoviecia, Golubia, Dybovia, Rubieszovia & Advocatia Bydgostiensis: In Lituania verò Furborkum, Nova Vola, Upicia cum attinentiis, Opeskia, Uspolia cum Salsibus ac Sylvis, Polonga Siemnum, Metelle, Unikszy, cum Juribus Patronatûs in Constitutione specificata sunt. Porrò cum Serenissima Regina Consors nostra dilectissima obstantibus Juribus modernorum possessorum & communicativis eorundem bonorum Reformationi suæ servientium possessionem adire, & fructus ex iis statim, & ad præsens percipere non possit, inhærendo prædictæ Constitutioni Provisionem annuam super Zuppa salinaria nostra Bochnensi, centum quinquaginta millium Florenorum Monetæ in Regno currentis, ejus Serenitati assignamus, determinamus, & Privilegio nostro præsenti roboramus: ea Lege, ut cum, & quando sua Serenitas, alte memoratas Præfecturas, & Bona sua Reformatoria, in possessionem receperit, tantum de summa Provisionis annuæ Bochnensis ductâ proportione detrahatur, quantum quælibet Præfectura fructus & reditus annui suæ Serenitati realiter & effective importabit. Quâ quidem Provisione Bochnensi, totâ & integrâ, per ratas infallibiliter, & sine dilatione, aut minima diminutione numerandâ, & exsolvenda Serenissima Regina pleno Jure utetur & fruetur, usque ad extenuationem ejus per assecutionem, & possessionem pacificam dictarum Præfecturarum alias ad vitæ suæ tempora, salvo donativo Nuptiali Duorum millium Ungaricalium in utriusque Zuppis Vielicensi & Bochnensi assignato, quod extenuationi minime subest, & integrè item ad vitæ tempora à Serenissima Regina recipietur. Quam quidem Provisionem annuam Bochnensem, & omnia, ac singula ejus certitudinem, & securitatem concernentia, verbo nostro Regio, & sub cautione, obligationeque in Pactis Matrimonialibus, seu Literis Tractatûs ejus comprehensa, adeoque Senatûs nostri Consilio & consensu publico, Comitiorum Auctoritate accedente, integrè & inviolabiliter Nos, Successoresque nostros observaturos, nostro, Successorumque nostrorum Regum Poloniæ nomine recipimus, promittimus, & bonâ fide, dolo, & fraude semotis, spondemus. In quorum omnium & singulorum fidem & testimonium hasce manu nostra subscriptas Sigillo Regni nostri communiri jussimus. Datum Varsaviæ, die septima mensis Novembris, Anno Domini M. DC. LXX. Regni nostri II. Anno.

MICHAEL REX.

(L. S.)

Pro Cancellariatu Reverendi in Christo Patris G. Andreæ Olszowski Episcopi Culmensis & Pomesan. Pro-Cancellarii Poloniæ.

STANISLAUS BURENSKI
Regens Cancell. Regni.

ANNO 1671. 7. Avril.

LXV.

Defensiv-Allianz zwischen Jhro Churfürstl. Durchl. von Brandenburg Friedrich Wilhelm / Jhro Hochfürstl. Gnad. Christoph Bernhard Bischoffen von Münster / Jhro Churfürstl. Durchl. Philipp Wilhelm Pfaltzgraff bey Rhein / zu Beschützung des Westphälischen Crayses und der paciscirenden Theile eigener Land und Leuthe Sicherheit auf 6. Jahre auffgericht. Bielefeldt den 7. Aprilis 1671. [Tiré de la Registrature d'Etat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

C'est-à-dire,

Alliance Defensive, entre FRIDERIC GUILLAUME *Electeur de Brandebourg,* CHRISTOPHE BERNARD *Evêque de Munster,* & PHILIPPE GUILLAUME *Comte Palatin du Rhyn, pour la defense du Cercle de* WESTPHALIE, & *des Parties Contractantes, pour six ans. A Bielefeldt le 7. d'Avril 1671.*

Es haben der Durchleuchtigste Fürst und Herr / Herr Friedrich Wilhelm Marggraff zu Brandenburg des Heil. Röm. Reichs Ertz-Cämmerer und Churfürst (tit.) dann der Hochwürdigste Fürst und Herr Christoph Bernhard (tit.) ingleichen der Durchleuchtigste Fürst und Herr / Herr Philipp Wilhelm Pfaltzgraff bey Rhein (tit.) nit nur als getreue Churfürsten und Fürsten daß Heil. Röm. Reichs / sondern auch als Directores und ausschreibende Fürsten des Westphälischen Crayses / des Heil. Röm. Reichs als des geliebten Vaterlands der Teutschen Nation Zustand in gemein / und dann auch die Gefährlichkeiten / welche sich insonderheit dem Westphälischen Crayse / und also auch solcher gedachten Ihrer Churfürstl. Durchl. Fürstl. Gnad. und Fürstl. Durchl. Landen zu näheren scheinen / und woraus gar leicht mehrere und weitere Angelegenheit / Noth und Betrübnis folgen / absonderlich aber auch itztgedachter Crayß und genante Landen dabey leiden könten / dahero Sie Ihrer Schuldigkeit / Runde und Landes-väterlicher Vorsorge gemäs zu seyn erachtet / in zeiten auf solche Mittel und Wege bedacht zu seyn / wodurch mit des Allerhöchsten Beystand dem gantzen Heil. Röm. Reich ein nützlicher dienst geleistet / der Westphälische Crayß und die hierinnen benannte Land aber so viel möglich von allem Feindlichen Einbruch und andern unrechtmäßigen Beschwerden / sie haben Nahmen wie sie wollen / befreyhet bleiben; Und weilen sie noch zur Zeit kein zureichender Expediens gesehen oder gefunden / als daß sie sich durch eine nähere Verständnüs und Defensiv-Allianz zusammen setzeten / So haben Sie Ihren anitzo zu Bilefeldt beysammen sich befindenden Räthen gnädigst committiret und befohlen / eine Defensiv-Allianz abzuhandlen und zu schliessen / welche sich dann Crafft habenden Gewalts und genugsamer Instruction zusammen gethan / und biß auff gnädigste Ratification Ihrer Gnädigsten Churfürsten / Fürsten und Herrn sich nachfolgender Puncten verglichen.

I. Erstlich / so ist hiemit und Crafft dieses zwischen allerseits Bunds-Verwandten eine rechte Vertrauliche Freundschafft nicht nur noch mehr bevestiget / sondern auch zu Beschützung der Westphälischen Landen wider alle und jede / welche dieselbe auf einigerley weis mit Durchzügen / Contributionen / einquartierungen oder andern feindlichen Invasionen und thätlichkeiten vergewaltigten oder beschwehrten / gegenwertiger Defensiv-Bund dergestalt aufgerichtet und geschlossen / daß ein jedweder Bunds-verwandter dem andern mit aufrichtiger / wahrer und alter Teutscher freundschafft meynen / was zu eines jedwederen Ehr / Wohlfarth / Nutzen und Aufnehmen / auch zu Abwendung alles Nachtheils / Schaden und Ungelegenheit gereichen kan / äussersten Vermögens und Kräfften nach / gleich als wans ihn selber betreffe und angienge / zu befördern / geflissen und verbunden seyn solle.

II. Dafern sich auch für das andere begeben solte / daß eines Bundesgenossen Lande / wie solche vorhin angezeiget und genennet worden / von jemand / wer der auch immer seyn mögte / feindlich angegriffen / oder mit durchzügen / Einquartierungen / Contributionen und andern dergleichen Vergewaltigungen und Thätlichkeiten wider die Rechten des Instrum. Pacis und die Reichs-Constitutiones beschwehrt und dergestalt angefochten werden solten; auf solchen fall sollen alle Bundes-Verwandte für einen Mann stehen / und innerhalb 6. Wochen von Zeit der geschehenen requisition anzurechnen / dem jenigen / dessen Land auf vorerzehlte weise angegriffen / beschwehrt oder beleidiget würde / die im folgenden Articul belobte und versprochene Hülffe zu Roß und Fuß an guter tüchtiger geworbener Mannschafft ohne einzigen Auffenthalt oder Verzögerung zuschicken.

Anno 1671.

III. Und damit zum dritten ein jedweder wissen möge/ was ein Allirter dem andern auf solchen in vorhergehenden Articul beschriebenen fall an Mannschafft zur Assistentz zu zuschicken habe; so ist ferner Crafft dieses verglichen und paciscirt/ daß Ihro Churfürstl. Durchl. zu Brandenburg ein tausend siebenhundert zu Roß/ und dreytausend und hundert zu Fuß/ Ihro F. Gnad. zu Münster gleichergestalt eintausend siebenhundert zu Roß/ und dreytausend und hundert zu Fuß/ des Herrn Pfaltzgrafen Fürstl. Durchl. aber eintausend fünffhundert zu Roß/ und dreytausend zu Fuß/ guter tüchtiger/ wohlbewehrter und geworbener Mannschafft schicken und stellen solle.

IV. Es solle aber auch/ vor das vierdte/ derjenige welcher beleidiget wird/ und die Hülff begehret/ schuldig und gehalten seyn/ zum wenigsten vor sich so viel guter geworbener Mannschafft an Reutern und Fußknechten ausserhalb seinen Guarnisonen zu haben und damit zu agiren/ als in diesem foedere seine quota ist. Und solle derjenige oder diejenige/ welche die Assistentz würcklich leisten/ ihre Auxiliar-Trouppen nit ehender zuruck zu foedern berechtiget seyn/ es sey dann der beleidigte mit seinem Land hinwiederumb ausser Gefahr/ und in voriger guter Ruhe und Sicherheit/ und habe auch dabeneben von dem Beleidigern deß schadens halber und sonsten seine gute und billige satisfaction würcklich empfangen.

V. Wenn auch vor das fünffte die Gefahr und der Beleidiger sich dergestalt verstärckte/ daß die in diesem Bund paciscirte Hülff nit zureichend/ auf solchen fall verbinden sich hiemit die Herren Bundts-Verwandte einer gegen dem andern/ daß ein jeder so bald vor sich die seinige/ so viel es in der Eyl möglich/ verstärcken/ und allerseits ohne einigen Zeit Verlust miteinander das Werck dergestalt überlegen und einrichten wollen/ damit sie dem Feind genugsam gewachsen seyn mögen.

VI. Damit aber auch für das sechste sich ein Jedweder der Herren Bundts-Verwandten auf allen fall auf die Hülff desto gewisser zu verlassen/ und seinen Staat und Rechnung auf dieselbige machen könne/ haben sie allerseits hiemit versprochen/ daß ein jedweder sich so fort in eine dergleichen Verfassung setzen wolle/ damit Er auf dem bedürffenden fall dem beleidigten nicht nur die in diesem Bund versprochene Hülff in rechter Zeit leisten/ sondern auch seine Vestungen wohl besetzen und sein Land von aller Defension nit so gar entblösset behalte.

VII. Würde es sich auch zum siebenden zutragen/ daß die Hülffschickende/ einer oder beyde/ unterdessen auch angegriffen würden/ und die Gefahr dergestalt beschaffen wäre/ daß die Hülffschickende derselbigen sich nit anders los machen könten/ sie fordereten dann Ihre dem erstbeleidigten zugeschickte Auxiliar-Völcker wieder ab und zuruck/ so solle solches dem letztbeleidigten allezeit frey stehen/ alle oder ein Theil der Ihrigen wieder zu revociren/ und der erstbeleidigte solle schuldig und gehalten seyn/ dieselbe alsofort und ohne einigen auffenthalt wieder zuruck zu lassen.

VIII. Denjenigen/ zum achten/ welcher die Hülff schicket/ stehet frey/ seine Auxiliar-Trouppen in so viel Regimenter und Compagnien zu vertheilen/ wie es Ihme beliebet und Er es selbst gut findet/ dieweil es aber des Kriegs-dienst halber besser ist/ daß die Regimenter und Compagnien gleicher stärck: Als wollen sich die Herren Allirte hierinnen mit einander conformiren/ und es dahin richten/ daß kein Regiment über achte/ neun oder zehen Compagnien/ eine Compagnie aber zu Pferd nit über achtzig oder hundert Einspänniger und ein Fähnlein zu Fuß nit über einhundert und fünfftzig Knechte neben nöthigen Ober- und unter Officiren starck seyn solle.

IX. Gestalt dann/ vor das neundte/ auch wegen der Verpflegung von allerseits Confoederirten so viel möglich Gleichheit zu halten/ doch ist derjenige dem Hülff geschickt wird/ nit schuldig denen Auxiliar-Völckern ein mehreres als Quartier/ Servis, Rauch-Futter und Brod zu geben/ und gleichwohl daß des beleidigten Völcker in diesem Stück und absonderlich der Quartier halber nit besser/ sondern gleich tractiret/ und Anstalt gemacht werde/ damit an allen Orten nothdürfftige Lebens-Mittel für Mann und Roß gegen billiche zahlung zu erlangen. So viel aber den Monatlichen Sold anlanget/ denselbigen entrichtet ein jedweder Herr ohne zuthun des andern den seinigen.

X. Zum zehenden solle ein jedweder/ welcher Hülff schicket bey jedwederm Regiment zu Fuß/ so geschickt wird/ zwey Regiments-Stück nebens zu behöriger Munition und Bedienten haben/ wann aber ein oder der ander occupirter Ort anzugreiffen/ oder sonsten eine schwere Artigleria erfordert wird/ auf solchen fall muß der jenige/ in dessen Land die Operation geschicht/ dieselbe nebens allem was nach Kriegs-raison darzu erfordert wird/ zuschaffen und unterhalten.

XI. Das Commando zum eilfften betreffend/ bleibet dasselbige nebens der vollkommenen Jurisdiction in Civil- und Criminal-Sachen bey eines jedwedern Trouppen demjenigen/ welcher solche commandiret und dem andern zuführet/ welcher jedoch gute und scharffe Disciplin halten/ alle Excessen mit Ernst abstraffen/ dem beleidigten gebührende satisfaction verschaffen/ oder selbst dafür hafften solle. Das Ober-Commando aber und die Haupt-Direction stehet bey demjenigen/ welchem die Hülff geschickt wird/ und in dessen Land die Operationes geschehen/ doch daß nichts haubt-sächliches resolvirt oder fürgenommen werde/ es seye dann vorhero mit dem Commandirenden Officirern der Auxiliar-Trouppen überlegt/ und nach vorgegangener gemeiner Berathschlagung gut befunden worden.

XII. Es wollen/ für das zwölffte/ die Allirte sofort und von nun an gute und richtige Magazinen auffrichten/ auch Gewehr und Ammunition zur Hand schaffen/ damit alles auf den Nothfall in Bereitschafft stehe/ und es an nichts ermangeln möge.

XIII. Und damit es/ zum dreyzehenden/ denen Bunds-Verwandten/ wann sie in ihren Landen Werbungen anzustellen/ an Mannschafft selbst nit ermangle/ wollen sie in allen deren Landen/ alle frembde und auswertige Werbungen durch offentliche Patenta verbieten/ dieselbige auch niemands/ er sey wer er wolle/ verstatten und zulassen.

XIV. Wann dann/ zum vierzehenden/ der fall sich ereignet daß die hierinnen versprochene und paciscirte Hülff zuschicken/ so sollen die unbeleidigte nicht nur abgeredeter massen die Hülff würcklich schicken/ sondern auch so bald zugleich da sie Hülff leisten/ durch Schickung/ interposition oder andere der zeit Beschaffenheit nach nutzliche Mittel sich des beleidigten annehmen/ und dardurch nichts unterlassen/ was zu des angegriffenen besten und wohlfarth gereichen kan.

XV. Gleichwie aber/ wie für das fünffzehende im eingang gedacht/ die Bunds-Verwandten ihre Sorg nicht einzig und allein auf ihre eigene Land/ sondern auch mit auf die gemeine wohlfahrt und tranquillität des gantzen Westphälischen Crayses gerichtet/ also wollen sie/ so bald nur gewisse Nachricht von einigen Krieg bey welchem jetztgedachter Crayß und dero eigen Land in Gefahr gerathen/ und wohl gar impliciret werden können/ einlangen wird/ allen möglichen Fleiß anwenden/ und an ihnen überall nichts erwinden lassen/ ob die bevorstehende Kriegs-Gefahr zu verhüten/ die vorseyende irrungen in der Güte zu heben/ und dergestalt Ruhe und Friede zu halten.

XVI. Für das sechzehende soll dieser Bund denen andern Bündnussen/ welche die Herren Confoederirte vorhin unter sich oder sonsten haben/ nit praejudiciren/ sondern dieselbe einen weg als den andern in vigore und Kräfften verbleiben/ gleichwohl aber in keinerley weise einen oder den andern Theil von würcklicher Adimplirung dessen/ was in dieser gegenwertiger Allianz versprochen und paciscirt/ abhalten oder verhindern/ die Hülff aber keiner mehr als aus einem Foedere zu leisten schuldig seyn/ und soll ein Theil dem andern von seinen habenden Bündnussen treuliche Nachricht geben.

XVII. Diese Bündnus gleichwie sie zum siebenzehenden von künfftigen Fällen zu verstehen/ also soll dieselbe von dato der Genehmhaltung auf die nechst nacheinander folgende sechs Jahr gerichtet seyn/ nach verfliessung dieser zeit bleibt es in der Herren Allirten und derselbigen Successoren und Nachfolgern belieben dieselbige zu prorogiren/ oder auch vor Ablauff der sechs jahren von fernerer prorogation zu handeln.

XVIII. Zum achtzehenden/ so bleibt andern Churfürsten und Fürsten/ absonderlich aber des Westphälischen Crayses Gliedern offen und frey/ mit allerseits Herren Allirten vorbewust und einmüthiger Bewilligung/ auf vorhergangene Vergleichung in diese gegenwärtige Allianz sich mit zu begeben.

Diese Bündnus soll von dato innerhalb vier Wochen ratificiret und die Ratificationes in originali allhier gegen einander ausgewechselt werden/ zu mehrer Urkund haben allerseits Deputirte und gevollmächtigte Räthe diese Bündnus unterschrieben und gesieglet/ so geschehen Bilefeld den 7. Aprilis 1671.

(L.S.) Ferd. von Dern.
(L.S.) Math. Korfgut Heuchman.
(L.S.) B. de Sereet.
(L.S.) Wer. Wil. Blaspil.
(L.S.) Wer. zur Mühlen Dr.
(L.S.) Franß Herr von Gise.
(L.S.) Stratman.

LXVI.

Recess zwischen Ihro Fürstl. Gnaden Christoph Bernhard Bischoffen zu Münster eines/ und Ihro Hochfürstl. Durchl. Rudolph Augusti Hertzogen zu Braunschweig-Lüneburg andern theils/ durch Mediation der Cron Franckreich/ Chur-Maintz/ Chur-Cölln/ und derer Hertzogen von Braunschweig und Lüneburg/ Georg Wilhelms und Johann Fridrichs Gebrüdere/ über die zwischen denenselben wegen der Stadt Hörter entstandene zwistigkeiten/ den 17/27 April 1671. 17/27 Avril.

[Londorpii *Acta Publica* Theil. IX. Lib. X. Cap. CCXXII. pag. 768. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans Christ. Gastelius *de Statu Publico Europ. Noviss.* Cap. XXVII. pag. 840.]

C'est-

ANNO 1671.

C'est-à-dire,

Traité conclu entre CHRISTOPHLE BERNARD *Evêque & Prince de Munster,* & RODOLPHE AUGUSTE *Duc de Brunswich-Lunebourg, par la Mediation de la Couronne de France, des Electeurs de* MAYENCE & *de* COLOGNE, & *de* GEORGE GUILLAUME & JEAN FRIDERIC *aussi Ducs de Brunswich-Lunebourg, sur les Diferents qu'ils avoient au sujet de la Ville de* HOEXTER. *Le* 5/15. *Avril* 1671.

Zu wissen / demnach zwischen dem Hochwürdigsten Fürsten und Herrn / Herrn Christoph Bernharden / Bischoffen zu Münster / Administratorn zu Corvey / rc. an einem / dann dem Durchleuchtigen Fürsten und Herrn / Herrn Rudolph Augusto / Hertzogen zu Braunschweig und Lüneburg / rc. am andern Theil / darüber Irrungen und Mißverstand entsprungen seyn / daß jetzt höchstgedachtes Hn. Hertzogen Rudolph August Fürstl. Durchl. auff Anruffen Burgermeister und Rath der Stat Höxter in dieselbe / Krafft inserirter Schutzgerechtigkeit einige Völcker geführet / worauß allerhand grosse Weiterung zu besorgen gewesen / daß die Durchleuchtigste Fürsten und Herren / Herr Georg Wilhelm / und Herr Johann Friderich / Gebrüdere / Hertzogen zu Braunschweig und Lüneburg / zu Vorkommung derselben und das gute Vertrauen zwischen höchstgemeldtes Herrn Bischoffs Fürstl. Gnad. und Herrn Hertzogen Rudolph Augusti zu Braunschweig und Lüneburg Fürstl. Durchl. zu restabiliren, viel und sorgfältig bedacht und bemühet gewesen / und bald anfangs ihre Freund-nachbarliche Officia und Mediation offerirt, und solche zu effectuiren, dero Räthe mit Vollmachten und Instructionen an mehr höchstged. Herrn Bischoffs Fürstl. Gnad. abgeschicket / dergleichen wolgemeinte Interposition folgends Ihre Königliche Maj. in Franckreich / wie auch der Hochwürdigste Fürst und Herr / Herr Johann Philipps / Ertz-Bischoff zu Maintz / deß H. Röm. Reichs durch Germanien Ertz-Cantzler und Churfürst / rc. So dann der Hochwürdigste Fürst und Herr / Herr Maximilian Henrich / Ertz-Bischoff zu Cölln / deß H. Röm. Reichs durch Italien Ertz-Cantzler und Churfürst / rc. übernommen / da dann auff fleissige und sorgfältige bemühung jetzt hochgeed. Herren Mediatoren Abgesandten / die Sache mit belieben und genehmhaltung mehrhöchsternanten Herrn Bischoffs zu Münster Fürstl. Gnad. und Herrn Hertzogen Rudolph Augusti Fürstl. Durchl. provisionaliter & præliminariter verhandelt und verglichen / wie folget:

Erstlich versprechen Hn. Hertzogen Rudolph Augusti Fürstl. Durchl. daß sie ihre in besagter Stat Höxter geführte Völcker / jedoch mit Vorbehalt / der obangezogener / aber von deß Herrn Bischoffs Fürstl. Gn. allemal contradicirter Schutzgerechtigkeit innerhalb 14. Tagen / nach commutation oder Außwechselung dieses Recesses, auß derselben mit guter Disciplin und Ordre wider abführen / dieselbe einraumen / nichts / was sie nicht hinein gebracht / und auch dem Stifft Corvey oder der Stat Höxter gehörig / mitnehmen lassen wollen.

Da hingegen aber deß Herrn Bischoffs Fürstl. Gn. zugesagt und eingewilliget / daß der Statt Höxter ihre Jura, welche sie vermöge Herkommens / Privilegien / und deß zu Oßnabrück und Münster getroffenen Friedensschlusses / rechtmässig zu prætendiren hat / nicht benommen / sondern bevorstehen solle / ihre Gravamina in foro competenti auch bey deß Herrn Bischoffs Fürstl. Gn. anzuführen / welche sie durch unpartheyische Ministros und Räthe untersuchen / und darauff verfügen lassen wollen / was den Rechten und Reichs-Constitutionibus und insonderheit dem Instrum. Pacis gemäß; falls auch erwehnte Statt durch erfolgende Erkandtnuß und Verordnung sich gravirt erachten werden solte / wollen seine Fürstl. Gnad. geschehen lassen / daß dieselbe an höhern Ort durch gewöhnliche Rechts-Mittel appellationis, restitutionis in integrum &c. ihren Recours nehmen möge.

Damit aber auch das gute Vertrauen / umb so viel mehr zwischen höchsternelten Herrn Bischoffs Fürstliche Gnad. und Herrn Hertzogen Rudolph Augusti Fürstl. Durchl. restabilirt, und was dasselbe hindern könnte / auß dem Weg geraumet werde.

So ist ferner verglichen / daß immediate auff erfolgende evacuation der Statt ihre respective Fürstl. Gn. und Herren dero Gevollmächtigte nacher Bielefeld absenden und mit Zuziehung hochermelten Herrn Hertzogen Georg Wilhelms und Herrn Johann Friderichs Fürstl. Fürstl. Durchl. Durchl. so dann seine Kön. Maj. in Franckreich und andern Mediatoren abgeordneten Räthen / die wegen mehrbesagter Statt Höxter / zwischen dem Fürstl. Hause Braunschweig-Lüneburg und dem Stifft Corvey streitige Jura, in der Güte abzuthun / sich alles Fleisses angelegen seyn lassen / auch alsdann ob sie berührte der Statt Gravamina auch andere Streitigkeiten / welche sonsten mit diesem Hertzstrischen Wesen keine Gemeinschafft haben / in die Tractaten kommen zu lassen / in fernere Berathschlagung ziehen wollen.

Diese gütliche Handlung soll aber von Zeit der Zusammenkunfft sich innerhalb 2. Monat endigen / und da wider Verhoffen in solcher Frist nicht alles gütlichen beygeleget und verglichen werden könte / so sollen die übrige ohnaußgemachte Puncten in einen willkührlichen Compromiß verwiesen seyn / und damit auch hiebey alle unnötige und der Widerstifftung guten Vertrauens und Einigkeit hinderliche Verzögerung vermeiden bleibe / wollen beyde hohe Herren Interessenten bey noch währenden gütlichen Tractaten der Herren Arbitrorum, auch ehe man so dann der Compromiss-notul halber sich verglichen / allen müglichsten Fleiß anwenden / damit innerhalb 4. Wochen von Zeit der geendigten gütlichen Tractaten anzurechnen / auch dieser Punct seine Richtigkeit erlange.

Zu Außführung deß Processes, für den erkiessenden Schieds-Richter / sollen auch mehr nicht dann 6. Monaten gesetzet oder determinirt werden / jedoch eben wol mit dem bedinge / daß in der Arbitrorum Macht und Gutbefinden solche Zeit biß auff noch 4. andere Monaten zu erstrecken / stehen / auch die hohe Interessenten gehalten seyn sollen / solcher prolongation statt zu thun / und damit mittlerweil solche gute intention im wenigsten gehindert werden möge / sollen alle Thätlichkeiten von beyden Seiten cessiren, und will keiner wider den andern etwas / darauß Widerwille entstehen köndte / vornehmen / oder daß es durch die seinige geschehe / verstatten.

Nach dem auch / wie es unter währender solcher Zeit der gütlichen Tractaten, Compromiß und Widerbesetzung der Stadt zu halten / viele Handlungen gepflogen / ist durch die hohe Herren Mediatoren es endlich dahin vermittelt worden / daß deß Herrn Bischoffs Fürstl. Gnad. von 60. biß 70. Mann in besagte Statt Höxter legen / solche Anzahl aber / so lang die Tractaten und Compromissen währen / nicht ergrössern / noch vermehren mögen / und solches ohne præjuditz ein und andern hohen Theils habenden Rechtens / alsdann ferner / im Nahmen hochstgemeldter Herren Hertzogen Georg Wilhelms und Johann Friderichs Fürstl. Fürstl. Durchl. Durchl. bey deß Herrn Bischoffs zu Münster Fürstl. Gn für den Rath / Burgerschafft und Bedienten der Statt Höxter intercediret, denselben ohne Außnahm eines und andern / was Zeit dieser Schwürigkeit Ihr. Fürstl. Gnad. und dero Corveyischen Regierung zu wider vorgenommen / und für ein Verbrechen und straffbar geachtet werden köndte / zu vergeben / und sie zu Gnaden wider auffzunehmen / und nicht zu gestatten / daß sie derentwegen jetzt oder künfftig mit einigen processen oder Executionen angefochten / oder mit Straffen belegt werden mögten.

So haben sich Ihre Fürstl. Gnad. endlich dahin erkläret / daß zwar kein General-perdon gewilliget werden könne / nichts destoweniger aber solle die beschehene freund- und instandige Intercession in gebührende consideration genommen / und die Schuldig befundene / wider Rechte und die Reichs-Constitutiones nicht beschweret / auch wann sie zu der Clemence Zuflucht nehmen werden / mit ihnen nach Gnaden verfahren / und zumahl keiner an Leib und Leben gestrafft werden / und solle dem Fürstl. Hauß Braunschweig-Lüneburg / wegen der edlen Vogtey habenden / so wenig als den Corveyischen Rechten hierdurch ichtwas derogirt seyn. Urkündlich ist dieser Recess in duplo verfertiget / und von beyden hohen Interessenten deß Hn. Bischoffs Fürstl Gnad. und Hn. Hertzogen Rudolph Augusti F. Durchl. unterschrieben / mit dero Fürstl. Secreten versiegelt / und jedem Theil ein Exemplar zugestellet worden. So geschehen den 15/5. April Anno 1671.

CHRISTOPH BERNHARD.
RUDOLPH AUGUSTUS.

LXVII.

Articul so von Ihro Hochfürstl. Durchl. zu Braunschweig-Lüneburg Hertzog Rudolpho Augusto dem Burgermeister und Rath / auch gemeiner Burgerschafft der Stadt Braunschweig / ehe sich dieselbe an Ihro Hochfürstl. Durchl. ergeben / zugestanden worden. Im Haubt-Quartier zu Ridagshausen am 10. Junii Anno 1671. [LONDORPII *Acta Publica* Theil. IX. pag. 780. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. IV. Abtheilung. IV. Absatz, Num. 58. pag 146. Ces Articles se trouvent aussi dans ma petite Collection Tom. I. pag. 195. en François & traduits d'une feuille volante imprimée en Hollandois in 4. l'an 1671.] 10. Juin.

C'est-à-dire,

Articles accordez aux Bourguemaîtres, Conseil, & Bourgeoisie de la Ville de BRUNSWIC *par le*

ANNO 1671.

Duc RODOLPHE AUGUSTE. *An Comp à Ridagshausen le 10. Juin 1671.*

DEmnach Burgermeistere und Rath/ Gilden und Hauptleute/ auch gemeine Burgerschafft der Statt Braunschweig/ bey jetziger/ zwischen deß Durchleuchtigsten Fürsten und Herrn/ Rudolph Augusten/ Hertzogen zu Braunschweig und Lüneburg/ 2c. als regierenden Landes-Fürsten/ Wolffenbüttelischen Theils/ und denselben in puncto subjectionis & præsidii obschwebenden Handlungen durch dero Deputirte unterthänigst gebeten/ daß Seine Fürstliche Durchleucht. vor dero von ihnen unterthänigst abstattender Erb-Huldigunge über nachfolgende puncta in Gnaden sich erklären mögten. So haben Seine F. Durchl. dero angebohrnen Clementz und Gütigkeit nach/ und auß Landes-Väterlicher affection und wolmeinung gegen besagte dero Stadt und derofelben ehrliche Burgerschafft heute dato ad protocollum folgenden Inhalts dero gnädigste Meinung eröffnen lassen.

Anfänglich und vors erst/ als gedachte Burgermeistere und Rath und gemeine Stadt gehorsamst suchen und bitten lassen/ daß sie allerseits bey dem Exercitio Augustanæ Confessionis beständig gelassen/ die Jurisdictio in Ecclesiasticis ihnen fürders gegönnet/ ihre vor Reformation deß Fürstenthums Braunschweig publicirte Kirchen-Ordnung in ihrem Vigor bleiben/ ihnen auch die Pfarr-Bestellung so in- als ausser der Stadt fürders gegönnet/ jetziger Coadjutor und andere Prediger in der Stadt und auff dem Lande bey ihren Aemptern fürders geduldet werden mögten: Haben Seine F. Durchl. sich darauff gnädigst erkläret/ daß sie die Versicherung wegen deß Exercitii Religionis, nach der ohnveränderten Augspurgischen Confession ermeldter ihrer Stadt hiemit geben/ und dieselbe hierin der üblichen Landes-Reversalien, vor sich ihre Fürstliche Nachkommen und Successoren vollständig mit geniessen lassen wolten. So viel demnechst die Jura Episcopalia und was dahin gehörig/ betrifft/ so können sie zwar Burgermeistern und Rath und gemeiner Burgerschafft solches nicht einräumen/ sondern müssen sich als Landes-Fürsten dieselbe billich reserviren, was aber im übrigen die Stadt circa præsentationem, vocationem & introductionem der Kirchen- und Schuldiener beständig und ohnstreitig hergebracht und ersessen/ und was dessen sonst dem berührten Juri Episcopali nicht abbrüchig/ wollen Seine F. Durchl. sie dabey fürders gnädigst lassen/ und ihre habende Jura patronatus ihnen nicht schwächen/ jedoch da man in einigen Pfarr-Belehnungen mit der Stadt von vielen Jahren hero streitig ist/ können Se. F. Durchl. dero Stadt nicht gestatten/ daß sie via facti darunter verfahren/ und Seiner F. Durchl. zu Nachtheil etwas verhengen wolten.

Vors andere ist von Burgermeistern und Rath auch gemeiner Burgerschafft gesuchet/ daß in politicis & secularibus die Stadt bey ihrem hergebrachten Stadt-Regiment/ freyer Wahl und Bestättigung der Magistratuum, Bestellung der Gerichten und Bedienten/ dem jure statuendi und Beybehaltung ihrer Policey/ Ordnung/ Stadt-Rechts/ Kleider/ Hochzeit/ Begräbnuß/ Feuer/ Wachte/ Handwercks/ Mühlen/ und andern Ordnungen und Edicten, auch das jenige/ so zu Erhaltung guter Policey/ auch Exercirung des meri & mixti imperii Diensten/ wie auch die Instantien, übung des Ober- und Unter-Gerichts/ gemeiner Bescheide/ und dergleichen Abfassung ihnen unabbrüchig gelassen werden möchte. Darauff haben Seine F. Durchl. sich dahin gnädigst erkläret/ daß/ ob sie zwar von dero Stadt jetzigen Regiments-Form/ und denen angezogenen Juribus und Befugnuß keine gründliche information hätten/ zufoderst aber das Jus statuendi denen subditis nicht zustunde/ so wären jedoch Seine F. Durchl. gar nicht gemeinet/ das Stadt-Regiment und gute nützliche Ordnung auffzuheben/ und das jenige/ was wohl und löblich hergebracht/ mehrbemeldter ihrer Erb- und Land-Stadt hierunter abzuschneiden/ besonders wann dieselbe die angezogene Statuta und Ordnung demnechst zu Seiner F. Durchl. unterthänigst einschicken/ und im übrigen zu gemeiner Stadt und der ehrlichen Burgerschafft Nutzen/ darin nichts zu verbessern/ und einige Enderung zu machen nötig befunden werden solte/ Seine F. Durchl. dieselbe alsdann gnädigst confirmiren, und bißfalls der gemeinen Stadt und Burgerschafft bestes zu befordern/ Ihr auß Landes-Väterlicher sorgfalt gnädigst angelegen seyn lassen wollen.

Drittens hat Burgermeister und Rath auch unterthänigst suchen und bitten lassen/ daß die Müntz-Gerechtigkeit und einiges Gepräge schlagen zu lassen/ ihnen fürders erstattet/ auch sie deßwegen nicht gefähret werden möchte/ daß sie neulicher Zeit ad interim einige Müntze von geringem Gehalt schlagen lassen/ mit dem Erbieten/ daß sie dieselbe wider einwechseln/ und das wahre pretium davor erstatten wolten. Worauff Seine F. Durchl. sich dahin gnädigst vernehmen lassen/ daß gleich wie in deß H. Röm. Reichs-Satzungen und Müntz-Edict gewisse Verordnung gemacht/ woran alle und jede/ so mittelbare als unmittelbare Angehörige deß Reichs verbunden/ also Seine F. Durchl. dero Unterthanen dawider zu handeln nicht gestatten/ im übrigen aber/ sie bey ihrer Müntz-Gerechtigkeit/ wie sie dieselbe von Alters erlanget und hergebracht/ fürderst gnädigst lassen wolten.

Und als vierdtens von Seiten der Stadt gesuchet worden/ daß wegen der per appellationem an das Fürstl. Hof-Gerichte zu Wolffenbüttel devolvirenden Sachen/ gewisse Verordnung geschehen/ und sie deßfalls also begnadiget werden mogten/ daß es gemeiner Stadt träglich/ auch darin den Rechten/ Reichs-Ordnung und Herkommen nach verfahren werden mogte/ haben Se. F. Durchl. sich darauff dahin resolviret, daß gleich wie Ihro als Landes-Fürsten obliege und gebühre/ sie auch Zeit ihrer Landes-Fl. Regierung Ihr eiferigst angelegen seyn lassen/ daß jedem dero Unterthanen die Justitz gebührlich administriret werden möge/ also solten auch die ehrliche Burgerschafft und Angehörigen dero Statt Braunschweig dessen auch allemahl Genoß empfinden/ und stünde nicht allein einem jeden/ der durch Urtheil und Recht beschwert/ auff gewisse Masse frey und bevor/ an die höhere Gerichte zu provociren, sondern da etwan vor dem durch ein oder andere unzulässige Bedrängnuß ermeldte Burgerschafft und Angehörigen abgehalten worden/ bey den hohen Gerichten/ durch Appellationes besser Recht zu suchen/ S. F. Durchl. solches fürders nicht gestatten/ sondern vielmehr den Rechten seinen freyen und ungehinderten Lauff gegönnet haben wolten.

ANNO 1671.

Fünfftens hat man an Seiten der Stadt gebührend gesucht und gebeten/ daß ihnen die Jagt-Gerechtigkeit so wohl in dero Eigenthum und Feldmärckten/ als auch ausserhalb derselben respectivè auff hohes und niedriges Wild zu exerciren unbehindert gelassen werden möge/ welches Seine F. Durchl. ihnen an denen Orten/ da sie in geruhiger und ohnstreitiger possession solcher Jagt-Gerechtigkeit sich bißhero befunden/ auch furderst gnädigst zu gönnen versprechen lassen.

Und als sechstens dieselbe damit nicht vergnüget/ daß auff ihr vormahliges unterthänigstes Ansuchen S. F. Durchl. gnädigst sich erkläret/ daß sie dero Stadt Braunschweig und deren Kirchen/ Klostern/ Schulen/ Hospitalen/ auch den Burgern an ihren mit Recht inhabenden Gütern/ nichts entzogen/ noch sich deren entwehren wolten/ sondern solche Erklärung in specie auch auff das Eichgerichte und andere gemeiner Stadt Land-Güter/ Gefälle und Einkommen/ mit denen darzu gehörigen Juribus und Gerechtigkeiten/ wie auch andere ausser dem Eichgericht noch habende Aempter/ Dorffer/ Burg- Wind- und Wasser-Mühlen/ Fischereyen/ Höltzungen/ Schäffereyen/ Steinbrüchen/ Kalcköfen/ Lehen-Meyere/ und andern Gütern/ Korn- und Wag-Häusern/ das Zeughauß/ Artiglerie/ Munition/ und was dem anhörig/ Ziegel-Ofen/ Zimmerhofe/ Thor- und Lemmens-Gerechtigkeiten/ ingleichem die Zehenden/ Zinsen/ Vor- und Nach-Schoß/ Zoll- und Straf-Gefälle/ Weg-Gelder/ Bruch-Stuben-Gefälle/ Apothecken/ Mahrstall- Wein- und Bier-Keller/ auch ander Intraden/ als das Jus Fisci, und detractus, so wol von den abziehenden/ als an frembde erledigenden Erbschafft und Legaten, Burger-Gilden/ Landwehren und Thürmen/ auch der Stadt und Burgerschafft außstehenden Schulden und Foderungen/ wie die Nahmen haben/ insonderheit appliciret/ und jedweder dabey geruhig gelassen werden möge: so haben Seine F. Durchl. sich darauff gnädigst vernehmen lassen/ daß so viel das Zeughauß/ Munition und Artillerie betrifft/ solches ad Jus Armandiarum, und also majora Regalia, welche von der Superiorität dependiren gehörte/ und dahero deren nachtheilige usurpationes S. F. Durchl. dero Unterthanen nicht gestatten könten/ dahero auch die löbliche Burgerschafft in deren besondern Memorial nicht dabey bestanden/ sondern in eventum billigmässiger satisfaction und Erstattung deßwegen unterthänigst begehret/ S. F. Durchl. nach eingezogener gnädigen Erkundigung sich mit der Stadt darüber vergleichen wolten; auch erinnerten S. F. Durchl. sich/ daß von dero in Gott ruhenden Vorfahren an der Regierung Burgermeistern und Rath die Zoll-Gerechtigkeit nicht gestanden/ sie wolten gleichwol dero Stadt vor der Hand deren nicht destituiren/ sondern salvis Juris competentibus dieselbe dabey lassen/ was auch sonsten an vorberührten gemeinen Stadt-Intraden dieselbe wol hergebracht/ und geruhig bißlang ersessen/ die wolten Seine F. D. keines Weges derselben entziehen/ sondern sie daben fürters geruhig lassen/ auch was es mit dem Eichgerichte und andern Land-Gütern/ Aemptern/ Dorffern/ Burg-Mühlen und deren mitbenahmten Juribus und Gütern vor Bewandnuß habe/ demnächsten eygentlich erkundigen lassen/ inzwischen aber ein für allemahl die Stadt dahin gnädigst versichert haben/ daß alle daß jenige/ was dieselbe bono titulo & jure erlanget/ und bißlang besessen/ sie auch furters behalten/ und dessen nicht entwehret werden solten.

Siebendens haben Burgermeistere und Rath/ und gemeine Stadt in puncto commerciorum nicht weniger unterthänigst begehret/ daß den Burgerlichen Gewerben Brau- und andern Nahrungen ihr freyer Lauff gnädigst gegönnet/ den Braunschweigis. Burgern die freye Marckt-Gerechtigkeit zu Wolffenbüttel/ Helmstädt/ Schöningen/ und allen andern Orten deß Fürstenthumbs ungeschmälert verstattet/ der Zwang-Biere und erhöhete Accisen abgestellet/ die Handwercker auff den Dörffern umb die Stadt gäntzlich abgeschaffet/ oder auff eine gewisse Distantz eingestellet/ den Burgern die herabgebrachte Zoll-Freyheit/ in dem Fürstenthum und denen incorporirten Graff- und Herrschafften gnädig gelassen/ die Nebenstrassen am Trendel und womit sonsten der Stadt Zolle geschwächt werden/ ernstlich verbotten/ die auff Garen/ Wolle/ Mumme/ und Hopffen wider das Herkommen gelegte Beschwerungen abgethan/ denen Burgern wider die Unterthanen im Lande ohngesäumt Rechtens verholffen/ auch dabey

Achtens angehängt/ gesuchet und gebeten/ daß deß Fürstlich. Post-Meisters Hilmer Deichmanns/ dem Commercio gar nachtheilige Anmassungen/ als Erhöhungen deß porto, späte

und

ANNO 1671. und unfleissige bestellung / auch Verlust der anvertrauten Paquete und Schreiben / remediret / zu dem Post-Meister-Ampte eine Burgerliche / genugsam gesessene und erfahrene Person bestellet / in eventum gedachter Deichmann die versprochene Schutz- und Beywohnungs-Gelder zu erlegen / frembde Personen dem Magistrat anzumelden / und deß Raths-Brieffe frey bestellen zu lassen / angehalten / der Stadt eygene Ordinantz-Boten geduldet / dero Boten Gerechtigkeit nicht gehindert / sondern die Fuhren und Brieffesamlungen ihnen fürters verstattet werden möchten; Worauff S. F. Durchl. die Stadt gnädigst versichern lassen / daß sie dero Nahrung / Wachsthum / und Auffnahm / so viel immer müglich / aus Landes-F. Sorgfalt und Zuneigung jederzeit befordern / solchem nach auch insonderheit die Frey-Jahr-Marckts-Gerechtigkeit den Braunschweigischen Burgern gleich andern Unterthanen / ingleichem die Zollfreyheit / so weit und fern dieselbe deßfalls in possessione vel quasi sich jetzo befinden / ihnen fürters ungeschmälert lassen wolten / daß auch ihr Bier nicht hoher als ander eingebrautes veraccyset / und wegen der Brau-Nahrung und Handwercker auf ein solches expediens gedacht werden solte / wodurch beydes der Stadt Braunschweig und deren Burgern nach Müglichkeit geholffen werden / dabey aber andere Unterthanen unverkürtzet bleiben mögen.

Ingleichem solte wegen der angeführeten Garn / Woll- und Hopffen-Angelegten Beschwerungen / wenn die Stadt sich deßwegen specialius vernehmen lassen würde / zumahlen Seine F. Durchl. sich deren nicht erinnerten / gewährige Verordnung erfolgen; die Strasse am Trendel aber / könten Seine F. Durchl. niemand verbieten / es solte aber im übrigen so wenig ihren Burgern / wann sie wider die Unterthanen auff dem Lande zu klagen / als sonsten niemanden die Justitz versaget / vielmehr dieselbe so wol wider diese / als auch was den achten Punct betrifft / wider den Post-Meister Deichmann / da jemand an denselben Spruch und Forderung zu haben vermeynete / gebührlich und unauffhältlich administriret / auch sonsten der erwehnten Excessen halber gebührlich Erkündigen eingezogen / und weil in der Post-Ordnung wegen der Boten gewisse Verordnung vom gesamten Fürstlichen Hause gemacht worden / so liessen Seine F. Durchl. es dabey billich bewenden.

Als auch neundtens einige Amnistie von Burgermeister und Rath und gemeiner Stadt vor sich / ihre Bedienten und angehörigen gesucht / haben Seine F. Durchl. sich dahin gnädigst erkläret / daß / ob sie zwar wol Ursache hätten / wider einen und andern der verübten Ungebühr und geführten schimpfflichen Reden halber der Strenge nach zu verfahren / sie jedoch solches alles aus Landes-F. Clementz und Güte allen und jeden hiemit gnädigst vergeben / und daß der gesuchten Amnistie nicht allein Burgermeister und Rath / Gilden und Hauptleute / auch gemeine Burgerschafft / sondern auch / wie in specie unterthänigst begehret worden / alle und jede dero angehörige Bedienten / hohe und niedrige Officirer und Soldaten zu Roß und Fuß / Artillery-Bedienten / Constabels und dergleichen dergestalt geniessen lassen mügen / daß sie deßwegen an Ehre / Leib und Guth / auch sonsten keinerley Gestalt gefähret werden solten.

Zehendens haben Burgermeister und Rath und gemeine Stadt inständig gebeten / das bey dieser Belägerung ihnen und den ihrigen abgenommenes Vieh und Sachen zu restituiren / und daß die zu beyden Seiten respectivè erlittene Schaden und auffgewand-Unkosten im übrigen compensiret / und die Gefangene und Arrestirte loß gelassen / so dann an statt der vor vielen undencklichen Jahren ihnen entzogenen Ægidischen Gütern / einigen armen Stadt-Kindern ein beneficium in der Communität zu Helmstädt oder dergleichen / gnädigst zugewendet werden mochten.

Darauff Seine F. Durchl. gnädigst versprochen / daß all das jenige / was wider ihren Willen dero Gestalt bey dieser Belägerung den Burgern von der Soldatesca etwa weggenommen / und annoch bey einem oder andern verhanden / ihnen ohne Entgelt restituiret werden / auch die Erlassung der Gefangenen bey Ubergabe der Stadt so bald erfolgen / ingleichem auch die Stadt-Kinder der Communität zu Helmstädt mit zu geniessen haben solten.

Und als eylfftens die Stadt ferner gantz beweglich gesuchet / daß / weil sie mit grossen Schulden beladen / welche sie so bald nicht abführen konten / daß sie dannenhero mit geschwinden Proceduren nicht überleget / sondern ihnen darzu Zeit gegönnet werden möchte / haben Se. F. Durchl. darum so viel thunlich / gnädigst zu willigen / und so viel salva Justitia immer geschehen könte / dero Suchen zu deferiren sich erkläret.

Zwölfftens und letztlich haben dieselbe gleichfalls unterthänigst gebeten / daß die jenige / so der Stadt zuwider / und ihrer Verbrechen halber darauß verfestet wären / vor ihrer Außsühnung nicht wieder hineingestattet werden möchten / welches S. F. Durchl. gleichfalls / in so weit niemanden dadurch Unrecht oder Gewalt geschehen / en Gnaden versprochen / dabey aber außdrücklich bedinget haben / daß da einer oder ander deßfalls über zugefügter oder künfftige noch zufugende Unbilligkeit mit Fug und bey fall Rechtens / sich beschweren möchte / daß S. F. Durchl. denselben nicht enthören / sondern den einen so wol als den andern Gleich und Recht wiederfahren lassen wolten: Und nachdemmahl über solche von Burgermeister und Rath eingebrachte Desideria auch zugleich die ehrliche Burgerschafft durch ihre Deputirten besonders suchen und bitten lassen / daß sie bey Einlegung deß Præsidii mit beschwerlicher Einquartierung in ihre Häuser auch ein- und andern mehr angezogenen præstationibus, in specie der Landfolge / Dienst / Vorspann / Wachholtz / und der gleichen gnädigst verschonet / auch so bald nach der Huldigung einige gewisse Commissarii verordnet werden mochten / welche ihre habende Gravamina cognosciren / und darinnen billigmäßige Verordnung thun möchten: Haben S. F. D. solchem ihrem Suchen in allen zu deferiren und statt zu thun / und wegen deß Wachtholtzes erträgliche Verordnung ergehen zu lassen / sich gnädigst erkläret / und seyn darauff nunmehr gewärtig / daß hingegen dito Stadt Braunschweig der geforderten Huldigung / auch des Beytrags zu den gemeinen Land-Beschwerungen / ingleichem der Guarnison halber sich ohne weitern Auffenhalt so fort unterthänigst accommodire / widrigen falls S. F. Durchl. an alle dero hierinn gethanen gnädigste Versprechungen unverbunden seyn wollen. ANNO 1671.

Zu Urkund dessen allen / ist Burgermeister und Rath / auch der ehrlichen gesampten Burgerschaffe zur Nachrichtung sothane Sr. F. Durchl. gnädigste Erklärung und Resolution hierunter unter dero Fürstl. Hand und Siegel ertheilet worden: So geschehen und geben im Haupt-Quartier zu Riddagshausen / am 10. Junii, Anno 1671.

LXVIII.

Bündnuß zwischen Ihro Röm. Kayserl. Mayest. Leopoldum / und Ihro Fürstl. Gnaden / Herrn Christoph Bernhardt / Bischoff zu Münster / zu Conservirung der Teutschen Freyheit und des Westphälischen Friedens aufgerichtet. Zu Saffenberg den 17. Julii 1671. [Copie de mot à mot sur l'Original qui se garde dans la Registrature d'Estat de la Chancelerie de Cour, de Sa Majesté Imperiale.] 17. Juill.

C'est-à-dire,

Traité d'Alliance entre LEOPOLD *Empereur des Romains*, & CHRISTOPHE BERNARD *Evêque & Prince de Munster, pour la Defense de la Liberté Germanique, & le maintien de la Paix de Westphalie. A Saffenberg le 17. Juillet* 1671.

Zu wissen als der Durchleuchtigst Groß mächtigst und Unüberwindlichster Fürst und Herr / Herr Leopold / Erwehlter Römischer Keyser / zu allen Zeiten Mehrer des Reichs / in Germanien / zu Hungarn / Böheim / Dalmatien / Croatien / und Sclavonien König ꝛc. Ertz-Hertzog zu Oesterreich / Hertzog zu Burgund / Steyer / Cärnten / Crain / und Würtemberg / Graff zu Tyrol / und Görtz ꝛc. Und mit und neben Ihrer Kays. Mayst. der Herr Christoph Bernhard Bischoff zu Münster / Administrator zu Corvey / Burggraff zu Stromberg / und Herr zu Borckeloe / ꝛc und alle wege / sonderlich aber bey gegenwärtigen Läufften ihre Rathschläge und sorgfältigkeit dahin vornemblich gerichtet / wie der zu Münster und Osnabrug aufgerichtete Fride beständig conserviret / mithin auch dero von Gott anvertraute Land und Leüth in beständiger Ruh erhalten / von denenselben alle gefahr und ungelegenheit abgewendet / und wider alle unbillige gewalt in zusammen gesetzten guten Vertrauen und Vereinigung geschützet / und gehandhabet werden können / daß dahero dieselbe auch zu dem ende / keines weges aber dadurch die zu Regenspurg bey gegenwärtiger Reichs-Versamlung obhandene consultation wegen fest-stellung gemeiner Reichs-Securität / und damit einlauffenden allbereit für gut angesehener Provisional-Reichs-Verfassung / als worzu auch allschon alle Reichs-Creyse neben dem Konigreich Bodeimb / und incorporirten Provincien ein gewisses quantum bewilliget haben / in einige wege zuverhindern / sondern allein inmitteldessen bis solches heilsam gemein nutziges werck zu seiner völligen Richtigkeit wird gebracht werden können / zu desto zeitlicher besserer abwendung deren etwa einigenden gefährlichkeiten / eine particular Defensiv-Allianz unter sich geschlossen / wie folgt:

I. Nemlich fürs erste / daß nechst vorbehaltung der Römisch. Kays. Mayst. hohen Kays. Amt / authorität / und gebührenden Respect, dise Vereinig- und Verfassung zu Niemandes offension, am allerwenigsten aber wider das Heyl. Röm. Reich / oder zu erweck- und anrichtung einer Universal, oder particular-unruh / und trennung im Heyl. Röm. Reich / oder sich in frembde Kriege impliciren und einmischen / sondern nur allein zu erhaltung eines jeden zustehenden Dignität / Würden / Rechten / und Gerechtigkeiten / sonderlich aber die Teutsche Freyheit / und beständigen genuß des Westphälischen Fridens / wie auch sich und Ihre allerseits im Heyl. Röm. Reich habende und gelegene Land und Leüthe wider alle gewaltthätige angriff / und denen Reichs-Constitutionen, und besagten Fridenschluß zuwider lauffende zunöthigungen / und beschwerden / wie die nahmen haben / und von wem dieselbe herrühren mögen / wie auch wider alle innerliche empörungen zu conserviren, zu defendiren, und zu retten angesehen / und gemeint seyn solle: Also daß einer dem andern

ANNO 1671.

ohne unterscheid der Religion in rechtem vertrauen meynen/ zu obgedachtem ende man allerseits vestiglich/ und unausgesetzet bey einander stehen/ auch aus allen begebenheiten/ woraus besagte unruhe entstehen/ und worauf die hierin versprochene Assistence erfordert werden möchte/ vorhero und zeitlich einander communiciren, keiner aber einigem Stand des Reichs/ oder frembden Cronen/ Potentaten/ und Republiquen zu Feindlicher Invasion Ursach geben/ auch die Bundes-Verwandte unter sich selbsten beständige Freundschafft erhalten/ und keiner dem anderen mit Thätlichkeit/ oder gewalt überfallen/ überziehen/ oder beleydigen/ sondern seine gegen den andern habende Mißhelligkeit/ und Streitigkeiten/ wo deren einige seyn möchten/ durch Güt- und Rechtliche mittel entscheiden/ und sich damit begnügen lassen solle.

II. Wofern nun zweytens ein oder anderer Confœderirter/ und desselben im Heyl. Röm. Reich gelegene Landt ins gesamt/ oder deren eines/ die Graffschafft Bentheim/ wegen des Stiffts und Fürstenthumbs Münster/ in Krafft allergnädigst ertheilten Kayserlichen Protectorii, mit eingeschlossen/ wider verhoffen obberührter massen mit Gewalt überfallen/ und Feindlich angegriffen/ oder auch durch innerliche Empörungen und auffstände angefochten/ aber dieser hierin geschlossener Zusammentretung/ und hinc inde versprochener Defension halber über kurtz oder lang/ es geschehe von wem es wolle/ angefochten werden: Alsdann wollen und sollen dieselben wegen berührter Ihrer im Reich gelegenen Landen und Leuthen vestiglich beyeinander stehen/ einander auf beschehenes ansuchen wider den offendenten dem beleydigten unverzüglich/ wie hernach folget/ zu Hülff kommen/ kräfftig beystehen/ und dessen Land und Leuthe wider Gewalt schützen/ schirmen/ und verthädigen helffen.

Und damit man wissen möge/ was ieder Theil an Manschafft zu Roß und Fuß dem beleidigten requirirenden zu Hülff zu schicken habe/ so ist fürs

III. Dritte verglichen worden/ daß auf die erste mahnung innerhalb 14. Tagen Ihro Kays. Meyst. wegen dero im Reich gelegenen/ und darzu gehörigen Erb-Königreich und Landen zu Roß Tausent Pferd/ und zu Fuß 2000. Mann/ und auf die andere mahnung innerhalb drey Wochen widerumb soviel. Ihro Fürstl. Gnaden zu Münster ebner gestalt auf die erste mahnung innerhalb 14. Tagen zu Roß vier hundert/ Dragoner hundert/ und zu Fuß fünff hundert Mann/ auf die andere mahnung innerhalb drey Wochen widerumb soviel zu hülff senden solle/ mit der verbindlichen abrede/ daß der eine Bunds-Verwandter dem anderen auf blosses ansuchen einen unschädlichen durchzug vor des Bunds-Völcker unwaigerlich zu verstatten schuldig seyn solle.

IV. Es solle auch viertens die hülff nicht wider zuruck gezogen werden/ biß des Feindes vornehmen gewehret/ und dasselbe/ so derselbe etwa eingenommen/ wider erobert seyn werde/ es sey dan der schickende/ oder zu hülff kommende würde selbst überzogen/ und wie vorgedacht/ vergewaltiget/ und beleidiget.

V. Solte nun aber zum fünfften wider verhoffen mehr als einer von denen Allnirten überzogen werden/ und gefahr leiden/ auf solchem fall solle die übrige Bundes-Hülff von denen unbeleydigten halb dem einem/ und die andere helffte dem andern beleydigten auf maß und weis/ wie vorgemeldet/ zugeschicket werden.

VI. Wofern auch sechstens eine dergleichen Hülff nicht zureichen solte/ auf solchem fall sollen und wollen die Bundes-Genossene auf erlangende nachricht von solcher ereugenden Gefahr/ auch sobald ohne auffenthalt darüber sich mit einander vernehmen/ und einer solchen anstalt und Hülffe vergleichen/ welche zulänglich/ und womit dem Nothleidenden in der Noth würcklich geholffen werden möge.

VII. Sobald auch zum sibenden die Hülff würcklich geschickt/ und in des requirirenden Land/ oder bey dessen Trouppen angelangt seye/ so solle jedesmahl/ wan etwas vorzunehmen/ darüber gebührend Kriegs-Rath gehalten werden.

VIII. Es soll auch achtens ein jeder Hülffschickender seinen Trouppen so viel Feld-Artiglerie neben der zubehör mit geben/ als es die notturfft und Kriegs-Raison erfordert.

IX. Die Direction und Ober-Commando über die Waffen solle zum neundten bey Ihrer Keys. Meyst. verbleiben/ und von deroselben eine Generals-Person mit beliebung der Confœderirten vorgestellet werden/ welcher in dessen Land/ deme die Hülff geleistet wird/ ohne desselben vorwissen/ und belieben nichts vornehmen/ sondern das jenige/ was seldiger zur Defension und rettung seiner Land und Leuthen gut befinden möchte zuthun/ und zulassen/ in Krafft dieses angewiesen und verpflichtet seyn solle; solte aber ein fall sich begeben/ welcher einen general Kriegs-Rath erfordert/ so sollen auch zu denselben alle die jenige gezogen werden/ welche zu einem Kriegs-Rath gehören/ und solle derjenige in demselben præsidiren, welcher das Directorium, oder Ober-Commando führet/ oder da derselbe nicht dabey seyn wolte/ oder könte/ als dan der/ so die höchste Charge bedienet.

X. So solle zwar auch zehentens ein jeder seine Völcker unterhalten und bezahlen/ und zu deren behuff/ damit dieselbe/ wan sie in andern Landen stehen/ schwürig zu werden/ zu exorbitiren, confusion, und andere ungelegenheiten anzufangen keine Ursach haben mögen/ dem bey seinen Völckern habenden Commissario zwey Monath Sold gleich anfangs zum Vorrath mitgeben.

XI. Allermassen dann auch zum eilfften zu verhütung aller unordnungen unter den Völckern die Bunds-Verwandte/ sobald auf den Nothfall eine gewisse Verpflegungs-Ordonantz aufrichten wollen/ nach welcher bey währender conjunction alle Trouppen durchgehends gleich bezahlt werden sollen.

ANNO 1671.

XII. Dieweil fürs zwölffte die Auxiliar-Völcker das Proviant nicht zugleich mit sich führen können/ solle der Requirent zwar schuldig seyn/ selbige so lang sie in seinem Land stehen/ mit nothwendigem Commis-Brod vorschusses weise/ zu versehen/ welches ihme jedoch unverzüglich von jedem der hülffschickenden bezahlt und ersetzt werden solle/ gleich dann auch die Conjungirte-Völcker ein mehrers/ als dieses Commis-Brod/ und das obdach/ und rauch-Futter/ nicht fordern/ oder exequiren, sondern was sie darüber begehren werden/ denen Unterthanen in billigem werth mit Geld bezahlen sollen.

XIII. Wann auch zum dreyzehenden einige Bunds-Verwandten ausserhalb diesem noch in einem andern gleichmässigen Fœdere mit einander begriffen/ krafft welchen sie ebenfalls einander hülff zuleisten schuldig/ so solle doch kein theil aus beyden Fœderibus, sondern nur aus einem die Assistentz zuschicken gehalten seyn/ und dem Requirenten frey stehen/ auf welchem Bund er seine Confœderirte requiriren wolle; da etwa auch eine Crayß- und Reichs-Hülff geschicket werden solle/ so solle auch diese von dem quanto der Bunds-Hülff abgezogen werden.

XIV. Es solle auch sonsten fürs viertzehende von niemanden aus denen Bündnus-Verwandten einige andere Bündnus aufgerichtet/ oder eingegangen werden/ so dieser zuwider.

XV. Im übrigen hat es auch zum fünffzehenden hiebey die meinung gar nicht/ ob wolte man durch diese particular Verbündnus die zuverhüt- und abtreibung unrechten Gewaltes im Heyl. Röm. Reich fundirte Executions-Ordnung/ und in krafft derselben/ sonderliche Reichs- oder Crayßes-Verfassunge/ wie auch die im Friedenschluß verordnete Universal-Guarantie zuruck stellen/ stecken/ oder verhindern/ sondern es sollen nichts destoweniger dieselbe ohne abbruch dieses Recessus in allerweg mit gehörigen Fleiß/ und eifer/ sowohl ins gemein bey gegenwertigem Reichs- als absonderlich den Crays-Conventen allerseits nach möglichkeit befördert werden/ wie dan krafft dieses Fœderis alle und jede Bündnus-Verwandten versprechen/ daß sie zu erhaltung des Friedens mit allen Kräfften daran seyn wollen/ damit der Punctus securitatis bey noch währenden Reichs-Convent fortgestellet/ und damit die gemeine Provisional-Verfassung würcklich eingerichtet werden möge; auf den Fall aber solche wieder verhoffen verhindert werden solte/ so solle doch nichts destoweniger ein jeder zu der hierin verglichenen Bunds-Hülff obligiret, und dieselbe ohnaufhaltlich zuleisten verbunden seyn.

Wann auch schließlich mehr andere Chur-Fürsten und Stände des Reichs/ sie seynd Catholisch/ oder Augspurgischer Confession in dieser particular Defensions-Verfassung obgesetzter massen mit eintretten wollen/ und sich bey jemanden/ so in dieser Verfassung begriffen/ darumb anmelden würden/ so solle es derselbe denen anderen alsbald notificiren, und solche Chur-Fürsten/ und Stände auch unweigerlich darinnen mit eingenohmen werden; Gleich nun solches zwischen allerhöchst gedachte Ihro Keys. Meyst. ansehenlichen Gesandten Herrn Heinrichen Otto Marchesen von Savona/ Carretto/ und Grana in krafft überreichten allergnädigsten Creditivs/ und Ihro Fürstl. Gnaden zu Münster und Corvey/ dergestalt verglichen/ so wollen Sie darüber die Keyserliche allergnädigste Ratification allergehorsamst erwarten. Zu urkund dessen seynd dieser Defensiv-Allianz Recessen zwey gleichen Inhalts verfertiget/ und gegen einander ausgewechslet. Signatum Saffenberg den 17. July 1671.

Ot. Heinrich Mr. Carretom. (L.S.

Christoff. Bernhardt. (L.S.)

LXIX.

Traité entre LOUÏS XIV. *Roi de France*, & ERNEST AUGUSTE *Duc de Brunswic & Lunebourg*, & *Evêque d'Osnabruc*, *Fait à Cologne le* 23. *Octobre* 1671. [FREDER. LEONARD. Tom. III.] 23. Oct. FRANCE ET OSNABRUC.

NOus ERNEST AUGUSTE, par la grace de Dieu, Duc de Brunswic & de Lunebourg, Evêque d'Osnabruc, aiant veu & examiné le Traité & l'Article à part, faits & passez à Cologne le 23. d'Octobre dernier, entre M. Verjus, Conseiller du Roi Tres-Chrêtien en son Conseil d'Etat, & son Envoié extraordinaire en Allemagne, au nom de Sa Majesté: & le Sieur de Hammerstein, Conseiller en nôtre Conseil d'Etat & privé, & President de nôtre Chambre des Comptes, duquel Traité la teneur ensuit.

Le Roi aiant donné ordre & plein-Pouvoir au Sieur Verjus, Conseiller de Sa Majesté en son Conseil d'Etat & son Envoié extraordinaire en Allemagne, de faire & d'accorder avec Son Altesse Monsieur le Duc Ernest Auguste de Brunswic & de Lunebourg, Evêque d'Osnabruc,

ANNO 1671. naître, on Traité de Neutralité entre S. M. & tel autre Prince ou Etat avec qui elle pourroit avoir la Guerre: & ledit Sieur Duc aiant donné un pareil Pouvoir au Sieur de Hammerstein, Conseiller en son Conseil d'Etat & Privé, & President de sa Chambre des Comptes, ledit Sieur Verjus au nom & de la part de S. M, & ledit Sieur de Hammerstein pour ledit Sieur Duc, sont convenus des Articles suivans.

I. Que ledit Sieur Duc s'engage à observer une exacte Neutralité pour le tems qui sera marqué ci-aprés, entre le Roi, & quelque Prince ou Etat que ce puisse être, contre qui Sa Majesté ait la Guerre, & de n'entrer en aucun Parti ou Ligue qui soit directement ou indirectement contraire aux interêts de Sa Majesté.

II. Que ledit Sieur Duc s'oblige de donner passage aux Troupes de Sa Majesté & de ses Alliez, quand Sadite Majesté l'en requerra; se reservant neanmoins de le donner selon les Constitutions de l'Empire, à d'autres qui le lui pourroient demander.

III. Qu'il sera permis à S. M. de faire acheter dans le Païs dudit Sieur Duc, autant de Vivres & de Munitions de Guerre qu'elle jugera à propos, autant que Sadite Altesse n'en aura pas besoin elle-même.

IV. Que ledit Sieur Duc promet aussi de ne donner durant ce present Traité, ni prester à personne ses Troupes, ni de permettre aucune levée dans ses Etats au prejudice des interêts du Roi.

V. Que ledit Sieur Duc dans toutes les occasions qui ne touchent point l'Empire ni sa Maison, sera toûjours prest à donner des preuves de son affection aux interêts & service du Roi, pour meriter d'autant plus par toute sa conduite la bien-veillance & confiance de Sa Majesté.

Sa Majesté promet aussi de son côté,

I. Qu'elle fera paier audit Sieur Duc un Subside de cinq mille Ecus par mois pendant le cours du present Traité, & tant qu'il durera, à commencer du jour de l'échange des Ratifications; lequel Subside doit être avancé de deux mois en deux mois.

II. Que dans les passages que S. M. pourroit demander audit Sieur Duc par ses Etats, elle ne fera pas seulement paier ponctuellement les frais & les dépenses que ses Troupes y pourroient faire, mais donnera aussi les ordres necessaires afin que ses Sujets n'en reçoivent aucun dommage.

III. Que S. M. ne prendra aucun quartier d'Hiver ou Logement dans les Etats dudit Sieur Duc, sans son consentement.

IV. Qu'il sera permis audit Sieur Duc, en cas que quelques Partis ou Coureurs fissent du desordre dans ses Etats, de s'en saisir, & de les faire punir selon que le cas & la justice le requerra.

V. Que le Roi lorsqu'il en sera requis aprés le terme de six semaines, sera obligé d'assister & de proteger ledit Sieur Duc, contre ceux qui le pourront attaquer ou inquieter durant le cours du present Traité, étant libre à S. M. de prester le secours en Hommes ou en argent, pourveu qu'il soit proportionné & égal au danger; fautu dequoi il demeurera libre audit Sieur Duc de pourvoir à l'Interest de ses Etats le mieux qu'il pourra. Et quand, ce que Dieu ne veuille permettre, ledit Sieur Duc pour le sujet de cette Neutralité, viendroit à perdre une partie de ses Etats ou le tout, S. M. ne fera & n'accordera nulle Paix ou Treve avec ceux qui en seront les usurpateurs ou possesseurs, sans qu'il soit pleinement & entierement restitué en tout ce qui lui appartient legitimement, avec dedommagement & interêt; comme en toutes les autres occasions le Roi promet d'appuyer toûjours puissamment les interêts dudit Sieur Duc, pour lui donner de plus en plus sujet de s'attacher à ceux de Sa Majesté.

VI. Que ledit Sieur Duc se pourra reserver la fidelité qu'il doit à l'Empereur & à l'Empire, sur les choses qui pourroient être concluës ou arrêtées par les Etats de l'Empire, dans les formes ordinaires & accoûtumées.

VII. S'il arrivoit que pendant ce Traité l'un ou l'autre des Princes de la Maison de Brunswic fût le premier attaqué dans ses Etats, par qui que ce soit, ledit Sieur Duc se reserve de l'assister, conformement à ce qu'il doit en vertu des anciens Pactes de famille établis en sa Maison, sans choquer ou manquer à la foi du present Traité.

VIII. Il a été convenu & arresté que le present Traité durera deux années à compter du jour de l'échange des Ratifications, soit que le Roi soit en Paix ou en Guerre, & qu'en cas que durant le cours de ces deux années, le Roi fut entré en Guerre contre quelque Prince ou Etat, ledit Traité continuera & sera exactement observé de part & d'autre dans toutes les conditions, durant le cours de deux autres années aprés les deux premieres écheuës, si ce n'est que la Guerre finisse plûtôt, auquel cas le Traité finira avec ladite Guerre. ANNO 1671.

IX. Que trois mois avant que ce Traité expire, le Roi & ledit Sieur Duc pourront traiter & convenir de sa prolongation autant qu'ils le jugeront à propos.

X. Et la Ratification du present Traité sera fournie par le Sieur Verjus de la part du Roi, un mois aprés que ledit Sieur de Hammerstein lui aura livré ledit Traité, & la Ratification de sadite Altesse.

En foi dequoi lesdits Sieurs Verjus & de Hammerstein, ont signé le present Traité & y ont mis le Cachet de leurs Armes. Fait à Cologne le 23. d'Octobre 1671. *Signé*, VERJUS & DE HAMMERSTEIN.

ARTICLE A PART.

Outre ce qui a été conclu & arresté ce jourd'hui entre le Sieur Verjus, Conseiller de Sa Majesté en son Conseil d'Etat & son Envoyé extraordinaire en Allemagne; & le Sieur de Hammerstein, Conseiller de son Altesse en son Conseil d'Etat & Privé, & President de sa Chambre des Comptes, en vertu de leurs Pouvoirs ils sont convenus par cet Article, qui aura la même force & authorité que le Traité principal; que nonobstant la promesse que le Sieur Duc a faite d'observer une exacte Neutralité, il lui demeurera neanmoins libre & permis, sans que pour cela il puisse être accusé d'aucune contravention au Traité susdit, d'envoier à l'assistance des Membres de la Quadruple-Alliance, deux cens Chevaux, & quatre cens Hommes de Pied, qu'il est obligé de leur donner en vertu du Traité d'Alliance fait en l'an 1666. jusqu'au tems que cette Alliance prenne sa fin, qui sera le 25. jour d'Octobre de l'année 1672.

En foi de quoi lesdits Sieurs Verjus & de Hammerstein, ont signé le present Article à part, & y ont mis le Cachet de leurs Armes. Fait à Cologne le 23. d'Octobre 1671. *Signé*, VERJUS & DE HAMMERSTEIN.

Aiant les susdits Traité & Article à part agreables, en tous & chacuns les Articles y contenus, les avons approuvez & ratifiez, approuvons & ratifions, promettant en foi & parole de Prince de les entretenir, garder & observer inviolablement de nôtre part de point en point selon leur forme & teneur, sans y contrevenir ni souffrir qu'il y soit contrevenu, directement ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit. En témoignage de quoi Nous avons signé la presente Ratification de nôtre main, & à icelle fait apposer le Seel de nôtre Secret. Fait à Venise le sixiéme de Novembre 1671. *Signé*, ERNEST AUGUSTE, Duc de Lunebourg, Evêque d'Osnabruc.

LXX.

Premier * *Instrument du Contract de Mariage, entre* PHILIPPE *Duc d'Orleans, Fils de* LOUÏS XIII. *Roi de France, & Frere de* LOUÏS XIV. & ELISABETH CHARLOTTE, *Princesse Palatine du Rhyn, Fille de* CHARLES LOUÏS *Electeur, & Sœur de* CHARLES *aussi Electeur Palatin.* * *A Strasbourg le 22. Octob. 1. Novembre 1671.* Avec la RENONCIATION *de ladite Princesse à tous Droits Successifs sur tous les Biens Paternels & Maternels tant Souverains que Feodaux &c. A Paris le 24. Novembre 1680.* [Copies autentiques, & produites dans la Negociation qui se fit à Francfort sur le Meyn en 1699. pour finir les Differents 22. Oct. / 1. Nov.

* Ces deux Piéces se trouvent dans ma petite Collection Tom. I. pag. 208. Dans la Continuation des *Actes de la Paix de Riswick*, pag. 167. Et dans THUCELII *Allor. Publ.* Tom. III. pag 215. [DUM.]

ANNO 1671.

rents agitez entre S. A. E. Palatine, & S. A. R. Madame la Duchesse d'Orleans, au sujet de la Succession.]

ARTICLES & Conventions du Mariage entre très-haut & très-puissant Prince Philippe Fils de France, Frere unique du Roi, Duc d'Orleans, de Valois, de Chartres & de Nemours, Seigneur de Montargis, Pair de France, & très-haute & très-puissante Princesse Elisabeth Charlotte, Comtesse Palatine du Rhin, de la Maison Electorale, Duchesse de Baviere, &c. arrêtez & conclus avec l'aveu & consentement de très-haut, très-puissant, & très-excellent Prince, Louis par la grace de Dieu, Roi de France, & de Navarre, & mondit Seigneur Duc, entre très-haut & très-puissant Prince Charles Louis par la grace de Dieu Comte Palatin du Rhin, Archi-Tresorier & Prince Electeur du Saint Empire, Duc de Baviere, &c. Pere de madite Dame Elisabeth Charlotte d'une part, & Messire François Marquis de Bethune, aiant Pouvoir & Procuration de Sadite Majesté de mondit Seigneur Duc d'autre part.

I. Mondit Seigneur Duc prendra pour Femme & Epouse madite Dame la Princesse Elisabeth Charlotte par foi de Mariage, comme madite Dame prendra pour Mari mondit Seigneur Duc, solemnellement à la face de la Sainte Eglise.

II. Aussi-tôt que le Contract du Mariage conforme à ces presens Articles sera mis entre les mains de mondit Seigneur Electeur, ce qui se doit faire incessamment, madite Dame Princesse sera conduite jusqu'à Mets, aux frais de Sadite Altesse Electorale Palatine, avec un Equipage, Meubles & Habits, convenables à sa condition.

III. Monsieur le Maréchal Duc du Plessis Pralin se trouvera à Mets de la part de Sadite Majesté, & mondit Seigneur Duc avec Procuration suffisante, pour faire les Epousailles avec madite Dame Princesse, au Nom de mondit Seigneur Duc.

IV. Ensuite le susdit Maréchal épousera en vertu de son Pouvoir & par Procuration madite Dame Princesse, le lendemain ou deux jours après l'arrivée de ladite Princesse à Mets avec toutes les Solemnitez requises.

V. Après quoi ladite Dame Princesse sera conduite par très-haute, & très puissante Princesse Anne de Mantouë Comtesse Palatine du Rhin, Duchesse de Baviere Douairiere, au lieu où il plaira à mondit Seigneur Duc de se trouver, dans lequel lieu le Mariage sera confirmé & consommé.

VI. En faveur dudit Mariage mondit Seigneur Prince Palatin a constitué en Dot, & fait don à madite Dame Princesse sa Fille de la même Somme que les Princesses de la Maison Palatine ont accoûtumé de recevoir, & que ses Etats dont il est à present en possession sont en usage de donner en pareilles occasions, qui sera delivrée partie en argent, partie en Bagues dont Inventaire sera fait & estimation, qui lui tiendront nature de propre, laquelle Somme sera payée dans un an après la consommation du Mariage, & pour la sûreté de laquelle tous les Biens meubles & immeubles seront hypothéquez du jour du payement, & specialement une Terre de la valeur au moins de ladite Somme, au chois de mondit Seigneur le Duc d'Orleans.

VII. „ Ladite Dame Princesse sera autorisée par le-
„ dit Seigneur futur Epoux pour renoncer, comme elle
„ renonce dès à present à tous Droits successifs sur tous
„ les Biens Souverains, & Feodaux, Paternels, &
„ Maternels situés en Allemagne, se reservant seule-
„ ment ses Droits sur les Biens de même qualité
„ situez hors de l'Allemagne, & les Allodiaux de sa
„ Maison.

VIII Seront lesdits Seigneur & Dame futurs Epoux communs en tous Biens, Meubles, & conquêts Immeubles, qui seront par eux faits durant & constant ledit Mariage, suivant la coûtume de la Ville, Prevôté, & Vicomté de Paris, étant néanmoins convenu que tous les Biens meubles & immeubles, qui de present appartiennent à mondit Seigneur Duc d'Orleans, lui seront & demeureront propres, & aux siens de son côté & ligne; declarant mondit Seigneur Duc que depuis le décès de Madame son Epouse, il a fait faire Inventaire de ses Biens, duquel Inventaire recollement sera fait avant la célébration dudit futur Mariage, & Copie d'icelui jointe à la Minute des presentes.

IX. Monseigneur Duc d'Orleans pour la singuliere affection qu'il porte à ladite Dame Princesse sa future Epouse, lui donnera des Pierreries, Bagues, & Joyaux pour la Somme de cent cinquante mille Livres, à la charge qu'arrivant le predecès de ladite Dame Princesse sans Enfans, lesdites Pierreries, Bagues & Joyaux lui seront restitués & appartiendront, sans qu'ils puissent être compris en ladite communauté; laquelle restitution aura aussi lieu en faveur des Heritiers dudit Seigneur Duc d'Orleans, en cas qu'il prédecede ladite Dame sa future Epouse, sans Enfans, après toutefois le decès de ladite Dame Princesse, qui en jouïra sa vie durant.

X. Mondit Seigneur le Duc d'Orleans donera ladite Dame Princesse de la Somme de 40. mille Livres par chacun an de Douaire prefix en fonds de Terre de proche en proche à prendre & en jouïr par ses mains, du jour que le Douaire aura lieu: premierement sur les Biens, Terres & Seigneuries dudit Seigneur Duc, autres que ceux de son appanage; & outre donne à ladite Dame Princesse sa future Epouse le Château de Montargis garni de Meubles comme il convient à sa qualité, pour son habitation & demeure, sa vie durant.

XI. En cas de predecès de mondit Seigneur Duc d'Orleans sans Enfans dudit Mariage, il sera permis à ladite Dame Princesse future Epouse de renoncer à ladite Communauté dans trois mois après ledit décès, & y renonçant elle demeurera quitte de toutes Dettes de ladite Communauté, soit qu'elle y ait parlé ou non, & reprendra les Deniers qui lui ont été constituez en Dot, qui se trouveront avoir été reçûs par mondit Seigneur Duc d'Orléans, avec tous les Biens qui lui seront avenus & échûs constant ledit Mariage par Donation, Succession, ou autrement, ensemble ses Habits, Bagues, Joyaux, Meubles qu'elle aura apportez, dont à cette fin sera fait un bref Inventaire, sondit Douaire, & habitation au Château de Montargis, meublé, comme il est ci-dessus dit, franchement & quittement de toutes Dettes, dont ladite Dame Princesse sera aquitée sur les Biens dudit Seigneur Duc d'Orleans, & pour raison de ce, & autres Clauses & Conditions dudit futur Mariage, ladite Dame Princesse aura hypotheque sur les Biens du jour dudit Contract de Mariage.

XII Et si ladite Dame Princesse future Epouse, survivante avec Enfans dudit Mariage, vouloit accepter ladite Communauté & y participer, elle emportera seulement le tiers des Biens d'icelle Communauté, payant par elle le tiers des Dettes; mais s'il n'y a des Enfans, & qu'elle choisisse ladite acceptation, elle emportera la moitié de ladite Communauté, à la charge aussi de payer & aquitter la moitié des Dettes d'icelle.

XIII. Arrivant au contraire que ladite Dame Princesse future Epouse vint à prédeceder sans Enfans, ou avec Enfans dudit Mariage, ses Heritiers ne pourront rien demander audit Seigneur Duc d'Orleans, à cause du Droit de Communauté, stipulé en faveur de madite Dame Princesse, mais sera tenu mondit Seigneur Duc de restituer ausdits Heritiers tout ce qu'il aura touché de Dot, de Donation, ou d'Heritage, du côté & ligne de madite Dame future Epouse.

XIV. Et en cas que pendant ledit Mariage il seroit aliené quelques Biens des propres & Immeubles de ladite Dame future Epouse, ores qu'elle y ait parlé, ou qu'il soit fait rachat d'aucune de ses Rentes, ou retiré quelque Domaine aliené à elle appartenant, en sera fait autre remploi par ledit Seigneur futur Epoux, & à faute de ce faire par lui, pendant ledit Mariage, les Deniers seront repris sur la Communauté, & si elle ne suffit, sur les propres dudit Seigneur futur Epoux.

XV. Ledit Seigneur Electeur envoira ses Procurations, & celles de madite Dame sa Fille au Sieur Paul de Rammingen son Conseiller & Resident à Paris, pour signer le Contract de Mariage avec le Roi, & mondit Seigneur le Duc d'Orleans, selon la teneur de ces presens Articles.

En foi de quoi mondit Seigneur Electeur Palatin, madite Dame la Princesse Elisabeth Charlotte sa Fille, & Messire François Marquis de Bethune en vertu de sa susdite Procuration, ont signé ces presentes de leurs mains, & y ont fait mettre leur Seel. Fait à Strasbourg le 22. d'Octobre du vieux stile, & le 1. de Novembre stile nouveau l'an 1671. *Signé*, CHARLES-LOUÏS, ELISABETH-CHARLOTTE, & FRANÇOIS DE BETHUNE, & scellé de leurs Sceaux & Cachets.

CO-

Anno 1671.

COPIE

De la Renonciation réiterée de la Serenissime Duchesse d'Orleans.

PAr devant les Conseillers du Roi Notaires à Paris sousignez, furent presens très-Haut, très-Puissant & très-Excellent Prince Monseigneur Philippe, par la grace de Dieu, Fils de France, Frere unique du Roi, Duc d'Orleans, de Valois, de Chartres, & de Nemours, Comte de Bogency, Seigneur de Montargis, &c. & très-Haute, très-Puissante, & très-Excellente Princesse Madame Elisabeth-Charlotte son Epouse, qu'il autorise à l'effet des presentes, lesquels ont reconnu & confessé avoir reçû de très-Haut & très-Excellent Prince Charles, par la grace de Dieu, Comte Palatin du Rhin, Archi-Tresorier & Prince Electeur du Saint Empire, Duc de Baviere, &c. Frere de sadite Altesse Royale Madame, la Somme de 32000. Florins d'Allemagne, valans Monnoye de France, celle de 64000. Livres, pour la Dot promise par très-Haut très-Puissant & très-Excellent Prince Charles Louis, par la même grace de Dieu, Comte Palatin du Rhin, Archi-Tresorier, & Prince Electeur du Saint Empire, Duc de Baviere, &c. à Son Altesse Royale madite Dame sa Fille, tant en Deniers comptans, que Bagues, en faveur de son Mariage avec son Altesse Royale mondit Seigneur, suivant le Contract de son Mariage, reçûë par Messieurs le Tellier & Colbert, Conseillers Secretaires de la Maison & Couronne de France, Conseillers & Secretaires d'Etat & des Commandemens & Finances de Sa Majesté, le 6. Novembre 1671. de laquelle Somme de 32000. Florins d'Allemagne, faisant 64000. Livres Monnoye de France, Leurs Altesses Royales quittent & déchargent Son Altesse Electorale, laquelle Somme ainsi payée, sera & tiendra nature de propre à madite Dame conformement audit Contract de Mariage, & pour sûreté de ce, mondit Seigneur son Epoux a affecté, obligé, & hypothequé tous ses Biens Meubles & Immeubles, & specialement la Terre, Seigneurie & Comté de Bogenci, ses circonstances & dependances, que Monseigneur a acquis de Monsieur le Maréchal de la Ferté, „ moyennant la Somme de 153000. Livres, & en consequence du susdit payement, madite Dame autorisée ainsi „ que dit est de mondit Seigneur son Epoux, en réiterant la Renonciation qu'elle a d'abondant renoncé „ par ces presentes à tous Droits successifs sur tous les „ Biens Souverains & Feodaux Paternels, & Maternels, situés en Allemagne, se reservant seulement „ ses Droits sur les Biens de même qualité, situés „ hors l'Allemagne, & les Allodiaux de sa Maison suivant la Coûtume de la Maison Electorale Palatine". Et ont Leurs Altesses Royales consenti qu'il soit fait mention de la presente Renonciation & Quittance, sur ledit Contract de Mariage, ce qui ne servira avec ces presentes que d'une même chose, promettans, obligeans, & renonçans. Fait & passé à Paris au Palais Royal, l'an 1680. le 24. jour de Novembre avant midi, & ont Leurs Altesses Royales signé les presentes doubles. *Signé*, PHILIPPE, ELISABETH-CHARLOTTE, THOMAS, & BECHET.

Les deux Copies ci dessus ont été collationnées à leurs Originaux par moi Remi le Potie, Notaire Imperial & Public à Francfort.

Second Instrument du Contrat de Mariage entre PHILIPPE *Duc d'Orleans, &* ELISABETH-CHARLOTTE *Princesse Palatine du Rhyn, fait & passé au Château de Versailles, le 6. Novembre* 1671. [Recueil de Leonard Tom. III. d'où l'on a tiré cette Piéce, qui se trouve aussi dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. II. Abtheil. IV. Absatz I. Num. 64.]

AU NOM DE DIEU. Sçachent tous presens & à venir, que comme le Roi a toûjours eu un très-grand desir de procurer & concourir en toutes choses à la satisfaction & aux avantages de Monseigneur Fils de France, Duc d'Orleans, son Frere Unique; Sa Majesté dans la resolution que mondit Seigneur a pris de se remarier, a bien voulu lui procurer une Alliance sortable à la grandeur de sa naissance: & pour cet effet aiant consideré qu'entre toutes les Princesses de l'Europe sur lesquelles elle auroit pû jetter les yeux, la Princesse Electorale Elizabeth-Charlotte, Palatine du Rhin, seroit plus convenable, tant pour son ancienne & illustre naissance, que pour les diverses Alliances que les Princes ses Pere & Aieuls ont eu avec cette Couronne, Sa Majesté en auroit fait faire les propositions sur lesquelles les Articles & Conditions necessaires pour parvenir à l'accomplissement dudit Mariage (suivant le consentement que nôtre S. Pere le Pape en a donné) en ont été arrestez & signez. Pour ce est-il que du consentement & volonté de tres-haut, tres-excellent & tres puissant Prince LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre; & de tres-haute, tres-excellente & tres-puissante Princesse Marie Therese, par la même grace de Dieu Reine de France & de Navarre, Epouse de Sa Majesté, furent presens tres-haut & tres-puissant Prince Philippes, Fils de France, Frere Unique du Roi, Duc d'Orleans, de Vallois & de Chartres, Seigneur de Montargis, Pair de France, d'une part. Et Messire Frederic Pavel de Rammengen, Conseiller & Resident prés Sa Majesté, de tres-haut & tres-puissant Prince Charles Louis, par la grace de Dieu Comte Palatin du Rhin, Archi-Tresorier Prince, Electeur du S. Empire, Duc de Baviere, aiant Pouvoir & Procuration de mondit Seigneur Prince Palatin; & de tres-haute & tres-puissante Princesse Elizabeth-Charlotte, Comtesse Palatine du Rhin, Duchesse de Baviere, Fille de mondit Seigneur Prince; & de tres-haute & tres-puissante Princesse . . . . . de Hesse son Epouse, ladite Procuration étant en parchemin écrite en Latin, expediée sous les signatures de mondit Seigneur Prince & Princesse sa Fille, & scellée de leurs Sceaux sur lacs de soie & argent, datée à Strasbourg le vingt-deuxiéme Octobre dernier, ancien stile, & premier Novembre present mois stile nouveau, demeurée avec les Articles dudit Mariage, aussi signez & datez comme ladite Procuration annexées à la Minutte des presentes, aprés que ladite Procuration a été paraphée, *ne varietur*, dudit Sieur de Rammengen, d'autre part; lesquelles Parties de leur bon gré, pure & franche volonté, ont convenu & accordé ce qui ensuit.

I. C'est à sçavoir, mondit Seigneur Duc d'Orleans prendra pour Femme & Epouse madite Dame la Princesse Elizabeth-Charlotte, par foi de Mariage, comme aussi madite Dame prendra pour Mari mondit Seigneur Duc solennellement à la face de la Sainte Eglise Catholique, Apostolique & Romaine.

II. Aussi tôt que le present Contract de Mariage sera mis entre les mains de mondit Seigneur Prince Palatin, ce qui se doit faire incessamment, madite Dame Princesse sera conduite jusqu'en la Ville de Metz, aux frais de mondit Seigneur Prince Electeur Palatin, avec un Equipage, Meubles & Habits convenables à sa condition.

III. Le Sieur Maréchal Duc du Plessis-Praslin se trouvera en ladite Ville de Metz de la part de Sa Majesté & de mondit Seigneur Duc d'Orleans, avec Procuration suffisante pour faire les Epousailles avec madite Dame Princesse, au nom de mondit Seigneur Duc.

IV. Ensuite ledit Sieur Maréchal épousera en vertu de son Pouvoir & Procuration madite Dame Princesse, le lendemain ou deux jours aprés l'arrivée de ladite Dame Princesse à Metz, avec toutes les solennitez requises.

V. Aprés quoi ladite Dame Princesse sera conduite par tres haute & tres puissante Princesse Anne de Gonzagues de Mantouë, Comtesse Palatine du Rhin, Duchesse de Baviere Doüairiere, au lieu où il plaira à mondit Seigneur de se trouver, dans lequel lieu le Mariage sera confirmé & consommé.

VI. En faveur dudit Mariage mondit Seigneur Prince Electeur a constitué en Dot, & fait don à madite Dame Princesse sa Fille de la même Somme que les Princesses de la Maison Palatine ont accoûtumé de recevoir, & que ses Etats dont il est à present en possession, sont en usage de donner en pareilles occasions, qui sera delivrée partie en argent, partie en Bagues, dont Inventaire & estimation sera fait, & lui tiendront nature de propre, laquelle Somme sera paiée dans un an aprés la consommation du Mariage, & pour la sureté de laquelle tous les Biens meubles & immeubles de mondit Seigneur Duc d'Orleans seront hipotequez du jour du paiement, & specialement une Terre de

ANNO 1671. la valeur au moins de ladite Somme, au choix de mondit Seigneur Duc d'Orleans.

VII. Ladite Dame Princesse sera autorisée par mondit Seigneur futur Epoux, pour renoncer, comme elle renonce dés à present à tous Droits successifs sur tous les Biens Souverains & Feodeaux, Paternels & Maternels situez en Allemagne, se reservant seulement ses Droits sur les Biens de même qualité situez hors l'Allemagne & les Allodiaux de sa Maison.

VIII. Seront lesdits Seigneurs & Dame futurs Epoux communs en tous Biens meubles & Conquests immeubles, qui seront par eux faits durant & constant ledit Mariage, suivant la Coûtume de la Ville, Prevosté & Vicomté de Paris, étant neanmoins convenu que tous les Biens, meubles & immeubles, qui de present appartiennent à mondit Seigneur Duc d'Orleans, lui seront & demeureront propres, & aux siens de son côté & ligne, declarant mondit Seigneur Duc que depuis le deceds de deffunte Madame son Epouse, il a fait faire Inventaire de ses Biens, duquel Inventaire recollement sera fait avant la celebration dudit futur Mariage, & Copie d'icelui jointe à la Minutte des presentes.

IX. Mondit Seigneur Duc d'Orleans pour la singuliere affection qu'il porte à ladite Dame Princesse sa future Epouse, lui donnera des Pierreries, Bagues & Joiaux pour la Somme de cent cinquante mil Livres, à la charge que arrivant le predeceds de ladite Dame Princesse sans Enfans, lesdites Pierreries, Bagues & Joiaux lui seront restituez & appartiendront, sans qu'ils puissent être compris en ladite Communauté; laquelle restitution aura aussi lieu en faveur des Heritiers dudit Seigneur Duc d'Orleans, en cas qu'il predecede ladite Dame sa future Epouse sans Enfans, aprés toutefois le deceds de ladite Dame Princesse qui en jouira sa vie durant.

X. Mondit Seigneur Duc d'Orleans a doüé ladite Dame Princesse de la Somme de quarante mil Livres de Rente par chacun an de Doüaire prefix, en fonds de Terre de proche en proche, à prendre & en jouir par ses mains du jour que Doüaire aura lieu. Premierement sur les Biens, Terres & Seigneuries dudit Seigneur Duc, autres que ceux de son Appanage: & en cas que lesdits Biens ne soient suffisans, ledit Doüaire sera pris pour le tout ou partie sur les Terres de son Appanage. En outre donne à ladite Dame Princesse sa future Epouse le Château de Montargis garni de Meubles, comme il convient à sa qualité, pour son habitation & demeure sa vie durant.

XI. En cas de predeceds de mondit Seigneur Duc d'Orleans sans Enfans dudit Mariage, il sera permis à ladite Dame Princesse future Epouse de renoncer à ladite Communauté dans trois mois aprés ledit deceds, & y renonçant elle demeurera quitte de toutes Dettes de ladite Communauté, soit qu'elle y eut parlé ou non, & reprendra les Deniers qui lui ont été constituez en Dot, qui se trouveront avoir été receus par mondit Seigneur Duc d'Orleans, avec tous les Biens qui lui seront avenus & écheus constant ledit Mariage par Donation, Succession ou autrement, ensemble les Habits, Bagues, Joiaux & Meubles qu'elle aura apportez, dont à cette fin sera fait un bref Inventaire, sondit Douaire & habitation audit Château de Montargis meublé, comme il est dit ci-dessus, franchement & quittement de toutes Dettes, dont ladite Dame sera aquittée sur les Biens dudit Seigneur Duc d'Orleans; & pour raison de ce, & des autres Clauses & Conditions dudit futur Mariage, ladite Dame Princesse aura hipoteque sur lesdits Biens du jour du present Contract.

XII. Et si ladite Princesse future Epouse survivant avec Enfans dudit Mariage, vouloit accepter ladite Communauté & y participer, elle emportera seulement le tiers des Biens d'icelle Communauté, paiant par elle le tiers des Dettes, mais s'il n'y a des Enfans & qu'elle choisisse ladite acceptation, elle emportera la moitié de ladite Communauté, à la charge aussi de paier, & aquitex la moitié des Dettes d'icelle.

XIII. Arrivant au contraire que ladite Dame future Epouse vint à predeceder sans Enfans, ou avec Enfans dudit Mariage, ses Heritiers ne pourront rien demander audit Seigneur Duc d'Orleans, à cause du Droit de communauté stipulé en faveur de ladite Dame Princesse; mais sera tenu mondit Seigneur Duc de restituer ausdits Heritiers tout ce qu'il aura touché de Dot, de Donation ou Heritage du côté & ligne de madite Dame future Epouse.

XIV. Et en cas que pendant ledit Mariage il soit alієné quelques Biens des propres & Immeubles de ladite Dame future Epouse, ores qu'elle y eut parlé, ou qu'il soit fait rachapt d'aucune de ces Rentes, ou retiré quelque Domaine alієné à elle appartenant, en sera fait autre emploi par ledit Seigneur futur Epoux: & à faute de ce faire par lui pendant ledit Mariage, les Deniers seront repris sur la communauté, & si elle ne suffit pas, sur les propres dudit Seigneur futur Epoux. ANNO 1671.

XV. Et à tout ce que dessus entretenir, garder, observer & accomplir, se sont les Parties obligées & obligent avec tous & chacun leurs Biens quelconques, presens & à venir, sans jamais y contrevenir. Et furent les presentes faites & passées en la presence de tres-haut & tres-excellent Prince Monseigneur Louis Dauphin de France; de tres-haute & tres-puissante Princesse Marguerite de Lorraine Duchesse Doüairiere d'Orleans, & de tous les Princes & Princesses du Sang, Ducs, Pairs & Officiers de la Couronne, & principaux Seigneurs du Conseil de Sa Majesté, & de nous les Conseillers Secretaires de la Maison & Couronne de France, Conseillers Secretaires d'Etat, & des Commandemens & Finances de Sa Majesté. Au Château de Versailles le 6. jour de Novembre 1671. *Signé*, LE TELLIER & COLBERT.

LXXI.

Traité entre l'Empereur LEOPOLD *&* LOUIS XIV. *Roi de France, pour Alliance & seureté mutuelle. A Vienne le* 1. *Novembre* 1671. [FREDER. LEONARD. Tom. III.] 1. Nov.

AU NOM DE LA TRES-SAINTE ET INDIVISIBLE TRINITE', PERE, FILS & SAINT ESPRIT. Ainsi soit-il.

COmme ainsi soit que le Serenissime & Tres-Puissant Prince & Seigneur Leopold, Empereur élu des Romains, toûjours Auguste, Roi de Germanie, d'Hongrie, de Boheme, de Dalmatie, de Croatie, & de Sclavonie, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant, de Stirie, de Carinthie & de Carniole, Marquis de Moravie, Duc de Luxembourg, de la haute & basse Silesie, de Wirtemberg, & de Tech, Prince de Suabe, Comte de Habspourg, de Tirol, de Kiburg & de Gorice, Marquis du Saint Empire, de Burgau, & de la haute & basse Lusace, & Seigneur de la Marche Esclavonique, de Pornau & de Salins, d'une part. Et le Serenissime & Tres-Puissant Prince & Seigneur LOUIS XIV. Roi Tres-Chrestien de France & de Navarre, d'autre. Apres avoir consideré l'estat present des affaires, auroient jugé qu'il leur seroit avantageux pour établir leur mutuelle seureté, de s'engager reciproquement de telle maniere qu'ils puissent avoir une confiance plus entiere dans l'amitié l'un de l'autre, les Deputez de Leurs Majestez munis de leurs pleins Pouvoirs; Sçavoir, de la part de Sa Majesté Imperiale, le Sieur Jean Paul Hocher, Baron Libre, Conseiller du Conseil Secret de Sadite Majesté, & Chancelier de sa Cour & d'Autriche; & de la part de Sa Majesté Tres Chrestienne, le Sieur Jacques Brethel de Gremonville, Chevalier & Commandeur de l'Ordre de Saint Jean de Jerusalem, Conseiller du Roi en ses Conseils d'Etat & Privé, Lieutenant General de ses Armées, & Envoié extraordinaire auprés de l'Empereur, ont fait & conclu le present Traité au nom de leurs susdites Majestez.

I. La Paix de Munster demeurera ferme & inviolable, & ne sera jamais rompuë entre Sa Majesté Imperiale, tous les Etats, Vassaux & Sujets de l'Empire, d'une part; & Sa Majesté Tres-Chrestienne de l'autre. Un des deux Princes n'aidera point les Ennemis presens ou avenir de l'autre, sous quelque pretexte que ce soit, directement ou indirectement, d'Armes, d'Argent, de Vivres, de Conseil ou autrement, ainsi qu'il est porté dans le susd. Traité de Paix auquel on se rapporte. Et il ne sera point permis à l'une de leursd. Majestez d'assister de quelque espece de secours qu'on puisse imaginer, ni de recevoir sous sa protection les Sujets ou Vassaux de l'autre, qui auroient excité contre l'autre une sedition, émotion, rebellion ou desertion, de quelque maniere ou en quelque lieu que ce soit.

II. Comme il n'est pas permis par cette Paix à aucun Estat de l'Empire de poursuivre son Droit par la force

ANNO 1671.

force ou par les Armes, mais que s'il y a quelque different déja mû ou qu'il s'en meuve dans la suite quelqu'un, chacun doit agir par les voies de la Justice, & que ce qui a été reglé par la Sentence du Juge doit être commis sans distinction à l'execution des Etats; ainsi que les Loix de l'Empire touchant l'execution des Sentences l'ordonnent. Le Roi T. C. ne donnera aucun secours directement ou indirectement, soit d'Armes & de Troupes, soit d'Argent, de Vivres, de Conseil ou autrement, ni par lui ni par les autres, à ceux qui tâchent ou tâcheront de poursuivre leurs Droits par la voie des Armes: & il n'empêchera point non plus qu'on ne mette en execution contre ces sortes de personnes, les Loix & les Constitutions de l'Empire, établies pour la deffense & la conservation de la tranquillité publique. A l'égard des differens qui sont ou pourront être à l'avenir entre S. M. I. & S. M. T. C. ils seront terminez par une amiable composition; & si on n'en peut convenir, par des Arbitres nommez de chaque côté en pareil nombre: & s'ils ne peuvent s'accorder, par un Arbitre choisi par les deux Parties. La même chose sera observée entre le Roi T. C & les Sujets ou Vassaux de l'Empire, touchant les differens déja mûs ou qui pourroient s'émouvoir à l'avenir, entre S M. T. C. & lesdits Etats, Sujets & Vassaux de l'Empire, soit qu'il n'y en ait qu'un ou qu'ils soient plusieurs, ensorte que tous ces differens ne seront point terminez par les Armes, mais par une amiable composition, ou par les Arbitres des deux Parties, en excluant toute sorte de violence. Et comme il a été dit dans le premier Article, que l'un des deux Princes ne pourra en aucune façon donner du secours aux Ennemis de l'autre, tout ce qui est porté dans le Traité de Munster, touchant les Estats de l'Empire, doit estre censé repeté ici, comme s'il estoit inseré mot à mot.

III. Comme il est de l'interest de l'Empereur, de tout l'Empire, & même de toute la Chrestienté, que la Paix d'Aix-la-Chapelle soit conservée en son entier, & que S. M. I. en desire avec raison à cause de cela la conservation, le Roi T. C. promet à l'Empereur de l'observer exactement dans tous ses Chefs ou Articles, sans aucune exception; afin qu'il soit ainsi libre à S. M. I. de promettre & de donner au Roi Catholique sa garantie de ladite Paix d'Aix-la-Chapelle: & s'il est besoin Elle emploiera efficacement auprés dudit Roi Catholique, tous les offices necessaires afin qu'il ne fasse rien contre cette Paix, mais qu'elle demeure stable pour le bien du repos universel. Afin donc que l'Amitié mutuelle entre l'Empereur & le Roi T. C. se conserve mieux à l'avenir, chacune des Parties aura soin de l'utilité, de l'honneur, & des avantages de l'autre, & mesme du Roi Catholique. S. M. I. en consideration de la promesse que le Roi T. C. vient de faire d'observer ladite Paix d'Aix-la-Chapelle s'oblige & promet que pourvû que ladite Paix soit conservée en son entier de la part du Roi T. C. s'il s'élevoit une Guerre ouverte hors des Cercles & Fiefs de l'Empire, que les Etats ou Vassaux de l'Empire possedent, entre le Roi T. C. d'une part, & les Rois d'Angleterre & de Suede, & les Etats des Provinces-Unies de l'autre part; en ce cas il ne se mêlera point de cette Guerre, ni par lui ni par autre, si ce n'est par une entremise de ses offices pour procurer la Paix; & il ne fera aucune Confederation avec les uns ni avec les autres pour leur deffense, & contre le Roi T. C. & il ne donnera dans le cas ci-dessus, soit ausdits Rois d'Angleterre & de Suede, ou aux Etats Generaux, s'ils sont Ennemis du Roi T. C. aucun secours en Armes, Argent, Conseil, ou quelque autre chose que ce soit, & tout cela pour une plus grande confirmation de leur veritable amitié, & des Traitez de Paix qui ont déja été faits.

IV. On ne dérogera point par cette Confederation à celles que l'Empereur a faites jusqu'à present, ou fera à l'avenir pour la deffense des Terres ou Fiefs de l'Empire ou de ses Roiaumes & Provinces, de même que par cette Convention on ne déroge pas non plus à l'Alliance, ou aux Alliances que le Roi T. C. a fait ou fera pour la deffense du Royaume de France: Avec neanmoins ce temperamment & explication, que l'Empereur ni le Roi T. C. sous pretexte ou pour raison des Alliances qu'ils ont concluës ou concluront à l'avenir, ne feront ou ne stipuleront aucune chose qui soit contraire à cette Convention. Que cette Confederation ne prejudiciera aussi en rien aux Garanties que l'Empereur ou le Roi T. C. ont promis dans la Paix d'Oliva, & ensuite dans la Paix qui a suivi en l'année 1666. entre lesdits Etats Generaux, & l'Evêque de Munster.

V. Cette Alliance sera gardée fort secrette, & ne sera en nulle façon communiquée à qui que ce soit, sans le consentement de l'autre Partie. Leurs Majestez auront aussi soin & feront ensorte qu'elle ne soit pas publiée & divulguée par leurs Ministres qui en ont presentement connoissance.

Toutes ces choses ont été concluës entre lesdits Plenipotentiaires de Leurs Majestez, en vertu des pleins-Pouvoirs qu'ils en ont receu de leurs Maîtres, & qu'ils ont échangez reciproquement, sous la promesse que lesdits Plenipotentiaires des deux Parties ont fait de délivrer & échanger dans six semaines, à compter de ce jour, les Ratifications de l'Empereur & du Roi T. C. En foi de quoi ce present Traité a été signé, & muni du Sceau des Armes desdits Sieurs Plenipotentiaires. Fait à Vienne le premier jour de Novembre de l'année 1671. *Signé*, LE CHEVALIER DE GREMONVILLE. JEAN PAUL HOCHER L. B.

LXXII.

Acte d'Alliance entre CHARLES II. *Roi d'Espagne & les* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, touchant un mutuel secours. Fait à la Haye le 17. Decembre 1671.* [Manuscrit.]

17. Dec.

L'ESPAGNE, ET LES PROVINCES-UNIES.

I. NOus Don Manuel Francisco de Lira, Introducteur des Ambassadeurs en Espagne, & Envoyé extraordinaire du Roi, auprés des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies.

Comme ainsi soit, que lesdits Seigneurs Etats ayent fait connoître par leurs Deputez, qu'ils desiroient sçavoir, ce qu'ils se pouvoient promettre de la Reine ma Maîtresse, en cas que le Roi Trés-Chrétien vint à attaquer quelques Terres, Villes ou Places de la Jurisdiction desdits Seigneurs Etats, ou dans lesquelles ils ont leur Garnison, de quoi ayant été rendu compte à Sa Majesté, elle a trouvé bon, portée d'un zéle particulier pour la conservation du Corps Belgique, de nous faire déclarer & promettre (ainsi que nous déclarons, & promettons par cettes) que toutes & quantefois que lesdits Seigneurs Etats, seront attaquez par la France, directement ou indirectement és dites Terres, Villes, ou Places, Sa Majesté les fera secourir (bien qu'elle ne s'y trouve obligée par aucun Traité) de toutes les Troupes, & de toutes les manieres qu'elle pourra; mais si pour raison de ces secours, Sa Majesté fut attaquée par le Roi Trés-Chrétien, en quelqu'un de ses Etats, qu'en ce cas-là, on fera agir toutes les forces de part & d'autre de commun concert, en toutes les entreprises, qui seront jugées necessaires pour les assistances reciproques, & le bien de la cause commune, & de ce que dessus, nous nous chargeons d'obtenir la Ratification de Sa Majesté en bonne & deuë forme, dans l'espace de deux mois. Fait à la Haye le dix-septiéme du mois de Decembre 1671. *Etoit signé*,

(L. S.) D. MAN. FRANCISCO DE LIRA.

II. Les soussignez Deputez des Hauts & Puissants Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, ayant vû & meurement examiné la déclaration & promesse de secours faite, passée & signée ce jourd'hui par Monsieur Don Manuel Francisco de Lira, Envoyé Extraordinaire du Roi d'Espagne, au nom & de la part de Sa Majesté, & y voulant correspondre de même, ont declaré & promis, déclarent & promettent au nom & de la part de leurs Hautes Puissances qu'outre l'obligation qui est déja acquise à Sa Majesté par la Guarantie (qui demeure en son entiere force & vigueur) du Traité de Paix conclu entre les deux Couronnes à Aix-la-Chapelle le 2. de Mai 1668. promise par leurs Hautes Puissances, que toutes & quantes fois, que Sadite Majesté sera attaquée par la France directement ou indirectement és Provinces, Terres, Villes ou Places, qui appartiennent au susdit Roi d'Espagne, ou dans lesquelles Sa Majesté aura Garnison, leurs Hautes Puissances feront secourir Sa Majesté de toutes les Troupes & en toutes les manieres qu'elles pourront, mais si pour raison de ce secours leurs Hautes Puissances fussent attaquées par le

Roi

ANNO 1671.

Roi Très-Chrêtien en quelqu'une des Provinces, Villes & Places qui leur appartiennent, ou dans lesquelles elles ont leur Garnison, on fera agir toutes les forces de part & d'autre de concert commun en toutes les entreprises qui seront jugées necessaires pour le secours reciproque & pour le bien de la cause commune, & se chargent lesdits Sieurs Députez de leurs Hautes Puissances par les presentes de fournir dans deux mois sur ce que dessus la Ratification de leurs Hautes Puissances en bonne & deuë forme. Fait à la Haye le 17. Decembre 1671. *Etoit signé*,

(L. S.) *J. van Gent.*	(L. S.) *D. van Wyngarden.*
(L. S.) *Johan de Witt.*	(L. S.) *Nic. Staefvenisse.*
(L. S.) *G. V. Hoolck.*	(L. S.) *E. V. Bootsma.*
(L. S.) *H. ter Borch.*	(L. S.) *B. Gruys.*

LXXIII.

1672. 2. Janv. COLOGNE.

Traité entre l'Electeur de COLOGNE, *& la Ville de même nom. Fait à Cologne, le 2. Janvier,* 1672. [*Theatrum Pacis.* Tom. II. pag. 545. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europ.* Tom. X. pag. 444. en Allemand, & dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. III. Absatz III. pag. 460.]

POstquam inter Serenissimum Principem Electorem Coloniensem, ejusque Archidiœcesin ex una, nec non Consules & Magistratum Civitatis Coloniensis ex altera, partibus, variæ differentiæ ac controversiæ à longo tempore hucusque exortæ, adeò creverunt, ut causam utrinque dederint variarum, earumque periculosarum diffidentiarum: Hinc ad præcavendum mala, quæ timentur exindè ventura & ad Pacem tranquillamque securitatem conservandam, elementissimè permota & inducta Sacra sua Cæsarea Majestas, omnes hasce hinc inde controversias amicabili compositione terminandas, Celsissimis, & Serenissimo, Principibus Electoribus Moguntino, Trevirensi & Brandenburgensi commisit: Qui etiam pro ejusdem Cæsareæ Commissionis debitâ paritione per suos Subdelegatos cum Mandatis sufficientibus Coloniam Agrippinam circa principium nuper præteriti mensis Junii missos, ibidem 25. ejusdem mensis dictam Commissionem, coram utriusque Partis Deputatis publicârunt, amicabili compositioni initium fecerunt, in ejusdemque pertractatione processerunt: Cui quoque fini, scilicet præcavendorum periculorum supratactorum, & retinendæ communis securitatis, Principes deinde & Status Circuli Infra Rhenani-Westphalici in Conventu Circulari, nuper Bilefeldiæ indicto & habito, utile ac expediens esse judicârunt, non modò diversas introducere ac suscipere deliberationes; sed insuper etiam insignem Deputationem unà cum Directorio resolvere & destinare; Prout quidem etiam illi omnes suas curas & cogitationes in propositum Cæsareorum Dnn. Subdelegatorum finem quàm optimè & secundissimè provehendum per tempus aliquod contulerunt: At verò in ipso progressu, non minùs Cæsarei Subdelegati, quàm memorati Circuli Deputati, causam principalem ab ipsâ compositione procul adhuc abesse, intereà autem diffidentiam utrimque natam adaugeri, ac inde plurium violentiarum pericula magis magisque in metum venire, observarunt: hisce autem ita pendentibus, etiam Celsissimus Episcopus ac Princeps Monasteriensis ejusdem metûs avertendi curam studio perquàm singulari & eximio in se suscipiens, in viciniam Civitatis Coloniensis ipsemet accessit, ac præter Cæsareos D. D. Subdelegatos unà cum reliquis ex dicto Directorio aliisque Circuli præsentibus Dominis Deputatis pro exequenda Augustissimæ Cæsareæ Majestatis Cæsareorumque Dnn. Commissariorum intentione, prædictum securitatis punctum, (ad cujus quippe promotionem memorata Circuli Deputatio ex supra relatis causis præcipuè resoluta ac instructa fuit) absque mora assumens, tam præfatum Serenissimum Electorem Principem, quàm etiam Civitatem, cum debito respectu, & seriò desuper convenit, tandemque utriusque Partis desiderio, & mente percepta, ac simul diligentiâ, quâ fieri potuit, adhibitâ, cum ejusdem utriusque Partis placito & assensu, mediante hac Transactione provisionali citra tamen præjudicium Cæsareæ Commissionis & Subdelegationis, conventum, transactum & conclusum est, securitatem istam modo subsequenti fundandam, stabiliendam subsequentique ratione constanter observandam, ac illi contrarium nihil prorsus attentandum.

ANNO 1672.

Et quidem primò, ut memoratus Serenissimus Princeps Elector Coloniensis, sub Principis fide & verbo sub sua manu & Sigillo in scriptis, & accedente Metropolitani Capituli consensu, Civitati Coloniensi spondeat, & caveat, quod nec ipse, nec ejus Successores in Archidiœcesi prædictam Civitatem Milite proprio aut alieno ullatenus obsidere, circumcingere, coangustare, aut inquietare; nec etiam per arresta, repressalia, inhibitiones, prohibitiones aut executiones, aliove quocunque modo, in suis suorumque Civium & Incolarum personis, immobilibus aut mobilibus bonis, reditibus, Navibus & Mercibus ad Mercaturam spectantibus, quâvis ratione & viâ, aut aliàs in Juribus suis gravare debeant. Et casu quo à sua Serenitate, ejus nomine, aut per ejusdem jam tum collectos, aut deinceps colligendos proprios, uti & aliter recipiendos Milites, Civitati ejusdem, Civibus & Inquilinis, sicuti prædictum, præter omnem opinionem, damnum aliquod inferatur, quod hoc ipsum velit reparare.

Et contrà, secundò, ut Consules & Magistratus Civitatis Coloniensis cum consensu totius Communitatis repromittant, quod Milites extraneos, modo & forma apud sequentium tertium Articulum fusiùs relato, dimittere, & cavere velint, quod nec per suos Cives nec per collectos, aut deinceps colligendos proprios aut alias suscipiendos Imperii & Circuli Milites, Serenissimo Principi, Electori, ejusdem Archidiœcesi & Terris earundemque Incolis ex Civitate & nomine Civitatis ullum omnino damnum directè vel indirectè inferri, nec Clerus, nec suæ Serenitatis Ministri in ipsa Civitate quoquo modo molestari, nec insuper in Juribus memoratæ suæ Serenitatis ejusdemque Archidiœcesis, in & extra Civitatem possessis Juribus, Jurisdictionibus, earundemque exercitio ulla usurpatio aut invasio fieri, nec quicquam novari, & casu quo Serenissimo Principi Electori ejusdemque Archidiœcesi & hujus Incolis damnum aliquod ex Civitate & nomine Civitatis adversus hæc illatum fuerit, illud ipsum per eosdem redintegrari & resarciri debeat.

Ut igitur tertiò Civitas Coloniensis extraneorum, uti dictum, Militum dimissione factâ, in tuto esse ac manere, insuper etiam Pax & tranquillitas in Circulo Westphalico retineri possit; Civitas quidem Legionem Pamphilianam ita dictam, servitiis & Sacramento relaxatam & liberatam ad promissum & cautum Salvum Conductum dimittet, nec ullum extraneum Militem imposterum, excepto casu Articuli ultimi §. *Quâ etiam ratione* &c. admittet. Ante talem dimissionem verò, aut ad minimum circa idem tempus, & pari passu pro securitate suâ suscipiet ex illis, in Conventu Westphalici Circuli Bilefeldiæ nuper celebrato, conventis Copiis Auxiliariis 1200 Pedites, ejusdem Circuli stipendio persolvendo & cauto, ac non tantùm illorum plures, quando opus habuerit & requisiverit à memorato Circulo aut ejusdem Principibus Directoribus infallibiliter & absque mora exspectabit, atque de illis deinceps certa existet: sed præterea etiam ipsi liberum erit, Sacram Cæsaream Majestatem, nec non tres ad amicabilem præsentium differentiarum compositionem, Deputatos Dnn. Commissarios & Principes Electores pro consimili mittendo fortè desideratorum militum auxilio, pari modo & contributione cautorum sumptuum, submississimè & submissè implorare, quemadmodum & Vicinos Circulos pro ejusmodi resolutione ac declaratione ad pleniorem sui assecurationem in casu necessitatis interpellare & requirere: Ad hæc Consules & Magistratus præsentabunt ac nominabunt qualificatum & Circulo dignum Chiliarchum, qui jam dictis Copiis Circularibus in memorata Urbe præsit: Ille vero & reliqui Officiales juxta normam Recessûs Circularis Bilefeldiæ nuper conclusi, à Directorio unà cum cæteris ad has Colonienses differentias Dnn. Deputatis præficientur. Dicti porrò Milites, quamdiu in Urbe manserint sequentur præfati Magistratûs Imperium, & quando eidem placuerit, inde migrabunt: Ille Chiliarchus autem & reliqui Officiales unà cum dictis Circuli Copiis Auxiliaris, simul etiam Civitati fidelitatem jurabunt, idque hâc reservatione, ut Civitas per hæc nulli Bello, quod ab uno fortè alterove Circuli aut Imperii Constatu in particulari, præter spem geri posset, sese velit immiscere.

Quia etiam, quartò inchoatum, Munitionis seu Fortificationis opus periculosis controversiis occasionem facilè

ANNO 1672.

facilè præbere posset; atque sic ejusdem perfectio debeat apud hunc securitatis punctum meritò in considerationem venire: ideo Serenissimus Princeps Elector pro constellatione pacifici sui animi, permisit & concedit ut tale opus ad finem perducatur, hac tamen conditione, ut Urbis Coloniensis Magistratus in Scriptis caveat, de opere ejusmodi demoliendo, restituendoque, aut aliundè desuper Archidiœcesi idoneè satisfaciendo, si posthac examinato Negotio in Possessorio aut Petitorio pronuntiatum fuerit, loca & fundos, in quibus ædificatum opus est, esse de Archidiœcesios Coloniensis Territorio; nec non juxta suam jam tum factam declarationem de indemnisando, privatos illos, ad quos fundi spectant, in quibus cespites effossi sunt, uti etiam de non accrescendo Civitati, neque ab eadem prætendendo ullum jus novum per cespitationem in ita dicto Burbanio factam.

Ut, quintò, omnes Controversiæ inter sæpè memoratum Serenissimum Principem Electorem & dictam Civitatem Coloniensem prorsus tolli, ac per hoc securitas isthæc tantò minus violari possit, utrimque conventum est, ut omnes ac singulæ hinc indè motæ prætensiones & actiones, sive in lite de præsenti pendeant sive non, cujuscunque nominis & undecunque descendant, in Cæsaris & Sacri Romani Imperii Judicio Camerali Spirensi, juxta ordinationem novissimi Imperii Recessûs de Anno M DC LIV. in illis sex ibidem præscriptis terminis peremptoriis, absque concessione ullarum in citato Imperii Recessu vetitarum prorogationum, aut dilationum, quàm fieri potest, brevissimè expediantur: Et quidem in specie in probatoriali termino Commissarii idonei, utrique Parti, ad examinandum testes, ad productionem & transsumptionem Documentorum, vel inspectionem loci, aliave deputentur: Et talis Commissio ab iisdem, in Partis utriusque præsentia, in loco, nempe ubi Documenta asservantur, sive Coloniæ, sive Bonnæ, perficiatur: atque Sacra Cæsarea Majestas submississimè imploretur, quatenus dignetur præfato Camerali Judicio seriò injungere, ut super Controversiis hujusmodi secundum superiorem Ordinationem ad summum intra quinquennium, à die institutæ querelæ, cognoscat, easque decidat, Realis verò executio judicati fiat pro causarum gravitate, intra tres aut ad summum intra sex menses, à die publicationis numerandos, illudque in hoc Articulo nominatum tempus observetur: Quod si præter spem, ob unius alteriusve Partis moram, tale tempus frustra effluxerit, integrum erit Parti aut ad ejusdem Transactionis observationem Transactionem hanc observanti ulteriùs agere, aut aliàs jure suo uti, ad eum modum, quo ante hujus Transactionis Conventionem uti licuit & potuit.

Interea etiam & quousque supratactæ præsentes ac futuræ controversiæ, secundum superiorem normam funditus sublatæ & sopitæ sint, tam, sextò, Serenissimus Princeps Elector, ejusdemque Archidiœcesis, quàm ipsa quoque Civitas, manebunt & continuabunt, quoad Jura & Jurisdictionalia in & extra Urbem in possessione, detentione, exercitio, & usurpatione illâ, in quâ hinc inde Partes de præsenti sunt.

Ubi, septimò, sæpiùs memoratus Serenissimus Princeps Elector consentit, & vigore hujus permittit, quòd, licet opinione Serenitatis suæ, Civitas præter omnem exspectationem, pendente supradictâ Juris viâ, in uno aut altero, adversus superiorem suam pollicitationem quidpiam attentaverit; nihilo tamen minùs sua Serenitas viâ facti vel armorum, aut etiam, intra quinquennium à dato hujus Transactionis computandum per modum arresti, prohibitionis, repressaliorum vel executionis neutiquam procedere; sed talia insperata attentata, aut etiam quando aliàs in uno alterovè puncto super dicto statu possessionis vel detentionis, exercitii vel usurpationis, dubium fortè aliquod vel contentio emerserit, illud præfato Cæsaris & Sacri Romani Imperii Judicio Spirensi committere velit: Quemadmodum etiam Civitas similiter ab omnibus attentatis, uti etiam dictum, abstinebit, & desuper memorati Cameralis Judicii Cognitioni acquiescet: quod Judicium super punctis dubiis & controversis ratione possessionis, detentionis, exercitii, vel usurpationis (postquam eadem summariè, & tantummodò in duobus productis intra quadrimestre coràm Jure Consultis in Urbe Coloniensi ad hoc ab utraque Parte nominandis instructa, ac deinde Acta ad memoratum Cæsareum & Sacri Imperii Judicium Camerale transmissa fuerint) de plano & ad summum intra trimestre à die receptorum Actorum cognoscet & judicabit; cui judicato, donec causa principalis decisa fuerit, omninò parebitur; Post lapsum verò prædicti à dato hujus currentis quinquennii, Partibus Jura sua pristina salva erunt & manebunt, & quod Cæsareum Camerale Judicium intereà aut posteà judicabit, illi ab utraque Parte obtemperabitur.

Et quamvis, octavò, omnia, tali modo, uti dictum, viæ Juris relicta sint, nihilominùs tamen potest per Cæsaream Commissionem & Deputatos ad illam Dnn. Subdelegatos, uti etiam per alios Pacis amantes Imperii ac Circuli Electores, Principes, & Status, quousque unicuique visum fuerit, amicabilis compositio ulteriùs quovis meliori modo tentari, & in illam opera conferri. Et quoniam pars controversiarum ita comparata est, ut si amicabiliter componi nequeant, saltem coràm quibusdam ab utrâque Parte deligendis Jure-Consultis, in Urbe Coloniensi, intra certum hinc inde placitum breve tempus institui, submitti, Acta irrotulari, irrotulata Spiram mitti, desuperque per præfatum laudabile Cameræ Judicium intra determinatum ac breve tempus judicari possit, sic per talem amicabilem compositionem quoque tentari posset, utrum & quousque utraque Pars etiam in his posset adduci ad concordiam.

Ut igitur superiora omnia in omnibus ac singulis suis Punctis & Clausulis, sic ut præfertur, robur suum tantò magis obtineant, & juxta Literam observentur;

Sacra sua Cæsarea Majestas, nonò, tam per Celsissimos Cæsareos Dnn. Commissarios, quam etiam Westphalici Circuli Directores, aliosque Principes ac Status, uti non minus à dicto Serenissimo Principe Electore, & Civitate Coloniensi, decenter & submississimè implorabitur, non tantummodò, ut hanc pro utriusque securitate conventam Transactionem clementissimè confirmare, & ejusdem observationem pro decisione supratactarum controversiarum antelato Cameræ Judicio mandare, verùm etiam eandem tutari seu guarentigiare clementissimè dignetur. Cujus etiam tuitio talis seu Guarentigia pariter à supradictis Celsissimis Cæsareis Dnn. Commissariis Principibus Electoribus Moguntino, Trevirensi, & Brandenburgico, nec non à Westphaliæ & inferioris Saxoniæ Circulis eorundemque Directoribus Principibus ac Statibus, generatim vel sigillatim petetur. Insuper verò etiam memoratæ Augustissimæ Cæsareæ Majestati supplicabitur, quatenus Eminentissimo Principi Electori Moguntino committere dignetur, ut Ille in casum necessitatis, quo hæc Assecuratio & conventa Puncta, præter omnem spem ulla ratione labefactentur & perstringantur, quinque Circulos juxta Imperii Executionis Ordinationem & Recessum de Anno 1555 §. *So sich dan*, &c. ad defensionem Partis læsæ & observationem hujus Transactionis conscribat, juxtaque citatam Imperii Executionis Ordinationem ad ulteriora procedat. Quâ etiam ratione sæpè dicto Serenissimo Principi Electori vel Civitati, illi videlicet Parti, quæ præter opinionem omnium, metum & vim adversùs hanc Transactionem patietur, in tali necessitatis casu, ac præsertim ob cunctationem & moram supradictæ tuitionis seu Guarantiæ, aut insperatum ejusdem executionis defectum, liberum est, etiam auxiliis Extraneorum juxta modum Instrumenti Pacis Monasterio-Osnabrugensis, ad arcendam ejusmodi vim, uti.

In cujus testimonium non tantùm super hâc Transactione, necessaria Originalia expedientur: eorundemque alia nomine sæpiùs memorati Serenissimi Principis Electoris Coloniensis & illius Metropolitani Capituli subscripta ac sigillata, Civitati; alia verò nomine dictæ Civitatis pariter æqualiterque subscripta ac sigillata, memorato Serenissimo Principi Electori, & illius Capitulo Metropolitano: ab utraque autem Parte, alia Cæsareæ Subdelegationi & Inferioris Rhenani Westphalici Circuli Directorio ac Deputatis singulatim extradentur: verùm etiam complura exemplaria nomine dictorum Celsissimorum Cæsareorum Dominorum Commissariorum, ab eorundem Dominis Subdelegatis, & nomine jam memorati Circuli à Celsissimo Principe Monasteriensi inprimis, ac deinde à dicto reliquo Circuli Directorio præsentibusque Circuli Deputatis subscribentur, sigillabuntur, signis illorum corroborabuntur, & similiter extradentur, Ratificatio eorundem autem infra septem dies procurabitur, & hinc indè communicabitur. Sic actum II. Januarii M DC LXXII.

Nomine Cæsareæ Commissionis pro parte Eminentissimi Principis Electoris Moguntini &c.

(*L.S.*) Fridericus Greiffenclau von *Vollratz*.
(*L.S.*) Constantinus Bertrambs.

Pro parte Eminentissimi Principis Electoris Trevirensis &c.

(*L.S.*) Antonius Sohler, manu propr.

Pro parte Serenissimi Principis Electoris Brandenburgici &c.

(*L.S.*) Conradus *von der Reck*.
(*L.S.*) Wernerus Guilielmus Blaspeil.
(*L.S.*) Ezechiel von Spanheim.

(*L.S.*) Christophorus Bernhardus, Episcopus Monasteriensis.

Pro parte Juliæ Cliviæ.

(*L.S.*) Franciscus Liber Baro de Giese.

Pro parte Cliviæ Juliæ.

(*L.S.*) Wernerus Guilielmus Blaspeil.

Pro parte Paderbornæ.

(*L.S.*) Casparus Philippus *von Kettler*.

Pro parte Nassoviæ Evangelicæ.

(*L.S.*) Joannes de Beyer.

Pro parte Werdenæ.

(*L.S.*) Joannes Brandt.

Pro parte Tremonæ.

(*L.S.*) Joannes Brandt, ad requisitionem nomine Constituti &c.

Recessus annexus.

SCiendum, quandoquidem inter Serenissimum Principem Electorem Coloniensem, & Consules ac Senatum Civitatis Coloniensis, post decisum & transactum Securitatis punctum, nonnullæ adhuc, ratione causæ Sulzerianorum & Hesselmanni, nec non ratione executionis Sententiarum, à suæ Serenitatis Officialibus in Judicio latarum ac ferendarum controversiæ particulares intercedant. Hinc illæ cum utriusque Partis consensu, per Cæsareos Dnn. Subdelegatos in modum sequentem per Recessum hunc accessorium ita quoque compositæ & expeditæ sunt, ut eædem sub illa, in Recessu principali conventâ Guarantiâ æquè benè comprehensæ esse debeant; Et quidem primò, postquam in ita dicta Sulzerania & Hesselmannica causa omnis generis difficultates sese prodiderant, quando à parte Serenissimi Principis Electoris existimabatur, Decretum illud VI. Martii anni currentis in alto Judicio latum, esse executioni mandandum, Consules & Senatus verò contrarium, & per hoc Juri suo derogari sustinebant, atque ita super hac causa in medium adductæ variæ conditiones nullum effectum habuerunt. Hinc tandem (salvo tamen per expressum, quod hic casus neutri Parti aliquod præjudicium conciliare, nec in consequentiam trahi, Partibus justa sua defensio reservata esse debeat) eò conventum ac transactum est, quòd in illa, Hesselmannum & ambos Fratres Sulzer concernente causâ, in eventum, quo Celsissimi Principis Monasteriensis intercessio non assequatur desideratum effectum, decisio Cameralis Judicii juxta expressum tenorem in puncto securitatis reparabilis Articuli septimi, in eoque contentæ brevioris viæ super modo procedendi, & qualiter à dicto alto Judicio ulterius procedendum, exspectari; interea verò & donec illa inde secuta fuerit, supradictæ tres personæ ea in custodia, in quâ nunc existunt, manere, ac ea violata in illos propterea per Magistratum debitè animadverti debeat. Quòd si intereà, & pendente causæ instructione inter suam Serenitatem & Consules, Senatumque super modo procedendi, uti supra memoratum, amicabilis compositio iniri poterit, illi per omnia parendum erit.

Cum etiam, secundò, ratione executionis Sententiarum in Curia Officialatûs Coloniensis latarum contentiones usque huc ex eo capite existant, quòd Consules & Senatus Civitatis Coloniensis pro assecuratione eorundem violentiarum Judicium ad executionem faciendam, non mediante Vice-Comite, sed per ipsummet Officialem immediatè sequiri voluerint: prout in usu se habere asseruerunt. Ex parte Serenissimi Electoris Coloniensis autem hoc recusatum, & ad observantiam contrarium, quam tamen Consules & Senatus non concesserunt, relatio facta sit, atque ita utrimque possessorium vel quasi, in hoc puncto disputatum fuerit. Ut igitur pauperes & egentes Partes, quæ causas suas apud præfatum Officialatûs Judicium per Jus & Sententiam vicerunt, diutiùs non destituantur competente auxilio, hinc Consules & Senatus ad assiduam Cæsareorum Subdelegatorum instantiam, tandem amore Pacis eò se declaraverunt, quòd ipsi erga promissum suæ Serenitatis Reversale, in quo Magistratus securus raddatur, quòd hæc declaratio eidem ne vel in minimo, in circumventionem, præjudicium & consequentiam interpretari, neutri Partium etiam per hanc, novum quoddam Jus, in quocunque possessorio vel petitorio accrescere, vel jam acquisitum diminui vel auferri debeat, intra quadrimestre spatium à dato hujus accessorii Recessûs computandum, suos violentiarum Magistros, ad requisitionem Vice-Comitis pro executione dictarum Sententiarum concedere velint, & adhuc ulterius utrimque conventum est, ut coràm quatuor impartialibus Juris-Consultis, nominatim N. N. N. N. utriusque Partis fundamenta & merita infra Mensis spatium ab hoc dato, hinc indè in scriptis, producantur, deinde etiam ad contra agendum mediante positione quadam in scriptis, similiter intra mensis spatium facienda, post verò neutiquam admittenda invicem communicentur: In tertio mense autem tam pro unâ quàm altera parte in hoc Processu ordinarii possessorii exhibita probatoria expediantur, consequenter absque admissione ulteriorum productorum seu actitatorum causa hæc pro conclusa acceptetur, Acta prout Juris ac styli intitulata, ad Cameram Imperialem pro decisione transmittantur: illhinc adveniens Decisio publicetur, atque ita causa hæc pro certo seu infallibiliter intra memoratum quadrimestra definitivè decidatur, illique Judicato, citra ullam contradictionem & provocationem, ab utraque parte per omnia eoque usque parebitur, donec aliud in petitorio, locis competentibus cognitum ac definitum fuerit. Illius in fidem præsens Accessorius Recessus tam per Cæsareos Dnn. Subdelegatos, quàm nomine utrimque Partium subscriptus ac sigillatus, Partibusque singulis necessaria ejusdem exemplaria tradita sunt. Sic actum Coloniæ II. Jan. M DC LXXII.

Nomine Cæsareæ Commissionis pro parte Eminentissimi Principis Electoris Moguntini &c.

(*L.S.*) Fridericus Greiffenclau von *Vollratz*.
(*L.S.*) Constantinus Bertrambs.

Pro parte Eminentissimi Principis Electoris Trevirensis &c.

(*L.S.*) Antonius Sohler, manu propriâ.

Pro parte Serenissimi Principis Electoris Brandenburgici &c.

(*L.S.*) Conradus *von der Reck*.
(*L.S.*) Wernerus Guilielmus Blaspeil.
(*L.S.*) Ezechiel von Spanheim.

LXXIV.

Abschied zwischen Deputirten Räthen der Churfürsten und Ständen des Unter-Sächsischen Creyses/ wie auch Deputirten der Stadt Hamburg/ wegen des Commercii und Schiffahrt auf der Elbe/ aufgerichtet; Wodurch dasselbe in abgang kommene restauriret/ die alten Zölle reduciret/ und alle nöthige mittel zu dessen vollkommener aufrichtung verordnet werden. Geschehen Hamburg den 27. Janv. 1672. [Lunig, 27. Janv

ANNO 1672.

nig, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. I. Fortsetzung II. pag. 351.]

C'est-à-dire,

Recès conclu entre les Deputez Conseillers du Cercle de la BASSE-SAXE, *& ceux de la Ville de* HAMBOURG *au sujet du Commerce & Navigation de l'Elbe, qui étoient fort diminuez. On y convient des moyens necessaires & convenables pour les rétablir en leur premiere fleur. A Hambourg le 27. Janvier 1672.*

Zu wissen: Demnach nun von etlichen Jahren hero wahrgenommen worden/ daß die Commercia und Schiffahrt auf der Elbe je länger je mehr in Abgang kommen/ und zu befahren gewesen/ daß dieselbe endlich mit allzu empfindlichen Abbruch und Verringerung der Elb-Zölle Einnahme/ wie auch der Unterthanen Nahrung zu schaden/ davon divertiret werden möchten/ daß die beym Elb-Commercio interessirte Chur-Fürsten und Stände daher verursachet worden/ auf die Ursachen sothanen Abgangs und Schadens genauer zu inquiriren/ und ihre Gedancken dahin zu wenden/ wie demselben gesteuret/ hingegen das Elb-Commercium, Land und Leuten zum Besten und Aufnehmen/ wieder in vorigen guten Stand und flor gebracht werden möchte.

Zu welchem Ende Sie ihre Räthe und Deputirte An. 1662. nacher Magdeburg und An. 1669. anhero nacher Hamburg geschicket/ und darüber nothwendige Untersuchung und Berathschlagung anstellen lassen/ darauff folgendes unter ihnen sämbtlich gut befunden/ in diesem Monath lauffenden Jahres abermahls zusammen zu kommen/ und auf Mittel und Wege zu gedencken/ wie vorgemeldte Zweck zum füglichsten erreichet/ denen Trafiquirenden in ihren Desideriis geholffen/ und alle Mißbräuche oder Excesse, so die Schiffahrt bißhero gehindert und beschweret/ abgeschaffet werden möchten; Welchem zu folge die von höchstgedachten Ihr. Chur- und Fürstl. Durchl. Durchl. anhero abgeschickte Räthe/ und dieser Stadt Hamburg Deputirte, sich in unterschiedenen Conferentzien und Handelungen angelegen seyn lassen/ alle und jede eingerissene Mängel zusammen zu tragen/ zu erwegen/ und endlich sich mit einander/ jedoch biß auff gnädigste Ratification ihrer hohen Herren Principalen und Obern/ folgender Puncten verglichen. Und zwar gleich wie bekannt/ daß theils der angeregten Mängel und Gebrechen sich bey den Zoll-Städten bißher ereuget/ theils von denen Schiffern und Kauffleuten selbst herrühren/ also ist vorerst als ein gemeines Gravamen angemercket/ daß an den meisten Zoll-Städten die Rollen etwas erhöhet worden.

I. Dahero einhelliglich geschlossen/ daß die bißhero ein und andern Orts eigenmächtig erhöhete Rollen auf den alten Fuß/ wie sie vor dem Krieges-Wesen gewesen/ reduciret und eingerichtet/ dieselbe durch den Druck publiciret/ und bey jeder Zoll-Stäte angehänget werden sollen/ damit der Schiffer selbst sehen und wissen könne/ was er an Zoll zu entrichten habe.

II. Man hat dabey vor nöthig und gut befunden/ daß ein gewisses Maaß der zu den Zoll-Rollen benannten und gebräuchenden Packen/ Fässer und Gewichte verglichen/ und solches den Zoll-Rollen/ auf wie viel Fuß jedes Faß und Pack zu rechnen/ einverleibet werden solle/ also/ daß der Zollner bald mit einem Stab das Faß oder Pack/ ohne Verrückung desselben auf der Stelle/ wo es lieget/ messen könne/ und dieselbe nicht auf die Wage gebracht werden dürffen. Weil aber solches ziemlich Zeit erfodern wird/ und also hier nicht auszumachen gewesen: So haben die Herren Churfürstl. Brandenburg. Gesandten über sich genommen/ daß ihres Orts ein Entwurff verfertiget/ hernach communiciret/ und nach eingekommenen Consens, und anderer Bewilligung der andern (welche inzwischen auch ihres Theils Hand mit anlegen/ und die Sache ausarbeiten helffen wollen/) die publication durch den Druck geschehen solle.

III. Wegen der Wispel aber ist hiebey verglichen/ daß auf allen Zollen nach Bernburger Maaß gezollet werden solle/ durchgehends in allerley Getreyde/ thut auf jeden Wispel nach Magdeburger Maaß vier Scheffel aufs Maaß oder Vierthel.

IV. Hiernechst ist erinnert worden/ daß die Einnahme der Zölle ehrlichen und gewissenhafften Leuten anvertrauet werden möchte/ die zwar billich der Herrschafft Befugniß in acht nehmen/ nicht aber allzu rigeros mit denen/ so sich des Elb-Commercii gebrauchen/ verfahren müssen/ und solchemnach sollen die Schiffer ohn erhebliche Ursachen oder genugsame Praesumptionen fürgehender Defraudation nicht aufgehalten/ vielweniger fürsetzlich an Beschleunigung ihrer Reisen gehindert werden/ und zu Vermeidung aller solcher Klagten/ muß der Zollner/ so bald sich das Schiff an gewöhnlichen Ort gesetzet/ bey der General-Durchsehung der verhandenen Waaren/ ohne Verzug dem übergebenen Certification oder Zoll-Zettel nachsehen/ die Fässer/ Packe/ Ballen/ Butten/ nach der Grösse ansehen/ und gantz vor gantz/ halb vor halb/ Viertel vor Viertel verzollet nehmen/ dem Schiffer soll seine Rechnung/ was er von Zollbahren Waaren zu entrichten/ in Gegenwart seiner nach der auffgehenckten Zoll-Rollen gemachet/ und von ihm ein mehrers nicht/ als was es eigentlich austräget/ genommen/ über dasjenige auch/ was er bezahlet/ dem Schiffer eine besondere Quittung gegeben werden.

V. Es haben auch die Schiffer Beschwerung geführet/ daß an den Zoll-Städten bißhero lauter Banco-Thaler gefodert worden/ welches sie abzustellen und mit courrent-Müntze zufrieden zu seyn gebeten; Alldieweil aber darauff niemand eigentlich instruiret gewesen/ der Fürstl. Mecklenburg. Schwerin. Herr Abgesandter auch/ daß er auf Banco-Thaler zu halten befehliget/ angezeiget/ ist es von allen ad referendum genommen/ ob es etwa dahin zu richten/ daß/ biß ein gewisser Reichs-Schluß des Müntzwesens halber erfolget/ die Helffte an courrent-Müntze/ die andere Helffte aber in Specie Reichs-Thalern oder Ducaten entrichtet würde.

VI. Von geringen und denen Schiffern zustehenden Sachen/ als was Sie zu ihren Unterhalt an Speiß und Tranck mit sich führen/ soll kein Zoll noch sonst etwas unter was praetext es sey/ genommen werden/ jedoch daß es die Schiffer mündlich angeben; was etwa ein Schiff-Knecht an einen oder 2 Käsen und dergleichen bey sich hat/ soll so genau nicht genommen werden/ sonst aber ist ihm einige Waaren mit sich zu führen/ und damit zu handeln/ gantz verbohten.

VII. Alles/ was zu unbilliger Auffhalt- und Beschwerung der Schiffe gereichen kan/ soll abgeschaffet werden/ auch niemand von den Zoll-Bedienten befugt seyn/ den Schiffern Geschenck oder Gaben abzudrücken/ oder sie deswegen an ihrer Fort-reise zu verhindern/ und aufzuhalten/ vielmehr sollen sie schuldig seyn/ die Schiffer/ so bald es möglich/ abzufertigen und zu erlassen/ die Schiff-Knechte auch/ wenn sie sich beym Trunck auf halten wollen/ fortzutreiben/ und hierunter den Schiffern auf ihr Begehren die Hand zu bieten; auch damit man wissen möge/ an wem die Schuld der Auf haltung sey/ ist vor gut angesehen/ daß aller Orten Stunden-Zettel ertheilet werden sollen/ wenn die Schiffer ankommen/ und ihnen abzufahren gestattet worden.

VIII. Die Accidentien betreffend/ so die Zoll-Bediente bißhero für sich genommen/ haben solche die Schiffer gäntzlich abzuschaffen gebeten; demnach aber von etlichen dafür gehalten worden/ daß sich nicht füglich alles gäntzlich abthun liesse/ so ist bewilliget/ daß von einem Schiff ein Thlr. von einer Schute 12. Gr. und von einem geringen Gefäß 6 Gr. gegeben werden mögen/ darinnen sich diejenigen zu theilen/ welche bißhero an den Accidentien und Schreib-Gebühr participiret/ ein mehrers aber zu fordern oder zu nehmen/ soll ihnen bey Verlust ihres Dienstes jedes Orts verbohten/ wo aber bißhero ein wenigers gegeben worden/ dabey soll es allerdings gelassen werden.

IX. Was unter dem Titul Commendanten-Geld bißhero gefodert worden/ soll hinkünfftig gäntzlich cessiren und auffgehoben seyn.

X. Demnach es auch dem Commercio schädlich gehalten/ wenn die Zölle verpachtet würden: So ist ins künfftige solches einzustellen/ verabredet worden.

XI. So viel nechst deme die wider etliche Adeliche Zölle/ als zu Roegtz/ Milo, Wittenberg und Kunlose/ geführte Beschwerden anreichet/ haben Se. Chur-Fürstl. Durchl. zu Brandenburg und des Herrn Administratoris zu Magdeburg Durchl. sich dahin erkläret/ die Sache untersuchen zu lassen/ und da sich befinden solte/ daß etwa der Orten zur Ungebühr an Zoll genommen worden/ mit Ernst daran zu seyn/ daß es hinkünfftig ungestellet werden möge.

XII. Uber das also genannte Baum-Geld/ so zu Dömitz von den Schiffern gefodert wird/ haben sie sich hefftig beklaget/ und ist deswegen mit dem Fürstl. Mecklenburgisch. Schwerinsch. Gesandten ausführlich geredet worden; Weil aber derselbe praetendiret/ daß noch in die 14. biß 16000. Thlr. Unkosten rückständig wären/ die noch nicht bezahlet/ dagegen die Schiffer dafür gehalten/ daß sie so viel entrichtet/ daß es die Unkosten wohl erreichete/ wo nicht ein Überschuß gewesen; so hat zwar gemelter Abgesandter eine Liquidation zwischen dem Fürstl. Mecklenburg. Commercien-Rath Hilmer Gercken und den Schiffern anzulegen fürgeschlagen/ und im übrigen die Einnahme des Baum-Geldes noch auf einige Jahre einzuräumen begehret.

Nachdem aber das Fundament der praetension oder causa debendi von allen entweder nicht agnosciret/ von andern aber/ daß der Zweck nicht erhalten/ und noch einen Weg wie den andern Vorflieser gebrauchet werden müssen/ theils ausgebrachte Holtz auch schon wieder hinein gefallen/ eingezogen worden/ und denn allerdings zu Tage stehet/ wie die Schiffer durch diese Auflage bißhero abgeschrecket worden; So hat man hierüber zu keinem Schluß kommen können/ deswegen die Gesandte und Deputirte ihren gnädigsten Herren und respective Obern dieser Sache halber alle Nothdurfft vorbehalten/ die meisten auch diese ausdrückliche Declaration gethan/ und ad Protocollum nehmen lassen/ daß ihre gnädigste Herren Principalen und Obern ihre Unterthanen ferner damit beschweren zu lassen nicht gemeinet wären/ sondern dieselbe darwider zu schützen bedacht seyn würden/ welches sie auch in dem an Ihro Fürstl. Durchl. von ihnen insgesambt abgelassenen Schreiben wiederholet.

XIII. Die Schiffer haben noch verschiedene Klagten eingebracht/ wie sie sonderlich zu Dömitz mit arresten der Schiffe und Güter/ mit Gefängniß ihrer Persohn und mit Straffen ohne vorgehende cognition, ohne Befugniß sehr beschweret würden/ und noch über dieses/ wenn sie so harte und übel tractiret/ theils gezwungen werden/ Reversalien oder Zeugniß unter ihrer Hand

ANNO 1672.

von sich zustellen/ daß sie wohl gehalten/ und auf keinen des Orts etwas zu sprechen hätten: Weiln nun alle anwesende Gesandten solche Proceduren höchlich improbiret/ der Fürstl. Mecklenburg-Schwerinsche auch contestiret/ daß es seinem Gnädigsten Herrn zu ungnädigsten Mißfallen gereichen würde/ wenn über Dero Bedienten jemand dergleichen Klagen solte ausführig machen können/ sie es auch ins künfftige durchaus nicht zulassen oder gestatten würden/ so wird die Zuversicht getragen/ Ihro Fürstl. Durchl. werden diesem geschehenen Erbieten würcklichen Nachdruck geben/ und nicht geschehen lassen/ daß auf solche Maaß das Commercium gehemmet werden möchte.

XIV. Ob auch wohl die Kauffleute und Schiffer sich in ihren Gravaminibus über den erhöheten Zoll zu Lentzen/ welchen sie Licent genennet/ beschweret/ und dahero die anwesende Gesandten deren gäntzliche Auffhebung/ als dem Commercio sehr nöthig und dienlich/ recommendiret/ dennoch aber Se. Chur-Fürstl. Durchl. sich dißfals/ besage Protocolli, allerdings befugt erachtet wollen/ auch dabey/ wie sie sonst dem Elb-Commercio zum besten einen neuen Graben mit grossen Kosten anfertigen lassen/ sambt vielen Schleusen/ die noch ferner zu unterhalten nicht geringe Spesen erfoderten/ angezogen/ zugeschweigen des frey gegebenen zwantzigsten Wispels/ dennoch ihre sonderbahre Begierde dem Elb-Commercio zu helffen/ sich zur Remission des dritten Theils mit gewisser ad Protocollum genommener Bedingung erkläret/ die anwesende Gesandten aber dabey ferner instance gethan/ ob Se. Chur-Fürstl. Durchl. sich deßfals näher erklähren möchten/ mit Versicherung/ daß viele/ so bishero die Schiffarth auf der Elbe angegeben/ unter andern auch dadurch von neuem dazu würden animiret werden: So haben die Chur-Brandenburgisch. Hrn. Abgesandte hierunter zwar defectum mandati ulterioris vorgeschützet/ dennoch dafür gehalten/ Ihro Chur-F. Durchl. würden an Ihr nicht ermangeln lassen/ endlich die Moderation biß auf die Helffte einzurichten/ gleichwohl mit angehängter Condition, daß auch andere ihre Impoßen proportionirlich fallen lassen/ und die offenbahre Beschwerung des Commercii, insonderheit das Baum-Geld/ gäntzlich abschaffen möchten/ welches die anwesende Gesandten ihres Theils ad referendum angenommen. Darüber aber angezeiget/ daß du Reservato wegen des Baum-Geldes überflüssig seyn würde/ nachdem allbereit verglichen/ daß niemand seine Unterthanen dadurch ferner beschweren lassen würde.

XV. Als eine Beschwerung des Commercii ist gleichfalls angezogen worden/ daß der Stadt Magdeburg 12. Gr. von einem Wispel Getreyde/ so daselbst eingeschiffet würde/ in die Cämmerey bezahlt werden müssen/ dahero stiege der Werth des Getreydes/ und würden die Käuffer graviret/ ob nun wohl der Chur-Fürstl. Brandenburg. Abgesandten dagegen angezeiget/ daß nicht der Käuffer/ sondern die Bürger zu Magdeburg solche Impoßen bezahlen müssen/ dahero dieses als ein Gravamen hieher nicht gehörete/ denn auch eine jede Commun auf ihre Bürger zumahlen cum consensu Superiorum, Accise anlegen könnte/ und möchte nicht attendiret werden/ wenn schon per consequentiam ein oder andere Waaren dadurch in etwas gesteigert würden.

Dieweil dennoch von vielen auf die gäntzliche Abschaffung gedrungen/ von einigen aber dafür gehalten/ daß der guten Stadt/ in Ansehung ihres vor diesem bekannter massen ausgestandenen Unfalls/ etwas nachgesehen/ und an statt der vorhin gehobenen 12. Gr. die Helffte/ als 6. Gr. von jeden Wispel/ auf eine beliebige Zeit gegönnet werden möchte/ die hier wegen nichgeed. Stadt zur Stelle sich befindende Deputirte auch sub spe rati gegen einige der Herren Abgesandten sich heraus gelassen/ daß zu Beförderung des fürgesteckten allgemeinen Zwecks/ die Stadt in 4. Gr. endlich fallen zu lassen/ resolviren möchte/ so ist solches von dem Convent ad referendum genommen/ und nechst deme der Hoffnung gelebet worden/ daß/ weiln dieses Gravamen allbereit von der Landschafft des Fürstenthums Magdeburg an Ihr. Chur- und des Herrn Administratoris zu Magdeburg Fürstl. Durchl. Durchl. gebracht worden/ beyderseits Ihr. Chur- und Fürstl. Durchl. Durchl. werden die Sache dahin einrichten/ damit sich die Schiffer und Kauff-Leute ferner zu beschweren keine Ursach haben.

Als auch bey diesem Punct wegen der übrigen 4. Gr. so zur Fortification zu Magdeburg auf jeden Wispel Getreyde geleget/ und bißhero zur Helffte von den Schiffern gefodert seyn solle/ ferner angezeiget/ daß dieselbe von den Bürgern allein/ und nicht von den Schiffern entrichtet würden/ so hat es dabey hinkünfftig sein Verbleiben.

XVI. Endlich ist im Nahmen Ihro Königl. Maj. zu Schweden/ durch Dero/ wegen des Hertzogthums Brehmen bey diesem Convent sich befindenden Herrn Abgesandten/ wider die Städte Hamburg und Magdeburg absonderliche Beschwerung geführet worden/ indeme erstlich den Brehmischen Unterthanen und insonderheit den Bürgern zu Buxtehude/ so sich der Schiffahrt auf der Ober-Elbe gebrauchen/ nicht zugelassen werden wolte/ in Ihre Schiff-Gefäß Korn und andere Waaren einzuschiffen/ und damit die Elbe auf- oder abzufahren/ wenn sie nicht nach Magdeburg eine halbe Schiffs-Ladung brächten/ dagegen man ihnen zu Hamburg nicht mehr als eine halbe Last einnehmen lassen wollen/ vielweniger wolte ihnen gestattet werden/ um gewisse Fracht-Güter einzunehmen und zu verfahren/ welche Beschwerung auch die Fürstl. Braunschweig-Lüneb. Herren Abgesandte wegen selbige Hertzogthums Schiffer repetiret. So viel nun das erste anreichet/ ist so wohl von dem Rath zu Hamburg/ als den Deputirten der Stadt Magdeburg/ die allhier bey der Hand gewesen/ die Erklährung geschehen/ daß/ was die Bürger von Buxtehude und andere Königl. Schwedische Unterthanen des Hertzogthums Brehmen/ wie auch Braunschweig-Lüneburg. Schiffer mit ihrem eigenen Gelde kauffen/ oder auf Credit an allerhand Waaren erhandeln würden/ ihnen in ihre eigene Gefäß einzuladen/ und ohne Hinderung/ jedoch gegen Entrichtung des gebührenden Zolls/ abzuführen/ auch in Magdeburg/ wenn sie gleich mit ledigen Schiffen dahin kähmen/ daselbst ohngehindert zu laden/ zugelassen seyn solle/ um Geld aber in ihre Schiffe mehr als eine halbe Last frembde Güter einzunehmen/ haben sie ihrer Bürger-Freyheit und dem Herkommen zuwieder gehalten; Ihre Königl. Majest. zu Schweden/ wie auch die Fürstl. Braunschweig. Herren Abgesandte haben die Erklährung wegen des Ersten/ nemlich der zugelassenen Verführung der mit eigenen Gelde/ oder auf Credit erhandelten Güter acceptiret/ und hat es dabey billig sein Bewenden/ wegen des andern/ die Einnehmung frembder Kauffmanns-Waaren betreffend/ ist die geschehene Anzeige ad referendum genommen.

XVII. Bey den übrigen von den Hauß-Leuten zu Asell Hertzogthums Brehmen angebrachten Klagen/ daß zu Hamburg sie gezwungen werden wolten/ mit einem Eyde zu bekräfftigen/ daß sie das in Hamburg erkauffte Korn oder andere Victualien nicht ausserhalb der Schar-Tonnen führen/ besondern in Asell/ dem Hertzogthum Brehmen lassen wolten/ ist von dem Rath zu Hamburg diese Resolution erfolget/ daß sie ferner mit solchem Eyde nicht beschweret werden sollen/ es sey aber Herkommens/ daß die Brehmische Unterthanen/ wenn sie solch Getreyde ausser den Schar-Tonnen führen/ die Schiffe verzollen müssen/ sonsten aber/ wenn sie binnen Landes bleiben/ vom Schiffe nichts gegeben werden dürffte.

XVIII. Was der auf den Nieder-Baum in Hamburg gesetzte Zoll-Schreiber zum Trinckgeld fodert/ soll ein Voluntarium seyn/ und niemand dazu gezwungen/ oder deßwegen auffgehalten werden. So viel denn ferner die Beschwerungen anreichet/ welche von den Kauffleuthen oder Schiffern herrühren/ bestehen dieselbe in der unrichtigen Ansage/ da entweder kostbahre Waaren verschwiegen/ und andere geringere angegeben/ oder die rechte Zahl/ Maaß und Gewicht nicht angezeiget/ offt auch wohl gar einige Fässer oder Packen zollbahrer Waaren nicht prosiriret werden.

XIX. Gleichwie nun/ wann dessen ein Schiffer überführet wird/ daß er den Zoll dergestalt defraudiren wolle/ die pœna confiscationis billich statt hat/ die sich gleichwohl weiter nicht/ als auf das verschwiegene Gut erstrecken soll/ also seyn Kauffleute und Schiffer fleißig zu verwarnen/ sich hierunter fürzusehen/ und für Straffe und Schaden zu hüten. Diejenigen Oehrter/ so die Visitation nicht hergebracht/ als Künlosen/ Wittenberg/ Mihri, Rogetz und Jerichow/ dörffen die Schiffer und Flösser nicht zwingen/ daselbst zu stellen oder zu sehen/ die Zoll-Städte aber/ so der Visitation berechtiget seyn/ als Hamburg/ Sachsen-Lauenburg/ Boitzenburg/ Bleckede/ Hitzacker/ Dömitz/ Lentzen/ Schnackenburg/ Sendow/ Tangermünde und Magdeburg/ sollen solche nicht eher vornehmen/ als wenn starcker und erheblicher Verdacht oder præsumtiones vorhanden/ daß der Schiffer in einem oder andern Stück mit Betrug umgehe/ und denn die Zoll-Bediente solche Visitation also anstellen/ damit die Fässer/ Ballen oder Kisten/ nicht leichtlich eröfnet/ noch dem Schiffer oder Kauffmann an den Waaren Schaden zugefüget werden möge/ sonsten und wenn offenbahre Ursachen oder Indicia des Verdachts nicht verhanden/ sollen die Zoll-Bediente sich mit den Certifications-Zetteln/ die von jedes Orts Magistrat und Beambten/ wo die Waaren eingeladen/ fürgezeiget werden/ begnügen lassen/ da denn der Magistrat dahin sehen wird/ daß durch Abfoderung einiger Schreib-Gebühr/ die Handelung nicht von neuen beschweret werden möge; Würde der Schiffer auch unterwegens von seiner Ladung etwas ausschen/ oder dazu ein mehres einnehmen/ soll er an dem Ort/ da es geschehet/ vom Rath oder Beambten ein Zeugniß nehmen/ oder solches (wenn es nur ein Dorff wäre/) bey der nähesten Zoll-Städte anmelden/ das eingenommene unter den ersten Certificat- oder Zoll-Zettel schreiben lassen/ und da dem herkommen nach/ der eingebrachte Zoll-Zettel verbleiben/ und dagegen ein neuer ertheilet werden müste/ soll derselbe vor erst fleißig collationiret werden.

XX. Neben-Zettel aber sollen hinführo nicht mehr zugelassen seyn/ wie auch das mündliche Ansagen/ ausser was unzollbahre Dinge seyn/ die doch angesaget werden müssen.

XXI. Bey den Visitationen des Korns haben die Schiffer insonderheit als ein Gravamen angezogen/ daß die Zoll-Bedienten/ wenn das Korn im Schiffe vom Regen und Nässe gequollen ist/ durch einen Messe-Stab messen/ und durch solche Gelegenheit ihnen vielmahls Straffe dictiren wollen/ als wenn nicht recht angesaget; Weil nun solches unbillig und vorhin gut befunden/ daß denen Certification-Zetteln getrauet/ und dieselbe respectiret werden sollen; So ist dieses auch/ zumahl bey dem Korn in acht zu nehmen/ und muß/ wenn dasselbe gequallen/ solches dem Schiffmann nicht zum Schaden oder Nachtheil gereichen.

XXII. Se. Churfürstl. Durchl. zu Brandenburg haben zu Auffhelffung des Elb-Commercii absonderlich erspreßlich erachtet/ daß zum wenigsten bey etlichen Waaren von dem gewöhnlichen hergebrachten Zoll etwas remittiret werden möchte/ nur auf

ANNO 1672.

ein Versuch und geringe Zeit / von etwa 2. oder 3. Jahren / ob sich solcher gestalt mit der Zeit die Schiffer auf die Elbe wieder wollen ziehen lassen / wie sie denn schon an ihren Zollstädten den Anfang gemachet / und von Wolle / Wachs / Tuch und Kupffer nur die Helffte zu nehmen anbefohlen; die meisten Gesandten haben sich defectu mandati entschuldiget / und es ad referendum genommen / der Fürstl. Mecklenburg-Schwerinsche hat dafür gehalten / daß an Seiten seines gnädigsten Fürsten und Herrn Fürstl. Durchl. von denen in der Zoll-Rollen de An. 23. specificirten Waaren nicht würde moderiret werden / was aber darinn nicht begriffen / und doch vermöge der in ihrem Privilegio enthaltenen clausulæ generalis zollbar wäre / darinn würde wohl einige Mäßigung können verfüget werden / jedoch auch endlich unterthänigst zu referiren sich erbothen.

XXIII. Der Fürstl. Magdeburgische Herr Abgesandter hat bey diesem Punct in Vorschlag gebracht / weiln an der Kornfahrt auf der Elbe das meiste gelegen / daß vornehmlich dahin zu gedencken / wie durch Geringerung des darauff geschlagenen und bißhero genommenen Zolles / desselben Abfuhr aus dem Fürstenthum Magdeburg / und angräntzenden Landen / möchte befordert werden / weil man aber sich dißfalls ohne special, deren es allen ermangelt / nicht bemächtigen können / so ist auch dieser Punct zu unterthänigster Relation ausgestellet.

XXIV. Unter die Mittel / dem Elb-Commercio zu helffen / haben die Fürstl. Magdeburgische und theils andere Gesandten mit anführen wollen / ob nicht etwa auch die interessirte Chur- und Fürsten der Frey-Pässe sich auf eine Zeitlang begeben / oder auf ein gewisses Quantum die dißfalls anschiffende Waaren restringiren wolten. Man hat aber darüber / weil theils Gesandten darauff eigentlich nicht instruiret gewesen / die Churfürstl. Brandenburgische auch contrarium Mandatum gehabt / sich anitzo weiter nicht vereinigen können / als daß die abusus, so einiger Orten vorgangen / hinkünfftig abgestellet und vermieden / inzwischen auch respective referiret werden sollen.

XXV. Der Fürstl. Magdeburgische Herr Abgesandter hat aus gnädigstem Befehl bey dieser Zusammenkunfft den gefährlichen Einbruch des Elb-Strohms bey Rogetz / davon schon zu Lüneburg geredet worden / abermahls fürgestellet / und daß allen denjenigen / so sich des Elb-Strohms gebrauchen / höchlich daran gelegen / solchen gefährlichen Ort also zu fassen / damit das Wasser nicht unversehens daselbst einen Durchbruch nehmen / den Alveum gäntzlich mutiren / und also den Strohm zur Schiffahrt inutil machen möchte / repræsentiret. Ob nun wohl von den meisten dafür gehalten werden wolle / daß ein jeder Herr in seinem Lande dergleichen Schaden zu verhüten / auch Dämme und Teiche zu halten schuldig wäre / zumahln aber deswegen Zoll und Geleite gegeben würde; So ist doch auf geschehene Anzeige / daß keine Dämme oder Teiche des Orts zu halten / sondern sich eine solche Tieffe an dem Ufer erzeigte / daß die erfoderte Unkosten ein Privatus, und die von Alvensleben / so der Orten einen geringen Zoll haben / nicht würden ertragen können / davon unterthänigst und gebührend zu referiren angenommen worden.

Die von den Gesandten und Deputirten in vorerwehnten Puncten übernommene Relation soll so fort bey ihrer Rückkunfft verrichtet werden / und ist dabey ferner verabredet / daß darauff binnen 6. Wochen die Erklärung an Se. Churfürstl. Durchl. zu Brandenburg eingeschicket / und von Derselben hernach an gehörige Oerter ferner Communication gethan / auch nach befindender Nothdurfft ein anderer engerer Convent nach Magdeburg oder Braunschweig berahmet werden solle.

Urkundlich ist dieser Receß von denen anwesenden Chur- und Fürstlichen Gesandten / wie auch der Stadt Hamburg Deputirten / unterschrieben und besiegelt / denen vorher abgereiseten Fürstl. Mecklenburg-Schwerinschen und Fürstl. Sachsen-Lauenburgischen Herrn Abgesandten aber Ihre Stellen zu unterschreiben und zu figniren offen gelassen worden. Geschehen Hamburg den 27. Januar. An. 1672.

Wegen Sr. Chur-Fürstl. zu Brandenburg /

(L.S.) Joh. Köppen.
(L.S.) C. J. W. Scharde.
(L.S.) Otto von Guericke.
(L.S.) M. Matthies.
(L.S.) Heinrich Dürfeldt / wegen des Postulirten Herrn Administr. des Primat- und Ertz-Stiffts Magdeburg Hochfl. Durchl.

Wegen Ihro Königl. Majest. zu Schweden / als Hertzog Bremen /
B. V. Wolffberg.

Wegen Herrn Hertzog Georg Wilhelms zu Braunschweig und Luneb. Hochfl. Durchl.
(L.S.) Levin Adam Hacke.
(L.S.) Weip. Lud. Fabricius.

Wegen Herrn Hertzog Joh. Fr. zu Br. Lüneburg Durchl.
(L.S.) Otto Joh. Witte.

Wegen Herrn Hertzog Rudolph August. zu Braunschweig und Lüneburg. Durchl.
(L.S.) Justus Böttcher.

Wegen Ihro Hochfürstl. Durchl. Mecklenburg-Güstrau /
(L.S.) Adam Henning Bülow.

LXXV.

18 Fevr.

Defensiv-Allianz zwischen Ihro Kayserl. Majest. Leopold den I. und dem Hochwürdigsten Churfürsten von Trier Carl Caspern / zu Conservation deß zu Münster und Oßnabrug geschlossenen Friedens / Dero Land und Leuthe Vertheidigung / über eine gewisse mutuelle anzahl Hülffs-Trouppen geschlossen. Cobientz den 18. Febr. 1672. [Tiré de la Registrature d'Estat de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

C'est-à-dire,

Alliance defensive entre Sa Majesté Imperiale LEOPOLD, *&* CHARLES GASPAR *Electeur de Treves, pour le maintien de la Paix de Westphalie, & la sûreté de leurs propres Sujets, Terres, & Provinces; avec stipulation du nombre de Troupes dont ils se devront assister reciproquement en cas de besoin. A Coblents le 18. Fevrier 1672.*

Zu wissen als der Durchleuchtigst / Großmächtigst und Unüberwindlichste Fürst und Herr / Herr Leopolde erwöhlter Röm. Kayser / zu allen Zeiten Mehrer des Reichs / in Germanien zu Hungarn / Böheimb / Dalmatien / Croatien / und Sclavonien König / Ertz-Hertzog zu Oesterreich / Hertzog zu Burgund / Steyer / Karndten / Crain und Würtenberg / Graff zu Tyrol und Görtz / c. Und mit und neben Ihrer Kays. Majest. der Hochwürdigste Churfürst und Herr / Herr Carl Caspar Ertz-Bischoff zu Trier / deß H. Röm. Reichs durch Gallien und deß Königreichs Arelat Ertz-Cantzlar / und Churfürst / Administrator zu Prümb / Ie- und allewege / sonderlich aber bey gegenwärtigen Läufften Ihre Rathschläge und Sorgfältigkeit dahin vornemlich gerichtet / wie der zu Münster unde Oßnabrück aufgerichtete Friede beständig conserviret / mithin auch dero von Gott anvertraute Land / und Leuthe in beständiger Ruhe erhalten / von denenselben alle Gefahr und Ungelegenheiten abgewendet und wider alle unbillige Gewalt in zusammen gesetzten gutem Vertrauen / und Vereinigung geschützet / und gehandhabet werden könten / daß dahero dieselbe auch zu dem End / keines wegs aber dadurch die zu Regenspurg bey gegenwärtiger Reichs-Versammlung obhandene Consultation wegen Veststellung gemeiner securitet / und damit einlauffenden albereith vor guth angesehener Provisional Reichs-Verfassung / also worzu auch alschon alle Reichs-Crayse / neben dem Königreich Böheimb / und incorporiete Provintzien ein gewisses quantum bewilliget haben / in einige wege zu verhindern / sondern allein inmittelst bis solches heilsamlich / gemein nutziges werck zu seiner völligen richtigkeit wird gebracht werden können / zu desto zeitlicher besserer Abwendung / deren etwa sich eräugenden gefährlichkeiten eine particular Defensiv-Allianz unter sich geschlossen wie folgt.

I. Nemblich vors erste / daß negst vorbehaltung der Römisch. Kays. Majest. hohen Ambts Authorität / und gebührenden Respects diese Vereinig- und verfassung zu Niemanden offension, am allerwenigsten aber wieder deß H. Römisch Reichs / oder zu erweck- und aufrichtung einer Universal, oder particular Unruh / und trennung im Heil. Römisch Reich / oder sich in frembde Krieg zu impliciren / und einzumischen / sondern nur alleine zu erhaltung eines jeden zustehenden dignität / Würden / Rechten / und Gerechtigkeiten / sonderlich aber die Teutsche Freyheit / und beständiger Genoß deß Westphälischen Friedens / wie auch sich und ihre allerseits im H. Röm. Reich habende / und gelegene Land und Leuthe wider alle gewaltthätige angriff / und denen Reichs-Constitutionen / und besagtem Friedenschluß zuwider lauffende pinsätigungen und beschwerden / wie die Nahmen haben / und von wem dieselbe herrühren mögen / wie auch wieder alle innerliche empörungen zu conserviren / zu defendiren / und zu retten angesehen / und gemeint seyn solle / und also deß einer dem andern ohne underscheide der Religion in rechten vertrauen meinen / zu obgedachtem Ende man allerseits vestiglich / und unausgesetzet bey einander stehen / auch auß allen Begebenheiten / woraus besagte Unruhe entstehen / und worauf die herin versprochene assistence erfordert werden mögte / vorhero und zeitlich einander communiciren / keiner aber einigem Stand deß Reichs / oder frembden Cronen / Potentaten / und Republiquen zu feindlicher invasion Ursach geben / auch die Bunds-Verwandte unter sich selbsten beständige freundschafft erhalten / und keiner dem andern mit thätigkeit / oder Gewalt / überfallen / überziehen / oder beleidigen / sondern seine gegen den andern habende mißhelligkeiten und streitigkeiten / wo deren einige seyn mögten / durch güt- und rechtliche mittel entscheiden / und sich darmit begnügen lassen sollen.

ANNO 1672.

II. Wofern nun zweytens ein- oder anderer Confœderirter/ und desselben im H. Römisch. Reich gelegene Lande insgesambt/ oder deren eines wider verhoffen abngegriffen/ oder auch durch innerliche emporungen/ und auffstände angefochten/ oder dieser hierin geschlossener zusahmentrettung/ und hine inde versprochener defension halber uber kurtz oder lang/ es geschehe von weme es wolle/ angefochten werden/ Alsdann wollen und sollen dieselben wegen berühreter ihrer im Reich gelegenen Landen und Leuthen vestiglich bey einander stehen/ einander auf beschehenes ansuchen wieder den offendenten dem Beleidigten unverzüglich/ wie hernach folgt/ zu hülff kohmen/ kräfftig beystehen/ und dessen Land und Leuthe wider Gewalt schützen/ schirmen/ und vertheidigen helfen.

III. Und damit man wissen möge/ was jeder theil ahn Mannschafft zu Roß und Fueß dem belaidigten requirirenden zu hülff zu schicken habe/ So ist vors dritte verglichen worden/ daß auf die erste mahnung innerhalb 14. Tagen Ihre Kayse. Majest. wegen dero im Reich gelegenen/ und darzu gehörigen Erb-Königreich und Landen/ zu Roß ein tausend Pferde/ und zu Fueß zwey tausend Man/ und uff die andere mahnung innerhalb drey Wochen wiederumb so viel/ Ihre Churfüestl. Gnaden zu Trier ebenergestalt auf die erste mahnung innerhalb vierzehen Tagen zu Roß fünff- und siebentzig/ und zu Fueß fünffhundert Mann auf die andere mahnung innerhalb drey Wochen wiederumb so viel zu Hülff senden solle/ mit der Verbündlicher Abrede/ daß der eine Bundes-Verwandte dem andern/ uff blosses ansuchen einen unschädlichen durchzug vor deß Bundes-Völcker unwaigerlich zu verstatten schuldig seyn solle.

IV. Es solle auch viertens die Hülffe nicht wieder zurück gezogen werden/ biß des Feindes vornehmben gewahret/ und dasselbe/ so derselbe etwa eingenohmben/ wieder erobert sein werde/ es seye dan/ der schickende/ oder zu hulff kommende würde selbst überzogen/ und wie vorgedacht/ vergewaltigt und beleidiget.

V. Solte nun aber zum fünfften wieder verhoffen mehr als einer von denen Alliirten überzogen werden/ und gefahr leiden/ auf solchem fall solle die übrige Bundes-Hülffe von denen unbeleidigten halb dem einen/ und die andere helffte dem andern beleidigten auf Maaß/ und Weise/ wie vorgemelt/ zugeschickt werden.

VI. Wofern auch sechstens eine dergleichen Hülff nicht zureichen solte/ auf solchem fall sollen und wollen die Bunds-Genossene auf erlangende Nachricht von solcher ereignender Gefahr auch so balde ohne auffenthalt darüber mit einander vernehmben/ und einer solchen anstalt und Hülffe vergleichen/ welche zulänglich/ und wohmit dem nothleidenden in der that würcklich geholffen werden möge.

VII. So bald auch zum siebenden die Hülfft würcklich geschicket/ und in deß requirenten Lande/ oder bey dessen Trouppen angelangt seyn/ so sollen jedesmahl/ wan etwas vorzunehmben/ darüber gebührendt Kriegs-Rath gehalten werden.

VIII. Es sollen auch achtens ein jeder Hülff schickender seinen Trouppen so viel Feldt-Artiglerie neben der zugehör mitgeben/ also es die Nothdurfft/ und Kriegs-raison erfordert.

IX. Die Direction, und Ober-Commando über die Waffen solle zum neundten bey Ihrer Kays. Majest. verbleiben/ und von deroselben eine Generale-Persohn mit Beliebung der Confœderirten vorgestellet werden/ welche in dessen Landt/ deme die Hülff geleistet wird/ ohne dessen vorwissen und belieben nichts vornehmben/ sondern dasjenige/ waß selbiger zur defension, und rettung seiner Lande und Leuthen guth befinden möchte/ zuthun und zulassen/ in krafft dieses angewiesen/ und verpflichtet seyn solle; Solte aber ein fall sich begeben/ welcher einen General Kriegs-Rath erforderte/ So sollen auch zu demselben diejenige gezogen werden/ welche zu einem Kriegs-Rath gehören/ und solle derjenige in demselben præsidiren/ welcher das Directorium/ oder Ober-Commando führet/ oder da selber nicht darbey seyn wolte/ oder könte/ alsdann der so die höchste Charge bedienet;

X. Es solle zwar auch zehendtens ein jeder seine Völcker unterhalten/ und bezahlen/ und zu deren Behueff/ damit dieselbe/ wann sie in andern Landen stehen/ schwürig zu werden/ zu exorbitiren/ confusion, und andere Ungelegenheiten anzufangen/ keine Ursach haben mögen/ dem bey seinen Völckern habenden Commissario zwey Monath sold gleich anfangs zum vorrath mitgeben.

XI. Allermassen dann auch zum eilfften/ zu Verhütung aller Unordnung unter denen Völckern/ die Bundes-Verwandten/ so bald ausser dem Nothfall eine gewisse Verpflegungs Ordnung aufrichten wollen/ nach welcher bey währender conjunction alle Trouppen durchgehends gleich bezahlet werden sollen.

XII. Dieweil vors zwölffte die Auxiliar-Völcker das Proviant nicht zugleich mit sich führen können/ solle der requirent zwar schuldig seyn/ selbige/ so lang sie in seinem Lande stehen/ mit nothwendigem Commis-Brod vorschusses weis zu versehen/ welches ihme jedoch unverzüglich von jedem der Hülffschickenden bezahlet/ und ersetzet werden solle/ gleich die conjungirte Völcker ein mehrers/ als dieses Commis vorschußweise/ und das obtach/ und rauhe Futter nicht fordern/ oder exequiren/ sondern was sie darüber begehren werden/ denen Unterthanen in billigem Werth mit Geld bezahlen sollen.

XIII. Wann auch zum dreyzehenden einige Bunds-Verwandte ausserhalb dessen noch in einem andern gleichmäßigen Fœdere mit einander begriffen/ krafft welchen sie ebenfalls einander Hülff zu leisten schuldig/ so solle doch kein theil auß beeden Fœderibus, sondern nur aus einem die assistentz zuschicken gehalten seyn/ und dem requirenten frey stehen/ auf welchem Bund Er seine Confœderirte requiriren wolle/ so solle auch diese von dem quanto der Bundes-Hülff abgezogen werden.

XIV. Es solle auch sonsten vors vierzehendt von niemanden aus denen Bundtnus-Verwandten einige andre Bundtnus aufgerichtet/ oder eingegangen werden/ so dieser zu wieder.

XV. Im übrigen hat es auch zum funffzehenden die meinung gar nicht/ ob wolte man durch diese particular Verbundnus/ die zu verhütung und abtreibung unrechten gewalts im H. Rom. Reich fundierte executions-Ordnung/ und in krafft derselben sonderliche Reichs- oder Craiß verfassungen/ wie auch die im Friedenschluß verordnete Universal-Guarantie zurück stellen/ stecken/ oder verhindern/ sondern es sollen nichts destoweniger dieselbe ohne Abbruch dieses Recessus en alle wege mit behörigem Fleiß und Eyffer/ sowohl insgemein bey gegenwärtigen Reichs- als absonderlich denen Craiß-Conventen allerseits nach möglichkeit befordert werden. Wie dan krafft dieses Fœderis alle und jede Bundtnus-Verwandte versprechen/ daß sie zu erhaltung des Friedens mit allen Kräfften darahn seyn wollen/ damit der punctus securitatis bey noch währenden Reichs-Convent fest gestellet/ und damit die gemeine provisional-Verfassung würcklich eingerichtet werden möge/ so solle doch nichts destoweniger ein jeder zu der hierin verglichener Bundes-Hülffe obligirt/ und dieselbe unaufhaltlich zu leisten verbunden seyn.

Wann auch schließlichen mehr andere Chur-Fürsten und Stände des Reichs/ sie seyn Catholisch- oder Augspurg. Confession in diese particular-Defensions verfassung obgesetzter massen mit eintretten wollen/ und sich bey jemanden/ so in dieser Verfassung begriffen/ darumben anmelden würden/ so solle es derselb denen andern alsobalden notificiren/ und solche Chur-Fürsten und Stände auch unweigerlich darinne mit angenommen werden.

Weil nun solches zwischen Allerhöchst gedacht Ihrer Kayserl. Majest. ansehentlichen Gesandten Herrn Otto Heinrichen Marchesen von Savona Carreto, und Grana in krafft ihme ertheilter allergnädigster Vollmacht/ und Ihrer Churfürstl. Gnad. zu Trier dergestalt verglichen/ so wollen sie darüber die Kayserl. Allergnädigste Ratification allergehorsamst erwarthen; In Urkundet dessen seindt dieser Defensiv-Allianz Recessen zwey gleichen inhalts verfertiget/ und gegen einander ausgewechselt. Signatum Coblentz den 18. Febeuar. 1672.

CARL CASPAR, Elect.
(L.S.)

LXXVI.

(1) *Acte entre* CHARLES II. *Roi d'Espagne*, *&* *les* PROVINCES-UNIES, *par lequel on s'engage reciproquement de ne point traiter de Trêve avec la France que conjointement. A la Haye le 22. Fevrier 1672.* [Manuscrit.]

22. Fevr. L'ESPAGNE, ET LES PROVINCES-UNIES.

NOus Don Manuel Francisco de Lira Introducteur des Ambassadeurs en Espagne & Envoyé extraordinaire du Roi auprés des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies.

D'autant qu'il a plu à la Reine ma Maîtresse d'aprouver & ratifier l'Acte que nous avons signé le 17. de Decembre dernier, & que son accomplissement pourroit entraîner une Guerre ouverte avec le Roi Trés-Chrêtien, nous avons pour liaison plus étroite & sureté plus grande desdits Seigneurs Etats declaré & promis, ainsi que nous déclarons & promettons par les presentes, qu'en cas d'une rupture formelle & commune avec la France, Sa Majesté ne fera aprés aucune suspension d'Armes avec ledit Roi que conjointement & du consentement desdits Seigneurs Etats, mais le cas écheant que l'on vînt à entrer en Negotiation soit pour traiter de Paix ou de Trêve de quelques Années, que Sa Majesté ne la commencera point sans la participation desdits Seigneurs Etats & sans leur procurer à même temps & aussi-tôt qu'elle même la faculté & sureté requise & necessaire pour envoyer leurs Ministres sur le lieu où on traitera, comme aussi sans donner successivement de temps en temps communication, de tout ce qui se passera en ladite Negotiation, & ne passera Sa Majesté jusques à la conclusion de ladite Paix & Trêve sans y comprendre lesdits Seigneurs Etats & les faire remettre (s'ils le desirent ainsi) dans la possession des Pays, Terres, & Places, & jouissance des Droits & Immunitez qu'ils tenoient, & dont ils jouissoient

(1) Il y avoit un semblable Acte ou Contre-Declaration de la part de Mrs. les Etats qui manque. [DUM.]

Anno 1672.

soient avant la Guerre, & sans stipuler dudit Roi Trés-Chrêtien pour lesdits Seigneurs Etats les mêmes Droits, Immunitez, Exemptions & autres Prerogatives que pour elle même, si ce n'est que Sa Majesté & lesdits Seigneurs Etats en convinssent autrement, & de ce que dessus, nous nous chargeons d'obtenir la Ratification de Sa Majesté en bonne & deuë forme, dans l'espace de deux mois. Fait à la Haye le vingt-deuxiéme Fevrier 1672. *Signé*,

(L. S.) D. MAN. FRANCISCO DE LIRA.

LXXVII.

Mars.

L'Angleterre, et les Provinces-Unies.

Declaration de Guerre de CHARLES II. *Roi d'Angleterre contre les* PROVINCES-UNIES. *Fait au mois de Mars*, 1672. [Dans la Traduction Françoise du Mercure Hollandois, de l'année 1672. pag. 50.]

NOus avons toûjours eu de l'inclination pour le repos commun de toute la Chrétienté, & avons été si soigneux de n'en envahir aucun Royaume ou Estats d'autruy, que nous esperons que tout le Monde nous fera la Justice de croire que ce n'est qu'une necessité inévitable qui nous contraint à suivre la resolution que nous avons faite de prendre les Armes.

La premiere chose que nous entreprimes immediatement aprés nostre rétablissement à la Couronne, ce fut d'affermir la Paix, & d'établir une bonne correspondance entre nous & nos Voisins. Et nous eumes soin particulierement de cimenter une ferme Paix avec les Estats Généraux des Provinces-Unies, sous des conditions si raisonnables, qu'elles n'auroient asseurement jamais été violées, si quelque obligation eust esté capable de les faire contenir dans les bornes de l'Amitié & de la Justice.

Nous avons observé inviolablement cette Alliance; Mais en l'année 1664. nous fumes éveillés par les plaintes de nos Sujets, & par la voix unanime des deux Chambres de nostre Parlement, qui jugeoient que c'estoit en vain que nous pretendions de procurer la prosperité de nôtre Royaume par des moyens pacifiques, pendant que nos Sujets estoient exposés aux injures & aux oppressions de cet Estat dans les Pais éloignés.

Tout cet Eté se passa en Negotiations, & en toutes sortes de devoirs que nous fismes de nôtre côté pour les porter à des conditions raisonnables; mais tout cela fut en vain, & nonobstant tous nos soins, la fin nous fit voir que c'estoit une chose impossible; Car plus nous leur faisions des propositions amiables, plus obstinés se montroient-ils à s'accorder avec nous.

La Guerre s'ensuivit de là en 1665. & dura jusques en 1667, pendant toute laquelle nos Victoires & leurs pertes leur devoient assés ramantevoir qu'il leur faloit à l'avenir observer & entretenir ponctuellement leurs Alliances. Mais au lieu de cela la Paix ne fut pas plûtôt concluë, que selon leur coûtume ordinaire ils se porterent à la rupture des Articles du Traité, & à traverser nostre Commerce.

Comme par exemple, les Etats étoient obligés, par un Article du Traité fait à Bredá, de nous envoyer des Commissaires à Londres pour regler nostre Commerce des Indes; Mais ils étoient si éloignés de l'execution de cet Article, que lors que nous leur envoyames nostre Ambassadeur pour les en sommer, en trois ans de tems nous ne pûmes en avoir aucune satisfaction sur ce point-là, ni obtenir d'eux aucun relâche ou surseance des injustices que nos Sujets recevoient d'eux en ce Pais-là.

Aux Indes Occidentales ils ont passé plus avant; Car par un Article du même Traité, nous estions obligés de leur restituer Surinam; & par d'autres Articles de la même Paix ils estoient obligés de permettre à nos Sujets de cette Colonie, de se transporter avec leurs effets en quelques autres de nos Peuplades: En vertu de ce Traité nous leurs livrâmes ce lieu-là, & nonobstant ils y retindrent tous nos Sujets, & arresterent Prisonnier nôtre Major Banister, parce qu'il demandoit permission de les faire passer ailleurs, conformement au Traité.

Nostre Ambassadeur se plaignant de cette injustice, reçut enfin, aprés deux ans de sollicitation, un ordre pour l'execution de ces Articles; Mais y ayant envoyé des Commissaires & deux Vaisseaux pour le transport de nos Sujets, les Hollandois, selon ce qu'ils avoient auparavant pratiqué pendant plus de 40. ans en l'affaire de Poleron, y envoyerent en secret un ordre contraire à celui qu'ils nous avoient donné publiquement: de sorte que le voyage de nos Commissaires en ce lieu-là ne servit qu'à en transporter quelques-uns des plus pauvres de nos Sujets, & à en raporter les prieres ardentes que faisoient les plus riches & les plus considerables pour sortir de cette servitude: Aprés quoi nous en fimes nos plaintes au mois d'Août dernier, par les Lettres que nous en écrivimes aux Etats Généraux, par lesquelles nous demandions qu'on envoyât ordre à leurs Gouverneurs en ce Païs-là pour l'observation de ces Articles; Mais jusques ici nous n'avons pû en recevoir un seul mot de réponse ni de satisfaction.

Mais il ne faut pas s'étonner qu'ils extravaguent si fort contre nos Sujets dans des Lieux éloignés, puis qu'ils en agissent si inconsiderément en leur propre Païs à l'égard de nôtre Personne Royale, & de l'honneur de cette Nation qui est si proche d'eux, n'y ayant presque point de Ville dans toute l'étenduë de leur jurisdiction, qui ne soit remplie de Peintures offençantes, de Medailles ou de Monumens faux, dont il y en a même qui ont été mis au jour, ou exposés publiquement en montre par ordre de l'Etat, dans le moment que nous consultions avec eux pour former la Triple-Alliance, & affermir la Paix de la Chrétienté. Cela seul étoit digne de nôtre mécontentement, & du ressentiment de tous nos Sujets: Mais nous y avons été poussés & contraints par d'autres considerations que celles qui nous regardent nous-mêmes; savoir la preservation de nôtre Commerce, d'où depend le bonheur & la prosperité de nôtre Peuple, le soin que nous devons avoir de le garantir de violence & d'oppression dans les Païs éloignés, & la hardiesse que les Hollandois ont de nous faire affront presque dans nôtre propre terroir, ce qui nous donne sujet de leur faire ressentir les effets de nôtre juste indignation.

Le Droit du Pavillon est si ancien, que c'est une des premieres Prerogatives des Rois nos Predecesseurs, & doit être la derniere, dont ce Royaume ne doit se défaire jamais. Cela n'a jamais été mis en question, & il a été expressement reconnu dans le Traité de Breda. Neantmoins il n'a pas seulement été violé l'Esté passé par les Capitaines des Vaisseaux qu'ils avoient en Mer: cette infraction fut encore ensuite approuvée à la Haye, & ils publierent dans la plûpart des Cours de la Chrétienté, que c'étoit une chose digne de risée que nous eussions de telles pretensions; insolence inouïe, qu'ils veuillent nous disputer l'Empire de la Mer! eux qui sous le Regne du feu Roi nôtre Pere étoient obligés de payer les Droits & Coûtumes pour pêcher dans nos Mers; & ce n'est pas à eux d'en disputer avec nous, eux, dis-je, qui sont redevables de l'estat où ils sont maintenant à la protection de nos Ancestres, & au sang & à la valeur de nos Sujets.

Nonobstant toutes ces provocations, nous en avons patiemment attendu satisfaction, ne voulant pas troubler la Chrétienté pour nôtre ressentiment particulier, dans le moment qu'ils faisoient tout leur possible pour animer contre nous le Roi Tres-Chrêtien, duquel ils s'asseuroient si fort, qu'il y a prés d'un an que leurs Ministres nous en menaçoient ici.

Enfin n'attendant rien plus d'eux, nous leur envoyâmes un autre Ambassadeur, qui aprés leur avoit livré plusieurs Memoires pleins de menaces de nôtre part, n'en pût avoir aucune réponse, jusques à ce qu'il leur eust declaré que nous l'avions rappellé: ils lui presenterent alors un Ecrit, par lequel ils disoient qu'en cette conjoncture ils vouloient bien consentir à saluër nos Vaisseaux Pavillon bas, pourveu que nous voulussions les assister contre la France, à condition que cela ne pourroit jamais ci-aprés être tiré à consequence, & n'auroit aucun lieu à leur prejudice.

Depuis le retour de nôtre Ambassadeur, ils nous en ont envoyé un Extraordinaire, qui nous a fait connoître d'une maniere extraordinaire, qu'il ne pouvoit nous donner aucune autre satisfaction qu'il n'en eust récrit à ses Maîtres.

De sorte que desesperant d'aucun bon succès, ou de celui d'une plus longue Negotiation, nous sommes contraints à prendre les Armes pour le maintien des anciennes Prerogatives de nôtre Couronne, & pour l'honneur & la seureté de nôtre Royaume, sur la con-

fiance

Anno 1672.

Anno 1672.

fiance que nous avons en Dieu, qu'il nous assistera dans nos justes entreprises, veu que nous avons par toutes sortes de moyens tâché de defendre nos Peuples contre la malice de cette Nation-là en temps de Paix, & par la valeur de nos Sujets en tems de Guerre

C'est pourquoi nous avons trouvé bon de declarer, comme nous declarons par ces presentes, que nous voulons faire la Guerre tant par Mer que par Terre contre les Etats Generaux des Provinces-Unies du Païs-Bas, & contre tous leurs Sujets & Habitans; Enjoignant par ces presentes à nôtre bien aimé Frere le Duc d'Yorck, nôtre Grand Amiral, à tous nos Gouverneurs de Provinces, Gouverneurs de Forts & Garnisons, & à tous autres Officiers & Soldats de leur obeïssance tant par Mer que par Terre, de s'opposer à toutes les entreprises des Etats Généraux des Provinces-Unies, ou de leurs Sujets, de faire & d'executer tous actes d'hostilité dans la suite de la Guerre contre lesdits Etats, leurs Vaisseaux & leurs Habitans, voulant que tous nos Sujets en soient avertis, & leur defendant fort expressément dés à present, sur peine de la vie, d'avoir aucune correspondence ou communication avec eux, ou leurs Sujets, à la reserve de ceux qui y seront necessités, pour transporter eux & leurs effets hors desdites Provinces-Unies.

Nous declarons & donnons nôtre parole Royale, que tous ceux des Flamands qui se comporteront en bons Sujets envers nous, & n'auront aucune correspondence avec nos Ennemis, ils seront asseurés tant en leurs Biens qu'en leurs personnes, & ne seront molestés de quelle maniere que ce puisse être

Nous declarons de plus que s'il y a des Sujets des Provinces-Unies, qui par un mouvement d'affection envers nous ou nôtre Gouvernement, ou par oppression qu'on leur y fait, veuillent venir en nôtre Roiaume, ils y recevront toute sorte de protection, tant en leurs personnes qu'en leurs Biens.

Et parce que par un Traité nous sommes obligés de maintenir la Paix faite à Aix la Chapelle, nous declarons finalement que nonobstant l'entreprise de cette Guerre, nous voulons entretenir la veritable teneur & le vray sens de ce Traité, & qu'en toutes les Alliances que nous ferons dans la suite de cette Guerre, nous avons & aurons toûjours soin de garder qu'elle ne soit violée, à moins que nous n'y soions provoqués.

Publié par le Conseil Secret de Sa Majesté.

LXXVIII.

6. Avril.

France et les Provinces-Unies.

Ordonnance de LOUÏS XIV. *Roi de France, par laquelle Sa Majesté, après avoir resolu de faire la Guerre aux Etats de* HOLLANDE, *deffend à tous ses Sujets d'avoir aucun Commerce ni communication avec eux. Au mois d'Avril* 1672. [Dans la Traduction Françoise du Mercure Hollandois de 1672. pag 67.]

LA mauvaise satisfaction que Sa Majesté a de la conduite que les Etats Generaux des Provinces-Unies ont eu depuis quelque temps en son endroit, étant venue si avant, que Sa Majesté, sans diminution de sa gloire, ne peut dissimuler plus long-temps l'indignation qui luy est causée par une maniere d'agir si peu conforme aux grandes obligations dont Sa Majesté & les Rois ses Predecesseurs les ont comblés si liberalement, Sa Majesté a declaré, comme elle declare presentement, qu'elle a arrêté & resolu de faire la Guerre auxdits Etats Generaux des Provinces-Unies, tant par Mer, que par Terre: Ordonne par consequent Sa Majesté à tous ses Sujets, Vassaux & Serviteurs de courir sus aux Hollandois, & leur deffend d'avoir ci-aprés aucun Commerce, communication, ni intelligence avec eux, sur peine de la vie.

Pour le même effet a aussi Sadite Majesté revoqué par la presente toutes permissions, Passeports, Sauvegardes ou Saufconduits qu'elle auroit peu accorder par le passé, ou qui auroient peu être accordés par ses Lieutenants Generaux & autres Officiers, contraires au contenu de la presente, les declarant tous nuls & de nulle valeur, deffendant aussi à qui que ce soit d'y avoir aucun égard.

De plus mande & ordonne Sadite Majesté à Monsr. le Comte de Vermandois, Grand-Maître, President & Sur-Intendant General de la Navigation & Commerce de ce Royaume, aux Marechaux de France, Gouverneurs & Lieutenans Generaux pour Sa Majesté dans ses Provinces & Armées, Marechaux de Camp, Colonels, Mestres de Camp, Capitaines, les Chefs & Conducteurs de ses Armées tant à pié qu'à cheval, François & Etrangers, & tous autres ses Officiers, qu'il appartiendra, de faire mettre à execution le contenu de la presente, chacun en son égard, sous son District & Jurisdiction: Car tel est le plaisir de Sa Majesté, laquelle veut & entend que la presente soit publiée & affichée en toutes ses Villes tant Maritimes qu'autres, & en tous les Ports, Havres & autres Lieux de son Royaume, ou il sera de besoin, afin que personne n'en pretende cause d'ignorance. Fait au Château de Versailles le 6. Avril 1672.

Ainsi signé,

LOUIS.

Et plus bas, LE TELLIER.

Et plus bas,

IL est ordonné à Charles Canto, Crieur ordinaire de Sa Majesté de publier & faire afficher par tous les Lieux de cette Ville, Faux-bourgs, Bailliages & Vicomtés de Paris ou besoin sera, l'Ordonnance du Roy, du 6. de ce present mois & an, afin qu'on n'en pretende cause d'ignorance. Fait le 6. Avril 1671.

Signé,

DE LA REYNIE.

Ordonnance ensuite de la précédente.

DE PAR LE ROY.

SA Majesté étant informée que les Hollandois qui se trouvent presentement en ce Royaume, ont crainte d'être molestés en leurs personnes, & troublés en la jouïssance de leurs Biens, en consequence de l'Ordonnance du 6. de ce mois par laquelle Sa Majesté a declaré qu'elle vouloit faire la Guerre aux Etats Generaux des Provinces-Unies du Païs-Bas tant par Mer que par Terre, & ordonné à cet effet à tous ses Sujets, Vassaux & Serviteurs de courir sus aux Sujets desdits Etats, & leur a deffendu d'avoir aucun Commerce, intelligence ni communication avec eux, sur peine de la vie: Et Sa Majesté voulant donner à connoître ses intentions au regard des Particuliers de cette Nation, qui se sont habitués en ce Royaume sur la foy des Traités de Paix, & particulierement de celui de 1662. Sadite Majesté a ordonné, veut & entend que l'Article dudit Traité de l'an 1662. soit executé. Au moyen dequoy elle a permis & permet aux Sujets desdits Etats de demeurer en son Royaume pendant le terme de 6. mois, à conter du jour & datte de la presente Ordonnance, pendant lequel temps ils pourront vendre & transporter seurement leurs Marchandises & autres Biens: Deffendant Sadite Majesté bien expressément à tous ses Sujets de molester lesdits particuliers Hollandois en leurs personnes ou en leurs Biens, pour quelque cause, occasion, & sous quelque pretexte que ce puisse être, si ce n'est par voye de Justice, & le tout en toutes manieres comme ils ont pû faire devant la publication de ladite Ordonnance du 6. du present mois. Enjoint & ordonne Sadite Majesté à tous Gouverneurs, son Lieutenant General en ses Provinces, Intendants desdits Gouverneurs, particuliers de ses Villes & Places, &c. de tenir la main, un chacun en son égard, à l'exacte observation de la presente, &c. Fait à Saint Germain en Laye le 14. jour d'Avril 1672.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas, COLBERT.

DE PAR LE ROY.

SA Majesté étant informée qu'il y a plusieurs François en Hollande & les Provinces-Unies du Païs-Bas, & ne voulant pas qu'aprés avoir declaré la Guerre

aux

ANNO 1672.

aux Etats Generaux desdites Provinces, aucuns de ses Sujets y demeurent ou fassent residence, ni entretiennent aucun Commerce ou Communication avec les Hollandois, Sa Majesté ordonne & enjoint tres expressement à tous ses Sujets, de quelque qualité ou conditions qu'ils soient, qui sont en Hollande, dans les Terres de la Jurisdiction desdits Etats Generaux, soit qu'ils y ayent pris parti, ou autrement, d'en partir, & de retourner en ce Royaume, 15. jours aprés la publication de la presente, sur peine d'être procedé contre les Contrevenants par Confiscation de Corps & de Biens, suivant la rigueur des Ordonnances: Mande & ordonne Sa Majesté aux Gouverneurs & Lieutenants Generaux de ses Provinces, &c. de tenir la main, un chacun en son égard, à l'execution & observation de la presente, &c. Fait à Saint Germain en Laye le 15. Avril 1672.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas, LE TELLIER.

LXXIX.

9. Avril. *Traité de Paix entre* ALEXIS MICHAELOWITZ *Grand Duc de Moscovie*, & MICHEL KORIBUT WIESNOWISKI, *Roi de Pologne. Fait à Moscou le 9. Avril*, 1672. [AITZEMA, *Theatrum Pacis.* Tom. II. pag. 563. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans CHRIST. GASTELIUS, *de Statu publ. Europæ noviss.* Cap. VI. pag. 295. en Allemand, dans LONDORPII *Acta Publ.* Tom. IX. pag. 815. & dans le *Theatrum Europ.* Tom. XI. pag. 81.

MOSCOVIA ET POLOGNE.

I. PRomittunt Clementissimi Domini nostri Principales ex parte utrâque, quòd initos Anno M DC LXVII. Andruszovii, & primùm à solennibus utriusque Partis Legatis, dein quoque à nostris Dominis Principalibus, Juramento confirmatos Tractatus, nec non id omne quod à nostra Legatione, eo ipso M DC LXVII. Anno, hîc Moscoviæ transactum & conclusum fuit, unà cum concordatis inter iteratam Commissionem Andruszovii Anno M DC LXX. & ab utraque Solenni Legatione Juramento corroboratis, in omnibus Punctis & Clausulis, firmiter & inviolabiliter, sine fraude & sinistrâ interpretatione ullâ servent.

II. Stabiliendæ sinceræ & perpetuæ Amicitiæ gratiâ sua Czaarea Majestas, tam tres præcedentes, quàm quartum hunc Tractatum, in præsentia nostra, corporali Juramento confirmare vult, quamprimum nos Ratificationem ad manus suas tradiderimus. Similiterque Regia sua Majestas Poloniæ primùm ambos Andruszovii initos Tractatus, unà cum conclusis hîc Moscoviæ, & denique ultimum hunc Tractatum in præsentiâ Czaareæ Solennis Legationis, post exhibitam Ratificationem Jurejurando corroboret. Et adventus utriusque Solennis Legationis per præmissos Præcursores in antecessum, more consueto, denuntietur.

III. Cùm ratione diversorum Punctorum tam Andruszoviensium Pactorum, ut & Moscoviæ conclusarum Conventionum, nonnulla Gravamina & prætensiones subsecutæ fuissent, videlicet circa Articulum secundum Pactorum Andruszoviensium, quoad Nomina & Honorum Titulos unius alteriusve Principis, & circa Articulum septimum, eò quòd Kyovia restituta non esset. Item circa primum Punctum Moscoviæ conclusæ Transactionis, in eo definitum, conjunctionem Copiarum auxiliarium concernentem. Item, quòd neutri Partium fas sit, sive cum Chamo Crimensi, sive cum Sultano Turcarum Tractatum quempiam inire &c. Propterea dicta Puncta ob suborta, præcedentibus temporibus, exindè Gravamina & Contentiones, non quidem expuncta ex Pactis juratis, sed tantummodò ad futuram usque Commissionem, quæ Mense Junio Anno M DC LXXIV. vigore primorum Andruszoviensium Tractatuum instituetur, ampliata sunto. Sic ut tunc Gravamina hæc ab utriusque Partis deputatis Commissariis leventur & per Transactionem sustollantur.

IV. Quamvis Civitas munita Kyovia, ad instantia Majestatis suæ Czaareæ desideria sub ejusdem potestate & dispositione, usque ad proximam Commissionem, in qua terminus Evacuationis firmiter & constanter determinetur & definietur, maneat. Id ipsum tamen Pactis Andruszoviensibus nil quicquam deroget; Quin potius Punctus Evacuationis Kyoviæ, juxte tenorem Pactorum Andruszoviensium, absque ulla sequiori interpretatione, & sine diminutione ullâ plenissimum vigorem obtineat. Prætereàque desuper firmissimè cavetur, quòd Czaareæ Suæ Majestati, de dictâ Arce munitâ, cum aliquo Principum nullatenus sive tractare sive Contractum inire, aut etiam eandem forte alicui Amicorum, multò minùs Hostium Regni Poloniæ & Magni Ducatûs Lituaniæ, cedere & resignare fas sit; Verum Arx hæc munita ad manus Regiæ suæ Majestatis & Reipublicæ Poloniæ, tradetur, quemadmodum etiam Litera Transactionis sonat. idque sine ulla prætensa exactione expensarum & sumptuum, per integrum tempus in præsidium, & ad defensionem qualemcunque atque media ad sustentationem necessaria factorum, utpote ad quorum refusionem Regia Sua Majestas & Respublica Poloniæ adstricta minimè esto. Insuper Majestatis suæ Czaareæ exercitus, & speciatim Cosaci Severienses ultra Borysthenem non excurrent, sed intra limites, qui in Pactis Andrusaoviensibus circa Kyoviam ipsis assignati sunt, se contineant, minimèque audeant, commeatûs aut pabuli avehendi causâ, nec sub quopiam alio prætextu, Districtui Owtuczensi, aut ullis aliis ad Regiam suam Majestatem Poloniæ pertinentibus Ditionibus, incursionibus molestos existere Quod itidem Majestas sua Regia suæ potestati subjectis Cosacis injunget, & ne lineam istam transeant severis Mandatis eos coërcebit.

V. Quòd si Turcarum Sultanus ausis suis hostilibus insistet, atque Regiam suam Majestatem & Rempublicam Poloniæ armatâ manu invadet, aut ope Tartarorum quietem ejusdem interturbet; Eum in casum Czaarea sua Majestas pro affectione suâ Christianâ & Amicitiâ fraternâ se declarat, quòd suæ Regiæ Majestati Calmucensibus, Nogaiensibus, & aliis Hordis, Terrâ, Mari verò Donicis Cosacis assistet atque auxilium feret, Hostemque à proposito suo divertet. Promittit quoque Czaarea Sua Majestas pro sese in Mandatis mox daturam, ut Cosaci Zaporenses ad expeditionem in Mare Nigrum se parent, & sibi de Navigiis ad eam requisitis provideant; Pollicetorque ipsis pecunia & Commeatu ad eam perficiendam adfore. Id ipsumque Regia sua Majestas dictis Cosacis injungere vult.

VI. Promittit porrò Czaarea sue Majestas se ad Sultanum Turcarum, & Crimensem Chamum Legatos missuram, & mediantibus Literis tali forma & stylo, quali exaratæ eæ sunt, quarum Apographa ex Cancellaria Czaarea nobis impertitæ sunt, concipientur, de Bello contra Polonos dehortaturam, mentionem injiciendo, quantam Conjunctionem animorum & Amicitiam Czaarea sua Majestas cum Regia sua Majestate contraxerit. Viceque versa & Regia sua Majestas similiter, ad Turcam & Tartarum Legationes amandare promittit.

VII. Prætereà pollicetur, quoque Czaarea sua Majestas quòd Cosacis suis in Severia inhibere velit, ut nec Bisurmannis, nec etiam Dorosensko assistent, multò minùs cum Cosacorum immorigerorum Copiis in vicinitate Bialocerquæ, contra Regiam suam Majestatem & Rempublicam Poloniæ Fœdere semet jungant. Contra Regia sua Majestas quoque ad Cosacos suos Ukranienses similia generalia Mandata inhibitoria expediri curet.

VIII. Czaarea sua Majestas libero arbitrio relinquit & indulget subjectæ Regno Poloniæ & Magno Ducatui Lituaniæ Nobilitati, quæ in Ditionibus Smolensci & Starobubi existit, vel alibi in ejusdem Regionibus habitat, ut unusquisque ejus generis, pro lubitu, cum Uxore & Liberis, transire iterum in partes Regiæ suæ Majestatis & Reipublicæ, liberè & sine præpedimento, & mobilia sua secum asportare queat.

IX. Iis verò qui sub potestate Czaareâ manere voluerint, & Romanæ Religioni addicti sunt, permittit Czaarea sua Majestas, Cultûs eorum Divini peragendi gratiâ, fines Ditionum transgredi, & Ecclesias proximè adjacentes adire. Nec ulli Romanæ Religioni addicto, Confessio fidei suæ, apud Czaaream suam Majestatem detrimento, aut Gratiam Ipsius promerendi impedimento

Anno 1672. mento sit. Ex adverso verò omnibus & singulis quoque Russorum Religionem colentibus, cujuscunque status aut conditionis etiam ii erant, qui cum locis per Pacta Andruszoviensia cessis, iterum ad Regiam suam Majestatem pervenerunt, Exercitium Græcæ Religionis liberum concedetur, nemo in peractione cultus divini sacramque Sacrorum impedimentum aliquod iis adferet.

X. Omnibus & singulis Civicis Personis & Mercatoribus, Regno Poloniæ & Magno Ducato Lituaniæ ortis, & nunc sub Czaarea sua Majestate habitantibus, qui tempore primæ permutationis in libertatem asseri nequiverunt, ubicunque locorum ii vivent, Paganis solummodò exceptis, post solutionem eorum quæ Creditoribus suis debuerint, liberi dimittentur, quò, pro lubitu, in partes Regiæ suæ Majestatis iterum transire queant. Si verò alicui placuerit sub Czaareæ Majestatis Imperio permanere, id eidem prohibitum non esto. Homines Civicos verò qui prædia & bona Bojarorum sive Consiliariorum Status inhabitant, quod concernit, de iis sufficienter tractetur in futura ad Annum M DC LXXIV. ampliata Commissione ibique Punctus hic ad satisfactionem Partis utriusque componetur.

XI. Præterea Czaarea sua Majestas spondet, se Regiæ suæ Majestati, unà cum ultima Legatione remissuram, omne id, quod de ligno sanctæ Crucis conquirere valebit, & se obstringet, quòd nil ampliùs de eo reperiri potuerit.

XII. Imperabit sua Czaarea Majestas, ut Reliquiæ S. Callistrati, nec non aurea, argentea & alia ornamenta Ecclesiæ Cathedralis Smolenskonensis, ut & Campanæ ejus, & quicquid ullo modo indagari poterit, restituentur.

XIII. Porrò Majestas sua Czaarea edictum promulgabit, vi cujus omnes & singuli ablati libri, Documenta, Scripturæ, Acta Judicialia, Imagines, argentea supellex Ecclesiastica, ornatus & apparatus, ut & Campanæ & similes res in Czaareæ suæ Majestatis Ditionibus conquirentur, & quicquid harum reperietur, intra terminum sex mensium, aut quàm longissimè intra Anni unius spatium, ad fines Regni asportetur, Regiæque suæ Majestati tradetur.

XIV. Quamprimum etiam aliqui ad Palatinatum Kyuviensem pertinentes libri reperiri poterunt, sua Czaarea Majestas eos statim Regiæ suæ Majestati transmittere vult.

XV. Hisce profitetur Czaarea sua Majestas, quod nullæ Scripturæ aut Documenta publica, Legationum quarumpiam Palatinatuum & Districtuum Magni-Ducatus Lituaniæ Indices, ex quibus conjectura capi queat, quempiam Czaareæ suæ Majestatis potestati & vi se subjecisse, in Archivo existent. Et si procedenti tempore simile quid in apricum proferetur, id tamen per antecedentes Tractatus jam abolitum erit, & hisce denuò vigore præsentis Articuli rescinditur.

XVI. Quandoquidem Severienses Cosaci limites Regni transgressi sunt, partemque Palatinatûs Mieciislaviensis, ut & quædam in Districtibus Rzeczikiensi & Miedzyrecenzi occupârunt: sua Czaarea Majestas iisdem seriò injungere vult, ut retrocedant, & fines Regni ab omnibus invasionibus immunes & puros servent. Quod si verò per invasiones hasce Incolis fortè damna quædam data fuerint, Regia tamen sua Majestas & Respublica refusionem eorum quampiam nullatenus exiget.

XVII. Ne autem irrepentes sæpius Errores circa Titulos utriusque Partis, inter Incolas limitaneos ansam Dissidiorum & malevolentiæ aliquam præbere valeant, imposterum Accolæ limitum Partis utriusque privati, non tenebuntur integrum Titulum Regis & Czaaris Literis suis præponere, sed sufficient hæc: Suæ Regiæ Majestati &c. Suæ Czaareæ Majestati &c. Palatini verò, Satrapæ & Officiales utriusque Partium, in scribendo & Titulis, erga Partium Principes, Pactis Andruszoviensibus se conformes exhibebunt.

XVIII. Quò XIII. Articulo Pactorum Andruszoviensium, juxta §. VII. hujus, Moscoviæ conclusi Tractatûs, satisfactio præstetur, cùm delegati Judices limitum, hactenus nullam de Finibus litem determinaverint, nullasque locorum litigiosorum, etiamsi jam fidem jurisjurandi ad hoc dederint, certò definitus fuerit; ex quo contentiones de finibus quotidiè augentur: Idcircò uterque Principum, evitandarum ulteriorum incommoditatum, dissidiorum & turbationum, inter Vicinos in Confinibus degentes gratiâ, & ut eò faciliùs eæ sopiantur, quisque suo nomine duos eligere vult Judices, qui stato termino anni, semel aut bis Assessores suos & Collegas, ipsis adjunctos, eo ipso in Palatinatu sive Provinciâ in quâ jus dicent, convocent, & quâque vice actiones de injuriis limitaneis, & commissis excessibus, ut & de latrociniis & homicidiis, motas, audient, læsæ Parti Justitiam administrent, delinquentes coerceant, & sic fines quietos & pacatos servent. Quò verò hi Judices finium regundorum ab utrâque parte sufficienti securitate gaudeant, unaquæque Pars, plures quàm XX. Personas secum non adducet, & fruetur utraque Pars eâ ipsâ securitate, quæ Legatis Solennis Legationis, quoad Commissiones injunctas, impertietur. Anno 1672.

XIX. Quòque omnes occasiones odiorum & inimicitiarum in finibus præcaveantur; Czaarea sua Majestas speculam propè Rzeciensum, ad Fluvium Horedna, quæ vigore primorum Pactorum, in statu suo permansit, cùm ea ansam multijugarum contentionum præbuisset, tollet, inhibeatque, ne aliæ simili in loco imposterum exstruantur.

XX. Omnia alia Puncta, præterquam ea quæ ad Commissionem remissa sunt, quæ necesse non habent, ut Commissionem exspectent; sed statim executioni mandentur, adimplere sine ulla dilatione aut studio conquisitis sinistris interpretationibus, uterque Principum stipulatur.

XXI. Præsens hæc Conventio, prout ea Nos inter suæ Regiæ Majestatis & Reipublicæ Poloniæ Solennes Legatos, & Czaareæ suæ Majestatis Bojaros & Consiliarios Status mutuò pacta, conclusa & in Scripturam redacta fuit, à Serenissimo Principe ac Domino, Domino Michaele, Dei gratiâ Rege Poloniæ, &c. &c. Domino nostro Clementissimo, & suæ Majestatis Successoribus Regni, nec non omnibus Reipublicæ Ordinibus, tam Ecclesiasticis quàm Secularibus utriusque Nationis, Regni Poloniæ & Magni-Ducatus Lituaniæ, ex una; & à Serenissimo Principe ac Domino, Domino Alexio Michaelowicz &c. &c. & suæ Czaareæ Majestatis Successoribus, ex altera parte, in omnibus Punctis constanter & inviolabiliter servetur. Huncce conclusum Tractatum Regiæ suæ Majestatis & Reipublicæ Poloniæ Nos Legati Solennes nostris manibus subsignavimus, & Sigillis nostris corroboravimus, & postquam hinc indè eundem jurejurando firmavimus, atque unius ejusdemque tenoris desuper confecta & subscripta Instrumenta cum Czaareæ suæ Majestatis Bojaris & Consiliariis Status ad invicem permutavimus. Actum in Czaareæ suæ Majestatis Sede Moscoviæ IX. Aprilis Anno à nato Christo M DC LXXII.

(*L.S.*) Joannes Gninski.
(*L.S.*) Cyprian Paul Bristowsky.
(*L.S.*) Alexander Kotowiks.

LXXX.

Renouvellement, Prorogation & Explication, de l'Alliance entre Louis XIV. *Roi de France,* & Charles XI. *Roi de Suede. A Stockolm le* 14. *Avril* 1672. [Freder. Leonard. Tom. V. Ce Traité se trouve en Latin dans la Registrature d'Estat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.] 14. Avril. France et Suede.

Nous Claude Tott, Comte de Carleby, libre Baron de Surdby, Seigneur d'Ekelsaod & de Lacisstehn, Senateur & Grand Escuier de la Sacrée Majesté Roiale & du Roiaume de Suede, Gouverneur Général de Livonie; Sten Bielke, libre Baron de Corp, Seigneur de Haddetholm, de Gesoohea & de Tonga, Senateur de la Sacrée Majesté Roiale & du Roiaume de Suede, & Conseiller de la Chancelerie; Nicolas Brahé, Comte de Wisinborg, libre Baron de Cajane, Seigneur de Ridboholm & de Salvejen, Senateur de la Sacrée Majesté Roiale & Roiaume de Suede, Admiral & Conseiller de l'Amirauté; & Jean Galdenstern, libre Baron de Londholm, Seigneur de Stieche & de Bierksunt, Senateur de la Sacrée Majesté Roiale & du Roiaume de Suede, & Conseiller de la Chancellerie, Commissaires Deputez, munis d'un plein-Pouvoir de nôtre tres-puissant Prince & tres-clement Seigneur Charles, par la grace de Dieu Roi de Suede, des Gots & des Wandales: Voulons qu'il soit notoire à tous

ANNO 1672.

tous à qui il appartient, que conformément à l'Article 21. de l'Alliance faite à Fontainebleau entre le Roi de France & le Roi de Suede, le 12. Septembre de l'année 1661. par lequel il est dit que si on le trouve à propos, ladite Alliance pourra être prorogée du commun consentement des deux Rois, & qu'à ce dessein le Tres-Puissant, & Tres-Chrétien Prince & Seigneur LOUIS XIV. Roi de France & de Navarre, auroit envoié à Stockolm au commencement du mois d'Août de l'année derniere 1671. l'Illustrissime & Excellentissime Seigneur le Sieur Simon Arnaud de Pompone, Conseiller d'Etat ordinaire & Ambassadeur extraordinaire, & ledit Sieur étant choisi pour Secretaire d'Etat; le Sieur Marquis de Vaubrun, Maréchal des Camps & Armées de S. M. Gouverneur de Philippeville, lequel étant aussi appellé en Lorraine, Sa Majesté Tres-Chrétienne auroit envoié l'Illustrissime & Excellentissime Seigneur le Sieur Honoré Courtin, Conseiller d'Etat ordinaire, & Ambassadeur extraordinaire, muni d'un Plein-Pouvoir. Les Serenissimes & Puissans Rois de France & de Suede, faisant reflexion de quelle utilité & de quel avantage avoient été pour leurs Etats les anciens Traitez qui avoient été faits & observez inviolablement & religieusement, tant entre Leurs Majestez qu'entre les Rois d'heureuse memoire leurs Predecesseurs: Et se ressouvenant aussi qu'ils ont principalement beaucoup servi pour la seureté & stabilité de la Paix qui avoit été renduë à l'Empire par la jonction de leurs Conseils & leurs Forces, ils n'ont jamais rien eu plus à cœur que de renouveller non seulement cette Alliance, mais de lui donner encore plus de force, en s'y engageant d'une maniere plus étroite. Pour ce sujet, Nous Commissaires Deputez, & ledit Ambassadeur extraordinaire, aprés nous être communiquez mutuellement nos Pleins-Pouvoirs, & nous être assemblez plusieurs fois, avons arresté & sommes convenus d'observer de part & d'autre, pour marque d'Amitié & d'Alliance, les Articles suivans.

I. Les Serenissimes Rois de France & de Suede & leurs Roiaumes, aiant été unis depuis long tems par une sincere & veritable amitié, & par une fidelle correspondance avantageuse à leurs deux Roiaumes, & aians depuis été affermis dans cette union par des Alliances tres-étroites, ils ont encore aujourd'hui les mêmes raisons de demeurer unis, & de s'y engager plus étroitement, & même il est à propos de renouveller & de rétablir entre ces deux Rois & leurs Roiaumes leur ancienne amitié, comme en effet en vertu du present Traité elle est renouvellée, confirmée & rétablie: De maniere qu'entre les deux Rois, leurs Roiaumes, leurs Sujets, & les Habitans des Terres de leur obeïssance, il y aura toûjours amitié & fidelle correspondance, qui fera que l'un aura soin des biens & de la seureté de l'autre, & des avantages & profits communs comme du sien propre; & que non seulement il avertira son Allié du danger qui pourra le menacer, mais encore qu'il s'opposera de tout son pouvoir au tort qui pourroit lui être fait.

II. Il y aura outre cela à commencer dés ce jour entre le Tres-Puissant Roi & Roiaume de France d'une part, & le Tres-Puissant Roi & Roiaume de Suede, de l'autre, une Alliance deffensive tant pour la conservation mutuelle des deux Rois & de leurs Roiaumes, des Provinces & Terres de leur obeïssance, & de tous leurs Droits, que pour la seureté de la Mer Baltique de l'Ocean, à l'avantage du Commerce, & à la liberté de la Navigation.

III. La principale fin de cette Alliance doit être que toutes les choses qui ont été reglées, soit pour la Politique, soit pour ce qui concerne les affaires Ecclesiastiques, par la Paix de Munster & d'Osnabruch, demeurent dans le même état conformément aux Articles de la Paix, ensorte que les deux Rois, & tous les Etats de l'Empire qui sont compris dans ladite Paix, en jouissent entierement: Et afin que les autres qui y sont interessez l'observent d'autant mieux, les deux Rois feront instance conjointement & separément auprés de l'Empereur & des Etats de l'Empire, non seulement afin que tout ce qui a été arresté par les Articles de ladite Paix, soit executé dans toute son étenduë, mais encore afin que la Paix & la tranquillité publique, qui a été achetée par l'effusion de tant de sang, par de tres-grands travaux & grandes dépenses, soit maintenuë inviolablement.

IV. Et afin que les Traitez de Westphalie, & ceux qui ont été faits depuis sur le même sujet, ne soient pas seulement observez, mais qu'ils le soient encore selon toute leur force & dans toute leur étenduë, il a été arresté en premier lieu, entre les Serenissimes & Tres-Puissans Rois de France & de Suede, que non seulement ils ne donneront aucans secours aux Ennemis de l'Empire, & aux Perturbateurs de la Paix de l'Empire, mais encore que si l'Empereur, les Electeurs, ou quelque Estat attaquoit les armes à la main un des deux Rois dans l'Empire, contre la disposition de la Paix de Westphalie, ou bien qu'il donnât soit dedans soit dehors l'Empire, un secours de Troupes, d'Armes, ou de quelque autre maniere, sous quelque pretexte que ce soit, aux Ennemis de l'un des deux Rois, en ce cas les deux Rois se secourront mutuellement & ils uniront leurs Armes pour attaquer l'Infracteur de la Paix, s'il ne veut pas écouter l'avertissement à l'amiable qui lui sera fait auparavant.

ANNO 1672.

V. Les deux Rois Confederez solliciteront pour le bien commun plusieurs autres Estats de l'Empire, tant Catholiques que Protestans, à entrer dans cette Alliance, & on agira & conclura avec eux à peu prés de la même maniere que l'on fist à l'Alliance du Rhin, qui fut faite entre les Couronnes de France & de Suede, & plusieurs Electeurs & Princes de l'Empire.

VI. Et comme selon ce qui vient d'estre dit dans l'Article precedent, les deux Rois Alliez doivent procurer que pour le bien public les Etats d'Allemagne qui sont Amateurs de la Paix, soient invitez d'entrer dans cette Alliance, aussi n'empêchent ils point que l'Empereur, les Electeurs, les Princes & les Etats de l'Empire, à qui aussi la Paix peut être agreable, n'entrent encore dans cette Alliance, pourvû qu'ils se declarent dans le temps, & que cela se fasse à des conditions raisonnables, & du commun consentement des deux Rois Alliez.

VII. Comme il a été proposé dans le temps passé, soit par la voye des Conseils, soit par celle des Armes aux deux Rois Confederez & à leurs Alliez, qu'on restablit conformement aux Loix Fondamentales de l'Empire, les Electeurs, Princes & Estats dudit Empire, dans le Droit de suffrage dans les déliberations sur toutes les affaires de l'Empire: & qu'à cet effet plusieurs Reglemens desd. Traitez de Paix, & principalement l'Article 8. des Droits des Etats ait été inseré dans cette Paix; En consequence les deux Rois Alliez ont arresté presentement, & sont convenus que les affaires de l'Empire qui ont été decidées, soit dans la Paix de Westphalie & par ledit Article 8. ou qui l'ont été depuis dans les Assemblées de l'Empire d'un commun consentement des Etats selon la disposition du Traité de Paix, demeureront dans toute leur force & pour ce qui regarde celles qui sont demeurées indécises, & qui ont été remises par la Paix de Westphalie à la premiere Diette de l'Empire, les deux Rois Confederez jugent à propos de s'unir pour avertir l'Empereur, ou tous les Princes & Estats de l'Empire par Lettres, & de faire en sorte par leurs Ministres dans les Assemblées de l'Empire, que lesdites affaires indecises & qui ont été renvoiées aux Diettes, y soient decidées d'un commun consentement.

VIII. Si quelques-uns de ceux qui sont expressement nommez dans la Paix de Westphalie sont encore troublez, & principalement si contre les Articles d'Amnistie & des Griefs, ils sont privez de l'execution de ladite Paix, en sorte qu'ils n'aient pas été rétablis, ou que l'aiant été, ils ne l'aient pas été entierement, ou même qu'aprés leur rétablissement, ils aient été destituez une seconde fois en quelque maniere que ce soit, ceux qui seront ainsi troublez de quelque estat & condition qu'ils soient, recevront les compositions à l'amiable des Rois Alliez, & les moiens équitables qui seront suggerez par les Membres de la Paix.

IX. Que s'il arrive qu'un ou deux Estats de l'Empire, & que ceux-là en particulier, ou plusieurs d'entr'eux ensemble, soient troublez en quelque maniere contre la disposition de la Paix de Westphalie, & des Constitutions de l'Empire, dans la paisible possession de leurs Terres & de leurs Droits, ou même qu'ils soient attaquez à force ouverte & les Armes à la main, & qu'en consequence ils implorent le secours des Rois Alliez comme Garands de la Paix, ces Etats soit qu'il y en ait un ou plusieurs doivent attendre des Rois Alliez conjointement les retardes qui sont marquez dans le Traité de Paix & dans les Articles suivans.

X. Il a été aussi resolu pour plus grande seureté des

ANNO 1672.

Terres & des Provinces qui ont été acquises par le Traité de Paix, à l'un & à l'autre des Rois Alliez & à leurs Roiaumes pour les satisfaire, que s'il arrive qu'elles soient menacées de quelque danger, ou si quelqu'un ose les attaquer par les Armes, les deux Rois s'obligent par cette Alliance à la juste & mutuelle deffense de leurs Terres, se promettans d'unir leurs Conseils & leurs Armes qui seront necessaires pour repousser par la force des Armes une telle invasion: & ne desisteront pas qu'on n'aie donné une entiere satisfaction pour l'injure reçûë, & pour les pertes qui pourroient avoir été faites, avec une Garantie certaine de ne plus rien troubler. Celui qui sera attaqué & qui demandera du secours, aura le chois d'être assisté & de recevoir ce secours, ou en Troupes ou en Argent.

XI. Si quelqu'un des Etats de l'Empire, est troublé & offensé contre les Articles de la Paix par les autres Etats, les Rois Alliez leur feront premierement une remonstrance amiable, & ensuite si elle est inutile, on donnera une communication des avis aux Etats de l'Empire, selon la maniere prescripte dans ledit Traité de Paix, qui n'aura d'autre but que de pourvoir à l'entiere satisfaction & seureté de la Partie offensée, & d'empêcher qu'il ne soit fait aucun tort, ou prejudice à aucun Membre de la Paix dans ses Droits, Dignitez, & Privileges.

XII. Comme cela doit estre entendu. si quelque Membre de la Paix publique étoit offensé, non pas à la verité par les Armes, mais en toute autre maniere que ce soit. De même si quelqu'un, ou parce que les Rois Alliez tâchent par toute sorte de moien de conserver la tranquillité publique dans son entier, ou à cause de la premiere Guerre, & ainsi par un esprit de vengeance attaquoit les Armes à la main quelqu'un des Rois Alliez, ou de ceux dont ils deffendent la cause; & que le bon Droit ou l'entremise de l'un ou de l'autre Allié fut inutile dans cette occasion, & qu'il ne pût pas être aidé par aucun autre moien ou secours, pour lors les Rois Alliez aprés un avertissement amiable, s'opposeront conjointement & ensemble à cet Infracteur de la Paix de Westphalie, conformement aux anciens Traitez qui ont été plusieurs fois reïterez, & selon la maniere qui a été en usage pendant la premiere Guerre, & uniront leurs forces pour le poursuivre d'un commun avis jusques à ce qu'il ait satisfait aux deux Rois Alliez, ou à quelque autre Membre de la Paix qui auroit été offensé, & qu'on ait fait avec eux une Paix seure & honeste.

XIII. Et afin que le Serenissime Roi de Suede connoisse combien la seureté & l'avantage de la Suede est à cœur au Serenissime Roi Tres-Chretien Sa Majesté Tres-Chrestienne veut en vertu de ce Traité renouveller & confirmer de nouveau par sa parole Roiale au Serenissime Roi de Suede, toutes les Garanties sur la Paix d'Oliva & de Coppenhague qui lui ont été promises par des Traitez particuliers, & principalement pour ce qui regarde le Roi & le Roiaume de Danemarc, on est convenu d'un commun avis, que comme le Roi de Suede s'est engagé d'être ami & fidelle voisin du Roi de Danemarc, conformement à la teneur des Traitez faits au Camp de Coppenhague le 27. jour de Mai 1660. & qu'il ne veut rien tenter contre le Roi & les Roiaumes de Danemarc & de Norwege, ni contre les Terres que le Roi de Danemarc possede dans l'Empire, aussi mutuellement le Roi Tres-Chrestien empêchera que le Roi de Danemarc n'entreprenne rien contre le Roi & le Roiaume de Suede, ni contre ses Droits, Terres, Provinces & Lieux qui lui sont soûmis en quelque endroit qu'ils soient, soit dans l'Empire, ou par tout ailleurs.

XIV. Le Duc de Sleswich & de Holstein Gottorp jouira de la même Garantie, & l'un & l'autre des Rois Alliez promettent d'emploier tous leurs soins, afin que ledit Duc jouisse entierement, & sans alteration de tout ce qui a esté arresté expressement dans ladite Transaction de Danemarc & de Suede, & qui a été inseré dans la Convention, entre le Roi de Danemarc & ledit Duc, pour la seureté de son Estat & de ses Droits.

XV. Et comme l'un & l'autre des Rois Alliez regardent les Ducs de Mecklebourg, Swerin & Gustrou, qui leur sont unis depuis longtemps par des liens particuliers d'Amitié & d'Alliance comme Membres de la Paix de Westphalie. & qu'ils aient par consequent à cœur leur conservation. Ils feront pour cet effet en vertu de la presente Convention tous leurs efforts, afin que lesdits Ducs ne soient pas troublez dans la possession des Terres, Droits, Biens & Avantages qu'ils ont obtenu par le Traité de Paix de Westphalie, mais qu'ils soient conservez tranquillement dans leur Etat present.

ANNO 1672.

XVI. De même maniere les Rois Alliez travailleront conjointement, & auront soin que le Marquis de Bade-Dourlac Membre de la Paix de Westphalie, soit conservé, autant que faire se pourra, dans la paisible possession des Terres & Droits, & de tous les avantages qu'il a obtenus par ladite Paix de Westphalie.

XVII. Quoique les deux Rois Alliez esperent que la seureté publique a été si bien établie, qu'on a si bien pourvû à tous les évenemens, & qu'elle a été si bien confirmée dans l'Empire Romain par la Paix de Westphalie qu'il n'y a rien à craindre; Cependant comme les choses paroissent être hors de l'Empire dans un état qui menace assez certainement de la Guerre, de laquelle sans doute il peut naistre de grands desordres, les deux Rois Alliez à cause de l'inclination qu'ils ont pour les avantages de l'Allemagne, ne peuvent s'empêcher de témoigner qu'ils jugent à propos d'y pourvoir par toute sorte de moiens possibles, & d'empêcher que ce feu qui est si voisin de l'Allemagne ne soit porté jusques dans le sein de l'Empire.

XVIII. Comme aussi les deux Rois aiant toûjours uniquement eu en veuë depuis la Paix de Westphalie, d'empêcher que l'Empire ne fut engagé dans aucune Guerre, & qu'elle ne put facilement s'étendre bien loin au dehors, si quelqu'un se mesloit dans des affaires étrangeres qui ne regardent point l'Empire, on a jugé à propos de part & d'autre que l'un & l'autre des Rois Alliez témoignent à l'Empereur & aux Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, l'inclination singuliere qu'ils ont pour la tranquillité de l'Allemagne, & leur fassent voir que ceux qui demeureront en Paix, seront dans une entiere seureté à cause desdites Provisions, Garanties & Alliances deffensives des Etats de l'Empire, qu'ils ôtent par leurs Ambassadeurs toute sorte de soupçon, & qu'ils donnent en ami des avis salutaires, & qu'ils leur fassent voir le danger où ils seront, si quelqu'un d'eux s'engageoit dans la Guerre qui n'est pas à la verité dans l'Empire, mais qui n'en est pas éloignée.

XIX. Aprés cette precaution jointe aux avis & bons offices qui peuvent servir de remede à la Guerre, & autant que la prevoiance humaine peut s'étendre, confirmée par la Paix & la tranquillité d'Allemagne, les deux Rois ne peuvent croire que personne ait besoin d'une plus grande seureté, ni qu'il en puisse souhaiter une meilleure. Que si pourtant l'on ne fait nulle attention à ces avis qu'on donne sincerement & en ami pour le repos public, & qu'on ne veuille pas pourvoir à la presente tranquillité par la voie de la Paix. En ce cas l'un & l'autre des Rois Alliez s'engagent mutuellement, & s'obligent aussi à l'avenir d'être unis pour la deffense du Traité de Paix & la seureté commune, tant des deux Rois que de tous les autres qui servent à la conservation de la tranquillité publique, que s'il arrive (ce qu'à Dieu ne plaise) que quelque Membre de la Paix de Westphalie sans avoir égard ausdits remedes de la Guerre, entre en rupture en prenant les Armes, d'abord les deux Rois consulteront entr'eux pour trouver un remede proportionné à la grandeur du peril, afin qu'une telle Guerre, si on voioit qu'elle dût troubler l'Allemagne, soit éloignée & repoussée.

XX. Et afin que Sa Majesté Suedoise soit cependant en état de pourvoir au repos commun, & de s'opposer au peril qui pourroit le menacer, il aura sur pied pour la conservation de la tranquillité publique une Armée composée, tant d'Infanterie que de Cavalerie qui sera considerable, à proportion de la necessité du temps & du danger, avec tout l'appareil necessaire de Canons & d'autres choses qui regardent la Guerre.

XXI. Pour soûtenir ces dépenses & pour entretenir lesd. Troupes S. M. T. C. s'oblige en vertu de cette Alliance, de donner tous les ans un certain subside qui sera proportionné à la grandeur de l'Armée que S. M. Suedoise entretiendra, lequel sera paié en Monnoie de Richedales: & il sera compté tous les ans à Hambourg dans la Banque, sans aucune contestation ni perte de Sa Majesté Suedoise.

XXII. Le Roi T. C. n'aiant rien plus à cœur que d'observer religieusement & de bonne foi le Traité de Paix conclu à Aix la Chapelle, le 2. Mai de l'année 1668. entre les Couronnes de France & d'Espagne, le

Roi

ANNO 1672.

Roi de Suede aiant aussi assez témoigné par le penchant qu'il a pour la tranquillité publique, & pour l'avantage de S. M. T. C. & de S. M. C. le soin qu'il a de procurer la continuation & confirmation de la bonne amitié & correspondance renouvellée par ledit Traité, en offrant au Roi T. C. & en accordant au Roi Catholique sa Garantie, ledit Roi T. C. loüant, non seulement l'affection singuliere qu'a Sa Majesté Suedoise pour la tranquillité de l'Europe ; mais reconnoissant aussi en cela une grande marque de son amitié, declare & confirme par cet Article le sincere & veritable desir qu'il a de ne s'éloigner jamais autant qu'il sera en lui, de l'observation dudit Traité d'Aix la Chapelle, qu'au contraire il aura soin qu'il soit observé tres-exactement dans toutes ses clauses.

XXIII. Les Sujets du Roi de Suede & les Habitans des Provinces, qui lui sont soûmises, joüiront de la liberté de la Navigation & du Commerce dans tous les Royaumes & Terres qui sont en Paix, Amitié ou Neutralité avec Sadite Majesté Suedoise, & ils ne seront pas inquietez par les Vaisseaux du Roi T. C. à l'occasion de la Guerre qui pourroit être avec d'autres Rois, Roiaumes & Etats en telle sorte pourtant qu'ils ne donnent point de Marchandises deffendues & de Contrebande à son Ennemi.

XXIV. Il faut regarder comme Marchandises de Contrebande toute sorte d'Armes, tant Offensives que Deffensives, & principalement les Armes à feu & toutes les autres qui servent pour le même sujet, il faut comprendre dans ce nombre les Canons grands & petits de toute sorte de façons, qu'on appelle ordinairement Canons & Mousquets, Mortiers, Petards, Bombes, Grenades, Fleches, Carcasses, Bales à Mousquets soit de Fer ou de Plomb, Nitre ou Salpestre, Poudre à Canon & toute sorte d'Epées, Sabres, Picques, Hallebardes, Haches, Fleaux, & toute autre Arme propre à attaquer : Comme aussi Morions, Casques, Cotte de Maille, Cuirasses & Bouclliers de Cuivre ou de Fer, & autres Armes propres pour servir de deffenses ; outre cela tout ce qui sert pour l'Equipage d'une Armée, comme Chevaux, Selles de Chevaux, Fourreaux de Pistolets ; & enfin tout ce qui peut être utile ou necessaire pour harnacher les Chevaux.

XXV. Il ne faut pas entendre sous le nom de Marchandises defendues & de Contrebande, les Marchandises qui n'ont pas encore été travaillées, & qui n'ont pas été mises en oeuvre pour l'usage de la Guerre, comme l'Acier, le Fer, le Cuivre, la poix liquide & dure, le Bled, le Sel, le Vin, l'Huile & les autres de ce Genre, ou toute autre qui sert à l'entretien de la vie ; le transport en est permis chez les Ennemis même, excepté dans les Villes & les Lieux assiegez & bloquez.

XXVI. Les Marchandises de Contrebande pourront aussi être transportées à d'autres Nations : & il ne sera pas permis, ni en allant, ni en revenant d'empêcher, de troubler, ni d'inquieter les Vaisseaux Suedois, pourveu qu'ils montrent les Lettres de Saufconduit, selon la Formule ci-jointe ; laquelle est conçûe en ces termes.

La Serenissime & R. M. &c. Nous certifions que le jour . . . du mois . . . de l'année . . . a comparu devant Nous N. N. Sujet de Sadite Majesté & Citoien de la Ville . . . . . lequel en vertu du Serment de fidelité par lequel il est engagé à nôtre tres-clement Seigneur Sa Majesté Suedoise, nous a declaré que ledit Vaisseau . . . . . est de la Ville de . . . . . & qu'il lui appartient & à ses Associez, qui sont aussi Sujets & Citoiens de Suede, en propre à juste titre, lequel voulant faire voiage du Port . . . . . . chez des Nations Estrangeres chargé des Marchandises de Suede, Nous assurant sous le même Serment de fidelité qu'aucun Estranger n'a part dans ledit Vaisseau pour les Marchandises qui y sont déja, ni pour celles qui y seront mises : & que le Patron dudit Vaisseau est Citoien de la Ville . . . . . c'est pourquoi connoissant suffisamment aprés une exacte recherche que ledit Vaisseau & toutes ces choses qui doivent y être mises pour ce voiage sont permises, & qu'il appartient veritablement aux Sujets de Sa Majesté Suedoise, Nous requerons humblement & honnêtement pour marque d'Amitié & de bon office, de toutes les Puissances de Terre & de Mer, Rois, Princes, Republiques & Villes libres : Comme aussi de tous les Généraux d'Armée, Capitaines, Officiers & Gouverneurs des Ports, & de tous ceux qui ont quelque Charge dans les Ports, ou sur la Mer, de tous ceux que le Vaisseau pourroit rencontrer en voiage, ou dans les Flottes desquels il pourroit passer ou être jetté dans les Ports, qu'en consideration de l'Alliance qui est entre chacun de ceux qui sont ci-dessus nommez, & le Serenissime Roi de Suede nôtre tres-clement Seigneur, ils permettent non seulement que ledit Pilote avec ledit Vaisseau aille & vienne librement sans empêchement ni sans être inquieté, mais encore s'il vouloit aller ailleurs de lui rendre tous les bons offices d'humanité & de bien-veillance comme à un Sujet de Sa Majesté Suedoise, devant s'attendre d'en recevoir autant dans une pareille ou semblable occasion de Sa Majesté Suedoise, & de tous ses Ministres & Sujets. En foi de quoi nous avons fait mettre le Sceau du College aux Presentes & les avons signées. Donné à Stockolm . . . . . ou ailleurs.

XXVII. Et afin que toute visite soit deffenduë sur la Mer, & que la Navigation se fasse plus seurement, tout pretexte inutile de visite s'étant retranché, les Vaisseaux du Roi T. C. qui iront au devant des Vaisseaux Suedois, s'arresteront à la portée du Canon, & envoieront une Chaloupe aux Vaisseaux Suedois, & entreront seulement avec deux ou trois Hommes, ausquels on montrera les Lettres de Saufconduit conceuës selon la Formule precedente : & on ne pretendra, ni on ne tentera autre chose, mais on y ajoûtera une entiere foi, afin que sans aucun trouble, recherche ou detention le Vaisseau puisse continuer sa route.

XXVIII. Tous les Sujets du Roi T. C. joüiront aussi de la même liberté du Commerce & de la Navigation, conformement aux conditions & limitations qui ont été exprimées ci dessus, en cas que le Roi de Suede soit engagé dans la Guerre avec d'autres Rois, Roiaumes & Etats.

XXIX. Que s'il arrive que les Vaisseaux d'un des Alliez destinez pour un Port Ennemi, ou pour des Lieux qui soient sujets aux Ennemis, se trouve chargé de Marchandises deffenduës en tout ou en partie, les Marchandises deffenduës seront confisquées par un Juge competent ; & les Vaisseaux ni les autres Marchandises qui s'y trouveront & qui ne seront pas deffenduës, ne pourront pas l'être.

XXX. Les anciennes Alliances qui ne sont pas contraires à celle-ci demeureront dans toute leur force, & principalement l'Alliance faite entre lesdits Rois à Fontainebleau en l'année 1661. doit être censée renouvellée dans toutes ses Clauses & Articles, si ce n'est qu'on en ait disposé autrement dans celle-ci.

XXXI. Et afin qu'on connoisse que cette Alliance n'est faite au desavantage ni au prejudice de personne, les Alliez & Amis des deux Rois qui voudront & souhaiteront y être compris le seront.

XXXII. Cette Alliance durera pendant dix années, à compter du jour qu'on échangera les Ratifications, excepté l'obligation mutuelle exprimée dans l'Article 4. & les choses qui concernent la conservation & la seureté de la Paix de Westphalie, que les deux Rois doivent se promettre de l'Empire en vertu de ladite Paix, toutes choses demeureront toûjours dans leur entier.

XXXIII. Ces Articles confirmez par la Ratification des deux Rois de France & de Suede, s'échangeront mutuellement à Stockolm dans trois mois à compter du jour qu'ils seront signez. En foi de toutes ces choses & pour donner une plus grande force, Nous avons signé ces Presentes & y avons mis le Sceau de nos Armes. Fait à Stockolm le 14. jour d'Avril 1672.

ARTICLES SECRETS.

I. Les deux Serenissimes & Puissans Rois de France & de Suede sont convenus expressément de la même chose par l'Article 4. de leur Alliance concluë ce même jour ; à sçavoir, que non seulement ils ne donneroient point de secours en aucune maniere aux Ennemis de l'Empire, & aux Perturbateurs de la Paix dans l'Empire ; Mais encore que si l'Empereur, ou quelque Etat vouloit contre la disposition de la Paix de Westphalie attaquer dans l'Empire par les Armes & à force ouverte un des deux Rois, ou donner aux Ennemis de l'un ou de l'autre Roi un secours de Troupes, ou de quelque autre maniere, soit dedans ou dehors l'Empire, sous quelque raison ou pretexte que ce soit ; en ce cas ils se secourront mutuellement, & ils joindront leurs Armes pour attaquer l'Infracteur de la Paix, supposé qu'il méprise un avertissement à l'amiable qu'on lui donnera auparavant.

II. Quoique le Roi T. C. soit persuadé que s'il entreprend la Guerre contre les Etats des Provinces-Unies des Païs-Bas, & que les Armes & Troupes de

ANNO 1672. Sa Majesté entrent ou attaquent les Provinces, Villes, Citadelles & Lieux fortifiez desdits Etats, l'Empereur ni aucun Electeur ou Prince de l'Empire ne voudra s'y mesler ni aider par aucun secours lesdits Etats Ennemis de Sa Majesté; si pourtant il arive contre cette esperance que l'Empereur ou quelque Electeur & Prince de l'Empire veuille donner des Troupes Auxiliaires ausdits Etats, ou prendre les Armes sous quelque pretexte que ce soit, tandis que cette Guerre durera contre S. M. T. C. & ses Alliez, pour lors ce qui sans doute excitera la Guerre en Allemagne & troublera la tranquillité de l'Empire, le Serenissime Roi de Suede s'opposera premierement à ce mal naissant par une voie amiable; & ensuite si elle est inutile, par la Force & par les Armes.

III. C'est pourquoi le Serenissime Roi de Suede comme tres-zelé Défendeur de la Paix d'Allemagne, tâchera premierement par un avertissement amiable de faire desister l'Empereur, les Electeurs ou Princes de leur entreprise. Et si ces remonstrances faites en ami sont inutiles, & si l'Empereur ou tout autre Prince ne veut pas desister de fournir du secours aux Etats des Provinces-Unies contre le Roi Tres-Chrêtien, pour lors le Roi de Suede qui cherchoit la gloire de conserver la Paix dans l'Empire par une voie amiable, tâchera de le faire par les Armes, les Rois Alliez étans convenus par le moien suivant de la maniere dont toute cette entreprise seroit menagée.

IV. Lorsque l'Empereur, ou un Electeur, ou Prince de l'Empire aura resolu d'envoier des Troupes Auxiliaires contre Sa Majesté Tres-Chrêtienne aux Etats des Provinces-Unies, ou d'attaquer Sa Majesté ou ses Alliez dans l'Empire, pour lors le Serenissime Roi de Suede requis & averti à tems par le Roi Tres-Chrêtien à sçavoir trois mois auparavant, promet de faire entrer dans le Duché de Bremen ou dans la Pomeranie, une Armée composée de dix mil fantassins, & six mil Chevaux, munie de toutes les choses necessaires pour la Guerre; laquelle Armée attaquera à force ouverte l'Empereur & les autres Princes de l'Empire qui lui seront unis pour donner du secours aux Etats des Provinces-Unies, & qui voudroient causer quelque dommage au Roi T. C. & à ses Alliez; & il empêchera par toute sorte de voie selon qu'il le poura par les Armes, qu'on envoie aucunes Troupes Auxiliaires aux Etats des Provinces Unies contre le Roi de France, & ledit Serenissime Roi de Suede ne quittera point les Armes, que l'Empereur ou les autresd. Princes n'aient desisté de leur entreprise.

V. Au reste afin de donner une plus grande force à cette Guerre (qui n'aura pour unique but que la Paix & la tranquillité de l'Allemagne) le Roi Tres-Chrêtien selon l'exigence & le besoin de la chose, si les forces du Roi de Suede & de ses Alliez ne suffisent pas contre l'Empereur, les Electeurs & Princes qui lui sont unis, fera passer une Armée en Allemagne, laquelle agira conjointement ou separement avec l'Armée Suedoise selon les évenemens de la Guerre, l'Armée Suedoise demeurant toutefois en cas de jonction sous le commandement du Général François.

VI. Le Roi T. C. promet pour cela, qu'à raison du soin qu'il a, de même que le Roi de Suede, de conserver la Paix dans l'Allemagne, de s'opposer de la maniere dont on est convenu par l'Article 5. & par les avis & par les Armes, à sçavoir par une bonne Armée, & selon l'exigence du danger par les plus grandes forces qu'il pourra, si l'Empereur ou quelque Electeur, Prince ou Etat de l'Empire se mêle dans la Guerre entre le Roi de Suede & ses Ennemis, soit qu'il se range entierement de leur côté, soit qu'il leur envoie des Troupes Auxiliaires, & il ne quittera point les Armes, que l'Empereur ou les autresd. Princes ne desistent de leur entreprise.

VII. Et puisqu'il ne faut pas douter que la Paix de l'Empire, qui est si fort à cœur aux deux Rois Alliez, ne soit troublée si le Roi T. C. attaque par les Armes les Lieux fermez dans l'Empire, & qui sont presentement occupez par les Garnisons des Etats des Provinces-Unies, & que neanmoins on ne peut refuser de Droit au Roi T. C. de poursuivre en quelque lieu que ce soit ses Ennemis, dont les Armes pourroient lui nuire, pour cet effet le Serenissime Roi de Suede declare que l'Empire, ou le veritable Seigneur des Villes & Lieux où il y a des Troupes & Citadelles, donne à tems une entiere & pleine seureté au Roi T. C. par laquelle il sera pourvû que de cesd. Villes & Lieux gardez, on ne fasse aucun acte d'hostilité sur les Troupes du Roi T. C. que si on ne veut pas donner cette satisfaction à S. M. T. C. & qu'Elle soit obligée d'attaquer lesdites Places par les Armes, en ce cas le Serenissime Roi de Suede regardera ce refus comme une rupture de Paix dans l'Empire.

VIII. Si les deux Rois Alliez se trouvent obligez d'entrer en Guerre contre l'Empereur & les Alliez, ils se prometrent mutuellement qu'ils ne feront aucune Paix ni Treve avec l'Empereur & ceux qui lui sont unis, que les deux Rois n'y interviennent & n'y consentent, & qu'avec l'inclusion & la seureté de leurs Terres, comme aussi l'entiere satisfaction de l'un & de l'autre.

IX. Si le Roi Catholique contre la disposition de la Paix des Pirenées se joint aux Etats des Provinces-Unies, & que l'Empereur, les Electeurs & Princes de l'Empire, lui donnent du secours contre la veritable teneur de la Paix de Westphalie, & troublent ainsi indirectement la seureté que le Roi T. C. doit se promettre de l'Empire en vertu du Traité de Paix, pour lors le Serenissime Roi de Suede par le desir qu'il a qu'il soit pourvû à la conservation de la Paix dans l'Allemagne, tâchera par une remonstrance à l'amiable de faire desister l'Empereur & les autres Rois ou Princes, de leur entreprise, & si cela est inutile, il agira de la maniere qu'il voudra le secourir dans cet évenement.

X. Comme on n'a rien resolu dans le Traité public d'Alliance touchant le secours mutuel qu'on doit se donner, & qu'on en a parlé seulement en termes generaux, on a jugé à propos de l'exprimer plus en particulier dans ces Articles Secrets: C'est pourquoi aiant fait reflexion sur la necessité des dépenses que le Serenissime Roi de Suede sera obligé de faire pour la susdite entreprise, le Roi T. C. pour contribuer ausdites dépenses par maniere de Subside, fera paier tous les ans six cens mil Ecus; laquelle Somme sera paiée en deux termes, à sçavoir tous les six mois, la moitié à chaque terme à Hambourg, sans aucune dépense du Roi de Suede ni de son Ministre deputé pour cela, & le paiement se fera du jour de la requisition du Roi T. C. & lorsque l'Armée de Suede commencera à entrer en action, & à marcher vers l'Ennemi.

XI. Afin que le Serenissime Roi de Suede puisse être prest à toute sorte d'evenement, & disposer toutes choses selon qu'on est convenu par les Articles precedens, il aura au commencement de l'Esté prochain une Armée de seize mil Hommes outre les Garnisons, dans la Pomeranie & dans le Duché de Bremen, & le Roi T. C. promet de faire paier tous les ans au Roi de Suede ou à ceux qui auront ordre de lui, en deux termes comme on a dit dans l'Article precedent, à compter du jour de la Ratification des presens Articles, en sorte que la moitié soit paiée incontinent aprés ladite Ratification à Hambourg, quatre cens mil Ecus, lequel paiement sera toûjours continué pendant que ce Traité durera, si Sa Majesté Tres-Chrêtienne juge à propos de demander du secours au Serenissime Roi de Suede contre l'Empereur & les autres Princes de l'Empire, ou même que la necessité étant moins grande, il ne veuille pas s'en servir, de sorte pourtant que si le Roi de Suede requis & averti par le Roi T. C. envoie ladite Armée en Allemagne; pour lors il lui sera seulement paié pendant tout le tems qu'elle sera en campagne, la susdite Somme de six cens mil Ecus tous les ans; que si avant la fin de ce Traité la Paix est rétablie en Allemagne, & que ni le Roi T. C. ni le Roi de Suede n'aient pas besoin d'avoir une Armée ni des Troupes dans l'Empire; en ce cas pendant que ce Traité durera, le Roi T. C. paiera seulement tous les ans au Roi de Suede la même Somme de quatre cens mil Ecus, qui lui avoit été promise avant qu'il assemblast les Troupes & l'Armée dont il est parlé à la fin du susd. Article, & qu'il l'envoiast en Allemagne.

XII. Sa Majesté Tres-Chrêtienne voiant avec beaucoup de joie que la Paix du Nord qui a été rétablie par ses bons offices & sa Mediation, par le Traité de Copenhague du 27. May 1660. subsiste depuis long tems & s'affermit tous les jours de plus en plus, & Sa Majesté Suedoise faisant assez connoître le desir sincere qu'elle a de demeurer en bonne amitié & en bon voisin avec le Serenissime Roi de Danemarc, le Roi T. C. connoissant aussi la bonne intention qu'a Sa Majesté Danoise de conserver de tout son pouvoir la Paix & la même Amitié, & voulant par son entremise donner quelque force aux bonnes intentions de ces deux Rois voisins, s'oblige par le present Article comme il a déja fait par

ANNO 1672. par le susd. Traité de Coppenhague, d'être leur caution commune, confirmant derechef & promettant tres expressement d'être le Garand de tout ce dont on est convenu, & qui est compris dans ledit Traité de Coppenhague.

XIII. Si le cas dont il est fait mention dans le present Traité arrive, que l'Empereur ou quelqu'un des autres Princes de l'Empire aprés avoir été avertis auparavant, ne veulent pas desister de donner du secours aux Etats des Provinces-Unies contre la France, le Serenissime Roi de Suede sera obligé de prendre les Armes conformement à la teneur du Traité contre l'Empereur ou autres Princes. Et parce qu'il peut être de l'aventage commun de faire entrer dans cette Alliance offensive tous autres Princes ou Etats, les Rois Alliez delibereront entr'eux, s'ils doivent inviter le Serenissime Roi de Danemare à prendre les Armes, & à entrer dans leur Alliance s'il le juge à propos pour la Guerre d'Allemagne; de sorte pourtant qu'il ne sera permis à aucun des deux Rois de France & de Suede d'inviter ledit Roi de Danemare à entrer dans lad. Guerre & de se joindre dans leur Allience pour prendre les Armes, si ce n'est du commun avis & consentement des deux Rois.

XIV. Et comme l'intention du Roi de Suede est de garder tres-religieusement le Paix qui est entre lui & le Serenissime Roi de Danemare, le Roi T. C. lui donnera sa Garantie qui est renouvellée par la force de cet Article; que si contre toute esperance le Roi de Danemare entreprenoit quelque chose contre le Roi & le Roiaume de Suede, en ce cas le Roi T. C. aprés avoir employé son entremise secourra promptement de toutes ses forces le Roi de Suede, & travaillera à la conservation des Traitez selon leur veritable sens, comme ils ont été confirmez par sa Garantie.

XV. Et comme ces Articles Secrets n'ont pas été faits pour nuire aux S. E. des Provinces-Unies des Païs-Bas, ni à aucun autre dessein, mais seulement dans la vûë de conserver la tranquillité de l'Empire, conformement à la Paix de Westphalie: & le Serenissime Roi de Suede aiant fort à cœur que l'amitié qui est entre S. M. & les E. G. soit toûjours conservée; aussi ne veut-il rien negliger de son côté afin que cela soit. C'est pour cela qu'il espere que non seulement les E. G. ne recevront pas lesdits Articles en mauvaise part, mais qu'ils auront aussi un empressement égal à celui du Roi de Suede, pour donner une nouvelle force à leur mutuelle affection, & qu'ils consentiront lorsqu'ils en seront requis à l'amiable, que tout ce qui peut nuire en quelque maniere que ce soit à leur mutuelle amitié, & sincere & bonne correspondance soit éloigné. ANNO 1672.

Si pourtant il arrive contre toute esperance quelque autre chose de contraire, & que ou à cause de cette Alliance les Etats des Provinces-Unies veuillent nuire en quelque maniere que ce soit au Serenissime Roi de Suede, ou même qu'ils veuillent l'empêcher de faire mettre ses Vaisseaux sur Mer, & lui ôter la liberté qu'ont tous les Rois d'user de leurs Droits dans toutes les choses qu'ils trouvent bon d'entreprendre selon l'usage de leurs Roiaumes, en ce cas le Roi T. C. promet qu'il secourra le Roi de Suede selon l'exigence de la chose & du danger jusqu'à ce qu'il ait obtenu une raisonnable & entiere satisfaction: & outre ce, attendu la cause commune des deux Rois, il ne conclura aucun Traité avec les E. G. des Provinces-Unies qu'il ne soit pourvû aussi à la conservation des Droits de S. M. Suedoise, à la Cession & restitution de ses revenus, & au Commerce & Immunitez de ses Sujets avec la Garantie.

XVI. Cette Alliance durera en ce qui regarde l'éloignement des troubles qui pourroient être excitez dans l'Empire à l'occasion de la Guerre entre le Roi T. C. & les E. G. des Provinces-Unies des Païs-Bas, pendant trois années, à compter du jour qui est exprimé dans le premier Article du grand Traité, & pour toutes les choses qui regardent la conservation & la seureté de la Paix de Westphalie que les deux Rois de France & Suede doivent se promettre de l'Empire en vertu de lad. Paix, elles demeureront toûjours dans toute leur force & vigueur.

XVII. Ces Articles Secrets qui auront la même force que s'ils étoient inserez mot à mot dans l'Alliance publique, seront confirmez par la Ratification des deux Rois de France & de Suede, dans trois mois à compter du jour qu'ils seront signez à Stockolm le 14. jour d'Avril de l'année 1672.

LXXXI.

26. Avril. BRANDEBOURG ET NEUBOURG.

Religions-Vergleich zwischen Friedrich Wilhelm Churfürst zu Brandenburg, und Philipp Wilhelm Pfaltzgraff bey Rhein, Hertzogen zu Neuburg; Wodurch Sie zu folge dem, zwischen Ihnen anno 1666. den 9. Sept. wegen der Succession in Jülich, Cleve und Bergischen Landen aufgerichten Vergleich, all der Mitteln sich vereinigen, so zu Beschützung so wohl der Römisch Catholischen Religion im Hertzogthum Cleve und denen Graffschafften Marck und Ravensperg, als auch der Augspurgischen Confession in denen Hertzogthumern Jülich und Berg, erforderlich seyn mögen. Geschehen zu Cölln an der Spree den 26. April 1672. Nebst einen Neben-Recess, de eodem dato, Und deß Hertzogs Ratification. Geben Dusseldorff den 11. Junii 1672. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Contin. I. Abtheil. IV. Absatz III. pag. 232.]

Von GOttes Gnaden Wir Philipp Wilhelm Pfaltzgraff bey Rhein in Bayern, zu Gülich, Cleve und Berg Hertzog, Graff zu Veldentz, Sponheim, der Marck, Ravensberg und Mörs, Herr zu Ravenstein ꝛc. Fügen hiemit zu wissen manniglich, Demnach der Durchleuchtige Fürst Herr Friederich Wilhelm Marggraff zu Brandenburg, des Heil. Röm. Reichs Ertz-Cammerer und Churfürst, zu Magdenburg in Preussen, Gülich, Cleve, Berge, Stettin, Pommeren, der Cassu-

LXXXI.

26. Avril. BRANDEBOURG ET NEUBOURG.

Convention Religieuse entre FREDERIC GUILLAUME Electeur de Brandebourg, & PHILIPPE GUILLAUME Comte Palatin du Rhyn, Duc de Neubourg, par lequelle ensuite de l'Accommodement principal fait entr'eux le 9. Septembre 1666. au sujet de la Succession de Juliers, Cleves &c. ils conviennent aussi d'une maniere fort étenduë, & fort specifique de tout ce qui regarde l'etat de la Religion & de toutes les choses Ecclesiastiques, sçavoir en faveur des Catholiquee dans le Duché de Cleves, au Comté de la Marck, & au Comté de Ravensberg, & en faveur de ceux de la Confession d'Ausbourg, tant Lutheriens que Reformez, dans les Duchez de Juliers & Berge soumis au Duc de Neubourg. Fait à Cologne sur la Sprée le 26. Avril 1672. *Avec le* TRAITÉ SEPARÉ du même jour, & la RATIFICATION du Duc. Donnée à Dusseldorp le 11. Juin 1672.

NOus Philippe Guillaume, par la grace de Dieu, Comte Palatin du Rhin, Duc de Baviére, de Juilliers, de Cléves, & de Berghe: Comte de Veldentz, de Sponheim, de la Marc, de Ravensberg, & de Meurs: Seigneur de Ravenstein, Sçavoir faisons, que le Serenissime Prince & Seigneur Fréderic Guillaume, par la grace de Dieu, Marggrave de Brandebourg, Archi-Chambellan & Electeur du Saint Empire, en Prusse, à Magdebourg, de Juilliers, Cléves, Berghe, Stettin, Pomeranie, Cassubie,

ANNO 1672.

Cassuben und Wenden/auch in Schlesien/ zu Crossen und Jägerndorff Hertzog/ Burggraff zu Nürnberg/ Fürst zu Halberstadt/ Minden und Camin/ Graff zu der Marck und Ravensberg/ der Lande Lauenburg und Butau/ rc. Und Wir uns durch einen ewigen und beständigen Erb-Vergleich nach Anweisung des Instrumenti Pacis ratione der succession, über die Gülich/ Clev/ Berg-Marck und Ravenspergische Lande in anno 1666. gütlich vereinbaret/ dann auch wegen der in diesen Landen der Religion halber obgeschwebter Streitigkeiten einen absonderlichen Neben-Recess in erstgemeldtem Jahr auffgerichtet/ und dessen Execution halben nach verschiedenen derentwegen gehabten Conferentien endlich zu Bielefeld/und schließlich zu Berlin durch unsere beyderseits zusammen geordnete Räthe ferners hernach gesetzte Abrede geschehen/ und auff Ratification geschlossen worden/ wie dieselbe von Worten zu Worten inserirt folget:

Religions-Vergleich 1672. 26. Aprilis.

DEmnach zwischen den Durchleuchtigsten Fürsten und Herren/ Herren Friderich Wilhelmen/ Marggraffen zu Brandenburg/ des H. Röm. Reichs Ertz-Cammereren und Chur-Fürsten/ in Preussen/ zu Magdeburg/ Gülich/ Cleve/ Berg/ Stettin/ Pommeren/ der Cassuben/ und Wenden/ auch in Schlesien/ zu Crossen und Jägerndorff Hertzogen/ Burggraffen zu Nürenberg/ Fürsten zu Halberstadt/ Minden und Cammin/ Graffen zu der Marck und Ravensberg/ Herrn zu Ravenstein/ und der Lande Lawenburg und Bütaw/ rc. an einem und dem Durchleuchtigsten Fürsten und Herren/ Herren Philipp Wilhelmen/ Pfaltzgraffen bey Rhein/ in Bäyeren/ zu Gülich/ Cleve und Berg Hertzogen/ Graffen zu Veldentz/ Sponheimb/ der Marck/ Ravensberg und Mörß/ Herren zu Ravenstein am anderen Theil/ den 9 Septemb. des 1666. Jahrs nicht allein ein Haubt- und Erb-Vergleich der Hertzogthumber Gülich/ Cleve und Berge/ auch Graffschafften Marck und Ravensberg halber/ sondern auch ein Neben-Recess auffgerichtet/ und darin versehen worden/ wie es mit der Religion und anderen Geistlichen Sachen/ in jetzt angeregten Landen gehalten werden solle/ und dann beyde Ihre Chur-Fürstl. Durchl. und Fürstl. Durchl. ungeachtet denen verschiedentlich gehalten Zusammenkunfften/ und Conferentien, von beyderseits committirten Räthen zu Münster-Eyffel/ Linnich/ Hamme/ Xanthen/ Mörß und Duißburg erfahren/ und gesehen/ daß durch alle diese Negotiationes der Neben-Recess zu keiner Execution zu bringen/ und daß sich dabey viel und mancherley difficultäten und Schwierigkeiten ereignen wollen/ beyden vor höchstg. Ihrer Chur-Fürstl. Durchl. und Fürstl. Durchl. aber so wol/ als beyderseits dero Unterthanen zum höchsten daran gelegen/ daß auch diese Religions- und andere Geistliche Sachen nicht weniger als der Haubt- und Erb-Recess zum Stande und seiner guter Richtigkeit dermahleins gebracht/ und also dieses puncts halber vorgemelte Landen und Underthanen ohne Unterschied der Religion in guter Ruhe/ Friede und Sicherheit gesetzet/ auch das hochnötige Freund-Vetterliche Vertrawen zwischen beyderseits Herrschafften je mehr und mehr befestiget werde. So haben so wol höchstged. Ihre Chur-Fürstl. Durchl. als auch Ihre Fürstl. Durchl. zu solchem Ende dero respectivè Geheime/ und andere Räthe mit gnugsamer Instruction und Vollmacht nacher Bilefeldt abgeschickt/ welche dann endlich nach vorhergangener vielfältiger Examination und beschwerlicher langwiriger Handlung sich wegen der Religion und Geistlichen Sachen/ und wie es damit forthin zu immerwehrenden Zeiten in vorher genanten Gülich-Clevisch-Berg-Marck-und Ravenßbergischen Landen zu halten/ bis auff erfolgende gnädigste Ratification in dem Pausch/ und durch den Bogen mehrentheils verglichen; Das übrige ist an höchstged. Ihrer Chur-Fürstl. Durchl. Hoff zu Cöllen an der Sprey mit des Herren Pfaltzgraffen Fürstl. Durchl. Gevollmächtigten Geheimen Räth Dietherich Althet Heinrichen Straetman völliglich abgethan/ und die gantze Sache folgender Gestalt geschlossen.

Articulus I.

Hertzogthumb Cleve.

§. 1. ANfänglich/ So wollen Ihre Churfürstl. Durchl. zu Brandenburg/ rc. in dero Hertzogthumb Cleve die Römisch-Catholischen mit allem bey dem jenigen/ was sie an Exercitien/ Kirchen/ Capellen/ Schulen und Renthen/ sie haben Nahmen wie sie wollen/ gegenwärtig besitzen/ zu jederzeit gnä-

ANNO 1672.

bie, & des Vandales, en Silesie, Crossen, & Jagherdorf, Duc, Burggrave a Nuremberg, Prince de Halberstat, Minden, & de Camin, Comte de la Marc, & de Raveasbergh: Seigneur de Ravenstein, & du Territoire de Lawenbourg, & de Butaa, & Nous etant convenus à l'amiable, & conformement au Traité de Paix, par un Accord perpétuel de la succession aux Provinces de Juilliers, Cléves, Berghe, de la Marc & de Ravensberg dès l'an 1666. & ayant aussi fait dresser la même année un Traité séparé pour ajuster les différens, qu'il y avoit sur le fait de Religion, nous aurions enfin député de nos Conseillers, qui en exécution dudit Traité séparé ont tenu plusieurs Conférences à Bielfeld, & finalement à Berlin, & y ont arrêté la Transaction, qui suit.

LEs Sereniffimes Princes & Seigneurs le Seigneur Frederic Guillaume, Margrave de Brandebourg, &c. & le Seigneur Philippe Guillaume, Comte Palatin du Rhin, &c. ayant fait régler non seulement par un Accord principal, la succession aux Provinces, & Terres de Juilliers, Cléves, Berghe, de la Marc, & de Ravensberg, sous la datte du 9 Septembre 1666. mais aussi les affaires de la Religion & de l'Eglise par un Traité séparé de la même année, & ayant remarqué, que ce dernier Traité n'étoit pas mis en exécution par le moyen de toutes les Assemblées & Conférences, que leurs Ministres y députez avoient tenuës à Munster-Eyffel, Linnik, Hamen, Zanthen, Meurs, & à Duisbourg, & qu'au contraire plusieurs différens & griefs y étoient survenus: Considérant pourtant de plus, qu'il importoit extrémement, tant à leurs susdites Altesses Serenissimes, qu'à leurs Sujets, d'achever le réglement des affaires de la Religion & de l'Eglise, de la même maniére, qu'on avoit déja heureusement achevé celui de la succession dans lesdites Provinces, afin que sur ces points-là tous les Habitans, de quelque Religion qu'ils soient, puissent être mis en repos, Paix & sureté, & qu'ensemble on vit rétablie, & confirmée de plus en plus une sincére amitié & confiance si nécessaire à toutes les Parties. A ces considérations Leurs Altesses Electorale & Serenissime, ont envoyé de part & d'autre, de leurs Ministres d'Etat, & autres, tous munis d'Instructions & de Plein-Pouvoirs suffisans à Bielfeld, ainsi que cesdits Ministres, après avoir tous mûrement examiné, & traité long-temps, & avec beaucoup de peine, ont finalement conclu en général, & arrêté pour la plus grande partie un Réglement perpétuel des affaires de la Religion & de l'Eglise, pour les susdits Duchez de Juilliers, Cléves, & de Berghe, & pour les Comtez de la Marc, & de Ravensberg, en attendant la Ratification de leurs Serenissimes Maîtres; le reste a été entiérement ajusté à la Cour de Son Altesse Electorale à Cologne sur la Sprée, conjointement avec le Ministre d'Etat de Son Altesse Serenissime, le Sieur Dieteric Altet Henri de Strutman, ayant Plein-Pouvoir, & le tout a été articulé de la maniére suivante.

Article I.

Duché de Cléves.

§. 1. PRemiérement que Son A. E. de Brandebourg maintiendra & protégera ceux de la Religion Catholique Romaine non seulement dans leurs Exercices, Eglises, Chapelles, Ecoles, & Rentes, telles qu'elles puissent être, & dont ils sont présentement en possession: Mais elle leur fera encore donner

ANNO 1672.

gnädigst schützen und handhaben / sondern ihnen auch nachfolgende Geistliche Güter / Vicarien und Beneficia bey Execution dieses Vergleichs dergestalt restituiren lassen / daß sie derselben Auffkünffte und Gefälle von der Zeit und also in diesem 1672. und folgenden Jahren völlig geniessen sollen.

1. Die Halbscheid der Pastorat Renthen zu Bimmen.

2. Die Vicarie S. Nicolai zu Wetze.

3. Vicarie S. Catherinæ in Till.

4. Zwey Malder Roggen und vier Thaler Clevisch / so zu dem Pastorat Renthen in Kervenheim gehörig / und daher von dem Catholischen Vicario dem Pastori daselbsten restituirt werden sollen.

5. Zwey Malder Roggen vor den Schulmeister zu Udem.

6. Das Officium Matutinale in Heyen.

7. Das Officium S. Annæ in Kervendunck soll dem Pastori restituirt werden.

8. Vicarie trium Regum zu Goch.

9. Die reditus Sacelli S. Sebastiani in Cranenburg.

10. Halbe Gilde Renthen zu Soensbeck.

11. Die zu der Vicarie S. Nicolai zu Ginderich gehörige Renthen sollen den Catholischen aus der Schleuterey Xanten bezahlet werden.

12. Aus der Vicarie B. M. V. zu Haminckelen zehen Reichsthaler jährlichs.

13. Die rudera von der Kirchen zu Düffelwehrt / dabey ihnen zugleich freygegeben wird / an dem Ort / da die rudera jetzo noch stehen / eine neuwe Kirch zu bawen / und das Exercitium publicum, wann die Kirche verfertigt / darinnen zu halten / und soll auch alsdann / nemblich nach verfertigter Kirche / oder so bald der Pastor anfangen wird / den Gottesdienst allda zu verrichten / gemeltem Pastori die erste in höchstg. Ihro Churfürstl. Durchl. Turno in Xanten / Cranenburg / oder Heinsberg verfallende Præbenden, doch ohne incorporation, und application, zugewandt werden.

14. Jngleichen sollen sie / die Römisch-Catholische / Macht haben / zu Alten Calcar an einem Orthe welcher der Vestung nicht zu nahe / und nicht schädlich / eine newe Kirche zu bawen / und in derselben das Exercitium publicum zu halten und zu üben. So soll auch / wann die Kirche erbawet / oder der Pastor anfangen wird den Gottesdienst allda zu verrichten / gemeltem Pastori die alsdann sich erledigende Præbende in ihrer Churfürstl. Durchl. Turno in Xanten / Cranenburg / oder Heinsberg / doch gleichwol ohne incorporation, conferirt werden.

15. Eine Rent von einem alten Schuld aus der Rentmeisterey Embrich dem Capitulo daselbst.

16. Die Vicarie S. Catherinæ zu Keken in der Düffel / doch daß an statt des Kauffs-Gelds so vor das Jus Patronatus gegeben worden / dem Käuffer oder dessen Erben einhundert Reichsthaler restituirt werden.

17. Soll das Canonicat / welches der jetzige Pastor in Cleve innen hat / dem Pastorat daselbst incorporirt werden.

18. Soll das Capitul zu Cleve haben das Jus nominandi oder præsentandi Vicarios ad Vicarias S. Nicolai & Barbaræ, S. Catharinæ & Wilgefortis & S. Trinitatis in der Collegiat Kirchen daselbst.

19. Jngleichen soll es aus der Vicarie S. Annæ zu Cleve jährlichs zwantzig Clevische Thaler wegen des Vicarey-Hauses /

20. Und aus der Vicarey S. Thomæ jährlichs achtzehn Clevische Thaler behalten / das Vicarey-Hauß aber beibet denen Evangelischen / welche dasselbe jetzo haben.

21. So sollen sie auch wieder haben und bekommen die reditus Capellæ in Moylandt / mit dem Rückstande.

§. 2. Uber dieses sollen denen Römisch-Catholischen auch folgende Vicarien und Beneficia, doch nicht eher / als wann sich dieselbige erlediget / und durch Abgang der jetzigen Prediger und Besitzer / welche benennet / und wovon die specification übergeben werden solle / vacant / restituirt werden / als

donner en execution de ce Traité les suivans Biens Ecclesiastiques, Vicariats & Benefices, pour pouvoir entierement jouïr des Emolumens, & Revenus dés à present, & ainsi dés l'an 1672. & pour tous les ans à venir. ANNO 1672.

1. *La moitié des Revenus de la Cure à Bimmen.*

2. *Le Vicariat de S. Nicolas à Weze.*

3. *Le Vicariat de S. Catherine à Till.*

4. *Deux mesures de blé, & quatre Ecus Monnoye de Cléves appartenans aux Rentes de la Cure de Kervenheim, & qui seront ainsi rendus par le Vicaire Catholique au Pasteur de ce lieu.*

5. *Deux mesures de blé pour le Maître d'Ecole à Udem.*

6. *L'Office Matutinal à Heyen.*

7. *L'Office de S. Anne à Kervendonk sera rendu à ce Pasteur-là.*

8. *Le Vicariat* trium Regum *à Gek.*

9. *Les Revenus de la Chapelle de S. Sebastien à Cranenbourg.*

10. *Les Rentes de demi Florin à Soasbek.*

11. *Qu'on payera des Finances,* (en Schleuterie,) *de Xanten aux Catholiques les Rentes appartenantes au Vicariat de S. Nicolas à Ginderik.*

12. *Du Vicariat de Nôtre-Dame à Haminkelen annuellement dix Ecus.*

13. *Les débris de l'Eglise à Dufelwert, ensemble le Privilege d'y bâtir une Eglise neuve sur ces debris, & d'y avoir ensuite l'Exercice libre, en sorte que cette Eglise étant bâtie, & le Pasteur y commençant l'Office, on lui donnera la premiere Prebende, qui pourroit échoir à son A. E. dans son tour à Xanten, Cranenbourg, ou à Heinsberg, toutefois sans y incorporer une telle Prebende.*

14. *De même auront les Catholiques Romains le pouvoir de bâtir une Eglise à Calcar le Vieil, en tel endroit, qui ne pourroit pas incommoder les Fortifications, pour en être trop proche, & ils auront en telle Eglise l'Exercice public de leur Religion, & si-tôt que l'Office y commencera, on donnera au Curé une Prebende, qui pourroit échoir à Son A. E. par son tour à Xanten, Cranenbourg, ou Heinsberg, mais toutefois sans en faire incorporation.*

15. *Une Rente provenante d'une vieille Dette, qui sera payée par le Receveur à Emeric au Chapitre du Lieu.*

16. *Le Vicariat de Sainte Catherine à Kerker dans l'Eifel, à condition pourtant, que pour rembourser l'argent, qui a été payé pour le Droit de Patronage, on rendra à l'Acheteur, ou à ses Heritiers, la Somme de cent Ecus.*

17. *Le Canonicat, dont le Curé à Cleves jouït presentement, sera incorporé à sa Cure.*

18. *Le Chapitre de Cléves aura le Droit de nommer, ou de presenter les Vicaires aux Vicariats de S. Nicolas, & de Sainte Barbe, de Sainte Catherine, & Wilgefortis, & de la Sainte Trinité dans l'Eglise Collégiale de ladite Ville.*

19. *Ensemble recevra-t-il annuellement vingt Ecus, Monnoye de Cléves, du Vicariat de Sainte Anne à Cléves, à cause de la Maison du Vicariat, qui y est.*

20. *Pareillement tous les ans dix-huit Ecus Monnoye de Cléves, du Vicariat de S. Thomas, dont la Maison restera pourtant à ceux de la Religion Reformée, qui la possedent presentement.*

21. *On leur rendra aussi les Revenus de la Chapelle dans le Moyland, avec les Arrerages.*

§. 2. *Outre tout cela on rendra encore aux Catholiques Romains, les Vicariats & Benefices qui suivent, bien entendu en cas d'ouverture, ou de mort des Pasteurs qui en jouïssent presentement, & dont on donnera specification.*

ANNO 1672.

1. Vicaria B. M. V. in Qualburg.
2. Die Vicarey B. M. V. in Weeze.
3. Die Vicarey S. Barbaræ in Bislich.
4. Die Vicarey B. M. V. in Reeß / doch daß wegen der angewendeten Unkosten zuvorderist funff und zwantzig Reichsthaler wieder erstattet werden.

5. Der zu Nieder-Mörmter pro luminaribus Ecclesiæ gewidmeter Zehende.

6. Die Vicarey B. M. V. in Udem / doch werden den Evangelischen Reformirter Gemeine daraus jährlich fünff und zwantzig Reichsthaler / welche dieselbe daraus vor dem Jahr 1651. genossen / ausdrücklich vorbehalten / daß dieselbe solche 25. Reichsthaler jährlichs richtig haben und bekommen mögen.

7. Was die Gasthaus Capelle in der Stadt Calcar anbelangt / soll dem deßfalls auffgerichtetem Vergleich nachgelebt werden.

8. In dem Wäysenhause zu Reeß sollen auch Römisch Catholische Wäysenkinder auffgenommen werden.

§. 3. In dem Adelichen Jungfräulichen Weltlichen Stifft zu Bedbur soll hinführo zum wenigsten das dritte Theil / und in dem Stifft Oberendorff auch zum wenigsten das vierdte Theil mit Römisch-Catholischen Jungfern besetzet / und wo dasselbe Theil nit complet ist / die Præbenden bey der ersten vacantz / sie geschehe durch resignation, oder durch den Tode / denen Römisch-Catholischen bis zu solcher Zahl conferiret werden / und darüber gleichwol nit weniger die Catholischen als Reformirten und Lutherischen fähig seyn / auch künfftig / wann zu Bedbur zweene Dominæ der Evangelischer Religion gewesen / die dritte aus den Catholischen / zu Oberendorff aber / wann drey Evangelische Dominæ gewesen / die vierdte aus den Catholischen erwehlet / und es damit fort für fort also gehalten werden soll.

§. 4. Auch solle die eine oder andere Religions-Jungfer das freye offentliche Exercitium haben / und wann sie nicht sonsten mit Beichtigern / Predigern und Seelsorgeren versehen seyn / oder sich deren die in der nähe ohne ihre incommodität herkommen / gebrauchen können / freystehen und unbenommen seyn / dieselbe absonderlich vor sich zu bestellen / da dann auch die Catholische aus des Stiffts mitteln jährlichs mit zweyhundert Reichsthaler zum salario versehen werden sollen / doch daß den Evangelischen Predigern aus dem jenigen / was sie bis anhero aus des Stiffts Mittelen gehabt / und genossen / nichts abgehe.

§. 5. Und demnach in dem also genandten Neben-Receß vom 9. Septembris des 1666. Jahrs verglichen / daß die Religions-Sachen in denen mit Staatischer Garnison besetzten Stadten durch absonderliche Commissarios in der Güte beyzulegen / als hat es auch dabey sein bewenden.

Articulus II.

Graffschafft Marck.

§. 1. SO viel nun die Graffschafft Marck anbetrifft / wollen Ihre Churfürstl. Durchl. gleich wie im Clevischen / die Römisch-Catholische bey dem jenigen was sie an Exercitien / Kirchen / Capellen / Schulen und Renthen / sie haben nahmen wie sie wollen / gegenwärtig besitzen / zu jederzeit gnädigst schützen / und handhaben.

§. 2. Und weil die Herren Pfaltz-Newburgische für gemelte Römisch-Catholische an unterschiedenen Orten / in denen Lutherischen Kirchen das simultaneum Exercitium mit der Halbscheid der Kirchen und Pfarr-Renthen prætendirt, dagegen aber und daß sie von solcher ihrer prætension gäntzlich und immerwährend abgestanden / von höchstged. Ihrer Churfürstl. Durchl. ihnen gnädigst vergönnet und zugelassen / an denen fünff nachfolgenden Orthen / Kirchen oder Capellen zu bawen und auffzurichten / und in denselben das öffentliche freye Exercitium zu halten / daheneben sollen sie / wann dieser Vergleich ratificirt, und die ratificirte Exemplaria gegeneinander ausgewechselt werden / fünff tausend Reichsthaler in einer Summe empfangen.

Die fünff exercitia publica aber sollen sie halten zu

1. Ha-

1. *Le Vicariat de Nôtre-Dame à Qualbourg.*
2. *Celui de Nôtre-Dame à Weze.*
3. *Celui de Sainte Barbe à Bisuk.*
4. *Celui de Nôtre-Dame à Rees, à condition, qu'on remboursera auparavant vingt-cinq Ecus pour les frais, qu'on y a faits.*
5. *Au Vicariat du Bas-Mormter, la dîme destinée pour les Cierges de l'Eglise.*
6. *Le Vicariat de Nôtre-Dame à Udem, dont pourtant on réserve expressément pour les Evangeliques de la Religion Reformée annuellement les vingt-cinq Ecus, qu'ils en ont tiré avant l'an 1651. de sorte qu'ils les tireront encore à l'avenir.*
7. *Quant à la Chapelle de l'Hôpital de Calcar, on suivra la Convention, qui a été faite.*
8. *On prendra aussi des Enfans Catholiques à la Maison des Orphelins à Rees.*

§. 3. *Qu'on mettra à l'avenir dans le Chapitre Séculier des Dames Nobles à Bedbour, pour le moins une troisiéme partie de Demoiselles Catholiques, & dans celui de Obersdorf pour le moins une quatriéme partie desdites Catholiques Romaines, & qu'on remplira ce nombre par l'ouverture des Prébendes, qui vaqueront les premieres, soit par résignation, ou par mort, & que par après les Catholiques en seront également capables que les Reformées, & les Luthériennes: & ainsi quand il y aura eu deux Dames ou Superieures de la Religion Evangelique consecutivement à Bedbour, on choisira pour la troisiéme une Dame de la Religion Romaine: De même qu'on prendra aussi une Dame de ladite Religion Catholique Romaine pour la quatriéme à Oberndorf, en cas qu'il y eût déja eu trois Dames de la Confession Evangelique, & on continuera toûjours de cette maniere.*

§. 4. *Chacune desdites Demoiselles, soit Protestante ou Catholique, aura l'exercice public de sa Religion, & quand elle ne seroit pas d'ailleurs pourvûe de Confesseur, Prédicateur & Directeur, ou qu'elle n'auroit pas la commodité de s'en servir aisément dans le voisinage, il lui sera libre & permis, d'en prendre expressément pour elle, & on payera annuellement pour salaire deux cens Ecus de Biens du Chapitre, sans toutefois diminuer les Emolumens, que les Pasteurs Protestants ont tiré jusqu'à présent desdits Biens du Chapitre.*

§. 5. *Et d'autant qu'il est convenu par le Traité separé du 9. Septembre 1666. que dans les Villes, où il y a Garnison des Etats, les affaires de Religion seront réglées par des Commissaires, on s'en tiendra à cela, sans y rien changer.*

Article II.

Le Comté de la Marc.

§. 1. P*Our ce qui est du Comté de la Marc, S. A. E. déclare d'y vouloir aussi bien qu'au Pays de Clêves maintenir & proteger les Catholiques Romains dans tout ce qu'ils y possedent d'Exercices, d'Eglises, de Chapelles, d'Ecoles & de Rentes quelles qu'elles puissent être,*

§. 2. *Et comme on prétendoit de la part de S. A. E. de Neubourg pour les Catholiques l'Exercice public ensemble avec les Luthériens dans plusieurs de leurs Eglises, S. A. E. a bien voulu, pour faire desister de cette prétension, permettre aux Catholiques de bâtir des Eglises, ou Chapelles dans les cinq Places suivantes, & d'y avoir l'Exercice public, sçavoir*

1. *à Ha-*

ANNO 1672.

1. Hagen.
2. Schwelm.
3. Eyckel.
4. Mengede.
5. Oftunne.

§. 3. Ferner so hat man sich auch wegen der Römisch Catholischen Exercitien auff einigen Adelichen Häuseren in dieser Graffschafft / wie der Evangelischen Exercitien halber auff einigen Adelichen Häuseren in dem Hertzogthumb Berge dahin verglichen / daß gemelte Römisch Catholische in der Graffschafft Marck ihren öffentlichen freyen Gottesdienst sollen üben auff den drey Adelichen Häuseren in der Graffschafft Marck.

1. Hemmeren / im Ambt Iserlohe / dem von Brabeck zuständig.

2. Opherdick im Ambt Unna / dem von Friesendorff gehörig.

3. Torck zu Heringen im Ambt Hamm; und zwar dergestalt / das wann schon hiernechst diese Adeliche Häuser an Evangelische kommen oder transferirt werden / oder der Besitzer seine Religion änderen solte / daß dannoch auff solche fälle der Römisch Catholische Gemeine / so alsdann daselbst sich finden wird / an oder bey denenselben / oder doch nechstgelegenen Orth / ihren Gottesdienst mit Besuch- und Anhörung der Predigten / Messen und Administration der Sacramenten nach wie vor ungehindert üben und darin continuiren könne.

§. 4. Auch soll den Röm. Catholischen in der Stadt Schwert das Exercitium in einer daselbst vorhandenen / und verfallenden Capellen B. Mariæ Virginis dergestalt verstattet werden / gleich sie dasselbe im Jahr 1651. und folgends in der Gasthauß-Capellen vor Einäscherung derselben geübet haben / wie sie dann zu dem Ende gemeldte Capelle Mariæ Virginis auff ihre Kosten wieder repariren mögen.

§. 5. Imgleichen sollen die Römisch Catholische ihren Gottesdienst auff dem Rahthause zu Blanckenstein continuiren / und der Lutherischen Unterthanen daselbst einhundert Reichsthaler zur reparation bey auswechsselung dieses Recessus geben / der Magistrat aber daselbst hiemit befehliget seyn / die Römisch Catholische in zeit währenden Gottesdienst nicht zu turbiren / noch von anderen turbiren zu lassen.

§ 6. So sollen auch in dem Closter S. Catharinæ in Unna so viel Catholische Jungfern zugelassen werden / als den ersten Januarii des 1624. Jahrs darin erweißlich gewesen.

§. 7. In denen Clösteren zu Camen / Lüdgendortmunde und Marienheide / bleibet es wie es bishero gewesen und noch ist.

§. 8. In dem Closter Norder Hospital vor dem Hamm / soll alles gehalten werden wie es Anno 1624. gewesen.

§. 9. In dem Jungfräulichen Weltlichen Stifft zu Clarenberg / und zu St. Walburg in Soest soll zum wenigsten das dritte Theil / und in denen Adelichen Stiffteren Frundenberg / Gevelsberg / und Herdicke zum wenigsten das vierdte Theil mit Römisch-Catholischen Jungfern besetzet / und wann dieses vierdte oder dritte Theil nicht besetzet / die Præbenden bey der ersten Vacantz / sie geschehe durch die resignation oder durch den Todt / Römisch-Catholischen biß zu solcher Zahl conferiret / und darüber gleichwohl nicht weniger die Catholische / als Reformirte und Lutherische fähig seyn.

§. 10. In dem Stifft Clarenberg und zu S. Walburg in Soest sollen zwo Evangelische nach einander / und die dritte eine Römisch-Catholische / in denen Stiffteren Frundenberg / Gevelsberg und Herdicke aber drey Evangelische nach einander / und die vierdte Fraw eine Römisch-Catholische seyn / und in solcher Ordnung erwehlet / und damit fort für fort also gehalten werden.

1. à Haghen.
2. à Schwelem.
3. à Eickel.
4. à Mengedè.
5. à Ostunne.

& on leur payera de plus cinq mille Ecus pour une fois, si-tôt, que ce Traité sera ratifié, & que les exemplaires en seront échangés.

§. 3. On a pareillement accordé aux Catholiques l'exercice libre en quelques Maisons Nobles dans ledit Comté de la Marc, & de la même maniere qu'on accordoit l'exercice aux Reformez dans quelques Maisons Nobles du Duché de Berghe, de sorte que les Catholiques feront publiquement & librement leurs offices dans ces trois Maisons du Comté.

1. à Hemmeren dans la Jurisdiction appartenant au Seigneur de Brabeck.

2. à Opherdick dans le ressort d'Unna, qui est au Seigneur de Frisenderf.

3. à Torck de Heringhen dans le ressort de Ham: bien entendu qu'encore que ces Maisons Nobles fussent transportées ensuite à des Seigneurs Reformez, ou bien que les Possesseurs se fissent de la Religion, le Corps des Catholiques, qui s'y trouveroit, pourroit néanmoins continuer ses exercices dans lesdites Maisons, ou bien dans d'autres des plus proches, & y frequenter publiquement les Sermons, & les Messes, & recevoir les Sacremens avec la même liberté qu'auparavant.

§. 4. On permettra aussi l'exercice public des Catholiques dans la Ville de Schwert à la Chapelle de Nôtre-Dame, qui s'y trouve, quoi que presque ruinée, desorte qu'ils la pourront réparer à leurs dépens, & y faire leur Office de la même maniere, qu'ils le faisoient l'an 1651. & ensuite dans la Chapelle de l'Hôpital avant qu'il fût détruit par le feu.

§. 5. Les Catholiques Romains continueront de même leur exercice public dans la Maison de Ville à Blanckenstein, & les Habitans Reformez leur payeront cent Ecus pour des frais de reparation, si-tôt que ce present Traité sera échangé & l'on défend par ceci bien expressement au Magistrat d'y troubler les Catholiques pendant l'office qu'ils y feront, ni de permettre que personne y aporte de l'empêchement.

§. 6. On souffrira aussi dans le Cloître de Ste. Catherine tel nombre de Demoiselles Catholiques qu'on pourra montrer y avoir été le 1. Janvier de l'an 1624.

§. 7. Dans les Cloîtres de Camen, de Lutgendortmunt, & de Marienheid, on se tiendra à ce qui s'y est pratiqué jusqu'à present.

§. 8. Dans l'Hôpital du Cloître Nort devant Ham, on observera le tout selon l'état de l'an 1624.

§. 9. Dans le Cloître Séculier des Dames à Clarenberg, & dans celui de S. Walbourg à Soest, on mettra pour le moins une troisiéme partie de Demoiselles Catholiques: & dans les Chapitres Nobles de Frundenberg, Gevelsberg, & de Herdike, on en mettra tout au moins une quatriéme partie, & en cas que tel nombre n'y fût pas encore, on le fera au plûtôt en conferant les premieres Prebendes, soit qu'elles vaquent par resignation, ou par mort de quelques-unes, aux Demoiselles Catholiques, & par aprés tant celles-ci que les Protestantes seront également capables d'y parvenir.

§. 10. Dans les Chapitres à Clarenberg, & de S. Walbourg à Soest, il y aura consécutivement deux Dames Protestantes, & pour la troisiéme une Catholique, mais dans les Chapitres de Frundenberg, Gevelsberg, & Herdike, il y aura de suite trois Dames de la Religion Protestante, & la quatriéme Dame sera de la Religion Catholique, & on observera toûjours cet ordre dans les élections à venir.

ANNO 1672.

§. 11. Es sollen auch der einen oder anderen Religion zugethane Jungfern das freye öffentliche Exercitium haben/ und wann sie nicht schon mit Beichtigern/ Predigern/ Pastoren/ oder Seelsorgern versehen seyn/ oder sich deren in der nähe/ da sie ohne ihre incommodität hinkommen/ gebrauchen können/ frey stehen und unbenommen seyn/ dieselbe absonderlich zu bestellen; Da dann auch die Catholische auß des Stiffts-Mittelen jährlichs mit zwey hundert Reichsthaler zu salariren/ doch daß denen Evangelischen Predigern an dem jenigen/ was sie bißanhero auß deß Stiffts-Mittelen gehabt und genossen/ nichts abgehe.

§. 12. Nechst diesem so soll den Römisch-Catholischen pars Vicariæ S. Michaëlis zu Bochum und pars Vicariæ S. Gregorii daselbst bey Execution dieses Vergleichs restituirt, tertia pars Vicariæ S. Stephani aber zu Camen/ bey erster Vacantz und Abgang des jetzigen possessoris zurück gegeben werden.

§. 13. Und weil zur Competentz für die Römisch Catholische Pastoren und Sacellanen so in Cleve als Marck die restitution verschiedener Beneficien ferner prætendirt worden/ so ist verglichen/ daß dafür einmahl vor all fünff tausende Reichsthaler und biß daran dieselbe würcklich werden abgetragen seyn/ die Zinsen davon ad fünff vom hundert gereichet/ und denen Herren Pfaltz-Newburgischen deßwegen bey Ratification dieses Recessus gnugsame Versicherung gegeben werden solle.

§. 14. Was dann das jenige so dieser Geistlichen Sachen halber in der Lypstadt zu vergleichen anbelanget/ solches soll mit Zuziehung des Herren Graffen zur Lyppe/ nach Anweisung des Teutschen Friedenschlusses/ abgethan und eingerichtet werden.

Art. III.

SO viel nun die Geistliche Jurisdiction in dem Hertzogthumb Cleve/ und Graffschafft Marck anbelanget/ haben sich hochged. Ihre Churfürstl. Durchl. dahin erkläret/ daß es damit innerhin folgender Gestalt gehalten werden solle/ wobey es auch Ihre Fürstl. Durchl. zu Newburg ob sie gleich von Ihrer Chur-Fürstl. Durchl. in dieser Geistlicher Jurisdictions-Sache ein anders desideriret gehabt/ ihres orts zu lest bewenden lassen.

§. 1. Erstlich sollen die Officiales zu Xanthen/ zu Embrich und zu Soest wie von alters mit qualificirten subjectis bestellet/ und eine moderirte Taxa Jurium berahmet werden.

§. 2. Zweytens sollen die Officiales mit Zuziehung zweyer ihnen gefälliger einheimischer Rechtsgelehrten/ und zwar in denen Districten und Sachen/ in welchen sie von alters biß hieher ihr Officialat exerciret, die Gebühr Rechtens erkennen/ als wann eine Persohn auff eine Römisch Catholische die Ehe prætendiret, und zu erkennen/ ob die Ehe-Versprechung denen Rechten nach gültig sey oder nicht? Und dann ob und wie weit dieselbe ratione graduum oder sonsten zulässig oder nicht? Jedoch dergestalt daß dem Landsfürsten die dispensation vorbehalten bleibe. Wie auch der Officialis zu erkennen/ ob die Ehe quoad mensam & thorum oder sonsten beständig? Das übrige bleibet Ihrer Churfürstl. Durchl. als Landsfürsten/ wie es bißhero observirt worden: Solte aber in dergleichen Matrimonial-Sachen zwischen Evangelischen und Römisch-Catholischen einiger Streit entstehen/ soll der Actor forum Rei zufolgen/ und die Judices einen jeden nach seiner Religion Rechten zu urtheilen schuldig und gehalten seyn.

§. 3. Wann Testamenta von Römisch-Catholischen Priestern als Testatoribus auffgerichtet seynd/ alsdann erkennet der Officialis, ob sie beständig/ und die formalia welche die Rechte erfordern/ dabey in acht genommen? Und hat ein dergleichen Testator von seinen Patrimonial-Güteren nach Ordnung der gemeinen Rechten eigenes Gefallens zu disponiren, doch daß darauß keine manus mortua werde/ was er aber von dem Beneficio erworben/ soll er schuldig seyn/ der Kirchen oder den Armen

ANNO 1672.

§. 11. *Il sera libre à ces Demoiselles de l'une & de l'autre Religion d'y exercer publiquement la leur, & en cas qu'elles ne fussent déja pourvûës de Pasteurs, Prédicateurs & Confesseurs, ou qu'elles n'en pussent pas aisément fréquenter dans le voisinage, il leur sera aussi permis d'en prendre expressément, & ainsi les Catholiques tireront pour gages annuellement deux cens Ecus des Biens du Chapitre, en sorte qu'on ne diminuë pas par là ce que les Pasteurs de la Religion Protestante sont accoûtumez de tirer desdits Biens du Chapitre.*

§. 12. *Il sera rendu de plus aux Catholiques une partie du Vicariat de S. Michel à Bokum, & une partie de celui de S. Gregoire dans ce même lieu, dés que ce Traité sera échangé: mais une troisiéme partie du Vicariat de S. Etienne à Camen, ne leur sera restituée qu'en cas d'ouverture, ou de mort du Possesseur.*

§ 13. *Et d'autant qu'on prétendoit par competence pour les Pasteurs Chapelains Catholiques plusieurs Benefices dans les Païs de Cléves, & de la Marc, l'on est demeuré d'accord, qu'on en payera une fois pour toutes, la Somme de cinq mille Ecus, & même l'Interêt à raison de cinq pour cent, jusqu'à ce que cette Somme soit entierement comptée, & on en donnera au temps de la Ratification de ce Traité, des assûrances suffisantes aux Ministres de S. A. S. de Neubourg.*

§. 14. *Pour ce qui est des differens sur les affaires d'Eglise à Lipstat, on en fera la décision conjointement avec Monsieur le Comte de la Lippe, & selon les Traitez de la Paix de Westphalie.*

Art. III.

TOuchant la Jurisdiction des Ecclesiastiques dans le Duché de Cléves, & la Comté de la Marc. S. A. E. accorde & declare la suivante maniere, dont cette Jurisdiction y sera dorénavant exercée, & S. A. S. de Neubourg, encore qu'elle pretendît davantage de sadite A. E. sur ce point, a pourtant enfin aquiescé à ce qui s'ensuit.

§. 1. *On mettra des Gens capables pour Officiaux, comme ci-devant, à Zanten, Emeric, & à Soest, & on y prendra des Taxes ou Droits fort modérez.*

§. 2. *Les Officiaux conjointement avec deux Jurisconsultes du Païs, & tels, qu'ils voudront, décideront dans les points, & les causes, où ils ont de tous temps exercé leurs Officialitez, savoir, quand en matiére de Mariage quelqu'un sera Demandeur contre une personne de la Religion Catholique Romaine, ils decideront si telle promesse de Mariage doit subsister selon les Droits, ou non, comme aussi s'il peut subsister par la proximité des dégrez, à condition pourtant, que la dispensation en soit reservée au Souverain du Païs. Ces Officiaux jugeront de même, si le Mariage doit subsister pour la communauté de Corps & de Biens, ou autrement. Tout le reste demeure au pouvoir du Souverain, comme il l'a été jusqu'à present. Mais quand le different en matiere de Mariage est entre des personnes Reformées & Catholiques, on observera la régle commune:* Actor sequitur forum Rei, *& les Juges jugeront chacun conformement aux régles, & aux Droits de sa Religion.*

§. 3. *Quand un Prêtre de l'Eglise Romaine fait un Testament, l'Official jugera de sa validité, & des formalitez y requises par le Droit, & il sera libre à tel Testateur de disposer à son gré de tout le Bien Patrimonial conformement au Droit commun, sans pourtant en faire Main-morte: mais du bien gagné par son Benefice, il n'en pourra disposer qu'en faveur de l'Eglise & des Pauvres: En tout cas l'Offi-*

ANNO 1672.

men zuzuwenden und zulassen; Und hat der Officialis dahin zu sehen / daß denjenigen / welchem etwas vermachet / wie nicht weniger der Kirchen und Armen das ihrige ohne saumnuß abgefolget werde.

Solte aber von Weltlichen Personen denen Romisch-Catholischen Kirchen und Armen etwas vermachet seyn / alsdann wird der Weltliche Richter erkennen und exequiren / diese Execution auch keines wegs verzogeren / sondern auch ex officio, vielmehr aber ad instantiam, welche etwan von Officialen oder sonsten geschehet / dieselbe in gesetzter Frist Rechtens beschleunigen und werckstellig machen.

§. 4. Es sollen an diese Officiales auch gehören die Beneficial oder Geistliche Lehn-Sachen / und ob der præsentatus oder beneficiatus qualificirt und zu dem Beneficio und investitur zu admittiren sey oder nit? Jedoch daß die jenige / welche von dem Lands-Herren als Patrono beneficiirt und præsentiret worden / nicht abgewiesen werden. Wann aber der præsentirten Personen halber etwas erhebliches zu erinneren / soll solches unterthänigst berichtet / und darauff diesem Receß gemäß Bescheidt erwartet werden. Solte aber zwischen Weltlichen Patronen ratione Juris Patronatus, Dotationis oder præsentationis oder in anderen Fällen Streit vorfallen / als dann soll die Cognition oder Decision dem Landts-Herren verbleiben.

§. 5. Für dem Officiali sollen auch gehören die Erkäntnuß über Geistliche Güter / welche von alters oder hundert Jahren hero vor mortificirte gehalten werden. Was aber derselben Besitz und Verpachtung angehet / wie auch wann zwischen einem Weltlichen und Geistlichen Streit vorfiele / ob das Gut mortificirt seye oder nit? In solchen Fall soll die Erkäntnuß bey dem Weltlichen Gerichte verbleiben.

§. 6. Wann ein Geistlicher oder Weltlicher an einem Geistlichen Actione personali Anspruch zu haben vermeint / so sollen sie diese Actionem personalem für das Officialat anbringen; Wann aber ein Geistlicher einen Weltlichen belangen will / so bleibet es bey der gemeinen Regul; Actor sequitur forum rei, und soll dem Geistlichen Kläger an das Weltliche Gericht schleunig und unpartheisch Rechte wiederfahren.

§. 7. Endlich sollen zwar die Geistlichen Übertretter und Verbrecher von ihren in Clev- und Märckischen Landen seyenden / und durchaus von keinen anderen frembden Geistlichen / auch auff keines anderen frembden Geistlichen Befehl / die Censuram Ecclesiasticam leyden / Ihrer Churfürstl. Durchl. und in dero Nahmen der Regierung aber nach als vor frey bleiben / dergleichen Verbrecher / wie auch andere Romisch-Catholische Unterthanen in quibuscunque delictis nach anweisung der Rechte gebührend anzusehen und zu bestraffen / auch die davon fallende Geltbrüche vor sich zu behalten.

§. 8. So mag sich auch ein jedweder / welcher sich beschweret befindet / von dem Officialat an Ihrer Churfürstl. Durchl. Hoffgericht wenden / und daselbst seine Sachen weiter ausführen. Wann nun die Sache vor dem Hoffgerichte instruirt ist / soll ihnen frey stehen entweder daselbst sprechen zulassen / oder aber eine oder andere Parthey zu begehren / daß die Acta prævia inrotulatione sumptibus petentis zur unpartheischen Erörterung in vorher gesetzten Sachen an eine Juristen Facultät / welche der Romisch-Catholischen Religion zugethan ist / ausgestellet; In den übrigen Sachen aber soll nach Inhalt des Land-Tages-Recessen, Privilegien, und wie es bißhero üblich und gebräuchlich gewesen / verfahren werden.

§. 9. Decani und Capitula behalten über die zu dem Capitulo behörige Leuthe die Cognition in civilibus in prima instantia: Von denen Bescheiden aber / welche Dechant und Capitula ertheilen / mag sich der beschwerte Theil / wie in kurtz vorhergehendem §. disponiret, an das Hoffgericht wenden.

Art. IV.

Graffschafft Ravensberg.

§. 1. SO viel nun die Graffschafft Ravensberg anbetrifft / so wollen Ihre Churfürstl. Durchl. gleich wie in dem

l'Official aura soin, que ce qui pourroit être legué à quelqu'un, comme aussi ce qui en reviendroit à l'Eglise, & aux Pauvres, soit donné sans delay à qui il appartient.

Mais quand des Personnes Seculieres legueront quelque chose aux Eglises, ou aux Pauvres Catholiques, le Juge Seculier en jugera, & fera l'execution promte, & dans le tems prescrit par les Loix, soit qu'il le fasse par Office, ou à la requisition, que l'Official, ou quelqu'autre en auroit faite.

§. 4. *Il appartiendra aussi à ces Officiaux de juger des Benefices, & des Fiefs Ecclesiastiques, ou bien si la personne qu'on presente, a les qualitez requises pour cette Investiture au Benefice, à condition pourtant, qu'on ne donnera pas l'exclusion à ceux qui seroient presentez, ou investis par le Souverain du Païs selon le Droit de son Patronage: Et quand même il se trouveroit quelque défaut considerable dans la personne presentée de cette maniere, on se contentera d'en faire un très-humble rapport au Souverain, & d'attendre là-dessus la resolution conformement au present Traité: Mais en cas qu'il y eût quelque different entre les Maîtres, ou Patrons Seculiers sur le Droit de Patronage, de Dotation, de Presentation, ou autrement, pour lors la connoissance & la décision en demeurera au Souverain.*

§. 5. *Il appartiendra de plus à cet Official de connoître & de juger de ces Biens Ecclesiastiques, qui ont été tenus pour amortis depuis cent ans: Mais dans les cas, où il s'agit de la possession ou des Fermes, ou qu'on dispute, si un Bien est amorti, ou pas amorti, la connoissance en sera au Juge Séculier.*

§. 6. *Quand quelqu'un, soit Ecclesiastique ou Seculier, prétend sur un Ecclesiastique, il intentera l'Action personnelle devant l'Officialité: Mais quand un Ecclesiastique en veut à un Seculier, on suivra la regle commune:* Actor sequitur forum rei, *& le Juge Seculier administrera promptement Justice sur la demande du Demandeur Ecclesiastique.*

§. 7. *Enfin il sera bien permis, que les Transgresseurs ou Coupables Ecclesiastiques soient châtiez par la Censure de leurs Ecclesiastiques, qui se trouvent dans ces Païs de Cléves, & de la Marc, & jamais par la Censure d'autres Ecclesiastiques étrangers, ni par leur ordre. Toutefois demeure-t'il reservé à son A. E. & de sa part à la Regence du Païs, le pouvoir de châtier conformement aux Loix ses Sujets Catholiques, & même les Ecclesiastiques, de quelque crime qu'ils puissent être coupables, & de s'approprier l'amende pecuniaire, qui en reviendroit.*

§. 8. *Il sera aussi libre à un chacun, en cas des griefs, d'appeller de l'Officialité au Conseil Aulique de son A. E. & d'y poursuivre sa demande, & la Cause y étant instruite, il sera encore libre d'y faire donner Sentence, ou de demander, que les Actes après que la Rotule en est faite, sur la dépense de celui qui le demande, soient envoyez à une Academie, ou Faculté des Jurisconsultes de la Religion Romaine, pour y être décidez sans prévention. Du reste, & dans tous les autres cas, on se tiendra aux Recès des Dietes, aux Privileges, & aux Coûtumes du Païs.*

§. 9. *Les Doyens & les Chapitres jugeront toûjours dans les Causes Civiles, & en premiere instance tous ceux qui dependent de leurs Chapitres: mais on pourra appeller de leurs Decrets au Conseil Aulique de son A. E. comme il est ordonné ci-dessus.*

Art. IV.

La Comté de Ravensberg.

§. 1. *QUant au Comté de Ravensberg, son A. E. y maintiendra aussi, & protegera autant*

ANNO 1672.

dem Hertzogthumb Cleve und Graffschafft Marck die Römisch-Catholische bey dem jenigen/ was sie an Exercitien/ Kirchen/ Capellen/ und Renthen/ sie haben Nahmen wie sie wollen/ gegenwertig besitzen/ und in folgenden nicht restituiren müssen/ zu jederzeit gnädigst schützen und handhaben.

§. 2. Das übrige aber ist dergestalt verglichen und abgethan/ daß die Canonici zu Bielefeldt/ welche der Römisch-Catholischen Religion/ das Exercitium publicum, jedoch ohne Parochialibus (welche denen also genannten Patribus Recollectis in dem Closter daselbst vergönnet/ zugelegt und verstattet werden) in einem Hause bey der Neustädtischen Kirchen/ in welchem bishero die Lutherischen ihre Schulen gehabt/ und welches sie die Lutherische auff ihre Kosten zum gebrauch des Catholischen Gottesdienst/ so viel das Gebäude betrifft/ aptiren müssen/ so bald dieser Recess seine Würcklichkeit erlanget/ einrichten/ haben und behalten/ und dabeneben ihre horas wie bishero also auch ferner in allen stücken auff dem Chor/ in der Neustädtischen Lutherischen Kirchen continuiren mögen.

§. 3. Die Römisch-Catholische Adeliche Stiffts-Jungferen zu Schilscheде bekommen das Exercitium publicum und dazu die Capelle S. Johannis in dem Stande/ wie dieselbe jetzo ist / und demnach zumahl bey Winterzeit der Weg nach dieser Capelle etwas unbequem/ als solle dieser Weg von den Lutherischen Unterthanen daselbst auff dero eigene Kosten gebessert und unterhalten werden/ auch denen Römisch-Catholischen vergönnet und zugelassen seyn/ jedoch ohne Zuthun und Beytrag der Evangelischen/ jetzgedachte Capelle S. Johannis abzubrechen/ und an einen anderen näheren Orth nach Schilschede/ welcher ihnen auff solchen Fall angewiesen werden soll/ auff ihre Unkosten zusetzen.

§. 4. Es soll in diesem Stifft Schilschede zum wenigsten das dritte Theil mit Römisch-Catholischen Jungferen besetzet/ und so lang dieses dritte Theil damit nit besetzet/ die Præbenden bey erster vacantz/ sie geschehe durch resignation oder durch den Todt Römisch-Catholischen bis zu solcher Zahl conferirt, und darüber gleichwohl nit weniger die Catholische als Reformirte und Lutherische fähig seyn.

§. 5. Wann diese jetzige Evangelische Lutherische und nach dieser noch eine Evangelische Reformirte oder Lutherische Decanissin verstorben/ so soll die dritte aus denen Römisch-Catholischen Stiffts-Jungferen erwehlet/ und es künfftig jedesmahl also gehalten werden/ daß wann zwo Evangelische Decanissin gewesen/ die dritte der Römisch-Catholischen Religion sey. So sollen auch nach Abgang der jetzigen Römisch-Catholischen Probstin zwo Evangelische Reformirte oder Lutherische nach einander darzu kommen und erwehlet werden/ und hinführo wie der Decanissin halber gesaget/ jedesmahl die dritte Probstin der Römisch-Catholischen Religion zugethan seyn.

§. 6. Die Römisch-Catholische Adeliche Stiffts-Jungferen zu Schilschede mögen ihnen einen Beichtiger bestellen/ und soll demselben an statt seiner competentz die Einkünffte einer der Hebdomadereyen und ein mehrers aus gemeinen Stiffts-Mittelen nicht gegeben werden. Die Evangelische aber das bey solcher Hebdomaderey bishero gewesenes votum stets hin behalten.

§. 7. In der Commenтherey Capelle zu Hervord wird denen Römisch-Catholischen das Exercitium publicum verstattet/ und ihnen zugleich vergönnet/ diese Capelle auff ihre Unkosten zu erweiteren.

§. 8. Das Exercitium Religionis in der Capelle auffm Hoff zu Urendorff bleibet auch künfftig in dem Stand wie es bis anhero der Münch exerciret, und ist nicht zu extendiren.

§. 9. Ihre Churfürstl. Durchl. vergönnen auch denen Römisch-Catholischen das Exercitium publicum vor dem Flecken Blotho/ und mögen sie ihnen dazu für sich und ohne Beschwer der Lutherischen eine Capelle/ ein Predighaus oder Kirche bauen.

§. 10. Wie nicht weniger soll ihnen zugelassen seyn/ wie jetzo wegen Blotho gedacht/ des Exercitium publicum vor und bey Versmold oder einem anderen den Catholischen anständigen Ort/ jedoch daß er den Evangelischen nicht nachtheilig sey/ anzurichten/ und auff ihre eygene Kösten ihnen eine Capelle/ Predig-Haus oder Kirche und sonsten zu bauen.

§. 11. Nicht weniger sollen auch gemelte Römisch-Catholische hin-

autant que dans les Pais de Cléves, & de la Marc, les Catholiques Romains dans la jouïssance de tout ce qu'ils possédent presentement en exercice libre, Eglises, Chapelles & Rentes, quelles qu'elles puissent être, & dont la restitution ne se trouve pas ordonnée dans la suite de ce Traité.

§. 2. *On est convenu de plus, que les Chanoines Catholiques de Bielfeld auront leur exercice public: mais toutefois sans les Paroissiaux, lesquels seront reservez, & permis aux Peres Recollets qui y ont un Cloître, dans une Maison proche de l'Eglise de Neustat, & que les Luthériens, qui y ont jusques à present tenu leurs Ecoles, feront en execution de ce Traité, la dépense pour reparer ladite Maison, & pour la rendre propre à l'Office desdits Chanoines, qui pourront de plus continuer encore à l'avenir de dire toutes leurs Heures dans le Chœur de l'Eglise Luthérienne de Neustat.*

§. 3. *Les Demoiselles Catholiques du Noble Chapitre de Schilschede auront l'Exercice public, & encore la Chapelle de S. Jean, dans l'état, qu'elle est presentement, & d'autant que le chemin, qui y conduit, est fort malaisé en tems d'Hiver, les Habitans Reformez le raccommoderont, & l'entretiendront à leurs depens: & les Catholiques pourront même, mais sans que les Réformez y contribuent, abattre ladite Chapelle de S. Jean, & la rebâtir à leurs propres frais, dans un endroit qui leur sera alors assigné plus proche de Schilschede.*

§. 4. *On placera dans ce Chapitre de Schilschede pour le moins une troisiéme Partie de Demoiselles Catholiques, & ainsi on leur conférera toutes les Prebendes, qui pourroient vaquer par mort, ou par resignation, jusqu'à ce que tel nombre y soit complet: & par après les Demoiselles Catholiques n'en seront pas moins capables que les Réformées & Luthériennes.*

§. 5. *Quand après la mort de cette Dame Doyenne, qui est Luthérienne, on en aura élû une seconde de la même Religion, ou de la Réformée, la troisiéme Doyenne sera de la Religion Catholique, & l'on continuera à l'avenir dans ce même ordre, de prendre de suite deux Dames Protestantes, & pour la troisiéme une Catholique Romaine. De même, on choisira aussi après la mort de la Dame Prévôte, qui y est Catholique, deux Dames Protestantes l'une après l'autre, & l'on continuera toûjours de cette maniere.*

§. 6. *Les Demoiselles Catholiques dudit Chapitre Noble de Schilschede pourront prendre un Confesseur, qui pourtant pour sa competence, ne tirera du Chapitre que la Rente d'un hebdomadaire, & les Protestans conserveront le Suffrage, qui a été jusqu'ici annexé à l'Office d'Hebdomadaire.*

§. 7. *Les Catholiques jouïront aussi de l'exercice public dans la Chapelle de la Commanderie à Hervord, & ils pourront même élargir ladite Chapelle, mais à leurs dépens.*

§. 8. *L'Exercice public dans la Chapelle de la Cour à Urendorf, sera continué de la même maniére, qu'il y est exercé par le Moine de ce lieu, & sans qu'il soit étendu davantage.*

§. 9. *Son A. E. permet de plus aux Catholiques Romains l'Exercice public devant le Bourg de Vlotho, & qu'ils y puissent bâtir une Chapelle ou Eglise, mais sans incommoder les Luthériens.*

§. 10. *A l'exemple de cette permission pour Vlotho, on permet aussi aux Catholiques d'avoir l'Exercice public, & de bâtir à cette fin Eglise ou Chapelle prés de Versmolde, ou dans un autre endroit, qui leur sera commode, & qui ne portera pas préjudice aux Réformez.*

§. 11. *Pareillement feront les Catholiques Romains*

ANNO 1672.

hinführo auff den beyden Adelichen Häuseren Tatenhausen und Holtfelde ihren öffentlichen freyen Gottesdienst auff eben dieselbe Art und Weise als auff den Adelichen Häuseren in der Graffschafft Marck / wovon hieoben Art. 2. §. Ferner so hat man sich auch rc. 3. versehen ist / üben und verrichten mögen.

§. 12. So wird ihnen / denen Römisch-Catholischen / auch die Vicarie S. Catherinæ zu Bielefeld so bald dieselbe vaciret, restituiret.

Hingegen aber so sollen auch denen Evangelischen bey der ersten Vacantz ebenmässig restituirt werden.

1. Die Vicarie omnium Sanctorum.

2. Die Vicarie S. S. Math. Erasmi, Crispini & Crispiniani.

3. Die Vicarie decem millium Martyrum.

4. Die Vicarie S. Johannis Baptistæ & Margarethæ.

5. Eine Præbenda in der Collegiat-Kirchen zu Bielefelde.

6. Wie auch drey Præbenden in dem Collegio Canonicorum zu Hervord.

§. 13. Und bleibet es im übrigen in dieser Graffschafft Ravensberg ratione Jurisdictionis Ecclesiasticæ, Visitationis und sonsten / wie es bishero darin von alters gehalten und üblich gewesen.

Art. V.

§. 1. IN allen Orthen nun / an welchem die Römisch-Catholische in vorgedachten Landen die Exercitia publica haben / und vermöge dieser Pausch-Handlung verstattet und restituirt bekommen / haben sie Macht ihren Römisch-Catholischen Gottesdienst in allen Stücken / Zufolge in diesem Recess enthaltenen Regulen / ungehindert / und ungeirret zu üben und zu treiben / Kirchen / Kirchenhäuser / Capellen / Pfarr / Schulen / Küster-Haus / Thürne und Clocken / und was sonsten mehr zum Gottesdienst nötig / auff ihre Kosten zu bauen / und zu unterhalten. Dabey Seine Churfürstl. Durchl. sie jedesmahl / und wider männiglich gnädigst schützen wollen.

§. 2. Hernechst sollen die Römisch-Catholische Geistliche Seculares und Regulares Manns und Weibs-Personen in ihren Stifftern / Collegien / Pfarren / Kirchen / Capellen / Schulen / und anderen gehörigen Häuseren und Wohnungen auch gewidmeten Gütern / Renthen und Gefällen / alle Geistliche Freyheit für ihre Persohnen und für die darzu gewidmete Gütere / wie und wo dieselbe im Lande gelegen / überall gleich wie die Evangelische geniessen / auch wider des Lands-Gebrauch und Herkommen mit Einquartirung und Contributionen nit beschweret / viel weniger die Closter und Geistlichen / welche von täglichen Allmosen leben / wann sie in die Steur-Matricul nicht gehören / dahin wider Recht mit gezogen / noch beschwäret / auch der contribuablen Güter halber / welche sie vor diesem gehabt / jetzo aber an andere Possessores kommen / nicht besprochen / sondern die jetzige Possessores darzu angehalten / und also auch in diesem Stück denen Evangelischen gleich tractirt und gehalten werden.

§. 3. Nicht weniger sollen gedachte Römisch-Catholische Geistliche bey ihren hergebrachten Ceremonien / Statuten / und Ordnungen / auch ungehinderter Besuchung ihrer Synodal und anderer Conventen innerhalb den unirten Hertzogthumben und Graffschafften gehandhabet werden / ausser Landes aber sich aller Synodal und anderer dergleichen Versamblungen / ohne Vorwissen und Bewilligung der Landes Fürstl. Obrigkeit / enthalten.

§. 4. Ihre Churfl. Durchl. vergönnen auch hiemit gnädigst / daß die Geistlichen in denen vorher gedachten unirten Hertzogthumben und Graffschafften / nachdem es nöthig seyn wird / die Orden / Closter und Kirchen visitiren: Ehe und bevor sie aber diese particular Visitationes vornehmen / sollen sie solches und jedweder der nötig hält zu visitiren / Ihrer Churfürstl. oder in dero Abwe-

mains leurs Offices publics, & librement dans les deux Maisons Nobles de Tatenhaasen, & de Holtfeld, tout de même que dans les Maisons Nobles de la Comté de la Marc, dont il a été parlé ci-dessus dans l'Art. 2. §. 3.

§. 12. On rendra de plus aux Catholiques Romains le Vicariat de S. Catherine à Bielfeld, tout aussi-tôt qu'il sera vacant.

Mais en échange on rendra aux Protestans, en pareil cas de vacance

1. Le Vicariat de tout les Saints.

2. Le Vicariat de SS. Math. Erasme, Crispin, & Crispinien.

3. Le Vicariat de dix mille Martyrs.

4. Le Vicariat de S. Jean Baptiste & S. Marguerite.

5. Une Prebende dans l'Eglise Collegiale à Bielfeld, comme aussi

6. Trois Prebendes dans le College de Chanoines à Hervord.

§. 13. On demeure du reste, & touchant la Jurisdiction Ecclesiastique, les Visitations, & autres annexes, dans le stile, qui est pratiqué depuis longtems dans cette Comté de Ravensberg.

Art. V.

§. 1. LEs Catholiques Romains pourront ainsi dans les Lieux, où l'Exercice public leur est permis, ou rendu en conformité de cette Convention generale, faire leur Office dans toutes les manieres & Rites de leur Eglise, & même y bâtir & entretenir à leurs dépens des Eglises, & des Maisons necessaires, des Chapelles, Ecoles, Maisons de Pasteur & de Marguillier, des Clochers avec Cloches, & generalement y avoir tout ce qui pourroit être requis à leur Office & Exercice public de leur Religion, c'est ce, en quoi Son Altesse Electorale les maintiendra toûjours, & contre tout le monde.

§. 2. Les Ecclesiastiques de la Religion Catholique Romaine, tant Seculiers, que Reguliers, tant Hommes que Femmes jouiront de toute liberté Ecclesiastique, tant pour leurs personnes, que pour leurs Chapitres, Cloîtres, Eglises, Chapelles, Ecoles, Maisons & Logis, comme aussi dans leurs Biens & Rentes, en quelque endroit qu'elles puissent être situées, par tout & à l'imitation de la liberté, dont ceux de la Religion Reformée y jouissent, même sans pouvoir être chargez, contre l'ancienne Coûtume du Païs, de Quartiers, ou d'autres Contributions: Et moins encore pourront ceux des Cloîtres, & autres Ecclesiastiques, qui vivent d'Aumônes, & indépendans de leur Matricule, y être tirez ou chargez en maniere aucune contre les Droits, & ils ne seront non plus inquietez des Contributions au sujet des Biens, dont ils étoient en Possession ci-devant, mais les Possesseurs d'à present y seront taxez seuls, en sorte que les Ecclesiastiques Romains soient encore en ce point-ci traitez également avec les Protestans.

§. 3. Les Ecclesiastiques Romains continuëront de plus, & sans empêchement aucun, dans toutes leurs Cérémonies, Statuts & Ordres établis, comme aussi leurs Visitations, Synodes & autres Assemblées dans les Duchez & Comtez nommez ci-dessus, mais ils auront à se garder de se rendre à aucune Assemblée ou Synode hors de ce Païs, sans en avoir une permission particuliere du Souverain.

§. 4. S. A. E. permet aussi, que les Ecclesiastiques Romains puissent par tout, où il sera necessaire, dans ses Duchez & Comtez réunis, visiter les Cloîtres & les Eglises, à condition pourtant, que devant que d'entreprendre telle Visitation, ils en avertissent très-humblement S. A. E. ou en son absence,

ANNO 1672.

ANNO 1672. Abwesen dero Regierung in Zeiten es unterthänigst und gebührlich zu wissen machen/ damit jemand verordnet werden könne/ welcher wegen vor offt höchstgemelter Ihrer Churfürstl. Durchl. als Landfürsten der Visitation beywohne/ sonsten aber dahin sehe/ und acht habe/ daß nichts geschehe/ oder von denen Geistlichen/ welche bey denen Visitationen seyn und visitiren/ etwas vorgenommen werde/ welches der Lands-Fürstl. Hoheit/ Bottmässigkeit/ und Jurisdiction entgegen/ nachtheilig und præjudicirlich. Und wollen Ihre Churfürstl. Durchl. jedesmahl ihrentwegen einen der Römisch-Catholischen Religion zugethanen Visitatorem auff ihre Kosten verordnen/ welcher doch/ wann Sachen vorgehen/ die ad interius Conclave gehören/ und wann die Censura Ecclesiastica vorgenommen wird/ sich so lange absentiren und diesen Actibus nichts beywohnen soll. Die Weltliche Obrigkeit soll in dem/ was von dem Römisch-Catholischen Visitatoribus ihren Geistlichen Rechten/ auch der Regularium Ordinum Satzungen/ Regulen und Statuten gemäß des Visitati oder correcti Lebens/ Handels und Wandels/ Verhaltens und Abstraffens halber statuirt ist/ nicht verhindern noch auffhalten/ weniger die corrigendos, vel correctos darwider schützen. Wofern auch der Visitatus, corrigendus, vel correctus, darüber an die Weltliche Obrigkeit ohne gnugsame und erhebliche Ursach sich wenden würde/ derselbe abgewiesen/ und denen ihm vorgesetzten Geistlichen Visitatoribus in Vollziehung der Execution gegen den per Censuram Ecclesiasticam correctum die Hand biethen und behülfflich erscheinen.

§. 5. Wann Römisch-Catholische Geistliche præsentirt werden/ so mögen sie von ihren Oberen/ welche in vorgedachten Landen seynd nach Römisch-Catholischer Ordnung und Gebrauch die Institution und Investitur gebührlich suchen/ und sich also zu denen Beneficiis qualificiren/ gestalt dann ohne solche vorhero gethane und producirte qualification Ihre Churfürstl. Durchl. keinen Römisch-Catholischen Geistlichen admittiren wollen.

§. 6. Hiernechst so mögen Ihrer Churfürstl. Durchl. Römisch-Catholische Unterthanen frey und unverweigert die Römisch-Catholische Feyertagen in ihren Kirchen und Häuseren feyren/ auch Processiones, an welchen Orten sie hergebracht/ nebens anderen ihren Ceremonien behalten/ und soll ihnen darin von denen Augspurgischen Confessions-Verwandten/ Reformirten und Lutherischen/ in vorgedachter Ihrer Churfürstl. Durchl. Landen keine Hinderung noch Eintrag geschehen/ zur Aergerniß keine Ursach gegeben/ viel weniger sie beschimpffet/ oder andere insolentien wider sie verübet/ auff allen unverhofften Fall aber der jenige/ welcher solches dennoch thut/ ohne verzögerung gebührende und wie ers verdienet/ gestroffet werden.

Es soll aber auch weder sonsten/ noch auch etwa hierdurch kein Augspurgischer Confessions-Verwandter/ weder Reformirter noch Lutherischer/ an einige der Römisch-Catholischen Feyertage und derselben Observir- und Haltung/ noch auch an einige andere deroselben Ceremonien/ sie heissen und haben nahmen wie sie wollen/ gebunden oder dazu im geringsten gehalten seyn.

§. 7. Auch sollen die Römisch-Catholische keine Proclamationes, dimissoriales oder Copulationes bey denen Evangelischen suchen/ sondern es soll gnug seyn/ wann sie sich in ihrer Religion nechst gelegenen Gemeinen proclamiren/ und wo sie wollen copuliren lassen.

Art. VI.

Hertzogthumber Gülich und Bergh.

§. 1. ANreichende nun die Hertzogthumber Gülich und Berge/ da lassen des Herren Pfaltz-Graffen Fürstl. Dl. die Augspurgischen Confessions-Verwandte so wol Reformirte als Lutherische bey denen Exercitiis, Kirchen/ Capellen/ Beneficiis/ Renthen/ Gütern und Einkommen/ welche sie bishero innen gehabt/ possedirt und genossen/ unbeirret und rühig/ wollen dieselbe gegen jedermänniglich gebührend schützen/ auch was krafft dieses Vergleichs zu restituiren/ so bald diese Pausch-Handlung ratificirt, ohne die allergeringste Saumnus restituiren lassen.

Hertzogthumb Gülich.

§. 2. SOlchem nach sollen die Augspurgische Confessions-Verwandte der Reformirten Religion in dem Hertzog-

sence, la Regence du Païs, afin qu'on y puisse députer quelqu'un pour assister de la part de Sadite A. E. & pour y observer ou empêcher qu'on n'y fasse rien de la part des Visitateurs Ecclesiastiques, ou d'autres, qui puisse préjudicier à la Souveraineté & à la haute Jurisdiction de Son A. E. qui se déclare de plus, vouloir bien députer toûjours de sa part un Visitateur qui soit de la Religion Catholique, & de l'y entretenir à ses dépens, lui ordonnant de plus, qu'il ait toûjours à se retirer lors qu'il s'agira de quelque chose, qui appartient au Conclave interieur, & d'une Censure Ecclesiastique, de sorte qu'il n'assistera pas à tels Actes, & le Bras Seculier n'empêchera jamais l'execution de ce qui aura été ordonné par les Visitateurs Ecclesiastiques, & conformement à leurs Canons, & aux Statuts des Ordres Reguliers, contre la personne du Coupable, ni ne protegera en aucune maniere ceux qui auront été corrigez, ou qui seront à corriger, mais au contraire ledit Bras Seculier renverra ceux qui y auroient recours sans cause legitime, auxdits Visitateurs Ecclesiastiques, pour y être effectivement châtiez, ou corrigez selon la Censure, & en facilitera même l'execution. ANNO 1672.

§. 5. Toutes les fois, qu'on presentera des Ecclesiastiques Romains, ils se feront donner l'Institution, & l'Investiture selon les Canons, & les Coûtumes de leurs Eglises, par la main des Superieurs, qui sont dans ces Duchez & Comtez unis, & ils se legitimeront ainsi pour les Benefices, car Son A. E. n'y admettra aucun Ecclesiastique de la Religion Romaine, sans qu'il produise préalablement une telle legitimation.

§. 6. Son A. E. permet encore à ses Sujets de la Religion Romaine, d'observer librement dans leurs Eglises, & Maisons, les Fêtes de l'Eglise Romaine, ensemble les Processions dans les Lieux, où ils en sont en possession, avec toutes leurs autres Cérémonies, & de les continuer, sans que ceux de la Confession d'Ausbourg, ou de la Religion Reformée les en puissent aucunement empêcher, incommoder, injurier, ou leur donner occasion de scandale, & en cas que tel empêchement, ou insolence fut fait, on en châtiera incessamment, & à proportion du crime les Coupables.

Mais pour ceux de la Confession d'Ausbourg, & de ladite Religion Reformée, ils ne seront ni ici, ni ailleurs, tenus à l'observation des Fêtes, & des Cérémonies des Catholiques Romains.

§. 7. Les Catholiques Romains n'auront pas besoin non plus de Proclamations, Dimissoriales, ou de Copulations par ceux de la Religion Reformée: mais il leur suffira de se faire proclamer, & copuler dans les plus proches Communautez de leur Religion Romaine.

Art. VI.

Les Duchez de Juilliers, & de Berghe.

§. 1. DAns les Duchez de Juilliers & de Berghe, son A. S. de Neubourg laissera & maintiendra ceux de la Confession d'Ausbourg, tant Reformez, que Luthériens, dans l'Exercice, Eglises, Chapelles, Benefices, Rentes, & les Biens dont ils ont joui jusqu'à present, & leur fera effectivement & promptement rendre tout ce qui leur doit être rendu en conformité de cette Convention generale, aussi-tôt qu'elle sera ratifiée de part & d'autre.

Duché de Juilliers.

§. 2. DE sorte que ceux de la Confession d'Ausbourg, & de la Reformée continueront & tien-

ANNO 1672. Hertzogthumb Gülich an nachfolgenden Orten / allwo sie ohne dem vorhero die Exercitia publica gehabt / dieselbe auch künfftig rühig und ohn contradiction behalten / als in Städten und Flecken

1. Zu Düren.
2. Zu Heinsberg.
3. Zu Oberwinter.
4. Zu Linnich.
5. Zu Wassenberg.
6. Zu Stolberg.
7. Zu Randerrahd.
8. Zu Bruggen.
9. Zu Eschweiler.
10. Zu Sittard.
11. Zu Waldeniel.
12. Zu Süchtelen.

In denen Dörfferen.

13. Zu Gemonde.
14. Zu Teveren.
15. Zu Weyden.
16. Zu Frechen.
17. Zu Kirchherten.
18. Zu Kaldenkirchen.
19. Zu Juchen.
20. Zu Hunshoven.
21. Zu Otzenrath.
22. Zu Lövenich.
23. Zu Bracht.
24. Zu Keltzenberg.
25. Zu Huckelhofen.
26. Zu Rheide in der Pfarrkirchen / worzu derselben Renthen und Gefälle gehörig.

Auff den Adelichen Häuseren

27. Zu Flammersheim. 28. Zu Bulles oder Grössen Bullesheim / dergestalt daß wann schon hernechst die Häuser an Römisch-Catholische / es seye auff was Art und Weise es immer wolle / kommen / oder transferiret werden / oder der Besitzer zu solchem öffentlichen Gottesdienst sein Haus länger nit dazu verstatten köne oder wolte / auff solche Fälle nichts destoweniger das Exercitium publicum continuiret / und in den Dörfferen Gros Bullesheim und Flammersheim Kirchen und Schulen gebauet / und alle annexa Exercitii publici geübet werden.

§. 3. So viel aber die übrige Evangelische Reformirte Adeliche Häuser in specie Lürcken / Verken / Merotgen / Severnich / Berg vor Flosdorff / Ludendorff / Bolheim und Durweis / etc. angehet / darauff solle gleich wie bis anhero der Gottesdienst / doch mit Zulassung der Benachbarten Reformirten Religion Familien / ohne Parochalibus geübet werden. Gleich wie auch denen Adelichen Römisch-Catholischen in dem Hertzogthumb Cleve auff ihren Häuseren eben dergleichen Gottesdienst verstattet / ob sie gleich weder publicum noch privatum Exercitium bishero darauff gehabt hetten.

§. 4. Restituiret aber und gestattet soll ihnen den Reformirten werden das publicum Religionis Exercitium cum omnibus annexis, und sie hiemit Krafft und Macht haben und befügt seyn / dasselbe nunmehr auch einzuführen und einzurichten.

1. Vor der Stadt Gülich auff dem Acker Käysers-Kamp genandt / und allernechst der Carthäuser Mühle gelegen / oder auff der zwischen höchstgemelter Ihrer Fürstl. Durchl. und dieser gemeldter Carthäuser Mühlen gelegenen Grund eine Kirche und Küsters Wohnung zu bauen / des Predigers Wohnung aber und die Schule in der Stadt Gülich zuhaben und anzustellen. Es wäre dann daß Ihre Fürstl. Durchl den Bau dieser Kirchen an einen bequemen Ort in der Stadt bewilligten. 2. Zu Remagen. 3. Zu Ormundt. 4. München Gladbach in der Vorstadt / Kirche und Schule / und was dem exercitio publico anklebet.

§. 5. So viel nun die Augspurgische Confessions-Verwandte Lutherischer Religion anlanget / bleiben dieselbe bey ihren offentlichen Religions-Ubungen / und was denen anklebet / als 1. Zu Düren. 2. Zu Stolberg. 3. Zu Gemünde. 4. Zu Kindesweiler.

tiendront sans contradiction leur Exercice public, comme ils l'ont eu auparavant, dans les Villes & Bourgs suivans. ANNO 1672.

1. *à Duren.*
2. *à Heinsberg.*
3. *à Obstrwinter.*
4. *à Linnik.*
5. *à Waffenberg.*
6. *à Stolberg.*
7. *à Randenrasb.*
8. *à Bruggen.*
9. *à Eschweiller.*
10. *à Sistars.*
11. *à Wultnil.*
12. *à Suktelen. Ainsi*

Dans les Villages.

13. *De Gemont.*
14. *De Teveren.*
15. *De Weiden.*
16. *De Frechen.*
17. *De Kirkherten.*
18. *De Kaldenkirken.*
19. *De Juchen.*
20. *De Hunshofen.*
21. *D'Ozenrath.*
22. *De Lovenik.*
23. *De Bruchs.*
24. *De Kelzenberg.*
25. *De Hukelhofen.*
26. *Dans l'Eglise Paroissiale de Rheide, avec les Emolumens, & Rentes, qui en dépendent.*

De même dans les Maisons Nobles

27. *De Flemersheim, 28. & de Bulles, ou grand Bullesheim, & encore que ces Maisons fussent transportées à des Catholiques Romains, ou que les Possesseurs ne voulussent plus permettre d'y faire l'Exercice de la Religion, on continuera pourtant tel exercice public, & ce qui en dépend, & on bâtira pour cette fin des Eglises, & Ecoles, dans les Villages du Grand Bullesheim, & de Flemersheim.*

§. 3. Pour ce qui est des autres Maisons Nobles des Reformez, & nommément de Lurken, de Verken, Merotgen, Severnik, Berg devant Flosderf, Luidendorf, Bolheim, & de Durweis, &c. On y continuera, comme on a fait jusqu'à present, l'Office des Réformez, en y recevant aussi ceux du voisinage de la même Religion, mais toutefois sans les Droits Paroissiaux, & de la même maniere qu'on a permis à des Nobles Catholiques Romains de faire l'Office de leur Religion dans leurs Maisons au Duché de Cléves, encore qu'ils n'y eussent jusqu'à cette heure aucun Exercice, ni public, ni particulier.

§. 4. Il sera rendu & permis aux Réformez l'Exercice public de la Religion avec les annexes, & ils pourrons en vertu de ceci le commencer ou établir.

1. Devant la Ville de Juilliers sur un Champ nommé Keiserskamp, proche du Moulin des Chartreux, ou sur la Terre, qui y est entre les Moulins de S. A. S. & desdits Chartreux, bâtir une Eglise, & Maison de Marguillier, & d'y tenir l'Ecole, & une Maison pour leur Pasteur dans l'enceinte de la Ville de Juilliers, si ce n'est que S. A. S. permît expressément de bâtir cette Eglise dans quelque endroit de la Ville même, 2. à Remagen. 3. à Ormunt. 4. à Munken-Gladbach dans le Fauxbourg, où ils pourront établir Eglises, Ecoles, & tout ce qui dépend de l'exercice public de la Religion.

§. 5. Quant à ceux de la Confession d'Ausbourg nommez Luthériens, ils démeureront dans leur exercice public, & tout ce qui en dépend, 1. à Duren, 2. à Stolberg, 3. à Gemunde, 4. à Kintsweiler.

Anno 1672.

§. 6. Restituiret und gestattet wird ihnen aber das Exercitium Religionis publicum, und was demselben anklebet; als 1. vor der Stadt Gülich an stat Engelsdorff dergestalt/ daß des Predigers Wohnung und die Schule in der Stadt Gülich gehalten und angestellet werden möge.

2. Auffm Zweiffel und 3. zu Menzeradt vor Monjoyer und solche cum omnibus annexis.

Art. VII.

Hertzogthumb Berg.

§. 1. SO viel das Hertzogthumb Berge angehet/ sollen die Augspurgische Confessions-Verwandte Reformirter Religion an nachfolgenden Orten die Exercitia publica, Kirchen/ Capellen und Schulen mit denen darzu gehörigen Pastorat-Kirchen/ Custerey/ und Schul-Renthen/ Wiedenhöfen/ Vicarien/ und deren Auffkünfften/ immassen sie solche bis dato exerciret, inne gehabt/ und genossen/ auch künfftig unbeeinträchtiget haben und behalten. Als

1. Zu Elberfelt. 2. zu Cranenberg. 3. zu Hilden. 4. zu Haen. 5. zu Walde. 6. zu Somborn 7. zu Langenbergs. 8. zu Neviges. 9. zu Mülheim an der Ruhr. 10. zu Wülffrahe. 11. zu Wermeskirchen. 12. zu Dühn. 13 zu Rahe vorm Wald. 14 zu Sohlingen. 15. Capellam S. Anthonii auff der Thones Heyden mit der Vicarey S. Anthonii. 16. Capellam S. Reinholdi bey Sohlingen. 17. Capellam auff dem Hoff zu Windraht. 18. zu Schöler. 19. zu Hückeswagen. 20. In der Stadt Düsseldorff. 21. In der Stadt Ratingen. 22. zu Homberg. 23. zu Velbert. 24. zu Greffrath. 25. zu Düssel. 26. zu Medtman. 27. Auff der Urbenbach. 28. zu Mülheim am Rhein. 29. zu Ober-Cassel.

§. 2. Auff den Adelichen Häuseren.

1. Auff dem Haus Lennep.
2. Auffm Hause zum Spich.
3. In der Delling zu Olepe.
4. Zu Bawyr zu Erckraht.
5. Auff dem Hause Dorp.
6. Auff dem Hause Rott und Elßfelde.

Dergestalt wann schon hernechst diese Adeliche Häuser an Römisch-Catholische kommen oder transferirt werden/oder der Besitzer seine Religion ändert/ daß dennoch auff solche Fälle/ die Gemeine so alsdann daselbst sich finden wird/ an oder bey denselben oder doch nechst gelegenen Orth ihren Gottes dienst mit Besuch und Anhörung der Predigten/ und administrirung deß Abendmahls/ und der Tauffe auch Ehe-Einsegnung nach wie vor ungehindert üben/ und darinn continuiren könne.

§. 3. Hernechst soll ihnen/den Reformirten/restituirt werden 1. Das Exercitium publicum zu Grüten cum annexis. 2. Das simultaneum Romano-Catholicum Exercitium in der Pfarr-Kirche zu Hückeswagen soll abgeschafft/ auch die ihnen entzogene halbe Kirchen-Renthen bey extradition der Ratification über gegenwertigen Vergleich restituiret/ hergegen aber auch zugleich denen Römisch-Catholischen zu Reparirung der Schloß-Capellæ daselbst einhundert Reichsthaler gegeben und ausgezahlt werden. 3. Die reditus B. Mariæ Virginis & S. Anthonii zu Hückeswagen/ so bald dieselbe durch Absterben deß jetzigen Besitzers/ welcher den Römisch-Catholischen Gottesdienst verrichtet/ und ein Geistlicher aus dem Closter Wipperforde ist/ oder sonsten Vacant wird/ denen Römisch-Catholischen aber dagegen fünffhundert Reichsthaler von denen Reformirten ausgezahlt werden.

4. Die Pastorat-Renthen zu Ober-Cassel.

5. Zu Düssel sollen die Römisch-Catholische die Pastorat-Renthen gantz an sich behalten/ und dargegen der Reformirter Gemeine daselbst jährlich achtzig Reichsthaler in certis reditibus aus gemelter Pastorat-Renthen daselbst per se zu heben/ anweisen/

§. 6. *Et on leur permet, & rend l'Exercice public avec ce qui en dépend; 1. Devant la Ville de Juilliers, en échange d'Engeldorf, tellement que la Maison du Pasteur, & l'Ecole puissent être établies, & tenues dans la Ville même; 2. à Zweifel; 3. & à Meazerat devant Monjoye, & le tout avec les annexes.*

Anno 1672.

Art. VII.

Duché de Berghe.

§. 1. P*Our ce qui touche le Duché de Berghe, & ceux de la Confession d'Ausbourg, dits Réformez, ils y exerceront, & tiendront dans les Places suivantes, tout ce qu'ils y ont exercé & tenu jusqu'à present, soit d'Exercice public, d'Eglises, de Chapelles, d'Ecoles, avec des Eglises Paroissiales, Rentes d'Ecole, & de Marguillier,* Widenhofen, *Vicariats, & ses Revenus, sçavoir, dans les Villes, Bourgs, & Villages.*

1. *d'Elberfeld.* 2. *Croneaberg.* 3. *Hildem.* 4. *Haen.* 5. *Walt.* 6. *Somborn.* 7. *Langenberg.* 8. *Neviges.* 9. *Mulheim sur la Ruhr.* 10 *Walfrath.* 11. *Wermeskirken.* 12. *Dubea.* 13. *à Rath devant le Bois.* 14. *De Soblingen.* 15. *La Chapelle de S. Antoine sur la Bruyere de Thones avec le Vicariat de S. Antoine.* 16. *La Chapelle de S. Reinbold près de Soblingen.* 17. *La Chapelle à la Cour de Windrueb.* 18. *Scholer.* 19. *Hakeswagen.* 20. *Dans la Ville de Dusseldorp.* 21. *Dans la Ville de Rutingen.* 22. *à Homberg.* 23. *Velbert.* 24. *Grefrath.* 25. *Dussel.* 26. *Metmon.* 27. *Sur l'Urdeabach.* 28. *à Mulheim sur le Rhin.* 29. *à Ober-Cassel.*

§. 2. *Dans les Maisons Nobles.*

1. *De Lennep.*
2. *De Spich.*
3. *à Olepe dans le Delling.*
4. *Bawir à Erkrath.*
5. *à la Maison de Dorp.*
6. *à la Maison de Rott, & Elsfeld.*

Et même, quand ces Maisons seroient transferées à des Catholiques Romains, ou que les Possesseurs changeroient de Religion, la Communauté Réformée, qui s'y trouveroit, ne laisseroit pas pourtant de continuer son exercice, ou bien dans un des plus proches Lieux, comme aussi d'y fréquenter les Prêches, la S. Cene, & d'y recevoir le Batême, & la Benediction de Mariage avec la même liberté qu'auparavant.

§. 3. *On rendra de plus ausdits Réformez.* 1. *l'Exercice public, avec ce qui en dépend, à Gruten.* 2. *Comme on ôtera aux Catholiques l'exercice, qu'ils avoient ensemble avec les Réformez dans l'Eglise Paroissiale à Hakeswagen, on rendra à ceux-ci encore l'autre moitié des Rentes de ladite Eglise, si-tôt que la Ratification de cette Convention sera échangée, à condition pourtant, qu'ils payent cent Ecus aux Catholiques pour en reparer la Chapelle du Château.* 3. *Les Revenus du Vicariat de Nôtre-Dame, & de S. Antoine à Hakeswagen, en cas d'ouverture, ou de mort du Possesseur, qui est de la Religion Romaine, & du Cloître de Wipperforde, & à condition, qu'ils en payeront aux Catholiques cinq cens Ecus.*

4. *Les Revenus de la Cure à Ober-Cassel.*

5. *Comme les Catholiques tiendront entierement pour eux les Rentes de la Cure à Dussel, ils en donneront en échange à la Communauté Réformée des assignations, qu'elle puisse annuellement, & en certaines Rentes de ladite Cure, tirer la Somme de quatre-vingt Ecus, ou bien ils seront obligez d'y rendre*

Anno 1672. sen / oder aber den Reformirten daselbst gemeldte Pastorat-Renthen gantz einräumen und sich daraus achtzig Reichsthaler in certis anweisen lassen.

6. Zu Neviges soll der Reformirten Gemeinde alsobald nach Ratification dieses Recessus dasjenige restituirt werden / was sie von allen und jeden Gütern und Renthen bey Veränderung der Religion des Herren von Hardenberg in Besitz gehabt / und dishero ihnen zum Theil von der Fraw von Hardinberg entzogen. Wann nach geschehener solcher restitution die Fraw von Hardenberg so dann einige Befügnus darauff zu haben vermeinet / soll ihr freystehen / dasselbe rechtlicher Gebühr nach ausfündig zu machen / und wann die Sache vor Ihrer Fürstl. Durchl. Regierung zu Düsseldorff instruirt ist / und beyde Partyen zur gnüge gehöret seyn / dieselbe zur Erörterung an unpartheylichen aus beyden Romisch-Catholischen und Reformirten Religionen ausgestellet werden / es wäre dan daß gemelte Fraw mit vorgemeldter Gemeine vor Einlangung der Ratification dieses Recessus sich darüber vergliche / dabey es dann billig sein bewenden hätte.

§. 4. So viel nun die Augspurgische Confessions-Verwandte Lutherischer Religion in dem angeregten Hertzogthumb Berge betrifft / sollen dieselbe an nachfolgenden Orten die Exercitia, Kirchen / Capellen und Schulen mit denen darzu gehörigen Pastorat-Kirchen / Kusterey und Schul-Renthen / Wiedenhöfen / auch Vicarien / und deren Aufkünfften / immassen wie gemeldte Lutherische dieselbe jetzo besitzen und geniessen / haben und behalten. Als

1. In der Stadt Lennep.
2. Zu Remscheide.
3. Zu Daveringhausen.
4. Zu Remglingrode.
5. Zu Burscheid.
6. Zu Neukirchen.
7. Zu Withelden.
8. Zu Volberg.
9. Zu Honradt.
10. Zu Waldbroel.
11. Zu Rosbach.
12. Zu Eckenhagen.
13. Zu Leuscheide.
14. Zu Odenspiel.
15. Zu Wilberg die Capella.
16. Zu Velbert nebst der Capelle / jedoch mit Vorbehalt der darauff von denen Reformirten habender praetension.
17. Zu Leichlingen.
18. Zu Walscheidt.
19. Zu Holpe.
20. Zu Dencklingen in der Capelle simultaneum dergestalt / daß die Lutherische die Capelle allein behalten.

21. Das simultaneum zu Herchen / doch daß die reditus in jetzigem Standt verbleiben / und denen Lutherischen die Cantzel nicht versperret / noch gehindert werde.

So viel aber Altar und Tauffstein anbetrifft / sollen die Römisch-Catholische dieselbe vor sich behalten / jedoch bey Execution dieses Recesses zu Behueff der Evangelisch-Lutherischen ex communibus sumptibus in derselben Kirchen au einen bequemen und denen Evangelischen gelegenem Ort ein ander Altar und Tauffstein gemachet werden.

22. Daß simultaneum zu Seelscheid / wobey dann zu wissen daß die Romisch-Catholische und Lutherische sich weiter zu vergleichen haben / damit sie au denen Orten / an welchen die simultanea seynde / und in Krafft dieses Recessus verbleiben / zu gewisser Zeit und Stunde den Gottesdienst verrichten und einer den anderen nicht hinderen. Dann die Lutherische mögen im Winter und im Sommer des morgens umb 10. Uhr / nachmittag aber umb 3. Uhr ihren Gottesdienst verrichten. Die Romisch-Catholische aber sich der übrigen Zeit zu ihrem Gottesdienst in den Kirchen gebrauchen.

Ferner haben und behalten die Lutherische folgende Exercitia publica.

23. In

rendre entierement les Revenus de la Cure, & d'accepter les assignations de la Communauté Réformée pour en tirer quatre-vingts Ecus annuels. Anno 1672.

6. On rendra encore à Neviges après que les Ratifications de ce Recès seront échangées, aux Réformez tout ce qu'ils y possedoient en Biens, & en Rentes, du tems du changement de Religion du Sieur de Hardenberg, & dont ils avoient été en partie dépossedez par Madame de Hardenberg, laquelle pourra pourtant, après cette restitution faite, poursuivre son Droit en Justice, si elle en croit avoir, & quand sa cause sera entamée, en instruite dans la Régence de S. A. S. à Dusseldorp, & que les Parties y seront entenduës, on la fera decider par des Gens desinteressez, & de l'une & l'autre Religion, à moins que ladite Dame ne s'en fut accordée autrement avec les Réformez, & pour lors on se tiendra à leur Accord.

§. 4. Pour ce qui est de ceux de la Confession d'Ausbourg, qu'on nomme Luthériens, ils tiendront & posséderont dans ce Duché de Berghe, tout ce qu'ils y possedent presentement en Exercices, Eglises, Chapelles, Ecoles, avec ce qui en dépend, soit de Rentes, Eglises Paroissiales, de Marguillier, & de Maître d'Ecole, Widenhofen, comme aussi en Vicariats, & en Rentes en dépendantes, sçavoir

1. Dans la Ville de Lennep.
2. à Remscheide.
3. à Daveringhausen.
4. à Remblingrode.
5. à Burscheid.
6. à Neukirken.
7. à Witzhelden.
8. à Volberg.
9. à Honrat.
10. à Waltbroel.
11. à Rosbach.
12. à Ekenhagen.
13. à Leuscheid.
14. à Odenspiel.
15. La Chapelle à Wilberg.
16. à Velbert preche de la Chapelle, où l'on réserve pourtant aux Réformez la prétention qu'ils y ont.
17. à Leichlingen.
18. à Walscheid.
19. à Holpe.
20. à Denklingen dans la Chapelle l'Exercice public ensemble avec ceux de l'autre Religion, à condition pourtant, que les Luthériens jouiront seuls des Rentes de cette Chapelle.
21. à Herken l'Exercice ensemble avec ceux de l'autre Religion, les Rentes demeureront pourtant dans l'état d'à present, & l'on n'y fermera, ni n'ôtera pas la Chaire aux Luthériens.

Mais les Catholiques Romains tiendront pour eux l'Autel & les Fonts Baptismaux, à condition néanmoins, qu'en execution de ce Traité, l'on y fera dans la même Eglise, & dans un endroit convenable aux dépens communs un autre Autel, & Fonts de Batême pour le service des Luthériens.

22. à Seelscheid l'Exercice ensemble avec ceux de l'autre Religion, bien entendu, que les Catholiques & les Luthériens ayent à convenir dans tous les Lieux, où, selon ce Traité, ils ont l'Exercice ensemble, que l'on y fasse l'Office à certain tems & heure, afin que les uns ne donnent pas d'empêchement aux autres, car les Luthériens pourront en Hiver, & Eté, faire leur Office le matin à 10. heures, & l'après-midi à trois heures, & les Catholiques Romains pourront le reste du tems se servir de telles Eglises communes.

Les Luthériens conserveront de plus, & tiendront leur Exercice public:

23. Dans

23. In der Stadt Düsseldorff.
24. In der Stadt Sohlingen.
25. Zu Hückeswagen.
26. Zu Mülheim am Rhein/ und
27. In der Freyheit Burg/ wie nit weniger bleiben sie auch ferner zu Rade vor dem Walde/ und zu Medtman in dem Stande/ in welchem sie bishero gewesen und gegenwärtig seynd.

§. 5. Restituirt aber und gestattet werden ihnen den Lutherischen an nachfolgenden Orten die Exercitia publica cum annexis auff ihre Kosten/ als

1. Zu Rüppichradt.
2. Zu Ratingen/ und
3. Zu Reusradt.

Art. VIII.

§. 1. AN allen vorher erzehlten Orten nun/ an welchen die Augspurgische Confessions-Verwandten Reformirter und Lutherischer Religion die Exercitia publica haben/ und vermöge dieser Pausch-Handelung restituiret bekommen/ haben sie Macht ihren Gottesdienst/ wie derselbe in denen Reformirten und Lutherischen Kirchen unter Evangelischen Herren geübt und getrieben wird/ in allen Stücken ungehindert/ und ungeirret zu üben/ und zu treiben. Sie haben auch Macht/ Kirchen/ Kirchhäuser/ Thürne und Glocken/ und was sonst mehr zum Gottesdienst nötig/ auff ihre Kosten zu bauen/ und zu unterhalten. Dabey sie des Herren Pfaltz-Graffen Fürstl. Durchl: jedesmahl und wider männiglich gnädigsten und mächtigen Schutz halten wollen.

§. 2. Hernechst so sollen vorgedachter beyder Religionen Augspurgischer Confession Reformirte und Lutherische Prediger/ Pfarrern/ Pastores/ Schulbediente und Küster in ihren Pfarren/ Kirchen/ Capellen/ Schulen/ und anderen gehörigen Häuseren und Wohnungen/ auch gewidmeten Gütern/ Renthen und Gefällen alle Geistliche Freyheit vor ihre Person/ und vor die zu ihren Pfarren gewidmete Güter/ wie und wo dieselbe im Lande gelegen/ über all gleich/ wie die Römisch-Catholische indifferenter geniessen/ dieselbe mit Landsteuren/ Einquartirungen und dergleichen Lasten wider des Landes-Gebrauch und Herkommen nicht beschweret/ und also auch in diesem Stück denen Römisch-Catholischen im Gülich und Bergischen gleich gehalten und tractirt werden.

§. 3. Nicht weniger sollen gedachte Prediger/ Pfarrer/ Pastores/ Schulbediente und Küster bey ihren Kirchen-Ordnungen/ Statuten/ welche sie gleichwol zuvorderist Ihrer Fürstl. Durchl. als Lands-Fürsten/ damit darinnen wider die Lands-Fürstl. Hoheit nichts nachtheiliges gefunden werde/ zur Bestätigung unterthänigst einreichen lassen sollen/ und wollen Ihre Fürstl. Durchl. dieselbe so dann gnädigst und unweigerlich bestätigen/ Gebräuchen/ Gewonheiten/ Ceremonien/ Kirchlicher Disciplin bey denen ordentlichen Conventen der bishero gewöhnlicher General, Provincial, Synodal, Classical, Presbyterial und Consistorial-Versamblungen (welche sie in dem unirten Hertzogthumben und Graffschafften ungehindert/ ausser denselben aber anderer Gestalt nit als mit Vorwissen und Bewilligung des Landes-Fürsten besuchen mögen) und derselben Schlüssen und anderen ihren Gebräuchen gehandhabet werden.

§. 4. Denen Præsidibus und Moderatoribus Synodorum & Inspectoribus Classium soll in denen hervor gedachten unirten Hertzogthumben und Graffschafften zugelassen seyn/ denen in den Evangelischen Kirchen üblichen Gebrauch/ Observantz und Ordnung zufolge zu visitiren/ und ad correctionem vitæ & morum zu schreiten/ die Geistliche Disciplin zu unterhalten/ auch gegen die verbrechende Glieder zu verfahren. Ehe und bevor sie aber diese particular Visitationes vornehmen/ sollen sie solches und ein jedweder der nöthig haltet/ zu visitiren/ Ihrer Fürstl. Durchl. oder in derselben Abwesen/ der Regierung in Zeiten unterthänigst und

23. *Dans la Ville de Dusseldorp.*
24. *Dans la Ville de Soblingen.*
25. *à Hakeswagen.*
26. *à Muiheim sur le Rhin.*
27. *Dans la Franchise de Burg: ils continueront aussi à Rade devant le Bois, & à Metman, dans le même état qu'ils y sont presentement.*

§. 5. *On rend aussi & permet aux Luthériens, mais à leurs dépens l'Exercice public, avec ce qui en dépend, dans les Places suivantes.*

1. *à Rupichrat.*
2. *à Ratingen.*
3. *à Reusrat.*

Art. VIII.

§. 1. D*Ans tous ces Lieux donc, où ceux de la Confession d'Ausbourg, tant Réformez que Luthériens continuent, ou obtiennent en vigueur de ce Traité, l'Exercice public, il leur sera permis d'y faire leur Office publiquement, & de la même maniere, qu'il s'exerce dans des Eglises Réformées, ou Luthériennes, sous des Souverains de telle Religion. Il sera permis de plus de bâtir & d'entretenir à leurs dépens, des Eglises, Chapelles, Maisons de Pasteurs, d'Ecoles, & de Marguilliers, avec des Clochers & Cloches, & generalement tout ce qui pourroit être necessaire à l'Office public de leur Religion: C'est ce, en quoi S. A. S. les protégera, & maintiendra toûjours & contre toute sorte de personnes.*

§. 2. *Tous les Ministres de la Confession d'Ausbourg, tant Réformez que Luthériens, & nommement les Pasteurs, Ministres, Maîtres d'Ecole, Marguilliers, jouïront de toute liberté Ecclesiastique, à l'exemple des Catholiques, non seulement pour leurs personnes, mais encore pour les Biens, Maisons, Rentes & Emolumens, qui leur sont destinez, dans quelque endroit du Païs qu'ils soient situez, & ils ne seront pas chargez non plus de Tailles, Quartiers, ou autres Taxes, contre l'ancienne Coûtume du Païs, mais ils seront encore en ceci traitez également avec les Ministres de l'Eglise Romaine par tous les Païs de Juilliers, & de Berghe.*

§. 3. *On maintiendra aussi lesdits Ministres Protestans, Pasteurs, Prédicateurs, Maîtres d'Ecoles, Marguilliers & autres, dans l'usage & l'execution des Statuts & Ordonnances de leur Eglise: lesquels ils seront pourtant obligez de presenter auparavant à S. A. S. afin qu'on n'y pratique rien au préjudice du Souverain, & d'en demander très-humblement la confirmation, que S. A. S. aura toûjours la bonté de leur accorder sans repugnance: comme aussi dans les autres Coûtumes & Cérémonies de leurs Eglises, Disciplines, Assemblées ordinaires de quelque nom qu'elles soient, Générales, Provinciales, Synodales, Classiques, Presbiteriales, & Consistoriales, en sorte qu'ils les pourront frequenter librement, & de leur chef dans les Duchez & Comtez unis, mais non point hors d'icelles sans le consentement & la permission du Souverain du Païs, & qu'on donnera main forte pour l'execution des Arrêts & Conclusions, qu'ils y auront prises.*

§. 4. *Les Directeurs ou Moderateurs des Synodes, & les Inspecteurs des Classes pourront ainsi par toutes ces Duchez & Comtez unis, visiter selon la Coûtume & l'Ordonnance de l'Eglise Evangelique, y faire observer la Discipline Ecclesiastique, corriger la Conduite & les Mœurs, & même châtier les Transgresseurs, mais le tout à condition que devant que d'entreprendre une telle Visitation particuliere, ils en avertissent très-humblement S. A. S. ou en son absence, la Regence du Païs, afin qu'on députe quel-*

ANNO 1672. und gebührlich zu wissen machen/ damit jemand verordnet werden könne/ welcher wegen vor höchstgedachter Ihrer Fürstl. Durchl. als Landes-Fürsten der Visitation beywohne/ sonsten aber dahin sehe und acht habe/ daß nichts geschehe/ oder von den Geistlichen/ welche bey denen Visitationen seynd und visitiren/ etwas vorgenommen werde/ welches der Landes-Fürstl. Hoheit/ Botmäßigkeit und Jurisdiction entgegen/ nachtheilig und præjudicirlich sey/ und wollen Ihre Fürstl. Durchl. jedesmahl ihrentwegen einen der Evangelischen Religion zugethanen Visitatorem auff dero Kosten verordnen/ welcher doch wann Sachen vorgehen/ die ad interius Conclave gehören/ und wann die Censura Ecclesiastica vorgenommen wird/ sich so lange absentiren und diesen actibus nicht beywohnen soll. Die Weltliche Obrigkeit soll in dem/ was von dem Præside & Moderatoribus Synodi, & Inspectoribus Classium henführo von Predigern/ Pfarrern/ Pastoren/ und Vorstehern jeder Gemeine Kirchlichem Gebrauch und der Kirchen Ordnung gemäs/ des Visitati Lebens/ Handels und Wandels/ Verhaltens und Abstraffung halber statuirt ist/ nicht verhinderen noch auffhalten/ weniger die corrigendos vel correctos darwider schützen; Wofern auch der Visitatus, corrigendus vel correctus darüber an die Weltliche Obrigkeit ohne genugsame und erhebliche Ursachen sich wenden würde/ derselbe abgewiesen/ und denen ihm vorgesetzten Geistlichen Visitatoribus in Vollenziehung der Execution gegen den per Censuram Ecclesiasticam correctum die Hand biethen/ und behülfflich erscheinen.

§. 5. Vorgedachte Augspurgischer Confessions-Verwandte Reformirter und Lutherischer Religion sollen an keine andere Ceremonien als die ihre gebunden seynd; Dahero sie nit schuldig und gehalten seynd/ bey denen Romisch-Catholischen Processionen Gras zu strewen/ Meyen zusetzen/ Mäy/ oder andere dergleichen bey den Romisch-Catholischen gebräuchigen Feyer-Glocken zuziehen/ mit dem Gewehr bey den Processionen auffzuwarten/ Fahnen oder Creutze zu tragen/ bey der Morgens/ Mittags und Abends-Glocke den Hut abzuziehen/ und was dergleichen mehr. Sie sollen auch dieserthalb von niemanden beschwäret/ viel weniger von ihnen begehret werden/ vorher erzehlten und anderen Romisch-Catholischen Ceremonien und ritibus beyzuwohnen.

§. 6. Ferner sollen sie die verschlossene Zeiten nach Romisch-Catholischer Kirchen gewonheit in Ehesachen nit observiren/ keine Proclamationes, Dimissoriales oder Copulationes bey den Romisch-Catholischen Pastoren suchen/ sonderen es soll genug seyn/ wann sie sich in ihrer Religion Gemeinen proclamiren und bey denen selbigen wo sie wollen copuliren lassen. In denen jetzgedachten verschlossenen Zeiten aber sollen sie gleichwol keine weitläufftige Hochzeiten anstellen/noch auch zu der Zeit auff denen Hochzeiten wie sonsten bräuchlich/ tantzen.

§. 7. Uber dem so sollen sie der Synod/ welche in der Romisch-Catholischen Kirchen gehalten wird/ keines wegs unterworffen seyn, und dieweil auch das Kirchen-Meister-Ambt und Bruder-Meister-Ambt bey denen Romisch-Catholisch. Officia Ecclesiastica seynd/ so sollen die Reformirte und Lutherische mit denselben und dergleichen wider ihren Willen nicht beschwäret werden.

§. 8. Uber dieses sollen jetzgedachte Evangelische bey denen Romisch-Catholischen Processionen/ und wann das also genandte Venerabile zu den Krancken getragen wird/ kein vorsetzlich ärgernus geben/ sondern entweder so lange/ bis die Procession oder das Venerabile vorbey/ auff die seithen in ein Haus oder zurück gehen/ oder dem Priester und denen/ welche mit ihm seynd/ eine dergleichen Ehrerbietung beweisen/ als wie sie zu ihun pflegten/ wann Priester und andere ehrliche Leuthe ihnen zu anderen Zeiten begegnen.

§. 9. Es soll in Barmen/ Sohlingen/ und Elverfelde den Evangelischen so Reformirten als Lutherischen bey den Catholischen Festtagen offentlich/ an übrigen Orten aber in den Häusern bey verschlossenen Buden/ Thüren/ Laden und Fenstern zu arbeiten erlaubt seyn/ und sollen sie deßwegen keine Inquisition und Bestraffung zu befürchten haben/ wann aber den Grob-Schmieden an Feyrtagen von Durchreisenden Arbeit zugebracht wird/ mögen sie selbige auch öffentlich verfertigen.

§. 10. Es bleibet offtgedachten Reformirten und Lutherischen bevor/ in der Fasten/ auch am Freytag und anderen Romisch-Catholischen Abstinentz-Tagen in ihren Häusern Fleisch zu speisen/ wann sie nur ihr Romisch-Catholisch Hausgesinde wider ihren Willen solches zu essen nicht anhalten.

Art.

quelqu'un, pour y assister de la part de S. A. S. & pour observer & empêcher, qu'on n'y fasse rien au préjudice de la haute Jurisdiction, & authorité du Souverain. S. A. S. déclare de plus, de vouloir toûjours députer de sa part, & à ses dépens un Visitateur, qui sera de la même Religion Evangelique, & de lui ordonner aussi, qu'il ait à se retirer, quand il s'y passe quelque chose, qui appartient au Conclave interieur, & de n'y assister durant le tems, qu'on applique des Censures Ecclesiastiques. Le Bras Seculier n'empêchera jamais l'execution de ce qui sera ordonné conformément aux Statuts & Coûtumes de l'Eglise par le Presidens & les Directeurs de Synode, ou par les Intendans d'Ecole, Pasteurs, Predicateurs & Superieurs Ecclesiastiques, soit touchant la Correction ou autrement, & ledit Bras Seculier n'entreprendra pas de proteger ceux qui auront été corrigez, ou qui le devroient être, mais au contraire, il renverra ceux qui auroient ce recours sans raison légitime, ausdits Visitateurs Ecclesiastiques mêmes, pour y être effectivement châtiez ou corrigez, & en facilitera l'execution.

§. 5. Tous ceux de la Confession d'Ausbourg, Reformez & Luthériens, ne seront tenus qu'à leurs Cérémonies, & ainsi ils ne seront pas obligez à mettre des herbes pour les Processions des Catholiques, ni à planter des Mais, sonner les Cloches de leurs Fêtes, se tenir sous les Armes du tems des Processions, porter des Drapeaux & des Croix, ni à ôter le Chapeau quand on sonne le Matin, à midi & le Soir, ni à d'autres choses semblables, dont ils ne pourront jamais être inquietez de qui que ce soit, ni forcez à assister à aucune des Cérémonies des Catholiques.

§. 6. Ils n'observeront pas non plus le tems, où les Mariages sont défendus aux Catholiques, ni ne prendront non plus des Dimissoriales, Proclamations, ni Copulations des Pasteurs Catholiques, mais ils se contenteront de se faire proclamer dans leurs Communautez, & d'épouser devant qui ils voudront, toutefois auront-ils à se garder de danser, & même de faire des pompes, quand leurs Mariages se font dans un tems défendu aux Catholiques.

§. 7. Ils ne seront nullement obligez au Synode, qui se pratique dans l'Eglise Romaine, & comme les Charges de Maître d'Eglise & de Confrérie sont réputées pour des Offices Ecclesiastiques, les Réformez & les Luthériens n'en seront jamais chargez contre leur gré.

§. 8. Tous les Protestans auront à se garder de donner aucun scandale, quand ils voyent porter le Vénérable aux Malades, ou dans quelque Procession, mais ils auront plûtôt à se retirer dans des Maisons, ou bien à témoigner au Prêtre, & à ceux qui le suivent, la même civilité, qu'ils leur feroient dans d'autres rencontres.

§. 9. Il sera permis aux Protestans, tant Réformez que Luthériens, de travailler ouvertement les jours de Fêtes Catholiques, dans les Places de Barmen, de Sohlingen, & d'Elverfelde; mais dans d'autres Lieux pas autrement que dans leurs Maisons, & à condition d'y tenir les Boutiques, Caves, Portes & Fenêtres bien fermées, & en ce cas-là, ils ne seront pas sujets à d'autre recherche, ni à aucune correction pour leur travail, & si par hazard aux jours de telles Fêtes Romaines, quelque passager presente de l'Ouvrage aux Maréchaux ou Forgerons, ils y pourront partout travailler publiquement.

§. 10. Ils auront aussi toute liberté de manger de la viande dans leurs Maisons en Carême, les Vendredis, ou les autres jours d'abstinence observez par les Catholiques, toutefois sans contraindre leurs Domestiques Catholiques à en manger contre leur gré.

Aa 3 Art.

ANNO 1672.

Art. IX.

§. 1. DAmit auch der Jurisdiction halber in Geistlichen Sachen/ welche die Reformirte und Lutherische angehen/ ins künfftige in diesen Hertzogthumben Gülich und Berge seine Richtigkeit habe; Soll keine Censur, Disciplin, Matrimonial und dergleichen Sachen/ welche sonsten bey denen Evangelischen ad forum Ecclesiasticum oder mixtum gehören/ vor denen Lands-Dechanten/ oder anderen Geistlichen Römisch-Catholischen Gerichteren gezogen/ sondern von denselben gäntzlich befreyet seyn und bleiben.

§. 2. Und dahero mögen die Evangelische/ wann sie untereinander in Ehe-Sachen streitig worden/ sich bey den Synoden/ Classibus, Presbyteriis, Consistoriis, Inspectorio, oder bey ihren Seelsorgern angeben/ welche dann die Partheyen zu sich zu veranlassen/ sie zu vergleichen und in der güte von einander zu setzen/ allen Fleiß anzuwenden. Wann aber die güte zum längsten innerhalb drey Monathen nicht verfangen wolte/ alsdann sollen sie die Sachen an Ihrer Fürstl. Durchl. Regierung zu Düsseldorff verweisen/ welche Regierung eine jede Sache in dreyen Schrifften hinc inde von 14. Tagen/ oder zum längsten von drey zu drey Wochen ohne Verstattung unnötiger und zum höchsten der zweyten dilation instruiren lassen/ und wann sie völlig instruirt ist/ die Acta prævia inrotulatione entweder an eine derselben Religion zugethane bewehrte Juristen Facultät/ oder anderen der Religion zugethanen unpartheyischen Rechts-gelehrten/ nachdem die Sache der einer oder andern Evangelischer Religions-Verwandten concerniret/ zu rechtlicher decision ohne daß die Partheyen wissen wohin/ zuverschicken/ und auszustellen.

§. 3. Was nun dergestalt erkant/ dasselbe solle von mehr gemeldter Regierung zur Execution gesetzt/ und davon kein Appellation, noch Revision gestattet werden. Jedoch wann sich ein oder das ander oder auch beyde Theile beschwäret funden/ und etwas/ so in vorigen Actis nicht gewesen/ oder nit recht ausgeführet/ nachmahls ausführen wolten/ und sich bey der Regierung anmeldeten/ alsdann sollen jedwedem Theile noch zweene Sätze verstattet/ und mit Instruction auch Verschickung der Acten eben wie vorgedacht/ verfahren werden.

§. 4. In denen Fällen aber/ wann zwischen Römisch-Catholischen und Evangelischen Unterthanen Ehestreit vorfället/ folget der Actor das forum rei und wird der Evangelische nach deren von den Evangelischen angenommen/ der Römisch-Catholische aber nach den Römisch-Catholischen Geistlichen Rechten insonderheit in puncto divortii & repudii gerichtet.

Art. X.

UNd demnach über vorhergesetztes und verglichenes noch eines und das andere nöthig befunden/ welches künfftig in allen vorher erwehnten Landen/ als in denen Hertzogthumben Gülich/ Cleve und Berg/ auch Graffschafften Marck und Ravensberg observiret/ gehalten und denselben allerdings nachgelebet werden solle: Diesem nach ist solches in nachfolgende puncta abgefasset:

§. 1. Und soll demnach anfänglich alles und jedes/ was allerseits Religions-Verwandten Vermöge dieses Vergleichs behalten oder wieder bekommen/ von eben der Natur/ und Kräfften seyn/ als wann ihnen solches alles durch die Execution des Teutschen Friedenschlusses gelassen/ wieder gegeben und zugeeygnet wäre.

§. 2. Darnach so soll allen Religions-Gemeinden so wol der Römisch-Catholischen als Augspurgischen Confessions-Verwandten/ Reformirten und Lutherischen/ welche das Exercitium publicum haben/ und darin durch diese Pausch-Handlung restituirt werden/ freystehen/ wann es nöthig/ nicht nur einen Prediger und Pastoren/ sondern mehr auff ihre Kosten und ohne der anderen Religion Beschwer und Nachtheil zu beruffen/ auch die Gemeinen nach Gelegenheit zu combiniren/ und hinwiederumb die combinirte zu separiren/ daß jede an dem vorigen absonderlichen Prediger oder Pastorn/ welcher sich bey seiner Gemeine mit der Wohnung auffhalten soll/ bedienet werden mag.

§. 3. Wo auch die Gemeinden ihrer Religion Schulen haben/ dieselbe sollen solche behalten/ und wo an gemelten Orten/

ANNO 1672.

Art. IX.

§. 1. *POur regler la Jurisdiction Ecclesiastique, en ce qui touche les Réformez & Luthériens, dans ces Duchez de Juilliers, & de Berghe, il est ordonné, que les affaires de Censure, de Discipline, de Mariage & autres semblables, qui appartiennent à la Jurisdiction Ecclesiastique ou mixte auprès des Protestans, ne seront pas décidées par le Doyen du Païs, ni par aucune autre Cour de Justice Catholique Romaine, mais en seront tout à fait exempts.*

§. 2. *C'est pourquoi tous ces Protestans, en cas de différens en Mariages pourront librement recourir à leurs Synodes, Classes, Consistoires, &c. ou d'autres de leurs Pasteurs, qui auront soin d'assembler les Parties, & de les mettre d'accord à l'amiable, mais en cas, que cette voye de douceur ne produisît pas son effet dans le tems de trois mois, ils remettront les affaires à la Regence de S. A. S. à Dusseldorp, laquelle fera instruire chaque Cause par trois Ecrits, que les Parties seront obligées de fournir de quinze en quinze jours, ou bien de trois en trois semaines, sans qu'on leur permette des délais inutiles, & jamais au delà d'un deuxiéme, & ayant instruit la Cause, & mis en rôlle les Actes, Elle les remettra à la décision de quelque fameuse Faculté de Jurisconsultes Protestans, ou bien d'autres Jurisconsultes desinteressez, & qui soient de même Religion que les Parties, sans pourtant qu'icelles soient informées du chemin, qu'on y a pris.*

§. 3. *La décision qui aura ainsi été faite, sera ensuite mise en execution par ladite Regence, sans donner lieu à d'autre Appel ou Revision: mais toutefois si les Parties se trouvoient chargées, parce que quelque raison ou piéce n'auroit pas été produite, ou ne l'auroit pas été suffisamment dans les Actes, & qu'elles se présentassent à la susdite Regence pour deduire telle chose de nouveau, on permetera encore deux Ecrits à chacune des Parties, & on y observera la même méthode, qu'on vient de marquer.*

§. 4. *Dans les cas, où il y auroit différent au sujet de Mariage entre des Catholiques & Protestans, on se tiendra à la regle commune:* Actor sequitur forum rei, *& on y jugera un chacun selon les Droits de sa Religion, particulierement dans les cas de divorce, & de répudiation.*

Art. X.

ET d'autant qu'après tout ce qui a été declaré & reglé pour les Duchez de Juilliers, Cléves, & Berghe, & pour les Comtez de la Marc, & de Ravensberg, on a encore trouvé nécessaire d'y ajoûter quelque chose, on est convenu des Points suivans.

§. 1. *Premierement, tout ce qu'on permet ou donne par cette Transaction à l'une, & à l'autre Religion, aura la même force que s'il avoit été établi ou donné en execution des Traitez de Westphalie.*

§. 2. *Par tout, où il y auroit Exercice public, en vertu de cette Transaction, soit pour les Catholiques, ou pour les Protestans Réformez & Luthériens, ils pourront prendre non seulement un, mais plusieurs Pasteurs & Prédicateurs, toutefois à leurs dépens, & sans préjudice des autres, comme aussi joindre les Communautez, & les séparer derechef, & en pourvoir chacune d'un Pasteur & Prédicateur qui auroit son Logis, où telle Communauté avoit été devant la réünion.*

§. 3. *Les Communautez, qui sont déja pourvûës d'Ecole de leur Religion, la continueront; mais celles qui*

ANNO 1672.

den/ welche possedirt, gestattet/ oder restituiret werden/ sie keine Schule haben/ solle denselben allda (ausserhalb in casibus exceptis) Lateinische/ Teutsche/ Frantzösische/ Schreib- Rechnungen- und andere Schulen/ in welchen die Artes liberales auch principia Disciplinarum, Theologiæ, Logicæ, Rhetoricæ, auch Hebraica und Græca Linguæ gelehret/ und gelehrnet werden/ einzuführen und auffzurichten/ und darzu einen oder mehr Magistros, Præceptores, Schulmeister und Maistressen auff ihre Kosten zu beruffen und zu halten frey stehen.

§. 4. Die Pastores und Prediger sollen des Landes-Herren/ woferu derselbe des Geistlichen Beneficii Patronus und Collator ist/ Collation, Confirmation und Placitum einhohlen/ es sollen aber solche Collation, Confirmation und Placitum nicht verweigert/ sondern unauffhältlich ertheilet werden/ jedoch keinen anderen als solchen Personen/ welche wegen ihrer qualification, wie vorher gemeldt/ wie es bey der einen oder anderen Religion bräuchlich ist und erfordert wird/ auch von denen Evangelischen Gemeinden/ daß sie mit der Person zu frieden/ und auff Lehr und Leben nichts zusagen haben/ beweislichen Schein vorbringen. Dafern aber der Landes-Herr nicht/ sondern ein ander Patronus oder Collator were/ soll der beruffene Pastor und Prediger dennoch verbunden seyn/ einen Schein seiner Vocation und Collation des ordentlichen Patroni (welche Collation eben so wenig verweigert werden soll) und qualification, daß gemelte Vocatio und Collatio jetzgesetzter massen richtig sey/ dem Landes-Herren/ oder dessen Regierung einzulieffern/ und dem vorhergegangenen ungehindert seinen Beruff antretten/ und jedesmahl von dem Landes-Herren gebührende Handhabung zugewarten haben.

§. 5. Wann von unterschiedlichen Religions-Genossen Heyrathen geschehen/ sollen die Proclamationes in eines jeden seiner Religions-Kirchen/ ob sie gleich in einer Stadt oder Kirchspiel gelegen/ ordentlich verrichtet/ Dimissoriales hinc inde vor die gewöhnliche Gebühr gefordert/ jedoch unbedinglich und unweigerlich gegeben werden. Die newe Eheleuthe aber sich bey ihrer Religion Predigern und Pastoren unbehinderlich copuliren lassen/ dieser gestalt jedoch/ daß wann sie differenter Religion seyn/ die Braut dem Bräutigam in puncto der Copulation folgen solle. Sonsten auch der Römisch-Catholischen Priester und Pastores keine Evangelische Religions-Verwandten/ wie auch die Evangelische Prediger und Pastores keine Römisch-Catholische ohne Dimissorialibus ihrer Priester/ Pastoren/ oder Prediger zusammen geben. Wann ein Römisch-Catholischer oder Evangelischer in oder ausser dem Ort seiner Wohnung und Pfarr bey seiner Religion-Gemeine und in krafft vorgemeldter Dimissoralien zur Ehe eingesegnet/ so sollen weder die Römisch-Catholischen Priester noch auch die Evangelische Pastores die Jura stolæ fordern.

§. 6. Dafern auch Ihre Chur-Fürstl. Durchl. in dero Clev- Marck- und Ravensbergischen Landen/ oder Ihre Fürstl. Durchl. in dero Gülich- und Bergischen Landen/ oder auch dero beyden Successores, zu Abwendung Krieg/ Pestilentz/ oder anderer gemeiner Gefahr und Schwärigkeiten einige Buß- oder Bet-Tage/ oder auch vor eine sonderbahre gemeine Gnade und Wolthat Gottes Danck- und Fest-Tage anordnen möchten/ sollen die Evangelische nicht weniger als die Catholische in beyderseits Herrschafften Landen/ ein jeglicher nach seiner Religion-Weise/ solche Bus- Bett- und Danck- Fest- Tage zu feyren schuldig und gehalten seyn.

§. 7. Und nachdem sich auch zwischen der ein und andern Religion Pastoren/ Pfarrern und Predigern des Kinder-Tauffens halber Irrungen und Misverständnussen zugetragen/ indem der Pastor/ Pfarrer/ oder Prediger der anderen Religion seiner Pfarr angehöriger Unterthanen Kinder tauffen/ oder da dieselbe zu Religion-Verwandten Geistlichen oder Predigern ausgetragen werden/ destoweniger nicht die Jura stolæ oder herbrachtes Tauff-Geld forderen wollen. Als ist zu Erhaltung Friede und Einigkeit dahin verglichen worden/ daß die Unterthanen/ welche von ihren Pastoren/ Pfarrern und Predigern verscheidener Religion seynd/ ihre Kinder an andere nechst gelegene ihrer Religion-Kirchen/ oder wo sonsten das öffentliche Exercitium, zur Tauffe bringen/ oder auch bey Winters-zeit der Kinder Schwachheit oder anderer erheblicher Verhindernussen halber dieselbe in ihren Häuseren von ihrer Religion Pastoren/ Geistlichen oder Predigern jeder Kirchen-Ordnung und Ceremonien nach privatim tauffen lassen mögen/ daran sie dann von den Pastoren oder Predigern loci nit gehindert/ oder mit Abforderung einiger Jurium stolæ oder Tauff-Geld beschweret werden sollen.

§. 8. Ebener Gestalt soll es auch mit Administration einer jeden Religion-Sacramenten gehalten werden.

§. 8. Nach-

qui n'en ont pas sur les Lieux, qu'on leur permet ou rend par ce Traité, y pourront à leurs dépens établir des Ecoles Latines, Allemandes, & Françoises pour l'Ecriture, l'Arithmetique & autres, & y entretenir des Maitres, Précepteurs, & Maitresses, tant pour les Arts libéraux, que pour les principes de Discipline, de Théologie, Logique, Rhétorique, & pour l'usage de la Langue Hébraïque & de la Grecque.

§. 4. Les Pasteurs & Prédicateurs auront à demander la Collation, la Confirmation & le Placet du Souverain du Païs, dans les Lieux où il est Patron & Collateur du Bénéfice, & il ne le refusera jamais, mais le donnera d'abord à des personnes, qui auront apporté leur légitimation pour tel Bénéfice, de la manière qu'il a été dit ci-dessus, avec l'attestation des Communautez Protestantes, qu'elles n'auroient rien à dire contre la Conduite & la Doctrine de tels Pasteurs, & Prédicateurs: & encore que le Souverain, ne fut pas le Collateur du Bénéfice, le nouveau Pasteur, & Prédicateur ne manquera pas pourtant de livrer à la Régence un Certificat de sadite légitimation, & de la Collation même qu'il auroit obtenue du Patron ou Collateur: (lequel ne le pourra non plus refuser, ni retarder,) & il y sera ensuite toûjours maintenu & protégé.

§. 5. Quand on aura à faire au Mariage entre des personnes de différente Religion, on en fera les Proclamations dans les Eglises d'une chacune, soit que leurs Eglises se trouvent dans la Ville, ou hors d'icelle, & on demandera de part & d'autre les Dimissoires, qu'on ne leur refusera jamais, moyennant le payement des Droits, & la Bénédiction se fera ensuite par leurs Pasteurs ou Prédicateurs, à condition, que l'Epouse suivra toûjours son Epoux. Mais du reste aucun Prêtre, ou Pasteur Catholique n'entreprendra de faire la Bénédiction des Protestans, ni aucun Prédicateur ou Pasteur Protestant, de faire celle de personnes Catholiques, sans voir respectivement les Dimissoires de leurs Prêtres, Pasteurs ou Prédicateurs: & quand quelqu'un, soit Catholique ou Protestant, fera benir son Mariage dans une Communauté de sa Religion, soit dans le lieu de sa demeure, ou hors d'icelle, il n'en payera aucun Droit aux Pasteurs.

§ 6. Toutes les fois que S. A. S. dans les Païs de Cléves, la Marc, & Ravensberg, & S. A. S. dans les Païs de Juilliers, & de Berghe, ou leurs Successeurs, ordonneront quelques jours de Jeûne, & de Priére, à l'occasion d'une Guerre, Peste, ou autre calamité publique, ou bien des jours d'actions de graces, & de réjoüissance au sujet de quelque bénédiction particuliére du Ciel, les Protestans les observeront aussi-bien que les Catholiques dans le même Païs, & un chacun selon l'usage de sa Religion.

§. 7. Pour ajuster les différens, qu'il y avoit au sujet du Batême, & de l'argent de Batême, que les Pasteurs ou Prédicateurs du Lieu prétendoient, même de ceux qui n'étoient pas de leur Religion, & pour maintenir la Paix & la Concorde dans ces Païs, on est convenu, que les Habitans, qui seroient d'une autre Religion que les Pasteurs & Prédicateurs du Lieu, pourront porter leurs Enfans aux Lieux voisins, où il y auroit Eglise ou Exercice public de leur Religion, ou bien les faire batiser en particulier dans leurs Maisons par quelque Ministre de leur Eglise, en cas que l'Hiver ou la foiblesse des Enfans les y obligeât, & le Pasteur ou Prédicateur du Lieu ne les en pourra pas empêcher, ni demander aucun Droit, ou Argent de Batême.

§. 8. On observera le même dans l'administration des Sacremens pour chaque Religion.

§. 9. Com-

ANNO 1672.

§. 9. Nachdem auch in dem Instrumento Pacis die Bürgerliche Freyheit einem jeden / was vor Religion von den dreyen es sey / verstattet / so ist diesem zufolge allhier verglichen / abgehandelt / und reciprocè versprochen: Daß einem jeden ohne Unterscheidt freystehen solle / sein Domicilium von einem zu dem anderen Orth (ausserhalb wo Ihre Chur-Fürstl. Durchl. und Ihre Fürstl. Durchl. und dero geehrte Vorfahren / die Gerechtigkeit hergebracht / daß die Unterthanen ohne des Landes-Fürsten Bewilligung nit ausziehen mögen) seiner Gelegenheit noch zu transferiren, auch in oder ausserhalb desselben / ja gar ausser Landes sich zu verheyrathen / dergestalt und also / daß er deßhalb weder an seiner Gerechtigkeit im præjudiciren, viel weniger aber von seiner Wohnung und Orth verstossen oder verjaget werden solle.

§. 10. Niemand / er sey Geistlich oder Weltlich / solle der Evangelischen oder Römisch-Catholischen Religion halber / er sey darin gebohren / oder habe dieselbe vor kurtz oder lang angenommen / verfolget / weniger aus einer Stadt / Dorff oder dem Lande / zuemigriren genöhtiget / noch seines Glaubens halber verachtet / nachgeruffen / ausgeschreyen oder gescholten werden.

§. 11. Niemand soll vom Bürger-Recht / von Kauffleuthen / Handwerckeren oder Zunfften / Gemeinschafften / auch öffentlichen Gewerb / Hanthierung / Handwercken / Contracten / Kauff- und Verkauff / beweg- und unbeweglichen Gütern / von Vernaherungs-Recht / wo es hergebracht / noch von einigen Erbschafften / Erb-Vermachtnus oder Legaten noch auch Hospitalen / Wäysen-Siechen oder Leprosen-Häuseren / Allmosen / noch von dem so bey Kauffen- und Verkauffen gegeben wird / oder anderen gemeinen Gerechtigkeiten oder Handelungen der Religion halber ausgeschlossen werden. Und wie die Legata, welche der Römisch-Catholischen Geistlichkeit und Kirchen specialiter vermachet werden / deren Kirchen und Armen allein verbleiben. Also sollen die jenige / so den Evangelischen allein vermachet seyn / deren Kirchen oder Armen ebenfals allein gelassen werden.

§. 12. An denen Orthen / an welchen im Jahr 1624. die Römisch-Catholische oder Augspurgische Confessions-Verwandte Reformirte und Lutherische im dem Stadt-Magistrat oder anderen Ehrenstellen fähig gewesen / da sollen dieselbe so wohl en den Stadten als Dörffern bey vacirenden Stellen wiederumb nicht nur zur Wahl gezogen / sondern auch würcklich erwehlet / und angesetzet werden / dergestalt daß allezeit einige der Evangelischen oder Römisch-Catholischen Religion zugethane im Raht und Ehren-Stellen / wo sie Anno 1624. darin gewesen / angesetzet und gelassen werden sollen.

§. 13. Wann die Evangelische oder Römisch-Catholische ihre besondere Kirchhöfe oder Plätze haben / sollen sie sich der anderer Religion Kirchhöfen / ausserhalb den Erb-Begräbnussen enthalten / und derselben sich nicht gebrauchen. Wo aber die Evangelische / Römisch-Catholische in einer Stadt / oder einem Dorff keine absonderliche Kirchhöfe haben / alsdann sollen von dem gemeinen Stadt- oder Dorff-Kirchhoff der Religion halber niemand abgekehret / sondern ein jeder seine Todten selbiger Religion Brauch nach unbehindert / unbeschweret / und unbeschimpffet allda begraben / und soll von solchen Todten alsdann nicht mehr als selbigen Orts Herkommens und von anderen Evangelischen / oder Römisch-Catholischen geschiehet / der Begräbnus halber gefordert oder gegeben werden.

§. 14. Wo biß anhero bey Begräbnussen der Evangelischen oder Römisch-Catholischen auff gemeinen Kirchhöfen keine Leich-Predigten / Gebett und Ceremonien gehalten seynd / da sollen selbige an solchen Orten ins künfftige auch nicht / sondern die Leich-Predigten und andere Ceremonien an dem Orth ihrer gewöhnlichen Versamblungen / oder in besonderen Häuseren und Orthen geschehen / sonsten ihnen doch freystehen / auff ihren absonderlichen oder eygenen Kirchhöfen ihre Leich-Predigten und Ceremonien ihrer Religions-Brauch nach ungehindert einzuführen / und zu verrichten.

§. 15. Es soll ferner einem jedweden Evangelischen Predigern / Pastoren und Krancken-Tröster / wie auch einem jedweden Catho-

§. 9. Comme le Droit de Bourgeoisie est permis à un chacun des trois Religions par les Traitez de Westphalie, on a ensuite de cela accordé, & réciproquement promis cette Transaction, qu'un chacun, sans distinction, pourra librement changer de Place, & de demeure: (à la réserve pourtant de ces Lieux, où Leurs Altesses Electorale & Serenissime, & leurs Prédécesseurs, se sont aquis le Droit d'empêcher, que les Sujets n'en puissent sortir sans leur permission;) & se marier, où bon leur semblera, même hors de ces Provinces, de sorte qu'il n'en recevra aucun préjudice dans ses Droits, & moins encore dans le lieu de sa demeure.

ANNO 1672.

§. 10. On ne persécutera qui que ce soit, Ecclesiastique ou Seculier, à cause de sa Religion, Protestante ou Catholique, soit qu'il y soit né, ou qu'il l'ait changée, & moins pourra-t'il être obligé pour cela à sortir de la Ville, du Village, ou du Païs, ni même taxé, méprisé ou décrié, à cause de sa croyance.

§. 11. Personne ne pourra à cause de sa Religion, (supposé qu'elle soit d'une de ces trois,) être exclus du Droit de Bourgeois, de Marchand, de Maîtrises, de Communauté, de Commerce ou de Métier public, de marchander de Biens Meubles & Immeubles, ou de faire toute sorte de Contracts, ni du Droit de proximité ou préférence, où il seroit de coûtume, ni d'aucuns Héritages ou Legs, ni des Maisons publiques, comme Hôpitaux d'Orphelins, ou de Lépreux, ni des Emolumens qui proviennent à l'occasion de Ventes & achats: & comme les Legs, qu'on fait particulierement aux Ecclesiastiques & aux Eglises Catholiques, demeureront à eux seuls, ainsi ceux qui seront faits aux Ecclesiastiques & aux Eglises des Protestans, n'en sortiront pas non plus.

§. 12. Dans tous les Lieux, où les Catholiques ou Protestans étoient respectivement de la Magistrature de la Ville, ou capables d'autres Charges d'Honneur l'an 1624. on les placera derechef à la premiere ouverture, soit dans les Villes ou dans les Villages, & on ne se contentera pas de les mettre parmi les Candidats, mais on les y choisira effectivement, de sorte qu'il y aura à l'avenir toûjours quelques-uns desdits Catholiques ou Protestans dans les Magistratures & Charges aux Lieux, où respectivement il y en avoit l'an 1624.

§. 13. Quand les Catholiques ou les Protestans ont des Cimetiéres, ou Places particulieres pour enterrer ceux de leur Religion, ils s'y tiendront, sans se servir des Places de ceux d'autres Religions, si ce n'est de Places ou Tombes distinctes à toute une famille: Mais dans les Villes ou Villages, où il n'y auroit pas des Cimetiéres ou Places distinctes pour les Religions, les Habitans y enterreront aussi indistinctement leurs morts, & toûjours conformement à l'usage de leur Religion, sans qu'on les en puisse empêcher, injurier, ou railler, ni leur demander plus de Droits, qu'il n'y seroit payé par ceux d'autres Religions du même Lieu.

§. 14. Les Oraisons Funébres & autres Cérémonies seront continuées dans l'enceinte des Cimetiéres communs aux Lieux, où on en use ainsi jusqu'à présent, & faute de cet usage, on les fera dans les Lieux d'Assemblée ordinaire, ou dans des Maisons & Places particulieres: mais quand les Cimetiéres sont distincts ou séparez pour les Communautez de chaque Religion, il leur sera toûjours permis & libre, d'y commencer & établir les Oraisons Funébres, & autres Cérémonies conformes à la pratique de leurs Eglises.

§. 15. Les Pasteurs & Consolateurs des Malades Protestans, comme aussi les Prêtres & les Pasteurs Catho-

ANNO 1672.

Catholischen Priestern und Pastoren freystehen/ die Krancken seiner Religion ausser ihrer Pfarr/ an allen und jeden Orthen/ wo sie auch wohnen/zu besuchen und sie zu trösten/ auch zu denen Missethätern/so wol in dem Gefängnus/ als auch wann sie zur Execution geführet werden/verstattet und zugelassen werden.

Catholiques pourront par tout, & même hors de leurs Cures visiter librement les malades de leur Religion: & ils seront de même admis à voir les Criminels dans les Prisons, & pour les accompagner au lieu d'Execution.

§. 16. Alles was vorhero von der Immunität/ Rechte und Freyheit der Geistlichen Güter gesetzt/ verglichen und versprochen/ das sollen auch haben/ geniessen/ und behalten/ die jenigen Kirchen/ Predighäuser/ Capellen/ Schulen/ Prediger/ Schulbedienten/ Küster-Häuser/ und Wohnungen/ welche vermöge dieses Vergleichs annoch sollen gebauet und angerichtet werden.

§. 16. *Tout ce qu'on a accordé & permis d'Immunité, de Liberté, & de Droit aux Eglises, & aux Biens Ecclesiastiques, qui subsistent effectivement, est également accordé, stipulé, & permis aux Eglises, Chapelles, Ecoles, & à toutes sortes de Maisons y appartenantes, qui seront & pourront être bâties & établies en vertu de cette Transaction.*

§. 17. Niemand soll der Religion halber vor anderen in Schatzungen/ Contributionen/ Einquartierungen/ Diensten/ Bürgerlichen Lasten/ und sonsten übernommen/ sondern alle und jede Römisch-Catholische und Evangelische Geist- und Weltliche in obgemelten puncten nach proportion gleich tractiret werden. Doch bleibet es dieserthalb bey den Landts-Verfassungen und dem Herkommen.

§. 17. *Personne ne sera surchargé à cause de sa Religion, mais tous seront taxez à proportion des Biens, soit en matiere des Tailles, ou des Quartiers, Contributions ou autres Charges publiques, en quoi on ne prétend pourtant pas déroger aux Ordonnances particulieres & Usages du Païs.*

§. 18. Welcher aus anderen Landen in angeregte Hertzogthumben Gulich/Cleve/ Berge/ Graffschafften Marck und Ravensberg kommen/ und sich niederlassen will/ demselben/ wann er einer der obgemelten dreyen Religionen zugethan ist/ auch sich der Policey-Ordnung/ als weit dieselbe die Religion nicht/ sondern alle und jede Unterthanen ohne Unterscheid der Religion angehet/ gemäs qualificiren kan/ und sonst seines ehrlichen Handels und Wandels Zeugnus hat/ die Beywohnung oder Bürger-Recht nicht versaget/noch derselbe der Religion halber abgewiesen werden. Wie dann dißfalls die Verordnung/ welche von einer oder anderen Landes-Herrschafft/ auch Stadt-Magistraten/ in vim retorsionis, oder auch anderen Ursachen zu exclusion eines oder anderen Eingesessenen vom Bürger-Recht oder Bürgerlichen Ehren-Aemptern vor dem gemacht und bishero observiret seyn mag/ hiemit cassiret und auffgehoben werden.

§. 18. *Si quelque Etranger prétend aller demeurer ou se faire Bourgeois dans une des Duchez de Juilliers, Cléve & Berghe, ou des Comtez de la Marc & de Ravensberg, & s'il se peut qualifier pour cela selon les Ordonnances de Police, il n'en sera pas empêché ou refusé, à cause de sa Religion, pourvû qu'il en aie une de ces trois dont il s'agit, & qu'il apporte d'ailleurs un témoignage de sa bonne conduite, & honnêteté. C'est pourquoi on casse, léve, & annulle en vigueur de ceci, toutes les Ordonnances & Statuts, qui ont été faits de quelque Régence de Païs, ou de Magistrat de Villes par maniere de Represailles, ou autrement, pour l'exclusion des Etrangers de Charges, & de Droits de Bourgeoisie, encore qu'ils ayent été observez jusqu'à présent.*

§. 19. Und soll auch in diesem Stück ohne Unterscheid der dreyen Religionen Gleichheit gehalten/ und da sie nur/ wie jetzt gemeldet/ sich der Policey-Ordnungen gemäs qualificiren können/ zugelassen/ und der jenige so einer der dreyen Religionen zugethan ist/ so wohl als wann auch entweder ein Römisch-Catholischer/ oder aber ein Evangelischer seine Religion veränderen/ und eine andere (wofern dieselbe im Röm. Reich und in Instrumento Pacis nur zugelassen ist) führen und üben wil/ gedüldet werden/ und mit freyem Gewissen/ wann an dem Orth/ da er wohnen oder sich niederlassen mögte/ das offentliche Exercitium seiner Religion nicht zugelassen wäre/ in seinem Hause nebst seiner Famille und Gesinde/ausser Inquisition und turbation privatim, jedoch ohne Einführung eines Exercitii publici, seiner devotion abwarten. In der Nachbarschafft aber/da seine Religion offentlich geübet wird/ so offt und was Orths es ihme beliebig/ dem Exercitio beywohnen/ auch seine Kinder in abgelegene seiner Religion zugethane Schulen schicken/ oder auch wann er wil privatis Praeceptoribus zu Hause zu unterweisung ohne Verhinderung untergeben/ und auch im übrigen obgemelter in nechst vorigen §. §. exprimirter bürgerlichen Freyheit/ über all geniessen/ jedoch daß er der anderen Religion zugethanen einige ärgernus würcklich nicht gebe/ sondern sich über all bescheidentlich verhalte/ und sein Ambt mit gebührender subjection und Gehorsamb der Land und Policey-Ordnung nach (in so weit dieselbe die in Instrumento Pacis zugelassene Religion nicht concerniret, und diesem Vergleich nicht zuwider ist) verrichtet/ und zu keiner Unruhe oder Verwirrung Ursach gebe.

§. 19. *L'égalité qu'on observera à l'égard des trois dites Religions, sera de telle étenduë, que non seulement les étrangers n'en auront aucun obstacle, comme il a été dit, pour les Droits de Bourgeoisie, supposé qu'ils se puissent qualifier en conformité des Statuts de la Police, mais que même ceux qui voulent changer de Religion, le puissent faire librement, pourvû qu'ils en prennent une qui soit tolérée dans l'Empire, & par les Traitez de Westphalie, & encore qu'il n'y eût point d'Exercice public pour telle Religion dans les Lieux où ils prétendroient demeurer, ils pourront pourtant en particulier, & avec leurs Familles exercer leur dévotion dans les Maisons, & toutes les fois qu'ils voudront, fréquenter l'Exercice public dans les Places voisines, où il y en auroit, comme aussi envoyer leurs Enfans dans telles Ecoles du voisinage, ou même les faire instruire dans leur Religion par des Précepteurs particuliers chez eux, sans qu'ils en puissent être empêchez ou incommodez par aucune Inquisition. Ils jouïront de plus de toute autre Liberté, & des Droits de Bourgeoisie exprimez dans les Paragraphes précédens, à condition pourtant, qu'ils n'y donneront pas de scandale à ceux d'autre Religion, qu'ils se gouverneront toûjours honnêtement, qu'ils s'acquiteront de leurs Charges avec une exacte obeïssance pour les Loix du Païs, & Civiles, entant qu'elles ne concernent pas telles Religions, & qu'ils éviteront de causer la moindre confusion, ou trouble dans l'Etat, où ils demeurent.*

§. 20. Wobey gleichwol ausbedungen worden/ weil die freye Bürgerliche Beywohnung beyderseits Unterthanen ohne Unterscheid der Religion/ Vermöge Friedenschlusses und dieses Vergleichs ungehindert seyn und bleiben/ und also keiner der obgemeldten dreyen Religionen zugethaner Eingesessener seiner Religion halber über kurtz oder lang/ wovon in Instrumento Pacis Art. 5. §. Conventum autem est, ut à Territoriorum Dominis &c. disponirt ist/ zu emigriren genöhtiget/ weniger ausgewiesen/ noch vertrieben werden soll. So ist doch hiemit ausdrück-

§. 20. *Encore que le Droit de Bourgeoisie, & de demeure, soit absolument permis à ceux des trois Religions susdites, & que personne ne puisse être inquieté sur ce point, ni être contraint à sortir, même selon les Traitez de Westphalie l'Art.* 5. *&* §. Conventum autem est, ut à Territoriorum Dominis &c. *Toutefois on est convenu, & on a arrêté bien expressement, que ceux qui en vertu desdits Traitez de Westphalie, & de cette Convention,* von-

ANNO 1672.

drücklich versehen / verglichen und verordnet / daß die jenige / welche sich des privati Exercitii, Vermöge des Friedenschlusses / und dieses Recessus in ihren Häusern gebrauchen wollen / dennoch niemahls befügt und berechtiget seyn sollen / ob sie sich gleich in einer Stadt / Pfarre / oder Gemeinde in guter Anzahl befinden möchten / sich zusammen zu thun / und einig publicum Exercitium unter sich anzustellen oder einzuführen / das publicum aber an Orthen / da es sonsten in der nähe / in öffentlicher Ubung / wie obgemeldt / zu frequentiren, und sich desselben zu gebrauchen.

§. 21. Ferner sollen in den Hertzogthumben Gülich / Cleve und Berge / auch Graffschafften Marck und Ravensberg / alle Kirchen / Clöster / Stiffter / Capellen / Hospitalen / Prälaturen / Präbenden / Canonicaten / Pastoraten / Vicarien / und andere Geistliche Beneficien / wie auch Schulen / und alle darzu gehörige Renthen / Einkünffte und Gefälle / wann sie hinführo vaciren / oder verfallen / von den Patronis und Collatoribus in behuff solcher Religion / wobey sie bis zur Zeit der letzten Vacantz gewesen / in specie alle Prälaturen / Canonicaten / Präbenden und Vicarien / in allen Collegiat-Kirchen in den Hertzogthumben Gülich / Cleve und Berg / wie auch S. Patroch zu Soest / und welche ferner in diesen Landen Anno 1624. bey den Catholischen gewesen / allein qualificirten Römisch-Catholischen unauffgehalten / und ohne Verminderung und real Beschwerung gemeldter Beneficien conferirt werden. Jedoch soll alles das jenige / was oben und vorhero der Geistlichen Güter und Beneficien halber verändert / und vestgesetzet worden / dieser Regul nicht unterworffen seyn / sondern wie es bey dieser Pausch-Handlung verglichen ist / unverbrüchlich gehalten werden.

§. 22. So sollen auch die Patroni und Collatores so Geistals Weltliche von dem Landts-Fürsten oder dessen Regierung und Beampten in ihrem Jure conferendi nicht gehemmet noch beschräncket werden / jedoch auch nicht bemächtiget seyn / die Præbenden, Beneficia, Capellen / Vicarien / welche nach obgemelter Regul des allgemeinen Friedenschlusses und dieses Vergleichs den Catholischen oder Evangelischen verbleiben / ins künfftig anderen Kirchen / dann zu welchem dieselbe von Anfang verordnet / und von den Catholischen oder Evangelischen Beneficiatis Anno 1624. genossen und bedienet worden / oder anderen usibus, dann dazu dieselbe fundiret, zu appliciren, weniger an eine andere Religion / dann welche dieselbe Anno 1624. obgemeldter massen gehabt / oder denen es vermöge dieses Vergleichs verblieben / zu conferiren oder zuzuwenden.

§. 23. Sonsten aber einer jeden Religion Weltlicher Obrigkeit unbenommen / ja ausdrücklich vorbehalten seyn / durch sich selbst oder ihre darzu verordnete Commissarien uber ihrer Religion zugehörige Güter / Renthen / und Gefälle / zu beförderung mehrer Ehren Gottes und besserem Kirchen-Dienst / wie solches denen Catholischen Geistlichen Rechten / oder der Evangelischen Ständen Juribus und approbirten Kirchen-Ordnung gemäs ist / zu verordnen und zu disponiren, darüber jedoch der Patronen Willen und Consens (dafern die Renthen zu einem Beneficio Juris-Patronatus gehörig) vor allen eingeholet und erlanget werden solle.

§. 24. Was aber die Stifftungen und Fundationes, welche nicht zu dem Gottesdienst / sondern pro studiis oder anderen löblichen Exercitiis auffgerichtet worden / anlanget / da bleibet denen Collatoribus frey und bevor / damit nach Inhalt der fundationen zu verfahren und zu disponiren.

§. 25. Dafern auch ins künfftige einer der Catholischen Religion / oder Augspurgischer Confession Reformirter oder Lutherischer Religion zugethaner Prælatus, Canonicus, Canonissa, Parochus oder Beneficiatus seine Religion oder Confession veränderen würde / sollen sie der Prælatur, Præbenden, Pfarr oder Beneficia eo ipso verlustig seyn / und dasselbe einem anderen solcher Religion / zu welcher dasselbe Vermöge Instrumenti Pacis und dieses Vergleichs gehörig / unausgesetzt / und ohne real beschwerung / wie oben gedacht / wieder conferirt werden.

§. 26. Was aber die Collation und Vergebung der Prælaturen, Canonicaten, Præbenden, und anderen Geistlichen Beneficien anbelanget / welche in mehrgedachten Hertzogthumben Gülich / Cleve / Berge / auch Graffschafften Marck und Ravensberg zu

voudroient se servir de l'Exercice particulier dans leurs Maisons, ne pourront jamais en faire des Assemblées entieres, ou un Exercice public, encore qu'ils y fassent avec le tems en grand nombre: mais qu'ils se contenteront toûjours de frequenter les Lieux voisins, où l'Exercice public de leur Religion seroit en usage.

§. 21. *Les Patrons & Collateurs de Benefices Ecclesiastiques, seront encore a l'avenir obligez de conferer dans les Duchez de Juilliers, Cléves, & de Berghe, & dans les Comtez de la Marc, & de Ravensberg, toutes les Eglises, Chapitres, Chapelles, Hôpitaux, Prélatures, Prébendes, Canonicats, Cures, Vicariats & autres, comme aussi les Ecoles, & tous les Revenus & Emolumens en dépendans, en cas d'ouverture, au profit de la Religion, qui en a été en possession au tems de la derniere Vacance, & particulierement toutes les Prélatures, Canonicats, Prébendes, & Vicariats dans toutes les Eglises Collegiales dans les Duchez de Juilliers, de Cléves, & de Berghe, & encore celle de S. Patrocle à Soest, & de plus toutes celles desdits Duchez, qui ont été aux Catholiques l'an 1624. seront immanquablement & sans aucune Charge réelle conférez seuls aux Catholiques Romains, qui auront les qualitez requises, à la reserve pourtant de ce qui a été accordé ou disposé autrement touchant les Biens Ecclesiastiques ci-dessus, & par cette même Convention generale, qu'on aura à observer à jamais.*

§. 22. *Les mêmes Collateurs & les Patrons tant Ecclesiastiques, que Seculiers, ne seront nullement empêchez ou inquietez par les Souverains, ou par les Regences du Païs dans l'usage de leur Droit de conferer les Benefices. Ils ne pourront pas pourtant disposer des Prébendes, Benefices, Chapelles, & Vicariats, (qui suivant la regle des susdits Traitez de Paix, & de cette Transaction, demeureront à une certaine Religion,) qu'en faveur de ceux de cette même Religion, & qui en a été en possession l'an 1624. bien loin de les employer à d'autres usages, que conformement à leurs Fondations.*

§. 23. *En tout cela on n'ôte pas, mais on réserve expressement aux Superieurs, ou Magistrats Seculiers de chaque Religion le Pouvoir de disposer des Biens, des Rentes, & des Emolumens appartenants à leur Eglise, pour autant qu'il seroit à la plus grande gloire de Dieu, & au meilleur service de l'Eglise, comme il est aussi conforme aux Canons des Catholiques, & aux Droits & Decrets approuvez parmi les Protestans, sur quoi on aura pourtant besoin d'obtenir l'agrément, & le consentement des Patrons, en cas que telles Rentes appartinssent aux Benefices de leur Collation.*

§. 24. *Mais dans les Fondations, qui ne sont pas destinées pour l'entretien de l'Office Divin, mais seulement pour celui des études ou d'autres Exercices honorables, les Collateurs auront & conserveront toute la liberté d'en disposer conformément aux teneurs de Fondations.*

§. 25. *Quand un Prélat, Chanoine ou Chanoinesse, Pasteur, ou autre Beneficier change de Religion, il perdra d'abord par cette action sa Prélature, Prébende, Cure, ou son Benefice, de sorte qu'on le conferera même sans aucune nouvelle charge à une autre personne de la Religion, à qui il appartient en vertu des Traitez de Paix, & de cette Transaction.*

§. 26. *Quant à la Collation de Prélatures, Canonicats, Prébendes, & autres Benefices Ecclesiastiques, qui appartient au Souverain dans lesdites Duchez de Juilliers, Cléves, & Berghe, & dans les Comtez de la Marc, & de Ravensberg, on y observera*

ANNO 1672.

zu des Landes-Fürsten Collation gehörig/ soll es damit nachfolgender Gestalt unveränderlich gehalten werden/ daß auff denjenigen Stifftern/ da alle Collationes der Herrschafft völlig gebühren/ Ihrer Chur-Fürstl. Durchl. zu Brandenburg und dero Descendenten die jenige Beneficia, so in dem Januario, Martio, Majo, Julio, Septembri & Novembri verfallen/ oder ad manus Principum resigniret werden: Also auch Ihrer Fürstl. Durchl. zu Newburg und derselben Descendenten die jenige/ so im Februario, Aprili, Junio, Augusto, Octobri und Decembri fallen oder resignirt werden/ zu vergeben zustehen. Auff denjenigen Stifftern aber/ da die vorige Landes-Fürstliche Herrschafft sechs Monath hergebracht/ da sollen Ihrer Chur-Fl. Durchl. und dero Descendenten drey Monath/ und des Herren Pfaltz-Graffens Fürstl. Durchl. und derselben Descendenten auch drey Monathen dergestalt reserviret seyn/ daß Ihre Chur-Fürstl. Durchl. zu Brandenburg in denselben Orthen im Januario, Majo, und Septembri, Ihre Fürstl. Durchl. zu Newburg aber in Martio, Julio & Novembri die Collatio ohne Beschwer und Verminderung gemeldter Beneficien, und Renthen/ wie obengedacht/ zu exerciren, der also von Ihrer Chur-Fürstl. Durchl. oder Fürstl. Durchl. Provisus auch schuldig seyn/ mit Vorzeigung seines Collation-Patents des anderen Placitum zu erhalten. Wie dann ohne Vorzeigung solcher Collation und darauff erfolgten Placiti die Praelati und Capitula die Provisos zur Possession nicht admittiren, noch gestatten sollen.

servera inviolablement cet ordre, que dans les Chapitres, dont toutes les Collations appartiennent au Souverain, S. A. E. de Brandebourg, & ses Successeurs, en confereront toûjours celles qui seront ouvertes dans les mois de Janvier, Mars, Mai, Juillet, Septembre, & de Novembre, & qu'ainsi S. A. S. de Neubourg, & ses Successeurs auront à conferer celles qui tomberont, ou seront résignées aux mains du Souverain dans les mois restans, à sçavoir, de Février, Avril, Juin, Août, Octobre, & de Decembre. Dans les autres Chapitres desdits Païs, où le Souverain s'est accoûtumé d'avoir que la Collation pour six mois de l'an, S. A. E. & ses Successeurs, la feront aux mois de Janvier, de Mai, & de Septembre, & S. A. S. & ses Successeurs, auront leur tour dans les mois de Mars, de Juillet, & de Novembre. Les uns & les autres exerceront cette Collation, comme il a été dit, sans aucune nouvelle charge, ou diminution du Benefice, & de ses Rentes, & celui qui en seroit pourvû par Sadite A. E. ou par Sadite A. S. sera toûjours tenu à presenter les Lettres Patentes de sa Collation à l'autre de ses Princes, & à obtenir encore de cettui-ci le Placet, car les Prelats, & les Chapitres, ne pourront admettre qui que ce soit, à la possession d'un Benefice, s'ils ne voyent préalablement les Patentes de la Collation, & du Placet.

§. 27. Damit es auch darin desto richtiger hergehen und die Herrschafft Nachricht haben möge/ so soll so offt ein Prælatur, Præbende, oder Beneficium zu Ihrer Chur-Fürstl. Durchl. oder Fürstl. Durchl. Collation vaciret, solche Vacantz/ und durch welches Absterben/ auch in welchem Monath oder turno dieselbe sich begeben/ schrifftlich Ihrer Chur-Fürstl. Durchl. oder Fürstl. Durchl. oder dero hinterlassenen Regierung unverzüglich unterthänigst berichtet werden.

§. 27. Afin qu'en tout cela, il y ait moins de confusion, & que le Souverain en ait plus de notice, il a été convenu & ordonné, que dés le moment de l'ouverture de quelque Prélature, Prébende, ou Benefice, dont la Collation seroit à L. A. Electorale & Serenissime, on fera très-humblement rapport à cesdits Princes, ou à leurs Regences, non-seulement de telle Vacance en general, mais particulierement par la mort de qui, & dans quel mois elle étoit tombée, & qui de leursdites Altesses y avoit le tour.

§. 28. In den übrigen Puncten, welche in diesem Recess nicht exprimiret seynd/ und der einen oder anderen Religion zugethanen zum besten gedeyen können/ wollen hochstgedachte Ihre Chur-Fürstl. Durchl. die Römisch-Catholischen Unterthanen in dero Hertzogthumben Cleve/ Graffschafften Marck und Ravensberg solcher Gestalt/ als ihre der Augspurgischen Confession Reformirter und Lutherischer Religion zugethane Unterthanen tractiren. Wie dann auch hochstgemelte Ihre Fürstl. Durchl. der jetzgedachten Confession angehörige in dero Hertzogthumben Gülich und Berge eben wie die Römisch-Catholische Unterthanen tractiren.

§. 28. Dans tous les autres Points, dont on ne fait pas expressément mention ici, & qui pourroient être favorables aux Habitans de l'une & de l'autre Religion, S. A. E. déclare, qu'Elle regardera & traitera toûjours dans son Duché de Clêves, & dans ses Comtez de la Marc, & de Ravensberg les Sujets, qui y seroient de la Religion Catholique Romaine, de la même maniére, qu'elle y traiteroit ses autres Sujets Protestans, & S. A. S. déclare d'en vouloir faire le même à l'égard de ses Sujets de ladite Religion Protestante dans ses Duchez de Juilliers, & de Berghe.

§. 29. Und wann Controversiæ hernechst vorfallen würden/ welche nicht in diesem Recess erörtert/ oder per justam interpretationem daraus erörtert werden könten/ sollen dieselbe ex æquo & bono auff Art und Weise/ wie bey dieser Pausch-Handelung geschehen/ in der Güte beygelegt werden.

§. 29. Quand il arriveroit quelque different, dont la décision ne se trouve pas, ni dans la lettre, ni dans la veritable interpretation de cette Transaction, on tâchera toûjours de l'accommoder en toute équité, & à l'amiable, comme on a tâché de faire dans cette Convention generale.

Art. XI.

§. 1. Damit aber auch alles das jenige/ was in diesem Vergleich der einen oder anderen Religion zu Sicherheit und Besten verordnet ist/ desto unverbrüchlicher gehalten werden möge/ ist verglichen und reciprocè versprochen/ daß wann demselben über kurtz oder lang contraveniret werden solte/ das vesthaltende Theil sich gegen sothane contravention des Juris retorsionis, bis so lange das jenige/ was newerlich geschehen/ wieder abgeschafft/ gebrauchen möge/ und dasselbe vor kein unzulässiges Gegen-Mittel von niemand ausgedeutet werden solle. Jedoch soll solche retorsion eher nicht vorgenommen werden/ bis durch zusammen geschickte Räthe von beyden Theilen behörige informatioo eingezogen/ und Untersuchungen geschehen/ und darauff von Ihrer Churfürstl. Durchl. oder Ihrer Fürstl. Durchl. expresser Befelch an dero Regierung ergangen.

Art. XI.

§. 1. Pour faire immanquablement observer tout ce qu'on a ordonné pour le bien, & pour la sûreté de l'une & de l'autre Religion par tout ce Traité, on a de plus stipulé, & reciproquement accordé, qu'en cas, que l'une des Parties y contrevînt en quelque chose, l'autre pourra se servir des Represailles, jusqu'à ce qu'on ait redressé, & ôté la nouveauté: Bien entendu pourtant, qu'on députera de part & d'autre des Ministres Conseillers, pour en prendre des informations, & pour examiner l'affaire, & que l'usage des Represailles ne se fera jamais, que sur les ordres exprès que S. A. E. ou S. A. S. en donneroit à sa Regence.

§. 2. Endlich soll alles das jenige/ was obiger Gestalt bey dieser Pauschhandlung verabscheidet und verglichen ist/ nach erfolgter

§. 2. Finalement, on aura à mettre en execution par ces Païs, tout ce qu'on vient d'arrêter, si-tôt que

ANNO 1672.

folgter Ratification also fort in allen Landen ohne einige fernere Verordnung zur Execution gesetzt und darwider keine exception auch keine andere Geistliche und Weltliche Satzungen / sie haben Nahmen wie sie wollen / und kommen auch her von wem sie wollen / sie seyen allbereit vor diesem gemacht / oder werden künfftig gemacht / eingewendet werden. Massen dann zu desto mehrer vesthaltung verglichen / daß die bey dem im Jahr 1666. zu Cleve auffgerichtetem Haubt- und Erb-Vergleich bedungene Garantie auch auff diese Pausch-Handlung extendirt seyn solle. Zu Urkund und stet-vesthaltung seyn hierüber zwey gleichlautende Recessus auffgerichtet und von denen darzu committirten hierunten benentlichen Räthen unterschrieben / und mit deren Pittschafften besiegelt worden. Geschehen zu Cöllen an der Spree den 26. Aprilis Anno 1672.

(L.S.) Otto Freyherr von Schwerin.	(L.S.) Johan Arnold Freyherr von Leeradt.
(L.S.) Laurentz Christoff Somnitz. m. m.	(L.S.) Frantz Freyherr von Gise.
(L.S.) Joh. Koppen.	(L.S.) T. A. Henr. Stratman.

Als haben wir obangeregten Vergleich in allen und jeden seinen Clausuln und Puncten ratificirt und genehm gehalten / ratificiren und approbiren und halten auch denselben hiemit in allen und jeden seinen Clausuln und Puncten genehm / und versprechen bey Unseren wahren Fürstlichen Worten / allem dem jenigen / so obgesetzt / vor Uns / Unsere Erben und Posteritet nachzukommen / treulich und ohne Geferde. Urkund unsers Handzeichens und hervorgedrucktem Geheimen Cantzeley-Secrets. Gegeben in Unserer Residentz-Stadt Düsseldorff den 11. Junii Anno ein tausendt sechshundert zwey und siebentzig.

PHILIPP WILHELM. (L.S.)

Neben-Recess.

Nachdem auch bey Verlesung des heut dato unterschriebenen Religions-Recess, noch ein und anders von Chur-Brandenburgische Liebd. und Unseren Räthen erinnert / und darüber gleichfalls fernere Abredt getroffen worden / wie von Puncten zu Puncten hernach folget:

1. Weilen der Freyherr von Quadt zu Creutzbergen wegen des pro luminaribus Ecclesiæ oder Leuchten-Zehends zu Niedermormter / so Krafft obgedachten Recess den Catholischen zu restituiren ist / sustiniret, das solches keine zu Geistlichen oder Kirchen-Sachen gewidmete Renthen / sondern sein eygen Gut seye / damit er seinem Belieben nach schaffen könne / so soll zwarn die Positio deshalben in dem Recess nicht geändert / Ihme von Creutzbergen dennoch freystehen / sein Angeben innerhalb drey Monaten der Gebühr zu beweisen / und soll solchen fals er damit nicht beschweret werden.

2. Wegen der bey restitution der Vicareyen B. M. Virginis in Uden der Reformirten Gemeine daselbst vorbehaltene fünff und zwantzig Reichsthaler jährlichs / weilen Catholischen theils sustinirt wird / daß vor und in dem Jahr 1651. besagte Gemeine solche 25. Reichsthaler daraus nit genossen habe / ist gut gefunden / daß zwar der Recess darumb nicht geändert werden / die Catholische aber hiemit versichert seyn sollen / daß wann sie ihr Angeben beweislich darthun werden / ihnen gedachte Vicarey gantz und ohne jetztgemeldten Vorbehalt völlig restituiet werden solle.

3. Weilen Herren Pfaltz-Neuburgische auch sustiniret, daß die von dem Catholischen Schulmeisteren zu Weeze repetirte zehn Morgen Landes nit allein in dem Jahr 1624. sondern auch selbst Anno 1658. von gedachten Catholischen Schulmeisteren rühig genossen seynd / ist verglichen / daß wann die Catholische solches beweislich darthun würden / obgedachtes Land der Catholischen Schulen zu Weeze restituirt werden solle.

4. Weilen die Catholische den kleinen Beguinen Convent zu Goch zwar repetirt, die Reformirte aber dagegen einen Bescheidt der Clevischer Regierung de Anno . . . . . vorgebracht / ist placidirt, daß allerseits dem Bescheidt gelebt werden solle.

5. Wei-

que la Ratification sera obtenuë, sans qu'aucune exception y ait lieu, ni qu'aucuns Statuts Ecclesiastiques ou Seculiers, de quelque nom ou de quelque Auteur qu'ils soient, faits ci-devant ou dans la suite, y puissent être opposez. Ainsi, & pour assûrer davantage tout ceci, on est convenu, que la Garantie stipulée au Traité principal de la succession faite à Cléve l'an 1666. sera aussi étenduë à cette Transaction. En foi de quoi, on a dressé deux Recès pareils, que les Ministres Conseillers y députez & nommez ci-dessous ont signé, & y ont appliqué leurs Sceaux. Fait à Cologne, sur la Sprée le 26. d'Avril l'an 1672.

(L.S.) Othon Baron de Schwerin.	(L.S.) Jean Arnold Baron de Leeradt.
(L.S.) Laurent Christ. Somnitz. m. m.	(L.S.) François Baron de Gise.
(L.S.) Jean Koppen.	(L.S.) T. A. Henri Stratman.

Nous ayant agréable la presente Transaction en tous & un chacun de ses Clauses & Points, avons iceux ratifié & approuvé, & accepté, comme nous les ratifions, approuvons & acceptons, par ceci, & promettons en parole de Prince tant pour nous que pour nos Héritiers & Successeurs de les garder & observer sans fraude & supercherie: En témoin de quoi nous avons signé ces presentes, & à icelles fait apposer nôtre Seeau. Donné dans nôtre Ville & Résidence de Dusseldorp l'onziéme de Juin l'an mille six cens septante-deux.

PHILIPPE GUILLAUME. (L.S.)

Traité séparé.

LA Transaction au regard des differentes Religions signée sous la datte d'aujourd'hui étant lûe, & les Ministres Conseillers de Brandebourg, aussi-bien que les nôtres y ayant encore remarqué diverses choses, on en est pareillement convenu par ces Points suivans.

1. Comme le Baron de Quadt à Creutzberghen soûtient, que la Dîme destinée pour les Chandelles de l'Eglise à Nidermormter, qui en vertu de ladite Transaction devroit être renduë aux Catholiques, n'est pas une Rente d'Eglise, mais de son propre Bien, dont il peut librement disposer, il sera permis au susdit Baron de prouver dûement cette assertion dans le tems de trois mois, & qu'en ce cas-là, il n'en sera pas chargé, cependant on ne changera pas la position de ladite Transaction.

2. Les Catholiques, qui soûtiennent, que la Communauté Reformée à Uden, à qui on avoit reservé vingt cinq Ecus annuels du Vicariat de Nôtre-Dame dudit lieu, n'en a pas joui ni devant, ni pendant l'an 1651. seront assûrez par ceci, que quand ils prouveront ce qu'ils avancent, ledit Vicariat leur sera rendu, sans aucune reserve, mais que le Recès de la Transaction ne sera pas changé pour cela.

3. Touchant les dix arpens de Terre, qu'on avoit redemandé du Maître d'Ecole Catholique à Weeze, & dont il doit avoir (à ce que soûtiennent les Ministres de S. A. S. de Neubourg,) paisiblement joui non seulement l'an 1624. mais même dans l'an 1658. il a été accordé, que quand les Catholiques auront dûement prouvé ce fait, ladite Terre sera renduë à l'Ecole Catholique à Weeze.

4. Les Catholiques ont bien redemandé le petit Couvent des Begunes à Goch, mais comme les Reformez y ont opposé un Decret de la Regence de Cléves de l'an . . . . . on a trouvé bon, qu'on se tiendra audit Decret.

5. Puis

ANNO 1672.

5. Weilen man Pfaltz-Neuburgischen Theils sustinoret, daß Vicaria sanctissimæ Trinitatis zu Wesel bis Anno 1662. da der letzte Possessor gewesener Probst zu Xanten/ Johan von Sternenberg/ genandt in Düsseldorff gestorben/ Catholisch gewesen/ und von den Herren Chur-Brandenburgischen zu Bielefelde angeben worden/ daß dieselbe von Catholischen annoch possedirét, in der That sich aber befinden solte/ daß sie jetzt von Evangelischen genossen werde/ ist verabredet/ daß solches untersuchet/ und unerachtet davon in dem Recess nichts gemeldet/ dannoch die Vicaria, wann sich befinden solte/ daß dieselbe nit ante annum 1657. ad Evangelicos usus würcklich applicirt gewesen/ den Catholischen alsobald gelassen werden soll.

6. Wird den Catholischen verstattet/ an statt der jüngst vom Wahl-Strom abgetriebener Kirchen zu Hulhausen/ eine andere Kirche in gedachter Herrlichkeit Hulhausen zu setzen.

7. So soll auch an die Clevische Regierung rescribirt werden/ daß wegen Abgang der Canonicat- und Vicareyen-Pläße und Stallungen bey Einrichtung der Gassen zum Nassawischen Thor zu Cleve/ die längst vertröstete satisfaction denen Geistlichen geschehen/ und im übrigen mit dem Unterhalt der Gassen oder sonsten das Capitul nicht beschweret werden.

8. Die von den Beampten zu Hörde und Lühnen vor etwa zwey Jahren arrestirte, denen Vicarien zu Dortmund zugehörige Pächte sollen relaxirt, und gedachten Vicareyen ungehindert gefolget werden.

9. Ob wohl seine Churfürstl. Durchl. als Landes-Fürst bey dem Recess die Dispensation in Matrimonialibus vorbehalten/ weilen sie dennoch dero Catholischen Unterthanen die Gewissens-Freyheit in allem gnädigst gern gönnen/ So ist verglichen/ daß obgedachte Römisch-Catholische in Cleve/ Marck und Ravensberg in alle wege zwar bey Ihrer Churfürstl. Durchl. oder dero Regierung die Dispensation suchen/ ihnen aber auch freystehen solle/ nach Anweisung der Catholischen Geistlichen Rechten bey Ihrer Geistlichkeit in gradibus prohibitis die Beruhigung ihres Gewissens gehörigen Orts zu suchen und zu erhalten/ und daß ehe und bevor solches geschehen/ die Pastores solche Persohnen wider ihr Gewissen zu copuliren keines Wegs angehalten werden sollen.

10. Haben Ihre Churfürstl. Durchl. sich gnädigst erkläret/ daß in Abstraffung der Priester und Geistlichen/ Sie die Versehung wollen thun/ daß solches bey den Brüchten-Gedingen nicht öffentlich/ sondern privatim geschehe/ und die Beschimpffung des Geistlichen Standes darunter so viel möglich verhütet werde.

11. Sollen keine Römisch-Catholische Geistliche Güter gültig alienirt, oder beschweret werden mögen/ es sey dann aus denen in den Catholischen Geistlichen Rechten exprimirten und mit beygebrachten advis einer Römisch-Catholischen bewehrten Universität zu recht erwiesenen Ursachen/ und darauff erhaltenen Consens.

12. Endlich weilen Pfaltz-Newbürgischen Theils remonstriret worden/ daß die Catholische Geistliche in dem Fürstenthumb Cleve und Graffschafft Marck in den Schatzungen so hoch angeschlagen werden/ daß dieselbe dabey länger unmöglich würden bestehen können/ haben seine Churfürstl. Durchl. sich gnädigst erkläret/ mit Zuziehung dero getrewen Land-Ständen auch hierin zu remediren, dergestalt daß dieser Punct ohne Streit beygelegt werden/ und den Geistlichen erträglich seyn solle. Und sollen alle obgedachte Puncten eben also gehalten werden/ als wann dieselbe dem Recess von Wort zu Wort würcklich einverleibet wären. Cöllen an der Spree den 26. Aprilis Anno 1672.

5. Puis qu'on soûtient de la part de S. A. S. de Neubourg, que le Vicariat de la Très-Sainte Trinité à Wesel a été aux Catholiques jusqu'à l'an 1662. où le dernier Possesseur, & en même tems Prévôt à Xanten Jean de Sternenberg mourut à Dusseldorp, & que de la part de S. A. E. de Brandebourg on a débité à Bielfeld, que ledit Vicariat est encore entre les mains des Catholiques, on est convenu, qu'on en prendra connoissance, & s'il se trouve, que les Reformez en jouissent présentement, & qu'il n'avoit pas pourtant été appliqué à leurs usages devant l'an 1657. on le cédera incessamment aux Catholiques, encore qu'on n'en fit aucune mention dans la Transaction.

6. Il sera permis aux Catholiques, qu'à la place de leur Eglise à Hulhausen, qui fut dernièrement emportée par la Rivière de Wahl, ils en puissent bâtir une autre dans la même Seigneurie de Hulhausen.

7. On ordonnera aussi par un Rescript à la Regence de Clêves, que pour reparer la perte des Places, & des Ecuries appartenantes aux Canonicats, & aux Vicariats, qu'on fit en dressant les ruës vers la porte de Nassau à Clêves, la satisfaction promise sera effectivement donnée auxdits Ecclesiastiques, & que ceux-ci ne seront nullement obligez à entretenir lesdites ruës.

8. On relâchera, & on donnera sans empêchement aux Vicariats de Dortmund les Fermes, que l'Officier à Herde, & à Libnen leur arrêta, il y a environ deux ans.

9. S. A. E. en qualité de Souverain du Païs par la Transaction reserve la dispense pour les Mariages, & voulant pourtant bien permettre à ses Sujets Catholiques toute Liberté de Conscience, accorde & consent, que sesdits Sujets Catholiques dans les Païs de Clêves, la Marc, & Ravensberg, outre la dispense, qu'ils seront toûjours obligez de demander à Son A. E. ou à la Regence du Païs, pourront encore pour le repos de leur Conscience s'adresser à leurs Ecclesiastiques, & requerir & obtenir dans les degrez defendus la dispense de qui il faudroit selon les Canons des Catholiques, & qu'à moins de cela, les Pasteurs ne seront nullement tenus à benir les Mariages de telles personnes.

10. S. A. E. déclare de faire en sorte, que le châtiment des Prêtres, & Ecclesiastiques ne se fera pas publiquement, mais en particulier, & que la fausse accusation de l'Ordre Ecclésiastique sera, autant qu'il est possible, empêchée.

11. Aucun Bien de l'Eglise Catholique ne pourra être valablement aliéné, ni même chargé, si ce n'est dans les cas exprimez par les Canons Ecclesiastiques, & declarez pour tels, par l'avis de quelque célèbre Université des Catholiques, & qu'on en ait obtenu le consentement.

12. Enfin, & sur les remontrances, qu'on a faites de la part de S. A. S. de Neubourg, de ce que les Ecclesiastiques Catholiques étoient si excessivement taxez dans le Duché de Clêves, & dans le Comté de la Marc, qu'il ne leur seroit pas possible d'y subsister plus long-tems, S. A. E. a declaré, qu'Elle y remediera encore conjointement avec ses Etats du Païs, en sorte que ce Point sera ajusté sans dispute, & en faveur des Ecclesiastiques. Et tous ces Points seront observez de même que s'ils étoient effectivement, & de mot à mot inserez dans la Transaction. A Cologne sur la Sprée l'an 1672.

Anno 1672.

und Wir dann solche Puncten ebenfals approbiret, ratificiret und genehm gehalten: Als thun Wir selbiges hinmit und in Krafft dieses bekräfftigen / versprechen auch ebenmässig bey wahren Fürstlichen Worten / obberührten Puncten allen und jeden treulichst und ohne Geferde nachzukommen / auch niemand der Unserigen dagegen zuhandelen zugestatten. Urkund Unsers Handzeichens und hervor getruckten Geheimen Cantzeley-Secrets. Geben in Unser Residentz-Stadt Düsseldorff den 11. Junii 1672.

PHILIPP WILHELM. (L.S.)

Et nous ayant agréable, avons approuvé, & ratifié les susdits Points, le déclarons en vertu de ceci, & promettans pareillement en parole de Prince d'observer exactement tous, & un chacun de ces Points, & de ne souffrir jamais qu'il y soit contrevenu, bannissant toute fraude & supercherie. En foi de quoi nous avons fait apposer nôtre Sceau à ces Patentes, signées de nôtre propre main. Donné dans nôtre Ville, & Residence de Dusseldorp l'onziéme de Juin de l'an 1672.

PHILIPPE GUILLAUME. (L.S.)

LXXXII.

26. Avril. PROVINCES-UNIES ET BRANDEBOURG.

Traité d'Assistance & deffense mutuelle entre le très-Illustre Prince & Seigneur, FREDERIC GUILLAUME, *Marcgrave de Brandebourg, Grand Chambellan & Electeur du Saint Empire d'une part, & les Hauts & Puissans Seigneurs, Messeigneurs les Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES *du Païs-Bas, de l'autre. Fait à Cologne sur la Sprée le* 26. *Avril*, 1672. [Traduction Françoise du Mercure Hollandois, de 1672. pag. 18. d'ou l'on a tiré cette Piéce, qui se trouve aussi dans LONDORPII *Acta Publica*, Tom. IX. pag. 817.* dans PUFENDORF *de Rebus gestis* FRIDERICI WILHELMI *Elect. Brand.* Lib. II. pag. 794. mais seulement par Extrait; dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. II. Abtheil. IV. Absatz III. pag. 174. & dans le *Theatrum Europæum*, Tom. XI. pag. 28. en Allemand.]

COmme ainsi soit que le très Illustre Prince & Seigneur, Monseigneur Frederic Guillaume, Marquis de Brandebourg, Grand Chambellan & Electeur du Saint Empire (*tot. Titulus*) d'une part, & les Hauts & Puissants Seigneurs, Messeigneurs les Etats Généraux des Provinces-Unies du Païs-Bas, de l'autre, ont trouvé bon, veu la conjoncture presente des affaires, de faire un Traité d'Assistance & deffense mutuelle, c'est pourquoi les Articles suivants ont été conclus & arrêtés entre les Plenipotentiaires de part & d'autre, assavoir de la part de S. A. E. de Brandebourg, le Magnifique & Excel. Seigneur Otton, Baron de Swerin, Seigneur d'Altendanberg, Jochan & Wildenhofen, &c. Chambellan Hereditaire de l'Electorat & Marche de Brandebourg, & Doyen de l'Eglise de Brandebourg, President & Conseiller au Conseil privé de S. A. E. de Brandebourg, &c. comme aussi le Magnifique & Excel Seigneur, Laurens Christoffle de Sommits, Seigneur Hereditaire de Grumbsdorf, Drenau & Gerbero, Chambellan Hereditaire de la basse Pomeranie, &c. & le très-Noble & très-docte Seigneur Frans Menderts, Conseiller en la Cour & en la Milice de S. A. E. de Brandebourg; & de la part des Hauts & Puissans Seigneurs les Etats Généraux, le Noble & Excel. Seigneur Godert Adriaen, Baron de Rede, Seigneur d'Amerongen Ginckel & Eelt, &c Deputé Ordinaire pour la Noblesse du Païs d'Utrecht en l'Assemblée de Messeigneurs les Etats Généraux, le tout sous l'approbation & Ratification des Parties Principales de part & d'autre.

I. Premierement, Sadite A. E. promet en consideration de la seureté commune, & pour l'assistance & deffense de Messeigneurs les Etats Généraux, en cas qu'ils vinssent à être attaqués à main armée dans les Provinces Unies, ou Lieux circonvoisins, d'assembler & mettre sur pié, & ce plûtôt, & dans le tems declaré ci-après, une Armée de vingt mille Hommes, à condition que desdits 20000. Hommes il y en aura 2000 à pié, & 600. à cheval, lesquels en cas de besoin, & selon que Sadite A. E. le trouvera à propos, seront mis dans les Forteresses apartenantes à Sadite A. E. qui sont dans la Westphalie, afin de garder lesdites Forteresses, & repousser les Ennemis, qui en voudroient approcher, ou bien s'en servir en Campagne, selon les occasions, qui se pourront presenter.

II. Pour former laditte Armée, Messeigneurs les Etats Généraux payeront la moitié des levées, & Son Altesse Electorale, l'autre moitié à proportion, en consequence dequoi S. A. E. levera à ses depens 4000. Chevaux, & 6000. Hommes de Pié, & Messeigneurs les Etats Généraux aussi 4000. Chevaux & 6000 Hommes de Pié, dans lequel nombre seront compris les Dragons necessaires, dont on contera trois contre 2. Hommes de Cheval, & un Homme de Pié.

III. Sur ledit nombre d'Hommes, qui se doit lever, Messeigneurs les Etats Généraux donneront pour chaque Homme de Cheval 40. Risdales, & pour chaque Homme de Pié 10. Risdales qui font pour tout le Corps de l'Armée la Somme de 220000. Risdales

IV. Les Etats Généraux payeront tous les susdits Deniers incontinent aprés l'accomplissement du present Traité, soit à Hambourg ou à Breme, & en échange S. A. E. s'oblige d'être prêt 2. mois aprés la reception desdits Deniers avec ladite Armée de 20000. Hommes, à proportion comme dessus, & de les faire effectivement marcher, agir, & faire halte pour la deffence & seureté commune.

V. Lesdits Etats Généraux payeront aussi la moitié de l'entretien desdites Troupes, & S. A. E. l'autre moitié; tellement que la Cavalerie sera composée de 16. Regiments, & chaque Regiment pour le moins de 500. Hommes, en 6. Compagnies, & l'Infanterie de 12 Regiments, chaque Regiment de 1000. Hommes, & 10. Compagnies, pour chaque Regiment de Cavalerie la Somme de 4767. Risdales 30. sous, Monnoye de Hollande, & pour chaque Regiment d'Infanterie 4104. Risdales 4 sous, Monnoye de Hollande, & outre cela pour chaque Bâton de Regiment sera payé 210. Risdales par mois, en contant 30. jours pour chaque mois, ou 12. mois pour une année

VI. Outre cela Messeigneurs les Etats Généraux payeront tous les mois pour le Bâton général du Regiment, comme encore pour l'entretien de l'Artillerie, & provisions necessaires pour les Chevaux; item pour toutes sortes de dépenses journalieres pour les sorts de Munition, Armes, Outils, Livrées, Envois, Messages, & autres necessités inevitables, la Somme de 14841. Risdales.

VII. Il sera toutefois permis à S. A. E. de renforcer ou affoiblir lesdites Troupes, ainsi qu'elle verra le plus à propos selon les occurrences de la Guerre, à condition neanmoins que le Corps n'en sera point amoindri, mais sera toûjours composé de 20000. Combatans effectifs.

VIII. Sadite A. E. fournira à ses depens les Officiers de l'Artillerie, & toutes les autres choses necessaires, comme le Canon, les Munitions, Chariots, Charettes, Chevaux, & autres. Ladite Artillerie sera composée de cinquante pieces de Canon, avec les Boulets, Poudres, & autres Munitions, Outils, & Officiers necessaires pour cet effet.

IX. L'entretien de l'Armée & les Subsides, que les Etats Généraux payeront tous les mois en la maniere susmentionnée, commenceront à courir du jour & date que les Deniers des levées seront effectivement fournis à S. A. E. à condition toutefois que lesdits Etats, pour le premier mois, ne payeront que la moitié, mais le mois ensuivant, leur portion toute entiere des Subsides, auxquels ils sont tenus, suivant le present Accord.

X. S.

ANNO 1672.

X. S. A. E. en échange sera obligée 2. mois aprés la reception desdits Deniers, de fournir ladite Armée de 20000. Hommes complets, & d'agir avec elle ainsi que la necessité des affaires le pourra requerir.

XI. A condition toutefois qu'il sera permis ausdits Etats Généraux aprés l'expiration da 2. mois, de faire montre de ladite Armée, en tout ou en partie, toutes & quantesfois qu'il leur plaira, par leurs Commissaires, conjoinctement avec les Commissaires qu'il plaira à S. A. E. d'ordonner pour cet affet. En consequence dequoi lesdits Etats paierout lesdits Subsides à proportion des Chevaux, Fantassins ou Dragons, qu'on trouvera de faute dans ladite Armée.

XII. Lesdits Etats payeront, ou feront payer promptement en Argent contant à Hambourg ou à Breme, les Deniers requis pour ledit entretien au commencement de chaque mois, entre les mains de celui, que S. A. E. ordonnera pour cet effet, lequel prenara ensuitte à sa charge,. comme il prend par la presente, le payement particulier desdites Troupes.

XIII. Aussi est accordé dés maintenant, que ladite Armée sera entretenuë par provision le tems & espace de 4. mois consecutifs, encora que lesdits Etats ne fussent point attaqués par Terre pendant ce temps-là, & que par consequent lesdits Subsides demeureront fixes ou arrêtés pour ce temps-là, pour le payement desquels lesdits Etats s'obligent par le present Traité, & en cas que le repos & amitié fussent rétablis avant l'expiration desdits 4. mois, lesdits Subsides ne laisseront pas d'être payés pour 4. mois entiers. Mais si la Paix & la repos vannient à être rétablis dans ledit quatriéme mois, lesdits Etats promettent & s'obligent de payer encore un mois par dessus les quatre, qui feront en tout 5. mois de subside.

XIV. Lesdits subsides continueront de 4. en 4. mois, tant que la Guerre durera; en sorte que la Paix venant à être faite par la benediction de Dieu, le premier, second ou troisiéme desdits 4. mois, lesdits Etats feront neantmoins obligés à l'entier payement desdits 4. mois Et en cas que ladite Paix vint à être obtenue & ratifiée ledit quatriéme ou dernier mois, en sorte qu'on peût reduire ou licentier ladite Armée, lesdits Etats seront neanmoins tenus de payer encore un mois entier de subside à S. A. E. pour congedier & licentier les Troupes.

XV. S. A. E. fera marcher autant de Soldats qu'il sera possible, des Troupes qu'elle a deja sur pié, vers ses Terres de Westfalie (où seront aussi menées les nouvelles Troupes qu'on levera de tems en tems) & ensuite toute l'Armée avec l'Artillerie, aprés l'expiration de deux mois, à conter du jour du payement des Deniers, où elle sera tenuë préte pour agir contre les Ennemis & leurs Adherants.

XVI. Lors que l'Armée sera préte & mise sur pié, S. A. E. fera faire le Serment de fidelité & d'obeïssance à tous les Principaux & moindres Officiers, & à tous les Soldats, tant à Pié qu'à Cheval, comme aussi en cas qu'on vint à mener lesdites Troupes, en tout ou en partie, sur les Terres desdits Etats, pour y agir ou rendre qualque service contre les Ennemis, en ce cas lesdits Officiers tant moindres que Principaux & Soldats, seront obligés da préter le même Serment aux Etats Généraux, & aux Commissaires qu'ils ordonneront pour cet effet, auquel Serment ils seront obligés pendant tout le tems qu'ils seront sur les Terres desdits Etats; à condition toutefois que les Principaux Officiers de S. A E. auront la Jurisdiction & Droit de Discipline entiere sur leurs Regiments, sans aucune diminution ni alteration; Comme aussi au contraire, en cas que lesdits Etats trouvassent bon de faire joindre quelques-unes de leurs Troupes avec celles de S. A E. & qu'on fut obligé d'agir avec lesdites Troupes sur les Terres de Sadite A. que lesdites Troupes des Etats seront obligées de préter le même Serment à S. A. E.

XVII. Le Commandement en Chef de l'Armée sera & demeurera par devers S. A. E. qu'elle exercera toujours elle même, en cas qu'elle n'en fût empêchée par maladie, ou par quelque autre accident; laquelle a aussi promis en vertu du present Traité, d'exhorter & solliciter incessamment & serieusement toutes lesdites Troupes de combattre indifferemment & sans distinction pour le service, tant de Sadite A. E. que desdits Etats Généraux.

XVIII. Et en cas que Sadite A. E. trouvât bon d'établir quelque personne capable & qualifiée pour Général desdites Troupes, ladite personne sera obligéa, au moyen d'un Renversall par lui signé & seellé, de promettre ausdits Etats d'accomplir precisement & de Point en Point tous les Articles contenus au present Traité.

XIX. Sadite A. E. avisera incessamment avec les Commissaires desdits Etats, & Monseigneur le Prince d'Orange, comme Capitaine Général desdits Etats pour la prochaine expedition, lors que son Altesse sera presente, aux moyens & expedients les plus necessaires & les plus utiles pour le bien des deux Parties; à condition que lors que l'Armée sera obligée d'agir pour la deffensa des Villes ou Pais appartenants ausdits Etats, ou qui sont gardés par leurs Garnisons, l'avis des Commissaires desdits Etats prevaudra dans les Consultations, & devra être suivi; Mais lors qu'il sera question de deffendre les Villes & Païs de S. A. E. en ce cas-là l'avis de S. A. E. ou de ses Commissaires prevaudra, & sera mis à execution.

XX. A été encore accordé & stipulé qu'encore que l'Armée da S. A. E. fût menée en tout ou en partie sur les Terres des Etats Généraux afin d'y être employée contre les Ennemis, neantmoins le commandement en Chef, avec ce qui en dépend, comme de donner le mot, & autres choses, demeurera par devers S. A. E. lors qu'elle commandera l'Armée en personne; Mais s'il arrivoit qu'elle n'y fût pas en personne, alors ledit commandement en Chef, avec ce qui en depend, sera par devers le Général qui sera établi de la part des Etats Généraux, à condition toutefois qu'il portera les mêmes titres d'honneur, & aura les mêmes Commissions que celui qui commandera l'Armée de S. A. E. Comme aussi en cas qu'on menât l'Armée desdits Etats Généraux, en tout ou en partie, sur les Terres de S. A. E. afin d'y être employée contre les Ennemis, le commandement en Chef, avec tout ce qui en dépend, sera par devers Monsr. le Prince d'Orange comme Capitaine Général, lors qu'il commandera l'Armée en personne: Mais s'il n'y étoit pas en personne, ledit commandement en Chef, avec tout ce qui en dépend, sera par devers celui que S. A. E. établira en qualité de Général; à la charge toutefois qu'il sera pourveu des mêmes Commissions, & ne portera pas de moindres titres d'honneur que celui qui commandera en Chef l'Armée desdits Etats Généraux.

XXI. Et comme les Parties Contractantes de part & d'autre n'ont point d'autre but & Intention que de conserver la precieuse liberté de leurs Terres & Provinces, & non d'offenser ni de faire tort à personne, c'est pourquoi on a stipulé expressément par le present Traité, que ladite Armée ne sera employée à autre fin, sinon pour deffendre les Terres & Provinces des Etats Généraux contre tous ceux qui les voudroient attaquer, auquel cas S. A. E. sera obligée d'assister lesdits Etats avec ladite Armée à leur premiere semonce & sollicitation, & ruiner les Ennemis qui leur voudroient nuire.

XXII. Et afin qu'on puissa mieux subvenir aux dépenses necessaires pour l'entretien de ladite Armée, on tâchera de mettre sous Contribution les Terres & Païs qui se seront declarés en faveur de l'Ennemi, lesquelles Contributions, pour ce qui pourra rester aprés la deduction des frais necessaires, seront également pour le profit des Parties Contractantes.

XXIII. Lors que ladite Armée aura commencé d'agir effectivement, il ne sera permis à aucune des Parties Contractantes de faire aucune Paix ni Tréves avec l'Attaquant, ou ses Adherents, qu'avec le commun consentement des deux Parties, duquel consentement on ne pourra faire aucune difficulté de part ni d'autre, si chacun peut être rétabli par ce moyen, ou conservé en l'état auquel il étoit devant le commencement de la Guerre: & en cas qu'on voulût entrer en quelque Traité, soit de Paix ou de Tréves, pour quelques années, ne pourra l'une desdites Parties s'engager audit Traité sans en faire part à l'autre, & sans lui procurer en même temps la facilité & le moyen d'envoyer ses Ministres aux Lieux où on traittera: Et se communiqueront lesdites Parties successivement, & de tems en tems, tout ce qui se passera dans ladite Negotiation: Ne consentiront aussi lesdites Parties à ladite Paix ou Tréve avec ledit Attaquant ou ses Adherants, sans se faire rétablir l'un l'autre en la possession des Villes & Places, s'il le desire, comme aussi l'exercice des Droits & immunités, qui appartiennent respectivement ausdites Parties, & dont elles jouissoient devant la Guerra, sans aussi stipuler de l'Attaquant & ses Adhe-

ANNO 1672.

Adherants, l'un pour l'autre, les mêmes Droits & Immunités, Exemptions & Prerogatives qu'il stipulera pour soi même, à moins que lesdites Parties ne fissent d'autres conditions ensemble, & aura-t-on generalement égard à ce que les Hostilités cessent en même tems contre lesdites Parties.

XXIV. Les Généraux, Colonels & Commandants des Armées & Troupes, seront tenus de faire bonne Justice à un chacun, sans avoir aucun égard à l'apparence des personnes.

XXV. Lors que Son Altesse Electorale se trouvera dans quelqu'une de ses Villes, où il y aura Garnison des Etats Généraux, il lui sera permis de retenir auprés de sa personne sa Garde du Corps de deux cent Chevaux au moins, lesquels ne seront obligés à aucune autre chose qu'à la garde de la personne de Sadite Altesse; aussi ne seront commandés que par Sadite Altesse & moins entreprendront aucune chose qui puisse tendre au prejudice desdites Places occupées par les Garnisons desdits Etats.

XXVI. Sera aussi permis à Sadite A. de dresser un Magasin dans ses Villes du Païs de Cleve, où il y aura Garnison desdits Etats, dans lesquels Magasins il pourra mettre les Munitions necessaires pour un prix raisonnable, & tel que lesdits Etats les achetent eux mêmes, & les lui voudroient laisser, à moins qu'ils n'en eussent affaire eux mêmes.

XXVII. Sera ensuite avisé entre les Parties Contractantes aux autres moyens necessaires pour ramener la Paix, & rétablissement du repos & seureté commune, par une Alliance plus étroite, ou autres expedients convenables à ce dessein. Pour lequel effet lesdits Etats Généraux traiteront autant qu'il sera possible avec Messeigneurs les Ducs de Bronswick, & du moins avec Mess. les Ducs George Guillaume, & Rudolf Auguste, afin de les engager aussi à un Traité d'Alliance.

XXVIII. Tous lesquels Points & Articles susmentionnés lesdites Parties Contractantes promettent d'observer fidellement & inviolablement de part & d'autre, dont pour plus grande asseurance ont été faits deux Instruments d'une même teneur, qui ont été signés & seellés par les Deputés desdites Parties, qui promettent de faire ratifier & permuter le present Traité dans un mois prochainement venant, à conter de la datte des presentes, & même plûtôt, s'il est possible. Ainsi fait, accordé & arrêté sous la Signature & Cachets desdits Deputés, mentionnés en ladite Procuration, à Cologne au Sprée le 26. Avril vieux stile, l'an de grace 1672.

Ainsi signé,

Otto Baron de Swerin. (L.S.)
L. Christoffle v. Sommits. (L.S.)
Frans Menderts. (L.S.)
Godert B. v. Reede. Sr. d'Amerongue. (L.S.)

LXXXIII.

26. Avril. Salva Guardia von Ihro Kays. Mayest. Leopold der Stadt Dortmund / occasione der am Rhein und in Westphalen entstandenen Kriegs-Empörungen wider alle und jede Aggressores ertheilt. Wien den 26. April 1672. [LONDORPII *Acta Publica*, Theil. XIII. Libr. XIV. Cap. XXXVII. pag. 468.

C'est-à-dire,

Sauvegarde de l'Empereur LEOPOLD, *accordée à la Ville de* Dortmond, *à l'occasion des mouvements de Guerre qui se font sur le Rhyn & dans le Cercle de Westphalie, contre tous & chacun de ceux qui voudroient l'attaquer ou la troubler. A Vienne le 26. d'Avril 1672.*

WIr Leopold von GOttes Gnaden / Erwöhlter Römischer Kayser / zu allen Zeiten Mehrer des Reichs / in Germanien / zu Hungarn / Böheim / Dalmatien / Croatien und Schlavonien rc. König / Ertz-Hertzog zu Oesterreich / Hertzog zu Burgund / Steyr / Kärndten / Krain und Würtenberg / Graff zu Tyrol rc. Entbieten allen und jeden Chur-Fürsten / Fürsten / Geist- und Weltlichen Prælaten, Graffen / Freyen / Herren / Rittern / Knechten / Landvoigten / Hauptleuten / Vitzdomben / Vögten / Pflegern / Verwesern / Ambtleuten / Schultheissen / Burgermeistern / Richtern / Räthen / Bürgern / Gemeinden / und sonsten allen andern unsern und des Reichs Unterthanen und getreuen / und dann allen und jeden Kriegs Herren / Obristen / Rittmeistern / Fendrichen / Hauptleuten und Befehlshabern / Ehrenholden / Quartier-Meistern / Furirer / wie die Namen haben mögen / zu Roß und Fuß / Wasser und Land / wes Standes / Wesens oder Würdens die seyn / unser Freundschafft / Gnad und alles Gutes / und hiemit zu wissen / daß wir aus etlichen unsern Käyserl. Gemüth bewegenden tapffern erheblichen und gantz rechtmässigen Ursachen / über das und neben dem alle unsere und des Heil. Reichs gehorsame Stände / Städte / und ihre Unterthanen und Zugehörige / gemeiniglich in unserm / als Römischen Käysers und gemeinen Oberhaupts Schutz und Schirm / Protection und Verspruchung seyn / unsern und des Reichs liebe Getreue / N. Burgermeister und Rath der Stadt Dortmund / samt allen den Ihrigen / auch derselben Hintersassen / Dienst- und Ambtleute / mit aller ihrer Leib / Haab und Gütern / Lehen und Eigen / insonderheit die Stadt und von uns und dem Heil. Reich lehenrührige Graffschafft Dortmund / mit dero Leuten / Schlössern / Märckten / Mühlen / Weyherei / Spitalen / Güttern / Einfangen / Hofen / Vorwercken und Schäffereyen / samt allen Freyheiten und Immunitäten / Gerechtigkeiten / Einkommen und Nutzungen / wie sie das alles an Lehen / Wiederkauffs / Pfand- und Eigen Güthern / auch Fahrnüß / und anderen / nichts ausgenommen / in Gewähr und Besitz haben / bey der anjetzo am Rhein in des Heil. Reichs Niederland / Westphälischen Creyß / und dessen Benachbahrten Provincien und Landen / vorhergehenden gefährlichen Kriegs-Empörungen und Conjuncturen nochmahlen in unsern und des Reichs besondern Verspruch / Schutz / und Schirm und Salvsguardiam empfangen und auffgenommen haben / thun das auch / nehmen und empfangen sie darin hiemit und in Krafft dieses Brieffs / erklähren und wollen / daß vorgedachte Burgermeister und Rath der Stadt Dortmund / und all das Ihrige / inn- und ausserhalb der Stadt / zu samt ihren ehelichen Weibern und Kindern / auch derselben Erbens-Erben / Hintersassen / Dienst- und Ambtleuten / mit aller ihrer Leib / Haab und Güttern / Lehen und Eigen / Graff- und Herrschafften / Schlössern und Leuten / Rechten / Gerechtigkeiten / auch Nutzungen / Freyheiten / Immunitäten / und Possessionen, so sie jetzo haben / oder ins künfftig weiter erlangen und bekommen / oder mit gebührlichen Titul an sich bringen möchten / mit allen derselben Ein- und Zugehörungen / nichts ausgenommen / unter und in solchem und des Reichs-Verspruch / Schutz / Schirm und Käyserl. Adlers Salvaguardiam, Freyheiten und Sicherheiten / allezeit seyn und bleiben / auch alle und jede Recht / Gerechtigkeiten / Freyheiten / Immunitäten / Sicherheit / Vortheil und Beneficien haben / sich derselben erfreuen geniessen sollen und mögen / wie andere unsere und des Reichs Unterthanen / die mit dergleichen Käyserl. Salvaguardis begabet und versehen seyn / haben / sich erfreuen und geniessen sollen und mögen / gantz und zumahl nichts ausgeschlossen / und damit solche unsere Käyserl. Protection, Frey-Sicherheit und Haltung / Verspruch / Schutz / Schirm und Salvaguardia männiglich kundbar und wissend seye / auch würcklich vollenzogen werde / so vergönnen / erlauben / und geben wir ermelten von Dortmund hiemit unser vollkommene Macht und Gewalt / daß sie so offt es ihnen gefällig / und da ihrer Güter und Leuten Nothdurfft erfordern würde / können und mögen / entweder selbst / oder durch ihre Befehlshabere jedes Orts an ihre Stadt / Schlösser und Festen / oder ihre persöhnlich Anwesen / Haußhaltungen / oder auch Possessionen, Höffe / Vorwercke und Schäffereyen unsern Käyserl. Adler und des Heil. Reichs / auch unserer Königreich und Landen Wappen / sampt oder sonderlich / zum Erzeugnüß unsers Käyserl. Schutzes / Handhabe und Salvsguardia, vorsehen / und daß selbiger / wo die im Reich allenthalben angeschlagen / publicirt und insinuirt werden / vollkommentlicher Glaube / gleich dem Original sollt zugestellet und gehorsamet werden. Und befehlen darauff Ew. L. L. A. A. und euch / allen sämptlich oder einem jeden insonderheit von Röm. Käyserl. Macht / Vollkommenheit / hiemit ernstlich gebietend und wollen / daß ihr mehrgedachte unsere und des Heil. Reichs-Stadt Dortmund / dero Bürgermeister / Rath und Bürger / auch das jenige / was ihnen zugehörig / samt allen dem / wie obstehet / geruhig bleiben / und wieder diesen unsern Käyserlichen Schutz / Schirm und Salvsguardiam keines Wegs betrüben / passiren / hemmen / beleidigen / einfallen / besetzen / eigenthätig einquartiren / gefänglich bestricken / Streiffen und Plündern / in keine Weise / sondern sie und alle die Ihrige und was denselben zuständig / wie auch das Namen haben mag / darbey ruhiglich / unturbirt, und allerdings unbeleidigt bleiben / auch auser ordentlichen rechtlichen Process und darin ergangenen und in der andern Instantz publicirten End-Urtheils nicht beschweren noch bekümmern lassen / als lieb Ew. L. L. A. A. und euch und einem jeden seye / unsere Käyserl. Ungnade / und darzu eine Geld-Pœn, als nemlich einhundert Marck löthiges Goldes / so ein jeder / so offt er freventlich hierwieder handelt / halb in unsere Käyserl. Cammer / und den andern halben Theil vielgedachter Stadt Dortmund unnachlässig zu bezahlen verfallen seyn solle; Und dann den ausländischen Befehlshabern und Kriegsleuten / des Heil. Reichs Acht / auch Leib- und Lebens-Verwürckung zu vermeiden / Und das mainen wir ernstlich / mit Urkund

ANNO 1672.

Urkund dieses unsers Kayserl. Brieffes besiegelt mit unserm Kayserl. anhangenden Insiegel / der geben ist in unser Stadt Wien / den sechs and zwantzigsten Tag des Monats Aprilis, nach Christi unsers lieben HErrn und Seeligmachers Gnadenreichen Geburth / im sechzehenhundert / zwey und siebenzigsten / unserer Reiche des Römischen im vierzehenden / des Hungarischen im siebenzehenden / und des Böhmischen im sechzehenden Jahre.

LEOPOLD.

Ut. Leopold Wilhelm Graff zu Königseg.

Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ Majestatis proprium.

Wilhelm Schröder.

(Locus appendentis Sigilli Cæsarei.)

LXXXIV.

27. Avril. FRANCE ET SAVOIE.

Reglemens & Articles de LOUIS XIV. *Roi de France pour les Confins entre la Savoye & le Dauphiné. Fait à S. Germain en Laye le vingt-septiéme Avril* 1672. Avec l'ACCEPTATION *du Duc de Savoye du susdit Reglement fait par Sa Majesté. Donné à Turin le treiziéme Août* 1672. *Tiré du Recueil des Edits du Duc de Savoye. Imprimez à Chamberi en* 1679. [FREDER. LEONARD. Tom. IV. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le Recueil des Edits de S. A. R. de Savoie imprimé à Chamberi 1679.]

LE ROY ayant desiré que les difficultez qui se sont rencontrées jusques à present, pour raison des Limites de Belle-Combe & Chaparellan en Dauphiné, & d'Appremont, Fransin, & des Marches de Savoie, fussent terminées par un bon accommodement, auroit nommé des Commissaires pour y travailler conjointement avec ceux que Monsieur le Duc de Savoie avoit deputé à même effet; mais lesdits Commissaires n'étant pû convenir de la fixation desdites Limites, Mondit Seigneur de Savoie se seroit volontairement remis à Sa Majesté de determiner lesdites difficultes, ainsi qu'elle l'estimeroit à propos. En consequence dequoi le Roi se seroit fait representer les Titres, Enseignemens, Pieces & Memoires servans à la justification desdites Limites de part & d'autre, avec les Procez Verbaux des Conferences desdits Commissaires, a estimé que lesdites Limites doivent estre reglées, ainsi qu'il ensuit.

PREMIEREMENT. Que la Voye Montagniera qui faisoit la separation des Mandemens de Belle-Combe & d'Appremont, commençera à la cime de la Montagne de Grenier, tirant droit à l'endroit où étoit ci-devant la Croix d'Entremont, dans le Bois de la Serte, au dessus de la Ruine, laissant le Pré de l'Echan du côté de Savoie, auquel endroit il sera planté une Borne, dans laquelle du côté de Belle-Combe seront gravées les Armes du Dauphiné, & du côté d'Appremont celles de Savoie; que de cet endroit ladite Voya Montagniere continuera & descendra à droite Ligne au Molard dudit Colombier, & dudit Molard droit au Roc appellé Pierre Achet, qui demeurera de la part de Dauphiné: & que depuis ladite Croix d'Entremont jusqu'audit Pierre Acher, il sera planté des Bornes pareilles à celles ci-dessus, de distance en distance à celle-ci.

II. Que dudit Pierre-Acher il sera tiré une Ligne droite jusqu'au coin du Bois de Bassuie, appellé des Musards, à la teste du Pré Paschalis, conformement au Reglement Provisionnel de 1576. lequel demeurera definitif; bien entendu que le grand Sac, appelé le Sac de Mery, dont le tiers, suivant cet Alignement & ledit Reglement de 1576. devoit demeurer du côté de Savoye, sera reputé à l'avenir être entierement du Dauphiné, le long de laquelle Ligne il sera planté aussi des Limites de distance en distance.

III. Et quant à la Prairie des Mortes, que directement au milieu d'icelle, entre le Pont de Glandon & l'Orme des Mortes, il sera posé une Borne qui servira de Limite; de laquelle Borne il sera tiré deux Lignes droites, l'une du côté de la Riviere d'Ixere qui finira à ladite Riviere, & l'autre du côté qui regarde les Bois de Bassuie, laquelle finira au bout de ladite Prairie & aboutira aux Terres qui devoient demeurer du côté de la Savoie par ledit Traité Provisionnel; que du bout de ladite Ligne il en sera tiré une jusqu'à la Borne qui sera plantée à la teste du Pré Paschalis: & que ce qui sera en deça desdites Lignes du côté de Chaparellan & Belle-Combe, sera reputé de Dauphiné, & ce qui sera en delà desdites Lignes sera de la Savoie; bien entendu que le Fort bâti par le Comte Aymond, en l'endroit où il étoit, demeurera dans la partie de la Savoie; le long desquelles Lignes il sera pareillement posé des Bornes de distance en distance.

IV. Que la fixation ainsi faite des Limites des deux Etats, ne pourra prejudicier au droit de proprieté tant des particuliers pour les Heritages qui leur appartiennent, lesquels par ce moyen se trouveront dans l'un ou l'autre des Etats, que des Ecclesiastiques & Seigneurs pour les Fiefs qu'ils y auront, dont ils jouiront ainsi que par le passé, sous la Souveraineté du Prince dans l'état duquel ils se trouveront.

V. Que ladite fixation ne pourra aussi apporter aucun changement pour ce qui concerne le payement des Rentes & Redevances, étant expressement convenu qu'elles se leveront reciproquement comme par le passé.

VI. Et à l'égard des Tailles, qu'elles seront payées en Dauphiné par les Savoisiens, pour les Heritages qu'ils possederont dans la partie de ladite Prairie qui sera du Dauphiné, & que les Sujets de Sa Majesté payeront aussi la Taille en Savoye pour les Heritages qu'ils possederont dans ladite Prairie qui sera du côté de Savoye.

VII. Qu'en outre tant ceux du Dauphiné que ceux de Savoye, pourront indistinctement faire repaître leurs Bestiaux dans toute l'étenduë de ladite Prairie, entre le Pont de Glandon & l'Orme des Mortes, soit dans la partie qui sera du Dauphiné ou dans celle de Savoye, aprés la premiere herbe levéu, depuis la Feste de la Magdeleine jusqu'à l'Hyves ensuivant.

VIII. Que doresnavant ladite Prairie sera mise en banc à Chaparellan, & que les Officiers dudit lieu en feront les Publications & les Reglemens de Police à jour prefix, ausquelles Publications les Habitans d'Appremont, de Fransin, des Marches, & autres Sujets de Savoye qui ont des Heritages dans ladite Prairie, seront tenus de s'y trouver si bon leur semble.

IX. Et afin d'entretenir dores-en-avant une bonne amitié entre les Dauphinois & les Savoisiens de ce côté-là; en cas qu'en execution du present Reglement il arriva quelques differends entr'eux, soit pour le pasturage, contravention aux Reglemens de Police de la Prairie des Mortes, ou pour le plantement des Limites, lesdits differends seront jugez & terminez sommairement par les Officiers de Sa Majesté, & ceux de Mondit Seigneur le Duc de Savoye, lesquels seront tenus de se trouver pour cet effet audit lieu de Chaparellan, sans prejudice au surplus de la Jurisdiction des uns & des autres, tant au civil qu'au criminel, laquelle ils exerceront chacun dans l'étenduë de son Ressort.

X. Qu'en outre les Alignemens, plantemens de Bornes & Limites portez par le susdit Reglement, seront faits en presence des Commissaires ci-devant nommez de part & d'autre pour la fixation desdites Limites, pardevant ceux qu'ils envoyeront sur les Lieux à cet effet, lesquels en dresseront & signeront conjointement des Procez Verbaux, qui serviront de Titres à l'avenir. Fait à S. Germain en Laye le 27. Avril 1672. *Signé*, LOUIS. *Contre-signé*, LE TELLIER. *Scelé du petit Sceau de cire rouge.*

Acceptation du Reglement fait par Sa Majesté Tres-Chrêtienne sur les Limites du Dauphiné.

CHARLES EMANUEL, par la grace de Dieu Duc de Savoye, Chablais, Aouste & Genevois, Prince de Piemont, &c. Voulant que les Articles touchant le Reglement des Confins & Limites de Belle-Combe & Chaparellan en Dauphiné & d'Appremont, Fransin, & des Marches en Savoye, que nous avons accepté & approuvé en la forme qu'ils nous ont esté envoiez, signez par le Roi à S. Germain en Laye le 27. jour d'Avril dernier, desquels Articles & Acceptation Copie autentique est attachée aux presentes, soient observées de bonne foy & pleinement executées,

ANNO 1672.

Nous avons pour cet effet resolu d'ordonner, comme par ces presentes signées de nôtre main, de nôtre certaine science, pleine puissance & autorité Souveraine, & par l'avis de nôtre Conseil residant prés nôtre personne, Nous mandons & ordonnons à nos tres-chers bien amez & feaux Conseillers d'Etat, les Seigneurs de la Perrouze & de Challes, par Nous ci-devant deputez pour le fait dudit Reglement des Confins, de faire executer lesdits Articles de point en point selon leur forme & teneur, de ce faire, leur donnant tout le Pouvoir & toute l'autorité necessaire. Mandons en outre à nos tres-chers bien amez & feaux Conseillers les Gens tenans nôtre Seant & Chambre des Comptes de Savoye, de faire enregistrer lesdites Presentes, avec ladite Acceptation, Approbation & Articles susdits, pour y avoir recours, les faisant garder & observer pleinement & perpetuellement, sans aucune difficulté: Car tel est nôtre plaisir. Donné à Turin le treiziéme jour du mois d'Août 1672.

Signé,

CHARLES EMANUEL.

Visa, BUSQUET.

Contre-signé, DE S. THOMAS.

Et scellées en grand Seau de cire rouge.

LXXXV.

16. Mai. Receß und Vergleich zwischen Ernestum Pium Hertzogen zu Sachsen-Gotha eines/ und denen Hertzogen Johann Ernst zu Sachsen-Weymar/ Johann Georg zu Sachsen-Eisenach/ und Bernhard zu Sachsen-Jena Gebrüderen anderen Theils, Wodurch die durch den Tod Friedrich Wilhelms Hertzogs zu Sachsen-Altenburg/ verledigte Fürstenthümer Altenburg und Coburg Hertzog Ernest von Gotha behält/ doch daß denen 3. Herren Brüdern von Weymar/ Eisenach und Jena aus dem Fürstenthum Altenburg zukommen und von Hertzog dem Frommen cediret werden/ die Schlösser/ Ambt/ und Städte Dornburg/ Altstett/ das Ambt Roßlau/ Ambt und Stadt Burgl/ Ambt Heußdorff/ der Altenburgl. Vierdte Theil am Glaith zu Erffurt/ die Hoheit und Steuren der Herrschafft Remda/ und des Guts Apolda/ die Hoheit und Steuer samt dem Jure reluendi über das Ambt Hardisleben und Vorwerck Schwabsdorff; ferner cediret gedachter Hertzog Ernst an die 3. Gebrüdere/ auß dem Fürstenthum Gotha oder dahin gehörigen halben Fürstenthum Eisenach das Ambt Freyenberg/ ingleichen das zuvor mit Eisenach gemein gehabte Eisenachische Votum auf Reichs- und Crayß-tagen. Altenburg den 16. May 1672. [CHRIST. GASTELIUS, *de Statu publico Europæ noviss.* Cap. XIX. pag. 589. d'où l'on a tiré cette Piéce, qui se trouve aussi dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Abtheil. IV. Absatz II. pag. 201.]

C'est-à-dire,

Traité d'Accommodement entre ERNEST *le Pieux Duc de Saxe-Gotha d'une part*, & JEAN ERNEST *Duc de Saxe-Weimar*, JEAN GEORGE *Duc de Saxe-Eisenach*, & BERNARD *Duc de Saxe-Jena, Freres, d'autre part, touchant les Principautés d'*ALTENBOURG *& de* COBURG *devenuës vacantes par la mort du Duc* FREDERIC GUILLAUME; *par lequel ils conviennent que lesdites Principautés appartiendront au Duc de Gotha; en sorte néanmoins, & à condition qu'il cedera auxdits trois Freres dans la Principauté d'Altenbourg les Châteaux, Bailliages, & Villes de Dornbourg, & Alsftett, Rosslau, Burgel, & Heusdorff, la quatriéme partie du Droit de conduite d'Erford; la haute Jurisdiction & les Collectes de la Seigneurie de Remda, & Terre d'Apolda, la haute Jurisdiction & les Collectes avec le Droit de Retrait dans le Bailliage de Hardssleben, & la Terre de Schwabsdorff. Le même Duc de Saxe-Gotha leur cede aussi d'ailleurs le Bailliage de Freyenberg, & la Part du* Votum *d'Isenach, qui lui apartenoit dans les Dietes & Assemblées Circulaires. A Altenbourg le 16. Mai 1672.* ANNO 1672.

VOn GOttes Gnaden Wir Ernst/ Hertzog zu Sachsen/ Jülich/ Cleve und Berg/ rc. und von desselben Gnaden Wir Johann Ernst/ Johann Georg/ und Bernhard/ Gebrüdere/ Hertzogen zu Sachsen/ Jülich/ Cleve und Berg/ rc. thun hiermit kund/ und bekennen gegen männiglich. Demnach GOtt der Allmächtige/ nach Seinem heiligen allein-weisen Raht und Willen/ den Weyland Hochgebornen Fürsten/ unsern freundlichen lieben Vettern/ Herrn Friederich Wilhelmen/ den Jüngern/ Hertzogen zu Sachsen/ Jülich/ Cleve und Berg/ rc. durch einen zwar unvermutheten/ doch seligen Tod an der Kranckheit der Kindes-Blattern in dero blühenden Jungend und fünffzehenden Jahre dero Alters/ am 14. Aprilis, nechsthin von dieser Zeitlichkeit abgefordert/ und dardurch seiner Liebden anererbte Fürstenthümer Altenburg und Coburg/ sambt darzu geschlagenen Hennebergischen Antheil Landes verlediget worden; So ist zwar zwischen Uns Hertzog Ernsten eines/ und Uns Hertzog Johann Ernsten/ Johann Georgen und Bernharden Gebrüdern/ andern Theils/ über der Succession an solchen verledigten Landen Irrung vorgefallen/ und zur Apprehension der Posseß auf eine und andere Weise geschritten worden.

Dieweiln aber Wir allerseits als Christliche Fürsten/ nicht so sehr was einer oder ander Theil aus verhofften Recht/ nach der Schärffe/ gantz oder zum theil für sich behaupten könte/ als die nahe Blut- und Stamm-Verwandschafft auf rechte wahre Freundschafft/ Einigkeit/ gutes Vertrauen und Zusammen-Verbindung Unsers Stammhauses/ und Verhütung schädlicher und ärgerlicher Weiterung in Betrachtung gezogen/ Wir Hertzog Ernst auch absonderlich Uns wol erinnert/ wie Wir vor hochgedachten drey Herren Gebrüdern/ Unsern freundlichen lieben Vettern/ als dero in GOtt ruhenden Herrn Vatern leiblicher Bruder nicht viel minder/ als väterliche Treue und Liebe zu erzeigen hätten; So haben Wir sämtlich ohne Verzug/ und gleich bey entstandener Differentz die Neigung zu einer Christlichen/ GOtt wolgefälligen/ und zu Erhalt- auch Fortpflantzung beständigen Wolvernehmens abziehlenden Vergleichung spühren lassen; Und nachdem zugleich der Durchleuchtigste Fürst/ Herr Johann Georg der Andere/ Hertzog zu Sachsen/ Jülich/ Cleve/ und Berg/ des Heiligen Römischen Reichs Ertz-Marschalck und Chur-Fürst/ rc. Unser freundlich geliebter Herr Vetter/ Bruder und Gevatter/ wie auch der Hochwürdige/ Durchleuchtige Fürst/ Herr Moritz/ Hertzog zu Sachsen/ Jülich/ Cleve und Berg/ Postulirter Administrator des Stifftes Naumburg/ rc. und der Balley Thüringen Stadthalter/ rc. Unser freundlicher lieber Vetter/ auch Schwager/ Bruder und Gevatter/ als Unsers verstorbenen jungen Vettern zu Altenburg bißherige Vormündere/ sich aus treuer Wolmeinung und tragenden Sorgfalt/ also fort ins Mittel geschlagen/ und zu Unser allerseits sonderbahren Dancknehmigen Erkantnuß/ dero wegen obberührten Todesfalls nacher Altenburg abgeordnete geheime Räthe/ den Wohlgebornen/ und den Vesten Herrn Carln Freyherrn von Friesen zu Rötha und Cotta/ und Herrn Veit Ludwig von Seckendorff/ zu Obern-Jenna/ Gumperda und Mödelstein/ Ihro Liebden und Gnd. respective Cammerherrn/ Præsidenten des Obern-Consistorii zu Dreßden/ auch Cantzlern und Præsidenten des Stiffts-Consistorii zu Zeitz/ zu einer freundlichen Interposition instruiret und bevollmächtiget; Als haben Wir Hertzog Ernst/ indem uns hohen Alters halben selbst fortzukommen nicht wol möglich gewesen/ dem Hochgebornen Fürsten/ Unsern freundlichen lieben Sohn/ rc. Herrn Friederichen/ Hertzogen zu Sachsen/ Jülich/ Cleve und Berg/ rc. Wir Hertzog Johann Ernst aber/ Unsern freundlich-geliebten Brüdern und Gevattern/ Hertzog Johann Georgen/ und Hertzog Bernharden Unsere Vollmachten aufgetragen/ und ist darauf im Nahmen Gottes/ am nechst-verschienenen 24. Aprilis in Altenburg zu gütlicher Handlung der Anfang gemacht/ und durch Göttlichen Beystand/ nach genugsamer Erwegung aller Umbstände/ mittelst fleissiger und ansehnlicher Bemühung vorgenannter Chur- und Fürstlicher Deputirten und getreuen Zuthun und Einrathen Unserer allerseits mit nach Altenburg erforderter und geschickter respective Geheimer und anderer Räthe/ am 6. May ein Schluß erfolget/ punctiret/ und von Uns denen anwesenden respective Fürstlichen Gewalthabern und Principalen unterschrieben/ numehro aber in gegenwärtigen außführlichen Receß extendiret und begriffen worden/ wie folget:

Zum Ersten/ behalten Wir Hertzog Ernst erblich und eigenthümlich ins gemein/ ohne Anschlag und überhaupt/ und also nur das jenige außgenommen/ was laut folgender Puncten Unsere freundliche geliebte Vettern empfahen/ den übrigen gantzen Anfall/

ANNO 1672.

Anfall / Succession und Erbschafft des Fürstenthumbs Altenburg und Coburg / mit eingeschlossen das Stifft Saalfeld / und die Hennebergische Aemter / sambt allen hohen und andern Gerechtigkeiten und Pertinentien / also mit Juribus & Actionibus, commodis & oneribus, wie solche Oerter unser junger Vetter Seel. verlediget / nichts überall / als was gedachter massen hiernechst außdrücklichen außgeschlossen / und unserer Herren Vetter Ld. Ld. Ld. geeignet zu befinden / und Wir Hertzog Johann Ernst / Johann Georg / und Bernhard / Gebrüdere / seynd damit auch gäntzlich und wol zufrieden / wünschen Seiner Gnad. und dero Fürstlichen Posteritæt / zu obgedachter Possession Göttlichen reichen Segen / und alles Fürstliche Gedeyen / und wollen ausser denen bedingten und hiernechst benannten Stücken an Seiner Gnad. und dero Fürstlichen Erben und Nachkommen / so lang dero Männliche Descendentz sich nach GOttes Willen erstrecket / für Uns und Unsere Fürstliche Erben und Nachkommen / ausser der gesambten Hand / und Succession-Recht / durchaus keinen Zuspruch dargegen erwecken; sondern Uns dessen allen wissentlich und wolbedachtlich begeben / und Ihrer Gnad. ruhige und völlige Possess und Eigenthumb gütlich / gern und willig gestanden haben.

Zum Andern / Uns Hertzog Johann Ernsten / Johann Georgen / und Bernharden / Gebrüdern verbleiben und werden respectivè aus dem Fürstenthumb Altenburg / mittelst absonderlichen Resignationen der gewesenen Chur- und Fürstlichen Herren Vormündere / und Herrn Hertzog Ernstens Gnad. überlassen und überwiesen folgende Schlösser / Aemter / Städte / Cammer-Güter / Lande / Leute / Vasallen / und Unterthanen / mit aller Landes-Fürstlicher Hoher Obrigkeit / Regalien / Steuern / Ritterdiensten / Geholtzen / auch Hohen- und Nieder-Jagten / Gerichten und Gerechtigkeiten / Pertinentien und Zugehörungen / nichts überall außgenommen / sondern in aller masse solche entweder von Unsern letzt-verstorbenen jungen Vettern zu Altenburg / oder respectivè von Seiner Herrn Hertzog Ernsts Gnad. selbsten / bis zu dieser Uberlassung und Abtrettung / besessen / genutzet und gebrauchet worden / oder von Rechts wegen hätte genutzet und gebrauchet werden mögen / Namentlich aus dem Fürstenthumb Altenburg:

Schloß / Ambt und Stadt Dornburg / zusambt der Hoheit und Lehen an denen Schrifft- und Ambtsassen zu gedachten Dornburg / Wormstett / Grentschen / Fluhrstett und Obertrebra / so viel die Lehen-Brieff dieser und folgends derselben Vasallen und Freysassen außweisen / und wie sie in die Aembter oder deren Bezirck / denen unten angezogenen Theilungs-Anschlägen nach gehören /

Schloß / Ambt und Stadt Allstett / sambt denen Schrifft- und Ambtsassen zu gedachten Allstett / Heygendorff / Kaldsrieth / Wolfferstett / Niederreblingen / Winckelhausen und Einzigen.

Ambt Roßlau / mit seinen Flecken und Dörffern / und denen respectivè Schrifft- und Ambtsassen zu Berg-Sultza / Wickerstett / Ober- und Nieder-Roßla / auch Zottelstett / doch das Saltzwerck zu Sultza mit seiner Zugehörung und Gerechtigkeit / wie sich dasselbe bishero befunden / vor uns Hertzog Ernsten / außgenommen / besonders auch daß der Saltzkauff in denen überwiesenen Aembtern bey dem Saltzwerck zu Sultza gelassen / und die Unterthanen dessen daselbst sich zu erholen / ferner ernstlich und ohne widriges Nachsehen und Verstattung einiges Unterschleiffs / wie sie bishero zu thun schuldig gewesen / nichts minder auch forthin unverruckt angehalten werden.

Deßgleichen bleibt uns Hertzogen Ernsten auch die Saalflosse allerdings / wie solche bishero der Fürstl. Altenburgische Theil zu gebrauchen gehabt.

Weiter kommt uns denen drey Gebrüderen zu / Ambt und Stadt Bürgel / mit denen darzu von Altershero gehörigen Jagten / auch dem Vorwerck Zimbsdorff.

Das Ambt Heußdorff.

Der Altenburgische Vierdte Theil an dem Glaith zu Erffurt und dessen Beygeleyten / und die Helffte des Georgenthalerhoffs zu gedachten Erffurt.

Hierüber die Hoheit und Steuren der Herrschafft Remda / und des Gutes Apolda / welche Oerter unser gesambten Universitæt zu Jehna / Krafft Fundation, zugehören / mit eingeschlossen die Lehnschafft zu Heilsburg und Simbremda.

Weiter die Hoheit und Steuern sambt dem Jure reluendi über das Ambt Hardisleben und Vorwerck Schwabsdorff.

Aus dem Fürstenthumb Gotha aber / oder dahin gehörigen halben Fürstenthum Eysenach;

Das Amt Freyenberg / mit denen Lehen und Frey-Höfen / jedoch mit vorbehaltenem Zwang des Saltzkauffs zu Saltzungen / und daß wider der Stadt und Saltzwercks daselbst dißfalls hergebrachter Statuta und Privilegia nichts vorgenommen / noch zu deren Nachtheil / unter was Namen und Fürwand solches geschehen köndte oder möchte / ichtwas nachgesehen werden soll.

Endlich auch die Lehenschafft / die Wir Hertzog Ernst an des von Neckrods Gütern im Fürstenthum Eysenach Weimarischen Theils bißhero gehabt / jedoch daß uns und Unsern Fürstlichen Descendenten der erste Heimfall verbleibe / und das Gut darauff wiederumb an einen Lehmann gebracht werde.

Und wiewol bey dieser Abtrettung und Einraumung auf den Ertrag der Aemter / und zwar nach denen alten in Anno 1572. und 1603. wie auch der in Anno 1660. ergangenen Hennebergischen Landestheilungen / und damals gefertigten Anschlägen und Beschreibungen sich gerichtet / und dahin gesehen worden / daß uns drey Gebrüdern / so viel als der vierdte Theil der Renthen und Nutzungen / oder aber beyläuffig zwantzig tausend Gulden jährlicher Einkunfft an Ambtsgefällen / über und nebens der Land- und Tranck-Steuer in denen abgetrettenen Aemtern / Städten / Oertern und Gütern / Krafft dieses Vergleichs zukommen möchten; So soll doch / im Fall der Ertrag mehr oder weniger / als solche abgesehene Summa betrüge / deßgleichen wann sich befünde / daß die Aemter seithero an pertinentien geschwächt / oder auch verstärckt und gebessert worden / einige læsion, Ersetzung / peræquation, oder Herausgabe / weder an Gefällen noch Steuern zu keiner Zeit gesuchet / noch prætendiret / sondern alles überhaupt und durch den Bogen verstanden / und sich nach der jetzo gefundenen Possession und Nutzung / nach Inhalt der Ambts-Rechnungen gerechnet / auch alle und jede zu solchen Aemtern und Stücken gehörige Documenta, Rechnungen und Urkunden / wie sie jedes Orts befindlichen / dabey gelassen / und aus denen Cantzleyen / Kammern und Ober-Steuer-Einnahmen zu Altenburg / und respectivè zu Gotha die Ambts-Beschreibungen / Ambts- und Steuer-Rechnungen und Anschläge / so wol die darzu gehörige Cantzley-Lehen-Kammer und Consistorial-Acten außgeantwortet / oder von dem / was nicht füglich zu separiren / bedürffende Abschrifften ertheilet werden.

Solten aber solche Aemter / und andere überlassene Stücke / gantz oder zum theil werden angesprochen / und deren merckliche pertinentien / wie solche überlassen worden / als man sich doch keinesweges zu versehen hat; so wollen Wir Hertzog Ernst und Unsere Erben / die deßhalben zu rechte geforderte Gewehr Unsern freundlichen Lieben Vettern und dero Erben gebührlich præstiren / und zu deren Behauptung alle mögliche Assistentz leisten.

Wir verzeihen uns auch an solchen Aemtern und Orten aller bißhero gehabter oder aus Altenburgischer Succession verhoffter Hoheit / Nutzbarkeit und Gerechtigkeit / also daß Ihre Ld. Ld. Ld. und dero Fürstliche Männliche Erben und Descendenten von uns und unsern Erben zu keiner Zeit deßhalben besprochen / noch verunruhiget werden sollen. Wünschen Ihnen vielmehr darzu alle Fürstliche gedeyliche Wolfahrt und ersprießliche Nutzung / und behalten uns allein die gesamte Hand- und Succession-Recht davon zuvor / nebenst Beobachtung dessen / was durch diesen Vergleich in folgenden Puncten ferner absonderlich bedinget worden.

Zum Dritten / Nachdem auch bißanhero wir allerseits auf Reichs- und Crayß-Tägen / wegen des Fürstenthums Eysenach / dessen Aemter wir Hertzog Ernst in hiebevorigen Landestheilungen zu Helffte erlangt / ein Fürstlich Votum miteinander zu commun geführt / nunmehro aber uns Hertzog Ernsten mit dem Fürstenthum Altenburg und Coburg zwey Vota, und zugleich die bißher Altenburgischen theils gehabte Stelle unter denen Ordinari-Reichs-Deputirten zukommet; So wollen wir uns hingegen Unserer Vettern Ld. Ld. Ld. und dero Nachkommen zum besten solches halben Eysenachischen Voti begeben haben / also daß Ihre Ld. Ld. Ld. solches sambt oder sonders / wie sie sich dessen vergleichen möchten / alleine und ohne fernere unsere Concurrentz führen mögen. Wormit wir die drey Gebrüdere wol zufrieden / und hingegen von den obigen Votis des Altenburgischen und Coburgischen Fürstenthumbs / auf Reichs-Crayß- und Deputations-Tägen gäntzlich abstehen.

Zum Vierdten / Ob nun wol die Haupt-Intention und Meynung dieses Vergleichs genugsam zu vernehmen / und also Krafft des / was im Ersten Punct enthalten / uns Hertzog Ernsten mit beyden Fürstenthümern Altenburg und Coburg / Stifft Saalfeld und Hennebergischen Antheil / auch denen Residentzen und Vestungen / alle Vasallagia und Lehenschafften durchaus (nur die jenigen / so im anderen Punct gemeldet / und nur den dreyen Gebrüdern assignirt, außgenommen) und darüber auch die Lehen und Hoheit an den Graffen zu Waldeck / wegen der Herrschafft Tonna / und was der Fürstliche Altenburgische Theil an den Graffen zu Schwartzburg gehabt / deßgleichen an denen Hrn. Hrn. Hrn. Reussen wegen der Herrschafft Schauenforst zukommen / und wir uns diesemnach auch des Altenburgischen halben Antheil an der Universitæt zu Jehna / und dem Hoff-Gerichte auch Schöpffen-Stul daselbst anzunehmen hätten; so haben wir uns doch / zu Verhütung ungleicher Vereinzelung und anderer inconvenientien / dahin erkläret / daß nicht nur die Hoheit über die Herrschafften Remda und Appolda / wie oben im andern Punct gedacht / sondern auch aus dieser Altenburgischen Succession, ein Viertheil an gedachter Universitæt / Hoff-Gericht und Schöpffen-Stul zu Jehna / mit allen commodis & Juribus, also dem Jure conferendi, confirmandi, visitandi, und was dem anhängig / auf vorhergehende bißhero gewöhnliche oder künfftig weiter zu vergleichen habende Weise Unserer Herren Vettern Ld. Ld. Ld. zustehen sollen / solcher Gestalt / daß sie nunmehr inclusivè Ihres ohne das gehabten Viertheils die Helffte an obbenannter Universitæt / Hoff-Gericht und Schöpffen-Stuhl haben / jedoch auch nach solcher Proportion die Onera tragen / und nechst-bevorstehendes Quartal Crucis, (dann das einstehende Quartal Trinitatis wollen Wir Hertzog Ernst noch aus der Altenburgischen Cammer zahlen lassen) mit denen Besoldungen und Unterhalt des Convictorii, nach solcher Proportion anfangen. Es bleibet aber Uns Hertzog Ernsten / ob wir gleich die Hoheit über die Universitæt-Güter überlassen haben /

ANNO 1672.

nichts desto minder frey und bevor/ Rectorem und Professores der Universität/als Prälaten/ durch Ihre Deputirte, Unserem Belieben nach/ auf die Land-Täge/ wie vorhin geschehen/ zu verschreiben/ allermassen wir die drey Gebrüdere/ Ihre Ld. und dero Herren Successores daran nicht hindern/ sondern vielmehr die Universität zur Erscheinung anhalten lassen wollen.

Zum Fünfften/ Wir Hertzog Johann Ernst/ Johann Georg/ und Bernhard/ Gebrüdere/ verpflichten uns hiermit wegen der mit Eigenthum/ Hoheit und Steuer uns zukommenden Aemter und Oerter/ zu denen Reichs-Craiß-und Kammer-Gerichts oneribus proportionirten Beytrag zu thun/ auch das Contingent bey denen Reichs-Craiß-und Kammer-Gerichts-Cassen uns zuschreiben zu lassen/ und zwar übernehmen wir nach der vorjetzo allhier gefertigten/ und von denen zur Abtheilung und Calculation beständig an jedem hundert Gulden des Reichs-und Kammer-Gerichts Anschlags/ der dem Fürstenthum Altenburg/ mit eingeschlossen des Stiffts Saalfeld Anschlag/ zukommet/ siebenzehen Gulden/ acht Groschen/ fünff Pfenning.

Wegen des Amtes Creyenberg aber/ was nach ebenmässiger Ausrechnung/ denen jetzo gangbaren Land-Steuern nach/ von dem Anschlag des Fürstenthums Gotha/ oder halben Fürstenthums Eysenach/ darauf kommen/ und künfftig diesem Recess mit beygefüget werden wird.

Was aber die Steuer-Schulden belanget/ wollen wir zu Abstattung Zinß und Capital die jenigen Aemter und Oerter/ welche bißanhero dem Ober-Steur-Einnehmer zu Altenburg/ vermög der Steur-Rechnung/ Beytrag darzu gethan/ auch hinfort Beytrag thun lassen/ solcher Gestalt/ daß nach jetzo ebenmässig ausgerechneter Proportion zu jedem hundert Gulden Capital oder Zinß/ welche die Ober-Einnahme zu Altenburg zu bezahlen hat/ Unsere Aemter und Oerter Dornburg/ Bürgel/ Roßla/ Heußdorff und Hardeßleben/ dreyzehen Gulden/ drey Groschen/ eylff Pfenning/ zuschiessen und bezahlen sollen.

Die jenigen uns zukommenden Aemter und Oerter/ als Allstett/ Remda und Appolda/ welche bis dato zu denen Steuer-Schulden mit concurriret/ wollen wir auch hinführo darein ziehen zu lassen uns nicht verbunden haben; Es wäre dann/ daß eine gesambte Altenburgische Landschafft dergleichen Beytrag mit Recht und Billigkeit behaupten könte.

Den oben versprochenen Zuschuß aber wollen wir vor uns und Unsere Fürstliche Nachkommen/ Fürstlich und aufrichtig præstiren lassen/ und darzu jedesmahlige und ungesäumte Verordnung thun/ daß deßhalben kein Mangel und Beschwerung zu keiner Zeit entstehen soll.

Wann aber solche Schulden abgetilget/ alsdann sollen gedachte uns zukommende Oerter mit dergleichen Beytrag nicht weiter beschweret/ sondern bey ihren zugetheilten und überschriebenen Oneribus gegen das Reich/ Craiß-und Kammer-Gericht gelassen werden/ wie dann Wir Hertzog Ernst oder Unsere Nachkommen/ so dann ein mehrers nicht prætendiren und begehren wollen.

Solte sichs aber fügen/ daß uns/ denen drey Gebrüdern/ nach gezogenem Calculo, ohne Widersprechen der Creditoren/ alsofort das jenige Quantum an Capital und Zinsen/ so unsern Aemtern zukommen wird/ überwiesen werden könte/ so soll alsdann der fernere Beytrag zur Altenburgischen Ober-Einnahme aufhören/ und wollen wir solchen Falls die uns überwiesene Posten richtig und gebührlich abstoßen lassen/ und die Landschafft des Fürstenthumbs Altenburg deßhalben schadloß halten.

Was die bis dato rückständige Steur-Resten betrifft/ so haben wir uns allerseits so wol wegen derselben/ als auch der Ambts-Resten dahin verglichen/ daß die Steur-Einnehmer/ wie nicht weniger die Beamdten/ der uns denen drey Gebrüdern zukommenden/ und oben im andern Punct benanntet Aemter und Oerter ihre Rechnungen vor der Ober-Einnahme und Kammer zu Altenburg/ und was Creyenberg belanget/ zu Gotha/ dis respectivè den Abend Walburgis/ in Ambtsgefällen und Steuern den Abend vor Trinitatis justificiren/ und was sie vor sich oder Ihro Vorfahren/ deren Erben sie worden/ schuldig verbleiben/ dahin abstatten. Deßgleichen auch was in die Altenburgische Ober-Einnahme zu Schulden und extraordinarien bey denen Unterthanen hafften/ nach vorgehender Examination, auch billichmäßigen Moderation, gleicher Gestalt zu gedachter Ober-Einnahme/ nach Möglichkeit/ abgetragen werden soll.

An denen übrigen sonst zur Kammer gezogenen Steur-und Ambts-Resten/ soll uns denen drey Gebrüdern/ zu denen uns zukommenden Aemtern und Oertern/ der vierte Theil gebühren/ womit wir uns also obgedachter massen vergnügen/ und hingegen an fleissiger Examination auch möglichster Erhebung nichts erwinden lassen/ sondern unsers Herrn Vettern gn. und dero Befelchten/ durch unsere Beambte und Bediente/ gebührlich und getreulich an der Hand gehen lassen wollen.

Zum Sechsten/ wegen der Mobilien und Inventarien/ es seye an pretiosis, Geschmeiden/ Baarschafft/ Silberwerck/ Geschütz/ Munition, Rüstung/ Kleidung/ Gewand/ Tapeten/ Haus-und Zerrath-Stücken/ Getraide/ Viehe/ Pferde/ und alles andern/ wie es Namen hat/ deßgleichen auch aussenstehender Schulden und Forderungen/ sive actionibus realibus & personalibus, bleibt es bey dem/ was im ersten Punct ins gemein gesetzt/ jedoch zuforderst mit dieser Ausnahme/ daß uns den dreyen Gebrüdern alle Mobilia und Inventaria, in denen uns entweder aus denen Altenburgischen oder Gothaischen Landen zukommenden Aemtern/ wie solche die Amts-Inventaria, und die Rechnungs-Schlüsse (die auf den Abend vor Walburgis/ nechst verwichen/ zu machen/ und damit auch die heutige Wolle bey den Aemtern zu lassen/ hierdurch verglichen wird) mit sich bringen/ zuforderist mit den Aemtern folgen/ gleichwol das aufgeschüttete Getreyd/ und vorhandene Wein-Vorrahte nicht mitgemeinet; Sodann und ferner verwilligen Wir Hertzog Ernst hierüber Ihrer Ld. Ld. Ld. den vierten Theil alles aufgeschütteten Getraides in Altenburgischen und Coburgischen auch Henneberischen Orten/ also wann der Calculus und Sturtz nach der Justification der Rechnungen (die wir Ihren Ld. Ld. Ld. getreulich communiciren/ dero habende befugte Erinnerung gern vernehmen/ auch nach dero Belieben jemanden zum Sturtz/ gleich uns in denen Ihnen überlassenen Aemtern auch frey stehet/ admittiren wollen) seine Richtigkeit hat/ wollen wir/ oder auch immittelst in Abschlag des vermuthlichen Quanti, so viel als der vierdte Theil des Vorrahts beträgt/ Ihren Ld. Ld. Ld. zuforderist in denen Ihnen zukommenden Orten/ überweisen und innen lassen; würde aber/ wie wegen des ansehnlichen Vorrahts zu Altstätt zu ermessen/ ein mehrers an derselben Orten/ als zum vierdten Theil erfodert wird/ sich finden/ das soll uns Hertzog Ernsten vorbehalten bleiben.

Hierüber solle auch Ihre Ld. Ld. Ld. den vierdten Theil an vorhandenen pretiosis oder Jubelen/ inclusivè Schatz-Geld/ deßgleichen an Silbergeschirr und Jagzeug/ nach Ausweisung der Inventarien/ wie sich solche bis auf erwehnten Rechnungs-Schluß finden müssen/ empfahen/ jedoch alles dermassen/ daß sie nicht alleine von aller übriger Fahrnuß und aussenstehenden Schulden und Resten abstehen/ sondern auch für allen dingen mit uns/ gegen der Hochgebornen Fürstin/ Unserer freundlichen Lieben Muhmen/ Frauen Johannen Magdalenen/ gebornen und vermählten Hertzogin zu Sachsen Ld. Anspruch und prætensiones, zu Beybehaltung rechtlicher Befugnuß/ und Abwendung widrigen præjudicii eintretten und Assistentz leisten/ auch die Tractaten mit derselben/ nebenst uns/ antretten und abhandeln.

Zum Siebenden/ Dieweil sich auch/ nebenst denen Steur-und Landschafft-Schulden/ noch eine ziemliche und namhaffte Summa Kammer-Schulden/ rückständige Diener-Besoldung/ auch unverglichener Forderungen/ und die Ausstattung mehr hochermeldeter Fürstin/ finden/ wie nicht weniger die Ausrichtung des Fürstl. Begräbnisses bevorstehet/ deßhalben wir Hertzog Ernst bewogen werden können/ auf einen proportionirten Beytrag zu beharren/ bevorab uns auch die Last der dreyerley Residentien Regierungs-und andern Collegien, und zumal der Vestungen Unterhalt obliget: So haben wir dennoch/ auf beschehene fleissige Unterhandlung/ uns endlich resolviret/ Unserer drey Herren Vettern Ld. Ld. Ld. solchen Beytrags gantz und gar zu benehmen/ damit sie destomehr in Anmerckung hierinn angeführeter/ und anderer Ihnen beywohnender und eröffneter wichtigen Motiven zu diesem Vergleich mit guter Vergnügung schreiten/ und uns den Vorzug/ den wir dabey/ nach Göttlicher Schickung/ und auf getroffene Transaction erlanget/ unserer gewissen Zuversicht nach/ desto lieber und freundlicher gönnen/ und von aller peræquation, Angefällen/ Steuren/ Lehnschafften/ Jagten/ und dergleichen gantz und gar abstehen möchten/ welches dann wir die drey Gebrüdere aus aufrichtigem wolmeinendem Gemüthe wollen contestiret/ und hingegen geschehenes Erbieten/ der Schulden Übernehmung/ zu sonderbaren Danck/ angenommen haben.

Gleichwol wird hiermit das jenige/ was wegen einer ergiebigen Überlassung an Jagten/ wir Hertzog Ernst/ und wir Hertzog Johann Georg vor uns und Unsere freundl. geliebte Herrn Brüder in einer Neben-punctation zu Friedenstein am 9. diß uns erkläret/ und was dabey ferner bedinget worden/ hiermit nicht aufgeschoben/ sondern wir wollen dasselbe allerseits nach Möglichkeit und dergestalt befördern/ daß solches innerhalb Monatsfrist zum richtigen Stand komme.

Zum Achten/ Über dieses alles sollen auch mit dieser Vergleichung alle und jede Prætensiones, die der Fürstl. Altenburgische Theil/ zumal wegen der alten Theilungen/ und daher gesuchter peræquation, auch über diß wir Hertzog Ernst an Unserer Herren Vettern Ld. Ld. Ld. wegen der schon abgegangenen oder ferner abgebenden Land-und Tranck-Steuren/ der Pfand-Aemter Mühlberg und Tonndorff/ da dieses letzte auch eingelöst werden solte/ gehabt oder haben mögen/ auffgehoben seyn/ und uns denen dreyen Gebrüdern deßwegen weder jetzo noch künfftig etwas zugemuthet werden. Was aber geständige und liquidirliche Kammer-Forderungen seynd/ die werden hiermit nicht gemeinet/ sondern in dem Stande/ wie es die Instrumenta debiti, oder richtige Berechnungen ausweisen werden/ gelassen.

Und wollen Wir Hertzog Ernst hiernechst Unserer Herren Vettern Ld. Ld. Ld. nach Absterben der Durchleuchtigsten Fürstin/ Unserer freundlichen Lieben Muhmen/ Schwägerin und Gevatterin/ Frauen Dorotheen/ geborner und verwittibter Hertzogin zu Sachsen Ld. wegen des Ihnen obligenden Antheils an dero Fürstl. Rückfalls-Geldern/ ohne Anspruch lassen/ und sie dessen entheben.

Zum Neundten/ Gleichwie nun dieser gantze wichtige Vergleich nicht anders/ als auf beständige Stifftung unaufhörlicher Freundschafft und vertraulicher Zusammensetzung angesehen und erbauet ist; Also erklären wir uns allerseits dahin/ daß weder durch diese noch vorige Vertheilungen wir oder Unsere Nachkommen/ uns trennen/ und an solcher heilsamer Verbindung hindern

ANNO 1672.

dern lassen wollen/ sondern versprechen vielmehr Fürstlich und aufrichtig/ mit unzertheilten Consiliis, allein Widrigen vorzubauen/ entstehende Mißhelligkeiten und Gebrechen aber freundlich/ Christlich und billichmässig hinzulegen/ hingegen die Ehre Gottes/ das Aufnehmen Unserer wahren Christlichen Religion in Kirchen und Schulen/ so wol die liebe Justitz und gedeyliche Regierung Unserer von GOtt anvertrauten Land und Leute eyferig und einstimmig zu befördern und zu handhaben/ wie dann Wir Hertzog Johann Ernst/ Johann Georg und Bernhard Gebrüdere/ bey vermerckter Ihrer Hertzog Ernstens Gn. dißfalls beweglich vorgestalten Sorgfalt/ uns hiermit willig darzu erklären/ auch wegen darzu ersprießlicher Mittel und Wege mit Ihr. Gnad. uns förderfam vernehmen und vereinigen wollen.

Insonderheit aber soll die Christliche Catechismus-Information in Kirchen und Schulen/ in dem von S. Gn. uns überlassenden Amt Eysenberg in bißherigen Stande unveränderlich gelassen/ und nebenst der Christlichen Disciplin in Observantz würcklicher Obacht gehalten werden; Dagegen Wir Hertzog Ernst den Pfarrherrn und Schuldienern selbiger Orten/ die von uns mildiglich gestifftete Zulagen vor uns und Unsere Nachkommen beständiglich reichen lassen wollen/ Sach/ daß sie entweder für sich/oder auf Begehren/ bey Abholung derselben sich in Person einstellen/ auf Nachfragen wegen ihres Verhaltens/ guten Bericht geben/ und sich ihrer Christlichen Pflicht und Gewissens obengemeldtem Anstalten nachzuleben/ erinnern lassen/ welches dann uns den drey Gebrüdern gar nicht zuwider seyn solle/ sondern wollen vielmehr gedachter Personen und Ihre Successores darzu anhalten/ und Ihnen zu solcher Verrichtung Unsere Hohe Obrigkeitliche Assistentz widerfahren lassen.

Zum Zehenden und letzten/ wird auch alles das jenige/ was nach dem Todesfall Unsers jungen Vettern/ mit Ergreiffung der Possession vorgenommen/ oder von den Bedienten und Unterthanen einem oder andern Theil unter uns/ dem Ansehen nach/ zu Beschwerung oder zum Vortheil vorgangen/ oder dahin zu deuten seyn möchte/ allerdings/ so wol unter uns/ als gegen dieselbe in gäntzliche Vergessenheit gestellet/ und soll dessen kein Diener noch Unterthan in einige wege mit Ungnaden entgelten.

Die bey solcher Ergreiffung und angestellte bißhero verursachte Kosten werden auch ohne wieder Erstattung/so wol bey Hoff/als in den Aemtern hin und wieder passirt, und in die Bogenfahrt Krafft dieses geworffen; auch soll/ wie mehr berühret/ die perception der Aemter Nutzungen/ so viel uns drey Gebrüdere belanget/ mit dem Tag Walburgis angehen/ und des Abends vorhero die Rechnungen geschlossen werden/ wie oben im fünfften Puncten paciscirt und verglichen worden.

Und wir allerseits versprechen und geloben/ Krafft dieses/ bey Unsern Fürstl. wahren Worten/ Treu und Glauben/ für uns und Unsere Fürstl. Nachkommen/ daß wir diesem allem Fürstlich/ aufrichtig/ steiff und vest nachleben/ und darwider in keinerley Wege handeln noch gestatten wollen/ daß darwider jemand Unsertwegen handlen solle. Begeben uns aller und jeder Exceptionen, die aus Geist- oder Weltlichen Rechten diesen Vertrag zuwider ersonnen werden könten/ besonders aber/ was ex capite læsionis, Erroris Calculi und dergleichen angezogen zu werden pfleget/ als dessen allen wegen wir uns nicht zu beschweren/ sondern aus redlichen und dapffern Ursachen/ nach reiffer Erwegung aller Umstände/ uns bedächtlich/wissentlich und unwiederruffflich verglichen haben.

Wiederholen gegeneinander obangezeigte Freundschafft/ Vetterliche gratulationes, und wollen wir die drey Gebrüdere auch Krafft dieses der Röm. Kayserl. auch zu Hungarn und Böheim Königl. May. Unsern allergnädigsten Kayser/König und Herrn; wie auch denen hohen Stifftern/ von welchen ein und ander particular-Stück zu Lehen rühret/ unsern Abstand von dem jetzigen Fürstl. Altenburgischen Succession und Lehensfall hiermit/ salvo Jure simultaneæ Investituræ aut Successionis, gegen bedingte Uberlassung der benannten Oerter allerunterthänigst und gemeinder massen eröffnet/ zugleich aber und ingesamt wir allerseits die Kayserl. Königl. und andere Lehenherrliche respective Confirmationes und Consens decentissimo modo (über das/ was noch in besondern schrifftlichen Ansuchungen zu geschehen hat) reserviret haben. Alles treulich und sonder Gefehrde.

Zu Urkund haben wir diesen Recess und Vergleich eigenhändig unterschrieben/ und mit Unsern Fürstl. Insiegeln bedrucken lassen. So geschehen den 16. May, Anno 1672.

LXXXVI.

18/28 Juin. *Fœdus Defensivum inter Sacram Cæsaream Majestatem* LEOPOLDUM *& Electorem Brandenburgicum* FRIDERICUM WILHELMUM, *in Renovationem & Confirmationem Fœderis Defensivi inter eosdem die 9. Februarii 1658. conclusi & 10. Maii 1666. ad alios decem annos, post elapsum primum Decennium confirmati & extensi; atque ad Pacem Westphalicam illæsam servandam, ad Decennium de novo initum. Berolini die 18/28 Junii* 1672. Cum RATIHABITIONE *Cæsarea Viennæ data 13. Julii* 1672. [Tiré de la Registrature d'Estat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

ANNO 1672.

In Nomine Patris, Filii; & Spiritus Sancti Unius veri Dei, Amen.

POstquam inter Serenissimum Potentissimum & Invictissimum Principem ac Dominum, Dominum Leopoldum Divina favente Clementia, Electum Romanorum Imperatorem, semper Augustum, nec non Hungariæ & Bohemiæ Regem &c. &c. &c. ex una; & Serenissimum Principem ac Dominum, Dominum Fridericum Wilhelmum Marchionem Brandenburgensem, Sacri Romani Imperii Archi-Camerarium & Principem Electorem &c. &c. &c. ex altera parte: Pro defensione Regnorum, Ducatuum, Terrarumque suarum diversis temporibus, uti infra exprimitur, Fœdera sancita fuerunt, & vero cum Sacræ Cæsareæ Majestati, tum suæ Serenitati Electorali, consultum necessariumque visum, ut eadem Pacta non solum renoventur, sed & præsenti rerum statui, ad eo melius ab Imperio, dictis Regnis, Ducatibus Terrisque repellendas hostilitates turbasque, tum ad avertenda Belli pericula damnaque, conformentur. Idcirco utriusque Partis ad hæc constituti Plenipotentiarii, certis Mandatis quæ infra exhibentur instructi; Et a parte quidem Sacræ Cæsareæ, nec non Hungariæ & Bohemiæ Regiæ Majestatis Illustrissimus & Excellentissimus Dominus Johannes Liber Baro de Goëssen, suæ Sacræ Cæsareæ Majestatis Consiliarius Imperii Aulicus: Ex parte vero suæ Serenitatis Electoralis Celsissimus Princeps ac Dominus, Dominus Johannes Georgius, Princeps Anhaltinus, Comes Ascaniæ, Dominus in Berenburg & Serbst, Electoratus Brandenburgensis Locum tenens, & Generalis Campi Mareschallus, dictorum Principalium nomine in sequentem Pactionem convenerunt.

I. Maneat constans & inviolabilis inter utramque Partem Amicitiæ nexus; alter alterius commoda promovere studebit, damnaque mutuo avertere, & reciprocæ utilitati & securitati sedulo consulere.

II. Specialiter denuo confirmatur & renovatur Fœdus Defensivum inter suam Majestatem Cæsaream & Serenissimum Electorem Brandeburgicum, quoad Status & Provincias utriusque Partis 9. Februarii 1658. conclusum & 10. Maii 1666, ad alios decem annos post elapsum primum decennium confirmatum & extensum, nec quid in ullo Articulo, Puncto vel Punctis immutatum censeatur, nisi in illis super quibus hic amplius & latius conventum est.

III. Scopus hujus moderni & novi Fœderis Defensivi est, ut Pax Osnabrugensis & Monasteriensis servetur illæsa, nec per ullum, quicunque ille sit, in sinistram interpretationem propria authoritate trahatur, ut etiam sub nullo prætextu contra Imperatorem & Imperium, Pacemque ejus publicam, & contra Juramentum, quo quisque Imperatori & Imperio obstrictus est, Fœdera fiant, vel si facta forent, ut ea tollantur & cassa habeantur, nec ab ullo Compaciscentium, dictæ Pacis Westphalicæ, vel dictarum Pacificationum Consortibus, vel a quocunque alio, ambobus Paciscentibus aut Statibus Imperii, qui dictam Pacem Westphalicam observant, vel directe vel indirecte quicquam hostilitatis, inimicitiæ, molestiæ aut impedimenti, quoad Personas, Statum, Bona, vel securitatem, per se vel alios inferatur, sed si quid contra factum fuit vel fuerit, nec amicabilis dehortatio locum invenerit, armis mutuis Pacis Turbatores & Violatores ad debitam satisfactionem compellantur.

IV. Permittitur omnibus Pacificationis Consortibus huic Fœderi Defensivo æquis conditionibus & cum consensu utriusque Partis debito tempore accedere, sicuti etiam in arbitrio Coronæ Hispaniæ stabit, eidem accedere.

V. Cum totius Imperii Romani interfuerit, tam Pacem Olivensem & Clivensem, quam Pyrenæam & Aquisgranensem pro conservando Belgio Hispanico concludi, exinde operam dabunt ambo Paciscentes, seque mutuo obligant, ut hæ omnes maneant illæsæ, vel si his contraventum fuerit, eæ restabiliantur, præstita tamen ab Aggressore vel violatore congrua satisfactione.

VI. Pariter cum Transactio inter Serenissimum Electorem Coloniensem ac Civitatem Coloniensem conclusa,

ANNO 1672. clusa & a Sua Majestate Cæsarea ratificata Jure merito sit observanda, utraque Pars ex jam dictis Transigentibus conjunctim remedia competentia expectet.

VII. Sociabunt in casum necessitatis ambo Paciscentes sua Consilia & Arma necessaria, ut omnem invasionem, violationem, aut Turbationem retundant, nec desistent, usque dum debite satisfactum fuerit.

VIII. Teneat proinde pro conservanda tranquillitate publica paratum utraque Pars Exercitum, tam Pedestrem, quam Equestrem, parem huic suscepto negotio cum omni necessario Tormentorum apparatu.

IX. Et cum Sua Majestas cum aliquibus Electoribus & Statibus Imperii Provisionale Fœdus Defensivum concluserit, dabit operam Imperator atque allaborabit, quantum in se est, ut dicti Electores & Status huic moderno Fœderi accedant.

X. Neutra Pars ex ambobus Confœderatis possit facere aliquid momentosi, vel Transactionem Pacis aut Induciarum inire, nisi conjunctim cum altera, & ex ipsius consensu.

XI. Durabit hoc Fœdus minimum per Decennium a die hodierna, quo elapso, aut etiam ante, ambæ Partes Paciscentes de prorogatione hujus Fœderis ulteriore juxta rerum exigentiam convenient.

Conclusa fuerunt hæc omnia inter præmemoratos Sacræ Cæsareæ Regiæque Majestatis, & Serenitatis suæ Electoralis Plenipotentiarios vigore plenæ facultatis ac Mandatorum a suis Principalibus Ipsis concessorum & reciproce commutatorum, quorum tenor infra sequitur, sub Ratihabitione suæ Cæsareæ Regiæque Majestatis & Serenitatis suæ Electoralis, quas utriusque Partis Plenipotentiarii intra spatium quinque Hebdomadarum a data hujus computandarum extradendas & commutandas promittunt. In quorum fidem præsens hoc Instrumentum a prænominatis Dominis Plenipotentiariis subsignatum ac Sigillis munitum est. Actum Berolini die $\frac{13}{23}$. Junii Anno Domini millesimo sexcentesimo septuagesimo secundo.

JOANNES *Baro* DE GOESSEN.
(*L.S.*)

JOHANNES GEORGIUS *Princeps* ANHALTINUS. (*L.S.*)

Articuli Secreti.

I. PRimo ante omnia mutuis Consiliis & Auxiliis Coloniæ provideatur. Cæsarea Majestas teneat intra proximum Bimestre a die hodierna & congreget duodecim millia tam Equitum quam Peditum, armis & omni apparatu militari & re Tormentaria, talibus Copiis convenienter instructa. Elector item paratum habeat Exercitum nempe duodecim millia tam Equitum quam Peditum omni simili apparatu necessario proportionaliter instructa.

II. Nihil quod summam rei contingit, nisi communi consensu suscipiatur.

III. Circa Religionem & Status Ecclesiasticos Imperii exacte observentur singula, quæ in Pace Westphalica comprehensa sunt, & omnia quoad dictum Punctum Religionis in moderno statu relinquantur, ita ut nulla Archiepiscopatuum vel Episcopatuum, Abbatiarum, Præpositurarum, Commendarum & aliorum quorumcunque Bonorum & Beneficiorum Ecclesiasticorum fiat: vel imminutio, vel in partes discerptio, multo minus universalis alienatio: sed Romano Imperio & Fidei Catholicæ conserventur, nec Jura Electionis Capitulis competentia quocunque modo turbentur.

IV. Maneat etiam Civitati Bremensi, ejusque Territorio & Subditis præsens suus status, Libertas, Jura & Privilegia sine impetitione tam in Ecclesiasticis quam Politicis.

V. Quandoquidem etiam in Imperii Constitutionibus præclare sit ordinatum, quid exteris in Imperio, circa coactionem Militum, Transitum & Hospitationes eorundem liceat, vel minus; Non permittent ambo Paciscentes, ut quid in his & similibus, in Imperatoris aut Imperii præjudicium, aut contra Pacem publicam fiat, aut Suæ Cæsareæ Majestatis summis Juribus Regalibus, Dignitati & authoritati ullum præjudicium inferatur.

VI. Et cum Instrumento Pacis Westphalicæ & Imperii Legibus reliquis cautum sit, quatenus Imperatori, vel singulis Statuum Bellum in alterius Status, vel exterorum offensionem decernere aut suscipere liceat, vel non liceat: Curent omni modo debito ambæ Partes, ne quid contra hoc ab ullo Imperii Statu fiat aut attentetur. ANNO 1672.

VII. Quæ in quinto Articulo Fœderis Publici de manutenenda Pace Pyrænea & Aquisgranensi dicta & conventa sunt, hanc interpretationem ex parte Serenissimi Electoris habeant, ut si oportuerit armis dictam Pacem tueri, intra Quadrimestre proximum hoc faciat una cum Imperatore pro viribus, confisus, quod in recompensationem hujus Guarantiæ, si per arma intra dictum tempus facta fuerit, Rex Catholicus Electori congruum subsidium sit præstiturus, prout etiam Sua Majestas Cæsarea, si opus fuerit, apud dictum Regem Catholicum sua officia interponet. Elapso autem hoc Quadrimestri, si deinde memoratam Pacem, armis manutenere necessitas exigeret, teneatur quidem ad hoc dictus Elector; sed non aliter, nisi prævio & concluso Tractatu inter Regem Catholicum & Electorem de modo & rationibus conservandæ dictæ Pacis.

VIII. Curet Elector, ut Serenissimus Rex Daniæ, Domus Brunsvicensis, Hasso-Cassellana, aliique huic Fœderi proxime accedant.

IX. Conclusa fuerunt hæc omnia inter præmemoratæ Sacræ Cæsareæ Regiæque Majestatis, & Serenitatis suæ Electoralis, Plenipotentiarios, vigore plenæ facultatis ac Mandatorum a suis Principalibus ipsi concessorum & reciproce commutatorum, sub ratihabitione Suæ Cæsareæ Regiæque Majestatis, & Serenitatis suæ Electoralis, quas utriusque Partis Plenipotentiarii intra spatium quinque Hebdomadum, a data hujus computandarum, extradendas & commutandas promittunt. In quorum fidem præsens hoc Instrumentum a prænominatis Dominis Plenipotentiariis subsignatum & Sigillis munitum est. Actum Berolini die $\frac{13}{23}$. Junii Anno Domini millesimo sexcentesimo, septuagesimo secundo.

JOANNES *Baro* DE GOESSEN.
(*L.S.*)

JOHANNES GEORGIUS *Princeps* ANHALTINUS. (*L.S.*)

Ratificatio Cæsarea Viennæ data die 13. Julii 1672.

NOS LEOPOLDUS (*Titulus.*) Notum facimus universis ac singulis, quorum scire interest, agnoscimusque pro nobis, Hæredibus ac Successoribus nostris; Quod cùm nobis a Serenissimo Friderico Wilhelmo, Marchione Brandenburgensi (*Titul.*) Sacri Rom Imperii Archi-Camerario, Principe Electore, & consanguineo nostro Charissimo, mediante ejusdem ad nos bis ablegato Illustrissimo Joanne Georgio Principe Anhaltino, Comite Ascaniæ, & Domino in Bernburg. consanguineo & Principe nostro Charissimo, certum quoddam Fœdus pro modernarum rerum exigentia & circumstantiarum qualitate propositum, eoque domum reverso, inter nostrum ibidem residentem Ministrum & Ablegatum, Generosum Consiliarium nostrum Imperialem Aulicum, Sacrique Imperii fidelem dilectum Joannem Liberum Baronem de Goessen, & memorati Serenissimi Principis Electoris Brandenburgici ad hoc deputatum, sufficienti utrinque Mandato instructos, & extraditis mutuis & reciprocis Plenipotentiis, utriusque nostrum nomine. die 23. Junii anno 1672. in sequentem modum initum & conclusum sit:

Sequitur insertio Fœderis. Item *insertio Plenipotentiarum utriusque Partis.*

CUmque simul etiam convenerit, ut ejusdem initi & conclusi Fœderis Ratihabitio à nobis & à prædicti Serenissimi Electoris Brandenburgensis dilectione intra terminum quinque Hebdomadarum, à die subscriptionis sequi & utrinque commutari debeat. Nos huic Conventioni satisfacientes, idem Fœdus initum & conclusum, per omnia & singula approbaverimus, confirmaverimus, & ratihabuerimus, veluti hisce pro nobis, Hæredibus ac Successoribus nostris, verbo nostro Cæsareo approbamus, confirmamus & ratihabemus: Promittentes insuper, nos omnia ac singula in præfato Fœdere contenta, quantum quidem nos concernunt, Divinâ aspirante gratiâ, bonâ fide præstituros & adimpleturos,

ANNO 1672. turos, omnique ratione impedituros, ne a nostris vel ullis ullo modo violentur. In cujus rei fidem hasce manu nostra subscriptas, Sigilli nostri Cæsarei appensione muniri jussimus. Dabantur in Civitate nostra Viennæ die 13. mensis Julii, anno 1672. Regnorum nostrorum &c.

LXXXVII.

28. Juin. FRANCE ET TUNIS.

Traité de Paix entre LOUIS XIV. *Roi de France, & la Ville & le Roiaume de* TUNIS, *fait à la Baye de la Goulette le 28. Juin 1672. par le Marquis de Martel Lieutenant General des Armées Navales de Sa Majesté au Levant.* [FREDER. LEONARD. Tom. V.]

PREMIEREMENT que doresnavant à compter du jour de la signature des presens Articles, il y aura cessation d'Armes & de toute hostilité tant de l'une que de l'autre part. Il y aura une bonne intelligence, amitié & Paix ferme, & stable entre les Sujets de Sa Majesté Tres-Chrétienne & les Illustres & Magnifiques Seigneurs, Pacha, Divan, Dey, & Beys, & Peuples dudit Royaume, & qu'en contemplation de cette Paix, leurs Vaisseaux, Galleres, Barques, & autres Bâtimens navigueront en toute liberté tant sur Mer que sur Terre, les Subjects de l'une & de l'autre part ne se feront aucun acte d'hostilité, au contraire s'entre aideront & se serviront les uns les autres sans se procurer aucun dommage, ains se donneront toute aide & confort & pareillement tous les Subjects de l'une & l'autre Nation pourront negocier dans toute l'étendue tant du Roiaume de France que de celui de Navarre, & celui de Tunis en toute liberté, dans lesquels Roiaumes ils seront traités avec le temoignage d'une vraie & sincere amitié.

II. Que tous les Esclaves (1) François detenus dans la Ville de Tunis & étendue d'icelui Roiaume pris sous la Banniere de France comme aussi tous les Janissaires & Mores dudit Roiaume pris par les Vaisseaus du Roi depuis la rupture de la Paix, de quelque qualité & condition qu'ils soient, seront dès à present mis en toute liberté.

III. Que tous les Vaisseaux tant d'une part que d'autre se trouvant en Mer ou dans quelques Ports & Rades, après avoir deploié leur Pavillon & s'être reconnus pourront continuer leur route sans qu'il leur soit donné aucun empêchement; Mais d'autant que ceux d'Alger, Tripolly, Sallé, & autres endroits de Barbarie portent même Pavillon que ceus de Tunis, pour prevenir tous les accidens qui en pourroient naître, il est arresté que les Vaisseaus de Tunis aprés la susdite reconnoissance, & que leurs Equipages se seront monstrés sur le Tillac pour se reconnoitre, pourront envoier un Homme ou deus dans leurs Batteaux outre ceux qui seront necessaires pour la conduite d'iceux, à bord des Vaisseaux de S. M. T. C. pour s'asseurer s'ils sont François, y entrer si bon leur semble, & faire aparoir par un Certificat du Consul resident à Tunis qu'ils sont dudit Roiaume, à l'exhibition duquel, les Commandans desdits Vaissesux de S. M. leur laisseront continuer leur route en toute liberté. Sans qu'il soit fait aucun tort ni dommage à leurs personnes, soit Marchands, Mariniers, Soldats, & Passagers, de quelque Nation & condition qu'ils puissent être sans les visiter ni rechercher d'aucune maniere, ce qui s'observera semblablement par les Vaisseaus dudit Tunis, à l'égard des Vaisseaux de S. M. T. C. & de ses Subjets, qui seront obligés de faire aparoir un Passeport de l'Admiral de France, qui se renouvellera toutes les années, hormis pour les voyages du Levant & de longues courses, Et en cas que par malheur ils eussent perdu leur Passeport ils seront amenés à Tunis & en France pour être mis en sequestre entre les mains du Consul jusques à ce qu'il en ait été justifié.

IV. En cas que quelques Vaisseaus, Barques, & autres Bâtimens Marchands de Tunis, fussent rencontrés en Mer par les Vaisseaux de Guerre ou autres Bâtimens de S. M. & que par mégarde ils fussent contraints de combattre & qu'en suite ils fussent forcez & pris, venans à être reconnus être dudit Roiaume de Tunis ils ne seront nullement reputez être de bonne prise, au contraire ils seront restituez avec leurs Equipages & Passagers, & toute leur Marchandise & effets de quelque nature qu'elles puissent être. Ce qui se pratiquera & observera de point en point par les Vaisseaux de Tunis, à l'égard des Vaisseaux & autres Bâtimens des Sujets de Sa Majesté.

V. Quand les Vaisseaux de Guerre & autres de Sa Majesté se rendront aux Ports & Havres de Tunis avec des prises, ils les pourront vendre, excepté celles faites sur les Turcs, sans qu'il leur puisse être fait aucun empêchement quel qu'il puisse être par ceus du Païs, & ne seront obligez d'en paier que les Droits ordinaires & accoutumez. Et en cas que lesdits Vaisseaus aient besoin de Victuaille & autres choses necessaires ils pourront les acheter librement au prix ordinaire du Marché du Païs, & n'en paieront aucun Droit à aucun Officier, & la même sera observé en France à l'égard des Vaisseaux de Tunis.

VI. Que quelque Sujet de Sa Majesté Marchand ou Passagers ou de quelque qualité & condition qu'ils puissent être, se trouvans dans un des Ports ou Havres de Tunis, aura la liberté de demeurer dans son Vaisseau, d'en sortir, aller en Terre; & en revenir, sans en pouvoir être empêchez; ce qui sera permis à ceus dudit Roiaume de Tunis quand ils seront dans les Ports de Sa Majesté Tres-Chrestienne.

VII. Que si par cas fortuit quelque Gallere, Vaisseaux, Barques, & autres Bâtimens de Sa Majesté vinssent à estre attaqués ou combatus par ceus d'Alger, Tripolli, Sallé, ou autres de leurs Ennemis, dans les Ports du Roiaume de Tunis, ou ailleurs, les Commandans des Places seront obligés de leur donner refuge dans leurs Ports, & seront tenus d'envoier de leurs Gens dans un ou plusieurs Batteaus pour y apporter du remede, & les deffendre autant qu'il leur sera possible. Ce qui sera de même observé en faveur de ceux de Tunis dans les Ports de Sa Majesté Tres-Chrétienne.

VIII. Que tous les Vaisseaus Marchands & autres Bâtimens Subjects de S. M. qui se rendront à Tunis & dependances dudit Royaume pour y vendre leurs Marchandises, le pourront faire en toute seureté & liberté en paiant seulement les Droits ordinaires d'entrée, & à l'égard de celles qui ne se vendront point ils les pourront transporter dans leur bord, sans que pour ce ils puissent estre obligez de paier aucuns Droits pour icelles.

IX. Que les Vaisseaus tant de Guerre, Galléres, Marchand ou autres Bâtimens appartenans au Roi T. C. ou à ses Sujets, pourront venir à tel Port, Rade, ou Havres des dependances dudit Roiaume de Tunis, tel que bon leur semblera pour se radouber, carêner, spalmer & y faire de l'eau, & y prendre des rafraichissemens, sans qu'il leur en puisse être fait refus, ni pour ce exiger aucuns Droits avec precaution, neanmoins à l'égard des Gall. qu'elles seront obligées avant que d'entrer dans lesdites Ports d'envoier un Caïque en Terre, advertir les Commandans des Forteresses d'iceus de leur intention, lequel Caïque & son Equipage restera pour ostage, pendant que le Batteau desdites Forteresses ira reconnoître lesdites Galleres & apprendre leur intention.

X. Que les Vaisseaux, Galleres & autres Bâtimens de Sa Majesté & de ses Sujets qui par malheur pourroient faire naufrage dans les Ports, Rades ou Costes dudit Roiaume de Tunis & ses dependances, ne pourront estre reputés de bonne prise ni leurs effets pillés, ni leurs Hommes de quelque qualité ou Nation qu'ils soient, Marchands, ou Passagers, être reputés Esclaves, au contraire, que les Gouverneurs des Forteresses, des Villes & Ports, & Peuples dudit Roiaume de Tunis & ses dependances feront leur possible pour leur donner aide & secours afin de sauver leurs personnes, Bâtimens, & Marchandises, sans que les Seigneurs Pascha, Divan & Dei puissent rien pretendre ni y contrevenir, & le même sera observé en France à l'égard des Vaisseaus dudit Roiaume de Tunis, en cas qu'il leur arrive pareille disgrace.

XI. Qu'il sera permis à ceux de Tunis de noliser de gré à gré les Bâtimens François qui seront dans leurs Ports, & en cas que le Consul se soit rendu caution par Acte signé de sa main, ledit Consul sera responsable & non autrement étant pour leur service, & non par violence comme il arrive.

XII. Que si quelque Vaisseau ou autre Bâtiment de Tripolly, Alger, Sallé, ou de quelqu'autre part que ce puisse

(1) Plusieurs Esclaves que leurs Patrons avoient envoié à la Campagne, & le nombre est marqué par un rolé separé.

ANNO 1672.

puisse être amene dans Tunis, ou autre part de sa dépendance quelque Vaisseau ou autre Bâtiment appartenant aux Sujets de Sa Majesté, il ne leur sera permis de vendre dans lesdits Ports aucuns Matelots, ni Passager pris sur lesdits Bâtimens, mais seulement les Marchandises. Ce qui sera observé en France à l'égard de ceux dudit Roiaume de Tunis.

XIII. Que desormais aucuns Vaisseaux de Guerre, Gallere ou autres Bâtimens dudit Roiaume de Tunis ne pourront faire aucuns François Esclaves ni autres tion pas même les Chevaliers de Croix embarquez aiant Passeports, sous la Banniere de France; & qu'ils ne pourront non plus faire Esclaves les François Passagers sous les Bannieres Estrangeres de quelque Nation qu'elles soient: mais quant aux François Canoniers, Soldats & Matelots seront faits Esclaves, & pourront être rachetez separement ou ensemblement pour 150. Piastres chacun, pourvû qu'ils n'aient pas été pris sur des Vaisseaux de Guerre Ennemis de ceux de Tunis auxquels on ne pretend rien. Ce qui sera pareillement observé en France à leur égard.

XIV. Que doresnavant tous les Sujets du Roiaume de Tunis seront libres en France & de quelque Lieu qu'ils puissent être aportez ou amenez, ne seront tenus pour Esclaves ni achetez, ni vendus; & si d'avanture il s'en rencontroit quelqu'un, à la premiere requisition il sera rendu & mis en liberté avec toutes ses hardes & effets restituez: Comme pareillement il en sera usé dans toute l'étenduë du Roiaume de Tunis à l'égard des François.

XV. Que le Consul François resident à Tunis y sera honnoré & respecté, & y aura la préeminence sur tous les autres Consuls, & continuëra d'avoir dans sa Maison un Lieu auquel lui & les Sujets de Sa Majesté Tres-Chrétienne puisse exercer librement leur Religion, sans que personne leur puisse faire aucun tort ni empêchement, ni dire aucune injure par paroles ou voie de fait. Et pourra ledit Sieur Consul avoir & entretenir chez lui un Prêtre tel que bon lui semblera pour servir sa Chapelle, sans que le Pacha, Dei & Divan l'en puisse empêcher.

XVI. Arrivant changement de Consul François par établissement d'un nouveau par Sa Majesté; lesdits Seigneurs, Pacha, Divan & Dei n'y pourront aporter aucun obstacle, ni empêchement sous quelque pretexte que ce puisse être, & le Consul qui sortira s'en pourra aller librement en paiant ses Dettes: & doresnavant les Consuls François avec participation toutefois du Seigneur Dei pourront changer de Saccagi ou de Truchement de trois en trois mois selon la Coûtume ordinaire du Divan, ce qui lui sera accordé sans difficulté.

XVII. Que toutes les Nations qui négocieront dans Tunis & l'étenduë dudit Roiaume, reconnoîtront le Consul des François, & lui paieront les Droits accoûtumés du Consulat sans difficulté, excepté la Nation Angloise qui a à present un Consul dans Tunis, & même les Grecs de la domination Ottomane, au cas qu'ils aient besoin dudit Consul pour leurs Expeditions.

XVIII. Que les Etoffes, Victuailles & autres Denrées que le Consul François fera venir pour son usage ou pour faire presens, ne paieront aucun Droit ni Impôt non plus que ce qu'il pourra achetter sur les Lieux pour la provision de sa Maison.

XIX. Que desormais tous les Biens des Sujets de Sa Majesté qui demeureront dans Tunis, ou dans l'étenduë du Royaume ne pourront en cas de Dette, absence ou méfait être saisis & mis en sequestre par qui que ce soit de Tunis: au contraire demeureront en main du Consul François, même que les Sujets de Sa Majesté auront liberté de se retirer en France, ou ailleurs où bon leur semblera, avec leurs Femmes, Enfans, Domestiques, Biens & effets generalement quelconques, sans qu'il leur soit fait aucun empêchement.

XX. Que le Consul François, ni aucuns Sujets de S. M. T. C. ne sera tenu des Dettes d'un autre François, ni d'aucun d'une autre Nation quel qu'il puisse être, n'y pourra être emprisonné, ni la Maison du Consul scellée, & qu'aucun témoignage sera reçû contre aucun d'eux ni ne pourront être actionnez, à moins qu'au préalable ils n'y fussent obligez par Acte signé de leurs propres mains.

XXI. Qu'en cas que quelqu'un des Sujets de Sa Majesté frape ou maltraite un Turc, ou More, on pourra en faire la Justice s'il est pris, mais en cas qu'il se sauve dans la Maison du Consul on ne pourra s'en prendre audit Consul ni à aucuns des Sujets de Sa Majesté.

ANNO 1672.

XXII. Que nul Sujet de Sa Majesté pour les differents qui leur surviendront ne seront soûmis à aucun autre Jugement qu'à celui du Seigneur Dei, & non à celui du Divan ni du Cadi.

XXIII. Que pour ce qui regardera les differents que les Sujets de Sa Majesté auront entr'eux, en particulier, ou avec ceux de toute autre Nation qui negocient sous la protection du Consul François ils ne seront tenus les decider pardevant autres que ledit Consul auquel seul en appartiendra la connoissance.

XXIV. Que si quelque Marchand François ou autre étant sous la protection du Consul François vient à mourir dans l'étenduë dudit Roiaume de Tunis, les facultez qui se trouveront lui appartenir en cas qu'il teste seront remises au pouvoir de celui qui aura été nommé par lui son Executeur Testamentaire pour en tenir compte à leurs Heritiers ou autres en faveur desquels on auroit disposé, mais en cas qu'il vint à deceder sans faire Testament, pour lors le Consul François se saisira de leurs Biens & facultez pour en tenir compte à leurs Heritiers, sans que qui que ce soit dans le Roiaume de Tunis en puisse prendre connoissance. Mais seulement s'il leur étoit deub quelque chose; la Dette bien verifiée, sera ladite Dette prise sur les effets du deffont.

XXV. Que tous les François Habitans en Païs Etranger & mariez seront censez Etrangers; & que les Etrangers Habitans & mariez en France seront en revanche censez & reputez François.

XXVI. En cas que quelque Vaisseau de Guerre, Gallere Marchand ou autre Bâtiment appartenant à Sa Majesté ou à ses Sujets vinssent par quelque infortune à eschouër en quelque Isle ou Place inhabitée, & que par hasard il vint à passer un Vaisseau ou autre Bâtiment de Tunis; ils seront obligés de les aller secourir même prendre leurs Gens, Robbes & Marchandises: lesquelles ils consigneront és mains du Consul François de Tunis, sans qu'ils les puissent porter ou vendre ailleurs. Le même s'observera par les Vaisseaux de France à l'égard de ceux de Tunis.

XXVII. Que tous les Esclaves qui se trouveront dans le Roiaume de Tunis, lesquels aprés leur captivité deviendront Sujets de Sa Majesté par la Conqueste de leur Patrie, seront délivrés à la requisition du Consul François, moiennant la Somme qu'ils auront été vendus au Marché ou Cazat à l'enchere, & que ceux qui n'auront point été vendus, payeront la Somme de 150. Piastres, comme a été d'ordinaire usé, & étant devenus Sujets de Sa Majesté jouïront des mêmes prerogatives.

XXVIII. Que en même tems que ces Articles seront signez & confirmez tous les dommages & déprédations qui auront été faites ou souffertes de part & d'autre, avant qu'on ait pris connoissance de la presente Paix, seront incontinent réparés, & d'iceux donné reciproquement une pleine & entiere satisfaction; même pour ce qui se trouvera encor en nature, rendu & restitué. C'est pourquoi & pour prevenir tous inconveniens on advertira de ceci en toute diligence les Commandans des deux Parties.

XXIX. Il est arresté aussi qu'en attendant l'entiere restitution des Esclaves de part & d'autre; On les traitera avec toute sorte de douceur & d'humanité, sans souffrir qu'il leur soit fait aucun mauvais traitement & dommage.

XXX. Si quelque grief arrive de part & d'autre, il ne sera loisible à aucune des Parties de rompre la Paix jusqu'à ce qu'on ait refusé la Justice. Et le Consul en aiant eu des plaintes sera obligé d'en écrire en France & de faire apparoir de sa diligence.

XXXI. Que le Consul de la Nation Françoise resident à Tunis en cas qu'il arrive quelque different quel qu'il puisse être qui fasse une rupture de Paix entre les deux Parties; Le Consul aura la liberté entiere de se retirer quand bon lui semblera, & que lors qu'il partira il lui sera loisible d'emmener avec lui sa famille & Domestiques & même deux Esclaves à son choix sans qu'il lui en puisse être fait aucun empêchement; & pour ce faire pourra aller & venir librement sur les Vaisseaux ou autres Bâtimens qui seront és Ports, même aller à la campagne ou ailleurs aussi sans qu'il lui puisse être fait aucun empêchement. *Signé* à l'Original, Le Marquis de MARTEL.

LXXXVIII.

Anno 1672.

LXXXVIII.

Angleterre et Alger.

Traité de Paix entre CHARLES II. *Roi d'Angleterre & le Royaume d'*ALGER. *Fait en* 1672. [*Theatrum Pacis.* Tom. II. pag. 176.]

I. SIt Pax firma inter Partes in æternum duratura.

II. Liberum sit Majestati suæ Regiæ, vel ejusdem Subditorum, Navibus in Algirenses & earum Ditioni subjectos Portus, & Fortalitia intrare, emereque & vendere, dummodò consuetas Gabellas, pro singulis centenis decem solvant.

III. Tàm Anglicanæ quam Algirenses Naves omninò liberrimè, sine visitatione ulla, ab una aut altera Parte, cum omnibus hominibus cujuscunque Nationis etiam illi sunt, qui in iis cum bonis suis, pecuniis, & Mercimoniis vehunt, Maria peragrare, sine impedimento ullo poterunt.

IV. Quod si Algirenses in Mari aliqua Navigia Mercatoria, quæ ad Regiam suam Majestatem non pertineant, obviam habebunt, mittent ad eam scapham cum hominibus duobus, & si Navis illa Literas Salvi Conductûs ab Archithalasso expeditas, exhibebit, aut si tales Capitaneus exhibere haud poterit, major pars verò Sociorum Navalium Anglicana fuerit, illam liberè & sine impedimento commeare sinant. Quod & similiter ratione Navium Algirensium obtinebit.

V. Capitanei Algirenses nullam ex Navibus Anglicanis personam abducant, aut iis vim inferant, sub quocunque id fieri quest prætextu.

VI. Quod si circa Ora Maritima Algirensia, Naves quædam naufragium patientur, in iis contenta bona prædæ non cedent, nec homines servituti mancipentur, quin potiùs omnia humanitatis officia iis præstentur.

VII. Algirenses Saleensibus contra Anglos minimè assistent.

VIII. Algirenses in facie Tangirensium prædæ Navium non inhient.

IX. Piratis Tripoletanis, Tunetanis, & Saleensibus fas haud sit, captas Anglorum Naves Algiri vendere.

X. Regiæ Suæ Majestatis celocibus integrum esto, prædas suas Algiri vendere, atque pro indigentia ordinariarum prædatoriarum Navium, commeatum variasque alias res necessarias coemere.

XI. Si fortè aliquæ Naves Anglicanæ Algirim appulerint, & de adventu suo Gubernatorem certiorem reddiderint, poterunt quidem Mancipia Christiana cuncta diligenter custodiri, quando verò aliqua semet subduxerint & ad Anglicanam quampiam Navim confugerint, libera illa erunt, nec satisfactio ratione illorum exigetur.

XII. Mancipia Anglicana eodem, quo vendita sunt, pretio redimentur.

XIII. Quotiens aliquis Anglus Algiri morietur, ejusdem bonis manus nequaquam injicientur, sed Consuli relinquentur.

XIV. Nec Consul Anglicanus nec alii Mercatores cogentur aliorum debita solvere, nisi semet ad hôc obligaverint.

XV. Quod si quibusdam Anglis invicem lis quæpiam intercedet, nemo alius quàm Consul, si verò cum Algirensi rem habeant, Divan illorum controversiam dirimat.

XVI. Si Anglus maleficium committet, duriori pœnâ quàm Turca haud afficietur. Si verò fugâ elabatur, ejus nomine nec Consul, nec alius quispiam Anglus molestetur.

XVII. Liberum sit Consuli Anglicano seligere sibi ipsi interpretem, assigneturque ei locus in quo sacra sua peragat libertateque Religionis fruatur.

XVIII. Consuli & Mercatoribus integrum sit, tàm Pacis quàm Belli temporibus Merces suas transportare.

XIX. Nullus Anglorum, hîc aut illic locorum, etiamsi in Navi Hostili deprehendatur, molestiâ ullâ afficietur.

XX. Statim atque Articuli hi subscripti fuerint, omnia damna ab una aut altera Parte illata, resarcientur, & captæ res restituentur. Quod si inposterum aliquid in Pacem hanc committatur, nihilominus Bellum propterea non suscipietur, priusquam satisfactio desuper denegetur. Et in casu redemptionis Mancipiorum Anglicorum, Summa duodecim Imperialium (*Patacons*) de pecunia, quæ consueto modo in redemtione illorum solvenda erit, subtrahatur.

Anno 1672.

LXXXIX.

France et les Provinces-Unies.

Demandes & Conditions, sous lesquelles LOUÏS XIV. *Roi de France consentiront de faire la Paix avec les Etats Génér ux des* PROVINCES-UNIES. *Faites en* 1672. [Traduction Françoise du Mercur. Hollandois de 1672. pag. 258.]

I. QUe les Ordonnances faites ci-devant par les Etats Generaux, tant pour deffendre les vins & eaux de vie de France dans les Provinces-Unies, que pour mettre de nouvelles charges sur les Marchandises & Manufactures de France, seront revoquées: Que dans 3. mois on fera un Traité de Commerce entre Sa Majesté & lesdits Etats, dans lequel sera aussi compris un Reiglement pour les Compagnies Orientales & Occidentales tant de France que de Hollande.

II. Qu'à l'avenir il y aura par toutes lesdites Provinces-Unies, non seulement une liberté entiere, mais aussi un exercice public de la Religion Cathol. Apost. Romaine; tellement qu'en tous les Lieux où il y aura plus d'un Temple, on en donnera un aux Catholiques: Qu'il leur sera aussi permis d'en bâtir un aux Lieux, où il n'y en aura point, & que jusqu'à ce qu'il soit bâti, ils pourront celebrer le Service Divin publiquement dans les Maisons, qu'ils auront achetées ou louées pour cet effet. Qu'il sera accordé par lesdits Etats Generaux, ou par chaque Province en particulier, un Appointement raisonnable à un Curé ou Prêtre en chacune desdites Eglises sur les Biens, qui ont autrefois appartenu à l'Eglise, ou autrement.

III. Et parce que les Deputés desdits Etats Generaux, qui ont été envoyés à Sa Majesté l'ont prié particulierement, qu'il luy plût par une Paix de laisser le Corps des Provinces-Unies, au même état, qu'il a été jusqu'à present, & que pour donner quelque échange à Sa Majesté pour les Conquêtes, dont il a plû à Dieu de benir la Justice de ses Armes, au lieu des Provinces, Villes & Places que Sa Majesté a déja occupées ils offroient de luy ceder d'autres Pais, Villes & Places, qui ont été cedées par l'Espagne auxdits Etats, tant en Flandres qu'en Brabant; Sa Majesté quoy que déja Maîtresse de trois Provinces entiéres, du nombre des sept Provinces-Unies, comme aussi de quelques Places & Postes en Hollande, a bien voulu, pour conserver lesdites 7. Provinces en leur premiere Union, faire rendre ce qui a été occupé par ses Armes dans lesdites Provinces, excepté ce qui sera ci-aprés declaré, & sur les conditions suivantes.

IV. Que lesdits Etats cederont generalement à Sa Majesté toutes les Provinces, Villes & Places, qu'ils ont tant en Flandres qu'en Brabant, & qui leur ont été cedées par l'Espagne, excepté seulement l'Ecluse, & l'Ile de Casant.

V. Cederont aussi lesdits Etats à Sa Majesté la Ville de Nimegue, avec ses appartenances & dependances, le Fort de Knodsenbourg, celuy de Skin, & toute la partie de la Province de Gueldres, située par deçà le Rhin, au regard de la France, comme aussi toute l'Ile de Bommel, l'ile & Fort de Voorne, le Fort de Saint André & Château de Louvesteyn, avec le Fort de Creve-cœur.

VI. Cederont pareillement lesdits Etats de Sa Majesté la Ville de Grave, avec ses appartenances & dependances, & luy feront donner en proprieté la Ville & Comté de Meurs, pour en disposer à son bon plaisir; à condition que lesdits Etats rendront indemné le Prince d'Orange pour ladite Comté & autres Places, Villes & Pais appartenants audit Prince qui auront été cedés à Sa Majesté.

VII. Que lesdits Etats cederont à Sa Majesté le même Droit qu'ils auroient eu, ou qu'ils pourroient avoir ou pretendre sur les Places que Sa Majesté a occupées sur lesdits Etats dans l'Empire: Qu'ils feront

aussi

ANNO 1672.

aussi une pareille Cession en faveur du Prince & Comte de la Frise Orientale, de tous les Droits qu'ils pourroient avoir ou pretendre sur les Places qu'ils occupent dans son Païs, âsavoir sur la Ville d'Emden, le Fort de Leer-Oort & Dyler, d'où ils tireront leurs Garnisons.

VIII. Qu'il sera permis aux Sujets de Sa Majesté d'aller & venir de tous les Païs, Villes & Places, qui luy auront été cedées, dans tous les Païs desdits Etats Generaux, tant par Mer que par Terre, & sur toutes Eaux & Rivieres, sans qu'ils soient sujets au payement d'aucun Droit ou imposition, ni visita de leurs Marchandises ou Bagage, Munitions de Guerre, ou Vivres.

IX. S'obligeront lesdits Etats de faire restituer à l'Ordre & Religion de Malte les Commanderies, qui se trouveront apartenir audit Ordre dans lesdites Provinces-Unies.

X. Promettront lesdits Etats de faire rendre au Comte de Benthem ses Enfans, qui ont été retenus par la Comtesse de Benthem sa Femme sous l'autorité & protection desdits Etats, non-obstant les instances par luy faites plusieurs fois, qu'il a fait appuyer des recommandations de l'Empereur & de Sa Majesté tres-Chrétienne afin d'obtenir ladite restitution.

XI. Promettront aussi lesdits Etats de rendre indemné Sa Majesté des dépenses excessives, qu'elle a été obligée de faire pour cette Guerre, & de luy faire payer dans le temps qui sera stipulé, la Somme de 20. Millions; moyennant quoy Sa Majesté leur quittera les 3. Millions qu'ils luy devoient payer, suivant le prêt à eux fait en l'an 1631. par le Pere de Sa Majesté de glorieuse Memoire, comme aussi les interêts qu'ils luy devoient depuis ladite Année 1631.

XII. Qu'en reconnoissance de la Paix, que Sa Majesté veut bien accorder ausdits Etats, lors qu'elle pouvoit étendre plus avant ses Conquêtes dans leur Païs, lesdits Etats luy feront presenter tous les ans par une Ambassade extraordinaire, à certain jour prefix, une Medaille d'Or, pesant un Marc, laquelle contiendra qu'ils tiennent de Sa Majesté la conservation de la même liberté que les Roys ses Predecesseurs ont aidé à luy acquerir.

XIII. Que quoy que Sa Majesté declare de se contenter des conditions precedentes, à la charge qu'elles seront acceptées dans 10. jours, aprés lesquels Sa Majesté ne pretend plus y être obligée, elle donne neanmoins à entendre par la presente, que quoy qu'elles fussent accordées par lesdits Etats, elles n'auront toutesfois aucune force, & que Sa Majesté ne fera aucun Traité ni de Paix ni de Treves, que le Roi d'Angleterre, à son égard, ne soit satisfait par lesdits Etats, & que les Princes de l'Empire, qui sont alliés en cette Guerre avec Sa Majesté ne soient pareillement contents des conditions, qui leur seront accordées par lesdits Etats.

Et afin que Sa Majesté puisse faire voir par le choix de plus d'une condition, avec quelle franchise elle a bien voulu proposer ausdits Etats Généraux plusieurs moyens, pour parvenir à la Paix qu'ils lui ont demandée, & ne pas étendre aussi loin qu'elle peut les pretentions qu'elle pourroit fonder avec raison sur la force de ses Armes, & la continuation de ses Victoires, Sadite Majesté declare que sans se tenir précisement aux offres qui lui ont été faites par lesdits Etats Généraux, comme aussi aux conditions qu'ils lui avoient demandées par forme d'alternative, elle se voudra bien contenter en retenant toutes les Conquêtes qu'elle possede maintenant, comme aussi celles, qu'elle pourroit faire encore à l'avenir, jusqu'à ce que lesdits Etats ayent accepté les conditions presentes, à savoir toute la Province & Duché de Gueldres appartenant aux Etats, le Païs d'Utrecht, Comté de Zutphen, toutes les Villes, Places & Forteresses qui sont situées dans lesdites Provinces, leurs Appartenances & Dependances, sans exception, la Souveraineté des Provinces, Païs, Villes & Places conquises par Sa Majesté jusqu'à ce tems là, lesdites Appartenances & Dependances demeurant à l'avenir perpetuellement & à jamais à Sa Majesté.

Que pour pouvoir mettre en état lesdites Conquêtes, Païs, Villes & Places cedées à Sa Majesté, afin de pouvoir être d'autant plus appuyées par les assistances, qui leur pourroient venir du Royaume, lesdits Etats remettront en toute Souveraineté les Villes de Mastricht & Wijck, comme aussi ce qu'ils possedent dans les Païs d'Outre Meuse, Dalem, Fauquemont & Bois-le-Duc, avec ladite Ville & Mayerie de Bois-le-Duc, Appartenances & Dependances, & le Fort Crevecœur.

ANNO 1672.

Et afin que le Traité puisse servir sur ces dernieres conditions, non seulement pour rétablir l'ancienne Amitié & Alliance entre Sa Majesté & lesdits Etats, mais aussi pour procurer le repos & la tranquillité de l'Empire, que Sa Majesté comme Garandeur & Conservateur des Traités de Westphalie, prend particulierement à cœur, Sa Majesté veut bien promettre de renoncer, aprés la Paix faite, en faveur des Princes de l'Empire, à tout le Droit que ses Armes lui auroient donné sur les Places, qu'elle a occupées sur lesdits Etats, dans les Terres de l'Empire, Sa Majesté se reservant seulement la liberté d'en ruiner les fortifications.

Mais d'autant que Sa Majesté veut contribuer d'elle même à rétablir les Princes de l'Empire en la possession des Villes & Places qui leur appartiennent, elle a bien voulu procurer que lesdits Etats Généraux fassent sortir leurs Garnisons des Villes & Places, qu'ils peuvent encore avoir dans ledit Empire, à savoir de la Ville d'Emden, le Fort de Leer-oort & Yler-Schans, lesquels seront délivrés entre les mains du Prince & Comte de la Frise Orientale, avec tous les Droits, qui lui peuvent appartenir pour raison de ladite Comté. Et afin que la communication necessaire entre la France & la Ville de Maestricht, qui seroit cedée à Sa Majesté, ne puisse donner à l'avenir sujet à aucune contestation, il seroit stipulé de part & d'autre, qu'on tacheroit d'établir avec l'Electeur de Cologne, comme Prince & Evêque de Liege, un passage libre par le Païs de Liege, pour les Troupes de Sa Majesté, des Frontieres de France jusqu'au dit Mastricht, à condition de ne prendre lesdits passages que sous bon payement, sans qu'ils peussent être à la charge du Païs.

Demeureront en outre en leur entier tous les Articles mentionnés dans le Memoire precedent, mêmes celui de la Cession de la Ville & Comté de Meurs, excepté seulement ceux qui concernent la Cession d'autres Païs & Places, qui seroit faite par lesdits Etats à Sa Majesté.

XC.

Demandes & Conditions sous lesquelles CHARLES II. *Roi d'Angleterre consentiroit de faire la Paix avec les Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES. *Faites en* 1672. [Traduction Françoise du Mercure Hollandois de 1672. pag. 265.]

ANGLETERRE ET LES PROVINCES-UNIES.

I. LE Roi d'Angleterre entend que les Hollandois lui cedent l'honneur du Pavillon, sans aucune contradiction, voire même que leurs Flottes entieres abaissent le Pavillon, & abatent le mats de hune pour un seul Navire Anglois portant le Pavillon de Sa Majesté, dans toute la Mer Britannique, jusque sur les Côtes de Hollande.

II. La permission libre une année entiere à tous les Anglois, qui sont demeurés dans la Colonie de Surinam, d'en pouvoir sortir quand il leur plaira avec tous leurs Biens, de quelque nature qu'ils puissent être, suivant le Traité de Breda.

III. Bannissement perpetuel hors de tous les Païs des Provinces-Unies, de tous les Sujets du Roi, qui ont été declarés coupables du Crime de Lese Majesté, ensemble de tous autres, qui seront denotés par Sa Majesté d'avoir fait des Libelles seditieux, ou autrement conspiré contre le repos & la tranquillité de ses Royaumes.

IV. Remboursement à Sa Majesté des frais de la Guerre, jusqu'à un Million de Livres Sterlins, dont 400000. seront payées dans le mois d'Octobre, & le reste à 100000. Sterlins par an.

V. Payement annuel de 10000. Livres Sterlins à perpetuité, pour la permission que le Roi donnera de pouvoir pêcher des Harans sur les Côtes d'Angleterre, Ecosse & Irlande.

VI. Le Prince d'Orange d'à present, & ses Descendants, posséderont la Souveraineté des Provinces-Unies; excepté ce qui écherra en partage aux 2. Rois & à leurs Alliés; ou à tout le moins jouiront des Digni-

ANNO 1672.

Dignités de Gouverneur & Amiral Général à perpetuité, en la maniere la plus avantageuse que les Princes precedents les ont possédées.

VII. Que dans 3. mois aprés la Paix faite il se fera un Traité de Commerce, tant pour le Reiglement du Commerce des Indes, suivant les demandes faites par ci-devant, comme aussi pour l'avantage des Sujets de Sa Majesté dans leur Negoce, allant, venant, ou habitués en quelque Païs appartenant ausdits Etats, & avec les mêmes conditions avantageuses, qui sont accordées aux Nations les plus favorisées.

VIII. L'Isle de Walcheren, la Ville & Château de l'Ecluse, avec leurs dependances, l'Isle de Casant, celle de Goerée, & l'Isle de Voorne, seront mises entre les mains de Sa Majesté, par maniere de caution, pour l'execution des conditions mentionnées ci-dessus.

IX. Quoi que Sa Majesté declare de se contenter des conditions precedentes, à la charge qu'elles seront acceptées dans 10. jours, aprés lesquels Sa Majesté n'entend plus y être obligée, elle declare neantmoins precisement, que quoi qu'elles fussent accordées par lesdits Etats, elles n'auront toutefois aucune force, & que Sa Majesté ne fera aucun Traité ni de Paix ni de Tréves, que le Roi Tres-Chrêtien à son égard ne soit satisfait par lesdits Etats, & que les Princes de l'Empire, qui sont alliés en cette Guerre avec Sa Majesté ne soient pareillement contents des conditions, qui leur seront accordées par lesdits Etats.

XCI.

5. Juill. Capitulation der Ritterschafft von Ober-Yssel / mit Christoph Bernhard / Bischoff zu Münster; Worinn dieselbe besagten Bischoff vor ihre Landes-Fürstl. Obrigkeit erkennet / und demselben sich unterwirfft / wie auch bey demselben immerdar zu verbleiben verspricht. Dahingegen Jhro von jenem das öffentl. Exercitium der Reformirten Religion zugelassen / dieselbe und derselben Städte undt Innwohner zuschützen verheissen wird / und zu vermeidung aller ferneren uneinigkeiten einige Räthe sowohl aus der Ritterschafft als denen Städten erwehlet und die Aembter und Dignitäten ohne unterschied der Religion zu vergeben beschlossen wirdt. Geschehen in dem Haubt-Quartier in dem Hauß Scheren vor Coevorden den 5. July 1672. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. I. Fortsetzung III. pag. 222.]

C'est-à-dire,

*Capitulation de la Noblesse d'*OVER-ISSEL *avec* CHRISTOPHLE BERNARD *Evêque de Munster, par laquelle ladite Noblesse se soumet à lui, & le reconnoit pour son Prince Territorial; en échange dequoi il leur accorde l'Exercice de la Religion Reformée, & promet de les y maintenir; il consent qu'un certain nombre de Deputez tant de la Noblesse que des Villes soient choisis, pour regler avec eux les Points restés indecis; & il declare qu'il admettra indistinctement les personnes de l'une & l'autre Religion aux Emplois & Dignités. Fait au Quartier General devant Coeverden dans la Maison Scheren le 5. Juillet 1672.*

Von GOttes Gnaden Wir Christoph Bernhard / Bischoff zu Münster / Administrator zu Corvey / Burggraff zu Stromberg / des H. Römischen Reichs Fürst und Herr zu Borkelo rc. Thun kund und zu wissen / krafft dieses. Nachdem durch die Gnade des Allerhöchsten / unsere wieder den Staat des Vereinigten Landes ergriffene Waffen also gesegnet sind / daß Wir nebenst andern Vestungen und Herrligkeiten / auch der Herrschafft von Ober-Yssel unter unsere Botmäßigkeit gebracht haben / und gleichwie die darzu gehörige Städte / bey Eroberung derselben / von Uns einen gewissen Accord erhalten haben; So ist es auch / daß die damahls bey einander gewesene Ritterschafft uns durch Ihre Deputirten unterthänigst fürgetragen und zuverstehen gegeben haben / auff was Weise sie bey gegenwärtiger Zeit / von den übrigen Provintzen / welche Ihnen aus Krafft der Verbündnüß hetten helffen sollen / verlassen worden; Und weiln nun auch dieselben Provintzen mehrentheils unter frembden Gewalt sind / die Verbündnüß gebrochen / und sie sämtlich nicht mehr daran verbunden sind; sondern / daß deswegen alle und jede / insgesambt und ins besonder / hiemit wissentlich renunciiren / und sich davon für sich selbst / ihre Nachkommen und gantze Posterität / zu ewigen Zeiten absondern / und habenebenst zu unser mehrer Versicherung / das durch unsere gerechte Waffen daran erhaltenes Recht / und unsere Land-Fürstliche Hohe Obrigkeit / und was davon dependiret / freywillig erkennen / und derselben sich nachmahls unterthänigst unterwerffen wollen / und sich von nun an zu ewigen Zeiten / durch nichts / es mag Nahmen haben wie es wolle / zum Abfall bewegen zu lassen / sondern sind gesinnet / bey uns / als ihrem Landes-Fürsten und Herrn / Gut und Blut auffzusetzen / Dahero wir / in gnädigster Betrachtung derselben unterthänigster Bezeigung und Unterwerffung / auch des zuvor gemeldten und hierdurch erworbenen Rechts / so wir in Gnaden auff- und annehmen / aus Fürstlicher Milde und Güte sind beweget worden; doch ohne Nachtheil und Verminderung unser Hohen Landes-Fürstlichen Obrigkeit und Rechts / auch mit Ausschliessung sowol derjenigen / welche sich noch bißher absentiren / als derjenigen / die sich in unser Feinde Diensten gegenwärtig auffhalten: Alß haben wir unser obbemelten Herrlichkeit Ober-Yssel / folgende Gnade und Privilegien / für uns und unsere Nachfolger / krafft Landes-Fürstlicher Macht / und zur Erhaltung der gemeinen Wohlfarth / Ruhe und Sicherheit / mittheilen wollen.

Nemlich: Daß allen und jeden Innwohnern die Gewissens-Freyheit in der alten Catholischen und Reformirten Religion, und derselben offentlichen Ubung soll zugelassen werden; Zu dem Ende soll es auch den Reformirten so wenig an nöthigen Kirchen / als den Predigern an gebührlichem Unterhalt ermangeln. So dennoch wegen der Kirchen einiger Streit sich ereugen möchte / alsdann sollen die Unterthanen zu Erhaltung der guten Einigkeit / und zu beyderseits Vergnügen / sich untereinander in der Güte darüber vergleichen; solten aber die Unterthanen darüber nicht eins werden können / alsdann wollen wir solche Zeit und Stunde darzu ernennen und verordnen / daß die Reformirte und Catholische ihren Gottesdienst füglich in den Kirchen verrichten mögen. Und wie wir nun / krafft gegenwärtiger Landes-Fürstlicher Schuldigkeit / mehrgedachte unsere Herrlichkeit Ober-Yssel / und derselben Städte und Innwohner / nach allem Vermögen / wieder allen Gewalt beschirmen / und alle nothwendige Mittel deßwegen verordnen müssen; Also wollen wir uns auch sorgfältig angelegen seyn lassen / die Verwaltung der Gerechtigkeit dermassen einzurichten / damit einem jeden Recht wiederfahren / und alles dasjenige / welches bißhero die Brunnquelle so vielfältiger Uneinigkeiten und Secten gewesen / wodurch die Authorität der Gerechtigkeit zum Eigen-Nutzen und Ungerechtigkeit mißbrauchet worden / möge gäntzlich aus dem Mittel geräumet werden: Weswegen wir denn einen Cantzler / nach unserm gnädigstem Gefallen / nebenst acht Räthen / derer fünff aus der Ritterschafft / und drey aus den Städten / theils Catholische / theils Reformirte / wollen erwehlen / und einen Secretarium darzu ernennen lassen / vor welchen die aus der Ritterschafft und aus den Städten Gerichtlich erscheinen / und die Appellationes der Unter-Gerichte erörtert und entschieden werden sollen. Zu dem Landtage wollen wir niemand vom Adel beschreiben oder zulassen / es were dann / daß seine Provintzen und Landen / woselbst die Ritterschafft und Lands-Stände sind / zu demselben beschrieben worden / und soll Niemand auffs neue zugelassen werden / er habe denn und besitze eigenthümlich einen Adelichen Sitz und Güter / welche zum wenigsten 25000 Gülden wehrt sind. Und sollen die zum Land-Tage gehörige Edelleute / wie auch der Secretarius, die Ritterschafft mit derselben Schreibern und einem Thür-Hüther / alsdann in den Städten / oder auff dem Lande / von allen persöhnlichen Schatzungen / ins besonder auch von der Inquartierung der Soldaten frey und exemt seyn. Auff gleiche Weise / soll ein jeder zum Landtage gehöriger Edelmann / Vater und Sohn / für eine Persohn gerechnet werden / und soll ein Adeliches Gut / wornach er zum Landtage beschrieben wird / zum wenigsten 14. Malter an Samen / und zwölff Küh-Weide begreiffen / welche er frey und ohne die geringste Beschwerung gebrauchen / und auch in Ansehung derselben / bey der gewöhnlichen hergebrachten Freyheit verbleiben. Es soll auch ein jeder zum Landtage beschriebener Edelmann / jährlich 200. Gülden zu geniessen haben: Zu welchem Ende wir der Ritterschafft 8000. Reichsthaler eins für allen zugelegt / welche wir aus den eingewilligten Schatzungen wollen heben lassen; und soll diese zugelegte Summa zu obbemelter Land-Täge Unkosten / und zur Unterhaltung der Bedienten / auch nöthig fürfallenden Läntzsten / und zu den gemeinen Lands-Diensten verbraucht werden; Was aber die gemeine Land-Mittel und Einkommen betrifft / wollen wir es bey der Gewohnheit beruhen lassen / wie dieselbe von der vorigen Regierung eingeführet und geübet worden ist / auch Sorge tragen / damit derselben kein Abbruch geschehen / sondern durch gute Ordnung und Verwaltung mögen erhalten werden.

Die Aembter und Bedienungen wollen wir den comparirenden Edelleuten und Innwohnern dieser Landschafft / ohne Unterscheid der Religion, geben / und noch dergestalt / daß hergegen von dieser Dignität / Niemand von unsern übrigen Unterthanen /

ANNO 1672.

der sich darzu qualificiren kan / directe noch indirecte soll ausgeschlossen und übersehen werden.

Endlich wollen Wir auch nicht verbieten / sondern vielmehr befehlen / damit die rechtmäßige Land-Schulden mögen bezahlet / und einem jedem sein Recht wiederfahren möge. Zur Urkund haben Wir dieses mit unserm Fürstlichen Pitschafft und Siegel bekräfftiget. So geschehen in unserm Haupt-Quartier / auff dem Hause Scheren vor Couverden / den 5. Jul. 1672.

Und gleichwie Wir Untergeschriebene aus der Ritterschafft / als gevollmächtigte Deputirte / Hochgemelter Seiner Fürstlichen Gnaden hierin verfassete Erklährung / in Unterthänigkeit völlig annehmen / und denselben darfür unsterblichen Danck sagen: Also wollen Wir dieses auch unterschreiben und versiegeln / sind auch erbötig / und verpflichten uns hiemit darzu / auff Begehr / aller und ieder unser Principalen Hand und Siegel zu liefern. So geschehen an Ort und Zeit wie droben gemeldet.

XCII.

16. Juill. *Traité d'une étroite Réunion d'Interêts entre* LOUIS XIV. *Roi de France &* CHARLES II. *Roi d'Angleterre contre les Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, par laquelle ils s'engagent de nouveau à ne conclure ni Paix ni Trêve que d'un commun Accord. Fait au Camp de Hesurick le 16. Juillet 1672.* [Tiré de la Registrature d'Estat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

LEs succès si favorables dont il a plu à Dieu de benir autant par Mer que par Terre les justes Armes que les Rois de France & de la Grande Bretagne se sont vûs obligés de prendre contre les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, aiant porté lesdits Etats à envoyer en même tems des Deputez vers l'un & l'autre des deux Rois pour leur faire des Propositions de Paix, & savoir à quelles équitables conditions ils la leur voudroient accorder. Leurs Majestés T. C. & de la Grande Bretagne touchés l'un & l'autre d'une même affection pour la tranquilité publique, & préferant par ce motif si digne également de bons & de Grands Princes, une Paix honorable, à une Guerre dont les commencements si heureux ne prometent pas une suite moins glorieuse, ne se seroient pas éloignés d'entendre les propositions qui leur seroient faites par lesdits Etats; mais comme l'amitié si étroite qui est entre leursdites Majestés, autant que les liens du Traité qui les ont unis dans cette entreprise, ne leur donne qu'un même esprit dans les Resolutions qu'ils peuvent prendre, ou de finir la Guerre, ou de la continuer, ils se seroient aussi-tôt communiqué les Deputations qui leur auroient été faites par lesdits Etats, afin de convenir par un commun Concert, de la maniere d'en admettre, & d'en regler les Propositions. Et parce que dans une rencontre de cette importance; le Roi de la Grande Bretagne a jugé qu'il étoit du bien de l'affaire de faire connoitre au plûtôt ses sentiments à Sa Majesté Très-Chrétienne, & de s'instruire semblablement de ceux de Sa Majesté, par des personnes en qui il eut une entiere confiance, il a nommé à cet effet ses Ambassadeurs extraordinaires, par son Pleinpouvoir du 21. Juin de la presente année, le Sieur Duc de Buckingham son Grand Ecuyer, le Sieur Comte d'Arlington, son premier Secretaire d'Etat, & le Sieur Vicomte de Halifax de son Conseil privé, & par un semblable Pleinpouvoir du 22. dudit mois de Juin, le Sr. Duc de Montmouth; lesquels après avoir exposé à Sa Majesté T. C. la sincere & constante affection du Roi leur Maître, pour demeurer unis dans leurs premieres raisons, & avoir trouvé dans Sa Majesté T. C. une non moins forte disposition, de ne separer point leurs Interêts dans le Traité de Paix qui se pourroit faire, sont convenus des Articles suivants, avec le Sr. Marquis de Louvois, Conseiller dudit Roi T. C. en ses Conseils, Commandeur, Chancelier, Grand Maitre, & Surintendant Général des Postes de France, Secretaire d'Etat & de ses Commandement; & le Sr. Arnauld Chevalier Seigneur de Pompone, Conseiller ordinaire en tous ses Conseils, aussi Secretaire d'Etat, & de ses Commandements, nommés Commissaires & Plenipotentiaires en cette affaire par Sadite Majesté, & semblablement munis de son Pleinpouvoir.

Bien que la Foi des deux Rois soit telle qu'après les paroles qu'ils se sont données par leur Traité du 12. Fevrier de ne faire ni Paix, ni Trêves avec les Etats Généraux sans le consentement reciproque de leurs Majestés, & sans que leur satisfaction y soit pleinement établie, neanmoins afin qu'il ne reste aucune espetance à leurs Ennemis communs, quelque mal fondée qu'elle pût être, de les separer d'interêt, ils s'engagent de nouveau par ce present Article de n'écouter aucune Proposition de Paix sans se la communiquer aussi-tôt, de n'entrer dans aucune, qui leur pourroit être faite separément pour leurs avantages, & de n'accepter aucune satisfaction, que l'autre des deux Rois ne soit pleinement content de celle qui lui aura été donnée.

II. Pour cela lesdits Rois promettent de convenir ensemble des Conditions sous lesquelles ils voudroient bien conclure une Paix, qui leur fut à l'un & à l'autre sûre & honorable, & de ne vouloir donner les mains à aucun Accommodement avec lesdits Etats Généraux que lesdites conditions ne leur ayent été accordees.

III. Et afin que le Concert d'amitié, de liaison, & d'Interêt mutuel, puisse être non seulement confirmée par les presents Articles, mais ne puisse être ignoré des susdits Etats Généraux, leurs susdites Majestés donneront l'ordre necessaire, pour faire connoître aux Deputez desdits Etats auprès d'eux, ou par telle autre voye qu'ils jugeront plus publique, que leurs Interêts comme leur satisfaction ne peuvent être separés; & confirment lesdits deux Rois par le present Traité, tout celui qui a déja été arrêté & signé entr'eux le 12. Fevrier de la presente année, qu'ils promettent de nouveau, d'observer & de maintenir en tous ses points.

Et ont promis lesdits Srs. Commissaires de Sa Majesté T. C. d'une part, & lesdits Ambassadeurs extraordinaires de Sa Majesté de la Grande Bretagne de l'autre, en vertu de leurs Pleinpouvoirs, de faire agréer, & ratifier par les Rois leurs Maitres, les presens Articles, & d'en fournir respectivement les Ratifications dans un mois. Fait & arrêté au Camp de Hesurick le 16. Juillet 1672.

Et ont signé les presents Articles, le Sr. Duc de Buckingham, le S. Comte d'Arlington, & le S. Vicomte d'Halifax Ambassadeurs Extraordinaires de Sa Majesté de la Grande Bretagne en vertu de leur Pleinpouvoir ci-dessous transcript du 2. Juin de la presente année.

Et ont signé les presents Articles, le Sieur Marquis de Louvois & le Sr. de Pompone Commissaires de Sa Majesté Très-Chrétienne en vertu de leur Plein-pouvoir ci-dessous transcript.

BUCKINGHAM. (L. S.)

ARLINGTON. (L. S.)

HALIFAX. (L. S.)

LE TELLIER. (L. S.)

ARNAUD. (L. S.)

Et a pareillement signé lesdits Articles le Sr. Duc de Montmouth, aussi Ambassadeur Extraordinaire de Sa Majesté de la Grande Bretagne, en vertu de son Plein-pouvoir du 22. du mois de Juin, aussi ci-dessus transcript.

MONTMOUTH. (L. S.)

XCIII.

Traité d'Alliance entre l'Empereur LEOPOLD & *les* PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas. Fait à la Haye le 25. Juillet 1672.* [BREWER. Traité Histor. & Polit. part. VI. pag. 57.] 25. Juill. L'EMPEREUR ET LES PROVINCES-UNIES.

CUm Sua Majestas Cæsarea, à Provinciis Uniti Belgii, & Ordinibus earum Generalibus instanter requisita

ANNO 1672.

quisita fuerit, ut *Pacis Clivensis* An. 1666. conclusæ Guarantiam vigore Declarationis Suæ Cæsareæ, eodem anno extraditæ, præstare, & eum, aut eos, qui contra fecerint, ad sensum rationis & observantiam dictæ Pacis redigere velit, simul institerint, ac liceat Statibus Imperii contra illos Bellum gerere, maximè cum pro Pacis Westphalicæ Consortibus ab Imperio fuerint denominati, hinc inter ambas Partes sequenti modo conventum est.

I. Quod Cæsarea Majestas ad manutenendam Pacem Clivensem, & procurandum, ne quid contrarium Paci Westphalicæ aut Constitutionibus Imperii suscipiatur, cum *Electore Brandenburgico* conjunctura sit exercitum, quinque Equitum, & septem Peditum millibus constantem, sufficienti apparatu tormentario, aliisque necessariis instructum. Cumque altememorata Cæsarea Majestas instanter requisita fuerit, ut condictum Militum numerum ad fines hos facilius & securius consequendos augere vellet, saltem ad alia duodecim millia, declarat hisce quod ultra dicta prima duodecim millia, non tantum jam alia quatuor millia cum dictis Copiis Electoris Brandenburgici sit conjunctura, sed & imposterum operam datura, si status & securitas Regnorum & Provinciarum Hæreditariarum permittat aut patiatur, ut adhuc plura millia ad complendum numerum integrorum viginti quatuor millium submitti possint.

II. Econtra verò Fœderati Provinciarum Unitarum Ordines in sublevationem ejus oneris persolvent pro prædicto Exercitu viginti quatuor Militum millia recensente, menstruatim quadraginta quinque millia Imperialium, in hunc scilicet modum: si Sua Cæsarea Majestas cum Electore Brandenburgico sua ex parte, viginti quatuor Militum millia conjunxerit, quod promissa menstrua quadraginta quinque millia Imperialium eidem integrè solvantur: si vero numerus submittendorum Cæsareorum Militum foret minor, detrahatur tantum de dictis quadraginta quinque mille Imperialibus menstruis, quantum proportio deficientis, & ad viginti quatuor Militum millia non ascendentis numeri demonstrat, & per consequens pro illis sedecim Militum millibus, quæ Sua Cæsarea Majestas, cum dicto Electore Brandenburgico conjunget, dependantur à Statibus unitis, non quidem integra quadraginta quinque Imperialium millia, sed tantum solvantur triginta Imperialium millia, augenda uti dictam, vel minuenda proportionaliter, secundum numerum Copiarum Cæsarearum, ad cujus summæ rationem vel deductionem numerari curabunt Amstelodami vel Hamburgi Summam ducentorum millium Imperialium pro prædicto Exercitu, quam primum Sua Majestas illum cum Electore Brandenburgico conjunxerit, cum reliquis menstruis quantis durantibus his motibus debito tempore continuaturi.

III. Econtra promittunt Provinciæ Unitæ, & memorati Ordines Generales, quod & ipsi cum Exercitu Imperatoris, & dicti Electoris, si super hoc requisiti fuerint, arma sua & Exercitum constantem octo millibus Equitum & duodecim millibus Peditum conjungere, & ad dictos fines usque ad finem Belli operari, nec Pacem sine Cæsaris, & Electoris consensu facere velint.

IV. Quod si sequeretur Pax inter illos, cum quibus jam Bellum gerunt Ordines, includatur in illa Cæsar & Elector aliique Fœderati; inseratur vero dictæ *Pacificationi*, ut ejusdem Guarantiam liceat præstare Cæsari, & Principibus Imperii. Et si deinde Pace dicto modo subsecutâ, post finitum hoc Bellum inter Serenissimum Regem Galliæ, & sæpè fatos Generales Ordines, aliqui Principes aut Status Imperii aliique Reges & Potestates suam Cæsaream Majestatem aut memoratos Ordines Generales Bello aggrediantur, Sua Cæsarea Majestas & Uniti Belgii Ordines intra bimestre à die requisitionis in auxilium Belli petiti mittet aut mittent quatuor Equitum, & octo Peditum millia usque dum Pax fuerit restituta, vel loco præfati auxiliaris Militis summam pecuniæ eidem auxilio proportionatam, menstruatim persolvendam in loco à partibus designando, in quarum arbitrio permanebit, an pro parte vel in totum pecuniam habere malint vel Militem: ea tamen conditione, ut Pars, cui suppetiæ mittentur, pro sublevatione oneris Parti suppetias mittenti quadraginta quinque thalerorum Imperialium millia menstruatim numeret.

V. In arbitrio tam Suæ Majestatis Cæsareæ, quàm Fœderati Belgii Ordinum, quibus vigore quidem hujus Tractatus suppetiæ mittentur, manebit, dictas suppetias in totum aut pro parte non exigere, unaquæque item partium, quæ suppetias accipiendas non putaverit, à præstatione pecuniæ alioquin solvendæ immunis erit: neutra etiam Partium *suspensionem armorum* cum Hoste communi panget, nisi conjunctim, & consensu tam Suæ Majestatis Cæsareæ, quam præfatorum Ordinum: casu autem emergente, quo Negociatio Pacis aut *Induciarum* seu Treugarum introducenda videbitur, neutra Partium absque alterius communicatione eam Negociationem incipiet, procurabitque unaquæque alteri eo ipso tempore, quo sibi facultatem, Salvos Conductus, & securitatem necessariam mittendi Plenipotentiarios suos ad locum Tractatus destinatum, facietque altera alteram, & utriusque Ministri se invicem successive & quovis tempore participes omnium eorum, quæ ibidem proponentur, agentur & tractabuntur, nec ad conclusionem Pacis aut Induciarum seu Treugarum, alterutra procedet, quam alteram in Pacis conditionibus contrahendo, includendo & ipsi quantum possibile erit satisfactionem procurando, simul & stipulando idem, quod sibi jus, ac easdem Immunitates, Exemptiones & Prærogativas, nisi postmodum inter ipsos aliter convenerit.

VI. Neutra Partium poterit cum aliis Regibus, aut Principibus, durante hoc Fœdere ullum Tractatum inire, qui præsenti Conventioni repugnet, vel minimum quid deroget: si tamen alii Reges aut Principes huc accedere desiderent, id fiet ex communi Suæ Cæsareæ Majestatis, & Fœderatorum Ordinum consilio & consensu.

VII. Hoc Fœdus defensivum ad decem annorum spatium durabit, si tamen Sua Majestas Cæsarea illud ad plures annos extendere voluerit, hoc ipsi ante ratihabitionem liberum erit, & promittunt infrascripti Suæ Majestatis Ministri, & Ordinum Fœderatorum Belgii Deputati, vigore Mandatorum invicem exhibitorum, Suam Majestatem Cæsaream & Fœderatos Belgii Ordines ea quæ supra scripta sunt bona fide adimpleturos & executioni mandaturos, omnia nihilominus sub ratihabitione Suæ Majestatis Cæsareæ & dictorum Ordinum Fœderatorum Belgii, quàm sese exhibituros intra spatium duorum mensium aut citius si fieri possit, pollicentur. Actum Hagæ-Comitis 25. mensis Julii 1672.

(L. S.) B. DE ISOLA. (L. S.) STAPVENISSE.
(L. S.) CRAMPRICHT. (L. S.) ISBR. *von Niersen Horaken.*

Declaratio (1) *& Explicatio Articulorum tertii & quarti Fœderis inter Augustissimum* LEOPOLDUM *Imperatorem, & Dominos Ordines* FOEDERATI BELGII *Generales initi. Facta & conventa Hagæ-Comitum die* 22 *Septembris* 1672. Cum RATIFICATIONE *Cæsarea Dat. Viennæ die* 17. *Octobris* 1672. [Copie Manuscrite.]

CUm Articulo tertio Tractatûs inter Sacræ Cæsareæ Majestatis Ministros, & Ordinum Fœderati Belgii Deputatos hodie conclusi conventum sit, altememoratos Ordines pro Exercitu ibidem & Articulis antecedentibus expresso aut proportionabiliter, numerari curaturos Amstelodami vel Hamburgi summam Ducentorum Imperialium millium, quàmprimum Sua Majestas Cæsarea illum cum Exercitu Brandeburgico conjunxerit, & cum reliquis menstruis quantis, durantibus his motibus, debito tempore continuaturos.

Præfati Deputati Ordinum declaraverunt, altememoratos Ordines omnem operam quidem adhibituros, ut quod in sublevationem oneris dicti Exercitûs aut proportionabiliter menstruatim secundùm Tractatum promissum est, persolvatur.

Cùm verò prævideant pro hoc rerum statu id Ordinibus Generalibus difficillimum fore, expressè testati sunt, sinceram eorundem intentionem esse, id, quod præsens pecu-

(1) On ne sauroit dire positivement d'où l'on tient cette Copie. Mais on croit en connoître l'ecriture, & si l'on ne s'y meprend point elle vient de bonne main. Elle s'accorde aussi, à quelques mots près, qui ne sont pas de consequence, avec la Copie de *Breuer*, qui se voit dans la premiere Edition de ce Grand Recueil de Hollande Tom. IV. pag. 200. La difficulté est de savoir quel est ce Traité *hodie conclusus* auquel la Declaration se raporte; car d'un côté il semble que ce soit le Traité du 25. Juillet 1672, & de l'autre la Date du 22. Septembre y repugne. Outre que la teneur du troisieme Article de ce Traité, n'est pas telle * qu'on l'indique. (DUM.)

* La teneur de l'Article III. est bien la même, mais il y a une faute du Copiste à laquelle M. *Du Mont* n'a pas pris garde. Le II Art. doit commencer aux mots du I. Art. *Cumque altememorata* &c. & le III. doit commencer où commence ici le second.

ANNO 1672. pecuniâ persolvere non poterunt, supplere per apochas & congruas obligationes Cæsareæ Majestati aut iis, qui pecuniam erogare parati sunt, consignandas, tam communi nomine, quàm pro cujusque ratâ in particulari scilicet Ordinum Hollandiæ, Zelandiæ, Frisiæ, Groningæ & Omlandiæ, sub promissione usurarum, quæ aliis earundem Provinciarum Creditoribus solvuntur, aut imposterum solventur.

Obligationem præterea solvendæ pecuniæ, aut dandarum apocharum aut obligationum à die primo . . . . onirl, ita tamen ut Copiæ Suæ Majestatis Cæsareæ unà cum Brandenburgicis ad dictos fines, Articulo primo modò memorati Tractatûs consequendos agere pergant, vel ad fines Imperii, aut ad Rhenum, vel Mosam, aut Visurgim, ad defensionem dictarum Pacificationum, Exercitum tenendo, aut si necessitas vel ratio Belli ejusmodi Exercitum in uno dictorum locorum tenere non exigeret, contra eos, qui Pacem Westphalicam aut Clivensem violaturi sunt, prout modò memorata ratio Belli admittit, operando.

Cum etiam in dicto Articulo tertio comprehensum sit, Ordines & Provincias Unitas cum Exercitu Imperatoris & dicti Electoris arma sua & Exercitum constantem octo millibus Equitum & duodecim millibus Peditum, si super hoc requisiti fuerint, conjungere, & ad dictos fines usque ad Belli finem operari, vel arma sua, si hoc magis conducere Imperatori & Electori videbitur, aliorsum vertere teneantur; Conventionem hanc ita interpretandam Cæsari & Ordinibus placuit, ut huic operationi satisfactum intelligatur, si memorati Ordines dictas suas Copias ad factam requisitionem cum Cæsareanis & Brandenburgicis post subsecutam & extraditam & permutatam Ratificationem conjunxerint, seu hostem vel hostes, illos scilicet, qui contra Pacem Westphalicam aut Clivensem acturi, aut ejusdem Guarentigiam impedituri sunt, insecuturi, seu per diversiones, seu quovis alio modo, prout ratio Belli ex mutuo inter partes Consilio dictabit, operaturi erunt.

Sincerum præterea Articuli quarti intellectum esse, altememoratos Ordines, Pacem sine Imperatoris & Electoris consensu non facturos, nisi modo & formâ, Articulo quinto dicti Tractatûs expressis, id est, ut non solum in Pace ambo includantur, verùm etiam illis omnium eorum, quæ post secutam hujus Fœderis Ratificationem ab hostibus vel hoste, illis scilicet, qui contra Pacem Westphalicam Imperatorem aggressuri sunt, aut Pacem Clivensem violabunt, aut ejusdem Guarentigiam impedient, erepta ablataqua sunt, realis & actualis restitutio, nec non in aliis, quantum possibile est, satisfactio procuretur, nisi postmodum inter se ipsos aliter convenerint.

Nos infrascripti Suæ Majestatis Cæsareæ Ministri præsentibus declaramus Tractatum hodie inter nos & Deputatos Ordinum Fœderati Belgii conclusum, non aliter obligaturum aut firmum fore, nisi sub Ratificatione supradictæ Declarationis, à Sua Majestate Cæsarea altememoratis Ordinibus simul cum Ratificatione dicti Tractatus exhibendâ. Actum Hagæ-Comitis 22. Septembris 1672.

(*L. S.*)

B. DE LISOLA.

(*L. S.*)

KRAMPRICHT.

Sequitur (1) *Ratificatio Cæsarea super hac Declaratione. Datum Viennæ 17. Octobris 1672.* [Copie Manuscrite.]

NOS LEOPOLDUS (*Titulus integer*). Notum facimus universis ac singulis, quorum scire interest, agnoscimusque pro Nobis, Hæredibus, ac Successoribus nostris. Quod cùm ratio præsentis temporis & Germaniæ tranquillitas poposcerit, ut inter Nos ex unâ: & Charissimos Amicos nostros, Generales Fœderati Belgii Status ex alterâ parte, pro mutuâ Provinciarum nostrarum defensione, & ad conservationem Pacis Westphalicæ, Aquisgranensis, Clivensisque Fœdus defensivum iniretur: idque inter nostros & illorum ad hoc Deputatos, sufficienti utrinque Mandato instructos, & ex traditis mutuis & reciprocis Plenipotentiis, utriusque nostrum nomine Hagæ-Comitis die 25. Julii 1672. initum & conclusum sit: ambabus verò Partibus placuerit, penes illud sequentem specialem Declarationem super dicto Tractatu concluso, inter se condere & addere, quæ à memoratis Plenipotentiariis supradicto (2) eodem loco & die 22. Septembris anni 1672. in sequentem modum conclusa est. ANNO 1672.

Sequitur Declaratio inserenda.

CUmque simul etiam convenerint, ut ejusdem Declarationis præinsertæ ratihabitio à nobis & prædictis Generalibus Fœderati Belgii Statibus intra terminum duorum mensium à die subscriptionis, si fieri poterit, sequi & utrinque commutari debeat; Nos huic Conventioni satisfacientes, eandem declarationem additam & conclusam, per omnia & singula approbaverimus, confirmaverimus, & ratihabuerimus; Veluti hisce pro nobis Hæredibus ac Successoribus nostris, verbo nostro Cæsareo approbamus, confirmamus & ratihabemus; Promittentes insuper, nos omnia & singula in præfata Declaratione contenta, quantum quidem nos concernunt, divinâ adspirante gratiâ, bona fide præstituros & adimpleturos, ne à nostris, vel aliis ullo modo violentur. In cujus rei fidem hasce manu nostrâ subscriptas Sigilli nostri Cæsarei appensione muniri jussimus. Dabantur Viennæ 17. Octobris 1672.

(1) Cette Copie vient de la même main que celle de la Declaration, & ne se trouve ni dans les Actes de *Brewer*, ni dans la premiere Edition de ce Grand Recueil de Hollande, ni en aucun autre livre imprimé. Elle ne leve point la difficulté qui naît de la difference des Dates, & de la teneur de l'Article III. du Traité principal indiquée & rapellée au commencement de la Declaration. Au contraire elle l'augmente, par la mention expresse que l'Empereur y fait de ce Traité, sous Date du 25. Juillet. [DUM.]

(2) NB. Qu'en cet endroit la Copie dont on se sert portoit *supradicto eodem die & loco, in sequentem modum*, mais que par renvoi & correction, on y avoit marqué en marge, comme on le voit ici, *eodem loco & die 22. Septembris anni 1672.* [DUM.]

XCIV.

Defensiv-Allianz zwischen Ihro Kays. Mayest. Leopoldo, denen Hochwürdigsten Churfürsten, Johann Philipp zu Mayntz, und Carln Caspar zu Trier, Ihro Churfürstl. Durchl. Johann Georg zu Sachsen, Christoph Bernhard Bischoffen zu Münster und Marggraff Christian Ernst zu Brandenburg-Bayreuth, zu Erhaltung eines jeden Dignität und Rechten, sonderl. aber der Teutschen Freyheit, und beständigen Genus deß Westphälischen Friedens beschlossen. Geschehen auf dem Schloß Marienburg ob Würtzburg den 10. Octobre 1672. [CHRIST. GASTELIUS, *de Statu Publ. Europæ noviss.* Cap XXIII. pag. 766. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. I. Abtheilung I. Absatz I. pag. 430. & dans le *Theatrum Europæum*, Tom. XI. pag. 37. col. (1.)] 10. Oct.

C'est-à-dire,

Alliance Defensive entre LEOPOLD *Empereur des Romains*; JEAN PHILIPPE *Electeur de Mayence*; CHARLES GASPAR *Electeur de Tréves*; JEAN GEORGE *Electeur de Saxe*; CHRISTOPHLE BERNARD *Evêque de Munster*; & CHRISTIAN ERNEST *Marck-Grave de Brandebourg-Bareith, pour la conservation de leurs Droits & Dignités, & principalement pour celle de la Liberté Germanique, & le main-*

(1) Ces trois Exemplaires conviennent en tout, hors dans la Date. Celle de *Lunig* est absolument du 10. Janv 1661. Celle de *Gastelius* du même Date dans l'Instrument & de l'an 1672, dans le Titre, & celle du *Theatrum Europæum* du 10 Oct. 1672. On suit cette derniere Date preferablement aux autres, parce qu'elle convient seule au recit Historique de PUFFENDORF, de *Rebus Gest. Frederici Wilhelmi* Elect. Brand. Lib. XI. §. 44. pag. 791. [DUM.]

ANNO 1672.

maintien de la Paix de Westphalie. Faite au Château de Mariebourg à Wurtzbourg le 10. d'Octobre 1672.

Zu wissen / als der Durchleuchtigste Großmächtigste / Unüberwindlichste Fürst und Herr / Herr Leopold / Erwehlter Römischer Kayser / zu allen Zeiten Mehrer des Reichs / in Germanien / zu Hungarn / Böhmen / Dalmatien / Croatien / Schlavonien König / Ertz-Hertzog zu Oesterreich / Hertzog zu Burgund / Steyer / Kärndten / Crain und Würtenberg / Graff zu Tyrol / rc. rc. und mit und neben Ihrer Kayserl. Mayest. die Hochwürdigste / auch Hochwürdige / Durchleuchtige / Hochgeborne Fürsten und Herrn / Herrn Johann Philipps / des Heiligen Stuls zu Mayntz Ertz-Bischoff / des Heil. Röm. Reichs durch Germanien Ertz-Cantzler und Chur-Fürst / Bischoff zu Würtzburg und Worms / und Hertzog zu Francken / rc. Carl Caspar / Ertz-Bischoff zu Trier / des Heil. Röm. Reichs durch Gallien / und des Königreichs Arelaten Ertz-Cantzler und Chur-Fürst / Administrator zu Prümb / rc. Johann George / Hertzog zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / des Heil. Röm. Reichs Ertz-Marschall / Land-Graff in Thüringen / Marggraff zu Meissen / auch Ober- und Niederlausnitz / Burggraff zu Magdeburg / Graff zu der Marck und Ravensberg / Herr zu Ravenstein / rc. Christoff Bernhard / Bischoff zu Münster / Administrator zu Corvey / Burggraff zu Stramberg und Herr zu Borckeloy / rc. Christian Ernst / Marggraff zu Brandenburg / zu Preussen / Magdeburg / Stettin / Pommern / der Cassuben und Wenden auch in Schlesien zu Crossen / rc. Hertzog / Burggraff zu Nürnberg / Fürst zu Halberstadt / Minden und Camin / rc. rc. und alle wege / sonderlich aber bey gegenwärtigen Läufften Ihre Rathschläge und Sorgfältigkeit dahin fürnemlich gerichtet / wie der zu Münster und Oßnabrüg aufgerichtete Frieden beständig conserviret, mit hin auch dero von GOtt anvertraute Land und Leuthe in beständiger Ruhe erhalten / und denselben alle Gefahr und Ungelegenheit abgewendet / und wider allen unbilligen Gewalt / in zusammen gesetzten guten Vertrauen und Vereinigung geschützet und gehandhabet werden könten / daß dahero dieselbe / auch zu dem Ende / keines wegs aber dadurch die zu Regenspurg bey gegenwärtiger Reichs-Versammlung obhandener Consultation, wegen Feststellung gemeiner Reichs-Securität und damit einlauffenden / albereit für gut angesehenen Reichs-Provisional-Verfassungen / als worzu auch schon alle Reichs-Crayse neben dem Königreich Beheim und incorporirten Provintzen ein gewisses Quantum bewilliget haben / in einige wege zu verhindern / sondern allein unterdessen / bis solches heilsame gemeine-nützliche Wercke zu seiner durchgehenden völligen Richtigkeit wird gebracht werden können / zu desto zeitlicher besserer Abwendung der etwan sich eräugenden Gefährlichkeiten / ein particular-defensiv-Alliance unter sich geschlossen / wie folget.

Nemlich vors Erste / daß nechst Vorbehaltung Röm. Kayserl. Majest. hohen Kayserl. Ambt / Autorität und geziemenden Respect die Vereinigung und Verfassung zu niemanden Offension, am allerwenigsten aber wider des Heil. Röm. Reich / oder sich in frembden Krieg zu impliciren und einzumischen / sondern allein zu Erhaltung eines jeden zustehenden Dignität / Würden / Rechten und Gerechtigkeiten / sonderlich aber der Teutschen Freyheit und beständigen Genoß des Westphälischen Friedens / wie auch sich und ihrer allerseits im H. Röm. Reich habender und gelegener Land und Leute wieder alle Gewaltthätige Eingriffe und denen Reichs-Constitutionen / und besagten Friedenschluß zu widerlauffenden Zumöthigungen und Beschwerden / wie die Nahmen haben / und von wem dieselbe herrühren mögen / wie auch wider alle innerliche Empörung zu conserviren und defendiren und zu retten angesehen und gemeint seyn solle / also / daß einer den andern ohne Unterscheid der Religion in rechtem Vertrauen meynen / zu gedachtem Ende man allerseits festiglich und unaufgesetzet bey einander stehen / auch aus allen Begebenheiten / woraus besagte Unruhe entstehen / und worauf die hierinnen versprochene Assistentz erfodert werden möchte / vorhero zeitig einander communiciren / keiner aber einigen Ständen des Reichs oder frembden Cronen / Potentaten und Republiquen zu feindlicher invasion Ursach geben / auch die Bundes-Verwandte unter sich selbst beständige Freundschafft zu halten / und keiner den andern mit Thätlichkeit oder Gewalt überfallen / überziehen oder beleidigen / sondern gegen den andern habende Mißfälle und Streitigkeiten / wo deren einige seyn möchten / durch gütliche rechtliche Mittel entscheiden / und sich damit begnügen lassen solle.

Wofern auch Zweitens / ein oder ander Confœderirter und derselben im H. Röm. Reich gelegene Land ins gesambt / oder deren einer wider Verhoffen obberührter Massen mit Gewalt überfallen und feindlich angegriffen / oder auch durch innerliche Empörung und Aufstände / oder dieser hierinnen geschlossener Zusammentrettung und hinc indè versprochenen Defension halber / über kurtz oder lang / es geschehe von wem es wolle / angefochten werden / alsdann wollen und sollen dieselbe wegen berührter ihrer im Reich gelegenen Land und Leuten festiglich bey einander stehen / einander auf beschehenes Ansuchen wieder die Offendenten ohnverzüglich / wie hernach folget / zu Hülffe kommen / kräfftig beystehen / und dessen Land und Leute wider Gewalt schützen / schirmen und vertheidigen helffen / und damit man wissen möge / was jedweder Theil an Mannschafft zu Roß und Fuß den beleidigten Requirenten zu Hülffe zu schicken habe.

So ist vors Dritte verglichen worden / daß auf die erste Mahnung innerhalb 6. Wochen Ihre Kayserliche Mayestät / wegen dero am Reich gelegenen und darzu gehörigen Erb-Königreich und Landen / 1000. zu Roß und 2000. zu Fuß / Chur-Mayntz / als Churfürst und Bischoff zu Würtzburg und Hertzog zu Francken 150. zu Roß und 1000. zu Fuß. Chur-Trier 75. zu Pferd und 500. zu Fuß / Chur-Sachsen 400. zu Pferd 600. Dragoner und 1500. Mann zu Fuß / Bischoff zu Münster 400. zu Pferde / 100. Dragoner / und 500. zu Fuß / Marggraff Christian zu Brandenburg Culmbach 30. zu Pferde und 50. zu Fuß. Und auf die andere Mahnung innerhalb 6. Wochen wiederum so viel zu Hülffe senden sollen / mit der verbindlichen Abrede / daß der eine Bunds-Verwandte den andern auf Ansuchen einen unschädlichen Durchzug für die Bunds-Völcker / unweigerlich zu gestatten schuldig seyn solle.

Es soll auch Vierdtens die Hülffe nicht wieder zurück gezogen werden / bis des Feindes Fürnehmen gewehret / und das jenige / so derselbe etwan eingenommen / wieder erobert seyn werde / es sey denn / der Schickende oder zu Hülffe kommende würde selbst überzogen / und wie vorgedacht / vergewaltthätiget und beleidiget.

Solte nun aber zum Fünfften wider Verhoffen mehr als einer von den Allirten überzogen werden / und Gefahr leiden / auf solchen Fall solle die übrige Bunds-Hülffe von den unbeleidigten / halb dem einen / und die andere Helffte dem andern beleidigten auf Masse und Weise / wie vor-gemeldet / zugeschicket werden.

Wofern auch Sechstens / eine dergleichen Hülffe nicht zureichen solte / auf solchen Fall sollen und wollen die Bunds-Genossen auf erlangte Nachricht von solcher ereigneter doppelter Gefahr / auch so bald ohn Auffenthalt sich darüber miteinander vernehmen / welche zulänglich / und womit den Nothleidenden in der That und Würckung geholffen werden könne.

Es solle auch Siebendens / ein jeder Hülffschickender seinen Trouppen so viel Feld-Artiglerie nebst der darzugehör mitgeben / als es die Nothdurfft und Krieges-Raison erfodert.

Die Direction und Ober-Commando über die Waffen solle zum achten bey Ihrer Kayserl. Mayest. verbleiben / und derofselben ein General-Person / mit Beliebung der Confœderirten / vorgestellet werden / welcher in dessen Landen / dem die Hülffe geleistet wird / ohne desselben Vorwissen und Belieben nichts vornehmen / sondern das jenige / was er zu defendir- und Rettung seiner Land und Leute gut befinden möchte / zu thun und zu lassen in Krafft dieses angewiesen seyn soll.

Solte aber zum Neundten / ein Fall sich begeben / welcher einen General-Kriegs-Rath erfodert / so sollen auch zu denselben alle die jenige gezogen werden / welche zu einem General-Kriegs-Rath gehören / und soll der jenige in demselben præsidiren / welcher das Directorium oder Ober-Commando führet / oder aber da derselbe nicht dabey seyn wolte oder könte / alsdenn der die höchste Charge bedienet.

Und soll zwar auch Zehendens / ein jeder seine Volcker unterhalten und bezahlen / und zu deren Behuff / damit dieselbe / wann sie in andern Landen stehen / schwierig zu werden / zu exorbitiren / Confusion und andere Ungelegenheiten anzufangen keine Ursach haben mögen / dem bey seinen Volckern habenden Commissario zwey Monat Sold gleich Anfangs zum Vorrath mitgeben.

Allermassen denn auch zum Eilfften zu Verhütung aller Unordnung unter den Volckern / die Bunds-Verwandten so bald auf den Nothfall eine gewisse Verpflegungs-Ordinance aufrichten wollen / nach welcher / bey währender Conjunction, alle Trouppen durchgehend gleich bezahlet werden sollen.

Dieweil fürs Zwölffte auch die Auxiliar-Volcker das Proviant nicht zugleich mit sich führen können / soll der Requirent zwar schuldig seyn / selbige so lange sie in seinem Lande stehen / mit nothwendigem Commiß-Brod Vorschußweise zu versehen / welches ihme jedoch unverzüglich von jedem der Hülffschickenden bezahlet / und ersetzet werden solle / gleich denn auch die Conjungirte-Volcker ein mehres / als dieses Commiß Vorschußweise / und das Obdach und rauhe Futter / nicht fodern noch exequiren / sondern was sie darüber verzehren werden / den Unterthanen in billigem Werth mit Geld bezahlen sollen.

Wann nun zum Dreyzehenden / einige Bundes-Verwandten ausserhalb dieses noch in einem andern gleichmässigen Fœdere mit einander begriffen / Krafft welchen sie ebenfals einander Hülffe zu leisten schuldig / so soll doch kein Theil aus beyden Fœderibus, sondern nur aus einem die Assistentz zu schicken gehalten seyn / und dem Requirenten frey stehen / auf welchen Bund er seinen Confœderirten requiriren wolle / da auch etwa eine Crayß oder Reichs-Hülffe geschicket werden solle / so solte auch diese von dem Quanto der Bundes-Hülffe abgezogen werden.

Es soll auch fernern vors Viertzehende von den Bundes-Verwandten einige andere Bündniß nicht aufgerichtet / noch eingegangen werden / so dieser zu wider.

So hats auch zum Fünffzehenden / hiebey die Meynung gar nicht / ob wolte man durch diese particular-Verbündniß / die zu Verhüt- und Abtreibung unrechten Gewalt im Heil. Röm. Reich Fundirte Executions-Ordnung und in Krafft derselben sonderlich Reichs- oder Crayß-Verfassung / wie auch die im Friedenschluß verordnete Universal-Guarantie zurück stellen / stecken oder verhindern / sondern es sollen nichts destoweniger dieselbe ohne

Abbruch

ANNO 1672.

ANNO 1672.

Abbruch dieses Recessus in alle wege mit gehörigen Fleiß und Eyfer / so wol ins gemein bey gegenwärtigen Reichs- als absonderlich den Crayß-Conventen allerseits nach Möglichkeit befordert werden. Wie denn in Krafft dieses Fœderis alle und jede Bundes-Verwandte versprechen / daß sie zu Erhaltung des Friedens mit allen Kräfften daran seyn wollen / damit der Punctus Securitatis bey noch währendem Reichs-Convent vorgestellet / und damit die gemeine Reichs-Provisional-Verfassung würcklich eingerichtet werden möge. Auf dem Fall aber solche wider Verhoffen verhindert werden solte / so soll doch nichts destoweniger ein jeder zu der hierinnen verglichenen Bundes-Hülffe obligirt, und dieselbe unaufhaltlich zu leisten schuldig seyn.

Für Sechszehende / soll die Defensiv-Verbündniß von dato anzurechnen 10. nach einander folgende Jahr unverbrüchlich gehalten werden und bestehen / dabey dann in Allerhöchstgedachter Ihrer Kayserl. Mayest. und der Confœderirten freyen Willen und Belieben bleiben / ob sie vor Ablauff solcher 10 Jahr diese Bündniß weiter zu prorogiren / gestalten Zeiten und Läufften nach nöthig finden werden.

Wann nun schließlichen mehr andere Chur-Fürsten und Stände des Reichs / sie seyen Catholisch oder Augspurgischer Confession / in die particular-Defensions-Verfassung obgesetzter Massen mit eintretten wolten / und sich bey jemand / so in dieser Verfassung begriffen / darum anmelden würden / so soll es derselbe denen andern alsbald notificiren / und solcher Chur-Fürst und Stand auch unweigerlich darinn eingenommen werden.

Mit Urkund Ihrer Chur-Fürstl. Gn. zu Mayntz eigenhändiger Unterschrifft und fürgedruckten Chur-Fürstl. Secrets. So geschehen auf Unserm Schlosse Marienburg ob Würtzburg den 10. Januarii 1662.

JOHANN PHILIPP.
(L. S.)

XCV.

18. Oct. TURQUIE ET POLOGNE.

Traité de Paix entre MICHEL KORIBUT WIESNOWISKI *Roi de Pologne &* MAHOMET IV. *Empereur des Turcs. Fait le* 18. *Octobre*, 1672. [*Theatrum Pacis.* Tom. II. pag. 576.]

I. TArtaris illis, qui olim in Regno Poloniæ habitarunt, quos aliàs Lipce vocant, nunc verò ex eo discesserunt, & semet Illustrissimæ Portæ Ottomanicæ subjecerunt, Uxoresque & Liberos suos adhuc in Polonia reliquerunt, liberum sit, eas & eos cum bonis & rebus suis omnibus, sine ullo præpedimento avocare; In reliquorum autem, qui adhuc in Regno, ut & cum Uxoribus, Liberis, vel bonis & rebus, permanserunt, potestate esto, cum omnibus suis emigrare, aut illic subsistere.

II. Majestas sua Regia, Rex Poloniæ, per Legatos suos, quotannis Portæ Ottomannicæ viginti duo mille Ducatorum mittet, initiumque ejus, post decursum instantis Anni MDCLXXII. proximo MDCLXXIII. V. Novembris, hoc est die S. Demetrio sacro, faciet, & hunc ipsum semper sequentibus temporibus & annis observet; hac tamen sub conditione, ut Sultanis Turcarum, vicinorum Poloniæ Turcarum, Tartarorum, Cosacorum, & cæterorum Portæ Subditorum Populorum, impetus & excursus cohibeat, & quoties ab iis Regno Poloniæ damnum aliquod illatum fuerit, Regia Sua Majestas per Literas satisfactionem exiget, & si quando à Bassis Vicinis eandem consequi nequiverint, jam quoad annum illum, remunerationem illam mittere haud tenebuntur.

III. Podolia secundùm limites suos veteres Portæ Ottomannicæ subjecta esto; & si fortè lites & controversiæ quædam de limitibus & terminis exorientur, Consensu Dominorum à parte utraque Commissarii eligentur, qui in loco, ubi controversia exstitit, convenient, & pro statu causæ & justitiæ eandem decident.

IV. Milites præsidiarii Poloni, qui in Podolia reperientur, unà cum omnibus hominibus, familiis, bonis, rebus mobilibus, & propriis armis exindè discedent, atque ex adverso Porta Ottomannica occupata Castella, Arces & loca in Russia cum omnibus suis hominibus & instructu Bellico, statim Regi Poloniæ restituet, in Podolia verò omnes reditus describentur, quâ descriptione factâ, Nobilibus, qui illic in Podoliâ bonis & possessionibus ditati sunt, liberum erit in sedibus suis persistere; & quicquid à Subditis colligent, pro portione Regiæ Suæ Majestatis ad id deputatis Commissariis exhibebunt, retinendo reditus sufficientes. Dicti Nobiles cum liberis suis liberi maneant, nec de bonis suis, nisi justis ex causis aut ob excessus & transgressiones, dejicientur. Decima liberorum nec à Nobilibus, nec ab eorum Subditis, uti nec ab aliis in Podoliâ existentibus Christianis ullatenus, ad exemplum aliorum exigetur.

V. Unicuique liberum Religionis suæ Exercitium permittetur, Templisque nullum damnum inferetur, nisi in Arcibus illis, in quibus Turcica Templa inædificentur.

VI. Omnibus & singulis utriusque sexus Camenecæ & aliis Podoliæ in locis liberum relinquitur, si ita voluerint intra duorum mensium spatium, cum Uxoribus, Liberis & bonis, emigrare, Porta Ottomannica Salvum ipsis Conductum ad fines usque Regni Poloniæ præstabit. Attamen Subditi illic manere obstricti sunto.

VII. Ukraina sive ulterior Podolia Cosacis secundùm antiquiora instituta relinquetur, & si quædam Controversia de limitibus suborietur; ea modo eodem, quo superius de Podolia conventum, componetur, Bialocerqua (Album Fanum) ut & alia loca munita, ad Ukrainam pertinentia itidem Cosacis restituentur, & quidem abductis exindè Militibus Præsidiariis, Militibus verò Præsidiariis cum omni instructu, bonis, & armis suis tuta & secura via ad fines Poloniæ usque concedetur, dummodò de quindecim ad Arcem Bialocerquam pertinentibus tormentis nullum secum abducant.

VIII. Cosacis liberum esto ab Hanencko in prædia sua se conferre, iique nullâ pœnâ aut contumeliâ afficientur; quamdiu & usquequo pacati vivent. Hanencko verò ipse haud revertetur.

IX. Reliqua verò & antiquiora Puncta inter Regnum Poloniæ & Illustrissimam Portam Ottomannicam concordata, vigorem & vim suam obtineant omnimodam, præterquam ea Puncta, quæ per præsentia Pacta abrogata sunt.

XCVI.

10. Dec. FRANCE ET HANNOVER.

Traité entre LOUÏS XIV. *Roi de France, &* JEAN FREDERIC *de Brunswic & Lunebourg, Duc de Hanover, par lequel ledit Duc s'oblige de mettre sur pied au plûtôt un Corps d'Armée de* 10000. *Hommes, pour la levée desquels Sa Majesté lui payera la moitié des frais, & lui donnera* 30000. *Ecus par mois, pour l'entretien d'iceux. A Hanover le* 10. *Decembre* 1672. [FREDER. LEONARD. Tom. III.]

LE ROI aiant fait representer à Monseigneur le Duc Jean Frederic de Brunswic & de Lunebourg, par Monsieur Verjus Envoié extraordinaire de Sa Majesté, le soin & le desir extrême qu'a Sadite Majesté, que parmi tous les troubles qu'elle voit à regret s'exciter en differens endroits, au moins la Paix generale de l'Empire établie si heureusement par les Traitez de Westphalie, puisse être conservée en son entier, & sur tout que la Liberté & les Droits des Princes d'Allemagne confirmez par les mêmes Traitez, ne souffre aucune atteinte ni diminution par tous les mouvemens qui pourroient arriver, pour laquelle fin Sa Majesté avoit déja fait un Traité avec la Couronne de Suede, & étoit en termes d'en faire de semblables avec les Electeurs de Cologne, Baviere & Palatin, & avec les Princes de Neubourg, Munster & Wirtemberg. Et Sa Majesté desirant aussi par l'affection qu'elle a toûjours eu pour ledit Seigneur Duc, & par la connoissance qu'elle a de ses bonnes & droites intentions pour le repos de l'Allemagne, qu'il joignit ses inclinations & ses Armes à celles de Sadite Majesté, pour obtenir une si bonne & heureuse fin, son Altesse considerant l'importance de l'affaire, & ne trouvant point de sujet de se separer en cela des intentions du Roi, qu'elle trouve si conformes à son devoir vers l'Empire, & aux Interêts de l'Allemagne, a nommé les Sieurs de Grott & de Weissendorff, ses Conseillers & Ministres d'Etat, pour traiter là-dessus avec ledit Sieur Verjus, qui leur aiant communiqué le Plein-pouvoir qu'il a pour cela de Sa Majesté, & veu celui qui leur a été donné pour cette fin par son Altesse, est convenu avec eux des Articles suivans.

I. Cette

Anno 1672.

I. Cette Alliance n'est point pour offenser qui que ce puisse être, & se fait encore bien moins contre l'Empereur ou l'Empire, n'aiant au contraire pour unique but que la propre seureté, conservation & deffense de ceux qui aiant une même intention avec le Roi & son Altesse, viendroient à être offensez & opprimez par d'autres qui voudroient sacrifier le repos public à leurs desseins & interêts particuliers.

II. Conformement à quoi le Roi pour continuer de donner à tout le monde, & principalement à l'Empire, des marques du desir qu'il a d'y maintenir la Paix & la tranquillité, & pour montrer que rien ne le peut detourner de cette même passion de la conserver en toute maniere, & qu'il redouble même pour cela ses soins dans les occasions où il pourroit y avoir quelque sujet d'apprehender qu'elle vint à être alterée, veut bien renouveller encore une fois à Monsieur l'Electeur de Brandebourg, & exposer aux yeux de tout le monde par un Memoire insinué à la Diette de Ratisbonne, les offres que Sa Majesté lui a fait faire continuellement de lui rendre en faisant la Paix avec les Hollandois, ou de remettre en main tierce de quelque Prince de l'Empire, les Places que la raison de la Guerre l'oblige de leur oster dans le Duché de Cleves, de le faire jouïr cependant des fruits & Revenus de la Jurisdiction entiere des mêmes Places, comme il en jouïssoit du tems qu'elles étoient entre les mains des Hollandois, & de ne faire aucun acte d'hostilité dans le Païs dudit Electeur, ou de lui donner satisfaction convenable, si le contraire arrivoit; bien entendu que si Monsieur l'Electeur de Brandebourg ne veut point accepter ces conditions, le Roi ne sera pas tenu de lui accorder ensuite les mêmes avantages.

III. Sa Majesté declare encore, comme elle a toûjours fait, qu'elle ne veut rien retenir de ses Conquestes qui appartienne à quelque Prince ou Etat de l'Empire.

IV. Aprés des declarations si autheetiques & de si grands engagemens, dont tout le monde doit être satisfait, si Monsieur l'Electeur de Brandebourg & ses Alliez, quels qu'ils puissent être, retirent leurs Troupes, ensorte qu'elles ne puissent plus donner d'ombrage & de jalousie au Roi, ni aucun soupçon qu'elles voulussent le mesler de la Guerre d'Hollande, Sa Majesté en consideration du repos de l'Empire, consent de ne se pas ressentir de ce qui s'est fait jusques à maintenant, & de retirer aussi ses Troupes hors des Terres possedées de l'Empire, & elle fera en même tems & incessamment jouïr Monsieur l'Electeur de Brandebourg de ce qu'elle lui a offert touchant les Places & Païs en la maniere susdite.

V. Mais si quelqu'un ne se contente pas d'offres si raisonnables, ledit Seigneur Duc pour prevenir que ses Etats ne soient plus exposez au bon plaisir d'autrui, & des insultes pareilles à ceux qu'ils ont déja soufferts, & pour se mettre en état de deffendre & de proteger plus puissamment ses Sujets contre la ruine dont ils seroient menacez par les marches & remarches continuelles des Troupes, & autres inconveniens inseparables d'une Guerre generale & universelle, même pour faire reparer les torts qu'il a déja innocemment & injustement soufferts dans ses Païs, & pour contribuer de tout son pouvoir à obliger ceux qui voudroient alterer en aucune maniere le repos de l'Allemagne, à demeurer dans les termes des Traitez de Westphalie & des Constitutions de l'Empire, promet & s'oblige de faire au plutost un Corps d'Armée de dix mil Hommes avec un Equipage d'Artillerie convenable, & toutes les autres choses necessaires pour le mettre en Campagne, & le faire en agir dans les Cercles de Saxe & de Westphalie, contre tous les Perturbateurs de la Paix & tranquillité de l'Empire.

VI. Pour faciliter ce dessein & cet armement, Sa Majesté promet de donner à son Altesse la moitié de la levée pour un Corps de dix mil Hommes, à raison de cinquante Ecus pour Cavalier, quarante pour Dragon & quatorze pour Fantassin, & Sa Majesté fournira pour cela en Lettres de Change sur Hambourg la Somme necessaire, au mesme moment que les Ratifications s'echangeront de part & d'autre, ce qui sera dans le terme dont on conviendra ci-dessous.

VII. Sa Majesté donnera aussi à son Altesse trente mil Ecus par mois pour l'entretien de ces dix mil Hommes, outre & pardessus les dix mil Ecus que le Roi paie déja par mois à sad. Altesse.

VIII. Ce Subside commencera de courir un mois aprés que l'argent aura esté delivré pour la levée, & le paiement de cette Somme prenant alors son commencement, sera ensuite toûjours continué de deux mois en deux mois par avance à Hambourg ou à Bremen, en Ducats d'or ou Risdales à la croix, & les Lettres de Change seront paiables precisement dans le commencement du terme dont on est convenu, & si ledit Seigneur Duc peut en quelque rencontre s'accommoder d'argent à Francfort, ou à Cologne, ou à Paris mesme, il se souviendra d'en faire donner avis pour la facilité des paiemens.

IX. Ledit Corps de dix mil Hommes sera composé de six mil Hommes de Pied, de trois mil Chevaux & mil Dragons effectifs, & à mettre en Campagne: & au cas que ledit Seigneur Duc ne levast pas le nombre entier desdites Troupes, il ne pourroit pretendre de S. M. l'argent de la levée & de l'entretien qu'à proportion de celles qu'il mettroit sur Pied, de mesme que si on trouvoit à propos du commun consentement de Sa Majesté & de Son Altesse, d'augmenter ce Corps de quelques mil Hommes, les levées aussi bien que les subsides, seront haussés à proportion du prix convenu par ce Traité.

X. Son Altesse ne sera obligée en nul cas, & quoi qu'il pût arriver, d'attaquer aucun Prince de sa Maison chez eux avec ledit Corps ni aucune autre de ses Troupes, & elle se reserve particulierement de n'estre point engagée à leur faire la Guerre dans leurs Etats, quelque parti qu'ils pussent ou voulussent prendre, & le Roi ne trouve pas mauvais qu'aprés ce Traité conclu, son Altesse donne part de cet Article aux Princes de sa Maison.

XI. En cas que pour la raison de Guerre, ou pour l'interest commun du Roi & dudit Seigneur Duc ou d'autres Princes Alliez, il fust trouvé bon d'un commun consentement de joindre ce Corps à quelques Armées desdits Princes Alliez, il n'obeïra pourtant qu'à sadite Altesse & à ses Generaux.

XII. En cas que pour la mesme raison de Guerre, ou pour le mesme interest commun des Alliez, ainsi qu'il est porté ci-dessus, ce Corps fust obligé de se joindre à une des Armées du Roi, pour lors le General dudit Corps obeïra au General de l'Armée du Roi, moiennant que le General de son Altesse conserve sur son Corps le commandement immediat entier pour le détail & pour l'execution, & que les demarches & entreprises que les Armées jointes ensemble auront à faire, soient concertées par le General de l'Armée du Roi avec celui de son Altesse, ou tel qu'elle aura deputé pour cela, ait assisté & en suffrage.

XIII. En cas que son Altesse se trouvast en personne à la teste dudit Corps, lors qu'il se joindroit à une Armée du Roi, elle y auroit le mesme consideration & authorité, & le mesme Pouvoir que d'autres Princes Souverains ont eu en pareil cas, lors qu'ils se sont joints à une Armée de France avec un Corps d'Armée à eux.

XIV. Pour faciliter audit Seigneur Duc la levée dudit Corps, & afin qu'il puisse la faire avec plus de sureté, le Roi contribuera de bon cœur ses offices pour faire que Monsieur l'Electeur de Cologne consente qu'elles se fassent sous son nom, & que les premiers quartiers se prennent pour cette levée dans l'Evêché d'Hildesheim en paiant exactement. Comme aussi Sa Majesté auprés de la Couronne de Suede, de Monsieur l'Electeur de Cologne, de Monsieur l'Evêque de Paderborn, de Monsieur le Duc de Neubourg pour en obtenir, que sadite Altesse puisse faire des levées dans leurs Etats.

XV. Afin mesme de maintenir toûjours mieux les Traitez de Westphalie, & prevenir autant qu'il est possible que l'Empire ne retombe pas dans les malheurs de la Guerre passée, le Roi & S. A. s'obligent reciproquement tout de nouveau par cet Article expres, à la Garantie desdits Traitez, & à s'opposer mesme avec les Armes s'il en est besoin, à ceux qui voudroient y contrevenir durant le tems de ce Traité.

XVI. Ledit Seigneur Duc en particulier souhaitant d'executer, & d'entretenir exactement & fidellement lesdits Traités de Westphalie, ne donnera pendant cette Alliance aucun secours de Troupes ni de Munitions de bouche ou de Guerre, ni aucun quartier, retraite ou passage aux Ennemis de Sa Majesté ou à leurs Adherans, & à ceux qui voudroient les assister, il emploiera même ses offices, ses soins, & tous les moiens les plus efficaces qui dependent de lui, pour faire que

Anno 1672. tons les Princes & Etats qui dependent de l'Empire, entretiennent toûjours une bonne & parfaite intelligence avec Sa Majesté, suivant la teneur desdits Traitez de Westphalie.

XVII. En cas que Monsieur l'Electeur de Brandebourg, on quelque autre puissance que ce pût être, ne voulust point se contenter des offres & conditions accordées par le Roi dans l'Article second de ce Traité, mais voulust au contraire continuer de porter la Guerre contre Sa Majesté & ses Alliez en faveur des Hollandois, au hazard de rejetter l'Empire dans les desordres & calamitez des premieres Guerres contre l'intention desdits Treitez, & de causer à toute l'Allemagne la ruine que plusieurs Etats, & mesme ceux de son Altesse ont déja depuis peu éprouvez, son Altesse s'engage d'agir contre ledit Electeur, ou autre Ennemi du Roi & de ses Alliez avec le susdit Corps d'Armée, jusqu'à ce que le repos soit rendu à l'Empire par la retraite de ceux qui ont ainsi entrepris de le troubler, & jusqu'à ce qu'on ait fait une bonne Paix à la satisfaction de Sa Majesté & de ses Alliez conjointement.

XVIII. Pour faire mieux voir à tout le monde la Justice & les sinceres intentions de ce Traité, on ne laissera pas de travailler à l'ouvrage de la Paix pendant la Guerre mesme, si ceux du parti contraire le souhaitent, Sa Majesté s'estant declarée de ne vouloir de sa part refuser en aucun tems des propositions & conditions justes & raisonnables pour la Paix.

XIX. Cependant ni le Roi ni son Altesse ne feront ni Paix ni Treve, sans un commun consentement & sans une restitution entiere, quand la Paix se fera, de tout ce qui aura esté pris l'un sur l'autre des Alliez, & sans une reparation suffisante des dommages qu'ils auroient soufferts.

XX. En cas que ledit Seigneur Duc vint à être attaqué de qui que ce pût être par des forces plus grandes que les siennes, le Roi lui envoiroit à ses depens le secours necessaire pour la deffense de ses Etats, & Sa Majesté promet de l'assister dans toutes les occasions où il seroit besoin, par toutes les voies qui seront jugées les plus convenables, & les plus promptes & efficaces; & d'autant que quasi tout ce Traité tourne à l'avantage des Alliez de Sa Majesté dans les Cercles de Saxe & de Westphalie, elle promet de ne rien oublier pour faire ensorte qu'en cas de besoin, ils donnent aussi audit Seigneur Duc toute l'assistance & tout le support qui sera possible, & pour cet effet ils fassent un Traité entre eux, sadite Altesse declarant de ne vouloir point estre obligée à secourir lesdits Alliez dans leurs Etats, avant que ledit Traité d'Assistance soit conclu.

XXI. Le Roi ne prendra point de Quartier, ou Quartiers d'Hiver dans les Etats de son Altesse sans son consentement exprés, & tout ce qui a esté stipulé à cet égard, & à l'égard des passages dans le Treité de Neutralité fait avec Sa Majesté, le dixiéme Juillet 1671. sera exactement tenu & observé. Comme aussi sadite Altesse demeurera engagée à toutes les obligations qu'elle avoit contractées à l'égard du Roi par le mesme Traité.

XXII. Du moment que son Altesse sera entrée en Guerre, elle jouïre de toutes les contributions qu'elle pourra tirer des Païs Ennemis voisins du sien.

XXIII. La presente Alliance durera jusqu'à la fin de cette Guerre, & jusqu'à ce que les troubles excitéa dans l'Empire, & les actes d'hostilitez exercez contre les Alliez de Sa Majesté, soient appaisez & terminez par un Accommodement, du commun consentement de Sa Majesté & de ses Alliez.

XXIV. Et afin de donner plus de vigueur & de force à cette Alliance, ledit Seigneur Duc contribuera conjointement avec Sa Majesté de tout son possible à faire ajuster & conclure dans la forme dont on conviendra, l'Alliance proposée à Ratisbonne entre le Roi, la Suede, & plusieurs Electeurs & Princes de l'Empire: & de plus Sa Majesté s'engage de donner ordre à ses Ministres en Suede, qu'ils s'appliquent incessamment à faire contracter par leur moien & leur entremise, une liaison particuliere d'amitié & intelligence entre ladite Couronne & Sadite Altesse, qui met pour une condition sans laquelle on ne peut pas faire ce Traité à cause de l'Alliance de Brunswic, que la Suede ou le Danemarc prenne le parti de France.

XXV. Sa Majesté promet aussi de faire agréer & ratifier le present Traité par le Roi d'Angleterre, & d'en fournir la Ratification, un mois ou six semaines aprés la sienne.

XXVI. Aprés cette Guerre finie, ledit Seigneur Duc promet de donner au Roi, si Sa Majesté le souhaite & l'en requiert, jusqu'à mil Chevaux, cinq cens Dragons & deux mil Hommes de Pied des Troupes, qu'autrement il voudroit licentier ou donner à d'autres Princes. Anno 1672.

XXVII. L'on consultera aussi alors ensemble pour faire un autre Traité pour la conservation de la même Paix qu'on aura concluë, & pour la plus grande seureté des Alliez de Sa Majesté, & des Conquestes qu'ils pourroient avoir fait en cette Guerre, ou des avantages qu'ils pourroient avoir acquis par le Traité de Paix.

Tous lesquels Points ou Articles ci-dessus, ensemble tout le contenu en chacun d'iceux, ont esté traitez, accordez & stipulez entre ledit Sieur Verjus, de la part du Roi, & lesdits Sieurs de Grott & Veissendorff, de la part dudit Seigneur Duc, lesquels en vertu de leurs Commissions & Pleins-pouvoirs, ont promis & promettent que tant Sa Majesté que son Altesse executeront pleinement & sans aucune contravention directe ou indirecte le present Traité, tant en general qu'en chacun de ses Points & Articles en particulier, & qu'ils seront tous sans aucun changement acceptez, confirmez & ratifiez reciproquement par Sa Majesté & sadite Altesse, & que les Lettres de Ratification en seront expediées en la forme la plus autentique, & échangées de part & d'autre dans l'espace d'un mois. En foi de quoi ledit Sieur Verjus; & lesdits Sieurs de Grott & Veissendorff ont signé le present Traité, & y ont fait apposer le Cachet de leurs Armes. *Fait à Hanover le 10. Decembre 1672.*

XCVII.

Testament de JEAN CASIMIR *Roi de Pologne, par lequel il institue* ANNE DE GONZAGUE, *& de Cleves, Princesse Palatine pour son Heritiere & Legataire universelle. A Nevers le 12. & 13. Decembre 1672.* [Tiré de la Registrature d'Estat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majesté Impetiale.] 12. & 13. Dec.

AUjourdui date des presentes, nous Notaires Royaux residents en la Ville de Nevers soussignés, ayant été mandés par très-Haut, très-Puissant & Sereuissime Prince Jean Casimir Roi de Pologne & de Suede, Grand Duc de Lithuanie &c Nous nous sommes transportés en l'Hôtel Abbatial de St. Martin dudit Nevers ou il est logé presentement, où nous l'avons trouvé dans une Chambre qui a son aspect sur la Cour d'icelui, en son lict malade, sain d'esprit & d'entendement, ainsi qu'il nous est apparu, lequel nous a dit estre en volonté de faire son Testament, & ordonnance de derniere volonté, ce qu'il a fait de son bon gré, sans induction, suggestion, ni contrainte, en la forme & maniere qui ensuit.

Premierement a recommandé son Ame à Dieu, à la glorieuse Vierge Marie, & à tous les Saints & Saintes de Paradis, qu'il prie interceder pour lui envers Dieu. Veut & entend qu'aprés son decez, s'il arrive audit Nevers, laissant neantmoins la liberté à l'Executrice de son present Testament ci-aprés nommée, de le faire faire au lieu où elle le desirera, se raportant aussi à elle, pour ses Funerailles; declarant ledit Seigneur Roi qu'il a institué & institue par ces presentes, pour l'amour & singuliere affection qu'il porte à très Haute, & très-Puissante Princesse, Madame Anne de Gonzagues de Cleves, Princesse Palatine, & pour plusieurs autres considerations, sa seule & universelle Heritiere, de tous les Biens qui lui appartiennent, situés dans les Lieux, ou Institution Testamentaire d'Heritier a lieu; & pour les Biens, qui lui appartiennent, situés dans les Lieux, où ladite Institution d'Heritier Testamentaire n'a point lieu, l'a declarée sa seule & universelle Legataire, de tous & un chacun ses Biens Meubles & Immeubles, situés tant dans ce Royaume de France, qu'au Royaume de Pologne, qui consistent en sa Terre de Ziviecz, son Palais des Jardins de Varsovie, sa Tapisserie qui est en depost entre les mains du Sr. Gratta Bourgeois de Dantzick, même les remanences des Seels qui lui appartiennent en Pologne, & toutes les autres pretentions qu'il a, tant sur ledit Royaume de Pologne, que sur la Lithuanie & le Roi regnant,

Anno 1672. regnant, & generalement tout ce qui peut lui apartenir dans ledit Royaume; de plus donne & legue aussi à ladite Dame Princesse, tous ses Biens étants dans le Royaume de Naples, avec les Arrerages échus jusqu'à ce jourdui; même ceux qui ont été retenus pendant les Guerres, par Sa Majesté Catholique; lesquels Biens lui appartiennent, comme Heritier de la feue Reine de Pologne, Bonne Sforce, Femme de Sigismond premier; comme aussi les Droits qui lui peuvent apartenir pour Vente des Vaisseaux faite par le Roi Sigismond troisième d'heureuse memoire son Pere au Roi d'Espagne; plus ses pretentions sur les Princes de Brunswick; & generalement tous les Biens, Droits, & Actions qui lui peuvent apartenir, en quelque lieu qu'ils soient situés, & de quelque nature qu'ils soient; la susdite Institution d'Heritiere & Legataire universelle, faite à la charge & aux conditions suivantes.

Premierement ledit Seigneur Roi Testateur se remet à la pieté & devotion, de ladite Dame Princesse, du soin de sa sepulture & funerailles, desirant aussi que du prix provenant de la Vente de ses Meubles qui sont en France, & de ce qui lui pourroit estre deub de ses Pensions & Benefices, soit pris, prealablement à toutes autres choses, les gages qui se trouveront deubs à ses Officiers tant du passé que jusqu'à la fin de l'année presente, selon les liquidations faites ci devant à Paris par son Conseil, ou à faire, & outre ce le pris d'une année de gages, après les Debtes payées, & particulierement aux Etrangers pour les frais de retour en leur País. Plus veut, & entend ledit Seigneur Roi Testateur, que la Somme de deux cent mille Livres tournois soit employée pour recompenser tous les Officiers, & un chacun à proportion du tems qu'ils auront été à son service, & suivant la qualité d'iceux, de laquelle Somme ladite Dame Princesse, Legataire & universelle Heritiere, disposera & la distribuera entre sesdits Officiers, selon qu'elle le jugera plus à propos. Comme aussi sera tenuë ladite Dame Princesse Heritiere & Legataire universelle de payer toutes & chacunes les Debtes, tant celles contractées par ledit Seigneur Roi Testateur, en France, depuis son arrivée, que celles qui se trouveront estre deuës en Pologne. Donne & legue aux Peres Jesuites de Rome, la Somme de cent mille Livres tournois Monnoie de France, qui seront payables & pris sur les premiers Deniers qui proviendront de la Vente faite, comme ci-dessus est dit, des Vaisseaux par le feu Roi Sigismond troisiéme son Pere d'heureuse Memoire, à Sa Majesté Catholique, & ce pour une fondation de S. Ignace. Plus, veut & entend ledit Seigneur Roi Testateur, que les vœux qu'il a faits, qui sont specifiés dans un Ecrit de sa main, soient executés en tous leurs points, circonstances & dependances; lequel Ecrit est entre les mains de son Pere Confesseur. Plus donne & legue à une petite Fille nommée Marie Catherine, qui est sous la conduite de la Femme du Sieur Gallois Apotiquaire la Somme de quinze mille Livres tournois, pour la mettre Religieuse en l'Ordre de la Visitation. Plus donne & legue aux pauvres de l'Hospital general dudit Nevers, la Somme de mille Livres tournois, revoquant ledit Seigneur Roi Testateur tous autres Testaments, Dispositions & Codicilles qu'il peut avoir ci-devant faits, voulant que le present soit executé en tous ses Points & Articles, pretendant par le present Testament faire une chose qui sera fort agreable à Messieurs les Princes de Condé & d'Anguien, & à Madame la Duchesse d'Anguien, pour lesquels il a toûjours eu une parfaite estime, & solide amitié. Et pour Executrice de son dit present Testament, il a nommé la personne de ladite Dame Princesse Palatine, son Heritiere & Legataire universelle ci-dessus nommée, laquelle il prie en vouloir prendre la charge, avec Pouvoir de substituer tel que bon lui semblera, ayant entiere confiance qu'elle satisfera ponctuellement à ses volontés, priant aussi, ledit Seigneur Roi Testateur, le Roi Tres-Chrétien de vouloir donner sa protection & tenir la main, à l'execution du present Testament, & même donner les ordres necessaires pour le payement de ce qui lui est, & se trouvera deub, de ses Pensions jusqu'au jour de son decez, destinant particulierement ses sommes, comme les plus asseurées, pour le payement de ses Debtes contractées en France; ce qu'il peut avoir en Pologne à Monsieur Prazmowsky Archevêque de Gnesne, Primat dudit Royaume de Pologne, Monsieur de Trezebizki Evêque de Cracovie, & Monsieur Morstyn Grand Tresorier de Pologne, afin que par leur credit & assistance, ladite Dame Princesse Palatine, puisse plus facilement jouïr des Effets qui lui appartiendront, Anno 1672.
& avec plus de commodité donner satisfaction aux Creanciers legitimes, qui se presenteront, ayant toûjours été persuadé de l'amitié que ces Messieurs conservent pour lui; Declarant aussi ledit Seigneur Roi Testateur qu'il doit à Madame la Marêchale de l'Hôpital, trois cent Pistoles d'or, desquelles elle n'a aucune seureté par écrit. Et lequel present Testament a été redigé par écrit, par l'un des Notaires Royaux soussignés, l'autre present, ainsi que ledit Seigneur Roi Testateur l'a dicté, & à lui leu, & releu, a dit estre volonté derniere, & qu'il veut estre suivie, par la meilleure forme que les Loix & Coûtumes le desirent, dont il a requis Acte a nous Notaires Royaux susdits, & soussignés, que lui avons octroyé audit Nevers, après midi, environ l'heure de huit, audit Hostel Abbatial, le douziéme jour du mois de Decembre, mil six cent soisante douze, en presence desdits Notaires; Et a ledit Seigneur Roi Testateur signé avec nous Notaires Royaux susdits; Ainsi signé en la minute des presentes, JEAN CASIMIR Roy. Regnault & Bourgoin Notaires Royaux. Ledit Bourgoin soussigné, par devers lequel est la Minute, a declaré ces presentes estre sujetes au Droit de Scel. Ainsi signé Bourgoin & Regnault; & après est écrit ce qui ensuit.

Et le treiziéme jour dudit mois de Decembre audit an, mil six cent soizante douze à Nevers, après midi, nous Notaires Royaux susdits & soussignés, au Mandement dudit Seigneur Roi Testateur, nous nous sommes transportés par devers lui, étant audit Hostel Abbatial de Saint Martin dudit Nevers, & en la même Chambre, où nous le trouvâmes le jour d'hier, étant gisant au lict malade, sain d'esprit, il nous a commandé de lui faire lecture de sondit Testament ci dessus écrit, ce qu'ayant été fait par l'un de nous, intelligiblement en la presence de l'autre, a declaré d'abondant qu'il veut & entend qu'il sorte son plein & entier effect; & outre y ajoutant, a donné & legué, donne & legue, à Monsieur le Comte de Vazenar Fils naturel du Roi Vladislas quatriéme son Frere, la somme de trente mil Livres tournois, à prendre icelle sur les pretentions des Vaisseaux mentionnés au susdit Testament, & ce pour l'amitié qu'il lui porte. Comme aussi veut & entend que incontinent après son decez, il soit dit & celebré pour le repos de son Ame trois mille Messes, en telles Eglises que Madame la Princesse Palatine son Executrice Testamentaire desirera; & lecture à lui faite à diverses fois du present Codicile, a dit qu'il veut qu'il sorte son plein & entier effect, ainsi que son dit Testament. Fait audit Hostel Abbatial environ l'heure de six après midi, les an, jour, lieu, & heure susdits; presents lesdits Notaires; & a ledit Seigneur Roi signé avec nous Notaires Royaux susdits, ainsi signé à la minute des presentes, JEAN CASIMIR Roi. Regnault & Bourgoin Notaires Royaux, ledit Bourgoin soussigné, par devers lequel est la minute. Ainsi signé Bourgoin & Regnault. Et au bas est écrit ce qui ensuit.

Nous Henry Bolacre, Lieutenant General de Nevers, certifions à tous qu'il apartiendra, que Maistres Charles Bourgoin, & Charles Regnault, lesquels en qualité de Notaires Royaux, residents en cette Ville de Nevers, ont reçû & signé ledit Testament & Codicile ci-dessus, en date des douze & treize de ce mois, sont veritablement pourvûs desdits Offices de Notaires Royaux, à la Residence de cette Ville, & qu'ils les exercent, & que foi est ajoutée aux Actes qui sont par eux reçûs, en Jugement. En foi dequoi, nous avons signé notre present Certificat, & icelui fait soussigner de notre Greffier, & scellé du Sceau ordinaire de ce Bailliage. A Nevers le Vendredi seiziéme Decembre mil six cent soizante douze. Ainsi signé Bolacre & Baudot Greffier commis.

Collationné à l'Original en parchemin par les Notaires soussignés à Paris le vingt-huit Decembre mil six cent soixante douze.

De Franc. Dupuzo.

XCVIII.

Sentence Arbitrale prononcée par Louïs XIV. *Roi de France sur les differens entre Monsieur le Duc de* Savoye, *& la République de* Genes, 1673. 18. Janv. Savoye et Genes.

Anno 1673.

Genes, à S. Germain en Laye le 18. Janvier 1673. *Avec la* Ratification *du Duc de Savoye. Fait à Turin le 25. Janvier 1673.* [Freder. Leonard. Tom. IV.]

Louïs par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. L'affection singuliere que nous avons toûjours fait paroître pour maintenir la tranquillité de l'Italie, & les soins que nous sommes bien aises de donner en toutes rencontres, autant pour nourrir la bonne intelligence entre nos Voisins & nos Alliez; que pour faire cesser les obstacles qui peuvent s'élever pour la troubler, nous porterent dés l'année derniere à nous entremettre de l'Accommodement entre nostre tres-cher & tres-aimé bon Frere le Duc de Savoie, & la Republique de Genes. L'un & l'autre s'étant remis à nostre Mediation, pour terminer les differens qui les avoient engagé à prendre les Armes, l'application que nous y donnâmes fut accompagnée de tant de succez, que nous arrestâmes bien-tost aprés les fâcheux effets d'une Guerre, qui dans le peu de tems qu'elle avoit duré, avoit esté suivie d'une effusion de sang, d'autant plus grande que l'animosité paroissoit plus vive entre les Parties, sans attendre qu'un Traité eut tout à fait reglé les conditions de la Paix; & pour éviter que les longueurs de la Negociation ne fissent durer trop long-temps l'action des Armes, nous portâmes les Parties à convenir entre nos mains de la Cessation des hostilitez, de la restitution des Lieux qui auroient esté occupez durant la Guerre, & de l'échange des Prisonniers. Ainsi par l'execution de ces conditions nous suspendîmes le mal, si nous ne le finîmes pas entierement; & l'Italie commença à entrer dans la joüissance du repos que nous avions eu le desir de lui procurer. Mais parce qu'elle ne peut estre delivrée de la crainte de voir renaistre la Guerre, jusques à ce qu'elle la voye tout à fait éteinte par une Paix, & que nostre susdit Frere le Duc de Savoie, & la Republique de Genes, ont bien voulu pour y arriver plus promptement, se remettre à Nous de juger sur tous leurs differens, & s'obliger de souscrire & ratifier tout ce que nous aurions prononcé; Nous pour satisfaire aux loüables intentions qu'ils professent pour la Paix, pour étouffer tous sujets de division entre eux, & pour rendre la premiere tranquilité à l'Italie, declârons par ces presentes, selon le susdit Pouvoir qu'ils nous en ont donné,

Premierement. Que la suspension d'armes qui a été procurée & continuée jusques à cette heure par nostre entremise, entre nostre susdit Frere le Duc de Savoie, & la Republique de Genes, sera changée en une Paix bonne, ferme & durable, sans que tout ce qui s'est passé durant la Guerre y puisse apporter aucune alteration à l'avenir.

II. Que la restitution des Lieux qui avoient été occupez de part & d'autre, & l'eschange des Prisonniers aiant déja été executé, les choses demeureront en l'état qu'elles étoient avant la susdite Guerre, & en l'état qu'elles se trouvent aujourd'hui depuis lesdites restitution & eschange, sans que l'on puisse avoir de part ni d'autre, aucunes pretentions ni pour les frais & dépenses de la Guerre, ni pour les dommages qu'elle auroit causez.

III. Que le Commerce tant par Terre que par Mer, Rivieres & autres Eaux, sera rétabli entre les Sujets de part & d'autre, en la maniere qu'il estoit auparavant, ensorte que lesdits Sujets pourront vivre à l'avenir dans la premiere intelligence & bon voisinage qu'ils faisoient avant la prise des armes.

IV. Et parce que les differens qui estoient nez pour quelques limites entre les Lieux de Cenoa & Rezzo, auroient donné la premiere origine à la Guerre, & qu'il importe de les terminer en telle sorte qu'ils ne puissent causer de semblables troubles à l'avenir, il sera convenu dans le terme de deux mois entre les Parties, de tels Juges en Italie dont ils demeureront d'accord ensemble, ausquels ils se remettront entierement de part & d'autre, pour connoître & decider desdites limites entre Cenoa & Rezzo, nommement des Lieux appellez l'Epollette, & Agrofoglio, ou bien les Fossate de Pittone, ensemble des differens entre les Lieux de Lormea & de la Pieve, pour la Jurisdiction dans les Alpes de Viossena: comme aussi les differens entre Briga & Triora. Pareillement aussi lesdits Juges nommez connoîtront des differens touchant la Portion de Pornassio, des Lieux de Monterosso, de Savina, de Cenoa & Arvigo. Promettant le susdit Sieur Duc & la Republique, de se soumettre & souscrire à tout ce que lesdits Juges prononceront, sans que sur les differens touchant lesdits Lieux & limites, on puisse plus revenir à l'avenir à la voie de fait & des armes.

V. Que si dans ledit terme de deux mois aprés l'échange des Ratifications du present Acte, les susdites Parties n'avoient pû convenir de Juges entre elles, Nous pourrons alors leur en nommer tels que nous jugerons à propos, à condition toutesfois que nous les choisirons en Italie, ausquels lesdites Parties seront obligées de se soumettre en la mesme sorte qu'il a été dit dans l'Article precedent.

VI. Le present Acte & les Articles de Paix qui y sont contenus, seront communiquez par le Sieur Servient, nostre Ambassadeur auprés dudit Sieur Duc, conjointement avec le Sieur de Gomont nostre Envoié extraordinaire, & emploié particulierement à la susdite mediation, à nostre susdit Frere le Duc de Savoie, & par ledit Sieur de Gomont à la Republique de Genes, lesquels Sieur Duc & Republique, s'obligeront d'en fournir entre les mains dudit Sieur de Gomont, un mois aprés la susdite communication, ou plutost si faire se peut, chacun deux Actes de Ratification, dont l'un sera remis par ledit Sieur de Gomont à chacune desdites Parties respectivement, & l'autre nous sera envoié.

VII. Et afin que rien ne retarde l'entiere & prompte execution des Articles ci-dessus, leur Ratification & la Publication de la Paix, Nous voulons bien conformement au desir qui nous a été témoigné par les Parties, & à l'affection que nous avons de donner plus promptement le repos à l'Italie, prendre sur nous, & assurer autant nostredit Frere le Duc de Savoie que la Republique de Genes, que toutes les choses promises dans les presens Articles, seront accomplies & executées fidellement de part & d'autre, en la maniere & dans le tems qui y seront portez. En témoignage de quoi nous avons signé ces presentes de nostre main, & à icelles fait apposer nostre Scel. Donné à S. Germain en Laye le 18. jour de Janvier l'an de Grace 1673. & de nostre Regne le trentiéme. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*, Arnauld. *Et scellé sur double queuë de cire jaune du grand Sceau.*

Ratification de Monsieur le Duc de Savoie.

Les susdits Articles de Paix entre Nous & la Republique de Genes, prononcez par le Roy, nous aiant été presentez aujourd'hui au Nom de Sa Majesté, par M. Servient son Ambassadeur auprés de Nous, & par M. de Gomont son Envoié extraordinaire, nous les avons reçûs & acceptez sans nul delai, afin de témoigner à Sa Majesté le respect que nous avons pour tout ce qui vient de sa part, promettant de les garder & observer inviolablement. En témoignage de quoi nous avons signé de nostre main le present Acte de Ratification, fait contresigner par nostre premier Secretaire, & à icelui apposer le Scel de nos Armes. A Turin le 25. jour de Janvier 1673.

Signé,

EMANUEL.

Et plus bas,

de Saint Thomas.

XCIX.

Abschied des Fränckischen Crayses/ durch welchen nach ergangenen Kayserl. Excitatorio die Glieder desselben mit Ihrer gehörigen Mannschafft sich gefast zu halten promittiren/ wegen Beyschaffung deren nöthigen Kriegs-requisiten und Materialien eine gewisse Ordnung etabliren/ auch wegen Bestellung der Niedern Kriegs-Officier und Bezahlung der Römer-Monath einen gewissen Schluß fassen. Nürnberg den 31. Januar. 1673. [Tiré de la Registrature d'Estat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.] 31. Janv.

C'est-

ANNO 1673.

C'est-à-dire,

Recès du CERCLE DE FRANCONIE, *portant Conclusion de mettre sur pied & de tenir prêtes les Troupes qu'on doit fournir à l'Empereur conformement à ses Lettres Adhortatoires, comme aussi de tout ce qui regarde la levée de ces Troupes, de leur entretien, & du fournissement des Mois Romains. A Nuremberg le 31. Janvier 1673.*

Kundt und zu wissen. Demnach bey nechst vorigen zu Bamberg gehaltenen Creiß-Convent, etliche in die proposition gebrachte puncten darumb zur andermahligen Consultation ausgestellet worden/ weilen noch ungewiß gewesen/ wo sich Sedes Belli begeben/ oder wann die Römisch. Keys. Majest. unser Allergnädl. Herr zu würcklicher zusamm- und abführung der verwilligten Creiß-Völcker die allergnädigste befehlung ergehen lassen möchten; Seithero aber von Allerhöchstged. Ihrer Keyserl. Majest. bey dem zu Regenspurg noch fürwährenden Reichstag subsistirenden hoch ansehentlichen Herrn Principal Commissario, Ihro Hochfürstl. Gnaden zu Aychstätt ein anderweithes Excitatorium, an alle des heiligen Reichs Creiß-ausschreibende Fürsten dahin ergangen/ daß selbe bey ihren Mitt-Ständen darahn seyen/ und ernstliche Erinnerung thun sollen/ mit ihrer gehörigen Mannschafft sich gefast zu halten/ und die so wohl heilsam- als sehr nothwendige gemeine Reichs-Verfassung zu einem versicherten Stand zu bringen/damit auf allen nothfall sich derselben nützlich möchte zugebrauchen seyn: Als haben dieses Löbl. Reichs-Creisses beide Herren Ausschreibende Fürsten die Hochwürdigst und Durchleuchtigste Fürsten und Herren/ Herr Peter Philip Bischoff zu Bamberg/ und Herr Christian Ernst/ Marggraff zu Brandenburg u. tot tit. zu dermahligen adjustirung dieses gemeinen Reichs-Verfassung- und Defensions wercks auf den 31. hujus anhero in des heiligen Reichs-Stadt Nürnberg einen anderweiten Creißtag auszuschreiben beliebt/ bey welchem auch der gesambten höchst- und wohllöbl. Fürsten und Ständen Räth und Abgesandte/ ausser der Graffen von Wertheimb und Herrn von Limburg Speckfelder Linien (die doch durch Schreiben ihre entschuldigung eingewendet/ und beynebenst mit den majoribus zu conformiren und ihr gebührendes Contingent an Gelt und Mannschafft mit beyzutragen sich offeriet) persöhnlich erschienen und nach furhero beschehener uberreichung dero gewälden auf die ahn seithen des Löbl. Bambergischen Directorii von newem proponirte puncten geschlossen/ wie folgt.

Erstlich: Nachdeme für allen in die umbfrag gestelt worden/ ob die gesambte Löbl. Creiß-Stände ihr angehöriges quantum der Mannschafft zu Roß und Fuß/ nach inhalt des nechst vorigen Creiß-Recesses und darinn begriffener repartition, geworben/ und damit dergestalten in bereitschafft stehen/ daß auf allen bedürfftigen fall selbe wohl exercirt und ausmondirt bey künfftigen Rendezvous erscheinen mögen. Item ob selbige ihr Contingent ahn den verwilligten halben Römer-Monath nebst denen bey ein und andern schuldig verbliebenen alten Resten bezahlt/ auch derentwegen mit denen Creiß-Cassierern gebührende abrechnung gepflogen: Als haben hierauff die meiste Abgesandten sincerirt/ und zu vernehmen gegeben/ wie sie ihre Völcker zu Roß und Fuß in guter bereitschafft/ und selbe zu des gemeinen Reichs nothhaben und erfordern gleich stellen könten/ andere aber/ so damit noch nit völlig gefast/ sich erbietig gemacht/ die ihrige mit weniger mit nechsten auff zu bringen/ also daß bey deren würcklicher zusamm- und abführung einiger mangel nit erscheinen/ wie im gleichen die in alten Rest verbliebene Gelden sambt dem jüngst verwilligten halben Römer-Monath wo nicht bey noch währendem Creiß-Convent, jedoch allerforderlichst abgetragen/ darüber auch ordentliche Quitung erhoben/ und dem Löbl. Directorio auf begehren furgelegt werden sollen. Worbey man es dann der zeit noch bewenden lassen/ und zu desto gewiß- und endlichen vollstreckung einen Sechswochentlichen termin præfigirt, und angesetzt/ also/ wo inzwischen deme nicht nachgelebt würde/ wieder die saumige alsdan die würckliche Execution sambt einbringung aller daraus erwachsender Schaden/ und Kosten/ ohne einziges weitheres nachsehen vorgenommen werden solle/ und zwar uf maas und weise/ wie beider Herren Ausschreibender F. Fürsten/ Hochfürstl. Gnaden und Durchl. inhalts letztern Bambergischen Creiß Recessen, sich mit einander zu vergleichen haben/ solte aber innerhalb solch sechswochigen termini dieser Vergleich nicht zuerheben sein/ solle eins als andern weegs die Execution für dismahl wieder besagte Morosos in liquidis vor hochsternanter Herren Ausschreibender F. Fürsten und Creiß-Obristen Hochfürstl. Fürstl. Gnadl. und Durchl. von gesambten Creiß wegen/ krafft dieses/ auffgetragen seyn/ auch mit bederseithigen zuthun/ salvo tamen cujusvis Jure, und daß hierdurch keinem theil/ an dessen wissentlichen herbringen derogiert oder præjudicirt seyn solle/ alles würcklich vollzogen werden/ also/ daß darwider sich umb so weniger jemandt fürs künfftig zu beschwehren/ oder mit fug und billichkeit zu entschuldigen haben möge. Allein/ weillen Herr Graff Georg Ludwig zu Erbach für sich/ und seine Herren Gebrüdere wehemütig remonstriren lassen/ daß durch die in neulichkeit abmarchirete Völcker die Graffschafft Erbach guthen Theils in eussersten Ruin und Desolation gesetzet worden/ dahero gebeten/ mit Ihnen/ wegen Ihrer zustellen habender Mannschafft/ und Bezahlung der verwilligten gelder ein mitleidentliches einsehen zuhaben/ als ist denenselben/ weilen der üble zustandt nicht unbekandt/ die helffte der bewilligten anderthalben Römer-Monathen für dismahl nachzulassen von gesambten Creiß wegen placidiert worden/ des gäntzlichen versehens/ sie werden hingegen nit allein die übrige helffte gedachter anderthalb Monathen ohnfehlbahr erlegen/ sondern auch ihr völlige ahngebührnus an der Mannschafft zu nechstfolgenden ahfordern und begehren ohne einzigen mangel und abgang stellen.

ANNO 1673.

Weilen andertens zu beyschaffung der Regiments-Stücklein/ deren ausrüst- und Mondirung/ Ammunition, Constabel/ Handlanger/ Fuhrknecht/ Roß/ Wagen und anderer dergleichen nothwendigkeiten/ nach ausweis der hiernach folgender von Deputirten der 4. Bäncken und Kriegs-Räthen gefertigter/ und vom Creiß approbirter Designation (also genau man auch die sach angreiffen und einrichten wird) der vorhero verwilligte halbe Römer-Monath bey weithem nicht erklecklich/ derentwegen zu beforderung dieses gemeinen Reichs verfass- und defensions-wercks ein mehrers beyzutragen vonnöthen seyn wollen; als ist von denen gesambten Löbl. Ständen noch ein gantzer Römer-Monath und zwar deren helffte inner 4. Wochen/ die übrige helffte aber wann es die beide Herren Creiß-ausschreibende Fürsten für gut und nöthig erachten werden/ zur Creiß-Cassa/ bey vermeidung vorgdl. unausbleiblicher Execution, zu liefern/ und einzuschicken beliebt/ nicht wenigers ausdrucklich reserviet worden/ daß solche newe verwilligte Monaths-gelder/ zu keinem andern Nutzen oder gebrauch/ als zu beforderung dieser gemeinen Reichs Kriegs-Rüstung (darzu man dan des heiligen Reichs-Stadt Nürnberg und die behörige nothdurfft nach advenant beyzuschaffen/ die Commission übertragen) employirt, und darwider einigem Standt/ nach ausweis des jüngst zu Bamberg aufgerichteten Recesses, die geringste Moderations, Retention, Compensation, oder andere dergleichen Exception und vorwande nit verstattet/ gleichwohlen aber auch Ihnen an gedl. ihren zu prætendiren habenden Moderations- oder Compensations-Recht in andere wege nichts præjudicirt/ oder benohmmen werden solle.

Ohngefehrlicher Uberschlag.

Was für Kriegs-nothdurfften zu gemeinem Creiß zu verschaffen.

Für 2. Regiment-Stücklein so wenigstens 3. W. schiessen/ jedes à 6. Centner	540. fl.
Hierzu werden erfordert 6. und dan 1. lediges Pferde/ à 50. fl.	350. fl.
Für 2. Karren/ worauff ermelte Stuck geführt werden	45. fl.
Für Materialien/ Geschirr/ Ketten/ Seilen/ Winden/ Strick	300. fl.
Zu Führung 13. Centner Pulver 46. Centner Bley/ 46. Centner Lunden/ seindt vonnöthen 5. Ammunition Wagen/ welche aus der Cassa zuschaffen jeder à 30. Reichsthaler	225. fl.
Zur Artolerie deren Munition- Material- und Proviand-Wagen/ als ahn der zahl 3. jeden à 45. fl.	135. fl.
Zu 52. Pferde zu vorgesehenen 13. Munition- Material und Proviand-Wagen jedes à 50. fl.	2600. fl.
Für die Sattler- und Riemer-arbeit zu gedl. 13. Wagen	130. fl.
Für 2. Feldkasten zu beeden Regimenter	300. fl.
Für 200. gegossener Kugeln à 4 fl. den Centner	24. fl.
Sieben Centner Pulver jeden à 30.	210 fl.
Drey Centner Lunden à 6.	18 fl.
Einhundert Cartetschen à 30.	50. fl.
Radschienen/ Winden/ Hufeisen/ Radnägel/ Latter/ Wagenschmier und dergleichen	60. fl.
Zu Mondirung des Heerpauckhers/ Trompetters/ bestellung des Profossens	450. fl.
Zu allerhand anderen gemeinen auslagen	500. fl.
Für allerhand sachen	50. fl.

Zu denen beiden Regimentstucken werden 3. Constabel und 2. handlanger vonnöthen seyn/ damit nun wegen unterhaltung der Constabel die Kosten dem Creiß ersparet bleiben mögen/ wird für rathsamb erwessen/ daß einige Stände solche interim, weilen Theils derselben mit solcherley Leuthen ohne dem überflüssig versehen/ in ihren diensten unterhalten und beym fortzug dem Creiß überlassen mögen/ allermassen sich hierzu Bamberg/ Wirtzburg und Nürnberg erbotten: Es solle aber einem jeden Constabel 2. Reichsthaler zum handtgeldt interim gegeben/ und dabey versprochen werden/ bey folgendem abzug einem jeden noch 8. Reichsthaler zu seiner Mondirung reichen zulassen.

Die Knecht und handlanger hält man dismahlen für unnöthig zu bestellen/ wie zwahr auch die Pferde eben dismahlen wegen Kostbahren underhalts zuerkauffen/ weilen Knecht und Pferde allezeit wohl zuhaben.

Die Ammunition aber anzuschlagen ist darumb für unnöthig befun-

ANNO 1673.

befunden worden / weilen ein jeder Stand die seinige mit Krauth und Loth selbsten versehen wird.

Was nun denen Staabs-Officierern assignirt werden wolle / darüber wird sich der hochlobl. Creiß zu resolviren haben.

Summa vor-specirter Posten thun . . . . 6212. fl.

Drittens betreffend die benambs- und bistellung der Niederen Staabs-Officirs des Regiments zu Roß / da ist an seithen Brandenburg-Culmbach zum Adjutanten Ihr. Dl. Cammer-Juncker Christoff Friedrich von Brandstein: Zum Regiment Schultheissen Johan Christoff Staub / der zeit Seiner Durchl. Hoff-Raths- und Legations-Secretarius zu Regenspurg / zum Gerichts-Schreibern Georg Multern / zum Feldscherer Heinrich Volrath Gros: Dan zum Zahl- und Proviand-Meistern Andreas Mösch Brandenburgischer Ambts-Verwalter zu Stockenrodt: zum Regiments Quartier-Meistern / welcher sonsten von gemeinen Creiß-wegen / vermög nechst vorigen Creiß-schlusses zu benambsen gewesen / Georg Ernst Handel Capitain über den Ausschuß der Haubtmanschafft Hoff in Vorschlag kommen / und zu der Stände belieben gestellet worden; ob sie bemelte 2. letztere subjecta für qualificiert erkennen und zu dergleichen Chargen annehmen wolten; ob nun zwar die meiste Abgesandte von deroselben qualitäten und Conditionen wenige nachricht und kandtnus getragen / so haben jedoch selbe zu dero auffnehmung zu willigen / darumb destoweniger bedenckens gehabt / weilen ohnzweifflich Ihre Durchl auf solche Personen von selbsten werden bedacht sein / die sowohl Ihr / als dem gemeinen Lobl. Creiß mit treugeflissenen diensten zugethan seyn und verbleiben / dabey aber absonderlich gedingt und vorgesehen worden / daß gedachter Mösch zu dieser seiner sehr importirlicher Charge mit leistung gewöhnlicher Pflichten und gebührlicher Caution, und zwar mit solchen Leuthen / die im Creiß genugsamb beguthert / und angesehen / sich habilitiren und Ihm zu seinem besseren und versicherten verhalten / eine gewiß- und gemessene Instruction (gleich auch bey dem nechst vorgewesenen Türcken-Krieg beschehen) zugestellet werde.

So bleibe auch zu jeden Stands freyen belieben / für seine Volcker noch einen aignen Proviant- und Zahlmeister zu constituiren / so zu derenselben besserer Conservation invigiliren / und mit Zahlung Solds / auch Reichung des Proviands fleiß und getreulich umbgehen / dabenebenst gegen beide Herren Obriste / Regiments-Proviand- und Zahlmeistern den gebührenden Respect tragen und erweisen / wie auch in allen begebenden fallen sich dero guthen Raths erhohlen / hingegen diese Ihm auch mit allen geneigten willen und vorschub an die hand gehen / und beforderlich sein werden / gleichermassen hat H. Frantz Jacob d'Avila, Obrister zu Fuß zu seines Regiments unteren Staabs-Officierern vorzuschlagen / nemblich zum Regiments-Schultheissen Philip Mülichen Jur. Lic. zum Secret. Sigmund Brisebern / zum Adjutanten / Hans Caspar Ohmblinn / zum Feldscherer / Johan Hauffern / zum Wagenmeister Valentin Leo / zum Regiments Quartier-Meistern Hons Schneidern einen Reformierten Leutenant / welche Persohnen / ob sie gleich denen sambtlichen Gesandten auch nicht allerdings bekandt / jedoch uff H. Obristens guthbefinden und (so viel den Regiments-Quartiermeister betrifft) beschehene Recommendation aufgenommen worden.

Anlangend die 4. Feldt-Prediger beiderley Religionen / thun die gesambte Rath und Abgesandte zu Ihrer Hochfürstl. F. Gn. und Durchl. beide Herren ausschreibende Fürsten das gute vertrauen setzen / sie werden in ihren Landen taugliche subjecta beyzubringen und damit dem Lobl. Creiß (zumahlen solches zu Gottes ehr und der Seelen heil gereichet) an handen zu gehen nicht ungeneigt sein.

Wann nun hierbey erinnert worden / daß so wohl die hohe / als benambste untere Staabs-Officierer / und noch andere auffnehmende geringere Persohnen ohne einige angab oder Wartgeldt / sich in die lenge mehr nicht gedulden / noch man deren gewiß versichert sein dorffte: Als ist beliebt worden / denenselben ad interim bis zu deren Verpflicht-abmarchirung und operation ein vor allemahl ein Monathsoldt nach der Reichs-Ordinantz zu ertheilen / um dadurch sich selbiger umb so mehr gesichert zu machen.

Dan ist fürs 4te auf den propositions-Punct / aus wessen anweis und befehl: Item zu was Operation die beide Creiß-Regimenter ins Felde zuschicken / wan / wo / und welcher gestalten der rendezvous anzustellen / für gut angesehen und geschlossen worden / daß / weilen man anjetzo in gemeiner Reichs defension und verfassung begriffen / massen dahin nicht allein der jungere Bambergische Creiß-Recess abgefasset / sondern auch die ergangene Kayserl. Excitatoria darauff selbst gerichtet / selbige auf allerhöchst gedl. Ihre Kayserl. Majest. / und des Reichs-Commando abzuschicken / und zur Operation anzuweisen sein / damit man aber um so gewiß- und gesicherter auf allen bedörffenden fall / in bereitschafft / und guter postur stehe / ist gleichfals geschlossen worden / beide Regimenter zu Roß und Fuß auf den ⅔ kommenden Monaths Aprilis alhie umb Nürnberg / und zwar auf jeden Stands eignen kosten / und daß durchgehends gute Ordre gehalten / auch niemand einiger schad zugefügt werde / und da wieder verhoffen dergleichen erfolgte / von selbigem Standt deme die Volcker zuständig / die Refusion geschehen solle / zusammen zuführen; Selbe mittels beider Herren Ausschreibenden Fürsten und Creiß-Obristen (denen vorhero die Rolle über die Mannschofften einzuschicken) darzu geordneter Kriegs-Officierer zu lustriren / und die verordnung zuthun / damit selbe auf einerley und zwar bey der Kayserl. Armée üblicher manier exercirt / dan die bey ein oder anderer Compagnie befindliche defectus verbessert werden mögen / solte aber wieder verhoffen die Noth es ehender erfordern / und nach vorgestelten puncto securitatis Imperii ein anderwerthe ausffbietung von Ihrer Kayserl. Majest. und dem gesambten Reich erfolgen / hätten die beide Herren Creiß-ausschreibende Fürsten und Creiß-Obrister (gleichwie in allen anderen eilenden fällen und Creiß-disturbien) Ihres obhabenden Ambts wegen hierinn auch die ehendere anstalt zumachen / den Rendezvous zu anticipiren / so dan bey einem anderwerthen anzusetzen-habenden termin zu verpflicht- und vorstellung beider Herren Regiments-Obristen und andern hohen Kriegs-Officierern / imgleichen / zu würcklicher expedir- und abfertigung der Volcker zu schreiten: Inzwischen aber / und bis dahin dieselbe / vermög des jüngern Creiß-schlusses unter eines jeden Stands Commando bleiben sollen / so viel aber die præsentation hoch und wohlermelter Herren Obristen / dan der Staabs-Persohnen zu Roß und Fuß betrifft / ist verglichen worden / daß im Nahmen Ihrer Hochfürstl. Gnad. zu Bamberg / als Creiß-ausschreibenden Fürsten / dan Seiner Hochfürstl. Gnad. Herrn Teutschmeistern / als dieses Creises nachgeordneten / Seiner Hochfürstl. Durchl. zu Brandenburg-Culmbach / als Oberster zu Pferdt / den hoheren Staabs-Persohnen und Officierern des Ihro anvertrauten Regiments / hingegen der Obriste / wie auch die Staabs und andere Officiers zu Fuß durch jetzt hochernante Ihre Durchl. von Creiß wegen præsentiret werden sollen

Nechst deme ist vor hochnothwendig ermessen worden / der Rom. Kayserl Majest. für die bißhero in erhaltung Ruhe und Friedenstands des heyligen Rom. Reichs getrogene gantz Vätterliche Vorsorg allerunterthänigsten danck zusagen / und zu bitten / daß selbe allergnäd. geruhen wolten / diesen der anscheinenden gefahr fast zum nechst gesessenen Creiß in dero allergnädigsten Huld und protection ferner zu erhalten / und bey dem noch fürwährendem Reichstag zu Regenspurg (jedoch ohne allerunterthänigstes ziehl- und maaßgeben) den punctum securitatis Imperii publicæ in Erörterung bringen / mithin Churfürsten und Stände zu erhaltung des so theuer erworbenen Münster- und Oßnabrugg. Friedensschlus / einfolglich die gesambte Creiß / wieder alle des heiligen Reichs Feinde in rechtschaffener zusammentrett- und verfassung vermögen und anweisen zulassen / zu welchem ende nicht weniger so wohl an die Lobl. Correspondierende / als andere nechst angelegene / insonderheit ahn die Ober- und Nieder-Sachs. Creisse geschrieben und selbe gebührend ersucht werden sollen / mit diesem Creiß / bey so gefährlichen Conjuncturen gute Correspondentz und nähere verstandnus zu pflegen / um dem erbiethen / daß man dis Orts dergleichen auch zuerweisen / und zu reciprociren sich so willig / als bereith wolle erfinden lassen.

Und nachdem fünfftens / von der Hochfürstl. Würtzburgischen Gesandschafft in puncto der zur Münsterischen Legations-spesen restirenden zweyen Romer-Monathen auff beschehene anreg / einwendung und exception geschehen: Als hat man für gut befunden / daß die gebühr durch ein bewegliches Remonstrations-schreiben ohn hochstged. Ihre Churfürstl. Gnad. vorzustellen / nit weniger / als dieselbe die Herren von Schonborn / so von Romisch. Kayserl. Majest. auf die alte freye Reichs Herrschafft Reichelberg insignirt / und bereits zur Reichs-Session und mit-Votirung admittirt worden / dem Lobl. Creiß zu gleichmässiger reception und introduction bey diesem gegenwertigen Convent recommendirt / haben die anwesende Räth und Abgesandte davor gehalten / daß wegen mehrertheils ermanglender Instructionen dieser punct derzeit noch auszustellen / und Ihrer Churfürstl. Gnad. hierunter behörig zu beantworten sein:

So viel sechstens die innerliche Creiß-securität und verfassung betreffen thut / da hat es bey der im jüngst zu Bamberg auffgerichteten Recess gethaner Disposition und versehung sein nochmahliges bewenden; und weilen Ihre Hochfürstl. Durchl. zu Br. Culmbach / dero geheimbden Kriegs-Rath / Haubtmann zu Culmbach und Commendanten der Vestung Plassenburg Herman Adolffen Wiesentscheck von Werskaw / Obristen / Item H. Teutschmeisters Hochfürstl Gnad. Philip Heinrichen von Andlaw des heil. Romisch Reichs und Lobl. Teutschen Ordens Rittern / dan Ihro Hochfürstl. Durchl. zu Sachs. Gotha für sich und in nahmen dero Herren mit-Interessenten Heinrichen Gottlob von Seckendorff / dero Rath und Ambtman zu Königsberg / zu Creiß-Kriegs-Räthen præsentiren und vorstellig machen lassen / seind selbe umb ihrer gerühmbten dexterität und Militarischer Experientz willen zu solcher stell von gesambten Lobl. Creiß angenommen / und nach gethanen handgelübtnus auch abgelegten jurament an hochstged. Ihre Durchl. zu Br. Culmbach / als Creiß-Obristen / umb in vorfallenden Creiß-Kriegs-sachen / mit ihrem Rath / Hülff und Vigilantz an hand zugehen und all das jenige / was zu des Creisses Ruhe / und Friedens Stand gedeyen mag / ihren besten vermögen / und pflichten nach / befordern zu helffen / verwiesen worden.

Nachdeme nun siebendtens die Gebhard- und Rohlederische Erben umb dermahlige contentirung ihrer respectivè bekand- und liquiderlicher schulden sich mehrmahlen angemeldet / ist vor billich erkand und geschlossen worden / bemelten sollicitanten von den nechst einkommenden Resten die gebührenden satisfaction wiederfahren zulassen / dieweilen aber auch wissend und bekond / daß das Lobl. Directorium und beide Ausschreibende Fürsten-Aembter

neben

Anno 1673. neben der Stadt Nürnberg wegen vieler und von langen Jahren hero ausgelegter / und vorlängst schon liquidirter spesen ein mercklich es zu prætendiren / hat man nit wengers für gut und nothwendig befunden / wo solche prætensiones von alten einkommenden Resten zugleich nicht zuerheben / daß bey nechst anderweithen Creißtag davon solle geredet / und auff eine hierzu besonders destinirende verwilligung angetragen werden.

Als auch letztens Johannis Erasmi Grienseissens / bey dem nechst vorigen Türcken-Krieg gewesenen Zahlmeisters / bißhero noch unerörtertes Rechnungs-Wesen an handen genohmen / und so viel befunden worden / daß das liquidum, so der Löbl. Creiß ihme hinwieder zuersehen und guth zumachen / meheres nicht / als 353. fl. 38. kr. nach ausweis der Deputirten Calculation und gestelter abrechnung auswerffen thue / die übrige aber von ged Grienseissen angesetzte 4839 fl. 50½. kr. für gantz unlauter und illiquid zu halten / also daß der Löbl. Creiß darzu sich keins wegs bekennen und verstehen kan / damit man aber aus diesem langwierigen und verdrüßlichen werck dermahlen gelangen möchte / ist für guth angesehen und beliebt worden / ihme noch über das obdemelte liquidum, ex æquo & bono eine abfertigung zuthun / dahero das zu Wien noch stehendes und auf 40. Centner belauffendes Pulver zu überlassen / auch derentwegen gewisse anweisung zu ertheilen / und damit diesem werck seine abhelffliche maaß zugeben seyn.

Schließlichen haben die gesambte Räthe und Abgesandte für guth befunden / von diesem Creiß-Abschied denen Correspondirenden Craissen nachricht und Communication wiederfahren zulassen.

Urkund dessen allen ist gegenwerthiger Recess von den Löbl. 4. Bäncken gesiegelt und von andern anwesenden Räthen und Gesandten unterschrieben worden / so geschehen Nürnberg den $\frac{1}{21}$. Januar. Anno 1673.

C.

10.Fevr. Defensiv-Allianz zwischen Ihro Churfürstl. Durchl. zu Bayern Ferdinand Mariam / und Herrn Eberhard Hertzogen zu Würtemberg / zu erhaltung des Westphälischen Friedens / und abwendung der-wegen entstandener Kriegs-Unruhen in denen Niderländischen Vereinigten Provintzen / besorgender gewaltthätigkeit. Geschehen München den 10. Febr. 1673. [Tiré de la Registrature d'Estat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

C'est-à-dire,

Traité d'Alliance & d'Assistance reciproque entre FERDINAND MARIE *Electeur de Baviere, &* EBERARD *Duc de Wurtemberg, pour la conservation & maintien de la Paix de Westphalie, & pour leur propre Defense, contre les dangers qu'ils aprehendent, à l'occasion de la Guerre qui s'est alumée en Hollande. A Munich le 10. Fevrier 1673.*

Von GOttes Gnaden Wir Ferdinand Maria Churfürst ꝛc. Fügen hiemit zu wissen / demnach zwischen Uns und dem Durchleuchtigsten Hochgebornen Fürsten / unsern freundlichen lieben Vettern / Herrn Eberharden / Hertzogen zu Wirtenberg Teckh / ꝛc. in Consideration deren dermahlen so gefährlichen Zeiten und weit aussehenden Conjuncturen wegen beiderseitigen Landen nahen situation, und zu mehrer deren Versicherung / auf vorhero erfolgte zusammen-ordnung und unterredung / auch allerseits erfolgende Ratification sich einiger nachfolgender Vereinigung und Verbündnus verglichen worden: Als

Demnach die in der Vereinigten Staten von Holland Provintzen entstandene Kriegs-Unruhe so weit kommen / daß man bey jetzigen schwehren und gefährlichen Conjuncturen billich Ursach hat / sorgfältig zu seyn / damit der so theuer erworbene Fried und ruhestand im Römischen Reich erhalten / und der Friedliebenden und interessirten Ständen Lande und derselben unschuldige Unterthanen mit durchzügen / einquartirungen und anderen Kriegs-pressuren nicht beschweret werden / daß zu dem ende zwischen dem Durchleuchtigsten Fürsten und Herrn / Herrn Ferdinand Maria Churfürsten in Bayeren ꝛc. und dem auch Durchleuchtigsten Fürsten und Herrn / Herrn Eberhard Hertzogen zu Wirtenberg und Teckh / ꝛc. wegen beider Landen nahen situation eine Freund-nachbarliche zusammen ordnung und unterredung veranlasset worden / bey welcher auf beider hohen Herrn Principalen gnädigste Ratification nachfolgende Vereinigung und Verbündnus geschlossen und verglichen worden. Als:

Erstlichen / wollen beiderseits hohe Herren Principalen sich gegen einander zur reciprocirlichen Freundschafft und correspondentz hiermit verbunden / und soll einander vertraulich communicirt werden / was ein und andern theils des jetzigen unwesens und der darüber in oder ausser Reichs-führenden anschläg halber für nachricht einlangen damit man zur Conservation beiderseits Land und Leuthe / um so viel mehr die gemeine Consilia darnach richten könne / wie dan auch beiderseits zu Regenspurg subsistirende Gesandschafften und bevollmächtigte zu gleichmässig vertraulicher Correspondentz und Vereinigung ihrer Stimmen in diesen Puncten von beiderseits gnädigsten Herrn anzuweisen.

II. Diese Vereinigung Verbündnus solle zu keines einigen menschen offension und beleidigung / sondern allein zur conservation und erhaltung des Münster- und Osnabruggischen Frieden-Schlusses / auch abwendung der denselben und anderen Reichs-Constitutionibus zu widerlauffenden Contraventionen / gewalthätigen durchzügen / einquartierungen / Plünderungen / Schatzungen und anderen dergleichen Kriegs-pressuren und beschwerden / wie die immer namen haben mögen / vermeint und angesehen seyn / auch nicht anderst verstanden und aufgenommen werden.

III. Beide hohe Herren Principalen wollen forderist aller Orhten / wo es dien- und erspießlich seyn kan / zu einrathung des Friedens bey denen in Waffen stehenden theilen ihre Officia eyfrig anwenden und jedesmahl von dem erfolg einander Freund-Vetterliche vertrauliche communication ertheilen.

IV. Wann aber der liebe Frieden besserer hoffnung zugegen nicht solte zu erheben seyn / sondern dieses unwesen so weit greiffen / daß beider Herren Principalen unschuldige Land und Unterthanen wieder die Reichs-Constitutiones und das Instrumentum Pacis mit durchzügen / straiffen / quartieren / contributionen oder anderen exactionen wolten bedranget werden / so obligiren sie sich hiemit / daß sie in Ihren Landen und gebiethen deren keines gestatten / auch da etwas dergleichen mit Gewalt gesucht oder vorgenohmen werden solte / einander auf weis und maß / wie hernach folgt / kräfftiglich assistiren und sich wieder männiglichen / so gut sie können / schützen und retten wollen.

V. Zu dem ende beide Allirte Chur- und Fürsten nicht nur Ihre Veste und haltbare Plätze mit Guarnisonen und anderen nothwendigkeiten versehen / und ihre Lands-Unterthanen in gutem Exercitio halten wollen / sondern sie versprechen auch einander mit nachfolgender geworbenen Mannschafft zu Roß und Fuß zu assistiren / als Chur-Bayern mit dreytausent zu Fuß / un eintausent zu Pferd / Wirtemberg aber mit eintausent fünffhundert zu Fuß und vierhundert zu Pferd.

VI. Und weilen diese Summa beiderseits hilfflaistung zu abwendung grossen Gewalts nicht erkleklich / so wollen Ihnen beide theil angelegen seyn lassen / daß bey dem Löblich-Schwäbischen Craiß / alwo man albereith in Werbung begriffen / das zur Reichs-Verfassung bewilligte quantum der zweytausent zu Fuß / und sechshundert zu Pferd auf daß förderlichste zusammen gebracht und also der völlige Craiß mit dieser Confœderation und Verbündnus einverleibt und vereiniget werde.

VII. Auf welchen fall stevendens Ihr Churfürstl. Durchl. in Bayern noch weiter versprechen, uber obige albereith ausgeworffene dreytausent zu Fuß und tausent zu Pferd mit der helffte des Schwäbischen Craisses quanti, ist tausent zu Fuß und dreyhundert zu Pferd / zu concurriren / also / daß die völlige Mannschafft dieser Confœderation sich auf siebentausent fünffhundert zu Fuß und zweytausent dreyhundert zu Pferd erstrecken wird.

VIII. Es wollen auch beide hohe Herren Paciscenten einige benachbarte Churfürsten und Stände ohne unterschied der Religion (derowegen man sich weiters miteinander zu vernehmen hat) zu gleichmässigen beytritt einladen / auch da sie sich selbsten angeben würden / auf weiß und weeg zulassen / wie man sich wird mit jeden der billichkeit nach vergleichen können / es verhoffen auch beide hohe Herren Principalen / weilen die freye Reichs-Ritterschafft des gemeinen Craises Schutz gleichfahls geniesset / dieselbe werde zu einer billichmässigen concurrentz nicht ungeneigt seyn.

IX. Da auch die Gefahr und Gewalt gros anscheinen würde / daß zu deren abwendung obige ausgeworffene / und der etwan noch beytretenden Stände Mannschafft unerklöcklich seyn solten / hette man förderlichst zusammen zuschicken / und sich wegen eines nach beschaffenheit der Gefahr adæquaten augmentu, als etwan von 4. in 5. Mann ferner zu vergleichen.

X. Ein jedweder aus den Allirten soll die hilff aus seinen Kosten laisten / und damit gute Disciplin unter den Völckern erhalten werden mögen / mit der bezahlung fleissig und richtig zuhalten / jedoch hat der jenige dem die hilff geschickt wird / mit beyschaffung des Proviants und anderer Lebens-mittel gegen billich- und leydentliche bezahlung solche vorsehung zuthun / damit kein abgang oder mangel erscheine.

XI. Ihre Churfürstl. Durchl. in Bayern sollen zu dem Corps wann es zusammen geführet wird / einen General Feldzeugmeister und General Wachtmeister / und Ihre Durchl. der Hertzog von Wirtemberg den andern General Wachtmeister / die Obristen Wachtmeister oder / andere Officier und Staab-Personen / ein jeder theil nach anzahl und proportion der Mannschafft die er steller / verordnen und auf seinen Unkosten unterhalten / welcher theil aber den General Wachtmeister zu Fuß / und welcher den zu Pferd geben möchte / hat man sich seiner zeit weiters amicabiliter zu vergleichen.

XII. Einem jedem theil stehet frey die Regimenten nach seinen

ANNO 1673.

nen gefallen einzurichten / jedoch / wann eines stärcker ist als das andere / sollen die dienste nicht nach anzahl der Regimenter / sondern der Knechten geleistet werden.

XIII. Das Ober-Commando über die Volcker soll allezeit der jenige aus denen Allirten haben / in dessen Land die operation ist / oder deme die Volcker zugeschickt werden / sonsten aber bleibt es bey der subordination die den hohen Kriegs-Aembtern und Officieren nach gestaltsame Ihrer Charge gebühret.

XIV. Unter denen Officieren / so gleiche Chargen haben / soll der gang und rang nach dem alter Ihrer Chargen gehalten werden.

XV. Die Allirte sollen Ihre Trouppes mit kleinen Feld-Stücklein / wie es die proportion erfordert / versehen / das grobe Geschütz aber / da man eines vonnöthen hätte / wie ingleichen die Munition der jenige hergeben / in dessen Land und Gebieth die action ist / doch daß die Munition auf der sambtlichen Allirten gemeinen Unkosten nach anzahl der Mannschafft in leidentlich- und billichen preiß wieder bezahlt werde / und ist die hilffleistung nach beschehener requisition längst inner 14. Tagen würcklich zu leisten / und dem hilff nehmenden zuzustellen.

XVI. Endlichen solle diese Verbündnus / wann es vonnöthen / auf 10. Jahr gültig seyn / und die Ratification von beiden hohen Herren Paciscenten darüber inner 14. Tagen ertheilet / und beiderseit ausgewechselt werden.

Dessen zu wahren Urkund haben sich beiderseits darzu verordnete Chur- und Fürstliche Ministri und Geheime Räthe unterschrieben und ihre Petschafft vorgetruckt. Geschehen in der Churfürstl. Haubt- und Residentz-Stadt München / den 10. Monats-tag Febr. Anno 1673.

(L.S.) Herman Egen Graff von Fürstenberg.

(L.S.) Caspar Schmid.

(L.S.) G. W. von Bidenbach.

Daß wir solchem nach erst vorstehenden Vereinigungs und Verbündnus Receß Unsers theils in allen seinen Puncten und Articulen allerdings genehm halten und hiermit ratificiren thun / haben wir zu dessen bestättung uns eigenhändig unterschrieben / unser Churfürstl. Geheimb Cantzley-Secret vortrucken lassen / so geben und geschehen in Unser Churfürstl. Haubt- und Residentz-Stadt München / den 1. Martii Anno 1673.

CI.

1. Mars. **Bundnüß zwischen Ihro Kayserl. Majest. Leopold den I. und Churfürst Johann Georg den II. zu Sachsen / wodurch Ihrer Kayserl. Majest. zu Beschutzung dero Königreiche und Erblanden / letzterer 3000. Mann; Ihro Kayserl. Majest. aber dem Churfursten 6000. Mann in Vergewaltigungs-Fällen zu senden stipuliren / aufgericht auf 5. Jahr. Wienn den 1. Martii 1673.** [Tiré de la Registrature d'Estat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

C'est-à-dire,

Traité d'Assistance entre Sa Majesté Imperiale LEOPOLD I. *& l'Electeur de Saxe* JEAN GEORGE II. *pour la Defense reciproque de leurs Terres & Provinces, par lequel les secours sont reglés à 6000. Hommes de la part de Sa Majesté Imperiale, & à 3000. de la part de l'Electeur. A Vienne le 1. Mars 1673.*

Im Nahmen der Heil. Dreyfaltigkeit Gottes / des Vaters / Sohns / und Heil. Geistes. Amen.

Sey hiemit Kund / und zu wissen / Nachdem der Allerdurchlauchtigste Fürst und Herr / Herr Leopold / erwehlter Röm. Kayser zu allen zeiten Mehrer deß Reichs / in Germanien / zu Hungarn / Boheimb / Dalmatien / Croatien / Sclavonien / rc. König / Ertz-Hertzog zu Oesterreich / Hertzog zu Burgund / Steyr / Kärndten / Crain / und Wirttenberg / Graf zu Tyrol rc. rc. nebst dem Durchlauchtigsten / Hochgebornen Fürsten und Herrn / Herrn Johann Georg dem Andern / Hertzogen zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / des Heil. Röm. Reichs Ertz-Marschalln / und Churfürsten / Landgrafen in Thüringen / Marggraffen zu Meissen / auch Ober- und Nieder Laußnitz / Burggraffen zu Magdeburg / Grafen zu der Marck und Ravensperg / Herrn zu Ravenstein / die eine zeithero auf des Heil. Röm. Reichs Teutscher Nation Confinien aufgegangene / und dasselbe zum Theil eingedrungene höchstgefährliche troublen / motus und Conjuncturen / daß / wo keine Vorsehung geschicht / dieselbe weither fortgehen / Ihre Erblanden / nebst gesamten Reich ergreiffen / und den gemeinen Ruhe stand und Genuß deß so theuer erworbenen und beständigen Westphälischen Friedenschlusses kräncken / ja gäntzlich aufheben / und zernichten mögten / dagegen der punctus securitatis Imperii, nebens allgemeiner Reichs-Verfassung über alle angewandte Bemühung / bey noch währenden Reichstag in Regenspurg deß dato zu keinen rechten Stand zubringen / noch durch die in Reichs-Satzungen verordnete ordinari mittel der vor Augen stehenden Gefahr mit Nachdruck und Würcklichkeit zu begegnen seyn will: Immittelst gleichwohl ohne Sicherung und Defension zustehen / weder dem Kayserl. allerhöchsten und Churfürstl. hohen Ambte und Pflichten gemäß / noch gegen das Reich und der eigene Lande und Leute verantwortlich gestanden.

ANNO 1673.

Alß ist auf Ihrer Kayserl. Majest. sowohl schrifftliche / als durch dero Ministros, den Kayserl. würckl. Rath und Abgeordneten / Herrn Otten / Abten zu Pauls / wie nicht weniger special Abordnung dero Cammerer und Reichs-Hoff-Raths / Herr Grafens Maximilian zu Mannsfeld / wohlgemeintes bewegliches Erinnern / fürstellen / und Einladen / beyderseits guth befunden worden / zu solchem Ende ein absonderliches Defensiv-Bündnuß / und Verfassung abzureden / zu projectiren / und von jetzgedachter Kayserl. und zween Churfürstl. Sächsischen Ministris den 28. Augusti jurück gelegten 1672. Jahrs unterzeichnen zu lassen; Nachdem aber vermög anderweith daselbst vorbehaltener Churfürstl. Abschickung nach'm Kayserl. Hofe / bey einem und andern punct fernere Erinnerung und Handlung fürgefallen / ist endlich / und nachdeme man sich völlig darüber vereinbahret / die nähere zusammensetzung / und Alliance zu Gottes Ehren / allgemeinen Reichs-Besten / und Erhaltung der von Gott anvertrauten Land- und Leuthe / mit allerseits guten willen und vergnügen / folgender gestalt geschlossen worden.

I. Nächst vorbehaltung der Röm. Kayserl. Maj. hohen Ambts Authorität / und gezimenden allerunterthänigsten Respects, soll dieses nähere Verständnuß / und vereinigung / zu niemandes offension, noch Schaden inner oder ausser Reichs / sondern allein zu rechtmäßig zugelassener verwahrung / Sicherheit / und Defension geschehen.

II. Versprechen Ihre Churfürstl. Durchl. zu Beschützung Ihrer Kayserl. Majest. Erblanden und Königreichs Böheim samt incorporirten Provintzien / Schlesien / und Mähren / wie auch deß Königreichs Hungarn / dreytausend Mann / alß eintausend zu Roß / und zweytausend zu Fuß / wie damit am füglichsten auszukommen seyn würde / nach Ablauff 3. Monathen / von zeit geschehener requisition zuschicken / und mit der Kays. Armée zu conjungiren / worneben es bey dißfalls den letzten Novembris Anno 1668. albereits getroffenen Defensiv-Fœdere, so weit in gegenwertigen kaine Änderung geschicht / sein gäntzliches verbleiben hat.

III. Hinwieder versprechen Ihro Kayserl. Majest. seiner Churfürstl. Durchl. zu Sachsen Churfürstenthum / mit allen darzu gehörigen / und incorporirten Landen / auch denen Marggrafthumben Ober- und Nieder-Laußnitz / in vergewaltigungs-fällen / binnen Monathsfrist von zeit ergangener Ersuchung / anzurechnen / mit 6000. Mann / als 4000. zu Fuß / und 2000. zu Pferd / wo nicht die Noth und Umbstände ein mehrers erfordern / ohne Erstattung einiger Kriegs-Kosten / zu Hülfe zu kommen / und sollen dieselben / so lang sie darinnen stehen, und agiren / Ihrer Churfürstl. Durchl. Ober-Direction und Commando untergeben seyn.

IV. Daferne auch biß zu Anfang nechst vorhandenen Monaths May kein Universal Frieden erfolgen / und das Heyl. Röm. Reich von jemanden Feindlich angegriffen werden solte; Übernehmen Seine Churfürstl. Durchl. zu defendirung deß gesambten Reichs / und manutenirung deß Westphälischen Friedens / nicht weniger besagte 3000. Mann / auf obbemelder 3. Monathliche requisition, zu stellen / und mit der Kayserl. Armée zu conjungiren.

V. Der Churfürstl. Volcker nun haben in der zeith / wann sie sich beym Kayserl. Corpo befinden / mit demselben gleiche quartier zu geniessen / auch angeregte dienste mit- und neben Ihnen / Militarischer Ordnung und proportion nach / zu leisten.

VI. Sollen zwar dieselben unter der Kayserl. Kriegs-Generalleute Commando, nach geschehener Conjunction, stehen / dem Churfürstl. Commendanten aber vor seine untergebene Soldaten die Jurisdiction gelassen / Sie auch in Ihrer Gewissens-Freyheit / und Religions Exercitio keinerley weise turbirt, noch gehindert werden.

VII. Soll der Churfürstl. Commendant zugleich dem Kriegs-Rathe beywohnen / und also alle wichtige Kriegs-Deliberationen nach vorhergegangener Communication mit demselben zu werck gerichtet werden.

VIII. Da auch unterdessen / oder nachgehends / Stillstands-Tractaten / und Friedens-Handlungen / unter was Namen es geschehen möchte / fürgehen würden / sollen Ihre Churfürstl. Durchl. vermittelst der Ihrigen darzu würcklich admittiret: Und ohne ihr vorbewust / nichts gehandlet noch zu præjuditz / oder Schaden bedingt / und versprochen / wohl aber dieselben in belachende Friedens-Vergleich eingeschlossen werden.

IX. Wird

ANNO 1673.

IX. Wird allen und jeden Chur- und Fürsten des Reichs sich in diess Defensive Fœdus mit beyderley Theile Consent zu begeben freygelassen.

X. Solches Bündnuss nun soll von dato der vollziehungen auf 5. Jahr/ im fall durch Friedliche Hinlegung/ oder sonsten die Ursachen/ so es die zeit veranlassen/ nicht ehe abgethan werden/ erstrecken/ würde sichs aber länger damit verweillen/ habe man ein halbes Jahr vor Ablauf der erwehnten über dessen Continuation, sich weither zu vernehmen/ und zu vergleichen.

Obiges alles nun ist durch die von Ihrer Kayserl. Majest. an einem und von Ihrer Churfürstl. Durchl. zu Sachsen/ am andern Theil hierzu deputirte/ und zu End unterzeichnete Plenipotentiarios, und gevollmächtigte/ Crafft den disfalls gehabten/ und gegeneinander aufsgewechselte Gewaldt- und Vollmachten/ welche unten angefüget/ biss zu allerhöchstgedachter Kayserl. Majest. auch höchst ernehmter Churfürstl. Durchl. Ratification, welche à dato binnen Monathsfrist eingebracht werden soll/ also abgehandelt/ beliebet/ und beschlossen/ auch zu dessen mehrern Urkund von Ihnen eigenhändig unterschrieben/ und darneben besiegelt werden. So geschehen Wien den 5. Martii 1673.

(L.S.) W. H. V. Sagan.

(L.S.) Johann Paul Hocher Hunff.

(L.S.) W. V. Gersdorff.

CII.

11. Mars. *Testamento de la Emperatriz Dona* MARGARITA MARIA *de Austria que fue Hija de D.* PHELIPPE IV. *Rey de España y Muger del Augustissimo Emperado* LEOPOLDO PRIMERO. *Fecha in Vienna de Austria a 11. de Março de 1673.* [Tiré de la Registrature d'Estat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

EN el nombre de Dios, todo poderoso, y de la Virgen Maria nuestra Señora, y de los Santos y Angeles de la Corte del Cielo. Nos la Emperatriz Dona Margarita Maria de Austria, Infante de España, hallandonos enferma del mal de la muerte, en este Imperial Palacio de Viena de Austria, y en nuestro sano y entero Juycio, otorgamos este Testamento, ultima y postrimera voluntad, en la forma siguiente, y en la que mejor haga lugar de derecho, con expressa clausula Cobdiciliaria.

Primeramente declaramos por nuestra unica universal y legitime Heredere de todo lo que nos pertenece, y puede pertenecer, a la Archiduquesa Maria Antonia nuestra Hija, confirmando en todo acontecimiento, y en el, que Dios nó permita, lo declarado, y lo en el Testamento del Rey mi Señor y mi Padre, de gloriosa memoria, contenido

En lo tocante à nuestro entierro, Funeral, Missas, y sufragios por nuestra alma, dejamos su execution a la voluntad del Emperador, nuestro Señor, y marido, confiando su mejor logro, del Carino que le devemos

Ytten mandamos a nuestra Señora de Zein quinientos talleres per una vez.

Ytten al Collegio de San Miguel desta Corte mandamos otros quinientos talleres, per una vez, para acabar y perficional la Capilla de San Blas, que esta en su Yglesia.

Ytten mas otros cien talleres, por una vez, a Santa Rosalia, en la parte que dejamos communicado à dicha Magestad Cesarea del Señor Emperador nuestro Tio.

Ytten mandamos otros cien talleres, por uno vez, al Convento de los hermanos de la misericordia, que esta extra muros desta Ciudad.

Ytten mandamos à la Imagen de nuestra Señora, que esta en el Altar mayor de la Yglesia de San Geronimo desta Ciudad, una Joya a eleccion de dicha Magestad Cesarea

Ytten mandamos al Señor Rey de España nuestro hermano, a la Señora Reyna de España nuestra Madre, a la Señora Emperatriz Eleonora nuestra Tia, y a la Archiduquesa Mariana nuestra hermana, à cada uno de los quatro, una Joya, segun la voluntad de dicho Señor Emperador nuestro Marito y Tio.

Itten mandamos al dicho Señor Emperador nuestro Tio por el grande cariño que le tenemos, y en memoria del que le professamos tan de obligacion, uno de los Aderezos ricos, que trujimos de España.

En commendamos con todad singularidad, al Señor Emperador nuestro Tio, y a la Señora Reyna de España nuestra Madre, las Personas de la Condesa de Kent, nuestra Camarera mayor, de la Marquesa de Lanzarotte, Señora de honor continua, de Doña Leonor Faxardo, Señora de honor y Guardamayor, y de las cinco Damas Españolas que actualmente nos sirven, pidiendoles con todo encarecimiento las honren y favorescan como lo merecen sus buenos servicios.

Ytten suplicamos al Señor Emperador nuestro Tio, que al Principe de Dietristain, nuestro Mayordomo mayor, le tenga por muy recomendado haciendo le merced que sus muchos servicios han merecido. Y lo mismo suplicamos a Su Magestad Cesarea por nuestras Damas Alemanas, que actualmente nos sirven.

Ytten mandamos a la Marquesa de los Balvases, a las dichas Camarera mayor, Princesa de Dietristain muger del dicho nostro Mayordomo mayor, a la Marquesa de Lanzarotte, a D. Leonor Fajardo, a nuestras cinco Damas Españolas y ocho Alemanas, que actualmente nos sirven, una Joya de las nuestras, a cada una de las referidas personas, las que fueron a la voluntad del Señor Emperador nuestro Tio.

Ytten es nuestra voluntad que a todos los Criados y Criadas que nos sirven actualmente se les de a todos, y a cada uno dellos de por si, la Racion, y Gajes que gozan en esta Cesarea Corte por sus Officios, de que les hacemos merced por todos los dias de su Vida, a imitacion de la Señora Emperatriz Maria nuestra Abuela, que gosa de Dios, queriendo que se les paguen de nuestra Dote, en Madrid, y per nuestra Embajada Cesarea, come se hace al pressente con los que sirvieron à dicha Señora nuestra Abuela, reduciendo esta Meneda alla de España, como lo se hiso entonces.

Suplicamos al Señor Emperador nuestro Tio, que como nos le tienes ofrecido, amparè la dicha nuestra familia, que actualmente nos sirve, haciendo les toda merced, y mandando condacir a España à los que su hubieren de bolver, y a la Señora Reyna de España nuestra Madre suplicamos lo mismo, y que los admitta todos en su real servicio, como tambien a las Personas, que tienen nuestra Imperial Palabra de ser admitida, a nuestro servicio, en los puestos que constan a dicho Señor Emperador nuestro Tio.

Y singularmente pedimos a la Señora Reyna nuestra Madre que favorezca la de Fr. Simon Garcia nuestro Confessor por lo bien que nos ha servido.

Ytten mandamos a la Condesa de Mansfeldt Aya de nuestra Hija, por lo que estimamos, y por el cuydado con que la sirve, en señas de nuestra gratitud, una Joya tambien de las nuestras, a eleccion del Señor Emperador nuestro Tio.

Y todo lo arriba referido, otorgamos por nuestra ultima voluntad, siendo testigos rogados el Marques de los Balvases, Embajador de España en esta Corte; el Principe de Lobkowitz, Mayordomo mayor de dicha Magestad Cesarea, el Principe de Dietristain, nuestro Mayordomo mayor, El Principe de Suarzemberg, Presidente del Consejo Aulico Imper., El Conda de Sinzendorff Presidente de la Camera, El Conde de Dietristain, Cavallerizo mayor de Su Magestad Cesarea, El Conde de Zinzendorff Mayordomo mayor de dicha Señora Emperatriz Leonora nostra Tia; El Baron Hocher Canciller Aulico de dicha Magestad Cesarea, y el Conde Francisco Agustin de Baldestain, en presencia de nuestros Secretarios Juan Jorge Koch, y Don Ysidro de Angulo; en cuya confirmacion lo firmamos, y mandamos sellar con ell sello acostumbrado de nuestras Imperiales Armas, corroborado de los dichos dos nuestros Secretarios. Fecho en Vienna de Austria a once de Março de mil y seiscientos y setenta y tres Annos.

MARGARITA MARIA.
(L. S.)

D. Pablo Spla. Doria.	(L. S.)	*Albrecht Gr. von Sinzendorff.*	(L. S.)
V. Duque de Sagan.	(L. S.)	*Johan Paul Hoch.*	(L. S.)
Ferdinando Principe de Dietrichstain.	(L. S.)	*Francisco Conte de Waldstein.*	(L. S.)
H. Pr. di Schwartzenberg.	(L. S.)		
G. Ludovico Conte di Sinzendorff.	(L. S.)		
Gundacaro Conte di Dietrichstain.	(L. S.)		

ANNO 1673. Y nos los susso referidos Secretarios de la Emperatriz nuestra Señora, que a lo dicho fuimes pressentes, y que de su mandado lo escrivimos, lo firmamos tambien en dieno dia, mes y año.

JUAN GEORGE KUCH. YSIDRO DE ANGULO.

NB. *Ce qui suit est écrit en Allemand au dos du Testament.*

GEgenwärtiges Testament ist zu Wien den 20. Martii 1673. nachmittag zwischen 4. und 5. Uhr in gegenwarth Ihrer Fürstl. Gl. Gl. Gl. der dreyen Herrn Fürsten: Als des Herrn Hertzogen von Sagan / des Herrn Fürstens Ferdinand von Dietrichstein und Herrn Fürstens von Schwartzenberg / und des Herrn Hoff-Cammer Præsidentens Grafens von Sinzendorff / und Herrn Hoff-Cantzlers Baron Hohers / und Meiner / in der Behausung Ihrer Fürstl. Gl. von Schwartzenberg (als die selbige tag an einem schwehern Catharr und Angenfluß das Bette hüten müssen) eröffnet und gebenttlich recognosciret / auch für das wahre und rechte Original befunden worden.

Wien den 20. Martii 1673.

Christoph von Abele.

CIII.

22. Avril. / 2. Mai. — LA SUEDE ET LES PROVINCES-UNIES.

Traité entre CHARLES XI. *Roi de Suede & les* PROVINCES-UNIES *des Pais-Bas, pour terminer quelques différens au sujet de la Navigation & autres. Fait à la Haye, le* $\frac{22.\ Avril}{2.\ Mai}$, 1673. [Manuscrit.]

SErenissimi & Potentissimi Principis ac Domini Caroli, Suecorum, Gothorum Vandalorumque Regis, Magni Principis Finlandiæ, Ducis Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stettini, Pomeraniæ, Cassubiæ, & Vandaliæ, Principis Rugiæ, Domini Ingriæ, & Wismariæ, nec non Comitis Palatini Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ & Montium Ducis, Regis & Domini nostri Clementissimi Nos Pedestrium Copiarum Generalis, & Gubernator in Elsborglehy & Dahl. Petrus Sparræ Liber B. in Chronebergh, Dominus in Nasby & Beltebergh, nec non ejusdem Sacræ Regiæ Majestatis Consiliarius Cancellariæ & Secretarius Status, Eduardus Ehrensteen, Hereditarius in Forsbygoard, Lindlio, & Barkestorp, ad Serenissimum & Potentissimum Magnæ Britanniæ Regem atque Rempublicam Unitarum Provinciarum Fœderati Belgii pro Pacis Mediatione obeunda missi & constituti Legati ut & altissimè quoque memoratæ Sacræ Regiæ Majestatis ad Unitos Belgas Ablegatus Extraordinarius & Consiliarius Aulicus Haraldus Appelboom, Hereditarius de Soderby, quemadmodum & Celsorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii Nos ad hunc Actum specialiter Deputati Commissarii, Gaspar Fagel Consiliarius & Pensionarius Hollandiæ & West-Frisiæ, Johan de Mauregnault, Wilhelmus ab Haren, Agri Bochani in Frisiis Grietmanus, Johan Isbrandes Horstlingh in Hoochkerke & Senator Groninganus, Deputati in Consessum Ordinum Generalium Uniti Belgii.

Notum testatumque facimus omnibus & singulis, quorum interest, aut quocunque nomine interesse poterit, quod cum altissimè memorata Sacra Regia Majestas Sueciæ nihil magis voveat, quam ut se inter Regnumque suum ab una & Celsitudinem D. D. Ordinum Uniti Belgii ab altera parte, firma & constans semper Amicitia vigeat & floreat; idque omne tollatur & complanetur, quod vel minimo impedimento esse queat, animorumque consensus, sicuti olim, cum hi respectivè Status essent non sine fructu ingenti quam conjunctissimi, ad illud reciprocæ & fidæ correspondentiæ fastigium rursus evehatur, ut mutui Fœderis antiqua necessitudo planè illibata & illæsa deprehendatur, atque altememorati D. D. Ordines Generales declaraverint, in eo studii genere omnem insimul promptitudinem seque tam bonæ Sacræ Regiæ Majestatis intentioni pari voluntate responsuros, & in eundem finem propositumque certatim & libenter cooperaturos esse; proinde congressi sint utriusque Partis supra nominati Plenipotentiarii interque eos actum & conclusum est modo sequenti. ANNO 1673.

I. Quemadmodum Sacræ Regiæ Majestati Sueciæ & Celsitudini D. D. Ordinum Generalium Fœderati Belgii non secus ac aliis Principibus, Regibus, & Supremis Statibus competit jus & libertas summa disponendi de suis Navigationibus, Vectigalibus, Mercibusque, ita par est, ut eodem jure & libertate sine ulla cujuspiam contradictione fruantur adeoque sicut elucidationis actus Helsingoræ $\frac{29.\ Novemb.}{9.\ Decemb.}$ 1659. conclusus per Tractatum $\frac{1}{8}$. Julii 1667. Hagæ-Comitis abrogatus visque ejus omnis in perpetuum extincta est, ita idem nunc confirmatur & stabilitur, & quidem sic, ut eadem elucidatio pro nulla semper habeatur, nec amplius existere præsumatur, neque talis aut consimilis impostérum fiat ulla, nec in præsens aut futurum hinc moveatur quidpiam, quod dictam Sacræ Regiæ Majestatis libertatem, & jus impedire valeat, nec eo nomine ad Elbingensem vel quempiam illius Tractatus Paragraphum ubi de radice talis vel consimilis elucidationis agi prætendatur, procurare liceat; sed ut pars utraque in ea explicatione planè acquiescat, quâ Sacra Regia Majestas Regnumque Sueciæ & Celsitudo D. D. Ordinum Generalium hodie fruuntur & possident, atque post eradicatam elucidationem usu ipso utrinque comprobata est, ac etiamnum viget, salvo in reliquis tam quoad Commercia, quam alia omnia Elbingensi Tractatu secundum verum & genuinum ejus sensum.

II. Præterea cum impositio aut onus quoddam ordinarium aut extraordinarium, quocunque tandem nomine illud appellatum sit, Navibus vel Mercibus in Mare Balthicum invehendis vel inde in Belgium Unitum exportandis in majorem Populorum illi Mari adjacentium gravationem quam quæ aliarum Gentium versus Occidentem vel aliorsum eunti redeuntique Navigationi & Commerciis reciprocandis incumbit, hactenus impositum sit, inter Plenipotentiarios pariter conventum & transactum est, ut Sacræ Regiæ Majestatis Subditi eorumque Naves & Merces conformiter Pactis non aliter quàm conjunctissima quæque Gens peregrina cum suis Navibus & Mercibus in quascunque Orbis partes iter instituerint, in Unitis Belgarum Provinciis habere debeant, ac proinde dictum onus, quocunque tandem nomine appellatum sit aut appellari possit, tollatur, abrogetur & cassetur, quemadmodum vigore præsentium tollitur, abrogatur & cassatur, ita ut deinceps sub nullo unquam prætextu nunc aut futuris temporibus capiatur, cesset verò omnis controversia super eo quod ex dicto onere hactenus perceptum est.

III. Deinde cum Art. 6 dicti Tractatus Anni 1667. statutum & decretum sit, ut controversiæ quæ inter Societatem Sueco-Americanam & Societatem Indiæ Occidentalis Fœderati Belgii intercedunt, tam ratione occupationis, quàm damnorum, quæ sibi à sese invicem in America facta, & illata esse prætendunt, secundum Justitiæ & æquitatis regulas, cum Sacræ Regiæ Majestatis Ablegato Hagæ-Comitis examinarentur, desuper transigeretur Partique læsæ confestim & sine mora satisfieret, neque hactenus ex illo tempore amplius quidquam actum sit, & tamen D. D. Legati Suecici contendant, evidenter constare à Societatis Sueciæ ejusdem Indiæ novam Sueciam dictam vi & armis subactam esse; apertè verò altememoratorum D. D. Ordinum Generalium Uniti Belgii petitum sit, ut collatis prius utriusque Societatis rationibus demonstretur, quomodo Ditio illa sit occupata, quidve injuriæ vel damni illati quælibet Societas ab altera prætendere sustineat, idque per temporis brevitatem nunc peragere cum non vacet, conventum est, ut statim post perfectum & conclusum hoc Pactum, controversiæ illæ à parte Sacræ Regiæ Majestatis per ejusdem hic loci Ministrum vel quemcunque alium aliosve ab altissimè memorata Sacra Regia Majestate ad illud negotium constitutos vel ordinatos, ex parte verò D. D. Ordinum ad id deputatos reassumantur, & quid quantumve damni & injuriæ alterutra Pars ab altera passa sit, accuratè investigetur, expendatur, & sine ulteriore mora secundum dictam definitionem tam ratione occupationis, quam damni dati intra currentis anni spatium satisfiat.

IV. Conventum præterea est Sacram Regiam Majestatem & Celsitudinem D. D. Ordinum Generalium operam omnem daturas, ut ad finiendas controversias, quæ inter Hæredes Grott Johannis ex una & Hæredes Crivitzii ex altera parte vertuntur, per dictos Hæredes Grott

ANNO 1673. Groit Johannis & dictos Hæredes Crlvitzli, quatenus postremi in his Provinciis Uniti Belgii morantur, aut bona eorum existunt ab utraque Parte litigante vel Confœderata intra trimestre tempus à die conclusi Tractatus pares numero Arbitri eligantur, & ut dictæ controversiæ à præfatis Arbitris aut viâ amicabili, aut eorundem Arbitrorum Sententiâ quàm celerrimè & ad minimum intra anni spatium terminentur, promittentes utriusque Partis Plenipotentiarii tam Regiam Majestatem quàm Celsitudines dictorum D. D. Ordinum Generalium, quatenus præfati Hæredes aut eorum bona in supradictis Provinciis existunt; absque ulla mora executioni mandaturas quod dicta viâ amicabili conventum aut Sententiâ Arbitrorum pronunciatum fuerit.

V. Postremò cum Tractatus die 6. Julii 1667. de Mercibus Contrabandis aliisque, adeoque de securitate & libertate Navigationis & Commerciorum, quid nimirum & quomodo tempore Belli ab utraque Parte Fœderata agi debeat, expressè ordinet & statuat, jamque remotis Articulis separatis ad tempus conclusi Fœderis duntaxat adaptatis, dictus Tractatus solus communi consensu ut norma habeatur quam Partes invicem sequi teneantur, inter Plenipotentiarios hac vice idem renovatus vigorique suo restitutus est, ac proinde si quæ hactenus à Reipublicæ Belgicæ armatoribus (*Commissie-Vaerders* dictis) contra Fœderis sensum surreptæ sint, vel dehinc ab alterutra Parte surripiantur aut alicubi detineantur, vel in futurum detentæ fuerint, promissum est, ut mox absque aliarum Legum vel Judiciorum ambagibus vel impedimento ullo privati cujuspiam, atque sine detrimento etiam, vel si illud contra dictum Fœdus illatum sit, præstitâ omnino promptè indemnitate dimittantur & in plenam libertatem restituantur. In fidem horum majorem duo exemplaria invicem commutanda confecta & dein extradita sunt Plenipotentiariorum manibus Sigillisque munita, addita stipulatione mutua de Ratificatione intra tres menses subsecutura, quæ hic loci mox commutari debeat, Actum Hagæ-Comitis die $\frac{22. \text{ Aprilis}}{2. \text{ Maii}}$ 1673. ANNO 1673.

(*L.S.*) P. SPARRE. (*L.S.*) GASPAR FAGEL.
(*L.S.*) EHRENSTEEN. (*L.S.*) JO. MAURSGNAULT.
(*L.S.*) HARALD APPELBOOM. (*L.S.*) W. V. HAREN.
(*L.S.*) J ISBRANDTS.

CIV.

$\frac{10}{20}$. Mai.

LE DANEMARC ET LES PROVINCES-UNIES.

Tractaet van Alliantie tusschen Syne Koninghlycke Majesteyt CHRISTIAEN DE V. *tot Denemarcken, ende de Hoog Mogende Heeren Staten Generaal der* VEREENIGHDE NEDERLANDEN, *over een reciproquelycke Assistentie. Gedaen tot Coppenhagen den* $\frac{10}{20}$. *Maii* 1673.

[Manuscrit, d'où l'on a tiré cette Piece qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europæum* Tom. XI. pag. 446. col. 2. en Allemand.]

KEnnelijck zy; Nademaal t'zedert de Alliantie tusschen den Doorluchtigsten ende Grootmagtigsten Furst ende Heere, Heere FREDERICK de Derden Koningh van Denemarcken, Noorwegen, der Wenden ende Gotthen, Hertog van Sleswyck, Holsteyn, Stormar ende der Dietmarschen, Graaf tot Oldenburgh ende Delmenhorst Glorieuser memorie, ende de Hoogh Mogende Heeren STATEN GENERAAL der Vereenigde Nederlanden in de Jaren 1649. 1657. ende 1666. gesloten den toestant van 't gemeene weesen, sigh merckelijck heeft verandert, ende de experientie getoont, dat de hulpe daar in *hinc inde* gestipuleert niet altydts soude konnen toereycken, maar het eene nootsaeckelyckheyt schynt te wesen, om over een meerdere assistentie reciproquelyck te convenieren; ende derhalven de Heeren Staten Generaal, om dese ende andere oorsaacken, goetgevonde hebben aan de jegenwoordige regeerende Koninckl̈ycke Majesteyt van Denemarcken, Noorwegen, &c. eerst den Welgebooren Heer, Heere *Daniel van Wyngaerden*, Vryheer van Wyngaerden, Ruybroeck ende Benthuysen, Heere van Werckendam, Soetermeer, Moermont en Renesse, uyt de Ridderschap van Holland ende West-Vrieslant, Ordinaris Gedeputeerde ter Vergaderinge van de Heeren Staten Generaal der Vereenighde Nederlanden wegens de selve Provincie, Bailliu, Dyck-Graaf ende Super-Intendant van het Kasteel, de Stadt en Lande van Woerden, Hooghe Heemraet van Delflandt, als haaren Extraordinaris Ambassadeur, ende naderhandt oock den Edelen Gestrengen, Wysen, Voorsienigen Heere *Simon van Beaumont* Secretaris van de Heeren Staten van Hollandt ende West-Vrieslandt als derselver Extraordinaris Gedeputeerde af te vaerdigen, om aen syne Koninghlycke Majesteyt die nootsaeckelyckheyt van dien voor te dragen, ende daer over in handelinghe te treden; oock het hooghstgedachte syne Koninghlycke Majesteyt belieft heeft daer toe te committeren de Wel-ende Hoogh-gebooren, Hoogh ende Wel-Edele Heeren, den *Uldrick Frederick Guldenleeuw* syner Koninghlycke Majesteyts Geheymen Raedt, Stadthouder ende Generael in Noorwegen, als mede Opper-Kamer-Heer &c. den Heer *Pieter Retz* Erf-Heere van Paltsgaerd, Ridder, Geheymen Raedt, Cancelier, President in het Cancellerye-Collegie, Gouverneur en Ampt-

CIV.

Traité d'Alliance entre CHRE'TIEN V. Roi de Dannemarc, & les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Païs-Bas, pour une reciproque Assistance. A Copenhague le $\frac{10}{20}$. Mai 1673.

$\frac{10}{20}$. Mai.

LE DANEMARC ET LES PROVINCES-UNIES.

SOit notoire, que comme depuis l'Alliance d'entre le Serenissime & très-Puissant Prince & Seigneur FREDERIC *Troisiéme Roi de Danemarc, Norwegue, des Vandales & des Gots, Duc de Sleswick, Holstein, Stormar, & de Ditmarsen, Comte d'Oldenbourg, & Delmenhorst, de Glorieuse mémoire, & les Hauts & Puissans Seigneurs les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, conclue ès années* 1649 1657. & 1666. *l'Etat de la Republique a changé considerablement, & que l'experience a fait voir que l'assistance qui y est* hinc inde *stipulée, non-seulement ne suffit pas, mais qu'il semble necessaire de convenir reciproquement d'une assistance plus grande, & que les Seigneurs Etats Generaux pour ces & autres raisons, ont trouvé à propos de députer à cet effet à Sa Majesté le Roi de Danemarc, Norwegue, &c. presentement regnant; le Sieur* Daniel de Wyngaerden, *Baron de Wyngaerden, Ruybroeck & Benthuysen, Seigneur de Werckendam, Soetermeer, Moermont & Renesse du College des Nobles de Hollande & West-Frise; Deputé Ordinaire en l'Assemblée des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas de la part de ladite Province, Baillif, Dick-Grave & Sur-Intendant des Château, Ville & Païs de Woerden, Grand Heemraat de Delftlandt, & leur Ambassadeur Extraordinaire, & depuis aussi le Noble, Discret, Sage & prudent Seigneur,* Simon de Beaumont, *Secretaire des Seigneurs Etats de Hollande, & de West-Frise, aussi en qualité de leur Deputé Extraordinaire, pour en proposer la nécessité à Sa Majesté de députer aussi à cet effet le Noble Seigneur* Ulrick Frederic Guldenleeuw, *Conseiller Privé de Sadite Majesté, Gouverneur & General en Norwegue, & aussi Grand Chambellan, &c. le Sieur* Pierre Retz, *Seigneur de Paltsgaerd, Chevalier, Conseiller Privé, Chancelier du College de*

ANNO 1673.

Amptman over Haddelandt, Offre-Rummerige, Buscherud ende Ringerugers-Ampt, oock *Assessor in Collegio Status* ende het Hooghste Gerechte; den Heer *Johan Christoff van Corbitz*, Erff-Heer van Helletup, Ridder, Geheymen Raedt, Ryck Maetschalck, Stichts-Gouverneur over Zeelandts Sticht ende Amptman over Coppenhagen ende Roschilde Ampt, als oock *Assessor in Collegio Status*, het Hooghste Gerechte ende het Kryghs Collegie, den Heer *Pieter van Griffenvelt*, Erf-Heer van Griffenvelt, Ridder, Geheymen ende Cancellerye-Raedt, Opper-ende Geheymen Staets ende Kamer-Secretaris, Gouverneur ende Amptman over Theunis-Berghamot, als oock *Assessor in Collegio Status*, ende het Hooghste Gerechte; den Heer *Paul van Klingenbergh*, Erf-Heer van Bustrup, Hanrou ende Tostrup, Staets-Raet ende Post-Meester Generael in Denemarcken, ende den Heer *Coenraedt Bierman*, Cancellerye-Raedt, Staets ende Kamer-Secretaris, oock *Assessor in Collegio Status*, ende het Hooghste Gerechte; dat naer ryp overlegh van Saecken ende verscheyden gehoudene Conferentien ende by-eenkomste over de naervolgende Poincten ende Articulen, van weederzyden geaccordeert ende verdragen is als volght:

I. Sal tusschen Syne Koninghlycke Majesteyt ende de Heeren Staaten Generael der Vereenighde Nederlanden, zyn ende blyven bestandige Vriendtschap ende vertrouwde Correspondentie, soo dat d'een d'andere getrouwlijck meynen, ende niet alleen soo dickmaels als het noodigh wesen sal voor schade ende onheyl by tyts waarschouwen, maer oock van den selven alle pericul ende ongelegentheyt, conform den inhouden van de naervolgende Articulen effectivelyck helpen afkeeren.

II. Indien by gevolge Syne Koninghlycke Majesteyt van iemandt, wie het oock soude mogen wesen, niemandt uytgesondert, in Europa vyandtlyck soude mogen werden overvallen ende aangetast, het zy dat sulcks geschiede opentlyck met de Wapenen ofte oock door andere feytelyckheden ende indrachten voortkomende ende haaren oorspronck nemende uyt Syne Majesteyts Landen ende Kusten, binnen ofte buyten Europa gelegen, tot herstellinge ende afwendinge van dewelcke Syne Koninghlycke Majesteyt soude genootsaeckt werden van selfs de Middelen by de hand te nemen, dewelcke soo wel de Goddelycke als natuyrlycke ende aller Volckeren Rechten in diergelycken voorvallen toelaten, soo belooven de Heeren Staaten Generael Syn Koninghlycke Majesteyt, op des selfs begeeren ende gedane Notificatie, binnen twee maenden, ofte wel eerder, indien sulcks eenichsints sal konnen geschieden, boven de ses duysent Man in de voorige Tractaten de Annis 1649. 1657. ende 1666. gestipuleert, op haer eygen onkosten te hulp te senden, soodanige macht te Water ende te Lande, aen Schepen ende Volck te Paerde ende te Voet, als naer de geschapentheyt ende ten roestant van saecken sal van nooden zyn, omme den Vyandt ende desselfs geweldt af te keeren; of in gevalle de Heeren Staaten Generael met soo veele Volckeren te Paerdt ende te Voet soo haest niet soude konnen opkomen, dat de selve als dan een gedeelte aen Volck, ende een gedeelte in baren gelde, om de deficierende Manschap daer mede op de been te brengen, ende t'onderhouden, sullen verschaffen, ende daer mede, soo lange den Oorlogh duyren sal, continueren; maer in cas soodanigh secours omme den Vyandt af te dryven ende tot reden te brengen, niet soude konnen toereycken, het zy dat Syne Koninghlycke Majesteyt, of met een gekroont Hooft, of met sulcken Staet, die van een gekroont Hooft geappuyeert ende geassisteert wierde, in Oorlogh mochte geraecken, soo sullen de Heeren Staaten Generael schuldigh zyn, boven alle het voorschreven secours Sijn Koninghlycke Majesteyt op haer eyghen onkosten met haer geheele Macht te Water ende te Lande te assisteeren, ende de Vyanden van Syne Koninghlycke Majesteyt met het uyterste vigueur, kracht ende vermogen aen te tasten, de selven alle mogelycken afbreuck

de la Chancellerie, Gouverneur, & Grand Baillif de Haddelandt, & des Châtellenies de Offre-Rummerigo, Buscherud, aussi l'Assesseur au College d'Etat, & de la Haute Justice, le Sieur, Jean Christophle de Corbits, *Seigneur Héréditaire de Hellerup, Chevalier, Conseiller Privé, Maréchal du Royaume, Gouverneur de Zelande, & Baillif des Châtellenies de Coppenhague, & Roschilde, comme aussi l'Assesseur au College d'Etat, Haute Justice, & College de Guerre le Sieur* Pierre Griffenvelt, *Seigneur Héréditaire de Griffenvelt, Chevalier, Conseiller Privé, & en la Chancellerie, Premier Conseiller d'Etat & Privé, & Secretaire de la Chambre, Gouverneur & Grand Baillif de la Châtellenie de Teunis-Berg, comme aussi l'Assesseur au College d'Etat, & Haute Justice, le Sieur* Paul de Klingenberg, *Seigneur Héréditaire de Bustrup, Hanrou & Tostrup, Conseiller d'Etat, & Directeur Général des Postes de Danemarc, & le Sieur* Conrard Bierman, *Conseiller de la Chancellerie & d'Etat, & Secretaire de la Chambre, comme aussi Assesseur au College d'Etat, & de la Justice Suprême, & qu'après avoir tenu diverses Conférences, & Assemblées, ils ont de part & d'autre convenu & accordé sur les Points & Articles ci-après en la manière suivante.*

I. Il y aura entre Sa Majesté, & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, une constante amitié, confiance, & correspondance, en sorte qu'ils sont d'intention non-seulement de se donner avis l'un à l'autre, toutes & quantes fois que besoin sera, de tout ce qui pourroit tendre à leur dommage & malheur, mais s'assisteront l'un l'autre à detourner effectivement tous les dangers & dommages qui pourroient les menacer, conformément au contenu des Articles suivans.

II. Si par consequent quelqu'un, qui que ce puisse être, nul excepté, venoit à attaquer Sa Majesté hostilement en Europe, soit que ce soit ouvertement, par la voye des armes, ou bien par quelque autre acte d'hostilité, & voyes de fait, à cause des Pais & Côtes de Sa Majesté, situez dedans ou dehors de l'Europe, & pourquoi rétablir & détourner, Sa M. seroit obligée de prendre en main les moyens tant Divins que naturels, & tous autres qui sont permis par le Droit des Gens & autre, c'est pourquoi les Seigneurs Etats Généraux ont promis à Sa Majesté sur sa requisition, & Notification qu'il en fera, de lui envoyer à leurs propres dépens en secours dans deux mois ou plûtôt, si la chose se peut faire, outre les six mil Hommes stipulez ès précédens Traitez des années 1649. 1657. & 1666. telles Forces par Mer & par Terre, en Vaisseaux & Troupes de Cavalerie & d'Infanterie que par la disposition & situation des affaires, il sera de besoin pour repousser l'Ennemi & ses violences, ou au cas que les Seigneurs Etats Généraux ne puissent pas fournir si promptement autant de Troupes de Cavalerie & d'Infanterie, qu'ils fourniront une partie en Troupes, & une partie en argent comptant, pour en mettre sur pied les Troupes qui défaudront, & les entretenir, & continuer ainsi tant que la Guerre durera; mais au cas qu'un tel secours ne soit pas suffisant pour repousser l'Ennemi, & l'amener à la raison, soit que Sa Majesté entre en Guerre, ou avec une Tête Couronnée, ou avec quelque Etat qui seroit appuyé d'une Tête Couronnée, & en seroit assisté, les Seigneurs Etats Généraux seront obligez, outre le susdit secours, d'assister Sa M. à leurs dépens de toutes leurs forces, tant par Mer que par Terre, & d'attaquer les Ennemis de Sa M. avec la dernière vigueur, force & pouvoir, de leur faire tout le dommage possible, & de rompre & d'entrer en Guerre ouverte avec eux,

tout

ANNO 1673.

ANNO 1673.

breuck te doen, ende met haer in openbaere Vyandtschap, Oorlogh, ende Rupture te treden, niet anders als of aen Haer selfs indrachte gedaen, ende sy waren geattacqueert geworden, oock daer inne te continueeren, soo lange dat de Vreede weder verkreghen, ende aen sijne Koninghlijcke Majesteyt voor de geledene ende toegevoeghde schade, tot vergenoegen satisfactie geschiedt sal zyn, sonder dat Haer Hoogh Mog. sullen bevoeght zyn, van wegen soodanige ordinaire of extraordinaire assistentie te Water ende te Lande oyt eenige vergoedinghe, refusie of recompens te eysschen ofte te pretenderen, onder wat pretext suleks soude konnen geschieden.

III. Van gelycken in gevalle de Heeren Staten Generael der Vereenichde Nederlanden, van ymandt, wie die oock soude mogen weesen, niemandt uytgesondert, in Europa vyandtlijck soude mogen werden aengetast ende overvallen, het zy dat het selve geschiede opentlijck met de Wapenen, ofte ouck door andere feytelijckheden ende indrachten, voortkomende, ende haeren oorspronck nemende uyt Haer Hoogh Mog. Landen ende Kusten binnen ofte buyten Europa gelegen, tot herstellinge ende afwendinge van de welcke de Heeren Staten Generael van selfs genootsaeckt soude werden, die Middelen by der handt te nemen, de welcke soo wel de Goddelijcke als Natuyrlycke ende aller Volckeren Rechten in diergelijcken voorvallen toelaten, soo belooft Sijne Koninghlijcke Majesteyt aen de Heeren Staten Generael, op der selve begeeren ende gedaene Notificatie, binnen den tyt van twee maenden, ofte wel eerder, indien suleks eenichsints sal konnen geschieden, te hulp te komen met een Vloot van veertich goede Oorlogh Schepen met Volck ende alle andere nootsaeckelijckheden wel voorsien: Alleeniks voor soodanige Subsidien ende op sulcke conditien als by het voorige Tractaet van den $\frac{4}{14}$ Februarii sestien-hondert ses en t'sestigh is gestipuleert, behoudens dat Sijn Koninghlijcke Majesteyt op hem neemt, het volle getal van de veertigh Oorlogh-Schepen te equiperen, ende het geene verders in het naervolgende achtste Articul wegens de conjunctie aengeroert werd; oock daer benevens Haer Hoogh Mog. in plaetse van de ses duysent Mannen by de voorengaende Tractaet gestipuleert, ende waer van de Heeren Staten Generael, midtsgaders van de pretentie dien aengaende gemoveert, by desen t'eenemael afstandt doen, te Lande te assisteeren met een Armée van thien duysent Man, te weten vier duysent Paerden in acht Regimenten ende ses duysent te Voet in ses Regimenten, midtsgaders met eene Artillerye, geproportionneert naer het getal van de voorschreve Militie, ende daer mede tegens de Vyanden van den Staet van Haer Hoogh Mog. te ageren, soo lange den Oorlogh duyren sal: Voor welcke assistentie te Lande, de Heeren Staten Generael aen Sijne Koninghlijcke Majesteyt tot de helfte van de voorschreve thien duysent Man sullen betalen de Werfgelderen, te weten veertich Ryexdaelders voor een Ruyter, ende thien Ryexdaelders voor een Voetknecht, maeckende te samen hondert thien duysent Ryxdaelders; ende voor het maendelijck onderhout van de voorschreve helfte, op een Regiment te Paert vier duysent seven hondert t'sestigh Ryexdaelders dertich stuyvers, ende op een Regiment te Voet vier duysent een hondert vier Ryexdaelders vier stuyvers; oock boven dien op elcks Regiments-Staff des maents twee hondert thien Ryexdaelders, maer tot den Generaels-Staff, als mede tot de Artillerye ende de dependentien van dien, des maents seven duysent vier hondert twintich Ryexdaelders; welcke onderhout-Penningen te saemen des maents beloopen veertich duysent twee hondert vyf en veertich Ryexdaelders: Waer tegens Sijn Koninghlijcke Majesteyt de voorschreve Heeren Staten Generael alle verdere onderhoudinge ende andere onkosten, soo wel by de Vloot, als by de Militie te Lande te supporteeren, sal afhouden ende gantschelyck ontheffen, maer in cas het voorsz. secours niet mochte konnen toereycken, omme den Vyant af te weeren, ende den selven tot reden te brengen, of oock de Heeren Staten Generael met een gekroont Hooft, ofte soodanigen Staet dewelcke van een gekroont Hooft ondersteunt ende geassisteert wierden, in Oorlogh mochten geraecken, soo sal sijne Koninghlijcke Majesteyt het voorgemelde secours verdobbelen, ende tot op twintich duysent Man, te weten, acht duysent te Paert ende twaelf duysent te Voet vermeerderen: Waer tegens de Heeren Staten Generael de Subsidien van gelycken te verdobbelen, ende

tout de même, & non autrement que si les hostilitez étoient faites à eux mêmes, & que s'ils étoient attaquez, & d'y persister jusques à ce qu'on ait obtenu la Paix, & que satisfaction ait été faite à Sa Majesté pour le dommage qu'elle aura souffert; sans que Leurs Hautes Puissances soient jamais fondées pour telles ordinaires, & extraordinaires assistances par Mer & par Terre, de demander, ou prétendre aucune indemnité, refusion, ou récompense, sous quelque prétexte que ce puisse être. ANNO 1673.

III. Semblablement, au cas que les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas viennent à être attaquez en Europe par qui que ce puisse être, nul excepté, soit ouvertement par les Armes, ou par autre voye de fait, à cause des Païs & Côtes que L. H. P. ont en Europe, pourquoi retablir & détourner les Seigneurs Etats Généraux seroient obligez de se servir des moyens que Dieu & la Nature, aussi-bien que le Droit des Gens permet en telles occasions, Sa Majesté promet auxdits Seigneurs Etats Généraux, sur leur requisition & dans deux mois de la Notification qui leur en sera faite, ou plûtôt si la chose se peut faire en quelque maniere, de les secourir avec une Flotte de quarante bons Vaisseaux de Guerre, pourvûs de Troupes & de toutes autres choses necessaires, moyennant les Subsides, & sous les conditions stipulées par le précédent Traité du $\frac{4}{14}$ Février mil six cens soixante-six; excepté que Sa Majesté se charge d'équiper le nombre entier desdits Vaisseaux de Guerre, & ce qui en outre est mentionné dans le huitiéme Article suivant, à l'égard de la conjonction, & d'assister aussi par Mer, & par Terre, outre ce L. H. P. au lieu des six mil Hommes stipulez par les Traitez précédens, & dont les Seigneurs Etats Généraux se désistent entierement, aussi-bien que des pretensions mûës à cet égard, d'une Armée de dix mil Hommes, sçavoir quatre mil Chevaux en huit Régimens, & six mil Hommes d'Infanterie en six Regimens, avec une Artillerie proportionnée au nombre des susdites Troupes, pour s'en servir, & agir contre l'Ennemi de l'Etat de L. H. P. tant que la Guerre durera; pour lequel secours par Terre, les Seigneurs Etats Généraux payeront à Sa Majesté la moitié des Deniers de levée desdits dix mil Hommes, sçavoir quarante Risdales pour un Cavalier, & dix Risdales pour un Fantassin, faisant ensemble cent dix mil Risdales, & pour l'entretien par mois de la susdite moitié pour un Regiment de Cavalerie quatre mil sept cens soixante Risdales, trente sous; & pour un Regiment d'Infanterie quatre mil cent quatre Risdales quatre sous, aussi outre cela pour chaque Etat Major de Regiment par mois deux cens dix Risdales, mais pour l'Etat Major General, aussi-bien que pour l'Artillerie & dépendance d'icelle sept mil quatre cens vingt Risdales, lesquels Deniers d'entretien montent ensemble par mois à quarante mil deux cent quarante-cinq Risdales. Et Sa Majesté déchargera de sa part les susdits Seigneurs Etats Généraux de tout autre entretien & frais qu'il faudra porter, tant pour la Flotte que pour les Troupes de Terre: Mais au cas que ledit secours ne fut pas suffisant pour repousser l'Ennemi, & l'amener à la raison; ou que les Seigneurs Etats Généraux vinssent à entrer en Guerre avec une Tête Couronnée, ou avec quelque Etat qui seroit soûtenu, & assisté d'une Tête Couronnée, Sa Majesté redoublera le susdit secours, jusques à vingt mil Hommes, sçavoir huit mil de Cavalerie, & douze mil d'Infanterie; & les Seigneurs Etats Généraux doubleront aussi lesdits Subsides de leur côté, & ce, outre l'entretien, qui ment

ANNO 1673

ende nevens den onderhout, die als dan maentlyck tot tagentich duysent vier hondert t'negentich Ryexdaelders sal beloopen, en aen Werf gelderen twee hondert twintich duysent Ryexdaelders, te betalen gehouden sullen zyn, boven alle het voorschreve secours, sal Sijne Koninghlijcke Majesteyt verders schuldig zyn, Haer Hoogh Mogende met sijn geheele Macht te Water ende te Lande te assisteeren, ende der selver Vyanden met de uyterste vigueur, krachte ende vermoogen aen te tasten, de selve alle mogelycke afbreuck te doen, ende met haer in openbare Vyantschap, Oorlogh ende Rupture te treden, niet anders, als of Sijn Koninghlijcke Majesteyt selfs indrachten gedaen, ende de selve geattacqueert ware geworden, oock daer inne te continueren, so langh tot dat de Vreede wederom verkregen, ende aen Haer Hoogh Mogende voor de geledene ende toegevoeghde schade tot vergenoegen satisfactie geschiet sal zyn.

IV. Waer by dan expresselijck is bedongen, dat de betaelinge van de voorsz. gesamentlijcke Subsidien tot Hamburg in Banco tichtich, ende onfeylbaerlijck als Wissel-gelden sal geschieden; in dier voegen, dat de helft van ses hondert duysent Ryexdaelders tot de Vloot belooft, namentlyck, drie hondert duysent Ryexdaelders voor af als de eerste termyn; Van gelycken de gestipuleerde Werf gelden tot de voorschreve Armée te Lande, sullen werden betaelt, terstont als het secours sal werden begeert; maer de tweede termyn tot de Vloot, te weten hondert vyftigh duysent Ryexdaelders drie maenden daer naer, ende naer 't verloop van noch drie andere maenden, het derde ende laetste termyn, te weten, de resterende hondert vyftigh duysent Ryexdaelders; maer wat aengaet de Subsidien tot het onderhout van de Militie te Lande, de selve sullen wel voor de drie eerste maenden van gelycken tot Hamburg in Banco ofte by seekere Koopluyden gereedt leggen; dogh de eerste maent maer half werden gereckent, ende de betalinghe van een geheele maent gepresteert eerst vier weecken naer dat de Werfgelden sullen weten betaelt, ende van de overige anderhalf maenden, by de eerste Monsteringe; maer naer expiratie van dese drie eerste maenden sullen voor den volgenden vierden maent de Subsidien tot het onderhout terstont in 't beginne van de selve maent, ende soo voorts, soo lang den Oorlogh duyren sal, in 't begin van elcke maent, door de Heeren Staten Generael aen de Gevolmachtichde van Syne Koninghlycke Majesteyt in Hamburg werden getelt.

V. Ende niet tegenstaende het onderhout, gelyck terstont is geseyt, by Haar Hoogh Mog. niet meer als t'elkens op een maent sal werden betaelt, soo sullen echter de Subsidien geduyrende den Oorlogh van vier maenden tot vier maenden continueren, soodanig, dat al schoon de Vreede in de eerste tweede ofte derde maent gesloten ende geratificeert wierde, echter de Subsidien voor die vier volle maenden sullen moeten werden betaelt, maer Indien men in de vierde ende laetste maent de Vreede, ende de Ratificatie van dien quame te verkryghen, ende dat de Volckeren bequamelyck, ende sonder pericul van d'een of d'andere der Geallieerdens souden konnen werden afgedanckt, soo sullen de Heeren Staten Generael gehouden zyn, niet alleen de Subsidien voor de vier volle maende, maer oock nogh een maent daer boven te betalen; dan aengaende de continuatie van de Subsidien tot de Vloot blyft het by het geene wat by het Tractaet in Anno 1666. opgerecht, is geaccordeert ende vergeleecken geworden.

VI. Ende nademael Haer Hoogh Mog. in manieren voorschreve sich obligeeren aen Syne Majesteyt, voor des selfs beloofde Assistentie met Subsidien te gemoet te komen, soo sullen oock de Volckeren, wanneer sy geworven ende op het Rendevous by den anderen sallen gekomen zyn, in presentie van Haer Hoogh Mog Commissarissen werden gemonstert, omme te sien of deselve compleet zyn, ende in het veraccordeerde getal sigh bevinden, ende vervolgens oock, soo haest immers mogelyck is, tot assistentie van Haer Hoogh Mog. aengevoert, ende reëlyck geemployeert werden. Maer naermaels sal de Monsteringe alle drie maenden ofte oock meermaelen, indien sulcks by Syne Koninghlycke Majesteyt ende Haer Hoogh Mog. ofte der selver Gevolmachtighde, nodich ende dienstich sal worden geoordeelt, gedaen werden; ende sal de bevon-

ANNO 1673.

montera alors par mois à quatre-vingt mil quatre cens quatre-vingt & dix Risdales, & les Deniers de levée deux cens vingt mil Risdales, qu'ils seront obligez de payer. Outre tout le susdit secours, Sa Majesté sera de plus obligée d'assister L. H. P. de toutes ses Forces de Mer, & de Terre, & d'attaquer leurs Ennemis avec la derniere vigueur, force & puissance, pour leur faire le plus de dommage qu'il sera possible, comme aussi d'entrer avec eux en inimitié, Guerre & Rupture, & non autrement que si l'hostilité se faisoit à Sa Majesté même, & qu'elle fut attaquée. Et aussi d'y persister, tant que la Paix soit rétablie, & que L. H. P. ayent reçû satisfaction pleine & entiere pour le dommage qui leur aura été fait, & qu'ils auront souffert.

IV. Outre quoi, il est expressement stipulé que le payement des susdits Subsides ensemble se fera à Hambourg en Banque, & sans faute comme un Change, en cette sorte, que la moitié des six cens mil Risdales promis pour la Flotte, sçavoir trois cens mil Risdales, comme terme premier, comme aussi les Deniers de levée stipulez pour la susdite Armée de Terre seront payez aussi-tôt que le secours sera requis; mais le second terme pour la Flotte, sçavoir cent cinquante mil Risdales trois mois après, & après l'expiration de trois autres mois, le troisieme & dernier terme, sçavoir les cent cinquante mil Risdales restans; mais pour ce qui concerne les Subsides pour l'entretien des Troupes de Terre, ils seront avant les trois premiers mois remis à Hambourg en Banque, ou par des Marchands sûrs en argent comptant; mais le premier mois la moitié seulement sera comptée, & le payement d'un mois entier sera fait, seulement quatre semaines après que l'argent de levée aura été payé, & pour l'autre mois & demi restant, à la premiere revûë. Mais après l'expiration de ces trois premiers mois, seront pour le quatrieme mois, & dès le commencement d'icelui, payez par les Seigneurs Etats Généraux aux Plenipotentiaires de Sa Majesté à Hambourg les Subsides pour l'entretien, & ainsi de suite, au commencement de chaque mois, tant que la Guerre durera.

V. Et nonobstant que l'entretien, comme il vient d'être dit, ne sera à chaque fois payé qu'à un mois près par L. H. P. neanmoins les Subsides continueront de quatre mois en quatre mois tant que la Guerre durera, en sorte qu'encore que la Paix vienne à se ratifier dans le premier, second ou troisieme mois, lesdits Subsides devront cependant être payez pour les quatre mois entiers; mais si la Paix & Ratification vient à se faire dans le quatrieme & dernier mois, & que les Troupes puissent convenablement, & sans danger pour l'un & l'autre des Confederez, être congédiées, les susdits Seigneurs Etats Généraux seront obligez de payer les Subsides non-seulement pour les quatre mois entiers, mais encore pour un mois de plus. Mais à l'égard de la continuation des Subsides pour la Flotte demeure ce qui est accordé, & convenu par le Traité de l'an 1666.

VI. Et comme L. H. P. s'obligent en la maniere que dessus de donner des Subsides à Sa Majesté pour l'assistance promise; quand les Troupes seront levées & arrivées les unes près des autres au rendez-vous, elles seront passées en revûë en la présence des Commissaires de L. H. P. pour voir si elles sont complettes, & au nombre dont on est convenu, & seront ensuite conduites & employées réellement aussitôt qu'il sera possible pour le secours de L. H. P. mais en après la môntre s'en fera tous les trois mois au plus souvent, si Sa Majesté & L. H. P. ou les personnes à ce autorisées le jugent utile & nécessaire; & la diminution qui sera trouvée du nombre

ANNO 1673.

vondene afganck ende verminderinge van het getal van 't Volck soo die tot op duysent Mannen komt te beloopen, ende dat de Officiers sullen konnen bewysen dat sulcken afgangh ende verminderinge niet by haer versuym toegekomen, noche uyt eenige andere practyke gesprooten is, maer dat sulcke Volckeren ofte in de Oorloghs-Actien zyn gebleven ende vermist, of andersints wegh gestorven, door de Heeren Staten Generael voor de helfte g remplaceert, ende de nodige Recreuterings-gelden daer toe aengetelt werden.

VII. De Regimenten te Paert, mitsgaders de Dragonders (drie Dragonders tegens twee Ruyters ende een Voetknegt gerekent) waer van elck Regiment in vyf hondert Man sal moeten bestaen sullen, in ses Compagnien, maer die te Voet elck van duysent Man, in thien Compagnien werden afgedeelt; doch sal het aen Syne Majesteyt vry staen, de voorschreve Regimenten in 't generael, ofte elck in 't bysonder, na syn believen ende gelegentheyt te formeeren, soo maer het gestipuleert getal van de voorschreeve Volckeren sich ieder mael sal uytvinden ende Haer Hoogh Mog. wegens deselve, boven de voorschreeve Subsidien met geen meerder lasten ende uytgiften en werden beswaert.

VIII. Ten aensien van de Oorloghs-operatien ende hoe deselve ten gemeenen besten sullen konnen werden gevoert, is vergeleecken, dat over deselve ieder mael sal werden geconcerteert tusschen Syne Koninghlycke Majesteyt ofte de geene aen de welcke deselve het Opper-Commando over syne Volckeren sal toe betrouwen; ende de Gevolmachtighden van Haer Hoogh Mog de welcke ten dien eynde tot alle Oorloghs-deliberatien sullen werden geadmitteert. Ende in gevalle eenigh Exploict by de handt soude mogen werden genomen dat strecken mochte tot bescherminge van Haer Hoogh Mog. Landen ende Steden, ofte van sulcke Plaetsen die met derselver Guarnisoen zyn beset, ofte oock tot recuperatie van die geene, de welcke in het gewelt van den Vyant soude mogen zyn geraeckt, soo sal alsdan in de deliberatie het sentiment van Haer Hoogh Mog. Gevolmachtighde, voor soo verre de Oorloghs-reden 't selve sal toelaten, prevaleeren ende gevolght werden, maer by aldien dusdanige Oorloghs-operatien souden mogen concerneren Syne Koninghlycke Majesteyt, ende de defencie, seeuriteyt, ende Interest van desselfs Rycken ende Landen, in sulcken gevalle sal het goetduncken, ende de meyninge van Syne Koninghlycke Majesteyt ofte desselfs Gevolmachtighden prevaleren, ende soo verre als de Oorloghs-raison sulcks toelaten sal ter executie geleyt worden, dat daer beneffens oock wederzydts Gevolmachtighden ende Generalen geinstrueert ende gelast sullen werden, sich na den innouden deses Tractaets, soo veel de Oorloghs-verrichtinge aengaet, in alles reciproquelyck te reguleren, het sy wanneer Syne Majesteyt Haer Hoogh Mog. ofte deselve Syne Majesteyt sullen assisteeren, maer wat de Vloot belanght, blyft het dienaengaende, gelyckerwyse by het Tractaet anno sesthien hondert ses en 't sestich opgerecht, behoudens alleen dat Syne Majesteyt gehouden sal zyn, wanneer het den noodt sal komen te vereysschen, ende dat deselve in syne eygen Rycken ende Landen geen pericul te verwachten heeft op Haer Hoogh Mog. begeeren een gedeelte van syne Oorlogh-schepen tot twintich in 't getal met Haer Hoogh Mog. Capitale Vloot by Fleckeroe ofte de Neus in Noorwegen te conjungeren.

IX. By soo verre oock de assistentie-Volckeren, geduyrende de Oorloghs-Oeffeninghe, occasie mochten bekomen, eenige Landen den Vyandt toebehoorende, onder contributie te setten, soo sullen in sulcken cas de gegevene Contributien aen beyde de Hooge Geconfedereerde in gelycke deelen toe ende ten goeden komen: Dogh is hier onder niet te verstaen 't geene den Soldaet in de Quartieren aldaer sal genieten, ende vervolgens oock Syne Koninghlycke Majesteyt aen de beloofde Subsidie dieswegen niet afgaen: Maer by aldien Syne Koninghlycke Majesteyt ofte syne Onderdanen aen de Volckeren van de Heeren Staten Generael, ofte Haer Hoogh Mog. of derselver Ingesetenen aen de Troupes van Syne Koninghlycke Majesteyt eenige assistentie van Provandt ofte andere nootwendigheden souden mogen komen te doen, sal de geene aen de welcke sodanige assistentie geschiet, gehouden zyn aen de andere sulcks met contant gelt te betalen.

X. De

nombre des Troupes, si elle se monte jusques à mil Hommes, & que les Officiers puissent prouver qu'elle ne vient point de leur negligence, ni d'aucune autre pratique, mais qu'ils sont demeurez dans l'action ou autrement par mortalité, sera remplacée pour la moitié par les Seigneurs Etats Généraux, & les Deniers des recrûes necessaires par eux payez.

VII. Les Regimens de Cavalerie, & de Dragons, (trois Dragons comptez pour deux Cavaliers & un Soldat,) dont chaque Regiment devra être composé de cinq cens Hommes, seront partagez en six Compagnies, mais ceux d'Infanterie, chacun de mil Hommes, en dix Compagnies; mais il dependra de Sa Majesté de former lesdits Regimens en general, ou chacun en particulier, comme Elle voudra, pourvû que le nombre stipulé desdites Troupes s'y trouve à chaque fois; & que L. H. P. ne soient point chargez de plus de Subsides & depenses que ceux ci-dessus stipulez

VIII. A l'égard des opérations de la Guerre, & comment elles devront être conduites pour le bien commun, il est convenu qu'à chaque fois, la chose sera concertée entre Sa Majesté, ou celui à qui le Commandement en Chef de ses Troupes sera confié; & ceux qui seront à ce autorisez par L. H. P. & qui seront à cette fin admis à toutes les deliberations qui concerneront la Guerre, & si l'on entreprend quelque exploit de Guerre tendant à la défense des Pais & Villes de L. H. P. ou de quelques Places où ils ont Garnison, ou pour recouvrer celles dont l'Ennemi pourroit s'être rendu maître, ce sera le sentiment de celui qui sera autorisé par L. H. P. qui prévaudra, & sera suivi dans les deliberations, autant que les raisons de Guerre pourront le permettre; mais si lesdites operations concernent Sa Majesté, & la défense, sûreté & Interêt de ses Royaumes & Païs, en ce cas ce sera le bon plaisir & sentiment de Sa Majesté, ou de celui qui sera par Elle autorisé, & il sera autant que les raisons de la Guerre le permettront, mis à execution; ensemble que ceux qui seront autorisez de part & d'autre, seront instruits & chargez de se conformer reciproquement au contenu de ce Traité, tant à l'égard des operations de Guerre, qu'en toute autre chose, soit que Sa Majesté assiste L. H. P. ou L. H. P. Sa Majesté. Mais pour ce qui concerne la Flotte, demeure ce qui à cet égard est convenu par le Traité de l'année mil six cens soixante six. Excepté seulement que Sa Majesté sera obligée, quand la necessité l'exigera, & qu'elle n'aura rien à craindre pour ses propres Royaumes & Païs, de joindre à la requisition de L. H. P. près de Fleckeroe, ou Neus en Norwegue, une partie de ses Vaisseaux de Guerre à la Flotte de L. H. P. jusques au nombre de vingt.

IX. Si pendant les operations de la Guerre les Troupes du secours avoient occasion de mettre quelque Païs appartenant à l'Ennemi, sous contribution, celles qui se leveront seront partagées également entre les Confederez; mais en ce n'est point compris ce dont le Soldat jouira dans le quartier qu'il y aura; & consequemment Sa Majesté ne se departira pas non plus à cet égard des Subsides promis; Mais si Sa Majesté ou ses Sujets venoient à fournir quelques Vivres ou autres choses necessaires aux Troupes des Seigneurs Etats Generaux, ou L. H. P. ou leurs Sujets à celles de Sa Majesté, ceux à qui telle assistance aura été faite seront tenus de le payer aux autres argent comptant.

ANNO 1673.

X. L'ad-

Anno 1673.

X. De admiaistratie van Justitie, soo wel by de Militie te Lande als op de Vloot sal blyven aen elck een van de Geallieerdens over desselfs Volckeren ende Scheepen, sonder dat hy van yemanden daer in belet ofte benadeelt sal mogen worden.

XI. Wanneer het secours van de eene of de andere Partye eens sal gepresteert zyn, soo sal aen geen van beyde geoorlost wesen sich in eenige handelinghe met den Vyandt in te laten, veel min in eenich Accoord van Vreede of Stilstant van Wapenen, sonder voorgaende communicatie ende consent van syn Geallieerde, maer in gevalle yets diergelycks van de tegen partye ofte oock van de Mediateurs wierde geproponeert, sal die Geallieerde, aen de welcke sulcke ouvertures werd gedaen aen syne mede-Geallieerde sonder eenich tyt-verluym daer af kennisse geven, ende desselfs intentie daer over innemen, ende in gevalle denselven toestaet, dat tot eenich Tractaet werde getreden, sal hy echter sulcks niet aengaen mogen, voor ende al eer hy voor syn meede Geconfedereerde sal hebben geobtineert de nodige verseeckeringe ende saufconduit, ten eynde de selve syne Ministers van gelycke naer de plaets daer getracteert sal werden, mochte afvaerdigen, gelyck oock op de handelinge selve den eenen Geconfedereerde daer en niet sal mogen voortgaen, veel min iets sluyten sonder participatie, consent ende bewillinge van d'andere maer alles sal moeten geschieden met gemeen consent ende goedt vinden, en het Interest van beyde de Geconfedereerdens *pari passu* moeten werden voortgeset, nochte oock door d'eene in 't minste niets met den Vyant werden geslooten, ten waere de andere daer by zy geincludeert, ende voorts so hy sulcks sal begeeren, volkomentlich herstelt in de possessie van alle dusdanige Landen, Rechten, Prerogativen ende Gerechtigheden die hy voor den Oorlogh heeft gehadt ende genoten, ende dat voor den selven gelyckerwyse sullen zyn gestipuleert ende bedongen, alle soodanige *jura* ende immuniteyten de welcke zyn Mede-Geallieerde voor sich selfs bedongen ende geobtineert mochte hebben.

XII. Maer dewyle d'Heeren Staten Generael tegenwoordig alreede met de Kroonen van Vranckryck ende Engelant de Keurvorst van Keulen, ende den Bisschop van Munster in eenen openbaren Oorlogh staen, ende niet sonder reden te beduchten is, dat in het toekomende nogh een ofte andere staet sigh in sulcken Oorlogh mede mengen, ende de Vyanden van de Heeren Staten Generael assisteren mochte, waer door de selvige neffens hare Geallieerdens, in hare voor te nemen Oorloghs operatien souden konnen werden belet ende ghedverteert; soo is, omme aen de voorschreve beduchte onheylen by tydts de behoorlijcke middelen van defensie t'opposeeren, tusschen beyde Hooge Geconfedereerdens geaccordeert, dat wel Sijne Koninghlijcke Majesteyt het getal van de veertigh Oorlogschepen in het derde Articul gespecificeert, tot het equiperen sal vaerdigh houden, ende daer benevens oock de twintich duysent Man te Landen in 't selve Articul uytgedruckt, op de been brengen; Maer tegenwoordigh dewyle Sijne Koninghlijcke Majesteyt oordeelt voor 't gemeene Interesse niet dienstigh te wesen, sigh in deesen Oorlogh t'immisceeren, niet meer als twintich Oorlogh-schepen, ten besten van de Commercien ende om sijne Havens ende Stroomen van alle dadelyckheden soo veel mogelyck te bevryden, effectivelick equiperen ende te Lande twaelf duysent Man te Paert ende te Voet, neffens eene convenable Artillerye in sijne na de situatie, naest-gelegene ende bequaemste Landen by een trecken, ende doen campeeren; Tot welcke Armature de Heeren Staten Generael sullen betalen, de gerechte helfte van de Subsidien, die andersints voor veertigh Oorlogh schepen, ende twintich duysent Man te Lande zyn gestipuleert, te weeten; driemael hondert duysent Ryckxdaelders tot de Vloot, tot de Werf-ende Aenrits gelden op een Ruyter veertich Ryckxdaelders, ende op een Voet-knecht thien Ryckxdaelders t'samen hondert thien duysent Ryckxdaelders, ende tot het maendelijck onderhout veertich duysent twee hondert vyf-en veertich Ryckxdaelders 's maents ende daerin gehouden zijn te continueeren, soo lange den Oorlogh tusschen de hooghgedachte Koningen ende Princen, ende Haer Hoogh Mog. sal duyren, ende geen andere Staet die tegenwoordig in den selven Oorlogh niet en is geengageert, sich

X. L'administration de la Justice, tant pour les Troupes de Terre, que pour celles de la Flotte, se fera par chacun des Alliez sur ses Troupes & Vaisseaux, sans y pouvoir recevoir d'empêchement, ni de dommage de personne. Anno 1673.

XI. Quand le secours de l'une ou de l'autre Partie aura une fois été fourni, il ne sera permis ni à l'une ni à l'autre d'entrer en Negociation avec l'Ennemi, bien moins encore en aucune Paix ou Suspension d'Armes, sans communication & consentement préalable de son Allié; mais au cas que quelque chose de semblable vint à être proposée par l'adverse Partie, ou par les Mediateurs, l'Allié auquel telles ouvertures seront faites, en donnera connoissance sans perdre de tems à son Confederé, & consultera son intention là-dessus; & s'il consent qu'on entre en quelque Traité, il ne pourra néanmoins le faire qu'au préalable il n'ait obtenu pour son Co-Allié les assûrances & Sauf-conduits necessaires, afin qu'il puisse envoyer ses Ministres au Lieu du Traité, de même que dans la Negociation ne pourra être rien entrepris par l'un des Confederez, beaucoup moins rien être conclu, sans la participation, consentement & approbation de l'autre, mais le tout se devra faire d'un commun consentement, & pour l'Interet reciproque des deux Confederez pari passu, *ni ne pourra le moins du monde être rien conclu par l'un avec l'Ennemi, à moins que l'autre n'y soit compris, & s'il le desire, ne soit retabli dans la possession de tous & tels Pais, Droits, Prérogatives & Justice, qu'il avoit, & dont il jouïssoit avant la Guerre; & que pour lui ne soient stipulez tels Droits & immunitez, lesquels son Co-Allié aura stipulé & obtenu pour lui-même.*

XII. Mais comme les Seigneurs Etats Generaux sont déja à present en Guerre ouverte, avec les Couronnes de France & d'Angleterre, l'Electeur de Cologne, & l'Eveque de Munster; & que ce n'est pas sans raison, qu'il est à craindre qu'à l'avenir, l'un ou l'autre Etat pourroit se mêler de cette Guerre, & assister les Ennemis des Seigneurs Etats Generaux, par le moyen de quoi les susdits & leurs Co-Alliez pourroient être empêchez & détournez dans leurs operations de Guerre, pour s'opposer à temps aux susdits inconveniens qui sont à apprehender, par des moyens convenables, il a été accordé entre lesdits deux Confederez, qu'à la verité, Sa Majesté tiendra bien prêts le nombre de quarante Vaisseaux de Guerre specifiez dans l'Article troisiéme, & mettra sur pied les vingt mil Hommes y mentionnez; mais presentement comme Sa Majesté juge que pour l'Interêt commun Elle ne se doit point mêler dans cette Guerre, elle n'équipera effectivement que vingt Vaisseaux de Guerre pour l'avantage du Commerce, & pour garantir ses Havres & Rivieres autant qu'il se pourra de toutes voyes de fait, & par Terre mettra sur pied & fera camper dans l'endroit le plus propre suivant la situation de son Pais douze mil Hommes, tant Cavalerie, qu'Infanterie, avec l'Artillerie à ce convenable. Pour lequel armement les Seigneurs Etats Generaux payeront la juste moitié des Subsides, qui autrement sont stipulez pour quarante Vaisseaux de Guerre, & pour vingt mil Hommes; sçavoir trois cens mil Risdales pour la Flotte, pour les Deniers de levée, quarante Risdales pour un Cavalier, & vingt Risdales pour un Fantassin, faisant ensemble cent dix mil Risdales, & pour l'entretien par mois quarante mil deux cens & quarante-cinq Risdales, par mois, & sont obligez d'y continuer tant que la Guerre d'entre les susdits Rois & Princes, & L. H. P. & qu'aucun autre Etat, n'étant point presentement engagé dans cette

Anno 1673.

sich daer in sal immisceeren, ende Haer Hoogh Mog. Vyanden assilleeren, waer tegens de Heeren Staten Generael sijne Koninghlijcke Majesteyt oock in het te maecken Tractaet, wanneer het selve, gelijck verhoopt wert, tot conclusie van een Vreede sal werden gebracht, onder andere der selver mede-Geallieerdens *nominatim* mede sullen includeren, gelijck buyten twyfel de Kroonen van Vranckryck ende Engelant het selve oock sullen doen.

XIII. Maer indien eenich Nabuyrich Staet, sijne Wapenen soude komen te voegen met die van Haer Hoogh Mog. Vyanden, sich in den voorschreeven Oorlogh immisceeren, ende de voorschreeve Haer Ho. Mog. Vyanden assilleren ofte met gewelt beletten, dat de selve door haere Geallieerden geassisteert ende gesecoureert wierden, soo sal syne Koninghlijcke Majesteyt als dan gehouden zyn tegens die geene dewelcke het gunt voorsz. is, tegens Haer Hoogh Mog. ende der selver Geallieerdens souden mogen komen te ondernemen, effectivelyck op Haer Hoogh Mog. versoeck ende begeerte in Vyandelycke actie te treden, ofte oock wel andersints, als het selve sal werden geoordeelt aen het gemeene Interest voordeelich te sijn, dat Haer Hoogh Mog. in soodanigen gevallen schuldich sullen zijn aen hooghst gemelte sijne Koninghlijcke Majesteyt, de resterende helft der Wert-gelderen, ende de volle Somme der Subsidien uyt te reycken op alle sulcke manieren ende conditien doorgaens, als in de Articulen van dese Verbintenisse omstandelijck werr gementionneert. Waer tegens Sijne Koninghlijcke Majesteyt sal verbonden zijn, soo wel sijne Vloot van veertich Schepen volkomentlick te equiperen, als oock sijne Armée te Lande tot op twintich duysent Man te vergrooten, ende met de selve neffens de tegenwoordige Geallieerdens van Haer Hoogh Mog. tegens der selver Vyanden als voorschreeven is, effectivelijck te ageren, in welcken cas de voorgaende Articulen van dit Tractaet als dan sullen applicabel zyn.

XIV. Maer nademael de Heeren Staten Generael aen Sijne Koninghlijcke Majesteyt omstandelyck hebben doen representeren dat het haer tegenwoordich t'eenemael onmogelijck is de beloofde Subsidien tot de voorschreeve Armatures in het twaelfde Articul aengetoert in contant gelt op te brengen, ende over sulcks versocht, dat Sijne Koninghlijcke Majesteyt sich wilde laten gevallen, in plaetse van dien obligatien aen te nemen; soo is by Sijne Majesteyt, volgens de affectie die de selve tot den Staet der Vereenichde Nederlanden is draghende, daer inne gecondescendeert, ende wil de selve met goede ende vallable Obligatien contentement nemen, soo lange deselve tot geen effective assistentie sal treden, Edoch onder expresse conditie, dat Haer Hoogh Mog. den eersten termyn tot de Vloot zynde hondert vyftich duysent Ryexdaelders, sullen betalen met vyftich duysent Ryexdaelders in baren gelde, ende hondert duysent Ryexdaelders in allerhande Scheepsbehoeften naer Marck-gang: Als mede de obligatien tot het onderhout van de voorschreve Volckeren ende Vloot by anticipatie t'elckens voor drie maenden precieselijck extraderen, welcke Obligatien by Sijne Majesteyts Gevolmachtighde voor soo hooge prys als mogelyck wesen sal, met communicatie van Haer Hoogh Mog. sullen moge werden verhandelt ende verkocht; maer dewyle de voorschreve obligatien voor de Somme daerinne begrepen, by de tegenwoordige tyden niet en konnen werden verhandelt, ten zy dat by het vernegotieren van de selve sal moeten werden verlooren, soo sullen Haer Hoogh Mog. gehouden sijn, soodanigh verlies met andere Obligatien te suppleren ende te vergoeden; welcke Obligatie Sijne Koninghlijcke Majesteyt sal vry staen, naer hem best gelegen sal komen, voor ofte naer den Vreede, met kennisse ende communicatie van de Heeren Staten Generael, als vooren te verhandelen, sonder dat Haer Hoogh Mog. in de vergoedinge van het verlies dat op de voorschreve obligatien van Supplement, by verhandelinge van de selve soude mogen worden gedaen, gehouden sullen zyn, maer indien Sijne Koninghlijcke Majesteyt in gevolge van het voorstaende derthiende Articul soude genootsaeckt werden effectivelyck in actie te treden, ende als dan de behoorlycke ende gestipuleerde Subsidien op de obligatien niet en soude sijn te bekomen, soo sullen Haer Hoogh Mog. schuldig syn in plaetse van dien baar gelt te verschaffen.

XV.

cette Guerre, ne s'en mêlera point, & n'assistera point les Ennemis de L. H. P. Et les Etats Généraux de leur part lors qu'ils feront un Traité de Paix, comme il est à esperer, y comprendront nommément Sa Majesté entre leurs Alliez, comme sans doute les Couronnes de France, & d'Angleterre feront de leur part la même chose.

XIII. Mais si quelque Etat voisin vient à joindre ses Armes avec celles des Ennemis de L. H. P. à se mêler de cette Guerre, & à assister lesdits Ennemis de L. H. P. ou empêcher par force qu'ils ne soient assistez & secourus de leurs Alliez, Sa Majesté sera alors obligée, d'entrer à la requisition de L. H. P. en hostilité contre celui qui voudra entreprendre quelque chose contre eux & leurs Alliez, ou autrement comme il sera jugé être le plus avantageux pour l'Interêt commun; Que L. H. P. en ce cas feront obligez de fournir à Sa Majesté la moitié restante desdits Deniers de levée, & la Somme entiére des Subsides, de la même maniere & aux mêmes conditions qu'il est mentionné avec circonstance par les Articles de cette Alliance. Et sera Sa Majesté obligée de sa part d'équiper entierement sadite Flotte de quarante Vaisseaux, comme aussi d'augmenter son Armée de Terre jusques à vingt mil Hommes, & agir effectivement avec celles Flotte & Troupes conjointement avec les Alliez présens de L. H. P. contre leurs Ennemis, comme il est dit ci-dessus, auquel cas seront alors appliquables les précédens Articles de ce Traité.

XIV. Mais comme les Seigneurs Etats Généraux ont fait particulierement representer à Sa Majesté qu'il leur est pour le present entierement impossible de fournir en argent comptant les Subsides promis dans l'Article douziéme pour ledit Armement, & qu'ils ont prié Sa Majesté qu'il lui plaise de recevoir des obligations en leur place, Sadite Majesté par un effet de l'affection qu'elle porte à l'Etat des Provinces-Unies des Pais-Bas, y a donné les mains, & se contentera de bonnes & valables obligations, tant qu'elle n'entrera point en assistance effective; mais sous cette expresse condition que L. H. P. payeront au premier terme pour la Flotte, qui sont cent cinquante mil Risdales, avec cinquante mil Risdales en argent comptant, & cent mille Risdales en toute sorte de Munitions pour les Vaisseaux, suivant le prix ordinaire. Comme aussi les obligations pour l'entretien desdites Troupes & Flotte par avance précisement pour trois mois, à chaque fois, lesquelles obligations seront, par Sa Majesté ou personnes à ce autorisées, négociées, ou vendues au plus haut prix qu'il se pourra; mais comme les susdites obligations dans les tems présens ne peuvent pas être négociées pour la Somme y contenue, à moins que d'y perdre, L. H. P. seront obligées de suppléer & indemniser de ladite perte par d'autres obligations. Lesquelles obligations il sera loisible à Sa Majesté de négocier avant ou après la Paix, s'il le trouve le plus à propos, avec la connoissance & communication des Seigneurs Etats Généraux, comme dessus, sans que L. H. P. soient tenues de l'indemnité de la perte qui pourroit être faite sur lesdites obligations de Supplement, en le négociant; Mais si Sa Majesté en consequence du précédent Article treiziéme se trouvoit obligée d'entrer en action, & qu'alors on ne pût avoir, ou recouvrer les Subsides convenables & stipulez, sur des obligations, L. H. P. seront alors obligez de les fournir en argent comptant.

XV.

ANNO 1673.

XV. Ende ten eynde oock de Navigatie op Sijne Majesteyts Stroomen des te veyliger moge wesen, ende de Ingesetenen van Haer Hoogh Mog. haere Commercien met dies te minder perieul t'allen tyden aldaer mogen voort setten: Soo sal oock Sijne Koninghlijcke Majesteyt in tydt van Vreede seeker getal van syne Oorlogh-schepen equiperen, ende daer mede de voorschreve Stroomen voor alle dadelyckheden suyver ende reyn houden, dat over de begrootinge van het getal, de groote monture ende vermaninge der voorschreve jaerlyeks te equiperen Oorlogh schepen, ende de Subsidien daer toe naer proportie gerequireert, met den eersten nader sal werden gehandelt ende geconvenieert.

XVI. Waer beneffens dan Haer Hoogh Mog. sich verbinden de achterstallige Subsidien van de jaeren sesthien hondert ses en t'sestigh, ende sestien hondert seven en t'sestigh, soo ras immers mogelijck, ende ten langsten binnen twee jaeren onteylbaerlyck in baren gelde te betalen ende te voldoen.

XVII. Gelijck men dan mede ten wederzyde vergeleecken is, dat vermids wegens de arbitragie-saeck (in de welcke Sijne Koninghlijcke Majesteyt van de Sententie by den Koningh van Vranckrijck eens uytgesproocken, niet heeft willen afwyken) niet finalijcks heeft konnen werden geslooten, door dien de Heeren Extraordinaris Ambassadeur ende Gedeputeerde, sich dien aengaende niet geinstrueert gevonden hebben, soo wel wegens deese saecke, als oock wegens prolongatie van de jaaren, aengaende de Tollen in het Tractaet van Christianopel gedetermineert, ende dan wegens executie van het Compromis tusschen de Koninghlijcke Gluckstadtsche Africaensche ende de Hollandtsche West-Indische Compagnien gemaeckt, soo haest doenlijck, afsonderlijck sal werden getracteert, ende de voorschreve pretensien ende Tolsaecken naer wederzyds Rechten de Hooge Geallieerden competerende, midtsgaders naer alle equiteyt ende billickheyt sullen werden afgedaen. Dogh dat de voorschreve handelingen, als oock het geene dat in 't bovenstaende vijfthiende Articul ten aensien van de negotiatie aen te stellen, over de begrootinge der Subsidien in tyt van Vreede gementionneert wert, den inhouden van desen Tractate niet beletten nochte d'executie van dien ophouden sal.

XVIII. Eyndelijck is oock besproocken ende vergeleecken, dat aenstondts by de uytwisselinge van wederseyts Ratificatie op deesen Tractaet by Haer Hoogh Mog tot de Vloot van Sijne Koninghlijcke Majesteyt de gestipuleerde vijftigh duysent Ryckxdaelders in baren gelde betaelt, ende de Scheeps-materialen voor hondert duysent Ryckxdaelders verschaft, als mede de obligatien voor den eersten termyn der Subsidien tot de Volckeren te Lande overhandight sullen worden, ten eynde op de voorschreve obligatien door Sijne Koninghlijcke Majesteyts Gevolmachtigde de nodige Penningen genegotieert mogen werden, ende eyndelijck dat de uytwisselinge der voorschreve Ratificatie binnen vier weecken in behoorlijcke forme, naer date van de onderteeckeninge, ofte wel eerder, als het mogelijck is, in den Hage sal geschieden.

Welcke boven geschreven Articulen gesamentlijck ende een yder in 't besonder, beyde de Hooge Geallieerden getrouwelyck ende onverbreekelyck sullen gehouden wesen naer te komen. Ende zijn tot meerder confirmatie van dien, hier van gemaeckt twee Instrumenten van gelycken inhouden opgestelt, ende van de Heeren Koninghlijcke Ministers ter eenre, ende de Heeren Haer Hoogh Mogende Extraordinaris Ambassadeur ende Gedeputeerde ter andere zyde; op approbatie ende Ratificatie, met Hant en Zegel bevestigt. Aldus gedaen tot Coppenhagen den 20/10 May Anno 1673. Was geteeckent,

(*L.S.*) V. F. GULDENLEEUW.

(*L.S.*) P. RETS.

(*L.S.*) J. Ch. V. CORBITZ.

(*L.S.*) P. GRIFFENFELT.

(*L.S.*) PAUL VAN KLINGENBERG.

(*L.S.*) C. BIERMAN.

(*L.S.*) D. VAN WYNGAERDEN.

(*L.S.*) SIMON VAN BEAUMONT.

XV. Et afin que les Navigations dans les Rivieres de Sa Majesté soient d'autant plus sûres, & que les Sujets de L. H. P. y puissent en tout tems faire leur Commerce avec d'autant moins de danger, Sa Majesté équipera aussi en tems de Paix un certain nombre de Vaisseaux de Guerre, pour tenir lesdites Rivieres libres & exemptes des voyes de fait, Que pour le nombre, la grandeur, & l'Equipage, des susdits Vaisseaux de Guerre à équiper annuellement, & des Subsides à ce requis à proportion, on en traitera & conviendra au plûtôt.

XVI. Outre quoi L. H. P. s'obligent aussi de payer & satisfaire en argent comptant le plûtôt qu'il sera possible, ou au plus tard dans deux ans les arrérages des Subsides des années mil six cent soixante-six, & mil six cent soixante-sept.

XVII. Comme de l'autre part, il est convenu, que comme l'affaire touchant l'arbitrage, (à l'égard duquel Sa Majesté n'a pas voulu se départir de la Sentence rendue par le Roi de France) n'a pas pû être finalement concluë, parce que les Sieurs Ambassadeur Extraordinaire, & Deputez ne se sont pas trouvez instruits à cet égard, on traitera à part de cette affaire, aussi-bien que de la prolongation des années à l'égard des Tols déterminez dans le Traité de Christianstadt, & en après touchant l'execution du Compromis d'entre la Compagnie Royale de Gluckstadt en Afrique, & la Compagnie Occidentale de Hollande, & ce aussi-tôt que faire se pourra; & les susdites prétentions, & affaires de Tol seront terminées selon le droit réciproque qu'ont les Alliez, & l'équité & la raison. Mais que la susdite Negociation, non plus que ce qui est mentionné dans l'Article quinziéme ci-dessus, à l'égard de l'établissement de la Negociation, sur l'augmentation des Subsides en temps de Paix, n'arrêtera point le contenu de ce Traité, ni n'en empêchera l'exécution.

XVIII. Enfin, il est convenu, & accordé qu'aussitôt après l'échange des Ratifications reciproques de ce Traité, seront par L. H. P. payez pour la Flotte de Sa Majesté les cinquante mil Risdales stipulez, argent comptant, & fournis les matériaux de Vaisseaux pour cent mil Risdales, comme aussi les obligations pour le premier terme des Subsides pour les Troupes de Terre, afin que Sa Majesté ou celui qui sera par Elle autorisé, puisse négocier les Deniers nécessaires sur les susdites obligations, & qu'enfin l'échange des susdites Ratifications se fera ici à la Haye en bonne forme, dans le tems de quatre semaines du jour de la signature, ou plûtôt, s'il est possible.

Lesquels Articles ci-dessus ensemblement & chacun d'eux en particulier seront tenus lesdits deux Hauts Alliez observer fidélement & inviolablement; Pour plus grande confirmation de quoi ont des présentes été faits deux Instrumens de même teneur, & été signez de la main desdits Ministres de Sa Majesté d'une part, & par les Ambassadeur Extraordinaire, & Députez de L. H. P. d'autre, & confirmé de leurs Seaux. Ainsi fait à Copenhague, le 20/10 Mai 1673. Etoit signé,

(L.S.) V. F. GULDENLEEUW.

(L.S.) P. RETS.

(L.S.) J. CH. V. CORBITZ.

(L.S.) P. GRIFFENFELT.

(L.S.) PAUL DE KLINGENBERGH.

(L.S.) C. BIERMAN.

(L.S.) D. DE WYNGAERDEN.

(L.S.) SIMON DE BEAUMONT.

CV.

ANNO 1673.

CV.

28. Mai.

FRANCE ET PROVINCES-UNIES.

Cartel pour l'échange des Prisonniers fait par le Duc de Luxembourg de la part de LOUIS XIV. *Roi de France, & par le Comte de Horne de la part des Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES, *le* 26. *Mai*, 1673. [Traduction Françoise du Mercure Hollandois de 1673. pag. 148.]

CHâque prisonnier sera changé contre un autre qui exercera la même Charge, ou qui tiendra le même rang, tant pour le regard de la Cavalerie, Infanterie & Artillerie, que pour les Commis & Commissaires de ladite Artillerie, Vivres & autres de pareille qualité de quelque condition qu'ils puissent être. Il sera permis à celui qui aura pris les Prisonniers de prendre la rançon qui a été taxée pour cet effet, ou de les changer contre d'autres du même rang. Les Généraux Commandans en Chef les Armées de Sa Majesté seront changés contre les Généraux de Leurs Hautes Puissances de la même qualité, ou payeront l'un & l'autre 50000. Livres. Les Maréchaux de Camp de Leurs Hautes Puissances seront changés contre ceux qui commanderont l'Armée de Sa Majesté Tres-Chrêtienne immediatement aprés le Général, ou payeront 20000. Livres. Les Généraux de la Cavalerie & Infanterie seront changés reciproquement, ou payeront 4000. Livres. Le Général de l'Artillerie autant. Un Intendant contre un Deputé pour la Campagne, ou payera 50000. Livres. Les Lieut. Généraux de la Cavalerie & Infanterie 2500. Livres. Le Major Général de la Cavalerie & Infanterie 1500. Livres. Un Brigadier Commandant 1000. Livres. Les Colonels de l'Artillerie Cavallerie & Infanterie, 800. Livres. Un Sergent Major de la Cavalerie, 500. Livres. Les Lieut. Colonels de l'Infanterie & Artillerie, autant. Les Sergents Majors de l'Infanterie & Artillerie 200 Livres. Les Brigadiers des Généraux, 180. Livres. Les Cap. de Cav. 200. Livres. Les Cap. d'Infanterie 80. Livres. Les Ajutans des Généraux. 60 Livres. Les Brigadiers d'ordre, 70. Livres. Les Lieut. de Cav. 70. Livres. Un Cornette, 60. Livres. Les Lieutenans d'Infanterie, 40. Livres. Enseignes, 20. Livres. Un Aide Major, ou Ajutant, 20. Livres. Le Quartier Maître Général, 200. Livres. Le Général des Chariots 200. Livres. Le Quartier-Maître d'un Regiment de Cavalerie, 40. Livres. Le Quartier-Maître d'un Regiment d'Infanterie, 30. Livres. Le Quartier-Maître d'une Compagnie, 25. Livres. Un Soldat, Grenadier, Charpentier, Maréchal, 9. Livres. Un Cavalier ou Sergent, 15. Livres. Toutes sortes de Commis & Commissaires 50. Livres. Un Conducteur 12. Livres. Un Gentilhomme du Canon, 40. Livres. Un Canonier, 10. Livres. Un Guide 9. Livres. Un Matelot ou Pontonnier, 9. Livres. Un Ingenieur ou Controlleur, 40. Livres. Un Auditeur 25. Livres. Les Medecins, Apotiquaires, Chirurgiens & leurs Valets, seront renvoyés sans rançon. A été stipulé de part & d'autre qu'aucuns Prisonniers ne pourront être depouillés ni privés de leurs habits. Ceux qui exercent diverses Charges ne payeront que la rançon de la plus grande qu'ils possedent, & seront aussi échangés à proportion. Tous Officiers de l'Artillerie, excepté le Général, & ceux qui ont été specifiés ci-devant, qui auront le même nom que ceux de l'Infanterie, pourront être échangés indifferemment contre leurs semblables, ou à faute de cela payeront la Somme exprimée ci-dessus. S'il arrivoit que les Prisonniers de part & d'autre n'eussent pas les mêmes Charges, cela se pourra ajuster en donnant autant de Prisonniers de moindre Charge, jusqu'à ce qu'il vienne à monter à la rançon d'un plus haut Officier, ce qui se pourra faire comme si c'étoit de l'argent, pourveu que l'argent de la rançon des moindres Officiers se monte à pareille Somme que celle d'un plus grand. Un Officier reformé ne donnera que la quatriéme Partie de la rançon à laquelle il est taxé lors qu'il est en service actuel. Les Officiers qui ont des Charges qui ne concernent pas la Guerre, payeront une rançon moderée, à proportion de la Charge qu'ils exercent, de quelque nature qu'elle puisse être. Il ne sera point permis de part ni d'autre de retenir les Trompettes & Tambours qui viennent reclamer les Prisonniers ou d'arrêter les Prisonniers plus de 3 jours, sur peine d'être à la charge de ceux qui les retiennent. Les Femmes ne donneront point de rançon, ni les garçons qui sont au dessous de 12. ans. Les Officiers tant grands que petits, & autres tirant gages, qui ne sont point compris en ce Quartier, & qui neantmoins sont tenus de suivre les Armées, pourront être mis à rançon en payant 6. mois de gages. S'il y a quelque dispute sur la qualité ou les gages de quelqu'un desdites personnes, cela sera terminé sur la simple declaration par écrit de celui qui commandera l'Armée, la Province ou la Ville du côté du Prisonnier, sans qu'il soit besoin d'aucune autre preuve pour cet effet.

ANNO 1673.

Traitement des Prisonniers.

Tous Cavaliers, Soldats, Matelots, Pionniers, Pontonniers, Charpentiers, Marechaux, & autres de même sorte, ne pourront depenser que 6. sous par jour; & les Sergents 10. lequel argent ceux qui auront pris les Prisonniers, seront obligés de leur faire tenir selon la valeur de la Monnoye de France. Pour les Officiers, ils pourront se faire traiter comme ils voudront, & selon qu'ils auront le moyen de payer. Est aussi accordé que les Livres qui sont specifiées ci dessus, seront comtées pour des Livres de France, dont les onze font un Louïs d'or, ou Pistole d'Espagne, & trois un Patacon ou Richsdale. Et touchant les conditions susnommées, a été accordé, que tous les Prisonniers de part & d'autre seront renvoyés 12. jours aprés la signature du present Quartier sans rien demander pour la nourriture des Soldats: Et pour ce qui est des Officiers, on fera un état de leur dépense, & on aura soin du payement de part & d'autre. Châque parti fera une liste des Prisonniers qu'il renvoyera, & prendra un Recepissé du Commandeur du Lieu où ils auront été delivrés afin qu'aprés l'échange de tous les Prisonniers, ceux qui demeureront encore redevables ayent soin de s'en acquitter, en conformité de la rançon specifiée ci-dessus. Tous les Prisonniers des Armées de Sa Majesté Tres-Chrêtienne seront menés à Utrecht, & ceux de leurs Hautes Puissances à Oudewater ou Gorcum. Ainsi fait & arrêté ce 26 May 1673. *Ainsi signé*, MONTMORENCY LUXEMBOURG, comme ayant Pouvoir de Sa Maj. Tres-Chrêtienne. W. A. Comte de HORNES, comme authorisé de Leurs Hautes Puissances, & de Monseigneur le Prince d'Orange.

CVI.

5 Juin.

FRANCE ET TURQUIE.

(1) *Les Capitulations renouvellées entre* LOUIS XIV. *Empereur de France, &* MEHEMET IV. *Empereur des Turcs. Par l'entremise de M.* Charles François Olier, *Marquis de* Nointel, *Conseiller du Roi en tous ses Conseils, & en sa Cour de Parlement de Paris, & son Ambassadeur en Levant. Fait à Andrinople le cinquiéme Juin* 1673. [FREDER. LEONARD. Tom. V. d'où l'on a tiré cette Piéce, qui se trouve aussi dans les *Memoires* du Sr. DE LA CROIX, Tom. I. pag. 403.]

VOicy, ce qu'ordonne ce noble signe, dont la reputation est si grande, qui vient d'un lieu si relevé; qui est vrayment Royal, & le Conquerant du monde; qui est Imperial, & qui par le secours Divin, la protection d'en Haut, & les graces du Liberateur, vient à bout de toutes sortes d'entreprises.

Les Qualitez du Grand-Seigneur.

MOY, qui suis par les infinies Graces du Juste, Grand & Tout puissant Createur; Empereur des Empereurs, Distributeur des Couronnes; Serviteur des deux tres Augustes & Sacrées Villes de la Mecque & Medine, Protecteur & Gouverneur de la sainte Jerusalem;

(1) Quoi que ce ne soit ici qu'une Traduction, car toutes les Capitulations de la Porte se font en Turc, on peut la regarder comme un Original, quoi qu'elle vienne du Secretaire de l'Ambassade qui pour lors étoit employé au Levant de la part de la France, & qu'elle a été faite pour l'usage de la Nation. Le Titre capital qu'on y voit, est le même qui se trouve dans *Leonard*, & les Memoires citez ci dessus. Il repugne à nos usages, mais il convient à la Piece. (Dum.)

ANNO 1673.

ANNO 1673.

falem, Seigneur de la plus grande partie de l'Asie & de l'Afrique, de Temisvar, de l'Esclavonie, de Segutuar, & de la Forteresse inexpugnable d'Agria, de la Caramanie, de l'Arabie, & toute la Syrie, de Rhodes & de Chipres, de Diarbequir, d'Alep, du Caire, de Van, d'Erzerum; de Damas, lieu de seureté & de plaisance, Pais de Salut; de Babylone, Paradis Terrestre & le sejour des Princes; de Balsora, d'Azac; d'Egypte, rare en son temps & puissante; des Villes de Tounis, de la Goulette, de Tripoli de Barbarie; de la Ville de Constantinople, lieu de seureté & le desir des Rois: & de plusieurs autres Pays, Villes & Seigneuries; des Mers blanche & noire, Isles, Destroits, Passages, Peuples, Familles, Generations, & d'un nombre infini de victorieux Hommes de Guerre, qui reposent sous l'obeissance & Justice de l'Empereur Mehemet, Fils de l'Empereur Ibrahim, Neveu de Sultan Murat, Successeur des Empereurs Selim & Bajazet, & de l'Empereur Mehemet, par la grace de Dieu, recours des grands Princes, & refuge des honorables Empereurs.

Les qualitez que donne le Grand-Seigneur au Roy.

LA Gloire des plus grands Monarques de la Terre, de la Croyance de JESUS, *choisi entre les Princes glorieux de la Religion du Messie, la Victoire de toutes les Nations Chrétiennes, Seigneur de Majesté & d'Honneur, Patron de Louange & de Gloire,* LOUIS, *Empereur de France, que sa fin soit heureuse.*

NOUS ayant receu une Lettre sincere par la main du Sieur CHARLES FRANÇOIS OLIER, MARQUIS DE NOINTEL, de la part dudit Empereur de France, son Seigneur, comme son Conseiller en tous ses Conseils, & son Ambassadeur à nostre Porte Ottomane, choisi entre les Gentils-Hommes de son Royaume, soûtien de la Prosperité du plus Grand de tous les Grands de la Croyance du Messie, & son Ambassadeur ordinaire à nostre Porte; de trouver bon, que les Capitulations qui ont long temps duré entre nos Ayeuls & les Empereurs de France, fussent renouvellées sous cette consideration: & par l'inclination que nous avons à conserver cette ancienne amitié, Nous avons accordé ce qui s'ensuit.

PREMIEREMENT. Que les Ambassadeurs qui seront envoyez de l'Empereur de France à nostre Porte; que les Consuls qui resident dans nos Ports, les Marchands & les Truchemens, ne soient point inquietez en aucune façon que ce soit; mais au contraire receus & honorez avec le soin que se doit à la foy publique. Voulons de plus, qu'outre l'observation de nôtre Capitulation, celle qui fut faite & accordée par nostre feu Pere, Glorieux en sa vie & Martyr en sa mort, soit inviolablement observée de bonne foy: & pour l'honneur & l'amitié que ledit Empereur de France a toûjours eu avec nostre Porte, Nous luy avons accordé de renouveller des Capitulations qui luy avoient esté données du temps de l'Empereur Mehemet nostre Bis-Ayeul, & d'y ajoûter quelques Articles sur la demande qui nous en a esté faite, que nous avons accordée & ordonné qu'elle y fut inserée.

II. Que les François qui vont & viennent pour visiter les Saints Lieux, ne soient point mal traitez: & que les Religieux qui sont dans l'Eglise *du Kamam, le saint Sepulchre*, n'y soient point inquietez, à cause de l'ancienne amitié que les Empereurs de France ont eu avec nostre Porte.

III. Permettons aux Marchands François, en consideration de la parfaite amitié que leur Prince conserve avec nostre Porte, d'enlever des cuirs, cordoüans, cire, cottons en laine, cottons filez, soit que ce soient Marchandises défenduës d'enlever; Ratifions la permission que nostre Bis-Ayeul en a donné, sans que personne puisse les en empêcher.

IV. Que les Monnoyes qu'ils apportent de leur Païs dans le nostre, ne puissent estre prises de nos Tresoriers, ny de nos Monnoyeurs, sous pretexte de la vouloir convertir en Monnoye Ottomane; Et nous voulons pareillement qu'ils ne puissent prendre aucun droit à cause d'icelles. Et d'autant que aucuns Sujets de France navigent sur des Vaisseaux appartenans à nos Ennemis, y chargeant de leurs Marchandises, & lesdits Vaisseaux estans rencontrez & pris des nostres, ils sont faits le plus souvent Esclaves, & leurs Marchandises confisquées. Pour empêcher cela, Nous commandons & voulons: que doresnavant ils ne puissent estre pris Esclaves sous tel pretexte, ny leurs facultez confisquées.

V. Nous declarons que ceux qui seront trouvez sur des Vaisseaux Corsaires, seront Esclaves de bonne foy.

VI. Nous voulons aussi que les François qui se trouveront pris par les Vaisseaux de nos Sujets, portans vendre des Vivres à nos Ennemis, ne puissent estre mal traitez ni retenus Esclaves, attendu qu'ils seront Mariniers gagnans leur vie.

VII. Nous deffendons que les Vaisseaux François qui seront rencontrez par les nôtres, chargez de Victuailles prises des Pays de nos Ennemis, puissent être retenus ni confisquez, ni les Gens faits Esclaves, sous pretexte qu'ils les portent à nos Ennemis.

VIII. Nous ordonnons que les François qui achetent des Victuailles de nos Vaisseaux pour porter dans leur Pays, quand ils sont rencontrez de nos Vaisseaux, ne puissent être retenus Esclaves, ni leurs facultez confisquées, & en cas qu'il y en ait de cette façon, Nous voulons qu'ils soient mis en liberté, & que leurs facultez leur soient rendues.

IX. Que les Marchandises qui seront apportées par les Marchands François en nos Ports, & celles qu'ils y acheteront, ne soient sujettes à payer d'autres droits, que ceux qui se payent d'ancienneté.

X. Nous voulons & declarons, que lors que les Marchands François qui sont dans nos Havres & Ports, ne pourront point vendre leurs Marchandises avantageusement & qu'ils les veulent conduire à d'autres Ports, qu'ils le puissent faire sans aucun empêchement, ni être forcez de payer aucun droit que de ce qu'ils auront vendu.

XI. Que lesdits François soient exemps de l'Impost nommé *Cassabi*, autrement, l'Aide de Chair; comme aussi de celui des Cuirs, appellé *Rets*; qu'ils ne soient non plus recherchez de payer celui des Busles, *Radgi*, & *Yasacouli*; qu'ils soient aussi exempts de payer aucune autre chose aux Gardes de nos Ports & Passages, que trois cens aspres sous le nom de bon & heureux voyage.

XII. Les Corsaires de Barbarie allans par les Ports & Havres de la France, y seront receus, secourus, même de Poudre, Plomb, voiles, & autres choses necessaires. Neanmoins si sans avoir égard à nos promesses, rencontrant les Vaisseaux François en Mer à leur avantage, ils les prennent & font Esclaves les Marchands & les Mariniers qui se trouvent sur iceux, contre nôtre vouloir, & celui de feu l'Empereur nôtre Pere; lequel pour faire cesser leur violence, les a souventesfois menacez, sans que pour cela ils ayent discontinué leurs actes d'hostilitez; S'il y a des Esclaves pris de cette sorte. Nous ordonnons qu'ils soient en liberté & que leurs facultez leur soient renduës, & declarons qu'en cas que lesdits Corsaires fassent demeure, qu'ils seront tenus des dommages & pertes que lesdits François auront faites, & seront privez de leurs Charges, sans qu'il soit besoin d'autres preuves du mal fait, que la plainte qui nous en sera faite de la part de l'Empereur de France avec des Lettres Roiales. Nous consentons aussi qu'en cas qu'ils n'observent ce qui est porté par cette nôtre Capitulation, que l'Empereur de France les châtie en les privant de ses Ports, & protestant de n'abandonner pour cela l'amitié qui est entre nos Majestez Imperiales, approuvons & confirmons les Commandemens qui ont été donnez de nôtre feu Pere.

XIII. Nous permettons aussi que les François puissent venir pêcher du Poisson & du Corail, au Golfe & Lieux de la Jurisdiction de Thunis, sans qu'il leur soit fait ni donné aucun trouble ni empêchement, confirmant toutes permissions qui ont été données par nos Ayeuls, & singulierement par nôtre feu Pere, touchant cette Pêche.

XIV. Voulons & Nous plaist, que les Interpretes & Truchemens qui servent les Ambassadeurs, soient francs & exempts de payer le *Karatche*, Taille personelle, & tous autres Imposts tels qu'ils soient.

XV. Que nos Sujets qui trafiquent aux Pays de nos Ennemis, soient obligez de payer le droit de l'Ambassadeur & Consuls François, sans contradiction, jaçoit qu'ils trafiquent avec leurs Vaisseaux ou autrement.

XVI. Que survenant quelque meurtre & inconvenient entre les François, les Ambassadeurs & Con-

ANNO 1673. Consuls d'icelle Nation, puissent selon leurs Loix & Coûtume faire Justice, sans qu'aucun de nos Officiers en prennent aucune connoissance ni Jurisdiction.

XVII. Que les Consuls François qui sont établis dans les Lieux de nôtre Empire, pour avoir soin de ceux qui trafiquent, ne puissent pour quelque cause que ce soit, être faits Prisonniers, ni leurs Maisons scellées & brullées, mais commandons que ceux qui auront pretention contre eux, soient renvoiez à nôtre Porte, où il leur sera fait Justice.

XVIII. Que tous Commandemens qui ont été ci-devant obtenus ou qui le seront ci-aprés, par mégarde ou surprise contre cette nôtre Promesse & Capitulations, soient de nul effet & valeur, & qu'il n'y soit ajouté aucune foi.

XIX. Et parce que ledit Empereur de France est entre tous les Rois & les Princes Chrétiens, le plus noble de la haute Famille, & le parfait Amy que nos Ayeuls ayent acquis entre lesdits Roys & Princes de la Croyance de JESUS, comme il a été dit cy-dessus, & comme le témoignent les effets de la sincere amitié : En cette consideration : *Nous voulons & commandons que son Ambassadeur qui reside à nostre heureuse Porte, ait la Préseance sur tous les Ambassadeurs des autres Roys & Princes, soit à nostre Divan public, ou autres Lieux où ils se pourront trouver.*

XX. Que les étoffes que les Ambassadeurs de France residans à nostre Porte, feront venir pour leur usage & presens, ne soient Sujets à aucun Dace ou Impost.

XXI. Que les Victuailles & Provisions qui seront achetées pour la Maison de l'Ambassadeur, ne payent point de Droit ni d'Impost

XXII. Que les Consuls François jouissent du même Privilege aux Lieux où ils resideront, & qu'ils ayent la Préseance sur les autres Consuls quels qu'ils soient.

XXIII. Que les François qui viennent avec leurs Vaisseaux & Marchandises dans les Ports de nostre Seigneurie & Pays, y puissent venir seurement sur la foy publique; & en cas que la fortune ou orage jettast quelqu'un de leurs Vaisseaux à Terre, rencontrant de nos Galeres ou Vaisseaux, Nous leur ordonnons de les aider & secourir, portant honneur & respect aux Patrons ou Capitaines desdits Vaisseaux François, leur faisant donner pour leur argent, tout ce qui leur sera necessaire pour leur vie, & autres necessitez.

XXIV. En cas qu'aucuns d'iceux Vaisseaux viennent à faire naufrage, Nous voulons que tout ce qui se recouvrera soit remis entre les mains des Marchands à qui leurs facultez appartiendront, sans que nos Vice-Roys, Gouverneurs, Juges & autres Officiers y contreviennent; mais au contraire, Nous voulons qu'ils les secourent à retourner par tout nostre Empire, sans qu'il leur soit donné aucun empêchement.

XXV. Nous ordonnons & recommandons aux Capitaines de Mer, Lieutenans, & tous autres qui dependent de nostre obeïssance, de ne violenter ni par Mer ni par Terre, lesdits Marchands François, ni pareillement les Interpretes & Truchemens, non plus que les Estrangers qui viennent sous la seureté de leur Banniere. Voulons toutesfois qu'ils soient tenus de payer les droits ordinaires des Ports & Havres.

XXVI. Qu'iceux Marchands ne puissent être contraints d'acheter autres Marchandises que celles qu'ils voudront, & qui leur seront propres & convenables.

XXVII. Et en cas qu'aucun d'iceux se trouve redevable, Nous voulons que les Dettes ne puissent estre demandées qu'au debiteur, ou à celuy qui se sera rendu caution pour luy.

XXVIII. Et si aucuns Marchands ou autres d'icelle Nation meurent en nos Païs, que les facultez qui se trouveront leur appartenir, soient remises au pouvoir de celuy qu'ils auront nommé dans leur Testament; mais s'il arrive qu'ils meurent *ab intestat*; Nous voulons que les Consuls qui sont dans nos Païs, prennent le soin des facultez du mort, pour les envoyer à leurs Heritiers, sans que nos Gouverneurs ou Juges, en puissent prendre aucune connoissance.

XXIX. Que les Consuls François, les Marchands, les Interpretes, & leurs dependans, ayent en leurs ventes & achats, & réponses, à passer Actes devant les Juges du lieu où ils seront, au défaut de quoy, Nous voulons & commandons, que ceux qui auront quelques pretentions contre eux, ne soient écoutez s'ils ne font paroître, comme dit est, par Contract public, leurs pretentions ou droits. ANNO 1673.

XXX. Voulons que tous les Témoins qui seront ouïs à leur dommage, ne soient receus ni écoutez, si premierement, comme on dit, il n'apparoît d'Actes publics de leurs ventes & achats.

XXXI. Que l'on ne moleste point lesdits François en leur imputant qu'ils les ont injuriez, afin de pouvoir tirer quelque argent d'eux, puis que c'est contre la Noble Justice, & que nos Gouverneurs & Juges l'empêchent.

XXXII. Et si aucuns d'eux pour Dettes, ou pour avoir commis quelque mauvais acte, faisoit faute de nos Païs, Nous voulons & commandons que ceux d'icelle Nation ne puissent estre responsables pour celui ou ceux qui se seront absentez, s'ils n'y sont obligez, comme dit est, par Contract autentique.

XXXIII. Et s'il se trouve par nostre Empire des Esclaves François estans reconnus pour tels de l'Ambassadeur ou Consuls, ceux au pouvoir de qui ils se trouveront faisant refus de les livrer, soient obligez de les envoyer à nostre Porte, afin d'estre jugé à qui ils appartiendront.

XXXIV. Que les François qui demeurent dans le Pays de nostre Empire, soient francs & exempts de *Karatche*, c'est à dire de Tailles.

XXXV. Qu'au changement & establissement des Consuls François, en nos Havres d'Alexandrie, Tripoli de Sirie, Arger, & autres Eschelles de nostre Pays, nos Gouverneurs & Officiers, ne puissent empêcher qu'ils soient establis en charge.

XXXVI. Nous voulons qu'ils soient exempts de l'Impost appellé *Hursié*. Si quelqu'un de nos Sujets a different avec un François, dont la connoissance appartienne à nos Juges, ils ne puissent écouter la demande du demandeur qu'un Interprete de la Nation ne soit present, & si pour lors il ne se trouve aucun Truchement pour comparoître devant le Juge, & défendre la cause du François, que les Juges remettent la cause à une autre fois, jusques à ce que l'on trouve l'Interprete; le François sera toutefois obligé de le faire trouver, afin que l'effet & prompte expedition de la Justice ne soient point differez.

XXXVII. Et s'il naist quelque contention ou different entre deux François, que l'Ambassadeur ou Consuls ayent à les terminer, sans que nos Juges & Officiers les empêchent, & en prennent connoissance

XXXVIII. Nous ordonnons aussi aprés que la recherche aura été faite à Constantinople, que les Vaisseaux François ne soient plus obligez d'être fouillez, si ce n'est au sortir des Dardanelles, ou aux Châteaux du Détroit : Nous défendons qu'ils la soient à Galipoli, comme ils y ont été contraints par le passé.

XXXIX. Nos Armées Navalles, nos Galeres se rencontrant avec celles de la France, Nous exhortons les Capitaines d'une part & d'autre, qu'ils ayent à s'aider & servir, sans se porter les uns aux autres aucun dommage, mais au contraire secours & confort Nous voulons aussi qu'ils ne puissent point prendre par force des jeunes Enfans, & autres choses semblables, sous pretexte de present.

XL. Nous voulons & Nous plaist, que tout ce qui est porté par les Capitulations accordées aux Venitiens, ait lieu pour les François, & qu'iceux avec leurs Vaisseaux & Marchandises, trouvent seureté par nos Mers, & par tous les Lieux de nôtre Empire & de nôtre obeïssance, & puissent venir, aller, retourner & sejourner, sans aucun empêchement.

XLI. Que les Admiraux de nos Armées Navalles, nos Vice Rois, Gouverneurs de nos Provinces, Juges, Capitaines, Châtelains, & autres qui dépendront de nôtre obeïssance, soient soigneux d'observer cette nôtre Capitulation, puis que tel est nôtre plaisir & commandement.

XLII. *Declarons que ceux qui contreviendront à cette Noble Capitulation, seront declarez desobeïssans & Perturbateurs du repos public, en cette consideration, que sans aucune remise ils soient condamnez à un grief châtiment, afin qu'ils servent d'exemple à ceux qui auront envie de les imiter à mal faire, & outre les promesses que Nous faisons de l'observation de cette nôtre Capitulation. Nous entendons que celles qui ont été faites par nôtre Predecesseur Sultan Soleiman, auquel Dieu fasse misericorde, soient observées & entretenuës de bonne foi.*

ANNO 1673.

XLIII. Il fut accordé à l'Empereur de France, par les Capitulations qui furent faites avec nos Bis-Ayeuls, à qui Dieu fasse misericorde, que toutes les Nations qui n'ont point leur Ambassadeur ordinaire à nostre Porte de felicité, pussent trafiquer sous la Banniere de France, & visiter les Saints Lieus, & puis aprés pour quelque sujet ils en furent privez & cet Article qui étoit dans les Capitulations, fut rayé & effacé ; Mais quelque temps aprés ledit Ambassadeur de France envoya une Lettre à nostre Porte de felicité, par laquelle il prioit que puisque l'on avoit interdit lesdites Nations de trafiquer sous la Banniere de France, que du moins il leur fut permis de pouvoir aller visiter les Saints Lieux de Jerusalem, comme ils faisoient auparavant, sans que personne leur donne aucun trouble ni empêchement : & que si à l'avenir ils leur permettoient de trafiquer dans les Lieus de son Empire, que ce fut encore sous la Banniere de France, parce que l'Empereur de France a toujours conservé l'ancienne amitié qu'il avoit avec nos Bis-Ayeuls jusqu'à present ; Sa demande lui fut accordée, en commandant que les Nations Chrêtiennes qui n'ont point leurs Ambassadeurs à nostre Porte, & qui sont Amis dudit Empereur de France, puissent visiter les Saints Lieux, comme ils faisoient auparavant, avec assurance & liberté, sans que personne les empêchast ni les molestast : & puis aprés que si Nous donnons la permission aux susdites Nations de trafiquer par les Lieux de nôtre Empire, que ce soit sous la Banniere de France, comme auparavant, & non pas sous celle d'un autre, comme il a été declaré par les Capitulations qui ont été d'ancienneté jusqu'à present, presentement de nouveau, *Nous voulons & commandons que les Articles mentionnez soient ajoutez aux Nobles Capitulations.*

ARTICLES NOUVEAUX.

PREMIEREMENT.

QUE les Evéques ou autres Religieux de Secte Latine, qui sont Sujets à la France, de quelque sorte qu'ils puissent étre, soient dans tous les Lieux de nôtre Empire comme ils étoient auparavant, & y faire leurs fonctions sans que personne les trouble ni les empêche ; que les Religieux François qui sont en Jerusalem, & qui ont depuis long temps les Lieux Saints, tant dehors que dedans, comme aussi ceux qui sont dans le Saint Sepulchre, en jouissent & le possedent comme auparavant, sans que personne les molestе, en leur demandant des Imposts ou autrement. & s'ils ont quelques Procez ils soient envoyez à nôtre Porte de felicité.

II. Que tous les François, & tous ceux qui sont sous leur protection, de quelque sorte qu'ils puissent être qui vont & vienuent en Jerusalem, ne soient point tourmentez ni molestez.

III. Nous voulons que les Peres Jesuites & Capucins qui sont en Galata, jouissent toûjours de leurs Eglises : & celle des Capucins ayant été brusiée, Nous donnons permission qu'elle soit rebastie. Nous voulons aussi que l'on ne moleste point les Eglises des François qui sont à Smirne, à Seyde, & à Alexandrie, & dans toutes les autres Eschelles de nôtre Empire, ni qu'on leur demande aucun argent pour celle-ci.

IV. Nous permettons qu'ils puissent exercer l'Office Divin dans l'Hôpital qui est à Galata, sans que personne les moleste.

V. Et comme les Marchands François avoient toûjours payé cinq pour cent jusques à present, de toutes les Marchandises qu'ils apportoient, ou de celles qu'ils emportoient ; l'Empereur des François Nous a demandé qu'ils ne payassent que trois pour cent ; ce que Nous lui avons accordé, à cause de l'ancienne amitié qu'il a toûjours euë avec nôtre Porte, & Nous avons ajoûté aux Nobles Capitulations, que les Doüanniers ne les molestassent point en leur demandant davantage que trois pour cent. Nous voulons que les Marchands François payent nos Doüannes avec la même Monnoye comme la prennent nos Tresoriers, & qu'il ne soient point molestez en leur demandant plus ou moins.

VI. Nous permettons que ceux qui n'ont point leurs Ambassadeurs ou Residans à nôtre Porte de felicité, comme Portugal, Sicile, Castillans, Messinois, & autres Nations Ennemies, puissent venir sous la Banniere de l'Empereur de France, comme ils faisoient au temps passé, & qu'ils payent la Doüanne comme les autres François, sans que personne les moleste, tant qu'ils ne feront choses qui soient contraires à l'Accord que Nous avons fait.

VII. Nous voulons qu'ils payent la Mezeterie de Constantinople & de Galata, de la même façon que font les Anglois.

VIII. Et si les Doüanniers estiment plus les Marchandises qu'elles ne valent pour leur profit, Nous ordonnons sans contredit, qu'au lieu de l'argent ils prennent des Marchandises.

IX. Que quand une fois ils auront payé la Doüanne de soye, & autres Marchandises, on ne la leur demande derechef.

X. Que quand les Doüanniers auront été payez de leurs Doüannes, qu'ils leur donnent le Teskeret de leur payement, & qu'ils ne les empêchent point de les porter à d'autres Echelles, & que l'on ne les moleste point derechef dans une autre Echelle, en leur demandant la Doüanne.

XI. Nous ordonnons que les Consuls François, & les Religieux qui leur sont sujets, les Marchands & les Droguemans, puissent faire du Vin dans leurs Maisons pour leurs provisions, & en puissent apporter de dehors, sans que personne les moleste, ni les empêche.

XII. Si quelqu'un de nos Sujets a quelque Procez contre quelque François, dont la Somme soit plus de quatre mille aspres, Nous deffendons qu'il soit fait Justice autre part que dans nôtre Divan.

XIII. Et s'il arrive qu'on tuë quelqu'un dans les Quartiers où sont les François, Nous deffendons qu'ils soient molestez en leur demandant le prix du sang ; si ce n'est qu'on prouve en Justice que ce sont eux qui ont fait le mal.

XIV. Nous accordons aux Truchemens qui servent les Ambassadeurs, les mêmes Privileges qu'aux François.

XV. *Nous promettons par la verité du Puissant Createur du Ciel & de la Terre, & par les Ames de nos Ayeuls & Bis-Ayeuls, de ne contrarier ni contrevenir à ce qui est porté par les Nobles Capitulations, tant que l'Empereur de France sera constant & ferme à la conservation de nôtre amitié ; Acceptons dés à present la sienne, avec volonté de la tenir chere & en faire estime : Telle est nôtre promesse Imperiale. Fait à Andrinople, le cinquiéme Juin 1673.*

CVII.

6. Juin. FRANCE ET BRANDEBOURG.

Traité entre LOUIS XIV. *Roi de France &* FREDERIC GUILLAUME *Electeur de Brandebourg, fait au Camp de Vossem le 6. Juin* 1673. [Tiré de la Registrature d'Estat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale. On la trouve aussi dans FREDER. LEONARD. Tom. III.]

APRES que Monsieur le Duc de Neubourg a fait connoître au Roi le desir qu'auroit Monsieur l'Electeur de Brandebourg, & par ses propres sentimens, & par les Instances qui lui en auroient été faites par divers Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, de rétablir non seulement la premiere Alliance qu'il a ci-devant eu avec Sa Majesté, & qui auroit été alterée depuis quelque tems par les Traitez qu'il auroit faits avec les Etats Généraus des Provinces-Unies des Païs-Bas, & les Armes qu'il auroit prises ensuite en leur faveur, mais de contribuer encore en cette sorte à la Pacification de l'Allemagne, Sa Majesté qui avoit veu avec peine que ledit Sieur Electeur eust pris une conduite opposée à l'amitié qui a toûjours été entre Sa Majesté & Son Altesse Electorale & leurs Predecesseurs, & qui s'étoit trouvé contraint avec regret de porter ses Armes dans l'Empire, dont elle a toûjours affectionné si particulierement la tranquillité & le repos, a appris avec plaisir les dispositions dans lesquelles étoit ledit Electeur, & aiant autorisé pour ce sujet le Sieur Arnauld, Chevalier Seigneur de Pomponne, Conseiller du Roi en tous ses Conseils, & Secretaire d'Etat & des Commandemens de Sa Majesté, pour traiter avec le Sieur Meinders, Conseiller d'Etat & Privé, & Envoyé extraordinaire dudit Sieur Electeur vers Sa Majesté,

muni

ANNO 1673. muni pareillement d'un Plein-pouvoir de Son Altesse Electorale, il a été convenu entre eux des Articles suivans.

I. Tout ce qui s'est passé depuis la prise des Armes par Monsieur l'Electeur de Brandebourg en faveur des susdits Etats Généraux, tant de la part de Sa Majesté & de ses Alliez, que de celle dudit Sieur Electeur de Brandebourg, sera pleinement oublié, & Son Altesse Electorale cultivera la premiere amitié qu'elle avoit avec Sa Majesté, avec le Roi de la Grande Bretagne, Monsieur l'Electeur de Cologne, Monsieur l'Evéque de Munster, & autres Alliez de Sa Majesté, sans qu'à raison des pertes & dommages qui auroient été causez durant ladite Guerre, il soit libre de se rien demander de part ni d'autre.

II. Et quant au Traité que Son Altesse Electorale de Brandebourg a fait avec les Etats Généraux de leur donner aide, secours ou assistance contre Sa Majesté & ses Alliez, Son Altesse Electorale s'oblige de ne donner à l'avenir sous quelque raison, pretexte ou occasion que ce puisse être, directement ni indirectement, aucun secours, aide ou assistance aux Ennemis de Sa Majesté, quels qu'ils puissent être.

III. Ledit Sieur Electeur promet semblablement de faire sortir de ses Places les Troupes desdits Etats, ou autres Etrangeres qui y pourroient être entrées depuis la presente Guerre; comme aussi qu'il tiendra le Corps de son Armée au delà du Weser, & se contentera durant la presente Guerre de tenir les Garnisons necessaires dans ses Places au deçà de cette Riviere, dont pourtant il pourra loger quelques Troupes au plat-Païs, jusques à la concurrence de mil Hommes.

IV. Sa Majesté en échange pour donner un témoignage plus public & de la satisfaction avec laquelle elle rétablit avec ledit Sieur Electeur sa premiere amitié; comme aussi pour faire connoître avec quelle sincerité elle s'est toûjours declarée, qu'elle n'avoit eu aucune pensée de rien retenir de ce que ses Armes avoient conquis dans l'Empire, promet de remettre ou faire remettre aprés les Ratifications échangées du present Traité, audit Sieur Electeur tout ce que ses Armes, ou celles de ses Alliez ont occupé dans les Duché de Cleves, Principauté de Minde, Comtez de la Mark, & de Ravensberg, ou autres Terres generalement quelconques dudit Sieur Electeur, à l'exception de quelques Places sur le Rhin, dont il sera parlé dans l'Article suivant.

V. Les Places que les Etats Généraux occupoient dans le Duché de Cleves, aiant été la seule cause qui obligea Sa Majesté à porter ses Armes sur le Rhin, lorsqu'elle commença la Guerre contre lesdits Etats, quelque pretention que Sa Majesté pût avoir de les garder comme les aiant prises sur ses Ennemis, elle voulut bien se declarer dans tout l'Empire, qu'elle n'avoit dessein de les retenir que jusques à la Paix qui pourroit être faite avec lesdits Etats. Sa Majesté persistant dans les mêmes sentimens, declare encore qu'elle gardera seulement les Places de Wesel avec le Fort de la Lippe, Reez avec son Fort, pour les remettre audit Sieur Electeur fortifiées, & avec les Canons aux Armes ou marques de Son Altesse Electorale ou de ses Predecesseurs, comme elles étoient lors qu'elles ont été prises par les Armes de Sa Majesté, aussi-tôt aprés la Paix concluë & ratifiée avec lesdits Etats, dont Sa Majesté veut bien que le susdit Sieur Duc de Neubourg demeure garant.

VI. Que durant ce tems le Droit de superiorité & toute autre Jurisdiction, demeurera audit Sieur Electeur dans lesdites Places, & que les Garnisons qui seront entretenues & paiées par Sa Majesté, sans qu'elle y puisse lever aucun droit ou contribution, ni que lesdites Garnisons puissent être à charge ausdites Places que pour le simple logement, Son Altesse Electorale s'oblige toutefois de laisser surement & librement passer dans ses Etats sur les Rivieres du Rhin & de la Meuse, sans en pouvoir prendre aucun Droit ni Peage, les Munitions de bouche & de Guerre qui descendront pour les Troupes de Sa Majesté; bien entendu que ceux qui conduiront lesdites Munitions feront apparoir par les ordres de Sa Majesté ou certifications de ses Ministres, que lesdites Munitions seront pour le service de Sa Majesté.

VII. Et puisque dans l'occupation qui fut faite des Places du Duché de Cleves par Sa Majesté, elle a fait rendre aux Catholiques quelques Eglises qui leur avoient été ôtées durant que les Etats Généraux y avoient Garnison, il a été convenu que toute cette affaire Ecclesiastique & ce qui en dépend; soit pour l'exercice ou pour les revenus, sera reglée & determinée en conformité & selon les regles de l'Accord fait sur ce sujet, entre Son Altesse Electorale de Brandebourg & Son Altesse le Duc de Neubourg, & afin que lesdits Catholiques ne soient point inquietez à l'avenir dans les Provinces de Cleves, de la Mark & Ravensberg, Son Altesse Electorale promet de les laisser joüir paisiblement de ce qui leur est deu en vertu du susdit Traité. ANNO 1673.

VIII. Sa Majesté promet pour soi & au nom de ses Alliez, que toutes contributions & exactions qui auroient été imposées dans les Etats de Son Altesse Electorale, cesseront depuis le dixiéme du mois d'Avril, & qu'on n'en pourra lever ni exiger aucunes, sous quelque pretexte que ce peut être qui auroient été imposées, ou qui seroient écheues depuis ce tems, à condition que ledit Sieur Electeur observera la même chose de son côté, & qu'il ne sera aucune exaction de ce qui lui pourroit rester & qu'il pourroit pretendre depuis le terme susdit. Comme aussi que Sa Majesté ne prendra plus aucuns Quartiers ou passages sans le consentement dudit Sieur Electeur, & sans paier & dedommager ses Sujets de la charge qu'ils en pourroient souffrir.

IX. Et bien qu'il soit dit dans l'Article 2. du present Traité, que ledit Sieur Electeur de Brandebourg n'assistera, directement ni indirectement, les Ennemis de Sa Majesté, ledit Sieur Electeur aiant témoigné toutefois qu'il ne pourroit être engagé à rien qui pût être contre l'Empire, & qu'il se reservoit les mains libres en cas qu'il fût attaqué, Sa Majesté qui n'a pas moins à cœur la sureté & la Paix dudit Sieur Electeur, à condition toutefois que Sa Majesté ne sera pas censée attaquer ledit Empire, si elle se trouvoit obligée de porter ses Armes en Allemagne, & d'agir contre tout Prince dudit Empire quel qu'il pût être, qui voulust attaquer Sa Majesté, ou donner assistance à ses Ennemis contre le Traité de la Paix de Munster.

X. Et parce que dans l'étroite Union & l'Alliance qui est entre Sa Majesté & le Roi de la Grande Bretagne pour la Guerre contre la Hollande, ledit Sieur Electeur de Brandebourg n'a pas moins agi contre ledit Roi que contre Sa Majesté, lorsqu'il a pris les Armes en faveur des Etats Généraux, Sa Majesté veut bien se charger & promettre de faire agréer au susdit Roi de la Grande Bretagne que tout le passé soit oublié de part & d'autre, & que la premiere amitié & intelligence soit rétablie entre Sa Majesté Britannique & Son Altesse Electorale.

XI. Et pour donner une plus grande marque de l'Alliance que Sa Majesté renouvelle avec ledit Sieur Electeur, elle veut bien promettre de le faire comprendre en vertu du present Traité dans la Paix qu'elle pourroit faire avec les Etats Généraux; comme aussi elle s'oblige de l'assister & de le garantir contre tous ceux dont il pourroit être attaqué, à l'occasion ou à cause du present Traité.

XII. Sa Majesté pour donner une plus grande marque à Monsieur l'Electeur de Brandebourg, qu'en rétablissant avec lui la premiere amitié par ce Traité, elle veut bien encore prendre en lui la même confiance qu'elle avoit eu avant ces derniers mouvemens, declare qu'aprés que le present Traité aura esté accompli par l'échange des Ratifications, elle consentira de sa part que ledit Sieur Electeur puisse être admis dans la Mediation de la Paix qui se traiteroit avec les Etats Généraux, lors que les affaires de l'Empire auront esté pleinement accommodées.

XIII. Il a esté convenu de fournir & échanger les Ratifications du susdit Traité de part & d'autre, dans le terme de trois semaines au plustard. Fait au Camp de Volsem ce 6. jour de Juin 1673. *Ainsi signé*, ARNAULD. FR. MEINDERS.

CVIII.

*Traité d'Alliance entre l'*EMPEREUR, *le Roi d'*ESPAGNE, *& les Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas d'une part, & le Duc de* LORRAINE *de l'autre. Fait à la Haye le 1. Juillet 1673* [Actes & Memoires des Negotiations de la Paix de Nimegue. Tom. I. pag. 573. FREDER. LEONARD. Tom. VI.] 1. Juill.

L'EMPEREUR, L'ESPAGNE, LES PROVINCES UNIES ET LA LORRAINE.

Comme

ANNO 1673.

COmme ainsi soit que Son Altesse le Duc de Lorraine ait fait témoigner à Leurs Majestés Imperiale & Catholique, & aux Etats Generaux des Provinces-Unies, le genereux desir dont elle est portée à contribuer de tout son possible au restablissement d'une Paix honneste & durable, & qu'il étoit prest d'entrer dans une estroite Liaison avec eux pour les mémes fins, c'est pourquoi considerant les grands avantages qui en peuvent resulter pour le bien public, & estimant, comme il est juste, ses bonnes intentions, la presente Convention a esté arrestée & concluë entre les Ministres & Plenipotentiaires de part & d'autre ci-aprés denommés, & à ce duement authorisés en la forme qui s'ensuit.

I. Que Sadite Altesse de Lorraine pour Elle & pour ses Successeurs tant en vertu de ses anciennes Liaisons, que par le present Traité, sera dés à present & pour l'avenir Allié & Confederé de Leurs Majestés Imperiale & Catholique, comme aussi des Etats Généraux des Provinces-Unies, & qu'une estroite Union sera établie entre eux pour procurer mutuellement les avantages, seuretés & utilités l'un de l'autre, & destourner les dommages autant que faire se pourra.

II. Que pour donner d'autant plus de moyens à Sadite Altesse de Lorraine de mettre en execution ses bonnes volontés, & de se rendre plus utile à la cause commune, on l'aidera à former un Corps de dixhuit mille Hommes, à sçavoir huit mille Chevaux, & dix mille Hommes de pied; Et pour cet effet Sadite Altesse fournira de sa part trois mille Chevaux, qu'elle a presentement sur pied, & levera deplus à ses propres frais deux mille Chevaux, & trois mille Hommes de pied; Sa Majesté Imperiale promet pareillement de donner de sa part mille Chevaux & trois mille Hommes de pied, & Sa Majesté Catholique s'oblige aussi de donner mille Chevaux & quatre mille Hommes de pied, & quant aux Etats des Provinces-Unies, comme ils ont presentement à supporter le plus-grand poids de la Guerre, & qu'ils ne peuvent pas se dessaisir des Troupes qui sont necessaires pour leur defense, ils ne pourront donner plus de mille Chevaux.

III. Et afin qu'on puisse jouïr au plûtôt du bon effet que l'on peut attendre de l'emploi desdites Troupes. Sadite Altesse s'oblige à mettre sur pied quatre mille Chevaux & deux mille Hommes de pied, en quatre Semaines, aprés le jour que ce Traité doit être ratifié, & d'y joindre de plus autres mille Chevaux, & mille Hommes de pied deux mois aprés ledit terme de quatre Semaines; Et Sa Majesté Catholique, comme aussi lesdits Etats Généraux promettent d'y joindre leur part ci dessus specifiée, au même tems que S. A. de Lorraine aura mis sur pied lesdites premieres Troupes, & seront Commissaires deputés & authorisés de part & d'autre pour faire reveuë de toutes lesdites Troupes, afin d'observer si elles sont au nombre qu'elles doivent être selon cette presente Convention; Et sera ladite reveuë réiterée toutes les fois, que quelqu'une des Parties le requerra.

IV. Et quand S. A. de Lorraine viendra à agir effectivement pour aider à maintenir ses propres Troupes, tant celles qu'elle a sur pied, que celles qu'elle fera de nouveau, comme aussi pour les frais necessaires pour l'Artillerie, on lui passera durant la Guerre * la Somme laquelle sera également repartie entre Leurs Majestés Imperiale & Catholique, & les Etats Généraux des Provinces-Unies, à sçavoir un tiers pour chaque mois: Et d'autant qu'en la conjoncture presente des affaires il seroit impossible ausdits Etats de payer ledit tiers en argent comptant, il leur sera libre de fournir ledit tiers en Obligations sur ces Provinces de Hollande, & Westfrise, Zelande, Frise, Groningue & Ommelande, selon la proportion entr'eux observée, avec promesse de tel Interest qu'elles sont accoustumées de payer à leurs autres Creanciers, ayant obligations, que par ce moyen lesdites Troupes, qu'on pourra exiger dans le Pais Ennemi, seront receuës & administrées par des Commissaires à ce Deputés du commun consentement des Parties, pour être employées aux frais necessaires pour la subsistance & renforcement dudit Corps, & pour les levées & recruës necessaires, & autres usages de la Guerre.

* Cette Somme n'est pas specifiée.

V. Que Sadite Altesse de Lorraine sera obligée d'agir avec ledit Corps offensivement contre les Ennemis declarés des Etats des Provinces-Unies, & pour le bien de la cause commune de concert avec les Alliés, selon qu'il sera jugé plus convenable de commun accord ou par la pluralité d'iceux, soit pour se joindre avec les Armes de Sa Majesté Imperiale, ou de Sa Majesté Catholique, ou avec celles des Provinces-Unies, quand le besoin le requerra, soit pour agir par diversion dans le Pais Ennemi, ou par telle autre operation, que la raison de la Guerre l'exigera.

VI. Et en cas que par lesdites operations ou autrement, les affaires se reduisent à une Guerre ouverte & commune entre lesdits Alliés & les Ennemis présents ou futurs desdits Seigneurs Etats Généraux, Leursdites Majestés Imperiale & Catholique & lesdits Etats, outre ce qu'elles ont déja stipulé entre eux par leurs Traitez précédens pour le regard des Traitez de Paix, promettent conjointement & de commun accord à S. A. de Lorraine, que le cas eschéant que l'on vint à entrer en Negotiation de Paix ou de Tréves de quelques Années, ils ne la commenceront point sans sa participation & sans lui procurer aussi-tôt qu'à eux-mêmes la faculté & seureté requise & necessaire, pour envoyer ses Ministres sur le lieu où l'on traitera, comme aussi sans lui donner de tems en tems communication de tout ce qui se passera en ladite Negociation, & qu'ils ne passeront jusques à la conclusion de ladite Paix ou Trêve, sans l'y comprendre & le faire remettre, (s'il le desire ainsi) dans la possession des Terres, Places, Domaines, & jouissances des Droits, Immunités, & Prerogatives dont il a joui avant la derniere invasion des François, en ses Duchés; & sans stipuler pour lui les mêmes exemptions, seuretés, & Prerogatives que pour eux-mêmes, pourveu que Leurs Majestés Imperiale & Catholique s'obligent aussi aux mêmes choses envers les Etats, pour la restitution des Places & Terres, qui leur sont & pourront être ostées, & par le restablissement en la jouissance des Droits, qui leur sont ou pourront être disputés en cette Guerre; Comme reciproquement S. A. de Lorraine promet & s'oblige dés-à-present de n'entrer en aucune Negotiation ou Traité ou pourparler de Paix ou de Tréve, sans le sceu & la participation de Leurs Majestés Imperiale & Catholique, & de M. M. les Etats Généraux; & de ne venir à aucune conclusion que d'un commun consentement & sans procurer à ses Alliez l'entier rétablissement dans tout ce qui leur a été ou sera enlevé pendant le cours de cette Guerre, & stipuler pour eux les mêmes avantages, Prérogatives & seuretés que pour lui-même; Si ce n'est que puis aprés ils en conviennent autrement d'un commun accord.

VII. Cette Alliance durera le même-temps que celle de Sa Majesté Imperiale avec les Etats des Provinces-Unies, à sçavoir pour le terme de dix Ans; à compter du 22 Septembre de l'année 1672. pendant lequel, si la Paix vient à se conclure, toutes les Parties demeureront liées par une garantie reciproque de se secourir l'un l'autre contre toute sorte d'infracteurs de ladite Paix, sauf à prolonger ledit terme selon que du consentement commun, il sera convenu. Tous lesdits Articles ayant été vûs & examinés par S. A. Monseigneur le Prince d'Orange assisté de Monsieur de Beuningen & de Monsieur le Conseiller Pensionaire Fagel, d'une part, & de Messieurs le Baron de Lisola & le Chevalier de Crampricht au nom de Sa Majesté Imperiale, de Monsieur Don Bernard de Salinas, au nom de Monsieur le Comte de Monterey & de la part de Sa Majesté Catholique; & de Monsieur le Baron de Serinchamps comme Plenipotentiaire de S. A. de Lorraine. Aprés le rapport fait à Messieurs les Deputés aux affaires de la Triple-Ligue, le tout a été approuvé & concerté d'un commun consentement sous l'aveu neanmoins & Ratification de leurs Principaux, laquelle on promet dans le terme de six semaines ou plûtost si faire se peut. Fait à la Haye, le premier Juillet mil six cens septante trois.

Etoit signé,

(*L.S.*) J. DE LISOLA.
(*L.S.*) D. BER. DE SALINAS.
(*L.S.*) D. I. CRAMPRICHT.
(*L.S.*) SERINCHAMPS.

CIX.

ANNO 1673.

CIX.

20. Juill. Anderter Religions-Vergleich zwischen Friedrich Wilhelm Churfürst zu Brandenburg/ und Philipp Wilhelm Pfaltzgraffen am Rhein und Hertzogen zu Neuburg/ wegen einigen/ in denen Städten Wesel/ Rees/ Emmerick/ Orsoy/ und Büderich/ zeit währender occupirung derselben/ durch die Frantzösische Kriegs-Macht/ vorgegangenen veränderungen/ auffgerichtet zu Dusseldorff den 20. July 1673. Benebst des Pfaltzgraffens Ratification. Geben den 16. Sept. 1673. [Sur l'Imprimé à *Dusseldorp*. On trouve aussi cette Pièce en Allemand dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. I. Abtheilung IV. Absatz III. pag. 253.]

WIr Philipp Wilhelm von Gottes Gnaden Pfaltz-Grafe bey Rhein in Bäyern/ zu Gülich/ Cleve und Berg Hertzog/ Graff zu Veldentz/ Sponheimb/ der Marck Ravensberg und Mörs/ Herr zu Ravenstein/ etc. thun kundt und bekennen hiemit vor Uns/ Unsere Erben und Nachkommen/ auch Pfaltz-Graffen bey Rhein/ Hertzogen zu Gülich/ Cleve und Berg/ etc. Als zwischen dem Durchleuchtigsten Fürsten Herren Friederich Wilhelmen Marggraffen zu Brandenburg/ des Heil. Röm. Reichs Ertz-Cammereren und Chur-Fürsten/ in Preussen/ zu Magdeburg/ Gülich/ Cleve/ Berg/ Stettin/ Pommeren der Cassuben und Wenden/ auch in Schlesien zu Crossen und Jägerndorff zu Halberstadt/ Minden und Comin/ Graffen zu der Marck und Ravensberg/ Herren zu Ravenstein/ auch der Lande Lauenburg und Butaw/ etc. es dahin veranlasset worden/ daß/ weil seither dem in nechst vorigem Jahre auffgerichteten Religions-Receß in den Städten/ Wesel/ Rees/ Emmerich/ Orsoy und Büdrich durch die Frantzösische Kriegs-Macht/ und occupation einige Veränderung der Orthen vorgangen/ durch Zusammenschickung beyderseits Räthen alles untersuchet/ und zur Richtigkeit gebracht werden solte; Gestalt dann bis auff Unser beyderseits Chur- und Fürstl. Ratification von denen dazu commitirten Räthen nachfolgender Vergleich getroffen worden/ welcher von Wort zu Wort also lautet.

Nachdem in denen zwischen dem Durchleuchtigsten Fürsten und Herren Herren Friederich Wilhelm Marggraffen zu Brandenburg/ des Heil. Röm. Reichs Ertz-Cammereren und Chur-Fürsten/ zu Preussen/ zu Magdeburg/ Gülich/ Cleve und Berg/ Stettin/ Pommeren/ der Cassuben/ und Wenden/ auch in Schlesien zu Crossen und Jägerndorff Hertzogen/ Burggraffen zu Nürnberg/ Fürsten zu Halberstadt/ Minden und Camin/ Graffen zu der Marck und Ravensberg/ Herren zu Ravenstein/ und der Lande Lowenburg und Butaw/ etc. ahneinem und dem Durchleuchtigsten Fürsten und Herren Philipp Wilhelm Pfaltz-Graffen bey Rhein in Bäyern/ zu Gülich/ Cleve und Berg Hertzogen/ Graffen zu Veldentz/ Sponheimb/ der Marck/ Ravensberg und Mörs/ Herren zu Ravenstein/ am anderen Theil Anno 1666. den 9. Septembris und 1672. den 26. Aprilis auffgerichteten Religions-Recessen unter anderen enthalten und verglichen worden/ daß man sich wegen der Kirchen/ Clöster/ Geistlichen Güter/ Renthen und Beneficien/ so die Catholische in denen mit Staatischen Guarnisonen damahl besetzt gewesenen Städten Wesel/ Rees/ Emmerich/ Orsoy und Büderich hiebevor eingehabt und besessen/ daraus aber Anno 1628. und folgends durch die Staatische Kriegs-Macht und sonsten gesetzet worden/ in der Güte vergleichen solte/ seither deme aber an solchen Orten ein- und andere Veränderungen vorgangen/ indem dieselbe durch die Frantzösische Waffen und Kriegs-Macht occupirt, und folgends obgemeldte Kirchen/ Clöster/ Geistliche Güter und Beneficien den Catholischen zum theil widerumb eingeräumet und abgetreten worden/ Als haben höchstgemelte beyde Chur- und Fürstl. Durchl. zu Verhütung und Auffhebung aller Irrungen und Misverständnus sich dieserthalb in der Güte dergestalt verglichen.

I. Daß seine Churfürstl. Durchl. zu Brandenburg die Römisch Catholische bey dem jenigen/ was sie an Kirchen/ Clöster/ Sacellen/ Geistlichen Wohnungen/ Gütern und Renthen/ sie haben

ANNO 1673.

CIX.

20. Juill. Seconde Convention Religieuse entre FREDERIC GUILLAUME Electeur de Brandebourg, & PHILIPPE GUILLAUME Comte Palatin du Rhyn, Duc de Neubourg, au sujet des changemens arrivés dans les Villes de Wesel, Rées, Emmerick, Orsoy & Boderiek, durant l'occupation de ces Places & Pays dependans par l'Armée de France. Faite à Dusseldorp le 20. Juillet 1673. *Avec* la RATIFICATION du Duc PHILIPPE GUILLAUME du 16. Septembre 1673.

NOus Philippe Guillaume, par la grace de Dieu, Comte Palatin du Rhin, Duc de Bavière, de Juilliers, de Clèves, & de Berghe, Comte de Veldentz, de Sponheim, de la Marc, de Raventberg, & de Meurs, Seigneur de Ravenstein; sçavoir faisons tant pour nous, que pour nos Héritiers, & Successeurs, aussi Comtes Palatins du Rhin, & Ducs de Juilliers, de Clèves, & de Berghe, &c. qu'avec le Serenissime Prince, & Seigneur Frederic Guillaume, par la grace de Dieu, Marggrave de Brandebourg, Grand Chambellan, & Electeur du S. Empire, en Prusse, à Magdebourg, de Juilliers, Cleves, Berghe, Stettin, Pomeranie, Cassubie, & des Vandales, en Silesie, Crossen, & Jaghersdorf, Duc, Burggrave à Nuremberg, Prince de Halberstat, Minden, & de Camin: Comte de la Marc, & de Ravenstein, & du Territoire de Lawenbourg, & de Butau, &c. Nous sommes convenus, en consideration de plusieurs changemens, qu'après la Transaction au fait de Religion arrêtée l'année passée, les Armées de France ont causez dans les Villes de Wesel, Rées, Emmerik, Orsoy, & de Burick, d'ordonner une Assemblée de nos Ministres Conseillers, pour en prendre connoissance, & faire le reglement: ainsi que ceux-ci Deputez par nous ont accordé, & conclu jusqu'à nôtre Ratification, ce qui s'ensuit de mot à mot.

Comme entre le Serenissime Prince, & Seigneur Frederic Guillaume, Marggrave de Brandebourg, Grand Chambellan, & Electeur du Saint Empire, &c. d'une part, & entre le Serenissime Prince, & Seigneur Philippe Guillaume, Comte Palatin du Rhin, Duc de Bavière, &c. de l'autre part, on fit des Transactions sur le fait de Religion le 9. Septembre de l'an 1666. & le 26. d'Avril de l'an 1672. où l'on convint entr'autres choses, qu'à l'égard des Eglises, Cloitres, Biens Ecclesiastiques, Rentes, & Benefices, que les Catholiques avoient possedez cidevant dans les Villes de Wesel, Rées, Emmerik, Orsoy, & de Boderik, & dont ils étoient pourtant depossedez, soit l'an 1628. ou depuis, soit par les Armes des Etats, qui y avoient Garnison, ou autrement, on accorderoit le tout à l'amiable: & comme il se trouve presentement, que plusieurs choses y ont été changées, & que plusieurs desdites Eglises, Cloitres, & Biens, ont été données aux Catholiques par les Armées de France, qui ont depuis occupé ces Places-là: Leurs Altesses Electorale & Serenissime ont trouvé à propos, & pour ôter toute confusion, & mesintelligence, de s'y accorder à l'amiable, & de la maniere qui suit.

I. Que S. A. E. de Brandebourg protégera, & maintiendra les Catholiques Romains dans la jouissance de tout ce qu'ils ont presentement en Eglises, Cloitres, Chapelles, Maisons pour leurs Ecclesiastiques;

Anno 1673.

haben Nahmen wie sie wollen/ dem Instrumento Pacis und auffgerichteten Religions-Recessen gemees/ gegenwärtig besitzen/ jederzeit schützen und handhaben wollen.

II. Daß die Pfarr-Kirch zu Wesel auff der Matena genant/ welche zu Verwahrung einigen Getraydo und Mehls bis dahin gebraucht worden/ den Evangelischen Reformirten und die zur Commenden S. Johannis daselbst gehörige Kirch oder Capelle den Catholischen eingeräumet/ vorgemeldte Reformirten und Catholischen auch die übrige Kirchen und Closter daselbst infolg gemelten Instrumenti Pacis und Religions-Recessen respective verbleiben und restituiret.

III. So dann die Collegiat-und Pfarr-Kirchen zu Rees den Romisch-Catholischen gelassen/ denenselben auch die Vicarie trium Regum, als deren Renthen zu Unterhaltung des in selbiger Kirchen vorhandenen Organi gehörig/ wieder gegeben/ den Evangelischen Reformirten aber in ihrer daselbst habender Kirch und sonst dem belieben nach ihren Gottesdienst zu üben in alle Wege freystehen solle.

IV. Daß die in der Stadt Emmerich gestifftete Archidiaconat Kirch S. Martini und S. Adelgundis Pfarr-Kirch/ so dann der PP. Societatis Jesu, der Creutz-Brüder und S. Georgii Frater-Herren Kirch/ wie auch das Jungfrauen-Closter obgemelten Römisch-Catholischen/ vermög des Münster- und Osnabrugischen Frieden-Schlusses und vorgemeldten Religions-Recessen verbleiben/ sie Catholische aber der convenientz halber zu Erweiterung und Anrichtung der Evangelischen Kirchen und Exercitii zu gemeltem Emmerich die Summ von tausende fünffhundert Reichsthaler bey Auswechselung und Execution jetztgemelten Vergleichs/ bahr erlegen/ dabeneben das Sacellum Divæ Virginis Marienburg genande/ sambt dabey liegenden Kirchhoff abtretten/ und die Evangelisch-Reformirte und Lutherische sich hierunter in der Güte mit einander vereinbahren/ nicht weniger auch obgemeldte Frater-Herren S. Georgii sich mit den Evangelisch-Lutherischen wegen ihrer des organi, ornamenten und reparations halber gemachter prætension der Billigkeit nach vergleichen sollen.

V. Und weilen ermelte Evangelisch-Reformirte vorbracht/ das in der Pfarr-Kirchen zu Orsoy im Jahr 1609. das Reformirt Exercitium gehabt/ dessen aber im Jahr 1622. entsetzet/ folgends doch wieder darin restituiret worden/ und dannenhero so wol als auch weil der mehrer Theil der Gemeinden zu Orsoy Reformirter Religion zugethan/ sothane bey jüngster Eroberung der Stadt Orsoy den Catholischen wieder eingeräumbte Pfarr-Kirchen ihnen Reformirten abzutretten und zu lassen sey/ hingegen jetztgemelte Catholische vorgeben/ das diese Pfarr-Kirch Anno 1609. und 1624. bis ins Jahr 1632. Catholisch gewesen/ und damahlen sampt der Pastorat und Schulhaus/ Renthen und Vicarien durch die Staatische Guarnisonen ihnen entzogen/ so ist zu beyderseits Religion zugethaner Unterthanen Beruhigung/ Commodität und Convenientz gut gefunden und verglichen/ daß ermelten Reformirten mehrgemelte Pfarr-Kirch/ sampt dem Pfarr- und Schul-Haus restituiret/ ihnen auch die dazu gehörige Renthen und Vicarien gelassen/ den Catholischen aber die Gasthaus/ Kirch zu Ubung ihres freyen offentlichen Exercitii eingeraumet/ auch den Catholischen Pastoren und Seelsorgern eine bequeme Wohnung in dem Gasthaus gestattet/ und zu seiner subsistentz jährlich sechtzig Reichsthaler aus obgemelten Renthen unfehlbar entrichtet/ und sie Catholische derenthalben gnugsam versichert/ ihnen auch in vorgemelter Pfarr-Kirchen abgebrochener und dannoch vorhandener Altar unweigerlich ausgefolget werden solle.

VI. Zu Biderich sollen die Catholische in der daselbst vorhandener Closter-Kirchen ihr Exercitium publicum cum omnibus annexis behalten. Und weil sie sich beschweren/ daß selbige Kirch wegen Ihrer Anzahl zu enge sey/ als solle dieselbe zu ihrer

ques, Biens, & Revenus, de quelque nom qu'ils puissent être, s'ils les possédent en conformité des Traitez de Paix, & des Transactions faites sur les affaires de Religion.

II. Que l'Eglise Paroissiale à Wesel, & située sur la Matena, dont on s'est servi pour Magazin à blé, sera rendue aux Reformez; que l'Eglise & la Chapelle, qui appartiennent à la Commanderie de S. Jean, seront rendues aux Catholiques; & qu'en vertu des Traitez de Paix, & des Transactions sur le fait de Religion, encore le reste des Eglises, & des Cloitres, y sera respectivement laissé, ou restitué aux Reformez, & aux Catholiques Romains.

III. Qu'on laissera aussi aux Catholiques l'Eglise Collegiale, & l'Eglise Paroissiale à Rées, avec le Vicariat des trois Rois, dont les Rentes sont pour l'entretien des Orgues de ladite Eglise. Mais qu'il sera permis aussi aux Reformez de faire l'Office à leur gré dans l'Eglise qu'ils possédent dans ladite Ville.

IV. Audits Catholiques Romains demeureront de plus, & en conformité des Traitez de Westphalie, & desdites Transactions, l'Eglise de l'Archidiaconat de S. Martin fondé dans la Ville d'Emmerik, & l'Eglise Paroissiale de S. Adelgonde, comme aussi celle des Peres Jesuites, celle des Freres de la Croix, & celle des Freres de S. George, mais à condition, que les Catholiques contribuent par convenance, pour l'agrandissement ou l'établissement des Eglises, & de l'Exercice des Protestans à Emmerik la Somme de mille cinq cens Ecus, & en la payant effectivement en execution de cette Transaction, & qu'ils leur quittent aussi la Chapelle de Nôtre-Dame, nommée Marienbourg avec le Cimetiere y joint, & dont les Reformez, & les Luthériens s'accommoderont à l'amiable: & que pareillement lesdits Freres de Saint George s'accorderont équitablement avec les Luthériens sur la prétention que ceux ci ont faite au sujet des réparations, & des ornemens des Orgues.

V. Puis que d'un côté les Reformez prétendent, qu'ayant eu l'Exercice public dans l'Eglise Paroissiale à Orsoy l'an 1609. & encore qu'ils en ayent été dépossedez l'an 1622. y ayant pourtant été remis dans la suite du tems, ladite Eglise Paroissiale, qui, par la derniere prise de la Ville, a été transferée aux Catholiques, devroit d'autant mieux être renduë, que la plus grande partie de la Communauté à Orsoy, est effectivement de leur Religion Reformée: & que de l'autre côté les Catholiques Romains soûtiennent, que ladite Eglise Paroissiale leur appartenoit dans les années 1609. & 1624. jusqu'à celle de 1632. où la Garnison des Etats la leur ôta aussibien que les Maisons de Pasteur, & d'Ecole, avec ses Rentes, & Vicariats, on a trouvé & accordé pour la convenance, la commodité, & le repos de l'une & de l'autre Religion; qu'on rendra aux Reformez ladite Eglise Paroissiale, avec les Maisons de Pasteur & d'Ecole, & tous les Revenus, & Vicariats y appartenants, & qu'on donnera aux Catholiques pour leur Exercice public l'Eglise de la Maison des Vieillards, nommée Gasthaus, dans laquelle on baillera aussi un appartement convenable aux Curez des Catholiques avec une Pension annuelle de soixante Ecus pour subsistance, & que les Catholiques en recevront des Cautions ou assûrances, comme aussi leur Autel, qui avoit été ôté de ladite Eglise Paroissiale, & qui se trouve encore entre les mains des Protestans.

VI. Les Catholiques conserveront leur Exercice public avec tous les annexes dans l'Eglise du Cloître, qui se trouve encore à Buderik, & puis qu'ils se plaignent que cette Eglise-là est trop étroite pour le grand

Anno 1673.

ANNO 1673.

ihrer Commoditât halb auff der Reformert- und halb auff der Catholischen Kösten vergrössert / oder das Chor der Pfarr-Kirchen zu gemelten Büderich / und wann dasselbe zu eng / alsdann neben demselben noch ein solcher Theil von selbiger Kirchen / als zu Ubung ihres Gottesdienst nöthig seyn wird / vom übrigen Theil gemeldter Kirchen auff der Reformirten Kösten durch eine Maur abgesondert / und separirt / und ihnen sampt der am Chor angebauten Sacristia zu ihrem Exercitio gelassen und eingeraumet / das andere Theil der Kirchen aber neben der Pfarr-Renthen und Vicarien denen Reformirten abgetretten und gelassen / und sie gemelten Catholischen zu Unterhaltung und subsistenz ihres Seelsorgers jährlichs ein hundert Reichsthaler unfehlbar entrichten / derenthalb auch gnugsamb versichern / und bis daran obgemelte extension oder separation würcklich vollenzogen / ihnen Catholischen das Exercitium ihrer Religion in mehrgemelten Pfarr-Kirchen ungehindert zu üben freystehen und unbenommen seyn.

VII. Und gleich wie die Römisch-Catholische in obgemeldten Städten und Orten / Wesel / Rees / Emmerich / Orsoy und Büderich das Exercitium publicum ihrer Religion haben / und vermöge dieses Vergleichs restituirt bekommen / also sollen sie auch dasselbe und ihren Gottesdienst / wie in der Römisch-Catholischen Kirchen geschicht / in allen Stücken und annexis ungehindert üben und treiben mögen / und es in diesem und allen übrigen obgemelten Religions-Recessen gemäs gehalten werden.

VIII. So sollen auch mehrgemelte Evangelisch Reformirte und Lutherische mit denen Römisch-Catholischen in obernendten Städten sich hinführo friedlich untereinander vertragen / und was bey und nach Eingangs angezogener Veränderung wegen der Religion und dero anklebenden Stück vorgelauffen / vergessen / und auffgehoben seyn / auch niemand desfals angesehen oder beschwäret werden.

IX. Und weil so wohl die Römisch-Catholische als Evangelische bey gegenwärtiger Handlung ein- und andere prætensiones und gravamina übergeben / welche diesesmahl abzuthun und zu erledigen die Zeit und eingefallene Verhinderungen nicht erleiden wollen / als soll dieserthalb nöthige Erkündigung fürderlichs eingezogen und hierin offt-gemelten Frieden-Schluß und Religions-Receß gemees remedirt;

X. Und obgesetzte Articulen von höchstgemelter Ihrer Chur-Fürstl. Durchl. zu Brandenburg / und Seiner Fürstl. Durchl. zu Pfaltz-Newburg inner Zeit von sechs Wochen / à dato dieses / oder so bald es geschehen kan / ratificiret und gegeneinander ausgewechselt werden; Dessen zu Urkund haben unter benannte Räthe und Gevollmächtigte dieses eygenhändig unterschrieben / und ihre Pittschafften auffgedrucket. So geschehen zu Düsseldorff den 20. Julii 1673.

(L.S.) FRANTZ MEINDERS.

(L.S.) MELCHIOR VOETZ.

Daß Wir demnach kein Bedencken gefunden / obstehenden Vergleich in allen Puncten und Clausulen zu ratificiren / gestalt wir dan denselben hiemit also ratificirt und darüber vest und unverbrüchlich gehalten haben wollen / Urkundlich unser eygenhändiger Unterschrifft und vorgedrucktem Fürstl. Insiegel. So geschehen Bensberg den 16. Septembris 1673.

PHILIPP WILHELM. (L.S.)

grand nombre de leur Communauté, on leur y donnera toute commodité par l'agrandissement de ladite Eglise, qui se fera pour une moitié à leurs dépens, & pour l'autre aux dépens des Reformez, ou on leur baillera le Chœur de l'Eglise Paroissiale à Buderik, & en cas qu'il fût trop étroit, on l'élargira en y comprenant une telle partie de l'Eglise Paroissiale même, qui serait suffisante, & on fera cette séparation d'Eglise par une muraille aux dépens des Reformez seuls, c'est ce qu'on laissera aux Catholiques avec la Sacristie jointe audit Chœur, pour l'usage de leur Exercice public, mais l'autre partie de ladite Eglise Paroissiale, aussi-bien que les Rentes de cette Paroisse, & les Vicariats seront donnez, & permis aux Reformez, à condition, qu'ils en payent immanquablement pour la subsistance du Pasteur Catholique cent Ecus annuels, & qu'ils en donnent suffisamment caution & sûreté aux Catholiques Romains, lesquels pourront librement faire, & continuer leur Exercice dans cette Eglise Paroissiale jusqu'à ce que ladite extention ou séparation soit effectivement faite pour leur service.

VII. Comme les Catholiques Romains ont l'Exercice public, ou l'auront en vertu de cette Transaction dans les Villes & Places de Wesel, Rees, Emmerik, Orsoy, & de Buderik, ainsi l'y pourront-ils faire de la même maniere, que l'Eglise Romaine l'ordonne, dans tous ses Points & annexes, sans qu'ils y puissent être aucunement empêchez ou troublez, le tout en conformité des susdites Transactions au sujet des differentes Religions.

VIII. Ainsi les Protestans, tant Reformez, que Luthériens, auront à se comporter paisiblement avec les Catholiques Romains dans les susdites Villes, & tout ce qui s'est passé de part & d'autre à l'occasion des changemens pour les Religions, & leurs annexes, sera tellement oublié, & supprimé, que personne n'en puisse plus être chargé, ou incommodé.

IX. Et comme dans le tems de cette Négociation, tant de la part des Catholiques, que de celle des Protestans, on a présenté encore des prétentions, & des griefs, que ni le tems, ni d'autres empêchemens ne permettent pas d'ajuster présentement, on déclare qu'on en prendra au plûtôt les connoissances nécessaires, & qu'on y remediéra conformément aux Traitez de Paix, & aux Transactions faites sur la Religion.

X. Tous ces Articles seront ratifiez de S. A. E. de Brandebourg, & de S. A. S. de Neubourg, & les Ratifications en bonne forme échangées dans le tems de six semaines, à compter du jour de la signature, ou plûtôt, si faire se peut. En foi de quoi, les Ministres Conseillers, en vertu de leurs Pouvoirs respectifs, ont signé ces presentes, & y ont apposé les Cachets de leurs Armes. Fait à Dusseldorp le 20. Juillet de l'an 1673.

(L.S.) FRANÇOIS MEINDERS.

(L.S.) MELCHIOR VOETZ.

Nous n'ayant pas difficulté de ratifier, & d'approuver cette Transaction dans tous ses Points & Clauses, l'approuvons & ratifions par ces présentes, & promettons de nous y tenir inviolablement. En témoignage de quoi, nous avons fait mettre nôtre Sceau aux presentes, signées de nôtre main. Fait à Bensbergh, le 16. de Septembre l'an 1673.

PHILIPPE GUILLAUME. (L.S.)

ANNO 1673.

30. Août.

L'Espagne et les Provinces-Unies.

CX.

Traité d'Alliance entre CHARLES II. *Roi d'Espagne & les Seigneurs Estats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, par lequel Sa Majesté s'engage à se declarer en Guerre ouverte, contre les Rois de France & d'Angleterre: Les Traitez de Munster & d'Aix la Chapelle, y sont confirmés & garantis, avec promesse reciproque de ne faire ni Paix ni Tréve sans une restitution entiere des Places prises sur l'un, & sur l'autre. Messieurs les Estats y promettent de plus la restitution de Mastricht à Sa Majesté Catholique. Fait à la Haye le 30. d'Août* 1673. Avec *les Articles separés, concernant la Rupture du Roi Catholique, contre le Roi de la Grande Bretagne.* [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue Tom. I. pag. 460. Recueil de LEONARD. Tom. VI. LONDORPII *Acta publica* Tom. X. pag. 92. en Allemand. *Theatrum Europæum* Tom. XI. pag. 512. aussi en Allemand.]

APrès de si grandes & de si considerables assistances renduës, par la Couronne d'Espagne avec tant de generosité aux Etats Generaux des Provinces-Unies du Païs-Bas, & aprés les obligations extraordinaires que lesdits Etats Generaux ont témoigné d'avoir à Sa Majesté Catholique, comme à un Prince qui s'est opposé avec tant de constance à la ruine manifeste dont ils étoient menacez lors qu'ils ont été attaquez par de si puissants Ennemis. Lesdits Etats Generaux considerant que pour assurer leur retablissement & conservation à l'avenir, ont besoin d'une ferme Union avec Sadite Majesté pour la prosperité & manutention de tous les Pays-Bas en general, ils ont fait plusieurs instances à Sadite Majesté à ce qu'il luy plût d'accomplir cette grande œuvre, non seulement par le renouvellement des anciens Traitez faits entre Sadite Majesté, & lesdits Etats, mais aussi en leur donnant une marque signalée de bien-veillance Royale en contractant avec eux une Alliance nouvelle & inviolable, afin de parvenir par ce moyen à l'unique but qu'ils se sont proposez, à sçavoir le repos de toute la Chrestienté. Et puis qu'il semble qu'on ne peut point obtenir ce bonheur par les moyens que l'on a employez jusques à present, lesdits Etats Generaux ont toûjours esperé que Sa Majesté se rangeroit à leur secours par une Guerre ouverte, & declarée pour la conservation des Pays-Bas, lesquels sont si fort menacez par le progrés des Armes Ennemies, afin de changer les troubles de la Chrestienté en une Paix generale par l'assistance & la faveur du Ciel. C'est pourquoy Sa Majesté se conformant au desir desdits Etats Generaux, & étant sollicitée outre cela par d'autres motifs de Justice & d'equité, il a été accordé au nom de Sadite Majesté par Don Emanuel de Lira Introducteur des Ambassadeurs en la Cour d'Espagne, & Envoyé extraordinaire de Sadite Majesté à la Haye, d'une part, & les Sieurs Conrard van Beuningen, Gaspar Fagel Conseiller Pensionnaire des Etats de Hollande, Jean de Mauregnault, Isbrant van Vierssen & Schako Gockinga tous Deputez ordinaires en l'Assemblée des Etats Generaux au nom desdits Etats, d'autre.

I. Qu'il y aura une ferme, sincere & perpetuelle amitié & bonne intelligence entre le Roi, les Rois Catholiques ses Successeurs & ses Royaumes, d'une part, & les Etats Generaus des Provinces-Unies du Pays-Bas, les Terres & Sujets de leur domination, d'autre, tant par Mer que par Terre, & en tous Lieux tant dedans que dehors l'Europe.

II. Il y aura entre Sadite Majesté, les Rois ses Successeurs & leurs Couronnes, & lesdits Etats Generaux, les Terres & Sujets de leur domination une estroitte Alliance & fidelle Union, pour se maintenir & conserver les uns les autres en la possession de tous les Etats, Villes, Places & Pays qui leur appartiennent, & dans l'usage de tous les Droits & franchises du Commerce & de la Navigation de quelque nature qu'ils puissent estre, tant par Mer, que par Terre; dont ils jouissent aujourd'hui, ou dont ils ont droit d'user par le Droit general, ou des franchises qu'ils ont déja acquises, ou qu'ils pourroient encore acquerir à l'avenir par des Traitez de Paix, Amitié ou Neutralité qui ont été déja faits par le passé, ou qu'ils pourroient faire à l'avenir par consentement mutuel avec d'autres Rois, Republiques, Princes, Villes & Etats seulement dans l'Europe.

III. Ils s'obligent pareillement de se garantir les uns les autres des Traitez que Sa Majesté ou les Etats Generaux pourroient déja avoir faits avec d'autres Rois, Republiques, Princes & Etats, qu'ils se communiqueront les uns aux autres avant l'échange de la Ratification ou Confirmation du present Traité; comme aussi tous ceux qu'ils pourroient faire ensemble à l'avenir, afin de se defendre, secourir & conserver mutuellement en la possession des Etats, Villes, Places & Pays qui leur appartiennent presentement ou qui pourroient leur appartenir à l'avenir, tant à Sadite Majesté & aux Rois ses Successeurs, qu'ausdits Etats Generaux, soit par les Traitez susmentionnez, ou en quelque autre maniere que ce puisse être & en quelque partie de l'Europe que lesdits Etats, Villes, Places & Pays soient situez; en sorte que si Sadite Majesté ou les Rois ses Successeurs, ou lesdits Etats Generaux venoient à être troublez, ou inquietez, en quelque maniere que ce puisse être en la possession ou jouïssance desdits Etats, Villes, Places, Pays, Droits & franchises du Commerce ou Navigation, ou de quelques autres Droits tant par Mer que par Terre, que Sadite Majesté & lesdits Etats possedent, ou dont ils jouïssent par les Traitez déja faits ou encore à faire, ainsi qu'il a été dit cy-dessus: Sa Majesté & lesdits Etats Generaux, aprés communication & enquette des deux costez feront tous les devoirs possibles pour faire cesser lesdites molestations & hostilitez, & faire reparer tous les torts & dommages qui pourroient avoir été faits à l'un ou l'autre des Alliez.

IV. Et en cas que ladite agression ou molestation fût suivie d'une Guerre ouverte, celui des 2. Alliez qui n'aura point été attaqué sera obligé de faire la Guerre à l'attaquant trois mois aprés qu'il en aura été requis par celui à qui on fait la Guerre: & pendant ce temps-là, il fera tous les devoirs possibles par ses Ambassadeurs ou autres Ministres pour procurer une bonne Paix entre l'attaquant & celui qui est attaqué, & cependant demeurera neanmoins obligé d'envoyer un secours de 8000. Hommes de pied partagez en Regimens & Compagnies, sous leurs Colonels & autres Officiers tels qu'il trouvera bon de choisir pour cet effet. Il sera aussi obligé d'envoyer lesdites Troupes Auxiliaires, & de les entretenir à ses dépens au service de l'Allié qui est attaqué; auquel il sera permis de recevoir ledit secours en Argent ou en Hommes, ou en partie en Hommes, Argent, Vaisseaux, Armes, Instrumens & Munitions de Guerre; ensorte que 1000. Hommes seront taxez à 10000. Florins par mois, suivant le cours du change d'Amsterdam, & à conter 12. mois pour un an. Le payement se fera aussi par mois par égales portions, soit à Anvers, ou bien à Amsterdam. Toutefois en cas que ledit secours se donnât en tout ou en partie, en attirail de Guerre, Vaisseaux, ou autres choses necessaires à la Guerre, celui qui est assisté sera obligé d'aller recevoir toutes lesdites choses dans le Pays de celui qui donnera ledit secours; à la charge que si celui qui sera assisté en demande une partie en Cavalerie ou en Dragons, chaque Cavalier ou Dragon sera conté pour trois Soldats à pié jusques au nombre des 8000. Hommes qui doivent être fournis: Et lors qu'on donnera ledit secours en Gens de Guerre, lesdites Troupes Auxiliaires seront obligées d'obeïr & de recevoir les ordres de l'Allié auquel elles seront envoyées, lequel s'en servira à la Campagne, en des Sieges de Villes, ou pour la garde & defense de ses Places, & par tout où la necessité & utilité de ses affaires le requerra: à la reserve toutesfois que les Compagnies ne pourront être separées entierement les unes des autres, & ne pourront être laissées ensemble en moindre nombre que de 2. ou 300. Hommes de chaque Regiment; & nullement sans leurs Drapeaux; Mais si la necessité des affaires requeroit que ledit secours dût être augmenté, Sa Majesté & les Etats Generaux en pourront traitter par ensemble, & s'accorder au mieux qu'il sera possible. Il sera aussi du choix de l'Allié qui est attaqué de se servir du secours qui lui sera envoyé aprés l'expiration desdits trois mois, en cas que la constitution du temps ou des affaires lui fit plutôt choisir la continuation dudit secours, que la declaration d'une Guerre plus ouverte.

V. La Garantie ou assurance mutuelle sera établie

ANNO 1673.

en cette forte: Lors que l'un des Alliez aura été attaqué ou molesté, & qu'il sera obligé d'en venir à une Guerre ouverte, l'autre Allié sera aussi obligé de declarer la Guerre à l'attaquant, & d'employer toutes ses forces par Mer & par Terre, & les joindre à celles de celui qui est attaqué, afin d'obliger l'Ennemi commun à entendre à une Paix honorable, juste, équitable & assurée.

VI. Et en ce cas-là les forces de Sa Majesté & des Etats Generaux agiront conjoinctement ou separement, suivant l'Accord qui se fera alors entre Sadite Majesté & lesdits Etats Generaux, & deliberant ensemble sur les moyens les plus propres pour endommager l'Ennemi commun, soit par diversion ou autrement, & l'obliger, comme il est dit, à entendre au plûtôt à une Paix honorable.

VII. Et quoi que par ce qui a esté dit à la fin du deuxiéme Article du present Traité tout l'effet de cette Union se renferme dans les limites de l'Europe, il faut neanmoins entendre en telle sorte que si Sa Majesté Catholique se trouve ci-aprés troublée ou inquietée, en quelque sorte que ce puisse être en la possession & jouïssance des Etats, Villes, Places, Pays, Droits ou franchises du Commerce, Navigation ou autres choses de quelque nature qu'elles puissent être, tant par Mer que par Terre, que Sa Majesté ou lesdits Etats Generaux possedent, ou dont ils jouissent, ou qu'ils ont Droit de posseder hors de l'Europe ou en quelque partie du monde que ce soit, soit par le commun Droit des Gens, soit par Traitez déja faits ou encore à faire, ainsi qu'il a été déja dit ci-dessus; Sa Majesté & lesdits Etats Generaux aprés qu'ils en auront été requis mutuellement, contribueront unanimément tout ce qui sera en leur pouvoir pour faire cesser ladite Agression ou hostilité, & faire reparer les torts & dommages qui auront été infligez à l'un des Alliez. Mais en cas, qu'ils ne puissent parvenir à ce but par les voyes de la douceur dans le temps ou espace de quatre mois, & que celui des Alliez qui aura été attaqué ou molesté en cette sorte hors de l'Europe, ou en quelque partie du monde que ce soit, se trouvât obligé de prendre les armes contre l'Attaquant ou Agresseur, afin de le mettre à la raison, alors celui des deux Alliez, qui n'est pas attaqué ni molesté, fournira à l'autre le secours mentionné ci-dessus, & declarera la Guerre ouvertement à l'Attaquant ou Perturbateur du repos commun, en la mesme maniere que si l'Agression ou Molestation eût été faite dans les limites de l'Europe.

VIII. Lors que lesdits Alliez seront entrez dans une Guerre ouverte suivant les obligations du present Traité, il ne sera permis à l'un ni à l'autre de faire aucune suspension d'Armes avec les Ennemis, qu'avec le consentement mutuel de l'un & de l'autre.

IX. S'il arrivoit qu'on en vint à un Traité, soit de Paix ou de Treves pour quelques années, ledit Traité ne pourra être entamé par l'un des Alliez sans en donner connoissance à l'autre, & sans lui procurer en mesme temps la liberté & la seureté necessaire comme pour lui même, pour envoyer ses Ministres & Ambassadeurs au lieu du Traité, comme aussi lui donner avis fidelle de temps en temps de tout ce qui se passe audit Traité. Ne pourra aussi aucun desdits Alliez venir à une conclusion de ladite Paix ou Treve sans y comprendre son Allié, & sans le faire remettre s'il le desire, en la possession des Etats, Places & Païs, & la jouïssance des Droits & franchises, dont il a joui devant la Guerre. Ne pourra non plus consentir que l'Ennemi commun n'accorde point à son Allié les mêmes Droits, franchises, immunitez & avantages qu'il stipulera pour lui-même, du moins jusqu'à ce que son Allié se soit premierement accordé à d'autres conditions,

X. Et afin que la veritable inclination qui est tant par devers Sa Majesté que du costé des Etats Generaux pour établir par ce present Traité une tres-étroite amitié & Union entre eux, leurs Etats & leurs Sujets, au bien & au repos commun de tous les deux, puisse paroître encor davantage, & que leur intention est de n'épargner aucune peine pour empécher qu'elle ne soit alterée par aucun accident ou occasion, on est demeuré d'accord que Sa Majesté Catholique & lesdits Etats non seulement ne pourront s'engager à l'avenir en aucune Alliance qui pourroit être contraire à la presente, mais mêmes qu'ils ne pourront faire aucun Traité sans s'y comprendre l'un l'autre, s'ils le desirent, & sans s'en avertir de bonne heure mutuellement, afin qu'ils puissent declarer s'ils veulent y estre compris.

XI. Et afin que la presente Alliance, dont le but & la fin principale est le rétablissement & la conservation du repos commun, puisse avoir d'autant plus de force & d'efficace, l'Empereur & les autres Rois, Princes & Etats que l'on jugera les plus convenables d'un commun consentement, seront conviez d'y entrer. On travaillera aussi particulierement de part & d'autre à conserver en son entier la Triple-Alliance de Garantie ou assurance qui a été faite en faveur de Sa Majesté Catholique pour faire observer le Traité d'Aix-la-Chapelle aussi-tost que la presente Guerre avec Sa Majesté de la Grande Bretagne sera finie.

XII. Le Traité de Paix fait à Munster entre la Couronne d'Espagne & les Etats Generaux en l'an 1648. celui de Marine signé le 17. Decembre 1650. la Garantie ou assurance de la Paix d'Aix-la-Chapelle promise par Messieurs les Etats Generaux, & tous autres Traitez faits depuis ce temps-là, seront observez en tous leurs Points & Articles; & Sa Majesté & lesdits Etats Generaus & leurs Sujets jouiront mutuellement de tout ce qui a été arresté & conclu dans lesdits Traitez, tant pour le fait des affaires generales que des particulieres.

XIII. Et d'autant que lesdits Etats Generaux se trouvent maintenant engagez en une grande & dangereuse Guerre avec le Roi Tres-Chrestien & celuy de la Grande Bretagne, comme aussi avec l'Electeur de Cologne & l'Evêque de Munster, & que les Plenipotentiaires de toutes les Parties sont assemblez à Cologne pour y conclure un Traité de Paix, s'il est possible; lequel puisse redonner le repos à l'Europe, & délivrer les Etats Generaux de l'oppression en laquelle ils se trouvent; Sa Majesté Catholique afin de donner ausdits Etats Generaux les dernieres preuves de sa Royale generosité, de l'affection dont il les honnore, & du soin qu'il a de leur conservation, promet & s'oblige de contribuer tout ce qui est en son pouvoir pour la conclusion de ladite Paix, sans differer plus long-temps les conditions qu'on jugera qu'elle pourra accorder pour le bien commun, & pour sortir du danger & de la desolation où ils se trouvent. Mais en cas que la bonne intention desdits Etats pour la conclusion de ladite Paix ne pût pas avoir le succez desiré, Sa Majesté Catholique entrera conjoinctement avec Sa Majesté Imperiale en une Guerre ouverte aussi-tost aprés la premiere instance desdits Etats envers le Gouverneur General pour Sa Majesté des Pays-Bas, & Comté de Bourgogne: Et afin de travailler au plutôt pour le bien commun & soulagement desdits Etats opprimez, ledit Gouverneur General employera par avance toutes ses forces contre le Roi Tres-Chrétien, & Sa Majesté Catholique en sera de même dans les autres parties de l'Europe tant par Mer que par Terre, ainsi qu'il a été dit cy-dessus; & ledit Gouverneur General commencera mesme à faire la Guerre devant que la Ratification de ce Traité soit arrivée d'Espagne, & alors on lui mettra sans aucun delai entre les mains, celle desdits Etats Generaux.

XIV. La Guerre se faisant en cette maniere entre Sa Majesté & lesdits Etats Generaux d'une part, & le Roi de France d'autre, Sadite Majesté & lesdits Etats s'obligent de ne faire aucune Suspension d'armes sans un commun consentement, & de ne point persister en l'Assemblée qui est presentement à Cologne, & de ne rentrer ci-aprés en aucun Traité de Paix ou de Tréves pour quelques années, que moyennant une exacte observation de tout ce qui a été arresté ci-dessus à l'Article 9.

XV. Et d'autant qu'il y a plusieurs Villes, Places & Pays appartenans ausdits Etats Generaux qui leur ont été ôté, Sa Majesté s'oblige de ne point faire la Paix, que premierement, ils ne leur ayent esté restitués entierement, avec tous ceux qui pourroient encore leur être ôtez pendant la presente Guerre, à moins que l'on ne stipulât d'autres conditions pour le bien de la Paix.

XVI. Lesdits Etats Generaux en reconnoissance de cette grace de Sa Majesté & d'un secours si grand & si considerable qu'ils ont receu d'Elle en la presente Guerre, & dans leurs plus grandes necessités, s'obligent de ne point faire la Paix avec le Roi Tres-Chrétien, que premierement Sa Majesté Catholique ne soit remise en la possession de toutes les Villes, Places & Pays qui lui ont été ostés par le Roi Tres-Chrétien depuis le Traité de Pais des Pirenées fait en l'an 1659. à moins qu'on n'en ordonnât autrement pour le bien & avancement de la Paix.

XVII. Et pour ce qui est des autres Parties qui se trouveront alors en Guerre avec Sa Majesté & les Etats

Anno 1673.

Generaux on traitera avec eux pour ce qui concerne les affaires de la Paix ainsi qu'il a été accordé ci-dessus à l'Article 9

XVIII. Lesdits Etats Generaux promettent outre cela de ceder & donner à Sa Majesté Catholique la Ville de Maestricht avec la Comté de Vroonhoven, & tout ce qui en dépend dans le Pays d'Outremeuse, avec toutes les pretentions qu'ils ont ou peuvent avoir sur les Villages d'alentour sans aucune reserve. Mais en cas tant par la part que Sa Majesté prend en cette Guerre, que par la suite des armes communes, ou en quelque autre maniere que ce puisse être, les affaires fussent remises en un tel état que lesdits Etats Generaux ne fussent pas obligés à faire leurs efforts pour procurer la Paix, alors lesdits Etats accorderont à Sa Majesté d'un commun consentement ou ladite Ville de Maestricht, ou quelque autre de leur Estat qu'ils ont déja perduë, ou qu'ils pourroient encore perdre pendant cette Guerre.

XIX. Le present Traité ou Alliance durera le temt de 25. années consecutives, avant l'expiration desquels on traittera du tems que l'on y continnera pour le bien du commun, & on delivrera les Ratifications 2. mois aprés que ledit Traité aura été signé; à condition neantmoins que si pendant ce tems-là lesdits Etats Generaux viennent à seutir pour leur bien les effets de la Guerre que Sa Majesté a promis de declarer en leur faveur, en cas qu'ils ne puissent point avoir la Paix ainsi qu'il a été dit ci-dessus, alors lesdits Etats délivreront la leur tout aussi tôt, sans attendre celle de Sa Majesté Catholique. Fait à la Haye ce 30. Aoust 1673. *Ainsi signé*,

Dom FRANCISCO EMANUEL DE LIRA.
VAN BEUNINGEN.
GASPAR FAGEL.
JEAN DE MAUREGNAULT.
YSBRANT VAN VIERSEN.
SCHAKO GOCKINGA.

Articles (1) *separés.* [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue Tom. I. pag. 597.]

I. Bien que par le Traité, conclu & signé aujourd'huy entre Sa Majesté & les Estats Generaux des Provinces-Unies, Sa Majesté s'est engagée seulement à rompre avec la France, en cas que l'on ne pût conclure la Paix aux conditions, que l'on auroit jugées raisonnables; & que Sa Majesté seroit obligée avec douleur à rompre l'amitié qu'elle a avec le Roi de la G. B puisque toutes sortes de raisons font voir, que si ledit Roy de la G. B. s'attache à ne point vouloir faire la Paix avec lesdits Estats Generaux; l'on ne peut attendre l'effet, que l'on peut desirer des Armes de Sa Majesté Catholique, à moins qu'elles agissent conjointement avec celles desdits Estats, & indistinctement contre tous ceux, qui voudroient continuer à leur faire la Guerre, sans vouloir admettre les conditions d'une Paix équitable; Il a été convenu qu'en cas qu'on ne puisse promptement conclure un bon Accommodement avec Sadite Majesté de la G. B. & que tous les efforts, qui ont déja été employés à cet effet, & qui s'employeront encore par (2) *l'entremise de Sa Majesté Catholique, declarent la Guerre* au Roy de la G. B. en la méme maniere, qu'elle auroit fait au Roy Trés-Chrétien; Toutefois pour ne pas manquer à rien de ce qui pourroit contribuer à empécher cette rupture, lesdits Estats Generaux pour satisfaire aux desirs de Sa Majesté Catholique, & pour l'inclination, qu'ils ont de pouvoir restablir leur ancienne amitié, avec ledit Roy de la G. B sont demeurés d'accord, que Sa Majesté Catholique fera un dernier effort pour porter le Roi de la G. B. à la Paix; & mesme en luy offrant les conditions qui sont exprimées * *cy-dessus*, bien entendu que si lesdites conditions ne sont pas acceptées par le Roy de la G. B., & que la Paix, avec ledit Roi ne se concluë pas trois semaines aprés que la Ratification du present Traité aura esté remise; En ce cas Sa Majesté Catholique rompra avec le Roy de la G. B. comme elle auroit déja rompu avec le Roy de France, & pour ce qui regarde les conditions que Sa Majesté Catholique pourra offrir au Roi de la G. B. & que lesdits Estats Generaux souscriront, en cas que par l'entremise dudit Roi de la G. B on veuille faire la Paix avec eux il a été convenu, que bien que lesdits Estats, ni par aucun Principe de Justice, ni par aucun Succés d'Armes ne se trouvent obligés à donner les mains à des conditions desavantageuses, & que les grandes dépenses, & les perils auxquels l'on les a engagés par tant d'efforts, & dont ils se sont heureusement defendus par l'assistance divine, ne les mette pas dans le besoin d'acheter la Paix par des conditions, qu'ils ne doivent pas accorder; que neantmoins pour finir s'il se peut la Guerre avec Sa Majesté de la G. B. Sa Majesté Catholique ne jugeant pas autrement pouvoir travailler à cette Paix, pourra offrir audit Roy de la G. B. pour toutes les pretentions qu'il a formées jusques à cette heure, ou qu'il pourroit former encore contre lesdits Estats Generaux, premierement un ajustement sur les affaires du Pavillon à la satisfaction de Sa Majesté Britannique.

* Lisés cy-dessous.

II. La restitution des Païs, & Places, que lesdits Estats Generaux ont occupés ou pourroient occuper par les Armes sur les Anglois durant cette Guerre hors de l'Europe, moyennant une restitution reciproque.

III. Une Somme de 4. 5. 6. 7. ou 8. cens mille Ecus payables aux termes suivans, sçavoir la quatriéme partie dans le tems que les Ratifications seront delivrées; & le reste en trois termes, le premier dans la premiere année aprés la fin de la presente Guerre: un autre dans le second & le troisiéme en parties égales. Et lesdits Estats Generaux donneront pour cet effet des Cautions suffisantes à la satisfaction des Ministres du Roy Catholique.

(1) Ces Articles ne se trouvent ni dans le Recueil de *Leonard* ni dans la 1. Edition de celui ci. (DUM.)

(2) Cet endroit est corrompu. On ne doute point qu'il ne faille lire *par l'entremise de Sa Majesté Catholique, fussent inutiles, elle declarera la Guerre au Roi de la Grande Bretagne de la méme maniere qu'elle aura fait au Roi T. C.* (DUM.)

Addition aux Articles separez.

L'Article separé touchant l'Angleterre signé ce jourd'huy entre le Ministre de Sa Majesté Catholique, & les Commissaires des Estats Generaux des Provinces-Unies du Païs-Bas, n'ayant esté accordé par Don Emanuel Francisco de Lira, Envoyé Extraordinaire de Sa Majesté, que sous le consentement & l'approbation qui se doit attendre d'Espagne dans quatre semaines, aprés la signature du present Traité, il a été convenu, afin d'ôter tous les scrupules, qui pourroient naistre des Articles 15. & 16 du Traité signé d'aujourd'huy avec les soussignés des Ministres & Commissaires, en ce qui regarde la Negotiation, aprés la rupture qui sera faite en commun, ne seront obligatoires, si faute de consentement & approbation ledit Article ne subsiste plus en ce qui touche le Roy de la Grande Bretagne: bien entendu qu'en attendant ledit consentement & approbation, & le Gouverneur General ayant commencé à y travailler, lesdits Articles 15. & 16. seront observés comme tous les autres, mesme devant la Ratification dudit Traité. Fait à la Haye signé, comme cy dessus.

CXI.

Traité fait entre l'Empereur LEOPOLD *& les Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES. *A la Haye, du trentiéme Aoust 1673.* [FREDER. LEONARD. Tom. VI. Actes & Mémoires de la Paix de Nimégue. Tom. I. pag. 580.]

30. Aoust. L'Empereur et les Provinces-Unies.

A Tous ceux qu'il appartiendra soit notoire & manifeste, que puis qu'en ce qui a été conclu l'année passée entre Sa Majesté Imperiale & Messieurs les Estats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, conjointement avec le Serenissime Electeur de Brandebourg, pour rétablir la Paix & les moyens qui peuvent servir à cet effet, il est survenu un grand changement; d'autant que ledit Sieur Electeur a cependant traité separément avec le Roi de France, & qu'aussi la continuation des hostilités & injures faites à Sa Majesté Imperiale ne lui permet pas de desister du dessein qu'Elle a crû être de son devoir pour la Garantie du Traité de Westphalie, Cleves & Aix, &

pour

Anno 1673.

pour éteindre la presente Guerre, comme aussi pour obtenir une fin si desirée qui tende au bien commun de toute la Chrestienté, & que partant il est necessaire que le precedent Traité soit accommodé & proportionné à la constitution du tems & des affaires; c'est pourquoi il a été trouvé bon avec le consentement des deux Parties qu'il fût conclu & accordé par leurs Plenipotentiaires, ainsi qu'en vertu de ce Traité il est conclu & accordé.

I. Que Sa Majesté Imperiale nonobstant le Traité particulier du Serenissime Electeur de Brandebourg avec le Roi de France, demeurera neantmoins constante en la cause commune, & la poursuivra courageusement par toute sorte de moyens, jusqu'à ce que la Paix soit restablie à des conditions honorables par les armes communes, ainsi qu'il sera dit plus amplement ci-aprés.

II. Sa Majesté Imperiale tiendra prête pour cet effet pour le 16. du present mois d'Aoust sur les Frontieres de Boheme, auprés de la Ville d'Egra une Armée de 30000. Hommes, à sçavoir 10000. Chevaux & 20000. Fantassins, pourveue de toutes sortes de Munitions necessaires tant d'Artillerie qu'autrement; laquelle Armée Sa Majesté envoyera sans aucun delay du côté du Rhin afin d'agir pour la cause commune, selon que la necessité des affaires le requerra, jusqu'à la fin de la Guerre, pour parvenir au but mentionné ci-dessus. Et il sera permis ausdits Estats Généraux d'envoier des Commissaires pour visiter lesdites Troupes dont on fera montre auprés dudit lieu d'Egra, & marquer le nombre qu'il y aura, comme aussi ils pourront être presens à toutes les montres suivantes qui se feront de trois mois en trois mois, & prendront connoissance de tout, ainsi qu'ils verront le plus à propos.

III. Et d'autant que par la presente constitution des tems & des affaires Sa Majesté se trouve beaucoup plus chargée que par ci-devant, on a resolu qu'à l'égard des nouveaux frais qu'il conviendra faire pour augmenter le nombre de la Milice par de nouvelles levées & recruës, & executer les autres choses necessaires pour le bien de la cause commune, lesdits Etats Generaux payeront tous les mois pour le soulagement desdits frais à Sa Majesté à Francfort, si ledit payement s'y peut faire, ou bien à Hambourg, 45000. Risdales en argent contant de Banque, lequel payement commencera à courir dés le premier Aoust de la presente année, & durera jusqu'à la fin de la presente Guerre.

IV. Et si l'on trouvoit bon pour le bien de la Guerre, d'augmenter lesdites Troupes d'un commun consentement, ou qu'on fût obligé d'agir contre de nouveaux Ennemis qui pourroient être suscités à Sa Majesté par le present Traité, ou pour quelque autre occasion que ce pût être, lesdits Subsides seront augmentés à proportion selon le nombre des Soldats que Sa Majesté sera obligée de lever, tant pour sa propre deffence, que pour celle de la cause commune.

V. Et d'autant qu'il est necessaire pour la marche de l'Armée qu'il y ait de l'argent contant pour plusieurs necessitez de la Guerre, lesdits Etats promettent de payer par avance en argent contant à Francfort s'il se peut faire, ou à Hambourg, la Somme de 100000. Risdales, & cela en deduction desdits Subsides, aussi-tôt, que la Ratification sera arrivée en ce lieu de la Haye, & qu'elle aura été delivrée par le Sieur Kramprich au nom de Sa Majesté Imperiale, & dés que l'Armée commencera à marcher hors des Terres Hereditaires pour cet effet.

VI. Mais s'il arrivoit que pendant que les Armées Imperiales sont occupées à travailler pour le bien de la cause commune, que Sa Majesté Imperiale fût empêchée en son bon dessein par l'invasion des Turcs, en ce cas-là il sera permis à Sadite Majesté de rappeller de ses Troupes autant qu'elle en aura besoin pour sa propre deffence, à condition toutefois que les Subsides ci-dessus mentionnés seront amoindris à proportion desdites Troupes qui auront été rappellées.

VII. Sadite Majesté Imperiale & lesdits Etats Généraux auront soin que les autres Rois, Princes & Electeurs dont le secours & l'assistance pourroient être utiles au rétablissement du repos & de la tranquillité publique soient compris en ce present Traité: & en cas que quelques-uns desdits Rois, Princes ou Republiques y voulussent entrer, cela se pourra faire d'un commun consentement aux conditions que l'on pourra stipuler avec eux; & on fera tous les devoirs possibles à ce que le Traité qui a été commencé avec le Duc de Lorraine, soit amené à sa perfection par un commun consentement comme dessus, & qu'aprés cela il soit reputé comme une partie du present Traité, & y soit compris absolument.

Anno 1673.

VIII. Sa Majesté Catholique pour Elle-même, & pour ses Successeurs, Roiaumes & Provinces, sera comprise en ce present Traité, comme y ayant une part considerable, & en estant un Membre principal, aux conditions qui seront accordées, entre Leurs Majestez Imperiale & Catholique & lesdits Estats Généraux: les Articles duquel Traité ne feront qu'un seul & même corps avec le present Instrument; tout de même que s'ils y étoient inserés de mot à mot.

IX. De plus il a été accordé que les Estats Généraux renforceront leur Armée le plus qu'il leur sera possible, & du moins jusqu'au nombre de 14000. Hommes selon la constitution de leurs affaires, & jusqu'à 2 000. Hommes s'il se peut, suivant le 3. Article du Traité de l'année passée, laquelle ils tiendront preste pour agir aux Lieux où il sera necessaire, aussi-tôt que l'Armée Imperiale étant partie d'Egra, sera arrivée sur les Terres de l'Empire, ou aura commencé à agir separement contre les Ennemis qui portent ou porteront les Armes contre la Paix de Westfalie, Aix ou Cleves, ou qui en empêchent la Garantie, & cela par Troupes separées, ou autrement, selon que la necessité des affaires le requerra, du commun consentement des deux Parties & leurs Généraux. Il sera aussi permis à Sa Majesté Imperiale d'envoyer des Commissaires pour être presens à la montre de ladite Armée des Etats, & prendre connoissance du nombre des Soldats dont elle est composée.

X. Enfin tous les Articles qui sont compris au precedent Traité du 17. Octobre de . . . . & qui ne sont point contraires au present, & sur tout le 3 4 5. & 6. comme aussi les Articles separés, demeureront en leur entiere force & vigueur, & ne seront point alterés par le present Instrument, lequel durera autant de tems que le precedent, à sçavoir 10. années consecutives, à conter du jour de la Ratification, laquelle sera delivrée de part & d'autre dans le tems de trois semaines. Fait à la Haye ce 30. Août 1673. *Ainsi signé.*

(L.S.) JEAN KRAMPRICHT.

CXII.

Articles pour la Paix des Archevêque de COLOGNE *&* *Evêque de* MUNSTER, *avec les* PROVINCES-UNIES, *dressez à Cologne le 15. Septembre*, 1673. [Manuscrit.] 15. Sept.

LES PROVINCES-UNIES, COLOGNE ET MUNSTER.

SOn Altesse Electorale de Cologne, & son Altesse l'Evêque de Munster rendront à Messieurs les Etats non seulement tout ce qu'elles ont occupé dans le Païs de Drente & de Gueldres, mais aussi de la Province d'Over Yssel, les Villes de Deventer, & Campen avec tout le Païs de Vollenhoven à l'exception de Swart-Sluys & du Païs de Sallandt, ils retiendront en outre le Païs appellé la Colmschate, située à l'entour de la Ville de Deventer avec les Villages, & Terres situés auprès de la Ville de Campen, de l'autre côté de l'Yssel, le tout à condition que lesdits Princes

I. Retiendront en toute Souveraineté la Ville de Swolle avec toutes les dependances des Païs de Sallandt & Troente, excepté ce qui a été nommé cy-dessus, & que lesdits Princes ne pourront rien faire fortifier de nouveau sur la Riviere de l'Yssel entre Deventer & Campen.

II. Du Comté de Zutphen les petites Villes de Lochem, & Grolle, comme aussi les Terres, Villes & Seigneuries de Borckelo, Brefort, & Lichtenvoort avec toutes les dependances.

III. Que la Ville de Swolle, Hasselt; & tous les Habitans & Sujets des Païs, qui demeureront ausdits Princes auront la mesme liberté du Commerce dans les Provinces-Unies qu'ils ont eu cy-devant, sans que Messieurs les Etats y puissent apporter aucun changement.

IV. Que non seulement on laissera dans Deventer, Campen & leurs dependances les choses à l'égard de la Religion dans le même état où elles se trouvent, mais que même il y aura liberté d'exercice de la Religion Aposto-

ANNO 1673. Apostolique Romaine dans toutes les Villes des Provinces-Unies suivant les Vieux Concordats, & les Catholiques ne pourront plus être exclus des Charges publicques à cause de la Religion.

V. Qu'au lieu du Château de Wedde, avec le Païs de Weller-wolde, le Fort de Bortangue comme aussi Bellingzwolde avec ses dependances, le tout promis dans les Traittés avec les deux Rois à Son Altesse de Munster, sadite Altesse se contentera pour l'amour de la Paix de retenir la Ville & Seigneurie de Linguen avec ses dependances & que le Fort de Bortangue sera rasé.

VI. Que les Etats Generaux seront obligés de faire payer ausdits Princes deux cent mille Ecus argent comptant, six semaines aprés la Paix faite, pour contenter leurs Troupes.

VII. Que lesdits Etats Generaux rendront Embden & Lieroort au Prince d'Ost-Frise, comme aussi à tous autres Princes de l'Empire ce qui se trouvera usurpé de leurs Etats, par lesdites Provinces-Unies, sans se mêler doresnavant plus en aucune affaire qui regarde les Princes & Etats de l'Empire, & leurs Jurisdictions, & autres Droits, tels qu'ils puissent être, & notamment encore qu'ils satisferont les Ordres Teutonique & de Malthe, comme aussi Son Altesse Electorale de Brandebourg, & Son Altesse de Neubourg touchant leurs justes pretentions

VIII. Rendront à Monsieur le Comte de Benthem ses Enfans, qu'ils lui retiennent contre toute sorte de Justice & de Droit divin, & des Gens & contre les Mandemens Imperiaux.

Et finalement que l'on conviendra d'une telle Garantie & seureté que lesdits Princes aussi bien que les autres de l'Empire leurs voisins n'ayent plus à craindre de recevoir aucun tort ni dommage de Messieurs les Etats Generaux, ni qu'ils contreviendront en aucune maniere contre le present Traité.

Signé à Cologne ce quinziéme de Septembre, l'an 1673. étoit signé,

François Egon Ep. Argent.	*Le Chevalier de Smising.*
J. Prince de Furstenberg.	*Le Bar. Gasw. Droste.*
	W. zur Muhlen. D.

CXIII.

6. Oct. *Traité d'Alliance entre Sa Majesté Imperiale* LEOPOLD, *&* CHARLES II. *Roi Catholique d'Espagne & les Seigneurs Estats Generaux des* PROVINCES UNIES *d'une part, &* CHARLES *Duc de Lorraine d'autre part, contre la France, fait au Camp, entre Hanau & Francfort le 6. d'Octobre 1673. Avec la* RATIFICATION *dudit Duc.* [Tiré de la Registrature d'Estat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

CHARLES par la grace de Dieu, Duc de Lorraine & de Bar, &c.

Ayant esté conclu de nostre part un Traité que nous acceptons pour nous, nos Heritiers; & Successeurs avec Leurs Majestés Imperiale, & Catholique, & les Estats Generaux des Provinces-Unies signé au Camp Imperial entre Hanau & Franckfort le sixiéme d'Octobre mille six cent soixante & treize, qui est en la forme suivante:

Comme ainsi soit, que Son Altesse le Duc de Lorraine a fait tesmoigner à Leurs Majestés Imperiale & Catholique, & aux Estats Generaux des Provinces-Unies le genereux desir, dont Elle est portée de contribuër avec eux tout son possible pour le restablissement d'une Paix universelle, honeste, seure & durable, & qu'il estoit prest d'entrer dans une estroite liaison avec eux pour les mesmes fins: C'est pourquoi considerant les grands avantages, qui en peuvent resulter pour le bien public, & estimant comme il est juste, ses bonnes intentions, la presente Convention a esté arrêtée & conclue, entre les Ministres & Plenipotentiaires de part & d'autre cy-aprés denommés & à ce deuëment authorisés en la forme qui s'ensuit.

I. Que Sadite Altesse pour elle, & pour ses Successeurs tant en vertu de ses anciennes liaisons, que par le present Traité sera dés à present & pour l'advenir Alliée & Confederée de Leurs Majestés Imperiale & Catholique, comme aussi des Estats Generaux des Provinces-Unies, & qu'une estroite liaison sera establie entre eux, pour procurer mutuellement les avantages, seuretés & utilités l'un de l'autre, & sur tout pour obtenir ladite Paix universelle, honneste, seure, & durable, & procurer la reparation & satisfaction des dommages causez par le Roy Tres-Chrestien, & toutes sortes d'autres infractions de la Paix de Westphalie, autant que faire se pourra. ANNO 1673.

II. Que pour donner d'autant plus de moyen à Sadite Altesse de Lorraine de mettre en execution ses bonnes volontés, & de se rendre plus utile à la cause commune on l'aidera à former un corps de dix huit mille Hommes, à sçavoir huit mille Chevaux, & dix mille Hommes de pied, & pour cet effect Sadite Altesse fournira de sa part trois mille Chevaux, qu'elle a presentement sur pied, & levera de plus à ses propres frais deux mille Chevaux, & trois mille Hommes de pied, Sa Majesté Imperiale promet pareillement de donner de sa part mille Chevaux, & trois mille Hommes de pied. Et Sa Majesté Catholique s'oblige aussi de donner mille Chevaux & quatre mille Hommes de pied. Et quant aux Estats des Provinces-Unies, comme ils ont presentement à supporter le plus grand poids de la Guerre, & qu'ils ne peuvent pas se desaisir des Troupes qui sont necessaires pour leur defence, ils ne pourront donner plus que mille Chevaux. Bien entendu que lesdites Troupes agiront ou en un corps separé, ou jointes avec les autres Armées, selon l'exigence des choses, & selon que du consentement de plusieurs on trouvera plus à propos.

III. Et afin qu'on puisse jouir au plustost du bon effect, que l'on peut attendre de l'employ desdites Troupes, Sadite Altesse s'oblige à mettre sur pied quatre mille Chevaux & deux mille Hommes de pied, en quatre semaines aprés le jour que ce Traité doit estre ratifié, & d'y joindre de plus, autres mille Chevaux, & mille Hommes de pied en deux mois aprés le dit terme de quatre semaines, & Sa Majesté Imperiale & Catholique comme aussi lesdits Estats Generaux promettent d'y joindre leur part cy-dessus specifiée en même temps que Son Altesse de Lorraine aura mis sur pied lesdites premieres Troupes, & seront Commissaires deputés & authorisés de part & d'autre pour faire reveue de toutes lesdites Troupes, afin d'observer, si elles sont au nombre qu'elles doivent estre, selon cette presente Convention, & sera ladite reveuë reiterée de trois en trois mois, en toutes les fois qu'aucune des Parties le requerra.

IV. Et quand Son Altesse de Lorraine viendra à agir effectivement pour aider à maintenir ses propres Troupes, tant celles, qu'elle a sur pied, que celles, qu'elle fera de nouveau, comme aussi pour les frais necessaires pour l'Artillerie, on luy payera durant la Guerre la Somme de neuf mille Patacons par mois, le payement de laquelle sera également reparti entre Leurs Majestés Imperiale & Catholique, & lesdits Estats Generaux des Provinces-Unies, à sçavoir un Tiers pour chacun, mais d'autant, que dans la conjoncture presente des affaires il seroit impossible ausdits Estats de payer ledit Tiers en argent contant; il leur sera libre de payer ledit Tiers en obligations sur les Provinces d'Hollande & de West-Frise, Zelande, Frise, Groningue & Ommelande, selon la proportion entre eux observée avec promesse de tels interests, qu'elles sont accoûtumées de payer à leurs autres Creanciers ayant Obligations, bien entendu, que les contributions que par le moyen desdites Troupes on pourra exiger dans le Pays Ennemi seront receuës & administrées par des Commissaires à ce deputés du commun consentement des Parties pour estre employées aux frais necessaires & autres usages de la Guerre.

Les autres Articles touchant les operations futures, les Negotiations de Paix ou suspension d'Armes au sçeu, & avec participation de Leurs Majestés Imperiale & Catholique, & les Sieurs Estats Generaux, & le tems pour lequel cette Alliance doit durer, seront observez par Son Altesse le Duc de Lorraine de la même maniere, que Sa Majesté Imperiale en a été d'accord avec lesdits Sieurs Estats Generaux, & de la même sorte, que s'ils estoient compris & reiterés icy de mot à mot, veu principalement que ce Traité fait une partie de la Liaison conclue entre Leurs Majestés Imperiale & Catholique, & les Sieurs Estats Generaux,

ANNO 1673. raux, & que par consequent il y appartient comme la part à son corps entier.

FLORIMOND D'ALLAMONT.

(L.S.)

NOus Reymond Comte de Montecucoli Seigneur de la Baronnie de Hochenegg & Osterburg, Chambellan de Sa Majesté Imperiale, Conseiller dans ses Conseils d'Estats & Privé, President dans celuy de Guerre, Maréchal General de Camps, & Lieutenant General de ses Armées, Chevalier de la Toison d'or ayant Pouvoir de Sa Majesté Imperiale daté du vingt unieme Septembre, mille six cent septante & trois, lequel a esté produit & reconnu par Monsieur le Comte d'Allamont Plenipotentiaire & General de Bataille de Son Altesse Serenissime de Lorraine, avons signé avec luy le present Traité, muni du Seel de nos Armes, & contresigné par le Secretaire de Sa Majesté Imperiale cy-bas nommé. Fait au Camp Imperial entre Hanau & Franckfort le sixiéme d'Octobre l'an mille six cent, septante & trois.

R. C. MONTECUCOLI.

(L.S.)

A. DE PATOUILLET.

NOus ayant ce Traité susdit agreable en touts, & chacun des Points & Articles qui y sont contenus & declarés, avons iceux tant pour nous que pour nos Heritiers, Successeurs Ducs accepté, approuvé, ratifié, & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions, & confirmons, & le tout promettons de bonne foi, & sous l'obligation & hypotheque de tous & chacun nos Biens, presents, & advenir, garder, observer, & entretenir inviolablement sans jamais aller ni venir au contraire directement ou indirectement, en quelle sorte & maniere, que ce soit: en tesmoin de quoi nous avons signé ces presentes de nôtre main, & à icelle fait mettre & apposer nôtre Seel, & fait contresigner par un de nos Secretaires d'Estats & Finances. Donné à Coblentz le dix septiéme Decembre, mille six cent, soixante & treize,

CHARLES DE LORRAINE.

J. DE RAULIN.

CXIV.

19. Oct. FRANCE ET ESPAGNE. *Declaration de Guerre de* LOUÏS XIV. *Roi de France contre les* ESPAGNOLS. *Du dix-neuviéme Octobre* 1673. [FREDER. LEONARD. Tom. VI.]

SA Majesté ayant été informée que le Gouverneur des Païs-Bas Espagnols, a fait commencer des Actes d'hostilité par toute la Frontiere sur les Sujets de Sa Majesté le seiziéme de ce mois; Elle a ordonné & ordonne par la presente, signée de sa main, à tous ses Sujets, Vassaux, & Serviteurs, de courre sus aux Espagnols, tant par Mer que par Terre; & leur a defendu & defend d'avoir ci-apres avec eux aucune communication, Commerce ni intelligence, à peine de la vie. Et pour cette fin Sa Majesté a dés à present revoqué & revoque toutes Permissions, Passeports, Sauvegardes, ou Sauf-conduits qui pourroient avoir été accordez par Elle, ou par ses Lieutenans Généraux, & autres Officiers, contraires à la presente, & les a declarez nuls & de nulle valeur, defendant à qui que ce soit d'y avoir aucun égard. Mande & ordonne Sa Majesté à Monsieur le Comte de Vermandois Admiral de France, aux Marechaux de France, Gouverneurs & Lieutenants Généraux pour Sa Majesté en ses Provinces & Armées, Marechaux de Camp, Colonels, Mestres de Camp, Capitaines, Chefs & Conducteurs de ses Gens de Guerre, tant de Cheval que de pied, François & Estrangers, & tous autres ses Officiers qu'il appartiendra, que le contenu en la presente ils fassent executer chacun à son égard dans l'étenduë de leurs Pouvoirs & Jurisdictions. Car telle est la volonté de Sa Majesté, laquelle entend que la presente soit publiée & affichée en toutes ses Villes, tant Maritimes qu'autres, & en tous les Ports, Havres & autres Lieux de son Roiaume que besoin sera, à ce qu'aucun n'en pretende cause d'ignorance. Fait à Versailles le dix-neufiéme Octobre 1673. *Signé*, LOUIS: *Et plus bas*, LE TELLIER.

IL est ordonné à Charles Canto, Juré Crieur ordinaire du Roi, de publier & faire afficher en tous les Lieux de cette Ville, Faux-bourgs, Prevosté & Vicomté de Paris que besoin sera, l'Ordonnance du Roi du dix-neufiéme du present mois & an, afin qu'il n'en soit pretendu cause d'ignorance. Fait ce vingtiéme d'Octobre 1673.

Signé; DE LA REYNIE.

Leu, publié à son de trompe & cry public; & affiché en tous les Carrefours ordinaires & extraordinaires de cette Ville & Fauxbourgs de Paris, par moy Charles Conte, Juré Crieur ordinaire du Roi en ladite Ville, Prevosté & Vicomté de Paris. Faisant laquelle Proclamation j'étois accompagné de cinq Trompettes; Sçavoir de Hierosme Tronsson, Estienne du Bos, Jurez Trompettes du Roi, & trois autres Trompettes, le vingtiéme Octobre 1673.

CXV.

5. Nov. *Testamentum Serenissimi Regis Poloniæ* MICHAELIS I. *quô de sepultura sua, Serenissimæ suæ Conjugis satisfactione, in adeunda possessione bonorum reformatoriorum à Senatu & Equestri Ordine præstanda, debitorum solutione, bonorum Hæreditate aliisque disponit. Le pols die* 5. *Novembr.* 1673. [Tire de la Registrature d'Estat de la Chancelerie de la Coûr de Sa Majesté Imperiale.]

In Nomine Domini Amen.

SI quippiam aliud mediocris sortis juxtaque Principum animos magis exercere debet, illud primum ac præcipuum, ut ad normam Christianæ Religionis vitam suam componendo novissimorum continuam foveant memoriam, ac vitæ humanæ ingressum stadium ita decurrant, ut brabeum æternitatis beatæ feliciter comprehendant. Hæc nimirum divinæ nutu voluntatis ordinata, ut veluti à communi nascendi sorte Principes non eximit, ita moriendi inexorabilis iisdem decreta sit necessitas, nihilque certiùs, quàm vitam tot casibus obnoxiam cedere in spolium mortalitatis. Regium itaque existimavi inter ea humanæ vicissitudinis spectacula, quæ omni momento in oculos auresque incurrunt, seriam intendere cogitationem, ne imparatus à suprema & ineluctabili fatorum deprehendar necessitate. Dum itaque gravi infirmitate prostratus & lecto affixus hominem me esse memini, & in Confinio vitæ ac mortis positum, hanc ultimæ meæ voluntatis connotationem aggredior, seræque posteritati volo consignare, quod cogitationem mei ipsius tam in vita quam in morte nunquam exuerim. Condo itaque & ordino Testamentum meum omni meliori modo, via, forma ac stylo.

Ac inprimis divinæ Majestati pro omnibus Beneficiis tributarias exolvo gratias, interque illud primo repono loco, quod in Fide Catholica Orthodoxa Romana natus sum & educatus, & quam cum sanguine paterno, lacteque hausi materno, eandem Fidem ad extremum vitæ meæ halitum retenturum, me constantissimè profiteor & recognosco, & si quippiam in ultimo agone tentare Spiritus vellet, damno, rejicio, nunquam me consensurum, aut consentire protestor.

Sanctissimæ Virgini Matri Patronæ meæ à prima pueritia summas refero gratias, quod ope, auxilio, patrocinio per omnem vitam mihi Indigno famulo Clienti adstiterit. Patronis meis Sancto Michaeli Archangelo, Thomæ Apostolo, quorum Nomina in Baptismo partitus sum, quam possum, devotissimè me commendo, oroque, ut in extremis meis, & in suprema illa Lucta, unde animæ meæ pendebit æternitas, adesse & auxiliari velint.

ANNO 1673.

Sereniſſimæ Reginæ, Dominæ Conſorti meæ Chariſſimæ, ultimo hoc gratæ voluntatis Symbolo, intimum affectum meum conſigno, cujus eximium erga me ſtudium & integerrimum amorem, cum ſummarum & Imperatorio ſanguine digniſſimarum virtutum ornamentis expertus, quoniam per brevioris vitæ meæ & Regiminis curſum eidem in adeunda poſſeſſione bonorum reformatoriorum non ſit ſatisfactum, ut Senatus, & Equeſter Ordo, condignam ejus Majeſtatis habeant rationem, ac Dignitati & utilitati ejuſdem ſtudere non intermittant, majorem in modum rogo.

Senatui Ordinique Equeſtri ultimum dico vale, & benevoli Animi refero Teſtimonium, quod Regimen tanti Regni mihi commiſerit, meque præter ſpem meam & vota, unanimi Conſenſu ad Solium Regium evexerint. Imperfectiones, ſi aliquæ in me inventæ, rogo ignoſcant & indulgeant. Omnibus qui mihi fuere fidi & benevoli, Altiſſimus retribuat, dum mihi non ſupereſt compenſandi. Quidquid verò offenſionum, diffidentiarum, injuriarum per Confœderationes & quoſcunque in Republica motos intervenit, ignoſci mihi rogo, quia ego omnibus ex toto corde ignoſco.

Quàm primùm mortale hoc Corpus anima mea reliquerit, ut pro Miſſæ ſacrificiis quantocius abſolvendis duodecim millium ſumma diſtribuatur volo & ordino.

Corporis mei ſepulturam ad Baſilicam Cathedralem Cracovienſem in Mauſoleo Anteceſſorum meorum Regum Poloniæ deſigno. Cor verò meum amoris obſidem Religioſis Eremitis Camaldulenſibus in Monte Regio prope Varſaviam in Eccleſia ibidem à me inchoata deponi volo, pro cujus conſummanda fabrica lego ſummam in Codicillis ſpecificandam.

Magnifico Demetrio Duci in Wisniowiec & Zbaras Palatino Belzenſi, Campeſtri Militiæ Præfecto, necnon Conſtantino Duci in Wisnowiec pro omni benevolo ſtudio ago gratias, debita iiſdem inſcripta & aſſecurata exolvi volo.

Reverendo in Chriſto Patri Andreæ Olszowski Epiſcopo Culmenſi & Vice-Cancellario Regni, pro magnis multiſque erga me meritis, & quod mihi ad ultimum uſque ſpiritum conſtanti officio & opera adſtiterit, gratum affectum conteſtor. Eidem Pro-Cancellario amanter committo, & concredo, ut torquem aurei Velleris Sereniſſimo Hiſpaniarum Regi, remitti curet.

Venerabilem Alexandrum Wolff Abbatem Peplinenſem, cujus in obſequio ſingularem fidem, promptitudinem à primo Regni mei exordio agnovi, obligo, ut circa ſepulturam corporis mei eandem fidem demortuo ſerietur, quam vivo exhibuit, eundemque Sereniſſimæ Reginæ Dominæ Conſorti meæ Chariſſimæ patrocinio impenſe commendo.

Generoſum Felicianum Waſoviez Capitaneum Narvenſem, qui à teneris mihi fidele & indefeſſum impendit obſequium, probique & diligentis viri implevit partes, Sereniſſimæ Reginæ itidem commendo pro tot annorum obſequio, ut habeat recompenſationem, rogo Sereniſſimam Reginam, hocque meis Executoribus injungo.

Generoſum Martinum Roſtucki Capitaneum Lelovienſem eidem Sereniſſimæ Reginæ recommendo. Rogo uterque in hac Orbitate, favore, & patrocinio Sereniſſimæ Reginæ ſublevetur, & pro fidelibus tot annorum obſequiis ex argenteis & Cameræ noſtræ ſupellectile luculentam habeant conſolationem: Bona Zamoiſciana Ordinationi ſubjecta, juxta mentem Proavi mei materni Joannis Zamoiski Cancellarii Regni tradantur iis, ad quos de jure Ordinationis ſpectant.

Porrò bona mea omnia & ſingula, paterna, materna & alia quævis devolutoria (exceptis bonis Biati Kamien, quæ in ſumma centum millium Florenorum Polonicalium Generoſo Martino Roſtocki per me obligata & invadiata ſunt) in exolutionem debitorum paternorum, maternorum, nec non meorum ante Dignitatem Regiam, contractorum & legitimè deducendorum converti volo & ordino, excluſis tamen iis debitis, quæ ſuper bonis meis in hoſtico ſitis (in quorum poſſeſſione egomet non extiti, neque ullos ex iis fructus percepi) inſcripta & aſſecurata ſunt, quamdiu eorundem bonorum poſſeſſionem Heres ſeu Succeſſor Heredes ſeu Succeſſores mei non adierint. Bona autem mea mobilia in Regia Dignitate acquiſita in auro, argento, Clenodiis, ſummis paratis, & ex Oeconomiis currentibus, ad me ſpectantibus, nec non ex ſummo Theſauro Regni & Theſauro à me in publicum mutuo datis, ac quoquo modo mihi debitis, Magni Ducatus Lithuaniæ nimirum, quæ per Status & Ordines Terrarum Pruſſiæ mihi aſſecuratæ ſunt, adhuc in periſtromatibus, ac alio quocumque nomine vocitata ſupellectile Regia univerſa & ſingula, nullis exceptis, Sereniſſimæ Reginæ Conſorti meæ dilectiſſimæ, do, dono, & inſcribo, cum ea obligatione, ut omnia debita mea à die meæ ad thronum Regium evectionis contracta, juſte & legitime deducenda, tum & Mercedes deſervitas Aulicis & Servitoribus meis realiter exolvat, nec non Legata mea in ſeorſivis Codicillis expreſſa (quibus per præſentes robur idem ac vim, prout ipſimet Teſtamento eſſe volo) expediat. Omnes autem Aulicos & ſervitores meos, uſque ad ſupremi funeris mei exequias in Servitio retineri, ſuſtineri, ac non prius, quam peracto funere, ſolutaque debita mercede expediri volo & ordino.

ANNO 1673.

Hujus vero ultimæ Voluntatis meæ & Codicillorum ſeorſivorum manu mea ſubſcriptorum Executores nomino & conſtituo,

Sereniſſimam Reginam Dominam Conſortem meam amantiſſimam, cui ultimum dico Vale, ac pro omni amore & benevolentia refero gratias.

Reverendiſſimos in Chriſto Patres.

Caſimirum Florianum Zartorycki Archi-Epiſcop. Gneznenſem.

Albertum Koryeynski Archi-Epiſcopum Leopolienſem.

Andream Trzebicki Epiſcopum Cracovienſem, Ducem Severiæ.

Stephanum Wierzbowski Epiſcopum Poſnanienſem.

Stanislaum Sarnowski Epiſcopum Przmislienſem.

Andream Olszowski Epiſcopum Culmenſem Vice-Cancell. Regni.

Magnificos,

Alexandrum Lubomirski Palatinum Cracovienſem, Michaëlem Pac. Palatinum Vilnenſem, ſupremum M. D. L. Exercitus Ducem. Joannem Tarlo Palatinum Sendomirienſem. Demetrium Ducem in Wisniowiec & Zbaras Palatinum Belzenſem, Exercitus Regni Campi Ductorem.

Joannem Sobieski, ſupremum Mareſchallum & Exercitus Regn. Ducem.

Joannem Leszczynski ſupremum Regni Cancellarium.

Michaelem Caſimirum Radziwill Ducem, Vice-Cancellarium, & Campi Doctorem M. D. L.

Andream Morsztyn Theſaurarium Regni.

In quorum fidem præſentes manu mea ſubſcriptas Sigillo muniri mando Leopoli die 5. Novembr. Anno 1673.

MICHAEL Rex.

Locus Sigilli.

CXVI.

Traité d'Alliance défenſive entre CHARLES XI. *Roi de Suede &* FREDERIC GUILLAUME *Electeur de Brandebourg, fait à Cologne ſur la Sprée, le* 1. *Decembre,* 1673. [JEAN CHRETIEN LUNIG. in *Publicorum Negotiorum* Sylloge. pag 37.]

1. Dec.

SUEDE ET BRANDEBOURG.

NOtum teſtatumque ſit omnibus & ſingulis, quorum intererit & quomodocunque intereſſe poterit; Quod cum inter Sereniſſimum & Potentiſſimum Principem ac D. D. CAROLUM, Suecorum, Gothorum Vandalorumque Regem, Magnum Principem Finlandiæ, Ducem Scaniæ, Eſthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Caſſubiæ & Vandaliæ, Principem Rugiæ, Dominum Ingriæ & Wiſmariæ, nec non Comitem Palatinum Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ & Montium Ducem ab una, & Sereniſſimum Principem ac Dominum Dominum FRIDERICUM WILHELMUM, Marchionem Brandeburgenſem, Sacri Romanii Imperii Archi-Camerarium & Principem Electorem, Pruſſiæ, Magdeburgi, Cliviæ, Montium, Stetini, Pomeraniæ, Caſſubiorum Vandalorumque nec non in Sileſia. Croſnæ ac Carnoviæ Ducem, Burggravium Norimbergenſem, Principem Halberſtadii, Mindæ & Camini, Comitem Marcæ & Ravenſbergi, Dominum Ravenſteini, & Terrarum Lauenburg & Bütow &c. ab altera parte, elapſo nuper anno ſexageſimo ſexto, die vigeſimâ ſeptimâ Martii,

mutuum

ANNO 1673.

mutuum Fœdus Defensivum, in ipsos proximè sequentes annos decem duraturum, initum, debitâ integritate servatum nec adhoc finitum esset. Intereà verò Nominis Christiani hostis hæreditarius *Turca* vicino Regno *Poloniæ* Bellum intulerit &c. hodiè continuet, id verò quod inter Christianissimum Regem & *Ordines Confœderati Belgii* haud ita pridem exortum, intra gyrum & terminos, proximis Sacri Romani Imperii Provincias & Ditiones vallârit, & in ipso nunc meditulliô hæreat, Sacra Regia Majestas Sueciæ non magis, quàm sua Serenitas Electoralis dum hæc saluti & incolumitati publicæ propriique Status Securitati obversantia maturius expendunt & imminentia majora mala & pericula prospiciunt, è re existimarunt, ut sanctè hactenus mutuò culta observataque amicitia arctioribus vinculis adstringeretur, Fœdus verò annô sexagesimô sextô ictum, renovaretur, & ejusdem Capita vel Articuli ad præsentem Reipublicæ statum simul accommodarentur atque estenderentur.

Quem in finem Sacra Regia Majestas Sueciæ, Nos suos Ablegatos, utpote me, Militiæ suæ pedestris Generalem & Vice-Gubernatorem Pomeraniæ, *Conradum Mardefeld*, Hæreditarium in Vusseio, Plotz, Pensin & Kosicke &c. ut & me, suæ Regiæ Majestatis Colonellum Locum tenentem, *Bernhardum Christianum Wangelin*, Hæreditarium in Nossenthien &c. Mandatis sufficientibus munivit; Sua Serenitas Electoralis verò Nos suos Commissarios, utpote me, supremum suum Præsidem, Consiliarium Status intimum & Feudorum, *Ottonem*, Liberum Baronem à *Schwerin*, Dynastam antiquæ Landsbergæ, Zachanii, Wildenhofen, Lansburgi & Wolfshagen, Electoratûs Brandenburgici Camerarium Hæreditarium, nec non Capituli Brandenburgensis Præpositum; me, suæ Serenitatis Electoralis Consiliarium Status intimum & Pomeraniæ Orientalis Cancellarium, *Laurentium Christophorum à Somnitz*, Hæreditarium in Grumsdorf, Drenau, & Gerbera, Pomeraniæ Orientalis Camerarium Hæreditarium, & me, suæ Serenitatis Electoralis Consiliarium Statûs intimum, *Fridericum à Jena* cum plena potestate constituit. Itaque vigore mandati Dominorum nostrorum Clementissimorum negotium aggressi de renovatione & extensione Fœderis Anno sexagesimo sexto proximè præterlapso, pacti, tractavimus & de subsequentibus Capitibus & Articulis inter Nos convenit.

I. Sit inter Sacram Regiam Majestatem ejusque Hæredes Successores Reges, Regnumque Sueciæ ab una, & Serenitatem suam Electoralem Brandenburgicam, ejusque Hæredes Successores Masculos descendentes, ab altera parte, pro securitate mutuâ & stabiliendâ conservandâque Pace, Juribusque acquisitis, strictior Amicitia & Fœdus Defensivum, illudque bona fide & sincero affectu, in utriusque Confœderatorum honorem & commoda servetur & excolatur.

II. Huic Fœderi defensivo fundamenti loco substernantur ante omnia *Pacificationes & Pacta Osnabrugis & Monasterii* Anno 1648. die 14—24. Octobris conclusa & inde dependens *Recessus Limitaneus*, Stedini die 4. Maii Ann. 1653. erectus, ut & *Pacta Olivensia* die 23. Aprilis 3. Maii 1660. inita & confecta, cum omnibus & singulis Punctis, Articulis, Clausulis, Instrumentis earundem Pacificationum & Pactorum insertis, vigoreque eorundem competentibus Juribus, quæ omnia exactè & inviolabiliter observanda sunt, & si quid præter spem inposterum inter Confœderatos irrepat, quod iisdem contrarium, aut minùs conveniens videri possit, id confestim bonis & civilibus modis mediisque amicabiliter componatur.

III. Quemadmodum autem hujus Fœderis non alius scopus est, quàm conservatio Pacis Westphalicæ, & Securitatis communis vindicatio, mutuaque defensio, à quacunque hostili irruptione in utriusque Confœderatorum Provinciis & Ditionibus sequentibus Articulis exprimendis; ita, si contingat, ut alter Paciscentium Confœderatorum propterea, quod Paci ac Securitati publicæ communi consensu & consilio consuluerit, vel etiam aliam ob causam iis Provinciis, Ditionibus, Statu, Juribus huic Fœderi inclusis, à quopiam hostiliter invadatur vel invito Confœderato contra Constitutiones Imperii & Jura Gentium transitu, Stationibus, Inhospitationibus aut Hybernis, Contributionibus aliisve Exactionibus violentis urgeatur, & prematur, adeoque Jura quæsita quovis modo violentur; Pars altera prævià requisitione teneatur Parti læsæ assistere, Eique copias militares auxilio mittere, quemadmodum hoc inferiùs statutum est.

IV. Cum Pax & Tranquillitas publica haud parum labefactata sit, consultum utrinque visum est, ut reducendæ eidem ac pristino vigori restituendæ, omnis porrò sine mora impendatur cura, labor, & studium, & tàm S. Regia Majestas prout ab initio statim eorum qui nunc sunt motuum, sollicitè satis jam fecit, quàm S. Seren. Electoralis quæ ea omnia pro reducenda Pace adhibita officia probavit, & eâdem viâ incessit, belligerantibus ulterius & conjunctim & separatim, cum per Literas, tùm per Ministros & Legatos suos, mala omnia, quæ jam Belli calamitas conciliavit, quæque si continuetur diutius, non implicitis modo eidem, sed & qui exsortes ejusdem, expectanda sint & maneant quoque incommoda, exponi faciant, atque illos denuò moneant serióque hortentur, ut Orbi Christiano, æquis admissis conditionibus Pacem reddere velint, spe certâ tectæ, DEUM, Pacis, Tranquillitatis atque Concordiæ fontem, conservatoremque piis hisce ac verè Christianis conatibus adfuturum, eosque optato ac felici successu beaturum. Ast verò, si hæc officia, labor & industria frustra fuerint omnesque amicæ hortationes, fida consilia, oblataque convenienti loco & tempore media, quamvis repetita, miseriæque & calamitates aliaque incommoda, quibus quoque innocentiom publica jam & privata res conflictantur, nullum planè invenerint locum, nec æquæ conditiones admissæ sed rejectæ fuerint, eo casu S. Regia Majestas & S. Seren. Electoralis nihilominus constans suum promovendæ conservandæque Pacis propositum, simulque aliquantò significantius testabuntur, quàm sibi hæc displiceant, conferantque statim inter se consilia, quâ ratione pro temporum rerumque statu & facie, officiis hactenus frustrà impensis, tandem locus aliquis à belligerantibus detur.

V. Ut etiam constet, quænam Ditiones hoc Fœdere propriè contineantur, convenit utrinque, ut Provinciis Sacræ Majestatis extra Romanum Imperium sitis, utpote *Esthoniæ & Livoniæ* Suedicæ Ditionis, cum omnibus earundem Provinciarum Juribus, conditionibus & pertinentiis, prout S. Regia Majestas easdem hunc usque in diem hunc quietè possidet, Guarantiam præster Sua Serenitas Electoralis Brand. ejusque Successores & Hæredes contra quoscunque, qui dictas Provincias vel earundem conditiones, Jura aut Pertinentias Bellô apertô, vel quocunque modo violare turbareve, modo ac Militum numero tali, de quo in hisce Fœderis Tabulis specialius postea explicabitur.

VI. Vicissim Sacra Regia Majestas, Reges, Successores & Regnum Sueciæ, S. Seren. Electorali Brandenburgicæ ejusque & Successoribus Masculis Descendentibus præstent contra quoscunque Guarantiam *Borussiæ Ducalis* prout ea Seren. S. Electorali cum Jure directi, supremi & independentis Dominii (quod Souverenitatem vocant) à Rege & Republica POLONIÆ publicis Pactis concessi & in Comitiis Reipublicæ Poloniæ Generalibus Warsaviæ Anno 1658. approbatis, in præsenti quiete possidetur; ita, ut si contingat, quempiam coram tentare dictam *Ducalem Borussiam* ejusque conditiones, Jura & pertinentias, dictumque Jus Souverenitatis Bello aperto, vel quocunque alio modo violare turbareve, S. Regia Majestas Sueciæ, Successores Reges, Regnumque Sueciæ teneantur S. Serenitati Electorali Brandenburgicæ ejusque Hæredibus & Successoribus pro tuendis & conservandis istis omnibus, copias militares auxilio mittere, eo modo & numero, prout inferius determinabitur.

VII. Utriusque Partis Paciscentis Provincias, in Germania sitas, quod attinet, licet illæ omnes vi *Pacificationis Germanicæ*, sint in continua tutela & Guarantia Sacri Romani Imperii omniumque ejus Statuum & Membrorum, nihilominùs tamen in majorem utriusque jam Paciscentium Securitatem utrinque convenit, ut Regiæ illæ Provinciæ, Ducatus nempè *Bremensis*, *Verdensis & Pomeraniæ citerioris* cum annexis partibus *ulterioris Pomeraniæ* vigore instrumenti dictæ *Pacis Westphalicæ & Recessus Stetinensis*, *Regiæ Pomeraniæ* adjectis, ut & *Principatus Rugensis & Dominium Wismariense* cum omnibus cæteris Juribus ex instramento jam dictæ Pacis & Recessu Stetinensi vel aliundè in Germania hodiè legitimè S. Reg. Majest. Regnoque Sueciæ competentibus. Et Electorales, utpote Electoratus *Marchia Brandenburgensis*, *Ducatus Cliviæ*, *Comitatus Marcæ & Ravensberg*, *Pomerania ulterior* ad Ser. S. Elect. spectans, *Principatus Halberstadiensis*, *Mindensis & Caminiensis*, ut & omnia & singula cætera

ANNO 1673.

Jura ex Instrumento memoratæ Pacis Westphalicæ vel aliundè in Germania hodiè legitimè S. Ser. Elect. ejusque Hæredibus & Successoribus Masculis descendentibus competentia, præsenti huic Fœderi defensivo includantur.

VIII. Si igitur durante hoc Fœdere contigerit, ut S. Regia Majestas Regnumque Sueciæ ab aliquo Rege, Principe, vel Republica, quôcunque tandem nomine censeantur, infestentur, oppugnentur & violentur, in prædictis hôcce Fœdere comprehensis Provinciis, Ditionibus, Terris, Arcibus, Locisve, ejusdemque annexis vel inde dependentibus S. Reg. Majest. Regnoque Sueciæ competentibus Juribus & Privilegiis, Ser. S. Elect. pro se, Successoribus & Hæredibus Masculis descendentibus, bonâ fide, spondet ac specialius hic promittit, se eidem S. Reg. Majest. Regnoque Sueciæ, factâ notificatione, quàm primum potuerit, & ad summum intra spatium duorum mensium à die requisitionis suppetias laturam, Exercitu duorum millium Peditum & quingentorum Equitum, quibus Copiis S. Reg. Majest. Regnumque Sueciæ usque ad finem Belli, si tamdiu Fœdus duret, uti poterit, siquidem eidem ita visum fuerit.

IX. Vice versâ, S. Reg. Majestas Regnumque Sueciæ bonâ fide spondet & pariter specialius hic promittit, se factâ notificatione, quamprimùm potuerit, & ad summum intra spatium duorum mensium à die requisitionis S. Seren. Elect. ejusque Hæredibus & Successoribus Masculis suppetias laturam, Exercitu duorum millium & sexcentorum Peditum & octingentorum Equitum, si contingat, ut S. Ser. Elect. ejusque Hæredes & Successores Masculi descendentes ab aliquo Rege, Principe vel Republica, quocunque tandem nomine censeantur, infestentur, oppugnentur & violentur in prædictis hucce Fœdere comprehensis Provinciis, Ditionibus, Terris, Arcibus, Locisve vel quibuscunque eisdem annexis, vel inde dependentibus, & in superioribus Articulis memoratis Juribus & Privilegiis.

X. Quod si verò casus existat, quô in præcedentibus Articulis pactus determinatusque Militum numerus, avertendo periculo, resistendoque hosti non suffecerit, utrique Confœderati sibi invicem promittunt, se conventum modò Militum numerum augere, & si habito prius statim invicem consilio, subsecutâque Conventione necesse fuerit, ad primam quamque requisitionem duplicare vel triplicare velle; Ita ut requirens & Bello petitus eo ad finem usque Belli uti, & prout ratio Belli dictaverit, vel seorsim vel junctis etiam suis propriis Copiis cum eo agere possit.

XI. Equidem in uno & altero præcedentium Articulorum suppetiis missis, ad finem usque Belli uti permittitur, attamen cum contingere queat, ut postquam missa auxilia, Fœdus citius, quàm exortum Bellum expiret & finiatur, adeoque revocare iterum Copias auxiliares finitô licet nondum Bellô, finitô tamen Fœdere, liberum & meri arbitrii sit, Articuli quoque ipsi nullum alium ex utriusque Confœderatorum Consensu & Conventione intellectum & sensum habeant. Postquam tamen utrique Confœderatorum communique causæ & saluti haud leve damnum est, incommoda alia certissimaque pericula conciliari attrahique necessum sit, si durante, & ardente adhuc Bellô auxilia præstita revocari debeant, ideò convenit hoc ipso utrinque, ut Bello petitus Requirens, antequam finiatur Fœdus, cum Confœderato, quem requisivit, quique auxilia misit, agat & paciscatur, ut ad finem licet vergente Fœdere impostetum quoque & quamdiu Bellum continuatum fuerit, auxilia missa haud revocet, in quo æquis admissis conditionibus, vel renovato & prorogato hoc Fœdere, difficilem se alter Confœderatorum haud præbebit.

XII. Casu quo Confœderatorum Copiæ conjunguntur, Requirens, ejus Exercitus Dux vel alius ex ejus Officialibus nullam planè prætendet in missa auxilia Jurisdictionem, sed qui suppetiis missis præest, haud minus eam salvam & integram retineat quàm Requirens vel ejus Militum Dux in suos. Quando verò Judicium militare Generale necessarium fuerit, tunc ex utriusque Partis Officialibus id constituetur, & eidem præsidebit is, cui id absente Principali Requirente, supremus Belli Dux commiserit, ita, ut primâ vice Præsidium Regio, secundâ verò vice Electorali, atque ita semper vice versa, vel, ut loqui amant, alternativè competat. Quemadmodum quoque ad actiones militares Requirens & ejus Dux habitô & communicatô prius cum auxiliarium Copiarum Duce vel Præfecto, cæterisque Officialibus, quos ad consilium Bellicum adhibere mox erit, consilio, nec aliter procedet.

XIII. Is, qui requisitus à Confœderatô, auxilia mittit, iisdem de tormentis minoribus, vulgò Campestria dictis, cum omnibus ad usum eorum necessariis prospiciet; tormenta verò majora & mortaria cum omni apparatu & rebus quibuscunque ad usum eorum pertinentibus, is ex Confœderatis suppeditabit, in cujus Ditionibus atque Provinciis contra hostem agitur. Quod si verò extra Confœderatorum Territoria, atque ita in loco tertio Bellum geritur, Tormenta majora & mortaria cum omnibus ad usum eorum spectantibus is adduci curabit; qui loco jam dicto tertio vicinior fuerit.

XIV. Et cum utriusque Paciscentium, præsenti imprimis rerum facie, maximoperè intersit, ut quilibet eorum, de promissis reciprocè auxiliis, certus esse possit, ideò utrimque hoc ipso convenit, ut simul atque Paciscentium unus Bellô petitus fuerit, alter factâ notificatione & subsecutâ requisitione, auxilia statim juxta Articulos præcedentes, mittat, nec ideò differat, quasi prius examinandum, causamne aggressionis petitus Bello dederit, an absque justa causa petitus; sed nuda hostilis aggressio, vel turbationes & injuriæ in Articulis III. V. & VII. nomine tenus expressæ, pro justa & necessaria auxilii mittendi causa, à quolibet Fœderatorum haberi debent.

XV. Quamvis autem prædictæ Copiæ auxiliares ipso actu Subsidio missæ sint, liberum tamen nihilominus Confœderato implorato & requisito erit, per Legatos & Ministros id operam dare, an Invasor seu Turbator amicabili ratione persuaderi possit, ut a vi & injuria desistat, sin lædenti ea sederit obstinatio, ut nullis amicabilibus rationibus ad æqua præstanda se induci patiatur, non ante ab auxilio præstito cessabitur, quàm Parti læsæ per omnia satisfactum fuerit.

XVI. Missis itaque auxiliaribus Copiis in Ditionibus suis de commeatu sufficienti æquè ac propriis prospiciet is, qui illas requisiverit, ratione verò residui Stipendii Militaris, quisque pro arbitrio, Conventioneque cum Officialibus suis inita, aget.

XVII. Quicunque Copiis auxiliaribus Præfectus, Imperium in easdem, subsecutâ etiam conjunctione armorum, retineat: Ita tamen, ut sub auspiciis ejus, qui auxilia requisiverit, militet, ejusdemque vel constituti ab eodem Ducis Exercitus jussis pareat, sive is suppetiis sibi submissis ad defensionem Ditionum, Statuum, Locorumque suorum, sive ad oppugnandum primum aggressorem in propriis ejusdem Terris ac Ditionibus uti voluerit, habitâ semper eâ ratione, ut Copiæ auxiliares cum reliquo Exercitu ubique æqualiter tractentur.

XVIII. Auxilia ferenti hâc imprimis ratione prospectum sit, ut siquidem in terminis Auxiliatoris ei licuerit, nec oblatas suppetias isti Bello ipsemet involutus fuerit, sine inclusione plenâque securitate ejusdem nullus quidem Tractatus Pacis vel Induciarum iniri debeat, imò ne suspensio quidem armorum (ubi id Status Bellique ratio requisiverit) nisi ad summum trium septimanarum pro utroque Exercitu simul. Quod si verò oblatum Confœderato auxilium cum aggressore, vel alio quocunque aperto Bello implicetur, tunc neuter sine alterius scitu, consensu & consilio, neque ad principales cum hoste Tractatus descendet, sed omnia mutuâ operâ, communicatione & consilio agantur & tractentur, donec utrique Confœderato de sufficienti securitate plenissimè provisum & per omnia satisfactum fuerit.

XIX. Cum verò in Initio hujus Fœderis præsentis Poloniæ Status eique Regno ab infensissimo Christiani Nominis hoste, Turcâ, magis magisque impendentium periculorum facta quoque sit mentio; Proinde sua Regia Majestas & Ser. Sua Electoralis non solùm vicinitatis, sed & Christianitatis Jure motæ, se rem suo Nomine & Ordine dignissimam esse facturas censuerunt, si in istum casum, quo dictum Regnum ac Rempublicam Polonicam, Barbarus ille hostis denuò Bello infestare, atque in ejus viscera ruere tentarit; Eidem certum aliquem Militem auxilio mittant; atque ad idem præstandum alias quoque Potestates ac Status adducant, cum ulteriori proposito & conventione, se super toto suppetiarum mittendarum negotio, earundem numero, subsistentia, modo sustentationis, cæterisque omnibus à Regno & Republica Poloniæ præstandis, simul per Ministros suos utrinque ad id negotium plenariè instruendos, ad instantiam Regni & Reipublicæ Poloniæ cum eadem quamprimum esse tractaturas, & conjunctim ad finem perducturas, atque ut prætacto modo alii quoque in Societatem hujus auxilii, contra immanem

illum

ANNO 1673.

ANNO 1673.

illum hostem ferendi permoveantur, junctâ curâ & opera allaboraturas.

XX. Quò verò hæc omnia, quæ in hoc Fœdere sancita atque invicem promissa sunt, eò exactius præstari ac in destinatum finem eò felicius perduci valeant, placuit etiam utrinque mutua super hisce negotiis correspondentia, ac fida consiliorum communicatio, ita ut alter alteri maturè satis significet, quid mutatâ fortè tàm in Germaniâ, quàm in vicinitate temporum & rerum facie, saluti publicæ, propriique Status rationi conveniens existimet, quò facto uterque Confœderatorum consilia conferat, eoque dirigat, quo Pacificatio universalis, hujus Fœderis ac Amicitiæ veræ Leges ad amussim promoveantur & observentur. Quomodo quoque Confœderati virtute hujus Articuli in se recipiunt, se durante hoc Fœdere nullum aliud huic contrarium, pacturos, neque passuros se ad alia flecti, quæ Conventioni huic & amicitiæ sinceræ strictissimæque ulla ex parte adversari possint. Proinde etiam utriusque Confœderatorum Ministri publici & Legati, imprimis etiam Ratisbonæ adhuc hærentes, vel imposterum illic missi, colant quoque bonam inter se amicitiam ac correspondentiam, ita ut de rerum argumentis ibi propositis, præsertim verò ad Pacem & Securitatem publicam spectantibus, fideliter conferant, deliberent, atque de certa aliqua Sententia, quæ Paci Westphalicæ, Constitutionibus Imperii, Securitati & Libertati Germaniæ, huic Fœderi & Confœderatorum commodo conformis sit, inter se conveniant, tandem publicè pronuncient, eique insistant & inhæreant.

XXI. Durante Bello vel etiam subsecuta Pace, is, qui suppetias ex hujus Fœderis præscripto tulerit, eo nomine nil quicquam præter mutua vice versa in Ditionibus, casibusque hocce Fœdere comprehensis definitisque postulare poterit auxilia, neutiquam autem à requirente sive sumptuum Bellicorum sive damnorum prætextu aut quocunque alio colore de Ditionibus, Statibus, Arcibus, locisque quibuscunque aliquid detinere vel prætendere.

XXII. Includantur huic Fœderi defensivo ab utraque parte respectivè Imperator Romanus, Reges, Principes Electores, Principes, Respublicæ & Status utrinque nunc & posthac amici & Fœderati, quorum amicitiæ Fœderibus & Pactis conventis hoc Fœdus nullum præjudicium afferat, sed maneant ea in suo vigore illæsa, salvo tamen per omnia hoc Fœdere.

XXIII. Admittantur ex iis quibus accedere libuerit, communi tamen consensu, & ut certis de capitibus cum iis nomine utriusque Confœderatorum agatur conveniaturque.

XXIV. Duret hoc Fœdus in decem annos, religioseque servetur, quo tempore elapso, vel etiam ante conveniant Confœderati de prorogatione, siquidem ipsis ita collibitum fuerit.

XXV. Ratificationum Instrumenta super hoc Tractatu & Fœdere defensivo, à Sua Regia Majestate & Sua Serenitate Electorali propriis manibus subscripta, intra spatium trium mensium, aut, si fieri potest, citiùs à die subscriptionis computandorum, hic Coloniæ ad Spream ritè commutentur.

In horum fidem & securitatem majorem duo hujus Fœderis ejusque Capitum seu Articulorum Exemplaria, pari tenore confecta, manuum nominumque nostrorum subscriptione & sigillorum impressione firmavimus. Acta hæc sunt in Arce Coloniensi ad Spream die 1. Decemb. Anno 1673.

(*L.S.*) C. *Mardefeld.* (*L.S.*) *Ottho L.B. à Schwerin.*
(*L.S.*) *B.C.Wangelin.* (*L.S.*) *Laur. Christ. Somnitz.*
(*L.S.*) *Fridericus de Jena.*

ARTICULUS SEPARATUS.

I. NOtum præterea testatumque speciali & separato hoc Articulo fit omnibus, quorum interest, vel quavis ratione interesse potest. Quamvis in Fœderis defensivi quod inter Ser. Reg. Majest. Sueciæ & S. Ser. Elect. Brandenburgicam ab utriusque Plenipotentiariis hodie conclusum, Articulo imprimis quarto specialiùs conventum pactumque sit, quâ ratione ab utroque Confœderato, pro reducenda Pace, labor, cura, sollicitudo & officia impendi & adhiberi debeant, & si frustra fuerint, quomodo pro temporum, rerumque facie collatis consiliis, Confœderatorum officiis locus aliquis à Belligerantibus detur. Hoc ipso tamen neuter Confœderatorum ita tenebitur, ut si functi officiis frustratos se & à spe promovendæ bonis officiis Pacis dejectos viderint, quilibet eorum, prout sibi, Rebus, Statuique suo conveniens & proficuum existimârit, haud possit liberè & absque ullo vel hujus Fœderis vel aliundè quovis modo præveniente impedimento, pro lubitu decernere & disponere, potius cuique liberum, nullâque ratione vel impeditum vel prohibitum sit, neglectâ à Belligerantibus Pace & protracto ulterius Bello, vel accessione ad quascunque Belligerantium partes vel aliâ quâcunque ratione securitati rebusque suis consulere ac prospicere, ita tamen, ut consiliis, quæ fovet, cum altero Confœderato maturè & justo tempore, prius communicatis, id omni studio agatur, quo deliberata satis re & examinatis consiliis inter se convenire possint. Quod si verò alteruter adduci rationibus non possit, ut descendat in Confœderati sui sententiam, eamque amplectatur & sequatur, tunc cuilibet Confœderatorum quodcunque libuerit, separatim decernere licebit & partes etiam eas tandem eligere, quas sibi Statuique & interesse suo magis putaverit faventes & commodas, adeoque etiam Confœderato suo vel tunc contrarias, vel futuras. Nihilominus tamen jam enumeratis & quibuscunque aliis, qui excogitari possunt & contingere, casibus Fœdus hoc & amicitia inter Suam Regiam Majestatem, Successores, Reges Regnumque Sueciæ, & Suam Serenitatem Electoralem Brandenburgicam ejusque Hæredes & Successores Masculos descendentes, salva, integra inviolataque maneant, omnesque utriusque Confœderati Provinciæ & Ditiones existente casu gaudeant, juxta Fœdus Guarantia & auxiliis in eodem promissis, Confœderatique non obstante, quid unus vel alter separatim & non probante, vel consentiente altero, hoc vel illud agere, vel facere decreverit, alter alterius commoda promoveat, Fœdus defensivum in omnibus Capitibus, Articulis & Clausulis sanctè servet, consiliaque pro securitate utriusque Status & publicâ Pace tranquillitateque nihilominus ex fide conferant, strepentibusque armis haud desistant, à proposito stabiliendæ iterum conservandæque quietis.

II. Ut ut etiam in ejusdem jam dicti Fœderis defensivi Articulo V. inter Ditiones & Provincias Elect. Ducatus Cliviæ & Comitatus Marcæ & Ravensberg expressis verbis continentur, eandemque quam pro reliquis Ditionibus & Provinciis Electoralibus Sua Majestas Sueciæ promisit & pacta est, Guarantiam, etiam pro Ducatu Clivensi, Comitatu Marca & Ravensberg cum cæteris omnibus in Fœdere defensivo & ejus Articulis comprehensis Juribus & Beneficiis præstare in se recepit: Postquam tamen constat, Serenissimam Domum Palatinam, Lineæ Bipontinæ & sibi quasdam circa ita nominatam Juliacensis Successionis causam competere prætensiones, hactenus professam, præterea in Pace Westphalica Art. 4. conventum sit, ut tota Juliacensis Successionis causa vel ordinario processu vel amicabili compositione vel alio legitimo modo dirimi debeat, ex ante memorata Domo Palatina Lineæ Bipontinæ verò plures prætendentes concurrant, & cum quibusdam eorum juxta tenorem Westphalicæ Pacis jam transactum, prætereaque eorum prætensiones enecatæ sublataque penitus sint, Suæ Majestatis Sueciæ autem ejusdemque Domini Patrui Prætensio per Pacta insuper eandem Suam Regiam Majestatem, Serenitatem Suam Electoralem & Serenissimum Ducem Neoburgicum die 6. Maii Anno 1668. inita, Art. 9. salva & integra manserit & adhuc sit; Ita Serenitas Sua Electoralis pro se, & Successoribus & Hæredibus suis Masculis hoc ipso declarat, nullum unquam ullo modo afferre debere præjudicium Sac. Reg. Majest. ejusdemque Domini Patrui prætensioni, quæ ipsis circa dictam Juliacensis Successionis causam competit, eò quod Sac. Reg. Majest. Successores Reges Regnumque Sueciæ pro Ser. S. Elect. Ducatu Cliviæ, & Comitatu Marca & Ravensberg justa Fœdus defensivum hodie conclusum & ejus Articulos in se susceperit & pollicita specialius sit Guarantiam. Quemadmodum quoque Articulus 9. Pactorum die 6. Maii anno 1668. initorum majoris Securitatis & certitudinis ergò verbo tenus hic repetitus sit & huic Articulo insertus habetur.

In cujus fidem Nos Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ Ablegati & Nos Suæ Serenitatis Electoralis Brandenburgicæ Commissarii, hos Articulos separatos manibus nostris subsignavimus & sigillis nostris communivimus. Actum Coloniæ ad Spream die 1. Decembr. Anno 1673.

(*L.S.*) *C. Mardefeld.* (*L.S.*) *Ottho L.B. à Schwerin.*
(*L.S.*) *B.C. Wangelin.* (*L.S.*) *Laur. Christ. Somnitz.*
(*L.S.*) *Fredericus de Jena.*

Anno 1674.

CXVII.

14 Janv.

L'Empereur, et l'Electeur Palatin.

Articles d'Alliance proposez entre LEOPOLD *Empereur, & l'Electeur* PALATIN. *A Vienne, le* 14. *Janvier* 1674. [Manuscrit.]

In nomine Sanctissimæ & Individuæ Trinitatis, Patris, Filii & Spiritûs Sancti. Amen.

NOtum sit quod cum à Sua Sacrâ Cæsareâ Majestate sua Celsitudo Electoralis Palatinatus Rheni per Dominum Joannem Fridericum Seiller suum Secretarium, Status Consiliarium, Plenipotentiarium, & Deputatum expressum ad Aulam Cæsaream submissè petierit promptam operam & præsens Auxilium in statu deplorato, in quo versatur sua Domus Electoralis tot adflicta ruinis, tantis damnis sibi illatis, cum ab Exercitu Gallico sub Ductu Vice-Comitis Turrenii, cum à Præsidio Gallico Philipsburgi, aliisque Confœderatis Galliæ Præfectis Copiarum & Officialibus, cum etiam ut obviam iretur ulteriori destructioni extremoque excidio, quod ab iisdem Copiis & Confœderatis immineret; cumque perpendisset Sua Sacra Cæsarea Majestas non alio fine arma se anno præterito in Imperio movisse, quam ut constaret maximè Westphalica Pax, & Cliviensis, utque adesset Sacra Cæsarea Majestas fortiter Electoribus, Principibus, & Ordinibus oppressis, & injuriâ armorum externorum vi prægravatis, iisque adeò Dominiorum suorum restitutionem procuraret, sed imprimis ut Imperio Romano pristina quies, & Westphalicæ Pacis tanta omnium utilitate restitutæ seu instauratæ observantia redderetur, eò libentiùs se super hac instantia suæ Celsitudinis Electoralis Sacra Cæsarea Majestas declaravit, ut exhibeat quo sit animo ad præstanda ea, quæ sive sua Dignitas Imperialis, sive obligationes dictæ Celsitudinis Electoralis versus suum primum ac supremum Dominum requirunt, tum etiam curæ quam gerit pro toto Imperio, nec non pro dictis Tractatibus Pacis, Capitulationibus in sua Electione juratis, aliisque Constitutionibus Imperialibus, & Ordinibus vindicandis, quibus ut & affectu, confidentiâ, propensioneque sua singulari in dictam Celsitudinem Electoralem permota Sacra Cæsarea Majestas mandavit suis infrascriptis Consiliariis Status ut cum dicto Domino Seiller communicarent uterque, deinde post habitas fidas collationes & conferentias, de sequentibus Articulis conventum est

I. Promittit Sacra Sua Cæsarea Majestas se quàm primum ad requisitionem dicti Domini Electoris duo millia Peditum & quingentos Equites sub Imperio & Ductu Officialium Germanorum esse submissuram, quæ quidem Copiæ atque Officiales, secundum præsentis Tractatus Leges, præter Sacramentum, quo jam Sacræ Suæ Cæsareæ Majestati tenentur, sese novo Sacramento dictæ suæ Electorali Celsitudini obstringent, quo tenebuntur quamdiu in ejus Ditione manebunt, jamque super ea re ordines necessarii ad Ducem de Bournouville transmissi sunt.

II. Dictæ Copiæ non revocabuntur sine prævia participatione consensuque suæ Celsitudinis Electoralis ad quam spectabit earum Imperium, quamdiu in sua Electorali Ditione (ut supra jam memoratum est) manebunt, & omnis Jurisdictio in ipsas Officialesque Cæsareos, quemadmodum in pari casu fieri solet, qui quidem Officiales in bonum commune & secundum Militiæ Leges ac maximè ad dicti Electoratus defensionem Subditorumque tuitionem dictæ Celsitudinis Electoralis promptam obedientiam præstabunt, ipsique absolutè in iis, quæ jusserit prohibueritve morem gerent, quin etiam & dictæ Celsitudini Electorali severè in ipsos animadvertendi militesque subordinatos castigandi jus erit, si alicubi damnum intulerint, qui scilicet Officialis illud ipsum illatum damnum resarcire ac pro eo dictæ Celsitudini Electorali satisfacere tenebuntur. Et vicissim non remittentur dictæ Cæsareæ Copiæ à sæpius memorata Celsitudine Electorali sine prævia participatione consensuque Sacræ Cæsareæ Majestatis quibus cum non amplius se habere judicaverit hoc dictæ Sacræ Cæsareæ Majestati significandum curabit ejusque ulteriorem deliberationem & consensum expectabit.

III. Curabit Sacra Cæsarea Majestas dictis duobus millibus quingentis, tum Peditibus, tum Equitibus suis sumptibus subsistentiam exactè subministrari, exceptis, quas vocant utensiliis, vino, cerevisiâ, & pabulis sive commeatu, quæ omnia ultro sua Celsitudo Electoralis obtulit absque ullis Suæ Sacræ Cæsareæ Majestatis expensis, donec stabilitæ fuerint contributiones, quæ ab iis à quibus prætendi meritò possunt exigentur & in sustentationem, tum dictarum Cæsarearum Copiarum, tum earum, quà jam dictæ Celsitudini Electorali Militum, tum earum etiam quæ si casus requireret à Sacra Cæsarea Majestate suisque illo onere sublevabitur. Contributionum quidem partitio fiet pro ratione utriusque Partis Copiarum, à Deputatis utrinque, post ratihabitionem hujusce Tractatus nominandis, eâ conditione, ut quæ ab ipsis concordata fuerint ad memoratam Sacram Cæsaream Majestatem perferantur, quæ cum ipsa rata habuerit exactè deinceps ultro citroque observabuntur.

IV. Si autem ita casus tulerit, ut præter supradictum duorum millium Peditum & quingentorum Equitum numerum majoribus Copiis Celsitudo sua Electoralis opus habuerit, hunc majorem numerum ad sæpius dicti Electoris requisitionem reique possibilitatem quamprimum Sacra Cæsarea Majestas subministrabit, quodque ad Imperium & Jurisdictionem dictarum Copiarum attinet expressa primo & secundo hujus Tractatus Articulo ac deinceps concordando locum habere intelligentur: Insuper autem Sacra Cæsarea Majestas in id nullâ interpositâ morâ incumbet, ut Circuli Franconiæ Sueviæque atque ulli Imperii Ordines parata auxilia, uti jam propositum est, dicto Domino Electori mittenda habeant, majoraque, ubi casus id requirere videbitur.

V. Ad sublevandam suam Celsitudinem Electoralem gravi tot sumptuum quos sustinet onere Sacra Cæsarea Majestas solvendam Francofurti ad Mœnum, in partem quinquaginta millium Talerorum Imperialium, quæ vigore Tractatuum Westphalicorum & subsequentis Recessûs Norimburgici prætendit sua Celsitudo Electoralis viginti quinque millium Talerorum Imperialium summam numerari curabit, ubi priùs tamen hujus Tractatus ratificatio à dicto Serenissimo Electore tradita fuerit, ex ipsiusque ordine publicatæ Avocatoriæ Litteræ ad revocandos omnes Feudatarios Vassalosque Subditos ac dependentes dicti Electoratus Palatinatus, qui in Gallia aut sub ipsius Confœderatis Stipendia faciunt, consignatæque fuerint Serenissimi Electoris Litteræ seu Patentes, quibus Subditis suis injunget, ut Galliæ ejusque Confœderatis quam maximum poterunt damnum armis inferant; Reliqua verò viginti quinque millia Talerorum Francofurti quoque ad Mœnum statim ac Bello dictam Coronam Galliæ ejusque Fœderatos sua Celsitudo Electoralis petierit, in præsens numerabuntur.

VI. Suscipit Sacra Cæsarea Majestas Serenissimam Celsitudinem Electoralem totam ipsius Domum Electoralem Electoratumque, & Ditiones omnes in suam singularem protectionem, tutelam, & patrocinium, iisque continuò ac quantum in se erit favebit, dabitque quàm primùm Generalibus suis ordines præsenti rerum statui, necessitatique ac maximè periculo, in quo versatur sua Celsitudo Electoralis quam maximè convenientes, neque verò poterunt Sacra Cæsarea Majestas aut Serenissima Celsitudo Electoralis Pacem, Armistitium, vel Inducias cum Galliâ, ejus Fœderatis aliisve hostibus sine mutuo utriusque consensu tractare aut eo modo ut alterutra Pars excludatur, quæ tunc è contra sua consilia conferent invicem, conjunctimque, omnique fiduciâ majore adlaborabunt, hâc tamen adhibitâ cautione, quod neutra ambarum Partium teneatur æquas atque honestas Pacis conditiones, si offerrentur, recusare, & quidem Sacra Cæsarea Majestas ita comprehendi suam Celsitudinem Electoralem ejusque Domum Electoralem in Tractatu Pacis curabit, ut quidquid ipsi per Instrumentum Pacis Westphalicæ assignatum fuerat, restituatur, in idque etiam pro parte suâ incumbet, ut damna nuper à Galliâ ejusque Fœderatis dictæ Celsitudini Electorali illata resarciantur.

VII. Hoc etiam modo sua Celsitudo Electoralis subjicit Mediationi Suæ Cæsareæ Majestatis vertentes cum Electoribus Moguntino ac Treverensi, & Duce Lotharingiæ controversias, recepitque donec eæ dirimantur quietè se & amicè cum dictis Electoribus confinibusque Principibus victurum; Quod suscepit clementer ac perbenignè Sacra Cæsarea Majestas quæ nihil omittet, ut eædem controversiæ mediante suâ interpositione quamprimum fieri poterit, amicabiliter inter ipsos componantur ac terminentur, ita ut suæ cuique prætensiones suumque jus maneat illibatum.

VIII.

ANNO 1674.

VIII. Præter ea quæ huc usque allata sunt, statuit Sacra Cæsarea Majestas ea omnia quæ ad Dignitatem, utilitatemque suæ Celsitudinis Electoralis ejusque Domûs Electoralis spectabunt quantum in se erit, promovere quod id ipsum sua Celsitudo Electoralis erga suam Cæsaream Majestatem præstabit.

IX. Spondet vicissim ac promittit sua Celsitudo Electoralis partes Sacræ Cæsareæ Majestatis ejusque Confœderatorum in Imperio, ratihabito hocce Tractatu, se amplexuram seque in ejus favorem apertè declaraturam, Cæsareisque Copiis suos Equitatus Peditatusque, tum quas Stipendiis suis alit, tum etiam suæ Ditionis militias quam maximo poterit numero (munitis sufficienti Præsidio suis Urbibus ac Fortalitiis) se conjuncturam, cum quibus contra Galliam ejusque Confœderatos & Adhærentes ad primam Sacræ Cæsareæ Majestatis requisitionem aperto Bello sive conjunctim seu separatim, prout è re esse judicabitur, impetum faciet, neque solummodo nulli Fœderi infenso Suæ Cæsareæ Majestati dicta Celsitudo Electoralis adhærebit, verum etiam totis viribus se periculosis consiliis aut machinationibus, quas quis moliri posset in Imperio opponet, munietque Instructionibus & Facultatibus, quos habet Ratisbonæ, aliisque locis Legatos ac Ministros, quo sanctissimam Suæ Majestatis mentem piissimaque consilia conjunctim promoveant.

X. Utetur sua Celsitudo Electoralis dictis duobus millibus, & quingentis hominibus suscepto ab ipsis Juramento fidelitatis, tum in suis Fortalitiis, tum in aliis Ditionum suarum partibus, prout ratio Belli permittit, eorumque imprimis securitati ac conservationi prospiciet diligenter, & invigilabit.

XI. Quo autem Suæ Cæsareæ Majestatis securitati aliquo modo caveatur, consignabit ipsi sua Celsitudo Electoralis Ghermersheim, ita ut in hanc Arcem & Urbem possit sua dicta Cæsarea Majestas idoneum Præsidium introducere suis sustentandum expensis & sumptibus, ita ut nulli sit oneri, aut molestiæ Civibus à quibus nullæ poterunt contributiones exigi. Manebit Serenissimæ Celsitudini Electorali redituum suorum Domanialium libera perceptio, rerumque Civilium, Politicarum, & Ecclesiasticarum administratio. Dictum verò Præsidium Civitatem tuebitur contra Sacræ Cæsareæ Majestatis Imperiique hostes, seque tum conatibus publicis, tum privatis fraudibus dolisque opponet, observabit exactè, coletque cum proximis Gubernatoribus Officialibusque Electoralibus concordiam & correspondentiam, & quietè vivet cum ejusdem Civitatis Incolis, ac Pace tandem conclusâ, educetur, nullâ interposita morâ Præsidium, ac sine ulla compensatione dicta Civitas suæ Celsitudini Electorali ipsaque deficiente Hæredi ipsius Comiti Palatino consignabitur ac omnino restituetur

XII. Requirente id necessitate Belli ac ratione, concedet sua Celsitudo Electoralis ante præmonita liberum transitum reditumque, sive passus ac repassus in Electoratu, aliisque suis Ditionibus Exercitui Suæ Cæsareæ Majestatis ejusque & Confœderatorum commoda, quantum in sa erit, stratis Pontibus, aliisque præstitis, quæ in ejusmodi transitibus fieri solent, nec non etiam pro commeatu adhibita cura promovebit, non discedatur quantum fieri poterit ab itinere à sua Celsitudine Electorali constituto, observetur ubique exacta Disciplina, juxta Constitutiones Imperiales, à quovis excessu, direptione, aut exactione militari, caveatur, solvatur è contra æquo pretio quidquid fuerit à dicta Celsitudine Electorali ejusve Subditis in usum dicti Exercitus subministratum.

XIII. Casu verò, quod dictus dictive Exercitus retroducere adigerentur, liceat ipsis sub ipsis Arcibus ac Fortalitiis dictæ Celsitudinis Electoralis se recipere.

XIV. Promovebit quatenus in se Subditisve suis erit sua Celsitudo Electoralis quæ ad comportandos asservandosque Commeatus, sive Magasenos erigendos conducere poterunt, emptione scilicet victuum, aliarumque rerum comportatione, & advectione quæ Exercitibus Sacræ Cæsareæ Majestatis & Confœderatorum in Imperio usui esse possunt, ubivis illi reperiantur, ea tamen Lege, ne hujusmodi prætextu vectigalium fraus fiat, cui ut occurratur, quos dabunt Generales Cæsarei Salvos Conductus, seu Passeportus propria manu subsignabunt, Sigilloque munient, descripto numero expressaque quantitate rerum, ad subsistentiam Cæsarei, Fœderatorumve Exercitus transmittendarum; atque advertatur imprimis ne quidquam ab iis comprehendatur, quod ad Christianos Hebræosve, qui Mercimonia inferunt asportantve, pertineat, pro quibus est ab ipsis constitutum Vectigal sivè Gabella exsolvendum; concurret autem fideliter dicta Celsitudo Electoralis aderitque ubi agetur de defensione & conservatione Regnorum, Principatuum, Statuumque Sacræ Cæsareæ Majestatis & maximè Provinciarum Austriæ superioris & inferioris atque ad oppugnandam unam pluresve hostium Arces, aliasque Militares expeditiones suscipiendas in sua vicinia, tot subministrare majora Tormenta, quot sine evidenti propriarum Arcium periculo poterit; & de cætero omnem opem ferre omnimodamque assistentiam præbere tenebitur.

XV. Copiis Gallicis, aut Galliæ Fœderatis, nec transitum, nec receptum dabit Terrâ vel Aquis, nec Victus, Munitiones aut Navigia, seu Cymbas, seu Barcas, imò verò iis se totis viribus opponet, & quidquid eò pertinebit impediet subvertetque.

XVI. Durabit præsens Fœdus per decem annos, etiamsi Pax intereà sequeretur, atque hoc finito temporis spatio liberum erit cuilibet Partium ipsum renovare, liceat singulis Cæsareæ Majestatis Confœderatis hocce etiam Fœdere includi, si velint, si verò præter spem omnem Bellum denuo contra Galliam ejusque Fœderatos moveatur aut Sacra Cæsarea Majestas & sua Celsitudo Electoralis earumve Fœderati ab ipsa Bello petantur, aut in aliquod periculum adducantur, molestiâve ratione præsentis Fœderis, aut aliâ quavis causâ afficiantur, sine ulla ulteriori hujusce Tractatus renovatione durare adhuc ille effectuumque suum sortiri; nec non ambæ eodem modo obligatæ invicem Partes intelligantur, ad cujus certiorem notitiam, firmioremque observantiam præsens Tractatus à Plenipotentiariis Sacræ Cæsareæ Majestatis & suæ Celsitudinis Electoralis propriâ manu subscriptus Sigilloque munitus est, & traditis ultro citroque expeditis in id exemplariis promiserunt invicem Ratihabitionis Instrumenta Dominis suis intra trium septimanarum spatium, atque etiam prius, numerandum ab hac die, transmittenda. Viennæ die 14. Januarii 1674.

Subsignatum,

RAYMUNDO *Conte di* MONTECUCULLI,
GIO PAOLO HOCHER,
GIO FEDER. SEILLER.

CXVIII.

$\frac{16}{26}$ Janv.

Defensiv-Allianz zwischen Ihro Kayserl. Mayest. Leopold den I. und Christian den V. König in Dennemarck, zu bevestigung der anno 1672. den $\frac{18}{28}$. Septemb. zwischen Ihnen und andern Teutschen Fürsten eingegangenen Defensiv-Allianz. Geschehen zu Coppenhagen den $\frac{16}{26}$. Januarii 1674. [Tiré de la Registrature d'Estat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

C'est-à-dire,

Alliance Defensive entre LEOPOLD I. *Empereur des Romains*, & CHRISTIAN V. *Roi de Dannemarc pour le renouvellement de celle qu'ils avoient faite le* $\frac{18}{28}$. *Septembre* 1672. *entr'eux-mêmes*, & *avec quelques autres Princes de l'Empire. A Coppenhague le* $\frac{16}{26}$. *Janvier* 1674.

Zu wissen sey hiemit, daß die Röm. Kays. auch zu Hungarn und Böheim Königl. Mayest. ingleichen die zu Dennemarck und Norwegen Königl. Mayest. Ihre Churfürstl. Durchleuchtigkeit zu Brandenburg, der Herren Georg Wilhelms und Herren Rudolph Augusti, Hertzogen zu Braunschweig und Lüneburg, dann auch der Frauen Land-Gräfin und Regentin zu Hessen-Cassel, Fürstl. Fürstl. Fürstl. Durchleucht Durchl. Durchl. in ansehung der jetzt gefährlichen Conjuncturen, und zu erhaltung ihrer ihnen von Gott anvertrauten Land- und Leuthe vor allen unbilligen gewalt, in guter Ruhe und Frieden, durch Ihre mit genugsamer Vollmacht und Instruction in die Stadt Braunschweig zusammen-geschickte gewisse Räthe und Abgesandte, noch unterm dato den $\frac{18}{28}$. Septemb. des jüngst verflossenen 1672. Jahrs ein gewisses Fœdus defensivum mit einander eingegangen, und selbiges hernach die gesambte Allerhöchst. und höchste Herren Prin-

ANNO 1674.

Principalen und Frau Principalin allerseits ratificiret haben: Nachdem sich aber entzwischen die gefährliche Conjuncturen nicht allein nicht gebessert und nachgelassen / sondern es vielmehr das ansehen gewonnen / als wann auch der jenigen / so davon am weitesten entfernet / und sich dieses weit aussehenden Kriegs am maisten zu enteüssern jederzeit gesuchet / dannoch wider ihren willen damit eingeflochten werden möchten: Als haben allerhöchstged. Ihre Kays. Majest. und die zu Dennemarck Norwegen Konigl. Majest. eine hohe nohturfft zu seyn ermessen / Ihre respective Extra-ordinair-Ambassadeur und Commissarien, den Hoch- und Wolgebornen Ihrer Kayserl. Majest. Reichs-Hoff-Rath und Cammerern Herrn Gottlieb / Grafen von Windischgrätz / Freyherrn zu Wallstein und im Thal / Herrn auff Trautmansdorff / Obristen Erb-Stall-Maistern in Steyer / Rittern / und den Wolgebornen Ihrer Konigl. Majest. Cantzlern und Geheimben- und Estats-Rath / Praesidenten im Cantzley-Collegio, Amdtmann über Hadeland / Rummerige Buschende und Ringerigers Amdter / Herrn Peter Reetz / zu Palsgard / Rittern. Den Hoch- und Wolgebornen / Ihrer Konigl. Majest. Reichs-Cantzlern und Geheimben- und Estats-Rath / Amtman über Tonsberg-amdt / Herrn Peter Greiffenfeld / Graffen zu Greiffenfeld / Rittern / den Wolgebornen Ihrer Konigl. Majest. Geheimben Rath / Reichs-Marschallen / Assessorn im Collegio Status und höchsten Gerichte / Stiffts-Amdtmann über das Seelandische Stifft / auch Amdtmann über Coppenhagen und Rotschildt-Amdter / Herrn Johann Christoph von Korbitz zu Hellerup / Rittern / den Wol-Edlen Ihrer Kon. Majest. Cantzley-Rath / Assessorn in Collegio Status, und höchsten Gericht / auch Estats- und Cammer-Secretarium Conrad Biermann / an dero Konigl. Hof hier zu Coppenhagen in Conferentz tretten zulassen / damit sie nicht allein von der erleüterung und erklärung / sondern auch von würcklicher und nachtrücklicher Execution besagten im vergangenen Jahr getroffenen Fœderis handlen und zugleich schliessen möchten / welche sich dann darauf nach beiderseits gegeneinander ausgewechselten Vollmachten und gehaltener ein- und anderer Conferentzen / nachstehender Articuln, bis auf allergnädigste Ratification von dero allerhöchstbenanten Kayserl. auch zu Dennemarck Norwegen Konigl. Maj. Maj. verglichen / und

I. Soll es bey besagten vor einem Jahr schon getroffenen Fœdere defensivo, so weit demselben durch diese gegenwärtige Bündnus nicht derogirt, allerdings verbleiben und selbige in allen seinen zwantzig Puncten festiglich gehalten werden.

II. Dahero man sich in Gottes Namen einmüthig resolviret, zu manutenirung bedeüteter Alliance die kräffte zusammen zusetzen / damit das Röm. Reich von allen weitern Feindlichen einbruch errettet / wider den Münsterischen Friedenschluss ferner nichts gehandlet / der beyden höchsten Allirten Erb-Koingreich und Landen / wie auch der gesambten Bunds-Verwandten sicherheit bestermassen conserviret, und mithin ein sicherer beständiger Universal-Frieden umb so viel ehender wieder restabilirt werde.

III. Zu welchem ende Ihre Kayserl. Majest. und die zu Dennemarck Norwegen Konigl. Majest. hiemit versprechen / dass in besagter Alliance zu der gesambten Bunds-Verwandten / und auch eines jedens defension in particulari übernohmenes quantum, der neüntausent Mann / als dreytausent zu Pferd und sechstausent zu Fuss mit einer convenablen Artillerie stets in bereitschafft zuhalten / auch in dero Erb-Koingreich und Landen / an denen ohrten zuverlegen / von dannen besagte Trouppen ohne langen auffenthalt / auf ersuchung des beleydigten und solcher Hilffe benothigten mit-Allirten / alsobald zusammen gezogen / und zu Felde gebracht werden konnen.

IV. Wobey dann ferner beide höchste Allirte sich verglichen / dass so lange sie beyderseits mit einer solchen Macht einander secouriren, ein Allirter von dem andern aus keinem andern Fœdere einige Volcker zufordern befuegt seyn soll.

V. So viel die Kriegs-operationen anbetrifft / da sollen solche unter denen mit-Confœderirten vertreülich verglichen / und von jedem das jenige / was auf ihne kombt / zu bestimbter zeit / mit aller Macht und krafft / männlich und tapffer vollzogen werden.

VI. Ratione der von einem und anderen eroberenden Plätzen und Landen / soll es bey dem jenigen verbleiben / wessen man sich des fals / in deme in vergangenen Jahr geschlossenen Fœdere defensivo §. solte man &c. verglichen / jedoch dass solches nur von den fällen zuverstehen sein soll / wann der Allirten Trouppen conjunctim an einen ohrt agiren.

VII. Dabey doch bedingen worden / was die zu dem Röm. Reich gehörige ohrter / und die darinnen begriffene Religionen und Geistlichkeit anbetrifft / dass das jenige / was dis orths in dem Westphälischen Frieden begriffen / gehalten / und alles quo ad punctum Religionis in gegenwärtigem stand gelassen werden soll. Zu dem ende auch keine veränderung oder verminderung weder in denen Stifftern noch an der Religion verstattet / sondern seldige bey dem Röm Reich und der in selbigen ohrten obhandenen nicht allein Cathol. sondern auch andern Religionen / wie sich dieselbe anjetzo befinden / erhalten / wie auch die Jura Electionis, so dem Thumb- und andern Capitul zuständig keines weegs turbiret, sondern sie da bey ruhig gelassen und geschützet werden sollen.

VIII. Soll kein theil ohne vorwissen und einwilligung des andern / weder etwas grosses noch haubtsächliches vornehmen / noch einigen Frieden oder anstand der Waffen tractiren, weniger aber Frieden schliessen / oder einigen anstand der Waffen machen / sondern alles communicato consilio & communi consensu thuen / auch ehender keinen Frieden eingehen / es seye dan jedem alles das / so nach dieser Bündnus einen oder andern abgenohmen / wiederumb restituiret, und ein jeder in dem alten stand / in welchen er bey schlüssung dieser Bündnus gewesen / gesetzet / und dem beleidigtem seine billigmässige satisfaction und sicherheit soviel immer möglich / wiederfahren.

IX. Ist aller Fleiss anzuwenden / damit Ihr der Bunds-Verwandten Land und Leüthe mit den Durchzügen / Contributionen und sonsten möglichst verschonet werden.

X. Sonsten bleibt die sache wegen der Jurisdiction und Commando über diese Volcker / wegen deren Durchzug und Verpflegung / des modi assistendi, wegen bestellung eines Kriegs-Raths und sonsten bey deme / was in besagten in vergangenen Jahr geschlossenen Fœdere gemeldt und veranlasset worden.

XI. Wann auch ein- und andern Potentaten und Ständen in diese Bündnus mit einzutretten gefallen solte / solches mit einmüthiger verwilligung und belieben der hohen Bunds-Verwandten geschehen / darüber handlung gepflogen / und die Conditiones deren man sich vergleichen mag / diesem Recess-Revers beygefüget werden.

XII. Soll diese Bündnuss denen vorigen Fœderibus, so beide höchste Allirte entweder unter sich / oder mit dem Staat der Vereinigten Niederlanden bereits haben / keines weegs praejudiciren, sondern es sollen dieselbe so ferne in Ihren vollkommenen vigore bleiben und gehalten werden / in so weit sie diesem nicht zu wider / und hier in einem und andern extendiret, oder sonsten geendert und vermehret werden.

XIII. Und diesem nach soll diese Bündnuss von dato dieses Recessus drey nach einander folgende Jahr stehen / und unverbrüchlich gehalten / auch der höchsten Bunds-Verwandten Ratification durch gewisse hierzu Deputirte inner Monatsfrist alhier in Coppenhagen eingebracht / oder durch der zu Dennemarck Norwegen Konigl. Majest. an Ihrer Kays. Maj. Hof habenden Ministrum Lilieneron inner jetzt besagter zeit allda ausgewechselt werden / und bleibt dabenebens zu der Hohen Bunds-Verwandten gefallen und gutbefinden gestellet / ob sie diese Bündnuss prorogiren, und zu solchem ende noch vor ablauff der drey Jahren eine zusammenkunfft und handlung veranlassen wollen.

Dessen zu Urkund / ist dieser Recess vor anfangs allerhöchstged. Ihrer Kays. und Konigl. Majest. Majest. respective Herren extraordinair-Ambassadeur und Herren Commissarien unterschrieben und besiegelt worden. So geschehen in Coppenhagen den $\frac{6}{16}$. Januarii Anno 1674.

Gottlieb von Windischgrätz. (L. S.)

P. Reetz. (L. S.)

Greiffenfeld. (L. S.)

Fehr. V. Korbitz. (L. S.)

C. Biermann. (L. S.)

Articuli Secreti.

Zu wissen / Als zwischen der Röm. Kayserl. auch zu Hungarn und Bohemb Konigl. Majest. eines / und Ihrer Konigl. Majest. zu Dennemarck Norwegen andern theils zwar unter heutigen Dato ein gewisser Recess, zu erleüter- und vermehrung des den $\frac{1}{11}$. Sept. verwichenen 1672. Jahres zu Braunschweig aufgerichteten Fœderis von denen hierzu beederseits bevolmächtigten / und in ermeldtem Recess benenten respective Kayserl. und Konigl. Herrn Extraordinair-Ambassadeur und Hochl. Ministris unterschrieben; Und dabey aber von jetzbesagten Kayserl. Herrn Extraordinair-Ambassadeur urgiret worden / dass Ihre Konigl. Majest. zu Dennemarck Norwegen nicht allein von Erleüter- erklär- Vermehr- und extendirung obbesagten Braunschweig Fœderis handlung pflegen / sondern sich jetziger conjuncturen halber etwas näher heraus zu lassen belieben möchten: Als haben ietzhöchstged. Konigl. Majest. zu mehrer Bezeugung ihrer zu Ihro Kayserl. Majest. und dero gesambten höchstlöbl. Hauss Oesterreich tragender affection, und für das gemeine wesen führenden vorsorge / zumahlen auch beide Herrn Hertzogen von Braunschweig Lüneburg Zell und Wolffenbüttel ohne dem bey dem proponirten project kein grösseres bedencken gefunden / als die beybeytrettung Ihrer Konigl. Majest. und die Richtig-machung der Subsidien / auch desfals dem gemeinen wesen zum besten an sich nichts erwinden lassen wollen / gestalt man solchem nach sich hierunten gesetzter Secret Articlen einmüthig unter einander verglichen / und zwar

So bleibet es erstlich allerdings allein bey dem zu Braunschweig in dem Haubt-Recess angezogenen Fœdere defensivo in allen seinen 20 Puncten / so ferne denselben durch heutigen Haubt-Recess, oder diese Secret Articul nicht derogirt wird / und wird auch selbiges nicht allein auf den Osnabrugg und Münsterische Frieden verstanden / sondern auch auf die manutenir- und Guarantirung des Clevischen Frieden-Schlusses ausdrückentlich mit erstrecket / dahero man sich in Gottes Namen für das

Andere einmüthig resolvirt, bedeüte Friedenschlüsse auf alle

wei-

ANNO 1674. weiß zu maintenieren/ und zu solchem ziehl die kräfften zusammen zu setzen/ bloß darumb/damit dadurch das Röm. Reich von allen weitern Feindlichen Einbruch errettet/ der General-Staaten wider besagten Clevischen Frieden nicht beschwehret/ und mithin ein sicherer beständiger Universal-Friede umb so viel ehender wiederumb restabiliret werde. Doch mit dem Vorbehalt und außdrücklicher Bedingnuß/ wann nebst Ihro Kayserl. Majest. die Cron Spanien/ wie es nun schon geschehen/ noch fernere bey dieser gemein-nützigen Sache unaußgesetzt verbleibet/ und dero Waffen agiren lassen/ auch die General-Staaten sich solcher gestalt dahin verstehen mögen/ wie die Sachen zwischen Ihro Königl. Majest. und ihnen allhier in Coppenhagen künfftighin in einem und andern fall allschon verglichen/ und wann sich auch darüber noch ferner wird vergleichen können.

Drittens verbinden sich Ihre Königl. Majest. zu Dennemarck Norwegen daß gleich wie Ihre Kayserl. Majest. Ihrer seits mit einer Armée von 30000. Mann bereits zu restabilirung eines sichern allgemeinen Friedens würcklich agiren/ auch damit so lang diese Bündnuß wehren wird/ zu continuiren sich verbunden; auch sie das in denen mit Holland geschlossenen Tractaten übernommenes quantum derer 10000. Man ebenmässig zu Feld bringen/ und nach genommenen concert mit denen übrigen höchst und hohen Alliirten damit ohne cunctiren vigorose operiren zu lassen wollen/ so bald entweder letztbesagte mit Holland im Monath Majo jüngsthin auffgerichtete Tractaten ratificirt/ und ratione Subsidiorum adimpliret worden/ wie solches in selbigen Tractaten mit mehrern enthalten wird/ auch so lang diese Bündnuß dauret/ mit obbesagtem quanto zu continuiren; oder da auch dieselbe solcher gestalt/ wie sie allhier unterschrieben worden/von Holland nicht ratificirt würden/ dasjenige praestiren/ wie man sich durch reassumirte Tractaten hierüber weiter wird vergleichen können/ weswegen auch Ihre Kayserl. Majest. bey denen General Staaten alle zulängliche officia anwenden wollen/ damit wann oberwehnter Tractat, dessen Ratification von denen General Staaten differiret wird/ nicht zur perfection gelangen solte/ die sache dannoch auf einen oder anderen weg nach billigen dingen verglichen werden möge: Weilen aber solches zu negotiiren und abzuhandlen sich etwa noch länger/ als man wohl vermeynet/ verziehen köñte/ und ein oder ander Estat über gegenwärtige Tractaten solche jalousie und ombrage nehmen/ daß dahero noch vor den völligen Schluß des gantzen werckes/ dadurch leichtlich eines oder den anderen/ der höchsten Confoederirten Leuth und Landen einige gefahr zugezogen werden möchte so verbinden sich beyde höchstged. Majest. Majest. daß im fall einer oder der ander von beyden höchsten Confoederirten auch zeit währender Handlung/ und ehe entweder vorangezeigte Holländ. Tractaten ratificirt/ oder man sich durch anderwertige reassumirte Tractaten auf einen oder anderen fuß wird verglichen haben/ von jemand wer der auch sey/ in denen in dem Braunschweigs. Foedere eingenommenen und mit-begriessenen Erb-Königreich/ und Landen auch ratione hujus Foederis feindlich angegriffen werden solten/ sie einander nicht allein mit denen in dem heutiges tags geschlossenen publico Recessu enthalten neuntausend Mann/ sondern auch mit mehrern und so grosser Macht/ als sie immer werden auffbringen können/ alsobald getreulich zu Hülffe zu kommen. Und obwohlen Ihre Kayserl. Majest. ferners vor andere nichts gewisses versprechen konnen/ so wollen sie doch/ so wohl bey der Cron Spanien/ als denen Herren General Staaten (mittelst nachdrücklicher remonstration, wie schädlich und gefährlich es für das gemeine wesen seyn würde/ wann Ihre Königl. Maj. solcher gestalt attaquiret werden solten) alle dienliche officia anwenden/ damit wann selbige dieser hierin gethaner declaration halber entzwischen auf solche Maas und Weis/ wie hieroben gemeldet/ von jemand/ wer der auch seye/ feindlich angegriffen werden solte/ auch selbige mit einem gleichmässigen und möglichsten succurs Ihro Königl. Majest. zu Hülffe zu kommen/ sich disponiren lassen mögen.

Viertens versprechen Ihrer Königl. Majest. zu Dennemarck Norwegen sich auf alle weise dahin zu bearbeiten/ damit des Hertzogen zu Braunschweig-Lüneburg Hannover Fürstl. Durchl. dieser gemein-nützigen sache mit beytreten/ oder doch wenigstens wieder dieselbe nichts thätliches vornehmen möge.

Und sollen beyde höchste Confoederirte diese neben-Articul nicht anderst/ als wann sie dem Haubt-Recess selbsten von Wort zu Wort ein verleibet wären/ unverbrüchlich zu halten/ und zu leisten/ auch zu dem Ende ihre Ratificationes darüber an zeit und Orth/ wie in jetzt-besagten Haubt-Recess erwehent/ extradiren zu lassen verbunden seyn. Wie dann auch im übrigen solche neben-Articul in höchster geheim sollen menagiret und secret gehalten werden.

Dessen zu Urkund seind selbige von allerhöchstgedacht Ihrer Kayserl. und Königl. Majest. Majest. respective Herrn Extraordinair-Ambassadeur und Herrn Commissarien unterschrieben und versiegelt worden. So geschehen in Coppenhagen den 16. Januar. Anno 1674.

Ggrf. von Windischgratz. (L.S.)
P. Reck. (L.S.)
Greiffenfeld. (L.S.)
J. Chr. V. Corbitz. (L.S.)
C. Biermann. (L.S.)

ANNO 1674.

CXIX.

$\frac{9}{19}$ Fevr. L'ANGLETERRE ET LES PROVINCES-UNIES.

Traité de Paix entre CHARLES II. *Roi d'Angleterre & les* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas. Fait à Westmunster le* $\frac{9}{19}$ *Février*, 1674.

[Actes & Memoires des Negotiations de la Paix de Nimegue. Tom. I. pag. 606. d'où l'on a tiré cette Piéce, qui se trouve aussi dans LONDORPII, *Acta publica*, Tom X. pag. 149. en Allemand, & dans le *Theatrum Europæum*, Tom. XI. pag. 663. en Allemand.]

QUandoquidem, ut extingueretur funestum illud Bellum quod inter Ser. & Potentissimum Principem Dominum Carolum Secundum, Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Regem, fidei Defensorem, &c. & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii nuper exortum etiamnum flagrat, non solum totius fere Christiani Orbis suspiria efflagitaverint, sed præcipuè Serenissima Domina Regina Regens Hispaniæ, ex intuitu antiquæ illius necessitudinis & amicitiæ, quæ inter Coronas Britannicam & Hispanicam semper intercessit, eo operam suam & curam adhibuit; ut diffidiis omnibus inter Regnum Magnæ Britanniæ & Fœderati Belgii Provincias prorsus sublatis Pax quantocius restitueretur, quumque prædicti Ordines Fœderati Belgii supra nominatum Serenissimum Dominum Magnæ Britanniæ Regem, tam per Literas suas quam per nuncia repetita flectere conati sint, ut conditionibus Pacis aurem animumque accommodare vellet; atque ut pacifica Negociatio facilius feliciusque ad optatum exitum produceretur Illustrissimo ac Excellentissimo Domino Petro Fernandez de Jouar & Velasco, Marchioni de Fresno, Majestati Suæ Catholicæ à Cubiculis intimis & Serenissimi ac Potentissimi Principis Domini Caroli Secundi Hispaniarum, &c. Regis apud eundem Serenissimum Dominum Magnæ Britanniæ Regem Legato Extraordinario plenam Potestatem dederint, ut eorum nomine atque ex eorum parte Pacem pro iis cum præfato Serenissimo Domino Magnæ Britanniæ Rege tractaret & concluderet, toties memoratus Serenissimus Dominus Magnæ Britanniæ Rex, qui nonnisi firmæ ac duraturæ Pacis causa hoc Bellum primo suscepit, interpositionem suprædictæ Serenissimæ Dominæ Regentis Hispaniarum tanti fecit, ut desideriis præmemoratorum Ordinum Generalium in hac parte libenter accedere voluerit, adeoque ad Pacis Tractatum inter Majestatem suam dictosque Ordines Generales ineundum conficiendumque Deputatos Commissarios & Procuratores suos plena Potestate munitos nominavit & constituit perquam fidelem & perdilectum Consiliarium suum intimum Hoocagium Baronem Finck de Deventry, Magni Angliæ Sigilli Custodem; perquam fideles & perdilectos suos intimos Thomam Vice Comitem Latimer, summum Angliæ Thesaurarium; Jacobum Ducem de Monmouth, Equestris Turmæ pro custodia Majestatis Sacræ Capitaneum; Jacobum Ducem Ormondiæ. Hospitii Regis Seneschallum; Henricum Comitem d'Arlingthon, primariorum Majestatis Sacræ Secretariorum unum; & perquam fidelem & prædilectum Consiliarium suum intimum Henricum Coventry Armigerum, primariorum Secretarium alterum, qui quidem Commissarii ac Deputati cum præfato Domino Marchione de Fresno parem à prædictis Ordinibus Generalibus Fœderati Belgii Potestatem habente congressi, ac collocuti sunt, in hæc demum Pacta, Capitula, atque Tractatus, & subsequentes Articulos concordibus animis mutuo consenserunt convenerunque: videlicet,

I. Conclusum & conventum est, quod ab hoc usque die sit firma, sincera & inviolabilis Pax, Unio & Amicitia inter Serenissimum & Potentissimum Dominum Magnæ Britanniæ Regem, ac Celsos & Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii, eorumque respective Subditos tam intra quam extra Europam, omnibus utriusque Partis Regionibus, Dominiis & locis quibuscunque.

II. Et quo vera isthæc Unio inter præfatum Serenissimum Dominum Regem Magnæ Britanniæ & dictos Dominos Ordines Generales citius effectum suum

fortia-

ANNO 1674.

sortiatur, conventum ab iis & conclusum est, quod immediate post promulgationem hujus Tractatus Pacis omnes actus hostilitatis ab utraque parte statim prohibeantur, neque ullum Diploma, Commissio vel Instructio privatim vel publicè, directè vel indirectè, ab alterutra parte detur vel foveatur aut ullo modo permittatur, ad infestandum, aggrediendum, oppugnandum vel spoliandum alterius res, Dominia vel Subditos, verum è contrario Subditis utriusque Nationis strictè mandetur; ut ubivis locorum pacatè se invicem gerant & amice.

III. Quoniam distantiæ locorum adeò variæ sunt, ut mandata & directiones respective Superiorum ad omnes Subditos suos eodem tempore pervenire nequeant, visum est, pro actibus hostilitatum, aut vi in utramque partem committenda, hosce limites subsequentes statuere, videlicet, quod post expirationem duodecim dierum publicationem hujus Tractatus proximè sequentium nulla committatur hostilitas à termino in Occidentali Plaga Canalis Britannici vulgo *the Soundinghs* appellato usque ad alterum terminum, qui *Naze* dicitur in Norvegia, neque post finem sex septimanarum à dicto termino *the Soundinghs* ad Civitatem usque *Sungitanam*, usque post finem decem septimanarum in Oceano, Mari Mediterraneo vel alibi inter dictam Civitatem *Sungitanam* & *Æquatorem*, neque post finem octo Mensium in ulla Orbis Regione Et quicunque actus hostilitatis post expirationem prædictorum terminorum, cujusvis prioris Commissionis, Literarum repressaliæ aut similium prætextu commissi fuerint, pro illegitimis habebuntur, atque ut publicæ Pacis violatores punientur

IV. Prædicti Ordines Generales Unitarum Provinciarum debite, ex parte sua agnoscentes jus supra memorati Domini Magnæ Britanniæ Regis, ut vexillo suo in Maribus infra nominandis honos habeatur, declarabunt & declarant, concordabunt & concordant, quod quæcunque Naves & Navigia ad præfatas Unitas Provincias spectantia, sive Naves Bellicæ, sive aliæ eæque vel singulæ, vel in Classibus junctæ in aliis Maribus à Promontorio *Finis Terræ* dicto usque ad medium Punctum Terræ *van Staten* dictæ in Norwegia quibuslibet Navibus aut Navigiis ad Serenissimum Dominum Magnæ Britanniæ Regem spectantibus, obviam dederint, sive illæ Naves singulæ sint vel in numero majori, si Majestatis Britannicæ, sive aplustrum, sive vexillum *Jac* appellatum gerant, prædictæ Unitarum Provinciarum Naves aut Navigia vexillum suum malivesticæ detrahentes supremum velum demittent, eodem modo parique honoris testimonio, quo ullo unquam tempore aut in alio loco antehac usitatum fuit versus ullas Maj. Britannicæ suæ aut Antecessorum suorum Naves ab ullis Ordinum Generalium suorumque Antecessorum Navibus.

V. Quandoquidem Colonia Surinam & Articuli super ejusdem deditione facti Anno 1667. inter Guilielmum Biam, tunc temporis illius Coloniæ Præfectum pro Serenissimo Domino Magnæ Britanniæ Rege, & Abrahamum Quirini pro supra dictis Ordinibus Generalibus in eorum executione multas differentiarum ac disceptationum occasiones dederint, multumque contribuerint malæ intelligentiæ, quæ inter Majestatem S. Britannicam & prædictos Ordines Generales nuper nata est, quo omnes errorum causæ in futurum penitus amoveantur, prædicti Ordines Generales per hasce præsentes concordant, & cum supra nominato Serenissimo Domino Magnæ Britanniæ Rege conveniunt, quod non solum prædicti Articuli plenam sortientur executionem absque ulla tergiversatione vel æquivocatione, sed etiam quod M. S. Britannicæ liberum erit unum aliquem aut plures eò deputare, qui conditionem Subditorum suorum ibi manentium explorent, & cum iis de tempore discessus sui conveniant. Quoque M. S. liberum erit, unam, duas vel tres Naves eo mittere, quæ M. S. Subditos una cum rebus, bonis & servis suis accipiant asportentque. quodque Præfectus, qui tum fuerit pro dictis Ordinibus Generalibus, nullam legem vel feret, vel exequetur, qua emptio & venditio Terræ, debitorum solutio aut bonorum commutatio, ullo alio modo se habeat ratione Anglorum, quam sicut versus omnes alios illius Coloniæ Incolas usitatum fuit vel erit. Sed quod quam diu remanserint iisdem Legibus, & Privilegiis actiones intentandi pro eo quod ipsis debetur, solvendi id quod debent, pactaque, stipulationes & contractus faciendi fruantur quibus alii Incolæ communiter fruuntur; Et quandoquidem Maj. S. Britannica sufficientes & authenticas Literas, ab Ordinibus Generalibus ad illius Coloniæ, Præfectum postulaverit, tam ut dicti Angli inde discedant, quam ut Naves eo (sicut prædictum est) mittendæ admittantur: prædicti Ordines Generales intra certum temporis spatium in eum finem Deputato plenas & sufficientes Literas atque Instructiones ad Præfectum illius Coloniæ tradent, tam ut sinat dictas Naves libenter appellere, quam in illas intrare Majestatis Subditos, qui illinc velle discedere profitebuntur, cum bonis & servis suis, eò transvehendos, quo Majestas Sua statuerit.

VI. Conclusum & concordatum est, quod quæcunque Terra, Insulæ, Oppida, Portus, Castella aut Fortalitia ab utraque parte capta sunt, vel erunt ab altera parte ex eo tempore quo nuperum infœlix Bellum erupit, sive intra Europam vel alibi & ante expirationem terminorum supra positorum pro cessatione hostilitatis, priori Domino ac Proprietario restituentur in eadem plane conditione, qua fuerint tunc cum Pax ista promulgabitur. Post quod tempus nulla erit expilatio vel direptio Incolarum, nulla Fortalitiorum demolitio nec asportatio Tormentorum, pulveris vel ullius Bellici apparatus, quæ ad ullum Castellum aut Fortalitium pertinebant eo tempore, quo captum erat.

VII. Quod Tractatus Bredæ conclusus anno Domini 1667. sicut etiam omnes alii præcedentes Tractatus per illum Tractatum confirmati, renoventur & maneant in pleno vigore, in quantum præsenti Tractatui nullatenus contradicunt.

VIII. Quod Tractatus Marinus Hagæ Comitis inter Partes utrasque anno Domini 1668. initus continuetur pro spacio novem mensium post hujus Tractatus publicationem, nisi per subsequentem Tractatum aliter provisum fuerit. Interea autem ut consideratio novi super hac re Tractatus ad eosdem Commissarios referatur, ad quos Commercium per Indias Orientales in Articulo proximè sequenti referetur. Quod si tales Commissarii intra tres menses post primum Congressum suum in novum Tractatum Marinum ex voto non consenserint; tunc res illa quoque ad arbitrium ac dispositionem S. D. Reginæ Regentis Hispaniæ referetur, eodem plane modo, quo Commercii Orientalis regulatio ad M. S. arbitrium in dicto Articulo proxime sequenti refertur.

IX. Et quod à mutua & non turbata Commercii ac Navigationis libertate non solum opulentia, sed Pax etiam utriusque Nationis summopere pendet, nihil magis curæ esse debet utrique Parti, quam justa & æqua Commercii regulatio & præcipuè in Indiis Orientalibus, & tamen quia res est maximi momenti, eo multum temporis requiret, ut firmi ac duraturi Articuli ad satisfactionem & securitatem Subditorum utriusque Partis condeantur; cum tamen languens & pene intermoriens plerarumque Europæ Regionum conditio, non minus quam duarum Partium in hoc Bello implicatarum ad properam hujus Tractatus conclusionem anhelet; supra memoratus Ser. D. Magnæ Britanniæ Rex votis & desideriis prædictorum Ordinum Generalium accedere dignatus, ob easdem considerationes in æqualem numerum Commissariorum ab utraque parte nominandorum consensit cum iisdem Ordinibus Generalibus, ut illi, quos ipsi nominaverint Londinum mittantur, ad tractandum cum illis quos Majestas Sua Britannica pariter à parte sua deputaverit, idque inter spatium trium mensium post hujus Tractatus publicationem: Numerus item Commissariorum utrinque nominandorum sex erit personarum. Sin autem post tres menses, postquam congressi fuerint, eorum conatus non tam feliciter successerint, ut Tractatus inde concludatur, cœptæ inter eos controversiæ ad arbitrium Ser. D. Reginæ Regentis Hispaniæ referentur; quæ undecim Commissarios nominabit & quodcunque major eorum pars determinaverit indifferenter, id utramque Partem obligabit, proviso semper, quod judicium suum declarent intra spatium sex mensium, à die quo primum congredientur, quod etiam intra spatium erit trium mensium postquam Ser. D. Regina Regens Hispaniæ prædictum arbitrium in se susceperit.

X. Quod cùm præfata Ser. D. Regina Regens Hispaniæ esse curaverit, prædictos Ordines Generales postquam Pax concludetur, M. S. Britannicæ summam octo centenorum millium Pataconum modo sequenti solvere, videlicet quartam ejusdem partem quam primum Ratificationes hujus Tractatus mutuo extradentur, reliquum autem tribus annis sequentibus proximè per æquas portiones.

XI. Quod altememoratus Ser. D. Magnæ Britanniæ Rex & præfati Celsi ac Præpotentes Domini Ordines Generales Unitarum Provinciarum omnia & singula Capita in præsenti Tractatu contenta & stabilita sincere & bona

ANNO 1674.

Anno 1674.

& bona fide observabunt, perque suos Subditos & Incolas observari facient, neque illis directè vel indirectè contravenient aut suis Subditis vel Incolis contravenire permittent, omniaque & singula, ut supra conventa per Literas Patentes, manibus suis subscriptas magnisque Sigillis sigillatas ratihabebunt, in sufficienti, valida & efficaci forma conceptas & exaratas, easdemque reciprocè intra hebdomadas post datum præsentium (vel citius si fieri poterit) tradent, seu tradere facient bona fide, realiter & cum effectu.

XII. Denique simul ac dictæ Ratificationes utrinque exhibitæ & reciprocè riteque commutatæ fuerint, Pax ista promulgabitur Hagæ Comitis intra spatium viginti quatuor horarum, post Ratificationes ibi extraditas & commutatas. Actum Westmonasterii nono die Februarii anno Domini 167¾.

Signatum & sigillatum erat.

(*L.S.*) H. Finch.
(*L.S.*) Latimer.
(*L.S.*) Montmouth.
(*L.S.*) Ormont.
(*L.S.*) Arlington.
(*L.S.*) Coventry.

(*L.S.*) *Al. Marques del* Fresno.

Articulus secretus præcedentis Tractatus Pacis.

UT Amicitia & Confœderatio inter Serenissimum Principem Dominum Carolum II. Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Regem, fidei Defensorem, &c. & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii solidioribus fundamentis innitantur, utque facilius via aperiatur ad Pacem securam ac duraturam in Orbe Christiano stabiliendam: ultra omnia quæ in Tractatu Pacis & Amicitiæ inter duas Nationes hodie facto pacta & conclusa sunt, concordatum est etiam in hoc Articulo secreto, quod neutra dictarum Partium dabit, neque per ullos Subditos, Incolasve suos dari consentiet auxilium, favorem aut consilium directè vel indirectè, Terra vel Mari aut in Aquis dulcibus; neque subministrabit aut per Subditos Incolasve Dominiorum & Terrarum suarum subministrari consentiet, Naves, Milites, Nautas, Victualia, Pecuniam, Instrumenta Bellica, pulverem tormentarium, aut ulla alia ad Bellum faciendum necessaria hostibus alterius Partis, cujuscunque generis aut conditionis illi fuerint. Et præsens Articulus eandem omnino vim & vigorem habebit, ac si in prædicto Pacis & Amicitiæ Tractatu inclusus esset: ita tamen ut neutiquam intelligatur ullis Tractatus illius contentis derogare. Ratihabebitur etiam & confirmabitur per supradictum Sereniss. D. Magnæ Britanniæ, &c. Regem & per præfatos Dominos Ordines Generales eodem tempore, quo Tractatus hodierno die conclusus ratihabebitur. Actum Westmonasterii nono die Februarii 167¾.

Signatum & sigillatum erat uti supra.

CXX.

4. Avril. Bundnuß zwischen Röm. Kayser Leopold den I. / und Carl Ludwig Churfürst zur Pfaltz / zur Defension der Chur-Pfaltz wieder Franckreich. Geschehen Wienn den 4. April 1674. [Tiré de la Registrature d'Estat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

C'est-à-dire,

Traité d'Alliance pour la Defense du Palatinat du Rhyn, entre Sa Majesté Imperiale Leopold, *& le Serenissime* Charles Louis *Electeur Palatin. A Vienne le 4. Avril* 1674.

Jm Namen der Allerheiligsten unzertheilten Dreyfaltigkeit / Gottes des Vatters / Sohn und Heiligen Geystes Amen.

Anno 1674.

Zu wissen / nachdeme Ihr. Kayserl. Majest. Unser allergnädigster Herr / von des Herrn Churfürstens zu Pfaltz Churfürstl. Durchl. umb eilfertige ergäbige Hülff und Beystand in gegenwärtigen Ihren und Ihres Chur- und Fürstlichen Hauses betrübten zustand / und sowohl von der Frantzösischen Armée unterm Commando des Feld-Marschallen Vicomte de Turrene, als von der Frantzösischen Guarnison zu Philipsburg und anderen der Cron Franckreich und derselben Allirten Befehls-habern / Kriegs-bedienten und Trouppen bishero erlittenen schäden und ruin / zu abwendung alles von besagten Frantzösischen und Ihren Conjungirten Wapffen noch ferners besorgenden Unheils und endlichen untergangs / durch Ihren deßwegen eigens an den Kayserlichen Hof abgeordneten und bevollmächtigten Rath und Geheimden Staats-Secretarium Herrn Johann Friederich Seiler gehorsambst angeruffen / von Ihrer Kayserl. Majest. auch zu gemüth gezogen worden / daß sie dero Wapffen ferthen und heuer darümb blos und allein in das Röm. Reich geschickt / damit vorderist der Westphalische und Clevische Fried manutenirt; und zumahlen durch besagte Wapffen denen / von denen Frembden und anderen unzuläßigen Wapffen betrangten Churfürsten und Ständen alle möglichste Beystand geleistet und dadurch selbige bey denen Ihrigen noch ferners erhalten / mithin auch dem Römischen Reich die vorige Ruhe und erwehnter so theur erworbene Westphalische Frieden wiederumb ehist gegeben werden möge.

Als haben Seine Kays. Majest. sich zu diesen Ihrer Churfürstl. Durchl. gethanen unterthänigsten begehren umb so viel ehender erkläret / weilen solches sowohl Ihrer Kays. Majest. tragenden höchsten Kays. Ambt / und der von Ihro Kays. Majest. als dem höchstgeehrtisten Ober-haubt und dem gesambten Röm. Reich habenden pflichten / auch sonsten zu manutenirung besagtes Frieden-Schlusses / dero Kays. Wahl-Capitulation und anderer Reichs-Satzungen und Ordnungen allerdings gemeß und angesehen ist; Ihre Kays. Majest. auch gegen Seiner Churfürstl. Durchl. und dero hohen Churhaus ein besonders Vertrauen / lieb / affection und gewogenheit tragen / zu dem ende dan Ihren hierzu hierunten unterschriebenen Geheimen Räthen den allergnädigsten befehl aufgegeben / sich deßwegen mit ihme Herrn Seiler vertreulich zu vernehmen / allermassen man sich dan beiderseits in einem und anderen dahin allerdings verglichen.

Erstlich versprechen Ihre Kays. Majest. Seiner Churfürstl. Durchl. die begehrte 2000. zu Fus und 500. zu Pferd von lauter Teutschen Mannschafft / und unter guten wohlversuchten Teutschen Officiern / so bald Ihre Churfürstl. Durchl. solche von der Kays. Generalität begehren werden / ohne verzug erfolgen und verstatten zulassen / daß selbige neben der Ihrer Kays. Majest. bereits geleisteten pflicht / auch Seiner Churfürstl. Durchl. zugleich den Ayd nacher inhalt der zu end dieses Tractats annectirten Formul 1. ablegen / solcher auch so lang gelten solle als sie in Ihrer Churfürstl. Durchl. Landen und bottmäßigkeit / auch wo sie sonsten Völcker zuhaben oder hinzulegen befugt / nach Ihrer Churfürstl. Durchl. gefallen zusammen / oder zertheilt ligen und bleiben werden; wie Ihre Kays. Majest. deswegen an dero Feld-Marschallen den Herrn Duca di Bourneville die gehörige und wegen der Anzahl an des Volcks-Hülff diesem Tractat gemessene ordre allergnädigst ergehen und selbige bey der Ratification dieses Tractats Ihrer Churfürstl. Durchl. aushendigen lassen wollen.

Zum anderten sollen solche Völcker jedesmahlen also parat gehalten werden / daß auf den fall bedorffens sie alsobald anziehen und zu Ihrer Churfürstl. Durchl. ungesaumbt stossen könten / selbige Hülffs-Völcker auch ohne Ihr Churfürstl. Durchl. vorwissen und einwilligung nicht abgefordert / deroselben auch über solche Kayserl. Völcker das Commando unter Ihr Kayserl. Majest. so lang gebühren und gelassen werden als sie (wie gemeldt) in Ihrem Land- und Churfürstenthumb stehen / jedoch solle die Jurisdiction über selbige dem Kayserl. Ober-Officier und Befehls-habern / wie in dergleichen fällen gebräuchig / allerdings zu stehen / auch dieselbe der von Ihrer Churfürstl. Durchl. der Gemeinen sache zum besten / und nach erforderung der Raison de Guerre, insonderheit zu beschützung dero Churfürstenthumb / Land und Leuth ergehenden gebotten und verbotten unweigerlich nachkommen / die von Ihren untergebenden etwan begehende excessen mit schärffe abstraffen / so gewiß / als sonst Ihre Churfürstl. Durchl. im widerigen die verantwortung und wieder erstattung aller daraus erlittenen schaden bey Ihren Kayserl. Officiern zusuchen / und sie zulassen haben werden und sollen. Wie Seine Churfürstl. Durchl. dan dieselbe / wann sie einem und anderen Orthen einigen excess begehren und sie in flagranti ertappen thäten / gar wol durch die Ihrigen anhalten und hernach zu fernerer bestraffung Ihren Ober-Officiern einhändigen lassen können und sollen. Hingegen sollen auch diese Kayserl. Völcker von Ihrer Churfürstl. Durchl. ohne vorwissen und einwilligung Ihrer Kayserl. Majest. nicht zuruck geschickt / sondern da Seine Churfürstl. Durchl. solche weiters nicht verlangen oder ferners nicht vonnöthen hätten / oder aber auch der beiderseits so hoch verlangende liebe Frieden erfolgen thäte / dessen Ihre Kayserl. Majest. von Ihro zeitlichen erinnert und dero Consens und einwilligung solchen falls darüber erwartet / jedoch auch forderlich ertheilt werden.

Drittens wollen Ihre Kayserl. Majest. bedeuten 2500. Mann zu Roß und Fuß die verpflegung (jedoch außer der Servitien in Wein oder Bier / Brod und Fourage, als an deren Reichung sich Seine Churfürstl. Durchl. auf maß und weis / als sie selbige

ANNO 1674.

bige den Ihrigen reichen lassen/ ohne entgelt Ihrer Kayserl. Majest. anerbotten) aus dem Ihrigen/der Kays. verpflegungs-ordinantz gemäß/ ordentlich reichen lassen. Da auch

Vierdtens Seine Churfürstl. Durchl. über diese 2500. Mann noch ein mehrere Anzahl von dero Volckern vonnöthen hätten/ und begehren thätten/ wollen Ihre Kays. Majest. Ihro Churf. Durchl. auch selbige/ wann es anderst möglich/ gern zuschicken und wegen des respectivè Commando und Jurisdiction darüber das obige in dem ersten und anderten Articul, auch im übrigen es also halten lassen/ wie man sich schon deswegen beyderseits ferner vergleichen wird. Ihre Kays. Majest. wollen auch gleich jetzo allen möglichsten fleis anwenden/ und das Ihrige möglichst thun/ damit von denen Fränckisch- und Schwäbischen auch anderen Crayssen und Reichs-Ständen mit der von Ihrer Churf. Durchl. begehrten/ und da es die notturfft erfordert/ auch mehrern Hülff/ zu eingangs ermeldten ende/ denselben würcklich an die hand gegangen werde.

Fünfftens/ zu bestreittung theils der Ihro Churfürst. Durchl. anjetzo obligenden sehr grossen ausgaben/ wollen Ihre Kayserl. Majest. Seiner Churfürstl. Durchl. in abschlag Ihrer bey denselben habenden von erwehnten Westphalischen Frieden-Schluss und dem Nürnbergischen Executions-Recess herrührenden und auf die verhoffende Römer-Monath zum theil angewiesenen bekanten anforderungen 50000. Reichsthaler alsobalden gegen quittung/vermög der zu end dieses Tractats annectirten Formul 2. bey beiderseits erfolgender aushändigung der allerhöchsten Kayserl. und hohen Churfürstl. Ratification dieses Tractats, der Ordre an die Kays. Generalität nach dem inhalt der diesem Tractat annectirten Formul 3. sodann gegen auslieferung der Chur-Pfaltzischen zu Lautern/ wegen einlassung Ihrer Kays. Majest. Volcker daselbst/ publicirung der Avocatorien der Chur-Pfaltzischen/ allenfalls sich irgend in denen Frantzösischen und deren Allirten diensten befindenden Unterthanen und angehörigen/ auch aushändigung der veranlassten Patenten an alle Chur-Pfaltzische Unterthanen und angehörige wider die Frantzösische Soldatesca und dero mit-Confœderirte im Reich/ zug umb zug par bezahlen und in der Stadt Franckfurt am Mayn liefern lassen.

Nicht weniger nehmen Ihre Kays. Majest. vor das Sechste Seine Churfürstl. Durchl. sambt dero gesambten hohen Chur-hauss/dero angehörige Churfürstenthumb/ Land und Leuth in dero sonderbahre Protection, Schutz und Schirm an- und auf/ und wollen sie mit dero Waffen durchgehend möglichst (ohne einige von Ihro Kayserl. Majest. gegen Seine Churf. Durchl. begehrende wieder-erstattung des diesfalls aufwendenden nöthigen unkostens) schutzen/ auch dero Generalität die notturfft darüber/ diesem Tractat gemäß/ und zugleich dieses alsobald allergnädigst anbefehlen/ dass sie der gefahr halber mit Ihro Churf. Durchl. fleissig und vertreulich correspondiren sollen; Ihre Kays. Maj. und Ihre Churfürstl. Durchl. wollen auch keinen Frieden oder Stillstand ohne beiderseits einwilligung und einschliessung weder mit der Cron Franckreich und dieser Cron Confœderirten noch andern widerwertigen eingehen und schliessen/ sondern desfahls beiderseits communicato Consilio vertreulich handlen/ doch dass beide theil keine ehrliche und zimbliche Friedens-Conditionen anzunehmen ausschlagen/ darbey aber auch Ihre Kayserl. Maj. bedeute einschliessung Ihrer Churfürstl. Durchl. in dem künfftigen Frieden also einrichten lassen wollen und sollen/ damit dieselbe und dero Chur-haus bey allem dem jenigen/ so derselben zu guten in Westphalischen Frieden verordnet/ und Ihro vermög solchem gebühret/ erhalten/ auch sonsten Ihres höchsten orths allen möglichsten Fleis sowohl in währenden Kriegs-actionen, als bey ermelten Friedens-Tractaten und schlus derselben ankehren/ damit Ihrer Churf. Durchl. die von Franckreich und ihren mit-Confœderirten zugefügte und noch eins künfftig anthuende schaden wiederumb ersetzt/ auch Ihrer Churf. Durchl. sambt dero Land und Leuthen ein mehrere sicherheit für das künfftige gegen dergleichen gewaltthätigung verschafft werden möge. Gleicher gestalt und

Zum Siebenden/ weilen Ihrer Kays. Majest. Seine Churfürstl. Durchl. die mit Chur-Maintz/ Chur-Trier und dem Hertzogen von Lothringen habende verschiedene streitigkeiten zu dero allergnädigsten Mediation allerunterthänigst anheimb gegeben/ und sich dabey gehorsambst erbotten/ entzwischen und bis zu solcher beylegung mit hochgedachten Chur- und Fürsten sowohl als andern dero benachbahrten Ständen in guter ruhe und verständnus dafern sie sich auch dergleichen gegen Ihre Churfl. Durchl. bezeugen/ zu leben; als nehmen Ihre Kayserl. Majest. solches allergnädigst auf und an/ und wollen Ihro bestens angelegen seyn und sehen lassen/ damit besagte streittigkeiten durch derselben Mediation in der güte und guten willen fördelich auf ein beständiges verglichen und hingelegt werden möge/ jedoch dieses der Justital lauff sowohl/ als allerseits anforderungen und Rechten allerdings unpræjudicierlich.

Vor allen aber Achtens wollen Ihre Kayserl. Majest über das obige auch sonsten in allen anderen begebenheiten Ihrer Churfürstl. Durchl. und dero hohen Chur-hauses nutzen und frommen best möglichst befordern; desgleichen auch Ihre Churfl. Durchl. gegen Seiner Kayserl. Majest. thuen.

Hingegen versprechen für das Neunte Ihre Churfl. Durchl. alsobald nach erfolgter Ratification dieses Tractats und würcklichen empfang der obgedachten 50000. Reichsthaler/überlassung Ihrer Kayserl. Majest. Ihrer Churfürstl. Durchl. assignirten Hilffs-Volcker und derzu diesem Tractat gemäß ertheilten ordre an die Kayserl Generalität/ wie solches oben in denen 1. 2. 3. und 5. Articulen verglichen/ zu Ihro Kays. Majest. und dero mit-Confœderirten Partheyen im Röm. Reich/zu erhaltung obgemelten zwecks/ zutretten/ und sich vor Ihr. Kayserl. Majest. öffentlich zu erklaren/ nicht weniger sich mit denen von Ihro Kays. Maj. in vorigen Articulen Ihra überlassenen Kriegs-Volckern/ auch mit Ihren von geworbenen/ Lehen-Leuthen und Land-ausschus auf den Baimen habenden Volckern zu Fuß und zu Pferd (so viel sie deren ohne abbruch der benöthigten Guarnisonen und respectivè Feld-Arbeit entbehren mögen) mit Ihro Kayserl. Majest. zu conjungiren/ welche begehrte Conjunction in zeiten von der Kayserl. Generalität Ihro Churfürstl. Durchl. zu avisiren/ und gedachte dero Churfürstliche Volcker in dero pflicht verbleiben/ auch so lang sie sich bey der Kays. Armée befinden/ von Ihrer Kays. Majest. verpflicht und mit quartieren wie andere/versehen/ auch nach der Kriegs-action Ihrer Churfürstl. Durchl. wiederumb geliefert werden sollen/ und so bald solche Conjunction geschehen/ und Ihre Kays. Majest. es allergnädigst begehren werden/ entweder ins gesambt/ oder absonderlich/ wie man es für gut befunden/ und die Kriegs-notturfft erforderen würde/ wieder Franckreich und dero mit-Confœderirte und Adhærenten im Reich in denen Franckisch-Schwäbisch/ Chur- und Ober-Rheinischen Crayssen/auch auf derselben gräntzen durch offenen Krieg/ dero besten vermögen nach/ zu beforderung des zu eingang dieses Tractats gemelten Zwecks/ so bald und so lang Ihre Kays. Majest. und dero Allirte gegen gedachter Cron/ Land/ Leuth/ und Arméen in- und ausser dem Römischen Reich und dero mit-Confœderirte in würcklicher Kriegs-Action werden begriffen seyn/ operiren/ und Ihrerseiths nicht allein keinem/ Ihrer Kays. Majest. und dem Röm. Reich schädlichen Fœderi beypflichten/ sondern auch alle etwa im Reich verhandene gefährliche Rathschläge und anbeginnen/ so viel an Ihro an Ihro unbehinderlich/ bey anderen auf alle weis verhinderen/ wie auch Ihre Gesandte zu Regenspurg und sonsten allenthalben zu secundirung Ihrer Kays. Majest. obgemelten Zwecks und gerechtesten intention gebührend instruiren.

Ebenermassen und Zehendens wollen Ihre Churfürstl. Durchl. obbesagte 2500. Mann sambt oder sonders/ wie/ und wann sie es nöthig erachten/ entweder in dero habende veste Orther (jedoch gegen vorhero gelaisteten gesambten pflichte/deren Formul zu end dieses Tractats N°. 1. annectirt) legen/ oder aber auch ausser besagter Vestungen anderwertig in Ihrer Churfürstl. Durchl. Landen/ bottmässigkeit und anderen Orthen/ wo sie Volcker zu haben oder hinzulegen befugt/ gebrauchen/ doch sollen Ihre Churfürstl. Durchl. darbey auf deren sicherheit und conservation, nicht weniger als vor dero eigene allein verpflichte Trouppen jederzeit möglichst bedacht seyn.

Eilfftens Ihrer Kays. Majest dafern sie es gnädigst begehren werden/ zu ihrer mehrerer versicherung die mit Ihrer Churfl. Durchl. Volckern anjetzo besetzte Stadt Kaysers-Lautern eingehen/ dergestalt und also/ dass Ihre Kays. Majest. darinnen eine genugsambe besatzung von dero eigenen Ihro mit Aydpflichten allein zugethanen oder des Reichs-Volckern legen und solche von Ihrer Kays. Majest allein dependiren/ auch von derselben ohne einiges zuthun Ihrer Churfürstl. Durchl. dero Unterthanen und angehörigen unterhalten werden/ von solcher besatzung auch in eintreibung Herschafftlicher und anderer gemeinen gefäll- und schuldigkeiten gedachter Stadt und Landes auch sonsten in Civil- und Politischen Geistlichen und Kirchen-Sachen Ihrer Churfl. Durchl. dero Beambten und Bedienten keine hinderung oder eintrag geschehen/ der orth gegen Ihrer Kays Majest des Reichs und Ihrer Churfürstl. Durchl. Feinde wider offentlichen gewalt und heimblicher list geschützet und defendirt, gute fleissige Correspondentz mit Ihrer Churfürstl. Durchl. benachbahrten Commendanten und dero Beambten/ auch insonderheit gute ordre gehalten/ dieselbe sich unter- und mit einander fürnemblich mit des orths eingesessenen friedlich vertragen/ und bedeuter orth nach gemachten Frieden Ihrer Churfl. Durchl. oder nach dero Tod/ dero Erben/ Pfaltzgraffen/ Churfursten/ ohne einigen auffenthalt/ compensation oder entgelt/ völlig wieder abgetretten und eingeraumbt/ auch unterdessen niemand andern als obgemelt/ geliefert werden solle.

Zwölfftens Ihro Kays. Majest. und dero Confœderirten Armeen und Volckern/ wann es die noth und Kriegs-Raison erfordern werden/ den Pass und Repass in Ihren Churfürstenthumb- und Landen auf vorgehende zeitliche erinnerung gestatten/ darzu auch in allem/ es seye der Bruggen halber und sonsten/ möglichsten vorschub und beforderung und derentwegen gesaumbte pare bezahlung thun/ doch dass bey solchem durch-marche und auch nöthigen Subsistentz umb die pare und ungesaumbte zahlung in Ihrer Churfürstl. Durchl. Landen/ bottmässigkeit/ Schutz- und Schirms-Orthen die von Ihrer Churfürstl. Durchl. an die hand gebende Route möglichst beobachtet: So dann allenthalben scharffe und exacte Disciplin und ordre denen Reichs-Constitutionibus gemess gehalten/ alle exorbitantien, Raub/ Plünderung und Kriegs-exactionen unterlassen/ auch was zu unterhaltung besagter Armeen von Ihro Churfürstl. Durchl. und dero Unterthanen und angehörigen Schutz- und Schirms-Verwandten/ auch contribuenten wirdet hergegeben werden/ in billichen preis ohne aufschub par bezahlt werden solle.

Da auch Dreyzehendens jetztgedachte Armée unter Ihrer Churfl. Durchl. Vestungen eine Retraite zunehmen von Feinds über-

ANNO 1674.

ANNO 1674.

überhehmender macht genöthiget wurden / solche wollen sie auch denenselben gestatten.

Jngleichen wollen für das Vierzehende Ihre Churfl. Durchl. zu aufrichtung tüchtiger Magazinen / erhandlung und freyer zu- auch durchführe des Proviantes und anderer nothwendigkeiten / welche zu unterhaltung und subsistentz vorgemeldter Arméen von Ihrer Kays. Majest. und dero Confœderirten im Reich und dessen Grantzen dienlich / so viel an Ihro / und deren Unterthanen seyn wird / allen möglichsten vorschub und beförderung umb die pare bezahlung erweisen / jedoch solle aller unterschlauff verhütet / und zu solchem ende die Paß-Brieff von der Generalität eigenhändig unterschrieben und gesieglet / darin die quantität des zu behuef ob höchstgedachter Ihrer Kays. Majest. und dero Confœderirten im Reich Arméen zu- und vorbey führenden specificirt, selbige bey anfahrung / anmeld- und Visitirung der Schiff und fuhren an den Zoll-Stätten zu wasser und land aufgewiesen / auch hierunter das jenige / so Christen und Juden / welche ihr gewerb darmit treiben / zu- oder vorbey führen / nicht verstanden / sondern der gewohnliche Zoll davon jedesmahls gebührend entrichtet werden; nicht weniger sonsten zu defendir- und beschützung Ihrer Kays. Majest. gesambten Erb-Königreich- Fürstenthumb- und Landen / und zumahlen der O. und V. Oesterreichischen Landen / wie gedacht / treulich mit-agiren helffen / zu belägerung und einnehmung ein- und anderen von dem Feind inhabenden Orths und anderen etwa künfftigen Kriegs-operationen in der nachbahrschafft mit herleihung der grösseren stucken (welche stuck und zugehörungen Ihrer Churfürstl. Durchl. nach geendigter Operation von der Generalität wiederum in dero Vestungen geliefert werden sollen) und sonsten so viel als ohne gefahr und entblössung dero Vestungen geschehen kan / Ihrer Kays. Majest. allen erspriesslichen beystand laisten / wie solches der Neunte Articul mit sich bringet.

Da hingegen Fünffzehendens weder der Cron Franckreich / noch ihren mit-Alliirten einigen Paß und Repaß vor dero Volck / Vivres, Munition, Schiff und andere notturfft zu Wasser oder Land / in schaden und abbruch der Kays. und dero Confœderirten Waffen / auch des Römischen Reichs und dessen Ständen wieder das Instrumentum Pacis nicht gestatten / sondern selbige nach vermögen abkehren / verwähren und verfolgen / darzu Ihre Kays. Majest. auch alle nöthige assistentz versprechen;

Diese Bündnus solle durch zehen Jahr gewehren / auch nach dem mittels erlangten frieden / nach ausgang derselben aber jedem theil bevorstehen / solche entweder wiederum zu verneuren / oder gäntzlich aufzuheben / es auch denen anderen mit-Confœderirten von Ihrer Kays. Majest. wie auch Ihrer Churfl. Durchl. zu Pfaltz Freunden und Agnaten frey stehen solle / in diese Bündnus mit beiderseits einwilligung mit einzutretten. Da aber wieder verhoffen dieser mit Franckreich und dero mit-Confœderirten obhabende Krieg wiederum erneuert / oder Ihre Kayserl. Majest. oder Ihre Churfürstl. Durchl. wegen dieses miteinander geschlossenen Tractats, oder sonsten von gemelter Cron Franckreich / und dero anhaltenden angegriffen oder überzogen / oder auf einige weis und weeg betranget werden solten / auf solchen Fahl soll dieser Tractat ohne einige weitere Formal-verneuerung deroselben in allen und jeden Puncten wiederumb hafftend / und beide theil gegen einander verbunden seyn.

Zu dessen allen mehrern Urkund und beständiger Vest-haltung haben aller- und höchstgedachte Ihrer Kays. Majest. und Churfl. Durchl. hierzu bevollmächtigte diesen Tractat eigenhändig unterschrieben und mit ihren Pettschafften bekräfftiget und die hierüber verfertigte exemplaria gegen einander ausgewechslet / auch respectivè versprochen / ihrer aller- und gnädigster Herren Principalen Ratificationes innerhalb 5. Wochen und auch ehender à dato dieses einzubringen. So geschehen zu Wienn den 4. tag April Anno 1674.

Formula Juramenti

Für die Kayserl. an Chur-Pfaltz überlassende Soldatesca.

WJr der Röm. Kays. Majest. Unserm allergnädigsten Herrn mit Ayd und Pflicht zugethane Kriegs-Leuth und Soldaten schwöhren hiemit ins gesambt / und jeder insonderheit einen Cörperlichen Ayd / nit allein allerhöchstgedachte Ihro Kayserl. Majest. sondern auch Ihro Churfürstl. Durchl. zu Pfaltz / so lang wir sambt oder besonders in dero Churfürstl. Plätzen bottmässigkeit und Landen / wie auch / wo Ihro Churfürstl. Durchl. sonsten Völcker zuhaben oder hinzulegen befugt / zu schutz und defension derselben commandirt seyn / und darinnen verbleiben werden / alle Treue / gehorsamb und respect zutragen und zuerweisen / allerhöchstgedachtel. Kays. Majest. wie auch Ihro Churfl. Durchl. Kriegs-Dienste bey allen vorfallenden occasionen zu Wasser und Land treulich zulaissen / darbey dero fromen und nutz zu befordern / und schaden und nachtheil aber nach eüssersten Unsern kräfften zu hindern / Unser Standarden und Fahnen niemahls zu verlassen / sondern vielmehr in handhabung deren / dieselbe bis auf den letzten Bluts-Troppen zu verfechten und zu beschützen / auch allem demjenigen was der Kayserl. Articuls-Brieff mit sich bringet / gebührend nachzukommen / daß wir dieses alles steiff / vest / und unverbrüchig halten sollen und wollen / solches betennen wir mit aufgehabenen fingern. So wahr Uns Gott helff und das Heilige Evangelium.

ANNO 1674.

Ad Articulum V.

Quittungs-Formul.

WJr Carl Ludwig von Gottes Gnaden Pfaltz-Graff bey Rhein (tit.) Urkunden und bekennen hiemit / daß Wir von der Röm. Kays. Majest. Unserm allergnädigsten Herrn in abschlag der an Unserer bey höchstgedachte Ihrer Kays. Majest. habenden von dem Westphalischen Frieden-schluss und dem Nürenbergis. Executions-Recess herrührenden und auf die verhoffende Römer-Monath zum theil angewiesenen bekanten anforderungen 50000. Reichsthalers von dem Kays. General Veld-Marschallen Duca di Bourneville aus dero bey ihme habenden Veld-Kriegs-cassa par und ohne abgang in des Heil. Römisch. Reichs-Stadt Franckfurt am Mayn zu Unsern sicheren handen empfangen haben. Solches bezeugt Unser eigene Hand Unterschrifft und Churfürstl. Insiegel. Geben 2c. 2c. Anno 1674.

Formul der Ordre.

An den Kayserl. Veld-Marschall.

LJeber Veld-Marschall. Wann über Mein voriges vom 15. Januarii an euch abgangenes des (tit.) Pfaltz-Graffens / meines lieben Oheim und Churfürstens Liebden eine Anzahl bis auf 2000. zu Fuß und 500. zu Roß meiner Kays. Volcks begehren wurden / welche sie mehr oder weniger in ihre Plätze / bottmässigkeit und Lande / wie auch andere Orth / wo sie sonsten Völcker zuhaben / oder hinzulegen befugt seyn / einlegen wolten / und darbey verlangen theten / daß sie neben dem Ayd / mit welchem sie mir zugethan seyn / und verbleiben / auch Ihrer Liebden so lang sie obgedachter massen in ihren Oertheren und Landen ligen werden / die Kriegs-Pflicht ablegen sollen / so könnet ihr solche Völcker erfolgen und dieselbe ihrer Liebden zugleich schwöhren laßen nach beyliegenden Formular. Und ist so geschehen zu Wienn wie obgemelt den 4. April 1674.

R. C. Montecuculi. (L.S.)

J. P. Hoher Freyherr. (L.S)

Johann Friederich Seiler. (L.S.)

Articuli Secreti.

ZU wissen; Nachdem sich Ihro Kayserl. Majest. und Ihre Churfürstl. Durchl. zu Pfaltz / Unsere respectivè, Allergnedigste und Gnedigste Herren / durch Uns zu End unterschriebene / beiderseits Gevollmächtigte unterm heutigem dato, Eines Haubt-Fœderis verglichen / benebenst zu Gemüth gezogen / was es für eine Beschaffenheit mit der Vestung Philippsburg habe / und wie Franckreich sich derselben wieder das ausdrucklentliche Instrumentum Pacis, bisshero mißgebraucht / und aus selbiger Vestung das Römische Reich / und zumahlen die allda benachbarte Churfürsten und Stände desselben bis dato sehr beunruhiget / und in grosse Schaden und Unkosten gesetzt. Als hat man sich zu jetziger und künfftiger beständiger Abwendung desselben / auch mehrere Sicherheit und nöthiger Garantirung des verhoffenden lieben Friedens mit einander absonderlich verbunden und sich nachfolgender geheimbter Articulorum allerdings verglichen.

Primo, im fall sich die Kays. und dero Confœderirten Kriegs-Actiones in gegenwärtigen Kriege / etwa über kurtz oder lang dahin anschicken / und es die raison de Guerre zulassen würde / daß besagte Vestung Philippsburg entweder durch List / oder Kriegs-Gewalt in deren Gewalt gebracht werden könte / daß solches nicht unterlassen / sondern ungesaumbt vorgekehrt / und zu dem Ende sowohl von Ihrer Kays. Majest. als Ihrer Churfürstl. Durchl. zu Pfaltz seithen / ungehindert deß in dem Haubt-Tractat begriessenen / zu dieser Handlung die Hand würcklich angelegt: und diese Belägerung und Eroberung möglichst befordert / zu dem Ende auch / von zeit der erfolgten und auswechselten Ratification dieses / von Ihrer Churfürstl. Durchl. der Cron Franckreich / und ihren mit-Alliirten kein Paß mehr nacher Philippsburg verstattet / sondern nach vermögen abgekehret / und versagt / darin auch von Ihrer Kays. Majest. alle nöthige Assistentz geleistet werden solle.

Secundo, wann durch des Allmächtigen Beystand bedeute Vestung in Ihrer Kays. Majest. oder dero Confœderirten Hände kommen solte / daß selbige alsdann / als eine dem Rhein-Strohm / und gesambten Römischen Reich hochstgefährliche Brill / nicht aufrecht gelassen / sondern rasirt / und in alten Stand gesetzt / wie auch / dafern es vor solcher Eroberung zu Friedens-Tractaten kommen solte / daß dabey besagte rasirung zur mehreren

Reichs-

ANNO 1674.

Reichs-Sicherheit für ein Condition angedrungen/ und darauf bestanden werden solle. Sie auch sonsten an einem höchsten Orth das werck so gut/ als sie kunden/ befordern helffen wollen.

Zumahlen tertio alle drey Puncten in dem Haubt-Tractat so von Chur-Pfältzisch. restitution, satisfaction, und Kayserl. Schutzes/ es seye in Kriegs- oder Friedens-Zeiten/ meldung thun/ neben der gemeinen/ und jedes Sicherheit/ auch fürnemlich dahin zu verstehen seyn/ um Chur-Pfaltz von der Vestung Philippsburg zu entledigen/ selbige zu rasiren/ und zu dem Ende die Völcker/ so bald es die raison di Guerra zulast/ mit einander zu conjungiren.

Quarto demnach auch in Articulo tertio deß Haubt-Recesses begriffen/ daß Ihre Kayserl. Majest. bedeuten Ihro Churfürstl. Durchl. uberlassenden 2500. Mann zu Roß und Fuß die verpflegung (jedoch ausser der servitien/ Wein oder Bier/ Brod und Fourage, als zu deren Reichung sich Seine Churfürstl. Durchl. auf maß und weis als sie selbige denen ihrigen reichen lassen/ ohne entgeld Ihrer Kayserl. Majest. anerbotten) aus dem ihrigen/ der Kayserl. Verpflegungs-ordinantz gemäß/ ordentlich reichen lassen wollen;

Als solle es zwar darbey verbleiben/ jedoch diese Verpflegung allein verstanden werden/ bis und so lang die Contributionen von denen Orthern/ allwo man solche ein zutreiben befugt/ und es die Umstände zulassen/ Man sich auch ratione quanti und der Orther mit Seiner Churfürstl. Durchl. nach proportion beiderseits Völcker noch vor Außwechslung der Ratification dieses Tractats vergleichen werde/ (jedoch die Chur-Pfaltz und dero hanndtzefallnen Lande/ als welche vorhin Ihrer Churfl. Durchl. zu contribuiren gehalten seyn/ von solcher Contribution ausgenommen) zu Unterhaltung dieser sowohl/ als auch Ihrer Churfürstl. Durchl. Kriegs-Estat, und auf denen Beynen habenden/ auch derjenigen Völcker/ so derselben auf ereignenden Nothfall von Ihrer Kayserl Majest oder dero Allirten im Reich ferner zugeschickt werden/ sicher und recht eingericht/ und durch solches Contributions-Mittel auch dieses obige onus der eignen Unterhaltung beiderseits wiederum aufgehebt sein werden. Und solle Seiner Churfürstl. Durchl ferners die Assignation der Contributions-Orther bey der Ratification ausgehendigt; auch bey künfftigen etwa durch solche Contributions-Orth und Quartier nach Erforderung der Kriegs-raison von Ihrer Kayserl. Majest. und dero Confœderirten Armeen nehmenden durchzug/ die von Ihrer Churfl. Durchl. an die Handgebende route möglichst beobachtet werden/ wie solches der 12. Articul des Haubt-Recessus weiters mit sich bringet. Und solle dieser secrete Neben-Recess nichtsweniger als der Haubt-Recess gültig sein/ und gleiche Crafft mit demselben in allen seinen Puncten und Clausulen haben/ auch von beiderseits Aller- und hochsten Herren Principalen zugleich und auf eine zeit ratificirt, und gegen einander ausgewechselt werden. Zu Urkundt dessen haben wir beiderseits Gevollmächtigte angedachte secreten Neben-Recess eigenhändig unterschreiben und gefertigt. So geschehen zu Wienn den 4. April Anno 1674.

R. C. Montecuculi. (L.S.)

Joh. Paul Hocher. Freyherr. (L.S.)

Johann Friedrich Seiler. (L.S.)

CXXI.

22. Avril. *Tractatus inter Sacram Cæsaream Majestatem* LEOPOLDUM *ab una, & Illustrissimum Principem* CHRISTOPHORUM BERNARDUM *Episcopum Monasteriensem ab altera parte, quò memoratus Episcopus Fœderi cum Rege Galliæ contrà Unitum Belgium inito, renunciat, ac pollicetur se in debito fidei & obsequii constantia ergà Sacram Cæsaream Majestatem persiturum, Fœdus cum Cæsarea Majestate initum exactè observaturum, nec non quæ in Comitiis Ratisbonensibus in favorem oppressorum Imperii Statuum statuta sint, præstiturum fore; Vicissim Cæsarea Majestas memoratum Episcopum in specialem suam Gratiam & Protectionem suscipit, Fœdusque reciprocè observaturum pollicetur. Coloniæ Agrippinæ* 22. *Aprilis* 1674. Cum *hujus Tractatûs* RATIFICATIONE *ex parte Sacræ Cæsareæ Majestatis. Laxenburgi* 20. *Maii* 1674. [Tiré de la Registrature d'Estat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

NOS LEOPOLDUS, &c. Notum, testatumque facimus universis, & singulis, quorum scire interest, agnoscimusque pro nobis, Hæredibus, ac Successoribus nostris: quòd, cum inter Venerabilem Principem, devotum nobis dilectum Christophorum Bernardum, Episcopum Monasteriensem ex una: & Charissimos Amicos nostros, Generales Fœderati Belgii Ordines Status ex altera partibus, Coloniæ Agrippinæ vigesimâ secunda Aprilis hujus currentis 1674. anni, ad interpositionem nostrorum, illuc ad Tractatus Pacis cum Plenipotentia Legatorum, Generosi, Fidelium nobis dilectorum Francisci Liberi Baronis de Lisola, Consiliarii nostri Cameralis Aulici, & Joannis Fischer, anterioris Austriæ Consiliarii Cameralis, per prædictarum ambarum Partium Plenipotentiarios & Deputatos, Pax certis conditionibus conclusa, & præterea inter nos ex una: & memorati Episcopi Monasteriensis devotionem ex altera parte, medio dictorum nostrorum, ad hoc sufficienti utrinque Mandato instructorum Deputatorum, certus Recessus seu Conventionis Tractatus supradicto eodem die, & loco insequentem modum initus & conclusus sit,

Quandoquidem ad interpositionem Sacræ Cæsareæ Majestatis huc ad Tractatus Pacis cum Plenipotentia Legatorum Illustrissimorum, & Excellentissimorum Dominorum, Francisci Liberi Baronis de Lisola, Sacræ Cæsareæ Majestatis Consiliarii Aulici, & Joannis Fischer anterioris Austriæ Consiliarii Cameralis, inter Dominos Plenipotentiarios, & Deputatos, Reverendissimi & Celsissimi Domini Episcopi, & Principis Monasteriensis ex una, & Celsissimorum, & Præpotentium Fœderati Belgii Ordinum, ex altera partibus, Pax certis conditionibus hâc ipsâ die 22. Mensis Aprilis conclusa est, & in principio Instrumenti dictæ Pacificationis continetur, quòd dictus Dominus Episcopus in devotissimum respectum Sacræ Cæsareæ Majest. à Fœdere cum Christianissimo Gallorum Rege ante paucos annos contra dictos Dominos Ordines inito, vi & potestate Arbitrii sibi in ipso Fœdere reservati, discedere, eique debitè renunciare, nec non nuperis Comitiorum Ratisbonensium Recessibus pro Guarantia oppressis Statibus Imperii juxta ejusdem Constitutiones præstanda, per omnia stare, & se conformare, eumque in finem cum debita sua quota concurrere paratus sit, sic deputati altememorati Domini Episcopi, & Principis Monasteriensis nomine suæ Celsitudinis, & ex speciali ejusdem instructione, & commissione præfato Fœderi Gallico hisce de facto renunciant, & promittunt Celsitudinem suam in immota hactenus illibatæ fidei, obsequii, & devotissimi zeli constantia, quam Sacræ Cæsareæ Majestati & Serenissimæ Domui Austriacæ sæpius re ipsa comprobavit, in futurum semper persituram: promittunt quoque suam Celsitudinem pro majore assecuratione, & defensione vicinorum imperii limitum, Fortalitia sua, & loca munita propriis præsidiis, & sumptibus firmaturam, & pro posse strenue defensuram, & ea, quæ Tractatu speciali Fœderis cum Cæsarea Majestate non ita pridem initi, & hinc inde ratificati continentur, exactè observaturam, nec non iis, quæ nuper in Imperii Comitiis Ratisbonensibus ratione Guarantiæ oppressis Imperii Statibus, juxta ejusdem Imperii Constitutiones præstandæ conclusa & statuta sunt, & deinceps ritè concludentur, se per omnia conformaturam, & Sacræ Cæsareæ Majestati & Imperio cum debita sua quota non defuturam, uti & in Ditionibus suis pro Cæsarea Majestate militum conscriptionem, Copiisque Cæsareis exigente id necessitate, transitum, innoxium tamen, & juxta imperii Constitutiones permissuram, & si Majestas Sua ultra id aliquas Celsitudinis suæ Copias desideret, Celsitudo sua ea in re talem se præbebit, ut suæ Majestati facillimum sit cognoscere, quod suæ Celsitudini nihil magis cordi sit, quàm suam erga Cæsaream Majestatem ejusque Augustissimam Domum constantissimam devotionem, & observantiam re ipsa demonstrare. E contra memorati Domini Legati, & Plenipotentiarii Cæsarei, nomine imperatoris promittunt, quod Sua Majestas prænominatum Dominum Episcopum cum Statibus suis, & Subditis, ac universa Ejusdem familia, in gratiam suam, & protectionem specialem susceptura, nec passura sit, ipsi aut ipsis quidquam damni, aut injuriæ à quopiam fieri, sed ejusdem augmentis, & commodis pro benignitate sua Cæsarea, oblatis ad hoc occasionibus, clementer prospectura, nec non prædictum speciale Fœdus inter suam Majestatem & Dominum Episcopum initum ex sua parte observatura, præterea omnibus officiis allaboratura sit, ut per futuros Tractatus Pacis Generalis Exercitium Religionis Catholicæ in locis à sua Celsitudine

ANNO 1674. dine occupatis jam introductum, & præsertim in Dominio Lingensi, Imperio de Jure subjecto, uti & universis Provinciis Fœderatis, meliori, quâ fieri potest, ratione firmetur, & stabiliatur; Quòd quoque Cæsarea Majestas omni studio conatura sit, firmatâ Pace sæpedictos uniti Belgii Ordines disponere, ut Juri Superioritatis in Dominium Borckelo prætenso amicabiliter renuncient, illudque ad Imperium, & Diœcesin Monasteriensem, cui de jure competit, revertatur, nec minùs, ut bona Ordini Militari Sancti Joannis Hierosolymitani propria, in Provinciis Fœderatis sita, & ab iis occupata eidem Ordini restituantur, aut eo nomine satisfiat. In cujus rei fidem Recessus hic, cujus Ratificatio intra proximas sex septimanas hinc inde procurabitur, in duplicato expeditus, & tam à Dominis Legatis Cæsareis, quàm Deputatis Monasteriensibus subscriptus est Sic actum Coloniæ Agrippinæ 22. Aprilis 1674.

(*L.S.*) FRID. B. A SCHMISING.

(*L.S.*) WERNERUS ZUR MÜHL.

CUmque simul etiam convenerit, ut ejusdem inio, & conclusi Recessus Ratihabitio à nobis, & præfati Monasteriensis Episcopi, & Principis devotione intra proximas sex septimanas à die subscriptionis sequi, & utrinque commutari debeat; Nos huic Conventioni satisfacientes, eundem præinsertum Recessum, per omnia & singula approbavimus, confirmavimus, & ratum habuimus, quemadmodum hisce approbamus, confirmamus, & ratum habemus: promittentes insuper, nos omnia, & singula in præfato Recessu contenta, quantum quidem nos concernit, divina adspirante gratia, bona fide præstituros, & adimpleturos, omnique ratione impedituros, ne à nostris vel aliis ullo modo violentur. In cujus rei fidem hasce manu nostrâ subscriptas, Sigilli nostri Cæsarei appensione muniri jussimus. Datum in Arce nostra Laxemburgi 20. Maii 1674. Regnorum nostrorum, &c.

LEOPOLDUS,

JOANN PAUL HOCHER L. B.

Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ Majestatis proprium.

CHRISTOPHORUS DE ABELE.

CXXII.

22. Avril. PROVINCES-UNIES ET MUNSTER.

Traité de Paix entre les PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas*, & CHRISTOPHE BERNARD *Evêque de Munster. Fait à Cologne le 22. Avril* 1674. [Recueil des Traitez entre les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, & divers Rois, Princes &c. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europæum* Tom. XI. pag. 685. en Allemand; dans LONDORPII *Acta publica*, Tom. X. pag. 674. en Allemand; & dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Cont. II. Abtheil. III. Absatz XV. pag. 221.]

In nomine Domini ac Sacro Sanctæ & Individuæ Trinitatis.

NOtum sit cunctis, postea quam Bellum inter Christianissimum Galliarum Regem ejusque Confœderatos ex una; & Celsissimos & Præpotentes Fœderati Belgii Ordines, eorumque Confœderatos ex altera partibus nuper exortum, eo usque excrevit, ut Sacram Cæsaream Majestatem totumque Romanum Imperium tandem involvat: Et altissime memorata Sac. Cæs. Maj. per Ministros suos Reverend. & Celsissim: Dominum Episcopum & Principem Monasteriensem, qui, uti Christianissimæ Regiæ Majest. Confœderatus, dicto Bello contra Unitum Belgium accesserat, adhortari fecerit, ut à Fœdere Gallico recederet, & pro communi totius Imperii & Reipublicæ bono, Pacem cum altememoratis Dominis Ordinibus iniret: Cui adhortationi dictus Dominus Episcopus locum dare, & in devotissimum respectum Sac. Cæs. Maj. à Fœdere cum altememorato Rege Christianissimo antehac inito, vi & potestate arbitrii sibi in ipso Fœdere reservati, discedere eique debite renunciare, nec non nuperis Comitiorum Ratisbonensium Recessibus, pro Guarantia oppressis Imperii Statibus juxta ejusdem Constitutiones præstanda, per omnia stare & se conformare, eumque in finem cum quota debita concurrere; prout etiam cum dictis Dominis Ordinibus Fœderati Belgii, ad bonum publicum promovendum, Pacem inire paratus. ANNO 1674.

Quod hinc ad interpositionem Sac. Cæs. Maj. Ministrorum, nimirum Illustrissimorum & Excellentissimorum Dominorum Francisci, Liberi Baronis de Lisola, Sac. Cæs. Maj. Consiliarii Aulici, & Joannis Fischer, Anterioris Austriæ Consiliarii Cameralis, ad Generales Pacis Tractatus Legatorum & Plenipotentiariorum, inter utriusque Partis Plenipotentiarios & ad hoc Deputatos: Ex parte altememoratorum Dominorum Ordinum Generalium Illustrissimos & Excellentissimos Dom. Hieronymum à Beverningk, Urbis Goudanæ Exconsulem, quondam Uniti Belgii Consiliarium & Quæstorem Generalem; & Joannem Isbrants, Toparcham in Hoogkercke & Senatorem Groninganum, in Consessu Dominorum Ordinum Generalium Deputatos: Ex parte vero prænominati Domini Episcopi, Reverendissimum, Perillustrem & Generosum, nec non Nobilem & Clarissimum Dominos Fridericum, Baronem à Schmising, Ordinis S. Joannis Hierosolymitani Equitem & Commendatorem in Francforte & Wernerum zur Muhlen, Jurium Doctorem, Celsitudinis suæ Consiliarios intimos & respective Vice-Cancellarium, in sequentes Pacis Leges tandem conventum sit.

I. Pax sit constans & perpetua inter antedictos Dominos Ordines Uniti Belgii, & Dominum Episcopum & Principem Monasteriensem, eaque sic colatur & servetur serio, ut mutuis sibi invicem commodis studeant, & omnia Humanitatis bonæque viciniæ officia præstent, neque imposterum una Pars contra alterius Subditos Arresta & Repressalias decernet, nec executiones rerum judicatarum impediet.

II. Sit utrimque perpetua oblivio omnium eorum, quæ post Pacem Clivensem, & ab initio hujus Belli usque huc, quocunque modo aut loco, ultro citroque hostiliter facta sunt, ita, ut nec illorum, nec ullius alterius rei causa vel prætextu, ullus posthac quicquam hostilitatis, inimicitiæ, molestiæ vel impedimenti, tam quoad personas, quam bona, per se, vel per alios, clam aut palam, directe vel indirecte, specie Juris aut via facti uspiam inferat vel inferri faciat aut patiatur, sed omnes & singulæ hinc inde, tam ante quam in Bello, verbis, scriptis aut factis illatæ injuriæ, violentiæ, damna, expensæ, absque omni personarum rerumque respectu, ita penitus abolitæ sint, ut quidquid eo nomine alter adversus alterum prætendere posset, perpetua sit oblivione sepultum.

Ad quorum tamen dilucidationem conventum est, quod ab hac amnestia erunt excipiendi ii omnes, qui proditionis, aut læsæ Majestatis rei, arguentur, ita tamen, ut illis via Juris utrimque aperta, & uxoribus liberisque & Hæredibus bona salva maneant, juxta tenorem Articuli secundi Tractatus Clivensis.

III. Posito hoc universalis & illimitatæ amnestiæ fundamento, restituet Dominus Episcopus statim & ilico post Ratificationem Dominis Uniti Belgii Ordinibus omnia ea loca, ubicunque sita, nullo prorsus reservato, quæ durante hoc Bello occupavit, & quæ ex iisdem in ipsius potestate tempore hujus conclusionis invenientur, & quidem omnia in eo statu, quo nunc reperiuntur, & curabit, ne quidquam in iis deterius, quam nunc est, reddatur, nominatim Oppida, Arces & Castella de Lingen, Lichtenfort & Borckelo, &c. salvis tamen per omnia Juribus & Constitutionibus Imperii Pacisque Westphalicæ, ne quid per hasce restitutiones iis derogetur, aut in eorum præjudicium innovetur.

IV. Restituet identidem omnibus Nobilibus, Vasallis & Subditis Dominorum Ordinum, cujuscunque nominis & conditionis, omnia & singula eorum Territoria, Dominia, Jurisdictiones, agros & bona immobilia ubicunque sita, quæ durante hoc Bello occupavit aut occupari fecit & nominatim evacuabit Milite suo Castellum,

lum, Oppidum & Dominium de Weerth, & Domino Georgio Frederico, Comiti de Waldecq restituet, reservans tamen per expressum omnibus tam dicto Domino Episcopo ejusque Successoribus & Ecclesiæ, quam Domino Comiti competentibus Juribus, prætensionibus & actionibus coram competente Judice decidendis, prout & curabunt Domini Ordines, ut vice versa Vasallis & Subditis Monasteriensibus omnis eorundem durante hoc Bello occupata bona immobilia ubicunque sita restituantur. Captivi quoque hinc inde cujus conditionis, status aut professionis sint, libere demittentur & relaxabuntur.

V. Maneat Tractatus Clivensis 18. Aprilis stilo novo Anno 1666. conclusus, in plena vi & vigore in quantum præsenti Tractatui nullatenus contradicit.

VI. Comprehendatur hac Pace & Amnestia Domus & Familia Comitum de Benthem, ejusque Ministri, Vasalli & Subditi; & quæ ipsi, durante hoc Bello, ablata fuerunt, utrimque restituantur: Gaudeatque dictus Dominus Comes absque ullo impedimento, uti reliqui Imperii Status suis Juribus & Regalibus & sub Cæs. Maj. & Imperii protectione tranquille relinquatur: Et post horum Tractatuum ratihabitionem, allaborabunt Pars utraque coram Cæs. S. Maj. quo Pax, securitas & amor, præcipue conjugalis in ea Familia restituantur & stabiliantur, Jurisdictione tamen Cæsarea semper salva & reservata.

VII. Ad majorem prædictorum cautelam & securitatem Sac. Cæs. Maj. ac Serenissimus Hispaniarum Rex debite requirentur, ut Guarantiam hujus Tractatus solemni & meliori forma præstare veline.

VIII. Hujus Tractatus Ratihabitiones ex utraque parte paciscentium extradentur ad manus Dominorum Legatorum Sac. Cæs. Maj. & commutabuntur intra quindecim dies à die subscriptionis hujus Instrumenti computandos, & citius si fieri possit: Actus tamen hostilitatis cessabunt quam primum Ratihabitio Celsissimi D. Episcopi Monasteriensis Coloniam advenerit & ad manus dictorum Dominorum Legatorum Cæsareanorum fuerit consignata.

In cujus rei fidem duo ejusdem tenoris Instrumenta, desuper confecta, tam à Dominis Legatis Cæsareis quam ab utriusque Partis Plenipotentiariis & Deputatis subscripta & sigillata sunt. Actum Coloniæ Agrippinæ die vigesima secunda Aprilis Anno 1674.

Signatum erat,

(*L. S.*) H. van Beverningk.

(*L. S.*) Schmisingh.

(*L. S.*) J. Isbrants.

(*L. S.*) W. Zur Muhlen.

In supradictorum omnium fidem, infrascripti Domini Mediatores hoc instrumentum subsignatione sua & Sigillis communiverunt loco & die, ut supra.

(*L. S.*) F. de Lisola.

(*L. S.*) Johan Fischer.

ARTICULUS SECRETUS.

CUm Domini Legati & Plenipotentiarii Dominorum Ordinum Generalium Uniti Belgii declarant, se à dictis Dominis suis Principalibus expresse instructos esse, ut cum Domino Episcopo & Principe Monasteriensi Pacem non concludant, nisi Domus seu Castrum Darvelt, in Diœcesi Monasteriensi situm, Domino Comiti de Flodorf restituatur, è contra vero Domini Plenipotentiarii & Deputati Monasterienses constanter sustineant casum hunc esse privatarum Partium & meræ Justitiæ, nec cum Tractatu Pacis quicquam habere commune, adeoque à Domino suo Principali se desuper non esse instructos, nec instrui potuisse: Inconsultum autem visum fuerit conclusionem Pacis, hanc solam ob causam cum boni publici non exiguo detrimento, diutius differri: Hinc placuit, ut Tractatus Pacis hinc inde subscribatur, & dictus casus restitutionis Castri de Darvelt ad ejusdem ratificationem & executionem remittatur: Offerendo se Domini Legati Plenipotentiarii Sac. Cæs. Maj. interim utramque partem paciscentem disponere, ut quæstio hæc tempore dictæ executionis æquo & congruo medio componatur. Sic actum Coloniæ Agrippinæ die vigesima secunda Aprilis Anni millesimi sexcentesimi septuagesimi quarti

Signatum erat,

(*L. S.*) H. Beverningk.

(*L. S.*) W. D. Schmisingh.

(*L. S.*) J. Isbrants.

(*L. S.*) W. Zur Muhlen.

In supradictorum omnium fidem infrascripti Domini mediatores hoc Instrumentum subsignatione sua & Sigillis communiverunt, loco & die, quo supra.

(*L. S.*) F. de Lisola.

(*L. S.*) Johannes Fischer.

Ratificatio Altememoratorum Dominorum Ordinum Generalium.

ORdines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum, Notum testatumque facimus, universis & singulis, quorum scire interest: Quod cum ad interpositionem Sac. Cæs. Maj. Ministrorum, nimirum Illustrissimorum & Excellentissimorum Dominorum, Dominorum Francisci liberi Baronis de Lisola, Sac. Cæs. Maj. Consiliarii Aulici, & Joannis Fischer, Anterioris Austriæ Consiliarii Cameralis, ad generales Pacis Tractatus Legatorum & Plenipotentiariorum, inter Plenipotentiarios ex parte nostra Illustrissimos & Excellentissimos Dominos Hieronymum à Beverningk, Urbis Goudanæ Exconsulem, quondam Unii Belgii Consiliarium & Quæstorem Generalem, Joannem Isbrants, Toparcham in Hoochkerke, & Senatorem Groninganum in Consessu nostro Deputatos & inter Plenipotentiarios ex parte Reverendissimi & Celsissimi Domini Episcopi & Principis Monasteriensis per Illustrem & generosum nec non Nobilem & Clarissimum Dominos Fridericum Baronem à Schmising, Ordinis Sancti Joannis Hierosolimitani Equitem, & Commendatorem in Francfort, & Wernerum Zur Muhlen, Jurium Doctorem Celsitudinis suæ Consiliarios intimos & respective Vice-Cancellarium Deputatos ad hoc sufficienti utrimque Mandato instructos, Coloniæ Agrippinæ die 22. Aprilis Anni millesimi sexcentesimi septuagesimi quarti, in sequentes Pacis leges conventum sit.

Inseratur Tractatus.

Cumque simul etiam convenerit ut ejusdem initæ & conclusæ Pacis Ratihabitiones ex utraque parte Paciscentium extradantur ad manus præfatorum Dominorum, Dominorum Legatorum Sac. Cæs. Majestatis, & intra quindecim dies à die subscriptionis vel citius, si fieri possit, commutentur. Nos huic Conventioni satisfacientes eandem Pacem initam & conclusam per omnia & singula approbavimus, & confirmavimus & ratihabuimus, quemadmodum hisce approbamus, confirmamus & ratam habemus; promittentes insuper nos omnia & singula in præfata Pace contenta, bona fide præstituros & adimpleturos, omnique ratione impedituros, ne à nostris vel aliis ullo modo violentur: In cujus rei fidem, has majoris Sigilli nostri appensione muniri, & per Consessus nostri Præsidem signari curavimus, ut & per Primarium Graphiarium nostrum subscribi jussimus. Actum in Consessu nostro die quarto mensis Maji Anni 1674. Scato Gockinga, vt. Ad mandatum altememoratorum Dominorum Ordinum Generalium. H. Fagel.

Ratificatio Domini Episcopi Monasteriensis.

NOs Christophorus Bernardus, Dei gratia Episcopus Monasteriensis, Administrator Corbeiensis, Burg-Gravius in Stromberg, Sacri Romani Imperii, Princeps & Dominus in Borkelo, constare volumus, posteaquam ad interpositionem Sacræ Cæs. Majestatis ad Generales Pacis Tractatus Legatorum & Plenipotentiariorum inter Nostros, & Celsorum ac Præ-

ANNO 1674. Præpotentium Ordinum Fœderati Belgii Plenipotentiarios & ad hoc Deputatos sequens Pacis Instrumentum erectum est.

Inseratur Tractatus.

Quod nos habita desuper matura deliberatione, omnia & singula, quæ in eo continentur, rata habeamus uti & ea acceptamus, approbamus, & ratificamus per præsentes Tabulas, sub manu Sigilloque nostro datas in Urbe nostra Monasteriensi, die vigesima quinta Aprilis Anno millesimo sexcentesimo septuagesimo quarto.

Signatum erat,

(L.S.)

CHRISTOPHORUS BERNARDUS.

Sacræ Cæsareæ Majestatis LEOPOLDI I. *Ratificatio Pacis inter Illustrissimum Principem* CHRISTOPHORUM BERNARDUM *Episcopum Monasteriensem ab una; & Præpotentes Ordines Generales Fœderati Belgii ab altera parte, Coloniæ Agrippinæ die 22. Aprilis 1674. conclusæ. Data in Arce Cæsarea Laxenburgi 20. Maii 1674.* [Tiré de la Registrature d'Estat de la Chancelerie de Cour de Sa Majesté Imperiale.]

NOS LEOPOLDUS, &c. Notum testatumque facimus universis & singulis, quorum scire interest, agnoscimusque pro nobis, Hæredibus ac Successoribus nostris; Quod cum inter Venerabilem Principem devotum nobis Dilectum Christophorum Bernardum Episcopum Monasteriensem ex una & Charissimos amicos nostros, Generales Fœderati Belgii Status ex altera Partibus, Coloniæ Agrippinæ 22. Aprilis hujus currentis anni 1674. ad interpositionem nostrorum, illuc ad Tractatus Pacis cum Plenipotentia Legatorum, Generosi, Fidelium nobis Dilectorum Francisci Liberi Baronis de Lisola, Consiliarii nostri Cameralis Aulici, & Joannis Fischer, Anterioris Austriæ Consiliarii Cameralis, per prædictarum amborum Partium Plenipotentiarios & Deputatos, Pax certis Conditionibus in sequentem modum inita & conclusa sit,

Fiat Insertio.

Cumque simul a nobis per ambas Partes petitum fuerit, ut præinsertæ Pacificationis Instrumentum a dictis Plenipotentiariis Legatis nostris, ceu Mediatoribus subscriptum & sigillatum, a nobis quoque ratificaretur ac corroboretur. Idcirco nos eandem præscriptam Pacificationem per omnia & singula approbavimus, confirmavimus & ratam habuimus; quemadmodum hisce approbamus, confirmamus & ratam habemus: Promittentes insuper, nos sedulo curaturos & allaboraturos, ut omnia & singula in præfata Pacificatione contenta bona fide præstentur & adimpleantur, & nec a nostris vel aliis ullo modo violentur. In cujus rei fidem hasce manu nostra subscriptas, sigilli nostri Cæsarei appensione muniri jussimus. Datum in Arce nostra Laxenburgi 20. Maii Anno 1674.

CXXIII.

$\frac{14}{24}$ Avril. Neben-Recess zwischen Ihro Kayserl. Majest. Leopold und beiden Herrn Hertzogen Georg Wilhelm/ und Rudolph August zu Braunschweig und Lüneburg/ worinnen neben dem was im Haubt-Recess sub eodem dato geschlossen worden/ die Herrn Hertzogen ihre Völcker biß auf 8000. zu Fuß 4000. Pferdt und 1000. Dragoner/ wieder die gemeine Feinde zu verstärcken und agiren zu lassen/ doch unter gewissen Bedingungen/ versprechen. Braunschweig den $\frac{14}{24}$ April 1674. [Tiré de la Registrature d'Estat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

C'est-à-dire,

Recès particulier entre LEOPOLD *Empereur des Romains, & les Ducs de Brunswich-Lunebourg* GEORGE GUILLAUME, *&* RODOLPHE AUGUSTE, *par lequel outre ce qui a été conclu par le Recès principal du même jour, ils s'obligent à augmenter leurs Troupes jusques à 8000. Hommes de Pied, 4000. Chevaux, & 1000. Dragons, & à les faire agir contre les Ennemis communs sous certaines conditions par eux stipulées. A Brunswich le $\frac{14}{24}$ Avril 1674.*

Zu wissen/ als die Röm. Kays. auch zu Hungarn und Boheimb Königl. Majest. Herrn Georg Wilhelms und Herrn Rudolph Augusten Hertzogen zu Braunschweig und Lüneburg Durchl. Durchl. vermittels verschiedener hochansehnlicher Abschickungen zuerkennen gegeben/ was massen sie bey denen in dem heyl. Römisch. Reich erweckten motibus die Waffen zuergreiffen eüsserist necessitiret/ doch keine andere intention führeten/ dann das Reich und dessen Stände von aller oppression zu befreyen/ und ihren Kayserl. Respect/ auch der Stände Freyheit/ so dann gute harmonie und Frieden im Reich zuerhalten/ mit dem ersuchen/ daß hochstgedachter beider Herrn Hertzogen Durchl. Durchl. solche Ihr Kays. Majest. gemein-nützige intention zubefordern/ und zu dem Ende nicht allein das alhier zu Braunschweig den $\frac{11}{21}$ Septemb. 1672. aufgerichtetes Fœdus zu extendiren/ sondern auch unverlengt mit ihren Völckern/ wieder die jenige/ welche Ihre Kays. Majest. die Cron Spanien/ und die Herrn General Staaten/ wieder den Ossnabrugg- und Münsterischen/ Aach- und Clevischen Frieden jetzo bekriegen/ oder noch bekriegen würden/ conjungiren möchten/ darauff auch ein gewisser Recess unter heutigen dato zwischen Ihro Kays. Majest. und hochstgnäd. Herrn Hertzogen Durchl. Durchl. hierunten benannten und zu dieser Handlung bevollmächtigten Ministris geschlossen/ anbenebens der gemeinen sache vorträglich erachtet worden/ denselben in einem neben-Tractat, welcher in höchster geheimb zu halten/ zuerleütern/ so ist volgends durch obgedachte gevollmächtigte ferner abgeredet und verglichen worden wie folget.

Erstlich/ weil hochgedachter Herrn Hertzogen Durchl. Durchl. verschiedener erheblichen Ursachen halber/ ihre auf den Beinen habende Miliz zuverstärcken nöthig halten/ und hierzu gewisse Geldt-Subsidien zubegehren sich befügt achten/ daß demnach Ihre Kays. Majest. so wohl bey der Cron Spanien als denen General Staaten alle mögliche und fleissige Officia interponiren wollen/ damit von jetzt bemelter Cron und denen General Staaten beider Herrn Hertzogen Durchl. Durchl. vermittelst eines christen vergleichs/ gewisse subsidien erfolgen mögen/ in entstehung dessen der Herren Hertzogen Durchl. weiter nicht als an oberwehntes alhier zu Braunschweig den $\frac{11}{21}$ Sept. 1672. aufgerichtetes Fœdus verbunden/ und hingegen an diesen Secret- und Haubt-Recess keines weegs gehalten/ sondern selbiger auf solchen fall krafftlos bleiben solle.

Wann aber zweytens man berührter Subsidien halber zu dem intendirten Schluß gelangen und mit zahlung jetzterwehnter Subsidien ein solcher anfang gemachet/ gleich mit hochstgedachter Kön. Maj. in Hispanien und denen Herren General Staaten man sich verglichen haben würd/ als dann wollen höchstermelter beider Herren Hertzogen Dl. Dl. mit einer Armée von acht tausend zu Fuß/ vier tausend zu Pferd und tausend Dragoners sambt convenabler Artiglerie wieder die gemeine Feinde agiren lassen an Orth und Enden/ wo Ihre Kayserl. Majest. Ihr Königl. Majest. in Hispanien/ die General Staaten/ und der Herren Hertzogen Durchl. Durchl. für gut finden werden/ massen dan bey künfftiger Criegs-Expedition, zumahlen alsdann wann die Arméen der Hohen Allirten conjungirt/ alle Haubt-Operationes anderst nicht/ dan nach den mehrern Stimmen ob-aller- und hochstgenanter Allirten dirigirt/ und zur Execution gebracht werden sollen/ dergestalt daß Ihre Kays. Majest. eine/ Ihre Königl. Majest. in Spanien eine/ die Herrn General Staaten eine/ der beiden Herrn Hertzogen Durchl. Durchl. aber ingesambt eine Stimme zuführen haben.

Solte auch Drittens hiernechst befunden werden/ daß man obberührtes Corpus umb den verlangten Frieden zu befordern/ zu verstärcken hette/ so soll darüber ferners Handlung angestellet/ die proportion nach dem mit der Cron Spanien und denen General Staaten ratione Subsidiorum vorhin getroffenen vergleich genohmen/ und darauf auch eine solche Hülffe würcklich geleistet werden.

Wofern dann Vierdtens der beiden Herren Hertzogen Durchl. Durchl. Lande zeit währenden dieses Kriegs von jemanden/ wer der auch seye/ und unter was prætext solches geschehen möge/ attaquirt oder überzogen werden solten/ wollen Ihro Kayserl.

Majest.

ANNO 1674.

Majest. denenselben mit einer solchen macht/ als die erheischender noch nach/wird begehrt/und zulänglich geachtet werden können/ mit darzu gehöriger Artiglerie/auf beschehene requisition, unverweilt zu Hülff kommen/ und mit allem Vigore wieder die attaquanten agiren lassen/ gestalten dan der beiden Herrn Hertzogen Durchl. Durchl. in den fall/ daß Ihre Kays. Majest. in dero Landen feindlich angegriffen würden/ jetzt allerhöchstgemelte Kays. Majest. mit obbenanten Corpo, und wie dasselbe nach anweis des vorhergehenden dritten Articuls verstärcket werden möchte/ zu assistiren gleichfals verbunden seyn sollen.

Solte auch Fünfftens/ zeit währender dieser Bündnüs sich jemand unternehmen/ die Stadt Brehmen aus ihrem jetzigen Stande gewaltthätiger weise zusetzen/ nachdeme dan nicht allein der Herren Hertzogen Durchl. Durchl. Lande/ sondern auch der gantze Nieder-Sächsische/ wie nit weniger Westphälische Creiß in noch grössere Unsicherheit und gefahr hierdurch gestürtzet werden dörfften/ so wollen Ihre Kays. Majest. mit und nebens Ihrer Königlichen Majest. zu Dennemarck-Norwegen/ und beider Herren Hertzogen Durchl. Durchl. alle Rettungs-Mittel ergreiffen/ damit diese Stadt in statu quo gelassen/ und ihr Via facti nichts widriges zugemuthet werde.

Daferne Sechstens/ sich bey folgender Kriegs-Expedition begeben solte/ daß von der Herren Hertzogen Durchl. Durchl. ein oder mehr Plätze dem Feinde abgenommen würden/ so soll es zwahr damit gehalten werden/ gleich man sich deßfalls in dem obangezogenen Braunschweigisch. Fœdere im 17. Articul verglichen/ jedoch ist dabey bedungen worden/ was die zu dem Röm. Reich gehörige Oerther und die darinnen begriffenen Religionen und Geistlichkeiten anbetrifft/ daß dasjenige/ was dis Orts in dem Westphälischen Frieden begriffen/ gehalten/ und alles quoad punctum Religionis in gegenwertigen Standt gelassen werden soll. Zu deme Ende auch keine veränderung oder verminderung weder in denen Stifftern/ noch an der Religion verstattet/ sondern selbige bey dem Römischen Reich und den selbigen Orthen obhandene nicht allein Catholischen sondern auch andere Religionen/ wie sich dieselbe anjetzo befinden/ erhalten/ wie auch die Jura Electionis, so dem Thumb und andern Capitul zuständig/ keines weegs turbiret/ sondern sie darbey richtig gelassen/ und geschützet werden sollen.

Dann und Siebendens/ daß bey Ansetz- und stabilirung der Quartier- und Contributionen in deren Landen/ welche in diesem Nieder-Sächsischen und Westphälischen Creiß gelegen/ der Herren Hertzogen Durchl. Durchl. einiger vorzug in so weit gegönnet werde/ daß denselben viel mehr in jetzt berührten Landen/ als anderer Orthen erwehnte Quartier und Contributiones nach proportion angewiesen/ oder da sie selbige schon überkommen/ dabey richtig gelassen werden.

Achtens wollen Ihre Keyserl. Majest. nicht weniger als Ihre Durchl. Durchl. bey ihro Königl. Majest. in Dennemarck/ auch beiden Herren Churfürsten zu Sachsen und Brandenburg alle dienliche Officia noch ferner anwenden lassen/ damit dieselbe in diese Parthey völlig treten/ und dabey beständig verharren mögen/ als dann auch der beiden Herren Hertzogen Durchl. Durchl. sich bemühen wollen/ Herren Ernst Augusti Bischoffens zu Oßnabrug und Herrn Johann Friederichs beiden Hertzogen zu Braunschweig und Lüneburg Durchl. Durchl. zu disponiren damit dieselbe dieser gemeinen sache sich annehmen und ihre kräfften mit der hohen Alliirten zusammen setzen.

Wofern aber dieselbe dazu nicht zubewegen/ sondern sie lieber still sitzen und erwarten wollen/ was etwo bey währenden Reichstage in puncto securitatis, oder sonsten in diesen Nieder-Sächsischen und Westphälischen Creissen geschlossen werden möchte/ so wollen gleichwohlen Ihre Kays. Majest. nicht verstatten/ daß jetzt höchstgedachter beider Herren Hertzogen Land und Leuthe mit durchzügen/ Einquartierungen und Contribution ohn durch ihre Militz/ jedoch so lang auch sie wieder Ihre Kays. Majest. und dero hohe Alliirte nichts Feindliches vornehmen würden/ beschwehret werden sollen.

Ob dann schon Neuntens in dem unter heutigen dato aufgerichteten Haubt-Recess enthalten/ daß diese Bündnüs nur drey Jahr währen soll/ so soll doch solches anderst nicht verstanden werden/ dann in dem fall/ da der Frieden noch vor ablauf solcher zeit mit der sammentlichen hohen Bundes-Verwandten einwilligung wiederbracht werden könne.

Sonsten und daferne in solcher zeit die gemeine Feinde zum Frieden nicht zubringen/ soll auch diese Bündnüs ihre krafft behalten/ noch einigen der hohen Alliirten daraus zuschreiben erlaubt seyn/ es seye dan der allgemeine Friede mit gemeiner einwilligung der hohen Alliirten erlanget/ allermassen dan auch das offt erwehnte alhier in Braunschweig 1672. aufgerichtete Fœdus, so viel Ihr. Kays. Maj. und der Herren Hertzogen Durchl. Durchl. belanget/ in solchem fall/ bis dahin seine krafft behalten/ noch attendiret werden soll/ daß der darin bestimbte dreyjährige termin entzwischen expiriret.

Und soll dieses alles nicht weniger observirt und unverbrüchlich gehalten werden/ als ob es von Worten zu Worten dem Haubt-Recess einverleibet/ wie dann auch die Gevollmächtigte versprochen und zugesagt/ dero allerhöchst und höchstgedachter Principalen Ratification über diesen neben-Tractat in der bestimbten Monaths zeit alhier in der Stadt Braunschweig einzuschaffen und auswechslen zulassen.

Dessen zu Urkund haben sie selbigen eigenhändig underzeichnet und mit ihren Petschafften bekräfftiget/ so geschehen Braunschweig den 14/10. Aprilis Anno 1674.

(L.S.) G. Grhr. Windischgrätz.

(L.S.) Joh. Helm Schütz.

(L.S.) Christoph von Hammerstein.

(L.S.) Fritz von Heimburg.

(L.S.) Joachim Friedrich Sohler.

CXXIV.

Declaratio CAROLI CASPARI *Electoris Trevirensis, quod quidem Pacificationi inter Cæsarem & Electorem Coloniensem nullum impedimentum injicere velit; attamen ratione damnorum Archi-Diœcesi Trevirensi per Milites Colonienses illatorum, se Cæsaream Majestatem implorare, ut ei aliqua satisfactio obtineatur.* [Tiré de la Registrature de la Chancelerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.] Mai.

CUm in resarciendis immensis illis damnis, quæ Excellentissimus Princeps Elector Trevirensis ab injustis Gallorum armis hactenus perpessus est & adhuc dum patitur, secutura aliquando sub Augustissimi Cæsaris nostri suspiciis Pax, modum & rationem ostensura sit, atque nunc de conditionibus tantum agatur, quibus Serenissimus Princeps Elector Coloniensis à Gallicæ Bellicæ Societate abstractus in Cæsaream gratiam recipi possit: declarat utique Elector Trevirensis, se operi tam pio & laudabili nullum quidem injecturum esse impedimentum, ab ea tamen, quam Archidiœcesi suæ vovit, curâ & fide astringi, ut aliqualem saltem ac planè modicam reparationem pro illis etiam exigere debeat damnis, quæ non minus à Coloniensi Milite innoxiæ Provinciæ suæ præter omne fas illata fuerint.

Hinc est, quod secundum inita antehàc Pacta Sacræ Cæsareæ Majestatis opem implorare cogitur, quo afflictæ Archidiœcesi Trevirensi, levi & exigua duorum Pagorum accessione satisfieri patiatur, Rachting nempe & Zeltingen, qui procul à cætera Ditione Coloniensi ad superiorem Mosellam siti, ac Trevirensi Territorio undiquaque cincti, neque lucro, neque sentiendo admodum detrimento aliquo alterutram Provinciarum afficere poterunt.

Serenissimo autem Electori Coloniensi ejusque Metropolitano Capitulo grave id esse non debet, cum denuntiatum ipsis non semel sit, dissolvenda & compensanda aliquando esse damna illa, quæ toties rogati & admoniti avertere ab innocentibus ac nihil tale promeritis vicinis neglexissent, grassante interea Coloniensi Milite in Trevirensi agro non secus ac in hostico, per omne genus injuriarum quarum particulari enarratione in tam propinqua reconciliationis spe, merito supersedendum nunc esse existimavimus.

CXXV.

Traité de Paix entre les PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas &* MAXIMILIEN HENRI *Electeur & Archevêque de Cologne. Fait à Cologne le 11. Mai, 1674.* [*Theatrum Pacis.* Tom. II. pag. 600. d'où l'on a tiré cette Pièce qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europæum* Tom. XI. pag. 613. dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Contin. II. Abtheilung III. Absatz III. pag. 112. en Allemand, & dans LONDORPII *Acta publica*, Tom. X. pag. 169.] 11. Mai. LES PROVINCES-UNIES ET COLOGNE.

In Nomine Sacro-Sanctæ Individuæ Trinitatis.

NOtum hisce sit cunctis & unicuique; posteaquam inter Christianissimum Galliarum Regem, ejusque

ANNO 1674.

que Confœderatos ex unâ; atque Celsos, & Præpotentes Fœderati Belgii Ordines, eorumque Confœderatos ex alterâ, Partibus, nuper exortum Bellum, eo usque excrevisset, ut Cæsaream Suam Majestatem, totumque Romanum Imperium tandem involverit: & altissimè-morata Sua Cæs. Majestas, per Ministros suos, Serenissimum Principem Electorem Coloniensem, (qui uti Christianissimæ Regiæ Majestatis Confœderatus, ad dictum Bellum contra Unitum Belgium accesserat) adhortari curasset: ut pro communi totius Imperii & Reipublicæ bono, pacem cum altememoratis Dominis Ordinibus inire vellet: huicque adhortationi Serenissima Sua Electoralis Celsitudo locum dedisset, & pro devotissimâ suâ erga Cæsaream Suam Majestatem reverentiâ, non obstantibus quibuscunque aliis Pactis Fœderibus, vigore & potestate liberi sibi in iisdem reservati arbitrii, cum dictis Dominis Ordinibus Fœderati Belgii ad bonum publicum promovendum pacem inire paratam sese quòd ostendisset; ad interpositionem & mediationem Cæsareæ Suæ Majestatis Ministrorum, nimirum Illustrissimorum & Excellentissimorum Dominorum, Domini Francisci, Liberi Baronis de Lisola, Cæsareæ Suæ Majestatis Consiliarii Aulici, & Joannis Fischer, anterioris Austriæ Consiliarii Cameralis, & ad generalis Pacis Tractatus Legatorum, & Plenipotentiariorum, inter utriusque Partis Plenipotentiarios, & ad hoc Deputatos; ex parte Serenissimæ Suæ Serenitatis Electoralis, Reverendissimos, Generosos & Prænobiles Dominos, Thomam Quentel, Franciscum Baronem de & in Frentz, & Kendenich, nec non Ignatium Wittman, Suæ Electoralis Serenitatis Consiliarios intimos, Metropolitanæ Ecclesiæ Coloniensis, Cathedralium Hildesiensis, & Paderbornensis Ecclesiarum, nec non Collegiatarum Basilicarum S. Severini & S. Andreæ respectivè Præpositum, & Capitulares; Ex parte verò altememoratorum Dominorum Ordinum Generalium, Illustrissimos & Excellentissimos Dominos Hieronymum à Beverningk, Urbis Goudanæ Ex-Consulem, quondam Fœderati Belgii Consiliarium, & Quæstorem Generalem, & Joannem Isbrants, Toparcham in Hoochkerke & Senatorem Groninganum, in Consessu Dominorum Ordinum Generalium Deputatos, in sequentes Pacis Leges tandem conventum sit.

I. Sit Pax constans & perpetua inter Serenissimum Dominum Electorem, & Fœderati Belgii Dominos Ordines, eaque sic colatur, ut Pars una alterius commoda quærat & promoveat, atque omnia humanitatis, bonæque vicinitatis officia sibi mutuò præstent. Neque impostèrum, Pars ulla contra alterius Subditos, arresta & repressalias decernet, aut executiones rerum judicatarum impediet. Sub quo tamen, viâ Juris obtentæ, & ex causis debitorum & Contractuum obligatoriorum, originem sumentes Sententiæ, minimè intelligentur; sed quoad eas secundùm Juris ordinem, & rectam rationem procedetur.

II. Omnia ea, quæ ab Initio Belli hujus hucusque hinc indè ullo modo aut ratione, ex parte utraque hostiliter patrata sunt, in tantum oblivioni tradita sunto, ut nec illorum nomine, nec sub ullo alio prætextu, nemo posthac aliquam hostilitatem, violentiam aut concussionem, tam alterius personis, quàm bonis, vel per se, vel per alios, clam aut palam, directè vel indirectè, specie Juris, aut viâ facti, uspiam non inferet, vel inferri indulgeat; verùm omnes ac singulæ hinc indè, tam ante, quam durante Bello, verbis, scriptis aut factis illatæ injuriæ, damna, expensæ, absque omni personarum rerumque respectu, ita penitus abolitæ sunto, ut quicquid eo nomine alter adversùs alterum prætendere posset, perpetuâ oblivione sepultum esto. Ad quorum tamen dilucidationem conventum est, quòd ab hac amnestia exclusi sunto ii, qui proditionis aut læsæ Majestatis rei arguentur, sic tamen ut illis via Juris præclusa non sit, eorumque Uxoribus, Liberis & Hæredibus bona sua sine impetitione salva maneant.

III. Posito hujus universalis & illimitatæ amnestiæ fundamento, restituet Serenissima Sua Celsitudo Electoralis statim atque illicò post Ratificationem, Dominis Ordinibus Fœderati Belgii, loca ea omnia, ubicunque sita sient, nullo prorsus excepto, quæ durante hoc Bello occupavit, sibique subjecit, & quicquid tempore conclusæ hujus Pacis in iisdem in vim & potestatem suam redactum invenietur, & quidem omnia eo in statu, quò nunc reperiuntur, curabitque ne quidquam detrimenti ea capiant, similiterque vetabit, & ipso facto impediet, ne dictarum Urbium, locorumque Gubernatores, aut per se, aut Suæ Serenissimæ Celsitudinis Electoralis nomine, Senatui, aut Populo quicquam pecuniarum extorqueant, imò nec illum quidem in casum, si præcedentibus horum Tractatuum subscriptionem pollicitationibus verbalibus, forte ratione pendendi lytri & redemptionis de certâ pecuniæ summâ cum iis transactum fuisset, sed ea omnia & singula pro nullis, cassis & irritis habeantur, ut tamen, quod jam reapse ante præsentis Tractatûs subsignationem persolutum fuerit, non repetetur. Obsides verò, si qui dati aut abducti erunt, illicò sine ullo redemptionis pretio liberi dimittantur.

IV. Restituet identidem omnibus Nobilibus, Vasallis, & Subditis Dominorum Ordinum, cujuscunque nominis & conditionis fuerint, omnia & singula ad eosdem pertinentia Territoria, Dominia, Jura, agros, & bona immobilia, ubicunque etiam sita erunt, Serenissima Sua Electoralis Celsitudo quæ durante hoc Bello occupavit aut occupari fecit.

V. Contra prædicti Domini Ordines Generales se abdicant & renunciant omnibus & singulis Juribus, & prætensionibus, quas quovis modo habuerunt, aut deinceps habere aut prætendere possent in Civitatem Rhenobergam, ejusdem pertinentias, & quæcunque ab ea dependent, sic ut re ipsa & cum effectu, in perpetuum maneat penes prædictam Serenissimam Celsitudinem Suam Electoralem; in specie autem renuntiant actionibus omnibus iis, quæ ob sumptus & expensas in munitionem, ædificia publica, armamentaria & tormenta factas intentari poterant, viceque versa in simul curabunt, ut Subditis Coloniensibus omnia eorundem durante hoc Bello extorta immobilia Bona, ubicunque sita ea erunt, restituantur; Captivique quin etiam hinc indè cujuscunque conditionis, status aut professionis ii fuerint, liberè dimittantur.

VI. Solutio Contributionum, & lytrorum quæ tempore conclusi Tractatûs Pacis præstanda restiterit, intuitu personarum & bonorum, unius alteriusve Partis, ab iis, quibus cura Contributionum & lytrorum incumbit, dirigatur, determinetur, & moderetur.

VII. Ad majorem prædictorum cautelam & securitatem, Cæsarea Sua Majestas, ac Serenissimus Hispaniarum Rex, debitè requirentur, ut Guarantiam hujus Tractatûs, solemniter & omni meliori formâ in se recipere haud grave ducere velint.

VIII. Ratihabitiones hujus Tractatûs ex utraque parte Paciscentium ad Cæsareæ Suæ Majestatis Dominorum Legatorum manus tradantur, & intra quindecim dierum spatium, à die subscriptionis hujus Instrumenti computandos, & citius, si fieri poterit, commutentur; hostilitates verò cessent, quàm primùm ratihabitio ab una ambarum Partium ad manus dictorum Dominorum Legatorum Cæsareanorum tradita fuerit. In cujus rei fidem duo ejusdem tenoris Instrumenta desuper confecta, & tam à Dominis Legatis Cæsareis, quàm ab utriusque Partis Plenipotentiariis & ad hoc Deputatis subscripta & sigillata sunt. Actum Coloniæ Agrippinæ die XI. mensis Maii Anno M. DC. LXXIV.

THOM. QUENTEL.	(*L.S.*)
FRANC. C. v. FRENS.	(*L.S.*)
IGNATIUS WITMANN.	(*L.S.*)
H. v. BEVERNINGH.	(*L.S.*)
J. ISBRANDTS.	(*L.S.*)

In supra dictorum omnium fidem Infrascripti Domini Mediatores hoc Instrumentum subsignatione suâ & Sigillis communiverunt, loco & die ut suprà.

F. B. DE LISOLA.	(*L.S.*)
JOANNES FISCHER.	(*L.S.*)

CXXVI.

Traité de Confederation, d'Assistance, & de Defense, entre LEOPOLD *Empereur des Romains*, CHARLES II. *Roi Catholique des Espagnes; les Seigneurs Estats Généraux des* PROVINCES-UNIES, *& les Seigneurs* 12. Junii.

ANNO 1674.

GEORGE GUILLAUME & RUDOLPHE AUGUSTE *Ducs de Brunswich & Lunebourg pour durer jusqu'à la Paix, & dix ans au delà. A Cell le* $\frac{10}{20}$ *Juin* 1674. [Tiré de la Registrature d'Estat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

SOit notoire, (1) Que Sa Majesté Imperiale, Sa Majesté Catholique, & Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, ayant par diverses fois fait connoitre à leurs Altesses le Seigneur George Guillaume, & le Seigneur Rudolphe Auguste Ducs de Brunswick & Lunebourg, comme ils avoient, tant dans que hors l'Empire, été en plusieurs façons endommagés & outragés, & ce contre le Traité de Paix d'Osnabrug, & Munster, & Cleves & Aix, & par ainsi necessités de joindre leurs Armes, & de tâcher à rétablir la Paix & le repos, à conditions honnestes & équitables, tant en l'Empire que son voisinage, avec requisition que leurs susdites Altesses voulussent temoigner dans les troubles presents émeus par le Parti contraire, au très-grand prejudice & dommage de tous les Estats de l'Empire, le même soin qu'elles avoient toujours fait paroistre pour le bien public & la seureté de l'Empire, & de joindre leurs Armes à celles de Sadite Majesté Imperiale, du Roi d'Espagne, & de Leurs Hautes Puissances pour obtenir une Paix generale & seure; Et que leurs Altesses suffisamment asseurées des intentions de Sa Majesté Imperiale & de Sa Majesté Catholique & de Leurs Hautes Puissances, non moins dressées à l'utilité de l'Empire qu'à celle des Estats desdits Alliés, & ayant consideré de plus, que si la Paix ne s'établit à tems dans le voisinage, les Estats & Sujets de Leurs Altesses ne pourroient pas bien estre maintenus dans le repos & la seureté dont ils ont joui jusques ici, il s'est fait entre les soussignés Ministres de Sa Majest. Imp. de Sa Majest. Cath. de Leurs Hautes Puissances, & de Leurs Altesses sur la conjonction susdite due consultation, & qu'icelle a été accordée & concluë comme s'ensuit.

I. Il est, en premier lieu, de l'intention, que cette Alliance ne visera à l'offense d'aucun Potentat, Roi, ou autre Estat, mais principalement à procurer la Paix au voisinage, & comme ceci a été arresté d'une part & reconnu pour juste & conforme aux inclinations & égards des Hauts Alliés, il a été estimé de l'autre costé équitable, necessaire & convenable au but susdit de dresser cette Alliance à ce, que non seulement elle vaille contre les Ennemis presents, de l'Empereur, du Roi d'Espagne, & de L. H. P. & contre les Adherens desdits Ennemis, ce qui se passe inviolablement par le present Traité, mais qu'encore, ce qui s'y promet avec pareille certitude, elle sera applicable & aura son effect entier, contre tous ceux qui durant la presente Guerre, pourroient devenir Ennemis des Hauts Alliés, choisir le Parti desdits Ennemis en façon quelconque, soit en general ou en particulier, ou bien forger & former de mauvais desseins contre les Hauts Alliez, leurs Estats, Païs & Sujets respectifs, pour lesquels prevenir & arrester, il a été de même expressément convenu par le present Traité, que les Troupes ci-dessous specifiées, seront employées selon qu'il a été en suivant arresté par ce present Traité contre tous tels Ennemis presens & futurs, leurs Adherans, choisissans leur parti, ou forgeans ou formans mauvais desseins, & non contre aucuns autres.

II. Il a été promis que leurs Altesses mettront sur pied au plustost, & assembleront au plustard en six semaines après la Conclusion de ce Traité dans leurs Païs les plus confinans aux Villes & Places des Ennemis communs une Armée de quatre mille Chevaux, huit mille Fantassins & mille Dragons.

III. Que leurs Altesses entretiendront six mille Hommes de la susdite Armée, à sçavoir deux mille Chevaux, trois mille Fantassins & mille Dragons; & que les sept mille Hommes qui restent, à sçavoir deux mille Chevaux, & cinq mille Fantassins, seront entretenus par l'Empereur, le Roi d'Espagne, & leurs Hautes Puissances; chacun pour le juste tiers.

IV. Que pour assembler la susdite Armée de quatre mille Chevaux, mille Fantassins & mille Dragons, le plustost qu'il se pourra, & au plustard dans le tems ci-dessus arresté, l'Empereur, le Roi d'Espagne, & Leurs Hautes Puissances feront remettre aussi-tôt dans la Ville de Hambourg, à leurs Altesses par des Lettres de Change valables la Somme de cent & trente mille Rixdalers, ou trois cent & vingt cinq mille Florins, argent de Hollande, pris à quarante Rixdalers pour la levée d'un Cavalier, & dix Rixdalers d'un Fantassin bien montez, & bien armez.

V. Que lors que leurs Altesses après la conclusion de ce Traité presenteront huit ou neuf mille Chevaux ou Fantassins, & desireront qu'on leur fasse passer montre, elle se fera par des Commissaires de part & d'autre, & que dez ce tems là les susdits huit ou neuf mille Hommes, seront entretenus pour la moitié par Sa Majesté Imperiale, Sa Majesté Catholique, & les Seigneurs Estats Generaux, & que lesdits huit ou neuf mille Hommes, dez le tems du susdit Payement, seront obligés d'agir pour le bien commun, où il sera requis, & que quand, les quatre ou cinq mille Hommes restans, se trouveront assemblés dans le terme susdit; alors, après autre montre faite, l'entretien des sept mille Hommes susdits, commencera de courir en entier sur le Compte de Sa Majesté Imperiale, de Sa Majesté Catholique & de Leurs Hautes Puissances, comme celui des autres six mille Hommes aux depens de leurs Altesses.

VI. Que la susdite Milice sera rangée sous huit Regimens de Cavalerie, huit Regimens d'Infanterie & huit Compagnies de Dragons; que chaque Regiment de Cavalerie sera composé de cinq cens Chevaux divisés en six Compagnies, chaque Compagnie de Dragons de cent Dragons, & chaque Colonel de Cavalerie ou d'Infanterie, sera traité à raison de six vingt Rixdalers, ou trois cent Florins Monnoye d'Hollande par mois; chaque Lieutenant Colonel à raison de quarante Rixdalers ou cent Florins, chaque Major à raison de trente deux Rixdalers ou quatre-vingt Florins, & le Quartier Maistre & Prévost des Fantassins ensemble à raison de dix huit Rixdalers ou quarante cinq Florins par mois, pour chaque Regiment, moyennant quoi, ne leur seront soufferts ou validés dans leur marche, ou autrement, aucuns autres frais, soit de Chariots, Charettes ou Chevaux.

VII. Que leurs Altesses auront par mois, pour chaque Regiment de Chevaux rangés comme ci-dessus, & entretenus par l'Empereur, le Roi d'Espagne, & L. H. P. à raison de douze mois par année, une Somme de 4767. Rixdalers 29. Sols & 9. Deniers, ou 11918. Livres 19. Sols 9. Deniers Monnoye de Hollande, & pour chaque Regiment d'Infanterie, dont l'entretien sera à la charge de l'Empereur, du Roi d'Espagne, & de Leurs Hautes Puissances, elles auront par mois, comme ci-dessus 4204. Rixdalers 4. Sols, ou 1262. Florins & 1. Denier de Hollande, ou autant moins, à proportion que lesdits Regiments seront trouvés plus foibles en nombre de Chevaux ou Fantassins dans les montres à faire.

VIII. Que les Deniers requis pour le susdit entretien respectif à la concurrence de 2000. Chevaux & cinq mille Fantassins, à sçavoir le mois de Gage payable sans delai, au jour de chacune desdites montres à faire, & puis de tems en tems à l'entrée de chaque mois, comme aussi pour neuf Colonels, Lieutenants Colonels, Majors, Quartiers-Maistres & Prevosts, seront de la part de l'Empereur, du Roi d'Espagne & de Leurs Hautes Puissances, comme ci-dessus, precisement remis par Lettres de Change valables, à leurs Altesses, lesquelles sur ce prendront à leur charge, les Payemens particuliers, de sorte que l'Empereur, le Roi d'Espagne, & Leurs Hautes Puissances, ne pourront estre molestés au sujet des mauvais Payemens, par aucun desdits Colonels, & autres Hauts ou Subalternes Officiers, Cavaliers ou Soldats comme ils ne seront sur ce convenibles par qui que ce puisse estre.

IX. Il sera libre de part & d'autre, & avec mutuelle communication, de faire Reveuë & Montre desdites Troupes, soit à part soit conjointement, selon la commodité du tems, pour pouvoir estre asseuré du nombre des Cavaliers & Soldats, comme de leurs Armes & Montures, & seront les Hauts Officiers & Capitaines de Cavalerie, & Infanterie, obligés d'obeïr en tout tems aux ordre qui leur seront donnés à ce sujet

X. Il

(1) Ceci ne peut être qu'une Traduction du Latin. Le même Traité se trouve en Hollandois dans les *Actes & Memoires des Negotiations de Nimegue* Tom. I. pag. 624. avec une Traduction Françoise qui ne vaut rien du tout, mais qui pourtant avoit été inferée comme bonne dans la I. Edition de ce Recueil de Hollande. Tom. IV. pag. 316. Celle-ci est plus exacte, & plus originale. Elle s'accorde aussi infiniment mieux avec l'exemplaire Hollandois des Actes de Nimegue. [DUM.]

ANNO 1674.

X. Il sera joint à la susdite Armée un Train d'Artillerie proportionné à sa grandeur & à sa force; à quel effect y seront employés

Deux Mortiers.
Deux Piéces de Canon de 24. Livres de Bale.
Quatre Piéces de 12. Livres de Bale.
Six Piéces de 6. Livres de Bale.
Vingt Piéces de 3. ou 4. Livres de Bale.

Boulets.	*Quintaux.*
200 de 24	48
400 de 12	48
600 de 6	36
2000 de 4	80
(1) 100 de 30, 100 de 40	212. Quintaux de Boulets.

100 Quintaux de Grenades, avec autant de Poudre qu'il y faut.

Puis à raison d'une demie Livre de Poudre, pour une Livre de Balle; 106. Quintaux de Poudre, pour le Canon.

(2) Puis à raison de deux Livres de Poudre par Homme comptant sur 8000. Hommes, 160. Quintaux de Poudre.

Et à raison de deux Livres de Plomb pour une Livre de Poudre 320. Quintaux de Plomb ou Bales de Mousquet.

Les Hauts & Bas Officiers necessaires à cette Artillerie y seront aussi joints, à sçavoir:

Officiers appartenans à l'Artillerie.

Un Colonel.
Un Major.
Deux Capitaines.
Deux Lieutenans.
Quatre Commissaires.
Un Ministre.
Un Chirurgien & son Valet.
Deux Artificiers avec leurs Gens.
42 Canoniers.
Un Charpentier pour travailler aux Ponts avec ses Gens.
Un Petardier avec ses Gens.
Un Mareschal avec ses Gens.
Deux Aplanisseurs de Chemins.
Deux Maistres d'Armes.
Un Sellier avec ses Gens.
Un Maistre d'Ecuyrie.
Un Escrivain.

80. Sous-Canonniers, à sçavoir quatre près de chaque Piéce de 24. Livres & de 12. Livres de Bale, & deux pour chacune des autres Piéces.

Quelques Pionniers.

Des Charons pour travailler aux Affuts avec leurs Gens.

Leurs Altesses prendront soin, dès à present, ou du moins aussi tost après la conclusion du present Traité, & donneront les ordres necessaires à ce que la moitié de la susdite Artillerie, avec les Chevaux, Chariots, Charretes & autre Attirail y requis, avec la moitié des susdits Hauts & Bas Officiers se trouve preste pour s'en pouvoir servir en cas de besoin, là où il sera necessaire, sur le champ, & sans aucun delai, comme aussi, quant à l'autre moitié de la susdite Artillerie, Chevaux, Chariots, Charretes, & autre Atirail y apartenant, & l'autre moitié des susdits Hauts & Bas Officiers dudit Train, au plustard dans six semaines après la conclusion du present Traité, & ce pour les causes sus alleguées, moyennant quoi l'Empereur, le Roi d'Espagne, & L. H. P. payeront par mois à L. A. dès que les susdits huit ou neuf mille Hommes seront mis sur pied, & qu'une moitié de l'Artillerie & ses Officiers auront passé Montre & reveuë, à raison des frais y requis, & du Payement des Pensions des Generaux qu'il faudra engager dans le service au delà des Colonels, la Somme de quatre mille quatre cent cinquante deux Rixdalers dix sept Sols & huit Deniers, & onze cent trente un Florin douze Sols & huit Deniers de Hollande; Et lorsque l'Armée susdite aura été entierement mise sur pied, & que toute la susdite Artillerie, & Officiers d'icelle auront passé reveue & montre, il leur sera payé par mois la Somme de huit mille neuf cent cinq Rixdalers, ou vingt deux mille deux cents soixante trois Florins & cinq Sols argent de Hollande, à condition qu'ils seront par là à l'abri de toute importunité, comme il a été dit au 8. Article.

XI. Que leurs Altesses seront obligées de mettre & tenir sur pied, & en Corps ladite Armée, & d'agir avec elle contre les Ennemis en tel lieu, & endroit, & en tel tems, & ainsi qu'il sera jugé, par la pluralité des voix de l'Empereur, du Roi d'Espagne, des Seigneurs Estats Generaux, & de leurs Altesses, estre pour le plus grand service & bien commun, comme aussi quand les Armées des Hauts Alliés seront entierement, ou en partie jointes à celle ci, toutes les Actions principales, en tant qu'elles concerneront les Troupes conjointes, seront concertées entre lesdits Hauts Alliés, ou leurs Authorisés, de même qu'elles seront mises en execution, suivant la pluralité des voix susdites.

XII. En cas que les Païs de leurs Altesses, soit peu après la conclusion de ce Traité, soit durant le cours de cette Guerre, venoient à estre attaqués de qui que ce soit, ou sous quelque pretexte que ce puisse estre, non seulement cette Armée ne sera point éloignée ou retenuë loin de leurs Estats, mais au contraire, elle agira en cet évenement sans delai, & avec toute vigueur, & même on y envoyera d'autres Troupes de l'Empereur, du Roi d'Espagne, & de Leurs Hautes Puissances, autant qu'il en sera requis & necessaire pour repousser les susdites attaques.

XIII. Que si dans la suite du tems, on vint à experimenter que les susdits quatre mille Chevaux, huit mille Fantassins, & mille Dragons, ne fussent pas tout à fait suffisans, pour porter les Ennemis susdits, & leurs Adherens, à desister de leurs hostiles aggressions, & ensuite à les disposer à une Paix raisonnable, alors ils seront en la maniere susdite, & de commun concert, augmentés jusques à quinze mille Chevaux, Fantassins, & Dragons, ou à tel autre plus grand nombre qu'on jugera necessaire & convenable pour parvenir à un but si salutaire.

XIV. Qu'après la conclusion de ce Traité, il ne sera loisible, à l'Empereur, au Roi d'Espagne, à Leurs H. P. ni à leurs Alt. de faire aucune Cessation d'Armes avec lesdits Ennemis que conjointement, & de commun concert, mais qu'en cas, qu'on vint à entrer en quelque Negociation, soit de Paix, ou de Tréves de quelques Années, la Negociation susdite ne pourra estre entamée par aucun des Hauts Alliés sans la participation des autres, & sans procurer auxdits Alliés aussi-tost & en même tems qu'à soi-même la faculté & seureté necessaire pour pouvoir envoyer ses Ministres sur le lieu où l'on traitera, & qu'aussi les susdits Alliés seront tenus de se communiquer successivement & de tems en tems, tout ce qui se passera dans la susdite Negociation, Que pareillement il ne sera permis à aucune des Parties susdites, de conclure une Paix, ou Tréves de quelques Années, sans y comprendre ses Alliés, & sans les restituer, s'ils le desirent ainsi dans la Possession de tous leurs Païs, Villes & Places, comme aussi dans l'usage des Immunités & Droits, qu'ils possedoient, & dont ils jouissoient avant la Guerre, & à moins de stipuler des Ennemis pour sesdits Alliés, les mêmes Libertés, Droits & Prerogatives qu'il aura stipulées pour soi à moins qu'eux mêmes Hauts Alliés vinssent à en convenir autrement.

XV. Que de plus, la Guerre presente finie, il sera & demeurera entre lesdits Hauts Alliés, une sincere & fidelle amitié & correspondance, laquelle tendra, à ce qu'un chacun d'eux tasche à s'entre-procurer fidellement tout bien reciproque, & à s'entraider à detourner au possible les torts & dommages, avec telles forces respectives, que ci-dessous sera declaré.

XVI. Que les Hauts Alliés s'entraideront à se defendre & proteger les uns les autres, contre tous ceux qui sous quelque pretexte que ce puisse estre, entreprendroient d'invader hostilement par Terre, ou d'attaquer

(1) *L'Instrument Hollandois des Actes de Nimegue, met ici* 100. ad 6. & 100 ad 4. *Ce qui doit estre consideré, comme une faute de Copiste ou d'Imprimeur. Le sens naturel de l'Article le fait assez connoistre. Il y a même une Omission dans l'Exemplaire de la Registrature Imperiale auquel il faut necessairement suplier; en suppléant ces deux Articles de* 100. *chacun, d'autant de Bombes que les Serenissimes Ducs s'obligeoient de fournir pour le service de l'Armée; sçavoir* 100. *de* 30. *Livres de poids &* 100. *de* 40. *Livres.* [Dum.]

(2) *On lit dans l'exemplaire Hollandois des Actes de Nimegue,* 106. Centner Buskruyt gereekent voor Soldaten. 320. Centner Loot of Musquet-Kogels. *C'est encore une faute de Copiste ou d'Imprimeur. Il est aisé de voir que deux Livres de poudre par Homme, comptant sur* 8000. *Hommes font* 160. *Quintaux, & non pas cent six.* (Dum.)

Anno 1674.

quer de force ouverte leurs Estats & Païs ci-dessous specifiés, à sçavoir, de Sa Majesté Imperiale les Païs Hereditaires d'Autriche, & le Royaume de Boheme; de Sa Majesté Catholique, les Païs-Bas Espagnols, la Comté de Bourgogne y comprise; de Leurs Hautes Puissances tous leurs Païs assis en Europe, & de leurs Altesses les Païs qu'ils possedent presentement, comme aussi ceux que les Hauts Alliés pourroient acquerir par Succession, ou autre juste Titre confinans aux susdites Possessions, y compris tous les Habitans, Villes, & Forteresses.

XVII. Que cette Alliance Defensive subsistera l'espace de dix années à compter de la fin de la Guerre presente, & qu'en cas, que quelqu'un des Hauts Alliés, vint à estre troublé ou attaqué, durant ce tems-là, de qui que ce pust estre, sans aucune exception, les non attaqués assisteront, & viendront au secours de l'attaqué, avec un secours sortable, à sçavoir l'Empereur, le Roi d'Espagne & Leurs Hautes Puissances chacun avec 2000. Chevaux & 4000. Fantassins, & les susdits Seigneurs Ducs de Brunswick Lunebourg, avec 500. Chevaux & 1000. Fantassins, tous tels Regimens, Compagnies, Colonels, & autres Officiers, que les respectives Parties assistantes trouveront & jugeront propres pour un pareil secours, qui sera delivré, fourni, & entretenu, pour le service de l'attaqué, aux frais des Parties respectives assistantes, toutes les fois que l'un des Hauts Alliés sera attaqué, ou troublé en la maniere ci-dessus exprimée.

XVIII. Que celui qui sera attaqué en la maniere susdite, aura le choix & l'option, de prendre ledit secours tout entier en Soldats, ou tout entier en argent, ou partie en Soldats, & partie en Armes, Munitions de Guerre, argent ou autres choses, propres à l'usage de la Guerre, en telle sorte, que mille Soldats seront pris & taxés à raison de dix mille Florins par Mois, le Cavalier compté pour deux Soldats, à compter douze Mois pour une Année, & que le Payement se fera au commencement de chaque Mois à portions égales, de sorte que si ce Payement se fait entierement, ou en partie en argent, les Deniers seront fournis en un lieu agreable à l'attaqué, & qui lui semblera plus commode, mais qu'en cas qu'on y satisfasse entierement, ou en partie en Munitions de Guerre, ou autres effets & Denrées propres à l'usage de la Guerre, l'assisté sera tenu de les faire prendre des Païs de celui qui fournira le secours.

XIX. De quelle sorte que le secours vienne à estre demandé, il ne sera permis à aucun des Hauts Alliés, d'excepter au fournissement d'icelui, sur le defaut d'autrui, ainsi faudra-t-il fournir promptement le secours demandé, & si en Soldats, le livrer au plustard dans six semaines après la requisition dans le Païs de l'attaqué, en suite dequoi cette Milice sera & restera entierement soumise aux ordres & commandemens de celui à qui elle aura été envoyée, où à son authorisé, pour s'en servir & la transporter au lieu où bon leur semblera, bien entendu par Terre, Campagne, Sieges, & pour la garde des Villes & Places, par tout, & aussi souvent, que la necessité le requerera, avec reserve toutes fois qu'il ne sera pas permis de separer entierement les Compagnies, qu'il restera pour le moins deux ou trois cents Soldats de chaque Regiment sous leurs Drapeaux.

XX. Après que le secours consistant en Cavaliers & Fantassins aura été fourni & envoyé par les hautes Parties assistantes, & qu'il aura été reçeu par l'attaqué, les Parties assistantes ou leurs authorisés, donneront & suppléront aux Charges, qui y pourroient venir à vaquer.

XXI. Que si l'Empereur, le Roi d'Espagne & Leurs Hautes Puissances venoient à requerir de leurs Altesses un plus grand nombre de Milice, en ce cas la Milice susdite sera augmentée par leurs Altesses même, jusqu'au nombre de quatre mille Chevaux & huit mille Fantassins, moyennant qu'elles jouïssent de l'argent de levée, & Subsides à proportion de ce qui aura été ajouté au nombre susdit à la Somme que l'argent de levée & Subside, a été ci-devant arresté.

XXII. Les Hauts Alliés soigneront de plus au possible, que les Troupes qui ensuite de ce Traité viendront sur quelqu'une de leurs Terres, y puissent subsister à prix raisonnable.

XXIII. Que celui qui viendra à insulter quelqu'un des Hauts Alliés à main armée, sera tenu pour attaquant, & qu'ainsi contre tel, il faudra fournir les secours.

XXIV. Que celui qui aprehendera, ou prevoira quelqu'attaque, sera obligé d'en donner à tems la communication aux Alliez afin qu'ils se puissent employer pour moyenner un Accommodement, de sorte toutes fois, que nonobstant les Offices de Mediation, il faudra que le secours promis s'envoye aussi tost qu'il y aura attaque, ou rupture effective.

XXV. Que cette Alliance ne derogera point aux Traitez & Alliances que les Hauts Alliés, ou quelques-uns d'entr'eux ont fait avant la Date des presentes, avec quelqu'un desdits Alliés, s'entendant que le plus grand secours de Gens de Guerre comprendra le moindre.

Tous lesquels Points & Articles ci-dessus mentionnés seront observés reciproquement, inviolablement & de bonne foi, & pour leur plus grande seureté, il en a été fait cinq Instrumens de même teneur, & confirmés par les Sceaux & signatures des Ministres soussignés desdits Hauts Alliés. Et en seront les Ratifications de la part de tous & chacun desdits Hauts Alliés apportées & eschangées à Brunswich dans l'espace de six semaines, ou plustost s'il est possible, & à l'égard de Sa Majesté Catholique, celle de son Excell. le Seigneur Comte de Monterei, jusques à ce qu'une autre de Sa Majesté soit venuë de Madrid & soit extradée. Ainsi fait à Cell, le $\frac{11}{21}$ Juin 1674. *Ainsi signé*,

(*L. S.*) D. J. Krampricht.

Pour Sa Majesté Imperiale.

(*L. S.*) T. Brasset.

Pour Sa Majesté Catholique,

& pour Leurs Hautes Puissances.

(*L. S.*) J. Helwich Schutz.

(*L. S.*) C. von Hamerstein.

(*L. S.*) F. von Heimbach.

(*L. S.*) J. Frederick Sobbén.

Articles Separés.

I. (1) Soit notoire, qu'attendu que par certain Traité d'Alliance fait & signé ici le $\frac{11}{21}$ Juin 1674. entre les sous signés Ministres Plenipotentiaires de Sa Majesté Imperiale, de Sa Majesté Catholique, de Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Estats Generaux des Provinces-Unies, & de leurs Altesses le Seigneur George Guillaume, & le Seigneur Rodolphe Auguste Ducs de Brunswich & Lunebourg, il a été convenu Art. III. & IV. & autres, que Sa Majesté Imperiale contribueroit pour un tiers à la levée & à l'entretien des 2000. Chevaux & 5000. Hommes de pied, selon qu'il est plus amplement porté par les susdits Articles; & que pourtant par un autre Traité particulier fait entre Sa Majesté Imperiale, Sa Majesté Catholique & Leurs Hautes Puissances le . . . . il en a été autrement disposé, on est convenu qu'on en demeureroit a ce qui avoit été stipulé par ledit Traité particulier, & qu'en consequence Sa Majesté Catholique, & Leurs Hautes Puissances prendront sur elles le fournissement du Tiers de Sadite Majesté Imperiale, comme aussi Sa Majesté Imperiale promet, & sera obligé de satisfaire audit Traité particulier du . . . . . . & au surplus de ce que porte la presente Alliance.

II. Et d'autant que la seureté que les Hauts Alliés se proposent pour objet, ne pourroit pas estre obtenuë, si la Ville de Breme venoit à estre mise par force hors de son Estat present, on est convenu qu'en cas qu'elle soit attaquée, soit durant la Guerre, ou dans le tems de dix années après la Paix, lesdits Hauts Alliés, la secoureront ensemble, & en useront à cet égard de la même maniere, que si leurs propres Villes ou Païs étoient attaquées.

III. Et la question ayant été agitée touchant les Contributions, que leurs Altesses pourroient établir ou exiger dans leurs Expeditions de Guerre, & ce qui en seroit;

(1) *Soit notoire.* Ces Articles ne sont pas tirés, comme le Traité de la Registrature Imperiale. On les a traduits de l'Exemplaire Hollandois, qui se trouve dans les Actes de Nimegue Tom. I. pag. 639. & on a été obligé de le faire, parce que la Traduction Françoise de ces mêmes Articles qui s'y trouve aussi n'est pas meilleure que celle du Traité. (Dum.)

Anno 1674.

seroit; On est enfin demeuré d'accord, qu'elles resteront à la disposition particuliere de leurs Altesses, sans que les autres Hauts Alliés en puissent rien pretendre, ni porter à compte en diminution de leur Contingent de l'entretien des 7000. Hommes ou de l'Artillerie, & que lesdits Contingens & Subsides seront exactement fournis par eux au commencement de chaque mois; en échange de quoi leurs Altesses seront obligées de pourvoir de toutes les choses necessaires les Places qu'elles pourront conquérir, sans rien pretendre ni desirer des autres Hauts Alliés, soit pour cause de recrue, ou de Licentiement, ou pour quelque chose que ce soit.

IV. Cependant pour prevenir les mesintelligences, qui pourroient survenir entre les Hauts Alliés, & les Commandans de leurs Troupes au sujet des Terres & Lieux où les Quartiers & Contributions devroient estre établies, on s'en accordera à tems, & leurs Altesses en feront chaque fois une raisonnable distribution dans les Cercles de la Basse Saxe, & de Westphalie; comme aussi, en cas que leurs Altesses ne puissent obtenir aucune Contribution, les autres Hauts Alliés seront obligés, d'augmenter jusqu'à la Somme de 1666. Rixdalers l'argent de levée anticipé par eux pour les mille Dragons, par dessus les dix Rixdalers par teste, qu'ils auront conté à pied, & d'en faire le Payement au plustard dans le tems de trois Mois après la Paix, leurs Altesses demeurant au reste chargées desdits Dragons & de leur entretien. Ainsi fait à Cell, le 13/23. Juin 1674.

(*L.S.*) D. J. Krampricht.

Pour Sa Majesté Imperiale.

(*L.S.*) T. Brassert.

Pour Sa Majesté Catholique & pour Leurs H. P.

(*L.S.*) J. Helwich Schutz.

(*L.S.*) C. von Hammerstein.

(*L.S.*) F. von Heimbach.

(*L.S.*) J. Friderich Sohben.

CXXVII.

21. Juin. / 1. Juill.

L'Empereur, l'Espagne, les Provinces-Unies et Brandebourg.

Traité d'Alliance entre l'Empereur Leopold, Charles II. *Roi d'Espagne, les* Provinces-Unies *des Pays-Bas, d'une part &* Frederic Guillaume *Electeur de Brandebourg d'autre. Fait à Cologne sur la Sprée le* 21. Juin/1. Juillet, 1674. [Actes & Memoires de la Paix de Nimégue. Tom. I. pag. 655.]

In Nomine Domini, Amen.

CUm in omnium oculos incurrat, quàm insignes calamitates, oppressiones, devastationesque, nec non tot innocentium Christianorum sanguinis effusio ex suscitatis nuper à Gallia & continuatis hucusque Bellis ortæ sint; Sacra Cæsarea Majestas, sua Regia Majestas Hispaniæ, Serenitas sua Electoralis Brandenburgica, nec non Celsi & Præpotentes Fœderatarum Provinciarum Ordines Generales, in id præcipuè sibi incumbendum duxerunt, quo pacto divinâ auxiliante gratiâ malis istis & tam injustæ violentiæ occurri, oppressi Subditi ab eadem liberari, unaquæque Pars sibi debita unà cum æqua satisfactione recuperare, eoque modo pacifico & tranquillo statui restitui possit. Cumque ad eundem quantocius perveniendi concepta hactenus spes non modò evanescere visa sit, sed & in dies magis magisque appareat, etiam alias nihil tale promeritas Provincias progrediente tempore iisdem malis ac miseriis involvi; eò magis necessarium visum fuit, quæ inter Sacram Cæsaream Majestatem, suam Regiam Majestatem Hispaniæ, suam Serenitatem Electoralem Brandenburgicam, necnon Celsos & Præpotentes Dominos Ordines Generales vigent Fœdera, amicitiam ac correspondentiam non redintegrari solummodò, sed & ad scopum supradictum collimantia in commune conferri, Fœdusque huic temporum rationi accommodum, inter altememoratas Partes tractari ac concludi.

I. Sit & maneat Sacræ Cæsareæ Majestati, suæ Regiæ Majestati Hispaniæ, Serenitati suæ Electorali Brandenburgicæ, necnon Celsis & Præpotentibus Dominis Ordinibus Fœderati Belgii, scopus hujus Fœderis præcipuus, prompta quàm maximè restauratio universalis, æquæ & constantis Pacis, cujus spem ferè omnem Tractatuum qui Coloniæ ad Rhenum instituebantur sequuta interruptio, latiusque hinc inde serpens Belli flamma subvertere videntur, agantque in hunc finem dicti Fœderati vigore hujus Fœderis contra hostes communes præsentes aut futuros; cum hæc sit Fœderatorum intentio, ut contra adversa molimina omnium illorum, qui partibus dictorum hostium aut accedunt aut jam accesserint, offensivè & defensivè agatur, ea ratione, ut Serenitas sua Electoralis, unà cum Sacra Cæsarea Majestate, & sua Regia Catholica Majestate, necnon cum Celsis & Præpotentibus Ordinibus Fœderati Belgii contra eosdem directe plenam publici Belli Societatem inire debeat.

Anno 1674.

II. Sistet huic fini Serenitas sua Electoralis sedecim millium Exercitum, quinque mille nimirum Equites, decem mille Pedites, & mille Dimachas, vulgo Dragones, quorum tres ratione stipendii pro duobus Equitibus & uno Pedite computantur, educaturque hic Exercitus in campum, statim à dato subscriptionis hujus Tractatûs, & postquam sequenti Articulo tertio expressa pecunia Serenitati suæ Electorali soluta fuerit, atque communi consensu omnium Contrahentium adversus supra Articulo primo nominatos hostes agatur.

III. Ut autem hic Exercitus sedecim millium, cujus sustentationi sua Serenitas Electoralis jam ultra annum de proprio gravibus prospexit sumptibus, quique ex benè exercitato Milite compositus est, tantò sit instructior, atque ex remotis partim ubi degit oris in campum educi, locoque de quo inter Fœderatos conveniet, sisti queat, solvetur Serenitati suæ Electorali eodem tempore, quo fiet subscriptio, Summa ducentorum millium Imperialium, pro dimidia quidem parte à Regia Majestate Catholica, pro alterâ dimidiâ à Celsis & Præpotentibus Dominis Ordinibus.

IV. Sumptuum ad sustentationem altedicti Exercitus necessariorum Regia Hispaniæ Majestas & Celsi ac Præpotentes Domini Ordines unam & Serenitas sua Electoralis alteram dimidiam sustinent, ita ut Equitatus in decem Legiones sive Regimenta & unumquodque Regimentum quingentis Equitibus constans in sex Turmas seu Companias, Peditatus verò similiter in decem Regimenta, & unumquodque Regimentum mille Militibus constans in decem Cohortes, & prædicti mille Dragones in unum Regimentum decem Turmis constans, & unaquæque Turma in centum Dragones redigi, iisque constare debeat. In unumquodque Equitum Regimentum, primam, uti vocant, planam, sive Officiales Turmarum & gregarios Milites solvetur Summa quatuor mille septingentorum sexaginta septem Imperialium, triginta stuverorum monetæ Hollandicæ, inque singula Regimenta Pedestria quatuor mille centum & quatuor imperiales quatuor stuveri monetæ Hollandicæ; Ad hæc in cujusque Regimenti Officiarios superiores, quos communi nomine *Regiments-stab* indigitamus, ducenti decem imperiales idque singulis mensibus, Mensem pro triginta diebus, & annum pro duodecim mensibus computando; Atque hæc ita, ut nulli ulteriores sumptus, neque ratione curruum, equorum aut similium, cujuscunque sint generis, exigi aut requiri debeant. Non tamen tenebitur hac ratione Serenitas sua Electoralis Regimenta, quæ sub signis habet, imminuere, quin imò eodem in statu præsenti relinquere, atque ita cum aliis ad Exercitum ducere poterit.

V. Præter hæc per singulos Menses à Regia Catholica Majestate & Celsis ac Præpotentibus Dominis Ordinibus in superiores Exercitus Officiarios sive *General-Stab*, necnon ad sustentationem rei tormentariæ Præfectorum, eoque spectantium equorum, porrò ad sumptus quotidiè emergentes in Munitiones, Instrumenta ad munimenta extruenda necessaria; arma, vestimenta, exploratores, Legationes & similes inevitabiles necessitates, solvetur ad Cassam Summa quinta parte minor illâ, quæ antehac Tractatu anni millesimi sexcentesimi septuagesimi secundi singulis mensibus promissa fuit.

VI. Liberum tamen erit Serenitati suæ Electorali pro arbitrio, & prout rationi Belli congruum, & promovendis operationibus incidentibus expedite judicabit,

Regi-

Regimenta ac Turmas augere, dummodò ipsum Corpus non imminuatur, sed semper quinque mille Equitibus, decem mille Peditibus, & mille Dragonibus effectivè belligerantibus constet, numerusque Officiariorum, puta Tribunorum, eorundem Locum tenentium, Præfectorum Vigilum, Centurionum & minorum Officialium eo modo relinquantur, quo tempore Ordinationis Regimentorum fuit.

VII. Rei tormentariæ Ministros, & quicquid Machinarum Bellicarum, Munitionum, Curruum, Rhedarum, equorum, aut aliàs ad eam requiritur, id omne Serenitas sua Electoralis suis procurat sistitque sumptibus. Æquabiturque hæc res tormentaria & qui ad eam necessarii Globi, Munitiones, necnon Officiales & Ministri pro ratâ Exercitus sedecim millium, atque ita quintâ parte infra illum numerum, quo res tormentaria sive Artilleria juxta Tractatum anni millesimi sexcentesimi septuagesimi secundi formata fuit.

VIII. Sustentatio Exercitus & Subsidia, quæ altè memorata Regia Catholica Majestas & Ordines Generales supra dicto modo singulis mensibus solvere tenentur, initium sumunt à dato subscriptionis hujus Tractatus, ita ut die dictæ subscriptionis mensem unum solvere, atque hoc pacto de mense in mensem continuare debeant. Vice versa Serenitas sua Electoralis dicta subscriptionis hujus die, parique passu, Regiæ Hispanicæ Majestatis & Dominorum Ordinum Commissariis, ab Officialibus ipsius subscriptas lustrati dicti totius Exercitus Tabulas, cum nominibus & cognominibus omnium Militum exhibebit. Quò prævio dictus Exercitus intra quatuor septimanarum spatium in Campo lustrabitur, eaque lustratio à parte Serenitatis suæ Electoralis diutius haud differetur. Adeò, ut Regia Catholica Majestas & Celsi ac Præpotentes Domini Ordines antequam lustratio illa effectivè peracta fuerit, solutionem ullam ulteriorem facere haud obligati esse debeant; hac tamen expressa conditione, ut, si in lustratione Exercitus minus completus reperiatur, defectus ille de facta jam solutione deduci, inque rationem sequentis secundi Mensis imputari debeat.

IX. Liberum quoque erit Regiæ Hispanicæ Majestati & Celsis ac Præpotentibus Dominis Ordinibus, Exercitum aut pro parte aut totum quando & quotiescunque ipsis placuerit, per suos ad id nominatos Commissarios, unà cum iis Commissariis, quos Serenitas sua Electoralis ad id ordinabit, lustrare & inspicere; Idque à Regia Hispaniæ Majestate & Dominis Ordinibus ex antedictis Subsidiis pro ratâ minus solvetur, quod successivè in lustrationibus Equitatûs, Peditatûs, aut Dragonum numero deesse deprehensum fuerit.

X. Regia Sua Catholica Majestas & Celsi ac Præpotentes Domini Ordines antedicta Subsidia, initio cujusque Mensis absque ulla mora prompteque in præsenti pecunia Amsterodami ad manus illius, quem Serenitas sua Electoralis ad id nominabit, & pleno Mandato instruet, solvi curabunt, eoque post solutionem particularem fieri curabit, eoque nomine tenebitur. Optioni autem suæ Regiæ Hispaniæ Majestatis & Dominorum Ordinum relinquitur, utrum dictam solutionem argenteis Ducatonibus, singulis ad sexaginta tres stuveros computatis, an verò Hollandicis aut Brabanticis Cassæ Imperialibus ad quinquaginta stuveros fieri velint, omnibus in eo consentientibus, ut omnes solutiones, quarum in hoc Tractatu mentio fit, non *in Banco*, uti vocant, sed Hollandica currente Cassæ pecunia fieri debeat.

XI. Adhæc conventum & determinatum est, quod, si divino auxilio Pax, tranquillitas & amicitia undique restituta fuerit, Serenitati suæ Electorali præter tum temporis currentia, adhuc post initam Pacem, unius Mensis Subsidia, nihilque præterea præstari & sine mora exsolvi debeant.

XII. Serenitas sua Electoralis ex iis, quas sub signis habet, Copiis, eum, quem poterit, Cohortium & Militum numerum versus Terras suas in Westphalia sitas tendere, ibidemque Hospitium sumere faciet, quo & totus Exercitus statim à facta subscriptione unà cum tormentis procedet.

XIII. Majores etiam & Minores Officiales, tum gregarii Milites Juramentum Serenitati suæ Electorali præstitum, Regiæ suæ Hispanicæ Majestati & Celsis ac Præpotentibus Dominis Ordinibus aut Commissariis iis, quos ad id ordinabunt, præstare tenebuntur, & si id postulatum fuerit, dicto Juramento eò usque obstricti manebunt, quoad in memoratæ Catholicæ Majestatis & Dominorum Ordinum Terris ac Ditione militant, atque in specie promittere debent se Imperatori, Regi Hispaniarum & Ordinibus Generalibus id præstituros, quod à strenuis & honestis Militibus exigi queat. Officialibus tamen Brandenburgicis plenaria tum manet Jurisdictio & Disciplina Militaris in concreditas sibi Copias, absque turbatione & imminutione ullâ.

XIV. Obligant quoque se Sua Cæsarea Majestas & Sua Regia Hispaniæ Majestas nec non Celsi & Præpotentes Domini Ordines Serenitati suæ Electorali, si eandem, durante hoc Bello, à quopiam facto & reipsa in Terris aut Portubus ipsius armis infestari contigerit, pari aut minori numero, prout de eo inter ipsos tum conveniet, assistere, omnemque ab illis vim hostilem amoliri debere, nec Pacem facient donec Ditiones ipsius in pristinam tranquillitatem vindicatæ, Serenitati suæ Electorali sua restitutæ, ac satisfactum fuerit.

XV. Casu conjunctionis in Serenitatis suæ Electoralis Provinciis, Cæsarei, Hispanici & Ordinum majores minoresque Officiales, ut & gregarii Milites Juramentum, Cæsareæ Majestati, Regiæ Catholicæ Majestati, nec non Celsis & Præpotentibus Dominis Ordinibus præstitum, Serenitati suæ Electorali præstabunt, maneatque Cæsareis, Hispanicis & Ordinum Officialibus sua in Legiones suas Jurisdictio & Disciplina Militaris, perinde uti antea.

XVI. Summum Imperium competit Serenitati suæ Electorali, idque semper, dummodò infirmitate aut vi majori non impediatur, ipsa præsens exercebit. Promisit quoque eadem ac pollicita est, quemadmodum hoc ipso promittit ac pollicetur, se omnem hunc Militem, quamdiu vigore hujus Tractatus aget ac unà consistet, præcisè & seriò eò adacturam, & directuram, ut quibusvis subnascentibus occasionibus indiscriminatim publico bono, commodo & securitati inserviat & adhibeatur.

XVII Et quemadmodum Serenitatis suæ Electoralis arbitrio relictum Generalatum hujus Exercitûs capaci necessariisque qualitatibus instructo committere Duci, ita ille, cui Serenitas sua Electoralis id munus deferet, obstrictus erit vigore ab ipso subscripti & Sigillo roborati Reversûs memoratis Sacræ Cæsareæ Majestati, suæ Regiæ Hispaniæ Majestati, necnon Celsis & Præpotentibus Dominis Ordinibus promittere, iisdemque fidem suam dare, se omnes Articulos & Puncta hujus Tractatûs diligenter observaturum, tenorique eorum præcisè inhæsurum.

XVIII. Obligat sese Serenitas sua Electoralis, se cum prædictis Copiis contra hostes eo loco, tempore ac modo acturam, quibus id altè nominata Sacra Cæsarea Majestas, Regia Hispaniæ Majestas, ut & Celsi ac Præpotentes Domini Ordines publico commodo maximè conveniens fore per majora judicabunt; sicut & omnes actiones principaliores, casu, quo Fœderatorum Exercitus toti aut pro parte huic Exercitui juncti erunt, inter dictos Fœderatos, aut eorum Commendantes, quantum conjunctas hasce Copias attinet, expendi ac ventilari, & prout id majori parti consultum visum fuerit, executioni mandari debent.

XIX. Ubi porrò conventum cautumque est, ut licet Exercitus hic totus aut pro parte in Regiæ Suæ Majestatis Hispaniæ aut Dominorum Ordinum Territoria ducendus sit ibidemque militare debeat, supremum tamen Imperium & quicquid inde ratione distributionis tesseræ militaris & aliàs dependet, Serenitati suæ Electorali si ipsa præsens Exercitui præerit, relinqui debeat. Quod si verò Serenitas sua Electoralis eo casu Summum Imperium non exerceat, tum inter Fœderatos ulterius super ea re disponendâ deliberabitur & convenietur.

XX. Quod si locus aliquis ad Serenitatem suam Electoralem spectans obsideatur & occupetur, ex Copiis Electoralibus Brandenburgicis is Præsidium accipiet. Planè uti Regiæ Sacræ Hispaniæ Majestatis & Celsorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum locis ab hoste recuperatis ipsorum Milites imponentur. Si verò hosti ejusve Adhærentibus locus extra Romanum Imperium & Fœderatorum Territoria situs eripiatur, Fœderati super ejus Præsidio transigent, captivi verò, Munitiones, Tormenta Bellica & similia, nullo excepto, ibidem reperta, Sacræ Regiæ Hispaniæ Majestati & Dominis Ordinibus pro dimidia parte, & pro altera dimidia Serenitati suæ Electorali cedent.

XXI. In divisione Tormentorum Bellicorum, Munitionum, & similium in acie & conflictibus captorum, secundum modo dictam proportionem procedetur.

XXII. Captivi spectatæ conditionis, sive Civiles illi, sive militares sint, illi Parti maneant à qua capti sunt. Permuta-

Anno 1674. mutatio tamen undique locum habebit, illique qui talem captivum ceperit, juxta conceptam super hac re formulam vulgò *Cartel*, satisfieri debet.

XXIII. Si ante dictus Exercitus contagione aut in actionibus cum hoste duorum aut plurium millium numero diminutus, & ob id supplementis opus sit, eo casu sua Regia Hispaniæ Majestas, & Celsi ac Præpotentes Domini Ordines pro rata portionem suam contribuent.

XXIV. Secuta subscriptione, factaque primâ solutione nulli Contrahentium licebit cum hoste ejusve Adhærentibus Armistitium ullum inire, nisi conjunctim & communi consensu. Et præterea conventum est, quòd si Serenitatis suæ Electoralis Cliviacæ & aliæ Provinciæ ob confectionem hujus Fœderis in futurum per communes hostes ad majorem ruinam redigantur, ut in Pacis Tractatibus omni operâ eò allaborari debeat, quò id damnum imprimis & ante omnia resarciatur. Quòd si etiam ad Tractatum aliquem, sive Pacis sive Armistitii aliquot annorum deveniatur, tum nemo Confœderatorum istam Negotiationem, sive Tractatum absque reliquorum participatione, & priusquam Ipsis eodem tempore, & tam citò ac sibi ipsi requisitam & necessariam facultatem ac securitatem Ministros suos ad locum Tractatus mittendi procuraverit, aggredietur. Prædicti quoque Fœderati eorundemque Ministri successivè & semper quæ in dicta Negotiatione occurrent, sibi mutuò communicabunt. Similiter alter alteri eadem Jura, Immunitates, Exemptiones, Prærogativas & securitatem ab hostibus eorundemque Adhærentibus & Fœderatis paciscetur, quæ sibi ipsi stipulatus & adeptus est, nisi aliter super eo inter se conveniant, quod cùm generatim attendi debet, ut hostilitates tàm adversus unum quàm alterum Contrahentium simul tollantur.

XXV. Generales, Triboni, Commendantes Exercitus & Cohortium ubique exactam servare disciplinam, & unicuique debitam justitiam sine mora administrare tenebuntur.

XXVI Serenitati quoque suæ Electorali liberum erit, in quibusdam ad Celsos & Præpotentes Dominos Ordines spectantibus eorundemque præsidiis insessis locis, Domum frumentariam, vulgò *Magazin* erigere; Eidem quoque singulis vicibus Munitiones & commeatus necessarii æquo, illoque pretio, quo Domini Ordines ipsi ea coëmerunt, vendi debent, nisi ipsi illis indigeant.

XXVII. Porrò inter Contrahentes perpendetur & examinabitur; quænam ulteriora media ad conservationem aut reductionem Pacis, & stabilimentum communis tranquillitatis & securitatis per arctiores Confœderationes aut aliàs amplectenda sint. Sacra Cæsarea quoque Majestas, Regia Catholica Majestas, nec non Fœderati Ordines id agent, ut institutus hactenus cum Dominis Ducibus Brunsvicensibus Tractatus omnibus modis quantociùs finiatur, ita tamen ut hæc pactio tanquam conditio sine qua non habeatur.

XXVIII. Ut etiam Exercitus tantò meliùs sustentari queat, opera dari debet, ut illis Provinciis, quæ se hostiliter declaraverint, contributiones imperentur, eaque contributio, quantum ex ea deductis impensis supererit, in utilitatem & commodum Contrahentium ex æquis partibus juxta rationes superinde reddendas vertatur.

XXIX. Prædicti Fœderati durante præsente Bello nulli se committent Bello, contra alios Principes & Potestates, quæ se hisce prædictorum Fœderatorum partibus adjunxerunt.

XXX. Omnia & singula supra posita Puncta & Articulos omnes contrahentes sincerè & inviolabiliter se præstituros, eaque perfectè, bonâ fide, & ex omni parte reipsa adimpleturos spondent.

In majorem hujus rei firmitatem & constantem observationem quatuor ejusdem tenoris Instrumenta desuper confecta, & à Contrahentium Plenipotentiariis subscripta ac signata sunt. Quorum Ratificationes, si fieri potest, intra duos menses à dato hujus computandos, vel citius etiam debitâ formâ extradi & commutari debent. Acta hæc ita sunt Coloniæ ad Spream die 21. Junii / 1. Julii anno 1674.

CXXVIII.

10. Juill. *Alliantie* (1) *tusschen Syne Keyserlyke Majesteyt* LEOPOLD, CAREL DEN II. *Koning van Spagnie, ende de Heeren Staten Generael der* VEREENIGDE NEDERLANDEN *ter eenre, ende* CHRISTIAN V. *Koning van Denemarcken ter andere zyde; behelsende dat Hoog-gedachten Koning van Denemarcken, gedurende den jegenwoordigen Oorlogh veerdig en gereet sal houden eene Armée van* 16000. *man, te weten* 5000. *Ruyters*, 10000. *Soldaten, &* 1000. *Dragonders; ende dat deswegens Syne Majesteyt sal genieten eene Somme van* 14000. *Rycksdalert ter Maend, de helfte by Syne K. Majesteyt van Spanje, en de wederhelfte by Haar Hoog. Mog. te betalen tot Amsterdam. Aldus gedaen in 's Gravenhage den* 10. *July* 1674. *Met een* SECREET *ende* SEPARAET ARTICUL *houdende een particulier prolongatie van Alliantie, tot vyftien Jaren tusschen Syne Majesteyt van Denemarken ende Haer Hoog Mogende. Gedaen in 's Gravenhage den* 10. *July* 1674. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. I. pag. 527. en Hollandois comme ici, avec une Traduction Françoise.]

CXXVIII.

Traité d'Alliance entre LEOPOLD Empereur des Romains, CHARLES II. Roi d'Espagne, & les Seigneurs Estats Generaux des PROVINCES-UNIES d'une part, & CHRISTIAN V. Roi de Dannemarck d'autre part; contenant que Sa Majesté Danoise tiendra sur pied pendant la presente Guerre, une Armée de 16. mille Hommes; sçavoir 5000. Chevaux, 10. mille Hommes de pied & 1000. Dragons; pour l'entretien desquels, il lui sera payé 14. mille Ecus par mois, a la charge, moitié par moitié, de Sa Majesté Catholique, & de L. H. P. & payables à Amsterdam. Fait à la Haye le 10. Juillet 1674. *Avec* un ARTICLE SECRET & SEPARÉ contenant une particuliere Prolongation d'Alliance, pour quinze ans, entre Sa Majesté Danoise & Leurs Hautes Puissances. Fait à la Haye le 10. Juillet 1674. 10. Juill.

ZY kennelijck dat syne Roomsch Keysetlijcke Majesteyt van Spanje, en Haar Hoogh Mogende de Heeren Staten Generaal der Vereenigde Nederlanden, verscheyde malen te kennen gegeven hebbende, hoe dat sy soo wel in als buyten 't Rijck tegens de Osnabrugse en Munstersche, Cleetsche, en Akensche Vrede veler-

(1) Ce Traité, n'étant signé que du Ministre de Dannemarck, & de ceux de L. H. P. on doit en conclure qu'il s'en fit divers Instrumens. Ceux de l'Empereur & du Roi d'Espagne furent sans doute en Latin. Celui-ci, étant demeuré à Messieurs les Etats peut avoir été couché originairement en Hollandois. Il y a même bien de l'apparence que cela soit ainsi & je n'en doute presque point. (DUM.)

SA Majesté Imperiale, Sa Majesté Catholique, & Leurs Hautes Puissances Messieurs les Etats Generaux des Provinces-Unies, ont plusieurs fois declaré, qu'ayant esté offensés contre les Traitez de la Paix concluë à Osnabrug, à Munster, à Cleves & à Aix; Ils ont esté contraints de joindre leurs

 Armes

ANNO 1674.

velerwegen beledigt en verweldigt oock daar door genecessiteert waren geworden haar te conjungeren, en daar heenen te trachten, dat de Vrede en tulle soo wel in het Rijck, als des selfs naarbuurschap op eerlijcke en billicke conditien gerestabiliseert mochte werden, met versoeck dat Sijn Koninglijcke Majesteyt van Denemarcken sijne, t'allen tijden voor de gemeyne welvaart en seeckerheyt des Rijcks betuygde sorgvuldigheyt oock by desen door de contrarie Partyen allen Standen des Rijcks tot hoogste prejuditie en nadeel verweckte beroerte, bewijsen en met Hooghst-gedachte Keyserlijcke en Catholijcke Majesteyten en Haar Hoog Mogende tot het erlangen eener seeckere gemeyne Vrede haar te samen vereenigen mochten. En naar dat Hoogst-gedachte Syne Koninglijcke Majesteyt van Denemarcken sich van Sijne Keyserlijcke Majesteyts, en Koninghlijcke Majesteyts van Spanjen en Haar Hoog Mogende niet weyniger tot des Rijcks, als haar gesamentlijcke Geallieerden Landen rust tenderende intentien genoegsaam versekert, en daarnevens in consideratie getrocken hadde; hoe Syne Koninglijcke Majesteyts Landen en Luyden, ingevalle de Vrede niet wederom tijdelijck gestijst wierde, by de tot noch toe genotene rust en seeckerheyt niet wel behouden sonden konnen werden, soo is tusschen Hoogst-gemelte Haare Majesteyten, Keyserlijcke, van Spanjen, en Denemarcken, en Haar Hoog Mogende ondergeschreven Ministers ende Gedeputeerden over de voorsz. conjunctie naarder geconvenieert en besiooten in maniere hier naarvolgende.

I. Eerstelijck is de meeninge dat dese Alliancie tot geene Potentaten, Konings of andere Staats-offensie; maar voornamentlijck om de ruste in de Naarbuurschap te bevorderen aangesien zy: dat gelijck sulcks rechtmatig van eene kant geoordeelt, en der Hoogen Geallieerden inclinatie en insichten conform bevonden zijnde, gearresteert werdt, is oock van de andere zijde billick, noodig en op 't gemelte oogmerck convenabel geacht, de voorsz. Alliantie daar heenen te richten, soo als dan vast gestelt wert by desen, dat de selve Alliantie haar volkomen effect sal sorteeren tegens alle de gene welcke geduurende den jegenwoordige Krijgh met de hooge Geallieerden in Vyantschap sonden mogen komen, de Partyen van der selver Vyanden in eenigen deele kiesen, 't zy in 't gemeen of in 't bysonder, of tegens de hooge Geallieerden en der selver respective Staaten en Landen en Luyden quade desseynen voornemen en onderleggen soude mogen, omme deweleke voor te komen en tegens te gaan dan mede by desen expresselijck geconditioneert is, dat de Troupen hier onder gespecificeert tegens alle soodanige toekomende Vyanden, der selver Adherenten, kiesers van haare Partye, of onderleggers en voornemers van quade toeleg, edoch tegens geene andere in diervoegen als by dit Tractaat vervolgens verdragen is, sullen werden gebruyckt.

II. Is dan verders versprooken, dat den meer-Hooggedachten Koning van Denemarcken, tegens alle soodanige toekomende Vyanden, der selve Adherenten, kiesers van hare Partye ofte onderleggers en voornemers van quaden toeleg, geduurende den jegenwoordigen Oorlog, veerdig en gereet sal houden eene Armee van 16000. Man, te weten, 5000. Ruyters, 10000. Soldaten, en duysent Dragonders.

III. Dat Syne Majesteyt voor de onkosten, die de selve geobligeert is te doen, soo tot het onderhoudt van het voorsz. Volck als andersins mede gedaurende den jegenwoordigen Oorlogh, sal hebben en genieten eene Somme van 14000. Rijcksdaalders ter loopende maant, twaalf maanden in 't jaar gereeckent, de helfte by Syne Koninglijke Majesteyt van Spanje, en de wederhelfte by Haar Hoog Mogende te betalen tot Amsterdam in swaar of hart kas-gelt, en dat de voorsz. eerste maandt aanvang sal nemen, soo haast de Ratificatie van het jegenwoordig Tractaat van wegen den meer Hoogh-gedachten Koningh van Denemarcken alhier in den Hage gekomen en ge-extradeert sal zijn.

IV. En soo wanneer eenige nieuwe Vyanden der selver Adherenten, kiesers van hare Partye, ofte onderleggers en voornemers van quaden toeleg aan den Hoogst-gemelte Geallieerde of eenige van de selve soude mogen opkomen, sal den meer Hoogst-gedachten Koning van Denemarcken ter requisitie van de Hoogstgemelte Geallieerde gehouden zijn tegens de selve Vyanden in openbaare rupture te treeden, en omme de voorsz. rupture met des te meer nadruck tegens de sel-

ve

ANNO 1674.

Armes afin de chercher tant le repos de l'Empire, que celui des Païs voisins, & y rétablir la Paix aux conditions les plus favorables que faire se pourroit. C'est pourquoi ils ont été obligés de requerir S. M. Danoise, de se vouloir en toute occasion porter pour l'interêt de l'Empire, & contre tous Partis contraires à icelui, & aux Confederez qui sont S. M. I. S. M. C. & L. L. H. P. depuis peu Confederez. Et S. M. Danoise a vû que S. M. I. S. M. C. & L. L. H. P. n'ont rien fait, qui ne tendît à la sureté de l'Empire & de ses Voisins, & par consequent qu'il n'y avoit nul préjudice pour ses Terres & Sujets. Ce que voyant, Sadite M. D. a trouvé bon & a donné ordre à ses Ministres de traiter en son nom avec les Ministres de Sa Majesté Imp. de S. M. C. & de L. L. H. P. comme s'ensuit.

I. Premierement, on ne pretend point que cette Alliance soit offensive, ni contre aucun Potentat soit Roi ou Etat; mais seulement pour le repos des Alliez & de leurs Voisins. Ayant donc resolu ceci, & les Alliez y ayant acquiescé, ont trouvé bon de former la presente Alliance, ayant conclu de l'effectuer, pendant cette Guerre contre tous ceux qui pourroient prendre le Parti, ou adherer aux Ennemis des Alliez, & même contre ceux qui les Armes à la main les voudroient attaquer, ou leurs Etats, Vassaux, Domaines ou Sujets. Et pour prevenir tels accidents, lesdits Alliez ont trouvé bon de former une Armée selon les formes ci-dessous mentionnées. Afin de se defendre contre tous les susdits Ennemis, ou ceux qui pourroient épouser leur Parti, ladite Armée devant être conduite selon les conditions suivantes.

II. Suivant ce present Traité Sa M. D. sera obligée de tenir sur pied une Armée de 16000. Hommes, sçavoir de cinq mille Chevaux, de dix mille Fantassins, & de mille Dragons, & toûjours prête à marcher contre les Ennemis, qui pourroient attaquer lesdits Alliez, ou leurs Adherans en quelque façon que ce soit.

III. Que Sadite M. D. recevra pour les frais qu'elle sera obligée de faire tant pour la levée, que pour l'entretien de ladite Armée, la Somme de 14000. Rixdalers par Mois, pendant que cette Guerre durera, contant les années de douze Mois. S. M. C. sera obligée de payer la moitié de ladite Somme, & l'autre moitié sera payée par LL. H. P. à Amsterdam en Banque ou en caisse. Le payement du premier Mois commencera du jour que S. M. D. aura donné la Ratification du present Traité, & sera venue entre les mains des Alliez.

IV. Et en cas qu'il survînt de nouveaux Ennemis aux Alliez, Sadite M. D. sera obligée de rompre avec eux & leurs Adherans, & de soutenir con-

tre

ANNO 1674.

ve nieuwe Vyanden der selver Adherenten, kiesers van haare Partye of onderleggers ende voornemers van quaden toelegh, in 't werck te stellen, binnen den tijd van ses weken naar date van de voorsz. requisitie, op de been en in Sijne Majesteyts Landen naast greusende aan de Steden en Plaatsen van de selve Vyanden by een brengen de voorsz. Armée van 16000. Man sal werden onderhouden, voor de eene helft ten laften van Syn Koninglijcke Majesteyt van Spanje, en Haar Hoog Mogende, yder half en half, en de wederhelfte ten laste van Syne Koninglijcke Majesteyt van Denemarcken, en dat de voorsz. Subsidien van de voorsz. 14000. Rijxsdaalders sullen continueeren tot den dag toe, dat de voorsz. andere Subsidien aanvang sullen nemen.

V. Dat omme de voorsz. Armée van 5000. Paarden, 10000. Man te Voet, en 1000. Dragonders in het voorsz. geval des te spoediger, en ten langsten binnen den hier bovenstaande tijdt te doen by een brengen, Hoog-gedachte Syn Koninglijcke Majesteyt van Spanje, en Haara Hoogh Mogende terstont naar de voorsz. requisitie by goede wisselen, ten behoeve van Syn Koninglijcke Majesteyt van Denemarcken, en in de Stadt Hamborg sullen doen overmaecken eene Somme van 170000. Rijcksdaalders, of 425000. Guldens Hollants gelt, als genomen 40. Rijcksdaalders tot aanrichts-gelt voor yder Ruyter en Dragonder, en 10. Rijcksdaalders voor yder Voetknecht wel gemonteert en wel gewapent.

VI. Dat de voorsz. Militie, soo wanneer die in manieren vooren verhaalt op de been sal werden gebracht, sal werden gerangeert onder tien Regimenten te Paart, onder tien Regimenten te Voet, en tien Compagnien Dragonders; dat yder Regiment te Paart sal bestaan in 500. Paarden verdeelt in ses Compagnien, en yder Regiment te Voet in 1000. koppen, en yder Compagnie Dragonders in hondert koppen, dat yder Colonel te Paart en te Voet sal werden getracteert tegens 120. Rijcksdaalders, of drie hondert Guldens Hollands ter loopende Maandt, yder Luitenant-Colonel tot veertig Rijcksdaalders of hondert Guldens, en yder Major tot 32. Rijcksdaalders of tachentig Guldens, en de Quartiermeesters en Provoosten te Voet t'samen tegens 18. Rijcksdaalders of 45. Guldens Hollandts ter Maandt voor yder Regiment, des en sullen aan de selve geene andere onkosten, het zy van Wagen, Karren, of Paarden op de optochten of andersints geleden ofte gevalideert werden.

VII. Dat Syne Koninglijcke Majesteyt van Denemarcken, als dan mede voor yder Regiment te Paart gerangeert als vooren, dat by Hoogst-gedachte Syne Koninglijcke Majesteyt van Spanje, en Haar Hoog Mogende moet werden onderhouden, sal hebben tot Soldye alle loopende Maanden, de selve tot twaalf in 't jaar te reeckenen, eene Somme van 4767. Rijcksdaalders 26. Stuyvers 9. Deniers, of 11. duysent 9. hondert 18. Guldens 19. Stuyvers 9. Deniers Hollandts, en voor yder Regiment te Voet, dat ten laste van Hoogst-gedachte Sijne Koninglijcke Majesteyt van Spanje, en Haar Hoogh Mogende moet werden onderhonden ter loopende Maandt als vooren 4104. Rijcksdaalders vier Stuyvers of 12062. Guldens vier Stuyvers Hollandts, of naar proportie soo veel min als by de te doene Monsteringe de voorschreven Regimenten swacker in getal van Paarden ofte Voetknechten sullen bevonden werden, doch by aldien ten tijde van de te doene Monsteringe de voorschreve Armée in 't geheel duysent Man, en niet meerder, in getal minder mochte bevonden werden als de selve moet wesen, en dat de Officieren souden konnen bewysen, dat soodanigen afgang of verminderinge niet by haar versuym toegekomen, nochte uyt eenige andere practijcquen gesproten is, maar dat sulcke Volckeren of in de Oorlogs-actien zyn gebleven, en vermist of andersints wechgestorven, dat in soodanigen gevalle ter saken van die voorschreve verminderinge aan de voorschreven Subsidien geene korttinge sal mogen werden gedaan: mits dat de voorschreven Armée op de volgende Monsteringe weder compleet gevonden werde.

VIII. Het sal nochtans aan meer hooghstgedachte Sijne Koninckleijcke Majesteyt van Denemarcken vrystaan naar sijn believen ende goetvinden zoo als het deselve, volgens het Krijgsgebruyck ende tot verrichtinge der voorvallende operatien, ten besten sal oordeelen, de voorsz. Regimenten en Compagnien te mogen ver-

tre eux avec ladite Armée dans six semaines, après la requisition faite par les Alliez. Ladite Armée de seize mille Hommes sera entretenuë par les Confederés, sçavoir une moitié par S. M. C. & LL. H. P. chacun moitié par moitié; Et l'autre moitié sera entretenue par S. M. D. continuant l'Appointement ci-dessus dit de 14000. Rixdalers, jusqu'au commencement de l'autre.

V. Et afin que ladite Armée de cinq mille Hommes de Cavalerie, de dix mille d'Infanterie & de mille Dragons, soit plûtost mise sur pié au moins au temps ci-dessus prescrit, S. M. C. & LL. H. P. auront soin, tôt après la requisition faite, de faire tenir, par Lettres de change, à S. M. dans la Ville de Hambourg la Somme de 170000. Rixdalers ou 425000. Florins Monnoie d'Hollande: proportionnant ladite Somme à la levée desdites Troupes, sçavoir 40. Rixdalers pour un Cavalier ou Dragon, & dix Rixdalers pour chaque Fantassin.

VI. Que ladite Armée étant levée sera mise en ordre & divisée en dix Regimens de Cavalerie, dix Regimens d'Infanterie, & dix Compagnies de Dragons. Que chaque Regiment de Cavalerie sera de cinq cens Hommes & six Compagnies, & chaque Regiment d'Infanterie de mille Hommes, & chaque Compagnie de Dragons de 100. Hommes. Que chaque Colonel, tant de Cavalerie que d'Infanterie tirera par Mois six vingts Rixdalers ou 300. Flor. Monnoie de Hollande. Chaque Lieutenant Colonel aura par Mois de Solde 40. Rixdalers ou cent Florins Monnoie d'Hollande. Et chaque Major aussi par Mois de Solde 32. Rixdalers ou 80. Florins d'Hollande. Chaque Maréchal des Logis & Prevost aura 18. Rixdalers ou 45. Florins par Mois. Il ne sera fait aucune dépense au delà, soit pour Chariots, Charettes, Voitures ou autres choses.

VII. Que S. M. C. & LL. H. P. fourniront à S. M. D. pour chaque Regiment de Cavalerie mis en l'état susmentionné, la Somme de 4767. Rindalers 26. Sols 9. Deniers, ou onze mille neuf cens dix huit Florins d'Hollande 19. Sols 9. Deniers, pour chaque Mois courant. Et pour chaque Regiment d'Infanterie 4104. Rixdalers 4. Sols ou 12062. Florins 4. Sols Argent d'Hollande. Et le tout sera payé à proportion du Monde qu'on passera en revûë tant de Cavalerie, que d'Infanterie. Neanmoins s'il se trouvoit qu'en passant Montre, on ne trouvât manquer à l'Armée que mille Hommes, sans toutefois que ce fût la faute des Officiers, & que lesdits Officiers fussent complets, & pussent versifier que ce n'est pas leur faute, & que ce qui pourroit manquer, auroit esté par quelque défaite ou autrement par deserteurs, on ne laisseroit pas d'accomplir le Payement, comme si ladite Armée avoit été trouvée entiere, à condition neanmoins, qu'à la premiere Montre on rempliroit les places vacantes & rendroit ladite Armée complete.

VIII. S. M. D. pourra se servir de ladite Armée, selon l'ordre de la Guerre s'il le trouve bon, & augmenter le nombre des Officiers, & former les Regimens & Compagnies ainsi qu'il luy plaira.

Anno 1674.

ftereken met meerder Officieten, alleenlijck dat het Corpus daar door niet en werde verminderr, maar ten allen tijde blijve beſtaan in 5000. Ruyteren, 10000. Man te Voet, en 1000. Dragonders effective combattanten; en mits oock het getal van Colonellen, Lieutenant Colonellen, Majors, Kapiteynen ende lage Officieren, blijvende zoo als het hier voren is uytgedruckt: en benoudelijck oock dat Syne Majeſteyt daar geen hoogere ofte meerdere Subſidien ſal mogen pretenderen.

IX. Dat de Penningen tot het voorſz. reſpective onderhoudt ter concurrentie van de helft van de voorſz. 16000. Man gerequiteert, te weten een Maandt Solts, paratelijck te betalen ten dage van ieder van de voorſz. te doene Monſteringe, ende daar naar voort van tijdt tot tijdt alle loopende Maanden ingang: mitsgaders oock ten behoeve van elf Colonellen, Lieutenant-Colonellen, Majoors, Quartiermeeſters en Provooſten, van wegen hooghſtgemelte Syne Koninckleijcke Majeſteyt van Spanje en Haar Hoog. Mogende by goede Wiſſelen, als boven, preciſe ſullen werden overgemaackt aan Syne Majeſteyt, deweleke dan voorts de partienliere betalinge ſal nemen tot ſijnen laſte zoodanigh, dat hooghilgedachte Koninckleijcke Majeſteyt van Spanje en Haar Hoog. Mogende, noyt by eenige Overſten oft andere Hooge of Lage Officieren, Ruyteren en Soldaten over eenige wanbetalinge ſullen mogen aangeſproken werden, ofte daar voor by iemant convenioel zijn.

X. Ende werd daar benevens vaſtgeſtelt, dat zoo wanneer door Godes hulpe, de ruſte en Vrede ende vriendſchap allerzijts ſoude mogen werden herſtelt, ende dat het Tractaet van de voorſz. Vrede geteyekent ſoude mogen werden naar het verloop van de helft van de Maant daar inne Sijn Koninckl. Maj. van Denemarcken getreeden ſonde mogen zijn, de meer hoogſtgedachte Syne Majeſteyt van Denemareken in ſulcken gevalle ſal genieten de Subſidien van de Maant, daar inne de ſelve getreden ſal weſen, en daar en boven noch een Maant van de ſelve Subſidien; maar ingevalle het voorſz. Tractaat ſoude mogen werden geteeckent voor het verloop van de helft van de voorſz. Maant, dat Sijne Majeſteyt als dan echter zal treeken noch een volle Maant, te reeckenen van den dagh af dat het voorſz. Tractaat geteeckent ſal zijn, 't en ware de hooge Geallieerde ſonde mogen goetvinden de voorſz. Armee naar het voorſz. geteeckende Tractaat noch langer op de been te houden, in welcken gevalle de voorſz Maant gereeckent en getroeken ſal werden, van ende naar den tijdt dat de hoogſtgemelte Geallieerde ſullen hebben verklaart de voorſz. Armee, voor zoo veel haar aangaat, niet langer van nooden te hebben.

XI. Het ſal wederzijds ende met onderlinge communicatie vryſtaan alle de voorſz. Troupes ſonder onderſcheydt ſeparaat ende te gelijck, naar gelegentheyt van tijden, te doen inſpecteren ende te doen monſteren, om van het getal der Ruyteren en Knechten, oock van der ſelver Monture en Wapenen te konnen verſekert zijn, en ſullen de Hooge Officieren, Ritmeeſteren en Capiteyoen gehouden zijn ten allen tijden daar omtrent te obedieren aan de ordres de welcke daar toe ſullen gegeven worden.

XII. Tot de voorſz. Armee ſal gevoeght werden een train van Artillerye, de welcke naar de groote ende macht van de ſelve zoodanigh ſal worden geproportioneert, dat daar toe ſullen werden gebruyckt:

Twee Mortiers.
Twee halve Kartouwen.
Vier Stucken van 12. pont.
Ses Stucken van 6. pont
Twintigh van drie à vier pont.

Ponden.	*Kogels.*	*Centenaar.*
Twee hondert à	24	48
Vier hondert a	12	48
Hondert à	60	
Ses hondert	6	36
Hondert à	40	
Twee duyſent à	4	80

Centenaar Kogels 212.

Hon-

Neanmoins le Corps de l'Armée doit demeurer dans les formes ci-deſſus mentionnées, ſçavoir de 5000. Cavaliers, de 10000. Hommes d'Infanterie & de 1000. Dragons tous effectifs & bons Soldats, & les Officiers ſusnommez, ſçavoir Colonels, Lieutenans-Colonels, Majors, Capitaines & autres moindres Officiers demeureront comme il a été accordé. Et S. M. D. ne pourra pas prétendre plus d'Appointement qu'il lui en a été promis.

IX. Que les Deniers ſervant au payement desdites Troupes, ſçavoir de la moitié de 16000. Hommes ſelon que l'on eſt convenu, doivent eſtre payez au commencement de chaque mois, qui commencera du jour que lesdites Troupes auront paſſé Montre, ce qui ſe fera auſſi à l'égard des Colonels, Lieutenans-Colonels, Majors, Capitaines, Maréchaux des Logis, & Prevôts. Et quant à S. M. C. & LL. H. P. elles ne manqueront de faire tenir par bonnes Lettres de change lesdits payemens à S. M. D. pour en faire une diſtribution particuliere à chaque Officier & Soldat, ſelon qu'il le trouvera bon, à condition que jamais les Alliez, ſçavoir S. M. C. & LL. H. P. ne ſeront inquietez, pour le payement d'aucun General ou autres moindres Officiers, ſoit Cavaliers, ou Soldats.

X. Et en cas qu'il avint, que la Paix fût concluë vers la moitie du Mois, lesdits Alliez ſeront obligez neanmoins de payer à Sa M. D. le Mois entier, & encore un Mois de ſurplus. Mais en cas qu'elle vint à être concluë un peu aprés le commencement du Mois, alors Sa M. D. ſera payée encore d'un Mois en comptant du jour que ladite Paix ſera concluë; A moins que lesdits Alliez ne trouvaſſent bon de tenir encore ladite Armée ſur pied, & alors le payement ſe fera comme devant, juſques à ce que lesdits Alliez déclarent n'avoir plus beſoin de ladite Armée.

XI. Il ſera permis tant d'un côté que d'autre de faire paſſer Montre à ladite Armée, ſoit toute enſemble ou ſeparément, comme on le trouvera à propos. Afin de voir en quel Equipage ſont les Cavaliers & Soldats, & s'ils ſont habillez & bien armez, les mettre en ordre. Aprés quoi les Colonels tant de Cavalerie que d'Infanterie, Capitaines & autres Officiers devront être preſts à obeïr aux ordres qu'on leur pourra donner.

XII. On joindra à ladite Armée un Equipage d'Artillerie proportionné à la grandeur d'icelle, pour être employée où on le jugera à propos, dont le contenu ſera comme il ſuit, & qui ſera de

Deux Mortiers.
Deux Cartouches.
Quatre Piéces de Canon portant 12. Livres de Bale.
Six Piéces de Canon chacune de 6. Livres de Bale.
Vingt Piéces de Canon chacune de 3. a 4. Livres de Bale.

Livres.	Boulets.	Quintaux.
Deux cens	à 24	48
Quatre cens	à 12	48
Cent	à 60	
Six cens	à 6	36
Cent	à 40	
Deux mille	à 4	80

Quintaux de Boulets 212.

Cent

ANNO 1674.

Hondert Centenaar Granaden, met zoo veel Buskruyt als daar toe van nooden is.

Tegens een pont Kogels een half pont Buskruyt gereeckent.

Op acht duysent Man ieder twee pont gereeckent.

Ende tegens een pont Kruyt twee Pont Loot gereeckent.

Hondert Centenaar Buskruyt voor het Canon.

Hondert Centenaar Buskruyt voor de Soldaten.

Drie hondert en twintigh Centenaar Loot ofte Musquet-kogels.

Ende oock daar by sullen werden gevoeght de noodige ende gerequireerde hooge en lage Officieren, als namentlijck:

Bedienenda, tot dese Artillerye gehoorende,

Een Collonel.
Een Majoor.
Twee Capiteynen.
Twee Lieutenanten.
Vier stuck Jonckers.
Een Predikant.
Een Veltscheerder met een Velt-polck.
Twee Vuurwerckers met het Volck.

Twee en veertigh Constapels.
Een Brughmeester met sijn Volck.
Een Petardier met sijn Volck.
Een Mineur met sijn Volck.
Een Smit met sijn Volck.
Een Rademaecker met sijn Volck.
Een Zadelmaecker met sijn Volck.
Twee Wegh-bereyders.
Twee Schutmeesters.
Een Controlleur.
Een Schryver.

Tachtentigh Hantlangers by 't Canon, te weten: vier by een Cartouw, en elck Stuck van twaelf pont, ende voor de rest by elck Stuck twee.

Eenige Pionniers.
Affuytmakers met haar Volck.

Ende sal Sijne Koninckljjcke Majesteyt die voorsieninge doen, ende die noodige ordres stellen, dat de voorschreve Artillerye met de Paarden, Wagens, Karran en andere Attirail daer toe gerequireert, oock de voorsz. hooge en lage Officieren van den train mede binnen den tijdt van ses weecken naar de voorsz. requisitie op de been ende in staat sullen wesen gebracht, om te konnen werden gebruyckt daar het sal van nooden zijn, des sullen de hooghstgedachte Syn Koninckljjcke Majesteyt van Spanje ende Haar Hoog. Mogende zoo ras de voorgeroerde Armee van 16000. Man op de been gebracht, ende de voorsz. Artillerye en de Officieren van de selve sullen naargesien ende gemonstert zijn, tot verval van de onkosten daar toe gerequireert, mitsgaders tot de betalinge van de hooge Tractamenten der Generaals Persoonen, dewelcke, boven de Colonels van de Regimenten, sullen moeten aangestelt ende gebruyckt werden, aan Sijne Koninckljjcke Majesteyt van Denemarcken, alle loopende Maanden, betalen eene Somme van 10686. Rijcksdaalders, ofte 26715. Guldens Hollandtsch gelt, behoudelijck, dat de voorschreve Artillerye met sijn appendentien en dependentien, oock met een vijfde part hooger of meerder sal moeten werden vergroot als die in desen Articul staat gespecificeert: en op conditie dat Syn Koninckljjcke Majesteyt van Spanje en Haar Hoog. Mogende daar mede van alle namaninge sullen zijn bevrijdt, gelijck hier voren Articulo IX. geseyt is.

XIII.

Cent Quintaux de Grenades avec autant de Poudre qu'il sera necessaire pour l'usage d'icelle.

On contera pour chaque Livre de Bales une demie Livre de Poudre.

Pour huit mille Hommes chacun deux Livres de Poudre.

Et pour chaque Livre de Poudre deux Livres de Plomb.

Cent Quintaux de Poudre pour le Canon.

Cent Quintaux de Poudre pour les Soldats.

Trois cens & vingt Quintaux de Plomb ou Bales à Mousquet.

Et outre tout ce que dessus on établira des Officiers tant hauts que subalternes pour gouverner ladite Artillerie, sçavoir:

Un Colonel.
Un Major.
Deux Capitaines.
Deux Lieutenans.
Quatre Appointez.
Un Ministre.
Un Barbier.
Deux faiseurs de Feux d'artifices avec leurs aides.

Quarante deux Canonniers.
Un Maître de Pontons avec ses aides.
Un Petardier avec ses Gens.
Un Mineur avec ses aides.
Un Mareschal avec ses valets.
Un Charon avec ses valets.
Un Sellier avec ses compagnons.
Deux Racommodeurs de chemins.
Deux Maîtres d'Armes.
Un Contrôleur.
Un Ecrivain.

Quatre-vingts Hommes pour faire jouër & manier le Canon, qui seront divisez, sçavoir 4. à chaque Courtau, & à chaque Piéce de Canon de douze livres de Bale, & deux Hommes à chacune des autres Piéces.

Quelques Pionniers, &
Charons avec leurs compagnons.

Sa M. D. sera obligée de lever & mettre en ordre ladite Artillerie avec Chevaux, Chariots, Charettes, & enfin tout ce qui sera necessaire, avec tous les Officiers tant Hauts que Bas, dans le temps de six semaines, aprés la requisition faite par les Alliez, afin d'être employez où on le jugera à propos, sitost que ladite Armée sera sur pied & passée en Montre, & que ladite Artillerie sera en ordre, les Officiers d'icelles passés en Montre, lesdits Alliez, sçavoir S. M. C. & LL. H. P. seront obligées de payer à S. M. D. chaque Mois courant la Somme de 10686. Rixdalers, ou 26715. Florins Argent d'Hollande pour la Solde des Generaux qui commandreront ladite Armée au-dessus des Colonels. A condition que ladite Artillerie sera augmentée de la cinquiéme partie, sans que les Alliez, sçavoir S. M. C. & LL. H. P. en soient aucunement inquietez ou recherchez d'aucun payement, comme il a été specifié en l'Article neuviéme.

ANNO 1674.

Mm 3 *XIII.*

ANNO 1674.

XIII. Dat Syne Koninckliјcke Majesteyt van Denemarcken, in 't voorschreven gevol, ter requisitie van de hooghstgedachte Geallieerden geobligeert sal zijn, de voorsz. Armee en Corps by een te brengen en te houden, ende daar mede tegens de Vyanden te ageeren, ter oort en plaatse wanneer, ende zoo als met de meeste stemmen van de Hooghstgedachte Syne Keyserlijcke Majesteyt, en de Koninckliјcke Majesteyt van Spanje, ende Denemarcken, en Haar Hoog. Mogende, voor het gemeene beste dienstigh geoordeelt sal werden; gelijck dan alle Hooft-actien wanneer de Armee der Hooge Geallieerden, geheelijck ofte ten deele met dese Armee geconjungeert sullen zijn, voor zoo veel de geconjungeerde Troupen belangt, tusschen de selve Hooge Geallieerden, ofte der selver Bevelhebberen geconcerteert, ende naar meerderheyt der bovengenoemder vier stemmen, ter executie gebracht sullen werden.

XIV. Ende soo wanneer Syn Koninckliјcke Majesteyt van Denemarcken de voorsz. Armee tee requisitie van de Hooghst-gedachte Geallieerde, op de been soude mogen hebben gebracht, ende dat desselfs Landen, gednyrende den Oorloch daar inne Syne Majesteyt mede getreden soude zyn, van ymande wie het oock zy, ofte onder wat prætext sulcx geschieden mochte, geattacqueert soude mogen werden, sal niet alleen de voorsz. Armee van Syne Majesteyts Landen niet afgetogen of te rugh gehouden werden; maar sullen oock soo veel meerder Troupen van de Hoogst-gedachten Keyser, Koninck van Spanje, en de Staten Generael in sulcken gevalle tot afweeringe van de voorsz. attaques sonder uytstel met alle vigeur ageren als daer toe gerequireert en nodich soude mogen zyn.

XV. Doch by aldien den meer Hooghst-gedachten Koninck van Denemarcken na het stuyten en ratificeeren van het jegenwoordig Tractaat ende voor en al eer Syne Majesteyt ter requisitie van de Hooghst-gedachten Geallieerden mede in den Oorloch getreden soude zyn van iemant in sijn Landen Vyandelijck soude mogen werden geattacqueert en aangetast, ende dat die Vyandelijcke attacques ende aggressia quam te geschieden directelijck, ende alleen ter oorsake van het jegenwoordig Tractaat, ende omme geen andere redenen, en dat Hoogst-gedachte Syne Majesteyt selfs daar toe geene occatie ofte aanleydinga hedde gegeven directelijck ofte indirectelijck in eeniger manieren, ende dat de Hoogst-gedachte Geallieerde daar van klaarlijck ende evidentelijck quam te consteren, invoegen dat, de selve daar van ten volle overtuygt ende verseeckert waren, dat in soodanigen gevolle, ende verder noch anders niet de meer Hongst gedachte Syne Koninckliјcke Majesteyt van Spanje, ende Haar Hoogh Mogende aan de meer Hoogst-gedachte Syne Koninckliјcke Majesteyt van Denemarcken sullen betalen de selve aanrichts gelden en Subsidien die Hoog-gedachte Syn Koninckliјcke Majesteyt van Spanje, ende Haar Hoog Mogende soude hebben moeten goet doen indien de selve Syne Koninckliјcke Majesteyt van Denemarcken hadde versocht om in de rupture ende gemeinschap van den Oorlog te treden

XVI. Indien oock by verloop van tijt mochte bevonden werden, dat de voorsz. 5000. Ruyteren, 10000. Knechten, en duysent Dragonders niet volkomentlijck bestant waren om de voorsz. Vyantlijcke attacques te schilleeren, ofte de voorschreve Vyanden, ende der selver Adherenten te brengen tot een afstant van hare Vyantlijcke aggressien, ende vervolgens tot een redelijcke Vrede, dat als dan de selve invoegen voorsz. met gemeen conceet verders vermeerdert en begroot sullen werden op soodanigen meerder getal als men sal meenen tot bereyckinge van soo salutairen oogmerck nodig ende convenabel te zyn.

XVII. Indien oock by de Hoogst-gedachte Geallieerden dienstig of nodig gevonde mochte werden, dat den meer Hoog-gedachte Koninck van Denemarcken eenige Equipagie te Water soude moeten doen, ende dat Syne Majesteyt dien volgande ter requisitie van de Hoogst-gedachte Geallieerden eenige Scheepen van Oorloge in Zee soude mogen komen te brengen, dat in soodanigen geval ende enders niet, by de Hoogst-gedachte Syn Koninckliјcke Majesteyt van Spanje, ende Haer Hoog Mogende sal werden betaelt de helft van de kosten die gedaen sullen moeten werden tot de Equipagie ende onderhout van die Scheepen, die de Hoog-gedachte Geallieerde sullen hebben verzocht, dat den meer Hoogst-gedachte Koninck van Denemarcken soude

ANNO 1674.

XIII. Que S. M. D. sera obligée dans l'occasion de tenir cette Armée prête & en ordre en un Corps, pour être employé contre les Ennemis, lors qu'on le jugera à propos, & selon la pluralité des voix des Alliez, qui tomberont d'accord sçavoir de S. M. I. & S. M. C. & S. M. D. & LL. H. P. Et en cas de conjonction de ladite Armée avec l'Armée des Alliés, soit toute ou en partie, les ordres seront donnez selon les quatre voix susdites en ce qui concerne lesdites Troupes.

XIV. S'il avenoit que S. M. D. ayant à la requisition desdits Alliez mis ladite Armée en ordre, fût attaquée dans son Pais par qui que ce fût, & sous quelque pretexte que ce fût; Elle ne pourra pas seulement employer ladite Armée pour sa défence. Mais aussi lesdits Alliez, sçavoir S. M. Imper. Sa M. C. & LL. H. P. seront obligés de secourir Sadite M. D. avec autant de Troupes qu'il en souhaitera, lesquelles s'employeront de toutes leurs forces à resister aux Ennemis de Sadite M. D.

XV. Et en cas que S. M. D. aprés la Ratification de cette presente Alliance avec lesdits Alliez, fût attaquée sur ses Terres par les Ennemis à raison dudit Traité, & que Sadite M. n'en eût donné aucun sujet directement ou indirectement, & que lesdits Alliez n'y trouvassent rien à redire. Dans cette occasion lesdits Alliez, savoir S. M. C. & LL. H. P. & Sadite M. D. seront obligez de payer également les frais qui pourroient avoir été faits pour la levée & l'entretenement d'une Armée, pourvû que Sadite Majesté Danoise eût requis d'entrer dans la rupture avec les autres.

XVI. Et en cas que ladite Armée de 5000. Hommes de Cavalerie, & de 10000. Hommes d'Infanterie, & de mille Dragons ne fût pas capable de résister aux Ennemis, ni même de les contraindre à contracter, & enfin à faire la Paix, on pourra renforcer ladite Armée jusques à ce qu'elle soit en état de le faire.

XVII. Et en cas que lesdits Alliez jugeassent à propos que S. M. D. équipât une Armée Navale, & que lesdits Alliez le requissent de tenir quelques Esquadres de Vaisseaux de Guerre en Mer, alors lesdits Alliez, sçavoir S. M. C. & LL. H. P. seront obligez de payer la moitié des frais que pourra faire S. M. D. pour la levée & l'entretenement de ladite

ANNO 1674. soude willen in Zee brengen, de voorsz. onkosten te bereeckenen naer proportie van Penningen in het Tractaet in den jare 1666. aen meer Hoog-gedachte Syne Majesteyt van Denemarcken by Haer Hoog Mogende belooft

XVIII. Dat naer het sluyten van het jegenwoordig Tractaet, soo wanneer Syne Konincklijcke Majesteyt van Denemarcken ter requisitie als voren de voorsz. Armee op de been sal hebben gebragt, den Hoogst-gedachten Keyser, Koningen van Spanje, Denemarcken, en de Staten Generael niet sullen mogen maken eenigen stilstant van Wapenen met de Vyanden anders dan gesamentlijck, ende met gemeene bewillinge; maer ingevalle men soude mogen komen te treden tot eenige onderhandelinge, 't zy van Vrede of van Treves voor eenige jaeren, dat die voorsz. onderhandelinge niet sal mogen werden begonnen door een van de Hoogstgemelde Geallieerde sonder participatie van de andere, en sonder aen de selve Geallieerden op den selven tijt, ende soo haest als voor sich selfs te besorgen de faculteyt ende nodige seeckerheyt van eenige van sijne Ministers te kunnen senden, ter plaetse daer men handelen soude: dat oock de Hoogst-gemelte Geallieerden gehouden sullen zyn, d'een den ander successivelijck, ende van tijt tot tijt te geven communicatie van alles 't gene in de voorsz. Negotiatie sal komen voor te vallen: dat oock geen van de voorsz. Partyen sal vermogen te treeden tot de conclusie van de voorsz. Vrede ofte Treves voor eenige jaaren sonder sijn mede Geallieerden daer inne te begrijpen, ende sonder hem te doen herstellen, indien hy het alsoo begeert, in de possessie van de Landen en Steden ende Plaetsen, mitsgaders het gebruyck van de vry-en gerechtigheden die hy hadde, ende daar van hy jouisseerden voor den Oorlog, ende sonder van de voorsz. Vyanden voor den selven Geallieerden te bedingen de selve vry-ende Gerechtigheden, Exemptien, ende Prerogativen die hy voor sich selven bedongen hadde, ten ware de Hoogst gemelde Geallieerde den anderen des aengaende naerder quamen te verstaen.

XIX. Ende byaldien naar het sluyten ende ratificeeren van het jegenwoordige Tractaet, ende voor dat Syne Majesteyt by de Hoogst-gedachte Geallieerde versocht sonde mogen sijn om mede in de voorsz. rupture te treeden, van Vrede sonde mogen werden gehandelt, dat Hoogst-gedachte Hare Keyserlijcke ende Koninckliјcke Majesteyten van Spanje, ende Haar Hoog Mogende gehouden sullen sijn, voor soo veel sulks nodig soude mogen wesen, ten behoeve van Syn Koninckliјcke Majesteyt van Denemarcken, te besorgen de faculteyt ende seeckerheyt omme sijn Ministers te kunnen senden ter plaetse daer men handelen sal: sal oock aen den meer Hoogst-gemelte Koninck van Denemarcken successivelijck ende van tijt tot tijt gegeven worden communicatie van 't gene in de Negotiatie sal komen voor te vallen, ende Syne Majesteyt in de Vrede ofte Treves voor eenige jaren t'includeren ende te begrypen.

XX. Dat voorts naar het eyndigen van den tegenwoordigen Oorlog tusschen de Hoogst-gemelde Geallieerde sal sijn ende blyven eene oprechte, getrouwe vrientschap ende correspondentie, dewelcke daer toe strecken sal, dat d'een des anderen best getrouwelijck sal soecken te bevorderen, en desselfs schade ende nadeel naer alle vermogen helpen afkeeren ende weeren, volgens ende in conformité van de Tractaten met de Hooge Geallieerde respectivelijck gemaeckt ende opgerecht, dewelcke door het tegenwoordig Tractaet in geenen deele gederogeert, maer veel meerder in alle hare Poincten ende Articulen geconfirmeert ende bekrachtigt werden.

Aldus gedaen ende geslooten op Approbatie ende Ratificatie van de meer Hoogst-gedachte Hare Keyserlijcke, Koninckliјcke Majesteyten van Spanje ende van Denemarcken, ende van Haer Hoog Mogende, dewelcke overgebracht, ende alhier in den Hage sullen moeten uytgewisselt werden binnen den tijt van twee Maenden naer date deses, ofte eerder indien het doenelijck is. Ende in oirkonde deses geteeckent in 's Gravenhage desen 10. Julii, 1674.

Geteeckent,

(*L.S.*) J. HOEGH. (*L.S.*) VAN WYNGAERDEN.
(*L.S.*) GASPAR FAGEL.
(*L.S.*) J. DE MAUREGNAULT.
(*L.S*) G. VAN BOOTZMA.
(*L.S.*) B. GRUYS.

Secreet

ladite Armée, conformément à l'Accord fait entre S. M. D. & LL. H. P. en l'année 1666. ANNO 1674.

XVIII. S. M. D. ayant levé & mis en ordre ladite Armée Navale, lesdits Alliez, savoir S. M. I. S. M. C. & LL. H. P. ne pourront traiter de Paix ni de Tréve avec qui que ce soit, que par le commun consentement de tous les autres. Mais en cas qu'aucun desdits Alliez vint à traiter en particulier, soit de Paix ou de Tréve pour quelques années, il sera obligé d'en donner avis à ses Alliez avant que de commencer la premiere Conference, afin que lesdits Alliez puissent avertir leurs Ministres, d'avoir soin de leurs interêts. Outre cela ledit Allié en particulier ne pourra rien conclure, qu'il n'y comprenne les Alliez, & qu'il ne leur fasse remettre toutes les Villes, Places, Provinces & Domaines, qui leur pourroient avoir été prises, pendant cette Guerre, avec tous les Privileges qu'ils ont eus auparavant, en cas qu'ils le requierent, faute de quoi, il ne pourra s'accommoder.

XIX. Et en cas qu'aprés la conclusion & Ratification de la presente Alliance S. M. D. fût requise d'entrer dans la rupture, & qu'aprés on vint à traiter de Paix, lesdits Alliez, sçavoir S. M. Imp. S. M. C. & LL. H. P. seront obligez de proteger les Ministres de S. M. D. en toutes occasions, au lieu où on traitera, en leur donnant la facilité & assurance requise, afin qu'ils puissent garder les interêts de S. M. D. & aviser Sadite M. de temps en temps, de tout ce qui se passe dans la Negotiation, & venant à conclure la Paix ou quelque Tréve pour quelques années d'y comprendre Sadite Majesté.

XX. Qu'à la fin de la Guerre presente lesdits Alliez demeureront en une fidelle & inviolable amitié, conservans les interêts l'un de l'autre autant qu'il sera possible, & repoussant tout ce qui pourroit être préjudiciable à l'un ou à l'autre Allié, s'entre-aydans les uns les autres dans toutes les rencontres, sans déroger aux Articles de ce present Traité. Mais au contraire en les fortifiant & observant exactement.

Tout ce que dessus a été conclu & arresté sur l'Approbation & Ratification desdits Alliez, sçavoir de S. M. I. de S. M. C. de S. M. D. & de LL. H. P. les Etats Generaux des Provinces-Unies, dont la Ratification sera renduë dans le tems de deux Mois, à commencer du jour de la conclusion de cette presente Alliance. A la Haye, le 10. de Juillet 1674.

Et étoit signé.

(*L.S.*) J. HOEGH. (*L.S*) D. VAN WYNGAERDEN.
(*L.S.*) G. FAGEL.
(*L.S.*) J. DE MAUREGNAULT.
(*L.S*) E. VAN BOOTZMA.
(*L.S.*) B. GRUYS.

Article

ANNO 1674.

Secreet ende separaet Articul.

NAerdemael by het 20. Articul van het Tractaet van mutuele defensie ende assistentie heden gesloten ende geteeckent, tusschen de Ministers van den Keyser, Koninck van Spanje, ende van Denemarcken, ende Haer Hoog Mogende de Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden, is ter nedergestelt, dat naer het eyndigen van den tegenwoordigen Oorlog tusschen de Hoogst-gedachten Geallieerden sal sijn ende blyven een oprechte ende getrouwe vrientschap ende correspondentie, de welcke daer toe strecken, dat d'eene des anderen best getrouwelijck sal soecken te bevorderen, ende desselfs schade ende nadeel naer alle vermogen te helpen afkeeren ende weeren, volgens en in conformité van de Tractaten met de Hooge Geallieerden respectivelijck gemaeckt en opgerecht, de welcke door het voorsz. Tractaet huyden gesloten in geenen deele gederogeert, maer veel meerder in alle hare Poincten ende Articulen geconfirmeert ende bekrachtigt werden; soo is dat meer Hoogst-gedachte Syne Koninckclijcke Majesteyt van Denemarcken, ende Haer Hoog Mogende tot meerder versterckinge, elucidatie ende explicatie van het voorsz. 20. Articul verdragen ende geconvenieert zijn, verdragen ende convenieren by desen, dat Haar Hoog Mogende naer het eyndigen van den tegenwoordigen Oorlog, indien Hoog-gedachte Syne Majesteyt by iemans wie het oock soude mogen zyn in Europa vyandelijck soude mogen werden aengetast ende geattacqueert, in plaetse van het Secours van ses duysent Man in de voorsz. Tractaten breeder gementioneert, Syne Koninckclijcke Majesteyt op haar eygen kosten met hare geheele macht te Lande ende te Water, indien sulcks naer situatie van de Landen van den Attacquant oock te Water kan geschieden, te assisteren, ende de Vyanden van de Koninckclijcke Majesteyt met de uyterste vigeur, kracht, ende vermogen aen te tasten, de selve alle mogelijcken afbreuck te doen, ende met haer in openbare Vyantschap, Oorlog, ende rupture te treeden, niet anders als of sy selve vyandelijck waren geattacqueert ende aengetast geworden; ende sullen de Hooggedachte Geallieerden beyde geobligeert zyn daer inne te continueeren tot dat de Vrede gemaeckt sal zijn, ende Syne Majesteyt, ende Haer Hoog Mogende herstelt sullen wesen, indien sy het alsoo begeren, in de possessie van de Landen, Steden ende Plaetsen, mitsgaders het gebruyck van de vry-ende gerechtigheden die sy hadden, ende daer van sy jouisseerden voor den Oorlog, ende sonder voor haer beyden te bedingen, de selve vry-ende Gerechtigheden, Exemptien ende Prerogativen die sy hadden, ten ware de Hoog-gemelde Geallieerden den anderen des aengaende naerder quamen te verstaen, sonder dat Haer Hoog Mogende sullen bevoegt zyn daer voor oyt eenige vergoedinge, refusie ofte recompense te eyschen ofte te pretenderen, onder wat pretext sulcks oock soude mogen geschieden Des heeft de meer Hoogst-gedachte Syne Koninckclijcke Majesteyt van Denemarcken daer tegens belooft by desen, naer het eyndigen van den jegenwoordigen Oorlog ende rupture, te sullen treden tegens die gene die t'eenigen tydt Haer Hoog. Mogende in Europa soude mogen komen te attacqueren, ende sullen de Hoogst-gedachte Geallieerden beyde geobligeert zyn, daar in te continueren tot dat de Vrede gemaeckt sal zyn, ende Syne Majesteyt ende Haar Hoog Mogende herstelt sollen wesen, indien zy het alsoo begeeren, in de possessie van de Landen, Steden en Plaetsen; mitsgaders het gebruyck van de vry-en Gerechtigheden die zy hadden ende daer van zy jouisseerden voor den Oorlog, ende sonder voor haer beyde te bedingen de selve vry-en Gerechtigheden, Exemptien ende Prerogativen, 't en ware Hoog-gemelde Geallieerden den anderen des aengaende naerder quamen te verstaen, ende sal den meer Hoogst-gedachte Koning van Denemarcken ten dien fine boven de prestatie van de 6000. Man, in de voorsz. Tractaten breeder gementioneert, oprechten eene Armee van zoo veel meerder Volck van Oorlog als Haer Hoog. Mogende sullen requireren tot 16000. inclusys, op dien eygen voet en onder die selve Subsidien die in 't voorsz. Tractaet, huyden gesloten, breeder zyn uytgedruckt: behoudelijck dat de voorschreven Subsidien sullen werden geproportioneert naer het getal van het Volck dat Haer Hoog. Mogende sullen komen te eyschen,

Ende

Article secret & separé.

ET voyant, que suivant le 20. Article de ce present Traité signé par les Ministres de S. M. I. S. M. C. S. M. D. LL. H. P. les Etats Generaux des Provinces-Unies; il est arresté qu'à la fin de cette presente Guerre lesdits Alliez demeureront en une mutuelle amitié, prenant part aux interests les uns des autres, & cherchant à repousser ce qui pourroit préjudicier & nuire à quelqu'un des Alliez, & ainsi qu'il a été expressément specifié dans ce present Traité, qu'on ne derogera à aucun Article du present Traité; Mais qu'au contraire, on les executera dans les formes autant que faire se pourra. Et suivant ce que dessus S. M. D. & LL. H. P. les Etats des Provinces-Unies donnant plus d'éclaircissement & d'explication, sont convenus & conviennent ensemble, par la conclusion & force dudit 20. Article, que si à la fin de cette presente Guerre, un des deux Partis fût attaqué dans l'Europe: que Leurs Hautes Puissances, au lieu des 6000. Hommes de secours ci-dessus mentionné, seront obligez d'employer toutes leurs forces tant par Mer que par Terre, selon que l'occasion le requerra, pour secourir S. M. D. en attaquant les Ennemis, & leur faisant autant de dommage comme si c'étoit leurs Ennemis propres: Enfin d'entrer en Guerre & de rompre avec eux à l'occasion de Sadite M. D. & seront obligez leursdites Hautes Puissances, de continuer jusques à ce que la Paix soit conclue entre S. M. D. & lesdits Ennemis, contribuant à remettre & rétablir Sadite M. D. dans toutes les Places, Villes, & Châteaux, Terres, Domaines, & Sujettions, qui lui auroient été prises pendant ladite Guerre, le remettant en possession de tous Privileges & Prérogatives qu'il avoit auparavant, en cas de requisition pour cet effet, par Sadite M. D.; & cela se doit faire sans que Leurs Hautes Puissances, puissent jamais prétendre aucun remboursement de leurs frais ni aucune recompense, sous quelque prétexte que ce soit. Et en vûë de ce que dessus S. M. D. promet de se declarer & de rompre aprés la fin de cette presente Guerre, contre tous ceux qui pourroient déclarer & attaquer Leurs Hautes Puissantes de quelque maniere que ce soit, dans l'Europe. Et que les susdits Alliez seront obligez de continuer jusques à ce que la Paix soit concluë, & que Sa M. D. & LL. H. P. soient entierement rétablis, s'ils le requierent ainsi, sçavoir des Provinces, Villes, Places, Châteaux, & generalement tous les Privileges & Prerogatives qui leur pourroient avoir été pris pendant ladite Guerre, & dans telle occasion S. M. D. sera obligée outre les 6000. Hommes ci-dessus specifiez, de lever autant de monde qu'il plaira à Leurs Hautes Puissantes jusques au nombre de 16000. Hommes aux mêmes conditions, & à même Solde qu'il a été dit dans le susdit Traité.

Et

ANNO 1674.

Ende naerdemael sijne meer Hoogst-gedachte Koninckklijcke Majesteyt, in conformité van de voorsz. vorige Tractaten, mede gehouden was Haer Hoog. Mogende in den jegenwoordigen Oorlog te assisteren met een secours van de voorsz. 6000. Man, en dat, vermits eenige tusschen-komende difficulteyten, het voorsz. secours by Syne Majest. niet heeft kunnen werden gepresteert, zoo hebben Haer Hoog. Mogende verklaert en verklaren by desen, hier mede te renuntieren van alle pretentien die deselve daer over in eenige manieren nu ofte hier namaels soude kunnen maken of moveeren: belovende daer voor noyt iets te sullen eyschen ofte vorderen, in eeniger manieren onder wat name het oock soude mogen zyn, of 't voorsz. voorval ten anderen tijde als een exempel te sullen voortbrengen, om haer daer door de prestatie van de tegenwoordige ofte eenige andere voorgaende conventien te ontslaen, bevryden of dispenseren.

Ende is wyders verdragen, dat dese tegenwoordige conventie sal duuren den tyt van vyftien jaren naer de expiratie van desen tegenwoordigen Oorlog.

Aldus gedaen en gesloten op Approbatie en Ratificatie van Syn Koninckklijcke Majesteyt en Haer Hoog. Mogende, dewelcke overgebracht en alhier in den Hage uytgewisselt sullen werden binnen den tydt van twee Maenden na dato deses, of eerder indien 't doenlijck is, en in oirkonde deses geteeckent in 's Gravenhage, den 10. Julii 1674.

(*L.S.*) J. HOEGH.
(*L.S.*) D. VAN WYNGAERDEN.
(*L.S.*) G. FAGEL.
(*L.S.*) J. VAN MAUREGNAULT.
(*L.S.*) E. VAN BOOTZMA.
(*L.S.*) B. GRUYS.

Et comme en vuë des Traitez precedens, Sadite M. D. etoit obligée d'assister LL. H. P. dans la presente Guerre avec une Armée de 6000. Hommes, & que S. M. D à cause de quelque difficulté survenue n'a pû y subvenir: Leurs Hautes Puissances se desistent de toutes les pretentions qu'elles pourroient avoir sur Sa M. D. en ce fait, promettant de n'en jamais rien demander ni pretendre de quelque maniere, ni sous quelque pretexte que ce soit, ni même d'en rien jamais reprocher, soit par rapport de quelques exemples ou autrement.

Et on est de plus convenu, que la presente Alliance durera l'espace de quinze années aprés la fin de cette presente Guerre.

Le tout a été ainsi conclu & accordé sur l'Approbation & Ratification de S. M. D. & de Leurs H. P. les Etats Generaux des Provinces-Unies, laquelle sera apportée & changée à la Haye, deux Mois aprés la conclusion de la presente, ou plûtôt si faire se peut. Fait & signé à la Haye, le 10. de Juillet 1674.

Et étoit signé;

(*L.S.*) J. HOEGH.
(*L.S.*) D. VAN WYNGAERDEN.
(*L.S.*) G. FAGEL.
(*L.S.*) J. VAN MAUREGNAULT.
(*L.S.*) E. VAN BOOTZMA.
(*L.S.*) B. GRUYS.

CXXIX.

23. Juill. *Traité de Protection, & d'Assistance, entre* CHARLES II. *Roi Catholique des Espagnes, d'une part & les Confederés des Provinces de* GUIENNE, LANGOEDOC, DAUPHINE', & PROVENCE, *par le Ministere du Comte de* Sardan *leur Deputé, d'autre part. A Madrid le 23. Juillet* 1674. [Tiré de la Registrature d'Estat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majeste Imperiale.]

ETant arrivé en cette Cour le Sieur Comte de Sardan, avec le Caractere de Deputé de la Confederation ci-après expliquée, sous les très-humbles representations qu'il a faites à Sa Majesté, en la maniere qui suit.

Dieu ayant operé en l'année 1660, la Paix des Pirennées, & cette Paix solemnelle ayant été cimentée par le Mariage du Roi Très-Chrétien, avec l'Infante d'Espagne, les Nobles & Plebéens des Provinces de Guienne, Languedoc, Dauphiné & Provence s'étoient flatés que cette Paix entraineroit avec elle, le repos de toute l'Europe, & leur produiroit en leur particulier, avec le retablissement de leurs Privileges, la suppression des Tailles, Gabelles, Subsides & autres Impositions extraordinaires & exorbitantes que ces quatre Provinces avoient souffertes avec beaucoup de patience & de soumission depuis l'année 1635 jusques en l'année 1660. que cette Guerre entre les deux Couronnes avoit duré, & ce qui les confirmoit fortement dans cette pensée, c'est qu'il doit estre remarqué que ces quatre Provinces ont cela de particulier & de commun entr'elles, qu'elles sont toutes quatre Païs d'Estats, qui par leurs anciennes Capitulations, lors de leurs jonctions avec la France, sont naturellement exemptes de ces Impositions, n'y en pouvant estre faite aucune nouvelle, que de l'aveu & consentement de leurs Estats Provinciaux; ce qui n'auroit pas empêché que de toutes les manieres qu'il avoit plu au même Ministere, elles n'eussent sacrifié leur sang & leurs moyens, au delà de leurs forces, pour le soutenement de la Gloire de l'Estat, dans la continuation de cette Guerre, en maniere même, qu'il peut estre avancé avec beaucoup de verité, que depuis plusieurs années avant la Paix, les Armées d'Italie & de Catalogne n'ont subsisté avec gloire que par les Hommes, les Denrées, & les contributions qu'elles ont fournies, & par les Quartiers d'Hyver, qui ont été établis dans ces quatre Provinces.

Mais au lieu qu'un zele si fidele ait eu le succez que les Peuples de ces quatre Provinces avoient crû pouvoir legitimement esperer, d'autant plus qu'ils ne l'avoient pû pratiquer sans tomber dans une indigence digne de compassion, ces pauvres Peuples ont eu la douleur de voir qu'il a semblé que les Ministres d'Estat de France, n'avoient consenti à faire la Paix en dehors, que pour avoir lieu de faire avec plus de facilité une Guerre cruelle aux plus fidelles Sujets de Sa Majesté tres-Chrétienne au dedans, puis que les Tailles, les Gabelles, & autres Impositions ont eu, non seulement le même cours que pendant la Guerre, & se sont exigées avec la même rigueur, mais on les a de nouveau surchargées, & on les surcharge tous les jours, de toutes les Maltotes, Subsides & nouvelles Impositions, que les Esprits mal intentionnés, qui ont l'oreille du Ministre des Finances, ont pû inventer, & tâchent d'inventer de nouveau; en maniere que les Habitans de ces quatre Provinces, de toute sorte de qualité, se trouvant en la plus grande partie, depuis plusieurs années hors d'état de pouvoir payer lesdits Subsides, & Impositions, & à plus forte raison leurs Debtes particulieres, sont obligés d'abandonner en proye aux Collecteurs, Commis, Sergents & autres Préposés des Receveurs, Traitans, & Partisans, desdites Provinces, ou à leurs autres Creanciers, leurs Denrées, Bestiaux, Meubles, & Patrimoines, & de se remettre pour le surplus de leurs subsistances, & de celles de leurs malheureuses familles aux soins de la divine Providence.

Et comme ces desordres entrainent naturellement

ANNO 1674. cette necessité; que les deux tiers des Habitans desdites Provinces sont reduits à une mendicité forcée, & que la pluspart des autres qui ne se trouvent pas dans ce cas, à la reserve de fort peu, sont si embarassés dans leurs propres Affaires, ou par l'impuissance de payer ce qu'ils doivent, ou par celle de se faire payer ce qui leur est deub, qu'il est certain qu'on ne peut imaginer rien de plus deplorable, n'y ayant d'accommodé ni d'exempt, de cette maniere, que les Partisans, Receveurs, ou Employés auxdites levées, ou leurs Partielpans, qui, comme des sangsuës achevent de succer le sang, & la substance de tous ces pauvres Peuples; Et bien loin que les Ministres d'Estat ayent voulu entrer dans aucune consideration, de voir que ce que ces Peuples avoient fait ou souffert, avoit été fait, comme il a été remarqué auparavant, plustost par un effect de leur zele, pour le service de leur Monarque, que par aucun legitime devoir auquel ils fussent obligés, & qu'en consequence on leur ait voulu donner quelque esperance du retablissement de leurs Privileges, tout au contraire l'Assemblée des Estats des trois Ordres de la Province du Dauphiné, & de Guienne, ont été entierement supprimées, & abolies. Ceux de celle de Provence ont été en la plus grande partie énervés, & ceux de la Province de Languedoc n'ont conservé que leur forme & leur exterieur.

Et comme si ce n'étoit pas assés des maux passés & presens, les Ministres d'Estat ne se contentant pas, d'avoir suprimé entierement ou en partie les Estats Provinciaux, pour éviter que le Roi ne puisse jamais estre instruit de leur pernicieuse conduite, & du deplorable état où sont reduits ses Sujets, après avoir aboli depuis long tems la tenuë des Estats Generaux du Royaume, ont encore de nouveau osté aux Parlements & autres Cours Souveraines du Royaume, l'Authorité qui ne leur avoit jamais été disputée.

Et parce que ces Cours, lors que les Gens du Roi presentoient quelque nouvel Edit, ou Declaration, pour en requerir le Registre, avoient droit d'en faire l'examen, même d'en ordonner le surcis, jusques à ce que leurs remontrances en eussent été faites au Roi, pour se defaire de ce dernier obstacle, par une Declaration expresse, depuis quelques années il a été établit en force de Loi, à peine de desobeïssance, que lesdites Compagnies Souveraines, registreront purement & simplement, tous les Edits qui leur seront presentés, sans pouvoir estre admis à aucune remontrance, qu'après avoir obeï, ce qui étoit l'unique moyen, pour établir l'authorité des Ministres, & oster pour jamais à ces Peuples malheureux l'esperance même de leur soulagement.

Les Deputations annuelles & reïterées qu'aucunes desdites Provinces, ont fait à la Cour depuis plusieurs années, ainsi que leurs plaintes & doleances, de même que celles que les autres ont faites avec autant de respect que de justice devant les Intendants de leurs Provinces ayant été traitées du dernier mepris; & aucuns desdits Deputés ayant même été menacés, comme Rebelles, cela joint à l'impuissance publique & notoire où sont tous ces Peuples, & à l'indigence malheureuse où ils sont plongés; Et la conduite susdite, leur ostant pour l'avenir toute esperance d'aucun soulagement, & leurs maux ainsi que ceux de leurs voisins devenant tous les jours pires, depuis le commencement de cette derniere Guerre, après avoir pris Dieu à témoin de la sincerité de leurs intentions, pour le bien & la gloire en general de l'Estat, ainsi que de la douleur veritable qu'ils ont que l'oppression sous laquelle ils gemissent, par l'impitoyable conduite desdits Ministres, les force à se servir des derniers Remedes que la nature ne denie pas même aux plus malheureux, leurs souffrances étant venues au dernier periode, & l'injustice de ses Ministres à son comble, il a été procedé en la maniere que s'ensuit.

Les Habitans de toutes qualités desdites quatre Provinces, representés par diverses Personnes de chacune d'elles, deputées & assemblées à cet effect, tant pour eux que pour les autres Provinces, qui se voudront joindre à la Confederation ci-après proposée, se sont confederés à l'effect de la manutention & retablissement entier de tous leurs anciens Privileges generalement quelconques, dans l'étenduë desdites quatre Provinces, & dans celles qui s'y voudront joindre, pour ne se departir de ladite Confederation, qu'après la tenuë des Estats Generaux du Royaume, en une Ville libre, suivant & conformement aux anciennes Constitutions de l'Estat, retablissement entier de tous leurs anciens Privileges, generalement quelconques; ainsi que la suppression réelle & effective de tous les Etablissements qu'on peut avoir fait, dans icelle, depuis la derniere tenue des Estats Generaux du Royaume sous le Regne de Henri III. ainsi que plus au long le contient, le Concordat fait & arresté sur ce sujet. ANNO 1674.

Et comme la cruelle conduite qu'on a tenu contre lesdites Provinces Confederées, les reduit à cette necessité, pour éviter leur entiere ruine & dissipation de recourir aux Puissances qui peuvent proteger la Justice de ladite Confederation, après avoir meurement agité cette question par les mêmes Deputés, il auroit été advisé qu'on ne sçauroit plus legitimement s'adresser, qu'à Sa Majesté Imperiale, la Serenissime Reine d'Espagne, & les Seigneurs Estats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, ces trois Puissances ayant interest, de soutenir & proteger la Liberté desdites Provinces.

Et à cet effect, ayant été deputé du Corps de ladite Confederation, Jean François de Paulo, Seigneur Comte de Sardan, Vicomte de la Houssaye, qui auroit été chargé de toutes les Instructions, volontés & desirs en particulier & en general de ceux qui composent ladite Confederation, & representé tout son contenu, & supplié Sa Majesté par vives raisons importantes de ses Interests.

Sa Majesté, après avoir deputé Monsieur le Marquis de Castel Rodrigo son Grand Ecuyer & Conseiller d'Estat, & President du suprême de Flandres, près de sa Royale personne, pour ouïr & examiner les Propositions dudit Deputé, lesquelles ayant été reconnuës & examinées par Sa Majesté, avec l'advis de son Conseil suprême dans la connexité des interests de ladite Confederation, avec ceux de sa Royale Monarchie, se trouvant dans l'injuste Guerre ouverte que Sa Majesté Très-Chrêtienne lui a meu, elle a resolu que le susdit Marquis de Castel-Rodrigo, en son Royal nom, accorde non seulement sa Royale Protection & de sa Monarchie comme il est supplié, mais aussi les Articles de la supplication faite par ledit Sieur de Sardan, comme Deputé de ladite Confederation.

I. Premierement pour repondre à l'Article XV. du Traité que ledit Comte de Sardan a conclu pour ce même effet, avec les Estats Generaux des Provinces-Unies, & qui a été en leur nom signé par le Prince d'Orange à la Haye le 21. d'Avril de cette presente année 1674. a été arresté, que pour oster tout pretexte auxdits Hollandois, de ne pas satisfaire au contenu dudit Traité, Sa Majesté donnera un Acte en particulier, pour la satisfaction desdits Estats, qui aprouvera de mot à mot de sa part, tout le contenu audit Traité, sans y rien alterer; mais atendu la connexité des Interests de ladite Confederation, & de Sa Majesté, il demeure convenu, que sans s'arrester audit Traité, le present contiendra capitalement, ce que Sa Majesté veut accorder en son particulier auxdits Confederés, lequel present Traité sera un Acte secret, d'entre Sadite Majesté, & les Chefs de ladite Confederation.

II. Et d'autant par le susdit Traité de la Haye du 21. d'Avril dernier, il est porté que les premieres exploitations à faire de la part de ladite Confederation, s'executeroient dans le 15. du present mois de Juiller, ce qu'il a été impossible d'executer, pour n'avoir ledit Sieur de Sardan pû regler avec Sa Majesté, les Interests de ladite Confederation, que jusques à cejourdui, ce defaut n'étant en aucune maniere provenu de sa part, ni de celle de ses Consorts, mais seulement des tems qui se sont consommés à pouvoir se transporter en seureté en cette Cour, Sa Majesté s'est chargée de faire retirer par Son Ministre en Hollande, un Acte en bonne forme de la part desdits Estats Generaux, ou dudit Prince d'Orange, comme ils prorogent le delai susdit, jusques au jour qui sera reglé ci-après; laquelle Declaration ledit Ministre envoyera au plustost, qu'il sera possible audit Comte de Sardan.

III. Et ayant égard aux grandes depenses qu'il convient de faire, pour l'execution de ce qui est proposé par lesdits Confederés, & ne pouvant pas moins que d'estre grandes, & ayant pour objet principal le soulagement des Peuples qui souhaitent de se pouvoir eximer de si intolerable poids, Sa Majesté a eu la bonté, d'accorder auxdits Confederés un demi million de Livres Monnoye de France, pour les frais du premier soulevement, & operations de ladite Confederation, & despenses pendant cette premiere Campagne, lesquels Deniers se remettront à la Ville de Geneve, sur les Frontieres de Suisse, pour le secours des Confederés, dès

Anno 1674.

dès auſſi-toſt que le ſoulevement aura pris Corps, & dès qu'il aura commencé.

IV. Et parce qu'il eſt impoſſible auſdits Confederés, pour le bien de la Cauſe commune, de pouvoir ſoutenir ſolidement leurs Interests, que par des forces & Armements correſpondants à la ſeureté, Sa Majeſté en conſideration des grands fraix & depenſes qu'ils ſeront obligés de ſupporter pour ce effet, leur a accordé pour la Campagne prochaine 1675. & pour les ſuivantes, en ſoutenant un Corps d'Armée raiſonnable, un million de Livres chaque année Monnoye de France, payable, par avance, de deux Mois en deux Mois, bien entendu; qu'en cas que la Hollande, par les Offices des Miniſtres de Sa Majeſté continueroit d'accorder chaque Campagne, deux cent mille Livres, leſdits deux cent mille Livres ſeront deduites au profit de Sa Majeſté, dudit million de Livres.

V. Et pour tant plus donner courage au Chef, & Dictateur de ladite Confederation, de ſervir avec affection & fidelité leſdits Confederés, Sa Majeſté lui a accordé une Penſion de cent mille Livres chaque année, laquelle Penſion ſera payable auſſi de deux Mois, en deux Mois, par avance, pour eſtre diſtribuée par lui, comme il le verra bon eſtre, d'entre lui, & ſes principaux Conſorts & ſera continuée ſur le pied ſuſdit, tout autant que durera le ſuſdit parti.

VI. Sa Majeſté ayant fait conſideration de la repreſentation que ledit Comte de Sardan lui a fait de la part deſdits Confederés, que pour pouſſer avec vigueur, les operations de leurs Troupes, il ſeroit neceſſaire qu'elles fuſſent fortifiées d'un Corps de Cavalerie; Sa Majeſté a accordé de fournir auxdits Confederés, un Corps de deux mille Chevaux, Troupes reglées & bien aguerries, lequel Corps de Cavalerie entrera dans le Terrein de ladite Confederation, incontinent après ledit ſoulevement, fait par l'endroit qui ſera le plus plauſible, & convenable, demeurant convenu & arreſté, que ladite Cavalerie étant jointe, avec les Troupes des Confederés agira ſous les ordres du Dictateur de ladite Confederation. Lequel Corps de Cavalerie ſera actuellement payé, aux frais de Sa Majeſté, ſans que leſdits Confederés lui doivent fournir que le Logement, & gros fourage, & avec cette condition auſſi qu'il ſera convenu à l'amiable d'entre les Commiſſaires de Sa Majeſté & leſdits Confederés, des ſeuretés ſolides, à tout évenement, pour l'entrée & ſortie dudit Corps de Cavalerie.

VII. Et comme Sa Majeſté n'a point d'autre veuë dans cette preſente Guerre, que de pourvoir à la deffenſe de ſes Etats, & Royaumes, & de proteger les Peuples oppreſſés, ſuivant les ſupplications qui lui en ont été faites, il a été arreſté qu'en cas leſdits Confederés ſoient en état d'executer quelque choſe de conſiderable, ſur les coſtes de la Mer Mediteranée Sa Majeſté donnera les ordres neceſſaires à ſes Amiraux & Commandants de Mer, de donner toute aide & main forte, ſecours d'Armes & Munitions de Guerre auxdits Confederés, ſans que pourtant en cas que les Troupes de S. M. fiſſent entrée ou deſcente, dans le Terrein ou ſur les Coſtes, de ladite Confederation, & qu'elles vinſſent à ſe rendre Maiſtre de quelques Poſtes, pour oſter tout pretexte aux Emiſſaires de la Cour en France, de rendre odieuſe ladite Confederation, ſi leſdites Troupes perſiſtoient à garder leſdits Poſtes, elles ſeront tenuës de les delivrer és mains des Confederés, ſous les ordres de leur Dictateur general.

VIII. Ayant été repreſenté combien il ſeroit important de reuſſir en la ſurpriſe qu'on a projeté de faire ſur une Place importante, des Coſtes de Guienne, cette ſeule reuſſite pouvant donner moyen à toute la Baſſe Guienne de ſe declarer ouvertement, comme il eſt impoſſible de reuſſir dans les Affaires de cette nature, ſans les ſecours actuels de quelques Comptans, Sa Majeſté conſent que des cinq cent mille Livres accordées ci-deſſus au Corps deſdits Confederés, pour le fonds du premier ſoulevement, il en ſera pris la Somme de cent mille Livres, laquelle ſera envoyée à un Confident dans la Ville de Bourdeaux, & laquelle ne pourra eſtre employée qu'aux frais legitimes de ladite Entrepriſe, ſous le Controlle dudit Confident; Bien entendu qu'en cas que cette Entrepriſe vint à faillir, ladite Somme ſera comptée auxdits Confederés après l'ouverture de cette Guerre, en telle autre part, qu'ils jugeront à propos, comme faiſant partie de ce que Sa Majeſté leur a accordé pour ledit premier ſoulevement.

IX. Et pour établir d'autant plus ſolidement les Interests & ſeuretés de ladite Confederation, Sa Majeſté s'eſt chargée de faire menager par ſes Miniſtres, aupres de Sa Majeſté Imperiale, à l'effect que Sadite Majeſté accorde auſſi ſon Auguſte protection, à la ſuſdite Confederation, & ſouſcrive pour ce qui le regarde, le Traité qui ſera fait, comme eſt dit ci-deſſus en conformité de celui de la Haye, & s'engage de n'entendre à aucune Paix de la part de la France, que conjointement, avec leſdits Confederés, & ſous les Conditions appoſées aux Articles VIII. & X. du ſuſdit Traité de la Haye.

X. La ſuſdite Confederation ayant des Interests à regler, avec les Chefs de la Maiſon de Lorraine, pour le fait de la Provence, & ledit Sr. de Sardan, chargé des propoſitions à faire ſur leſdits Interests, ne pouvant à cauſe du bien des Affaires de ladite Confederation ſe transporter en Allemagne pour cette diſcuſſion, ſur la très humble priere qu'il a faite à Sa Majeſté, de faire connoitre par quelqu'un de ſes Miniſtres, au Prince Charles de Lorraine, Heritier preſomptif de ladite Maiſon, la neceſſité qu'il y auroit pour ſes Interests propres, de faire aboucher par un de ſes Confidens ledit Sr. de Sardan, Sadite Majeſté s'eſt chargé de faire advertir ledit Prince, afin qu'il envoye avec tous les Pouvoirs neceſſaires un de ſes Confidens à l'endroit où ſera ledit Sr. de Sardan, pour l'éclairciſſement & execution deſdites choſes ſuſdites.

XI. Et le cas avenant que les ſuſdits Confederés puiſſent eſtre aſſez forts, pour former un Eſtat particulier, ou Republique, Sa Majeſté s'oblige en tel cas pour elle & ſes Succeſſeurs à continuer ſa Protection Royale, faveur & aſſiſtance, en la même forme, plus ou moins, que les Rois de France l'ont fait avec les Eſtats de Hollande, ſous des pretextes moins juſtes, auquel effect l'on conſentira ſans aucune difficulté à faire tous les Traités que l'exigence des cas le pourra ſouhaiter raiſonnablement, pour les Interests communs.

XII. Sa Majeſté voulant procurer en toute maniere auxdits Confederés, leur bien & avantage, leur a accordé le benefice du libre Commerce tant par Mer que par Terre, dans tous les Ports & Havres, Villes, Provinces & Royaumes de ſa Domination, generalement quelconque, en payant les Droits ordinaires, avec les meſures, Privileges & Exemptions, dont jouiſſent pour ce chef, Meſſieurs les Eſtats des Provinces-Unies & la Republique de Gennes; comme auſſi par reciproque les Sujets de Sa Majeſté, pourront aller & venir librement, commerces dans tous les Ports, Villes & Lieux de ladite Confederation, en payant auſſi les anciens Droits, & afin que pour ce chef, il ne puiſſe arriver aucun abus. les Marchands des Lieux de ladite Confederation ſeront tenus de porter avec eux, un Certificat en bonne & due forme dudit Sieur de Sardan, ſigné & ſcellé, contenant leur veritable caractere, avec lequel ils auront toute ſorte de ſupport, & de protection de la part des Gouverneurs & Commandans de Sa Majeſté, & pour leur plus grande ſatisfaction, Sadite Majeſté declare auſſi, qu'elle accorde de ſurabondant auxdits Confederés, que toutes & quantes fois, ils ſeront rencontrés dans les Mers de ſa Domination, ou en tous autres Lieux par ſes Vaiſſeaux, Galeres, ou autres Bâtiments, ils ſeront traités comme amis, en la forme qu'il eſt propoſé, à condition qu'ils ſeront tenus de porter le Certificat ſuſdit.

XIII. Sa Majeſté, par exprès s'oblige, & promet, par ſa Royale parole, tant pour elle, que pour ſes Succeſſeurs, de ne faire, ni entendre à aucune Paix avec la France, qu'après la ſatisfaction entiere, tant des Chefs que du General des Confederés, & ſuivant & conformément aux Articles VIII. & X. dudit Traité du 21. d'Avril dernier, & d'abondant qu'après une Amniſtie en bonne & due forme, bien & duëment enregiſtrée & verifiée par tous les Tribunaux de France, où il ſera beſoin, & qu'après toutes ſeuretés ſolidement établies, pour les principaux Entrepreneurs, ainſi qu'il a été pratiqué par les Predeceſſeurs de Sa Majeſté, dans les Traitez faits avec le Roi de France, & Traité de Madrid le 14. Janvier 1526, & celui des Pirenuées ou l'Isle des Faiſans le 7. Novembre 1659.

XIV. Et reciproquement ledit Sieur de Sardan, tant de ſon Chef, qu'en la qualité de Deputé ſuſdit, & pour tous les Corps deſdits Confederés, s'engage formellement & ſpecialement, de ne pouvoir entendre aucunes propoſitions de Tréves, ni de Paix, de quelle part

ANNO 1674. part qu'elles puissent estre proposées, qu'aux conditions mentionnées en l'Article IX, du Traité de la Haye. & que conjointement & après la satisfaction entiere de Sa Majesté, ou de ses Successeurs.

XV. Ledit Sr. de Sardan s'oblige de même, en qualité de Sindic General des Confederés, de la Province de Languedoc, & de Deputé de la Generalité de toute ladite Confederation, d'executer d'ici à la fin du Mois de Septembre, de cette presente année, ou plustost s'il est possible, un soulevement de 12. mille Hommes dans les Montagnes des Cevenes & Vivarez, pour commencer à se rendre Maistre autant qu'il sera possible, de tous les Postes qui sont sur la Riviere du Rhone, & de toutes les autres Places qui se pourront surprendre, par lesdits Confederés, en ladite Province, & autres voisins du Corps de ladite Confederation.

XVI. Et pour établir la seureté & solidité en toutes manieres du present Traité, il demeure convenu que dans un Mois, à compter du premier jour du soulevement, dans lesdites Montagnes du Languedoc, Sa Majesté fera expedier un Instrument en bonne forme, contenant la Ratification d'icelui de mot à mot, pour estre delivré audit Sieur de Sardan, de la part où il sera, la Ratification de la part des Confederés étant tenuë pour faite, du jour que le susdit soulevement sera executé; & afin de n'arrester les operations du susdit soulevement, ni les secours que Sa Majesté veut bien accorder auxdits Confederés, le present Traité a été signé double; sçavoir de la part de Sa Majesté, par Monsieur le Marquis de Castel Rodrigo son Grand Escuyer, du Conseil d'Etat, & President du suprême de Flandres, en vertu de la charge & Pouvoir par écrit que lui en a donné Sa Majesté, en date du 16. de ce present Mois; & de la part desdits Confederés par ledit Sieur Comte de Sardan, comme Sindic General des Confederés de la Province de Languedoc, & Deputé de la Generalité de ladite Confederation. Fait, conclu, signé, & scellé à Madrid le vingt troisiéme du Mois de Juillet de l'an mil six cent septante quatre. El Marques de CASTEL RODRIGO. Le Comte de SARDAN DE RAULO.

CXXX.

30. Sept. / 10. Oct. *Fœdus inter* CAROLUM II. *Magnæ Britanniæ, &* CAROLUM XI. *Sueciæ Reges, pro mutua Defensione, & Commerciorum Securitate initum. Actum Westmonasterii 30. Septembris S. V. & 10. Octobris S. N.* 1674. [Tiré de la Registrature d'Estat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

QUandoquidem quidam Tractatus partim Confœderationis & Unionis, partim Commercii Stockholmiæ primo die Mensis Martii Anno Domini 1664 conclusus & initus fuerit inter Serenissimos Magnæ Britanniæ & Sueciæ Reges pro decem Annorum spatio continuandus, cujus Tractatus Art. 32. inter prædictos Reges conventum est, quod ante hujus termini expirationem prædicti Domini Reges (si ita visum fuerit) de ejus prolongatione & continuatione tractarent & convenirent; cumque supra memoratus Serenissimus Sueciæ Rex per Legatum extraordinarium suum Petrum Sparre Liberum Baronem in Cronenberg, Dominum in Rhynas & Berguara, Generalem Militiæ pedestris Sueciæ: ut & Ablegatum suum extraordinarium Joannem Leyenberg, Hæreditarium in Laruncla, Equitem, dicto Serenissimo Magnæ Britanniæ Regi prædicti Tractatus pro ulteriori temporis spatio continuationem proposuerit, dictus Serenissimus Magnæ Britanniæ Rex pro singulari illo affectu, quo prædicti Serenissimi Regis Sueciæ tum personam tum amicitiam prosequitur; mutuoque Subditorum hinc inde respectivè suorum bono & utilitate quam lubens & ex animo in id consenserit, ex parte altememoratorum Serenissimorum Regum, scilicet ex parte Serenissimi Magnæ Britanniæ Regis Dominus Rupertus Princeps Palatinus Bavariæ & Cumbriæ Dux, Heneagius, Finch, Baro de Daventry Magni Angliæ Sigilli Custos, Thomas Comes de Danby, summus Angliæ Thesaurarius, Jacobus Dux de Monmouth equorum Regiorum Magister, Joannes Dux de Lauderdale primarius pro Scotiæ Regno Secretarius, Henricus Comes de Arlington Hospitii Regii Camerarius, Henricus Coventry Armiger primariorum Secretariorum unus pro Angliæ Regno, & Josephus Williamson primariorum Secretariorum pro dicto Regno alter, & ex parte Serenissimi Sueciæ Regis dicti Legatus & Ablegatus extraordinarii virtute Facultatum respectivè suarum infra insertarum in Articulos sequentes convenerunt. ANNO 1674.

I. Quo constans inter utrosque Reges Regnaque Magnæ Britanniæ ac Sueciæ maneat, roboreturque amicitia mutuæ defensionis obligatio & Commerciorum securitas, conventum in præsens utrinque est, ut prædictum Fœdus inter prædictos Serenissimos Reges die primo Martii, Holmiæ, uti dictum est, initum in plenum biennium, à dicti Tractatus lapsu numerandum prorogetur, quo durante sanctè & inviolabiliter tam à Regibus ipsis quàm ab eorundem Subditis & Vasallis in suis Articulis & Clausulis observabitur, eoque decurrente de ejusdem renovatione prout bonum utrinque visum fuerit denuò agetur.

II. Quandoquidem octavo supradicti Fœderis Articulo conventum, quòd Auxiliares Copiæ, quas dicto Tractatu mutuo sibi dari dicti Serenissimi Reges stipulati sunt, intra quatuor menses à die quo primum alterutra Pars eas petierit, numerandos, mittentur: præsentibus insuper concordatum est, inter prædictos Serenissimos Reges, dictas Auxiliares Copias etiam citiùs quàm intra quatuor mensium spatium mittendas, si commodè fieri poterit, absque eo, quod hoc ullo modo præjudicet Art. 9. dicti Tractatûs de commutatione talium Copiarum Auxiliarium vel earundem Partis cujuslibet pro pecuniis, apparatu Bellico &c. prout prædicto Art. 9. inter prædictos Serenissimos stipulatum est.

III. Quòd inter prædictos Reges imposterum sit adhuc strictior Confœderatio, & Unio pro defensione & conservatione Religionis Protestantium Evangelicæ & Reformatæ, quam sub Divinâ Providentiâ se asserturos, ut & omnia quæ ad eam spectant, promittunt & præsentibus sese obligant.

IV. Et ut plenius adhuc securitati commodisque Commerciorum & Navigationis præcedentibus Fœderibus stabilitis prospiciatur, placuit utrinque, ut quàm primùm nominentur hinc inde Commissarii, qui intra menses sex à Ratihabitione præsentis Fœderis Londini congrediantur, atque ea quæ in dictis Pactis vel omissa vel non rectè posita aut intellecta deprehendent, unde Commerciis & Navigationibus incommodi quid vel hactenus acciderit vel imposterum accidere possit, habitâ accuratâ & justa disquisitione suppleant, corrigant & elucident, super quo Negotio cum instrumentum confectum fuerit, & ab utroque Regum ratihabitum, valebit illud & observabitur sub iisdem conditionibus ac si præsenti Tractatui insertum esset, ut sic bonæ Regum intentioni satisfiat, eorumque Subditorum commodis concessisque Libertatibus debitè consulatur.

V. Denique hujus Tractatus solennes ac ritè confectæ Ratihabitiones intra quatuor mensium spatium à die subscriptionis computandum, vel citius, si fieri possit, Londini utrinque exhibeantur & reciprocè riteque commutentur.

Sequitur tenor Facultatum sive Instrumentorum Procuratoriorum.

In quorum omnium fidem & testimonium commissi Commissarii præsentes ac supradicti Legatus &c. Ablegatus Extraordinarii manuum respectivè suarum subscriptione & Sigillorum applicatione firmârunt. Actum Westmonasterii 30. die Mensis Sept. St. V. novi autem 10. Octobris 1674.

FINCH. (*L. S.*)	P. SPARRE. (*L. S.*)
DANBY. (*L. S.*)	J. LEYENBERG. (*L. S.*)
LAUDERDALE. (*L. S.*)	
H. CONVENTRY. (*L. S.*)	
J. WILLIAMSON. (*L. S.*)	

CXXXI.

Diploma Jhro Kayserl. Majest. Leopoldi/ wodurch sie den Grafen von Oetingen Albrecht Ernsten und alle seine Eheliche Leibes-Erben/ oder auf deren Linie 10. Oct.

tödt-

Anno 1674.

tödtlichen Abgang/ dessen Bruder Joachim Ernsten und seine Linie/ und da auch diese abgehen solte/ dero andern Bruder Christian Augusten und seine Linie und deren allerseits Ehliche Leibes-Erben/ Manns- und Frauens-Persohnen in den Stand/ Ehre und Würde des Heil. Röm Reichs-Fürsten und Fürstinnen Gnädigst erhebt Wien den 10. Octobr. 1674. [LONDORPII *Acta Publica*, Theil. XIII. Libr. XIV. Cap. I. Num. I. pag. 1.]

C'est-à-dire,

Diplome de l'Empereur LEOPOLD, *par lequel il éleve* ALBRECHT ERNEST *Comte d'Oettingen à la Dignité de Prince du St. Empire, pour lui & toute sa Posterité legitime Mâle & Femelle; avec substitution, en cas qu'elle vienne à defaillir, en faveur de son Frere* JOACHIM ERNEST, *& de sa Ligne, & à son defaut, en faveur de son autre Frere* CHRISTIAN AUGUSTE *& de sa Ligne. A Vienne le* 10. *d'Octobre* 1674.

WIr LEOPOLD von GOttes Gnaden erwehlter Röm. Kayser/ zu allen Zeiten Mehrer des Reichs in Germanien/ zu Hungarn/ Böheimb/ rc. König/ rc. bekennen für Uns und Unsere Nachkommen am Heil. Röm. Reich/ auch Unserer Erb-Königreiche/ Fürstenthumb und Landen/ offentlich mit diesem Briefe/ und thun kund allermänniglich/ wiewohl die Röm. Kayserl. Würdigkeit/ durch Macht Ihres erleuchteten Throns/ hievor nicht allein zu Erleichterung und Würden/ sondern auch zu Nothdurfft und Zierung des Heil. Röm. Reichs Groß-mächtigkeit/ mit Fürsten/ Ständen und Hoch-Edlen Geschlechtern gezieret ist/ jedoch/ sintemahln durch Absterben der Menschen solche hohe Geschlechten je zu Zeiten in Mangel gerathen/ und jemehr die Kayserl. Hoheit dieselben/ Ihrem stattlichen Herkommen/ Wohlstand und Verdienen nach/ mit höhern Ehren und Würden versiehet und begabet/ je herrlicher der Thron Kayserl. Majestät dardurch gezieret und scheinbar gemacht/ auch die Unterthonen bey Erkäntniß Kayserl. Mildigkeit und ihren schuldigen Gehorsam erhalten und zu Adelichen Tugenden/ Ritterlichen Thaten und getreuen und beständigen Diensten beweget und gereizet werden. Uber dieses/ und ob wir wohl aus solcher Kayserl. hohen Gewalt und Würdigkeit/ darein Uns der Allmächtige/ nach seinem Göttlichen Willen/ gesetzet hat/ aus angebohrner Güte und Mildigkeit allezeit geneigt seynd/ aller und jeder unserer und des Heil. Röm. Reichs/ auch unserer Königreich/ Fürstenthumb- und Landen zugewandten hohen und niedern Ständen und Gliedern Ehre/ Würde/ Aufnehmen und Wohlfarth zu betrachten und zu befördern/ so ist doch unser Kayserl. Gemüth billig mehrers bewogen und begierlicher/ die jenige/ deren Vor-Eltern und sie selbst von uralten stattlichen Nahmen/ Stammen und Geschlechte herkommen/ und sich gegen Unseren Vorfahren/ Röm. Kaysern und Königen/ auch Uns/ dem Heil. Röm. Reich und unserm löblichen Ertzhauß Oesterreich mit sonders getreuer/ emsig- und beständiger Dienstbarkeit zu Kriegs- und Frieden-Zeiten/ vor andern gutwillig und standhafftig erzeigen/ und beweisen/ in noch höhern und grössern Stand und Ehren zu heben und zu setzen.

Wann wir nun gnädigst angesehen/ wahrgenommen und betrachtet/ das uralte Gräffl. Geschlecht Oettingen/ welches von vielen Seculis her im Heil. Röm. Reich/ als ein Gräffl. Stande desselben/ bekannt ist/ und die Monumenta geben/ wovon unter andern Bucinus an gewissen Orthen attestiret/ daß nach des Kaysers Ottonis Magni Zeiten/ welcher in dem zehenden Seculo regieret/ Grajo umb das Heil. Reich sich sehr verdient gemacht/ und dahero Bellicus genannt/ Ihme auch nicht allein das Wapen auf solche Weise/ wie es jetzo noch geführet wird/ vermehret/ sondern denebenst der Nahme Grafen von Oettingen/ in Gedächtniß Ottonis, ertheilet worden/ von deme dann/ als dem Alt-Vater/ die noch lebende Grafen von Oettingen und unter andern auch sonderlich der Wohlgebohrne/ Unser und des Reichs lieber Getreuer/ Albrecht Ernst/ Graf von Oettingen rc. recta seine herstammen und ihres Vorvordern vestigiis, vermittelst gleichmässiger tapfferer Bezeugungen in Sago & Toga treulichst eingefolget/ dannenhero dann Unsers Tritavi Atavus oder zehender Anherr und Vorfahrer am Heil. Reich/ Kayser Albertus I. Graf Ludwigen/ der sämtlichen Grafen von Oettingen Tritavi Tritavo, oder eilfften Ahnen/ die sonderbahre Kayserl. Gnade gethan/ und dessen jüngstere Printzessin/ Nahmens Gutha oder Bona, mit Ihme zu vermählen geruhet; Von welchen beyden Er/ Albrecht Ernst/ neben seinen Brüdern/ und seinem Vetter der Wallensteinischen Linie/ wie vorgemeldet/ immediatè herrühret/ gestalten deß Gräffl. Hauß vor und nach/ in viel andere Fürstliche Häuser/ benanntlich Pfaltz/ Brandenburg/ Würtenberg/ Baden/ Anhalt/ Burggrafen zu Nürnberg/ Leuchtenberg/ Münsterberg in Schlesien/ Görtz und andern/ sich verheurathet/ auch daß sowohl ersterwehnte Vermählung mit Kaysers Alberti I. Printzessin/ als andern Häusern vorgangen; Insonderheit aber seynd seiner Brüder und Vettern davon herrührende immediat Descendenz, nicht weniger daß seine Linie von dem ältern Bruder/ Ludovico dem Sechzehenden/ welcher Anno 1508. gebohren/ und Anno 1560. gestorben/ seine Vettern aber von dem jüngern Friderico/ welcher Anno 1574. gestorben/ entsprossen/ genugsam bekannt ist/ und denn ermeldeter Graf/ Albrecht Ernst/ neben seinen Brüdern/ gleich ihren Vor-Eltern/ in allerunterthänigste Devotion sowohl für Ihro Persohnen zu verharren/ als deren verhoffende Nachkommen zu gleichförmigem eyfer anzuweisen/ des allerunterthänigsten Erbiethens ist/ massen er und sie wohl thun können/ mögen und sollen/ rc.

So haben wir demnach aus obangezogenen und andern Unser Kayserl. Gemüthe hierzu bewegenden Ursachen zu gnädigster Erkäntniß dieses fürtrefflichen uralten Gräffl. Geschlechts der Grafen zu Oettingen/ und der Uns und Unsern Vorfahren geleisteter nütz- und ersprüßlicher Diensten/ mit wohlbedachtem Muth/ guten zeitigen Rath/ aus selbsteigener Kayserl. Bewegniß und rechtem Wissen/ obbenanntem Albrecht Ernsten/ Grafen zu Oettingen/ diese besondere Kayserl. Gnade gethan/ und Ihn sambt allen seinen jetzigen und künfftigen Ehelichen Leibes-Erben/ und derselben Erbens-Erben/ Mannes und Frauens-Persohnen/ absteigenden Linien/ wie auch/ da jetzgedachter Graf Albrecht Ernst nach dem Willen Gottes ohne eheliche Männliche Leibes-Erben mit Todt abgehen sollte/ alsdann seinem Bruder/ Joachim Ernsten und seine Linie/ auch da diese abgehen sollte/ deren andern Bruder Christian Augusten und seine Linie/ und deren allerseits eheliche Leibes-Erben und derselben Erbens-Erben/ in ewige Zeit in den Stand/ Ehre und Würde Unserer und des Heil. Reichs-Fürsten und Fürstinnen von neuem gnädigst erhebt/ gewürdiget und gesetzet/ sie auch der Schaar/ Gesellschafft und Gemeinschafft/ anderer Unserer/ und des Heil. Reichs-Fürsten und Fürstinnen zugefügt/ zugesellet/ und vergleichet/ darzu Ihnen den Fürstlichen Titel und Nahmen zu führen gnädigst bewilliget/ gegeben und zugeleget/ auch sich also zu nennen und zu schreiben zugelassen und erlaubt.

Ordnen/ setzen/ erheben und erhöhen demnach/ aus Röm. Kayserl. Majestät und Vollkommenheit/ hiermit wissentlich/ in Krafft dieses Briefs/ obbesagten Graf Albrecht Ernsten zu Oettingen/ auch alle seine eheliche Leibes-Erben/ oder/ auf deren Linie tödtlichen Abgang/ vorernannte dessen beyde Brüdere/ Joachim Ernsten und Christian Augusten/ Grafen zu Oettingen/ und deren eheliche Leibes-Erben und derselben Erbens-Erben/ Manns- und Frauens-Persohnen/ absteigender Linien/ obgehörter massen/ in den Stand/ Ehr und Würde/ Unserer und des Heil. Reichs-Fürsten und Fürstinnen/ zufügen/ vergleichen/ setzen und gesellen sie zu derselben Schaar/ Gesell- und Gemeinschafften/ ertheilen und geben Ihnen auch samt und neben denen zuvor habenden Gräfflichen Ehren-Tituln/ den Nahmen und Titul Unserer und des Heil. Reichs-Fürsten und Fürstinnen/ und erlauben Ihnen/ sich also gegen Uns und jedermann gleich/ weß Standes oder Würden die seynd/ also zu nennen und zu schreiben/ und meinen/ setzen und wollen hierauf/ daß mehr genannter Graf Albrecht Ernst zu Oettingen/ sowohl seine eheliche Leibes-Erben/ oder/ auf Abgang derselben/ die in obbenannter Ordnung folgende Brüdere und derselben Erbens-Erben/ Mann- und Frauens-Persohnen/ dieses Nahmens/ Stammes und Geschlechts/ für und für in Ewigkeit Unsere/ und des Heil. Reichs-Fürsten und Fürstinnen seyn/ sich also neben Ihren alten wohl und löblich hergebrachten Tituln nennen und schreiben/ von Uns/ Unsern Nachkommen am Heil. Reich und sonst allermänniglich dafür geachtet/ erkennet und genennet und geschrieben werden/ auch alle und jegliche Gnaden/ Freyheiten/ Ehre/ Würde/ Vortheil/ Præeminentz, Fürsten-Stand/ Recht und Gerechtigkeit/ in Versammlung/ Ritterspielen/ mit beneficiren auf hohen und niedern Stifftern/ Geist- und Weltlichen Lehen und Aemtern zu empfahen und zu tragen/ und sonst alle andere Sachen haben/ deren theilhafftig und empfänglich seyn/ sich auch des allen/ sonderlich aber des Fürstlichen Tituls/ Krohn/ Schild und Wapens allenthalben mit allen Ehren/ Regalien und zugehörigen Præeminentz, Sessionen/ Stimmen/ Processionen in denen Reichs-Versammlungen/ Reichs Creyß-Tägen und andern Zusammenkunfften/ an allen Ende und Ort nach Ihren Ehren/ Nothdurfften/ Willen und Wolgefallen/ freyen/ gebrauchen und geniessen sollen und mögen:

Immassen sich andere Unsere und des Reichs recht-gebohrne Fürsten von Recht oder Gerechtigkeit wegen freuen/ gebrauchen oder geniessen/ von allermänniglich ohnverhindert: Zum Fall aber obmehrgemeldter unser lieber Oheimb und Fürst Albrecht Ernst zu Oettingen Seiner liebden eheliche Leibes-Erben/ oder/ auf Abgang deren/ obernannte im Stand und Regierung folgende beyde Brüdere/ oder deren eheliche Leibes-Erben aus erheblichen und beweglichen Ursachen/ oder selbst freyen Willen/ nicht gleich jetzo/ oder gar nicht/ oder nur auf eine Zeitlang/ diesen Stand und Fürstlichen Titul zu führen und zu gebrauchen unterlassen/ und sich allein des vorigen Gräflichen Standes/ Nahmens und Gerechtigkeit bedienen wollen/ sollte Ihme oder Ihnen dasselbe ohne einzige Anzahl der Jahr und Zeit zu thun nicht allein frey und unbenommen/ sondern ebenmäßig gnädigst zugelassen und gegonnet seyn/ solchen Fürstlichen Stand/ Nahmen

ANNO 1674.

men und Titul mit aller Prærogativ und Gerechtigkeit wieder anzunehmen/ und sich dessen nach belieben zu bedienen und zu gebrauchen/ und solle Ihnen die Unterlaß- und nicht Führung des Fürstlichen Standes und Titels an dieser Unserer Kayserl. Erheb- und Würdigung gantz und gar ohne Abbench/ Nachtheil und Schaden/ sondern dieselbe in ihren Würden und Krafften seyn und verbleiben/ ohnverhindert männigliches. Jedoch sollen auf obbestimmte und angeführte Fälle/ da offtermeldeter Graf Albrecht Ernstens zu Oettingen Stamm und Linie/ ohne Hinderlassung männlicher ehelicher Leibes-Erben/ nach dem Willen GOttes mit Tode abgehen sollte/ dessen obbenannter Bruder/ Joachim Ernst/ oder desselben eheliche männliche Leibes-Erben/ gleichermassen auch/ da dieser und seine Linie abgehen sollte/ und diese Fürstliche Dignität auf den dritten Bruder/ Christian Augusten/ und seine eheliche männliche Leibes-Erben und Linie fallen sollte/ dieselbe jedesmahls und alls bey Unserer und Unseren Nachkommen Kayserl. Reichs-Hof-Cantzley/ umb Ausfertigung der Confirmation und gewöhnlichen Intimation, und was sich dargegen zu thun gebühret/ anzumelden und einzukommen haben.

Und gebiethen darauf allen und jeden Chur-Fürsten/ Geist- und Weltlichen/ rc. und sonst allen andern unsern und des Reichs/ auch unserer Erb-Königreich/ Fürstenthum und Landen/ Unterthanen und Getreuen/ in was Würden/ Stand und Wesen die seynd/ ernstlich und festiglich mit diesem Briefe/ und wollen/ daß sie den Hochgebohrnen/ Unsern Oheimb und des Reichs-Fürsten/ Albrecht Ernsten zu Oettingen/ seine eheliche Leibes-Erben/ und auf dieser Linie todtlichen Abgang die andere obernannte in der Ordnung folgende Brüder/ Grafen zu Oettingen/ und deren eheliche Descendentes, auf obererfüllte Condition, nun hinführo ewiglich für Unsere und des Heil. Röm. Reichs-Fürsten und Fürstinnen halten/ ehren/ schreiben/ annehmen/ nennen und erkennen/ sie auch successivè in allen und jeglichen Reichs-Creyß- und andern ehrlichen Versammlungen/ Ritterspielen/ hohen und niedern Stifften und Aemtern/ Geist- und Weltlichen/ auch sonst an allen Orten und Enden/ für Unsere und des Heil. Reichs-Fürsten und Fürstinnen ehren/ zulassen/ achten/ halten und erkennen/ Ihnen auch den Reichs-Fürstlichen Nahmen und Titul schrifft- und mündlichen geben/ sie also bey aller und jeder Ehre/ Würde/ Session, Præeminentz, Fürsten-Stand/ Vortheil/ Recht und Gerechtigkeit/ deren sich andere gebohrne und würckliche Fürsten des Heil. Röm. Reichs von Rechts und Gewohnheit wegen freuen/ gebrauchen und geniessen/ gäntzlichen und geruhiglich verbleiben lassen/ und sie an allem deme/ was hieroben umständlich geschrieben/ nicht hindern noch irren/ auch hierwider nicht thun/ noch das jemand andern zu thun gestatten/ in keine Weise und Wege/ als lieb einem jeden seye Unsere und des Reichs schwehre Ungnad und Straff/ und darzu eine Pœn, nemlich 2000 Marck löthiges Goldes/ zu vermeiden/ die ein jeder/ so offt er freventlich hierwieder thäte/ Uns halb in Unsere/ und des Reichs-Cammer/ und den andern halben Theil mehlbesagtes Albrecht Ernsten/ Fürstens zu Oettingen Liebd. und dann oberstandener massen in der Regierung folgenden Fürsten/ oder deme/ so hierwieder beleidiget würde/ ohnnachläßig zu bezahlen verfallen seyn/ und nichts desto minder offtbemeldeter Albrecht Ernst/ Fürst zu Oettingen/ bey diesem Fürstlichen Ehren-Stand/ Würden und Freyheiten verbleiben/ auch würcklich geschützet und gehandhabet werden sollen/ dessen zu wahrer Urkund haben Wir Unsere Kayserl. güldene Bullen an diesen Brieff wissentlich hengen lassen/ der geben ist in Unser Stadt Wien den 10 Tag/ Monats Octobris, nach Christi Unsers lieben HErrn und Seligmachers Gnadenreicher Geburth im 1674. Unserer Reiche des Röm. im 16. des Ungarisch. im 20. und des Böheimischen im 18. Jahr.

LEOPOLD.

Vt Leopold Wilhelm/ Graf zu Königseck.

Ad Mandatum S. Cæsar. Majest. proprium,

Wilhelm Schröder.

CXXXII.

$\frac{1}{10}$ Dec.

L'ANGLETERRE ET LES PROVINCES-UNIES.

Tractatus Navigationis & Commercii inter CAROLUM II. *Regem Angliæ & Ordines Generales Uniti Belgii per Commissarios sex ab utraque Parte, in sequelam Articuli* VIII. *Tractatus Pacis, initus; quò certis Legibus, Terrâ Marique observandis, cautum est, ut in posterum Discordiæ & simultates omnimodè cessent ac penitus extinguantur. Actum Londini, 1. Decembris* 1674. [Recueil des Traitez faits entre les Seigneurs Estats Generaux des Provinces-Unies, & divers autres Princes & Estats. d'où l'on a tiré cette Piece qui se trouve aussi dans LONDORPII *Acta publica*, Tom X. pag. 671 en Allemand & dans le *Theatrum Europæum* Tom. XI. pag 673. aussi en Allemand.]

ANNO 1674.

QUandoquidem Pace restabilita inter Serenissimum & Potentissimum Principem Dominum *Carolum Secundum*, Dei gratia Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Regem, Fidei Defensorem, &c. & Celsos & Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii per Tractatum Westmonasterii $\frac{9}{19}$ die Februarii anno Domini 167$\frac{3}{4}$. conclusum, Articulis octavo & nono provisum fuit, ut sex Commissarii ex parte dicti Serenissimi Domini Magnæ Britanniæ Regis nominandi, cum totidem Commissariis ex parte dictorum Dominorum Ordinum Generalium Londinum mittendis, novum ibi Tractatum Marinum conficerent.

Quumque in eum finem Dominus Thomas Baro Culpeper, Georgius Downing, Eques & Baronnettus, Richardus Ford, Gulielmus Thomson, Equites Joannes Jollif & Joannes Buckworth Armigeri, Commissarii ex parte supramemorati Serenissimi Domini Magnæ Britanniæ Regis Deputati, item Domini Joannes Corver & Ægidius Sautin, Civitatis Amstelodamensis Consiliarii & Senatores, Samuel Beyer & Andreas van Vossem, Civitatum Roterodamensis & Enchusensis respectivè Consiliarii & Syndici, Petrus Duvelaer, Civitatis Medioburgensis Exconsul, & Michael Michielson, Civitatis Vlissingæ Scabinus & Consiliarius, Commissarii ex parte dictorum Dominorum Ordinum Generalium Londinum missi, sæpius congressi sint, & sermones ea de re ultro citroque habuerint; tandem secundum Literas plenæ Potestatis utrimque exhibitas (quarum exemplar in calce hujus Tractatus insertum est) in Articulos sequentes, pro Tractatu Marino per omnes & singulas Universi Orbis Regiones & partes Terra, Marique observando juxta tenorem præfati octavi Articuli unanimiter & ex voto consenserunt.

I. OMnibus & singulis Subditis Serenissimi & Potentissimi Domini, Domini Magnæ Britanniæ Regis antememorati, licitum & jus esto; cum omnimoda libertate & securitate navigare, negotiari, & Mercaturam quamlibet facere in omnibus iis Regnis, Regionibus, & Stationibus, quibus Pax, Amicitia, aut Neutralitas cum præfato Domino Rege nunc subsistit, aut ullo dehinc tempore intercessura est, ita ut nec vi Militum armata, nec Navibus Bellicis, aliisve cujuscunque generis Navigiis, sive ad Celsos & Præpotentes Dominos Ordines Generales antedictos, sive ad illorum Subditos spectantibus, occasione vel prætextu hostilitatis vel discordiæ alicujus, quæ inter præfatos Dominos Ordines Generales & Principes aut populos quoscunque Pacem aut Neutralitatem cum memorato Domino Rege colentes, jam flagrat, aut inposterum exarserit, in Navigationibus aut Commerciis suis ullatenus impediantur, aut molestia aliqua afficiantur. Pari itidem ratione omnibus & singulis Subditis Celsorum & Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii antememoratorum licitum & jus esto, cum omnimoda libertate & securitate navigare, negotiari & Mercaturam quamlibet facere in omnibus iis Regnis, Regionibus & Stationibus quibus Pax, Amicitia, aut Neutralitas cum præfatis Dominis Ordinibus nunc subsistit, aut ullo dehinc tempore intercessura est; ita ut nec vi Militum armata, nec Navibus Bellicis, aliisve cujuscunque generis Navigiis, sive ad Serenissimum & Potentissimum Dominum Regem antedictum, sive ad ejus Subditos spectantibus, occasione vel prætextu hostilitatis vel discordiæ alicujus, quæ inter præfatum Dominum Regem, & Principes aut Populos quoscunque Pacem aut Neutralitatem cum memoratis Dominis Ordinibus colentes, jam flagrat, aut inposterum exarserit, in Navigationibus aut Commerciis suis ullatenus impediantur, aut molestia aliqua afficiantur.

II. Neque illa navigandi & commercandi libertas, occasione vel causa ullius Belli infringetur in ullis Mercimoniorum generibus, sed ad omnes Merces quæ in Pace subvehuntur, se extendet, exceptis solum iis, quæ Articulo proximo sequuntur & Contrabandæ nomine indigitantur.

III. Sub illo nomine Contrabandæ seu Mercimoniorum prohibitorum solummodo comprehendentur Arma, Bombardæ, cum suis Ignariis & aliis ad eas pertinen-

ANNO 1674.

tinentibus, ignes Missiles, Pulvis Tormentarius, Fomites, Globi, Cuspides, Enses, Lanceæ, Hastæ, Bipennes, Tormenta, Tubi Catapultarii (vulgo *Mortaria*) inductiles Sclopi, vulgo *Petardæ*, Glandes, Igniarii Milites, vulgo *Grenadæ*, Futeæ Sclopetariæ, *Bandeliers*, Salpetræ, Sclopeti, Globuli seu Pilæ, quæ Sclopetis jaculantur, Cassides, Galeæ, Thoraces Loricati, vulgo *Cuirasses*, & similia Armaturæ genera, Milites, equi, omnia ad instruendos equos necessaria, Sclopetheeæ, Balthei, & quæcunque alia Bellica instrumenta.

IV. Inter Bona prohibita haudquaquam censebuntur, hæc, quæ sequuntur, Mercimonia, omnes scilicet pannorum species, omnesque aliæ Manufacturæ, textæ ex quacunque Lana, Lino, Serico, Gossipio, vel alia quacunque materia, omnia vestium & indumentorum genera, una cum speciebus, ex quibus confici solent, aurum & argentum tam signatum quam non signatum, Stannum, Ferrum, Plumbum, Cyprium & Carbones Focarii, Triticum etiam & Hordeum, & aliud quodcunque Frumenti vel leguminis Genus, Herba Nicotiana, vulgo *Tabaco*, nec non omne genus aromatum, Carnes salitæ & fumo duratæ, pisces saliti & arefacti; Caseus & butyrum, Cervisia, Olea, Vina, Sacchara, & omne genus Salis, nec non omnis generatim annona, quæ ad victum hominum & vitæ sustentationem facit: Gossipii porro, Cannabis, lini & picis omne genus, Funes, vela & Anchoræ, Mali item Navales, ut & asseres, Tabulæ & Trabes ex quibuscunque arboribus, omniaque alia ad Naves seu construendas, seu reficiendas comparata, quin plane inter Mercimonia libera censebuntur, juxta atque aliæ quælibet Merces & res, quæ in Articulo proximè præcedenti non comprehenduntur; ita ut à Subditis Regiæ Majestatis antememoratæ, etiam ad loca Dominis Ordinibus inimica, ut & à Subditis Dominorum Ordinum, vice versa, ad loca hostibus Domini Regis obtemperantia, liberrime transportari & invehi possint, exceptis duntaxat Oppidis, locisve obsidione cinctis, circumseptis vel investitis, Gallice *bloquées* ou *investies*.

V. Quo autem in posterum discordiæ & simultates omnimodæ hinc inde per Mare & per Terram juxta cessent, ac penitus extinguantur, conventum est, quod Naves & Navigia, omne genus ad Subditos Domini Regis sæpius memorati spectantia, quæ Stationem aut Portum aliquem Dominis Ordinibus obtemperantem ingressa vel ingressura sunt, & aliorsum pergere volentia, solummodo Literas Commeatus, vulgo Literas Maritimas dictas, quarum formula Articulis hisce subnectitur, Officialibus in Portu agentibus, aut si quas Naves Ordinum Præsidiarias, aut alias sumptibus privatis ad Bellum instructas, ibi versari contigerit, earundem Præfectis exhibere tenebuntur, neque sub eo prætextu quicquam ab iis pecuniæ, vel alterius rei exigetur, sin autem in alto Mari, aut alibi locorum, quæ non sunt intra Dominorum Ordinum Ditionem, Navibus Bellicis, Dominorum Ordinum, aut Navibus sumptibus privatis Subditorum suorum ad Bellum instructis, obviam dederit Navis aliqua, ad Subditos Domini Regis Magnæ Britanniæ spectans, dictæ Naves Dominorum Ordinum suorumque Subditorum, interjecta idonea distantia subsistent, & Scapham suam solum expedient, licitumque iis erit cum duobus, tribusve duntaxat hominibus Majestatis suæ Subditorum Naves & Navigia conscendere, ut sibi à Præfecto sive Magistro talis Navis aut Navigii ad Majestatis suæ Subditos spectantis Literæ Maritimæ de proprietate ejusdem juxta formulam inferius descriptam, exhibeantur, & Navi, quæ eas exhibuerit, liber erit transitus, eandemque molestia aliqua afficere, excutere, detinere, aut de Cursu destinato, ut deflectat cogere, nefas esto; eadem autem in omnibus libertate atque immunitate fruuntor omnes Subditi Dominorum Ordinum ipsis pariter Literas Commeatus, vulgo Literas Maritimas suas exhibentibus, juxta formulam, in calce hujus Tractatus præscriptam, conceptas.

VI. Quod si Navi alicui, vel Navigio ad Anglos vel alios Regiæ Majestatis Subditos spectanti; verum ad Portum aliquem Dominis Ordinibus inimicum tendenti aut etiam vice versa, Navi alicui ad Fœderatas Belgii Provincias, vel alios Dominorum Ordinum Subditos spectanti, Portum aliquem hostibus dictæ Regiæ Majestatis obtemperantem petenti, in cursu suo obviam fit, Navis illa non tantum Literas Commeatus, vulgo Literas Maritimas, quibus juxta formulam inferius præscriptam, munienda est, verum etiam Literas Certificatorias, exprimentes rerum subvectarum Indices, à Teloniorum Inspectoribus in Portu, unde solverat, sub forma consueta datas, exhibebit, unde dignosci queat an Mercimoniis aliquibus Articulo hujus Tractatus tertio prohibitis, oneretur.

ANNO 1674.

VII. Quod si per exhibitionem supradictarum Literarum Certificatoriarum, exprimentium rerum subvectarum Indices, à Teloniorum Inspectoribus in Portu, unde solverat, sub forma consueta datarum, de quarum exhibitione superius conventum est, altera pars deprehenderit aliqua id genus Mercimonia, quæ Contrabanda seu prohibita esse in tertio hujus Tractatus Articulo declarantur, ad Portum alterius hostibus obtemperantem destinata, foros illius Navis, in qua ea reperiri contigerit, sive ad Subditos Domini Regis, sive ad Dominorum Ordinum Subditos spectaverit, resignare, Cistas, Capsas, Sarcinas, aut vasa in eadem reserare, vel disrumpere, vel partem licet minimam, Mercimoniorum distrahere, nisi toto prius onere præsentibus Tribunalis Maritimi Officialibus in Terram exposito, & in Inventarium redacto, nefas esto: earum venditioni tamen, permutationi, aut alienationi qualicunque nullatenus locus erit nisi postquam ritè & legitimè contra istiusmodi bona prohibita processum fuerit, eademque rerum Maritimarum Judices lata Sententia Fisco respective suo addixerint, salva semper tam ipsi Navi, quam cæteris Mercibus, in eadem repertis, quæ ex hoc Tractatu liberæ censendæ sunt, ne ex prætenso Mercium prohibitarum contagio detineri, nedum pro præda legitima confiscari possint, sin autem non totum, sed pars oneris duntaxat ex Mercibus prohibitis, vel Contrabandis constiterit, easque Præfectus Navis Captori, qui eas deprehenderit, extradere se promptum & paratum præster, in eo casu Captor Navem ut ad Portum sibi commodum deflectat, haud coget, quin illico dimittet, neque ulla ratione impediet quo minus cursum, quem instituerat, liberè prosequatur.

VIII. Conventum porro est, quod quicquid à Subditis Regiæ Majestatis in Navem quamcunque ad hostes Dominorum Ordinum pertinentem, impositum esse deprehendetur, quamvis de genere Mercium prohibitarum non sit, totum id Fisco addici possit, cæterum è contra pro immuni atque libero habebitur omne id, quod in Navibus ad Subditos Regiæ Majestatis spectantibus immissum deprehendetur, etiamsi totum oneris vel ejusdem pars aliqua ad hostes Dominorum Ordinum justo Proprietatis titulo pertinuerit, exceptis semper Mercibus Contrabandis, quibus interceptis, omnia ex Articulorum præcedentium mente & præscripto fient: pari itidem ratione quicquid à Subditis Dominorum Ordinum in Navim quamcunque ad hostes Regiæ Majestatis pertinentem, impositum esse deprehendetur quamvis de genere Mercium prohibitarum non sit, totum id Fisco addici potest, Cæterum è contra omne id, quod Navibus ad Subditos Dominorum Ordinum spectantibus, immissum deprehendetur, pro immuni atque libero habebitur, etiamsi totum oneris, vel ejusdem pars aliqua ad hostes Regiæ Majestatis justo Proprietatis titulo pertinuerit, exceptis semper Mercibus Contrabandis, quibus interceptis, omnia ex Articulorum præcedentium mente & præscripto fient: ne quid autem detrimenti alteri Parti in Pace versanti, ubi altera Pars forte in Bellum proruperit, ex improviso adferatur, provisum & cautum esto, quod Navis ad hostes alterutrius Partis spectans, bonis Subditorum alterius onerata, eadem confiscationi contagio suo non reddet obnoxia; modo imposita fuerint ante expirationem terminorum & dierum, hic inferius præscriptorum, post Belli cujusvis denunciationem seu declarationem, videlicet si bona imposita fuerint in aliquo Portu, vel loco inter terminum vel locum *the Soundings* vocatum, & terminum, qui Naz dicitur in Norvegia intra spatium sex septimanarum post talem declarationem, duorum mensium inter dictum terminum *the Soundings* & Civitatem Tingitanam, & decem septimanarum in Mari Mediterraneo, vel intra spatium octo mensium in quavis alia Orbis Regione, vel loco; bona igitur Subditorum Regiæ Majestatis in quacunque Navi vel Navigio cujuscunque, qui Dominis Ordinibus hostis fuerit, capta, aut deprehensa, eo sub prætextu confiscare non licebit, sed sine dilatione Proprietariis restituentur, nisi imposita fuerint post dictorum terminorum temporis respectivè expirationem, ita tamen ut postmodum iis licitum non sit, dicta Mercimonia; quæ Contrabandæ dicuntur, atque ob dictam causam confiscationi obnoxia non erunt, ad Portus inimicos advehere; bona etiam Subditorum Dominorum Ordinum vice versa in Nave vel

Navi-

ANNO 1674. Navigio cujuscunque, qui Regiæ Majestati hostis fuerit capta aut deprehensa, eo sub prætextu Fisco addicere nefas itidem esto; sed sine mora Proprietariis restituentur, nisi post dictorum terminorum temporis respectivè expirationem, imposita fuerint, ita tamen ut postmodum iis licitum non sit dicta Mercimonia, quæ Contrabandæ dicuntur, atque ob dictam causam confiscationi obnoxia non erunt, ad Portus inimicos advehere.

IX. Quo Majestatis suæ & dictorum Ordinum Subditorum securitati abundantius cautum sit, quod nulla injuria per alterutrius Partis Naves Bellicas, vel alias sumptibus privatis ad Bellum instructas, iis inferetur, omnibus tam Majestatis suæ, quam dictorum Ordinum Navium Præfectis, omnibusque eorum Subditis, qui suis impensis Naves instruent, ut & privilegiatis hinc inde Communitatibus, omni in alteram partem injuria & damno quocunque interdicetur, sin secus faciant, pœnas luent, & præterea obstricti erunt de damno cum omni causa, & eo, quod interest, satisfacere, per reparationem & restitutionem sub obligatione & nexu personæ bonorumque.

X. Ob hanc causam singuli Navium sumptibus privatis ad Bellum instructarum Præfecti, antequam Diplomata sive Commissiones suas speciales recipient, sufficientem fiduciariam cautionem per viros idoneos, qui solvendo sunt, & in tali Navi partem vel interesse non habentes, coram Judice competenti interponere in posterum tenebuntur in Summa mille quingentarum librarum Sterlingarum, sive sedecim millium quingentorum Florenorum vulgo *Guldens*, at quoties centum & quinquaginta numero excedunt homines, in Summa ter mille librarum Sterlingarum, sive triginta & trium millium Florenorum, de damnis & injuriis quibuscunque, quas suo cursu Navali, ipsi vel sui Officiales, aliive sibi inservientes, contra præsentem hunc Tractatum vel alium quemque inter Majestatem suam, dictosque Ordines committant in solidum satisfacturos, sub pœna etiam revocationis & cassationis Literarum Commissionalium specialium ac Diplomatum, in quibus semper inseretur talem cautionem ab ipsis (ut præfertur) interpositam fuisse & insuper conventum est, quod Navis etiam ipsa damnis & injuriis à se illatis satisfacere tenebitur.

XI. Majestas sua, dictique Ordines alterutrius Subditos ac si proprii sui Subditi essent, mutuo eodemque favore in omnibus suis respective Ditionibus prosequi volentes, quæ necessaria fuerint, simul & efficacia dabunt Mandata, ut jus super prædis captis administretur, secundum Justitiæ & æquitatis normam à Judicibus omni suspicione majoribus, & quorum in causa, quæ disceptatur, nullatenus interesit, Majestas sua dictique Ordines pariter strictè dabunt in Mandatis, ut Sententiæ jam latæ & in futurum ferendæ executioni (prout earundem tenor exigit) debite mandentur, suumque sortiantur effectum.

XII. Quandocunque dictorum Dominorum Ordinum Legati, aliive Ministri publica authoritate muniti, in Aula Serenissimæ Suæ Majestatis Magnæ Britanniæ commorantes, querentur de iniquitate Sententiarum, quæ latæ fuerint, Majestas sua easdem in Consilio suo revideri, & ad examen revocari curabit, ut constet utrum Ordinationes & cautelæ in hoc Tractatu præscriptæ, servatæ & debitum effectum sortitæ fuerint, curabit itidem ut huic rei omnino provideatur, jusque suum cuique querelanti intra trimestre spatium reddatur: & cum pariter Legati vel alii Majestatis suæ Ministri publica authoritate instructi apud Ordines Generales commorantes, de Sententiarum iniquitate querentur, dicti Ordines, earundem revisionem in Ordinum Generalium Conventu fieri, & ad examen revocari curabunt, ut constet utrum ordinationes & cautelæ in hoc Tractatu præscriptæ, servatæ & debitum effectum sortitæ fuerint; curabunt itidem ut huic rei omnino provideatur, jusque suum cuique querelanti intra trimestre spatium reddant, nihilominus ante vel post Sententiam latam pendente ejusdem ab alterutra parte revisione, bona controversa vendere vel exonerare, nisi ex consensu eorum, quorum interest, nullatenus licebit.

XIII. Lite mota inter prædarum Captores ex una, & earundem Reclamatores ex altera parte, lataque Sententia vel Decreto pro parte reclamante, eadem Sententia sive Decretum (interposita cautione) executioni mandabitur, Captoris ad superiorem Judicem provocatione nullatenus obstante, quod quidem non observabitur, ubi Sententia lata fuerit contra Reclamatores.

XIV. Cum autem Magistri Navium Mercatoriarum & Nautæ & vectores multa atrocia & barbariem spirantia nonnunquam perpetiantur, ubi in Navium (prædas tempore Belli per Mare facientium) potestatem redacti sunt, Captoribus more inhumano in illos sævientibus, quo confessionem, qualem illi factam vellent, ab iis extorqueant, conventum est, quod tam Regia Majestas, quam Domini Ordines Generales istiusmodi flagitia, prorsus inhumana, sanctionibus severissimis prohibebunt, & quotquot legitimis probationibus talium factorum convictos offenderint, debitis & justis pœnis & quæ in terrorem sufficiant, in eos animadverti curabunt, omnes Navium Præfectos & Officiales, per quos hujusmodi flagitia admissa fuisse probabitur, vel proprio ipsorum actu, vel alios ad ea perpetrandum instigando, vel connivendo dum perpetrantur, præter alia supplicia pro delictis eorum infligenda, à munere quemque suo statim amoveri jubebunt; & quælibet Navis in prædam abducta, ubi Nautæ aut Vectores torturam aliquam perpessi fuerint, illico dimittetur, & ab omni ulteriore excussione aut impetitione tam judiciali quam extrajudiciali cum toto onere suo liberabitur. ANNO 1674.

XV. Conventum itidem est, quod similis pœnarum severitas statuetur in eos, qui contra dictamen Articuli vigesimi primi Pacis Bredanæ Commissiones ab hostibus capient ad deprædandas Sociorum Naves, contra quam dicto Articulo cautum est.

XVI. Conventum denique & conclusum est, quod præsens Tractatus, omniaque & singula in eo contenta, quam mature fieri poterit, respective ratihabebuntur & confirmabuntur, quodque Ratificationes desuper habitæ, intra duos menses à data præsentium numerandos, reciproce & rite inter Partes permutabuntur; dictusque porro Tractatus intra unum mensem post ejusmodi permutationem Ratificationum tam apud Gubernatores Communitatum hinc Anglicanarum per Indiam Orientalem & Africam Commercia exercentium, quam apud Directores Communitatum illinc Belgicarum per Indias Orientales & Occidentales Commercia itidem exercentium, in debitâ & authentica forma deponetur, & tam à Regia Majestate supramemorata quam à præfatis Dominis Ordinibus ad suos respective Coloniarum & locorum in quacunque Orbis Regione extra Europam sitarum, Gubernatores & Præfectos cum prima quaque occasione transmittetur, in eum finem, ut ab illis & ab omnibus aliis intra Ditiones suas & sub eorum potestate respective degentibus, quam exactissime observetur & perimpleatur.

Formula Literarum Commeatus, vulgò Literarum Maritimarum petendarum, dandarumque à Domino, Domino Magno Admirallo seu Archithalasso, vel ab iis, quibus rerum Maritimarum Jurisdictio Jure ordinario mandata est, sive à Prætore vel alio summo Magistratu, sive à Commissariis, aliisve Principalibus Officialibus Teloniorum in Portubus suis respectivis & locis intra Majestatis suæ Dominia Navibus & Navigiis inde vela facientibus, secundum Articuli quinti hujus Tractatus dispositionem.

OMnibus ad quos præsentes Literæ pervenerint, Salutem; Nos Archithalassus, Nos Commissarii Magni Admiralli officio fungentes, sive Nos, supremæ Curiæ Admiralitatis Judex, aut Nos Prætor vel Magistratus sive Nos Commissarii sive Principales Teloniorum Officiales in Civitate, vel Portu Testamur & notum facimus, Magistrum sive Præfectum Navis vocatæ coram nobis comparuisse & solemni Jurejurando affirmasse, dictam Navem vel Navigium Mensurarum (quas vulgo *Tonnen* vocant) plus minus (cujus ille hoc tempore Magister sive Præpositus est) pertinere ad Incolas intra Dominia Serenissimi & Potentissimi Domini, Domini Regis, Angliæ, Scotiæ, Franciæ & Hiberniæ, fidei Defensoris &c.

Ita eum Deus adjuvet.

Cum autem acceptissimum nobis foret, prædictum Magistrum seu Præpositum in iis, quæ probè justeque ab eo agenda erunt, adjuvari, Rogamus vos universos & singulos, ubicumque dictus Magister, seu Præpositus Navem,

ANNO 1674. Navem, Mercesque, in ea invectas, & illatas appellet, velitis, jubeatis eum benigne recipi, humaniter tractari sub legitimorum consuetorumque vectigalium ac aliarum rerum solutione admitti, ingredi, manere, egredi, Portus, Flumina & Dominia vestra, & omnimodo Navigationis Mercatus Commerciorum & promercalium Jure specieque uti, omnibus in locis, quibus hoc ei melius rectius visum fuerit, grato animo id rependere vobis paratissimi semper promptissimique: *in quorum* majorem fidem & testimonium præsentes manu nostra signavimus & Sigillo nostro communiri curavimus. Datas in die Anno Domini.

Formula Literarum Commeatus, vulgo Literarum Maritimarum, petendarum, dandarumque à Consulibus Civitatum & Portuum Uniti Belgii omnibus Navibus Navigiisve, inde vela facientibus, secundum Articuli quinti hujus Tractatus dispositionem.

SErenissimis, Illustrissimis, Potentissimis, Nobilissimis, spectatissimis, prudentissimis Dominis Imperatoribus, Regibus, Rerumpublicarum Moderatoribus, Principibus, Ducibus, Comitibus, Baronibus, Dominis Consulibus, Scabinis, Senatoribus, Judicibus, Officialibus, Justitiariis & Rectoribus omnium Civitatum & locorum tam Ecclesiasticorum, quam Secularium, quibus hæ exhibebuntur, Consules & Rectores Civitatis Notum facimus Magistrum seu Præpositum Navis se nobis stitisse, & solenni Jurejurando affirmasse dictam Navem cui nomen est mensurarum, quas vulgo *lastas* vocant, plus minus cujus ille hoc tempore Magister sive Præpositus est, pertinere ad incolas Provinciarum Uniti Belgii, *Ita eum Deus adjuvet*; Cum autem acceptissimum nobis foret prædictum Magistrum seu Præpositum in iis, quæ probe, justeque ab eo agenda erunt, adjuvari, Rogamus vos universos & singulos, ubicunque dictus Magister seu Præpositus Navem, Mercesque in ea invectas & illatas appellet, velitis, jubeatis eum benigne recipi, humaniter tractari sub legitimorum, consuetorumque vectigalium ac aliarum rerum solutione admitti; ingredi, manere, egredi Portus, Flumina & Dominia vestra & omnimodo Navigationis, Mercatus, Commerciorum ac promercalium Jure specieque uti, omnibus in locis, quibus hoc ei melius rectius visum fuerit, grato animo id rependere vobis paratissimi semper promptissimique, In quorum majorem fidem & testimonium hæc Civitatis nostræ Sigillo, signari curavimus, datas . . . . in . . . .
. . . . die . . . . Anno Domini
. . . .
. . . .

In quorum omnium & singulorum fidem & robur nos altememoratæ *Regiæ suæ* Majestatis & *præ*fatorum Dominorum Ordinum Generalium Commissarii, facta nobis ad id potestate sufficienti hisce Tabulis nomina nostra subscripsimus illasque Sigillis nostris signavimus Londini primo die Decembris anno millesimo sexcentesimo septuagesimo quarto.

Signatum erat,

(L. S) Tho. Culpeper.	*(L.S.) J. Corver.*
(L.S.) G. Downing.	*(L.S.) G. Santyn.*
(L.S.) Richard Ford.	*(L.S.) Samuel Beyer.*
(L.S.) Will. Thomson.	*(L.S.) And. van Vossen.*
(L.S.) John Jollif.	*(L.S.) P. Duvelaer.*
(L.S.) John Buckworth.	*(L.S.) N. Michielson.*

CXXXIII.

1675. 26.Janv. *Traité de Confederation, Secours & Defense entre l'Empereur* LEOPOLD, CHARLES II. *Roi d'Espagne, les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *& le Duc* ERNEST AUGUSTE *Evêque d'Osnabrug, Duc de Brunswick & Lunebourg. A la Haye le 26. Janvier 1675.* Avec des ARTICLES SEPARÉS, *dont les uns portent, que les trois Puissances ci-dessus mentionnées payeront d'abord aprés ce Traité signé la Somme de 50000. Rixdalers à Monsr. l'Evêque d'*OSNABRUG. *A la Haye le 26. Janvier 1675.* Et les AUTRES *que nonobstant la teneur de l'Article onzième du Traité, l'Intention des Alliez est, que les Troupes de Monsr. l'Evêque d'*OSNABRUG, *seront jointes à celles des autres Princes de la Maison de Brunswick-Lunebourg, & agiront conjointement avec elles &c. A la Haye le 26. Janvier 1675.* [Actes & Memoires des Negociations de la Paix de Nimegue Tom. I. pag. 713.] ANNO 1675.

SOit notoire à tous, que Sa Majesté Imperiale, Sa Majesté le Roi d'Espagne, comme aussi Leurs Hautes Puissances, Messeigneurs les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, ayant fait representer plusieurs fois à Son Altesse Serenissime M. Ernest Auguste Evêque d'Osnabrug, Duc de Brunswick & Lunenbourg, comment au prejudice des Traités d'Osnabrug, de Munster, de Cleves, & d'Aix-la-Chapelle, ils ont été en plusieurs sortes, & manieres offensés, & violentés tant dedans que dehors l'Empire; ce qui les auroit necessités de joindre leurs Armes, afin de rétablir par là la Paix & le repos dans l'Empire, aussi-bien que dans son voisinage, à des conditions honnorables & justes, requerant que Son Altesse Serenissime, qui de tout temps a témoigné une affection particuliere, & soin pour le bien commun, & pour la seureté de l'Empire, voulût aussi dans ces troubles, suscités par le parti contraire, au dernier prejudice & desavantage de tous les Etats du même Empire, continuer & joindre ses Armes, à celles de Sadite Majesté Imperiale, Sa Majesté le Roi d'Espagne, & Leurs Hautes Puissances, afin d'obtenir par là une Paix seure & generale; Et de l'autre côté Son Altesse Serenissime étant assurée entierement, que les intentions tant de Leursdites Majestés Imperiale, & Royale d'Espagne, comme aussi de Leurs Hautes Puissances ont pour objet, non seulement le bien & la conservation de l'Empire; mais aussi celui des Etats de tous les Alliés. Ayant aussi consideré que lui-même pourroit difficilement à l'égard de son Pays, & de ses Sujets mêmes conserver le repos & la seureté, dont ils ont paisiblement joui, jusques à present, si la Paix ne se rétablit bien-tôt dans le voisinage: Il a été aprés meure deliberation faite, touchant ladite jonction, entre les Ministres soussignés de Sadite Majesté Imperiale, dudit Seigneur Roi d'Espagne, desdits Seigneurs Etats Generaux, & dudit Seigneur Evêque, Duc de Brunswick & Lunenbourg, convenu, & accordé en la maniere suivante.

I. Premierement, que ce n'est pas leur intention de faire cette Alliance, pour offenser aucun Roi, Prince, ou Republique; mais au contraire & principalement pour établir le repos dans le voisinage, car comme d'un côté, cela est jugé juste, & conforme a l'inclination, & intention des Alliés: ainsi de l'autre est-il juste, necessaire & conforme à leur intention, de faire cette Alliance, afin qu'elle ne serve pas seulement contre les Ennemis que l'Empereur, le Roi d'Espagne, & les Etats Generaux des Provinces-Unies, ont presentement, & contre leurs Adherans: Ce qui est posé ici comme un fondement inébranlable; mais aussi qu'avec cela, elle sera applicable, & sortira son entier effet, ce qui doit être aussi infallible que l'autre, à l'égard de tous ceux, qui dans la suite de la presente Guerre viendront a rompre avec les Alliés, ou avec l'un d'eux, ou bien qui en quelque maniere que ce soit, prendront Parti avec leurs Ennemis, soit en general, ou en particulier, ou qui pourroient former, & machiner de mauvais desseins, & entreprises contre lesdits Alliés, Pais & Sujets respectivement; Et afin de les prevenir & s'y opposer, il a été expressément stipulé, que les Troupes ci-dessous specifiées, seront employées contre tels Ennemis quels qu'ils puissent être, presents & futurs, leurs Adherans & Partisans, ou Entrepreneurs, ou Machinateurs de mauvais desseins, & non contre d'autres, ainsi qu'il a été convenu par le present Traité.

II. Il a aussi été convenu que ledit Seigneur Duc mettra sur pied le plûtôt que faire se pourra, ou au plus tard dans deux Mois & demi, aprés la signature du

present Traité, dans cette Partie de ses Etats, qui est la plus proche des Villes & Places des Ennemis communs, 1500. Chevaux, 3000. Hommes de Pied, & 500. Dragons, ou 300. Dragons, & deux Compagnies de Gardes chacune de cent Hommes, suivant que Son Altesse le trouvera à propos.

III. Que Sadite Majesté Serenissime sera tenuë d'entretenir & de payer 2000. Hommes, sçavoir 1000. Fantassins, & 500. Chevaux, & 300. Dragons avec deux Compagnies des Gardes pour la Personne de Sadite Altesse, l'une à Cheval, & l'autre à Pied, & que les trois mille Hommes restants, sçavoir les 2000 Hommes de Pied & mille Chevaux, seront payés par Sadite Majesté le Roi d'Espagne, & Leurs Hautes Puissances, chacun pour la moitié également.

IV. Que pour faciliter la levée desdits 5000. Hommes, c'est-à-dire 3000. Fantassins, 1500. Chevaux, & 300. Dragons, & deux Compagnies de Gardes chacune de cent Hommes, afin qu'ils soient levez au plutôt, ou au plus tard dans le tems porté ci-dessus, Sa Majesté le Roi d'Espagne & les Etats Generaux feront payer audit Seigneur Evêque Duc immediatement aprés la signature du present Traité dans la Ville d'Amsterdam la Somme de 50000. Rixdalers, ou 125000. Livres Monnoie de Hollande.

V. Que lors qu'aprés la conclusion du present Traité une partie desdits Gens de Guerre aura été mise sur pied, & Sadite A. S. les presentera, en requerant, que l'on en fasse la revûë, ladite revûë se fera par des Commissaires, qui seront nommez de part & d'autre, & dès lors Sa Majesté le Roi d'Espagne, & les Etats Generaux payeront la moitié des Troupes, qui auront été ainsi presentées, lesquelles aussi dès ce temps là, seront tenuës de se laisser employer & d'agir, ainsi qu'il sera jugé à propos, pour le bien commun des Alliés. Et aprés que lesdits cinq mille Hommes auront été entierement levez, Sa Majesté le Roi d'Espagne, & les Etats Generaux en étant requis, en feront une seconde revûë, & aprés cela les Subsides seront par eux entierement & ponctuellement fournis pour les Payemens desdits 2000. Hommes de Pied, & mille Chevaux, & combien que lesdites revûës ne se fissent point de la part de Leurs Hautes Puissances, la paye ne laissera pas de courir du jour qu'elles auront été sommées de la part de Sadite Altesse Serenissime.

VI. Que lesdits Gens de Guerre, seront rangés en trois Regimens de Cavalerie, en trois Regimens d'Infanterie, & un Regiment de Dragons; que chaque Regiment de Cavalerie sera composé de cinq cens Chevaux en six Compagnies; chaque Regiment d'Infanterie de mille Fantassins, en dix Compagnies de cent Hommes chacune; que chaque Colonel, tant d'Infanterie que de Cavalerie, sera payé à raison de 120. Rixdalers, ou 300. Livres Monnoye d'Hollande par mois courant, chaque Lieutenant Colonel à raison de 40. Rixdalers ou 100. Livres, & les Mareschaux des Logis, & Prevôts d'Infanterie l'un & l'autre, à raison de 18. Rixdalers ou 45. Livres Monnoie de Hollande par Mois, moyennant quoi Sadite Altesse Serenissime ne pourra pas pretendre le remboursement d'autres frais faits pour des Chariots, Charrettes, Chevaux, qui auront été employés dans les expeditions ou autrement.

VII. Que Sa Majesté le Roi d'Espagne, & Leurs Hautes Puissances payeront à son Altesse Serenissime pour les gages de chaque Regiment de Cavalerie, qui sera par eux entretenu & payé, rangé ainsi que dessus, la Somme de quatre mille sept-cens soixante, & sept Rixdalers, vingt neuf Sols, & neuf Deniers par Mois courant, dont les douze font une année, & pour chaque Regiment d'Infanterie la Somme de 4104 Rixdalers; ou 10262. Livres un Denier Monnoye de Hollande, aussi par Mois courant, dont les douze composent une année.

VIII. Que les Deniers necessaires pour le Payement des gages desdites Troupes jusques à la concurrence de mille Chevaux, & de 2. mille Hommes de Pied, seront promptement payés le même jour que la revûë en aura été faite, & ainsi de temps en temps au commencement de chaque Mois, tant que cette Guerre durera, comme aussi Sadite Majesté le Roy d'Espagne, & les Etats Generaux feront remettre ponctuellement, par bonnes Lettres de Change à Osnabrug les appointemens de cinq Colonels, autant de Lieutenants-Colonels & Majors, afin qu'il en fasse les Payemens, ainsi qu'il jugera à propos ensorte que Sadite Majesté le Roi d'Espagne, & les Etats Generaux ne soient point responsables des payemens, qui n'auront pas été faits, à l'égard d'aucun Officier, Cavalier ou Soldat.

IX. Qu'aprés la premiere revûë, qui aura été faite desdites Troupes, lors qu'elles seront complettes, Sadite Altesse Serenissime ne sera pas obligée d'en souffrir aucune autre; Mais Sadite Majesté le Roi d'Espagne & les Etats Generaux seront tenus de les payer comme complettes, comme de son côté Sadite Altesse Serenissime promet en parole de Prince, qu'elle les rendra toûjours complettes à l'entrée de chaque Campagne.

X. Que l'on ajoûtera auxdites Troupes une Artillerie proportionnée à leur nombre, & payeront Sadite Majesté le Roi d'Espagne, & les Etats Generaux pour le Train, & Equipage de ladite Artillerie la Somme de trois mille Rixdalers ou 7500. Livres par Mois courant.

XI. Que Sadite Altesse Serenissime sera tenuë d'assembler lesdites Troupes en Corps d'Armée, & de les faire agir, contre toutes sortes d'Ennemis sans aucune exception, lors qu'il sera necessaire; & ainsi qu'il sera jugé à propos pour le bien commun par lesdits Seigneurs Empereur, Roi d'Espagne, Etats Generaux, & ledit Seigneur Evêque d'Osnabrug, Duc de Bronswic & Lunebourg, à la pluralité des voix, bien entendu qu'elle ne sera pas obligée de porter ses Armes jusques dans le Païs de la Maison de Bronswick & Lunebourg.

XII. Qu'en cas que les Païs de Sadite Altesse Serenissime soient attaqués, pour quelque cause ou sur quelque pretexte que ce soit, incontinent aprés la conclusion du present Traité, ou bien pendant la presente Guerre, non seulement ses Troupes ne seront pas tirées du Païs, ni retenuës dans les Armées; mais lesdits Seigneurs Empereur, Roi d'Espagne, & les Etats Generaux détacheront, sans aucun delay, de leurs Corps les Troupes qui seront jugées necessaires, pour les faire agir avec vigueur, afin de repousser ladite attaque.

XIII. Qu'en cas, qu'il se trouve ci aprés, que lesdits 1500. Chevaux, 3000. Hommes de Pied, & 300. Dragons, avec les deux Compagnies des Gardes, ne soient pas capables de reduire les Ennemis, & leurs Adherans & Partisans, à la necessité de faire cesser les hostilités & aggressions, & de consentir à une Paix raisonnable, qu'alors lesdites Troupes seront renforcées & augmentées, de concert, & de consentement commun, d'un nombre proportionné à celles que les autres Alliés fourniront.

XIV. Qu'aprés que le present Traité sera conclu, lesdits Seigneurs Empereur, Roi d'Espagne, les Etats Generaux, & Sadite Altesse Serenissime, ne pourront pas faire une Tréve, ou suspension d'Armes, avec lesdits Ennemis, sinon conjointement, & d'un consentement commun; mais en cas que l'un vienne à entrer en aucune Negotiation, soit de Paix ou de suspension d'Armes, pour quelques années, que ladite Negotiation ne pourra pas être entamée par l'un des Alliés, sans la participation des autres, & sans qu'il fasse donner aux mêmes Alliés, dans le même temps, & aussitôt, qu'il aura obtenu pour lui-même, la faculté & les seuretés necessaires, pour les Ministres qu'ils voudront envoyer au lieu, où la Negotiation se doit faire, comme aussi que lesdits Alliés seront tenus de donner de temps en temps les uns aux autres communication de ce qui se passera en ladite Negotiation. Et encore que pas une des Parties ne pourra passer outre à la conclusion de ladite Paix, ou Tréve pour quelques années sans y comprendre ses autres Alliés, & sans les faire rétablir, s'ils le desirent ainsi, en la possession de leurs Etats, Païs, Villes, Places, comme aussi en la jouïssance des Droits & Libertés, qu'ils auroient, & dont ils jouïssoient avant la Guerre, & sans stipuler desdits Ennemis pour lesdits Alliés les mêmes Droits, Libertés, Exemptions, & Prerogatives, qu'il auroit stipulées pour lui-même, si ce n'est que lesdits Alliés en conviussent entr'eux autrement sur ce sujet.

XV. Comme aussi qu'aprés, que la presente Guerre sera finie, il y aura & demeurera, entre lesdits Alliés, une bonne, fidelle & sincere amitié, & bonne correspondance, laquelle servira à se procurer fidellement & de tout leur pouvoir, le bien, & l'avantage les uns des autres, & à aider à éviter & détourner tout le mal & dommage, qu'on leur pourroit faire avec les forces, qui seront ci-aprés declarées à l'égard des uns & des autres.

XVI. Que les Alliés aideront à defendre, & à proteger

Anno 1675.

teger contre tous ceux, qui pourroient entreprendre d'envahir, ou attaquer à force ouverte, sous quelque pretexte, que ce puisse estre, leurs Etats, Pais, & Provinces, ci-dessous specifiés, sçavoir à l'égard de Sa Majesté Imperiale, les Pais Hereditaires d'Autriche & le Roiaume de Boheme; à l'égard de Sa Majesté le Roi d'Espagne, les Provinces des Pays-Bas de son obeïssance, y compris la Comté de Bourgogne; à l'égard de Leurs Hautes Puissances, tout ce qui leur appartient au Europe; & à l'égard de Sadite Altesse Serenissime, tous les Païs qu'elle possede presentement, comme aussi tous ceux, que lesdits Alliés acquerront ci-aprés, par Succession, ou autre Titre legitime, auprés desdits Pays, ou dans le voisinage, y compris les Habitans, Villes, Places & Forts d'iceux

XVII. Que la presente Alliance defensiva subsistera dix ans, à compter depuis la fin de la presente Guerre: & en cas que pendant ce temps là quelqu'un des Alliés vint à être assailli, par qui que ce soit, sans exception aucune, ou contraint de soûtenir une Guerre en se defendant, ceux des Alliés, qui ne feront pas attaquez, feront tenus d'assister celui qui le sera, & de le secourir de forces raisonnables, sçavoir lesdits Seigneurs Empereur, Roi d'Espagne, & Etats Generaux, chacun de 2000 Chevaux, & 4000. Fantassins, & Sadite Altesse Ser. à proportion de ce que les autres Princes de ladite Maison de Bronswiek & Lunebourg ont promis de fournir, distribuez en tels Regimens, Compagnies, & sous tels Colonels, Capitaines, & autres Officiers, que ceux des Alliez, qui envoyeront ledit secours trouveront à propos, & jugeront propres pour l'effet susdit. Et sera ledit secours fourni, envoyé, & entretenu au service de l'attaqué aux dépens des autres Alliez, qui l'envoyeront, & toutes les fois, que quelqu'un des Alliez sera attaqué en la matiere qu'il vient d'estre dit

XVIII. Que celui, qui sera ainsi attaqué en la maniere susdite, aura le choix & l'option, de recevoir sour ledit secours en Soldats, ou bien en argent, ou bien en partie en Soldats, & partie en Armes, Munitions de Guerre, argent ou autres Denrées propres pour servir à la Guerre, ensorte que mille Soldats seront comptez, ou estimez à dix mille Livres par Mois, chaque Cavalier compté pour deux Soldats & douze Mois pour l'année; & que le Payement se fera au commencement de chaque Mois par portions égales; tellement qu'en cas que ledit Payement se fasse en argent, en tout, ou en partie, les Deniers seront payez au lieu que l'attaqué trouvera à propos, & jugera lui estre le plus commode; mais en cas qu'il le fournisse en Munitions de Guerre ou autres choses propres à la Guerre, en tout ou en partie, qu'alors celui qui recevra le secours sera tenu de l'envoyer querir dans le Pays de celui qui le fournit.

XIX. Pas un des Alliez à qui ledit Secours sera demandé quel qu'il puisse estre ne pourra se servir du pretexte de manquement de quelqu'un des autres pour le refuser, ou retarder; mais sera obligé de fournir promptement le secours, qui lui sera demandé; & en cas que ce soit en Soldats, il doit estre fourni effectivement au plus tard dans six semaines, aprés que la requisition aura été faite dans le Païs de celui qui l'aura demandé. Et seront lesdits Gens de Guerra entierement & absolument commis au commandement & aux ordres de celui à qui ils seront envoyés, ou de celui qui aura pouvoir de lui, pour s'en servir & les transporter aux Lieux où bon lui semblera, bien entendu que ce soit par Terre, à la Campagne, aux Sieges, à la garde des Places, & par tout où la necessité ou l'utilité la requerra & toutes les fois qu'il sera besoin, avec cette reserve toutefois que les Compagnies ne pourront pas être entierement separées les unes des autres, mais qu'elles demeureront ensemble sous leurs Drapeaux, du moins au nombre de deux ou de trois cens Soldats de chaque Regiment.

XX. Apres que le Secours sera fourni, composé de Cavalerie & d'Infanterie, & qu'il aura esté envoyé par les Parties assistantes & reçu par l'Attaqué, ceux qui envoient le secours, ou bien ceux qui auront authorité & pouvoir pour cela, pourront disposer des Charges, & remplit les vacantes.

XXI. Et en cas que lesdits Seigneurs Empereur, Roi d'Espagne, & Etats Generaux demandent un plus grand Secours à Son Altesse Serenissime: qu'en ce cas il pourra augmenter le nombre des Gens de Guerre à proportion de ce que les autres Princes de Brunswick & Lunebourg augmenteront le nombre stipulé dans le 21. Article du Traité du 18. Juin, 1674. moiennant qu'ils lui fassent fournir les choses necessaires pour faire les levées, & payer les Subsides à proportion du nombre sur le pied qu'ils ont été fournis du commencement de ce Traité.

XXII. Lesdits Alliez donneront aussi ordre autant que cela se pourra faire à ce que les Troupes, qui en vertu de ce present Traité seront envoiées dans le Pays de quelqu'un d'entr'eux, y puissent subsister à prix raisonnable.

XXIII. Que l'on tiendra pour l'attaquant & que l'on sera tenu de fournir le Secours contre celui qui employera les Armes contre quelqu'un desdits Alliez.

XXIV. Que celui qui apprehende quelque attaque, ou en est menacé, sera tenu d'en faire part de bonne heure aux Alliez, afin qu'ils ayent le loisir de s'employer à moyenner un accommodement, ensorte neanmoins que non obstant les offices de mediation, le Secours promis sera fourni tout aussi-tôt que la rupture ou attaque sera effectivement arrivée.

XXV. Que la presente Alliance ne dérogera point aux Traitez & Alliances que lesdits Alliez, ou quelques-uns d'eux ont fait avec quelques-uns desdits Alliez, avant la date des presentes, bien entendu que le plus grand Secours de Gens de Guerre comprendra le moindre.

Tous lesquels Points & Articles ci-dessus couchez, seront réciproquement, de bonne foy & inviolablement observez & executez. Et pour plus grande assurance de cela, il a été fait du present Traité quatre Instruments semblables, qui ont été signez par les Ministres soussignez desdits Seigneurs Alliez, qui les ont confirmez du cachet de leurs armes, & seront les Ratifications du present Traité données en bonne forme, & échangées entre les Parties interessées ici à la Haye, dans le temps de six semaines ou plutôt, si faire se peut. Et à l'égard de celle de Sa Majesté le Roi d'Espagne, on fournira dans le même temps celle de son Excellence Monsieur le Comte de Monterey, en attendant que celle de Sa Majesté mesme puisse être envoyée de Madrid. Fait à la Haye le 26. Janvier, 1675.

Signé,

(*L.S.*) E. FRANCISCO DE LIRA.

(*L.S.*) G. FAGEL.

(*L.S.*) J. DE MAUREGNAULT.

(*L.S.*) J. *Baron de* REEDE, *Vryheer van* RENSWOUDE.

(*L.S.*) G. VAN BOTZMA.

(*L.S.*) L. ADAM HAGEN.

(*L.S.*) J. PHILIP MULLER.

(*L.S.*) A. WICKEFORT.

Articles separés,

I. Bien entendu que par le quatriéme Article du Traité aujourd'huy arresté & conclu entre Messieurs les Etats Generaux des Provinces-Unies, & Monsieur l'Evesque d'Osnabrug, Duc de Bronswick & Lunenbourg, il soit dit que Sa Majesté Imperiale, Sa Majesté le Roy d'Espagne, & Leurs Hautes Puissances feront payer à Son Altesse Serenissime immediatement aprés la signature dudit Traité, la Somme de 50000. Rixd. ou 125000. Liv. Monnoye d'Hollande; si est-ce que dautant que Monsieur le Ministre d'Espagne n'a point d'ordre positif de promettre la susdite Somme, quoi qu'il ne doute point qu'elle ne soit effectivement payée, & que de l'autre côté Sadite Altesse Seren. ne peut pas s'obliger à la levée & subsistance du nombre des Gens de Guerre porté par le mesme Traité, & qu'il ne seroit pas raisonnable aussi, qu'elle demeurât seule chargée de cette dépense, Leurs Hautes Puissances ont bien voulu y intervenir & promettre par cet Article separé, qu'en cas que la Cour d'Espagne manque d'avouër & de ratifier ledit Traité, & aussi de payer au bout de deux Mois sa part de la Somme promise par ledit quatriéme Article, elles y suppléront, & paye-

ANNO 1675.

payeront feules ladite Somme de cinquante mille Rixdalers.

II. Afin que le Payement, dont il eft parlé au 5. Article du Traité aujourd'huy arrefté, & conclu entre Sa Majefté Imperiale, le Roy d'Efpagne, Meffieurs les Etats Generaux des Provinces-Unies, & Monfieur l'Evefque d'Osnabrug, Duc de Bronswick & Lunenbourg, fe faffe ponctuellement, & ainfi que les bonnes intentions des Alliez ne foient point éludées, & le fervice commun retardé, Leurs Hautes Puiffances promettent, par cet Article feparé, de vouloir employer tous leurs offices auprés de Sa Majefté Imperiale, afin qu'elle fouffre que Leurs Hautes Puiffances rabattent fur les Subfides, qu'elles payent à Sadite Majefté Imperiale la Somme à laquelle monte la part que Sa Majefté le Roy d'Efpagne s'oblige de payer par ledit 5. Article, Sadite Majefté fe refervant fon recours, pour cet égard & pour fon dédommagement envers ledit Seigneur Roi d'Efpagne.

III. Comme auffi il a efté convenu, que le cas mentionné dans le 11. Article du mefme Traité écheant, enforte que les Alliez vinffent à faire des Conqueftes fur leurs Ennemis communs, celles qui fe feront dans le voifinage, c'eft-à-dire dans les Cercles de Weftphalie, & de la Baffe-Saxe, Meffieurs les Etats Generaux n'y veulent rien prétendre, en quelque maniere que ce foit.

IV. Leurs Hautes Puiffances ont auffi particulierement promis, & promettent par cet Article feparé, qu'à l'Affemblée qui fe fera pour la Negotiation de la Paix, & par tout ailleurs où il fera neceffaire, Elles feront tous les offices poffibles, & imaginables, à ce que l'Evêché d'Osnabrug, qui prefentement eft alternatif, & tantoft electif & tantoft Hereditaire, demeure à l'avenir à ladite Sereniffime Maifon de Bronswick & Lunenbourg, fans qu'il en puiffe eftre détaché ou demembré pour quelque caufe, ou pour quelque pretexte que ce foit. Fait à la Haye, le 26. Janvier 1675.

Signé,

(*L.S.*) G. FAGEL.

(*L.S.*) J. DE MAUREGNAULT.

(*L.S.*) J. VAN REEDE, *Vryheer van* RENSWOUDE.

(*L.S.*) E. VAN BOOTZMA.

Articles feparez.

I. IL a efté plus particulierement convenu qu'encore que par l'onziéme Article du Traité aujourd'huy arrefté, & conclu entre Sa Majefté Imperiale, le Roy d'Efpagne, Meffieurs les Eftats Generaux des Provinces-Unies, & Monfieur l'Evêque d'Osnabrug, Duc de Bronswick & Lunenbourg, il a efté dit que Sadite Alteffe Sereniffime fera tenuë d'affembler les Troupes en Corps d'Armée, & de les faire agir contre toutes fortes d'Ennemis, fans aucune exception, lors qu'il fera neceffaire, au lieu & ainfi qu'il fera jugé à propos, pour le bien commun, par lesdits Seigneurs l'Empereur, le Roy d'Efpagne, les Etats Generaux, & ledit Seigneur Evêque d'Osnabrug, Duc de Bronswick & Lunenbourg, à la pluralité des voix, neanmoins la veritable intention des Alliez eft, que lesdites Troupes feront jointes à celles des autres Princes de la Maifon de Bronswick & Lunenbourg, pour agir conjointement avec elles, pour le bien commun des Alliez, fi ce n'eft que lesdits Alliez, & leursdites Alteffes Sereniffimes jugeaffent neceffaires Elles mesmes de les faire employer ailleurs, ou feuls ou conjointement avec d'autres Troupes des Alliez pour leur avantage commun.

II. Pour ce qui eft des quartiers qui fe prendront & des Contributions qui fe leveront dans les Cercles de la Baffe-Saxe, & de Weftphalie, il en fera ufé ainfi, que l'on eft convenu par le troifiéme & quatriéme des Articles fecrets du Traité fait entre Sa Majefté le Roy d'Efpagne & Leurs Hautes Puiffances d'une part, & Leurs Alteffes Sereniffimes les Ducs de Bronswick, & Lunenbourg, conclu à Cel le 10. Juin 1674.

III. Et d'autant qu'en ce monde il n'y a rien qui ne foit fujet aux changemens, & aux revolutions, il a été encore convenu, qu'en cas que pendant que la prefente Alliance fubfiftera, il plût à Dieu de difpofer de la perfonne de Son Alteffe Sereniffime Monfieur le Duc George Guillaume, ce que les Alliez efperent qui n'arrivera point, ledit Seigneur Evêque d'Osnabrug, Duc de Bronswick & Lunenbourg, promet qu'en ce cas-là, il entrera dans l'obligation, en laquelle ledit Duc George Guillaume s'eft conftitué par ledit Traité du 16. Juin 1674. pourvû que Sadite Majefté Imperiale, Sa Majefté le Roy d'Efpagne, & Leurs Hautes Puiffances accordent à Son Alteffe Sereniffime les mêmes conditions, que ledit Seigneur Duc a ftipulées pour lui par le même Traité, mais que s'il arrivoit auffi, que Monfieur le Duc Jean Frederic vint à déceder, Sadite Alteffe Sereniffime ne fera pas tenuë de fournir d'autres Troupes, que celles qu'elle promet par le prefent Traité, fi ce n'eft que par une nouvelle Convention ou luy faffe des avantages proportionnez à ceux que l'on defirera d'Elle. Fait à la Haye, le 26. Janvier 1675.

Signé,

(*L.S.*) E. FRANCISCO DE LIRA.

(*L.S.*) G. FAGEL.

(*L.S.*) J DE MAUREGNAULT.

(*L.S.*) J. *Baron de* REEDE, *Vryheer van* RENSWOUDE.

(*L. S.*) G. VAN BOOTZMA.

(*L.S.*) L. ADAM HAGEN.

(*L.S.*) J. PHILIP MULLER.

(*L.S.*) A. WICKEFORT.

CXXXIV.

8. Mars. L'ANGLETERRE ET LES PROVINCES-UNIES.

Article conclu entre CHARLES II. *Roi d'Angleterre & les Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES *des Pais-Bas touchant les Compagnies Orientales d'Angleterre & de Hollande. Fait à Londres le* 8. *Mars*, 1675. [Traduction Françoife du Mercure Hollandois de 1675. pag. 161.]

COmme ainfi foit que par l'Art. IX. du Traité qui a été conclu à Weft-munster le 9. Fevrier vieux ftile en l'an de nôtre Seigneur 1674. entre le Tres Haut & Tres-Puiffant Prince Charles II. par la grace de Dieu Roi d'Angleterre, Ecoffe, France & Irlande, Deffenfeur de la Foy, d'une part, & les Hauts & Puiffans Seigneurs les Etats Generaux des Provinces-Unies du Pais-Bas, d'autre, il a été accordé entre autres chofes que quelques Commiffaires qu'on deputeroit de part & d'autre s'affembleroient pour cet effet en cette Ville de Londres, lesquels delibereroient & s'accorderoient fur des Articles fermes & durables pour le contentement & feurité des Sujets de part & d'autre, au moyen dequoi on pourroit établir un Reglement jufte, & équitable fur le Commerce dans les Indes Orientales, dans laquelle Affemblée desdits Commiffaires on n'a neantmoins rien pû changer, établir ou determiner pour ce fujet : Mais comme il eft entierement expedient, tant pour l'interêt de la Paix publique que pour le bien des Particuliers qu'il y ait une amitié ferme & ftable entre les Compagnies d'Angleterre & de Hollande qui font Negoce dans les Indes Orientales, & une inclination toute particuliere pour procurer l'avantage les uns des autres, c'eft pourquoi on eft demeuré d'accord cejourd'huy entre Nous Commiffaires fousfignés de Sadite Majefté & desdits Seigneurs Etats Generaux en vertu des Pouvoirs qui nous ont été ottroyés pour cet effet, que les Compagnies fe comporteront paifiblement & amiablement l'une envers l'autre, procureront reciproquement l'avantage l'un de l'autre autant qu'il fera poffible, obferveront en tous Lieux une bonne amitié & étroitte correspondence fuivant les Traités qui ont été déja faits entre Sadite Majefté & lesdits Etats, ou qui pourroient encore être faits à l'avenir, & qu'elles executeront ponctuellement ce qui leur fera ordonné par Sadite Majefté

ANNO 1675.

Majeſté & leſdits Etats Generaux; mais s'il arrivoit qu'il ſurvint quelque different entre leſdites Compagnies, (ce qu'on n'eſpere pas) ou qu'il fût fait quelque tort, injure ou violence par une d'elles, ou par quelque autre dependant de l'une des deux, à l'autre, ou qu'on pretendît une telle injuſtice avoir été faite, en ce cas-là il ſera deffendu à la Compagnie qui pretendra être offenſée de ſe vanger par aucune ſorte d'actes d'hoſtilité, de quelque nature qu'ils puiſſent être; à condition néantmoins qu'elles ne ſeront ſujettes à aucune Juſtice ou examen de Procés Judiciel, mais ſi la Compagnie de Hollande eſt offenſée, elle s'en plaindra au Roi en la meilleure forme qu'il ſe pourra, & ſi c'eſt celle d'Angleterre, elle en fera de même auprés deſdits Etats Generaux: Mais s'il arrivoit que la ſatisfaction ſur leſdites plaintes fût differée plus de 6. Mois, alors l'arbitrage de toute l'affaire ſera remis entre les mains de 2. Commiſſaires, qu'on nommera de part & d'autre tant par Sa Majeſté que par leſdits Etats, leſquels s'aſſembleront 3. Mois aprés ledit tems expiré pour terminer ledit affaire, & ce qui ſera jugé par leſdits Commiſſaires ſortira ſon plein & entier effet ſans aucun Appel, Reduction ou autres moyens ordinaires ou extraordinaires, & promettent ledit Seigneur Roi & leſdits Seigneurs Etats Generaux de faire executer ponctuellement & de bonne foi ladite Sentence ſelon ſa forme & teneur, à condition que leſdits Commiſſaires traiteront pour la premiere fois à Londres, & s'il eſt beſoin d'en nommer d'autres pour de nouvelles plaintes, que ce ſera pour la ſeconde fois à la Haye, & ainſi ſucceſſivement tour à tour: Mais s'il arrivoit que leſdits Commiſſaires ne pûſſent pas s'accorder pour ladite Sentence dans le tems de 3. Mois, alors ils ſeront obligés de choiſir un Arbitre ou Compromiſſaire un Mois aprés l'expiration deſdits 3. Mois, lequel decidera abſolument tout ce qui n'aura pas été determiné par eux, ce qui ſervira de Sentence finale & peremtoire aux 2. Parties, & promettent Sadite Majeſté & leſdits Etats d'accomplir fidellement & de point en point ladite Sentence quelle qu'elle puiſſe être ſans aucune contradiction ni oppoſition. Et en cas que leſdits Commiſſaires ne puiſſent pas s'accorder ſur la nomination dudit Arbitre ou Compromiſſaire dans un Mois aprés l'expiration du tems pendant lequel eux-mêmes devoient terminer le different ou que le Compromiſſaire même ne prononce pas ſa Sentence ſur les choſes indeciſes dans 6. Mois aprés qu'il aura été élû, alors on remettra le tout à Sadite Majeſté & leſdits Seigneurs Etats Generaux, & ce qui aura déja été determiné aura ſon entier accompliſſement. Finalement il a été accordé & reſolu que le preſent Article & tout ce qui y eſt compris ſera ratifié & confirmé le plûtôt que faire ſe pourra, & que les Ratifications ſeront échangées de part & d'autre 2. Mois aprés la datte des preſentes, afin que dans un Mois aprés ledit échange il puiſſe être depoſé en bonne forme tant ici auprés du Gouverneur de la Comp. Angloiſe qu'auprés du Directeur de la Comp. Hollandoiſe, afin d'être obſervé exactement tant par eux que par tous autres qui ſeront ſous leur domination. En foy de tout ce que deſſus nous Commiſſaires de Sadite Majeſté, & deſdits Seigneurs Etats Generaux ayant reçû plein-Pouvoir pour cet effet, avons ſouſſigné la preſente, & l'avons cachetée de nos cachets. Fait à Londres ce 8. Mars.

Ainſi ſigné,

(*L.S.*) *Tho. Kulpeper.*	(*L.S.*) *J. Corver.*
(*L.S.*) *G. Downing.*	(*L.S.*) *Santyn.*
(*L.S.*) *Richard Ford.*	(*L.S.*) *Samuel Beyer.*
(*L.S.*) *William Thomſon.*	(*L.S.*) *And. van Voſſen.*
(*L.S.*) *Jean Jollif.*	(*L.S.*) *P. Duvelaer.*
	(*L.S.*) *M. Michielſon.*

CXXXV.

9. Mars.

SUEDE ET BAVIERE.

Traité d'Alliance Défenſive pour trois ans entre CHARLES XI. *Roi de Suede, &* FERDINAND MARIE *Electeur de Baviére, pour le maintien de la Paix. Fait à Munich, le 9. Mars, 1675.* [JEAN CHRETIEN LUNIG. In Negotiorum Publicorum Sylloge. pag. 142.]

ANNO 1675.

NOtum teſtatumque ſit univerſis. Poſteaquam ex turbis in Provinciis Unitorum Belgii Statuum ortis Romanum Imperium hactenus ita implicatum fuit, ut illius Status & Membra Innocentia, eorumque Provinciæ & Subditi omnis generis preſſuris, & exactionibus Militaribus, Stativis, Hybernis & Tranſitibus violentis ex omni parte eorum & devaſtentur, & variis nominibus peſſimè habeantur, ut ſalus & incolumitas Imperii in extremo verſari videatur periculo, vel ad minimum eorum exponi arbitrio, qui per ejuſmodi attentata Inſtrumento Pacis Weſtphalicæ, cæteriſque Conſtitutionibus Imperii prorſus contraria, vel ad voluntatem ſuam in alienis Territoriis & Ditionibus ex ſolo illo prætextu, quod Ratio Belli ita exigat, liberè & impunè diſponere intendunt.

Ideò inter Sereniſſimum & Potentiſſimum Principem, & Dominum, Dominum Carolum, Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regem, Magnum Principem Finlandiæ, Ducem Scaniæ, Eſthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Caſſubiæ & Vandaliæ, Principem Rugiæ, Dominum Ingriæ, & Wiſmariæ, nec non Comitem Palatinum Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ & Montium Ducem: Et Sereniſſimum Principem ac Dominum, Dominum Ferdinandum Mariam, utriuſque Bavariæ ac Palatinatus ſuperioris Ducem, Comitem Palatinum Rheni, Sacri Romani Imperii Archidapiferum & Electorem, Landgravium Leichtenbergiæ: ad amicitiam hactenus inter ſe cultam arctioribus vinculis adſtringendam, & hæc omnia mala avertenda, Provinciaſque ſuas in Imperii Romano-Germanici finibus ſitas, ac earum Subditos defendendos ac conſervandos, per utriuſque Partis infra ſubſignatos Plenipotentiarios, nimirum ex parte Sac. Regiæ Majeſtatis Sueciæ per Nobiliſſimum & Generoſiſſimum Dominum, *Georgium Marſchalk*, Hereditarium in Hutlohe, Regium Conſiliarium Status Bremenſis & Verdenſis, nec nunc ad Comitia Imperii ablegatum: Et ex parte Sereniſſ. Elect. Bavar. per Illuſtriſſ. & Excellentiſſimum Dominum *Bernhardum Bero lib. Baronem de Rechberg*, Dynaſtam in Schaffenberg, Electoralem Conſiliarium Intimum, ſupremum Camerarium & Præfectum in Erding: nec non Dominum *Caſparum Schmid de Haslach* & Peunbach, Electoralis Conſilii Secretioris Vice-Cancellarium, ſupremum Feudorum Præfectum. Denuò per Dominum *Franciſcum de Meyer* in Stockau, Electoralem Conſiliarium Intimum, ad Ratificationem Principalium ſuorum amicabili Fœdere in ſequentes Articulos conventum eſt.

I. Sit inter Suam Regiam Majeſt. Regnumque Sueciæ, & Suam Serenitatem Electoralem, Dominum Ferdinandum Mariam Electorem & Ducem Bavariæ, pro ſecuritate mutua reſtabilienda, conſervandaque Pace, & defendendis Juribus ſtrictior Amicitia & Fœdus defenſivum, illudque bona fide & ſincero affectu in Partium Confœderatarum honorem & commoda ſervetur, & excolatur.

II. Ut verò hæc Amicitia Fœduſque tantò feliciùs ad finem ſuum perducatur, effectumque propoſitum ſortiatur, placuit Partibus Confœderatis, ut mutua ſemper correſpondentia inſtituatur, fidaque conſiliorum communicatio habeatur, non modò ſuper hujus Fœderis & iis negotiis, quæ in Imperio Romano, ſed etiam quæ extra illud in alienis Regnis & Statibus agantur, & quovis modo incolumitatem Confœderatorum concernere videantur, ita ut ſe ſe invicem certiores faciant, quid pro rerum ac temporum ſtatu tàm in Germania, quam in Vicinitate ſaluti publicæ proprìque Status rationi conveniens exiſtiment; Quo facto Conſilia conferant, eòque dirigant, quo Pacificatio Univerſalis, hujuſque Amicitiæ & Fœderis veræ Leges promoveantur, & obſerventur; Et ſi juſta certiſque indiciis orta & fundata fuerit periculi alicujus imminentis ſuſpicio, non modo Confœderati ſibi invicem ſignificabunt, ſed etiam ob communem cauſam imminens tale malum omnibus ſtudiis averruncari entabunt, ne ex improviſo aliquis Fœderatorum obruatur, ſed ſuæ ſecuritati in tempore conſulatur. Præterea etiam Confœderatorum Miniſtri Publici & Legati ubivis locorum, imprimis autem Ratisbonæ adhuc hærentes, vel in poſterum illuc miſſi colant quoque bonam inter ſe Amicitiam & Correſpondentiam, ita ut de rerum argumentis ibi propoſitis, præſertim verò ad Pacem & ſecuritatem publicam

ſpectan-

Anno 1675.

spectantibus, fideliter conferant, deliberent, atque de certâ aliquâ Sententiâ, quæ Paci Westph. Constitut. Imperii, Libertati & Securitati Germaniæ, huic Fœderi & commodo Confœderatorum conformis sit, inter se conveniant, eandemque omni meliori modo promovere studeant.

III. Quemadmodum autem Fœdus hoc in neminis offensionem intra vel extra Imperium, multò minus in præjudicium Pacis Publicæ instituitur, nec scopum alium habet, quàm restitutionem & conservationem Pacis Westphal. & Securitatis communis vindicationem, mutuamque defensionem à quavis hostili irruptione in quibuscunque Fœderatorum Provinciis & Ditionibus in Imperio sitis, ita eidem Fœderi tanquam basis & norma exactè observanda, fundamenti loco Instrumentum Pacis, sive Pacificatio & Pacta Osnabruggis & Monasterii Anno 1648. die 14-24. Octob. conclusa, substernuntur.

IV. Proinde sicuti hoc Fœdus de futuris casibus, iisque, qui post ejus conclusionem evenire potuerint, intelligi debeat, ita si posthac contingat, ut aliquis Confœderatorum sive in Imperio, sive extra illud, quicunque ille fuerit, ob quamcunque causam vel prætextum contra Constitutiones Imperii, & Instrumentum Pacis, in prædictis Provinciis & Ditionibus, Juribus & Libertatibus suis à quopiam hostiliter invadatur, turbetur & prematur, ambo Confœderati prævia requisitione obligati erunt, unus alteri mox suppetias ire, copiasque auxiliares submittere, eo modo, quo in sequenti Articulo statuitur & definitur.

V. In eum finem inter Confœderatos stipulatum & conventum est, ut periculo avertendo Exercitus & Copiæ militares in Provinciis & Ditionibus Germanicis durante hoc Fœdere in parato sic habeantur, ut facta requisitione mox intra tres septimanas, læso & turbato in auxilium moveri & duci queant; Quo nomine Sac. Reg. Majest. Sueciæ pollicetur, se sustentaturam, & paratum habituram Exercitum, Peditum sex millia, Equitum quatuor millia, octingentos, Dimacharum sive Dragonum mille ducentos. Sua Seren. Elect. Bav. verò Peditum quinque millia, quingentos, Equitum duo millia, & Dragones quingentos, quas Copias quisque Fœderatorum in certa Regimina sive Legiones dispertiet, ita, ut Equitum & Dragonum Legio non excedat numerum octingentorum, Peditum verò non excedat millenarium numerum; vel si excesserit, Officialibus ad idoneum Militum regimen, & usum proportionaliter muniatur, ita ut omnes bonis & necessariis Officialibus plenè & perfectè instruantur.

VI. Quo verò hic numerus semper sit completus, nec desideretur quicquam, cum in rem præsentem veniendum sit, ad minimum cum vernali tempore apparatus & expeditiones æstivales instituantur, convenit, ut quidquid ex Copiis detritum vel diminutum fuerit, mox supplementis resarciatur, ut ubi necessitas requisiverit, sive Confœderatus læsus partem ejus, sive totum flagitârit, sive directè, & per conjunctionem, sive per diversionem sufficienti semper Exercitu in hostem iri queat, ita quidem, ut quantum attinet, an auxilia per conjunctionem vel diversionem præstanda, suo tempore amicabiliter conveniatur, & ad requirentis arbitrium principaliter reflectatur.

VII. Auxilia hæc ferenda quidem sunt, quantum omninò fieri potest, sine gravatione & sumptu requirentis: proinde requisitus & auxilia mittens providere debet, ut Copiis suis Stipendium militare solvatur, & quisque suas quidem Copias propriis sumtibus sustentabit, hospitia tamen, equorumque pabula (Germanicè *Rauchfutter*), & servitia, vulgo *service*, suppeditabit requirens, eoque sustentationis genere non secus, ac suas proprias tractabit: Itaque etiam casu existente providere debet in tempore, ut ubique necessarius Commeatus, Imprimis panis, & alia Victualia æquo pretio pro Militibus adferri, & comparari queant. Cæterum si ad Bellum apertum, quod Deus clementer avertat, deventum fuerit, omni ope nitendum est, ut aggressor retundatur, atque sic Exercitus Confœderatorum in hostico, & extra eorundem Territoria vivat, & sustentetur.

VIII. Is, qui a Confœderato requisitus auxilia mittit, iisdem de Tormentis, vulgò campestria dictis, cum omnibus ad usum eorum necessariis prospiciat. Tormenta verò majora & Mortaria cum omni apparatu & rebus quibuscunque ad usum eorum pertinentibus is ex Confœderatis suppeditabit, ad cujus requisitionem, vel in cujus Ditionibus atque Provinciis contra hostem agetur.

Anno 1675.

Quòd si verò extra Territoria Confœderatorum, atque ita in loco tertio Bellum geratur, Tormenta majora & Mortaria cum omnibus ad usum eorum spectantibus is adduci curabit, qui loco jam dicto tertio vicinior fuerit.

IX. Quod si periculum & necessitas major graviorque fuerit, quam ut prædictus Exercitus eidem sustinendæ sufficerit, virtute hujus Pacti mutuum obligantur Fœderati, non modo adæquatum discrimini Exercitum adornare & submittere, sed etiam ad defensionem tàm necessariam omnes, quas possunt vires contrahere, iisque uti ad urgendum & persequendum hostem, donec restitutio & justa satisfactio reddita fuerit.

X. Quamvis autem prædictæ Copiæ auxiliares absque cunctatione, ut superius dictum est, mitti debeant, vel ipso actu submissæ sint, nihilominus liberum erit Confœderato & requisito per Legatos & Ministros id operam dare tentaréque, annon invasor seu turbator amicabili ratione persuaderi possit, ut à vi & injuria desistat, adeoque si probabiliter constet, parari adversus aliquem Fœderatorum Bellum, tum auxilium submissuro, etiam antequam Bellum palam eruperit, vel per suum Ministrum, vel per Literas ei dissuadere, & à proposito hostili dimovere incumbet, non retardato interea auxilio, quod in Fœderis justo tempore præstare tenetur: Quòd si verò lædenti vel læsuro tunc ea tamen sederit obstinatio, ut nullis amicabilibus rationibus ad æqua præstanda se induci patiatur, non ante ab auxilio præstito vel contra machinantem præstando cessabitur, quam Parti læsæ per omnia satisfactum fuerit.

XI. Quicunque ex hujus Fœderis præscripto suppetias tulerit, eo nomine nihil quicquam præter mutua vice versa in Ditionibus, casibusque hocce Fœdere comprehensis definitisque postulare poterit auxilia, neutiquam autem à requirente sive sumptuum Bellicorum, sive damnorum prætextu, aut quocunque alio colore aliquid prætendere, multo minus de Ditionibus, Statibus, Arcibus, locisve ipsius quidquam detinere.

XII. Quantum ad Imperium militare & Exercitus Copiarumque missarum directionem attinet, quisque Confœderatorum, aut ejus Dux Generalis & Officialis in suas quidem Cohortes directionem habebit, ita, ut requirens nullam planè in missa auxilia prætendat Jurisdictionem, sed si contigerit, ut in unum corpus conjungantur supradicti Exercitus & Copiæ, conjunctimque agere oporteat, eo casu æquum visum est Fœderatis, ut Imperium & Directio tam in actionibus Bellicis, quàm in Præsidio Consilii militaris Generali, communicato prius cum cæteris Generalibus consilio, Sacræ Regiæ Majestatis Exercitus Duci competat.

XIII. Ubi vero actio militaris in aliqua suæ Serenit. Elect. Bavar. Ditione suscepta fuerit, Ipse Elector supremam Directionem obtinebit, nihil autem arduum aut eximium, nisi scitu & consilio Ducis Sacræ Regiæ Majestatis peragatur.

XIV. Quod si res in apertum Bellum eruperit, nulli Confœderatorum licitum aut permissum sit, sine scitu & consensu communi aliquem cum aggressore, vel ejus Adhærentibus Tractatum instituere, multò minus Inducias inire, aut Pacem vel compositionem aliquam conficere, nisi cum utriusque Confœderatorum consilio & consensu, securitatisque & satisfactionis inclusione.

XV. Liberum sit aliis Romani Imperii Statibus præsentibus Bellis non implicitis, sine ulla Religionis distinctione hisce Fœderis Defensivi Legibus sese associare & submittere. Quibus autem accedere libuerit, cum iis de admissionis modo, nomine Fœderatorum, agatur, & de auxilii quantitate, numeroque Copiarum, & aliis conditionibus prius conveniatur.

XVI. Ne præterea quidpiam in mora sit, quo minus debitum auxilium justo tempore submittatur, id quoque hoc ipso inter Confœderatos transactum est, ut simul & paciscentium unus Bello petitus fuerit, alter factâ notificatione, & subsequuta requisitione auxilia statim juxta Articulos præcedentes mittat, quamprimum de hostili aggressione, turbatione, injuriisque, vel inevidentibus argumentis intentata, quemadmodum superius determinatum est, constiterit; adeoque ne præsentis Tractatus executio sub ullius rei prætextu eludatur, aut suspendatur, Verbo Regio & Electorali Confœderati inter se caverunt, fideque genuinâ & candidâ stipulati sunt, hunc Tractatum, & quamvis ejusdem clausulam inviolabiliter se servaturos & effectui juncturos esse.

XVII.

Anno 1675. XVII. Virtute hujus Fœderis Confœderati in se quoque recipiunt, eo durante se nullum aliud huic contrarium pacturos, neque passuros esse, ad alia se flecti, quæ Conventioni huic & Amicitiæ sinceræ strictissimæque ulla ex parte adversari possint.

XVIII. Duret hoc Fœdus per tres continuos subsequentes annos, quibus elapsis, si ea constitutio rerum fuerit, quod salutis & incolumitatis, securitatisque communis interesse judicabitur, ut prolongetur, integrum erit Confœderatorum cuique dimidio ante exspirationem ejus anno se declarare, an idem ultra tempus præscriptum continuare velit; & si deprehensum fuerit, talia manere pericula, quæ Fœderis prorogationem suadeant, in eodem renovando & prorogando difficiles se non præbebunt.

XIX. Illud quoque Partes Confœderatæ adjiciendum censuerunt, quod quandoquidem huic defensioni velut necessitatem imposuit præsens Bellum, quod initio quidem inter Galliam & Belgium unitum exarsit, sed postea indies longius longiusque ita serpere cœpit, ut alios quoque ex præcipuis Europæ Statibus corripuerit, non modo id agerent, ut imminentia Belli flagrantis pericula à suis Provinciis & Statibus idoneo tutamine averterentur, sed etiam, cum haud parum referre existiment, ut omnis moveatur lapis, quo Pax, si possibile est, universalis, secura, æqua, & honesta, primo quoque tempore Orbi Christiano conciliari, vel si illud obtineri non possit, Imperio saltem Romano reduci queat, quantum in illis esset, in id omni bono officio & studio incumberent, quo Tractatus opus pio sinceroque Mediationis Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ cœptum & agitatum, cuique imposterum constanter inhærere constituit, donec ope divina justum suum effectum sortiatur, porrò continuetur, & ad optatum Pacis finem provehatur. Verùm enimverò cum præterea animo perpendant, quam Pax & tranquillitas publica nihilominus quotidie patiatur, consultum visum est, eidem succurrendæ reducendæque & pristino vigori restituendæ sine mora, debita cura, labor & studium dehinc quoque impendantur, Partibusque belligerantibus ulterius conjunctim & separatim, cum per Literas, tum per Ministros & Legatos suos mala omnia, quæ jam Belli calamitas conciliavit, quæque si continuetur diutios, non modo eidem implicitis, sed etiam ejusdem exsortibus expectanda sunt, & maneant incommoda, atque illos serio hortentur & moneant, ut Orbi Christiano æquis admissis conditionibus Pacem reddere velint, spe certa freti, Dominum Pacis, Tranquillitatis & Concordiæ fontem, Conservatoremque piis hisce & verè Christianis conatibus tandem adfuturum, eosque optato & felici successu beaturum. Ast si verò hæc officia, labor & industria frustra fuerint, omnesque amicæ exhortationes, fida consilia, oblataque convenienti loco & tempore media quamvis repetita, miseriæque & calamitates, aliaque incommoda, quibus quoque innocentium publica, mixta & privata res conflictantur, nullum planè invenerint locum, vel æquæ conditiones non admissæ, sed rejectæ fuerint, eo casu Confœderati nihilominus constans suum promovendæ, conservandæque Pacis propositum, simulque aliquando significantius testabuntur, quam sibi hæc displiceant, conferantque statim inter se consilia, qua ratione pro temporum rerumque statu & officiis hactenus frustra impensis, tandem locus aliquis à belligerantibus detur.

XX. Ratificationum Instrumenta super Tractatu & Fœdere hoc defensivo intra spatium duorum mensium à die subscriptionis commutandorum Ratisbonæ ritè commutentur.

In horum fidem & certitudinem majorem nos supra nominati utriusque Partis Plenipotentiarii duo hujus Fœderis exemplaria pari tenore confecta manuum, nominumque nostrorum subscriptione, & Sigillorum impressione firmavimus. Actum *Monachii* die 27. Febr. 9. Mart. Anno 1675.

CXXXVI.

25. Avril. FRANCE ET SUEDE. *Traité de Renouvellement d'Alliance entre* LOUIS XIV. *Roi de France,* & CHARLES XI. *Roi de Suede. Fait à Versailles le 25. Avril 1675.* [FREDER. LEONARD, Tom. V.]

LOUÏS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, SALUT. Aiant veu & examiné le Traité conclu & arresté à Versailles le 25. jour d'Avril de cette presente année 1675. en nôtre nom & celui de nôtre tres cher & tres-amé Frere & Cousin le Roi de Suede, par nôtre amé & feal Conseillier en tous nos Conseils, Secretaire d'Etat & de nos commandemens le Sieur Simon Arnaud Chevalier Seigneur de Pomponne d'une part, & le Sieur Comte Pierre Sparre Baron de Cronebergh, Seigneur de Nasbi & de Berquara, & Grand Maitre de l'Artillerie de Suede, d'autre part, en vertu de leurs Pouvoirs respectifs, & voulans satisfaire à l'obligation en laquelle nous sommes entrés de fournir dans le tems de quatre Mois la Ratification dudit Traité, dont la teneur s'ensuit. Anno 1675.

La mutuelle & sincere amitié qui a été depuis longtems entre les Serenissimes Rois de France & de Suede, & qui a été souvent renouvellée, ayant receu un nouvel accroissement & une nouvelle force par le Traité conclu en dernier lieu à Stokolm le quatorziéme jour d'Avril de l'Année 1672. & l'intention des Rois Alliés ayant été pour lors de se communiquer mutuellement leurs avis, & de joindre leurs forces si l'occasion s'en presentoit, tant pour entretenir le repos public dans l'Empire, conformement à la Paix de Westphalie, que pour pourvoir à leur seureté particuliere, & les choses se trouvant presentement dans une telle situation, que lesdits Serenissimes Rois ont estimé être necessaire dans ces troubles de l'Empire, non seulement de s'en tenir à cette premiere Alliance, mais encore de l'augmenter & de la renouveller. C'est pourquoi le Sieur Simon Arnaud Seigneur de Pomponne, Conseiller & Secretaire d'Etat du Serenissime & Tres-Puissant Prince & Seigneur LOUÏS XIV. par la grace de Dieu Roi Tres-Chrêtien de France & de Navarre, au nom de Sa Majesté Tres-Chrêtienne: Et le Sieur Pierre Sparre Baron de Croneberg, Seigneur de Narbi & de Barquara, Grand Maitre de l'Artillerie de Suede & Ambassadeur de Sa Majesté Suedoise en France, au nom du Serenissime Prince & Seigneur Charles XI. Roi des Suedois, des Goths & des Vandales, Grand Prince de Finlande, Duc de Scanie, Estonie, Livonie, Carelie, Breme, Verde, Stetin, Pomeranie, Cassubie & Vandalie; Prince de Rugen, Seigneur d'Ingrie & de Vismar; comme aussi Comte Palatin du Rhin, Duc de Baviere, de Juliers, de Cleves & de Monts, en vertu de leurs Pleins-Pouvoirs qu'ils se sont communiqués, sont convenus des Articles suivans.

I. On est convenu en premier lieu que les precedentes Alliances faites entre les Serenissimes Rois de France & de Suede, conserveront toute leur force pour tout le tems qui y est determiné, & en particulier que les Articles Secrets du 14. Avril 1672. qui ont été faits pour trois ans, seront confirmés & prorogés par cette presente Alliance, ainsi ladite Alliance sera observée à l'avenir comme elle l'a été jusqu'à present dans tous ses Articles, tant publics que secrets, si ce n'est entant qu'il y auroit quelque chose de changé par ce present Traité.

II. Cette presente Alliance n'a point d'autre but que la conservation de la Paix de Westphalie, & le rétablissement de la tranquillité publique par une Paix honneste, seure & generale.

III. Pour ce qui regarde la Paix de Westphalie comme les Rois Alliés se sont obligés mutuellement par lesdites precedentes Alliances, à maintenir ladite Paix dans tous ses Articles, & principalement à défendre les Droits des Etats de l'Empire, aussi par cette Alliance ils s'y obligent d'autant plus étroitement, que dans les troubles presens, on viole les Droits desdits Etats de l'Empire, & on agit contre la disposition de ladite Paix de Westphalie.

IV. Et en particulier on est convenu qu'on pourvoira par des moiens convenables à ce que les Etats de Silesie jouïssent de la liberté de la Religion conformement au Traité de Paix.

V. Outre cela le Serenissime Roi de Suede aiant connoissance que ceux qui lui sont peu affectionnez, ont inseré & ajoûté dans les Alliances qu'ils ont faites avec l'Empereur ou avec d'autres un Article ou public, ou secret en faveur de la Ville de Bremen, & jugeant ainsi à propos de prendre garde que cela ne lui ôte & ne préjudicie en rien aux Droits qu'il a sur ladite Ville. Pour cet effet le Serenissime Roi de France promet au Serenissime Roi de Suede sa Garantie pour défendre les Droits qui lui appartiennent sur ladite Ville de Bremen, conformement à la disposition de la Paix de Westphalie.

VI. Et

ANNO 1675.

VI. Et afin qu'on connoisse la sincere affectioo que les Rois Alliez ont pour l'Empire, le Roi Tres-Chrétien promet que d'abord que l'Empereur, les Princes & Etats de l'Empire qui sont entrés dans la Guerre, voudront quitter les Armes, renvoier leurs Armées, & promettre d'observet desormais le Paix de Westphalie, il retirere en même tems ses Troupes des Terres de l'Empire, il rendra les Places qu'il y eute prises, & donnera outre ce une satisfactioo convenable pour les pertes qu'il eura causées, pourveu que l'Empereur, le Roi Catholique, & les Etats Generanx fassent la même chose.

VII. Ensuite il sera facile eux Seigneurs Electeurs de Tréves & Palatin de se recoucilier, d'avoir le Paix, & de rentrer dans leurs Places.

VIII. Les Villes d'Alsace jouïront aussi de leurs Droits & Privileges, conformement au Traité de le Paix de Westphalie.

IX. Et pour faire connoître le desir qu'on a de procuret le Paix, le Seren. Roi de Suede promet que quoiqu'il ait eu un veritable déplaisir de voir que tous les soins qu'il a pris pour faire cesset la Guerre, aient été inutiles jusqu'à present, & qu'elle n'a fait que s'étendre plus loin, l'Empereur, le Roi Catholiqua & quelques autres Princes aiant pris les Armes, il emploira pourtant encore tous ses soins par le desir qu'il a de la tranquillité publiqoe, tandis qu'il pourra en esperer quelque bon effet pour le Paix, & se servira de tous les moiens possibles pour conduire les choses avec la grace de Dieu en cet état, & délivrer au plûtôt la Chrétienté des maux da la Guerre.

X. Le Roi Tres-Chrétien aiant pour agréables ces empressemens du Roi de Suede promet qu'il accordera volontiers tout ce qui pourra servir à faire une juste & honneste Paix, & qu'on pourre raisonnablement attendre de lui, & que pour cet effet il donnera desormais, comme il a déja fait, toute sorte de facilité pour les Préliminaires de la Pais.

XI. Et afin que la Negotiarion de la Paix, où il y a eu jusqu'à present tant de difficultés puisse aller plus vîte, & qu'on empêche d'agir ceux qui voudroient la retarder, & que la tranquillité soit conservée dans l'Empire, sans contrevenir aux Traités de Westphalie, le Roi de Suede non seulement promet, comme il est porté par les enciennes Alliances, qu'il prendra les Armes contre celui ou ceux dans l'Empire, qui contre le disposition de le Paix de Westphalie feront le Guerre au Roi Tres-Chrêtien, ou donneront du secours à ses Ennemis, mais outre cela, il promet par cette Alliance que si l'Empereur, les Electeurs, ou quelque Etat dans l'Empire, tâchent d'empêcher ou de rejetter des conditions raisonnables de Paix, il prendre aussi pour ce sujet les Armes contre lui & contre eux.

XII. Et afin qu'on ne croie pas que le Roi Tres-Chrêtien refuse d'accorder lui-même ce qu'il souhaite de son Ennemi, il promet qu'il rendra tres-volontiers le Paix à le Chrétienté d'abord qu'il pourra obtenir de justes & équitables conditions, & que de son côté il observera inviolablement les Traités de Munster & d'Osnaburg.

XIII. Les choses étant presentement dans un état que le Serenissime Roi de Suede a été obligé de prendre les Armes en vertu des Alliances avec le Roi Tres-Chrêtien contre Monsieur l'Electeur de Brandebourg, & qu'il paroît qu'il aura à soutenir une grande Guerre de tous les Alliés dudit Prince qui le menacent ouvertement de toutes parts. C'est pour cela que s'il arrive que quelque Roi, Prince, ou Etat prenne les Armes contre le Serenissime Roi de Suede, ou à raison de l'Alliance qu'il a avec les autres, ou à cause de la presente Alliance, ou des precedentes entre les Serenissimes Rois de France & de Suede, & à cause des entreprises qu'on aura faites en vertu d'icelles, ou sous tout autre pretexte que ce soit, pour lors le Serenissime Roi de France regardera publiquement, celui qui fera une telle entreprise comme son Ennemi, & l'attaquera par lui & par ses Alliés, par Mer & par Terre avec le plus de force qu'il pourra, & selon l'exigence du peril, & ne cessera pas de lui faire la Guerre qu'on n'aie rétabli la Paix, & satisfait entierement au Serenissime Roi de Suede.

XIV. Et afin que le Serenissime Roi de Suede puisse soûtenir tous les efforts que ses Ennemis pourront faire contre lui, le Serenissime Roi de France promet qu'il emploiera tous ses soins, afio que les autres Princes & Etats joignent à tems leurs Armes à celles du Serenissime Roi de Suede, & lui donne des secours efficaces.

XV. Comme le Serenissime Roi de Suede sera obligé de faire de plus grandes dépenses, on est convenu que pour le soulager, Sa Majesté Tres-Chrétienne lui donnera toutes les années à commencer du 14. jour de Janvier de l'année courante 1675. jusqu'à la fio de le Guerre, oo tandis qu'il faudra avoir des Troupes en état de s'opposer aux Ennemis, ou de les attaquer conformement à la dispositioo de l'Alliance, même pendant que l'Amoistie durera, s'il arrive que du commun consentement des deux Rois Aliiés on l'obtienne, huit cent mil Richedals dans la Benque de la maniere, aux termes & Lieux exprimés dans les Traités precedens.

XVI. Si quelques Princes ou Etats dans l'Empire veulent garder la Neutralité, ils pourront le faire avec toute liberté, ni ils ne recevront pour cela aucun dommage des Armes des Rois, mais plûtôt ils coonoîtront par là qu'oo n'a eu venë dans cette Alliance que de rétablir la liberté & le premier état dans l'Empire.

XVII. Et parce que le principal but de cette Alliance, est que le Paix soit rétablie dans l'Empire, le Serenissime Roi de Suede veut expressement que comme il aura pris les Armes en vertu de sa premiere ou de cette presente Alliance, il lui suit libre de les quitter, d'abord qu'on pourra obtenir uoe juste Paix dans l'Empire.

XVIII. Oo ne fera pourtant eucune Conventioo, soit de Paix ou de Tréve que d'un commun consentement, aprés une satisfactioo convenable, & avec l'inclusion de l'autre Allié, comme il est exprimé dans l'Article huitiéme de l'Allioce secrete de l'année 1672.

XIX. Pour ce qui regarde le maniere dont on agira dans la Guerre, on en conviendra seloo que l'état des choses le demandera.

XX. Cette Alliance exprimée dans les precedens Articles durera toûjours, en ce qui concerne l'observation de la Paix de Westphalie, & en tant qu'elle est faite pour procurer la Paix & pour appaiser les troubles, jusqu'à ce que le presente Guerre & tous les differens avec quelque Prince ou Etat que ce soit, aient été terminés par la Paix.

XXI. On donnera reciproquement les Ratifications de la presente Alliance dans quatre Mois, à compter du jour qu'elle sera signée, ou plûtôt si faire se peut.

En foi dequoi & pour lui donner plus de force, nous avons signé les Articles ci-dessus, en vertu de oos Pleins-Pouvoirs. FAIT à Versailles le 25. du Mois d'Avril 1675.

CXXXVII.

Cartel ou Traité entre la France & la Republique des PROVINCES-UNIES *du Païs-Bas, pour l'Echange, & la Rançon des Prisonniers de Guerre. Fait à Mastricht le 21. Mai 1675.* Avec *les* PLEINS-POUVOIRS *&* RATIFICATIONS *de part & d'autre.* [Feuille volante imprimée à la Haye chez *Jacques Scheltus*, Imprimeur ordinaire de l'Estat ann. 1675. in 4.] 21. Mai.

NOUS GODEFROY, Comte d'Estrades, Chevalier des Ordres du Roi, Lieutenant Général de ses Armées, Viceroi de l'Amerique, Gouverneur des Villes & Citadelle de Dunquerque, Mastricht & Places eu dépendantes, au nom & de la part de Sa Majesté, & Jean Pesters, Docteur és Loix, Greffier de la Coor Provinciale d'Utrecht, au nom & de la part de Son Altesse Monseigneur le Prince d'Orange, sommes convenus de l'Echange & Rançon des Prisonniers de Guerre qui ont été & seront faits par les Troupes des Armées & Garnisons de France, & des Etats Généraux des Provinces-Unies, les unes sur les autres seulement, & en avons passé le present Traité en vertu des Pouvoirs à nous donnés en la maniere qui en suit.

PRE-

ANNO 1675.

PREMIEREMENT. Que tous les Prisonniers qui seront faits de part & d'autre seront rendus de bonne foi, quinze jours après leur detention au plus tard, par échange d'autres Prisonniers du pareil poste ou autres en faisant compensation du plus au moins des Rançons, ou payeront leurs Rançons, qui seront ci-après marquées, lesquelles se payerunt en Mounoye da France.

Et afin qu'il n'arriva aucune contestation ni difficulté, tant pour le regard du poste & qualité des Officiers de part & d'autre, que des Rançons qui devront être payées par chacun d'aux, il a été estimé à propos de specifier ci-après las charges & postes da chacun parti & le prix desdites Rançons.

Les Généraux des Armées da Roi commandant en Chef, & les Maréchaux de France seront échangés contra le Capitaine Général des Etats Généraux, commandant en Chef leur Arméa, comme l'est presentemem Monseigneur le Prince d'Oranga, ou payeront les uns & les autres — — — — — 50000 Liv.

Le Capitaina Général des Armées du Roi 40000 Liv.

Les Lieutenans Générans des Armées du Roi seront échangés contra ceux qui commandent les Armées des Etats Génersux immediatement après le Général, ou payerom — — — — — — — 20000 Liv.

Le Grand Maître da l'Artilleria de France contre la Général da l'Artillerie des Etats Généraux, ou payeront — — — — — — — — 4000 Liv.

Les Maréchaux de Camp des Armées du Roi seront échangés, ou payeront — — — — 4000 Liv.

Le Colonel Général de Cavaleria sera échangé contre un Général de Cavalerie ou d'Infanteria ou payeront — — — — — — — 4000 Liv.

Commissaire Général de la Cavalerie de France — — — — — — — — — — 3000 Liv

Un Intendant des Armées ou Provinces contre un Deputé des Etats en Campagne, ou payeront 5000 Liv.

Leurs Subdelegaés s'ils s'an rencontrent 1500 Liv

Un Lieutenant Général de l'Artillerie des Armées du Roi, sera échangé contre un Lieutenant Général de l'Artillerie des Etats Générans, ou payeront 1000 Liv.

Les Lieutanants particuliers da l'Artillerie des Armées du Roi — — — — — — — 500 Liv.

Les Commissaires de l'Artillerie — — 100 Liv.

Lieutenant Général de Cavalerie ou Infanterie — — — — — — — — — — 1500 Liv.

Un Brigadier commandant s'ils s'en rencontrent — — — — — — — — — — 1000 Liv.

Les Brigadiers de Cavalerie ou d'Infanterie seront échangés, ou payeront — — — — — 800 Liv

Major Général d'Infanterie sera échangé, ou payera — — — — — — — — — — 800 Liv.

Major Général de Cavalerie, sera échangé contre un Commissaire Général de Cavalerie des Etats, ou payeront — — — — — — — — 800 Liv.

Un Major de Brigade contre un Brigadier d'Ordre, ou payeront — — — — — — — — 300 Liv.

Maréchal Général das Logis da l'Armée, contra an Quartier Maistre Général, ou payeront — 600 Liv.

Aides de Maréchal Général des Logis, & du Quartier-Maistre Général — — — — — — 100 Liv.

Aides de Camp servans près la Personne du Roi — — — — — — — — — — 500 Liv.

Aides de Camp servans près des Généraax en Chef, Lieutenants Généraux & Maréchaux da Camp — — — — — — — — — — — 300 Liv.

Maréchal des Logis de la Cavalerie, sera échangé ou payera — — — — — — — — 200 Liv.

Ses Aides — — — — — — — — 100 Liv.

Le Thresorier Général de l'Extraordinaire 1500 Liv.

Le premier Commis de chaque Armée — 500 Liv.

Les autres moindres — — — — — 50 Liv.

Général des Vivres, sera échangé contre le Prevedor des Vivres, ou payeront — — — — 1000 Liv.

Le premier Commis da chaque Armée — 500 Liv.

Les autres moindres Commis & Controlleurs — — — — — — — — — — — — 50 Liv.

Les Commissaires de Guerra — — — 100 Liv.

Le Prevôt Général, échangé contre le Fiscal du Conseil de Guerra, ou payeront — — — 300 Liv.

Son Lieutenant, contre le Greffier dudit Conseil de Guerre, ou payeront — — — — — 100 Liv.

Les autres Officiers ou Soldats de la Prevôté de part & d'autre chacun — — — — — 18 Liv.

Le Wage-Meester Général, contre le Capitaine des Chariots, ou payeront — — — — — 150 Liv.

Son Lieutenant — — — — — — — 80 Liv.

Le Commissaire Général des Batteaux — 150 Liv.

Le Lieutenant — — — — — — — 50 Liv.

Les Conducteurs de l'un & de l'autre, chacun 12 Liv.

Un Auditeur — — — — — — 25 Liv.

Un Commissaira ou Gentil-homma de Canon — — — — — — — — — — — — 40 Liv.

Canoniers comme Soldats — — 7 Liv. 10 Sols.

Capitaine des Mineurs — — — — 35 Liv.

Mineurs comme Soldats — — — 7 Liv. 10. Sols.

Wegh-Meester Général — — — — 80 Liv.

Capitaine des Pionniers — — — — 35 Liv.

Pionniers comme Soldats — — — 7 Liv. 10. Sols.

Les Ingenieurs payeront un Mois de Solde.

Gendarmerie.

Le Brigadier de Gendarmerie — — — 1100 Liv.

Les Capitaines des Gardes du Corps de Sa Majesté — — — — — — —
Le Capitaine Lieutenant des Gendarmes — — — — — — — —
Le Capitaine-Lieutenant des Chevaux-Legers — — — — — — — —
Le Capitaine-Lieutenant de la Garde Ecossoisa — — — — — — —
Les Capitaines-Lieutenants des deux Compagnies des Mousquetaires à Cheval —
Le Capitaine-Lieutenant des Gendarmes Anglois — — — — — — — —
Les Capitaines-Lieutenants des Compagnies des Gendarmes & Chevanx-Legers de la Reine & de Monseigneur le Danphin — — — — — — — —
Le Capitaine-Lieutenant des Gardes de Monseigneur le Duc d'Orleans — — —
Le Capitaine-Lieutenant de ses Gendarmes & Chevaax-Legers — — — — —
Les Lieutenants des Gardes du Corps de Sa Majesté. — — — — — — —
Les Sous-Lieutenants des Gendarmes —
Les Sous-Lieutenants des Chevans-Legers — — — — — — — —
Les Sous-Lieutenanis des daux Compaguies des Mousqaetaires du Roi — — —
} 2000 L.

Le Sous-Lieutenant de la Garda Ecossoise — — — — — — — — —
Le Soas-Lieutenant de la Compagnie des Gendarmes Anglois — — — — —
Le Sous-Lieutenant des Gendarmes de la Reine & de Monseignear le Dauphin — —
Le Sous-Lieutenant des Gendarmes de Monseigneur le Duc d'Orleans — — — —
Le Capitaine des Chevaux-Legers de la Gendarmetie — — — — — — — —
Le Capitaine de la Cavalerie — — — —
Les Enseignes des Gardes du Roi — —
L'Enseigna & Guidon de sas Gendarmes
L'Enseigne de la Compagnie Ecossoise —
L'Enseigne & Cornette des Compagnies de Mousquetaires — — — — —
L'Enseigne de la Compagnie des Gendarmes Anglois — — — — — — —
L'Enseigne des Gendarmes de la Reine —
Le Cornette des Chevaux-Legers de la Garde — — — — — — — —
Les Cornettes des Chavaux-Legers de la Reine — — — — — — — —
L'Enseigne des Gendarmes de Monseigneur le Dauphin — — — — —
} 1000 L.

Le Lieutenant des Gardes de Monseigneur la Duc d'Orleans. — — — — — —
L'Enseigne da ses Gendarmes — — —
Le Cornetta des Chevaux-Legers — — —
Le Guidon des Gendarmes Ecossois — —
Celui des Gendarmes Anglois — — —
Celui des Gendarmes de la Reine, da Monseigneur le Dauphin, & de Monseigneur le Duc d'Orleans — — — — — —
Le Lieutenant & le Cornette des Chevaux-Legers & la Gendarmerie — — — —
Le Lieutenant & le Cornette de la Cavalerie legere — — — — — — —
Le Major des Gardes du Corps — — — —
} 600 L.

Anno 1675.

Et pour ce qui regarde les Exempts & Maréchaux des Logis de toutes les Compagnies ci-dessus, les Brigadiers, Sous Brigadiers, Gardes du Corps, Gendarmes & autres des Compagnies ci-dessus un mois de Solde.

Le Regiment des Fusiliers de Flandre à cheval.

Le Regiment Royal de Piedmont,

Le Regiment Royal Anglois.

Le Regiment Suisse de Lochman.

Tous lesdits Regimens seront traités comme le reste de la Cavalerie.

Garde Françoise & Suisse.

LE Colonel du Regiment des Gardes Françoises — — — — — — — — — 3000 Liv.

Le Lieutenant Colonel — — — 1500 Liv.

Les Capitaines — — — — — 300 Liv.

Les Lieutenants, Sous-Lieutenants, Enseignes, & autres, jusques aux Soldats compris, un mois de Solde.

Le Colonel Général des Suisses - - - 4000 Liv.

Le Colonel des Gardes Suisses - - - 3000 Liv.

Les Capitaines, Lieutenans & autres Officiers & Soldats des Gardes Suisses comme les Gardes Françoises.

Les Officiers, Cavaliers & Soldats des Regimens & des Compagnies des Gardes de son Altesse Monseigneur le Prince d'Orange payeront un Mois de leur Solde.

Un Colonel d'Infanterie ou de Cavalerie 400 Liv.

Le Lieutenant Colonel d'Infanterie ou de Cavalerie.

Major de Cavalerie ou d'Infanterie.

Capitaines d'Infanterie ou de Cavalerie.

Aide Major, ou Adjutant de Cavalerie ou d'Infanterie.

Lieutenant de Cavalerie ou d'Infanterie.

Cornettes & Enseignes.

Maréchal de Logis ou Quartier-Maistre des Regimens ou Compagnies.

Sergeants, Caporaux, Ecrivains, Cavaliers, Soldats, Guides, Faiseurs d'Artifices, Charpentiers, Maréchaux, Matelots ou Pont-gasten, Brugh-Maistres & tous semblables payeront un Mois de Solde chacun.

Colonel Général des Dragons — — 3500 Liv.

Colonel d'un Regiment — — — 250 Liv.

Capitaine — — — — — — — — 150 Liv.

Major — — — — — — — — 150 Liv.

Lieutenant — — — — — — — 70 Liv.

Aide Major — — — — — 70 Liv.

Cornette — — — — — — — 55 Liv.

Maréchal des Logis - - - - - - - 25 Liv.

Cravatte & Dragon - - - - - - - 18 Liv.

Les Gouverneurs, Lieutenans de Roi & Majors des Places, payeront un mois de leur Solde, & aiant une autre Charge, dont l'appointement est plus haut, payeront sur le pied de ladite Charge.

Et d'autant qu'aucuns Lieutenans de Roi, Commandeurs ou Majors des Villes n'ont aucun gage, leur Rançon sera reglée sur le pied de la plus haute Charge qu'ils exercent.

Tous Volontaires François, qui seront dans les Armées du Roi de quelque qualité qu'ils soient, s'ils sont du nombre de ceux, qui font leur sejour ordinaire à la Cour, qui n'ont point des Charges Militaires payeront - - - - - - - - - - - - - 2000 Liv.

Et les Volontaires qui seront dans quelque emploi soit dedans ou hors l'Armée, quel qu'il puisse être, payeront la Rançon, à quoi ledit Emploi par ce Cartel est reglé.

Le contenu de ces deux Articles sera observé au regard des Volontaires qui seront dans les Armées des Etats Généraux.

Les Aumôniers, Ministres, Medecins, Intendants de Malades, Apothicaires, Chirurgiens & autres Officiers servants à l'Hôpital, comme aussi les Femmes de quelle condition qu'elles puissent être, Enfans de douze Ans & Valets seront renvoyez de part & d'autre sans rançon.

Tous ceux qui exercent differentes Charges, ne payeront que la rançon de la plus haute Charge qu'ils possedent, & à proportion d'icelle seront échangez ou payeront leur rançon.

Tous Officiers de l'Artillerie non compris dans ce Traité aians les mêmes noms avec les Officiers de l'Infanterie pourront sans aucune difference être échangés pour la même rançon.

Anno 1657.

Tous Officiers reformés, ne payeront que le quart de la rançon de la Charge à laquelle ils sont mis étant à pied.

Les Trompettes & Tambours qui iront reclamer lesdits Prisonniers seront renvoyez dans trois jours, & si quelque raison de Guerre oblige de les retenir davantage, leurs depenses seront payées par ceux qui les auront arrêtez.

Tous Officiers & autres, tirant gages non compris en ce Cartel & tenus de suivre les Armées pourront être rançonnez en paiant un mois de leur gage, outre qu'il sera licite aux Parties de se donner avis reciproquement des Officiers qui pourroient être ômis dans ce Cartel & d'en convenir entr'eux, après quoi ce qui aura été concerté sera ponctuellement observé & tenu pour inseré dans ce present Traité.

S'il arrivoit quelque difficulté touchant la qualité ou gage de quelques Prisonniers, elle sera levée sur le Certificat qu'en donnera de bonne-foi le Général de l'Armée ou Gouverneur de la Place d'où sera ledit Prisonnier, sans qu'aucune autre preuve soit necessaire.

Tous Soldats, Cavaliers, & autres dont les rançons sont égales, auront pour leur subsistance, pendant le temps qu'ils demeureront en Prison, trois Sols Monnoye de France, outre le Pain de Munition, & le Sergeant le double avec le Pain.

Il sera fait défenses de part & d'autre, d'ôter les Habits aux Prisonniers.

Tous les Officiers se pourront faire traitter ainsi qu'ils trouveront bon, & seront en état de payer.

Les Officiers de part & d'autre, qui auront été renvoyez sur leur parole seront obligez de retourner, & se rendre Prisonniers quinze jours après la Ratification de ce Traité, à moins qu'auparavant ils n'aient fait tenir leur rançon sur le pied y specifié, & ce qu'ils pourroient devoir des frais par eux faits dans la Prison, pour leur subsistance, ce qu'ils pourront faire sans être obligez de retourner, & seront libres de servir, sitôt qu'ils auront l'acquit de ceux auxquels ils s'étoient obligez.

Quant au Mois de Solde, dont plusieurs Articles parlent, ils seront reglez de part & d'autre selon les appointemens que donne Sa Majesté, excepté les Gouverneurs, Lieutenants du Roi, Majors des Places, Officiers, Cavaliers & Soldats des Gardes de Son Altesse Monseigneur le Prince d'Orange, qui payeront suivant les appointemens qu'ils reçoivent des Etats Généraux.

Moyennant les conditions ci-dessus, on est convenu de renvoyer de part & d'autre tous les Prisonniers quinze jours après la Ratification du present Traité, en payant de part & d'autre ce qu'ils auront depensé pour leur nourriture pendant le temps de leur detention, dont sera fait état.

Chaque Partie fera un état des Prisonniers qu'il renvoyera, & en tirera un reçu du Commandant du lieu où ils auront été remis afin qu'après l'entiere delivrance des Prisonniers, celui des deux Parties qui demeurera redevable à l'autre, ait soin d'y satisfaire sur le pied de la rançon ci-dessus specifiée.

Tous Officiers, Soldats & autres Personnes specifiées dans ce Traité de quelque qualité qu'ils puissent être qui sont ou seront faits Prisonniers pendant les trois Ans qu'il doit durer inviolablement, seront rendus de part & d'autre, si-tôt qu'ils seront reclamez en payant leurs rançons ou rendans des Prisonniers en nombre équivalent à la Charge qu'ils possedent quinze jours après leur captivité au plus tard.

Tous les Prisonniers qui seront & ont été faits depuis la Declaration de la presente Guerre, seront renvoyez de part & d'autre en satisfaisant aux Articles ci-dessus dans les Places les plus commodes.

Le present Traité aura lieu à commencer du jour de la datte de sa Ratification, & finira à la fin de trois années suivantes inclusivement, pendant lequel tems il ne pourra être rompu pour quelque cause ou occasion que ce puisse être.

Et pour plus grande asseurance de l'execution dudit Traité, nous avons promis reciproquement de le faire ratifier, tant par Sa Majesté que par Son Altesse Monseigneur le Prince d'Orange dans quinze jours de la date d'icelui. Fait & arrêté à Mastricht le 21. Mai 1675.

Signé,

LE COMTE D'ESTRADES. JEAN PESTERS.

LE

Anno 1675.

LE Roi aiant eu bien agreable la Proposition qui lui a été faite, de regler un Cartel, tant pour la rançon & échange des Prisonniers de Guerre, faits sur les Troupes des Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, que de ceux qui pourront être faits, à l'avenir, tant par les Armées de Sa Majesté, que par celles desdits Etats Généraux: & pour faire faire en même tems le compte de ce qui sera dû pour la nourriture, & rançon des Prisonniers de Guerre Hollandois, qui sont en France: Et étant necessaire, pour cette fin, de commettre une personne capable, & intelligente, pour s'employer avec celui, ou ceux que le Prince d'Orange commettra, à même effet; Sa Majesté se confiant particulierement en la capacité, experience, prudence, & sage conduite du Sieur Comte d'Estrades, Chevalier de ses Ordres, l'un de ses Lieutenants Généraux en ses Armées, Gouverneur de Mastricht, l'a commis, & ordonné, pour, & en son nom, regler avec celui, ou ceux, qui auront Pouvoir suffisant dudit Prince d'Orange, à l'effet susdit, le Cartel de l'échange, ou des rançons que devront payer les Prisonniers de Guerre, tant ceux qui sont presentement en son Pouvoir, que ceux qui pourront être faits, pendant la presente Guerre, par les Armes de Sa Majesté, & celles desdits Etats Généraux: Comme aussi faire en même tems le compte de ce qui sera dû pour l'échange des Prisonniers de Guerre Hollandois, qui sont au Pouvoir de Sa Majesté. Iceluі Cartel & Compte conclurre, signer, & arrêter en la maniere dont il sera convenu, promet Sa Majesté, en foi & parole de Roi, avoir pour agreable, tenir ferme & stable, tout ce que par ledit Sieur Comte d'Estrades aura été ainsi fait, arrêté, & signé en son nom, & de le ratifier dans le tems dont il sera convenu. Fait à St. Germain en Laye le 8. Janvier 1675. *Etoit signé*, LOUIS. *Et plus-bas*, LE TELLIER.

SON Altesse a commis & autorisé, comme il commet & autorise, par cette, le Sieur Jean Pesters, Greffier de la Cour Provinciale d'Utrecht, pour, en son nom, traiter avec Monsieur le Comte d'Estrades, Gouverneur de Mastricht, touchant la rançon & échange des Prisonniers de ce côté, presentement encore detenus auprès de l'Ennemi: Comme aussi pour ajuster, avec ledit Seigneur Comte, un projet de Cartel, lequel pourra, à l'avenir, être observé entre le Roi de France, & cét Etat: le tout sous l'approbation & aveu de Son Altesse. Fait à Zoest le 9. de Fevrier 1675. *Signé*, G.H. PRINCE D'ORANGE. *Et plus-bas*, Par Ordonnance de Son Altesse. *Signé*, C. HUYGENS.

LE Roi aiant vû & lû attentivement le Traité ci-dessus transcrit, fait & passé en son nom, par le Sieur Comte d'Estrades: & au nom de Monsieur le Prince d'Orange, par le Sieur Pesters, pour l'échange, & rançon des Prisonniers, qui ont été & seront faits, par les Troupes des Armées, & Garnisons de France, & des Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, les unes sur les autres seulement, & pour le tems de trois Années, à compter du jour de la Ratification dudit Traité: Et Sa Majesté aiant icelui bien agreable, l'a approuvé, confirmé & ratifié, l'approuve, confirme & ratifie: Et a promis & promet, en foi & parole de Roi, de l'entretenir & faire entretenir & garder, de sa part, inviolablement, sans y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu en aucune maniere. Aiant, pour témoignage de sa volonté, signé la presente de sa main, & à icelle fait apposer le Seel de son secret. Au Camp de Gimblou le 29. Mai 1675. *Signé*, LOUÏS. *Et plus-bas*, LE TELLIER. *Et cacheté du Cachet des Armes de Sa Majesté.*

SON Altesse aiant vû le Traité conclu à Mastricht le 21. du Mois de Mai entre Monsieur le Comte d'Estrades, comme en aiant été particulierement autorisé par & de la part de Sa Majesté Très-Chrétienne, & le Sieur Jean Pesters, en aiant été autorisé de même de Son Altesse, touchant la rançon & l'échange des Prisonniers de part & d'autre, l'a approuvé, & ratifié en toute sa teneur, promettant sur la foi & parole de Prince, de le faire ponctuellement garder & observer, en tout & par tout. Fait à l'Armée à Duffel le 30. Mai 1675. *Etoit signé*,

G. H. PRINCE D'ORANGE.

Au dessous, Par ordre de Son Altesse.

Signé, C. HUYGENS.

CXXXVIII.

Anno 1675. 7. Juin.

Tractat zwischen Jhro Kayserl. Majest. Leopolden und Jhro Fürstl. Gn. zu Munster Christoph Bernhardt/ wodurch Jhre Fürstl. Gn. 9000. Mann wider Jhrer Kayserl. Majest. und des Heil. Röm. Reichs jetzt und künfftige Feinde/ vornemlich zu versicherung des Nieder-Westphälischen Crayses/ zwischen den Rhein und Weser/ auch an der Mosel agiren zu lassen promittiret, dargegen Jhro Kayserl. Majest. gewisse in-benennte Subsidien-Gelder zu zahlen verheisset/ solchen Trouppen gewisse Quartire assigniret, und wegen der operation und andern Stücken mit Jhro Fürstl. Gnad. überein kommt. Geschlossen durch die darzu bevollmächte und zu Ende des Tractats unterschriebene uf der Fürstl. Residentz St. Ludchersburg den 7. Juny 1675. [Tiré de la Registrature d'Estat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

C'est-à-dire,

Traité entre LEOPOLD *Empereur des Romains, &* CHRISTOPHLE BERNARD *Evêque de Munster pour 9000. Hommes, lesquels ledit Evêque & Prince promet d'entretenir entre le Rhyn, le Weser & la Moselle, pour la seureté du Cercle de Westphalie, contre tous Ennemis presents & futurs; en consideration de quoi Sa Majesté Imperiale lui promet un certain Subside en argent, & lui assigne des Quartiers d'Hyver pour ses Troupes &c. Fait à St. Ludgersbourg Residence Episcopale le 7. Juin 1675.*

DEmnach die Römisch. Kayserl Majest. Unser Allergnädigster Herr sich der Aller-unterthänigsten Treü und Devotion allergnädigst erindert/ welche Jhre Fürstl. Gnaden zu Münster darein mehrmahlen erwiesen/ daß Sie Jhrer Majest. zum offtern/ vornemblich aber in vorigen Jahrs Campagne eine Considerable Mannschafft wieder dero Feinde zu Hülff geschickt/ und darumb bey gegenwärtigen auff des Reichs-Boden sich mehr und mehr ereignenden gefährlichkeiten aus allergnädigster zu Jhrer Fürstl. Gnad. tragenden zuversicht/ mit deroselben durch ihren Reichs-Hoff- und vorder Oesterreichs. Cammer-Rath auch Abgesandten zu denen Friedens-Tractaten Johann Fischer/ in Crafft einer ihme zu dem End ertheilter Special-Commission, und vollkommener Macht/ wegen darstellung eines besondern Corpo, worinn einige in diesem Niedertheil des Westphalischen Craisses hernach folgende specificirte Crais-Stände/ und denen Feinden zu ihrem vortheil/ und mercklicher fortsetzung des jetzigen gemeinen Defensions-wercks bestgelegene Lande versichert/ und dem befinden nach in den benachbarten Reichs-Landen zu dienst Jhrer Kays. Majest. und des heyligen Römischen Reichs endlich agirt werden könte/ tractiren zulassen bewogen worden/ als ist bey allen wol erwogenen umbständen endlich dahin beiderseits beliebet/ verabredet/ und geschlossen worden/ wie folget.

Erstlich ubernemben Jhre Fürstl. Gnad. zu Münster 9000. Mann/ welche in 6000 zu Fuß 2400. zu Pferd und 600. Dragoner bestehen sollen/ ins Feld zustellen/ und selbige mit nöthigen Regiments-Stucken/ Munition/ Constablen/ und anderen zubehörigkeiten nothdürfftig zuversehen.

Zweitens/ diese Völcker sollen Jhrer Fürstl. Gnad. zugehörig/ in dero Ayd/ unter dero/ oder Jhres darzu verordneten Ober-Officiers Jurisdiction und Commando verbleiben/ und wieder Jhrer Käyserl. Majest und des heyligen Römischen Reichs jetz und künfftigen Feinden/ vornemblich zu versicherung dieses Nieder-Westphalischen Craises zwischen den Rhein/ und Weser Strom/ dann auch an der Mosel bis Trier/ an der Weser bis Hoxter/ am Rhein bis Coblentz/ und an der Maaß bis gen- und in Ruremunde und Venloe gebraucht werden können.

Drittens/ zu deren besserer Subsistentz wollen Jhre Käyserl. Majest. zu Recroutirung des Fuß-Volcks/ und nöthiger Monorung der Reuterey als welche bey vorigem Feldzug sehr ruinirt werden/ gleich nach der Ratification dieses Tractats viertzig tausend Reichsth. in Baarschafft abstatten/ und pro Subsidio, von ersten Juny lauffenden Jahrs anzufangen/ Monathlich im Sommer 15000. und im Winter 10000. Reichsth. unfehlbar entrichten/ und bey ein oder andern gewissen Kauffmann in der Statt Cölln anweisen und versichern/ auch einen Sommer-Monath ad 15000. Reichsth. neben erlägung erstbesagter 40000. Reichsth. avanciren lassen.

Dritt-

ANNO 1675.

Vierdtens / zu ersetzung deren von vorigen Jahrs restirender Subsidien wird neben die zu Wienn ohnlängst bezahlte 2000. Reichsth. Namens Ihrer Kayserl. Majest. dasjenige / was aus der Juden-Commission zu Franckfurt zu erhalten sein möchte / wie auch vorigen Jahrs Restant der Graffschafft Oldenburg Fürstlichen theils cum annexis Ihrer Fürstl. Gn. angewiesen und darüber die nöthige Expeditiones und Befelche hierdurch versichert; was aber deroselben wegen der auf Ihrer Kayserl. Majest. allergnädigstes gutbefinden und ersuchen für diesen Westphalischen Crais gelieferter / und zur Kayserl. Armée geschickter 1000. Mann zu Fuß und 1000. zu Pferde einiger massen competirt / ein solches solle deroselben zu Ihrer völligen satisfaction reservirt und bevorbleiben.

Fünfftens / damit aber diese Mannschafft nicht / wie in vergangenem Jahr zu grossen unstatten des gemeinen weesens geschehen / durch Mangel des Solds / und benötigter unentbärlichkeiten zu grund gehen / sondern zu Sommer und Winterzeiten wohl erhalten / und mit aller Notturfft nimmerhin versehen / und versichert bleiben / auch so offt nöthig recrutiert / und zu vorbesagter 9000. Mann ergäntzet werden möge / haben Allerhöchstged. Ihre Kayserl. Majest. die darzu erforderte Mittel und Quartier in denen Fürstenthumben Paderbohrn / und Ost-Friesland den Stiffteren Corvey / Essen und Werden / der Graffschafft Oldenburg Fürstlichen theils / den Graffschafften Lippe / Bentheim / Tecklenburg / Schawenburg / Gräfflichen theils / Ritberg neben denen auf denen Gränitzen gelegenen Herrschafften / gestalt dieselbe Fürstenthumbe / Stiffter / und übrige benente Lande / wie in gleichen das Fürstenthumb Münster / welches zu mehrer sicherheit des Reichs undt Craises den schwehren Last verschiedener Gräntz-Bestungen / und einer besonderer nach diesen geschwinden Läufften proportionirter Mannschafft zutragen hat / von allen Kayserlichen und anderwerten Einquartierungen / Exactionen / Contributionen und übrigen beschwerden / wie die Nahmen haben mögen / deswegen befreyet seyn / und bleiben sollen / und darumb so viel weniger / auch aus Ihrer Majest. und dem gemeinen Vatterland schuldigen pflichten sich hierin der Reichs-kündigen necessität nicht werden entziehen können / allergnädigst verordnet und angewiesen / und darüber zu deren Effect und erhaltung eine biß zum End dieses Tractats ohne Enderung und Revocation beständig bleibende allergnädigste Commission Ihrer Fürstl. Gn. ertheilt / immassen dieselbe solcher gestalt hiemit und in Krafft dieses ertheilet wird / wie dann diese Subsidia, Mittel / und Quartieren biß dahin continuiren / und wann schon in hostico einiger Vortheil / Contributiones oder Einquartierungen erhalten wurden / darumb dannoch in geringsten nicht alteriert / vermindert oder verweigert werden sollen. Absonderlich wollen Ihre Kayserl. Majest bey denen Städten Cölln / Aachen und Bremen die ernstliche erinnerung thuen lassen / daß dieselbe wegen Ihres hiebey waltenden sonderbahren Interesse uff verschaffung dienlich befindenden Commoditäten und müglichen vorschub mit ihrer Fürstl. Gnad. sich forderlichst zu vergleichen hetten.

Sechstens / die Kriegs-Operationes, war und warein dieser Volcker zugebrauchen / sollen zwischen Ihrer Fürstl. Gn. und Kayserl. Generalität concertirt und anderer gestalt nicht / als mit Ihrer Fürstl. Gn beliebeu vorgenommen werden.

Siebendens / und gleichwie Ihr Fürstl. Gn. vorhochged. wegen vorigen Jahrs ungelegenheiten sorgfeltig sein / damit die ihrige nicht hinwiederumb zu crepiren genöthiget werden / ist von deroselben conditionirt / und Namens Ihrer Kayserl. Majest. vestiglich versprochen worden / daß mehrgemelte Volcker wann sie mit denen Kayserlichen oder deren Alliirten conjungirt / oder sonsten zu dienst Ihrer Majest. in Campagne sein / bey wehrendem Feldzug in verstattung guter Quartieren / Fouragierung und anderer Notturfft denen Kayserlichen gleich gehalten / und wo sie auch immer sein oder hinkommen möchten / die unfehlbahre anstalt würcklich gemacht werden solle / daß man die unentbärliche Lebens-Mittel / und vor allem das nöthige Brod für Gelt / jedoch ohne Ihrer Majest. weiteren Kosten / und in billichen guten preis haben könne.

Achtens / haben Ihre Kayserl. Majest. uf Ihrer Fürstl. Gn. wohlgemeinte Remonstration, in allergnädigster erwegung was für Unheil und Gefahr Ihro und Ihren hohen Alliirten daraus entstehen müste / wann jemand mit gewalt sich dieses Fürstenthumbs Münster und anderer vorgedachter uf den Gräntzen gelegener Reichs-Landen bemächtigen und einen fuß darein setzen würde / allergnädigst gut befunden / und bewilliget / daß im fall und so offt Ihre Fürstl. Gnad. erachten und urtheilen werden / das diese Volcker zu defension und versicherung jetzt gedachter Fürstenthumben und Landen / oder zu abwendung oder præventirung der gefahr nothwendig zu gebrauchen sein / Ihro die liminirung der gefahr nothwendig ... Revocation und abforderung derselben vermittels blosser Notification an der Kayserl. Generalität frey bevorstehen / und selbige ... directè vel indirectè verweigert / noch behindert werden solle / dafern auch

Neundtens / die gefahr oder gewalt womit gemeltes Fürstenthumb / und die angräntzende vorbesagte Lande bedrauet oder würcklich angegrieffen werden dorfften / allzu groß / und besagten Volckeren überlegen / verfolglich ein mehrere Kriegsmacht vonnothen wehre / seyn Ihr Keyserl. Majest des allergnädigsten erbietens und versprechen hierdurch / daß sie auf unser allerunterthänigst ersuchen Ihrer Fürstl Gn. in zeit 14 tagen von Ihren eigenen Kayserl. Volckern bis zu 6000. Mann / wor unter 2000. zu Pferdt sein sollen / zur assistentz, versicherung und Rettung Ihres Fürstenthumbs und der übrigen / vorbesagter massen zu behueff seiner Volcker angewiesener Landen zuschicken und jetzo an Ihre Generalität darzu nothige Eventual-Ordres und befelche ertheilen wollen.

Zehendens / soll dieser Tractat in allen und jeden seinen Puncten hinc inde richtig gehalten und volzogen werden / auch von dem Monath Majo seinen anfang nemmen / und biß zu bevorstehendem frieden / zwischen Ihrer Kayserl. Majest. und Fürstl. Gn. dauren. Zu urkund dessen ist dieser Tractat von wegen Ihro Kayserl. Majest. von dero Reichs Hoff-Rath und Abgesandten vorgeb. und von wegen Ihrer Fürstl. Gn. zu Münster &c. durch dero darzu Gevollmächtigten Geheimbden Rath den Commenthur von Schmising mit Hand und Pettschafft versehen worden. So geschehen uff der Fürstl. Residentz St. Ludgerspurg den 7. Juny Anno 1675.

Johann Fischeck. (L.S.)
Friederich sonst genant Schmisinch. (L.S.)

CXXXIX.

10. Juill.

Pacta Rendsburgensia inter CHRISTIANUM V. *Daniæ Regem*, & CHRISTIANUM ALBERTUM *Slesvici & Holsatiæ Ducem, quibus Regiæ Majestati Dux liberum transitum pro Militibus suis, per Terras suas, atque Jus Præsidii in suis Munimentis usque ad reductam Pacem, concedit, nec non Præfecturam Schwabstat cum dimidia parte Capituli Slesvicensis & Ecclesiæ Cathedralis restituit, Suverenitatique super Ducatu Slesvicensi & Insula Femeriæ renunciat &c. Rendsburgi* 10. *Julii* 1675. [LONDORPII *Acta Publica*, Tom. XII. Libr. XIII. pag. 308.]

NOtum sit omnibus & singulis præsentes has Tabulas inspecturis, quod communis securitatis & salutis gratiâ Daniæ inter Regnum, & Slesvici Holsatiæque Ducatus antiquitus certa Unionis & Conjunctionis Pacta inita sint, quæ pro re natâ & temporum usu sæpius renovata, aucta & mutata fuerunt: Cumque jam Serenissimus ac Potentissimus Princeps ac Dominus, Dominus Christianus Quintus, Daniæ & Norvegiæ, Gothorum ac Vandalorum Rex, Dux Slesvici & Holsatiæ, Stormariæ & Dithmarsiæ, Comes Oldenburgicus ac Delmenhorstanus, ut & Reverendissimus ac Serenissimus Princeps ac Dominus, Dominus Christianus Albertus, Heres Norvegiæ, Postulatus Coadjutor Episcopatus Lubecensis, Dux Slesvici & Holsatiæ, Stormariæ & Dithmarsiæ, Comes Oldenburgensis & Delmenhorstanus, pernecessarium hac præprimis periculosâ & calamitosâ tempestate duxerint, ut ejusmodi Unionum Pacta, ad laudabile Majorum suorum exemplum, renoventur, & præsentis temporis, Regnorum & Provinciarum statui accommodentur, comprobato tam salutari Consilio à parte Regia, Dominus Petrus, Comes de Greiffenfeld & Tonsberg, Dominus in Sambsöe, Brattinsburg & Wiesburg &c. Eques, Cancellarius Regni, Consiliarius intimus, & Præses in Collegio Status & Cancellariæ &c. Ut & Dominus Fridericus ab Alefeldt, Comes in Langeland & Rixingen, Liber Baro de Moersburg, Hereditarius in Sehegarden, Grawenstein & Wildnis, Eques, Regiæ Majestatis intimus Status & Provincialis Consiliarius, Produx in Ducatibus Slesvici & Holsatiæ, Gubernator Præfecturæ Steinburgensis & Dithmarsiæ: A parte verò Ducali respect. Summè Rever. Perillustres, Generosissimi ac Nobilissimi Domini, Dominus Johannes Adolphus Kielmannus à Kielmanseck, Hereditarius in Satrupholm, Obdorff, & Bunsbüll, Ecclesiæ Cathedralis, quæ est Hamburgi, Præpositus, Serenissimi Cimbrorum Regentis Ducis Consiliarius, intimus, Regiminis & Cameræ Præses, Gubernator Præfecturarum Reinbeck & Trittow: Johannes Henricus Kielmannus à Kielmanseck, Hereditarius in Quarnbeck, Marutendorff, & Cronshagen, Cœnobii Nobilium Virginum St. Johannis prope Slesvicum Præpositus, Serenissimi Cimbrorum Regentis Ducis Consiliarius Provincialis, & Gubernator Præfecturarum Chiloni & Borsholmii: Dominus Johannes Adolphus de Bockwoldt, Hereditarius in Borstel & Tryburg, Serenissimi Cimbrorum Regentis Ducis Consiliar. Provincialis, & Gubernator Præfecturæ Gottorpiæ: Dominus Hans van Thienen Hereditarius in Wahlstörff & Borckhorst, Serenissimi Cim-

Anno 1675. Cimbrorum Regentis Ducis Consiliarius Provincialis, & Gubernator Præfecturæ Tunderensis &c. Dominus Fridericus Christianus Kielmannus à Kielmanseck, Hereditarius in Kohoff, Canonicus Ecclesiæ Cathedralis, quæ est Lubecæ, Serenissimi Cimbrorum Regentis Ducis Intimus, & Cameræ Consiliarius, Vice-Præses, Consiliarius Provincialis, & Gubernator Præfecturæ Morkirchen &c. ut & Dominus Andreas Cramerus, Hereditarius in Heyersworth, Serenissimi Cimbrorum Regentis Ducis intimus, & Cameræ Consiliarius, congressi sunt, & in sequentes Articulos consensere.

I. Quemadmodum tam Regia Sua Majestas, quàm Serenissima ipsius Celsitudo Ducatus Slesvici & Holsatiæ, & his incorporatas Terras communi, & indiviso regimine gubernant, & administrant; ita etiam juxta regulam, & normam ante initarum Unionum utrinque operam dabunt, ut omnia Consilia unanimi consensu eo dirigant, quo Ducatuum salus, securitas, & incrementum procuretur, omne vero damnum, periculum, & detrimentum ab iis arceatur, & averruncetur.

II. Quamobrem quoties necessitas id postulabit, & prædictis Ducatibus ullum periculum imminere videbitur, in eo toti erunt, ut omni nisu, conjunctis scilicet consiliis & viribus ei obviam eatur, nec, si res ad arma venerit, vel Induciæ ante pangantur, vel Pax cum hoste ineatur, quàm commune periculum à cervicibus sit depulsum, & utrique Parti ab hoste satisfactum, & de securitate cautum.

III. Sicut igitur Regia Sua Majestas hoc pacto & Serenissimi Ducis, & ejus portionis, quam in Ducatibus habet, defensionem & Guarantiam in se plenè suscepit ac promittit; ita è contrario Sereniss. ipsius Celsitudo pollicetur, quoties Sua Regia Majestas ad Ducatuum horum, & his incorporatarum Terrarum defensionem ex suis Regnis educendi Copias necessitate adstringetur, aut aliàs cum extraneo Principe, quicunque ille fuerit, nemine excepto, Bello implicabitur, quamvis ob commune regimen idem sibi jam deberi & competere putet, se ei tamen per Præfecturas & Civitates omnes liberum transitum non solùm concessuram, sed licentiam etiam conscribendi lustrandique ibi Militem, stativa & Hospitia indulturam, imò in omnibus pro virili opem laturam.

IV. Quoniam etiam, durante hac tristi tempestate, ex inevitabili quadam necessitate Sua Regia Majestas temperare sibi non potuit, quin ad majorem sui securitatem facultatem imponendi præsidii ex suis Copiis in Munimenta Gottorpiense & Tonningense, & Fortalitium Stapelholmense, flagitaret, quam etiam Serenissimæ ipsius Celsitudinis voluntate obtinuit, hac tamen certa spe, ut cessantibus turbis, & reducta Pace, omnia sarta tecta abs Regiâ Suâ Majestate ei rursus cedantur, & restituantur. Cumque certa à Serenissima ipsius Celsitudine percussa sint Fœdera, in quibus non pauca exstent, quæ Regiæ Suæ Majestati ingentes suspiciones impresserunt, ut in posterum de Serenissimæ ipsius Celsitudinis intentione securior esse possit, & omnium diffidentiarum materia penitus è medio tollatur, utrinque concordatum & conventum est, ut Serenissimæ ipsius Celsitudini absque communicatione & Regiæ Suæ Majestatis consensu cum exteris Principibus & Statibus ulla Fœdera inire, nec iis, quæ forsan jam inita sunt, in Regiæ Suæ Majestatis præjudicium & detrimentum in futurum ullo modo uti, ne liceat.

V. Quò etiam secundum temporum occasionem & imminentis periculi proportionem Munimenta & Fortalitia, quæ ad horum Ducatuum, & his incorporatarum Terrarum defensionem necessaria sunt, provideantur, & debito apparatu instruantur, Statusque Provinciales eò minus graventur, utrique Parti placuit, ut Contributiones in posterum in commune Ærarium inferantur, nec ad alium, quàm ad prædictum usum erogentur.

VI. Quoniam verò tantum abest, ut exsolutæ hactenus Contributiones suffecerint Militi alendo, qui in horum Ducatuum defensione excubat, ut Regia Sua Majestas etiam ex propriis reditibus non exiguam Summam adjicere necesse habuerit, Serenissima vero ipsius Celsitudo ex perceptis à se Contributionibus eximiam partem ad Cameram traxerit, & aliis privatis usibus applicuerit, pro quo abusu Sua Regia Majestas satisfactionem sibi dari contendit; Itaque Serenissima ipsius Celsitudo, compensationis loco, & ut quantum fieri potest, omnia ad pristinum statum reducantur, & juxta antiquarum Hæreditariarum divisionum normam, quod unicuique Domui in iis attributum est, restituatur, Suæ Regiæ Majest. Præfecturam Swabstediensem, cum dimidia parte Capituli Slesvicensis, & Ecclesiæ Cathedralis, quæ unà cum Præfectura Swabstediensi à S. R. Majest. gloriosissimæ memoriæ Serenissimæ ipsius Celsitudini olim cessa fuit, cum omnibus pertinentiis, Reditibus, Fructibus, Dominiis, Prærogativis, & Regaliis, quemadmodum Serenissima ipsius Celsitudo hæc & cessa obtinuit, & hactenus quietè possedit, in totum & perpetuum cedit. Anno 1675.

VII. Quod limitaneas verò aliasque controversias, quæ ratione Præfecturarum Ripensis & Tunderensis emerserunt, attinet, quarum discussio ad hoc usque tempus in suspenso mansit, illæ secundum æquitatem, & Regiorum Commissariorum, qui ultimæ Commissioni id propter habitæ interfuerunt, arbitria decidentur. Quod si in futurum lites & querelæ forsan, vel inter Regiam Suam Majestatem, & Sereniss. ipsius Celsitudinem, vel inter utriusque Domini Subditos, oriantur, quæ ab ipsis explicari nequeant, tunc illæ modis mediisque Unionum Pactis præfinitis & amicabili via componentur.

VIII. Cùm autem jam per renovatam hanc Unionem & Transactionem ab utraque Parte nihil aliud intendatur aut quæratur, quàm ut ambas inter Domos, tàm Regiam quàm Ducalem perpetua & summè necessaria confidentia restabiliatur, & in omne ævum inviolabilis conservetur, novitates autem & mutationes, quæ cum tempore irrepserunt, non levem diffidentiæ materiam pepererint, concordatum porro & conventum est, quò res in pristinum statum quàm citissimè redigantur, ut Serenissima ipsius Celsitudo, ejusque Successores obtentæ per Tabulas Pacis Roschildiensis & Hafniensis Suverænitati, super Ducatu Slesvicensi, ejus pertinentiis, & insula Femariâ, in totum & perpetuum renuntient, non aliter ac si summum illud Imperium ipsis nunquam cessum vel ab iis possessum fuisset, quin etiam teneantur jam non minus intra annum & diem, quàm olim toties, quoties casus vel morte Domini vel Vasalli se obtulerit, Investituram super prædicto Ducatu Slesvicensi, ejus pertinentiis, & Femaria, quemadmodum olim in usu fuit, à Daniæ Regibus, debito modo, petere & accipere, omniaque præstare juxta conceptam & à Serenissima ipsius Celsitudine extradendam Renunciationis formulam. Quo fine Serenissima ipsius Celsitudo se etiam obstrinxit, se acceptum à Sacra Regia Majestate gloriosissimæ memoriæ, & qui tunc temporis erant, Regni Senatoribus Suveranitatis Diploma, quod hoc ipso tollitur & annullatur, rursus extradituram, & in Regiæ Majestatis manus consignaturam.

Tandem Unio hæc & Transactio, tanquam basis & fundamentum semper duraturæ amicitiæ & necessitudinis inter utramque Domum, & velut adamantinum vinculum, quo & Regia Sua Majestas, & Serenissima ipsius Celsitudo cum Domibus suis constringuntur, sancta & firma subsistet, ab utrâque Parte & Successoribus earum illibatè observabitur, nec quisquam ei contra ibit, vel ut contra eatur unquam permittet, imò quæ hic correcta non sunt, vigore veterum Pactorum & Observantiæ, in suo manebunt statu.

In majorem fidem præsentes hi Unionis & Transactionis Articuli à Nobis tàm Regiis, quàm Ducalibus ad hoc negotium deputatis Commissariis manuum nostrarum subscriptione & Sigillorum adjectione muniti sunt. Rendsburgi 10. Julii, Anno 1675.

CXL.

Sept. *Capitulation ou Traité de Commerce fait & conclu entre* MAHOMET IV. *Sultan des Turcs &* CHARLES II. *Roi de la Grande Bretagne, par lequel les anciennes Capitulations, accordées du tems de la Reine* ELISABETH, *& des Rois* JACQUES I. *&* CHARLES I. *sont rappellées & confirmées, Article par, Article avec une Addition considerable. Donné à Andrinople au milieu de la Lune Gemaziel Akir* 1086. *qui étoit au Mois de Septembre* 1675. [Manuscrit.]

QUe les présens Articles soient observez conformement à mon commandement Imperial & qu'on ne permette aucun Acte qui y soit contraire.

Anno 1675.

MAHOMET.

LE Commandement de cette Haute & Majestueuse Signature Imperiale, preservée & exaltée par la providence Divine, dont le triomphe & la gloire sont renommées par tout le monde, par la faveur du Conservateur de toutes choses, & la misericorde, & grace du Misericordieux, moy qui suis le puissant Seigneur des Seigneurs du monde, dont le nom est formidable sur Terre, Distributeur de toutes les Couronnes de l'Univers, Sultan Mahomet Han, Fils de Sultan Ibrahim Han, Fils de Sultan Ahmet Han, Fils de Sultan Mahomet Han, Fils de Sultan Murat Han, Fils de Sultan Selim Han, Fils de Sultan Soliman Han, Fils de Sultan Selim Han.

Au Glorieux entre les grands Princes de Jesus, reveré par les Hauts Potentats des Peuples du Messie, seul Directeur des Affaires importantes de la Nation Nazaréenne, Seigneur des Limites de la bienseance, & l'honneur de la Grandeur, & de la Renommée Charles second, Roi d'Angleterre & d'Escosse, c'est-à-dire de la Grand' Bretagne, France & Irlande, les intentions & entreprises duquel le Dieu tout puissant, puisse terminer avec bonheur, & faveur, & avec l'Illumination de sa sainte volonté.

La Reine desdits Royaumes a autrefois envoyé plusieurs de ses Gentilshommes de reputation, & des personnes de qualité, avec des Lettres & des Navires, à cette Haute Porte Imperiale (qui est le refuge des Princes du monde, & la retraite des Rois de tout l'Univers) dans les heureux temps de la fameuse Memoire de mes Predecesseurs, qui sont à present placez dans le Paradis, dont les ames soient remplies de misericorde Divine; lesquels Gentilshommes, & présens ont été agréablemens reçûs, declarans & proposans au nom de ladite Reine, une bonne & ferme Paix, & une amitié parfaite, & demandans que ses Sujets pûssent avoir la liberté de venir d'Angleterre en nos Ports. Nosdits Predecesseurs d'heureuse memoire accorderent en ces temps-là, leur permission Imperiale, & mirent entre les mains de la Nation Angloise, divers Mandemens Impériaux & speciaux, afin qu'ils pûssent seurement & librement aller, & venir en ces Etats, & que dans leur chemin & passage en allant ou retournant soit par Eau, ou par Terre, ils ne pussent être molestez ni empeschez aprés lequel temps, du vivant de nôtre grand Pere, Sultan Mahomet Han, de fameuse memoire (à l'ame duquel l'absolution Divine soit donnée) étant demandé de nouveau, que les Sujets Marchands, & leurs Interpretes pûssent librement & seurement venir trafiquer & negocier, par tous les endroits de ses Domaines Imperiaux, & que les mêmes Capitulations, & autres Privileges & Mandemens Imperiaux, que ceux qui avoient esté accordes aux Nations des Rois & Princes, qui étoient en Paix & amitié avec cette Haute Porte, comme la France, Venise, la Pologne, & autres pûssent aussi être accordez, aux Sujets de ladite Reine, & à tous autres qui viendroient sous la Banniere d'Angleterre, en conformité de laquelle requeste, les Capitulations Imperiales, & Privileges qui suivent furent donnez & confirmez par nos Predecesseurs de fameuse memoire, c'est-à-dire, il est commandé &c.

I. Que ladite Nation, & les Marchands Anglois, & toute autre Nation, ou Marchands qui sont ou viendront sous la Banniere, & protection d'Angleterre, avec leurs Navires grands & petits, Marchandises, Effects, & tous leurs autres Biens, pourront en tout temps seurement passer en nos Mers, & aller & venir en toute seureté & liberté en tous endroits des Limites Imperiaux de nos Etats, de telle sorte que qui que ce soit de la Nation, ni ses Biens & Effects ne recevront aucune molestation ni empêchement de quelque personne que ce soit.

II. Que ladite Nation pourra de la même maniere, seurement & librement aller, & venir par Terre, par tous les Limites Imperiaux de nos Etats, de telle sorte qu'il ne sera fait, ni donné aucune injure, trouble ni empêchement aux personnes, Bestes, Biens, Effects de ladite Nation, mais au contraire qu'elles pourront en tout temps librement & seurement trafiquer comme il leur plaira en tous les endroits de nos Etats.

III. Arrivant que quelques personnes de ladite Nation venant par Terre en nos Etats, ou passant en d'autres Païs soient retenues ou arrestées par quelques-uns de nos Ministres, ces personnes-là seront remises en pleine & entiere liberté, & ne recevront plus ensuite aucun empêchement en leurs voyages.

Anno 1675.

IV. Tous Navires ou Vaisseaux Anglois, grands ou petits pourront en tout temps venir, & entrer en quelque Port & Havre, que ce soit de nos Etats, & en pourront partir quand il leur plaira, sans retardement ni empêchement de quelque personne que ce soit.

V. Que s'il arrive quelque accident à aucun Vaisseau Anglois grand, ou petit, par le peril de la Mer ou par quelqu'autre necessité, tous les Vaisseaux tant Imperiaux que ceux qui appartiendront à des particuliers, qui en seront prés; comme aussi tous autres Vaisseaux qui navigueront sur les Mers, & qui seront à portée de les secourir, soient tenus de leur donner aide & assistance, & quand ils seront entrez dans nos Ports ou Havres, ils y pourront demeurer aussi long-temps qu'il leur plaira, y acheter toute sorte de provisions, & autres choses necessaires pour leur argent, & y pourront faire aiguade, sans aucun trouble ni empêchement de quelque personne que ce soit.

VI. S'il arrive que quelques-uns de leurs Navires qui auront échoüé par tempeste, ou auront été endommagez par quelque autre accident, soient jettez sur les côtes de nos Etats, tous les Beglerbeys, Caddées, Gouverneurs, Ministres & autres personnes qui se trouveront à portée de les secourir seront tenus de leur donner aide, & assistance, & tous les Biens & Marchandises, qui en seront sauvées seront rendues aux Anglois, & s'ils sont informes qu'on ait derobé ou enlevé quelque partie de leurs Biens & Marchandises, nosdits Ministres en feront une exacte perquisition & recherche, avec toute la diligence possible, pour trouver & recouvrer lesdits Biens & Marchandises, & les restituer aux Anglois.

VII. Les Marchands Anglois, leurs Interpretes, Courtiers & tous autres Sujets de la même Nation, pourront en toute seureté, & liberté, aller & venir, par Mer ou par Terre, dans tous les Ports de nos Etats, & en partir quand il leur plaira pour retourner en leur Païs, & nous faisons deffenses à tous nos Beglerbegs, Ministres, Gouverneurs, & autres Officiers, Capitaines de Navires, & à tous nos autres Sujets Esclaves, de mettre la main sur leurs personnes ou Biens ni de leur faire aucun tort ni injure sous quelque pretexte que ce soit.

VIII. Arrivant que quelque Anglois, soit à cause de ses propres Debtes, ou pour s'être rendu caution, s'absente, ou se sauve du Païs ou fasse Banqueroute, le Créancier ne pourra avoir son recours que contre son debiteur, & non pas contre aucun autre Anglois: Et au cas que le Créancier n'ait pas d'acte, ou Billet authentique de caution fait par un autre Anglois, il ne pourra pas avoir aucune pretention contre aucun autre Anglois, pour le payement de ce qui lui sera deû.

IX. En toutes causes, affaires, & incidens qui arriveront entre ladite Nation, les Marchands, Interprétes & Courtiers ou serviteurs & quelques autres personnes que ce soit de la même Nation, c'est-à dire en tendant ou recevant caution, ou seureté en matiere de Debtes, ou de credit, & en toutes autres qui appartiennent aux Ministres de la Loy & de la Justice, les Parties pourront tousjours en telles occasions s'adresser au Caddée, qui est le Juge de la Loy, & passer une Convention ou Acte authentique & public en presence de tesmoins, & aprés l'avoir fait enregistrer, en tirer une expedition qui sera gardée par les Parties, afin que si à l'avenir il arrivoit quelque different ou pretention entre lesdites Parties elles pûssent toutes deux avoir recours à ladite Convention, & Acte; & au cas que la pretention se trouva conforme à la teneur de la Convention qui aura été enregistrée, elle aura son effect, conformement à la Convention. Mais si le Demandeur n'est pas muni, & n'a pas en ses mains un tel Acte public, & ne produit que des témoins partiaux qui ne deposent que des vetilles & des pretextes, nos Ministres n'y auront pas égard, mais ils suivront l'Acte authentique registré.

X. Et si quelque personne de l'étendue de nos Etats accuse quelque Anglois de lui avoir fait tort, & que pour ce sujet il pretende d'agir contre lui par voye de violence, ou de témoins partiaux, nos Ministres ne les écouteront pas & ne les recevront pas à en faire les preuves par cette voye-là, mais l'Ambassadeur, ou le Consul de la Nation Angloise en seront informez, afin que l'affaire puisse être decidée

avec

avec sa participation, & en sa présence, & que les Anglois puissent tousjours avoir recours à leur appui & protection.

XI. Si quelque Anglois qui aura commis quelque offense, fait en sorte de se sauver ou de s'absenter, un autre Anglois qui n'aura pas été sa caution, ne sera pas pris ni molesté pour lui.

XII. Tous les Anglois, ou Sujets du Royaume d'Angleterre, qui seront trouvez Esclaves dans l'étenduë de nos Etats, ou qui seront demandez par l'Ambassadeur, ou Consul de la Nation Angloise seront tenus de faire deuëment examiner le fait, & ceux qui se trouveront être vrais Sujets de l'Angleterre, seront remis en liberté & delivrés entre les mains de l'Ambassadeur ou du Consul Anglois.

XIII. Tous les Anglois, & tous autres Sujets de la Couronne d'Angleterre, qui demeureront & resideront dans nos Etats, soit qu'ils soient mariez, ou qu'ils ne le soient pas, pourront y trafiquer, vendre & acheter sans qu'on leur demande aucune taxe, qu'on nomme Harach, ou taxe Capitale.

XIV. Les Ambassadeurs d'Angleterre residant en Alep, Alexandrie, Tripoli de Surie, ou à Tunis, Alger, Tripoli de Barbarie, aux Smirnes; dans les Ports du Caire, ou en quelque autre endroit de nos Etats, pourront établir des Consuls, comme il leur plaira, & pareillement les déposer, ou changer, & en établir d'autres en leur place, & pas un de nos Ministres ne pourra s'y opposer, ni refuser de les accepter.

XV. En toutes matieres concernant la Loy, & la Justice, entre la Nation Angloise, & quelque autre Nation que ce soit, les Juges ni aucuns autres de nos Ministres ne pourront proceder, & donner Sentence en l'absence de leurs Interprêtes.

XVI. Arrivant quelque different entr'eux-mêmes, la decision en sera entierement laissée à leur Ambassadeur, ou Consul, conformement à leurs Droits & à leurs Loix, & nos Ministres n'en prendront aucune connoissance.

XVII. Nostre Armée de Galeres, les Navires, ou autres Vaisseaux de nôtre Empire, qui rencontreront ou trouveront en Mer des Navires Anglois, ne leur donneront ni feront, ni ne souffriront qu'il leur soit fait la moindre injure ni trouble, ni ne les retiendront, ne leur demanderont, pretendront, ou prendront, aucune chose d'iceux; mais les salueront, & tesmoigneront une bonne & mutuelle amitié les uns aux autres sans aucune offense.

XVIII. Tous les Privilèges particuliers & Capitulations qui du tems passé ont été accordées aux François, aux Venitiens, ou à toute autre Nation Chrétienne que ce soit, dont le Roi étoit en Paix, & amitié avec la Porte, sont donnez & accordez de la même maniere à la Nation Angloise: afin qu'à l'avenir, la teneur de nôtre presente Capitulation Imperiale puisse être en tout temps observée par toute sorte de personnes, & que personne ne puisse en aucune maniere pretendre, sous quelque pretexte que ce soit, y contrevenir ni la violer.

XIX. S'il se trouve que des Pirates, ou Corsaires Levantins, qui infestent ces Mers avec leurs Fregates, aient enlevé quelque Vaisseau Anglois, ou qu'ils ayent dérobé, ou pillé leurs Marchandises, & Effects, comme aussi s'il se trouve que quelques-uns aient enlevé de force, les Biens de quelque Anglois, en aucun endroit de nos Etats, nos Ministres seront tenus de faire toutes les diligences possibles, pour trouver ceux qui en seront coupables, & les punir severement, comme pareillement de faire en sorte que tout l'argent, les Navires, & les Marchandises, & tout ce qui aura été enlevé à ceux de la Nation Angloise leur soit incontinent, duëment & absolument restitué.

XX. Tous nos Beglerbeys, Capitaines, Maîtres de Navires Imperiaux, & autres Juges particuliers, Gouverneurs, Officiers de Doüanes, Fermiers, & tous nos autres Sujets, & Esclaves obeïront en tout temps & satisferont à la teneur de nos presentes Capitulations, confirmées par Serment, & cultiveront avec toute sorte de respect, l'amitié, & bonne correspondance établie entre les deux Parties chacun en droit soi; se gardant, avec un soin particulier, de commettre aucune action qui y soit contraire: Et tant & si longuement que ladite Reine d'Angleterre se montrera & demeurera en Paix, Amitié, & Alliance, ferme, constante, & sincera avec nous, conformement au present Traité d'Amitié, & à la sincere & bonne correspondance, nous promettons pareillement de nostre côté reciproquement, que la presente Paix, Amitié, Articles, Capitulations, & Correspondance, en la forme ci devant écrite sera maintenuë, observée & respectée, pour jamais, & que personne ne contreviendra, ni desobeïra à aucune partie d'icelles, tous lesquels Articles de Paix & d'Amitié sus declarés ont été conclus, signez, accordez, & confirmez par une Capitulation Imperiale, par nos Predecesseurs d'heureuse Memoire.

Depuis lequel temps, Sa Majesté d'Angleterre Jacques qui est decedé du temps de Sultan Achmet Han nôtre Grand Pere d'heureuse Memoire, ayant envoyé à nôtre Thrône Imperial des Ambassadeurs avec des Lettres, & des presens qui étoient tres-agréables, & ayant demandé que la Paix & Amitié déja contractée, & la bonne correspondance établie avec nos Predecesseurs, & les Capitulations, Articles, & Privileges ci-dessus transcrits fussent derechef ratifiez & ladite Paix & Amitié renouvellée: requerant en outre que quelques Articles tres-necessaires fussent adjoustez ausdites Capitulations; la demande de Sa Majesté ayant été declarée, en la presence Imperiale de Sultan Achmet Han, nostredit Grand Pere, elle fut incontinent accordée: & il ordonna, & commanda expressément que ladite Paix & Amitié, fussent renouvellées & fortifiées, & que les anciennes Capitulations & Privileges fussent confirmez: & que les nouveaux Articles demandez fussent inserez & adjoustez aux Capitulations Imperiales: accordant en outre à la Nation Angloise tous les autres Articles & Privileges qui avoient été donnez, & inserez dans toutes les autres Capitulations faites avec les autres Nations, Potentats, ou Princes, qui étoient en Paix & Amitié, avec la Porte Imperiale, & par ce Commandement Imperial, il ordonna que toutes personnes obéissent auxdits Commandemens Imperiaux, & que la teneur en fust deuëment observée. Les Articles suivans furent ceux qui furent en ce tems-là accordez & adjoustez aux Capitulations.

XXI. Que nos Ministres ne demanderont, ni ne prendront de ladite Nation Angloise aucune Doüane, ni autres Droits pour tous les Ecus blancs, ou Sequins, qu'eux, ou quelques autres personnes que ce soit portant la Banniere d'Angleterre apporteront, ou transporteront de Place, en Place, ou porteront hors de nos Etats, & que ni Beglerbeys, Beys, Caddées, Tresoriers, Maîtres de Monnoyes ni autres ne prendront ni ne demanderont à ladite Nation, ni Ecus, ni Sequins, pour les changer en petits Aspres, & ne leur feront ni donneront aucune violence ni trouble là-dessus.

XXII. La Nation Angloise, & tous ceux qui viendront sous la Banniere d'Angleterre, leurs Vaisseaux grands & petits, pourront naviguer, trafiquer, acheter, vendre, & demeurer en tous les endroits de nos Etats, & pourront à l'exception des Armes, Poudre à Canon, & de telles autres Marchandises, embarquer & emporter sur leurs Vaisseaux telles de nos Marchandises qu'il leur plaira, sans aucun trouble ni empêchement de quelque personne que ce soit, & leurs Navires, & Vaisseaux pourront venir librement & moüiller l'anchre seurement en tout temps & trafiquer en tout temps, en tous les endroits de nos Etats, & y acheter des Vivres, & toutes autres choses pour leur argent, sans aucune contradiction ni empêchement de quelque personne que ce soit.

XXIII. Arrivant quelque different avec quelques personnes de ladite Nation Angloise par Procés, ou quelque autre démêlé, les Caddées, ni aucuns autres Ministres de nôtre Justice ne pourront ouïr ni decider la cause, à moins que l'Ambassadeur, le Consul, ou le Dragoman de ladite Nation n'y soient presens.

XXIV. Tous differens, ou Procés, qui arriveront avec ladite Nation, & qui excéderont la valeur de quatre mille Aspres, seront toûjours ouïs & decidez en nostre Porte Imperiale.

XXV. Le Consul, ou Resident de la Nation Angloise étant établi en quelque Port que ce soit de nos Etats, par l'Ambassadeur qui y residera, pour ladite Nation, nos Ministres n'auront pas le Pouvoir de les mettre en Prison, ni d'apposer le scellé à leurs Maisons, ni de les renvoyer, ni disposer de leurs charges & fonctions: Mais arrivant quelque different ou Procés, avec le Consul, on fera un Certificat adressant à la Cour Imperiale, afin que l'Ambassadeur les puisse proteger, & répondre pour eux.

XXVI. Arrivant que quelque Anglois, ou autre per-

Anno 1675.

personne qui sera venuë sous la Baniere d'Angleterre, vienne à deceder dans nos Etats, avec des Biens, ou effects, ou quelques autres choses, qui leur appartiennent, nos Tresoriers des Deniers Casuels, nos Caddées, & autres Ministres, ne pourront pas s'en emparer, ni en saisir aucune partie, sous pretexte que ce sont les Biens du deffunct, & qu'il n'y a personne qui en soit le Proprietaire, mais ils seront toûjours consignez & deposez entre les mains de telle personne Angloise que le deffunct aura institué par son Testament pour s'en charger, & au cas qu'il decéde *ab intestat*, le Consul Anglois se chargera de ses Biens & Effects, & au cas qu'il n'y ait point de Consul au lieu où il sera decédé, le Resident Anglois en prendra possession, & arrivant qu'il n'y ait ni Consul, ni aucun autre Anglois sur les Lieux, en ce cas-là, lesdits Biens & Effects seront mis en la garde du Caddée dudit lieu, & aprés que l'Ambassadeur d'Angleterre en aura eu advis, à la diligence du Caddée, ledit Caddée sera tenu de remettre tous lesdits Biens & Effects entre les mains de telles personnes que l'Ambassadeur envoyera avec Commission de les recevoir.

XXVII. Tous les presens Privileges, & autres Libertez accordées à la Nation Angloise & à ceux qui seront venus sous leur protection, par divers Mandemens Imperiaux, soit avant ou aprés la datte des presentes Capitulations Imperiales, seront toûjours maintenus & conservez, & seront toûjours entendus & interpretés en faveur de la Nation Angloise conformement à la teneur & la disposition veritable d'iceux.

XXVIII. Qu'au cas de mort, ni l'Officier qu'on nomme le Cassam ou Collecteur des Droits du Caddée, ni le Caddée mesme ne pourront prendre, ni pretendre des Anglois aucune espece de dismes, Casmets, ou Droits de division.

XXIX. L'Ambassadeur du Roi d'Angleterre, ou le Consul Resident de nos Etats, pourront prendre à leur service, tel Janissaire ou Interprete qu'il leur plaira à leur choix & depens: & aucun Janissaire, ni autre personne de nos Esclaves ne pourront entrer à leur service, contre leur gré & consentement.

XXX. L'Ambassadeur du Roi d'Angleterre, le Consul & tous autres Sujets de la Nation Angloise demeurans dans nostre Empire, & y faisant du Moust ou du Vin dans leurs Maisons pour l'usage de leurs personnes, & de leurs Familles; n'y pourront être troublez, ni empêchez par aucun de nos Ministres, Caddées ou Janissaires, & ils ne pourront leur demander aucun argent, ni aucuns Droits, pour jouir de cette liberté, ni leur donner aucun empêchement.

XXXI. Aprés que les Marchands Anglois auront payé les Droits de Péage dans les Ports de Constantinople, d'Alep, d'Alexandrie, de Scio, de Smirne, & dans les autres endroits de nos Etats, conformement à la teneur des Capitulations Imperiales, personne ne les pourra plus troubler ni molester ni prendre d'eux aucune chose de plus, & quelque Marchandise qui soit chargée sur leurs Navires, & aportée en nos Etats, & déchargée en quelque Port que ce soit, au cas qu'ils desirent la recharger sur leurs mesmes Navires, pour la transporter en quelqu'autre Havre ou Port, la mesme Marchandise arrivant dans le second Port, ou Havre, & y étant débarquée, les Officiers de la Coûtume ni les Fermiers, ni aucun autre de nos Officiers ne pourront pretendre, ni recevoir encore une fois les Droits de Doüane pour la mesme Marchandise, afin que ladite Nation puisse en tout tems trafiquer avec toute liberté, & seureté, & poursuivre ses affaires.

XXXII. Qu'on ne demandera pas un seul Aspre, ni aucun autre argent, sous le titre de l'Imposition qu'on nomme Hassapie, ou composition pour la viande pour les Janissaires, à aucuns Anglois, ni à ceux qui trafiqueront sous la Baniere d'Angleterre.

XXXIII. Estant arrivé autrefois un different entre l'Ambassadeur de la Reine d'Angleterre & l'Ambassadeur de France, tous deux Residens en nostre Porte, touchant les Marchands de la Nation Hollandoise, lesquels Ambassadeurs envoyerent leurs requestes à nostre vestibule Imperial, tendantes à ce que lesdits Marchands Hollandois venant dans nos Etats fussent obligez à y passer sous la Baniere desdits Royaumes, cette requeste desdits Ambassadeurs fût accordée sous nostre Sceau Imperial: & neanmoins Sinan Bassa, Fils de Cigala, Capitaine sur Mer, qui est à present decedé, comme étant Admiral, & versé dans les cas Maritimes ayant informé Sa Majesté Imperiale, qu'il étoit à propos & convenable que la Nation Hollandoise fut mise sous la Protection de l'Ambassadeur d'Angleterre, & que cela fut ainsi inseré en leurs Capitulations, son advis fut approuvé par tous les Visirs, & il fut commandé par ordre exprés, & authorité Imperiale, que les Marchands Hollandois des Provinces de Hollande, de Zelande, de Frise, & de Gueldres, c'est-à-dire les Marchands de ces quatre Provinces, trafiquans dans nos Etats y viendroient toûjours sous la Baniere de la Reine d'Angleterre comme tous les autres Anglois faisoient, & que pour toutes les Denrées & Marchandises, qu'ils apporteroient sur leurs Vaisseaux en nos Etats, ou en emporteroient, ils payeroient les Droits de Consulage & tous autres Droits à l'Ambassadeur, ou Consul de la Reine d'Angleterre, & que l'Ambassadeur de France, ni le Consul de la Nation Françoise ne s'entremettroient jamais à l'avenir de cette affaire, & il fut commandé que cela fut executé & observé, à l'avenir, conformement à la presente Capitulation.

Anno 1675.

Aprés quoi un autre Ambassadeur, envoyé de la part du Roi d'Angleterre, étant arrivé en cette haute Porte avec des Lettres, & des presens qui furent fort agréables, ledit Ambassadeur demanda que quelques autres Articles necessaires fussent adjoustez, & inserez aux Capitulations Imperiales, le premier desquels étoit que comme autrefois du vivant de Sultan Soliman Han, l'un de nos Predecesseurs de heureuse Memoire, il y eut une certaine Capitulation & un certain Privilege octroyé, portant que les Marchands de la Nation Espagnole, de Portugal, d'Ancone, Seville, Florence, Catalogne, & toutes sortes de Hollandois & autres Marchands étrangers, pourroient en toute seureté & asseurance, aller & venir en tous les endroits de nos Estats & y trafiquer, & negocier, leur accordant en outre qu'ils pourroient établir des Consuls en quelque endroit que ce fust de nôtre Empire: mais comme chaque Nation à part n'estoit pas capable de defrayer les depenses & l'entretenement d'un Consul, il fut laissé à leur choix, & volonté, de venir sous la Baniere de tel Ambassadeur, ou Consul d'un Roi qui fust en Paix & amitié avec nostre haute Porte: Sur laquelle Concession & sur d'autres Privileges qui leur furent accordez, il y eût souvent des Mandemens & Constitutions accordées sur la requisition qui en fut faite par des Marchands étrangers qui de leur propre mouvement & volonté choisirent de trafiquer, sous la Baniere, & protection de l'Ambassadeur, & du Consul du Roi d'Angleterre, & durant le temps qu'ils avoient recours à la Baniere & protection des Consuls Anglois, dans nos Ports & Havres, il sembloit que l'Ambassadeur de France ayant trouvé moyen de faire inserer de nouveau dans les Capitulations que lesdits Marchands étrangers viendroient sous leur Baniere eût entrepris de les contraindre dans tous les Havres, à se mettre sous leur protection, pour laquelle cause, le different fut encore renouvellé & referé à nostre Divan, ou Grand Conseil, lequel ayant deuement examiné l'affaire, aprés qu'il fut permis ausdits Marchands, de faire un nouveau choix, & Election, à leur plaisir & volonté, ils demanderent derechef qu'ils fussent & demeurassent sous la protection de l'Ambassadeur du Roi d'Angleterre, & quoi qu'on eût fait connoitre, à la Porte Imperiale, que l'Ambassadeur de France, n'avoit point encore voulu molester lesdits Marchands, ni les contraindre à se mettre sous leur protection, le premier Article écrit dans les Capitulations Françoises portant que les Marchands étrangers viendroient sous leur protection, fut par le Commandement Imperial declaré nul, & annullé, & afin que suivant l'ancienne Coûtume desdits Marchands étrangers, ils vinssent toujours sous la Baniere & protection de l'Ambassadeur, ou des Consuls d'Angleterre, & qu'ils ne fussent jamais à l'avenir molestez, ni troublez par l'Ambassadeur de France, sur ce point, lesdits Ambassadeurs de Sa Majesté d'Angleterre, ayant demandé que cette circonstance fust écrite & inserée en cette nouvelle Capitulation Imperiale, le present Article y fust par consequent inseré: & il est enjoint par l'authorité Imperiale, qu'à l'avenir, & pour jamais, les Marchands desdits Princes seront toujours sous la Baniere & protection de l'Ambassadeur & des Consuls d'Angleterre, en la forme susdite, & conformement au present Commandement Imperial qu'ils auront en leurs mains.

XXXIV. Il n'y aura jamais aucuns Mandemens Imperiaux donnez ni octroyez qui soient contraires à la teneur & aux Articles du present Commandement Imperial, ou Capitulation, ni au prejudice de nostre presente

ANNO 1675.

sente Paix, & amitié, mais en pareille occasion, la cause sera premierement communiquée à l'Ambassadeur d'Anglererre Resìdant à la Porte, afin qu'il puisse répondre & s'opposer à touta actinn scandaleuse, ou autre pretexte qni pourroient violer la Paix, & l'Alliance.

XXXV. Aprés que les Marchands Anglois auront payé la Doüane, pour toutes les Marchandises qu'ils apporteront, ou transporteront sur leurs Navires, ils payeront aussi le Droit de Consulage à l'Ambassadeur d'Angleterre, on au Consul de la même Nation.

XXXVI. Les Marchands Anglois, & tous autres qui seront sous la Baniere d'Angleterre, pourront en toute seureté, trafiquer, vendre, & acheter, dans l'étendue de nos Etats, toutes sortes de Marchandises (à l'exception seulement de celles qui sont deffendues) comme aussi ils pourront aller, & trafiquer, en Moscovie, par Mer on par Terre, ou par la voye de la Riviere Tanais, ou par la Russie, & delà ils pourront apporter leurs Marchandises dans nostre Empire: comme pareillement ils pourronr aller trafiquer en Perse, & en retourner, par toute la partie que nous en avons conquise, & par les confins sans empêchement, ni molestation de nos Ministres, & ils payeront les Doüanes & autres Droits de ce Païs-là, & rien plus.

XXXVII. Les Marchands Anglois & tous autres qni seront sous la Baniere d'Angleterre, pourront librement & seurement trafiquer, & negocier dans Alep, le Caire, Scio, Smyrne & dans tous les endroits de nos Etats, en payant, suivant l'ancienne coûtume, trois pour cent de toutes leurs Marchandises & rien plus.

XXXVIII. Arrivant que les Navires Anglois, qui viendront en nostre Ville de Constantinople, soient contraints par les perils de la Mer, ou par le mauvais temps, de relâcher à Caffa, ou en quelqu'autre Port semblable, tant que les Anglois n'y voudront point débarquer, ni vendre leurs Denrées & Marchandises, personne ne leur y fera aucune violence, & ne leur donnera aucun trouble, ni empêchement, mais dans toutes les Places, où il y aura du danger, les Caddées & nos autres Ministres deffendront & protegeront toujours lesdits Navires Anglois, leurs Hommes, & leurs Marchandises de peur qu'ils ne reçoivent aucun dommage, & ils y pourront acheter des Vivres & autres choses necessaires pour leur argent, & au cas qu'ils veuillent louer des Charettes on des Vaisseaux, qui n'ayent pas été louëz auparavant par d'autres personnes, pour transporter leurs Marchandises de lieu en lieu, personne ne leur donnera aucun trouble ni empêchement quelconque.

XXXIX. De toutes les Marchandises que ceux de la Nation Angloise apporteront sur leurs Vaisseaux, en la Ville de Constantinople, ou en quelqu'autre Port de nos Etats, & qu'ils n'auront pas intention de débarquer, ni vendre, il n'en sera demandé ni pris aucun Droit de Doüane à leur arrivée dans le Port, & aprés y avoir débarqué leurs Marchandises, & en avoir payé les Doüanes & autres Droits, ils en pourront partir paisiblement & seurement sans la molestation d'aucune personne.

XL. Comme les Navires Anglois en venant en nos Etats, se sont souvent accoûtumez à relacher en quelque endroit de l'Afrique & y prendre les Pelerins & Passagers Mahometans pour les transporter en Alexandrie, & étant entrez dans ce Port-là, il s'est trouvé que les Commis de la Doüane, & autres Officiers pretendoient de prendre des Droits de Doüane sur toutes les Marchandises qui seroient trouvées sur leurs Navires, avant que les Marchands eussent dessein d'en décharger aucunes, au sujet de laquelle molestation ils se sont abstenus de transporter des Pelerins: Comme pareillement leurs Navires arrivans à Constantinople chargez de diverses Marchandises pour en transporter une partie en d'autres Places, les Commis & Fermiers de la Doüane les veulent contraindre à décharger leurs Marchandises, & prétendent de leur faire payer les Droits de Doüane: pour ces causes nous ordonnons que tous les Navires Anglois, qui viendront chargez de Marchandises dans le Port de Constantinople, d'Alexandrie, de Tripoli de Surie, de Scanderoon, ou en quelqu'autre Port que ce soit de nostre Empire, ne payeront seulement suivant la coûtume que la Doüane des Marchandises, qu'ils auront dessein de vendre, de leur propre volonté: & à l'égard des Marchandises, qu'ils ne débarqueront pas de leurs Navires de leur propre volonté, nos Officiers de la Doüane ne leur en demanderont, ni prendront d'eux aucune Doüane, ni autres Droits, & auront la liberté, de les transporter où il leur plaira.

XLI. Arrivant que quelque Anglois, ou quelqu'autre personne qni sera sous la Baniere d'Angleterre, commette quelque homicide, effusion de sang, ou crime semblable, ou qu'il arriva quelque affaire qui depende de la Loy, ou de la Justice, les Juges ni les autres Ministres ne pourront la décider, ni donner Sentence avant que l'Ambassadeur ou le Consul y soient presens, pour examiner deuement l'affaire; mais le different sera toujours examiné en presence de l'Ambassadeur ou du Consul, afin que personne ne soit jugé, ni condamné contre la disposition de la Loy & contre les Capitulations.

XLII. Comme il est écrit dans les Capitulations Imperiales que les Marchandises débarquées des Vaisseaux Anglois, qui viendront dans nos Etats & payeront la Doüane, doivent aussi payer le Droit de Consulage à l'Ambassadeur on Consul Anglois, il est arrivé que divers Marchands Mahometans, Sciots, & autres Marchands, qui sont en Paix & amitié, avec cette Porte Imperiale, & d'autres Marchands Estrangers, refusent de payer le Droit de Consulage, c'est pourquoi, il est ordonné que toutes les Marchandises, qui seront chargées sur leurs Navires, & auront payé la Doüane, à quelques personnes qu'elles puissent appartenir, payeront suivant les anciennes Capitulations le Droit de Consulage, à l'Ambassadeur ou Consul d'Angleterre sans aucune contradiction.

XLIII. Que les Marchands Anglois, & ceux qui sont sous la Baniere d'Angleterre, qui trafiquent en Alep, payeront les Droits de Doüane de toutes les Soyes qu'ils acheteront, & chargeront sur leurs Navires, comme les Marchands François & Venitiens les payent, & pas un Aspre ou Liard de plus.

XLIV. Comme les Ambassadeurs du Roi d'Angleterre qui resideront en cette Cour Imperiale sont Commissaires de Sa Majesté, & representent sa personne, de même les Interprétes doivent être considerez comme Commissaires de l'Ambassadeur, c'est pourquoi dans les affaires où les Interprétes traduiront, ou parleront au nom & par l'ordre de l'Ambassadeur, s'il se trouve que ce qu'ils auront traduit soit conforme à la volonté & à l'ordre de l'Ambassadeur ou du Consul, ils seront toujours exemptez d'accusation, & de punition; mais au cas qu'ils commettent quelque offense, nos Ministres ne mettront pas en Prison aucun de ces Interprétes, ni ne le maltraiteront pas sans le sçeu de l'Ambassadeur ou du Consul. Arrivant qu'aucun des Interprétes Anglois vienne à déceder, s'il est Anglois de Nation, l'Ambassadeur on Consul d'Angleterre, se mettra en possession de tous ses Biens & Effets, mais au cas qu'il soit Sujet de nos Etats ils seront mis entre les mains de son plus proche Heritier, & au cas qu'il meure sans Heritiers, ils seront portez en nostre Tresor Imperial, & comme en cette clause, de même aussi, dans tous les autres Articles sus declarez, & dans les Privileges accordez par nos Predecesseurs d'heureuse Memoire, il est expressement commandé & ordonné que tous nos Esclaves obeiront & se conformeront toujours à la presente Capitulation Royale, & que la Paix & amitié sera respectée & entretenuë sans aucune violation quelconque.

XLV. Depuis lequel tems de nos Predecesseurs de fameuse Memoire & l'octroy des Capitulations, Articles, & établissement de Paix & amitié sus declarez, ledit Roi d'Angleterre, ayant du tems de Sultan Mahomet Han, nostre Grand Pere, d'heureuse Memoire, envoyé une personne de qualité, en qualité de son bien amé Ambassadeur à cette Porte Imperiale, pour confirmer cette Paix, Articles & Capitulations, cet Ambassadeur declara plusieurs fois, qu'il y avoit eu des Mandemens Imperiaux accordez à diverses personnes qui avoient été subrepticement obtenus contre la teneur, & les Articles des Capitulations Imperiales, lesquels ayant été presentez à nostre insceu à nos Juges & Gouverneurs & les dattes de ces Mandemens étant plus fraiches, que celles de nos Capitulations Imperiales, les Juges & Ministres mettoient à execution ces Mandemens particuliers, contre & au prejudice des Imperiaux, c'est pourquoi, afin qu'à l'avenir, il n'y ait plus de tels Mandemens acceptez par aucun d'eux, mais plûtôt que les Capitulations Imperiales puissent être toujours observées & maintenues selon leur signification sincere, ledit Ambassadeur faisant voir la sincerité de Sa Majesté, & sa demande en cette occasion

ANNO 1675.

qui étoit trés-recevable étant venuë à nôtre Connoissance Imperiale, en conformité d'icelle, il fût expressement ordonné que tous les Mandemens de cette nature, qui avoient déja été, ou feroient ci-aprés accordez, & qui étoient ou feroient contraires, à la teneus de la presente Capitulation, tels que fussent ces Mandemens, quand ils feroient presentez devant nos Caddées, ou nos autres Ministres, ne feroient jamais acceptes, ni mis à execution, mais que la teneur des Capitulations Imperiales seroit toûjours observée, & que quiconque presenteroit de tels Mandemens, contraires aux Capitulations on les lui ôteroit, & ne feroient nullement d'aucune force, ni vertu, dans lequel tems tous les Privileges, Articles & Capitulations ci-dessus écrites, furent aussi approuvées & ratifiées, de la part de nôtre dit Grand Pere, & la Paix & Amitié, & bonne Correspondance, contractées d'ancienneté furent de nouveau confirmées & établies.

XLVI. Du tems de l'Installation de Sultan, Osman Han, sur le haut & Imperial Trône, le Roi d'Angleterre envoya encor un fameux & noble Gentilhomme, en qualité de son Ambassadeur avec des Lettres & des présens, qui furent trés-agréables, & ledit Ambassadeur ayant demandé au nom de Son Roi, & de Son Seigneur, que l'ancienne Capitulation, les Articles & les Contracts accordez du vivant de nos Predecesseurs fussent par lui renouvellez & confirmez, & que l'ancienne Paix & Amitié fussent de nouveau fortifiées, & établies, laquelle Requeste fut trés-agreable audit Sultan Osman & les anciennes Capitulations, Articles & Privileges furent ici écrits, & confirmez, & la Paix & Amitié contractée de long-tems fut par lui promise & accordée.

XLVII. Aprés lequel, & du vivant du même Sultan Han, le Roi d'Angleterre aiant encore envoié en la même maniere à cette Haute Porte, l'Excellent & Honorable Chevalier Thomas Roe, en qualité de son Ambassadeur, avec des Lettres, & des présens, qui furent trés bien receus, & cet Ambassadeur ayant offert au nom du Roi son Seigneur, toute sorte de Conditions d'Amitié, & de bonne Correspondance, & ayant demandé que les anciennes Capitulations, & tous les Articles ci devant accordés par ses Ancestres & par lui à la Nation Angloise, pussent être de nouveau confirmez, & que la Paix & Alliance, qui étoient depuis long tems contractée entre les deux Parties fût renouvellée & ratifiée, que quelques autres Articles fort necessaires pussent être ajoûtez aux Capitulations Imperiales, & que plusieurs autres déja accordez, pussent être renouvellez, changez & expliquez en meilleure forme, laquelle Requeste & demande lui furent tres-agréables & conformement à icelles, les anciennes Capitulations Imperiales, & tous les Articles & autres Privileges plusieurs fois confirmez en icelles, & la Paix, Amitié & bonne Correspondance contractées du tems de ses Ancestres, de son Grand Pere & de son Pere avoient été confirmées, ainsi que par lui-même furent dérechef ratifiées, établies, promises, & accordées, surquoi il fit commandement exprés, qu'à l'avenir la teneur de ses Capitulations Imperiales fût observée par toutes personnes, & que tout le monde respectât avec beaucoup de soin ladite Paix & Amitié établie & contractée entre les deux Parties, & que personne n'entreprist de les violer, ni de faire aucune action qui y fût contraire: lequel Ambassadeur declara plusieurs fois, que les Caddées, & nos autres Ministres, avoient imposé & établi diverses Taxes, Tributs, & Sommes d'argent, sur ladite Nation Angloise, & sur celles qui s'étoient mises sous la Baniere d'Angleterre, au préjudice des Capitulations Imperiales, & contre la volonté de Sa Majesté Imperiale, pour laquelle cause, ainsi qu'il est ci-dessus declaré, ayant été trouvé necessaire, de faire des additions de quelques nouveaux Articles, à ladite Capitulation Imperiale, dont ledit Ambassadeur fit declaration par Ecrit, & le presenta à Sa Majesté Imperiale, ledit Sultan Osman Han donna aussi-tôt des ordres & commandemens exprés signez de sa main Imperiale, & scellez, portans qu'à l'avenir tous les Articles, qui étoient déja dans les Capitulations Imp. & ceux qui y ont été nouvellement ajoûtez par nôtre ordre seroient deuëment gardez & observez conformement au sens sincere de nos presentes Capitulations.

XLVIII. D'autant que comme c'est une chose de notorieté publique que de certains Pyrates de Tunis, & d'Alger, au préjudice de nos Capitulations Imperiales, & contre nôtre intention & volonté, prennent, & enlevent sur Mer, des Navires, des Marchandises & des Hommes, qui sont des Sujets du Roi d'Angleterre, & d'autres Rois & Etats qui sont en Alliance avec nôtre Porte Imperiale, au grand dommage & préjudice de ladite Nation Angloise, pour ces causes, nous commandons & par ces présentes nous ordonnons qu'on donne & expedie plusieurs Mandemens, pour la restitution entiere & parfaite des Biens & Marchandises ainsi enlevées à la Nation Angloise & que tous les Anglois, qui ont été pris & faits Esclaves, ou emprisonnez par lesdits Pirates, soient mis incessamment en liberté, & si aprés le jour de la datte de nos presentes Capitulations Imperiales, il se trouve que lesdits Pirates de Tunis & d'Alger les volent encore & ne cessent point de continuer leurs outrages, & ne veuillant restituer leurs Biens, & leurs Hommes, nous deffendons que lesdits Pirates soient reçeus en aucun Port de nos Etats: & particulierement dans les Havres de Tunis, d'Alger, Modon ou Coron, faisons de tres-expresses inhibitions & deffenses à nos Beglerbeys & autres Ministres, de les y laisser entrer, ni de souffrir qu'ils y soient logez ni reçeus, mais au contraire nous commandons ausdits Beglerbeys, Caddées & autres Ministres de les poursuivre, bannir & punir.

XLIX. Ayant été informez que plusieurs de nos Commis de la Doüane & autres Officiers d'Alep, au préjudice de nos Capitulations Imperiales, & sous pretexte de prendre des Droits de Doüane & d'autres Droits sur les Soyes des Marchands Anglois, ont exigé par violence de grandes Sommes d'argent desdits Marchands: & d'autant qu'il est écrit dans les Capitulations Imperiales, que les Anglois payeront pour les Soyes qu'ils acheteront en Alep, comme les François & les Venitiens font, & non pas davantage, lesdits Officiers de la Doüane outre les deux & demi pour cent de Doüane & de Rest, n'ont pas laissé d'exiger depuis peu une grande Somme d'argent de ladite Nation sous le nom de Rest. Pour ces causes, nous ordonnons que cette affaire soit examinée, & que ladite Somme d'argent soit restituée, & qu'à l'avenir on observe l'ancienne coûtume: & que cette Nation-là ne paye seulement que comme les François, & les Venitiens font, & qu'on n'exige jamais d'eux pas même un Aspre sous le nom de cette imposition.

L. Comme les Marchands Anglois demeurans à Galate achétent ordinairement diverses Denrées & Marchandises, avant que de les pouvoir embarquer & envoier sur leurs Navires, & payent aux Officiers de la Doüane les Droits de Doüane, que doivent lesdites Marchandises, en prenant un Billet ou Quitance pour faire voir qu'ils les ont payez, aprés quoy, ils font porter les Marchandises en leurs Magasins, cependant il arrive qu'avant qu'ils puissent charger, & envoyer lesdites Marchandises, l'Officier de la Doüane, nommé Diet, vient à decéder ou est déposé de sa charge, & le nouveau Commis ou Officier établi en sa place, ne voudra pas se contenter de ladite Quittance, pretendra un autre Droit de Doüane, & troublera, & molestera lesdits Marchands en differentes manieres, pour cette cause, nous ordonnons qu'apparoissant réellement qu'ils ont payé une fois la Doüane de toutes les Marchandises qu'ils auront achetées, l'Officier de la Doüane se contentera de ladite Quittance, & n'en demandera pas une seconde aux Marchands.

LI. Comme on achéte ordinairement en Angora des Camelots, des Moires, des Soyes, & d'autres sortes de Marchandises qu'on transporte à Constantinople, & en d'autres Places de nos Etats dont on paye les Doüanes, & dont on retire des Quitances, aprés quoi on met les Marchandises dans des Magasins: & voulans aprés les embarquer, pour les transporter ailleurs, les Officiers de la Doüane en demandent dérechef les Droits de Doüane. Pour ces causes arrivant à l'avenir, que les Marchands veuillent embarquer les Marchandises, & qu'il soit veritable qu'ils ayent déja payé la Doüane pour lesdites Marchandises, lesdits Officiers de la Doüane ne pourront demander une nouvelle, ou seconde Doüane, pourvû que lesdits Marchands ne mêlent pas leurs Marchandises, qui n'auront pas payé les Droits, parmi celles qui les auront déja payez.

LII. Les Marchands Anglois ayant payé la Doüane de toutes les Marchandises qu'ils apporteront en nos Etats, ou de celles qu'ils en voudront transporter ailleurs, comme des Soyes, Camelots, & autres Marchandises, sans les avoir vendues à d'autres, & voulant aprés les faire embarquer, pour les porter à Scio,

Smir-

Smirne, ou en quelque autre Port, & lesdites Marchandises y étant arrivées, les Commis de la Doüane, & autres Officiers seront toûjours tenus de recevoir leurs Quitances, qu'ils auront en main, & ne demanderont, ni ne prendront point d'autres Droits de Doüane, pour leurs Marchandises.

LIII. Les Meslaragis de Galata, & de Constantinople, prendront leur Droit de Mestaria, ou de Courtagn suivant l'ancienne Coûtume & Pancarte, de toutes les Marchandises, que les Marchands Anglois apporteront à Constantinople, ou en quelqu'autre Port que ce soit de nos Etats, ou en transporteront ailleurs, c'est-à-dire qu'ils ne prendront seulement le Droit de Mestarie que des Marchandises, qui auront accoûtumé de le payer, suivant l'ancienne Coûtume, mais à l'égard des Marchandises, qui anciennement n'avoient pas accoûtumé de le payer, ils ne pourront prendre aucun Droit de Mestarie contre l'ancienne Pancarte, & de plus on ne fera ni levera aucune imposition sur les Marchandises Angloises, ni on ne prendra de la Nation Angloise, pas seulement un Aspre, contre l'ancienne Pancarte, & l'usage accoûtumé.

LIV. Les Marchands Anglois pourront librement venir en tous les Ports de nos Etats, pour negocier, & y apporter des Draps, du Creté, des Epiceries, de l'Estain, du Plomb, & toutes autres Marchandises, & personne ne leur donnera aucun trouble, ni empêchement; de même qu'ils y pourront achéter, & en transporter toutes sortes de Marchandises, à l'exception de celles qui sont deffenduës, sans que personne les en puisse empêcher, ni les y troubler, & aprés qu'ils en auront payé la Doüane conformement à la presente Capitulation Imperiale, & à l'ancienne coûtume, les Commis de la Doüane & autres Officiers ne leur demanderont rien de plus.

Du tems de Sultan Murat Han, mon Oncle d'heureuse Memoire, le Roi d'Angleterre envoya le Chevalier Sackville Cron, en qualité de son Ambassadeur, avec son présent, & des Lettres qui furent tres-bien reçuës, & le tems de son Ambassade étant expiré, le Chevalier Thomas Bendish arriva à la Porte, pour y résider & apporta son présent, & des Lettres obligeantes, qui de la même maniere furent aussi tres-bien reçuës: & lesdits Ambassadeurs ayant presenté les Capitulations Imperiales qui avoient été autrefois accordées, & demandé que suivant l'ancienne coûtume elles pûssent être renouvellées, il est derechef ordonné par ces presentes, que tous les Poincts & Articles qu'elles contiennent soient gardez & observez.

LV. Et à cause que contre le sens & la teneur d'iceux, plusieurs Officiers sont venus à bord des Navires des Marchands Anglois avant qu'ils fussent arrivez au Port, & ont de vive force enlevé desdits Navires les Biens & Denrées des Marchands, & enlevé toute l'élite sans demeurer d'accord du prix, ni en faire aucun compte avec les Proprietaires.

LVI. Et de plus, lesdits Marchands ayant une fois payé les Droits au Bureau de la Doüane pour leurs Marchandises, & voulant les transporter dans un autre Port, les Officiers de la Doüane les en ont empêché; & les ont retenus jusqu'à ce qu'ils eussent reçu un second Droit de Doüane pour icelles.

LVII. Et comme il est expressement stipulé dans les Capitulations Imperiales, que dans tous les differens & Procés avec la Nation Angloise, nos Magistrats ne doivent point ouïr, ni decider la cause, à moins que l'Ambassadeur, ou le Consul n'y soient présens, nos Juges ont depuis peu condamné, & emprisonné des Anglois, & en ont pris & reçû des presens, sans la sçeu de leur Ambassadeur, ce qui est une grande injure qu'on leur a faite.

LVIII. Comme aussi d'autant qu'il est ordonné par les Capitulations Imperiales, que les Officiers de la Doüane ne prendront aucuns Droits pour l'or & pour l'argent monnoyé, que la Nation Angloise apportera dans nos Etats, ou en transportera ailleurs, & que les Marchands ne soient tenus de payer que trois pour cent de Douane pour leurs Marchandises & rien plus; néanmoins les Officiers de la Doüane pretendent des Droits de Doüane sur leurs Seqnins & sur leurs Escus d'argent & de prendre plus de Droits qu'il ne leur en est deub pour les Soyes cruës qu'ils achetent; Et à l'égard des Marchandises qu'ils déchargent à Scanderoon, pour le porter en Alep, ils en demandent six pour cent; lesquelles exactions injustes ont été autrefois rectifiées & reformées par un exprés Hatter Sheriffe, & étant de nouveau informez qu'on fait tort ausdits Marchands Anglois, comme auparavant à cause que les Officiers de la Doüane evaluent & apretient les Marchandises des Marchands Anglois à plus haut prix qu'elles ne valent, & quoi que lesdits Officiers de la Doüane, ne doivent avoir que trois pour cent, neanmoins par une evaluation exorbitante des Marchandises ils prennent d'eux six pour cent, & les Serviteurs du Bureau de la Doüane, sous prétexte de quelques petits droits & frais, tirent indeuëment de grandes Sommes d'eux: Et comme on met à present à bord des Navires Anglois, un plus grand nombre de Visiteurs qu'on n'avoit accoûtumé auparavant, les frais en sont fort à charge aux Marchands & Maîtres de Navires qui les supportent; à toutes lesquelles choses ayant été priez de pourvoir, nous ordonnons que quand les Officiers de la Doüane, évalueront les Marchandises à trop haut prix, les Marchands leur offrant d'en payer les Droicts sur le pied de trois pour cent, en espece desdites Marchandises, les Officiers de la Doüane ne les pourront refuser, & seront tenus de les accepter; & sur ce que l'Ambassadeur d'Angleterre nous a demandé que les abus & injures ci-dessus specifiez fussent rectifiez, nous ordonnons que les Marchands Anglois ne soient point troublez dans les circonstances precedentes ni en aucune maniere, ni que leurs Privileges ne soient pas injustement violez au prejudice, & au contraire des Capitulations Imperiales. Le Chevalier Heneage Finch, Comte de Winchelsey, Vicomte de Maiston, Baron Fitz Herbert de Eitwell, Seigneur du Domaine Royal de Wye, & Gouverneur de la Province de Kent & de la Ville de Canterbury Ambassadeur du Roi d'Angleterre, (les jours duquel puissent estre terminez avec bonheur) arriva avec ses presens, & il fut accompagné de Lettres qui avec toute sincerité & affection exprimoient la bonne Amitié & Correspondance; & cet Ambassadeur susdit presenta les Capitulations, afin qu'elles pussent estre renouvellées suivant la coutume, & afin que quelques Articles de grande consideration, qui étoient auparavant dans les Capitulations pussent être plus ponctuellement observez, ledit Ambassadeur demanda qu'ils pussent être derechef renouvelles & plus clairement exprimez dans les Capitulations Imperiales, sa requeste fut favorablement reçûë. L'un de ces Poincts est celui-ci.

LIX. Les Galeres & autres Vaisseaux de la Flotte Imperiale, partant des Etats du Grand Seigneur, & rencontrant sur Mer les Navires d'Angleterre, ne leur donneront aucune molestation, & ne les retarderont point en leur voyage, & ne leur prendront aucune chose quelconque, mais devront toûjours témoigner l'un à l'autre une bonne Amitié, sans causer le moindre dommage: & cela étant ainsi declaré dans les Capitulations Imperiales, les Beys & Capitaines qui naviguent sur les Mers, & ceux d'Alger, Tunis & Tripoli, rencontrans des Navires Anglois, qui naviguent d'un Port à l'autre, ne devront point leur enlever aucun argent ni Marchandises; sous pretexte que leurs Vaisseaux transportent des Biens des Ennemis, & à cette occasion les visiter, & sous ce pretexte les molester & les retarder en la poursuite de leur voyage, de sorte qu'il n'y aura qu'à l'entrée des Châteaux, & dans les Ports, où les Visiteurs, qui appartiennent à la Doüane, ont accoûtumé de venir à bord; que leurs Biens seront examinez, mais étant sur Mer, ils ne seront point sujets à une plus ample visitation ni perquisition.

LX. Les Marchandises de la Nation Angloise ayant une fois payé la Doüane, ne doivent recevoir aucune molestation contre la teneur des Capitulations Imperiales, & les Officiers de la Doüane ne pourront refuser le Billet ou Certificat portant qu'ils ont payé la Doüane, & arrivant qu'on en fasse plainte, nous commandons expressément que lesdits Officiers, ne different de delivrer incontinent ledit Billet, ou Certificat, sur la demande qui en sera faite.

LXI. Et aprés que la Doüane aura été une fois payée pour aucune sorte de Marchandises, qui n'aura pas été venduë dans le Port où l'on aura payé les Droits, & qui doit être transportée dans un autre Port, on adjoutera foi entiere au Certificat, & on ne pourra pas prétendre de lui faire payer une seconde Doüane.

LXII. Les Marchands Anglois & leurs Serviteurs pourront librement & franchement trafiquer, en Alep, au Caire & dans les autres Ports des Etats Imperiaux, & ne payer que trois pour cent, pour toutes leurs Denrées & Marchandises suivant l'ancienne coûtume, & con-

ANNO 1675.

conformement aux Capitulations Imperiales, soit qu'elles soient apportées par Mer ou par Terre: & quoi que les Officiers & Fermiers de la Doüane, à l'arrivée des Marchandises dans le Port, & pour donner du trouble & de la molestation à la Nation Angloise, pretendent qu'il n'y a que les Denrées du cru & Manufactura d'Angleterre qui ne doivent payer que trois pour cent, mais que les Marchandises qui viennent de Venise, & d'autres Lieux, sont obligez de payer davantage, & sous ce pretexte & pretension, faire naître des Procès & des troubles aux Anglois; Pour cette raison, que les Capitulations Imperiales soient observées à cet égard, comme elles l'estoient au temps passé, & nos Officiers ne doivent en aucune maniere permettre le contraire.

LXIII. Arrivant qu'un Anglois devienne endebté, ou qu'il se soit rendu caution pour un autre qui aura fait Banqueroute ou qui sa sera enfuy, la Debte devra être demandée au Debiteur, & si le Créancier n'a point d'Acte, pour prouver qu'un sel s'est rendu plége & caution suivant la Loy, la Debte ne pourra pas être demandée à un autre, lequel Article est déja declaré dans les Capitulations.

LXIV. Comme il arriva quelquesfois qu'un Anglois demeurant dans un Pays, pour s'exempter de payer une Debte, tire une Lettre de Change, sur un autre Anglois, qui n'a point de ses effects en ses mains, & la personne à qui l'argent est payable, étant un Homme de pouvoir & d'authorité, apporte sa Lettre de Change, & au prejudice de la Loi, & des Capitulations demande, & voudroit exiger par force le payement de la Lettre de Change; en ce cas-là le Marchand acceptant la Lettre de Change sera obligé de la payer, mais s'il ne l'accepte pas, il ne sera pas sujet à aucun trouble pour cela.

LXV. Et comme les Interpretes de l'Ambassadeur d'Angleterre sont esampts de toute Angarie ou Taxes, par les Articles declarez dans les Capitulations, arrivant que lesdits Interprétes viennent à deceder, leurs Biens ou Effects ne soient pas sujets aux Droits de Doüane, mais seront partagez entre les Créanciers & les Heritiers.

LXVI. Et comme le Roi d'Angleterre est un veritable ami de nostre heureuse Porte, on permettra à son Ambassadeur, qui residera ici, d'avoir dix Serviteurs de quelque Nation que ce soit, qui seront exempts de Harach, ou de Taxes, & de molestation da qui que ce soit.

LXVII. Arrivant qu'un Anglois se fasse Mahometan, & qu'il ait entre ses mains des Biens & Effects appartenans à ses Superieurs, ces Biens & Effects seront mis entre les mains de l'Ambassadeur, ou du Consul, afin qu'on les puisse faira tenir & faire bons aux veritables Proprietaires.

Le dernier, Monsieur le Chevalier Hervey Ambassadeur du Roi d'Angleterre qui residoit en nostre haute Porte, étant decédé, le Chevalier Jean Finch Homme prudent & qui étois du Conseil du Commerce estranger, a été nommé pour lui succeder en la fonction de l'Ambassade, & l'advis nous ayant esté donné que ledit Ambassadeur estoit arrivé avec des Lettres Royaux, & les presens accoustumez, ils nous ont été tres-agréables, & ledit Ambassadeur nous ayant fait connoistre qu'il y avoit des expressions si pleines d'ambiguité dans les Capitulations, qui avoient esté déja accordées, qu'elles avoient besoin d'une plus ample explication & pour cet effect, nous ayant requis au nom du Roi son Maistre, que les Capitulations pussent estre renouvellées, & qu'on y pût adjouster les explications, & Articles qui étoient necessaires, la requeste dudit Ambassadeur nous ayant esté communiquée, nous y avons donné nostre consentement, & nous commandons & il est commandé que les additions demandées soient adjoustées aux Capitulations precédantes, & en voici une.

I. Le Nisani Sherif, (c'est-à-dire) le Commandement Imperial sur lequel fut mis en l'année 1653. le Hattersheriff, (c'est-à-dire) le Seing de l'Empereur Sultan Ibrahim Han (l'ame duquel repose en gloire) lequel Commandement declare qu'anciennement les Navires Anglois qui venoient de Scanderoon payoient pour chaque piéce de Drap de Londres pour la Doüane de Scanderon quarante Paras, & pour une piece de Crezé six Paras, & pour chaque Pacquet de Peaux de Lapin six Paras, & pour chaque quintal de Damas, ou Cantaro, cinquante-sept Paras & demi de Doüane, lesquelles Marchandises arrivant aprés en Alep, payoient pour la Doüane d'Alep, pour chaque piece de Drap de Londres huit Paras, pour une piece de Crezé huit Paras & un sixiéme, pour chaque Pacquet de Peaus de Lapin huit Paras & un sixiéme, pour chaque Battman d'Alep, d'Estain & de Plomb, un Para de Douane, & ceux de ladite Nation achetant des Marchandises & les transportant, pour tout ce qu'ils achetoient en Alep & le transportoient ailleurs, payoient pour la toile crue, ou chilis, pour les Cordouans, pour Horasani Hindi, pour chaque balle de chacun, deux Escus blancs & demi, & pour chaque Balle de Cotton cru, un Escu blanc, & un quart, & pour une balle de noix de Gale un quart d'Escu blanc, & pour chaque balle de Soye dix Osmani (dont les quatorze font un Escu blanc) pour chaque cent pesant de Rubarbe, & autres pareilles Drogues trois Escus blancs suivant l'estimation du chef de cet art, lesdites Denrées étant portées à Scanderoon & y ayant été chargées sur leurs Vaisseaux payoient pour de la toila crue, ou chilis, pour les Cordouans chacun un Escu blanc & demi pour la Doüane de Scanderoon, pour l'Horasani Hindi, & le Coton cru, trois quarts d'un Escu blanc la balle, pour une bale de noix de Gale, le quart d'un Escu blanc, pour de la Rubarbe & autres pareilles Drogues, suivant l'apreciation des Droguistes, trois quarts d'un Escu blanc la balle, & il n'y a rien à payer de plus suivant ce sublime Commandement & en cas que le Tefterdar donne aucun Commandement contraire à celui-ci, qu'on n'y obeïsse pas, & qu'il soit reputé de nulle valeur, mais que toutes choses soient observées conformement à ce présent Commandement Imperial & aux Capitulations Imperiales.

II. Pour toutes les Marchandises que les Marchands Anglois apporteront ou transporteront, ils ne payeront que trois pour cent seulement, & ne doivent jamais payer un Aspre davantage, étant ainsi specifié dans les Capitulations Imperiales. Mais y aiant eu des Contestations & differens à Constantinople, & à Galata, avec les Officiers de la Douane touchant les Draps apportez de Londres, & autres sortes de Draps de Manufacture d'Angleterre, ils payeront suivant l'ancien Tarif accoustumé, & ainsi qu'ils ont tousjours payé jasqu'ici, c'est-à-dire en Aspres, ou menue Monnoye, dont quatre vingt Aspres font une piece de huit, & soixante dix font un Escu de Lyon, cent quarante quatre Aspres pour chaque piece de Drap, de la fabrique d'Angleterre, soit que les Draps sutent fins ou gros, ou de quelque prix que ce soit, & les Officiers de la Doüane ne demanderont & ne doivent pas prendre davantage. Mais à l'égard des Draps qui viendront d'Hollande, & d'autres Pais, c'est-à-dira, Londrins, des Soyes, & des Escarlattes, & de toutes autres sortes de Draps qui ne seront pas de la fabrique d'Angleterre paieront à l'avenir les Droits qu'ils ont accoustumé de payer jusqu'ici, & à Smirne, on paiera suivant l'ancienne coustume & usage en Aspres ou menue Monnoye, dont quatre vint font une piece de huit, & soixante dix, un Escu de Lyon, six vingts Aspres pour chaque piece de Draps d'Angleterre, soit qu'ils soient fins ou gros, soit qu'ils soient de Londres, ou non, pourveu qu'ils soient fabrique d'Angleterre, & les Officiers de la Doüane ne pourront pas demander & ne doivent pas prendre un Aspre davantage, & qu'il n'y ait point d'innovation faita sur la Doüane de ces Draps là.

III. Les Capitulations qui ordonnent que les Anglois aiant un differant, dont la valeur est de plus da quatre mille Aspres la cause doit être ouïe & decidée par la Porte, & non pas ailleurs, estant de notorieté publique, arrivant qu'en quelque temps que ce soit, le Caddi ou les Ministres de quelque Place voulussent retenir aucun Marchand, ou empescher aucun Anglois, qui sera sur un Navire, de poursuivre son Voyage, sous pretexte de quelque Somme imposée sur les Anglois ou pretendre d'eux, si le Consul du lieu se veut rendre Caution de respondre devant la Porte aux pretentions qu'on aura contr'eux, telles personnes auront pleine & entiere liberté de poursuivre leur Voyage, & ceux qui prendront quelque chose d'eux seront tenus de venir devant le Divan, pour faire juger le different d'entre les Parties, & l'Ambassadeur respondra sur leurs demandes. Mais au cas que le Consul ne veuille pas estre Caution, le Juge du lieu pourra en estre le Juge & rendre Sentence sur le fait, dont sera question.

IV. Tous Navires Anglois qui arriveront à Constantinople, Scanderoon, Smirne, à Cypre, & en tous

ANNO 1675. tous les autres Ports de mon Empire, payeront trois cens Aspres pour Droit d'enchrage & pas un seul Aspre de plus.

V. Arrivant, qu'un Anglois venant avec des Effects se fasse Musulman, l'Ambassadeur, ou Consul, sachant que ses Effects appartiennent à d'autres Marchands Anglois tout l'argent & autres Effects seront tirez des mains du Musulman, & consignez entre celles de l'Ambassadeur, afin qu'il puisse les faire tenir à ceux à qui ils appartiendront, & que par ce moyen les Biens d'un autre Homme ne puissent pas demeurer entre les mains de ce Musulman, & que cele ne soit pas empesché par aucun Caddi, ni aucuns autres Juges ou Ministres.

VI. Les Marchands de ladite Nation Angloise qui auront acheté des Camelots, des Moires, ou des Estoffes à gros Grains cru, en Angora, ou à Begbazar, & qui les voudront transporter en d'autres Lieux, aprés avoir paié trois pour cent de Doüane, ne pourront estre molestez pour le Skraz-bath, c'est-à-dire pour le passage ou transport desdites Marchandises en d'autres Lieux, & ils ne devront pas payer un seul Aspre, pour aucune demande de cette nature.

VII. Les Marchands Anglois venant à recevoir de leurs Debiteurs quelque Somme d'argent, si le Debte est payée par le moyen ou entremise d'un Assistant, ou d'un Chiaou, celui qui recevra le Debte ne payera pas davantage, que ce qu'on paye aux autres Caddis, qui est seulement deux Aspres, & pas une seule Aspre davantage.

VIII. Comme il y a une bonne correspondance entre nous, & le Roi d'Angleterre, en consideration de cette bonne Amitié, nous accordons & permettons que deux Navires chargez de Figues, de Raisins de Corinthe, puissent estre transportez de nos Etats, pour l'usage de la Cuisine de Sa Majesté, pourveu qu'il n'y ait pas de disette, & de cherté de ces fruicts-là dans le Pays, lesquels fruicts nous permettons aux Anglois d'acheter pour leur argent dans le Port de Smyrne, Salonique, ou en tel autre Port que ce soit de nôtre Empire, en paiant trois pour cent de Doüane, lesquels estant payez personne ne donnera à ceux qui les chargeront, aucun trouble ni empêchement.

IX. Sur ce qui nous a été representé, que les Anglois n'ont paié jusqu'ici, aucun Drois de Doüane ni de Mezan, pour toutes les Soyes qu'ils achétent à Smyrne, à l'exception de celles de Prusse, & d'Armenie, c'est-à-dire pour les Soyes de la Georgie, de la Perse, ou de l'Armenie: en cas qu'il y ait réellement un tel usage & coustume, & que la chose ne porte aucun prejudice à l'Empire: qu'on ne demande point à l'avenir à Smyrne, ni Doüana ni *Mezan* pour lesdites Soyes, mais qu'on y traite les Anglois avec toute sorte de tesmoignages d'amitié. Et sur l'instance que l'Ambassadeur nous a faite, que les precedents Articles fussent inserez dans les Capitulations; sa demande lui a été octroyée, & conformement au précedent Seing Imperial, & Capitulation, que la presente Capitulation soit renouvellée & accordée à present en conformité de ce qui a été passé, & de mon commandement Imperial, ce que nous commandons pour le temps aussi long, que Charles second Roi d'Angleterre (dont les jours se puissent terminer en bonheur) entretiendra une bonne Amitié, & correspondance avec nous, conformement à celle qui a esté entretenuë avec nos Ancestres, & nous ne manquerons pas de nôtre côté à entretenir cette amitié, avec toute sorte de tendresse.

Et nous jurons, & promettons, par celui qui a créé le Ciel & la Terre, & toutes les Créatures, nous promettons par un seul Dieu, le Créateur, qu'il ne sera fait rien de contraire à cette présente Capitulation Imperiale; & par consequent chacun est tenu d'obeir à nôtre Seing Imperial.

Donné au milieu de la Lune Gemaziel Akir 1086, en la Ville Imperiale d'Andrinople; qui estoit au Mois de Septembre 1675.

Le Grand Seigneur escrit en haut de sa propre main ainsi qu'il suit.

Que toute chose soit observée en conformité à nôtre Commandement Imperial & que rien ne soit fait qui y soit contraire.

ANNO 1675.

CXLI.

$\frac{11}{21}$ Sept.

Neutralitäts-Recess zwischen Ihro Königl. Majest. in Dennemarck Christian V. / Ihro Churfürstl. Durchl. zu Brandenburg-Friedrich Wilhelm / und Ihro Hochfürstl. Gnaden Christoph Bernhard / Bischoffen zu Münster eines / und Ihro Hochfürstl. Durchl. Johann Friedrich / Hertzogen zu Braunschweig und Lüneburg andern theils / wodurch dieser erstere versichert / dero wieder Schweden und anderer Orten sich wendenden Wapffen sich nicht zu wiedersetzen / dahingegen erstere diesem versprechen / dessen Lande von allen Kriegs-Belästigungen frey seyn zu lassen / und bey dieser Neutralität zu schützen. Hanover den $\frac{11}{21}$. Septembr. 1675. Mit dem Neben-Recess zwischen Gedachten Königl. Majest. / Chur- und Fürstl. Durchl. sub dato & loco eodem. [Tiré de la Registrature d'Estat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

C'est-à-dire,

Traité de Neutralité entre CHRISTIAN V. *Roi de Dannemarc*, FRIDERIC GUILLAUME *Electeur de Brandebourg &* CHRISTOPHLE BERNARD *Evêque & Prince de Munster d'une part*, & JEAN FRIDERIC *Duc de Brunswic-Lunebourg-Hanover d'autre part, portant que ledit Duc ne s'opposera point aux Armes des trois Princes confederés contre la Suede de quelque costé qu'elles se tournent, & qu'en échange ils auront soin que leurs Expeditions, Passages, & Campements ne causent aucun dommage à ses Terres, Pais & Sujets, mais qu'au contraire ils le maintiendront & defendront en cette Neutralité. A Hanover le* $\frac{11}{21}$ *Septembre 1675.*

Zu wissen / als der Durchlauchtigste Großmächtigste Fürst und Herr / Herr Christian der Fünffte / König zu Dennemarck / Norwegen / der Wenden und Gothen / Hertzog zu Schleswig-Hollstein / Stormarn und der Ditmarschen / Graffe zu Oldenburg und Delmenhorst rc. Wie auch der Durchl. Fürst und Herr / Herr Friederich Wilhelm Marggraff zu Brandenburg / des Heil. Röm. Reichs Ertz-Cämmerer und Churfürst / in Preussen / zu Magdeburg / Gülich / Cleve / Berg / Stettin / Pommern / der Cassuben und Wenden / auch in Schlesien / zu Crossen und Jägerndorff Hertzog / Burggraff zu Nürnberg / Fürst zu Halberstadt / Münden und Camin / Graff zu der Marck und Ravensberg / Herr zu Ravenstein / und der Lande Lauenburg und Bütau rc. Und der Hochwürdigste Fürst und Herr / Herr Christoph Bernhard / Bischoff zu Münster / Administrator zu Corvey / Burggraff zu Stromberg / Herr zu Borckelohe rc. Dem Durchl. Fürsten und Herrn / Herrn Johann Friederich / Hertzoges zu Braunschweig und Lüneburg rc. Durch Ihrer Königl. Majest. Churfürstl. Durchl. und Fürstl. Gnad. abgeschickte Ministros, auß sonderbahrer Freund-Vetterlicher Affection und vertraulicher Freundschafft / fürtragen lassen / was gestalt männiglich bekandt und vor augen / in was für einem Zustand das Heil. Röm. Reich / unser geliebtes Vaterland / durch die vor einigen Jahren entstandenen und nachgehends mehr und mehr außgebreitete Kriegs-Unruhe / gerahten / und es endlich dahin außgeschlagen / daß zu Rettung der bedrängten Chur-Fürsten und Stände verschiedene nachdrückliche Conclusa bey dem noch wehrendem Reichs-Tag zu Regenspurg ergangen / dannenhero auch Ihrer Königl. Majest. zu Dennemarck / Ihre Churfürstliche Durchl. zu Brandenburg / und des Herrn Bischoffs zu Münster Fürstl. Gn. auff respectivè beschehenes ersuchen / und auffgetragene Commission Ihrer Kayserl. Majest. und angerahten Reichs-Conclusis zufolge / wie dann auch Vigore der vorhin zwischen ihnen auffgerichteten Bündnussen / zu Rettung des Heil. Röm. Reichs höchstbedrängter und unterdrückter Stände / absonderlich aber zu befrey- und Versicherung Ihrer Churfürstl. Durchl. zu Brandenburg durch die Cron Schweden angegriffener / und infestirter Lande / gegen selbige Cron die Waffen zu ergreiffen veranlasset worden / und man anjetzo an Seiten Ihrer Königl. Majest. zu Dennemarck / und des Herrn Bischoffs zu Münster Fürstl. Gnad. denen Kriegs-Operationen und zwar in den Königl. Schwedischen / in Westphälischen und Nieder-Sächsischen Crays-

 sen

sen belegenen Landen einen Anfang zu machen / entschlossen wäre / vorhero aber hochstnöhtig erachtet / höchstbesagtem Hn. Hertzog Joh. Friederichs zu Braunschweig und Lüneb. Durchl. als einem vornehmen Fürsten gemeldter Cräyse / dessen Lande auch in der Nähe ungeregter Königl. Schwedischer Lande gelegen / von solchem Fürhaben parte zu geben / und mit deroselben / welcher gestalt bey diesem Werck die allerseits benöhtigte Sicherheit dessens verwahret / mithin auch das Freund- Vetter- und Nahbarliche gute Vernehmen hinführo ferner unterhalten werden möchte / vertreuliche communication anzustellen / darauff Seine Fürstl. Durchl. sich dahin erkläret / daß gleich sie auch ihres theils / bey gegenwärtigen gefährlichen Zeiten / nebst dero eigenen Sicherheit / auff des Reichs Wohlfahrt und Bestes / auch Wiederbring- und Erhaltung des werthen Friedens / ein sorgfältiges Absehen gehabt / als sie hinkünfftig im geringsten etwas / so der Kayserl. Majest. und des Reichs intention, und denen ergangenen Reichs-Conclusis zuwider seyn möchte / vorzunehmen nicht gemeinet / sondern vielmehr / wie schon vorhin geschehen / also ferner solchen Conclusis, doch vorbehaltlich dessen / was in diesem Tractat absonderlich verglichen / ein gnügen zu thun bereit und entschlossen / auch mit Ihrer Kayserlichen Majest. und des Reichs Allurten und Zugethanen / insonderheit mit Ihrer Churfl. Durchl. zu Brandenburg / und des Herrn Bischoffs zu Münster Fürstl. Gn. in guter Verständnuß beharrlich zu stehen verlangten / und dißfals an Ihro nichts erwinden lassen wollen / dannenhero sie zu Behuff des intendirten gemeinnützigen Zwecks die veranlaßte communication Ihra mit gefallen lassen: Daß darauff im Nahmen des Allerhöchsten / die allerseits hierzu verordnete / und gnugsam bevollmächtigte Räthe und Ministri, benantlich wegen Ihrer Königl. Majest. zu Dennemarck / der Hoch-Wohlgebohrne Graff und Herr / Herr Frederich Graff von Alefeld zu Langland und Rixingen / Freyherr zu Mörsburg / Herr zu Gravenstein / der beyden Seegarten / auch en der Ruldnuß / Ritter ꝛc. Sr. Königl. Maj. geheimter Estats und Land-Raht / Stathalter in den Fürstenthümen Schleßwig und Holstein / Gouverneur und Amptmann zu Steinburg und in Ditmarschen ꝛc. wegen Ihrer Churfl. Durchl. zu Brandenburg der Wohlgebohrne Herr Eitel Wilhelm von Lende / Sr. Churfl. Durchl. Cammerherr und Stallmeister; Wegen des Herrn Bischoffs von Münster Fürstl. Gnad. der Hochwürdige / Wohlgebohrne Herr Matthias Korff / genant Schmising / Sr. Fürstl. Gn. Dohm-Küstnern / auch geheimter und Land-Raht ꝛc. wegen Herrn Hertzogen Johann Friedrichs zu Braunschweig Lüneburg Durchl. die Wohlgebohrne / Herr Otto Grote / und Herr Hieronymus von Witzendorff / Seiner Durchl. geheimte und Cammer-Rähte / die Handlung angetretten / und sich nachfolgender conditionen mit einander verentbahret und verglichen;

I. Erstlich erklären Herrn Hertzogen Johann Friedrichs zu Braunschw. und Lüneb. Fürstl. Durchl. sich dahin / daß sie sich / bey wehrendem diesem Kriege / allerdings neutral halten / Ihrer Kayserl. Maj. und des Reichs auch dero Allurten und Zugethanen / insonderheit Ihrer Königl. Majest. zu Dennemarck / Ihrer Churfl. Durchl. zu Brandenburg / und des Herrn Bischoffs zu Münster Fürstl. Gnaden Waffen / an was Ort sich auch selbige wenden möchten / auff keinerley Weise / weder per directum noch per indirectum sich widersetzen / noch durch die ihrige denenselben einigen Eintrag und Schaden thun / oder auch einige von ihren Völckern / weder heimlich noch offentlich deroselben Feinden und Widerwärtigen überlassen / sondern in beständiger devotion und Treu gegen Ihr. Kayserl. Majest. und das Reich / auch in auffrechtem guten Vernehmen mit Ihr. Königl. Majest. zu Dennemarck / und dero hohen Allurten beharren wollen.

II. Dahingegen Ihr. Königl. Majest. zu Dennemarck Ihr. Churfl. Durchl. zu Brandenburg und des Herrn Bischoffs zu Münster Fürstl. Gnad. für sich / und im Namen dero sammtlich hohen Allurten gegen Seine Durchl. sich erkläret / und vestiglich versprochen / daß Ih. Fürstl. Durchl. in ihren Landen ruhig gelassen / und von allen Einquartierungen / Contributionen / Durchzügen und andern wieder das Instrumentum Pacis, die Reichs-Constitutiones und Executions-Ordnung lauffenden Belastigung / wie die Namen haben mögen / jederzeit befreyet seyn sollen.

III. Da auch über verhoffen die Cron Franckr. auß Ursach / weil Ih. Durchl. sich Neutral erklären / einen Anspruch an dieselbe wegen der eine geraume Zeit her empfangene Subsidien / machen solte: so seynd Ih. Kays. Maj. und dero gesampte hohe Allurte / Seine Durchl. sowol dagegen / als wann sie auch sonst dieser Neutralität halber / angefochten oder Feindlich tractiret werden / sampt und sonders zu vertretten und zu schützen erbietig.

IV. Wie Ihra dann ebenfalls wegen der mit Franckreich und Schweden gehabten Fœderum, von niemanden zugesetzet werden / noch Ih. Durchl. dessenthalben in einige wege / wie es immer Namen haben möchte / etwas zu befürchten / oder zu entgelten haben sollen.

V. So soll auch offtged. Ihrer Durchl. die Ihro vor diesem schon von den hohen Allurten angebottene Mediation nochmals deferiret und hiemit auffgetragen seyn.

VI. Versprechen Ihr. Kön. Majest. zu Dennemarck / Ihr. Churfl. Durchl. zu Brandenburg und des Herrn Bischoffs zu Münster Fürstl. Gnad. Krafft dieses festiglich / daß Ihr. Fürstl. Durchl. bey allen obgemeldten Puncten und Clausulen von ihnen maintenirt und auf alle Weise und Wege garantirt werden solle.

VII. Schließlich und siebendens ist verabredet worden / daß die Ratification dieses Tractats von Ihr. Kayserl. Majest. in 6. Wochen / und von denen ausserhalb Reichs sich befindenden Allurten innerhalb 3. Monaten / von Ihr. Kön. Majest. zu Dennemarck / Ih. Churfl. Durchl. zu Brandenburg / und des Herrn Bischoffs zu Münster Fürstl. Gnad. aber innerhalb 14. Tag à dato hujus eingebracht / und zu Hamburg oder allhier zu Hanover gegen Ihr. Durchl. Ratification außgewechselt werden solle.

Daß nun dieses alles was obstehet / sammt und sonders von Ihr. Kön. Majest. zu Dennemarck / ihrer Churfl. Durchl. zu Brandenb. und des Hn. Bischoffs zu Münster Fürstl. Gn. auch Hn. Hertzog Johann Friedrichs zu Braunschweig und Lüneb. Fürstl. Durchl. stett / fest und ohnverbrüchlich bey Kön. Chur- und Fürstl. wahren Worten / Treu und Glauben ohne einzige Argelist und Gefährde gehalten / denselben in allen und jeglichen Puncten und Clausulen nachgelebt / und dessen nichts unterlassen / verzögert / vielweniger / auß was Ursachen oder Einwand solches immer geschehen möchte / dem im geringsten zuwieder gehandelt werden solle / haben eingangs benannte deputirte und gevollmächtigte Ministri Namens dero hohen Principalen / zugesagt und festiglich versprochen. Dessen zu Uhrkund dieser Receß vierfach außgefertiget / und von allerseits Kön. Chur- und Fürstlichen Gevollmächtigten unterschrieben und besiegelt / auch jedem ein Exemplar davon zugestellet. So geschehen Hanover den 11/21. Sept. 1675.

F. v. A. Graf zu Langland und Rixingen. (L. S.)

M. K. g. Schmising. (L. S.)

O. Groote. (L. S.)

H. von Witzendorff. (L. S.)

Neben-Receß zwischen der in vorhergehenden Neutralitäts Receß gedachter Königl. Majest. in Dannemarck / Churfürstl. Durchl. in Brandenburg / Ihro Hochfürstl. Gn. den Bischoffen von Münster eines / und Ihro Hochfürstl. Durchl. Hertzogen zu Braunschweig-Lüneburg andern theils / die Quartiere vor Ihro Hochfürstl. Durchl. von Braunschweig Trouppen und dero Antheil an den gewinnenden Stifftern Brehmen und Fehrden betreffend. Hanover den 11/21. Sept. 1675. [LONDORPII *Acta publica* Tom. X. Lib. XI. Cap. CXXXIV. pag. 336.]

C'est-à-dire,

Accord particulier entre les mêmes Serenissimes Princes, Roi de DANNEMARC, *Electeur de* BRANDEBOURG, *& Evêque de* MUNSTER, *d'une part, & le Serenissime Duc de* BRUNSWIC-LUNEBOURG-HANOVER *d'autre, ils lui prometent non seulement des Quartiers d'Hyver, mais aussi une certaine portion dans les Evêchés de Breme & de Verden quand ils seront conquis. A Hanover le 11/21. Septembre 1675.*

Zu wissen daß bey dem zwischen dem Durchläuchtigsten / Großmächtigsten Fürsten und Herrn / Herrn Christian dem Fünfften / Könige zu Dennemarck / Norwegen / der Wenden und Gothen / Hertzogen zu Schleßwig / Holstein / Stormarn und der Ditmarsen / Grafen zu Oldenburg und Delmenhorst ꝛc. Dann dem Durchläuchtigsten Fürsten und Herrn / Herrn Friedrich Wilhelm / Marggraffen zu Brandenburg des H. R. Reichs Ertz-Cämmerer und Churfürsten / in Preussen / zu Magdeburg / Gülich / Cleve / Bergen / Stettin / Pommern / der Cassuben und Wenden / auch in Schlesien zu Crossen und Jägerndorff Hertzogen / Burggraffen zu Nürnberg / Fürsten zu Halberstadt / Minden und Camin / Graffen zu der Marck und Ravensberg / Herrn zu Ravenstein / und der Lande Lauenburg und Bütau / ꝛc. Und dem Hochwürdigsten Fürsten und Herrn / Herrn Christoph Bernhard / Bischoffen zu Münster / Administratorn zu Corvey / des H. R. Reichs-Fürsten / Burggraffen zu Stromberg / Herrn zu Borckelohe / ꝛc. Wie auch dem Durchl. Fürsten und Herrn / Herrn Johann Friedrich / Hertzogen zu Braunschweig-Lüneburg / heute untengesetzten dato auffgerichteten Tractat wegen der bey dem zwischen Ih. Kön. Maj. zu Dennemarck / Ih. Churfl.

Durchl.

ANNO 1675.

Durchl. zu Brandenburg/ des Herrn Bischoffs zu Münster F. Durchl. und deren Allirten/ eines/ und der Cron Schweden/ andern Theils/ entstandenem Krieg/ von Herrn Hertzogen Johann Friedrichs zu Braunschweig-Lüneburg Durchl. auf die Ihro dagegen versicherte Conditiones, nach Inhalt deß darüber gemachten Recesses, versprochene Neutralität/ noch ein und ander Neben-Articul von denen hiezu deputirten gevollmächtigten Ministris verabredet und verglichen/ folgenden Inhalts:

Erstens/ weilen Hn. Hertzogen Johann Friedrichs zu Braunschweig-Lüneburg Durchl. dafür halten/ daß Ihre Sicherheit auff Erhaltung Ihrer anjetzo auff den Beinen habenden Trouppen bestehe/ und sich dahin erkläret/ daß sie selbige nicht weniger zu Ih. Kays. Maj. und des Reichs/ als Ihrer eigenen Sicherheit/ jedoch diesem Neutralitäts-Tractat ohnabbrüchig/ beyzubehalten gemeynet/ auch allerhöchstged. Ih. Kays. Maj. solches sonder zweiffel selbst gerne sehen würden/ ihrer Durchl. aber sie auff ihren eigenen Mitteln zu erhalten/ ohnmöglich fallen wil.

Als versprechen Ih. Kön. Maj. zu Dennemarck/ Ih. Churfl. Durchl. zu Brandenb. und des Herrn Bischoffs zu Münster F. Gn. daß sie es bey der Röm. Kays. Maj. dahin zu dirigiren/ sich äussersten Vermögens bemühen/ alle ersinn- und nachdenckliche Mittel anwenden/ und daran seyn wollen/ daß ihrer Fürstl. Durchl. das Stifft Hildesheim/ das Eichsfeld/ oder da solches nicht zu erhalten/ die Graffschafft Schwartzburg/ dann ferner die Graffschafften Schaumburg/ Lippischen Theils/ und Stollberg/ wie auch die Reichs-Städte Nort- und Mühlhausen/ zu Hülffs- und Subsistentz-Quartieren so lange gegeben/ und gelassen werden sollen/ als das jetzige Wesen und Unruhe im Reich währen möchte; Und nachdemmahl Seine Fürstl. Durchl. an statt deß anerbottenen Stifftes Fulda/ auff der Graffschafft Mansfeld/ daß dieselbe ihro gleicher gestalt verbindlich eingeräumet werden möchte/ fest bestanden/ der Münster. Herr Gevollmächtigte auch solches nicht difficultiret; Ih. Kön. Majest. zu Dennemarck/ und Churfl. Durchl. zu Brandenburg Herrn Ministri aber darauff positivè nicht verbindlich einlassen können: so haben sie jedoch sub spe rati sich/ nebst besagtem Münster. Herrn Ministro, dahin Krafft dieses erkläret und versprochen/ daß im Fall ja über verhoffen höchstern. ihrer Kön. Maj. und Churfl. Durchl. in die überlassung der Graffschaft Mansfeld nicht gehelen/ noch solches ratificiren würden/ alsdann ihrer Durchl. ein Æquivalens, derselben eben sowol gelegen/ zugleich bey erfolgung der Ratification zu dero billigmässigen befriedigung angewiesen/ und nebenst denen übrigen Quartieren überlassen werden solle. Weil auch hiebey zugleich in consideration kommen/ daß ihrer Fürstl. Durchl. Durchl. zu Zell und Wolffenbüttel ebenfalls einigen Antheil des Stifft Hildesheim zu dero Quartieren begehren/ als ist ferner verglichen und verabredet worden/ daß Hn. Hertzog Johann Friedrichs Fürstl. Durchl. denenselben zu Freund-Brüder- und Vetterlichen gefallen/ die 6. Aempter/ Peina/ Steinbrücke/ Widelahn/ Wienenburg/ Schladen/ und Bilderlahe/ wiederumb abtretten und überlassen wollen/ wann ihro hingegen das Fürstenthumb Anhalt/ so weit es sich disseits der Elbe erstrecket/ angewiesen und übergeben wird. Dahingegen Seine Durchl. übernehmen/ und versprechen solcher Lande contingent, so sie zur Reichsverfassung schuldig/ künfftigen Frühling zu des Reichs-Diensten darzustellen/ und herzugeben. Imgleichen und nebenst dem versichern ihrer Durchl. ferner/ weder durch obberührte Hülffs-Quartiere/ noch sonsten ihro anjetzo auff den Beinen habende Milice zu verstärcken/ jedoch vorbehaltlich der nothwendigen Recrutirung der abgehenden.

Zweytens/ ist verglichen auff den Fall die Hertzogthüme Brehmen und Verden ins künfftige durch der hohen Allirten Waffen gewunnen/ und getheilet werden solten/ alsdann Hn. Hertzogen Johann Friedrichs zu Braunschweig-Lüneb. Durchl. auch dazu gelassen/ und ihren Theil/ wie man sich mit den gesammten hohen Allirten darüber wird vergleichen können/ mit daran haben/ auch wann und so offt darüber zwischen den hohen Allirten Tractaten zugeleget werden/ sie davon advertiret/ und mit dazu gezogen/ auch wann die Theilung zum effect kommt/ deroselben ihr verglichener Antheil so fort assigniret/ und würcklich übergeben werden solle.

Diese beyde Neben-Articul sollen nicht weniger Krafft haben/ als ob sie dem Haupt-Recess und der darin versprochenen Garantie von Worten zu Worten einverleibt wären/ gestalt auch deren Ratification von ihrer Kays. Majest. in 6. Wochen/ und von denen ausserhalb Reichs befindenden Allirten innerhalb 2. Manaten/ von ihrer Kön. Majest. zu Dennemarck/ ihr. Churfl. Durchl. zu Brandenb. und des Herrn Bischoffs zu Münster Fürstl. Durchl. aber innerhalb 14. Tagen/ à dato hujus, eingebracht/ und zu Hamburg/ oder allhier zu Hanover/ gegen ihre Fürstl. Durchl. Ratification ausgewechselt werden solle. Daß nun auch dieses alles/ was obstehet/ sammt und sonders von Ih. Kön. Maj. zu Dennemarck/ Ih. Churfürstl. Durchl. zu Brandenburg/ des Hn. Bischoffs zu Münster Fürstl. Gnad. und Herrn Hertzoge Joh. Friedrichs zu Braunschw. Lüneburg Durchl. stett/ fest und ohnverbrüchlich/ bey Königl. Churfl. wahren Worten/ Treu und Glauben/ ohne einzige Argelist und Gefährde gehalten/ denselben in allen und jeglichen Puncten und Clausulen nachgelebet/ und dessen nichts unterlassen/ verzögert/ vielweniger/ auß was Ursachen oder Einwand solches immer geschehen möchte/ deme im geringsten zuwider gehandelt werden solle/ haben unten benannte deputirte und gevollmächtigte Ministri Nahmens dero hohen Principalen/ zugesaget und festiglich versprochen.

ANNO 1675.

Dessen zu Uhrkund sie auch diesen vierfach außgefertigten Neben-Recess/ davon gleichfals jedwedem ein Exemplar zugestellet/ eigenhändig unterschrieben/ und mit ihren Siegeln und Pittschafften betrucket. So geschehen Hanover den $\frac{17}{27}$. Septemb. Anno 1675.

F. u. A. Graff zu Langland und Rietingen. (L. S.)

C. W. von Lende. (L. S.)

M. K. g. Schmising. (L. S.)

Otto Grote. (L. S.)

H. v. Wiedendorff. (L. S.)

CXLII.

$\frac{4}{14}$. Oct.

Tracktat zwischen Ihro Fürstl. Gnad. Christoph Bernhard Bischoffen zu Münster eines/ und denen Hertzogen zu Braunschweig-Luneburg Georg Wilhelm/ und Rudolph Augustum andern theils/ wegen der im Stifft Bremen und Behrden/ wieder Schweden erhaltenen und zu theilenden Conquêten. Rottenburg und Wallrode den $\frac{4}{14}$. Octobris 1675. [Tiré de la Registrature d'Estat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

C'est-à-dire,

Traité entre CHRISTOPHLE BERNARD *Evêque & Prince de Munster d'une part*, GEORGE GUILLAUME, *&* RODOLPHE AUGUSTE *Ducs de Brunswick-Lunebourg d'autre part, pour le Partage des Lieux conquis par eux sur les Suedois dans les Evêchés de Breme & de Verden. A Rottenburg & Wallerode le* $\frac{4}{14}$. *Octobre 1675.*

I. Ihre Hochfürstl. Gnaden der Herr Bischoff zu Münster/ und Ihre Durchl. Durchl. Herr Georg Wilhelm und Herr Rudolff Augustus Hertzoge zu Braunschweig und Lüneburg versprechen einander/ wie jetzo Buxtehude/ also noch ferner Carlstatt/ Stade/ und Bremerförde conjunctis viribus zubelägern/ und nichts zu unterlassen/ was zu deren fordersamen eroberung dienen kan.

II. Buxtehude wan es erobert/ soll allein von Ihrer Durchl. Durchl. denn Herrn Hertzogen besetzet bleiben/ Carlstadt aber/ Stade/ und Bremerförde/ wann sie zur Devotion gebracht/ wollen Ihre Hochfürstl. Gnaden zu Münster und Ihre Durchl. Durchl. die Herrn Hertzoge zu Braunschweig-Lüneburg ins gesamt mit gleicher anzahl Volcks besetzen/ auch darunter keine veränderung ohne gemeines belieben vornehmen.

III. Mit dem Commando in jetzt besagten Plätzen/ Stade/ Carlstadt/ und Bremerförde soll über den andern Tag alterniret werden/ und sollen zu den Thoren beyderseits Commandirende Officierer verschiedene schlüssel haben/ also daß keiner ohne dem anderen selbige eröffnen könne/ wie dan auch was zur Defension der Plätze vorgenommen werden will/ allezeit zuvor durch besagte Officiern berathschlaget/ und einwilligung an hand genommen werden/ und weillen bey noch währenden Kriegs-Operationen sich begeben mag/ daß Ihre Hochfürstl. Gn. zu Münster/ und Ihre Durchl. Durchl. die Herrn Hertzogen zu Braunschweig-Lüneburg/ in ein oder anderen eroberten und gesamter hand besetztem Orth/ sich auf zuhalten nöthig befinden mögen/ so soll solches beyden theilen frey stehen/ noch dißfalls die Leib-guarde unter der besatzungs anzahl gerechnet werden/ auf solchen fall dem Herrn/ welcher sich in ein oder andern Ort/ obermelten massen einfinden wird/ gezimenden Respect zuerweisen.

IV. Wie es mit besetzung derjenigen Oerther/ welche von Ihrer Hochfürstl. Gnaden zu Münster bereits occupirt, als die Burg Langenwede/ Verden/ Rotenburg/ und Ottersberg zuhalten/ deswegen ist auch handlung gepflogen/ und endlich die abrede genohmen worden/ daß solche zwar von Ihrer Hochfürstl. Gnaden Völcker alleine besetzet bleiben/ jedoch mit der Condition, daß alsdan diese Oerther und dorthin gehörige Aemter in die helffte der Ihrer Hochfürstl. Gnaden zukommender Quartieren gezogen werden sollen.

V. Was in obbesagten Orthen/ welche annoch zuerobern seyn/ als Stade/ Carlstadt/ Buxtehude/ und Bremerförde an Actillerie,

ANNO 1675.

tillerie, Ammunition, und Proviant gefunden wird/ darvon soll die eine helffte des Herrn Bischoffen zu Münster Hochfürstl. Gnaden/ die andere helffte Ihrer Durchl. Durchl. den Herrn Hertzogen zu Braunschweig-Lüneburg zustehen/ und alsdan vertheilt werden/ wann zuvor alles durch dei hierzu bevollmächtigte Commissarios inventiret, worbey es dan gleichwohl den verstand behalt/ daß die beyderseits befindende nottürfft an Stucken/ Munition und Proviant in den occupirten Orten/ welche von beyden Teilen zubesetzen/ bis zum Friedenschlus gelassen und alsdan jedem sein antheil/ aus Buxtehude aber Ihrer Hochfürstl. Gnaden zu Münster Ihre völlige halbscheid auf deroselben erfordern ohnweigerlich ausgefolgt werde; So ist auch absonderlich verglichen/ daß das Archiv/ und andere Cantzley-Acten und Brieffschafften zu Stade so lang beyeinander verwahret gelassen werden sollen/ bis man die theilung der Landen vornehmen könne/ welchen falls einem jedem diejenige Documenta und Acta abgefolgt werden sollen/ welche seinen antheil concerniren.

VI. Des Feindes Militair und Civil-bediente/ so in nechst vorbemelten Plätzen betretten/ und nicht in Accord geschlossen werden/ sollen gleichfalls beeder theilen gefangene sein/ und die Rançon Ihrer Hochfürstl. Gn. zu Münster/ und Ihrer Durchl. Durchl. denen Herren Hertzogen zu Braunschweig Lüneburg zu gleichen theilen zu gute komen.

VII. Wofern vorderührte Plätze durch Gottes Gnade erobert/ oder da man im Felde nicht mehe wird stehen und selbige insgesamt emportiren können/ soll zu eintheilung der Quartieren geschritten/ und selbige in zwey gleiche theile repartirt werden/ darvon die eine helffte Ihrer Hochfürstl. Gnaden/ die andere Ihrer Durchl. Durchl. den Herren Hertzogen zu Braunschweig-Lüneburg zufallen solle/ jedoch haben dieselben sich erbötig gemacht die Chur-Brandenburgische Trouppen/ welche bishero in dem Brehmischen gestanden/ und zu eroberung der Plätze sich gebrauchen lassen in ihr antheil zunehmen/ entzwischen soll gleichwoll allerseits gute disciplin gehalten/ noch dem einen theil durch einseitige Brandschatzung/ und andere dergleichen exactiones des andern Quartiere ruiniret werden.

VIII. So lang dieser Krieg wehret/ wollen beyde Theile in manutenirung dieser Landen/ in so weit sie sich deren bemächtiget/ einander mit Rath und That getreulich assistiren/ keiner soll ohne des andern wissen und willen sich dieser Landen halber/ sie seind bereits erobert oder nicht/ in einige Handlung von Stillstand/ Frieden/ oder wie dieselbe nahmen haben möge/ einlassen/ sondern wan etwas dergleichen an einen von beyden Theilen gebracht wird/ dem andern so fort communicirt werden/ wie dan auch solches absonderlich in dem fall geschehen solte/ da jemand an diesen Landen ichtwas prætendiren oder darvon participiren wolte.

IX. Wollen beyde Theile bey Ihrer Keys. Majest. und übrigen Allirten/ sonderlich wann hoffnung zum Frieden/ und derentwegen Tractaten angestellet werden allen müglichen Fleis anwenden/ damit ihnen diese Landen mit allen ihren anklebenden Regalien/ Freyheiten/ und gerechtsamen loco satisfactionis in perpetuum verbleiden/ auch ihnen in dem errichtenden Friedens-Instrument, darüber die Garantie auf das kräfftigste versprochen werde.

X. Und soll alsdann auch die Nachtheilung dieser Landen vorgenohmen und sobald müglich zum stand gebracht werden; und damit gutes vertrauen um so mehr beybehalten/ und alle bey dergleichen theilung sich ereignende Differentien evitirt werden/ ist ferner verglichen/ daß die samentliche Lande mit aller ihrer zubehör in drey theile vertheilet/ darvon duo Tertiæ Ihrer Durchl. Durchl. ob höchstgenannten Herrn Hertzogen zu Braunschweig-Lüneburg/ die übrige Tertia aber Ihrer Hochfürstl. Gnaden zu Münster gebühren und verbleiben solle.

XI. Ihre Durchl. Durchl. die Herren Hertzogen zu Braunschweig-Lüneburg haben hiebey aus gewissen Considerationen gewilliget/ daß die Herrschafft Wildeshausen Ihrer Hochfürstl. Gnaden zu Münster in einem præcipuo gelassen noch in deren tertiam imputiret werde.

XII. Die abtheilung vorbesagter dreyer quoten soll einmüthig und in der güte verglichen werden/ da man sich aber wieder zuversicht darein nicht verglichen könte/ ist beliebet/ daß Ihre Durchl. Durchl. die Herren Hertzogen zu Braunschweig-Lüneburg três-Tertias formiren, Ihrer Hochfürstl. Gnaden zu Münster aber bevor bleiben solle einen Theil darvon zuerwehlen.

XIII. Bey solchem theilungs-Actu soll auch abgeredet werden/ wie es mit einrichtung neuer Vestungen/ oder Schantzen in diesen Landen/ umb alle besorgende jalousie zuvermeiden/ gehalten werden solle.

XIV. Und gleichwie ein theil dem andern dasjenige gantz uffrichtig leisten/ und wiederfahren lassen solle/ was ein stand dem andern vermög der Reichs-Constitutionen/ und Guarantie, so in künfftigen Friedenschlus pactirt werden möge/ schuldig und gehalten/ also haben noch über das Ihre Hochfürstl. Gnaden zu Münster/ wie auch Ihre Durchl. die Herrn Hertzoge zu Braunschweig-Lüneburg sich und Ihre Successores sich gegeneinander dahin verbunden/ daß uff dem fall sie innerhalb zwolff Jahren nach getroffenem Friedenschlus/ in diesen Ihnen durch denselben erlangten Landen/ gewaltthätiger weise angefochten werden sollen/ Ihre Hochfürstl. Gnaden der Herr Bischoff zu Münster Ihrer Durchl. Durchl. den Herren Hertzogen zu Braunschweig-Lüneburg uff beschehene requisition unverweilet mit drey tausent zu Fuß und tausent zu Roß/ und vice versa Ihre Durchl. Durchl. die Herren Hertzogen zu Braunschweig-Lüneburg Ihrer Hochfürstl. Gnaden zu Münster mit sechs tausent zu Fuß und zwey tausent zu Roß auff ihren kosten zu Hülff komen/ noch dieselben zurück ziehen sollen/ bis der Aggressor abgetrieben und gebührende satisfaction geleistet; Urkundlich ist diese punctatio dreyfachig ausgefertigt/ und sowohl von Ihrer Hochfürstl. Gnaden zu Münster/ als denen Herren Hertzogen zu Braunschweig-Lüneburg rc. eigenhändig unterschrieben/ und mit uns deren Insieglen betrucket worden; So geschehen respective zu Rottenburg und Wallesrode den 13. Octobris 1675.

Christoph Bernhard. (L.S.)

Georg Wilhelm. (L.S.)

Rudolphus Augustus. (L.S.)

CXLIII.

16. Oct. *Tractaet van Alliantie tusschen de Hoog-Mogende Heeren Staten Generael der* VEREENIGDE NEDERLANDEN *voor haer selven ende haer Hooge Geallieerden ter eenre, ende den Heere* CHRISTOFFEL BERNARD, *Bisschop en Furst van Munster ter andere zyde, tegens alle de geene welcke gedurende den jegenwoordigen Krijgh, met de Hooge Geallieerden in Vyandtschap syn, of soude mogen komen. Gedaen in 's Gravenhage den 16. Octobre 1675.* [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. I. pag. 576. en Hollandois, & en François. Ed. de 1679. d'où l'on a tiré cette Pièce qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europæum* Tom. XI. pag. 921. en Allemand, & dans LUNIO, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. I. Abtheil. III. Absatz XV. pag. 229. en François.]

I. EErstelijck is de meeninge, dat dese Alliancie tot geen Potentaten, Konings of andere Stands offensie; maar voornamentlijck om de rust in de Nabuurschap te bevorderen, aangesien sy, dan gelijck sulcks van de eene kant rechtmatig geoordeelt, en der Hooge

CXLIII.

Traité d'Alliance entre les Hauts & Puissants Seigneurs Estats Generaux des PROVINCES-UNIES des Païs-Bas, pour eux & pour leurs Hauts Alliez d'une part, & le Seigneur CHRISTOPHLE BERNARD Evêque & Prince de Munster d'autre part, contre tous ceux qui durant cette presente Guerre, sont ou seront en inimitié avec lesdits Hauts Alliez. Fait à la Haye le 16. d'Octobre 1675. 16. Oct.

PRemierement on ne pretend point, que cette Alliance soit offensive, ni contre aucun Potentat, soit Roi ou autre Etat. Mais seulement pour procurer le repos des Alliés & de leurs voisins, ce qu'ayant donc été vû & examiné de part & d'autre, Les-

ANNO 1675.

Hooge Geallieerde inclinatie, en insichten conform bevonden zijnde, gearresteert wert, is oock van de andere billijck, noodig, en op 't gemelte oogmerck convenabel geacht de voorsz. Alliancie daer beenen te richten, dat sy niet alleenlijck sal gelden tegens des Keysers, Konings van Spanjen, en Haar Hoog Mogende tegenwoordige Vyanden, en der selver Adherenten, 't welck by desen onverbreeckelijck werdt gestatueert, maar oock daar benevens ('t gene even vast en seker werde versproocken) applicabel sal zijn, en haar volkomen effect sorteeren, tegens alle de gene welke gedurende den jegenwoordigen Krijg, met de Hooge Geallieerden in Vyandschap soode mogen komen, de Partye van de voorsz. Vyanden in eene deelen kiesen, 't zy in 't gemeen of bysonder, of tegens de Hooge Geallieerden, en der selver respective Staten, Landen en Luyden, quade desseynen voornemen en onderleggen souden mogen, om dewelcke voor te komen en tegens te gaan, dan mede by desen expresselijck geconditioneert is, dat de Troupen hier onder gespecificeert, tegens alle soodanige tegenwoordige en toekomende Vyanden, der selver Adherenten, kiesers van haare Partye, of onderleggers en voornemers van quaden toeleg, edoch tegens geene andere, indiervoegen als by dit Tractaat vervolgens verdragen is, sullen werden gebruyckt.

II. Is verder versprooken, dat nademaal Sijne Furstelijcke Doorluchtigheydt den Heere Bisschop en Furst van Monster op de been heeft gehadt 500. Dragonders, en 2500. Man te Voet, al voor de Maant van Augusto laatstelijck, dat derhalven aan S. F. Doorluchtigheydt voor of in plaatse van aanritsgelt aan de voorsz. 2500 Man te Voet, en 500. Dragonders sal werden goet gedaan de Somme van 24000. Rijcksdaalders, d'eene helft te betalen by Sijn Koninglijcke Majesteyt van Spanjen, en d'ander helft by Haar Ho. Mog., en dat Syne Kon. Maj. van Spanjen, en Haar Ho. Mog. noch daar-enboven voor het onderhoudt van de voorsz. 2500. Man te Voet, en 500. Dragonders alle loopende Maant, de selve tot 12. in't Jaar te reeckenen, aan S. F. D. sullen betalen de Somme van 8000. Rijcksdaalders, te weten, yder de gerechte helft van dien.

III. Dat de voorsz. 2500. Man te Voet, en 500. Dragonders sullen werden gerangeert onder drie Regimenten, yder Regiment te Voet van 1250. Man, en de voorsz. 500. Dragonders mede in een Regiment.

IV. Dat de voldoeninge van de voorsz. aanritsgelden sal moeten geschieden aanstonts naar de Ratificatie deser, en maandelijcke betalinge van de voorsz. Troupen sal aanvang nemen met den 1. Augusti laatstelijck, alsoo S. F. D. de selve van dien tijdt af paraat en gereet heeft gehadt, en daar mede ten dienste van 't gemeyn geageert.

V. Het sal wederzijds en met onderlinge communicatie vry staan de voorsz. Troupen sonder onderscheyt separaat, en te gelijck naar gelegentheyt van tijden te doen inspecteeren en te doen monsteren, om van het getal der Ruyteren en Knechten, oock van der selver Monture, en Wapenen te konnen verseeckert zijn, en sullen de hooge Officieren, Ritmeesteren, en Capiteynen gehouden sijn ten allen tijden daar ontrent te obedieren aan de Ordres dewelcke daar toe sullen gegeven worden.

VI. Dat de voorsz. 3000. Man sullen zijn, en blijven gevoegt by de Armee die S. F. D. volgens het Tractaat met Sijne Keyserlijcke Majesteyt gesloten op de been moet brengen, soo nochtans, dat de selve 3000. Man sullen moeten excederen het voorsz. getal 't welcke in krachte van 't voorsz. Tractaat met Sijn Keyserlijcke Majesteyt aangegaan, gepresteert moet werden, en dat de voorsz. 3000. Man, buyten bewilligen van Sijn F. D. daar van niet sullen mogen werden gesepareert, ten waare sulcks om evidente redenen by pluraliteyt van stemme van Sijn Koninglijcke Majesteyt van Spanjen, Haar Hoog Mogende, en Sijn F. D. anders souden mogen werden goet gevonden, als wanneer de voorsz. 3000 Man oock sullen mogen en moeten geemployeert werden ter oort en plaatse daar sulks by de voorsz. pluraliteyt van stemmen goet gevonden sal werden, soo nochtans dat als de voorsz. separatie soude mogen werden goet gevonden, de voorsz. Troupen sullen gelaten werden onder het Commandement van haren Generaal of over-Officier dewelcke over de voorsz. Troupen sal houden, en exerceeren alle Gesach en Discipline; maar in het stuck van het Commandement moeten volgen de ordres van de gene die de Armee en Chef sal commanderen, en dat oock de voorsz. Troupen niet en sullen mogen werden gebracht of

Lesdits Alliés ont trouvé bon de former la presente Alliance, suivant laquelle on ne se declarera pas seulement contre les Ennemis presens de S. M. I. de S. M. C. & de leurs Hautes Puissances, mais aussi contre tous ceux qui pourroient directement ou indirectement prendre leur parti, pendant cette presente Guerre, ou se declarer contre lesdits Alliés en leurs Etats, Pais & Vassaux. Et pour y parvenir on a expressément ici arresté par la presente Alliance, que les Troupes cy-dessous mentionnées seront employées contre tous les Ennemis, qui pourroient survenir ou leurs Adherans, & ceux qui pourroient prendre leur Parti, selon le contenu de ce present Traité.

ANNO 1675.

II. Et attendu que S. E. S. de Munster a fait une levée avant le Mois d'Aoust dernier d'une Armée de 500. Dragons & de 2500. Fantassins, on a resolu de remettre à S. E. pour les frais qu'elle pourroit avoir faits pour la levée de ladite Armée, la Somme de 24000. Rixdalers, de laquelle Somme S. M. C. en payera une moitié, & Leurs Hautes Puissances l'autre moitié, & que de plus S. M. C. & Leurs Hautes Puissances seront tenues de fournir à S. E. la Somme de 800. Rixdalers par Mois, pour l'entretenement de ladite Milice, en comptant 12. Mois par an; laquelle Somme S. M. C. & leurs Hautes Puissances payeront moitié par moitié.

III. Que ladite Armée sera composée de trois Regimens, sçavoir deux d'Infanterie chacun de 1250. Hommes, & d'un Regiment de 500. Dragons.

IV. Que le payement de la levée de ladite Armée sera fait aussi-tôt que le present Traité sera ratifié. Et la Solde de chaque Mois pour lesdites Troupes commencera le premier d'Aoust dernier, parce que Sadite E. S. les a levées en ce temps-là, & les a fait agir depuis ledit jour pour l'interest commun.

V. Il sera permis du consentement desdits Alliés de faire passer montre auxdites Troupes, afin qu'on sçache en quel état sont les Cavaliers & les Fantassins, sçavoir s'ils sont en bon ordre, & [illegible]-armés. C'est pourquoi tous les hauts & bas Officiers seront obligés d'être presens pendant ladite montre, afin de recevoir les Ordres qu'on leur pourroit donner.

VI. Que ladite Armée de trois mille Hommes demeurera avec l'Armée que S. E. S. est tenuë selon le Traité passé avec S. M. I. de tenir sur pied. Que nonobstant lesdits 3000. soient de plus que de ladite Armée, afin que le Traité fait avec S. M. I. soit accompli, quoi qu'on ne puisse pas détacher lesdits 3000. Hommes de ladite Armée sans le consentement de S. E. S. à moins qu'il ne fût jugé tres-necessaire d'en user autrement, & alors cela se fera par la pluralité des voix, sçavoir de S. M. C. de leurs Hautes Puissances & de S. E. S. & seront aussi lesdites Troupes de 3000. Hommes employées où les Alliés trouveront bon, selon la pluralité des voix. Et que lesdites Troupes demeureront sous la Discipline de leurs Chefs ordinaires; mais en fait de Commandement seront tenuës d'obeir au General de ladite Armée ci-dessus mentionnée. Et que lesdites Troupes

ANNO 1675. of gecommandeert ter oort en plaatse daar sy niet verseeckert sanden zijn van haar noodigh onderhoudt, en special van het noodige broodt voor een redelijcke prijs te kunnen bekomen.

VII. Sonden oock S. F. D. Landen 't zy korts naar het sluyten deses Tractaats, of by noch duurende krijgen van ymant wie hy oock zy, of nnder wat pretext sulcks gesehieden mochte, geattacqueert werden, sullen nier alleen de voorsz. 3000. Man van S. F. D. Landen niet afgetoogen, of te rugge gehouden werden; maar sullen oock soo veel meer Troupen van Sijne Koninckliјcke Majesteyt van Spanjen, en Haar Hoogh Mogende in sulcken gevalle tot afweeringe van de voorsz. attaeques sonder nytstel, met alle vigeur ageren als daar toe gerequireert en noodigh soude mogen zijn.

VIII. Dat naar het sluyten van het jegenwoordigh Tractaat den Hoogst-gedachten Koning van Spanjen, Haar Hnogh Mogende en S. F. D. niet sullen mogen maken eenige stilstant van Wapenen met de voorsz. Vyanden anders dan gesamentlijck en met gemeen bewilligen; maar ingevallen men soude mogen komen te treden tot eenige onderhandelinge, 't zy van Vrede, of van Treves liever voor eenige jaaren, dat de voorsz. onderhandelinge nier sal mogen werden begonnen door een van de Hoogst-gemelte Geallieerden sonder participatie van de andere, en sonder aan de selve Geallieerde op den selven tijdt, en soo haast als voor sich selsa te besorgen de faculteyt, en noodige seeckerheyt van sijne Ministera te kunnen senden ter plaatse daar men handelen sonde, dat oock de Hoog-gemelte Geallieerden gehouden sullen zijn d'een d'ander successivelijck, en van tijdt tot tijdt te geven communicatie van alles 't gene in de voorsz. Negotiatie sal komen voor te vallen; dat oock geen van de voorsz. Partyen sal vermogen te treden tot de conclusie van den voorsz. Vrede of Trevet voor eenige jaaren, sonder sijn mede Geallieerde daar inne te begrijpen, en sonder hem te doen herstellen, indien hy het alsoo begeert, in de possessie van de Landen, Steden en Plaatsen: mitsgaders het gebruyck van de vry-en gerechtigheden die hy hadde, en daar van hy jouisseerde voor den Oorlogh, en sonder van de voorsz. Vyanden voor den selven Geallieerden te bedingen de selve vry-en gerechtigheden, Exemptien, en Prerogativen die hy voor sich selven bedongen hadde, ten waare de Hoog-gemelte Geallieerden den anderen dies aangaande naarder quamen te verstaan.

IX. Dat voorts na het eyndigen van den jegenwoordigen Oorlog, tusschen de Hoog-gemelte Geallieerde sal zijn, en blijven een oprechte getrouwe vruntschap, en correspondentie, de welcke daar toe strecken sal, dat de een des ander best getrouwelijk sal soecken te bevorderen, en des selfs schade, en nadeel naar alle vermogen helpen afkeeren en weeren, met soodanige macht, respective, als hier naar sal werden verklaart.

X. Dat de Hooge Geallieerden sullen helpen, en defendeeren en beschermen tegens alle die onder wat pretext het oock mochte zijn, sich souden mogen onderstaan vyandelijck te Lande 't invaderen of met openbaare gewelt t'attacqueren haare Staten en Landen hier onder gespecificeert, te weten, van Sijne Koninglijcke Majesteyt de Spaansche Nederlanden, het Graafschap Bourgogne daar onder gereeckent, van Haar Hoog Mogende alle der selver Landen in Europa gelegen, en van S. F. D. de gene de welcke de selve tegenwoordigh besit, mitsgaders alle de gene die de hooge Geallieerden aan de voorsz. besittinge palende, of ontrent de selve gelegen by wettige successie, of anderen rechtmatigen titul soude mogen komen te possideeren, alles de Luyden, Steden en Sterckten daar in vervat.

XI. Dat dese Alliantie defensive sal duuren den tijdt van tien jaaren, naar het eyndigen van den jegenwoordigen Oorlog, en in cas d'anderen van de Hoog-gemelte Geallieerden geduurende dien tijdt door iemant wie het oock soude mogen zijn, niemant uytgesondert, quamen aangetast of beoorlogt te werden, dat in sulcken cas d'anderen niet geattaqueerden den geattaqueerden sullen byspringen en te hulpe komen, met een fortabel secours, te weten, den Hoogst-gedachten Koning van Spanjen, en Haar Hoog Mogende met 2000. Paarden en 4000. Man te Voet, en den Hoog-gemelte Heere Bisschop en Furst tot Munster, met 500. Paarden, en 2000. Man te Voet, onder soodanige Regimenten, Compagnien, Collonels, en andere Officieren als de respective assisterende Partyen geraatsaam sullen vinden, en oordeelen tot soodanige assistentie be-

pes ne seront placées ni commandées en aucun lieu où elles ne puissent pas subsister à bon marché, c'est-à-dire pour leur depense. ANNO 1675.

VII. Et en cas que S. E. S. fût attaquée aprés la Ratification de la presente, ou pendant cette Guerre, par qui que ce soit, ou sous quelque pretexte que ce soit. Il ne pourra pas seulement pour sa defense, disposer à sa volonté desdites Troupes; mais aussi sera assisté de Sa Majesté Catholique & de Leurs Hautes Puissances lesquels l'assisteront de tout leur pouvoir sans delay, comme s'ils avoient esté attaquez eux-mêmes.

VIII. Qu'aprés la Ratification de la presente, Sa Majesté Catholique, leurs Hautes Puissances ni S. E. S. ne pourront faire aucun Traité de Paix ni de Tréve avec qui que ce soit qu'ensemble. Et si quelqu'un contractoit en particulier, il seroit obligé d'en avertir lesdits Alliés, sans neanmoins pouvoir rien conclure, qu'il n'eût fait remettre ses Alliés dans les Terres & Demaines, Villes, Places & Châteaux, qui leur pourroient avoir été pris pendant la Guerre, avec les mêmes jouissances, Privileges & Prerogatives qu'ils pourroient avoir eus auparavant, en cas toutefois qu'ils en fussent requis. Et sera tenu le Contractant de donner avis de temps en temps, de ce qui se passe dans la Negotiation, & ce qui touche ce que dessus, à moins que les Parties ne vinssent à quelque autre composition.

IX. Qu'aprés cette Guerre, lesdits Alliés demeureront en bonne intelligence & amitié, épousant le parti & interêt les uns des autres, & s'entr'aidant en toute rencontre & occasion où ils pourroient avoir besoin les uns des autres avec toutes leurs forces, & de la maniere qu'il sera dit ci-aprés.

X. Que lesdits Alliés seront obligés de se maintenir les uns les autres, & se déclarer contre tous ceux qui, sous quelque pretexte que ce soit, voudroient faire invasion dans quelque Province, Villes ou Domaines: comme la Province de Bourgogne, les Pais-Bas, & tout ce qui apartient dans l'Europe à S. M. C. & à L. H. P. & ce que possede à present S. S. E. En un mot tout ce que lesdits Alliés pourroient aquerir ou hériter legitimement, y compris Châteaux, Villes, Places, Peuples & Provinces.

XI. Que ladite Alliance defensivé durera l'espace de dix ans aprés cette Guerre. Et en cas que quelqu'un des Alliés, pendant ledit tems, fût attaqué de qui que ce fût, les autres seront obligés de le secourir avec un Secours considerable comme il s'ensuit. S. M. C. & Leurs Hautes Puissances avec 2000. Hommes de Cavalerie & 4000. d'Infanterie, & S. S. E. avec un Secours de 500. Dragons & de 2500. Hommes d'Infanterie, lesquelles Troupes seront composées de tels Regimens, Colonels & autres Officiers qu'il plaira à l'Assistant, lequel sera obligé d'en-

ANNO 1675.

quaam te wesen, sullende 't selve Secours gelevert, gepresteert, en onderhouden werden ten dienste van de geattacqueerde, tot koste van de andere hoog-gemelte assisterende Partyen respective soo dickwils als iemant van Hoog-gemelte Geallieerdens sal werden geattacqueert, of getroubleert in manieren vooren verhaalt, behoudelijck, dat die gene die in den Oorlog selfs is, het voorsz. Secours niet gehouden sal wesen te presteren.

XII. Soo wanneer het voorsz. Secours ge-eyscht sal worden, sal by geene der Hooge Geallieerden omtrent de levering van 't selve op een anders defect niet mogen werden ge-exicipeert, nemaar de van haar gevorderde hulp promptelijck gefourneert, en uyterlijck op ses weecken naar de requisitie in des geattaqueerden Landen gesisteert moeten werden, welck Krijghs volck vervolgens geheelijck, en t'eenemaal onderworpen sal werden, en zijn de Commandementen, en Ordres van de gene aan de welcke het wordt gesonden of des selfs geauthoriseerden, om sich daar van te dienen, en te transporteeren ter plaatse daar het hun goetduncken sal, welverstaande te Lande, in 't Velt, in Belegeringen, tot bewaringe van Steden en Plaatsen, oock alomme daar en soo dickmaals, als het de nood sal vereysschen, met dese reserve nochtans, dat de Compagnien niet geheelijck van den anderen sullen mogen werden gesepareert, maar dat ten minsten 2 à 300. Soldaten van yder Regiment onder haar Vaandels sullen t'samen blijven.

XIII. Naar dat het Secours sal zijn gefourneert, en bestaan uyt Ruyteren en Knechten, oock door de hooge assisteerende Partyen afgesonden, en by de geattacqueerden ontfangen, soo sullen de selve assisterende hooge Partyen, of hare geauthoriseerdens vergeven, en suppleeren de Charges die daar onder sonden mogen komen vacant te vallen.

XIV. En in gevalle de Hoogst-gedachte Koning van Spanjen, en Haar Hoog Mogende van de Hoogst-gedachten Heere Bisschop en Furst van Munster eenige meerder Militie souden mogen vorderen, dat in sulcken gevalle daar over, mitsgaders over het betalen van aanrichtsgelden en Subsidien, naarder sal werden geconvenieert.

XV. Verders sullen de Hooge Geallieerden soo veel mogelijck is sorge dragen, dat de Troupen die in gevolge van dit Tractaat op een of andere der selver Bodems mochte komen, tot redelijck prijse subsisteeren mogen.

XVI. Dat voor attacquant sal worden gehouden, en sulcks 't voorsz. Secours gepresteert sal moeten werden tegens den genen die gewapender handt een van de Hoog-gemelte Geallieerde soude mogen komen aan te tasten, behoudelijck, dat de gene die geattacqueert wert, den attacquant daar toe door voorgaande feytelijcke proceduren geen oorsaken en hebbe gegeven.

XVII. Dat die gene die eenige attacques apprehendeert of te gemoet siet, gehouden sal zijn daar van by tijdts communicatie aan de Geallieerden te geven, ten eynde de selve haar mogen employeeren tot het moyenneeren van een Accommodement, zoo nochtans, dat onvermindert de Officieren van Mediatie het beloofde Secours gehouden sal moeten werden zoo haast de attacque ofte rupture effectivelijck sal wesen voorgevallen.

XVIII. Dat dese Alliancie niet sal derogeeren aan de Tractaten ende Alliancien die de Hoogh-gemelte Geallieerde ofte eenige van de selve voor dato deser hebben opgericht met eenige van de selve Geallieerden, welverstaande, dat het meerder Secours van Volck te Lande het minder sal includeeren.

Alle welcke Pointen en Articulen, hier voren verhaalt, reciproquelijck ter goeder trouwen ende onverbrekelijck sullen onderhouden werden; ende tot meerder vastigheyt van dien zijn hiet van gemaackt drie gelijcklaydende Instrumenten, ende by de Hooge Geallieerde ondergeschreven Ministers met handt en zegel bevestight: Ende sullen de Ratificatien daar op binnen den tijdt van ses weecken ofte eerder is 't doenlijck, by allerzijts hooge Partyen, in bestendige en behoorlijcke forme, uytgebracht en uytgewisselt worden.

Alhoewel by het Tractaat huyden tusschen Haar Hoog-Mogende ende S. F. D. den Heere Bisschop ende Furst tot Munster geslooten, expresselijck is geconvenieert, dat Sijne Koninckliijcke Majesteyt van Spanjen ende Haar Hoog-Mogende voor ofte in plaatse van aanrichtsgelt, van de 500. Dragonders en 2500. Man te

d'entretenir ses propres Troupes à ses dépens, & d'assister le requerant Allié toutes les fois qu'il sera attaqué, sauf neanmoins que celui, qui serait en Guerre contre quelqu'un, seroit exempt de donner ledit Secours.

XII. En cas que ledit Secours soit requis, l'Assistant sera obligé dans le temps de six semaines au plûtard, de rendre ledit Secours sur les Terres de celui qu'il assiste. Lequel fera desdites Troupes ce qu'il lui plaira, & seront obligées lesdites Troupes d'obeïr à tout ce qu'il leur sera commandé, l'Assisté les pouvant employer en Campagne, devant une Ville assiegée, en Garnison, à secourir des Places assiegées, les dispersant comme bon lui semblera, sans toutefois rompre les Regimens entierement; mais qu'il demeure toûjours deux à trois cens Hommes d'un Regiment sous la Baniere dudit Regiment.

XIII. Après que l'Assistant aura fourni le Secours à l'Attaqué, consistant en Cavalerie & Infanterie bien en ordre, il sera permis à l'Assistant & à ses Officiers ayant cause, de donner toutes les Places tant grandes que petites, qui pourroient devenir vacantes.

XIV. Et en cas que Sa Majesté Catholique, & Leurs Hautes Puissances demandassent en leur besoin un plus grand Armement à S. E. S. on conviendra après des frais que Sadite E. S. pourroit avoir faits, tant pour la levée que pour l'entretenement desdites Troupes de renfort.

XV. Que lesdits Alliés auront égard, que les Troupes qui ont été mises sur leurs Frontieres pendant cette Guerre pourront subsister à bon compte.

XVI. Que les Troupes ne seront employées par l'Assisté, que contre ceux qui les armes à la main l'auroient attaqué sans lui en avoir donné aucun sujet.

XVII. Que celui qui craindroit d'être attaqué, sera obligé de le communiquer à ses Alliés, afin qu'en qualité de Mediateurs ils puissent accommoder l'affaire, sans toutefois que cela les empêche de contribuer au Secours qu'ils sont obligés de donner, comme Alliés, si-tôt qu'un des Alliés seroit attaqué.

XVIII. Que cette Allianse ne dérogera point aux autres Allianses, que lesdits Alliés chacun en partiulier pourroient avoir faites, & que la plus-grande partie du Secours sera proportionnée à la moindre.

Tous les Articles ci-dessus touchez ont été conclus & accordés, & seront de bonne foi exactement & reciproquement observés entre les Alliés. Et afin qu'on n'en pretende cause d'ignorance ils ont été signés & scellés par les Ministres desdits Alliés, dont la Ratification sera livrée à chacun desdits Alliez à part dans le tems de six semaines, & plûtôt s'il se peut.

Et quoi qu'il soit expressément specifié dans le Traité aujourd'hui conclu entre L. H. P. & l'Evêque de Munster, que Sa Majesté Catholique & L. H. P. rembourseront chacun moitié par moitié, la Som-

Anno 1675.

Voet daar inne vermelt, eens de Somme van 24000. Rijcksdaalders, ende voorts alle Maanden, deselve tot twaalf in 't jaar gereeckent, tot onderhoudt van de voorsz. 3000. Man, 8000. Rijcksdaalders S.F.D. souden voldoen: namentlijck, Sijne Koninckliijcke Majesteyt van Spanje ende Haar Hoog-Mogende, yeder de helft van de voorsz. respective Somme, ende dat daar uyt soude volgen dat Haar Hoogh-Mogende haar voorsz. helfte mede in haren gelde aan Sijne F. D. souden moeten betalen, zo is niet te min, in consideratie van de groote lasten met de welcke Haar Hoog-Mogende sig tegenwoordigh vinden gechargeert, geconvenieert ende verdragen, zoo als geconvenieert ende verdragen wert mits desen, dat Haar Hoog-Mogende de voorschreve hare helfte zoo wel in 't voorsz. aanrichtsgeld als in 't voorschreve maendelijcke onderhoudt sullen mogen voldoen met Obligatien ten laste van de Heeren Staten van de respective Provintien, ende naar de proportie ofte quote onder haar gebruyckelijck, invoegen dat de Hoogh-gemelte Heeren Staten yeder naar hare quote ofte portie ten verval dagen aan S. F. D. leverende ofte ter hant stellende de voorsz. Obligatien in plaatse van gelde verslaan sullen, daar mede het voorschreve Tractaat aan haar zijde te hebben geadimpleert, zoo nochtans dat de Hoogh-gemelte Heeren Staten verbonden en geobligeert sullen zijn, zo als deselve haar verbinden en obligeeren, in krachten deses van de voorsz. Obligatien by haar, ten behoeve van S. F. D. verleent, te moeten quijten en voldoen binnen 's jaars naar het eyndigen van den jegenwoordigen Oorlogh. Aldus gedaan den 16. October 1675.

Was geteeckent,

W. VAN HEUCKELOM. DANIEL VAN SANTEN.
GASPAR FAGEL. ABRAHAM SCHERF.
MAUREGNAULT. ZUR MUHLEN.
J. Baron van REEDE *Vryheer van* RENSWOUDE.

me de 2409. Rixdalers à son E. S. pour les frais qu'elle auroit pû faire en la levée desdites Troupes, excepté aussi 800. Rixdalers par Mois, comptant chaque Année de douze Mois, pour l'entretenement desdites Troupes. Vû aussi les grandes Debtes de Leurs Hautes Puissances à leurs Sujets, & ne pouvant pas payer leur moitié en argent contant, sont convenus & conviennent qu'ils payeront leur moitié en Obligations sur le Pays, tant le principal de la Somme de 2500. Rixdalers, que 400. Rixdalers chaque Mois pour l'entretenement desdites Troupes, payant selon leur portion lors que les termes seront écheus à son E. S. en Obligations, neanmoins que Leurs H. P. s'obligent par la force de ce present Contract de retirer des mains de S. S. lesdites Obligations un an aprés ladite Guerre, en payant la Somme en icelles contenuë. Fait & arrêté à la Haye le 16. Octobre, 1675.

Etoit signé,

W. VAN HEUCKELOM. DANIEL VAN SANTEN.
GASPAR FAGEL. ABRAHAM SCHERF.
MAUREGNAULT. ZUR MUHLEN.
J. Baron van REEDE *Vryheer van* RENSWOUDE.

CXLIV.

18. Oct.

FRANCE ET BRUNSWIC LUNEBOURG.

Traité de Neutralité entre LOUÏS XIV. *Roi de France, &* JEAN FREDERIC *Duc de Brunswic & Lunebourg. Fait à Linsbourg le* 18. *Octobre* 1675. [FREDER. LEONARD. Tom. III.]

ENcore que le Roi eût souhaité de demeurer dans les engagemens qu'il a avec Monsieur le Duc Jean Frederic de Brunswic & Lunebourg, par les Traitez du 10. Juillet 1671. & du 10. Decembre 1672. neanmoins Son Altesse aiant fait representer à Sa Majesté la necessité où elle s'étoit trouvée de conclure un Traité de Neutralité avec l'Empereur & ses Alliez, pour témoigner à ce Prince l'estime qu'elle fait de son Alliance, & du desir qu'il lui a fait paroître de se conserver l'honneur de celle de Sa Majesté & de ses bonnes graces, & pour continuer aussi de lui donner des marques de son affection, Sa Majesté a donné pouvoir à Messieurs Verjus, Seigneur de Crecy & du Boulay, Baron de Courcy, Conseiller en son Conseil d'Etat, & Secretaire du Cabinet; & Rousseau, Conseiller en ses Conseils, & son Envoyé extraordinaire en Allemagne, de prendre avec Son Altesse de nouvelles mesures conformes aux conjonctures presentes: & ils sont convenus des Articles suivans avec les Sieurs de Grotte & de Witzendorf, Ministres, & Conseillers d'Etat, commis par Son Altesse pour le même sujet.

I. S. A. promet & s'engage d'observer une sincere, veritable & parfaite Neutralité avec le Roi, & avec ses Alliez, quels qu'ils puissent être, tant au dedans qu'au dehors de l'Allemagne, pendant tout le tems de la presente Guerre.

II. Conformement à cette Neutralité, S. A. n'assistera en quelque lieu que ce soit, directement ni indirectement les Ennemis du Roi ou de ses Alliez, & elle ne leur permettra dans ses Etats aucunes levées, ni aucuns passages ou Magazins, de quelque nature qu'ils puissent être.

III. Nonobstant l'engagement de l'Article ci-dessus, S. A. se reserve la liberté d'envoier suivant les conclusions de la Diette de l'Empire, les Troupes de sa quote-part pour ses Etats, & pour ceux des Quartiers qui lui ont été assignez par son Traité de Neutralité du 21. Septembre, avec les Alliez de l'Empereur, à condition que ces mêmes Etats n'eussent pas déja envoyé leur quotte, & tant que S. A. jouïra desdits Quartiers & non autrement; se reservant aussi la liberté du Commerce dans ses Etats pour l'un & pour l'autre parti, & les passages qu'elle est obligée par les Constitutions de l'Empire & de la Paix de Westphalie, d'accorder aux Princes d'Allemagne.

IV. S. A. ne prendra point de part aux liaisons qui se pourroient former contre le Roi dans l'Empire, & ne donnera point sa voix aux Diettes contre S. M. mais s'en rapportera à la pluralité des voix dans toutes les choses qui concernent les Interests de l'Empire, & elle contribuera par toutes les voyes amiables, à faire que l'Empereur & l'Empire retournent dans l'ancienne amitié & intelligence avec S. M.

V. S. A. promet de même d'emploier dans toutes les occasions qui se presenteront ses bons Offices pour les Interêts du Roi, & lui prestera toutes les assistances que la Neutralité lui permettra, & que S. M. peut attendre d'un bon Ami, & d'un Prince bien intentionné pour elle.

VI. S. A. sera obligée non seulement de ne jamais permettre qu'aucunes de ses Troupes en corps ou autrement, passent de quelque maniere que ce puisse être, au service des Ennemis du Roi & de ses Alliez; mais même elle n'en licentiera aucunes, & elle les conservera toutes en l'état où elles se trouvent maintenant jusqu'à la fin de la presente Guerre; bien entendu que si une partie de ces Troupes perissoit par maladie, desertion, ou quelque autre malheur, sans qu'il y entre du fait de Son Altesse, cela n'apportera point de changement à ce Traité.

VII.

ANNO 1675.

ANNO 1675.

VII. Aprés la presente Guerre d'Allemagne finie, Sad. A. promet de donner au Roi, si S. M. le souhaite & l'en requiert, jusqu'à mil Chevaux, cinq cens Dragons, & deux mil Fantassins des Troupes que S. A. a presentement sur pied: & si par hazard lesd. Troupes n'y vouloient point aller de bon gré, S. A. emploiera de bonne foi ses bons Offices pour les y disposer.

En considération de quoi S. M. promet aussi,

I. Que six semaines aprés qu'elle en aura esté requise, elle assistera & protegera S. A. contre tous ceux qui attaqueront ses Etats durant cette Guerre en haine de la presente Neutralité; qu'elle la comprendra dans les Traitez de Paix, & qu'elle ne la conclura point sans faire rétablir Son Altesse dans ce qu'elle auroit perdu de sesdits Etats, à cause du present Traité.

II. Pour subvenir aux frais de l'entretien des Troupes que S. A. a sur pied, S. M. lui fera paier tous les Mois, à commencer du premier Novembre nouveau stile, vingt mille Ecus, qui seront paiez de deux Mois en deux Mois par avance à Paris en Ecus blancs.

Tous lesquels Points & Articles ci dessus, ensemble tout le contenu en chacun d'iceux, ont esté traitez, accordez & stipulez, entre lesdits Sieurs Verjus & Rousseau de la part du Roi, & lesdits Sieurs de Grotte & de Witzendorff, de la part de Monsieur le Duc de Brunswic Hannover: Lesquels en vertu de leurs Commissions & pleins-Pouvoirs, ont promis & promettent que tant S. M. que S. A. executeront pleinement & sans aucune contravention directe ou indirecte, le present Traité, tant en general qu'en chacun de ses Points & Articles en particulier, & qu'ils seront tenus sans aucun changement acceptez, confirmez & ratifiés reciproquement par S. M. & Sad. A. & que les Lettres de Ratification en seront expediées en la forme la plus autentique, & échangées de part & d'autre dans l'espace d'un Mois. En foi de quoi lesdits Sieurs Verjus & Rousseau, & lesdits Sieurs de Grotte & de Witzendorff ont signé ce present Traité, & y ont fait apposer le Cachet de leurs Armes. Fait à Linsbourg le 18. jour d'Octobre 1675.

CXLV.

25. Oct.

FRANCE ET ESPAGNE.

Traité pour le rétablissement du Commerce entre les Sujets de LOUÏS XIV. *Roi de France & ceux de* CHARLES II. *Roi d'Espagne dans les Païs-Bas Espagnols. Fait au Château de Freyr sur la Meuse, le 25. Octobre 1675.* [FREDER. LEONARD. Tom. IV.]

NOus LOUÏS DAMORESAN Conseiller du Roi en ses Conseils, Intendant de Haynault, & Païs d'entre Sambre & Meuse, au nom & de la part de Sa Majesté: Et PHILIPPE EMANUEL FRANCQUEN Conseiller & Intendant de la Province de Namur, & District de Charlemont, au nom & de la part de Sa Majesté Catholique; sommes convenus du rétablissement du Commerce, sur les Rivieres de Meuse & de Sambre, & Païs des environs ainsi qu'il ensuit.

PREMIEREMENT.

Que le Trafic sera ouvert & libre de France en Hollande, & d'Hollande en France, sur lesdites Rivieres de Meuse & de Sambre, & autres; comme aussi par Terre dans les Villes, & sur le plat-Païs de France, d'Espagne & de Liege; & ce pour toutes sortes de Marchandises permises, pour toute sorte de Grains, sans excepter que les Marchandises de Contrebande, comme Canons, Mortiers, Petards, Bombes, Grenades, Mousquets, Fusils, Mousquetons, Pistolets, Affuts, Fourchettes, Bandollieres, Poudres, Plomb en Balles, Méches, Salpêtres; Piques, Epées, Halbardes, & autres Armes, Artifices & Assortimens servans à la Guerre.

II. Que les Droits d'Entrée & de Sortie se leveront sur les Marchandises qui passeront dans les Villes de France & d'Espagne: Savoir du côté de France sur le pied du Tarif de l'année 1664. & de la Declaration de Sa Majesté de l'année 1667. pour le nouveau Tarif des Droits, sur quelques Marchandises particulieres. Et dans la Province de Namur, suivant le Tarif du 18. Juillet 1670. sans que l'on puisse rien augmenter de part & d'autre, sous pretexte de la Guerre, ou autrement; bien entendu qu'il ne sera levé qu'un seul Droit d'Entrée, & un seul Droit de Sortie de part & d'autre.

III. Que les Grains & Farines qui sortiront de France, & qui passeront dans les Places de Sa Majesté Catholique, ou de Liege, ou qui viendront des Terres d'Espagne, passans par les Places du Roi ou de Liege, ou qui se tireront d'Hollande, passans dans les Places de France, d'Espagne, ou de Liege, ou qui passeront seulement d'une Place à une autre, soit aussi de France, d'Espagne ou de Liege par Eauë & par Terre; & soit que lesdits Grains & Farines appartiennent au Roi ou à Sa Majesté Catholique, ou à leurs Munitionnaires generaux, pour estre mis en Magazins dans les Places, ou qu'ils soient à des Marchands & autres Particuliers ils passeront sans aucune difficulté de part & d'autre, en paiant, savoir,

IV. Le Muid de Froment ou de Farine, mesure de Paris pesant poids de France 2760. Livres, & poids du Païs 2880. Livres pour le Droit d'Entrée, sept Livres dix Sols, & pour le Droit de Sortie, cinq Livres.

V. Le Muid de Meteil ou de Farine, aussi mesuré de Paris; pour l'Entrée six Livres, & pour la Sortie quatre Livres.

VI. Le Muid de Seigle ou de Farine, aussi mesuré de Paris; pour l'Entrée cinq Livres, & pour la Sortie trois Livres six sols huit Deniers

VII. Le Muid d'Avoine, mesura de Paris, pesant 108. Rèez de Givet, pour l'Entrée, quatre Livres, & pour la Sortie trois Livres; le tout Monnoyé de France.

VIII. Et pour la facilité du transport & de la voiture des Grains & Farines, il sera permis de part & d'autre, de les faire décharger & mettre en entrepost dans les Lieux de France, d'Espagne, ou de Liege indifferemment, soit pour les changer de Charois, ou pour les mettre dans les Batteaux, ou les changer d'un Batteau à un autre, ou en les retirant des Batteaux, les charger sur des Charois.

IX. Que les Passeports seront donnez *gratis* aux Munitionnaires Generaux & à leurs Commis suivant les Certificats des Intendans, le tout de part & d'autre.

X. Et à l'égard de quelques Marchandises particulieres, dont on fait Commerce au dessous de Charleville, que les Droits d'entrée & sortie en seront paiez également en passant à Charlemont & à Dinan, ou à Namur & à Huy, comme il ensuit.

XI. Pour l'Entrée de chaque millier d'Ardoises six Sols trois Deniers, & pour la Sortie six sols trois Deniers.

XII. Pour l'Entrée de chaque Bene de Charbon de Bois, trois Sols neuf Deniers, & pour la Sortie trois Sols neuf Deniers.

XIII Pour l'Entrée de chaque Raziére d'Escorce pesant deux cens cinquante Livres cinq Sols, & pour la Sortie cinq Sols.

XIV. Pour l'Entrée de chaque Tonneau de Cendres, cinq Sols & pour la Sortie cinq Sols.

XV. Pour l'Entrée de chaque Sommiere ou corps d'Arbre, six Sols trois Deniers, & pour la Sortie six Sols trois Deniers.

XVI. Pour l'Entrée de toute sorte d'autre Bois, quatre pour cent de sa valleur, & pour la Sortie aussi quatre pour cent, le tout Monnoye de France.

XVII. Et d'autant que suivant ledit Tarif d'Espagne du 18. Juillet 1670. dont il est parlé ci-devant, la Sortie des Foins & des Pailles n'estoit pas permise dans ledit Païs; qu'il sera loisible d'en tirer d'orénavant de part & d'autre, en paiant les Droits sur le pied du Tarif de France de l'année 1664. dont il est aussi parlé ci-devant.

XVIII. Que comme le Droit de soixantiéme ne se leve du côté d'Espagne, que sur les Marchandises & Denrées qui traversent ou qui sortent de la Province de Namur, & Terres d'Agimont: ledit Droit ne sera pareillement pris du côté de France, que sur les Marchandises qui traverseront ou qui sortiront du Païs de Liége pour ladite Province de Namur & Terres d'Agimont, bien entendu que quand ledit Droit aura été paié à Dinan ou à Huy, il ne pourra être exigé ailleurs,

XIX. Qu'il sera permis reciproquement aux Entrepreneurs de la fourniture de Fourages dans les Pla-

 ces

Anno 1675.

ees de part & d'autre, de faire voiturer en icelles, les Foins, Pailles & Avoines, qu'ils acheteront pour la subsistance des Troupes dans les dépendances desdites Places, chacun de son côté sans prendre aucun Passeport pour les Hommes, & les Chariots qui les voitureront.

XX. Qu'il sera permis ausdits Entrepreneurs de part & d'autre, de tirer du plat-Païs de Liege des Foins, Pailles & Avoines, sans paier aucun Droit d'Entrée ni de Sortie, quand ils traverseront le plat-Païs de France, ou d'Espagne, & sans prendre aussi aucun Passeport, pour les Hommes & Chevaux qui les voitureront, à la charge toutefois que les Chartiers prendront des Certificats des Intendans ou Receveurs des Contributions dans le département duquel ils seront.

XXI. Qu'il sera donné des Passeports *gratis* ausdits Entrepreneurs de la fourniture des Fourages, leurs Commis ou Valets, sur les Certificats desdits Intendans, le tour de part & d'autre.

XXII. Que pour la seureté du Passage des Hommes, Grains, Farines & Marchandises; il sera donné reciproquement des Passeports de Guerre, lesquels seront paiez également dans les Places de France & d'Espagne, ainsi qu'il ensuit.

XXIII. Pour un Homme à Cheval, quinze Livres.

XXIV. Pour un Homme à Pied, sept Livres dix Sols.

XXV. Pour un Valet à Cheval, cinq Livres.

XXVI. Pour un Batteau de Meuse ou de Sambre de Marchandise, Grains ou Farines, soixante Livres.

XXVII. Quand le Batteau ne sera chargé que d'Ardoise, Bois, Charbon, Escorces, Pierres, Fer, Foin & Paille, il payera seulement trente Livres.

XXVIII. Il ne sera rien paié pour les Nacelles qui serviront à passer les Chevaux, pourvû qu'il ne se charge dedans aucune Marchandise.

XXIX. Pour chaque Cheval d'Attellage, de Chariot, ou de Charette, chargez de Marchandises, Grains, ou Farines, dix Livres.

XXX. Et lors que les Chariots & Charettes ne seront chargez que d'Ardoises, Bois, Charbon, Escorces, Pierres, Fer, Foin & Paille, chaque Cheval d'Attellage ne paiera que cinq Livres.

XXXI. Que quand il n'y aura à la suite des Chariots ou Charettes qu'un Chartier, il ne paiera rien; mais lorsqu'il y en aura davantage, ils paieront chacun comme un Homme de Pied; le tout aussi Monnoie de France, & pour un Mois.

XXXII. Que les Bureaux qui ont été établis avant la Guerre, de part & d'autre, pour les Receites des Deniers Roiaux, pourront estre rétablis, & que pour cét effet il sera donné *gratis* des Sauvegardes, & des Passeports de part & d'autre, tant pour la seureté desdits Bureaux, que pour les Commis & Huissiers preposez en iceux pour la perception desdits Deniers.

XXXIII. Que les Contributaires de part & d'autre, & les Liegeois seront dans la liberté de porter leurs Grains, Denrées & autres choses provenans de leur crû, dans toutes les Villes de France, d'Espagne & de Liege, sans prendre Passeport, ni paier aucun Droit.

XXXIV. Que lesdits Contributaires aussi de part & d'autre, pourront aller sans Passeport sur le Plat-Païs de Liege, & dans les Villes & Terres dépendantes de la Province ou Gouvernement dont ils sont ressortissans, mais quand ils en sortiront, ils seront obligez de prendre Passeport.

XXXV. Que les Chariots & autres Voitures qui seront aussi demandez de part & d'autre aux Communautez de Contribution, & du Pais de Liege, passeront aussi sans aucune difficulté, & sans qu'ils puissent estre arrêtez sous quelque pretexte que ce soit, lorsqu'ils seront à vuide.

XXXVI. Le present Traité servira aussi au retablissement du Commerce pour le reste des Frontieres de part & d'autres, où les Droits seront levez du côté de France, suivant ledit Tarif de l'année 1664. & la Declaration de Sa Majesté de l'année 1667. pour le nouveau Tarif des Droits sur quelques Marchandises particulieres; & à l'égard des Villes & Pais cedez à Sa M. par les Traitez des Pyrenées d'Aix la Chapelle, suivant le Tarif de l'année 1671. & du côté d'Espagne, suivant les Tarifs qui ont été en usage en chacune Province pendant l'année 1670.

XXXVII. Ledit Traité aura lieu, à commencer d'aujourd'hui jusqu'au dernier jour de l'année 1676. pendant lequel temps il ne pourra estre rompu pour quelque cause, & sous quelque pretexte que ce puisse estre, non pas même par le changement du Gouverneur, & Capitaine General pour le Roi Catholique des Païs-Bas; à l'exception toutefois que le Commerce des Grains finira de part & d'autre au premier Avril prochain, & ne pourra recommencer qu'au 1. Novembre ensuivant.

XXXVIII. Et pour plus grande assûrance de l'execution dudit Traité, Nous Louis Damorezan, avons promis de le faire ratifier par Sa Majesté: Et Nous Philippes Emanuel Francquen, tant par ledit Gouverneur, & Capitaine General des Païs-Bas pour le Roi Catholique, que par les Estats Generaux des Provinces-Unies, & ce dans quinze jours du jour & datte d'icelui. Fait double au Château de Freyr sur la Meuse le 25. Octobre 1675. *Signé*, Damorezan, & Francquen.

Le Roy aiant vû & lû attentivement le Traité fait & passé au Château de Freyr sur la Meuse, le 25. Octobre dernier, entre le Sieur Damoresan Intendant en Haynaut & Païs d'entre Sambre & Meuse, au nom & de la part de Sa Majesté, & le Sieur Philippes Emanuel Francquen Conseiller & Intendant de la Province de Namur, & District de Charlemont, au nom & de la part du Roi Catholique, pour le rétablissement du Commerce, entre les Sujets de Sa Majesté, & ceux du Roi Catholique dans les Païs-Bas Espagnols: Et l'aiant bien agreable; Sa Majesté a approuvé, ratifié, & confirmé, aprouve, ratifie & confirme ledit Traité, avec tous & chacuns les Points & Articles d'icelui. Et a promis & promet en foi & parole de Roi de le garder, faire garder, entretenir & observer inviolablement de sa part, selon sa forme & teneur dans toutes les Places de l'étenduë de son obeïssance, & d'y envoier les Ordres pour ce necessaires, huit jours aprés que la Ratification que le Sieur Duc de Villahermosa Gouverneur & Capitaine General des Païs-Bas pour le Roi Catholique; & celle que les Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas doivent faire dudit Traité, auront esté délivrées audit Sieur Damoresan sans y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu en aucune maniere: En témoin dequoi Sa Majesté a signé la presente de sa main, & à icelle fait apposer le Seel de son secret. A saint Germain en Laye, le neuviéme jour de Decembre 1675. *Signé*, LOUIS, *Et plus bas*, Le Tellier, & *cacheté du Seel secret*.

Collationné,

CXLVI.

Bündnuß zwischen Jhro Fürstl. Gnaden Christoph Bernhard Bischoff zu Münster / dann Johann Friedrich Hertzog zu Braunschweig-Luneburg / zu erhaltung Teutscher Freyheit / und abtreibung allen unrechten gewalts von beyderseits Bunds-Verwandten Land und Leuthen. Zu Rotenburg den 29. Octobris 1675. [Tiré de la Registrature d'Estat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.] 29. Oct.

C'est-à-dire,

Traité d'Alliance entre Christophle Bernard *Evêque & Prince de Munster*, & Jean Frederic *Duc de Brunswic-Lunebourg, pour la defense de la Liberté Germanique, & de leurs propres Terres & Seigneuries, comme aussi de leurs Alliez & Confederés, contre toute violence. A Rottenburg le 29. Octobre* 1675.

Kund und zu wissen sey hiemit. Demnach der Hochwürdigst und Durchleuchtigst Fürst und Herr Christoph Bernhard Bischoff zu Münster / Administrator zu Corvey / Burggraff zu Stromberg / des Heil. Röm. Reichs-Fürst und Herr zu Borckelo rc. und Herr Johann Friederich Hertzog zu Braunschweig und Lüneburg in sorgfältiger erwegung der jetzo inn- und ausserhalb Reichs

Anno 1675.

Reichs empor gehender schwerer und gefährlicher Kriege und motuum vorhin offtermahls verträuliche communication pflegen lassen/ wie solchem ohnwesen zu steuren/ oder wann ie nach Gottes willen der hochgewünschte Universal-Friede sobald noch nicht erfolgen solte/ wie zum wenigsten diese unsere Craise/ und vornemlich Ihre Hochfürstl. Gnaden und Ihr Durchl. darinn belegene Landen und Fürstenthümer gegen unbilligen gewalt gesichert und in friedlichem stand erhalten werden möchten; zu dem ende auch/ umbin zu befestigung des bey jetzigen zeiten so hochnötigen vertrauens/ des Heil. Röm. Reichs Gliedere unter sich zwischen höchstgedachte seiner Fürstl. Gnaden und Fürstl. Durchl. wie und benebenst Ihrer Königl. Majest. zu Dennemarck und Churfürstl. Durchl zu Brandenburg den 2/12. Septembris jüngsthin zu Hannover vorerst ein gewisser Neutralitäts Tractat errichtet/ und dardurch zu einer näheren Union und zusammensetzung ein guter grund gelegt worden. So haben vor höchstgedachte Ihre Hochfürstl. Gnaden und Hochfürstl. Durchl. zu fortsetz- und perfectionirung solchen heilsamen wercks/ als auch nicht weniger zu desto mehrer bestärckung der bereits von langen jahren her unter ihnen gepflogener verträulichen freundschafft und vernehmens/ zumahlen bey der im Heil. Römischen Reich sich je mehr und mehr ausbreitenden Kriegs-flam/ einer hohen nothurfft ermessen/ über solch näher Verfassungs-werck in weitere handlung ohnverlängt zutretten/ auch darzu etliche von Ihren geheimen Räthen und Ministris, als Ihro Hochfürstl. Gn. Ihre respectivè Geheime-Räthe/ Thum-Custern und Weltlichen Hoff-Richtern Matthiasen Korff genant Schmising/ Friederichen Korff auch genant Schmising/ des Löblichen Johanniter Ordens-Rittern und Commendatorn zu Franckfurt rc. und Jobst Herman der Rechten Licentiaten/ und Herrn Hertzogen Johann Friederichen zu Braunschweig-Lüneburg/ dero Geheimen Cammer-Rath und Drosten zu Friedland Otto Grotten deputirt und bevollmächtiget/ welche nach sorgfältig angewandter bemühung auf gnädigste Ratification sich nechstfolgender Articulen miteinander verglichen und vereinbahret haben.

I. Erstlich soll diese mutuel Defensiv-Bündnus zu keines Menschen beleidigung oder nachteil/ am allerwenigsten aber wieder Ihre Kays. Majest. und das Heil. Römische Reich oder auch einigen Stand desselben/ noch gegen das Fürstliche Haus Braunschweig und Lüneburg/ sondern vielmehr zu dienst und respect des Heil. Rom. Reichs/ erhaltung der Teutschen Freyheit/ nach innhalt des Reichs-Fundamental-Ordnung und gesätze/ beförderung der allgemeinen Ruhe und möglichster abwendung allen ungerechten gewaltes/ von beiderseits hoher Bunds-Verwandten Land und Leuthe/ gerichtet und gemeint seyn; zu erhaltung solchen zwecks soll zwischen Höchstgedachten Ihre Hochfürstl. Gnaden und Hochfürstl. Durchl. ingleichen ihren Successoren in der Regierung Ihrer respectivè Stiffter/ und Fürstenthümer/ eine beständige aufrichtige Freundschafft/ Bündnis/ und vereinigung aufgerichtet sein und bleiben/ krafft deren einer des andern nutzen/ und besten wissen und befordern/ schaden und nachtheil aber nach vermögen treulich wehren/ wenden/ und warnen/ und zu dem end einer dem andern im fall der noth/ und zwaen auf hernach gesetzte maß redlich assistiren und beyspringen sollen.

II. Und dafern zum anderten es sich also zutrüge/ daß ein oder ander von den beyden Hohen Bunds-Verwandten/ es sey von wem oder unter was prætext es wolle/ in seinem Estat und Landen Feindlich überzogen und vergewaltiget/ oder mit durchzügen/ still-lägern/ einquartierungen/ Contributionen/ und anderen dergleichen/ Kriegs-belästigungen wieder den Westphälischen Friedenschlus und die heilsame Reichs-Satzungen beschwehret/ oder auch sonst auf andere weis in seinem statu, Freyheit und allen anderen zustehenden Juribus wiederrechtlich und gewaltsamlich angefochten oder turbiret würde/ soll der ander Bunds-Verwandter schuldig und gehalten sein/ auf des angefochtenen und beleidigten Theils erforderen/ demselbigen innerhalb 14. tagen nach beschehener requisition, und da müglich/ auch der antringender gefahr halber nöthig/ noch ehender mit würcklicher hülff ohnweigerlich bey zuspringen/ und zu dem end ihme vor erst und in simplo tausent fünffhundert zu Fuß in gesamt der beygehörigen Feld-Artillerie und fünffhundert zu Pferde an ort und end/ wo er derselben in seinem Lande begehrend und benöthigt ist/ binnen der oben specificirten zeit zuschicken/ welche Mannschafft ein jeder theil zu solchen behuff auf den beinen und parat halten/ und solch Quantum nachgehends nach beschaffenheit und vermehrung der gefahr/ vermittelst vorher gepflogener communication zwischen beyden hohen theilen/ duplirt werden solle.

III. Drittens soll ein Bunds-Verwandter schuldig seyn/ von allen denjenigen dingen und begebenheiten/ woraus einige weiterung und gefahr/ und folglich ein casus Fœderis entstehen könte/ dem andern ohnverweile nachricht mit zutheilen/ worauff dann derselbige die etwan vorstehende besorgnus durch gütliche wege und vermittlung/ und nachtrückliche abmahnung des beförchtenden Aggressors abzuwenden zwar bemühet/ nichts destoweniger aber verbunden seyn soll die obspecificirte hülff dem betrangten Bunds-Verwandten auf dessen erforderen/ ohne einzige einrede und verweigerung/ verabfolgen zulassen; solte sich nun aber ein solcher fall begeben/ daß entweder einer mehrern hülff als oben specificirt/ oder aber vor augen stehende gefahr mit gewalt der Waffen abzuwenden/ gleicher gestalt auch gefährliche dessein vor zukommen dienlich oder nöthig sein würde/ darüber wollen hochgemelte Herrn Bunds-Verwandte verträulich communiciren/ und ihre bevollmächtigte Ministros unverweilt zusammenschicken und sich einer mehrern assistentz und nöthig befindender anstalt so fort zu vergleichen/ worin man sich beiderseits willig erweisen und treulich bey einander stehen soll/ zu welchem end sich die Herrn Allirte in solcher considerablen Armatur als immer thun- und müglich sein wird/ stellen und erhalten wollen.

Anno 1675.

IV. Wann auch zum vierten/ die hülff würcklich geschickt/ und mit des beleidigten Kriegs-Volcker conjungirt ist/ soll der hülffschickender nicht macht haben/ dieselbige wiederumb abzufordern/ es seye dann/ daß er selbst in seinen Landen angefochten und würcklich beschädet werde; auf solchem fall aber und da beyden Bunds-Verwandten zugleich Kriegs-gefahr zustossen solte/ wollen sie sich sofort zusammen thun/ und nach erwegung der sachen umbständen dahin sehen/ daß der so am meinsten gefehret ist/ dem anderen nichts destoweniger nach müglichkeit die hülffliche hand bieten möge/ oder aber schleunigst vereinbaren/ wie man sich beiderseits retten könnte/ und hat es hiebey die meinung/ daß mit den Auxiliar-Völckern nicht nur in des beleidigten Landen/ sondern auch auf des Feinds-boden zu erlangung gebührender satisfaction und sicherheit zu operiren.

V. Furs fünffte/ solten auch beide Bunds-Verwandten sich nach veranlassung der Läufften zugleich in andere Fœdera begeben/ und sich nebenst anderen einer mutuellen hülffleistung vergleichen/ so ist geschlossen und verabredet/ daß dieselbige die versprochene hülff nicht doppelt zuleisten schuldig/ sondern die hülffe nur aus einem und zwar demjenigem Fœdere, worinnen das grösseste quantum enthalten/ præstier und darüber nichts erfordert werden solle.

VI. Sechstens solle die hülff auf des hülffschickenden kosten geschehen/ und der requirent der zu hülff geschickter Mannschafft/ ausser dem obdach/ Lägerstatt und Rauchfutter nichts umsonst zugeben/ dabenebenst aber in seinem Lande solche anstalten zumachen schuldig und gehalten sein/ daß man der übrigen notturfft an Lebens-mitlen für Menschen und Pferde umb einen billichen preis allezeit könne haabhafft werden; es sollen auch die Conjungirte Völcker zu verhütung aller unordnung und schwürigkeit bey währender Conjunction um dem unterhalt gleich gehalten und zu dem end ein beständige verpflegungs-ordinantz verglichen werden.

VII. Zum siebenden/ wann aber die hülff von einem und anderm Theil erfordert wird/ wird der Hülffschickender sowohl als der Requirent bey den benachbarten umb verstattung des durchzugs für die ihme zu hülff anziehende Mannschafft gebührende ansuchung zuthun haben.

VIII. Achtens/ das Ober-Commando und Direction der Kriegs-actionen betreffend/ so bleibt dasselb demjenigen/ oder dessen Generalität vollkomentlich/ dem die hülff zugeschickt wird/ ohne unterscheid/ ob die Kriegs-operationes inn- oder ausserhalb seinen Landen geführet werden/ doch solcher gestalt/ daß wann etwas wichtiges vorgenohmen wird/ vorher allemahl Kriegs-Rath gehalten/ und des Hülffschickenden Trouppen vorgesetzter Ober-Officier mit darzu gezogen und mit seinem voto und gutachten vernohmen werde.

IX. Es sollen auch die zu Hülff geschickte Trouppen auf des Requirenten gut befinden sich sowohl in Feldzügen als in Guarnison ohnweigerlich gebrauchen lassen/ doch daß die zertheilung der Regimenter möglichst verhütet werde.

X. Solten aber zehentens die hohe Bunds-Verwandten nach erheischung der Conjuncturen und umbständen sich mit gantzen formirten Armeen mit einander etwan zu conjungiren für rathsam achten/ wird man sich alsdann des Ober-Commando und anderer mit einlauffender particularien halber absonderlich zu vergleichen haben.

XI. Furs eilffte/ die wiederbestellung der abgehender Officier bleibt dem Zahl-Herrn ohnzweiffentlich bevor.

XII. Zum zwölfften die Jurisdiction und bestraffung der Delinquenten belangend/ bleibt dieselbe dem herkommen nach bey den Regimentern/ und ist hiebey austrücklich verglichen und verabredet worden/ daß der hohen Bunds-Verwandten Völcker sowohl in eines als des andern Landen gute Kriegs-Zucht und Disciplin halten/ und alle vorgehende Excessus ohnauffhältlich vors Kriegs-Recht gestellrt und der gebühr nach abgestrafft werden/ auch da des Hülffschickenden Officier sich darein säumig oder wiedrig erweisen würden/ der Landsherr macht haben solle/ die Delinquentenen zu apprehendiren und darüber ein ohnpartheyisches Kriegs-Recht ergehen zulassen.

XIII. Es haben sich auch beide hohe Bunds-Verwandte krafft dieses einander vestiglich versprochen und zugesagt/ auf dem fall einem oder andern ein Krieg zustossen/ und darauf die in diesem Fœdere stipulirte hulff würcklich erfordert und geleistet werden solte/ alsdann kein Theil befugt sein solle ohne des andern zuthun und inclusion mit dem Aggressore einige Tractaten über Fried oder Stillstand einzugehen/ weniger zuschliessen/ und haben sich beide hohe Theile gegen einander erklähret/ weder de præterito noch de futuro einige Fœdera oder Pacta zuhaben oder zumachen/ so sie von leistung dessen/ was dieser Tractat in sich haltet/ los machen könne.

XIV. Alldieweilen aber viertzehentens eingangs dieser Bunds-Notul die intentio gegenwärtigen Fœderis auf mögliche beförder- und wiederbringung des so hoch gewünschten Ruhestands im Heil. Röm. Reich unter anderen mit gerichtet ist/ so wollen beide hohe Bunds-Verwander/ wie zu solchem heilsamen zweck vermittels Göttlicher hulff endlich zugelangen/ künfftig allemahl verträulich miteinander überlegen/ und über die darbey vorfal-

lende

Anno 1675.

lende umstände fleissig correspondiren / nicht weniger ihre auf Reichs- und anderen Tagen / auch bey frembden Höffen und Republiquen sich zusammen befindende Ministros eine gleichmässige vertrauliche correspondentz zupflegen / anweisen / und befelchen.

XV. Wann fürs Funffzehende über kurtz oder lang jemand wäre / der in diesem Bund mit einzutretten verlangen oder belieben trüge / wollen solchen falls jetzige beide hohe Bunds-Verwandte dasselbe mit einander in deliberation ziehen / und sich ob und wie mit demselbigen zuhandlen / vorher unter sich eines einmüthigen schlusses vergleichen.

XVI. Zum sechzehenden / soll dieser Bund vorerst auf zehen Jahr geschlossen und gerichtet sein / auch von einem Hochwürdigen Tumb-Capittel zu Münster mit begnehmet / unterschrieben und versiegelt / und hernachmahls noch vor ablauff solcher zeit von dessen prorogation gehandlet werden. Alles dasjenige was obstehet soll von beyderseits hohen Bunds-Verwandten nach allen seinen Articulen und Clausulen samt und sonders fest und unverbrüchlich gehalten und treulich erfüllet / auch die Ratification dieses Recesses innerhalb 14. Tage durch gewisse darzu deputirten zu Verden eingebracht und ausgewechslet werden.

Dessen zu Urkund ist dieser Recess von höchstgedachter Ihrer Hochfürstl. Gnaden zu Münster / und des Herrn Hertzogen zu Braunschweig-Lüneburg Durchl. zu dieser handlung Deputirten und bevollmächtigten Räthen und Ministris unterschrieben und besiegelt / auch jedem Theil ein gleich lautendes exemplar darvon zugestellt worden. So geschehen Rotenburg den 29. Octobris 1675.

Matthias Korff genant Schmisingen. (L.S.)

Otto Groote. (L.S.)

Jobst Herman Ratm ltz. (L.S.)

CXLVII.

Nov. France et Messine.

Manifeste concernant les Affaires de Messine, *publié en Italie de la part de* Louïs XIV. *Roi de France au commencement de Novembre* 1675. [Frederic Leonard. Tom. IV.]

L'Etat déplorable, où se trouvoit l'année derniere la Ville de Messine, prête à retomber plus cruellement que jamais sous un joug que les violences des Espagnols lui avoient déja rendu insupportable; le recours qu'eût cette ancienne & fameuse Ville à la protection du Roi; & la compassion qu'excita dans l'esprit de Sa Majesté la vûë d'un grand Peuple sur le point de perir, tant par la rigueur d'une longue famine, que par les supplices qui lui étoient preparez, porterent Sa Majesté, plus encore par un mouvement de generosité, que par l'interêt d'une diverfion importante contre l'Espagne, à ne pas abandonner tant de pauvres innocens opprimez, à qui il ne restoit d'esperance de salut que dans sa seule bonté. Les Vaisseaux, qu'Elle donna ordre d'armer en Provence, porterent double secours à Messine, ils y firent cesser par l'entrée des Vivres qu'ils y conduisirent, le plus pressant de tous les maux, dont elle étoit attaquée, & lui rendirent par une Victoire signalée la liberté du Port, que les forces Maritimes d'Espagne tenoient fermé depuis long-tems. De si grands bienfaits imprimerent aux Messinois la reconnoissance qu'ils devoient à leur Liberateur; ils crurent ne pouvoir la lui mieux témoigner qu'en le choisissant pour Maître, & ne pouvoir rien faire de si avantageux pour eux-mêmes, que de s'assurer de la protection de la France qu'ils venoient d'éprouver si puissante & si favorable. Ils supplierent Sa Majesté de les recevoir au nombre de ses Sujets, & Elle voulut bien accepter, à leurs prieres, le Serment de fidelité qu'ils lui en prêterent avec l'applaudissement general de tout ce Peuple.

Sa Majesté pouvoit par ce nouveau titre, & par les Droits si justes & si anciens qu'Elle a sur le Royaume des deux Siciles, unir à sa Couronne non seulement la Ville de Messine, mais encore les autres Places qu'elle possede dans l'Isle, & toutes celles à qui l'amour de la liberté inspireroit de secouër le joug des Espagnols. Mais parce que sa vûë a bien moins été dans cette occasion d'étendre ses Limites, que de secourir des Peuples qui avoient imploré son assistance; Elle veut bien déclarer par le present Memoire, qu'Elle n'a reçû les Messinois, quand ils se sont donnez à Elle, que pour les rendre en quelque sorte à eux-mêmes, aussi bien que les autres Villes de Sicile qui voudront suivre leur exemple: Que son dessein n'a pas été de les faire vivre sous des Loix, qui leur sembleroient toûjours étrangeres, en les unissant à sa Couronne; mais qu'à l'exemple de ses Prédécesseurs, qui ont donné deux fois des Rois à Naples & à la Sicile, dans deux Branches de la Maison Royale de France, son intention est encore de donner à cette Isle un Souverain, qui tire son origine du même sang; qu'Elle lui remettra tous les Droits qui sont aquis à la France sur ce Royaume, & tous ceux que le consentement des Peuples a deferez & pourroit déferer à l'avenir à Sa Majesté: Que ce Prince prendra les mœurs, les coûtumes & les Lois de son Etat, & qu'il rétablira chez les Siciliens un trône que leurs Ancêtres ont vû avec douleur transporté en Arragon & en Castille: Que de tous les interêts que le Roi a pû prendre jusques à present à la Sicile, Sa Majesté se réserve seulement celui de raffermir de plus en plus la puissance de ce Royaume, & le bonheur & la felicité de ses Peuples, par la liaison & la protection toûjours assurée de la France.

Anno 1675.

C'est ce que Sa Majesté a bien voulu rendre public par cet Ecrit, & faire connoître à toute l'Europe, combien dans l'assistance qu'Elle a donnée aux Siciliens, Elle a peu regardé son utilité particuliere, puisque sans vouloir rien ajoûter à sa Couronne, Elle songe seulement à en relever une, dont le nom a été toûjours si grand en Italie, & par tout le monde. Fait à Versailles l'onziéme Octobre 1675.

LOUIS.

Arnauld.

CXLVIII.

26. Nov. La Suede et les Provinces-Unies.

Traité de Commerce entre Charles XI. *Roi de Suéde & les* Provinces-Unies *des Païs-Bas. Fait à Stockolme, le 26. Novembre,* 1675. *Avec les* Ratifications *des Etats Généraux & du Roi de Suede; & une* Convention *posterieure touchant la Forme des Passeports.* [Recueil des Traitez faits entre les Etats Généraux des Provinces-Unies & divers Princes, d'où l'on a tiré cette Piece, qui se trouve aussi dans les *Actes & Memoires* de la Paix de Nimegue Tom. I. pag. 746. en Hollandois & en François, & dans le *Theatrum Europæum*, Tom. XI. pag. 1104. en Allemand.]

ORdines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum; Notum testatumque facimus, universis & singulis quorum scire interest; quod cum inter Serenissimum ac Potentissimum Principem ac Dominum Dominum *Carolum*, Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regem, Magnum Principem Finlandiæ, Ducem Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Cassubiæ & Vandaliæ, Principem Rugiæ, Dominum Ingriæ & Wismariæ, nec non Comitem Palatinum Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ & Montium Ducem, &c ex una: Et Nos ex altera parte per Deputatos ad hoc sufficiente utrinque Mandato instructos, Holmiæ die 26. Novembris, Anni 1675. in hos Commerciorum & Navigationis conventum sit Articulos, qui infra hic verbotenus inserti reperiuntur.

SErenissimi ac Potentissimi Principis ac Domini Domini *Caroli*, Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regis, Magni Principis Finlandiæ, Ducis Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Cassubiæ & Vandaliæ, Principis Rugiæ, Domini Ingriæ & Wismariæ, nec non Comitis Palatini Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ & Montium Ducis, Regis & Domini nostri Clementissimi; Nos infrascripti Deputati Commissarii notum testatumque facimus, quod cum per Ministrum Celsorum & Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii ad Aulam altissime memoratæ Regiæ Sacræ Majestatis Residentem, Nobilissimum Dominum *Christia-*

num

ANNO 1675.

nam Constantinum Rumpf, prona eorundem voluntas, desideriumque Commerciorum atque Navigationis cum Subditis Sacræ Regiæ Majestatis restaurandæ, significatum sit, atque insimul spes exinde nonnulla subjiciatur confirmeturque ulterioris compositionis pacisque in præsens, per maximam Europæ partem profligatæ, faciliori reconciliatione reducendæ, & restituendæ; eam ob rem Sacra Regia Majestas non modo ex eo, quem avitum habet in Rempublicam Uniti Belgii, benevolo affectu, Fœderibus quam plurimis mutuisque commodis jam diu firmato, verum etiam ob zelum, quo in securam Orbis Christiani tranquillitatem sanctæque Generalis Pacis redintegrationem fertur quam maxime sincero, nullum non arripere voluit medium, quo non restituendæ tantummodo Commerciorum, Navigationisque securitatis, sed & ulterioris, quæ exinde subsequatur Pacificationis, calamitatumque Belli hujus terminandarum, via pronior, procliviorque sincera utrinque opera studioque reddatur. Hinc Sacra Regia Majestas nobis plena Potestate instructis clementissime in Mandatis dedit, ut cum prædicto Domino Residente, pariter ad tractandum rite constituto, congrederemur & tractaremus. Nos itaque, subscripti utriusque Partis respective Commissarii & Minister ad Aulam Suecicam Residens congressi sumus, atque tam salutare opus, certis Commerciorum & Navigationis Legibus auspicati sumus, atque ita in auxilium ex parte acceptis, qui antehac sæpius altissime memoratam Sacram Regiam Majestatem inter & Celsitudinem D. D. Ordinum Generalium Hagæ-Comitis, Anno 1667. 16. Julii, super Commercii & Navigationis negotio erecti sunt, Articulis, sequentem in modum convenimus.

I. Subditis ac Incolis Sueciæ, simul & Fœderati Belgii plena Commerciorum atque Navigationis hinc inde, ita durante hoc Bello, ut antehac, libertas erit, per Regna, Status, Ditiones & Provincias tam Sueciæ & Fœderati Belgii, quam quæ cum Sacra Regia Majestate Sueciæ aut cum Celsitudine Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii Pacis, Amicitiæ aut Neutralitatis jus sive jam nunc exercent, sive exercebunt in posterum, eaque libertas nequaquam interpellanda aut turbanda per alterutrius Partis ejusve Subditorum Navigia ex occasione hujus Belli aut etiam inimicitiarum, quæ illi ejusve Successoribus intercedunt forte, vel de futuro sint intercessuræ cum Regnis, Statu, Ditionibus quibuscum Parti alteri jus Fœderum aut Neutralitatis intercedat, intercessurumve sit.

II. Nec propterea liceat tamen aut fas sit Subditis Incolisque Ditionis alterutrius prohibitas Merces (quas Contrabandas vocant) importare in Regna vel Regiones eorum, quibuscum Sacra Regia Majestas Sueciæ, aut Celsitudo Dominorum Ordinum Generalium, ex sua parte aut amicitiam, aut neutralitatem colit, sed adversum quos alterutra Bello, vel jam implicatur, vel implicanda sit de futuro.

III. Ut vero evitentur penitus atque amoveantur controversiæ & disceptationes, quæ ob designandam jam dictam Mercem, Contrabanda, oriri aliquando possint, convenit utrinque ac pro re nata habitum est, hoc in numero duci & censeri oportere arma quævis ad vim tam propulsandam, quam inferendam apta, præsertim quæ ignem concipiunt Pulvere Tormentario, quem dicunt, admoto, aliaque eodem pertinentia, ejus vero generis intelligantur Tormenta Bellica majora & minora omnis generis, quæ Canones & Sclopeta vulgo dicuntur, Mortaria, Petardiæ, Bombæ, Granatæ, Saucisæ, Coronæ Piceæ, Affuitæ, Furcæ Sclopetariæ, Bandelariæ, Pulvis Tormentarius, fomites sive Lonten, Glandes Tormentariæ, tam Ferreæ, quam Plumbeæ, Nitrum sive Salpetræ, Enses, Lanceæ, Hastæ, Hellebardæ, Bipennes, Flagella armata, cuspides & reliqua id genus arma, ad vim inferendam apta, tum Cassides, Galeæ, Loricæ, Thoraces ænei, ferreique Clypei, aliaque arma ad vim arcendam idonea, præterea ad Bellum instruendum utilia quæcunque, nempe equi, Ephippia, Sclopetorum equestrium reconditoria, & quicquid denique utile ac necessarium ad instruendos equos tam Turmarum equestrium, quam rei Tormentariæ, nisi numero sint admodum exiguo, ut inde conjectura probabilis elici possit, eadem non ad Bellum, sed ad alios usus destinata esse.

IV. Merci prohibitæ nequaquam accensebuntur pecunia, frumenti ac leguminis genus omne, Sal, Vinum, Oleum, nec quidquid ad victum aut alimentum refertur, sed nec ferrum, cuprum, æs, nec quidquid ad Naves construendas instruendasve, necessarium est, cujus notæ sunt cannabis, linteamen velis nauticis aptum; picis tam liquidæ, quam aridæ omne genus, mali, trabes, lignum incurvum, Tabulæ Navales, rudentes, ancoræ, vel ancorarum partes quælibet, hoc in numero habebuntur, nec aliæ Merces, quæ pro terrestri vel maritimo Bello formam non acceperunt, multo minus hæ, quæ ad alium quemvis usum jam apparatæ aut conformatæ sunt, nec aliud Mercimonii genus quodcunque, quod præcedenti Paragrapho designatum non sit, sed id omne transportari huc illuc licebit, tam in Ditiones Sueciæ aut Fœderati Belgii, quam etiam ad illas Nationes, quibuscum Sacra Regia Majestas Sueciæ aut Celsitudo Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii, Bello jam nunc involuta est, aut postmodum involvi possit.

V. Attamen nec pecuniam, nec commeatum, aut quicquid vitæ per alimentum sustentandæ conducit, quod jam supra Paragrapho 4. inter licitam Mercem sit numeratum, nec Militem, nec quid aliud ex hisce rebus, quæ hosti incommodum vel adjumentum modo quocunque cedant, submitti hinc inde fas esto, ad Munimenta, Oppida vel loca Præsidio militari instructa, quamdiu illa ipsa per Militem alterutrius, aut Fœderatorum alterutrius, respectu locorum in Oris Maritimis sitorum tam Terra quam Mari obsidione cingi, vel manu armata assideri continget, animo eadem in potestatem suam redigendi.

VI. Porro ut impediatur, ne Merces in illicitis jam designatæ ad Portus hostiles aut ad loca inimicæ Ditioni subjecta subvehantur, vel etiam ne sub hoc ipso subjectionis impediundæ prætextu libertas securitasque Navigationis & Commerciorum detrimenti quid capiat, ab incolis Subditisque Ditionis alterutrius, ubivis locorum, tam in Portu atque statione Navali alterutrius, quam in aperto Mari nihil omnino requiri aut exigi jus esto, præter exhibitionem talis Diplomatis, quale utriusque usus hactenus confirmavit, aut quale deinceps per Pacta rei Maritimæ utrinque ineunda ratum habebitur, exhiberi ad hæc necessum erit Literas Passeportus, in quibus quantitas, qualitasque Mercis, qua Navis onerata est, designetur, & eas quidem indultas ab Officialibus publica authoritate constitutis, illic locorum, unde Merx ipsa transportatur, & justa quas jura, quæ pro Mercimoniis transportandis debebantur, persoluta sunt, quod si Navis hæc non nihil Mercium vetitarum, quas Contrabanda vocant, vehit, oportebit in Literis Passeportus exprimi atque designari, ea loca ad quæ id genus Merces devehendæ sunt, post quam exhibitionem scrutationi aut visitationi Naves Mercesque non subjicientur, nec quicquam damni, moræ aut molestiæ iisdem quocunque sub prætextu objicietur.

VII. Quod si constiterit Naves ad Subditos alterutrius pertinentes, quæ ex toto vel ex parte Merce interdicta hujusmodi oneratæ sint, ad Portum quemcunque hostilem aut ad loca inimicæ Ditioni subjecta destinari, merx omnis ejusmodi prohibita, per Judicem competentem Fisco addicetur, Naves ipsæ & quod reliquum Mercimonii haud vetiti in iis erit, totum Fisco illibatumque permanebit.

VIII. Bona sive Merx quæcunque pertinens ad Subditos alterutrius, etiam illa quam ex superiorum Paragraphorum authoritate, permissam ac neutiquam prohibitam esse constabit, in Navibus inimicis forte deprehensa, in prædam occupanti cedat, ac Fisco addicatur, ulla sine exceptione, è contra totum omnino & immune à Fisco habeatur, quicquid Navigiis ad alterutrius Subditos pertinentibus concredetur, utcunque sit Partis alterutrius inimicorum, excepta solammodo Merce Contrabanda, ad Portum hostilem destinata, adversus quam procedatur per modos jam supra designatos, sed & vectores quoscunque quamvis Subditos inimicos Partis alterutrius tutos navigare conveniet, dum devehuntur aliquâ in Navi ad Subditos alterutrius pertinente, nec eos inde avelli, aut auferri licebit, exceptis tantum Ducibus sive Officialibus hostilibus.

IX. Quod si Sacræ Regiæ Majestati Sueciæ aut Celsitudini Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii visum fuerit, aut necessitas jusserit, Naves Mercatorias quibusdam Navibus Bellicis ad majorem earundem Navium Mercatoriarum securitatem ac Præsidium comitari, liberum id eis fasque erit, præcise tamen injungent dictarum Præsidiariarum Navium Præfectis, ne quid hostile moliantur adversus Subditos aut Fœderatos alterutrius, tam in eundo quam redeundo, quamdiu hi Præsidiarii muneris offi-

cio perfuncti ad Portum, unde egressi sunt, reversi non fuerint.

X. Quemadmodum Sacra Regia Majestas Sueciæ & Celsitudo Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii inter sese, hoc ipso convenerunt & statuerunt, quod nemo respectivè Subditorum vel Incolarum earum Armaturam Navalem exercere audeat, quam vulgo *Commisjievaerders* vocant, nec passuros esse, ut pro talibus quacunque ratione quispiam respectu Subditorum alterutrius Partis se gerat, ita interdicent vetabuntque iisdem præterea, ne cuicunque alteri Principi aut Statui operam addicant, aut Militiam ejus profiteantur ad infestandas, detinendas, aut quacunque molestia turbandas Naves Mercatorias, bona Mercesque ad Subditos aut Incolas Partis alterutrius pertinentes, sub pœna corporis & bonorum.

XI. Interdicent vetabuntque præterea Sacra Regia Majestas Sueciæ, & Celsitudo Dominorum Ordinum Generalium, utrisque Naves Mercatorias, Bona Mercesque ad Subditos alterutrius pertinentes, & ex iis sub alterutrius cujuscunque Principis nomine captas detentasque in Portus alterutrius recipere aut receptum dare.

XII. Avocabunt præterea tam Sacra Regia Majestas Sueciæ, quam Celsitudo Dominorum Ordinum Generalium, omnes & singulos Subditos, qui ad infestandas prædictas Naves Mercatorias, Merces & Bona aut quicquam eorum operam suam alteri cuicunque Principi aut Statui jam nunc addixerunt, quatenus illi nondum anchoras & vela solverint, sub pœna corporis & bonorum.

XIII. Respectu vero eorum qui jam ante vela solverunt curabunt, Sacra Regia Majestas Sueciæ & Celsitudo Dominorum Ordinum Generalium, ut hi intra spatium trium mensium ab incœpto desistant, eamque quam aliis Principibus aut Statibus addixerant operam, renuntient, sub præfata pœna corporis & bonorum.

XIV. Quemadmodum vero exiguum pæne pro securitate Commerciorum & Navigationis, quæ Pactis hisce intenditur actum videbitur, nisi a reliquarum etiam Partium Armatoriis infestationibus, *Commisjievaerders*, dictis, Mare omnimodo liberum evadat, ita proinde desuper in majorem horum Pactorum observantiam, ottinque conventum est, ut tam à parte Sacræ Regiæ Majestatis quam Celsitudinum Dominorum Ordinum Generalium omnis cura studiumque impendatur, quo suos uterque Confœderatos ad consimilem dictarum infestationum prohibitionem, quam fieri poterit ocius persuadeant, quemadmodum certa satis spes etiam affulget, eos ad Negotium tam salutare induci posse.

XV. Quandoquidem Commerciorum libertas sine Literarum Mercatoriarum Commercio liberoque earundem transitu, vix possit redintegrari & subsistere, idcirco Sacra Regia Majestas Sueciæ & Celsitudo Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii omni opera & studio in id incumbent, ut prædictus Litterarum & Postarum transitus non modo per utriusque Partis respective Terras, sed utriusque Partis Fœderatorum Ditiones & Provincias liber & neutiquam impeditus instituatur, ita ut Litteræ sine ullo impedimento dehinc libere reciproce commeare possint.

XVI. Denique Sacra Regia Majestas Sueciæ & Celsitudines Dominorum Ordinum Generalium statim post Ratificationem harum Tabularum mandabunt, ut Subditi alterutrius quantocius libertati reddantur, & Naves, Merces, Pecuniæ, cæteraque denique omnia bona ad Subditos alterutrius pertinentia, & occasione hujus Belli capta, vel arresto detenta, Proprietariis restituantur, eisque concedatur, ire, agere, Naves, Merces, pecunias, prædictaque sua Bona avehere, ubi id eis secundum hæc Pacta conventa liberum permissumque est. Sub quo Paragrapho intelligantur non modo Merces, Naves, Pecuniæ & alia Bona, quæ à Subditis D. D. Ordinum Generalium, sed etiam quæ ante declarationem hujus Belli ab aliis capta, & in Belgii Portus invecta sunt, si quæ autem ante hoc luctuosum Bellum controversiæ inter utriusque Subditos ortæ sint, hæ secundum priorum Pactorum tenorem æquè & justè terminentur.

Articulos hosce Commercii & Navigationis sincera & bona fide adimplendos atque à Sacra Regia Majestate Sueciæ & Celsitudine D. D. Ordinum Generalium Fœderati Belgii ratos habendos, Ratificationesque, ab utraque Parte intra spatium quatuor mensium à die subscriptionis, vel citius si fieri poterit, exhibendas, atque hic Holmiæ extradendas fore promisimus. In cujus rei fidem majorem nos supra nominati Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ Deputati Commissarii, Egoque Celsorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii Minister in Aula altissime memoratæ Sacræ Regiæ Majestatis Residens manuum nostrarum subscriptione, sigillorumque impressione, Tabulas hasce firmavimus & munivimus. Actum Holmiæ die 26. Novembris, Anno 1675.

(*L.S.*) Ed. Ehrensteen.

(*L.S.*) J. Lagerfelt. (*L.S.*) C.C. Rumpf.

(*L.S.*) Nicolaus Gyldenstalpe.

Cumque simul etiam convenerit, ut eorundem Articulorum Ratihabitio à Regia Sua Majestate & à nobis intra spatium quatuor Mensium à die subscriptionis vel citius si fieri poterit exhibeatur, & Holmiæ extradatur. Nos huic Conventioni satisfacientes, prædictos Commerciorum & Navigationis Articulos per omnia & singula approbavimus, confirmavimus & ratos habuimus, quemadmodum hisce approbamus, confirmamus & ratos habemus; Promittentes insuper nos omnia & singula in præfatis Articolis contenta, bona fide præstituros, & adimpleturos, omnique ratione impedituros ne à nostris vel aliis ullo modo violentur. In cujus rei fidem hasce majoris Sigilli nostri appensione muniri, & per Consessus nostri Præsidem signari curavimus, ut & per primarium Graphiarium nostrum subscribi jussimus. Actum in Consessu nostro die 13. Mensis Martii, Anni 1676. *Signatum*, W. van Heuckelom, vt. Ad Mandatum altememoratorum Dominorum Ordinum Generalium. *Signatum*, H. Fagel.

Ratificatio *Regiæ Majestatis Sueciæ. Holmiæ 13. Januarii 1676.* [Copie Manuscrite & sûre.]

Nos Carolus Dei Gratia Suecorum, Gothorum, Vandalorum Rex (*totus Titulus*) notum testatumque facimus, quòd cum præsentibus Belli flammis ad certos Navigationis & Commerciorum Articulos ineundos à Celsis ac Præpotentibus D. Dominis Ordinibus Generalibus Uniti Belgii decenter requisiti fuimus, nos quoque nihil desiderari à nostra parte voluimus, quod non modo Commerciis promovendis & conservandis, sed etiam antiquæ amicitiæ, & potissimum Paci restaurandæ quoquo modo conferre possit, interque Partium utrinque constitutos Commissarios & Plenipotentiarios modo sequenti conventum sit.

Inseratur Tractatus.

Proinde Nos Carolus Dei Gratia Suecorum, Gothorum Vandalorumque Rex (*totus Titulus*) supradictos Articulos laudare & ratihabere voluimus, quemadmodum hisce laudamus, confirmamus, & ratificamus, promittentes eos omnes ac singulos bona fide nos servaturos, nec passuros esse, ut à nostra parte ullo modo violentur. In quorum fidem ac robur præsentes manu propria subscriptas Sigillo nostro Regio majori muniri jussimus. Actum Wennesburgi die decimo tertio Januarii, Anno millesimo sexcentesimo septuagesimo sexto. *Signatum*, Carolus, *& inferius* H. Hochhusen, cum appendente Sigillo majori in Capsula argentea.

Conventio *de Formula Passeportuum. Holmiæ 21. Junii 1676.* [Copie Manuscrite & sûre.]

Quandoquidem de certa Salvi Conductûs vel Passeportûs Formula utrinsque Partis Plenipotentiarii virtute Articuli VI. Commerciorum Tractatûs inter se se convenerunt, hic inferius inserta, quam utrinsque Partis Subditi sequi & observare tenentur;

Titulus.

Notum testatumque facimus, Quòd die . . . . Mensis . . . . . Anni . . . . , coram nobis comparuerit

Sub-

ANNO 1675. Subditus ac Civis Civitatis . . . . . atque sub fide illius Juramenti, quo nobis obstrictus est, declaraverit, quòd Navis . . . . circiter Lastarum capax pertineat ad Civitatem . . . . nostræ Ditionis, jam verò de Portu . . . . . iter destinaverit versus . . . . . indeque rursus in Patriam, aut aliò prout commodum visum fuerit, itura sit; idcircò cum post exactam examinationem sufficienter nobis constet, dictam Navim liberam esse, & verè ac realiter pertinere ad Subditos nostros; ab omnibus proinde ac singulis Terrarum, Mariumque Potestatibus, Regibus, Principibus, Rebus publicis, ac liberis Civitatibus, nec non Bellorum Ducibus, Thalassiarchis, Generalibus, Officialibus, Portuumque Præfectis, aliisque omnibus, quibus custodia aliqua Portûs aut Maris commissa est, quibuscunque Navim hanc navigando obviam venire, quorumcunque in Classes fortè incidere & transire, aut in Portubus morari contigerit, respectivè humiliter, officiosè & amicè requirimus, ut ratione Fœderum & amicitiæ, quæ unicuique aut Superioribus cujuscunque est, ac nobiscum intercedit, dictum Navarchum cum Navi . . . . . & Personis, rebus & Mercimoniis ad eundem spectantibus, sinè impedimento ac molestiis itinera sua liberè prosequi permittant, eique tanquam Subdito nostro cum Navi sua omnia humanitatis officia exhibeant, eadem vicissim à Nobis, omnibusque nostris Ministris & Subditis in pari vel alio casu experturi. In cujus rei fidem hasce &c. . . . . Dabantur . . . . . die . . . . . Anni . . . . .

Itaque eandem tanquam genuinam normam statuere, cujus tenorem in prædicto Articulo indigitati Officiales, uniuscujusque tamen habitâ in Curialibus Statûs & Conditionis suæ ratione sequi teneantur, eidemque circà commutationem dicti Tractatûs in majorem certitudinem subscribere visum fuit. Actum Holmiæ 21. Junii 1676. *Signatum.*

(*L.S.*) ED. EHRENSTEEN.

(*L.S.*) J. LAGERFELT. (*L.S.*) C.C. RUMPF.

(*L.S.*) NICOLAUS GYLDENSTALPE.

CXLIX.

30. Dec. *Déclaration qui sert à expliquer certains Articles de Traitez de Marine, conclûs, entre* CHARLES II. *Roi de la Grande Bretagne, & les Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES *le* $\frac{7}{17}$. *Fevrier* 166$\frac{7}{8}$. *&* $\frac{1}{11}$. *jour de Decembre* 1674. *Faite à la Haye le* 30. *Decembre*, 1675. [Manuscrit.]

L'ANGLETERRE ET LES PROVINCES-UNIES.

D'Autant que quelques difficultez sont survenuës touchant l'interpretation de certains Articles tant dans le Traité de Marine qui fut conclu le $\frac{1}{11}$. jour de Decembre 1674. que dans celui qui fut conclu le $\frac{7}{17}$. Fevrier 166$\frac{7}{8}$. entre le Roi de la Grande Bretagne d'une part, & les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas de l'autre, au sujet de la liberté de leurs Sujets respectifs de trafiquer dans les Ports des Ennemis, de l'une ou de l'autre des Parties, Nous Guillaume Temple, Chevalier Baronet Ambassadeur Extraordinaire de Sadite Majesté de la Grande Bretagne au nom & de la part de Sadite Majesté: Et Nous Guillaume van Heuckelom, Daniel van Wyngaerden, Seigneur de Werckendam, Gaspar Fagel Conseiller & Pensionaire de Hollande, & de West-Frize, Jean de Mauregnault, Jean Baron de Rede & Renswoude, Guillaume de Haren Grietman of the Bilt, Henry ter Berg, & Luc Alting, Deputez en l'Assemblée desdits Etats Généraux pour les Etats de Gueldres, Hollande, Zelande, Utrecht, Frise, Over-Issel, Groningue, & des Ommelandes, au nom, & de la part desdits Etats Généraux, ont declaré, comme nous declarons par ces presentes, que le veritable sens & intention desdits Articles est, & doit être, que les Navires & Vaisseaux appartenans aux Sujets de l'une ou l'autre des Parties, peuvent, & pourront, à commencer du temps que lesdits Articles ont été conclûs, non seulement passer, trafiquer, & negocier d'un Port ou Place neutre, dans une Place Ennemie de l'autre Partie, ou d'une Place Ennemie dans une Place neutre; mais aussi d'un Port ou Place Ennemie, dans un Port, ou Place Ennemie de l'autre Partie, soit que lesdites Places appartiennent à un même Prince ou Etats, ou à divers Princes ou Etats avec lesquels l'autre Partie sera en Guerre. Et nous declarons que c'est-là le sens & la signification veritable & naturelle desdits Articles, en consequence dequoy nous jugeons que lesdits Articles doivent être observez & executez en toutes occasions de la part de Sadite Majesté, & de celle desdits Etats Généraux, & de leurs Sujets respectifs, de telle sorte neantmoins que ladite Declaration ne pourra pas estre alleguée par aucune des Parties, pour des choses qui soient arrivées avant la conclusion de la derniere Paix du Mois de Fevrier 167$\frac{3}{4}$. Et nous promettons que ladite Declaration sera ratifiée par Sadite Majesté, & par lesdits Etats Généraux, & que dans deux Mois, ou plustost s'il est possible, à compter du jour de la datte de la susdite Declaration, les Ratifications en seront apportées à la Haye pour y être échangées. En témoignage dequoy nous avons signé ces presentes à la Haye le 30. jour de Decembre 1675. ANNO 1675.

Signé.

(*L.S.*) W. TEMPLE. (*L.S.*) W. HEUCKELOM.

(*L.S.*) D. VAN WYNGAERDEN.

(*L.S.*) GASPAR FAGEL.

(*L.S.*) J. MAUREGNAULT.

(*L.S.*) JEAN *Baron van* REDE *Vryheer van* RENSWOUDE.

(*L.S.*) W. HAREN.

(*L.S.*) H. TER BERGH.

(*L.S.*) L. ALTING.

CL.

Articles of Peace & Commerce between the most Serene Prince CHARLES II. *King of Great Britain, and the most Illustrious Lords*, HALIL *Bashaw*, IBRAIM *Dey, Aga, Divan, and Governours of the noble City and Kingdom of* TRIPOLY *in Barbary; Concluded the* 5 *day of March Old Style; and the Year of Jesus-Christ* 167$\frac{5}{6}$. *being the last day of the Moon* Zelhedga *and the Year of the Hegira* 1086. [Sur l'Imprimé à Londres by his Majesties command by the assings of John Bill, and Christopher Barker. 1676. in IV.] 1675. / 1676. $\frac{5}{15}$. Mars.

C'est-à-dire,

Articles du Traité de Paix & de Commerce conclu entre le Serenissime Prince CHARLES II. *Roi de la Grande Bretagne & les Illustres Seigneurs* HALS *Bacha*, IBRAÏM *Dey, Aga, Divan, & Gouverneurs de la Ville & Royaume de* TRIPOLS *en Barbarie, le* 5. *de Mars Vieux Stile l'an de Jesus-Christ* 167$\frac{5}{6}$. *& le dernier jour du Mois* (1) Zelhedga *l'an de l'Hegire* 1086.

I. IN the first place it is agreed and concluded, That from this day, and for ever forward, there be a true, firm and inviolable Peace between the most Serene King of *Great Britain, France* and *Ireland*, Defender of the Christian Faith, &c. and the most Illustrious Lords, the Bashaw, Dey, Aga, Divan and Governours of the City and Kingdom of *Tripoli* in *Bar-*

(1) *Zelhedga* dernier Mois de l'année des Turcs, qu'on peut aussi ecrire, & prononcer *Zilhigge*, ou *Zelhiggé*, & qu'on appelle encore *Dulchegia*, ou *Dulhagiadath*. Au reste cette date differe d'un an entier du Calcul de *Nassaj Moler*. qui a été suivi par le Rere *Labbe*, & par *Riccioli*. [DUM.]

Anno 1675. — 1676.

Barbary, and between all the Dominions and Subjects of either fide, and that the Ships or other Veffels, and the Subjects and People of both fides, fhall not henceforth do to each other any harm, offence or injury, either in word or deed, but fhall treat ooe another with all poffible refpect and friendfhip.

II. That any of the Ships or other Veffels belonging to the faid King of *Great Britain*, or to any of His Majefties Subjects, may fafely come to the Port of *Tripoli*, or to any other Port or place of that Kingdom, or Dominions thereunto belonging, freely to buy and fell, without the leaft difturbance, paying the ufual Cuftoms as in former times hath been paid for fuch goods as they fell, and for the goods they fell not, they fhall have free liberty to carry on board of their own Ships, without paying any duties for the fame, and wheo they pleafe they fhall freely depart from thence, without any ftop, hindrauce, or moleftation whatfoever.

III. That all Ships and other Veffels, as well thofe belonging to the faid King of *Great Britain*, or to any of His Majefties Subjects, as alfo thofe belonging to the Kingdom or People of *Tripoli*, fhall freely pafs the Seas, and Traffique where they pleafe, without any fearch, hindrance, or moleftation from each other; and that all perfons or Paffengers of what Countrey foever, aod all Moneys, Goods, Merchandifes and moveables, to whatfoever People or Nation beloo-ging, being on board of any the faid Ships or Veffels, fhall be wholly free, and fhal not be ftopped, taken or plondered, not receive any harm or damage whatfoever from either party.

IV. That the *Tripoli* Ships of Warr, or other Veffels thereunto belonging, meeting with any Merchant Ships or other Veffels of the King of *Great Britains* Subjects, not being in any of the Seas appertaining to His Majefties Dominioos, may fend on hoard one fingle boat with bot two Sitters, befides the ordinary Crew of Rowers, and no more but the two Sitters to enter any of the faid Merchant Ships or any other Veffels, without exprefs leave from the Commander of every fuch Ship or Veffel, and then upon produeing unto them a Pafs under the hand and feal of the Lord High Admiral of *England*, the faid Boat fhal prefently depart, and the Merchant Ship or Ships, Veffel or Veffels fhall proceed freely on her or their Voyage: and although the Commander or Commanders of the faid Merchant Ship or Ships, Veffel or Veffels produce no Pafs from the Lord High Admiral of *England*, yet if the major part of the faid Ships or Veffels Company be Subjects to the faid Kiog of *Great Britain*, the faid Boat fhall prefently depart, and the Merchant Ship or Ships, Veffel or Veffels fhall proceed freely on her or their Voyage: and if any of the faid Ships, of War, or other Veffels of His faid Majefty meeting with aoy Ship or Ships, Veffel or Veffels belonging to *Tripoli*, if the Commander or Commanders of any fuch Ship or Ships Veffel or Veffels, fhall produce a Pafs firmed by the Chief or Governours of *Tripoli*, and a Certificate from the *English* Conful liviog there; or if they have no fuch Pafs or Certificate, yet if the major part of their Ships Company or Companies, be Turks, Moors, or Slaves belonging to *Tripoli*, then the faid *Tripoli* Ship or Ships, Veffel or Veffels fhall proceed freely.

V. That no Commander or other perfoo of any Ship or Veffel of *Tripoli* fhall take out of aoy Ship or Veffel of His faid Majefties Subjects, any perfon or perfons whatfoever, to carry them any where to be examined, or upon aoy other pretence, nor fhall ofe any torture or violence to any perfon of what Nation or Quality foever, being on board any Ship or Veffel of His Majefties Subjects, upon any pretence whatfoever.

VI. That no Shipwrack belongiog to the faid King of *Great Britain*, or to any of His Majefties Subjects, upon any part of the Coaft belonging unto *Tripoli*, fhall be made or become Prize; and that neither the goods thereof fhall be feifed, nor the men made Slaves, but that all the Subjects of *Tripoli* fhall do their beft endeavours to fave the faid Men and their goods.

VII. That no Ship or any other Veffel of *Tripoli* fhall have permiffion, to be delivered op, or to go to any other place in enmity with the faid King of *Great Britain* to be made ufe of as Corfairs or Sea-Rovers againft His faid Majefties Subjects.

VIII. That none of the Ships or other fmaller Veffels of *Tripoli* fhall remain cruifiog near His faid

Anno 1675. — 1676.

Majefties City and Garnifon of *Tangier*, or in fight of it: nor any other way difturb the Peace and Commerce of that place.

IX. That if any Ship or Veffel of *Tunis*, *Algiers*, *Tetuan* or *Sally*, or any other place being io Warr with the faid King of *Great Britain*, bring any Ships, Veffels, Men or Goods belonging to any of His faid Majefties Subjects to *Tripoli*, or to any Port or place in that Kingdom, the Governor there fhall not permit them to be fold within the Territories of *Tripoli*.

X. That if any of the Ships of Warr of the faid King of *Great Britain* do come to *Tripoli*, or to aoy other Port or place of that Kingdom with any Prize, they may freely fell it, or otherwife difpofe of it at their own pleafure, without being molefted by any: And that His Majefties faid Ships of Warr fhall not be obliged to pay Cuftoms in any fort; And that if they fhall want Provifions, Victuals, or any other things, they may freely boy them at the Rates in the Market

XI. That when any of His faid Majefties Ships of Warr fhall appear before *Tripoli*, upon notice there of given to the *English* Conful, or by the Commander of the faid Ships to the Chief Governours of *Tripoli*, publick Proclamation fhall be immediately made to fecure the Chriftian Captives; and if after that any Chriftians whatfoever make their efcape oo board of any of the faid Ships of Warr, they fhall not be required back again, nor fhall the faid Conful, or Commander, or aoy other His faid Majefties Subjects be obliged to pay any thing for the faid Chriftians.

XII. That if any Subjects of the faid King of *Great Britain* happen to die io *Tripoli*, or its Territories, his Goods or Moneys fhall not be feifed by the Governours or any Minifter of *Tripoli*, bot fhall all remain with the *English* Coofol.

XIII. That neither the *English* Conful nor any other Subject of the faid Kiog of *Great Britain* fhall be bound to pay the Debts of any other of His Majefties Subjects, except that they become Surety for the fame by a publick Act.

XIV. That the Subjects of His faid Majefty in *Tripoli* or its Territories, in matter of controverfie, fhall be liable to no other Jurisdiction but that of the Dey or Divan, except they happen to beat difference between themfelves; io which cafe they fhall be liable to oo other determioation, but that of the Conful onely.

XV. That in cafe any Subject of His Majefty being in any part of the Kingdom of *Tripoli* happen to ftrike, wound or kill a Turk or a Moor, if he be taken, he is to be punifhed the fame manner, and with no greater feverity then a Turk ought to be, being guilty of the fame offence; but if he efcape, neither the faid *English* Conful, nor any other of His faid Majefties Subjects fhall be in any fort queftioned or troubled therefore.

XVI. That the *English* Coofol now or at any time hereafter living in *Tripoli*, fhall be there at all times with entire freedom and fafety of his Perfoo and Eftate; and fhall be permitted to choofe his own Druggerman and Broker, and freely to go ao board any Ship in the Road, as oft en aod when he pleafes: Aod to have the liberty of the Country, and that he fhall be allowed a place to pray in; and that no man fhall do him any injury in word or deed.

XVII. That not onely during the continuance of this Peace and Friendfhip, but likewife if any breach or War happen to be hereafter between the faid King of *Great Britain* and the City and Kingdom of *Tripoli*, the faid Conful, and all other His faid Majefties Subjects inhabiting in the Kingdom of *Tripoli*, fhall always, and at all times both of Peace aod War have full and abfolute liberty to depart, and go to their own or any other Country opoo aoy Ship or Veffel of what Nation foever they fhall think fit, and to carry with them all their Eftates, Goods, Families and Servants, although born io the Countrey, without any loterroption of hindrance.

XVIII. That no Subject of His faid Majefty, being a Paffenger from, or unto any Port, fhall be any way molefted or medled with, although he be on board any Ship or Veffel in enmity with *Tripoli*.

XIX. That whereas a War hath lately happeoed between the moft Sereoe King of *Great Britain* and the moft Illuftrioos Lords, *Halil* Baffa, *Ibraim* Dey, Aga,

Divan

ANNO 1675. 1676. Divan and Governours of the Noble City and Kingdom of *Tripoli* in *Barbary*, by reason of the Injuries done to the King of *Great Britain* and His Subjects, by the Government and People of *Tripoli*, contrary to the Article of Peace, We *Hali* Bassa, *Ibraim* Dey, Aga, Divan and Governours of the Noble City and Kingdom of *Tripoli* in *Barbary*, do acknowledge the injuries done, and that the breach of the Peace between His most Excellent Majesty the King of *Great Britain* and us of *Tripoli*, was committed by our Subjects, for which some are banished, and some fled from our Justice; and for further satisfaction to His most Excellent Majesty, for the breach of Articles, we are sorry for the same, and do by these engage to set at Liberty and deliver unto the Right Honourable Sir *John Narbrough* Knight, Admiral of His Majesties Fleet in the *Mediterranean* Seas, all *English* Captives residing in the City and Kingdom of *Tripoli* and Dominions thereunto belonging, without paying any ransom for them: And likewise by setting at liberty and delivering unto the said Sir *John Narbrough* Knight, all other persons taken under *English* Colours, without paying any ransom for them, and by paying Eighty Thousand Dollars in Moneys, Goods and Slaves to the aforesaid Sir *John Narbrough* Knight. And moreover, We do engage our selves and Successors, That if any Injuries for the future be done contrary to these Articles by the Government and People of *Tripoli*, to the King of *Great Britain* and His Subjects, If upon demand of satisfaction from the Government and People of *Tripoli*, We or they refuse or deny to give satisfaction therefore, so that a War be occasioned thereby between the King of *Great Britain* and the Government and People of *Tripoli*, We do engage Our selves and Successors to make restitution for the injuries done; and likewise to make satisfaction to the King of *Great Britain* for the full charge and damage of that War.

XX. That no Subject of the King of *Great Britain*, &c. shall be permitted to turn Turk or Moor in the City and Kingdom of *Tripoli*, being induced thereunto by any surprizal whatsoever, unless he voluntarily appear before the Dey or Governour with the *English* Consuls Droggerman three times in twenty four hours space, and every time declare his resolution to turn Turk or Moor..

XXI. That at all times when any Ship of War of the King of *Great Britain*, &c. carrying His said Majesties Flagg at the Main Topmast-head, appear before the said City of *Tripoli*, and come to Anchor in the Road; that immediately after notice thereof given by His said Majesties Consul, or Officer from the Ship, unto the Dey and Government of *Tripoli*, they shall in honour to His Majesty cause a salute of One and Twenty Cannon to be shot off from the Castles and Forts of the City, and that the said Ship shall return an answer by shooting off the same number of Cannon.

XXII. That presently after the signing and sealing of these Articles by us *Halil* Bassa, *Ibraim* Dey, Aga, Divan and Governours of the Noble City and Kingdom of *Tripoli*, all injuries and damages sustained on either part shall be quite taken away and forgotten, and this Peace shall be in full force and vertue, and continue for ever: And for all depredations and damages that shall be hereafter committed or done by either side, before notice can be given of this Peace, full satisfaction shall be immediately made, and whatsoever remains in kind shall be instantly restored.

XXIII. That whensoever it shall happen hereafter that any thing is done or committed by the Ships or Subjects of either side, contrary to any of these Articles, satisfaction being demanded therefore, shal be made to the full, and without any manner of delay; and that it shall not be lawful to break this Peace, until such satisfaction be denied: And our Faith shal be our Faith, and our Word our Word; and whosoever shall be the cause of the breaking of this Peace, shal assuredly be punished with present death.

Confirmed and Sealed in the presence of Almighty God the 5th day of March *Old Style, and the Year of Our Lord* Jesus-Christ 167⅚, *being the last day of the Moon* Zelbedga, *and the Year of the* Hegira 1086.

(*L. S.*) Bashaws Seal.
(*L. S.*) Deys Seal.
(*L. S.*) Aga's Seal.

ANNO 1676.

CLI.

Mars.

Fœdus Defensivum inter Regem HISPANIÆ, & *Dominos Ordines Generales* FOEDERATI BELGII *ab una*, & PHILIPPUM WILHELMUM *Comitem Palatinum Rheni*, & *Ducem Neoburgicum parte ab altera. Actum* (1) *mense Martio* 1676. [Tiré de la Registrature d'Estat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

AMicitia, Correspondentia, & unio cum semper exoptabilis sit inter Principes & Status vicinos, ea certè, si unquam, nunc necessaria est periculosis illis temporibus, quæ defectu bonæ unionis, invasionibus, & devastationibus Provincias cuique exponunt, & quemadmodum Deus imposuit obligationem omnibus Regentibus providendi conservationi suorum Subditorum, ita iste principalis & unicus scopus hujus Fœderis est, in tantum, ut Confœderati non intendant ullum offendere, sed tantum conservare velint suos Status & Provincias, & juvante gratiâ Divinâ reducere Pacem & quietem in hac vicinia.

I. Propterea ad finem istum Confœderati invicem promittunt non solum bonam, & sinceram amicitiam, & Correspondentiam, bonis suis officiis, toties quoties potuerint, invicem procurandi omnia possibilia emolumenta, sed etiam sibi mutuo assistendi contra omnes inimicos præsentes & futuros, & contra omnes illos qui durante hoc Bello intervenient, prout sequitur.

II. Sua Serenitas promittit spatio unius mensis post signaturam præsentis Tractatûs, ultra sua præsidia ordinaria, sistere quater mille Pedites, quingentos Equites, & quingentos Dragonos, eosque sustentare.

III. Regia Catholica Majestas & Status Generales promittunt statim post signatos hosce Tractatus Serenitati suæ Subsidiorum loco pro scribendo Milite solvere 36000. Imperialium, solutione æquis partibus inter suam Regiam Majestatem & Status Generales dividendâ.

IV. Pro sustentatione dicti Militis singulis mensibus eadem Medietatis proportione, Regia Sua Majestas, & Status Generales solvent 12000. Imperialium paratâ pecuniâ, duodecim menses per annum numerando.

V. Memoratæ Copiæ distribuentur in sex Legiones, quarum quatuor Pedites, unam Equites, Dragonique iidem unam constituent.

VI. Initium solutionis Menstruæ fiet quamprimum Serenitas sua completum habuerit numerum dicti Militis, idque nuntiaverit Majestati Suæ, ejusdemve Gubernatori Generali, & Præpotentibus Statibus unitis.

VII. Quolibet Mense solutio anticipatò fiat sine defectu, continuanda tamdiu, quàm hoc Bellum duraverit.

VIII. Liberum sit Confœderatis lustrare dictas Copias simul, vel partem earum seorsim, juxta modum communi consilio statuendum, debebuntque Officiales obedire mandatis, quæ dabuntur hac in re omnium consensu approbata.

IX. Operabuntur Milites, ubi Sacra Cæsarea Majestas Imperium, & Confœderati per majora judicaverint, magis proficuum, sive ad Rhenum, sive ad Mosellam, sive ad Mosam sive alibi, & casu quo cum exercitu Imperatoris vel seorsim, si Sua Majestas Cæsarea eos aliorsum occupari pro bono causæ communis consultum judicaverit, vel etiam conjungi cum Hispanis, Hollandisve per omnia cum aliis æqualiter tractandi sint, tam in Hospitationibus, pabulis, quàm aliis necessitatibus & commoditatibus, procureturque, ut ubicunque fuerint, panem & reliqua, justo saltem pretio habere possint.

X. Verùm quemadmodum Confœderati satis benè comprehendunt, quantum intersit causæ communis, Serenitatis suæ Ditiones, & munimenta, præsertim in Ducatu Juliacensi sita, ab Hoste neutiquam occupari, ita

(1) La date de lieu & de jour qui manque ici, se peut suppléer par une Traduction Françoise du même Traité, qui se trouve dans les Actes & Memoires de la Paix de Nimegue, Tom. I pag. 767 & dans la premiere Edition de ce Grand Recueil Tom. IV. pag. 179. Elle y est marquée de *la Haye le* 26. *Mars* 1676. C'est aussi uniquement à quoi elle peut servir, car elle est au reste fort defectueuse, & l'Article separé y manque tout entier. (Dum.)

Anno 1676.

ita conventum est, quod, si immineret apparens periculum, non solum revocare suos Milites liberum sit Serenitati suæ, sed etiam sine ullo obstaculo, præstetur omnis facilitas, commoditas, & auxilium, imò Catholica Majestas, & Præpotentes Domini Generales Status prout necessitas, & Serenitas sua pro ratione periculi Ditionum suarum exegerit, suos proprios Exercitus prompto mittant subsidio, tam bonâ fide, & tantâ celeritate, vigore & zelo, sicut in similibus casibus pro propria salute facerent, Serenitatis suæ emolumenta in omnibus & per omnia æquipararuri.

XI. E contra omnia Confœderatorum Fortalitia & Præsidia mutuæ serviant securitati, receptui, rei frumentariæ, & commeatus provisiooi, statuaturque communi Consilio modus cohibendi commoditates, quas Hostium Præsidia ex Confœderatorum Provinciis hucusque estraxêre.

XII. Confœderati semper convenient maturè & bona fide, de forma, modo, & propositis operationum, quibus durantibus quilibet Officiales in Consilio Bellico, impertiendis mandatis & Imperiis, aliisque omnibus occasionibus locum & ordinem tenebunt, ætati, senio, & dignitati convenientem.

XIII. Guarantiam & immunitatem promittunt Regia Catholica Majestas, & Præpotentes Domini Generales Status, pro Serenitatis suæ Provinciis, nominatim Ducatu Neoburgensi, Juliacensi, & Bergensi, & Dynastia Ravenstainensi ab omnibus Hospitationibus Hybernis, Exactionibus, Transitibus, Deprædationibus, quantum quidem attinet ad proprios suos Milites. Quoad reliquos verò pollicentur interposituros se bona & efficacia officia, apud Sacram Cæsaream Majestatem aliosque Confœderatos, ut idem ex illorum parte fiat.

XIV. Et si exigente necessitate unius Confœderatorum Milites, per alterius Confœderati Ditiones transire opus foret, id non fiat, nisi prius de modo conveniatur, isque consentiat, & dirigat, per cujus Ditiones transeundum sit, servatis bono ordine, & exacta disciplinâ, solvaturque justo & rationabili pretio, quod ultra simplex pabulum (*fourage*) accipietur.

XV. Liberum esto Confœderatis, quas & quantaslibet & licebit ab hostibus contributiones exigere, exceptis locis, ubi unus aut alter Confœderatorum contributiones suas jam stabiliverit.

XVI. Et sicut Serenitas sua magnos sumptus Præsidiis, rei Tormentariæ & frumentariæ, aliisque Provisionibus, Fortificationibus, & mille aliis cautis impendere debebit, ultra id, quod constabit collectio & sustentatio dictarum Legionum, Regia Catholica Majestas & Præpotentes Domini Generales Status procurabunt pro Serenitatis suæ Milite bona Hyberna, sive in hostico, sive alibi, mediante assignatione Cæsareæ Majestatis in compensationem tantarum Expensarum, quibus promissa Subsidia non sufficiunt.

XVII. Confœderati non turbabunt, nec turbari permittent libertatem Commerciorum ex unius Provincia in alterius Ditiones, sive obligando Subditos ad redimendos Salvos Conductus, sive imponendo Gabellas & exactiones ante hoc Bellum inusitatas, Personis, Equis, Curribus, sive reddendo vias minùs tutas & securas excursionibus &c. Dabunturque mandata, ut hujusmodi abusus & excessus imposterum non amplius committantur, concessa unicuique potestate, omni quo fieri poterit meliori modo comprehendendi Transgressores, sive Officiales fuerint, sive gregarii Milites, remittendi, casu quo vivi fuerint capti, ad proxima Præsidia, vel Officiales, severâ & exemplari castigatione & punitione usuros.

XVIII. Post conclusum istum Tractatum nullus Confœderatorum poterit facere Tractatum Armistitii, vel Treugæ cum hoste, nisi conjunctim, & communi consensu, sed casu quo ineunda esset aliqua negotiatio sive Pacis, sive Treugæ, ea institui nequeat per unum, sine participatione aliorum Confœderatorum, eodem tempore ipsis faciendâ, & quamprimum impetraverit pro se, obtineat etiam pro Confœderatis eandem facultatem & securitatem pro aliorum Ministris ad locum Tractatus mittendis.

XIX. Obligati sint etiam Confœderati ad reciprocam & fidelem communicationem illius, quid tempore dicti Tractatus fiat, & nullus ad conclusionem Pacis, aut Armistitii ad aliquot annos procedat, non comprehensis aliis, & si petant, restitutis, in suos Status, Provincias, Civitates, & Munimenta, Usum, & Exercitium Jurium & Libertatum, quæ fuerant antea consueta, & usitata ante hoc Bellum. Imo eadem Guarantia pro aliis, idem jus, Libertates, exemptiones paciscenda sint, quæ sibi ipsi quis stipolatus fuerit, nisi in hoc puncto Confœderati inter se aliter convenissent.

XX. Ratificationes à Regia Catholica Majestate & Confœderatis Statibus debitâ & bonâ formâ intra sex septimanas extradantur per Plenipotentiarios Regiæ Catholicæ Majestatis & Præpotent. Dom. General. Stat. qui Tractatui huic subscripsere. Interim Exemplaria signata & Sigillo Serenitatis suæ corroborata committantur Ministris Serenissimi Electoris Brandeburgici Hagæ-Comitis extradenda, quamprimum Serenitas sua acceperit 36000. Imperial. de quibus dispositum est superius Articulo tertio. Actum   Mensis Martii 1676.

Articulus separatus.

Licet nonus Articulus Tractatus inter Regiam Catholicam Majestatem & Præpot. Dominos Generales Status ex unâ, & Serenissimum Principem Palatinum Ducem Neoburgicum ex altera parte hodie conclusi præ se ferat, quod Legiones dictæ suæ Serenitatis operaturæ sint, ubi Sua Cæsarea Majestas, Imperium, & supradicti Confœderati per pluralitatem votorum pro bono causæ communis judicaverint proficuum, nihilominus hoc Articulo separato conventum est, quòd hoc regulandum non sit, nisi juxta pluralitatem votorum trium horum Confœderatorum supradicti Tractatus, ita tamen, ut hæc ordinatio semper fiat per approbationem (concerto) & consensum Suæ Cæsareæ Majestatis. In cujus fidem factus & signatus est Articulus ille, æque observandus ac ipse Tractatus principalis 26. Martii 1676.

CLII.

23. Mai.

Traité (1) *entre* Louïs XIV. *Roi de France*, *&* Ferdinand *Evêque & Prince de Munster & de Paterborn*, *pour detâcher ce Prince du parti des Alliez*, *& pour l'engager dans ses Interêts. Fait le* 23. *Mai* 1676. [Lettres & Negociations des Ambassadeurs de France à la Paix de Nimegue Tom. I. pag. 94]

Les Facilités que le Roi apporte encore tous les jours à la Paix, au milieu des heureux progrez de ses Armes, ayant fait connoitre à Monsieur l'Evêque de Munster, l'injustice des Ennemis de Sa Majesté, à repondre à de si favorables propositions; Et Son Altesse (2) *connoissant aussi bien que la prise du Duché de Brême, qui est si legitimement aquis à la Suede, que le Traité de Westphalie est contraire aux mêmes Traitez*, apporteroit de nouveaux obstacles à la Paix generale, elle a crû qu'elle ne pouvoit mieux contribuer à les detourner, qu'en travaillant à empêcher la perte de cette Province, & en faisant avec le Roi, une nouvelle Alliance qui le metta en état d'y réüssir, & de s'opposer aux Ennemis qu'une si juste résolution pourra lui attirer. Monsieur l'Evêque de Munster a aussi résolu de prendre des mesures avec le Roi, pour mettre sa personne & ses Etats en sureté, contre la haine & la mauvaise volonté que les Etats Généraux des Provinces-Unies ont continué de lui témoigner, depuis mêmes que par leurs artifices, ils l'ont attiré dans leur parti, & Sa Majesté ayant été informée, & desirant lui faire connoître la puissante protection qu'il doit attendre d'elle, & l'estime particuliere qu'elle a toûjours eu pour Son Altesse, aussi bien que le cas qu'elle fait de son Alliance. Sadite Majesté a donné Pouvoir au Sieur Bidal, Conseiller en ses Conseils, & son Resident en la basse Allemagne, de prendre avec Monsieur l'Evêque de Munster toutes les mesures conformes à un si juste dessein, & Son Altesse a commis le Sieur Vingergens son Député pour en convenir avec lui. Ils ont arrêté & signé les Articles qui suivent, après la communication reciproque de leurs Pouvoirs.

I. Mon-

(1) Ce Traité, quoi que signé des deux parts, ne fut point executé. Il echoua à la Ratification. (Dum.)

(2) *Connoissant aussi bien &c.*) Il me paroit que ce passage est corrompu, soit par la faute des Copistes, ou par celle des Imprimeurs, & qu'il faut lire: *Connoissant aussi, que la prise du Duché de Brême, qui est si legitimement acquis à la Suede, par le Traité de Westphalie, est contraire aux mêmes Traitez.* (Dum.)

ANNO 1676.

I. Monsieur l'Evêque de Munster, s'oblige non-seulement de dégager la Ville de Stade des Troupes Ennemies, qui la tiennent comme bloquée, mais de lui donner même du secours s'il est nécessaire, & de déclarer incessamment qu'il est résolu de secourir la Suede, dans la possession des Provinces de Breme & de Verden, qui lui sont légitimement aquises par les Traitez de Westphalie.

II. Après avoir ainsi contribué à dégager Stade, Monsieur l'Evêque de Munster se déclarera aussi contre les Hollandois, & pour la défence du Duché de Breme, commencera le vingt ou vingt cinquieme du Mois de Juin de la présente année au plûtard, & il entrera alors en action avec une Armée de quinze mille Hommes effectifs contre les Hollandois, & contre les Ennemis du Roi, excepté l'Empereur, pourvû que Sa Majesté Imperiale n'envoye pas ses Troupes dans le Duché de Breme, dont il entreprend la défence.

III. Si en haine de la résolution que Son Altesse prend de défendre le Duché de Breme, les Alliez attaquoient ses Troupes ou ses Soldats, je dis ses Etats, la résistance qu'il fera pour s'y opposer sera tenuë pour une véritable Action, & aura la même force que la rupture porte ci-dessus.

IV. Monsieur l'Evêque de Munster recevra de la main du Roi un Subside pour les quinze mille Hommes, avec lesquels il s'engage d'agir, & celui qui sera de la part de Sa Majesté dans l'Armée de Son Altesse en pourra faire la Revuë tant en général, qu'en particulier.

V. Pour contribuer à mettre Monsieur l'Evêque de Munster en état de satisfaire plus facilement aus engagemens de ce Traité, le Roi lui fera payer la Somme de trente deux mille Ecus blancs Monnoye de France, & cette Somme sera employée à l'entretien de ses Troupes.

VI. En considération des dépenses extraordinaires que Monsieur l'Evêque de Munster devra faire pour entrer en action, le Roi veut bien lui donner encore cent mille Ecus, payable la moitié le jour de la rupture, & l'autre moitié ensuite, en cinq mois consecutifs, sçavoir dix mille Ecus par mois, qui seroient avec les trente deux mille de l'Article précédent, quarante deux mille Ecus par Mois pendant lesdits cinq Mois.

VII. Le Roi s'oblige aussi de lui faire payer lesdits trente-deux mille Ecus un Mois d'avance, & les Lettres de change lui en seront délivrées, ou payés à Paris Monnoye de France; ainsi qu'il a été dit ci-dessus, mais aussi lorsque les Troupes de Monsieur l'Evêque de Munster auront pris des Quartiers dans le Païs Ennemi, en ce cas ladite Somme de trente-deux mille Ecus sera reduite à vingt mille Ecus par Mois, & cette reduction durera tant que Son Altesse joüira desdits Quartiers.

VIII. Sa Majesté ne sera tenuë au payement de tous les Subsides marquez ci-dessus, que lorsque Monsieur l'Evêque de Munster sera effectivement entré en Guerre contre les Hollandois, ou contre les autres Ennemis du Roi, avec quinze mille Hommes. En ce cas ils lui seront aussi-tôt payez ponctuellement en la forme portée dans les susdits Articles.

IX. En cas aussi que la Ville de Stade soit tellement pressée, que pour en détourner la perte, on n'ait pas le tems d'attendre la Ratification du present Traité, Monsieur l'Evêque de Munster entreprendra la déffense, & le Secours de cette Place, avant ladite Ratification.

X. Les Subsides seront payez de même à Son Altesse du jour qu'elle entrera en action, encore qu'il précédât la Ratification.

XI. Le Roi veut bien consentir qu'il envoye sa cote-part des Troupes, comme elle est reglée presentement, & Sa Majesté s'oblige, de même comme Monsieur l'Evêque de Munster de son côté, de ne point faire la Paix, ni de Tréve sans sa participation, & d'avoir un soin particulier de ses avantages.

XII. Sa Majesté rendra auprès du Roi de Suede à Monsieur l'Evêque de Munster, tous les bons offices qui dépendront de Sa Majesté pour lui faire ceder ses Baillages de Wilhausen & de Thendenksen, dépendans du Duché de Breme, & lui en donnera sa Garantie si la Suede y consent.

XIII. Comme tous les engagemens du présent Traité n'ont pour but, que l'avancement de la Paix, tous les Princes qui auront les mêmes bonnes intensions pourront y entrer aux mêmes conditions, & le Roi fera ce qui sera possible pour porter sur tout Monsieur le Duc d'Hanover à prendre les mêmes engagemens, sans pourtant que cette condition puisse empêcher, ou retarder l'exécution du présent Traité, qui durera jusques à la Paix générale.

Tous les Articles ci-dessus, seront ratifiez en bonne forme par le Roi, & par Monsieur l'Evêque de Munster dans un Mois, ou plûtôt s'il est possible. En foi de quoi, ledit Sieur Bidal de la part de Sa Majesté, & le Sieur Vingtgens de celle de Son Altesse ont signé.

CLIII.

Conventio inter CAROLUM XI. *Regem Sueciæ & Ordines Generales* FOEDERATORUM BELGII PROVINCIARUM *de Formulâ Passeportuum, hinc inde concedendorum. Holmiæ die* 24. *Junii* 1676. [Voyez-la ci-devant sous le 26. Novembre 1675.] 24. Juin.

CLIV.

Déclaration de Guerre de LOUIS XIV. *Roi de France, contre le Roi de* DANNEMARCK. *Du vingt-huictiéme Aoûst* 1676. [FREDER. LEONARD. Tom. VI.] 28. Août.

De par le Roi.

SA Majesté sçachant qu'au préjudice du Traité de Paix signé à Coppenhaguen en l'année 1660. entre la Suede & le Danemark, de l'execution duquel Sa Majesté a donné sa Garantie; le Roi de Danemark n'a pas laissé d'attaquer & faire la Guerre au Roy de Suede, sans que de sa part il ait aucunement contrevenu audit Traité de Paix, ni que les offices amiables que Sa Majesté a fait faire par son Ambassadeur auprés du Roi de Danemark, pour prévenir cette Guerre, l'ayent pû empescher. Et Sa Majesté estimant qu'il y va de sa gloire de ne pas souffrir une telle contravention audit Traité, ni qu'un Prince avec qui elle est en Paix & Alliance, soit attaqué par ledit Roi de Danemark, sans s'en ressentir. Sa Majesté, pour les raisons & considerations susdites, a declaré & declare par la presente, signée de sa main, avoir arresté & resolu de faire la Guerre au Roi de Danemark, tant par Mer que par Terre. Enjoint pour cet effet Sa Majesté à tous ses Sujets, Vassaux & Serviteurs, de courre sus aux Sujets, Vassaux & Serviteurs dudit Roi de Danemark; & leur a deffendu & deffend d'avoir cy-aprés avec eux aucune Communication, Commerce ni Intelligence, à peine de la vie. Et pour cette fin Sa Majesté a dés à present revoqué & revoque toutes Permissions, Passe-ports, Sauve-gardes & Sauf-conduits qui pourroient avoir esté accordez par Elle ou ses Lieutenans Generaux, & autres ses Officiers, contraires à la presente, & les a declarez nuls & de nulle valeur, deffendant à qui que ce soit d'y avoir aucun égard. Mande & Ordonne Sa Majesté à Monsieur le Comte de Vermandois Amiral de France, aux Mareschaux de France, Gouverneurs & Lieutenans Generaux pour Sa Majesté en ses Provinces & Armées, Mareschaux de Camp, Colonels, Mestres de Camp, Capitaines, Chefs & Conducteurs de ses Gens de Guerre, tant de Cheval que de Pied, François, Estrangers, & tous autres ses Officiers qu'il appartiendra, que le contenu en la Presente ils fassent executer chacun à son égard dans l'estendud de leurs Pouvoirs & Jurisdictions. Car telle est la volonté de Sa Majesté, laquelle entend que la Presente soit publiée & affichée en toutes ses Villes, tant Maritimes qu'autres, & en tous les Ports, Havres, & autres Lieux de son Royaume que besoin sera, à ce qu'aucun n'en prétende cause d'ignorance. FAIT à Versailles le 28. jour d'Aoust 1676. *Signé*, LOUIS, *Et plus bas*, LE TELLIER.

CLV.

Receß zwischen Ihro Hochfürstl. Gnaden Christoph Bernhard Bischoff von Münster/ und Ihro Hochfürstl. [illegible] Août.

ANNO 1676.

fürstl. Durchl. Georg Wilhelm und Rudolph Augusten Hertzogen zu Braunschweig und Luneburg/ wegen Conjunction der Waffen/ agirung wieder die Feinde und Erhaltung der Bremischen Conquêten aufgerichtet. Bremer-Vörden den $\frac{19}{29}$. Aug. 1676. [Tiré de la Registrature d'Estat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

C'est-à-dire,

Recès ou Traité entre le Reverendissime CHRISTOPHLE BERNARD *Evêque & Prince de Munster, & les Serenissimes Ducs de Brunswic-Luneburg,* GEORGE GUILLAUME, & RUDOLPHE AUGUSTE, *pour la jonction de leurs Armes, & pour maintenir l'occupation du Duché de Breme, contre la Suede. A Bremer-Vord le* 19-29. *d'Aoust* 1676.

Zu wissen demnach Ihre Hochfürstl. Gnaden zu Münster/ und Ihre Durchl. Herr Georg Wilhelm/ und Herr Rudolph Augustus Hertzogen zu Braunschweig und Lüneburg/ beide Hertzogthumer Brehmen und Behrden/ vermittelst Göttlichen beystandes durch ihre Waffen glücklich erobert/ und sich berathschlaget/ wie sie nach solcher eroberung ihre Waffen conjungiren/ und ferner wieder die gemeine Feinde nützlich employeren/ mithin auch sich bey den conquestirten beiden Hertzogthumben/ bester gestalt und kräfftigst guarantiren möchten; so ist gut befunden und verglichen/

I. Daß Hochstgedachte Ihro Hochfürstl. Gnad zu Münster ꝛc. und der Herren Hertzogen Durchl. zu vordesagtem Ende/ eine mit nöthiger Feldt-Artollerie wohl versehene Armee von 24000. Mann auf die Beine und zusammen bringen/ aufm nothfall dieselbe biß auf 30000. Mann verstercken und vergrössern wollen.

II. Und seind Ihre Hochfürstl. Gnaden zu Münster vor hochgedacht des erbietens/ zu solchen 24000. vor erst 8000. zu Fuß und 3000. zu Pferd und tausend Dragoner/ auch bey einer jeden Bataglion die nöthige Feldstücke und Feuer-Mörser herzugeben.

III. Damit nun der intendirende zweck desto füglicher zu erreichen/ soll obbesagte Armee jederzeit conjungirt bleiben/ und nicht vertheilet noch distrahirt/ vielweniger anderen Armeen unter oder beygegeben werden.

IV. Solte aber von anderen eine Assistentz oder Volckshülffe verlangt werden/ köndten und sollen zu einer Belägerung oder attaque 4000. Mann zu Fuß/ und mehr nicht/ zu einer Feldschlacht oder invasion aber 4. biß en 6000. Reuther und Dragoner dem Hülff-begehrenden zugeschicket werden/ und darzu Ihro Hochfürstl. Durchl. die eine halbscheid/ die andere aber Ihre Durchl. die Herren Hertzogen hergeben. Doch soll vorhero iemandt/ welcher das werck verstehet/ an den Ohrt/ wo die action vorzunehmen/ oder wo die Hülff verlanget wird/ geschickt werden/ um zu sehen/ und zu examiniren/ ob mit der action fort zukommen/ und etwas fruchtbarlichs auszurichten/ und solle demnächst dem befinden nach/ mit beiderseits belieben und Consens mit der Hülff-Schickung verfahren werden.

V. Und weiln die Spannische und Hollandische Armeen an der rechten/ und die Kayserl. mit den Crayß-Völckern an der lincken seiten stehen/ so ist auf vorgegangene Deliberation dienlich befunden worden/ diese obgedachte Conjungirte Armee nach dem Rhein und der Mosel zu führen/ und der endes nützlich agiren zu lassen/ und soll der March sowohl wegen der eigentlichen zeit/ als des wegs/ auch wann und wor die conjunction geschehen solle/ beiderseits concertirt und verglichen werden.

VI. So viel das Commando solcher beiderseits Trouppen betrifft/ nachdeme des Herrn Hertzogen Georg Wilhelms Hochfürstl. Durchl. in eigener Fürstl. Person mit nach der Mosel zu gehen/ und denen Actionen bey zu wohnen resolvirt;

So haben hochstbenanndte Ihro Hochfl. Gnaden zu Münster deroselben/ Ober-Commando Ihro dorthin gehende Trouppen zu Roß und Fuß untergeben/ dergestalt und also/ daß in allen vorfallenden Kriegs-Operationen dero Generales von Ihrer Durchl. gehörige ordres nehmen/ und dero Commando pariren sollen/ dahingegen dann Ihre Durchl. versprechen/ daß sie vor die Fürstl. Münsterische Völcker/ gleichwie ihre eigene/ deren Conservation und möglichste bey-behaltung sorge tragen wollten.

VII. Im fall aber Hochstgedachte Ihre Durchl. die Campagne quittiren und deren Trouppen in eigener Person nie vorseyn könten/ so soll einem jeden der beyden General-Leutenanten über das Ihme anvertraute Corpo das Commando verbleiben/ dieselbe aber mit einander in bestendigem guten vertrauen und Communication leben/ beiderseits Trouppen bestes suchen/ und ihnen allerseits die Conservation derselben angelegen halten;

VIII. Den Kriegs-Rath anreichend/ so wollen Ihro Durchl. darzu beiderseits Generalität/ und über dieselbe die andern darzu verordnete iedesmahlen convociren/ und was dabey gut befunden und resolvirt wird/ ungesaumt exequiren lassen.

IX. Gleichwie nun ein Corpo von dem andern in den Diensten/ in wasserley occasion es auch seyn möchte/ nicht beschwehret werden sollen/ Also sollen sie auch in denen Quartieren/ welche über die beständige subsistantz-Quartiere/ sambt anderen vortheilen so beiderseits Völckeren gemein/ in hostico zu erhalten/ einer vor dem anderen nicht verkürtzet/ sondern eine gleichheit gehalten/ und die proportio nach Anzahl der Völcker darunter observirt werden.

X. Die Militair Jurisdiction bleibet einer jedweden Generalität bey ihren Trouppen besonders/ jedannoch/ daß bey dem sich ereignenden verbrechen die Delinquenten, ein jedweder zu seiner Generalität und Corpo remittirt/ daselbst die Sache cognoscirt und exequirt werde.

XI. Des Range halben unter den hohen Officieren wird es dergestalt gehalten/ daß der bey diesen beiden Corpo länger als der ander gedienet/ die preseance haben und behalten/ oder die sachen sonsten/ im fall sie zu gleicher zeit extra Ihre Chargen erlanget/ durch die Generalität vermittelt und abgethan werden sollen.

XII. So ist auch Crafft dieses beständig geschlossen/ daß so wenig Ihre Hochfürstl. Gnaden als Ihre Durchleucht. mit ihren Trouppen diese Campagne quittiren/ oder dieselbe anders wohin führen sollen/ es geschehe dann mit allerseits Herrschafften einmüthigen Concert und belieben.

XIII. Solte dann durch Göttlichen beystand ein und ander Feindlicher Platz emportirt werden; so ist verabredet/ daß die Besatzung daselbsten nicht allein von beiderseits Völckern/ sondern auch die Feindliche mobilia an Geschütz/ Munition und dergleichen in 2. gleiche Theile getheilet werden/ dahingegen aber auch ein jeder Theil bey solchen Operationen eine gleiche Anzahl der Mannschafft haben solle.

XIV. Als dann auch wegen der künfftigen Winter-Quartieren vor die Soldatesque, die hohen Herren Principalen billig besorget seyn; so ist verabredet/ daß dieselbe zwaren ingesambt von beiden Theilen am Kayserl. Hoff gesuchet/ und zu deren Erhaltung aller müglicher fleiß angewendet werden solle; Inzwischen doch hat man sich dergestalt darüber verglichen/ daß von solchen Quartieren Ihro Hochfürstl. Gn. zu Münster die Halbscheid haben/ und also dieselbe in zwey gleiche Theile vertheilet werden sollen. Damit aber dieser gleichen Theilung halber hernechst kein Streit entstehe/ ist verglichen/ daß Ihro Hochfürstl. Gnaden zu Münster ꝛc. vor ihre Halbscheide das Hertzogthumb Westphalen/ den Westerwald/ die Bremische vier Gohen/ wie dann die Halbscheid der Eiffel und die Halbscheid der Wetterau zu einem bestendigen subsistentz-Quartier haben und behalten/ und daß Ihren Durchleuchten denen Herren Hertzogen zu Braunschweig und Luneburg insgesamt die Mecklenburgische Aemter/ Sachsen-Lauenburgische/ Hamburgische und Lübeckische Landen/ Stifft Fulda/ Stifft Lüttig/ Reich von Aachen/ Hildeshemische 6. Aembter/ die halbe Wetterau/ und halbe Eiffel/ wie dann die Stadt Goßlar zu gleichmessigen subsistantz-Quartier verbleiben/ mithin auch daß einer den andern bey all solchen Quartieren kräfftig handhaben/ und guarantiren/ auch daß sie also und dergestalt eingerichtet werden sollen/ damit die Trouppen daraus in guten Stand erhalten/ und gegen die gemeine Feinde bey guter zeit nützlich gebraucht werden können; falls aber je ein- oder anders nicht zu erhalten seyn würde/ soll solches pro rata einem jedem abgehen/ und gesambter Hand an diensamen Oertern Fleiß angewendet werden/ damit der Abgang ersetzt werde.

XV. Damit dann auch das nöthige Proviant und Commis-Brodt nicht abgehe/ soll solches von denen benachbarten Kreyssen und anderen in beiderseits Namen begehret/ bey guter zeit dessen ein vorrath gemacht/ und in Nothfall von einem dem anderen für billigmessigen preiß damit an hand gegangen werden.

XVI. Auf daß auch durch die also conjungirte Waffen und Armeen was hauptsächliches ausgerichtet werden möge/ soll eine gute Feld-Artiglerie darbey gefügt/ und eingerichtet werden/ und es sollen sowohl deßwegen/ als des Proviants halber und zu Anstellung der Conferentzien und Berathschlagungen/ einige Oerther am Rhein und Mosel-Strohm in beiderseits Namen ausgesehen/ auch von denen nechstgesessenen Reichs-Städten eine zulängliche bey-Steuer/ zu Einrichtung und Erhaltung der Artiglerie fleissigst gesucht und erfordert werden.

XVII. Keiner soll des andern Kriegs-Leuthe debauchiren oder aufhalten/ sondern da fals bey einerseits Trouppen sich von des andern Theils Leuthe befunden/ und dessfalls betretten/ oder befunden würden/ sollen sie also gleich ohne entgeltnus abgefolget und zur Justitz gezogen/ deswegen auch bey allerseits Trouppen ein ernstliches verbott nechstens publicirt werden.

XVIII. Im übrigen läst man es in den Actionen und vorfälligkeiten bey der Kriegs-raison, und was sonsten gebräuchlich und hergebracht/ bewenden; Urkundlich ist dieser Recess darüber dreymahl verfertiget ꝛc. Bremer-Vörde den $\frac{19}{29}$. Aug. 1676.

Christoff Bernhardt mpp. (L. S.)
Georg Wilhelm. (L. S.) Anthon Ulrich in Vollmacht Unsers Herren Brudern Hertzogs Rudolph Augusti. (L. S.)

CLVI.

Anno 1676.

CLVI.

16. Oct. *Traité de Paix entre* JEAN *Roi de Pologne &* MAHUMET IV. *Empereur des Turcs. Fait le 16. d'Octobre* 1676. [*Theatrum Pacis.* Tom. II. pag. 580. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europæum* pag. 1065. en Allemand.]

Pologne et Turquie.

I. TRactatus cum præcedente Rege Michaele initus, abolitus censeatur, sic, ut inposterum nullius Tributi, sive nullarum Conditionum dicti Tractatûs mentio injiciatur.

II. Turcæ in Podoliâ Cameneciam, certis cum limitibus à Rege designatis, retineant Ad quam propositionem Bassa animi sui sensa sic declaravit, etiamsi quoad hoc ad tractandum Plenipotentiâ instructus non sit, se tamen expromissorem nihilominus constituere & in Scriptis cavere velle, Portam in id consensuram, quando Rex Legatum quempiam Executionis horum Tractatuum ad Eam missurus siet. Ukrainam quod concernit, maneat Rex in possessione potioris ejusdem partis, nempe Bialocerquæ, Pavulociæ, Chaliez, Mohiloviæ &c. Turcis quæ cesserunt, parvi esse momenti, & pertinere ea ad Dorosenkium.

III. Omnes durante hoc anno à Turcis in servitutem redacti, & capti liberi dimittuntor, inposterumque omnes excursiones prædatoriæ & actiones hostiles intermittuntor.

IV. Exercitium Christianæ Religionis omnibus iis in locis, quæ Turcæ vi horum Tractatuum obtinebunt, liberum esto.

V. Porta à Republica, vigore Tractatuum Leopolitanorum promissis centum mille Imperialibus renunciat; Propterea que eo nomine datis obsidibus, ut & illis, qui tempore Casimiri Regis, vi Tractatûs cujuspiam conclusi, dati sunt, iterum libertas sua restituetur.

VI. Pollicentur Turcæ Tartarique, quòd arctissimam Unionem cum Rege & Republica Poloniæ pangent, & quod ipsi, si id ab iis exigetur, contra omnes Coronæ Poloniæ Hostes eidem assistere velint, semet offerentes ipso facto transire cum universo suo Exercitu Borysthenem, eundem illic in hybernis collocare, & vice Coronæ Poloniæ amplas illas Provincias, quas Mosci eidem eripuerunt, iterum extorquere. Quibus tamen Rex sine Reipublicæ suffragio assentiri renuit.

VII. Stipulantur Turcæ, vigore præsentis Tractatûs, Franciscanis Sanctum Sepulchrum se reddituros, eoque ipso Schismatibus omnibus exindè ortis, finem imposituros.

VIII. Mittetur à Corona Poloniæ Solennis quædam Legatio ad Portam; Ad quam obeundam Turcæ Principem Constantinum, aut Sub-Marescallum Regni, aut Equitem Auratum Lubomirskium destinare intenderunt. Quod Ipsum tamen Rex maturiori deliberationi reservavit.

CLVII.

25. Nov. *Déclaration sur le Traité de Marine arresté en l'an* 1650. *entre* CHARLES II. *Roi d'Espagne & les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *provisionellement arrestée à Bruxelles le* 25. *de Novembre* 1676. [Actes & Negociations de la Paix de Nimegue. Tom. I. pag. 773.]

L'Espagne et les Provinces-Unies.

SOn Excellence ayant eu rapport de ceux de la cijointe par elle ordonnée pour ouir les Propositions à faire par le Sieur Heemskercke & en aprés par le Sieur de Dyckvelt, Envoyez des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs Bas, au sujet du Traité de Marine, arresté en l'an 1650. entre Sa Majesté & lesdits Seigneurs Etats Generaux, & d'autres differens, a consenti que provisionellement, & sous l'agréation de Sa Majesté du principal, soient observez & executez les Articles suivans; & seront tenus comme partie dudit Traité de Marine de 1650. qui demeurera en sa force & vigueur.

I. Que les Habitans des Païs-Bas aussi-bien de Sa Majesté que de Leurs H. H. PP. pourront faire librement & sans aucun empêchement leur Commerce & Navigation de leurs Ports, Royaumes & Provinces ou d'autres Souverains, vers & avec ceux qui sont ou pourront devenir Ennemis des deux ensemble, ou bien de l'un & de l'autre des deux costez separément, & les susmentionnez Habitans pourront librement & sans aucun empêchement avec leurs Vaisseaux, Biens, Denrées & Marchandises sans difference à qui lesdits Biens, Denrées & Marchandises chargées, & Navires puissent appartenir, aller & venir, comme aussi naviger vers tous les Havres, Lieux, Rivieres & Rades des Ennemis, sans empêchement ou contradiction de qui que ce soit; tant à droiture que d'un Havre Ennemi à un autre, soit que ces Havres ou Places soient sous un ou divers Souverains, tel estant le sens dudit Traité de 1650. bien entendu neanmoins, que les Marchandises de Contrebande demeurent exceptées; au regard desquelles, & des Places assiegées, blocquées ou investies, on se reglera selon le même Traité: bien entendu aussi, que cette Declaration ne concernera pas les cas échus devant la signature, & homologation de cet Acte, soit qu'ils soient decidez ou non; accordez ou non accordez.

II. Que les Marchandises appartenantes aux Sujets du Roy & desdits Seigneurs Etats Generaux, qui se trouveront en quelques Vaisseaux neutres allans ou venans vers quelques Havres Ennemis, tant à droiture que d'une Place Ennemie à une autre: soit que telles Places ou Havres appartiennent à un ou à divers Souverains, seront restituées sans aucun empêchement; excepté seulement les Marchandises de Contrebande.

III. Que d'icy en avant, quand aucun Navire sera repris sur les Ennemis par les Navires de Sa Majesté ou des Armateurs particuliers, ou de Leurs H. H. P. P. ou par leurs Sujets; Si la reprise se fait deux fois vingt quatre heures aprés qu'il aura esté en la puissance de l'Ennemi, les Repreneurs auront un cinquiéme de la valeur du Navire & de toute la charge. Et si la reprise se fait deux fois vingt quatre heures, aprés les deux premieres vingt quatre heures, ils jouïront d'un tiers de la valeur du Navire & charge. Et si elle est faite aprés lesdits termes, les Repreneurs auront & jouïront de la moitié: mais au regard du passé, semblables, & aussi tous autres cas demeureront & seront generalement jugez & decidez par les voies & Juges ordinaires des Amirautés, chacun au lieu d'où les Navires & Repreneurs sont sortis, & ce selon les Traitez & Loix qui regleront les cas, & selon la presente interpretation dudit Traité de Marine. Excepté neanmoins les Procez & trois Navires, nommez le Saint Jean, la Charité, & l'Amour des Marchands selon l'Acte & Convention particuliere datée du jourd'huy. Fait à Bruxelles le 25. de Novembre mil six cent soixante & seize.

DE PA Ve.

DUQUE DE VILLA SIERRA,
Conde de Luna.

Par ordre de son Excellence.

Signé,

VERREYCKEN.

CLVIII.

23. Dec. Bund zwischen Ihro Königl. Majest. in Dennemarck/ dann Churfürst zu Brandenburg/ wider die Cron Schweden und dero Assistenten. Geschehen zu Coppenhagen den 23. Decembris 1676. [Tiré de la Registrature d'Estat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

C'est-à-dire,

Traité d'Alliance entre Sa Majesté de DANNEMARC, *& Son Altesse Electorale de* BRAN-

ANNO 1676.

DEBOURG, *contre la Couronne de* SUEDE, *& tous ses Assistans & Adherans. A Coppenhaguen le 23. Decembre 1676.*

NAchdem (addantur pleni tituli) Ihro Königl. Majest. zu Dennemarck Norwegen / und Ihre Churfürstl. Durchl. zu Brandenburg ꝛc. nicht allein bey sich erwogen / wie grosse unsicherheit / schaden und gefahr Ihren Königreichen / Churfürstenthumb und Landen von der Schwedischen Nachbahrschafft jederzeit zugewachsen / und noch ferner zuwachsen könne / sondern auch gegenwärtig empfunden; nachdeme die Cron Schweden die auf sich genohmene Mediation fahren lassen / in dem Krieg / so die Cron Franckreich angefangen / unnöthiger weise sich eingeflochten hat / und der sambtlichen Allirten / und des Römischen Reichs offenbahren Feinden beygetretten ist / wie schwär der gefahr und die Last des nunmehr wieder selbige Cron von allen Allirten / und dem gantzen Römischen Reiche declarirten / auch mit Gottes Hülff angefangenen und bis anhero mit grossen unkosten geführten Kriegs vornemblich auf sie / ihre Länder / und Unterthanen gefallen seye / und deshalben sowohl wegen der bisher unter sich gepflogenen Freündschafft und guten vertrauens / als auch der noch ferner besorgenden / und obschwebenden Kriegs-gefahr und ungelegenheiten halber / nöthig erachtet / zu Ihrer mehreren versicherung / und zu beförderung nicht allein Ihres eigenen / sondern auch der sambtlichen Allirten / und des Röm. Reichs Interesse sich näher zuverbinden / und eine auf gegenwärtige Conjuncturen eingerichtete Bündnus / wieder die Cron Schweden / dero Adhærenten / helffer und helffers-helffern / so in diesem Krieg Ihre Königl. Maj. oder Ihre Churfl. Durchl. angreiffen möchte / unter sich zuschliessen / auch zu abhandlung derselben dero Gevollmächtigte Räthe und Ministros (inserantur nomina & tituli) verordnet; als die sich dann in dieser Königl. Residentz-Stadt Coppenhagen zusamben gethan / und bis auf Ihrer Königl. Majest. und Ihrer Churfl. Durchl. Ratification, nachstehende Puncten entworffen und abgehandlet.

I. Solchem nach soll zwischen Ihrer Königl. Majest. und Ihrer Churfl. Durchl. / wie nicht weniger dero Erben und Nachkommen an deren Königreichen / Churfürstenthumb und Landen / hiemit und in krafft dieses eine nähere verträulichkeit und Bündnus wieder die Cron Schweden / und dero vorbenante Adhærenten und Assistenten, so einen von beiden hohen Contrahenten attaquiren möchte / zu vestsetzung der allgemeinen und Ihrer eigenen Lande und Leüthe Securität / geschlossen seyn / und von denen obbenanten hohen Bundsverwandten mit gutem glauben / und aufrichtig gehalten werden / bis ein erdlicher / sicherer und reputirlicher Frieden geschlossen / und dadurch ein jeder theil gehörige satisfaction erhalten.

II. Und obwohl Ihrer Königl. Majest. und Ihrer Churfl. Durchl. gutes vernehmen durch ein gemein beständiges Interesse, nahe anverwandnus / Blut-Freündschafft und Nachbarschafft / so vest geknüpfet ist / daß nicht zu fürchten / daß bey dieser Conjunctur einige jalousie unter ihnen entstehe / so haben sie sich dennoch unter einander versprochen / nicht allein allem demjenigen / woraus etwa ein unvermutheades misstrauen und argwohn erwachsen könte / sorgfältig vorzukommen / sondern auch überall dergestalt sich einer gegen dem anderen zubetragen / daß man klärlich sehen möge / wie treülich sie es mit einander meinen / und wie eiferig einer des andern bestes zu beforderen / dessen Nachtheil / Schaden und verderb aber abzuwenden sich angelegen seyn lasse / zu welchem ende sie dan einander alles / was sie sambt / und sonders angehet / verträulich / ohne einiges ruckhalten und bedencken communiciren wollen.

III. Fürnemblich wollen J. K. M. und J. Churfl. Durchl. dero gegen einander tragende wolmeinung dadurch blicken lassen / daß sie allezeit / so lang der Krieg wehret / den Feind mit gleichen Viguenr und geschwindigkeit / und zu abgeredter zeit angreiffen / und ihme nicht raumb geben wollen / daß Er einem alleine der hohen Allirten mit seiner gantzen Macht auf den hals fallen / und ihn über einen hauffen werffen könne / weil es sonst nicht nur den schein haben würde / als wann derjenige / so in seinen Kriegs-Operationen sich säumig erwiese / sein eigen particular Interesse dem gemeinen vorziehen / und die Feindliche Macht durch spätte und langsame actionen, von sich abhalten wolte / sondern auch heissen möchte / dum singuli pugnant, universi vincuntur.

IV. Und weil Schweden nicht allein an sich selber eine mächtige Crone ist / sondern auch durch die Frantzösische grosse und richtige Subsidien noch viel mächtiger gemacht wird / und dahero leicht zu ermessen / mit was für einem schwähren und gefährlichen Kriege die Hochlobl. Herren Contrahenten beladen seynd / haben sie unter einander verabredet / daß sie mit allem dem vermögen / Macht und Stärcke / so der Höchste ihnen zu Wasser und zu Lande verliehen hat / wieder obberegte Crone / Ihre Königreiche / und in- und ausserhalb Teütschland situirte Provintzen / und zwar ein jeder an denen Orthen / wo der Feind am mächtigsten seyn / und es die Kriegs-Raison am meisten erfordern wird / Ihre Kriegs-Operationes continuiren wollen.

V. Dabey dan beschlossen / daß der eine hohe theil dem andern in allem bey währendem diesen Kriege entstehenden nothfällen mit seinen Trouppen treülichst die hand biethen / desselben Königreich und Lande / sie mögen heissen / wie sie wollen / oder auch liegen / wo sie wollen / beschützen / und wieder die Cron Schweden / und die ihr in diesem Krieg mit hülff assistiren / und ein oder den andern der beiden hohen Herren Contrahenten attaquiern möchte / mit aller Macht nach möglichkeit / und dem Concert / so deswegen unter Ihnen der Kriegs-actionen halber vor dem antritt der Campagne, auch nachgehens / so offt es die Conjuncturn erfordern / aufgerichtet werden solle / zufolge / vertheidigen helffen / sonsten auch dem Feind / nachdem es der zustand und die Kräffte leiden wollen / da es ihm am empfindlichsten ist / abbruch thun will / zu welchem ende dan berahmet werden solle / ob man sich mit gantzen Armeen, oder einem theil derselben zu conjungiren? ob und was zubelagern? oder wie man sich sonsten comporiern? was für Stücke / Artillerie, und Munition ein jeder theil anschaffen solle? und dergleichen / welches alles alhier zu specificiern / und auszutrucken ohnmöglich / sondern nach Kriegs-Raison und der sachen beschaffenheit einzurichten seyn wird.

VI. Allein ist dieses vestgestellet / daß wan der eine theil dem andern seine noth eröffnet / dasselbe theil / welchem die eröffnung beschehen / dieselbe für seine eigene halten / und selbige als seine eigene abzuwenden / alles was in seinen kräfften stehet / anwenden soll / es wäre dan / daß der jenige / von welchem die hülffe begehret wird / selbst in solchem gefährlichen zustande augenscheinlich sich befinde / oder gegen dem Feind dermassen engagiert wäre / daß ihme solches zu præstiren / und die begehrte hülffe zusenden allerdings unmöglich fiele / und solches die kundbahre unlaugbahre evidentz bezeügete.

VII. Solte aber durch Gottes gnädige verleihung einer der hohen Herren Contrahenten den Feind in seiner Nachbahrschafft so weit überwinden / daß Er daselbst keines Kriegs-Heers zu Wasser oder zu Lande ferner bedürffte / so soll Er dem andern / wann derselbe annoch starcken wiederstand fünde / mit seiner gantzen force gegen Schweden zu Hülffe gehen; Worbey dennoch Ihre Churfürstl. Durchl. zu Brandenburg als ein Churfürst und Stand des Reichs und Krafft der mit Ihrer Kayserl. Maj. der Cron Spanien / und denen Herren General Staaten der Vereinigten Provintzen reservativ habenden Bündnus bedingen / daß auf solchen fall sie sich nicht würden entbrechen können / einen theil Ihrer Trouppen zu des Römischen Reichs / der Spanischen und der Vereinigten Niederlanden sicherheit wieder Franckreich zugebrauchen.

VIII. Die Kriegs-Operationes zu Wasser dependiren von Ihrer Königl. Majest. zu Dennemarck Norwegen / und wollen dieselbe vermittels Göttlichen Beystandes dahin sehen / damit die Schwedische Kriegs-Flotte in der See nicht Meister spiele / die überseztung der Kriegs-Völcker aus Schweden in Teütschland und von dar nach Schweden / und andere Oerther / wie auch die Correspondentz, mit denen in Teütschland annoch übrigen Feindlichen Ohrten und Vestungen / ingleichen deren Provianttierung / so viel möglich verhindert werde; zu welchen ende sie dan / so offt es das Hauptwerck / und das gemeine Interesse nach gemeinem gut-befinden / leiden will / einige benöthigte Kriegs-Schiffe nebst dienlichen Fahrzügen auf denen Pommer- und Mecklenburgische Küsten wollen creützen / auch wann seine Churfürstl. Durchl. einen Ohrt / wohin auch zu Wasser mit Delogs-Schiffen / und anderen darzu dienlichen Fahrzeug zukommen / belagern würden / selbigen von der Wasser-seithe / so viel thunlich bloquiern / beschiessen / und ebenfahls attaquiern lassen.

IX. Für solche hülff / sie geschehe zu Wasser oder zu Land / will kein theil von dem andern einige satisfaction oder refusion der unkosten fordern / sondern es soll deswegen kein theil etwas zu prætendiren haben / an den Stücken aber und Munition, wie auch der Beüthe / so in Feindes Lande gemacht wird / haben beide theil Ihren antheil nach proportion der Völcker / so ein jeder bey der Operation hat / wornach dan auch die Quartiere zutheilen.

X. Solten aber des einen Allirten Trouppen in des anderen Landen / so Er entweder schon besitzet / oder nach dem zwischen Ihrer Königl. Majest. und Ihrer Churfürstl. Durchl. gemachten Concert zu erobern sich vorgenohmen / mit agiren müssen / schaffet der Herr des Landes / in welchem agirt wird / die nöthige Lebens-Mittel an die hand / jedoch müssen sie von dem / so die hülffe sendet / nach billichen Taxt bezahlet werden / allein wird ihnen Rauch-Futter / weide und Lagerstatt ohne entgelt geliefert.

XI. Wegen des Commando in solchen Fällen ist verabredet / daß dasselbige bey demjenigen / oder dessen hohen Officier verbleibe / in dessen Lande / so er entweder bereits anjetzo besitzt / oder nach dem Concert / so Ihre Königl. Maj. und Ihre Churfürstl. Durchl. unter sich gemachet / zu Conqueriern vorhabens / agirt wird / jedoch der Jurisdiction, so ein jeder über seine untergebene hat / unschädlich.

XII. Zum beständigen Grunde dieses Fœderis, und damit keiner der hohen Bunds-Verwandten præsumiere / daß ihme frey stehe / einen particulier Frieden oder Stillstand der Waffen mit dem gemeinen Feinde einzugehen / wollen Ihre Königl. Maj. und Ihre Churfürstl. Durchl. unter sich fest setzen / bey denen Fœderibus, die sie mit der Röm. Kays. Majest. / der Cron Spanien / und denen Herren General Staaten der Vereinigten Niederlanden bey dieser Conjunctur und zeithero / daß die Cron Franckreich den Krieg wieder Holland angefangen / aufgerichtet / so lang dieselbe obberegten mit ihnen gemachten Bündnüssen auch nachleben / und demjenigen / so darinnen conditionate versprochen / ein genügen thun / auch bey denen hohen Herren Contra-

ANNO 1676.

trahenten ebenmässig fest halten / und dero Interesse gebührlich beobachten / woran Ihre Königl. Majest. und Ihr Churfürstl. Durchl. im geringsten nicht zweifflen / auch zu dem ende conjunctim und separatim alle ersinnliche Officia anwenden wollen / beständigst zu verharren / und selbigen ein vollkommenes gnügen zulaisten / bis dass ein allgemeiner redlicher und sicherer Friede durch Gottes Gnad zwischen allerseits Kriegenden Partheyen geschlossen worden.

XIII. Absonderlich auch wollen Ihre Königl. Majest. und Ihre Churfürstl. Durchl. alle Ihre Consilia und actiones dahin richten / damit Ihre Kayserl. Majest. und des Römischen Reichs Oberhaubt bey dero Authorität und ansehen erhalten / Churfürsten und Stände desselben bey Ihren Freyheiten / Prærogativen und sicherheit wieder alle auswärtige Turbatores mainteniret, und des Reichs-Satzungen / Constitutiones und Fundamental-gesetze in beständigen vigore bleiben mögen; Und weil der Teutsche Westphalischen Friede eben durch diejenige gekräncket / und fast über einem hauffen geworffen worden / welche sich rühmben / dass es nur bey ihnen stehe / denselben nach belieben zu erklären / und zu Garantiren, so verbinden Ihre Königl. Majest. und Ihre Churfürstl. Durchl. sich dahin / dass sie Ihr äusserstes beytragen wollen / damit der Friede im Reich so fest und so sicher stabilirt werde / dass so leicht kein Extraneus Turbator & Violator quietis publicæ denselben umbstossen könne / und dass das Römische Reich / dessen benachbahrtes und Alliirte in ihrer sicherheit / und ruhestand gesetzet und gelassen werden mögen.

XIV. Nachdem nun sowohl aus denen actionen selber / als auch diesem Fœdere nicht allein Ihrer Königl. Majest. und Ihrer Churfürstl. Durchl. dem gemeinen besten zustatten kommende gute Intentiones zur gnüge erhellen / sondern auch am tage lieget / wie grosser gefahr / ungelegenheit / unkosten und äussersten verderb sie sich / ihre Lande und Unterthanen durch diesen Krieg unterwürffig gemacht / als ist so wenig zu zweiffeln / es werden Ihre Kayserl. Maj. nebst denen Ständen des Römischen Reichs / die Cron Spanien / und die Herren General Staaten Ihnen bey endigung des Kriegs eine vergnügende satisfaction an Land und Leuthen gern gönnen und sonsten keinen Frieden eingehen / als solches an ihm selbst die höchste billichkeit / und die allgemeine sicherheit erfordert / welchem zufolge Ihre Königl. Majest. und Ihre Churfürstl. Durchl. sich einer gegen den andern hiemit verbindlich machen / bey bevorstehender Friedens-Handlung für einen Mann zustehen / auch vorher und sonst bey aller begebenheit und durch allerley Mittel sich dahin zubearbeiten / und ihr äusserstes anzuwenden / damit ein jeder von Ihnen zu einer rechtmessigen zulänglichen und zur guten beständigen sicherheit seines Estats dienenden satisfaction an Land und Leuthen gelangen möge.

XV. Wan dieser Krieg / Gott gebe! glücklich geendiget / und ein sicherer Frieden erworben / ist ferner beliebet / dass die Herren Contrahenten einander perpetuam Guarantiam leisten sollen / sowohl dessen so sie anjetzo besitzen / als dessen / so sie durch Gottes Gnad / bey diesem Kriege acquiriret, und zur satisfaction erlanget haben möchten / und soll diese Guarantie nicht allein wieder Schweden / sondern all dessen Adhærenten und männiglich / so sie nach gemachten Frieden Feindlich angreiffen wollen / geleistet werden: zu welchem ende dan die hohe Contrahierende theile / sobald der General-Friede zu Nimmegen / oder anderswo geschlossen / einige ihrer Räthe und Ministrorum bevollmächtigen / dieselbe zusamben schicken / und über obberegte Guarantie ein ordentlich Instrumentum und Fœdus defensivum aufrichten lassen / indessen aber es dahin richten wollen / damit Ihnen auf denen bevorstehenden Friedens-Tractaten von allen Alliirten / insonderheit aber von Ihrer Kayserl. Majest. und denen Ständen des heil. Röm. Reichs / der Cron Spanien / und denen Herren Staaten der Vereinigten Niederlanden eine vollkommene und beständige Guarantie versprochen / und dieselbe dem Instrumento Pacis Universalis mit einverleibet werden möge.

XVI. So wollen auch die beide Hohe Alliirte andere Christliche Potentaten diese Guarantie zulaissen gebührend invitiren, auch soll denenselben frey stehen / in diese Alliance mit zutretten; jedoch auf gepflogene Handlung / so von denen hohen Paciscenten zuveranlassen / und soll dieses Fœdus zwar an gehörigen und nöthigen ohrten / doch aber niemanden / ohne gemeines gut-befinden / communiciret werden.

XVII. Uhrkündlich ist dieses von denen im anfang gemelten / und zu diesem Tractat verordneten Königl. Dähnischen / und Chur-Brandenburg. Gevollmächtigten Räthen und Bedienten / alles bis auf die Ratification der hohen Principaln, so innerhalb fünff wochen à dato einzuschaffen / verabredet unterzeichnet / und mit Ihren gewöhnlichen Petschafften bekräfftiget worden / so geschehen in Coppenhagen den 23. Decembris Anno 1676.

F. G. V. A. E. Langland und Rixingen. (L.S.)

Joh. Christoff. von Korbitz. L. Wierman. (L.S.)

Christoph von Brand. (L.S.)

Friederich von Brand. (L.S.)

ANNO 1677.

CLIX.

Traité entre les PROVINCES-UNIES *des Pais-Bas & le Bassa & Divan d'*ALGER, *fait audit Alger en* 1677. [Traduction Françoise du Mercure Hollandois de l'année, 1677. pag. 487.]

LES PROVINCES-UNIES ET ALGER.

AGi Mahomet, Day, & Baban Hasan, Gouverneur d'Algers, accordent & permettent à Thomas Hees, Envoyé des Hauts & Puissans Seigneurs Estats Generaux, & de Son Altesse Monsieur le Prince d'Orange, de racheter les Esclaves Hollandois aux conditions suivantes.

Premierement il luy sera permis de racheter tels Esclaves qu'il jugera à propos, sans qu'il puisse estre obligé par qui que ce soit d'en racheter quelques-uns comme sont les Esclaves . . . ., ou Galeriens, ni nuls autres, contre sa volonté.

II. A l'égard des Marchandises ordinaires, qu'on fera venir icy pour estre employées à cet effect, il ne payera pour les Droits d'entrée du Roi que 10. Reales de huit pour Cent, & que 5. pour Cent de celles de Contrebande, comme sont Poudre à Canon, Souffre, Fer, Planches & Bois à bastir des Navires, Cordages, Poix, Goudron, Canons de Fusil, & autres choses qu'on comprend sous ce nom.

III. Chaque Esclave ne payera pour les Droits de la Maison du Roi, pour l'argent du Havre ou de la Porte, & pour tous autres frais, de quelque nom qu'on les appelle, que 43. pour Cent une fois pour toutes, sans plus.

IV. Lesdits Seigneurs Gouverneurs promettent aussi d'assister & de prester la main audit Thomas Hees, en tout ce où il seroit besoin, tant en l'achapt des Marchandises par les Patrons ou Maistres, s'il est necessaire, que pour faire conduire seurement, & sans confusion, les Esclaves rachetés au bord du Navire.

V. Promettent pareillement, que le Navire ou les Navires, qu'on envoyera pour ce Trafic, pourront en toute seureté venir & partir d'icy, sans qu'aucun des Sujets de ce Roiaume, quel qu'il pût estre, puisse leur faire aucun tort, soit en leurs Marchandises, soit en leur équipage. En foy de quoy nous avons signé tout ce que dessus, & y avons appliqué nos cachets.

VI. Ledit Envoyé ou celuy qui tient sa place, s'oblige aussi d'empêcher qu'aucun Esclave, ou Esclaves, ne se puisse sauver ou échaper dans un ou plusieurs Navires Hollandois; mais s'il arrivoit qu'un ou plusieurs Esclaves tâchât à se rendre au bord desdits Navires à la nage, & qu'il vinst à se noyer, ledit Envoyé ne sera nullement obligé d'en repondre, & ne pourra point estre inquieté pour cela.

CLX.

Traité de Commerce entre les Couronnes de FRANCE *&* d'ANGLETERRE. *Du vingt-quatriéme jour de Février* 1677. [FREDER. LEONARD. Tom. V.]

24. Fevr.

FRANCE ET ANGLETERRE.

COmme le Serenissime & Tres-Puissant Prince LOUIS XIV. Roi Tres-Chrestien de France & de Navarre, & le Serenissime & Tres-Puissant Prince CHARLES II. Roi de la Grande Bretagne, n'ont point de plus grande passion que d'affermir de jour en jour par de nouveaux & de plus forts liens l'amitié qui est entre lesdits Seigneurs Rois, & la fidelle & sincere Union & correspondance qui est entre leurs Roiaumes & leurs Sujets, Leurs Majestez ont cru que rien n'y pourroit davantage servir qu'un nouveau Traité pour la liberté & seureté du Commerce. Et pour cet effet ils ont nommé des Plenipotentiaires; Sçavoir le Roi Tres-Chrestien, le Sieur Simon Arnauld, Seigneur de Pomponne, Conseiller de sa Sacrée Royale Majesté, & Secretaire d'Estat; & le Roi de la Grande Bretagne, le Sieur Raoul de Montagu, Chevalier, Maistre de la Garderobe dudit Seigneur Roi, & premier Escuyer de la Reine, qui aprés avoir fait l'échange de leurs Pouvoirs, ont convenu des Articles suivans. . . . .

I. Tous les Sujets du Roi Tres-Chrestien pourront naviger, negocier, & faire toute sorte de Trafic en

ANNO 1677.

toute liberté & ſeureté dans tous les Royaumes, Pays & Eſtats qui ſont maintenant ou ſeront cy-aprés en Paix ou Neutralité avec ledit Seigneur Roi Tres-Chreſtien, ſans qu'ils puiſſent eſtre empêchez ni inquietez par des Gens de Guerre, & par des Vaiſſeaux tant de Guerre qu'autres appartenans au Sereniſſime Roi de la Grande Bretagne, ou à ſes Sujets, à l'occaſion & ſous pretexte de Guerre & d'hoſtilité qui pourroit eſtre à preſent ou cy-aprés entre ledit Seigneur Roi de la Grande Bretagne, & les Princes & Eſtats qui ſont ou ſeront cy-aprés en Paix ou Neutralité avec ledit Seigneur Roi Tres-Chreſtien. Et reciproquement tous les Sujets du Roi de la Grande Bretagne pourront naviger, negocier & faire toute ſorte de Trafic en toute liberté & ſeureté dans tous les Roiaumes, Pays & Eſtats qui ſont maintenant ou ſeront ci-aprés en Paix ou Neutralité avec ledit Seigneur Roi, ſans qu'ils puiſſent eſtre empêchez ny inquietez par des Gens de Guerre, & par des Vaiſſeaux tant de Guerre qu'autres appartenans au Sereniſſime Roi Tres-Chreſtien, ou à ſes Sujets, à l'occaſion & ſous pretexte de Guerre & d'hoſtilité qui pourroit eſtre à preſent ou cy-aprés entre ledit Seigneur Roi Tres-Chreſtien, & les Princes & Eſtats qui ſont ou ſeront cy-aprés en Paix ou Neutralité avec ledit Seigneur Roi de la Grande Bretagne.

Item. L'on pourra faire Trafic pendant la Guerre des mêmes Marchandiſes que l'on peut negocier en temps de Paix, à la reſerve de celles de Contrebande, qui ſont expliquées dans l'Article ſuivant.

III. Les Marchandiſes défendues & de Contrebande ſont les Canons & leurs aſſortimens, Armes à feu, Poudre, Mêches, Boulets, Pieques, Epées, Lances, Hallebardes, Pertuiſannes, Bombes, Mortiers, Petars, Grenades, Fourches de Mouſquets, Bandoulieres, Salpêtres, Balles, Caſques, Morions, Cuiraſſes, & autres Armes ſemblables. Eſt encore prohibé ſous ledit nom, le tranſport de Gens de Guerre, de Chevaux, de Harnois, de Fourreaux de Piſtolets, de Baudriers, & aſſortimens façonnez & formez à l'uſage de la Guerre.

IV. Au nombre des Marchandiſes de Contrebande & défenduës, ne ſont compriſes les Marchandiſes ſuivantes; Sçavoir les Etoffes & Manufactures de Laine, Lin, Soye, Coton, & de quelque autre matiere que ce ſoit; toutes ſortes d'Habits & veſtemens, & les Etoffes & ſortes deſquelles on les fait, Or & Argent monnoyé ou non monnoyé, Eſtain, Fer, Plomb, Cuivre, Charbon, Blez, Orges, & autres Grains & Legumes, Tabac, Eſpiceries, Chairs ſalées & fumées, Poiſſon ſec & ſalé, Fromage, Beurre, Biere, Huile, Vin, Sucre, Sels, & tout ce qui appartient à la nourriture & ſuſtentation de la vie. Ne ſeront auſſi compris dans les Marchandiſes défenduës, les Cotons, Chanvres, Lins, Poix, Cordages, Voiles, Anchres, Mats, Planches, Poutres & Bois travaillé de toute eſpece d'Arbres, & qui peut ſervir à conſtruire des Vaiſſeaux ou à les radouber: & demeureront leſdites Marchandiſes libres, de même que toutes les autres generalement qui ne ſont compriſes dans l'Article precedent. De telle ſorte que les Sujets du Sereniſſime Roi Tres-Chrêtien pourront en faire le tranſport non ſeulement d'un lieu où il y ait Neutralité à un autre lieu où il y ait auſſi Neutralité; ou d'un lieu ou Port où il y ait Neutralité en un autre qui ſoit Ennemi du Sereniſſime Roi de la Grande Bretagne; ou enfin d'un endroit Ennemi en un endroit où la Neutralité ſoit gardée, mais encore d'un Port ou autre lieu appartenant aux Ennemis dudit Seigneur Roi, en un autre appartenant auſſi à ſes Ennemis, ſoit que ces Ports ou autres Lieux ſoient ſous l'obeïſſance d'un ſeul Prince ou Etat, ou de pluſieurs Princes ou Etats, avec lequel, ou avec leſquels ledit Seigneur Roi de la Grande Bretagne ſoit en Guerre. Pourront reciproquement les Sujets dudit Sereniſſime Roi de la Grande Bretagne faire le tranſport des ſuſdites Marchandiſes, non ſeulement d'un lieu où il y ait Neutralité en un autre lieu où il y ait auſſi Neutralité; ou d'un lieu ou Port où il y ait Neutralité en un autre qui ſoit Ennemi du Sereniſſime Roi Tres-Chrêtien, ou enfin d'un endroit Ennemi en un endroit où la Neutralité ſoit gardée; mais encore d'un Port ou autre lieu appartenant aux Ennemis dudit Seigneur Roi, en un autre appartenant auſſi à ſes Ennemis, ſoit que ces Ports ou autres Lieux ſoient ſous l'obeïſſance d'un ſeul Prince ou Etat, ou de pluſieurs Princes ou Etats avec lequel, ou avec leſquels ledit Seigneur Roi Tres-Chrêtien ſoit en Guerre. Ne pourra néanmoins ledit tranſport être fait aux Villes & Places aſſiegées ou bloquées ou inveſties.

V. Pour faire ceſſer tous les differends qui pourroient naiſtre ſur Mer & ſur Terre, il a été convenu que les Vaiſſeaux & autres Bâtimens appartenans aux Sujets du Roi Tres-Chrétien, qui entreront dans les Havres ou Ports du Roi de la Grande Bretagne, & voudront aller ailleurs, ne ſeront tenus qu'à produire & repreſenter leurs Paſſeports & Lettres de Mer, dont le Formulaire eſt inſeré à la fin du preſent Traité, aux Officiers dudit Seigneur Roi, ou s'il y a dans leſdits Ports ou Havres des Navires dudit Sereniſſime Roi de la Grande Bretagne, ou des Armateurs, aux Capitaines deſdits Navires, ſans que pour raiſon de ce, ils puiſſent exiger ni argent ni aucune autre choſe Que ſi les Vaiſſeaux & autres Baſtimens appartenans aux Sujets du Roi Tres-Chrétien, ſont rencontrez en pleine Mer, ou en Lieux qui ne ſoient de la Domination du Roi, de la Grande Bretagne, par des Navires dudit Seigneur Roi, ou des Armateurs ſes Sujets, leſdits Navires pourront en demeurant dans une diſtance raiſonnable, envoyer leur Chaloupe à bord deſdits Vaiſſeaux & autres Baſtimens des Sujets du Roi Tres-Chrétien; & y feront entrer deux ou trois Hommes ſeulement, qui ſe feront repreſenter par le Maître ou Patron les Lettres de Mer, aprés quoi le paſſage leur ſera libre, ſans qu'on puiſſe les moleſter, viſiter, arreſter, ou les contraindre à changer de route. Les Sujets du Roi de la Grande Bretagne jouïront des mêmes Libertez & Franchiſes, en repreſentant leurs Paſſeports & Lettres de Mer, ſuivant le Formulaire ci-deſſus dit.

VI. Si quelque Vaiſſeau ou Barque appartenant aux Sujets du Roi Tres-Chrétien, allant en un Pays Ennemi du Roi de la Grande Bretagne, eſt rencontré dans ſa route par un Navire de Guerre; de même ſi le Vaiſſeau appartient aux Anglois, & autres Sujets du Roi de la Grande Bretagne, & qu'il ſoit rencontré allant en un Port Ennemi du Roi Tres-Chrétien, il ne lui ſuffira pas de montrer ſes Paſſeports & Lettres de Mer, mais auſſi ſes Certificats en bonne & deuë forme des Commis & Viſiteurs des Bureaux de ſortie du Port d'où il eſt party, contenans l'eſtat & la declaration de toutes les Marchandiſes dont ledit Vaiſſeau eſt chargé, afin que l'on puiſſe connoître s'il n'y a point de Marchandiſes de Contrebande, & de la qualité de celles qui ſont expliquées dans le troiſiéme Article de ce Traité.

VII. Si par la repreſentation deſdits Certificats il ſe trouve qu'il y ait des Marchandiſes de Contrebande deſtinées pour un Port Ennemi, il ne ſera néanmoins permis d'entrer ſous le Tillac du Vaiſſeau, ni d'ouvrir ou de rompre les Coffres, Balles, Malles, & Tonneaux, ni de prendre quoi que ce ſoit que l'on ne ſoit arrivé en un Port, ou l'on fera un fidelle Inventaire en preſence des Officiers des Admirautez, & l'on ne pourra vendre ou échanger aucune choſe, ſi ce n'eſt lors qu'aprés une procedure reguliere les Juges de la Marine auront rendu leur Sentence & confiſqué leſdites Marchandiſes, en laquelle confiſcation néanmoins ne ſeront compris le corps du Vaiſſeau & les Marchandiſes libres y trouvées, que l'on ne pourra retenir & encore moins declarer de bonne priſe, à l'occaſion deſdites Marchandiſes de Contrebande. Si le Vaiſſeau n'eſt chargé qu'en partie de Marchandiſes défenduës, & que le Maître dudit Vaiſſeau offre de les remettre au même tems au preneur, il ne le contraindra point de venir en un Port qui lui ſoit commode, & il lui laiſſera continuer ſa route.

VIII. Les Marchandiſes appartenantes aux Sujets du Roi Trés-Chrêtien, qui ſe trouveront chargées ſur les Vaiſſeaux des Ennemis du Roi de la Grande Bretagne, ſeront ſujettes à confiſcation, bien qu'elles ne ſoient pas de Contrebande: Et au contraire les Marchandiſes des Ennemis dudit Seigneur Roi de la Grande Bretagne, ne pourront être priſes ni confiſquées ſi elles ſont ſur des Vaiſſeaux appartenans aux Sujets dudit Seigneur Roi Tres-Chrêtien, bien que leſdites Marchandiſes fiſſent la meilleure partie de la charge entiere deſdits Vaiſſeaux, à la reſerve néanmoins de celles de Contrebande, à l'égard deſquelles quand elles ſeront ſurpriſes, il en ſera uſé comme il a été marqué dans les Articles précédens. De la même maniere, les Marchandiſes appartenans aux Sujets du Roi de la Grande Bretagne, qui ſe trouveront chargées ſur les Vaiſſeaux des Ennemis dudit Seigneur Roi Tres-Chrêtien, ſeront ſujettes à confiſcation, bien qu'elles ne ſoient

Anno 1677. soient pas de Contrebande : Et au contraire les Marchandises des Ennemis dudit Seigneur Roi Tres-Chrêtien, ne pourront être prises ni confisquées si elles sont sur des Vaisseaux appartenans aux Sujets du Roi de la Grande Bretagne, bien que lesdites Marchandises fissent la meilleure partie de la charge, ou même la charge entiere desdits Vaisseaux, à la reserve neanmoins de celles de Contrebande ; à l'égard desquelles, quand elles seront surprises, il en sera usé comme dans les Articles précédens. Et pour empêcher qu'une nouvelle Guerre survenante ne puisse faire de tort & de prejudice aux Sujets de celle des Couronnes qui demeurera en Paix, Il a été convenu que le Vaisseau des nouveaux Ennemis, chargé des effets & Marchandises appartenans aux Sujets de ladite Couronne qui sera en Paix, ne les rendra point confisquables, s'il en a été chargé avant la fin du délay ci-aprés marqué, lequel délai sera de six semaines aprés la declaration de la Guerre, entre Theloudinghs & Naz en Norvege, de deux Mois entre Theloudinghs & Tanger, de deux Mois & demi dans la Mer Mediterranée, & de huit Mois par tout ailleurs. Ainsi les effets des Sujets du Serenissime Roi Tres-Chrêtien, pris sur des Vaisseaux des nouveaux Ennemis du Serenissime Roi de la Grande Bretagne, ne pourront être confisquez sur ce pretexte, mais seront incessamment rendus aux Proprietaires, à moins qu'ils n'eussent été chargez sur lesdits Vaisseaux aprés la fin des délais ci-dessus dits. Ne pourront néanmoins les Marchandises de Contrebande, qui ne seront confisquables pour les causes predites, être conduites dans les Ports Ennemis : Et reciproquement les effets des Sujets du Serenissime Roi de la Grande Bretagne, pris sur des Vaisseaux des nouveaux Ennemis du Serenissime Roi Tres-Chrestien, ne pourront être confisquez sur ce pretexte, mais seront incessamment rendus aux Proprietaires, à moins qu'ils n'eussent été chargez sur lesdits Vaisseaux aprés la fin des délais ci-dessus dits. Ne pourront néanmoins les Marchandises de Contrebande, qui ne seront confisquables pour les causes predites, être conduites dans les Ports Ennemis.

IX. Et afin que l'on puisse être dans une entiere seureté, & que les Sujets de l'une & l'autre Couronne n'ayent rien à craindre des Vaisseaux de Guerre ; leurs Majestez feront tres-expresses inhibitions & deffenses à tous Capitaines de Vaisseaux, & à tous Armateurs de faire aucun tort ni dommage aux Vaisseaux Marchands à peine d'être punis extraordinairement ; & seront en outre contraints, & par corps, à toute restitution & reparation du dommage des Interessez.

X. Et pour cet effet les Armateurs seront tenus à l'avenir, avant que leur Commission leur soit expediée, de donner des cautions suffisantes & solvables, n'ayant aucune part dans l'Armement, & qui seront receuës pardevant des Juges competans jusqu'à concurrence de quinze cens Livres Sterlins, ou seize mille cinq cens Livres, & s'il y a plus de cent cinquante Hommes sur leur bord, jusqu'à concurrence de trois mille Livres Sterlins, ou trente trois mille Livres, lesquelles cautions seront tenuës solidairement avec lesdits Armateurs de tout le tort & dommage qui sera fait pendant leur cours, ou par eux ou par leurs Officiers ou autres Gens sous leur charge, contre la teneur du present Traité, & de tous autres faits entre lesdits Seigneurs Rois Tres-Chrêtien, & de la Grande Bretagne. Et seront en outre lesdits Armateurs cassez & leurs Commissions revoquées, dans lesquelles seront toûjours inserez les noms & la reception de leurs cautions : Et outre ce que dessus le Vaisseau demeurera specialement affecté au payement de tous dommages & Interêts.

XI. Le Serenissime Roi Tres-Chrêtien, & le Serenissime Roi de la Grande Bretagne, voulans que reciproquement les Sujets de l'un desdits Seigneurs Rois soient receus & traitez dans tous les Etats de l'autre, aussi favorablement que ses propres Sujets ; donneront les ordres necessaires pour faire rendre bonne justice, par des Juges non suspects & non interessez, sur les prises qui seront faites ; & lesdits Seigneurs Rois ordonneront expressement que les Sentences qui ont été renduës ou le seront ci-aprés, soient pleinement executées suivant leur forme & teneur.

XII. Lors que les Ambassadeurs ou autres Ministres du Roi Tres-Chrêtien, residens en la Cour du Roi de la Grande Bretagne, se plaindront de l'injustice des Sentences renduës sur les prises des Vaisseaux ou Marchandises appartenans aux Sujets dudit Seigneur Roi Tres-Chrêtien, ledit Seigneur Roi de la Grande Bretagne nommera au même tems neuf Commissaires de son Conseil, dont la Commission sera scellée du grand Sceau, qui connoîtront de l'affaire, & confirmeront ou infirmeront lesdites Sentences ; & lesdits Commissaires seront tenus de s'assembler dans un Mois, à compter du jour de la plainte, & de rendre leur Jugement trois autres Mois aprés : Reciproquement si les Ambassadeurs ou Ministres du Roi de la Grande Bretagne, residens en la Cour du Roi Tres-Chrêtien, se plaignent de l'injustice des Sentences renduës sur les prises faites sur les Sujets dudit Seigneur Roi de la Grande Bretagne, ledit Seigneur Roi Tres-Chrêtien à leur requisition fera revoir & examiner lesdites Sentences en son Conseil, pour les confirmer ou infirmer, & l'affaire sera terminée dans quatre mois, à compter du jour de la requisition. Anno 1677.

XIII. Y ayant Procez entre ceux qui auront fait la prise d'une part, & les reclamateurs de l'autre ; si la Sentence est renduë pour la Partie qui reclame, elle sera executée en donnant caution nonobstant l'apel ; ce qui n'aura pas lieu lors que la Sentence aura été renduë contre les reclamateurs.

XIV. Comme il arrive quelquefois que les Vaisseaux qui font des prises en tems de Guerre, traitent tres-inhumainement les Maîtres, Pilotes, & Passagers des Vaisseaux qui sont pris pour tirer d'eux tel aveu & telle declaration qu'ils souhaitent ; il a été convenu que leurs Majestez défendront de pareils traitemens sous des peines tres-rigoureuses, & feront punir ceux qui en seront convaincus comme ils le meritent, & d'une maniere à intimider les autres. Les Capitaines & Officiers qui seront coupables de telles inhumanitez & violences, pour les avoir faites eux-mêmes, ou fait faire, ou souffertes, seront d'abord cassez ; & sera en outre procedé contre eux suivant l'énormité du délit. Et tout Vaisseau pris dont les Matelots & Passagers auront été maltraitez, sera relâché & renvoyé libre avec sa charge sans aucune plus ample discussion en Jugement ou dehors.

XV. A été aussi convenu que l'on punira tres-severement ceux qui prennent des Commissions des Ennemis de l'un desdits Seigneurs Rois pour faire des prises sur ses Sujets.

XVI. Finalement, que le present Traité sera agréé & confirmé le plutost que faire se pourra, & que l'échange des Ratifications se fera dans deux Mois. A Saint Germain en Laye le vingt-quatriéme Fevrier 1677.

(*L. S.*) Arnauld. (*L. S.*) R. Montagu.

Formulaire des Passeports & Lettres de Mer qui doivent être demandées respectivement dans les Ports & autres Lieux des Etats du Serenissime Roi de la Grande Bretagne par les Vaisseaux, Barques & autres Bastimens, suivant la disposition de l'Article cinquiéme, & données par Monsieur le Grand Admiral ou Surintendant de la Navigation, ou par ceux qui ont la Jurisdiction des affaires Maritimes, ou par les Gouverneurs ou Magistrats, ou par des Commissaires, ou par les principaux Officiers des Bureaux de sorties.

A tous ceux qui ces presentes verront, Salut.
Nous Grand
Admiral Nous Commissaires preposez par Monsieur le Grand Admiral
Nous Gouverneur ou Magistrat
Nous Commis & Visiteurs du
Bureau de la Ville ou Port
Sçavoir faisons que NN. Maître ou Patron
du Vaisseau appellé comparant
devant nous, a affirmé par Serment solemnel que ledit
Vaisseau, du port de Tonneaux ou
environ, sur lequel maintenant il est le Maître ou Patron, appartient aux Sujets du Serenissime & Tres-Puissant Roi de la Grande Bretagne. Ainsi Dieu lui soit en aide.

Et comme nous verrions volontiers ledit Maître ou Patron de Vaisseau aidé dans ses justes affaires, nous vous requerons tous en general & en particulier, où le susdit Maître ou Patron avec son Vaisseau & Marchandises arrivera, que vous ordonniez qu'il soit receu benignement & humainement traité, & qu'il puisse en acquitant les Peages & Droits accoûtumez, entrer &

demeurer dans vos Ports, Rivieres & Domaines, & en sortir, naviger, trafiquer & negocier, là & où bon lui semblera, ce que volontiers nous reconnoitrons. En témoin de quoy nous avons signé ces presentes, & y avons fait apposer nostre Sceau. A le jour de l'an

CLXI.

8. Mars. Tractat zwischen Ihro Kayserl. Maj. Leopoldum eines/ und Ihro Churfürstl. Durchl. zu Cölln andern theils/ durch welchen gedachte Churfürstl. Durchl. der zwischen Ihro Kayserl. Majest. und andern hohen Alliirten geschlossenen Allianz beytritt/ und als ein Getreuer Churfürst wieder alle Reichs-Feinde zu agiren verspricht. Nimwegen den 8. Martii st. n. Anno 1677. [Tiré de la Registrature d'Estat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

C'est-à-dire,

Traité entre Sa Majesté Imperiale Leopold *& Son Altesse Electorale de Cologne* Maximilien Henri, *par lequel ce Prince accede aux Alliances faites par Sadite Maj. Imp. contre l'Ennemi commun, avec promesse de s'y comporter en bon & fidelle Electeur. A Nimegue le 8. Mars st. n. an. 1677.*

Im Nahmen der Allerheiligsten Unzertheilten Dreyfaltigkeit/ Gottes des Vatters/ Sohns und Heiligen Geistes/ Amen.

Kund und zu wissen sey jedermänniglich/ Nachdem Ihre Churfürstl. Durchl. zu Cölln ꝛc. in erinnerung ihrer Reichs-Pflichten und der nahen-anverwandnus/ womit sie Ihrer Kays. Majestät verbunden/ sodan der Reichs-Schlussen und des boni publici, längst verlangen getragen/neben anderen getreuen und gehorsamben Churfürsten/ Fürsten/ und Ständen mit der Röm. Kays. Majest. als ihrem allerhöchsten Oberhaubt sich inniger näher zusetzen/ sie auch dieses ihr verlangen allerhöchsternneld Seiner Kayserl. Majestät schon vor geraumer zeit zu erkennen geben lassen/ und dero Geheimen Rath/ Cammerern und Westfischen Stadthaltern Frantz Freyherrn von Neselrode und zu Trachenberg hierzu absonderlich instruirt und bevollmächtiget:

Als ist nach reiffem bedacht und erwegung etlicher umbstanden von Ihrer Kayserl. Majestät Rath/ und zu dem bevorstehenden Friedens-Tractaten bevollmächtigten dritten Gesandten Dietrichen Althet Heinrichen Edlen Herren Stratman und dem obbemelteten Chur-Cöllnischen Gevollmächtigten Frantz Freyherrn von Neselrode und zu Trachenberg auf aller-und gnädigste Ratification verglichen worden/ wie folgt.

I. Erstlich geschicht Ihrer Kayserl. Majest. von Ihrer Churfürstl. Durchleucht die allerunterthänigste versicherung/ daß sie eine einigen Feinden Ihrer Kayserl. Majest. oder des Heil. Röm. Reichs in keinem Fœdere oder Verbündnus begriffen/ wie ingleichen/ daß sie deren keines mit gemeldeten und anderen/ so inskünfftig Ihrer Kayserl. Majest. Feinde werden möchten/ jemahlen eingehen werden: Treten hingegen als ein treuer Churfürst des Reichs in die zwischen Ihrer Kayserl Majestät und verschiedenen Chur-und Fürsten des Reichs/ auch anderen hohen Alliirten geschlossene Allianz und versprechen so wol als andere Alliirte bey Ihrer Kayserl. Majest. und dero Alliirten zustehen/ und zu des Gemeinen Weesens besten und restabilirung eines beständigen und reputirlichen Friedens zu laboriren/ und nach allen Ihren kräfften/ sowol wieder Franckreich und Schweden/ als andere Ihrer Kayserl. Majest. und des Reichs Feinde also zu agiren/ wie es nach genommenen Concerto allerseits wird gut gefunden und geschlossen: Dahingegen versprechen auch Ihre Kayserl. Majest. Ihrer Churfürstl. Durchl. gegen dero Feinde und allen unbillichen Gewalt zu assistiren und kräfftiglich zu schützen/ und solle dieser Bund unverbrüchlich gehalten werden/ so lang als dieser Krieg dauren wird.

II. Wollen Ihre Kayserl. Majest. so wenig/ als Ihre Churfürstl. Durchl. ohne gesambtes gut-befinden und belieben sich in einige Friedens-oder Stillstandts-handlungen einlassen/ weniger selbige schlüssen/ sondern sollen alle dergleichen handlungen anderst nicht/ als mit einhelliger bewilligung/ gut-befinden und allerseits inclusion vorgenommen werden.

III. Zu beförderung der gemeinen sach und obgemeldter löblichen intention versprechen Ihre Churfürstl. Durchl. fünff tausent Man zustellen und zu unterhalten/ und sollen mit solchen Volckern dero Vestungen/ als Bonn/ Neüs/ Kayserswerth/ Rheinberg/ Lechenich/ Kerpen/ und andere/ so viel es nach gestaltsam der zeit und laüffen vonnöthen/ besetzet/ auch nach Ihrer Kayserl. Majest. gut-befinden conjunctim vel divisim gegen den Gemeinen Feind im Velde agirt werden: und gleich wie Ihre Kayserl. Majestät Ihrer Churfürstl. Durchl. alle beförderung hierzu von hertzen gonnen: Als wollen sie bey der Cron Spanien auch in dem Hag durch dero Ministros ihre Officia mit anwenden lassen/ damit Ihrer Churfürstl. Durchl. mit einigen Subsidiis unter die arme gegriffen werde: Jedoch daß dadurch Ihrer Kayserl. Majest. kein Obligation oder Verbündnus jetztgemeldter Subsidia ex proprio zu præstiren zugezogen werde.

IV. Und damit Ihre Kayserl. Majest. dessomehr Ihrer Churfürstl. Durchl. treüeste devotion und auffrichtige intention in der that verspühren mogen/ stellen dieselbe Ihrer Kayserl. Majest. unterthänigst anheimb/ einige Seiner Churfürstl. Durchl. nicht unangenehme persohn vorzuschlagen/ aus welchen Seine Churfürstl. Durchl. einen Generalen erwehlen wolten/ welcher obgedachte gesambte Militz commandiren/auch in ihr. Churfl. Durchl. Pflichten mit stehen/ und nach Kriegs-raison sowohl Ihrer Maj. und des boni publici, als Ihrer Churfürstl. Durchl. und dero Ertz-und Stiffter dienst und Conservation treülich respiciren solle; und weilen Ihrer Hochfürstl. Durchl. zu Pfaltz-Neüburg/ vermög ihrer mit der Cron Spanien und denen General-Staaten getroffener-und von der Röm. Kayserl. Majestät allergnädigst approbirter und garantirter Allianz, ein Corpo von fünfftausent Man zustellen haben/ und kein bedenckens tragen deroselben Trouppen all solchen Generalen bey der Operation gleichfals mit zu untergeben: So sollen von seiner Churfürstl. Durchl. zu Cöllen/ so viel von obgedacht-ihrer seits pactirten 5000. Man nach Kriegs-raison aus dero nothwendig zubesetzen habenden Vestungen gezogen werden konnen/ darzu gestossen und conjungirt werden/ damit solche benachbahrte kräfften pro communi causa mit desto besserem Success unter einen Capo agiren mogen.

V. Hingegen und in Consideration der nahen anverwantschafft und Seiner Churfürstl. Durchl. zu Ihrer Kayserl. Maj. ertragender devotion wollen Ihre Kayserl. Majest. deroselben Ihre Residentz-Stadt Bonn/ als auch Lechenich/ Kerpen/ und andere orhte vollkommlich restituiren und einraumen.

VI. Weilen aber Bonn ein ohrt von grosser importantz/ und an dessen Conservation sowohl Ihrer Kayserl. Majest. und dem Publico, als Ihrer Churfürstl. Durchl. selbsten vornemblich hochstens gelegen/ als haben Ihre Churfürstl. Durchl. sich erbotten/ aus obgedachten 5000. Man diesen Ohrt/ wie auch Lechenich und Kerpen unterm Commando obbedeuteter Generals allezeit genugsamb zubesetzen/ demselben auch sothane Plätze nach Kriegs-gebrauch best moglichst zu verwahren und vor aller gefahr zuversicheren scharpfist einzubinden. Ingleichen wollen Ihre Churfürstl. Durchl. Ihrer Kayserl. Majest. und dero Alliirten den Paß/ retraicte/ auch gegen billichen preis Proviant und allen anderen verschub unweigerlich daraus kisten lassen.

VII. Ihre Kayserl. Majest. versprechen auch Ihrer Churfl. Durchl. Ertz-und Stiffter Cölln/ Rheinisch-und Westphalischen theils sowohl/ als das Vest Recklinghausen und das Stifft Hildesheimb/ damit obige fünfftausent Man destobesser daraus unterhalten werden können/ von allen einquartierungen und Contributions-Forderungen Ihrer eigener und aller dero Alliirten/ absonderlich deren in gemelten Ertz-Stifft de facto stehender Volcker/ nach hinc inde ausgewechselten Ratificationen dieses Tractats, beständig befreyen/ und sie keines weegs graviren zulassen/ sondern sie darwieder Kayserlich und mächtiglich zuschützen/ und da einige durchzüge von Ihrer Majest. oder dero Alliirten Volckern in diesen Landen genommen werden müsten/ solte der Durchzug vorhero Ihrer Churfürstl. Durchl. notificirt und mit Ihro concertirt, solcher ohne dero Landen und unterthanen schaden eingerichtet/ die marche und Nachtläger nach Ihrer Churfürstl. Durchl Commissarien anweisung/ auch der rechte und kein umweg gebraucht/ kein unnöthiger Rastag zugelassen/ alle Plünderungen/ Exactionen und Insolentien verhütet/ die übertretter exemplariter gestraffet/ auch alles in billichen werth vermög der Reichs-Constitutionen bezahlt werden. Es wollen auch Ihre Kayserl. Majest. Ihre Churfürstl. Durchl. in proportionirter ausschreibung in dero Landen und beytreibung der zu unterhaltung der pactirter anzahl Volcks nöthiger gelder einerley weis behinderen lassen.

VIII. Ihre Kayserl. Majest. wollen auch und versprechen Ihrer Churfürstl. Durchl. sambt dero Stiffter und Landen wieder alle dero und des Reichs Feinde/ auch allen anderen unbillichen Gewalt mit allen ihren kräfften so wol/ als sich selbsten zu schützen/ zu verfechten/ und zu Garantiren, und bey den bevorstehenden Friedenshandlungen/ zu aller billicher satisfaction, auch restitution dessen/ so etwan durch die Feindliche Waffen occupirt ist/ oder occupirt werden möchte/ kräfftiglich zu verhelffen/ und dero Interesse als ihr eigenes zu respiciren, solche satisfaction aber aus dem ihrigen zu præstiren nicht verbunden sein sollen.

IX. Ihre Churfürstl. Durchl. versprechen dagegen festiglich/ auf allen Reichs-Creis-und Deputations-tagen/ auch sonst in allen vorfallenheiten/ das Interesse Publicum sowohl/ als Ihrer Kayserl. Majest. und dero Hohen Ertzhauses nach eüsserstem vermögen zu portiren, jederzeit mit Ihrer Kayserl Majest. Ministris und Potschafftern de Concerto zugehen/ und mit dero Votis und Negotiationen Ihrer Kayserl. Majest. allergnädigste

Inten:

ANNO 1677.

intentionen gleich anderen mit Ihrer Kayserl. Majest. und dero Ertzhaus in Allianz stehenden Chur- und Fürsten zu secundiren auch andere Chur- und Fürsten best mäglichst zu gleicher intention und conjunction der Waffen und Consilien zu disponiren und dero Interesse mit Ihrer Kayserl. Majest. und dem Hochlöbl. Ertzhaus treulich und beständig Consiliis & armis dergestalt zu conjungiren und zu verbinden / daß es nimmer separirt werden könne; massen Ihre Kays. Majest sich hergegen auch zu einem gleichen allergnädigst erklären / also / daß ein des andern theils nutzen und fromen befürderen / schaden warnen / und da etwas zu eines oder andern theils nutzen oder schaden vorkäme / solches jederzeit einer dem anderen vertreulich eröffnen / und in allen gantz vertrauet gehen sollen.

X. Ihre Kays. Maj. versprechen auch / daß sie Ihre Churfürstl. Durchl bey den gebührenden Juribus, hochheit und Regalien in dero Stadt und Stifft Lüttig schützen und erhalten wollen.

XI. über diesen Tractat sollen innerhold zwey Monathen von Ihrer Kays. Majest. und Ihrer Churfürstl. Durchl die respective aller- und gnädigste Ratificationes ausbracht und gegen einander zu Wienn ausgewechselt werden.

XII. Zu Warheits-Urkund sein hierab zwey gleichlautende Exemplaria verfertiget / und von obwolgemelten Abgesandten Seiner Kays. Majest. / wie in gleichen von hochst-gedacht Seiner Churfürstl. Durchl. Geheimben Rath unter Ihrer Kayserl. Majest. auch Ihrer Churfürstl. Durchl. respective aller- und gnädigster Ratification unterzeichnet worden. Signatum Nimwegen den 8. Martii stylo Novo 1677.

(L. S.) T. A. Henricus Straatman.

(L. S.) Frantz Freyherr von Messelrod.

Articuli Secreti in puncto der in dem vorhergehenden Haubt-Receß von Chur-Cölln zustellen versprochenen Fünfftausend Mann &c. Nimwegen den 8. Martii 1677. mit der darüber von Chur-Cölln ertheilten Ratification. Cölln den 6. Julii 1677. [Tiré de la Registrature d'Estat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

C'est-à-dire,

Articles Secrets sur le sujet des 5000. Hommes que l'Electeur de Cologne doit fournir & entretenir. Avec la Ratification desdits Articles de la part de l'Electeur. A Cologne le 6. Juillet 1677.

WIr Maximilian Heinrich von Gottes Gnaden Ertz-Bischof zu Cölln / des Heil Röm. Reichs durch Italien Ertz-Cantzler und Churfürst / Bischoff zu Hildesheim und Lüttig / Administrator zu Berchtolsgaden / in Obern und Nieder-Bayren / auch der Obern-Pfaltz / in Westphalen zu Engern und Bouillon Hertzog / Pfaltzgraff beym Rhein / Landgraff zu Leuchtenberg / Marggraff zu Franchimont &c. Bekennen für uns und unsere Nachkommen am Ertz-Stifft offentlich mit diesem Brief / und thun kundt / Nachdem zwischen dem Allerdurchlauchtigsten / Großmächtigsten und Unüberwindlichsten Fürsten und Herrn / Herrn Leopolden / Erwehlten Römischen Kaysern / zu allen zeiten Mehrern des Reichs / in Germanien / zu Hungarn / Böheimb / Dalmatien / Croatien / Sclavonien Königen / Ertz-Hertzogen zu Oesterreich / Hertzogen zu Burgund und Steyr / Kärndern / Crain und Würtemberg / gefürsteten Grafen zu Habspurg / Tyrol und Görtz &c. und uns / wider unsere und des Heil. Röm. Reichs-Feinde und zumahlen zu Abwendung der sich auf dem Reichs-Boden je mehr und mehr ereigenden Gefährlichkeiten / vermittelst unserer beederseits hierzu Deputierten Gevollmächtigten als anseiten Seiner Kayserl. Majest. dero Rath und zu denen devorstehenden Friedens-Tractaten bevollmächtigten dritten Gesandten Dietrich Althet Henrichen Edlen Herrn von Strattmann; An seithen unser aber unsers Geheimen Raths / Cammerers und Vestischen Stadthalters / Frantz Freyherrn von Messelrode und zu Trachenberg / unter dato Nimwegen den 8. Martii stylo Novo dieses lauffenden 1677. Jahrs nachgesetzte Articuli Secreti aufgerichtet und beschlossen worden / folgenden Innhalts.

I. Nachdem Ihro Churfürstl. Durchl. zu Cölln in dem mit Ihrer Kayserl. Majest. heut dato geschlossenen Allianz-Recess versprochen fünff tausend Mann zustellen / und zu unterhalten; Weile aber bey itzigen schwehren zeiten und kundbaren verderben des Ertz-Stiffts Cölln / auch anderer Ihrer Churfürstl. Durchl. Stiffter und Landen / dieselbe sobald / als die Nothdurfft erfordert / mit so starcker Mannschafft nit aufkommen / und damit dero Residentz-Stadt Bonn und andere Vestungen nach Nothdurfft und genugsamer Sicherheit desetzen / weniger gegen die Feinde in Feld agiren können; Als versprechen und verbinden sich Ihro Kayserl. Majest. aus dero Seiner Churfürstl. Durchl. zutragender Freund-Vetterlicher Affection und Kayserl. Hulden / Ihro dreytausend Mann zu Complirung der in bemeldten Haubt-Recess bedingter fünfftausend Mann zuzuschicken / und selbige entweder von dero Armada herzugeben / oder fürderlich anzuwerben / damit obberührt Ihrer Churfürstl. Durchl. Residentz-Stadt Bonn und Lechenich / als woran bey itzigen Conjuncturen Ihrer Churfürstl. Durchl. Ertz-Stifft und dem Reich Haubtsächlich gelegen / fordersist besetzen / und den übrigen Rest dieser Mannschafft / nach Anlaß des Haubt-Recess gebrauchen zulassen / und sollen diese dreytausend Mann in Ihrer Churfürstl. Durchl. Pflichten / Commando und Gehorsam mit stehen / und zu Ihrer Kayserl. Majest. und Ihrer Churfürstl. Durchl. auch der gemeinen Sachen dienst operiren / wie es allerseits intendirter zweck / und gemeldter Vestungen sicherheit erfordert / und es zwischen Ihrer Majest und Seiner Churfürstl. Durchl. concertirt werden solle. Hingegen seynd Ihro Kays. Majest. zu frieden / daß Kerpen mit Ihro Churfürstl. Durchl. Völckern allein besetzet werde.

II. Solte aber das Stifft Hildesheim nit alsobald evacuiret werden können / würde dem Ertz-Stifft Cölln fünfftausend Mann allein zu unterhalten bey gegenwärtigen dessen ruinirten zustand unmöglich fallen / und dahero der numerus nur auf viertausend Mann gesetzet werden / und Ihro Kays. Majest solchen fals allein zweytausend zu stellen haben / gleich wie hingegen sobald die evacuation dieses Stiffts Hildesheim geschicht / ihre Kays Majest. über die vorige zweytausend Mann / noch tausend Mann (sals von ihrer Churfürstl. Durchl. solche zahl mit geliefert werden köndte) und also dreytausend Mann stellen werden / Ihro Churfürstl. Durchl. auch zu Unterhalt alsolcher fünfftausend Mann gebunden seyn wollen und sollen / jedoch dergestalt / daß deroselben hingegen die Disposition gelassen werde / daß sie in dero gesamten Ertz- und Stifftern die zu solcher Unterhaltung nöthige Gelder / zu Ensolg des siebenden in dem Haubt-Recess enthaltenen Articuls, der proportion nach ausschreiben und beytreiben lassen möge.

III. Und obwohlen Art. V. des Haubt-Recessus Ihro Churfürstl. Durchl. Residentz Stadt Bonn und Lechenich völlig überlassen / so ist doch dabey verglichen / daß ermeldte Orther auß denen von Ihrer Kayserl. Majest. Ihro Churfürstl. Durchl. zuzuschicken versprochenen Volckeren / jedoch länger nit / als es ihrer Kays. Maj. und ihrer Churfürstl Durchl. auch des gemeinen Wesens Sicherheit erfordert / besetzt bleiben sollen / dergestalt / daß der General, oder in dessen Abwesenheit der an seiner Statt Commandirende Ober-Officier sowohl als die gemeine Soldaten in ihrer Churfürstl. Durchl. mit-verpflichtung / Commando und Gehorsamb / auch deren logier- und dillentirung bey Ihrer Churfürstl. Durchl. disposition stehen / und weilen Ihro Churfürstl. Durchl. in dem VI. Articul des Haubt-Recess sich erkläret und obligiret / obberührtem General oder in dessen Abwesenheit dem an seiner Statt Commandirenden Ober-Officier scharfest einzubinden / daß sie die ihnen anvertraute Plätze nach Kriegs-Gebrauch best möglichst bewahren / und vor aller Gefahr versichern sollen / als thun sie sich hiemit weiters declariren / daß sie diejenige Instruction, welche sie zu solchem Ende angeregtem General behändigen lassen würden / vorher mit Ihrer Kayserl. Majest. concertiren wollen.

IV. Verbinden Ihro Churfl. Durchl. sich auch / weder den Bischoffen von Straßburg / noch dessen Bruder Printz Wilhelmen / wann Er auch restituiret werden solte / in dero dienste zu nehmen.

V. Was daß Stifft Lüttich anberühret / davon solle zu seiner zeit mehrers gehandelt werden / immittelst wollen Ihro Kayserl. Majest. auf alle Weiß darob seyn / damit selbiges mit keinem frembden Quartier mehr beschwehret werde.

VI. Erbieten sich Ihro Kays. Majest. zu Abstoß- und Abführung der gegen Ihro Churfürstl. Durchl. von denen Herren General Staaten setzenden gewissen und bewusten prætensions schon einmahl in vorschlag kommene 25000. Reichsthalers dergestalt über sich zu nehmen / daß sie soviel / nemlich 25000. Reichsthal. Ihro an denen Ihro von besagten Herren General-Staaten ausständigen Subsidien abziehen lassen wollen / und weiter nichts / nicht weniger bey den Friedens-Tractaten zu befürdern / daß Ihro Churfl. Durchl. wegen des nach dem mit Ihnen Herren General Staaten geschlossenen Frieden dem Ertz-Stifft Cölln und Stifft Lüttig zugefügten Schadens alle billichmäßige satisfaction widerfahre / doch dieses ohne einige particular Obligation, wie solches in dem General Tractat Art. XXX. vorgesehen.

VII. Gleicher gestalt wegen deren in seiner Churfl. Durchl. Ertz-Stifft Cölln noch liegenden Osnabrugischen und anderer Allirten Trouppen, auch deren würcklichen unfehlbahren Abführung / und gedachten Ertz-Stiffts Cölln künfftiger völliger Befreyung halber / referiren sich Ihro Kays. Maj. auf den VII. Articul des Haubt-Recessus, dabey sie es ohne einige veränderung allergnädigst bewenden lassen / auch zu etwas Ergotzung dieses erlittenen Schadens alle ihre Officia bey der Cron Spanien und denen Herren General Staaten möglichst einlegen wollen / weilen diese Osnabrugische Einquortierung meistens ihnen beeden zum besten beschehen / daß seiner Churfürstl. Durchl. hingegen von ihnen beeden deswegen einige Subsidien verwilliget werden.

VIII. Diese Secreti Articuli sollen eben diese Crafft haben als wann sie von Wort zu Wort / dem heut dato geschlossenen Haubt-Tractat inseriret wäre / und sollen dahero über diese Secreten Articulen die Ratificationes ebenfalls ehist möglichst zu Wien ausgewechslet werden. In Warheits Urkund seynd hierob zwey Exemplaria gemacht / und gleich mit dem Haubt-Tractat

unter

ANNO 1677.

unterschrieben worden. Signatum Nimwegen den 8. Martii 1677.

(L.S.) T. A. Stratman.

(L.S.) Frantz Freyherr von Nesselrode.

Als thun wir solch obbeschriebene Secretos Articulos in allen und jeden Puncten/ Clausulen/ Innhalt und Begreiffung Unseres Theils ratificiren/ bestättigen und bekräfftigen für Uns und Unsere Nachkommen am Ertz-Stifft mit Unseren Churfl. Wort versprechend/ daß wir alles und jedes/ so viel uns hierin betrifft/ würcklich halten/ leisten und erfüllen/ auch auf alle weis verhindern wollen/ daß weder von den unserigen noch andern in kein weg darwider gehandlet werde. Zu dessen Urkunde haben wir gegenwärtige Ratification mit Unserer eigener Hand unterschrieben/ und mit Unsern Churfürstl. Insiegel bekräfftigen lassen. Geben in Unserer Stadt Cölln den 6. Julii Anno 1677.

Maximilian Heinrich Churfürst zu Cölln.

(Locus Sigilli appressi Electoralis.)

CLXII.

24. Avril. *Fœdus inter* LEOPOLDUM *Romanorum Imperatorem*, & JOANNEM III. *Regem Poloniæ, quò priora Fœdera inter Poloniam atque Austriam inita renovantur, mutuum sibi invicem auxilium, perpetuamque Pacis atque Commerciorum culturam pollicentur; Actum in Civitate Viennæ & Arce Regia Varsoviensi die 24. Aprilis 1677.* Cum RATIFICATIONE *Regis Poloniæ, Data Varsoviæ Anno 1677.* [Chwalkowski Jus publicum Regni Poloniæ. pag. 256.]

UNiversis & singulis Regni & Dominiorum Nostrorum annexarumque illi Provinciarum, cujuscunque Status, Conditionis, Dignitatis & Præminentiæ Subditis Nostris præsentibus Literis significamus.

Quod cum inter primarias muneris nostri Regii curas poneremus, ut post felicem Electionem & Coronationem nostram Fœdera & Pacta, quæ inter Sac. Cæs. Majestatem Domumque Austriacam & Serenissimos Prædecessores nostros antiquitus intercesserunt novis utrinque nexibus roborarentur, Populorumque tranquillitati & bonæ Vicinitatis cultui, quæque inde dependent, correspondentiarum & Commerciorum usui prospiceresur, Fidei Pacta eadem renovanda & confirmanda esse duximus: prout renovamus & confirmamus. Quorum tenor sequitur ejusmodi.

Nos Leopoldus, Divina favente Clementia, Electus Romanorum Imperator, semper Augustus, ac Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croariæ & Slavoniæ Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Marchio Moraviæ, Dux Lucenburgiæ, ac Superioris & Inferioris Silesiæ, Wirtenbergæ & Techæ, Princeps Sueviæ, Comes Habspurgi, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, & Goritiæ, Lantgravius Alsatiæ, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, ac Superioris & Inferioris Lusatiæ, Dominus Marchiæ Sclavonicæ, Portus Naonis & Salinarum, &c. &c.

Et nos Joannes III. Dei gratia Rex Poloniæ, Magnus Dux Lithuaniæ, ac Russiæ, Prussiæ, Masoviæ, Samogitiæ, Livoniæ, Smulensciæ, Kijoviæ, Volhyniæ, Podoliæ, Podlachiæ, Severiæ, Zerniechoviæque.

Tenore præsentium recognoscimus ac notum facimus universis & singulis, præsentibus & futuris, harum notitiam habituris. Quandoquidem, qui Christi locum in Terris gerunt, eos in hoc elaborare maxime decet, ut cujus locum obtinent, ejus vestigiis incedant: Nos memoriâ tenentes, quod non aliunde potestas nostra sit, quam ab eo, a quo nomen ducimus, cujus appellatione censeri volumus, Domino Nostro Jesu Christo, qui, quos ipse Nobis subjecit Populos, eos loco suo regere nos voluit, & gubernare; huc omnes curas, & cogitationes Nostras convertendas duximus, ut quatenus id humanitus præstari potest, adjuvante eo, cujus id solius munere contingit, quam proximè ad similitudinem ejus accederemus, per quem Reges regnant, & Principes imperant, & Potentes decernunt Justitiam. Quoniam verò, non ille potentiam suam, non sapientiam, sed eam solam, quâ Societas hominum inter ipsos continetur, dilectionem, quâ nos prior ipse præter meritum ullum, prosecutus est, imitari voluit, ut sicut ipse dilexit nos, ita & ipsi vicissim diligeremus invicem, ac Pacem, concordiam, tranquillitatemque mutuam inter nos conservaremus: Neque potest illi sacrificium ullum à mortalibus offerri gratius quam sit fraterna charitas, inter unius corporis membra. Hanc illius dilectionem, qui nobis tot Civitates, tot Populos, lingua, moribus, habitu inter se dissidentes, tot tam latè patentes Provincias, tot amplissima Regna subjecta esse voluit, præcipue pro virili nostra imitandam esse duximus. Itaque cum inter recolendæ memoriæ Majores nostros, jam inde à longissimo tempore certamen amoris, benevolentiæque mutuæ, susceptum fuisse cognovissemus, cujus rei tanquam testes sunt Pactorum & Fœderum Litteræ, quæ inter Austriacam & Jagellonicam Domos, quæque inter utriusque Domus Regna, Imperia, Provincias, Populos & Nationes, nominatim verò, quæ inter quondam Albertum Archiducem Austriæ, cum quondam Casimiro Poloniæ Rege, & Divum Fridericum Imperatorem, cum eodem Casimiro Rege, postea verò etiam inter recolendæ memoriæ Ferdinandum & Maximilianum Imperatores; cum itidem recolendæ memoriæ Sigismundo Augusto Rege, ac tandem inter Rudolphum II. & successivè Matthiam, nec non Ferdinandum II. Imperatores. & quondam Sigismundum III. ac Vladislaum Serenissimos Poloniæ ac Sueciæ Reges itidem præclarissimæ memoriæ, intercesserunt. Nos Majorum nostrorum exemplo provocati, qui summam semper inter se necessitudinem & amicitiam conservare studebant, atque eam arctis præterea affinitatis vinculis fortius colligabant, quàm ut dissolvi facile posset, ea nimirum Pacta & Fœdera, quæ inter præfatos Majores nostros, quondam Albertum Archiducem Austriæ, Fridericum, Ferdinandum, Maximilianum II. Rudolphum II. & Matthiam nec non Ferdinandum II. Imperatores præclarissimæ memoriæ, atque Casimirum, Sigismundum Augustum, & quondam Sigismundum III. ac Vladislaum observata fuerunt, id quod felix, faustum, & fortunatum Deus esse velit utrique nostrum, ac utriusque nostrum Imperiis, Regnis, Terris, Civitatibus, Populis & Nationibus in Dei Opt. Max. nomine, à quo tanquam fonte perenni manat, quidquid bonarum est rerum, inter nos quoque, & pro Nobis & Successoribus nostris, continuanda, confirmanda, instauranda, & renovanda, atque adeo declaranda, corroboranda & amplificanda duximus, ita ut continuamus, confirmamus, instauramus, renovamus, declaramus, corroboramus, & amplificamus, præsentium per tenorem. Ac primum quidem, sicut in Litteris quondam Alberti Archiducis præscriptum est, Nos omni honore, fide & amore, invicem prosequi & promovere debemus & volumus in locis omnibus, & temporibus, ubi Nobis id faciendi se facultas obtulerit, citra dolum & fraudem aliquam, neque committemus unquam, ut alter alteri, aut familiaribus ejus, Vasallis & Subditis quibuscunque, Regnis, Ducatibus, Terris, & Civitatibus ei subjectis, & sub ejus obedientia & defensione constitutis, quacunque ex causa Bellum inferamus, inimicitias denunciemus, diffidamus aut hostiliter eos impetamus, per Nos, aut submissas personas, fraude & dolo semotis. Ac non modo ipsi ab ejusmodi rebus abstinebimus, verum etiam Subditos nostros, & quicunque in fide potestateque nostra sunt, eos prohibebimus. ac ab omni vi, modo superius descripto, temperare sibi cogemus. Habebunt etiam potestatem homines nostri, cujuscunque status & conditionis fuerint, in quibuscunque Terris, Dominiis, Civitatibus nostris & nostræ obedientiæ subjectis agendi & commorandi, atque inde etiam liberè & securè, cum illis visum fuerit, discedendi. Deinde, sicut etiam Literis Divi Friderici cautum est, ita nos invicem uniendos, obligandos, alligandos, confœderandos duximus, quemadmodum unimus, obligamus, promittimus, alligamus, confœderamus, præsentibus, quod ex hoc tempore ipso, perpetuo, realiter, & cum effectu invicem & mutuo obligati, alligati & Confœderati simus & erimus, & inter nos & Subditos nostros, nec non Regna, Principatus, & Dominia, quæ nunc uterque nostrum possidet, & quæ Deo concedente in futurum acquiremus, constans, perpetua, indissolubilis & Christiana

Anno 1677.

tiana Pax esse & servari debet, & debebit, & in omnibus utriusque nostrûm honorem, Dignitatem, Statum, augmentum, concernentibus, & concernere valentibus, mutuo nobis auxiliabimur, consulemus invicem, promovebimus, & assistemus, nec alteruter nostrum quidquam faciet, cupiet, pertractabit, aut molietur, quod contra alterutrum nostrum Regna, Principatus, Dominia, Subditos, honorem, Statum, Dignitatem, aut augmentum sit, seu esse aut tendere possit. Neque nostrum alter alteri, ipsius Regnis, Principatibus, Dominiis & Subditis Bellum, damnum, aut quodvis aliud nocumentum inferet, nec à suis quovis quæsitu colore inferri permittet, sed quilibet nostrum, contra Subditos suos, qui hujusmodi faciunt aut facere, aut moliri vellent, totis viribus suis & potentia, in Terris & Dominiis suis consurget, & eos, pro hujusmodi excessibus, pœna condigna puniet & castigabit, donec damnorum datorum integram compensationem & refusionem facient. Præterea nullus nostrum ad alterius Regna, Principatus, & Dominia, aspirare aut anhelare debet, nec alterius nostrum Regna, Principatus, Dominia, & Subditos, si quos (quod Deus avertat) ab altero nostrum deficere, recedere, aut rebellare contingeret, contra alium, ejus Regna, Principatus, Dominia, & Subditos suscipere, tenere, protegere, juvare, assistere, neque consulere aut favore prosequi debet, neque à suis talia fieri patiatur, sed contra tales infideles unus alteri auxiliabitur, & assistet, atque Dominiis suis excludet. Si verò alter nostrum ejus Regna, Principatus aut Subditi, contra alterum, ipsius Subditos, Principatus aut Dominia actionem realem, seu personalem, Civilem seu criminalem, aut qualemcunque querelam habet, aut imposterum habuerit, si super ea non potuerimus amicabiliter concordare, tum neque ipsi, neque Subditi contra alterum, ipsiusque Subditos, Regna, Principatus, & Dominia quidquam via facti attentare, neque sibi ipsi jus dicere, aut ulcisci, sed super eo, jure & non aliter experiri debent. Cæterum pro majore supra-scriptorum Fœderum declaratione, proque tranquilliore Subditorum nostrorum statu, quiete, & bonæ viciniratis conservatione, & quo firmior inter nos, Regna, & Subditos nostros. Pax, Amicitia, & benevolentia perpetuo constare queat; utque omnes dissidiorum causæ, quoad ejus fieri potest, præscindantur: ordinamus, statuimus, declaramus, & volumus quod cum initio scriptum est, quod mutua nobis invicem auxilia ferte debemus. Quomodo alter alteri auxilia ferte velimus, id in arbitrio utriusque nostrum, & Ordinum Regnorum nostrorum, positum esse debere, hoc tamen expresso, ut liceat utrique nostrum ex Terris & Provinciis alterius Voluntarios Milites, ære suo conductos, educere, & arma in usum suum exportare; Eatenus tamen Milites educere liceat, quatenus id sciente fiat altero nostrum, neque sit alteruter nostrum Bello suo proprio contra hostes aliquos suos impeditus. Hostibus verò ne id liceat, neve favor ullus præstetur, qui alteri obesse possit, ita tamen, ut nedum juxta præscripta majorum nostrorum Fœdera, nullus nostrum alteri, vel ipsius Regnis, Principatibus, Dominiis, & Subditis Bellum, damnum aut quodvis aliud nocumentum inferre, sed neque alterius hostes aut Rebelles fovere, protegere, seu eis assistere, vel favorem, consilium, aut auxilium quovis modo præstare debeat.

Volumus præterea, vias & flumina publica, nec non Commercia, & negotiationes mutuas, per Regna, & Provincias nostras omnibus, & singulis Regnicolis, Provincialibus, & Subditis nostris, tam Terra quam aquâ utrinque liberas esse, nec ullis unquam interdictis, arrestationibus, seu repressaliorum concessionibus impediri, sed utriusque nostrum Subditos, in alterius Regnis & Dominiis, libero transitu ac fide publica, quem Salvum Conductum vocant, non minus quam proprios cujusque Subditos gaudere, uti, ac frui posse & debere. Neque denique cuiquam nostrum, aut his, qui Nobis Subditi sunt, querelas & actiones suas, si quæ jam sunt, vel futuris temporibus oboriantur, aliter quàm mediante Jure prosequi liceat. Ut autem omnes vel protelatæ, vel denegatæ Justitiæ querelæ, tam inter nos, quam Subditos nostros, hinc inde præcaveantur, sed cuique expeditum Jus & Justitia summarie, & de plano administrari, ejusdemque debita executio, effectualiter obtineri valeat. Convenimus & concordavimus, quod si quis nostrum vel unius nostrum Subditi, contra alterius unum, vel plures privatos Subditos, actiones sive personales sive reales intentarent, tunc semper Pars agens Forum & Judicium ipsius rei sequi debeat; Et quod in personalibus, injuriarum, violentiarum, super spoliatione, seu similibus, Judex permissione subitarii Judicii, citra dilationum & exceptionum admissionem, Actori forensi, de simplici & plano Justitiæ complementum facere; In realibus verò, secundum unius cujusque Ditionis consuetudinem, ita procedere teneatur, ut quilibet, citra dilationem, Justitiæ executionem obtinere queat, id quod per superioritates & Magistratus fideliter provideri & dirigi par est. Quod si alter nostrum contra alterius Provinciam vel Communitatem aliquam, vel vicissim Provincia, Communitas, vel privati Subditi unius nostrum, contra alterum ex nobis, vel ejus Provinciam seu Communitatem privatas actiones prætenderent, tunc causæ hujusmodi coram alterius nostrum, sub quo Pars rea degit, Consiliariis seu Commissariis, per eundem juxta Partium conditionem & causarum exigentiam, non minus septem numero designandis, summarie audiri, & vel amicabiliter componi, vel Jure mediante determinari, & executioni demandari debent. Porro si inter nosmet ipsos Reges, seu forsan Regna & Provincias nostras, tum metarum, & terminorum, tum Commerciorum, seu quarumlibet aliarum tam veterum, quam novarum causarum, Jurium, vel obligationum occasione, querelæ, gravamina, & controversiæ suborientur, tunc alter nostrum, qui vel cujus Regnum seu Provincia, Jus. vel querelam prætendit, alium per Nuncios, vel Litteras suas amicabiliter informare, ac pro tollendo, sarciendo, amovendoque gravamine, admonera & requirere debet. Quodsi obtinere nequeant, tunc quilibet nostrum, statim intra duorum Mensium spatium à facta amicabili requisitione, tres Consiliarios suos è Proceribus Regnorum, Hungariæ, Bohemiæ, Moraviæ, Silesiæ, & vel ex aliquibus harum prout quodque negotium ad aliquam harum Provinciarum pertinent, vel etiam ex omnibus pro exigentia & gravitate negotii, ab una, Regnique Poloniæ, & Magni Ducatus Lithuaniæ ab altera partibus, ad convenientem diem, & locum, per Partem læsam seu querulantem nominandum, semota omni excusatione mittere debeat. Qui utriusque nostrum Consiliarii summam imprimis diligentiam adhibeant, quo hujusmodi querelæ, gravamina, & controversiæ, inter nos, Regna, & Provincias nostras amicabili compositione transigentur, eâ verò non succedente, tunc læsa Pars sive agens, coram prædictis sex Consiliariis, actionem suam, statim ipso die, juridicè exhibendi potestatem habeat, idque duplicatis scripturis, quarum unam Consiliarii penes se retineant, aliam verò Parti reæ transmittant. Quo facto Pars rea responsum suum, etiam scriptis duplicatis sæpedictis Consiliariis vel ei, cui ex illis hoc demandatum fuerit, intra spatium proximorum duorum Mensium, à transmisso actionis libello, mittere teneatur, ut scilicet Actor Replicas, Reus verò Duplicas suas, ac præterea, utraque Pars, tertiam quoque conclusionem, & submissivam scripturam, de bimestri in bimestre duplicatis, ut præfertur, scriptis, offerre queat. Eo sane modo & ordine, utrique Parti transmittendis, sicut de actionis libello demonstratum est. Oblatis tandem successive ab utraque Parte duplicatis trinis scripturis, in quibus utrinque omnia Jura sua explicabunt, sex illi Commissarii Partibus ad promulgandam Sententiam, inter proximum sequens bimestre, diem, ad eum locum, ubi causa primo agi cœpit, indicent; quo loco & tempore Partes per Procuratores suos pleno mandato suffultos comparere, illicque & ipsi Consiliarii convenire, ac diligenter visis scriptis & discussis Actis totius causæ, Partes rursum ad concordiam & amicabilem compositionem invitare, & cohortari, nihilque in eo operæ & diligentiæ intermittere debeant. Quam si ne tunc quidem inter Partes obtinere queant, statim ad ferendam Sententiam procedant, ac id quod Juris & Justitiæ fuerit, cognoscant & decernant. Quod si supradicti Consiliarii, de ferenda Sententia, sive interlocutoria, sive definitiva fuerit, concordare non possint, tunc toties quoties opus fuerit, Arbitrum communi voce deligant, vel per quamlibet Consiliariorum Partem, duabus idoneis Personis propositis, ex iisdem sorte constituant: cujus partes sint, huic Consiliariorum opinioni, quæ & Juri & æquitati magis consona videatur, subscribere, eandemque laudare & approbare. Quidquid autem per ipsos Consiliarios nostros, seu majorem eorum partem separatim, vel per eosdem vel Arbitrum conjunctim decretum & pronunciatum fuerit, id ratum firmumque maneat, ac statim debitæ demandetur executioni, remota omni planè appellatione, supplicatione, reductione, in integrum restitutione, aliisque Juris Beneficiis & remediis etiam motu proprio concessis, obtentis, non obstantibus.

Anno 1677.

Anno 1677.

Debent autem Consiliarii, per nos pro tempore deputandi, nec non & Arbiter ipse per nos, & quantum ad quemlibet Nostrum spectat, ab obedientiæ & Juramenti debito, ad eam causam tantum absolvi, ac pro administranda Justitia, novo consuetoque Juramento obstringi. Quod si pendente lite unus vel plures ex ipsis Consiliariis mortem obirent, tunc in demortuorum locum, prout ad quemlibet nostrum pertinebit, alios semper surrogabimus. Ipsi quoque Consiliarii non plures scripturas admittant, aut terminos alio modo, quàm supradictum est, prorogandi aut alterandi potestatem habeant, sed forma, & modo illis concesso procedant, excepto casu, quo Partes testes producere necesse haberent, tunc ipsi Consiliarii Jurisdictionem suam prorogandi potestatem habeant, tantisper donec testes ejus causæ conscii, secundum Juris dispositionem legitime producti & auditi fuerint, ita tamen, ne ulla minus necessaria prorogatio quæratur, vel admittatur, sed omnes testes ad unum diem & terminum, quantum fieri potest, audiantur, à publicatis attestationibus, non nisi unica scriptura à qualibet Parte recipiatur. Proinde quo magis Regna, Principatus & Dominia nostra, ab omni Bellorum, deprædationum, latrociniorum, hostilitatisque periculo libera, secura, purgataque esse queant, conventum inter nos est, quod nullus nostrum alterius, seu Regnorum, Provinciarum, vel Subditorum suorum diffidatores, hostes, homicidas, raptores, seu damnificatores, nec non profugos cujuscunque conditionis sive Ecclesiasticos sive sæculares, item Rebelles Subditos, quicunque in alterius nostrum Regnis & Ditionibus reperti, denonciati, vel per nosmet, aut Officiales nostros pervestigati fuerint, nequaquam amplius fovere & assecurare, multo minus verò per Subditos nostros ullo Hospitio, auxilio, sive receptatione quocunque prætextu, directè vel indirectè, publice vel occulte recipere, juvare, vel intertenere debest, sed ubicunque hujusmodi grassatores, raptores, diffidatores, & damnificatores, ubilibet in præfatis Regnis & Ditionibus nostris deprehensi fuerint, contra eos, jussu nostro & directione, atque accurata diligentia Officialium, utrobique Parti læsæ, atque deferenti Justitia immediatè atque irrecusabiliter permitti atque administrari, aut etiam citra Partium requisitionem de iis, ut communibus hostibus, à Capitaneis & Magistratibus, ubicunque ex officio inquiri, insequi, & pœnaliter procedi debeat. Casu autem quò aliquis ex Officialibus, aut Subditis nostris, propter receptationem, assecurationem vel defensionem antedictorum diffidatorum aut omissionem antedictorum diffidatorum insecutionis, captivationis, sive animadversionis scienter contravenerit in tales utrobique, sive delati à Parte altera, sive alias verosimili suspicione deprehensi forent, Capitali supplicio irremissibili debet animadverti.

Quod si alterius nostrum, unus vel plures incolæ vel Subditi, alteri nostrum seu Regnis & Dominiis nostris, generaliter vel singularibus personis, Incolis, & Subditis, privatim hostilitatem denunciaverint, tunc statim Præfectus, Capitaneus aut Officialis illius loci sive Districtus, cui diffidatio indicta est, Generales, Præfectos, & Capitaneos Regnorum, & Provinciarum alterius nostrum, sub quo tales diffidatores degunt, ea de re certiores reddere, ipsisque exemplar diffidatoriarum Literarum transmittere debeat. Quo accepto præfati Præfecti & Capitanei, diffidatores pro publicis hostibus judicare, promulgare, publicare, omnibusque & singulis Incolis cujuscunque ordinis & conditionis extiterint, eorum consuetudinem interdicere, & ne a quoquam hospitio recipiantur, aut consilio, auxilio, sive re ulla alia juventur prohibere & cavere, bonaque diffidantium applicare Fisco & Cameræ Regiæ, ac proinde in hospites, socios, conscios, & complices, pari quoque severitate animadvertere teneantur, ignorantiæ excusatione universis penitus sublata. Quod si quispiam Præfectus, Capitaneus, aut Magistratus, in hujusmodi casibus subitam Justitiam administrare cunctaretur, aut etiam alias ex Officio, inquisitione, insecutione, & animadversione debita non procederet, tum tales nostræ punitioni immediate obnoxii, & rei esse debeant. Ut autem præcipuus diffidationum, & grassationum fons, quo hujusmodi latrocinia imprimis aluntur è medio tollatur coercesturque licentia & impunitas receptandi hostes, prædones & diffidatores, serio inter nos convenit, ut omnes promotores, detentores, receptatores, complices, dictorum facinorosorum hominum, qui vel notorietate facti, vel ex veraci denunciatione spoliatorum, aut ex fuga Captivorum, (modo tales captivi aut spoliati bonæ fidei & integræ famæ sint) sive aliis tam manifestis indiciis, ut ulteriori probatione res non egeat, convicti vel deprehensi forent, iidem citra ulteriorem purgandi sui admissionem & concessionem, spoliatis & damnum passis, ad restitutionem & satisfactionem probabilium damnorum, de bonis suis teneantur, aut si solvendo non sint, secundum qualitatem delicti corpore luant. Quod si tales etiam patrati criminis conscii, vel complices essent, & ad illata damna, cædemque evidentem causam scienter præbuerint, iidem non tam Parti ad restitutionem damnorum, ut jam præmissum est, teneantur, quam & superioritatis suæ cognitione ad sumendum de iis pro modo delicti supplicium, citra evasionem subjaceant. Si verò aliqui receptatorum aut complicum non omnino manifestis indiciis, nec apertis Captivorum Confessionibus, sed alias delati, & de tali facinore suspecti potius, quam convicti fuerint, contra tales, tam ex delatione damnificatorum, vel alterius superioritatis Officialium, quam ex Officio, per Capitaneos aut Magistratus ejus Regni, aut Ditionis, in qua fuerint, hac tamen conditione, differentia sive moderatione debet procedi, ut si forent Nobiles, aut possessionati Cives antehac in talibus non infamati, neque ullis prioribus Confessatis suspecti, tales in casu negationis, sese proprio eorum Juramento, coram supremo ejus Ditionis Magistratu, publice de hujusmodi infamatione exonerare & purgare queant.

Si vero iidem anterioribus infamiæ, aut Confessatorum præjudiciis notati, aut semi-manifesti forent, ita tamen ut hujusmodi confessata, non omnimodè certum facti indicium præbere possent, tales etiam ad purgationem sui, medio Juramento, etiam tertia manu integræ famæ possessionatorum vicinorum, admitti, aut si in utroque casu, in purgatione sui defecerint, debitæ Capitis animadversioni subjici debeant. Quod si quis ex Regnis & Provinciis nostris, ausu temerario contra Jus & æquitatem, ac publica mutuaque Regnorum nostrorum Fœdera, in alterius Regna vel Ditionem, excursionem, & irruptionem faceret, atque ibi Mercatores, & vectores deprædaretur, aut detineret, homines occideret, vel abduceret, pecora abigeret, incendio sæviret aut alio quovis modo damnum & injuriam inferret, & patrato nefario scelere rursum se domum vel cum præda securus, vel fugiens insequentium manus; in hospitia consueta & solita diverticula reciperet; tum in eo Regno Præfecti illius Territorii, vel Districtus; & omnes Incolæ, totaque vicinitas, mox, ut à damnificatis & injuriatis seu quibusvis aliis hostem, prædonem, & communium Fœderum violatorem insequentibus commonefacti, evocatique extiterint, debeant læsis ferre opem, adesse in armis, fortiter & graviter insequi, & inquirere noxios, & turbatores Pacis publicæ & tranquillitatis. Et si sui tuendi causa, in aliqua Castra & Fortalitia, vel loca abdita, seu natura munita profugerint, acrius ac diligentius insistere, & ipsos & eorum hospites, socios, conscios, complicesque obsidere, oppugnare, & ita omnes ad deditionem urgere, ad debitum supplicium trahere, & ad restitutionem, recompensationemqua damnorum illatorum cogere teneantur. Si qui autem negligentiores & remissiores in differendo offensis auxilio & in prosequendo hostes & damnificatores sese exhibuerint, hi sciant, se indignationem nostram, & severam animadversionem irremissibiliter incursurus esse. Si verò contingeret, aut per subordinationem superioritatis, aut alios, qui per damnificatos atque diffidatos contra præmissos damnificatores, diffidatores, malefactores, receptatores, aut complices captivandos, sive etiam jam tunc captivos, & convictos, in alterutrius Regnum & Ditionem, pro imploratione Justitiæ mitti, iidem Imploratores non solum ad executionem Justitiæ, pro ratione delicti, cum omnibus in tali facto necessariis admitti, & provideri, verum etiam tam in loco administrandæ Justitiæ, quam in reditu ad propria, omnimode tuti atque assecurati esse debeant. Casu etiam quo in alterutrius nostrum Regno & Ditione, aliquis ex Nobilibus, aut aliis zelo honestatis, & studio supprimendorum publicorum malefactorum aut Jussu Magistratuum, aut motu proprio, hujusmodi publicos prædones & grassatores insequeretur, idque sibi à quoquam ut inhonestum exprobraretur, talis exprobratio, nulli cujuscunque status, ullam honoris sui discrimen, imminutionem, & præjudicium aliquod generare queat, sed exprobrator ad revocationem probi unà cum aliquali carceris punitione & restitutione impensarum cogi, atque læsum rogare debet,

Anno 1677.

ANNO 1677.

bet, ut sibi talem injustam imputationem propter Deum remittere velit.

Cum denique nostra Regnorumque & Provinciarum nostrarum maximoperè intersit, ut in Regnis & Dominiis nostris, bonam eandemque justam habeamus Monetam, quamobrem pro bono communi, utrioque curabimus, & efficiemus, ne illegitima, prava, & reproba Moneta, in Regnis & Provinciis nostris cudatur recipiaturque. Quod hac ex parte quidlibet inter nos incideret, agemus quantum opus fuerit, cum Ordinibus Regnorum, Provinciarumque nostrarum atque eorum assensu, Commissarios nostros utrinque deputabimus, qui habita ratione communium Regnorum, Provinciarumque nostrarum eas teneant, ineantque rationes, quibus vel eadem bonitate & valore utrobique Moneta cudatur, vel diversarum Monetarum, prout quævis vel melior, vel deterior reperta fuerit, justum semper pretium, æstimatioque constituatur. Id quod de sale utriusque nostrum in alterius Regna & Provincias educendo, pariter cautum esse volumus; Quod si tamen hæ res, vel altero vel utroque casu, inter communes nostros Commissarios transigi nequeant, tunc salvum liberumque semper utrique nostrum esse debere, & de Moneta & sale suo statuendi, id quod cujusvis ac Regnorum & Provinciarum suarum necessitas, utilitasque exegerit. Quæ omnia & singula matura Procerum & Consiliorum nostrorum deliberatione prævia Nos Imperator Leopoldus, & Nos Joannes Tertius pro Nobis & Successoribus nostris acceptamus, approbamus, & Regia nostra authoritate ratificamus per præsentes: Promittentes in verbo nostro Imperiali, & Regio & bona fide, sub onere Juramenti mediante præinserta Pactorum & Fœderum Capitula, in omnibus eorum Punctis, Clausulis, conditionibus & Articulis firma, rata, & grata semper habituros, ac sancte inviolabiliterque observaturos, nec non per Officiales & Subditos nostros, ac omnes quorum interest, pariformiter observari & manuteneri curaturos, dolo & fraude remotis. In quorum omnium robur, & evidens testimonium nos præfati Reges binas ejusdem tenoris Literas manuum nostrarum subscriptione, Sigillorumque appensione munitas ac cuilibet nostrum alteras consignatas expediri fecimus. Datæ in Civitate nostra Viennensi, & Arce Regia Varsaviensi die vigesimo quarto Mensis Aprilis, Anno Domini millesimo sexcentesimo septuagesimo septimo, Regnorum nostrorum Leopoldi Imperatoris Romani decimo nono, Hungarici vigesimo secundo, & Bohemici vigesimo primo. Nostri vero Joannis III. Poloniæ Tertio.

LEOPOLDUS. (*L.S.*) JOANNES. (*L.S.*)

QUapropter mandamus omnibus & singulis, cujuscunque status, conditionis & Dignitatis Subditis nostris, tam Dignitatibus & Officiis quibuscunque publicis, in Regno Dominiisque nostris fungentibus, quam etiam privatis, ut præinsertam Pactorum formulam integre, & inviolabiliter observent, secundum præscriptum illius controversias ac differentias quascunque definiant & sopiant, nullaque in re aut ipsi illi contraveniant, aut contravenire aliis permittant, sub gravi indignatione & animadversione nostra. In cujus rei fidem præsentes, Sigillo Regni nostri communiri jussimus. Datum Varsaviæ die Mensis Anno Domini MDCLXXVII. Regni nostri III. Anno.

CLXIII.

29. Mai. *Traité de Paix & d'Alliance entre* CHARLES II. *Roi de la Grande. Bretagne*, *& quelques Rois & Reines de l'Amerique Septentrionale*, *voisins de la Colonie Angloise de la Virginie*, *savoir la Reine de* PAMUNKEY, *la Reine de* WAONOKE, *le Roi de* HOTTOWAYS, *& le Roi de* NANEYMOND, *par lequel ils se reconnoissent tous Dependans & Tributaires de la Couronne d'Angleterre*, *avec promesse de lui donner tous les ans chacun trois Fléches Indiennes pour marque de leur sujetion. Fait au Camp Anglois de Middle-Plantation le* 29. *jour de Mai* 1677. Avec un MEMORIAL *de la solemnité observée dans la signature de ce Traité*, *& de l'exclusion de* PERICUHTAH *Roi des Appomatucks*. [Sur une Copie manuscrite.]

ARticles de Paix entre le très-puissant Prince, & nôtre redoutable Souverain Seigneur Charles Second par la grace de Dieu, Roi de la Grande Bretagne, de France, & d'Irlande, Défenseur de la Foi, &c. & plusieurs Rois & Reines dans les Indes, qui les ont approuvez & signez, faits & conclûs au Camp du Lieu nommé en Anglois, *Middle-Plantation* le 29. jour de Mai 1677. qui est le jour de la très-heureuse Naissance de nôtre dit Souverain Seigneur, & en la 29. année du Regne de Sa Majesté, par le très-honorable Herbert Jefferies Ecuyer, Lieutenant, Gouverneur de la Colonie de Virginie de Sa Majesté, où étoient présens les Honorables Jean Berry Chevalier, & François Morison Ecuyer, Commissaires de sa très-Sacrée Majesté, établis par des Lettres Patentes scellées du grand Sceau d'Angleterre pour les affaires de Virginie, & l'honorable Conseil d'Etat de ladite Colonie.

Comme ainsi soit que sa très-Sacrée Majesté ait de sa grace Royale, & de son propre mouvement, confié à mes soins & applications, le renouëment, la Négociation, & la conclusion d'une bonne Paix avec les Indiens, qui sont nos voisins; Dans cette vûë, & pour y parvenir, (de l'avis & assistance des honorables Jean Berry Chevalier, & François Morison Ecuyer,) J'ai fait dresser les Articles & ouvertures qui suivent, pour le ferme fondement, & le sûr établissement d'une bonne & juste Paix avec lesdits Indiens; & afin qu'elle puisse être sûre & durable, (fondée sur les fortes Colomnes de Justice reciproque) en leur confirmant leurs justes Droits, & en reparant les torts & dommages qui leur ont été faits, afin que par ce moyen, le Grand Dieu Tout-Puissant, (qui est un Dieu de Paix, & Amateur de Justice,) soûtienne & fasse prosperer nôtre Alliance & amitié mutuelle, on est par ces presentes convenu & demeuré d'accord de ce qui suit.

I. Que les Rois & Reines dans les Indes reconnoîtront d'oresnavant, qu'ils tiennent leur dépendance immediate, & doivent toute sujettion au grand Roi d'Angleterre, qui est à present nôtre redoutable Souverain, ses Heritiers, & Successeurs, quand ils payeront leur Tribut au Gouverneur de Sa Majesté, qui sera en Charge.

II. Que lesdits Rois & Reines dans les Indes, & leurs Sujets tiendront leurs Terres sur ce pied là, ce qui leur sera confirmé, & à leur Posterité, par des Lettres Patentes du grand Sceau de cette Colonie de Sa Majesté, sans être chargez d'aucuns Droits, gratifications, ou reconnoissances pour lesdites Terres, de la même sorte, & d'une maniere aussi libre, & aussi ferme, que les autres Sujets de Sa Majesté ont & tiennent leurs Terres & Biens, en payant seulement pour lesdites Terres, par chacun an trois Fléches Indiennes, pour, & au lieu de Rente Fonciere.

III. Que tous Indiens qui sont en amitié avec Nous & n'ont pas des Terres suffisantes pour faire des Planta en soient incontinent pourvûs; sur l'avis qui en sera donné, & qu'ils ne soient jamais troublez en la possession des Terres qui leur seront accordées, & confirmées, ainsi qu'il est dit ci-dessus, tant & si longuement qu'ils les tiendront, & qu'ils garderont & conserveront leur obéïssance & sujettion dûë à Sa Majesté, à son Gouverneur & à son Gouvernement, & de l'amitié & bien-veillance envers les Anglois.

IV. Comme par les mécontentemens réciproques, par les plaintes, jalousies, & craintes des Anglois, & des Indiens, causées par de violentes intrusions de plusieurs Anglois dans leurs Terres, contraignant les Indiens à tuer le Bétail, & les Pourceaux des Anglois, par voye de vengeance, par lesquelles violences, il y a eû des offenses, & injures, faites de part & d'autre, la Paix de cette Colonie de Sa Majesté a été grandement troublée, & la derniere rebellion malheureuse, a été par ce moyen commencée & grandement fomentée, ce qui a causé tant de ruine & de misére dans ce Païs, pour prévenir d'oresnavant, lesquelles injures, & les suites fâcheuses qui en pourroient arriver, autant qu'il nous est possible, on a conclû & arrêté par ces présentes: qu'aucun Anglois ne poutra semer, ni planter plus près que trois milles d'aucune Ville Indienne, & quiconque

ANNO 1677.

conque aura fait, ou fera aucune uſurpation, ſur les Terres des Indiens en ſera chaſſé, & on procedera contre lui, ainſi qu'il a été pourvû & ordonné par le preſent Traité de Paix qui fut fait, lors que l'honorable François Moriſon en étoit Gouverneur, & par l'Acte d'Aſſemblée fondé ſur ledit Traité.

V. Que leſdits Indiens ſeront dûëment protegez & défendus en leurs perſonnes, Biens, & Privileges contre tous les torts & injures des Anglois, & que ſur aucune rupture ou Contravention qui ſera faite, les Indiens qui auront été mal-traitez ſe retireront en premier lieu par devers le Gouverneur, & s'adreſſeront à lui, pour l'en informer, ſans s'emporter inconſidérément, ni bruſquement à aucun Acte d'hoſtilité pour en tirer ſatisfaction, lequel fera encourir telle punition à ceux qui auront de propos déliberé contrevenu à ces preſentes, ainſi que les Loix d'Angleterre ou de ce Païs l'ordonnent, & de même que ſi on avoit fait quelque tort ou injure à aucun Anglois, ce qui n'eſt que juſte & raiſonnable, puis qu'ils avouënt eux-mêmes qu'ils ſont ſous la Ligeance de Sa Majeſté très Sacrée.

VI. Qu'on ne mettra point en Priſon aucun Roi, ni aucune Reine dans les Indes, ſans un Decret ſpécial du Gouverneur de Sa Majeſté, & de deux perſonnes du Conſeil, & qu'aucun autre Indien ne ſera point emprisonné ſans un Decret d'un Juge de Paix, ſur une cauſe ſuffiſante d'empriſonnement.

VII. Que leſdits Indiens jouïront de leurs Libertez accoûtumées, de pêcher des Huîtres & du Poiſſon, & de recueillir ſur les Terres des Anglois du Tuchahoe, des Cuttenemons, des Avoines ſauvages, des Joncs, du Puckoone, ou quelques autres choſes que ce ſoit, pour le maintien de leur vie, qui ne ſoit pas utile aux Anglois. Bien entendu toûjours que premiérement ils aillent trouver quelque Magiſtrat public, de bonne réputation, & qu'ils s'informent du nombre qu'ils ſont, & de leur affaire, lequel ne leur refuſera point un Certificat en cette occaſion, ni en aucune autre qui ſera legitime, de ſorte qu'ils en faſſent un juſte rapport, quand ils retourneront; & qu'ils aillent directement vacquer à leurs affaires, ſans porter aucune ſorte d'armes, & ſans loger en la Maiſon d'aucun Anglois, une ſeule nuit.

VIII. Qu'on ne ſouffrira qu'aucun Indien Etranger vienne en aucune habitation Angloiſe, ſans qu'il ait en ſa Compagnie un bon Indien voiſin, avec un pareil Certificat, ainſi qu'il eſt dit cy-devant, & aucun Roi Indien ne doit refuſer d'envoyer un Sauf-Conduit à l'étranger, ſur aucun ſujet legitime de ſa venuë, & qu'aucuns Indiens ne pourront ſe peindre ni ſe deguiſer quand ils y viendront.

IX. Que tous les Rois & Reines dans les Indes Tributaires des Anglois ayant connoiſſance d'aucune Marche d'Indiens Etrangers prés des Quartiers, ou des Habitations Angloiſes, aillent incontinent trouver quelqu'un des plus proches Officiers de Milice, & l'informent de leur Nation, de leur nombre, de leur deſſein; & de la route qu'ils prennent.

X. Que s'il eſt neceſſaire, un parti convenable ſera incontinent detaché & envoyé par le plus proche Colonel de la Milice, pour aſſiſter, fortifier, & ſe joindre aux Indiens qui ſont de nos amis, contre aucune attaque, courſe, ou depredation ſur les Villes Indiennes.

XI. Que chaque Indien propre à porter les armes, des Nations voiſines, qui ſeront en Paix avec nous, ſera pourvû d'une telle quantité de Poudre & de Plomb, que le tres honorable Gouverneur jugera ſuffiſante pour aucune occaſion, & qu'il y aura un tel nombre d'Indiens prêts à ſortir avec nos Troupes ſur aucune marche contre les Ennemis, & qu'ils recevront telle paye pour leurs bons ſervices, qu'il ſera jugé à propos.

XII. Que chaque Roi & Reine dans les Indes auront un pouvoir égal de gouverner leurs Peuples, & il n'y en aura point qui ait plus grande authorité qu'un autre, excepté la Reine de Pamunkey à qui pluſieurs Nations diſperſées reconnoiſſent derechef de devoir leur ancienne ſujetion, & ſont convenus de venir s'établir ſous ſon pouvoir & ſon Gouvernement: Leſquels ſont auſſi par ces preſentes compris avec elle dans le préſent Traité de Paix, & doivent garder & obſerver la meſme choſe envers ladite Reine, en toutes choſes comme étant ſes Sujets, auſſi bien qu'envers les Anglois.

XIII. Que perſonne ne pourra entretenir ou garder aucun Indien du voiſinage des Anglois, comme Serviteur, ou autrement, que par permiſſion du Gouverneur: & qu'il paſſera une obligation, par laquelle il ſe rendra reſponſable de toutes les injures & dommages qui ſe trouveront eſtre faits à aucuns Anglois.

XIV. Qu'aucun Anglois ne pourra loger ni recevoir aucun Indien vagabond, ou fugitif, mais ſera tenu de l'envoyer au lieu de ſa demeure par voye de Paſſeport, de Juge en Juge, juſqu'en ſa propre Ville, ſous peine de payer autant par jour, pour l'avoir logé, qu'on en peut recouvrer par la Loi, pour avoir entretenu des vagabonds.

ANNO 1677.

XV. Qu'aucun Indien de ceux qui ſont en amitié avec nous ne ſervira pas plus de temps que les Anglois de meſme âge ſervent par acte d'Aſſemblée, & ne ſera point vendu comme Eſclave.

XVI. Que chaque Roi, & chaque Reine dans les Indes, viendront tous les ans au Mois de Mars, avec quelques uns des Principaux de leur Nation, rendre leur obeïſſance au tres-honorable Gouverneur de Sa Majeſté, au lieu de ſa Reſidence quelque part, qu'elle ſoit, & alors ils payeront en ce lieu-là le Tribut accoûtumé de vingt peaux de Caſtor, au Gouverneur, comme auſſi leur Rente fonciere ci-deſſus pour marque de reconnoiſſance qu'ils tiennent leurs Couronnes, & leurs Terres du Grand Roi d'Angleterre.

XVII. Qu'on aura, & prendra le ſoin neceſſaire à ce que ces Rois & Reines dans les Indes, les Principaux de leur Nation, & ceux de leur ſuite, qui viennent pour affaires publiques, vers le tres-honorable Gouverneur, le Conſeil, ou l'Aſſemblée ſoient pourvûs de Vivres, & de logemens aux depens du public, & qu'aucun Sujet Anglois ne leur pourra faire tort ou injure, ni les inſulter, ou offencer en paroles, ni par voyes de fait.

XVIII. Que s'il arrive quelque meſintelligence, ou rupture de Paix entre aucun des Indiens qui ſont en amitié avec les Anglois, d'abord que cela paroîtra & commencera, & avant qu'ils entrent en aucun acte d'hoſtilité, ou de Guerre ouverte, les uns contre les autres; ils s'adreſſeront au Gouverneur de Sa Majeſté, par la Juſtice & prudence duquel, on s'attend que les differens qui pourroient arriver entr'eux ſeront conciliez & appaiſez, & à la deciſion finalle duquel leſdits Indiens ſe ſoûmettront & conformeront.

XIX. Que pour prevenir les accidens & mépriſes frequentes cauſées par des interpretes infideles & corrompus, & pour plus grande ſeureté, ſatisfaction & advantage, tant des Indiens que des Anglois, il y en aura un de chaque Nation des Indiens de nôtre voiſinage qui puiſſe déja parler, ou puiſſe devenir capable de parler Anglois, qui ſera admis conjointement, avec ceux des Anglois, pour être leurs interpretes.

XX. Que les Indiens compris en ce Traité de Paix, rendront inceſſamment aux Parens & Proprietaires, ſes Enfans, Serviteurs, & Chevaux qu'ils leur ont pris & enlevez de temps en temps & qui ſont juſques ici demeurez entre les mains deſdits Indiens, ou qui les peuvent découvrir.

Que le Traffic avec leſdits Indiens ſera continué, limité, reſtraint, ou tenu ouvert, ainſi qu'il conviendra le plus, pour la Paix & tranquillité du Païs, ſur laquelle affaire, le Gouverneur conſultera le Conſeil & l'Aſſemblée, & la terminera à leur premiere rencontre.

Le Seing de la Reine de Pamunkey tant pour Elle FWt *que pour pluſieurs Nations Indiennes qui ſont de ſon obéïſſance.*

Le Seing de la Reine ꭎꭒꭎ *de Waonoke.*

Le Seing du Roi de Naneymond Indien.

Le Seing du Roi de Hottoways.

Le Seing du Capitaine Jean Weſt Fils JW *de la Reine de Pamunkey.*

Collationné à l'Original Témoin Thomas Ludwell Secretaire.

Memo-

ANNO 1677.

Memorial du 29. jour de Mai 1677.

QUe cet Instrument de Paix ayant été leû & expliqué à plusieurs Rois & Reines des Indes qui étoient lors presens (à la Cour, nommée en Anglois Middle-Plantation) par des Interpretes qui avoient prêté Serment de s'en acquiter fidelement, lesdits Rois & Reines des Indes, en ont signé & delivré les Articles à l'honnorable Gouverneur, eux s'estant mis a genoux, & ont reçû le duplicata signé & delivré de la part de sa Majesté du Roi, en la mesme posture à genou, baisant le papier de leur propre mouvement, à mesure qu'ils le faisoient passer de main en main l'un à l'autre, jusques à ce que chacun eût fait les mesmes signes de respect qu'ils portoient au même papier, pour marque de l'acceptation, tres-libre & tres-joyeuse de cette Paix concluë avec eux: dans le même temps, Pericuhtah Roi des Appomatucks étant lors présent demanda instamment qu'il fut reçû à signer ce Traité de Paix avec les autres; Mais comme il étoit soupçonné d'avoir commis soit lui ou ses Sujets quelques massacres, sur les Sujets d'Angleterre, de Sa Majesté, dont il y avoit des plaintes faites contre lui, il ne fut pas pour lors admis, ni compris en ce Traité de Paix, aussi ne doit-il pas jouïr du benefice du même Traité, jusqu'à ce qu'il se soit justifié de ce crime qu'on lui impute, & qu'il est accusé d'avoir commis depuis que les Commissaires de Sa Majesté étoient arrivez en Virginie, ainsi qu'on avoit été informé par des Gens dignes de foi: Laquelle exclusion donna une satisfaction generale aux Anglois, de trouver qu'on avoit fait une si juste inquisition du sang de leurs Compatriotes massacrez.

JEAN BRURY.

FRANÇOIS MOURSON.

CLXIV.

14. Juin. Receß zwischen Philipp Wilhelm Pfaltzgraff am Rhein/ und Christoph Bernhard Bischoffen zu Münster/ wegen der Cron Spanien/ vermöge sicherer Tractaten/ zu liefferenden Mannschafft. Geschehen Werden den 14. Junii, 1677. [Tiré de la Registrature d'Estat de la Chancelerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

C'est-à-dire,

Traité entre PHILIPPE GUILLAUME *Comte Palatin du Rhyn, Duc de Neubourg, &* CHRISTOPHLE BERNARD *Evêque & Prince de Munster, sur certaines Troupes qu'ils doivent fournir à la Couronne d'Espagne en vertu de leurs Traitez. A Werden le 14. Juin 1677.*

VOn Gottes Gnaden wir Philipp Wilhelm Pfaltz-Graff bey Rhein/ in Bayern/ zu Gülich/ Cleve/ und Berge Hertzog/ Graf zu Veldentz/ Sponheim/ der Marck/ Ravenspurg/ und Mörs/ Herr zu Ravenstein/ thun hiemit kund und zu wissen/ was massen wir mit dem Hochwürdigen Fürsten/ Herrn Christoph Bernharden Bischoffen zu Münster/ Administratorn zu Corvey/ Burggrafen zu Stromberg des Heil. Röm. Reichs-Fürsten und Herrn zu Borckelohe/ nachdeme so wohl seiner Liebden/ als wir/ uns bereits vorhero bey gegenwärtigen gefährlichen Conjuncturen/ und noch anhaltenden verderblichen Kriegs-feuer/ mit der Cron Spanien zu deroselben/ dann zu forderist Ihro Keyserl. Majest. des Reichs und der gemeinen sachen dienst/ jeden Theils ad partem alliirt/ und zu liefferung sicherer Mannschafft verbunden/ uns sothaner Conjunction halber/ aus veranlassung der mit seiner Liebden schon von langen jahren her jederzeit gepflogenen Freund-nachbarlichen guten verständnus dahin vereinbahret/ wie in hiernach gesetzten Receß von Worten zu Worten mit mehrerm folget.

I. Gleichwie man sich vorherberührter massen bereits jedes Theils absonderlich mit der Cron Spanien gegen dero Ihr Keys. Majest. des Reichs und der gemeinen sache Feinde/ mittelst aufgerichteter sicherer Tractaten verknüpffet/ und alliiret/ auch gewisse Mannschafft zulieffern versprochen/ also hat es dabey sein ungeendertes verbleiben/ und solle durch diese zusammentrettung deren das geringste nicht immutiret/ noch erwehnten Tractaten derogiret seyn/ gestalten dann auch

II. Zweitens/ zu einfolg selbiger Tractaten/ sowohl wir/ als seiner Liebden unsere jedes Theils ad partem versprochene Mannschafft gehörig liefern/ und mit deeselben/ wie es entweder zu der Cron Spanien dienst in selbigen Niederlanden/ oder aber wo es sonsten mit Ihr Keys. Maj. und der Cron Spanien gut-befunden/ nöthig erachtet werden wird/ auf vorhero mit uns beederseits hierüber gepflogene Communication operiren lassen wollen.

III. Dafern auch drittens Ihre Keys. Majest. und der Cron Spanien lieb sein würde/ daß sowohl seiner Liebden/ als wir/ über unsere vorhin ad partem allschon versprochene Mannschafft annoch jeden Theils eintausent Mann/ und also seiner Liebden zehentausent/ wir aber sechs tausent Mann stellen solten/ bleiben wir hierzu erbietig/ dergestalt jedoch/ daß wegen dieses superplus auch einem jeden mit gebührenden Subsidiis über dasjenige/ so wegen der vorhero zulieffern übernahmener Mannschafft verglichen worden/ zustatten gekommen werde; deswegen jeder theil nach seinen besten gutfinden alsdann mit der Cron Spanien sich zuvergleichen.

IV. Und weilen also viertens/ wir beyderseits zu der Cron Spanien/ zuforderist Ihr Keys. Majest. auch des Reichs und der gemeinen sach dienst einen zweck und gantz einmüthiges absehen führen/ also wollen wir auch suchen/ daß unsere beyderseits zulieffern habende Mannschafft jedesmahls in einem Corpo, und bey einerley operation beysammen stehen/ und verbleiben mögen/ gestalten dann auch/ und dem

V. Fünfftens seiner Liebden sich mit der Cron Spanien dahin verglichen/ daß dero Völcker unter der Spanischen Niederlanden Gubernatore, oder selbiger Cron der ends habenden General operiren sollen/ als wobey es sein ungeendertes verbleiben hat/ wir ebenmässig einsulassen/ unsere zulieffern habende Mannschafft/ unter sothanem Gubernatore/ oder General/ und dessen Commando in zeit wehrender Campagne operiren zulassen/ wie auch in den Winter-Quartieren/ die Direction, und das Commando über eines jeden Volcker/ bey uns und seiner Liebden/ auch eines jeden Generalstaat verbleibt.

VI. Da auch sechstens/ von und mit der Cron Spanien gut gefunden werden solte/ daß diesem conjungirenden Corpo ein Kayserlicher General præficirt werde/ und solcher uns beyderseits ebenfals angenehm und beliebig sein wird/ solle es zu beyden theilen gleiche meinung haben/ wie in erst verstandenen Fünfften Articul begriffen.

VII. Siebentens/ und gleich wir beyderseits in der getröstesten zuversicht stehen/ es werde sowohl die Cron Spanien/ als zuforderist Ihr Kays. Majest. diesen unsern hierin fals wohl- und treu meinenden eifer nicht nur approbiren/ sondern auch erkennen/ und mithin zu desto besserer und kräfftiger auswürckung dieser unserer zu Ihrer Kayserl. Majest./ des Reichs/ auch der Cron Spanien/ und der gemeinen sachen dienst führenden intention, uns ihr obberührte unsere Mannschafft mit nöthigen Winter-Quartieren/ nebenst befreyung unserer eigener Lande zustatten kommen. Also wollen wir insgesamt Ihr Kays. Majest. dahin unterthänigst suchen zuerbitten/ damit uns die in hiebey gelegter specification begrieffene Oerther zu den Winter-Quartieren/ als ohne welche uns allerdings unmöglich fallen würde/ offtberührte Völcker zuliefern/ zu unterhalten und conserviren/ vor sothane unsere Völcker allergnädigst angewiesen/ und zugestanden werden möchten. Welchem nach

VIII. Achtens/ und da Kays. Majest. wie wir gäntzlich verhoffen/ uns hierinnen allergnädigst deferiren/ die von deroselben einwilligende/ oder anweisende Winter-Quartier zwischen uns beyderseits nach proportion eines jeden Mannschafft/ auch wo es einem am besten gelegen/ abgetheilet/ und deswegen gehörige vergleichung geschehen solle/ mit dem fernern anhang und versprechen/ daß/ da ein theil in solchen seinen von Ihr Kays. Majest. einwillig- und anweisenden hybernis, oder aber in eigenen Landen von andern mit eigenmächtigen Einquartieren (weilen/ wann schon anderweits die hyberna assigniret/ man dagegen oder in eigenen Landen leiden solte/ die sublevation der Miliz ebenfals dahin fallen würde) turbiret werden wolte/ einer dem andern dagegen mit obiger Mannschafft kräfftiglich assistiren/ und guarantiren helffen solle.

IX. Neuntens ist verglichen/ daß dieser Conjunctions-Receß so lang seine krafft haben/ und verbündlich sein solle/ als dieser Krieg wird dauern.

X. Zehents. Im fall auch einige andere Chur- und Fürsten ohne unterscheid der Religion diesem unserm Corpo mit Ihren Völckern beyzutretten/ sich anmelden/ und Ihr Keys. Majest. solchen beytritt/ allergnädigst approbiren/ auch denenjenigen/ welche mit Ihrem vorwissen und Consens accediren/ etwa in Ihren Landen die befreyung von passiv-Winter-Quartieren verwilligen würden/ wird uns beyderseits nicht zuwieder sein/ auch selbige beytrettende Chur- und Fürsten/ dafern gegen Ihr Kayserl. Majest. allergnädigste intention und bewilligung von jemand sie in Ihren Landen gewaltthätig überzogen/ und mit eigenmächtiger Quartiers-nehmung angefochten werden wolten/ nach proportion der Mannschafft so ein jeder beytrettender zu diesem Corpo liefern wird/ bey zustehen/ und bey der von Ihr Kays. Majest. ertheilender allergnädigster befreyung manuteniren zuhelffen.

XI. Und weilen eilfftens wir alles und jedes/ so in diesem Conjunctions-Receß begriffen/ bloßlich zu Ihr Kays. Majest.

ANNO 1677. Ratification und genehmhaltung ausstellen / also wollen wir beyderseits solches durch unsere zu Wienn subsistirende Ministros und Räthe Ihr Kays. Majest. unterthängst vortragen, und dero allergnädigste resolution darüber erbitten lassen.

XII. Zwölfftens. Inmittelst haben wir in omnem Eventum beyderseits diesen Conjunctions-Recess also eingegangen / massen da Ihr Kays. Majest. genehmhaltung darzu kommet / derselbe allerdings kräfftlich / und verbündlich seyn / auch zu beyden theilen unverbrüchlich gehalten werden solle. Urkund haben wir dieses eigenhändig unterschrieben / und mit unsern geheimen Cantzley-Secret betrucken lassen. Actum Werden den 14 Junii 1677.

Philipp Wilhelm. (L.S.)

CLXV.

Sept. *Instrumentum Turcicum Pacis renovatæ & confirmatæ inter* MAHOMETUM IV. *Turcarum Sultanum & Regem ac Rempublicam* POLONIÆ, *quâ Podolia & Ukrania Turcis relinquuntur; Munus verò annuum, 22. millia aureorum, Portæ Ottomannicæ olim pensitatum ab ipsa Polonis condonatur. Datum in Campo Danovæ Bassæ in plenilunio Septembris anno* (†) 1098. [JEAN CHRETIEN LUNIG, Negotiorum Publicorum pag. 392.]

SCythis *Liphis* dictis, qui in Regno *Poloniæ* sunt, illis, quicunque suâ voluntate in Ditionem Imperialem migrare voluerint, in termino unius Anni nemo Polonorum impedimento sit, ut cum Familiis & suppellectili exeant, & nullâ molestiâ afficiantur. *Podoliæ* Regnum totaliter secundum antiqua Confinia subjaceat Dominio meo, & Oppida *Bar* & *Miedzibor*, in quibus adhuc sunt Militiæ Polonicæ; ista duo Oppida eductis Polonicis Militiis restituantur. Et antehac, cum prædicta Oppida in potestatem *Bissarmanorum* redacta sunt, in ipsis quot tormenta fuerunt, iterum relinquantur, posteà verò quæ à Regionibus Polonicis allata quæcunque fuerint, accipiant. Et iterum & Incolis prædictorum Oppidorum quicunque propriâ voluntate abire voluerint, abeant; qui verò manere voluerint ne illis molestia fiat; Et pro *Podoliæ* Regione, prout declaratum & expressum est in Sacris Capitulationibus antehac concessis, quando de Limitibus & Confiniis Regionis *Podoliæ* acciderit Controversia quæpiam, ex consensu Gubernatorum constitutis ab utraque parte hominibus & cum Senioribus pro rectis Viris & Habitatoribus utriusque Confinii ad locum euntibus in limite cujusque Ditionis & Confinii esse controversum locum, numero copiosa præstans multitudo testabitur, illo testimonio res determinantur. Descripta Regione *Podoliæ* ex illis nullius Polonus, qui ab antiquo habebant Oppida & Pagos (etiamsi spirituales fuerint) quicunque in confiniis manere voluerint Oppidorum & Villarum in manibus eorum antea existentium, Tributa & Legales decimæ aliæque Contributiones compositæ definitæ à manibus illorum Nobilium accipiantur, constituta & portio pro ipsorum sustentatione sufficienti condonetur ipsis. Et ipsi & Filii ipsorum immunes & exempti & quousque in infidelitate non deprehendentur, nequaquam hoc munere priventur, & contra Justitiam molestiâ non afficiantur. Et si collectio Liberorum mandabitur, ex ipsis & illorum Subditis nemo colligatur, & in Oppidis præter illas Ecclesias, quæ in Moscheas & in Templa transformatæ sunt, illis quæ in manibus illarum sunt confirmatæ Ecclesiis nequaquam congestio fiat, & molestia inferatur, & in Exercitiis absolutæ suæ Religionis, sicuti reliquis confinianis Subditis licitum est, nec molestentur, prout in Sacris Capitulationibus exprimitur.

Pariter in Regione *Ukrainæ* excelso Imperio parentium *Cosacorum* Nationi tribuetur; Prædictæ Regioni nulla omnino ab illis fiat prætentio & ingestio, sed tantummodo in limitibus *Ukrainæ* sita prope Fluvium *Borysthenem* Oppida *Bialacerkiew* & *Pabolocz*, cum in potestate illorum, cumque duo ista Oppida secundum sua antiqua Confinia ab antiquo cum attinentiis & Districtibus suis à Regia Majestate mea illis donentur, maneant ibidem in ipsorum potestate & Dominio, attamen ne isto prætextu extra Limites duorum dictorum Oppidorum ad palmulum Terræ ne se ingerant, neve prætensionem aliquam faciant, & posthac constituto à Fulgidissima Porta meo Commissario & Regionis *Podoliæ* juxta antiquos suos Limites & Confinia, & in *Ukrania* prædictorum duorum Oppidorum, quæ manebant in potestate illorum, nempe *Bialacierkiew* & *Pabolocz* quoque juxta antiquos illorum Limites Confinia & Limites illorum describantur & constituantur. Et qui propter Mercaturam, negotiationem & lucrum cum Mercibus, rebus propriæ Regionis in Ditionem Imperialem exeunt Mercatores, postquam juxta antiquam normam Mercium Gabellas solverint ad amussim, contra Justitiam & consuetam normam ne molestentur, sicut à Mercatoribus antiquorum Confœderatorum Principum *Characz* non accipitur, pariter à Mercatoribus Polonis quoque ne *Characz*, hoc est, Tributaria contributio exigatur. ANNO 1677.

Et cum antehac tempore Pacis illorum Religionis in Civitate *Hierosolymitana* mansiones habere consueverint, juxta veterem formam in quibus ab antiquo Sedem habere consuetum sit locis, Sedem habentes nullus impedimento sit. Et posthac sine Edicto meo Sacrosancto ab Exercitu Divina ope defenso & *Crimensibus*, *Ockrakoriensibus*, *Nahaeensibus*, *Scythis* & *Cosaccis*, & *Transylvaniæ*, ne Militiæ in *Polonicam* Ditionem invehantur, ne hostilitatem agendo populationem exerceant, & è Subditis *Poloniæ* quicunque in *Podoliam* venientes habitare voluerint, ne impediantur, sed hac conditione, ut justa consuetam normam Decimas Legales & alias Contributiones meas solvant, nemo illis sit impedimento, ut cultu Terræ vitam sustentent.

Et cum antea singulis annis exhibendo solio meo Imperiali promissa fuerunt nomine muneris 22000. aureorum, Celsissimi Domini *Crimensis Hani* intercessione remissa & condonata fuerint, præter illorum aureorum Punctum, Oppidorum *Bialacierkiew* & *Pabolocz*, quæ illis donata sint, omnia Puncta antea ad Oppidum *Bucpacz* concessarum ipsis sacrarum Capitulationum tenore contenta in suo vigore confirmata ut conserventur, diligentia adhibeatur.

Et constitutis ab utrinque selectis & præstantibus Viris juxta testimonia seniorum & protectorum Regionis habitantium *Podoliæ* & *Ukrainæ* Limites construantur, Rectores Gubernatores utriusque Partis in extremis Limitibus constituti judicent, & dirimant lites attinentes ad fundos. Si Incolæ qui tempore capti *Caminieci* illic manserant, cum postea educti & alio translati fuerint, qui velint iterum in Podolia maneant & habitent.

Et cum tempore capti *Camenecii*, qui manserunt Subditi posteà illis alio traductis Ecclesiæ illorum derelictæ fuerint, & Subditis Latinis qui tempore capti *Camenecii* illic non manserint, illis qui imposterum *Camenecii* manebunt ex Ecclesiis antea concessis & derelictis ipsis una lapsa Ecclesia concedatur, & in Oppido *Bar* ex Ecclesiis postquam Moschea constituta fuerit, Subditis Latinis ibidem morantibus concedatur una solum Ecclesia, si concessa Ecclesia destructa fuerit, juxta antiquam positionem & formam in erectione & ædificatione ipsius ne impediantur.

Pariter in Oppido *Miedzybor* & *Jaztowick* postquam constituta fuerit Moschea, ibidem manentibus Latinis Subditis singulæ Ecclesiæ concedantur, si destructæ fuerint, in ipsarum ædificatione & constructione nemo impedimento sit. Et *Dantiscanæ* Naves omni securitate in Mari Mediterraneo navigantes, postquam juxta consuetam & veterem formam Telonia solverint, contra Pacis Jus & Justitiam ne capiantur neve molestentur.

Et in Regione *Podoliæ* Bassa Gubernator unus sit, & in *Podolia* Bey & Gubernatores, nec è *Liphorum* nec ex aliorum *Tartarorum* Nationibus eligantur, *Lipkæ Scythæ* nec in *Podolia* nec in loco prope Limites collocentur. Et in Sacris antea concessis Capitulationibus, quæ præscriptis hisce conditionibus adversantur Puncta dempta & resecata sunt, quæ verò conformia sunt, in suo pristino vigore confirmantur. Quousque à parte *Regis Poloniæ* & à D. Gubernatoribus & Capitaneis & à Subditis ipsius & reliquis quibuscunque attinentibus ad ipsum Fortalitiis sitis in Confiniis ope Divina protectis, & Civitatibus & reliquis subjectis Ditionibus meæ Imperialis Pagis & Locis & Villis, nulla omnino ratione invectio & ingestio fiat.

RE-

(†) Cette Date est absolument fausse. Elle répond au Mois de Septembre 1687, & en ce tems là les Polonois etoient en pleine Guerre avec les Turcs. Peut être faut il lire 1088. ce qui reviendroit au Mois de Septembre 1677. On le range sous cette date, faute de savoir où le mieux placer. Il ne convient cependant pas assez à celui du 16. Octobre 1676. pour en être la confirmation. (OBS.)

ANNO 1677.

REGIS POLONIÆ Regionibus, Fortalitiis, & Civitatibus & reliquis Pagis & Villis à parte Regiæ Majestatis & à Magnis Viziriis & esimiis Gubernatoribus & honoratis Rectoribus & Militiis victricibus *& Moldavicis & Dobryzensibus & Scythis Bialogrodensibus & Thesmensibus & Borysthenensibus* & aliis Regionibus Polonicæ Ditionis nullum damnum inferatur.

In locis transitoriis *Thyræ* & quibuscunque aliis fiat custodia à Gubernatoribus illarum partium, si in custodiendis transitibus negligenter & incuria geretur, deponantur & suis priventur Officiis & puniantur, & quod honorarium Celsissimis *Hanis Crimensibus* in renovatione Pacis promissum fuit, postquam singulis debito tempore missum hominibus ipsorum redditum & consignatum fuerit, *Hanus Crimensis* quoque amicitiæ & benevolentiæ vinculo obligatur conditionibus juxta antiquam formam satisfaciat, & respectum habeat, & nullum damnum qualicunque modo ab *Hano & Galga Soltano* & reliquis *Mursis* Regno Poloniæ inferatur, & quando contra Majestatem Polonam inimicus aliquis insurget, *Hanus* quoque cum Exercitibus *Tartarorum* auxilium ipsi præstet & suppetias ferat. Et quando à Majestate mea Bellum ab aliqua parte geretur, & *Hanus* aut *Galga Soltanus* aut *Mursa* cum *Tartarorum* Exercitibus Bellum inire deberens, ne per Ditionem Poloniæ transeant, ab antiquo per quæ loca transire consueverint, sursus per illa loca transeant. Et post concessionem hujusce S. Capitulationis si *Tartari* aut *Moldavi* quippiam in Ditionem Poloniæ invecti populationes exerceant, aut Captivos rapiant, quando à Majestate Poloniæ Nuntius mittetur, talium Captivorum nullus in Ditione mea Imperiali teneri permittatur, & nemo illorum qui huc spectat in Regno Poloniæ vendatur.

Præterea quando verò ex extraneis partibus aliquid, aut aliis Bello contingere necesse fuerit, ut ipsa Majestas Imperialis personaliter eat, aut Dux constitutus Exercituum victorum & Palatinis *Vallachiæ & Moldaviæ & Transylvaniæ* per contradictionem illis hostibus Bellum gerat; Quando ab hoste missus Internuntius à Rege Poloniæ auxilium quæret, REX POLONIÆ propter sinceritatem & efficacitatem & executionem Amicitiæ & Correspondentiæ tum erga Solium Imperiale suis Exercitibus & opibus ne hostibus meis opem ferat, & si quis ab hoste meo missus in Ditionem Regni Poloniæ Exercitum colligere quærat, illum impediat, & facultatem ne concedat, & Senatoribus & Capitaneis ipsius & aliis si qui propria voluntate ut ferrent auxilium hosti meo, abire voluerint, ne sinat eos, neve occultè vel manifestè illis veniam concedat.

Cum *Transylvanicum Regnum* meum sit Aviticum & Hæreditarium cum pluribus *Transylvaniæ & Ungariæ* Regibus, qui hucusque sinceritatem habent, amicitiam exerceant, in partibus quoque *Transylvaniæ* si hostis meus manifestetus, à *Majestate Polona* nec occultè nec manifestè auxilium præstetus hosti meo. Et si Princeps *Transylvaniæ* aut *Woiewoda Wallachiæ & Moldaviæ* & alii quippiam culpati transfugiant in Regnum *Poloniæ*, tales non admittantur, sed propter respectum amicitiæ & correspondentiæ devinctos illos Compedibus ad Solium Imperiale transmittat, hac ratione meo Amico Amicus & Inimico meo sit Inimicus.

Et in præsens & in utroque Dominio amicitia crescat; Subditi Ditionum Poloniæ per Fluvium *Tyræ* in Portum *Bialogrodensem* Merces affluentes aut Mercaturas exerceant cum postulatum sit, tales qui nullum Ditioni meæ damnum meditentur, pacatè & propter Mercaturam venientes ne impediantur & *Rege Poloniæ* permanente in amicitia erga meum Solium Imperiale, *Woiewoda Moldaviæ* quoque juxta consuetam ab antiquo cum Regibus Poloniæ amicitiam exerceat.

Et antea tempore Pacis qui è Polonis in Captivitatem rapti sunt, & perseverantes in Christianismo, aut transiverint in Mahometismum quando è Polonia venerunt, aliqui, ubicunque illos invenerint in Ditione Imperiali dato Dominis ipsorum Juramento de pretio Emptionis ubi præstitum constiterit, pluris ne redimantur, Et postquam pretium solutum fuerit, nemo impediat, ut illos in propriam Regionem ducant. Verùm si quis ab illis Captivis in Mahometismum conversi fuerint, ne de illis prætensio fiat, sed conserventur in illo eodem statu.

Et post concessionem SS. Capitulationum utrinque qui in Captivitatem capti sunt, sine pretio liberentur, & Legati & homines utriusque Dominii Parentibus ne egeant, sed Literæ permanentes, nulla ipsis molestia, neque opibus ipsorum damnum inferatur, & Mercatores utriusque Mari & Terra per Loca & Portus consuetos transeuntes & permanentes, ubicunque morati fuerint juxta consuetam normam solventes Telonia quæcunque fuerint ne alia vexatione afficiantur, aut damno in opibus aut Mercibus suis.

Et si qui è Mercatoribus Poloniæ in Ditione mea Imperiali mortui fuerint, ne ipsorum quoque Merces usurpentur à publico Fisco, sed Societatis Antesignano & Principalibus ipsius reddantur, ut ipsi quoque Hæredibus ipsorum reddant

Et si quis è Mercatoribus utriusque Dominii aut mutuo datæ aut acceptæ pecuniæ, aut Emptionis, aut venditionis lites habeant, & qualescunque alio modo, ad Tribunal cum adversario suo sisteretur, ubicunque erit, aut hic aut illic, Judices locorum illorum accuratè & summa inquisitione faciant, & quod probatum fuerit debitum & justum postulatum, ut solvatur constringant, nevè permittant, ut contrarietas & resistentia fiat, sed sedulò executioni committant, sed sine probatione debita & legitima Judiciorum forma, contra Jus nemo utriusque Dominii propter alterius debitum molestetur, & si quis molestiam inferre voluerit, cohibeatur

In litibus stipulationum & pecuniæ sine legitima probatione & testimoniis ne molestetur, antequam videantur & legantur, quæ in manibus eorum scripta sunt obligatoriè, & testationis Judicum & Notariorum publicorum legitimæ, solis falsis testimoniis injustæ petitioni & pravis litibus ne fides præstetur, neque quodpiam fiat, & omninò Judices utriusque Dominii adhibita cura & diligentia antequam controversæ rei statum & litis conditionem juxta suam originem & veritatem comprehendant, illegitimæ lites ne audiantur.

Et pariter si à Latronibus & Grassatoribus cujuspiam opibus & vitæ damnum inferatur, Judices illorum ubicunque sint interveniant, & summa severitate puniant, & ablata Latrocinii Dominis ipsorum restituantur.

Et venientes Legati propter amicitiam ne cohibeantur, salvè & immuniter possint ire & redire, & quando in Confinia venerint, allocientur custodibus, & in utroque Dominio ita eadem ratione practicetur.

Et *Silistrienses & Bialogrodenses* Confinarii & Portus Telonarii & Decimatores, & Tricesimatores, & quicunque alii è Ministris & servis Dominii mei propter Tricesimatores Dominii utriusque aliis ne permittantur ire trans Fluvium *Thyræ*, & si apud Viatores utriusque Dominii aut venientes aut abeuntes Captivi deprehendantur, abducti è manibus eorum restituantur Patriæ & libertati, & Pastores qui in Ditionem Poloniæ accedunt, notificent Judicibus locorum se, & pecora sua, clam ne accedant, & Pastorium justum solvant; Tales autem postquam se notificaverint, si quæ pecora ipsorum amittantur, locorum Judices interveniant & restituant. Et venientium & abeuntium equi ne rapiantur in Posta & in itinere, ne *Janzeri* aut aliqui equos illorum arripiant, & Negotiatores & Mercatores post solutionem Telonii & consuetorum nihil plus solvere cogantur, & ne illis superfluitates imponantur hucusque, & quod solvere consueverint, illud idem solvans, & nihil insuetum fiat; Et Subditi Poloniæ *Armeni & Christiani in Moldavia* & in alia loca Ditionis Imperialis, ut Mercaturas suas exerceant, ne clam & per desertas vias veniant, per consueta Mercatoribus itinera si aliquod damnum talibus Mercatoribus in vita & opibus inferatur, puniantur severissimè rei & culpati, & Mercatores sinceri & sine fraude venientes ne vexentur postquam solverint practicatum Telonium.

Et imposterum sicut Imperium meum, & dies gloriosi mei Dominii usque ad ultima secula indeficienter permanebunt, ita semper supradictarum Capitulationum virtute id omne quod in ipsis continetur executioni irrefragabili mandabitur, & eo Pax & bona Correspondentia in æternum confirmabitur & honore debito elevabitur. Et quamdiu à Rege Poloniæ suis Centurionibus Palatinis & alia gente Ipsi submissa nihil contra Pacem & concordiam proveniet, quod juratis Pactis & Articulis immutationem afferre possit, & quamdiu etiam Ipsi honorem Existimationi, Jus Amicitiæ & Pacis habebunt, etiam *à gloriosa Porta meæ Majestatis Imperialis Juramentum adhibeo & protestor per Excelsum Deum Creatorem Cœli & Terræ, & per miracula Mahomet Mustaffa summi Prophetæ* (*qui est Sol aliorum seculo-*

Anno 1677. *enlorum, supra quem sit Pax Majestatis Divinæ) protestor, inquam, quod ex juratis Articulis nec minimum Punctum transgrediar, nec super ipsis ullum in modum interveniet difficultas ulla, sed quod Pax & Unio confirmabitur & stabiletur, quantum gloriosi & fulgentis mei Imperii infinitum tempus permanebit, istæ Capitulationes stabiles & indissolubiles exsistant, & omnes Subditi & dependentes illius Regni perfecta quiete* sub umbra meæ protectionis gaudeant. Sic res sciatis, & fidem huic nobili signo præstetis.

Datum in Campo Danovæ Bassæ, in plenilunio Septembr. Anno 1698.

CLXVI.

Dec. *Articles du Traité fait au Mois de Decembre 1677. entre* D. MANUEL DE LIRA, *Envoyé Extraordinaire d'Espagne, & Messieurs les Deputez de L. H. P. les Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES, *pour l'envoi d'une Escadre dans la Mer Mediterranée.* [C'est la Traduction d'une Copie Espagnole tirée des Archives de l'Ambassade d'Espagne à la Haye, & qui avoit été dressée pour le Roi Catholique. Mais l'Original étoit François, & il paroît que la Traduction Espagnole n'avoit pas été faite mot à mot.]

I. CEt Armement sera fait & pourvû pour le tems de huit Mois, & consistera en six Vaisseaux de soixante-quatre à quatre-vingt Pieces de Canon; six de soixante à septante, six de quarante quatre à cinquante quatre, six Pataches de dix à seize Pieces & deux Fregates de Provision de vingt six à vingt huit Pieces; avec six Brulots équipés & montés tous ensemble de six mille Mariniers, de mille trois cens Pieces de Canon, & pourvû pour huit Mois de toutes les Munitions de Guerre & de bouche necessaires.

II. Que pour les Fraix de l'Armement & de l'entretien de cette Escadre, on payera de la part de Sa Majesté Catholique, en premier lieu, & à une seule fois, soixante deux mille Florins monnoye contante de Hollande, pour l'achat & l'équipement de six Brulots, la République n'en ayant pas presentement dans ses Arsenaux; Ensuite il sera payé de la part de Sa Majesté Catholique quatre vingt-huit mille Patacons par Mois, faisant deux-cens vingt mille Florins; A laquelle Somme la Province de Hollande ajoûtera chaque Mois quarante mille Florins; qu'elle veut donner gratuitement pour le service de la Monarchie & pour le bien commun; & cela pour le tems susdit de huit mois, pendant lequel ladite Flotte sera employée, & sous condition que si l'Armement est continué au delà de ce terme, les susdites Sommes seront aussi continuées, & exactement payées de Mois en Mois.

III. Mais en cas que Dieu nous favorise par la reduction de Messine, ou par le Don de la Paix, ou que par d'autres raisons, la continuation de cet Armement cesse d'être necessaire avant l'expiration de huit Mois; on conviendra à l'amiable de cette diminution de tems, à proportion des frais qui ont été faits pour l'Armement & pour l'achat des Provisions; & on reglera au retour de l'Escadre dans ces Ports, ce qui devra être bonifié, ou rabatu par lesdites considerations.

IV. Qu'attendu les premieres dépenses d'un Armement si considerable, & qui doit être pourvû des provisions necessaires pour un si long-tems, ledit Sieur Envoyé extraordinaire fera payer aux Colleges de l'Amirauté quatre Mois entiers à compte de la Solde des Capitaines & Officiers, & des Provisions qu'ils devront faire embarquer sur leurs Vaisseaux.

V. Que les Mois suivants seront payés par avance Mois par Mois, en argent de Banque, avec plus d'exactitude que par le passé; & qu'il sera donné là-dessus des sûretés en ces Provinces, afin que ni par delai des soins necessaires, cette Escadre ne se trouve point exposée aux Inconvenients que l'on a ci devant experimentés.

VI. Que les Mois commenceront à courir dès le . . . . . attendu qu'il conste que déja auparavant la plus grande partie des Navires étoient équipés, & que l'on sait que le delai de la partance de l'Escadre n'a été causé que par les vents; & non par aucune omission ou negligence des Amirautés; Du reste, ces mêmes Mois cesseront lors que l'Escadre sera de retour en ces Ports, & qu'on licentiera l'Equipage.

Anno 1677.

VII. L'Escadre ainsi constituée, sera commandée, sous le Pavillon des Provinces-Unies, par l'Amiral Corneille Everlen, mais étant jointe à l'Armée Royale d'Espagne, ce sera le Général de celle-ci qui commandera, dans la supposition qu'il sera d'un plus haut degré que l'Amiral Everfen

VIII. Que dans les Conseils & Jointes de Guerre qui se tiendront sur les Operations Militaires, & dans les autres Conferences de cette nature, les Chefs Hollandois y auront voix & seance comme il se pratique en semblables occasions; Que l'on observera une bonne Discipline dans toute l'Armée, & que l'on usera dans les Navires Hollandois des Articles dont on use ordinairement dans les Flotes de la République.

IX. Que les Navires de Guerre, ou armés en Guerre qui se prendront, appartiendront entiérement à ceux qui les auront pris, mais que les Prises Marchandes seront partagées la moitié pour le Roi Catholique, & la moitié à la disposition de l'Amiral de Hollande.

X. Que les Malades & blessez Hollandois seront logés & traitez dans les Hôpitaux du Roi Catholique aux dépens de Sa Majesté, & qu'ils seront visités librement par leurs Officiers, selon qu'il plaira à l'Amiral de l'Escadre Hollandoise.

XI. Qu'en cas que ladite Escadre ait besoin de quelques Mats, ou Agrez de Navires, on les lui fournira des Magazins de Sa Majesté, sans qu'elle soit obligée de les payer sur le champ en argent, mais seulement de les restituer en semblable espece le plûtôt que faire se pourra, & au même lieu, où on les aura reçus.

XII. Que si dans les Quartiers où ces Forces doivent agir, les Officiers avoient besoin de quelque argent pour assister leurs Gens, ou pour reparer leurs Navires, on leur donnera par ordre, & à compte de Sa Majesté les Sommes qu'ils demanderont, lesquelles aussi seront passées à compte en Hollande sur les Mois accordés de la part de Sa Majesté, & cela en produisant seulement les Reçus que lesdits Officiers Hollandois en auront donnés, chaque Patacon ou Reale de huit d'argent d'Espagne, étant comptée pour cinquante Sols monnoye de Hollande.

XIII. Qu'en cas que l'on eut besoin en cette Flotte de quelques Vivres, on les fournira dans les Places de Sa Majesté aux Officiers Hollandois, au même prix qu'aux Naturels du Païs, sans les obliger à aucuns Droits de sorties de Traite.

XIV. Que cette Escadre Hollandoise ne pourra se partager en moindres Escadres, si ce n'est du consentement de celui qui commandera en Chef, & de l'aprobation de tous.

XV. Qu'en cas qu'il se perde quelque Navire ou par Tempête, ou par Feu, ou en combatant, la moitié de la perte sera pour le compte de Sa Majesté Catholique; & l'autre moitié pour le compte de la Republique; & que la valeur des Navires perdus sera estimée de bonne foi par des personnes choisies de part & d'autre, sur le pied de la fabrique, de la vieillesse, & de l'Inventaire qui en sera fait.

XVI. Et pour sûreté du prompt & assûré payement des quatre-vingt-huit mille Patacons par Mois ci-dessus mentionnés, on est convenu que si au retour de l'Escadre, & après son entrée dans les Ports, on n'avoit pas entierement satisfait de la part de Sa Majesté, à ce qui a été promis, en ce cas-là les Mariniers qui ne pourront pas être licentiez faute de payement demeureront à Bord aux dépens de Sa Majesté, jusques à ce qu'ils soient entierement payés de ce qui leur sera dû pour le passé, & pour le tems de ce délai; atendu que c'est sur la bonne foi du payement promis qu'ils rentrent dans ce service, après ce qu'ils ont soufert, & quoi que les Amirautez payent encore aujourd'hui des Interêts pour les précedents Armements.

XVII. Et conséquemment, il sera à sa volonté & disposition de cette République, & de ses Colleges, de rapeller cette Escadre en Hollande, en cas que le Ministre de Sa Majesté ne paye pas regulierement les Sommes necessaires, & offertes; en ce cas, sur lequel on se précautionne avec tant de raison, on ne devra point se plaindre ni s'étonner de cette resolution, ni laisser de payer ce qui sera dû jusques au jour que l'Escadre rentrera dans les Ports, & que les Mariniers seront congediez. Mais les Amirautés esperent de la générosité de Sa Majesté, que faisant attention au

ANNO 1677. au zèle avec lequel elles ont employé tant d'argent pour lui faire ce service, & pour le precedent, elle ne permettra pas que l'on en vienne à des Inconveniens si fâcheux & si dispendieux. Sur quoi se reposant, elles augurent à Sa Majesté une heureuse expedition, & beaucoup de prosperités à la Monarchie, pour le bien universel.

CLXVII.

31. Dec. 1677. / 10. Janv. 1678. *Fœdus inter Regem Angliæ* CAROLUM II., *&* *Præpotentes Ordines Generales* UNITI BELGII, *ad Pacem inter Gallos, Hispanosque, & alios belligerantes promovendam, iis Pactis & conditionibus, quæ in universum Christiani Orbis commodum cedere possint. Actum Hagæ-Comitum* 31. *Decembris* 1677. *&* 10. *Januarii* 1678. Cum DECLARATIONE *& Dilucidatione Articuli I. ratione Locorum à Gallis Hispanis restituendorum. Hagæ-Comitum die & anno eodem. Quam sequitur.* ARTICULUS SEPARATUS *in Puncto restitutionis Ducis Lotharingiæ in Ducatum ejusdem nominis. Eodem Dato.* [LUNIG, Negotiorum Publicorum Sylloge. pag. 365. Actes & Negociations de la Paix de Nimegue Tom. II. pag. 292. Anhang zu des Europäischen Herolds IV. Haubt-Handelungen pag. 1672.]

SErenissimus ac Potentissimus Princeps ac Dominus, Dominus Carolus ejus nominis Secundus, Magnæ Britanniæ Rex seriò perpendens deploratissimum Christiani Orbis statum, ingentemque istam necessitatem, quæ jam urget, ut consilia protinus uniantur, quo Belli, ruinas longè latéque spargentis, & quod universam pene Europam miserum in modum hodie pervasit, ulterior sistatur progressus; nec non apud se reputans, quàm parùm hactenus valuerint ad generalem Pacem procurandam Mediationis, quam ferè per triennium summa cum cura ac solicitudine interposuit, conatus; necesse tandem duxit ad media majoris efficaciæ se recipere, in eumque finem cum *Celsis ac Præpotentibus Dominis Generalibus Fœderati Belgii Ordinibus* arctum Fœdus inire, cujus pondere & momento vicini duo Reges permoveantur reapte consentire Paci; iis Pactis & conditionibus, quæ in universum Christiani Orbis commodum possint cedere, præsertim verò in Belgio feliciter restaurando & stabiliendo, quod ut salvum integrumque maneat, tam Majestatis suæ, quam prædictorum Ordinum permagni interest, in quem finem nos infrascripti, juxta facultates hac in causa nobis commissas, quarum apographa in fine præsentium inserentur, nomine & ex parte prædicti Domini Regis, & prædictorum Ordinum Generalium respectivè Deputati in iis, quæ sequuntur, convenimus.

I. Quod prædictus Rex Magnæ Britanniæ & prædicti Ordines Fœderati Belgii sibi invicem adsistent, ac se mutuò tuebuntur summa sua operâ & viribus, quantum fieri potest, maximis, & secundum ea, quantum ad modum rationemque ad melius efficiendum: de quibus postea particulatim inter se convenerunt, quo duo Vicini Reges consentiant Generali Paci; His quæ sequuntur Conditionibus.

Quod ad Galliam & Hispaniam attinet, Oppida & Loca appellata Carolo-Regium, sive Charleroy, Athum, Aldenardum, Cotteriacum, Tornaeum, Condæum, Valencina, & Fanum S. Guislani Regi Catholico restituantur una cum aliis locis, quæ Galli quocunque deinceps tempore post occupatum jam Fanum S. Guislani in Belgio occupabunt. Comitatus Burgundiæ maneat penes Gallos. Restituent quoque omnia ea Oppida & Loca, quæ Galli jam aut posterum intra Siciliæ Regnum occupabunt.

Quod ad Galliam & Belgium Fœderatum spectat, singula in Europa hinc inde restituantur.

Et quandoquidem ea, quæ de Pacis Conditionibus quoad Imperatorem & Imperium in mandatum accepit Dominus Legatus Extraordinarius Regis Magnæ Britanniæ, non adeò dilucidè expressa sunt, ut iis hoc tempore manus ultima imponi possit, neque ea tamen istiusmodi momenti sunt, ut moram huic Tractatui facere debeant; præfatus Dominus Legatus in se recepit, recipitque prædicti Regis intentionem eâ de re propius exquirere, & infrascripti promiserunt, promittuntque prædictum Dominum Regem, & prædictos Dominos Ordines præstituros, quod ea de re inter Majestatem suam & prædictos Ordines considerato Fœdere, quod inter Imperatorem & Ordines intercedit, & rectâ ratione æquum justumque existimabitur.

ANNO 1677. / 1678.

Quoad Ducem Lotharingiæ, restituatur Ducatus Lotharingiæ.

Quod ad Sueciam spectat, sit ibi armorum vacatio, donec in singulas Pacis conditiones consensum fuerit.

II. In quem finem prædictus Rex Magnæ Britanniæ omnem operam omnemque industriam protinus adhibebit apud Regem Christianissimum, ut in optima legitimâque forma solenni Tractatu sibi spondeat atque promittat, se citra omnem, quocunque sub prætextu, vel quacunque de causa exceptionem, vel dispensationem in Pacem consensurum atque conventurum, prædictis Conditionibus, si Catholicus Rex induci ac permoveri queat per prædictum Regem Magnæ Britanniæ, ut ex sua parte pariter iisdem conditionibus consentire velit.

III. Pari deinde opera & industria prædictus Rex Magnæ Britanniæ apud Regem Christianissimum contendet, ut in armorum vacationem per spatium trium mensium consentire velit, ut interea temporis prædictus Rex Magnæ Britanniæ sedulò omnique industria ac diligentia operam dare possit apud Regem Catholicum, ut Conditionibus præfatis consensum adhibere velit.

IV. Ut verò Rex Christianissimus nulla justa ratione dictum Armistitium recusare queat, Rex Magnæ Britanniæ se eodem Tractatu obstringit, idque se effecturum, ut æquè & Rex Catholicus prædictis Pacis Conditionibus consentiat.

V. Quod Rex Christianissimus à prædicto Domino Rege Magnæ Britanniæ inducetur ac permovebitur, ut prædicto promisso plenam fidem adhibere, atque in eo fiduciam ponere velit, & ut proindè ejus arma inposterum omnino quiescant in Belgio, ita quidem ut si præter omnem spem & expectationem Rex Magnæ Britanniæ nequeat per exhortationes, obtestationesque permovere dictum Regem Catholicum, ante spatium dictorum trium mensium, ut consensum adhibeat conditionibus sæpe memoratis, & proinde ad media majoria efficaciæ venire necesse sit, nihilominus Rex Christianissimus intra fines & in finibus dicti Belgii sua arma non movebit, aut introducet, sed Rex Magnæ Britanniæ se obstringet, atque in se recipiet, id sese suppleturum, quod necessarium erit, ut Rex Catholicus reapte adstringatur, ut Pacem supradictis Conditionibus accipiat, adeoque Regi Christianissimo integrum non erit ullos exercere actus hostiles in dictis Regionibus, neque ullum occupare Oppidum, licet sponte sua se dedere velit, nisi Rex Magnæ Britanniæ cesset atque omittat id, quod jam dictum est præstare.

VI. Conventum insuper & conclusum est, quod in Tractatu inter Regem Magnæ Britanniæ & Regem Christianissimum eo modo, quo dictum est, ineundo, prædicti Ordines Fœderati Belgii de omnibus & singulis, quæ à dicto Rege Magnæ Britanniæ versus Regem Christianissimum quovis modo sponderi ac promitti continget, unà & conjunctim cum dicto Domino Rege tenebuntur, atque eo casu se teneri præsentibus declarant, eodem planè modo, ac si eidem Tractatui expressè intervenissent, eundemque subsignassent.

VII. Pari modo prædictus Dominus Rex & prædicti Ordines eodem tempore se applicabunt, conjunctim aut separatim, prout commodius videbitur, maximis instantiis & conatibus adhibitis ad Regem Catholicum, ut ille pariter prædictis Conditionibus Pacis consentire velit.

VIII. Et si prædictus Rex Christianissimus in prædictas Conditiones finaliter consentire recusaverit, virtute hujus Fœderis inter prædictam suam Majestatem & prædictos Ordines conventum est, ut illi statim & citra omnem ulteriorem moram conjunctis viribus, quantum fieri potest, maximam operam adhibituri sint, quo Rex Christianissimus adstringatur, in easdem conditiones consentire, juxta ejusmodi Consilia & modos, de quibus inter ipsos mutuo convenerit.

IX. Ut prædicti Ordines Generales quam maximè sibi persuasum habent & satis certi sunt, quod prædictus Rex Catholicus dictis Conditionibus assensurus sit, ita

in

ANNO 1677. — 1678. in se recipiunt, & se obstringant conjunctim cum prædicto Rege Magnæ Britanniæ omnibus viribus & modis id reapte effecturos, quòd dictus Rex Catholicus Conditionibus consentiat, & Paci itaque ex parte Majestatis suæ mora non futura.

X. Sancita inter duas Coronas Pace, ejus servandæ Sponsores Vindicesque erunt in forma omnium optima, simplicissima & securissima non modò Rex Magnæ Britanniæ, & Fœderati Ordines, sed & omnes Reges & Principes vicini, qui existimabunt sua interesse, ut Orbi Christiano inconcussa maneat quies, & Belgio sua reddatur constetque tranquillitas, in quem finem definietur Copiarum militarium numerus, aliaque media, quibus utendum erit adversus alterutram Partium, quæ impedierit vel violaverit Pacem, ut injuriam demat & Parti resarciat.

XI. Si verò contigerit, ut Amicorum secum Confœderatorum aliquis proposita in sinistram (quod Deus avertat) & iniquam partem fuerit accepturus, atque intempestiva forsan vindicta, vel Bella etiam ab aliquo modernorum belligerantium, vel ei iisve, qui eorum partibus accesserint, aliisve Statibus Fœderatorum, propterea subnascantur, tenentur dictus Dominus Rex, & dicti Ordines sibi esse devinctissimi ad sustinendam vim omnem, quæ mutuo & Regna Provinciasque & Ditiones, Juraque & Libertatem suam Mari ac Terra acerrimè defendere, nec ab hoc mutuo auxilio desistere, antequam se invicem à periculo vindicaverint, mutuumque satisfactionis & securitatis eventum consecuti fuerint.

XII. Pacta hæc conventa, omniaque & singula in iis contenta à dicto Domino Rege Magnæ Britanniæ, & prædictis Dominis Generalibus Ordinibus uniti Belgii per patentes utriusque Partis Literas, sigillis suis munitas debita & authentica forma intra spatium quatuor septimanarum proximè sequentium, ac citiùs si fieri poterit, confirmabuntur, & ratihabebuntur, mutuaque Ratihabitionum instrumenta intra prædictum tempus hinc inde extradentur. Actum Hagæ-Comitis 31. Decemb. 1677. & 10. Jan. 1678. sigillatum & signatum erat.

(*L.S.*) A. HEYDE.
(*L.S.*) W. VAN HEUKELOM.
(*L.S.*) D. VAN WYNGAERDEN.
(*L.S.*) GASPAR FAGEL.
(*L.S.*) J. DE MAUREGNAULT.
(*L.S.*) JOHAN *Baron* DE RHEEDE.
(*L.S.*) *Vry-Heer* VAN RENSWOUDE.
(*L.S.*) E. ENDE VON BOOTSMA.
(*L.S.*) *Baron* DE PALANT.
(*L.S.*) G. GRAYS.

DECLARATIO *I. Articuli Tractatus.*

Cum Articulo primo Tractatus hodie conclusi inter Dominum Legatum Extraordinarium Domini Regis Magnæ Britanniæ & Dominos Deputatos Ordinum Generalium Fœderati Belgii nominatim expressum non sit, quod Ballivatus, Castellaniæ, Territoria, Gubernationes, Prefœsme vulgò *Prevostez* cum Appertinentiis, Dependentiis, & annexis omnibus sequentibus, Oppida, quæ vi dicti Art. I. Regi Cathol. restituenda veniunt, neque etiam Art. I. quicquam cautum sit de Ducatu Limburgico & Oppido Binche, nos infrascripti dictorum Ordinum Generalium Deputati hisce declaramus, intentionem dictorum Ordinum Generalium eam esse, quòd Ballivatus, Castellaniæ, Territoria, Gubernationes, Prefoesme vulgò *Prevostez* cum Appertinentiis, Dependentiis & annexis omnibus sequentibus, Oppida, quæ vi dicti Art. I. prædicto Regi Cathol. restituenda veniunt, prout etiam cautum fuit in Tractatu Pacis Anno 1668. inter duas Coronas concluso, & inter ea, quæ restituentur, etiam comprehendi dictum Ducatum *Limburgi*, & Oppidum *Binche* cum omnibus annexis, hosque infrascriptos dictum Tractatum subsignasse, & fiducia, quod prædictus Rex Magnæ Britanniæ in eandem cum dictis Ordinibus intentionem concurret, & dictum Dominum Legatum Extraordinarium nobis significasse, se quod ad ea attinet, nihil in mandatis habere, & prædicto Domino Regi relaturum hanc dictorum Deputatorum Declarationem omniaque Officia adhibiturum, ut Majestas sua in eandem intentionem nobiscum concurrere velit. Actum Hagæ-Comitis 31. Decembris, & 10. Januarii 1678. Signatum. ANNO 1677. — 1678.

(*L.S.*) W. VAN HEUCKELOM.
(*L.S.*) D. VAN WYNGAERDEN.
(*L.S.*) CASPAR FAGEL.
(*L.S.*) J. DE MAUREGNAULT.
(*L.S.*) JOHAN *Baron* DE RHEEDE.
(*L.S.*) *Vry-Heer* VAN RENSWOUDE.
(*L.S.*) E. VON BOOTSMA.
(*L.S.*) *Baron* DE PALANT.
(*L.S.*) G. GRAYS.

Articulus Separatus.

Quandoquidem Articulo primo Tractatus hodie conclusi expressum est, Lotharingiæ Duci restitutum iri Ducatum Lotharingiæ, & quod ad Sueciam spectat, ibi locorum futuram armorum vacationem, donec in singulas Pacis conditiones consensum fuerit, nos infrascripti, vigore præsentium declaramus, eam esse Magnæ Britanniæ Regis & Fœderatorum Ordinum uniti Belgii intentionem, prædictum Dominum Regem omnimodò id acturum, ut Ducatus Lotharingiæ Domino Duci restituatur, quoad munimenta eo in statu, quo nunc est; si verò id à Rege Christianissimo obtineri nequeat, eo in statu, quo fuit tempore occupationis: & quod ad Siciliam attinet, penes Regem Christianissimum ea Oppida, quæ in Sicilia tenet, aut aliud quodcunque, quod extra Belgium est, proponi possit, mansura per modum oppignorationis & Cautionis, usque quo Pacis Conditiones respectu Sueci concordari & iniri poterunt. Actum Hagæ-Comitis die 31. Decembris 1677. & 10. Januarii 1678. Signatum

(*L.S.*) A. HEYDE.
(*L.S.*) W. VAN HEUCKSLOM.
(*L.S.*) D. VAN WYNGARDEN.
(*L.S.*) CASPAR FAGEL.
(*L.S.*) J. DE MAUREGNAULT.
(*L.S.*) JOHAN *Baron* DE RHEEDE.
(*L.S.*) *Vry-Heer* VAN RENSWOUDE.
(*L.S.*) E. VON BOOTSMA.
(*L.S.*) *Baron* DE PALANT.
(*L.S.*) G. GRAYS.

CLXVIII.

1678. 26. Fevr. — 8. Mars. *Alliantie gesloten tusschen de Heeren Staaten Generael der* VEREENIGDE PROVINTIEN *en zyn Keurvorstelyke Doorluchtigheit van Brandenburg* FREDERICK WILHELM, *tot bescherming van hunne wederzydse Landen, Domeinen en Onderdanen tegen alle Aanvallers wie die ook mogten zyn; door welke, zonder iets in de Tractaten ter gelegentheid van dezen tegenwoordigen*

CLXVIII.

Alliance faite, & conclue entre les Seigneurs Etats Généraux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, & FREDERIC GUILLAUME Electeur de Brandebourg, pour la defense de leurs Terres, Païs, Dominations & Sujets, contre tout injuste Agresseur quel qu'il pût être; par laquelle, sans rien changer aux Traitez faits à l'occasion de la presente Guer- 1678. 26. Fevr. — 8. Mars.

ANNO 1678.

digen Oorlog gemaakt, te veranderen, zy ender-ling wegens het Secours overeenkomen, 't welk zy malkander in geval van nood zullen moeten geven. gesloten tot Keulen aan de Spree 26. Februarii 1678. 8. Maart. Neffens een ACTE *waarby syne Keurvorstelyke Doorluchtigheit afstand doet van verscheide pretensien die zyn Doorluchtigheit nog tot laste van den Staat hadt; van de zelve dag en jaar.* [Tiré des Archives de L. H. P. les Etats Generaux des Provinces-Unies.]

Guerre, ils conviennent des Secours qu'ils devront se donner l'un à l'autre dans les cas de necessité. A Cologne sur la Sprée le 26. Fevrier 8. Mars 1678. *Avec* un ACTE separé par lequel l'Electeur cede & remet à L. H. P. diverses pretentions qu'il avoit jusqu'alors gardées à leur charge. Du même jour & an.

Exhibitum den 6. Augusti 1678.

NAdien tusschen de Hoog Mogende Heeren Staten Generaal der Vereenigde Nederlanden, en den Doorlugtigsten Furst en Heere, Heere Frederik Wilhelm, Markgrave van Brandenburg, des Heyligen Roomschen Ryks Aerts-Kamerheer en Churfurst (*t. tit.*) als ook syne Churfurstl. Doorlugtigheits Heeren Voorvaderen Markgraven en Churfursten van Brandenburg hooglofselyker gedagtenis, nier alleen t'allen tyde goede vriendschap, correspondentie en nabuurlyk vertrouwen geweest, maar ook door de van tyd tot tyd en na vereisch der Conjuncturen opgeregte Alliantien, der maten onderhouden, en bevestigt geworden is, dat die ten desen effect en werkinge nog ten huydigen dage, sonderlinge by de jegenwoordige van Anno 1672. af, ontstaane Oorlogen te bespeuren syn, en aan den dag leggen, en, soo wel Haar Hoog Mog. als syne Churf. Doorlugtigheit, by sig overwogen hebbende de bysondere groote nuttigheit, welke niet alleen haarer beyderlijds Landen en Luyden, daar door albereids aangewassen is, maar ook in het toekomende door een eensgeliede t'samenspanning en nadere verbintenisse te verwagten staat, soo syn sy wederzijds daar heenen te rade geworden, op sulk een Alliantie en bestendige Verbintenisse te denken, waar door de tot nu toe goede intelligentie en verstand, niet alleen onder haar bewaart, maar ook tot beyderzijds Landes en Onderdanens sekerheid, beschermiuge, en welvaart op de nakomelingen gebragt, en voortgeplant mogen werden. Tot welken einde sy dan beyderzijds haare Ministers en Raaden, namentlyk Haar Hoog Mog. den Heere Jacob van der Tocht, Raad, Oud-Burgermeester en Pensionaris der Stadt Gouda, en syne Churf. Doorlugtigheit, den Hoogwaardigen, Hoogwelgebooren Heer Otto Vry-Heer van Swerin, Heer van Ouden-Landsburg &c. &c. Erf-Kamerheer der Chur en Mark Brandenburg en Dom-Proost van de hooge Stifts-Kerke tot Brandenburg, syne Churfurstl. Doorlugtigheits van Brandenburg Geheime, en ook Leen-Raad en Opper-President &c. &c. Als mede den Hoog Edel-gebooren Heer Christoffel van Brandt syne Churfurstl. Doorlugtigheits van Brandenburg Geheime Raad, en syne Churfurstl. Doorlugtigheits Cancellier in de Nieuw-Mark, en den Hoog Edel Gestrengen Heer François Meynders syne Churf. Doorlugtigheits van Brandenburg Geheime Raad &c. &c. Als haare hier toe bevolmagtigde extraordinaire Gedepnteerden, Gecommitteert en geordonneert hebben, welke sig daar op te samen hebben gevoegt, en syn naar *hinc inde* geproduceerde, en uytgewisselde volmagten ook verscheide gehoudene Conferentien op de navolgende Pointen, en Articulen, in name haarer hoge Principalen, en op der selver Approbatie en Ratificatie onder den anderen over een gekomen en vergeleken.

I. Dat blyvende het Tractaat tusschen den Staat van Haar Hoog Mogende, en syne Churf. Doorlugtigheit over den tegenwoordigen Oorlog opgeregt, in syn geheel, geconvenieert en verdragen is, dat naar 't eindigen van desen Oorlog, tusschen beyde hooge Partyen, te weeten den Staat der Vereenigde Nederlanden en syne Churf. Doorlugtigheit van Brandenburg, desselfs hooge Nakomelingen ende Successeuren voort en voort eene bestendige correspondentie en vriendschap syn en blyven, en in kragte van deselve, den eenen des anderen beste soecken en bevorderen, maar schade en nadeel afkeeren, en daar van waarschouwen sal.

II. Dienvolgende soo het gebeurde dat syne Chorfurstelyke Doorlugtigheit, in alle, en ieder van syne Ha-

Exhibé le 6. Août 1678.

D'Autant qu'il y a eu entre les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, & entre Son Altesse Serenissime le Prince Frederic Guillaume, Marquis de Brandebourg, Grand Chambellan & Electeur du S. Empire Romain, comme aussi entre les Ancêtres de Son Altesse Serenissime Electorale les Marquis & Electeurs de Brandebourg de glorieuse memoire, non seulement une bonne amitié, correspondance & confiance en tout tems, mais qu'aussi les Alliances faites de tems en tems selon l'exigence des Conjonctures, ont été entretenues & confirmées en telle maniere qu'on en voit l'effet jusqu'à ce jourdhui, particulierement dans les presentes Guerres commencées dès l'année 1672. & d'autant que les Seigneurs Etats Generaux & Son Altesse Electorale ayant consideré les grands avantages dont leurs Etats & Sujets ont déja joui & qu'ils ont encore à attendre dans la suite par leur Accord & Union, ils ont jugé à propos de ne pas negliger une telle Alliance & engagement durable, par où l'intelligence fut non seulement maintenue entre eux, mais aussi communiquée à leurs descendans pour la fureté, defense & avantage des Etats & Sujets de part & d'autre. A cette fin ils ont ordonné & commis de part & d'autre des Ministres & Conseillers, sçavoir de la part des Etats Generaux Monsieur Jacob van der Tocht, Conseiller, Ancien Bourguemaitre & Pensionaire de la Ville de Gouda, & de la part de Son Altesse Serenissime Electorale l'Excellent & Noble Otte Seigneur de Swerin, de Oudenlandsburg &c. Chambellan Héréditaire du Marquisat & Electorat de Brandebourg & Prevôt de l'Eglise Cathedrale de Brandebourg, Conseiller Privé & des Fiefs, & premier President de Son Altesse Serenissime Electorale &c. avec Noble Seigneur Christoffle von Brandt, Conseiller privé & Chancelier dans le nouveau Marquisat de Son Altesse Serenissime de Brandebourg, & avec Noble Seigneur François Meynders, Conseiller privé de Son Altesse Serenissime &c. &c. en qualité de leurs Deputez Plenipotentiaires & extraordinaires, qui là-dessus se sont assemblez; & après avoir presenté leurs Pleins-Pouvoirs & conferé plusieurs fois ensemble, sont convenus des Points & Articles suivans, au nom de leurs Maîtres & sous leur Approbation & Ratification.

I. Que le Traité fait entre les Etats Generaux & Son Altesse Electorale à l'occasion de la Guerre presente, subsistant en son entier, on est convenu qu'après la fin de cette Guerre il y aura & continuera toujours une correspondance & amitié permanente entre les Etats des Provinces-Unies des Pais-Bas & Son Altesse Serenissime Electorale de Brandebourg & leurs Successeurs; en vertu de laquelle ils chercherons & avancerent l'avantage des uns & des autres, empêcheront tout dommage & tort, & s'en donneront avis.

II. Par consequent s'il arrivoit que Son Altesse Electorale vint à être attaquée par force par

ANNO 1678.

Havenen ende Landen, in en buyten het Roomſche Ryk geene uytgeſondert, die ſyne Churf. Doorlugtigheit toebehorende ſyn, ofte hier namaals toebehoren ſullen, geweldſamer wys van iemand wie hy ook ſy aangerall, en in zyne Geregtigheden, Hoogheden, Commercien en Regten gekrenkt, en geturbeert of daar aan verhindert wierde, ſoo ſullen de Hoog Mogende Heeren Staten Generaal der Vereenigde Nederlanden gehouden ſyn, ook beloven het deſelve hiermede aan ſyne Churf. Doorlugtigheit, en ſyne Succesſeuren, tot afweeringe van ſulk geweld, indragt, en hinderniſſe, met vierduyſent vyfhondert Man te Voet, en vyftien hondert te Paert op haare eige koſten te hulp te komen, en daar mede ſoo lange te continoeren, tot dat ſyne Churf. Doorlugtigheit en ſyne Landen, in ruſte en ſekerheid geſtelt ſullen ſyn, en hy wegens ſyne geledene ſchade van geweltdoenderen ſatisfactie bekomen ſal hebben.

III. Hiertegen verſpreekt en belooft ſyne Churfurſtelyke Doorlugtigheit in diergelyken val, indien Haar Hoog Mogende in de Vereenigde Nedetlanden, of in derſelver onderhorige aangrenſende Landſchappen, Steeden of Plaatſen geattaqueert, of aan haare Hoogheden, Domainen, Commercie, of eenige andere Regten, indragt, of gewelt aangedaan mogte werden, deſelve te Lande met drie duyſent Man te Voet, en duyſent te Paart, van gelyken tot den einde van den Oorlog en verkregene ſatisfactie en ſekerheit toe, op ſyne Churfurſtelyke Doorlugtigheits koſten te aſſiſteren. Dat deſelve Secourſen ook plaats ſullen hebben, en by ſyne Churfurſtl. Doorlugtigheit moeten gepreſteert worden, ſoo wanneer Haar Hoog Mogende te Water ſouden mogen werden geattaqueert, tot ſulken effecte, dat de Militie, die ſyne Churfurſtelyke Doorlugtigheit in dat geval, Haar Hoog Mogende ſal komen toe te ſchikken, in de Guarniſoenen gelegd, of ook wel buyten de Geunieerde Provincien tot afbreuk van den Vyaod te Lande geemplojeert ſal mogen werden. Gelyk mede geconvenieert is, dat by aldien de Staaten Generaal, of ſyne Churfurſtl. Doorlugtigheit hier na mogten werden geattaqueert, of in eeniger manieren hoe het ook mogte ſyn, getroubleert, in het beſit, of gebruyk van Staaten, Steden, Plaatſen, en Landen, Regten, Vrydommen en Vryheid, van Navigatie, Commercie, of eenige andere hoedanig die ook mogen ſyn, te Water en te Lande, die hoogſtgedagte Heeren Staaten Generael, of ſyne Churf. Doorlugtigheit beſitten of genieten, of regt hebben om te beſitten of te genieten, ſelfs buyten Europa, en in welke deelen van de Werelt het mag ſyn, of door het algemeene Regt, of door Tractaten alreede gemaakt, of die hier namaals gemaakt mogten werden, de hoogſtged. Heeren Staaten, en ſyne Churfurſtl. Doorlugtigheit, ſullen den eenen van den anderen geadverteert en verſogt ſynde, geſamender hand haar uyterſte beſt doen, om die ontruſtinge, en Vyandlyke bejegeninge te doen ophouden en te repareren, het gewelt en ongelyk, dat aan een van de Geallieerden gedaan is, en indien ſulks binnen den tyd van vier Maanden niet kan geeffectueert werden, door minnelyke wegen, en dat de Geallieerde die ſodanig geattaqueert en getroubleert werd buyten Europa, in wat deel van de Wereld het ook mag ſyn, ſig genoodſaakt vind ſyne Wapenen tegens den attaqnant, of turbateur binnen Europa te gebruyken, om hem tot reden te brengen, ſal de Geallieerde die niet geattaqueert of getroubleert is, aan den geattaqueerden het voorſchreve Secours geven, even eens, als of de attaque, en trouble gedaan was binnen Europa.

IV. Waarby dan goedgevonden ende verſproken is, dat het eene deel het andere in tyden van gevaar, nazigt geven, en hulpe na gedaane requiſitie, ten langſten binnen ſes weeken gedaan werden ſal.

V. Waar het ook ſake, dat de in het tweede en derde Articul, gedetermineerde hulpe, tot volkomene afweeringe des gewelds, en nood druks, daartegens deſelve verſchaft werd, niet toereyken mogte, ſoo ſal deſelve na vereiſch van de omſtandigheit, gevaar, en ſterkte des Vyands, met ſulken magt en middelen, vermeerdert werden, als tot derſelver te rug dryven nodig

par qui que ce ſoit dans tous ou quelques-uns de ſes Ports & Païs ſituez dans ou hors de l'Empire Romain nuls exceptez, à elle appartenans ou venant à appartenir dans la ſuite, & vint à être lezée, troublee & empêchée dans ſa Juriſdiction, Souveraineté, Commerce & Droits, alors les Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas ſeront tenus, comme ils le promettent auſſi par ces preſentes à Son Alteſſe Electorale & ſes Succeſſeurs, de venir à ſon Secours pour repouſſer toute telle violence, invaſion & dommage, avec quatre mille cinq cens Fantaſſins & mille cinq cens Cavaliers à leurs propres frais & depens, & de continuer ſur ce pied jusqu'à ce que Son Alteſſe Electorale & ſes Etats ſoient remis en Paix & ſureté, & aura en ſatisfaction des dommages qu'il aura ſouffert de ceux qui lui auront fait violence.

III. D'autre part Son Alteſſe Electorale promet & s'engage en pareil cas, que ſi les Etats Generaux venoient à être attaquez dans les Provinces-Unies des Païs-Bas, ou dans les Païs voiſins, Villes & Places leur appartenans, ou à recevoir dans leurs Domaines, Commerce ou autres Droits quelque infraction ou violence, elle les aſſiſtera par Terre à ſes frais de trois mille Fantaſſins & mille Cavaliers, de la même maniere jusqu'à la fin de la Guerre & jusqu'à ce qu'ils ayent obtenu ſatisfaction & ſureté. Que les mêmes Secours auront auſſi lieu & feront auſſi offerts par Son Alteſſe Electorale, lorsque les Etats Generaux ſeront attaquez par Mer, à cette fin, que la Milice que Son Alteſſe Electorale accordera en ce cas aux Etats Generaux, pourra être miſe dans les Garniſons, ou bien employée hors des Provinces-Unies pour faire par Terre diverſion ou dommage à l'Ennemi. Comme auſſi l'on eſt convenu, que ſi les Etats Generaux ou Son Alteſſe Electorale venoient à être attaquez dans la ſuite ou troublez en quelque maniere que ce ſoit dans la poſſeſſion ou uſage des Etats, Villes, Places & Païs, Droits, Privileges & Liberté de Navigation, Commerce, ou autre que ce ſoit, tant par Mer que par Terre, que les Etats Generaux ou Son Alteſſe Electorale poſſedent & en jouiſſent, ou ont Droit de poſſeder ou d'en jouir même hors de l'Europe & dans quelles Parties du Monde que ce ſoit, ou par le Droit commun, ou par des Traitez déja faits ou à faire dans la ſuite, alors les Etats Generaux & Son Alteſſe Electorale, étant avertis & priez les uns par les autres, feront de part & d'autre conjointement leur poſſible de faire ceſſer ces troubles & hoſtilitez & reparer la violence & le tort qui aura été fait à l'un ou l'autre des Alliez; & ſi cela ne peut être effectué dans l'eſpace de quatre Mois par des voyes amiables, & que l'Allié qui ſera ainſi attaqué & troublé dans quelle Partie du Monde que ce ſoit, ſe trouve obligé d'employer les Armes en Europe contre l'aſſaillant ou perturbateur, l'Allié qui n'eſt pas attaqué ou troublé, donnera, pour le mettre à la raiſon, à celui qui ſera attaqué, ledit Secours, de même que ſi l'attaque & le trouble étoit fait en Europe.

IV. Outre quoi l'on a trouvé à propos & l'on eſt convenu qu'un Allié avertira l'autre dans le tems qu'il y aura danger; & que le Secours, après la demande qui en aura été faite, ſera donné tout au plus tard dans le terme de ſix ſemaines.

V. S'il arrivoit que le Secours marqué dans le ſecond & troiſiéme Article, ne ſuffit pas pour repouſſer tout à fait la violence, à quoi il eſt deſtiné, en ce cas ſelon l'exigence des circonſtances, dangers & forces de l'Ennemi, le Secours ſera augmenté par telles forces & moyens qu'on jugera neceſſaires pour le repouſ-

ANNO 1678.

ANNO 1678.

nodig geoordeelt sal werden; Edog met dien verstande, dat de contraherende Partyen ieder maal daar over, en op wat conditie sulks gesehieden sal, sig in het besonder sullen hebben te vergelyken.

VI. Dat de assistentie die in kragte deser Alliantie geschiet, de assisterende Partye tot geen rupture met die geene daar mede sy in Vyandschap syn, en sal engageren, maar van de Vyanden, daar tegens deselve gebruykt werd, voor een rupture opgenomen werdende, sal de assisterende hooge Partye ook in rupture komen, en allesins tegens deselve Vyandlyk ageren.

VII. Gelyk als tot nog toe met geene Potentaten iets gesloten is, dat deese Alliantie nadeelig en met deselve strydig kan sijn, alsoo sal ook voortaan niets contrarie het selve met iemand, wie hy ook sy, gesloten, of aangegaan werden.

VIII. Wegens de inquartieringe en doortogte, is men vergeleken, dat geen deel sulks in des anderen Landen, sonder bewilliging desselfs nemen, maar wanneer'er een doortogt, onvermydelyk te doen is, sulks den Landheer tydelyk kond gedaan, met den doortogt, soo veel mogelyk gespoedt, en daar by sulke goede ordre, en scherpe Discipline gehouden werden sal, dat alles met baren gelde betaald, en geen excessen, nog insolentien gedaan of gepleegt mogen werden.

IX. Geen deel sal den anderen Onderdanen en Ingesetenen, mitsgaders haare Goederen met Tollen, Licenten, en diergelyke beswaringen en onbehoorlykheden, wat namen deselve mogen hebben, meer als sijne eigene Onderdanen, ofte meer als andere, en wel de minst beswaarde vremden belasten, in cas deselve vremden minder souden mogen belast werden, als de eigene Ingesetenen, nog tegens deselve represalien en arresten gebruyken, ofte den sijnen toelaten sulks te doen, maar sal de Justitie van den ordinaris Regter, een ieder klagende deel, gelyk den Inwoonderen spoedig, en soo als het behoort, geadministreert werden.

X. De Commercie en Handel sal tusschen beyderzijds Onderdanen sonder eenige verhindering of ophoudinge gedreven, en voortgeset werden, en sal dienvolgende beyder Partyen of haarer Onderdanen Schepen vry staan in beydersijds Havenen, uyt, en in te lopen, of daarinne stil te leggen.

XI. Van gelyken werden beydersijds Onderdanen van 't andersins gewoonelyk *Jure detractus* gevryd, alsoo dat wanneer een Familie sig uyt des eenen hooge Geallieerdens Landen, in des anderen Jurisdictie begeeft, en met'er woon nederset, of van daar een erfdeel afgehaalt werd, de hooge Overigheit, geduerende dese Alliantie daar van niet kan of mag aftrekken.

XII. Den Vyanden, en Aggresseuren sal in des Geallieerdens Landen geene Wervinge, nog te Water, nog te Lande, ook geene deurtogt, nog ook eenig ander voordeel vergunt werden.

XIII. Hier tegens werd het den Geallieerden vrygelaaten, op voorgaande notificatie en versoek in beydersijds Landen Wervinge aan te stellen, Oorlogs en andere Schepen te koopen, te huren, en uyt te rusten, ook alle Krygs-materialen en nooddruft, die den eenen of den anderen tot defensie van sijne Landen van doen heeft, te verhandelen, het waare dan, dat een ieder deel alle dese self niet konde ontberen, maar tot sijn eigen selfs behoef nodig hadde.

XIV. De Deserteurs en Overlopers sal men aan dat deel dien sy toebehoren sonder verwygering en ophouding laaten volgen.

XV. Indien het gebeurde dat ingevolge van het voorsz. seste Articul beyde de hooge Contrahenten, met derselver Vyanden souden moeten komen in rupture, sullen deselve in dat geval over de operationes vertrouwelyk met den anderen communiceren, en vervolgens ageren tot den meesten afbreuk der voorsz. Vyanden, en sullen Haar Hoog Mog. en sijne Churf. Doorlugtigheit, in dat geval, niet mogen maken eenigen

repousser; Bien entendu, que les Parties contractantes devront chaque fois convenir ensemble des conditions sous lesquelles cela se fera.

VI. Que l'assistance qui se donne en vertu de cette Alliance, n'engagera pas la Partie assistante à une rupture avec ceux avec qui on est en Guerre, mais que si les Ennemis, contre qui l'assistance est employée, la prennent pour rupture, alors la Partie assistante rompra aussi avec ces Ennemis, & agira contre eux en toute occasion avec hostilité.

VII. Comme jusqu'à present on n'a rien conclu avec aucun Potentat qui puisse être préjudiciable & opposé à cette Alliance, aussi desormais on ne conclura ni ne contractera avec qui que ce puisse être rien qui y soit contraire.

VIII. A l'égard du logement dans les quartiers d'Hiver, ou du passage des Troupes, on est convenu que cela n'aura aucun lieu dans les Etats & Païs de l'autre sans son consentement; mais lors qu'un passage sera inévitable, le Seigneur du Païs en sera averti à tems, on hâtera le passage autant qu'il sera possible, & on y observera un si bon ordre & une si exacte Discipline que tout soit payé argent contant, & on ne fera ni commettra aucun excès ni violence.

IX. Aucune des deux Parties ne chargera les Sujets & Habitans de l'autre ni leurs Biens, d'Impôts, Péages, ou pareilles charges & injustices, quel nom qu'elles puissent avoir, au delà de ce dont sont chargez ses propres Sujets, ou au delà des Etrangers les moins chargez, en cas que ces Etrangers fussent moins chargez que les propres Habitans; & l'on n'usera contr'eux ni de represailles, ni d'arrêts; & l'on ne permettra à aucun des siens de le faire, mais le Juge ordinaire rendra Justice à la Partie plaignante, comme aux Habitans, promptement & selon qu'il convient.

X. Le Commerce & Negoce sera exercé & poussé entre les Sujets des deux côtez sans aucun empêchement ni trouble, & par consequent les Vaisseaux des deux Parties ou de leurs Sujets auront la liberté de sortir des Ports reciproques, d'y entrer & d'y rester.

XI. De même les Sujets de part & d'autre sont déchargez du Droit appellé Jus detractus *qui autrement est en usage, en sorte que lors qu'une Famille se retire hors du Païs d'un des Alliez dans la Jurisdiction de l'autre & y fait son domicile, ou y va recueillir un Heritage, qu'alors le Souverain ne peut ni ne doit y donner aucun empêchement pendant la durée de cette Alliance.*

XII. Il ne sera permis aux Ennemis ou Aggresseurs de faire dans le Païs de l'Allié aucune levée de Troupes de Terre ou de Mer, ni à eux accordé aucun passage ni quelque avantage que ce soit.

XIII. Au contraire il est permis à l'Allié, après en avoir fait la notification & la demande, de faire des levées dans les Païs de part & d'autre, d'acheter des Vaisseaux de Guerre & autres, & de negocier des Munitions de Guerre & Vivres, dont l'un ou l'autre peut avoir besoin pour la defense de son Païs, hormis que l'un ou l'autre Allié ne put se priver de ces choses, & qu'il en eût lui-même besoin.

XIV. L'on ne refusera, ni n'empêchera l'Allié à qui appartiennent les Deserteurs, de s'en saisir.

XV. S'il arrivoit qu'en consequence du 6. Article, les deux Contractans dussent venir à rompre avec leurs Ennemis, en ce cas ils confereront ensemble avec confiance sur les operations de la Guerre, & agiront en consequence pour faire le plus de dommage aux Ennemis; & en ce cas Leurs Hautes Puissances & Son Altesse Electorale ne pourront

Xx 3

faire

ANNO 1678.

ANNO 1678.

gen stilstand van Wapenen, met de voorsz. Vyanden, anders dan gesamentlyk, en met gemeene bewilliginge; maar ingevalle men sonde komen te treden tot eene Onderhandelinge 't zy van Vrede, of van Treves voor eenige Jaaren, dat de voorschreve Onderhandelinge, niet sal mogen werden begonnen, door een van de gemelde hooge Geallieerden, sonder participatie van den anderen, en sonder aan deselve Geallieerden op den selven tyd, en soo haast als voor sig selfs te versorgen de faculteit en nodige sekerheid van sijne Ministers te konnen senden ter plaatse daar men handelen soude. Dat ook de hoogstgem. Geallieerden gehouden sullen sijn den een den anderen successivelyk, en van tyd tot tyd te geven communicatie, van alle het geene in de voorschreve Negotiatie sal komen voor te vallen. Dat ook geen van de voorsz. Partyen sal vermogen te treden tot conclusie van de voorsz. Vrede of Treves voor eenige Jaren, sonder sijn mede Geallieerde daarinne te begrypen, en sonder hem te doen herstellen, indien hy het alsoo begeert, in de possessie van de Landen, Steden en Plaatsen, mitsgaders het gebruyk van de vry ende geregtigheden, die hy badde, en daar van hy jnnisseerde voor den Oorlog en sonder van de voorschreve Vyanden voor denselven Geallieerden te bedingen, deselve vry en geregtigheden, Exemptien en Prerogativen, die hy voor sig selven bedongen had, ten waare de hoogstgemelde Geallieerden den anderen diesaangaande nader quamen te verstaan.

XVI. Ende sal dese Alliantie duuren den tyd van tien Jaren, na de expiratie van den jegenwoordigen Oorlog; en word van nu af aan vastgestelt, dat de hoogstgem. Partyen Contrahenten, om de voorsz. Alliantie, soo veel doenlyk is, eeuwig durende te maken, en vervolgens daar aan te meerder nadruk te geven, een Jaar voor de expiratie van de voorsz. tien Jaren by den anderen sullen komen, of haare gemagtigden tot dien einde behoorlyk geinstrueert in den Hage senden, om over de Prolongatie van de jegenwoordige Alliantie nader te convenieren.

XVII. De Approbatie en Ratificatie van dese Alliantie, sal van wegens den Staat der Vereenigde Provincien, als ook van wegen sijne Churf. Doorlugtigheit ieder van sijne sijde binnen twee Maanden na het sluyten, en onderteykenen desselfs daar op volgen.

Aldus gedaan, vergeleken, en gesloten by beyderstijds hooge Geallieerdens bovenstaande Ministers, Raden, en extraordinaris Gedeputeerde, ook van deselve ondertekent, en met haare gewoonelyke signature besegelt. Tot Keulen aan de Spree den $\frac{26. \text{ Febr.}}{8. \text{ Maert.}}$ 1678.

Was Getekent,

JACOB VAN DER TOCHT (*L.S.*) O. V. SCHWERIN. (*L.S.*)

CHRISTOFF VON BRANDT. (*L.S.*)

FRANS MEYNDERS. (*L.S.*)

Exhibitum den 6. Aug. 1678.

Separaet Articul.

DEwyle de ervaringe getuygt, bysonderlyk in dese laetste Krygs-tyden d'Anno 1672. hoe zeer en veel Haar Hoog Mog. de Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlandtsche Provincien ende syne Churfurstelyke Doorlugtigheit van Brandenburg, en by gevolge beyderzyts Staten daar aangelegen is, dat tusschen haar een bestendige ende onverbrekelycke vriendschap bevestigt, ende onderhouden werde, so hebben zoo wel Haar Hoog Mog. als zyne Churfurstelyke Doorlugtigheit wel en rypelyk overwogen, dat by opregtinge van de tegenwoordige nieuwe nadere Alliancie te gelyk het gene weg genomen ende uyt de weg geleyd moge werden wat tot nu toe in verscheydene saaken dikwils zeer yverig gedreven en geventileert is geworden.

I. Dienvolgende hebben sijne Churf. Doorlugtigheit, om de hier aangeroerde oorsaken den Staat de Schenken-

faire aucune suspension d'Armes avec les Ennemis sinon ensemble & d'un commun consentement: Mais en cas qu'on vint à entrer dans quelque Negociation de Paix ou de Treves pour quelques années, que ladite Negociation ne pourra être commencée par un desdits Alliez sans la participation de l'autre, & sans avoir procuré à son Allié en même tems & aussi promptement que pour lui-même, la faculté & sureté necessaire de pouvoir envoyer ses Ministres au lieu où l'on doit conferer. Que lesdits Alliez seront aussi tenus de se communiquer l'un à l'autre successivement, & de tems en tems tout ce qui se traitera & se fera dans ladite Negociation. Qu'aucune desdites deux Parties ne pourra aussi conclure ladite Paix ou Treve de quelques années sans y comprendre son Allié, & sans le faire remettre, s'il le souhaite ainsi, en possession des Païs, Villes & Places, & de l'usage des libertez & droits qu'il avoit & dont il jouissoit avant la Guerre, & sans stipuler desdits Ennemis en faveur dudit Allié les mêmes Libertez, Droits, Exemptions & Prerogatives qu'il avoit stipulé pour lui-même; horsmis que lesdits Alliez s'entendissent là-dessus l'un l'autre.

XVI. Et cette Alliance durera l'espace de dix années après l'expiration de la presente Guerre; & l'on convient & arrête dès à present, que lesdites Parties Contractantes, pour rendre, autant qu'il est possible, ladite Alliance éternelle, & pour lui donner par consequent d'autant plus de force, s'assembleront ou envoyeront à la Haye leurs Plenipotentiaires avec les Instructions necessaires, une année avant l'expiration desdites dix années, pour convenir ensemble de la Prolongation de la presente Alliance.

XVII. L'Approbation & Ratification de cette Alliance de la part des Etats des Provinces-Unies, comme aussi de la part de Son Alt. Elect., chacun de son côté, sera faite dans l'espace de deux mois après la conclusion & la signature de ladite Alliance.

Fait, accordé & conclu par les Ministres, Conseillers & Deputez extraordinaires desdits Hauts Alliez, signé par eux, & scellé de leur Cachet ordinaire. A Cologne sur la Sprée le $\frac{26. \text{ Fevrier}}{8. \text{ Mars}}$ 1678.

Signé,

JACOB VAN DER TOCHT (L.S.) O. V. SCHWERIN. (L.S.)

CHRISTOFFLE VON BRANDT. (L.S.)

FRANÇOIS MEYNDERS. (L.S.)

Exhibé le 6. Août 1678.

Article Separé.

COmme l'experience fait voir, particulierement dans cette derniere Guerre de 1672. combien il importe à Leurs Hautes Puissances les Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas & à Son Altesse Electorale de Brandebourg, & par consequent à leurs Etats de part & d'autre, qu'une amitié durable & solide soit affermie & entretenue entre eux; tant L. H. P. que Son Altesse Electorale ont bien & murement consideré, qu'en faisant cette presente Alliance, il seroit necessaire d'écarter & lever tout ce qui jusqu'à present a été souvent traité & debattu avec ardeur au sujet de plusieurs affaires.

I. A cette fin & pour ces raisons Son Altesse Electorale cede & laisse en proprieté aux Etats

ANNO 1678.

ANNO 1678. ken-Schanse zoo zy nu is, en in haar Fortificatie staat, met de grond daar op zy geleyd is, over ende in eygendom geven willen, zodanig dat sijne Churf. Doorlugtigheit voor sig selven en zyne Successeuren, van alle daar aan hebbende Regten afgaat ende afstant doen.

II. Willen sijne Churf. Doorlugtigheit van alle en ieder aanmaningen ende Actien die denselven uyt de eerste tot Mechelen gevelde Sententien over die genoemde Hoef-yserfche Schuld aankomen, ende wat hy vorder dienthalven, wanneer dese sake zoude uytgevoert werden, te verwagten mogt hebben, afstaan, en dienthalven verder niet pretenderen.

III. Remitteert sijne Churf. Doorlugtigheit de Subsidie welke hy van Anno 1672 af tot het volgende Tractaat toe nog van den Staat te vorderen heeft.

IV. Staat sijne Churf. Doorlugtigheit ook af van zyne pretensie die hy uyt de Alliantie van Anno 1666. tegens den Staat heeft, dat de Cleefse Vestingen tot S. Churf. Doorlugtigheit onwederbrengelyke schade in Anno 1672. aan den Vyand overgegeven zyn. Belooft ook hier mede ende in kragte deses, dat den Staat over de aangeroerde pretensien nimmermeer aangevochten ofte beledigt, maar alle sulke geheel gedood en weg genomen sullen werden.

Daar tegens wederom beloven Haar Hoog Mog. I. Dat zy ook van hare zyde alle en ieder Actien ende pretensien van de Hoef-yserfche Schuld, en wat tot Mechelen dienthalven verhandelt is, en alle de bygaande Puncten die daar by mede ondergelopen zyn, vernietigen en daar van afstand doen, zodanig dat het aangevangen Proces geheel gecasseert en gedood, en S. Churf. Doorlugtigh. of des selfs Posteriteyt dienthalven nooyt weder aangesprooken, ende voorhandene Obligationes geextradeert ende gecasseert sullen werden.

II. Ende wat belangt de pretensien die de Heeren Staten van Gelderlandt sustineren tot laste van S. C. F. Doorlugtigheit te hebben, en die S. Churf. Doorlugtigheit als Hertog van Cleef ten laste van de selve Provincie van Gelderland is vorderende, ende waar over albereyts een Compromis opgerecht is geweest, Dat Haar Hoog Mog. haar ten uyttersten sullen bemoeyen, dat de voorsz. pretensien, door een minnelyk verdrag mogen werden gecomposeert en bygeleyd tot wederzyds vergenoeginge, met belofte dat ingevalle de voorsz. pretensien in der minne niet zouden konnen werden gedetermineert, Haar Hoog Mog. S. Churf. Doorlugtigheit uyt sake van dien met feytelykheit niet sullen bejegenen, zoo lange de voorsz. differenten niet regtelyck sullen zyn geslecten; en dat in alle gevalle ook, na zodanige decisie tusschen hoogstgedagte Haar Hoog Mog. ende S. Churf. Doorlugtigh. in de voorsz. sake zal werden gehandelt ende geprocedeert, gelyk onder zodanige oude Geallieerden en vertrouwde Vrienden en Nabueren behoort te geschieden, ende anders niet, op dat alzoo de voorsz. Nabuerlyeke Vriendschap altyt mag blyven geconserveert.

Ten beslnyt is dit Separaat Articul van beyderzyds Hooge Geallieerdens Ministers, Raden ende Extraordinaris Gedeputeerde in 't Tractaat van Alliantie gemelt, van gelycke onderteykend, en met haare gewoonlyke signaturen bezegelt. Aldus gedaan tot Keulen aan de Spree, den 26 February / 8. Maart Anno een duysent ses hondert acht en seventig.

JACOB VAN DER TOCHT (L.S.) O. V. SCHWERIN. (L.S.)

CHRISTOFF VAN BRANDT. (L.S.)

FRANS MEINDERS. (L.S.)

Etats le Fort de Schenk tel qu'il est presentement avec ses Fortifications, & le terrain sur lequel il est bâti, en sorte que Son Altesse Electorale pour elle & ses Successeurs desiste de tous les Droits & pretensions qu'elle pourroit y avoir. ANNO 1678.

II. Veut Son Alt. Electorale desister de toutes demandes & actions qui lui appartiennent en vertu des premieres Sentences prononcées à Malines sur la Dette ainsi nommée de Fers de Chevaux, & de ce qu'elle pourroit attendre sur cet Article lorsque ladite affaire seroit executée, & qu'à cet égard elle ne pretendra rien dans la suite.

III. Son A. E. décharge les Etats du Subside qu'elle a encore à exiger des Etats depuis l'an 1672. jusqu'au Traité suivant.

IV. Son A. E. desiste de même de sa pretension qu'elle a sur les Etats en vertu de l'Alliance de 1666. de ce que les Villes du Duché de Cleves ont été livrées à l'Ennemi en 1672. au dommage irreparable de Son A. E. Promet aussi en vertu de la presente, que les Etats ne seront jamais sollicitez ni inquietez sur cesdites pretensions, mais qu'elles seront toutes detruites & annullées.

I. D'autre part Leurs Hautes Puissances promettent, qu'aussi de leur côté ils annullent & desistent de toutes actions & pretensions de la Dette de Fers de Chevaux & de tout ce qui à ce sujet a été traité à Malines, & de tous les Points & Articles qui y ont en quelque rapport; en telle maniere que le Procès commencé à ce sujet est entierement cassé & annullé, que Son A. E. ni ses Successeurs ne pourront jamais être sollicitez ni poursuivis sur ce point, & que les Obligations qui subsistent seront rendues & cassées.

II. Qu'à l'égard des Pretensions que les Seigneurs Etats de Gueldre pretendent avoir sur Son A. E. & à l'égard de celles que Son A. E. en qualité de Duc de Cleves exige de la même Province de Gueldre, & sur quoi l'on a déja formé un Compromis, que L. H. P. feront leur possible que lesdites pretensions soient terminées & accommodées par un Accord amiable au contentement des uns & des autres, avec promesse qu'en cas lesdites pretensions ne pussent être terminées à l'amiable, qu'alors L. H. P. & Son A. E. ne se feront aucune hostilité à ce sujet, aussi longtems que lesdits differens ne seront pas terminez avec douceur; & qu'en tout cas, après une telle décision, on traitera & procedera entre L. H. P. & Son A. E. de la maniere que cela doit se faire entre de tels anciens Alliez, bons Amis & Voisins, & non autrement, afin qu'ainsi une telle amitié puisse être toujours conservée.

Pour conclusion cet Article Separé, mentionné dans le Traité d'Alliance des Ministres, Conseillers & Deputez extraordinaires des deux Hauts Alliez, a été de même par eux signé & scellé de leur Cachet ordinaire. Fait à Cologne sur la Sprée le 26. Fevrier / 8. Mars 1678.

Signé,

JACOB VAN DER TOCHT (L.S.) O. V. SCHWERIN. (L.S.)

CHRISTOFFLE VON BRANDT. (L.S.)

FRANÇOIS MEYNDERS. (L.S)

CLXIX.

ANNO 1678.

CLXIX.

15. Mars. Erneuerte Erb-Vereinigung zwischen JULIO FRANCISCO zu Sachsen-Lauenburg/und Fürst JOHANN GEORGEN zu Anhalt/ vor sich und dero sämbtliches Fürstliches Hauß/ daß wann ein theil ohne Männliche Leibes-Lehens-Erben solte mit Tode abgehen/ der andere in dessen Landen succediren solle/ geschehen zu Wien den 15. Martii 1678. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Contin. II. Abtheil. IV. Absatz II. pag. 356. Electorum Juris Publici curiosor. Continuat. pag. 470.]

C'est-à-dire,

Pacte Hereditaire renouvellé entre JULES FRANÇOIS *Duc de Saxe-Lauenburg d'une part, & JEAN GEORGE Prince d'Anhalt pour lui & pour toute la Maison des Princes d'Anhalt d'autre part, portant que les Lignes Masculines de l'une ou de l'autre venant à manquer, la survivante lui succedera en tous ses Domaines. A Vienne le 15. Mars 1678.*

WIr von GOttes Gnaden/ Julius Frantz/ Hertzog zu Sachsen/ Engern und Westphalen/ an einem/ und wir von desselben Gnaden/ Johann George/ Fürst zu Anhalt/ Graff zu Ascanien/ Herr zu Zerbst und Bernburg/ für Uns und in Nahmen Herrn Victor Amadäus/ Herrn Wilhelms/ und Herrn Carl Wilhelms/ und dessen sämbtliche Herren Brüder/ auch Unsers Pflege-Sohns/ Herrn Emanuel Lebrechts/ allerseits Fürsten zu Anhalt/ am andern Theile/ Uhrkunden und bekennen hiermit: Demnach Wir Uns beyderseits der zwischen Uns sich enthaltenen Blut-Verwandtniß erinnert/ und die Käyserliche Confirmation der zwischen Chur-Sachsen und Uns/ Hertzog Julius Frantzen/ getroffenen Erb-Verbrüderung nicht allein nicht erhalten werden können/ sondern auch durch ein ohnlängst von Uns den Fürsten zu Anhalt extrahirtes Käyserliches Decretum alle Hoffnung zu solcher Confirmation gänzlich benommen worden.

Als haben Wir rathsam und nöthig befunden/ nach unserer Hochlöblichen Vorfahren Exempel/ das Successions-Recht/ so die Jura sanguinis einer Linien oder andern Hertzogthümern/ Fürstenthümern/ Landen und Leuten von Rechts wegen zulegen/ vermittelst dieses nachstehenden Pacti bestmöglichst zu versichern/ und auf die begebende Fälle/ so wohl der hinterbleibenden Fürstlichen Wittben und Allodial-Erben hohes Interesse zu verwahren/ als auch von beyderseits Landschafften und Unterthanen alles Unheil/ so die Ungewißheit der Successionen mit sich zu führen pfleget/ abzuwenden.

Wir verordnen diesem nach und pacisciren hiermit/ wie es zu Recht am beständigsten geschehen kan und mag/ für Uns/ die übrige Fürsten zu Anhalt/ Unser und Ihrer Liebden Erben und Nachkommen beyderley Geschlechts.

Erstlich/ im Fall Wir Hertzog Julius Frantz oder Unsere künfftige Männliche Leibes-Lehens-Erben mit Tode abgehen/ und also des Alberti (welcher des Bernhardi Electoris Saxonici ältester Sohn gewesen) Linie/ in und mit uns oder ihnen/ über kurtz oder lang/ gar erlöschen solte/ alsdann succediren in Unserem Hertzogthum Sachsen/ Engern und Westphalen/ und allen derselben Regalien/ Fürstlichen Würden/ Graffen und Herrschafften/ Rechten/ Gerichten/ Zöllen/ Geleiten/ Ansprüchen und Processen/ in Summa allen denen Reichs-Lehen/ Landen und Gerechtigkeiten/ so Wir als Hertzog zu Sachsen/ Engern und Westphalen/ würcklich besitzen/ oder von Rechts wegen und Innhalts der Käyserlichen Lehn-Brieffe haben und besitzen solten/ nichts davon ausgeschlossen/ die obgenannte Unsere Vettern/ Fürsten zu Anhalt/ und Ihrer Liebden Fürstliche Leibes-Lehns-Erben: Im Fall aber Wir Fürst Johann George und die obbeschriebene Unsere Herren Vettern/ Fürsten zu Anhalt/ wie auch Unserer Ihrer Liebden Männliche Leibes-Lehns-Erben ohne Hinterlassung dergleichen Lehens-Succession, Fürsten zu Anhalt/ mit Tode abgehen/ und also des Henrici, als Bernhardi, Hertzogen und Chur-Fürsten zu Sachsen/ Linie in uns oder ihnen gantz erloschen würde/ alsdann succediret in den Fürstenthum Anhalt/ dem incorporirten freyen Weltlichen Stifft Gernrode/ der Graffschafft Mühlingen und allen andern Graff- und Herrschafften/ Regalien/ Würden/ Zöllen/ Rechten/ Ansprüchen und Prætensionen/ in Summa/ allen Unsern und Unserer Herren Vettern Reichs-Lehen und Landen/ die Wir jetzo würcklich besitzen/ oder vermög der Lehn-Brieffe und von Rechts wegen haben und besitzen solten/ nichts davon ausgeschlossen/ Hochgedachter Unser Herr Vetter/ Hertzog Julius Frantz/ und Seiner Liebden Fürstliche Leibes-Lehens-Erben.

Zum Andern/ damit aber gleichwohl einer oder der andern Linien hinterbleibende Fürstliche Gemahlinnen und Töchter/ Standesmäßig unterhalten/ ausgestatet und dergestalt versorget werden mögen/ daß sie der abgehenden Linie es zu dancken/ und Deroselben Gedächtnüß desto werther zu halten Ursach haben. So ist unter Uns ferner abgeredet und beschlossen/ daß nicht allein die Wittwen und Leib-Renten/ so ein oder der andere Theil constituiret haben wird/ von dem succedirenden Theile denen Fürstlichen Wittben præstiret und geliefert/ die unverehlichten Princeßinnen nach des Hauses Herkommen ausgestattet/ und was zur Allodial-Erbschafft nach Sächsischen Rechten gehöret/ ihnen abgefolget/ sondern auch aus den angestammeten Lehnen ihnen zweymahlhundert tausend Reichs-Thaler gezahlet und entrichtet werden sollen.

Drittens/ nicht weniger geloben Wir einander/ und versprechen hiermit/ für Uns und die sämbtlich Mitbeschriebene/ auch Unsere und Ihrer Liebden Erben und Nachkommende Hertzoge zu Sachsen/ Engern und Westphalen und Fürsten zu Anhalt/ hochbetheuerlich/ daß die Landschafften und Unterthanen bey denen obbedeuten Eröffnungs-Fällen in dem Hertzogthum Sachsen/ und denen darzu gehörigen Landen/ so wohl als in dem Fürstenthumb Anhalt/ und denen darzu gehörigen Landen/ bey allen ihren Privilegien/ Ehren/ Statuten/ Gewohnheiten/ Rechten und Gerechtigkeiten/ in Ecclesiasticis & Secularibus gelassen und geschützet/ wie auch der abgegangenen Fürstlichen Linien getreue Ministri, Räthe/ Haupt- und Ambt-Leute/ Zoll-Einnehmer und alle Bediente von der succedirenden Linie in Schirm und Schutz genommen/ für andern wieder befördert/ ihrer geleisteten treuen Dienste wegen wohl recompensiret/ auch sie wegen rückständiger erweißlichen Besoldung und habender Anforderung contentiret werden sollen.

Viertens/ dieweil diese Disposition nur eine Erneuerung der alten Erb-Verbrüderungen und fürnehmlich wegen der Allodial-Erbinnen/ Wittben und Unterthanen/ aufgerichtet ist/ die Jura sanguinis und Agnationis, auch die Succession einem Fürstlichen Theil in des andern aperirten Landen ohne dem zulegen; So wollen Wir die allergnädigste Käyserliche Confirmation noch zur Zeit hierüber zu suchen aussetzen/ jedoch die rechte bequehme Gelegenheit/ sie zu erbitten/ ergreiffen/ und Unsere Fürstliche Erben und Interessenten dadurch bestmöglichst zu versichern beflissen seyn/ Immittelst aber/ ein solches expediens besinnen und zu Wercke richten/ dadurch der andern Linie die Possession auff dem Eröffnungs-Fall vermehret und andern Häusern/ so darnach aspiriren möchten/ die Gelegenheit dazu zu gelangen/ so viel an uns ist/ benommen werde.

Fünfftens/ wollen Wir auch einander überall getreulich meynen/ ein Theil des andern Aufnehmen und Wohlfarth fördern/ einander in allen Fürfallen- und Angelegenheiten an Käyserlichen- Chur- und Fürstlichen Höfen/ auch bey Reichs-Tagen und Conventen/ und wo es sonsten die Nothdurfft erfordert/ Freund-Vetterlich und in geheim assistiren/ und alles thun und fürkehren/ was getreuen Stamm- und Bluts-Verwandten Vettern gegen einander zu thun und fürzukehren/ wohl ansehet und gebühret/ Zu dessen Beuhrkundigung haben Wir Julius Frantz/ Hertzog zu Sachsen/ Engern und Westphalen/ und Wir Johann George/ Fürst zu Anhalt/ für uns und in Nahmen aller übrigen Fürsten zu Anhalt/ (damit die Sache noch unter wenigen und desto geheimer bleibe/) diese erneuerte Erb-Vereinigung und inserirte Disposition mit Unser eigenhändigen Unterschrifft und auffgedruckten Fürstlichen Siegel bestärcket/ wir auch der Fürst zu Anhalt darbeneben versprochen/ daß/ so bald des Herrn Vettern Hertzogen zu Sachsen Liebden/ denen andern regierenden Fürsten zu Anhalt/ es zu offenbaren belieben werden/ deroselben Unterschrifft und Siegel hinzugethan/ oder doch Dero dienst- und freund-vetterliche Genehmhaltung und danckbahre approbation Seiner Liebden verschafft und eingehändiget werden solte. Alles getreulich/ Fürstlich und sonder Gefehrde. Geschehen und gegeben zu Wien am fünffzehenden Martii, im Jahr nach CHRISTI Geburth/ ein tausend sechs hundert und acht und siebentzig.

(L. S.) Julius Frantz/ Hertzog zu Sachsen.

(L. S.) Johann George/ Fürst zu Anhalt.

CLXX.

26. Juill. *Traité d'Alliance entre* CHARLES II. *Roi de la Grande Bretagne, & les Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES, *Fait à la Haye le 26. Juillet 1678.* [FREDER. LEONARD. Tom. VI. Actes & Negociations de la Paix de Nimégue. Tom. II. pag. 480. &c.]

QUandoquidem Domini Ordines Generales Fœderati Belgii declaraverunt, quin imò per Litteras Domi-

Domino Regi Christianissimo significaverant se in Pacis conditiones à Majestate sua oblatas, quatenus eæ ad se spectant, consensisse: quin etiam Catholicam Majestatem quantum ad se, iisdem conditionibus assensum præbuisse, paratosque se esse, & in mandatis dedisse iis quos ad conficiendum Pacis negotium Neumagum miserunt Legatis, ut secundùm easdem conditiones, quod ad eorum Rempublicam attinet, cum Legatis Domini Regis Christianissimi, iisque Fœderatorum, quibus idem placeret Ministris, Tractatum concluderent: cum animi perturbatione acceperunt Regis Christianissimi Legatos moram tam salubris tamque desideratæ rei facere, quod negarent Majestatem suam ea quæ Domino Regi Catholico, & Dominis Ordinibus Generalibus restituenda veniunt Oppida, restituturam, antequam Domino Regi Sueciæ plenissimè satisfactum, & Majestati suæ restituta sint ea omnia, quæ durante hoc Bello amisit. Domini verò Ordines Generales existimarant eam Dominorum Majestatis Christianissimæ Legatorum opinionem erroneam adeò esse, ut nullo certo fundamento niti, nullisque Justitiæ rationibus fulciri possit, eamque quàm plenissimè aberrare à verâ Regiæ Majestatis suæ intentione, neque eam passuram tam iniquam gravemque interpretationem declarationis quam Majestas sua fecit. Et cùm Domini Ordines Generales hanc quæ suboriebatur, & Paci moram afferebat, difficultatem Domino Regi Magnæ Britanniæ per Legatos suos significârint, rogantes ut Regia Sua Majestas tam justam eorum causam probare, omniaque officia circa Regem Christianissimum, quæ submovendæ huic remoræ inservire possent, adhibere, aut si in proposito suo Rex Christianissimus persisteret, iis auxilio esse vellet, & Majestas sua Dominis Ordinibus Generalibus declarare fecerit, se in eadem cum iis esse Sententia; neque Pacem tam iniquis conditionibus fieri posse: Majestatem etiam suam, si per Regem Christianissimum staret, quominus Pax coalesceret, eos omni ope viribusque omnibus tueri paratam esse. Cumque Domini Ordines Generales suis, qui Neomagi sunt, Legatis mandaverint, ut quàm inique hæc à se peterentur, dictis Dominis Legatis Domini Regis Christianissimi significarent, rogarentque ut dictos Pacis Tractatus adimplere, concludere & signare vellent; neque prædictorum locorum restitutioni moram facerent, usquequo Domino Sueciæ Regi satisfactum, eaque quæ Bello amiserat restituta essent, testarenturque se paratos esse Tractatui Pacis finem imponere, & eandem Dominis Ordin. Gen. manere Sententiam propositumque perficiendi concludendique dictum Pacis Tractatum, modò Majestati Christianissimæ visum fuerit dicta loca restituere, ex quo Pacis Tractatus ratihabitione, ejusdemque publicatione confirmatus fuerit, neque ei moram amplius facere ob satisfactionem restitutionemque eorum quæ Dominus Rex Sueciæ durante hoc Bello amisit, omnemque operam omniaque humanitatis officia circa prædictos Christianissimæ Majestatis suæ Legatos, adhibere ut in id consentire velit, Pacique negotium eam ob rem amplius protelare nolit: Conventum est propterea inter Dominum Regem Magnæ Britanniæ & Ord. Gen. Fœderati Belgii si omnia prædicta humanitatis officia suo careant successu, & Rex Christianissimus permoveri nequeat ante diem 11. Mensis Augusti proximè sequentis declarare & promittere Majestatem suam dicta Oppida restituturam post Ratificationem publicationemque dicti Pacis Tractatus, neque ei restitutioni moram fore ob satisfactionem restitutionemque Domini Sueciæ Regis, aliamve quamcumque ob causam, aut post dictam declarationem reipsa restituere dicta loca detrectet, Dominum Regem Magnæ Britanniæ & Dom. Ord. Un. Belgii Bellum contra Regem Christianissimum inituros, gesturos & prosecuturos mutuis consiliis, auxiliis, & sub iis quæ sequuntur conditionibus, aliisve de quibus posteà inter se, aut cum aliis qui hoc Bello implicati sunt Principibus mutuo consensu convènerit.

Quoniam Dominus Rex Christianissimus Domino Regi Magnæ Britanniæ tanquam Pacis inter Partes belligerantes Mediatori, non semel significavit se in Pacem cum dictis Partibus belligerantibus æquis conditionibus consensurum, & tamen post plurima Mediationis officia exigua spes finiendi Belli dictis æquis conditionibus affulserit, Dominus Rex autem Magnæ Britanniæ & Domini Ordines Generales Tractatu inter se habito die 26. Mensis Julii Ann. 1678. existimaverint Orbi Christiano tranquillitatem suam parari posse, si Partibus belligerantibus placuerint hæ conditiones, ut quod ad Galliam & Hispaniam attinet, Oppida & loca appellata Carolo-regium, sive *Charleroi*, Athum, Aldenardum, Cortericum, Tornacum, Condæum, Valencenum & Fanum Sancti Guislani, Binche & Ducatus Limburgi; &c. cum Balivatibus, Castellaniis, Territoriis, Gubernationibus, Præfecturis, vulgo *Prevostez*, cum appertinentiis, dependentiis & annexis omnibus Regi Catholico restituerentur.

Quod ad Imperatorem, Imperium, & Principes Imperii, quæ Dominus Rex Christianissimus durante hoc Bello occupavit, iisdem Imperatori, Imperio, & Principibus Imperii restituerentur, cætera verò omnia manerent in eo statu in quo tunc erant.

Quod ad Ducem Lotharingiæ spectat, Ducatus Lotharingicus Domino Duci restitueretur eo in statu in quo nunc est; si verò id à Rege Christianissimo obtinere nequiret, eo in statu quo fuit tempore occupationis; & Dominus Rex Magnæ Britanniæ, Dominique Ordines Generales eam in rem mutuo Fœdere se obstrinxerunt.

I. Pactum præterea conventumque est inter prædictos Regem Magnæ Britanniæ, & Dominos Ordines Gen. Fœderati Belgii, se omnem omninò operam adhibituros, & viribus quantum fieri potest maximis id acturos, ut Dominus Rex Christianissimus in easdem Pacis conditiones consentiat, neque ante Pacem cum Domino Rege Christianissimo conclusuros, quam iisdem conditionibus assenserit, aliisve de quibus Rex Magnæ Britanniæ & Domini Ordines Generales mutuo consensu secundum Belli successus convenerint.

II. Pactum præterea inter suam Majestatem & Dominos Ordines Generales se conjunctis viribus, quantum fieri potest maximis, id acturos, ut prædictæ aut aliæ ex consensu Partium conditiones Pacis à Domino Rege Christianissimo obtineantur, & eam in rem Majestatem suam ad minimum collaturam, Mari quidem tertiam partem amplius, Terrâ vero in Belgio tertiam partem minus earum virium, quas Domini Ordines Generales Mari vel Terra in Belgio collaturi sunt, idque per modum provisionis, dum expectatur propior conventio virium à Majestate suâ Fœderatisque qui hoc Bello implicantur involvunturque, præstandarum.

III. Conventum est ut exorto inter Majestatem Magnæ Britanniæ & Majestatem Christianissimam Bello, in facultate alterutrius Fœderatorum non sit suspendere arma se inter hostemque, sine mutuo utriusque consensu.

IV. Casu vero eveniente, ut Conventus de Pace Neomagi institutus dissolvatur, & alibi locorum de Pace, aut Treiga, sive Induciis quorumdam annorum Partes inter se agere velint, negotium hoc Pacis aut Treigæ non poterit institui sine alterius Fœderati participatione, & nisi Pars quæ paciscendi animum habet, alteri Parti eodem quo sibi tempore procuret facultatem & Salvos Conductus necessarios solitosque, quibus secta Ministros ad locum Tractatui destinatum tuto mittere possit, & nisi de tempore ad tempus alteri Parti communicet ea omnia de quibus in dicto de Treiga Paceque Tractatu agitur. Nemo vero Fœderatorum in conclusionem prædictæ Pacis aut Treigæ consentire possit, nisi sub conditionibus Art. I expressis, aliisve de quibus mutuo consensu convenerit, & nisi Fœderatus suus restituatur, quod ad Europam attinet, in possessionem Terrarum, Urbium, & Locorum, quin etiam omnium Jurium Immunitatumque, quibus utebatur fruebaturque tempore subscriptionis hujus Tractatus, nisi aliter inter Majestatem suam & Dominos Ordines Gen. convenerit.

V. Si vero Pax inter Dominum Regem Christianissimum, Dominum Regem Catholicum, & Dominos Ordines Generales coalescat, sive iis quas Dominus Rex Christianissimus proposuit, sive iis de quibus hoc Tractatu conventum est conditionibus, ejus servandæ sponsores vindicesque erunt in forma omnium optima, amplissima & securissima, non modo Rex Magnæ Britanniæ & Fœderati Ordines, quinimo & omnes Reges Principesque vicini, qui existimabunt sua interesse, ut Orbi Christiano inconcussa maneat quies, & Belgio sua reddatur constetque secura tranquillitas, in quem finem definietur inter Magnæ Britanniæ Regem & Dominos Ordines Generales Copiarum militarium numerus, aliaque media, quibus utendum erit adversus alterutram Partium, quæ temeraverit vel violaverit Pacem, ut injuriam demat & Parti læsæ resarciat.

VI. Pacta hæc conventa omniaque & singula in iis contenta à Domino Rege Magnæ Britanniæ atque Dominis Ordinibus Generalibus Uniti Belgii per Patentes utriusque Partis Litteras Sigillis suis munitas debita & authen-

Anno 1678. authentica forma intra spatium trium septimanarum proximè sequentium, aut citius, si fieri potest, confirmabuntur, & ratihabebuntur, mutuaque Ratihabitionum Instrumenta intra prædictum tempus hinc inde extradentur. Actum Hagæ-Comitum 26. mensis Julii 1678.

Signatum erat

(*L.S.*) *Tempel.*

(*L.S.*) *W. van Henckelom.*
(*L.S.*) *D. van Wyngaerden.*
(*L.S.*) *Gasp Fagel.*
(*L.S.*) *D. van Heyden.*
(*L.S.*) *Van Leeuwen.*
(*L.S.*) *J. de Mauregnault.*
(*L.S.*) *Joan. Baron de Reede.*
(*L.S.*) *A. ter Borght.*

CLXXI.

10. Aoust. *Traité de Paix entre* Louïs XIV. *Roi de France, & les Seigneurs Estats Généraux des* Provinces-Unies *des Païs-Bas; portant, que chacun demeurera saisi des Païs, Villes, & Places qu'il possede; à la reserve de la Ville de Mastricht, avec le Comté de Vronof, & les Païs de Fauquemont, Dalhem & Rolledue, que Sa Majesté T. C. rendra à Leurs Hautes Puissances. Fait à Nimegue le* 10. *d'Août* 1678. *Avec les* Ratifications, *& les* Pleins-Pouvoirs *de part & d'autre. Comme aussi un* Article Separé, *touchant le Prince d'Orange du même jour* 10. *d'Août* 1678. S'ensuivent Deux Lettres *d'Explication sur l'Article* XIII. *du Traité, concernant la Neutralité promise par les Etats Generaux, & la Garantie des Obligations où l'Espagne entrera au regard de ladite Neutralité, du* 17. *d'Août* 1678. La Ratification *du Roi T. C. sur cette Explication. A Fontainebleau le* 5. *Sept.* 1678. L'Article Separé *concernant l'Amnistie generale pour les Sujets de part & d'autre du* 24. *Septembre* 1678. *Et les Ratifications de Sa Majesté & de Leurs Hautes Puissances.* [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue Tom. II. pag 590. & 636. d'où l'on a tiré cette Piece, qui se trouve dans le Recueil de Leonard Tom. V. dans Londorpii *Acta publica* Tom. X. pag 677. en Allemand, dans le *Theatrum Pacis* Tom. II. pag. 600. en Latin, en Allemand, & en François, & dans Anhang zu des Europäischen Herolds 4. Haubthandlungen pag. 1624.

Louïs par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront; Salut. Comme nostre tres cher & bien-amé Cousin le Sieur Comte d'Estrades Mareschal de France & Chevalier de nos Ordres, nôtre bien-amé & feal le Sieur Colbert Marquis de Croissi, Conseiller ordinaire en nôtre Conseil d'Estat, & nôtre bien-amé & feal le Sieur de Mesmes Comte d'Avaux, aussi Conseiller en nos Conseils, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu des Pleins-Pouvoirs que Nous leur en avions donnez, auroient conclu, arresté, & signé le dixiéme de ce Mois en la Ville de Nimegue avec le Sieur Hierosme de Beveruingk Seigneur de Teylingen, Curateur de l'Université à Leyden, cy-devant Conseiller & Tresorier General des Provinces-Unies des Païs-Bas, le Sieur Guillaume de Nassau Seigneur d'Odyk Cortgene & premier Noble, & representant la Noblesse dans les Estats & au Conseil de Zelande, & le Sieur Guillaume de Haren Grietman du Bildt, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de nos tres-chers & grands Amis les Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, pareillement munis de Pleins-Pouvoirs, le Traité de Paix dont la teneur s'ensuit: Anno 1678.

Au nom de Dieu le Createur; A tous presens & à venir, soit notoire, Comme pendant le cours de la Guerre qui s'est emue depuis quelques années entre le tres-Haut, tres-Excellent, & tres-Puissant Prince Louïs XIV. par la grace de Dieu Roi tres-Chrestien de France & de Navarre; & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, Sa Majesté auroit toûjours conservé un sincere desir de rendre ausdits Seigneurs Etats sa premiere amitié, & Eux tous les sentimens de respect pour Sa Majesté, & de reconnoissance pour les Obligations & les avantages considerables qu'ils ont reçus d'Elle & des Roys ses Predecesseurs, il est enfin arrivé que ces bonnes dispositions secondées des puissans offices de tres-Haut, tres-Excellent, & tres-Puissant Prince le Roi de la Grand' Bretagne, qui durant ces temps facheux, quand presque toute la Chrestienté s'est trouvée en Armes, n'a cessé de contribuer par ses Conseils & bons avertissemens au salut & au repos public, auroient porté Sa Majesté tres-Chrestienne & lesdits Seigneurs Etats Generaux, comme aussi tous les autres Princes & Potentats qui se sont interessez dans cette Guerre, à consentir que la Ville de Nimegue fust choisie pour y traiter de Paix, & pour y parvenir Sa Majesté tres-Chrestienne auroit nommé pour ses Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires le Sieur Comte d'Estrades Mareschal de France, & Chevalier de ses Ordres; le Sieur Colbert Chevalier Marquis de Croissi, Conseiller ordinaire en son Conseil d'Estat; & le Sieur de Mêmes Chevalier Comte d'Avaux, aussi Conseiller en ses Conseils; Et lesdits Seigneurs Etats Generaux, le Sieur Hierosme de Beverningh Seigneur de Teylingen, Curateur de l'Université à Leyden, cy-devant Conseiller & Tresorier General des Provinces-Unies; le Sieur Guillaume de Nassau Seigneur d'Odyk, Cortgene, & premier Noble & representant la Noblesse dans les Etats & au Conseil de Zelande, & le Sieur Guillaume d'Haren Grietman du Bildt, Deputez en leurs Assemblées de la part des Etats d'Hollande, Zelande, &c. Lesquels Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires duëment instruits des bonnes intentions de leurs Maistres, se seroient rendus en ladite Ville de Nimegue, où aprés une reciproque communication des Pleins-Pouvoirs dont à la fin de ce Traité les Copies sont inserées de mot à mot, seroient convenus des conditions de Paix & d'amitié en la teneur qui s'ensuit:

I. Il y aura à l'avenir entre Sa Majesté tres-Chrestienne & ses Successeurs Roys de France & de Navarre & ses Royaumes, d'une part; & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, d'autre, une Paix, bonne, ferme, fidele & inviolable, & cesseront ensuitte, & seront delaissez tous actes d'hostilité de quelque façon qu'ils soient entre ledit Seigneur Roi, & lesdits Seigneurs Etats Generaux, tant par Mer, & autres Eaux que par Terre, en tous leurs Royaumes, Païs, Terres, Provinces, & Seigneuries, & pour tous leurs Sujets, & Habitans de quelque qualité ou condition qu'ils soient sans exception des Lieux, ou des personnes.

II. Et si quelques prises se font de part, ou d'autre dans la Mer Baltique, ou celle du Nord, depuis Terneuse jusqu'au bout de la Manche dans l'espace de quatre semaines, ou du bout de ladite Manche jusqu'au Cap de S. Vincent dans l'espace de six semaines, & delà dans la Mer Mediterranée & jusqu'à la Ligne dans l'espace de dix semaines, & au delà de la Ligne, & en tous les autres endroits du Monde dans l'espace de huit Mois à compter du jour que se fera la publication de la Paix à Paris, & à la Haye, lesdites prises & les dommages qui se feront de part ou d'autre aprés les termes prefix seront portez en compte, & tout ce qui aura esté pris sera rendu avec compensation de tous les dommages qui en seront provenus.

III. Il y aura deplus entre ledit Seigneur Roi, & lesdits Seigneurs Etats Generaux, & leurs Sujets & Habitans reciproquement une sincere, ferme, & perpetuelle amitié & bonne correspondance tant par Mer que par Terre en tout & partout, tant dedans, que dehors l'Europe, sans se ressentir des offences ou dommages qu'ils ont reçus, tant par le passé qu'à l'occasion desdites Guerres.

IV. Et en vertu de cette amitié & correspondance, tant Sa Majesté que les Seigneurs Etats Generaux, procureront & avanceront fidellement le bien & la prosperité

ANNO 1678.

ité l'un de l'autre par tout support, aide, conseil, & assistances réelles en toutes occasions & en tout temps, & ne consentiront à l'avenir à aucuns Traitez ou Negociations qui pourroient apporter du dommage à l'un ou à l'autre; mais les romprout & en donneront les avis reciproquement avec soin & sincerité aussi-tost qu'ils en auront connoissance.

V. Ceux sur lesquels quelques biens ont esté saisis & confisquez à l'occasion de ladite Guerre, leurs Heritiers ou ayans cause, de quelle condition ou Religion qu'ils puissent estre, jouiront d'iceux Biens, & en prendront la possession de leur autorité privée, & en vertu du present Traité, sans qu'il leur soit besoin d'avoir recours à la Justice, nonobstant toutes incorporations au fisc, engagement, dons en faits, Sentences preparatoires ou diffinitives données par deffaut & contumace en l'absence des Parties & icelles non ouïes, Traitez, Acords & Transactions, quelques Renonciations qui ayent esté mises esdites Transactions pour exclure de partie desdits Biens, ceux à qui ils doivent appartenir, & tous & chacuns Biens & Droits qui conformément au present Traité seront restituez, ou doivent estre restituez reciproquement aux premiers Proprietaires, leurs Hoirs & ayans cause, pourront estre vendus par lesdits Proprietaires, sans qu'il soit besoin d'impetter pour ce consentement particulier; & ensuite les Proprietaires des Rentes qui de la part des fiscs seront constituez en lieu des Biens vendus; comme aussi des Rentes & Actions estans à la charge des fiscs, respectivement pourront disposer de la proprieté d'icelles par vente ou autrement, comme de leurs autres propres Biens.

VI. Et comme le Marquisat de Bergopzom avec tous les Droits & Revenus qui en dépendent, & generalement toutes les Terres & Biens appartenans à Monsieur le Comte d'Auvergne Colonel General de la Cavalerie-Legere de France, & qui sont sous le Pouvoir desdits Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, ont esté saisis & confisquez à l'occasion de la Guerre, à laquelle le present Traité doit mettre une heureuse fin, il a esté acordé que ledit Sieur Comte d'Auvergne sera remis dans la possession dudit Marquisat de Bergopzom, ses appartenances & dépendances, comme aussi dans ses Droits, Actions, Privileges, Usances & Prerogatives dont il jouissoit lors de la Declaration de la Guerre.

VII. Chacun demeurera saisi, & jouira effectivement des Païs, Villes, & Places, Terres, Isles & Seigneuries, tant au dedans que dehors l'Europe, qu'il tient & possede à present, sans estre troublé ni inquieté directement ni indirectement de quelque façon que ce soit.

VIII. Mais Sa Majesté Tres-Chrétienne voulant rendre aux Seigneurs Etats Generaux sa premiere amitié, & leur en donner une preuve particuliere dans cette occasion, les remettra immediatement aprés l'échange des Ratifications, dans la possession de la Ville de Mastricht, avec le Comté de Vronof; & les Comtez & Pais de Fauquemont, Dalhem & Rolledue d'Outremeuse, avec les Villages de Redemption, Banc de S. Servais, & tout ce qui dépend de ladite Ville.

IX. Lesdits Seigneurs Etats Generaux promettent, que toutes choses qui concernent l'Exercice de la Religion Catholique Romaine, & la jouissance des Biens de ceux qui en font profession, seront rétablies & maintenuës sans aucune exception dans ladite Ville de Mastricht & ses dépendances, en l'état & comme elles étoient reglées par sa Capitulation de 1632. & que ceux qui auront esté pourveus de quelques Biens Ecclesiastiques, Canonicats, Personnats, Prevostez, & autres Benefices, y demeureront établis, & en jouiront sans aucune contradiction.

X. Sa Majesté rendant ausdits Seigneurs Etats Generaux la Ville de Mastricht & Païs en dépendans, en pourra faire retirer & emporter toute l'Artillerie, Poudres, Boulets, Vivres, & autres Munitions de Guerre qui s'y trouveront au temps de la remise ou restitution d'icelle; & ceux qu'Elle aura commis à cét éfet, se serviront, si bon leur semble, pendant deux Mois, des Charrois & Batteaux du Païs; auront le passage libre tant par Eau que par Terre, pour la retraitte desdites Munitions; & leur sera donné par les Gouverneurs, Commandans, Officiers, ou Magistrats de ladite Ville, toutes les facilitez qui dépendent d'eux pour la voiture & conduite desdites Artillerie & Munitions. Pourront aussi les Officiers, Soldats, Gens de Guerre, & autres qui sortiront de ladite Place, en tirer & emporter les Biens Meubles à eux appartenans, sans qu'il leur soit loisible d'exiger aucune chose des Habitans de ladite Ville de Mastricht & des environs, ni endommager leurs Maisons, ou emporter aucune chose appartenant ausdits Habitans.

XI. Tous Prisonniers de Guerre seront délivrez d'une part & d'autre, sans distinction ou reserve, & sans payer aucune rançon.

XII. La levée des Contributions demandée par l'Intendant de la Ville de Mastricht aux Païs qui y sont soûmis, sera continuée pour tout ce qui restera à échcoir jusques à la Ratification du present Traité; & les arrerages qui resteront seront payez dans l'espace de trois Mois aprés le terme susdit, dans des termes convenables, & moyennant caution valable & resseante dans une des Villes de la domination de Sa Majesté.

XIII. Les Seigneurs Etats Generaux ont promis & promettent non seulement de demeurer dans une exacte Neutralité, sans pouvoir assister directement ni indirectement les Ennemis de la France & de ses Alliez; mais aussi de garentir toutes les Obligations dans lesquelles l'Espagne entrera par le Traité qui interviendra entre Leurs Majestez Tres-Chrétienne & Catholique, & principalement celle par laquelle ledit Seigneur Roi Catholique sera tenu de garder cette même Neutralité.

XIV. Si par inadvertance, ou autrement il survenoit quelque inobservation ou inconvenient au present Traité de la part de Sadite Majesté ou desdits Seigneurs Etats Generaux, & leurs Successeurs, cette Paix & Alliance ne laissera pas de subsister en toute sa force, sans que pour cela on en vienne à la rupture de l'Amitié & de la bonne correspondance: mais on reparera promptement lesdites contraventions; & si elles procedent de la faute de quelques particuliers Sujets, ils en seront seuls punis, & châtiez.

XV. Et pour mieux asseurer à l'avenir le Commerce & l'Amitié entre les Sujets dudit Seigneur Roi, & ceux desdits Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, il a esté accordé & convenu, qu'arrivant cy-aprés quelque interruption d'Amitié, ou rupture entre la Couronne de France, & lesdits Seigneurs Etats desdites Provinces-Unies (ce qu'à Dieu ne plaise) il sera toûjours donné six mois de temps aprés ladite rupture aux Sujets de part & d'autre, pour se retirer avec leurs éfets, & les transporter où bon leur semblera, ce qui leur sera permis de faire. Comme aussi de vendre ou transporter leurs Biens & Meubles en toute liberté, sans qu'on leur puisse donner aucun empéchement, ni proceder pendant ledit temps de six Mois à aucune saisie de leurs éfets, moins encore à l'arrest de leurs personnes.

XVI. Touchant les prétentions & interests qui concernent Monsieur le Prince d'Orange, dont il a esté traité & convenu separément, par Acte signé ce jourd'huy, ledit écrit & tout le contenu d'iceluy sortira son éfet, & sera confirmé, accomply, & executé selon sa forme & teneur, ni plus ni moins que si tous lesdits points en general, ou chacun d'eux en particulier, étoient de mot à mot inserez en ce present Traité.

XVII. Et comme Sa Majesté & les Seigneurs Etats Generaux reconnoissent les puissans offices que le Roi de la Grande Bretagne a contribué incessamment par ses Conseils & bons avertissemens au salut & au repos public, il a esté convenu de part & d'autre, que Sadite Majesté Britannique, avec ses Royaumes, soit comprise nommément dans le present Traité, de la meilleure forme que faire se peut.

XVIII. En ce present Traité de Paix & d'Alliance seront compris de la part dudit Seigneur Roi Tres-Chrétien, le Roi de Suede, le Duc d'Holstein, l'Evêque de Strasbourg, & le Prince Guillaume de Furstemberg; comme interessez dans la presente Guerre. En outre seront compris, si compris ils veulent estre, le Prince & la Couronne de Portugal, le Duc & Seigneurie de Venize, le Duc de Savoye, les Treize Cantons des Ligues Suisses & leurs Alliez, l'Electeur de Baviere, le Duc Jean Frederic de Brunswik Hanover, & tous Rois, Potentats, Princes, & Etats, Villes, & Personnes particulieres, à qui Sa Majesté Tres-Chrétienne, sur la requisition qu'ils luy en feront, accordera de sa part d'estre compris dans ce Traité.

XIX. Et de la part des Seigneurs Etats Generaux, le Roi d'Espagne, & tous leurs autres Alliez, qui dans le temps de six semaines, à compter depuis l'échange des Ratifications, se declareront d'accepter la Paix,

comme aussi les Treize loüables Cantons des Liguer Suisses, & leurs Alliez & Confederez, la Ville d'Embden, & de plus tous Rois, Princes & Etats, Villes & Personnes particulieres à qui les Seigneurs Etats Generaux, sur la requisition qui leur en sera faite, accorderont de leur part d'y estre compris.

XX. Ledit Seigneur Roi, & lesdits Seigneurs Etats Generaux consentent que le Roi de la Grande Bretagne, comme Mediateur, & tous autres Potentats & Princes qui voudront bien entrer en un pareil engagement, puissent donner à Sa Majesté, & ausdits Seigneurs Etats Generaux leurs promesses & Obligations de Garantie de l'execution de tout le contenu au present Traité.

XXI. Le present Traité sera ratifié & approuvé par ledit Seigneur Roi, & lesdits Seigneurs Etats Generaux, & les Lettres de Ratification seront délivrées de l'un & l'autre en bonne & deue forme dans le terme de six semaines, ou plutost si faire se peut, à compter du jour de la signature.

En foy dequoy Nous Ambassadeurs susdits de Sa Majesté, & des Seigneurs Etats Generaux, en vertu de nos Pouvoirs respectifs, Avons esdits Noms signé ces Presentes de nos Seings ordinaires, & à icelles fait apposer les Cachets de nos Armes. A Nimégue le dixiéme jour du Mois d'Aoust mil six cens soixante & dix-huit.

Le Mareschal d'Estrades. *H. Beverningk.*
Colbert. *W. de Nassau.*
De Mêmes. *W. Haren.*

NOus ayant agréable le susdit Traité de Paix en tous & un chacun les Points & Articles qui y sont contenus & déclarez, Avons iceux tant pour Nous que pour nos Heritiers, Successeurs, Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié, & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions, & confirmons; & le tout promettons en foy & parole de Roi, & sous l'obligation, & hypoteque de tous & chacuns nos Biens presens & à venir, garder, & observer inviolablement, sans jamais aller ny venir au contraire directement ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit. En témoin de quoi Nous avons signé ces Presentes de nôtre main, & à icelles fait apposer nôtre Scel. Donné à S. Germain en Laye le dix-huitiéme jour d'Aoust l'an de grace mil six cens soixante-dixhuit, & de nôtre Regne le trente-sixiéme.

Signé, LOUIS. *Et plus bas*, Par le Roi, ARNAULD.

RATIFICATION *des Etats Generaux du Traité de Paix.*

LEs Etats Generaux des Provinces-Unies du Païs-Bas. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront: SALUT. Ayant veu & examiné le Traité de Paix & d'Amitié fait & conclu à Nimégue le dixiéme jour du Mois d'Aoust 1678. par le Sieur Comte d'Estrades Maréchal de France, & Chevalier des Ordres du Roi tres-Chrétien, le Sieur Colbert Marquis de Croissy Conseiller ordinaire en son Conseil d'Estat, & le Sieur de Mêmes Comte d'Avaux aussi Conseiller en ses Conseils, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majesté tres-Chrétienne à l'Assemblée de Nimégue, au nom & de la part de Sadite Majesté; Et par le Sieur Hierosme de Beverningk Seigneur de Teylingen, Curateur de l'Université à Leyden, cy-devant Conseiller & Tresorier General des Provinces-Unies, le Sieur Guillaume de Nassau Seigneur d'Odyk Cortgene, &c. Premier Noble, & representant l'Ordre de la Noblesse dans les Etats & au Conseil de Zelande, & le Sieur Guillaume de Haren Grietman du Bilt, Deputés en nôtre Assemblée de la part des Etats de Hollande, Zelande, & Frise, nos Ambassadeurs & Plenipotentiaires à ladite Assemblée de Nimégue, en nôtre nom & de nôtre part en vertu de leurs Pleins Pouvoirs respectifs Ayans de même veu & examiné la Lettre que nosdits Ambassadeurs & Plenipotentiaires ont écrite ausdits Sieurs Ambassadeurs & Plenipotentiaires de Sa Majesté tres-Chrétienne le dix-septiéme jour dudit Mois d'Aoust, & la Reponse que lesdits Sieurs Ambassadeurs & Plenipotentiaires de Sadite Majesté y ont fait le même jour, concernant l'Explication du treiziéme Article dudit Traité, comme aussi l'Acte du cinquiéme jour de Septembre de la presente année, par laquelle Sadite Majesté a eu agreable l'Explication que lesdits Ambassadeurs & Plenipotentiaires ont donnée sur ledit treiziéme Article dudit Traité de Paix, desquels Traités, Lettres, Actes & Pouvoirs la teneur s'ensuit;

AU Nom de Dieu le Createur. A tous presens &c.

Et d'autant que le contenu dudit Traité porte que les Lettres de Ratification seront delivrées de l'un, & de l'autre en bonne & deuë forme dans le terme de six semaines, ou plustost si faire se peut, à compter du jour de la signature, Nous voulans bien donner des marques de nôtre sincerité, & nous acquiter de la parole que nos Ambassadeurs ont donnée pour nous, Nous avons agreé, approuvé, & ratifié ledit Traité, & un chacun des Articles d'iceluy cy-dessus transcrits, comme Nous l'agréons, approuvons, & ratifions par ces Presentes, promettans en bonne foy & sincerement le garder, entretenir, & observer inviolablement de point en point selon sa forme & teneur, sans jamais aller ni venir au contraire directement ou indirectement en quelque sorte ou maniere que ce soit. En foy de quoy Nous avons fait signer les Presentes par le President de nôtre Assemblée, contresigné par nôtre Premier Greffier, & y apposer nôtre Grand Seeau. Fait à la Haye le dis-neuviéme jour de Septembre mil six cens soixante-dix-huit,

D. VAN WYNDAERD.

Par Ordonnance desdits Seigneurs Etats Generaux.

H. FAGEL.

Ensuit la teneur du Pouvoir desdits Sieurs Ambassadeurs de Sa Majesté.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces Presentes Lettres verront. SALUT, Comme Nous ne souhaittons rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix, la Guerre dont la Chrestienté est à present affligée, & que par les soins, & la Mediation de nôtre tres-cher & tres-amé Frere le Roi de la Grande Bretagne, la Ville de Nimégue a esté agréée de toutes les Parties pour le lieu des Conferences, Nous par ce même desir d'arrester, autant qu'il sera en Nous, la desolation de tant de Provinces, & l'effusion de tant de sang Chrestien: Sçavoir faisons, que nous confians entierement en l'experience, la capacité & la fidelité de nôtre tres-cher & bien Amé Cousin le Sieur Comte d'Estrades Mareschal de France & Chevalier de nos Ordres, de nôtre bien Amé & feal le Sieur Colbert Marquis de Croissy, Conseiller ordinaire en nôtre Conseil d'Estat, & de nôtre bien Amé & feal le Sieur de Mêmes Comte d'Avaux, aussi Conseiller en nos Conseils, par l'épreuve avantageuse que Nous en avons fait dans les diverses Ambassades & Employs considerables que Nous leur avons confiez, tant au dedans qu'au dehors de nôtre Royaume; POUR CES CAUSES, & autres bonnes considerations à ce nous mouvans, Nous avons commis, ordonné & deputé lesdits Sieurs Mareschal d'Estrades, Marquis de Croissy, & Comte d'Avaux, commettons, ordonnons & deputons par ces Presentes signées de nôtre main, & leur avons donné & donnons Plein-Pouvoir, Commission & Mandement special d'aller en la Ville de Nimégue, en qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires & nos Plenipotentiaires pour la Paix, & y conferer, soit directement, soit par l'entremise des Ambassadeurs Mediateurs respectivement reçus & agréez avec tous Ambassadeurs & Ministres de nos tres chers & grands Amis les Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, & de leurs Alliez, tous munis de Pouvoirs suffisans, & y traiter des moyens de terminer & pacifier les differends qui causent aujourd'huy la Guerre: Et pourront nos susdits Ambassadeurs & Plenipotentiaires, tous trois ensemble, ou deux en cas de l'absence de l'autre, par maladie ou autre empêchement, ou un seul en l'absence des deux autres, en pareil cas de maladie ou autre empêchement,

ANNO 1678.

chement, en convenir, & sur iceux conclure & signer une bonne & seure Paix, & generalement faire, negocier, promettre & accorder tout ce qu'ils estimeront necessaire pour le susdit effet de la Paix, avec la même authorité que Nous ferions & pourrions faire si Nous y estions presens en Personne, encore qu'il y eust quelque chose qui requist un Mandement plus special, non contenu en cesdites Presentes. PROMETTANT en foy & parole de Roi de tenir ferme & d'accomplir tout ce que par lesdits Sieurs Mareschal d'Estrades, Marquis de Croissy & Comte d'Avaux, ou par deux d'entre eux en cas de l'absence de l'autre, par maladie ou autre empêchement, ou par un seul en l'absence des deux autres en pareil cas de maladie ou autre empêchement, aura esté stipulé, promis & accordé, & d'en faire expedier nos Lettres de Ratification dans le temps qu'ils auront promis en nôtre nom de les fournir. CAR tel est nôtre plaisir; En tesmoing dequoy Nous avons fait mettre le Seel à cesdites Presentes. DONNE' à S. Germain en Laye le vingt-troisiéme jour de Decembre, l'an de grace mil six cens soixante & quinze, & de nôtre Regne le trente troisiéme, *Signé*, LOUIS. *Et sur le reply*, Par le Roy, ARNAULD. *Et scelé du grand Sceau en cire jaune.*

Ensuit la teneur du Pouvoir desdits Sieurs Ambassadeurs Extraordinaires des Seigneurs Etats des Provinces-Unies.

LEs Etats Generaux des Provinces-Unies du Païs-Bas: A tous ceux qui ces Presentes Lettres verront; SALUT. Comme nous ne souhaittons rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix la Guerre dont la Chrestienté est à present affligée, & que par les soins & la Mediation du Serenissime Roi de la Grande Bretagne, la Ville de Nimegue a esté agréée de toutes les Parties pour le lieu des Conferences, Nous par ce même desir d'arrester, autant qu'il sera en Nous, la desolation de tant de Provinces & l'effusion de tant de sang Chrestien, Avons bien voulu y contribuer tout ce qui dépend de Nous, & pour cet effet deputé à ladite Assemblée quelques personnes du Corps de la nostre, qui ont donné plusieurs preuves de la connoissance & experience qu'ils ont des Affaires publiques, aussi bien que de l'affection qu'ils ont pour le bien de nostre Estat, & comme les Sieurs Hierosme de Beverningk Seigneur de Teylingen, Curateur de l'Université à Leyden, cy-devant Conseiller & Tresorier General des Provinces-Unies, Guillaume de Nassau Seigneur d'Odyk Cortgene, &c. premier Noble & representant l'Ordre de la Noblesse dans les Etats & au Conseil de la Comté de Zelande, & Guillaume de Haren Grietman du Bildt, Deputé en nôtre Assemblée de la part des Etats d'Hollande, Zelande & Frise, se sont signalez en plusieurs emplois importans pour nôtre service, où ils ont donné des marques de leur fidelité, application & addresse au maniement des Affaires. POUR CES CAUSES, & autres bonnes considerations à ce nous mouvans, Nous avons commis, ordonné & deputé lesdits Sieurs de Beverningk, d'Odyk, & de Haren, commettons, ordonnons & deputons par ces Presentes, & leur avons donné & donnons Plein-Pouvoir, Commission & Mandement special d'aller à la Ville de Nimegue en qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires pour la Paix, & y conferer, soit directement, soit par l'entremise des Ambassadeurs Mediateurs respectivement reçus & agréez, avec les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majesté tres-Chrestienne & ses Alliez, munis de Pouvoirs suffisans, & y traiter des moyens de terminer & pacifier les differents qui causent aujourd'huy la Guerre, & pourront nos susdits Ambassadeurs & Plenipotentiaires tous trois ensemble, ou deux en cas de l'absence de l'autre par maladie ou autre empêchement, ou un seul en l'absence des deux autres en pareil cas de maladie ou autre empêchement, en convenir, & sur iceux conclure & signer une bonne & seure Paix; & generalement faire, negocier, promettre & accorder tout ce qu'ils estimeront necessaire pour le susdit effet de la Paix, & de faire generalement tout ce que Nous pourrions faire si Nous y estions presens, quand même pour cela il seroit besoin de Pouvoir & Mandement plus special, non contenu dans cesdites presentes, PROMETTONS sincerement & de bonne foy d'avoir pour agreable, ferme & stable tout ce que par lesdits Sieurs nos Ambassadeurs & Plenipotentiaires, ou bien par deux d'iceux en cas de maladie, d'absence, ou d'autre empêchement du troisiéme, ou par un seul en l'absence des deux autres en pareil cas de maladie ou d'autre empêchement, aura esté stipulé, promis & accordé, & d'en faire expedier nos Lettres de Ratification dans le temps qu'ils auront promis en nôtre nom de les fournir. Donné à la Haye en nôtre Assemblée sous nôtre grand Sceau, Paraphe du President & seing de nôtre premier Greffier, ce quatriéme Janvier de l'an mil six cens soixante & seize. J. BOOTSMA. *Sur le reply*, Par Ordonnance desdits Seigneurs Etats Generaux. *Signé*, H. FAGEL. *Et scelé du grand Sceau en cire rouge.*

Article separé touchant Monsieur le Prince d'Orange.

LOUïs par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces Presentes Lettres verront; Salut. Comme nôtre tres-cher & bien amé Cousin le Sieur Comte d'Estrades Mareschal de France & Chevalier de nos Ordres, nôtre bien amé & feal le Sieur Colbert Marquis de Croissy, Conseiller ordinaire en nôtre Conseil d'Estat, & nôtre bien amé & feal le Sieur de Mêmes Comte d'Avaux, aussi Conseiller en nos Conseils, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu des Pleins-Pouvoirs que Nous leur en avions donnez, auroient conclu, arresté & signé le dixiéme de ce Mois en la Ville de Nimegue, avec le Sieur Hierosme de Beverningk Seigneur de Teylingen, Curateur de l'Université à Leyden, cy-devant Conseiller & Tresorier General des Provinces-Unies des Païs Bas, le Sieur Guillaume de Nassau Seigneur d'Odyk, Cortgene, &c. premier Noble & representant la Noblesse dans les Etats & au Conseil de Zelande, & le Sieur Guillaume de Haren Grietman du Bildt, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de nos tres-Chers & grands Amis les Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, pareillement munis de Pleins-Pouvoirs, l'Article separé dont la teneur s'ensuit:

COmme ensuite de la Guerre qui depuis quelques années est survenuë entre le Roi Tres-Chrestien, & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs Bas, Sa Majesté a fait saisir tous les Biens appartenans à Monsieur le Prince d'Orange, tant ladite Principauté que les Seigneuries & Terres scituées en France, & en a donné les revenus à Monsieur le Comte d'Auvergne, qui en jouit encore presentement, & que par la Grace de Dieu la Paix a esté restablie par le Traité conclu ce jourd'huy; Et qu'ainsi tous les fâcheux effets de la Guerre doivent cesser, Sa Majesté a promis audit Sieur Prince & promet par cet Acte separé, qu'immediatement aprés les Ratifications échangées elle fera lever ladite saisie, & fera remettre ledit Sieur Prince dans la possession de ladite Principauté, & des Terres qui luy appartiennent en France, Franche Comté, Charolois, Flandres & autres Païs dependans de la domination de Sa Majesté & dans tous ses Droits, Actions, Privileges, Usances & Prerogatives, au même estat & en la même maniere dont il en jouissoit avant qu'il en eust esté depossedé à l'occasion de la presente Guerre. Fait à Nimegue le dixiesme jour du Mois d'Aoust mil six cens soixante-dis-huit.

Le Mareschal d'Estrades.	*H. Beverningk.*
Colbert	*W. de Nassau.*
De Mesmes.	*W. Haren.*

NOus ayant agreable le susdit Article separé en tous & un chacun des points d'iceluy, l'avons par ces Presentes signées de nôtre main, loüé, approuvé, & ratifié, loüons, approuvons & ratifions, promettant en foy & Parole de Roi de l'accomplir, observer & faire observer & sincerement & de bonne foy, sans souffrir qu'il soit jamais allé directement ou indirectement au contraire pour quelque cause ou occasion que ce puisse estre; En témoin dequoy nous avons signé ces Presentes de nôtre main & à icelles fait apposer nôtre Seel. DONNE' à S. Germain en Laye le dis-huitiéme jour d'Aoust l'an de grace mil six cens soisante dis-huit, & de nôtre Regne le trente-sixiéme. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*, Par le Roi, ARNAULD.

RATIFICATION *des Etats Generaux de l'Article separé touchant Monf. le Prince d'Orange.*

LEs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas. A tous ceux qui ces Presentes verront, Salut. Comme ainsi soit qu'outre le Traité de Paix & d'amitié fait & conclu à Nimegue le dixiéme jour du Mois d'Aoust 1678. il ait esté fait de même un Article separé par le Sieur Comte d'Estrades Mareschal de France & Chevalier des Ordres du Roi tres-Chrestien, le Sieur Colbert Marquis de Croissi Conseiller ordinaire en son Conseil d'Etat, & le Sieur de Mêmes Comte d'Avaux aussi Conseiller en ses Conseils, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majesté tres-Chrestienne à l'Assemblée de Nimegue, au nom & de la part de Sadite Majesté; & par le Sieur Hierôme de Beverningk Seigneur de Teylingen, Curateur de l'Université à Leyden, cy-devant Conseiller & Tresorier General des Provinces Unies, le Sieur Guillaume de Nassau Seigneur d'Odyk, Cortgene, &c. premier Noble & representant l'Ordre de la Noblesse dans les Etats & au Conseil de Zelande, & le Sieur Guillaume de Haren Grietman du Bildt, deputez en nostre Assemblée de la part des Etats de Hollande, Zelande & Frise, nos Ambassadeurs & Plenipotentiaires à ladite Assemblée de Nimegue, en nostre nom & de nôtre part, en vertu de leurs Pleins-Pouvoirs respectifs, duquel Article separé la teneur s'ensuit.

Article separé touchant Monsieur le Prince d'Orange.

COmme ensuite de la Guerre, &c.

NOus avons agréé, approuvé, & ratifié ledit Article separé, l'agréons, approuvons & ratifions par les presentes de mesme que s'il estoit inseré dans le susdit Traité de Paix & d'amitié, promettant de garder, entretenir, & observer inviolablement tout ce qui est contenu en iceluy, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, sous quelque pretexte que ce soit. En foy dequoy nous avons fait signer les presentes par le President de nostre Assemblée, contre-signer par nostre premier Greffier, & y apoler nostre grand Sceau. Fait à la Haye le dix neuviéme jour du Mois de Septembre 1678.

D. VAN WYNGAERD.

Par Ordonnance desdits Seigneurs Etats Generaux.

H. FAGEL.

Lettres des Ambassadeurs de Leurs Hautes Puissances, à Messieurs les Ambassadeurs & Plenipotentiaires de Sa Majesté Tres-Chrétienne, pour l'explication de l'Article XIII. du Traité de Paix.

MESSIEURS.

Comme l'Article treiziéme du Traité de Paix conclu & signé le dixiéme de ce Mois, qui est de Neutralité promise par Nos Seigneurs les Etats Generaux au regard des Ennemis de Sa Majesté Tres-Chrétienne & de ses Alliez, comme aussi de la Garantie des Obligations dans lesquelles l'Espagne entrera au regard de la même Neutralité, est couché en maniere que l'on en pourroit inferer une Obligation non seulement du temps present & de la Guerre dans laquelle les Alliez de Nos Seigneurs les Etats Generaux continuent, mais que l'on pourroit en tirer des consequences pour le temps à venir & pour les occasions à naitre aprés toutes les Guerres presentes finies, & que vos Excellences sçavent que jamais on n'a eu intention au regard de ladite Neutralité que d'en convenir pour le present & pendant le cours de la presente Guerre, conformement aux propositions que Sa Majesté Tres-Chrétienne en a fait faire, Nous prions vos Excellences de Nous donner un mot d'éclaircissement que l'intention de Sa Majesté & de vos Excellences est que ledit Article n'est applicable qu'au temps que la presente Guerre durera, & vos Excellences obligeront infiniment,

MESSIEURS.

DE VOS EXCELLENCES,

Les tres-humbles & tres-obéissans Serviteurs.

H. BEVERNINGK. W. HAREN.

A Nimegue le 17. d'Aoust 1678.

Reponse de Messieurs les Ambassadeurs de France, aux Ambassadeurs des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, en explication de l'Article treize du Traité de Paix.

MESSIEURS,

Nous avons reçu la Lettre de Vos Excellences du 17. de ce Mois, & quoi que la bonne foi avec laquelle le Roi nôtre Maître a toûjours agi & la sincerité avec laquelle Sa Majesté veut bien rendre sa premiere amitié à Messieurs les Etats Generaux ne doive pas laisser à Vos Excellences la moindre inquietude qu'on veuille user de surprise envers Elles, ni donner à l'Article treize du Traité que Nous avons conclu & signé ensemble, le dixiéme de ce Mois une plus grande étenduë que celle dont Nous nous sommes expliquez ensemble, Nous voulons bien les assurer que l'intention de Sa Majesté, & par consequent la nôtre, n'est pas de Nous prevaloir dudit Article plus long-temps que la presente Guerre durera ni aprés qu'il aura plû à Dieu d'y mettre fin, d'obliger Messieurs les Etats Generaux en vertu de ce même Article à plus que leur propre interest, & leur bonne Union avec Sa Majesté demandera d'Eux. Nous sommes,

MESSIEURS,

DE VOS EXCELLENCES,

Les tres-humbles & tres-obéissans Serviteurs.

LE MAR. D'ESTRADES. COLBERT. D'AVAUX.

A Nimegue le 17. d'Aoust 1678.

RATIFICATION *de l'Explication de l'Article treize du Traité de Paix entre la France & la Hollande.*

LE Roi ayant été informé par ses Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires au Traité de Paix, à Nimegue de l'Explication qu'ils ont donnée par leur Lettre du dix-septiéme du Mois d'Aoust de cette presente année aux Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires des Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas sur le treiziéme Article du Traité de Paix conclu & signé à Nimégue le dixiéme dudit Mois d'Aoust de cette presente année entre lesdits Sieurs Ambassadeurs, dans lequel il est parlé de la Neutralité promise par lesdits Etats Generaux, tant au regard de Sa Majesté qu'à celuy de ses Alliez, comme aussi de la Garantie des Obligations dans lesquelles l'Espagne entrera au sujet de la même Neutralité, Sa Majesté ayant lû & examiné la susdite Lettre, par laquelle lesdits Ambassadeurs déclarent & assurent, que l'intention de Sa Majesté n'est pas de se prevaloir dudit Article plus long temps que la presente Guerre durera, Sa Majesté a eu agreable ladite explication, l'a louée, approuvée & ratifiée de même que si elle étoit inserée dans le susdit Traité de Paix, ensuite du treiziéme Article d'icelui, l'a louée, approuvée, & ratifiée, Promettant en foi & parole de Roi d'accomplir & faire observer sincerement & de bonne foy tout ce qui est contenu en icelle, sans souffrir qu'il soit jamais allé directement ni indirectement au contraire pour quelque cause ou occasion que ce puisse être. En témoin dequoy Sa Majesté a signé ces presentes de sa main, & à icelles fait apposer le Seel de son secret. Donné à Fontaine bleau le cinquiéme jour de Septembre mil six cens soixante & dix-huit, étoit *Signé*, LOUIS, *Et plus bas*, ARNAULD.

Arti-

ANNO 1678.

Article separé portant Amnistie generale pour les Sujets de France & de Hollande.

LE Roi ayant reçû l'Article separé signé par ses Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires au Traité de Paix à Nimegue, & ceux des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, dont la teneur s'ensuit.

Les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Seigneur Roi Très-Chrêtien & les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, déclarent par le present Acte, qu'encore que le Traité, qu'ils ont signé le 10. d'Août porte une suffisante abolition, pour tout ce qui a été commis, de part, & d'autre, à l'occasion de la Guerre, à laquelle ledit Traité a mis fin; soit par ceux qui étant nez Sujets de la France, & engagez au service de Sa Majesté par les emplois & Biens, qu'ils possedoient dans l'étenduë de la France sont entrez, ou demeurez au service des Seigneurs Etats Généraux, ou par ceux, qui étant nez Sujets desdits Seigneurs Etats, ou engagez à leur service par les emplois, & Biens, qu'ils possedoient dans l'étenduë des Provinces-Unies sont entrez ou demeurez au service de Sa Majesté très-Chrêtienne, néanmoins pour leur plus grande sureté, & pour les mettre à couvert de toutes poursuites, lesdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires sont demeurez d'accord, que toutes les susdites personnes de quelque qualité & condition qu'elles soient, sans nul excepter, pourront rentrer, rentreront, & seront effectivement laissez & rétablis en la possession & jouissance paisible de tous leurs Biens, Honneurs, Dignitez, Privileges, Franchises, Droits, Exemptions, Constitutions, & Libertez, sans pouvoir être recherchez, troublez, ni inquietez en general, ni en particulier pour quelque cause, ou prétexte que ce soit, pour raison de ce qui s'est passé, depuis la naissance de ladite Guerre. Ensuite de laquelle Déclaration & après qu'elle aura été ratifiée, tant par Sa Majesté très-Chrêtienne, que par les Seigneurs Etats Généraux, ce qui sera fait dans le temps d'un Mois, il leur sera permis à tous & à chacun en particulier, sans avoir besoin de Lettres d'abolition, & de pardon de retourner, en personne, dans leurs Maisons en la jouissance de leurs Terres, & de tous leurs autres Biens, ou d'en disposer en telle maniere que bon leur semblera. Fait à Nimegue le vingt-quatriéme de Septembre 1678.

Le Maréchal d'Estrades. — *H. Beverningk.*
Colbert. — *W. Haren.*

SA Majesté ayant lû le susdit Article l'a approuvé & ratifié, l'approuve & ratifie; promettant en foi & parole de Roi d'accomplir & faire observer sincerement & de bonne foi tout ce qui est contenu en icelui, sans souffrir qu'il soit jamais allé directement ni indirectement au contraire pour quelque cause ou occasion que ce puisse être. En témoin dequoi Sa Majesté a signé ces Presentes de sa main & à icelle fait apposer le Scel de son secret. Donné à Fontainebleau le troisiéme jour d'Octobre mil six cens soixante & dix-huit. *Signé*, LOUIS: *Et plus bas*, ARNAULD.

LEs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas. A tous ceux qui ces presentes verront, Salut. Comme ainsi soit que le 24. jour de Septembre 1678 il ait été fait & conclu à Nimegue par les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Seigneur Roi Très-Chrêtien, & les Nôtres, un Acte d'Amnistie, dont la teneur s'ensuit.

LEs Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, &c.

Nous avons agréé, approuvé, & ratifié ledit Acte en tous ses points, comme nous l'agréons, approuvons & ratifions par ces Presentes, Promettans en bonne foi, & sincerement le garder, entretenir, & observer inviolablement de point en point selon sa forme & teneur, sans jamais aller ni venir au contraire directement ou indirectement sous quelque prétexte que ce soit. En foi de quoi Nous avons fait signer les Presentes par le President de nôtre Assemblée, contresigner par nôtre premier Greffier, & y apposer nôtre Cachet. Fait à la Haye le trentiéme jour de Septembre, l'an mil six cens soixante dix-huit. *Signé*, W. DE NASSAU.

Par Ordonnance desdits Seigneurs Etats Généraux,
H. FAGEL.

ANNO 1678.

Protestation des Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Roi de DANNEMARC, *& de l'Electeur de* BRANDEBOURG; *comme aussi de l'Envoyé du Prince Evêque de* MUNSTER *contre la Paix particuliere des Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *avec la France. A Nimegue le 10. d'Août 1678.* [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue Tom. II. Part. II. pag. 506.]

LEs soussignez Ambassadeurs, Plenipotentiaires & Ministres, ayans appris avec le dernier estonnement, qu'il y avoit apparence que Messieurs les Ambassadeurs des Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays Bas, se resoudroient à signer ancor aujourd'huy un Traité separé de Paix, avec le Roy Tres-Chrétien, & Leurs Hautes Puissances, ce qui a esté ensuite confirmé par quelques-uns desdits Ambassadeurs mesmes, quoi que jusques icy ils n'ayent donné communication des ingrediens de leur Projet, ny tenu aucune Conference particuliere, sur un sujet de si grande consequence, en conformité des Traitez qui y obligent Leurs Hautes Puissances.

Les Ambassadeurs & Ministres Plenipotentiaires susdits ont jugé de leur devoir de representer à Messieurs les Ambassadeurs de Leurs Hautes Puissances, la difformité de ce procedé, avec la teneur des Alliances contractées si solemnellement avec leurs Seigneurs & Maistres, dans lesquelles Messieurs les Estats ont promis sous leur parole, & sous l'authorité de la foy publique, de ne songer jamais à faire des Traitez separez avec leur Ennemy commun, qui estoit sur le point de renverser toute leur Republique, & de l'oppression duquel ils ne se sont sauvez que par les assistances, & par des diversions données de temps en temps, en divers endroits de l'Europe en leur faveur.

Ils requierent donc avec toutes les instances imaginables, & conjurent lesdits Sieurs Ambassadeurs par tout ce qu'il y a de plus saint, & de plus inviolable au Monde, de ne se precipiter pas à signer cette Paix separée, directement opposée aux Alliances susdites, & de leur laisser le loisir d'en pouvoir donner l'information necessaire à leurs Seigneurs & Maistres: ce delay ne leur pouvant apporter le moindre prejudice, & cette requisition estant entierement conforme à tout ce qu'on peut attendre de la foy publique, & de la sincerité de Messieurs les Estats Generaux. On se promet d'autant plus qu'on ne fera aucune difficulté d'accorder l'un & l'autre, sur tout, puis qu'il n'apparoit aucune necessité évidente qui pût obliger Leurs Hautes Puissances, à une resolution si opposée à toutes celles qu'ils ont prises & concertées cy-devant, & mesme aprés avoir exhorté de nouveau leurs Alliez à la fermeté dans l'observation & l'execution des Traitez, & aprés que lesdits Alliez nos Seigneurs & Maistres ont pris là-dessus des resolutions vigoureuses, & conformes à leurs souhaits, ayant envoyé des Troupes si nombreuses au milieu des Pays-Bas Espagnols, pour sauver Mons de l'extremité à laquelle les Armes de France l'avoient reduit, & pour seconder & pour executer le reste des desseins, & des exploits que l'Espagne & l'Etat sous la conduite de Son Altesse le Prince d'Orange pourroient resoudre pour le bien de la cause commune, & pour la seureté particuliere des Pays-Bas.

Ils ont outre cela commandé encore une eslite des Troupes qui sont en marche pour s'approcher de la Meuse, & pour estre employées à la mesme fin, de sorte qu'avec l'assistance du bon Dieu, il y a lieu d'esperer encore des bons succés dans une cause si juste & si bonne.

En tout cas, & si Messieurs les Etats se trouvoient obligez par une necessité indispensable (dont le sujet, & la force ne sont pas pourtant connuës aux Alliez) de proceder avec tant de precipitation à une Paix particuliere avec la France, les Ambassadeurs & Ministres susdits declarent en vertu de ce Memoire, que leurs Seigneurs & Maistres sont disposez & prests d'entrer en mesme temps en ce Traité, & de conclure conjointement avec Messieurs les Etats Generaux la Paix avec Sa Majesté Tres-Chrestienne sous des conditions honnestes & équitables, dont on conviendra en peu de temps, à la conclusion desquelles ils apporteront de leur costé toute sorte de facilité, & de bons offices.

On

ANNO 1678.

On se promet que lesdits Sieurs Ambassadeurs ne refuseront pas une offre si pleine de Justice & de generosité, & l'on ne se peut nullement persuader que l'intention de leurs Hautes Puissances ne soit pleinement conforme à ces justes desirs, & qu'ils pourroient seulement concevoir la pensée d'abandonner leurs bons & fidels Amis, voisins, & Alliez, qui ont employé tout ce qu'ils ont eu de plus cher, & de plus precieux au monde, pour les retirer de la cheute qui les menaçoit, & pour les rétablir dans leur ancienne liberté & splendeur. Au moins on se promet de leur Justice & sincerité, qu'ils ne voudront rien conclure sans y comprendre les interests de leurs Alliez, qui sont en effet les leurs propres, ny concourir à l'oppression, & à la ruine de ceux qui les ont si fidelement assistés contre un Ennemy si puissant, qui d'une main fait tant de parade de la sincerité de son desir pour rendre le repos à la Chrestienté, & de l'autre refuse d'en accepter les moyens, qui sont capables de le procurer, outre que cét abandonnement des Alliez, & la Neutralité qu'on pretend d'establir, n'a pas esté seulement demandée du Roy Tres-Chrestien dans le Plan des conditions de Paix projettées: les Etats ayans toûjours témoigné de ne vouloir pas accepter l'Armistice de six Semaines offert ensuite du Roy Tres-Chrestien, à cause que la Neutralité en faisoit une condition, qui les auroit privés de la faculté d'assister leurs Alliez.

Au pis aller, & si nonobstant toutes ces justes & équitables Remonstrances on ne laissoit pas de proceder à la signature d'un Traité de cette nature, les susdits Ambassadeurs, Plenipotentiaires, & Ministres des Hauts Alliez ne se peuvent pas dispenser de protester le plus solemnellement, & en la meilleure forme contre ce Traité separé, directement contraire aux Alliances, & contre les asseurances solemnelles qu'on a données de temps en temps de la fermeté, & de l'exactitude de Leurs Hautes Puissances dans l'observation & l'accomplissement des Traités.

Ils protestent aussi en même-temps de tous les malheurs, inconveniens, pertes & dommages, qu'en general toute la Chrestienté, & leurs Seigneurs & Maistres chacun en particulier pourra souffrir de cette separation, & de l'inobservation des Alliances si solemnellement, & si religieusement contractées, en leur reservant, tout ce qu'en vertu de ces Alliances, du Droit des Gens, & les Loix Divines & humaines leur peut competer, & en laissant au Jugement sain & desinteressé de tout le monde, les violences qui contra toute parole, toute Obligation, tout Traité, & même contre toute necessité, par un procedé également precipité, & inouï, se font à leurs Seigneurs & Maistres, dans un temps que le bon Dieu leur fait encore reluire les esperances de quelque ressource par des voyes plus decentes, & plus raisonnables, comme ceux qui par des passions aveugles, & des sentimens preoccupez, même contre l'opinion de ceux qu'une honnesteté plus genereuse, & la consideration de leur Obligation anime à une fermeté raisonnable, sacrifient l'honneur & la gloire de leur Patrie à des demarches, qui sont indignes à un Etat que la Raison & la Justice gouverne, par cette conduite y mettent une tache qui jamais ne se perdra de la Memoire de l'Univers. Fait à Nimegue ce dixiéme Aoust l'an mil six cens septante huit.

Estoit signé,

HOEGH, BLAESPYL,

S. PETKUM, ZURMUHLEN.

Seconde Protestation des Ministres de DANNEMARCK, *de* BRANDEBOURG, *& de* ZELL, *&* WOLFENBUTEL, *contre la Paix faite par les Estats Generaux des Provinces-Unies avec la* FRANCE, *& contre la Cessation d'armes convenuë entr'eux & la* SUEDE. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue Tom. II. Part. II. pag. 573.]

LEs soussignez Conseiller, & Envoyé Extraordinaire de Sa Majesté le Roy de Dannemarc, Norvegue, &c. Deputé Extraordinaire de Son Altesse Electorale de Brandebourg, & Ministre de Leurs Altesses Messieurs les Ducs de Zell & Wolffenbuttel, apprenant par le bruit commun, comme si Vos Hautes Puissances (aprés la signature de Paix separée que leurs Ambassadeurs avoient fait avec ceux de la France à Nimegue, & dequoy ils se remettent aux Protestations faites sur le même lieu par les Ministres de tous les Hauts Alliez, & aux Memoires qu'ils ont presenté icy au même sujet à Messieurs les Deputez de Vos Hautes Puissances pour les affaires estrangeres) s'étoient encore laissé porter à convenir en leur particulier avec la Suede d'une Cessation d'armes pour un certain terme, ils ont eû de la peine à ajoûter foy à une chose qui est si directement opposée aux termes exprés des Traités.

ANNO 1678.

Mais comme ils voyent avec beaucoup de regret qu'il se negocie & traite plusieurs choses entre Vos Hautes Puissances & les Ennemis communs des Alliez, dont il ne se donne nulle connoissance prealable & en temps aux Hauts Alliez, les soussignez se sont veus obligez de remontrer à Vos Hautes Puissances, combien cette conduite est contraire aux termes des Alliances faites, & ne sçachant pas par le defaut d'une communication due, la verité de ces sortes de nouvelles, qui se debitent par les Ennemis mesme, de cet engagement pretendu d'une Cessation d'armes prise par Vos Hautes Puissances avec la Suede, ils ont trouvé à propos pour leur décharge, de faire souvenir Vos Hautes Puissances des termes mesmes des Traitez, qui disent dans l'Art. 18.

Que les Alliez seront obligez de donner communication l'un à l'autre de temps en temps conjointement, de tout ce qui dans les Negotiations de Paix, ou de Treve, viendro à estre avancé, ou proposé.

Et un peu auparavant;

Que les Etats Generaux ne feront aucune Cessation d'armes avec l'Ennemy, autrement que conjointement & de consentement & volonté commune.

En les conjurant par tout ce qu'il y a de plus inviolable dans les Traitez solemnels & foy publique, de ne pas permettre qu'il soit fait sur ce point de la Cessation d'armes une contravention si notoire de leur part auxdits Traitez, sans aucune raison legitime ny necessité urgente.

Les soussignez étant d'ailleurs obligez de protester solemnellement au nom & de la part de leurs Maitres, en cas que contre toute attente on auroit déja arresté cette Cessation d'armes avec la Suede separément, de mesme à l'égard de toutes autres Negotiations & engagements contre la teneur des Traitez, qui disent & requierent expressément;

Qu'aucun des Parties ne pourra venir à aucune Conclusion de Paix sans y comprendre ses Alliez.

On se promet que Vos Hautes Puissances, selon leurs hautes lumieres, & selon l'exactitude qu'elles ont accoûtumé de garder inviolablement dans la teneur de leurs Traitez, voudront bien faire reflection sur ce que les soussignez viennent d'alleguer, à ne point ratifier celuy qui avoit esté conclu à Nimegue avec les Ambassadeurs de France, comme ne pouvant subsister avec l'Obligation des susdits engagemens, ce qui confirmera sans doute toutes les Puissances de l'Europe dans la confiance qu'elles ont mise jusqu'icy en Vos Hautes Puissances, touchant l'accomplissement de leurs promesses fondées sur la foy publique. En tout cas, les Ministres soussignez se trouvent obligez de reserver à leurs Seigneurs & Maitres tout ce qui leur peut competer, tant en vertu du Droit des Gens, qu'en conformité des Traitez susmentionnez, en les déchargeant en mesme temps de tous les inconveniens & malheurs que ces sortes de démarches pourroient attirer, & causer, tant au prejudice de la cause commune, que pour l'interest d'un chacun en particulier. Fait à la Haye ce 18. Aoust, 1678.

Protestation du Resident de l'Evêque & Prince de MUNSTER, *contre la Cessation d'Armes convenue entre les Estats Generaux des* PROVINCES-UNIES *& la Couronne de* SUEDE. *A la Haye le 19. d'Aoust* 1678. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. II. Part. II. pag. 671.]

LE soussigné Ministre de Son Altesse de Munster & de Corvey, &c. ayant appris avec le dernier étonnement ce que les Ministres des Hauts Alliés du Nord ont représenté le 18. de ce Mois à Vos Hautes

tes

ANNO 1678.

tes Puiſſances comme s'il ſe repandoit un bruit, que V. V. H. H. P. P. aprés la ſignature d'une Paix ſeparée avec la France, s'étoient encore laiſſées porter à convenir en leur particulier avec la Suede d'une Ceſſation d'Armes pour un certain terme, en proteſtant ſolemnellement, & en la meilleure forme comme contre une choſe directemém contraire aux Articles des Traités, dont la teneur fut inſerée dans leur Memoire, ſe trouve obligé par les ordres generaux qu'il a ſur ce Chef, de ſe remettre entierement à ladite Proteſtation & reſervation & à tout ce qu'elle contient de mot à mot, & ſachant, que Son Alteſſe, Son Sereniſſime Prince & Maitre, ſe trouvera exceſſivement ſurpriſe de cette Nouvelle, il prie & conjure par tout ce que leſdits Miniſtres ont allegué, que V. V. H. H. P. P. ſe veuillent ſouvenir de ce qu'elles ont ſi ſolemnellement contracté, & de faire voir qu'elles font encore quelque reflexion ſur l'Obligation & l'obſervation des Traités & ſur les Interêts de leurs Amis & tres-fidelles Alliés, ſelon ce qu'elles ont proteſté de temps en temps; ſur quoy il ſe promet une favorable reſolution. Fait à la Haye, ce 19. d'Aouſt.

JEAN CONRARD NORFF.

Acte d'Amniſtie convenu entre LOUÏS XIV. *Roi de France & les Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *en faveur des Sujets de part & d'autre, qui ont porté les Armes dans la derniere Guerre contre leur Souverain. A Nimegue le* 24. *Septemb*. 1678. Avec *la* RATIFICATION *des Etats Generaux du* 30. *Septembre* 1678. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. II. Part. II. pag. 588.]

MEſſieurs les Etats Generaux des Provinces-Unies du Païs-Bas, à tous ceux qui ces preſentes verront, Salut. Comme ainſi ſoit que le 24. jour de Septembre 1678. il ait été fait & conclu à Nimegue par les Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires du Seigneur Roy Tres-Chreſtien, & les noſtres un Acte d'Amniſtie, dont la teneur s'enſuit.

Les Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Seigneur Roi Tres-Chreſtien, & les Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires des Seigneurs les Etats Generaux des Provinces-Unies, déclarent par le preſent Acte, qu'encore que le Traité qu'ils ont ſigné le 10. d'Aouſt porte une ſuffiſante abolition pour tout ce qui a eſté commis de part & d'autre à l'occaſion de la Guerre, à laquelle ledit Traité a mis fin, ſoit par ceux qui étans nez Sujets de la France, & engagez au ſervice de Sa Majeſté, par les Emplois & Biens qu'ils poſſedoient dans l'eſtenduë de la France, ſont entrez & demeurez au ſervice deſdits Etats Generaux, ou par ceux qui étant nez Sujets deſdits Etats Generaux, ou engagez à leur ſervice par les Emplois & Biens qu'ils poſſedoient dans l'étenduë des Provinces-Unies, ſont entrez & demeurez au ſervice de Sa Majeſté tres-Chrêtienne, neanmoins pour leur plus grande ſeureté, & pour les mettre à couvert de toute pourſuite, leſdits Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, ſont demeurez d'accord que toutes les ſuſdites perſonnes de quelques qualitez & condition qu'ils ſoient ſans nulles excepter, pourront rentrer, rentreront, & ſeront effectivement laiſſez & rétablis en la poſſeſſion & jouiſſance paiſible de tous leurs Biens, Honneurs, & Dignitez, Privileges, Franchiſes, Droits, Exemptions, Conſtitutions, & Libertez, ſans pouvoir être recherchez, troublez ni inquietez en general ni en particulier, pour quelque cauſe & pretexte que ce ſoit, pour raiſon de ce qui eſt paſſé depuis la naiſſance de ladite Guerre, enſuite de laquelle Declaration & aprés qu'elle aura été ratifiée tant par Sa Majeſté tres-Chrêtienne, que par leſdits Seigneurs Etats Generaux, ce qui ſera fait dans le temps d'un Mois, il leur ſera permis à tous & chacun en particulier, ſans avoir beſoin de Lettres d'abolition & de pardon, de retourner en perſonne dans leurs Maiſons, en la jouiſſance de leurs Terres, & de tous leurs autres Biens, ou d'en diſpoſer de telle maniere que bon leur ſemblera. Fait à Nimegue le 24. Septembre 1678. *Eſtoit ſigné*,

(*L.S.*) LE MARESCHAL D'ESTRADES.

(*L.S.*) COLBERT.

(*L.S.*) H. VAN BEVERNING.

(*L.S.*) W. VAN HAREN.

Nous avons agreé, approuvé & ratifié, leſdits Actes en tous ſes Points, comme nous l'agréons, approuvons, & ratifions par ces preſentes, promettant en bonne foi & ſincerement, le garder, entretenir, & obſerver inviolablement de Point en Point ſelon la forme & teneur, ſans jamais aller ni venir au contraire, directement ni indirectement, ſous quelque pretexte que ce ſoit, en foi dequoi nous avons fait ſigner les preſentes par le Preſident de noſtre Aſſemblée, contreſigner par nôtre premier Greffier, & y appoſer nôtre Cachet. Fait à la Haye le 30. jour de Septembre l'an 1678.

CLXXII.

Traité de Commerce & de Navigation entre LOUÏS XIV. *Roi de France, & les Seigneurs Eſtats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, portant une reciproque Liberté de Commerce, pour les Sujets de part & d'autre, & avec les mêmes Franchiſes, dont jouïſſent les propres Sujets. Le Roi T. C. y promet auſſi que le* Droit d'Aubeine *ne ſera point exercé en ſon Royaume ſur les Hollandois. Fait à Nimegue le* 10. *d'Aouſt* 1678. Avec *inſertion des* POUVOIRS, *de part & d'autre, comme auſſi les Formules des Lettres de Mer.* S'enſuivent *les* RATIFICATIONS, *& l'*ARTICLE SEPARÉ, *concernant l'Impoſition de cinquante ſols par Tonneau, que le Roi T. C. ſe reſerve ſur les Navires Hollandois, comme ſur les autres étrangers. A Nimegue le* 10. *d'Aouſt* 1678. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. II. pag. 600. d'où l'on a tiré cette Piéce, qui ſe trouve auſſi dans le Recueil de LEONARD, Tom. V. dans LONDORPII, *Acta publica*, Tom. X. pag. 679 en Allemand, dans le *Theatrum Pacis* Tom. II. pag 631. en Latin, en Allemand, & en François, dans le *Theatrum Europæum* Tom. XI. pag. 1406. en Allemand, & dans Anhang zu des Europäiſchen Herolds, pag. 1629. en Allemand.] 10. Aouſt.

LOUÏS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront; Salut. Comme noſtre tres-cher & bien-amé Couſin le Comte d'Eſtrades Mareſchal de France, Chevalier de nos Ordres, noſtre bien-amé & féal le Sieur Colbert Marquis de Croilli, Conſeiller ordinaire en noſtre Conſeil d'Etat; & noſtre bien-amé & féal le Sieur de Meſmes Comte d'Avaux, auſſi Conſeiller en nos Conſeils, nos Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu des Pleins-Pouvoirs que Nous leur en avions donné, auroient conclu, arreſté & ſigné le dixiéme de ce Mois en la Ville de Nimegue, avec le Sieur Hierôme de Beverningk Seigneur de Teylingen, Curateur de l'Univerſité à Leyden, cy-devant Conſeiller & Treſorier General des Provinces-Unies des Pays-Bas; le Sieur Guillaume de Naſſau Seigneur d'Odyk, Cortgene, &c. premier Noble, & repreſentant la Nobleſſe dans les Etats & au Conſeil de Zelande; & le Sieur Guillaume de Haren Grietman du Bildt, Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de nos tres-chers & grands Amis les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, pareillement munis de Pleins-Pouvoirs, le Traité de Commerce, Navigation, & Marine, dont la teneur s'enſuit:

LE Traité de Paix qui a eſté conclu ce jourd'hui entre le Roi Tres-Chrêtien, & les Seigneurs Etats

ANNO 1678.

Etats Generaux des Provinces-Unies, faisant cesser tous les sujets de mécontentement; qui avoient alteré pendant quelque temps, l'affection que Sa Majesté a toûjours euë pour leur bien & leur prosperité, suivant l'exemple des Rois ses Predecesseurs: Et lesdits Seigneurs Etats Generaux rentrans aussi dans la mesme passion qu'ils ont cy-devant témoignée pour la grandeur de la France, & dans les sentimens d'une sincere reconnoissance pour les Obligations, & les avantages considerables qu'ils en ont cy-devant receus, il y a lieu de croire que cette bonne intelligence entre Sa Majesté & lesdits Seigneurs Etats, ne pourra jamais être troublée. Mais comme Sa Majesté ne veut rien obmettre de ce qui la peut affermir, & que lesdits Etats Generaux ne souhaitans pas moins de la perpetuer, ont estimé qu'il n'y en avoit point de meilleur & de plus asseuré moyen que d'établir une libre & parfaite correspondance entre les Sujets de part & d'autre; & pour cet effet regler leurs interests particuliers au fait du Commerce, Navigation, & Marine, par des Loix & Conventions les plus propres à prevenir tous les inconveniens qui pourroient affoiblir la bonne correspondance; Sadite Majesté satisfaisant au desir desdits Etats auroit ordonné le Sieur Comte d'Estrades Mareschal de France & Chevalier de ses Ordres; le Sieur Colbert Marquis de Croissi, Conseiller ordinaire en son Conseil d'Etat; & le Sieur de Mesmes Comte d'Avaux, aussi Conseiller en ses Conseils, ses Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires à l'Assemblée de Nimégue; & lesdits Seigneurs Etats Generaux, le Sieur Hierôme de Beverningk Seigneur de Teylingen, Curateur de l'Université à Leyden, cy-devant Conseiller & Trésorier General des Provinces-Unies; le Sieur Guillaume de Nassau Seigneur d'Odyk, Cortgene, &c. premier Noble, & representant l'ordre de la Noblesse dans les Etats & au Conseil de Zelande; & le Sieur Guillaume de Haren Grietman du Bildt, Députez en leur Assemblée de la part des Etats de Hollande, Zelande & Frise, de conferer & convenir en vertu de leurs Pouvoirs respectivement produits, & dont Copie est cy-dessous transcrite, d'un Traité de Commerce & Navigation en la maniere qui s'ensuit:

I. Les Sujets de Sa Majesté & des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, joüiront reciproquement de la mesme Liberté au fait du Commerce & de la Navigation dont ils ont joüi de tout temps devant cette Guerre par tous les Royaumes, Etats, & Provinces de l'une & de l'autre part.

II. Et ainsi n'exerceront plus à l'avenir aucunes sortes d'hostilitez ni de violences les uns contre les autres tant sur la Mer, que sur la Terre, ou dans les Rivieres, Rades, & Eaux douces, sous quelque nom & pretexte que ce soit; & aussi ne pourront les Sujets de Sa Majesté prendre aucunes Commissions pour des Armemens particuliers, ou Lettres de Represailles des Princes & Etats Ennemis desdits Seigneurs Etats Generaux, & moins les troubler ni endommager d'aucune sorte, en vertu de telles Commissions ou Lettres de Represailles, ni mesme aller en course avec elles, sous peine d'estre poursuivis & châtiez comme Pirates. Ce qui sera reciproquement observé par les Sujets des Provinces-Unies à l'égard des Sujets de Sa Majesté; & seront à cette fin toutes & quantes fois que cela sera requis de part & d'autre, dans les Terres de l'obeïssance de Sadite Majesté, & dans les Provinces-Unies, publiées & renouvellées, défenses tres-expresses & tres-précises de se servir en aucune maniere de telles Commissions ou Lettres de Represailles, sous la peine susmentionnée qui sera executée severement contre les contrevenans, outre la restitution entiere à laquelle ils seront tenus envers ceux ausquels ils auront causé aucun dommage.

III. Et pour obvier d'autant plus à tous Inconveniens qui pourroient survenir par les prises faites par inadvertance ou autrement, & principalement dans les Lieux éloignez, il a été convenu & accordé si quelques prises se font de part ou d'autre dans la Mer Baltique, ou dans celle du Nord, depuis Terneuse en Norvegue jusques au bout de la Manche dans l'espace de quatre semaines, ou du bout de ladite Manche jusques au Cap de S. Vincent dans l'espace de six semaines, & delà dans la Mer Mediterranée, & jusques à la Ligne dans l'espace de dix semaines; & au delà de la Ligne, & en tous les autres endroits du Monde dans l'espace de huit Mois, à compter depuis la publication de la Presente, lesdites prises & les dommages qui se feront de part ou d'autre, aprés les termes préfix, seront portez en compte, & tout ce qui aura été pris sera rendu avec compensation de tous les dommages qui en seront provenus.

IV. Toutes Lettres de marque & de Represailles qui pourroient avoir été cy-devant accordées pour quelque cause que ce soit, sont declarées nulles, & n'en pourra estre cy-apres données par l'un desdits Alliez au préjudice des Sujets de l'autre, si ce n'est seulement en cas de manifeste deny de Justice, lequel ne pourra estre tenu pour verifié, si la Requeste de celui qui demande lesdites Represailles, n'est communiquée au Ministre qui se trouvera sur les Lieux de la part de l'Etat, contre les Sujets duquel elles doivent être données, afin que dans le terme de quatre Mois, ou plutost s'il se peut, il puisse s'informer du contraire, ou procurer l'accomplissement de la Justice qui sera deuë.

V. Ne pourront aussi les particuliers Sujets de Sa Majesté être mis en action ou arrest en leurs personnes & Biens, pour aucune chose que Sa Majesté peut devoir ni les particuliers Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux, pour les Dettes publiques desdits Etats.

VI. Les Sujets & Habitans des Pays de l'obeïssance de Sa Majesté & desdits Seigneurs Etats Generaux vivront, converseront, & frequenteront les uns avec les autres en toute bonne amitié & correspondance, & jouiront entre eux de la Liberté du Commerce & Navigation, dans l'Europe en toutes les Limites des Pays de l'un & de l'autre, de toutes sortes de Marchandises & Denrées dont le Commerce & le Transport n'est défendu generalement & universellement à tous, tant Sujets qu'Estrangers par les Loix & Ordonnances des Etats de l'un & de l'autre.

VII. Et pour cet effet les Sujets de Sa Majesté & ceux desdits Seigneurs Etats Generaux pourront franchement & librement frequenter avec leurs Marchandises & Navires les Pays, Terres, Villes, Ports, Places & Rivieres de l'un & de l'autre Etat, y porter & vendre à toutes personnes indistinctement, achepter, trafiquer & transporter toutes sortes de Marchandises dont l'entrée ou sortie & transport ne sera deffendu à tous Sujets de Sa Majesté & desdits Seigneurs Etats Generaux, sans que cette Liberté reciproque puisse étre deffenduë, limitée ou restrainte par aucun Privilege, Octroy, ou aucune Concession particuliere, & sans qu'il soit permis à l'un ou à l'autre de conceder ou de faire à leurs Sujets des Immunitez, Benefices, dons gratuits, ou autres avantages pardessus ceux de l'autre ou à leur prejudice, & sans que lesdits Sujets de part & d'autre, soient tenus de payer plus grands, ou autres Droits, Charges, Gabelles, ou Impositions quelconques sur leurs personnes, Biens, Denrées, Navires ou frets d'iceux, directement ou indirectement, sous quelque nom, Titre, ou pretexte que ce puisse être, que ceux qui seront payez par les propres & naturels Sujets de l'un & de l'autre.

VIII. Les Navires de Guerre de l'un & de l'autre trouveront toûjours les Rades, Rivieres, Ports, & Havres libres & ouverts pour entrer, sortir, & demeurer à l'anchre tant qu'il leur sera necessaire, sans pouvoir être visitées; à la charge neanmoins d'en user avec discretion, & de ne donner aucun sujet de jalousie par un trop long & affecté sejour, ni autrement, aux Gouverneurs desdites Places & Ports, ausquels les Capitaines desdits Navires feront sçavoir la cause de leur arrivée, & de leur séjour.

IX. Les Navires de Guerre de Sa Majesté & desdits Seigneurs Etats Generaux, & ceux de leurs Sujets qui auront été armez en Guerre, pourront en toute liberté conduire les prises qu'ils auront faites sur leurs Ennemis où bon leur semblera, sans être obligez à aucuns Droits, soit des Sieurs Admiraux ou de l'Admirauté ou d'aucuns autres, sans qu'aussi lesdits Navires, ou lesdites prises, entrans dans les Havres, ou Ports de Sa Majesté, ou desdits Seigneurs Etats Generaux, puissent être arrestez ou saisis, ni que les Officiers des Lieux puissent prendre connoissance de la validité desdites prises, lesquelles pourront sortir & être conduites franchement & en toute liberté aux Lieux portez par les Commissions dont les Capitaines desdits Navires de Guerre seront obligez de faire apparoir. Et au contraire ne sera donné azile ni retraite dans leurs Ports ou Havres à ceux qui auront fait des prises sur les Sujets de Sa Majesté, ou desdits Seigneurs Etats Generaux; mais y étant entrez par necessité de tempeste, ou peril de la Mer, on les fera sortir le plutost qu'il sera possible.

X. Les

ANNO 1678.

X. Les Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux ne seront point reputez Aubains en France, & ainsi seront exempts de la Loy d'Aubaine, & pourront disposer de leurs Biens par Testament, Donation, ou autrement; & leurs Heritiers Sujets desdits Etats demeurans tant en France qu'ailleurs, recueillir leurs Successions, mesme *ab intestato*, encore qu'ils n'ayent obtenu aucunes Lettres de Naturalité, sans que l'effet de cette Concession leur puisse être contesté ou empêché, sous pretexte de quelque Droit ou prerogative des Provinces, Villes, ou Personnes privées. Pourront pareillement, sans lesdites Lettres de Naturalité, s'établir en toute liberté les Sujets desdits Seigneurs Etats en toutes les Villes du Royaume pour y faire leur Commerce & Trafic, sans pourtant y pouvoir acquerir aucuns Droits de Bourgeoisie, si ce n'est qu'ils eussent obtenu Lettres de Naturalité de Sa Majesté en bonne forme: Et seront generalement traitez ceux des Provinces-Unies en tout & par tout, autant favorablement que les Sujets propres & Naturels de Sa Majesté; & particulierement ne pourront être compris aux Taxes qui pourront être faites sur les Etrangers. Et sera tout ce contenu au present Article observé au regard des Sujets du Roi dans les Païs de l'obeïssance desdits Seigneurs Etats.

XI. Les Navires chargez de l'un des Alliez, passans devant les Costes de l'autre, & relâchant dans les Rades ou Ports, par tempeste ou autrement, ne seront contraints d'y décharger, ou débiter leurs Marchandises ou Parties d'icelles, ni tenus d'y payer aucuns Droits, si non lors qu'ils y déchargeront des Marchandises volontairement & de leur gré.

XII. Les Maistres des Navires, leurs Pilotes, Officiers, & Soldats, Matelots, & autres Gens de Mer, les Navires mesmes, ni les Denrées & Marchandises dont ils seront chargez, ne pourront être saisis, ni arrestez en vertu d'aucun ordre general, ou particulier, de qui que ce soit, ou pour quelque cause, ou occasion qu'il puisse être, non pas mesme sous pretexte de la conservation & défense de l'Etat: Et generalement rien ne pourra estre pris aux Sujets de part & d'autre, que du consentement de ceux à qui il appartiendra, & en payant les choses qu'on desirera d'eux. En quoi toutes fois n'est entendu de comprendre les saisies & arrests faits par ordre & authorité de la Justice, & par les voyes ordinaires, & pour loyales Dettes, Contracts, ou autres causes legitimes, pour raison desquelles il sera procedé par voye de Droit selon la forme de la Justice.

XIII. Tous les Sujets & Habitans de France, & des Provinces-Unies pourront en toute seureté & liberté naviger avec leurs Vaisseaux, & trafiquer avec leurs Marchandises, sans distinction de qui puissent estre les Proprietaires d'icelles, de leurs Ports, Roiaumes & Provinces, & aussi des Ports, & Roiaumes des autres Etats ou Princes, vers les Places de ceux qui sont déja Ennemis declarez tant de la France que des Provinces-Unies, ou de l'un des deux, ou qui pourroient les devenir. Comme aussi les mesmes Sujets & Habitans pourront avec la mesme seureté & liberté naviger avec leurs Vaisseaux, & trafiquer avec leurs Marchandises, sans distinction de qui puissent estre les Proprietaires d'icelles, des Lieux, Ports, & Rades de ceux qui sont Ennemis de l'une & de l'autre des Parties, ou de l'une des deux en particulier, sans contradiction ou détourbier de qui que ce soit, non seulement à droiture desdites Places ennemies vers un lieu neutre, mais aussi d'une Place ennemie à l'autre, soit qu'elles se trouvent situées sous la Jurisdiction d'un même Souverain, soit qu'elles le soient sous des divers.

XIV. Ce transport & ce Trafic s'étendra à toutes sortes de Marchandises, à l'exception de celles de Contrebande.

XV. En ce genre de Marchandises de Contrebande, s'entend seulement estre compris toutes sortes d'Armes à feu, & autres assortimens d'icelles, comme Canons, Mousquets, Mortiers, Petards, Bombes, Grenades, Saucices, Cercles poissez, Affuts, Fourchettes, Bandoulieres, Poudre, Mesche, Salpetre, Balles, Piques, Epées, Morions, Casques, Cuirasses, Hallebardes, Javelines, Chevaux, Selles de Cheval, Fourreaux de Pistolets, Baudriers, & autres assortimens servans à l'usage de la Guerre.

XVI. Ne seront compris dans ce genre de Marchandises de Contrebande les Froments, Bleds, & autres Grains, Legumes, Huiles, Vins, Sel, ni generalement tout ce qui appartient à la nourriture & substentation de la vie, mais demeureront libres comme autres Marchandises & Denrées, non comprises en l'Article precedent, & en sera le transport permis mesme aux Lieux Ennemis desdits Seigneurs Etats, sauf aux Villes & Places assiegées, bloquées, ou investies.

XVII. Pour l'execution de ce que dessus, il a été accordé qu'elle se fera en la maniere suivante: Que les Navires & Barques avec les Marchandises des Sujets de Sa Majesté étans entrez en quelque Havre desdits Seigneurs Etats, & voulans de la passer à ceux desdits Ennemis, seront obligez seulement de montrer aux Officiers des Havres desdits Seigneurs Etats d'où ils partiront, leurs Passeports, contenans la specification de la charge de leurs Navires attestez, & marquez du Seel & seing ordinaire, & reconnus des Officiers de l'Admirauté des Lieux d'où ils seront premierement partis, avec la declaration du lieu où ils seront destinez; le tout en forme ordinaire & accoûtumée. Aprés laquelle exhibition de leurs Passeports en la forme susdite, ils ne pourront être inquietez ni recherchez, detenus ni retardez en leurs Voyages, sous quelque pretexte que ce soit.

XVIII. Il en sera usé de même à l'égard des Navires & Barques Françoises qui iront dans quelques Rades des Terres de l'obeïssance desdits Seigneurs Etats, sans vouloir entrer dans les Havres, ou y entrans, sans toutefois vouloir débarquer & rompre leurs Charges, lesquels ne pourront être obligez de rendre compte de leur Cargaison, qu'au cas qu'il y eût soupçon, qu'ils portassent aux Ennemis desdits Seigneurs Etats des Marchandises de Contrebande, comme il a été dit cy-dessus.

XIX. Et audit cas de soupçon apparent, lesdits Sujets seront obligez de montrer dans les Ports leurs Passeports en la forme ci-dessus specifiée.

XX. Que s'ils étoient entrez dedans les Rades, ou étoient rencontrez en pleine Mer par quelques Navires desdits Seigneurs Etats, ou d'Armateurs particuliers leurs Sujets, lesdits Navires des Provinces-Unies, pour éviter tout desordre, n'aprocheront pas plus prez des François que de la portée du Canon; & pourront envoyer leur petite Barque ou Chaloupe au bord des Navires ou Barques Françoises, & faire entrer dedans deux ou trois Hommes seulement, à qui seront montrez les Passeports & Lettres de Mer, par le Maître ou Patron des Navires François, en la maniere ci-dessus specifiée, selon le Formulaire desdites Lettres de Mer, qui sera inseré à la fin de ce Traité; par lesquels Passeports & Lettres de Mer, il puisse apparoir non seulement de sa Charge, mais aussi du lieu de la demeure & residence, tant du Maître & Patron, que du Navire même, afin que par ces deux moyens on puisse connoistre s'ils portent des Marchandises de Contrebande, & qu'il apparoisse suffisamment, tant de la qualité dudit Navire, que de son Maître, & Patron, ausquels Passeports & Lettres de Mer se devra donner entiere foi & créance. Et afin que l'on connoisse mieux la validité, & qu'elles ne puissent en aucune maniere être falsifiées & contrefaites, seront données de certaines marques & contreseings de Sadite Majesté, & desdits Seigneurs Etats Généraux.

XXI. Et au cas que dans lesdits Vaisseaux & Barques Françoises destinées vers les Havres des Ennemis desdits Seigneurs Etats, se trouve par les moyens susdits quelques Marchandises & Denrées de celles qui sont ci-dessus déclarées de Contrebande & défendues, elles seront déchargées, dénoncées, & confisquées pardevant les Juges de l'Amirauté és Provinces-Unies, ou autres Competans, sans que pour cela le Navire & Barque, ou autres Biens, Marchandises & Denrées libres & permises retrouvées au même Navire, puissent être en aucune façon saisies ni confisquées.

XXII. Il a été en outre accordé & convenu, que tout ce qui se trouvera chargé par les Sujets de Sa Majesté en un Navire des Ennemis desdits Seigneurs Etats, bien que ce ne fût Marchandises de Contrebande, sera confisqué, avec tout ce qui se trouvera audit Navire, sans exception ni reserve; mais d'ailleurs aussi sera libre & affranchy tout ce qui sera & se trouvera dans les Navires appartenans aux Sujets du Roi tres-Chrétien, encore que la charge ou partie d'icelle fût aux Ennemis desdits Seigneurs Etats, sauf les Marchandises de Contrebande, au regard desquelles on se reglera, selon ce qui a été disposé aux Articles precedens. Et pour éclaircissement plus particulier de cet Article, il est accordé & convenu de plus, que les ens

ANNO 1678.

arrivans que toutes les deux Parties, ou bien l'une d'icelles, fussent engagées en Guerre, les Biens appartenans aux Sujets de l'autre Partie, & chargez dans les Navires de ceux qui sont devenus Ennemis de toutes les deux, ou de l'une des Parties, ne pourront être confisquées aucunement, à raison ou sous pretexte de cet embarquement dans le Navire Ennemi; & cela s'observera non seulement quand lesdites Denrées y auront été chargées devant la Declaration de la Guerre; mais même quand cela sera fait aprés ladite Declaration, pourveu que ç'ait été dans les tems & les termes qui s'ensuivent; à sçavoir, si elles ont été chargées dans la Mer Baltique, ou dans celle du Nord, depuis Terneuse en Norvegue jusques au bout de la Manche dans l'espace de quatre semaines, ou du bout de ladite Manche jusques au Cap de S. Vincent dans l'espace de six semaines, & delà dans la Mer Mediterranée & jusques à la Ligne, dans l'espace de dix semaines; & au delà de la Ligne, & en tous les autres endroits du Monde, dans l'espace de huit Mois, à compter depuis la Publication de la Presente. Tellement que les Marchandises & Biens des Sujets & Habitans chargez en ces Navires Ennemis, ne pourront être confisquez aucunement durant les termes & dans les étenduës susnommées, à raison du Navire qui est Ennemi, ains seront restituez aux Proprietaires sans aucun delay, si ce n'est qu'elles ayent été chargées aprés l'expiration desdits termes. Et pourtant il ne sera nullement permis de transporter vers les Ports Ennemis telles Marchandises de Contrebande, que l'on pourroit trouver chargées en un tel Navire Ennemi, quoiqu'elles fussent renduës par la susdite raison. Et comme il a été reglé ci-dessus qu'un Navire libre affranchira les Denrées y chargées, il a été en outre accordé & convenu, que cette Liberté s'étendra aussi aux Personnes qui se trouveront en un Navire libre; à tel effet que quoi qu'elles fussent Ennemis de l'un & de l'autre des Parties, ou de l'une d'icelles, pourtant se trouvans dans le Navire libre, n'en pourront estre tirées, si ce n'est qu'ils fussent Gens de Guerre, & effectivement en service desdits Ennemis.

XXIII. Tous les Sujets & Habitans desdites Provinces-Unies joüiront reciproquement des mêmes Droits, Libertez, Exemptions, en leurs Trafics & Commerce, dans les Ports, Rades, Mers, & Etats de Sadite Majesté, ce qui vient d'être dit que les Sujets de Sa Majesté joüiront en ceux desdits Seigneurs Etats & en haute Mer, se devant entendre que l'égalité sera reciproque en toute maniere de part & d'autre. Et même en cas que ci-aprés lesdits Seigneurs Etats fussent en Paix, Amitié & Neutralité, avec aucuns Rois, Princes & Etats, qui devinssent Ennemis de Sadite Majesté, chacune des deux Parties devant user reciproquement des mêmes conditions & restrictions exprimées aux Articles du present Traité, qui regarde le Trafic & le Commerce.

XXIV. Et pour asseurer davantage les Sujets desdits Seigneurs Etats, qu'il ne leur sera fait aucune violence par lesdits Vaisseaux de Guerre, sera fait défenses à tous Capitaines des Vaisseaux du Roi, & autres Sujets de Sa Majesté, de ne les molester ni endommager en aucune chose que ce soit sur peine d'être tenus en leurs personnes & Biens, des dommages & interêts soufferts & à souffrir, jusques à la deuë restitution & separation.

XXV. Et pour cette cause, seront doresnavant les Capitaines & Armateurs obligez chacun d'eux, avant leur partement, de bailler caution bonne & solvable pardevant les Juges competans, de la Somme de quinze mille Livres Tournois, pour répondre chacun d'eux solidairement, des malversations qu'ils pourroient commettre en leurs courses, & pour les contraventions de leurs Capitaines & Officiers, au present Traité, & aux Ordonnances & Edits de Sa Majesté, qui seront publiez en vertu & en conformité de la disposition d'icelui, à peine de déchéance & nullité desdites Commissions & Congez; ce qui sera pareillement pratiqué par les Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux.

XXVI. S'il arrivoit qu'aucun desdits Capitaines François fist prise d'un Vaisseau chargé desdites Marchandises de Contrebande, comme dit est, ne pourront lesdits Capitaines faire ouvrir ni rompre les Coffres, Malles, Balles, Bougettes, Tonneaux, & autres Caisses, ou les transporter, vendre, ou échanger, ou autrement aliener, qu'elles n'ayent été descenduës à Terre, en la presence des Juges de l'Admirauté; & aprés Inventaire par eux fait desdites Marchandises trouvées dans lesdits Vaisseaux, si ce n'est que lesdites Marchandises de Contrebande ne faisant qu'une partie de la Charge, le Maître ou Patron du Navire trouvast bon & agréast de livrer lesdites Marchandises de Contrebande audit Capitaine, & de poursuivre son Voyage, auquel cas ledit Maître ou Patron ne pourra nullement être empêché de poursuivre sa route & le dessein de son Voyage.

XXVII. Sa Majesté voulant que les Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux soient traitez dans tous les Pays de son obeïssance aussi favorablement que ses propres Sujets, donnera tous les Ordres necessaires pour faire que les Jugemens & Arrests qui seront rendus sur les prises qui auront été faites à la Mer, soient donnez avec toute Justice & équité par personnes non suspectes ni interessées au fait dont sera question; & donnera Sa Majesté des Ordres précis & efficaces, afin que tous les Arrests, Jugemens, & Ordres de Justice déja donnez & à donner, soient promptement & deuëment executez selon leurs formes.

XXVIII. Et lors que les Ambassadeurs desdits Seigneurs Etats Generaux, ou quelque autre de leurs Ministres publics qui seront à la Cour de Sa Majesté feront plainte desdits Jugemens qui auront été rendus, Sa Majesté fera revoir lesdits Jugemens en son Conseil, pour examiner si les ordres & precautions contenus au present Traité, auront été suivis & observez, & pour y faire pourvoir selon la raison; ce qui sera fait dans le tems de trois Mois au plus; & neantmoins avant le premier Jugement, ni aprés icelui pendant la révision, les Biens & effets qui seront reclamez ne pourront être vendus ni déchargez, si ce n'est du consentement des Parties interessées, pour éviter le déperissement desdites Marchandises.

XXIX. Quand Procez sera meu en premiere & seconde Instance contre ceux qui auront fait des prises en Mer, & les Interessez en icelles, & que lesdits Interessez viendront à obtenir un Jugement ou Arrest favorable, ledit Jugement ou Arrest aura son execution sous caution, nonobstant l'Appel de celui qui aura fait la prise, mais non au contraire; & ce qui est dit au present Article, & aux precedens, pour faire rendre bonne & brieve Justice aux Sujets des Provinces-Unies, sur les prises faites à la Mer par les Sujets de Sa Majesté, sera entendu & pratiqué par les Seigneurs Etats Generaux à l'égard des prises faites par leurs Sujets sur ceux de Sa Majesté.

XXX. Sa Majesté & les Seigneurs Etats Generaux pourront en tout tems faire construire ou fretter dans le Pays l'un de l'autre tel nombre de Navires, soit pour la Guerre ou pour le Commerce que bon leur semblera, comme aussi achetter telle quantité de Munitions de Guerre qu'ils auront besoin; & employeront leur authorité à ce que lesdits marchez de Navires, & achapts de Munitions se fassent de bonne foi, & à prix raisonnable, sans que Sa Majesté ni les Seigneurs Etats Generaux puissent donner la même permission ausdits Ennemis l'un de l'autre, en cas que lesdits Ennemis fussent attaquans, ou aggresseurs.

XXXI. Arrivant que des Navires de Guerre, ou de Marchandises échoüent par tempeste ou autre accident, aux Costes de l'un ou de l'autre Allié, lesdits Navires, apparaux, Biens, & Marchandises, & ce qui sera sauvé, ou le provenant, si lesdites choses étant perissables ont été venduës, le tout estant reclamé par les Proprietaires, ou autres ayans charge & pouvoir d'eux dans l'an & jour, sera restitué sans forme de Procez, en payant seulement les frais raisonnables, & ce qui sera reglé entre lesdits Alliez pour le Droit de Sauvement; & en cas de contravention au present Article, Sa Majesté & lesdits Seigneurs Etats Generaux promettent d'employer efficacement leur authorité pour faire chastier avec toute la severité possible ceux de leurs Sujets qui se trouveront coupables des inhumanitez qui ont été quelquesfois commises à leur grand regret en de semblables rencontres.

XXXII. Sa Majesté & lesdits Seigneurs Etats Generaux ne recevront, & ne souffriront que leurs Sujets reçoivent dans nul des Pays de leur obeïssance aucuns Pirates & Forbans quels qu'ils puissent estre; mais ils les feront poursuivre & punir, & chasser de leurs Ports, & les Navires depredez, comme les Biens pris par lesdits Pirates & Forbans, qui se trouveront en être, seront incontinent & sans forme de Procez restituez franchement aux Proprietaires qui les reclameront.

XXXIII.

Anno 1678.

XXXIII. Les Habitans & Sujets de costé & d'autre pourront par tout dans les Terres de l'obeïssance dudit Seigneur Roi & desdits Seigneurs Etats Generaux, se faire servir de tels Avocats, Procureurs, Notaires, & Solliciteurs que bon leur semblera; à quoi aussi ils seront commis par les Juges ordinaires quand il sera besoin, & que lesdits Juges en seront requis. Et sera permis ausdits Sujets & Habitans de part & d'autre, de tenir dans les Lieux où ils feront leur demeure, les Livres de leur Trafic & Correspondance en la Langue que bon leur semblera, sans que pour ce sujet ils puissent être inquietez ni recherchez.

XXXIV. Ledit Seigneur Roi, comme aussi lesdits Seigneurs Etats Generaux, pourront établir pour la commodité de leurs Sujets Trafiquans dans le Roiaume & Etats l'un de l'autre, des Consuls de la Nation de leursdits Sujets, lesquels joüiront des Droits, Libertez, & Franchises qui leur appartiennent par leur exercice & emploi; & l'établissement en sera fait aux Lieux & endroits, où de commun consentement il sera jugé necessaire.

XXXV. Sa Majesté & lesdits Seigneurs Etats Generaux, ne permettront point qu'aucun Vaisseau de Guerre, ni autre equipé pour la Commission, & pour le service d'aucun Prince, Republique, ou Ville que ce soit, vienne faire aucune prise dans les Ports, Havres, ou aucunes Rivieres qui leur appartiennent, sur les Sujets de l'un ou de l'autre; & en cas que cela arrive, Sadite Majesté & lesdits Seigneurs Etats Generaux employeront leur authorité & leur force pour en faire faire la restitution, ou reparation raisonnablement.

XXXVI. S'il survenoit par inadvertance ou autrement quelques inobservations ou contraventions au present Traité de la part de Sadite Majesté, ou desdits Seigneurs Etats Generaux, & leurs Successeurs, il ne laissera pas de subsister en toute sa force, sans que pour cela on en vienne à la rupture de la Confederation, Amitié, & bonne correspondance: mais on en reparera promptement lesdites Contraventions: & si elles procedent de la faute de quelques particuliers Sujets, ils en seront seuls punis & chastiez.

XXXVII. Et pour mieux asseurer à l'avenir le Commerce & l'Amitié entre les Sujets dudit Seigneur Roi & ceux desdits Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, il a esté accordé & convenu, Qu'arrivant ci-aprés quelque interruption d'amitié ou rupture entre la Couronne de France & lesdits Seigneurs Etats Generaux desdites Provinces-Unies (ce qu'à Dieu ne plaise) il sera toûjours donné neuf Mois de tems aprés ladite rupture aux Sujets de part & d'autre pour se retirer avec leurs éfets, & les transporter où bon leur semblera, ce qu'il leur sera permis de faire; comme aussi de vendre ou transporter leurs Biens & meubles en toute liberté, sans qu'on leur puisse donner aucun empêchement, ni proceder pendant ledit tems de neuf Mois à aucune saisie de leurs éfets, moins encore l'arrest de leurs personnes.

XXXVIII. Le present Traité de Commerce, Navigation & Marine durera, vingt-cinq ans, à commencer du jour de la Signature; & les Ratifications en seront données en bonne forme, & échangées de part & d'autre dans l'espace de six semaines, à compter du jour de la Signature.

Formulaire des Passeports & Lettres qui se doivent donner dans l'Amirauté de France, aux Navires & Barques qui en sortiront, suivant l'Article du present Traité.

LOUÏS Comte de Vermandois Admiral de France: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Sçavoir faisons, que Nous avons donné Congé & permission à

Maître & Conducteur du Navire nommé

de la Ville de

du port de

Tonneaux ou environ, estant de present au Port & Havre de   de s'en aller à

chargé de   aprés que visitation aura esté faite de son Navire, avant que partir fera Serment devant les Officiers qui exercent la Jurisdiction des Causes Maritimes, comme ledit Vaisseau appartient à un ou plusieurs des Sujets de Sa Majesté, dont il sera mis Acte au bas des Presentes; comme aussi de garder & faire garder par ceux de son Equipage, les Ordonnances & Reglemens de la Marine, & mettra au Greffe le Rooie signé & certifié contenant les noms & surnoms, la naissance & demeure des Hommes de son Equipage, & de tous ceus qui s'embarqueront, lesquels il ne pourra embarquer sans le sceu & permission des Officiers de la Marine, & en chacun Port ou Havre où il entrera avec son Navire, sera aparoir aux Officiers & Juges de la Marine du present Congé, & leur sera fidele rapport de ce qui sera fait & passé durant son Voyage & portera les Pavillons, Armes, & Enseigne du Roi, & les nostres durant son Voyage. En témoin dequoi Nous avons fait apposer nostre seing & le Seel de nos Armes à ces presentes, & icelles fait contresigner par nostre Secretaire de la Marine, à

le   jour

de   mil six cens

Signé, LOUÏS COMTE DE VERMANDOIS; *Et plus bas*, Par

Formulaire de l'Acte contenant le Serment.

NOUS

de l'Amirauté   certifions que   Maître du Navire nommé au Passeport ci-dessus, a presté le Serment mentionné en icelui. Fait à la   le

jour de   mil six cens

Autre Formulaire de Lettres qui se doivent donner par les Villes & Ports de Mer des Provinces-Unies, aux Navires & Barques qui en sortiront, suivant l'Article susdit.

AUX Serenissimes, tres-Illustres, tres-Puissants, Honorables, & Prudens Seigneurs Empereurs, Rois, Republiques, Princes, Ducs, Comtes, Barons, Seigneurs, Bourguemaistres, Eschevins, Conseillers, Juges, Officiers, Justiciers & Regens de toutes bonnes Villes & Places, tant Ecclesiastiques que Seculiers, lesquels ces presentes verront ou liront: Nous Bourgmaistres & Regens de la Ville de

sçavoir faisons que

Maistre du Navire

comparant devant Nous a declaré par Serment solemnel que le Navire nommé

grand environ

Lastes, sur lequel maintenant il est le Maître, appartient aux Inhabitans des Provinces-Unies, *ainsi Dieu le vouloit aider*, & comme volontiers nous verrions ledit Maître de Navire aidé dans ses justes affaires, nous vous requerons tant en general qu'en particulier, où le susdit Maître avec son Navire & Denrées arrivera, qu'il leur plaise de recevoir benignement & traiter duëment, le souffrant, sur les Droits accoutumez des Peages, frais dans, par, & auprès de vos Ports, Rivieres & Domaines, le laissant naviger, passer, frequenter, & negotier là où il trouvera à propos, ce que volontiers nous reconnoistrons. En témoin de quoi nous y avons fait apposer le sceau de nôtre Ville.

Ensuit la teneur du Pouvoir desdits Sieurs Ambassadeurs de Sa Majesté.

LOUÏS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, SALUT; Comme Nous ne souhaitons rien plus ardemment que de voir finir, par une bonne Paix, la Guerre, dont la Chrêtienté est à present affligée: & que par les soins, & la Mediation de nostre tres-cher & tres-amé Frere, le Roi de la Grande Bretagne, la Ville de Nimegue a esté agréée de toutes les Parties, pour le lieu des Conferences; Nous par ce même desir, d'arrester autant qu'il sera en Nous la desolation de tant de Provinces, & l'effusion de tant de sang Chrêtien; Sçavoir faisons que Nous confians entierement en l'experience, la capacité & fidelité de nôtre tres-cher & bien-amé Cousin le Sieur Comte d'Estrades, Marêchal de France & Chevalier de nos Ordres, de nôtre bien-amé & feal le Sieur Colbert Marquis de Croissi, Conseiller ordinaire en nôtre Conseil d'Etat, & de nôtre bien-amé & feal le Sieur de Mesmes Comte d'Avaux, aussi Conseiller en nos Conseils, par les preuves avantageuses que Nous en avons faites dans les diverses Ambassades & Emplois considerables, que Nous leur avons confié, tant au dedans qu'au dehors de nôtre Royaume. Pour ces causes, & autres bonnes considerations à ce nous mouvans, Nous avons commis,

mis, ordonné & deputé lesdits Sieurs Mareschal d'Estrades, Marquis de Croissi, & Comte d'Avaux, Commettons, ordonnons & deputons par ces presentes signées de nôtre main, & leur avons donné & donnons Plein-Pouvoir, Commission & Mandement special d'aller en la Ville de Nimegue, en qualité de nos Ambassadeurs extraordinaires & nos Plenipotentiaires pour la Paix, & y conferer soit directement, soit par l'entremise des Ambassadeurs Mediateurs respectivement reçus & agréez, avec tous les Ambassadeurs & Ministres de nos tres-chers & grands amis les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas & de leurs Alliez, tous munis de Pouvoirs suffisants, & y traiter des moyens de terminer & pacifier les differens qui causent aujourd'hui la Guerre; & pourront nos susdits Ambassadeurs & Plenipotentiaires, tous trois ensemble, ou deux en cas de l'absence de l'autre, par maladie ou autre empêchement, ou un seul en l'absence des deux autres, en pareil cas de maladie, ou autre empêchement, en convenir, & sur iceux conclure, & signer une bonne & seure Paix, & generalement, faire, negotier, promettre & accorder tout ce qu'ils estimeront necessaire pour le susdit effet de la Paix, avec la même autorité que Nous serions & pourrions faire si nous y estions presens en personne, encore qu'il y eust quelque chose qui requist un Mandement plus special, non contenu en cesdites presentes. Promettant en foi & parole de Roi de tenir ferme, & d'accomplir tout ce que lesdits Sieurs Maréchal d'Estrades, Marquis de Croissi, & Comte d'Avaux, ou par deux d'entre eux, en cas de l'absence de l'autre par maladie ou autre empêchement, ou par un seul, en l'absence des deux autres, en pareil cas de maladie, ou autre empêchement, aura été stipulé, promis & accordé, & d'en faire expedier nos Lettres de Ratification dans le tems qu'ils auront promis en nostre nom de les fournir: Car tel est nostre plaisir. En témoin dequoi Nous avons fait mettre nostre Seel à cesdites Presentes, Données à Saint Germain en Laye, le vingt-troisiéme jour de Decembre l'An de grace mil six cens soixante & quinze, & de nostre Regne le trente-troisiéme *Signé*, LOUIS. *Et sur le reply*, Par le Roi, ARNAULD. *Et scellées du grand Sceau en cire jaune.*

Ensuit la teneur du Pouvoir desdits Sieurs Ambassadeurs Extraordinaires des Seigneurs Etats des Provinces-Unies.

LEs Etats Généraux des Provinces-Unies du Pays-Bas. A tous ceux qui ces Presentes verront, Salut; Comme Nous ne souhaitons rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix, la Guerre, dont la Chrêtienté est à present affligée, & que par les soins & la Mediation du Serenissime Roi de la Grande Bretagne, la Ville de Nimegue a esté agréée de toutes les Parties, pour le lieu des Conferences; Nous par ce même desir, d'arrester autant qu'il sera en Nous, la desolation de tant de Provinces & l'effusion de tant de sang Chrêtien, avons bien voulu y contribuer tout ce qui depend de Nous, & pour cet effet deputé à ladite Assemblée, quelques personnes du Corps de la nôtre, qui ont donné plusieurs preuves de la connoissance & experience qu'ils ont des affaires publiques, aussi bien que de l'affection qu'ils ont pour le bien de nôtre Etat, & comme les Sieurs Hierôme de Beverningk, Seigneur de Teylingen. Curateur de l'Université à Leyden, ci-devant Conseiller & Tresorier General des Provinces-Unies, Guillaume de Nassau Seigneur d'Odyk, Cortgene &c. Premier Noble & representant l'Ordre de la Noblesse, dans les Estats & au Conseil de la Comté de Zelande: & Guillaume de Haren, Grietman du Bildt Deputé en nostre Assemblée de la part des Estats d'Hollande, Zelande & Frise, se sont signalez en plusieurs Employs importans pour nostre service, où ils ont donné des marques de leur fidelité, application & addresse au maniment des affaires. Pour ces causes, & autres bonnes considerations à ce Nous mouvans, Nous avons commis, ordonné & deputé lesdits Sieurs de Beverningk, d'Odyk & de Haren, commettons, ordonnons & deputons par ces presentes, & leur avons donné & donnons Plein-Pouvoir, Commission & Mandement special d'aller à la Ville de Nimegue, en qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires, & nos Plenipotentiaires pour la Paix, & y conferer, soit directement, soit par l'entremise des Ambassadeurs Mediateurs respectivement reçus & agréez, avec les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majesté Tres-Chrestienne & ses Alliez, munis de Pouvoirs suffisans, & y traiter des moyens de terminer & pacifier les differends qui causent aujourd'huy la Guerre, & pourront nos susdits Ambassadeurs & Plenipotentiaires tous trois ensemble ou deux en cas de l'absence de l'autre par maladie ou autre empêchement, ou un seul en l'absence des deux autres, en pareil cas de maladie ou autre empêchement, en convenir, sur iceux conclure & signer une bonne & seure Paix, & generalement faire negotier, promettre & accorder tout ce qu'ils estimeront necessaire pour le susdit effet de la Paix, & de faire generalement tout ce que nous pourrions faire, si nous y estions presens, quand même pour cela il seroit besoin de Pouvoir & Mandement plus special non contenu dans cesdites Presentes. Promettons sincerement & de bonne foi d'avoir pour agreable, ferme & stable tout ce que par lesdits Sieurs Ambassadeurs & Plenipotentiaires, ou bien par deux d'iceux, en cas de maladie, d'absence ou d'autre empêchement du troisiéme, ou par un seul en l'absence des deux autres, en pareil cas de maladie ou d'autre empêchement, aura esté stipulé, promis & accordé & d'en faire expedier nos Lettres de Ratification, dans le tems qu'ils auront promis en nostre nom de les fournir. Donné à la Haye en nôtre Assemblée, sous nôtre grand Sceau, Paraphe du President, & seing de nôtre premier Greffier, ce quatriéme Janvier de l'an mil six cens soixante-seize.

Signé, J. BOOTSMA.

Sur le reply, Par Ordonnance desdits Seigneurs Etats Generaux. *Signé*, H. FAGEL.

Et scellé du grand Sceau en cire rouge.

EN foi dequoi Nous Ambassadeurs susdits de Sa Majesté & des Seigneurs Etats Generaux, en vertu de nos Pouvoirs respectifs, avons ausdits noms signé ces Presentes de nos seings ordinaires, & à icelles fait apposer les Cachets de nos Armes. A Nimegue le dixiéme d'Aoust l'an mil six cens septante huit.

(*L. S.*) *Le Maréchal d'Estrades.*
(*L. S.*) *Colbert.*
(*L. S.*) *De Mesmes.*

(*L. S.*) *H. Beverningk.*
(*L. S.*) *W. de Nassau.*
(*L. S.*) *W. Haren.*

NOus ayant agreable le susdit Traité de Paix en tous & un chacun les Points & Articles qui y sont contenus & declarez; Avons iceux tant pour Nous que pour nos Heritiers, Successeurs, Royaumes, Païs, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foy & parole de Roy sous l'Obligation, & hypoteque de tous & un chacun nos Biens presens & à venir, garder, observer inviolablement sans jamais aller ni venir au contraire directement ou indirectement en quelque sorte & maniere que ce soit. En témoin dequoy nous avons signé ces presentes de nôtre main, & à icelles fait apposer nôtre Seel. Donné à S. Germain en Laye le dix-huitiéme jour d'Aoust l'an de grace mil six cens soixante dix-huit. Et de nôtre Regne le trente-sixiéme. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*, Par le Roi, ARNAULD.

Article separé touchant l'Imposition des cinquante sols par Tonneau sur les Navires Etrangers sortans des Ports de France.

LOUIS par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme nostre Tres-cher & bien-amé Cousin le Sieur Comte d'Estrades Mareschal de France, & Chevalier de nos Ordres; nôtre bien Amé & Feal le Sieur Colbert Marquis de Croissy, Conseiller Ordinaire en nostre Conseil d'Etat; & nostre bien Amé & Feal le Sieur de Mesmes Comte d'Avaux aussi Conseiller en nos Conseils, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu des Pleins-Pouvoirs que Nous leur en avions donnez, auroient conclu, arresté & signé le dixiéme de ce Mois en la Ville de Nimégue avec le Sieur Hierôme de Beverningk Seigneur de Teylingen, Curateur de l'Université à Leyden, cy-devant Conseiller & Tresorier General des Provinces-Unies des Païs-Bas; le Sieur Guillaume de Nassau Seigneur d'Odyk, Cortgene & premier Noble & representant la Noblesse dans les Etats & au

Conseil

ANNO 1678. Conseil de Zelande: & le Sieur Guillaume de Haren Grietman du Bildt, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de nos tres-chers & grands Amis les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, pareillement munis de Pleins-Pouvoirs, l'Article separé dont la teneur s'ensuit :

IL a été stipulé de la part du Roi Tres-Chrestien & consenti par les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, que l'égalité qui doit estre precisement observée à l'égard des Sujets de l'un & de l'autre avec les naturels, en matiere de Droits, Charges & Impositions, selon l'Article septiéme du Traité de Commerce conclu ce jourd'huy, ne derogera pas à l'Imposition des cinquante Sols par Tonneaux, établie en France sur les Navires Estrangers, & que les Sujets des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, seront obligez de la payer comme tous autres Estrangers, si ce n'est que Sa Majesté sur les Remonstrances qui pourroient lui estre faites cy-apres de la part desdits Seigneurs Etats, en les examinant avec cette grande affection par laquelle il plaist à Sa Majesté de les honorer, en disposast autrement. Mais seront par Sadite Majesté donnez dés à present les ordres necessaires à ce que ladite Imposition de cinquante Sols ne soit exigée des Navires des Sujets desdites Provinces-Unies qu'une fois par chaque Voyage en sortant des Ports de son Royaume & non en entrant, & que lesdits Navires chargez de Sel ne payeront que la moitié desdits cinquante Sols, à condition que lesdits Seigneurs Etats trouvant à propos de mettre semblable Imposition sur des Navires Etrangers chez eux (ce qui leur demeurera libre) ne pourront pas exceder au regard des Sujets de Sadite Majesté, la taxe de ce que les leurs payent en France, demeurant à l'égard de tous autres Droits, Charge & Imposition, presens ou à venir ledit Article septiéme en son entiere force & vigueur sans pouvoir estre limité, ou excedé par aucune autre exception ou restriction que celle qui est exprimée cy-dessus.

Lequel Article separé aura pareille force & vigueur que s'il estoit inseré dans le corps du susdit Traité General passé ce jourd'huy. Fait à Nimegue le dixiéme jour d'Aoust 1678.

Le Mareschal d'Estrades.	*H. Beverningk.*
Colbert.	*W. de Nassau.*
De Mêmes.	*W. Haren.*

NOus ayant agreable le susdit Article separé en tous & un chacun des Points d'iceluy; l'avons par ces Presentes signées de nôtre main, loüé, approuvé & ratifié, loüons, approuvons & ratifions, promettant en foy & parole de Roi de l'accomplir, observer & faire observer sincerement & de bonne foy, sans souffrir qu'il soit jamais allé directement ou indirectement au contraire pour quelque cause ou occasion que ce puisse estre. En témoin de quoy Nous avons signé ces Presentes de nôtre main & à icelles fait apposer nôtre Seel. DONNE' à S. Germain en Laye le dix-huitiéme jour d'Aoust l'an de grace 1678. & de nôtre Regne le trente-sixiéme. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*, Par le Roi, ARNAULD.

RATIFICATION *des Etats Generaux du Traité de Commerce.*

LEs Etats Generaux des Provinces-Unies du Païs-Bas. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront: Salut. Comme ainsi soit que le dixiéme jour du Mois d'Aoust mil six cens soixante & dix-huit, il ait esté fait & conclu à Nimegue un Traité de Commerce, Navigation, & Marine, par le Sieur Comte d'Estrades Mareschal de France, & Chevalier des Ordres du Roi Tres-Chrestien, le Sieur Colbert Marquis de Croissi Conseiller ordinaire en son Conseil d'Etat, & le Sieur de Mêmes Comte d'Avaux aussi Conseiller en ses Conseils, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majesté Tres-Chrestienne à l'Assemblée de Nimegue, au nom & de la part de Sadite Majesté; & par le Sieur Hierôme de Beverningk, Seigneur de Teylingen, Curateur de l'Université à Leyden, cy-devant Conseiller & Tresorier General des Provinces-Unies, le Sieur Guillaume de Nassau Seigneur d'Odyk, Cortgene & premier Noble, & representant l'Ordre de la Noblesse dans les Etats & au Conseil de Zelande, & le Sieur Guillaume de Haren Grietman du Bilt Deputez en nôtre Assemblée de la part des Etats de Hollande, Zelande & Frise, nos Ambassadeurs & Plenipotentiaires à ladite Assemblée de Nimegue en nôtre Nom & de nôtre part, en vertu de leurs Plein-Pouvoirs respectifs, desquels Traité & Pouvoirs la teneur s'ensuit: ANNO 1678.

LE Traité de Paix qui a esté conclu, &c.

Et d'autant que le contenu dudit Traité porte que les Ratifications d'iceluy seront données en bonne forme, & échangées de part & d'autre dans l'espace de six semaines, à compter du jour de la signature, Nous voulans bien donner des marques de nôtre sincerité & Nous acquiter de la parole que nosdits Ambassadeurs ont donnée pour Nous, Nous avons agreé, approuvé, & ratifié ledit Traité, & un chacun des Articles d'iceluy cy-dessus transcripts; comme Nous l'agréons, approuvons, & ratifions par ces presentes: Promettans en bonne foy & sincerement, le garder, entretenir, & observer inviolablement de point en point selon sa forme & teneur, sans jamais aller, ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte ou maniere que ce soit; en foy de quoy Nous avons fait signer les Presentes par le President de nôtre Assemblée, contresigner par nôtre premier Greffier, & y apposer nôtre grand Seau. Fait à la Haye le 19. jour de Septembre 1678.

Signé, D. VAN WYNGAERD.

Par Ordonnance desdits Seigneurs Etats Generaux.

H. FAGEL.

CLXXIII.

Induciæ ad tredecim annos prolongatæ, inter Legatos JOANNIS III. *Regis & Reipublicæ* POLONIÆ, *nec non Magni Ducis* MOSCHOVIÆ. *Actum 17. Augusti anno 1678.* [Chwalkowski, Jus Publicum Regni Poloniæ, pag. 389.] 17. Août.

SEreniſſimi Regis ac Reipublicæ Poloniæ nomine Legati fuerunt: Michael in Klevao, Dux Czartoryski, Palatinus Volhynensis Czartoveleusis &c. Capitaneus. Casimirus Johannes Sapieha, Comes in Bychoro Dabrowno, Palatinus Polouicensis, Borysinensis Wolpiensis &c. Capitaneus. Hieronymus Komar, Judex Terrestris Orszanensis, Secretarius Legationis.

Magni Ducis Moscoviæ nomine fuerunt Dux Nihita Iwanowicz Odclewski, Senator & Gubernator Novogrodensis, Jacobus Nihititz Odciewski, Senator & Gubernator Astrachensis, Basilius Sieniconowicz Wolynski, Gubernator Czebolstarensis.

Legati hi vigore Articuli duodecimi Tractatuum Audrusoviensium de prolongatione Armistitii egerunt.

Trinæ Conferentiæ Andrusoviens. & per binas Legationes Moschoviæ conclusa observari debent.

Ad tempus prioris Armistitii, (quod Mense Junio Anno 1680. & ab Orbe condito 7188. expirat) adhuc tredecim Anni proximè sequentes computandi sunt, scilicet usque ad Mensem Junium Anno 1693. & ab Orbe condito 7201. intra hocce tempus uterque Princeps de Pace perpetua obtinenda studebit:

Magnus Dux Moscoviæ spe fretus Pacis perpetuæ subsecuturæ Regi ac Reipublicæ Poloniæ ex locis possessis sequentes Capitaneatus cedit, nimirum Nevelensem, Szebiesensem & Vielisceusem cum Terris ad eosdem pertinentibus excepto Krasno-Grod & Niazdnii. Ad hæc dictus Magnus Moscoviæ Dux pro hoc Armistitio certam pecuniæ Summam efficientem millionem Florenorum Polonicalium bonæ monetæ Reipublicæ exoluturum sese obligat.

Newel & Wielisz post decursum sex septimanarum à Nativitate Christi die trigesima Septembris An. 1678. & ab Orbe condito 7188. die 20. Sept., ab Officialibus Magni Ducis Regiis ad hoc Deputatis Commissariis cum omnibus ante exortum Bellum Tormentis & quovis apparatu Bellico restitui debent; de Summa verò 200000. Rubelorum Magnus Dux statim post conclusos modernos Tractatus Legatis Polonicis 100000. exsolvet.

ANNO 1678. ver. Capitanestum Siebiefzenfem & reliquam Summam 100000 Rubelorum tunc tedder Magnus Dux, quando hic Tractatus à Rege Poloniæ erit Juramento confirmatus.

Incolæ & Nobiles circa evacuationem illorum Capitanatuum in possessionibus suis citra ullam molestiam ab hominibus Magni Ducis relinquentur. Similiter Subditi illi non debent cogi, ut se ad fines Czari transportent, vel ullum onus patiantur aut contributiones exolvant.

Commiffio per Mediatores ad minimum intra duos annos ad finem currentis Armiftitii peragi debet.

Catholici fub Magno Duce, & Græci fub Rege Poloniæ nullam patiantur coactionem.

Si nonnulli adhuc captivi reperiantur ab utraque Parte juxta Tractatus Andrusovienses dimitti debent.

Et quoniam hoc anno Terminus liberi Commercii utriusque Partis Mercatoribus expirat, ideo conventum est, ut omnibus Mercatoribus (exceptis Judæis) juxta priores & modernos Tractatus per omnes Armiftitii annos licitum effet, omnis generis Commercia non prohibita (dummodo Literæ liberi paffus adfint) tam à parte Regis ad Urbes ejusdem, Cracoviam, Varfaviam, & Vilnam, quam Magni Ducis ad Urbem Moscoviam tractare. Vectigal tamen secundum confuetudinem utriusque Regni exolvere tenebuntur.

Et quoniam Judices Limitum juxta Punctum decimum tertium Pactorum Andrusoviensium nondum Commiffionem suam expediverunt, nec in Civitatibus finitimis jus adminiftrarunt, ideoque Anno C. 1679. & O. cond. 7187. ab utrique Monarcha Judices debitis Inftructi Plenipotentiis convenient, limites discernent, fimulque ratione debitorum & homicidiorum inquirent, omnesque difficultates dijudicabunt.

Et quoniam ad exhibitam à Legatis Polonicis Ratificationem priorum Tractatuum Andrusovientium ac Moscoviæ conclusorum Sigillum Lithuanicum appenfum non fuit, idcirco Legati Polonici curam apprimendæ ipfius pollicentur, quando Legati Moscovitici cum Ratificatione moderni Tractatus advenient. Quod autem in Plenipotentia Legatorum Polonicorum a Senatu impertitâ tantummodo fubfcriptiones Senatorum, non autem ipforum Sigilla, extiterunt, non debet pro hac vice præjudicare: In pofterum verò antiqua confuetudo cum appreffione Sigillorum obfervari debet.

Priores tres Tractatus Andrusovienses, uti etiam Conclufa Moscoviæ, uti non minus modernus Tractatus ratione Armiftitii à Magno Duce, uti etiam à Rege Poloniæ roborari Juramento debent.

Tam Polonici quàm Moscovitici Legati huncce Tractatum manibus suis fubfcripferunt, & Juramentis confirmarunt.

Nota Juramenti à Magno Duce Moscoviæ & deinde etiam à Rege Poloniæ præftiti.

Dei gratia, &c. &c. &c. Profitemur & pollicemur Deo Omnipotenti ad hoc Sanctum Evangelium ejusque Præceptum, quod auxillo & intercessione spei Noftræ Chriftianæ Sanctiffimæ Matris Dei immaculatæ Virginis Mariæ cum Fratre Noftro Sereniffimo Principe ac Domino Johanne Tertio, &c. ejusdemque Majeftatis & Reipublicæ tam fpiritualibus quàm fecularibus Statibus Regni Poloniæ Magnique Ducatus Lithuaniæ in Conventu utriusque Monarchæ Legatorum conclufa terna Andrusfovienfia Pacta, & bini Moscoviæ initi Tractatus & hoc anno cum Czareæ Majeftatis Noftræ Senatoribus per Majeftatis Suæ Regiæ Legatos Moscoviæ pactæ Induciæ à Nobis Magno Duce adimplebuntur, & fine ulla finiftra interpretatione fervabuntur; uti Nos Magnus Dominus & Czarus coram Sancto Evangelio profitemur ac pollicemur.

CLXXIV.

19. Août. *Convention entre les Commiffaires du Roi* TRES-CHRESTIEN, *ceux du Roi* CATHOLIQUE, *& ceux des Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *pour une Ceffation d'Armes & de toutes hoftilités entre les Armées au Païs-Bas, jusqu'à l'arrivée, & l'échange des Ratifications de la Paix. Au Camp de Mons le 19. d'Aouft 1678.* Avec *les* APROBATIONS *& fignatures des Generaux & Commandants en Chef &c.* [Recueil de LEONARD Tom. IV. d'où l'on a tiré cette Piece, qui se trouve auffi dans les Actes & Memoires de la Paix de Nimegue Tom. II. pag. 672. & dans LONDORPII *Acta publica* Tom. X. pag 653. en Allemand.] ANNO 1678.

AYant efté trouvé neceffaire de regler en attendant la Ratification de la Pais, la maniere en laquelle les Troupes auront à vivre au Pays-Bas pour éviter tous actes d'hoftilité qui la pourroient troubler, & foulager les Peuples de part & d'autre, il a efté convenu par les fousfignez, enfuite de leurs Pouvoirs refpectifs, de ce qui s'enfuit:

Que le lendemain de la Ratification du prefent Traité, tous actes d'hoftilité cefferont entre les Armées, & qu'en confequence de cela, dés le lendemain de ladite Ratification, les deux Armées fe retireront des environs de Mons.

Que l'Armée du Roi Tres-Chrétien marchera vers Gevries, ou Merbepoterie, & celle que commande M. le Prince d'Orange au delà de la Haye du Rœux vers Nivelle

Que neanmoins les Troupes qui ont formé le Blocus de Mons fous le commandement de Monfieur du Montal & de Monfieur de Quincy ne fe retireront pas le même jour; mais feulement deux jours aprés la Ratification du prefent Traité qui fera le lendemain que les deux Armées auront marché, & jusques à ce que ledit Blocus foit levé, l'Armée commandée par M. le Prince d'Orange, pourra refter dans le même campement fusdit.

Que la Ville de Mons demeurera enfuite dans une pleine & entiere liberté, que toutes fortes de perfonnes, Vivres, & Marchandifes y entreront, & fortiront, en la même maniere qu'il fe pratique dans les autres Villes qui font fous l'obeïffance d'Espagne.

Qu'à l'égard des Garnifons, fix jours aprés la Ratification du prefent Traité, ou plûtôt s'il fe peut, c'eft-à-dire auffi-tôt que les Convois pourront arriver dans chaque Place, les Partis, ni Detachemens ne courront plus fur les Terres & Pays les uns des autres, & demeureront les Troupes & Armées de chaque Couronne, dans l'étendue des Terres & Pays qui font prefentement fous l'obeïffance de chaque Couronne.

Que tous les Prifonniers qui feront faits de part & d'autre depuis le jour de la Ratification du prefent Traité, feront rendus fans Rançon, même les Chevaux, Beftiaux, & Equipages, Marchandifes, & autres chofes generalement quelconques.

Que comme lors de l'execution du Traité de Paix, ou entre-ci & ledit tems, il peut être neceffaire aux Troupes d'une Couronne, ou des Alliez, de paffer fur les Terres & Pays appartenans prefentement à l'autre, il demeurera libre de part & d'autre de le faire, feulement pour la communication des Places des Pays-Bas, ou pour en fortir, en ne prenant dans lesdites Terres & Pays, que le fimple fourage, & n'y féjournant qu'autant qu'il fe pratique dans les marches ordinaires des Troupes.

Qu'à commencer du jour de la Ratification du prefent Traité, il fera libre à tous Sujets de chacune des Couronnes, comme auffi de Meffieurs les Etats Generaux, d'aller, & venir fans aucun Paffeport fur les Terres & Païs appartenans prefentement à la Couronne, ou Etat, dont ils font Sujets; & qu'il ne fera plus befoin de Paffeport, que pour aller des Terres prefentement appartenantes à une Couronne, ou Etat, fur celles qui appartiennent prefentement à l'autre.

Qu'à commencer de fix jours aprés la Ratification du prefent Traité, les Troupes & Armées de chaque Couronne vivront fur les Terres & Pays dont chacune eft prefentement en poffeffion, fans fourager fur les Terres les uns des autres; bien entendu que par le mot de poffeffion, on ne veut pas comprendre, ni faire paffer pour Droit de poffeffion, les paffages ni les fejours que les Armées ou Partis ont faits, ou font prefentement dans les-Lieux où elles font, ou ont efté.

Qu'à commencer du jour de la Ratification du prefent Traité, toutes demandes extraordinaires de Contributions, Vaches, Pionniers, Charrois, cefferont de part & d'autre fur les Terres les uns des autres, ne demeurant

ANNO 1678. meurant libre à chacun de faire de pareilles demandes, suivant les necessitez occurrentes, que sur les Terres dont chacun est en possession.

Que pour ce qui reste deub des Contributions de l'année qui échera au 16. Octobre prochain, pour les Terres & Pays qui sont actuellement soûmis ausdites Contributions, l'on continuëra de les exiger de part & d'autre, seulement par les voyes dont il sera convenu par Messieurs les Plenipotentiaires à Nimégue.

Que si, contre toute apparence, il survenoit quelque difficulté au regard de l'observation du present Accord, soit en tout ou en partie, elle sera adjustée à l'amiable par les Generaux, ou ceux qui seront authorisez à cet effet, sans que pour ce sujet cet Accord soit alteré, ou qu'il soit permis de recourir à la force.

De tout ce que dessus sont respectivement convenus les soussignez Deputez, & ont promis d'en fournir demain les Ratifications de M. le Duc de Luxembourg, Pair & Maréchal de France, Capitaine des Gardes-du-Corps du Roi Tres-Chrétien, Commandant en Chef l'Armée de Sa Majesté en Flandre, & de M. le Duc de Villahermosa Gentilhomme de la Chambre de Sa Majesté Catholique, Gouverneur & Capitaine General des Pays-Bas Catholiques. Fait au Camp prés de Mons ce 19. jour d'Aoust 1678.

ROBERT. F. DE CONTAMOUGEARD.

Nous approuvons, & ratifions tout ce qui est contenu dans le Traité cy-dessus.

MONTMORENCY-LUXEMBOURG.

DUQUE DE VILLAHERMOSA
Conde de Luna.

Le soussigné Deputé des Provinces-Unies à l'Armée authorisé par S. A. M. le Prince d'Orange, approuve le Traité cy-dessus fait en sa presence, & avec sa participation, pour autant qu'il regarde Sadite Altesse, & l'Armée & les Troupes de Messieurs les Etats Generaux qui sont sous son commandement.

DE WERDE.

Son Altesse ayant vû la Convention qui est cy-dessus faite, en vertu de l'autorisation qu'elle a donnée, l'approuve & la ratifie par ces presentes. Fait au Camp de Raulx le 20. d'Aoust 1678.

G. PRINCE D'ORANGE.

CLXXV.

11. Sept. *Compromis entre les Ambassadeurs de* FRANCE *& d'*ESPAGNE *à la Paix de Nimegue, au sujet de quelques difficultés qui auroient pu retarder la conclusion du Traité, & dont ils remettent la Decision à l'Arbitrage des Seigneurs Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES. *Fait à Nimegue le 11. Septembre 1678.* [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue Tom. II. Part. II. pag. 623.]

COmme dans la discussion des Articles qui doivent composer le Traité de la Paix à faire entre Leurs Majestés Catholique & Tres-Chrestienne, il s'est rencontré des difficultez, dont on n'a pû convenir, tant au sujet de la Place de Beaumont, que des dépendances de Dinant, & sur l'estat dans lequel sera renduë la Chastellenie d'Ath à Sa Majesté Catholique, comme aussi sur l'Amnistie & restitution des Biens des Messinois, qui se sont retirez tant en France qu'ailleurs, & que les Ambassadeurs de Sa Majesté Catholique ont fait instance, que ces points susdits soient vuidez purement & nettement au plûtost avant que le susdit Traité soit conclu & signé, afin d'en obtenir & faire dépêcher de part & d'autre les Instrumens de Ratification en dûë forme: lesdits Sieurs Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires desdits Seigneurs Rois, prenant de part & d'autre une entiere confiance en l'équité desdits Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, sont convenus, comme ils conviennent par l'Acte present au nom des Rois leurs Maîtres, de remettre toutes les difficultez susdites à l'arbitrage & decision desdits Seigneurs Etats Generaux, pour être reglez selon le jugement qu'ils en donneront le plûtost que faire se pourra, & qu'au reste les Articles, dont on est convenu, & dont on a esté d'accord, seront conclus & signez incessamment. & s'obligent les susdits Ambassadeurs de representer aux Seigneurs Etats Generaux presentement & sans aucun delay, tout ce qu'ils voudront alleguer sur les matieres susdites. Fait à Nimegue le 11. Septembre, 1678.

Signé,

PABLO SPINOLA DORIA.

CONDE DE BENAZUZA, MARQUES DE LA FUENTE.

J. B. CHRISSIN.

CLXXVI.

17. Sept. *Traité de Paix entre* CHARLES II. *Roi d'Espagne &* LOUIS XIV. *Roi de France, par lequel Sa Majesté Très-Chrétienne rendant quelques Villes & Places qui lui avoient été cedées en 1668. retient en échange pour elle & ses Successeurs à perpetuité, toute la Franche-Comté, Valenciennes, Bouchain, Condé, Cambray & Cambresis, Aire, St. Omer, Ypres avec sa Châtellenie &c. Fait à Nimegue le 17. Septembre 1678. Avec les* POUVOIRS *& les* RATIFICATIONS *de part & d'autre.* [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue Tom. II. pag. 720. d'où l'on a tiré cette Piece qui se trouve aussi dans le Recueil de LEONARD Tom. IV. dans LONDORPII *Acta Publica.* Tom. X. pag. 685. en Allemand & dans le *Theatrum Pacis* Tom II. pag. 679. en Latin, en Allemand, & en François.]

AU nom de Dieu le Createur, & de la Tres-Sainte Trinité, à tous presens & à venir, soit notoire, Que comme pendant le cours de la Guerre qui s'est meuë depuis quelques années entre le Tres-Haut, Tres-Excellent & Tres-Puissant Prince LOUIS XIV. par la grace de Dieu Roi Tres-Chrétien de France & de Navarre, & ses Alliez, d'une part; Et Tres-Haut, Tres-Excellent, & Tres-Puissant Prince Charles II. par la grace de Dieu Roi Catholique des Espagnes & ses Alliez, d'autre; Leurs Majestez n'auroient rien souhaité plus ardemment que de la voir finir par une bonne Paix, & que ce même desir d'arrêter autant qu'il seroit en Elle la desolation de tant de Provinces, les larmes de tant de Peuples, & l'effusion de tant de Sang Chrêtien, les auroit portez à accorder aux puissans offices de Tres Haut, Tres-Excellent, & Tres Puissant Prince le Roi de la Grande Bretagne, d'envoyer leurs Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires en la Ville de Nimégue; il est arrivé par un effet de la bonté Divine qui s'est voulu servir de la confiance entiere que leurs Majestez ont continué de prendre en la Médiation dudit Seigneur Roi de la Grande Bretagne,qu'enfin lesdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, sçavoir, de la part de Sa Majesté Tres-Chrétienne le Sieur Comte d'Estrades Maréchal de France & Chevalier de ses Ordres; le Sieur Colbert Chevalier Marquis de Croissi, Conseiller ordinaire de son Conseil d'Etat, & le Sieur de Mêmes Chevalier Comte d'Avaux, aussi Conseiller en ses Conseils. Et de la part de Sa Majesté Catholique le Sieur Dom Pablo Spinola Doria Marquis de los Balbases Duc de Sesto, Seigneur de Ginosa, Casalnoseto, & Pontecurone, Conseiller de son Conseil d'Etat, & son grand Protonotaire en son Conseil d'Italie; Dom Gaspard de Tebes & Cordoua Tello, & Gosman Comte de Venazuza Marquis de la Fuente, Seigneur de Lorena de la Maison d'Arrucas des Isles de Guadalupa, & Maralione, Maitre perpetuel de la Victoire, Majeur perpetuel & grand Escrivain de la Ville de Seville, Gentilhomme de la Chambre de Sa Majesté Imperiale, du Souverain Conseil de Guerre,

ANNO 1678.

Guerre, & ſon General d'Artillerie; Dom Pedro Ronquillo Chevalier de l'Ordre d'Alcantara, Conſeiller de ſes Conſeils de Caſtille & des Indes; & Dom Jean Baptiſte Chriſtin Chevalier Conſeiller au Conſeil ſuprême de Flandres prés de la perſonne de Sadite Majeſté Catholique, & de ſes Conſeils d'Etat & privé au Païs-Bas; en vertu des Lettres & Commiſſions qu'ilz ſe ſont reciproquement communiquez, & dont à la fin de ce Traité les Copies ſont inſerées de mot à mot, ſeroient convenus & tombez d'accord des conditions reciproques de Paix & d'amitié en la teneur qui enſuit.

Premierement. Il eſt convenu & accordé qu'à l'avenir il y aura bonne, ferme, & durable Paix, Confederation, & perpetuelle Alliance & Amitié entre les Rois Tres-Chrêtien & Catholique, leurs Enfans nez & à naiſtre, leurs Hoirs, Succeſſeurs & Heritiers; leurs Royaumes, Etats, Païs & Sujets; qu'ils s'entr'aimeront comme bons Freres, procurans de tout leur pouvoir le bien, l'honneur, & reputation l'un de l'autre, évitans de bonne foi tant qu'il leur ſera poſſible le dommage l'un de l'autre.

II. Enſuite de cette bonne réunion la Ceſſation de toute ſorte d'hoſtilitez arreſtée & ſignée le 19. jour d'Aouſt de la preſente année continuera ſelon ſa teneur entre leſdits Seigneurs Rois, leurs Sujets & Vaſſaux tant par Mer & autres Eaux, que par Terre, & generalement en tous Lieux où la Guerre ſe fait par les Armées de Leurs Majeſtez tant entre les Troupes & Armées qu'entre les Garniſons de leurs Places; & s'il eſtoit contrevenu à ladite Ceſſation par priſe de Place, ou Places, ſoit par attaque, ou par ſurpriſe, ou par intelligence ſecrette, & même s'il ſe faiſoit des Priſonniers ou autres actes d'hoſtilité par quelque accident imprévu, ou par ceux qui ne ſe peuvent prevnir contraires à ladite Ceſſation d'hoſtilitez, la contravention ſera reparée de part & d'autre de bonne foi, ſans longueurs ni difficulté, reſtituans ſans aucune diminution ce qui auroit été occupé, & délivrant les Priſonniers ſans Rançon ny payement des dépenſes, en ſorte que toutes choſes ſoient remiſes au même eſtat où elles eſtoient audit jour dix-neuviéme Aouſt que ladite ſuſpenſion d'Armes fut arreſtée & ſignée, la teneur de laquelle ſe devra obſerver juſques au jour de l'échange des Ratifications du preſent Traité.

III. Tous ſujets d'inimitiez ou meſintelligences demeureront éteints & abolis pour jamais, & tout ce qui s'eſt fait & paſſé à l'occaſion de la preſente Guerre, ou pendant icelle ſera mis en perpetuel oubli, ſans qu'on puiſſe à l'avenir de part ni d'autre, directement ni indirectement en faire recherche par Juſtice ou autrement, ſous quelque pretexte que ce ſoit, ni que leurs Majeſtez ou leurs Sujets, Serviteurs & Adherens d'un côté & d'autre puiſſent témoigner aucune ſorte de reſſentiment de toutes les offences & dommages qu'ilz pourroient avoir reçus pendant la preſente Guerre.

IV. Et en contemplation de la Paix le Roi Tres-Chrêtien, auſſi-toſt aprés l'échange des Ratifications du preſent Traité, remettra au pouvoir du Roi Catholique la Place & Fortereſſe de Charleroi, la Ville de Binche, la Ville & Fortereſſe d'Ath, Oudenarde & Courtrai, avec leurs Prevôtez & Chaſtellenies, appartenances & dépendances, ainſi qu'elles ont eſté poſſedées par Sa Majeſté Catholique avant la Guerre de l'année 1667. Toutes leſquelles Villes & Places avoient eſté cedées audit Seigneur Roi Tres-Chrêtien par le Roi Catholique au Traité ſigné à Aix-la-Chapelle le deuxiéme May 1668 auquel il a été par le preſent Traité expreſſement derogé pour ce qui regarde leſdites Villes & Places, leurs appartenances & dependances, en conſequence dequoi ledit Seigneur Roi Catholique rentrera en la poſſeſſion d'icelles pour en jouïr lui & ſes Succeſſeurs pleinement & paiſiblement, à l'exception de la Verge de Menin & de la Ville de Condé, laquelle, quoi que ci-devant pretenduë par Sa Majeſté Tres-Chreſtienne comme Membre de la Chaſtellenie d'Ath, demeurera neanmoins à la Couronne de France avec toutes ſes dependances en vertu du preſent Traité, ainſi qu'il ſera dit ci-aprés.

V. Ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien s'oblige & promet de remettre auſſi entre les mains dudit Seigneur Roi Catholique, auſſi-toſt aprés ledit eſchange des Ratifications, la Ville & Duché de Limbourg avec toutes ſes dependances, & le Païs d'Outremeuſe, la Ville & Citadelle de Gand, pareillement avec toutes ſes dependances, le Fort de Rodenhus & le Païs de Waes; la Ville & Place de Leuve dans le Brabant, auſſi avec ſes dependances, la Ville & Place de S. Ghiſlain de laquelle neanmoins les Fortifications ſeront raſées: & la Ville de Puicerda en Catalogne en l'état où elle ſe trouve à preſent, avec leurs Païs, Places, Châteaux, Forts, Terres, Seigneuries, Domaines, Bailliages, appartenances, & dependances & annexes, ſans y rien reſerver ni retenir, pour être poſſedées par Sa Majeſté Catholique & ſes Succeſſeurs, ainſi qu'Elle en a joüi avant la preſente Guerre.

ANNO 1678.

VI. Leſdits Lieux, Villes, Places de Charleroy, Binche, Ath, Oudenarde & Courtray, leurs Bailliages, Chaſtellenies, Gouvernances, Prevôtez, Territoires, Domaines, Seigneuries, appartenances, dependances & annexes de quelque nom qu'elles puiſſent être appellées, avec tous les Hommes, Vaſſaux, Sujets, Villes, Bourgs, Villages, Hameaux, Foreſts, Rivieres, Plat-Païs, & autres choſes quelconques qui en dependent, demeureront par ledit preſent Traité de Paix à Sa Majeſté Catholique, & à ſes Hoirs, Succeſſeurs, & ayans cauſe irrevocablement & à toûjours, avec les mêmes Droitz de Souveraineté, proprieté, Droits de Regale, Patronage, Gardienneté & Juriſdiction, Nomination, Prerogativez & Preeminences ſur les Evêchez, Egliſes Cathedrales, & Abbayes, Prieurez, Dignitez, Cures & autres quelconques Benefices étans dans l'étenduë deſdits Païs, Places & Bailliages cedez, de quelques Abbayes que leſdits Prieurez ſoient mouvans & dependans, & tous autres Droits qui ont cy-devant appartenu au Roi Tres-Chreſtien, encore qu'ils ne ſoient icy particulierement énoncez, ſans que Sa Majeſté Catholique puiſſe être à l'avenir troublée ni inquietée par quelque voye que ce ſoit, de Droit ni de fait par ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien, ſes Succeſſeurs, ou aucuns Princes de ſa Maiſon, ou par qui que ce ſoit, ou ſous quelque pretexte & occaſion qui puiſſe arriver eſdites Souveraineté, proprieté, Juriſdiction, Reſſort, poſſeſſion & joüiſſance de tous leſdits Païs, Villes, Places, Châteaux, Terres & Seigneuries, Prevoſtez, Domaines, Chaſtellenies & Bailliages: enſemble de tous les Lieux & autres choſes qui en dependent. Et pour cet effet ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien tant pour luy que pour ſes Hoirs, Succeſſeurs & ayans cauſe, renonce, quitte, cede & transporte, comme leſdits Plenipotentiaires en ſon nom, par le preſent Traité de Paix irrevocable ont renoncé, quitté, cedé & transporté perpetuellement & à toûjours, en faveur & au profit dudit Seigneur Roi Catholique, ſes Hoirs, Succeſſeurs & ayans cauſe, tous les Droits, Actions & pretentions, des Droits de Regale, Patronage, Gardienneté, Juriſdiction, Nomination, Prerogatives & Preeminences ſur les Eveſchez, Egliſes Cathedrales & autres quelconques Benefices eſtans dans l'eſtenduë deſdites Places & Païs & Bailliages cedez, de quelques Abbayes que leſdits Prieurez ſoient mouvans & dependans, & generalement ſans rien retenir ni reſerver tous autres Droits que ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien ou ſes Hoirs & Succeſſeurs ont & pretendent ou pourroient avoir & pretendre pour quelque cauſe & occaſion que ce ſoit ſur leſdits Pays, Places, Châteaux, Forts, Terres, Seigneuries, Domaines, Chaſtellenies, Bailliages & ſur tous les Lieux en dependans, comme dit eſt, nonobſtant toutes Loix, Coûtumes, & Conſtitutions faites au contraire, même qui auroient été confirmées par Serment, auſquelles & aux clauſes derogatoires des derogatoires il eſt expreſſement derogé par le preſent Traité pour l'effet deſdites Renonciations & Ceſſions, leſquelles vaudront & auront lieu ſans que l'expreſſion ou ſpecification particuliere, deroge à la generale, ni la generale à la particuliere, & excluant à perpetuité toutes exceptionz ſous quelques Droits, Titres, cauſes ou pretextes qu'elles puiſſent être fondées; declare, conſent, veut & entend ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien, que les Hommes, Vaſſaux, & Sujets deſdits Païx, Villes & Terres cedées à la Couronne d'Eſpagne, comme il eſt dit cy-deſſus, ſoient & demeurent quittes & abſous dés à preſent & pour toûjours des foy & hommages, ſervices & Serment de fidelité qu'ils pourroient tous & chacun d'eux luy avoir faits & à ſes Predeceſſeurs Roi Tres-Chrétien, enſemble de toute l'obeïſſance, ſujetion & Vaſſalage, que pour raiſon de ce ils pourroient luy devoir; voulant ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien que leſdits foy, hommages & Serment de fidelité demeurent nulz & de nulle valeur, comme s'ils n'avoient jamais été faits ni preſtez.

VII. Ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien fera auſſi reſtituer audit Seigneur Roi Catholique toutes les Villes, Places, Forts, Châteaux, & Poſtes que ſes

Armes

ANNO 1678.

Armes ont, ou pourront avoir occupé jusques au jour de la Publication de la Paix, en quelques Lieux du monde qu'elles soient situées. Comme pareillement Sa Majesté Catholique fera restituer à Sa Majesté Tres-Chrétienne toutes les Places, Forts, Châteaux, & Postes que ses Armes pourroient avoir occupez durant cette Guerre jusques au jour de la Publication de la Paix en quelque lieu qu'elles soient situées.

VIII. La restitution desdites Places, ainsi que dit est, se fera par ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien ou son Ministre réellement & de bonne foy sans aucune longueur ni difficulté, pour quelque cause & occasion que ce soit à celuy ou à ceux qui seront deputez par le dit Seigneur Roi Catholique dans le temps & la maniére qu'il a été cy-dessus dit, & en l'état que lesdites Places se trouvent à present, sans y rien demolir, affoiblir, diminuer, ou endommager en aucune sorte: & sans que l'on puisse pretendre ni demander aucun remboursement pour les Fortifications faites ausdites Places, ni pour le payement de ce qui pourroit être dû aux Soldats & Gens de Guerre y étans.

IX. En outre a été arresté que toutes les Procedures, Jugemens & Arrests donnez par les Juges & autres Officiers de Sa Majesté Tres-Chrétienne établis dans lesdites Villes & Places dont elle jouissoit en vertu du Traité d'Aix-la-Chapelle, & cy-dessus cedées à Sa Majesté Catholique, ou par le Parlement de Tournay, pour raison des differens & Procez poursuivis tant par les Habitans desdites Villes & de leurs dependances qu'autres, durant le tems qu'elles ont été sous l'obeïssance dudit Seigneur Roi Tres-Chrétien, auront lieu & sortiront leur plein & entier effet, tout ainsi qu'ils seroient si ledit Seigneur Roi demeuroit Seigneur & Possesseur desdites Villes & Payx, & ne pourront estre lesdits Jugemens & Arrests revoquez en doute, annullez, ni l'execution d'iceux autrement retardée ou empêchée; bien sera loisible aux Parties de se pourvoir par revision de la cause & selon l'ordre & disposition des Lois & Ordonnances: demeurans cependant les Jugemens en leur force & vertu sans prejudice de ce qui est stipulé à cet égard par l'Article XXI. du present Traité.

X. Comme les Ministres de Sa Majesté Tres-Chrétienne aprés la Paix d'Aix-la-Chapelle ont soûtenu en la Conference de Lille que les Escluses de l'Occident & de l'Orient de la Ville de Nieuport & le Fort in Vierbota étant au bout de l'Escluse d'Occident prés de l'embouchure du Havre de Nieuport, & une partie de celui de Nieuven Dame bâtis sur l'Ecluse de l'Orient, avec les Testes dudit Havre, entretenues par ceux de Furnes, étoient du Territoire & Jurisdiction de la Chastellenie de Furnes, & partant devoient appartenir à Sa Majesté Tres-Chrétienne, & les Ministres de Sa Majesté Catholique au contraire, que cela n'étoit pas; & quoi que cela fut, que non, qu'il devroit suffire que Sa Majesté Catholique étant Prince Souverain, lors que lesdites Fortifications ont été faites tant au regard de la Chastellenie de Furnes que de la Ville de Nieuport, il a pû incorporer & approprier les susdites parties au Havre & Fortifications de Nieuport, & par ainsi les rendre inseparables d'icelle Ville; il est arresté que les susdites Ecluses, & autres Parties de la Fortification de Nieuport, cy-dessus nommées, demeureront à Sa Majesté Catholique, ainsi que ladite Ville, sans que Sa Majesté Tres-Chrétienne, comme luy appartenant la Ville & Chastellenie de Furnes, ou autrement, y puisse jamais pretendre. Et quant à l'écoulement des Eaux de la Chastellenie de Furnes, il sera continué, & Elle en jouïra en la même forme & maniere qu'il a été pratiqué jusques à present.

XI. Ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien retiendra, demeurera saisi, & jouïra effectivement de tout le Comté de Bourgogne, vulgairement appellé la Franche Comté, & des Villes, Places, & Pays en dépendans, y compris la Ville de Bezançon, & son District, comme aussi des Villes de Valenciennes & ses dépendances, Bouchain & ses dépendances, Condé & ses dépendances, quoy que cy-devant pretendu Membre de la Chastellenie d'Ath, Cambray & la Cambresis, Aire, Saint Omer & leurs dépendances, Ypres & sa Chastellenie, Warvick, & Warneton sur la Lys, Poperinghen, Bailleul, & Cassel, avec leurs dépendances, Bavay & Maubeuge avec leurs dépendances.

XII. Ledit Comté de Bourgogne, les Villes, Places, & Pays en dépendans, compris la Ville de Bezançon & son District, comme aussi lesdites Villes & Places de Valenciennes, Bouchain, Condé, Cambray, Aire, Saint Omer, Ypres, Warvik & Warneton, Poperingen, Bailleul, Cassel, Bavay, & Maubeuge, leurs Bailliages, Chastellenies, Gouvernances, Prevostez, & Territoires, Domaines, Seigneuries, Appartenances, Dépendances, & Annexes, de quelques noms qu'elles puissent être appellées, avec tous les Hommes, Vassaux, Sujets, Villes, Bourgs, Villages, Hameaux, Forests, Rivieres, Plat-Pays, Salines, & autres choses quelconques qui en dépendent, demeureront par ledit present Traité de Paix à Sa Majesté Tres-Chrestienne, & à ses Hoirs, Successeurs, & ayans cause, irrevocablement, & à toûjours, avec les mesmes Droits de Souveraineté, Proprieté, Droits de Regale, Patronage, Gardienneté, & Jurisdiction, Nomination, Prerogative, & Preéminence, sur les Evêchez, Eglises Cathedrales, & autres Abbayes, Prieurez, Dignitez, Cures, & autres quelconques Benefices, étans dans l'étenduë desdits Pays, Places, & Bailliages cedez, de quelques Abbayes que lesdits Prieurez soient mouvans & dépendans; & tous autres Droits qui ont cy-devant appartenu au Roi Catholique, encore qu'ils ne soient particulierement énoncez; sans que Sa Majesté Tres-Chrestienne puisse être à l'avenir troublée ni inquietée par quelque voye que ce soit de Droit ni de fait par ledit Seigneur Roi Catholique, ses Successeurs, ou aucuns Princes de sa Maison, ou par qui que ce soit, ou sous quelque pretexte ou occasion qui puisse arriver esdites Souveraineté, Proprieté & Jurisdiction, Ressort, Possession & jouïssance de tous lesdits Pays, Villes, Places, Chasteaux, Terres & Seigneuries, Prevostez, Domaines, Chastellenies & Bailliages; ensemble de tous les Lieux & autres choses qui en dépendent: Et pour cet effet, ledit Seigneur Roi Catholique, tant pour lui que pour ses Hoirs, Successeurs, & ayans cause, renonce, quitte, cede, & transporte, comme lesdits Plenipotentiaires en son Nom, par le present Traité de Paix irrevocable, ont renoncé, cedé, & transporté perpetuellement & à toûjours en faveur & au profit dudit Seigneur Roi Tres-Chrestien, ses Hoirs, Successeurs, & ayans cause, tous les Droits, Actions, Pretentions, Droits de Regale, Patronage, Gardienneté, Jurisdiction, Nomination, Prerogatives, & Preéminence sur les Evêchez, Eglises Cathedrales, & autres quelconques Benefices étans dans l'étendue desdites Places & Pays, & Bailliages cedez, de quelques Abbayes que lesdits Prieurez soient mouvans & dépendans; & generalement sans rien retenir ni reserver, tous autres Droits que ledit Seigneur Roi Catholique, ou ses Hoirs & Successeurs, ont & pretendent, ou pourroient avoir & pretendre, pour quelque cause & occasion que ce soit, sur lesdits Pays, Places, Chasteaux, Forts, Terres, Seigneuries, Domaines, Chastellenies, & Bailliages, & sur tous les Lieux en dépendans, comme dit est, nonobstant toutes Loix, Coûtumes, & Constitutions au contraire, mêmes qui auroient esté confirmées par Serment. Ausquelles & aux Clauses derogatoires des dérogatoires, il est expressément dérogé par le present Traité pour l'éfet desdites Renonciations & Cessions, lesquelles vaudront & auront lieu, sans que l'expression ou specification particuliere déroge à la generale, ni la generale à la particuliere; & excluant à perpetuité toutes exceptions sous quelques Droits, Titres, cause ou pretexte qu'elles puissent être fondées; declare, consent, veut & entend ledit Seigneur Roi Catholique, que les Hommes, Vassaux, & Sujets desdits Pais, Villes & Terres cedées à la Couronne de France, comme il est dit cy-dessus, soient & demeurent quittes & absous dés à present & pour toûjours, des foy & hommage, service, & Serment de fidelité qu'ils pourroient tous & chacun d'eux luy avoir faites, & à ses Predecesseurs Roys Catholiques; ensemble de toutes l'obeïssance, sujetions, & Vasselages, que pour raison de ce ils pourroient luy devoir; voulant ledit Seigneur Roi Catholique que lesd. foy & hommage & Serment de fidelité, demeurent nuls & de nulle valeur, comme si jamais ils n'avoient esté faits ni prestez.

XIII. Et comme Sa Majesté Tres-Chrestienne a declaré par les Conditions qu'Elle a offert pour la Paix, de vouloir la Ville de Charlemont, ou en échange celle de Dinant au choix de Sa Majesté Catholique, à condition que Sadite Majesté Catholique se chargeroit d'obtenir de l'Evéque de Liege la Cession de Dinant, & le consentement de l'Empereur & de l'Empire, Sa Majesté Catholique a choisi de retenir la Ville de Charlemont comme auparavant, en consequence s'oblige & promet d'obtenir desdits Sieur Evéque & Chapitre

ANNO 1678. pitre de Liege la Cession en forme authentique de ladite Ville de Dinant, avec le consentement de l'Empereur & de l'Empire dans un an, à compter du jour & datte de la Ratification du Traité de Paix qui doit estre fait entre l'Empereur & ledit Seigneur Roi Tres-Chrestien. En cas que Sadite Majesté Catholique ne puisse obtenir lesdites Cessions desdits Sieur Evêque & Chapitre de Liege, avec le consentement de l'Empereur & de l'Empire, Elle s'oblige & promet de faire remettre immediatement aprés le terme susdit au Pouvoir de Sa Majesté Tres Chrestienne ladite Ville de Charlemont, pour en jouïr comme de toutes les autres Places & Païs cedez audit Seigneur Roi Tres-Chrestien, par les Articles 11. & 12 du present Traité.

XIV. Et pour prevenir toutes les difficultez que les enclaves ont causé dans l'execution du Traité d'Aix-la-Chapelle, & rétablir pour toujours la bonne intelligence entre les deux Couronnes, il a esté accordé que les Terres, Bourgs & Villages enclavez dans les Prevostes qui sont cedées ou qui appartenoient déja avant le present Traité à Sa Majesté Tres-Chrestienne au de-là de la Sambre, seront échangez contre d'autres qui se trouveront plus proches des Places, & à la bienséance de Sa Majesté Catholique; comme aussi que les Villages de la Verge de Menin qui se trouveront scituez trop prés de Courtray seront échangez contre d'autres qui seront plus proches & à la bienséance de Sa Majesté Tres-Chrestienne: Et pareillement que les Villages de la Prevosté de Mons qui se trouveroient si avancez dans le Païs cedé à Sa Majesté Tres-Chrestienne en Hainault, qu'ils en interrompissent la communication, seront échangez contre d'autres dépendans des Païs cedez audit Seigneur Roi Tres-Chrétien qui seront plus proches & à la bien-séance de Sa Majesté Catholique, & generalement que toutes les Terres qui seront enclavées dans les Païs cedez ou restituez à l'un desdits Seigneurs Roys, seront mutuellement échangées contre d'autres de pareille valeur, bien entendu qu'on puisse convenir desdits échanges.

XV. Il sera deputé des Commissaires de part & d'autre deux Mois aprés la Publication du present Traité, qui s'assembleront au lieu dont il sera respectivement convenu, tant pour proceder ausdits échanges, que pour regler les Limites entre les Etats & Seigneuries qui doivent demeurer à chacun desdits Seigneurs Roys par le present Traité dans les Païs Bas; comme aussi pour liquider les Debtes réelles legitimement hypothequées sur les Terres & Seigneuries cedées ou restituées à l'une ou à l'autre des deux Couronnes, & convenir de la part & portion que chacune d'elles devra payer à l'avenir, & generalement terminer à l'amiable tous les differens qui pourroient se rencontrer en execution du present Traité.

XVI. Quand il surviendroit aux échanges cy-dessusdits des difficultez qui en empécheroient l'effet, l'on ne pourra de part & d'autre établir des Bureaux pour s'embarasser ni rendre plus difficile la communication des Places qui seront d'une même Domination, & les Bureaux qui seront établis ne pourront faire payer les Droits que sur les Marchandises, qui sortans d'une Domination entreront dans une autre pour y estre consommées, ou pour passer dans des Païs éloignez.

XVII. Lesdits Seigneurs Roys remettans, ou restituans respectivement les Places cy-dessusdites pourront en faire retirer & emporter toute l'Artillerie, Poudres, Boulets, Armes, Vivres, & autres Munitions de Guerre qui se trouveront dans lesdites Places au temps de la remise ou restitution d'icelles; & ceux qu'ils auront commis pour cet effet pourront se servir pendant deux Mois des Chariots & Batteaux du Païs; auront le passage libre, tant par Eau que par Terre pour la retraite desdites Munitions, & leur sera donné par les Gouverneurs & Commandans, Officiers & Magistrats des Places & Païs ainsi restituez toutes les facilitez qui dependront d'eux pour la voiture & conduite desdites Artillerie & Munitions. Pourront aussi les Officiers, Soldats, Gens de Guerre, & autres qui sortiront desdites Places en tirer & emporter leurs Biens meubles à eux appartenans, sans qu'il leur soit loisible d'exiger aucune chose des Habitans desdites Places & du Plat-Païs, ni endommager leurs Maisons ou emporter aucune chose appartenante ausdits Habitans.

XVIII. La levée des Contributions demandée de part & d'autre aux Païs qui y sont soûmis sera continuée pour tout ce qui restera à écheoir jusques au 16. Octobre prochain & les arrerages qui resteront deubs lors de la susdite Ratification seront payez dans l'espace de trois mois aprés le terme susdit; & aucune execution ne se pourra faire pour raison de ce pendant ledit temps contre les Communautez redevables, pourveu qu'elles ayent donné bonne & valable caution resseante dans une Ville de la Domination de celuy desdits Seigneurs Roys, à qui lesdites Contributions seront deues. ANNO 1678.

XIX. Il a esté aussi accordé que la perception des Droits dont ledit Seigneur Roi Tres-Chrestien est en possession sur tous les Païs qu'il remet ou restitue audit Seigneur Roi Catholique, sera continuée jusques au jour de la restitution actuelle des Places dont lesdits Païs sont dependans, & que ce qui en restera deub lors de ladite restitution sera payé de bonne foy a ceux qui en ont pris les Fermes; Comme aussi que dans le même temps les Proprietaires des Bois confisquez dans les dépendances des Places qui doivent être remises à Sa Majesté Catholique rentreront en possession de leurs Biens & de tous les Bois qui se trouveront sur le lieu, bien entendu que du jour de la signature du present Traité toutes coupes de Bois cesseront de part & d'autre.

XX. Tous les Papiers, Lettres, & Documens concernans les Païs, Terres & Seigneuries qui sont cedées & restituées ausdits Seigneurs Roys par le present Traité de Paix, seront fournis & délivrez de bonne foy de part & d'autre dans trois mois aprés que les Ratifications du present Traité auront esté échangées en quelques Lieux que lesdits Papiers & Documens se puissent trouver, même ceux qui auroient esté enlevez de la Citadelle de Gand & la Chambre des Comptes de Lille.

XXI. Tous les Sujets de part & d'autre Ecclesiastiques & Seculiers seront rétablis, tant en la jouïssance des Honneurs, Dignitez & Benefices dont ils étoient pourveus avant la Guerre, qu'en celle de tous & chacuns leurs Biens meubles & immeubles, Rentes viageres & à rachat, saisies & occupées depuis ledit temps, tant à l'occasion de la Guerre, que pour avoir suivi le parti contraire; ensemble de leurs Droits, actions & successions à eux survenuës, même depuis la Guerre commencée, sans toutefois pouvoir rien demander ni pretendre des fruits & revenus perçus & échus dés le saisissement desdits Biens immeubles, Rentes & Benefices jusques au jour de la Publication du present Traité.

XXII. Ni semblablement des Debtes, effets & meubles qui auront esté confisques avant ledit jour, sans que jamais les Creanciers de telles Debtes & Dépositaires de tels effets, & leurs Heritiers ou ayans cause en puissent faire poursuite ni en pretendre recouvrement, lesquels rétablissemens en la forme avant dite s'étendront en faveur de ceux qui auront suivi le parti contraire, en sorte qu'ils rentreront par le moyen du present Traité en la grace de leur Roi & Prince Souverain, comme aussi en leurs Biens tels qu'ils se trouveront existans à la conclusion & signature du present Traité.

XXIII. Et se fera led. rétablissement desdits Sujets de part & d'autre, selon le contenu és Articles 21. & 22. nonobstant toutes Donations, Concessions, Declarations, Confiscations, Commises, Sentences preparatoires ou deffinitives données par contumace en l'absence des Parties, & icelles non ouïes, lesquelles Sentences & tous Jugemens demeureront nuls & de nul effet, & comme non données & prononcées, avec liberté pleine & entiere ausdites Parties de revenir dans les Païs d'ou elles se sont ci-devant retirées, pour jouïr en personnes de leurs Biens immeubles, Rentes & Revenus; ou d'établir leurs demeures hors desdits Païs en tel lieu que bon leur semblera, leur en demeurant le choix & élection; sans qu'on puisse user contre eux d'aucune contrainte pour ce regard. Et en cas qu'ils aiment mieux demeurer ailleurs, ils pourront deputer & commettre telles personnes non suspectes que bon leur semblera pour le gouvernement & jouïssance de leurs Biens, Rentes & Revenus: mais non au regard des Benefices requerans residence, qui devront estre personnellement administrez & deservis.

XXIV. Ceux qui auront esté pourveus d'un costé ou d'autre des Benefices estans à la collation, presentation, ou autres dispositions desdits Seigneurs Roys, ou autres, tant Ecclesiastiques que Laiques, ou qui auront obtenu provision du Pape de quelques autres Benefices scitues dans l'obeïssance de l'un desdits Seigneurs Roys par le consentement & permission duquel ils en auront joüi pendant la Guerre, demeureront en la possession & jouïssance desd. Benefices leur vie

durant

durant comme bien & deuëment pourvus; Sans que toutes fois on entende faire aucun prejudice pour l'avenir aux Droits des legitimes Collateurs qui en jouïront & en useront comme ils avoient accoûtumé avant la Guerre.

XXV. Tous Prelats, Abbez, Prieurs & autres Ecclesiastiques qui ont esté nommez à leurs Benefices ou pourvus d'iceux par lesdits Seigneurs Roys avant la Guerre, ou pendant icelle, & ausquels Leurs Majestez estoient en possession de pourvoir ou nommer avant la rupture entre les deux Couronnes, seront maintenus en la possession & jouïssance desdits Benefices, sans pouvoir y estre troublez pour quelque cause ou pretexte que ce soit. Comme aussi en la libre jouïssance de tous les Biens qui se trouveront en avoir dependu d'ancienneté, & aux Droits de conferer les Benefices qui en dépendent en quelque lieu que lesdits Biens & Benefices se trouvent scituez. Pourvu toutefois que lesdits Benefices soient remplis de personnes capables, & qui ayent les qualitez requises selon les Reglemens qui estoient observez avant la Guerre. Sans qu'on puisse à l'avenir de part ni d'autre envoyer des Administrateurs pour regir lesdits Benefices, & joüir des fruits, lesquels ne pourront estre perçus que par les Titulaires qui en auront esté legitimement pourvus; comme aussi tous Lieux qui ont cy-devant reconnu la Jurisdiction desdits Prelats, Abbez & Prieurs en quelques parts qu'ils soient scituez, la devront aussi reconnoistre à l'avenir, pourvu qu'il apparoisse que leur Droit est établi d'ancienneté, encore que lesdits Lieux se trouvassent dans l'étenduë de la domination du parti contraire, ou dependans de quelques Chastellenies, ou Bailliages appartenans audit parti contraire.

XXVI. Il a esté convenu, accordé, & declaré qu'on n'entend rien revoquer du Traité des Pyrenées, à l'exception de ce qui regarde le Portugal avec lequel le Roi Catholique est à present en Paix, non plus que du Traité d'Aix-la-Chapelle, qu'en tant qu'il en aura esté autrement disposé en celui ci par la Cession des Places susdites, sans que les Parties ayent acquis aucun nouveau Droit, ou puissent recevoir aucun prejudice sur leurs pretentions respectives en toutes les choses dont il n'est point fait mention expresse par le present Traité; & en consequence tout ce qui a esté stipulé par ledit Traité des Pyrenées touchant les interests de Monsieur le Duc de Savoye, & la Dot de la feuë Serenissime Infante Catherine sera observé, sans que cette expression particuliere puisse nuire ni prejudicier à la stipulation generale faite dans le present Article de l'execution desdits Traitez des Pyrenées & d'Aix-la-Chapelle.

XXVII. Quoique Leurs Majestez Tres-Chrestienne & Catholique contribuent tous leurs soins pour le rétablissement de la Paix generale, & que le bon acheminement d'un Armistice general leur doive faire esperer qu'il sera suivi d'une prompte conclusion de tout ce qui doit asseurer le repos de toute la Chrestienté: neanmoins comme ledit Seigneur Roi Tres-Chrestien a insisté que ledit Seigneur Roi Catholique s'oblige de ne pouvoir assister aucuns des Princes qui sont presentement en Guerre contre la France & ses Alliez, Sa Majesté Catholique a promis & promet de demeurer dans une exacte Neutralité pendant le cours de cette Guerre, sans pouvoir assister directement ni indirectement ses Alliez contre la France, & ses Alliez.

XXVIII. Et comme Leurs Majestez Tres-Chrestienne & Catholique reconnoissent les puissans offices que le Roi de la Grande Bretagne a contribué incessamment par ses Conseils & bons avertissemens au salut & au repos public, il a esté convenu de part & d'autre, que Sadite Majesté Britannique, avec ses Royaumes, soit comprise nommément dans le present Traité de la meilleure forme que faire se peut.

XXIX. En cette Paix, Alliance, & Amitié de la part de Sa Majesté Tres-Chrestienne, outre le Roi de Suede avec le Duc de Holstein, l'Evêque de Strasbourg, & le Prince Guillaume de Furstemberg, comme interessez en cette Guerre, seront aussi compris, si compris y veulent estre, ceux qui ne s'étans pas voulu engager ou declarer dans la presente Guerre, seront nommez dans six Mois aprés l'échange des Ratifications.

XXX. Et de la part de Sa Majesté Catholique seront pareillement compris, si compris y veulent estre, ceux qui ne s'étans pas voulu engager ou declarer dans la presente Guerre, seront nommez dans six Mois aprés l'échange des Ratifications & tous autres, qui aprés la fin de ladite Guerre seront aussi nommez par Sadite Majesté Catholique.

XXXI. Lesdits Seigneurs Roys Tres-Chrestien & Catholique consentent que tous Potentats & Princes qui voudront bien entrer dans un pareil engagement, puissent donner à Leurs Majestez leurs promesses & Obligations de Garentie de l'execution de tout le contenu au present Traité.

XXXII. Et pour plus grande seureté de ce Traité de Paix, & de tous les Points & Articles y contenus, sera ledit present Traité, publié, verifié, & enregistré en la Cour de Parlement de Paris, & en tous autres Parlemens du Royaume de France, & Chambre des Comptes dudit Paris. Comme semblablement ledit Traité sera publié, verifié, & enregistré tant au grand Conseil & autres Conseils & Chambres des Comptes dudit Seigneur Roi Catholique aux Pais-Bas, qu'aux autres Conseils des Couronnes de Castille & d'Aragon, le tout suivant & en la forme contenuë au Traité des Pyrenées de l'année 1659 desquelles publications & enregistremens seront baillées des expeditions de part & d'autre dans trois Mois aprés la publication du present Traité.

Lesquels Points & Articles cy-dessus énoncés, ensemble le contenu en chacun d'iceux, ont esté traitez, accordez, passez, & stipulez entre les susdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires desdits Seigneurs Roys Tres-Chrestien & Catholique, aux Noms de Leurs Majestez; lesquels Plenipotentiaires en vertu de leurs Pouvoirs, dont les Copies seront inserées au bas du present Traité, ont promis & promettent sous l'Obligation de tous & chacuns les Biens & Etats presens & à venir des Roys leurs Maistres, qu'ils seront inviolablement observez & accomplis, & de leur faire ratifier purement & simplement sans y rien adjoûter, & d'en fournir les Ratifications par Lettres authentiques & scellées, où tout le present Traité sera inseré de mot à autre, dans six semaines, à commencer du jour & datte du present Traité, & plûtost si faire se peut. En outre ont promis & promettent lesdits Plenipotentiaires ausdits Noms, que lesdites Lettres de Ratifications ayans esté fournies, ledit Seigneur Roi Tres-Chrestien, le plûtost qu'il se peut, & en presence de telle personne ou personnes qu'il plaira audit Seigneur Roi Catholique députer, jurera solemnellement sur la Croix, l'Evangile, Canons de la Messe, & sur son honneur, d'observer & accomplir pleinement, reellement, & de bonne foy, tous les Articles du contenu au present Traité: Et le semblable sera fait aussi le plûtôt qu'il sera possible par ledit Seigneur Roi Catholique, en presence de telle personne ou personnes qu'il plaira audit Seigneur Roi Tres-Chrestien deputer. Et en témoignages desquelles choses lesdits Plenipotentiaires ont soûscript le present Traité de leurs Noms, & fait apposer le cachet de leurs Armes. A Nimegue le dix-septiéme jour de Septembre mil six cens soixante & dix-huit.

Le Mareschal d'Estrades. — *Pablo Spinola Doria.*
Colbert. — *Conde de Benavente Marques de la Fuente.*
De Mêmes d'Avaux. — *Jean Baptiste Christin.*

Pouvoir des Sieurs Ambassadeurs de Sa Majesté Tres-Chrestienne.

LOUÏS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront: SALUT. Comme Nous ne souhaittons rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix la Guerre dont la Chrestienté est à present affligée, & que par les soins & la Mediation de nôtre trescher & tres amé Frere le Roi de la Grande-Bretagne, la Ville de Nimegue a été agréée de toutes les Parties pour le lieu des Conferences; Nous par ce même desir d'arrester autant qu'il sera en Nous la desolation de tant de Provinces, & l'effusion de tant de sang Chrestien; sçavoir faisons: Que Nous confians entierement en l'experience, la capacité & fidelité de nôtre trescher & bien-amé Cousin le Sieur Comte d'Estrades Mareschal de France & Chevalier de nos Ordres, de nostre bien-amé & féal le Sieur Colbert Marquis de Croissi Conseiller ordinaire en nos Conseils d'Estat, & nôtre bien-amé & feal le Sieur de Mêmes Comte d'Avaux, aussi Conseiller en nos Conseils, par les épreuves avantageuses que Nous en avons faites dans les diverses Ambassades & Emplois considerables que

ANNO 1678. Nous leur avons confié tant au dedans qu'au dehors de nostre Royaume; Pour ces Causes, & autres bonnes considerations à ce Nous mouvans, Nous avons commis, ordonné, & député lesdits Sieurs Mareschal d'Estrades, Marquis de Croissi, & Comte d'Avaux, commettons, ordonnons & députons par ces Presentes signées de nôtre main, & leur avons donné & donnons Plein-Pouvoir, Commission, & Mandement special, d'aller dans la Ville de Nimégue en qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires & nos Plenipotentiaires pour la Paix, & y conferer, soit directement, soit par l'entremise des Ambassadeurs Mediateurs, respectivement receus & agréez, avec tous Ambassadeurs & Ministres de nostre tres-cher & tres-amé Frere & Cousin le Roy Catholique & de ses Alliez, tous munis de Pouvoirs suffisans; & y traitter des moyens de terminer & pacifier les differends qui causent aujourd'huy la Guerre; Et pourront nos susdits Ambassadeurs & Plenipotentiaires tous trois ensemble, ou deux en cas de l'absence de l'autre par maladie ou autre empêchement, ou un seul en l'absence des deux autres en pareil cas de maladie ou autre empêchement, en convenir: & sur iceux conclure & signer une bonne & seure Paix; & generalement faire, negotier, promettre, & accorder tout ce qu'ils estimeront necessaire pour le susdit effet de la Paix, avec la mesme authorité que Nous ferions ou pourrions faire si Nous y étions presens en personne, encore qu'il y eust quelque chose qui requist un Mandement plus special non contenu en cesdites Presentes. Promettant en foy & parole de Roy de tenir ferme & d'accomplir tout ce que par lesdits Sieurs Mareschal d'Estrades, Marquis de Croissi, & Comte d'Avaux, ou par deux d'entr'eux en cas de l'absence de l'autre par maladie ou autre empêchement, ou par un seul en l'absence des deux autres en pareil cas de maladie ou autre empêchement, aura été stipulé, promis, & accordé, & d'en faire expedier nos Lettres de Ratification dans le temps qu'ils auront promis en nôtre Nom de les fournir. Car tel est nostre plaisir. En témoin dequoy Nous avons fait mettre nostre Scel à cesdites Presentes, Données à Saint Germain en Laye le 23. jour de Decembre l'an de grace mil six cens soixante & quinze, Et de nostre Regne le trente-troisiéme *Signé*, LOUIS. *Et sur le reply desdites Lettres*, Par le Roy, ARNAULD.

Et scellé du grand Sceau de cire jaune.

Poders de los Señores Ambaxadores de Su Magestad Catolica.

DOn Carlos Segondo por la gracia de Dios Rey de Castilla, de Leon, de Aragon, de las dos Sicilias, de Jerusalem, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Cardeña, de Cordoua, de Corsega, de Murcia, de Jaen, de los Algarves, de Algezira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, de las Indias Orientales y Occidentales Islas de Tierrafirme, del Mar Occeano, Archiduque de Austria, Duque de Borgoña, de Brabante y Milan, Conde de Aspurg, de Flandes, Tirol, y Barcelona, Señor de Viscaya, y de Molina, &c. No desseando otra cosa con mas ardor que de veer apagada y terminada por medio de una buena Paz la presente Guerra que tanto afflige la Christiandad, y aviendose por la Mediacion y buenos oficios del Rey de la Grand Bretaña de comun acuerdo de todas las Partes Guerreantes, escogido y señalado la Villa de Nimega para el Congresso y Tratado de la Paz, y queriendo yo contribuir de mi parte todo lo que de mi depende à este bien efecto, he tenido por conveniente nombrar personas que en mi nombre ayan de assistir con toda autoridad y Plenipotencia mia al dicho Congresso, y teniendo consideracion à la sufficientia, integridad, prudencia, esperiencia, intelligencia y zelo de mi servicio que concurren en vos Don Pablo Spinola Doria Marques de los Balbases de mi Consejo de Estado, Don Pedro Ronquillo de mis Consejos de Castilla y Indias, y Don Juan Baptista Christin de mi Consejo de Flandes, y por la satisfacion que siempre me haveis dado en diferentes y grandes negocios que os han sido encargados, y por vos otros respectivamente manejados tendreis attencion al mayor bien de mi servicio, os he nombrado por mis Embaxadores y Plenipotenciarios y en virtud de la presente os doy à todos juntos y à cada uno en particular en ausencia ò incomodidad de qualquiera de vosotros, entero y absoluto Poder para passar à la Villa de Nimega, y conferir en ella directamente ò por intervencion de los Embaxadores Estraordinarios y Plenipotenciarios Medianeros respectivamente recebidos y admitidos con los Embaxadores y Plenipotenciarios de mi muy caro y muy amado hermano

Traduction des Pouvoirs des Sieurs Ambassadeurs & Plenipotentiaires de Sa Majesté Catholique.

D*On Charles Second par la grace de Dieu Rey de Castille, de Leon, d'Aragon, des deux Siciles, de Jerusalem, de Navarre, de Grenade, de Tolede, de Valence, de Galice, de Majorque, de Seville, de Sardeigne, de Cordouë, de Corsique, de Murcia, de Jaen, des Algarves, d'Algezira, de Gibraltar, des Isles de Canarie, des Indes Orientales & Occidentales, Isles de Terre ferme, de la Mer Oceane, Archiduc d'Austriche, Duc de Bourgogne, de Brabant, & Milan, Comte d'Aspurg, de Flandres, Tirol & Barcelone, Seigneur de Biscaye, & de Molina, &c. Ne desirans rien avec plus d'ardeur, que de voir appaisée & terminée au moyen d'une bonne Paix, la presente Guerre qui afflige si fort la Chrestienté: & la Ville de Nimegue ayant été choisie & marquée pour l'Assemblée & Traité de Paix, par la Mediation & offices du Roi de la Grand' Bretagne d'un commun accord de toutes les Parties qui sont en Guerre, Et Moy desirant contribuer de ma part tout ce qui dépend de Moy à ce bon effet, J'ay trouvé à propos de nommer des Personnes lesquelles en mon Nom doivent assister avec toute authorité & Plein-Pouvoir à ladite Assemblée. Et ayant mis en consideration la suffisance, integrité, prudence, experience, intelligence, & zele pour mon service, qui se trouvent en Vous, Don Paul Spinola Doria Marquis de los Bolbases de mon Conseil d'Etat, Don Pedro Ronquillo de mes Conseils de Castille & des Indes, & Don Jean Baptiste Christin de mon Conseil de Flandres, & pour la satisfaction que Vous m'avez toûjours donnée dans les differentes & importantes Affaires dont Vous avez eu la conduite, & m'asseurant des soins que Vous prendrez du bien de mon service, Je Vous ay nommé pour mes Ambassadeurs & Plenipotentiaires, & en vertu de la Presente, Je Vous donne à tous ensemble & à chacun de Vous en particulier, en l'absence ou incommodité de l'un de Vous, entier & absolu Pouvoir, pour passer à la Ville de Nimégue, & conferer en icelle directement, ou par l'intervention des Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires Mediateurs respectivement receus & admis avec les Ambassadeurs & Plenipotentiaires de mon tres-cher, & tres-aimé Frere & Cousin le Roi*

ANNO 1678.

mano y primo el Rey Christianissimo y de sus Aliados, que especialmente fueren autorizados y constituidos y tuvieren suficientes Poderes para ello y para tratar de los medios de apagar la presente Guerra, y para este efecto entrar con ellos en Negociation, conferir, proponer, conbenir, capitular, concluir, y firmar un bueno, firme y durable Tratado de reposo y Paz, y generalmente en orden à ella hazer todo aquello que yo mismo pudiera hazer si estuviera presente en persona, aunque para ello fuese necessario alguna orden mas particular de la que en la presente se halla expressada, y doy mi fe y palabra Real de tener para siempre por firme y valido precisa y puntualmente sin falta alguna todo lo que por vos otros Don Pablo Spinola Doria Marques de los Balbazes; Don Pedro Ronquillo, y Don Juan Baptista Christin mis Embaxadores y Plenipotenciarios, los tres juntos ò por los dos en caso de ausencia ò enfermedad del uno, ò por uno solo en semejante caso de ausencia ò enfermedad de los otros dos, fuere conbenido y capitulado en el dicho Tratado con los dichos Embaxadores y Plenipotenciarios de mi muy amado Hermano y Primo el Rey Christianissimo y de sus Aliados, y assi mismo de aprobarlo y ratificarlo dentro del termino que reciprocamente se señalare, en fè de lo qual mande despechar la presente firmada de mi mano, sellada con mi sello secreto y refrendada del infrascripto mi Secretario de Estado. Dada en Madrid à tres Deciembre de mil seiscientos y settanta y cinco.

YO EL REY.

DON PEDRO COLOMA.

Roi Tres-Chrestien, & de ses Alliez, qui seront specialement autorisez & établis, & qui auront pour ce suffisant Pouvoir, & pour traiter des moyens d'appaiser la presente Guerre; & pour cet effet entrer avec eux en Negociation, conferer, proposer, convenir, capituler, conclure, & signer un bon, ferme, & durable Traité de repos & Paix, & generalement faire en ce qui la regarde tout ce que je pourrois Moy mesme faire si j'étois present en personne, bien que pour ce fust necessaire quelque ordre plus particulier que celuy qui se trouve exprimé en la presente: Et donne ma foy & parole Royale, de tenir à toûjours pour ferme & valable precisément & ponctuellement sans aucune faute, tout ce que par Vous Don Paul Spinola Doria Marquis de los Balbases, Don Pierre Ronquillo, & Don Jean Baptiste Christin mes Ambassadeurs & Plenipotentiaires tous trois joints ensemble, ou par deux de Vous en cas d'absence, ou maladie des deux autres, aura été convenu & arresté dans ledit Traité; avec les Ambassadeurs & Plenipotentiaires de mon tres-aimé Frere & Cousin le Roy Tres-Chrestien & de ses Alliez, & pareillement de l'approuver & ratifier dans le terme qui sera marqué reciproquement. En foy de quoy j'ay ordonné de depescher la Presente signée de ma main, scellée de mon Scel secret, & contresignée par mon Secretaire d'Etat soussigné. Donné à Madrid le troisiéme Decembre mil six cens soixante-quinze.

MOY LE ROY.

DON PIERRE COLOMA.

Don Carlos Segondo por la gracia de Dios Rey de Castilla, de Leon, de Aragon, de las dos Sicilias, de Jerusalem, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Cerdeña, de Cordoua, de Corsega, de Murcia, de Jaen, de los Algarves, de Algecira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, de las Indias Orientales y Occidentales, Yslas y Tierra-firme del Mar Occeano, Archideque de Austria, Duque de Borgoña, de Brabante y Milan, Conde de Abspurg, Flandes, Tirol y Barcelona, Señor de Viscaya y de Molina, &c. Por tanto, por la Mediacion y buenos officios del Rey de la Gran Bretaña se escogio y señalò la Villa de Nimega de comun acuerdo de todas las partes Guerreantes para Congresso general de tratarse las Pazes, y yo con el desseo de contribuir por mi Parte à todo lo que de mi depende, para apagar y terminar por medio de ellas la presente Guerra que tanto afige la Christiandad, nombre por mis Embaxadores y Plenipotenciarios que assistiessen en mi nombre al dicho Congresso à Don Pablo Spinola Doria Marques de los Balbases, de mi Consejo de Estado; à Don Pedro Ronquillo, de mis Consejos de Castilla y Indias; y à Don Juan Baptista Christin de mi Consejo de Flandes en virtud de la Plenipotencia que para ello despaché en tres de Deciembre de mil y seiscientos y setanta y cinco, firmada de mi mano, sellada con el sello y refrendada de Don Pedro Coloma mi Secretario de Estado, como consta de su Original à que me remito, à fin que todos juntos y de los dos de ellos en ausencia ò incomodidad de uno, ò uno solo en semejante caso de ausencia ò incomodidad de los otros dos, assistiessen, tratassen, y confiriessen directamente ò por interbencion de los Embaxadores Extraordinarios y Plenipotenciarios Medianeros que respectivamente fuessen recibidos y admitidos con los Embaxadores y Plenipotenciarios de mi muy caro y muy amado Hermano y Primo el Rey Christianissimo y de sus Aliados, que especialmente fueren autorisados y constituidos segun han hecho y hazen actual-

Don Charles Second par la grace de Dieu Roi de Castille, de Leon, d'Aragon, des deux Siciles, de Jerusalem, de Navarre, de Grenade, de Tolede, de Valence, de Galice, de Majorque, de Seville, de Sardeigne, de Cordouë, de Corsique, de Murcie, de Jaen, des Algarves, d'Algezira, de Gibraltar, des Isles de Canarie, des Indes Orientales & Occidentales, Isles de Terre ferme, de la Mer Oceane, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant & Milan, Comte d'Habspurg, de Flandres, Tirol, & Barcelone, Seigneur de Biscaye, de Molina, &c. D'autant que par la Mediation & bons offices du Roi de la Grande Bretagne l'on a choisi & marqué la Ville de Nimegue d'un commun accord de toutes les Parties qui sont en Guerre pour l'Assemblée generale, afin de traiter de la Paix: & Moy dans le desir de contribuer de ma part tout ce qui dependra de Moy pour appaiser & terminer par son moyen la presente Guerre qui afflige si fort la Chrestienté, j'ay nommé pour mes Ambassadeurs & Plenipotentiaires qui assistassent en mon Nom à ladite Assemblée, Don Paul Spinola Doria Marquis de los Balbases de mon Conseil d'Estat, Don Pedro Ronquillo de mes Conseils de Castille & des Indes, & Don Jean Baptiste Christin de mon Conseil de Flandres; en vertu du Plein-Pouvoir que je depeschay le 3. de Decembre mil six cens seixante & quinze, signé de ma main, scellé avec le Scel, & contreseing de Dom Pierre Coloma mon Secretaire d'Estat; comme il paroit par l'original, auquel je me remets; afin que tous ensemble ou deux d'entr'eux en cas d'absence ou incommodité de l'un d'eux, ou un seul & en pareil cas d'absence ou incommodité des deux autres, assistassent, traitassent, & conferassent directement, ou par l'intervention des Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires Médiateurs qui auroient été reçûs & admis respectivement, avec les Ambassadeurs & Plenipotentiaires de mon tres-cher & tres-aimé Frere & Cousin le Roi Tres-Chrestien & de ses Alliez, qui seroient specialement authorisez & constituez, selon qu'ils ont fait & font

ANNO 1678.

actualmente en mi nombre y juzgando por de mi servicio añadir un Plenipoteneiario à los otros que con igual caracter y authoridad assista à las Conferencias y negocios de el, y teniendo consideracion à la suficientia, integridad, prudencia, experiencia, intelligencia, y zelo de mi servicio qui concurren en vos Don Gaspar de Teves y Guzman Marques de la Fuente, Conde de Venaçuça, y à la satisfaçion que siempre me haveis dado en los diferentes y grandes negocios que os ao sido encargados y manejados por vos, y que atendereis al mayor bien de mi servicio os nombro por mi Embaxador y Plenipotentiario en secundo logar para que posseis passar à la dicha Villa de Nimega, y para que juntamente con los mencionados mis tres Embaxadores ò con los dos de ellos en ausencia ò incomodidad de los dos, ò por vos solo en semejante embaraço de los otros tres, podais por interbencion de los Embaxadores Extraordinarios y Plenipotentiarios Medianeros respectivamente recibidos ò directamente con los Embaxadores y Plenipoteneiarios de mi muy caro y muy amado Hermano y Primo el Rey Christianissimo y de sus Aliados que especialmente fueren constituidos y autorisados, conferir, proponer, capitular, concluir, y firmar un bueno, firme y durable Tratado de reposo y Paz, y generalmente hazer en orden à ella todo quello que yo mismo pudiera hazer si estuvisse presente en persona, aunque para ello fuesse necessario alguno orden, mas particular de lo que aqui va expressada, y doy mi fe y palabra Real de que todo lo que por vos Don Gaspar de Teves, y Gusman Marques de la Fuente, mi segundo Plenipotenciario jonto con los dichos Marques de los Balbases; Don Pedro Ronquillo, y Don Juan Baptista Christin mis Embaxadores y Plenipotenciarios, ò lo que por ausencia ò incomodidad de los unos fuere por los otros combenido y capitolado en el dicho Tratado con los dichos Embaxadores y Plenipotiarios de mi muy caro y muy amado Hermano y Primo el Rey Christianissimo y de sus Aliados, lo tendrè para siempre por firme y valido precisa y punctualmente sin falta alguna y assi mismo de aprobarlo y ratificarlo dentro del termino que reciprocamente se señalare, declarando desde agora que el dicho Poder que en tres de Deciembre de mil seiscientos y settanta y cinco, dì à los referidos Maques de los Balbases, Don Pedro Ronqoillo, y Don Juan Baptista Christin no se deroga en nada, y que antes bien queda en su fuerça y vigor, firme y entero, no obstante el presente y qualquiera otra circonstancia que se ofrecia à la consideracion. En fe de lo qual mandè despachar la presente firmado de mi mano, sellada con mi sello secreto, y refrendada del intrascrito mi Secretario de Estado. Dada en Madrid à diez y seis de Julio de mil seiscientos y settanta y ocho.

YO EL REY.

DON PEDRO COLOMA.

sont actuellement en mon Nom. Et jugeant qu'il est de mon service d'ajoûter un Plenipotentiaire aux autres, lequel avec un égal caractere & authorité, assiste aux Conferences & affaires d'iceluy: Et ayant en consideration la suffisance, integrité, prudence, experience, intelligence, & zele pour mon service qui se trouvent en Vous Don Gaspard de Teves & Gusman Marquis de la Fuente, Comte de Venaçaçu, & à la satisfaction que Vous m'avez toûjoure donnée dans les differentes & importantes Affaires dont je vous ay confié la conduite, & que vous aurez égard au bien de mon Service, je vous nomme pour mon second Ambassadeur & Plenipotentiaire, afin que vous puissiez passer à ladite Ville de Nimegue, & afin que conjointement avec mes trois Ambassadeurs cy-dessus nommez, ou avec deux d'entr'eux ou l'absence ou empêchement des deux, ou par Vous seul en pareil cas d'absence ou incommodité des trois autres, Vous puissiez par l'entremise des Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires Mediateurs respectivement receus ou directement avec les Ambassadeurs & Plenipotentiaires de mon tres-cher & tres-aimé Frere & Cousin le Roi tres-Chrestien & de ses Alliez, qui auront été specialement établis & authorisez, conferer, proposer, arrester, conclure, & signer un bon, ferme & durable Traité de repos & de Paix, & generalement faire en ce qui la concerne tout ce que Moy-même je pourrois faire si j'estois present en personne, bien qu'il fust besoin pour cela de quelque ordre plus particulier que celuy qui est icy exprimé. Et je donne ma foy & parole Royale, que tout ce qui par Vous Dom Gaspar de Teves & Gusman Marquis de la Fuente mon second Plenipotentiaire, conjointement avec lesd. Marquis de los Balbases, Dom Pierre Ronquillo, & Dom Jean Baptiste Christin mes Ambassadeurs & Plenipotentiaires, ou ce qu'en l'absence ou incommodité des uns aura été convenu & capitulé dans ledit Traité, avec lesd. Ambassadeurs & Plenipotentiaires de mon tres-cher & tres-aimé Frere & Cousin le Roi Tres-Chrestien & de ses Alliez, je le tiendray à toûjours ferme & valable, precisement & ponctuellement, sans aucune faute, & pareillement de l'approuver & ratifier dans le terme qui sera marqué reciproquement, declarant dès à present qu'il n'est en rien derogé par ces presentes au Pouvoir que j'ay donné dès le troisiéme Decembre aux susdits Marquis de los Balbases, Don Pierre Ronquillo, & Don Jean Baptiste Christin & qu'au contraire il demeure en sa force, ferme, & entiere vigueur, nonobstant la presente, ni autre circonstance quelconque. En foy de quoy j'ay ordonné de depêcher la Presente signée de ma main, scellée de mon Scel secret, & contresignée de mon Secretaire d'Etat soussigné. Donné à Madrid le 10. de Juillet 1678.

MOY LE ROY.

DOM PIERRE COLOMA.

NOus ayant le Traité susdit agreable en tous & chacun les Poins & Articles qui y sont contenus & declarez, Avons iceux, tant pour Nous que pour Nos Heritiers, Successeurs, Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries, & Sujets, accepté, aprouvé, ratifié, & confirmé; acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foy & parole de Roi, & sous l'Obligation & hypoteque de tous & chacun nos Biens presens & à venir, garder & observer inviolablement sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit. En témoin dequoy Nous avons signé ces Presentes de nôtre main, & à icelles fait apposer nôtre Seel. Donné à Fontainebleau le troisiéme jour d'Octobre l'an de grace 1678. Et de nôtre Regne le trente-sixiéme. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*, Par le Roy, ARNAULD.

Rati-

Tra-

ANNO 1678.

Ratification du Roi d'Espagne.

DON Carlos Segundo por la gracia de Dios Rey de Castilla, de Leon, de Aragon, de las dos Sicilias, de Jerusalem, de Navarra, de Grenada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Cerdeña, de Cordoua, de Corsega, de Murcia, de Jaen, de los Algarves, de Algecira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, de las Indias Orientales, y Occidentales, Islas y Tierra firme del Mar Oceano, Archiduque de Austria, Duque de Burgoña, de Brabante, y Milan, Conde de Abspurg, de Flandes, Tirol y Barcelona, Señor de Vizcaya y de Molina, &c. Haviendo el Marques de los Balbases; el Conde de Benazuza Marques de la Fuente; Don Pedro Ronquillo, y Don Juan Bautista Christin, mis Embajadores y Plenipotenciarios, conferido y accordado con el Mareschal de Estrades, el Marques de Croissi, y el Conde de Mesmes, Ambajadores y Plenipotenciarios del Rey Christianissimo mi muy caro y muy amado Hermano y Primo en el Congresso general de Nimega, con Ordenes y Poderes mios; y del dicho Rey Christianissimo cada uno per lo que le ha tocado para los Tratados de la Paz entre esta Corona y la de Francia, y ajustadola en la forma y manera que se contiene en el Tratado que hira aqui inserto de palabra à palabra, el qual se firmo reciprocamente por los dichos Embajadores en dies y siete de Septiembre deste presente año de mil seiscientos y setenta y ocho, que es como se sigue.

EN Nombre de Dios el Creador, y de la Santissima Trinidad, &c.

EL qual Tratado aqui escrito y inserto como arriva queda dicho haviendoseme presentado por los dichos Marques de los Balbases, Conde de Benazuza Marques de la Fuente, Don Pedro Ronquillo y Don Juan Bautista Christin después de haverlo visto y examinado maduramente de palabra à palabra en mi Consejo, yo por mi, mis Herederos y Subcessores, como tambien por los Vasallos, Subditos y Habitantes en todos mis Reynos, Payses y Señorios, aprueve y ratifico todo lo contenido en el, y cada punto en particular de los que contiene, y doy por bueno, firme y valedero por la presente prometiendo en fee y palabra de Rey, y por todos mis Subcessores y Herederos, seguir y cumplirle inviolablemente segun su forma, y tenor, y mandarle seguir, observar, y cumplir de la misma manera como si yo lo haviera tratado en propria persona sin hazer, ni dejar hazer en qualquier modo que sea, ni permitio que se haga cosa alguna en contrario, y que si hiziere alguna contrabencion de lo contenido en dicho tratado, la mandarè reparar con efeto sin dificultad ni dilacion, castigando y mandando castigar los delinquentes, obligando para el efeto de lo susodicho todos y cada unos de mis Reynos, Payses y Señorios, assi mismo todos mis otros bienes presentes y venideros, como tambien mis Herederos y Subcessores sin eceptuar nada, y para la firmeza de esta Obligacion renuncio todas las Leyes, Costumbre, y todas otras cosas contrarias à ello, y en testimonio de lo susodicho mandè despachar la presente firmada de mi mano, sellada con mi sello secreto, y refrendada del infrascripto mi Secretario de Estado. Dada en Madrid à catorze dias del mes de Noviembre de mil seiscientos y setenta y ocho años. Firmado, YO EL REY.

Y mas abajo, DOM PEDRO COLOMA.

Traduction de la Ratification du Roi d'Espagne.

DOm Charles Second par la grace de Dieu Roi de Castille, de Leon, d'Aragon, des deux Siciles, de Jerusalem, de Navarre, de Grenade, de Tolede, de Valence, de Gallice, de Majorque, de Seville, de Sardaigne, de Cordone, de Corsega; de Murcia, de Jaen, des Algarbes, d'Algecira, de Gibraltar, des Isles de Canarie, des Indes Orientales & Occidentales, Isles & Terre-ferme de la Mer Oceane, Archiduc d'Austriche, Duc de Bourgogne, de Brabant & de Milan, Comte d'Abspurg, de Flandres, Tirol & Barcelone, Seigneur de Biscaye & de Molina &c. Le Marquis de los Balbases; le Comte de Benazuza Marquis de la Fuente; Dom Pierre Ronquillo, & Don Jean Baptiste Christin, mes Ambassadeurs & Plenipotentiaires, ayans conferé & accordé avec le Maréchal d'Estrades; le Marquis de Croissi, & le Comte de Mêmes, Ambassadeurs & Plenipotentiaires du Roi Tres-Chrestien mon tres-cher & tres-aimé Frere & Cousin, en l'assemblée generale de Nimegue, avec mes ordres & Pouvoirs, ceux dudit Roi Tres-Chrestien, suivant qu'il touchoit à chacun, pour les Traitez de la Paix entre cette Couronne & celle de France; & l'ayant arrestée en la forme & maniere contenue au Traité qui sera ici inseré de mot à mot, lequel a esté signé reciproquement par lesdits Ambassadeurs, le dix-septiéme de Septembre de cette presente année mil six cens soixante & dix-huit, dont la teneur s'ensuit:

Au Nom de Dieu &c.

LEquel Traité cy écrit & inseré, ainsi que dit est cy-dessus, m'ayant esté presenté par lesdits Marquis de los Balbases, Comte de Benazuza, Marquis de la Fuente; Don Pedro de Ronquille, & Don Juan Baptiste Christin: aprés l'avoir vû & meurement examiné de mot à mot en mon Conseil, je, pour Moy, mes Heritiers & Successeurs, aussi bien que pour les Vassaux, Sujets, & Habitans de tous mes Royaumes, Païs, & Seigneuries, ay approuvé & ratifié tout le contenu en iceluy & en chacun des points particuliers qu'il contient, & le tiens pour bon, ferme & valable par ces Presentes: Promettant en foy & parole de Roi, & pour tous mes Successeurs & Heritiers, de le suivre & accomplir inviolablement selon sa forme & teneur, & de commander qu'il soit observé & gardé de la même sorte que si je l'avois traité en propre Personne; sans faire ni laisser faire en quelque façon que ce soit, ni permettre qu'il se fasse aucune chose au contraire: Obligeant pour l'effet de ce que dit est cy-dessus, tous & un chacun de mes Royaumes, Païs, & Seigneuries; comme aussi tous mes autres biens presens & à venir, & semblablement mes Heritiers & Successeurs, sans en rien excepter: Et pour l'asseurance de cette Obligation, je renonce à toutes les Loix, Coûtumes, & à toutes les choses à ce contraires. Et en témoignage de ce que dit est cy-dessus, j'ay fait expedier la Presente signée de ma main, scellée de mon Scel secret, & contresignée par mon Secretaire d'Etat souscrit. Donné à Madrid le quatorziéme jour du Mois de Novembre mil six cens soixante & dix-huit.

Signé, MOY LE ROI.

Et plus bas, DON PEDRO COLOMA.

ANNO 1678.

Bbb

Decla-

in ogni altro caso somigliante l'auvenire. Fatta in Nimega, li $\frac{11}{21}$. Ottobre 1678.

A. BEVILLACQUA, *Patriarca d'Alexandria.*

ANNO 1678.

Declaration & Attestation des Ambassadeurs des Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES *donnée aux Ambassadeurs d'*ESPAGNE, *au sujet du rétablissement des Habitans fugitifs de Messine, pretendu par ceux de France.* [Copie originale tirée des Archives de l'Ambassade d'Espagne en Hollande.]

LEs soubsignez Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies du Païs-Bas ayans resumé les retroactes de la Negociation de Paix qui a esté conclué entre les Rois Catholique & tres-Chrestien le dix-septiéme du Mois de Septembre dernier pour autant qu'ils sont passez par leurs mains, trouvent, que le premier project de la France, qui leur a esté exhibé le douziéme du Mois d'Aoûst, & que dans l'Article seiziéme d'icelui il a esté proposé un rétablissement des Habitans de la Ville de Messine, & des environs, de quelque condition & qualité qu'ils pourroient estre, ou en quelque lieu, soit en France ou ailleurs qu'ils se feroient retirer, pour joüir des Benefices, Charges, Offices, & Dignitez qu'ils avoient possedez aussi de leurs Biens, Meubles, Actions, & Successions &c. Et que par ainsi Ils devoient rentrer en la grace dudit Seigneur Roi Catholique, pour retourner dans ladite Ville de Messine, & autres Lieux de la domination de Sa Majesté &c. Mais que ledit Article a esté debattu, & fortement contesté par Messieurs les Ambassadeurs d'Espagne, & que n'ayans nullement voulu y contenir, il est devenu un de ces Articles sur lesquels le cours de ladite Negotiation s'arresta, & qui ont esté remis à l'arbitrage & decision desdits Seigneurs Etats Generaux par acte de soubmission en date l'onziéme de Septembre de la méme année, & auxquels ensuine Messieurs les Ambassadeurs de France ont expressement & nommement renoncé de par Sa Majesté tres-Chrestienne, dans une visite qu'ils leur ont donné sur ce sujet de la treiziéme du même Mois, & que par ainsi le Traitté avec l'omission desdits Articles differentiaux a esté conclu comme dessus. Et comme Messieurs les Ambassadeurs de Sa Majesté Catholique leur ont demandé cet éclaircissement, ils ont bien voulu en passer cet Acte tout-à-fait conforme à la verité. Fait à Nimegue le treiziéme de Decembre 1678.

Estoit signé,

J. BEVERNINGK. W. v. HAAREN.

CLXXVII.

$\frac{11}{21}$ Oct. *Declaration du Nonce Apostelique* BEVILAQUA, *faisant à Nimegue la fonction de Mediateur, entre les Princes Catholiques. C'est en quelque maniere une nouvelle Protestation contre la Paix de Munster, en ce qui regarde les Interests des Protestants. A Nimegue le $\frac{11}{21}$. Octobre* 1678. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue Tom. III. pag. 87.]

Eccellentissimi Signori,

B*Enche Monsignor Nunzio habbia piu volte dichiarato in voce all'* E. E. V. V. *& a gl'altri S. S.ri Ambasciatori Catolici, che i suoi ordini non gli permettono d'ingerirsi ne gl'affari de' Principi Protestanti, e molto meno d'approvare direttamente o indirettamente la Pace di Munster, tuttavia per maggiore esplicazione della sua mente, dichiara di nuovo col presente Scritto, che se in qualche Memoria referita e ricevuta da lui come Med.re si trova a caso & incidentemente fatta menzione de gl' interessi de' Principi Protestanti, o della Pace di Munster, non ha mai inteso di considerarla, che per quella parte che riguarda i Principi Cattolici e senza l'approvazione di detta Pace, e supp.ca hora L. E. E. V. V. a voler fare registrare ne' loro Protocolli questa sua Dichiarazione, la quale vuole, che s'estenda ad ogni Atto passato per le sue mani e s'habbia por repetita*

ANNO 1678.

CLXXVIII.

Vertrag zwischen Jhro Fürstl. Gnaden Frantz Johann Bischoffen zu Costantz/ und denen in der Graffschafft Baden regierenden Orthen der Löbl. Eydgenossenschafft/ als Zurich/ Bern/ Lucern/ Ury/ Schwitz/ Undervalden/ Zug/ und Glarus/ wegen der Hohen und Niedern Gerichten/ und andern gerechtsamkeiten zu Kayserstuhl und Klingnauw; Baden de anno 1679. [Tiré d'une Information de Droit presentée à l'Empereur en 1716. de la part de l'Evêque & Prince de Constance sous le Titre de Grundliche Information über des Hoch-Stiffts Constantz Jurisdiction bey dessen in der Schweitz gelegenen Landen. Aux preuves. Chap. VII. num. 11.] 1679.

C'est-à-dire,

Accord (1) *entre le Reverendissime Evêque & Prince de* CONSTANCE *d'une part, & les Seigneurs des Louables Cantons Helvetiques Possesseurs du Comté de Bade,* ZURSCH, BERNE, LUCERNE, URY, SWITZ, UNDERWALDT, ZUG, & GLARIS *d'autre part, touchant la Jurisdiction haute & basse de Keyserstuhl, & Klingnau. A Bade l'an* 1679.

Zu wissen/ demnach entzwischen den Herren Land-Vögten und Beamten der Graffschafft Baden/ an einem; So dann denen Fürstl. Bischofl. Costantzischen Herren Ober-Vögten zu Kayserstul und Klingnauw/ sich von etwas zeithero etwelche Mißverständnussen erhoben/ zu deren gütlichen Beylegung/ entzwischen Jhro F. H. Herrn Francisc. Johann Bischoff zu Costantz/ Herrn der Reichenauw und denen/ der Graffschafft Baden regierenden Orthen Herren Ehren Gesandten/ dennen Hochgeachten/ Wohl-Edlen/ Gestrengen Herren/ als von Zürich/ Johann Caspar Hirtzel Burgermeister/ Herr zu Kefficon/ und Hans Jacob Waser Stadthalter und des Raths; von Bern/ Samuel Feischring Schultheiß/ und Johann Leonhard Engel/ Seckelmeister und des Raths; von Lucern/ Joseph am Rhein Schultheiß/ Ritter und Panner-Herr/ und Landvogt Johann Martin Schweitzer/ Herr zu Burnos und des Raths; von Ury/ Sebastian Muheim Landt-Amman/ und Fähndrich/ Joseph Epp des Raths; von Schweitz/ Frantz Ehrler Land-Amman und Lands-Hauptmann der Landschafft March/ und Landvogt Leonhard Spörli/ Sibner und des Raths; von Unterwalden Johann von Teschwanden Lend-Amman Obe und Frantz Ackermann Mellwer und Jacob Sultz/ alt Land-Amman Nid dem Wald; von Zug/ Obrist Wachtmeister Brat Jacob zur Lauben/ Ritter und Lands-Hauptmann in freyen Aemteren/ und Niclaus Letter Seckelmeister und des Raths; von Glarus/ Hauptmann Daniel Bußi/ Land-Amman/ und Hans Peter Wys/ Stadthalter und des Raths/ ein nachbarliche Conferentz auf hie hat nacher Baden angesehen und beliebet worden; Als sind der dato gehalten allgemeinen Session, hochgedacht Jhro Fürstl. Gnadl. Abgesandten die Wohl-Edlen Hochgelehrten Herrn Hauptmann Henrich Renhard von Tieffenau/ Ober-Vogt zu Arben/ Herr Licentiat Johann Caspar von Mohr/ Ober-Vogt zu Mörspurg/ und Herr Sebastian Ludwig von Beroldingen Ober-Vogt zu Bischoff-Zell/ und Lands-Hauptmann des oberen und nideren Thurgauws/ alle drey Bischoff-Costantzl. Rath/ erschienen/ da dann nach abgelegter Proposition, und Erinnerung der bißharigen streitigen Puncten/ und Ablassung beeder Verträgen/ als des so genannten Bubenbergischen de Anno 1450. und Landenbergischen/ 1520. hernach folgende Austrag-Mittel/ miteinanderen abgeredt und verglichen worden.

Erstlich/ hat es bey obangedeuteten Verträgen in allweg unalterirter dinge zu verbleiben/ daharo beyderseits zu verschaffen/ daß so wohl von den Herrn Ober-Vögten zu Kayserstul und Kling-

(1) Il faut remarquer que de la part des Louables Cantons, on ne reconnoit cet Accord, que sur le pied d'un simple Projet, qui n'a jamais été porté jusques à la Conclusion. [Dum.]

Anno 1679. Klingnouw / als auch den Herren Land-Vögten und Beamteten der Graffschafft Baden selbige Vertrag gehorsamlich beobachtet werdend.

Was ferner und zum Anderen die in gemeldten beyden Bischoffl. Aemteren vorfallende und die Hohen Gericht betreffende sträfflich und bußwürdige Sachen anlangen thut / soll es auch mit Aufnahm der Kundschafften bey dem alten beßhar geübten harkommen und Innhalt der Verträgen / daß namlich nichts von den Fürstl. Bischoffl. Beamteten solle verthädiget / sonder alles vor Gericht gezogen werden / dergestalten sein bewenden / daß sie sollen vor ordenlich Gericht gestellt / und in Beywesen des Land-Vogts oder seiner Nachgesetzten gebührend verhört / darüber das Recht gesprochen / Ihro Hochfürstl. Gnad. Beambteten darvon ihre Buß der neun Pfund / das Mehrere oder dem Herren Land-Vogt / samt der Persohn überweisen / und in zweifelhafften Sachen dieselbe zu vertraulicher Conferentz und Ersprachung ersucht werden solle.

Nechst deme und zum Dritten / zu beyderseits Herren Beamteten gebührender Nachricht / solle es zwar der Kundschafft und der Verhörung halber in Civil-Sachen gegen einanderen bey dem alten harkommen bleiben; wann aber die Partheyen oder der Richter / in Sachen wegen der Umständen / ein und anderseits / die Persöhnliche Stellung derselben / an dem eint oder anderen Ort / begehren möchte / solle in beyderseits gewillfahret werden; betreffend aber diejenigen Kundschafften / so in den Bischoffl. Aemteren gesessen / welche in malefiz oder Criminal-Sachen ausser denselben Aemteren / in der Land-Vogthey begangenem Fehler gegenwärtig gewesen / und dessen Wissenschafft hetten / sollen dieselben zur Persöhnlichen Erscheinung vor dem Herren Land-Vogt und Beamteten / auf citiren, sich gutwillig einfinden.

Demnach Viertens die Ursäch beträffend / last man es bey dem dritten Articul des Landenbergischen Vertrags bewenden / als dieselben mit aller bescheidenheit / und wie es zu zeiten des aufgerichteten Vertrags üblich gewesen / aber nicht hoher als auf zwantzig Pfund gesetzt und angelegt werden mögen:

Zum Fünfften / die Jagdbarkeit belangend / wie wollen solche der Graffschafft Baden / als von Ihrer hohen Oberkeits wegen allein zustehet / ist dannoch / nach Anleitung des Thurgäuwischen in Anno 1509. gemachten Vertrags / Ihro Fürstl. Gnad. von den Löbl. der Graffschafft Baden regierenden Orthen / aus sonderer Freundschafft nachgelassen / daß sein Fürstl. Gnad. und derselben Bedienten in ihrem Gerichten wol auch mogen jagen / und ob sein Fürstl. Gnad. begehrte anderen das Jagen in seinen Gerichten zu verbieten / so mag sein Gnad. einen Land-Vogt darum anruffen / der soll dann das verbieten bey einer Buß / und so jemand das übersehe / soll die Buß eingezogen und getheilt / und namlichen Ihr Fürstl. Gnad. das halbe werden / und der übrige halbe theil den Löbl. der Graffschafft Baden regierenden Orthen; Gleichwohl dem Land-Vogt sein Recht des Jagens halben in seinen Gerichten gar nit benommen; Und ob sein Fürstl. Gnad. weiter in der Graffschafft nideren Gerichten Jagen wolte / mag sein Gnad. das an einen Land-Vogt gelangen und ihn darum bitten lassen;

Zum Sechsten die Mandata betreffend / ist in allweg für billig gehalten / daß der hohen Lands-Oberkeit zuständig seye / was in Kriegs-oder Müntz-Sachen / auch was insgemein des Lands Heyl und Wohlfarth erforderet / ein Land-Vogt wol Hoch-Oberkeitliche Mandata ansehen / ohne Einred offentlich publiciren und anschlagen lassen möge; was aber andere und den Bischofflichen Gerichten allein anhangendt Sachen betrifft / mögen Ihr Fürstl. Gnad. Vogt wol auch gebührliche Mandata und Gebot offentlich verkunden und gezimmend beobachten lassen; Womit nun die bißhärige Streit-Puncten, jetzt und ins künfftig gäntzlich vereint und verglichen seyn sollen / allermassen / daß diesem allem beständig nachgelebt werden solle / ein anderen zugesagt und versprochen worden;

Dessen zu wahrem Urkund gegenwärtiger Vergleich in Duplo verfertiget / und von beyden Löbl. Vor-Orthen / wie auch von den Fürstl. Bischoffl. Herren Abgesandten unterschrieben und mit deren angebohrnen Einsiglen bekräfftiget rc. rc. rc.

(L.S.) Johann Caspar Hirzel. (L.S.) Heinrich Reinhard Göldi von Tieffenau.

(L.S.) Johann Caspar Mohr.

(L.S.) Joseph am Rhein. (L.S.) Sebastian Ludwig von Beroldingen.

CLXXIX.

Articuli Fœderis inter Electores FERDINANDUM MARIAM *Bavariæ*, *&* JOANNEM GEORGIUM II. *Saxoniæ*, *pro reducenda præprimis Pace in Sacro Romano Imperio, defensione utriusque Ditionum, nec non avertendis cujuscunque generis exactionibus, perniciosis Militum transitibus & Hybernis, atque pro restabilienda Pace Westphalica conclusi. Actum de anno* 1679. Cum ARTICULIS SECRETIS. *Ubi præterea se invicem obligant, de adigendo eos conjunctis armis suis, qui dictæ Paci obtinendæ se opponere voluerint, interim tamen apud Suam Cæsaream Majestatem instare velint, quatenus Pacem cum Christianissimo Rege & cum Coronâ Sueciæ reintegrare velit, pro quo Suæ Majestati certis Copiis in auxilium adesse offerunt.* [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Cont. II. Abtheil. I. Absatz I. pag. 505.]

Anno 1679.

NOtum sit omnibus, quorum interest, quod inter Serenissimum Principem ac Dominum, Dominum Ferdinandum Mariam, Electorem Bavariæ &c. nec non Serenissimum Principem ac Dominum Dn. Joannem Georgium Electorem Saxoniæ &c. pro reducenda Pace imprimis in Sacro Romano Imperio & pro defensione utriusque Ditionum, ac Subditorum, ut & pro avertendis cujuscunque generis exactionibus, perniciosis transitibus Militaribus, & Hybernis sequentes Confœderationis Articuli conclusi sint.

I. Obstringunt se mutuo ambo Domini Electores ad sinceram, & perfectam amicitiam inter se colendam, ita ut alter alterius commoda, ac salutem omni studio promoveat, suosque ad Imperii, & alios Conventus missos Ministros eo instruat, quo de omnibus rebus fideliter invicem communicent, consiliaque sua totaliter conjungant ac uniant, ut in omnibus ad deliberandum propositis materiis, inprimis quæ negotium Pacis concernunt, ex uno velut ore loquantur, votaque sibi invicem omnino conformia proferant.

II. Et quoniam durante Bello hocce permissæ enormes exactiones, onera, desolationes, & exitium multarum Ditionum, ac Subditorum opere ipso satis indicent, quam male in eo factum sit, dum propter alia Negotia Imperium fuerit involutum, Serenissimis Dominis Electoribus consultum visum est tam apud Suam Cæsaream Majestatem quam præsentem Imperii Conventum Ratisponensem, nec non ubicunque locorum id utile ac proficuum erit, serias adhortationes instituere, ut tandem res, ac commoda Imperii à Peregrinis litibus separentur, & Carissimæ nostræ Patriæ Germaniæ pristina quies, & tranquillitas restituatur.

III. Et cum maxime res in eo versetur, ut Pax Westphalica salva, inviolataque maneat, ambo Domini Electores omni studio, sollicitudine ac Zelo in hoc incumbent, ac operabuntur, ut quod contra eandem hactenus admissum est, iterum mutetur, ac restabiliatur.

IV. Cum etiam dictæ Paci Westphalicæ, Ordinationi executionis, multisque aliis Imperii Constitutionibus, ac Legibus omnino contrarium sit, liberum aliquem Imperii statum transitibus, Hybernis, Contributionibus aliisque Bellicis exactionibus, impositis ac oneribus quocunque tandem nomine venire possint, propria autoritate premi, ac vexari, mutuo se obligant, ac obstringunt laudati Domini Electores, quod ejusmodi pressuras, ac incommoditates neque à quopiam suorum Constatuum in Imperio, nec ab ullo alio, quisquis esse possit, ullo modo tolerare, sed ab omnibus istis unita, ac valida manu, in quantum vires eorundem permittunt, resistere, & si opus fuerit, secundum omnium Gentium Jura vim vi repellere, seque in suis Ditionibus, ac Juribus conservare, ac manutenere velint.

V. Ad quem finem ambo Electores XXM. Equitum, & Peditum ita in parato habebunt, ut ad omnem requisitionem pro necessaria motua defensione quantocius colligi, & in campum educi possint.

VI. Quemadmodum etiam in eum casum, si uni dictorum Dominorum Electorum in suis Ditionibus vis aliqua inferatur, & uti jam indigitatum est, contra Instrumentum Pacis Westphalicæ, aliasque Imperii Leges ac Constitutiones noxiis transitibus, Hyberna, aliæque exactiones intententur, alter obligabitur vim passo dimidia parte Copiarum supra nominatarum sine mora suppetias ferre, easque Copias post factam requisitionem spatio trium, aut si aliter fieri nequeat, quatuor septimanarum infallibiliter sistet, & tamdiu operari sinet, donec vis vi repulsa, & pro illatis damnis debita compensatio facta fuerit.

VII. Ille, qui auxilium tulerit, Copiis Stipendium Militare, ut par est, persolvet, regimen vero penes requirentem erit, qui præterea, ad nihil aliud tenebitur, quam

ANNO 1679.

quam ut necessarium commeatum, & avenam æquo pretio advehi ac vendi, fœnum vero gratis dari curet; ab utraque vero parte Disciplina Militaris exactissime observabitur.

VIII. Tormenta campestria, & quicquid ad eorum usum necessarium est, ab illo suppeditabitur, qui auxilium requirit, & in cujus Ditionibus operationes Bellicæ fient. Quantum vero ad ipsas operationes attinet, de iis semper fidelissime, prout amicos ac Confœderatos decet, communicatio instituatur, & amicabiliter invicem conveniatur.

IX. Et cum Fœdus hoc in nullius offensionem, sed tantummodo ad utriusque Partis Ditionum ac Subditorum conservationem, ad recuperandam ab omnibus tantopere desideratam Pacem ac tranquillitatem, ac uti supra dictum est, ad avertendas molestissimas & intolerabiles exactiones Bellicas initum sit, liberum relinquunt ambo Domini Electores vicinis suis Constatibus ac Circulis, an huic Confœderationi accedere velint, quo indicato de ipsorum accessu & numero Copiarum sistendarum ex æquo & secundum proportionem tractabitur. Interim Domini Electores spondent, ac offerunt ad Confœderationem hanc accedentibus facta requisitione secundum tenorem hujus Instrumenti valido auxilio adesse.

X. Quod si ingens adeo periculum ingrueret, ut ad illud evitandum major Copiarum numerus requireretur, pollicentur Domini Electores sese mutuo juvare non solum supradictis XXM. sed etiam omnibus viribus sibi invicem suppetias ferre & Constatibus & Circulis vicinis suis, qui ad hanc Confœderationem accedent, iisdem viribus auxilium præstare, in quantum quidem id propria Ditionum securitas permittit. In quorum fidem &c.

Articuli secreti.

I. PRæter illa, quæ inter Serenissimos Dominos Electores Bavariæ & Saxoniæ in peculiari Fœderis Instrumento hodie confecto continentur, se invicem obligant ambo Electores ulterius, quod si Pax tantopere desiderata in Imperio per omnem istam solicitudinem, laborem & operam obtineri nequeat, arma sua, si opus fuerit, conjungere, eosque qui se opponere voluerint, unitis viribus ad Pacem secundum dictum Instrumentum Pacis Westphalicæ adigere.

II Ambo Electores eum in finem post completas Copias, de quibus in ipso principali Tractatu & in subsequentibus Articulis secretis mentio habetur, ante omnia apud Suam Cæsaream Majestatem efficaciter instabunt, ut non tantum cum Christianissimo Rega, qui ad hoc se paratum, & promtum exhiber, & semper exhibuit, Pacem redintegrare, sed & eam inter Coronam Sueciæ, & illius hostes in Imperio ad tenorem dictæ Pacificationis Westphalicæ promovere velit, hac addita declaratione quod ambo Domini Electores Suæ Cæsareæ Majestati contra illam Partem, quæ Pacem admittere nolit, si opus fuerit Exercitu XXM. auxilio adesse, aut in eum finem ex se ipsis agere, ac operari velint.

III. Et quoniam principalis hujus Confœderationis, & Unionis scopus est reductio Pacis & tranquillitatis in Imperio Romano, ambo Domini Electores Ministris illis, qui ab extraneis Potestatibus ad eos in hoc Negotio ablegabuntur non solum liberum accessum ad Aulas suas non denegabunt, quin potius in suis Terris debitam protectionem præstabunt, illosque contra quævis injusta attentata manutenebunt.

Ulterior Articulus secretus.

POstquam sub dato hodierno inter Serenissimos Electores Bavariæ & Saxoniæ in ordine ad recuperandam Pacem in Imperio & defendendas amborum Dominorum Electorum Provincias & Subditos & eorum Constatuum, qui ad hoc Fœdus accedere voluerint, certa Confœderatio taliter conclusa fuit, ut quælibet Pars determinatum Peditum & Equitum numerum in parato habere debeat, atque tam conscriptio quam sustentatio dictorum Militum insignes expensas requirant, hinc allegata hæc Confœderatio ex parte Domini Electoris Saxoniæ expresse eo conditionata est, ut sibi reciproce à Christianissimo Rege in Subsidium quantocius XXXM. Talerorum ac deinde per singulos menses tali modo solvantur, & sua Serenitas Electoralis Bavariæ in se recipit, omnia possibilia, bona & utilia officia impendere, ut Domino Electori Saxoniæ debita satisfactio hac in re fiat. Cæterum spondet Serenissimus Elector Saxoniæ, Satisfactione accepta, se tam illas, quas vigore conclusorum Imperii pro contingenti præstitit Copias, quam alias ab Exercitu Cæsareo & ejus Confœderatorum avocaturum, nec ullas alias, non obstantibus Imperialis Dietæ conclusis imposterum missurum. Ultimo denique utraque sua Serenitas Electoralis omnem operam impendet, suas Copias juxta tenorem Tractatus Principalis ita in parato habere, ut à tempore satisfactionis supradictæ Electori Saxoniæ præstitæ intra duos menses pro lustratione in loco, qui utrique suæ Serenitati pro conjunctione, si necessaria fuerit, commodissimus esse videbitur, colligi, & in campo sisti possint. In quorum fidem &c.

CLXXX.

Pax Noviomagensis inter LEOPOLDUM *Romanorum Imperatorem suo & IMPERII nomine, & LUDOVICUM XIV. Regem Galliæ pro se & Confœderatis ejus; Quâ, Pace Westphalica pro firma Basi & norma utrinque positâ, omnes discordiæ componuntur, Philippi-Burgum Cæsari, Friburgum verò Regi ceduntur; Restitutio Ducis* LOTHARINGIÆ *certis sub Conditionibus stipulatur, Negotium Ducatûs* Bullionensis *amicabili Compositioni remittitur; Nec non omnia, quæ per Pacem Monasteriensem de Causa* Montisferrati *cauta sunt, confirmantur. Actum Noviomagi die 5. Februarii 1679.* Cum DECLARATIONE *Legationis Cæsareæ antè subscriptionem Instrumenti Pacis Legatis Mediatoribus consignata, pro Conservatione Jurium Imperii in Civitates Decem unitas, & Nobilitatem immediatam Alsatiæ. Datu 3. Februarii 1679.* Et PLENIPOTENTIIS *atque* Ratificationibus *utriusque Partis; uti & Electorum & Principum Imperii; Nec non inclusionibus nomine Cæsaris includendorum; Atque designatione à Gallia restituendorum.* [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 202. en Latin comme ici, & pag. 418. en François d'où l'on a tiré cette Piéce, qui se trouve aussi dans le Recueil de LEONARD, Tom. III. & en François; dans le *Theatrum Pacis* Tom. II. pag 726. en Latin, en Allemand, & en François; dans LONDORPII *Actu publicu*, Tom. X. Lib. XI. pag. 691. en Allemand, dans J. BALT. KLAUTE *Sac. Rom. Imperii Leges fundamentales* pag. 497. dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. General. pag. 1020. en Allemand & en Latin, dans JACOB BERN. MULTZ *Repræsentatio Maj. Imp.* Part. II. Cap. VIII. pag. 368. dans Anhang zu des Europäischen Herold. pag. 1180. en Allemand, dans le *Theatrum Europæum* Tom. XI. pag. 1458. en Allemand, & daté du 26. Janvier V. S. dans PUFFENDORF *de Rebus gestis Frid. Wilh. Elector. Brandenburg.* Lib. XVII. pag. 1303. en Latin; & dans FRAN. FRID. Baronis ab ANDLEEN *Corpus Constit. Imperial.* in Appendice Tom. III.] 5. Fevr.

In Nomine Sanctissimæ & Individuæ Trinitatis.

NOtum sit omnibus & singulis quorum interest, aut quomodolibet interesse potest. Postquàm ab initio hujus Belli aliquot abhinc annis moti inter Serenissimum & Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum LEOPOLDUM Electum Romanorum Imperatorem semper Augustum, Germaniæ, Hungariæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ Regem, Archiducem Austriæ, Ducem Burgundiæ, Brabantiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Marchionem Moraviæ, Ducem Luxemburgiæ, Superioris ac Inferioris Silesiæ, Wirtem-

ANNO 1679.

tembergæ, & Teckæ, Principem Sueviæ, Comitem Habsburgi, Tyrolis, Kyburgi & Goritiæ, Marchionem Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, ac Superioris & Inferioris Lusatiæ, Dominum Marchiæ Sclavonicæ, Portus Naonis & Salinarum, &c. ex una; Et Serenissimum ac Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum LUDOVICUM XIV. Franciæ & Navarræ Regem Christianissimum, ex altera parte; Sacra Cæsarea Majestas, & Sacra Regia Majestas Christianissima nihil prius magisque in votis habuissent, quàm per restitutionem Pacis nunquam interrumpendæ, tot Provinciarum desolationem & effusionem sanguinis Christiani sistere, tandem Divinâ bonitate factum esse, ut annitente Serenissimo, & Potentissimo Principe ac Domino, Domino CAROLO SECUNDO Magnæ Britanniæ Rege, qui difficillimis hisce Christiani Orbis temporibus Mediator universim receptus cum immortali sua gloria indefesso studio pro tranquillitate publica, & Pace generali, consilia & officia sua impendit, Sacra Cæsarea Majestas, & Sacra Regia Majestas Christianissima consenserint, ut Congressus ad tractandam Pacem hic Neomagi Gueldrorum institueretur. Comparentes igitur dicto loco utrioque legitimè constituti Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii, à parte quidem Imperatoris Reverendissimi, Illustrissimi & Excellentissimi Domini, Dominus Joannas Episcopus Gurcensis, Sacri Romani Imperii Princeps, atque Sacræ Cæsareæ Majestatis Consiliarius, nec non Dominus Franciscus Udalricus Sacri Romani Imperii Comes Khinski à Chinita, & Tettau, Dominus in Klumetz, Sacræ Cæsareæ Majestatis Consiliarius, intimus Camerarius Regius Locumtenens, Provincialis Curiæ Regiæ Assessor, Appellationum Præses, Aulæque Regiæ in Regno Bohemiæ Præfectus; & Dominus Theodorus Althetus Henricus à Stratman, Sacræ Cæsareæ Majestatis Consiliarius, Imperii Aulicus: A parte verò Regis Christianissimi Illustrissimi & Excellentissimi Domini, Dominus Godefridus Comes d'Estrades, Franciæ Marescallus, Regiorum Ordinum Eques Torquatus, Sacræ Regiæ Majestatis Christianissimæ in Americâ Prorex, Urbis & Fortalitii Dunkerki, omniumque locorum ab ea Præfectura dependentium Gubernator; Dominus Carolus Colbert, Eques Marchio in Croissi, Regi Christianissimo ab utrisque Consiliis Ordinarius; & Dominus Joannes Antonius de Mêmes, Eques Comes in Avaux, Sacræ etiam Regiæ Majestatis Christianissimæ à Sanctioribus Consiliis, post invocatum Divini Numinis auxilium, mutuasque Plenipotentiarum Tabulas, quarum Apographa sub finem hujus Instrumenti verbotenùs inserta sunt ritè commutatas, interventu & opera Illustrissimorum & Excellentissimorum Dominorum, Domini Laurentii Hyde Armigeri, Domini Guilielmi Temple Baronetti, & Domini Leolini Jenkins Equitis Aurati, Legatorum Extraordinariorum & Plenipotentiariorum Sacræ Regiæ Majestatis Magnæ Britanniæ, qui munere Mediatorio pro concilianda tranquillitate publica ab anno millesimo sexcentesimo septuagesimo quinto huousque procul à partium studio sedulò prudenterque perfuncti sunt ad Divini Numinis gloriam & Christianæ Reipublicæ salutem, in mutuas Pacis & amicitiæ Leges convenerint tenore sequenti.

I. PAx sit Christiana, universalis & perpetua, veraque, & sincera amicitia inter Sacram Cæsaream Majestatem & Sacram Regiam Majestatem Christianissimam, earumque Hæredes & Successores, Regna & Provincias, necnon inter omnes & singulos dictæ Majestatis Cæsareæ Fœderatos, præcipuè Electores, Principes, & Status Imperii hac Pace comprehensos, eorumque Hæredes & Successores ex una; Et omnes, & singulos Fœderatos dictæ Majestatis Christianissimæ hac Pace comprehensos, eorumque Hæredes & Successores ex altera, partibus: Eaque ita sincerè servetur, & colatur, ut utraque Pars alterius honorem, utilitatem, & commodum promoveat; sitque perpetua utrinque oblivio & amnestia omnium eorum quæ ab initio horum motuum ultrò citroque hostiliter facta sunt: ita ut nec eorum, nec ullius alterius rei causâ, vel prætextu, alter alteri posthac quicquam molestiæ directè vel indirectè, specie Juris, aut viâ facti in Imperio, aut uspiam extra illud, nonobstantibus ullis prioribus Pactis in contrarium facientibus, inferat, vel inferri faciat, aut patiatur; sed omnes & singulæ hinc inde verbis, scriptis, aut factis illatæ injuriæ, violentiæ, hostilitates, damna, & expensæ absque omni personarum, rerumve respectu, ita penitus abolitæ sint, ut quidquid eo nomine alter adversus alterum prætendere possit, perpetuâ sit oblivione sepultum.

II. Et cùm Pax Monasterii Westphalorum vigesimâ quartâ Octobris anno millesimo sexcentesimo quadragesimo octavo conclusa solidissimum hujus mutuæ amicitiæ tranquillitatisque publicæ fundamentum factura sit, restituetur illa in omnibus & singulis suo pristino vigori, manebitque in posterùm sarta tecta, tanquam si hic ejusdem Pacis instrumentum de verbo ad verbum insertum legeretur, nisi quatenus eidem hoc Tractatu expressè derogatum est

III. Cùm verò vigore dictæ Pacis Monasteriensis Sacræ Regiæ Majestati Christianissimæ perpetuum Jus Præsidii in Fortalitio Philippiburgensi cum jure protectionis acquisitum, & dictum Fortalitiam armis Cæsareis; Castrum, & Oppidum Friburgense verò armis Gallicis hoc Bello occupatum sit, de hisce locis inter Sacram Cæsaream, & Regiam Christianissimam Majestates convenit modo sequenti.

IV. Sacra Regia Majestas Christianissima tam pro se, quàm pro Hæredibus, & Successoribus suis renunciat, ceditque in perpetuum Sacræ Cæsareæ Majestati, ejusque Hæredibus & Successoribus omne Jus protectionis, perpetui Præsidii, & quidquid sibi virtute Pacis Monasteriensis in Castrum Philippiburgi competiit, nihil in dictum Castrum & in Munimenta ei juncta vel cis & trans Rhenum extructa, Juris aut prætensionis sibi suisque Hæredibus & Successoribus, Regnove Galliæ sub quocunque titulo vel prætextu reservans, nonobstantibus quibuscumque Legibus, Constitutionibus, Statutis, aut aliis in contrarium facientibus; utpote quibus omnibus & singulis hoc Tractatu expressè derogatum sit.

V. Vicissim Sacra Cæsarea Majestas, tam pro se, quàm Hæredibus, & Successoribus suis, totaque Domo Austriaca renunciat, ceditque in perpetuum Sacræ Regiæ Majestati Christianissimæ, ejusque Hæredibus, & Successoribus Castrum & Oppidum Friburgense cum tribus ad illud spectantibus Pagis Lehn, Metzhausen, & Kirckzart, cum eorum Bannis prout ad Communitatem dicti Oppidi Friburgensis pertinent, unà cum omni proprietate, superioritate, Jure Patronatûs, Supremo Dominio, aliisque generaliter, qui sibi in dictum Friburgum competierunt, nihil sibi, Hæredibus, & Successoribus suis, aut Sacro Imperio Juris aut prætentionis, sub quocumque titulo vel prætextu in iis reservans; non obstantibus quibuscunque Legibus, Constitutionibus, Statutis, aut aliis in contrarium facientibus, utpote quibus omnibus & singulis hoc Tractatu expressè derogatum sit; salvis tamen ejusdem Civitatis Privilegiis & Immunitatibus antehac à Domo Austriaca impetratis; reservatis etiam Episcopo & Ecclesiæ Constantiensi Jure Diocesano, reditibus, aliisque Juribus.

VI. Pateat Sacræ Regiæ Majestati Christianissimæ Brisaco Friburgum per Territorium Sacræ Cæsareæ Majestatis & Imperii ordinaria via, vulgò (*Landstrass*) liber, sed innoxius transitus ad inducendos illuc Milites, commeatum, & cætera ad Præsidium Friburgense necessaria, quibus & quoties opus fuerit sine impedimento, aut obstaculo cujuscunque

VII. Nec fas sit commeatum Militarem ad Præsidium Friburgense necessarium in dicta via & transitu Brisaco Friburgum, ullis Exactionibus, Vectigalibus, Pedagiis, aut passagiis, sive novis, sive antiquis, onerare & impedire. Placuit etiam annonam ad victum tam Præsidii, quàm inhabitantium necessariam, quæ ex quocunque Brisgoviæ loco Friburgum infereretur, uti hactenus, ita imposterùm nullis: alias autem Merces & res quascunque non gravioribus Vectigalibus aut Impositionibus onerari, quàm si in alia Cæsareæ Majestati subdita loca transferrentur, aut ab ipsismet ejusdem Cæsareæ Majestatis Subditis solverentur.

VIII. Commissarii ab utraque parte nominandi, intra annum à ratihabitâ Pace, statuant, quænam debita legitimè contracta dicto Friburgensi Oppido solvenda incumbunt.

IX. Curabit Sacra Regia Majestas Christianissima bonâ fide, absque ulla mora & retardatione Sacræ Cæsareæ Majestati restitui omnia, & singula literaria Documenta, cujuscumque illa generis sint, quæ in Oppido & Castro, Cancellaria Regiminis & Cameræ, aut in Ædibus & custodia Consiliariorum aliorumve Officialium, aut alibi tempore occupationis Friburgi reperta sunt: quod si talia Documenta sint publica, quæ dictum Oppidum Friburgum, eoque spectantes tres Pagos simul concernunt de his inter prædictos Commissarios

con-

Anno 1679.

conveniet quo in loco servari debeant; ita tamen, ut exempla authentica quotiescunque requisita fuerint edantur.

X. Liberum sit non tantum Capitulo Basilæensi, uti & omnibus, & singulis Austriaci Regiminis, & Universitatis Friburgensis Membris, verùm etiam Civibus & Incolis cujuscunque conditionis sint, qui emigrare voluerint Friburgo domicilium aliò quocunque libuerit, unà cum mobilibus bonis sine ullo impedimento, detractione, aut exactione intra annum à ratihabita Pace transferre; immobilia verò aut vendere, aut retinere, & per se vel alium administrare. Eadem quoque facultas retinendi, & administrandi aut alienandi omnibus aliis maneat, qui bona, reditus, vel Jura in dicta Civitate Friburgensi, sive tribus pertinentibus Pagis habent.

XI. Consentit tamen Sacra Regia Majestas Christianissima dictum Castrum & Oppidum Friburgense, unà cum appertinentibus Pagis Sacræ Cæsareæ Majestati restituere, si de æquivalente, ad satisfactionem dictæ Regiæ Majestatis Christianissimæ conveniri possit.

XII. Cùm Dominus Dux Lotharingiæ hoc in Bello cum Sacra Cæsarea Majestate conjunctus sit, & præsenti Tractatu comprehendi voluerit, restituetur pro se, Hæredibus, & Successoribus suis in liberam & plenariam possessionem eorum Statuum, locorum & bonorum, quo Patruus ejus Dux Carolus anno millesimo sexcentesimo septuagesimo, cum à Christianissimi Regis Armis occupata fuerunt, possidebat; exceptis tamen mutationibus Articulis sequentibus, explanandis.

XIII. Urbs Nancei cum suo Banno, vulgò (*Finage*) maneat in perpetuum Coronæ Galliæ unita & incorporata; ita ut illam Sacra Regia Majestas Christianissima, ejusque Hæredes & Successores possideant cum omnibus superioritatis, supremi Dominii & proprietatis Juribus, eique fini dictus Dux Lotharingiæ tam pro se, quàm pro suis Hæredibus & Successoribus renuntiat, cedit, & transfert in perpetuum in altè memoratum Regem Christianissimum, ejusque Hæredes & Successores, omnia sine ulla retentione aut reservatione, Jura proprietatis, superioritatis, aut supremi Dominii, prærogativas omnes & præeminentias, quæ Domino Duci in prædictam Urbem Nancei competierunt, aut competere debuerunt; non obstantibus ullis Legibus, Consuetudinibus, Statutis, Constitutionibus, aut Conventionibus in contrarium sancitis, quibus ut & clausulis derogationum cassatoriis, per præsentem Tractatum derogatum est.

XIV. Et ut eò liberior inter supradictam Urbem Nancei Ditionesque Coronæ Galliæ subditas sit communicatio, faciliorque Militi Gallico transitus, per Commissarios à Rege Christianissimo & prædicto Duce nominandos viæ dimidiatam Lotharingiæ leucam in latum complectentes designabuntur; prima, quæ Sancti Desiderii Fano Nanceum, alia, quæ Nanceo in Alsatiam; tertia, quæ ab ipsamet Nancei Urbe Vesulium in Comitatu Burgundiæ; quarta demùm, quæ Nanceo ad Urbem Metensem conducant; ita tamen, ut prædictarum viarum designatio non aliter fiat, quàm in designatione viæ anno millesimo sexcentesimo sexagesimo primo Regi Christianissimo à quondam Duce Carolo cessæ, observatum fuit.

XV. Omnia generaliter, uti suprà dictum est, designanda loca, Pagi, Villæ, Terræ, unà cum dependentiis, quæ in his dimidiatæ leucæ latitudinis viis jacent, cum omnibus tam superioritatis & supremi Dominii, quàm proprietatis Juribus, quibus ante hunc Tractatum prædictus Dux & ejus Prædecessores gavisi sunt, ad Sacram Regiam Majestatem Christianissimam pertinebunt; ita tamen ut si dictorum locorum banna, aut dependentiæ ultra hanc dimidiatæ leucæ latitudinem se porrigant, quod trans illud spatium limitesque à Commissariis appositos excurret, prædicto Duci ejusque Hæredibus & Successoribus, ut anteà, cum omni superioritate, supremo Dominio, & proprietate remanebit.

XVI. Urbs & Præfectura Longvicensis cum suis pertinentiis & dependentiis, cum omni superioritate, supremo Dominio & proprietate maneat in perpetuum penes altè memoratum Dominum Regem Christianissimum, ejusque Hæredes & Successores; nihilque Juris inposterùm in iis prætendere possit supradictus Dux, ejusque Hæredes & Successores; sed in prædictæ Urbis & Præfecturæ permutationem Sacra Regia Majestas Christianissima aliam dicto Duci cedet, in uno ex tribus Episcopatibus, ejusdem amplitudinis & valoris Præfecturam; de qua bona fide inter eosdem Commissarios conveniet; eaque sic cessâ & in dictum Ducem à Rege Christianissimo translatâ, tam ipse Dux quàm ipsius Hæredes, & Successores fruentur in perpetuum, cum omnimodis superioritatis, supremi Dominii, & proprietatis Juribus.

XVII. Vicissim etiam Sacra Regia Majestas Christianissima pro se, & Coronæ Galliæ, cedit in compensationem dictæ Urbis Nancei, transfertque in prædictum Ducem ejusque Hæredes & Successores, superioritatem, supremum Dominium & proprietatem Urbis Tullensis, & ejusdem Suburbiorum, cum omnibus aliis Juribus, speciatim Patronatûs, Prærogativis & Præeminentiis quæ Coronæ Galliæ in dicta Urbe Tullensi ejusque Suburbiis & Banno, vulgò, *Finage*, competebant, aut competere debebant; ita ut prænominatus Dux, ejusque Hæredes & Successores, iis omnibus sine ulla retentione aut reservatione plenariè fruatur, nonobstantibus quibuscunque Legibus, Consuetudinibus, Statutis, Constitutionibus, aut Conventionibus in contrarium sancitis, quibus, ut & clausulis derogationum cassatoriis, Rex Christianissimus expressè hoc præsenti Instrumento derogavit.

XVIII. Si tamen Bannum Urbis Tullensis minoris amplitudinis, aut valoris esset, quàm Bannum Urbis Nanceanæ, illud Domino Duci compensabitur, ita ut utriusque Urbis Banna æqualis amplitudinis sint, & pretii.

XIX. Rex Christianissimus renunciabit, uti & præsenti Tractatu renuntiat in perpetuum pro se, Hæredibus, & Successoribus, ad manus summi Pontificis Juri nominandi, sive præsentandi Episcopum Tullensem sibi à summo Pontifice Clemente IX. indulto; ita ut liberum sit prædicto Duci pro eo obtinendo ad Sedem Apostolicam recurrere.

XX. Insuper conventum fuit, ut memorato Domino Duci ullam mutationem provisionibus Beneficiorum, quæ à Sacra Regia Majestate Christianissima ad diem usque præsentis Tractatus collata sunt, inferre nullatenùs fit; illique qui iis provisi sunt, in tranquilla dictorum Beneficiorum possessione maneant; adeò ut memoratus Dux eos nullo modo turbare, aut impedire neque possessione exuere queat.

XXI. Sancitum præterea fuit, ut omnes Processus, Sententiæ, atque Decreta lata per Concilium, Judices, aut alios Regiæ Majestatis Christianissimæ Officiales in controversiis & actionibus ad finem perductis, tam inter Subditos dicti Ducatus Lotharingiæ & Barri, quàm alios tempore quo mentionati Status sub Dominio ante memorati Domini Regis Christianissimi erant, locum habebunt, atque plenum integrumque suum sortientur effectum, non secus ac si Rex Christianissimus Dominus & possessor mentionatarum Regionum mansisset, neque dictas Sententias & Decreta in dubium vocare, annullare, aut executionem illorum retardare, aut impedire integrum erit. Erit quidem Partibus licitum juxta ordinem & dispositionem Legum atque Constitutionum confugere ad revisionem Actorum; interim tamen Sententiæ suo in robore & vigore maneant.

XXII. Restituentur statim Domino Duci Archiva & Documenta Literaria, quæ in Gazophilacio Nanceano & Barrensi, atque in utraque Camera Computorum, sive alibi locorum habebantur, & ablata fuerunt.

XXIII. Sacra Cæsarea Majestas consentit, ut Princeps Franciscus Egon Episcopus Argentinensis, ejusque frater Princeps Wilhelmus Egon Landgravius in Furstenberg, cum eorum ex Fratre Nepote Principe Anthonio Egone Landgravio in Furstenberg, eorumque Officialibus & Ministris plenè restituantur in eum statum, famam, Dignitates, Jura, Vota, Sessiones, Beneficia, & Officia, Bona feudalia, subfeudalia, & allodialia una cum fructibus sequestratis, & in omnia generaliter bona, quibus ante destitutionem, occasione hujus Belli factam, gavisi sunt, aut Jure gaudere potuerunt; nonobstantibus & cassatis quibuscunque in contrarium actis, Pactis, & Decretis. Prædictus etiam Princeps Wilhelmus Egon statim à Pace utrinque ratihabitâ in integram libertatem restituetur. Quicquid autem à Capitulo Argentinensi, aliisque qui Beneficia & Bona ad prædictos Episcopum & Principes spectantia administrarunt, & ab iisdem nominatis Officialibus contra illos dictum, factum, aut scriptum est, perpetuæ oblivioni mandetur, nec liceat eos desuper ulla ratione compellare, aut iis molestiam quocunque sub prætextu afferre.

XXIV.

ANNO 1679.

XXIV. Restituantur omnes utriusque Partis Vasalli, & Subditi Ecclesiastici, & Seculares, Honoribus, Dignitatibus, & Beneficiis, quibus ante Bellum exortum gaudebant, uti & in universa bona, mobilia & immobilia, reditus mobiles, & qui redimi possunt, occasione Belli confiscata & occupata, unà cum Juribus, Actionibus, & Successionibus, quæ ipsis durante etiam Bello evenerint; ita tamen, ut nihil ratione fructuum & redituum post confiscationem & occupationem perceptorum ex bonis mobilibus, reditibus, & Beneficiis ad diem usque ratihabitæ Pacis peti possit; similiter neque debita, effecta, Merces, & mobilia ante memoratum diem Fisco addicta; adeò ut neque Creditores privatorum debitorum, nec Depositarii talium effectorum & Mercium, eorumque Hæredes, aut causam ab iis habentes, ea persequi, aut restitutionem, seu satisfactionem prætendere unquam queant, quæ restitutiones juxta prædictam formam, etiam usque ad eos extendentur qui partes contrarias secuti fuerint, atque proinde per hunc Tractatum in gratiam sui Principis redibunt, uti & in sua bona qualia tempore conclusionis & subscriptionis hujus Tractatus fuerint. Hæcque ita executioni mandentur, nonobstantibus ullis Donationibus, Concessionibus, Declarationibus, Confiscationibus, Commissis, Sententiis interlocutoriis, aut definitivis, & ex contumacia Partibus absentibus & non auditis, latis: quæ Sententiæ, & res judicatæ nullæ erunt, & perinde habebuntur, ac si judicatæ aut pronuntiatæ non essent, plenâ libertate & integrâ manente dictis Partibus in Patriam redeundi, ex qua antea excesserunt, utque vel ipsi dictis bonis mobilibus, Censibus, & reditibus frui, aut alibi ubicumque ipsis visum fuerit domicilium figere possint, prout elegerint, omni violentiâ penitus exclusâ; si verò alibi morari voluerint, ipsis fas sit per Procuratores non suspectos bona & reditus administrare, iisque frui exceptis tamen Beneficiis residentiam requirentibus, quæ personaliter administrari & obiri debebunt.

XXV. Ea de quibus inter Sacram Cæsaream Majestatem & Imperium & Regem Regnumque Sueciæ tam pro se, quàm pro Duce Guttorpiensi hodiè convenit, hoc Tractatu comprehensa intelligantur, ita ut tam præsens, quàm prædictus Tractatus Cæsareo-Suecicus unus idemque censeatur, & ejusdem virtutis & valoris sit, ac si huic Instrumento de verbo ad verbum insertus esset.

XXVI. Et cum publicæ tranquillitatis intersit Bellum, quod Sacræ Regiæ Majestati Christianissimæ, Regique & Regno Sueciæ, cum Rege Daniæ, Electore Brandeburgico, Episcopo Monasteriensi, & Principibus Domus Luneburgicæ, Episcopo Osnabrugensi, & Ducibus Zeliensi & Guelferbitano adhuc intercedit, quantociùs etiam componi Sacra Cæsarea Majestas non minus apud prædictos Principes, quàm Sacra Regia Majestas Christianissima apud Regem Sueciæ officia sua efficacissime interponet, ut Pax inter præmemoratas Potentias quamprimum etiam coalescat, eique fini eædem in Armistitium Paci conciliandæ accommodatum statim consentiant. Quòd si verò præter expectationem officia hæc optatum finem non assequantur, Cæsarea Majestas & Electores Principes & Status Imperii hac Pace comprehensi promittunt, se elapso Armistitii tempore prædictos Galliæ, Sueciæque Hostes nullo modo & sub quocunque prætextu directè vel indirectè juvaturos, aut ullum in hoc Bello gerendo Galliæ, Sueciæque impedimentum allaturos, nec passuros, ut prædictorum Galliæ, Sueciæque Hostium Copiæ Hiberna, vel Stativa extra ipsorum Territoria in Imperio capiant. Manebit etiam liberum Sacræ Regiæ Majestati Christianissimæ ad prædictum solummodò finem in sequentibus in Imperio locis tenere Præsidium; Dominis tamen locorum, eorumque Subditis innoxium, & sumptibus Regis Christianissimi sustentandum, scilicet in Oppidis & Urbibus, Chastelet, Huy, Verviers, Aquisgrano, Duren, Linnick, Nuys, & Zons; in quibus nova munimenta extrui non poterunt, nisi in quantum dictorum Præsidiorum securitati necessaria erunt, & justam suspicionis causam præbere non possint; nec fas erit Regi Christianissimo ea loca ratione expensarum inibi factarum, aut sub quocunque alio prætextu retinere; sed ea evacuabit & restituet iis à quibus occupavit, statim atque Pax inter prædictas Partes quoad Provincias in Imperio sitas conclusa & ratihabita fuerit, aut ad eam restabiliendam aptiora communi consensu inventa fuerint media. Et vicissim Sacra Regia Majestas Christianissima promittit, se præsentes Cæsaris aut Imperii Hostes nullo modo sub quocumque prætextu, directè vel indirectè juvaturam. Sit etiam liberum Cæsari & Imperio conjungere cum Rege Christianissimo officia, consilia, & operam, ut Bellum illud communi etiam consensu quantocius sopiatur.

ANNO 1679.

XXVII. Juxta Pacem Monasteriensem Articulo secundo in omnibus confirmatam reciprocè restituantur & restituenda loca evacuentur bonâ fide, in quem finem Commissarii eodem tempore, quo Tractatus hic utrinque ratihabebitur, nominentur; ut prædicta evacuatio & restitutio intra spatium mensis à ratihabita Pace absque ulteriori dilatione absolvatur, iis locis hic interim non comprehensis, de quibus præcedenti Articulo ad tempus aliter dispositum est.

XXVIII. Cùm ab antiquo controversia sit de Castro & Ducatu Bullionensi inter Episcopum & Principem Leodiensem & Duces ejus nominis; conventum est, ut Duce Bullionensi in ea, in qua nunc est, possessione manente, controversia illa amicabili viâ, vel per Arbitros à Partibus intra trimestre à ratihabita Pace nominandos terminetur, viâ facti penitus exclusâ.

XXIX. Simul atque Instrumentum Pacis hujus à Dominis Legatis Extraordinariis & Plenipotentiariis subscriptum & signatum fuerit, cesset omnis Hostilitas: Si quid autem post quatuordecim dies à subscripta Pace attentatum aut viâ facti mutatum fuerit, id quamprimum reparari, & in pristinum statum restitui debeat.

XXX. Contributionum verò exactio ab una vel altera parte iis Provinciis, Ditionibus & locis impositarum, quæ dictis contributionibus ante subscriptionem hujus Tractatus se submiserunt, continuabitur usque ad præsentis Tractatus Ratificationem; & quod tum temporis residuum debebitur, intra quatuor mensium spatium à dicta Ratihabitione pendetur: ita tamen ut earum solutio post commutatas reciprocas Ratificationes viâ facti ab iis Communitatibus exigi non possit, quæ per idoneos Fidejussores cavebunt se debitam quantitatem in ea Urbe, de qua convenient, numeraturos.

XXXI. Licet satis declaratum sit Articulo secundo hujus Tractatus, instrumentum Pacis Monasteriensis in omnibus & singulis confirmari, expressè tamen placuit, ut omnia quæ in causa Montisferrati dicto instrumento Pacis Monasteriensis cauta sunt, & deinceps suum obtinerent robur & vigorem, inter quæ & ea specialiter firma manebunt, quæ pro Domino Duce Sabaudiæ ibidem provisa repetuntur.

XXXII. Et cum Sua Cæsarea Majestas & sua Regia Majestas Christianissima officia & studia Serenissimi Magnæ Britanniæ Regis, quæ conciliandæ Paci universali & tranquillitati publicæ indesinenter impendit, grato animo agnoscant, utrinque placuit eum unà cum Regnis suis præsenti hoc Tractatu omni meliori modo nominatim comprehendi.

XXXIII. Comprehendantur etiam hac Pace illi qui ante permutationem Ratificationis, vel intra sex menses posteà ab una, vel altera parte, ex communi consensu nominabuntur.

XXXIV. Imperator & Rex Christianissimus consentiunt, ut omnes Reges, Principes, & Respublicæ super executione & observantiâ tam omnium, quàm singulorum, quæ præsenti Tractatu continentur, altè memoratæ Sacræ Cæsareæ Majestati & Sacræ Majestati Christianissimæ Guarantiam præstent.

XXXV. Pacem hoc modo conclusam promittunt utriusque Partis Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii respectivè ab Imperatore & Imperio & Rege Christianissimo ad formam hic mutuò placitam ratihabitum iri, seque infallibiliter præstituros, ut solennia Ratihabitionum Instrumenta intra spatium octo septimanarum à die subscriptionis computandum, aut citiùs, si fieri poterit, hic reciprocè, ritèque commutentur.

XXXVI. Et cùm Sacra Cæsarea Majestas ab Electoribus, Principibus, & Statibus Imperii vigore Conclusi die trigesimâ primâ Maji anno millesimo sexcentesimo septuagesimo septimo, Legatis Gallicis sub Sigillis Cancellariæ Moguntinæ extraditi decenter requisita fuerit, ut dictorum Electorum, Principum, & Statuum Imperii interesse per suam Legationem Cæsaream in Congressu agi curaret, tam Cæsarei, quàm Regii Legati nominibus supradictis præsens Pacis Instrumentum in omnium & singulorum eo contentorum fidem majusque robur subscriptionibus Sigillisque propriis munierunt, & competentes Ratificationes formulâ conventâ termi-

ANNO 1679.

termino suprà constituto, sese extradituros polliciti sunt, nec ulla à Directorio Imperii Romani contra subscriptionem hujus Tractatus recipiatur, aut valeat vel protestatio, vel contradictio. Acta sunt Noviomagi die quinta Februarii anno Domini millesimo sexcentesimo septuagesimo nono.

Joannes Episcopus & Princeps Gurcensis. — *Le Mareschal d'Estrades.*
Franciscus Ulric. C. Khinsky. — *Colbert.*
T. A. Henricus Stratman.

Sequitur tenor Plenipotentiarum.

NOs Leopoldus Divina favente Clementia Electus Romanorum Imperatorum semper Augustus, ac Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, &c. Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ & Wirtembergæ, Comes Tyrolis, notum testatumque facimus, quod, cum nihil ardentius exoptemus quam ut præsens Bellum quo Christianus Orbis affligitur in æquam & honestam Pacem quantocius converti queat, atque propterea grato acceperimus animo Serenissimi Principis Domini Caroli Magnæ Britanniæ Regis consanguinei & Fratris nostri Charissimi laudabili cura & mediatione eò perventum esse, ut Partium hinc inde consensu Tractatus & colloquia Pacis Noviomagi instituerentur; ideo quidquid in nobis est ad comparandam tranquillitatem Orbi Christiano lubenter conferre volentes, confisi prudentiâ, experientiâ, & fide Venerabilis Joannis Episcopi Gurcensis, Principis, Consiliarii Devoti, nobis dilecti, ac Illustris & Magnifici nostri Consiliarii Status, Cameræ & Sacri Imperii fidelis dilecti Francisci Udalrici Comitis Khinski à Chinitz & Tettau, Domini in Chlumetz Regii Locumtenentis Provincialis Curiæ Regiæ Assessoris, Appellationum Præsidis & Aulæ nostræ Regiæ in Regno Bohemiæ Hæreditarii Præfecti, nec non Consiliarii nostri Aulici sacrique Imperii fidelis dilecti Theodori Altheti Henrici Stratman, eos nominavimus, elegimus, & constituimus, sicut & præsentibus hisce nominamus, eligimus, & constituimus nostros Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios ad dictos Conventus & Tractatus Pacis Noviomagi habendos. Quibus proinde committimus & specialiter mandamus, ut se quamprimum fieri poterit ad dictam Urbem conferant, ibique Pacis colloquia, sive directè, sive interveniente operâ respectivè hinc inde receptorum Mediatorum instituant cum Serenissimi & Christianissimi Principis Domini Ludovici Regis Franciæ, &c. Affinis & Fratris nostri Charissimi ejusque Fœderatorum Legatis, Deputatis, & Commissariis sufficienti Mandato ad præsens Bellum terminandum, controversiasque quæ eo spectant per bonam & firmam Pacem componendas, munitis. Damus quoque plenam & absolutam potestatem cum omni authoritate & Mandato ad id necessariis, supradictis nostris Legatis Extraordinariis & Plenipotentiariis, sive tribus conjunctim, sive duobus ex illis, tertio absente vel aliter impedito, aut etiam uni eorum soli duobus reliquis similiter absentibus, vel impeditis Pacis Tractatum pro nobis, nostroque nomine ineundi, concludendi & signandi inter Nos & prædictum Serenissimum & Potentissimum Franciæ Regem Christianissimum; ejusque Fœderatos omnia quoque Instrumenta, quæ in eum finem requiri possent, conficiendi, expediendi, extradendi, adeoque in universum agendi, promittendi, stipulandi, concludendi & signandi, Acta, Declarationes, Pacta conventa commutandi, aliaque omnia quæ ad dictum Pacis Negotium pertinebunt, faciendi æquè libere & amplè ac ipsi præsentes id faceremus vel facere possemus; Quantumvis Mandato adhuc specialiori & expressiori, quam quod præsentibus hisce continetur, opus esse visum fuerit. Promittimus præterea & declaramus fide & verbo nostro Imperiali, acceptum & gratum, firmum quoque & ratum habituros, quæcunque per dictos Legatos nostros Extraordinarios & Plenipotentiarios trinos conjunctim, vel binos ex illis, tertio absente, vel aliter impedito, unum etiam eorum solum, similiter absentibus vel impeditis duobus reliquis, acta, conclusa, signata, extradita & commutata fuerint. Nos obstringentes hisce præsentibus, ad expediendum Ratificationum nostrarum Diplomata in decenti & solemni forma, intraque tempus prout convenerit. In quorum fidem, roburque præsentes manu nostra subscriptas Sigillo nostro Imperatorio firmari jussimus. Datum in Civitate nostra Viennæ die vigesima quarta mensis Julii Anno Domini millesimo sexcentesimo septuagesimo sexto Regnorum nostrorum Romani decimo-nono, Hungarici vigesimo secundo, Bohemici verò vigesimo.

LEOPOLDUS.

VT. LEOPOLDUS GUILLIELMUS COMES IN KONIGSEG.

Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ Majestatis proprium.

CHRISTOP. BEYER.

Pouvoir des Ambassadeurs de Sa Majesté Tres-Chrêtienne.

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre, A tous ceux qui ces Presentes Lettres verront, Salut. Comme Nous ne souhaitons rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix, la Guerre dont la Chrestienté est à present affligée; & que par les soins & la mediation de nôtre tres-cher & tres-amé Frere le Roi de la Grande-Bretagne, la Ville de Nimégue a été agréée de toutes les Parties pour le lieu des Conferences; Nous par ce même desir d'arrester autant qu'il sera en Nous la desolation de tant de Provinces & l'effusion de tant de sang Chrestien, sçavoir faisons, Que nous confians entierement en l'experience, la capacité & la fidelité de nôtre tres-cher & bien-amé Cousin le Sieur Comte d'Estrades Maréchal de France, & Chevalier de nos Ordres, de nôtre bien-amé & feal le Sieur Colbert Marquis de Croissi Conseiller ordinaire en nôtre Conseil d'Etat, & de nôtre bien amé & feal le Sieur de Mesmes Comte d'Avaux aussi Conseiller en ses Conseils, par les épreuves avantageuses que Nous en avons faites dans les diverses Ambassades & Emplois considerables que Nous leur avons confié, tant au dedans qu'au dehors de nôtre Royaume; Pour ces causes & autres bonnes considerations à ce Nous mouvans, Nous avons commis, ordonné & deputé lesdits Sieurs Maréchal d'Estrades, Marquis de Croissi & Comte d'Avaux; commettons, ordonnons & deputons par ces Presentes signées de nôtre main, & leur avons donné & donnons Plein-Pouvoir, Commission, & Mandement special d'aller dans la Ville de Nimegue en qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires & nos Plenipotentiaires pour la Paix, & y conferer soit directement, soit par l'entremise des Ambassadeurs Mediateurs respectivement receus & agréés avec tous Ambassadeurs & Ministres de nôtre tres-cher & tres-amé Frere l'Empereur des Romains & de ses Alliés tous munis de Pouvoirs suffisans, & y traiter des moyens de terminer, & pacifier les differens qui causent aujourd'huy la Guerre; Et pourront nos susdits Ambassadeurs tous trois ensemble, ou deux en cas de l'absence de l'autre par maladie ou autre empêchement, ou un seul en l'absence des deux autres en pareil cas de maladie, ou autre empêchement en convenir, & sur iceux conclure & signer une bonne & seure Paix, & generalement faire, negocier, promettre & accorder tout ce qu'ils estimeront necessaire pour le susdit effet de la Paix avec même authorité que Nous ferions ou pourrions faire, si Nous y estions presens en personne; encore qu'il y eust quelque chose qui requist un Mandement plus special non contenu en cesdites Presentes. Promettant en foi & parole de Roi de tenir ferme & d'accomplir tout ce que par lesdits Sieurs Maréchal d'Estrades, Marquis de Croissi, & Comte d'Avaux, ou par deux d'entr'eux en cas de l'absence de l'autre par maladie, ou autre empêchement, ou par un seul en l'absence des deux autres en pareil cas de maladie ou autre empêchement, aura été stipulé, promis & accordé, & d'en faire expedier nos Lettres de Ratification dans le tems qu'ils auront promis en nôtre nom de les fournir. Car tel est nôtre plaisir. En témoin de quoi Nous avons fait mettre nôtre Seel à cesdites Presentes. Donné à S. Germain en Laye le vingt-troisiéme jour de Decembre l'an de grace mil six cens soixante quinze; Et de nôtre Regne le trente-troisiéme. *Signé*, LOUIS, Par le Roi, ARNAULD.

Le present Traité de Paix a été ratifié & confirmé par le Roi à S. Germain en Laye le 26 Fevrier 1679.

Et par l'Empereur à Vienne le 29. Mars 1679.

Et par la Diette de Ratisbonne, pour les Electeurs, Princes, & Estats de l'Empire le 23. Mars 1679.

Et publié à Paris le 26. Avril 1679.

Rati-

Anno 1679.

Ratificatio Sacræ Cæsareæ Majestatis Tractatûs Pacis Cæsareo-Gallico-Suecici commutata Neomagi 19. Aprilis, 1679.

NOS LEOPOLDUS &c.

NOtum facimus omnibus & singulis Præsentes Literas inspecturis, lecturis, vel legi auditeris, aut quomodocunque infra scriptorum notitia ad ipsos pervenire poterit. Postquam ad restinguendum, quod ante annos aliquot exarsit grave Bellum, Congressus Neomagi Gueldrorum institutus fuerit, Divinâ favente clementiâ factum esse, ut post multos & laboriosos Tractatus per nostros ab utraque parte ad id destinatos Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios Pax & amicitia tandem conclusa, & ad Ratificationem nostram perfecta sit, formâ, modo & tenore sequenti.

Sequitur tenor Instrumenti Pacis.

Cum igitur hæc omnia & singula per nostros Legatos & Plenipotentiarios supra memoratos nostro præscripto, jussu & Mandato hinc ad modum prout hic verbotenus inserta, & descripta leguntur, gesta, peracta, & conventa sint, nos eadem omnia & singula, præhabitâ maturâ & diligenti consideratione, & certâ nostrâ scientiâ approbamus, ratificamus & confirmamus rataque & firma esse & fore vigore præsentium declaramus, simulque verbo Imperiali promittimus pro nobis, nostrisque Successoribus & Imperio Romano, cujus Status Ratisbonæ modo per Deputatos congregati memoratam Pacem in omnibus & singulis Articulis vigore Conclusi vigesima tertia mensis hujus facti, & ad manus nostras transmissi approbarunt & ratificarunt, nos omnes, & singulos supra descriptos Articulos, & quicquid totâ hâc Pacis Conventione continetur, firmiter, constanter, & inviolabiliter servaturos atque executioni mandaturos, nullâque ratione ut vel per nos, vel per alios contraveniatur passuros; quomodocunque id fieri possit omni dolo, & fraude exclusis. In horum omnium testimonium, & fidem, Sigillum nostrum Cæsareum majus huic Diplomati manu nostrâ subscripto appendi fecimus. Datum in Civitate nostra Viennâ die 29. mensis Martii, anno Domini 1679. Regnorum nostrorum Romani 21. Hungarici 24. Boemiæ verò 23.

LEOPOLDUS.

VI. LEOPOLDUS GUILLIELMUS Comes in Königsegg.

Ad Mandatum S. Cæs. M. proprium.

CHRISTOPHORUS BEVER.

Friedens-Ratification sammt angehefftem allerunterthänigsten Reichs Gut-achten/ des Heil. Röm. Reichs Chur-Fürsten und Stände auff dem noch währenden Reichs-tag zu Regensburg den 23. dieses Monats Martii 1679. eröffnet.

In der Reichs-Dictatur, den 23. Martii 1679.

ALs der Römisch. Käyserl. Majest. zu gegenwärtigen Reichstag bevollmächtigten höchst-ansehentlichen Principal-Commissarii, des Hochwürdigsten Fürsten und Herrn/ Herrn Marquarden/ Bischoffen &c. unterm datis den 3. und 13. instehenden Monats Martii ertheilten Decretis und Beylagen/ haben Chur-Fürsten und Stände allhier anwesende Rähte/ Bottschaffter und Gesandte/ mit mehrerm gebührend vernommen/ welcher Gestalt der Fried zwischen allerhöchst-gedachter Ihrer Käyserl. Majest. und beyden Cronen Franckreich und Schweden/ durch allerseits Gesandschafften zu Nimwegen/ am 5. Februarii jüngsthin geschlossen/ und unterschrieben worden/ und was dieselbe/ so wohl wegen der nebens Ihro/ auch von Reichs wegen darüber bedungenen Ratification, und sonsten allergnädigst fürstellen und erinnern/ als auch/ daß die beeden Instrumentis Pacis angehengte Clausulæ, keines wegs den verstandt haben solten/ als ob sie hierdurch ihrer Capitulation, und dem im Westphälischen Fried einverleibten §. Gaudeant &c. præjudiciren wolten/ sondern was der jetzige Zustand also veranlasset/ auff keine Weise in einige Consequenz gezogen werden könte noch solte/ kräfftigst mithin versichern lassen.

Gleich wie man nun nicht ermangelt/ solches aller seiner Wichtigkeit nach/ in gehörig und reiffe deliberation zustellen/ also ist in allen 3. Reichs-Collegiis geschlossen worden/ daß sothane allergnädigste Versicherung/ von Chur-Fürsten und Ständen/ jedoch mit der Reservation, und vor dißmahl zu acceptiren seye/ daß das jenige/ was so wohl wegen beschehener Communication von dem Friedens-Werck/ als der Verabfassung deß Instrumenti Pacis, in andere wege zu wieder/ bey dieser Kriegs-Unruhe/ vergangen seyn mag/ denenselben weder jetzt noch künfftig zum Nachtheil oder einigem Præjudice gereichen solle. Und dann allerhöchst erwehnter Ihrer Kayserlichen Majest. nicht allein vor die Communication beyder Friedens-Instrumenten, samt beygefügten Erklär- und Verwahrungen/ sondern auch wegen dero zu Beförderung berührten Friedens/ hochstrühmlich angewendeten eyffer/ und Reichs Vätterlicher Sorgfalt/ massen hiermit beschiehet/ allerunterthänigster danck zu erstatten. Und ob man zwar ebenmässig gewünschet/ daß die in erwehnten Instrument begriffene Conditiones, zu Ihrer Käyserlichen Majest. wie auch Chur-Fürsten und Ständen/ grösserer Consolation und Vortheil außgeschlagen wären/ weilen es jedoch jetzige zeiten und zufälle/ nicht anderster haben erleiden wollen/ daß dahero zu abwendung ferneren ruins und schade im Reich/ und dessen dermahligen Beruhigung/ beyde gemeldte Friedens-Instrumenta, in allen ihren Articulis, von Reichs wegen ebenfals anzunehmen/ und zu confirmiren seyen/ mit dem allergehorsamsten Ersuchen/ Ihro Kayserliche Majest. allergenädigst geruhen wolten/ solche in Ihren/ auch im Nahmen Chur-Fürsten und Ständen/ noch vor Außgang deß zu end effenom Terminis/ aue zu heissen/ zu ratificiren und zu bestätigen/ und nachdem in mehrgedachtem Friedens-Instrument, allerseits verglichen und bedingen worden/ daß zwischen denen annoch kriegenden hohen Partheyen/ ehist möglichst ein Stillstand der Waffen getroffen/ und vermittelst allerhöchst erwehnter Ihrer Kayserliche Majest. und des Reichs kräfftigen Interposition, dieselbige nicht weniger verglichen werden sollen/ als werden Ihro Kayserl. Majest. hiemit noch ferner aller-unterthänigst ersucht/ dero Reichs-Vätterl. vorsorg mit zuziehung Chur-Fürsten und Ständen/ allergnädigst dahin noch weiter anzuwenden/ auff daß von allen im Krieg sich noch befindenden hohen Theilen/ das bedungene Armistitium vor allen dingen angenommen/ darauff die Tractaten würcklich angetretten/ und möglichster fleiß angekehret werde/ wie je ehe/ je besser/ die noch obhandene Differentien durch gütliche mittel und wege gehoben/ und mithin der allerseits intendirte Universal-Friede erhalten/ und wieder hergebracht werden möge. Und weilen schließlichen auß denen beyden mit communicirten beylagen/ mit mehrerm za vernehmen/ was Ihro Kayserl. Majest. so wohl wegen den 10. vereinigten Elsassischen Reichs-Städten/ als auch übriger in dem Elsaß gelegener Reichs-Ständen/ wie auch der Metz- Tull- und Verdunischen Vasallen/ so dann des Stiffts und Diœceses Basel/ der Abteyen Münsterbach und Lüders nicht weniger der Stadt Straßburg/ und selbiger ohnmittelbahrer Reichs-Ritterschafft/ ingleichem des Warnemündischen Zolls/ der Junium der Hertzogen von Mecklenburg/ und der Stadt Wechmen/ und anderer noch unverglichener Reichs-Angelegenheiten halber/ durch dero Gesandtschafft zu Nimwegen/ den 3. und 5. Februarii und jüngsthin respectivè reserviren und declariren lassen: Als wird solches gleichfalls allerdings genehm gehalten/ und Ihre Kayserl. Majest hiermit allerunterthänigst ersucht/ Dero Reichs-Vätterliche vorsorge diesfalls noch ferners dahin allergnädigst anzuwenden/ damit selbige nochmahlen gehöriger Orten weiter insistiret, und dadurch ged. Reichs-Stände/ in dem Westfälischen Frieden-Schluß confirmirten Reichs immediætet, libertet, und all übrige Jura ungekränckt erhalten/ und sonderlich dem §. Juxta Pacem Monasteriensem. 27. Instr. Cæs. Gallici, ein völliges vergnügen geschehen möge. Wobey dann auch die wegen verschiedener Reichs- und andern Städten in Franckreich und Schweden/ erlangten Handlungs-Freyheiten und Immunitaten/ möglichst zu beobachten/ damit dieselbe wieder erneuert/ und bestätigt werden mogen. Womit hochstbesagten Kayserl. Herren Principal Commissarii Hoch-Fürstl. Gnaden/ Chur-Fürsten/ Fürsten and Ständen/ dieß Orths anwesende Räthe/ Botschafften/ und Gesandte sich dessen Fleisses und gezimend empfehlen/

Signat. Regenspurg den 23. Martii an. 1679.

Quod hæc Copia cum vero suo Originali Collationata concordet, attestatur Ratisbonæ 23. Martii 1679.

(L. S.)

CANCELLARIA MOGUNTINA.

Concordat cum Copiâ Authenticâ Ratisbona huc missa; Neomagi 19. Aprilis 1679.

(L. S.)

CANCELLARIA LEGATIONIS CÆSAREÆ.

ANNO 1679.

Ratification de la Paix faite entre Leurs Majestés Imperiale & Tres Chrestienne le 5. Fevrier 1679. de la part de la France échangée à Nimegue le 19. Avril.

LOUÏS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre. A tous ceus qui ces presentes Lettres verront: SALUT. Comme nostre tres-cher & bien Amé Cousin le Sieur Comte d'Estrades Mareschal de France, & Chevalier de nos Ordres; Nostre bien Amé & féal le Sieur Colbert, Marquis de Croissi, Conseiller ordinaire en nostre Conseil d'Estat; & nôtre bien Amé & feal le Sieur de Mesme, Comte d'Avaux, aussi Conseiller en nostre Conseil, nos Ambassadeurs Extraordinaires, & Plenipotentiaires, en vertu des Plein-Pouvoirs que nous leur en avions donnés, auroient conclu, arresté & signé le 5. du present Mois de Fevrier en la Ville de Nimegue avec le Sieur Jean Evêque de Gurc, Prince du Saint Empire & Conseiller de nostre tres-cher & tres Amé Frere l'Empereur, le Sieur Udalricq Comte de Khinsky &c. Et le Sieur Theodore Althete Henry de Stratman, Conseiller Aulique de nostre dit Frere l'Empereur & de l'Empire, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de nostre tres-cher & tres-Amé Frere l'Empereur, pareillement munis de Pleins-Pouvoirs, le Traité dont la teneur s'ensuit.

Fiat insertio.

Nous ayant agreable le susdit Traité de Paix, en tous & un chacun des Points & Articles, qui y sont contenus & declarez, avons iceux, tant pour Nous, que pour Nos Heritiers, Successeurs, Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries & Sujets accepté, approuvé, ratifié & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foi & parole de Roi, & sous l'obligation & hypotecque de tous & chacuns de nos Biens presens & à venir, garder, & observer inviolablement, sans jamais aller, ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit; en témoin de quoy Nous avons signé ces presentes de nostre main, & à icelles fait apposer nostre Scel. Donné à St. Germain en Laye le 26. jour de Fevrier, l'an de grace 1679. & de nostre Regne le 36.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas.

Par le Roi.

ARNAULD.

Iterata (1) Declaratio Legationis Cæsareæ, & ante subscriptionem Instrumenti Pacis, Legatis Mediatoribus consignata, pro conservatione Jurium Imperii, circa & in Civitates Decem unitas, nec non Nobilitatem Immediatam Alsatiæ juxta tenorem Pacis Westphalicæ. Actum Noviomagi die 3. Februarii Stylo novo 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 456. & 457. en Latin & en François.]

POstquam & rei æquitas & variæ Christianissimi Regis antehac factæ contestationes, non ita pridem à Serenissimo Electore Bavariæ, in publicis Imperii Comitiis repetitæ promittebant, controversias quæ Sacro Romano Imperio cum Sacrâ Regiâ Majestate Christianissimâ ratione decem Civitatum unitarum, & Immediatæ Nobilitatis Alsatiæ, Vassalorum trium Episcopatuum Metensis, Tullensis & Verodunensis, Episcopi & Diœcesis Basiliensis, Abbatiarum Murbacensis, & Luderensis, Civitatis Argentinensis, aliorumque intercedunt, si de eis in hoc Pacis Congressu conveniri non posset, ad placitum antehac arbitrium remissum iri; non dubitaverat Legatio Cæsarea, quin Excellentissimi Domini Legati Gallici id admissuri fuissent. Cùm verò eò induci non potuerint, prætendentes, se de iis controversiis nihil scire, aut informatos esse, maluit quidem Legatio Cæsarea Articulum, quem Projecto suo Pacis Cæsareo-Gallicæ, de renovando dicto arbitrio inseruerat, omittere, quàm Paci ardentissimis omnium votis exoptatæ ulteriores moras poni, priùs tamen ad Protocollum Excellentissimorum Dominorum Legatorum Mediatorum, coram ipsis D. D. Galliæ Legatis solemnissimè protestata, per hanc omissionem nihil Imperii Juribus præjudicari, sed ea potiùs uti in Pace Monasteriensi, quæ hoc Tractatu, quem cum præmemoratis D. D. Galliæ Legatis, conclusum it, per omnia confirmatæ fundata sunt, sarta tecta servari: quam interpositam Protestationem Legatio Cæsarea ante subscriptionem Pacis hisce repetere, & D. D. Legatos Mediatores simul enixè rogare voluit, ut eandem, in futuram rei memoriam, ad Mediationis & Relationum suarum commentarios referre non graventur. Noviomagi die 3. Februarii, Stylo novo, 1679.

JOANNES *Episcop. & Princeps Gurcensis.*

FRANCISCUS UDALRICUS *Comes Khinsky.*

T. A. HENR. STRATMAN.

Declaration des Ministres de Liege portant qu'ils ne voudroient pas que la Paix de l'Empereur & de l'Empire fut empêchée ou retardée au sujet de l'affaire de Bouillon. A Nimegue le 2. Fevrier 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 401.]

LEs soussignés ayant appris que la Declaration par eux faite cy-devant, au sujet du Duché de Bouillon, ne donne pas appaisement entier à Messieurs de l'Ambassade Imperiale, & que l'on est sur le point de rompre le Traité pour respect dudit Bouillon, Messieurs les Ambassadeurs de Sa Majesté Tres-Chrestienne ayant declaré ouvertement, d'avoir ordre précis du Roy au sujet dudit Bouillon, declarent que leur avis & sentiment est, que la Paix ne doit estre retardée en aucune façon pour ledit Duché de Bouillon, estans persuadés que S. A. E. l'Evesque & Prince de Liege, & son Eglise a plus d'inclination pour la Paix si necessaire à l'Empire, que de l'empescher ou retarder pour ce sujet. Fait à Nimegue le 2. de Fevrier,

Estoit signé

à l'Original,

LAURENT DE CHARNEUX,

FERDINAND VANDER REEKEN.

Protestatio Legationum DANICÆ & BRANDEBURGICÆ *contra Pacem Cæsareo-Gallicam instantem. Exhibita* $\frac{\text{24. Januarii}}{\text{3. Februarii}}$ 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 466.]

LEgationes Danica & Brandeburgica certiores factæ, Cæsaream Legationem Pacem cum Dominis Legatis Gallicis pepigisse, & conclusisse particularem, exclusis, non modò Regiâ suâ Majestate Danicâ, & Serenitate suâ Electorali Brandeburgicâ, sed & datis, acceptisque ejusmodi Pacis conditionibus & legibus, quæ in ipsarum præjudicium manifestè tendunt, suarum esse partium duxerunt, Cæsareæ Legationi hisce ob oculos ponere, quantoperè illa Pax particularis & Fœderum religioni, & toties repetitæ fidei, imò æquitati, ipsique Justitiæ adversetur ac repugnet. Exigunt enim Fœdera:

Primò, ut nemo Fœderatorum absque alterius participatione Negotiationem sive Tractatum Pacis vel Armistitii aggrediatur, & quæ circa dictam Negotiationem occurrunt unus alteri invicem communicet.

Secundò, ut nemo horum Pacem cum hostibus communibus ineat particularem, sed

Tertiò ut alter alteri eadem Jura, Immunitates, Executiones, Prærogativas, & securitatem ab hostibus, eorum-

(1) Cette Declaration se trouve inserée entre les Annexes de la Paix de l'Empire avec la Suede dans les Actes de Nimegue, & dans la premiere Edition de ce Grand Recueil de Hollande, mais mal. Il est evident qu'elle appartient uniquement au Traité avec la France, & que la Suede n'y avoit point d'interêt. [DUM.]

ANNO 1679. eorumque Adhærentibus & Fœderatis paciscatur, quæ pro semetipso stipulatus & adeptus est.

Nullam autem harum Fœderis Legum à Cæsareâ Legatione observatam, sed contrà, multa in præjudicium suæ Regiæ Majestatis Daniæ, & suæ Serenitatis Electoralis Brandeburgicæ ab ipsâ acta & peracta, esse, in comperto est: itaque prædictæ Legationes conqueruntur,

Primò Pacem initam esse particularem, quum tamen ipsæ simul illam etiam æquis minimèque duris conditionibus facere, uti semper hactenus, ita hoc maximè tempore promptas, paratasque se esse ostenderint.

Deinde plurimas & quidem maximi momenti res, quæ ad suos Serenissimos Dominos potissimum spectabant ipsis insciis peractas.

Fœderatorum porrò interesse ac securitatem planè neglectam & posthabitam; quin potiùs apertam hosti viam & occasionem relictam, datamque esse iis Bellum inferendi, quos defendere oportebat.

Denique quod omnium minimè ferendum, Legationem Cæsaream præsentium Legationum Daniæ & Brandeburgicæ sese immiscuisse negotiis, inauditoque planè exemplo in præjudicium Regum & Principum, ut & Jurium & libertatis omnium Imperii Statuum de iis tractasse, imò Imperii Decreta, Sententiasque pro defensione, & satisfactione quorundam ejus Statuum latas rescindere voluisse, quod ne ipse Judex quidem, Partibus insciis, nec citatis, nec auditis, facere potest, & eò minùs à Legatione Cæsareâ fieri debuisset, quum nullâ ab Imperio potestate ad hoc instructa sit, neque instrui potuerit, quumque ei Principes ad quos hæc res maximè spectat, nunquam in eam consenserint.

Quum igitur hâc procedendi ratione sua Regia Majestas Daniæ, & sua Serenitas Electoralis Brandeburgica graviter lædantur, non possunt non ipsarum Legationes quàm solennissimè contra Pacem istam particularem protestari ac ea omnia repetere, quæ antehac Cæsareæ Legationi in hâc causâ partim oretenus, partim scriptis proposuerunt. Contradicunt itaque Paci huic particulari & dissentiunt in omnibus & singulis quæ quidem contra religiosè sancita Fœdera, promissa, obligationes, Jura & securitatem suæ Regiæ Majestatis Daniæ, & suæ Serenitatis Electoralis Brandeburgicæ in ipsarum præjudicium cum inimicis jam conclusa sunt, & declarant quòd Pacta ista sint debeantque esse invalida, irrita & nulla: postremò reservans suæ Regiæ Majestati Daniæ, & suæ Serenitati Electorali Brandeburgicæ quæcumque vigore Fœderum, Promissorum, Constitutionum, Decretorumque Imperii vel ullo alio Jure tituloque ipsis competunt & debentur.

Neomagi, die $\frac{\textit{24. Januarii}}{\textit{3. Februarii}}$ *Anno* 1679.

Protestatio earumdem Legationum DANICÆ & BRANDEBURGICÆ, *contra Pacem instantem Cæsareo-Suecicam. Dat Neomagi* $\frac{\textit{25. Januarii}}{\textit{4. Februarii}}$ 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 472.]

LEgationes Danicâ & Brandeburgica intelligentes Cæsaream Legationem cum Suecicis Dominis Legatis in id incumbere, ut Pax quoque inter suam Cæsaream Majestatem, & suam Regiam Majestatem Sueciæ propediem componatur, sibi persuadent, Cæsaream Legationem cum Dominis Legatis Suecicis, saltem Pacem haud pacturam esse particularem, exclusis iis, quibus præcipuè Bellum cum Sueciâ est. A quâ quidem injuriâ eam eò alieniorem fore confidunt.

Primò, quòd jam inde ab initio Tractatuum Serenissimi ipsorum Domini magnâ cupiditate Pacem cum Sueciâ æquis conditionibus faciendi flagrarint, eorumque Legationes nihil quidquam, quod eidem promovendo inservire potuit omiserint.

Deindè, quòd eo fine prædictæ Legationes jam aliquot abhinc Hebdomadibus Domino Mediatori Anglico projecta Pacis tradiderint, reddenda Dominis Legatis Suecicis, statim ac ex suâ quoque parte aliqua exhibuerint. Præterea, quòd concedendo Suecicis Legatis liberum Litterarum Commercium, omnem prætextum refugiendi Pacis negotiationem subtraxerint.

Denique, quòd causa Regis Sueciæ, à causâ Regis Galliæ multùm differat: cum hoc namque Cæsarea Sua Majestas, & Imperium Bellum gessere solenne, contra illum verò quâ Statum Imperii, & fractæ Pacis publicæ reum, & condemnatum Judicis officio defuncti fuere, non nisi mandatis pœnalibus contra eundem decretis & publicatis. ANNO 1679.

Quocunque autem modo Cæsarea Sua Majestas cum suâ Regiâ Majestate Sueciæ reconciliabitur, prædictæ Legationes à Cæsareâ contendunt, ut ne quidquam contra Leges, Constitutiones, Fidejussionem, Decretaque Imperii. & contra religiosè sancita Fœdera, Promissa, Obligationes & alia quæcumque Jura in Serenissimorum Dominorum suorum præjudicium, agere, facere aut omittere velit.

Quòd si verò Cæsarea Legatio præter omnem spem, neglectâ hac multiplici obligatione in præjudicium eorum quidquam fecerit aut omiserit, hoc casu prædictæ Legationes non possunt, quin de injuria damnisque Serenissimis suis Dominis hac ratione illatis quàm solemnissime protestentur. Repetentes quæcumque contra Cæsareo-Gallicam Pacem declararunt, Serenissimisque Dominis suis reservarunt.

Neomagi $\frac{\textit{25. Januarii}}{\textit{4. Februarii}}$ 1679.

Protestatio nomine Principum ERNESTI AUGUSTI, GEORGII WILHELMI, & RUDOLPHI AUGUSTI, *respectivè Episcopi Osnabrugensis & Ducum Brunswicensium, contra Pacem Cæsaream Neomagensem exhibita* $\frac{\textit{25. Januarii}}{\textit{4. Februarii}}$ 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 492.]

SErenissimorum Principum Domini Ernesti Augusti, Domini Georgii Wilhelmi, & Rudolphi Augusti, respectivè Episcopi Osnabrugensis, & Ducum Brunswicensium ac Brunsbergensium Ministri Plenipotentiarii intelligentes Exc. Cæsaream Legationem cum Gallicâ particularem initiisse Pacem, & in eo esse, ut idem cum Suecicâ quamocius peragat, officii sui esse existimarunt, dictæ Legationi Cæsareæ exponere, quantâ cum consternatione & ægritudine perceperint, Excellentissimos Dominos Legatos non solùm posthabitis Serenissimis Ducibus separatam composuisse Pacem; quod tamen & ipsum Fœderi, quod cum Sacra Cæsarea Majestate Serenitatibus suis intercedit, & cujus tenore non aliter quàm conjunctim, & pari cum ipsis passu inchoanda illa, multò magis consummanda erat, contrariatur; sed & ejusmodi in ea conditionibus adstipulatos esse, quæ dicto Fœderi æquè quàm Legibus & Constitutionibus Imperii manifestò reclamant, quæque & ab Augustissimi Imperatoris Officio alienæ sunt, & sacrum, quo Status Imperii continentur, vinculum solvunt.

Etenim dum Serenissimi Duces, quorum merita erga Imperium satis innotuerunt, quique non aliam ob causam quàm quòd pro eo certarunt, Reges Galliæ Sueciæque hostes habent, in hostium Coronæ Galliæ numerum referuntur, simul omne ab Imperio ipsis detrahitur auxilium, armis quoque exponuntur, contra quæ Concives suos pro viribus defenderunt. Cum verò hac ratione maximum accipiant detrimentum ac præsentissimo periculo onerentur, & supra memorati Domini Legati Cæsarei ne quidem eo usque dictæ Pacis conclusionem extrahere voluerint, quò infra scripti Ministri Tractatibus hujus loci accedere, & ut adversa pars Mandatis ad id necessariis sese instrueret, obtinere potuerint, infra scripti Ministri omittere non possunt, quin contra hanc à Cæsareâ Legatione initam particularem Pacem quàm solemnissimè & optimâ quâ fieri potest formâ protestentur, reservantes Serenissimis Ducibus Dominis suis Clementissimis omnia & singula Jura, quæ ipsis vigore Fœderis, Constitutionum Imperii & usu Gentium ullo modo competunt, & in conspectu hujus Orbis Concilii declarantes, excusatos illos fore ab omnibus istis malis, quæ per separatam hanc Pacem Sacrum Romanum Imperium poterunt manere.

Noviomagi die 25. Januarii 1679.

Protestatio Nuncii Apostolici iterata contra Pacem Westphalicam, & Neomagensem, quatenus Westphalica illius basis & Norma constituta est. Datum

ANNO 1679.

tam Neomagi 7. Februarii 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 496.]

ALoysius Dei & Apostolicæ Sedis gratiâ Patriarcha Alexandrinus S. D N. Innocentii Divinâ providentiâ Papæ XI. Nuntius Extraordinarius. Acerbissimis discordiis ardente Christianâ Republicâ cùm Beatissimus Innocentius XI. ad Apostolici muneris unus esset evocatus, nihil majus in votis habuit, quàm quòd vehementissimè adhuc Cardinalis concupierat, ut conciliatis Catholicorum Principum animis, exoptata tandem tranquillitas tot afflictis diuturno Bello iisque florentissimis Provinciis restitueretur. Nullis ideò nec precibus apud Deum, nec Officiis & hortationibus apud Principes huic Paternæ suæ sollicitudini defuit: donec ad Tractatus generales Pacis in hac Urbe institutos, me immerentem, ac tanto muneri imparem Charitatis suæ Interpretem delegit, in omnibus iis consiliis posthabitis, quæ in contrarium suadere videbantur. Cùm igitur me huc contulissem, omni studio ac contentione, sicuti omnibus notum est, pro virium mearum tenuitate curavi, ut superatis iis difficultatibus, quæ gravissimum Bellum protrahebant, concordiâ tandem coalesceret, eâ tamen semper mente fiduciâ, ne quid injuriæ ac detrimenti in ipsâ Pacis sanctione Orthodoxæ Religioni, atque Sedis Apostolicæ & Ecclesiarum Juribus inferretur. Sed quotidie magis Divinâ misericordiâ operante, rebus ad compositionem tendentibus, maximo animi mei angore percepi, inter Principes belligerantes concordiam ita parari; ut Pacificatio Westphalica pro illius normâ, basi & fundamento constitueretur. Quapropter non solùm statim præsentiam meam à postremis hisce Tractatibus subduxi, ac Pacis subscriptioni interesse nolui, ne exinde aliquid roboris aut assensûs præsenti Pacificationis Westphalicæ confirmationi adjicere viderer, verùm etiam ne ullo unquam tempore silentium meum pro acquiescentiâ interpretari possit, nec non obviam ituris quibuscunque aliis præjudiciis, inhærendo tum speciali ejusdem S. D. N. Papæ Mandato, de quo ex Literis in forma Brevis sub die 14. Maii 1678. ad me datis plenè constat, tùm Protestationi per Episcopum Nerithonensem Nuntium Apostolicum die 26. Octobris Anni 1648. interpositæ adversus præjudicia per Pacem Westphalicam Catholicæ Religioni, & S. Sedis ac Ecclesiarum Germanicarum Juribus illata, atque subsequutæ prætatorum præjudiciorum revocationi, & irritationi per felicis Memoriæ Innocentium X. sub dato Romæ 26. Novembris ejusdem anni 1648. Cùm demùm inhærendo Declarationibus ac Protestationibus per me ore & scripto factis & repetitis, ac Excellentissimis D. D. Legatis Imperialibus & Gallicis, ejusmodi pericula tempestivè præveniendo, sub diebus 30, & 31. Octobris anni proximè elapsi exhibitis, solemniter declaro, & protestor omnibus melioribus modo, viâ, Jure, causâ, & formâ, quibus pro Officii mei ratione possem, & debeo me, quamvis Tractatibus Pacis Generalis in hac Urbe sanciendæ præsentem, nullatenus consensisse, vel etiamnum consentiri confirmationi dictæ Pacis Westphalicæ, aut cuicumque alteri, vel minimo Religionis Catholicæ, Sedis Apostolicæ, ac quarumcumque Ecclesiarum præjudicio; ac detrimento; Imò prædictam Pacem, eâ quâ fungor auctoritate rursùs reprobo & impugno, juraque tam S. Sedis, quàm quarumcumque Ecclesiarum salva ac illæsa, non obstantibus verùm annullatis omnibus & quibuscumque Actibus, Pactionibus, ac Tractatibus in contrarium facientibus, fore, & esse omni meliori modo ut supra declaro, & protestor, ità ut nullo unquam tempore mea, ut supra, acquiescentia, aut consensus allegari valeat. Ad quorum omnium, & singulorum ampliorem diuturnioremque notitiam, atque evidentiam apud absentes quoque & posteros adstruendam, has præsentes Litteras manu meâ subscriptas, majori meo Sigillo munitas, extare volui. Datum Neomagi septimo Feb. 1679.

Loco ✠ Sigilli.

A. BEVILAQUA. Patr. Alexand.

AUGUSTINUS PINCHIAVIUS
Nuntiaturæ Apost. Audit.

ANNO 1679.

Declaratio & Protestatio Legationis Cæsareæ, in Articulo Pacis pangendæ cum Suecis facta, de vero sensu Articulorum tertii & quinti, nec non de Telonio Warnemundensi, & Juribus Ducum Mecklenburgensium uti & Civitatis Bremensis. Actum Neomagi 5. Februarii 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 459.]

CUm de Articulo tertio Tractatus Cæsareo-Suecici multùm difficultatis fuerit, cui tollendæ Excellentissimi Domini Legati Suecici palam contestati sint, dispositionem illius Articuli eò extendi non posse, ut à Sacrâ Cæsareâ Majestate & Imperio, Principes in Bello manentes, Articulo quinto nominati, ad restitutionem Pacis Westphalicæ Osnabrugensis obligari debeant, sed virtute Articuli quinti hanc rem ad particulares Tractatus remitti, se tamen hanc suam Declarationem in Tractatu, cui subscripturi sint, admittere non posse, Legatio Cæsarea operæ pretium duxit, Excellentissimos Dominos Mediatores, ante Tractatus Cæsareo-Suecici subscriptionem enixè rogare, ut prædictam Dominorum Legatorum Sueciæ Declarationem, à Nobis acceptam, congruo loco ad Mediationis & relationum suarum commentarios referre non graventur: Et simul meminisse, quod Articulus Projecti Cæsareo-Suecici de Telonio Warnemundensi, & Juribus Dominorum Ducum Meclenburgensium, uti & Civitatis Bremensis in ipso Tractatu ideo tantùm omissus sit, quòd Domini Legati Suecici constanter negarint, se de his ab Aulâ suâ, ob impeditam correspondentiam, necdum informatos & instructos esse, Cæsarea verò Legatio eam ob rem ulteriores moras Paci poni noluerit, cùm etiam absque ejusmodi stipulatione, Jura clara sint, & Cæsaris & Imperii Protectione tuta.

Noviomagi, quintâ Februarii, Stylo Novo, 1679.

JOANNES *Episc. & Princeps Gurcensis.*

FRANC. UDALRICUS *Comes Khinsky.*

T. A. HENR. STRATMAN.

Protestatio D. D. Capituli LEODIENSIS *contra Pacem Cæsareo-Gallicam ratione Ducatus Bullionensis. Actum 15. Februarii 1679.* [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 501.]

DEcanus & Capitulum Cathedralis Ecclesiæ Leodiensis viso Tractatu Pacis Germano-Gallicæ, tot votis expetitæ, coguntur ex necessitate Juramenti, quo erga dictam Ecclesiam obligantur, declarare, prout declarant, Articulum vigesimum octavum, Ducatum Bullonienſem concernentem, citra ullum ipsorum Mandatum, aut consensum fuisse, & esse insertum, neque inseri debuisse; Quia notorium est, dictum Ducatum ab Imperio separatum esse, & independentem; ideoque sperant fore, ut integrum jus Ecclesiæ Leodiensi, quæ nullas in præsenti Bello habuit partes, permaneat, contestando, quòd hac Declaratione nullatenus intendant dictum Tractatum aliunde convelli. Datum Leodii & loco Capitulari hac decimâ quintâ Februarii, Anno XVIC. septuagesimi noni sub signaturâ nostri Secretarii Jurati, & Sigilli nostri consueti impressione, &c.

De Mandato Reverendorum, admodum Perillustrium & Generosorum Dominorum meorum præfatorum.

GEELREE.

Protestatio MAXIMILIANI HENRICI *Archi-Episcopi & Principis Electoris Coloniensis, ac Episcopi & Principis Leodiensis contra Pacem Cæsareo-Gallicam Neomagensem, ratione Ducatus* Bullionensis. *Datum Coloniæ die 17. Februarii 1679.* [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 503.]

Sere-

ANNO 1679.

SErenissima sua Celsitudo, Dominus Maximilianus Henricus, Archi-Episcopus & Princeps Elector Coloniensis, Episcopus ac Princeps Leodiensis, &c. viso Tractatu Pacis Cæsareo-Gallicæ tot votis expetitæ, cogitur ex necessitate Juramenti, quo erga dictam Ecclesiam Leodiensem obligatur, declarare, prout declarat, Articulum vigesimum octavum, Ducatum Bullionensem concernentem, citra ullum ipsius Mandatum aut consensum fuisse & esse insertum, neque inseri debuisse, quia notorium est dictum Ducatum ab Imperio separatum esse & independentem, ideoque sperat fore, ut integrum jus eidem Ecclesiæ Leodiensi, quæ nullas in præsenti Bello habuit partes, permaneat, contestando, quòd hâc Declaratione nullatenus intendat, dictum Tractatum aliunde convelli. Signatum Coloniæ 17. Februarii 1679.

MAXIMILIANUS HENRICUS, *Archiep. & Elector Coloniæ.*

FR. SCHÖNHAIM.

Nähere Protestation des Chur-Brandenburgischen Gesandtens wieder den Kayserlich-Frantzösisch- und Schwedischen Frieden. Übergeben den 7/17. Februarii 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 475.]

C'est-à-dire,

Ulterieure Protestation des Ambassadeurs Electoraux de BRANDEBOURG *contre la Paix faite par l'Empereur avec la France & la Suede. A Nimegue le 7/17. Fevrier 1679.*

ES wird sich die Hochansehnliche Kayserl. Gesandschafft verhoffentlich annoch wissen zu erinnern: Was massen der Endesbenanter Chur-Brandenb. zu den hiesigen Friedens-Tractaten Gevollmächtigter Gesandter in denen wieder die mit den Frantzös. und Schwedischen Gesandschafften einseitig geschlossene und gezeichnete Friedens-Tractaten hiebevor eingelegten Protestationibus sich unter andern darüber beschwehret / daß sie die Kayserl. Gesandschafft im Nahmen des Heil. Röm. Reichs Chur-Fürsten / Fürsten und Stände unterschiedene sachen / welche ohne Höchst- und Hochgemelter Chur-Fürsten / Fürsten und Stände vorwissen und bewilligung von Kayserl. Majest. allein nicht können noch mögen verrichtet werden / bey schliessung obgem. Friedens-Tractaten abzuthun und zu determiniren angemasset.

Und wenn Hoch und Wolgeb. Kayserl. Gesandschafft dieses Ihr verfahren auf ein Anno 1677. den 31. Maji an Kayserl. Majest. ergangenes und in beyden obgem. Friedens-Tractaten Articulis ultimis angezogenes und vorgeschütztes Reichs-Conclusum gründen / und dasselbe damit behaupten und autorisiren wollen / ohne jedoch solches Conclusum, wie begehret worden / zu communiciren.

Hat obged. Chur-Brandenb. Gesandter / was doch dieses für ein Reichs-Conclusum seyn möchte / anderwertlich zuerfahren und zuerhalten sich bemühet / und / wie er solches erlanget / alsobald daraus ersehen / daß es damit eine gahr andere beschaffenheit als vorgegeben worden / habe / und der Kayserl. Gesandschafft und ihre angemassete Macht darauf zu behaupten keines wegen zu statten kommen können / sondern vielmehr eine Tacitam Contradictionem & Protestationem wieder solche unförmliche Friedens-Tractaten in sich begreiffe: Sintemahlen in selbigem Concluso oder Reichs-gutachten Ihre Kayserl. Majest. von seiten der Chur Fürsten / Fürsten und Stände allergehorsambst ersuchet worden

I. Daß nachdeme sie Hochstrühmlich contestiret / den allgemeinen Frieden zu beforderen / sie geruhen wolten / sich dieses so hochnötige und heilsahme Friedenswerck zu beruhigung und wolfahrt des Heil. Röm. Reichs noch ferner allergnädigst angelegen seyn zulassen / und

II. Vermöge §. Gaudeant. Instrumenti Pacis auch von selbst gethanem allergnädigsten erbieten nach von allen denjenigen / was bey denen vorwesenden Friedens-Tractaten jedermahl vorkehme / allergnst. und zeitl. communication zuthun / damit

III. Von Chur-Fürsten / Fürsten und Ständen insgesamt erheischender nohtturfft nach auffm Reichstag zu Regensburg zu fordeest reifflich darüber deliberiret / und solchem nach allerhöchstged. Ihr Kayserl. Majest. mit einem allerunterthänigsten gutachten dem herkommen gemäß an hand gegangen werden möchte; Wobey sie auch

IV. Zu Ihro Kayserl. Majest. das allerunterthänigste vertrauen getragen / sie geruhen würden / dero Gesandschafft alhier zu Nimwegen bey vorgem. Friedens-Tractaten allergnädigst zu committiren / derjenigen Stände Gesandten / so sich dieselbsten einfinden möchten in deren desideriis müglichst zu assistiren / und solche zu gewürigem effect befordern zuhelffen: Welchem Reichs-gutachten und suchen Ihr. Kayserl. Majest. besage des hernacher nehmlich den 6. Julii 1677. darauff von dem Kayserl. zu gegenwertigem Reichstag Gevolmächtigten Hochansehnlichen Principal-Commissario per dictaturam communicirten Responsi nicht allein in allen Puncten gnädigst deferiret / sondern auch noch (welches wohl zu notiren stehet) mit ausdrücklichen worten sich erbohten / ohne der Chur-Fürsten / Fürsten und Ständen vernehmung in der hauptsache nichts endliches zu schliessen.

Wie wenig aber die Kayserl. Gesandschafft hier auff reflectiret habe / und wie wenig sich ihr angemassetes thun auff diesem Reichs gutachten autorisiren und behaupten lasse / ist leichtlich zu ersehen / wann man dasselbe mit dem klahren buchstaben ihr angezogenen Reichs gutachtens zusammen hält: dann

I. Seind Ihr. Kayserl. Majest. von Chur-Fürsten / Fürsten und Ständen nicht ersuchet worden / gleich wie die Kayserl. Gesandschafft in obangezogenen Articulis vorgiebet: Ut Electorum, Principum & Statuum Imperii interesse per suam Cæsaream Legationem in hoc Congressu agi curet: Sondern nur / daß Ihr. Kayserl. Majest. das Friedens-werck / gleich wie sie sich ultro erboten gehabt / also noch ferner zur beruhigung und wolfahrt des Heil. Röm. Reichs sich allergnädigst angelegen seyn lassen wolten.

II. Haben Chur-Fürsten / Fürsten und Stände solches nicht so blos-hin zu thun ersuchet / weniger sich dadurch Ihres Rechts begeben / sondern zuforderst communication davon begehret / und hat man sich darüber zum höchsten zu beschwären / daß solche von dem / was die Kayserl. Gesandschafft zu letzt und hauptsächlich abgehandelt / und geschlossen / der Reichs-versamblung zu Regensburg gahr nicht vor dem schluß / auch vorged. hier anwesenden Chur-Brandenb. Gesandten nicht der gebühr / noch zu rechter zeit / sondern dann und wann / und zwar nur stückweise / auch meistens nach geschehener sache erst gethan worden.

III. Haben Chur-Fürsten / Fürsten und Stände in vorerwehntem ihrem Reichs-Concluso prætendiret / über das communicirte zuforderist reiflich zu deliberiren / und Ihr. Kayserl. Majest. dem herkommen gemäß mit ihrem gutachten an hand zu gehen.

Gleich wie aber von Kayserl. Seiten nicht die behörige communication geschehen ist / so hat man auch an seiten Chur-Fürsten / Fürsten und Ständen vor dem schluß darüber nicht deliberiren / weniger derselben gutachten an Kayserl. Maj. ergehen lassen können / sondern die Kayserl. Gesandschafft hat ohne der Chur-Fürsten / Fürsten und Stände vorwissen und zuthun in der gantzen hauptsache / und den importantsten dingen einen endlichen / und in etlichen Puncten solchen schluß gemachet / wobey die Chur-Fürsten / Fürsten und Stände zum höchsten præjudiciret / und sie in ihren Juribus mercklich lædiret worden / in massen aus denen bereits eingelegten Protestationibus mit mehrem zu ersehen ist.

IV. Haben Chur-Fürsten / Fürsten und Stände zu Ihr. Kayserl. Majest. das vertrawen getragen / sie würden dero Gesandschaft bey vorgem. Friedens-Tractaten allergnädigst. committiret haben / derjenigen Stände Gesandten / so sich dieselbsten zu Nimwegen einfinden möchten / in deren desideriis müglichst zu assistiren / und solche zu gewürigem effect befordern zu helffen.

Die Kayserl. Gesandschafft aber hat solches nicht allein nicht gethan / sondern / an statt schuldiger assistentz und hülffe sich in derselben affaires, und ungeacht der Chur-Brandenburgischen Gesandschafft gegenwart / ohne vorwissen und zuthun in die Ihr ohnvertraute verrichtungen gantz und gahr eigenmächtiger weise gemischet / und zu S. Chur-Fürstl. Durchl. zu Brandenburg höchstem præjuditz unterschiedene dinge mit den Feinden paciscirer.

Demnach nun mehr Hoch- und Wolgeb. Kayserl. Gesandschafft obgemeltem Reichs Concluso oder Gutachten allerdings zu wieder gehandelt / und durch einseitiges verfahren die Freyheit und Rechte aller Chur-Fürsten / Fürsten und Stände / in specie Höchstged. Seiner Chur-Fürstl. Durchl. zu Brandenburg sehr gekräncket / und zu noch mehrder verschmälerung solcher Jurium dem letzten Articul ihres mit den Frantzösischen Gesandten separatim gemachten Friedens auch noch dieses annectiret hat / daß die Protestationes oder Contradictiones, welche von Reichs wegen wieder die subscription dieses einseitigen Friedens geschehen möchten / nicht angenommen werden / noch gültig seyn sollen.

Alles dasjenige aber / was solcher gestalt wieder die Auream Bullam, die beschwohrne Kayserl. Wahl-Capitulation, Reichs-Constitutiones, und in specie, wieder das Instrumentum Pacis Westphalicæ. §. Gaudeant. von Kayserl. Gesandschaft verhänget und pacisciret werden wollen / ipso jure unkräfftig / nul / und nichtig ist.

Als kan obged. Chur-Brandenburgischer Gesandter nicht umbhin / nochmahls und absonderlich wieder diesen in der sämtlichen Chur-Fürsten / Fürsten und Ständen / und absonderlich der Chur-Fürstl. Durchl. zu Brandenburg seines Gnädigsten Herrn / Jura von Kayserl. Gesandschaft gethanen eingriff seines ohrts feyerlichst zu protestiren; thut es auch hiermit dergestalt und also / daß er alles / was ipso jure und an sich selbst nul und nichtig ist / auch davor thut halten:

Darnach reserviret er Hochstaed. Seiner Chur-Fürstlichen Durchl. alle dero aus obangezogener Aurea Bulla, beschwohrner Kayserl. Wahl-Capitulation, Constitutionibus Imperii, Instrumento Pacis, & hujus §. Gaudeant zustehende Rechte und Gerechtigkeiten.

Endlich/ wegen der übrigen Præjudiciorum, so von Kayserl. Gesandschaft wider die Fœdera und andere Jura Seiner Chur-Fürstl. Durchl. durch obgem. separatum modum tractandi und einseitige Friedens-Tractaten zugefüget werden wollen/ beziehet er sich auff die hiebevor beschehene und eingegebene vorstellungen/erinnerungen/contradictionen und protestationen ut dato den $\frac{5}{15}$ Decemb. 1678. item den $\frac{28\ Decemb.}{7\ Januarii}$ den $\frac{2}{12}$ ejusdem, den $\frac{1\ Februarii}{22\ Januarii}$ den $\frac{3\ Februarii}{24\ Januarii}$ und den $\frac{4\ Februarii}{25\ Januarii}$ dieses Jahrs/ welche er allhier samt und sonders wiederholet haben wil/ der festen zuversicht lebende/ Ihre Kayserl. Majest. nachdem sie hiervon gebührend werden benachrichtiget seyn/ ja auch die Crohn Franckreich selbst/ als welche dem Röm. Reiche und desselben Chur-Fürsten/ Fürsten und Ständen ihre Jura, wegen deren infraction hiebevor so viele blut vergossen/ und welche endlich nach so grosser bemühung durch den Westphalischen Frieden restabiliret worden/ nicht allein ungekräncket zulassen/ sondern auch hinführo conserviren zuhelffen/ feyerlich contestiret/ werden erkennen/ daß solche ipso jure null und nichtige Pacta, nicht anders als für null zu halten seyn/ dieselbe verwerffen und nimmermehr zugeben/ daß die jemahls ratificiret werden solten. Geben Nimwegen den $\frac{28}{18}$ Februarii 1679.

Ratificatio Serenissimi Regis Suecorum super Pace Cæsarea & Imperii Neomagensi. Datum in Castris Luingby 3. Martii 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 529.]

NOS CAROLUS Dei gratiâ Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Rex, Magnus Princeps Finlandiæ, Dux Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Cassubiæ, & Vandaliæ, Princeps Rugiæ, Dominus Ingriæ & Wismariæ, necnon Comes Palatinus Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ & Montium Dux. Notum facimus omnibus & singulis præsentes Litteras inspectutis, lecturis, vel audituris, aut quomodocunque infra scriptorum notitia ad ipsos pervenire poterit. Postquàm ad restinguendum quod ante annos aliquot exarsit grave Bellum Congressus Neomagi Geldrorum institutus fuerit, Divinâ favente Clementiâ factum esse, ut post multos & laboriosos Tractatus, per nostros ab utrâque parte ad id destinatos Legatos extraordinarios & Plenipotentiarios Pax & amicitia, tandem conclusa & ad Ratificationem nostram perfecta sit, formâ, modo, & tenore fuerit.

Sequitur Tractatus integer unâ cùm Plenipotentiis.

Cùm igitur hæc omnia & singula, per nostros Legatos, & Plenipotentiarios supra memoratos nostro præscitu, jussu & Mandato, hunc ad modum prout hîc verbotenùs inserta & descripta leguntur, gesta, persecta & conventa sint, nos eadem omnia & singula, præhabitâ maturâ & diligenti consideratione, & certâ nostrâ scientiâ approbamus, ratificamus & confirmamus, rataque & firma esse, & fore virtute præsentium declaramus, simulque verbo Regio promittimus pro nobis, nostrisque & Regni nostri Successoribus, nos omnes & singulos supra descriptos Articulos, & quidquid totâ hac Pacis Conventione continetur, firmiter, constanter & inviolabiliter servaturos atque executioni mandaturos, nullâque ratione vel per nos, vel per alios ullo unquam tempore, contraventuros, aut ne per alios contraveniatur passuros, quomodocunque id fieri possit, omni dolo & fraude exclusis. In horum omnium testimonium & fidem, Sigillum nostrum Regium majus huicce Diplomati, manu nostrâ subscripto, appendi fecimus. Datum in Castris nostris Luingby die 3. Mensis Martii, anno Domini 1679.

CAROLUS.

H HOGHUSEN.

Declaration des Ambassadeurs de France au sujet des Conditions stipulées par le Traité de Paix en faveur du Duc de LORRAINE. *A Nimegue le 26. Mars 1679.* [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 511.]

ET à l'égard de la Lorraine ils declarent de même, que si dans ce même temps le Duc de Lorraine n'a ratifié purement & simplement, ce que les Ambassadeurs, & Plenipotentiaires de l'Empereur ont stipulé pour luy, Sa Majesté Tres-Chrestienne se tiendra alors degagée de toutes les conditions qu'Elle luy avoit offertes dés le Mois d'Avril dernier, & dont lesdits Ambassadeurs de France sont convenus par ledit Traité dudit jour 5. Fevrier de la presente Année, qu'ainsi Elle ne sera plus en aucune mesure avec ledit Duc de Lorraine; mais libre de tous les Parties qu'elle voudra prendre & de toutes les conditions qu'elle voudra demander.

Fait à Nimegue le 26. Mars, 1679.

Le Maréchal d'ESTRADES. COLBERT.

Protestation du Ministre de Lorraine contre les Articles du Traité de Paix concernant la Restitution du Serenissime Duc son Maitre, lesquels il ne peut accepter. Fait à Nimegue le 20. Avril 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 532.]

LE Ministre & Plenipotentiaire de son Altesse Serenissime de Lorraine à l'Assemblée pour la Paix declare de sa part, que comme les conditions du Traité fait en cette Ville le cinquiéme du Mois de Fevrier dernier la concernants, luy paroissent inacceptables par toutes les raisons, qui en ont esté representées par sondit Ministre & Plenipotentiaire à Messieurs les Ambassadeurs & Plenipotentiaires des Puissances qui sont icy, elle se trouve dans l'impossibilité de recevoir lesdites conditions, protestant contre ledit Traité, & que tout ce qui y est stipulé pour elle depuis le douziéme Article d'iceluy jusques au vingt-deuxiéme inclusivement, ne peut lui nuire ny faire aucun prejudice à ses justes Droits. Fait & delivré à sa Seigneurie Illustrissime Monsieur le Nonce de sa Sainteté Mediateur. (A son Excellence Monsieur de Jenkins, Ambassadeur extraordinaire de Sa Majesté de la Grande Bretagne Mediateur, &c.)

A Nimegue ce vingtiéme Avril 1679.

Declaratio Legationis Cæsareæ pro Responso ad Declarationem Gallicam, super Negotio Lotharingico. *Actum Neomagi 12. April 1679.* [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 512.]

POstquàm Sacræ Cæsareæ Majestatis Ratificatio Tractatus Pacis tam Cæsareo-Gallici, quàm Cæsareo-Suecici ad ejusdem Legationem perlata est, paratam illa se offert ad commutanda hinc inde Ratificationum exemplaria.

Cum verò ex Dominorum Legatorum Galliæ Declaratione vigesimâ sextâ proximè elapsi Mensis datâ intellexerit, nolle Suam Regiam Majestatem Christianissimam conditionibus pro Sereniss. Lotharingiæ Duce stipulatis obligari, si easdem sua Serenitas intra præfixum tempus ratas non habuerit, & res ipsa loquatur, Sacram Cæsaream Majestatem & Imperium iis conditionibus nullo jure obligatam censeri posse, quibus Sacra Regia Majestas Christianissima mutuo obligari non vult; necesse erit, si prædictæ conditiones tales non reddantur, ut Dominus Dux eas acceptas habeat, illas vel ex Tractatu expungi, vel pro non scriptis declarari, re Lotharingicâ (uti in Pacificatione Monasteriensi factum fuit) ad alios Tractatus remissâ.

Actum Neomagi 12. Avril 1679.

JOH. Episc. & Princeps Gurcensis. T. A. H. STRATMAN.

Ulte-

ANNO 1679.

Ulterior Declaratio Legationis Cæsareæ de eodem Negotio. Dat. 18. *Aprilis* 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 514.]

LEgatio Cæsarea Declarationi Suæ Excellentissimis D. D Legatis Galliæ 12 hujus exhibitæ inhærendo, promptitudinem suam denuò testatur ad commutanda hinc inde Pacis Cæsareo-Gallicæ, quintâ nuperi Februarii hic conclusæ, Ratificationum exemplaria, ita tamen ut ex parte Sacræ Cæsareæ Majestatis & Imperii iterùm declaratum velit, prout hisce expressè declarat, siquidem Serenissimus Lotharingiæ Dux Articulos Instrumenti prædictæ Pacis à 12 usque ad 22. inclusivè causam hanc concernentes, acceptos non habet, neque sub iisdem Pace hâc comprehendi vult, quin potiùs ut causa sua ad ulteriores Tractatus remittatur, Articulos hosce pro non scriptis seu non insertis ac perinde habendos, ac si de illis nullo modo actum tractatumve esset, adeò ut nullum præjudicium Domino Duci afferre possint, sed illi Jus suum omninò salvum maneat, causâ hac ad ulteriores Tractatus remissâ.

Dabatur Neomagi 18. *Aprilis*, 1679.

JOH. Episc. & Princeps Gurcensis. T. A. H. à STRATMAN.

Consensus Legationis Suecicæ in Armistitium à Legatis Gallicis nomine Christianissimi pariter ac Sueciæ Regum cum Danicâ & Brandenburgicâ Legationibus conventum. Actum Neomagi $\frac{11}{21}$ *Martii* 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. IV. Part. I. pag. 317.]

NOs Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ testificamur hisce præsentibus, quòd cùm Excellentissimi Domini Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii Sacræ Regiæ Majestatis Christianissimæ officia sua de Armistitio à nobis acceptando adhibuerint, nos non tantùm denuò nostrum Consensum ad idem Armistitium usque ad 1. Maji hujus anni styli novi dedisse, verùm etiam virtute Plenipotentiæ ad hoc negotium nobis specialiter datæ promisisse, sicut & nos promittimus nomine Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ Domini nostri Clementissimi omnes Conditiones dicti Armistitii, quæ ab ipsis hodie competente ad id Conventione datæ acceptæque sunt, etiam à parte Regiæ Majestatis Regnique Sueciæ bonâ & integrâ fide debitæ executioni mandandas fore.

Actum Neomagi die $\frac{11}{21}$. *Martii* 1679

(*L. S.*) BENED. OXENSTIERN.

(*L. S.*) JOH. PAULUS OLIVENCRANS.

Acte de soureté pour le Pays de Cleves au delà du Rhyn & du Wahal, donné par les Ambassadeurs de L. H. P. les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, *le* 31. *Mars* 1679. *Avec la* DECLARATION *des Ambassadeurs de France, donnée en conformité le* 1. *Avril* 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. IV. Part. I. pag. 320. en Holl. & en François.]

NOus Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires des tres-Hauts & Puissans Seigneurs Messeigneurs les Etats Generaux des Provinces-Unies, certifions & attestons par la presente, que non obstant la Suspension d'Armes entre Sa M. Tres-Chrestienne d'un côté, & de sa Serenité Electorale de Brandebourg de l'autre, il seroit survenu quelque difficulté, touchant quelques Contributions des Païs de Cleves, delà le long de la Riviere du Wahal, demandées par le Sieur Calvo, & aussi touchant les Logemens & Quartiers d'Hiver des Troupes de S. M. T. C. au deçà du Rhin: ce qui est tout-à-fait contraire à l'Accord passé avec lesdits Pays de Cleves le 26. d'Août & 13. de Decembre 1678. L'Ambassadeur de S. A. E. ne pouvant goûter cette injustice, & les Ambassadeurs de S. M. T. n'osant pas outrepasser leur ordre, sont convenus pour l'accomplissement d'une chose si importante, d'en écrire à S. M. T. C. leur Maître, pour sçavoir sa derniere resolution, promettant cependant, que dans le temps de quinze jours on ne feroit aucune Extorsion, & qu'on ne commettroit aucun Acte d'hostilité dans lesdits Païs, à commencer du premier du Courant, & qu'en cas que Sa M. T. C trouvât bon, qu'on payât lesdites Contributions, qu'ils nous en avertiroient, & outre cela trois jours de temps, afin que ceux qui dependent de ces Païs prennent leurs mesures là-dessus, & de plus lesdits Sieurs Ambassadeurs ont consenti, que nous donnions toute assurance, de ce qu'ils ont promis ci-dessus, en donnant un Acte signé de leurs mains à la fin de celui-ci.

Nous Ambassadeurs, &c.

Nimegue 31. *Mars* 1679.

H. VAN BEVERNING.

G. HAAREN.

DECLARATION *de Messieurs les Ambassadeurs de France pour la Suspension des Executions au de là du Rhin & du Wahal.*

NOus soussignés Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de France consentons, que sur la difficulté qui s'est meue lors de la signature de l'Armistice, touchant la levée des Contributions, demandées aux Païs de Monsieur l'Electeur de Brandebourg, qui sont au delà du Rhyn & du Wahal, leurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs des Etats Generaux donnent parole pour nous, que nous escrirons incessamment au Roy pour sçavoir là-dessus ses intentions, & que cependant il ne se fera aucune execution au de là du Rhyn & du Wahal pendant quinze jours, à commencer dés ce jourd'huy, & même que si Sa Majesté juge aprés lesdits quinze jours, que lesdites Contributions doivent estre exigées, nous le declarerons à leursdites Excellences, & leur donnerons encore trois jours de temps, pendant lesquels les Habitans desdits Païs pourront prendre telles mesures, que bon leur semblera.

Fait à Nimegue, ce 1. *Avril* 1679.

LE MARESCHAL D'ESTRADES.

COLBERT.

Inclusio, seu Denominatio eorum qui in Tractatû Pacis, ex parte Sacræ Cæsareæ Majestatis, pro comprehensis intelligi debent. Datum die 8. *Februarii* 1679. [Actes & Memoires de la Paix Nimegue. Tom. III. pag. 505. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Contin. I. Abtheil. I. Absatz I. pag. 471.]

CUm Articulo 33. Instrumenti Pacis hîc nuper conclusæ cautum sit, ut intra præfixum illic tempus, ab utraque parte, comprehensi nominentur: Nominantur & comprehenduntur ex parte Imperatoris, Imprimis Sacræ suæ Majestatis Fœderati, Rex Catholicus, Sacri Romani Imperii Electores, Principes, cæterique Status, comprehensâ liberâ & immediatâ Imperii Nobilitate, & Civitates Hanseaticæ. Nominatim verò inclusi sunt: Electores Moguntinus, Trevirensis, & Coloniensis, cum illorum Archi- & Episcopatibus, Electores Saxoniæ & Palatinus, Archi-Episcopus Salisburgensis; Magnus Ordinis Teutonici Magister, Episcopus Bambergensis & Herbipolensis, Episcopus Eichstatensis, Episcopus Argentoratensis, Episcopus Constantiensis, Augustanus & Basileensis; Principes Palatini Neoburgicus, Bipontinus & Veldentiæ, omnes Duces Saxoniæ, Marchiones Culmbacensis & Anspacensis, Duces Mecklenburgici Suerinensis & Gustroviensis; omnes

Anno 1679.

omnes Duces Wirtenbergæ, omnes Landgravii Hassiæ; omnes Marchiones Badenses, Dux Saxoniæ inferioris, Principes Anhaltini, Principes & Comites Nassaviæ, Princeps Frisiæ Orientalis, Princeps Schwartzenbergicus, Princeps Lixheimensis, Abbatiæ Murbacensis & Ludetensis, Comites in Hanaw, Waldeck, Beutheim, Tecklenburg, Lipp, Cronenberg; omnes Imperii Civitates liberæ & Hanseaticæ, Colonia, Aquisgranum, Argentoratum, Lubeca, Wormatia, Spira, Francofurtum, Brema, Norimberga, Ulma, Hamburgum, aliæque unâ cum Provinciis, Territoriis, Juribus & Appertinentiis, Vasallis & Subditis; præterea Rex & Regnum Poloniæ, Magnus Dux Moscoviæ, Dux Lotharingiæ (si comprehendi voluerit) omnes Principes & Respublicæ Italiæ, Ordinesque Fœderati Belgii & Helvetiæ, Rhetiæque, Princeps etiam Transylvaniæ.

Actum Neomagi 8. Februarii 1679.

JOANNES *Episcop.* & Princeps Gurcensis,

T. A. HENRICUS STRAATMAN.

Ulterior Inclusio seu Denominatio eorum quos Sacra Cæsarea Majestas suo nomine, in Tractatu Pacis comprehensos esse intendit. Dat. 16. Aprilis 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 508. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. I. Abtheil. I. Absatz I. pag. 472.]

UT omnes Imperii Electores, Principes & Status, ipsaque immediata & libera Imperii Nobilitas Pace Sacram Cæsaream Majestatem inter & Regiam Majestatem Christianissimam initâ comprehensi sint, iis solis exceptis, cum quibus Pax nondum componi potuit: cùm tamen aliquos Imperii Statuum ad eorum requisitionem speciatim nominare visum sit, eorumque uti & aliorum à Sacrâ Cæsareâ Majestate Pace hâc comprehensorum Catalogum Excellentissimis Dominis Legatis Franciæ edere, Legatio Cæsarea non solùm eosdem omnes hic repetere, verum etiam sequentes, qui & ipsi id speciatim desiderarunt, nominatim addere voluit, scilicet Electorem Bavariæ (qui simul cum aliis Electoribus, & Principibus a multo jam tempore operam & studium ad promovendam in Imperio Pacem laudabiliter contulit) Ducem Sabaudiæ, Duces Holsatiæ Ploenensis, Principem Arembergæ, Principem, Salmensem, Abbates & Abbatias Stabulensem, Corbejensem, Werdensem, Monasterii Sancti Cornelii, aliosque omnes Imperii Prælatos Immediatos; uti & quaslibet Ordinis Teutonici Balivias & Commendas ad Germaniam spectantes, Abbatissas in Essen & Elten, Comites in Manderscheid & Ritberg, Civitatem Imperii liberam Tremoniam (Dortmund) ita ut illi non minus ac reliqui Sacri Imperii Electores, Principes & Status, ipsaque immediata Imperii Nobilitas, uti & omnes alii in Catalogo nuper exhibito nominati speciatim omnes universim Italiæ Principes & Respublicæ, cæterique omnes Imperatoris & Imperii per Italiam Vasalli unâ cum eorum Regnis, Provinciis, Territoriis, Juribus & Appartinentiis, Vasallis ac Subditis Pace hâc comprehensi sint, illiusque beneficio plenè fruantur, ac si suo quisque nomine ipsi Pacis instrumento expressè insertus fuisset. Ordo tamen, quo in hâc uti & anteriore serie comprehensi positi sunt, nullius præeminentiæ aliisve Juribus vitio aut præjudicio esse debet.

Actum Neomagi 16. Aprilis, 1679.

JOANNES Episc. & Princeps Gurcensis.	T. A. HENRICUS STRATMAN.

Designatio à Gallia Restituendorum exhibita, per D. D. Legatos Cæsareos D. Legato Gallico die 12. Junii 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 538. en Latin, & pag. 541. en François. *Theatrum Pacis* Tom. II. pag 820. en Latin & en Allemand.]

Anno 1679.

REparanda sunt ea, quæ in Imperio post quatuordecim dies à subscriptâ Pace attentata aut viâ facti immutata sunt. Item restituendæ sunt contributiones qualescunque, quæ ab iis Provinciis & locis, quæ Contributionibus sese submiserunt, post commutata Ratificationum Diplomata, aut aliàs indebite exactæ sunt.

Restituendæ & evacuandæ sunt Regiones & loca Imperii omnia, quæ à Galliâ occupata, nec Pace hâc Galliæ cessa sunt, aut de quibus ad tempus aliter dispositum fuit, &c.

Speciatim restituenda est Domus Austriaca in totam Brisgoviam, & quidquid illi virtute Pacis Westphalicæ competit, exceptis solùm Urbe & Castro Friburgensi & tribus Pagis, Lehn, Betzenhausen & Kirckzart Galliæ, cessis, &c.

Domus Durlaco-Badensis in Castrum Fridlingen, aliaque Castra & loca ad eam spectantia à Gallia detenta. Dux Wirtembergicus Mompelgardensis in Horburg & Mompelgard cum omnibus Appertinentiis & Dependentiis. Abbatiæ Murbach & Luders in Urbes Gebweiler, Luders, Wattweiler & Sanctum Amarinum, cum omnibus aliis harum Abbatiarum Appertinentiis & Dependentiis, &c.

Episcopatûs Argentoratensis in Ruffack; Sultz, Egisheim, unà cum eorum Districtu & Præfecturis, in Urbem, item Marckolsheim, & Præfecturam inde dependentem, necnon in Urbes, Præfecturas & Castra, Benfelden, Dambach, Molsheim, Dachstein, Mutzig, Berg-biethenheim, Tabernas Alsatiæ unà cum omni Jurisdictione, Bagis & Subditis. Capitulum Argentoratense in Præfecturam Zellenberg, unà cum Vogteia, item Benweiler, uti etiam in Bers Gassenham, Ehrenstein, Kestenholtz, Geyspitzen, cum omnibus Appartinentiis & Dependentiis.

Simili modo etiam restituendi sunt Episcopatus Bambergensis, aliique Imperii Status in omnia Feuda, quæ familia Comitum de Rappolstein à dicto Episcopatu aliisque Statibus tenuit, & morte ultimi Comitis aperta sunt, nunc autem sub protectione Gallicâ Princeps Palatinus in Birchenfeld detinet, &c.

Comes Palatinus Veldentiæ in Castrum, Oppidum & Ducatum Lutzelstein, &c.

Princeps Salmensis in Principatum Salmensem cum omnibus Appartinentiis & Dependentiis, &c.

Abbatissa in Andlau, in Abbatiam suam immediatam & omnes appertinentias & dependentias:

Princeps Lixheimensis in Principatum Lixheimensem cum Appertinentiis & Dependentiis, &c.

Comites Hanovienses in Castrum & Urbes Lichtenberg, Bisweiler, Ingweiler, Pfaffenhoven & Sleuweiler unà cum Præfecturis, Pagis, Villis, aliisque.

Comites in Leiningen, in Castrum & Comitatum Daxburg, Oppidum & Comitatum Oberbrum & Westenburg cum Appertinentiis & Dependentiis.

Item Colmaria, Monasterium in valle Sancti Gregorii, Kaisersberg, Turckheim, Schlettstatt, Oberohenheim, Rosheim & Hagenauw, &c.

Restituenda insuper & evacuanda omnia loca, quæ ad Nobilitatem immediatam Imperii in Alsatiâ inferiori pertinent; Nominatim Baro de Wangen in Castrum Wangenburg, item Wilvisheim, Appertinentias & Dependentias, &c.

Præterea restituenda sunt omnia loca, ad & circa fluvium Saram, & in Districtu Westerich & Hunsruck sita & à Galliâ occupata, & ad diversas Imperii Status spectantia, interque ea nominatim, quæ ad Comitem Palatinum Bipontinum, Domum Nassovicam & Meingravios pertinent, &c.

Omnia loca Archi-Episcopatus Trevirensis, Archi-Episcopatus Coloniensis, Episcopatus Leodiensis, Ducatus Juliacensis & universa alia Imperii loca à Gallia possessa, exceptis solùm octo locis, quæ Articuli 26. Pacis Cæsareo-Gallicæ nominata, & certis sub conditionibus, quibus etiam à Gallia satisfieri debet, illi ad tempus relicta sunt, &c.

Restituendi proindè etiam in hisce octo locis sunt Domini Magistratus, Subditi & Incolæ in omnia Jura, Dominia, Possessiones & reditus, quibus ante occupationem gavisi sunt, speciatim etiam Officiales Postæ Imperialis in functiones pristinas, &c.

Balivia Ordinis Teutonici in Alsatia in suis Juribus & bonis conservetur, neque isthæc in alios usus convertantur, &c.

Eadem quoque locum habeant in aliis Juribus & bonis ad Ordinem Teutonicum, uti & ad Ordinem Sancti Joannis Hierosolomitani, quatenùs Magno illius Magistro

ANNO 1679.

gistro Germaniæ subest, aliosque Imperii Status spectantibus.

Civitas item Argentinensis ob dirutum à præsidio Cæsareo altero à subscripta Pace die Castrum Schlatfelsheim, à nemine impetatur, &c.

Omnia autem loca occupata restituenda sunt in eo statu, quo tempore conclusæ Pacis fuerunt, unà cum Archivis & Documentis Literariis aliisque mobilibus, ut & tormentis Bellicis, quæ in dictis locis tempore occupationis reperta sunt, & tempore subscriptæ adhuc ibi existerunt.

Fiat etiam restitutio ex Capite Amnestiæ juxta Articulum 24. Pacis Cæs. Gallicæ plenissimè cum reservatione ulterioris designationis, & ne alicujus rei specialis omissio damnum ullum afferre, aut talis res pro omissa censeri possit, sed ut potiùs sub generali regulâ rerum à Galliâ occupatarum, juxta Pacem Westphalicam restituendarum, comprehensa intelligatur, &c.

CLXXXI.

5. Fevr. *Pax Noviomagensis inter* LEOPOLDUM *Romanorum Imperatorem, nomine suo &* IMPERII *&* CAROLUM XI. *Sueciæ Regem; Quâ, Pace Westphalica pro Basi & norma omnimodo acceptâ, de futuris discordiarum causis contingentibus, quantum fieri potest, cavetur. Actum Noviomagi die 5. Februarii 1679.* Cum DECLARATIONE *Legationis Cæsareæ, circà Articulos tertium & quintum Tractatùs, uti & de Telonio Warnemundensi, ac de Juribus Ducum Meklenburgensium. Data 5. Februarii 1679. Sequitur* RATIFICATIO (1) *Suecica; Data in Castris Suecicis Luingby die 3. Martii 1679.* [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 438. en Latin & pag. 445. en François. Recueil de LEONARD, Tom. III. & en François. JACOBI BERN. MULTZ *Repræsentatio Maj. Imp.* Part. II. Cap. VIII. pag. 375. LONDORPII *Acta publica*, Tom. X. pag. 695. en Allemand. *Theatrum Europæum* Tom. XI. pag. 1469. en Allemand. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. General. pag. 1034. en Latin, & en Allemand. *Theatrum Pacis* Tom. II. pag. 764. en Latin, en Allem. & en François. FRANC. FRID. Baronis ab ANDLERN *Corpus Constitut. Imperial.* Part. III. in Appendice.]

In nomine Sanctissimæ & Individuæ Trinitatis.

NOtum sit omnibus & singulis quorum interest, aut quomodolibet interesse potest. Postquàm ab initio hujus Belli aliquot abhinc annis, moti inter Serenissimum & Potentissimum Principem ac Dominum LEOPOLDUM, Electum Romanorum Imperatorem, semper Augustum, Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ Regem, Archiducem Austriæ, Ducem Burgundiæ, Brabantiæ, Stiriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Marchionem Moraviæ, Ducem Luxemburgiæ, ac Superioris & Inferioris Silesiæ, Wirtembergæ, & Teckæ, Principem Sueviæ, Comitem Habsburgi, Tyrolis, Ferretæ, Kyburgi & Goritiæ, Landgravium Alsatiæ, Marchionem Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, ac Superioris & Inferioris Lusatiæ, Dominum Marchiæ Sclavonicæ, Portus Naonis & Salinarum, ex una: Et Serenissimum ac Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum Carolum, Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regem, Magnum Principem Finlandiæ, Ducem Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Vehrdæ, Stetini, Pomeraniæ, Cassubiæ & Vandaliæ, Principem Rugiæ, Dominum Ingriæ & Wismariæ, nec non Comitem Palatinum Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ & Montium Ducem ex altera parte; Sacra Cæsarea Majestas & Sacra Regia Majestas Sueciæ nihil priùs magisque in votis habuissent, quàm per restitutionem Pacis nunquam interrumpendæ, tot Provinciarum desolationem & effusionem sanguinis Christiani sistere: tandem Divina bonitate factum esse, ut annitente Serenissimo ac Potentissimo Principe ac Domino, Domino Carolo Secundo Magnæ Britanniæ Rege, qui difficillimis hisce Christiani Orbis temporibus, Mediator universim receptus, cum immortali sua gloria, indefesso studio pro tranquillitate publica, & Pace generali consilia & officia sua impendit, Sacra Cæsarea Majestas & Sacra Regia Majestas Sueciæ consenserint, ut Congressus ad tractandam Pacem hic Neomagi institueretur. Comparentes igitur dicto loco utrinque legitimè constituti Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii, à parte quidem Imperatoris Reverendissimus, Illustrissimi & Excellentissimi Domini, Dominus Joannes Episcopus Gurcensis, Sacri Romani Imperii Princeps, atque Sacræ Cesareæ Majestatis Consiliarius; nec non Dominus Franciscus Udalricus, Sacri Romani Imperii Comes Khinski à Chitnitz, & Tettau, Dominus in Clumetz, Sacræ Cæsareæ Majestatis Consiliarius, intimus Camerarius Regius Locumtenens, Provincialis Curiæ Regiæ Assessor, Appellationum Præses, Aulæque Regiæ in Regno Bohemiæ Præfectus; & Dominus Theodorus Althetus Henricus à Stratman, Sacræ Cæsareæ Majestatis Consiliarius, Imperii Aulicus; à parte verò Regis Sueciæ, Illustrissimi & Excellentissimi Domini, Dominus Benedictus Oxenstierna Comes in Korsholm & Wasa, Liber Baro in Mohrby & Lindholm, Dominus in Kaporia & Kattila Sacræ Regiæ Majestatis Regnique Sueciæ Senator, ac Præses in summo quod Wismariæ est Tribunali, ut & Supremus Legifer Ingriæ & Kexholmiæ; & Dominus Joannes Paulin Olivekrans Dominus in Ulfshol & Holfmaustorp Sacræ etiam Regiæ Majestatis Sueciæ Consiliarius Cancellariæ, Secretarius Status & Judex ordinarius Territorii Widboensis: post invocatum Divini Numinis auxilium, mutuasque Plenipotentiarum Tabulas, quarum Apographa sub finem hujus Instrumenti verbotenus inserta sunt, ritè commutatas, interventu & opera illustrissimorum & Excellentissimorum Dominorum, Domini Laurentii Hyde, Armigeri, Domini Guilielmi Temple Baronetti, & Domini Leolini Jenkins Equitis Aurati, Legatorum Extraordinariorum & Plenipotentiariorum Sacræ Regiæ Majestatis Magnæ Britanniæ, qui munere Mediatorio pro concilianda tranquillitate publica ab anno 1675. hucusque procul à partium studio sedulò prudenterque perfuncti sunt ad Divini Numinis gloriam & Christianæ Reipublicæ salutem, in mutuas Pacis & amicitiæ Leges convenerint tenore sequenti.

I. Sit Pax Christiana, inviolabilis & perpetua, veraque, & sincera amicitia inter Sacram Cæsaream Majestatem, Romanum Imperium, eorumque omnes & singulos Fœderatos hac Pace comprehensos & singulorum Hæredes & Successores ab una; atque Sacram Regiam Majestatem Regnumque Sueciæ & ejusdem Fœderatos hac Pace comprehensos atque singulorum Hæredes ac Successores ab altera parte; ideoque statim cessent omnes cujuscumque generis hostilitatum actus per omnia & quævis utriusque Partis Regna, Status, Ditiones, ac Provincias ubicumque sitas, interque omnes & singulos eorundem Subditos & Incolas, cujuscunque fuerint conditionis, ita ut altera Pars alteri nihil posthac inimicitiæ aut damni clam aut palam directè vel indirectè per suos vel per alios inferri faciat, sed potiùs utraque Pars alterius utilitatem, honorem ac commodum promoveat; atque sic utrinque fida vicinitas atque reciproca studiorum & officiorum Pacis & amicitiæ necessitudo restituta maneat & perennet.

II. Et quo accuratius huic rei caveatur, placita est utrinque perpetua oblivio, & Amnistia omnium eorum quæ à primordio horum motuum quocunque loco modove ab una vel altera parte ultrò citroque inimicè, aut hostiliter facta sunt, ita ut nec eorum, nec ullius alterius rei causâ, vel prætextu alter alteri quicquam hostilitatis, molestiæ, vel impedimenti, quoad personas, res, Jura, vel securitatem per se, vel per alios clam aut palam, directè vel indirectè, specie Juris vel viâ facti in Imperio, aut uspiam extra illud: (Non obstantibus ullis prioribus Pactis in contrarium facientibus,) inferat, vel inferri faciat, vel patiatur; sed omnes & singulæ, hinc inde tam ante Bellum, quàm in Bello, verbis, scriptis, aut factis, illatæ injuriæ, violentiæ, hostilitates, præjudicia, damna, expensæ absque omni personarum rerumve respectu, ita penitus abolitæ sint; ut quicquid eo nomine una Pars adversus alteram prætendere possit, perpetuâ oblivione sepultum sit. Gau-

(1) La Ratification de l'Empereur pour la Suede, fut precisement la même, que pour la France. Il seroit inutile de la repeter.

ANNO 1679.

deantque pariter hac eâdem Amnistiâ ejusque beneficio & effectu, omnes & singuli utriusque Partis Vasalli & Subditi; ita ut nemini noxæ damnove sit, aut præjudicio has vel illas partes secutum esse, quominus pristino, in quo ante Bellum immediatè fuit, statui, quoad honores & bona, plenè restituatur.

III. Juxta hoc universalis & illimitatæ Amnistiæ fundamentum, & ut præsentis Pacis ac amicitiæ eo certior regula inter paciscentes Partes constituatur, mutuo consensu conventum est, ut Pax Westphalica Osnabrugis die 24. Octobris anno 1648. sancita, sit firma basis ac omnimoda norma hujus Pacificationis; ita ut pristino suo vigori restituta inposterum sarta tecta sit, maneatque æquè ac ante hos præsentis Belli motus Pragmatica imperii Sanctio, & Lex fundamentalis, qua iterum Partes paciscentes mutuò obligatæ & obstrictæ sint invicem, non obstantibus, sed annullatis quibuscunque Actis, Decretis, Mandatis, vel mutationibus per hos Belli motus in contrarium factis.

IV. In majus autem amicitiæ & arctioris conjunctionis robur, neuter paciscentium ulla Fœdera huic Paci contraria habeat, neque posthac ulli Tractatui, vel negociationi in alterius damnum, vel præjudicium tendenti consensum suum det, sed potiùs talibus adversetur. Neque hostibus alterius, sive his, qui præsenti tempore hostes sunt, sive iis qui posthac existere poterunt, ullum omnino auxilium Milite, Armis, Munitionibus, Navibus, Nautis, ullisve rebus Bellicis, pecuniave ad Belli subsidia, sive directè sive indirectè, sive publico, sive privato nomine præstet, nec eosdem ullis Stativis vel Hibernis in Imperii vel Regni Sueciæ Ditionibus juvet aut juvari faciat, salvo Guarantiæ Articulo infra descripto.

V. Cùm tranquillitatis publicæ intersit Bellum, quod Sacræ Regiæ Majestati Regnoque Sueciæ, ejusdemque Fœderatis cum Rege Daniæ, Domino Electore Brandeburgico, Episcopo Monasteriensi & Ducibus Brunsvigo-Luneburgicis, Osnabrugensi, Cellensi, & Guelpherbytano adhuc intercedit, quantocius etiam componi Sacra Cæsarea Majestas & Imperium tam per se, quàm juncta opera cum aliis officia sua ad Pacem conciliandam efficacissimè interponent: Salvâ semper inter Cæsarem & Imperium atque Regem, Regnumque Sueciæ de hostibus mutuò non juvandis anteriori Articulo sancitâ reciprocâ obligatione. Quamdiu autem Pax inter prædictas Partes non coaluerit, nullum omnino afferetur Sacræ Regiæ Majestati Sueciæ in Bello contra prædictos suos hostes gerendo obstaculum vel impedimentum: Pace verò facta, ea hoc Tractatu ita comprehensa intelligatur, quasi hic specificè inserta esset.

VI. Redeant utrinque libera negotiandi Commercia Terrâ Marique, sintque & maneant Subditis Sacræ Cæsareæ Majestatis & Imperii, imprimis Civitatibus Hanseaticis in Regno, Provinciis, Ditionibus & Portubus Sueciæ: & vicissim Subditis Sueciæ in Imperio eadem Libertas, Immunitas, Jura, Privilegia, & Emolumenta, quibus ante hos Belli motus mutuò gavisi sunt.

VII. Sacra Cæsarea Majestas pro munere suo Cæsareo, Domino Christiano Alberto Slesvici, & Holsatiæ Duci Gottorpiensi, non minùs quàm reliquis Imperii Statibus juxta Leges, Constitutionesque Imperii protectionem suam impertietur, ut eidem Ditiones in Imperio sitæ & competentia Jura sarta tecta sint, interponetque officia, ut reliquæ etiam controversiæ inter Regem Daniæ & prædictum Ducem componantur.

VIII. Imperator & Rex Sueciæ consentiunt, ut Rex Magnæ Britanniæ tanquam Mediator, & omnes Reges, Principes, & Respublicæ super executione & observantia tam omnium, quàm singulorum quæ præsenti Tractatu continentur aliè memoratis Sacræ Cæsareæ Majestati, & Sacræ Regiæ Majestati Sueciæ Guarantiam præstent.

IX. Et cùm Sacra Cæsarea Majestas & Sacra Regia Majestas Sueciæ officia & studia Serenissimi Magnæ Britanniæ Regis, quæ conciliandæ Paci universali & tranquillitati publicæ indesinenter impendit, grato animo agnoscant, utrinque placuit eum cum Regnis suis præsenti hoc Tractatu omni meliori modo nominatim comprehendi.

X. Comprehendantur præterea hac Pace illi qui ante permutationem Ratificationis vel infrà sex menses posteà ab una vel altera parte ex communi consensu nominabuntur. Ea quoque de quibus inter Sacram Cæsaream Majestatem ac Imperium & Regem Christianissimum convenit hoc Tractatu comprehensa intelligantur eodem planè loco habenda, ac si huic verbotenus inserta essent.

XI. Pacem hoc modo conclusam promittunt Legati extraordinarii, & Plenipotententiarii supradicti ab Imperatore & Imperio ex una, & Rege Sueciæ, ex altera partibus, ad formam hic mutuò placitam ratihabitum iri, seque infallibiliter præstituros, ut solemnia Ratihabitionum Instrumenta intra spatium octo septimanarum à die subscriptionis computandum, aut citius, si fieri possit, hic reciprocè ritèque commutentur.

XII. Et cùm Sacra Cæsarea Majestas ab Electoribus, Principibus & Statibus imperii vigore conclusi die 31. Maji anno 1677. Legatis Suecicis sub Sigillo Cancellariæ Moguntinæ extradito decenter requisita fuerit, ut dictorum Electorum, Principum & Statuum Imperii interesse per suam Cæsaream Legationem in hoc Congressu agi curaret, tam Cæsarei, quàm Regii Legati nominibus supradictis præsens Pacis Instrumentum in omnium & singulorum eo contentorum fidem majusque robur subscriptionibus, sigillisque propriis munierunt, & competentes Ratificationes formulâ contentâ termino supra constituto sese extradituros polliciti sunt, nec ulla à Directorio Sacri Romani Imperii, contra subscriptionem hujus Tractatus recipiatur, aut valeat protestatio, vel contradictio. Acta hæc sunt Noviomagi die 5. Februarii S. N. 26. Januarii S. V. 1679.

Plenipotentia Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ, Legatis suis tradita.

NOS CAROLUS Dei gratia Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Rex, Magnus Princeps Finlandiæ, Dux Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Cassubiæ & Vandaliæ, Princeps Rugiæ, Dominus Ingriæ & Wismariæ, necnon Comes Palatinus Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ & Montium Dux: Notum testatumque facimus omnibus & singulis quorum interest aut quomodolibet interesse poterit, quod cùm nihil ardentiùs exoptemus, quàm ut præsens Bellum, quo Christianus Orbis affligitur in æquam & honestam Pacem quantociùs converti queat, atque propterea grato acceperimus animo Serenissimi & Potentissimi Magnæ Britanniæ Regis laudabili cura & mediatione eò perventum esse, ut Partium hinc inde consensu Tractatus & Colloquia Pacis Neomagi instituerentur; Ideò quicquid in nobis est, ad comparandam tranquillitatem Orbi Christiano lubenter conferre volentes, confisi prudentiâ, experientiâ & fide nostri Regnique nostri Senatoris ac Præsidis in summo quod Wismariæ est Tribunali, ut & Supremi Legiferi Ingriæ & Kexholmiæ Illustris nobis sincerè fidelis, Domini Benedicti Oxenstierna, Comitis in Korsholm & Wasa, Liberi Baronis in Morhby & Lindholm, Domini in Kapuria & Kattila; sicut & nostri Consiliarii Cancellariæ, Secretarii Status & Judicis Ordinarii Territorii Widboënsis, Generosi ac nobilis nobis sincerè fidelis Johannis Paulin Olivekrans Domini in Ullthoi & Hofmanstorp. Eos nominavimus, elegimus & constituimus, sicut & præsentibus hisce nominamus, eligimus & constituimus nostros Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios ad dictos Conventus & Tractatus Pacis Neomagi habendos. Quibus proinde committimus & specialiter mandamus, ut se quamprimum fieri possit ad dictam Urbem conferant, ibique Pacis Colloquia, sive directè sive interveniente operâ respectivè, hinc inde receptorum Mediatorum instituant cum Serenissimi & Potentissimi Principis Domini Leopoldi, Electi Romanorum Imperatoris, Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ & Sclavoniæ Regis, Archiducis Austriæ; Ducis Burgundiæ, Brabantiæ, Styriæ, Carinthiæ & Carniolæ: Marchionis Moraviæ, Ducis Luxemburgiæ, ac Superioris & Inferioris Silesiæ, Wirtembergi ac Teckæ, Principis Sueviæ, Comitis Habspurgi, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi & Goritiæ, Landgravii Alsatiæ, Marchionis Sacri Romani Imperii, Burgoviæ ac Superioris & Inferioris Lusatiæ, Domini Marchiæ Sclavonicæ, Portus Naonis & Salinarum, &c. ejusque Fœderatorum Legatis, Deputatis & Commissariis, sufficienti Mandato ad præsens Bellum terminandum controversiasque quæ eò spectant per bonam & firmam Pacem componendas munitis; Damus quoque plenam & absolutam Potestatem cum omni auctoritate & Mandato ad id necessariis supradictis nostris Legatis Extraordinariis

Anno 1679. dinariis & Plenipotentiariis, five duobus conjunctim, five uni eorum soli, altero absente vel aliter impedito, Pacis Tractatum pro nobis nostroque nomine ineundi, concludendi & signandi inter Nos & prædictum Imperatorem, ejusque Fœderatos, omnia quoque Instrumenta quæ in eum finem requiri possint, conficiendi, expediendi, extradendi, adeoque in universum agendi, promittendi, stipulandi, concludendi & signandi Acta, Declarationes, Pacta conventa commutandi, aliaque omnia quæ ad dictum Pacis negotium pertineant faciendi, æquè liberè & ample, ac si ipsi præsentes id faceremus vel facere possemus, quantumvis Mandato adhuc specialiori & expressiori quàm quod hisce præsentibus continetur opus esse visum fuerit. Promittimus præterea & declaramus fide & verbo nostro Regio nos acceptum & gratum, firmum quoque & ratum habituros, quæcunque per dictos nostros Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios, sive binos conjunctim sive unum eorum solum altero absente vel aliter impedito, acta, conclusa, signata, extradita & commutata fuerint. Nos obstringentes hisce præsentibus ad expediendum Ratificationum nostrarum Diplomata in decenti & solenni forma intraque tempus prout convenerit. In quorum omnium fidem præsentes manu nostra subscriptas Sigillo nostro Regio communiri jussimus. Dedimus in Arce nostra Holmensi die duodecimo Mensis Aprilis, Anno millesimo sexcentesimo sexto.

CAROLUS.

L. S.

CLXXXII.

26. Janv. / 5. Fevr. *Traité de Paix entre* Louïs XIV. *Roi de France, & Charles* XI. *Roi de Suede d'une part, & les Serenissimes Ducs de* Brunswick-Lunebourg-Zell, *&* Wolfembutel *d'autre part, le Roi T. C. y traitant pour lui, & pour Sa Majesté Suedoise, par le Ministere du Sr. de Rebenac son Envoyé Extraordinaire. A Zell le* 26. *Janvier* 5. *Fevrier* 1679. Avec *les* Articles Separés, *contenant diverses Cessions & Restitutions entre la Couronne de Suede & lesdits Princes, comme aussi une Somme de* 300. *mille Ecus que Sa Maj. T. C. promet de leur faire payer à Hambourg. Fait à Zell le même jour* 26. *Janvier* 5. *Fevrier* 1679. Item *deux* Articles Secrets *pour servir d'Asseurance & de Garantie auxdits Princes dans leurs Interêts. Du même jour & an.* S'ensuivent *les* Pleinpouvoirs *& les* Ratifications. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue Tom. III. pag. 567. Recueil de Leonard, Tom. III. *Theatrum Pacis* Tom. II. en Latin, & en Allemand. Londorpii *Acta Publica*. Tom. X. pag. 797. en Allemand. Lunig, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Abtheil. IV. Absatz IV. pag. 150. en Latin & en Allemand. *Theatrum Europæum*. Tom. XI. pag. 1464. en Allemand. Daté du 26. Janvier.]

Louïs par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme le Sieur Comte de Rebenac Feuquiere, nôtre Lieutenant General dans la Province de Toul, & nôtre Envoyé Extraordinaire en Allemagne, en vertu des Pleinpouvoirs que Nous luy en avions donnez, auroit conclu, arrêté & signé le 5. du present Mois de Fevrier en la Ville de Zell, avec les Sieurs de Bernstorff & de Heimbourg, Ministres d'Etat, & Presidens des Conseils de nos tres-chers & tres-amez Cousins les Ducs George Guillaume, & Rudolphe Auguste, Ducs de Brunswik, & de Lunebourg, pareillement munis de Pleinpouvoirs de la part desdits Sieurs Ducs, le Traité de Paix, dont la teneur s'ensuit.

Au nom de Dieu le Createur & de la Sainte Trinité: A tous presens & à venir, soit notoire, que comme Sa Majesté Tres-Chrestienne Louïs XIV. Roi de France & de Navarre, nonobstant la presente Guerre a toûjours conservé une affection tres-particuliere pour leurs Altesses Serenissimes les Seigneurs Ducs George Guillaume & Rudolphe Auguste, Ducs de Brunswik, & de Lunebourg, & toute Leur Serenissime Maison; & L. A. des sentimens pleins de respect & de veneration pour un si grand Monarque, avec une envie extrême de meriter quelque part dans l'amitié & les bonnes graces de Sa Majesté; aussi-bien que de contribuer tout ce qui pourroit dépendre d'elles au repos de l'Empire, & pour finir la Guerre qui depuis quelque temps l'a affligé, sur tout Sa Majesté Tres-Chrestienne, quoique les Princes & Puissances qui ont été en Alliance avec L. A. eussent conclu leurs Traitez particuliers separément, n'en faisant pour cela paroitre moins de bonté & de disposition favorable pour les Seigneurs Ducs. Et c'est en cette veuë que L. A. S. ayant appris avec beaucoup de joye & de reconnoissance, que Sa Majesté Tres-Chrestienne avoit donné Pleinpouvoir & Commission au Sieur Comte de Rebenac, son Lieutenant General dans la Province de Toul, & son Envoyé Extraordinaire & Plenipotentiaire, de traiter & conclure, non seulement de sa part avec L. A. mais aussi de contribuer à leur accommodement avec Sa Majesté, le Roi & la Couronne de Suede; ayant dés aussi-tost de leur côté donné Pleinpouvoir & Commission aux Sieurs de Bernstorff & de Heimbourg, leurs Ministres d'Etat, & Presidens de leurs Conseils, d'entrer en conferance avec le Sieur Comte de Rebenac, & d'arrester, conclure, & signer avec luy des conditions de la Paix: il est arrivé qu'aprés une reciproque communication de Pleinpouvoirs, dont à la fin de ce Traité les Copies sont inserées de mot en mot, on soit convenu & tombé d'accord des deux côtez des conditions de Paix en la teneur qui ensuit.

I. Il y aura une Paix sincere & inviolable envers Leurs Majestez & les Couronnes de France & de Suede & leurs Successeurs, & L. A. de Brunswik & Lunebourg, Zell & Wolfembutel, leurs Successeurs, & toute la Serenissime Maison.

II. Il y aura de part & d'autre un perpetuel oubly & Amnistie generale de tout ce qui s'est fait & passé depuis le commencement de la presente Guerre, en quelque lieu & maniere que ce soit: & dans cette Amnistie seront même aux instantes prieres de L. A. expressément compris, tous ceux qui ont servi L. A. durant la Guerre, en quelque employ que ce puisse être, nonobstant qu'ils soient Sujets ou Vassaux des deux Couronnes, & en particulier des Duchez de Bremen & Verden, ou qu'ils les ayent servis cy-devant, de maniere que l'on ne pourra faire aucune recherche contre eux, ni les inquieter, & s'en prendre à leurs personnes ou Biens, par voye de fait ou de Justice, & pour quelque cause ou pretexte que ce puisse être.

III. On fera cesser tous actes d'hostilitez de part & d'autre entre Sa Majesté Tres-Chrestienne, ses Alliez, & specialement la Couronne de Suede, & L. A. les Seigneurs Ducs, immediatement aprés l'échange des Ratifications du present Traité, aussi-tost que par Sa Majesté & L. A. Serenissimes, ou leurs Plenipotentiaires respectifs, en pourront être avertis les Generaux & Commandans des Troupes & Armées des deux côtez.

IV. Et parce que le Traité de Paix conclu à Munster & Osnabruck le 24. Octobre 1648. doit toûjours être le fondement le plus solide de la Paix & de la tranquillité de l'Empire, les deux Couronnes & L. A. le mettent encore pour regle de celle qu'ils font entre elles avec obligation reciproque de contribuer tout ce qui dépend de l'un ou de l'autre pour conserver ladite Paix de Westphalie en son entiere vigueur, sans faire préjudice pourtant à la Neutralité que la Serenissime Maison de Brunswik-Lunebourg gardera dans la presente Guerre.

V. Et pour affermir d'autant plus la Paix de Westphalie, le Roi & la Couronne de Suede consentent & s'obligent, qu'en ce qui regarde le Cercle de la Basse-Saxe & ses Etats, qui sont compris dans ce Traité de Paix, Sa Majesté ne pretendra à la Paix generale qui se fera, que le rétablissement des affaires dans l'état où elles doivent être par les Traitez de la Paix de Westphalie, & ne demandera rien qui n'y soit conforme, & dû à la Couronne en vigueur dudit Traité.

VI. Promettent & s'engagent L. A. de rendre & reſtituer de bonne foy au Roi & la Couronne de Suede le Duché de Bremen, en tant qu'elles s'en trouvent en poſſeſſion, & generalement ce qui en dépend, ſans exception, auſſi-tôt que la Paix generale ſera faite, & que ledit Seigneur Roi de Suede ſe jugera en état de l'occuper, & garder par ſes propres forces.

VII. Promettent L. A. d'obſerver pendant le cours de la preſente Guerre une exacte Neutralité, & de ne point aſſiſter directement ni indirectement les Ennemis des deux Couronnes.

VIII. Promettent Leurs Majeſtez de France & de Suede de ne point faire entrer ni paſſer leurs Troupes & Armées dans & par les Païs & Terres qui appartiennent à L. A. ou à la Sereniſſime Maiſon de Brunswik & Lunebourg, laquelle de ſon côté n'accordera point leſdits paſſages, tant que la preſente Guerre dure, à ceux qui ſont ou ſeront Ennemis des deux Couronnes.

IX. Les Seigneurs Rois de France & de Suede ſur la priere qui leur en a été faite par L. A. promettent de les aſſiſter dans la Garantie qu'elles ont à donner aux Ducs de Meklembourg & Saxe-Lavenbourg, l'Evêque de Lubek, aux Comtez de Lippe & de Schwartzbourg, & Villes de Lubek & Hambourg, & à l'égard des pretentions que ſont ou pourroient faire contre leſdits Princes & Etats, le Roy de Danemark & l'Electeur de Brandebourg, ſous pretexte de certaines aſſignations obtenuës pendant la Guerre, Leurs Majeſtez employeront leurs offices les plus efficaces à la Paix qu'ils feront avec Sa Majeſté Imperiale, & où il ſera neceſſaire, pour que leſdites aſſignations ſoient entierement abolies, & les Princes & Etats ſusmentionnez pour telle cauſe, point troublez ou inquietez à l'avenir.

X. Les deux Couronnes garantiront la Sereniſſime Maiſon de Brunswik-Lunebourg de tout dommage & préjudice qui lui pourroit eſtre fait à cauſe & à l'occaſion de cette Paix, ſous quelque pretexte que ce puiſſe eſtre, & l'aſſiſteront en cas qu'elle fuſt attaquée de qui que ce ſoit, ſix ſemaines aprés la requiſition, ou plûtôt, ſi faire ſe peut, des forces convenables au danger.

XI. Son Alteſſe le Seigneur Duc Erneſte Auguſte Prince d'Oſnabruk joüira pour elle & ſes Etats de cette Paix, & des conditions ſuſdites, tout de meſme comme ſi elle euſt concouru au preſent Traité, conjointement avec leurs Alteſſes ſon Frere & Couſin, à condition que ſon Alteſſe fourniſſe ſa Ratification contre celle du Roi Tres-Chrétien, trois ſemaines aprés que l'échange en aura eſté faite entre ledit Seigneur Roi & leurs Alteſſes ſusmentionnées.

XII. Conſentent les Couronnes à la priere qui leur en a eſté faite, que de cette Paix & de ſon effet ne joüiront pas ſeulement la Sereniſſime Maiſon de Brunswiek-Lunebourg, & ceux qui lui appartiennent; mais de plus tous les Etats du Cercle de la Baſſe-Saxe: à l'exception de ceux qui ſont & ſeront actuellement en Guerre contre les deux Couronnes. En particulier y ſeront compris les Villes de Lubek, Bremen, Hambourg, auſſi bien à l'égard de leur propre ſeureté, que de celle de leurs Commerces; à condition pourtant qu'elles reçoivent & donnent toute ſeureté aux Agens & Miniſtres des Rois, comme avant la Guerre, & que leſdits Etats ne s'oppoſent, ni à Ratisbonne, ni autre part, au rétabliſſement de la Paix de Weſtphalie.

XIII. Sa Majeſté Tres-Chreſtienne ſe veut obliger en vigueur de cette Declaration de ſoigner & procurer l'agrément de ce preſent Traité, & tout ce qui y eſt contenu de Sa Majeſté, le Roi & la Couronne de Suede, & d'en obtenir la Ratification en bonne & duë forme, dans le tems de trois mois, à compter du jour de la ſignature, ou plûtôt ſi faire ſe peut; & avant que ladite Ratification ſoit délivrée aux mains de leurs Alteſſes elles ne ſeront point obligées de rendre le Païs de Bremen; de quoy Sadite Majeſté Tres-Chreſtienne demeure garante, de meſme que de tout ce qu'en vigueur du preſent Traité a été accordé à leurs Alteſſes & toute la Sereniſſime Maiſon de Brunswik-Lunebourg.

XIV. Les deux Couronnes feront comprendre le preſent Traité en celui qu'elles feront avec Sa Majeſté Imperiale & l'Empire, afin qu'il ait le même effet, & que la Sereniſſime Maiſon de Brunswik-Lunebourg y trouve la même ſeureté, comme ſi elle avoit conclu conjointement avec S. M. Imperiale.

XV. Le preſent Traité ſera ratifié & approuvé de Sa Majeſté Tres-Chreſtienne & de leurs Alteſſes les Seigneurs Ducs & les Ratifications en bonne forme, échangées à Zell, en quatre ſemaines, à compter du jour de la ſignature, ou plûtôt ſi faire ſe peut.

En foy de quoy Nous Envoyez Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majeſté Tres-Chreſtienne & de leurs Alteſſes de Brunswic-Lunebourg, en vertu de nos Pouvoirs reſpectifs avons ſigné ces Preſentes, & y fait appoſer les cachets de nos Armes. Fait à Zell ce $\frac{5.\ \text{Fevrier}\ st.\ n.}{26.\ \text{Janvier}\ st.\ v.}$ 1679.

Rebenac.	*(L. S.)*
De Bernſtorff.	*(L. S.)*
De Heimbourg.	*(L. S.)*

NOus ayans agreable le ſuſdit Traité de Paix en tous & un chacun les points qui y ſont contenus & declarez, avons iceux tant pour nos Heritiers, Succeſſeurs, Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé; acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foi & parole de Roi, ſous l'Obligation & hypotheque de tous & un chacuns nos biens preſens & à venir, garder & obſerver inviolablement, ſans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque ſorte & maniere que ce ſoit. En témoin de quoi Nous avons ſigné ces Preſentes de noſtre main, & à icelles fait appoſer noſtre Scel. Donné à Saint Germain en Laye le vingt-deuziéme jour de Fevrier l'an de grace mil ſix cens ſoixante & dix-neuf, & de noſtre Regne le trente-ſixiéme. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*, Par le Roi, ARNAULD.

Ratification du Duc de Zell du Traité conclu avec le Roi de France le 5. Fevrier 1679.

NOus George Guillaume, par la grace de Dieu Duc de Brunswik & de Lunebourg: Faiſons ſçavoir par ces preſentes, qu'ayant donné ordre & Pouvoir au Sieur de Bernſtorff, noſtre Conſeiller & Miniſtre d'Etat, de traiter de noſtre part conjointement avec le Miniſtre de Monſieur le Duc Rodolphe Auguſte, Duc de Brunswik & de Lunebourg Wolfembutel, ſur les conditions de Paix, avec le Sieur Comte de Rebenac, Lieutenant General de la Province de Toul, & Envoyé Extraordinaire & Plenipotentiaire de Sa Majeſté Tres-Chreſtienne, à cela ſpecialement Commis & Deputé: leſquels en vertu de leurs Pleinpouvoirs, eſtant convenus le cinquiéme du Mois de Fevrier paſſé, d'un Traité de Paix ſelon les Articles ſuivans.

Au Nom de Dieu, &c.

LEquel Traité, & Articles ayant vû & examiné, Nous les avons tous & chacun d'iceux ſeparément, tant pour Nous, que pour nos Heritiers, Succeſſeurs, Etats, Païs, Terres, Seigneuries & Sujets, agreé, approuvé, & ratifié, & les agreons, approuvons & ratifions par les Preſentes ſignées de noſtre main. Promettons en foi & parole de Prince, de garder & obſerver le tout inviolablement, ſans y contrevenir directement ni indirectement, ni ſouffrir que de noſtre part il y ſoit contrevenu de quelque maniere que ce ſoit. En témoignage de quoi nous avons fait mettre noſtre Seel à ces Preſentes. Fait à Zell le 14. Mars 1679. *Signé*, GEORGE GUILLAUME. De par ſon Alteſſe Sereniſſime DE BERNSTORFF.

Pleinpouvoir du Sieur Comte de Rebenac Feuquiere.

LE Roi ayant toûjours conſervé une eſtime particuliere, meſme au milieu de la Guerre, pour Monſieur le Duc de Zell; & Sa Majeſté eſtant informée du deſir que ce Prince a fait paroiſtre en diverſes occaſions, & dont il témoigne encore être touché à cette heure, de ſe voir en état par la Paix, qui eſt ſur le point de ſe rendre generale dans l'Europe, de lier à l'avenir une étroite & ſincere Alliance avec elle: Sa Majeſté qui ne ſouhaite pas avec une moindre affection de pouvoir compter ce Prince au nombre de ſes plus particuliers Amis & Alliez, & de contribuer même à ſon accommodement avec le Roi & la Couronne de Suede, ſe porte volontiers à entrer avec lui dans la diſ-

cuſſion

ANNO 1679. cession des moyens qui peuvent conduire à l'une & à l'autre de ces fins. C'est pour ce sujet qu'elle a donné & donne par ces Presentes au Sieur Comte de Rebenac, son Envoyé Extraordinaire en Allemagne, Pleinpouvoir, Commission & Mandement special de conferer & negocier avec ledit Sieur Duc de Zell, soit avec les Commissaires munis d'un pareil Pleinpouvoir de sa part, & consequemment arrester, conclure, & signer en son nom tels Articles & Conventions que ledit Sieur Comte de Rebenac avisera bon estre. Promettant Sadite Majesté en foy & parole de Roy, d'accomplir & d'executer ponctuellement, avoir agreable & tenir ferme & stable à toûjours tout ce que ledit Sieur Comte de Rebenac aura promis & signé en vertu du present Pouvoir, sans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu pour quelque cause ou pretexte que ce puisse estre; comme aussi d'en fournir sa Ratification en bonne forme dans le temps qu'il aura esté convenu. En temoignage dequoi Sadite Majesté a signé lesdites Presentes de sa main, & y a fait apposer le Scel de son Secret. Fait à Saint Germain en Laye le 16. jour de Decembre de 1678. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*, Par le Roy, ARNAULD.

Pleinpouvoir du Sieur Bernstorff.

SOn Altesse Monsieur le Duc George Guillaume de Brunswik & de Lunebourg, souhaitant passionnément l'honneur des bonnes graces du Roi Tres-Chrestien, & de s'y affermir par la Paix & une Alliance étroite & sincere; son Altesse a esté ravie de voir que Sa Majesté n'y repugne point, & ait bien voulu en faciliter les suites par la generosité qu'elle a de vouloir honorer son Altesse de son amitié, & mesme de contribuer ses offices à l'accommodement du Roi de Suede & de son Altesse, en donnant Commission & Pleinpouvoir au Comte de Rebenac son Envoyé Extraordinaire, de traiter, arrester, conclure & signer en son nom des Conventions qui pourroient conduire à ces deux fins: & afin que de son costé elle y réponde d'une application convenable à son zele pour le service du Roi & l'honneur de son amitié; elle ne continuë pas seulement dans la passion d'y pourvoir; mais elle donne aussi par ces presentes Pleinpouvoir, Commission, & Mandement special au Sieur de Bernstorff, son Conseiller & Ministre d'Estat, de conferer, & negotier avec ledit Sieur Comte de Rebenac, & consequemment arrester, conclure & signer en son nom pour les deux fins susmentionnées tels Articles & Conventions que ledit Sieur de Bernstorf avisera bon estre. Promettant en foy & parole de Prince, d'accomplir & d'executer ponctuellement, avoir agreable & tenir ferme & stable à toûjours tout ce que ledit son Ministre aura promis & signé en vertu du present Pouvoir, sans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu pour quelque cause ou pretexte que ce puisse estre, comme aussi d'en fournir sa Ratification en bonne forme dans le temps qu'il aura esté convenu. En témoignage dequoy son Altesse Serenissime a signé les Presentes de sa main, & y a fait apposer le Scel de son Secret. Fait à Zell le 19. Janvier 1679. *Signé*,

GEORGE GUILLAUME.
(L.S.)

Ratification du Duc de Wolfembutel.

NOus Rudolphe Auguste, par la grace de Dieu Duc de Brunswik & de Lunebourg, faisons sçavoir par ces presentes, qu'aiant donné ordre & Pouvoir au Sieur de Heimbourg, nostre Conseiller d'Etat, & President de nos Conseils de traiter de nôtre part, conjointement avec le Ministre de Monsieur le Duc George Guillaume Duc de Brunswik & de Lunebourg Zell, sur les conditions de Paix, avec le Sieur Comte de Rebenac, Lieutenant General de la Province de Toul, & Envoyé Extraordinaire & Plenipotentiaire de Sa Majesté Tres-Chrestienne: lesquels en vertu de leurs Pleinpouvoirs étant convenus le 15. du Mois de Fevrier passé, d'un Traité de Paix selon les Articles suivans.

Au Nom de Dieu, &c.

LEquel Traité & Articles ayant veu & examiné, nous les avons tous & chacun d'iceux separément, tant pour nous que pour nos Heritiers, Successeurs, Etats, Pays, Terres, Seigneuries & Sujets, agreé, approuvé, & ratifié, & les agréons, approuvons & ratifions par les presentes signées de nostre main. Promettons en foi & parole de Prince, de garder & observer le tout inviolablement, sans y contrevenir directement ni indirectement, ni souffrir que de nôtre part il y soit contrevenu de quelque maniere que ce soit. En temoignage dequoy Nous avons fait mettre nôtre Scel à ces presentes. Fait à Brunswik le 14. Mars 1679. *Signé*, RUDOLPHE AUGUSTE. De par son Alt. Serenissime DE HEIMBOURG. ANNO 1679.

Pleinpouvoir du Sieur Comte de Rebenac.

LE Roy ayant toûjours conservé une estime particuliere mesme, &c. *comme dans le Traité de Monsieur le Duc de Zell.*

Pleinpouvoir du Sieur de Heimbourg.

SOn Altesse Monsieur le Duc Rudolphe Auguste de Brunswik & Lunebourg souhaitant passionnément l'honneur des bonnes graces du Roi Tres-Chrestien, & d'y rentrer & s'y affermir par la Paix & une Alliance étroite & sincere, son Altesse Serenissime a été ravie de voir & d'apprendre, que Sa Majesté n'est pas moins prompte de les luy rendre, & pour faciliter les suites de l'affaire par sa generosité, ait bien voulu honorer la Maison Serenissime de son Altesse de la Commission & Pleinpouvoir qu'elle a donné au Comte de Rebenac, son Envoyé extraordinaire, de traiter, arrester, conclure & signer en son nom des Conventions qui pourroient si bien conduire à la fin susmentionnée, qui contribuer à l'accommodement du Roi de Suede avec elle. Afin donc que son Altesse y réponde d'une application convenable à son zele pour le service du Roi & l'honneur de son amitié, elle ne continuë pas seulement dans sa Passion d'y parvenir; mais elle donne aussi par ces Presentes Pleinpouvoir, Commission & Mandement special au Sieur de Heimbourg, son Conseiller d'Etat, & President de ses Conseils, de conferer & negotier avec ledit Sieur Comte de Rebenac, & consequemment arrester, conclure & signer en son nom pour les deux fins susmentionnées les Articles & Conventions que ledit Sieur de Heimbourg avisera bon estre. Promettant en foy & parole de Prince, d'accomplir & d'executer ponctuellement, avoir agreable & tenir ferme & stable à toûjours tout ce que ledit son Ministre aura promis & signé en vertu du present Pouvoir, sans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu, pour quelque cause ou pretexte que ce puisse estre, comme aussi d'en fournir sa Ratification en bonne forme, dans le temps qu'il aura esté convenu. En témoignage dequoy S. A. S. a signé les Presentes de sa main, & y a fait apposer le Scel de son Secret. Fait à Brunswik le 19. Janvier, 1679. *Signé*,

RUDOLPHE AUGUSTE.

Ratification du Duc d'Osnabruk.

NOus Erneste Auguste, par la grace de Dieu Evêque d'Osnabruk, Duc de Brunswik & de Lunebourg: Faisons sçavoir à tous ceux qui verront les presentes Lettres, que le Sieur Comte de Rebenac, Lieutenant General de la Province de Toul, Envoyé Extraordinaire & Plenipotentiaire de Sa Majesté Tres-Chrestienne, ayant conclu, arrêté & signé, en vertu du Pleinpouvoir qu'il a de Sadite Majesté, avec les Sieurs de Bernstorf & Heimbourg, Conseillers & Ministres d'Etat de leurs Altesses nôtre Frere & Cousin Messieurs les Ducs George Guillaume & Rudolphe Auguste de Brunswik & Lunebourg, pareillement munis de Pleinpouvoirs le Traité de Paix dont la teneur s'ensuit.

Au Nom de Dieu, &c.

ET ayant esté expressément arresté & accordé par l'onziéme Article de ce present Traité de Paix, que Nous devons jouir de toutes les conditions qu'il contient, de même que si du commencement Nous avions concouru à le faire conclure, pourvû que Nous fournissions nôtre Ratification trois semaines aprés l'échange

échange de celle de Sa Majesté Tres-Chrestienne entre celles de Messieurs les Ducs nôtre Frere & Cousin : Nous en avons suffisamment examiné les Articles, & agréé & approuvé la teneur d'iceux, tant en general comme en particulier, ainsi qu'ils se trouvent ici inserez, les acceptons, approuvons & ratifions par les Presentes dans la meilleure forme qu'il se peut. Promettons en foy de Prince, de garder & observer inviolablement ce qu'ils contiennent, sans y contrevenir directement ni indirectement, ni souffrir que de nôtre part il y soit contrevenu. En foy de quoi Nous avons signé ces Presentes de nôtre main, & y fait mettre nôtre Seel. Fait dans nôtre Residence d'Osnabruk ce 26. Mars 1679. *Signé*,

ERNESTE AUGUSTE.

Articles Séparez du Traité entre le Roi de France, le Roi de Suede, & Messieurs les Ducs de Zell, Wolfembutel & Osnabruk.

LOUÏS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre : A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme le Sieur Comte de Rebenac Feuquiere, nôtre Lieutenant General dans la Province de Toul, & nôtre Envoyé Extraordinaire en Allemagne, en vertu des Pleinpouvoirs que Nous luy en avions donnez, auroit conclu, arresté, & signé le cinquiéme du present Mois de Février en la Ville de Zell, avec les Sieurs de Bernstorf & de Heimbourg, Ministres d'Etat & Presidens des Conseils de nos tres-chers & tres-amez Cousins les Ducs George Guillaume, & Rudolphe Auguste, Ducs de Brunswic & de Lunebourg, pareillement munis de Pleinpouvoirs de la part desdits Sieurs Ducs, les Articles separez & secrets, dont la teneur s'ensuit.

OUtre les Articles contenus au Traité conclu & signé ce jourd'hui de la part de Sa Majesté Tres-Chrestienne & leurs Altesses Serenissimes de Brunswik & de Lunebourg, Zell & Wolfembutel, on est encore convenu de ce qui suit.

I. Sa Majesté le Roi & la Couronne de Suede, ayant consideré que le Baillage de Tedinghausen, à cause que ses dépendances sont beaucoup mélées avec celles du Comté de Hoya, fournissoit matiere à des disputes perpetuelles; ce qu'elle trouve contraire à son inclination, d'entretenir à l'avenir une étroite Alliance & amitié avec L. A. & la Maison Serenissime de Brunswic & Lunebourg; & Sa Majesté ayant outre cela eu égard à la maniere honeste dont L. A. ont usé dans le cours de cette Guerre, aussi bien qu'au bon traitement qu'elles ont fait aux Habitans du Païs de Bremen : Sa Majesté en ces considerations s'est portée d'autant plus volontiers à accorder à L. A. susdites des marques & effets reels de sa bienveillance par la presente Declaration & Article, en vertu duquel Sa Majesté le Roi & la Couronne de Suede renoncent, cedent & transportent pour elles, leurs Hoirs, Successeurs & ayans cause, à L. A. susdites Ducs & leurs Heritiers, à perpetuité & à toûjours, avec toute la Souveraineté & Droits Territoriaux, tant Ecclesiastiques que Politiques, ci-devant possedez par les Ducs de Bremen & de Verden, sans exceptions quelconque, ce qui s'ensuit.

1. La Prevosté ou Vogtey de Dorwern & tout le trait ou coin de Terre, qui est entre les Rivieres de Weser & Aller, confinant avec les Terres de la Serenissime Maison, & appartenant au Duché de Verden, & ce qui y est contenu, avec tous les Domaines, Forests & Revenus : auquel District pourtant il ne sera point basti de Forteresse, ni établi de nouveaux Peages par L. A. & leurs Successeurs; ce qui s'entend, sauf les Droits, Possessions & proprietez de la Ville de Verden, Gentilshommes & autres Particuliers qui ont des Biens dans ledit District.

De plus & 2. Le Baillage de Tedinghausen avec toutes ses dépendances, Droits, Domaines, Terres, Villages & Limites, dans le même état & la même la consistance, qu'il a été possedé avant ces Guerres par la Couronne de Suéde, sans limitation & sans exception quelconque.

3. Tous les Droits, Revenus, Capitaux, Rentes & Possessions, soit en Terres ou Bois, dont les Evéchez & Chapitres & aprés la Paix de Westphalie les Duchez de Bremen & Verden, ou leurs dépendances, & ceux qui l'ont tenu d'eux, ont joui ci-devant & jusques à la Guerre presente, dans les Etats & Terres de l'obéissance de L. A. sans aucune exception.

Sa Majesté pour soy & son Royaume, ses Hoirs & Successeurs à la Couronne, renonce à tout le Droit qu'elle a eu, ou qu'elle peut prétendre en vertu des Traitez de Paix faits ci-devant, sur lesdits Lieux, Terres & Domaines, sans en rien retenir ni reserver; & ce nonobstant toutes Loix, Investitures passées & futures, Coûtumes & Constitutions au contraire, & specialement ce que dit est à l'Article 6. du Traité principal, ausquelles, & aux clauses dérogatoires, il est expressément dérogé par le present Traité. Sa Majesté de Suede promet de plus d'indemniser & de garantir ladite Serenissime Maison de Brunswic & Lunebourg contre toutes les pretentions que quelques Particuliers pourront former contre les susdits Païs, Possession, Terres, Droits & Revenus cedez à ladite Serenissime Maison, de maniere qu'elle ne puisse être troublée, ou inquietée dans la tranquille possession, & jouïssance desdites appartenances, par voye de fait ou de Justice, ou sous quelque pretexte que ce puisse être, nonobstant tous les Actes, Contracts, Donations ou autres exceptions allegueés au contraire ; Sa Majesté promettant même de solliciter & de procurer sur tout ce qui est dit cy-dessus, le consentement de l'Empereur & de l'Empire. Et en particulier employeront les deux Couronnes des offices efficaces, afin que les Terres, Droits & Revenus transportez par la Suede à L. A. en vigueur du present Traité, leur soient laissez par l'Empereur & l'Empire, comme Allodiaux, ou au moins en qualité d'un *Feudum promiscuum*, & comme la Suede les a possedez.

II. Quoy-qu'il soit dit dans l'Article 6. du Traité principal, que L. A. feront restitution de ce qu'ils possedent au Païs de Bremen, dés que la Paix generale sera faite, & que la Couronne de Suede se jugera en état de l'occuper & garder de ses propres forces; pourtant les deux Rois, de France & de Suede, dans l'intention qu'ils ont d'obliger L. A. consentent & accordent, en vertu de cet Article, que L. A. susdites puissent garder le Païs de Bremen, & jouir d'iceluy & de tous ses Revenus ordinaires & extraordinaires, sans que la Suede en ait à prétendre aucun remboursement ou satisfaction, non plus que ce qu'elles en ont tiré durant cette Guerre, jusques à huit Mois, à compter du jour que la Ratification du present Traité sera mise entre les mains de L. A. Ce qui s'entend, en cas que la conclusion & execution de la Paix generale entre les Parties qui sont presentement en Guerre, ne se fasse avant l'expiration dudit terme : car alors le Païs de Bremen sera rendu sans autre remise à la Couronne de Suede.

III. Le Seigneur Roi Tres-Chrestien voulant continuer ses soins à l'affermissement du repos & de la tranquilité de l'Empire, & pour n'oublier aucun moyen d'y parvenir, veut bien en consideration des frais faits par L. A. accorder & promettre, comme il fait par le present Article, de faire compter à L. A. la Somme de trois cens mille Ecus dans la Ville de Hambourg en Argent *de Banco*, en même temps que se fera la restitution du Païs de Bremen : de cette maniere, qu'au jour que sera arrestée la Cession de la Place de Carlsbourg, en conformité de l'Article 6. icy, on mettra entre les mains des Seigneurs Ducs ou leurs Commissaires les premiers cent mille Risdales; au jour que l'on rendra Stade, cent mille autres Risdales; & au jour de Boxtehude, tout le reste.

IV. Il a esté accordé de plus de la part de Sa Majesté Tres-Chrestienne, qu'en cas que la Guerre dure plus de huit Mois aprés l'échange des Ratifications du present Traité, & que par consequent L. A. selon la disposition de l'Article 2. ayent à rendre le Païs de Bremen au Roi de Suede, avant que la presente Guerre soit entierement terminée, Sa Majesté fera payer à L. A. par chaque Mois, à compter du jour aprés la restitution faite du Païs de Bremen, la Somme de vingt mille Ecus à Hambourg en Argent *de Banco*, jusqu'à l'execution entiere de la Paix generale entre les Parties qui sont presentement en Guerre.

V. En cas qu'il reste à L. A. au terme que la restitution se doit faire, quelques Arrerages des deux derniers Mois, soit des Contributions, Domaines & autres Revenus du Païs de Bremen, il sera pourveu au payement par des Cautions suffisantes.

VI. L. A. pour marquer d'autant plus la reconnoissance qu'elles ont des bontez que les deux Rois leur font

font paroistre, promettent à Leurs Majestez, que non seulement elles défendront le Païs de Bremen, tant qu'elles l'auront à garder, de toutes leurs forces, contre ceux qui le voudront attaquer; mais aussi qu'elles ne feront point sortir les Garnisons que L. A. ont dans Carlsbourg & le Fort de Swinge, sans y faire entrer en même temps des Troupes du Roi de Suede: à condition pourtant qu'il sera accordé un Sauf-conduit aux Troupes de Danemark & Munster qui se trouveront dans la Place.

De plus promettent L. A. de bonne foy de traiter les Habitans du Païs de Bremen, tant qu'elles en seront en possession, comme elles ont fait jusqu'icy, avec moderation, sans les charger d'Imposts & Taxes nouvelles.

VII. L. A. laisseront dans les Places de Stade, Carlsbourg & Boxtehude le Canon & la Munition de Guerre qui s'y trouve presentement de ce qui a été à la Suede, à l'exception de trois Pieces que L. A. pourront garder, aussi-bien que tout ce qui appartient à elles, & qui se trouve marqué de leurs Noms ou Armes, ou que L. A. ont fait mener dans lesdites Places, du temps qu'elles les ont possedées: ce que L. A. s'engagent à executer de bonne foy.

VIII. La Maison Serenissime de Brunswik & de Lunebourg, s'engage à n'accorder aucun logement, passage ou retraite dans & par les Etats & Terres ou ladite Maison a ses Quartiers dans les Cercles de Saxe & le Comté de Lippe, aux Troupes de Danemark & Brandebourg: & ayant prié tres-instamment Leurs Majestez de France & de Suede de l'assister en ce dessein, aussi-bien comme à maintenir la Maison Serenissime dans lesdits Quartiers; Leurs Majestez y donnent volontiers les mains, consentent de plus, que pour ne pas donner occasion à autruy de faire la même chose, elles ne feront point entrer les Troupes & Armées dans lesdits Quartiers, si ce n'est du bon gré & du consentement de L. A. & en tel cas Leurs Majestez les feront dédommager, aussi-bien que les Etats desdits Païs, de toute perte & des frais & dégasts que les Troupes des Rois y pourront causer, auprés desquelles Leurs Majestez feront observer un ordre & Discipline tres-exacte, & payer tout ce qui leur sera fourni: de maniere que tel passage ne tourne aucunement au préjudice de L. A. ou des Etats ausquels elles se trouvent engagées.

IX. Les Seigneurs Ducs ayant fait des prieres tres-instantes aux deux Rois, pour qu'il plust à Leurs Majestez de donner la Paix à Monsieur l'Evêque de Paderborn & Munster à des conditions équitables, Leurs Majestez auront égard à cette intercession, & feront jouir audit Seigneur Evêque de l'effet d'icelle, à condition que luy de son côté fasse des avances necessaires pour cela.

X. De plus accordent Leurs Majestez sur la priere de L. A. & en consideration de la proche parenté avec elles, de remettre & recevoir à l'honneur de leurs bonnes graces Monsieur le Duc de Holstein Ploën, & le feront jouir de la Paix faite avec L. A. de sorte qu'en cas que les Armées de Leurs Majestez dans le cours de cette Guerre entrent dans le Païs de Holstein ledit Sieur Duc de Ploën & tout ce qui luy appartient, sera traité comme Serviteur & bon Amy de Leurs Majestez, comme L. A. promettent de leur côté d'employer tous les offices possibles pour les interests de Monsieur le Duc de Holstein Gottorff.

XI. De plus Leurs Majestez promettent de ne point faire la Paix, avec leurs Ennemis, sans l'inclusion de la Serenissime Maison de Brunswik-Lunebourg, & sans une pleine restitution & dédommagement de tout ce qu'elle pourroit perdre, ou auroit perdu ou souffert, en cas qu'il luy falust entrer en Guerre avec quelqu'un au sujet de ce Traité.

XII. Son Altesse le Seigneur Duc Erneste Auguste Prince d'Osnabruk jouïra de ce qui est contenu dans les presens Articles separez, de la même maniere & à la condition exprimée dans l'Article 11. du Traité principal.

XIII. Sa Majesté Tres-Chrestienne se veut obliger, comme elle fait par le present Article, de fournir & procurer l'agrément & la Ratification de S. M. le Roi & la Couronne de Suede sur ces Articles separez, & tout ce qui y est contenu; de garantir ce qui y est accordé à L. A. de Brunswik-Lunebourg, & de ne les point obliger à la restitution du Païs de Bremen avant que la Ratification pure & simple de la Suede ne leur soit délivrée; tout en conformité & de la même maniere comme il est dit & stipulé dans l'Article 13. du Traité principal.

XIV. Le contenu des presens Articles sera compris dans la Paix que les deux Couronnes feront avec S. M. Imperiale & l'Empire.

XV. Les presens Articles separez auront pareille force & vigueur, que s'ils estoient inserez dans le corps du Traité principal passé ce jourd'huy; & la Ratification en sera fournie en même temps. Fait à Zell ce 5. Fevrier st. n. 26. Janvier st. v. 1679.

Rebenac. (L.S.)
De Bernstorf. (L.S.)
De Heimbourg. (L.S.)

ARTICLE SECRET I.

Outre les Articles contenus au Traité conclu & signé ce jourd'huy de la part de Sa Majesté Tres-Chrêtienne & L. A. Serenissimes les Ducs de Brunswik & Lunebourg, Zell & Wolfembutel, on est encore convenu de ce qui suit.

Ayant été accordé par l'Article 10 du Traité principal, que Leurs Majestez garantiront la Maison Serenissime de Brunswik & Lunebourg de tout dommage & préjudice qui leur pourroit être fait de qui que ce soit, à cause & occasion de la Paix qu'elle fait avec les Couronnes; Leurs Majestez declarent de plus par le present Article que ladite Maison jouïra de cette garantie, particulierement contre les entreprises que le Roi de Danemark & l'Electeur de Brandebourg pourroient faire contre elle, sous quelque pretexte & en quelque temps avant ou aprés la Paix generale, qu'on les fasse éclater.

Ce present Article separé aura pareille force & vigueur, que s'il étoit inseré dans le corps du Traité principal passé ce jourd'huy; & la Ratification en sera fournie en même temps. Fait à Zell ce 5. Fevrier st. n. 26. Janvier st. v. 1679.

Rebenac. (L.S.)
De Bernstorf. (L.S.)
De Heimbourg. (L.S.)

ARTICLE SECRET II.

Il a été accordé aux instances de L. A. de Brunswik-Lunebourg, que les deux Couronnes de France & de Suede, à la Paix qu'elles feront avec l'Empereur & l'Empire, procureront à tous les Princes de la Maison Serenissime de Brunswik & de Lunebourg une amnistie & abolition generale sur tout ce qui s'est passé à l'égard des Quartiers d'Hiver, Contributions, Passages de Troupes dans l'Empire, ou d'autre maniere, dans le cours de cette Guerre; de sorte que lesd. Princes ne puissent être inquietez pour telles causes, avant ou aprés la Paix generale, par voie de fait, ou de Justice ou telle autre que ce puisse être.

Lequel Article secret aura pareille force & vigueur, que s'il étoit inseré dans le corps du Traité principal passé ce jourd'huy; & la Ratification en sera fournie en même temps. Fait à Zell ce 5. Fevrier st. n. 26. Janvier st. v. 1679.

Rebenac. (L.S.)
De Bernstorf. (L.S.)
De Heimbourg. (L.S.)

Nous ayans agreables les susdits Articles separez & secrets en tous & un chacun les points qui y sont contenus & declarez, avons iceux tant pour Nous que pour nos Heritiers, Successeurs, Royaumes, Païs, Terres, Seigneuries & Sujets, acceptez, approuvez, ratifiez & confirmez, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foy & parole de Roi, & sous l'obligation & hypotheque de tous & chacuns nos Biens presens & à venir garder & observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit. En témoin de quoy Nous avons signé ces Presentes de nôtre main, & à icelles fait apposer nôtre Scel. Donné à Saint Germain en Laye le vingt-deuxiéme jour de Fevrier, l'an de grace mil six cens soixante & dix-neuf, & de nôtre Regne le trente-sixiéme. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*, Par le Roi; ARNAULD.

Rati-

ANNO 1679.

Ratification du Duc de Zell des Articles separez du Traité conclu avec le Roi le 5. Fevrier 1679.

NOus George Guillaume, par la grace de Dieu Duc de Brunswik & de Lunebourg, faisons sçavoir par ces Presentes, qu'ayant donné ordre & Pouvoir au Sieur de Bernstorf, nôtre Conseiller & Ministre d'Etat, de traiter de nôtre part, conjointement avec le Ministre de Monsieur le Duc Rudolphe Auguste, Duc de Brunswik & de Lunebourg Wolfembutel, sur les conditions de Paix, avec le Sieur Comte de Rebenac, Lieutenant General de la Province de Toul, & Envoyé Extraordinaire & Plenipotentiaire de Sa Majesté Tres-Chrétienne, à cela specialement commis & deputé : lesquels en vertu de leurs Pleinpouvoirs estans convenus le cinquiéme du Mois de Fevrier passé, d'un Traité de Paix & des Articles separez & secrets, dont la teneur s'ensuit.

Outre les Articles, &c.

LEsquels Articles separez & secrets ayant vû & examiné, Nous les avons tous, & chacun d'iceux separément, tant pour Nous, que pour nos Heritiers, Successeurs, Etats, Païs, Terres, Seigneuries & Sujets, agreez, approuvez & ratifiez, & les agreons, approuvons & ratifions par les Presentes signées de nôtre main. Promettons en foy & parole de Prince, de garder & observer le tout inviolablement, sans y contrevenir directement, ni indirectement, ni souffrir que de nôtre part il y soit contrevenu, de quelque maniere que ce soit. En témoignage de quoi Nous avons fait mettre nôtre Scel à ces Presentes. Fait à Zell le 14. Mars 1679. *Signé*,

GEORGE GUILLAUME.

De par Son Alt. Serenissime,

DE BERNSTORF.

Ratification du Duc de Wolfembutel des Articles separez.

NOus Rudolphe Auguste, par la grace de Dieu Duc de Brunswik & Lunebourg, faisons sçavoir par ces Presentes, qu'aiant donné Ordre & Pouvoir au Sieur de Heimbourg, nôtre Conseiller d'Etat, & President de nos Conseils, de traiter de nôtre part conjointement avec le Ministre de Monsieur le Duc George Guillaume, Duc de Brunswik & Lunebourg Zell, sur les conditions de Paix, avec le Sieur Comte de Rebenac, Lieutenant General de la Province de Toul, & Envoyé Extraordinaire & Plenipotentiaire de Sa Majesté Tres-Chrétienne: lesquels en vertu de leurs Pleinpouvoirs estant convenus le 5. du Mois de Fevrier passé, d'un Traité de Paix & des Articles separez & secrets, dont la teneur s'ensuit.

Outre les Articles, &c.

LEsquels Articles separez & secrets ayant vû & examiné, Nous les avons tous, & chacun d'iceux separément, tant pour Nous, que pour nos Heritiers, Successeurs, Etats, Païs, Terres, Seigneuries & Sujets, agreez, approuvez & ratifiez, & les agreons, approuvons & ratifions par les Presentes signées de nôtre main. Promettons en foy & parole de Prince, de garder & observer le tout inviolablement, sans y contrevenir directement, ni indirectement, ni souffrir que de nôtre part il y soit contrevenu, de quelque maniere que ce soit. En témoignage dequoi Nous avons fait mettre nôtre Scel à ces presentes. Fait à Brunswik le 14. Mars 1679. *Signé*,

RUDOLPHE AUGUSTE.

De par Son Alt. Serenissime,

DE HEIMBOURG.

Ratification du Duc d'Osnabruk des Articles separez.

NOus Erneste Auguste par la grace de Dieu Evêque d'Osnabruk, Duc de Bronswik & de Lunebourg, faisons sçavoir à tous ceux qui verront les presentes Lettres, que le Sieur Comte de Rebenac, Lieutenant General de la Province de Toul, Envoyé Extraordinaire & Plenipotentiaire de Sa Majesté Tres-Chrétienne, ayant conclu, arrêté & signé, en vertu du Pleinpouvoir qu'il a de Sadite Majesté, avec les Sieurs de Bernstorf & Heimbourg, Conseillers & Ministres d'Etat de leurs Altesses nôtre Frere & Cousin Messieurs les Ducs George Guillaume, & Rodolphe Auguste de Bronswik & de Lunebourg, pareillement munis de Pleinpouvoirs, le Traité de Paix & des Articles separez & secrets, dont la teneur s'ensuit.

ANNO 1679.

Outre les Articles contenus, &c.

ET ayant été expressément arresté & accordé par le 12. Article separé, que Nous devons joüir du contenu de ces Articles de la mesme maniere, & à la condition exprimée dans l'Article 11. du Traité principal, Nous avons suffisamment examiné lesdits Articles separez & secrets, agreé, & approuvé la teneur d'iceux, tant en general comme en particulier, ainsi qu'ils se trouvent ici inserez, & les acceptons & ratifions par les Presentes, dans la meilleure forme qu'il se peut. Promettons en foy de Princes de garder & observer inviolablement ce qu'ils contiennent, sans y contrevenir directement, ni indirectement, ni souffrir que de nôtre part il y soit contrevenu. En foi dequoy Nous avons signé ces presentes de nôtre main, & y fait mettre nôtre Scel. Fait dans nôtre Residence d'Osnabruk ce 26. Mars 1679. *Signé*,

ERNESTE AUGUSTE.

CLXXXIII.

Obligation donnée par le Gouverneur General des PAÏS-BAS ESPAGNOL *pour le payement des Contributions qui étoient encore duës à la France au tems de la Paix de Nimegue, avec soumission, à toute Execution Militaire en cas de non payement. Fait à Bruxelles le 17. Fevrier 1679.* 17. Fevr.
[Copie originale tirée des Archives de l'Ambassade d'Espagne en Hollande.]

COmme nous desirons de lever toutes difficultez à l'égard de la suite demandée pour les Arrerages des Contributions qui sont deuës au Roy Tres-Chrestien, Nous avons promis & promettons par ceste au nom de Sa Majesté de faire donner pour la mesme seureté en conformité du Traité qui sera fait pour ce sujet des Lettres de Change à concurrence de trois cent mille Patacons, & pour le surplus de ce qui pourroit estre deub par le descompte ou liquidation qui en sera fait, nous ferons remettre entre les mains de Monsieur le Mareschal d'Humieres Gouverneur General pour le Roy T. C. de la Flandre Françoise, au Mois aprés la date dudit Traité, au cas qu'il n'y soit autrement satisfait devant ce terme selon le contenu de ce mesme Traité, les Obligations de tous & chacun les Corps des Etats & Provinces redevables de quelques restes de Contributions, suivant les descomptes qui en seront faits, de payer lesd. restes six semaines au plustard aprés que lesd. Descomptes auront esté arrestez, & de faire inserer dans l'Obligation des Etats de la Province de Flandres qui s'obligent solidairement, & conjointement avec les Etats de Haynaut de payer en dedans les six semaines susdites à compter du jour de la liquidation tout ce qui se trouvera deub par toutes & chacune des Communautez de ladite Province de Haynaut, au defaut de quoy nous consentons que le Roy T. C. puisse faire rentrer & restablir ses Troupes dans le plat-Pays, d'où il les aura retiré en execution dudit Traité ; Nous consentons pareillement qu'à faute de payement des Lettres de Change qui seront delivrées lors de la signature du mesme Traité dans les termes & soubs les Modifications portez par iceluy ou de ce qui se trouvera deub par les descomptes au-delà de la portée desdites Lettres de Change dans six semaines aprés la liquidation desd. restes de Contributions, ledit Roy T. C. puisse user de la voye de contrainte & execution Militaire, non seulement sur les Etats & Provinces redevables, ou qui seront en demeure de payer, mais

Anno 1679. mais generalement fur tout le plat-Pays de la Province de Flandres, en foy de quoy nous avons figné la Prefente à Bruxelles le 17. de Fevrier 1679.

CLXXXIV.

27. Fevr. *Déclaration du Roi de France* Louïs XIV. *en exécution des Articles XXI XXII XXIII. du Traité d'*Espagne, *& V. Article du Traité d'*Hollande. *Donnée à S. Germain en Laye le 27 Février 1679.* [Freder. Leonard. Tom. IV.]

LOuïs par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre; A tous ceux qui ces Prefentes Lettres verront, Salut. Comme par les Traitez de Paix conclus & arreftez en la Ville de Nimégue le 10. Aouft 1678. & 17 Septembre enfuivant, entre nos Ambaffadeurs extraordinaires & Plenipotentiaires, & les Ambaffadeurs extraordinaires & Plenipotentiaires de noftre tres-cher & tres-Amé Frere le Roi Catholique, & de nos tres-chers & grands Amis, Alliez & Confederez les Etats Generaux des Provinces Unies des Païs Bas, il a été entr'autres chofes convenu & reglé de quelle maniere il feroit pourveu au rétabliffement de ceux dont les Biens auroient été faifis & confifquez pendant le cours de la Guerre; Nous avons eftimé neceffaire d'envoyer à nos Cours les Articles précis defdits Traitez concernant le rétabliffement defdits Biens, afin que noftre volonté leur étant particulierement connuë elles puiffent s'y conformer par leurs Arrefts. Pour ces Caufes & autres grandes & juftes confiderations a ce Nous mouvans, de noftre propre mouvement, pleine puiffance & autorité Royale, avons dit & declaré, & par ces Prefentes fignées de noftre main, difons & declarons voulons & nous plaift, que tous les Sujets de noftredit Frere le Roi Catholique, Ecclefiaftiques, ou Seculiers, enfamble tous les Sujets defdits Etats Generaux des Provinces Unies des Païs-Bas, dont les Biens auront été faifis & confifquez à l'occafion de la Guerre, leurs Heritiers ou ayans caufe, de quelque condition ou Religion qu'ils puiffent être, foient rétablis en la poffeffion & jouiffance d'iceux, fuivant & en la forme particulierement exprimée par les Articles 21. 22 & 23 dudit Traité d'Efpagne, & par l'Article 5. de celuy d'Hollande, dont la teneur s'enfuit:

(a) Du Traité d'Efpagne.

(a) XXI. TOus les Sujets de part & d'autre Ecclefiaftiques & Seculiers feront rétablis tant en la jouiffance des Honneurs, Dignitez & Benefices, dont ils eftoient pourveus avant la Guerre, qu'en celle de tous & chacuns leurs Biens meubles & immeubles, Rentes viageres & à rachat faifies & occupées depuis ledit tems, tant à l'occafion de la Guerre que pour avoir fuivy le Party contraire: Enfemble de leurs Droits, Actions & Succeffions à eux furvenuës, mefme depuis la Guerre commencée, fans toutefois pouvoir rien demander ni pretendre des fruits & Revenus perçus & échus dés le faififfement defdits Biens immeubles, & Rentes & Benefices jufques au jour de la publication du prefent Traité.

XXII. Ni femblablement des Debtes, effets & meubles qui auront été confifquez avant ledit jour, fans que jamais les Creanciers de telles Debtes, & Dépofitaires de tels effets, & leurs Heritiers ou ayans caufe en puiffent faire pourfuite ni en prétendre recouvrement, lefquels rétabliffemens en la forme avant dite s'étendront en faveur de ceux qui auront fuivy le Party contraire, en forte qu'ils rentreront par le moyen du prefent Traité en la grace de leur Roi & Prince Souverain, comme auffi en leurs biens tels qu'ils fe trouveront exiftans à la conclufion & fignature du prefent Traité.

XXIII. Et fe fera ledit rétabliffement defdits Sujets de part & d'autre, felon le contenu és Articles 21. & 22 nonobftant toutes Donations, Conceffions, Declarations, Confifcations, Commifes, Sentences preparatoires ou définitives données par contumace en l'abfence des Parties, & icelles non ouïes, lefquelles Sentences & tous Jugemens demeureront nuls & de nul effet, & comme non données & prononcées avec liberté pleine & entiere aufdites Parties de revenir dans les Pays d'où elles fe font cy devant retirées, pour jouir en perfonnes de leurs Biens immeubles, Rentes & Revenus; ou d'établir leurs demeures hors defdite Païs en tel lieu que bon leur femblera, leur en demeurant le choix & élection; fans qu'on puiffe ufer contre eux d'aucune contrainte pour ce regard. Et en cas qu'ils aiment mieux demeurer ailleurs, ils pourront députer & commettre telles perfonnes non fufpectes que bon leur femblera pour le gouvernement & jouïffance de leurs Biens, Rentes & Revenus: mais non au regard des Benefices requerans refidence, qui devront eftre perfonnellement adminiftrez & defervis.

(b) Du Traité d'Hollande.

(b) V. Ceux fur lefquels quelques Biens ont été faifis & confifquez à l'occafion de ladite Guerre, leurs Heritiers ou ayans caufe, de quelle condition ou Religion qu'ils puiffent eftre jouïront d'iceux Biens, & en prendront la poffeffion de leur autorité privée & en vertu du prefent Traité, fans qu'il leur foit befoin d'avoir recours à la Juftice, nonobftant toutes incorporations au Fifc, engagement, dons en faits, Sentences preparatoires ou définitives données par défaut & contumace en l'abfence des Parties, icelles non ouïes, Traitez, Accords & Tranfactions, quelques Renonciations qui ayent efté mifes efdites Tranfactions, pour exclure de partie defdits Biens ceux à qui ils doivent appartenir: & tous & chacuns Biens & Droits qui conformement au prefent Traité feront reftituez ou doivent être reftituez reciproquement aux premiers Proprietaires, leurs Hoirs & ayans caufe, pourront eftre vendus par lefdits Proprietaires, fans qu'il foit befoin d'impetrer pour ce, confentement particulier; & enfuite les Proprietaires des Rentes, qui de la part des Fifcs feront conftituées en lieu des Biens vendus; comme auffi des Rentes & Actions eftans à la charge des Fifcs refpectivement, pourront difpofer de la proprieté d'icelles par vente ou autrement, comme de leurs autres propres Biens.

Voulons & entendons que le contenu efdits Articles foit gardé & inviolablement obfervé, fans fouffrir qu'il foit allé directement ni indirectement au contraire, qu'à cet effet tous les Procés & differends qui font nez ou pourront naiftre cy-aprés pour raifon dudit rétabliffement, foient jugez & terminez par nos Cours en conformité defdits Articles des Traitez d'Efpagne & d'Hollande, à peine de nullité & caffation de tout ce qui pourroit eftre fait au contraire. Si donnons en Mandement à nos amez & feaux les Gens tenans noftre Cour de Parlement de Paris, Senefchaux & leurs Lieutenans, & tous autres nos Officiers & Jufticiers qu'il appartiendra, que ces prefentes nos Lettres de Déclaration ils ayent à faire lire, publier & enregiftrer, & le contenu en icelles garder & obferver pleinement & paifiblement, ceffant & faifant ceffer tous troubles & empefchemens, nonobftant tous Edits, Arrefts, Jugemens, Condamnations & toutes autres chofes à ce contraires, aufquelles pour ce regard feulement & fans tirer à confequence, nous avons dérogé & dérogeons par cefdites prefentes. Car tel eft noftre plaifir: En témoin dequoy nous y avons fait mettre noftre Seel. Donné à Saint Germain en Laye le vingt-feptiéme jour de Février, l'an de grace mil fix cens foixante-dix-neuf: & de noftre Regne le trente-fixiéme.

CLXXXV.

Traité fait du confentement du Tres-Puiffant Empereur de France, *Entre nous les tres-Illuftres Bacha, Divan & Milice d'*Alger, *& le Sieur Denis Dufault, pour le rétabliffement du Negoce & Pêche de Corail. Du onziéme Mars 1679.* [Freder. Leonard. Tom. V.] 11. Mars.

QUe generalement tous les Dettes des Sieurs Piquet, Arnault, Latour, Lalo, la Fontaine, Berthelot & Reboty, qui ont eu cy devant interest dans le Baftion, tant à Alger, Bonne, qu'autres Lieux, font & demeureront efteints & entierement abolis, fans que l'on en puiffe faire aucune demande, fans quoy ledit Dufault ne traiteroit pas avec Nous.

II. Il eft deffendu à tous nos Capitaines de nos Vaiffeaux, Galeres ou autres Baftimens, de donner

ANNO 1679.

aucun empêchement, ni faire aucune visite à tous ceux qui seront audit Bastion ou Places en dépendantes, ayant Patente de l'Admiral de France, & au retour celle du Gouverneur dudit Bastion, ni aux Batteaux qui seront employez à la Pêche du Corail; & arrivant que l'on y contrevienne, seront lesdits Bastimens, le monde, l'Argent & les Marchandises relâchez, à la requisition de l'Agent dudit Dusault en cette Ville.

III. Et attendu que ledit Bastion & la Calle sont fort délabrez, il lui est permis de les remettre en leur premier estat, & de prendre sur les Lieux tout ce qui lui sera necessaire pour le Bastion & la Calle, & faire un Moulin à chacun des Montets dudit Bastion & la Calle; & d'autant que le vent de Terre ne peut faire moudre celui qui est presentement audit Bastion, ils manquent de pain souvent, ce qui est tres-important pour le maintien dud Negoce.

IV. Arrivant quelque different entre les Mores, qui empêche ledit Dusault d'avoir du Bled pour nourrir ses Gens, lui sera permis d'en prendre à Bonne, ou autres Lieux de ce Pays, en le payant au prix courant, & d'en envoyer tous les ans deux Barques en France pour la nourriture des Femmes & Enfans de ceux qui seront à son service pour ladite Pêche du Corail & Negoce.

V. Il sera payé au Cady de Bonne trois mille Pataques par an, en six payes égales, la premiere commencera en même tems que celle d'Alger: Toutes reconnoissances aux Chefs seront payées comme du tems du Sieur Sanson, cessant toutes ses introductions faites du depuis, & ne pourra ledit Cady ni autre, aller audit Bastion sans l'ordre de nostre Divan.

VI. Ne payera audit Bonne aucun Droit d'entrée ni sortie. Defendons à tous les Habitans de vendre Cires, Cuirs, Laines, Suif, ni autres Marchandises, non plus que les Cuirs des Agas des Onantis, qu'il payera comme du tems de Sanson, ni les Cuirs qui resteront aprés la provision de ladite Ville, qu'audit Dusault, à peine de Confiscation au profit de nostre Doüanne. Ses Batteaux pourront charger de Courcoussous, & autres provisions. Pourra y tenir un Religieux pour dire la Messe, comme au Bastion, la Calle & Cap de Rose; changer ses Agens & Commis, & faire toutes choses comme du tems de Sanson.

VII. Il est permis audit Dusault de faire pêcher le Corail, au Bastion, la Calle, Cap de Rose, Bonne, le Collo, Gigery & Bougie, sans qu'on lui puisse donner aucun empêchement; mais lui sera donné ayde, assistance, & tous les Vivres necessaires & autres choses, en les payant au prix courant.

VIII. Le Cady du Collo prendra pour tous Droits dix pour cent, pour l'Argent que ledit Dusault envoyera audit lieu, pour acheter les Cuirs & les Cires dépendantes du Bay de Constantine, moyennant quoy est expressement deffendu audit Cady de prendre aucun autre Droit, & tous les Habitans de ce Royaume de fallifier les Cires, ni les vendre, non plus que les Cuirs, ni à Mores ni à Chrétiens, qu'audit Dusault, d'autant que cela est contre la bonne foi & nôtre parole, & y contrevenant seront les Marchandises confisquées au profit de nôtre Doüane.

IX. L'Argent & Corail qui sera envoyé à Alger pour payer les Lysmes & Tributs, ne payera aucuns Droits, ni tout ce qui sera envoyé pour la subsistance de son Agent en cette Ville, lequel sera permis audit Dusault de le changer quand il voudra. Et est deffendu à tous ses Agens & Commis d'emprunter de l'Argent pour quelque cause que ce puisse estre.

X. Que si par malheur il arrivoit quelque different qui causast quelque rupture de Paix avec l'Empereur de France, ce que Dieu ne veuille, ledit Dusault ne sera point inquieté ni recherché, n'entendant point mesler aucune cause generale avec une particuliere, ni les Affaires d'Etat avec le Negoce, qui s'introduit & s'exerce de bonne foi; mais sera ledit Dusault comme nostre Fermier & nostre bon Amy, maintenu en paisible possession & jouïssance dudit Bastion & Places dependantes, attendu le grand avantage qu'il en revient à la Paye des Soldats, & aux Habitans de ce Roiaume.

XI. Promet ledit Dusault d'envoyer tous les ans deux Barques en cette Ville pour y faire Negoce, lesquelles il pourra ensuite envoyer charger au Bastion & à la Calle, ou à la coste, sans qu'on puisse le contraindre à prendre des Cuirs, ni des Cires, ni autres Marchandises si bon lui semble, au défaut de quoy payera six mille doubles d'Or, outre les Lysmes accordées.

XII. Et sur la connoissance que nous avons que la desunion & mes-intelligence des Associez qui ont precedé ledit Dusault dans ledit Commerce du Bastion, a causé plusieurs desordres, & que les Lysmes n'ont pas esté payées à nostre Divan, au Cady de Bonne, ni aux Mores, dans les termes portez par nostre Ottoman, Nous deffendons audit Dusault d'admettre personne dans sa Societé sans nostre consentement & adveu, pour être agréé par Nous: Deffendons à toutes personnes d'aller dans lesdites Places que du consentement dudit Dusault.

XIII. Moyennant ladite Permission & Privilege, que Nous accordons audit Dusault & aux siens, le deffendons à tous autres sans son consentement: Et aprés avoir payé à nostre Divan toutes les Lysmes échûës du passé, jusques au dernier Janvier dernier, a esté convenu qu'il nous payera à l'avenir trente-quatre mille doubles d'Or par chacune année, en six payemens égaux, qui se feront de deux Mois en deux Mois, à commencer du premier Fevrier dernier; moyennant quoy promettons maintenir ledit Dusault & les siens, en paisible possession & jouïssance dudit Bastion, & Places en dépendantes. Fait & publié en la Maison du Roi, le Divan assemblé, ou estoient les tres-Illustres Ismaël Bacha; Agy Mehamet, Dey, Gouverneur, l'Aga de la Milice, le Mufti, le Cady; les Gens de la Loy, de Justice, & de Guerre, le onziéme Mars 1679. & de l'Egire le vingt-septiéme de la Lune de Fevrier 1089. Nostre Foy est Foy, nostre Parole est Parole, avec le Seing & Sceau du Bacha *Signé*,

DUSAULT.

NOus Aly Abdala, Truchement ordinaire de la Maison du Roi, de la Langue Françoise, Certifions avoir traduit l'Ottoman ci-dessus mentionné, sur celui en Langue Moresque, fait entre nos tres-illustres & Magnifiques Seigneurs, les Bacha, Divan & Milice d'Alger, & ledit Sieur Dusault; que le Sceau & Armes qui y sont appliquez, sont du Bacha & Dey de ce Royaume, en ayant baillé deux Expeditions audit Dusault pour s'en servir ainsi qu'il avisera bon être. Fait à Alger le 11. Mars 1679 stile de France, & de l'Egire le 27. de la Lune de Février mil quatre-vingt neuf.

NOus Jean le Vacher, Prestre de la Congregation de la Mission, par la grace de Dieu & du S. Siege Apostolique, Vicaire Apostolique de Carrage en Afrique, Certifions à tous qu'il appartiendra, que Sidy Aly Abdala nostre Truchement, qui a traduit le present Ottoman, est Interprete ordinaire de la Langue Françoise des Illustres & Magnifiques Seigneurs, les Bacha, Divan & Milice d'Alger; & que le Sceau & Armes ci-dessus apposez audit Ottoman, sont desdits Seigneurs Bacha & Dey de ce Royaume; En foi de quoi Nous avons signé les Presentes, & appliqué nostre Sceau ordinaire, & fait contresigner par nôtre Chancelier, pour servir & valoir audit Dusault ce que de raison. Fait à Alger le 13. de Mars 1679. *Ainsi signé*, JEAN LE VACHER, Vicaire Apostolique & scellé. *Et plus bas*, G. TARDIF, Chancelier.

CLXXXV. *

12. Avril.

Declaratio LUDOVICI XIV. *Galliæ Regis de Inclusione Electoris* BAVARIÆ *in Tractatu Pacis Noviomagensis die 5. Februarii cum Romanorum Imperatore concluso, perinde ac si expresse in eo nominatus fuisset. Datum ad S. Germanum ad Leyam die 12. Aprilis 1679.* [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. I. Abtheil. I. Absatz I. pag. 474.]

LUDOVICUS Dei gratiâ Rex Galliæ & Navarræ, omnibus iis qui Literas præsentes viderint Salutem, Cum Nos certiores redditi fuissemus à Nostro Consanguineo Cardinale d'Estrées, Episcopo & Duce Lundunensi, Pare Franciæ, quòd Charissimus & Dilectissimus noster Frater Dux Bavariæ, S. Imperii Princeps & Elector nominari & comprehendi nostrâ ex parte, in Tractatu Noviomagi V. Februarii inter Nos & Charissimum ac Dilectissimum nostrum Fratrem Imperatorem

Anno 1679.

rem Romanorum sancito & concluso, desideret; quoniam ad eundem Tractatum perficiendum multum studii curarumque, inprimis ab eo inde tempore, quo dictus Dominus Cardinalis apud dictum Electorem divertit, contulerat. Propterea notum facimus, quòd gaudeamus reddere testimonium aliquod publicum gratiarum, quas Nos dicto nostro Fratri Electori Bavariæ habemus, pro impensâ, quantum quidem in potestate Ipsius erat, operâ, quò ad restaurationem quietis Patriæ suæ perveniretur, & ut Nos præterea rem ipsi expetitam à Nobis præstaremus, Nos juxta Articulum XXXIII. dicti Tractatûs declaravimus & declaramus vigore præsentium memorato Fratri Nostro Imperatori Romanorum & Imperio, quòd nos dictum Dominum Electorem Bavariæ nominamus, ut præfato Tractatu Pacis comprehendatur, & omnibus ejusdem beneficiis, sub iisdem conditionibus & commodis, quæ ibidem specificè expressæ sunt, tam ratione suæ Personæ, quàm suorum Territoriorum, Ditionum, & Statuum gaudeat, ac si expressè ibidem nominatus fuisset. Guarantiam nostram particularem Ipsi, quoad Executionem dicti Tractatûs Noviomagensis nec non Monasteriensis promittentes. Nam talis est voluntas nostra. In testimonium horum Nos præsentes hasce manu nostrâ subsignavimus & iisdem Sigillum nostrum apponi curavimus. Datum S. Germani ad Leyam, die XII. Aprilis Anno gratiæ millesimo sexcentesimo septuagesimo nono, & Regni nostri trigesimo sexto.

LUDOVICUS.

ex Mandato Regis

ARNOLDUS.

CLXXXVI.

29. Mars. *Traité de Paix entre* LOUÏS XIV. *Roi de France, & FERDINAND Evêque & Prince de Munster & de Paderborn, dans lequel le Traité de Paix fait & signé le même jour entre Sa Majesté Suedoise, & ledit Prince Evêque est rapellé & censé compris, de même que l'Article cinquiéme du Traité de Paix fait le 5. Fevrier entre Sa Majesté Imperiale & Sa Majesté T. C. ledit Prince Evêque promettant au surplus de rentrer dans la Neutralité à l'égard de la Guerre du Nord. A Nimegue le 29. Mars 1679.* Avec *les* PLEINPOUVOIRS *& les* RATIFICATIONS *de part & d'autre.* [Actes & Memoires de la Negociation de la Paix de Nimegue. Tom. IV. pag. 379. Recueil de LEONARD Tom. III. LONDORPII *Acta Publica* Tom. X. pag. 701. en Allemand. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. I. Abtheil. III. Absatz XV. pag. 231. en Latin. *Theatrum Pacis* Tom. II. pag 871. en Latin, Allemand & François. *Theatrum Europæum* Tom. XI. pag. 1471. en Allemand.]

LOUÏS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront: SALUT. Comme nostre tres-cher & bien-aimé Cousin le Sieur Comte d'Estrades, Mareschal de France, & Chevalier de nos Ordres; Nostre bien-amé & féal le Sieur Colbert, Marquis de Croissi, Conseiller ordinaire en nostre Conseil d'Estat, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu du Pleinpouvoir que Nous leur en avions donné, auroient conclu, arresté & signé le vingt-neuviéme jour du Mois dernier avec le Sieur Zurmuhlen, Conseiller intime d'Etat de nostre tres-cher & tres-amé Cousin l'Evêque & Prince de Munster & Paderborn, & son Vice-Chancelier en son Evêché de Munster, pareillement muni de Pleinpouvoir, le Traité de Paix dont la teneur s'ensuit.

SOit notoire à tous & un chacun, que comme la Paix generale de toute la Chrétienté est depuis longtems l'unique objet de toutes les Actions de Sa Majesté Tres-Chrétienne, & qu'elle a employé incessamment tous les moyens qu'il a plû à Dieu lui mettre en main pour étendre celle qui a été signée à Nimégue le cinquiéme Février, à tous les Princes qui n'y avoient pas encore donné leur consentement; elle auroit appris avec joye que Monseigneur l'Evêque & Prince de Munster & de Paderborn n'ayant pas moins de desir d'y contribuer de sa part, & de rentrer dans les bonnes graces de Sa Majesté, qu'elle en a de donner à ce Prince toutes les marques possibles de l'estime & de l'affection qu'elle a toûjours euë pour lui, auroit resolu de preferer le bien de la Paix à tout autre avantage, & de concourir au rétablissement du repos de l'Empire par celui des Traitez de Westphalie. C'est pour ce sujet que Sa Majesté a commis le Sieur Comte d'Estrades, Chevalier de ses Ordres, & Mareschal de France, & le Sieur Colbert, Marquis de Croissi, Conseiller ordinaire en son Conseil d'Etat, pour traiter & conclure, non seulement de sa part avec ledit Prince, mais aussi pour faciliter son accommodement avec le Roi & la Couronne de Suede. Et ledit Prince Evêque de Munster & de Paderborn, ayant aussi commis de sa part le Sieur Zurmuhlen, son Conseiller intime d'Etat, & Vice-Chancelier de son Evêché de Munster, ils ont, en vertu de leur Pouvoir, dont Copie est ci-dessous transcrite, arresté, conclu & signé, tant au nom de Sa Majesté, que dudit Prince Evêque les Articles & conditions qui ensuivent.

I. Ledit Prince Evêque de Monster & de Paderborn se desiste dés à present de tous les engagemens que son Predecesseur avoit pris, tant contre Sa Majesté Tres-Chrétienne, que contre le Roi & la Couronne de Suede; & promet de demeurer dans une exacte Neutralité pendant le cours de la Guerre presente, sans pouvoir assister directement ni indirectement les Ennemis qui restent en Guerre contre la France, ou contre la Suede.

II. Ledit Prince Evêque s'oblige de retirer de bonne foi toutes les Troupes que son Predecesseur avoit, & que ledit Prince peut encore avoir presentement, soit au service du Roi de Danemark, soit dans celui de l'Electeur de Brandebourg; & pour cet effet, de faire toutes les diligences & instances que Sa Majesté pourra desirer de lui.

III. Ledit Prince Evêque promet de garder inviolablement toutes les conditions, ausquelles sont obligez tous les Princes & Etats de l'Empire, compris dans le Traité de Paix signé à Nimegue le cinquiéme Février dernier; & Sa Majesté Tres-Chrétienne s'oblige de faire joüir ledit Prince Evêque de tout ce qui a été reciproquement stipulé par ledit Traité, en faveur desdits Princes & Etats de l'Empire.

IV. Le Traité qui a été fait & signé aujourd'huy au nom du Roi de Suede & dudit Prince Evêque de Munster & de Paderborn, sera censé compris dans le present, comme si ce n'estoit qu'un même Traité, & aura la même force que s'il étoit inseré de mot à mot dans celui-ci.

V. Sa Majesté voulant aussi donner d'autant plus de marques de son estime & de son amitié audit Prince Evêque, & contribuer aux moyens de pourvoir à la seureté de ses Etats, lui fera payer incontinent aprés la Ratification du present Traité la Somme de cent mille Ecus à Amsterdam, ou à Hambourg, en Argent de Banque.

VI. Sa Majesté Tres-Chrétienne promet pareillement, que si elle est obligée de porter ses Armes au delà du Rhin, elle conservera les Evêchez de Munster & de Paderborn, n'y pretendra aucun passage pour ses Troupes, sans une necessité indispensable; auquel cas elle pourvoira au payement des frais necessaires, en sorte que les Habitans n'en reçoivent aucun dommage, suivant les Constitutions de l'Empire: & au surplus, Sadite Majesté ne fera prendre dans lesdits Païs aucuns Quartiers & logemens pour lesdites Troupes, ni lever aucunes Contributions, & procurera la même chose pour le bien desdits Evêchez à l'égard de ses Alliez.

VII. Ledit Seigneur Roi Tres-Chrêtien promet encore & s'oblige, en cas que ledit Prince & Evêque de Munster & de Paderborn vienne à estre attaqué, ou inquieté par qui que ce soit, à cause du present Traité, de l'assister ou de le proteger & garantir par la force de ses Armes contre toute attaque & insulte, sans pouvoir former des pretentions contre ledit Prince & ses Etats, à cause des frais que Sa Majesté pourroit être obligée de faire pour cet effet.

VIII. Il est aussi convenu que l'Abbaye de Corvey, les

les Comtez de Bentheim, Teklenbourg, Ritberg, & la Seigneurie de Rhede jouïront de l'effet du present Traité.

IX. Sa Majesté Tres-Chrestienne meuë du zele qu'elle a toûjours euë pour le maintien de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, & des instantes prieres dudit Prince Evêque, promet aussi d'employer ses puissans offices auprés du Roi de Suede, pour porter ce Prince à laisser ladite Religion Catholique dans l'état ou elle se trouvera, lorsque ledit Prince & Evêque de Munster restituera les Pais qu'il occupe à la Couronne de Suede, & en celui qu'elle estoit en l'année 1624. dans lesdits Pais, suivant les Traitez de Westphalie.

X. Le present Traité sera ratifié de Sa Majesté Tres-Chrêtienne & dudit Prince Evêque de Munster & Paderborn, & les Ratifications échangées à Nimegue dans trois semaines, à compter du jour de la Signature, ou plutôt, si faire se peut.

En foi de quoi Nous Ambassadeurs & Plenipotentiaires susdits avons signé le present Traité, & à icelui fait apposer le Cachet de nos Armes. Fait à Nimégue ce vingt-neuviéme jour de Mars mil six cens soixante & dix-neuf.

Le Mareschal d'Estrades. (L. S.)	*Colbert.*	(L. S.)
	Zurmuhlen.	(L. S.)

NOus ayans agreable le susdit Traité de Paix en tous & un chacun les points qui y sont contenus & declarez, avons iceux, tant pour Nous que pour nos Heritiers, Successeurs, Roiaumes, Païs, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié, & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons; & le tout prometons en foy & parole de Roi, sous l'Obligation & hypotheque de tous & un chacuns nos Biens presens & à venir, garder & observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit. En témoin de quoi Nous avons signé ces presentes de nôtre main, & à icelles fait apposer nôtre Seel. Donné à Saint Germain en Laye le huitiéme jour d'Avril, l'an de grace mil six cens soixante & dix-neuf, & de nostre Regne le trente sixiéme. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*, Par le Roi, ARNAULD.

Ratification de Monsieur l'Evêque & Prince de Munster & de Paderborn.

FERDINAND par la grace de Dieu Evêque de Munster & de Paderborn, Bourggrave de Stromberg, Prince de l'Empire, Comte de Pyrmont, & Seigneur de Borckelo, faisons sçavoir par ces Presentes, qu'ayant donné Pleinpouvoir, Commission & Mandement special à nostre Conseiller d'Etat & Vice-Chancelier Werner Zurmuhlen, d'arrester, conclure & signer avec Messieurs les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majesté Tres-Chrêtienne pour la Paix, munis d'un pareil Pouvoir de la part de Sadite Majesté, le suivant Traité, ainsi qu'il est ci-dessous transcrit de mot à mot.

Soit notoire à tous, &c.

Nous avons vû & examiné tous les Articles dudit Traité, & les ayans trouvez entierement conformes à nostre intention, Nous avons agreé & approuvé, ainsi que Nous agreons, approuvons, & ratifions le susdit Traité en la meilleure forme qu'il est possible, promettant en foi & parole de Prince, d'observer, accomplir, & executer ponctuellement tout ce qu'il contient, sans y contrevenir jamais ni permettre qu'il y soit contrevenu de nostre part, sous quelque pretexte que ce puisse être. En foi de quoi Nous avons signé les Presentes, & fait contresigner par nostre Conseil d'Etat & Vice-Chancelier susdit, & y apposer le Seel de nôtre Secret. Fait à nostre Château de Neuhaus le quinziéme jour d'Avril mil six cens soixante & dix-neuf. *Signé*,

FERDINAND.

Et plus bas,

ZURMUHLEN.

Plein-Pouvoir du Roi.

L'Affection que le Roi a toûjours conservée pour Monsieur l'Evêque de Paderborn & de Munster, ayant porté Sa Majesté dans tous les tems à lui donner des marques de son estime & de son amitié, même à prendre des mesures d'Alliance plus étroites avec lui dans l'état present des Affaires de l'Europe, Sa Majesté y est aujourd'hui d'autant plus invitée, que ce Prince estant élevé à la dignité d'Evêque de Munster, est en état de contribuer davantage à la Paix & au repos de l'Empire, que Sa Majesté a toûjours si fort affectionné. C'est dans cette vûë de prendre des liaisons nouvelles avec lui, qu'elle a commis & commet le Sieur Comte d'Estrades, Chevalier de ses Ordres, & Mareschal de France, & le Sieur Colbert, Marquis de Croissi, Conseiller ordinaire de Sa Majesté en son Conseil d'Etat, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majesté au Traité de Paix, ausquels elle a donné & donne Pleinpouvoir, Commission & Mandement special de conferer & negocier avec les Commissaires nommez par ledit Sieur Evêque de Paderborn & de Munster; & munis de pareils Pleinpouvoirs de sa part, & consequemment arrêter, conclure & signer au nom de Sa Majesté toutes & telles conditions que lesdits Sieurs Mareschal d'Estrades & Marquis de Croissi aviseront bon estre: Promettant Sadite Majesté en foy & parole de Roi, d'accomplir & d'executer ponctuellement, avoir agreable, & tenir ferme & stable à toûjours tout ce que lesdits Sieurs Mareschal d'Estrades & Marquis de Croissi auront permis & signé en vertu du present Pouvoir, sans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu, pour quelque cause, ou pretexte que ce puisse estre; comme aussi d'en fournir sa Ratification en bonne forme, dans le temps qu'il aura esté convenu. En témoignage de quoi, Sadite Majesté a signé les Presentes de sa main, & à icelles fait apposer le Seel de son Secret. Donné à Versailles le vingt-cinquiéme jour d'Octobre mil six cens soixante & dix-huit. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*, ARNAULD. Et scellé.

Pleinpouvoir de Monsieur l'Evêque & Prince de Munster & Paderborn.

NOs FERDINANDUS Dei & Apostolicæ Sedis gratiâ Episcopus Paderbornensis & Monasteriensis, Burggravius Strombergensis, Sacri Romani Imperii Princeps, Comes Pyrmontanus, & Dominus in Borckelos, Notum testamurque facimus, quòd cùm nihil ardentiùs exoptemus, quam ut præsens Bellum quo Christianus Orbis affligitur, in æquam & honestam Pacem quantociùs converti queat, atque præterea grato acceperimus animo Serenissimi & Potentissimi Magnæ Britanniæ Regis laudabili cura & mediatione eò perventum esse, ut Partium hinc inde consensu Tractatus & Colloquia Pacis Neomagi instituerentur. Ideo quidquid in nobis est ad comparandam tranquillitatem Orbi Christiano lubenter conferre volentes, confisi prudentiâ & experientia & fide Honorabilis & Clarissimi Consiliarii nostri intimi & Vice-Cancellarii, sincerè nobis dilecti, & fidelis Werneri Zurmuhlen, Jurium Doctoris, eum nominavimus, eligimus & constituimus nostrum Plenipotentiarium ad dictos Conventus & Tractatus Pacis Neomagi habendos, reservando Nobis libertatem illum postmodum pro lubitu Principis Legationis charactere insigniendi. Cui proinde committimus & specialiter mandamus, ut se ad dictam Urbem conferat, ibique Pacis Colloquia sive directè, sive interveniente opera respectivè hinc inde receptorum Mediatorum instituat, cum Serenissimi & Potentissimi Principis Domini Ludovici XIV. Galliarum Regis Christianissimi, ejusque Confœderatorum Legatis, Deputatis & Commissariis, sufficienti Mandato ad præsens Bellum terminandum, controversiasque quæ eò spectant, per bonam & firmam Pacem componendas munitis. Damus quoque plenam & absolutam Potestatem cum omni auctoritate & Mandato ad id necessariis supradicto Plenipotentiario nostro, Pacis Tractatum pro Nobis nostroque nomine ineundi, concludendi, & signandi inter Nos & prædictum Serenissimum & Potentissimum Regem, ejusque Fœderatos, omnia quoque Instrumenta quæ in eum finem requiri possint, conficiendi, expediendi, extradendi, adeoque in universum agendi, promittendi, stipulandi, concludendi & signandi Acta, Declara-

Anno 1679. elsrationes, Pacta conventa commutandi, aliaque omnia quæ ad dictum Pacis negotium pertinent, faciendi, æquè liberè & amplè, ac ipsi præsentes id faceremus, vel facere possemus, quantumvis Mandato adhuc specialiori & expressiori, quàm quod hisce Præsentibus continetur, opus esse visum fuerit. Promittimus præterea & declaramus fide & verbo Principis, Nos acceptum & gratum, firmum & ratum habituros quæcunque per dictum Plenipotentiarium nostrum acta, conclusa, signata, extradita & commutata fuerint: Nos obstringentes hisce præsentibus ad expediendum Ratificationum nostrarum Diplomata in decenti & solemni forma; intraque tempus; prout convenerit. In cujus rei fidem majorem hasce manu nostra subscripsimus, & Sigillo nostro communiri jussimus. Dabantur in Arce nostra Neuhesana die decimo Mensis Novembris, anno supra millesimum sexcentesimum septuagesimo octavo. *Signé*, FERDINANDUS, *& scellé.*

CLXXXVII.

19-29. Mars. *Pax inter* CAROLUM XI. *Regem Sueciæ, &* FERDINANDUM *Episcopum Monasteriensem, & Paderbornensem; Quâ Princeps Episcopus obstringitur Regi præfato loca omnia munita vel non munita in Ducatibus Bremensi & Wordensi armis suis occupata restituere; Rex verò centum millia Talerorum tanquam impensarum compensationem ei solvere promittit; Uterque Articulo quarto Pacis Cæsareo-Sueciæ die 5. Februarii sancitæ omnimodo satisfacere pollicetur. Actum Noviomagi 19-29. Martii 1679.* Cum RATIFICATIONIBUS *non solum Regis Sueciæ & Principis Episcopi, sed etiam Capituli Cathedralis Monasteriensis.* [Actes & Negociations de la Paix de Nimegue. Tom. IV. pag. 386. d'où l'on a tiré cette Pièce qui se trouve aussi dans le Recueil de LEONARD Tom. III. dans LONDORPII *Acta Publica* Tom. X. pag. 702. en Allemand; dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Contin. I. Abtheil. III. Absatz XV. pag. 234. en Latin; dans le *Theatrum Pacis* Tom. II. pag. 881. en Latin, Allemand & François; dans le *Theatrum Europæum* Tom. XI. pag. 1471. en Allemand.]

In Nomine Sanctissimæ & individuæ Trinitatis.

NOtum sit omnibus & singulis, quorum interest aut quomodolibet interesse potest, quandoquidem Serenissimus & Potentissimus Princeps & Dominus Dominus Carolus, Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Rex, Magnus Princeps Finlandiæ, Dux Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Cassubiæ & Vandaliæ, Princeps Rugiæ, Dominus Ingriæ & Wismariæ, necnon Comes Palatinus Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ & Montium Dux, nihil magis in votis habeat, quàm ut Pax quæ cum Sacra Cæsarea Majestate & Imperio Neomagi die vigesima sexta Januarii / quinta Februarii anni currentis sancita est, etiam ad residuas & in dictæ Pacis Articulo quinto nominatas partes extendi possit; imprimis verò ut omnes in Imperio motus, eorumque occasiones quantociùs & penitus tollantur: Et Reverendissimus & Celsissimus Princeps Dominus Ferdinandus, Episcopus Monasteriensis & Paderbornensis, Burggravius Strombergensis, Sacri Romani Imperii Princeps, Comes in Pyrmont, & Dominus in Borkelo, sua etiam parte testatum velit qua promptitudine feratur, ad conformandum se suaque Consilia cum Imperii Capite totoque Corpore, adeoque ad diffidia illa sopienda quæ inter Sacram Regiam Majestatem Sueciæ, & suæ Celsitudinis Prædecessorem quondam Reverendissimum & Celsissimum Principem, Dominum Christophorum Bernardum, Episcopum Monasteriensem, Administratorem Corbeiensem, Burggravium Strombergensem, Sacri Romani Imperii Principem, & Dominum in Borkelo, occasione nuperorum motuum exorta fuerunt, factum proinde esse Divina annuente gratia, & laudabili Serenissimi & Potentissimi Principis & Domini Domini Caroli Secundi, Magnæ Britanniæ Regis, mediatione adlaborante, ut constituti à parte Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii Illustrissimi & Excellentissimi Domini Dominus Benedictus Oxenstiern, Comes in Korskholm & Wasa, liber Baro in Mohiby & Lindholm, Dominus in Kaparia & Kattila; Sacræ Regiæ Majestatis Regnique Sueciæ Senator ac Præses in summo quod Wismariæ est, Tribunali, ut supremus Legifer Ingriæ & Kexholmiæ, & Dominus Joannes Paulin Olivekrans: Dominus in Ulfhall & Hoffmanstorp, Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ Consiliarius Cancellariæ, Secretarius Status, & Judex ordinarius Territorii Widboensis; à parte verò Reverendissimi & Celsissimi & Episcopi Principis Monasteriensis & Paderbornensis Ablegatus extraordinarius, & Minister Plenipotentiarius, Dominus Wernerus Zurmuhlen, Celsitudinis suæ Consiliarius intimus & Vice-Cancellarius, Neomagi ad Colloquia Pacis convenerint, ibique commutatis reciprocè Plenipotentiarum Tabulis in mutuas Pacis & Amicitiæ Leges consenserint tenore sequenti.

I. Sit Pax Christiana & perpetua, sinceraque amicitia inter Sacram Regiam Majestatem ejusque Hæredes & Successores Reges Regnumque Sueciæ, ab una; & suam Celsitudinem & Episcopatum Monasteriensem & Paderbornensem, ejusque Successores, ab altera parte: ita ut statim cessent omnes cujuscunque generis hostilitatum actus ubivis locorum inter omnes & singulos utriusque Partis Subditos & Incolas, cujuscunque fuerint conditionis, adeoque altera Pars alteri nihil posthac inimicitiæ, aut damni, clam aut palam, directè vel indirectè per suos vel alios inferat vel inferri faciat; sed utrinque potius honori & commodis mutuis studeant, & omnia amicitiæ bonæque viciniæ officia præstent.

II. Sit utrinque perpetua oblivio & amnistia omnium eorum quæ quocunque loco, modove ab una vel altera parte hucusque hostiliter facta sunt, ita ut nec eorum vel ullius alterius rei causa, vel prætextu alter alteri quicquam posthac hostilitatis aut molestiæ, specie Juris, aut vis facti, inferat vel inferri faciat vel patiatur; sed omnes & singulæ hinc inde tam ante Bellum quàm in Bello verbis, scriptis, aut factis illatæ injuriæ, violentiæ, hostilitates, præjudicia, damna, expensa, absque omni personarum, rerumve respectu, ita penitus abolitæ sint, ut quicquid eo nomine una pars adversus alteram prætendere possit, perpetua sit oblivione sepultum. Gaudeantque pariter hac eadem amnestia, ejusque beneficio & effectu, omnes & singuli utriusque Partis Vasalli ac Subditi, ita ut nemini noxæ damnove sit aut præjudicio, has vel illas partes secutum esse, quominus pristino, in quo ante Bellum immediatè fuit, statui quoad honores & bona plenè restituatur.

III. Recipitur utrinque Pax Westphalica Osnabrugis die decima-quarta / vigesima quarta Octobris anni 1648. sancita, pro firma basi & omnimoda norma hujus Pacificationis, ita ut in omnibus suis Articulis plenum & pristinum vigorem obtineat, & utrique Parti exinde obligatio incumbat omnia ea conferendi, præstandi, quæ ad dictæ Pacis conservationem & integritatem facere possint.

IV. Quævis loca munita vel non munita, atque adeò omne id quod tempore horum motuum in Ducatibus Bremensi & Verdensi, & Terris, vigore Instrumenti Pacis Westphalicæ ad Sacram Regiam Majestatem Regnumque Sueciæ pertinentibus, Armis Monasteriensibus occupatum fuit, iisdem adhuc tenetur, Sacræ Regiæ Majestati Regnoque Sueciæ, omni meliori quo fieri potest modo, restituatur: ita ut munitionum præsentium nulla fiat demolitio vel deterioratio, sed in statu præsenti cum omnibus Tormentis Bellicis ad Regiam Majestatem Sueciæ antehac pertinentibus, & in iisdem munitionibus nunc existentibus, cæteroque apparatu Militari relinquantur integræ, unà cum quibuscunque Archivis & Literariis Documentis ad Ducatum Bremensem & Verdensem, vel eorundem Civitates & Incolas spectantibus. Fiatque eorum locorum evacuatio & traditio eo tempore quo post ratificatum hunc Tractatum Sacra Regia Majestas eam sibi faciendam postulaverit; maneatque Dominus Episcopus interea in possessione, eamque contra quosvis defendet: Ita tamen ut nihil hostile à suis patrari, nec Urbibus, Agris, Silvisque quicquam detrimenti inferri sinat; verùm erga Incolas quosvis se moderatè gerat eosque novis & inusitatis exactionibus non gravet: aliis tamen obventionibus & emolumentis tam ordinariis quàm extraordinariis, sine contradictione & impedimento gaudeat & fruatur;

ANNO 1679.

fruatur, nec ulla eorum quæ hactenus exacta sunt, vel usque ad deoccupationem suprà dicto modo obvenient, repetitio locum habeat.

V. Cùm Partes hic paciscentes constituerint hanc suam Pacificationem Paci cum Cæsare & Imperio conclusæ in omnibus conformem reddere, ideo speciatim hic inter se utrinque recipiunt obligationem omnium eorum, quæ Articulo quarto dictæ Pacis de mutuis hostibus non juvandis expressæ sunt, non secus ac si totus Articulus de verbo ad verbum hic repetitus esset. Et proinde Dominus Episcopus statim bona fide revocabit, sibique reddi curabit omnes & singulos Officiales & Milites Equestres & Pedestres, quos suæ Celsitudinis Prædecessor Regi Daniæ concessit.

VI. Ut autem Dominus Episcopus eorum quæ vigore hujus Tractatus præstanda in se recepit, necnon impensarum in munitionibus tam reparatis, quam sumptuosè extructis, nunc autem restituendis factarum aliquam habeat compensationem, Sacra Regia Majestas Celsitudini suæ aut ejus Successori centum millia Talerorum Imperialium de Banco Hamburgi numerari curabit. In cujus solutionis majorem securitatem eidem & Episcopatui Monasteriensi in firmam hypothecam relinquit & constituit *Præfecturam* Wildhausen ab omni onere æris alieni liberam, cum omni Jure Superioritatis & Territoriali, omnibusque appertinentiis & dependentiis ac reditibus quibuscunque ad dictam *Præfecturam* pertinentibus planè prout à Regibus Regnoque Sueciæ possessa fuit, aut vi Pacis Westphalicæ possidere potuit: ita ut Dominus Episcopus Monasteriensis, ejusque in Episcopatu Successores dictâ hypotheca omni meliore modo, jureque *Antichreseos*, sine ulla reductione aut onere reddendarum rationum liberè absque ulla turbatione & impedimento uti frui possint, usque ad ejusdem hypothecæ reductionem Summa prædicta centum millium Talerorum Imperialium faciendam.

VII. Hi Pacis Articuli Instrumento Pacis Cæsareo Suecico comprehensi intelligantur, non secus ac si specificè eidem inserti essent, & rati habeantur à Sacra Regia Majestate, ab una, & Reverendissimo Domino Episcopo, & Capitulo Monasteriensi Cathedrali, ab altera parte, intra octo septimanarum spatium, vel citius, si fieri possit. In quorum omnium fidem & majus robur hanc Conventionem tam Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii, quàm suæ Celsitudinis Ablegatus Extraordinarius & Minister Plenipotentiarius nominum subscriptionibus Sigillisque propriis munierunt. Actum Neomagi die vigesima decima nona Martii, anno millesimo sexcentesimo septuagesimo nono.

Benedictus Oxenstern.	*(L.S.)*
Johan Paulin Olivekrant.	*(L.S.)*
W. Zurmuhlen.	*(L.S.)*

Plenipotentia Legatorum Sueciæ.

NOs CAROLUS Dei gratiâ Suecorum, Gothorum, Wandalorumque Rex, Magnus Princeps Finlandiæ, Dux Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Cassubiæ, & Vandaliæ, Princeps Rugiæ, Dominus Ingriæ & Wismariæ, necnon Comes Palatinus Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ & Montium Dux. Notum testatumque facimus omnibus & singulis, quorum interest, aut quomodolibet interesse poterit, quòd cum occasione Belli hujus, quod jam flagrat, motus etiam Nos inter & quondam Reverendissimum ac Illustrissimum Principem Dominum Christophorum Bernardum Episcopum Monasteriensem, &c. oborti, à morte ejus Nos inter & Reverendissimum ac Illustrissimum Principem Dominum Ferdinandum Episcopum Monasteriensem & Paderbornensem, &c. adhuc continuentur, Nosque non solùm nihil in optatis magis habeamus, quàm ut Pax, cujus spes læta, laudabili curâ ac mediatione Serenissimi ac Potentissimi Magnæ Britanniæ Regis, affulgere cœpit, Orbi Christiano quantociùs restituatur, sed & ut dicti quoque armorum motus feliciter componi possint, quicquid in Nobis est, lubenter conferre vellemus; nos idcirco nostris ad Pacis Tractatus Neomagi institutis Legatis Extraordinariis ac Plenipotentiariis, nostro Regnique nostri Senatori ac Præsidi in summo, quod Wismariæ est, Tribunali, ut & Supremo Legifero Ingriæ & Kexholmiæ, Illustri, nobis sincere fideli Domino Benedicto Oxenstierna, Comiti in Korsholm & Wasa, libero Baroni in Mohrby & Lindholm, Domino in Kaputia & Kartila; sicut & nostro Consiliario Cancellariæ, Secretario Status & Judici Ordinario Widboensi, Generoso ac Nobili, nobis sincere fideli Joanni Paulin Olivekrantz, Domino in Ulfhal & Hoffmanstorp, specialiter in Mandatis dare voluerimus, ut etiam Pacis Colloquia sive directè, sive interveniente operâ respectivè hinc inde receptorum Mediatorum instituant cum prænominati Principis Legatis sufficienti Mandato ad armorum Motus ac controversias, nos inter sive separatim sive conjunctim cum Fœderatis ejus, per bonam & firmam Pacem componendas munitis.

Damus itaque plenam & absolutam Potestatem cum omni auctoritate & Mandato ad id necessario supradictis Legatis nostris Extraordinariis & Plenipotentiariis, sive duobus conjunctim, sive uni eorum soli, altero absente vel aliter impedito, Pacis Tractatum Controversiarumque compositionem pro nobis nostroque nomine ineundi, concludendi & signandi inter nos & prædictum Principem, omnia quoque Instrumenta, quæ in eum finem requiri possint, conficiendi, expediendi, extradendi, adeóque in universum agendi, promittendi, stipulandi, concludendi & signandi Acta, Declarationes, Pacta conventa commutandi, aliaque omnia, quæ ad dictum Pacis Negotium pertineant, faciendi, æquè liberè ac amplè ac si præsentes id faceremus vel facere possemus, quantumvis Mandato adhuc specialiori & expressiori, quàm quod hisce præsentibus continetur, opus esse visum fuerit. Promittimus præterea & declaramus fide & verbo nostro Regio, nos acceptum & gratum, firmum quoque & ratum habituros quæcunque per dictos nostros Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios, sive binos conjunctim sive unum, eorum altero absente vel aliter impedito, acta, conclusa, signata, extradita, & commutata fuerint, nos obstringentes hisce præsentibus ad expediendum Ratificationum nostrarum Diplomata, in decenti & solemni formâ, intraque tempus prout convenerit. In quorum omnium fidem præsentes manu nostra subscriptas, Sigillo nostro Regio communiri jussimus.

Dedimus in Castris nostris ad Liungby die 2. Decembris Anno 1678.

CAROLUS.

(L.S.)

J. L. HOGHUSEN.

Ratificatio Suecica-Monasteriensis.

NOs CAROLUS Dei gratiâ Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Rex, Magnus Princeps Finlandiæ, Dux Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Cassubiæ & Vandaliæ, Dominus Ingriæ & Wismariæ, nec non Comes Palatinus Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ & Montium Dux, &c. Notum testatumque facimus omnibus & singulis, quorum interest aut quomodolibet interesse poterit, quandoquidem nos inter & Reverendissimum ac Illustrissimum Principem, amicum nostrum charissimum, Dominum Ferdinandum, Episcopum Monasteriensem & Paderbornensem, Burggravium Strombergensem, Sacri Romani Imperii Principem, Comitem in Pyrmont & Dominum in Borckelo, &c. per Legatos nostros Extraordinarios & altememorati Episcopi ad id constitutum Plenipotentiarium, remotâ omni, quæ hactenus in detrimentum publici boni nos intercessit, dissensione, Pax & amicitia pristina sit reducta modo & tenore sequenti.

Inseratur Tractatus.

CUm igitur hæc omnia & singula per Legatos nostros Extraordinarios & Plenipotentiarios nostro præscitu, & Mandato, præfatum in modum peracta & conventa sint, rata & firma esse & fore virtute præsentium declaramus, ita & verbo nostro Regio promittimus & spondemus, pro nobis nostrisque & Regni nostri Successoribus, Nos omnes & singulos suprascriptos Articulos, adeoque totam hanc Conventionem firmiter

ANNO 1679. miter & inviolabiliter servaturos atque Executioni mandaturos, nullâque ratione vel per nos vel per alios ullo unquam tempore contreventuros, aut ut per alios contraveniatur passuros. In horum omnium Testimonium & fidem Sigillum nostrum Regium huic Diplomati manu nostrâ subscripto appendi fecimus. Datum in Castris nostris ad Liangby die duodecimâ Mensis Aprilis, Anno Domini millesimo sexcentesimo septuagesimo nono.

CAROLUS.

(L.S.)

F. J. ORNSTEDT.

Ratificatio Episcopi Monasteriensis Pacis cum Rege Succiæ initæ.

NOs FERDINANDUS Dei gratiâ Episcopus Monasteriensis & Pederbornensis, Burggravius Strombergensis, Sacri Romani Imperii Princeps, Comes in Pyrmont & Dominus in Borckelo, &c. Notum facimus per præsentes posteaquam ad restinguendum, quod ante aliquot annos exarsit, Bellum, Congressus Neomagi Geldrorum institutus fuerit, Divina favente Clementiâ factum esse, ut inter infra nominatos Sacræ Regiæ Majestatis Succiæ ad dictum Congressum destinatos Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios, nec non nostrum ad eundem Congressum Ablegatum Extraordinarium & Ministrum Plenipotentiarium Pax & Amicitia tandem conclusa sit formâ, modo & tenore sequenti.

In Nomine, &c.

CUm igitur hæc omnia & singula prout hic verbotenus inserta & descripta leguntur, nostro præscitu, jussu & Mandato gesta & conventa sint, nos eadem & singula approbamus, ratificamus & confirmamus, rataque & firma esse & fore virtute præsentium declaramus, simulque verbo & fide Principis promittimus, nos omnes & singulos supradictos Articulos & quidquid hac Conventione continetur, firmiter & inviolabiliter servaturos atque executioni mandaturos, nullaque ratione contreventuros, aut, ut per alios ex parte nostra contraveniatur, passuros, quomodocunque id fieri possit, omni dolo & fraude exclusis. In quorum omnium Testimonium ac fidem Sigillum nostrum huic Diplomati manu nostrâ subscripto appendi fecimus. Datum in Arce nostra Sassenbergensi die decimâ Octavâ Mensis Maji Anno 1679.

FERDINANDUS.

Confirmatio Capituli Cathedralis Monasteriensis.

NOs, Decanus, Senior, & Capitulum Cathedralis Ecclesiæ Monasteriensis in Westphalia, suprascriptos Pacis Articulos omnes & singulos approbavimus & ratos habuimus, prout tenore præsentium approbamus & ratos habemus, in cujus rei fidem ac Testimonium Sigillum nostrum Capitulare majus huic paginæ appendendum duximus. Anno millesimo septuagesimo nono die decimâ nonâ Mensis Maji.

CLXXXVIII.

21/31. Mars. *Articles & Conditions de suspension d'Armes entre Sa Majesté Tres-Chrestienne* LOUÏS XIV. *Roi de France &* CHARLES XI. *Roi de Suede, d'une part; & le Roi de* DANEMARK *& l'Electeur de* BRANDEBOURG, *d'autre part, Conclus & signez à Nimegue le 31. Mars 1679.* [FREDER. LEONARD. Tom. V.]

I. UT à primo proximi Mensis Aprilis die usque ad primum Maji insequentem, inter Regem Daniæ, & Electorem Brandenburgicum, ab una, & Regem Galliarum Christianissimum ac Regem Succiæ, ab altera parte, omnes qualiscunque hostilitatis actus Terrâ essent tam respectu Urbium locorumve, quàm præliorum campestrium.

II. Ut a præfato die primo Aprilis, aut minimùm quam citò, Duces Bellici superiores de præsentibus Induciis certiores fieri poterunt, uniuscujusque Partis Exercitus & Milites illis maneant in Terris & Regionibus, quæ à singulis Partibus jam nunc possidentur, nec fas ipsis sit in alterius Terris pabulari.

III. Ab eodem quoque primo Aprilis die non ampliùs irrogandæ hinc inde erunt & novæ extraordinariæ Contributiones pro pecoribus, fossoribus, curribusque coërcendis ulteriæ: neque sit liberum cuipiam ejusmodi Irrogationes facere, si fortè necessitas id postulat, nisi in Terris, quarum in præsens quælibet Pars est in possessione. Prætereà neque Partium una ab exigenda Contributionum jam debitarum solutione alteram ullo modo impediet.

IV. Quod si præter spem & votum aliqua super observatione Pacti hujus, vel in toto, vel ex parte, intercedat difficultas; illa amicabili viâ sive per Exercituum Præfectos, sive ad hunc Actum utrinque Potestatem habentes Commissarios, sopiuntor; nec fas esto eam ob causam statim ab hisce Induciis resilire, aut arma denuò capessere.

V. Supradicti Legati & Plenipotentiarii mittent è vestigio harum Tabularum descriptum exemplar ad Regum Electorisque Dominorum respectivè suorum, tam Exercituum, quàm Urbium Præfectos, atque adeò se obstringunt vigore Plenipotentiarum suarum, quod modò dicti Præfecti præsentes Articulos exsequendos curabunt, ex quo die quisque horum ejus rei nuntium acceperit.

In quorum fidem Nos Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii Sacræ Regiæ Majestatis Daniæ, Norwegiæ, &c. & suæ Serenitatis Electoralis Brandenburgicæ suprà scriptos Articulos manibus nostris signavimus, Sigillis quoque nostris muniri fecimus, quò cum Articulis Legatorum Extraordinariorum & Plenipotentiariorum Christianissimi Galliarum Regis commutentur. Actum Neomagi die 21/31. Martii 1679.

J. HEUGH. W. W. BLASPIEL.

Autre Instrument du même Armistice signé par les Ambassadeurs de FRANCE *le dernier jour de Mars 1679.* [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. IV. pag. 323.]

I. QUe depuis le premier jour d'Avril procheîn jusqu'au premier May ensuivant il y aura entre le Roy Tres-Chrestien & le Roy de Suede d'une part, le Roy de Dannemarc & l'Electeur de Brandebourg de l'autre, une Cessation de tous Actes d'hostilité, tant pour l'attaque des Villes & Places, que pour la Guerre de la Campagne.

II. Qu'à commencer dudit 1. Avril, ou au moins aussi-tôt que les Generaux pourront être informés du present Accord, les Troupes & Armées de chaque Partie vivront sur les Terres & Païs, dont chacun est presentement en possession, sans qu'aucun puisse fourrager sur les Terres des autres.

III. Que dés ledit jour 1. Avril ne se pourra faire de part ni d'autre aucune nouvelle demande de Contributions Extraordinaires, Vaches, Pionniers & Charrois, ne demeurant libre à chacun de faire de pareilles demandes, suivant les necessités occurrentes, que sur les Terres dont chacun est presentement en possession, & sans qu'une Partie puisse empêcher l'autre, d'exiger le payement des Contributions qui sont deues.

IV. Que si contre toute apparence il survenoit quelque difficulté, au regard de l'observation du present Accord; soit en tout ou en partie, elle sera terminée à l'amiable par les Generaux, ou par les Commissaires y authorisez de part & d'autre, sans que pour ce sujet cet Accord soit alteré, ou qu'il soit permis de recourir à la force.

V. Lesdits Ambassadeurs & Plenipotentiaires envoyeront incessamment aux Generaux & Commandans les Troupes des Rois & Electeur leurs Maitres, une Copie du present Accord, & promettent en vertu de leurs Pouvoirs, qu'il sera executé ponctuellement & de bonne foy, du jour que lesdits Generaux en pourront avoir connoissance. En foy de quoy nousdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de France

ANNO 1679. France avons signé le present Accord, & à iceluy fait apposer les Cachets de nos Armes, pour estre échangé avec celuy desdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Dannemarc & de Brandebourg.

Fait à Nimegue ce dernier jour de Mars 1679.

(L.S.) LE MARESCHAL D'ESTRADES.

(L.S.) COLBERT.

CLXXXIX.

30. Avril. *Traité de Paix & de Commerce entre les Tres-Hauts, & Tres-Puissants Seigneurs les Etats Generaux des* PROVINCES UNIES *des Païs-Bas, & le Tres-Excellent & Tres-Illustre Prince d'*ORANGE, *d'une part; & Tres-Illustres Seigneurs*, ISMAEL BACHA, HADGI MAHOMET, *Dai, Baba Hassan, Gouverneur Aga, le reste de la Victorieuse Milice, les grans & les petits de la Ville & du Royaume d'*ALGER, *d'autre part, par les soins & l'entremise des Sieurs* Thomas Hees, & Jacob de Paez, *Commissaires desdits Etats Generaux. Fait le 30. Avril, 1679* [Traduction Françoise du Mercure Hollandois de 1679 pag 263 d'où l'on a tiré cette Piéce qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europæum*, Tom. XII. pag 91. en Allemand.]

IL est arresté & conclu, qu'il y aura à l'avenir entre les Tres-Hauts, & Tres Puissans Seigneurs les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, & le Tres-Excellent, & Tres-Illustre Prince d'Orange, d'une part; & les Illustres Seigneurs Ismael Bacha, Hadgi Mahomet, Day, Baba Hassan, Gouverneur, Aga, le reste de la Victorieuse Milice, les grans, & les petits de la Ville & du Royaume d'Alger, d'autre; une Paix bonne, ferme & inviolable, laquelle prendra son commencement dès le jour que la Ratification du present Traité de la part desdits Seigneurs Etats Generaux sera parvenue & delivrée entre les mains desdits Seigneurs de la Ville & du Royaume d'Alger: & cesseront dés lors tous actes d'hostilité de part & d'autre, estant ce Traité dés à present approuvé & deuëment ratifié, & confirmé en tous & chacun ses Points & Articles par lesdits Seigneurs d'Alger

II. Les Navires, ou autres Bâtimens desdits Etats Generaux, ou ceux de leurs Sujets, & Habitans, tant Juifs, que Chrestiens, trouveront toûjours une entrée libre dans la Rade & le Havre d'Alger, ou d'autres Places de ce Royaume là, tant pour y demeurer à l'ancre tandis qu'il leur plaira, que pour y trafiquer, acheter & vendre avec toute franchise, en payant dix par cent pour les Droits des Marchandises, qui seront venduës, sans plus, sous quelque nom, titre, ou pretexte que ce puisse estre; mais celles qui ne se vendront pas seront remportées, & rembarquées en toute liberté, sans en payer aucuns Droits ou Impositions, & pourront partir quand ils voudront sans aucune detention, ni empêchement. Touchant les Marchandises de Contrebande, comme Poudre, Souffre, Fer, Planches, & toutes sortes de Bois propre à bâtir des Navires, Cordages, Poix, Goudron, Fusils, & autres assortimens, servans à l'usage de la Guerre, lesdits Habitans des Provinces Unies, ne seront pas tenus d'en payer aucuns Droits à ceux d'Alger.

III Les Navires, ou Bâtimens, tant ceux desdits Seigneurs les Etats Generaux, ou de quelqu'un de leurs Sujets, que ceux du Royaume & des Habitans d'Alger, pourront naviger, passer la Mer, & trafiquer sans être visitez, detenus, retardez, ni molestez les uns des autres; & toutes les personnes, & passagers de quelque Pays, & Nation qu'ils puissent être, avec tout l'Argent, Biens, Marchandises, & meubles de quelques personnes & Nations que ce soit, qui seront trouvez dans quelqu'un des Vaisseaux susmentionnés, seront tout à fait libres, & ne seront point arrestés, saisis, pillés, ni endommagés de part ou d'autre.

IV. Lors que les Navires de Guerre d'Alger, ou bien les Bâtimens d'autre sorte rencontreront en pleine Mer quelques Vaisseaux Marchands, ou autres appartenans aux Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux, n'étant point dans les Places dependantes desdits Seigneurs Etats, ceux d'Alger pourront envoyer leur Chaloupe à bord desdits Vaisseaux des Provinces-Unies avec deux Hommes seulement, qui entreront dans ladite Chaloupe, outre ceux, qui tireront à la rame; & ensuite il n'entrera dans aucun Navire Marchand, ou autre Vaisseau pas plus, que ces deux Hommes, sans permission du Capitaine ou Patron de Navire, lequel leur ayant montré un Passeport valide, & reconnu pour tel, ladite Chaloupe sera obligée de se retirer incontinent, & le Navire Marchand, ou autre Bâtiment poursuivra sa route sans aucun empeschement. D'autre côté aussi si quelque Navire, ou autre Vaisseau desdits Seigneurs Etats Generaux vient à rencontrer quelques Vaisseaux de ceux d'Alger, le Capitaine de quelqu'un de ces Vaisseaux ayant montré un suffisant Passeport, signé par les Seigneurs Regens d'Alger, avec une Certification du Consul desdits Seigneurs Etats, Resident pour lors à Alger, ce Navire, ou Bâtiment Algerien poursuivra librement son voyage.

V. Nul Capitaine, ou autre personne de quelque Navire ou Bâtiment d'Alger, ne pourra tirer de quelque Vaisseau appartenant aux Sujets des Seigneurs Etats Generaux, aucune personne, ou personnes, de quelque Nation ou condition qu'elles soient, pour les mener ou faire mener autre part, afin d'y estre examinées, ou sous quelque autre pretexte que ce puisse estre: & beaucoup moins leur sera-t-il permis de gehenner ou torturer quelcune desdites personnes, qui se pourroient trouver embarquées dans quelques Vaisseaux des Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux, sous quelque pretexte, ou couleur que ce puisse estre.

VI. S'il arrive, que quelques Navires, ou Bâtimens desdits Seigneurs Etats Generaux, ou de quelqu'un de leurs Sujets & Habitans viennent à échouër aux côtes d'Alger, lesdits Navires avec leurs apparaux, Charges & Marchandises, ne seront point confisqués, ni les personnes faites Esclaves; mais tous les Sujets d'Alger seront obligez de faire tous les devoirs possibles & imaginables pour sauver lesdites personnes & Marchandises.

VII. Nul Navire, ou Bâtiment d'Alger ne pourra aller à Salé, Tetuan, Tunis, Tripoli, ou vers aucunes autres Places Ennemies desdits Seigneurs Etats Generaux, pour y servir à faire des prises sur les Sujets desdits Seigneurs Etats.

VIII. Nuls Vaisseaux d'Alger grans ou petits ne pourront aller en course aux environs, ou à la veue des Rades, Havres, Ports, Villes, & Places estans sous la domination desdits Seigneurs Etats Generaux.

IX. En cas, que quelque Vaisseau de Salé, Tetuan, Tunis, Tripoli, ou autres Places Ennemies desdits Seigneurs Etats Generaux vint à amener à Alger, ou autres Places de ce Royaume quelque Navire, ou Navires, personnes, ou Marchandises appartenans à quelqu'un des Sujets desdits Seigneurs Etats à Alger, ou en d'autres Places de ce Royaume, les Gouverneurs d'iceluy ne souffriront pas, que telles personnes, ni telles Marchandises, ou effets y soient vendus, ni distraits.

X. En cas, que quelques Navires de Guerre desdits Seigneurs Etats Generaux entrassent au Port d'Alger, ou dans quelques autres Havres & Places de ce Roiaume avec quelques prises, ils pourront en toute liberté les y vendre, ou en disposer selon que bon leur semblera, sans estre molestez de qui que ce soit: Davantage, les Navires de Guerre desdits Seigneurs Etats ne seront obligez de payer aucuns Droits, ni Gabelles, mais au contraire en cas qu'ils eussent faute de munitions de bouche, ils pourront franchement acheter tout ce dont ils auront besoin à prix courant.

XI Aussi-tost que quelque Navire de Guerre desdits Seigneurs Etats Generaux paroîtra à la Rade d'Alger, & que le Consul des Provinces-Unies, ou le Capitaine dudit Navire en aura averty les principaux Gouverneurs d'Alger cela sera publié par toute la Ville, afin que chacun ait à garder ses Esclaves: mais, si nonobstant cela quelque Esclave venoit à échaper, ou qu'il y eut soupçon, que quelqu'un fut échapé, lesdits Seigneurs d'Alger ne permettront pas, que pour ce sujet aucune insolence soit faite, ni audit Consul, ni à aucun autre Sujet des Provinces-Unies, qui se trouvera alors à Alger; mais ils commanderont aux Patrons d'un

ANNO 1679

d'un tel Esclave, ou Esclaves, qu'ils les demandent avec toute discretion au Capitaine ou Commandeur vers lesquels se seroient peu refugiez: & si cét Officier le nioit constamment, ou qu'on n'en eut pas pleine connoissance; le Patron ou les Patrons seront obligez d'ajouter une entiere foy aux paroles dudit Officier, sans pour ce sujet pouvoir molester en aucune maniere ni le Consul, ni les Sujets susnommez: Neanmoins s'il étoit constant, qu'un tel Officier cachât la verité du fait, les Seigneurs Gouverneurs d'Alger pourront interpeller ledit Consul d'écrire sur ce sujet aux Seigneurs Etats Generaux, afin qu'aux Patrons de tels Esclaves eschapés soit donné satisfaction sans aucun delay.

XII. Dés le jour que la Ratification du present Traité de la part des Seigneurs Etats Generaux sera fournie & livrée aux Seigneurs Gouverneurs d'Alger, nuls Sujets & Habitans des Provinces-Unies, tant Juifs, que Chrestiens, ne pourront estre faits Esclaves dans la Ville, ni dans toute l'étendue du Royaume d'Alger, sous quelque pretexte que ce soit. En outre lesdits Seigneurs Etats Generaux ne seront nullement obligés en vertu de ce Traité de Paix, de racheter aucun de leurs Sujets & Habitans étant à present en Esclavage, ou de ceux qui pourroient encore tomber devant ladite Ratification dans le méme malheur; mais il dependra absolument de leur libre volonté, sans aucune limitation, ou restriction de tems, d'user de charité, & d'en racheter tels, & tant, & en tout tems que bon leur semblera, à condition d'accorder du prix de leur rachat le plus raisonnable avec leurs Patrons, sans qu'on les puisse contraindre malgré eux à en racheter aucuns, soit des Esclaves du Beylic, ou de Galere, soit de ceux qui appartiennent aux Seigneurs, comme le Bacha, Day, Gouverneur, Aga, ou de qui que ce puisse être: Ne trouvant point à propos pour beaucoup de raisons de stipuler, que les Patrons soient tenus d'émanciper leurs Esclaves, qui sont leur propre bien, pour le premier achat; Promettant lesdits Seigneurs d'Alger d'employer leur authorité en cette affaire, pour contenter toutes les deux Parties. Il est convenu ensuite, que tous les Esclavés étant Sujets & Habitans desdits Seigneurs Etats Generaux jouïront à l'occasion de leur delivrance du profit & de l'Emolument du rabais, ou de la diminution des Droits deûs à la Maison Royale, comme aussi des autres frais, en les payant d'une aussi raisonnable Somme qu'aucuns Esclaves d'autres Nations ont accoustumé de payer à l'égard de leur rachat, soit aprés la Paix concluë, ou par voye d'Aumônes: bien entendu, que tels Esclaves Habitans des Provinces-Unies, qui voudront jouïr de cét Emolument, devront être rachetez par la main des Commissaires Thomas Hees, & Jacob de Paez, ou de quelque autre Ministre de l'Etat des Provinces-Unies, qui se trouvera cy-aprés dans Alger; mais pour d'autres Esclaves, Sujets desdites Provinces, qui ne voudront pas jouïr de cét avantage au regard desdits Droits, ils pourront procurer leur liberté par d'autres personnes, selon qu'ils trouveront à propos. De plus lesdits Commissaires, ou autres Ministres publics, lesquels pourroient être envoyez à l'avenir en cette Ville de la part desdites Provinces-Unies, auront la liberté, & le pouvoir de faire passer devant eux, ou leurs Secretaires des Contracts & Accords, donner des Lettres Patentes, ou autres Depéches en leurs noms, & faire tout ce qui sera requis pour la delivrance, & le départ des Esclaves rachetez, sans qu'aucun, qui que ce soit, s'y puisse opposer, ou incommoder lesdits Esclaves. Et pourront aussi lesdits Ministres avec autant d'authorité qu'aucuns de ceux d'autres Princes, Potentats, faire ou faire passer par devant eux, entre, & pour d'autres Nations Chrestiennes, toutes sortes d'Instrumens, & Contracts, & donner des Passeports sans aucune contestation de qui que ce soit.

XIII. S'il arrive que quelque Sujet desdits Seigneurs Etats Generaux demeure dans la Ville, ou en quelque autre endroit du Royaume d'Alger, les Biens ou l'Argent d'iceluy ne pourront pas être saisis, ni recherchez en façon quelconque par les Gouverneurs, Juges, ou autres Officiers dudit Alger, mais seront tels Biens, ou Argent recueilli par celuy, ou par ceux, que le defunt aura nommé, ou institué son Heritier, ou Heritiers par Testament, en cas qu'iceux se trouvassent au lieu où le Testateur est decedé: mais s'ils n'y sont pas, alors l'Executeur du Testament, qui aura été institué legitimement par le Defunt, aprés avoir fait un Inventaire de bonne foy de tous les Biens, & Argent delaissez, les prendra en sa garde sans aucun empéchement, & aura soin que par des voyes sures il soit remis entre les mains des vrais, & legitimes Heritiers. Mais si quelqu'un desdits Sujets venoit à mourir sans Testament: le Consul desdites Provinces-Unies se saisira de tels Biens, & Argent sous un Inventaire suffisant, pour les faire tenir aux plus proches Parens, & Heritiers du Defunt.

ANNO 1679.

XIV. Les Marchands, tant Juifs, que Chrestiens desdites Provinces-Unies se trouvant dans la Ville & Royaume d'Alger, ne seront point du tout contrains d'acheter des Marchandises contre leur gré; mais il sera toûjours à leur choix d'en acheter de telles, qu'ils trouveront leur être sortables. Pareillement ne sera aucun Capitaine, ou Patron de Navire desdites Provinces tenu de charger malgré luy des Marchandises pour les porter, ni pour faire des Voyages vers des Lieux où il ne voudra point aller. Aussi ne sera le Consul desdites Provinces point obligé de payer les Dettes d'un autre sujet des mémes Provinces, à moins qu'il n'eut été donné pleige & caution par acte public pour le payement desdites Dettes.

XV. Les Sujets, tant Juifs, que Chrestiens desdits Seigneurs Etats Generaux, en cas de plaiderie ou Procez à Alger, ou dans son Territoire, ne seront point tenus de se soûmettre à aucune autre Jurisdiction, qu'à celle du Day, & de la Doüane: Excepté néanmoins s'il y avoit des differens tant Civils, que Criminels entre ceux de la Nation seule desdites Provinces-Unies; auquel cas ils ne seront obligez de comparoître pardevant autre Juge, que pardevant leur Consul, qui aura l'authorité de terminer lesdits differens, comme de meurtres, blessures, & autres delits, selon l'Instruction, & les ordres desdits Seigneurs Etats Generaux.

XVI. S'il arrivoit que quelque Sujet desdits Seigneurs Etats Generaux se trouvant au Royaume d'Alger, offensât, blessât, ou tuât un Turc, ou More, & qu'il vint à être fait Prisonnier, il sera châtié de la méme maniere, & non avec plus de rigueur qu'un Turc pourroit être puni, s'il avoit commis de pareils crimes; mais s'il venoit à échapper, le Consul, ni autres Sujets desdits Seigneurs Etats ne pourront point être inquietez, ni molestez à cause de cela.

XVII. Ledit Consul des Seigneurs Etats Generaux resident à Alger, y demeurera en toute liberté & seureté, tant de sa personne, que de ses Biens. Il luy sera aussi permis de choisir son Trucheman & Courretier, & d'aller à bord de toutes sortes de Vaisseaux, qui seront à l'ancre aux Havres, ou à la Rade, tant de fois qu'il luy plaira; comme aussi de frequenter le Païs par Terre. De plus luy sera ottroyé & permis de faire publiquement en sa Maison l'exercice de la Religion Chrétienne, & Reformée, sans aucun trouble, ou molestation, soit de fait, ou de parole, par qui que ce puisse être.

XVIII. De plus a esté accordé & convenu, que non seulement durant la continuation de la Paix & amitié, mais aussi en cas de quelque interruption, ou rupture d'icelle entre lesdits Seigneurs Etats Generaux, & ceux du Royaume d'Alger, le Consul & autres Sujets desdits Seigneurs Etats demeurant audit Royaume d'Alger, c'est-à-dire, aussi bien en temps de Guerre, que de Paix auront une entiere liberté de se retirer chez eux, ou vers d'autres Pays en des Navires ou Vaisseaux de quelque sorte de Nation que ce soit, ainsi qu'ils trouveront à propos, & de transporter avec eux leurs Biens, Familles, & Serviteurs, sans qu'on leur puisse donner le moindre empéchement.

XIX. Nul Sujet, tant Juif, que Chrestien desdits Seigneurs Etats Generaux, estant passager, & allant avec son Bagage vers quelques Pays que ce soit, ou en venant, ne pourra être molesté en façon quelconque, quoy qu'un tel passager se trouvât en un Vaisseau Ennemi de ceux d'Alger. De méme un Passager Algerien se trouvant embarqué en un Vaisseau Ennemi desdits Seigneurs Etats, ne sera point molesté ni en sa personne, ni aussi en ses Marchandises qu'il aura chargées dans ledit Vaisseau.

XX. Aussi-tôt, que la Ratification du present Traité de la part desdits Seigneurs Etats Generaux sera arrivée à Alger, & delivrée aux principaux Gouverneurs de ladite Place, toutes les injures & dommages soufferts de part & d'autre seront éteins & mis en un perpetuel oubli, & cesseront toutes sortes d'hostilités & violences de l'une & de l'autre part; aussi demeurera cette Paix en son entiere force & vigueur, & continuera pour toûjours: & si depuis le jour, que ladite Ratification aura esté mise entre les mains desdits Seigneurs prin-

Anno 1679. principaux d'Alger, se faisoient encore quelques prises & dommages de côté & d'autre devant que la Paix fut connuë à un chacun des sujets, il en sera donné une prompte satisfaction.

XXI. En cas, que par inadvertance, ou autrement il survint quelques contraventions au present Traité de la part desdits Seigneurs Etats Generaux, ou desdits Seigneurs d'Alger, ledit Traité ne laissera pas de subsister en toute sa vigueur, sans que pour cela on en vienne à la rupture de la Paix, amitié, & bonne correspondance; mais la Partie offensée demandera à l'amiable une prompte reparation de telles contraventions avant que d'en venir aux armes: Et si la faute procede de quelques Sujets particuliers, ils en seront seuls punis severement, sans aucune connivence; comme infracteurs de Paix, & Perturbateurs du repos public.

Confirmé, signé, & scellé en la presence de Dieu le trentiéme jour d'Avril, l'an de grace mil six cent soixante & dix-neuf, étant vers le milieu de la Lune Rabia Elonel, en l'année mil nonante de l'Hegire.

	(*L.S.*)
(*L.S.*) *Thomas Hees*,	(*L.S.*)
(*L.S.*) *Jacob de Paez*,	(*L.S.*)
	(*L.S.*)

CXC.

3. Mai. *Articles signez entre les Ambassadeurs de* FRANCE *& celuy de* BRANDEBOURG, *par lesquels Wesel & Lipstat sont remis aux Troupes de Sa Majesté* LOUÏS XIV. *Roi de France*, avec prorogation de l'Armistice pour le tems de 15. jours. *Fait à Zanten, le 3. Mai, 1679.* [FREDER. LEONARD. Tom. III. d'ou l'on a tiré cette Piece, qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europæum*, Tom. XII. pag. 7. en Allemand; & dans les Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. IV. pag. 468.]

COmme pendant tout le cours de la Guerre qui auroit engagé Monsieur l'Electeur de Brandebourg dans des interests contraires à ceux de Sa Majesté Tres-Chrestienne, Son Altesse Electorale auroit toûjours conservé une forte passion de rentrer par la Paix dans l'Alliance dudit Seigneur Roi, & que Sa Majesté auroit toûjours témoigné desirer qu'un prompt accommodement des differends qu'il y a entre la Couronne de Suede, & ledit Sieur Electeur la peust mettre en estat de luy rendre sa premiere amitié, & luy faire ressentir les effets de l'estime qu'elle a toûjours euë pour luy: il seroit arrivé que pour parvenir à cét accommodement on seroit convenu d'une suspension d'Armes pour tout le Mois d'Avril, laquelle n'ayant pû suffire pour terminer les differends qui ont arresté jusques à present le Traité de Paix, Sa Majesté pour ne rien omettre de ce qui la peut faciliter, auroit donné pouvoir à ses Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires pour les Traitez de Paix à Nimegue de convenir avec l'Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire de S.A.E. d'une prorogation d'Armistice aux conditions suivantes.

I. Qu'en consequence des offres que Monsieur l'Electeur de Brandebourg a fait faire à Sa Majesté Tres-Chrestienne pour preuve de la bonne foy avec laquelle il veut agir avec elle, le Sieur de Spaen Lieutenant General & Commandant les Troupes de Son Altesse Electorale remettra les Places de Wesel & de Lipstat au Pouvoir de Sa Majesté Tres-Chrétienne pour être gardées par les Commandans & Troupes qu'Elle y voudra mettre en Garnison jusques à ce que la Paix entre Sa Majesté & ses Alliez d'une part, & Monsieur l'Electeur de Brandebourg soit signée & ratifiée.

II. Que les Troupes qui sont en Garnison dans ladite Place de Wesel, & Fort de Lippe en dépendant pour S. A. E. en sortiront Mardy neufviéme de ce Mois & que la Garnison Françoise que Monsieur de Calvo y envoira jusques au nombre de quatre mille Hommes tant Infanterie que Cavallerie, y sera introduite & receuë de bonne foy par ledit Sieur de Spaen pour y demeurer jusques audit temps de l'échange des Ratifications du Traité de Paix qui se fera avec Son Altesse Electorale. Anno 1679.

III. Ledit Sieur General de Spaen fera aussi conduire par un Commissaire le Corps de deux mille Hommes tant Infanterie que Cavallerie des Troupes de Sa Majesté Tres-Chrestienne qui doivent tenir Garnison dans Lipstat & elles partiront pour cét effet d'Ordinghen ledit jour neufviéme du present Mois pour arriver à ladite Ville de Lipstat le quinziéme au plus tard, où ledit Sieur de Spaen les fera aussi recevoir & loger en faisant en même temps retirer les Troupes qui y tiennent Garnison pour Monsieur l'Electeur.

IV. Qu'il sera libre audit Sieur General de Spaen de retirer desdites Places tout ce qui luy sera necessaire & qu'il sera dressé un Inventaire de tout ce qu'il laisse de Munitions de Guerre & de bouche dans les Magasins desdites Places & de toutes autres choses appartenantes à S. A. E. pour être renduës en pareille quantité par Sa Majesté avec l'Artillerie aprés la Paix à ceux ausquels Monsieur l'Electeur de Brandebourg desirera que lesdites Places soient remises; ce qui sera fait sans aucune deterioration.

V. Il sera pareillement libre aux Habitans desdites Places ou d'y demeurer, auquel cas ils y seront en toute seureté, ou d'en sortir & d'en retirer tout ce qu'il leur appartiendra.

VI. Et comme la prorogation d'Armistice que ledit Sieur Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire de S. A. E. auroit demandée instamment pour traiter de ladite Paix tant pour Elle que pour le Roi de Danemark son Allié, auroit été trouvée par Sa Majesté beaucoup plus longue qu'elle n'est necessaire pour la conclure, & que même elle pourroit rendre plus incertain un bien si desiré de toute l'Europe, il a esté convenu que la suspension d'Armes signée le 31. Mars dernier durera encore quinze jours, & à commencer demain quatriéme dudit Mois.

VII. Les Troupes que Sa Majesté Tres-Chrestienne mettra dans Wesel & Lipstat, ne seront à charge aux Habitans & Sujets de S. A. E. que pour le couvert & les simples ustanciles, & l'on n'imposera ni exigera aucunes Contributions, Fourrages, ou subsistance de ses Païs estans au delà du Rhin.

VIII. Il a esté aussi accordé que les Generaux, Intendans, Commissaires & autres Officiers ne se mesleront point des affaires de Justice, Police, & Finances, ou Ecclesiastiques dudit Pays, & les laisseront dans l'estat où elles sont à present.

IX. Le Commerce sera libre tant par Eau que par Terre sans être chargé d'aucune nouvelle imposition sous quelque prétexte que ce puisse estre. En foy dequoy Nousdits Ambassadeurs & Plenipotentiaires avons signé les presens Articles & à iceux fait apposer le Cachet de nos Armes. Fait à Zanten le troisiéme May mil six cens soixante & dix-neuf.

LE MARESCHAL D'ESTRADES. COLBERT. BLASPEIL.

Promesse du General Spaen d'executer les Articles dont les Ambassadeurs de France sont convenus avec celuy de Brandebourg le 3. May 1679.

NOus soussigné Lieutenant General Commandant les Troupes de Son Altesse Electorale de Brandebourg aprés avoir eu communication des Articles accordez ce jourd'huy entre Messieurs les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de France & M. de Blaspiel aussi Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire de Sadite Altesse Electorale, avons promis, & promettons de les executer de nôtre part selon leur forme & teneur, & en consequence remettre de bonne foy au Pouvoir de Sa Majesté Tres-Chrétienne, la Place de Wesel, avec le Fort de Lippe en dépendant, & celle de Lipstat dans le temps & en la maniere mentionnée dans lesdits Articles. Fait à Zanten le 3. May 1679.

SPAEN.

CXCI.

Declaration des Ambassadeurs de France pour la Prolongation de l'Armistice avec le Roi de DANNEMARC

ANNO 1679.

NEMARC *pendant quinze jours. A Nimegue le 5. Mai 1679.* Avec *une autre semblable* DECLARATION *de l'Ambassadeur de Sa Majesté Danoise. A Nimegue le 25. Avril — 5. Mai 1679.* [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. IV. Part. II. pag. 472.]

NOus soussignés, Ambassad. Extraordinaires & Plenipotentiaires de France, étans convenu le 3. jour de ce Mois avec son Excellence Monsieur de Blaspiel, Ambassad. Extraordinaire & Plenipotentiaire de Son Altesse Electorale de Brand. que la Suspension d'armes, signée à Nimegue le 31. Mars dernier, seroit renouvellée pour 15. jours, & continuée aux mêmes conditions; declarons que nous avons pareillement consenti, que le Roi de Dannemarc avec son Royaume & ses Etats soient aussi compris, en la meilleure maniere qu'ils puissent être dans ladite prorogation & continuation d'Armistice: & nous en promettons de bonne foi en vertu de nos Pleinpouvoirs le même accomplissement de la part de Sa Majesté envers le Roy de Dannemarc, ses Royaume & Etats, que nous l'avons promis envers Monsieur l'Electeur de Brandebourg par ladite Convention du 3. de ce Mois. En foy de quoy nous avons signé ces Présentes, & à icelles fait apposer les Cachets de nos Armes.

A Nimegue ce 5. May 1679.

(*L.S.*) LE MARESCHAL D'ESTRADES.

(*L.S.*) COLBERT.

Declaratio Excellentissimæ Legationis Danicæ pro continuatione Armistitii, die 31. Martii Neomagi conclusi.

NOs Sacræ Regiæ Majestatis Daniæ, Norwegiæ, &c. Legatus Extr. & Plenipotentiarius infrascriptus declaramus & notum facimus per præsentes, quod cum inter Illustrissimos & Excellentissimos Dominos S. R M. Christianissimæ Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios ex unâ, & Illustrissimum & Excellentissimum Dominum S. S. Electoralis Brandenburgicæ Legatum Extraord. & Plenip. ex alterâ parte 3. die hujus Mensis Maji conventum sit, ut Armistitium sive Armorum & Hostilitatum cessatio 31. Mensis Martii novissime elapsi hic Noviomagi conclusa denuo renovaretur, & per 15. dies à 4. itidem hujus Mensis Maji Stilo Novo numerandos prorogaretur & continuaretur, iisdem Armistitii legibus & conditionibus, de quibus 31. die Martii inter Partes tunc paciscentes conventum erat, per omnia renovatis & restabilitis, nos in prædictam Armistitii prorogationem & continuationem, ut & prædictas Leges atque conditiones jam renovatas nomine S. R. M. Daniæ Domini nostri Clementissimi consentimus, easdemque ratas habemus, omniaque & singula, quæ ex parte alte memoratæ S. R. M. Daniæ erga S. R. M. Christianissimam observanda & adimplenda sunt, bonâ fide observatum & adimpletum iri promittimus per præsentes manu nostrâ signatas & Sigillo nostro munitas.

Noviomagi die $\frac{25. \text{ Aprilis}}{5. \text{ Maji}}$ 1679.

(*L.S.*) J. HOECK.

CXCII.

29. Avril. / 9. Mai.

Huldigungs-Revers derer Beambten des Nieder-Hessischen Fürstenthumbs/ an Carl Landgraffen zu Hessen-Cassel/ als ihren Landes-Fürsten ausgestellet/ ihme jederzeit Treu/ Hold/ und gehorsamb in ihrer verwaltung zu verbleiben. Geben zu Cassel am 29. April - 9. May 1679. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. II. Abtheil. IV. Absatz VIII. pag. 926.]

C'est-à-dire,

Lettres d'Hommage par lesquelles les Officiers de la Basse-Hesse reconnoissent CHARLES *Land-Grave de Hesse-Cassel pour leur Seigneur Territorial, & lui promettent toute obeissance & fidelité. A Cassel le 29. Avril-9 Mai 1679.*

ANNO 1679.

WIr zu End benandte Ambtleuthe und andere Beambte der Quartæ im Nieder-Fürstenthumb Hessen/ thun kund hiermit/ bekennende: Als der Durchleuchtigste Fürst und Herr/ Herr Ernst/ Landgraf zu Hessen/ Fürst zu Hersfeld/ Graf zu Catzenellenbogen/ Dietz/ Ziegenhain/ Nidda und Schaumburg ꝛc. Unser gnädigster Fürst und Herr/ uns ohnlängsthin zu Seiner Durchl. respective Ambt- und Schultheissen/ auch Ambt-Schreibern/ Renth-Meistern und Vögten/ in besagter Niederhessischen Quarta, gnädigst bestellet und angenommen/ nach Veranlassunge aber deren im Hochl. Fürstl. Haus Hessen-Cassel am 12. Februarii Anno 1627. und folgends am 1. Septembris Anno 1628. wie auch am $\frac{1}{11}$ Januarii 1654. und den 8. Maii 1660. nach und nach auffgerichteter Haupt- und Erb-Vergleiche/ uns obligen und gebühren will/ wohin wir auch in krafft unserer Bestallungs-Brieffe angewiesen seynd/ dem regierenden Landes-Fürsten in dem Fürstl. Haus Hessen-Cassel/ und dessen Successoren in der Regierung/ usf die in berührter Nieder-Hessischer Quarta reservirte Jura superioritatis in Geist- und Weltlichen Sachen/ und was davon dependiret/ auf Maasse und Weise/ wie besagte und andere erfolgte Vergleiche/ und Abschiede ausweisen/ gebührige Handgelöbnis/ und darauf auch würckliche Eyds-Pflichten zu thun/ auch darüber gewöhnliche Reversales zurück zu geben; Und es dann/ an deme/ daß auf neulicher Zeit nach Gottes gnädigem Willen/ erfolgten frühzeitigen Todes-Fall des Weyland Durchleuchtigsten Fürsten und Herrn/ Herrn Wilhelmen des siebenden/ Landgrafen zu Hessen/ Fürsten zu Hersfeld/ Grafen zu Catzenellenbogen/ Dietz/ Ziegenhain/ Nidda und Schaumburg ꝛc. unsers auch gewesenen gnädigsten Fürsten und Herrn/ hochseeligsten Andenckens/ dero Herr Bruder/ der auch Durchleuchtigste Fürst und Herr/ Herr Carl Landgraf zu Hessen/ Fürst zu Hersfeld/ Graf zu Catzenellenbogen/ Dietz/ Ziegenhain/ Nidda und Schaumburg ꝛc. Unser auch gnädigster Landes-Fürst und Herr/ höchstseeligstgedachter Seiner Fürstl. Durchl. im Regiment succediret/ und deroselben dahero solche Eyds-Pflichte zu leisten/ und vermöge deroselben die reservirte hohe Landes-Fürstl. Jura in Geist- und Weltlichen Sachen in besagter Nieder-Hessischen Quarta, auch in specie dem regierenden Fürsten/ und dessen Successorn zu guten zu wahren/ wir alle Wege schuldig seynd/ daß demnach höchstgedachter Ihro Durchl. unserm gnädigsten Fürsten und Herrn/ von wegen jetzt erzehlter reservirter Landes-Fürstlicher Jurium Superioritatis, wir als bestellte Beambten/ in der Nieder-Hessischen Quarta, die obberührter maassen vergliechene Handgelöbniß/ und würcklich geschworne Eyds-Pflichten auf ergangene Citation gehorsambst allhier geleistet/ und uns dardurch verpflichtet haben/ auch hiermit nochmahls kräfftiglich verpflichten/ Ihrer Fürstl. Durchl. und derselben Manns-Leibs-Lehens Erben und Nachkommen in der Regierung/ nach der Ordnung des im Fürstl. Haus Hessen eingeführeten und so wohl von der Römischen Kayserl. Majestät/ als durch den Reichs-Friedenschluß und jüngsten Reichs-Abschied bestättigten Rechtens der ersten Geburth/ zu dero obberührter massen reservirten Landes-Fürstlichen Hoheit und Rechten alleine/ (wegen besagter Reservaten/) bey unserer Dienstverwaltung/ und so lange wir darbey seyn und bleiben werden/ treu/ hold/ gehorsam und gewärtig zu seyn/ die bemelte reservata, so viel deren in unsere Ambts-Bedienung lauffen/ und unter denenselben insonderheit die Reichs-Crayß-Fräulein-Land- und Tranck-Steuern/ und was denen anhänget/ treulich und fleissig zu wahren/ zu beobachten und zu verwalten/ vor uns selbst darwieder nicht zu handeln/ noch andern zu handeln gestatten/ sondern die vorfallende Nothdurfft iederzeit an höchstgedachte Ihro Fürstl. Durchl. unsern gnädigsten Landes-Fürsten und Herrn/ oder Ihrer Fürstl. Durchl. nachgesetzte hiesige Regierung zu berichten/ gelangen zulassen/ und insgemein dieser Lands-Fürstl. Reservaten halber zu thun und zu leisten/ was getreuen Dienern und Beambten gegen ihren Landes-Fürsten eignet und gebühret; Immassen wir solches/ wie obgedacht/ mit Hand-gegebener Treue gelobt/ und einen leiblichen Eyd/ zu GOtt geschworen/ auch zu Uhrkund dessen diesen Revers-Brief unter unser eigenhändigen Subscription und Pitschafft von uns gegeben haben; So geschehen zu Cassel am 29. April-9. Maji 1679.

CXCIII.

Acte conclu entre les Ambassadeurs de FRANCE *& de* BRANDEBOURG *pour faire cesser les hostilités en Amerique. A Nimegue le 16. Mai 1679.* [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. IV. Part. II. pag. 477.] 16. Mai.

NOus Charles Colbert, Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire de Sa Majesté Tres-Chrestienne pour

Anno 1679. pour les Traitez de Paix, &c. Et nous Werner Guillaume de Blaspeil, aussi Ambassadeur Extraordinaire & Pleuipotentiaire de Son Altesse Electorale de Brandebourg pour le même sujet, Declarons à tous qu'il appartiendra, que, comme Sa Majesté ayant esté informée, que deus particuliers auroient fait depuis peu un armement dans les ports de Zeelande, & qu'ils en estoient partis avec deux Vaisseaux armez en Guerre, pour aller dans les Isles de l'Amerique faire la Guerre à les Sujets, sous la Commission de Son Altesse Electorale de Brandebourg, avoit fait partir pour lesdites Isles Monsieur le Comte d'Estrées avec une Esquadre de quatorze Vaisseaus, pour les chercher & les preudre ou couler à fond; Nous pour empêcher, que les hostilitez par Mer ne puisseut apporter quelque retardement aux dispositions, qu'il y a, à les faire cesser au plustost par Terre, serions convenus en vertu de Nos Pleinpouvoirs, qu'il sera incessamment donné ordre par Son Altesse Electorale aux Capitaines desdites deus Fregattes, de ne rien entreprendre contre les Vaisseaux & Sujets de Sa Majesté; Et que sur les duplicats qui seront expediez dudit ordre, & remis entre les mains de nous Ambassadeur de France, Sa Majesté Tres-Chrestienne sera aussi sçavoir audit Seigneur Comte d'Estrées, que son intention est, qu'il laisse la liberté ausdites deux Fregattes, de naviger par tout où bon leur semblera: En foy de quoy nous avons signé le presrnt Acte, & à icelny fait apposer les Cachets de nos Armes. Fait à Nimegue ce seiziéme May 1679.

(*L.S.*) Colbert.

(*L.S.*) W. G. Blaspeil.

CXCIV.

16. Juin. *Traité pour l'Assemblée de Lunden, entre le Roi de* Sunde *& le Roi de* Danemark. *Fait à Lunden, le* 16. *Juin*, 1679. [Freder. Leonard, Tom. V.]

Les deux Rois de Suede & de Danemark estans convenus, sur la proposition & à la diligence de Monsieur le Marquis de Feuquiere Ambassadeur de France, de traiter la Paix Icy en Schone, pour avec l'assistance de Dieu, trouver moyen d'assoupir les differends qui sont survenus, & finir entierement la sanglante Guerre dans laquelle ces deux Royaumes ont esté envelopez, en y rétablissant une bonne Paix, comme elle l'est déja dans les autres Lieux de la Chrêtienté: Leurs Majestez ont ordonné des Commissaires pour cet effet Mais comme il est necessaire de traiter auparavant des Préliminaires, pour rendre plus facile le chemin & la conclusion d'une si grande & si Chrétienne affaire; Elles ont nommé les Deputez soussignez, authorisez de leurs Pouvoirs, lesquels aprés s'estre trouvez ensemble dans l'Eglise de Lunden, & y avoir conferé, sont demeurez d'accord de ce qui s'ensuit:

I. A l'égard du temps que le Traité devra commencer, comme il n'y a rien qui puisse retarder cette affaire entre les deux Rois qui sont dans le voisinage, on est demeuré d'accord que ce sera le 29. Juin prochain, & que les Commissaires des deux Rois s'y trouveront sans faure.

II. Pour le lieu de l'Assemblée, on est convenn aprés grande deliberation, que ce seroit la Ville de Lunden, où Messieurs les Commissaires s'assembleront dans le Chœur de l'Eglise. Et afin qu'il n'y eust point de dispute pour l'entrée en ce Chœur, l'on est aussi convenu qu'à la premiere Assemblée l'on jettera au sort qui desra entrer au Chœur par le côté droit, & qui aura la droite à la Table

A l'égard des Logemens dans la Ville, les Suedois prendront pour eux & leur suite toutes les Maisons qui sont du côté de l'Eglise qui regarde Malmoë, & les Danois celles qui sont firuées du côté de Landscroon, laissant à Monsieur l'Ambassadeur de France la Maison & residence de l'Evêque, & celles du Professeur Norman & du Docteurs Berents pour d'autres Ministres de Rois ou Princes qui pourroient venir au Traité.

III. Quant à la seureté, elle sera entiere pour toutes choses sur le chemin de Malmoë & de Landscroon, lequel chemin aura une demie lieue de largeur. La Ville de Lunden aura aussi un District de trois lieues en circonference en mesme seureté que lesdits chemins, & dans cette circonference qui commencera depuis la Mer auprés de Baurby en suivant la Riviere de Kesinge & le Pont de Geding, & de là à Dahlby, Braugeroup, Bioeslorff jusques à Lomma, & tout le long de la Mer jusques à Baurby, il n'y aura aucune hostilité, ou autre action semblable, quelque nom qu'elle puisse avoir, mais tout sera dans une parfaite & inviolable seureté. Anno 1679.

Il faut pourtant observer que hors le libre District des chemins qui vont à Malmoe, ou à Landscroon personne hors les Habitans du Pais, qui appurteront les choses necessaires de quelque qualité qu'il soit, ne jouira de cette liberté, s'il n'est de la suite des Commissaires qui allast de Lunden à Malmoë, ou à Landscroon, & qui devra avoir de leur marque, ou Passeport, & ceux qui voudroient alles de Malmoe, ou de Landscroon à Lunden devront estre pourveus des Passeports des Gouverneurs.

IV. Et afin que cette seureté puisse estre sceue de tout le monde, elle sera publiée dans les deux susdites Places & dans les Armées des deux Rois, au son des Tambours & des Trompettes, aussi-tost que cet Accord sera signé, & l'on sera en outre expresse deffense à toute personne sur peine de la vie de violer, ou offenser cette seureté en aucune chose. Que si contre toute esperance, le Traité se rompoit sans estre conclu, la liberté qui y est presentement stipulée demeurera pourtant encore dans sa force & vigueur trois jours aprés la separation des Commissaires.

V. Comme il est necessaire en telles occasions de dépêcher des Courriers & Trompettes avec des Lettres, on est conveuu que les Commissaires des deux côtez seront authorisez de leurs Maistres pour donner des Passeports à tels Trompettes & Courriers, ou qui que ce soit de leurs Gens avec leurs Convoys, lesquels Passeports seront ~~respectez~~ sur peine de la vie par les Officiers de Gnerre & de Justice de part & d'autre sur les chemins de Lunden & Malmoë à Christianstadt, ou Helmstadt, comme aussi de Lunden à Landscroon & Helseimbourg, où les deux Rois pourroient estre pour lors

VI. Et s'il se rencontre que quelqu'un des Commissaires jugeast à propos d'aller trouver en personne le Roi son Maître, il aura lui, & sa suite, son Convoy, & Bagage la mesme seureté.

VII. Au reste les Convoys dont lesdits Commissaires doivent estre pourveus sont reglez à cinquante Chevaux avec les Hauts & les Bas Officiers & vingtquatre Mousquetaires avec un Lieutenant & les Bas Officiers, lesquels seront compris sous la mesme seureté.

Pour asseurance de ce que dessus le present Accord a esté fait double & signé des deux Deputez qui en ont fourni chacun leur exemplaire, afin que les deux Rois puissent en envoyer leur Ratification, laquelle lesdits Deputez s'obligent d'avoir dans dix jours. Fait à Lunden ce 16. Juin 1679. *Signé*,

Joran Sparling,

Christopher Schestedt.

CXCV.

Traité de Paix entre Louïs XIV. *Roi de France, &* Charles XI. *Roi de Suede, d'une part, &* Frederic Guillaume *Electeur de Brandebourg d'autre part; Sa Majesté T. C. agissant & faisant non seulement pour Elle, mais aussi pour son Allié le Roi de Suede. A St. Germain en Laye le 29. Juin 1679. Avec les* Pleinpouvoirs, *& les* Ratifications *de Sa M. Trés-Chrétienne & de Son Altesse Electorale. Comme aussi un* Article Separé *concernant l'assistance promise par ledit Roi T. C. aux Princes de la Maison de Brunswick-Lunebourg, en certains Interests, contraires à ceux de Son Altesse Electorale. A St. Germain en Laye le même jour 29. Juin 1679.* [Recueil de Leonard, Tom. III. d'où l'on 29. Juin.

ANNO 1679.

l'on a tiré cette Pièce qui se trouve aussi dans PUFFENDORF *de Rebus Gestis* FRID. WILHELMI *Elect. Brandenburg.* Lib. XVII. pag. 1359. en Latin; dans le *Theatrum Pacis* Tom. II. en Latin, & en Allemand; dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Abtheil. IV. Absatz III. pag. 259. en Latin & en Allemand; dans LONDORPII *Acta Publica.* Tom. X. pag. 704. en Allemand, & dans le *Theatrum Europæum.* Tom. XI. pag. 1473. en Allemand.]

LOuïs par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme le Sieur Arnauld, Chevalier, Seigneur de Pomponne, Conseiller en tous nos Conseils, Secretaire d'Estat & de nos Commandemens, en vertu des Pleinpouvoirs que Nous luy en avions donnez, auroit conclu, arresté & signé le vingt-neuf du Mois de Juin dernier, en ce lieu, avec le Sieur Meinders, Conseiller, Ministre d'Etat, & Envoyé Extraordinaire de nostre tres-cher & tres-amé Frere l'Electeur de Brandebourg, pareillement muny de Pleinpouvoirs de sa part dudit Electeur, le Traité de Paix, dont la teneur s'ensuit.

AU nom de Dieu le Createur & de la Tres-sainte Trinité. Soit notoire à tous, que comme le tres-haut, tres-excellent & tres-puissant Prince Louïs XIV. par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, n'a rien souhaité davantage que de voir la tranquilité generale rétablie aprés les longues & sanglantes divisions dont l'Europe a esté agitée, Sa Majesté a vû avec peine que les divers Traitez qui ont esté signez à Nimegue, particulierement avec l'Empereur & l'Empire, n'ayent pû éteindre le feu de la Guerre dans le Nort, & qu'elle ait esté necessitée de faire encore agir ses Armes contre l'Electeur de Brandebourg. Mais parce qu'au milieu mesme de ces derniers troubles elle a conservé beaucoup d'estime pour ce Prince, & une disposition sincere à le recevoir dans sa premiere Alliance, toutes les fois qu'il se mettroit en état d'y rentrer; elle a reçû avec beaucoup de plaisir les témoignages qu'il luy a fait porter par le Sieur Meinders, son Conseiller & Ministre d'Etat, & son Envoyé Extraordinaire vers Sa Majesté, du desir extrême qu'il auroit de reprendre auprés d'elle par la Paix la mesme place qu'il a eue cy-devant dans le nombre de ses Alliez, & de l'obliger à luy rendre à l'avenir la mesme amitié dont elle luy a donné autrefois tant de marques. Et comme Sa Majesté n'a nul interest à démesler avec Son Altesse Electorale de Brandebourg, qui ne luy soit commun avec le tres-Haut, tres-Excellent & tres-Puissant Prince Charles, par la grace de Dieu, Roi de Suede, & que Sadite Altesse Electorale luy a fait témoigner qu'elle étoit dans le dessein de faire une sincere & solide Paix avec ledit Roi: Sa Majesté a bien voulu, tant pour elle que pour ledit Roi de Suede, entrer dans la discussion du present Traité de Paix. Et pour ce sujet elle a commis le Sieur Arnauld, Chevalier, Seigneur de Pomponne, Conseiller en tous ses Conseils, & Secretaire d'Etat & des Commandemens de Sa Majesté, pour traiter & negocier avec ledit Sieur Meinders; lesquels aprés l'échange de leurs Pleinpouvoirs, dont les Copies sont inserées cy-aprés, sont convenus des Articles suivans.

I. Il y aura à l'avenir une bonne, ferme & durable Paix & amitié entre le Roi Tres-Chrestien, le Roi de Suede, & l'Electeur de Brandebourg, leurs Successeurs, Royaumes, Païs, Etats & Sujets, avec une entiere & reciproque liberté de Commerce, tant par Terre, que par Mer & autres Eaux.

II. Il y aura de mesme une amnistie & perpetuel oubly de ce qui s'est passé de part & d'autre à l'occasion de la Guerre, mesme à l'égard des Sujets qui auroient suivy les differens partis.

III. Toutes hostilitez cesseront entre les Parties dans le temps de dix jours au plus tard, aprés la signature du present Traité, ou plûtost, si la Notification en peut estre faite aux Generaux qui commandent les Armées de part & d'autre: sans toutefois que lesdites Armées ayent à se retirer des Pays qu'elles occupent, & dans lesquels elles pourront vivre & subsister jusques à l'échange des Ratifications du present Traité.

IV. Et comme les Traitez de Westphalie doivent toûjours être regardez comme le fondement le plus solide & le plus assuré de la Paix & de la tranquillité de l'Empire, & que Sa Majesté Tres-Chrétienne s'est declarée dans tous les temps, mesme durant le cours de la Guerre, que son intention estoit de les maintenir dans toute leur force, que le Roi de Suede s'est expliqué en la mesme maniere, & que l'Electeur de Brandebourg témoigne estre dans le mesme sentimens: il est expressément stipulé par cet Article, que les susdits Traitez de Munster & d'Osnabruk conclus en 1648. demeureront dans toute leur force & vigueur, & seront censez repetez dans le present Traité, comme s'ils y estoient inserez de mot à mot; à l'exception toutesfois des changemens qui pourroient y estre apportez par les Articles suivans.

V. L'Electeur de Brandebourg promet par le present Traité de remettre entre les mains du Roi de Suede tout ce qu'il a occupé par ses Armes dans la Pomeranie, nommément les Villes de Stralzund & de Stetin, & generalement tout ce qu'il possede presentement des Terres & Etats qui ont été cedez dans l'Empire à la Couronne de Suede par les Traitez de Westphalie, sans en rien reserver ni retenir.

VI. Mais parce qu'il a été jugé necessaire, pour entretenir le bon voisinage, & pour empêcher à l'avenir les differens qui naissent d'ordinaire entre les Princes, par le trop grand mélange de leurs Terres & Etats, de donner de nouvelles limites à la Pomeranie qui appartient à la Couronne de Suede, & à la Pomeranie, qui est sous la domination de S. A. E. de Brandebourg; il en a esté disposé en la maniere suivante.

VII. Toutes les Terres possedées par la Couronne de Suede au delà de la Riviere d'Oder, soit qu'elles luy eussent été cedées par les Traitez de Westphalie, soit qu'elles luy eussent esté adjugées par le Recés ou Traité de Stetin de l'année 1653. appartiendront doresnavant à l'Electeur de Brandebourg en toute Souveraineté à l'exception seulement des Villes de Dam & de Golnow, & leurs dépendances qui ont esté specifiées nommément dans lesdits Traitez de Westphalie.

VIII. Mais parce que ladite Ville de Golnow & ses dépendances se trouvent comme enclavées dans les Terres qui doivent demeurer à l'Electeur de Brandebourg par le present Traité, & qu'il a insisté qu'elle lui fust cedée avec le reste du Pays situé au delà de l'Oder: il a esté convenu & accordé que ladite Ville de Golnow & ses dependances luy seront laissées en engagement par le Roi & la Couronne de Suede, pour le prix & Somme de cinquante mille Ecus, payable à la volonté du Roi de Suede; avec condition expresse que toutes les fois que ledit Roi de Suede luy fera payer ladite Somme de cinquante mille Ecus, ledit Electeur sera tenu & obligé de lui remettre ladite Ville de Golnow & ses dépendances: mais que dans tout le temps que durera ledit engagement, il en joüira en la mesme maniere que de tout ce qui luy est cedé par le present Traité.

IX. Et comme par le susdit Recés ou Traité de Stetin de l'année 1653 l'Electeur de Brandebourg fut obligé de partager avec le Roi & la Couronne de Suede les Droits de Peages qui se levent dans le Port de Colberg & autres Ports, & Havres de la Pomeranie au delà de l'Oder, qui demeuroit sous la domination de Son Altesse Electorale de Brandebourg: il a esté accordé que le Roi & la Couronne de Suede renoncent par le present Traité à tout Droit de partage des Peages qu'ils pouvoient avoir en commun avec l'Electeur de Brandebourg, suivant le Recés ou Traité de Stetin, dans les Ports ou Havres de la partie de la Pomeranie qui est demeurée, suivant les Traitez de Westphalie, audit Electeur

X. En vertu des Articles precedens le Roi de Suede, tant pour lui que pour ses Hoirs, Successeurs & ayans cause, renonce, cede, quitte, & transporte perpetuellement & à toûjours par le present Traité de Paix à l'Electeur de Brandebourg, ses Hoirs, Successeurs & ayans cause, tous les Droits, Rentes, Revenus, Jurisdictions & Prerogatives, de quelque nom & de quelque nature qu'ils puissent estre, qu'il a eus, & qu'il peut pretendre, tant en vertu des Traitez de Westphalie, que par des Conventions, Transactions & Cessions, particulierement par le Traité ou Recès de Stetin de l'an 1653. sur les Lieux, Villes, Terres, Forests & Domaines situez au delà de la Riviere d'Oder, & partage des Droits de Peages dans les Ports & Havres de la Pomeranie Electorale, à l'exception seulement de la

Anno 1679.

Ville de Dam & ses dépendances, & de celle de Golnow & ses dépendances, conformément toutefois à la disposition, qui en a esté faite par l'Article 8. de ce present Traité sans reservation, exception, restriction, ou retention quelconque: & ce nonobstant toutes Loix, Contracts, Conventions, Transactions Cessions, & Investitures, passées & futures, Coûtumes & Constitutions au contraire, ausquelles & aux clauses derogatoires des dérogatoires il est expressément dérogé par le present Traité, excluant à perpetuité toutes exceptions, sous quelques Droits, titres, clauses, ou pretextes qu'elles puissent être fondées.

XI. Consent aussi ledit Roi de Suede, que les Hommes Vassaux & Sujets desdits Lieux, Villes & Pays cedez par le present Article audit Electeur de Brandebourg, soient & demeurent quittes & absous dés à present & pour toûjours des foi & hommage, service & Serment de fidelité qu'ils pourroient luy avoir faits, tous lesdits Sujets & Vassaux demeurans à l'avenir sous la souveraineté de l'Electeur de Brandebourg; mais dans la proprieté & possession de leurs Biens tant de ceux qui leur auroient esté donnez, vendus ou alienez par les Rois & Couronne de Suede, avant la Declaration de la presente Guerre, que de ceux qu'ils auroient acquis, ou qui leur appartiendroient de leur propre, tant meubles qu'immeubles, Rentes Viageres & à rachat, saisies & occupées, tant à l'occasion de la Guerre, que pour avoir suivi le Parti contraire; ensemble de leurs Droits, Actions & Successions à eux survenus, mesme depuis la Guerre commencée; sans toutefois pouvoir rien demander ni prétendre des fruits & revenus perçûs & échûs dés le saisissement desdits Biens, jusques au jour de l'échange de la Ratification du Roi de Suede; ni semblablement des Dettes, effets & meubles qui auroient esté confisquez avant ledit jour à cause de la Guerre presente, en sorte qu'aucun Creancier de telles Dettes, ni aucun Depositaire, Proprietaire, & leurs Heritiers ou ayans cause, en puisse faire poursuite, ni en pretendre restitution, recouvrement, ou équivalent.

XII. La Riviere d'Oder, suivant la disposition des Traitez de Westphalie, demeurera toûjours en souveraineté au Roi & à la Couronne de Suede; & il ne sera pas libre audit Electeur de Brandebourg d'ériger aucune Forteresse, ou de fortifier aucune Place dans l'étenduë du Païs qui luy est cedé par le present Traité.

XIII. Aussi-tost aprés que l'échange de la Ratification de Sa Majesté Tres-Chrestienne aura esté faite avec celle de l'Electeur de Brandebourg, Sa Majesté fera retirer son Armée des Païs & Places des Duchez de Cleves, Principauté de Minden, Comtez de Mark & Ravensberg, & de toutes autres Terres dudit Electeur qu'elle auroit occupées; à l'exception toutefois d'un corps de mille Chevaux qu'elle conservera dans ledit Païs, & des Places de Wesel & Lipstat qu'elle retiendra jusques à l'entiere execution du present Traité avec le Roi de Suede: aprés laquelle, & lors que ledit Roi aura esté rétably dans les Païs & Places qui luy doivent être remis, elle retirera entierement ses Troupes des Places & Païs de l'Electeur de Brandebourg; mais durant qu'elles y demeureront, les Habitans des Villes de Wesel & de Lipstat continueront à fournir aux Garnisons les mêmes Logemens & ustenciles portées par le Traité de Santen; & les Habitans des Lieux, où lesdits mille Chevaux seront logez, leur fourniront les mêmes ustencilles & le fourage.

XIV. Mais comme le Roi de Suede n'a point presentement de Troupes dans l'Empire, & qu'il ne pourroit peut-être y en faire passer dans le temps porté pour l'échange des Ratifications du present Traité, pour reprendre en son nom la possession des Places & Païs qui luy doivent être remis par l'Electeur de Brandebourg: il a esté convenu & stipulé qu'aussi-tôt aprés ledit échange entre le Roi de Suede & l'Electeur de Brandebourg, ledit Electeur retirera ses Troupes de tout le Plat-Païs qui doit revenir par ce Traité au Roi de Suede; mais qu'il laissera les Garnisons necessaires dans les Places qui luy doivent être remises: sçavoir deux mille Hommes au plus dans Stralzund, & mille à douze cent Hommes dans Stetin; & ainsi à proportion dans les autres Places, lesquelles il conservera contre tous ceux dont elles pourroient être attaquées, jusques à ce que le Roi de Suede ait envoyé des Troupes pour prendre possession desdites Places, laquelle luy sera laissée alors par celles de l'Electeur qui se retireront dans ses Etats.

XV. Il sera loisible toutefois audit Electeur de Brandebourg de retirer auparavant desdites Places tout le Canon & les Munitions de Guerre qu'il y auroit fait conduire, depuis qu'il s'en est rendu Maistre; y laissant toutefois l'Artillerie & Munitions de Guerre qui ont appartenu à la Couronne de Suede, & qui s'y trouveront le jour de la Signature du present Traité de Paix.

XVI. Comme S. A. E de Brandebourg a fait de grandes instances à Sa Majesté Tres-Chrétienne de vouloir bien terminer en même temps la Guerre qu'elle a avec le Roi de Danemark, duquel Sadite A. E. seroit étroitement Alliée, ledit Roi de Danemark ayant déja fait connoistre le desir qu'il a de rentrer dans l'ancienne amitié & Alliance qu'il a euë cy-devant avec la France: Sa Majesté Tres-Chrestienne déclare qu'elle sera bien-aise que cette Paix se puisse faire au plûtôt à des conditions justes & raisonnables, pour le bien & le repos general de la Chrestienté, pourvû qu'elle se fasse en même temps avec la Suede, sans laquelle le Roi ne se trouve pas en état de la conclure. Cependant ledit Electeur s'oblige de ne donner aucun secours, directement ou indirectement, au Roi de Danemark, s'il demeuroit encore en Guerre contre la France & la Suede; & promet de rappeller ses Troupes, s'il en avoit quelques-unes dans le service dudit Roi de Danemark.

XVII. Sa Majesté Tres-Chrestienne s'oblige de procurer l'agrément du Roi de Suede sur ce present Traité, & sur tout ce qui y est contenu, & d'en obtenir la Ratification dudit Roi de Suede en bonne & dûë forme dans le temps de trois Mois, à compter du jour de la Signature, ou plûtôt, si faire se peut. Jusques à ce que cette Ratification soit délivrée entre les mains de S. A. E. elle ne sera point obligée de rendre la Pomeranie Suedoise; dequoy Sadite Majesté Tres-Chrestienne demeure garante, de mesme que de tout ce qui a esté accordé à S. A. E. en vigueur du present Traité.

XVIII. Les Ratifications de Sa Majesté Tres-Chrestienne avec celles dudit Electeur de Brandebourg seront échangées dans un Mois, ou plûtôt, si faire se peut; & celles du Roi de Suede avec ledit Electeur seront échangées dans le terme de trois Mois, ou plûtôt, si faire se peut.

En foy dequoy Nous sous-signez, en vertu de nos Pleinpouvoirs respectifs avons signé ces Presentes, & y fait apposer les Cachets de nos Armes. Fait à Saint Germain en Laye ce vingt-neuviéme jour de Juin mil six cens soixante & dix-neuf.

ARNAULD. FR. MEINDERS. *(L.S.)*

NOus ayans agreable le susdit Traité de Paix en tous & un chacun les points qui y sont contenus & declarez, avons iceux, tant pour Nous que pour nos Heritiers, Successeurs, Roiaumes, Païs, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié, & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons; & le tout promettons en foy & parole de Roi, sous l'Obligation & hypotheque de tous & un chacun nos Biens presens & à venir, garder & observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit. En témoin de quoi Nous avons signé ces presentes de nôtre main, & à icelles fait apposer nôtre Scel. Donné à Saint Germain en Laye le troisiéme jour de Juillet, l'an de grace mil six cens soixante & dix-neuf, & de nôtre Regne le trente-septiéme. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*, Par le Roi, ARNAULD.

Ratification de l'Electeur de Brandebourg.

NOus Frederic Guillaume, par la grace de Dieu Mark-Grave de Brandebourg, Archi-Chambellan & Prince Electeur du Saint Empire, Duc de Prusse, Magdebourg, Juliers, Cleves, Bergue, Stetin, Pomeranie, des Cassubes, Wandales, & Silesie, de Crosne & Carnovie, Burk-Grave de Nuremberg, Prince de Halberstat, Minden & Camin, Comte de la Marche & de Ravensberg, Seigneur de Ravenstein, Lavenbourg, & Boutow: Faisons sçavoir à tous ceux qui

ANNO 1679. qui ces presentes Lettres verront, qu'ayant vû & examiné le Traité conclu & arresté à Saint Germain en Laye le 29. jour de Juin, nouveau stile, de cette presente année mil six cens soixante & dix-neuf, en nôtre nom & sous nôtre Ratification, entre Sa Majesté Tres-Chrestienne le Roi de France & Nous, par le Sieur Arnauld, Chevalier, Seigneur de Pomponne, Conseiller en tous les Conseils, & Secretaire d'Etat & des Commandemens de Sa Majesté Tres-Chrestienne, d'une part; & nôtre Conseiller & Ministre d'Etat, & Envoyé Extraordinaire vers Sa Majesté, le Sieur Meinders, d'autre part; duquel Traité la teneur s'ensuit.

Au Nom de Dieu, &c.

NOus avons agréé & ratifié ledit Traité en tous & chacuns des points d'iceluy, comme Nous l'agreons & ratifions par ces Presentes: promettant en foy & parole de Prince de l'accomplir, observer, & faire observer inviolablement selon sa forme & teneur, sans souffrir qu'il soit jamais allé directement ou indirectement au contraire, pour quelque cause ou occasion que ce puisse être. En témoin de quoy Nous avons signé ces Presentes, & y fait appofer le Scel de nos Armes. Fait à Postdam ce $\frac{1}{11}$. jour de Juillet mil six cens soixante & dix-neuf. *Signé*, FRIDERIC GUILLAUME *Electeur.*

Pleinpouvoirs.

APrés que le Roi a donné tant de divers témoignages dans les differends qui ont déja esté conclus à Nimegue, de son extrême desir de voir finir par une Paix heureuse la Guerre qui embrase depuis tant d'années la meilleure partie de l'Europe; Sa Majesté n'a rien souhaité davantage que de contribuer à l'étendre entierement dans le Nort. C'est dans ce sentiment qu'elle a reçû avec beaucoup de plaisir les assurances que Monsieur l'Electeur de Brandebourg luy a fait donner par le Sieur Meinders son Envoyé Extraordinaire, de la sincerité de ses intentions, pour rentrer avec Sa Majesté dans les liaisons d'amitié & d'Alliance qu'il a eüé avec elle avant ces derniers mouvemens, & pour conclure une bonne, solide & durable Paix, tant avec elle, qu'avec le Roi de Suede. Et parce que ledit Sieur Electeur en envoyant ledit Sieur Meinders auprés de Sa Majesté, l'a chargé de son Pleinpouvoir pour entrer dans cette Negociation, selon que Sa Majesté le desireroit: Sa Majesté pour témoigner combien elle a agréable les bonnes dispositions de ce Prince, a bien voulu de sa part autoriser, comme elle autorise par ces Presentes le Sieur de Pomponne, Conseiller en tous ses Conseils, & Secretaire d'Etat & des Commandemens de Sa Majesté, auquel elle a donné & donne Pleinpouvoir, Commission, & Mandement special de conferer & negocier avec ledit Sieur Meinders, & consequemment arrester, conclure & signer en son nom tels Articles & Conventions, dont ils pourront convenir. Promettant Sadite Majesté en foy & parole de Roi, d'accomplir & d'executer ponctuellement, avoir agreable & tenir ferme & stable à toûjours tout ce que ledit Sieur de Pomponne aura promis & signé en vertu du present Pouvoir, sans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu, pour quelque cause ou pretexte que ce puisse être; comme aussi d'en fournir sa Ratification en bonne forme, dans le temps qu'il aura esté convenu. En témoignage de quoy Sadite Majesté a signé lesdites Presentes de sa main, & y a fait appofer le Scel de son Secret. Fait à Saint Germain en Laye le vingt-cinquiéme jour de Juin mil six cens soixante & dix-neuf. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*, Par le Roi, LE TELLIER.

NOus Frederic Guillaume, par la grace de Dieu, Mark-Grave de Brandebourg, Archi-Chambellan & Electeur du Saint Empire, Duc de Prusse, Magdebourg, Juliers, Cleves, Bergues, Stetin, Pomeranie, des Cassubes, Wandales, & en Silesie, de Crosne, & Carnovie, Bork-Grave de Nuremberg, Prince de Halberstadt, Minden & Camin, Comte de la Marck & Ravensberg, Seigneur de Ravenstein, Lavenbourg & Buttow; Donnons à connoistre à tous ceux qui verront les Presentes, qu'ayant appris avec joye la genereuse resolution que Sa Majesté Tres-Chrestienne a prise de sousmettre le cours victorieux de ses Armes au repos de la Chrestienté, & de renouer par cet effet l'ancienne amitié & liaison qui a toûjours esté entre Sa Majesté & Nous, & qui avoit esté alterée par les troubles de la Guerre en Allemagne & aux Païs-Bas, Nous avons donné & donnons en vertu des Presentes un Pleinpouvoir à nôtre Conseiller & Ministre d'Etat, & Envoyé Extraordinaire vers Sa Majesté, le Sieur Meinders, pour traiter & conclure un Traité de Paix & d'Alliance avec celuy ou ceux qu'il plaira à Sa Majesté Tres-Chrestienne de pourvoir pour cet effet d'un Pouvoir suffisant. Et afin qu'il n'y ait pas le moindre doute de la sincerité de nos intentions, Nous Nous obligeons, & promettons en foi de Prince, & sous nostre parole Electorale, de ratifier, d'accomplir & d'executer inviolablement toutes les conditions dont ledit Traité de Paix & d'Alliance sera composé. En témoin de quoy Nous avons signé ce Pouvoir de nôtre main, & y fait appofer le Scel de nos Armes. Fait à Postdam ce $\frac{1}{11}$. jour de Mai 1679. *Signé*,

FRIDERICUS WILHELMUS *Elector.* ANNO 1679.

Article Separé.

LOUÏS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront: SALUT. Comme le Sieur Arnauld, Chevalier, Seigneur de Pomponne, Conseiller en tous nos Conseils, Secretaire d'Etat & de nos Commandemens, en vertu des Pleinpouvoirs que Nous lui en avions donnez, auroit conclu, arresté & signé le vingt neuf du Mois de Juin, en ce lieu avec le Sieur Meinders, Conseiller Ministre d'Etat, & Envoyé Extraordinaire de nostre tres-cher & tres-amé Frere l'Electeur de Brandebourg, pareillement muni de Pleinpouvoirs de la part dudit Electeur, l'Article separé, dont la teneur s'ensuit.

OUtre les Articles contenus au Traité conclu & signé ce jourd'huy de la part de Sa Majesté Tres-Chrétienne & S. A. E. de Brandebourg, on est encore convenu de ce qui suit.

Comme l'intention de Sa Majesté Tres-Chrétienne est de faire cesser entierement tous les differens qui pourroient donner lieu à de nouveaux sujets de division & de Guerre entre les Princes de l'Empire, & que Sa Majesté Tres-Chrétienne s'est obligée par le Traité signé à Zell le cinquiéme Févier de la presente année avec les Princes de la Maison de Brunswik & Lunebourg de les assister dans la garantie qu'ils ont à donner aux Ducs de Meklebourg & Saxe-Lavembourg, l'Evêque de Lubek, le Comte de Lippe & de Swartzenbourg, & les Villes de Hambourg & de Lubek, à l'égard des prétentions qu'a ou pourroit avoir contre lesdits Princes & Etats l'Electeur de Brandebourg, sous pretexte de certaines assignations obtenuës pendant la Guerre: Sa Majesté, sans déroger à ladite Obligation, mais sçachant que l'intention de l'Electeur de Brandebourg est d'accommoder cette affaire à l'amiable, employera ses soins & ses offices pour la terminer entre les Parties par toutes voyes justes & raisonnables.

Ce present Article separé aura pareille force & vigueur, que s'il estoit inseré dans le corps du Traité principal passé ce jourd'hui; & la Ratification en sera fournie en même tems. Fait à Saint Germain en Laye ce vingt-neuviéme jour de Juin mil six cens soixante & dix-neuf.

ARNAULD. (*L.S.*) FR. MEINDERS.

NOus ayans agreable le susdit Article separé en tous & un chacun les points qui y sont contenus & declarez, avons iceluï tant pour Nous que pour nos Heritiers, Successeurs, Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foi & parole de Roi, & sous l'obligation & hypotheque de tous & un chacun

ANNO 1679. cun nos Biens presens & à venir, garder & observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit. En témoin de quoy Nous avons signé ces Presentes de nôtre main, & à icelles fait apposer nostre Seel. Donné à Saint Germain en Laye le troisiéme jour de Juillet, l'an de grace mil six cens soixante & dix-neuf, & de nostre Regne le trente-septiéme. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*, Par le Roi, ARNAULD.

Ratification de l'Article separé.

NOus Frederic Guillaume par la grace de Dieu, Mark-Grave de Brandebourg, Archi-Chambellan & Prince Electeur du saint Empire, Duc de Prusse, Magdebourg, Juliers, Cleves, Bergues, Stetin, Pomeranie, des Cassubes, Wandales & Silesie, de Crosne & Carnovic, Burk-Grave de Nuremberg, Prince de Halberstat, Minden & Camin, Comte de la Marche & Ravensberg, Seigneur de Ravenstein, Lavenbourg & Butow: Faisons sçavoir à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, qu'ayant vû & examiné l'Article separé conclu & arresté à Saint Germain en Laye le 29. jour de Juin, nouveau stile, de cette presente année mil six cens soixante & dix-neuf, en nostre nom & sous nostre Ratification, entre Sa Majesté Tres-Chrestienne le Roi de France, & Nous, par le Sieur Arnauld Chevalier, Seigneur de Pomponne, Conseiller en tous les Conseils, & Secretaire d'Etat & des Commandemens de Sa Majesté Tres-Chrestienne, d'une part; & nostre Conseiller & Ministre d'Etat & Envoyé Extraordinaire vers Sa Majesté, le Sieur Meinders, d'autre part; duquel Article separé la teneur s'ensuit.

Outre les Articles, &c.

NOus avons agréé & ratifié le susdit Article separé, comme Nous l'agreons & ratifions par ces Presentes, promettant en foi & parole de Prince de l'accomplir, observer & faire observer inviolablement selon sa forme & teneur, sans souffrir qu'il soit jamais allé directement ou indirectement au contraire, pour quelque cause ou occasion que ce puisse être. En témoin de quoy Nous avons signé ces presentes, & y fait apposer le Seel de nos Armes. Fait à Postdam ce 2/12. jour de Juillet mil six cens soixante & dix-neuf. *Signé*, FRIDERIC GUILLAUME, *Electeur*.

Declaratio & Protestatio Legati BRANDEBURGICI, *contra Pacem* ZELLENSEM, *quam, licet in Pace* SANCTI GERMANI IN LAYA *mentionatam atque inclusam, Serenissimus Elector non potest approbare, quatenus, non modo suis, sed & Cæsaris, & Imperii, Regisque Daniæ Juribus adversatur. Actum Neomagi die* 12-22. *Julii* 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue Tom. IV. pag. 496.]

POstquam suæ S. E. Brand. Legatus Extraordinarius & Plenipot. ad Pacis Tractatus Neomagi, temporis lucri faciendi & damni majoris avertendi causâ ad commutationem Ratificationum Pacis inter S. Regiam Majestatem Christianissimam & S. Ser. El. Brandenburgicam 29. Junii præterlapsi conclusæ, Articulorumque eidem adjectorum festinandum sibi esse duxisset, non potuit non Illustrissimo & Ex. Domino Mediatori Anglico significare S. S. Elect. Brand. illum supradictæ Pacis Articulum separatum, in quo Pacis 5. Febr. novissime præterii Zellæ factæ & conclusæ mentio facta est, quidem ratihabuisse quòd quæ de amicabili Hamburgensis negotii complanatione, & R. S. M. Christianissimæ officiis eo fine interponendis ibidem conventa sunt, ipsi non ingrata fuerunt. Sed quoniam supradicta Pace Zellensi Jura cùm Cæsaris & Imperii, Regisque Daniæ, tum S. S. Elect. ipsius impetuntur, non dubitasse altè dictam S. S. Brand. Reg. S. M. Christianiss. quemadmodum ipsa obligationi, quam antè memoratam Pacem Zellensem contraxit, prædictâ Pace Brandenburgicâ quidpiam derogare abnuit, ita quoque eam non improbaturam, quod S. S. E. approbare non possit nec velit, quæ tertius quidam in præjudicium, non solum suum, sed & Cæsaris & Imperii Regisque Daniæ stipulari voluit, ac proinde Consiliario suo Status intimo & ablegato Parisiis jam commoranti in Mandatis dedisse, ut prædictum Articulum nonnihil morari curaret, cui rei dum ipse operam dabit supradictus Legatus Brandenburgicus commutatione Ratificationum Pacis ob antè dictas causas diutiùs non dilatâ, Illustriss. atque Excell. Mediatori Anglico declarandum esse duxit, suam S. E. Brandenb. prædictum Articulum, nonnisi in spem, deliberatam mutationem à S. R. M. Christianissimâ admissum iri, ratihabuisse, eaque Ratificatione, id est, Ratificationis commutatione prædictam Pacem Zellensem quatenùs, non modo suis, sed & Cæsaris & Imperii Regisque Daniæ Juribus adversatur, præjudicioque est, nullatenùs approbare, quin potius eidem eo respectu contradicere, sibi & reliquis, quorum etiam interest, omnia quæ jure ipsis sibique competant reservare. Quam declarationem ut Illustr. & Ex. Dom. Mediator Anglicus ad Acta Mediationis referre velit, enixe rogatur. Neomagi 12/22. Julii 1679. ANNO 1679.

WERN. WILH. BLASPIEL.

CXCVI.

Traité pour l'Execution de la Paix entre le Serenissime & Tres-Puissant Prince LEOPOLD *Empereur des Romains, & le Serenissime & Tres-Puissant Prince* LOUÏS XIV. *Tres-Chrétien Roi de France & de Navarre. Fait à Nimegue le* 17. *Juillet* 1679. [FREDER. LEONARD. Tom. III. *Theatrum Pacis*, Tom. II. pag. 829. &c. *Actes & Memoires* de la Paix de Nimegue. Tom. III. pag. 545. en Latin comme ici, & pag 549. en François. *Theatrum Pacis*, Tom. II. pag. 829. en Allemand, & en François. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part Gen. pag. 1054. JAC. BERN. MULTZ *Repræsentatio Majestatis Imperat.* Part. II. Cap. VIII. pag. 383. Anhang zu des Europäischen Heroldt. pag. 1192. en Allemand, LONDORPII *Acta Publica*. Tom. X. Lib. XI. pag. 667. en Allemand.] 17. Juill.

In Nomine Sanctissimæ & individuæ Trinitatis.

NOtum sit universis quorum interest, aut interesse potest, cum Articulo vigesimo septimo Pacis quinta Februarii nuperi hic conclusæ contineatur, ut Commissarii ab utraque Parte nominentur qui de restitutione & evacuatione locorum restituendorum juxta Pacem Westphalicam conveniant, simulque Sacra Cæsarea Majestas ab Imperii Electoribus, Principibus, & Statibus decenter requisita sit, ut Copias suas ex Imperio in Regna & Ditiones Hæreditarias educere velit, atque eo nomine Sacra sua Cæsarea Majestas Reverendissimum, Illustrissimos & Excellentissimos Dominos, Dominum Joannem Episcopum Gurcensem, Sacri Romani Imperii Principem atque Sacræ Cæsareæ Majestatis Consiliarium, & Dominum Theodorum Althetum Henricum à Stratman Sacræ Cæsareæ Majestatis Consiliarium Imperii Aulicum; Sacra Regia Majestas Christianissima verò Illustrissimum & Excellentissimum Dominum Carolum Colbert Equitem, Marchionem de Croissi, Sacræ Regiæ Majestati Christianissimæ ab utrisque Consiliis ordinarium, omnes Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios, qui dictæ Paci concludendæ ac perficiendæ incubuerunt, necessariis Mandatis instruxerint quorum Apographa ad finem hujus Recessus inserta sunt. Inter eosdem Sacræ suæ Cæsareæ Majestatis, & Sacræ suæ Majestatis Christianissimæ Commissarios de præfata restitutione & evacuatione locorum atque abductione Copiarum convenisse tenore sequenti.

I. Imperator Exercitus suos & Copias quantociùs deduci curabit ex omnibus Imperii Ditionibus ad Domum Austriacam Jure Hæreditario non spectantibus, & nominatim ex Circulis Sueviæ & Franconiæ, uti & ex Circulis Rhenano Electorali & Rheni superioris, Urbibusque & Fortalitiis in iis sitis, Bonnâ, Argentinâ, Offen-

ANNO 1679.

Offemburgo, Hochberg, Landavio, Cronweissenburgo, nec non generaliter ex quibuscunque aliis locis, neque Pace Monasteriensi, neque Neomagensi Sacræ Cæsareæ Majestati competentibus, ita ut prædictæ Copiæ in Bohemiam, aliosque Status Patrimoniales ante decimam Augusti sine ulteriori mora perveniant.

II. Rex Christianissimus Exercitus suos & Copias quantocius etiam revocabit bona fide ex omnibus Imperii Ditionibus, & nominatim ex Archiepiscopatibus Moguntino, Trevirensi, Coloniensi, Palatinatu Rheni, & Episcopatu Leodiensi, & Ducatu Juliacensi, Urbibusque, & Fortalitiis in iis sitis, uti & ex tota Brisgovia, omnibusque locis, quæ Domui Austriacæ virtute Pacis Westphalicæ competunt, excepto solo Castro & Oppido Friburgensi & tribus Pagis Lehn, Bozenhausen & Kirchzart Galliæ cessis, necnon generaliter ex quibuscumque aliis locis, neque vigore Tractatus Monasteriensis, nec Pace Neomagensi Sacræ Regiæ Majestati Christianissimæ competentibus, ita ut sine ulteriore mora prædictæ Copiæ ante decimam Mensis Augusti, in Regnum Galliæ perveniant. De octo locis verò vigesimo sexto Instrumenti Pacis nominatis observabuntur bonâ fide, quæ in prædicto Articulo de iis conventa sunt.

III. Restituantur etiam intra prædictum terminum juxta Articulum vigesimum quartum Pacis hic conclusæ, quicumque restituendi ex capite Amnestiæ nondum restituti sunt.

IV. Porrò in præsenti Tractatu omnia loca & Jura comprehensa intelligantur quamvis singulatim expressa non sint, quæ restitutioni obnoxia sunt, ubicumque sita reperiantur, & si aliqua elapso termino adhuc restituta aut evacuata non essent, statim ad instantiam Partis interessatæ, bona fide evacuentur & restituantur. Omnia autem prædicta loca & jura restituantur, qualia tempore conclusionis & subscriptionis Pacis aut decimo quinto die à dicta subscriptione fuerunt, unà cum Archivis, Documentis Litterariis, aliisque mobilibus, uti & Tormentis Bellicis, quæ in iis tempore occupationis & subscriptionis, aut decima quinta die à dicta subscriptione Pacis extiterint.

V. Quantum ad Ditiones, Communitates, & Loca quæ se ante subscriptam Pacem Contributionibus submiserunt, & adhuc residuas debent, convenit, ut desuper inter Intendentes vel Commissarios ex una parte, & Deputatos Principis vel Statuum locorum ex altera ante decimam diem Augusti ex æquo liquidatio fiat, & quo Ditiones & Communitates illæ, quæ Contributiones non debent, vel quæ juxta Articulum trigesimum Instrumenti Pacis hic conclusæ, datis idoneis Fidejussoribus pro residuis caverint, vel Obsides Partibus gratos dederint, ad solvendum adigi non possint pro iis Communitatibus, quæ adhuc debitrices & morosæ extiterint, licet ejusdem Ditionis sint, nisi quatenus in solidum teneantur. Illæ verò Ditiones, Communitates, & loca quæ prædictæ obligationi non satisfecerint, ad solutionem ex conducto, in quantum fieri poterit, cum debitricis Ditionis regimine, executione militari compelli queant: ita tamen ut morosæ tantum Communitates aut in solidum obligatæ dilationis pœnam sentiant, sine cujuscumque alterius gravamine, & ille tantum Militum numerus ad executionem adhibeatur, qui absolutè necessarius erit, statimque à facta solutione aut præstita per Fidejussores, vel Obsides cautione revocetur.

VI. Nominabuntur quamprimum ab utreque parte Commissarii qui ea exequantur, quæ de debitis & repertis in Oppido Friburgo Archivis aliisque Documentis Litterariis Articulo octavo & nono Instrumenti Pacis convenerunt.

Hanc de Pacis executione Conventionem promittunt utriusque Partis Commissarii respectivè ab Imperatore & Imperio, & Rege Christianissimo inviolabiliter observatum iri, prædictorumque Articulorum executionem quæ intra prædictum tempus ex Mandatis tam Cæsareæ quàm Christianissimæ Majestatum sequetur, pro utriusque Partis ratihabitione habituram, ita ut ad perfectum Pacis adimplementum nullâ aliâ Ratihabitionum commutatione opus sit. In quorum omnium fidem majusque robur, Cæsarei & Regius Commissarii præsens Instrumentum subscriptionibus sigillisque propriis muniverunt. Acta hæc sunt Neumagi decima septime Mensis Julii anno Domini millesimo sexcentesimo septuagesimo nono.

Joannes Episcopus & Princeps Gurcensis. *Colbert.*
T. A. Henricus Stratman.

PLENAPOTENTIA.

LEOPOLDUS Divinâ favente clementia Electus Romanorum Imperator, semper Augustus, ac Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, &c. Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Stiriæ, Carinthiæ & Wirtembergæ, Comes Tyrolis; Notum facimus universis, postquam Instrumento Pacis inter nostros & Confœderatarum Coronarum Plenipotentiarios Legatos concluso, subscripto & ratificato, inter cætera, illud quoque provisum sit, ut mox ab ipsius subscriptione omnis hostilitas cesset & juxta Pacem Monasteriensem, hac novissima in omnibus confirmatam, reciprocè & quantociùs restituantur & restituenda loca evacuentur bona fide, in eumque finem Commissarii ab utraque parte nominentur, qui modò dictam inprimis restitutionem atque evacuationem intra Mensis spatium à ratihabita Pace absque ulteriori dilatione absolvant; intra annum verò etiam statuant, quæ circà debitorum ab Oppido Friburgensi pro rata incumbentium solutionem, uti & Archivi ibidem reperti restitutionem, separationem ac asservationem Articulis octavo & nono ad illos remissa sunt: quod ex parte nostra ad exequendum & promovendum omne id, quod ad pacificum conclusæ Pacis effectum necessarium visum est atque conducibile, iisdem Legatis nostris Plenipotentiariis, qui dictæ Paci concludendæ ac perficiendæ hactenus insudârunt, Venerabili Joanni Episcopo Gurcensi, Principi Sacri Imperii, Consiliario devoto, nobis dilecto, nec non Consiliario nostro Imperiali Aulico, Sacrique Imperii fideli dilecto, Theodoro Altheto Henrico Stratman plenam nostram Potestatem & Commissionem dederimus ad tractendum & conveniendum, & statuendumque cum Deputato vel Deputatis, Plenipotentiario vel Plenipotentiariis, Serenissimi & Potentissimi Franciæ Regis Christianissimi, sive ejusdem vel eorumdem Subdelegato, vel Subdelegatis super prædictis omnibus, aut quæ alias in iisdem aut circa locum etiam Friburgensem cessasve ejusdem dependentias ex Pacis hujus Conventione complananda adhuc occurrent transigendis; & in Imperatorio nomine promittentes, nos omnes id quod supradicti nostri Plenipotentiarii Commissarii simul, vel si quo casu, vel ob adversam valetudinem vel alias causas quascumque, unus eorum abesset, alter cum supradicti Serenissimi & Potentissimi Regis Christianissimi Plenipotentiario vel Plenipotentiariis ejusque vel eorundem Subdelegatis tractabit atque concludet, ratum habituros & ex parte nostra executioni mandari curaturos. In cujus rei fidem has propria manu subscripsimus, & Sigillo nostro Cæsareo signari fecimus. Datum in Civitate nostra Viennæ die decima tertia Mensis Aprilis Anno Domini millesimo sexcentesimo septuagesimo nono, Regnorum nostrorum, Romani vigesimo primo, Hungarici vigesimo quarto, Bohemici verò vigesimo tertio. *Signatum*,

LEOPOLDUS.

Vt. LEOPOLDUS GUILIELMUS, COMES IN KÖNIGSEG.

Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ Majestatis proprium,

CHRISTOPH. BEYER.

LOUÏS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: A nostre Amé & Feal le Sieur Colbert Marquis de Croissi, Conseiller Ordinaire en nostre Conseil d'Estat, nostre Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire pour la Paix, Salut. Comme par le vingt-septiéme Article du Traité de Paix, que vous avez conclu, & signé en nostre nom à Nimegue le cinquiéme jour de Février dernier, avec les Ambassadeurs & Plenipotentiaires de nôtre tres-Cher & tres-Amé Frere l'Empereur; Il est porté que selon la Paix de Munster, confirmée en tous ses Points par l'Article second du susdit Traité l'on fera la restitution & l'évacuation des Places de bonne foy, & retirera les Troupes de part & d'autre, & qu'à cette fin l'on nommera des Commissaires en mesme temps que ledit Traité sera reciproquement ratifié, afin que l'évacuation & restitution des Troupes soient achevées dans l'espace d'un Mois pour tout delai depuis la Ratification de la Paix, sans y comprendre cependant les Places, desquelles il est

ANNO 1679. est autrement disposé pour un temps par l'Article vingt-sisiéme dudit Traité. Nous, pour ces causes desirant satisfaire de nostre part au contenu du susdit Article vingt-septiéme, Vous avons commis, ordonné, & deputé, commettons, ordonnons & députons par ces presentes signées de nostre main, pour en qualité de nostre Commissaire incontinent aprés la Ratification, qui vous aura été fournie dudit Traité, tenir la main à l'évacuation & restitution reciproque des Places occupées de part & d'autre dans l'Empire, à l'exception toutefois de celles mentionnées dans l'Article vingt-six dudit Traité, comme aussi à la retraite des Troupes, & conjointement avec les Commissaires nommez de la part de nostre susdit Frere l'Empereur convenir & arrester tout ce qui sera jugé necessaire pour l'entiere execution du susdit Traité, ainsi qu'il y est plus particulierement porté. De ce faire vous donnons Pouvoir, Commission, & Mandement special par cesdites presentes. Car tel est nostre plaisir. Donné à Saint Germain en Laye le quinziéme jour de Mars l'an de grace mil six cens soixante & dix-neuf, & de nostre Regne le trente-sixiéme. *Signé*, LOUIS. Par le Roi, ARNAULD.

CXCVII.

6-16. Août. *Lettre de Monsr.* JENKINS *Mediateur Anglois, écrite aux Ambassadeurs de Sa Majesté Imperiale, au sujet du retablissement de la Paix entre l'*ESPAGNE *& la* SUEDE, *en leur envoyant un Projet ulterieur de Declaration pour estre accepté & publié de part & d'autre à certain jour.* Avec un CERTIFICAT *des Ambassadeurs de S. M. Imperiale, sur la Copie de cette Lettre communiquée par eux aux Ambassadeurs d'Espagne, mais dont l'Original restoit entre leurs mains.* [Copie originale tirée des Archives de l'Ambassade d'Espagne en Hollande.]

MESSIEURS,

VOyant qu'il y a quelque chose, qui manque encore à la perfection de la Paix entre les Couronnes d'Espagne & de Suede, & l'expedient, dont j'ay eu l'honneur de parler plus d'une fois à Vos Excellences pour sortir d'affaire en cette rencontre, ayant eu déja quelque approbation j'ay creu estre de mon devoir, afin d'avancer tant qu'il m'est possible une affaire de cette importance, de minuter une forme de Declaration qui pourroit servir, sauf meilleur avis, pour donner la derniere main à cette Paix, j'ay pris pour fondement, que le Roy de Suede étant compris dans la Paix faite icy à Nimegue entre l'Espagne & la France, & le Roy Catholique étant pareillement compris dans celle, qui s'est faite entre Sa Majesté Imperiale & la Suede, il n'y avoit plus lieu pour les hostilitez, & par consequent, que la Paix s'étoit tacitement rétablie entre lesdits Roys, leurs Royaumes & Etats, cecy étant indubitable, il ne reste, ce semble, aucun lieu de douter que Leurs Majestez les Roys d'Espagne & de Suede ne soient en tres-bonne disposition pour déferer aux offices & aux instances du Roy mon Maître, d'autant plus que Sa Majesté ne desire rien plus passionnement que de voir la Paix entre deux Roys, ses anciens Alliez, prendre au plûtôt toutes les perfections, qui y sont requises, & entrer au nombre de ces Paix, qui sont déja faites, afin d'affermir de plus en plus le repos general de la Chrestienté; Pour cet effet on pourroit passer sans délay à la Publication de la Paix dans les Villes de Madrid, de Bruxelles, de Stockholm, & de Riga, moyennant que les Ambassades des deux Couronnes susdites aggreassent preallablement la teneur d'une declaration, à tel effet, & arrestassent de concert entre eux un certain jour, auquel on en pourroit faire la publication auxdites Villes. Vos Excellences me feront l'honneur s'il leur plaist, de faire leur reflexion sur le Projet cy-joint, & en cas, qu'elles le trouvent conforme à leur sentiment, & à celuy de l'Ambassade d'Espagne, elles auront la bonté de m'en avertir, & en mesme temps de me faire sçavoir ce qu'il y aura à faire davantage, le tout sur le presupposé que je fais, que l'Ambassade de Suede n'aura point de difficulté d'entrer dans cet expedient pour donner la derniere main à une œuvre si sainte & si importante, en attendant la resolution de Vos Excellences sur ce sujet. Je demeure, Messieurs, de Vos Excellences le tres-humble & tres-obeissant Serviteur. L. JENKINS. A Nimegue ce sisiéme d'Août 1679. *Erant scriptæ.* A leurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majesté Imperiale aux Traitez de Paix à Nimegue. ANNO 1679.

NOs Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii Sacræ Cæsareæ Majestatis infrascripti fidem facimus & attestamur, quod præsentes Literæ, ex originalibus, ab Illustrissimo & Excellentissimo, Domino Legato Mediatore Jenkins ad nos datis & apud nos remanentibus transumptæ sint, & cum iis in omnibus concordent. Datum Noviomagi, vigesima secunda Augusti 1679.

(*L.S.*) *Joannes Episcopus Gurcensis.*

(*L.S.*) *T. A. Henr. Stratman.*

Lettre des Ambassadeurs de SUEDE *au Mediateur Anglois, par laquelle ils se declarent d'accepter le Formulaire dressé par ce Ministre, pour la Publication de la Paix entre les Couronnes d'*ESPAGNE *& de* SUEDE, *& qui devoit tenir lieu d'un Traité formel entr'elles. A Nimegue le 6. Août 1679. vieux Stile.* Avec *le* CERTIFICAT *du Mediateur faisant foi de cette Acceptation du 8—18. Août 1679.* Et *un* AUTRE *semblable* CERTIFICAT *sur la Copie de la Lettre des Ambassadeurs, dont l'Original étoit resté entre ses mains, du même jour 8—18. Août 1679.* [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. IV. Part. II. pag. 530.]

MONSIEUR,

AYant receu la Lettre de V. E. nous n'avons pas manqué d'en considerer le contenu avec le Formulaire y joint de la Publication de la Paix entre les Roys & les Couronnes de Suede & d'Espagne, & comme nous avons raison d'approuver les sentimens de V. E. aussi declarons-nous à present, que nous acceptons le susdit Formulaire en tous ses points & clauses, nous chargeans que selon la teneur d'iceluy, la Publication se fera le 24 de Novembre prochain dans les Villes de Stockholm & Riga, au nom de Sa Majesté le Roy nôtre Maître, sur l'assurance, que V. E. nous veut bien faire, qu'elle se fera en même temps, & en la même forme par S. M. le Roy d'Espagne dans les Villes de Madrid & de Bruxelles. C'est de quoy nous avons bien voulu asseurer V. E. par ces mots, afin qu'elle sût, que l'Europe doit encore cette Paix à la Mediation de Sa Majesté Britannique & à vos soins. Nous sommes. A Nimegue ce 6. d'Août 1679.

MONSIEUR,

de Vôtre Exc. les tres-humbles & tres-obeissans Servit.

BENOIT OXENSTIERN.

JOH. PAULIN OLIVEKRANS.

Testimonium Domini Jenkins, Suecicam Legationem recipere Formulam Pacis inter Hispaniæ & Sueciæ Reges factæ.

NOs S. R. M. Magnæ Britanniæ Legatus Extraordinarius & Plenip. ad Tractatus Pacis Noviomagi institutos infrascriptus notum facimus ac testamur per præsentes, quòd Illustrissima & Exc. Legatio Suecica nobis Mediatorio munere fungentibus declaravit, se formulam Declarationis sive Programmatis præsentibus annexam in omnibus approbasse & acceptasse, eum in finem, ut Pax inter Coronas Hispaniæ & Sueciæ publicetur ac formetur; Promisit insuper & in se suscepit, quòd autoritate Seren. & Potentissimi Suecorum Regis eadem Declaratio Stockholmiæ & Rigæ in Livonia, 24. die Novembris stilo Vet. proximè futuri solemniter promul-

ANNO 1679. tuulgabitur, prout in casibus consimilibus moris est; in quorum fidem hasce Literas Certificatorias manu nostrâ subscripsimus, iisque Sigillum nostrum apposuimus.

8. Augusti stilo Vet. 1679.

(L.S. L. JENKINS.

Testimonium Legati Magnæ Britanniæ Regis, Literas antecedentes cum Originali convenire.

NOs Legatus Extraord. & Plenip. S. R. Majestatis Magnæ Britanniæ infrascriptus testamur, quòd hoc præsens Scriptum transumptum sit ex Literis Originalibus Illustrissimæ & Exc. Legationis Sueciæ ad nos datis & penes nos remanentibus, quodque earundem vera Copia sit, & cum iis in omnibus concordet.

Datum 8. Augusti 1679.

L. JENKINS.

Lettre écrite aux Ambassadeurs de Sa Majesté Imperiale, par le Marquis DE LA FUENTE *Ambassadeur d'Espagne, au sujet du Formulaire proposé par le Mediateur* JENKINS, *lequel il accepte.* [Copie originale tirée des Archives de l'Ambassade d'Espagne en Hollande.]

Excellentissimos Signores.

SIendo cierto que el mayor desseo del Rey mi Signor, es contribuir por su parte lo mas al reposo universal, como assi mismo a la entera satisfazion de S. M. de la Gran Bretaña, no puedo dexar de stimar en el mayor grado la proposicion zelosa que haze a V. Excell. el Excellentissimo Jenkins Embaxador Extraordinario, y Plenipotenciario de S. M. Britanica Medianer en este Congresso en Papel de 16. de Agosto & V. Excellencia sean servido de poner en mis manos tocante a la Paz del Rey de Suezia, y assi no haviendo tiempo para discurrir de las formalidades ni para esperar Respuestas de S. M. & disolverse el Congreso, y estar para partir el mismo Excellentissimo & Mediador Jenkins, me conformo con su proposicion, y prego a Dios por las Excellencissimas Personas de V. Excellencias como desseo.

Certificatio à Mediatore Legatis Suecicis exhibitâ, de Formula Pacis inter Coronas SUECICAM & HISPANICAM *instituendæ, promulgandæque, per Legatos Hispanicos approbatâ & acceptatâ. Noviomagi* 8—18. *Augusti* 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. IV. Part. II. pag. 533.]

NOs Sacræ Regiæ Majestatis Magnæ Britanniæ Legatus Extraordinarius & Plenipotentiarius, ad Tractatus Pacis Noviomagi institutos infrascriptus notum facimus & testamur per præsentes, quòd Illustrissima & Exc. Legatio Cæsarea, nobis, munere Mediatorio fungentibus, declarârit, Illustrissimam & Excellentissimam Legationem Hispanicam formulam Declarationis, sive Programmatis præsentibus annexam, in omnibus approbasse & acceptasse eum in finem, ut Pax inter Coronas Sueciæ & Hispaniæ, secundùm ejusdem Declarationis tenorem publicetur & firmetur, promisisse insuper & in se suscepisse, quòd auctoritate Serenissimi ac Potentissimi Hispaniarum Regis eadem Declaratio Madriti & Bruxellis, die 4. Decembris stilo Nov. proxime futuri, solemniter promulgabitur, prout in Casibus consimilibus moris est. In quorum fidem hasce Literas nostras Certificatorias, manu nostrâ subscripsimus, iisque Sigillum nostrum apposuimus.

8. Augusti stilo Vet. 1679.

(L.S) L. JENKINS.

Réponse des Ambassadeurs de S. M. Imperiale au Marquis DE LA FUENTE *Ambassadeur d'Espagne, sur sa Lettre du 17. par laquelle il avoit accepté le Formulaire du Mediateur.* [Copie originale tirée des Archives de l'Ambassade d'Espagne en Hollande.]

ANNO 1679.

NOus n'avons pas manqué de communiquer à Monsr. l'Ambassadeur Mediateur Jenquins, la Lettre dont il a plû à Votre Excellence de se declarer à nous qu'elle accepte son Projet de Publication de la Paix entre Sa Majesté Catholique & la Suede, sur l'asseurance, que Messieurs les Ambassadeurs de Suede l'avoient accepté aussi. Nous y avons adjousté que Votre Excellence se chargeoit d'en rendre tel compte au Roy son Maître, afin que par l'ordre de Sa Majesté cette Publication se fist infailliblement le quatriéme de Decembre prochain dans les Villes de Madrid, & de Bruxelles, presupposant, qu'elle se fera au nom du Roy de Suede le mesme jour, & dans la mesme forme dans les Villes de Stockholm & Riga; Vôtre Excellence verra de l'attestation de Monsr. l'Ambassadeur Mediateur susdit, & de la Lettre des Ambassadeurs de Suede y jointe, qu'ils s'y conforment de leur costé en tout, & qu'ainsi il ne nous reste, que de nous rejouïr avec Vôtre Excellence que par sa prudence ordinaire cette affaire soit concluë à sa satisfaction, & celle du Roy Mediateur, & des Parties. Nous sommes,

MONSIEUR,

de Vôtre Excellence
les tres-humbles & tres-obeissans Serviteurs.

JEAN Evêque de GURCO.

T. A. HENR. STRATMAN.

Nimegue ce 21. *d'Août* 1679.

Formula Pacis inter Reges HISPANIÆ & SUECIÆ *promulgandæ, ac servandæ ab utraque parte approbata atque conventa.* [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. IV. pag. 535.]

CAROLUS Dei gratiâ Hispaniarum, &c. Rex, &c. Omnibus, &c. . . . .

Quum Belli denuntiatio illa, quæ nos inter ac Seren. ac Potentissimum Principem Dominum Carolum, &c. Suecorum, &c. Regem, &c. . . . . . ante aliquot annos hinc inde intercessit, jam pro non habitâ & non publicatâ censeatur ex eo speciatim tempore, quo nos Pace cum Rege Christianissimo Noviomagi nuper initâ & conclusâ ac postmodum ratihabitâ consensimus, ut præfatus Rex Sueciæ in eâdem Pace comprehenderetur, prout reipsâ comprehensus & ritè inclusus est, præfatusque vicissim Rex Pace cum Imperatore & Imperio Romani Noviomagi itidem nuper initâ & conclusâ, & deinde ratihabitâ, consensit, ut nos pariter in eâdem Pace comprehenderemur, prout nos reipsâ comprehensos, & ritè inclusos esse certiores facti sumus.

Cumque Serenissimus ac Potentissimus Princeps Dominus Carolus II. Magnæ Britanniæ, &c Rex, &c. . . . . Mediator inter nos & prædictum Regem Sueciæ (uti & universim) receptus, pro indefesso illo zelo quo Orbi Christiano pacificando operam per plures annos navavit, in eo rerum jam sit, ut Pax inter nos & prædictum Regem Sueciæ, comprehensionibus & inclusionibus antememoratis inchoata, tot Pacificationibus per Europam, Deo dante, & præfato Rege Magnæ Britanniæ officiis suis Mediatoriis adnitente, confectis, quantociùs accedat, iisdemque omnibus numeris absoluta annumeretur, cumque in finem consultum, imò necessarium duxerit, ut solemni aliquâ Declaratione ex condicto hinc inde publicandâ, Pacis & antiquæ Amicitiæ inter nos & prædictum Regem Sueciæ jam per Dei gratiam redintegratæ plenaria restauratio & confirmatio, omnibus quorum interest innotesceret.

Nos postquam certiores facti sumus eam Pacis & amicitiæ cumulatiùs adhuc redintegrandæ & firmandæ ratio-

Anno 1679.

rationem (quæ à præfato Rege Mediatore proponebatur) uti nobis & prædicto Regi Sueciæ perplacere, nec non de tenore ipsarum Declarationum, sive Programmatum ut & de locis & diebus certis quibus commodè publicari poterunt (aliàs interpositis officiis Mediatoriis) conventum esse.

Concludimus, edicimus & declaramus, quòd Pax Christiana vera & sincera inter nos & prædictum Regem & Regnum Sueciæ, ut & inter nostros respectivè Hæredes & Successores, Regna, Provincias & Ditiones adeò plenariè & perfectè restabilita, redintegrata & confirmata sit, ac si nulla unquam Belli denunciatio aut alii quipiam hostiles motus, nobis aut Subditis nostris, cum prædicto Rege & Subditis suis intercessissent, eandemque Pacem firmam, inviolabilem, & perpetuam esse volumus & jubemus.

Cessationem item hostilitatum, inimicitiarum & simultatum cujuscumque generis contra Regem Regnumque Sueciæ, Subditos, Incolas & Inquilinos suos, omnibus Subditis, Incolis & Inquilinis nostris cujuscunque status aut conditionis fuerint, firmiter injungimus & imperamus.

Omnesque repressalias, ut & Marchæ & contra-Marchæ Commissiones (si quæ forte post nuperos Belli motus vel antea contra Subditos & Incolas prædicti Regis Sueciæ emanarunt) auctoritate præsentium inhibemus, revocamus & cassamus.

Declaramus insuper, omnia ea quæ quocunque loco & modo à primordio horum motuum vel antea hostiliter gesta sunt, omnesque lites, & actiones inde exortas, vel exordium sumturas tolli, extingui & aboleri, uti vigore præsentium tolluntur, extinguuntur & abolentur, ita ut neque intuitu hostilitatum antecedentium, nec alio quocunque sub prætextu, quicquam omnino molestiæ vel impedimenti, viâ juris vel viâ facti, Subditis prædicti Regis Sueciæ, quoad personas, vel res suas, vel earundem securitatem, vel indemnitatem inferatur vel inferri patiatur

Quòd si aliqua Navis vel Navigium bona vel Mercimonia ad Subditus prædicti Regis Sueciæ pertinentia post decimam septimam Mensis Septembris anni proximè præcedentis (quâ scilicet comprehensionum & inclusionum prædictarum altera stipulata est) per Mare in quâcunque Orbis plagâ vel Regione, capta aut occupata fuerunt, & per Subditos nostros adhuc detenta sunt ea omnia & singula eorundem Proprietariis absque morâ vel exceptione quâcunque reddi & restitui decernimus & jubemus in statu quo tempore captionis aut occupationis existebant.

Declaramus porrò & statuimus, quòd omnes Subditi Regis Sueciæ in Commerciis, per Regna, & Ditiones nostras, Terrâ Mariqoe exercendis, gaudebunt iisdem Immunitatibus, & Privilegiis, quibus ullo alio tempore ante prædictam Belli denunciationem gavisi sunt.

Mandamus denique & injungimus omnibus Urbium, locorum & armorum nostrorum, Terrâ Marive Præfectis, nec non Magistratibus & Officialibus nostris & generatim omnibus, qui nobis fide & obsequio tenentur, ut ea, quæ superius declarata & sancita sunt, fideliter exequantur, & observent, & ab aliis pariter observari faciant sub pœnâ indignationis nostræ . . . . . In quorum fidem & robur hanc nostram Declarationem manus nostræ Regiæ subscriptione & Sigilli Regii appositione firmatam promulgari & publicari jussimus. Datum . . . . . Anno Domini 1679.

CXCVIII.

16. Août.

Protestatio nomine CAROLI HOLLANDI DE TREMOLLIA, *Principis Tarenti ac Talemundi, apud D. Nuntium Mediatorem* BEVILAQUA *facta, de reservato sibi & Domui Tremollianæ jure competenti in Regnum Neapolitanum Noviomagi die* 16. *Augusti* 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. IV. Part. I. pag. 13.]

In Nomine Domini. Amen.

PEr hoc publicum Instrumentum cunctis pateat evidenter & sit notum, quòd Anno Domini millesimo sexcentesimo septuagesimo octavo, die decimâ sextâ Mensis Augusti, in mei Adriani Roukens Ducatus Gueldriæ Noviomagi residentis publici Notarii, testiumque infra nominatorum præsentiâ, petitâ ac obtentâ per me ab Illust. & Reverend. Domino, Domino Aluysio de Bevilaqua, Patriarchâ Alexandrino, Nuntio Extraordinario, munus Mediationis pro Sanctissimo Domino nostro, Innocentio XI. Papâ, ad Tractatus Pacis Universalis Noviomagi tractandæ obeunte, hujus Instrumenti faciendi licentiâ; Nobilis Dominus Joannes Gabriel Sanguiniere Dominus de Charansac, Regis Christianissimi in sua Curia Præsidiali Parisiensi Consiliarius, nomine Plenipotentiarii Celsissimi ac Illustr. Principis Caroli Hollandi Belgici de Tremolliâ, Tarenti ac Talemundi Principis; Tremolliæ, Thoarsi ac Loduni Ducis; Vallis, Montis-fortis, Gisnarum, Jonvellæ ac Taliaburgi Comitis, Vitrei, Malitennis, Berriæ & Didonnæ Baronis, Rhedonum, Baitii ac Marsillei Vicecomitis; Spinæi Marchionis; Paris Franciæ ac Regis Christianissimi Nobilium Cubiculariorum Primarii, &c. ejusque Plenipotentiæ Mandato sub die 7. Julii proximè præteriti dato, ad calcem præsentium describendo, specialiter munitus, se contulit horâ decimâ matutinâ ad Palatium prædicti Illust. & Reverendissimi Domini Nuntii Apostolici, & se dirigens ad ejus personam, ipsi, me Notario testibusque infra nominatis præsentibus, exposuit, declaravit ac repetiit, se illi libellum supplicem nomine Plenipotentiarii Celsissimi & Illust. Principis de Tremollia, cum bonâ veniâ Regis Christianiss. Domini sui Clementissimi, sub die vigesimo Mensis Julii novissimè elapsi, eâ quâ par est reverentiâ exhibuisse, quo & Instrumentis annexis eum clarè docuit Jura antedicti Principis de Tremollia circa Regnum Neapolitanum, quod ipsi tanquam ex asse Hæredi Carlotæ Arragoniæ, Causis & Juribus, in prædicto libello allegatis & abunde probatis, legitimè competit, ac ipsum vigore Mandati Plenipotentiæ suæ enixè, & eo quo potuit studio, tam voce quàm scriptis obsecrasse, ut æquissimæ causæ cognitionem suscipiens, præfatum Celsissimum & Illust. Principem de Tremollia, tanquam è Frederico Neapolitano è solio deturbato ortum, adversus Ser. Principem, Carolum II. Hispaniarum Regem, Ferdinando Arragonio Neapoli intruso editum, audiret & audiri procuraret, manifestissimoque ejus juri, ut par erat, opitularetur: Nihilominus tamen contra spem, licet dictus Illust. ac Rever. Nuntius Mediator dictum Libellum ac Instrumenta ad causam facientia receperit, accidisse, ut petitioni tam justæ præfati Domini Sanguiniere Plenipotentiarii nihil datum, officiaque sua omnia irrita, afflictæ Domus patrocinium neglectum, & omnia juris remedia denegata fuerint. Quamobrem Pace à tempore dati Libelli cum Batavis subscriptâ, & cum Hispanis de horâ in horam, ut fertur, subscribendâ, protestatus est ac declaravit prædictus Dominus Joannes Gabriel Sanguiniere, in vim Mandati sui, si quid sive in præsens sive in posterum generalibus speratæ Pacis Pactis, hîc Noviomagi vel alibi sanciendis, quocumque modo vel prætextu inferatur, quod Hæreditariis prædicti Celsissimi & Illust. Principis de Tremollia, liberorum ejus, aut ab eo causam habentium Juribus, Dignitatibus, Gradibus, Prærogativis ac commodis inde pendentibus, ac nominatim Juri, illi, ejus liberis, aut ab eo causam habentibus circa Regnum Neapolitanum competenti directè vel indirectè derogare queat, muneris sibi commissi ergo, per ejus expressum Mandatum infra ut fertur describendum, hæc omnia melioribus quibus potuit & debuit verbis, declarans coram Deo & hominibus, se nunquam acquievisse, sicut nec per iterata Mandata acquiescere potuisse, imò nihil intentatum reliquisse, ut quod attentatum fuerit præveniret, & vel minimum causæ sibi commissæ præjudicium amoverer, quemadmodum inpræsentiarum facit, ad meliora tempora provocans, & integrum illibatumque Celsissimæ & Illustrissimæ Domui Tremollianæ jus, quibus potuit vindiciis asserens; de quibus omnibus ac singulis publicâ hâc apud omnes & singulos, non solùm præsentes sed absentes etiam & posteros, Protestatione petiit à me Notario publico, testibusque infra nominatis semper astantibus, sibi fieri & tradi Instrumentum, illi sub hac formâ concessum, & Celsissimo, ac Illustrissimo Principi de Tremollia, suo Principali, prout de jure valiturum. Cujus exemplar à me Notario subscriptum dictus Dominus Sanguiniere Plenipotentiarius præfato Illustrissimo & Reverendissimo Domino Nuntio ad majorem rei evidentiam tradidit & dimisit, illumque rogavit, ut Protestationem suam in Registris Mediationis Apostolicæ mandare & registrari dignetur. Acta fuerunt

hæc

ANNO 1679.

hæc Noviomagi, in Palatio prædicti Illustrissimi & Reverendissimi Domini Nuntii, præsentibus Nobili Viro Domino Ægidio de Bourgeauville, & Nobili Viro Domino Armandu de Boscager, testibus ad præmissa specialiter vocatis atque rogatis; anno, die & hora prædictis. Dictus Dominus Sanguiniere ac prænominati testes signarunt mecum Notario in Minutâ præsentium, quæ penes me remansit.

Signatum ADRIEN ROUKENS, N.P.

NOs Consules, Scabini & Consilium Urbis Noviomagensis in Gueldria, fidem facimus & testamur universis & singulis, Adrianum Roukens, qui præscriptum Instrumentum rogatus recepit & subscripsit, esse Publicum Ducatus Gueldriæ Noviomagi residentem Notarium, ejusque Scripturis, Actibus & Instrumentis ab eo subscriptis plenam fidem adhiberi, & hactenus adhibitam fuisse, & indies adhiberi indubiam in judicio & extra; In cujus rei testimonium præsentem Attestationem per nostrum Civitatis Secretarium fieri, & subscribi, ac Sigillo Civitatis muniri mandavimus. Actum Noviomagi, die 13/23 Augusti, anni millesimi sexcentesimi septuagesimi octavi.

Ex Mandato supra dictorum Dominorum meorum,

Signatum J. VAN GAESBEECK,

Secretarius.

CXCIX.

30. Août. *Contract de Mariage, de* CHARLES II. *Roi d'Espagne, avec la Princesse* MARIE LOUÏSE, *Fille du Prince* PHILIPPE *Fils de France, Frére-Unique de* LOUÏS XIV. *Roi de France, Duc d'Orleans. Fait à Fontainebleau, le 30. Août 1679.* [FREDER. LEONARD. Tom. IV. pag. 419.]

AU nom de Dieu le Createur; soit notoire à tous, que tres-Haut, tres-Excellent & tres-Puissant Prince Louïs XIV. par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre; Aiant consideré comme un moien capable d'affermir de plus en plus la tranquillité publique qu'il a plû à Dieu de rétablir par la Paix, le desir extrême que le tres-Haut, tres-Excellent & tres-Puissant Prince Charles II. par la même grace de Dieu Roi d'Espagne, lui a fait témoigner par son Ambassadeur Extraordinaire, que Sa Majesté voulût bien lui accorder en Mariage, tres-Haute & tres-Puissante Princesse Marie Louïse, Niéce de Sa Majesté, & Fille de tres-Haut & tres-Puissant Prince Philippe Fils de France, Frere Unique de Sa Majesté, Duc d'Orleans, & de défunte tres-Haute & tres-Puissante Princesse Henriette Anna d'Angleterre, ci-devant Epouse & Compagne dudit Seigneur Duc d'Orleans. Sa Majesté Tres-Chrétienne auroit eu bien agreable la recherche & demande que ledit Seigneur Roi Catholique lui a fait faire de ladite Serenissime Princesse Marie Louïse, & comme tant de grandes & aimables qualitez qui sont en elle ne la rendent pas moins chere à Sa Majesté que si elle estoit sa propre Fille, Sadite Majesté a crû ne pouvoir donner une marque plus publique du desir qu'elle a d'entretenir pour le bien de la Chrétienté une amitié sincere & durable avec le Roi Catholique qu'en la lui donnant pour Epouse, & qu'en renouvellant par cette Alliance toutes celles qui ont été déja si heureusement contractées par de semblables liaisons entre la France & l'Espagne. C'est dans cette veuë qu'elle auroit nommé des Commissaires, pour conjointement avec celui de Sa Majesté Catholique, convenir des Articles & conditions necessaires pour parvenir à l'accomplissement de ce Mariage, lesquels Articles ont esté signez & arrestez suivant les Pouvoirs respectifs desdits Commissaires, & depuis ratifiez par ledit Seigneur Roi Catholique, c'est par ces mêmes motifs qu'en presence, du consentement & vouloir de tres-Haut, tres-Excellent & tres-Puissant Prince LOUÏS, par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, de tres-Haute, tres-Excellente & tres-Puissante Princesse Marie Therese, par la même grace, Reine de France & de Navarre, Epouse & Compagne de Sa Majesté Tres-Chrétienne, de tres-Haut & tres-Puissant Prince Philippe Fils de France, Frere Unique de Sa Majesté, de tres-Haute & tres-Puissante Princesse Elisabeth Charlotte Comtesse Palatine du Rhin, Duchesse de Baviere, à present Epouse & Compagne dudit Seigneur Duc d'Orleans, & de ladite tres-Haute & Puissante Princesse Marie Louïse Fille dudit Seigneur Duc d'Orleans, & en presence aussi de tres-Haut & tres-Excellent Prince Louis Dauphin de France, tres-Haute & Puissante Princesse Anne d'Orleans Fille puisnée dudit Seigneur Duc d'Orleans, tres-Haute & Puissante Princesse Anne Marie Louïse d'Orleans Duchesse de Montpensier, Souveraine de Dombes, tres-Haute & Puissante Princesse Marguerite Louïse d'Orleans, grande Duchesse de Toscane, tres-Haute & Puissante Princesse Isabelle d'Orleans Duchesse de Guise, tres-Haut & Puissant Prince Louïs Armand de Bourbon Prince de Conti, tres-Haut & Puissant Prince François de Bourbon, Prince de la Roche-sur-Yon, tres-Haut & Puissant Prince Louïs de Bourbon Comte de Vermandois Admiral de France legitimé de France, tres-Haut & Puissant Prince Louis Auguste de Bourbon, Duc du Maine, Colonel General des Suisses legitimé de France, tres-Haute & Puissante Princesse Marie Anne de Bourbon legitimée de France, tres-Haute & Puissante Princesse Louïse Françoise de Bourbon legitimée de France, tres-Haut & Puissant Prince Henri de Bourbon Duc de Verneuil legitimé de France, tres-Haute & Puissante Princesse Charlotte Seguier Epouse dudit Seigneur Duc de Verneuil, & Messire Michel le Tellier Chevalier Chancelier de France, Commandeur des Ordres du Roi & son Conseiller Ordinaire en tous ses Conseils d'une part: & de Haut & Puissant Seigneur Dom Paul Spinola Doria Marquis de Los-Balbases, Duc de Sestu, Seigneur de Ginosa Casalnosetta & Pontecuroné, Conseiller du Conseil d'Etat de tres-Excellent & tres-Puissant Prince le Roi Catholique, son grand Protonotaire en son Conseil d'Italie, & son Ambassadeur Extraordinaire vers Sa Majesté Tres-Chrétienne, muni de son Pleinpouvoir à l'effet des presentes d'autre part, les Conventions & Traitez de Mariage entre ledit Seigneur Roi Catholique, & ladite Serenissime Princesse Marie Louïse ont esté accordées & arrestées, ainsi qu'il ensuit.

Premierement. C'est à sçavoir que Sa Majesté tres-Chrétienne promet de donner en nom & loi de Mariage à Sa Majesté Catholique, la Serenissime Princesse Marie Louïse à ce presente, procedante sous l'autorité de Sa Majesté Tres-Chrétienne, qui la cherit & veut bien la marier comme si elle estoit sa propre Fille, comme aussi promet Sa Majesté Catholique representée par le Marquis de Los-Balbases son Ambassadeur Extraordinaire de prendre à Femme & Epouse, la Serenissime Princesse Marie Louïse, pour être ledit Mariage parfait, accompli & solemnisé le plûtôt que faire se pourra suivant les Constitutions, & en face de la Sainte Eglise Catholique Apostolique Romaine, par paroles de present en la Cour de Sa Majesté Tres-Chrétienne, par tres-Haut & Puissant Prince Louïs Armand de Bourbon Prince de Conti chargé de la Procuration dudit Seigneur Roi Catholique, conformément à la Dispense Apostolique sur ce obtenuë par les Parties, pour lever l'empêchement que pourroient y apporter les degrez de parenté & consanguinité qui sont entr'elles.

II. En faveur & contemplation dudit futur Mariage, Sa Majesté a donné & constitué en Dot à la Serenissime Princesse sa Niéce, la Somme de cinq cent mille Ecus d'Or sol, & ce pour tous Droits Paternels & Maternels, & autres qui lui pourroient appartenir & écheoir, laquelle Somme sera composée d'un million de Livres, donné & legué par feuë tres-Haute, tres-Excellente & tres-Puissante Princesse Anne d'Autriche Reine Mere de Sa Majesté à la Serenissime Princesse sa petite-Fille, & de la Somme de dix-neuf mille deux cent quatre vingts cinq Jacobus & trois quarts Monnoie d'Angleterre, faisant Monnoie de France deux cens soixante dix mille Livres & interest d'icelle, qui est encore deuë par tres-Haut, tres-Excellent & tres-Puissant Prince le Roi de la Grande Bretagne pour la moitié qui appartient à la Serenissime Princesse en la Dot de feuë Son Altesse Roiale Madame Henriette Anne d'Angleterre Mere de ladite Serenissime Princesse, pour être lesdits interêts exigez du jour seulement du deceds de ladite Dame Duchesse d'Orleans, & en

cas

Anno 1679.

cas que lesdites deux Sommes ensemble ne puissent faire celle de cinq cent mille Ecus d'or sol, Sa Majesté Tres-Chrétienne promet de faire paier ce qui s'en défandra, & se feront les paiemens en la Ville de Madrid, sçavoir le tiers au tems de la consommation du Mariage, le second tiers à la fin de l'année, & le troisiéme six mois aprés, en sorte que le parfait paiement soit fait en dix-huit Mois de temps.

III. Et de plus Monseigneur le Duc d'Orleans donne à la Serenissime Princesse sa Fille, la Somme de quarante mille Ecus en Bagues & Joiaux qu'il lui sera remettre entre les mains.

IV. A esté convenu & accordé que ledit Seigneur Roi Catholique futur Epoux assurera ladite Somme de cinq cent mille Ecus d'or sol, sur bonnes & suffisantes Rentes à raison du denier vingt, au contentement raisonnable des Ministres qui à cet effet seront nommez & Députez par Sa Majesté Tres-Chrétienne, & seront données bonnes & suffisantes hypotecques pour la seureté dudit Dot, & si ladite Serenissime Princesse aime mieux jouïr desdites Rentes & Villes qui lui seront données pour hipotecques que la Rente dudit Dot à la raison susdite du denier vingt, & qu'il lui soit pourveu comme aux autres Reines d'Espagne, pour leurs Maisons en la forme & grandeur qu'il en a esté usé, & s'use, en tel cas la Rente desdits hipothecques sera comptée selon & ainsi que lesdites Rentes sont à present en Espagne, & ainsi que les autres de même qualité sont assignées.

V. Plus a esté promis par ledit Sieur Commissaire du Roi d'Espagne au nom de Sa Majesté Catholique, de donner à ladite Serenissime Princesse des Bagues & Joiaux de la valeur de cinquante mille Ecus d'or sol qui sortiront nature d'Heritage à ladite Serenissime Princesse, comme seront aussi toutes les autres Bagues & Joiaux qu'elle portera lesquels demeureront pour elle, ses Hoirs, Successeurs & aians cause.

VI. Que ledit Roi Catholique donnera à ladite Serenissime Princesse entretenement pour son état & Maison tel qu'à si grande Princesse, petite-Fille, Niéce, Femme & Fille de si puissans Rois appartient, & icelui assignera sur bonnes Rentes, avec seures & fermes Assignations & suffisantes hipotecques au contentement de ladite Serenissime Princesse.

VII. A esté aussi convenu & accordé qu'au lieu de Doüaire dont on a accoûtumé d'user en France ladite Serenissime Princesse aura pour augment de Dot dudit Mariage selon l'usage des Roiaumes du Roi d'Espagne, la Somme de cent soixante six mille six cent soixante six Ecus d'or sol, qui reviennent au tiers de ladite Somme entiere dudit Dot, lequel augment de Dot, estant ledit Mariage dissolu, & ladite Serenissime Princesse survivant le Roi Catholique son futur Epoux, lui sortira nature d'Heritage pour elle, les siens & aians cause, pour en pouvoir disposer soit entre-vifs ou par derniere volonté conformément à l'usage & coûtume d'Espagne, & lors que ledit Mariage sera consommé, sera baillé assignation à ladite Serenissime Princesse de la susdite Somme de cent soixante six mille six cent soixante six Ecus d'or sol, pour en jouïr ledit cas d'augment de Dot arrivant, & ce en la même forme & maniere que les Deniers & Rentes dudit Dot lui seront assignées.

VIII. Plus a esté arresté que la dissolution dudit Mariage advenant, & ladite Serenissime Princesse survivant ledit Seigneur futur Epoux, elle pourra partir & se retirer franchement & librement dudit Roiaume d'Espagne, toutes & quantes fois qu'il lui plaira, & avec elle tous ses Officiers, Domestiques & Serviteurs, & retourner en France, faire apporter & amener avec soi tous & chacuns ses Biens, Joiaux, Habits, Vaisselles & autres meubles quelconques, sans que pour quelque occasion que ce soit ou pourroit survenir, il sut fait ou mis directement ou indirectement aucun empéchement ou retardement à son départ, ni en la jouïssance dudit augment de Dot, & assignation des Deniers de sondit Mariage qui lui auront esté donnez ou deû donner, pour seureté dequoi seront données par ledit Roi Catholique à Sa Majesté Tres-Chrétienne avant que ladite Serenissime Princesse sorte d'auprés d'elle, les Lettres d'assurance qui seront à ce necessaires, scellées du Sceau de Sa Majesté Catholique, avec promesse sur sa foi & parole Roiale de les garder & accomplir inviolablement, tant pour lui que pour ses Successeurs aux Couronnes d'Espagne.

IX. Plus a esté convenu & accordé que ladite Serenissime Princesse sera honorablement conduite & renduë aux frais de Sa Majesté Tres-Chrétienne, comme il convient à Princesse de telle qualité & Alliance qu'elle prend jusques aux frontieres du Roiaume d'Espagne où elle sera accueillie & receuë honorablement de la part dudit Roi Catholique, comme appartient à une Princesse de si haute & Illustre Maison.

X. Tout ce que dessus a esté convenu & arresté par exprés en faveur dudit Mariage, promettant Sa Majesté Tres-Chrétienne en foi & parole de Roi l'entretenir, garder & observer inviolablement, sans aller ni souffrir qu'il soit allé directement ou indirectement au contraire, comme ledit Sieur Marquis de Los-Balbases Ambassadeur Extraordinaire de Sa Majesté Catholique audit nom, & en vertu de son Pouvoir & Procuration, promet pareillement d'entretenir, garder & observer tout le contenu ci-dessus, sans jamais aller ni souffrir qu'il soit allé directement ou indirectement au contraire, le tout sous l'obligation de tous & chacuns leurs Biens presens & à venir. Renonçant reciproquement lesdites Parties à toutes Loix, Coûtumes, usages & autres choses à ce contraires, & ont signé de leurs propres mains le present Contrat, duquel l'Original est demeuré par devers Nous, pour en vertu d'icelui en délivrer les Expeditions necessaires en la forme ordinaire. Fait & passé dans le Château de Fontainebleau, le trentiéme jour d'Août de l'année mil six cent soixante dix-neuf, pardevant nous Conseillers, Secretaires d'Etat & des Commandemens de Sa Majesté.

Signé, ARNAUD. COLBERT.

CC.

30. Août.

Waffen-Stillstand/ so zwischen denen Königen in Schweden und Dennemarck biß zu vollkommlicher Execution des Friedens zu Wasser und Land geschlossen worden; Worinn alle Hostilitäten aufgehoben/ die Commercien vom 10. Septembris anzufangen ihren freyen lauff und fortgang in beyderseits Landen gewinnen/ dann auch denen Vestungen die Freyheit zugelassen wird/ nach belieben für geld/ mit ein- und ausfuhr einzukauffen/ ferners solle der König zu Schweden/ an König zu Dennemarck/ vor die in Schonen einnehmende Contributiones, Monathlich biß zu evacuirung der Plätze/ 2400. Reichsthaler entrichten. Lunden den 30. Augusti 1679. [LONDORPII *Acta Publica* Tom. X. pag. 663.]

C'est-à-dire,

Armistice conclu entre les Rois de SUEDE *& de* DANNEMARC *pour durer jusqu'à l'execution de la Paix; on y convient non seulement d'une Cessation de toutes hostilités, mais aussi de la Liberté du Commerce à commencer le 10. Septembre; avec permission aux Garnisons des Places fortes de se pourvoir, en payant, des Vivres qui leur seront necessaires. Le Roi de Suede s'y oblige aussi à faire payer au Roi de Dannemarc 2400. Ecus par Mois jusqu'à l'entiere évacuation des Places, & cela pour & à cause des Contributions qu'il tire de la Scanie. A Lunden le 30. Août 1679.*

DEmnach durch Göttlichen Segen der Friede zwischen beyden Kön. Kön. Maj. Maj. zu Dännemarck/ Schweden/ rc. bereit so weit gebracht worden/ daß an einem glücklichen Schluß nicht zu zweiffeln/ als haben ihre Maj. Maj. durch unser hier anwesende unterschriebene Extraordinar: Ambassadeurs und Plenipotentiarios immittelst einen Stillstand der Waffen auff beyden Seiten getroffen/ und durch des Chur-Sächs. Mediatoris und Geheimen Raths/ Herrn Baron Gersdorff/ absonderlichen Fleiß und Dexteritaet auffgerichtet/ wie folget:

I. Ist zwischen beyden Kön. Kön. Maj. Maj. zu Dännemarck und Schweden/ rc. ein Stillstand der Waffen/ so wol zu Lande als zu Wasser beliebet/ so sich auf alle ihre Reiche/ Provintzen und

ANNO 1679.

und Lande/ Seen/ Flüsse/ Reviere/ Ströme und Hafen/ keine davon ausgeschlassen/ wo und an was Orten dieselbe auch gelegen/ und von einem der beyden Theilen possedirt werden/ sie seyen in diesem Kriege eingenommen/ oder von Alters her zu ihren Reichen und Landen gehörig gewesen/ erstrecket.

II. Ermeldter Stillstand zu Lande sol in Schonen seinen Anfang nehmen vom nechstkommenden 31. Augusti, und so fort an gehörige Oerter gesandt/ auch offentlich/ so wol in den Vestungen als bey den Armeen/ Milice/ von den Canzeln/ und absonderlich an den Grantzen verkundiget und publicirt werden/ damit sich keiner einiger Unwissenheit halber zu entschuldigen haben möge: Da auch nach der publication sich jemand hierwieder versehen/ und diesen Stillstand übertreten würde/ sol er davon Red und Antwort geben/ und wie die That meritiret, gebührend gestraffet/ auch demjenigen/ welchem irgend Schade zugefüget worden/ nach Recht und Billigkeit Satisfaction geschehen/ und der Stillstand nichts desto minder unverbrochen gehalten werden: An andern Orten/ es sey zwischen Norwegen und Schweden/ oder im Römischen Reiche/ sol dieser Stillstand seinen Anfang nehmen/ so bald derselbe Ihrer Majestät Majestät Feld-Marschall- und Generalen notificirt, und wie oben gemeldet/ publicirt worden.

III. In währendem Stillstande sollen alle hostiliteten und Feindliche actionen auffhören/ und der eine in des andern Länder/ Aempter/ Seen/ Ströme/ Hafen und Jurisdiction, so er entweder durch den Krieg bekommen/ oder sonsten besitzet/ keinen Einfall thun/ oder einiger massen turbiren oder verunglimpfen/ sondern alles ohne Hinderniß und in Ruhe lassen/ also daß nicht allein alle Attaquen und Bloquaden, womit ein oder ander Ort beschweret seyn möchte/ stracks auffhören/ und abgeschaffet werden sollen/ besondern auch die Commercien, vom 10. Septembr. anzufangen/ so wol in des einen Reichen und Oertern/ als in des andern/ ihren freyen Lauff und Fortgang gewinnen/ und die Reisenden zu Wasser/ sie reisen in publiquen oder particulier affairen, wann sie mit gebührlichen Pässen versehen seyn/ vollkommene Freyheit geniessen.

IV. Den Vestungen wird die Communication und Freyheit zugelassen/ mit Ein- und Ausfuhr/ für Geld/ was jeden beliebet/ einzukauffen.

V. Was die Contributionen in Schonen belanget/ sol vom 31. Augusti angefangen/ und biß zur evacuirung der Plätze damit continuiret/ und dafür Monatlich an Konigl. Majest. zu Dännemarck rc. von Ihr. Konigl. Majest. zu Schweden/ rc. 2400. Reichsthaler richtig in contanter Müntze und zwar bey Ausgang jeden Monats erleget werden. Worbey alle andere Aufflagen und Forderungen von wegen Ihr. Konigl. Majest. zu Dännemarck auffgehoben werden/ ausgenommen die Grasung für die in den Vestungen liegende Cavallerie, und wird allen und jeden verboten/ durch ihre Unterhabende und Bedienten den Landmann im geringsten nicht zu molestiren/ oder etwas/ unter was Namen es auch seyn mag/ abzuzwingen. Wegen der restanten in Lands-Cron und Helsingburgischen Aemptern/ welche Districten von dem übrigen Schonen eximiret werden/ ist versprochen/ so fort in der Güte sich zu vereinbaren/ woran hier in Lunden den 6. Septembr. und nach eher/ wanns geschehen kan/ ein Anfang sol gemacht werden. Worzu an beiden Seiten zwo Personen verordnet werden sollen.

VI. Zu Wasser soll dieser Stillstand seinen Anfang nehmen/ so bald Ihre Konigl. Konigl. Maj. Maj. Admiralen und Flotten davon Kundschafft bekommen können/ welches sie so fort den auscommandirten und in der See kreutzenden Schiffen/ Galioten und Capern zu wissen thun sollen/ also/ daß alle hostiliteten/ wie sie Namen haben können/ sowol von Capern als von Schiffen von dem 10. Septembr. an/ gäntzlich auffhören und auffgehoben werden sollen. Solte auch nach solcher Zeit einiges Fahrzeug in der See von jemand auffgebracht werden/ so noch nicht Nachricht haben würde/ sollen beydes Güter/ Schiffe/ und was sonsten dergestalt weggenommen/ unbeschädiget restituiret/ und alles was davon veralieniret seyn möchte/ denen andern wieder bezahlt werden.

VII. In währendem Stillstande wird einer in des andern Seen und Hafen keine Orlogs-Schiffe klein oder groß schicken/ solten sie aber durch Sturm und Ungewitter dahin getrieben werden/ sollen sie verobligirt seyn/ stracks solches dem nechst darbey commandirenden Officierer zu erkennen zu geben/ und so bald Wind und Wetter es zulassen/ sich von dannen wieder zu begeben.

VIII. Dieser Stillstand/ sol/ biß daß der Friede vollkommlich exequirt wird/ währen/ und sollen von diesem Instrument zwey gleichlautende Exemplaria verfertiget/ und denen Herren Mediatorn zugestellet werden/ und unter beiden Theilen auszuwechseln. Nach welcher Zeit diese Articuln ohne weitere Ratification so fort ihren Anfang nehmen.

Lunden den 30. Augusti 1679.

CCI.

2. Sept. *Pax inter.* LUDOVICUM XIV. *Franciæ & Navarræ Regem, suo &* CAROLI XI. *Suecorum Regis nomine agentem ab una, &* CHRISTIANUM V. *Daniæ Regem ab altera partibus; Quâ Pacificationes Roschildiensis, Hafniensis, & Westphalica pro fundamento hujus admittuntur; ablata durante hoc Bello omnia inter Reges Daniæ scilicet & Sueciæ, utrinque restituuntur; Controversiæ verò inter easdem circà Immunitates Navibus Suecicis in Oresundu, & Freto Baltico concessas, ortæ, remittuntur ad proximam compositionem amicabiliter instituendam. Actum Fontibellaquei 2. die Septembris 1679.* Cum ARTICULO SEPARATO *de prætensionibus, quas Rex Daniæ contrà Duces Brunsvicenses obtentas habet, amicè per Interventionem Christianissimi Regis componendis. Actum die 2. Septembris 1679.* Nec non TRACTATU *peculiari de Restitutione Ducis Holsato-Gottorpiensis intrà duarum Septimanarum spatium. Actum die 2. Septembris 1679.* Accedunt PLENIPOTENTIÆ & RATIFICATIONES, *utrinsque Partis.* [Actes & Memoires de la Negociation de la Paix de Nimegue Tom. IV. pag. 547. Recueil de LEONARD Tom. V. *Theatrum Pacis* Tom. II. pag. 919. en Latin, Allemand & François. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Contin. II. Abtheil. IV. Absatz X. pag. 440. en Latin & en Allemand. LONDORPII *Acta Publica* Tom. X. pag. 706. en Allem. Anhang zu des Europäischen Herolds IV. Haubt-Handlung. pag. 1679. *Theatrum Europæum* Tom. XI. pag. 248. en Allemand.]

ANNO 1679.

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre; A tous ceux qui ces Presentes Lettres verront, Salut. Comme nostre Amé & feal le Sieur Arnauld, Chevalier, Seigneur de Pomponne, Conseiller en tous nos Conseils, Secretaire d'Etat & de nos Commandemens, en vertu des Pleinpouvoirs que Nous luy en avions donnez, auroit conclu, arresté & signé le deuxiéme du present Mois, en ce lieu, avec le Sieur Meyercron, Conseiller & Envoyé Extraordinaire de nostre tres-cher & tres-amé Frere le Roi de Dannemark, & de Norvegue, pareillement muni de Pleinpouvoirs de la part dudit Roi, le Traité de Paix, dont la teneur s'ensuit.

In Nomine Sanctissimæ & Individuæ Trinitatis.

NOtum sit omnibus & singulis quorum interest. Postquam mutuus antiqui Fœderis inter Galliam & Sueciam nexus Serenissimum ac Potentissimum Principem Dominum Dominum LUDOVICUM XIV. Franciæ & Navarræ Regem Bello in Septentrionalibus partibus orto implicarit, prædictusque Rex Christianissimus nihil magis in votis habuerit, quam ut Pace ubique fere in Europa nuper restituta, incendium quod in supradictis Oris adhuc gliscebat, quantocius etiam extingueretur, & in ipsis quoque flagrantissimi hujus Belli flammis singularem semper affectum erga Serenissimum ac Potentissimum Principem & Dominum, Dominum CHRISTIANUM V. Daniæ, Norwegiæ, Gothorum, Vandalorumque Regem, Ducem Slesvici, Holsatiæ, Stormariæ, & Ditmarsiæ, Comitem in Oldembourg, & Delmenhorst, servarit, adeoque lubentissime ex prænominati Daniæ Regis Consiliario atque Ablegato Extraordinario Nobili, & generoso Domino Henningo Meyercroon intellexerit, modo dictum Daniæ Regem eandem Pacem seriò exoptare, nihilque in se desiderari passurum, quod ad reconciliandam concordiam redintegrandumque mutuæ amicitiæ cum Galliæ & priorum Fœderum per novissimas hasce Bellorum turbas interruptum nexum facere ulla ratione queat, & quia supradicti Regis Christianissimi rationes & interesse, quoad præsens Bellum à rationibus & interesse Serenissimi ac Potentissimi Principis & Domini Domini CAROLI XI. Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regis, Magni Principis Finlandiæ, Ducis Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ,

Anno 1679.

Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Cassubiæ & Vandaliæ, Principis Rugiæ, Domini Ingriæ & Wismariæ, necnon Comitis Palatini Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ, & Montium Ducis nullomodo separari queunt, prædictusque Ablegatus Daniæ Extraordinarius haud alium esse memorati Daniæ Regis animum testatus fuerit, quam ut bona, secura, atque constans cum Sueciæ Rege Pax ineatur atque concludatur, Rex Christianissimus tam suo quàm Sueciæ Regis nomine reconciliandæ mutuæ concordiæ restituendæque Orbi Christiano tranquillitatis ergo de Pacis conditionibus cum præfato Daniæ Rege ineundis Tractatus in se suscepit, eumque in finem Excellentissimum & Illustrissimum Dominum Simonem Arnauld Equitem Dominum à Pomponne Consiliarium suum intimum ac Secretarium Status & Mandatorum, nominavit, deputavitque, ut cum prædicto Daniæ Regis Ablegato negotium hoc tractaret, atque ad optatum finem perduceret, qui sufficientibus instructi Mandatis quorum originalia utrinque commutata, & Apographa sub finem hujus Instrumenti verbotenus inserta sunt, in sequentes Pacis & Amicitiæ Leges convenerunt.

I. Sit inter supradictos Reges, & eorum Hæredes, Successores, Regna, Status, Provincias, Ditiones, & Subditos Terra, Marique, & ubicumque locorum vera, firma, & perpetua Pax, sinceraque amicitia, eaque religiose & bona fide serverur, & supradicti Reges mutuum honorem, utilitatem, & commodum invicem promoveant. Sit præterea amnistia generalis, & perpetua oblivio omnium eorum quæ ante hoc Bellum, & durante eodem, ejusque occasione quocumque loco, modove hostiliter acta sunt. Quod etiam observetur respectu Subditorum qui has vel illas partes secuti sunt, ita ut nemini eorum posthac quicquam molestiæ specie juris, aut via facti sub quocunque prætextu inferatur.

II. In quam finem cessent atque aboleantur omnia Fœdera, quæ ab alterutro supradictorum Regum in alterutrius damnum, & præjudicium inita sunt, neque præfati Reges imposterum ulli Tractatui, aut Confœderationi in alterutrius detrimentum tendenti consentiant.

III. Cessent inter Partes supradictas omnes cujuscunque generis hostilitates Terra, Marique intra duas septimanas à die subscriptionis hujus Tractatus computandas, excepta tantum Norwegia in cujus confiniis eædem hostilitates intra trium septimanarum spatium cessabunt, aut citius si Ducibus Exercituum præsens Tractatus prius innotescere poterit. Si quas autem Copias Galliæ in Ditionibus Regis Daniæ commorari contingeret, inde intra decem dierum spatium à subscriptione præsentis Tractatus computandorum recedent, nec post elapsos supradictos decem dies ullæ novæ Contributiones exigi poterunt.

IV. Et quandoquidem Rex Christianissimus semper declaravit, se non aliter quam sub conditione restitutionis Sueciæ juxta tenorem Tractatuum Rodschildensis, Hafniensis, & Westphalicæ Pacem inire posse, Rex Daniæ etiam ob publicam tranquillitatem, & respectu Regis Christianissimi huic conditioni assensit, conventum est quod supradicti Tractatus Rodschildensis, Hafniensis & Westphaliæ cum omnibus ad Tractatum Hafniensem spectantibus Instrumentis, in omnibus & singulis Articulis pristino vigori restituantur, sarti, tectique maneant, atque in hoc Tractatu ita repetiti censeantur, ac si de verbo ad verbum eidem inserti essens.

V. Vigore itaque præsentis Tractatus Rex Daniæ pollicetur, se Regi Sueciæ omnia loca durante hoc Bello armis suis occupata, aut quæ adhuc ante, vel post subscriptionem hujus Tractatus occupari possent, restituturum: nominatim Urbes Landscroniam, Helsimburgum, Marstrand, Wismariam cum Insulis Rugia & Gothlandia, cum earum omnibus dependentiis, & generaliter quidquid Ditionum, Terrarumque possidet, quæ per Tractatus Rodschildensem, Hafniensem, & Westphalicam Regi Sueciæ cessa sunt, aut quæ ante eosdem Tractatus ad Sueciam pertinuerint.

VI. Vicissim Rex Sueciæ promittit, se Regi Daniæ restituturum quidquid Terrarum, aut Ditionum ad Regem Daniæ pertinentium armis occupaverit, aut ante, vel post subscriptionem præsentis Tractatus occupare posset.

VII. Et quandoquidem Rex Daniæ exposuit, quod Privilegia, & Immunitates Navibus Suecicis in Oresunda, & Freto Baltico concessæ, quibusdam abusibus, contra mentem supradictorum Tractatuum, ansam dederint, Rex autem Christianissimus pro certo habeat, Regis Sueciæ intentionem non esse, quod Subditi sui, aut alii sub dictorum Privilegiorum aut Immunitatum prætextu iisdem Privilegiis & Immunitatibus in detrimentum Jurium, & redituum Regis Daniæ abutantur, conventum est, quod post tres menses à permutatione Ratihabitionum præsentis Tractatus computandos, supradictus Rex Sueciæ Commissarios nominabit, qui eo loco, de quo Partes utrimque convenerint, cum Commissariis Regis Daniæ congrediantur, ibidemque præsente & interveniente Ministro à Rege Christianissimo deputato, bona fide, & amicabiliter dissensiones ea occasione ortas component; ita tamen, ut omnia Privilegia & Immunitates in Oresunda & Freto Balthico, Sueciæ supradictis Tractatibus concessæ, in pleno & integro vigore permaneant: Abusus autem, qui in detrimentum & præjudicium Jurium & redituum Regis Daniæ contra mentem dictorum Tractatuum oborti essent, bona fide corrigantur.

VIII. Conventum quoque est, quod Urbes, Arces, & Fortalitia, quæ Sueciæ vigore hujus Tractatus restitui debent, in eo quo die subscriptionis hujus Tractatus sunt statu, restituantur. Restitutio autem Urbium, locorum, ut & Insularum & Provinciarum cum omnibus eorum dependentiis de quibus præsenti Tractatu conventum est, fiat modò sequenti: Urbes & Arces Helsimburgum, & Landscronia uti & generaliter omnia loca occupata à Rege Daniæ in Provinciis Schaniæ, Blekingiæ, & Hallandiæ, Carnloburgum & Fortalitium ad Flumen Swinger situm evacuentur intra duas, Wismaria, & Insula Rugia intra tres, Marstrand, & Insula Gotlandia intra quatuor septimanas à permutatione Ratihabitionum præsentis Tractatus computandas.

IX. Liberum tamen erit Regi Daniæ, omnem Belli apparatum cum omnibus Tormentis Bellicis ex supradictis Urbibus, Insulis & locis ante præscriptum tempus avehere, quæ illuc à tempore occupationis advehi, introducique curavit, dummodo ibidem relinquat ea Tormenta Bellica, aliasque Belli Munitiones quæ ad Sueciam tempore occupationis pertinuerunt, ibidemque die subscriptionis hujus Tractatus adhuc inveniuntur. Quod si verò pars aliqua illorum tormentorum Bellicorum in præfatis locis non amplius existat, numerusque eorum minor esset dimidio ejus numeri, qui tempore occupationis ibi reperiebatur, Rex Daniæ nonnisi dimidiam partem dictorum Tormentorum, quæ antehac ad Sueciam pertinuerunt, restituere tenebitur.

X. Restituantur omnes supradictorum Regum Subditi cujuscumque sint status, & conditionis, statim post permutationem Ratihabitionum præsentis Tractatus in universa bona mobilia & immobilia, eorumque reditus cujuscunque generis, occasione hujus Belli occupata, & confiscata, unà cum Juribus, Actionibus & Successionibus, quæ ipsis durante hoc Bello obvenerint, ita ut propria authoritate possessionem supradictorum bonorum capessere possint, nulla habita ratione Confiscationis, Oppignorationis, aut Donationis antefactæ: ita tamen, ut nihil ratione fructuum, & redituum post Confiscationem ex supradictis bonis perceptorum peti possit. Idem quoque dispositum censeatur ratione omnium Subditorum supradictorum Regum, tam Ecclesiasticorum, quàm secularium, omniumve aliorum, qui hujus, vel illius Regis Militiæ addicti fuerunt, atque proprietates, ac bona mobilia, aut immobilia in Suecia, aut in Provinciis per Rodschildensem, & Hafniensem Tractatus cessis, & vi præsentis Tractatus restituendis possident, quibus omnibus, & singulis, ut & eorum Hæredibus & causam habentibus plena facultas, sit illic sua bona possidendi, utendi, fruendi, & alienandi cum Juribus & Privilegiis quæ ipsis ante præsens Bellum competierunt, adeo ut nemini noxæ damnove sit, aut præjudicio, quod has vel illas partes secutus fuerit, quominus in pristinum quo ante Bellum fuit statum, tam quoad honores, quam quoad bona plene restituatur, nonobstantibus ullis Processibus, Sententiis aut Decretis contra eos, eorumve parentes vel consanguineos latis, propterea quod partes adversas, vel revera secuti, vel secutos esse accusati fuerint. Liberum etiam illis erit servare, vel mutare pro libitu domicilium, ita ut nihil propterea ab iisdem exigi queat. Electo vero semel domicilio illi tantum Regi, in cujus Territorio degunt, Sacramento fidelitatis obnoxii erunt, non attento, quod in alterius etiam Regis Territorio bona possideant, quorum tamen bonorum, Possessionumque ratione iisdem Privilegiis, & Juribus gaudeant, ac alii Provinciarum illarum Incolæ & Subditi.

XI. Omnes

ANNO 1679.

XI. Omnes actiones & jura cujuscunque naturæ aut generis quæ Subditis utriusque Regis in alterutro Regno Septentrionali ante Bellum competebant, in pleno vigore maneant non secùs ac si unusquisque eorum hic speciatim nominaretur, illisque justa æquitatem & justitiam sine mora satisfiat, quod locum quoque habebit, etiam si quisquam eorum has vel illas partes præsenti Bello fuerit secutus.

XII. Et cum Comitatus Rixingensis ad Comitem ab Ahlfeld in Langeland & Rixingen Magnum Daniæ Cancellarium spectans cum omnibus Juribus, & reditibus occasione hujus Belli Fisco Regis Christianissimi addictus fuerit, præfatus Rex consensit, quod prædicto Comiti Comitatus hic Rixingensis cum omnibus pertinentiis, Juribus, dependentiis, & reditibus statim unà cum omnibus Privilegiis, Actionibus, & Prærogativis quibus ante declarationem hujus Belli fruebatur, restitui debeat.

XIII. Omnes captivi cujuscumque sint conditionis statim in libertatem utrinque restituentur non soluto ullo lythro, impensa verò alimentorum, vel si aliquid mutuò sumpsissent in locis ubi commorantur, juxte æquitatem exsolvere teneantur; si qui verò captivi militiæ alterutrius Partis se addixerint, atque in illis locis ubi jam degunt porro commorari voluerint, liberum hoc illis esto, ita tamen ut spatio trium mensium à permutatione Ratihabitionum computandorum mentem suam declarare teneantur.

XIV. In præsenti Tractatu comprehendantur, si comprehendi voluerint, Reges, Principes, Respublicæ, & Status qui ante permutationem Ratificationum aut intra spatium sex mensium fuerint à Partibus nominati.

XV. Rex Christianissimus promittit atque spondet Regis Sueciæ Ratihabitionem præsentis Tractatus, omniumque illorum quæ in illo continentur, intra trium mensium spatium à subscriptione ejusdem computandorum, aut citiùs si fieri poterit, bona & convenienti forma se procuraturum. Rex autem Daniæ non tenebitur restituere Sueciæ, Civitates, Provincias, & Insulas de quibus præsenti Tractatu convenit, nisi post permutatam hanc Ratificationem.

XVI. Promittit quoque Rex Christianissimus Ratificationem hujus Tractatus cum Rege Daniæ, intra sex septimanas aut citius si fieri poterit se commutaturum. Rex autem Daniæ pollicetur se Ratihabitionem suam cum Ratihabitione Regis Sueciæ quàm Rex Christianissimus præcedenti Articulo se procuraturum promisit, intra trium mensium spatium vel citiùs si fieri poterit commutaturum. Actum Fontisbellaqueo die secunda Mensis Septembris, anno Domini millesimo sexcentesimo septuagesimo nono.

ARNAULD. (L.S.)

MEYERCRON. (L.S.)

NOus ayans agreable le susdit Traité de Paix en tous & un chacun les points qui y sont contenus & declarez, avons iceux, tant pour Nous que pour nos Heritiers, Successeurs, Roiaumes, Païs, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié, & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons; & le tout promettons en foy & parole de Roi, sous l'Obligation & hypotheque de tous & un chacun nos Biens presens & à venir, garder & observer inviolablement, sans jamais aller, ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit. En témoin de quoi Nous avons signé ces presentes de nôtre main, & à icelles fait apposer nôtre Scel. Donné à Fontainebleau le troisiéme jour de Septembre, l'an de grace mil six cens soixante & dix-neuf, & de nôtre Regne le trente-septiéme. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*, Par le Roi, ARNAULD.

Pleinpouvoir du Roi de France.

APrès l'intention si sincere que le Roi a fait paroître pour la Paix dans les divers Traitez que Sa Majesté a conclus, & qui ont rendu le repos & la tranquillité à la plus grande partie de l'Europe, Sa Majesté n'a rien desiré plus ardemment que de voir la Guerre qui restoit encore entre les deux Couronnes du Nort, & dans laquelle Sa Majesté a esté engagée par l'interest du Roy de Suede son Allié, éteinte heureusement par le restablissement de leur premiere amitié. C'est ce qui a fait que Sa Majesté a veu avec plaisir que le Roy de Dannemark eût fait passer auprés d'Elle le Sieur de Meyercron son Conseiller & Envoyé Extraordinaire, muni de Pleinpouvoir, pour entrer avec Elle dans la Negociation de la Paix: & c'est dans la veuë d'avancer un ouvrage si important que Sa Majesté a bien voulu de sa part authoriser, comme elle authorise par ces presentes, le Sieur Arnauld Chevalier Seigneur de Pomponne, Conseiller en tous ses Conseils, & Secretaire d'Etat & des Commandemens de Sa Majesté, auquel Elle a donné & donne Pleinpouvoir, Commission & Mandement special de conferer & negocier avec ledit Sieur de Meyercron, & consequemment arrester, conclure, & signer en son nom tels Articles & Conventions dont ils pourront convenir. Promettant Sadite Majesté en foy & parole de Roy, d'accomplir, & d'executer ponctuellement, avoir agreable & tenir ferme & stable à toûjours tout ce que ledit Sieur de Pomponne aura promis & signé en vertu du present Pouvoir, sans jamais y contrevenir ni permettre qu'il y soit contrevenu pour quelque cause ou pretexte que ce puisse étre. Comme aussi d'en fournir sa Ratification en bonne & deuë forme dans le tems qu'il aura esté convenu. En témoignage dequoy Sadite Majesté a signé lesdites Presentes de sa main, & y a fait apposer le Scel de son secret. Fait à saint Germain en Laye le vingt-quatriéme jour d'Aoust mil six cens soixante & dix-neuf. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*, Par le Roi, LE TELLIER.

Pleinpouvoir du Roi de Danemarc.

NOs Christianus Quintus Dei gratia Rex Daniæ, Norvegiæ, Vandalorum, Gothorumque, Dux Slesvici, Holsatiæ, Stormariæ ac Ditmarsiæ, Comes in Oldenburg & Delmenhorst, Universis & singulis quorum interest constare volumus: Postquam nihil magis in votis habemus, quam ut alma Pax universo demum Christiano Orbi reddatur, præprimis vero pristinæ amicitiæ, necessitudinis, Fœderumque jura inter nos & Serenissimum, Potentissimum & Christianissimum Principem ac Dominum LUDOVICUM XIV. eadem gratia Franciæ & Navarræ Regem, Fratrem, Cognatum & amicum nostrum Charissimum reviresceant & redintegrentur, necnon super mediis & conditionibus Pacis inter Nos & Serenissimum Regem Regnumque Sueciæ propediem reducendæ tractetur, Nos rerum huc pertinentium Tractationem nobili & generoso Consiliario & hactenus ad Status generales Fœderati Belgii Ablegato nostro extraordinario, gratè fideliterque nobis dilecto Henningo Meyercron commisisse, eundemque ad id speciali Mandato munivisse & instruxisse, prout etiam hisce eidem plenam & omnimodam Potestatem, pariter ac Mandatum generale & speciale damus & concedimus nostro nomine, cum prædicto Rege Christianissimo, ejusque Ministris & Commissariis, sufficienti itidem ad id authoritate & potestate munitis, super renovandis & redintegrandis antiquis & mutuis amicitiæ, necessitudinis Fœderumque Juribus, uti & Regnorum utrinque nostrorum securitate & commodo, necnon super mediis reducendæ propediem Pacis inter nos & Regem Regnumque Sueciæ, colloquia ineundi, conferendi, tractandi, conveniendi, agendi, concludendi, eaque quæ ad præmissa, vel circa eadem erunt necessaria & opportuna expediendi, subscribendi, & exequendi, spondentes, Regioque verbo promittentes, Nos omnia & singula quæ dictus noster Minister eatenus tractaverit, egerit, promiserit, concluserit, & subscribendo confirmaverit firma omnino rataque habituros esse. In quorum fidem præsentes manu nostra subscriptas Sigillo nostro Regio firmari jussimus. Dabantur in Arce nostra Regia Haffniæ, die 15. Februarii anno 1679. *Signé*, CHRISTIAN. *Et plus bas*, BIERMAN.

Article Separé.

LOUïS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront: SALUT. Comme le Sieur Arnauld, Chevalier, Seigneur de Pomponne, Conseiller en tous nos Conseils, Secretaire d'Etat & de nos Commandemens, en vertu des Pleinpouvoirs que Nous lui en avions don-

ANNO 1679. donnez, auroit conclu, arresté & signé le douziéme du present Mois en ce lieu avec le Sieur de Meyercron, Conseiller & Envoyé Extraordinaire de nostre tres-cher & tres-amé Frere le Roi de Dannemark & de Norvegue, pareillement muni de Pleinpouvoirs de la part dudit Roi, l'Article separé, dont la teneur s'ensuit.

QUandoquidem è re communi visum fuerit, omnes ulteriorum controversiarum, dissentionumque causas & occasiones inter S. R. Imperii Principes & Status funditus amputare & præcidere, atque Rex Christianissimus vigore Tractatus cum Ducibus Brunsvicensibus ac Luneburgensibus Zellæ quinta Februarii hujus anni initi, auxilium, opemque eisdem ferre teneatur in promissa Ducibus Megapolitanis, Saxo Lauvemburgo, Episcopo Lubecensi, Comitibus de Lippe, & Schvvartzenberg, Civitatibusque Hamburgo, & Lubecæ Guarantiâ, ratione prætentionum quas Rex Daniæ contra prædictos Duces, Comites, & Civitates ob Assignationes nonnullas durante hoc Bello obtentas habet, vel habere posset, Rex Christianissimus persuasus Regem Daniæ quoque amicabilem hujus Negotii compositionem haud recusaturum, citra præjudicium nexus superius dicti cum Domo Brunsvicensi, omnem curam, omnia officia impendet, ut causa hæc inter Partes ex æquo & bono componatur.

Permutatio autem Ratihabitionum hujus Articuli fiat intra sex septimanas à subscriptione computandas. Actum Fontibellaqueo die secunda Mensis Septembris anno Domini millesimo sexcentesimo septuagesimo nono.

ARNAULD. (L.S.)

MEYERCRON. (L.S.)

NOus ayans agreable le susdit Article separé en tous & un chacun les points qui y sont contenus & declarez, avons iceux accepté, approuvé, ratifié & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foi & parole de Roi, garder & observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque maniere que ce soit. En témoin de quoy, Nous avons signé ces Presentes de nostre main, & à icelles fait mettre & apposer nostre Scel. Donné à Fontainebleau le troisiéme jour de Septembre, l'an de grace mil six cens soixante & dix-neuf, & de nostre Regne le trente-septiéme. *Signé*, LOUIS. *Es plus bas*, Par le Roi, ARNAULD.

Acte concernant Monsieur le Duc de Slesvik Holstein Gottorp.

LOUÏS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme nostre Amé & Feal le Sieur Arnauld, Chevalier, Seigneur de Pomponne, Conseiller en tous nos Conseils, Secretaire d'Estat & de nos Commandemens, en vertu des Pleinpouvoirs que Nous lui en avions donnez, auroit conclu, arresté & signé le deuxiéme du present Mois en ce lieu avec le Sieur de Meyercron, Conseiller & Envoyé Extraordinaire de nostre tres-cher & tres-amé Frere le Roi de Danemark & de Norvegue, pareillement muni de Pleinpouvoirs, le Traité dont la teneur s'ensuit.

CUm Dux Slesvici Holsatiæ Gottorpiensis Regem Christianissimum instanter rogaverit, ut officia sua efficaciter pro restitutione præfati Ducis juxta tenorem Tractatuum Rodschildensis, Hafniensis, & Westphaliæ impenderet, testatusque prædictus Dux præterea sit, nihil se magis exoptare quam ut quantocius in amicitiam Regis Daniæ reciperetur, prædictus Rex ad testandum finiendi præsentis Belli desiderium ad requisitionem Regis Christianissimi, atque in ejusdem respectum consensit, uti vigore hujus Articuli consentit in restitutionem præfati Ducis in ipsius Ditiones, Provincias, loca & Urbes in eo quo nunc inveniuntur statu, uti & in Suverenitatem, uti vocant, quæ ipsi vigore Tractatuum Rodschildensis, & Hafniensis competit. Ita ut quicquid postmodum actum, quive Tractatus initi fuerint, nullum illi adferant præjudicium. Supra nominati autem Tractatus Rodschildensis, Hafniensis, & Westphaliæ, in omnibus & singulis Articulis quoad supradictum Ducem Gottorpiensem in pleno vigore permaneant, ita ac si verbotenus Tractatui huic essent inserti. Et quoniam Uniones & Pacta Hæreditaria quæ tunc temporis inter utramque, Regiam scilicet Ducalemque Holsaticam Gottorpiensem Domum intercesserant per supradictos Tractatus confirmata sunt, conventum est quod prædictæ Uniones & Pacta Hæreditaria in pleno vigore permaneant, atque utrinque exactè & bona fide observentur, ita ut nequicquam sub quocunque prætextu contra illa agatur. ANNO 1679.

Restitutio præfati Ducis Holsato-Gottorpiensis fiat intra duarum septimanarum spatium à die permutatarum Ratihabitionum hujus Instrumenti computandarum. Quæ permutatio Ratihabitionum fiat intra sex septimanas à subscriptione hujus Instrumenti computandas. Actum Fontibellaqueo die secunda Mensis Septembris anno millesimo sexcentesimo septuagesimo nono.

ARNAULD. (L.S.)

MEYERCRON. (L.S.)

NOus ayans agreable le susdit Traité en tous & un chacun les points qui y sont contenus & declarez, avons iceux tant pour Nous que pour nos Heritiers & Successeurs Rois, accepté, approuvé, ratifié & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons; & le tout promettons en foy & parole de Roy, garder, observer, & faire observer inviolablement, sans permettre qu'il y soit jamais allé ou rien fait au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit. En témoin dequoi Nous avons signé ces presentes de nostre main, & à icelles fait apposer nostre Scel. Donné à Fontainebleau le troisiéme jour de Septembre l'an de grace mil six cens soixante & dix-neuf. Et de nostre Regne le trente-septiéme. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*, Par le Roi, ARNAULD.

CCII.

Vertrag zwischen Johann Georg/ Victor Amadæum, und Wilhelm für sich/ und in Vormundschafft Emanuel Lebrechts an einem/ und Carl Wilhelm/ Anton Gunther/ Johann Adolph/ und Johann Ludwig allerseits Fürsten zu Anhalt/ am andern Theil/ betreffend die Religions- und Kirchen-Rechte. Zerbst am 27. Septembris 1679. Mit des Churfürsts zu Brandenburg Guarantie über diesen Vertrag. Geben Potsdam den 5. April 1680. [LEHMANNUS *Suppletus & Continuatus, inter Observationes de Juribus Ecclesiasticis Reformatorum Principum.* pag. 1122. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. II. Fortsetzung II. Absatz XIII. pag. 270.] 27. Sept.

C'est-à-dire,

Accord entre les Princes d'Anhalt JEAN GEORGE, VICTOR AMEDE'E, *&* GUILLAUME *tant pour eux, que comme Tuteurs du Prince* EMANUEL LEBRECHT *d'une part, &* CHARLES GUILLAUME, *tant pour lui que pour les Princes ses Fréres* ANTOINE GUNTHER, JEAN ADOLPHE, *&* JEAN LOUÏS *d'autre part, sur les differends arrivés entr'eux au sujet de la Religion & des Revenus Ecclesiastiques. A Zerbst le 27. Septembre 1679. Avec la* GARANTIE *de l'Electeur de* BRANDEBOURG *sur cet Accord. A Potsdam le 5. Avril* 1680.

JM Nahmen der H. hochgelobten und unzertrennlichen Dreyfaltigkeit/ GOttes des Vaters, GOttes des Sohnes/ und GOttes des H. Geistes. Zuwissen sey hiemit/ daß die in dem

Hoch-

ANNO 1679

Hochfürstlichem Hause Anhalt entstandene / und an den Kayserl. Reichs-Hof-Raht / wie auch zu Ihrer Kayserl. Maj. selbst eigenen allergnädigst angeordneten Commission, gediehene Kirchen-Differentien in Zerbst / wovon die hinc inde in dieser Sache ergangene viele Volumina Actorum, ein mehrers besagen / heute dato zwischen denen Durchläuchtigsten Fürsten und Herrn / Herrn Johann Georgen / Hn. Victor Amadeen / und Hn. Wilhelmen / für sich / und respectivè in Vormundschafft Hn. Emanuel Lebrechts an einem / und Hn. Carl Wilhelmen / für sich und im Nahmen dero sämtlichen Hn. Gebrüdere / Hn. Anthon Günters / Hn. Johann Adolphs / und Hn. Johann Ludwigs / allerseits Fürsten zu Anhalt / Grafen zu Ascanien, Hn. zu Zerbst und Berenburg / auch respectivè Jever und Kniphausen / am andern Theile; Ingleichen dem Rahte beyderley Religionen zu Zerbst / folgender Gestalt in Güte abgethan und gründlich beygeleget worden. Erstlich versprechen und verobligiren sich Fürst Carl Wilhelms Hochfürstl. Durchl. für sich und dero Fürstl. Nachkommen / wie auch dero Hn. Brüdere / und deroselben Fürstl. Leibes-Lehens-Erben / kräfftiglich dahin / daß denen Reformirten im Rahtstuhl / und der gantzen Reformirten Gemeinde / das alleinige Exercitium ihrer Religion / in der Kirchen St. Nicolai zu Zerbst / verbleiben / und von nun an und zu ewigen Zeiten kein anderes / als das obgenante Religions-Exercitium, darinnen getrieben und gestattet werden / ins besondere auch dem bishero von den Evangel. Lutherischen Rahtsverwandten und Burgerschafft aus gewissen Uhrsachen prætendirten Simultaneo Religionis Exercitio, von Seiner Hochf. Durchl. zu Zerbst / und dero Hn. Gebrüdere Hochfürstl. Durchl. Durchl. und deroselben allerseits Nachkommen / wie auch dem jetzgenanten Lutherischen Raht und Gemeinde / perpetuirlich abgesagt / und Krafft dieses renunciiret seyn solle. Zu dem Ende versprechen Hn. Carl Wilhelms / Fürsten zu Anhalt / Hochfürstl. Durchl. ferner und zum andern / für sich und dero hohe Mitbeschriebene / kräfftiglich / daß dem Reformirten Rahte und der gesamten Reformirten Gemeinde / das Recht / einen Pfarrherrn und zwey Diaconen, bey der St. Nicolai Kirchen in Zerbst / unterthänigst zu præsentiren / zu vociren / und ihnen die Pastorat, und zweyer Diaconen, auch andern dero ordentlichen Kirchen und Schuldienern ihre Besoldungen / wie sie in der Beylage sub lit. A. verzeichnet zu befinden / sie mögen aus der Cämmerey / Geistlichen Verwaltung / Hospital / oder sonst herkommen / wo sie wollen; Ingleichen die bishero in der parocie genossene Stipendien-Gelder ihren Stipendiaten zu reichen / in perpetuum zu stehen solle / und Seiner Hochfürstl. Durchl. und dero Successores die Nachkommende regierende Fürsten zu Anhalt / solchane gebührlich præsentirte Pastores und Diaconos, wann Seine Hochfürstl. Durchl. die præsentirte Personen ihres Lebens und Bezeugens halber nicht zuentgegen / und sie deswegen wieder dieselbe nichts mißfälliges zusprechen haben / ohne Säumniß (jedoch sonder Abbruch der Prediger-Witwen hergebrachten Gnaden-Jahr) jedesmahl und in perpetuum, gnädigst confirmiren und bestätigen wollen: Und wird bey Præsentation und Vocation des Pastoris, dasjenige / wozu sich der Raht allhie Anno 1571. am letzten Martii, reversiret / und bey præsentirung und vocirung der Diaconen, dasselbe / so in dem An. 1572. am 5. Junii auffgerichteten Vergleich / dieser wegen enthalten ist / an Seiten des Rahts und der Gemeinde / Reformirter Religion (als welche zu dessen observantz sich vorhero absonderlich zum öfftern obligiret / und noch einig verbunden) præcisè beobachtet: An Seiten der jedesmahl bestelleten Superintendenten aber / der jetzige Unterscheid der Religionen consideriret / die Ersetzung der erledigten Stellen nach Möglichkeit beschleuniget / und weil die Patronen allezeit ein der Reformirten Religion zugethanes subjectum præsentiren werden und wollen / die freundliche Unterredung mit denen Reformirten Predigern zu St. Nicolai, nicht wegen sothaner Religion selber / sondern ihrer erudition, auch Lebens und Wandels halber / angestellet; Inmassen dann die Evangelisch Luth. Rahtsverwandten und Bürger / denen dieser Vergleich zu dem Ende communiciret / und von ihnen in allen Puncten und Clausuln mit unterthänigstem Danck angenommen worden / dem Befugniß / so sie an dem Jure præsentandi & Patronatus über die St. Nicolai Kirche und Schule zu S. Johannis haben gehabt / oder prætendiren können / hiermit dergestalt absagen / daß nunmehr sothanes gantze Recht des Rahts / mit denen zu besagter Kirchen und Schulen gehörigen Besoldungen und reditibus (ausgenommen was unten von der Archi-Diaconat-Stelle / dessen Besoldung und Wohnung gemeldet) denen Reformirten Rahtsverwandten und Bürgern allein / und in perpetuum verbleibet / und mehrgemante Kirche und Schule zu St. Johann / zu ewigen Zeiten mit Reformirten Kirchen- und Schuldienern besetzt werden solle / es mögen die zu Zerbst regierende Fürsten zu Anhalt der Evangel. Luth. Reformirten / oder einer andern Religion zugethan seyn. So sind auch Hn. Carl Wilhelms / Fürsten zu Anhalt / Hochfürstl. Durchl. in Gnaden zufrieden / daß die Reformirten im Rahte samt der Gemeinde / neben dem Pfarrherrn auch einen Diaconum unterthänigst / wie vorgemeldt / also præsentiret / und also das Ministerium bey dieser Kirchen / biß auff drey Personen ergäntzet werde; Ingleichen auch bey künfftigen an denen drey Predigern sich begebenden Todesfällen / oder andern langwierigen Leibes-Beschwerden ein tüchtiges subjectum bey währender vacantz oder furfallender Noht / mit Vorbewust der jederzeit furhandenen Superintendenten, und nach vorhero mit demselben beschehener Unterredung / die übrigen Prediger mit predigen so lange subleviren möge / und selbiges aus der Reformirten Gemeinde eigenen Mitteln / ohne Beytrag des Publici und gemeiner Casse, erhalten werde; Drittens / denen Reformirten Unterthanen und Einwohnern allhier / sie mögen in die Kirchen St. Bartholomæi oder St. Nicolai vor diesem eingepfarret gewesen / oder noch eingepfarret / und entweder in der Stadt oder für den Thoren (ausserhald den Ankühn:) wohnhaffte seyn / geben hochstgedachte Hn. Carl Wilhelms / Fürsten zu Anhalt / Hochfürstl. Durchl. für sich und dero Mitbeschriebene / vollkommene Freyheit / daß sie allesamt von nun an / neben dem Gehör Göttliches Worts und Gebrauch des hochwürdigen Abendmahls / in der ihnen jetzo allein verschriebenen Kirche zu St. Nicolai, ohne Abstattung anderer / als dem Reformirten Ministerio gebührenden und hergebrachten Accidentien, ihre Kinder tauffen / ihre Ehe-Einsegnungen verrichten / und ihre Todten mit dem Reformirten Ministerio und derselben Schule / zur Erden bestätigen lassen mögen / und soll bey solchen Eheleuten / da der eine Theil der Evangelisch-Lutherischen / der andere der Reformirten Religion zugethan ist / bey den Trauungen die Braut dem Bräutigam zu folgen / bey dem tauffen der Söhne / die Wahl / in welcher Kirche dieser Actus zuverrichten / dem Vater / und der Mutter disfals die Disposition wegen der Töchter (es wäre dann in denen auffgerichteten Ehestifftungen dieserwegen ein anders versehen / oder sonst unter denen Eltern verglichen) zustehen: bey denen Begräbnissen aber / auff die Religion der Person / welche zu begraben / gesehen werden; Wie dann auch hochstgedachte Ihro Hochfürstl. Durchl. denen Reformirten Einwohnern in Ankühn / auff beschehene hohe Fürstl. Intercession dero Hn. Gevettern Hochfürstl. Durchl. Durchl. Durchl. Reformirter Religion / in Gnaden concediren / daß sie neben der Freyheit in der S. Nicolai Kirchen ihren Gottesdienst zu halten / und das H. Abendmahl zugebrauchen (deren auch die auf dem Lande wohnende Reformirten / fähig seyn) gegen Erlegung der dem Pfarrherrn zu Ankühn gebührenden Accidentien, ihre Tauffen bey der Kirchen zu S. Nicolai verrichten lassen / und im übrigen die Reformirten Krancken und Sterbenden in Ankühn / wie auch auff dem Lande / jedoch mit vorgehendem Bewust des Hn. Superintendenten, und ihres ordentlichen Predigers / (es wäre dann bey Nacht / und in gehlingen Nohtfällen) zu Tag und Nacht unhinderlich besuchen / trösten / und ihnen das H. Abendmahl reichen mögen; Und diese obberührte Gerechtigkeit und Freyheiten / so denen Reformirten in denen dreyen fürstehenden Puncten versichert worden / sollen auch auff den Fall statt haben / da die jetzige Kirche zu S. Nicolai, samt dem Thurn / etwa durch Brand oder andere Unfälle / (so GOtt verhüten wolle) eingehen und ruiniret werden solte / also daß auff der Reformirten Gemeinde alleinige Kosten / ein ander Kirchen- und Thurn-Gebäude an der vorigen Stelle auffgeführet und darinnen das Exercitium Reformirter Religion / allein und auff solche Weise getrieben werden möge / und solle / wie es in denen obigen dreyen Puncten mit mehrern verglichen ist. Dahergegen sind Burdeens Hn. Johann Georgens / Hn. Victoris Amadei, und Hn. Wilhelms / Fürsten zu Anhalt / Hochfürstl. Durchl. Durchl. Durchl. für sich und respectivè in obberührter Fürstl. Cothnischer Vormundschafft / nach wie vor erbötig / erklähren sich auch auff ebenmäßig beschehene Freund-vetterliche Intercession Hn. Carl Wilhelms / und dero Hn. Gebrüdere / allerseits Fürsten zu Anhalt / Hochfürstl. Durchl. Durchl. Durchl. in Krafft dieses dahin / das Exercitium der Evangel. Lutherischen Krafft dieses in allen Kirchen / auch in welchen hochermeldter Hn. Gevettern Hochfürstl. Durchl. Durchl. Durchl und dero Fürstl. Nachkommen / das Jus Patronatus haben / wie es anjetzo in Ihren Fürstl. Antheilen getrieben wird / und bißhero geschehen / also hinführo in perpetuum frey und ungehindert zulassen / auch sie ihre Evangelisch-Lutherische Ritterschafft mit dero Hintersassen / Fürstlich dabey zu schützen / doch daß Ihre Prediger dero Hohen Fürstl. Landes Herrschafft und Episcopis, schuldigen Gehorsam erweisen / auch ihre Lehre und dero Beweißthumb / mit Christlicher Bescheidenheit und Sanfftmuth / denen Gemeinden jedesmahl fürtragen sollen; Nicht weniger denenselben über-Elbeschen Einwohnern / so keine eigene Lutherische Priester haben / anderweit in den ihnen nähesten und bequem gelegenen Lutherischen Kirchen / die Anhörung Göttlichen Worts / und des H. Nachtmahls / wie bißhero / also ferner / sich zugebrauchen / auch ermeldten Evangelisch-Lutherischen Uber-Elbischen Einwohnern / so / wie gedacht / keine Priester ihrer Religion haben / sich anderweit derselben / wohin sie wollen / jedoch mit Vorwissen des Herrn Superintendenten und Predigers jedes Orts (es wäre dann in der Nacht / oder bey gehlingen Nothfällen) zu Tag und und Nacht in Sterbens-Nöthen ungehindert zuerholen / gnädigst zugistatten. Dabeneben versprechen und verobligiren sich hiermit und Krafft dieses Fünfftens / Hr. Johann George / Hr. Victor Amadeus, und Hr. Wilhelm / für sich und in Vormundschafft Hn. Emanuel Lebrechts / (dessen ratihabition nach erlangeter Majorennität / Ihre Hochfürstl. Durchl. Durchl. zuverschaffen / und die Gewehr dieses Vergleichs Sr. Hochfürstl. Durchl. zu Zerbst / wegen hochermeldtes dero Hn. Vetters zu Cöthen / beständig zuleisten / hiemit Fürstlich versprechen /) allerseits Fürsten zu Anhalt / wie auch für Ihre Fürstl. Leibes-Lehens-Erben und Nachkommen kräfftiglich dahin / daß die Evangel. Lutherische Religion / in der Kirche zu St. Bartholomäi / mit stetswärender Einsetzung dreyer solcher Religion zugethanen

ANNO 1679.

ANNO 1679.

thanen Prediger/ der zuerbauenden neuen/ der in Anklühn/ wie auch denen in den Aemtern/ Städten und Flecken/ Coßwieg/ Roßlau und Lindau/ gelegenen/ und allen andern Kirchen/ des Fürstl. Zerbstischen Antheils/ keine davon ausgeschlossen/ allein und zu ewigen Zeiten getrieben/ auch daneben die zu der St. Bartholomäi Kirchen gehörige/ und von denen Evang. Lutherischen bißhero gebrauchte/ ingleichen alle übrigen in selbigen Fürstl. Antheil befindliche Knaben- und Mägdleins-Schulen/ mit allen und jeden zu solchen Kirchen und Schulen gewidmeten pertinentien, Wohnungen/ Stiffte/ Stifftungen/ Patrimonial-Gütern/ Testament-Geldern/ der Bibliothec zu St. Bartholomäi en Zerbst/ und allen andern nur ersinnlichen reditibus und Einkünfften/ auch den Stipendien-Geldern/ so die Evangel.-Lutherischen bißhero genossen/ es mögen gleich selbige insgesamt aus der Fürstl. Cammer allhier/ der Raths-Cämmerey/ Geistlichen Verwaltung/ dem Hospital/ oder von wem sie immer wollen/ hingeben werden/ abgedachten Evangelisch-Lutherischen ohnbeeinträchtiget und ohnbehindert/ in besagten Oertern zu ewigen Zeiten verbleiben/ und für und für keine andere als der Evangel. Lutherischen Religion zugethane Prediger/ Kirchen- und Schul-Diener darzu vociret und bestellet werden sollen/ es mögen die in selbigem Zerbstischem Antheil regierende Fürsten/ derselben oder einer andern Religion/ zugethan seyn/ auch das Jus Patronatus ermeldte Regierende Herrn/ oder die von Adel auff dem Lande/ oder auch andere/ darin haben/ wie dann mehrgenannter Hn. Gevettern Hochfürstl. Durchl. Durchl. Durchl. Reformierter Religion für sich/ und in obberührter Vormundschafft/ zu solchem Ende ihnen dermahleinst oder Ihren Nachkommen zustehendem Juri Reformandi, hiermit in sempiternum renunciiren und zum kräfftigsten/ als es immer geschehen kan/ soll oder mag/ sich dessen begeben; gestalt auch in Krafft dieses der Reformierten Rath und Gemeine zu Zerbst/ als welchen dieser Vergleich communiciret/ und von Ihnen in allen Puncten und Clausuln mit unterthänigsten Danck angenommen worden/ sich aller und jeden auff solche Kirchen/ Schulen und derselben gesamdte reditus, etwan gehabten/noch habenden/ oder eine künfftige sich für ihnen noch ereignenden Zusprachen und Gerechtsamen/ wissentlich und wohlbedächtlich verzeihen/ und in Ewigkeit derselben sich nicht zugebrauchen/ für sich und ihre Nachkommen freywillig und in beständigster Rechts-Form hiermit versprechen und festiglich angeloben/ doch daß das gesammte Gymnasium mit seinen reditibus, Rechten und Gebäuden/ hierunter nicht verstanden/ sondern solches alles beyder Fürstl. Theilen Juribus un-præjudicirlich in statu quo biß zum gütlichen oder rechtlichen Außtrag/ verbleibe/ das Hospital auch zu St. Augustini/ mit der Geistlichen Verwaltung/ beederseits Religions-Verwandten Rath und Burgerschafft/ zu gleichen Rechten und Genoß/ wie es sich jetzo befindet/ und so auch hinführo/ und alle begebende Fälle/ ewig gelassen werden solle; Und diese obbeschriebene Gerechtigkeiten/ Freyheiten und renunciationen, so denen Evangelisch-Lutherischen in diesem Vergleich versichert worden/ sollen auch zu ewigen Zeiten auff den Fall statt haben/ da die jetzigen Evangelisch-Lutherischen Kirchen in dem Zerbster Antheil/ und jenseit der Elbe/ sammt ihren Kirchthürmen/ etwa durch Brand oder andere Unfälle (so Gott verhüten wolle) eingehen und ruiniret werden solten/ also/ daß auff der Evangelisch-Lutherischen Gemeinden alleinige Kosten/ andere Kirchen- und Thurn-Gebäude auffgeführet/ und darinnen das Exercitium Evangelisch-Lutherischer Religion/ allein und auff solche Weise getrieben werden möge und solle/ wie es in dem vierdten und fünfften Punct mit mehrern verglichen ist. Ferner und zum Sechsten/ soll und will der Rath sammt der Bürgerschafft Reformierter Religion zur Erbauung einer neuen Evangelisch-Lutherischen Kirchen/ 12000. Reichsth. an guter gangbarer Reichs-Müntze/ in den nechsten 5. Jahren/ und zwar in den 3. ersten Jahren jedes Jahr 2000. Reichsth. auf Michaelis/ in den beeden letztern aber/ jedes Jahr ebenmässig termino Michaelis 3000. Reichsth. künfftigen Michaelis Anno 1680. den Anfang damit zu machen/ und Michaelis Anno 1684. damit zuendigen/ dem Evangelisch-Lutherischen Rath und Gemeinde allhier (als welchen das Jus Patronatus solcher neuen Kirchen zustehet/ und von dem Reformierten Rath und Gemeinde in keinerley Weise disputirlich gemacht werden soll) und denjenigen Deputirten, so Hn. Carl Wilhelms Hochfürstl. Durchl. zu solchem Kirchen-Bau verordnen werden/ ohne Beytrag dero Mit-Bürger Evangelisch-Lutherischer Religion/ baar erlegen und bezahlen/ auch ihnen zugleich zu der jetzt-berührten neuen Kirche besserer Bestellung/ die Archi-Diaconat Besoldung sub Lit. B. sie mag herrühren wo sie wolle/ nebst einer zu solcher Kirche bequemen Pfarr-wohnung/ von denen zu St. Nicolai Kirchen gehörigen vier Pfarr-Häusern/ von nun an binnen 4. Wochen hiermit abtreten/ nicht weniger/ das ihnen an den Steinen und noch fürhandenen ruderibus der Kirche zu St. Augustini/ zur Helffte competirendes Recht/ völlig/ und zu der Evangelisch-Lutherischen freyen Disposition, cediren und überlassen; hierüber sich keiner præsentation oder andern Rechtens/ an sothanen neuen Kirchen/ es geschehe unter wasserley prætext es immer wolle/ sich anmassen/ sondern die disposition darob/ dero gnädigsten Landes-Fürsten und denen Evangelisch-Lutherischen Raths-Verwandten und Mit-Brüdern/ lediglich und gehorsamst anheim stellen/ massen nicht erwiederte Reformierte Rath und Gemeinde/ auch in Krafft dieses geschehen lassen wollen/ daß die Evangelisch-Lutherischen Gemeinde/ allhier bey dem Gottes-Dienste der neuen Kirche/ wie auch zu denen Begräbnissen/ der Glocken in der Kirchen zu St. Nicolai/ jedoch so viel die Leich-Begängniß betrifft/ mit Erlegung gewöhnlicher und ordentlicher Gebühren/ sich gebrauchen mögen; wie dann die Evangel. Lutherischen auch befugt seyn sollen/ zu denen sonderlichen Fest-Tagen/ so die Reformierten nicht feyren/ sich berührten Geläuts zu bedienen/ jedoch dieselbe auff solchen Fall die Glocken auff ihre Kosten ziehen zu lassen gehalten sind; Dahingegen aber Siebendens im übrigen der Reformirte Rath und Burgerschafft mit dem neuen Kirchen-bau selber nichts zu thun haben/ und von allem fernerm Beytrag zur dotation, reparation, Unterhalt der Prediger/ Cantorey/ Organisten/ Custodis, Zierathen/ Kleidern und Eingebäuden/ und in Summa/ von allem fernerm Zuschuß/ er mag Namen haben/ wie er wolle/ jetzt und zu ewigen Zeiten/ in Krafft dieses Vergleichs/ von dero gnädigsten Fürstl. Herrschafft/ wie auch ihren Collegen im Rath und Mit-Bürgern Evang. Lutherischer Religion/ loßgezählet werden/ hinwiederum aber die Evangel. Lutherischen zu etwa vorfallender reparatur der Kirchen zu St. Nicolai ichtwas beyzutragen/ unverbunden seyn sollen; Und nachdem Achtens/ Fürst Carl Wilhelm zu Anhalt/ Hochfürstl. Durchl. auff freundliche Fürstellung Hochgedachter dero Herren Vettern Hochfürstl. Durchl. Durchl. Durchl. von dem Fürschlage die neue Kirche an den Thurn zu S. Nicolai zu setzen/ freund-vetterlich abgestanden; So wollen dieselbe mit Zuziehung Bau-verständiger Leute/ einen andern bequemen ledigen Platz in der Stadt/ darzu ehist aussehen lassen und erwählen. Damit auch Neuntens/ die obermelte Zwölfftausend Rthal. desto richtiger einkommen und erhalten werden mögen/ so versprechen des Hn. Ober-Directoris und dero sämtlicher Hn. Vettern Hochfürstl. Durchl. Durchl. Durchl. Krafft dieses/ daß die Tranck-Steur der Stadt Zerbst dafür hafften/ und aus derselben der Abgang/ im Fall einer an den verwilligten Terminen sich ereignen möchte/ jedes Jahr ersetzet werden soll/ gestalt zu desto mehrer Versicherung Hochgedachter Hn. Vettern Hochfürstl. Durchl. Durchl. Durchl. Reformirter Religion/ dero getreuen Landschafft Einwilligung/ dißfalls zwischen hier und nächstkünfftigen Weyhnachten verschaffen und auffstellen wollen. Gleichwie nun Zehendens/ Herrn Johann Georgens/ Hn. Victoris Amadei, und Hn. Wilhelms/ Fürsten zu Anhalt Hochfürstl. Durchl. Durchl. Durchl. das freund-vetterliche Vertrauen zu dero Hn. Vettern/ Fürst Carl Wilhelms Hochf. Durchl. setzen/ daß den Reformirten Predigern/ welche jederzeit ihre Lehre und deren Beweißthum/ mit Christl. Bescheidenheit und Sanfftmuth/ der Gemeine fürtragen/ auch sonsten Seiner Hochfürstl. Durchl. als dero Landes-Herrn und Episcopo, unterthänigsten Gehorsam erweisen sollen/ gnädigster Schutz/ und denen sämtl. Unterthanen Reformirter Religion gleichmässige Protection und Landes-väterliche Fürsorge/ werde gegönnet werden. Also behalten vor-höchstgedachte Hn. Carl Wilhelms Fürsten zu Anhalt Hochf. Durchl. für sich und dero Hn. Gebrüdere Hochfürstl. Durchl. Durchl. Durchl. wie auch dero gesamten Fürstl. Nachkommen/ die Jura Episcopalia und Territorialia, überall frey und bevor; Inmassen dann auch Hn. Johann Georgen/ Hn. Victoris Amadei, und Hn. Wilhelms/ Fürsten zu Anhalt/ Hochfürstl. Durchl. Durchl. Durchl. für sich und respective in Vormundschafft Fürst Emanuel Lebrechts zu Anhalt/ Hochfl. Durchl. Ihnen und Ihren Hochfl. Nachkommen dero Jura Episcopalia und Territorialia, hiemit ebenfals reserviren/ jedoch daß dero beyderseits künfftige Verordnungen diesem allem/ so in jetzigem Vergleich abgehandelt ist/ nicht zuwieder lauffen/ auch beyde Fürstl. Theile Geist- und Weltliche Räthe/ Consistoria, Superintendenten/ Inspectoren, Pfarrherren und Beamten/ diesen Receß allenthalben genau observiren/ und darwieder ein oder anderer anderer Seits Religions-Verwandten/ nicht beschweren noch beschweren lassen sollen. Ob auch wol Eilfftens/ Hn. Carl Wilhelms/ Fürsten zu Anhalt/ Hochfl. Durchl. den Beytrag der Spesen, so bey der allergnädigst angeordneten/ und alhier in Zerbst 1672. gehaltenen Kayserlichen Commission, aus dero Renth-Cammer auffgewendet worden/ und sich auff ein sehr hohes betragen/ urgiret/ und von dero Hn. Gevettern/ Hochfl. Durchl. Durchl. Durchl. Reformirter Religion zur Helffte wieder zu fordern sich berechtiget zu seyn erachtet/ zumain die Kays. Commission auff beyder Theilen allerunterthänigstes fürbringen/ ex officio allergnädigst ergangen; So haben doch ob hochgedachte Ihre Hochfl. Durchl. zur Ehre Gottes/ und in Ansehung der zu Ende des vierten Puncts denen Uber-Elbischen Einwohnern Evangel. Lutherischer Religion/ durch dero gethane freund-vetterliche instāndigste intercession, zum besten erhaltener Bedingung und Concession, selbige willig fallen lassen; So viel aber die zu beyden Theilen auffgewendete Proceß-Kosten betrifft/ sollen dieselbe von jedem Theil für sich getragen/ und also gegen einander compensiret und auffgehoben seyn; Es wäre dann/ daß deroselben Hn. Gevettern Hochfürstl. Durchl. Reformirter Religion/ sothane Proceß-Kosten aus der Tranck-Steuer oder andern Gesamt-Mitteln/ genommen/ oder annoch nehmen möchten; Auff solchen Fall sollen Herrn Carl Wilhelms Hochfürstl. Durchl. Ihres Orts bey solcher Cassa dergleichen zu thun Fug und Macht haben. Dieweil auch Zwölfftens/ bey Fürst Johansen/ Hochfl. Durchl. Christmilden Andenckens/ Regierung/ die Parente im Rahts-Stuhl allhier Anno 1667. eingeführet/ und so wol von deroselben als nachhero zu verschiedenen malen confirmiret/ auch dieser Vergleich darauff guten Theils gegründet worden/ so verobligiren sich so wol Reformirter Religion Hochfürstl.

ANNO 1679.

fürstl. Durchl. als auch Hn. Carl Wilhelms und dero Herren Gebrüdere / Hochfl. Durchl. für sich und Ihro allerseits Hochfl. Nachkommen / bey solcher Parität und in dem Stande / wie solche Raths-Mittel sich anjetzo befinden / hinfüro in perpetuum solche zulassen / und hierunter keine Aenderung zu treffen / es möge gleich künfftig der regierende Herr in Zerbst / der Reformirten oder andern Religion zu gethan seyn; Endlich und zum Dreyzehenden / Nachdem nunmehr durch diesen Recess alle bißherige Zwistigkeiten mittelst Göttlicher Gnaden-Verleihung geendiget / und das gute Vertrauen zwischen Hochf. gesamter Herrschafft dißfalls befestiget / bey dem Rath auch und der Bürgerschafft beyder Religionen / ein sicheres Fundament zur Einigkeit und gutem Vernehmen geleget ist; Als wird auch aller bey gewehrter discrepantz entstandener Unwillen / hiemit zu beyden Theilen in Gnaden und Gute abgeleget / und was dieserwegen fürgegangen / zur ewigen Vergessenheit verwiesen. Zu dessen allen Beurkundigung und Versicherung / ist dieser Recess Neunmahl mundiret / von denen höchstbenannten gesambten Fürsten zu Anhalt mit eigenhändiger Unterschrifft und Besiegelung wohlbedächtig vollzogen / beeden Hn. Chur-Fürsten zu Sachsen und Brandenburg / Churfürstl. Durchl. Durchl. wie auch des Hn. Hertzogs zu Braunschweig Wolffenbüttel / und des Hn. Landgraffen zu Hessen-Cassel Hochfürstl. Durchl. Durchl. samt dero Churfl. und Fürstl. Hn. Successoren in der Regierung / die Guarantie mit schuldigster Dancksagung für die in dieser Sacht höchst-rühmlich übernommene Commission, auch angewendete Intercession und Vermittelung / darob Dienst- und freund-Vetterlich erbethen; Folgends Ihr. Röm. Kays. Majest. dero allergnädigsten Herrn / dieser gütliche Vergleich mit Renunciation der bißhero geführten Processen, allerunterthänigst und mit Einsendung eines Originals, notificiret, dann auch ein Exemplar jedem höchstgedachten Churfürstl. und Fürstl. Hn. Guaranteurs, hinwiederum ein Exemplar denen Fürsten zu Anhalt Evang. Lutherischer Religion; Das achte und neundte aber denen Raths-Mitteln beederley Religionen in Zerbst / und dero zugethanen Gemeinen übersendet und außgestellet worden; So geschehen Zerbst am 27. Sept. 1679.

(L.S.) Johann Ernst / Fürst zu Anhalt / und in Mit-Vormundschafft wegen Cöthen.

(L.S.) Victor Amadeus, Fürst zu Anhalt.

(L.S.) Wilhelm / Fürst zu Anhalt.

(L.S.) Carl Wilhelm / Fürst zu Anhalt.

(L.S.) Anthon Günther / Fürst zu Anhalt.

(L.S.) Joh. Adolph / Fürst zu Anhalt.

(L.S.) Joh. Ludwig / Fürst zu Anhalt.

Seiner Churfürstl. Durchl. zu Brandenburg Guarantie über diesen Vergleich.

WIr Friederich Wilhelm / von Gottes Gnaden / Marggraf zu Brandenburg und Chur-Fürst / ꝛc. Uhrkunden für Uns und Unsere Nachkommende Churfürsten und Marggrafen zu Brandenburg / hiemit gegen Männiglich / denen es zuwissen nöthig / oder sonst daran gelegen / daß Uns die Durchlauchtige hochgebohrne Fürsten / Unsere freundliche liebe Vettern / Herr Johann George / für sich / und in Mit-Vormundschafft wegen Köthen / Herr Victor Amadeus, Herr Wilhelm / und Herr Carl Wilhelm / für sich / und wegen desselben Gebrüdere Liebden / insgesamt Fürsten zu Anhalt / Grafen zu Ascanien, Herrn zu Zerbst und Berenburg / auch respective Jevern und Kniphausen / in dero vom 28. Februarii dieses Jahres / an Uns abgelassenen Gesamt-Schreiben / Freund-Vetterlich zu vernehmen gegeben / was gestalt die in ihrem Fürstl. Hause entstandene Kirchen-Differentien zu Zerbst / nunmehro gütlich abgethan und grundlich beygeleget / auch ein formlicher Recess de dato Zerbst den 27. Sept. des vergangenen 1679. Jahres / in 13. Articuln bestehend / darob auffgerichtet worden / gestalt dann das Uns in Originali eingereichte Exemplar / von Wort zu Wort also lautet wie folget:

Inseratur Recessus.

Wann Uns dann Anfangs hochgedachte Unsere freundliche liebe Vettern ersuchet / daß Wir für Uns und Unsere Successoren in der Chur / die Guarantie jetzt beschriebenen Recessus, über Uns zu nehmen / geruhen wolten / und uns daneben absonderlich lieb zu vernehmen gewesen / daß diese bißherige differentien durch Unsere mit beschehene cooperation, endlich zu einem gütlichen und immerwährenden Vergleich gediehen; Als haben Wir die Guarantie sothanen Recessus, desto lieber über Uns genommen; Gestalt Wir dann für Uns und Unsere Churfl. Nachkommen / solche Guarantie hiermit und Krafft dieses über Uns nehmen / und nebst denen andern erbethenen Churfl. und Fürstl. Guaranten, allemahl / so offt es nöthig seyn wird / mit gehörigem Nachdruck dahin sehen wollen / daß diesem Recess von allerseits Interessenten, in allen Puncten und Clausuln gebührend nachgelebet werde. Urkundlich haben Wir diese Guarantie eigenhändig unterschrieben / und mit Unserm Churfürstl. Insiegel bekräfftigen lassen. So geschehen Potstam den 5. Aprilis Anno 1680.

Friedrich Wilhelm.

(L.S.)

CCIII.

26. Sept.

SUEDE ET DANNEMARC.

Friedens-Tractat zwischen Carl XI. König in Schweden und Christian V. König in Dennemarck / geschlossen zu Lunden in Schonen den 26. September 1679.

CCIII.

Traité de Paix entre CHARLES XI. *Roi de* SUEDE & CHRESTIEN V. *Roi de* DANEMARC; *fait à Lunden en Scanie, le* 26. *Septembre*, 1679. [Actes & Memoires de la Paix de Nimegue. Tom. IV. pag. 576. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le *Theatrum Pacis*, Tom. II. pag. 941. en Latin, en Allemand & en François; dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Cont. II. Abtheil. IV. Absatz X. pag. 201. en Latin & en Allemand, dans LONDORPII *Acta Publica*. Tom. X. pag. 709. en Allemand; dans le *Theatrum Europæum*, Tom. XI. pag. 1476. en Allemand.]

KUnd und wissend sey hiemit jedermänniglich / deme es auff einiger massen angehen möchte / daß nachdem für etlichen Jahren eine höchstschädliche und verderbliche Krieges-flamme in der Christenheit angezundet worden / welche fast gantz Europam überschwemmet / und sich vornemlich durch das heilige Römische und benachbarte Königreich / und Lande außgebreitet / also daß auch der Großmächtigste Fürst und Herr / Herr Christian der V. König zu Dennemarck / Norwegen / der Wenden und Gothen / ꝛc. Hertzog zu Schleßwig / Holstein / Stormarn und der Ditmarschen / Graff zu Oldenburg / und Delmenhorst / ꝛc. Als auch der Großmächtigste Fürst und Herr / Herr Carl / der Schweden / Gothen und Wenden König / Groß-Fürst in Finnland / Hertzog in Schonen / Ehesten / Liefland / Carelen / Brehmen / Vehrden / Stettin / Pommern / der Cassuben / und Wenden / Fürst zu Rügen /

A Tous ceux qui le present Traité verront ou orront, Salut. Sçavoir faisons, que dans la funeste Guerre qui embrasa il y a quelques années toute la Chrestienté, & qui s'attacha principalement au S. Empire Romain, entraînant quant & quant les Royaumes & Provinces du Voisinage, s'estant trouvé engagé le Serenissime Prince Christian V. Roi de Dannemarc & Norwegue, &c. avec le Serenissime Prince Charles Roi de Suede, &c.

en

ANNO 1679.

gen/ Herr über Ingermanland und Wißmar/ wie auch Pfaltz-Graff bey Rhein/ in Bayern/ zu Jülich/ Cleve und Berg Hertzog/ rc. Vermöge der Assistence welche Sie beiderseits Ihren Allijrten zu leisten verbunden gewesen/ ebenmässig darein verwickelt worden/ und endlich in offentlichen harten und Blutigen Krieg gegeneinander gerahten sind/ sich der Großmächtigste Fürst und Herr/ Herr Carl der ander/ König von Groß-Britannien/ rc. auß einer ruhmwürdigen Intention, so wol durch Schreiben/ als dessen hierzu abgeschickte Ministros sich höchstlöblich dahin bemühet/ damit solcher bluttige Krieg geendiget/ die streitende Partheyen verglichen/ und zwischen Ihnen ein beständiger Friede und gutes Vernehmen wiedergebracht und gestifftet werden möge. Welche hohe Sorgfalt gedachte Kön. Maj. umb so viel lieber und nachdencklicher fortgesetzet/ nachdem sie aller/ bey diesem Kriege interessirten Partheyen gute intention hierzu satsam verspühret; auch von Ihnen erlanget/ daß sie insgesampt ihrer Gesandten und Bevolmächtigte Ambassadeurs und Commissarien nach Nimwegen geschicket/ allwo man von solchem Frieden zu handeln den anfang gemachet/ daselbst auch das werck/ durch Göttlichen Beystand/ und gedachter Königl. Maj. emsige Mediation so weit gebracht/ daß der meiste Theil der kriegenden Partheyen daselbst vereiniget worden; Und ob man wol vermuhtet gehabt/ es würde der Krieg zwischen beyden Königl. Königl. Maj. Maj. von Dennemarck und Schweden daselbst zu einer zeit auch beygelegt/ und an dessen statt ein allgemeiner Friede und Ruhestand auffgerichtet werden/ so hat doch solches an selbigem Orte seinen fortgang nicht erreichet/ sondern die streitende Partheyen haben/ nachdem auff Ihrer Kön. Maj. von Schweden Confœderirten und Allirten/ des Großmächtigsten Fürsten und Herren/ Herrn Ludwigs des XIV. Aller-Christlichsten Königes in Franckreich und Navarren/ durch dero Ordinari Staats-Raht/ General-Lieutenant dero Armeen/ und Gouverneur von Verdun/ auch Extraordinar Ambassadeur an dem Schwedischen Hofe/ den Hochwolgebohrnen Herren Isaac de Pas/ Marquis de Feuquieres (welcher sich umb einen erwünschten Friedens-Schluß auffs höheste bemühet hat/) gegebene anleitung und fleissige Beförderung sich endlich dahin umb so vielmehr gelencket/ daß Ihr Kön. Kön. Majest. Majest. beiderseits vor gut und nützlich angesehen/ die Handlung zwischen Ihnen nach Lunden in Schonen zu transportiren/ damit selbige an einem so nahe und gleichsam im gesichte beyder Könige gelegenem Orte/ desto eher zu einem guten Außschlag gedeyen möchte. Da denn zu eben solcher zeit/ der Durchläuchtigste Fürst und Herr: Herr Johann Georg der andre/ Hertzog zu Sachsen/ Jülich/Cleve/ und Berg/ des Heil. Römischen Reichs Ertz-Marschall und Churfürst/ Land-Graff in Düringen/ Marg-Graff zu Meissen/ auch Ober- und Nieder-Laußnitz/ Burg-Graff zu Magdeburg/ Graff zu der Marck und Ravensberg/ Herr zu Ravenstein/ rc. auß einer Christl. und höchst-lobwürdigen Intention zu beförderung dieses heilsamen wercks/ noch anleitung der beyderseits Kön. Kön. Maj. Maj. und Churfl. Durchleuchtigkeit nahen Anverwandt- und Bluht-Freundschafft/ Ihre Mediation denen Partheyen angebohten/ welche auch bestermassen acceptirt, und darauff von Ih. Ih. Kön. Kön. Majest. Majest. gewisse zeit und tage zur zusammenkunfft verordnet worden. Da dann höchstermelter J. Kön. Majest. zu Dennemarck unsers Allergnädigsten Königs und Herrens/ wir nachgeschriebene und dazu verordnete Extraordinar-Ambassadeurs und Gevollmächtigte Commissarii, Anthon/ des Heil. Röm. Reichs-Graff/ Freyherr von Altenburg/ Edler Herr zu Varell/ Kniphausen und Darwart/ höchstermeldter Ihr Kön. Maj. geheimer Raht/ und Stadthalter in denen Graffschafften Oldenburg und Delmenhorst/ rc. Jens Juel/ Freyherr auff Juling/ Herr zu Moregard/ Ritter/ Ihr Kön. Majest. geheimer Estaats- und Cantzeley-Raht/ Assessor im höchsten Gericht/ und Vice-President im Commercien-Collegio, &c. und Conrad Biermann/ auf Bußkerndsgaardt/ Ih. Kön. Majest. Estaats-Justitz- und Cantzeley-Raht/ auch geheimer Estaats-Secretarius/ rc. mit S. Kön. Maj von Schweden hierzu verordneten Ambassadeuren und Gevollmächtigten Commissarien/ denen respective hoch- und Wolgebohrnen Herrn/ Herrn Johann Güldenstierna/ Freyherrn zu Lundholm/ Herrn zu Stäcket/ Widrickesund und Hailleryd/ rc. Ih. Kön. Majest. sampt dero Reiche Schweden Raht/ Cantzley-Raht/ und Lag-Mann über Narre/ Finne/ Lanhsagu; so wol auch Hrn. Frantz Joel Orensted/ Herrn zu Sckotorp/ Crussenhoff/ und Hoffgaardt/ Kön. Maj. Cantzley-Raht und Estaats-Secretario/ rc. Uns zusammen gethan/ und nach außgewechselten richtigen Vollmachten vermittelst der rühmlichen Churfl. Durchl. zu Sachsen würcklichen Geheimen Rahts und Cammer-Herrns/ auch zu dieser Friedens-handlung verordneten Abgesandtens/ des Wolgebohrnen Herrn/ Hrn. Nicolai/ des Heil. Röm. Reichs-Edlen Panner- und Freyherrns von Gerßdorf auff Baruth/ Breitung/ Hennersdorff/ Rackel und Haußwalde/ rc. unterschiedliche Conferentzen hier in Lunden darüber gehalten/ auch das werck so weit gebracht/ daß an dessen gutem außgang nicht mehr zu zweiffelen gewesen; unangesehen nun mitlerzeit solche Friedens-Conditiones durch eine andere Negotiation in Franckreich am 33. Aug. und 2. Sept. dieses itzt lauffenden Jahres abgehandelt und unterzeichnet worden sind/ welche auch S. Königl. Maj. in Dennemarck/ nachdem alle dero Allijrten sich auß dem Kriege gezogen/ und bereits für sich ihren Frieden gemacht/ so wol in ansehung des Aller-Christlichsten Königes/ als auch der nunmehr gestiffteten Alliance und darauß fliessenden

guten

ANNO 1679.

en vertu des Assistences qu'ils ont esté obligés de donner à leurs Alliez, ensorte que ces deux Puissances estant tombées en une Guerre ouverte & des plus sanglantes, le Prince Serenissime, Charles II. Roi de la Grande-Bretagne, d'une intention tres-glorieuse s'est appliqué tant par Lettres, que par ses Ambassadeurs qu'il a envoyés dans ces Quartiers, à mettre fin à une Guerre si funeste, en reconciliant les Parties, & rétablissant entr'eux la Paix & l'Amitié d'auparavant. Sa Majesté se voulant donner cette peine & s'employer avec d'autant plus de zele, qu'elle s'est apperçuë de la bonne intention de toutes les Parties, qui ont esté engagées dans la Guerre, & ayant obtenu d'eux d'avoir envoyé à Nimégue leurs Ambassadeurs & Commissaires, pour commencer le Traité de Paix, qui par l'Assistence Divine & la Mediation de Sa Majesté, n'a pas manqué de mettre d'accord la plus grande Partie de ceux, qui estoient enveloppez dans la Guerre. Et combien que l'on se fust imaginé, que la Guerre entre Leurs Majestés de Dannemarc & de Suede se termineroit de même, & qu'il se retabliroit une Paix generale par toute l'Europe, cèla a pourtant esté sans effet: ensorte qu'à la recherche & par l'entremise du Roi Tres-Chrestien, Allié & Confederé du Roi de Suede, qui avoit envoyé en ces Quartiers Monsieur le Marquis de Feuquieres son Conseiller d'Etat & General de ses Armées pour travailler avec toute l'application à cet œuvre salutaire, Leurs Majestez de part & d'autre consentirent de transporter la Negotiation de Paix à Lunden en Scanie, afin de la terminer tant plûtôt, comme en un lieu, qui est à la veuë de ces deux Majestez. Sur quoy arrivant, que le Serenissime Prince Jean George II. Duc de Saxe, Electeur & Mareschal du S. Empire, &c. d'une intention tres-Chrêtienne & tres-glorieuse, suivant la parenté dont il est attaché à ces deux Majestez, presenta sa Mediation à ces deux Parties, qui l'accepterent de tres-bonne volonté, Leurs Majestez s'expliquerent sur ce qui concernoit le jour & le lieu de l'assemblée pour le Traité de Paix. C'est pourquoi nous soussignez, les Ambassadeurs & Plenipotentiaires de Sa Majesté de Dannemarc, Antoine, Comte du S. Empire, Baron d'Altenbourg, &c. Conseiller & Lieutenant du Roi dans les Comtés d'Oldenbourg & Delmenhorst, Jens Juel Baron de Juling, Chevalier, Conseiller de Sa Maj. & Conrad Bierman, Conseiller d'Estat & de Justice de Sa Maj. nous sommes assemblez avec Messieurs les Ambassadeurs & Plenipotentiaires de la Couronne de Suede, Monsieur Jean Guldenstierna, Baron de Lundholm, &c. Conseiller du Royaume de Sa Majesté de Suede, Monsieur François Juël Orenstede, Conseiller de Sa Maj. & Secretaire d'Etat: & ayant échangé nos Lettres de Pleinpouvoir, nous avons eu par l'entremise de M. le Baron de Gerstorf, Envoyé de Monseigneur l'Elect. de Saxe, plusieurs Conferences, dans lesquelles les choses ont été si avancées, qu'il n'y avoit plus lieu de se douter d'une tres-heureuse issuë. Et combien qu'en l'entretemps ces Articles de Paix se soient conclus & soussignez dans une Negotiation faite en France, que Sa Majesté le Roi de Dannemarc accepta tant à l'honneur de Sa Majesté Tres-Chrestienne, qu'à l'égard de la bonne Alliance & de l'amitié, qui en devoit avoir sa res-

sour-

ANNO 1679.

guten vertraulichkeit/ also beliebet und angenommen; so haben gleichwohl auff befehl Ih. Kon Kon. Maj. Maj. unserer Allergnädigsten Konige und Herren/ wir solche in Franckreich geschlossene Friedens-Conditiones nochmahls fürgenommen/ und selbige mit beyderseits Willen/ einstimmung und Gutbefinden auff nachfolgende weise erklähret und abgefasset.

I. Es soll hinführo zwischen beyden Kon. Kon. Maj. Maj. &c. dero Erben/ Nachfolger/ Königreichen/ Provintzen/ Ländern Staaten und Unterthanen ein unwiderruflicher stets-währender ewiger Friede seyn und bleiben/ also daß der bißherige blutige Krieg/ auch alle Feindschafft beyde zu Lande und Wasser gäntzlich auffgehoben/ und alle streitigkeiten/ mißverständnüsse/ widerwillen und zweitracht abgeschaffet und geendiget seyn sollen/ dahingegen soll eine gute/ vertrauliche auffrichtige freundschafft/ einigkeit und nachbarschafft eingegangen/ gestifftet/ befestiget/ und auffgerichtet seyn/ und stets erhalten werden/ also daß ein jeder an seinen Theil sich bemühen soll/ alle Irrungen und darauß entstehende zwistigkeiten/ beyzulegen; auch sollen sie/ dafern einiges schädliches vornemen/ oder anschläge wieder eines oder andern Persohn/ Staat/ Land oder Unterthanen entdecket werden möchten/ einander solches offenbahren/ schaden und verderben abwenden/ und nach möglichkeit einer des andern auffnehmen und bestes/ so als sein eygenes/ willigst und gerne befoederen.

II. Zu mehrer bestärckung sothaner vertraulichen vereinigung/ und alles dasjenige/ wordurch vorige uneinigkeit wieder erwecket werden kondte/ gäntzlich außzurotten/ ist beliebet und beschlossen worden/ daß alles dasjenige/ was vor und bey währendem Kriege zu eines oder des andern Theils schaden und præjuditz geschehen/ und vorgegangen/ in ewigkeit nicht mehr gedacht werden/ noch ein oder der ander Theil sich deßwegen selbst/ oder durch andere/ heimlich oder offentlich/ directè oder indirectè, unter was vor prätext es sey/ rechen/ sondern alles/ als ob niemahls nichts geschehen/ in ewige vergessenheit gestellet seyn und bleiben soll: zu welchem ende auch alle Schrifften so in dieser unfriedens-zeit von einem Theil zu des andern verkleinerung publiciret worden sind/ auffgehoben/ abgeschafft/ verbothen und allerdings tode seyn sollen. Es sollen auch der vorgeschriebenen Amnestie alle Unterthanen/ so zeit währendem Kriege auff die feindliche Seite sich begeben/ zu geniessen haben; Also daß hinführo niemand/ unter was prätext es geschehen könden/ es sey durch den weg rechtens/ oder de facto und mit gewalt/ einiges nachtheil oder schaden hierüber zugezogen werden/ noch einige neue untersuchung zu jemandes præjuditz und deßwillen vorgenommen werden soll.

III. Zu dem ende sollen alle Bündnüsse/ welche von einem/ gedachter Konige/ zu schaden und præjuditz des andern auffgerichtet gewesen/ nunmehro auffhören/ und abgeschaffet seyn/ und wollen dero Maj. weiter keinen Tractat oder Alliance eingehen/ welcher dem einem oder andern theil zu schaden gereichen köndte/ auch soll aller handel und wandel zwischen beyden Kon. Kon. Maj. Maj. Reichen/ Landen/ Provintzen und Staaten/ hinführo in freyem lauff ungehindert gelassen werden.

IV. Und nachdem Ihre Konigliche Majestät von Dennemarck/ auß begierde zu der allgemeinen ruh/ in den Frieden mit Ihr. Konigl. Maj. in Schweden/ nach Inhalt des Rothschildischen/ Coppenhagenschen und Westphälischen Vertrags gewilliget haben; Als sollen obbemelte Rothschildische/ Coppenhagensche/ und Westphälische Tractaten/ mit allen zu dem Coppenhagenschen Tractat gehörenden Instrumenten/ in allen und jeden ihren Articulen bey ihrer vorigen krafft und vigueur treulich verbleiben/ nicht anders/ als ob sie in diesem jetzigen Tractat außdrücklich widerholet/ und darinnen von wort zu wort enthalten wären.

V. Und weil in dem 5. und 6. Articul des in Franckreich am 23. Augusti und 2. September auffgerichteten Tractats verabscheidet ist/ daß alle diejenigen Länder und Städte/ welche beyde Kon. Kon. Maj. Maj in diesem Kriege einander abgenommen/ restituiret werden sollen; Als wil man solchem in allem nachkommen/ also daß Ihr Kon. Maj. die Städte/ Bestungen/ Länder und Oerter/ so sie vor dem Kriege inne gehabt/ auch dero Majestät vermöge des Rothschildischen/ Coppenhagenschen und Westphälischen Friedens von rechtswegen zugehören/ und von einem oder andern dero Maj. Unterthanen in diesem kriege occupiret und eingenommen worden/ restituiret werden sollen.

VI. Auch ist abgehandelt worden/ daß die Städte/ Oerter und Bestungen/ so man der Cron Schweden wieder einzuräumen hat/ in solchem stande/ wie sie jetzo befindlich sind/ restituiret werden sollen/ und sol die Restitution solcher Städte/

Insulen

source, si est-ce néanmoins, que par le commandement de Leurs Majestez, nos Rois de part & d'autre, nous voulûmes encore une fois examiner cesdits Articles, & du consentement des deux Parties les expliquer & concevoir en ces termes.

I. Il sera rétabli une Paix assurée & éternelle entre Leurs Majestez, &c. leurs Heritiers & Successeurs, leurs Royaumes, Provinces, Etats & Sujets faisant cesser la Guerre sanglante, toute hostilité, mesintelligences & differens, tant par Mer que par Terre; & sera revoquée & rétablie l'amitié & l'Union mutuelle, en ôtant toute occasion qui pourroit troubler le repos & la bonne intelligence des deux Royaumes. Et les deux Parties seront obligées d'avertir l'un l'autre de ce qui pourroit s'entreprendre contr'eux, de détourner les dommages & les desavantages reciproquement, & de chercher comme leur propre bien la prosperité l'un de l'autre.

II. Pour plus grande confirmation de ladite réunion, & pour ôter toute occasion aux differends, qui pourroient se ressusciter entr'eux, il est accordé, que tout ce qui dans la Guerre passée s'est fait au préjudice & au dommage de l'un ou de l'autre, sera effacé sous un oubli éternel, sans s'en ressentir en aucune façon, ni s'en vanger, directement ou indirectement, ouvertement ou en cachette, ni par soy-même ni par autre, & sera établie une Amnistie generale & éternelle de tout le passé, & à cette fin tous les Ecrits & Livres, qui ont esté publiés de part & d'autre pendant la Guerre, seront abolis, & anéantis entierement. Et mesme les Sujets, qui pendant la Guerre se seront rendus de l'un & l'autre parti, seront compris dans cette Amnistie generale, en sorte que personne ne soit aucunement troublé ou outragé sous quelque prétexte que ce soit, ni de fait ni par voye de Justice, & qu'il ne se fasse aucune recherche, contre qui & au préjudice de qui que ce soit.

III. A cette fin, toutes les Alliances, que l'un ou l'autre des deux Rois pourroit avoir faites au préjudice de l'autre, seront dès à present anéanties, en promettant de n'en faire à l'avenir, qui porteroit préjudice à l'un ou l'autre, & le Commerce entre les Royaumes, Provinces & Estats des deux Majestez sera rétabli, & aura son cours comme auparavant, sans que personne y soit aucunement empêché.

IV. Sa Majesté de Dannemarc pour l'amour du repos universel, ayant consenti à la Paix avec Sa Majesté le Roi de Suede, selon le contenu des Traitez de Rothschild, de Coppenhague, & de Westphalie; lesdits Traitez de Paix de Rothschild, de Coppenhague, & de Westphalie demeureront en leur entier, avec tous les Instrumens du Traité de Coppenhague, & en tous leurs Articles, tout de même, que s'ils avoient été repetez & remis exprès dans le Traité d'à present.

V. Les 5. & 6. Articles du Traité fait en France le 23. Aoust, & 27. Septembre portant, que toutes les Provinces & Villes, que les deux Rois pendant la Guerre ont pris l'un de l'autre, doivent estre renduës, ce qu'on observera ponctuellement, ensorte que toutes les Villes, Forteresses, Provinces & Places que leurs Majestez ont eües avant la Guerre, & qui en vertu des Traitez de Rothschild, de Coppenhague, & de Westphalie leur appartiennent, estant occupées ou prises par les Armées de l'un ou de l'autre, se doivent rendre reciproquement.

VI. Outre cela il est accordé que les Villes, Places & Forteresses, qui se doivent rendre à la Couronne de Suede, se rendront dans l'estat où elles sont à present: & la Restitution des Villes, des

Isles

Anno 1679.

Insulen und Provintzen mit allen darzu gehörigen Oertern / und wie es in erwehntem Tractat verabscheidet ist / auff nachvolgende zeit erfolgen: Als nemlich Helsingburg soll restituiret werden / den 18. Octob. Landskroon den 20. das Land-Rügen den 22. Marstrandt / Uddewalt mit dem Bahosischen Lehn / wie auch Gottland / Carlsburg und die Schwinger-schantze aber allzusammen den 31. obgedachten Monats / da die Dänische Guarnisonen / so vorbenandte Vestungen inne haben / abmarchiren / und solche auff oben gezeichnete termine denen Schwedischen hierzu verordneten und bevolmächtigten Commendanten in besatzung einräumen sollen; Auch sollen die Officierer an jedem theil gute Disciplin und Auffsicht auff Ihre Soldaten halten / daß keine insolentz verübet werden möge; zu welchem ende denn von beyden seiten Commissarien verordnet werden sollen / achtung zu haben / damit weder denen Bürgern in Städten / noch dem Landmanne von keinem theile überlast geschehe; Solten auch die einräumungen und restitution derer Oerter / da die Guarnisonen zu Lande nicht abgeführet werden können / wegen Wetter und Windes nicht so genau auff die bestimte zeit und tage geleistet werden können / so soll keines weges solches verhindern / solche Vestungen und Lande dem [illegible]gen der ankommen kan / zu übergeben / noch die einräumung [illegible] nichts minder ihren fortgang haben / als wäre solche an dem dazu verordneten tage geschehen; Solte es sich auch zutragen / daß das Kriegs-volck / welches solche Länder und Vestungen wieder besetzen soll / vor dem bestimmten termin ankommen / oder die abmarchirenden wegen des wassers über die zeit sich auffhalten müsten / so sollen so wohl die zu denen Evacuations-tagen ankommende / als auch die abziehenden / biß sie zu wasser fortsegeln können / beyde von dem Lande mit nohtdürfftiger unterhaltung versehen werden.

Isles & Provinces avec toutes leurs appartenances, suivant ledit Traité, se fera au temps qui s'ensuit: Helsingbourg se doit rendre le 18. Octobre, Landskron le 20. l'Isle de Rugen le 22. Marstrant, Udewald avec le Fief de Bahus, Gottland, Charlesbourg & le Fort de Swing le 31. & dans le temps susnommé, les Garnisons Danoises, qui sont à present dans lesdites Places, en sortiront, en les remettant entre les mains des Commissaires & autres, qui en auront soin de la part de la Suede; comme aussi tous les Officiers de part & d'autre seront obligés de garder bonne Discipline, pour empescher tout outrage; & les Commissaires auront soin, que ni les Bourgeois dans les Villes ni les Paysans du Plat-Païs, ne soient endommagez aucunement. Et en cas que la restitution des Lieux susdits, dont les Garnisons doivent sortir, ne se pût faire au tems prescrit, à cause de la mauvaise saison ou des vents contraires, cela n'empêchera pas de remettre ces Villes & Forteresses susdites à celuy qui ne sera pas empêché d'y arriver, & la restitution se fera, tout comme si elle étoit faite au jour prescrit; & en cas que les Troupes, qui seront envoyées pour prendre possession desdites Places, arrivassent avant le temps destiné, ou que celles qui en doivent sortir, à cause de l'inondation des Eaux fussent obligées de s'y arrester, alors tant celles qui y sont arrivées avant le jour destiné pour l'évacuation desdites Places, que celles qui attendent la commodité de faire voile, recevront du Païs les vivres & provisions necessaires.

VII. Was die Stücke anlanget in denen Vestungen / welche restituiret werden sollen / sind solche zum theil entfangen / und andere an die stelle geschaffet / deßwegen denn diejenigen / so jetzo an jedem Orte befindlich sind / allda gelassen werden sollen; doch stehet Ih. Kon. Majest. von Dennemarck frey / 10. Stücke auß jedem Ohrt wegzuführen / nur daß die übrigen da gelassen werden. Und weil die Länder und Städte / welche vermöge dieses Frieden-Schlusses / vor der in dem Frantzösischen Vergleich bestimmten zeit evacuiret werden / nichts destoweniger die bewilligte Contributiones, biß zu dem / in dem Frantzösischen Instrument verordneten restitutions-termin bezahlen sollen / als nehmlich / Landskrohn / Helsingburg / Carlsburg / und die Schwinger-Schantze biß den 29. Novembris; Wißmar und die Insul Rügen den 6. Gottland / Uddewaldt / und Maarstrand mit dem Bahoser-Lehn den 13. December stil. Vet. so ist beliebet worden / daß Ihre Kon. Maj. von Dennemarck mitlerzeit / biß zu völliger Bezahlung solcher Contributiones, Wißmar zum unterpfand behalten sollen; So bald aber solche Contributiones bezahlet / oder sichere und gnugsame caution deßwegen gestellet ist / versprechen Ihre Kon. Maj. von Dennemarck vorbenandte Stadt Wißmar Ihre Kon. Majestät von Schweden / dem mit Franckreich geschlossen Tractat zufolge / unweigerlich und ohne auffenthalt zu restituiren / und darauff keine weitere einwendung oder Prætension zu machen.

VII. Quant au Canon des Forteresses, qui se doivent rendre, partie d'iceluy estant perdu, & partie du reste changé, il se doit rendre dans l'estat où il se treuve à present; en reservant à Sa Majesté de Dannemarc d'en pouvoir emmener de chaque Place dix pieces, en y laissant le reste. Et puisque les Provinces & Villes, qui en vertu de ce Traité de Paix, se doivent rendre avant le temps prescrit dans le Traité de France, sont obligées de payer les Contributions jusqu'au temps prescrit dans ledit Traité, par exemple, Landskron, Helsingbourg, Charlesbourg, & le Fort de Swing le 29. Novemb. Wismar & l'Isle de Rugen le 6. Dec. Udewald, Marstrand & le Fief de Bahus le 13. Decemb. Vieux stile; il est accordé que Sa Majesté de Dannemarc restera en possession de Wismar, jusqu'à tant qu'elle soit entierement satisfaite desdites Contributions: Mais dés que lesdites Contributions seront payées, ou qu'on aura donné caution suffisante pour icelles, Sa Majesté de Dannemarc promet de rendre promptement à Sa Majesté de Suede ladite Ville de Wismar en vertu du Traité fait avec la France, & qu'elle n'y aura plus aucune pretention.

VIII. Weil auch S. Kon. Maj. zu Dennemarck zu erkennen gegeben / daß die Privilegia und Freyheiten / welche den Schwedischen Schiffen im Sunde und auffm Belt accordiret worden / zu allerhand mißbrauch ursach gegeben / welches doch dem inhalt und meinung vorbenandter Tractaten allerdings zu wieder / auch Ihr. Kon Maj. zu Schweden Vorsatz nicht ist / daß dero Unterthanen oder andere / unter dem Prätext solcher Privilegien / sich sothaner Freyheiten / zum nachtheil Ihr. Kongl. Majestät von Dennemarck misbrauchen sollen; so ist umb künfftiger besserer richtigkeit willen verabscheidet / daß höchstgemeldte Kon. Majestät zu Schweden auf den 22. Februarii nechstkommenden Jahres gewisse Commissarien abschicken wil / welche mit Ihr. Kon. Maj. von Dennemarck hierzu verordneten Commissarien an einem von beyden theilen bestimmten Ort zusammen kommen / und daselbst in beyseyn des Königes von Franckreich darzu Deputirten Minister die hierüber entstandene Streitigkeiten in der Güet auffrichtig beylegen sollen / jedoch so / daß die Privilegia und Freyheiten / so denen Schwedischen Schiffen aus oft erwehnten Tractaten im Sunde und auff dem Belt zukommen / in ihrem vollen vigueur bleiben / und nur der mißbrauch / so zu præjuditz und schaden Ihr. Kon. M. von Dennemarck und derer einkommen / der meinung solcher Tractaten zu wieder / eingeschlichen / auffgehoben / und abgeschaffet werden soll.

VIII. Sa Majesté de Dannemarc ayant remontré, que les Privileges accordez aux Vaisseaux Suedois au Sundt & dans le Belt, ont causé toute sorte d'abus & de desordres contre l'intention & la teneur desdits Traitez, & comme ce n'est pas l'avis de Sa Majesté Suedoise, que ses Sujets ou d'autres abusent de ces sortes de Privileges au préjudice de Sa Majesté Danoise, pour éviter ces sortes d'inconveniens, il est accordé, que S. M. Suedoise envoyera le 21. Fevr. de l'an prochain des Commissaires qui traiteront avec les Commissaires de S. M. Danoise au lieu à ce destiné & en presence des Ministres du Roi Tres-Chrestien, sur les difficultez qui en rejailliront, pour les decider à l'amiable, mais ensorte que les Privileges des Vaisseaux Suedois, qu'ils ont obtenu par lesdits Traitez, demeurent en leur entier, & qu'on ne remedie qu'aux abus qui s'y sont glissez au dommage de Sa Maj. Danoise & de ses revenus.

IX. Weil

IX. Et

ANNO 1679.

IX. Weil auch über seiner Kön. Maj. von Dennemarck / auf die grosse Schauenburgische Præbende in Hamburg / zustehende gerechtigkeit / einiger disputat entstanden / so verbleibt es zwar damit bey der disposition, so Ih. Kön. Maj. darüber gemachet / jedoch wird im übrigen einem jeden sein Recht daran vorbehalten.

IX. Et parce qu'il s'est mû des contestations touchant le droit, que Sa Majesté Danoise a sur la Prebende de Schouwenbourg à Hambourg la disposition de Sadite Majesté demeurera comme elle est faite, reservant au reste à qui que ce soit le droit & les prétensions qu'il y croit avoir.

X. Weil auch Ihre Kön. Majest. von Dennemarck vermöge einer Cession, eine forderung und hypothec auff Cruntiand haben / so ist verabscheidet / daß seine Kön. Maj. von Schweden solch Capital neben denen auffgelauffenen zinsen / wie es in Teutschland gebräuchlich / in Hamburg richtig bezahlen wollen / und behalten Ihre Konigl. Maj. von Dennemarck gedachte Insul en Possess / biß alles richtig vergnügt und bezahlet ist: nach bezahlung solcher Summa soll Ihre Konigl. Maj. von Dennemarck solche Insul an Ihre Konigl. Maj. von Schweden ohne einige weitere Prætension wieder abtreten / auch mittlerzeit keine Schantze noch Vestung darauff anlegen / sondern nur die einkommen darvon geniessen / welche hernach gegen die zinsen abgerechnet werden sollen.

X. Sa Majesté Danoise ayant des prétensions & une hypotheque sur Cruysand, en vertu de certaine Cession, il est accordé que Sa Majesté Suedoise en payera à Hambourg, le fond & les interests, selon la coûtume d'Allemagne; & que Sa Majesté Danoise restera en la possession de ladite Terre jusqu'à son entiere satisfaction; aprés laquelle Sa Maj. Danoise rendra ladite Isle à Sa Majesté sans aucune prétension ulterieure, & ne fera faire cependant aucun Fort, en jouïssant des revenus, qu'elle en tirera pour les rabattre ensuite sur la Somme des Rentes.

XI. Dafern auch einer oder der ander Ih. Ih. Konigl. Konigl. Maj. Maj. dafür hielte / daß es der expressen meinung und inhalt der vorigen Tractaten nach / mit denen gräntzen zwischen Schweden und Norwegen / noch keine richtigkeit hätte / so soll auff begehren eines oder des andern Ih. Ih. Konigl. Konigl. Majest. Majest. darüber untersuchung geschehen / und gewisse Commissarien binnen nachfolgenden 6. Monaten verordnet werden / welche den Inhalt abgemeldten Tractats untersuchen / und richtige abtheilung und entscheidung machen sollen.

XI. Arrivant que l'une ou l'autre de leurs Majestez crût, que les Frontieres de Dannemarc & de Norwegue, suivant la teneur desdits Traitez, ne fussent pas exactement ajustez, on en fera à la sollicitation de l'un ou de l'autre recherche; en ordonnant dans l'espace de 6. Mois des Commissaires, qui examineront la teneur desdits Traitez & feront une juste division des Frontieres.

XII. Alle Brieffe / Documenten und Schrifften / wie sie nahmen sie auch haben mögen / sie betreffen gleich Justitz- Militz- oder die Landes-einkommen / Recht und Herrlichkeiten / deren sich Ih. Ih. Konigl. Konigl. Maj. in denen eroberten Landen und Residentzen bemächtiget / sollen alle zusammen / auch was von dem Pomerischen Archivo bey der Bornholmischen Strandung übrig blieben und gerettet worden / richtig wieder eingeliefert werden.

XII. Toutes les Lettres & Papiers, quels qu'ils soient, concernans la Justice, la Milice, ou les revenus des Pais, Droits & Seigneuries, qui sont tombez entre les mains de leurs Majestez de part & d'autre, dans les Païs nouvellement conquis, avec ce qui est resté des Papiers de la Chambre de Pomeranie du naufrage de Bornholm, doivent estre rendus de bonne foy.

XIII. Sollen alle höchstermelbeter Konige Unterthanen / wes Standes / und Würden sie sind / also bald nach Auswechselung der Ratification gegenwärtigen Tractats / in alle Ihre Güter / beweg- und unbewegliche / sambt deren einkünfften / wie sie auch nahmen haben / und durch diesen Krieg genommen / oder confisciret werden / benebst denen im währendem Krieg Ihnen zugekommenen Rechten / Gerechtigkeiten und Successionen restituiret werden / also daß sie auff eigener macht / obgemeldte Güter / unangesehen der vorher geschehenen Confiscation, verpfändung oder verschenckung / in besitz nehmen mögen; Jedoch also / daß sie nichts wegen derer / nach geschehener Confiscation auß obgedachten Gütern genossenen einkünfften / zu fordern haben sollen. Dieses soll auch von allen höchstermelbeter Konige so wol Geist- als Weltlichen Unterthanen / welche bey einem oder den andern in Kriegs-diensten gewesen / oder welche eigenthümber / und beweg- oder unbewegliche Güter / so wohl in Schweden / als in denen Rohtschildischen und Copenhagenschen Frieden abgetretenen / und durch gegenwärtigen Tractat zu restituiren schuldigen Provintzen / besitzen / verstanden werden / welche alle und jede / wie auch deroselben Erben und erbnehmen / völlige Macht und Gewalt haben sollen / diese ihre Güter zu besitzen / und mit allen ihren Rechten und Privilegien / wie sie solche vor dem Kriege gehabt / zu geniessen / zu gebrauchen / oder zu veralieniren / also daß es niemand zu schaden oder nachtheil gereichen soll / daß er sich zu dieser oder jener Parthey geschlagen / daß er nicht deßwegen solte in vorigen stand / wie er vor dem Krieg gewesen / so wohl was seine Ehr als Güter betreffe / völlig restituiret werden / unangesehen aller derer Processen / Sententzen und Urtheile / so wieder sie oder ihre Eltern und Anverwandte ergangen / darumb daß sie entweder dem Feindlichen theil warhafftig angehangen / oder solches gethan zu haben angekla-

XIII. Tous les Sujets desdites Majestez, de quelque condition qu'ils soient seront aprés l'eschange de la Ratification de ce Traité, remis en la possession de tous leurs Biens meubles & immeubles, avec leur revenu, quels qu'ils soient; & qu'on leur a pris dans la Guerre passée, ou qui ont esté confisquez, avec tous les droits qu'ils ont eus avant icelle, en sorte qu'il leur soit permis d'en prendre possession de propre mouvement, non-obstant ladite confiscation, hypotheque ou Donation aucune: reservé neanmoins qu'ils ne puissent rien exiger du revenu de ces Biens, qu'on en a tiré aprés ladite confiscation. Ce qui se doit même entendre de tous les Sujets des deux Majestez, tant Seculiers que du Clergé, & de ceux qui ont esté au service de l'un ou de l'autre de ces deux Rois, ou qui ont des Domaines, tant en Suede qu'aux Provinces, qui se doivent restituer, suivant la teneur du Traité de Rothschild & de Coppenhague, qui, quels qu'ils soient, avec leurs Successeurs & Heritiers auront pleine puissance, avec tous leurs Droits & Privileges, comme ils les ont eus avant la Guerre, d'en jouïr & de les vendre, en sorte que les services, qu'ils ont rendu à l'une ou l'autre de ces Couronnes, ne leur porteront aucun préjudice, mais qu'ils seront remis, tant en ce qui concerne leur état & leur honneur, que ce qui touche les Biens qu'ils ont possedez avant la Guerre, nonobstant tous les Jugemens & Sentences donnez contr'eux ou contre leurs Parens; à cause qu'ils se sont rendus du Party de l'Ennemi; ou qu'ils en ont esté accu-

ANNO 1679.

geklaget worden. Es sol Ihnen auch frey stehen / den Ort ihres auffenthalts nach belieben zu behalten / oder zu aendern / also daß sie deßwegen nicht im geringsten anzufechten; wenn sie aber einmahl ihren Sitz erwehlet / sollen sie bloß allein demjenigen König / in dessen Landen sie sich niederlassen / mit Eyd und Pflicht verbunden seyn / ohngeachtet sie in des andern Königes Lande Güter besitzen / welcher Güter und Sitze wegen dannoch sie aller derer Freyheiten und Gerechtigkeiten / als andere selbiges Landes Innwohner und Unterthanen / geniessen sollen.

XIV. Alle forderungen und Gerechtigkeiten / von was ahrt und eigenschafft sie auch seyn können / welche beyder Königl. Königl. Majest. Majest. Unterthanen vor diesem Kriege / so wol bey denen Königen selbst / als bey andern gehabt haben / bleiben in ihrer vollgültigen krafft / gleich als ob jede insonderheit hier außdrücklich benennet wäre / also daß diejenigen / welche bey Ihr. Königl. Königl. Majest. Majest. richtige forderungen haben / innerhalb zweyer Jahre zeit bezahlet werden sollen / und die welche einen Rechts-Proceß außzuführen haben / denen soll innerhalb Jahr und Tag nach Recht und Billigkeit wiederfahren / und zwar in Schweden vor der Königlichen Revision, von denen / vor welche diese sachen gehören / in Dennemarck aber vor dem höchsten Gericht / zum endlichen außspruch / und soll die Execution auff geschehenes end-urtheil innerhalb Jahr und Tag würcklich erfolgen / welches auch von denen jenigen verstanden wird / welche dieses zeit währenden Krieges / ein oder anderer Partey beygefallen.

XV. Alle gefangene / wes standes oder Nation sie sind / sollen stracks nach der Ratification von beyden theilen ohne rantzon loßgelassen werden / doch daß sie der Billigkeit nach / das was sie verzehret / oder in denen Orten / wo sie bißher gewesen / entlehnet / bezahlen; Deßgleichen soll auch forderlichst das jenige / was jedes theil dem andern an rantzon dem auffgerichteten Cartel nach schuldig blieben / liquidiret und bezahlt werden; so auch von denen gefangenen jemand dienste unter des andern Armee genommen / und an dem Orte / wo er gegenwärtig ist / verbleiben wolte / soll ihm solches allerdings frey stehen; doch daß er innerhalb 3 Monaten / nach außwechselung der Ratification sich erkläre. Zu welchem ende auch beyde Könige in Ihren Reichen und Landen / von allen Predigstühlen publiciren und abkündigen lassen wollen / daß niemand bey Leib und Lebens-straffe sich unterstehen soll / einen auffzuhalten / oder hinderlich zu seyn / sondern vielmehr einen jeden zu befordern / daß er je ehe je besser zu seiner vorigen freyheit wieder gelangen möge.

XVI. Auch sollen in diesem Tractat alle Könige / Fürsten / Provintzen und Estats, so jedes theil sechs Monate / nach geschehener außwechselung dieser Tractaten / zu benennen belieben wird / mit begriffen und eingeschlossen seyn.

XVII. Damit aber alle erwünschte Vertraulichkeit / auffrichtige Nachbahrschafft und künfftige gute Correspondentz zu beyder Theilen Interesse desto besser möge gestifftet werden können / als ist abgehandelt und verabscheidet worden / daß zwischen beyden Königl. Königl. Majest. Majest. auffs förderlichste eine nähere Verbündniß auffgerichtet werden soll.

XVIII. Vorbeschriebene Articul sollen innerhalb 14. Tagen / oder auch ehe / da es müglich ist / ratificiret werden. Actum Lunden den 26. Sept. Anno 1679.

A.G.H. Aldenburg. (*L.S.*) *J. Galdenstierna.* (*L.S.*)
G. Juel. (*L.S.*) *F.J. Oerenstedt.* (*L.S.*)
Biermann. (*L.S.*)

accusez. Il sera même en leur pouvoir de changer le lieu de leur demeure, en sorte qu'a cause de cela ils ne souffriront aucun outrage; mais dès qu'ils auront choisi leur demeure, ils ne feront hommage qu'au Roy, és terres auquel ils viendront demeurer, non-obstant qu'ils possedent des Biens dans les Etats de l'autre, touchant lesquels ils jouiront néanmoins de tous les Droits & Privileges, dont jouissent les Habitans naturels du Païs.

XIV. Toutes les pretensions & Droits, de quelque nature qu'ils soient, que les Sujets de l'un ou de l'autre de ces deux Rois, ont eu avant la Guerre, tant à l'égard des particuliers, que des Rois même, garderont leur vigueur, tout comme s'ils étoient specialement exprimés dans ce Traité; ensorte que ceux, qui ont des prétensions dans les Royaumes de l'un ou de l'autre de ces deux Rois, recevront leur payement dans l'espace de deux ans; & on fera Justice dans un à ceux qui auront quelque affaire devant les Juges; & nommément en Suede dans la Chambre de Revision devant ceux à qui il apartient; & en Dannemarc devant la Chambre de Justice, & l'execution ensuivra en effet dans l'espace d'un an; ce qui s'entend même de ceux, qui dans la Guerre passée se sont rendus de l'un ou de l'autre Party.

XV. Tous les prisonniers de quelque condition qu'ils soient, seront relaschez tout aussi-tost aprés la Ratification de ce Traité, sans aucune rançon, moyennant qu'ils payent, comme il est raisonnable, leurs depens & ce qu'ils ont emprunté és Lieux où ils ont demeuré en cet entretemps: De même tout ce qu'ils se doivent de rançon l'un à l'autre, suivant la teneur de l'Accord, qui en a esté fait exprés, se payera sans delay; Et ceux des prisonniers, qui ont pris service sous l'un ou l'autre, pourront à leur gré demeurer, comme ils sont; moyennant qu'ils s'expliquent dans 3. Mois aprés la Ratification. A cette fin leurs Majestés feront publier dans toutes leurs Terres que personne n'osera sur peine de la vie contraindre ou empêcher celui qui en voudra sortir, mais au contraire de les secourir & de les ayder à parvenir à leur premiere liberté.

XVI. Tous les Rois, Princes & Estats seront compris dans ce Traité, moyennant que dans 6. Mois aprés la Ratification ils se declarent d'y vouloir entrer & y estre compris.

XVII. Mais afin qu'une entiere amitié & le bon voisinage pour l'interest & le bien des deux Rois soit rétabli, il est accordé, qu'il se fera encor une Alliance plus entiere & plus parfaite entre les deux Rois.

XVIII. Les Articles précedens seront ratifiés dans quinze jours, ou plûtost, si faire se peut. Fait à Lunden le 26. Septembre l'an 1679.

A. G. H. Aldenbourg. (L.S.) J. Guldenstierna. (L S.)
G. Juel. (L.S.) F. J. Ohrenstedt. (L.S.)
Bierman. (L.S.)

CCIV.

ANNO 1679.

CCIV.

7. Oct. *Traité d'Alliance défensive entre* CHARLES XI. *Roi de Suede*, & CHRESTSEN V. *Roi de Danemarc, fait à Lunden en Scanie le* 7. (1) *Octobre* 1679. [Traduction Françoise du Mercure Hollandois de 1679. pag. 391. d'où l'on a tiré cette Piece, qui se trouve aussi dans LONDORPII *Acta Publica*, Tom. X. pag. 664. dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. II. Fortsetzung II. Abtheil. IV, pag. 211. dans le *Theatrum Europ.* Tom XII. pag. 54. Anhang zu des Europäischen Herolds IV. Haubt-Handlung. pag. 1700.]

SUEDE ET DANNEMARC.

COmme ainsi soit que par la benediction du tout puissant la sanglante Guerre qui a été allumée depuis quelques années entre tres-Illustre & tres-Puissant Prince & Seigneur Christian V. Roi de Dannemarc, Norvegue, des Vandales & des Gots, Duc de Slesvic, Holstein, Stormarn. & Ditmarsen, Comte d'Oldenbourg & Delmenhorst, d'une part; & le tres-Illustre & tres-Puissant Prince & Seigneur Charles, Roi de Suede, des Gots & des Vandales, grand Prince de Finlande, Duc de Scanie, Esthonie, Livonie, Carelie, Breme, Verden, Stettin, Pomeranie, des Cassubes & des Vandales, Prince de Rugen, Seigneur d'Ingermanie & Wismar, Prince Palatin du Rhin; Duc de Baviére, de Juliers, Cleves & Bergue, & la Couronne de Suede; d'autre, a été enfin heureusement terminée, & qu'en sa place a succedé une Paix, ferme, durable & perpetuelle, au bien & à la prosperité de leurs Royaumes, Provinces, Terres, & Villes de leur obeïssance, comme encore de leurs Sujets & Habitans, laquelle pourra estre d'autant plus affermie & établie au bien commun des deux Parties, lors que les deux Rois, & leurs Royaumes viendront à s'engager mutuellement en une parfaite amitié & correspondance; C'est pourquoy leurs Majestez afin de procurer à leurs Royaumes les fruits & utilitez, qui leur en peuvent revenir, ont trouvé à propos de s'engager en une Alliance plus estroite: pour lequel effet Sa Majesté Danoise, nostre Souverain Seigneur, & Maître, a nommé pour ses Ambassadeurs Extraordinaires, & Commissaires Plenipotentiaires, Nous Antoine, Comte du Saint Empire, Baron d'Aldenbourg, Seigneur de Varel, Kniphausen, & Doorewaert, Chevalier, Conseiller Privé de Sa Majesté, & Gouverneur des Comtez d'Oldenburg, & Delmenhorst; Jens Juël, Baron de Juling, Sieur de Woorgaell, Chevalier, Conseiller d'Estat & de la Chancelerie de Sa Majesté Assesseur du grand Tribunal & Vice-President du College du Commerce; & Conrard Bierman, Seigneur Hereditaire de Busterudsgaart, Conseiller d'Estat, de Justice, & de la Chancelerie de Sa Majesté, comme encore Secretaire d'Estat, & ce en vertu du Pleinpouvoir à Nous octroyé par Sa Majesté pour traiter ladite affaire: En consequence de quoy nous sommes entrez en conference en ce lieu de Lunden en Scanie avec les Excellens, & Illustres Seigneurs Jean Guldenstern, Baron de Lundholm, Seigneur de Stacket, Biorkesund, & Heillerid, Conseiller de Sa Majesté, & de la Couronne de Suede, Juge General de Nourden Finneland-Sogn, & le Sieur François Juël Oernstedt, Seigneur de Shottorp, Kinsenhof, & Hoogaart, Conseiller de la Chancelerie, & Secretaire d'Estat, avec lesquels nous sommes convenus pour le maintien, & conservation des Royaumes, Pays, Terres, Provinces, Sujets, Habitans, Droits Royaux, Privileges, & Preéminences de leurs Majestez en la maniere suivante.

I. Il a esté accordé, que les deux Rois auront un soin tout particulier de procurer l'utilité & l'avantage l'un de l'autre, de sorte que leurs Majestez cassent, abolissent, & annullent par la Presente tous Accords, & Alliances, qui pourroient avoir esté faits au desavantage, ou préjudice de l'un ou de l'autre, soit devant ou pendant la Guerre. Elles promettent aussi de ne faire cy-aprés aucunes nouvelles Alliances, ou autre chose, directement ou indirectement, en quelque sorte que ce soit, qui puisse tendre au dommage ou préjudice des Royaumes, & Sujets de leurs Majestez, qu'ils possedent presentement; ni encore de leurs Droits Royaux, Commerces & Revenus; mais au contraire Elles s'engagent de s'y opposer puissamment en vertu de la presente Alliance, en cas que quelqu'un eût le dessein de l'entreprendre.

II. En cas, que quelque Potentat, quel qu'il puisse estre, se voulût ingerer d'user de quelque force ou violence à main armée contre les Pays, Royaumes, Etats, Seigneuries, Commerces, ou quelque autre chose que ce soit, appartenant à leurs Majestez, ou d'y apporter quelque dommage ou préjudice, les deux Rois s'obligent de s'assister & secourir mutuellement l'un l'autre en la maniere & conditions suivantes.

III. Celuy duquel les Royaumes, Terres, Etats, ou Seigneuries, en quelque part qu'ils puissent estre, auront esté attaquez, ou ses Commerces, Droits, & Revenus affoiblis ou diminuez en façon quelconque, sera tenu d'en donner avertissement de bonne heure: & aussi-tôt que l'autre, qui ne sera point attaqué, en aura esté averti, il sera tenu d'assister l'autre dans deux Mois de temps aprés la Notification & demande de secours, à ses propres frais & dépens.

IV. Lors, que la demande du secours aura esté faite, celuy qui aura esté imploré, sera obligé d'envoyer deux mille Chevaux, & quatre mille Fantassins au secours de l'autre, dans le temps susmentionné, lesquelles Troupes seront divisées en Regimens, dont chacun sera composé de mille Hommes, sans les Officiers. Celuy qui aura esté interpellé aura ledit nombre de Troupes incessamment sur pied, & les envoyera incontinent, & sans delay à celuy qui luy aura demandé du secours, & qui se verra attaqué, à moins que ce dernier ne se voulut contenter d'une moindre quantité, dequoy il donnera avertissement de bonne heure à celuy qui doit fournir ledit secours.

V. Celuy qui aura esté reclamé, envoyera autant de Pieces de Campagne, & de Munitions qu'il sera necessaire, sur quoy on divisera mille Hommes en deux Bataillons, & chaque Bataillon sera pourveu de deux Pieces de Campagne, ce qui sera ainsi proportionné selon le nombre des Troupes. Mais quant au gros Canon, soit pour en battre quelque Place, ou pour le mener en Campagne, ce sera à celuy qui aura besoin de secours à le fournir, & ce dans l'estat, & dans le nombre qu'il est nécessaire.

VI. De plus, celuy qui aura esté reclamé, sera obligé, aprés la demande faite par l'attaqué, de fournir dix Vaisseaux de Guerre, dont les trois plus grands seront de nonante à soixante Pieces de Canon, les trois du milieu de soixante à quarante, & les trois plus petits de quarante à vingt-quatre. Outre cela la Flotte sera munie des Vaisseaux de provision, & petits Bâtimens, qui seront necessaires, comme encore de deux Brulots. Ce qui se doit entendre en cette maniere, à savoir, que chacune des Parties pourra bien envoyer trois Vaisseaux de nonante, autant de soixante, & quatre de quarante Pieces de Canon, à quoy cependant elle ne sera pas tenuë d'abord, mais elle sera reputée avoir satisfait à ce Traité, pourveu que les trois plus grans ayent plus de soixante Pieces de Canon, les trois du milieu plus de quarante, & les trois plus petits plus de vingt quatre, avec autant d'Hommes qu'il est specifié en l'Article suivant.

VII. Les trois plus grands Vaisseaux, dont chacun aura plus de soixante Pieces de Canon, seront pourvûs en tout de mille cinquante Hommes, les trois du milieu, dont un chacun aura plus de quarante, de sept cent, & les quatre derniers, dont chacun en aura plus de vingt-quatre, de huit cent; de sorte que tout le nombre, sans les Officiers, se montera à deux mille cinq cent cinquante, tant Soldats, que Matelots, mais sans y comprendre les Hommes, qu'on employera pour les Brulots, & autres petits Bâtimens.

VIII. En cas que ledit secours, tant par Mer, que par Terre, ne suffit pas à celui, qui aura esté attaqué, celuy qui le fournir sera tenu de le doubler, & de l'envoier à ses propres frais dans trois Mois à celui qui le demanda.

IX. Mais en cas, que celui qui le demande, fût si fort pressé par ses Ennemis, qu'il eût encore besoin d'un plus grand secours, alors les deux Roys delibere-

(1) Cette Date est celle de *Lamb*, du *Theatrum Europæum*, & du *Mercure Hollandois*. *Londorpius* & *Franckenberg* en son *Europaische Herold* la marquent du 27. Septembre, en quoi il n'y a point de contradiction, mais probablement la Date du 27. Septembre est la plus exacte, le Traité ayant été fait dans un lieu où le nouveau stile n'est pas en usage. [DUM.]

Anno 1679.

ront par Traitez en quelle maniere on pourra resister à l'Ennemi, & alors un chacun pourra agir de toutes ses forces, selon les occasions, qui se presenteront, & fera une telle diversion dans le Pays de l'Ennemi, que cela l'oblige finalement à faire la Paix, & que celui, qui aura esté attaqué reçoive une entiere satisfaction. On ne fera point aussi de suspension d'armes, ni aucune Paix sans le consentement, & entiere satisfaction des deux Rois, pour le dommage qu'ils auront reçû, & les frais, qu'ils auront esté obligez de faire.

X. Ledit secours sera commandé par le General, ou Amiral de celui, qui l'aura fourny, lequel aura la puissance d'exercer la Jurisdiction en toutes rencontres, en telle sorte, que si quelqu'un de ses Gens vient à commettre quelque faute, le coupable sera puny selon les Ordonnances de Guerre, ou de Marine de celui, qui donne le Secours.

XI. Soit que le Roy soit present à l'Armée ou à la Flotte, ou le General, ou Amiral, auquel elle aura esté confiée, il aura le commandement absolu tant sur ses propres Troupes, & Vaisseaux, que sur les Auxiliaires. Il aura aussi l'entiere direction des affaires de la Guerre, selon qu'il trouvera à propos pour le bien commun des deux Parties.

XII. Lors qu'on deliberera sur quelque expedition de Guerre, le General, ou Amiral de l'attaqué fera entrer dans le Conseil autant d'Officiers de celui, qui aura fourny le Secours, que de ses propres à proportion, & y presidera toûjours en donnant les places aux Officiers selon les Charges qu'ils exercent.

XIII. Lors que le Roy, qui demande le Secours, ne sera pas present en l'Armée, l'execution des affaires de la Guerre se fera toûjours à la pluralité des voix; mais s'il y est present, la décision sera par devers luy, veu que leurs Majestez ne seront point obligez à la pluralité des voix.

XIV. Celui qui fournira ledit Secours tant par Mer, que par Terre sera aussi obligé de l'entretenir; à condition que celui qui le recevra, sera tenu de fournir à la Milice de Terre le Fourrage, Pain, & service necessaire sans aucun payement, mais quant à celle de Mer elle sera entierement à la charge de celui, qui la donnera.

XV. La Flotte, & Armée Auxiliaires ne seront pas employées plus long temps en l'année, que celles de celui qui les reçoit: mais si la saison étoit fort avancée, celui qui les a demandées sera obligé de leur fournir les Quartiers, le Pain, le Fourrage, & le service necessaire, comme à ses propres Gens, & lors, qu'on les renvoyera chez eux, soit par Eau, ou par Terre, il sera tenu de leur faire avoir toutes les choses, dont ils auront besoin pour le voyage, sans exception quelconque. Aussi en cas, que la Guerre dure fort long temps, celuy qui aura donné ledit Secours, sera obligé, de la faire recruter tous les ans à ses frais, & de l'envoyer avant la fin du Mois de May, sans faute, à celui qui la demande, pour la Campagne suivante, en cas qu'il le desire ainsi, sans qu'il puisse le redemander sous quelque pretexte que ce soit, à moins qu'il ne fut attaqué en son propre Pays, ce qu'il sera tenu de faire sçavoir en tems à celuy qui l'a demandé, ou à moins qu'ils ne s'accordent par ensemble, qu'il fasse une diversion à l'Ennemy de quelque autre costé.

XVI. Lors que l'Armée commune sera entrée dans le Pays de l'Ennemi, l'entretien tant pour les Officiers, que pour les Soldats, sera pris dans ledit Pays, & il en sera de mesme des Quartiers, qu'on y distribuera: mais en cas qu'il n'y eut point de moyen de subsistance dans ledit Pays, chaque Roy sera obligé d'entretenir ses propres Troupes.

XVII. La Flotte, & Armée Auxiliaire sera rangée en telle maniere à toutes les occasions de Bataille, qui se presenteront, qu'elles puissent demeurer ensemble, & soient commandées autant qu'il est possible par leurs propres Officiers; sur tout les Vaisseaux demeureront en une Escadre, & seront commandez par leurs propres Officiers. Et s'il arrivoit qu'en poursuivant l'Ennemy, ou par quelque diversion, qu'on lui pourroit faire, on vint à prendre quelques Places sur luy, il a esté accordé, qu'elles seront occupées par celui, qui aura donné le secours, à proportion des Troupes, qu'il aura envoyées, à la charge d'en donner satisfaction à celuy qui l'aura demandé. Mais, en cas que les Terres de ce dernier fussent prises par l'Ennemy à cette occasion, ou qu'on vint à recouvrer quelque chose de ses Droits, & pretensions, qui sont maintenuës par ces Armées jointes ensemble, le tout demeurera & appartiendra sans aucun contredit à celui, qui aura demandé le secours. Quant aux Prisonniers, de quelque qualité qu'ils puissent être, aussi l'Artillerie, ou quoy que ce soit, qu'on viendra à prendre sur l'Ennemi; cela sera en commun aux deux Rois; mais quant au butin que les Partis pourront faire en particulier, il sera absolument pour eux seuls. Les Contributions qu'on tirera du Païs Ennemy seront aussi partagées entre les deux Parties à proportion des Troupes qui seront en Campagne.

XVIII. Quant à ce qui est du salut, qu'on se rendra par Mer, on se tiendra pour ce regard aux Accords, qui se sont faits cy devant sur ce sujet, de sorte, que les Vaisseaux, qui viendront à se rencontrer, ne se salueront qu'à coups de Canon, sans laisser tomber aucune voile, à condition neanmoins que la Flotte Auxiliaire tirera les premiers coups.

XIX. Il sera permis à un chacun de se servir des Ports de Mer reciproques, d'y reparer ses Vaisseaux, qui auront souffert quelque dommage, soit par la tempeste, ou par l'Ennemi; comme aussi d'acheter tout ce qui sera necessaire pour l'entretien & reparation des Hommes & Vaisseaux; à condition que les Officiers mettront ordre à ce que l'usage desdits Ports ne cause aucune jalousie, ou ombrage; de sorte qu'ils seront obligez d'entretenir une bonne Discipline dans leurs Vaisseaux, & d'avoir une bonne correspondance avec les Commandans desdits Ports, afin que le tout se fasse avec leur sçeu, & communication. Et d'autant que c'est à celui, qui donne le Secours d'assister fidellement celui qui le demande en la maniere, qui a esté dite, c'est pourquoy il faudra aussi qu'il ferme les Ports aux Vaisseaux de l'Ennemi de celui, qui le demande, & même qu'il l'incommode & endommage le plus qu'il lui sera possible.

XX. La presente Alliance durera le tems & espace de dix années consecutives, & prochainement venantes, aprés quoi il sera permis à chacune des Parties de la prolonger, ou non; mais les deux Rois, ou leurs Successeurs, lesquels y seront obligez aussi fortement, qu'eux mesmes, en feront traiter la continuation une année avant qu'elle vienne à expirer, afin qu'il puisse y avoir quelque chose conclu six Mois avant qu'elle vienne à finir.

XXI. Personne ne sera compris en cette Alliance que ceux qu'il plaira aux deux Rois.

XXII. Les Ratifications de la presente Alliance seront échangées dans quinze jours aprés la Signature, ou plûtôt, s'il est possible. Fait à Lunden ce septiéme Octobre 1679. *Ainsi signé.*

(L.S.) A.C.V. *Aldenb.* *(L.S.)* *J. Guldenstierna.*

(L.S.) *J. Juel.* *(L.S.)* *F. I. Oerenstedt.*

(L.S.) *Bierman.*

CCV.

2/12 Oct. — La Suede et les Provinces-Unies.

Traité de Paix entre CHARLES XI. *Roi de* SUEDE *& les* PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas, fait à Nimégue le* 12. *Octobre*, 1679. [Actes & Memoires des Negotiations de la Paix de Nimegue. Tom. IV. pag. 651. d'où l'on a tiré cette Piéce, qui se trouve aussi dans le *Theatrum Pacis*, Tom. II. pag. 967. en Latin, en Allemand & en François; dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Cont. II. Abtheil. IV. Absatz V. pag. 484. en Latin & en Allemand.]

NOtum sit universis & singulis quorum interest, aut quomodolibet interesse potest. Postquàm Belli per Europam incendium etiam involvit Serenissimum ac Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum Carolum Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regem; Magnum Principem Finlandiæ, Ducem Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Cassobiæ & Vandaliæ; Principem Rogiæ, Dominum Ingriæ & Wismariæ; nec non Comitem Palatinum Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ & Montium Ducem: & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Uniti Belgii, ita ut se invicem pro hosti-

Anno 1679.

bustibus gesserint; ea tamen mansit animorum inclinatio, ut veteris amicitiæ redintegrationem mutuo exoptarent, ipsoque adhuc Bello flagrante Subditis suis plenam Commerciorum & Navigationis libertatem invicem concederent: unde factum est cum laudabili cura & Mediatione Serenissimi ac Potentissimi Principis ac Domini, Domini Caroli II. Magnæ Britanniæ Regis, ex mutua Partium Belligerantium Conventione, Neomagum Congressui Plenipotentiariorum pro Pace generali instituenda electum fuisset, ut Partis utriusque ibidem comparentes Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii, à parte quidem Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ, Illustrissimi & Excellentissimi Domini, Dominus Benedictus Oxenstierna Comes in Kursholm & Wasa, Liber Baro in Muhrby & Lindholm, &c. Dominus in Kapuria & Katilla, Sacræ Regiæ Majestatis Regnique Sueciæ Senator, ac Præses in summo quod Wismariæ est Tribunali, ut & Supremus Legifer Ingriæ & Kexholmiæ; & Dominus Joannes Paulinus Olivenkrantz, Dominus in Ulthall & Hoffmanstorp, Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ Consiliarius Cancellariæ, Secretarius Status, & Judex Ordinarius Territorii Widboensis; à parte verò Celsorum & Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Uniti Belgii, Illustrissimi & Excellentissimi Domini, Dominus Hieronymus van Beverning, Theylingæ Toparcha, Lycæi in Lugduno-Batavo Curator, quondam Consiliarius Status, nec non Unitarum Belgii Provinciarum Thesaurarius Generalis; & Dominus Wilhelmus van Haaren, Biltiæ Frisiorum Grietman, in Consessu Dominorum Ordinum Generalium, à parte Dominorum Ordinum Hollandiæ & Frisiæ Deputati, dictam Dominorum & Principalium suorum propensionem, mutuis officiis ad optatum finem perducere conati, Plenipotentiarum Tabulis (quarum Apographa sub finem hujus Tractatus de verbo ad verbum inserta sunt) ritè communicatis, & habitis hinc inde colloquiis, eandem ad Divini Numinis gloriam & Christianæ Reipublicæ salutem in quasdam Pacis & amicitiæ Leges consenserint, & convenerint, prout hisce plenariè consentiunt & conveniunt tenore sequenti.

Art. I. *Sit* Pax sincera, inviolabilis ac perpetua, inter Sacram Regiam Majestatem ejusdemque Successores ac Posteros Reges Suecorum Regnumque Sueciæ, atque subjectas illis intra vel extra Imperium Ditiones ac Provincias ab una; atque Celsos & Præpotentes Dominos Ordines Generales Uniti Belgii ab altera parte; Cessentque propterea omnes & cujuscumque generis hostilitatum actus, qua Mari qua Terrâ, per omnia & quævis utriusque Partis Regna, Status, Ditiones & Provincias, interque omnes & singulos eorundem Subditos & Incolas, cujuscumque conditionis, nullâ omnino locorum & personarum factâ exceptione.

II. Sit utrinque perpetua oblivio & Amnestia eorum omnium, quæ quocunque loco moduque hoc præsenti Bello hostiliter facta sunt, ita ut nec eorum nec ullius alterius rei causâ vel prætextu, ulla Pars alteri posthac quicquam hostilitatis aut inimicitiæ specie Juris vel viâ facti inferat, aut per suos aliosve inferri faciat, gaudeantque hac Amnestiâ omnes & singuli cujusque Partis Subditi.

III. Vigeat in posterum inter utramque Partem Paciscentium vera, fida, infucata & reciproca amicitia, & bona correspondentia, in omnibus & per omnia, Terrâ Marive, intra vel extra terminos Europæ, ita ut altera Pars alteri, nihil inimicitiæ, damnive, clam aut palam, directè vel indirectè inferat, vel per suos aut per alios inferri faciat, nec cum alterius hostibus Fœdera huic Paci contraria habeat, nec quidquam in alterius Status & securitatis diminutionem per se vel per alios moliatur aut tentet, aut tentari faciat; sed utraque Pars alterius utilitatem, honorem & commodum omni meliore modo, & consilio, omnique occasione, locoque reapse procuret & promoveat.

IV. In majus dictæ Amicitiæ robur, & incrementum renovantur priora quæ annis millesimo sexcentesimo quadragesimo, millesimo sexcentesimo quadragesimo quinto, millesimo sexcentesimo quinquagesimo sexto, & millesimo sexcentesimo sexagesimo septimo inter Sacram Regiam Majestatem Sueciæ ab una & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Uniti Belgii ab altera Parte inita fuerant Fœdera; ita ut vigorem pristinum in omnibus & singulis obtineant, iis solummodò exceptis, quæ mutuorum Commerciorum & Navigationis Leges modosque concernunt, de quibus scilicet etiam nunc hodie speciali Fœdere conventum est

V. Neuter Paciscentium posthac consensum suum det ulli Fœderi, Tractatui vel Negotiationi in alterutrius damnum vel præjudicium tendenti, sed potius talibus adversetur, teneaturque alter alteri sedulò & fideliter indicare quicquid alius contra alterum machinari ipsi innotuerit.

VI. Si qui captivi ab una vel altera Parte adhuc deprehensi fuerint, sine alicujus lytri solutione restituantur pristinæ libertati.

VII. Promittit sua Regia Majestas, se prætensionibus Incolarum uniti Belgii pro cujusvis validitate condigne satisfacturam, in eumque finem, statim à ratihabitione factâ, certos ordinaturam Commissarios, qui dictas prætensiones examinare tenebuntur; ita nimirum, ut eas quæ liquidæ fuerint, ulteriori scrutationi non subjiciant, sed intra sex septimanarum spacium de earum prompta satisfactione, cum Proprietariis vel eorundem Mandatariis convenire debeant. Quod vero alteras prætensiones illiquidas attinet, iidem ordinarii Commissarii, intra tres aut quatuor Menses, à constitutâ Commissione numerandos, easdem revidere, earumque rationes conficere, imò de solutione cujusvis summæ, de qua ita liquido constiterit cum dictarum prætensionum Proprietariis convenire debebunt; liberumque erit Ministro Dominorum Ordinum Generalium in Aula Suecica Residenti, ex parte dictorum Incolarum uniti Belgii prædictis liquidationibus & Conventionibus assistere. Quicquid autem ita utrinque actum statutumque fuerit, id sine ulla exceptione vel morâ, modo & tempore præstitutis effectum suum sortietur. Curabit insuper sua Regia Majestas, ut Subditis Dominorum Ordinum Generalium, qui satis antehac Sententiis probare possunt, sibi à suæ Regiæ Majestatis Subditis aliquid solvendum faciendumve deberi, prompta facilisque executio præstetur, statim post factam hujus Tractatus Ratificationem, ita ut cujuslibet rei judicatæ executio, intra duos Menses à quo primùm postulari cepit adimpleta & perfecta esse debeat.

VIII. Quandoquidem sua Regia Majestas & Domini Ordines Generales gratâ mente recolunt, quàm salutaribus Consiliis & adhortationibus, sedulisque & benevolis officiis, Serenissimus Rex Magnæ Britanniæ Paci & tranquillitati publicæ hoc tempore invigilaverit, conventum est utrinque, ut dictus Rex cum suis Regnis & Ditionibus, huic præsenti Tractatui meliore quo fieri potest modo, inclusus sit, utque ad certiorem firmioremque dicti Tractatus observantiam, & executionem eundem sua Guarantia speciali stabiliri possit.

IX. Huic Pacis & amicitiæ Conventioni à parte suæ Regiæ Majestatis Sueciæ includuntur sigillatim Rex Galliarum Christianissimus, & Dux Sleswici Holsatiæ Gottorpiensis: Inde inclusi etiam sint Imperator & Imperii Romani Electores, Principes & Status omnes & singuli, qui Pace cum iisdem confecta comprehensi sunt, unâ cum Civitatibus Hanseaticis, imprimis Lubecâ & Hamburgo. Denique includantur, si includi volunt, Rex & Respublica Poloniæ, cæterique Reges, Principes, Status, Civitates & Personæ Privatæ, quibus requisitione intra sex Menses abhinc factâ id à Rege Sueciæ concessum fuerit.

X. Pariter à parte Dominorum Ordinum Generalium inclusi sint Imperator Romanus, Rex Christianissimus, Electores Moguntinus, Trevirensis & Brandenburgicus, Dux Lotharingiæ, Episcopus Paderbornensis & Monasteriensis, Dux Neoburgi, Duces Brunswico-Luneburgensis, Osnabrugensis, Cellensis & Guelpherbitanus, iidemque omnes Reges, Electores & Principes Dominorum Ordinum Generalium Fœderati, qui Pace cum Rege Sueciæ factâ includi velint, ut & Helvetiorum Respublica eorumque Fœderati, Princeps Frisiæ Orientalis, Civitates Lubeca, Brema, & Embda, cætérique Status, Civitates & Personæ privatæ, quibus requisitione intra sex Menses abhinc factâ id à Dominis Ordinibus Generalibus concessum fuerit.

XI. Ratihabeantur hæc Pacta Instrumenti solennibus à suâ Regiâ Majestate Sueciæ ab unâ & à Dominis Ordinibus Generalibus uniti Belgii ab altera parte, ita ut dicta Instrumenta in debita forma Stockholmiæ intra spatium trium Mensium à die subscriptionis computandorum, vel citius si fieri possit, utrinque commutentur, iisque ritè commutatis hic Pacis Tractatus in publicum proclametur, in omnibus utrique Parti apper-

ANNO 1679. tinentibus Terris, locisque quantociùs per distantiam eorundem fieri poterit, à die autem subscriptionis vim & effectum sortiatur per omnia.

In quorum omnium & singulorum fidem majusque robur utriusque Partis Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii, virtute suarum Plenipotentiarum, hanc præsentis Pacis conventionem manibus sigillisque propriis muniverunt & firmârunt. Quod factum Neomagi die $\frac{2}{12}$. Octobris Anni millesimi sexcentesimi septuagesimi noni. Signatum erat,

Benedict. Oxenstierna. (*L.S*) *Hier. van Beverningk.* (*L.S.*)
J. Paul. Olivekrant. (*L.S.*) *Guil. van Haaren.* (*L.S.*)

Plenapotentia D. D. Legatorum Serenissimi Regis Sueciæ.

NOs Carolus Dei gratiâ Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Rex; Magnus Princeps Finlandiæ; Dux Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Cassubiæ, & Vandaliæ, Princeps Rugiæ; Dominus Ingriæ & Wismariæ; nec non Comes Palatinus Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ & Montium Dux, &c. Notum testatumque facimus omnibus & singulis quorum interest, aut quomodolibet interesse poterit, quòd cùm nihil ardentiùs exoptemus, quàm ut præsens Bellum quo Christianus Orbis affligitur in æquam & honestam Pacem quantocius converti queat, atque propterea grato acceperimus animo Serenissimi & Potentissimi Magnæ Britanniæ Regis laudabili cura & Mediatione eo perventum esse, ut Partium hinc inde consensu, Tractatus & Colloquia Pacis Neomagi instituerentur. Ideo quicquid in nobis est ad comparandam tranquillitatem Orbi Christiano lubenter conferre volentes, confisi prudentiâ, experientiâ & fide Nostri, Regnique Nostri Senatoris ac Præsidis in summo quod Wismariæ est Tribunali, ut & supremi Legiferi Ingriæ & Kesholmiæ, Illustris nobis sincere fidelis, Domini Benedicti Oxenstierna, Comitis in Korsholm & Wasa, Liberi Baronis in Möhrby & Lindholm, Domini in Kaputia & Kattila; sicut & nostri Consiliarii Cancellariæ, Secretarii Status & Judicis ordinarii Territorii Widboënsis, Generosi ac Nobilis, nobis sincere fidelis Joannis Paulin Olivenkrantz, Domini in Ulfthal & Hoffmanstorp. Eos nominavimus, elegimus & constituimus, sicut & præsentibus hisce nominamus, eligimus & constituimus, nostros Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios, ad dictos Conventus & Tractatus Pacis Neomagi habendos. Quibus proinde committimus & specialiter mandamus, ut se, quamprimùm fieri possit, ad dictam Urbem conferant, ibique Pacis Colloquia, sive directè, sive interveniente operâ respectivè hinc inde receptorum Mediatorum instituant, cum Celsorum & Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Uniti Belgii, eorumque Fœderatorum Legatis Deputatis Commissariis, sufficienti Mandato ad præsens Bellum terminandum, controversiasque quæ eò spectant per bonam & firmam Pacem componendas munitis; damus quoque plenam & absolutam Potestatem cum omni auctoritate & Mandato ad id necessariis supradictis nostris Legatis Extraordinariis & Plenipotentiariis, sive duobus conjunctim, sive uni eorum soli, altero absente vel aliter impedito, Pacis Tractatum pro nobis nostroque nomine ineundi, concludendi & signandi, inter nos & prædictos Dominos Ordines Generales eorumque Fœderatos, omnia quoque Instrumenta, quæ in eum finem requiri possunt, conficiendi, expediendi, extradendi, adeoque in universum agendi, promittendi, stipulandi, concludendi & signandi Acta, Declarationes, Pacta conventa commutandi, aliaque omnia quæ ad dictum Pacis negotium pertineant faciendi, æque liberè & amplè, ac ipsi præsentes id faceremus vel facere possemus, quantumvis Mandato adhuc specialiori & expressiori, quàm quod hisce præsentibus continetur, opus esse visum fuerit. Promittimus præterea & declaramus fide & verbo nostro Regio, nos acceptum & gratum, firmum quoque & ratum habituros, quæcunque per dictos nostros Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios sive binos conjunctim, sive unum eorum solum, altero absente vel aliter impedito, acta, conclusa, signata, extradita & commutata fuerint. Nos obstringentes hisce præsentibus ad expediendum Ratificationum nostrarum Diplomata, in decenti & solenni formâ, intraque tempus prout convenerit. In quorum omnium fidem præsentes manu nostra subscriptas, Sigillo nostro Regio communiri jussimus. Dedimus in Arce nostra Holmensi, die duodecimo Mensis Aprilis, Anno millesimo sexcentesimo sexto. Signatum erat, ANNO 1679.

CAROLUS. (L.S.)

F. JOEL. ORNSTED.

Plenapotentia D. D. Legatorum Præpotentium Ordinum Generalium.

ORdines Generales Unitarum Belgii Provinciarum omnibus præsentes Literas visuris salutem. Notum testatumque facimus, quòd cum nihil ardentiùs exoptemus, quàm ut præsens Bellum, quo Christianus Orbis affligitur, in æquam & honestam Pacem quantocius converti queat, atque propterea grato acceperimus animo, Serenissimi & Potentissimi Magnæ Britanniæ Regis laudabili curâ & Mediatione, eo perventum esse, ut Partium hinc inde consensu Tractatus & Colloquia Pacis Neomagi instituerentur. Ideo quicquid in nobis est, ad comparandam tranquillitatem Orbi Christiano lubenter conferre volentes, confisi prudentiâ, experientiâ & fide Dominorum Hieronymi van Beverningk, Teylingæ Domini, Lycæi in Lugduno-Batavo Curatoris, quondam Consiliarii Status, nec non Unitarum Belgii Provinciarum Thesaurarii Generalis; Guillelmi de Nassau, Domini d'Odijcke & Cortgenæ, Primarii Nobilis. Ordinumque Nobilium in Confessu & Consilio Comitatus Zelandiæ repræsentantis; & Guillelmi van Haaren, Biltiæ Frisiorum Grietmanni, in Confessu nostro à parte Dominorum Ordinum Hollandiæ, Zelandiæ & Frisiæ Deputatorum, eos nominavimus, elegimus & constituimus, sicut & præsentibus hisce nominamus, eligimus & constituimus nostros Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios, ad dictos Conventus & Tractatus Pacis Neomagi habendos. Quibus proinde committimus & specialiter mandamus, ut se quamprimùm fieri possit ad dictam Urbem conferant, ibique Pacis Colloquia sive directè, sive interveniente operâ respectivè hinc inde receptorum Mediatorum instituant, cum Serenissimi & Potentissimi Domini, Domini Caroli, Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regis, &c. &c. Ejusque Fœderatorum Legatis, Deputatis & Commissariis, sufficienti Mandato ad præsens Bellum terminandum, controversiasque, quæ eò spectant, per bonam & firmam Pacem componendos, munitis. Damus quoque plenam & absolutam Potestatem, cum omni autoritate & Mandato ad id necessariis supradictis nostris Legatis Extraordinariis & Plenipotentiariis, sive tribus conjunctim, sive duobus ex illis, tertio absente vel aliter impedito, aut etiam uni eorum soli, duobus reliquis similiter absentibus vel impeditis, Pacis Tractatum pro nobis nostroque nomine ineundi, concludendi & signandi, inter nos & prædictum Serenissimùm Regem ejusque Fœderatos, omnia quoque Instrumenta, quæ in eum finem requiri possint, conficiendi, expediendi, extradendi, adeoque in universum agendi, promittendi, stipolandi, concludendi & signandi, Acta, Declarationes, Pacta conventa commutandi, aliaque omnia quæ ad dictum Pacis negocium pertineant, faciendi, æquè liberè ac amplè, ac ipsi præsentes id faceremus vel facere possemus; quantumvis Mandato adhuc specialiori & expressiori, quàm quod hisce præsentibus continetur, opus esse visum fuerit. Promittimus præterea & declaramus fide & verbo nostro, nos acceptum & gratum, firmum quoque & ratum habituros, quæcunque per dictos Legatos nostros Extraordinarios & Plenipotentiarios, trinos conjunctim vel binos ex illis, tertio absente vel aliter impedito, unum etiam eorum solum, similiter absentibus vel impeditis duobus reliquis, acta, conclusa, signata, extradita & commutata fuerint. Nos obstringentes hisce præsentibus, ad expediendum Ratificationum nostrarum Diplomata, in decenti & solenni formâ, intraque tempus prout convenerit. In quorum fidem & robur hasce per nostri Confessus Præsidem signari, à primario Graphiario subscribi, & majori Sigillo nostro muniri fecimus. Dabantur Hagæ Comitum die quarta Januarii Anni millesimi sexcentesimi septuagesimi sexti.

BOOTSMA. vt.

Ad Mandatum altememoratorum Dominorum Ordinum Generalium.

Signatum, H. FAGEL.

Arti-

ANNO 1679.

Articuli separati ad praecedentem Tractatum Pacis pertinentes.

Art. I. QUandoquidem libertas Navigationis & Commerciorum, speciali Conventione inter Sacram Regiam Majestatem Sueciæ, & Celsos & Præpotentes Dominos Ordines Generales Uniti Belgii, etiam durante hoc, quod nunc Deo volente feliciter sopitum est, Bello, stabilita fuit; neque tamen ejusdem executio adeò exactè servari potuit, quin ab utraque Parte ex necessitatis Bellicæ ratione, aliquod damnum, per Navium Merciumque abductionem datum acceptumque esse potuit. Quod ut sine mora resarciatur, ipsa Juris æquitas postulat. Idcircò hoc Articulo, inter utriusque Partis Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios conventum est, ut quævis Naves, Mercesque taliter abductæ, si restitui possint, quantociùs restituantur: Sin minùs, at justum earum pretium cum usura solitâ, intra spatium duorum vel trium mensium, à die Ratificationis numerandorum, paratâ pecuniâ solvatur.

II. Cùm verò nominatim restitutionem postulaverint D. D. Ordines Generales, septem Navium, quarum nomina aut inscriptiones sunt *de Monthaan*, *de Buys*, *de Hoop*, *de St. Jacob*, *de witte Roos*, *de Annuntiatie Mariæ*, *ende het nieuw Heeren Logement*, quarum tres priores ab Armatoribus Suecicis, sub Diplomate aut Commissione suæ Regiæ Majestatis Sueciæ interceptæ, & unà cum Mercibus suis per latas Sententias Captoribus addictæ sunt. Posteriores quatuor, ab aliis sub Diplomate Gallico captæ, in Portum Calmar invectæ, ibidemque receptæ, & tandem ex Mandato suæ Regiæ Majestatis Sueciæ, in commodum Gallorum, unà cum Mercibus, dimissæ & divenditæ sunt: specialiter super iis conventum est, ut de prioribus supradictis tribus Navibus, latas Sententias sua Regia Majestas Sueciæ, ad requisitionem eorum quorum interest, in Senatu suo revideri, & ad examen revocari jubeat, & id præterea curet, ut super probationibus & Documentis exhibendis, Jus reddatur intra bimestra spatium, à die requisitionis factæ numerandum. Quòd autem quatuor posteriores attinet, cùm ea res dubia sit, & de eo facto non satis liquido constet, placuit quæstionem illam arbitrio aliorum discutiendam aut dijudicandam dare. Ideoque conventum est, ut intra spatium sex septimanarum, à die Ratificationis hujus Tractatûs numerandum, tàm à parte Regiæ suæ Majestatis, quàm Dominorum Ordinum Generalium unus vel plures Arbitri nominentur, qui auditis Partibus intra duos Menses à die nominationis supputandos, negotium hoc aut amicabili viâ componere; vel si hoc minùs procedat, ex Juris & æquitatis ratione decidere in se recipiant; ita nimirùm, ut illud, de quo vel amicabiliter conventum est, vel quod per modum decisionis dijudicatum fuerit, statim & sine ulla exceptione vel mora effectum suum sortiatur.

Posset hic inde inseri Catalogus fusior earum Prætensionum, quarum satisfactionem à Suecis petunt Subditi aliqui Ordinum Belgii Fœderati, ex Autographo horum Tractatuum.

Hi separati Articuli eandem vim eundemque vigorem obtinebunt, ac si Tractatui principali inserti fuissent, eodemque modo, tempore & loco ratihabebuntur. In quorum fidem majusque robur utriusque Partis Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii, virtute suarum Plenipotentiarum, eos Articulos separatos manibus Sigillisque propriis muniverunt & firmarunt.

Quod factum Neomagi, die $\frac{2}{12}$ Octobris anni millesimi sexcentesimi septuagesimi noni.

Signatum erat,

(*L.S.*) *Benedictus Oxenstiern.*	(*L.S.*) *H. van Beverning.*
(*L.S.*) *Joh. Paulin Olivenkrantz.*	(*L.S.*) *W. van Haren.*

Actus de Formulis Literarum Maritimarum.

CUm circa earum Literarum Maritimarum & consignationum Formulas, quas in calce Tractatus Commerciorum apponere hodie placuit, non satis instructi fuerimus, ideoque evenire possit, ut necessum sit, easdem de novo revidere, de eo ita conventum est, ut quantocyus Stokholmiæ dictarum Formularum revisio instituatur; quò prædictæ Formulæ, intra terminum Ratificationi Tractatus præscriptum, ad usum utriusque Nationis rite & dilucide adaptentur. Quod factum Neomagi die $\frac{2}{12}$ Octobris. Anni millesimi sexcentesimi septuagesimi noni.

Signatum erat,

(*L.S.*) *Benedictus Oxenstiern.*	(*L.S.*) *H. van Beverning.*
(*L.S.*) *Joh. Paulin Olivenkrantz.*	(*L.S.*) *W. van Haren.*

ANNO 1679.

CCVI.

$\frac{2}{12}$ Oct. TURQUIE ET POLOGNE.

Traité de Paix entre JEAN SOBIESKI *Roi de Pologne &* MAHOMET IV. *Fait en l'année 1679.* [Theatrum Pacis. Tom. II. pag. 585.]

SCythis Lipkis dictis, qui in Regno Poloniæ sunt, illis, quicunque suâ voluntate in Ditionem Imperialem migrare voluerint, in termino unius anni nemo Polonorum impedimento sit, ut cum familiis & supellectili exeant, & nullâ molestiâ afficiantur. Podoliæ Regnum totaliter secundùm antiqua confinia subjaceat Dominio meo, & Oppida Bar & Miedzyboz, in quibus adhuc sunt militiæ Polonicæ, ista duo Oppida eductis Polonicis militiis restituantur. Et antehac cùm prædicta Oppida in potestatem Bissurmannorum redacta sunt, in ipsis quot Tormenta fuerint, iterum relinquantur, vestra verò quæ à Regionibus Polonicis allata quæcunque fuerint, accipiant. Et iterum ex incolis prædictorum Oppidorum, quicunque propriâ voluntate abire voluerint, abeant, qui verò manere voluerint, ne illis molestia fiat; & pro Podoliæ Regione, prout declaratum & expressum est in Sacris Capitulationibus antehac concessis, quando de limitibus & confiniis Regionis Podoliæ acciderit controversia quæpiam, ex consensu Gubernatorum, constitutis ab utraque parte hominibus & Senioribus Protectoribus viris & Habitatoribus utriusque Confinii ad locum euntibus in limite cujusque Ditionis & Confinii esse controversum locum numero copiosa præstans multitudo testabitur, illo testimonio res definiantur. Descripta Regione Podoliæ ex illis nullus Polonus, qui ab antiquo habebant Oppida & Pagos, (etiamsi spirituales fuerint) quicunque in confiniis manere voluerint Oppidorum & Villarum in manibus eorum antea existentium Tributa & Legales decimæ aliæque Contributiones computatæ & definitæ à manibus illorum Nobilium accipiantur, constituta summa & portio pro ipsorum sustentatione sufficienti condonetur ipsis & ipsi, & Filii ipsorum immunes & exempti, & quousque in infidelitate non deprehendentur, nequaquam hoc munere priventur, & contra Justitiam, molestiâ non afficiantur. Et si collectio Liberorum mandabitur, ex ipsis & illorum Subditis nemo colligatur, & in Oppidis præter illas Ecclesias, quæ in Moscheas & in Templa transformatæ sunt, illis, quæ in manibus illarum sunt confirmatæ, Ecclesiis nequaquam ingressio fiat & molestia inferatur, & in Exercitiis absolutis suæ Religionis, sicuti reliquis Confinariis Subditis licitum est, ne molestentur, prout in Sacris Capitulationibus exprimitur.

Pariter in Regione Ukrainæ excelso Imperio parentium Cosacorum Nationi tribuetur; Prædictæ Regioni nulla omninò ab illis fiat prætentio & ingestio, sed tantummodò in limitibus Ukrainæ sita propè Fluvium Borysthenem Oppida Bialocerkiego & Pabolocz, cùm in præsentiarum sint in potestate illorum, cùmque duo ista Oppida secundùm sua antiqua Confinia ab antiquo cum attinentiis & Districtibus suis à Regia Majestate mea illis donentur, maneant ibidem in ipsorum potestate & Dominio, attamen ne isto prætextu extra Limites duorum dictorum Oppidorum ad palmulum Terræ, ne se ingerant neve prætensionem aliquam faciant, & posthac constituto à fulgidissima Porta meo Commissario & Regionis Podoliæ juxta antiquos suos Limites & Confinia & in Ukraina prædictorum duorum Oppidorum, quæ manebant in potestate illorum, nempè Bialocerkiego & Pabolocz, quoque juxta antiquos illorum Limi-

ANNO 1679.

Limites Confinia, & Limites illorum describantur & continuantur. Et qui propter Mercaturam Negotiationem & lucrum cum Mercibus & rebus propriæ Regionis in Ditionem Imperialem exeant Mercatores, postquam juxta antiquam normam Mercium Gabellas solverint ad amussim, contra Justitiam & consuetam normam ne molestentur, sicuti à Mercatoribus antiquorum Confœderatorum Principum Characz non accipitur, pariter à Mercatoribus Polonis quoque ne Characz, hoc est, Tributaria Contributio exigatur.

Et cùm antehac tempore Pacis illorum Religiosi in Civitate Hierusolymitana mansiones habere consueverint juxta veterem formam, in quibus ab antiquo sedem habere consuetum sit locis, sedem habentibus nullus impedimento sit. Et posthac sine Edicto meo Sacro Sancto ab Exercitu Divina ope defenso, & Criminensibus, Oczakovienfibus, Nahajensibus, Scythis & Cosacis, & Transylvanis prohibitum sit, ne militiæ in Poloniam Ditionem invehantur, ne hostilitatem agendo populationem exerceant, & è Subditis Poloniæ quicunque in Podoliam venientes habitare voluerint, ne impediantur, sed hâc conditione, ut juxta consuetam normam Decimas Legales, & alias Contributiones meas solvant, nemo illis sit impedimento, ut cultu terræ vitam sustentent.

Et cùm antea singulis annis exhibenda Solio meo Imperiali promissa fuerunt, nomine muneris 22000. aureorum, Celsissimi Domini Crimensis Hani intercessione remissa & condonata fuerint præter illorum aureorum punctum, Oppidorum Bialocerkiceo & Paboloca, quæ illis donata sint omnia puncta antea ad Oppidum Budcacz concessorum ipsis sacrarum Capitulationum tenore contenta in suo vigore confirmata ut conserventur, diligentia adhibeatur.

Et constitutis ab utrinque selectis & præstantibus Viris juxta Testimonia Seniorum & Præfectorum Regionis habitatorum Podoliæ & Ukrainæ Limites constituantur, Rectores, Gubernatores utriusque Partis in extremis Limitibus constituti judicent & dirimant lites Subditorum utriusque Partis, præter lites attinentes ad fundos. Si Incolæ qui tempore capti Camenecl illic manserant, cum postea educti & aliò translati fuerint, qui velint, iterum in Podolia maneant & habitent.

Et cùm tempore occupati Cameneci qui manserunt Subditi, postea illis aliò traductis Ecclesiæ illorum derelictæ fuerint, è Subditis Latinis, qui tempore capti Cameneci illic non manserint, illis, qui inposterum Cameneci manebunt, ex Ecclesiis ante concessis, & derelictis ipsis una lapsa Ecclesia concedatur, & in Oppido Bar ex Ecclesiis postquam Moschea constituta fuerit, Subditis Latinis ibidem morantibus concedatur una solùm Ecclesia, si concessa Ecclesia destructa fuerit, juxta antiquam positionem & formam in erectione ipsius non impediantur.

Pariter in Oppido Miedzybor & Jarzowick, postquam constituta fuerit Moschea, ibidem manentibus Latinis Subditis singulæ Ecclesiæ concedantur, si destructæ fuerint, in ipsarum ædificatione & constructione nemo impedimento sit. Et Damiscanæ Naves omni securitate in Mari Mediterraneo navigantes, postquam juxta consuetam & veterem formam Telonia solverint, contra Pacis Jus & Justitiam ne capiantur nevè molestentur.

In Regione Podoliæ Bassa Gubernator onus sit, & in Podoliæ Bey. & Gubernatores, nec è Lipkaram, nec ex aliorum Tartarorum Nationibus eligantur, Lipkæ Scythæ, nec in Podoliâ nec in loco propè Limites collocentur, sed in loco à Confiniis remoto collocentur. Et in sacris antea concessis Capitulationibus, quæ præscriptis hisce conditionibus adversantur puncta dempta & reservata sunt, quæ verò conformia sunt in suo pristino vigore confirmantur; Quousque à parte Regis Poloniæ, & à Dnn. Gubernatoribus & Capitaneis, & à Subditis ipsius & reliquis quibuscunque attinentibus ad ipsum Fortalitiis sitis in Confiniis ope divinâ protectis, & Civitatibus & reliquis subjectis Ditionibus meæ Imperialis Majestatis Pagis & Locis & Villis, nulla omninò ratione invectio & ingestio fiat.

Regis Poloniæ Regionibus, Fortalitiis & Civitatibus & reliquis Pagis & Villis, à parte Regiæ Majestatis, & à Magnis Vezîriis, & eximiis Gubernatoribus & honoratis Rectoribus & Militiis victricibus, & Moldavicis, & Dobrycensibus, & Scythis Bialogrodensibus & Theinensibus, & Borysthenensibus, & aliis Regionibus Polonicæ Ditionis nullum damnum inferatur.

In locis Transitoriis Thyræ, & quibuscunque aliis custodia à Gubernatoribus illarum partium, si in custodiendis transitibus negligentes & incuria gereretur, deponantur & suis priventur officiis, & puniantur, & quod honorarium Celsissimis Hanis Crimensibus in renovatione Pacis promissum fuit, postquam singulis annis debito tempore missum hominibus, ipsorum redditum & consignatum fuerit, Hanus Crimensis quoque amicitiæ & benevolentiæ vinculo obligatur conditionibus juxta antiquam formam satisfaciat, & respectum habeat, & nullum damnum qualicunque modo ab Hano, & Galga Sultano & reliquis Mursis Regno Poloniæ inferatur: quando contra Majestatem Polonam inimicus aliquis insurget, Hanus quoque cum Exercitibus Tartarorum auxilium ipsi præstet & suppetias ferat. Et quando à Majestate mea Bellum ab aliqua parte geretur, & Hanus aut Galga Soltanus aut Mursa cum Tartarorum Exercitibus Bellum inire deberent, ne per Ditionem Poloniæ transeant, ab antiquo per quæ loca transire consueverint, rursus per illa loca transeant; & post concessionem hujusce S. Capitulationis si Tartari aut Moldavi quipiam in Ditionem Poloniæ invecti populationes exerceant, aut captivos rapiant, quando à Majestate Poloniæ Nuntius mittetur, talium Captivorum nullus in Ditione mea Imperiali teneri permittatur, & nemo illorum qui huc spectat, in Regno Poloniæ vendatur.

Præterea quando verò ex extraneis partibus aliquis, aut aliis Bella contingere necesse fuerit, ut ipsa Majestas Imperialis personaliter eat, aut Dux constituatur Exercituum & Palatini Vallachiæ & Moldaviæ & Transylvaniæ per contractionem illis hostibus Bellum gerat; Quando ab Hoste missus Internuntios à Rege Poloniæ auxilium quæret, Rex Poloniæ propter sinceritatem & efficacitatem & executionem amicitiæ & correspondentiæ tum erga Solium Imperiale suis Exercitibus, & opibus, ne hostibus meis opem ferat, & si quis ab Hoste meo missus in Ditionem Regni Poloniæ Exercitum colligere quærebat, illum impediat, & facultatem ne concedat, & Senatoribus & Capitaneis ipsias, & aliis si qui propria voluntate ut ferrent auxilium hosti meo, abire voluerint, ne sinat eos, nevè occultè vel manifestè illis veniam concedat.

Cum Transylvanicum Regnum meum sit Aviticum & Hæreditarium, cum pluribus Transylvaniæ & Ungariæ Regibus, qui huc usque sinceritatem habuerunt, amicitiam exerceant, in partibus quoque Transylvaniæ, si hostis meus manifestetur, à Majestate Polona nec occultè, nec manifestè auxilium præstetur hosti meo, & si Princeps Transylvaniæ, aut Woiewoda Vallachiæ & Moldaviæ, & alii quipiam culpati transfugiant in Regnum Poloniæ, talis non admittatur, sed propter respectum amicitiæ & correspondentiæ devinctos illos Compedibus ad Solium Imperiale transmittat, hac ratione meo Amico Amicus, & Inimico meo sit Inimicus.

Et ut in præsens & in utroque Dominio amicitia crescat; Subditi Ditionum Poloniæ per Fluvium Tyræ in Portum Bialogrodensem Merces adferentes, aut Mercaturas exerceant, cum postulatum sit tales, qui nullum Ditioni meæ damnum meditentur, pacatè & propter Mercaturam venientes, ne impediantur, & Rege Poloniæ permanente in amicitia erga meum Solium Imperiale, Woiewoda Moldaviæ quoque, juxta consuetudinem ab antiquo cum Regibus Poloniæ amicitiam exerceat.

Et anteà tempore Pacis qui è Polonis in captivitatem rapti sunt, & perseverantes in Christianismo aut transiverint in Mahometismum, quando è Polonia venerint, aliqui, ubicunque illos invenerint in Ditione Imperiali dato Dominis ipsorum Juramento de pretio emptionis, uti prælitum constiterit, pluris ne redimantur, & postquam pretium solutum fuerit, nemo impediat, ut illos in propriam Regionem ducant. Verùm si quis ab illis Captivis in Mahometismum conversi fuerint, ne de illis prætensio fiat, sed conserventur in illo eodem statu. Et post concessionem S. S. Capitulationum utrinque qui in captivitatem capti sunt, sine pretio liberentur, & Legati & homines utriusque Dominii Patentibus ne egeant, sed Literæ permanentes nulla ipsis molestia, neque opibus ipsorum damnum inferatur, & Mercatores utriusque, Mari & Terra, per loca & Portas consuetos transeuntes & permeantes ubicunque morati fuerint, juxta consuetam normam solventes Telonia quæcunque fuerint, ne ulla vexatione afficiantur aut damno in opibus aut Mercibus suis.

Et si qui è Mercatoribus Poloniæ in Ditione mea Imperiali mortui fuerint, ut ipsorum quoque Merces usu-

ANNO 1679.

usurpentur à publico Fisco, sed Societatis Antesignano & Principalibus ipsius reddantur, ut ipsi quoque Hæredibus ipsorum reddant.

Et si qui è Mercatoribus utriusque Dominii, aut mutuo datæ aut acceptæ pecuniæ, aut emptionis aut venditionis lites habeant; & qualique alio modo ad Tribunal cum adversario suo sisteretur, ubicunque erit, aut hîc aut illîc, Judices locorum illorum, accuratè & summa inquisitione faciant, & quod probatum fuerit debitum & justum Postulatum, ut solvatur constringant, nevè permittant, ut contrarietas & resistentia fiat, sed sedulò Executioni committant, sed sine probatione debitâ & legitimâ Judiciorum forma, contra Jus nemo utriusque Dominii propter alterius debitum molestetur, & si quis molestiam inferre voluerit, cohibeatur.

In litibus stipulationum & pecuniæ sine legitima probatione & testimoniis ne molestetur, antequam videantur & legantur, quæ in manibus eorum scripta sunt obligatoriè & testationis Judicum & Notariorum publicorum legitimæ, solis falsis Testimoniis, injustæ petitioni & pravis litibus ne fides præstetur neque quodpiam fiat. Et omninò Judices utriusque Dominii adhibitâ curâ & diligentiâ, antequam controversæ rei Statum & litis conditionem juxta suam originem & veritatem comprehendant, illegitimæ lites ne audiantur.

Et pariter si à Latronibus & Grassatoribus cujuspiam opibus & vitæ damnum inferatur, Judices illorum ubicunque sint, inveniant & summa severitate puniant, & oblata latrocinia Dominis ipsorum restituantur.

Et venientes Legati propter Amicitiam ne cohibeantur, salvè & immuniter possint ire & redire, & quando in confinia venerint, associentur custodibus, & in utroque Dominio ita eadem ratione practicetur.

Et Silistrienses & Bialogrodenses Confinarii & Portus Telonarii & Decimatores & Triccsimatores, & quicunque alii è Ministris & servis Dominii mei, propter Triccsimatores Dominii utriusque alii ne permittantur ire trans Fluvium Thyræ & si apud Viatores utriusque Dominii aut venientes aut abeuntes Captivi deprehendantur, abducti è manibus eorum restituantur Patriæ & Libertati, & Pastores, qui in Ditionem Poloniæ accedunt: notificent Judicibus locorum se & pecora sua, clàm ne accedant, & Pastorum justum solvant; Tales autem postquam se notificaverint, si quæ pecora ipsorum amittantur, locorum Judices interveniant & restituant. Et venientium & abeuntium equi ne rapiantur in Posta & itinere, ne Janizeri aut aliqui equos illorum arripiant. Et Negociatores & Mercatores post solutionem Telonii & consuetorum, nihil plus solvere cogantur, & ne illis superfluitates imponantur huc usque, & quod solvere consueverint, illud idem solvant & nihil insuetum fiat: & Subditi Poloniæ, Armeni & Christiani in Moldavia, & in alia loca Ditionis Imperialis, ut Mercaturas suas exerceant, ne clam & per desertas vias veniant, sed per consueta Mercatoribus itinera, si aliquod damnum talibus Mercatoribus, in vita & opibus inferatur, puniantur severissimè rei & culpati, & Mercatores sinceri & æqui, & sine fraude venientes, ne vexentur, postquam solverint practicatum Telonium.

Et imposterum sicut Imperium meum, & dies gloriosi mei Dominii usque ad ultima secula indeficienter permanebunt, ita semper supradictarum Capitulationum virtute id omne quod in ipsis continetur executioni irrefragabili mandabitur, & eo Pax, & bona Correspondentia in æternum confirmabitur & honore debito elevabitur. Et quamdiu à Rege Poloniæ suis Centurionibus, Palatinis & alia Gente ipsi submissâ nihil contra Pacem & concordiam proveniet, & Juratis Pactis, & Articulis Immutationem offerre possit, & quamdiu etiam ipsi honorem Existimationi, Jus Amicitiæ & Pacis habebunt, etiam à gloriosa Porta meæ Majestatis Imperialis Juramentum adhibeo & protestor, per Excelsum Deum Creatorem Cœli & Terræ, & per Miracula Mahomet Mostaffa, Summi Prophetæ, (qui est Sol aliorum seculorum, supra quem sit Pax Majestatis Divinæ) protestor inquam, quod ex juratis Articulis nec minimum Punctum transgrediar, nec super ipsis ullum in modum interveniet difficultas ulla, sed quod Pax & Unio confirmabitur & stabilietur quantum gloriosi & fulgentis mei Imperii infinitum tempus permanebit, istæ Capitulationes stabiles & indissolubiles existant, & omnes Subditi & dependentes illius Regni perfectâ quiete sub umbrâ meæ protectionis gaudeant. Sic res sciatis & fidem huic nobili Signo præstetis.

Datum in Campo Danuvæ Bassæ in pleniiunio Sept. Anni MDCLXXIX.

ANNO 1679.

CCVII.

Traité de Commerce & de Marine entre CHARLES XI. *Roi de Suede & les* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, fait à Nimegue, le* 12. *Octobre*, 1679. [Actes & Mémoires des Négociations de Nimégue. Tom. IV. pag. 678. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europæum*, Tom. XII. pag. 19. en Allemand.]

2/12 Oct.

LA SUEDE ET LES PROVINCES-UNIES.

NOtum testatumque sit omnibus & singulis quorum interest, aut quomodolibet interesse poterit, Quandoquidem Pax sincera & perpetua inter Serenissimum ac Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum Carolum Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regem; Magnum Principem Finlandiæ; Ducem Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stettini, Pomeraniæ, Cassubiæ & Vandaliæ; Principem Rugiæ; Dominum Ingriæ, & Wismariæ; nec non Comitem Palatinum Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ, & Montium Ducem, &c. Ejusque Regiæ Majestatis Successores ac Posteros Reges Suecorum Regnumque Sueciæ atque subjectas illis intra vel extra Imperium Ditiones ac Provincias ab unâ; atque Celsos ac Præpotentes Dominos, Dominos Ordines Generales Uniti Belgii ab alterâ parte, hodie facta signataque est, imò vera & fida amicitia utrimque de novo stabilita, sublatâ penitùs omni inimicitiarum hactenùs gestarum memoriâ, ita ut posthac Pars altera alteriùs utilitatem, honorem ac commodum omni meliore modo promovere teneatur; Itaque Sua Regia Majestas hanc Pacem amicitiamque maximè firmare cupiens, & Domini Ordines Generales existimantes id certiore modo fieri non posse, quàm si utriusque Partis Subditi mutuâ Commerciorum necessitudine jungantur, & in eum finem Navigatio & Mercatura hinc inde Legibus, ad utriusque Partis commoda maximè facientibus, ordinentur, ut ex istâ mutuarum utilitatum consuetudine, etiam melior firmiorque animorum Unio conjunctioque existere possit, decreverunt de dictis Mercaturæ & Navigationis Legibus invicem convenire, idque utrinque in Mandatis dederunt suis Legatis Extraordinariis & ad hunc Pacis Tractatum Plenipotentiariis à parte Sacræ Regiæ Majestatis Illustrissimis & Excellentissimis Dominis, Domino Benedicto Oxenstierna, Comiti in Korsholm & Wasa, Libero Baroni in Möhrby & Lindholm, Domino in Kapuria & Kattila, Sacræ Regiæ Majestatis Regnique Sueciæ Senatori ac Præsidi in Summo, quod Wismariæ est, Tribunali, ut & Supremo Legifero Ingriæ & Kexholmiæ, & Domino Johanni Paulino Olivenkrans Domino in Ulfhal & Hoffmanstorp, Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ Consiliario Cancellariæ, Secretario Status & Judici Ordinario Territorii Widboënsis; à parte Dominorum Ordinum Generalium illustrissimis & Excellentissimis Dominis, Domino Hieronymo van Beverningk, Theylingæ Toparchæ, Lycæi in Lugduno Batavo-Curatori, quondam Consiliario Status, nec non Unitarum Belgii Provinciarum Thesaurario Generali; & Domino Wilhelmo van Haaren, Biltiæ Frisiorum Grietman, in Consessu Dominorum Ordinum Generalium à parte Dominorum Ordinum Hollandiæ & Frisiæ Deputatis, qui commutatis hinc inde Plenipotentiarum Tabulis, & habitis colloquiis in Articulis mutui Commercii & Navigationis consenserunt & convenerunt tenore sequenti.

I. Pro fundamento & firmâ basi sit reciproca & omnibus modis absoluta Navigationis & Commerciorum libertas, per omnia & quævis Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ, & Celsorum Præpotentiumque Dominorum Ordinum Generalium Uniti Belgii Regna, Status, Ditiones & Provincias in Europâ, circa omnia & singula Mercium genera observanda, quatenus absoluta illa & reciproca libertas in sequentibus Articulis limitata vel restricta non est.

II. Ut verò inter altememoratarum Partium Subditos & Incolas Commercium & amicitia secura dehinc, & ab omni perturbatione, & molestia tuta sit, conventum & conclusum est, ut si quando inter Sacram Re-

 glam

giam Majestatem, Regnumque Sueciæ & prædictos Ordines Generales Uniti Belgii, mala aliqua intelligentia & amicitiæ interruptio rupturave suboriantur, (quod Deus avenat,) tum terminus novem Mensium post dictam rupturam utriusque Partis Subditis & Incolis dabitur, quò recipere sese unà cum rebus & bonis suis eaque asportare licebit, quoquoversum ipsis placuerit, sicut & eis permissa tunc erit venditio & alienatio bonorum suorum mobilium immobiliumque rerum liberè & absque ullâ laterturbatione; nec eorum bona, res & facultates, nedum ipsimet arresto vel manus injectione, interea temporis detinendi nec infestandi sunt.

III. Quòd prædictæ Suæ Majestatis prædictorumque Ordinum Generalium Subditi & Incolæ nullos imposterùm inter se exerceant hostilitatum actus aut violentias, nec Mari nec Terrâ, nec in Fluviis, Fluminibus aut stationibus, sub quocunque nomine aut prætextu, ita ut Subditi Suæ Regiæ Majestatis nullum Diploma, Commissionem vel Instructionem, pro privatis Armaturis Navalibus exercendis, neque Literas Repressaliarum (ut vulgò vocant) aliquorum Principum vel Statuum, qui præfatorum Dominorum Ordinum Generalium Hosties sunt recipiant, neque vi aut prætexto eorundem Diplomatum, Commissionumque vel Repressaliarum prædictos Dominorum Ordinum Generalium Subditos & Incolas turbent, infestent vel incommodo damnove aliquo afficiant, neque ejusmodi vel Armaturam exerceant, vel eâ in altum procedant: qui secùs fecerint, ut Piratæ prosequendi sunto & plectendi. Id quod reciprocè respectu & ratione Suæ Majestatis Subditorum & Incolarum ab Unitarum Belgii Provinciarum Subditis & Incolis observandum sit.

In quem finem toties, quoties requiritur ab utraque parte in omnibus utriusque Partis Regionibus, Dominiis & Ditionibus quibuscunque prohibitiones strictæ & perexpressæ renoventur & publicentur, ne quis hujusmodi Commissionibus sive Literis Repressaliæ ullo modo utatur sub pœnâ suprà definita, quæ severè contra violatores executioni mandabitur, præter restitutionem & plenam satisfactionem iis præstandam, quibus damnum aliquod intulerint.

IV. Omnes & quæcunque Literæ Repressaliarum, quæ antehac quâcunque de causâ concessæ sunt, pro nullis abolitisque declarentur, neque novæ ab altera dictorum Fœderatorum parte concedantur in alterius Subditorum detrimentum aut incommodum, nisi eo duntaxat casu, quo Justitia denegata sit, cui denegationi fides non habebitur, nisi libellus supples ejus, qui prædictas Repressaliæ Literas postulaverit, communicatus sit Ministro, qui à parte Status ejus contra cujus Subditos illæ dandæ sunt, eo loci residebit, ut intra quatuor Mensium tempus (aut priùs si fieri possit) contrarium docere aut complementum quod debeatur Justitiæ procurare possit.

V. Suæ Majestatis Subditis particularibus actio nulla intendatur, nec personis rebusve eorum manus injiciatur, ratione debitorum quæ Sacra Majestas contraxerit. Nec vice versa Subditis particularibus Dominorum Ordinum Generalium ulla talis actio moveatur vel manus injiciatur ratione debiti publici quod contraxerint Domini Ordines Generales.

VI. Regionum Dominiorumque Sacræ Majestatis & Dominorum Ordinum Generalium Subditi & Incolæ amicè se erga invicem gerant & pacatè vivant & conversentur inter se, omni bonâ intelligentiâ concordiam mutuam alant eâdemque porro Commercii Navigationisque in Europa & omnibus utriusque Partis Regnis, Dominiis & Locis quibuscunque libertate reciproca fruantur, circa quarumvis generum Merces & Mercimonia. Commercia autem, aut asportationi eorum, interdicere eaque vetare non liceat, nisi generatim omnibus tam Subditis quàm Peregrinis vetita & interdicta sint.

VII. Subditis idcircò Suæ Regiæ Majestatis & Dominorum Ordinum Generalium Libertas sit & Potestas cum Navibus & Mercibus, rebusque suis ad utriusque Partis Terras, Regiones, Urbes, Portus, Loca & Fluvios appellendi, eoque adeundi, ibique frequentandi & Commercia exercendi, quibuscunque in Mercibus, rebusque & Mercimoniis, quorum Commercium aut apportatio generatim tenore præcedentis Articuli prohibita non sunt; observatis Legibus & Statutis cujusvis loci, sive Mercaturam, sive Jus aliud respicientibus, ita ut alterius Subditi in alterius Regnis, Provinciis ac Ditionibus, eadem Libertate, Privilegiis, Exemptionibus ac commoditatibus utantur, fruantur, quâ proprii & naturales Subditi, in quantum æqualis illa Libertas observari poterit, sine præjudicio Privilegiorum, Civitatibus & Portubus concessorum. Cessent itaque omnia onerum & inæqualitatum Genera, quæ in dictæ mutuæ istius libertatis imminutionem vel restrictionem post annum millesimum sexcentesimnm quinquagesimum sextum constitutione, statuto vel consuetudine introducta esse reperiuntur. In specie autem semper & ubique in omnibus Sacræ Majestatis Sueciæ Regnis, Dominiis, Regionibus & Provinciis, liberum sit Subditis Uniti Belgii, salia, lupulum & haleces, non secùs ac quasvis alias Merces, in ædificiis vel cellis repositoriis (vulgò *Packhuys* dictis) asservare, indeque venum exponere. Solvent utriusque Partis Subditi Telonia, Vectigalia & introitus exitusve Jura, quæ à Sacra Regia Majestate ejusve Successoribus vel à Dominis Ordinibus Generalibus in suis respectivè Dominiis imposita sunt, vel imposterùm imponi poterunt. Ut autem in eorum solutione certa utriuque sit regula, conventum & cautum est, ne utriusque Partis Subditi, in omnibus Terris, Regionibus, Ditionibus, Locisque, utriusque Partis Imperio vel Dominio subjectis, teneantur plura vel alia Jura, Impositiones aut Vectigalia quæcunque personarum, Mercium, Mercimoniorumque, Navium vel Naulorum, sive in accessu, sive in reditu, per differentiam solutionis in Mercibus, certâ monetæ specie, vel quocunque modo, sub quocunque prætextu, nomine aut titulo, directè vel indirectè solvere quàm ea, quæ ab alterutrius Partis propriis & naturalibus Subditis solvuntur, neque in præjudicium hujus reciprocæ libertatis, alicui Partium permissum sit, Subditis propriis præ alterutrius Subditis Beneficia, Immunitates, dona gratuita aut Prærogativas aliquas concedere, ideoque in specie cessent omnia & singula ejusmodi Vectigalia aliaque onera, quæ in Portubus Rigæ, Revaliæ, Wiburgi, aliisque Ditionibus Sueciæ in Mari Balthico Navibus Uniti Belgii, quamvis saburratis tantùm & nullo Mercium genere oneratis, præ Navibus Suecicis post annum millesimum sexcentesimum quinquagesimum sextum imposita sunt. Quandoquidem autem in Suecia per Constitutionem die octavâ Decembris, Anni millesimi sexcentesimi quadragesimi quinti promulgatam, circa Vectigalia, introducta usuque recepta est quædam inæqualitas ratione Navium, quibus Merces vehuntur, discrimine scilicet facto inter Naves Subditorum Sueciæ armatas & non armatas, vel onerarias & Exterorum proprias. Conventum idcircò est, ut in Esthoniâ, Livoniâ, Ingriâ, Portubusque Pomeraniæ & Megapoleos, cæterisque omnibus Dominiis, Regionibus & Provinciis præter Regnum Sueciæ & Finlandiam Sacræ Regiæ Majestatis subjectis aut inposterum fortè subjiciendis, cesset omne discrimen, inter Naves Subditorum Sacræ Regiæ Majestatis & Naves Incolarum Uniti Belgii, ita ut nemo pro Mercibus & Mercimoniis, quæ Navibus Incolarum Uniti Belgii in dictas Provincias Ditionis Suecicæ transportantur, vel inde efferuntur, ad solutionem majorum aut plurium Vectigalium adigatur, quàm quæ à Subditis Suæ Regiæ Majestatis pro Mercibus & Mercimoniis, quæ suis Navibus illuc transportant vel inde evehunt, persolvuntur. Per totum verò Regnum Sueciæ atque Magnum Ducatum Finlandiæ dictum Navium, discrimen, circa solutionem Vectigalium pro Mercibus & Mercimoniis adhuc maneat vigeatque, ad eum omninò modum quem taxa Anno millesimo sexcentesimo sexagesimo octavo Typis publicis excusa exprimit, exceptis tantùm sequentibus quatuor Mercium generibus, uti lignis, frumentis, pice concretâ & liquidâ & cinere: in quibus scilicet Mercibus, id discrimen Vectigalis, respectu Navium onerariarum Subditorum Suæ Regiæ Majestatis Sueciæ Incolarum Uniti Belgii servandum erit, quod Anni millesimi sexcentesimi quinquagesimi noni tasâ espressum extat. Ita ut cessante omni discrimine Mercium, utrum Subditorum Suæ Regiæ Majestatis an Dominorum Ordinum Generalium propriæ sint, illud Vectigalium discrimen solas Naves concernat, neque ultra prædictas annorum tasas in supra specificatis quidem quatuor Mercium generibus ultra tasam Anni millesimi sexcentesimi quinquagesimi noni, in omnibus verò reliquis ultra taxam Anni millesimi sexcentesimi sexagesimi octavi se extendere debeat: verùm si aliqua majora onera Navibus Mercibusve posteà imposita sint, vel abhinc imponentur, ea semper observetur æqualitas, ut prænominatum discrimen majus non fiat, & omnis talis mutatio Merces & Mercimonia, quæ tàm Suecicis quàm Uniti Belgii Navibus, vel inferri vel evehi contigerit, æqualiter con-

tingat

Anno 1679.

tingat, atque constare possit, quantum unusquisque pro Mercibus & Mercimoniis, vel invehendis, vel exportandis tam in Sueciâ & Finlandiâ, juxta prædictum Navium discrimen, quàm in reliquis Sueciæ subjectis Provinciis, ut & Dominorum Ordinum Generalium Dominiis nomine Telonii aut Vectigalium pendere debeat, curabunt Sua Regia Majestas & Domini Ordines Generales, quisque à sua parte, ut Tabulæ propterea confectæ & Typis excusæ existant, quò quid pro quâvis Merce cuivis pendendum sit, publicè & omnibus notum esse possit; pro Navibus autem armatis habebuntur illæ quæ viginti quatuor Tormentis instructæ sunt, & eo modo ædificatæ atque exstructæ, prout Naves ad Bellum armatæ viginti quatuor Tormenta Bellica ferentes construi solent, & quòd Tormenta talia ratione ponderis & magnitudinis esse debeant, qualia Navibus ad Bellum armatis in usu esse solent.

Præterea conventum & statutum est pro Regulâ generali, ut Subditi Suæ Regiæ Majestatis in omnibus Terris, locisque Dominorum Ordinum Generalium Imperio & Dominio subjectis, circa omnia Jura, impositiones aut Vectigalia quæcunque personas, Merces & Mercimonia, Naves, Naula, Navigationem & Commercia concernentia, iisdem ad minimum Privilegiis, Libertatibus, Immunitatibus & Concessionibus utantur, fruantur, parique favore in omnibus gaudeant, quibus amicissima quævis Gens extera utitur, fruitur, gaudetque aut inposterùm uti, frui aut gaudere possit.

VIII. Navibus Bellicis utriusque Partis semper stationes, Fluvii Portusque pateant; appulsus etiam, introitus & Stationes libera sunto, quamdiu necesse habeant, eâ verò Lege, ut hac in re omni versentur cum discretione, ne commoratione longâ nimis & affectatâ, aut alio quocunque modo ullam offensionis vel suspicionis occasionem præbeant: Gubernatoribus item dictorum Locorum, Portuumque dictarum Navium Præfecti accessus & mansionis suæ causam denuncient.

IX. Suæ Majestatis & Ordinum Generalium Navibus, tàm Bellicis quàm iis quæ sumptibus privatis ad Bellum instructæ sunt, licitum esto Naves Mercesque ab hostibus captas liberè conducere, quoquo versum ipsis placuerit, nec quicquam rei Maritimæ Præfectis aut Judicibus aliis quibusvis solvere teneantur, neque etiam antedictæ prædæ ubi ad Majestatis Suæ aut Dominorum Ordinum Generalium Portus appulerint & intraverint, arresto ullo detineantur, nec Scrutatores, aliive locorum Officiales in eas aut de earum validitate inquirant, quin vela quovis tempore explicare, discedere & prædas eò loci deducere liceat, qui in Commissionum Literis aut Diplomate expressus sit, quas Literas Præfecti hujusmodi Navium Bellicarum monstrare tenebuntur: è contra autem in eorum Portubus asylum aut refugium non dabitur iis, qui prædam fecerint in Suæ Majestatis aut Dominorum Ordinum Generalium Subditos. Quòd sicubi tales necessitate tempestatis aut Maris periculo coactæ intraverint, enixè curandum est ut exeant, & quamprimùm fieri possit inde se recipiant, exceptis tamen utrinque Navibus Regnorum aut Statuum, quibus per anteriora Fœdera appulsus & introitus in cujusque Partis Portus concessus est.

X. Quòd si quispiam Subditus aut Civis Fœderati Belgii in Regnis aut Provinciis Suæ Regiæ Majestatis, quæ Jure Suecano utuntur, sine Liberis, Hærede instituto, aut executore ultimæ voluntatis certo, intra Regnum, & dictas Provincias moriatur, tenebitur Magistratus illius loci relictas Merces, pecuniam, debita atque libros rationum cum scriptis & Documentis relata in Indicem sub manu & Sigillo Notarii Publici & Testium asservare, atque illicò post obitum hominis Literis suis bis significare Magistratui Urbis illius aut loci, in quâ vel quo defunctus Domicilium aut Civis Jus obtinuit, ut per ipsum Magistratum indicetur legitimo Hæredi necessitas veniendi intra annum & diem repetitum Hæreditatem in Regno Sueciæ dictisque ejus Provinciis relictam, facto initio numerandi à die scientiæ sive notitiæ mortis, Magistratui illius Urbis per Literas intimatæ; si venerit intra præscriptum tempus licitum erit ei, postquam se legitimum Hæredem indubitatis Documentis probaverit, coram Magistratu Urbis aut Loci illius, in quâ vel quo Domicilium defunctus habuit antequam in Sueciam profectus est, adire & repetere Hæreditatem, ita tamen ut si Civis Subditusque Suæ Regiæ Majest. extiterit, qui mortuus est, Hæres Jus statutarium (modò non excedat trientem Hæreditatis) persolvat Civitati illi in quâ alter moriebatur, antequam bona illa Hæreditaria Urbe aut Regno evexerit, aut in Regno distraxerit, omnibus aliis caduci Juribus, quæ ex tali Hæreditate Suæ Regiæ Majestati aut Regno Sueciæ solebant competere aut accrescere, deinceps aut inposterum remissis & cessantibus. Quòd si verò Institor tantùm fuerit, qui alterius Civis Subditique Dominorum Ordinum Generalium bona in se receperat distrahenda, tenebitur similiter Magistratus illius Loci, in quo is mortuus fuerit, obitum Institoris hujus bis significare Literis Magistratui illius Urbis in quâ is habitat, cujus bona ea esse aut institor manifestaverit, aut aliàs ex relictis Codicillis aliisque Documentis certis, vel alio quovis modo constiterit, ut indicetur vero Possessori necessitas veniendi repetitum bona sua. Si ipse venerit vel per Procuratores sufficienter probaverit, relictorum bonorum se Possessorem esse, liberum ipsi erit repetere ac recolligere bona sua integra, eaque omnia sine defalcatione distrahere aut exportare. Eâdem humanitate tractabuntur Subditi Regiæ Majestatis Sueciæ in Provinciis Confœderati Belgii, eodemque Jure & libertate utentur ac fruentur dicti Suæ Regiæ Majestatis Regnique Sueciæ Subditi in prædictis Provinciis Fœderati Belgii, tam ratione Hæreditatum, quæ ibi iisdem obtingere possunt, quàm ratione Mercium ac bonorum Institori concreditorum: ac tenebuntur Magistratus cujusque loci, ubi Possessorem aut Institorem mors præoccupaverit, obitum hominis bis perscribere ad Magistratum ejus loci ubi Hæres sit, aut qui sua Institori crediderit, ut sua ab Institore relicta sine defalcatione recuperare Hæreditatemque sine Impedimento ex præscripto Juris aut statuto loci adire queat, atque tenebitur Magistratus loci manum auxiliarem petenti exhibere.

XI. Naves utriusque Partis oneratæ oras vel Littora alterutrius præternavigantes atque ad Stationes aut Portus tempestate coactæ aut alio modo appellentes, non [illegible] Merces suas aut aliquam harum partem exonerare, nec aliqua Jura persolvere teneantur, nisi Mercimonia suapte sponte ibidem exonerent; licitum tamen sit, particulam aliquam oneris impetratâ ad hoc veniâ eorum, qui rebus Maritimis præsunt, eum tantùm in finem è Navi solvere & divendere, ut necessaria vel refectioni Navis vel victui emantur, eoque casu non integrum Navis onus vectigale fiet, sed ea tantùm particula quæ exonerata & divendita fuerit.

XII. Navarchi eorumque Naucleri, Officiales, Nautæ, Milites, cæteruque Gens Nautica, Naves itidem, Mercesque aut Mercimonia, quibus oneratæ fuerint, arresto non detineantur, neque manus injectione infestentur, vigore alicujus Mandati, sive generale sive particulare sit, cujuscunque personæ, & ob causas & rationes quascunque, vel quocunque sub prætextu. Porrò utriusque Partis Subditis quidquam aut capere, aut vi extorquere nefas esto, nisi consentiat ille cui competit, ac paratâ pecuniâ persolvatur. Quod tamen intelligendum non sit de ea detentione & manus injectione, quæ Mandato & auctoritate Justitiæ, viisque ordinariis facta erit justi debiti vel delicti causâ, quorum respectu viâ Juris secundùm formam Justitiæ agendum sit.

XIII. Subditis suæ Regiæ Majest. Sueciæ & Incolis Provinciarum Unitarum omnibus & singulis licitum erit, cum Navibus & Mercibus suis omni cum libertate & securitate, nullâque distinctione habitâ, quinam earum Mercium sint Proprietarii, navigare & negotiari à Portubus, Regnis, & Provinciis suis, sicut & ab aliorum Principum & Statuum Regnis & Portubus ad loca eorum, qui jam tam Sueciæ, quam Provinciarum Unitarum vel alterutrius Hostes sint vel fient; licitum itidem Subditis & Incolis præfatis Navibus & Mercibus, absque distinctione supradictâ, navigare & negotiari, eâdem cum libertate & securitate à locis, Portubus & Stationibus eorum, qui utriusque Partis vel alterutrius particulariter Hostes sint, absque contradictione aut perturbatione qualicumque, non tantùm directè ab illis præmemoratis locis hostilibus ad locum neutralem, verùm etiam ab uno loco hostili ad locum hostilem alium, sive illi sub Jurisdictione ejusdem Principis sint, sive sub diversis: licitum porrò erit præmemoratis Subditis & Incolis, pari cum libertate & securitate, res & Merces suas neutralibus credere Navibus à loco hostili ad locum neutralem, vel à loco neutrali ad locum hostilem, vel ab hostili ad hostilem transvehendas, sine distinctione utrum loci illi sub-

ANNO 1697.

sub ejusdem Principis an diversorum Jurisdictione siti sint.

XIV. Illa navigandi & commercandi libertas ad omnia Mercimoniorum genera se estendet, exceptis solùm iis, quæ Atticulo proximo sequantur, & Contrabandæ nomine indigitabuntur.

XV. Sub istu nomine Contrabandæ seu Mercimoniorum prohibitorum solummodò comprehendantur arma, Sclopeta aut Tormenta majora, Bombardæ cum suis Iguiariis & aliis ad ex pertinentibus, ignes missiles, Pulvis Tormentarius, Fumitex, Glubi, Cuspides, Lanceæ, Hastæ, Bipennes, tubi catapultarii (vulgo Murtarii,) inductiles Selopi (valgo Petardæ,) glandes cyneari missiles (vulgo Granxdæ) Fuicæ Sclopetariæ, Baltei Sclopetarii, Salpetræ, Sclopeti, Glubuli, seu Pilæ, quæ Selopetis jaculantur, Cassides, Galeæ, thoraces loricati (vulgo *Cuirasset*,) enses corumque Balthei, & similia armorum genera, atque omnia ad instruendos equos necessaria, Sclopethecæ & quæcunque alia instrumenta Bellica

XVI. Inter bona prohibita nequaquam censebuntur hæc quæ sequuntur Mercimonia, triticum, hurdeum & aliud quodcunque frumenti vel leguminis genus, Olea, Vina, & omne genus Salis, nec non omnis generatim annona, quæ ad victam hominis & vitæ sustentationem facit, sed nec ferrum, cuprum, æs, nec quicquid ad construendas instruendasve Naves necessarium, cujus notæ sunt cannabis, linteamen velis nauticis aptum, picis tam liquidæ quàm aridæ omne genus, mali, trabes, lignum incurvum, Tabulæ navales, rudentes, anchoræ vel anchorarum partes quælibet, nec aliæ quæcunque Merces quæ pro terrestri vel Maritimo Bello formam non acceperunt, multò minùs hæ quæ ad alium quemvis usum jam apparatæ aut consurmatæ sunt, quæ planè inter Mercimonia libera censebuntur, juxta atque aliæ quælibet Merces & res quæ in Articulo proximè præcedenti non comprehenduntur, ita ut à Subditis utriusque Partis etiam ad locx inimica liberrimè transportari & invehi possint, exceptis duntaxat Oppidis locis que obsidione cinctis, circumseptis & investitis.

XVII. Ut autem hæc supradicta exactiùs observari & executioni mandari possint, conventum est quòd Naves & Navigia cum Mercibus ad Suæ Majestatis Subditos spectantia, quæ Portum vel stationem aliquam Dominorum Ordinum Generalium ingressa sunt, indeque ad loca inimica abire velint, teneantur solummodò monstrare Portuum, unde discessura sunt, Officialibus Literas Salvi Conductus, quæ contineant species oneris suarum Navium, certificatas & signatas signo & Sigillo ordinario & recognito Magistratus vel Officialium, ad id constitutorum iis in locis à quibus primum discesserunt, cum espressione loci ad quem destinantur, eaque omnia in formà ordinarià & euique loco solità. Post quam Salvorum conductuunt, formà quà dictum est, exhibitionem, non poterunt ampliùs molestari, visitari, detineri aut retardari in suo itinere sub prætextu quocunque.

XVIII. Naves Subditorum & Incolarum Regiæ Majestatis Succiæ, venientes ad aliquas Oras Maritimas, intra dictorum Dominorum Ordinum Generalium Ditionem, non tamen Portum intrare volentes, aot ingressæ nolentes exponere aut distrahere onera suarum Navium, non teneantur onerum suorum reddere rationem, nisi sospectæ fuerint, transferendarum ad Hostes dictorum Dominorum Ordinum Generalium Mercium prohibitarum, ut antea dictum est.

XIX. Et casu dictæ suspicionis manifestæ dicti Subditi & incolæ Suecici obligati sint, exhibere in Portibus Salvos Conductus suos, modo ante declarato.

XX. Quòd si dictæ Naves Suecicæ ad Oras Maritimas progressæ aut in pleno Mari obviam factæ fuerint Navibus dictorum Dominorum Ordinum Generalium, aut armatorum privatorum eorum Subditorum, tum dictæ Naves Bellicæ, ad quævis evitanda incommoda, maneant extra ictum Tormenti Bellici, mittantque scapham ad Navem Subditorum aut Incolarum Suecicorum, & cum duobus aut tribus solummodò hominibus intrent, quibus monstrentur Salvi-Conductus à Magistro vel Patrono dictæ Navis Suecicæ, modo uti Articulis præcedentibus expressum est, ut & Literæ Maritimæ, conceptæ juxta formam præsenti Tractatui appositam; ex quibus constare possit, ex Salvo-Conductu quidem de onere, ex Literis Maritimis verò de habitationis in Ditionibus Suecicis loco, & de nomine tam Magistri vel Patroni, quam Navis; ut iis duobus mediis cognoscatur, an Merx interdictæ aliqua insit, & appareat sufficienter qualitas Navis & Magistri vel Patroni ejus: quibus Salvo-Conductui & Literis Maritimis fides adhibeatur plena; eoque magis, quia tam à parte suæ Regiæ Majestatis, quàm Dominorum Ordinum Generalium dabuntur Certificationes contrasignatæ, ut meliùs agnoscatur valor, ne ullatenùs falsæ fiant.

ANNO 1679.

XXI. Et casu quo in dictis Navibus Subditorum Regiæ Majestatis Sueciæ, destinatis ad Portus pertinentes ad Hostes Dominorum Ordinum Generalium, dicto modo reperiantur Merces aliquæ juxta præmemoratam designationem prohibitæ, eædem exonerabuntur, accusabuntur & Fisco addicentur coram Judice Amirallitatis Provinciarum Uniti Belgii aut alio competente; nec tamen propterea Navis, aut alia bona & Merces, quæ liberæ & permissæ sunt, in præfatà Navi reliquæ manentes, quovis modo occupentur vel Fisco addicantur.

XXII. Conventum præterea est, ut quicquid compertum fuerit oneratum à dictis Subditis & Incolis Suecicis in Navibus hostium Dominorum Ordinum Generalium, quamvis Mercimonia non sint prohibita, Fisco addicatur cum omnibus cæteris, quæ in præfatà Navi invenientur, sine ullà exceptione vel reservatione, & vice versà liberum & relaxatum sit quicquid vehetur in Navibus Subditorum suæ Regiæ Majest. quamvis onus aut pars ejus sit hostium Dominorum Ordinum Generalium, exceptis Mercibus interdictis, quarum intuitu observetur id quod Articulis anterioribus cautum est. Ad majorem hujus Articuli elucidationem conventum præterea est, casu quo Pars utraque aut altera Bello aliquo involvatur, Merces tamen quæ ad Subditus Partis alterius spectant, repertas in Navi tertii, qui aut utriusque aut alterius Partis hostis factus est, ullo modo confiscare nefas esse eà ratione eove prætextu, quod in Navi inimicà impositæ aut repertæ sint, illudque observetur non eo duntaxat casu, quo Merces illæ ante Belli denunciationem impositæ fuerant, sed etiam si id post dictam denunciationem acciderit, modò id intra tempus aut terminus sequentes actum sit; nimirum si impositæ isti Navi fuerint in aliquo Portu vel loco Maris Balthici aut Borealis intra terminum vel locum *the Soundings* vocatum, & terminum qui Terneuse dicitur in Norwegia, intra spacium sex Septimanarum post talem Declarationem; duorum Mensium intra dictum terminum *the Soundings*, & Fretum quod Gibraltar nuncupatur; decem Hebdomadum in Mediterraneo & usque ad Lineam Æquinoctialem; sed intra spatium octo Mensium ultra dictam Lineam in quavis alia Orbis regione vel loco, adeò ut bona Subditorum Regiæ Majestatis Sueciæ in quacunque Navi vel Navigio cujuscunque, qui Dominorum Ordinum Generalium hostis fuerit capta aut deprehensa, dicto spatio terminorum & temporis, eoque sub prætextu quòd Navis fuerit hostilis, confiscare non liceat, verùm sine dilatione Proprietariis restituentur, nisi imposita fuerint post dictorum terminorum temporisque respectivè expirationem; ita tamen ut licitum non sit talia Mercimonia, quæ Contrabandæ dicuntur (licet ob dictam caussam Confiscationi obnoxiæ non sunt) ad Portus inimicos advehere, & sicut jam circa Navigia & Merces stipulatum est, ut Naves liberæ libertatem quoque Mercimoniis vindicent; ita ulteriùs conventum est, eandem libertatem ad personas extendi debere, quæ Navi liberà vehuntur, eo cum effecto, ut quamvis utriusque Partis aut alterius hostes sint, ex Navi istà liberà non extrahantur, nisi milites sint & hostibus effectivè ministeria sua præstent.

Licitum porrò erit Subditis vel Incolis utriusque Partis, cum iis qui utriusque aut alterius Partis hostes sunt, Commercium Literarum exercere, eousque nisi in eum finem per Territorium illorum hostium transferendæ sint, transitus ille liber & absque aliquo impedimento tutus, nec ullo modo interdicendus aut impediendus sit: ita tamen ut cum hujusmodi casus extiterit de modo Literas transferendi conveniendum sit.

XXXIII. Subditi & Incolæ Dominorum Ordinum Generalium reciprocè fruantur iisdem Juribus, libertate & exemptione, in eorum Navigatione & Commercio, tam in Portubus & Oris Maritimis quàm in Maribus & Ditionibus Suæ Majestatis, quibus modo dictum est Subditos ejusdem frui ratione Dominorum Ordinum Generalium & in Mari aperto; intelligatur autem reciproca æqualitas hæc in omnibus ab utraque parte, etiam eo casu quo Domini Ordines Generales habeant postea amicitiam & neutralitatem cum aliquo Rege, Principe aut Statu, qui incidant in Bellum cum Sua Majestate Regno-

ANNO 1679.

Regnoque Sueciæ, fruaturque Pars utraque iisdem conditionibus & limitationibus, quæ Articulis antecedentibus expressæ sunt.

XXIV. Quò Subditorum & Incolarum Dominorum Ordinum Generalium securitati abundantiùs cautum sit, quòd nulla injuria per Regiæ Majestatis Naves Bellicas iis inferatur omnibus Regiarum Navium Præfectis, omnibusque & singulis Majestatis suæ Subditis, omni injuriâ & damno quocunque interdicetur, si secus fecerint pœnas luent, & præterea obstricti erunt, de damnorum omni causa & eo quod interest, satisfacere per reparationem & restitutionem sub obligatione & nexu personæ bonorumque; idemque à parte Dominorum Ordinum Generalium pariter observabitur.

XXV. Ob eandem causam singuli Navium sumtibus privatis ad Bellum instructarum Præfecti, antequam Diplomata sive Commissiones suas speciales recipiant, satisfacientem fiduciariam cautionem, per viros idoneos qui solvendo sint & singuli in solidum obligati, coram Judice competente interponere in posterum tenebuntur, ad Summam quindecim millium Florenorum aut sex millium Thalerorum imperialium, se damnis & injuriis quibuscunque, quas suo cursu navali ipsi, vel sui Officiales, aliive sibi inservientes contra præsentem hunc Tractatum, & Edicta Majestatis suæ Sueciæ, quæ vigore & secundùm dispositionem ejusdem promulganda sunt, committant in solidum satisfacturos, sub pœna etiam revocationis & cassationis Literarum Commissionalium specialium ac Diplomatum, quod etiam à parte Dominorum Ordinum Generalium observandum sit.

XXVI. Si prædictorum Præfectorum aliquis, alterutri Parti inserviens, Navem interceperit prohibitis ejusmodi Mercibus ut supra oneratam, foros illius Navis, in qua ea reperiri contigerit, resignare, cistas, capsas, sarcinas, aut vasa in eadem reserare vel disrumpere, vel partem licet minimam Mercimoniorum distrahere, transportare, immutare aut modo aliquo abalienare, nisi toto prius onere præsentibus Tribunalis Maritimi Officialibus in Terram exposito, & in Inventarium redacto, nefas esto: sin autem non totum, sed pars oneris duntaxat in Mercibus prohibitis vel Contrabandis constiterit, easque Præfectus Navis Captori, qui eas deprehenderit extradere se promptum & paratum præstet, in eo casu Captor Navem, ut ad Portum sibi commodum deflectat haud coget, quin illicò dimittet, neque ulla ratione impediet, quò minùs cursum quem instituerat prosequatur.

XXVII. Majestas sua Suecica Subditos Dominorum Ordinum Generalium, ac si proprii sui Subditi essent, eodem favore in omnibus suis Ditionibus prosequi volens, quæ necessaria fuerint simul & efficacia dabit Mandata, ut Jus super prædis captis administretur secundùm Justitiæ & æquitatis normam à Judicibus omni suspicione majoribus, & quorum in causa, quæ disceptatur, nullatenus intersit. Majestas etiam sua strictè dabit in Mandatis, ut Sententiæ jam latæ, & in futurum ferendæ, executioni, prout earundem tenor exigit, debitè mandentur, suumque sortiantur effectum.

XXVIII. Quandocunque Dominorum Ordinum Generalium Legati, aliive Ministri publicâ auctoritate muniti, in Aula Suæ Majestatis commorantes, querentur de iniquitate Sententiarum, quæ latæ fuerint, Majestas sua easdem in Consilio suo revideri & ad examen revocari curabit, ut constet, utrùm ordinationes & cautelæ in hoc Tractatu præscriptæ servatæ, & debitum effectum sortitæ sint; curabit itidem ut huic rei omninò provideatur, jusque suum cuique querelanti intra trimestre spatium reddatur, nihilominùs ante vel post Sententiam latam, pendente ejusdem revisione, bona controversa vendere vel exonerare nisi ex consensu eorum quorum interest, quò damnum omne evitetur, nullatenùs licebit.

XXIX. Lite motâ inter Prædarum Captores ex unâ & earundem Reclamatores ex altera parte, latâque Sententiâ vel Decreto pro parte Reclamantis, eadem Sententia sive Decretum interpositâ cautione executioni mandabitur, Captoris ad superiorem Judicem provocatione nullatenus obstante, quod quidem non observabitur ubi Sententia lata fuerit contra Reclamatores. Quicquid autem præsenti & antecedentibus Articulis de sincera & succinctâ Justitiæ expeditione Subditis & incolis Unitarum Provinciarum reddendâ circa prædas à Subditis Majestatis suæ factas, declaratum fuit, idem & à Dominis Ordinibus circa prædas à suis Subditis factas observabitur.

XXX. Majestati suæ itidemque Dominis Ordinibus Generalibus, quovis tempore liberum licitumque sit, Navium tam Bellicarum quàm onerariarum constructionem & conductionem jubere, in Ditionibus locisque Partis alterius, & pro eo numero quo ipsis visum fuerit, emere; itidem omnem & quemvis apparatum quo ad Bellum opus habeant, auctoritatemque suam utrinque interponent; quò dictarum Navium Merciumque & apparatus emtio & extraditio fiat justo & convenienti pretio bonâque fide, eandem autem constructionis, conductionis aut emptionis libertatem & facultatem concedere iis, qui alterutrius hostes sunt, casu quo ii aggressores sint, nefas esto.

XXXI. Casu quo Naves sive Bellicæ sive onerariæ, tempestate aliove infortunio coactæ in rupes aut scopulos incidant, circa Oras unius alteriusve Partis, ibique disrumpantur & pereant, quidquid aut Navium apparatusque earum, itidem bonorum & Mercimoniorum servatum fuerit, aut pretium quod ex iis provenerit, Proprietariis reclamatoribus aut eorum negotiorum gestoribus intra Anni dieique spatium, absque forma ulla litis restituatur, solvendis duntaxat impensis quæ servandis iis factæ sunt, prout ab utraque parte circa rei servatæ Mercedem statutum fuerit: sin minùs Majestas sua, Dominique Ordines Generales auctoritatem suam interponent, quò puniantur severè eorum Subditi, qui ejusmodi inhumanitatis rei reperientur.

XXXII. Majestas sua Dominique Ordines Generales nec in Portus suos, Urbes aut Oppida recipiant aut sinant, ut ullus ex Subditis aut Incolis recipiat Piratas aut Prædones qualescunque sint, sed investigentur, capiantur & merito supplicio puniantur & extra Portos ejiciantur, omnesque Naves, Bona, & Merces piraticè ab iis captæ, quæ existent, justis Dominis illico & absque formâ litis aut impensis restituantur.

XXXIII. Subditis & Incolis utriusque Partis, ubique in Terris obedientiæ suæ Majestatis & Dominorum Ordinum Generalium, liberum sit uti Advocatis, Procuratoribus, Notariis & Sollicitatoribus qualibus visum fuerit, curandumque erit, ut intra spatium duorum Mensium post latas Sententias executio illarum plenissimum sortiatur effectum, quo fine iidem committantur ab ordinariis Judicibus, si opus, & Judices ad illud requisiti fuerint; licitum itidem iis sit in locis Domicilii sui libros rationum & negotiorum suorum, Literarum etiam Commercium habere, eo idiomate quo ipsis visum fuerit, absque ulla molestia aut indagatione qualicunque.

XXXIV. Regiæ itidem Majestati Dominisque Ordinibus Generalibus liberum sit, Subditorum suorum commodo, in Regno & Ditionibus utrinque suis Mercaturam exercentibus, Consules nationales ex subjectis suis instituere, qui gaudeant eo Jure, libertate & immunitate, quæ ipsis ratione exercitii & functionis suæ competit, de loco autem constituendorum ejusmodi Consulum conveniendum sit.

XXXV. Majestas sua Dominique Ordines Generales nequaquam permittent ut in Oris, Portubus & Fluminibus Ditionum suarum Naves Mercesve Subditorum alterutrius capiantur à Navibus Bellicis aut aliis, quæ Diplomate cujusvis Principis, Reipublicæ, aut Oppidi qualiscunque, & in commodum eorum instructæ sunt, & casu quo id acciderit, Pars utraque auctoritatem suam viresque unitas interponent, quo damnum datum resarciatur.

XXXVI. Si dehinc per inadvertentiam vel aliter contigerit, contraventiones vel inconvenientias aliquas circa observantiam hujus Tractatus, à parte sive suæ Regiæ Majestatis ejusque Successorum, sive Celsissimorum & Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium oboriri, tunc non statim propterea amicitia & bona intelligentia interrumpetur; sed subsistet hoc Fœdus omni cum effectu, procurabiturque reparatio Contraventionum, & si Subditi unius vel alterius deprehendantur in culpa, illi soli severè punientur & castigabuntur.

XXXVII. Durabit hoc Fœdus Navigationum & Commerciorum annis viginti quatuor à Signatura præsentium; & exhibebuntur utrinque Ratificationes in debita forma Stockholmiæ, intra spatium trium Mensium à die subscriptionis numerandorum, vel citiùs si fieri poterit.

In quorum omnium & singulorum fidem majusque robur utriusque Partis Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii, virtute suarum Plenipotentiarum hosce mutui Commercii & Navigationis Articulos manibus sigil-

lisque propriis muniverunt & firmârunt. Quod factum Neomagi die $\frac{4}{14}$. Octobris Anni millesimi sexcentesimi septuagesimi noni. Signatum & sigillatum erat,

Benedict. Oxenstierna. (*L.S.*)	*Hier. van Beverningh.* (*L.S.*)
J. Paul. Olivekrans. (*L.S.*)	*Guil. van Haaren.* (*L.S.*)

Formula Literarum Maritimarum à parte Sueciæ, juxta Articulum vigesimum præcedentis Commerciorum Tractatus.

UNiversis & singulis hasce nostras Patentes Literas visuris, lecturis vel legi audituris, Serenissimis ac Potentissimis, Celsissimis, Illustrissimis, Illustribus, Generosis, Nobilibus, Strenuis, Spectabilibus, Honestis, & Prudentibus, Imperatoribus, Regibus, Rebuspublicis, Principibus, Ducibus, Comitibus, Baronibus, Nobilibus, Consulibus & Scabinis Civitatum, ut & omnibus Gubernatoribus, Judicibus & Officialibus, Provinciarum & Locorum munitorum & non munitorum, Portuumque Custodibus, Nos Consules & Senatus Civitatis N. N. notum testatumque facimus, quod in Consessu nostro comparuerit Navarchus N. N. ex Civitate N. & solemni Juramento suo declaraverit, Navem nomine .... circiter ...., lastarum capacem, cui jam præest, pertinere ad Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ Regis & Domini nostri Clementissimi, Regna & Provincias, ita verè Deus illum adjuvet. Et cùm dictum Navarchum libenter promotum cupiamus in justis suis rebus & Negotiis, ideò universim ab omnibus prænominatis & speciatim ab eorum singulis, quocunque dictus Navarchus cum Navi & onere suo accesserit & pervenerit, habita ratione status, honoris & conditionis cujusque decenter requirimus; ut hunc Navarchum benignè suscipere, & meliore, quo par est, modò tractare velint, permittentes ipsi, consueta Jura & Vectigalia solventi in itu, transitu & reditu illorum Portus, Fluvios & Ditiones invisere, & frequentare, ibique sua Negotia & Mercaturam agere & exercere, prout ei commodum & conveniens visum fuerit, quod erga unumquemque pro merito gratè retribuere parati erimus. In cujus fidem hasce Civitatis nostræ Sigillo & Notarii ejusdem propria subscriptione muniri & firmari curavimus. Quod actum die Mense Anno post natum Salvatorem.

Formula Contrasignationis Suecicæ.

NOs .... certificamus hisce, quod hæ præsentes Literæ Maritimæ sint verè & certò concessæ & extraditæ à competentibus Consulibus & Senatu Civitatis .... & quod ut genuinæ, respectuque Sigilli & subscriptionis suæ Authenticæ, apud omnes & singulos ad quos quovis modo pertinere poterit, plenum suum vigorem & effectum obtinere merito debeant. Datum loco die Mense Anno

Alia Formula Literarum Maritimarum à parte Dominorum Ordinum Generalium Uniti Belgii, juxta Articulum vigesimum præcedentis Commerciorum Tractatus.

UNiversis & singulis hasce nostras Patentes Literas visuris, lecturis vel legi audituris, Serenissimis, ac Potentissimis, Celsissimis, Illustrissimis, Illustribus, Generosis, Nobilibus, Strenuis, Spectabilibus, Honestis & Prudentibus, Imperatoribus, Regibus, Rebuspublicis, Principibus, Ducibus, Comitibus, Baronibus, Nobilibus, Consulibus & Scabinis Civitatum, ut & omnibus Gubernatoribus, Judicibus, & Officialibus Provinciarum & Locorum munitorum & non munitorum tam Ecclesiasticis quàm Secularibus, item Portuum Custodibus, Nos Consules & Senatus Civitatis notum testatumque facimus, quòd in Consessu nostro comparuerit Navarchus ex Civitate & solemni Juramento suo declaraverit, Navem nomine circiter lastarum capacem, cui jam præest, pertinere ad hasce Unitas Belgii Provincias, ita verè illum Deus adjuvet. Et cum dictum Navarchum libenter promotum cupianius in justis suis rebus & Negotiis; ideo universim ab omnibus prænominatis & speciatim ab eorum singulis, quocunque dictus Navarchus cum Navi & onere suo accesserit & pervenerit, decenter requirimus, ut hunc Navarchum benignè suscipere, & meliore, quo par est, modo tractare velint, permittentes ipsi consueta Jura & Vectigalia solventi, in itu, transitu, & reditu illorum Portus, Fluvios & Ditiones invisere & frequentare, ibique sua Negotia & Mercaturam agere & exercere, prout ei commodum & conveniens visum fuerit. Quod erga unumquemque pro merito gratè retribuere parati erimus. In cujus fidem hasce Civitatis nostræ Sigillo muniri & firmari curavimus, quod actum die Mense Anno post natum Salvatorem.

Formula Contrasignationis à parte Ordinum Generalium.

NOs, &c. certificamus hisce, quòd hæ præsentes Literæ Maritimæ sint verè & certò concessæ & extraditæ à competentibus Consulibus & Senatu Civitatis & quòd, ut genuinæ, respectuque Sigilli & subscriptionis suæ Authenticæ, apud omnes & singulos, ad quos quovis modo pertinere poterit, plenum suum vigorem & effectum obtinere meritò debeant. Datum loco die Mense Anno

Articulus Separatus ad Tractatum Commerciorum.

CUm Articulo septimo Tractatus Commerciorum inserta sit clausula, quòd utriusque Partis Subditi & incolæ iisdem Privilegiis & Libertatibus in alterutrius Terris & locis circa omnia Jura, Impositiones & Vectigalia, Navigationem & Commercia concernentia, frui utrinque debeant, quibus amicissima quæque Gens extera fruitur, vel inposterum fruetur: Et tamen expresse à parte Dominorum Ordinum Generalium renuntiatum non sit illi impositioni, quâ Merces vel Naves per Fretum Oresundicum & Balthicum euntes vel redeuntes, pluris onerari solent, quam quæ ad alias Orbis partes eunt, vel inde veniunt. Idcircò hoc Articulo declaratum, & conventum est, quòd super dicto Negotio de cassandâ & abolendâ dictâ impositione, ulteriores Conventiones Hagæ quamprimùm instituendæ sint, in eum finem, ut etiam ista differentia ante primum Maji Anni millesimi sexcentesimi octogesimi primi è medio tollatur, & quòd nihil præjudicii afferatur suæ Regiæ Majestati ex eo, quod vi supradictæ reciprocæ clausulæ de fruitione Privilegiorum amicissimæ Gentis, dicta impositio in præsens expresse sublata non sit. Cæterùm si præter exspectationem acciderit, ut intra præfatum diem ea impositio abolita non fuerit, eo casu prædicta clausula de Gente amicissimâ absque aliquâ ulteriore Conventione vim & vigorem amittat; ac si prædicto Articulo nunquam fuisset comprehensa: Intereà autem temporis nulla fiat ab unâ parte vel ab alterâ innovatio in præjudicium supradictæ clausulæ, circa fruitionem Privilegiorum amicissimæ Gentis.

Cùm etiam supradicto Articulo septimo itidem alia inserta sit clausula, quod cessare debeant omnia onerum & inæqualitatum genera, quæ in dictæ mutuæ libertatis imminutionem vel restrictionem post annum millesimum sexcentesimum quinquagesimum sextum, constitutione, statuto, vel consuetudine introducta esse reperiuntur: Domini autem Ord. Genrr. institerint, ut prædicta cassatio & abolitio usque ad annum millesimum sexcentesimum quadragesimum retrò referatur, saltem in iis Provinciis, Ditionibus & Locis, quæ Suæ Regiæ Majestati extra Sueciæ Regnum subjectæ sunt; Domini autem Suæ Regiæ Majestatis Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii ex defectu Mandati ad requisitionem illam Dominorum Ordinum Generalium condescendere recusaverint: Ita tandem conventum est, ut iisdem Conventiones ulteriores instituantur, quibus ad altiorem indaginem & discussionem Negotium illud remittatur, & antè primam diem Maii anni millesimi sexcentesimi octogesimi primi differentia ista è medio tollatur.

Hic Articulus Separatus eandem vim, eundemque vigorem obtinebit, ac si Tractatui Commerciorum principali insertus fuisset, eodemque modo, tempore & loco ratihabebitur. In quorum fidem majusque robur, utriusque Partis Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii, virtute suarum Plenipotentiarum, hunc Articulum separatum manibus Sigillisque propriis muniverunt ac firmarunt. Quod factum Neomagi die $\frac{4}{14}$ Octobris anni millesimi sexcentesimi septuagesimi noni. Signatum erat,

Benedict. Oxenstierna. (*L.S.*)	*Hier. van Beverningh.* (*L.S.*)
J. Paul. Olivekrans. (*L.S*)	*Guil. van Haaren.* (*L.S.*)

CCVIII.

ANNO 1679.
1. Nov.
DANEMARC ET HAMBOURG.

CCVIII.

Provisional - Tractat zwischen CHRISTIAN V. König in Dennemarck und der Stadt HAMBURG. Geschlossen zu Pinnenberg den 1. November 1679.

Zu wissen demnach der Durchleuchtigste / Großmächtigste König und Herr / Herr Christian der Fünffte / König zu Dennemarck / Norwegen / der Wenden und Gothen / Hertzog zu Schleswig / Holstein / Stormarn / und der Ditmarschen / Graff zu Oldenburg und Delmenhorst / rc. nach nunmehr durch Gottes Gnaden erfolgten allgemeinen Frieden Allergnädigst nöthig befunden / daß zugleich die von Jh. Kön. Majest. allerlöblichsten Vorfahren auff die Stadt Hamburg gehabte / und auff die verstammete Jura und Prætensiones in specie der Huldigung halber / bey diesen Conjuncturen zugleich abgethan / und auff einen gewissen Fuß gesetzet werden möchten / zu dem Ende dann vor allerhöchstged. Jh. Kön. Majest. Bürgermeister und Rahts der Stadt Hamburg Deputirten letzthin am 26. September alhier zu Pinnenberg durch dero höchstansehnliche Hn. Geheimbte Rähte und Ministros eine in dreyen Puncten bestehende Proposition, und deßwegen bey der Stadt verschiedene erinnerungen / und ernstliche Annahnungen thun lassen; daß demnach Allerhöchstgemeldte Ihr. Königliche Majest. in Ansehung des Durchleuchtigsten / Großmächtigsten Königs und Herrn / Herrn Ludovici XIV. Aller-Christlichsten König zu Franckreich und Navarre / auch des Durchleuchtigsten Fürsten und Herrn / Herrn Friederich Wilhelm / Marggraffen zu Brandenburg / des Heil. Römisch. Reichs Ertz-Cämmerern / und Churfürsten / zu Magdeburg / in Preussen / Gülich / Cleve / Berg / Stetin / Pommern / der Cassuben und Wenden / auch in Schlesien zu Crossen und Jägerndorff Hertzogen; Burggraffen zu Nürenberg / Fürsten zu Halberstadt / Minden und Cammin; Graffen zu der Marck und Ravensberg; Herrn zu Ravenstein / und der Lande Lauenburg und Bütow / rc. und der Durchleuchtigsten Fürsten und Herrn / Hn. Georg Wilhelm / Hn. Johan Friederich / und Herrn Rudolph Augustus / Hertzogen zu Braunsch. und Lüneb. hierunter angewandter Officiorum und mithin verspürter Submission Burgermeister und Rahts / auch gemeiner Burgerschafft der Stadt Hamburg / die gegen dieselbe gefaßte Ungnade fallen lassen / dero der Stadt angedrohete Waffen zurück und von derselben abgezogen / und folgende Puncten Allergnädigst beliebet.

I. Werden zuforderst Höchsternanten Ihro Kön. Maje. alle ihre habende Jura und Prætensiones, wie auch der Stadt Hamburg ihre Gerechtigkeiten und Jura, bis zu anderwärtiger entweder gütlicher Abhandelung / oder Rechtlicher Entscheidigung des Homagial-Puncts und andere Streitigkeiten ungekränckt und ungeschmälert vorbehalten / also / daß denenselben durch gegenwärtige Interims-Receß so wenig als Ihr Käyserlichen Majest. und des Heiligen Römischen Reichs deßfals habenden gerechtsamen einiger massen præjudiciret, noch im geringsten derogiret seyn soll. Worbey Ihro Kön. Maj. sich auch allergnädigst dahin erklären / daß sie die Stadt bey der Neutralität und ihren Commercien / auch hergebrachten Rechten / Privilegien und Freyheiten ruhig und ungekränckt lassen wollen.

II. Dahingegen zweitens Burgermeister und Raht / auch die Bürgerschafft der Stadt Hamburg mit unterthänigster und danckbahrer Annehmung solchen Allergnädigsten Kön. Anerbietens / festiglich zugesagt und versprochen / daß sie Ihres theils Ihro Kön. Majest in unterthänigster geziemender Devotion zugethan seyn und bleiben / dero Bestes fodern / und Schaden so viel an Ihnen / abwenden / und bey Jh. Kön. Majest. gebühr-

ANNO 1679.
1. Nov.
DANEMARC ET HAMBOURG.

CCVIII.

Traité Provisionel entre CHRETIEN V. *Roi de Danemarc & la Ville de* HAMBOURG, *fait à Pinenberg, le 1. Novembre* (1), 1679. [Actes & Memoires des Negotiations de la Paix de Nimegue. Tom. IV. pag. 74. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le *Theatrum Pacis*, Tom. II. pag. 987. en Latin & en Allemand; dans LONDORPII *Acta Publica*, Tom. XII. pag. 611. en Allemand; dans Anhang des Europäischen Herolds. pag. 1691. dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. II. Abtheil. IV. Absatz X. pag. 214. en Latin & en Allemand.]

SAvoir faisons, que le Tres-Haut & Tres-Puissant Prince Christian V. Roi de Dannemarc & Norwegue, &c. S'estant avisé, aprés la Paix faite par la grace de Dieu, de s'assurer les Droits & prétentions qu'il a receus de ses Ancestres, comme Hereditaires sur la Ville de Hambourg; & specialement touchant l'Hommage que Sa Majesté pretend sur cette Ville; A cette fin Sa Majesté a fait faire ici à Pinnenberg par ses Ministres & Deputez aux Bourgemaitres & au Senat de la Ville de Hambourg une Proposition, consistant en trois Articles: par lesquels il leur donne avis de ses intentions touchant lesdits Droits, qu'enfin en consideration & par l'entremise du Roi Tres-Chrestien, & de Son Altesse Electorale de Brandebourg, &c. Comme aussi de Tres-Hauts Princes, George Guillaume, Jean Frederik, & Rodolphe Auguste, Ducs de Brunswyk & Luneburg, &c. Sa Maj. ayant en même tems remarqué la soumission des Bourguemaitres, & du Senat de ladite Ville, leur a bien voulu rendre son amitié, & parce qu'ils ont accepté les Articles suivans, éloigner ses armes de leur Païs, qui en étoit menacé.

I. Tous les Droits & toutes les pretensions de Sa Majesté aussi bien que tous les Privileges & Droits de la Ville de Hambourg seront reservez à l'un & à l'autre & demeureront en leur entier sans aucune infraction, jusqu'à ce que le Point d'Hommage & d'autres differents soient vuidez à l'amiable ou decidez par la Justice, ensorte que ce Traité Provisionel ne leur porte aucun préjudice, ni à Sa Majesté Imperiale, ni aux Droits d'Empire, & ne leur deroge en quoi que ce soit: Sa Majesté declarant de vouloir laisser la Ville paisiblement jouir de la Neutralité & de ses Commerces, comme aussi de ses Droits, Privileges & Franchises sans l'y troubler.

II. En second lieu, les Bourguemaitres & le Senat avec les Bourgeois de la Ville de Hambourg ayant accepté avec toute reconnoissance les tres-gracieuses offres de Sa Majesté. Lui ont promis, de témoigner à Sa Majesté leur Tres-humble & convenable respect & Devotion, de chercher en tout son avantage, de détourner autant qu'ils pourront, son dommage, & demeurer fermes du costé de Sa Majesté en s'appliquant en toute rencontre à ce qui pourra

(1) Le *Theatrum Pacis* date ce Traité du 30. Octobre Vieux stile, & 10. Novembre, Nouveau stile, mais le 30. Octobre V. S. repondoit au 9. Nov S. N. & non pas au 10. La même erreur se trouve dans *Long* & dans l'*Europæische Herold.* [DUM.]

Anno 1679.

bührlich halten / und im übrigen Jh. Kon. Majest. Gnade sich fähig zu machen / sich allerdings angelegen seyn lassen wollen / wogegen auch Ihr Majest. der Stadt ihre behörliche Konigliche Gnade zugesagt.

III. Dieselbe erklähren sich ferner und drittens zu beständiger Bezeigung ihrer unterthänigsten Devotion gegen Jh. Kon. Majest. derofelben durch einer Deputation aus ihren Mitteln / solche ihre unterthänigste Intention in Ihrem und der gantzen Bürgerschafft Nahmen / nach dem deßfals beliebtem und hiebey gefügtem Formular / selbst demühtig eröffnen und vortragen zu lassen.

IV. Nachdemst auch zum vierdten / weiln Jh. Kon. Majest. durch der Hn. Hn. Hn. Hertzogen von Luneburg Fürstl. Fürstl. Fürstl. Durchl. Durchl. Durchl. sich dahin bewegen lassen / daß Sie dero wieder die Stadt gefasten unwillen und ungnade schwinden und fallen lassen / derofelben zur unterthänigsten Erkentlichkeit innerhalb zwey Jahren / à dato an zurechnen / in 5. Terminen 220000. Reichsth. bahr erlegen zu lassen / derogestalt daß strax bey erfolgender Kon. Ratification 70000. Reichsth. halb in specie / und halb in Crohnen / 6. Monat darnach als den 1. Maji Anno 1680. 40000. Reichsth. in Dähnischen Crohnen / und denn noch ebermahlen in 6. Monat 40000. Reichsth. in Crohnen / und der Rest / als 30000. Reichsth. 6. Monat hernach auch in Dähnischen Crohnen abgetragen werden soll. Jedoch daß dagegen alle von Ihrer Konigl. Majest wieder die Stadt / auch aus denen mit der Stadt Lübeck in Communione besitzenden 4. Landen prätendirte Foderungen / gäntzlich auffgehoben und abgethan / alle der Stadt auch dero Bürger und Einwohnere angehaltene und arrestirte Schifft / Wohren / und Effecten / und zwar auff der Elbe immediatè, bey erfolgender Ratification und Genehmhaltung; im übrigen aber so bald an jedem Ohrte die deßwegen nöhtige Befehle werden erlangen können / relaxiret und restituiret werden.

V. Sind Ihro Konigliche Majest. des Allergnädigsten Erbietens / diesen Interims-Receß binnen 8. Tagen allergnädigst zu bestättigen / und darüber Ihro Konigliche Genehmhaltung allergnädigst extradiren zu lassen / wohingegen Burgermeister / Rath und Bürgerschafft der Stadt / solchen ebenmäßig innerhalb besagter zeit zu confirmiren, und denselben in allen getraulich nachzukommen gehalten seyn sollen.

Zu dessen Urkund haben die zu Ends gemeldte Konigliche Ministri, und der Stadt Deputirte biß zu folgender Ratification, und der Stadt und sämptlicher Burgerschafft Confirmation, diesen Interims-Receß eigenhändig unterzeichnet / und mit ihren Petschafften versiegelt. So geschehen zu Pinnenberg den 1. Novemb. 1679.

Formular der unterthänigsten Declaration, wovon in obigem Interims-Receß Meldung geschehen.

Durchleuchtigster / Großmächtigster König / Gnädigster Herr:

NAchdem Ew. Konigl. Majest. durch Gottes Gnade in hiesigen dero Fürstenthümeren / und folgend in der Nähe der Stadt Hamburg / glücklich angelanget / und deren Deputirten eine gewisse in dreyen Puncten bestehende Proposition thun / auch der Stadt Resolution darüber begehren lassen / so viel den ersten Punct aber betrifft / derselbe anjtzo wegen Kürtze der Zeit / und anderer Umbstände halber seine völlige Abhelffung nicht erlangen können / und Ew. Konigl. Majest. sich dahero gnädigst gefallen lassen / selbigen zu anderwertigen entweder gütlicher Abhandelung oder gerichtlicher Entscheidung auffzustellen / und inzwischen dero wieder die Stadt gefaste Ungnade schwinden und fallen lassen / auch deßwegen in einem gewissen Interims-Receß / Krafft dessen Ew. Konigl. Majest. auff die Stadt habende Jura und prætensiones, wie auch der Stadt die Ihrige ungekränckt und ungeschmälert vorbehalten werden / gnädigst zu willigen. So erscheinen vor Ew. Konigl. Majest. Burgermeister und Rahts-Deputirte in deren und der sämptlichen Bürgerschafft Nahmen / und versprechen solchen Interims-Receß in allen seinen Puncten und Clausulen getreulich nachzukommen / und absonderlich Ew. Konigl. Majest. mit unterthänigster geziemender Devo-

ra contribuer à se maintenir dans la bienveillance de Sa Maj. En reconnoissance de quoi, Sa Majesté a promis à la Ville ses bonnes graces & sa bienveillance.

III. Les mêmes s'expliquent outre cela & en troisiéme lieu, pour plus grand témoignage de sa Devotion envers Sa Majesté & promettent d'envoyer à Sa Majesté des Deputez de leur part, qui apprendront à Sa Majesté l'Intention sincere du Senat & des Bourgeois en forme, ainsi qu'il est dit ci-dessous.

IV. En quatriéme lieu, Sa Majesté s'estant, par l'entremise de Messieurs les Ducs de Lunebourg, déportée de son indignation contre la Ville, elle lui en fera reconnoissance de 220000. Escus, payables en cinq termes en deux ans: en sorte qu'aussi-tôt aprés la Ratification du Roi soient payez 70000. Escus, six Mois aprés, sçavoir le 1. de May 1680. 40000. Escus, & encore six Mois aprés 40000. Escus, & encore de plus en six Mois 40000. Escus, & le reste c'est-à-dire 30000. Escus, six Mois aprés. Moyennant quoi toutes les prétensions de Sa Majesté contre la Ville & les Terres, qu'elle posséde conjoinsement avec la Ville de Lubeck, seront entierement abolies, & tous les Vaisseaux de la Ville & de ses Habitans, qui auront été arrêtez, comme aussi tous ses Biens, Marchandises, & effets seront relâchez & rendus aprés la Ratification: à sçavoir sur la Riviere d'Elbe immediatement, & ailleurs aussi-tôt que les Lettres, qu'on y envoyera, y seront arrivées.

V. Sa Majesté promet de confirmer ce Traité Provisionel dans le tems de huit jours, & de faire rendre sa Ratification; & de leur côté les Bourguemaîtres & le Senat de la Ville seront obligez de le confirmer en même tems, & de l'observer en tout ponctuellement.

Pour plus grande preuve de tout ceci les Ministres du Roi & les Deputez de la Ville, en attendant la Ratification & la Confirmation de la Ville, ont signé le present Traité, & y ont mis leurs cachets. Fait à Pinnenberg le 1. Novembre, 1679.

Formulaire de la Tres-humble Declaration, dont il est fait mention dans ce Traité Provisionel.

Tres-Haut, & Tres-Puissant Roi,

VOstre Majesté estant par la grace de Dieu heureusement arrivée dans ses Duchez ici proches & dans le voisinage de la Ville de Hambourg, & ayant fait faire aux Deputez du Magistrat de ladite Ville une certaine Proposition, qui consiste en trois Articles, demandant la Resolution de la Ville sur iceux: Mais quant au premier Article, la brieveté du tems & d'autres circonstances ne permettant pas de le vuider entierement, & pour cette raison ayant plu à Vostre Majesté de le remettre à un autre accommodement amiable, ou decision de Justice, en oubliant l'indignation qu'elle avoit conceuë contre la Ville, & de consentir gracieusement à un certain Traité Provisionel, par laquelle sont reservez à Vostre Majesté les Droits & pretensions sur la Ville, aussi-bien qu'à la Ville les siens dans leur entier & sans infraction, Nous Deputez des Bourguemaîtres & du Magistrat comparoissons devant Vostre Majesté au nom dudit Senat & de toute la Bourgeoisie, promettans d'observer fidellement ledit Traité Provisionel en tous ses Points & Clauses, & specialement de témoigner à Vostre Majesté nôtre tres-humble

Anno 1679. Devotion zugethan zu seyn/ dero Bestes zu befodern/ Schaden und Nachtheil aber von Ihr/ so viel an der Stadt ist/ abzuwenden/ und bey Ew. Königl. Majest. gebührlich zu halten/ auch sonsten alles ander/ so in besagtem Interims-Receß enthalten/ vollenkömlich zu erfüllen/ vermittelst daß die Stadt bey der Neutralität und ihren Commercien/ auch hergebrachten Rechten/ Privilegien und Freyheiten geruhig und ungekränckt bleiben und gelassen/ auch der Röm. Kayserl. Majest. und dem Reiche dero gerechtsahme vorbehalten werden.

ble & convenable respect, de chercher son avantage, de détourner autant qu'il depend de la Ville ce qui lui pourroit estre dommageable, d'estre portez pour Vostre Majesté & d'accomplir tout ce qui est compris dans ledit Traité, moyennant que la Ville soit laissée & demeure paisiblement & sans infraction dans sa Neutralité & ses Commerces, comme aussi dans ses Droits, Privileges & Liberté, & que les Droits appartenants à Sa Majesté Imperiale & à l'Empire leur soient reservez. Anno 1679.

CCIX.

15. Nov. France et Saxe. *Traité d'Alliance & d'Amitié entre* Louïs XIV. *Roi de France & Monsieur l'Electeur de* Saxe. *Fait à S. Germain en Laye le 15. Novembre* 1679. [Freder. Leonard. Tom. III.]

Comme les Traitez de Westphalie de l'année 1648. ont fait le fondement le plus assuré de la Paix & de la tranquillité de l'Empire, & qu'ils viennent d'être rétablis dans toute leur force par le Traité de Nimégue de l'année derniere; Sa Majesté Tres-Chrêtienne touchée ainsi qu'elle a toûjours esté, du bien & du repos de l'Empire, & portée par son ancienne affection pour Monsieur l'Electeur de Saxe, à prendre avec Son Altesse Electorale les mesures d'une Alliance solide, & à establir des liaisons nouvelles pour la conservation des susdits Traitez de Westphalie & de Nimégue, a receu avec plaisir les asseurances que Son Altesse Electorale lui a fait donner par le Sieur de Wolframsdorf, Son Chambellan & son Conseiller Aulique, du desir qu'elle auroit en répondant à l'amitié dont Sa Majesté veut bien lui donner des marques, de se lier avec elle, pour affermir de plus en plus l'observation des susdits Traitez. C'est dans cette veuë que Sa Majesté aiant donné Pouvoir au Sieur Arnauld, Chevalier, Seigneur de Pomponne, son Conseiller en tous ses Conseils, & Secretaire d'Etat & des Commandemens de Sa Majesté, de traiter de cette affaire avec ledit Sieur Wolframsdorf, ils sont convenus des Articles suivans, aprés l'échange reciproque de leurs Pleinspouvoirs.

I. Il y aura à l'avenir entre le Roi & Monsieur l'Electeur de Saxe, une amitié sincere & parfaite intelligence, laquelle sera cultivée & observée tant de la part de Sa Majesté que dudit Electeur, avec tout le soin & l'exactitude qui peuvent contribuer davantage à entretenir une bonne & estroite Alliance, même à l'avantage reciproque de leurs Etats.

II. Les Sujets de part & d'autre pourront exercer en toute liberté le Commerce dans les Terres, Roiaumes & Païs de S. M. comme aussi dans les Etats & Païs de Son Altesse Electorale de Saxe.

III. Comme Sa Majesté & Son Altesse Electorale de Saxe, ont toûjours eu particulierement à cœur d'entretenir & de faire observer les Traitez de Westphalie, lesdits Traitez feront le fondement le plus solide de celui-ci, & Sa Majesté & Son Altesse Electorale de Saxe, promettent reciproquement de contribuer tout ce qui sera en eux pour les maintenir dans toute leur étenduë, à l'exception seulement de ce qui a esté changé ou derogé ausdits Traitez de Westphalie par le Traité de Nimégue du cinquiéme Fevrier, par celui de Zell aussi du cinquiéme Fevrier, & par celui de S. Germain du 29. Juin de la presente année, signé entre Sa Majesté & Monsieur l'Electeur de Brandebourg.

IV. En vertu du present Article, Sa Majesté s'oblige & promet en foi & parole de Roi, d'assister de tout son Pouvoir, proteger & deffendre la Personne, les Etats, Païs & Peuples de Son Altesse Electorale; comme aussi les Terres, Parties & Droits qui appartiennent dans lesdits Etats aux Princes ses Freres, toutes les fois qu'elle en sera recherchée de Sadite Altesse Electorale, contre tous ceux qui les voudroient attaquer, troubler ou empêcher dans la jouïssance des Droits & des avantages qui lui ont esté accordez ou confirmez par ledit Traité de Munster, aussi-bien que de son autorité Electorale, & de tout ce qui lui peut & doit appartenir, & aux Princes ses Freres, dans l'étenduë de ses Etats.

V. Son Altesse Electorale de Saxe, s'oblige aussi & promet en foi & parole de Prince, d'assister de tout son Pouvoir Sa Majesté en cas qu'elle vienne à estre attaquée ou troublée par qui que ce soit, en la jouïssance des Droits, Etats & Places qu'elle possede dans l'Empire, & qui lui ont été delaissez pour estre unis & incorporez à la Couronne de France par les Traitez de Munster & de Nimégue.

VI. Le present Traité d'Alliance & d'Amitié, entre Sa Majesté & Son Altesse Electorale, durera l'espace de quatre ans, à commencer du jour de la Signature des presens Articles, & les Ratifications en seront échangées dans deux Mois du mesme jour de la Signature, ou plûtôt si faire se peut.

En foi de quoi Nous soussignez, en vertu de nos Pleinpouvoirs respectifs, avons signé ces presentes, & y fait apposer les Cachets de nos Armes. Fait à S. Germain en Laye le quinziéme jour de Novembre 1679. Ainsi signé,

Arnauld.	(L.S.)
G. Th. de Wolframsdorf.	(L.S.)

CCX.

Müntz-Receß zwischen denen dreyen im Müntzwesen correspondirenden Löbl. Franck-Bayr- und Schwabischen Crayßen aufgerichtet/ wodurch sie verschiedene ringhaltige Müntzen absetzen/ und zu wiedereinführung guter Stücke heilsame verordnung thun. Nurnberg den 12-22. Decembr. 1679. Mit dem deßwegen von obgedachten Löbl. Ständen ergangenen Edict. Loco & die ut supra. [Londorpii *Acta Publica* Tom. X. Libr. II. Cap. CCI. sub num. 28. pag. 175.] 12-22. Dec.

C'est-à-dire,

Recès conclu entre les trois Cercles de l'Empire unis au sujet de la Monnoye, Franconie, Baviere, & Suabe, *par lequel ils conviennent de la reforme de diverses méchantes espéces, & de la forme, du poids & du Titre de quelques autres qu'on doit introduire. A Nuremberg le* 12-22. *Decembre* 1679. Avec l'Edict *publié par lesdits Cercles, en execution du même Recès. A Nuremberg le dit jour* 12-22. *Decembre* 1679.

Kund und zu wissen/ demnach die nächsthin vorgewesene leidige Kriegs-motus, neben andern daraus gemeinem Vatterlande mehr zugestandenem/ und fast unzehlbaren Unheil/ auch so viel zu Schaden gewürcket/ daß der in des Heil. Reichs-Stadt Augspurg sub dato des 21. (11.) Junii 1677. abgefaste Müntz-Probation-Schluß zu seiner Execution nicht gebracht werden können/ darauff auch ferner erfolgt/ daß das den 15. Junii 1676. vorhero ins Reich emanirte allergnädigste Kayserliche Edict von einigen Müntz-Ständen unmittelst gleichfalls ausser Augen gesetzt/ und mit fortwährender Ausmüntzung nicht nur der vorig ringhaltenden Sorten/ biß zu dato verfahren/ sondern darin noch mehr und weiter von den Löbl. Reichsmüntz-

ANNO 1679.

Ordnungen an Schrot und Korn abgetretten worden. Als hat der Hochwürdigst des Heil. Reichs Fürst und Herr / Herr Peter Philip / Bischoff zu Bamberg und Würtzburg / auch Hertzog in Francken / der dreyen im Müntzwesen correspondirender Löbl. Fränck- Bayr- und Schwäbischen Crayssen Director, dannenhero Ursach genommen / einen anderweitigen Müntz-Probations-Convent, gegen den 11. currentis, der Ordnung nach / auff anhero in des Heil. Reichs-Stadt Nürnberg auszuschreiben / gestalten hierauff der gesampten höchst- und wollöbl. Chur-Fürsten und Ständen Räth und Abgesandte sich neben gewöhnlicher Legitimation eingefunden / und nach der proponirten quaestionen reiffer Uberlegung geschlossen / wie folgt:

Und zwar seynd erstlich nach abgelesenen jüngsten Augspurgischen Müntz-Receß der Wardeinen gefertigte Relationes angehört und die seithero ausgemüntzte Einheimische ordinari Gold- und so grob als geringe Silberne Sorten / der Reichs Müntz-Ordnung gemäß / auch dabey kein sonderbahre defect befunden worden. Anlangende aber die unter der Claß der ausländischen Sorten befindliche Einheimische sowol auch die ausländische Wercker an sich selbsten / seynd nach Anzeig besagter relationen und Abtruck sub Lit. A. B. & C. dem Reichshalt / Schrot und Korn / gantz ungemäß / und wie folgt befunden worden.

1. Sub Num. 1. ist notirt ein Sorten gantze Guldener / unter Ihr Hochfürstl. Durchl. Herrn Johann Friedrichen Hertzogen zu Braunschweig-Lüneburg Gepräg / mit der Jahrzahl 1678. an denen 100. Stück der Reichsthlr. à 96. kr. 10. fl. 37. kr. 2. pf. zu Verlust stehen.

2. Dann ist sub Num. 2. bemerckt ein Guldener unter Ihr. Hochfürstl. Durchl. Herrn Johann Ernst zu Sachsen Gepräg mit der Jahrzahl 1678. gehet an 100. Stück zu Verlust 18. fl. 40. kr. 3.1 2 pf.

3. Ferner ein Guldener sub Num. 3. mit Hochfl. Brandenb. Onoltzbachischem Gepräg und der Jahrzahl 1677. ist an 100. fl. Verlust 12. fl. 19 kr.

4. & 5. Wiederumb 2. sortementen erstgedachter Brandenb. Onoltzbachischer Guldener sub Num. 4. & 5. und der Jahrzahl 1679. gehen bey jenem in Abgang 11 fl. 24. kr. 3.1 2 pf. bey diesen aber 14. fl. 6. kr. 6. pf. von 100. fl.

7. & 8. sub Num. 7. & 8. weisen sich zwey Sorten Fürstl. Oettingischer Guldener / mit der Jahrzahl 1675. und 1677. die doch in diesem noch lauffenden Jahr ausgemüntzt worden / befinden sich an Schrot und Korn sehr ungleich / und ist dahero der Verlust von 100. fl. hieran dreyerley / als erstlich 12. fl. 39. kr. dann 16. fl. 57. kr. 1. pf. und letzlich 10 fl.

9. Sub Num. 9. ist befindlich ein Gräfl. Montfortischer Guldener mit der Jahrzahl 1676. und dem Verlust von 100. fl. 16. fl. 24. kr. 1.1 2 pf.

10. Sub Num. 10. ein Guldener / unter Herrn Reussen von Planen Gepräg unter der Jahrzahl 1679. daran von 100. fl. Verlust 16. fl. 57. kr. 1. pf.

11 & 12. Ferner sub Num. 11. & 12. zweyerley Sorten Brandenb. Onoltzbach 15. kr. mit denen Jahrzahlen 1678. & 1679. ist der Verlust von 100. fl. 16. fl. 55. kr. 1. pf.

13. Noch ein Brandenb. Onoltzbachisches sortement von 6. kr. mit num. 13. und der Jahrzahl 1678. woran von 100. fl. Verlust 17. fl. 16. kr. 3. pf.

14. Sub Num. 14. Fürstl. Oettingische 6. Kreutzerer mit der Jahrzahl 1678. daran von 100. fl. Abgang 24. fl. 33. kr. 1. pf.

15 & 16. Sub Num. 15. & 16. Zweyerley Sorten neue Friedbergische Grosch. mit der Jahrzahl 1679. ist an 100. fl. Verlust 25. fl. und num. 17. & 18. neue unbekandte kr. mit der Jahrzahl 1679. bringen 100. fl. Abgang 38. fl. 34 kr. 1. pf.

Hierauff nun hat man von Convents wegen auff die jenige Mittel und Weg sorgfältig angetragen / wordurch so obspecificirt- als andere Müntz Gebrechen abgetilget / und hingegen die alte löbl. Müntz-Satzungen / so viel zu der Zeit noch geschehen kan / reintroducirt werden mögen / da man die deliberanda zu mehrer facilitirung des Schlusses in verschiedene Puncten abgetheilet. 1. was für Sorten zu verruffen / und abzuwürdigen / wie hoch jede Claß / und unter was Termin. 2. was sonderbahr gegen die seit dem allergnädigst ausgelassenen Kayserlichen Edict, und also wieder desselben Verbott ausgemüntzte Sorten vorzunehmen / und wie sich die unschuldige Stände wegen ihres und der ihrigen hierob leidenden grossen Schadens zu erhohlen und ihre indemnität zu stabiliren hätten. 3. Durch was Mittel das fernere ausmüntzen der ringhaltigen Sorten nachtrücklich und realiter zu verhüten. 4. Wie eine durchgehende Reichs-Conformität zu erhalten / und einzuführen. 5. was und viel die 3 löbliche Craiß an Reichs-ordnungs-mässigen Sorten auszumüntzen / sich vor jetzt vergleichen möchten. 6. Auff was zulängliche Weg der schädliche Müntz-Wechsel und die groben Reichs-Sorten Verführung für das künfftig abzuwenden. 7. und letztens / ob der Reichsthaler bey seiner Erhöhung ad 6 kr. gelassen / oder nach nunmehr Gott lob wieder erlangtem Frieden / und dannenhero mehrers anscheinender Hoffnung die alte Müntz-Ordnungen zu resoscitiren, auff den vorigen Fuß der 1. fl. 30. kr. wieder abzusetzen. Allermassen man nun anvorderist all das jenige / was vermög des nähern Augspurgischen Receß de Anno 1677. abgehandelt / und beliebt worden / als da ist die Abstellung der Hecken- und alleinige Gebrauchung der ehemals verglichen: und von Käyserlicher Majest. wegen approbirten Ordinare Müntz-städten ohne admodiat- und Verpachtung derselben auch allen andern gesähiden Verpflichtungen der special-Wardeinen und Müntzmeister vor und bey den Müntz-Probation-Conventen / Einhaltung der Drahtzieher / Gold- und Silberschläger / Posamentirer / Goldschmied / und dergleichen nur ad luxum dienender / dem publico aber / mittelst Brechung der guten Sorten / nicht wenig schädlicher Leut / deßnöthige Fortsetzung der Ordinarie Müntz-Probations-Convent / und was dergleichen mehr ist / auffs neu beliebet / und schlußmässig anhero wiederholet: als hat man sich auff obgesetzte Puncten nachfolgender Massen resolviret und verglichen / und zwar ist zum gemeinen Schluß per majora gedeacht worden / daß nach-specificirte / so vor als nach dem Kayserlichen Edict, und sonsten deren theils auff unberechtigten Müntz-Städten / theils aber durch einige deren correspondirenden 3. Craisen unverpflichte Wardeinen und Müntzmeister / außgemüntzte Fürstl. Sächsische unter Ihr. Durchleucht. Hertzog Johann Ernst Gepräg Anno 1678. ausgegangene / wie auch Fürstl. Oetting Quedlinb. Gräffl. Schwartzenburg Montfort. Reussen Planisch und Fuggerisch respect: gantz und halbe Guldener 15. 12. 6. 3 und 1. Kreutzerer / zwischen hier und den 22 Febr. 1680. also unter 2. Monatlicher Frist gäntzlich verruffen / biß dahin die Guldener noch 60. Kr. wie vor / gelten / alsdann in Gewährschafft und Handlungen nicht mehr angenommen / per 50. Kr. aber / so viel die Guldener betrifft / die geringer Sorten aber nach Proportion auff 1.6 geringer / als sie bißhero gäng und geb gewesen / dannoch und in so weit ausgeschlagen werden sollen / biß daß selbe jedes Orts Oberkeit / und ausser deren sonst niemand / bey Verlust des Müntz-Guts in erst gemeldtem Preiß von den Unterthanen gegen Zahlung anderer bey der Hand habender Gelder einwechseln / umbschmeltzen / und in gute Reichs-ordnungsmässige gantz und halbe / viertel / sechstel und achtels Thaler / den Fuß des Reichsthalers à 96. Kreutzer gerechnet / verwandlen solle / welchen Verstand es dann auch mit dem Bruchsilber dergestalten hat / daß solches ebenfalls der Herrschafft allein in billichem Preiß und niemanden anders / wer der auch seye / geliefert werden solle. Anlangend nun die Fürstl. Onoltzbachische gantz und halbe Guldener 15 6 und 3. Kreutzerer / da hat man zwischen denselben diesen Unterscheid und Absatz zu halten geschlossen / daß die 15. 6. und 3. Kreutzer zwischen hier / und obbesagten 2. Monatlichen Termin / gleichfalls verruffen / und sämptlich zu Einwechslung und Verschmeltzung auff 50. abgesetzt / die nach / und seit dem Kayserlichen Edict auch ausgemüntzte gantz und halbe Guldener gleichmässig verruffen und sub praedicto termino auff 50. Kreutzer deprezzirt, und in solchem Preyß zu denen Müntz-Städten eingeliefert / die andere aber / so ante Edictum Caesareum ausgemüntzt worden / unter die Claß der à 30. Kreutzer abzuwürdigen stehenden Sorten / wie nachfolgender §. zeiget / gestellt / und gleich anderen in solchem Preyß noch weiters passirt werden sollen; und ist so viel erstged. Verruffung betreffend von gemeinem Convents wegen darüber ein besonderes Müntz-Mandat unter ordentlicher Auszeichnung der solcher massen verruffenen Sorten sub Lit. D. in Truck gelassen / und zu männigliches Wissenschafft gebracht worden; Anreichend aber die weitere zur Abwürdigung vermeynte Sorten / da hat man dieselbe nach Anzeig des sub Lit. C. nicht minder in Truck gegebenen Müntz-Mandats / und beygefügten schematis ordentlich exprimirt und à 54. Kreutzer dergestalt abgesetzt / daß sie biß ad 1. Maji deß bald hoffenden 1680. Jahrs ihren bißherigen Valor der 60. Kreutzer behalten / alsdann aber nur à 54. Kreutzer wie schon gemeldet / genommen werden sollen / daß also bey obig erwehnter Verruffung 2. bey der Abwürdigung hingegen so viel als 4. Monat / und was darüber ist / pro termino zu beobachten stehet.

Und diß so viel der ringhaltigen Sorten Verruff- und Abwürdigung / was aber der Stände indemnisation in genere & specie betrifft / da hat man sich dahin mit einander verstanden / daß in Krafft des vorig Augspurgischen Müntz-Probations-Schlusses / gegen die contravenirende Stände mit Fiscalischen Processen verfahren / und hierdurch die an sich selbst gantz billig zu erfordern habende Schadloshaltung / quoad futurum aber Ihro Kayserliche Majestät umb nachtrückliche Abstellung des fernern ringhaltigen Ausmüntzens / und was dabey weiter mit einlaufft ut Lit. F. allerunterthänigst belangt werden sollen.

Damit aber ein jeder Stande sein und der seinigen Schaden so besser zu liquidiren habe / hat man für thunlich ermessen / daß zu ordentlicher Abzahlung der in die Müntz-Stadt zur Umbschmeltz- und anderweiter Ausprägung lieferender / so abgewürdigt als verruffener Sorten / gewisse Notarii bestellt / die Summen von Zeit zu Zeiten notiret / und darüber instrumenta publica gefertigt werden möchten.

Auff daß auch der Reichs-Fiscal gegen die damnificirende Stände so angelegener verfahre / hat man ferner für gut angesehen / demselben von der hiernächst zu Spruch-kommender indemnisations-Summa ein ergiebiges honorarium zugeben zugelassen.

Was nun die nachtrückliche Verhütung weiterer dergleichen Sorten Ausmüntzung belanget / da ist über das sub Lit. F. bereit allegirte Bitt- und Remonstration Schreiben / an allerhöchstged. Ihre Kayserl. Majestät noch weiter für gut angesehen / und beliebt worden / daß die denen 3. correspondirenden Crayssen incorporirte Stände / welche biß auff dato so geringhaltig ausgemüntzt / von gemeinem Convents wegen ut Lit. G. davon beweglich abgemahnt / durch die Hochfürstl. Creyß-Ausschreib-Aempter / auch in Krafft mehr angezogenen Kayserl. Müntz-Edicts, die Hand darob gehalten / und auff weitere Versyhrung solchen

ANNO 1679.

solcherley Ausmüntzens / deren Officia nachdrücklich interponirt, das neue Geld / und was auff Hecken-Müntzstädten / an wiewol guten Sorten ausgemüntzt wird / neben dem ringhaltigen von jedes Orts Obrigkeit / so gleich confiscirt / zu solcher Anssicht aber / gewiß verpflicht- und zuverlässige Leute / und zwar so Wardeinen / als andere bestellt / salarirt, und so sie der Obrigkeit jedes Orts eine Anzeig geben / ihnen das Drittel vom confiscirten Müntz-Gut überlassen / die Ubertrettere nach den Reichs-Constitutionibus pœnaliter besprochen / nach denen unverpflichten Müntzmeistern und Wardeinen gegriffen / und gegen sie den Reichs-Satzungen gemäß verfahren / die Eisenschneider scharff verpflichtet / und ihnen ohne herrschafftliche Erlaubnüß / einige Stämpf- und Prägstück zu schneiden nicht gestattet werden solle / alles in Krafft des öffters angezogenen Kays. Edicts, nächst vorigen Augspurgischen Müntz-Probation-Schlusses / und der heilsamen Reichs-Constitutionen / und Müntz-Ordnungen an sich selbsten / wie aber ein universal Reichs-Conformität zu erhaben und einzuführen / da hat man für ein zulänglich expediens gehalten / diese intention allervorderst an Ihre Kayserl. Majest. immassen sub Lit. F. allschon berühret worden / alsdann aber Ihre Churfürstl. Gn. und Durchl. zu Mayntz und Sachsen / dann absonderlich an den zu Regenspurg annoch fürwährenden Reichs-Convent ut Lit. H. & I. nebst gewönlicher Communicirung des Recesses, auff das beweglichste zu recommendiren. Was und wie viel nun

Von Seiten der drey Craiß an guten Reichs-Sorten zum Anfang / und für jetzt auszumüntzen / darüber hat man sich ob defectum instructionis dermahlen nicht vernehmen lassen können / Es ist aber ad referendum genommen / und benebenst veranlast worden / sich hierüber bey nächstfolgenden Müntz-Probations-Convent eigentlicher zu erklären / dabey man auch den jenigen hohen und andern Ständen die ausmüntzung einer mehrern Summa ohn schwer zu fallen erachten wil / welche aus dem bißherigen Vermüntzen ringhaltiger Sorten grossen Nutzen gehabt / wornebenst man auch zumahlen in Hoffnung steht / es werden die jenige hohe Ständ / so mit Berg-wercken versehen sich für andern amore publici die fernere Continuation des ausmüntzens guter gerechter Gold- und Silber Sorten / belieben lassen / durch was für zulängliche Wege aber

Der schädliche Müntz-Ausf[illegible] und das Verführen / der groben guten Sorten abzuwenden und kräfftiglich zu verhüten wäre / da hat man dem Augspurger Receß dißfalls nachzugehen / mithin aber für gut erachtet / daß alle Stände insgemein in ihren Territoriis darauff fleissig und ernstlich absehen nehmen / und ihren Handelsleuthen / Schutzverwandten / Juden / und vielleicht schon guten Theils bekandten Kippern und Wippern / dergleichen nicht mehr verstatten / sondern sie vielmehr durch geschärfftes Obrigkeitliches Verbott auch würckliche vornehmende Bestraffungen davon nachdrücklich abhalten / die Hochfürstl. Crais-Ausschreib-Aempter auch dagegen vigiliren / und ihres hohen Orts gleichfalls verhüten helffen mögen / damit alle schädliche Umbschmeltzung / Auswechslung und gewinnsüchtige Ausführung der guten Reichs-Gold- und Silber-Sorten eingestellt / denen Drathziehern / Gold- und Silberschlägern / Posamentirern und Goldschmieden / wie bereit obvermeldet / im Müntzbrechen ein Ziel gesteckt werde. Es sollen auch aller Orten und von jeden Herrschafften und Obrigkeiten verpflichte Auffseher bestellt werden / denen auch ein gewisses salarium sampt dem Drittel von dem confiscirten Müntz-Gut zu verordnen stünde. Und weilen die Verführung der guten gerechten Reichs- und anderer Sorten / umb nothwendige Fortsetzung der Handelschafft allerdings zu verbieten nicht möglich / auch hierin den Kauff- und Handelsleuten / ob und wie viel sie an Geld ausser dem Reich zu Treibung gedachter ihrer Handelschafften zu versenden befugt seyn sollen / vorzuschreiben / zumahlen aber auch die Summ derselben in offentlichen attestatis zu melden / allerhand besorgender Gefahr halber nicht thunlich ist / als solle von jedes Kauff- und Handelsmanns ordentlicher Obrigkeit / denen so dergleichen Geld verschicken wollen / unter Obrigkeitlicher Urkund attestata jedoch unbenennt der Summen ertheilt / und dadurch an den Orten / sonderlich an den Grantzen allwo man es erfordert / denen Zollnern und Mauthnern vorgelegt werden / daß solches Geld zu keinem andern End als zu bemeldter Fortsetzung ihrer Handlung destinirt seye / Es ist aber hierbey für gut und nöthig erachtet worden / daß von jedes Orths Obrigkeit kein dergleichen attestatum über das Geld ausser dem Reich zu führen / ertheilet werden solle / es seyen dann personæ publicæ und verpflichte Leute bey dem Einpacken / die der Obrigkeit fideliter referiren sollen / daß zu alleiniger Fortsetzung der Handlungen und Bezahlung der Waaren / gar nicht und keines wegs aber zu einig andern Gewinn und Profit / aus dem Geld an sich selbst / ausgeführet werde; Solte sich aber hierbey ein vermerckende Gefährd / and begründeter genugsamer und erheblicher Verdacht zeigen / so stünde dem Territorial-Zoll- und Mauthern frey / die Güter auf solchen Fall / wann zumahlen kein Obrigkeitliches attestatum vorhanden / visitiren / und auff dergleichen Gefährde würcklicher Befindung confisciren zu lassen / damit auch dieses so mehrern Verfang und Nachtruck / und sich niemand mit der Unwissenheit zu entschuldigen haben möge / hat man sich Convents wegen eines Mandats / welches von gesampten Ständen zu publiciren und zu männiglichs Wissenschafft an offenen Orten zu affigiren / ut Lit. K. verglichen / und in Truck gegeben.

Endlichen und so viel den Valor des guten Reichs-ordnungsmässigen Thalers concernirt, da ist man aus bewegenden Ursachen dahin schlüssig worden / daß derselbe ad interim und biß zu andern Zeiten bey seinem ehmals aufgesetzten äusserlichen Werth der 96. kr. verbleiben / die im Müntz-Mandat und Abtruck sub Lit. E. specificirte 5. Ausländische Thaler-Sorten aber nur à 90. kr. wie biß anhero genommen werden solle. Zu mehrerm Urkund dessen ist gegenwärtiger Receß in triplo originaliter gefertiget / und jedem Löbl. Craiß ein Exemplar zugestellt, Ihrer Kayserl. Majest. aber / so wol auch Ihrer Churfürstl. Gn. und Durchl. zu Mayntz und Sachsen / wie allbereit obgemeldet. Dann ist des Heil. Reichs-Stadt Regenspurg anwesenden Deputirte / die Büchsen sampt den Schlüsseln zugestellet worden. So geschehen in des Heil. Reichs-Stadt Nürnberg den 22/12. Decembr. 1672.

Müntz-Edict.

DEmnach man sich bey diesem in des Heil. Reichs-Stadt Nürnberg abermahls angestellten Müntz-Probation-Convent in krafft deß den 15. Junii 1676. allergnädigst ausgelassenen Kayserl. Edicts, so wol auch des den 21. Junii darauff gefolgten 1677. Jahrs in des Heil. Reichs-Stadt Augspurg abgefasten Müntz-Recesses / zu der eintzigen wiedererhebung des zerrütten Müntz-Wesens / bey zumahlen wieder erlangten lieben Frieden gemüssigt befunden / einige allzuringhaltige / theils seit oberwehnten Kayserl. Edicts, theils aber an underschiedenen Müntz-Städten / und durch unverpflichte Müntz-Meister ausgeprägte gantz und halben Gulden / 15ner / 12/6/ 3er und einfache kr. und dgruater in specie gesampte / so vor- als nach dem Kayserlich. Edict. ausgemüntzte Fürstl. Oeting. Quedlinburg. Gräfl. Schwartzenburg. Montfortische / Reussen-Plauisch- und Faggerische gantz und halbe Guldener / dann absonderlich die gesampte Fürstl. Brandenburg. Onoltzbachische 15ner / 6er und 3kreutzerer dergestalt zu verruffen / daß von dato dieses Müntz-Mandats / inner den nächsten 2. Monaten / das ist auff den 12/22. Febr. des bald hoffenden 1680. Jahrs / alle obspecificirte / und im gegenwärtigen Schemate auffgezeichnete Sorten in Gewerbschafft und Zahlung nicht genommen / hingegen aber unter dem [illegible] und halbe Guldener betrifft / die andern geringe Sorten aber gleichfalls auff das 6tel / und zwar dergestallt abgewürdiget / daß ein XVner 12.1/2 kr. ein 6. kreutzerer à 5. und 1. drey kreutzerer à 2.1/2 kr. jedes Orts Obrigkeit zum auswechseln / einschmeltzen / und anderweiten Reichs-Ordnungs-mässigen ausmüntzen / sonst aber niemand / bey confiscirung des Müntz-Guts / geliefert / vorbehaltlich der von denjenigen Ständen zu erfordern habenden indemnisation, so diese ringhaltige Sorten ausmüntzen lassen / solcher massen zahlt werden solle. Als hat man vor nothwendig ermessen / diese Verfügung zu männiglichs Wissenschafft dergestalt kommen zu lassen / daß sich ein jeder in Handel und Wandel / auch sonst in andere Weg darnach zu richten haben möge. Im übrigen läst man es auch wegen der dappelt und einfachen Polnischen Groschen / und andern ausländischen halben Batzen / Albus / Kreutzern / zern / und so genannten Ungerlin / bey den mehrmahls ausgegangenen / so general- als special Müntz-Mandaten / und darinn begriffenen Verbott noch allerdings bewenden. Datum in des Heil. Reichs-Stadt Nürnberg / bey noch fürwährendem Müntz-Probations-Convent den 12/22. Decembris, 1679.

Lit. A.

Fränck. Craises Müntz-wardeins Bedencken:

IN diesem hochlöbl. Fränckischen Crais seynd seither dem letzten in des Heil. Reichs Stadt Augspurg gehaltenem Müntz-Probations-Tag nachfolgende silberne Müntz-Sorten (welche der Reichs Müntz-Ordnung nach ja wieder sich befinden) in Bezahlungen häuffig eingeschoben worden / solche habe meinen Pflichten gemäß auffgezogen / durchs Feuer probirt / und nach dem guten Reichsthaler zu 96 kr. calculirt / an Schrot / Korn / Werth und Verlust befunden / wie die höchst- und hochansehenliche Herren Abgesandte und Müntz-Räth mit mehrerm gnäd. und grosg. zu vernehmen haben.

1. Eine Sorte neue Güldner unter Sr. Hochfürstl. Durchl. Hn. Hn. Johann Friederich / Hertzog zu Braunschweig und Lüneburg Gepräg / und mit der Jahrzahl 1678. wie an dem Abtruck mit Num. 1. zu ersehen / gehen auff die rauhe Marck Cöllnisch 16. St. halten an fein 15. Loth 16. Gren / wird die feine Marck hinaus gebracht

	16 fl. 6 kr. 2.112/141 pf.
dann der gute Reichsthaler	1 fl. 46 kr. 1.113/1269 pf.
ist 1. Stuck werth.	53 kr. 2.1/2 pf.

und an 100 fl. Verlust 10 fl. 37 kr. 1 pf.

2. Zwey andere neue Guldner unter Ihro Hochf. Durchl. Hn. Hn. Johann Ernst zu Sachsen Gepräg / und mit der Jahrzahl 1678. wie an dem Abtruck sub Num. 2. zuerkennen / gehen 13.5/19 St. auff die rauhe Marck Cöllnisch / halten an fein 12. Loth / daran wird die feine Marck hinaus vermüntzt

17 fl. 31. kr. 3.13/24 pf.

ANNO 1679.

und der gute Reichsthaler 1 fl. 57 kr. 1.70/161 pf.
ist ein Stück werth 48 kr. 3.7/40 pf.
an 100 fl. Abgang 18 fl. 40 kr. 3.3/5 pf.

3. Wiederumb neue Guldener unter Se. Hochfürstl. Durchl. Herrn Hn. Johann Friederich / Marggraffen zu Brandenburg Gepräg / und mit der Jahrzahl 1679. wie an dem Abtruck mit Num. 9. zuerkennen / gehen 12.2/1 Stück auf die rauhe Marck Cöllnisch / halten an fein 12 Loth / wird die feine Marck hinaus gemüntzt 16 fl. 26 kr. 1.1/9 pf.
und der gute Reichsthaler 1 fl. 49 kr. 2.10/11 pf.
ist ein Stück werth 52 kr. 2.6/17 pf.
dann an 100 fl. Abgang 21 fl. 19. kr.

4. Wiederumb neue Guldner unter hoch obged. Se. Hochfürstl. Durchl. zu Brandenburg Gepräg / und mit der Jahrzahl 1679. wie an dem Abtruck sub Num. 4. zu ersehen / gehen 6.4/21 Stück auff die rauhe Marck Cöllnisch / halten an fein 12 Loth scharff / wird die feine Marck hinaus gebracht 16 fl. 15 kr. 20/21 pf.
dann der gute Reichsthaler 1 fl. 48 kr. 1.83/189 pf.
ist das Stück werth 53 kr. 5/8 pf.
und an 100 fl. Einbuß 11 fl. 24 kr. 3.1/8 pf.

5. 6. Abermahlen zweyerley neue Hochf. Margg. Guldener / beyde mit der Jahrzahl 1679. wie an den Abtrucken mit Num. 5. und 6. zu ersehen / gehen beyder Sorten 12.12/31 Stück auf die rauhe Marck Cöllnisch / halten an fein 11 Loth 15 Gren / wird die feine Marck hinaus gebracht 16 fl. 44 kr. 3.1561/2201 pf.
dann der gute Reichsth. 1 fl. 51 kr. 2.1093/1589 pf.
ist ein Stück werth 51 kr. 2.11/31 pf.
und an 100 fl. Verlust 14 fl. 1 kr. 1 pf.

7. 8. Ander zweyerley Sorten neue Guldner unter Ihro Hochf. Durchl. Herrn Hn. Albrecht Ernst zu Oettingen Gepräg / und mit den Jahrzahlen 1675. und 77. welche doch in diesem Jahr ausgemüntzt worden / wie an denen Abtrücken mit Num. 7. und 8. zuersehen / befinden sich an Schrot und Korn sehr ungleich / also daß man mehr als dreyerley Valvationes berechnen muß / gehen erstlich 12.1/4 Stück auff die rauhe Marck Cöllnisch / halten an fein 11 Loth 16 Gren / wird die feine Marck hinaus vermüntzt 16 fl. 29. kr. 7/1800 pf.
der gute Reichsth. 1 fl. 49. kr. 3.581/581 pf.
ist das Stück werth 52 kr. 2.31/40 pf.
kompt an 100 fl. Einbuß 12 fl. 39 kr.

Zum andern so befinden sich wiederumb andere Oettingische Guldner / deren gehen 13 Stück auff die rauhe Marck Cöllnisch / halten an fein 12 Loth / daran kompt die feine Marck hinaus 17 fl. 20. kr.
dann der gute Reichsth. 1 fl. 55 kr. 2.2/9 pf.
ist das Stück werth 49 kr. 3.4/13 pf.
an 100 fl. Abgang 16 fl. 57 kr. 1 pf.

Drittens gehen der Sorten wiederumb 13.1/2 Stück auff die rauhe Marck Cöllnisch / und halten an fein 12 Loth / daran wird die feine Marck hinaus gebracht p. 18 fl.
und der gute Reichsth. 2 fl.
ist das Stück werth 48 kr.
dann an 100 fl. Verlust 20 fl.

9. Ferner neue Guldner unter Ihr. Hochgräfl. Gn. Hn. Hn. Joh. von Montfort Gepräg / wie an dem Abtruck mit Num. 9. zu ersehen / und mit der Jahrzahl 1679. gehen auff die rauhe Marck Cöllnisch 12.4/5 Stück / halten an fein 11 Loth 16 Gren / wird die feine Marck hinaus gebracht 17 fl. 13 kr. 2.70/107 pf.
der gute Reichsth. 1 fl. 54 kr. 3.565/961 pf.
ist ein Stück werth 50 kr. 6/8 pf.
und an 100 fl. Verlust 16 fl. 24 kr. 1.1/2 pf.

10. Wiederumb neue Guldner unter Hn. Hn. Reussen von Plauen Gepräg / und mit der Jahrzahl 1679. wie an dem Abtruck mit Num. 10. zu ersehen / gehen 13. Stück auff die rauhe Marck Cöllnisch / halten an fein 12. Loth / wird die feine Marck hinaus vermüntzt 17 fl. 20 kr.
und der gute Reichsthaler 1 fl. 55 kr. 2.2/9 pf.
ist ein Stück werth 49 kr. 3.4/13 pf.
und an 100 fl. Abgang 16 fl. 57 kr. 1 pf.

11. und 12. Zweyerley Sorten neue 15. kreutzerer unter Hn. Hn. Joh. Friederich / Marggraffen zu Brandenburg Onoltzbach Gepräg / und mit den Jahrzahlen 1679. und 78. wie an denen beyden Abtrucken mit Num. 11. und 12. zu erkennen / gehen theils 39. Stück auff die rauhe Marck Cöllnisch / halten an fein 9. Loth / daran wird die feine Marck hinaus vermüntzt 17 fl. 20 kr.
und der gute Reichsthaler 1 fl. 55. kr. 2.2/9 pf.
ist das Stück werth 12 kr. 1.10/13 pf.
an 100 fl. Verlust 16 fl. 55 kr. 1 pf.

Es gehen auch theils solcher Oerter 38. Stück auff die rauhe Marck Cöllnisch / halten an fein 8. Loth 16. Gen / wird die feine Marck hinaus gebracht 17 fl. 6 kr.
dann der gute Reichsthaler 1 fl. 54 kr.
ist einer werth 12 kr. 2.10/19 pf.
an 100 fl. Abgang 15 fl. 47 kr. 1 pf.

13. Dieser neuen Marggräfl oder Schwabachischen 6 kreutzerer mit der Jahrzahl 1678 / wie an dem Abtruck mit Num. 13. zuersehen / gehen 76. Stück auff die rauhe Marck Cöllnisch / halten an fein 7. Loth / daran wird die feine Marck hinaus gebracht 17 fl. 22 kr. 1.1/7 pf.
und der gute Reichsthaler 1 fl. 55 kr. 3.15/63 pf.
ist einer werth 4 kr. 3.34/38 pf.
daran an 100 fl. Verlust 12 fl. 12. kr. 2 pf.

Nach denen halben Batzen / daran die feine Marck 15 fl. 15 kr. ausgebracht worden ist / ist ein Stück werth 5 pf.
und an 100 fl. Verlust 12 fl. 12 kr 2 pf.

Es gehen auch wiederumb andere Schwabacher 6 kreutzerer 74 Stück auff die rauhe Marck Cöllnisch / und halten an fein 6 Loth 15 Gren / wird die feine Marck hinaus vermüntzt 17 fl. 19 kr. 2.18/41 pf.
und der gute Reichsthaler 1 fl. 55 kr. 2.18/190 pf.
ist ein Stück werth 4 kr. 3.15/17 pf.
und an 100 fl. Verlust 17 fl. 13 kr. 3 pf.
Nach dem halben Batzen ist ein Stück werth 5 kr. 1.73/592 pf.

14. Dieser neuen Fürstl. Oettingischen 6 kreutzerer mit der Jahrzahl 1678. wie an dem Abtruck mit Num. 14. zuersehen / gehen 82. Stück auff die rauhe Marck Cöllnisch / halten an fein 6 Loth 16 Gren / wird die feine Marck hinaus gebracht 19 fl. 2 kr. 2.10/11 pf.
und der gute Reichsthaler 1 fl. 6 kr. 3.243/273 pf.
ist ein Stück werth 4 kr. 2.6/41 pf.
dann an 100 fl. Verlust 24 fl. 23 kr. 1 pf.
nach dem halben Batzen ist ein Stück werth 4 kr. 3.107/410 pf.
an 100 fl. Verlust 19 fl. 55 kr. 2 pf.

15. 16. Zweyerley Sorten neue Groschen unter der Stadt Friedberg Gepräg / und mit der Jahrzahl 1679. wie an dem Abtruck Num. 15 und 16 zu erkennen / gehen 160. Stück auff die Marck Cöllnisch / halten an fein 6 Loth 12 Gren / davon wird die feine Marck hinaus vermüntzt 19 fl. 12 kr.
dann der gute Reichsthaler 2 fl. 8 kr.
ist einer werth 2 kr. 1 pf.
und an 100 fl. Verlust 25 fl.
nach denen halben Batzen ist einer werth 2 kr. 1.17/32 pf.
noch an 100 fl. Einbuß 20 fl. 34 kr. 1. pf.

Es finden sich auch wiederumb unter diesem Gepräg einige / welche 6 Loth 15 Gren halten / daran wird die feine Marck hinaus gebracht 18 fl. 43 kr. 3.25/41 pf.
dann der gute Reichsthaler 2 fl. 4 kr. 3.180/369 pf.
ist einer werth 2 kr. 1.9/6 pf.
und an 100 fl. Abgang 23 fl. 7 kr. 2 pf.
denen halben Batzen nach ist einer werth 2 kr. 1.197/256 pf.
~~und an 100 fl. Abgang~~ 23 fl. 7 kr. 2 pf.
denen halben Batzen ~~nach ist einer~~ werth 2 kr. 1.197/256 pf.
demnach Verlust an 100 fl. 18 fl. 35 kr.

17. und 18. neue unbekandte Kreutzer mit der Jahrzahl 1679. wie ab den Abtrucken mit Num. 17. und 18. zuersehen / gehen 380 Stück auff die rauhe Marck Cöllnisch / halten an fein 4 Loth 6 Gren / daran wird die feine Marck hinaus gebracht 23 fl. 23 kr. 4.1/10 pf.
und der gute Reichsthaler 2 fl. 35 kr. 3.17/117 pf.
ist einer werth 2.40/94 pf.
an 100. fl. Abgang 38 fl. 35 kr. 1 pf.
nach denen halben Batzen ist einer werth 2.159/304 pf.
demnach an 100 fl. Verlust 34 fl. 29 kr.

Des hochlöbl. Fränckischen Craises General Müntz-Wardein.

Leonhard Willibald Hofmann.

Lit. B.

Baye. Craises Müntz-Wardeins Bedencken.

Seit des verwichenen 1677sten Jahrs / den 21. Junii zu Augspurg gehaltenen Müntz-Probations-Tag seynd in dem hochlöbl. Crais abermahlen 12. Sorten der Reichs-Ordnung zuringhaltige Müntzen einkommen / dieselbe hab ich mit Fleiß auffgezogen / durchs Feuer probirt / und nach dem Reichsth. zu 96 kr. calculirt / und befunden / wie die hochansehenliche Herren Abgesandte und Müntz-Räth mit mehrerm gn. und großg. als nachfolgt / zuersehen haben.

1. Ihrer Fürstl. Durchl. Hn. Hn. Joh. Friederich / Marggraffens zu Brandenburg Onoltzbach gantze Guldener / unter der Jahrzahl 1677. wie bey diesem Abtruck mit Num. 1. zu sehen / gehen auff die rauhe marck Cöllnisch 12.30/121 Stuck / halten an fein 12 Loth / wird die feine marck Silber hinaus vermüntzt 16 fl. 23.1/2 kr. komt der gute Reichsthaler auff 1 fl. 49.1/6 kr. den Reichsth. zu 96 kr. ist ein Stuck werth 52 kr. 3 pf. an 100 fl. Verlust 12 fl. 6 kr. 1 pf.

2. Oettinger Guldner unter der Jahrzahl 1676. wie bey diesem Abtruck mit Num. 2. zu sehen / wägen 12 Stuck 15 Loth 1 q. gehen auff die rauhe marck Cöllnisch 12.30/61 Stuck / halten an fein 12 Loth 2 Gren / wird die feine marck Silber hinaus vermüntzt 16 fl. 40 kr. komt der gute Reichsth. 1 fl. 51 kr. 1/9 pf. den Reichsth. zu 96 kr. ist ein Stuck werth 51 kr. 39/25 pf. an 100 fl. Verlust 13 fl. 36 kr.

3. Ihrer Hochgräfl. Gn. Hn. Heinrich des ersten / des Heil. Röm. Reichs Grafen von Reussen und Plauen gantze Guldner / unter der Jahrzahl 1679. wie bey diesen Abtruck zuersehen / Montfortische gantze Guldner unter der Jahrzahl 1678. wie bey diesem Abtruck mit Num. 3. zu sehen / gehen auff die rauhe marck Cöllnisch 12.1/2 Stuck / halten fein 11 Loth 16 Gren / wird die fein marck Silber hinaus vermüntzt 16 fl. 49 kr. 1.65/107 pf. komt der gute Reichsthaler auff 1 fl. 52.2/9 kr. den Reichsthaler zu 96 kr. ist ein Stuck werth 51.2/9 kr. an 100 fl. Verlust 14 fl. 23.1/2 kr.

4. Wie-

ANNO 1679.

4. Wiederumb Montfortische gantze Guldner unter der Jahrzahl 1679. wie bey diesem Abtruck mit Num. 4. zu sehen/ gehen auff die rauhe marck Cöllnisch 12.1/4 Stuck/ halten an fein 12 Loth/ wird die feine marck Silber hinaus vermüntzt 16 fl. 40 kr. komt der gute Reichsth. auff 1 fl. 51.1/9 kr. den Reichsth. zu 96 kr. ist ein Stuck werth 51 kr. 3.9/25 pf. an 100 fl. ist Verlust 13 fl. 36 kr.

5. Ihrer Hochgräfl. Gn. Herr Heinrich des I des Heil. Röm. Reichs Graffen von Reussen und Planen gantze Guldener unter der Jahrzahl 1679. wie bey diesem Abtruck mit Num. 5. zu sehen/ gehen auff die rauhe marck Cöllnisch 13 Stuck/ halten an fein 12 Loth/ wird die feine marck Silber hinaus vermüntzt 17 fl. 20 kr. komt der gute Reichsth. auff 1 fl. 55 kr. 5/9 pf. den Reichsth. zu 96 kr. ist ein Stuck werth 49.51/13 kr. an 100 fl. ist Verlust 16 fl. 55.5/13 kr.

6. Fürstl. Onoltzbachische halbe Guldner unter der Jahrzahl 1677. wie bey diesem Abtruck mit Num. 6. zu sehen/ gehen auff die rauhe marck Cöllnisch 24.1/2 Stuck/ halten an fein 11. Loth 16 Gren/ wird die feine marck Silber hinaus vermüntzt 16 fl. 29.17/207 kr. komt der gute Reichsth. auff 1 fl. 49.5/9 kr. den Reichsth. zu 96 kr. ist ein Stuck werth 26.10/49 kr. an 100 Stucken ist Verlust 12 fl. 28.118/989 kr.

7. Fürstl. Onoltzbachische 15 Kreutzerer unter der Jahrzahl 1677. wie bey diesem Abtruck mit Num. 7. zu sehen/ gehen auff die rauhe marck Cöllnisch 38 50/61 Stuck/ halten an fein 9 Loth 2 Gren/ wird die feine marck Silber hinaus vermüntzt 17 fl. 2 kr. 2 pf. komt der gute Reichsth. auff 1 fl. 53 kr. 5/9 pf. den Reichsth. zu 96 kr. ist ein Stuck werth 12 kr. 2.1/4 pf. an 100 fl. ist Verlust 15 fl. 27 kr. 2 pf.

8. Zweyerley Sorten Fürstl. Onoltzbachische 15 kreutzerer unter der Jahrzahl 1678. und 69. wie bey diesem Abtruck mit Num. 8. zuersehen/ gehen auff die rauhe marck Cölln. 37.1/12 Stuck Stuck halten an fein 8 Loth 15 Gren/ wird die feine marck Silber hinaus vermüntzt 16 fl. 52.1/2 kr. komt der gute Rth. auff 1 fl. 52.1/9 kr. den Reichsth. zu 96 kr. ist ein Stuck werth 12 kr. 3.1/4 pf. an 100 fl. ist Verlust 14 fl. 40 kr.

9. Fürstl. Onoltzbachische 6 kreutzerer unter der Jahrzahl 1678. wie bey diesem Abtruck mit Num 9. zusehen/ gehen auff die rauhe marck Cölln. 77.1/2 Stuck/ halten an fein 7 Loth/ wird die feine marck Silber hinaus vermüntzt 17 fl. 42.6/7 kr. komt der gute Reichsth. auff 1 fl. 58 kr. den Reichsth. zu 96 kr. ist ein Stuck werth 4 kr. an 100 fl. ist Verlust 18 fl. 43 kr.

10. Oettinger Reichs-Kreutzerer unter der Jahrzahl 1677. wie bey diesem Abtruck mit Num. 10. zu sehen/ gehen auff die rauhe marck Cöllnisch 85 Stuck/ halten an fein 6 Loth 16 Gren/ wird die feine marck Silber hinaus vermüntzt 19 fl. 44 kr. 2 pf. komt der gute Reichsth. auff 2 fl. 11.5/9 kr. den Reichsth. zu 96 kr. ist ein Stuck werth 4 kr. 1.1/2 pf. an 100 fl. ist Verlust 27 fl. 3 kr. 1 pf.

11. Nach Schluß dieser relation seynd noch acht Stuck dieser obstehenden 15 kr. einkommen/ unter Ihrer Hochgräfl. Gn. von Reussen und Planen Gepräg mit der Jahrzahl 1679. wie bey diesem Abtruck mit Num. 11. zu sehen/ seynd an Schrot gar ungleich/ befinde an denen 8. St. daß auff die rauhe marck Cölln. gehen/ 40 Stuck/ halten an fein 8 Loth 9 Gren/ wird die feine marck hinaus vermüntzt 18 fl. 49.7/9 kr. komt der gute Reichsth. auff 2 fl. 5 4/9 kr. den Reichsth. zu 96 kr. ist ein Stuck werth 1.47/100 kr. an 100 fl. ist Verlust 23 fl. 28 kr. 1 pf.

Des hochlöbl. Bayrischen Craises verpflichter Müntz-Wardein.

Friedrich Hinger.

Wiederum gantz neue Fürstl. Onoltzbachische 6 Kreutzerer unter der Jahrzahl 1677. und 1678. wie bey diesem Abtruck mit Num. 12. zu sehen/ gehen auf die rauhe marck Cöllnisch 72.1/2 Stuck/ halten an fein 6 Loth 17 Gren/ wird die feine marck Silber hinaus vermüntzt 16 fl. 42.6/23 kr. komt der gute Reichsth. 1 fl. 51.1/2 kr. ist ein Stuck werth 5.5/20 kr. an 100 fl. ist Verlust 13 fl. 46 kr. 3 pf.

Lit. C.

Schwäb. Craises Müntz-Wardeins Bedencken.

Seit dem letzten in des H. Röm. Reichs Stadt Augspurg gehaltenen Müntz-Probations-Tag seynd in diesem hochlöbl. Schwäbischen Crais nachfolgende Silber-Müntz-Sorten/ welche der Reichs-Müntz-Ordnung nach zu wieder sich befinden/ unter Handen kommen/ so ich mit Fleiß auffgezogen/ durchs Feuer probirt/ dem guten Reichsth. nach zu 96 kr. gerechnet/ darauff im Schrot/ Korn/ Werth und Verlust befunden wie folgt.

1. Neue Guldner unter ihr Hochf. Durchl. Hn. Hn. Albrecht Ernst zu Oettingen Gepräg mit der Jahrzahl 1676. wie an dem Abtruck mit Num. 2. zu sehen seyn wird/ an dem Schrot und Korn ungleich/ gehen auff die rauhe Cölln. marck 12.4/5 Stuck halten fein 11 Loth 16 Gren/ wird die feine marck vermüntzt 17 fl. 13 kr. 1.6/7 pf. der gute Reichsth. 1 fl. 54 kr. 2.6/7 pf. ein Stuck werth 50 kr. 3/8 pf. an 190 Einbuß 16 fl. 4 kr. 1.1/2 pf.

2. Wiederum neue Guldner unter Ihrer Hochfürstl. Durchl. Hn. Hn. Albrecht Ernst zu Oettingen Gepräg/ mit der Jahrzahl 1677. wie an dem Abtruck mit Num. 2. zu sehen/ gehen 12.21/41 Stuck auff die rauhe marck Cöllnisch/ halten fein 12 Loth/ ist die feine marck vermüntzt 16 fl. 42 kr. 2.3/4 pf. der gute Reichsth. 1 fl. 51 kr. 1.2/5 pf. ein Stuck werth 52 kr. 1.80/299 pf. an 100 fl. Verlust 14 fl. 2 kr. 114/259 pf.

3. Neue Guldner unter Ihrer Hochgr. Gn. zu Montfort Gepräg unter der Jahrzahl 1676. wie in Num. 3. zuersehen/ seynd an Schrot und Korn sehr ungleich/ gehen auff die rauhe Cöllnische marck 12.20/169 Stuck/ halten an fein 11 Loth 16 Gren/ wird die feine marck vermüntzt 16 fl. 23 kr. 1.1/3 pf. der gute Reichsth. 1 fl. 49 kr. 1/1 pf. ist ein Stuck werth 52 kr. 3.109/128 pf. an 100 fl. Verlust 11 fl. 45 kr. 2.21/32.

4. Wiederum Hochgr. Montfortische Guldner mit der Jahrzahl 1679. wie an dem Abtruck Num. 4. zuersehen/ gehen auff die rauhe marck Cöllnisch 12.4/5 Stuck/ halten fein 11 Loth 16 Gren/ so dem vorhero gesetzten Num. 1. gleich.

5. Noch ein Sorten neue Guldner unter der Hn. Hn. von Reussen von Planen Gepräg/ unter der Jahrzahl 1679. wie an dem Abtruck mit Num. 5. zu sehen/ gehen 13 Stuck auff die rauhe marck Cöllnisch/ halten an fein 12 Loth/ wird die feine marck vermüntzt 17 fl. 20 kr. der gute Reichsth. 1 fl. 55 kr. 1.1/3 pf. ein Stuck werth 49 kr. 3.5/13 pf. an 100 fl. Verlust 16 fl. 55 kr. 1 pf.

6. Neue halbe Guldner unter Ihrer Hochgr. Gn. von Montfort Gepräg mit der Jahrzahl 1678. wie bey dem Abtruck Num. 6. zuersehen/ gehen auff die rauhe marck Cöllnisch 25.23/81 Stuck/ halten fein 11 Loth 14 Gren/ wird die feine marck vermüntzt 17. fl. 11 kr. 2/1 pf. der gute Reichsth. 1 fl. 54 kr. 2.7/11 pf. ein Stuck werth 25 kr. 79/128 pf. an 100 fl. Verlust 16 fl. 9 kr. 9/10 pf.

7. Neue sechstel Guldner unter Ihrer Hochf. Durchl. Hn. Hn. Johann Friederich/ Marggrafen zu Brandenburg Onoltzbach Gepräg/ mit der Jahrzahl 1678. wie in dem Abtruck mit Num. 7. zuersehen/ gehen auff die Cöllnische marck 39 5/12 Stuck/ halten fein 8 Loth 17 Gren/ ist die feine marck vermüntzt 17 fl. 50 kr. 5/8 pf. der gute Reichsth. 1 fl. 58 kr. 2 2/3 pf. ein Stuck werth 12 kr. 1.7/128 pf. an 100 fl. Verlust 18 fl. 14 kr. 2.1/8 pf.

8. Hochgr. Montfortische 15 kreutzerer unter der Jahrzahl 1676. wie bey dem Abtruck Num. 8. zu sehen/ gehen auff die rauhe marck Cöllnisch 37.25/27 Stuck halten fein 8 Loth 14 Gren/ ist die feine marck vermüntzt 17 fl. 16 kr. 60/79 pf komt der gute Reichsth. 1 fl. 55 kr. 1/9 pf. ein Stuck werth 12 kr. 1.7/128 pf. an 100 fl. Verlust 17 fl. 55 kr. [illegible] pf.

9. Neue Hochgr. Montfortische 15 Kreutzerer unter der Jahrzahl 1678. wie bey dem Abtruck Num. 9. zuersehen/ gehen auff die rauhe Cöllnische marck 36.4/7 Stuck/ halten fein 8 Loth 15 Gren/ ist die feine marck vermüntzt 16 fl. 33 kr. 1.4/7 pf. der gute Reichsth. 1 fl. 50 kr. 1.6/19 pf. ein Stuck werth 13 kr. 3.1/64 pf. an 100 fl. Verlust 13 fl. 2 kr. 3.1/4 pf.

10. Neue 6 Kreutzerer unter Ihrer Hochfürstl. Durchl. Hn. Hn. Johann Friederich zu Brandenburg Onoltzbach Gepräg/ unter der Jahrzahl 1677. wie an den Abtruck mit Num. 10. zu sehen/ gehen auff die rauhe marck Cöllnisch/ 78.10/11 Stuck/ halten fein 6 Loth 17 Gren/ die feine marck vermüntzt 18 fl. 8 kr. 2.10/16 pf. der gute Reichsth. 2 fl. 2.12/13 pf. ein Stuck werth 4 kr. 3.10/256 pf. an 100 fl. Verlust 20 fl. 47 kr. 2.3/10 pf.

11. Fürstl. Oettingische 6 Kreutzerer unter der Jahrzahl 1676. wie bey dem Abtruck Num. 11. zu sehen/ gehen auff die rauhe Cöllnische marck 73.1/7 Stuck/ halten fein 6 Loth 13 Gren/ wird die feine marck vermüntzt 17 fl. 32 kr. 1.1/8 pf. und der gute Reichsth. 1 fl. 56 kr. 2.61/67 pf. ein Stuck werth 4 kr. 3.10/41 pf. an 100 fl. Verlust 17. fl. 55 kr. 2.14/41 pf.

12. Wiederumb Fürstl. Oettingische 6 Kreutzerer unter der Jahrzahl 1677. wie bey dem Abtruck Num. 12. zuersehen/ gehen auff die rauhe Cöllnische marck 85.1/8 Stuck/ halten fein 6 Loth/ 16 Gren/ wird die feine marck vermüntzt 19 fl. 42 kr. 20/11 pf. der gute Reichsth. 2 fl. 12 kr. 28/93 pf. ein Stuck werth 4 kr. 1.7/16 pf. an 100 fl. Verlust 27 fl. 25 kr. 2.1/8 pf.

13. Wiederumb Fürstl. Oettingische 6 Kreutzerer unter der Jahrzahl 1678. wie bey dem Abtruck mit Num 13. zusehen/ gehen auff die rauhe Cöllnische marck 78.13/13 Stuck/ halten fein 6 Loth 14 Gren/ wird die feine marck vermüntzt 18 fl. 2 kr. 2.17 pf. der gute Reichsth. 2 fl. 3 kr. 2.5/6 pf. ein Stuck werth 4 kr. 2.35/64 pf. an 100 fl. Verlust 22 fl. 43 kr. 1.3/8 pf.

Des hochlöbl. Schwäbischen Craises General Müntz-Wardein.

Ansfelt Ulrich Müller.

CCXI.

Contrat de Mariage, de LOUÏS DAUPHIN *de France, avec la Princesse Electorale* MARIE ANNE CHRISTINE *de Baviere. Fait & passé à Munich le 30. Decembre* 1679. [FREDER. LEONARD. Tom. III.]

30. Dec. FRANCE ET BAVIERE.

AU nom de la Sainte Trinité, Pere, Fils, & S. Esprit, trois personnes en un seul Dieu. Soit notoire à tous ceux qui ces presentes verront, & cet Accord de Mariage, que comme le tres-haut, tres-excellent & tres-puissant Prince LOUIS XIV. par la grace de

Anno 1679.

de Dieu Roi Tres-Chrestien de France & de Navarre, pour perpetuer dans les Siecles à venir la felicité dont ses Peuples jouïssent sous son Regne, par des Successeurs qui puissent suivre les glorieux exemples que Sa Majesté leur donne, auroit pris la resolution de marier Monseigneur Louïs Dauphin de France son Fils: & que pour lui donner pour Epouse une Princesse en qui la vertu & toutes les qualitez dignes d'un si haut rang, soient unies à celles d'une Illustre naissance; Sa Majesté auroit jetté les yeux sur la Princesse Electorale Marie Anne Christine de Baviere, Fille de tres-haut & tres-puissant Prince Ferdinand Marie, Electeur du S. Empire & Duc de Baviere, & de tres-haute & tres-puissante Princesse Henriette Adelaide de Savoie, Electrice & Duchesse de Baviere, dans laquelle Princesse tous ces avantages se rencontrent également. Sa Majesté auroit envoié en cette Ville de Munich le Sieur Charles Colbert, Marquis de Croissy, Conseiller en tous ses Conseils, & President à Mortier en sa Cour de Parlement, pour stipuler & resoudre avec les Ministres de Baviere les Articles & Conditions dudit Mariage entre ledit Seigneur Dauphin, & ladite Dame Princesse de Baviére. Et pour cet effet, ce jourd'hui Samedi le trentiéme du Mois de Decembre mil six cens soixante-dix-neuf, à l'heure de six du Soir, à l'Hostel ordinaire des Ambassadeurs; par devant moi Antoine de Berchem, in Pludenbourg, Menzing & Allach, Conseiller d'Etat, & Gouverneur de Dingling & Reispach, Comte Palatin, & Notaire; en presence de Messieurs François Pangrace, Baron de Leibling, Rhain & Graderstorf, Conseiller d'Etat, & Gouverneur de Waldmunchen, & Eobald de Kleist, Conseiller d'Etat, President du Conseil Aulique, & Gouverneur de Rotenbourg, comme témoins à ce requis: Ont comparu d'une part, ledit Sieur President Colbert, en vertu des Pleinspouvoirs tant dudit Seigneur Roi Tres-Chrestien que de la Reine & de Monseigneur le Dauphin, en Datte des dix-huitiéme Octobre dernier, & quatorziéme du present Mois de Decembre. Et de l'autre des Sieurs Bernard Bero, Baron de Rechberg, Conseiller Secret, & Grand Chambellan de Monsieur l'Electeur de Baviere, & Gouverneur de Erding, Maximilien Ferdinand, Comte de Terring en Seefeld, du mesme Conseil Secret, Grand Mareschal de la Cour, & Gouverneur de Wolfertzhausen; Gaspard Schmid, Seigneur de Haselbach & Pirenbach du mesme Conseil Secret, Chancelier, Souverain Prevost des Fiefs, & Gouverneur d'Aibling

Lesquels Commissaires usans de leurs Pouvoirs susdits, ont dit & declaré que comme le Serenissime Prince Maximilien Philippe, Duc de la Haute & Basse Baviere, Administrateur de tous les Etats Electoraux, & autres Provinces de Baviere, Curateur & Tuteur de Monsieur l'Electeur Maximilien Emanuel son Neveu, & de l'aveu & consentement dudit Prince, veut répondre tres sincerement aux sentimens d'une affection toute particuliere, & d'une tres-grande estime que Sa Majesté lui témoigne, & à toute sa Maison, & qu'il desire aussi passionnément que la même bonne intelligence & amitié qu'il y a toujours eu entre la France & la Baviere, pendant la vie de Monsieur l'Electeur son Frere & de ses Predecesseurs, soit continuée non seulement sous le Gouvernement present & à venir de Monsieur l'Electeur son Neveu, mais aussi qu'elle passe encore avec la mesme fermeté aux Successeurs & descendans; lesdits Sieurs Plenipotentiaires jugeant que le plus efficace moien pour parvenir à cette bonne fin, est de renouër étroitement cette mesme bonne intelligence & amitié par le lien de ce Mariage, ils ont aux noms susdits, traité & accordé les Articles qui en suivent.

Premierement. Qu'avec la grace & benediction de Dieu, preallablement obtenuë dispense de sa Sainteté, à raison de la proximité & consanguinité entre Monseigneur le Dauphin, & la Serenissime Princesse de Baviere, ils fassent celebrer leurs Epousailles & Mariage par paroles de present, selon la forme & solennité prescritte par les sacrez Canons, & Constitutions de l'Eglise Catholique, Apostolique & Romaine, & se feront lesdites Epousailles & Mariage au Palais Electoral de cette Ville de Munic, en vertu du Pouvoir & Commission qui sera à cet effet donné par mondit Seigneur le Dauphin, qui le ratifiera & accomplira en personne quand la Serenissime Princesse Marie Anne Christine de Baviere sera amenée & arrivée en France; mondit Seigneur le Dauphin se joignant avec Son Altesse, & recevant les benedictions de l'Eglise: & la conclusion & Ratification dudit Mariage se fera dans le tems accordé & concerté entre Sa Majesté & Monsieur le Duc Maximilien, en qualité d'Administrateur, & legitime Tuteur & Curateur.

Anno 1679.

II. Aprés la renonciation legitimement faite aujourd'hui par Madame la Princesse Electorale de Baviere, en faveur de la Succession des Mâles, selon la teneur de l'Acte separé, laquelle renonciation a esté confirmée par Serment, & doit être ratifiée dans vingt jours, aussi bien que ces Pactes Dotaux, par leurs Majestez le Roi & la Reine, & Monseigneur le Dauphin; Monsieur le Duc Maximilien, comme Administrateur & Curateur, promet & demeurera obligé pour Monsieur l'Electeur de Baviére, de donner en Dote à la Serenissime Princesse Marie Anne Christine de Baviere, en faveur du Mariage qu'elle contracte avec Monseigneur le Dauphin, Fils unique du Roi Tres-Chrestien de France & de Navarre, & lui paiera, ou à celui qui aura Pouvoir & Commission dudit Seigneur, la Somme de cent mil Ecus ou leur juste valeur en la Ville de Paris, comme aussi de lui donner des pierreries & autres ornemens montant à pareille Somme de cent mil Ecus, & ladite Dote sera paiée en la maniere suivante. Le tiers au tems de la consommation du Mariage, l'autre tiers à la fin de l'année depuis ladite consommation, & la derniere troisiéme Partie six Mois aprés, en sorte que l'entier paiement de ladite Somme de cent mil Ecus sera fait en dix-huit Mois de tems, aux termes & portions qui viennent d'estre specifiez.

III. Sa Majesté Tres-Chrestienne s'oblige d'assurer & assurera la Dote de ladite Serenissime Princesse Marie Anne Christine sur bonnes Rentes & Biens assûrez, & sur fond & assignats valables au contentement de Monsieur l'Administrateur & de Monsieur l'Electeur de Baviere, ou des personnes qu'il nommera pour cet effet à mesure & à proportion de ce que Sadite Majesté aura receu desdits cent mil Ecus ou de leur juste valeur, dans les termes ci-dessus dits, & envoiera aussitost à Monsieur l'Administrateur & Monsieur l'Electeur, les Actes de ladite Assignation & Consignation de Rente. Et en cas de dissolution dudit Mariage, & que de Droit la restitution de la Dote ait lieu, elle sera renduë à la Serenissime Princesse Marie Anne Christine, ou à celui qui aura charge ou droit d'elle, & pendant le tems qui courra qu'on ne lui rendra point sadite Dote, Son Altesse ou ses Heritiers & Successeurs jouïront des Revenus à quoi se monteront lesdits cent mil Ecus à raison du Denier vingt, qui seront paiez en vertu desdites Assignations.

IV. S. M. T. C. donnera pour Monseigneur le Dauphin à la Serenissime Princesse Marie Anne Christine, pour ses Bagues & Joiaux la valeur de cinquante mil Ecus d'or sol, lesquels & tous autres qu'elle portera avec soi lui appartiendront sans difficulté, comme estant Biens de son Patrimoine, propre à ladite Princesse, ses Heritiers ou Successeurs, ou à ceux qui auront leur Droit & cause.

V. S. M. T. C. suivant l'ancienne & loüable coutume de la Maison de France, assignera & constituera à ladite Dame Princesse Marie Anne Christine pour son Doüaire, vingt mil Ecus d'or sol chacun an, qui seront assignez sur Revenus & Terres où y aura Justice, dont le principal lieu aura titre de Duché, & consecutivement jusqu'à la concurrence de ladite Somme de vingt mil Ecus d'or sol chacun an; Desquels Lieux & Terres ainsi donnez & assignez, ladite Princesse jouïra par ses mains, & de son autorité & de celle de ses Commissaires & Officiers, & aura la Justice, comme il a esté toûjours pratiqué. Davantage à elle appartiendra la provision de tous les Offices vacans, comme ont accoutumé d'avoir les Reines & Dauphines de France; bien entendu neanmoins que lesdits Offices ne pourront être donnez qu'à naturels François, comme aussi l'administration & les Fermes desdites Terres, conformement aux Loix & Coutumes du Roiaume de France; de laquelle susdite Assignation ladite Dame Princesse Marie Anne Christine, entrera en possession & jouïssance si-tôt que Douaire aura lieu, pour en jouïr toute sa vie, soit qu'elle demeure en France, ou qu'elle se retire ailleurs hors de France.

VI. S. M. T. C. donnera & assignera à ladite Dame Princesse Marie Anne Christine, pour sa dépense de sa Chambre, & entretenement de son Etat & de sa Maison, Somme convenable, telle qu'appartient à une Princesse d'un si haut rang, la lui assignant en la forme & maniere qu'on a accoutumé en France de donner Assignation pour tel entretenement.

VII. Monseigneur le Dauphin & ladite Dame Princesse

ANNO 1679.

cesse Marie Anne Christine, s'épouseront & marieront par procuration qu'envoiera mondit Seigneur le Dauphin à ladite Princesse, par paroles de present; ce qu'étant fait M. l'Electeur la fera mener à ses frais & depens jusqu'au plus prochain lieu de la Frontiere de France en Alsace, avec la dignité & appareil qu'appartiens à si grande Princesse; & avec le même appareil elle sera reçue par Monseigneur le Dauphin.

VIII. Qu'en cas que le Mariage se dissolve entre mondit Seigneur le Dauphin & ladite Dame Princesse Marie Anna Christine, & qu'elle le survive, en ce cas il sera en la liberté de ladite Dame Princesse, ou de demeurer en France en tel lieu qu'il lui plaira, ou de retourner en Baviere sans aucun empêchement, ou en tels autres endroits qu'elle choisira plus convenables hors de France toutefois & quantes que bon lui semblera, avec tous ses Biens, Dote & Doüaire, Bagues, Joiaux & vestemens, vaisselle d'argent, & tous autres meubles quelconques, avec ses Officiers & serviteurs de sa Maison, sans que pour aucunes choses que ce soit ou seroient survenuës, on lui puisse donner aucun empêchement quelconque, ni arrester son depart, ni directement ni indirectement empêcher la jouïssance & recouvrement de sesdites Dote & Doüaire, ni autres Assignations qu'on lui auroit données ou dû donner. Et pour cet effet S. M. T. C. & Monseigneur le Dauphin donneront à M. le Duc Maximilien, comme Administrateur, Tuteur & Curateur pour ladite Dame Princesse Marie Anne Christine sa Niece, telles Lettres de sureté qui seront necessaires, signées de leur propre main, & scellées de leur Sceau. Et dés à present comme déslors S. M. T. C. leur assurera & promettra pour soi & pour ses Successeurs Rois, en foi & parole de Roi.

IX. Ce Traité & concert de Mariage a esté fait avec dessein de supplier nôtre S. Pere le Pape, comme dés à present Leurs Majestez le Roi & la Reine de France & de Navarre, Monseigneur le Dauphin, & Monsieur le Duc Maximilien Philippe, tant comme Administrateur qu'au nom de Monsieur l'Electeur, l'en supplient, qu'il ait agreable de l'approuver, & lui donner sa Benediction Apostolique; comme aussi d'en approuver les Capitulations & Ratifications qui en auront esté faites de part & d'autre, & les Ecritures & Juremens qui se feront & octroieront pour son accomplissement, les inserant en ses Lettres d'Approbation & de Benediction. Que S. M. T. C. & ledit Sieur Duc Maximilien, comme Administrateur, Tuteur & Curateur, approuveront & ratifieront cette presente Capitulation & tout ce qu'elle contient; promettront & s'obligeront lesdits Seigneurs Rois & Dauphin sur leur foi & parole Roiale, & Monsieur le Duc Maximilien Philippe sous la sienne & celle de Monsieur l'Electeur son Neveu, de la garder & accomplir inviolablement; delivreront à cet effet leurs Brevets ou Lettres en la forme accoutumée, lesquels susdits Brevets ou Lettres de Ratification de la presente Ecriture, seront échangez respectivement dans vingt jours, à compter du jour & datte de la presente; avec l'Obligation expresse de n'y point contrevenir; car ainsi l'ont promis & stipulé lesdits Sieurs Plenipotentiaires, en vertu des Pouvoirs cidessus dits. Et lesdits Sieurs Contractans l'ont signé de leurs mains & noms, & m'ont requis que de toute cette Convention j'en fisse quatre Originaux, deux en Latin & deux en François, desquels j'en ay remis deux en Langues differentes à chacune des Parties. Fait & signé l'année, le jour, l'heure, & en presence que dessus. *Ainsi signé*, COLBERT DE CROISSY. BERNARD BERO, Baron de Rechberg. MAXIMILIEN FERDINAND, Comte de Terring en Seeveld. GASPARD SCHMID, de Hagelbach & Pusenbach.

Pleinpouvoir du Roi.

LOUïs par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Aprés que Dieu a beni si heureusement l'application continuelle que nous avons donnée au bien de nôtre Etat, soit par l'ordre que nous avons establi au dedans, soit par les Conquestes dont nous l'avons augmentée au dehors; l'unique soin qui nous reste pour le bonheur de nos Sujets, est de nous donner des Successeurs, qui puissent à nôtre exemple & touchez du même amour que nous avons pour nos Peuples, perpetuer dans les siecles à venir la felicité dont ils jouïssent sous nôtre Regne, & soutenir avec la même gloire ce haut point de grandeur & de puissance auquel nous avons élevé nôtre Couronne. C'est dans cette veuë qu'aiant pris la resolution de marier nôtre tres-cher & tres-aimé Fils Louis Dauphin de France, & de lui donner pour Epouse une Princesse en qui la vertu & toutes les qualitez dignes d'un si haut rang, soient unies à celles d'une Illustre naissance; Nous avons jetté les yeux sur la Princesse Electorale Marie Anne Victoire de Baviere, Fille de tres-haut & tres-puissant Prince Ferdinand Marie, Electeur du Saint Empire & Duc de Baviere; & de tres-haute & tres-puissante Princesse Henriette Adelhaide de Savoie, Electrice & Duchesse de Baviere, dans laquelle nous trouvons joints également tous ces avantages que nous pouvons le plus desirer. Et parce que pour traiter une affaire de cette importance Nous avons besoin d'une personne sur la suffisance, l'experience & la fidelité de laquelle nous puissions pleinement nous reposer, Nous avons fait choix du Sieur Colbert, Conseiller en tous nos Conseils & President en nostre Parlement, dont le zele & la capacité nous ont esté éprouvez tant de fois dans les divers emplois & Ambassades que nous lui avons ci-devant commis. Nous avons jugé à propos pour ce sujet de le faire passer en Baviere, & de lui remettre le soin de resoudre & arrester en nostre nom les Articles du Mariage entre nostredit Fils le Dauphin & ladite Princesse Electorale. A ces causes & autres à ce nous mouvans, Nous avons commis, ordonné & deputé, commettons, ordonnons & deputons par ces presentes signées de nostre main, ledit Sieur President Colbert, pour stipuler & resoudre avec les Ministres qui seront commis à cet effet, munis de Pouvoirs suffisans, les Articles & conditions dudit Mariage entre nostredit Fils le Dauphin & ladite Princesse de Baviere, regler & accorder les Dot, assignats & conventions d'iceux, convenir des termes & paiemens dudit Dot, donner & accepter de part & d'autre les seuretez, promesses & Obligations qui seront necessaires pour l'accomplissement & execution de tout ce qui aura esté accordé; promettre en nostre nom que nous ratifierons & aurons agreable tout ce qui aura esté arresté & convenu par ledit Sieur Colbert au sujet dudit Mariage, & generalement en tout ce que dessus, circonstances & dépendances, faire, stipuler, procurer, demander, negocier, conclure & signer, tout ainsi que nous ferions ou pourrions faire si nous y estions presens en personne, encore que le cas requist un Mandement plus special qu'il n'est contenu en cesdites presentes: Car tel est nostre plaisir. En témoin de quoi nous y avons fait mettre nostre Scel. Donné à S. Germain en Laye le 28. jour d'Octobre l'an de grace 1679. & de nostre Regne le trente-septiéme. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*: Par le Roi, ARNAULD.

Pleinpouvoir de la Reine.

MARIE THERESE par la grace de Dieu, Reine de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Le Roi nostre treshonoré Seigneur & Epoux, aiant pris la resolution de satisfaire le desir de ses Peuples par le Mariage de nostre Fils le Dauphin, avec une Princesse qui puisse donner des Successeurs à cette Couronne capables de continuer le bonheur & la felicité dont ils jouïssent, par les soins, la prudence, & la valeur de nostredit Seigneur & Epoux; il a pour cet effet jetté les yeux sur la Princesse Marie Anne Victoire de Baviere, Fille de treshaut & tres puissant Prince Ferdinand Marie, Electeur du S. Empire, & de tres-haute & tres-puissante Princesse Henriette Adelaide de Savoie, comme une Princesse en qui se trouvent toutes les bonnes qualitez d'esprit & de conduite que nous pouvons desirer. Et parce qu'il est necessaire que nous commettions quelqu'un de nôtre part pour traiter & convenir des Articles dudit Mariage, nous avons jugé que nous ne pouvions faire un plus digne choix que du Sieur Colbert, Conseiller ordinaire en tous les Conseils dudit Roi nôtre tres-honoré Seigneur & Epoux, President en son Parlement, & son Envoié extraordinaire à Munich. A ces causes & autres à ce nous mouvans, voulant toûjours nous conformer aux desirs & intentions du Roi nôtre tres-honoré Seigneur & Epoux, Nous avons audit Sieur Colbert donné & donnons par ces presentes signées de nôtre main, Pleinpouvoir, Commission & Mandement special, pour stipuler & resoudre avec les Commissaires qui seront munis d'un Pouvoir suffisant, les Articles & conditions du Mariage, d'entre nôtredit Fils

ANNO 1679.

ANNO 1679.

Fils le Dauphin & lad. Princesse de Baviere, regler & accorder les Dot, assignats & conventions d'iceux, convenir des termes & paiemens dudit Dot, donner & accepter de part & d'autre les seuretez, promesses & Obligations qui seront necessaires pour l'accomplissement & execution de ce qui aura esté accordé; promettre en nostre nom que nous ratifierons & aurons pour agreable de nostre part, tout ce qui aura esté convenu & arresté par ledit Sieur Colbert au sujet dudit Mariage & generalement en tout ce que dessus, circonstances & dépendances, faire, stipuler, procurer, demander, negotier, conclure & signer, tout ainsi que nous ferions ou pourrions faire si nous y estions presens en personne, encore que le cas requist un Mandement plus special qu'il n'est contenu en ces presentes: Car tel est nôtre plaisir. Donné à Saint Germain en Laye le 14. jour de Decembre 1679. *Signé*, MARIE THERESE. *Et plus bas:* Par la Reine, COLBERT.

Pleinpouvoir de Monseigneur le Dauphin.

LOUIS Dauphin de France, Fils Unique du Roi: A tous ceux qui ces presentes verront, Salut. La tendresse & l'affection que le Roi nôtre tres-honoré Seigneur & Pere nous a toujours témoigné, jointe aux vœux de tous ses Peuples, de nous donner une Epouse qui par la Benediction du Ciel lui donne des Successeurs qu'il puisse par ses propres soins rendre capables d'imiter ses vertus & les grandes qualitez qui rendent son Regne si heureux, a determiné son choix à la Princesse Electorale Marie Anne Victoire de Baviere, Fille de tres-haut & tres-puissant Prince Ferdinand Marie, Electeur du S. Empire, & Duc de Baviere, & tres-haute & tres puissante Princesse Henriette Adelaide de Savoie: & a envoié à Munich pour conclure ce Mariage le Sieur Colbert, Conseiller ordinaire en tous ses Conseils, President en son Parlement. Et parce qu'il est necessaire que nous lui donnions aussi un Pouvoir suffisant pour y stipuler & agir en nôtre nom, & que nous ne pourrions d'ailleurs faire choix d'une autre personne en qui nous puissions prendre une confiance plus entiere. A ces causes & autres à ce nous mouvans, Nous avons en consequence de l'ordre & Pouvoir qui nous en a esté donné par nostredit tres-honoré Seigneur & Pere, donné & par ces presentes signées de nôtre main donnons Pleinpouvoir, Commission & Mandement special audit Sieur Colbert, pour stipuler, arrester & resoudre en nôtre nom, avec les Commissaires qui seront munis d'un Pouvoir suffisant, les Articles & conditions de nôtredit Mariage avec ladite Princesse de Baviere, en regler & accorder les Dot, assignats & conventions, convenir des termes dudit Dot, donner & accepter de part & d'autre les seuretez, promesses & Obligations qui seront necessaires pour l'accomplissement de tout ce qui aura esté accordé; promettre en nôtre nom que nous ratifierons & aurons agreable tout ce qui aura esté arresté & convenu pour nous par ledit Sieur Colbert au sujet de nôtredit Mariage, & generalement en tout ce que dessus, circonstances & dépendances, faire, stipuler, demander, conclure & signer, tout ainsi que nous ferions ou pourrions faire si nous y estions presens en personne, encore que le cas requist un Mandement plus special qu'il n'est contenu en cesdites presentes. En témoin de quoi nous avons fait mettre nôtre Scel à cesdites presentes. Donné à S. Germain en Laye le 14. Decembre 1679. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas:* Par Monseigneur, COLBERT.

Pleinpouvoir de Monsieur le Prince Maximilien Philippe, Curateur & Tuteur de Monsieur l'Electeur de Baviere.

NOs Maximilianus Philippus, Dei gratia utriusque Bavariæ ac Palatinatus Superioris Dux, Comes Palatinus Rheni, Landgravius in Leichtenberg, & pro tempore Statuum, & omnium Provinciarum Electoralium Administrator, Tutor & Curator. Notum facimus præsentibus hisce, profitemur ac contestamur, postquam Christianissimus & Potentissimus Princeps Dominus Ludovicus XIV. Galliarum & Navarræ Rex, Dominus consanguineus & affinis noster colendissimus & Domui nostræ Electorali Bavariæ, id honoris & gloriæ conferre ac concedere voluit, ut inter Filium Regiæ Majestatis suæ Ludovicum Delphinum; & Fratris Carissimi nostri nuper defuncti Electoris Bavariæ Ferdinandi Mariæ, ejusque defunctæ conjugis Henriethæ Adelhaidis, natæ Principissæ Sabaudiæ, piissimæ memoriæ adultiorem relictam Filiam, Serenissimam Mariam Annam Christinam, utriusque Bavariæ ac Palatinatus Superioris Ducissam, Principissam & Neptem nostram Charissimam Matrimonium auspicante Deo ineatur: Ad cujus Negotii pertractationem & conclusionem Regia Majestas sua ad Aulam hanc Electoralem Dominum Carolum Colbert, Marchionem à Croissy, à sanctioribus Regis Consiliis, & in supremo Parlamento Curiæ Præsidem, sufficienti Mandato instructum ablegavit, eique vigore illius commisit, ut cum Consiliariis & Ministris Electoralibus, quos nos ad hosce Tractatus, sufficienter similiter Mandato legitimatos deputaverimus, conditiones & Articulos prædicti Matrimonii hujus pacisci, stipulari & concludere possit ac valeat, Quod nos vicissim vigore præsentis Instrumenti propria manu nostra subscripti, Potestatem & facultatem dedimus Bernhardo Beroni, Baroni in Rechberg, Domino in Hochen-Rechberg, & Principis & Electoris moderni Bavariæ Domini Maximiliani Emanuelis Nepotis nostri Charissimi, Consiliario intimo, Supremo Camerario & Præfecto in Erding; item Maximiliano Ferdinando Comiti de Thorring in Seefeld, & Consilii Electoralis intimi Consiliario, Aulæ Electoralis supremo Marechallo, & Præfecto in Wolfershausen; necnon Gasparo Schmid ab Aals & Purnbach, modo dicti Electoralis Consilii intimi Cancellario, Feudorum supremo Præposito & Præfecto in Aybling; eisdem mandantes, ut cum prædicto Regiæ Majestatis suæ Christianissimæ Ablegato Domino Colbert, Articulos & conditiones Matrimonii hujus intra memoratum Christianissimæ Majestatis suæ Filium Delphinum & dictam Charissimam Neptem nostram, nostro nomine pacisci, stipulari ac concludere, Dotem & Donationes propter Nuptias constituere & assignare, desuper Obligationes facere, & omnia alia, quæ ad perficiendum & adimplendum Negotium & Tractatum hunc quomodocunque necessaria erunt, ab eodem dependent vel dependere possunt, agere & procurare, necnon ulterius nostro nomine promittere possint & valeant, quod nos omnia illa ratificaturi & ratihabituri simus, quæ illi in hoc Matrimoniali Negotio tractarunt & concluserunt, ac si id omne à nobis & per nosmetipsos in propria persona factum esset, tametsi casus iste specialius Mandatum, quàm huic Instrumento insertum est, forsasse requireret. Ad quorum omnium fidem Instrumentum hoc propria manu subscripsimus & consueto administrationis nostræ Sigillo signari curavimus. Actum Monachi 28. Decembris anno 1679. *Signatum*, MAXIMILIANUS PHILIPPUS.

Et comme je Antoine de Berchem in Pluedenburg, Menzing & Alsach, Conseiller d'Etat de Son Altesse Serenissime Electorale de Baviere, Gouverneur in Dingelfing & Reisbach, Comte Palatin & Notaire; ai été exprés requis à cet Acte avec Messieurs les Témoins, & ay veu & oui toute chose en general & en particulier se passer ainsi, j'ai fait là dessus ces Instrument public écrit de la main d'autrui, mais collationné ponctuellement en presence de Messieurs les Plenipotentiaires de part & d'autre, & ensuite je l'ai publié. Et s'étant trouvé que dans le septiéme Article, la quatriéme page & la derniere ligne ces deux paroles (de France) estoient obmises, elles ont esté ajoûtées en Marge. Pareillement au Pouvoir du Roi dans la sixiéme page sur la fin, les paroles (nous pouvons le plus desirer & parce que) ont esté inserées avec une marque particuliere. Comme encore dans le Pouvoir de Son Altesse le Duc Maximilien Administrateur, ont manqué les deux mots Latins, *Intimi Consiliario*, qui ont esté joints en Marge, tout ce qui sera de la mesme force comme s'il avoit esté mis dans le contenu mesme.

FIN DE LA I. PARTIE DU TOME VII.



